



RECUEIL
DES
TRAITEZ
DE PAIX, DE TRÊVE, DE NEUTRALITÉ, DE SUSPENSION D'ARMES, DE CONFÉDÉRATION, D'ALLIANCE, DE COMMERCE, DE GARANTIE,
ET D'AUTRES
ACTES PUBLICS,
COMME
CONTRACTS DE MARIAGE, TESTAMENTS, MANIFESTES, DECLARATIONS DE GUERRE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Républiques, Princes, & autres Puissances de l'Europe, & des autres Parties du Monde.

Depuis la Naissance de JESUS-CHRIST *jusqu'à présent.*

SERVANT A ÉTABLIR
LES DROITS DES PRINCES,
ET DE
FONDEMENT A L'HISTOIRE.

Rassemblez avec soin d'un grand nombre d'Ouvrages imprimez, où ils étoient disperséz, & de divers Recueils publiez ci-devant, ausquels on a ajoûté plusieurs Piéces, qui n'avoient jamais été imprimées.

Le tout redigé par ordre Chronologique, & accompagné de NOTES, *de* TABLES CHRONOLOGIQUES *&* ALPHABETIQUES, *& des Noms des* AUTEURS *dont on s'est servi.*

TOME QUATRIE'ME.

Contenant les Traitez depuis M DC LXI. jusqu'en M DCC. & la Table générale & Alphabétiques des Quatre Volumes.





A AMSTERDAM,
Chez HENRY ET LA VEUVE DE T. BOOM.
A LA HAYE,
Chez { ADRIAN MOETJENS, HENRY VAN BULDEREN.

M. DCC.

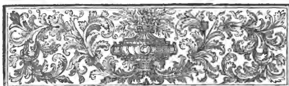


TABLE CHRONOLOGIQUE
DE TOUTES
LES PIECES
Contenuës dans ce
TOME IV.

Le Chifre marque la page, la lettre *a*, la premiére colonne, & la lettre *b*, la seconde.

Trai-

DU TOME IV.

** Traité

TABLE CHRONOLOGIQUE

Articles

DU TOME IV.

1685. 517. a.

1685. 10. Decemb. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & le Roi de* SIAM, *fait entre M. le Chevalier de Chaumont, Ambassadeur Extraordinaire de Sa Majesté très-Chrétienne, & M. Constance Phaulkon, député avec ample pouvoir de Sa Majesté de Siam, pour accorder en son Royal nom des Priviléges aux Missionaires Apostoliques dans tous ses Royaumes en la maniére suivante. Fait à Louvo, le 10. Décembre,* 1685. 518. b.

1686. 22. Janvier. *Convention ou Acte de Renouvellement des Traitez, fait entre* CHARLES XI. *Roi de Suéde, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Du 22. Janvier,* 1686. 519. b.

1686. 15. Avril. *Articles de Paix & de Commerce entre le Sérénissime & très-puissant Prince* JAQUES II. *par la grace de Dieu Roi de la Grand' Bretagne, France, & Irlande, défenseur de la Foi Chrétienne &c. & les très-illustres Seigneurs, le Douleth Bassa, Aga, & Gouverneurs de la fameuse Ville & Royaume d'*ALGER *en Barbarie. Ratifié & confirmé par le Chevalier Guillaume Soame Barounet, Ambassadeur de Sa Majesté vers le Grand Seigneur. Le 5. Avril,* 1686. *vieux Stile.* 756. a.

1686. 25. Avril. *Traité de Paix & d'Alliance entre la* MOSCOVIE *& la* POLOGNE. *Fait à Moscou, le 25. Avril,* 1686. 520. b.

1686. 9. Juillet. *Traité de ligue concluë à Ausbourg le 9. Juillet,* 1686. *entre* LEOPOLD *Empereur,* CHARLES II. *Roi d'Espagne, Pour le Cercle de Bourgogne,* CHARLES XI. *Roi de Suéde, pour les Provinces, qu'il a en Allemagne, & les autres* CERCLES *&* PRINCES *de l'Empire.* 521. b.

1686. *Traité entre* LEOPOLD *Empereur, &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, par lequel ledit Electeur s'engage de fournir des Troupes à l'Empereur à certaines conditions. Fait en l'année,* 1686. 525. a.

1686. 16. Novembre. *Traité de Neutralité conclu à Londres le 16. Novembre,* 1686. *entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* JAQUES II. *Roi d'Angleterre, touchant les Pays des deux Rois en Amérique.* 525. b.

1687. 4. Janvier. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Espagne, sur les Poteaux plantez à la vuë du Château de Namur. Signé à Philippeville, le 4. Janvier,* 1687. 528. a.

1687. 4. Novembre. *Lettre écrite par Monsieur* FAGEL *Pensionnaire de Hollande, à Monsieur Jaques* STEWART *Avocat, pour l'informer des sentimens de leurs Altesses Royales, Monsieur le Prince & Madame la Princesse d'*ORANGE, *sur l'abolition du Test & des Loix pénales. Traduite de l'Anglois. En date du 4. Novembre,* 1687. 529. a.

1687. 20. Décembre. *Arrest du Conseil d'Etat du Roi de France* LOUIS XIV. *qui ordonne, conformément à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons* SUISSES, *que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Royaume l'Or & l'Argent monnoyé, qu'ils auront reçû, pour le prix des Marchandises, qu'ils auront aportées. Du 20. Decembre,* 1687. 531. b.

1688. *Manifeste du Comte* TEKELI, *Chef des Mécontens de Hongrie, publié au commencement de l'année* 1688. 532. a.

1688. 9. Mai. *Acte par lequel la* TRANSYLVANIE *se met sous la protection de* LEOPOLD *Empereur, & de* JOSEPH *Archiduc d'Autriche son Fils, Roi de Hongrie. Fait à Hermanstat, le 9. Mai,* 1688. 533. a.

1688. 30. Juin. *Renouvellement d'Alliance entre les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *des Pays-Bas, &* FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg. Conclu à Cologne sur la Sprée, le 30. Juin,* 1688. 534. a.

1688. 6. Juillet. *Traité Préliminaire entre* CHRETIEN V. *Roi de Danemarc, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à Berlin, le 6. Juillet,* 1688. 535. a.

1688. 6. Septembre. *Lettre de* LOUIS XIV. *Roi de France à M. le Cardinal d'*ESTREES *au sujet de la Franchise des quartiers à Rome, & de l'Election du Prince Clément de Baviére, pour Electeur de Cologne, laquelle peut être considérée comme un Manifeste contre le* PAPE *& contre l'*EMPEREUR. *Ecrite à Versailles, le 6. Septembre,* 1688. 540. a.

1688. 12. Septembre. *Traité par lequel* CHARLES XI. *Roi de Suéde s'engage de fournir un certain nombre de Troupes aux* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, à certaines conditions. Fait à Stockolme, le 12. Septembre,* 1688. 759. a.

1688. 24. Septembre. *Mémoire des Raisons, qui ont obligé le Roi de France* LOUIS XIV. *à reprendre les armes, & qui doivent persuader toute la Chrétienté des sincéres intentions de Sa Majesté, pour l'afermissement de la tranquilité publique. A Versailles, le 24. Septembre,* 1688. 542. b.

1688. 18. Octobre. *Réponse de* LEOPOLD *Empereur aux Raisons publiées par* LOUIS XIV. *Roi de France, pour lesquelles il a pris les armes. Faite à Vienne, le 18. Octobre,* 1688. 545. b.

Sans datte. *Actes contenant les Protestations Solennelles publiées au sujet des prétenduës nullitez insoutenables, faites en Cour de Rome, dans la Confirmation de l'Election du Sérenissime Prince* JOSEPH CLEMENT *Duc de Baviére, &c. Afin de les rendre notoires au Clergé & au Peuple de l'Archevêché de Cologne.* 549. b.

1688. Octobre. *Mémoire des* PROTESTANS ANGLOIS *présenté à leurs Altesses Monseigneur le Prince & Madame la Princesse d'Orange. Publié au mois d'Octobre,* 1688. 552. b.

1688. Octobre. *Déclaration de son Altesse* GUILLAUME HENRI. *par la grace de Dieu Prince d'Orange; &c. pour justifier qu'il n'est entré en armes dans le Royaume d'Angleterre, que pour la conservation de la Religion Protestante, & pour le rétablissement des Loix & des Libertez d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande. Avec les Lettres de S. A. S. qui s'adressent aux Gens de Guerre, tant de Mer, que de Terre, qui servent en Angleterre, & la Priére composée pour cette expédition. Publiées en Anglois & François, avec les Armes de la Grand' Bretagne, & cette Inscription.* Pour la Religion, & pour la Liberté. *Au mois d'Octobre,* 1688. 574. b.

1688. 28. Octobre. *Résolution des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *portant les raisons, qui les ont obligées de secourir de Vaisseaux & de Troupes,* GUILLAUME HENRI *Prince d'Orange passant en Angleterre en personne. Du 28. Octobre,* 1688. 582. a.

1688. 16. Novembre. *Déclaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France, contre les Hollandois. Du 16. Novembre,* 1688. 583. a.

1688. 11. Décembre. *Déclaration des* SEIGNEURS SPIRITUELS & TEMPORELS *des Villes de Londres & Westminster & lieux Circonvoisins. Assemblez à Guildhal, le 11. Décembre,* 1688. 584. a.

1689. 9. Mars. *Déclaration de Guerre contre la* FRANCE, *& Placards des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *touchant le Commerce des Habitans desdites Provinces, comme aussi des Etats neutres dans les Ports de France; & les Marchandises de Contrebande; les Assurans des Vaisseaux & biens apartenans aux sujets de France. Fait à la Haye, le 9. Mars,* 1689. 585. a.

1689. 15. Avril. *Déclaration de Guerre de* LOUIS XIV. *Roi de France contre les* ESPAGNOLS, *du 15. Avril,* 1689. 593. a.

1689. 29. Avril. *Traité entre* GUILLAUME III. *&* MARIE *Roi & Reine d'Angleterre, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, touchant l'Armement par mer. Du 29. Avril,* 1689. 593. a.

1689. 3. Mai. *Déclaration de Guerre, faite par Don Francisco Antoine de Agurto, Marquis de Gastanaga, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général des Pays-Bas &c. pour le Roi d'*ESPAGNE, *contre la* FRANCE. *A Bruxelles, le 3. Mai,* 1689. 595. b.

1689. 12. Mai. *Traité d'Alliance Offensive entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES

TABLE CHRONOLOGIQUE.

Fin de la Table Chronologique du TOME IV.



RECUEIL

RECUEIL DES TRAITEZ DE PAIX, DE TREVE, DE NEUTRALITÉ, DE CONFEDERATIONS, D'ALLIANCE, DE COMMERCE, &c.

Faits entre les Empereurs, Rois, Princes, & Etats de l'Europe, & d'ailleurs, depuis la Naissance de JESUS-CHRIST, jusqu'à present.

I.

ANS de J. C. 1661.

FRANCE ET LORRAINE.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France,* & CHARLES III. *Duc de Lorraine, par lequel les Etats de ce Duc lui sont restituez. Fait à Paris, le dernier jour de Février,* 1661. Freder. Leonard. Tom. III.



E Roi aprés des meures deliberations voulant avoir égard à ce que Monsieur le Duc de Lorraine lui a representé plusieurs fois, que ce qui a été arrêté par le Traité de la Paix fait aux Pyrenées l'année 1659. entre sa Majesté & le Roi Catholique touchant la Lorraine, comme étant un des points contentieux qu'ils ont jugé nécessaire de terminer à leur égard pour la seureté de la Paix, oblige bien leurs Majestez entre elles à s'y conformer, en sorte qu'elles ne puissent avoir de different à l'avenir pour ce point là, ny pour tout ce qui en pourroit resulter : mais qui ne peut lier de la même maniére ledit sieur Duc aux conditions arrétées entre les deux Rois, qu'autant que par un nouveau Traité particulier entre sa Majesté & ledit sieur Duc, il y donnera lui-même son consentement, veu que bien loin d'avoir donné charge ni pouvoir à qui que ce soit de traiter de ses intérêts en la maniére qu'ils y ont été decidez, ledit sieur Duc soutient, comme il est connu de sa Majesté, que quand il est intervenu au lieu de la Conference, sur le point de la conclusion de la Paix, il a fait toutes les declarations & oppositions qui ont été en son pouvoir, tant aux Plenipotentiaires de leurs Majestez, qu'à tous les autres Ministres des Princes qui étoient alors aux Pyrenées pour arrêter & empêcher la signature des Articles qui le regardoient. Et comme sa Majesté a été d'ailleurs touchée des protestations que ledit sieur de Lorraine lui a faites depuis un an qu'il sejourne dans sa Cour, que son malheur plûtôt qu'aucune mauvaise volonté, l'a engagé dés le Regne du feu Roi, d'heureuse memoire, dans des intérêts contraires à ceux de sa Couronne, & de l'extreme déplaisir qu'il a de tous les sujets de mauvaise satisfaction que sa Majesté a eu de sa conduite, dont il seroit inconsolable, s'il n'esperoit de la bonté de sa Majesté qu'Elle les oubliera sincerement, dans l'asseurance que ledit sieur Duc lui donne de reparer le passé par un attachement inviolable au bien de son service & à ses intérêts. Sa Majesté prenant confiance à la foy & à la sincerité des intentions dudit sieur Duc de Lorraine, a resolu de lui départir des effets réels de sa bienveillance, & moderant & adoucissant les conditions du Traité des Pyrenées, non seulement affermir d'autant plus à l'égard même du Roi Catholique la durée de la Paix, mais engager ledit sieur Duc & ses Successeurs non moins par reconnoissance que par leurs propres interêts à l'aimer, ainsi que l'ont fait fort utilement plusieurs de ses devanciers & des Princes de sa Maison, Sujets de sa Majesté, qui ont répandu leur sang pour la gloire & pour les avntages de la France, & comme ceux qui restent seroient encore prets aujourd'hui à le répandre : ce que sa Majesté ayant mis tout ensemble en consideration, elle a consenti que ce qui ne s'étoit pû traiter que provisionnellement, des interêts dudit sieur Duc pour la seureté de la Paix generale, soit traité à present definitivement avec lui-même, & ensuite a été accordé & convenu entre sa Majesté & ledit sieur Duc en la maniere qui suit.

PREMIEREMENT. Que les Articles du Traité fait & conclu aux Pyrenées avec le Roi Catholique le 7. Novembre 1659. concernant les interêts dudit sieur Duc : A savoir, depuis le 62. Article jusqu'au 78. inclusivement, demeureront en leur force & vigueur, tant à l'égard des deux Rois, que dudit sieur Duc, comme s'ils étoient inserez ici de mot à mot, ledit sieur Duc approuvant & acceptant tout le contenu ausd. Articles, & declarant nulles & comme non avenuës, toutes les oppositions & protestations qu'il peut avoir fait au contraire, à la reserve de ce qui sera changé ou dérogé ausdits Articles par le present Traité.

En consequence de ce il a été accordé que sa Majesté fera démolir toutes les Fortifications des deux Villes de Nancy, qui ne pourront plus être refaites; qu'elle en tirera & fera transporter l'artillerie, poudres, boulets, armes, vivres & munitions de guerre qui sont à present dans les Magasins dudit Nancy; que la Garnison Françoise qui y est en sera tirée presentement, à la reserve de quatre cens hommes qui y demeureront pendant le temps de la démolition des Fortifications, & seront entretenus durant ledit temps aux dépens du Païs, en la maniere jusques ici pratiquée; outre lesquels quatre cens hommes, sa Majesté y envoyera d'autres Troupes pour la seureté & l'avancement de ladite démolition, mais elles seront entretenuës aux frais & dépens de sadite Majesté.

III. Sa Majesté aura la Place de Moyenvic, laquelle quoi qu'enclavée dans l'Estat de Lorraine, appartenoit à l'Empire, & a été cedée à sa Majesté par le Traité fait à Mun-

ANS de J. C. 1661.

à Munster le 24. Octobre 1648. pour en joüir ainsi que l'Empereur a fait & peut faire avant ledit Traité, retiendra, & demeurera saisie, & joüira effectivement du Comté de Clermont & de son Domaine, des places, prevostez, & Terres de Stenay & Jamets, avec tout le revenu d'icelles, Villages & Territoires qui en dépendent.

IV. Touchant le Duché de Bar, bien que par le Traité fait aux Pyrenées, sa Majesté se soit reservée ledit Duché, Elle consent néanmoins de le rendre & restituer audit sieur Duc, veut qu'il lui demeure pour en jouir à l'avenir, comme lui & ses Predecesseurs Ducs en ont joui ci-devant, aux conditions suivantes, que sa Majesté a desirées, & dont ledit sieur Duc est demeuré d'accord.

V. En premier lieu, que sa Majesté retiendra, demeurera saisi, & jouira effectivement de la place de Sirk, qui devoit etre renduë audit sieur Duc par le Traité des Pyrenées; comme aussi du nombre de trente Villages qui se trouveront dans les dépendances de ladite place, au choix de sa Majesté dont l'élection & le dénombrement se sera incessamment par des Commissaires de sa Majesté à ce deputez.

VI. En second lieu, sa Majesté retiendra ou sera mise en possession pour en demeurer saisie & en jouir effectivement des places & postes de Caufinan, Sarbourg, & Phalsbourg, en sorte que non seulement la Souveraineté, mais la proprieté desdits Sarbourg, & Phalsbourg francs & déchargez de toutes debtes & hypotecques appartiendra doresnavant à sa Majesté.

VII. En troisiéme lieu, sa Majesté retiendra, demeurera saisie, & jouïra effectivement de la partie du lieu & Prevosté de Marville, & des appartenances, dépendances & annexes qui appartiennent audit sieur Duc, comme Duc de Bar, l'autre partie qui appartenoit au Roi Catholique, comme Duc de Luxembourg, ayant esté cedée à sa Majesté par le susdit Traité.

VIII. En quatriéme lieu, ledit sieur Duc renoncera & renonce presentement, en tant que besoin seroit, en faveur de sa Majesté, à tous droits & pretentions de Souveraineté ou autres sur l'Abbaye de Gorze, laquelle Souveraineté appartiendra sans contredit à l'avenir à sa Majesté en l'état qu'elle étoit en l'année 1631. avant les mouvemens, tant suivant les anciens droits & pretentions de sa Maj. qu'en tant qu'il seroit nécessaire en vertu de la presente cession, & consequemment appartiendra à sa Majesté la disposition & la collation de ladite Abbaye, & de tout ce qui en dépend, nonobstant tous actes faits au contraire par qui que ce puisse être, même celui de réünion de ladite Abbaye à d'autres Benefices; consent pour cet effet ledit Duc que ladite Abbaye soit dés à present distraite de l'Eglise de Nancy, à laquelle elle avoit été réünie, & cependant que le present Possesseur reconnoisse le Roi pour son Souverain au fait de ladite Eglise, comme en consideration de ladite distraction sa Majesté consent que l'Abbaye de l'Isle, située dans le Barrois, à la premiére ouverture qu'il y aura de vacance, en quelque maniére que ce puisse être, soit réünie à ladite Eglise de Nancy, & ce à la diligence & requisition qu'en pourra faire ledit sieur Duc en Cour de Rome, & consequemment ainsi que la disposition & collation de ladite Abbaye & de tout ce qui en dépend lui demeure: Promettant sa Majesté de lui donner tous actes nécessaires pour y faire apparoir son consentement, comme ledit sieur Duc à sa Majesté en tant que besoin seroit, pour la distraction de ladite Abbaye de Gorze de l'Eglise de Nancy.

IX. En cinquiéme lieu, ledit sieur Duc renoncera & renonce en faveur de sa Majesté à tous droits & pretentions de souveraineté, de proprieté ou autres sur le lieu de Malatour, & ce qui en dépend, laquelle souveraineté & proprieté appartiendront à l'avenir sans contredit à sa Majesté tant suivant ses anciens droits & pretentions, qu'en tant que besoin seroit en vertu de la presente renonciation & cession dudit sieur Duc.

X. En sixiéme lieu, ledit sieur Duc cedera & cede à sa Majesté la souveraineté, & generalement tout ce qui lui peut appartenir dans les lieux de Marcheville, Harville, Labauville & Mezeray, situez sur le chemin de Verdun à Metz avec leur banlieüe.

XI. En septiéme lieu, ledit sieur Duc cedera & cede à sa Majesté la souveraineté, & generalement tout ce qui peut appartenir dans les lieux de Sishof, Franshof & Monteleu, situez sur la Riviere de Sar, avec leur banlieüe.

XII. En huitiéme lieu, sa Majesté s'est reservée le droit de proprieté de la Saline de Moyenvic, qui appartenoit audit sieur Duc par le Traité d'échange fait en l'année 1571. entre le Duc Charles de Lorraine & l'Evêque de Metz: promet néanmoins sa Majesté audit sieur Duc, de ne faire presentement façonner aucuns Sels en ladite Saline, & que si dans le temps à venir sa Majesté prenoit la resolution de se servir de ladite Saline à façonner des Sels pour l'usage de ses Sujets, Elle déchargera en ce cas ledit sieur Duc envers l'Evêque de Metz de la moitié de la fourniture de 400. muids de Sel, & de la moitié du payement des trente mil livres tournois, en quarante-cinq mil francs de Lorraine, que les Ducs de Lorraine sont obligez par ledit Traité de l'an 1572. de fournir & payer aux Evêques de Metz, en échange des Salines de Moyenvic & de Marsal; bien entendu que tant que sa Majesté ne se servira point de ladite Saline, ledit sieur Duc sera obligé à payer entiérement lesd. trente mil livres tournois, ou quarante-cinq mil livres de Lorraine, & à fournir lesd. quatre cens muids de sel annuellement, & sans pouvoir pretendre aucune diminution, sous pretexte que sa Majesté se soit reservée la proprieté de ladite Saline par le present Traité.

XIII. En neuviéme lieu, ledit sieur Duc cede à sa Majesté la Souveraineté du chemin de la Coste de Desine, & generalement tout ce qui lui peut appartenir dans les lieux de la Sogne, Moncha, Grimezere, Chambray, & Bourtricourt au deçà de Vic, comme aussi la souveraineté des Villages de Lazy, Donvelay, Ormange, Assudange, Goudresange, Hennigem prés Caufinan, Sarbourg, cedé ci-dessus à sa Majesté, puis ceux de Medervilles, Coursirode, & Garbourg prés Phalsbourg, afin que sa Maj. ait un chemin qui puisse servir à ses sujets & à ses Troupes quand elle voudra, pour aller de Metz en Alsace sur ses Terres, sans toucher les Estats dudit sieur Duc.

XIV. Est convenu en outre, que le chemin ci-dessus commencera depuis le dernier Village du Pais Messin entre Metz & Vic, jusques à Phalsbourg inclusivement, & appartiendra en toute souveraineté à sa Majesté sans aucune interruption pour la longueur, & aura de largeur demi lieuë de Lorraine en tous endroits, dont les limites pour ladite longueur seront posez de bonne foi par des Commissaires à ce deputez de part & d'autre.

XV. De tous les Villages ci-dessus nommez pour ledit chemin, ensemble de leurs dépendances & domaine, vû qu'ils ont ci-devant appartenu aux Ducs de Lorraine dans l'étenduë de ladite demie lieüe de largeur, sa Majesté en joüira en tout droit de souveraineté & proprieté comme ledit sieur Duc a fait: Bien entendu que si la Banlieuë ou les dépendances desdits Villages s'étendent hors ladite demie lieuë, tout ce qui se trouvera hors des limites posez par lesdits Commissaires appartiendra comme auparavant en souveraineté & proprieté audit sieur Duc.

XVI. Et pour les autres Villages qui n'ont pas esté declarez & nommez dans le present Traité; comme aussi les Bois, Terres & Domaines qui ne sont point des appartenances & dépendances des Villages ci-dessus nommez & cedez, & pourroient néanmoins se rencontrer à gauche ou à droite dans l'enclos de ladite demie lieuë, il a esté convenu que la souveraineté seule en appartiendra à sa Majesté; mais que la proprieté desdits Villages, Terres, Bois & Domaines non dépendans toutefois desdits lieux ci-dessus nommez, appartiendra audit sieur Duc, qui relevera à l'avenir de la souveraineté du Roi pour

les

lesdites choses dans l'enclos dudit chemin.

XVII. En consideration de ce que dessus, sa Majesté rend & restituë, comme il a esté dit, audit sieur Duc, tout le Duché de Bar, à l'exception des reserves ci-dessus declarées; bien entendu que la mouvance de sa Couronne subsistera comme elle à été par le passë, & que ledit sieur Duc en prestera au Roi l'hommage qu'il est tenu de prêter pour les Terres mouvantes tant de Barrois, que celles du chemin susdit, huit jours aprés la signature du present Traité.

XVIII. La Place de Moyenvic en la maniére ci-dessus dite Clermont, Dun, Jamets, Sirck, & les trente Villages de sa dépendance, Causinan, Sarbourg, Phalsbourg, partie de Marville, Abbaye de Gorze, Marcheville, Malatour, Harville, Labauville & Mezeray, Sishof, Franshof, Mourcleu & tous les autres Villages cidevant nommez & cedez depuis le Païs Messin jusques à Phalsbourg, & le chemin aussi d'un Village a l'autre sans interruption pour la longueur, & demi lieuë de Lorraine en largeur, ainsi qu'il est ci-devant dit & declaré dans les Articles 14, 15, & 16. à l'égard dudit chemin; comme aussi les Villages, Territoires, Bois, Domaines, Seigneuries, Prevostez, appartenances, dépendances & annexes des lieux cedez, demeureront par le present Traité au Roi & à ses successeurs & ayans cause irrevocablement & à toûjours, pour être unis & incorporez à la Couronne de France, avec les mêmes droits de souveraineté, proprieté, patronage, Jurisdictions, Nominations, prerogatives, preéminences, sur les Eglises Cathedrales, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices étant dans l'étenduë desdits païs, places & lieux cedez, de quelque Abbayes ou Prieurez que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres droits qui ont ci-devant appartenu audit sieur Duc, encore qu'ils ne soient ici particuliérement énoncez, à la reserve toutefois des rentes & autres dependances desdits Benefices, & la souveraineté audit sieur Duc, sans que sa M. puisse à l'avenir être troublée ni inquietée par quelque voye que ce soit de droit ni de fait par ledit sieur Duc ou autres, sous quelque pretexte & occasion que ce soit & qui puisse arriver. Et pour cet effet ledit sieur Duc renonce, cede, quitte & transporte à sa Majesté tous droits & prétentions de souveraineté, & tous autres, sur les Lieux, places, païs ci-dessus nommez & cedez, sans rien reserver, ni retenir; consent qu'ils soient dés-à-present & pour toûjours unis & incorporez à la Couronne de France, nonobstant toutes les Loix, Coûtumes, statuts & Constitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par serment, ausquelles & aux clauses dérogatoires des dérogatoires il est trés-expressément dérogé par le present Traité, excluant à perpétuité toutes exceptions sous quelques prétexte qu'elles puissent être fondées; déclare, consent, veut & entend ledit sieur Duc, que les Hommes, Vaisseaux, & sujets desdites places & Lieux cedez à la Couronne de France, soient & demeurent quittes & absous dés-à-present & pour toûjours des foi, & hommages, services & serment de fidélité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux lui avoir fait, & à ses predecesseurs Ducs, ensemble de toute obéïssance; sujection & vasselage, voulant que lesdits foy, hommages & serment demeurent nuls & de nulle valeur pour l'avenir, comme s'ils n'avoient été faits ni prestez.

XIX. Moyennant ce que dessus S. M. remet & remet & rétablit ledit sieur Duc dans la possession & jouïssance de tous ses autres Etats & Seigneuries, mêmes des Villes, Places & Pays qu'il a autrefois possedez dependans des Trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, comme generalement de tout ce dont le feu dernier Duc Henry jouïssoit lors de son deceds, & qui luy pouvoit appartenir à titre de succession, échange ou acquisition, à la reserve de ce qui est cy-devant dit, devoir demeurer à sa Majesté pour estre uni & incorporé à la Coûronne de France, & ce pour en joüir par ledit sieur Duc en tous droits de Souveraineté, Justice & Domaine, en la même maniere que ledit Duc Henry jouïssoit, sans que ledit sieur Duc ny ses Successeurs y puissent estre troublez sous quelque pretexte & occasion que ce soit, en satisfaisant par luy aux 400. muids de Sel d'une part, & trente milla livres tournois en quarante cinq mille francs Barrois, qu'il doit fournir & payer annuellement pour l'échange de Moyenvic & de Marsal, à condition aussi de ne pouvoir pretendre de sa Majesté aucune restitution des jouïssances de son Estat pour quelque cause & pretexte que ce puisse estre.

XX. A esté pareillement accordé & convenu que ledit sieur Duc aura deux ans de terme pour rentrer si bon luy semble dans la proprieté, possession & jouïssance de tous les biens, droits & rentes dont il jouïssoit en France avant la guerre, méme des rentes assignées sur l'Hostel de Ville de Paris, nonobstant tous Arrests, ventes & adjudications qui ont esté faites en son absence depuis l'année 1633. qui seront declarées nulles, comme non faites ny avenuës, en remboursant par ledit Sieur Duc, les Acquereurs ou Adjudicataires desdits biens, droits & rentes du prix de leur acquisition ou adjudication, frais & loyaux cousts, impenses & ameliorations utiles & necessaires dont les deniers auront tourné au profit dud. Sieur Duc en sa décharge envers les Creanciers à l'effet de quoy sa M. promet audit sieur Duc de luy faire expedier tous Arrests & Actes necessaires.

XXI. En conformité de l'Article 68. du Traité fait aux Pyrenées par ledit sieur Duc declare de bonne foy qu'il se depart & desiste de toutes intelligences, ligues, associations, traitez & pratiques qu'il auroit ou pourroit avoir fait avec quelque Prince, Estat ou Potentat que ce pust estre, au prejudice de sa Majesté & de sa Couronne de France. Promet qu'à l'avenir il ne sera aucun Traité ny accord qui puisse donner un juste sujet de jalousie à sa Majesté comme aussi qu'il ne donnera aucune retraite dans ses Estats à aucuns ennemis & Sujets rebelles ou suspects à sa Majesté & ne permettra qu'il s'y fasse aucune levée ny amas de gens de guerre contre son service.

XXII. Ledit sieur Duc sera obligé de continuer le Bail qui avoit esté fait par l'Intendant de Justice en Lorraine au nom de sa Majesté au nommé Cervisier, des Salines de Lorraine, pour ce qui reste des six années portées par iceluy, à commencer du premier Fevrier 1658. aux clauses & conditions y contenuës, & sans y deroger pour quelque cause que ce soit; à la charge que le prix dudit Bail luy sera doresnavant payé par ledit Cervisier, ainsi qu'il a esté par le passé à sa Majesté aprés l'expiration duquel Bail ledit sieur Duc promet en execution du 70. Article du Traité des Pyrenées de faire délivrer à sa Majesté par les Fermiers desdites Salines la même quantité de Sel, & au même prix qu'il avoit accoûtumé de fournir aux sujets du Roy des Trois Evêchez en temps de Paix, & pendant qu'il a esté en possession de ses Estats. Sa Majesté jugeant qu'aprés une si longue guerre qui a dépeuplé le Pays elle pourra suffire pour quelque temps non seulement ausdits Evêchez, mais encore à ses autres sujets dans les lieux qui luy sont cedez par le present Traité. Et neanmoins si presentement ou à l'avenir en quelque temps que ce soit on en avoit besoin d'une plus grande quantité pour l'usage de tous ses Sujets tant anciens que nouveaux en ces quartiers-là, ledit sieur Duc promet & s'oblige de faire délivrer toute ladite quantité, & sa Majesté de la luy payer d'un quart au dessus du prix du Sel ordinaire que doit fournir ledit sieur Duc, comme il a esté dit, & cette augmentation du quart pour l'extraordinaire devant estre reglé sur le pied qu'on a payé audit sieur Duc du Sel qu'il a fourny en l'année 1631. & avant tous les mouvemens, comme aussi ledit sieur Duc s'oblige aprés l'expiration du Bail dudit Cervisier de mettre gratuitement dans le Grenier de Metz les quatre cens muids de Sel qu'il doit fournir en exe-

ANS de J. C. 1661.

cution du Traité de Moyenvic & de Marsal, aux charges & conditions cy-devant dites, desquelles sa Majesté promet aussi alors de le décharger envers ledit Evêque de Metz.

XXIII. Sa Majesté a volontiers condescendu de promettre audit sieur Duc que l'exception du lieu & poste de Caufinan, Sarbourg, où elle se reserve d'en user ainsi qu'elle estimera plus à propos pour son service, elle n'etablira aucun impost ou payages sur les cours des Rivieres de Sar & de la Nize, si ce n'est de concert, & avec le consentement dudit sieur Duc.

XXIV. Le Roy tant comme principal contractant & garand du Traité de Munster, que pour la particuliere affection que sa Majesté à pour la Maison des Comtes de Nassau-Sarbruck, a voulu dans la conclusion du present Traité obliger ledit sieur Duc à restituer à ladire Maison en conformité dudit Traité le Chasteau de Hombourg, la Comté de Saverden, & la Prevosté de Herbersthein : comme aussi le poste de Landstoul au Baron de Sizengen, & ne se feroit point relâché presentement de cette pretention, n'étoit que ledit sieur Duc luy a representé un Traité posterieur de six années à celuy de Munster, fait & passé le 14. Janvier 1654. en la Diete de Ratisbonne par le Vice-Chancelier de l'Empire, au nom du défunt Empereur Ferdinand III. & par le sieur Fournier au nom dudit sieur Due, & depuis lû & approuvé par tous les Estats de l'Empire assemblez en ladite Ville ; par lequel il appert que nonobstant la disposition de l'instrument de Paix de Westphalre, l'Empereur & l'Empire declarent, accordent & consentent de vouloir payer audit sieur Duc, une somme de trois cens mil Rixdallers que ledit sieur Duc pretend luy estre dûës : & ensuite sont demeurez d'accord que ledit sieur Duc ne soit tenu de tirer ses Garnisons de Hombourg & Landstould, qu'aprés que la moitié de ladite somme aura esté consignée pour sa seureté entre les mains du Magistrat de Francfort, pour estre par ledit Magistrat remise audit sieur Duc, avant la sortie des Garnisons, ce qui est demeuré depuis sans execution de part & d'autre, à cause de la detention dudit sieur Duc survenuë peu de temps aprés. Et attendu que ledit sieur Duc a offert d'estre prest encore aujourd'huy d'executer ponctuellement ledit Traité selon sa forme & teneur, à l'égard de la Comté de Saverden & Prevosté de d'Herbersthein, qui est un Procez particulier qu'il a avec la Maison de Nassau, qu'il offre aussi de soumettre au jugement & decision qu'en sera la Chambre Imperiale de Spire : sa Majesté en ces considerations, & voyant les exceptions dudit sieur Duc estre fondées sur la foy d'un nouveau Traité approuvé par les Estats de l'Empire, a condescendu de ne differer pas pour cette affaire, la conclusion de celuy-cy, se promettant envers la Maison de Nassau, que les Estats ne voudront pas retracter ce qu'ils ont une fois approuvé & trouvé juste, & que la Chambre Imperiale aussi terminera au plustost l'autre differend selon la justice & le droit des parties interessées ; bien entendu que le Roy suivant la disposition du Traité de Munster dont il est garand, & qu'il veut ponctuellement observer, se reserve de concourir aux resolutions qui auront esté prises par les Princes & Estats de l'Empire, tant à l'égard de l'affaire desdits deux postes de Hombourg & Landstoul, que pour l'execution du jugement qui sera rendu par la Chambre Imperiale de Spire touchant le Comté de Saverden.

XXV. En cas que sa Majesté & ledit Duc rencontrent quelques difficultez dans la possession & jouissance des Estats que sa Majesté doit retenir ou qui seront rendus en vertu du present Traité audit sieur Duc, & que l'oon e prend icy, les differens qui surviendront pour ce sujet, seront reglez & terminez à l'amiable par des Commissaires deputez à cet effet dont on conviendra de part & d'autre, sans que pour cela on eo vienne à la prise des armes.

Ce que dessus a esté arresté & signé par Monsieur le Cardinal Mazarin pour le Roy en vertu du Pouvoir de sa Majesté & par ledit sieur Duc de Lorraine, lequel promet d'envoyer sa ratification aussi-tost qu'il sera arrivé dans ses Estats. Fait à Paris le dernier jour de Fevrier 1661.

ANS de J. C. 1661.

II.

Contrat de Mariage de PHILIPPE, *Duc d'Orleans Frére Unique de* LOUIS XIV. *Roi de France, avec* HENRIETTE ANNE, *Fille de Charles Premier Roi d'Angleterre, Fait & passe au Château du Louvre le 30. Mars 1661.* Freder, Leonard. Tom. V.

AU NOM DE DIEU, sçachent tous presens & à venir, que comme le Roi n'a point eu de plus grand desir que de pourvoir soigneusement à tout ce qu'il a reconnu estre necessaire à Monseigneur Philippes Duc d'Orleans, son Frere Unique, soit pour sa Personne, soit pour ses entretenemens & de sa Maison, selon sa grandeur & dignité ; sa Majesté a bien voulu lui donner aussi l'appanage dont elle l'a pourveu, en l'investissant depuis peu des Duchez d'Orleans, de Vallois & de Chartres, & de la Seigneurie de Montargis : & continuant sadite Majesté ses mémes soins à l'effet aussi de lui procurer une alliance sortable à la grandeur de sa naissance, & augmentant de jour en jour ses affections envers Monditseigneur son Frere, a eu agreable de faire les ouvertures & propositions de le marier avec Madame Henriette Anne, Fille du deffunt Roi Charles premier de ce nom Roi de la Grande Bretagne, & de la Reine son Epouse, Tante de sa Majesté, & Sœur du Roi de la Grande Bretagne à present regnant. Sur lesquelles propositions les articles & conditions necessaires pour parvenir à l'accomplissement dudit Mariage, suivant le consentement que nostre saint Pere le Pape à donné, aiant esté discutez avec les Commissaires nommez à cet effet par sa Majesté : & l'Ambassadeur extraordinaire dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, aiant charge dudit Seigneur Roi & de ladite Dame Reine sa Mere, ont esté par eux arrestez & signez, en vertu de leurs pouvoirs respectifs, au gré & consentement de leurs Majestez, de ladite Dame Reine de la Grande Bretagne, de Monditseigneur le Duc d'Orleans, & de madite Dame Henriette Anne, & de leurs plus proches parens & alliez. Pour ce est-il que de la volonté & du consentement de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre ; & tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Anne, par la même grace de Dieu Reine Doüairiere de France & de Navarre, Mere de sa Majesté & de Mondit-seigneur ; & de tres-haute, tres-excellente & tres puissante Princesse Marie Therese, aussi par la grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Femme, Epouse & Compagne de sadite Majesté ; tres-haut & tres-puissant Prince PHILIPPES, Duc d'Orleans, de Vallois & de Chartres, Seigneur de Montargis, Pair de France, du consentement & sous l'autorité de sadite Majesté, & de la Reine sa Mere, d'une part. Et pareillement du consentement & volonté de tres-haut, tres-excellens & tres-puissant Prince Charles deuxiéme de ce nom Roi de la Grande Bretagne ; & de tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Henriette Marie, Reine Doüairiere de la Grande Bretagne, Tuteurs de tres-haute & tres-puissante Princesse Madame Henriette Anne, Fille dudit deffunt Roi de la Grande Bretagne, & de ladire Dame Reine Doüairiere de ladire Grande Bretagne ; madite Dame Henriette Anne, procedant sous l'autorité dudit Seigneur Roi son Frere)

ANS de J.C. 1661.

Frere; & de ladite Dame Reine sa Mere, d'autre part; ont de leur bon gré, pure & franche volonté, convenu & accordé ce qui ensuit.

I. C'est à sçavoir que mondit Seigneur le Duc d'Orleans, sous l'autorité & consentement, comme dit est, dudit Seigneur Roi & de ladite Dame Reine sa Mere, promet prendre pour Femme & Epouse madite Dame Henriette Anne, Princesse de la Grande Bretagne, par foi de Mariage solennellement en face de sainte Eglise; comme aussi madite Dame la Princesse de la Grande Bretagne, sous l'autorité, vouloir & consentemens dudit Seigneur Roi son Frere & de ladite Dame Reine sa Mere, representez par le Sieur Comte de S. Albans, Ambassadeur extraordinaire duditSeigneur Roi de la Grande Bretagne, & aiant ses pouvoirs dudit Seigneur Roi & de ladite Dame Reine de la grande Bretagne, a promis & promet prendre pour Mari mondit Seigneur le Duc d'Orleans, en ladite face de sainte Eglise, suivant les Loix & saintes Constitutions d'icelle, & aux clauses & conditions ci-dessus & ci-aprés declarées.

II. En faveur dudit futur Mariage, ledit Seigneur Roi de la grande Bretagne a constitué en dot à madite Dame la Princesse Henriette Anne sa sœur, la somme de quarante mil Jacobus, evaluez en monnoie de ce Roiaume à celle de cinq cens soixante mil livres: & pour la grande amitié qu'il lui porte, & la consideration de l'alliance qu'elle prend, lui a fait en outre don de vingt mille Jacobus, évaluez à la somme de deux cens quatrevingt mil livres, qui seront delivrées partie en argent, partie en bagues, dont inventaire sera fait & estimation, qui lui tiendront nature de propre.

III. Le Roi aiant doué appanage à mondit Seigneur le Duc d'Orleans son frere, consent qu'il doue, comme de fait il a doué presentement, madite Dame la Princesse de la grande Bretagne, sa future Epouse, de la somme de quarante mil livres de doüaire prefix par chacun an, en fonds de terre de proche en proche, à prendre & en jouït par ses mains du jour que doüaire aura lieu, sur tous & chacuns les biens, Terres & Seigneuries de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, mesme sur les Terres de sondit appanage; & outre donne à ladite Dame Princesse sa future Epouse, le Château de Montargis garni de meubles, comme il convient à sa qualité, pour son habitation & demeure sa vie durant.

IV. Consent pareillement sa Majesté que ledit appanage demeure affecté & hipotequé à la restitution de la dot, & autres conventions & reprises dudit Contrat de Mariage; si tant estoit que mondit Seigneur le Duc d'Orleans, le jour de la dissolution dudit Mariage, n'eust d'autres biens suffisans pour satisfaire ausdites conditions.

V. Seront lesdits futurs Epoux du jour de leurs Epousailles, uns & communs en tous biens meubles, acquests & conquests immeubles, qui seront par eux faits durant & constant ledit Mariage, suivant la Coûtume de la Prevosté & Vicomté de Paris.

VI. Arrivant dissolution dudit Mariage par le decez de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, sans delaisser enfans dudit Mariage vivans, sera loisible à ladite Dame Princesse future Epouse survivante, de renoncer à ladite Communauté dedans trois mois aprés le decez, & y renonçant se décharger de toutes dettes; soit qu'elle y eust part ou non; & neanmoins de remporter tant les deniers qui lui seront constituez en dot, que ceux qui lui seront donnez par le Roi de la grande Bretagne son frere, en argent ou bagues, ainsi qu'il est dit ci-dessus: Comme aussi les biens qui lui seront écheus depuis ledit Mariage, soit par don, succession ou autrement, avec ses habits, bagues, meubles & joiaux qu'elle aura apportez, dont à cette fin sera fait inventaire & estimation; ensemble sondit doüaire tel que dessus, & ledit Chasteau de Montargis pour son habitation.

VII. Et au cas que ladite Dame future Epouse survivante avec enfans dudit Mariage, se voulut tenir à la Communauté, & y participer, elle emportera seulement le tiers des biens d'icelle Communauté, en paiant seulement par elle le tiers des dettes; mais s'il n'y a enfans, & qu'elle choisisse de participer en ladite Communauté, elle emportera la moitié; à la charge aussi de paier & acquiter moitié des dettes d'icelle.

VIII. Venant ladite Dame future Epouse à predeceder sans laisser enfant ou enfans dudit Mariage, ses heritiers ne pourront pretendre que la restitution des deniers qui lui auront esté constituez en dot, & ceux qui lui auront esté donnez demeureront acquis à mondit Seigneur le Duc d'Orleans, pour les frais des Nopces & charges dudit Mariage.

IX. Et en cas que pendant ledit Mariage il soit aliené quelques biens des propres & immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y eut part, ou qu'il soit fait rachapt d'aucunes de ses rentes, ou retiré quelque Domaine aliené à elle appartenant, en sera fait autre emploi par ledit Seigneur futur Epoux: & à faute de ce faire pour lui pendant ledit Mariage, les deniers seront repris sur la Communauté; & si elle ne suffit pas, sur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

X. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se sont les parties obligées & obligent, avec tous & chacuns leurs biens, meubles & immeubles presens & à venir, sans jamais y contrevenir. Et furent les presentes faites & passées en presence du Roi, de la Reine, des Princes & Princesses du Sang, & de plusieurs autres Princes, Princesses, Ducs, Pairs, Officiers de la Couronne, & principaux Seigneurs du Conseil de sa Majesté, & de Nous ses Conseillers & Secretaires, & de la Maison & Couronne de France, Conseillers, Secretaires d'Etat & des Commandemens & Finances de sadite Majesté, au Chasteau du Louvre, ce 30. jour de Mars 1661. Signé, DE GUENEGAUD. DE LOMENIE.

III.

ANS de J.C. 1661. ANGLETERRE, BRANDEBOURG ET ORANGE.

Convention passée entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre, l'Electeur de* BRANDEBOURG, *& Emilie Princesse Doüairiére d'*ORANGE, *pour la Tutele de* GUILLAUME HENRI *de Nassau XI. du nom Prince d'Orange, & depuis Roi de la Grand' Bretagne. Faite le 17. Mai, 1661.* Aitzema, Histoire des Affaires d'Etat & de guerre. Tom. X. pag. 61.

ALsoo niet lange naer het overlyden van wylen den Doorluchtigen Prince *Willem van Orangien*,

III.

ANS de J.C. 1661. ANGLETERRE, BRANDEBOURG ET ORANGE.

Traduction de ce Traité.

COmme non long-tems aprés le decedz de feu Serenissime Guillaume Prince d'Orange &c. sçavoir

ANS de J.C. 1661.

&c. Te weten op den *een en dertighsten* Augusti 1651. Seker Accoort was op-gerecht ende aen-gegaen tusschen hare Koninckljike Hoogheyt de Princesse *Maria* (Moeder van den jegenwoordigen Prince van *Orangnen*) syn Keurv. Doorl. van *Brandenburg*, ende hare Hoogheyt de Princesse *Douariere van Orangne*, raeckende de *Tutele* van de Persoon ende goederen van syne Hoogheyt den Prince van *Orangee*, &c. ende wat vorders daer aen dependeert: Ende het Godt gelieft heeft, t'zedert uyt dese Werelt wech te nemen de hoog-gemelde Princesse *Royale*, dewelke voor haer overlyden hadde versocht haren Koninckljicken Broeder den Koninck van *Groot-Brittagnien*, omme te syn *Beschermer* ende *Vooght* van hare hoog-gemelde Soon, de Prince van *Orangnen*, ende syn *interest*: Waer by een veel particulierder sorge (behalven alle andere relatien op syne Majesteyt) is gedevolveert: soo is by desen, tot betere voorsieninge van den Persoon ende goederen van syne Hoogheyt de Prince van *Orangnen*, ende wat daer aen dependeert, mutuelijck geconsenteert ende veraccordeert tusschen den Koninck van *Groot-Brittagnien*, den Keurvorst van *Brandenburgh*, ende de Princesse *Douarire*, als volght.

I. Dat voortaen syne Majesteyt, syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt, ende de Princesse Douariere sullen syn *Beschermers* van hoog-gemelde Prince van *Orangne*, sullende gesamentlijck ende yeder in 't bysonder alle debvoiren aenwenden tottet *avancement* ende *interest* van den selven Prince.

II. Dat ten reguarde, dat syne Majesteyt ende syne Keurv. Doorluchtigheyt altijdt absent synde, ende de Princesse *Douariere* doorgaens present, ende by de hant, omme te konnen verschynen in alle occasien wat den dienst van hoog-gemelde Prince mochte concerneren: Soo is veraccordeert, dat de hoogh-gemelde hare Hoogheyt de Princesse *Douariere* sal syn, ende is uyt krachte van dese acte *geauthoriseert*, om te representeren den Persoon van syne Majesteyt, ende van syn Keurv. Doorluchtigheyt; ende dat alle instrumenten den Heere Prince concernerende sullen geteeckent werden, ende ter executie gestelt by de Princesse *Douariere* alleen, maer dat het *Zegel* van den Heere Prince ende de *Contra Signature* van des Princen Griffier alletijdt sal werden gebruykt.

III. Dat het alleen aen hare Hoogheyt sal dependeren, omme te *vernieuwen de Magistraten*, in die Steden alwaer syne Hoogheyt den Prince recht daer toe heeft.

IV. Dat van gelijcken hare Hoogheyt sal disponeren van de *efficien ende benefacien*, ten dienste van syne Hoogheyt.

V. Behoudelijck dat voor het confereren van de Officien van gewichte, als *Drossaertschappen*, synde vacant, in die plaetsen voor desen geresorteert hebbende onder de verdeelinge van de Princesse *Royale*, een soodanige communicatie aen syne Majesteyt gegeven werde, dat de namen van sulcke Persoonen aen syne Majesteyt gepresenteert, ende by deselve geapprobeert werden, voor ende al-eer eenige determinatie ofte conclusie daer op genomen werde.

VI. Dat in alle saecken van gewichte, *ubi periculum non est in mora*, eerst advys van syne Majesteyt, ende van syn Keurv. Doorluchtigheyt sy verwacht, voor ende al-eer eenige Resolutie sy genomen, dat geene van die Persoonen geappointeert by wylen haer Koninckljicke Hoogheyt om omtrent den persoon van haren Soon te syn, sullen werden gecasseert van haer toe-vertrouwt employ, daer hy of sy-luyden in syn, haer leven langh geduyrende, als alleenlijck op gesamentlijck advys ende consideratie van de hoogh-gemelde *Beschermers*, indien 't selve noodigh bevonden sal worden tot beste ende *avancement* van den hoogh-gemelten Prince.

VII. Dat alle *Acten*-ghemaeckt ofte volbracht by wylen haer Koninckljicke Hoogheyt, ende die haer

voir le trente & unième d'Août 1651. certain Accord a été fait & dressé entre son Altesse Royale la Princesse Marie, mere du present Prince d'Orange, sa Serenité Electorale de Brandebourg, & son Altesse la Princesse Douairiere d'Orange, touchant la tutelle de la personne & biens de son Altesse le Prince d'Orange, &c. & ce qui outre plus en depend: & que depuis il a plu à Dieu de retirer du monde la susdite Princesse Royale, qui avant sa mort avoit supplié son frere le Roi de la Grand' Bretagne, d'être le Protecteur & Tuteur de son susdit fils le Prince d'Orange, & de ses interêts; en quoi, outre les autres relations de sa Majesté, elle a pris un soin tout particulier; si est-ce que par ces presentes pour tant plus grande assurance des personne & biens de son Altesse le Prince d'Orange, & tout ce qui en depend, a été consenti, & accordé mutuellement entre le Roi de la Grand' Bretagne, l'Electeur de Brandebourg & la Princesse Douairiere, comme s'ensuit.

I. Qu'à l'avenir sa Majesté, sa Serenité Electorale & la Princesse Douairiere seront les Tuteurs du susdit Prince d'Orange, & feront ensemble & chacun en particulier tout leur devoir pour l'avancement & les interêts du susdit Prince.

II. Que comme sa Majesté & sa Serenité Electorale sont toujours absens, & que la Princesse Douairiere est presque toujours presente & en main pour pouvoir comparoître dans toutes les occasions, où il peut s'agir du service du susdit Prince; Il est accordé que sa susdite Altesse la Princesse Douairiere sera autorisée, & l'est en vertu de ce present acte, pour representer les personnes de sa Majesté & de sa Serenité Electorale; & que tous les actes concernant le Seigneur Prince seront signés & mis en execution par la Princesse Douairiere seule; mais qu'on se servira toujours du sceau du Seigneur Prince, & de la contre-signature des Greffiers du Prince.

III. Qu'il dependra seulement de Son Altesse de renouveller les Magistrats dans les Villes où son Altesse le Prince a droit de le faire.

IV. Que semblablement son Altesse disposera des Charges & Benefices du service de son Altesse.

V. Excepté que pour conferer les Charges de consequence, comme celui de Drossart, étant vacantes dans les lieux qui ressortissoient ci-devant du partage de la Princesse Royale, il en sera communiqué avec sa Majesté, que les noms de telles personnes seront presentés à sa Majesté, & approuvez d'elle avant qu'on se soit determiné, ni qu'on ait rien conclu là-dessus.

VI. Que dans toutes les affaires d'importance où il n'y a point de peril dans le retardement, on attendra l'avis de sa Majesté, & de sa Serenité Electorale, avant que de prendre aucune resolution; qu'aucune des personnes ordonnées par feuë son Altesse Royale pour être auprés de son fils, ne sera demise de l'emploi qui lui aura été confié & dont elle jouira; & ce sa vie durant, sinon de l'avis commun, & consideration des susdits Tuteurs, au cas que cela soit trouvé necessaire pour le bien & avancement du susdit Prince.

VII. Que tous les Actes faits & executez par feuë son Altesse Royale, & lesquels il lui étoit permis

ANS de J.C. 1661.

ANS de J.C. 1661.

geoorloft wsren te doen, sullen werden geconfirmeert, ende voor goet gekent.

VIII. Dat tot beter contenantie van de affaires van de Prince van *Orangie*, ende tot bewijs van de affectie van de Provincie van Hollandt tegens syne Hoogheyt, sullen syne Majesteyt, den Keurvorst, ende de Princesse Douariere, haer gesamentlijck versoeck doen aen de Provincie van *Hollandt*, ten eynde deselve wilden committeren eenige Gedeputeerdeo, ende onder deselve eenige van de Steden, *Haerlem*, *Leyden*, *Enckhuysen*, *Rotterdam*, omme te syn een *geduyrige Vergaderinge* over de saecke van deo Prince van *Orangie*, dewelcke de Princesse Douariere sal mogen frequenteren om advijs; Sullende oock de andere Provincien versocht werden een *Vergaderinge* t'appoincteren, alwaer men toeganck sal mogen hebben, om advys in 't gene syne Hoogheyt den Prince, ende syne saecken mach concerneren.

IX. Den Raedt ende Camer van *Reeckeningh* van den Prince, als andere syne Officieren ende Dienaers, sullen haer selveo reguleren naer den Teneur van dit Tractaet.

In oirconde hebben de voorgaende Commissarisen den een nae den anderen hier onder geset, haer handt ende zegel, deo seveothienden May 1661.

mis de faire, seront confirmez & reconnus pour bons.

ANS de J.C. 1661.

VIII. Que pour tant meilleure constitution des affaires du Prince d'Orange, & pour témoignage de l'affection de la Province de Hollande envers son Altesse, sa Majesté, l'Electeur & la Princesse Douairiere, requerront ensemblement la Province de Hollande, afin qu'il lui plaise de commettre quelques Deputez, & quelques-unes des Villes, comme entre autres Haerlem, Leyde, Enckhuyse, Rotterdam, pour tenir une continuelle Assemblée sur les affaires du Prince d'Orange, où la Princesse Douairiere pourra assister pour y donner son avis; & seront semblablement les autres Provinces requises d'ordonner une Assemblée, où on pourra assister pour consulter sur les affaires & enterêts concernants le Prince.

IX. Le Conseil & la Chambre des Comptes du Prince, comme aussi ses autres Officiers & Ministres se regleront suivant la teneur de ce Traité.

En témoin dequoi ont les susdits Commissaires mis l'un aprés l'autre leurs signature & sceau à ces presentes le dix septiéme Mai 1661.

IV.

ANS de J.C. 1661.

SUEDE ET MOSCOVIE.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de Suede, & le Grand Duc de* MOSCOVIE. *Fait à Pleyssemond, le 1. Juillet,* 1661. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1.

CEssent ab utraque parte omnes hostilitates, atque oblivioni tradantur, serveturque contrà perpetua quies & Pax.

II. Maneat utrique Principum Titulus ab antiquo usurpatus sine ulla diminutione, at liberum sit, ut iam unus, quàm alter, eodem à Regionibus, quas pro parte sua conquirere poterit, aucto utatur.

III. Sua Czaarca Majestas omnes in Livonia urbes & munita Loca iterum reddat.

IV. Omnia loca in Livonia munita die 16. Augusti hujus Anni evacuentur, exceptâ arce Mariæburgo, quod post quatuordecim à die Extraditionis Ratificationum sive subscriptionis numerandos dies vacua tradatur.

V. Teneantur Livoniæ Subditi omnia Russorum Tormenta & Impedimenta usque ad Confinia Russiæ transvehere; contra verò Czaarea sua Majestas in id incumbat, ut in omnibus locis munitis, tormenta, pulvis tormentarius & plumbum, Campanæ, ornatus Templorum, scripturæ & libri, eo in statu, in quo tempore occupationis factæ sese habuerunt, ut & in subsidium & pro alimentis locorum munitorum decem millia Tonnarum Farris & quinque millia Tonnarum Tritici relinquantur.

VI. Mittantur circa 2. Aprilis Anni 1662. Legati limitanei, per quos omnes de finibus Controversiæ decidentur.

VII. Neuter ex duobus Principibus quicquam in detrimentum alterius clanculùm moliatur.

VIII. Neuter ex partibus hisce, alterius Regiones, Urbes & subditos, sive clàm sive palàm hostiliter invadat aut inimicè tractari permittat.

IX. Neuter ex hisce partibus, Hostibus alterius, sive clàm sive palàm, in damnum illius, auxilium ferat.

X. Liber & integer commerciorum usus suæ Regiæ Majestatis subditis, in omnibus Russiæ Urbibus & Dominiis nullo excepto, indulgeatur.

Habeant Mercatores utriusque partium in Urbibus certas ædes mercotiales, in quibus quoque Religionis suæ sacra facere queant; sic tamen ut nova Templa exstruere ipsis permissum non sit, soli Russi verò ædem illam sacram, quam ab antiquo Revalii tenuerunt, sibi servent.

XII. Quod si contingat ut circa aquas sive flumina unius alteriusve Principum, Naves, celoces aut alterius generis navigia, naufragium faciant, naufragis integrum sit, naves illas, soluto modico servationis pretio, avahere.

XIII. Omnia ante bellum ex una alterave parte inter subditos probabiliter contracta debita exactè solvantur. Quicquid verò post bellum exortum usque ad inducias Wallisarii initas, à Regis sua & Czaarea Majest. Majest. tanquam Commissum fisco addictum fuit, de eo recuperando ne cogitetur quidem unquam, aut id repetatur.

XIV. Merces omnes ante bellum ab unius alteriusve subdito, sub fide Chirographi acceptæ, à Debitoribus solvantur; nisi merces illæ in suæ Regiæ vel Czaareæ Majest. Majest. servitia & bonum versæ sint.

XV. Utriusque partis Legationes sine ullo præpedimento, quin potiùs benevolè præstitâ ope & auxilio per alterius regiones iter facere poterunt, ut tamen mercimonia nulla, nec in itu nec in reditu secum vehant.

XVI. Utriusque partis Legati & Cursores, qui subscriptionis æternæ hujus Pacis gratiâ, vel aliàs inposterum, ab utrisque Principibus hinc inde mittentur, in Finibus honorificè excipiantur, & abhinc liberè & sine remora ulla, iter illorum, ad loca, in quibus res commissas expediant, omni studio promoveatur.

XVII Similiter Cursores, quos Gubernatores atque Weiwodæ, inter se, cum literis, aut ad alia negocia peragenda, transmiserint, eâdem libertate fruantur.

XVIII. Mercatoribus cum pretiosis mercibus Russiam & Moscoviam commeantibus, si illas in Regiæ suæ Majestatis Urbibus professi fuerint, transitus permissus sit. Quod nec Doctoribus, Chirurgis, aut alterius generis ministris, aut opificibus denegabitur.

XIX. Transvectores, ab utraque parte, nec in itu nec in reditu ullatenus gravabuntur.

XX. Omnibus Captivis, sine lytro ullo, libertas largiatur.

XXI. Transfugæ omnes, si evocabuntur, remittentur. Exceptis iis, qui post conclusam Pacem Stallboonensem in Regiones Majestatis Czaareæ transfugerunt, quibus, soluto debito redhostimento, perpetuò illic manendi liberum esto.

XXII. Omnes Gubernatores atque Weiwodæ, sedulò

ANS de J. C. 1661.

dulò in id incumbant, ut Homicidæ, Latrones, ut & fures, in finibus latitantes, conquirantur, & juxta Legum dictamen plectantur.

XXIII. Quod si contigerit aliquos unius alteriusve partis subditos conspirate, unusve alteri fortè ex proposito damnum intulerit, hi in carceres compingantur & puniantur, damnum verò datum resarciatur.

XXIV. Si quando inter Subditos ex utraque parte dissidia extiterint, ea per certas delegatas Personas in Confinibus componantur.

XXV. Quod si verò tam arduæ Causæ & Controversiæ suborirentur, quas Gubernatores & Weiwodæ componere nequeant, earum decisio ad Adventum usque Magnæ Legationis amplietur.

XXVI. Omnibus & singulis (exceptis proditoribus) crimen, quòd uni alterive partium contra Patriam adstiterunt, condonetur.

XXVII. Quod si unus vel alter paciscentium Principum mortem obierit, de eo statim alter certior reddatur; Ut Pax hæc in æternum conclusa iterum confirmetur.

XXVIII. Etiamsi hujus initæ Pacis unum exemplar casu aliquo præter opinionem fortè perierit, in unius verò Cancellaria alterum adhuc reperiatur, illud nihilominus totalem vim & vigorem obtineat.

XXIX. Transactiones Teusinnensia, Wyborgensis, Stallboensis, ut & Induciæ Wallisarienses integrè & inviolabiliter serventur, nisi quatenus & in quantum per hanc iis derogatum aut diversimodè conventum fuit

XXX. Proximè sequenti Die XXI. Octobris Subscriptio hujus & Confirmatio, per Legatos invicem in Finibus propè Neuhusen extradatur. Si verò circa id tempus illud fieri haud commodè queat, una Pars alteri significet, quando id congruenter peragi poterit. Tandem subscripta Ratihabitio & Confirmatio Juramento & Osculo Crucis consueto corroboretur.

V.

ANS de J.C. 1661.

ANGLETERRE ET BRANDEBOURG.

Traité d'Alliance & de Confédération entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre, &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg. Fait à West-Munster, le 20. Juillet*, 1661. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. X. pag. 71.

CAROLUS SECUNDUS Dei gratia Angliæ, Scotiæ, Franciæ, & Hiberniæ *REX*, Fidei defensor: Omnibus & singulis ad quos præsens scriptum pervenerit; salutem: Cum Tractatus quidam firmæ pacis & amicitiæ; regente serenissimo Principe, Domino *FREDERICO WILHELMO*, Marchione Brandeaburgensi, Fratre, Cognato, & Affine nostro charissimo; inter Commissarios Deputatos nostros & dicti serenissimi Principis Commissarios, Deputatos & Extraordinarios Legatos, utriusque nostrum nomine *Londini*, die mensis Julii 20. proximè elapsi anni Domini 1661; fuerit concordatus & conclusus; cujus tenor sequitur. Articuli Tractatus iniri & conclusi inter Commissarios serenissimi & potentissimi Principis ac Domini Domini, *CAROLI SECUNDI*, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ *REGIS &c.* nomine Regiæ suæ Majestatis ex una parte; Et reverendissimum ac illustrissimum, *&c.* nec non nobilissimum & amplissimum Virum Dominum *DANIELEM de WETMAN*, *&c.* serenissimi ac potentissimi Principis ac Domini, Domini *FREDERICI WILHELMI* Electoris Brandeburgensis, *&c.* Legatos Extraordinarios nomine dictæ suæ Serenitatis ex alterâ parte. Quandoquidem ab omni fere tempore Domus Regia Magnæ Britanniæ Domum Electoralem *Brandenburgicam*, tum ob mutua consanguinitatis vincula, tum quoque ob non obscuras communis ac publicæ utilitatis rationes singulari benevolentia, affectu, ac amicitia complexa ac prosequuta fuerit, adeoque serenissimus ac potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus *FREDERICUS GUILIELMUS*, Dei gratia Marchio *Brandenburgensis*, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps, Elector, Magdeburgi, Prussiæ, Juliæ, Cliviæ, Montium, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiorum, Vandalorumque; nec non in Silesia, Crosniæ & Carnoviæ Dux, Burggravius Nortinbergensis, Princeps Halberstadii, Mindæ & Camini, Comes Marchiæ & Ravensbergi, Dominus in Ravenstein, Louwenburg & Bytaw; rebus Britannicis nunc ita gloriosè restitutis, quam pro-nuper nimium turbatis, tum demum votis suis satisfactum crederet, si post tot utriusque exhibita veræ ac constantis amicitiæ specimina Domus hæ sibi nova, arctiori, & fœlici confœderatione publicè conjungerentur: Quod serenissimus ac potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus *CAROLUS SECUNDUS*, Dei gratia Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ *REX*, Fidei defensor, *&c.* in eadem vota pronus speciali mandato constituit ac nominavit ter-honorabiles ac præ-nobiles Viros, *&c.* Consiliarios suos intimos, Dominum *Arthurum* Anglesey æ Comitem, *Denzilem* Baronem *Holles*, *Anthonium* Baronem *Ashley*, *Georgium Carteret* Equitem Auratum, & familiæ Regiæ Vice-Camerarium, *Eduardum Nicolas* & *Guillielmum Morrice*, Equites Auratos & primarios suos Secretarios speciales suos Delegatos, Commissarios ac Plenipotentiarios, qui pro stabilienda, renovanda, & firmanda arctiori confœderatione ac inviolabili amicitia inter S. S. Regiam Majestatem & S. Serenissi: Electoralem eorumque Successores & hæredes, cum reverendissimo ac illustrissimo Domino *JOANNE MAURITIO* Principe Nassaviæ, Comite Cattime-Liboci, Viandæ, ac Deciæ, Ordinis Equestris Sancti Joannis per Marchiam, Saxoniam, Pomeraniam & Vandaliam Magistro, Domino in Beilstein, Sacræ sereniss. Electoralis in Ducatu Clivensi principatu Mindensi, & Comitatibus Marchano, ac Ravensbergensi Gubernatore; nec non nobilissimo & amplissimo Viro, Domino *DANIELE de WETMAN* Cancellario Clivensi & Marchiensi suæ serenitatis Electoralis Consiliariis intimis & Legatis convenirent, transigerent, ac concluderent pro ut illud utrinque & consultum & partium intentioni consentaneum censuerint. Adeòque quod prædicti Plenipotentiarii, Commissarii, & Legati, habitis ultro citroque congressibus & colloquiis tandem in sequentes conditiones & Articulos consenserunt & convenerunt.

I. Erit inter Regem Magnæ Britanniæ & Electorem Brandenburgicum; eorumque Hæredes & Successores, Regna, Ducatus & Marchionatus, Principatus, Provincias ac Ditiones, eorumque Subditos, undiquaque per mare & terras, perpetua, firma, fida, & sincera amicitia & confœderatio.

II. Promovebunt alter alterius commoda, prout damna (quantum in ipsis est) & facto & consilio avertent.

III. Sacra Majestas & veteris amicitiæ memor; & non ignara quanti intersit causæ *Evangelicæ*, Angliæ ac omnium maris *Balthici* accolarum suam serenitatem, Domumque Electoralem in *Borussia*, *Pomerania* & *Marchia* conservari, promittit ac declarat, si quispiam ullo unquam tempore præsumat suam serenitatem, ejusve Hæredes vel Successores, in Ditionibus illis hostiliter aggredi vel turbare, se eo Navium bellicarum, ac auxiliarum numero suppetias ituram, qualem necessitas ac rerum Electoralium Status postulabunt; adeoque & Legationibus & auxiliis eò acturam, ne à quopiam impune infestetur, multo minus Ditionibus suis supra-dictis earumque parte deturbetur.

IV. Similiter Sacra Majestas omni ope, auxilio, & opera juvabit Electorem, ut S. sereniss: ejusve Hæredes contra quoscunque manuteneantur, ac defendantur in Ducatibus *Cliviæ*, *Juliæ* ac *Montium*, unà cum Comitatu

ANS de J. C. 1661.

mitatu *Marchiensi* & *Ravensbergensi*, præcipuè verò in illis: quorum possessionem sua Serenitas jam dudum est adepta, vel imposterum adhuc per se vel per Hæredes suos legitime adipisci ac obtinere possit.

V. Præ cæteris ea defensio locum habebit, si sua Serenitas ejusve subditi ob causam *Religionis* à quopiam molestarentur, ejusve liberum exercitium in Ditionibus *Juliacis*, *Clivensis*, *Montensibus*, ac annexis inter-turbaretur.

VI. E contra Serenissimus Elector spondet ac promittit, si quispiam ullo unquam tempore præsumat suam Majestatem, ejusve Hæredes vel Successores, eorumve subditos in Regno ac Ditionibus suis *Britannicis*, mari Septentrionali, ac *Balthico* hostiliter aggredi vel turbare, se pro viribus suis enixurum ac cooperaturum, ut sua Majestas, ejusve Hæredes vel Successores, eorumque subditi, in locis prædictis ab omni injusta vi defendantur ac liberentur.

VII. Inimicos ac Rebelles nulla partium in Regnis vel Ditionibus suis recipiet, quin potius omni studio eos expellet, vel captivos parti læsæ remittet.

VIII. Utriusque subditis liberum erit absque omni impedimento, alterius Regna, Provincias, Emporia, portus & flumina adire, ibique versari ac negotiari, salvis tamen cujuscunque loci legibus, juribus, privilegiis, & consuetudinibus.

IX. Navibus adeóque libera undiquaque statio concedetur, sive vi tempestatis eo adactæ, sive commerciorum ob causam appulerint.

X. Idem liber aditus patebit Navibus bellicis, sive illæ publicæ fuerint, sive eorum qui specialia Diplomata obtinuerint, sive vi tempestatis, adeoque ad maris periculum evitandum, sive alia quoque necessitate compulsi fuerint ad portum quærendum.

XI. Cautum tamen est utrinque quod dictæ Naves bellicæ portum non intrabunt, nisi cum modico numero & prævià notificatione, si tamen vi tempestatis cogantur intrare, antequam notificatio fieri possit, citra vel ultra consensum Domini aut Ejus, quem Dominus Custodiæ portus præfecit; inibi non morabuntur.

XII. Si quispiam in alterius littore *naufragium* faciet, fractam vel quassam navem cum mercibus (salvo tamen cujusque loci singulari jure) vindicare poterit. Incolæ quoque loci, debite rogati, juvabunt eripere naufragio, quod servari posse censebitur, prout naufragus laborem æquà mercede pensabit.

XIII. De juribus damnove, quæ subditi utrinque alter alteri inferre possint, vel de quocunque jure, quo sibi invicem tenebuntur, in loco delicti vel contractus judicium esto: Curabunt vero uterque Rex & Elector, ut partibus quàm celerrimè justitia administretur.

XIV. Hinc nec *Repressalia* nec *Arresta* locum habebunt, nisi ex capite palam protractæ vel denegatæ justitiæ.

XV. *Vectigalia*, *Tributa*, *Portoria*, aliave jura solventur à subditis utrinque, quamvis tamen nec plura nec graviora quam *Dani* aut Gens *Belgii* Fœderati pendunt.

XVI. Ita quoque Subditi Electoris gaudebunt iisdem Privilegiis & immunitatibus, quibus *Dani* aut *Belga* Fœderati gaudent aut gaudebant in Regnis suæ Majestatis, prout vicissim Subditi suæ Majestatis, eisdem gaudebunt libertatibus, ac juribus in Provinciis & Ditionibus S. Serenitatis Electoralis, quibus *Belga* aliusve quispiam populus externus gaudet ac gaudere possit.

XVII. Utrique tamen Confœderatorum salva ac integra manebit potestas de *Vectigalibus* ac *Portoriis* suis disponendi, prout ipsi pro ratione status sui visum fuerit, modo memorata æqualitas utrinque servetur.

XVIII. Utraque partium permittet alteri in alterius Regnis vel Dominiis militem conscribere, Naves ac supellectilem bellicam co-emere vel conducere nisi fortè pars illa, in cujus Dominio illud petitur, ideo quod bello districta sit, ac milite & navibus ipsa indigeat, justum duxerit illud impedire, aut recusare.

XIX. Si gens *Danica* aut *Belgica* pacta meliora ac magis proficua imposterum à sua Majestate *Angliæ* obtinebit, Subditi Electoris iisdem ex æquo gaudebunt, & vicissim si *Belga* aut alia Gens meliora ac magis proficua imposterum obtineret, à S. Serenitate Electorali, subditi Regis iis utentur, fruenturque eodem modo ac si hoc in pacto specificè eo comprehensi essent.

XX. Curabit S. Serenitas Electoralis pro Viribus suis omnemque operam impendet, ut alii quoque Principes ac Status Imperii se huic Fœderi jungant, sicuti S. Sereniss. Regia Majestas declarat se tali eos amicitia complexuram, talesque cum ipsis conditiones inituram, ut eximiè suum in eos, eorumque statum ac res propensissimum animum sibi quam perspectissimum reddere possint.

XXI. Durabit hoc Fœdus mutuum per annos *decem* continuos à die ratificationis hujus Tractatus numerandos; licitumque aut partibus post vel circa illius temporis expirationem illud prorogare, extendere, vel interpretari, prout utrinque visum erit, vel ratio rerum postulabit.

XXII. Fœdus hoc mutuum, quatenus aliàs quoque non nisi defensivum est, nullatenus derogabit pactis ac fœderibus, quibus alterutra partium aliis antea obstricta fuerit, sive *Imperatori* sive aliis Regibus aut Statibus.

XXXIII. Quandoquidem antehac *Curtis* sive *Stapula* ac sigillatio panni Anglicani, *Regiomontani* Borussorum, sedem fixam habuerit, translata postmodum *Dantiscum*: Sacra sua Regia Majestas ob rationes satis graves ac moventes consensit, quod si Mercatores *Angli* ibi commercium habentes, consentient ac approbabunt, illa imposterum in talem locum transferetur, qualem S. Serenitas Electoralis in *Borussia* sua Ducali nominabit, ac judicabit; dummodo huic Societati liberum Religionis *Reformatæ* exercitium publicè & privatim permittatur.

XXIV. Spondent, promittunt, & declarant S. Sereniss. Regia Majestas & S. Serenitas Elect. pro se suis Hæredibus ac Successoribus se omnia illa capita, quæ in hoc Tractatu continentur, in omnibus suis Articulis & clausulis sincerè ac bona fide observaturos, facturosque, ne ullo unquam tempore per eos ipsos, vel eorum subditos, vel quisquis demum ille fuerit, directè vel indirectè quid fiat vel agatur, quod in fraudem vel detrimentum eorum vergere ullatenus possit, omniaque ea & singula, ut supra contenta ac conventa, per literas patentes, manu sua subscriptas, & magnis sigillis sigillatas ratihabebunt, & in forma valida & sufficienti conceptas & exaratas confirmabunt, easque reciprocè, intra *quatuor* vel *sex* menses, à dato hujus numerandos, tradent seu tradere facient. In quorum fidem & testimonium tam Nos Commissarii dicti Serenissimi Regis Magnæ *Britanniæ*, quam Legati Extraordinarii Serenissimi Principis Electoris *Brandenburgensis* vi & potestate nostrarum respective Commissionum hunc Tractatum manibus nostris subsignavimus, & Sigillis nostris communivimus. Actum *Westmonasterii* die Mensis *Julii vicesimo*. Anno Domini 1661.

(*L. S.*) *J. MAURICE, P. de Nassauw.*
(*L. S.*) *DANIEL WEYMAN.*

NOs omnia & singula dicti Tractatus Capitula supra scripta per Nostros & Serenissimi *Brandenburgici* Elect. Commissarios Legatos & Deputatos prædictos, contexta, concordata, & conclusa, & omnia & singula superinde in iisdem contenta, & specificata, rata, firma & grata habentes, ea omnia & singula pro Nobis, Hæredibus & Successoribus nostris, quatenus ad nos, Hæredes, Successores, vel Subditos nostros spe-

ANS de J.C. 1661.

ſpectant vel ſpectare poterunt, acceptamus, approbamus, & ratificamus, ac inviolabiliter, firmè, & fideliter tenebimus, obſervabimus, & adimplebimus, & cum effectu faciemus, ut in dictis Capitulis continetur, etiam per Subditos noſtros ac Regnorum noſtrorum Incolas teneri, obſervari, & adimpleri : nec eis directè vel inducctiè per Nos contraveniemus, nec per Subditos & Regnorum noſtrorum Incolas contraveniri directè vel per indirectum conſentiemus. Et ita in bona fide & verbo Regio promittimus; In quorum omnium fidem & teſtimonium his præſentibus literia noſtrâ manu ſub-ſcripta & per infra-ſcriptum Secretarium noſtrum referendatis Sigillum noſtrum apponi fecimus. Datum *Londini*, die Menſis Novembris *decimo* Anno Salutis Chriſtianæ MDCLXI. *CAROLUS REX.* (*L. Sigilli apendentis*) *Ad mandatum Sereniſſimi Domini Regis.* EDUARD NICHOLAS.

V I.

ANS. de J.C. 1661.

PORTUGAL ET PROVINCES-UNIES.

Traité de Paix & d'Alliance entre ALFONSE *Roi de Portugal, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas, fait à la Haye le* 6. *Août*, 1661. Recueil de Traitez faits entre les Etats des Provinces-Unies des Pays-bas, & divers Princes, &c.

REx & Regnum Luſitaniæ ſpondeant fidemque ſuam nexu comprimis ſolido ac firmo adſtringant, ſe quadragies centena Cruſatorum millia Ordinibus Fœderati Belgii perſoluturos eſſe, ſingulis Cruſatis duum Florenorum Carolinorum prætium in Hollandia æquantibus, eamque ſummam aut parata pecunia, aut ſaccaro, tabaco, & ſale ſe ſuppeditaturos; ſic ut hæ merces pluris ne æſtimentur, nec majus iis pretium ponatur, quam illud quo eædem merces illo quo ſuppeditandæ ſunt tempore ſecundum quotidianum uſum per ipſam Luſitaniam vendentur, ſi quid autem, ad plenam ſummam aut in ipſa pecunia, aut in una alterave ex jam dictis mercibus fortaſſe deſiderabitur, id ut alia earundem ſpecie ſuppleatur, integrum eſto, hujus tamen rei electio erit penes præſatum Regem, ut in qualicunque ſpecie ſuppleat alterius defectum, aut etiam ex illo vectigali quod authoritate & ratione hujus pacti conventi à Fœderati Belgii incolis per Luſitanam ditionem negotiantibus, in uſum jam dicti Regis legitime poſſet exigi, quodque mercibus eorum tam adferendis in dictam ditionem, quam inde efferendis, imponi ex lege ſequentium paragraphorum ſive articulorum jus ac fas eſſet; in quem finem à Fœderati Belgii Ordinibus unus pluresve conſtituentur, qui in Luſitania ipſorum nomine dictum vectigal percipiant, eadem forma ac methodo quibus ejuſmodi vectigalia à Miniſtris Luſitanis ibidem exigi conſueverunt, dicta verò ſumma per ſexdecim partes æqualiter diſtribuendas, certo ſtatoque quotannis tempore Uliſſiponæ pendatur, ſic ut prima ſummæ hujus pars præſtanda mox ſit, ubi primum in Luſitania conſtabit, certiſque documentis demonſtrabitur; fœderi huic utrimque ſubſcriptum eſſe, idque ratum ab ambabus partibus haberi ac promulgatum eſſe. Rex præterea Luſitaniæ reſtituat vel reſtitui curet, omnia tormenta quæ in Recifſa aliiſque Braſiliæ munimentis, cum ea à Luſitanis occuparentur, reperta fuerunt, quæque inſignibus Fœderatorum Ordinum Societatiſve Americanæ notata etiamnum deprehenduntur.

II. Quandoquidem verò à parte dictorum Fœderati Belgii Ordinum allatæ ſunt in medium quærelæ, occaſione introductæ cujuſdam conſuetudinis, nempe partitionis in venditione ſalis, quod in oppido Cetobriga (Setuval à Luſitanis, à Belgis St. Uves appellatum) ac per conterminum eidem Oppido tractum fieri ſolet ac confici, convenit ac conſenſum eſt, uti ſingulis annis, inter præfatum Regem & prædictos Fœderati Belgii Ordines Pactum peculiare ineatur de pretio, quo omnibus & ſingulis Fœderati Belgii incolis integrum erit tantundem prædicti Salis, quantum ipſis libuerit, ibidem coëmere, in qua quidem tranſactione juſta utrimque habebitur ratio pretii, quo ſub id tempus dictum ſal per Luſitaniam inter Luſitanos ipſos vendetur, emetur ac diſtrahetur. Ac ſi nihilominus præter ſpem ac expectationem ſuper ejuſdem ſalis pretio utrimque parum convenerit, tum Fœderatorum Belgarum reſpectu ſalarii illa Commercii partitio ceſſet, ac amoveatur, quæ ab annis jam aliquot introducta eſt; liberumque ac integrum unicuique Fœderatorum Belgarum relinquatur à quibuſlibet mercari ac ſibi comparare eam ſalis quantitatem, de qua cum venditoribus convenire poterit, quemadmodum paragrapho ſive Articulo ſeptimo copioſius de omni mercimoniorum genere eſt conventum. Sed nec ipſis ſalis poſſeſſoribus ullo modo adimator, aut reſtringatur facultas vendendi pro libitu omnibus & ſingulis quibus eis libuerit, reſpectu vero aliarum nationum prædictus Luſitaniæ Rex hac in parte ſeſe geret, prout ipſi placuerit.

ANS de J.C. 1661.

III. Fœderatorum Belgarum populus ſecure ac tuto negotietur Commerciumque exerceat, tam ex Luſitania & terris ac tractibus eidem Luſitaniæ ſubditis in Braſiliam, quam ex Braſilia in eandem viciſſim Luſitaniam & terras tractuſque eidem ſubjectos ac omne præterea Mercium genus ultro citroque transferre, ne ſit damno aut noxæ, excepto duntaxat Braſilienſi ligno, penſo tamen ante ac perſoluto vectigali eo portorioque quod à Luſitanis ipſis in illas Regiones negotiantibus perſolvi jus eſt. Cæterum Belgæ Fœderati ex Braſiliæ portubus in portus quoſcunque alios eidem Luſitaniæ ſubditos ubi appellent, Naves ſuas exonerare, aut merces inde ullas eximere, in terramve exponere neutiquam cogantur : ſed præfecti teloniis, & portoriorum exactores ut merx in ipſis Navibus inſpiciatur ac ponderetur, utque in debitum pro merce vectigal ac portorium pendatur, curent; quod ſi vero rerum experimentis comperiatur, id vel nullatenus, vel minus commodè expedire poſſe, alia in eundem finem media excogitentur, at mutuo pactis utriuſque conſenſu ad effectum perducantur : Fœderatorum autem Belgarum populo omnino fas ac jus eſto hac in parte iiſdem mediis ac commodis uti & frui, quibus Angli aut vi pacti, aut ex quotidiano uſu gaudent, vel in poſterum gaviſuri ſunt : Quin nec gravius vectigal, nec plus nummorum impenſæve pro dicta merce exigatur, aut perſolvatur, quam ſi exoneratæ omnino Naves ac Merx in terra expoſita fuiſſet; moræ etiam nihil in expediendis hiſce Navibus dimittendiſve à parte Luſitana nectatur. Cum vèro in alias Regiones portuſve Luſitaniæ aut eidem ſubditos poſt penſum jam ſemel vectigal debitum Naves dictæ appellent quod reliquum erit itineris impedimento moleſtiaque omni procul habitis, ulliſque de novo vectigalibus perſolutis, liberè conficiant abſolvant. Merces præterea ac res cæteræ aut à Luſitanis ipſis, aut ab alia quacunque gente Navibus Fæderatorum Belgarum creditæ ac commiſſæ, quæ in Regiones portuſve alios eidem Luſitaniæ ſubditos transferentur, nihilo plus vectigalis pendant, quam ſi commiſſæ Luſitanis Navibus & transferendæ tranſlatæve eſſent.

IV. Liberum quoque Fœderatis Belgis eſto, Navigationem, atque iter moliri in Colonias omnes, Inſulas, Regiones, terrarum tractus, Portus, Civitates, Pagos, Emporia, quotquot dicto Regno parent ac ſubſunt per ditionem Africanam, cui accenſetur Sancti Thomæ Inſula, inibique morari, negotiari, ac mercaturam exercere, res, ſarcinas, merces, omne genus terra marique & Fluviis ſubvehere, vènum ubivis exponere, efferre etiam inde atque in alias Regiones exportare integrum ſit ac concedatur, idque pari libertate, qua Angli aut alia quælibet Gens vel nunc gaudent, vel ante hac gaviſi ſunt, vel inpoſterum eos gaudere aut gaviſos eſſe comperietur : Propriaſque ibidem Ædes in quibus habitent habere & poſſidere, nec non repoſito-

ANS de J.C. 1661.

toria, in quibus bona, mercesque suas recondant, absque ulla à quopiam molestia. Nihil vero eorum, quæ paragrapho seu Articulo hoc & proxime præcedenti pacta & stipulata sunt, irritum unquam fiat, eludaturve nec Fœderati Belgæ pactis conventis hisce ulla ex parte fraudentur: Quod si dictus belgarum populus usu nihilominus libero ac solido pacti hujus conventi aliquando prohibeatur, excludaturve, aut alia ex parte impediatur; quod avertat Deus, ne plenos debitosque ex fide & authoritate hujus fœderis percipiat fructus, tum Fœderati Belgii Ordinibus idem in Lusitanos jus esto, actioque de novo eadem resurgat & renascatur, quæ ante hoc fœdus initum iis competebat; jusque suum ut adversus Regnum Lusitanum persequantur, fas esto; sed & hoc ipso ea omnia ad dictos Ordines devoluta censeantur, eorumque repetendarum causa Rex & Regnum cadant, quæcunque ex lege primi io his conventis paragraphi seu Articuli persoluta ac depensa jam fuerunt. Eodemque Pacto si per prædictos Fœderati Belgii Ordines fœdus hoc violetur aut infringatur, præfato Lusitaniæ Regi idem jus esto quod illi ante hoc Pactum ullo modo competebat.

V. Atque ita solutione quadragies centenorum Crusatorum millium facienda terminis supra expressis atque libero usu veraque perceptione eorum omnium, quæ Articulis tribus hunc præcedeotibus continentur, intermittantur ac cessent controversiæ, lis & actiones omnes, quæ Regi Regnoque Lusitaniæ à Fœderatis Belgis intentæ hactenus ac motæ sunt, intendique possent, ac moveri; nec minus intermittantur cessentque actiones, lis & controversiæ, si quæ Fœderatis Belgis à Rege Regnoque jam dictis vicissim intendi & moveri possint.

VI. Cui consequenter cessent inter Regem & Regnum Lusitaniæ ab una & Fœderatum Belgium ab altera parte, ac utriusque subditos & incolas omnis actus hostilitatis & injuriarum, idque in Europa post elapsum bimestre spatium ab eo die, quo huic fœderi utrimque subscriptum erit, in cæteris vero mundi partibus à publicatione harum tabularum omnesque captivi hinc inde ilico post ratihabitionem hujus Tractatus pristinæ libertati restituantur; omnes itaque ditiones, omniaque loca, Naves, bonaque, quæ temporis interea ab alterutro occupabuntur, ut & quæ antea occupata fuerunt in India Orientali, Occidentali vel alicubi locorum, in dominio permanebunt eorum, qui præfatis temporibus eorum possessores fuisse comperientur; ea vero, quæ elapsis duobus post factam eandem subscriptionem mensibus in Europa & post publicationem in cæteris mundi partibus occupabuntur aut capientur, prioribus eorundem Dominis absque ulla mora aut exceptione restituentur. Regi proinde Regnoque Lusitaniæ solida ac firma Pax cum Fœderati Belgii Ordinibus ineatur, quæ Cives utrimque omnes & subditos comprehendat, quæque ubivis locorum, nullis exceptis, tam intra quam extra Europæ Limites sancte ac religiose observetur, Lusitani quoque & Fœderatorum Belgarum populi terra marique mutuis inter sese Officiis ac mutua benevolentia utrimque certent, nihilque prorsus moliantur aut effectum dare conentur, quod cum incommodo aut detrimento partis alterutrius ullo modo videri possit conjunctum, quare nec subditis aut incolis partis alterutrius permissum erit sub authoritate vel diplomate alius cujusvis Principis vel status, alterius subditos vel incolas, navesque aut merces eorum aggredi, vel alio quovis modo, sub qualicunque nomine vel prætextu piraticam contra eos exercere, idque sub pœna exilii & publicationis bonorum.

VII. Fœderatis porro Belgis integrum post hac esto, in Regnis, Provinciis, Insulis, Oppidis, Portubus, ac locis quibuscunque, quæ Regi Lusitaniæ parent Commercium omni cum libertate exercere nihil moræ iis objiciatur aut directè aut obliquè, nihil eos

ANS de J.C. 1661.

impediat, quo minus merces à quibuslibet eas emant ac comparent, quas è re potissimum sua fore judicabunt, sive majori copia sive minori comparatas, nullisque mensuræ, ponderum, temporis, loci, propolarum monopolarumve, aut pretii legibus adstringantur: Nec minus iisdem Fœderatis Belgis integrum relinquatur res pro libitu quascunque ac merces eodem transferre, vendere ibidem has ipsas ac permutare, res præterea ac Merces inde offerre, idque amoto omni obstaculo persolutis solummodo vectigalibus iis, quæ ex authoritate publica per Regnum Lusitaoum anno millesimo sexcentesimo quinquagesimo tertio mense Martio pensa ac persoluta sunt aut solvi debuere, adeo ut Fœderati Belgæ eodem prorsus loco sint habendi quo Lusitani ipsi habentur, idque tam emptionis Venditionisque nomine, quam vectigalium aliorumve aut onerum aut commodorum, immunitatum ac Privilegiorum respectu, utque Fœderati Belgæ imposterum fruituri siot prærogativis, immunitatibus ac Privilegiis omnibus quotquot hactenus ulli genti, Regno Lusitano Fœdere aut amicitia sociatæ concessa sunt, vel post hac concedentur; Lusitani vicissim Commerciorum ac Mercaturæ respectu, eodem per Fœderatum Belgium loco habeantur, quo Belgas ipsos & indigenas haberi juris illic est ac moris.

VIII. Belgæ Federati qui cum Navibus ac Merce in portus Lusitanæ ditionis appellent, nullo mercimonii genere Naves suas onerare cogantur, nisi guod elegerint ipsi, quodque utile sibi ac consultum præ cæteris fore sint arbitrati: Sed nec in Navem Fœderatorum Belgarum unamquamque custodes excubitoresve plures duobus, qui Regis Regnique nomine Merces observent, admittantur, nihilque omnino obstaculi aut impedimenti Navibus onerandis exonerandisve adferatur. Atque illæ, sive Merce arida & sicca onustæ, nisi decimo postquam appulerint die, sive pisces aliudve quodvis cibariorum ac esculentæ Mercis subvehentes genus, nisi die post intratum portum decimo quarto exoneratæ siot: Nihilominus dictis custodibus, excubitoribusve salarii aut Mercedis loco haud quicquam persolvatur, aut eorum in gratiam erogetur, præter id quod decem aut quatuordecim dierum jam dictorum usus ac lex præscribunt.

IX. Consules, qui Fœderatis Belgii per ditionem Lusitanam Negotiantibus habitantibusve præsidio dabuntur, à Fœderati Belgii Ordinibus creandi sint ac constituantur; constituti tantundem habeant authoritatis utcunque Romanam Religionem non profitentes, quantum ulli per Lusitanam ditionem Consuli earum gentium quæ illic negotiantur, hactenus delatum est vel imposterum deferetur, caosis præterea litibusque, quæ Fœderatos Belgas spectabunt, judicandis judex conservator constituatur, à quo provocare oon liceat, nisi ad relationis Senatum; qui quarto ad summum post provocationem mense causis litibusque ad se delatis, finem imponat.

X. Si quis Fœderatus Belga per ditionem Regis Lusitaniæ è vivis excesserit, chartæ, libri, rationes, bona ac facultates tam ipsius defuncti quam aliorum ejusdem Fœderatæ Nationis, quæ penes defunctum erunt depositæ à pupillorum absentiumve judicibus aut eorum Ministris inspici & occupari nefas esto; neque horum jurisdictioni res jam dictæ sunto obnoxiæ, sed iis consignantor, quibus eas defunctus ipsum ante excessum consignari jusserit; aut is si rebus suis ante obitum minus cavit prospexitve, tum chartæ illæ, libri, rationes, bona ac facultates ex mandato judicis conservatoris custodiendæ committantur duobus pluribusve Belgis Mercatoribus institutoribusve, in quos potissima popularium suorum illic loci degentium suffragia accedente consulis Belgæ assensu, hanc curam devolvent; ita tamen ut ne curæ suæ commissas res dicti Mercatores institoresve servandas se recipiant, nisi data prius cautione per fidejussores idoneos & ab eodem consule omnino approbandos, admittendos, de rebus sibi credi-

tis

tis ad Legitimos five Dominos five Hæredes, five etiam Creditores sua opera perventuris. Omnia itaque bona facultatesque quæ in Dominio defuncti fuerunt, Hæredibus ejus executoribusve vel creditoribus tradentur.

XI. Nec Regi Lusitaniæ ipsi, nec Ministrorum Regiorum cuiquam fas licitumve sit, Mercatoribus, Naucleris, sociis Belgarum Navalibus, aut eorum Navibus, Merci, facultatibus, manum injicere, ullamve molestiam exhibere, ne quidem sub gerendi cum Hoste Belli, aut cujusvis expeditionis parandæ prætextu; nisi à Fœderati Belgii Ordinibus, quorum illi imperio subsunt, Naviumque Mercis ac facultatum possessoribus eam jam ante in rem fuerit consensum; sed dicti Mercatores & Naucleri, cum Navibus ac Merce, sine ullo incommodo per Regem ministrosve Regios oblato, ex portubus Lusitanis quibuscunque pro libitu arbitrioque suo solvant ac discedant: Fœderatorum porro Belgarum populus à merce, facultatibusve suis vendendis aut distrahendis nullo modo prohibeatur, avocetur, interpelleturve, ne quidem si Rex ipse aut Ministri Regii iis sibi rebus opus esse obtendant, nec ullam omnino ob causam dictarum mercium & facultatum venditio protrahatur differaturve; nec averti dictas merces in Regis publicosve aut privatos quoscunque usus liceat, nisi illi quorum res agetur, & ad quos dictæ merces facultatesve pertinebunt, annuant ac præcedente conventione assensum isti rei præbeant.

XII. Liberum præterea belgarum Fœderatorum populo, ac permissum sit præter mercis omne genus, arma etiam, res Bellicas, & annonam tam ex Fœderatarum Belgii Provinciarum, quam ex aliis quibusvis portubus ac terris in quascunque Orbis Regiones, & ad quascunque gentes transferre tam inimicas Regi Regnoque Lusitaniæ, quam amicas ac fœderatas, nec dicto Regi ejusve subditis aut Ministris huic rei moram aut impedimentum afferre liceat per detentiones, repressalias, pignorationes ullove alio modo sive id directè apertéque sive obliquè ac occultè fiat, dummodo dictus Fœderatorum Belgarum populus ex ipsis portubus Lusitanis armorum nihil apparatus aut rerum bellicarum ad dicti Regis Regnique hostes & adversarios transvectet; nec minus iisdem Fœderatis Belgis integrum relinquatur ac permittatur, in universam ditionem dicti Regis quascunque Merces, res etiam ad armaturam, Bellum ac Militarem annonam pertinentes inferre, easque non minus magna quam exigua copia Venales exponere, & sive integras simul; sive seorsum & per partes pretio ibidem quocunque vendere, ac pro arbitrio suo permutare, commerciaque quævis exercere cum iis emptoribus negotiatoribusve, quos ipsi fore sibi potissimum utiles ac commodos arbitrabuntur, nec interpellari aut à proposito eos dimoveri per Regem Regiosque Ministros, propolas monopoliorum exercitores, fiscum, juridicos consessus, quemvis alium ullo modo ullave de causa fas esto; nullo denique mercimoniorum limite aut regula circumscribantur.

XIII. Res ac Merces, quæ ex uno Lusitaniæ portu in alium eidem Regno subjectum transferentur, persoluto ante debito vectigali & portorio, nulla ulteriore pecuniæ aut teloniorum exactione teneantur, præter eam, qua ipsas Mercatorum Lusitanorum, res ac Merces tali casu teneri liquebit, constabit.

XIV. Nulli Alcaido, quem Lusitani vocant, nullique alii Ministro Regio licitum aut permissum esto, ex Fœderatis Belgis quemquam, cujuscunque is conditionis sit aut sortis, interpellare, nolentem detinere, carceri vinculisve mancipare, præterquam in causa criminali & in flagranti delicto deprehensum, nisi facta prius à judice conservatore eam in rem potestate, quæ scripto consignata sit, Fœderati præterea Belgæ sub ditione atque Imperio Lusitano degentes, tam sui ipsorum quam Domicilii, librorum, rationum, Mercis, aliarumque rerum ac bonorum ad ipsos pertinentium respectu, non minus carceris, vinculorum cujuscunque detentionis ac molestiæ immunes sunto ac habentor, quam alius quivis ex cæteris Regi Lusitaniæ Fœderatis populis hactenus habetur, aut imposterum habebitur: Sed nec per litteras salvi conductus aut aliud patrocinii genus subditis suis aut aliis quibuscunque in ditione Lusitana degentibus à Rege concedendum, Fœderati Belgæ impediantur prohibeanturve à debitis exigendis, aut nominibus æri suo obnoxiis in jus vocandis; at vero debiti exactionem & jus suum libere persequantur; neque fraudi sit creditoribus, si principis patrocinium aut alterius cujuscunque pollentis authoritatem implorarit debitor, amplexusve sit, ejusque vel eorum litteris & salvis conductibus sese munierit, quo debitum eludat, creditoremve trahat ac frustretur, quod ne fiat ab omni patrocinio debitor arceatur, excludatur. Sed nec bona ulla ad Fœderati Belgii incolas aut subditos pertinentia, quæ illi Lusitanæ Nationis institoribus, procuratoribus aut res suas agentibus commiserint, vel aliorum quorumvis exterorum in Lusitana ditione degentium curæ ac fidei crediderint, detineri manumve iis injici licitum aut permissum habeatur, intentante præsertim litem, aut Negotium facessente inquisitione (quam vocant) Ecclesiastica, sive in Religionis sive alia quacunque in causa id fiat, sed res ac bona ista omnia, si commendata sunt iis, qui coram judice, & in foro Ecclesiastico illa ex causa forte convenientur, aut inquisitionis dictæ nomine accusabuntur interpellabunturve, confestim integra & intacta dimittantur, usibusque possessoris restituantur, ut primum apparebit ac demonstrabitur ad Fœderati Belgii incolas subditosve res eas pertinere.

XV. Cumque prærogativa Commerciorum omnis plane futura sit inutilis ac speratus ex pace fructus omnino intervertendus, si Fœderati Belgii incolæ ac subditi, qui per ditionem Lusitanam ultro citroque commeabunt, aut instituendæ negotiationis merciumve distrahendarum ergo illic morabuntur ex occasione Religionis inter Lusitanos ac se discrepantis ulla molestia, ullove incommodo afficiantur, providebit huic rei Rex ac occurret, quo terra marique mutuum posthac utriusque gentis Commercium illibatum sartumque ac tectum conservetur; curabitque, ne cui ex Fœderati Belgii incolis vel subditis cujuscunque tandem Christianæ Religionis, sortis ac conditionis is sit, Negotium hac de causa ullum aut molestia exhibeatur, neve is ulli præterea curiæ, Tribunali, judici, inquisitioni, sistatur aut obnoxius fiat, nec ab ullo Regio Ministro, vel alio quocunque hac ex re conveniatur ullove damno afficiatur, sive ob circumlata fortasse secum Biblia, sacræve Scripturæ aut aliorum librorum usum ac lectionem, sive quovis alio discrepantis & dissentientis Religionis nomine, quinimo Fœderati Belgii incolis subditisque sub ditione Regis Lusitaniæ morantibus, eorumque familiæ librum ac concessum esto, tam domi suæ, quam in suis Navibus Religioni ei, iisque sacris quibus sese addictos profitebuntur, pro arbitrio ac libitu, nemine prorsus interpellante, operari, locus iis denique opportunus sepeliendis mortuis & commodus assignetur, quâ libertate impetrata ne abutantur, iisdem Fœderati Belgii incolis ac subditis erit cavendum.

XVI. Si quandocunque contingat, controversias oriri inter dictos Regem Regnumque, ac Fœderati Belgii Ordines, unde interrumpendi inter utramque gentem Commercii periculum incumbat, incolæ, cives, indigenæ tam ex hac, quam ex illa parte per utramque ditionem de simultatibus ac controversiis enatis publicè præmoneantur; ac post commonitionem promulgatam bienne spatium utrimque concedatur, quo Merci, Navibus, bonis suis ac facultatibus tempestive consulant, easque in tutiorem locum transferant, nullo interea aut impedimento iis objecto aut exhibita molestia, nullo etiam facultatibus eorum ac bonis damno

illa-

illato; quod si cum ex parte alterutra intra præfinitum bienni spatii tempus debita ulla illic locorum in quibus negotiatus erat exigenda restabunt, ea legitimum in modum exigi, jure quoque ac legibus ad ea repetenda, agi fas esto, nec lis per ambages aut circuitus à judice trahatur, sed is omni cura effectum det, ut ante præscriptum tempus elapsum creditores quod debebitur, consequantur.

XVII. Si porro pactis hisce ac mutua necessitudine, quæ per hæc pacta sancitur, durantibus, contingat, fœderis hujus partem quantamcunque ab alterutrius gentis subdito aliquo terrarum ullibi aut locorum violari, aut in pactorum conventorum authoritatem impingi, Societas ac necessitudo inter utramque gentem hoc sancita fœdere nequaquam eam ob causam, interrumpatur, sed vim integram ac vigorem nihilominus illibatum conservet, obtineatque pœna ac mulcta illis solummodo irrogata, qui in leges fœderis deliquisse convincentur, iis vero, quos damno contumeliave adfectos esse constabit, omnino satisfiat, erit autem satisfaciendum intra annum ab instituta actione tempus, si quis in Europa aut in Gaditano freto, per Americæ etiam Africæve littus & tractum, aut alibi locorum terra Marive, cis Bonæ Spei promontorium Fœdus ulla ex parte hoc temeraverit violaveritve, at vero qui ultra jam dictum promontorium locorum ubicunque in pacta hæc peccasse deprehendetur is satisfactione tenebitur ante exactum decimum octavum mensem ab implorata per actorem ope judicis; aut si reus violati fœderis in jus vocatus foro se non stiterit, judiciumque subterfugerit; nec intra præscriptum tempus satisfecerit, hostis utriusque partis judicetur, bonaque ejus ac facultates flagitatæ ac debitæ satisfactioni impendenda publicentur; in potestatem quoque partis alterutrius is ipse si venerit, quas, atrocitas injuriæ ac delicti magnitudo mereri videbuntur, persolvat.

XVIII. Si quam controversiam aut rixam inspectores mercium vel Regii Ministri Mercatoribus institoribus, naucleris Belgis de Annonæ, aut cujuscunque Mercis, quæ in ditionem Lusitanam subvehetur, pretio movebunt, lis illa per gentis lusitanæ arbitros, partim per illius loci Magistratum, partim per consulem Nationis Belgicæ (idque pari utrimque jure) eligendos, decidatur; sic ut arbitri illi effectum omnino dent nequid detrimenti, protracta in longum disceptatione, possessor ejus mercis capiat aut patiatur.

XIX. Licitum de cæteris genti utrique esto, in fœderatæ ditionis portus quoscunque cum Navibus tam bellicis quam onerariis appellere, illic etiam morari, ac pari cum libertate inde discedere, sive per procellas ac tempestatem illuc compulsi sint, sive navibus reficiendis victusque ac commeatus parandi causa in portum eum se contulerint, ita tamen ne illuc plures sex navibus bellicis simul, in portibus vero minoribus, & ubi fortalitia ad sui defensionem extructa non reperiuntur, non plures tribus nisi urgente necessitate se recipiant, neve plus temporis illic insumant, quam quod jam dictæ refectioni, aut parando commeatui sit satis; ne qua forte causa hinc nascatur interrumpendo aliarum gentium non minus eidem ditioni Fœderatorum Commercio. Quod si forte, major Navium Bellicarum numerus ad eundem simul portum appellat, eo intrare hisce Navibus nequaquam fas esto, haud impetrato antea permissu ab iis quorum à nutu ac imperio portus ille pendebit, nisi vi fortasse tempestatis aut alia necessitate invitos impellente huc angustiarum constringantur ad evitandum instantis naufragii periculum, quo casu interveniente causam adventus sui præfecto illius portus aut supremo Magistratui confestim judicandam curent, nec moram illic diuturniorem trahant quam quæ à portus illius præfecto aut jam dicto supremo Magistratu fuerit concessa, nihilque interea temporis, moliantur aut machinentur, quod illi ditioni ulla ex parte nociturum sit aut in detrimentum cedat.

XX. Rex Regnumque Lusitaniæ ac Fœderati Belgii Ordines, Naves, Merces ac bona partis alterutrius si ab hoste, à piratis, aut ab alio quovis intercepta; inque portum aut locum quemcunque utriusvis ditionis subvecta atque subducta sint, nequaquam ea abalienari patiantur; sed aut ipsis ea possessoribus aut res possessorum agentibus restituant, dummodo illi Navibus nondum exoneratis, nec adhuc distractis mercibus, ad sese res eas pertinere sint professi, aut profitendum curent & ante exactum tertium ab interceptis Navibus mensem, si in Europa casus evenerit, in cæteris autem mundi partibus, ante annum elapsum jus in eas sibi esse certis argumentis ac testimoniis productis doceant, evincant impensas servandis custodiendisque Navibus merci, ac bonis cæteris factas refundant ipsi possessores.

XXI. Fœderati Belgæ per Lusitanam ditionem Negotiantes aut in portus Lusitanos appellentes, nullum omnino vectigal aut portorium pro bonis suis ac Navibus persolvant, nihilque pendant, præter id quod Regi Cameræque Ulissiponensi, Anno millesimo sexcentesimo quinquagesimo tertio persolvi jus fuit; Oneribus si quæ postea introducta sint aut adhuc introduci possent, nullatenus teneantur.

XXII. Tributum nullum à Fœderatis Belgis in usum aut emolumentum sacelli Sancti Georgi per Lusitanos exigatur, nulla obire munia, nullum Armorum genus aut ipsi induere aut aliis suppeditare jubeantur, cogantur.

XXIII. Mercatores ex utraque gente, eorumve institores, Ministri familiares ac Domestici, naucleri, nautæ & navales socii per ditionem Regis ac Ordinum, perque portus eorum, ac littora tuto & libero ultro citroque commeent, hæreant ac versentur, Ædes domosque, quas aut ipsi habeant, aut recondendæ promendæque merci utiles ac necessarias, Dominio possidere iis permutatur, gladiis accingi, arma cujuscunque generis, prout mos gentis fert, circumferre, quibus se ac rem suam tueantur ne sit fraudi, aut vetitum habeatur.

XXIV. Bona quælibet ac merces, sive ad dictos Regem Ordinesque spectabunt sive ad utrumvis populum, si navibus alterutri parti inimicis hostibusque creditæ ac in iis deprehensæ fuerint, non minus quam naves ipsæ in prædam cedant, ac fisco occupantium addicantur; Merces vero ac res quæcunque ad partis utriuslibet hostem pertinentes, Regis Ordinumque jam dictorum aut utriuscunque populi navibus impositæ, in eas fisco nil juris esto, adeoque nec detineantur, nec possessoribus intervertantur.

XXV. Denique, cum Belgarum Fœderatorum nonnullis, sive à parte societatis Indiarum Occidentalium, sive alio etiam nomine, tam per Brasiliam, quam per Lusitaniam ipsam, cæteramque dicti Regis ditionem, bona immobilia, tum debita, quoque non pauca etiamnum restent ac supersint reliqua, fierique etiam possit ut à subditis præfati Lusitaniæ Regis in Brasilia habitantibus, vel qui ibidem habitacula sua habuere, par actio supersit instituenda per ditionem & in populum Fœderatorum Belgarum: Convenit utrimque ac consensum est, uti bona immobilia, fundi præsertim, domus, molæ Saccaro parando inservientes, possessoribus pristinis restituantur, sed & actiones quæ restant exigendæ, uti à debitoribus quam primum expungantur; & quoniam prædictus Regis Lusitaniæ Legatus instructum sese mandato sufficienti professus est, amicabili compositione finem faciendi actionibus tam realibus quam personalibus, quæ Fœderatorum Belgarum populo ex eo capite competere possent, idcirco ut in casibus prædictis, iis quorum interest absque ulla ambage & molestia, per æquipollens satisfiat, eædem actiones omnes prædicto Regis Lusitaniæ Legato intra bimestre spatium communicentur, redactæ in scriptis confecto in-

inventario, cum declaratione originis & documentorum quibus illæ actiones probari possint; ac porro vel per pacta singularia cum iis quorum interest, vel pacto generali inter præfatum Regem, & prædictos Fœderati Belgii Ordines per solutionem summæ pecuniariæ penitus extinguantur. At si prædicta Negotia vel in totum, vel pro parte intra sex mensium spacium hoc pacto componi nequeant, tamque controversiæ omnes quæ super æquitate rationibus ac taxatione actionum, hinc inde moveri ac repullulare possint, penitus præcidantur ac tollantur, tres utrimque Commissarii constituentur, qui post exactum octodecim mensium spacium, ut in Brasilia commorantes ejus rei certiores fieri, & tempestive præmonere possint, Ulissiponæ in unum convocandi ac conventuri sunt, instructi potestate ac authoritate quæ peculiariter nunc iis hoc ipso diplomate defertur, admittendi & sub examen vocandi, intentatam quamcunque actionem super immobilibus bonis ac debitis, tum in jus etiam citandi reos, adversamque actoribus partem, ut obloquantur aut causam suam tueantur, si possint; defertur præterea iisdem Commissariis auctoritas qua auditis contradictoribus, aut iis non comparentibus adversus contumaces decernant juxta jura & æquitatem, nulla judicii forensis adhibita solemnitate, atque omni ambage litis protrahendæ prorsus amota, jus de plano dicant, curabunt quoque præfatus Rex ac Ordines ut re ipsa præstentur, ut quæ effectum suum omni ex parte habeat, quidquid per utriusque partis Commissarios decernetur ac pronunciabitur: Tum ut judicio casurus, causam tenenti adversario confestim solide atque ex asse satisfaciat, decreta ac Sententias Commissariorum per Ministros suos plenæ executioni illico & sine mora mandabuntur: Si quid vero ad summam satisfactionis desiderabitur, Rex ipse atque Ordines spondebunt & fidem suam interponent quemadmodum spondent fidemque interponunt, id omne suo ex ære, suisque impensis sarciendum ac supplendum fore, si liquebit executionem neglectam aut extra consuetum & receptum ordinem dilatam stetisse, quo minus decreta Commissariorum effectum sortita sint. Si vero pari utrimque concurrente judicum discrepantia ac dissensu suffragiorum fiat, ut actioni intentatæ finis imponi à Commissariis non possit, tum iidem aut concordibus votis aut per majora super arbitrium eligant, his vero etiam eo casu inter sese ita dissentientibus, ut eadem super arbitri electio aut paribus votis, aut per majora suffragia absolvi nequeat, uti discrepantia inter illos sorte dirimatur; utque post electionem superarbitri, aut hoc aut illo modo factam, res per eundem unicum prædictis Commissariis resumatur, & vel per amicabilem compositionem vel decisione per majora vota terminetur.

XXVI. Conventum porro ac utrimque consensum est, ut Pax hæc & transactio, omniaque & singula hisce tabulis comprehensa, in optimo Legitimaque forma tam à præfato Lusitaniæ Rege, quàm à prædictis Fœderatarum Provinciarum Ordinibus Generalibus, per patentes utriusque partis litteras, sigillo magno munitas confirmentur ac rata habeantur, mutuaque ratihabitionis instrumenta intra trium mensium spacium, ultro citroque extradantur, atque ut hæ tabulæ post elapsos alios tres menses, à traditis & commutatis ratihabitionum instrumentis, forma locoque solitis promulgentur: In quorum omnium fidem & testimonium, nos extra Ordinem Legatus prædicti Regis Lusitaniæ, & Commissarii dictorum Fœderati Belgii ordinum, vi & vigore litterarum mandati ac potestatis nobis à superioribus nostris datarum, hosce articulos manibus propriis subsignavimus, ac Sigillis Nostris munivimus. Hagæ Comitum in Hollandia, die sexta mensis Augusti Anno millesimo sexentesimo sexagesimo primo.

(L. S.) *M. Conde de Miranda.* (L. S.) *Fl. Cant.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *Christ Rodenburgh.*
(L. S.) *E. S. van Glinstra.*
(L. S.) *B. J. Mulert.*
(L. S.) *J. Schulenburgh.*

Ratificatio Regis Portugalliæ.

DOm Afonso por graça de Deos Rey de Portugal & dos Algarves d'aquem, è d'allem, mar em Africa, Snor de Guiné, è da Conquista, Navegação & Comercio da Etiopia, Arabia, Persia, & da India, &c. Faço saber aosque esta minha carta patente de aprovação, Ratificação, & confirmação virem, que em os seis dias do mes d'Agosto do anno passado de mil è seis centos & sessenta è hu na Villa da Haya do Conde em Hollanda por *Henrique de Souza de Tavares*, *Conde de Miranda*, do meu Conselho, Governador da Relação è Armas da Citade do Porto è meu Embaxador Extraordinario aos Altos è Poderosos Estados Geraes das Provincias Unidas dos Paises Baxus, se assentou, Fez è concluio com os ditos Altos è Poderosos Estados hu Trata do de Paz è Confederação, assinado pelo dito Conde meu Embaxador, è pelos Magnificos Illustres *Fl. Cant*, *Johan de Witt*, *Christ. Rodenburg*, *van Glinstra*, *Mulert & J. Seulenborg*, Commissarios deputados para o dito Tratado, do qual u traslado de verbo ad verbum he o sequinte.

Articuli Pacis &c.

Et portanto havendo eu visto, o ditu Tratado de Paz & Confederação, escrito em vinte è seis artigos è querendo o aceitar, o aceitey, aprovey & ratifiquey, como em efeito pela presente minha carta patente o açeito, aprovo è ratifico na forma, que està ajustado pelo dito meu Embaxador Extraord. è Commissarios para elle deputados. Et por verdade fè è firmeza de tudo mandey passar a præsente carta por min assinada è sellada com o sello grande de minhas armas. Dada na Cidade de Lisboa a os vinte è quatro dias do mes de Mayo de mil è seissentos è sesenta è dous. *Pr. Hrvira*, dony u fix escrevir. Signatum.

EL REY.

Ratificatio Reginæ Portugalliæ.

DOm Afonso por graça de Deos Rey de Portugal & dos Algarves d'aquem, è d'allem, mar em Africa, Snor de Guiné, è da Conquista, Navegação & Comercio da Etiopia, Arabia, Persia, & da India, &c. Faço saber aosque esta minha carta patente de aprovação, Ratificação, & confirmaçao virem, que em os seis dias do mes d'Agosto do anno passado de mil è seis centos & sessenta è hu oa Villa da Haya do Conde em Hollando por *Henrique de Souza de Tavares*, *Conde de Miranda*, do meu conselho, Governador dà Relaçao è Armas da Cidade do Porto è meu Embaxador Extraordinario aos Altos è Poderosos Estados Geraes das Provincias Unidas dus Paises Baxos, se assentou, Fez è concluio com os ditos Altos è Poderosos Estados hu Tratado de Paz è Confederação, assinado pelo dito Conde meu Embaxador, è pelos Magnificos Illustres *Fl. Cant*, *Johan de Witt*, *Christ*, *Rodenburg*, *van Glinstra*, *Mulert & J. Seulenborg*, Commissarios deputados para o dito Tratado, do qual o traslado de verbo ad verbum he o sequinte.

Articuli Pacis, &c.

Et portanto havendo eu visto, o dito Tratado de Paz & Confederação, escrito em vinte è seis artigos è querendo o aceitar, o aceitey, aprovey & ratifiquey, como em efeito pela presente minha carta patente o açeito, aprovo è ratifico na forma, que està ajustado pelo dito meu Embaxador Extraord. è Commissarios para elle deputados. Et por verdade fè è firmeza de tudo mandey passar a presente carta por mim assinada è sellada com o sello grande de minhas armas. Dada na Cidade de Lisboa a os vinte è quatro dias do mes de Mayo de mil è seissentos è sesenta è dous. *Pr. Hrvira*, dony ofiz escrevit, Signatum,

A RAYNHA.

Ra-

ANS de J.C. 1661.

Ratificatio Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderati Belgii universis & singulis has visuris, lecturisve, Salutem. Quando die sexto Augusti, Anni 1661. Tractatus Pacis factus, initus & conclusus est, inter Serenissimum ac Præpotentem Dominum Alphonsum, ejus nominis sextum, Lusitaniæ, Algarvæ Regem, &c. ab una, & Confœderatum Belgium, ab altera parte, per Dominum *Henricum de Souza de Tavares, Comitem de Miranda*, ejusdem Regis Consiliarium, Gubernatorem Civitatis de Porto, & Extraordinem Legatum, vigore Procuratorii Regii, & Commissariis nostris vigore eorundem Procurationis, cujus Tractatus tenor hic de verbo ad verbum insertus est.

Articuli Pacis, &c.

Proinde nos præfatum Tractatum Pacis acceptavimus, approbavimus, ratihabuimus & confirmavimus: Sicuti eundem acceptamus, approbamus, ratihabemus, & confirmamus per has præsentes, spondentes nos omnia inviolabiliter observaturos, servaturos & impleturos, neque admissuros ut ullo modo, quomodolibet id accidat, aut accidere possit, per directum vel indirectum huic contrarium aut adversum fiat, sub hypotheca atque obligatione prædicti Fœderati Belgii bonorum & proventuum, generalium & specialium, præsentium & futurorum. In quorum fidem veritatisque robur majoris Sigilli nostri appensione muniri, pariterque per Concessus nostri Præsidem signari, ut & per Graphiarium nostrum has subscribi jussimus. Actum in Concessu nostro. Hagæ Comitis die vigesimo quarto Novembris, Anni millesimi sexcentesimi sexagesimi secundi, *J. de Merode*, *vt.* Ad mandatum Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium *N. Ruysch.*

VII.

ANS de J.C. 1661.

FRANCE, ALLEMAGNE, ET HOLSTEIN.

Capitulation, ou Convention avec Jean Guillaume de HOLSTEIN, *pour la Charge de Général de l'Artillerie, par la* FRANCE *& les Princes Confédérez d'*ALLEMAGNE. *Fait à Francfort le* 15 *Août* 1661. Freder. Leonard. Tom. IV.

NOus Jean Guillaume de Holstein, declarons & confessons par ces presentes; qu'aiant esté fait autrefois un Traité d'union & de défense, pour établir la tranquillité & la paix dans l'Empire, entre sa Majesté Tres-Chrestienne & les susdits Princes; dans lequel sont entrés depuis le Serenissime Prince George Landgrave de Hesse, Prince d'Hersfeld, Comte de Katzenelnbogen, Dietz, Segenheim, Nidda, Schavenburg, Isembourg & Budingen, &c. à present de pieuse & heureuse memoire, le 18. Juin 1659. & le Serenissime Prince Eberhard, Duc de Wittemberg & de Teck, Comte de Montbeliard, Seigneur d'Heidenheimb le 25. Janvier 1660. & que maintenant ledit Traité est continué depuis la mort dudit Serenissime Landgrave George, &c. par son Serenissime Successeur pareillement Prince, Loüis Landgrave de Hesse Prince d'Hersfeld, Comte de Catzenelnbogen, de Diets, Ziegenhein, Nidda, Scavemburg, Isembourg, Budingen: ayant esté receu par eux comme un brave Gentilhomme Confederé, que la necessité du tems oblige à prendre, ils m'ont fait & declaré General de l'Artillerie & j'ai signé ces conditions à Francfort sur le Mein avec leurs Conseillers & Ambassadeurs, en ces termes comme il s'ensuit.

Qu'il soit notoire à tous par ces Presentes, que le Traité d'Alliance défensive ayant esté continué pour trois ans à Francfort sur le Mein, le 14. & 15. Aoust de l'année 1658. & à Mayence le 13. Aoust 1660. entre Sa Majesté Tres-Chrestienne; & les Reverendissimes, Serenissimes, & Illustrissimes Princes & Electeurs, Messire Jean-Philippe Archevêque de Mayence, Grand Chancelier de l'Empire en Allemagne, Prince & Electeur, Evêque de Wirtsburg & Duc de Franconie, &c. Messire Charles Gaspard Archevêque de Tréves, Grand Chancelier de l'Empire dans les Gaules & dans le Royaume d'Arles, Prince & Electeur, Administrateur de Prum, &c. Messire Maximilien Henri Archevêque de Cologne, Grand Chancelier de l'Empire en Italie, Prince & Electeur, Evêque d'Hildesheim & de Liege, Administrateur de Bergstelsgarden & Stabulen, Duc des deux Bavieres, & du haut Palatinat de Westphalie, d'Angarie & de Buillon, Comte Palatin du Rhin, Landgrave de Leuchtenberg, Marquis de Franchimont, &c. Christophe-Bernard Evêque de Munster, Prince de l'Empire, Burgrave de Stromberg, Seigneur de Boreklo. Philippe Guillaume Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves, & de Mons, Comte de Velden, & de Spanheim, de Mark, de Ravensburg, de Mœurs, Seigneur de Ravenstein, &c. Sa Majesté Suedoise, comme Duc de Bremen & Verden, & Seigneur de Wismar, &c. Auguste Duc de Brunswic, & Luneburg, &c. Christian Loüis Duc de Brunswic, Luneburg, &c. George Guillaume Duc de Luneburg & de Brunswic, Guillaume Landgrave de Hesse, Prince de Hersfeld, Comte de Catzenelnbogen, Dietz, Ziegenheim, Nidda, & Schavenburg, auquel Traité ont consenti les Serenissimes Princes, George Landgrave de Hesse, Prince d'Hersfeld, Comte de Katzenelnbogen, Diets, Ziegenhein, Nidda, Schayenburg, Isemburg & Budingen, à present d'heureuse memoire, le 18 Juin 1659. & Eberhard Duc de Wirtemberg, Teck, Comte de Montbeliard, Seigneur de Heideimb, le 25. Janvier 1660. qui est presentement continué depuis la mort du Serenissime Prince le Landgrave George, par son Successeur, le Serenissime Prince Loüis Landgrave de Hesse, Prince d'Hersfeld, Comte de Katzenelnbogen, Dietz, Ziegenhein, Nidda, Schavenburg, Isenbourg & Budingen; on a trouvé à propos pour l'avenir à cause de la necessité des temps de créer & d'établir un General, à qui on confiera la conduite de l'Armée, tant d'infanterie, de cavalerie qui est levée, que tous les appareils de Guerre & tout ce qui peut s'ensuivre selon le contenu des conditions qui en ont esté dressées: c'est ce qui a fait que les susdits Seigneurs Confederés ont trouvez à propos entr'autres choses, de donner la Charge de General d'artillerie à une personne qualifiée: Et les susdits Seigneurs Confederés ont choisi pour General de l'artillerie, entre tous les Illustres & braves Gentilhommes, le noble & genereux sieur Jean Guillaume de Holstein qui est à present au service du susdit Serenissime Prince Comte Palatin de Neubourg à cause de sa grande science, de son experience dans l'art militaire & de sa valeur, & aprés le consentement dudit Serenissime Prince de Neubourg, il a receu ce Commandement pendant l'espace d'un an, à commencer du jour qu'il lui sera donné en vertu de la Capitulation faite & concluë par les susdits Députés en la maniere suivante.

PREMIER ARTICLE. Le sieur de Holstein grand General de l'artillerie, promet & s'engage aussdits Seigneurs Confederés, comme aussi à ceux qui pourront entrer dans ladite Alliance en la maniere susdite à tous & à chacun, à un comme à l'autre; sans aucune difference de Païs, qu'il se rendra fidel, attaché, obeïssant & toûjours prest à leur service, & qu'il prendra soin de leurs personnes sans aucune difference de leur Religion, ou de leurs préeminences qui sont en usage, & qui sont connuës tant dedans que dehors l'Empire, comme aussi de leurs Etats, Royaumes & Sujets, & principalement conformément au Traité de ladite Confederation, dont on lui a donné des copies à la place de l'original dudit Traité, signés par les Conseillers & Députés desdits Seigneurs Confederés, qui sont ici presens,

de

de plus conformément aux ordres qu'il recevra de celui qui lui sera superieur, auquel il donnera inviolablement tout son temps, comme aussi conformément à cette Capitulation faite avec lui, dont il observera tous & chacun les points, de la meilleure maniere qu'il se pourra, & qu'il procurera de toutes ses forces le bonheur, l'avantage & l'avancement desdits Seigneurs alliés, semblablement il aura soin d'éloigner & d'empêcher tous les dommages, toutes les pertes & tous les differens qu'ils pourroient craindre, & de s'opposer à temps aux perils & dangers qui menaceroient les Etats de quelque allié, & Païs de leurs Sujets, même sans qu'ils viennent par des expeditions militaires, & cela d'abord qu'il apprendra la chose, supposé qu'elle soit de quelque consequence, ou s'il trouve de la difficulté à le faire & qu'il ne puisse pas s'y opposer d'abord, il en avertira pourtant sans aucun délai les Seigneurs alliés, & ceux qui y sont interessés, ou un Electeur & Prince Confederé, aux dépens des Seigneurs alliés.

II. Le Sr. General de l'artillerie sera obligé, comme l'exige une telle dignité, d'executer fidellement cette administration & d'avoir toûjours soin avec une extreme diligence des choses de l'artillerie qui lui sont commises avec toutes leurs appartenances, & s'il y manque presentement ou dans la suite quelque chose, il y pourvoira à tems & tâchera autant qu'il sera en lui de le suppléer, & reglera ses conseils, avis & actions selon les Traités d'alliance faits entre les susdits Seigneurs Confederés, & toutes leurs clauses, comme aussi selon l'instruction generale qui y est jointe, faite pour les Conseillers de Guerre & pour l'ordre de l'accommodement, de toutes lesquelles choses, comme on fait dans les Traités d'Alliance, on lui donnera une copie autentique. Outre ces regles-là, d'autres cas arrivant, il se reglera selon les Constitutions fondamentales de l'Empire & selon l'ordre de l'execution, & principalement selon la paix de Westphalie, faite à Munster & à Osnabrug, & aussi conformément aux Edits que les Seigneurs alliés publieront dans la suite, à leurs reglemens aux contenus des articles, aux jugemens militaires, annexes & aux autres ordres requis, dont on lui donnera une copie autentique, & tout cela manquant, il se conduira selon l'usage & coûtume raisonnable de la Guerre, en tant & selon que cela tournera à l'avantage des Seigneurs alliés, & sans que cela diminuë & déroge ausdits Traités d'Alliance & à ce qui en dépend, & encore à la presente Capitulation, & en tant que cela pourra estre appliqué & ajusté au dessein & au but qu'on a en la faisant.

III. Semblablement, le susdit sieur de Holstein General de l'Artillerre a promis expressément à cette fin, qu'il aura soin avec une grande diligence & sollicitude, de tenir tres-souvent les Conseils de Guerre avec les Conseillers de Guerre de tous les Princes confederés, conformément à la generale Instruction qui a été faite par eux. Qu'il y occupera sa place aprés l'avoir demandée auparavant; qu'il recevra le plus grand nombre des Avis en vertu du Traité d'alliance dans les Consultations qu'on aura commencées, & il conclura selon le plus grand nombre ensemble avec les autres. Outre cela, il entreprendra & executera genereusement tout ce qui aura esté fait & conclu, conformément aux voix qui auront esté le plus en nombre, & cela en executant ce qui sera ordonné au tems marqué & selon les autres circonstances.

IV. Ledit sieur General de l'Artillerie devra recevoir les Ordres du Prince qui commandera dans le lieu où il se trouvera, ou de son Lieutenant General: Il faut pourtant observer qu'il doit estre tellement qualifié, qu'il ait autrefois rempli avec honneur un si grand Emploi de Guerre, & qu'on lui puisse ceder sans préjudice, ou même dans l'absence, & au défaut d'un tel Officier du Maréchal General de Camp. Et aprés ce dernier, immediatement de celui qui fait la fonction de General, & outre cela il obeïra au contenu des Articles que les Seigneurs alliés ont fait publier, aux Ordres des Jugemens, aux Statuts d'accommodement, & aux autres Edits & Ordres qui seront publiez dans la suite, & cela pour sa personne en tous les Articles, Clauses & Points qui le regardent, & il y obligera semblablement ceux qui lui sont inferieurs & sujets, soit qu'ils soient Officiers superieurs ou subalternes, & même les simples Soldats.

V. Ledit sieur General d'Artillerie s'engage aussi de vivre avec une entiére confiance avec les Conseillers de Guerre qui sont presentement à l'Armée desdits Seigneurs alliés, & il les avertira tous & chacun d'eux avec soin de toutes les choses qu'il apprendra de bonne part, & par de bonnes Correspondances, qui seront de quelque utilité & consequence, par Lettres ou de bouche, & travaillera de bonne intelligenca avec eux à toutes les choses qui seront avantageuses pour le bien public & particulier de tous & chacun des Princes alliés & de leurs Païs & Sujets, sans aucune difference.

VI. Ledit sieur General de l'Artillerie veut & est obligé de tenir secrettes toutes les choses qui meriteront de l'être & qui lui seront communiquées, soit par les Seigneurs confederés immediatement, soit par leurs Generaux, ou même par leurs Conseillers de Guerre, & de ne les reveler à personne, quel qu'il soit, au desavantage de son Seigneur General, ni par soi, ni par d'autre, sous quelque pretexte, ni par quelle voye que ce soit, ni presentement, ni à l'avenir, excepté ceux à qui il sera obligé de le dire à raison de leur Office, bien au contraire il promet de garder le silence le reste de sa vie, quand même il quitteroit auparavant le service desdits Princes alliés, il s'engage de ne se servir de rien de tout ce qu'il a sceu en secret, par cette voye ou par d'autre, au desavantage & à la ruine desdits Seigneurs, ni de leurs Païs & Sujets, pour faire plaisir à d'autres.

VII. Ledit sieur General d'Artillerie aura une semblable diligence & fidelité dans toutes les occasions militaires où il devra agir, non seulement pour la conservation des choses qui regardent l'Artillerie; mais encore pour celle des Troupes de pied & de cheval des Princes alliés, & des chevaux des Vassaux avec les Sujets & Etats qui lui sont recommandés. Outre cela il aura soin d'avertir à temps le Conseil de Guerre de tout ce qui pourroit manquer, & d'y faire prendre garde autant qu'il pourra, d'en conferer avec aux, afin que tous les Officiers superieurs & subalternes, comme aussi les simples Soldats d'infanterie ou de cavelerie, tant dans l'Artillerie qu'ailleurs, se tiennent chacun à leur devoir, conformément, & fidelement sans pouvoir être repris; & que dans les occasions & expeditions qui se presenteront, par mer & par terre, de jour & de nuit, conformément au contenu des Articles qu'il a confirmées par Serment sagement, genereusement, & avec grande valeur, & pour le bien & l'avantage desdits Seigneurs alliés, & cela sans aucune difference, & comme outre cela le doivent faire d'honnestes, vaillans & fideles Officiers & Soldats, & ledit sieur General de l'Artillerie les y obligera en mêlant la douceur & l'honnêteté à la severité, sans aucune difference & acception des personnes, & de quelqu'autre faveur, ne regardant que l'honneur & le bien desdits Seigneurs alliés, le tout selon qu'ils l'ont ainsi ordonné.

VIII. Enfin le sieur General de l'Artillerie promet que dans toutes les occasions qui se presenteront de faire quelque action militaire, soit qu'on attaque l'ennemi, ou que ce soit lui qui attaque, tant sur la mer que sur la terre, de nuit & de jour, qu'il fera, & qu'il executera avec le peril de sa vie & de son sang; sagement & genereusement, & avec toute la valeur possible, tout ce qui lui sera ordonné par ses Superieurs, comma le doit faire pour sa gloire & pour son honneur un Homme Noble, & un General de l'Artillerie, & il sa comportera en cela de telle sorte, qu'il puisse justifier sa conduite

ANS de J. C. 1661.

duite devant Dieu & les hommes, & principalement aux Seigneurs confederés & à leurs Generaux, & qu'il ne laisse à qui que ce soit le moindre doute de sa vigilance & de sa valeur.

IX. Pour ces fideles services qu'il rendra, les Seigneurs alliés lui ont attribué & assigné presentement en vertu des presentes pour tout le tems qu'on a déja dit deux mille écus Imperiaux, que s'il est obligé d'agir personnellement pour quelque expedition militaire, on ajoûtera autant, que comptant ensemble les deux mille écus Imperiaux, on lui en donne tous les mois cinq cens une fois seulement pour l'entier payement du mois, outre ce qui est ordonné à raison du logement & du toit, comme il est exprimé en plusieurs endroits; ce qui sera duëment paié sous de bonnes Quittances selon l'assignation legitime qu'on en sera de la connoissance des Seigneurs alliés. Ce qui se fera pourtant avec cette expresse condition qu'on a receu de part & d'autre. S'il arrivoit que ledit sieur General de l'Artillerie fut appellé par les Seigneurs alliés pour se mettre en compagne pour quelque expedition militaire; en sorte qu'il fallut que ce fut avec tout l'équipage de guerre, ce qu'il sera obligé de faire sans delai, & sans perdre un moment d'abord qu'il aura receu l'ordre, afin d'exercer sa Charge dans les lieux désignés, & cela ne pouvant pas se faire à cause du grand équipage sans beaucoup de dépense, outre ce que dessus, le mois estant déja commencé, au même fini de l'actuelle expedition militaire, il recevra une fois pour toutes cinq cens écus Imperiaux; de telle sorte que cette expedition estant finie, & en entreprenant derechef une autre, ledit sieur General de l'Artillerie ne puisse rien plus attendre pour de semblablea équipages des Seigneurs alliés, ni de leur Caisse commune.

X. Et comme par la force & en vertu des Reglemens d'accommodement publiés par l'autorité des Seigneurs confederez, on ne doit donner autre chose, autant qu'il est possible & que faire se peut, à aucun General ni Officier superieur, ou subalterne, ni aussi aux Soldats tant d'infanterie que de cavalerie ordinairement pendant qu'ils marchent pour une expedition, ou même tandis qu'ils sont dans les Quartiers que le seul couvert. A laquelle Ordonnance (en sorte pourtant que selon le Reglement des Seigneurs alliés, qu'on a publié, on leur fasse donner les vivres à prix raisonnable) nous nous y arrestons en pareil cas, & ainsi le sieur General de l'Artillerie ne pretendra rien davantage, mais demandera au Maréchal de Camp General, ou à celui qui sera pour lors cette Charge, aiant pourtant égard à la Dignité de son emploi, & à la possibilité de la chose.

XI. S'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise) que le sieur General de l'Artillerie soit pris par les ennemis, principalement en faisant sa Charge, dans ce cas, selon la coûtume de la guerre, les Seigneurs alliés feront tous leurs efforts pour le délivrer, & l'indemniseront de toutes choses. Lesdits Seigneurs alliés lui offrent outre cela de le défendre contre tous, soit tandis que cette Union durera, ou même après qu'elle sera finie, le sieur General de l'Artillerie a promis & a confirmé par serment, & a donné de surplus des Lettres reversales, par lesquelles il s'engage d'observer & d'executer sincerement, fidelement, sans aucun détour ni exception cette Capitulation, & tous & chacun de ses points & clauses: En foi dequoi, & pour mieux assurer l'observation de cette Capitulation, on en a expedié deux exemplaires signés par les Conseillers & Ambassadeurs qui sont ici presens des Seigneurs confederés, & par le sieur General de l'Artillerie, dont on en a donné un au Directoire Electoral de Maience, l'autre audit General. Et on est convenu, & on a promis que dans quatre semaines à compter du jour que cette Capitulation est signée, on en fournira au sieur General de l'Artillerie les Ratifications necessaires. Cependant il sera tenu de faire sa fonction de General de l'Artillerie, comme s'il les avoit entre ses mains, & commencera dés aujourd'hui à l'exercer. Fait à Francfort le quinze d'Aoust 1661.

ANS de J. C. 1661.

ROBERTUS DE GRAVEL.
JOAN. CHRIST. ALDENHOVEN.
JOAN. GAP. BISCNOPINCH.
OTTO JOAN. WITTE.
GEORG. WILHELM BEDENBAZK.
JOAN. FRANÇ. HOTTINGER.
JOAN. ERNECHIS DE BATENTEIN.
GASP. ALEXANDRI.
REMERUS BADENHAUSEN.
CONRADUS FABRICTUS.
JOAN. GUILLELMUS A GOLSTEIN.

VIII.

Traité d'Alliance, Entre LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XI. *Roy de Suéde. Fait à Fontainebleau le 22. Septembre* 1661. Freder. Leonard. Tom. V. & en latin dans Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. X. pag. 240.

ANS de J. C. 1661. FRANCE ET SUEDE.

NOUS Hugues de Lyonne, Chevalier, Marquis du Fresne, Seigneur de Berni, Conseiller & Ministre d'Etat du tres puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre. Voulons qu'il soit notoire à tous qu'il appartiendra que les Tres-Puissants Rois de France & de Suede, faisant reflexion avec quelle gloire & quel avantage pour le bien public & pour celui de leurs Royaumes, leurs Predecesseurs ont uni fort souvent leur force par des Alliances tres-étroites, & ont conservé une amitié inviolable pendant plusieurs années. Et leurs Majestés n'ayant rien plus à cœur que d'employer tous leurs soins pour la conservation de leurs Etats, & même à l'exemple de leurs ancêtres, de s'appliquer uniquement à la conservation de la tranquillité publique qu'on n'a obtenuë qu'aprés de tres-grands troubles, principalement en ce temps que toutes les dernieres Guerres estant appaisées on joüit d'une douce Paix. Sa Majesté Tres-Chrétienne & Sa Majesté Suedoise ont jugé à propos de ne pas entretenir seulement l'ancienne & solide amitié qui a esté entre leurs deux Royaumes, mais de lui donner encore une nouvelle force en s'unissant tres-étroitement par une nouvelle Alliance: C'est pourquoi ayant receu de mon tres-puissant & tres-clement Roi & Seigneur, Sa Majesté Tres-Chrétienne, pouvoir de traiter avec l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le sieur Claude Tost Comte de Carleburg libre Baron de Siundebit Seigneur d'Eckelsund & de Lehalshan, Senateur du Roi & du Royaume de Suede, Grand Escuyer & Lieutenant General de la Cavallerie & presentement Ambassadeur extraordinaire auprés de sa Majesté Tres-Chrétienne de la part du Serenissime & tres-puissant Prince le Roi de Suede, muni aussi pour ce même effet par Sa Majesté Suedoise d'un pouvoir suffisant, Nous avons arresté d'un commun avis les articles suivans.

I. Il y aura desormais entre le Roi Tres Chrétien ses heritiers & successeurs, & le Roi & Royaume de Suede & ses heritiers & successeurs une sincere & constante amitié, qui fera qu'ils auront soin mutuellement de la dignité & des interests l'un de l'autre, comme des leurs propres, & qu'ils s'opposeront tres-fortement à tout ce qui pourroit y prejudicier.

II. En vertu de cette amitié & Alliance, le commerce sera établi & augmenté entre les sujets des deux Rois, & il sera permis aux deux Nations de negocier & d'avoir commerce par terre & par mer l'une chez l'autre tant en Paix qu'en Guerre, sans aucun empêchement, en payant les droits ordinaires.

III. Pour cet effet tous les Ports, les Villes de Commerce, les Cités & Provinces seront libres aux uns &

ANS de J. C. 1661.

aux autres, conformement aux Loix & Statuts de chaque état, pour pouvoir apporter & debiter leurs marchandises en payant lesdits droits ordinaires, & en achepter & emporter d'autres, sans recevoir aucun trouble.

IV. Et afin de pouvoir augmenter & rendre le Commerce plus libre, non seulement les deux Rois ne s'opposeront pas & tacheront au contraire de procurer des avantages aux negotiants, autant que cela ne sera pas contraire aux Traités que l'un des deux pourroit avoir déja faits avec d'autres Nations pour raison du Commerce.

V. Cependant afin que le Commerce augmente tous les jours entre les Nations, le Roi de Suede fera que les Sujets de son Royaume & des Terres de son obeïssance acheptent aussi desormais en France la sel, le vin & les autres marchandises de cette nature, & pour cela le Roi Tres-Chrétien ordonnera qu'elles leur soient données au plus bas prix que les Hollandois & les autres Nations étrangeres les acheptent.

VI. Sa Majesté Tres-Chrétienne disposera aussi de sa part les Sujets de son Royaume, & des Terres de son obeïssance, afin qu ils se fournissent en Suede des marchandises qui y proviennent. Sa Majesté Suedoise prenant aussi soin qu'elles ne soient venduës aux François qu'au plus bas prix qu'elles le sont aux Hollandois & aux autres Nations étrangeres.

VII. Il sera permis à celui des deux Rois alliez qui auroit Guerre, de lever à ses dépens des soldats & des matelots dans le Royaume, & les Etats de l'autre, d'y achepter des vaisseaux & toutes autres sortes d'armes, sans que cette permissioo puisse estre donnée à ses ennemis.

VIII. Celui des deux Rois alliez qui sera la Paix ou la Tréve avec son ennemi, sera obligé de comprendre l'autre dans le Traité, afin que le bon office qu'il lui a rendu ne lui soit pas prejudiciable.

IX. Les Traités qui pourroient avoir esté faits par l'un des deux Rois avec les autres Rois, Princes & Nations étrangeres demeureront dans leur entier, & conserveront toute leur force.

X. Il y aura outre cela une Alliance particuliere entre Sa Majesté Tres-Chrétienne & Sa Majesté Suedoise, & leurs Royaumes pour le maintien de l'observation de la Paix de Munster, & d'Osnabrug, pour la cooservation des Etats de l'Empire dans leur ancienne autorité & dignité qu'elle a retabli, pour la liberté de la navigatioo & du Commerce de l'Ocean & de la Mer Baltique, & pour la seureté des deux Royaumes.

XI. Le principal but de cette Alliance doit estre le bien & la seureté des deux Rois & de leurs Royaumes, comme aussi de maintenir la Paix de Munster & d'Osnabrug, ce qui fera que non seulement les deux Rois, mais encore tous les Etats de l'Empire joüront parfaitement des avantages de ladite Paix ; & afin que tous ceux qui y sont interessés en gardent les articles plus exactement, les deux Rois leur en donneront l'exemple en les observant eux-mêmes suivant leur veritable sens.

XII. Les deux Rois feront instance conjointement ou séparement auprés de l'Empereur & des Etats de l'Empire, afin que tout ce qui a esté arresté par les articles de ladite Paix, & par le Traité d'execution de Nuremberg soit executé sans delai.

XIII. Que s'il arrive que quelque puissance fasse quelque acte contraire à ladite Paix generale, les deux Rois alliez l'en détourneront à l'amiable.

Que si leur avertissement est inutile, ils en communiqueront avec les Etats de l'Empire, ou avec la deputation ordinaire, & ils chercheront ensemble d'un commun avis tous les moyens de pourvoir à la pleine seureté & liberté de celui qui sera offensé, & de faire ensorte qu'il ne lui soit fait non plus qu'anx autres aucun tort dans ses droits, dignités & privileges, mais que tout soit executé selon la disposition de la Paix.

XIV. S'il arrivoit à cause de cela & à raison de la derniere Guerre que les deux Rois alliez fussent attaqués à même temps par quelqu'un, ils conviendront ensemble des moyens de joindre leurs Conseils & leurs forces pour repousser l'ennemi commun & pour se defendre.

XV. S'il arrive que l'un des deux Rois soit troublé dans le droit qui lui a esté acquis par cette Paix, en quelque maniere que ce soit, sans meme qu'on ait pris les armes contre lui, son Allié l'aidera de ses conseils, de son autorité & de tout son pouvoir pour faire cesser le tort qu'on lui a fait, & pour le faire dédommager s'il a soufert quelque perte.

XVI. Si l'un des deux Princes Confederez est attaqué pour ces mémes sujets, par quelque ennemi, & que son bon droit, l'entremise de son Allie, ou tous autres moyens ou secours lui soit inutile, pour lors les Rois alliés aprés un avertissement à l'amiable, attaqueront conjointement & à méme tems cet infracteur de la Paix generale comme un ennemi, conformement aux Traités qui ont esté plusieurs fois réïterés, & selon la maniere qui a esté en usage pendant la derniere Guerre, & le poursuivront en joignant leurs forces & leurs conseils jusqu'à ce que les deux Rois alliez ayeot obtenu une Paix seure & honeste.

XVII. Et comme il paroît assez combien l'Alliance faite il y a trois ans à Francfort sur le Mein entre lesdits deux Rois, & quelques Etats de l'Empire, a esté d'une grande utilité, pour la conservation de la tranquillité publique, les deux Rois alliez feront tous leurs efforts, non seulement pour faire durer ladite Alliance jusqu'au temps qu'on l'a prolongée, mais méme au delà, & pour faire que tous les Alliez soient attachez les uns aux autres comme de fideles amis & Alliez, qu'ils ne rompent point l'Assemblée de Francfort, & qu'il n'y ait personne qui se laisse retirer de cette Alliance sous quelque raison ou pretexte que ce soit, mais qu'ils travaillent tous ensemble avec les deux Rois, afin que ladite Alliance s'augmente & fortifie par des nouveaux Alliez, & qu'on obtienne ce qui en est le principal but ; sçavoir la conservation de la Paix publique & des droits qu'un chacun y a acquis.

XVIII. Cependant les Princes & les Etats qui declareront dans l'espace de deux années vouloir estre compris dans cette Alliance particuliere, y seront admis & compris du commun consentement des deux Rois, & on pourvoita à leur seureté de la meme maniere qu'a celle des deux Rois.

XIX. Que s'il arrive que quelqu'un des Prioces & Etats de l'Empire qui ne seront pas dans cette Alliance soit troublé, ou même attaqué par les armes de quelque ennemi, il sera secouru, non pas à la verité de la même maniere que l'on feroit des Alliez, mais on employera les remedes qui sont prescrits par le Traité de Paix.

XX. Lesdits Rois Alliez entendent que ni la presente Alliance, ni toute autre faite avec quelque Prince ou Etat de l'Empire que ce soit, ne sera point censée avoir esté contractée qu'avec cette condition & reserve, qu'il ne sera rien changé sous quelque pretexte & dans quelques temps que ce soit dans quelques temps que ce soit dans l'état present de la Religion & de l'Eglise, mais que toutes choses demeureront dans le même état ; conformement au Traité de Paix.

XXI. Cette Alliance particuliere durera pendant dix années, à compter du jour qu'on fera l'échange de ratification, & pour lors elle sera prolongée du commun consentement des deux Rois : Cependant les deux Rois travailleront par des mutuels avis & des communications exactes, afin que chacun d'eux soit conservé dans un tel état qu'il puisse veiller comme il faut à ce qui est le but de ee Traité, & qu'il puisse même le rendre plus avantageux, pour lequel effet ils se donneront du secours mutuellement selon que le tems & les circonstances le permettront.

XXII. Ces

ANS de J.C. 1661. XXII. Ces articles feront confirmés par Sa Majesté Tres-Chrétienne, & par Sa Majesté Suedoise, & les ratifications échangées dans trois mois, à compter du jour de la ratification.

XXIII. En foi dequoi nous avons signé les Presentes de nôtre main, & y avons mis le Sceau de nos armes. FAIT à Fontainebleau le 23. jour de Septembre de l'année 1661.

IX.

ANS de J.C. 1661. FRANCE ET TREVES.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES GASPARD *Electeur & Archevêque de Trêves, pour le Château & Montagne de Monclair, fait à Fontainebleau le 12. Octobre* 1661. Freder. Leon. Tom. III.

ENCORE que le Roi & Monsieur l'Archevêque de Treves, Prince & Electeur du S. Empire reconnoissent que par le Traité de Paix conclu & signé à Munster le vingt quatriéme Octobre de l'année 1648. ils sont obligez avec tous les autres Princes qui sont intervenus audit Traité, de maintenir & garantir toutes les conditions qu'il contient, & que Sa Majesté & ledit Seigneur Electeur, soient toûjours tres-disposez à les observer & faire executer ponctuellement selon la teneur dudit Traité comme ils l'ont promis en le signant, Sa Majesté & ledit Prince Electeur aians jugé à propos dans la constitution presente des affaires de la Chrestienté & de l'Empire, de faire une confederation & liaison d'amitié, Sa Majesté auroit à cét effet donné pouvoir au Sieur de Lyonne, Ministre d'Etat; & ledit Prince Electeur aux Sieurs Damian Emmerich d'Orbeck, Tresorier de l'Eglise Metropolitaine de Treves, & Engelbert Brocart son Conseiller, de traiter à leur nom des conditions de ladite Alliance; lesquels en vertu de leurs Pouvoirs, reconnus de part & d'autre pour suffisans, dont copie sera inserée à la fin des presentes, ont arresté & accordé les conditions qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Ledit Prince Electeur promet à Sa Majesté, qu'aussi tost aprés les Ratifications du present Traité échangées, il entrera dans l'Alliance & Confederation Mayence le quinziéme Aoust 1658. & depuis prorogée entre Sa Majesté, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire, signant ledit Traité du quinziéme Aoust 1658. & Acte de prorogation, aux mêmes conditions qu'ils contiennent.

II. Comme le Chasteau & la Montagne de Monclair, scituez sur la Riviere de Sar, auroient esté ci-devant possedez par indivis par Messieurs les Archevêques de Treves & Messieurs les Ducs de Lorraine, & que par le Traité du dernier Fevrier fait entre Sa Majesté & Monsieur le Duc Charles de Lorraine, ledit Sieur Duc auroit cedé, transporté & delaissé à Sa Majesté, toute telle portion qu'il avoit audit Chasteau & Montagne de Monclair; il a esté accordé & convenu, que conformement à ladite Cession & Transport, Sa Majesté possedera à l'avenir aussi par indivis, avec ledit Prince Electeur, ledit Chasteau & Montagne de Monclair, en la maniere que faisoient ou avoient droit de les posseder ci devant Messieurs les Ducs de Lorraine.

III. Et neanmoins à l'égard dudit Chasteau de Monclair, comme ledit Prince Electeur pour certaines raisons dobien de son service en a desiré le rasement, & supplié Sa Majesté d'avoir agreable d'y consentir; Sa Majesté en consideration de la presente Alliance a accordé sa priere audit Prince Electeur, & consent que ledit Chasteau de Monclair soit démoli, sans pouvoir jamais estre rebâti de part ni d'autre, & pour cét effet Sa Majesté fera retirer les Hommes qu'elle y avoit envoyez pour Garde, aussi tost aprés l'échange des Ratifications du present Traité à condition que ladite démolition ne prejudiciera en rien aux droits qu'elle a, & qu'elle entend se conserver par indivis avec ledit Prince Electeur, & qui lui sont ou peuvent estre acquis par ladite Cession de Monsieur le Duc de Lorraine, sur lesdits Chasteaux & Montagne de Monclair, Territoire & dépendances, s'il y en a qui aient appartenu aux Ducs de Lorraine. ANS de J.C. 1661.

IV. Et comme sur diverses remontrances qui ont esté faites à Sa Majesté, au nom & de la part dudit Prince Electeur de Treves, pour pouvoir continuer à jouir pleinement de son droit Metropolitain sur les Trois Evêchez & Sujets en dépendans de Metz, Toul & Verdun, en la maniere que ses Predecesseurs Archevêques de Treves ont fait, & ainsi qu'il a esté reservé au Traité de Munster, & même accordé au nom de Sa Majesté par une declaration de Messieurs ses Ambassadeurs à Francfort, du vingtiéme Decembre 1657. Sa Majesté consent & accorde, que ledit Prince Electeur & ses Successeurs, demeurent en la possession & jouissance, non seulement de toute sa Jurisdiction Metropolitaine sur lesdites Trois Evêchez de Metz, Toul & Verdun, au Tribunal Metropolitain de Treves, à ce estabi par ses Predecesseurs Archevêques, mais aussi en celle de sa Jurisdiction Diocezaine, dans les Terres acquises par Sa Majesté, dependantes pour le Spirituel du Diocese de Treves, dans les Duché de Luxembourg, Comté de Chiny, Prevosté d'Ivoy, & és Evêchez de Lorraine & Barois: & à cet effet Sa Majesté promet d'en faire expedier les Ordres & Mandemens pour ce necessaires, avec ses deffenses au Parlement de Metz, & autres Sieges de Justice qu'il appartiendra, de troubler & inquieter ledit Prince Electeur, dans la possession & jouissance de tous sesdits droits, tant Metropolitains que Diocezains lieux.

V. Et pour pouvoir mieux doresnavant entretenir une bonne intelligence, & observer un bon voisinage entre les Sujets de Sa Majesté & ceux dudit Prince Electeur, Sa Majesté & ledit Prince Electeur sont demeurez d'accord, tant pour eux que pour leurs Successeurs, que les differends qui pourroient naistre entre lesdits Sujets, seront decidez s'il se peut à l'amiable, & s'ils viennent à intenter des procez les uns contre les autres, les demandeurs seront obligez de proceder en Justice devant les Juges ordinaires des deffendeurs, sans qu'ils puissent estre au prealable arrestez de part ni d'autre corporellement, ni leurs biens saisis.

VI. Mais s'il avenoit qu'il y eust question où il s'agit de la Jurisdiction, Rentes, ou autres interêts regardans immediatement Sa Majesté ou ledit Sieur Prince Electeur de Treves, l'accommodement du differend sera remis à la decision d'Arbitres, que l'on pourra commettre de part & d'autre, & ainsi que l'on en tombera d'accord, tant pour la Nomination que pour la forme du Compromis.

VII. Et sera le present Traité ratifié par Sa Majesté & ledit Prince Electeur, & les Ratifications fournies & échangées dans trois semaines, & plûtost s'il se peut. Et en témoignage de tout ce que dessus, lesdits Sieurs de Lyonne, d'Orbeck & Brocart, en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Fontainebleau le douziéme jour d'Octobre 1661. Signé, HUGUES DE LIONNE.

DAMIAN EMMERICK D'ORBECK.

E. BROCART. Et scellé.

S'ensuit la teneur du Pouvoir donné par le Roi au Sieur de Lyonne.

LE ROI aiant appris par les Sieurs d'Orbeck, Tresorier de l'Eglise Metropolitaine de Treves; & Brocart, Conseiller de Monsieur l'Archevêque de Treves, Prince & Electeur du Saint Empire les bons sentimens qu'a ledit Sieur Electeur pour la manutention & observation du Traité de Paix fait en Westphalie en l'année 1648. & la disposition en laquelle il est d'entrer à cette fin

ANS de J. C. 1661. fin dans une Alliance & Confederation avec Sa Majesté. Et estant necessaire de commettre une personne d'experience & de capacité, au zele & en la fidelité de laquelle Sa Majesté prenne une entiere confiance, pour traiter en son nom de ladite Alliance avec lesdits Sieurs d'Orbeck & Brocart, munis de pouvoirs suffisans dudit Sieur Electeur, Sa Majesté à commis & deputé pour cet effet le Sieur de Lionne, Commandeur de ses Ordres, & Ministre de son Estat, auquel elle à donné & donne plein pouvoir & autorité, pour en son nom traiter & convenir avec lesdits Sieurs d'Orbeck & Brocart, sur le fait de ladite Alliance & Confederation avec ledit Sieur Electeur, la conclure & signer : Promettant Sadite Majesté dès à present, d'avoir pour agreable, tenir ferme & stable tout ce qui sera conclu & arresté par ledit Sieur de Lionne, avec lesdits Sieurs d'Orbeck & Brocart en cette occasion, & d'en fournir sa Ratification en la maniere & au tems qu'il sera convenu par ledit Traité. En foi de quoi Sa Majesté a signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son Secret, à Fontainebleau le cinquiéme jour de Septembre 1661. Signé, LOUIS. Et plus bas, LE TELLIER.

S'ensuit la teneur du Pouvoir donné par Monsieur l'Electeur de Treves, aux Sieurs d'Orbeck & Brocart.

CHARLES GASPARD, par la grace de Dieu Archevéque de Treves, Prince & Electeur du Saint Empire, Archichancelier & Administrateur de Prum; Comme pour arrester & achever le Traité d'Alliance que nous desirons faire avec Sa Majesté Tres-Chrestienne, il est necessaire que nous dépêchions pour la Cour quelques personnes d'experience & capables de cette Negociation; sçavoir faisons, que nous avons commis & Député pour cette affaire & Acte special, nos chers & feaux Damian Emmerick d'Orbeck, Tresorier de l'Eglise Metropolitaine de Treves, & Engelbert Brocart, l'un de nos Conseillers, ausquels nous avons donné & donnons par ce plein pouvoir, commission & autorité, pour en nostre nom & de nostre part, traiter & convenir avec Monsieur le Comte de Lyonne, Commandeur des Ordres du Roi & Ministre d'Estat, sur le fait de ladite Alliance avec Sa Majesté, la conclure & signer; promettant de tenir ferme, stable, pour agreable & irrevocable, tout ce que par nosdits Députez sera en ce regard Traité, conclu & arresté avec ledit Sieur Comte de Lyonne, sous l'obligation de tous nos biens presents & futurs. En verité de quoi nous avons signé la Presente de nostre main, & à icelle fait apposer nostre Scel. Fait à Treves le 20. Septembre 1661. Signé, C. G.

CHARLES GASPARD, A. E. T. Et scellé.

Ratification de Monsieur l'Archevéque de Treves, &c. du Traité d'Alliance fait avec le Roi, le 20. Octobre 1661.

CHARLES GASPARD, par la grace de Dieu Archevéque de Treves, Prince, Electeur du Saint Empire, Archichancelier par les Gaules & le Royaume d'Arles, Administrateur perpetuel de Prum, &c. A tous ceux qui ces Presentes liront & verront, Salut. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par le Roi Tres-Chrestien, & par nous au Seigneur de Lyonne, Ministre d'Estat de Sa Majesté, & à nos chers & feaux Damian Emmerick d'Orbeck, Tresorier de l'Eglise Metropolitaine de Treves, & Engelbert Brocart, nostre Conseiller, ils aient à Fontainebleau le 12. Octobre l'an 1661. conclu, arresté & signé le Traité d'Alliance, duquel la teneur ensuit.

Encore que le Roi, &c.

CHARLES GASPARD, par la grace de Dieu Archevéque de Treves, Prince & Electeur du Saint Empire, Archichancelier par les Gaules & le Royaume d'Arles, & Administrateur perpetuel de Prum : Aiant le Traité susdit agreable, en tous & chacun les points & articles qui y sont contenus & declarez avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé ; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Prince, & sous obligation & hipotecque de tous & chacuns nos biens presens & à venir, garder, observer & entretenir inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ni indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé les Presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre Scel. Donné à Vitluh le 24. Octobre 1661. Signé, CHARLES GASPARD, A. E. J. T. Et scellé.

X.

ANS de J. C. 1661. ANGLETERRE ET SUEDE.

Traité d'Alliance & de Confédération entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre &* CHARLES XI. *Roi de Suéde, fait le 23. Octobre, 1661.* Aitzema. Tom. X. pag. 259.

SErenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus CAROLUS, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex & Princeps hæreditarius, magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Gareliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ, & Wismariæ; necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cleviæ & Montium Dux, &c. Considerans gloriosissimos Antecessores suos cum Inclyto *Britanniæ* Regno, nulla non seculorum memoria strictissimam amicitiam, mutuorumque commerciorum constans exercitium coluisse, quod præter optimam situs utrinque commoditatem ipsæ etiam status rationes id requirebant, putavia de eo esse nunc magis quàm unquam alias non interruptum hunc amicitiæ cultum stabilire, ac certis Legibus firmare, postquam divinâ bonitate accidit : ut Serenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus CAROLUS SECUNDUS, Angliæ, Franciæ, Scotiæ, & Hiberniæ Rex, Fidei defensor, post fatalem regnorum istorum concussionem, ad avita sceptra sua felicissimè restitueretur, & florentissimum undiquaque statum ac conditionem illorum efficeret : Quæ propter ad supradictam Majestatem suam misit Plenipotentiarios suos Illustrissimos atque excellentissimos, Dominum *Nicolaum Brahaum*, Comitem in Wysingsborg, Sacræ Regiæ Majestatis & Regni Sueciæ Senatorem, Collegii Admiralitatis Assessorem atque Admiralium, & ad summe memoratum Magnæ Britanniæ Regem Legatum extraordinarium, & Dominum *Joannem Fridericum à Friesendorf*, Dominum in Hardick & Kyrup, ejusdem Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarium Status, & in Angliam ablegatum extraordinarium; qui solemni gratulationis officio perfuncti, huc animum adjecerunt, ut perpetuæ huic ac duraturæ amicitiæ fundamentum per mutui fœderis tabulas jaceretur: Et postquam à Serenissimo Magnæ *Britanniæ* Rege, idem votum ac studium habente, illustrissimi atque excellentissimi Domini ex Secretiori Regii Consilio specialiter ad hoc negotium deputati essent, supradicti Domini Legati Plenipotentiarii cum iis congressi, habitis hinc inde variis consultationibus, tandem Deo benedicente, in sequentes Articulos clarè, perspicuè, atque irrevocabiliter cum ipsis convenerunt.

ARTICULUS I. Imprimis conclusum & concordatum est, quod inter Serenissimum & Potentissimum Regem *Sueciæ* ab una; & Serenissimum ac Potentissimum

ANS de J. C. 1661.

mum Regem Magnæ *Britanniæ* ab altera parte : ut & universa & singula utriusque Regna, Ditiones, Provincias, Insulas, Terras, Colonias, Urbes, Oppida, Populos, Cives, Incolas & omnes omnino Subditos & Inhabitantes, bona imposterum, sincera, firma atque perpetua sit maneatque Pax, amicitia, benevolentia & correspondentia, adeo ut pars utraque amore & effectu integerrimo se invicem complectatur.

II. Prædicti Confœderati, & ditionis utriusque Subditi, Populus ac Incolæ, ubi occasio dabitur, mutuum commodum curabunt ac promovebunt, certiores se invicem quoque facient, si alterutri pericula imminentia in alterum *conspirationes* ac machinationes inimicorum innotuerint, iisque quantum in illis fuerit, obstabunt, ac illos impedient. Neutri etiam Confœderatorum licitum erit, neque per se neque per alios quoscunque agere, tractare, aut conari quidpiam alterius incommodo vel damno terrarum aut dominiorum alterius qualiumcunque, ubivis Loci, sive Mari, sive terrâ : Hostes ejus, Rebelles aut inimicos in Confœderati damnum nullatenus fovebit : Neque Rebellium aut Proditorum quempiam, qui adversus Statum alterius quicquam molletur, in Ditiones suas recipiet aut admittet, multo minus consilium, auxilium, aut favorem illis præstabit, vel tale quid per Subditus, Populum aut Incolas præstari siner aut permittet.

III. Prædicti Reges & Regna omni cum candore studioque in illam curam incumbent, ut (quantum in illis fuerit) submoveantur impedimenta, quæ Confœderatorum libertatem Navigationis & Commerciis, tam invicem inter utrumque Amicam, quam per Ditiones, Terras, Maria & Flumina utriusque, cum aliis Populis ac Gentibus hactenus interturbarunt : prænominatam autem libertatem navigationis, & omnis utriusque mercaturæ contra turbatores navigationis quoscunque asserere, stabilire, defendere aut provehere, hisce de quibus in hoc Tractatu convenit, vel de quibus posthac convenire poterit, rationibus integerrimè advitentur. Nihil vero sinent, neque per se subditosque aut Populos suos, neque suâ ullatenus culpâ huic instituto adversum committi aut perpetrari.

IV. Liberum sit utrique prædictorum Confœderatorum & Incolis ac subditis illorum terrestri vel maritimo, & quocunque denique itinere in alterius Confœderatorum Regna, Regiones, Provincias, Terras, Insulas, Urbes, Villas, Oppida murata vel non murara, munita vel immunita, Portus, Dominia vel Ditiones quascunque liberè ac securè absque licentiâ vel salvo conductu generali aut speciali ingredi, ire atque inde redire, ibidem commorari, aut eodem transire : Et omnia interim victui usuique suo necessaria emere atque pro libitu comparare, omnique benevolentiâ tractentur. Etiam sit fas utrique Confœderatorum, subditisque eorum Civibus ac Incolis, mercari, mercaturam facere, & commercia exercere in omnibus locis, quibus hactenus commercium exercebatur uspiam, quibuscunque in rebus ac mercibus non prohibitis allubescit, atque eas importandi exportandique pro arbitrio cujuscunque copia dabitur, solutis semper teloniis debitis, & observatis Legibus & ordinationibus utriusque Regni, sive mercaturam sive jus aliud respicientibus, quibus præsuppositis, Populus, subditi, ac Incolæ unius Confœderatorum habeant ac possideant in regionibus, terris, dominiis ac regnis alterius, tam larga & ampla Privilegia, tantasque relaxationes, libertates, immunitatesque, quantas peregrinus quilibet possidet aut possidebit in dictis utrimque Dominiis ac Regnis.

V. Mercatores, Navarchæ, Naucleri, Nautæ, homines quicunque, naves & omnia in universum mercimonia ac bona Confœderati alterius ejusque subditorum ac Incolarum nullo publico privatove nomine, vi alicujus Edicti generalis aut specialis, in terris, portubus, stationibus, littoribus vel Ditionibus quibuscunque alterius fœderati in usum publicum expeditiones Bellicas, aliamve ob causam, multo minus in usum cujusquam privatum apprehendantur, per *Arresta* detineantur, violentiâ aliquâ vel ulla ejusdem specie cogantur, nullave afficiantur molestia vel injuria. Cautum tantummodo sit, *Arresta* juri atque æquitati consentanea non prohiberi, si secundum ordinarias Legum formulas fiant, nullisve privatis cujusque assertoribus impune indulgeantur, sed pro juris & justitiæ administratione evitari non possint.

VI. Quod si una pluresve Naves alter-utrius Confœderatorum, sive Bellicæ sive onerariæ ac privatæ Subditorum, Civium & Incolarum ejus, procellis abreptæ fuerint, vel persequentibus Piratis, inimicis, ac hostibus, vel aliâ urgente necessitate ac ratione, in portus, stationesque, vel ad littora quæcunque alretius Confœderati appellere cogantur, benigne atque omni humanitate ibidem excipiantur, & amicâ gaudeant protectione, nullo autem modo impediantur, quu minus integrum omnino habeant, reficere se & omnia victui, reparationi, & commodo suo inservientia æquo pretio comparare. Nullâ quoque ratione prohibeantur ex portu & statione vicissim pro lubitu solvendo ac egredi non solutis teloniis aut oneribus ullis, dummodo adversus statuta, ordinationes, ac consuetudines loci, in quam subductæ Naves fuerint aut ubi commorantur, nihil committatur aut peccetur.

VII. Pari ratione si Navis una pluresve publicæ aut privatæ alterutrius Confœderati, ejusdemque Subditorum ac Incolarum, ad oras aut in Ditionibus quibuscunque alterutrius fœderati impegerint, jactum fecerint, vel (quod Deus avertat) naufragium aut damnum quodcunque passi fuerint, aut imposterum patientur, detrimentum passis benevolè & amicissimè subveniatur, atque auxilium illis pro convenienti præmio feratur, adeò, ut quicquid ex jacturâ, naufragio vel quocunque damno superfuerit, salvetur, conservetur, & justo Domino vel ejus vices gerenti restituatur. Neque quicquam in ea re impedimento erit, dummodò ipsi vel eorum Plenipotentiarii vel Procuratores, intra unius anni spatium, ex quo naufragium factum fuerit, Naves & bona sibi vindicent. Salvo tamen Jure utriusque Nationis.

VIII. Quod si Subditi & Incolæ alterutrius Confœderatorum, sive Mercatores sint, eorumque Factores, Servi, Navarchi, Naucleri, Nautæ, sive aliam ob causam in alterutrius fœderati Ditionibus iter facientes aut degentes, vel nomine eorum quicquam acturi, coram justitiæ foro, vel exigendis debitis suis, vel ob alias legitimas rationes Magistratuum auxilio ibidem indiguerint, id illis promptè & pro æquitate causæ benignè præbeatur, atque justitia sine prolixis & non necessariis ambagibus administretur. In peragendis negotiis, contrahendis mercibus, accipiendâ pro illis solutione, atque pretio, perficiendisque itineribus suis, nullo modo aut prætextu impediantur, sed amicissima ubique experiantur officia. Liberum etiam illis sit utrinque, euntibus, redeuntibus, & obambulantibus, in littoribus, navibus, portubus, & publicis ubicunque locis alterutrius Confœderati, arma portatilia in privatam defensionem gestare, modò nequaquam præbeant Præfectis & Magistratui cujuscunque loci justam suspicionem de machinationibus ullis adversus pacem publicam vel privatam. Imprimis verò, quicunque modeste se gesserit, vixeritque ab omni injuriâ, vi, & molestiâ protegatur.

IX. Licet prædictis Confœderatis & singulis utriusque Populis, subditisque emere, atque exportare ex singulis utriusque Regionibus, Dominiis, ac Regnis, omnis generis armaturam, & qualemcunque apparatum bellicum, & navigia in quoslibet alterius portus, stationes, ac littora tutò ac liberè subducere, ad illa appellere, ibidem commorari, atque inde exire, modò se gerant modestè, pacatè, & conformes locorum singulorum Legibus ac consuetudinibus, neque libertatem Commerciorum ibidem ullâ ratione impediant.

Pariter naves Bellicæ & Præsidiariæ habeant quidem liberum accessum in portus, stationes, fluminave alterius fœderati iisque stare ibi, in anchoris manere, rursusque abire, sine ullâ injuriâ aut molestiâ liberum erit. His tamen servatis conditionibus; (1.) ut quinque vel sex Navium numerum classis non excedat, quam absque indicio prius facto in portus fœderati deducere integrum erit; (2) ut absque ulla interlabente mora classis & Navium Præfectus exhibeat Salvi conductus sui Literas, Arcis, Munimenti, Urbis aut Provinciæ Præfecto vel Magistratui, ubicunque appulerit, causas adventus sui notas faciat, simulque aperiat, in quem finem, & quanto tempore in portu illo & statione permanere constitutum habeat; (3) ut Naves istiusmodi non justo propius ad ipsa Castella vel Munimenta appellant aut subsistant; (4) ut non ultra *Quadraginta* simul, vel turmatimvè & numero ad suspicionem composito, nautæ, sociique navales & milites in terram descendant; (5) ut nemini, ne hostibus quidem suis, damnum inferant, mercatoriis imprimis navibus quibuscunque exitum vel ingressum non prohibeant aut difficilem faciant; (6) ut inde tanquam ex statione sua non egrediantur, redeantque, infestandæ cujuscunque gentis navigationi; (7) ut omnimodò vivant, gerantque se modestè & conformes locorum singulorum Legibus & consuetudinibus, & inprimis mutuæ Confœderatorum amicitiæ. Si verò alteruter Confœderatorum utile aut necessarium sibi duxerit, majori navium numero alterius Fœderati portus ingredi, & commoditatibus illius frui, significabit id Confœderato suo duobus ante mensibus, atque tum de modo & jure admittendi easdem conveniet. Quod si alterutrius naves tempestatum maris, vel hostium periculo in alterius portum adigantur, eo in casu adventus causa Gubernatori vel primario loci Magistratui significetur, nec diutiùs mora ibi trahatur, quàm quæ à Gubernatore vel primario Magistratu concessa fuerit, observatis semper supra indigitatis hoc Articulo Legibus & conditionibus.

X. Fas sit Magnæ *Britanniæ* Regis, Regnorumque Subditis, ac Incolis quibuscunque tutò ac sine molestia iter facere in *Sueciâ*, omnibusque illius Ditionibus, & easdem transire, terra vel mari, quocunque libuerit, ad gentes alias quascunque, atque cum illis commercium instituere, & mercaturam in omni mercimoniorum genere liberrimè exercere, illasque isthuc advehere, indéque evehere. Iisdemque fruantur libertatibus Regis Regnique *Sueciæ* Subditi in Regnis, Dominiis & Territoriis Magnæ *Britanniæ* Regis, eâ conditione, ut observentur utrinque Leges, ordinationes ac jura peculiaria cujusque gentis, quæ commercia & mercaturam concernunt.

XI. Quamvis superioribus Articulis hujus Fœderis ac amicitiæ Legibus prohibitum sit, ut neuter Confœderatorum alterius hostibus auxilium atque subsidium præstet, subintelligi tamen nullo modo debet, commercia & navigationem illi Confœderato, ejusque Subditis ac Incolis, qui bello non est immixtus, cum hostibus istius Fœderati, qui in bello versatur, omninò denegata esse. Cautum tantummodò sit interim, ne merces ullæ vocatæ *contrabanda*, & specialiter, nec *pecunia*, nec *commeatus*, nec *arma*, *bombarda* cum suis ignariis & aliis ad eas pertinentibus, *ignes missiles*, *pulvis tormentarius*, aliàs *Lonten*, *Globi*, *Cuspides*, *Enses*, *Lanceæ*, *Hastæ*, *Bipennes*, *Tormenta*, *Tubi catapultarii*; vulgò *Mortaria*, *Inductiles Sclopi*, vulgò *Petarda*, *Glandes*, *ignarii*, *missimiles*, vulgò *Granada*, *Furcæ Sclopetariæ*, *Bandaliers*, *Salpetra*, *Sclopetti*, *Globuli*, seu *Pilæ*, quæ *Sclopetis jaculantur*, *Cassides*, *Galeæ*, *Thoraces loricati*, vulgò *Cuirasses*; & similia armaturæ genera, *Milites*, *Equi*, omnia ad instruendos Equos necessaria, *Sclopotheca*, *Balthei* & alia quæcunque alia Bellica instrumenta, uti nec *Naves Bellicæ* & *Præsidiariæ* hostibus suppeditentur, devehanturve ad alterius hostes sine periculo, si ab altero Confœderatorum deprehendantur, quod prædæ cedant, absque spe restitutionis. Neque Confœderatorum alteruter sinat, ut suorum cujuspiam operâ hostes aut perduelles alterius utantur, navesque vendantur, commodentur, nullóve modo usui sint alterius hostibus aut perduellibus, ad ejus incommodum aut detrimentum. Alterutri autem Confœderatorum, ejusve Populo, subditisve cum alterius hostilius commercium habere, iisque merces quascunque, de quibus supra exceptum non est, advehere licebit, idque sine ullo impedimento, nisi iis in portubus, locisque, qui ab altero obsistentur: quod si acciderit, vel obsessoribus bona sua divendere, vel ad alium quemvis portum non obsessum, liberè se conferre permissum erit.

XII. Ne verò libera ejusmodi navigatio aut transitus Fœderati unius ejusque Subditorum ac Incolarum, durante bello alterius Fœderati, terrâ, marive, cum aliis Gentibus fraudi sit alteri Confœderato, mercesque & bona hostilia occultari possint, dolis prætexendo amici nomen, ea ratio amovendæ suspicioni, fraudique placuit, quod naves, plaustra, merces, hominesque ad alterum Confœderatorum pertinentes, in itineribus ac navigationibus suis muniti omninò esse debeant salvi conductus, vulgò vocati *Passeportus* & *certificationum* Litteris.

XIII. Ubi igitur merces, bona, navigia, homines alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum ac Incolarum in aperto mari, fretis, portubus, stationibus, terris, ac locis quibuscunque obviam aut obvii fuerint navibus Bellicis publicis aut privatis, vel hominibus, Subditis ac Incolis alterius Confœderati: Exhibitis duntaxat prædictis *Salvi conductus* & *certificationum* Literis, nihil ulterius ab iis exigatur; in bona, navigia, aut homines nequaquam inquiratur, multo minus injuriâ, damno, aut molestiâ ullâ afficiantur; sed prosequendo itineri ac instituto suo liberrime dimittantur. Quod si solennis hæc & stata *Certificationis* formula non exhibeatur, aut alia aliqua justa atque urgens suspicionis causa sit, quare navis visitari debeat, quod hoc solum casu & non aliter permissum intelligi debet, tunc si hostis bona in Confœderati navigio reperiantur, quod ad hostem pertinet, prædæ solummodò cedat, quod verò ad Confœderatum, illicò restituatur. Idem etiam observari debet, si bona alterius Confœderati in hostili navi reperiantur. Si ab alterutra parte adversus hujus Articuli genuinum sensum quicquam commissum fuerit, uterque Confœderatorum contravenientibus Subditis ac Incolis suis pœnam quàm severissimam, qualis summis criminibus pro vilipendio & transgressione Regiorum mandatorum debetur, infligi, læso ab altero Confœderato, vel ejus Subditis ac Incolis, quorum summarissima probatio extra sinuosas ambages judicii admitti debet, de jactura omni ac impensis plenariè ac protinus sine ulla mora satisfieri curabit. Neuter horum Fœderatorum naves, navigia, bona, merces alterius ejusvè Populi, subditorumve mari aliove in loco ab hostibus seu rebellibus captas abduci suos in portus, ditionemve permittat, imò istiusmodi ne quid fiat, palam prohibeat. Quod si quæ naves, navigia, bona, mercesve alterutrius Populi aut Subditorum ejus, in Alto, aliove loco capta in alterius Portus, Regionesque ullo ab hoste seu rebelle Fœderatorum eorumve alterutrius apportabuntur, divendi eas, ullamve earum partem in ullo portu, aliave ditione suà non sinat. Ut etiam Magister navis aut navigii hunc in modum capti, ut & nautici, cæterique vectores simul atque advenerint protinus liberentur, curet, unà cum omnibus alterius Regni Subditis, quotquot simul adducentur, neve prædictam navim, navigiumve eo in portu commorari permittat, quinimò eam cum bonis mercibusque & onere confestim exire portu jubeat. Provisio tamen, ne hoc Articulo Fœderibusque ab altero Confœderatorum cum aliis Nationibus antea initis præjudicium aliquod afferatur, ubi vero illa non obstant, supradictus Articulus plenum vigorem obtinebit.

XIV.

ANS de J.C. 1661.

XIV. Si contigerit quoque imposterum, durante hac amicitiâ & Fœdere quenquam è Populo & Subditis alterutrius Confœderatorum agere vel moliri aliquid, contra hoc fœdus, vel aliquam ejus particulam terra marive, vel ullibi aquarum, hæc amicitia, fœdus, pactumque inter prædictos Confœderatos, non eo nomine interruptum aut dissolutum erit: sed nihilominus perdurabit, ac permanebit integrum. Dabunt autem pœnas homines illi particulares soli, quotquot hoc fœdus violaverim ac injuriam accipientibus jus & justitia administrabitur, & fiet satisfactio omnis damni atque injuriæ, intra *duodecim* mensium spatium, post restitutionem postulatam. Quod si prædicti delinquentes, & perpetratæ violentiæ rei sistere se ac submittere justitiæ, vel intra præfinitum diem satisfacere recusaverint: Illi quicunque tandem sint, pronunciabontur utriusque Status inimici, & eorum facultates bona ac res quanræcunque, confiscabuntur & venum dabuntur, ad plenam & justam injuriarum satisfactionem, quas fecerint, ipsique delinquentes & rei, ubi in potestatem alterius Status venerint, meritis insuper pœnis, pro delicti naturâ afficientur.

XV. Præsens Tractatus & Confœderatio nihil derogabit præeminenciæ Juri ac Dominio cuicunque alterutrius Confœderatorum in suis Maribus, Fretis, atque Aquis quibuscunque, sed habeant retineantque sibi eadem pari amplitudine, quâ hactenus gavisi sunt, & quæ illis jure competit.

XVI. Cum primarium itaque sit institutum hujus fœderis ut talis libertas navigationis & mercaturæ, qualis in superioribus articulis descripta est, utrique fœderato, Subditis ejus ac Incolis utrinque sit ac maneat in Mari *Balthico*, Freto *Oresundico* & Mari *Septentrionali*, *Occidentali*, *Britannico*, *Mediterraneo* ac *Canali*, cæterisque in Europa Maribus: Communi itaque consilio ope & auxilio integerrime allaborabitur, ut prædicta mutuaque libertas navigationis & mercaturæ, in omnibus prænominatis Maribus ac Fretis stabiliatur, promoveatur, atque (si occasio ita tulerit) defendatur, contra turbatores, qui interrumpere illam, prohibere, impedire, vel ad nutum suum injuriamque Confœderatorum constringere aut cogere voluerint. Benevolentiam item ac promptitudinem provehendis alterius Fœderati commodis, & amoliendis incommodis, uterque prædictorum Confœderatorum benignissimè invicem præstabit. Salvis tamen fœderibus utrique genti cum aliis Regnis, Rebuspublicis, ac Nationibus, quæ antehàc inita sunt & vigorem obtinuerunt. Nullatenus autem imposterum alteruter Confœderatorum fœdus inibit, aut quicquam paciscetur cum aliis peregrinis Gentibus ac Nationibus quibuscunque in præjudicium qualecunque hujus præsentis invicem fœderis, nisi præscio ac consentiente altero Confœderatorum: Aut si quicquam aliter cum aliis posthac pactum fuerit, pro irrito habeatur, cedatque omnino huic mutuæ conventioni.

XVII. Hæc vero quæ in superioribus Articulis consensimus, obtinebunt confestim ab hoc eodem temporis momento omnimodum vigorem, atque sincerè ab utraque parte, omnibusque qui obedientiâ fide ac obsequio utrinque attinentur, ritè observabuntur. Quò autem imposterum, eò magis stabilita ac firma sint, maneantque, tum à Serenissimo *Sueciæ* Rege, Domino nostro Clementissimo, tum à Serenissimo Magnæ *Britanniæ* Rege, Domino nostro Clementissimo, intra spatium *sex Mensium*, propriis ipsorum invicem manuum subscriptionibus ac Sigillis subscribentur, Signabuntur ac ratahabebuntur. *Dat.* 23. *Octobr.* 1661.

XI.

ANS de J.C. 1661.

L'ESPAGNE ET PROVINCES UNIES.

Traité de Partage des trois Quartiers de Dalem, Faulquemont, & Rolleducq, Pais d'Outre-Meuse, &c. entre PHILIPPE IV. *Roi d'Espagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas. Fait à la Haye le* 26. *Decembre.* 1661. Recueil des Traitez entre les Etats des Provinces-Unies, & divers Rois, Princes &c. In quarto. Placards, Ordonnances, Edits &c. de Brabant. Tom. III. Part. III. Liv. V. Tit. I. Chap. XXI. pag. 773.

COmme depuis quelques années ençà il y seroit survenu differend & dispute entre le Seigneur Roi d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-Bas, au regard des Pays de Fauquemonr, Dalem & Rolleduc, Outremeuze, & qu'apres plusieurs conferences tenues par ensemble Don *Estevan de Gemarra y Contreras*, Conseiller dudit Seigneur Roy d'Espagne, en son Conseil supreme de Guerre, & son Ambassadeur ordinaire aux Provinces-Unies, & les Commissaires desdits Seigneurs Estats Generaux, auroient acheminé l'affaire de sorte, que premieremenr le 25. de Febvrier, & le 24. de Mars de l'An 1658. on auroit arresté de partager par moitié lesdits trois Pays, lequel Accord auroit esté confirmé par les respectives signatures des deux Costez, & par l'adveu tant de sa Majesté, que desdits Seigneurs Estats Generaux, & que par apres, en vertu d'une Convention particuliere ensuivie le 12. & 14. d'Octobre 1660, on auroit delivré de part & d'autre des balances reciproques, afin de partager *par le menu* lesdits trois Quartiers, premierement de la part des Commissaires desdits Seigneurs Estats la 17 de Janvier dernier; sur laquelle ledit Seigneur Ambassadeur n'ayant pas trouvé bon de faire aucun choix, auroit delivré en suite le 2. de Mars dernier une balance aux Commissaires desdits Seigneurs Estats, qui trouverent bon d'accepter le 7. du mesme Mois le partage mis dans la contre-balance; surquoy lesdits Seigneurs Estats Generaux auroient resolu le 9 dudit Mois, & donné ordre, de prendre le mesme partage compris dans la contrebalance, avec plein droit de Souveraineré & Superiorité; mais comme ce non obstanr ledit Seigneur Ambassadeur auroit disputé la validité dudit choix, & n'y auroit point voulu condescendre, & que l'on auroit reconnu des deux Costez differentes incommoditez, & inconveniens au regard des parties comprises dans ladite balance & contre-balance, que l'on pourroit ajuster avec plus grande commodité, & service des deux parties, & ledit Seigneur Ambassadeur ayant fait nouvelles instances auxdits Seigneurs Estats Generaux, l'on à finalement convenu ce jourd'huy date du present escrit, par une ulterieure convention au contentement des deux parties, de la façon & maniere, qu'il se voit par l'Acte en dressé, sous cette expresse condition & reserve, que les deux hautes parties prendront le 15. de Janvier de l'annnée prochaine 1662. pleine possession de tout ce qui est tombé par ledit partage sous leur Souveraineté & Superiorité, ensuite dudit Acte: Et en cas que les Ratifications ne feroient pas eschangées en deišt fortneau tems qui est designé à cet effect, qu'en ce cas chacune desdites hautes parties retournera, & demeurera dans le mesme estat, auquel se trouvent les affaires ce jourd'huy, avant d'arrester & signer ledit Acte de partage, sans que cette nouvelle Convention puisse prejudicier en aucune façon à l'une ou à l'autre desdites parties, dans le droit qu'elles peuvent avoir aquis avant la date d'icelui, en vertu de ce qui est narré ci-dessus, ou qui leur pourroit avoir competé en aucune façon:

En

ANS de J.C 1661. En foy de quoy nous lesdits Ambassadeur, & Commissaires, avons signé cét Acte de non-prejudice avec nos propres mains, & seélé des respectifs Cachets de nos Armes. A la Haye le 28. de Decembre 1661. Estoit signé & cachetté comme s'ensuit.

L. S. *Gamarra.*

L. S. *R. Huygens.*
L. S. *J. de Merode.*
L. S *Joan de Witt.*
L. S. *Johan Kien.*
L. S. *Johan van Reede.*
L. S *E: v: Bootsma.*
L. S. *B: L: Mulert.*
L. S. *I: Isbrandts.*
L. S. *J.v. Borssele van der Hooghe.*
L. S. *H: v: Beverningk.*

COmme ainsi soit, qu'apres la Paix conclue entre le Seigneur Roy d'Espagne d'une part, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-Bas de l'autre : Il y est survenu plusieurs disputes & differends sur les Pays de Franquemont, Dalem & Rolleducq, Outremeuze, & que nous Don *Estevan de Gamarra y Contreras*, Conseiller de sa Majesté en son Conseil supreme de Guerre, Gouverneur de la Citadelle de Gand, & son Ambassadeur Ordinaire aux Provinces-Unies, & les soussignez Commissaires des susdits Seigneurs Estats Generaux, nous trouvons enchargez, & authorisez par nos procures & pleines puissances respectives l'une datée le 26. de Septembre & l'autre le 15. d'Aoust 1657. pour concerter, appaiser, accommoder & adjuster lesdites disputes & differends des trois Pays d'Outremeuze susmentionez : Partant nous Ambassadeur & Commissaires susdits, apres avoir tenu plusieurs conferences par ensemble, & echangé divers Actes, Escrits & Memoires, en vertu de nos dites respectives Procures, & pleines puissances, afin d'avoir un pied ferme & asseuré, pour parvenir au final accommodement de cette affaire si désirée des deux costez, avons premierement accordé, & convenu mutuellement le 25. de Febvrier & 27. de Mars de l'Année 1658. & en suite arresté & estably que le susdit Seigneur Roy, & les susdits Seigneurs Estats Generaux auroient, tiendroient & possederoient un chacun en pleine & libre proprieté, Soperiorité, & Souveraineté eternellement & hereditairement, pour eux & pour leurs respectifs Successeurs la juste moitié desdits trois Pays d'Outremeuze ; & ce sous les conditions dont on conviendroit par apres reciproquement : En suite dequoy nous lesdits Ambassadeur & Commissaires ayants passé à l'examen, & debat desdits Articles & Conditions preliminaires, qui doivent estre arrestez au plus grand proffit de sa Maj. & desdits Seigneurs Estats Generaux, & advantage desdits trois Pays, & des Habitans d'iceux, avant que de faire aucun partage *par le menu*, aprez avoir aussi tenu differentes conferences, & eschangé diverses pieces sur lesdits Articles preliminaires. Nous les avons ajusté, & couché par escrit de commun consentement, en la forme qu'ils en suivent inserez cy-apres de mot à autre.

ARticles & Conditions ajustées entre Messire Don *Estevan de Gamarra y Contreras*, Ambassadeur du Seigneur Roy d'Espagne, & les sieurs Deputez des Seigneurs Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-Bas, touchant le partage des trois Pays d'Outremeuze, pour estre reiglé en cette conformité & les Articles & Conditions inserées dans l'Acte dudit partage, & observées de part & d'autre, après l'accomplissement d'iceluy.

PRemierement, que l'accord & transaction à faire par la division desdits trois Pays d'Outremeuze, sera tenu de part & d'autre, comme une partie & dependanco du Traitté de Paix, conclu le 30 de Janvier 1648. dans la Ville de Munster, entre le Seigneur Roy d'Espagne, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, & en suite de ce sera observée & executée inviolablement en touts ses points, & de la meme façon que si elle y estoit inserée de mot à autre. ANS de J. C. 1661.

II. Que toutes les injores & offenses causées par les disputes qu'il y a eu pour le maintien de la Souveraineté des deux Costez dans lesdits trois Pays contentieux, seront entierement amorties, & mises en oubly de part & d'autre, de sorte que personne de quelle qualité ou condition qu'elle soit, ne pourra estre recherché pour ce sujet à l'avenir, oo mal-traittée de faits ou de parolles sous quelconque pretexte que ce puisse estre, soit de Religion, soit d'avoir tenu, ou favorisé l'une ou l'autre partie.

III. Que toutes les actions ou pretentions que les Souverains des deux Costez, & leurs snjets ponrroient mouvoir, & susciter au regard de la levée des Toulieux, Licentes, ou quelques autres revenus de quelconque nature qu'ils puissent estre, & de quelle façon qu'on les puisse nommer, comme ayants esté levez, & perceus d'un costé, & d'autre durant les disputes pour lesdits trois Pays, seront & demeureront reciproquement amorties sans ulterieure recherche, afin de prevenir toutes facheries, & ulterieures contestations.

IV. En cas qu'il s'y trouve quelques Seigneuries, Villages, ou Hameaux dans lesdits trois Pays, lesquels ont esté sujets jusques à present, ou le sont encore à quelques servitndes ou Courvées, à quelques autres Places ou Jurisdictions, qui pourroient tomber par ce partage sous le ressort d'un autre Souverain, lesdites Courvées & servitudes au regard des Villages & Jurisdictions de l'autre Souverain, seront & demeureront amorties, & les Officiers de part & d'autre ne les pourront plus exiger des Habitants desdites Seigneuries, Villages ou Hameaux, hormis de ceux qui tomberont sous le ressort de leur Souverain.

V. Que les Officiers de part & d'autre, & les Inhabitants, qui auront à pretendre ou demander quelques Domaines, Rentes, Fermes, ou autres Revenus de ceux de l'autre Souverain, ne pourront envoyer de leur propre authorité, à deffault de payement, des Huissiers, ou Executeurs sur le ressort de l'autre Souverain, ains se devront addresser à l'Officier, ou à la Justice ordinaire du lieu, où lesdits Debiteurs resideront, pour en obtenir la deüe satisfaction par les voyes ordinaires, à quoy on les aydera de part & d'autre sans aucuns dilays, qui ne soyent pas necessaires, & sans tergiversations.

VI. Tous les Papiers, Chartres, Documents, Registres, Prothocoles & Procès, qui ont esté enlevez par voyes de fait, & executions Militaires, ou autrement, Ostez aux Magistrats, Juges & Places, ou ils ont appartenu anciennement, seront restituez de bonne foy de part & d'autre, à la requisition & instances des interessez, à qui il appartiendra. Bien entendu que lesdits Papiers originaux devront estre restituez, & demeurer aux Chasteaux, Villes, Bancqs, Villages & Justices, auxquelles ils appartiennent respectivement, & que de l'autre costé au regard de quelques Bancqs subalternes, Villages, Hameaux, & Justices separées l'on en donnera des copies authentiques, ou vidimées, à la requisition desdits interessez & à leur despends.

VII. Toutes les Sentences prononcées depuis le mois de Juin de l'Année 1644. par les Justices, Courts, & Magistrats des deux costez, auxdits trois Pays par forme de retorsion, & à raison des disputes survenues pour lesdits trois Pays, ou qui sont encore indecises devant lesdits Tribunaux, seront annullées par le present Accord, & tenues pour nulles, & de nulle valeur, tant au regard des confiscations des Biens, Meubles & Immeubles, comme des condemnations à mort, & des bannissements. Et ce generalement sans exception des personnes, de quelle condition qu'elles

soyent

foyent, & fous quelconque pretexte que lesdites Sentences puissent avoir esté rendues, soit par faute de relief des fiefs, ou autrement. En suite dequoy touts lesdits Biens, Meubles, & Immeubles devront être promptemeut restituez, sans aucune forme de Procès, aux condamnez ou interessez, & aussi est entendu specialement que lesdits Seigneurs Estats Generaux mettront tels ordres, que certains dix neuf cent quatre vingt & treize florins quatre sols six deniers, en argent comptant provenus des aydes du Païs de Fauquemont, levées pour l'Année 1653. au proffit du Seigneur Roi d'Espagne par le receveur Massin de l'Abbaye; & autres quinze cent florins d'amende, lesquels ont tombé entre les mains du Grand Escoutete Groulard, en suite d'une Sentence du Magistrat de Maestricht, rendue le 30. de Decembre 1653. seront restituez par celui audit receveur de l'Abbaye : Et en cas, qu'ils s'y en trouve quelque chose d'esgaré ou caché, lesdits deniers seront repartis avec les aydes arrierées, que le susdit Seigneur Roi a encore à pretendre sur ledit Païs de Fauquemont, ainsi qu'il est porté ci bas dans l'Article 18.

VIII. Mais on ne pourra demander aucune restitution, ny compensation des depends de Justice causez au sujet desdits Procès, & des executions en ensuivies, ni aussi des interests, ou fruits qui auront esté tirez, cependant desdits deniers, ou d'autres Biens immeubles.

IX. Les Sentences rendues en matiere civile, tant par les Juges ordinaires dans lesdits trois Pays, comme par les autres Conseils & Magistrats des deux Costez en jugement contradictoire entre quelques particuliers touchaot les affaires privées, seront maintenuës des deux Costez, & sortiront leur entier effect.

X. Mais les causes qui pendent à present indecises, soit quelles touchent lesdits particuliers, ou le Pays en Commuu devront être poursuivies, transportez & intentez de nouveau devant les Juges de l'un ou de l'autre Costé, lesquels seront trouvez estre competents apres la conclusion du partage des Pays.

XI. Tous transports, adheritances, reliefs & autres Actes exercées de Jurisdictions, ou des condemnations volontaires qui ont esté legitimement passez de part & d'autre, depuis le tems devant les respectifs Bancqs de Justice, Court ou Chambres Fœdales, desdits trois Païs, demeureront dans leur pleine force & vigueur, & les Officiers des deux Costez, devant desquels lesdits Actes auront esté passez, seront tenus d'en donner la deüe communication, comme aussi de des consigner aux respectifs Officiers & Justices des lieux ou il conviendroit, que lesdits Actes fussent gardez & enregistrez, bieu entendu toutesfois qu'en cas que l'on trouve que l'on auroit passé quelques transports contraires, ou autres Actes comme dessus, devant les Cours ou Justices des deux Costez sur une même chose, qu'en ce cas les Actes qui auront esté passez par devant le lieu & le Juge par devant lequel ils devroient avoir esté passez apres l'ajustement du present partage, prevaudront aux autres, & seront tenus pour valides; comme aussi en cas que l'on pourroit avoir fait des deux Costez quelques obligations ou hypotheques, les Actes qui auront esté passez par devaot le Juge sous lequel le bien demeurera par ce partage, demeureront bons & valides.

XII. Les Fiefs situez tant dans lesdits trois Païs, comme hors d'iceux, lesquels seront aussi partagez en ce partage, releveront absolument des Courts ou Chambres Fœdales du Souverain sous lequel ils tomberont sans avoir aucunes ulterieures dependances des Courts ou Chambres Fœdales de l'autre Souverain, desquelles ils pourroient avoir relevé cy-devant.

XIII. Les Sentences Criminelles renduës de part & d'autre, durant la dispute des trois Païs, & executées à la charge de tels Delinquants, qui ont esté pris & actionnez pour des exces & crimes tant capitaux qu'autre; ne seront sujettes à aucune recherche ou correction, soit par voye d'appel, revision ou autres benefices de droit, tant au regard du fait au principal comme de l'interest Civil, que quelque partie y pourroit avoir.

ANS de J. C. 1661.

XIV Mais en cas que quelqu'un auroit esté condamné par absence & inouy, il se pourra faire relever de ladite Sentence contumacielle par les Courts respectives, & estre admis à sa defense, devant le Juge de sa residence, moyennant la refusion des despens de Justice en telle forme & façon, que le droit & les circumstances du fait le pourront permettre, à charge toutesfois qu'il aura à poursuivre ledit relief dans le terme de trois Mois apres la publication de cettes, & à donner dans le Mois ensuivant deüe connoissance d'avoit obtenu ledit relief au Juge de ladite Justice, apres quoy il sera tenu de poursuivre deüement sa descharge, ou à defaut de ce la Sentence rendüe aura lieu, & pourra estre executée à sa charge.

XV. En cas que quelque Delinquant auroit esté condamné par Sentence contumacielle de la Justice de l'un des Souverains, pour quelque mesfait commis, & que cependant il pourroit avoir obtenu Lettres de remission ou abolition de l'autre Souverain pour le même mesfait avant la date de ladite Sentence, afin d'eviter tous desordres, & laisser le tout à l'avenir à la disposition du Souveraio, comme aussi du Juge qui sera competent apres la conclusion du susdit partage: Il se fairra disposer en faveur du tel Delinquant, & par respect des Lettres de remission ou abolition desja accordées par l'un des Souverains, en cas qu'il vienne a tomber avec ses biens, & son domicile, sous le ressort de l'autre, à faire expedier des nouvelles Lettres d'abolition & d'approuver ce qui avoit desja été fait par l'autre Souverain : Bien entendu, que lesdites Lettres de remission ou abolition devroit estre düement interinez dedans le terme de trois Mois aprez la date de cettes par devant le Juge competeot, sous lequel le Delinquant viendra à ressortit au regard que dessos.

XVI. Comme l'on trouve que durant les disputes desdirs trois Pays on a intenté & instruict differents Procès, devant les Justices & Magistrats de deux Costez, mesmes par Appel & Reformation, sur une mesme chnse, & qu'ils ont esté decidez par Sentences contraires & difformes, ou annullée pat aslation. On declare par cettes que toutes les sentences difformes & cassées, seront tenues pour nulles, de nulle valeur, & comme point rendues, & qu'il sera permis à un chacun, tant à l'Acteur, qu'au defendeur de pouvoir instituer de nouveau leurs actions cruement, & de les intenter derechef respectivement devant le Juge, qui sera competent apres a conclnsion du partage.

XVII. Les Domaines arrieres, que le Seigneur Roy d'Espague a encor à pretendre de quelques particuliers au Païs de Fauquemont, montant à la somme d'enviroo 5980. florins, en suite des specifications & memoires en exhibez, pourront etre exigez d'iceux, sans aucune charge desdits Seigneurs Estats Generaux, ni du Païs & collectez par les voyes ordinaires, comme il est porté cy dessus en l'Article 5.

XVIII. Les aydes arrierées que le susmentionné Seigneur Roy a encore à pretendre au Païs de Fauquemont pour les Années 1654, 1655 & 1656. seront reparties sur ledit Païs entier dans les trois Années prochaines, châque fois par un juste tiers, de ce qui reste encore à payer, sans prendre aucune reflexion sur le partage, qui pourroit estre entretemps ajusté touchant ledit Païs, & ce sur le même pied & proportion que lesdites aydes ont esté reparties & levées les Années passez, sous condition toutesfois que pour empêscher tous excès & nouveaux despens d'executions, la collecte se fera chaque Année sans aucun delai ni tergiversation pat uo Officier que lesdits Seigneurs Estats ordonneront sur la portion qui tombera de sous leur Souveraineté.

XIX. Les charges pretendues des Capitaux negotiez, dont les trois Quarriers respectifs sont chargez

ANS de J. C. 1661.

d'un costé & d'autre, tant de ceux qui sont fondez sur iceux anciennement, comme des autres qui ont esté levez du depuis pour le service des Païs & des deux Souverains, montans & importans au Païs de Fauquemont cent & cincq mille deux cents cinquante florins, & de plus autre soixante quatre mille quatre cent quatre vingt & deux florins douze sols un denier & demy : En celui de Dalem trente trois mille six cent cinquante huict florins douze solz, & en celui de Rolleducq deux cent cinquante florins de capital, selon les estats & specifications, qui en ont esté dressez par des Officiers des deux Costez, & communiquées de part & d'autre, se recevront provisionellement de telle façon, que depuis la date de cettes, & le partage des trois Païs estant effectivement accomply, on ne connoistra, ni recevra d'un costé ni d'autre, aucunes ulterieures, ou nouvelles charges realisées, ou Capitaux negotiez à la charge des deux Souverains ou sur leurs portions, par qui, ou pour quelconques raisons qu'ils puissent être pretendus, & que ceux qui sont mis & specifiez ci dessus, seront distribuez & repartis, selon sa proportion usitée en chacun Païs, de sorte que chaque portion passera & demeurera aux respectifs Souverains avec les charges susdites : Et pour ce qui touche les debtes Courantes, & encore ouvertes, lesquelles sont aussi comprises dans lesdits estats & specifications, ou qui pourroient encore être demandées ou pretendües en aucune façon : Il est convenu par cettes, & aussi arresté que l'on n'en fera aucune masse commune ou meslange, mais qu'elles demeureront separées des Capitaux ci dessus specifiez à la charge d'un chacun des Souverains apart, pour les faire examiner & justifier, & en suite repartir & lever sur le partage de son ressort.

XX. Et ce toutes fois sous cette condition & reserve, qu'il sera permis à un chacun des Souverains, pour ce qui touche son ressort & son interest, de faire non seulement revoir & examiner le fondement, & les raisons des levées des sommes susmentionnez dans le precedent Article ; mais aussi de faire resumer & recoller les exorbitantes executions, quartiers, logements, despens de bouche, charges, repartitions, & autres frais, qui ont esté faits, depuis l'An 1648. dans lesdits trois Païs par les Regences & Officiers de deux Costez, comme aussi l'administration & les Comtes qui ont esté passez la dessus, avec les raisons & verifications d'iceux, afin d'en disposer aprez que la recherche en aura esté faite, & ce que l'on en aura descouvert, selon que l'on trouvera convenir en Justice ou equité ; & apres que ledit partage aura esté effectivement fait & accomply, les Deputez des deux Souverains, eu égard au commun interest, qu'ils ont en cette affaire, considereront par ensemble s'il ne seroit pas utile & necessaire de faire ladite recherche & recollement, au profit desdits trois Païs de commun concert, & sur un tel pied dont on pourroit convenir unanimement des deux Costez, comme aussi de proposer pour l'advantage desdits trois Païs & arrester quelques termes tolerables d'Années, dans lesquelles on pourroit repartir & collecter, ce qui se trouvera devoir estre reparty selon la proportion que dessus.

XXI. Les ventes & engageres de quelques Terres, Seigneuries ou Domaines situez dans lesdits trois Païs, lesquelles pourroient avoir esté faites de la part du Seigneur Roi d'Espagne, avant la date du 5 de Decembre de l'An 1644. comme aussi les titres & qualitez données avant ledit temps à quelques Cavaliers desdits Païs, soit de Comté, Baronnie ou autres, demeureront en leur entier & en vigueur, reservants neantmoins à un chacun le droit de purge des engageres ou retraitte, où il sera convenu & conditionné.

XXII. Et comme de la part des Seigneurs Estats Generaux on a supporté des notables despens pour la reparation des Chateaux des trois Païs respectifs, & pour le bastiment des logemens commodes en iceux : Et qui en la presente division des Païs, ils inclineroient à les faire aussi entrer dans le partage, lesdits despents sont pris en telle consideration, en cas qu'un ou plus desdits Châteaux vienne à tomber sous la portion du Seigneur Roi d'Espagne, que pour le remboursement des reparations faites à celui de Fauquemont, le Seigneur Roi susmentionné payera auxdits Seigneurs Estats la somme de huict mille florins, pour celui de Rolleducq une pareille somme de huict mille florins, & huict cent pour celui de Dalem, laquelle somme devra être satisfaite dans le temps de trois Mois, aprés la date de l'Accord au principal.

XXIII. Et finalement en cas qu'apres le partage fait desdits trois Païs, il y surviendroit quelques difficultez ou disputes, touchant les appendances & dependances, Jurisdictions & Districts des parties qui auront esté partagées des deux Costez (ce que l'on ne veut pas esperer) la judicature & connoissance d'icelles sera remise à la *Chambre mi partie*, conformement, & en suite du 21. Article du Traité de Paix, conclu l'An 1648. à Munster, pour y être decidées par les Juges de ladite Chambre.

En foi de quoi nous Ambassadeur & Deputez susnommez avons signé les presents Articles, Conditions & Points de nos propres seings & y fait apposer les respectifs Cachets de nos Armes. A la Haye le 26. de Decembre 1661. Estoit signé & cacheté comme s'ensuit.

L. S. *Gamarra*.
L. S. *R. Huygens*.
L. S. *J. de Merode*.
L. S *Joan de Witt*.
L. S. *Johan Kien*.
L. S. *Johan van Reede*.
L. S. *E: v: Boetsma*.
L. S. *B: I: Mulert*.
L. S. *I: Isbrandts*.
L. S. *J. v. Borssele van der Hooghe*.
L. S. *H: v: Beverningk*.

ET apres avoir arresté lesdits Articles, le partage même desdits trois Païs *par le menu*, ayant esté mis sur le tapis, & ayants procedé tant sur la maniere & forme d'iceluy, comme sur les ingredients, & parties dudit partage diverses Propositions & Conventions, apres avoir tenu plusieurs conferences échangé de part & d'autre des balances & contre-balances, & estants par aprez rentrez en conferences amiables ; Nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons finalement accordé, & convenu mutuellement sur le partage desdits trois Païs *par le menu*, & piece par piece en la forme & maniere suivante : Scavoir, que ledit Seigneur Roi aura, tiendra & possedera eternellement & hereditairement pour lui & ses Successeurs en pleine & libre proprieté, Superiorité, & Souverainité du Païs de Fauquemont les Seigneuries & Villages de Nuth, Vieu Fauquemont, Schinn sur la Geulle, Strucht, la Maison d'Oost sur la Geulle, Winantsrade, Geleen, Schumen, Spanbeeck, Oirbeeck, Jabeeck, Brounssen, Schinvelt, Hoensbroeck, Vaesrade & Schasberg, sauf que le Chemin ordinaire qui court d'Herle, par le milieu de la Jurisdiction, & sur le Territoire de ladite Seigneurie de Schasberg, extendu à la largeur d'une verge des deux Costez dudit Chemin (selon qu'il court presentement) demeurera auxdits Seigneurs Estats Generaux sans aucune reserves, vexations, servitudes, ou charges imaginables avec plein droit de proprieté, Superiorité & Souverainité ; bien entendu toutesfois que le fond desdites deux verges au costé du susdit chemin demeurera aux proprietaires & aussi que les Manants & Habitants de ladite Seigneurie de Schasbergh, pourront se servir librement du susdit chemin jusques au Païs de Rolleducq, & le Territoire de l'Empire, & même jusques au Village d'Herle sans aucunes vexations ni charges, comme ci dessus est dit, & ce avec touts les Hameaux, Ressorts, Jurisdictions,

Droits

ANS de J. C. 1661.

Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus y appartenants, de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes les appendances & dependances desdits Villages & Seigneuries & de plus le Cloistre ou Convent de St. Gerlach, dans l'enclos ses murailles avec pleine franchise de tous les Biens, Rentes & Revenus, qui lui appartiennent presentement, en quel lieu qu'ils puissent être situez, & que des fiefs relevants du Château de Fauquemont seront detachez, & demeureront au profit dudit Seigneur Roi, les Fiefs étrangers ci dessous specifiez, sçavoir la Censé de l'Abbaye de Vaudieu situé à Munster Geleen, le Village de St. Martin fouron, la Maison & Chateau de Wolfsrade, les dixmes de Reymersdael, la Censé de Coenrade, les Biens Seigneuriaux & dixmes de Teuven au Duché de Limbourg, la Seigneurie & Chateau de Limbrecht, les Moulins de Schertzeel aupres d'Aix, la Censé & Moulins de Susterzeel, la Chambre Fœdale de 17. Hommes à Sombref, le Ponton de Stockhem sur la Meuze, la Seigneurie de Wischersweert, la Censé de Langfelt au Païs de Limbourg, & le Fief de Reymerstock : Que de la même façon le susdit Roi aura, tiendra, & possedera eternellement & hereditairement, pour lui & ses Successeurs du Païs de Dalem, les Bancqs, Seigneuries & Villages de Fouron le Comte, Meer, Nordebay, Warsage, Moulant, St. Martin Fouron, Aubel, Cherratte, Neuf-château, Mortier, Housse & Richel, avec tous les Hameaux, Ressorts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines & autres Regales ou Revenus, y appartenants de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances, & finalement que ledit Seigneur Roi aura, tiendra, & possedera eternellement, & hereditairement pour lui & ses Successeurs, en pleine & libre proprieté, Superiorité & Souverainité (comme ci dessus est dit) le Châtean & la Ville de Rolleducq, & de plus les Bancqs, Seigneuries & Villages de Merckstein, Kirckraedt, Ubach, Simpelvelt, Wels & Roerdorp, avec tous les Hameaux, Ressorts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines & autres Regales ou Revenus, de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances, y estants specialement compris tous les Fiefs estrangers consistants en Seigneuries, Villages, Censes & autres Biens, qui pourroient dependre dudit Château de Rolleducq.

Et que de même les susdits Seigneurs Estats Generaux, auront, tiendront & possederont eternellement, & hereditairement pour eux, & leurs Successeurs en pleine & libre proprieté, Superiorité & Souverainité du Païs de Fauquemont, le Château & la Ville de Fauquemont, & de plus les Bancqs, Seigneuries & Village de Meerssen, Houthem, Haren, Geulle, Velestraten, Bunde, Amby, Itteren, Climmen, Hulsbergh, Schummert, Eysden, Herckenraedt, Eekelraede, Beeck, Nederbeeck, Bergh, Bemelen, Blijt & Herle; comme aussi le Chemin ordinaire qui court d'Herle, par le milieu de la Jurisdict. & Territoire de la Seigneurie de Schasberg, extendo à la largeur d'une verge de Terre des deux Costez dudit Chemin (de la même façon qu'il court presentement) sans aucune reserve, & hors de toutes les vexations, servitudes, ou charges imaginables, de quelle façon qu'on les puisse nommer, & ce avec tous les Hameaux, ressort, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vasallages, Aydes, Domaines & autres Regales où Revenus appartenants auxdits Villages & Seigneuries de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances. Et que des Fiefs relevants dudit Château de Fauquemont, y demeureront attachez au profit des susdits Seigneurs Estats Generaux les Fiefs Estrangers, sçavoir la Seigneurie de Hurt, la Censé de Mesch, la Seigneurie & Château de Leuth, la Porte Blanche de Steyn, la noble Salle & Censé de Eyss, le grand & le petit Blanckenbergh à Cadier, les biens Seigneuriaux situez sous Rechem, le Ponton dudit Rechem, & celui de Gueulle sur la Meuze, le Fief de Bruisterbosch, celui de Blissen, nommé Mangelt, le Fief d'Udickhoven, & celui de Leysersbosch situé auprez de St. Geertrude : Et que de même les susdits Seigneurs Estats Generaux auront, tiendront, & posséderont eternellement & hereditairement pour eux, & pour leurs Successeurs, en pleine & libre proprieté, Superiorité & Souverainité la Ville & Château de Dalem, & de plus les Bancq. Seigneuries & Villages de Trembleur, Olne, Bombay, Feneur, Cadier & Ooft, avec touts leurs Hameaux, Ressorts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus, y appartenants, de quelle nature qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances y compris, specialement tous les Fiefs Estrangers consistans en Seigneuries, Villages, Censes, & autres Biens dependants dudit Château. Et finalement que les susdits Seigneurs Estats Generaux auront, tiendront, & possederont eternellement & hereditairement pour eux, & leurs Successeurs en pleine & libre proprieté, Superiorité & Souverainité du Païs de Rolleducq, les Bancqs, Seigneuries & Villages de Gulpen, Margraeten, Holset, Vilen & Vaels, avec touts leurs Hameaux, Ressorts, Jurisdictions, Droits, Fiefs, Vassallages, Aydes, Domaines, & autres Regales ou Revenus y appartenants, de quelle qualité qu'ils puissent être, & quel nom qu'ils puissent avoir, comme aussi toutes leurs appendances & dependances. Et d'autant que la Seigneurie d'Elsloo du Païs de Fauquemont, & celle de Bernauwe du Païs de Dalem, demeurent indivises dans ledit partage, par ce qu'il y a procez pendant & indecis par devant le Conseil de Brabant seant à Bruxelles entre les Estats desdits trois Païs, & les Seigneurs desdites Seigneuries & que le fond du Ravensbosch situé dans le Païs de Fauquemont, ressort pour deux tiers, ou environ sous le Bancq de Meerssen, & pour l'autre tiers sous le Village de Chimmert; Partant nous les susdits Ambassadeur & Commissaires avons accordé & convenu mutuellement sur ce sujet, que l'expedition sera poussée à communs frais avec toute ferveur, & que l'on en attendra le succés, afin d'en convenir ulterieurement selon l'exigence des affaires, au contentement reciproque, & pour ce qui concerne le Ravensbosch, en demeurant la Souverainité du fond sous le Bancq, & Village ci devant specifiez, on mettra premierement en vente la couppe, & apres le fond, par parties commodes, & le tout se vendra au temps convenable sous des conditions raisonnables au profit du susdit Seigneur Roi, & des susdits Seigneurs Estats Generaux moitié par moitié, & afin d'ajuster deüement ensuitte tout le surplus au regard dudit partage, & prevenir toutes les disputes & differends, qui s'y rencontrent encore en quelque façon, ou qui pourroient s'ensuivre : Partant nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons arresté entre nous que les Revenus des Aydes ordinaires ou Domaines, qui ont été levez jusques à present des deux Costez, sur lesdits trois Païs entiers, se rendront selon le vieil pied, sçavoir les Aydes au dernier de Decembre prochain, & les Domaines le jour de St. André, ou au dernier de Novembre de cette Année, de sorte que les Aydes & Domaines respectifs commenceront à courir separement au profit des deux Souverains sçavoir le premier de Janvier 1662. & le premier de ce mois de Decembre, & comme parmy lesdits Domaines il s'y trouve differends Moulins, dont les fermes viennent à eschoir à la St. Jean, ou au 24. de Juin de l'Année prochaine, lesdites fermes seront divisées par le demy An, escheant le 24 de ce Mois, & par consequent les revenus & despens desdits Moulins demeure-

ront

ANS de J. C. 1661.

ront privativement au profit & à la charge des respectives hautes parties sous le ressort desquelles ils seront tombez par ce partage. Que de plus pour la commodité commune & pour prevenir les autres mesintelligences (comme dessus) qui pourroient sourdre touchant les limites, entre le Fort de Navagne, & le ressort de la Seigneurie d'Eysden; comme aussi touchant les Seigneuries de Fouron le Comte, Moulant & Bombay, au regard des passages dont le susdit Seigneur Roi pourroit avoir besoing, afin d'avoir un chemin & passage libre dudit Fort par le Pais de Dalem vers celui de Limbourg, & qu'en eschange lesdits Seigneurs Estats Generaux pourroient aussi avoir besoing d'un chemin & passage libre des la Ville de Mastricht, & la Jurisdiction d'Eysden, vers Bombaye & Dalem, comme aussi de memes afin que la Dame & Religieuses de St. Gerlach, puissent avoir une libre entrée & sortie de leur Cloistre: Partant nous ledit Ambassadeur & Commissaires avons convenu reciproquement, quant au premier que l'on fera une separation des Limites entre le Voelle ou le Ruisseau, qui descend de Fouron le Comte dans la Meuze & ledit Fort de Navagne à la distance de deux tiers dudit fond, & ainsi de travers jusques à la Jurisdiction de Moulant, & que celle d'Eysden demeurera retranchée, de sorte que lesdits deux tiers, qui seront hors de ladite Couppure ou separation vers le Fort de Navagne, & specialement tout le fond, sur lequel ledit Fort est basty, & ainsi tirant de travers vers le Territoir de Moulant par le plus court & Droit chemin demeureront aussi au susdit Seigneur Roi, en la meme pleine & libre proprieté, Superiorité & Souveraineté, qu'il a esté stipulé des autres parties ci dessus specifiées, & quand au second qu'en cas que l'on rencontre lesdites difficultez des deux Costez, ou de l'un ou de l'autre, & que le susdit Seigneur Roi, ou les susdits Seigneurs Estats Generaux, ne puissent pas avoir respectivement les chemins ou passages libres, ainsi que ci dessus est dit, que les deux hautes parties auront à se designer par ensemble, ou bien l'une à l'autre, qui en aura besoing, & le requerra tels chemins & passages commodes par & sur leurs Territoires & Jurisdictions, qui pourroient etre necessaires, lesquels chemins & passages ils ne pourront charger d'aucuns Droits de passage, Toulieux, Licentes, ou autres Impositions, quel nom qu'elles puissent avoir, & quant au dernier lesdits Seigneurs Estats Generaux donneront à la Dame & Religieuses de St. Gerlach, une libre entrée & sortie par les Chemins qui vont dudit Cloistre par Geulem & Bergh, ou par Strabach & Broeckhem vers les Pais dudit Seigneur Roi aux Seigneuries de Vieu-Fauquemont & de Schinn sur la Geulle, pour y passer & repasser, & s'en pouvoit servir, tant pour elles mémes comme pour touts autres de quelle condition qu'ils soient, Domestiques ou Estrangers, Religieux ou Seculiers, sans aucune exception, comme aussi pour toutes les denrées, Marchandises, Bestiaux, Fruits, & tout ce que l'on voudra porter audit Cloistre, ou en transporter, sans aucune exception, & sans aucune charge de droits de passage, Toulieux & Licentes, ou autres Impositions, quel nom qu'elles puissent avoir, & de plus nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons trouvé bon d'arrester par cettes, que toutes les injures, offenses, & dommages qui peuvent avoir esté faits, donnez, ou soufferts durant ce respectif Traité jusques à ce jourd'huy datté d'icelluy tant en general qu'en particulier, seront & demeureront hors de recherche & de compensation, & que la mutuelle correspondence & amitié sera restablie par tout dans les trois Pays, afin que par le present Traité, Accord, & accommodement viennent à cesser entierement toutes les mesintelligences tant en particulier, qu'en general, & que toute la confidence reciproque, y soit confirmée; Et finalement, afin qu'il n'y reste aucunes occasions ni moyens par lesquels ce grand & salutaire ouvrage puisse étre enervé ou alteré, en tout ou en partie: Nous lesdits Ambassadeur & Commissaires avons trouvé bon de declarer de bonne foy des deux Costez, que nous acceptons au nom & au profit du susdit Seigneur Roi, & des susdits Seigneurs Estats Generaux respectivement, & absolument lesdits partages en leur entier, & en chaque partie selon qu'ils se trouvent extendus ci-dessus specifiquement, & *par le menu*, sans aucune reserve d'abus, erreur de calcul, ou quelconques autres, qui ont esté pris en consideration touchant la forme de l'evaluation, ou partage desdits Pays, ou qui pourroient, ou devroient y avoir esté pris. Promettans des deux Costez de faire approuver & ratifier touts lesdits Articles, Points & Conditions ci dessus exprimez, par le susdit Seigneur Roi, & par les susdits Seigneurs Estats Generaux, & d'en faire depêcher les Actes de Ratification en deüe forme dans le terme de quatre mois.

ANS de J. C. 1661.

En foy de quoy nous lesdits Ambassadeur & Commissaires, avons signé de nos propres mains, lesdits Articles, Points & Conditions, & y apposé le Cachet de nos Armes. A la Haye le 26 de Decembre 1661. Estoit signé & cachetté comme s'ensuit.

L. S. *Gamarra.* L. S. *R. Huygens.*
L. S. *J. de Merode.*
L. S *Joan de Witt.*
L. S. *Johan Kien.*
L. S. *Johan van Reede.*
L. S *E: v: Bootsma.*
L. S. *B: I: Mulert.*
L. S. *I: Isbrandts.*
L. S. *J. v. Borssele van der Hooghe.*
L. S. *H: v: Beverningk.*

Ratification du Roi d'Espagne.

DOm Philippe Quatriême par la grace de Dieu, Roi de Castille, de Leon, d'Arragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Tolède, de Valence, de Galice, de Maillorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsique, de Murcia, de Jean, des Algarbes, d'Algecire, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes-Orientales & Occidentales, & des Isles & Terre ferme de la Mer Oceane, Archiducq d'Austriche, Duc de Bourgongne, de Brabant, de Milan, Comte de Habspourg, de Flandres, Tyrol, Barcelonne, Seigneur de Biscaye & de Molina, &c. Comme ainsi soit qu'au Traité de Paix fait & conclu en la Ville de Munster en Westfalie le 30 de Janvier 1648. entre Nous, & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays-Bas, il auroit esté accordé & convenu, que les trois Quartiers d'Outremeuze, sçavoir Fauquemont, Dalem & Rolleducq, demeureroient au méme estat, qu'ils se trouvoient alors, & qu'en cas de dispute, & de differend on s'en remettroit à la Chambre mi-partie (laquelle on avoit arresté de former par l'Article 21 dudit Traité) afin qu'il y fut decidé, & ne s'estant pû y decider, ni determinet à raison de divers incidents qui sont survenus, ni parvenir à la conclusion des disputes, qui s'estoient meües au regard desdits Quartiers, quoy que de nôtre part on l'ayt sollicité & procuré instamment; & s'ayant donné à entendre au méme temps de celle des Estats Generaux, que ce seroit à leur satisfaction, que l'on procura sur ce sujet un accommodement par voye amiable; & estant si conforme à mon intention de la leur donner en tout ce qui est agreable auxdits Estats, & de conclure l'accommodement de quelconques differends, dont pourroit resulter quelque mesintelligence dans l'observance du Traité de Paix, je consentis que l'on traitteroit l'accommodement des trois Quartiers d'Outremeuze susmentionnez par voye amiable, afin que par ce moyen l'on conclu un Accord, qui fut de commune satisfaction aux deux parties, & nommay Don Jean d'Austriche mon Fils, afin qu'il l'achemineroit & conclu-

ANS de J. C. 1661. eluroit; luy donnant à cet effect mon pouvoit, & pleine puissance aussi suffisante, qu'il estoit de besoing & seroit necessaire, afin que pour Moy & en mon Royal nom il conviendroit, accorderoit & concluroit avec lesdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies du Pays Bas, ou avec le Ministre ou Ministres, qu'ils autoriseroient pour cest effet avec pouvoirs suffisants, quelconque Traitté d'Accommodement touchant les differends, qu'il y auroit pour les trois Quartiers d'Outremeuze en la façon, & avec les restrictions & ampliations, qu'il trouveroit convenit, m'obligeant pour moi & mes Successeurs, de tenir à jamais pour ferme, & valable precisement & ponctuellement sans aucune faute tout ce qui auroit esté convenu, & accordé par ledit Don Jean mon Fils audit Traitté avec lesdits Estats Generaux, ou leur Ministre ou Ministres, qu'ils choisiroient & deputeroient pour ce sujet, comme aussi de l'approuver & ratifier dedans le terme, qui se prefigeroit reciproquement, avec toutes les solemnitez en ce cas necessaires, & accoustumées, & Don Estevan de Gamarra de mon Conseil supreme de Guerre, Gouverneur du Château de Gand, & mon Ambassadeur Ordinaire aux Provinces-Unies, ayant continué du depuis avec mon approbation l'accommodement, & ajustement des disputes & differends des trois Pays d'Outremeuze susmentionez, d'ou s'est enfin ensuivi le Traité de partage; lequel est de la teneur suivante.

Partant le susmentionné Don Estevan de Gamarra, m'ayant rendu compte d'avoir ajusté & conclu le Traité ici escrit, & inseré comme il en conste ci-dessus, aprez l'avoir tout veu, & examiné en mon Conseil, j'ay accepté pour moy, & mes hoirs & Successeurs, comme aussi pour les Vassaux, Sujets & Habitans de tout mes Royaumes, Pays & Seigneuries ledit Traité, & tout ce qui y est contenu, & chaque point d'icelui en particulier en toutes ses parties, & l'ay tenu pour ferme & valide, & l'ay aggrée, approuvé & ratifié, comme par les presentes je l'accepte, & tiens pour bon, ferme & valide, l'aggrée, approuve & ratifie : Promettant en foi & parole de Roi, & pour mes Successeurs Rois, Princes & Hoirs, sincerement & de bonne foi, de l'ensuivre, observer & accomplir inviolablement & ponctuellement selon sa forme & teneur, & de la même façon que si je l'avois Traité en propre personne, & que s'il étoit inseré dans le principal Traité de Paix arresté en la Ville de Munster le 30. de Janvier de l'An 1648. sans faire ni permettre que l'on fasse en aucune façon quelque chose au contraire, & de quelque sorte que ce puisse être, & en cas que l'on y auroit fait, ou seroit quelque contravention, je la feray reparer sans aucune difficulté, ni delay; commandant de châtier & châtiant avec toute rigeur les Delinquants & Transgresseurs; obligeant à l'effet de ce que dessus est porté, touts, & un chacun de mes Royaumes, Pays & Seigneuries, & de même touts mes autres biens presens & avenir; comme aussi mes Heritiers & Successeurs, sans excepter aucune chose : Et pour la plus grande asseurance & validité de cette obligation, nous renonçons à toutes les Loix, Coûtumes & à toutes autres choses à ce contraires. En foi de quoi Nous avons fait dépécher les presentes signées de nôtre main, Seellées de nôtre Seel, & contresignées de nôtre Secretaire d'Estat. Datées à Madrid le 18 d'Octobre 1662.

Ratification des Etats Généraux des Provinces-Unies.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, salut, comme en consequence du Traité de Paix fait & conclu à Munster en Westphalie le 30 Janvier 1648., entre le Seigneur Roi d'Espagne d'une part, & cet Etat d'autre part, est convenu que les trois Pais d'Outremeuse, sçavoir Fauquemont, Dalem & Rolleduc demeureroient dans l'état qu'ils étoient, alors, & qu'en cas de dispute & de different ils seroient renvoyez à la chambre-mi partie, que par l'Article vingt-un dudit Traité il étoit accordez, qu'on erigeroit, pour y être decidez & terminez; ce qui ne s'étant pu faire, à cause de divers incidents qui survinrent & un amiable accommodement ayant été proposé, qui mît fin, aux differens mûs au sujet desdits trois Païs, & prevint les mauvaises mesintelligences qui en pouroient arriver, en l'observation du susdit Traité de Paix; Et la susdite proposition, ayant été agréée, & des Ministres pleinement authorisez ayant été nommez pour cet effect, l'Accord & amiable accommodement, inseré ci aprés, auroit été convenu, arreté & conclu.

Nous ayant le susdit Accord & accommodement pour agreable avons icelui accepté, aprouvé, ratifié & confirmé. L'acceptons, aprouvons, ratifions & confirmons par ces presentes en toutes ses parties, & chacun de ses points en particulier. Promettant sincerement & de bonne foi d'ensuivre, entretenir & observer inviolablement ledit accord & accommodement ponctuellement en sa forme & teneur, & de le faire ensuivre observer & entretenir comme dessus en toute forme & maniere, comme si tous lesdits points & articles étoient inserez & compris dans le susdit Traité de Paix conclu en ladite Ville de Munster le trentiéme Janvier 1648. sans rien faire en nulle maniere, ni permettre être fait au contraire, directement ou indirectement. Et si quelque contravention pouvoit avoir été faitte à l'encontre ou pouvoit être faite à l'avenir, de la faire rectifier & reparer sans aucune difficulté ni delay, & de faire punir les contrevenans à toute rigeur, obligeant pour ce tous les biens & revenus des Provinces-Unies en particulier, presens & advenir; renonceants de plus à toutes Loix, coutumes, & à tout ce qui y pourroit être contraire : En témoin de quoi nous avons ces presentes scellé de nôtre grand seau, & fait parapher par nôtre President & signer par nôtre greffier à la Haye le Quinziéme Avril 1662.

XII.

ANS de J. C. 1661.

(a) Traité d'Alliance & de Ligue entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre &* FRIDERIC. III. *Roi de Danemarc. Sans date; mais mis sous l'année* 1661. *par* Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. X. pag. 270.

ANGLETERRE ET DANNEMARC.

(a) Aitzema nous aprend que le Secretaire de Dannemarc laissa ce Traité en passant par la Hollande sans datte, & sans souscription.

QUandoquidem Serenissimus ac potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus *FRIDERICUS TERTIUS*, Dei gratia Daniæ, Norwegiæ, &c. Legatum suum extraordinarium, Virum illustrem ac nobilissimum Dominum *Fridericum ab Ahlefelt*, dicti Regis Consiliarium intimum & Provincialem, vice-Vicarium Ducatuum Slesvici, Holsatiæ, Gubernatorem in Langelant, & Dominum in Segarden, Gangiff & Arop; in Angliam ad Majestatem suam serenissimum ac potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *CAROLUM SECUNDUM*, Dei Gratia, Angliæ, Scotiæ, Franciæ, Hyberniæ Regem, Fidei defensorem, Fratrem, Cognatum & Amicum suum charissimum ablegaverit, ut non solum Domino Magnæ Britanniæ Regi, de auspicato & gloriosissimo in nativa sua Regna reditu animitus gratularetur, sed & antiquis amicitiæ fœderibus renovatis, novis atque arctioribus vinculis inviolabilem amicitiam inter utrosque Serenissimos Reges colligaret : Atque Serenissimus ac potentissimus Rex Magnæ Britanniæ singularem amicitiam & amorem; quo Personam & Regna Serenissimi Regis Daniæ prosequitur, ut & animum & intentionem suam Viribus suis Regis Coronæ Daniæ & Norvegiæ jura, contra quoscun-

cunque asserendi manifestare intendens atque confiderans, se semper cum prædicto Serenissimo Rege Daniæ & charissimo suo Confœderato, amicitiam à Majoribus ad se derivatam, ac tam consanguinitatis & mutuarum obligationum, quam communium commodorum vinculis colligatam aluisse, eandemque pro mutuis utriusque populi commodis ac securitate Regnorum sanctam atque perpetuam esse cupiat : Ideò Serenissimus ac potentissimus Magnæ Britanniæ Rex, per speciale suum mandatum & plenariam potestatem commissam, nominavit & constituit ter honorabiles ac prænobiles Viros Consiliarios suos, Dominum *Thomam* Comitem Southamton Regni Angliæ Thesaurarium, *Henricum* Marchionem Dorcestriæ, *Jacobum* Marchionem Ormundiæ, Domus Regiæ Senescallum, *Montacutum* Comitem Linoley, Magnum Angliæ Camerarium, *Georgium* Comitem Norwici, *Henricum* Comitem S. Albani, *Thomam* Baronem Wentworth, *Fridericum* Cornevalis Equitem Auratum & Baronetum Domus Regiæ vice-Camerarium, *Eduardum Nicolas* Equitem auratum unum ; atque *Guilelmum Morice*, Equitem Auratum alterum primariorum Regiorum Secretarium.

ARTICULUS I. Conventum, concordatum atque conclusum est, quod inter utrosque Reges eorumque hæredes & successores, Regna, Provincias & Principatus, Subditos & Vasallos, cujuscunque sint conditionis, dignitatis & gradus, tam qui nunc sunt, quam qui inposterum erunt, sit in perpetuum tam per terram quam per mare, flumina, aquas dulces, & ubivis locorum, sincera, vera, & perfecta amicitia, Pax & Confœderatio : ita ut neque sibi invicem, vel alter alterius Regnis, Provinciis male ab aliis fieri, quantum in ipsis erit permittant & consentiant, sed se invicem sincera amicitia & amore complectantur, alter alterius ut respective utriusque sub dictorum utilitatem & commodum tanquam proprium pro virili promoveat, damna autem & interitum facto, consiliis, & omnibus viribus impediat atque avertat.

II. Quod si alteruter prædictorum Regum, eorumque hæredum & successorum resciverit, aliquid agi, peti aut tractari quod in alterius damnum vergere possit, tunc illud tenebitur, ac primum hoc ipsi notum fuerit, alteri indicare, & quantum in ipso erit impedire.

III. Prædicti iidem Reges, pro se, hæredibus & successoribus respectivè suis sanctè pollicentur, se alterutrius hostibus nihil subsidii Bellici unquam laturos, neque permissuros, ut subditi eorum cujuscunque sunt status & conditionis, sub prætextu commerciorum, seu alio quocunque quæsito colore, eorundem Principum vel alterius hostes ulla ratione juvent, iisque milites, pecunias, commeatum, arma, machinas, bombardas, naves, aliaque bello gerendo apta necessaria subministrent, aut ab alio administrari faciant : sin verò aliqui memoratorum Regum subditi his contravenire audeant, tum quilibet Regum, quorum subditi huic contravenerint astrictus erit acerbissime, tanquam fœdifragos & seditiosos animadvertere.

IV. Cum Rex Magnæ Britanniæ afficiatur sensu summæ ejus, quam in adversis erga eum testatus est Rex Daniæ amicitiæ, quantumque ex ea tum ipse tum Regna ejus passa sint malorum, ideò Rex Magnæ Britanniæ permittit atque hoc ipso declarat, se non solum indissolubile Fœdus & sinceram amicitiam cum Rege Daniæ, &c. semper, servaturum, eundemque omnibus tractatibus cum quocunque Principe vel Statu posthac incundis inclusurum, sed etiam omnes illos quantum poterit ad omnia Regi Daniæ & amicitiæ officia præstanda, ut & negotiorum suorum benevolam rationem habendam obligatorum; quod si præterea aliquis ullo unquam tempore, prædicti Regis Daniæ, hereditaria Daniæ & Norwegiæ Regna, ut & Dominia quæ jam possidet, invadat, vel quovis modo hostiliter aggrediatur, Rex Magnæ Britanniæ dicto Regi Daniæ, non solum eo navium atque auxiliorum numerum, ad quem Corona Angliæ unquam ullis anterioribus Tractatibus obstricta fuerit, sed & supradicto casu cum talibus extraordinariis, tam terrestrium copiarum quam bellicarum navium auxilii suppetias feret, atque auxiliabitur, qualia necessitas atque Daniæ Regis rerum status postulabunt, ita ut aggressores luculenter ac reipsa cognoscant, atque percipiant, Regem Magnæ Britanniæ minimè permissurum, ut Rex Daniæ ullo modo infestetur, vel Regnorum atque Dominiorum parte aliqua privetur, vel quovis modo opprimatur, quantum id dictus Rex Magnæ Britanniæ omnibus armis ac Viribus suis impedire atque avertere poterit.

V. Concordatum quoque est, quod neuter prædictorum Regum alterius inimicos seu rebelles in Regnis & Provinciis suis recipiet, aut tolerabit dummodo inimicos ejus aut rebelles esse resciverit. Et si forte aliqua tapeta, peristromata aulica, pictura, vel supellectiles cujuscunque generis, vel lapides pretiosi, clenodia, monilia, gemmæ vel alia cujuscunque bona mobilia ad Regem Magnæ Britanniæ spectantia penes Regem Daniæ & Norwegiæ, aut aliquem subditorum suorum jam nunc sint, aut de futuro, protinus restituantur, & transmittantur ad Regem Magnæ Britanniæ, aut tradantur iis quos sua Majestas ad ea recipienda deputaverit. Item, si qui eorum, qui rei sunt illius nefadi parricidii in Regem *CAROLUM PRIMUM* Britanniæ Magnæ admissi, ac legitimè de eodem scelere attincti, condamnati & convicti, vel jam sunt in Dominiis Regis Daniæ, vel post illac advenient, statim quam Regi Daniæ, vel aliquibus officiariis innotuerit, vel relatum fuerit, prehensi in custodiam dentur, & vincti in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos dictus Rex Magnæ Britanniæ iis custodiendis, denique revehendis præfecerit.

VI. Utriusque Regis subditis liberum erit alterius Regna, Provincias, Emporia, portus & flumina, cum mercibus suis, tam terra quam mari adire, ibique versari ac negotiari, dummodo consueta vectigalia solvant, salva utriusque Regis superioritate ac jure in Regnis, Provinciis, Principatibus ac Territoriis respectivè suis.

VII. Item conventum concordatum & conclusum est, quod Subditi sacratissimi Magnæ Britanniæ, ad portus prohibitos, quorum in præcedentibus Fœderibus mentio fit, absque speciali licentia Regis Daniæ, Norwegiæ, &c. petita & obtenta, nullatenus accedant, nisi evidens maris periculum aut tempestatum impulsus accedere vel intrare cogerit, ubi tunc ipsis minimè mercandisare licebit.

VIII. Item conventum concordatum & conclusum est, quod si aliquem in alterius Regis littora naufragium facere continget, fractam & quassam navem cum mercibus liberè vendicare poterit, salvo jure cujuscunque loci, neque quidquam ei ea in re impedimento erit, quin tenebuntur potius loci incolæ, si hoc ab iis petatur, ut pro justa mercede latores naufragium passo, auxilio sint ad ea, quæ servari poterunt, naufragio eripienda.

IX. Si alterius Regis subditi in alterius territorio lædentur, vel injuria sive detrimento afficientur, tum Rex illius loci, ubi injuria illata est, curabit ut secundum jura & consuetas regionis leges promptè justitia administretur, utque qui delictum vel injuriam commiserunt, debita pœna cum reparatione damnum passis facienda, infligatur.

X. Nulla privata injuria Fœdus hoc ullo modo infirmabit, neque odium aut diffidia inter prædictas Nationes suscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit, deque eo tenebitur, neque per repressalias aut alios hujusmodi odiosos processus, alteri id licebit, in quo alter deliquit, nisi justitia denegabitur aut plus justo deferetur, in quo casu Regi illi, cujus subditus damnum & injuriam passus est, licitum erit juxta juris gentium Leges, & præscripta omni modo proce-

dere

ANS. dere donec facta fuerit læso reparatio.
de J. C. XI. Convenerunt quoque prædicti Reges, quod
1661. si in posterum (quod tamen non fore speramus & ut Deus elementer avertat, oramus) dissidia quædam aut controversias inter hos Reges vel regna oriri contingat, amicabili transactione componenda erunt, neque ob id præsens Fœdus ullo modo tolletur, aut irritum fiet.

XII. Concordatum porrò est, quod per nulla pacta, conceptiones, Articulos sive capita in præsenti fœderis tractatu contenta, ullo modo præcedentes tractatus aut fœdera in prædictos confœderatos, aut suos prædecessores Reges, tam pro hæreditariis regnis Daniæ & Norwegiæ, &c. quam pro regnis Angliæ, Scotiæ, & Hyberniæ, respectivè antehac censeantur sublata, vel antiquata, sed ut ea perpetuò maneant in pristino suo robore, firmitate & vigore.

XIII. Conventum est atque conclusum, quod populus & subditi Daniæ Regis, Angliæ, Scotiæ, & Hyberniæ, quæcunque hæreditaria regna, ditiones aut Dominia Rex Daniæ, Norwegiæ adnavigantes, vel in iisdem mercaturam facientes, nec plura nec majora vectigalia, tributa, portoria, aliaque jura, neque alio modo solvent, quam quæ populi Fœderat. Belgii Provinciarum, aliique exteri (Suecis solummodo exceptis) eo negotiantes & minora vectigalia, pendentes, solvant aut solvent, atque eundo, redeundo & commorando, nec non piscando & negotiando, cæterisque iisdem libertatibus, immunitatibus & privilegiis gaudebunt, quibus populi cujuscunque exteræ gentis in dictis regnis & Dominiis Regis Daniæ & Norwegiæ commorantes & commercantes gaudent vel gaudebunt: Æ contrà vero populus & subditi Regis Daniæ & Norwegiæ, in regionibus & Dominiis regis Angliæ, &c. iisdem privilegiis utentur, fruentur, ita scilicet, quod populus & subditi Regis Daniæ & Norwegiæ, quæcunque regna, ditiones aut Dominia Regis Angliæ adnavigantes, vel in iisdem mercaturam facientes, nec plura, nec majora vectigalia, tributa, portoria, aliave jura, neque alio modo solvent, quam quæ populi Fœderatarum Belgii Provinciarum, aliive exteri eo negotiantes, & minora vectigalia, pendentes solvunt, aut solvent, atque eundo, redeundo, commorando, nec non piscando & negotiando, cæterisque iisdem libertatibus, immunitatibus, &. privilegiis gaudebunt, quibus populi cujuscunque exteræ geotis in dictis regnis & Dominiis Angliæ commorantes & commercantes gaudent & gaudebunt, ita tamen ut utriusque Regis summa potestas in eorum respectivè regnis, ditionibus, Dominiis, atque portubus vectigalia, & alia quævis pro re natâ statuendi vel immutandi, salva & illæsa maneat, modo memorata æqualitas ab utraque parte prædicto modo observetur.

XIV. Item concordatum est, quod si alterius Confœderatorum subditi & incolæ cum navibus suis, vel Pyratis subsequentibus, vel tempestatis, vel aliò quovis incommodo cogantur se cum suis, in alterius fœderati flumina æstuaria, sinus ac portus recipere, quod benignè & humaniter ab illius loci Magistratu, ac incolis tractentur, licitumque ipsis erit iis de rebus quæ navibus suis reficiendis necessariæ fuerint, justo pretio sibi providere, atque iterum absque ullo impedimento vel scrutatione, nullisque portoriis ac vectigalibus solutis liberè discedere, dummodo nihil mercium aut sarcinarum ex navi vel navibus efferant, aut vendi apponant, neque Personas alicujus criminis reas aut suspectas, mercesque prohibitas intra navem suam habeant vel receperint, nihil denique fecerint quod Legibus, statutis, consuetudinibus illius loci ac portus, ad quem appulerint, repugnet.

XV. Si circa alterius partis littora, alterutrius Confœderatorum ejusque subditorum & incolarum naves, sive illæ Bellicæ, sive Mercatoriæ fuerint, vadis hærere, vel scopulis alibi aut quocunque casu (quod Deus avertat) naufragium facere contigerit, prædictæ naves cum omni apparatu, bonis & mercibus, vel quicquid ex illis superfuerit dominis & proprietariis suis ANS
restituentur, dummodo ipsi vel earum Plenipotenta- de J. C.
rii aut Procuratores intra unius anni spatium, ex quo 1661.
naufragium factum fuerit, naves vel bona sibi vindicaverint (salvis semper juribus & consuetudinibus cujuscunque Nationis) subditi & incolæ ad ejusmodi littora ac oras habitantes periclitantibus subvenire, & quantum in se fuerit, auxilio adesse tenebuntur, omnemque operam conferent, vel ad navem liberandam, vel ad bona, mercimonia, navisque apparatum, cæteraque quæ poterunt, è naufragio eripienda, & quo Dominis restituantur in tutum locum evehenda, solvendo expensas & præmia quæ meruerint, illi quorum opera & diligentia res & bona recuperata & custodita fuerint.

XVI. Utraque pars subditis ac populo alterius Jus & æquum secundum uniuscujusque Regionis Leges ac statuta celeriter ac absque prolixis & non necessariis ambagibus & impensis administrari faciet, in omnibus causis & litibus, etiamnum pendentibus, quæque deinde exoriri possunt.

XVII. Conventum etiam & concordatum est, quod omnes Domini Regis Angliæ & subditorum & incolarum naves, una cum omnibus mercimoniis suis, quæ munimentum Glucstadiense vel reliqua sub Regis Daniæ Dominio ad ripam fluvii albis sita loca & oppida prætemavigent, sive in eundo, sive redeundo, liberæ & immunes erunt ab omni vectigali, portorio, scrutatione, detentione atque molestia, excepta tantummodo scrutatione, tempore belli, quando Rex Daniæ, &c. bellum habet cum alio quocunque Rege vel Statu.

XVIII. Concordatum etiam est quod abietes, mali, cœteraque lignorum genera, ubi semel in subditorum vel incolarum Domini Regis Angliæ, &c. illata fuerint, nullæ amplius visitationi subjecta erunt, verum omnis visitatio vel scrutatio antea fiet, & si tum vel quercus vel alia ligna prohibita inveniantur, ea statim eo in loco antequam inferantur in naves, detinebuntur, neque populorum dicti Domini Regis Angliæ & ejusdem subditorum, sive personæ, sive bona ob hanc rem, vel Arresto vel alio quovis detentionis genere molestabuntur, verum solummodo subditi Regi Daniæ, qui ejusdem ligna divendere vel alienare ausi fuerint, ob delictum debito more punientur. Eaque omnia & singula quæ in hoc Articulo contenta & concessa habentur, possidebunt & fruentur populi & subditi Domini Regis Angliæ absque aliqua molestia vel interruptione, tam diu, & per totum tempus, quoad subditi vel aliqui de populo Fœderis Provinciarum Belgicarum, eadem talia vel consimilia quocunque fœdere inito vel ineundo, conventione pacto vel permissione habeant, possideant, fruantur, vel habere, possidere, vel frui debeant aut possint.

XIX. In majorem commerciorum securitatem & navigationis libertatem conventum atque concordatum est, quod neutra pars, quantum fieri posset, & in suis fuerit viribus, permittet ut Pyratæ publici vel alii hujus generis prædones in alterutrius regni vel regionis portubus receptacula sua habeant, aut ullus ex incolis aut populo alterutrius illos tecto vel commeatu excipiat, aut aliquo modo juvet, verum è contra operam dabit, ut prædicti Pyratæ & Prædones eorumque Pyratarum participes, & adjutores prehendantur ac pro merito puniantur, navesque & mercimoniæ, quantum eorum reperiri poterit, legitimis suis Dominis vel eorum procuratoribus restituantur, modo eorum jus debitis ex probationibus, in Curia Amiralitatis causarum maritimarum appareat.

XX. Conventum & concordatum est, quod utriusque subditis & populo ad alterius Confœderati portus ac oras liber semper erit accessus, licitumque erit in iis commorari, & inde rursus recedere, & per maria, & territoria quæcunque utriusque Regis, respectivè transire (non faciendo damnum nec præjudicium) non

ANS de J. C. 1661.

non solum cum navibus mercatoriis & onerariis, sed & cum navibus bellicis, sive publicæ fuerint, sive eorum qui specialia diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi aut maris periculo evitando intraverint, sive ut naves reparent, aut commeatum coëmant, modo, sex navium bellicarum numero non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in portubus sive circa portus hærebunt, quam ad navium reparationem, coëmenda victualia, aliave necessaria opus fuerit. Et si majori navium bellicarum numero data occasione ad ejusmodi portus velint accedere, iis intrare nunquam erit licitum, nisi datâ primum tempestivè per literas notitiâ, de illarum adventu, & prius impetratâ ab iis veniâ ad quos portus prædicti pertinuerint, si verò vi tempestatis vel alia urgente necessitate ad portum quendam compulsæ fuerint, in tali casu absque ullo judicio vel notitia præcedente naves ad certum numerum restringendæ non erunt, in hac conditione, quod illarum Præfectus statim ab ipsarum appulsu summum Magistratum, vel istius loci portus aut oræ, ad quam appulerint, Præfectum, de sui adventus causa certiorem faciet, nec diutius ibi hærebit, quam ipsi è summo Magistratu vel Præfecto permissum erit, nihilque hostile in portubus, ad quos se receperit aut quicquam in præjudicium istius ad quem pertinuerint, Confœderati faciet aut molietur.

XXI. Idem conventum est, quod nulla omnino navigia, naves, merces, vel mercimonia in navibus onerata cujuscunque naturæ, generis vel qualitatis, utcunque capta ad subditos quoscunque unius vel alterius Regis prædicti spectantia, sub aliquo quocunque colore seu prætextu pro præda adjudicentur nisi per judicialem examinationem & progressum in forma juris in Curia Amiralitatis pro talibus prædiis maritimis in ea parte maritime constituta.

XXII. Conventum quoque & concordatum est, quod omnes Angliæ naves & mercatores in passagio suo per Fretum Orezundicum, serenissimi Daniæ & Norwegiæ Regis, eodem modo beneficio & privilegio, de differenda solutione vectigalium usque ad reditum suum fruantur, quo quisque proximis annis elapsis gavisi sunt, & fruebantur, ita tamen ut dictæ naves & mercatores secum portent literas testimoniales, sub sigillo officiario prædictæ suæ Majestatis Angliæ, &c. ad hoc deputatorum, testificantes easdem naves ad subditos Domini Regis Angliæ, pertinere, nec non ante transitum suam sufficientem & satis idoneam cautionem deducta solutione debito loco Domini Regis Daniæ vectigalium exactoribus in earum reditu, si non redierint, ut plurimum intra tres Menses facienda præstent, si in dicto earum primo transitu eadem non solvant.

XXIII. Item conclusum est, quod naves & subditi Domini Regis Angliæ transactionem, & expeditionem suam apud Helsingoram, quam cito appulerint, recipient, absque dilatione, nullis omnino navibus cujuscunque gentis præ se prælatione in ea parte habentibus exceptis incolis quorundam locorum, qui tale Privilegium in hoc casu ab antiquo obtinuerunt, eodemque hactenus fruuntur.

XXIV. Idem concordatum est, si gens Belgica, & alia quæcunque (Suecia excepta) aliqua meliora pacta, conventiones, exemptiones, privilegia, quam ea quæ in hoc tractatu continentur à Domino Rege Daniæ & Norwegiæ, hactenus obtinuit, vel obtinebit in futurum, quod eadem talia & consimilia, Domino Regi Angliæ & subditis suis communicentur, & cum effectu concedantur, liberè & cum omni plenitudine, & è contra, quod si gens Belgica, vel alia quæcunque gens aliqua meliora pacta conventiones, exemptiones, Privilegia, quæcunque quam ea quæ in hoc Tractatu continentur à Domino Rege Angliæ obtinuit, vel in futurum obtinebit, quod eadem talia & consimilia, Domino Regi Daniæ & Norwegiæ, & subditis communicentur, & cum effectu concedantur, liberè & cum omni plenitudine.

ANS de J. C. 1661.

XXV. Denique conclusum, conventum & concordatum est, quod prædicti serenissimi Principes & Reges omnia & singula Capita in præsenti tractatu contenta & stabilita, sincerâ & bonâ fide observabunt, per suosque subditos & incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenire permittant, omniaque & singula, ut supra conventa, per literas, patentes, manibus suis subscriptas, & magnis Sigillis sigillatas, rati-habebunt & confirmabunt, in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, easdemque reciprocè intra tres Menses, post datum præsentium tradent, seu tradere facient, bona fide, realiter & cum effectu. Actum, &c.

XIII.

ANS de J. C. 1662. FRANCE ET LORRAINE.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France & CHARLES III. Duc de Lorraine, Qui céde ses Etats aprés sa mort à Sa Majesté Très-Chrestienne. Du sixiéme Fevrier 1662.* Freder. Leonard. Tom. III.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A nos amez & feaux les Gens tenant nostre Cour de Parlement de Paris : SALUT. Sur les difficultez qui se sont rencontrées, & rencontrent incessamment dans l'execution du Traité fait à Munster le 4. du mois d'Octobre 1648. & en l'interpretation de plusieurs Articles d'iceluy passez aux confins des Pyrenées pour la Paix Generale du 7. Novembre 1659. touchant les Duchez de Lorraine & de Bar, que dans l'accomplissement des conditions du Traité particulier fait en nostre nom avec nostre tres-cher & amé Frere le Duc de Lorraine le dernier Fevriet 1661. s'estans tenuës diverses Conferences pour aviser aux moyens de les terminer, il a esté enfin convenu des Points & Articles mentionnez au Traité que nous avons fait & signé avec nostredit Frere le sixiéme du present mois de Fevrier, duquel Traité la teneur s'ensuit.

I. Aprés plusieurs Conferences tenuës entre les Deputez du Roi & Monsieur le Duc de Lorraine, sur les difficultez qui se sont rencontrées & se rencontrent encore tous les jours, tant en l'execution du Traité de Munster, interpretation & execution de plusieurs Articles du Traité des Pyrenées; touchant les Duchez de Lorraine & de Bar, que dans l'accomplissement des conditions du Traité particulier fait depuis entre S. M. & ledit Duc; S. M. s'étant trouvée disposée à terminer ces differens par des moyens agreables audit Duc, comme aussi led. Duc desirant de sa part prevenir les troubles & le prejudice que luy & ses Successeurs Princes de sa Maison, & ses Sujets pourroient souffrir de la continuation de ces difficultez, voulant asseurer le repos de sesdits Sujets à l'avenir, procurer l'avantage & la gloire des Princes de sa Maison, & rendre à S. M. les témoignages de reconnoissance & de l'obligation singuliere qu'il luy à de sa liberté, du respect & de la tendresse qu'il a pour sa personne. Reconnoissant que comme Dieu ne luy a point donné d'enfans pour heritiers de ses Etats & Duchez, il ne peut executer plus heureusement ses bons desseins, qu'en laissant aprés luy ses peuples sous l'obeïssance d'un si bon & si grand Roi, & les Princes de sa Maison attachez inseparablement par des nouveaux liens à la personne de Sa Majesté & à son Etat, il a esté convenu & accordé entre Sa Majesté & ledit Sieur Duc en la maniere qui s'ensuit.

II. Que ledit Sieur Duc a pour ces causes, & aprés des meures deliberations, cedé & transporté, cede & transporte dés à present à S. M la proprieté de sesdits Etats & Duchez de Lorraine & de Bar, leurs dependances & annexes, pour en joüir aprés son decés en tous droits de Souveraineté, & demeurer unis & incorporez à la Couronne de France à jamais, & aux conditions ciaprés declarées.

ANS de J. C. 1661.

III. Ledit Sieur Duc joüira sa vie durant desdits Duchez de Lorraine & de Bar en tous droits de Souveraineté, en la maniere qu'il auroit fait ou pû faire avant le present Traité, à la charge neanmoins que ledit Sieur Duc ne pourra faire aucun établissiment nouveau, levée ou imposition extraordinaire dans lesdits Duchez de Lorraine & de Bar, leurs appartenances & annexes.

IV. Sa M. mettra dés à present dans la Ville & Place de Marsal telle Garnison & Commendant que bon luy semblera.

V. Ceux qui auront esté pourvûs par ledit Sieur Duc d'Offices & Benefices, demeureront aprés son decés en paisible possession & joüissance d'iceux sans qu'ils en puissent être depossedez.

VI. Sa M. donnera protection audit Sieur Duc & aux siens envers & contre tous, en cas qu'ils soient troublez ou inquietez en suite du present Traité, en la possession & jouïssance des biens qu'il peut avoir en Allemagne, Flandres, Bourgogne & ailleurs.

VII. Moyennant quoy, & en consideration de la presente cession, transport & union desdits Duchez de Lorraine & de Bar à la Couronne de France, S. M. a declaré & declare dés à present tous les Princes de la Maison de Lorraine, habiles & capables de succeder à sa Couronne, les aggregeant à sa Famille Royale, & les adoptant à cet effet, veut qu'ils y soient appellez selon leur rang de masle en masle, aprés l'Auguste Maison de Bourbon; qu'ils marchent devant tous les autres Princes issus de Maisons Souveraines étrangeres, ou enfans naturels des Rois & leurs descendans, & joüissent des privileges & prerogatives des Princes du Sang, à condition neanmoins que dans les lieux où les Pairs du Royaume ont rang & seance en qualité de Pairs, les Princes de ladite Maison de Lorraine ne s'y pourront trouver en plus grand nombre que quatre, selon l'ordre & le rang de leur aînesse, pour y prendre leurs places comme lesdits Princes du Sang, pour seureté dequoi S. M. promet faire expedier incessamment toutes Lettres & Declarations necessaires, icelles faire verifier & homologuer, dans tous les Parlemens, Cours & Chambres des Comptes de France, les délivrer ausdits Princes dans le temps de .... ensemble tous autres Actes que besoin sera, en sorte qu'ils ne puissent être troublez à l'avenir en ladite possession, jouïssance & rang en quelque sorte & maniere, & par quelque personne que ce soit, sans quoi le present Traité n'eût été fait.

VIII. Pour donner moyen aux Peuples & Habitans desdits Duchez de reparer les pertes, & se redimer des malheurs dans lesquels une si longue guerre les a engagé, il a été convenu entre S. M. & ledit Sieur Duc de Lorraine, qu'il ne sera fait à l'avenir aucune autre levée ny imposition, tant par S. M. que ledit Sieur Duc sa vie durant, outre les Domaines ordinaires desd. Duchez, que celle d'un million de francs Barrois, imposé par ledit Sieur Duc depuis la Paix.

IX. Sur tous les fruits & revenus desdits Duchez, led. Sieur Duc prendra par preference & sans aucune diminution, sa vie durant, la somme de sept cens mil livres par chacun an, payable de mois en mois également, à commencer du premier du present mois de Fevrier, le tout franchement & quittement de toutes charges & debtes: & si lesd. fruits & revenus ne montent à si grande somme que celle desd. 700000. liv. S. M. promet fournir incessamment ce qu'il s'en defaudra, ensemble les deniers necessaires pour le payement desdites charges & debtes, en sorte que ledit Sieur Duc jouïsse paisiblement sans retardement ni diminution de ladite somme de sept cens mil livres: Au moyen de quoi S. M. disposera dés à present des Fermes & revenus ordinaires desdits Duchez à sa volonté; laquelle Rente de sept cens mil livres, demeurera éteinte par le decez dudit Sieur Duc. Promet en outre S. M. de donner dés à present audit Sieur Duc des Fonds, Terres & Seigneuries jusques à la concurrence de deux cens mil livres de rente, en ce compris une Terre qui ait le titre & qualité de Duché & Pairie, soit en France, Lorraine ou Barrois, & la somme de cens mil livres de rente qui luy sera assignée sur tel fonds & Ferme de S. M. que ledit Sieur Duc voudra à son choix, payable de quartier en quartier sans aucune diminution, pour joüir par luy, ses Successeurs ou ayants cause, desdites Terres & Seigneuries, Duché & Rentes à perpetuité, en disposer en faveur de Monsieur le Prince de Vaudemont son fils, ou telle autre personne que bon luy semblera, le tout franc & quitte de toutes debtes & hipoteques.

X. Comme aussi promet S. M. de payer toutes les debtes legitimement contractées par feu Messieurs les Ducs Henry & François, oncle & pere dud Sieur Duc, & leurs Predecesseurs, ausquels il est obligé, tant en principal qu'arrerages écheus, ensorte que luy dit Sieur Prince de Vaudemont, & leurs ayans cause, ne puissent être inquietez pour raison d'icelles, en sa joüissance desdites Rentes & Terres, en cedant par ledit Sieur Duc à S. M. l'Hostel de Lorraine dés à present en toute proprieté, pour en disposer ainsi que bon luy semblera.

XI. Toutes lesquelles choses nous jurons & promettons en nôtre foy & parole, sous l'obligation de tous nos biens, presens & à venir, observer, entretenir & executer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit, & pour l'entiere execution d'icelles passer tous actes de ratification, confirmation, & autres que besoin sera. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes doubles. A Paris le sixiéme jour de Fevrier 1662. Signé, LOUIS, & CHARLES DE LORRAINE.

Et desirant pour plus grande seureté dud. Traité & pour en rendre l'execution plus certaine, qu'il soit enregistré en nôtre Cour de Parlement de Paris: A ces causes & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, vous mandons & ordonnons tres-expressement que ces Presentes, lesquelles Nous avons signées de nôtre main, ensemble ledit Traité, vous ayez à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles & audit Traité, faire tout ce qui vous concerne, entretenir, garder & observer inviolablement selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, contraignant & faisant contraindre tous ceux qu'il appartiendra à l'observation des points & articles contenus audit Traité, & ce par toutes voyes dûes & raisonnables, & accoutumées en tel cas, nonobstant tous Edits, Ordonnances, Loix, Coûtumes & autres choses à ce contraires, ausquelles pour le regard du contenu audit Traité, Nous avons dérogé & dérogeons par ces Presentes; à condition neanmoins qu'aucuns des Princes de la Maison de Lorraine, ne pourra joüir des prerogatives & préseances à eux accordées par ledit Traité, que tous ceux qui y ont interest n'y ayent consenti: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Paris le septiéme jour de Fevrier l'an de grace 1662. & de nôtre Regne le dix-neuviéme. Signé, LOUIS. Et plus bas: LE TELLIER, & scellé du grand Sceau de cire jaune à simple queuë. (a) Registrées dans le Parlement de Paris le vingt-septieme de Fevrier 1662.

(a) Voici comment on lit la fin de ce Traité dans le *Recueil de diverses matiéres concernant M. le Duc de Lorraine*, qui est à la fin de l'*Histoire de la Paix concluë sur la frontiere de France & d'Espagne entre les deux Couronnes, l'an 1659. Ladite clause a été ajoutée aux dernieres Lettres Patentes, enregitrées dans le Parlement de Paris le 27. de Fevrier, 1662. & les bruits qu'on a fait de cette nombreuse Adoption & quelques oppositions en ont été la cause.*

VIII. De-

ANS de J.C. 1662.

FRANCE ET ESPAGNE.

On n'a rien voulu changer à l'Argument de cette Piéce, parce qu'étant sur une affaire fort delicate, il est bon qu'on la voye toute telle, qu'elle a été imprimée dans le Livre, qui nous la fournie.

XIII.

(a) Déclaration de l'ESPAGNE pour la Presséance des Rois de FRANCE. Procez Verbal, Contenant la Declaration que le Marquis de la Fuente, Ambassadeur extraordinaire du Roi Catholique prés du Roi, a faite à sa Majesté de la part de son Maître, pour satisfaire Sa Majesté sur ce qui étoit arrivé en la Ville de Londres le dixiéme Octobre de l'année derniere 1661. entre les Ambassadeurs de France & d'Espagne : Ensemble tout ce qui s'est passé dans cette premiére Audience. Fait à Paris le 24. Mars. 1662. Freder. Leonard. Tom. IV.

LEDIT jour dixiéme du mois d'Octobre dernier, le Sieur Comte d'Estrades, Ambassadeur ordinaire de Sa Majesté prés du Roi d'Angleterre, ayant envoyé ses Domestiques & ses Carosses au devant de l'Ambassadeur extraordinaire de Suede & Angleterre, lequel faisoit ce jour-là son Entrée dans Londres, le Baron de Batteville Ambassadeur du Roi Catholique prés du Roi d'Angleterre, envoya pareillement ses Domestiques & ses Carosses au devant dudit Ambassadeur de Suede, avec ordre exprés de les faire passer devant ceux dudit Comte d'Estrades. Lesquels Domestiques de Batteville assistez de plus de deux mille personnes du Païs, apostez & gagnez à prix d'argent, attaquerent les Domestiques dudit Comte d'Estrades, les chargerent, tuerent les Cochers & les chevaux, & en blesserent plusieurs autres.

De quoy Sa Majesté ayant esté avertie par ledit Sieur Comte d'Estrades, Elle fit aussi tôt dire au Sieur Comte de Fuensaldana, Ambassadeur extraordinaire du Roi Catholique prés d'Elle, qu'il eût à se retirer de ses Estats, & qu'il fist sçavoir au Sieur Marquis de la Fuente (que le Roi Catholique avoit choisi pour, en qualité de son Ambassadeur extraordinaire en France, relever ledit Comte de Fuensaldana) de n'y point entrer: Et Sa Majesté envoya ordre au Gouverneur de Peronne d'empêcher que le Marquis de Caracenne, commandant pour le Roi Catholique dans les Païs-Bas, ne passat audit Peronne pour s'en retourner en Espagne, non obstant le Passeport que Sa Majesté luy en avoit fait expedier peu de jours auparavant, & de donner incontinent avis audit Marquis de Caracenne du commandement qu'il en avoit receu.

Sa Majesté envoya aussi ses ordres aux Commissaires par Elle deputez sur la Frontiere des Pays-Bas, pour l'execution du dernier Traité de Paix entre cette Couronne & celle d'Espagne, de rompre tout commerce avec les Commissaires deputez pour le méme effect de la part du Roi Catholique.

Et dans le méme temps Sa Majesté dépécha le Sieur du Vouldy, l'un des Gentilshommes ordinaires de sa Maison, vers le Sieur Archevéque d'Ambrun, son Ambassadeur ordinaire prés du Roi Catholique, pour l'informer de tout ce qui s'étoit passé en cette action, lui ordonner de demander au Roi Catholique raison de la nouveauté entreprise par ledit Batteville, & des voyes extraordinaires dont il s'étoit servi pour la faire valoir, & d'en faire faire à Sa Majesté une reparation convenable à la grandeur de l'offense, non seulement par un châtiment exemplaire & personnel dudit Batteville, mais aussi par une satisfaction qui asseurast qu'à l'avenir les Ministres d'Espagne ne feroient plus de pareilles entreprises sur ceux de Sa Majesté.

Aprés que ledit Sieur Archevéque d'Ambrun eût presenté au Roi Catholique la Lettre de Sa Majesté, en creance sur luy, au sujet de l'entreprise dudit Batteville, & qu'il luy en eut demandé satisfaction, suivant les ordres exprés qu'il en avoit receus : le Roi Catholique promit d'abord de la donner toute entiere à Sa Majesté, & convint ensuite pour cette fin, de retirer ledit Batteville d'Angleterre, & le rappeller en Espagne; Comme aussi de donner ordre à ses Ambassadeurs, tant en Angleterre qu'és autres cours, de s'abstenir de se trouver en aucune Ceremonie où assisteroient les Ambassadeurs de Sa Majesté, & que le Marquis de la Fuente, qu'il avoit choisi pour son Ambassadeur extraordinaire prés de Sa Majesté, lui en feroit sa declaration en la premiere Audience qu'il auroit d'Elle, en lui rendant la Lettre qu'il écriroit à Sa Majesté, en réponse de celle que ledit Sieur Archevéque lui avoit presentée de sa part sur cette occasion.

Ce jourd'huy vingt-quatriéme dudit mois de Mars, Sa Majesté ayant eu agreable de donner Audience dans son grand Cabinet audit Marquis de la Fuente, nouvellement arrivé en sa Cour, & Monsieur le Comte d'Armagnac l'ayant amené à Sa Majesté, ledit Marquis de la Fuente aprés luy avoir presenté la Lettre de creance du Roi Catholique : son Maître, qui le declaroit son Ambassadeur, & fait ses complimens en la maniere accoûtumée, a rendu à Sa Majesté une seconde Lettre du Roi Catholique, aussi en creance sur luy, au sujet de l'attentat commis par ledit Batteville. Et ensuite ledit Marquis de la Fuente en presence de nous, Loüis Phelippeaux, Sieur de la Vrillerie, Comte de S. Florentin, Baron de Hervif & de Châteauneuf sur Loire Commandeur des Ordres du Roi; Henry de Guenegaud, Seigneur du Plessis, Marquis de Plancy, Vicomte de Semone, Baron de saint Just, Commandeur desdits Ordres; & Loüis Henry de Lomenie, Comte de Brienne & de Montbron, Baron de Pougy, tous Conseillers du Roi nostredit Seigneur en ses Conseils, Secretaires d'Estat & de ses Commandemens & Finances; a dit à haute voix, & en paroles distinctes.

El Rey mi Señor me ha mandado ponga en las reales manos de Vuestra Magestad esta carta en créencia mia de lo que representaré en su real nombre à Vuestra Magestad respondiendo a la que recivio de V. M. en Madrid por mano del Arcobispo de Ambrum su Embaxador a los 29. de Octobre del año passado 1661. su fecha de Fontenebleo à 17. del mismo, sobre laqual me manda dezir à V. Mag. lo ha pesado mucho del caso succedido en Londres alos 10 del dicha mes de Octobre entre los Embaxadores de Vuestras Magestades cerca la persona del Rey de Inglatierra por la competencia del lugar que havian dellevar sus coches en la entrada publica de un Embaxador extraordinario de Suecia por el disgusto que V. Magestad ha recivido deste acsidente el qual ha causado al Rey mi Señor la misma novedad que a V. M. le ha succedido, y que assi en se viendo esta noticia ha mandado salir de Londres al Baron de Batteville su dicho Embaxador, y que venga à España revocandole del cargo que tenia, para dar satisfacion à V. M. y hazer con el, las demonstraciones que merecieren sus excessos, y juntamente me ha mandado assegurar à V. Magestad de como à embiado sus ordenes a todos sus Embaxatores y Ministros assi en Inglatierra, coma en todas las demas Cortes, y partes donde residen y residieren los dichos Ministros y pueden ofrecerse semejantes dificultates en razon de competencia para que se abstengan y no concurran con los Embaxadores y Ministros de V. Majestad en todas las funciones y ceremonias publicas à las quales los Embaxadores y Ministros de V. Majestad assistieren.

Version de la Declaration ci-dessus.

Le Roi mon Maistre m'a commandé de remettre entre les Royales mains de V. M. cette Lettre qui est en creance sur moy, de ce que je representeray en son Royal nom à V. M. en reponse de celle qu'il receut de V. M. à Madrid par les mains de l'Archevêque d'Ambrun son Em-

ANS de J.C. 1662.

Ambassadeur; le 29. Octobre de l'année derniere 1661. datée de Fontainebleau le 17. du même mois. Sur laquelle il m'a ordonné de dire à V. M. qu'il a esté fort fasché du cas arrivé à Londres le dix dudit mois d'Octobre, entre les Ambassadeurs de vos Majestez auprés de la personne du Roi d'Angleterre, pour la competence du rang que devoient tenir leurs Carosses en l'entrée publique d'un Ambassadeur extraordinaire de Suede, à cause du deplaisir que V. M. a receu de cet accident, lequel a causé la même surprise au Roi mon Maitre, que celle qu'avoit eue V. M. & qu'aussi dés qu'il a eu cet avis, il a ordonné au Baron de Basteville sondit Ambassadeur, de sortir de Londres, & de se rendre en Espagne, le revoquant de l'employ qu'il avoit, pour donner satisfaction à V. M. & témoigner contre lui les ressentimens que meriteront ses excez. En outre, il m'a ordonné d'asseurer V. M. qu'il a envoyé ses ordres à tous ses Ambassadeurs & Ministres, tant en Angleterre, comme en toutes Cours & Lieux où resident & resideront lesdits Ministres, & où se pourront presenter de pareilles difficultez pour raison de competence, afin qu'ils s'abstiennent, & ne concourent point avec les Ambassadeurs & Ministres de V. M. en toutes les fonctions & ceremonies publiques, ausquelles les Ambassadeurs & Ministres de V. M. assisteront.

A quoy Sa Majesté à répondu.

Je suis bien aise d'avoir entendu la declaration que vous m'avez faite de la part du Roi vostre Maistre, d'autant qu'elle m'obligera de continuer à bien vivre avec luy.

Ensuite ledite Marquis de la Fuente s'étant retiré, Sa Majesté adressant sa parole au Nonce de sa Sainteté, & à tous les Ambassadeurs & Residens qui étoient presens, a dit:

Vous avez oüi la declaration que l'Ambassadeur d'Espagne m'a faite, je vous prie de l'écrire à vos Maistres, afin qu'ils sçachent que le Roi Catholique a donné ordre à tous ses Ambassadeurs de ceder le rang aux miens en toutes occasions.

A laquelle Audience ont esté presens, & ont assisté Monseigneur le Duc d'Orleans Frere unique de Sa Majesté, Monsieur le Prince de Condé, Monsieur le Duc d'Enguyen, Monsieur le Chancelier, plusieurs Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, & autres notables Personnages du Conseil de Sa Majesté; ensemble tous Ambassadeurs, Residens & Envoyez, estans presentement en cette cour, lesquels y ont esté conviez. Sçavoir pour les Potentats & Princes d'Italie, le Nonce du Pape, les Ambassadeurs de Venise & de Savoye, les Envoyez ou Residens de Savoye, Florence, Mantoue, Modene & de Parme. Et pour les Potentats & Princes d'Allemagne ou du Nord, les Ambassadeurs de Suede, & les trois extraordinaires d'Hollande, avec l'ordinaire; & les Envoyez ou Residens des Electeurs de Mayence, Treves, Brandebourg & Palatin, de l'Archiduc d'Inspruk, du Duc de Neubourg, des Ducs de Lunebourg & Brunswich, du Landgrave de Hesse, de l'Evêque de Spire, & du Prince d'Orange. En témoin de quoy, & par commandement de Sa Majesté, nous avons signé la presente de nos mains. A Paris le 24. jour de Mars 1662. Ainsi signé, PHELIPPEAUX. DE GUENEGAUD. LE TELLIER. DE LOMENIE.

XV.

Traité d'Amitié, de Confédération, de Commerce & de Navigation, Entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à Paris le vingt-septiéme Avril*, 1662. Freder. Leonard. Tom. V. & plus complet dans Aitzema. Affaires d'État & de Guerre. Tom. X. pag. 305.

ANS de J.C. 1662.

FRANCE ET PROVINCES-UNIES.

L'AFFECTION que le Roi Tres-Chrétien à toujours euë pour le bien & la prosperité de l'Estat des Provinces-Unies des Pays-Bas, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs, & la passion que les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies ont toûjours conservée pour la grandeur de la France, avec des sentimens de reconnoissance, pour les obligations & les avantages considerables qu'ils ont reçûs, ont maintenu de telle sorte la bonne intelligence entre Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats, & une si libre & parfaite correspondance entre leurs Sujets depuis plusieurs années, que l'on pouvoit esperer qu'elle se continueroit d'elle même, sans qu'il fut besoin de confirmer les precedentes Confederations par aucun nouveau Traité. Neanmoins comme Sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui peut affermir & perpetuer cette ancienne liaison; & que lesdits Etats Generaux souhaitent de la rendre plus étroite, ayant à cette fin recherché Sadite Majesté par leurs Ambassadeurs extraordinaires d'un renouvellement d'Alliance, pour la manutention de la Paix qu'elle a, & lesdits Seigneurs Estats ont à present avec tous les Potentats & Estats de l'Europe: & pour regler les interêts des particuliers Sujets de part & d'autre au fait du Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qoi pouroient alterer la bonne correspondance; les Sieurs Jean Baron de Ghent, Seigneur d'Osterwede, Lieutenant des Fiefs & Primat des Païs de Foquemont; Conrad de Beuninguen, Conseiller de la Ville d'Amsterdam; Juste Huybert, Conseiller & Pensionnaire de la Ville de Zierichzée; & Guillaume Boreel, Chevalier, Baron de Urenhove, Urendic, Seigneur de Steeland, Duinbeke & Pereboom, & Ambassadeurs extraordinaires desd. Seigneurs Estats des Provinces-Unies des Pays-Bas: Auroient à cet effet exhibé aux Ministres de S. M. leurs Pouvoirs pour la negotiation & conclusion de ladite Alliance. Surquoy ayant plû à S. M. de nommer Messire Pierre Seguier, Comte de Gien, Duc de Villemur, Pair & Chancelier de France; les Sieurs Nicolas de Neuville, Duc de Villeroy, Pair & Marechal de France, Chevalier des Ordres de Sa Majesté & Chef du Conseil Royal des Finances; Henry Auguste de Lomenie, Comte de Brienne & de Montbron; & Michel le Tellier, Marquis de Louvois, Seigneur de Chaville, tous deux Conseillers, Ministres & Secretaires d'Estat & des Commandemens de Sa Majesté, & Commandeurs de ses Ordres; Hugues de Lyoone, Marquis de Fresnes, Seigneur de Berny, aussi Conseiller & Ministre d'Estat & des Commandemens de Sa Majesté, & Commandeur desdits Ordres; Louis Henry de Lomenie, Chevalier, Comte de Brienne & Baron de Bougy, aussi Conseiller & Secretaire d'Estat & des Commandemens de Sa Majesté; & de Jean-Baptiste Colbert, Conseiller de Sa Majesté en tous ses Conseils, & Intendant de ses Finances, pour Commissaires de sa part; avec pouvoir, duquel ils ont representé l'Original, pour conferer & traiter de ladite Alliance & la conclure avec lesdits Commissaires, au nom de S. M. d'une part: & lesdits Plenipotentiaires desdits Seigneurs Estats Generaux d'autre ce qui ensuit.

ANS de J. C. 1662.

I. Il y aura à l'avenir entre le Roy & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes d'une part; & les Seigneurs Estats Generaux des Provinces Uoies des Pays-Bas, d'autre, & leurs Estats, & Terres, appartenantés, & leurs Sujets reciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle amitié & correspondance, tant par mer que par terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe.

II. De plus il y aura entre Sa Majesté & ses Successeurs Roys de France & ses Royaumes, & lesdits Seigneurs Estats Generaux, leurs Estats & Terres appartenantes, une Alliance étroite, & fidele Confederation pour se maiutenir & se conserver mutuellement l'un l'autre en la tranquillité, paix, amitié & neutralité, par mer & par terre, en la possession de tous les droits, franchises & libertez dont ils joüissent, & ont droit de joüir, ou qui leur sont acquis, ou qu'ils acquerront par les Traitez de Paix, d'Amitié & Neutralité qui ont esté faits cy-devant, & qui seront faits cy aprés, conjointement & de commun concert avec les autres Roys, Republiques, Princes & Villes; le tout pourtant dans l'étenduë de l'Europe seulement.

III. Et ainsi ils promettent & s'obligent de se garantir l'un & l'autre, non-seulement tous les Traitez que Sa Majesté & les Seigneurs Estats Generaux ont déja faits avec d'autres Roys, Republiques, Princes & Estats, lesquels seront exhibez de part d'autre devant l'Eschange des Ratifications, mais aussi de tous ceux qu'ils pourront faire cy-aprés conjointement & de commun conceit, & de se deffendre, assister & conserver reciproquement, dans la possession des Terres, Villes, Places qui appartiennent presentement, & qui appartiendront cy-aprés, tant à S. M. & ses Successeurs Roys de France, qu'ausd. Seigneurs Estats Generaux, tant par lesdits Traitez, ou dans lesquels lesdits Estats Generaux ont leurs Garnisons, en quelque endroit de l'Europe que lesdites Places, Villes & Terres soient situées: en cas qu'en tout ce que dessus Sadite Majesté, ou lesdits Estats Generaux viennent à estre troublez ou attaquez par quelque hostilité ou guerre ouverte.

IV. L'obligation reciproque de s'entr'aider & deffendre, s'entend aussi pour estre Sa Majesté & lesdits Seigueurs Estats Generaux, leurs Pays & Sujets, conservez & maintenus en tous leurs droits, possessions, immunitez & libertez, tant de Navigation, de Commerce & Pêche, & autres quelconques par mer & par terre, qui se trouveront leur appartenir par le droit commun, ou estre acquis par des Traitez faits ou à faire, en la maniere susdite, envers & contre tous Roys, Princes, Republiques, ou autres Estats Souverains: en sorte que si au prejudice de ladite tranquillité, Paix, Amitié & Neutralité presente ou future, S. M. ou lesd. E. G. joüissent presentement, ou auront droit de joüir, ou par le droit commun, par les Traitez déja faits comme dessus, S. M. & lesdits S. E. G. en estant avertis, l'un pour l'autre feront conjointement tout leur possible pour faire cesser le trouble ou hostilité, ou reparer les torts & injures qui auront esté faits à l'un des Alliez.

V. Et en cas que ladite attaque ou trouble soit suivi d'une rupture ouverte, celuy des deux Alliez qui ne sera pas attaqué, sera obligé de rompre quatre mois aprés la premiere requisition de celuy d'entr'eux qui sera déja en rupture, durant en lequel temps il fera tous devoirs par ses Ambassadeurs, ou autres Ministres, pour moyenner un accommodement stable entre l'Aggresseur ou Turbateur, & l'Attaqué ou Troublé: & neanmoins donnera pendant ledit temps un puissant secours à son Allié, tel qu'il sera convenu par des Articles separez entre Sa Majesté & lesdits Estats Generaux; lesquels bien qu'il n'en soit fait aucune mention audit present Traité, seront tenus & observez comme s'il y étoient inserez ou écrits: demeurant toutefois, aprés ledit temps de quatre mois expiré, au choix de celuy des Alliez qui sera en rupture, de continuer à joüir du fruit du méme secours, au cas que la conjoncture du temps & la constitution de ses affaires luy en fit preferer l'effet, à celuy de la ruptnre ouverte de son Allié.

ANS de J. C 1662.

VI. La garantie reciproque estant de cette sorte establie & promise, lors qu'un des Alliez sera attaqué ou troublé, si l'Estat des Provinces Unies venoit à l'estre, & se trouvoit obligé de rompre avec l'Aggresseur ou Turbateur, & d'employer toute sa puissance & toutes ses forces par mer & par terre, & les joindre à celles desdits Seigneurs Estats, quand il sera jugé à propos pour reduire l'Ennemy commun à un accommodement honneste, seur & equitable avec la France & lesdites Provinces Unies.

VII. En ce cas les forces de Sa Majesté Trés-Chrétienne & desdirs Seigneurs Estats Generaux agiront conjointement ou separement, suivant ce qui sera alors plus particulierement concerté entre Sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux, lesquels aviseront & resoudront ensemble les moyens les plus propres pour incommoder l'Ennemy commun, soit par voye de diversion, ou autrement, afin, comme dit est, de le reduire plûtost à un accommodement.

VIII. Le semblable de ce qui est contenu aux deux Articles immediatement precedens, se fera par lesd. Estats, en cas que la France soit attaquée ou troublée en la maniere susdite.

IX. Quand une fois la guerre se trouvera ouverte avec les deux Alliez, suivant le present Traité, il ne pourra estre fait aprés par aucun desdits Alliez aucune suspension d'armes avec celuy qui aura esté declaré & reconnu Ennemy commun, que conjointement & d'un commun consentement.

X. Mais le cas écheant que l'on vint à entrer en Negociation, soit pour traiter de Paix ou de Treve de quelques années, elle ne se pourra commencer par l'un des Alliez sans la participation de l'autre, & sans luy procurer en méme temps & aussi-tost qu'à luy méme, la faculté & seureté requise & necessaire pour envoyer ses ministres sur le lieu où on traitera; comme aussi sans donner successivement de temps en temps communication de tout ce qui se passera en ladite Negotiation: & ne pourra ny l'un ny l'autre passer jusqu'à la conclusion de ladite Paix ou Treve, sans y comprendre son Allié, & le faire remettre, s'il le desire ainsi, dans la possession des Pays, Terres & Places, & joüissances des droits & immunitez qu'il tenoit, & dont il joüissoit avant la guerre, & sans stipuler de l'Ennemy commun pour l'Allié les mémes droits, immunitez, exemptions, & autres prerogatives que pour soy-méme, si ce n'est que les Alliez en convinssent autrement.

XI. Il sera permis à celuy des alliez qui sera attaqué, de faire des levées des toutes sortes de Gens de guerre & de Marine dans les Estats de l'autre Allié, pourveu que cela se fasse dans les formes, & se puisse faire sans un notable prejudice de celuy dans les Estats duquel se feront lesdites levées.

XII. S'il survenoit par inadvertance ou autrement, quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de Sadite Majesté, ou desdits Estats Generaux leurs Successeurs, ou autres qui seront aussi cy aprés entrez en cette Alliance, elle ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié & bonne correspondance: mais on reparera promptement lesdites contraventions. Et si elles procedent de la faute de quelques Particuliers sujets, il en seront seuls punis & chastiez.

XIII. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roy, & ceux desdits Seigneurs Estats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, il a esté accordé & convenu qu'arrivant icy aprés quelque interruption d'amitié, ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Estats Generaux

ANS de J.C. 1662.

neraux (ce qu'à Dieu ne plaiſe) il ſera toûjours donné ſix mois de temps aprés lad. rupture aux Sujets de part & d'autre pour ſe retirer avec leurs effets, & les tranſporter où bon leur ſemblera, ce qui leur ſera permis de faire; comme auſſi de vendre ou tranſporter leurs biens & meubles en toute liberté, ſans qu'on leur puiſſe donner aucun empeſchement, ny proceder pendant ledit temps de ſix mois à aucune ſaiſie de leurs effets; moins encore à l'arreſt de leurs perſonnes.

XIV. Et d'autant que S. M. & leſd. Seigneurs Eſtats ſont preſentement en paix & bonne correſpondance avec tous les Roys, Republiques, Princes & Eſtats de l'Europe, ils ont jugé à propos de declarer expreſſement qu'ils n'entendent point que la preſente Alliance les oblige de rompre preſentement ny d'entrer en guerre avec aucun deſdits Roys, Republiques, Prince, & Eſtats.

XV. En vertu de la preſente Alliance, tant Sa Majeſté, que leſdits Seigneurs Eſtats Generaux procureront & avanceront fidelement le bien & la proſperité l'un de l'autre par tout ſupport, aide, conſeils, aſſiſtances réelles en toutes occaſions, & en tout temps: & ne conſentiront à aucuns Traitez, ou Negotiations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre; mais les rompront, detourneront & en donneront les avis reciproquement avec ſoin & ſincerité auſſi-toſt qu'ils en auront connoiſſance.

XVI. Les Sujets de S. M. & ceux deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, n'exerceront aucunes ſortes d'hoſtilitez, ny de violences à l'avenir les uns contre les autres, tant ſur la Mer que ſur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades & Eauës douces, ſous quelque nom ou pretexte que ce ſoit, & ainſi ne pourront les Sujets de S. M. prendre aucunes Commiſſions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de Repreſſailles des Princes ou Eſtats Ennemis deſ. Seigneurs Eſtats Generaux, & moins les troubler ny endommager en aucune ſorte, en vertu de telles Commiſſions ou Lettres de Repreſſailles, ny même aller en courſe avec elles, ſous peine d'eſtre pourſuivis & châtiez comme Pyrates: Ce qui ſera reciproquement obſervé par les Sujets des Provinces Unies, à l'égard des Sujets de S. M. & feront à cette fin toutes & quantes-fois que cela ſera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obeïſſance de Sad. M. & dans les Provinces Unies, publiées & renouvellées deſenſes tres-expreſſes & tres-preciſes, de ſe ſervir en aucune maniere de telles Commiſſions, ou Lettres de Repreſſailles, ſous la peine ſus mentionnée, qui ſera executée ſeverement contre les contrevenans, outre la reſtitution ou reparation entiere auſquels ils ſeront tenus envers ceux auſquels ils auront cauſé aucun dommage.

XVII. Toutes Lettres de Marque ou de Repreſſailles, qui pourroient avoir eſté cy-devant accordées pour quelque cauſe que ce ſoit, ſont declarées nulles, & n'en pourra eſtre cy-aprés donné par l'un deſdits Alliez au prejudice des Sujets de l'autre, ſi ce n'eſt ſeulement en cas de manifeſte déni de Juſtice, lequel ne pourra être tenu pour verifié, ſi la Requeſte de celuy qui demande leſdites Repreſſailles, n'eſt communiquée au Miniſtre qui ſe trouvera ſur les lieux de la part de l'Eſtat, contre les Sujets duquel elles devroient eſtre données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutoſt s'il ſe peut, il puiſſe informer du contraire, ou procurer l'accompliſſement de Juſtice qui ſera dû.

XVIII. Ne pourront auſſi les particuliers Sujets de Sa Majeſté eſtre mis en action ou arreſts de leurs perſonnes & biens, pour aucune choſe que ſa Majeſté peuſt devoir; ny les particuliers Sujets deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, pour les debtes publiques deſdits Eſtats.

XIX. Les Sujets & Habitans des Pays de l'obeïſſance de Sa Majeſté, & deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, vivront, converſeront & frequenteront les uns avec les autres en toute bonne amitié & correſpondance, & joüiront entre eux de la liberté du Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Eſtats de l'un & de l'autre, de toutes ſortes de marchandiſes & denrées, dont le Commerce & le tranſport n'eſt défendu generalement & univerſellement à tous, tant Sujets qu'Etrangers, par les Loix & Ordonnances des Eſtats de l'un & de l'autre.

Et pour cet effet les Sujets de Sadite Majeſté, & ceux deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, pourront franchement & librement frequenter avec leurs Marchandiſes & Navires, les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Eſtat, y porter & vendre à toutes perſonnes indiſtinctement, acheter, trafiquer, & tranſporter toutes ſortes de marchandiſes & denrées, dont l'entrée ou ſortie & tranſport ne ſera défendu à tous Sujets de ſa Majeſté, ou deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, ſans que cette liberté reciproque puiſſe eſtre limitée & reſtreinte par aucun Privilege, Octroy, ou aucune Conceſſion particuliere, à l'exception ſeulement des Huiles de Baleines, que les Sujets deſdits Seigneurs Eſtats Generaux ne pourront apporter & vendre en France, au prejudice du Privilege accordé à la Compagnie eſtablie pour la peſche des Baleines & debit deſdits Huiles, tant que le temps porté par ledit Privilege, déja donné par le Roy durera, payeront toutesfois les Sujets de part & d'autre les droits accoutumez, & autres qui ſeront impoſez par ſa Majeſté & ſes Succeſſeurs, ou par leſdits Seigneurs Eſtats Generaux, dans les Pays de leur obeïſſance en Europe, ſans que leſdits Sujets de part & d'autre ſoient tenus de payer plus grand ou autres droits, charges, Gabelles, ou impoſitions quelconques ſur leurs Perſonnes, Biens, Denrées, Navires, ou Frets d'iceux, directement ou indirectement, ſous quelque nom, titre ou pretexte que ce puiſſe eſtre, que ceux qui ſeront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

XXI. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre, trouveront toûjours les Rades, Rivieres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, ſortir & demeurer à l'anchre tant qu'il leur ſera neceſſaire, ſans pouvoir eſtre viſitez: à la charge néanmoins d'en uſer avec diſcretion, & de ne donner aucun ſujet de jalouſie par un trop long ſejour & affecté, ny autrement, aux Gouverneurs deſdites Places & Ports, auſquels les Capitaines deſdits Navires feront ſçavoir la cauſe de leur arrivée & de leur ſejour.

XXII. Les Navires de Guerre de ſa Majeſté, & deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, & ceux de leurs Sujets qui auront eſté armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les priſes qu'ils auront faites ſur leurs Ennemis où bon leur ſemblera, ſans eſtre obligez à aucuns droits, ſoit des Sieurs Admiraux, de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, ſans auſſi que leſdits Navires, ou leſdites priſes, entrans dans les Havres ou Ports de ſa Majeſté, ou deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, puiſſent eſtre arreſtez ou ſaiſis, ny que les Officiers des lieux puiſſent prendre connoiſſance de la validité deſdites priſes, leſquelles pourront ſortir, & eſtre conduites franchement & en toute liberté aux lieux portez par les Commiſſions, dont les Capitaines deſdits Navires de Guerre ſeront obligez de faire apparoir. Et au contraire ne ſera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres, à ceux qui auront fait des priſes ſur les Sujets de ſa Majeſté, ou deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, mais y eſtans entrez par neceſſité de tempeſte ou peril de la Mer, on les fera ſortir le plutoſt qu'il ſera poſſible.

XXIII. Les Sujets deſdits Seigneurs Eſtats Generaux ne ſeront point reputez Aubains en France, & ainſi ſeront exempts de la Loy d'Aubeyne, & pourront diſpoſer de leurs biens par Teſtament, Donation ou autrement; & leurs heritiers Sujets deſdits Eſtats, demeurant tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs ſucceſſions, mêmes *ab inteſtat*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, ſans que l'effet de cette conceſſion leur puiſſe eſtre conteſté ou empêché, ſous pretexte de quelque droit ou prerogative des Provinces,

ANS de J. C. 1662. Villes, ou Personnes privées. Pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Estats, en toutes les Villes du Royaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant pouvoir y acquerir aucuns droits de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de sa Majesté en bonne forme. Et seront generalement traitez ceux des Provinces-Unies, en tout & par tout autant favorablement que les Sujets propres & naturels de sa Majesté, & particulierement ne pourront être compris aux taxes qui pourront être faites sur les Etrangers. Et sera tout le contenu au present Article observé au regard des Sujets du Roi, dans les Pays de l'obeïssance desdits Seigneurs Estats.

XXIV. Les Navires chargez de l'un des Alliez, passans devant les Costes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports par tempeste ou autrement, ne seront contraints d'y décharger ou debiter leurs marchandises ou partie d'icelles, ni tenus de payer aucuns droits, sinon lors qu'ils y dechargeront des marchandises volontairement & de leur gré.

XXV. Les Maistres de Navires, leurs Pilotes, Officiers, Soldats, Matelots, & autres Gens de Mer, les Navires mêmes ni les denrées & marchandises dont ils seront chargez, ne pourront être saisis ny arrestez en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce soit, ou pour quelque cause ou occasion que ce puisse être, non pas même sous pretexte de la conservation & défense de l'Etat: Et generalement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant comptant les choses qu'on desirera d'eux; en quoy toutesfois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & autorité de Justice & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, contrats, & autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procedé par voye de droit, selon les formes de la Justice.

XXVI. Tous les Sujets & Habitans de France pourront en toute seureté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Pays & Estats qui sont ou seront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France, sans qu'ils puissent être troublez ou inquietez dans cette liberté par les Navires, Galeres, Fregates, Barques, ou autres Bastimens de Mer, appartenans ausdits Seigneurs Estats, ou aucuns de leurs Sujets, à l'occasion des hostilitez qui pourroient se rencontrer ci-aprés entre lesdits Seigneurs Estats Generaux, & les susdits Royaumes, Pays & Estats, ou aucun d'iceux qui sont ou seront en Paix, Amitié ou Neutralité avec la France.

XXVII. Ce transport & ce trafic s'étendra à toutes sortes de marchandises, à l'exception de celles de contrebande.

XXVIII. En ce genre de marchandises de contrebande, s'entend seulement être compris toutes sortes d'armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme canons, mousquets, mortiers, petards, bombes, grenades, saucisses, cercles poissez, affuts, fourchettes, bandolieres, poudre, meches, salpetre, balles, piques, épées, morions, casques, cuirasses, hallebardes, javelines, chevaux, selles de cheval, fourreaux de pistolets, baudriers, & autres assortimens servans à l'usage de la Guerre.

XXIX. Ne seront compris dans ce genre de marchandises de contrebande, les fromens, bleds, & autres grains, legumes, huiles, vins, sel, ny generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres comme autres marchandises & denrées non comprises en l'Article precedent: & en sera le transport permis, mêmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Estats, sauf aux Villes & Places assiegées, blocquées ou investies.

XXX. Pour l'execution de ce que dessus, il a esté accordé qu'elle se fera en la maniere suivante; Que les Navires & Barques avec les marchandises des Sujets de Sa Majesté, estans entrées en quelques Havres desdits Seigneurs Etats, & voulans de là passer à ceux desdits ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers du Havre desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports contenans la specification de la charge de leurs Navires, attestez & marquez du seel & seing ordinaire, & reconnu des Officiers de l'Admirauté, des lieux d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du lieu où ils seront destinez, le tout en forme ordinaire & accoutumée, aprés laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront être inquietez ni recherchez detenus ni retardez en leurs voyages, sous quelque pretexte que ce soit. ANS de J. C. 1662.

XXXI. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeïssance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans sans toutesfois vouloir debarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront être obligez de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eust soupçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Estats des marchandises de contrebande, comme il a esté dit ci-dessus.

XXXII. Et audit cas de soupçon apparant, lesdits Sujets de Sa Majesté seront obligez de montrer dans les Ports leurs Passeports, dans la forme, cidessus specifiée.

XXXIII. Que s'ils estoient entrez dedans les Rades, ou estoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Estats, ou d'Armateurs particuliers leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus prés des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront montrez les Passeports, & Lettres de Mer par le Maître ou Patron du Navire François, en la maniere ci-dessus specifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité; par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de sa demeure & residence, & du nom tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoître s'ils portent des marchandises de contrebande, & qu'il apparoisse suffisamment tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître & Patron, ausquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foy & creance: Et afin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contreseings de Sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXXIV. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Estats, se trouve par les moyens susdits quelques marchandises & denrées, de celles qui sont ci-dessus declarées de contrebande & defenduës, elles seront déchargées, dénoncées & confisquées par devant les Juges de l'Admirauté és Provinces-Unies, ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres biens, marchandises & denrées libres & permises, retrouvées au même Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXXV. Il a esté en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût marchandise de contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi, tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, encor que la charge ou partie d'icelle fût aux Ennemis desdits Seigneurs Estats; sauf les marchandises de contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a esté disposé aux Articles precedens.

XXXVI. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies, jouïront reciproquement des mêmes droits

ANS de J. C. 1662.

droits, libertez & exemptions en leurs Trafics & Commerces dans les Ports, Rades, Mers & Estats de sadite Majesté, ce que vient d'estre dit que les Sujets de sa Majesté joüiront en ceux desdits Seigneurs Estats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & mesme en cas que cy-aprés lesdits Seigneurs Estats fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec aucuns Roys, Princes & Estats, qui devinssent Ennemis de sa Majesté, chacun des deux partis devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regardent le Trafic & le Commerce.

XXXVII. Et pour asseurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Estats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défenses à tous Capitaines des Vaisseaux du Roy & autres Sujets de sa Majesté, de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, sous peine d'estre punis & tenus en leurs personnes & biens des dommages & interests soufferts & à souffrir, jusqu'à la duë restitution & reparation.

XXXVIII. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable pardevant les Juges competens, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité, & aux Ordonnances & Edits de sa Majesté, qui seront publiez en vertu, & conformement à la disposition d'iceluy, à peine de décheance & nullité desdites Commissions & Congez, ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Estats Generaux.

XXXIX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites marchandises de contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux ou autres Casses, ou les transporter, vendre ou échanger, & autrement alliener, qu'elles n'ayent esté descenduës en Terre en la presence des Juges de l'Admirauté, & aprés Inventaire par eux fait desdites marchandises, trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que les marchandises de contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maistre ou Patron du Navire trouvast bon & aggreast de livrer lesdites contrebandes audit Capitaine, & de poursuivre son voyage, auquel cas ledit Maistre ou Patron, ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

XL. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Estats Generaux soient traitez dans tous les Pays de son obeïssance, aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les ordres necessaires pour faire que les Jugemens & Arrests, qui seront rendus sur les prises qui auront esté faites à la Mer, soient donnez avec toute justice & équité, par personnes non supectes, ny interessées au fait dont sera question; & donnera sa Majesté des Ordres precis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens & Ordres de Justice déja donnez & à donner, soient promptement & düëment executez selon leurs formes.

XLI. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelqu'autres de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de sa Majesté, feront plaintes desdits Jugemens qui auront esté rendus, sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenuës au present Traité auront esté suivies & observées & pour y faire pourvoir selon la raison; ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus: & néanmoins avant le premier Jugement ny aprés iceluy pendant la revision, les biens & effets qui seront reclamez ne pourront estre vendus ny dechargez, si ce n'est du consentement des Parties interessées pour éviter le deperissement desdites marchandises.

ANS de J. C. 1662.

XLII. Quand procez sera émeu en premiere ou seconde Instance, entre ceux qui auront fait des prises en Mer & les Interessez en icelles, & que lesdits Interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'appel de celuy qui aura fait la prise; mais non au contraire: & ce qui est dit au present Article & aux precedens, pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces Unies sur les prises faites à la Mer, par les Sujets de sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Estats Generaux à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de sa Majesté.

XLIII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux, pourront en tout temps faire construire ou freter dans les Pays, l'un de l'autre, tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera; comme aussi acheter telle quantité de munitions de Guerre qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité à ce que les marchez de Navires & achapts de munitions se fassent de bonne foy & à prix raisonnable, sans que sa Majesté ny lesdits Seigneurs Estats Generaux, puissent donner la même permission aux Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fussent Attaquans ou Aggresseurs.

XLIV. Arrivant que des Navires de Guerre ou des Marchands échoüent par tempeste ou autre accident aux Costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Apparaux, Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé ou le provenant, si lesdites choses estant perissables ont esté venduës, le tout estant reclamé par les Proprietaires ou autres ayans charges & pouvoirs d'eux dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procez, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera reglé entre lesdits Alliez pour le droit de sauvement, & en cas de contravention au present Article, sa Majesté & lesdits Seigneurs Generaux promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la severité possible, ceux de leurs Sujets qui se trouveront coupables des inhumanitez qui ont esté quelquesfois commises, à leur grand regret, en de semblables rencontres.

XLV. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux; ne recevront & ne souffriront que leurs Sujets reçoivent, dans nuls des Pays de leurs obeïssances, aucuns Pirates & Fourbans quels qu'ils puissent estre, mais ils les feront poursuivre & punir, ou chasser de leurs Ports, & les Navires depredez comme les biens pris par lesdits Pirates & Fourbans, qui se trouveront en estre, seront incontinent & sans forme de procez, restituez franchement & librement aux Proprietaires qui les reclameront.

XLVI. Les Habitans & Sujets de costé & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obeïssance dudit Seigneur Roy & desdits Seigneurs Estats, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs que bon leur semblera, à quoy aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis: & sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux où ils feront leur demeure les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent estre inquietez ny recherchez.

XLVII. Ledit Seigneur Roy, comme aussi lesdits Seigneurs Estats Generaux, pourront establir pour la commodité de leurs Sujets, Trafiquans dans les Royaumes & Estats l'un de l'autre, des Consuls de la Nation de leursdits Sujets, lesquels joüiront des droits, libertez & franchises qui leur appartiennent par leur exercice & employ, & l'établissement en sera fait aux lieux & endroits ou de commun consentement il sera jugé necessaire.

XLVIII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux; ne permettront point qu'aucun Vaisseau de Guerre ny autre, équipé par la Commission & pour le service

ANS de J.C. 1662.

service d'aucun Prince, Republique ou Ville que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Estats Generaux employeront leur Autorité & leurs forces, pour en faire faire la restitution ou reparation raisonnablement.

LI. Le present Traité tant d'Alliance que de Commerce, Navigation & Marine, durera vingt-cinq ans à commencer du jour de la signature: Bien entendu neanmoins que si davanture on étoit entré dans la prestation actuelle de la garantie par rupture ou assistance en faveur de son Allié en vertu de ce Traité, avant l'expiration desdits vingt-cinq ans, le Traité continuera & subsistera dans sa force & vigueur en tous ses points, jusques à ce qu'on sera sorty de la Guerre, en la maniere, ci-dessus specifiée.

LII. Les Ratifications de ce Traité seront données en bonne forme & eschangées de part & d'autre dans l'espace de *trois mois* à compter du jour de la signature.

Formulaire des Passeports qui se doivent donner dans l'Admirauté de France aux Navires qui en sortiront suivant l'Article trente & trosiéme.

CESAR Duc de *Vendosme*, de *Mercœur*, de *Beaufort*, de *Pont lieuvre*, & *d'Estampes*, Prince *d'Anet*, & de *Martigues*, Pair & Grand Maistre, Chef, & fur-Intendant General de la Navigation & Commerce de France & Pays recunquis, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; salut: Sçavoir faisons que nous avons donné congé & permission à .... Maistre & Conducteur du Navire nommé .... de la Ville de .... du Port de ...... Tonneaux, ou environ estant de present au Port & Havre de .... de s'en aller à .... charge de .... apres que visitation aura esté faite de son Navire avant que partir fera serment devant les Officiers qui exercent la jurisdiction des causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs Subjets de sa Majesté dont il sera mis Acte au bas des presentes, comme aussi de garder & faire garder par ceux de son Equipage les Ordonnances & reglements de la Marine, & mettra au Greffe de roolle signé & certifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son Equipage & de tour ceux qui s'embarqueront: Lesquels il ne pourra embarquer sans le sçeu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port & Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present congé, & leur fera fidelle rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage, & portera les Pavillons Armes, & enseigne du Roi & les nostres, durant le voyage, en tesmoin de quoy nous avons fait apposer nostre Seing, & nostre Seel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresceigner par nostre Secretaire de la Marine. .... A .... le jour ...., mil six cent cinquante ... Estoit signé *CESAR de VENDOSME*, & plus bas par Monseigneur, signé *MATAREL*, & Cachetté du Seel des Armes dudit Seigneur Admiral.

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

NOus ... de l'Admirauté de .... certifions que ... Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus a presté le serment mentionné en iceluy, faict .... le . jour de ...

Autre formulaire des Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

AUx serenissimes, tres-Illustres, tres-puissants, tres-nobles, honnorables, & prudents Seigneurs Empereurs, Rois, Republiques, Princes, Dues, Comtes, Barons, Seigneurs Bourgemeesters, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers, & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers; lesqoels ces Patentes verront ou liront; nous Bourgemeestres & Regents de la Ville .... sçavoir faisons que N. N. Maistre de Navire comparant devant noûs a declaré de serment solemnel que le Navire nommé N. grand environ ... Lastes, sur lequel maintenant il est le Maistre appartient aox inhabitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider, & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires, nous vous requerons tous en general, & en particulier, ou le susdit Maître avec son Navire, & denrées arrivera qu'il leur plaise de recevoir benignement, & traiter deüement, le souffrant sur les droicts accoûtumés des peages & frais, dans, par, & aupres vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter & negotier là où il trouvera à propos ce que volontiers nous recognoistrons. En tesmoing de quoy nous y avons fait apposer le Seau de nostre Ville.

Ensuit la teneur du pouvoir desdits Sieurs Commissaires de sa Majesté.

LOUYS par la grace de Dieu, Roy de France & de Navarre à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; salut: *l'Affection & les respects* que nos tres-chers & grands Amys, Alliez & Confœderez, les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Uoies des Pays-Bas nous tesmoignent en toutes rencontres les ayant fait resoudre de deputer vers nous les Seigneurs *Jean* Baron de *Gent*, Seigneur de Oosterwede Lieutenant des Fiefs & primat du Pays de Fauquemont, *Conrad de Beuningue*, Conseiller de la Ville d'Amsterdam, *Juste de Huybert*, Conseiller & Pensionaire de la Ville de Ziericzée, tous Deputés dans leur Assemblée de la part des Provinces de Gueldres, Hollande & Zeelande, leurs Ambassadeurs extraordinaires pour conjoinctement avec le Seigneur *Guillaume Boreel* Chevalier, Baron de Utenhove, Urendic, Seigneur de Steeland, Duinbeque, Peereboom, &c. leur Ambassadeut ordinaire sur l'occasion de la conclusion de la Paix entre nous; &. nostre tres-cher & tres-amé Frere & Oncle le Roy d'Espaigne, & de nostre mariage nous donner par leurs conjoüissances, & par leurs civilitez des marques de la part qu'ils prennent à ce qni nous touche, ils leur ont aossi ordonné de nous faire les ouvertures de *s'unir* de nouveau avec nous par des Traitez d'Amitié & Confœderation, & de Commerce, convenable à la constitution de temps & des affaires qui puissent asseurer la durée de la Paix, par une bonne & ferme union entre nos Etats & les leurs, & establir une mutuelle correspondance entre nos Subjets, afin de leur faire goûter les fruits & advantages: de quoy lesdits Ambassadeurs s'estants declarez, nous voulons bien y entendre, & desirant y apporter tout ce qui peut estre attendu de nous en cette occurrence, nous avons estimé à propos pour la negotiation de ces Traitéz d'y commettre des personnes recommandables par leur dignitez; leurs suffisanses & leurs propres merites, & pour c'est effect nous avons creu ne pouvoir faire un meilleut ny plus digne choix que de celles de nostre tres-cher & Feal, le Sieur *Seguier* Comte de Ghien, Chevalier, Chancelier de France, de nostre tres-cher & bien amé Cousin le Mareschal de *Villeroy*, & de nos amés feaux Conseillers en nos Conseils

ANS de J. C. 1662.

ſeils les Seigneurs Comte de *Brienne* & le *Tellier*, Miniſtres & Secretaires d'Eſtat, & de *Lionne* auſſi Miniſtre de noſtre Etat, tous Commandeurs de nos ordres, & du Seigneur Comte de *Brienne*, Fils, auſſi Secretaire d'Eſtat, & de nos Commandements & du Seigneur *Colbert* Conſeiller dans tous nos Conſeils & Intendant de nos Finances : deſquels l'experience & l'adreſſe au maniement des plus importantes affaires, & la fidelité & affection à noſtre ſervice nous ſont eſgalement cognues. A iceux, pour ces cauſes & autres à ce nous mouvans de l'advis de noſtre Conſeil, ou eſtoient la *REYNE* noſtre tres-honnorée Dame & *Mere*, noſtre tres-cher & tres-amé *Frere* unique le Duc *d'ORLEANS*, & autres Princes de noſtre ſang, grands & notables Perſonnages de noſtre Conſeil & de noſtre certaine ſcience, pleine puiſſance & authorité Royale, avons donné & par ces preſentes ſignées de noſtre main, donnons plein pouvoir, ordre, & commiſſion d'eſcouter, conferer, negocier, & traiter en noſtre nom, avec leſdits Seigneurs Ambaſſadeurs extraordinaires & ordinaires deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, munis de pouvoirs à ce ſuffiſants, des conditions d'un Traitté *d'Alliance & Confœderation*, *Commerce*, *Navigation*, *Marine*, tels qu'ils jugeront les plus utiles & ſortables au bien commun de nos Etats & affaires, en convenir, les reſoudre, arreſter & conclurre, & en ſigner les Articles, promettant en foy & parolle de Roy, d'avoir pour aggreable, ferme, & eſtable tout ce que par leſdit Seigneur *Seguier* Chevalier, Chancelier de France, par noſtre dit Couſin le Duc de *Villeroy*, & par leſdits Seigneurs Comte de *Brienne*, le *Tellier*, de *Lionne*, & Comte de *Brienne* Fils, & *Colbert*, touts enſemble & par la plus grande partie en cas d'abſence, maladie, ou legitime empêchement d'aucuns d'entre eux, aura eſté accordé & ſigné, de le ratifier, en la meilleure forme que faire ſe pourra, & d'en faire delivrer les Lettres de ratification, au terme & en la maniere qui aura eſté preſcripte & reglée par ledit Traitté. Car tel eſt noſtre plaiſir ; en teſmoing de quoy nous avons fait mettre noſtre Seel à ceſdites preſentes. Donné à *Paris* le 10. jour *d'Avril* l'An de grace *mil ſix cents ſoixante & un* ; & de noſtre Regne le *dix-huitieme*. Signé *LOUIS* & plus bas ſur le reply, par le Roy, *Philippeaux* ; & Seellé ſur double queüe du grand ſeau de cire jaune.

Enſuit la teneur du pouvoir deſdit Sieurs Ambaſſadeurs extaordinaires, & ordinaires des Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies.

LEs Eſtats Generaux des Provinces Unies des Pays Bas à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, ſalut. Aprés avoir donné des preuves de l'affection que nous avons pour le repos de la Chreſtienté de la Paix que l'on vient de conclurre dans le *Nort*, nous croyons la devoir affermir, en traittant avec le Roy tres-Chrétien une eſtroite, bonne, ſincere, durable & mutuelle amitié, union & alliance, pour la defence & conſervation reciproque des Eſtats & Subjects de l'un & de l'autre, de leurs libertez & franchiſes, particulierement, au fait de la *Marine*, *Navigation*, *& du Commerce*, & generalement tous les intereſts communs, contre tous ceux qui les y vouloit troubler & empêcher, par Mer ou par Terre : à quoy voulans apporter tout ce qui peut-eſtre attendu de nous, nous avons reſolu d'envoyer en France une Ambaſſade extraordinaire compoſée de quelques perſonnages de qualité pour traitter de noſtre part avec ledit Roy ou avec les Commiſſaires que ſa Majeſté voudra nommer pour cet effect. Et ſçachant que pour ce Subject nous ne pouvons faire un meilleur choix, que du Sieur *Jean Baron de Gent*, Seigneur d'Oſterwede, Lieutenant des Fiefs & Primar du Pays de Fauquemont, *Conrad de Beuningue*, Conſeiller de la Ville d'Amſterdam, & *Juſte de Huybert*, Conſeiller & Penſionaire de la Ville de Zierczée, tous Deputés dans noſtre Aſſemblée de la part des Provinces de

Gueldres, Hollande & Zeelande, tant pour la grande connoiſſance qu'ils ont des affaires publiques, que de celle que nous avons de leur ſuffiſance, prudence, & fidelité : Nous pour ces cauſes & autres à ce nous mouvants, avons donné & donnons par ces preſentes plein pouvoir, authorité, commiſſion, & mandement ſpecial aux dits Sieurs de *Gent*, van *Beuningue*, & de *Huybert*, & à chacun d'eux, en particulier, ſi par maladie ou autre empêchement ils ne pouvoient entrevenir tous au Traitté, pour de noſtre part & en noſtre nom & qualité des Ambaſſadeurs extraordinaires conjoinctement avec le Sieur *Guillaume Boreel*, Seigneur de Duinbeke, &c. noſtre Ambaſſadeur ordinaire en la Cour de France, faire & conclure ledit Traitté *d'Alliance defenſive, de marine, Navigation*, avec ladite Majeſté tres-Chreſtienne ſeparement, ou conjoinctement avec le Roy de la Grande Bretaigne, & pour cet effect de conferer avec les Commiſſaires qu'il luy plaira nommer, comme auſſi de convenir, promettre, reſoudre, conclure & arreſter enſemblement tout ce qui ſera eſtimé à propos & neceſſaire pour le bien commun du Royaume de France & cette Republique, & meſmes d'en conclure, & ſigner un Traitté; faire & paſſer tels inſtruments, actes, & promeſſes en bonne & deüe forme & faire generalement tout ce que nous ferions, ſi nous y eſtions preſens, quand meſmes il ſeroit beſoin de mandement plus ſpecial, promettant ſincerement & de bonne foy avoir pour agreable, & tenir ferme & ſtable tout ce que leſdits Seigneurs Ambaſſadeurs promettront, accorderont, agiront, conviendront, & ſigneront en ladite affaire pour l'obſerver, accomplir & executer inviolablement, & n'aller jamais à l'encontre directement ou indirectement en quelque maniere que ce puiſſe être, ains d'en faire expedier nos Lettres de Ratifications, en la forme la plus authentique que faire ſe pourra & quand il ſera beſoing Donné à la *Haye* en noſtre Aſſemblée ſous noſtre Seel & ſous le Seing, & Paraphe ordinaire de noſtre Greffier le 5. Octobre *mille ſix cents ſoixante*. Signé *P. SWANENBURGH*, ut. & plus bas ſur le reply par ordonnance deſdits Seigneurs Eſtats Generaux *N. RUYSCH* : & Seellé ſur le double queue du grand ſeau de cire jaune.

En foy de quoy nous Commiſſaires & Ambaſſadeurs ſuſdits, en vertu de nos pouvoirs reſpectifs avons eſdits noms Signé ces preſentes de nos ſeings ordinaires & à icelles appoſez les Cachets de nos Armes. A *Paris* le *vingt ſeptieme* d'Avril, l'An *mil ſix cents ſoixante deux*. Signé

(L.S) *SEGUIER.*	(L.S) *J. de GENT.*
(L.S) *VILLEROY.*	(L.S) *G. v. BEUNINGEN.*
(L.S) *De LOMENIE.*	(L.S) *J. de HUIBERT.*
(L.S) *Le TELLIER.*	(L.S) *G. BOREEL.*
(L.S) *De LIONNE.*	
(L.S) *De LOMENIE.*	
(L.S) *COLBERT.*	

Articles convenus entre le Roy tres-Chreſtien de France, & de Navarre; & les Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies des Pays Bas, en explication de l'Article cinquieſme, *comme auſſi des* trois- *&* quatrieſme *du Traitté d'Alliance de ſa Majeſté avec leſdits Seigneurs Eſtats Generaux, conclu & arreſté ce jourd'huy* vingt ſeptiéme *d'Avril, l'An* mil ſix cent ſoixante deux.

LE cas de l'Article *cinquieſme* ſuſdit venant à eſcheoir, ledit Seigneur Roy & ſes Succeſſeurs ſeront *obligez d'aſſiſter* leſdits Seigneurs Eſtats Generaux des Provinces Unies, toutes les fois qu'ils ſeront attaquez ou troublez, ainſi qu'il eſt plus au long exprimé dans ledit Traitté d'un ſecours de *douze mille* Hommes *d'Infanterie*, bien armés, ſoubs tels Regimens, Compagnies, Collonels, & autres Officiers que ſadite Majeſté trouvera à propos, & jugera les plus propres pour une telle aſſiſtence; & livrera & entretiendra ledit ſecours à ſes deſpens, pour le ſervice deſdits Seigneurs Eſtats Generaux, *tout le temps*, qu'on ne ſera pas o-

bligé

ANS de J.C. 1662.

bligé d'entrer en rupture selon le Traitté, & ledit Article d'iceluy ; aussi lesdits Seigneurs Estats Generaux seront obligez au reciproque *d'assister* ledit Seigneur Roy, toutes les fois qu'il sera atraqué, ou troublé en la maniere susdite, d'un secours de *six mille* Hommes *d'Infanterie*, bien armez soubs tels Regiments, Compagnies, Colonels, & autres Officiers, que lesdits Seigneurs Estats Generaux trouveront à propos, & les jugeront plus propres pour une telle assistence ; & les livreront & entretiendront à leurs despens au service dudit Seigneur Roy, *tout le temps*, qu'on ne sera pas obligé d'entrer en rupture selon le Traitté & ledit Article d'iceluy.

II. Celuy qui sera ouvertement attaqué en la maniere susdite, aura la liberté de prendre le secours ou *tout en Soldats*, ou *tout en argent*, ou une partie en Soldats, & une partie en Vaisseaux, armes, munitions de Guerre, argent, ou autres choses propres de l'usage de la Guerre si bien que *mille Soldats* seront taxez à *dix mille livres* par mois, selon le cours de Banque d'Amsterdam, comptant *douze mois*, en l'An ; & le payement s'en fera au commencement de chaque *mois* par portions égalles, de telle sorte, qu'en cas que le payement se fasse en partie, ou tout en argent, les deniers en seront delivrés à Paris, ou à Amsterdam respectivement ; mais en cas que la susdite prestation se fasse en partie, ou toute en munitions de Guerre, Vaisseaux, ou autres choses propres à l'usage de la Guerre ; l'assisté sera obligé d'allet recevoir, & querir luy mesme les munitions de Guerre, ou Vaisseaux dans le Pays de celuy qui assistera, ou fournira le secours.

III. Lors que le secours se livrera en Soldats, ils seront entierement sousmis au commandement, & ordre de celuy, auquel ils seront envoyez, pour s'en servir ; & pour les transporter aux lieux, ou bon luy semblera par l'eau, & par terre, à la Campagne, aux sieges, à la garde des places, & par tout où la necessité, ou l'utilité l'exigera, avec cette reserve toutes fois que les Compagnies ne pourront point estre entierement separées les unes des autres, mais qu'elles demeureront ensemble soubs leurs drappeaux, du moins au nombre de *deux*, ou *trois cents* Soldats de chaque Regiment.

IV. Apres que le secours formé de Soldats, sera envoyé par l'Assistant, & receu par l'Assisté, il sera au pouvoir de l'Assisté de remplir *les charges vacantes*, jusques aux drappeaux inclusivement à commencer par les Chefs, pourveu que les Personnes, à qui les charges vacantes seront conferées, soient choisies des trouppes du secours.

V. Lors que la necessité des affaires fera juger, & connoître, que le secours promis, & accordé devra estre augmenté, ledit Seigneur Roy, & les Seigneurs Estats Generaux tascheront d'en convenir ensemble.

VI. Et quoy que dans le Traitté d'Alliance *defensive* arresté, & conclu ce jourd'huy entre les Commissaires du Roy tres-Chrestien, & les Ambassadeurs extraordinaires & ordinaires des Estats Generaux des Provinces Unies il soit convenu, que la *garantie* stipulée dans le *troisieme* & *quatriesme* Articles *s'estendra sur tout l'Estat desdites Provinces Unies*, & toutes les places où elles ont leur garnison, sa Majesté toutes fois en consideration de l'Alliance, qu'elle a avec Messieurs l'Electeur de *Cologne*, & le Duc de *Neubourg*, entend n'estre point obligée à ladite garantie, en cas que ledit Electeur, ou Duc chacun à part, & separement vient à attaquer, le premier la Ville de *Rhinbergh*, & l'autre la Ville de *Ravestein*, avec les propres forces seulement ; mais bien s'il vient a s'y servir de l'aide, ou assistence d'aucun autre Potentat, Prince, ou Estat, soit en Hommes, Argent, ou autre maniere quelconque directement, ou indirectement, ou d'agir l'un, & l'autre conjoinctement ; auquel cas d'assistence, ou de conjoinction la susdite garantie sera obligatoire à l'égard desdits Princes, comme elle l'est contre tous autres, sans que l'exception presente puisse estre estendüe à aucun cas non exprimé en icelle au prejudice de ce qui est convenu dans ledit Traitté.

ANS de J.C. 1662.

VII. D'autant que le Traitté de Paix fait entre le Roy de Portugal, & les Seigneurs Estats des Provinces Unies n'est pas encore ratifié, & que la garantie ne se doit estendre, que sur les traittés qui sont passez en bonne & deüe forme ; il a esté conveno que sa Majesté ne sera obligé a aucune garantie contre ledit Roy de *Portugal*, qu'apres que ledit Traitté fait, ou autre qui pourra estre fait, pour finir la Guerre, qu'ils ont presentement, sera deüement ratifié, auquel cas il sera compris dans la garantie, comme les autres Traittés, selon qu'on en est convenu.

Lesquels Articles auront pareille force, & vigueur, que s'ils estoient inserez dans le corps du susdit Traitté general passé ce jourd'huy. Fait à *Paris* le *vingt septiesme* d'Avril, *mille six cents soixante deux*, Signé

(L.S.) *SEGUIER.*	(L.S.) *J. de GENT.*
(L.S.) *VILLEROY.*	(L.S.) *C. v. BEUNINGEN.*
(L.S.) *De LOMENIE.*	(L.S.) *J. de HUYBERT.*
(L.S.) *TELLIER.*	(L.S.) *G. BOREEL.*
(L.S.) *De LIONNE.*	
(L.S.) *De LOMENIE.*	
(L.S.) *COLBERT.*	

Article separé touchant l'imposition de cinquante Sols par Tonneau *sur les Navires Estrangers sortans des Ports de* France.

IL a esté stipulé de la part du *Roi tres-Chrêtien*, & consenti par les Seigneurs *Estats Generaux* des Provinces-Unies du Pays Bas, que l'égalité, qui doit être precisement observée à l'Egard des Subjects de l'un, & & l'autre Allié, avec les naturels en matiere des droits, charges, & impositions, selon l'Article *vingtiesme* du Traitté d'Alliance conclu ce jourd'huy, ne derogera pas à l'imposition de *cinquante Sols par Tonneau*, establis en France sur les Navires *Estrangers*, & que les Subjects des Seigneurs Estats des Provinces Unies, seront obligez de payer, comme tout autres Estrangeres : si ce n'est que sa Majesté sur les remonstrances, qui pourroient luy estre faites cy-apres de la part desdits Seigneurs Estats, en les examinant avec cette grande affection de laquelle il plaist à sa Majesté de les honnorer, en disposât autrement : mais feront par sadite Majesté, donné des à present les ordres necessaires, à ce que ladite imposition de *cinquante Solz* ne soit exigée des Navires des Subjects desdites Provinces Unies *qu'une fois pour chaque Voyage* en sortant des Ports de son Royaume, & non en y *entrant*, & que lesdits Navires chargez de Sel ne payeront que la moitié desdits *cinquante Solz*, à condition que lesdits Seigneurs Estats trouveront à propos de mettre semblable imposition sur des Navires Estrangers chez eux (ce qui leur demeurera libre) ne pourront *pas exceder* au regard des Subjects de sadite Majesté, la taxe de ce que les leurs payent en France ; demeurant à l'égard de tous autres droits charges & impositions presentes, ou à venir ledit *vingtieme* Article en son entiere force & vigueur, sans pouvoir estre limité ou excedé par aucune autre exception, ou restriction que celle qui est exprimée cy-dessus.

Lequel Article aura pareille force & vigueur que s'il estoit inseré dans le corps du susdit Traitté general passé ce jourd'huy. Fait à *Paris* le *vingt-septiesme* d'Avril *mil six cent soixante deux*. Signé

(L.S.) *SEGUIER.*	(L.S.) *J. de GENT.*
(L.S.) *VILLEROY.*	(L.S.) *G. v. BEUNINGEN.*
(L.S.) *De LOMENIE.*	(L.S.) *J. de HUYBERT.*
(L.S.) *TELLIER.*	(L.S.) *G. BOREEL.*
(L.S.) *De LIONNE.*	
(L.S.) *De LOMENIE.*	
(L.S.) *COLBERT.*	

XVI.

ANS de J. C. 1662.

ANGLETERRE ALGER.

(a) *Traité de Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre, & le Bassa & Divan d'*ALGER, *fait le troisiéme de Mai*, 1662. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. X. pag. 417.

(a) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme il n'est pas la langue Originale, on se contente de le mettre ici en François.

I. QUe d'ici en avant & pour toujours il y aura une bonne & ferme Paix entre sa Majesté le Roi de la grand'Bretagne &c. & le Bassa Divan & les Gouverneurs d'Alger, & des Domaines en dependans, & les Vaissaux, sujets & peuples des deux parties ne se feront aucune offence ni dommage l'une à l'autre, mais se traiteront les unes les l'autres avec tout le respect & l'amitié possible; Et tous les Vaisseaux apartenants au Roi de la grande Bretagne, ou quelques uns de ses sujets pouront librement venir dans les Ports d'Alger, & là y achetter & vendre, comme dans les tems precedens, ensemble dans tous les autres ports dependans du Gouvernement d'Alger, en payant les droits de dix par cent comme ci-devant; Et personne étant sous la Jurisdiction d'Alger ne poura faire ni dire aocune chose contre les sujets de sa Majesté.

II. Que tous les Vaisseaux qui apartiennent tant à sa Majesté Britannique qu'à quelqu'un de ses sujets, comme aussi ceux qui appartiennent à la maison d'Alger, pourront passer & trafiquer librement dans les Mers, sans aucune recherche, empêchement ou moleste, quels qu'ils puissent être.

III. Que tous les sujets du Roi de la grand Bretagne qui sont presentement esclaves à Alger ou en d'autres Lieux des Païs en dependans seront remis en liberté, en payant le prix pour lequel ils ont été vendus la premiere fois sur le marché, & qu'à l'avenir aucun Sujer de sa Majesté ne sera achetté ou vendu, ou fait esclave dans Alger, oo dans les Païs en dependans.

IV. Que si quelque Vaisseau de Tunis, Tripoli, ou Salé, ou quelque autre, est améne dans Alger ou autres places en dependants, quelques Vaisseaux, monde ou marchandises apartenans aux Sujets de sa Majesté de la grand'Bretagne, les Gouverneurs de ces lieux ne permettront pas qu'ils y soient vendus.

V. Quand quelque marchand d'entre les sujets du Roi de la grand'Bretagne, viendra à mourir dans Alger, ou en quelques lieux en dependans, le Bassa, Aga, ou autres Ministres ne se saisiront point de son argent ou de ses marchandises, mais demeureront entre les mains du Consul Anglois.

VI. Qu'il sera permis aux Anglois & à leur Consul qui sont residens à Alger d'avoir un lieu pour y faire leurs prieres, & que personne ne fera, soit de parolles, soit de fait, aucun tort ni dommage quel que cè puisse être, à quelqu'un des sujets de sa susdite Majesté.

VII. S'il arrivoit que quelque sujet de sa Majesté vint à fraper un Turck ou un Maure, s'il est pris, il poura être puni; mais s'il s'échape, on ne poura pour ce sujet rien dire au Consul Anglois ni à quelques autres des sujets de sa Majesté.

VIII. Si quelque Vaisseau de Goerre de sa susdite Majesté vient dans Alger ou dans quelques autres Ports de ce Gouvernement avee quelque prise; elle poura y être vendue, & le Maître du Vaisseau en poura disposer à sa volonté, sans être molesté de personne, & ils ne seront tenus de payer aucune sorte de peage. Et si lesdits Vaisseaux ont faute de quelqne provision, vivres ou quelque autre chose, ils pouront l'achetter librement suivant le prix courant du marché.

IX. Que les Vaisseaux apartenants à sa Majesté de la grand' Bretagne venants dans Alger ou autres Ports dudit Païs, payeront pour les Marchandises qu'ils vendront le Peage raisonnable, & celles qu'ils ne vendront pas pouront être reportées à bord du Vaisstau, sans en payer aucun droit.

ANS de J. C. 1662.

X. Que si quelques Vaisseaux de sa Majesté ou de quelqu'un de ses sujets, venoient à echoüer sur les côtes dependantes d'Alger, ils ne seront point declarez de prise, ni les Marchandises confisqoées, non plus que l'equipage fait esclave; mais les gens d'Alger feront tout leur possible pour les sauver eux & leurs marchandises.

XI. Que le consul, ou quelques autres des sujets de sa Majesté susdite ne seront tenus de payer les debtes de quelque autre Anglois, ou sujet de sa Majesté, à moins qo'ils n'eo soient demeurez caution.

XII. Qu'aucun sujet da sa Majesté de la grand' Bretagne en cas de differents ne sera tenu de subir aucune sentence que celles du Divan.

XIII. Que les sujets de sa Majesté qui auront quelques affaires à demeler entre eux, ne seront sujets à aucune jurisdiction, que celle du Consul.

XIV. Qu'aucun marchand ni autre sujet de sa Majesté étant passagers, ne seront molestez ou lezez dans aucuns des havres.

Et pour que le derniet Article puisse d'autant mieux etre pratiqué, suivant le veritable esprit & sens d'icelui, est accordé que si quelqoe vaisseau de guerre Algerien, vient à rencontrer quelques Vaisseaux marchands apartenants à sadite Majesté Britannique, n'étant point dans quelque Mers apartenantes à sa Majesté, il aura la liberté d'envoyer à bord dudit Vaisseau marchand nn esquif seulement, avec deux hommes de plus que les rameurs ordinaires, & pas d'avantage que deux, sans le commandement ou congé exprés dudit Vaisseau Marchand. Qu'aussi tôt qu'on aura prodoit le passeport de la maio & sceau du Grand Amiral d'Angleterre, le susdit Esquif se retirera aussi tôt, & le Vaisseau Marchand continuera sa route: Et encore que le Maître du susdit Vaisseau marchand ne pût produire de Passeport du grand Amiral d'Angleterre, pourvû que la plus grande partie de l'Eqoipage soit composée de sujets du Roi de la grand' Bretagne, l'esquif se retirera pareillement aussitôt, & le Vaisseau Marchand continuera sa route, & quand quelque Vaisseau de Guerre de sa Majesté Britannique viendra à rencontrer quelque Vaisseau Algerien, si le Maître du Navire vient à produire un Passeport du Gouverneur d'Alger, & que la plus grande partie de l'Equipage soit composée de Turcs, Mores ou esclaves, le Vaisseau Algerien poura librement continuer son chemin.

Qu'aussi tôt aprés que ces Articles auront été signés & scellés par les Regens & ceox qui ont l'Authorité Souveraine de la Ville & Royaume d'Alger, toutes les injures & dommages faits & soufferts de part & d'autre seront oubliez, & cette Paix sera en sa force, & que tous les dommages & butins qui seront commis de part & d'ausre aprés ces presentes passées & la Paix publiée, seront restituez. S'il arrive quelque different de l'un ou de l'autre côté, il ne sera point permis de rompre la Paix, pour cela, jusques à ce que la satisfaction en ait été refusée.

XVII.

ANS de J. C. 1662. ANGLETERRE ET ALGER.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & le Bassa & Divan d'*ALGER, *Fait en* 1669. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 171.

(a) Quoi que ce Traité soit de la même année que le précédent nous l'avons inséré ici,

QUandoquidem Rex Angliæ ejusque Populus pangere nobiscum Pacem intendisset, & Archithalassus Lauson à Rege ad hunc finem mandatis plenissimis instructus, unà cum novem navibus huc venisset, propéque Algirum in anchoris stetisset, aliquos suorum principaliorum Officialium in continentem misit, qui sic loquebantur: Domini & Amici nostri viximus, DEO sit Laus & Gloria! vobiscum fraternè & pacatè, tàm mari, quàm terra, sic ut invicem bona cum pace

ANS de J. C. 1662.

parce qu'il est sous différent. Le Lecteur jugera si ces deux Traitez ont pû être faits la même année; ou lequel des deux est le véritable. Aitzema dit que celui qu'il allegue est celui que fit l'Amiral Lawson.

negotiabamur, cùm vero deinde, sine culpa nostra, solummodò ob frigufcula quædam suborientia, bello denuò invicem implicaremus & nonnulla funesta sanguinolentave prælia inter nos committerentur; Propterea Rex noster Archithalasso suo iterum in mandatis dedit, ut vobiscum hominibus bonam firmamque Pacem sanciret, quam nunc æquis conditionibus concludere constituimus, quod si his ipsis contenti eritis, eas vobis proponemus. Quod ut facerent universus Senatus hujus Urbis liberæ eorum facultati commisit.

I. Si navis aliquis vi tempestatum in Territorio Urbis Algirensis evertetur, naufragæ navis reliquiæ Urbi cedent, Personæ verò & bona ejus aut quicquid eo conservatum fuit, proprietariis liberum maneat.

II. Si lis Anglo cum Turca quopiam intercedat, de ea Divan justè decernet, operamque impendet, quo dissidium sopiatur, atque ei, qui causæ Justitiam fovet, Jus & Justitia administretur.

III. Si quid discordiarum inter Anglos suboriatur, sive ex causa Tumultus aut Homicidii, aut Causa Civili, in eo tantùm Consul Judex sit.

IV. Si Anglus Turcæ pecuniam debeat desuper non Consul, sed Cadi (id est, Judex) justè judicet.

V. Quod si contigerit, ab una aut altera parte de præliis tàm in mari quàm terrâ commissis conqueri, propterea tamen & ob querelam hanc intentatam pax non rumpetur, sed pats una alteri id per literas significet, & delinquens, qui Pacem hanc infringere præsumsit, punietur, aut caput eidem amputetur.

VI. Casu quo Navis Anglicana Alimentis aut alio instructu navali indiguerit, si ea emerint & solverint, alia præterea Jura eorum nomine pendere obstricti haud sunto.

VII. Si naves quædam authoritate publicâ insidiantes hostilibus navigiis Algirenses, Anglicanis, Mercatoriis Navibus in mari obviam iverint, poterunt hæ naves insidiosæ lembos suos ad Anglicanas naves: & in iis præter remiges, duas vèl tres personas mittere, quæ duæ solæ personæ navim conscendent, sciscitatum ex natura, an Hispanos, Genuenses aut Portugallos, aut eorum bona secum vehat; & si responderit Nauta, quod quidam harum Nationum aut earum bona quædam in navi existant, Nauta hujusmodi bona vel Personas Insidiatori tradere tenebitur, ut tamen hic naulum loco illorum persolvat. Verùm Insidiatori tali, ut Nautam aut homines ejusdem fustibus, minis aut verberibus id profiteri cogat, permissum haud esto.

VIII. Quando Mercatores Anglicani cum Navibus suis advenient, & bona sua in continenti venum exponent, invicem omnium Gabellarum de venditis rebus pro quibuslibet centenis decem solvent, at de iis, quæ vendere nequiverint, nullas planè pendent.

Et cum Angli omnia supra dicta proposuissent, Senatus dictos articulos gratos esse, respondit, insimul exquirens, an aliquis esset, qui haberet, quod contradiceret, quò id ipsum indicaret; quod si ex post facto aliquid novi, huic Paci contrarium aut detrimentosum ab aliquo in medium proferretur, in hunc omninò severè animadverteretur, & talis nequaquam in Ordine nostro annumeretur, atque quicquid regerere potuisset, recenseretur, sublatis Manibus DEO pro benignitate sua, & Pace inter Regem Angliæ & hanc Urbem concessâ gratiæ actæ fuère, concordatumque fuit à parte utraque, ut is, qui pacem transgrederetur, pœnis durissimis afficeretur.

XVIII.

Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *Fait à Witthal, le* 14. *Septembre*, 1662. Recueil des Traitez fait, entre les Etats Généraux des Provinces-Unies, & plusieurs Rois Princes, &c. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. X. pag. 384.

ANS de J.C. 1662.

ANGLETERRE ET PROVINCES-UNIES.

POstquam divina Providentia nuperos in Anglia motus suaviter composuerat, & Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem ad avita Regna ac Dominia sua admirabili quodam populorum applausu reduxerat; dictus Dominus Rex eo statim curas & cogitationes applicuit, ut Pacem Amicitiamque cum vicinis & Confœderatis suis vel continuaret, vel redintegraret; Ex omnibus autem gentibus, quæ cum dicto Domino Rege, vel cum Regiis Prædecessoribus suis unquam sociatæ sunt, nullas Celsis ac Præpotentibus Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii præferendas esse censuit; Tam quod dictus Dominus Rex, ejusque Prædecessores propensum semper & benevolum animum erga dictos Dominos Ordines, eorumque Rempublicam ostenderint; Tum, quod mutua subditorum dicti Domini Regis, Dominorumque Ordinum Generalium commoda & Commercia, & præsertim ejusdem Religionis Professio singularem quandam affectus & Consilii Unionem ad utriusque populi stabilimentum & incrementum, postulare videantur; Cumque dicti Domini Ordines moti super memoratis rationibus, nihil antiquius habuerint, quam ut omnimodo pristina Fœdera inter dictum Dominum Regem, dictosque Dominos Ordines renovarentur & firmiori nexu stringerentur. Ideoque Legatos suos Extraordinarios in Angliam miserint, Dominum *Ludovicum de Nassau*, Dominum de Lecque, Beverweert, Odijck, &c. *Simonem van Hoorn*, Consularem & Consiliarium Urbis Amstelrodamensis; Deputatum in Consilio Ordinario Hollandiæ & West-Frisiæ; *Michaelem van Goch*, ante hac Syndicum & Consiliarium Urbis Flissingensis, Deputatum ad rationes Provinciales Zelandiæ; *Joachimum Ripperda*, Dominum de Farmsum, Urbis Appingadam, Helm, Silwolda, Siddebuiren, Oostwolt, Oosterwijckwert, Holwyrda, Uytwyrda, Marsum, Byssum, Salwert tho' Nansum, Deputatos Hollandiæ, Zelandiæ, & Groningæ & Omlandiæ, in Consessu Ordinum Generalium, ad arctiorem firmioremque Pacem & Amicitiam cum dicto Domino Rege ineundam: Placuit dicto Domino Regi, deputare ex parte sua Commissarios & Procuratores suos è secretiori Sacræ Regiæ Majestatis Concilio *Johannem* Baronem *Robartes* Custodem privati Sigilli: *Georgium* Ducem *Albemarla*, Exercituum in Magna Britannia & Hibernia Capitaneum Generalem, & Equorum Regiorum Magistrum; *Eduardum* Comitem *Mancestria*, Hospitiis Regii Camerarium; *Hieronymum* Comitem *Portlandia*; *Denzellium* Baronem *Holles*; *Antonium* Baronem *Ashley*, Scaccarii Regii Cancellarium & Sub-Thesaurarium; *Carolum Berkeley*, Equitem Auratum, Hospitii Regii Thesaurarium; *Georgium Carteret*, Equitem Auratum & Baronettum, Hospitii Regii Vice Camerarium; *Eduardum Nicholas*, Equitem Auratum, unum, atque *Gulielmum Morice*, Equitem Auratum, alterum primariorum Regis Secretariorum, ut super proposito Fœdere cum dictis Legatis tractarent concluderentque secundum Literas plenæ potestatis utrinque exhibitas, quarum exemplar in fine hujus Tractatus insertum est: Tandemque inter dictos Regiæ Majestatis Commissarios ab una, Dominorumque Ordinum Legatos ab altera parte conventum & concordatum est.

I. Imprimis, quod ab hoc die sit vera, firma & invio-

ANS de J. C. 1662.

violabilis Pax, Amicitia, sincerior, intimior atque arctior Confœderatio & Unio inter Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem, atque Celsos & Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Terrasque, Regiones Civitatesque sub utriusque Ditione, sine distinctione Locorum positas, earumque Subditos & Incolas, cujuscunque demum gradus fuerint.

II. Item, uti dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales maneant Amici, Confœderati, necessitudine & amicitia conjuncti & adstricti, ad jura atque immunitates Subditorum alterutrius, contra quoscunque demum tuendas, qui utriusve Status Pacem Terra Mari ve disturbare conabuntur, vel qui infra alterutra Dominia degentes publici utriusque Status Hostes denunciabuntur.

III. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales nihil agent, facient, molientur, tractabunt aut attentabunt adversus alterutrum vel Subditos alterutrius, quocunque in loco, sive Terra, Mari, Portubus, Districtibus, Sinubus & Aquis dulcibus, quacunque occasione, nec eorum alter vel Subditi alterutrius dabit, præstabit vel subministrabit ullum auxilium, consilium seu favorem, neque quicquam agi, tractari vel attentari ab alio quovis cunque assentiet in damnum aut præjudicium alterutrius, vel Subditorum alterutrius; Sed omnibus & singulis degentibus vel commorantibus, vel existentibus infra alterutrius Dominia, qui contra alterutrum quicquam agent, facient, tractabunt vel attentabunt, uterque expresse & cum effectu contradicet, renitetur, atque impedimentum realiter præstabit.

IV. Item quod neque dictus Dominus Rex vel dicta Respublica neve ullus ex Subditis alterutrius, Incolis, aliisque in eorum Ditione commorantibus, alterutrius rebelles, quocunque subsidio, consilio, studio fovebit & adjuvabit, sed expresse contradicet atque efficaciter obstabit ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut ex subditis incolis, aut commorantibus in alterutrius Dominiis fuerit, ullis istiusmodi Rebellibus prædictis, seu sint viri, naves, arma, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, neque etiam pecuniæ aut commeatus, seu Victualia mari vel terra submittantur aut suppeditentur, atque omnes naves, arma, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, etiam pecuniæ & commeatus ad quamcunque personam vel personas pertinentia, quæ contra sensum hujus Articuli submittentur, aut suppeditabuntur, eidem parti (ubi personæ contravenientes fuerint) addicentur & in fiscum cedent; Quin & ii, qui Scientes & Volentes quicquam contra sensum hujus articuli fecerint, commiserint, attentaverint Consiliumque dederint, utriusque partis hostes judicabuntur, atque ibi perduellionis pœnas luent, ubi id commissum aut perpetratum fuerit. De specificatione autem earum mercium, quæ prohibitæ aut contrabandæ censebuntur, postea provisum erit.

V. Item, quod dictos Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales sibi mutuo, sincere & fideliter (prout opus fuerit) contra alterutrius Rebelles terra, marique opem ferent, viris & navibus ea proportione, eoque modo, iisque conditionibus, de quibus postmodum convenerint, prout necessitas & rerum alterutrius ratio tulerit, sumptibus tamen & expensis illius partis, quæ auxilium rogaverit.

VI. Item, quod neque dictus Dominus Rex neque dicta Respublica, subditive alterius, Rebellem vel Rebelles, profugum vel profugos alterius declaratos vel declarandos in ejus Dominia, Terras, Regiones, Portus, sinus, aut districtus, eorumve aliquod recipiet, neque iis vel eorum alicui in prædictis locis, vel alio quocunque etiam extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus aut Districtus, auxilium, consilium, Hospitium, Milites, Naves, pecunias, Arma, apparatum bellicum vel commeatum concedet, præstabit aut ministrabit, neve alteruter istiusmodi Rebelles, Profugos à quacunque Persona vel Personis recipi permittet in sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, Sinus, Districtus, nec istiusmodi Rebellibus Profugis ullum auxilium, consilium, Hospitium, favorem, arma, apparatum, Milites, pecunias aut commeatum præstari, ministrari, aut concedi permittet, sed expresse & cum effectu contradicet, obstabit atque impedimentum realiter prestabit.

VII. Item, quod si alteruter aliquem vel aliquos; suum vel suos fuisse vel esse Rebellem, vel Rebelles, Profugum vel Profugos, & in sua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, districtus vel eorum aliquod receptum vel receptos esse, aut ibidem commorari, latitare, vel perfugium sibi quærere per Literas suas publicas & authenticas alteri significaverit & declaraverit; Tunc illa pars quæ hujusmodi Literas receperit, vel cui taliter significatum vel declaratum fuerit, intra spatium viginti octo dierum à die prædictæ significationis proximè & continuè numerandum, tenebitur dicto Rebelli vel Rebellibus, Profugo vel Profugis præcipere & mandare, ut extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Districtus & eorum quodlibet singuli exeant & recedant. Et si quis prædictorum Rebellium aut Profugorum intra decimum quintum diem à die hujusmodi præcepti & mandati non recesserit & exiverit, singuli morte & amissione prædiorum & bonorum mulctabuntur.

VIII. Item. quod nullus Rebellis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, Districtus vel alia loca, seu privilegio donata vel non donata, quæ aliqua Persona, cujuscunque status & dignitatis exstat vel existet, infra Dominia & Territoria Fœderatarum Provinciarum, quocunque jure vel titulo tenet vel possidet, vel deinceps tenebit vel possidebit, recipietur, nec in ea per aliquam personam, cujuscunque status & dignitatis fuerit, recipi vel in iisdem commorari permittetur aut tolerabitur; Neque dicti Domini Ordines Generales alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, in navibus, militibus, pecuniis, commeatu, aut alio quocunque modo auxilium, consilium vel favorem per aliquam personam, cujuscunque status & dignitatis fuerit, de cætero dari aut præstari permittent, aut tolerabunt, verum id publicè & disertè prohibebunt, atque efficaciter impedient: Et si aliqua persona vel personæ cujuscunque status aut dignitatis fuerint, manens vel degens, manentes vel degentes infra Dominia Fœderatarum Provinciarum earumve potestates, contra hujusmodi conventionem aliquid fecerit seu fecerint; Quod tunc omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus hujusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter eo tempore habent aut habet, vel quocunque jure aut titulo se habere prætendent vel prætendet, pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur. Pariter nullus Rebellis dictorum Dominorum Ordinum Fœderatarum Provinciarum in Castra, Oppida, Portus, cæteraque loca, eorumve aliquod, sive Privilegio donatum, sive non donatum, quod quælibet persona vel personæ cujuscunque status aut dignitatis existat aut existant, quocunque jure aut titulo tenet aut tenent, possidebit vel possidebunt, infra Regna vel Dominia dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ recipietur, vel à quacunque persona vel personis recipi, inibique versari permittetur. Neque dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis in navibus, militibus, pecuniis, commeatu, aut alio quocunque modo, auxilium, consilium aut favorem per aliquam ejusmodi personam vel personas, cujuscunque gradus sit, de cætero dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed publicè & disertè prohibebit & efficaciter impediet: Et si quis è dicti Domini Regis subditis, vel infra illius Dominia contra hujusmodi conventionem quicquam fecerit vel attentaverit, omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus istiusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis,

ANS de J. C. 1662. cæterisque locis, quæ illi, vel eorum alter id temporis habent aut habet, quocunque jure aut titulo se habere prætendent aut prætendet, pari modo pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur.

IX. Item, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ subditi que ejus, omnesque Majestatis suæ Dominiorum Incolæ, item prædictæ Fœderatæ Provinciæ earumque subditi & Incolæ, cujuscunque ordinis & conditionis fuerint, ad sese mutuo rebus omnibus humaniter atque amice tractandum obligabuntur, uti Terra vel aqua alterutrius Regiones, Oppida, Pagos, sive muro cincta, sive non cincta, sive munita, sive non munita, Portus etiam & universam partis utriusque ditionem in Europa libere & securè adire possint, in iisque versari & commorari quamdiu voluerint, ibique sine ullo impedimento commeatum suis usibus, quantum necesse erit coemere, atque etiam negotiari, & mercaturam facere, quocunque mercium genere ipsis videbitur, easque advehere suo arbitratu aut exportare, dummodo, quæ statuta sunt portoria solvant; salvis etiam alterutrius Dominii Legibus ac statutis omnibus; Ita tamen ut subditi & Incolæ utriusque partis commercium suum exercentes, in alterutrius Regionibus & ditionibus non obligentur inposterum plus portorii, census, vectigalium, aut aliorum tributorum solvere, quàm pro rata proportione, quàm alii extranei solvunt, in iisdem locis mercaturam exercentes.

X. Item, quod naves & navigia dictarum Fœderatarum Provinciarum, tam bellica & ad hostium vim propulsandam instructa, quàm alia, quæ alicui è navibus bellicis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in Maribus Britannicis obviam dederint, vexillum suum è mali vertice detrahent, & supremum Velum demittrent, eo modo, quo ullis retrò temporibus, unquam observatum fuit.

X I. Item, in majorem Commercii & Navigationis libertatem, conventum & conclusum est, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictique Domini Ordines Generales in Portus suos, Urbes & Oppida non recipient, neque sinent ut ullus ex Subditis alterutrius recipiat Piratas aut Predones, iisve Hospitium auxilium aut commeatum præbeant, verum operam dabunt, ut prædicti Piratæ & Predones eorumve piraticæ participes, conscii & adjutores in aliorum terrorem investigentur, capiantur & merito supplicio puniantur. Omnes Naves, bona, & Merces piratice ab iis captæ, atque in Portus alterutrius Dominii advectæ, quæ quidem inveniri poterunt, imo etiam, si venditæ sint, justis Dominis restituentur, aut satisfactio dabitur, vel earum Dominis, vel iis, qui per Literas procurationis eas res vindicaverint, modo jus Domini debitis ex lege probationibus in Curia causarum Maritimarum appareat.

XII Item, non permissum erit Subditis Regiæ Majestatis, & Incolis Regnorum aut Terrarum illi obedientium, aut Incolis & Subditis Fœderati Belgii hostile aliquid aut violentum invicem moliri aut facere, sive Mari, sive Terra, nullo prætextu aut colore, & per consequens non licitum erit dictis Subditis & Incolis, ab aliquo Principe aut Statu, quibus cum alterutro Fœderatorum discordia aliqua, aut Bellum apertum est, Literas patentes (quas Commissiones vocant) aut Repressalias impetrare, & multo minus vi istarum Literarum Subditos alterutrins Fœderatorum aliqua molestia aut damno afficere: Neque etiam permissum erit Armatoribus extraneis, non Subditia uni aut alteri Confœderatorum, habentibus Commissiones ab aliquo alio Principe aut Statu, aut in portubus unius aut alterius partium prædictarum Naves suas instruant; ea quæ ceperunt vendant, redimere faciant, aut alio modo quocunque mutent, tam naves, mercimonia, quam alia onera quæcunque, & ne quidem Victualia coemere illis licitum erit, nisi quæ necessaria erunt ad perveniendum ad portum proximum illius Principis, à quo Commissiones obtinuerunt, Et si forte aliquis subditorum Regiæ Majestatis aut dictorum Dominorum Ordinum Generalium emerit, mutatione aut alio quocunque modo sibi acquisiverit ejusmodi navem aut mercimonia, quæ à subditis unius aut alterius capta fuerunt, eo casu dictus subditus tenebitur dictam navem, bona aut mercimonia restituere proprietariis sine ulla dilatione, & sine ulla compensatione aut refusione pecuniæ, pro dictis rebus solutæ aut promissæ, modo coram Consilio Regiæ Majestatis aut dictis Dominis Ordinibus Generalibus probaverint, sese earum rerum proprietarios esse. ANS de J.C. 1662.

XIII. Item, si dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictive Domini Ordines Generales Fœderati Belgii ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem, aut necessitudinem cum aliis quibuscunque Regibus, Rebuspublicis, Principibus aut Statubus contrahent, aut paciscentur: Alter alterum ejusque Dominia in iis, eorumve quolibet comprehendet, si comprehendi voluerit, atque de omnibus istiusmodi amicitiæ & confœderationis tractatibus alterum certiorem reddet.

XIV. Item, quod si acciderit, ut quamdiu Fœdus, Amicitia & Societas hæc duraverit, ab ullo ex subditis, aut incolis alterutrius partis contra hoc Fœdus, aut ullum ejus membrum mari, terra aut aquis dulcibus quicquam fiat aut tentetur, amicitia hæc, Fœdus & Societas inter has Nationes non idcirco interrumpentur aut infringentur, verum integræ nihilominus perstabunt, vimque suam plenariam obtinebunt; Tantummodo illi ipsi, qui contra fœdus prædictum commiserint, singuli punientur, & nemo alius, justitiaque reddetur, & satisfactio dabitur illis omnibus, quorum id interest, ab iis omnibus, qui Terra, Mari aut aliis Aquis contra hoc Fœdus quicquam commiserint ulla in parte Europæ, aut ubivis Locorum intra Fretum Gaditanum, sive in America, per Africæ Littora, ullisve in Terris, Insulis, Æquoribus, Æstuariis, Sinubus, Fluminibus, ullisve in Locis eis Caput Bonæ Spei intra anni spatium, quàm Justitia postulabitur. In omnibus autem (uti supra dictum est) ultra prædictum Caput Locis, intra menses octodecim, quam justitia prædicto modo poscetur. Quod si vero Fœderis Ruptores non comparuerint, neque se judicandos submiserint, neque satisfactionem dederint intra hoc vel illud temporis spatium, pro loci longinquitate modo constitutum, prædicti illi utriusque partis Hostes judicabuntur, eorumque Bona, Facultates & quicunque reditus publicabuntur, plenæque ac justæ satisfactioni impendenda erunt, earum injuriarum, quæ ab Ipsis illatæ sunt, ipsique præterea eum in alterutrius partis potestate fuerint, iis pœnis obnoxii erunt, quas suo quisque crimine commeruerit.

XV. Item, conventum & conclusum est inter dictum Dominum Regem Magnæ Briaanniæ, ac dictos Dominos Ordines Federati Belgii, quod Insula Pularon restituetur dicto Domino Regi aut iis, qui ad hoc Diploma à Rege sub magno Angliæ Sigillo acceperint, idque simul ac aliquis tali instructus Diplomate illuc pervenerit & illam restitutionem petierit; Et quò illud facilius ac certius ad exitum perducatur, ab Ordinibus Generalibus & Societate Indica, quæ est apud Belgas, Diplomata ad hoc necessaria ipsi tradentur statim post Ratificationem hujus Tractatus, & quod per restitutionem illius Insulæ Pularon, actiones & pretensiones omnes, quas Subditi unius & alterius partis ob damna, injurias & offensiones invicem in India illatas, & in Anglia cognitas ante $\frac{20}{30}$ Januarii 165$\frac{8}{9}$ sibi competere putant (hoc excepto, quod scilicet, qui se jacturam passos dicunt in duabus Navibus, videlicet *Bonaventura & Bona Esperanza* poterint litem inceptam prosequi) cessabunt, extinguentur & annihilabuntur, eo quo sequitur modo; Ut omnes offensæ, injuriæ, damna ac dispendia (excipiendo prius excepto) quæ pars una ab altera pertulit, aut quomodolibet se pertulisse causari posset in Indiis Orientalibus, quorum quidem notitia ali-

ANS de J. C. 1662. aliqua fuerit Londini apud Anglos, aut Hagæ-Comitum apud Belgas, ante vigesimum diem Januarii Anni 1659, stilo novo, aut decimum Januarii Anni 1658, stilo veteri, in cæteris vero Mundi plagis, ex capite quarumcunque actionum aut rerum, quæ contigere ante publicationem & notitiam Pacis inter utramque Gentem initæ die $\frac{4}{14}$ Martii Anni 165$\frac{3}{4}$ penitus deleta atque extincta remanebunt, ita ut neutra dictarum partium alteri negotium facesset ob aliquod damnum, offensam, injuriam, aut dispendia, (excipiendo prius excepto) sed eorum omnium singulorumque perfecta erit, renfanebitque abolitio, omnesque eo nomine lites, actionesque cassæ, oullæque erunt; Cætera autem damna, offensæ, injuriæ & dispendia, quæ Gens Anglicana, seu publico, seu privatorum nomine affirmare poterit sibi obvenisse, aut illata esse à Fœderatorum Belgarum regimine, aut à Societatibus, vel privatis eidem regimini subjectis, uti & vicissim, quæ Fœderati Belgæ seu publico, seu privatorum nomine sibi obvenisse, aut illata esse causari poterunt ab Anglorum Regimine, aut à Societatibus vel privatis eidem Subjectis in Indiis Orientalibus post diem $\frac{10}{20}$ Januarii 165$\frac{8}{9}$, aut saltem quorum notitia ante eum diem Londini, aut Hagæ-Comitum non fuerit, atque in cœteris mundi partibus post publicationem & notitiam Pacis prædictæ Anno 165$\frac{3}{4}$ absque ulla Personarum seu Loci & temporis ulteriori distinctione aut exceptione submittentur, sicut hisce tabulis submittuntur examini, arbitrio & decisioni Commissariorum aut Arbitrorum, modo & conditionibus ut sequitur.

Ut Commissarii in res præteritas tantum constituantur, neutiquam vero in futuras quæ post diem conclusi Tractatus accidere poterunt.

Uti Commissio eorum in præterita solummodo (ut jam dictum est) directa clausulam ullam generalem nequaquam contineat, sed expresse circumscribatur ac limitetur Catalogo speciali, quæ Commissioni adjungetur, ita ut præter actiones eodem Catalogo descriptas, de nulla alia recognoscere ipsis integrum sit; Ut autem utrinque de eo conveniat, Catalogus ab utraque parte conficietur & utrinque commutabitur, ut hinc inde ritè ac debitè examini subjici possit, ac si vel in hoc vel in illo inveniantur res, qualescunque ad Indias Orientales spectantes, quæ ante diem $\frac{10}{20}$ Januarii anno 165$\frac{8}{9}$ Londini notæ fuerint, quoad actiones Anglorum aut eodem tempore Hagæ-Comitis, quoad actiones Fœderatarum Provinciarum, vel in cæteris mundi plagis ante publicationem & notitiam Pacis prædictæ Anni 165$\frac{3}{4}$ acciderunt; aut etiam aliæ actiones ejus naturæ, ut hujusmodi arbitrio submitti minus aptæ censeantur, eæ ex Catalogis expungentur.

Postquam itaque de hisce Catalogis utrinque conventum erit, annus integer constituetur, quo inter Serenissimæ suæ Majestatis Ministrum, atque Ordinum Generalium Commissarios Hagæ-Comitis negotia omnia iisdem Catalogis contenta, per amica Colloquia componantur, & prætendentes vel eorum mandatarii hunc in finem speciali mandato muniti, ante exitum sexti mensis prædicti Anni Hagæ-Comitis, sistere sese tenebuntur.

Hoc autem anno elapso, omnes eæ actiones ob quas prætendentes, vel eorum mandatarii Hagæ fuerint eo intuitu, ut de iis amicabiliter transigeretur, quod per legitimum testimonium Ablegati Regis Magnæ Britanniæ, & Commissariorum Ordinum Generalium aut alterutrius probare tenebuntur, & de quibus tamen antea transactum non fuerit, ad dictos Commissarios remittentur, ut tandem per eos aut componantur aut decidantur; Qui quidem Commissarii post dictum annum elapsum, si aliquæ actiones tunc temporis ita amice non fuerint compositæ, eo fine Londini convenient, eruntque quaterni ab utraque parte: Instruentur autem & munientur authoritate, fietque porro hæc ipsa submissio & progressus in omnibus & per omnia eodem prorsus modo, quo Anoo 1654. factum fuit; Ita tamen ut hisce superarbitrium Protestantibus Helvetiorum Cantonibus non deferatur. ANS de J. C. 1662.

XVI. Item, quod dicti Domini Regis Subditi, quique sub ejus ditione fuerint, possint liberè, tuto ac secure in Fœderati Belgii Provinciis, & singulis suis ditionibus in Europa, perque eas Terra vel Aqua ad omnia loca, vel ultra eas iter facere, perque ulla earum Oppida, præsidia, munimenta transire, quæ ullis in locis Fœderatarum Belgii Provinciarum, aut alibi in eorum ditionibus in Europa sunt vel erunt, Mercaturam in omnibus illis locis facientes, eorumque Negotiatores, Institores, Famulive armati, sive inermes (armati autem non amplius quadraginta simul) tam sine Bonis suis & Mercimoniis, quam cum iis, quocunque ire voluerint; Poterit item Populus & Incolæ Fœderatarum Belgii Provinciarum eadem libertate frui in omnibus dicti Domini Regis ditionibus in Europa, dummodo in hujusmodi Commercio & Mercatura singuli alterutrius Dominii Legibus & Statutis utrinque pareant, moremque gerant.

XVII. Item, si Naves Mercatoriæ unius aut alterius Subditorum per Tempestatem vel Piratas, vel aliam quamcunque necessitatem, Portum unius aut alterius Dominii intrent, inde secutè & liberè recedant cum Navibus & Mercimoniis absque aliqua Vectigalium aut aliorum jurium solutione; Ita tamen, ut Onus non distrahant aut divendant, aut venale quicquam proponant, nec molestiæ qualicunque aut visitationi subjicientur, modo nec personas aliquas nec merces io navem receperint, aut quicquam egerint contra leges, statuta & consuetudines ejus loci, ubi portus (uti præmissum est) intraverint.

XVIII. Item, quod mercatores, naucleri, Gubernatores & Nautæ alterutrius partis, eorumque Naves, bona aut mercimonia in terris, portubus, navium stationibus, aut fluminibus alterius non prehendentur, vel sub arresto detinebuntur ex edicto quovis Generali aut speciali, sive ad bellum, sive ad alium quemlibet usum, nisi summa necessitate id cogente, justa etiam satisfactione ob id data, ita tamen ut detentionibus & arrestationibus, quæ ex jure & Legibus alterutrius Dominii rectè atque ordine fiant, nihil hinc derogatum sit.

XIX. Item, uti mercatores utrinque, eorumque institores & Famuli atque etiam Naucleri, aliique nautæ, tam eundo, quam redeundo navibus per maria, aliasque aquas, quam in portubus alterutrius, aut in terra egressi, sui suorumque bonorum defendendi causâ, omne genus arma, tam offensiva quam defensiva gestent, utanturque; Verum ubi ad sua quisque hospitia ac diversoria pervenerit, ibi arma sua deponet ac relinquet, donec rursus ad navem se receperit, aut eo commeare velit.

XX. Item, quod naves præsidiariæ seu bellicæ alterutrius partis quamcunque io mari navem aut navea mercatorias, quæ ad alterum vel alterius subditos aut incolas pertinuerint, quæ eundem cursum tenuerint, idemve iter fecerint, obviam habentes aut assequentes iis præsidio esse, easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenuerint, contra omnes & singulos qui eas vi adorientur.

XXI. Item, si qua Navis aut Naves, quæ Subditorum aut Incolarum alterutrius partis aut neutralis alicujus fuerint, in alterutrius portubus à quovis tertio capiantur, qui ex Subditis & Incolis alterutrius partis non sit, illi, quorum in portu aut ex portu, aut quacunque Ditione prædictæ Naves captæ fuerint, pariter cum altera parte dare operam tenebuntur in prædictis Nave vel Navibus insequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis; Verum hoc totum fiet Dominorum impensis, aut eorum quorum id interest.

XXII. Item, quod Scrutatores, cæterique id genus Officiales ex utraque parte, ad normam Legum alterutrius Dominii sese dirigent, neque plus imponent exigentve quàm per authoritatem sibi commissam & accepta mandata licuerit.

XXIII.

ANS de J. C. 1662.

XXIII. Item si qua injuria ab alterutro Dominio ejusve Subditis, aut Incolis, alteri is Subditis aut Incolis illata sit, sive contra ullos hujusmodi Fœderis Articulos, sive contra jus commune, uti nullæ Literæ Repressaliæ, Mercæ aut Contra-mercæ ab alterutro concedantur, donec Justitia prius juxta Leges ordinarias postuletur; sin autem illic Justitia vel denegetur, vel in longum protrahatur, tum uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales, aut delegati ejus Dominii, eujus Subditi & Incolæ injuria affecti sunt, ab altero, in quo justitia (ut supra dictum est) denegatur aut differtur, aut ab illa potestate, quæ hujusmodi postulatis audiendis constituta erit, publice Justitiam postulent, ut omnes hujusmodi lites vel amice componantur, vel ordinario legum processu: Sin autem mora adhuc interposita erit, neque jus reddetur, neque satisfactio dabitur intra tres menses, quam hujusmodi postulatio lata fuerit, tum demum Literæ Repressaliæ, Mercæ vel contra-mercæ concedantur.

XXIV. Item, quod illi, qui specialia Diplomata aut Commissiones ab alterutra parte obtinuerint, priusquam illa Diplomata accipiant coram eo Judice, qui ea ipsis exhibebit, efficientem fiduciariam cautionem interponent, per ejusmodi Homines, qui respondendo pares sunt, & non ejus Navis Socii aut participes, se nullum damnum aut injuriam alterutrius Subditis aut Incolis illaturos.

XXV. Item, conventum & concordatum est, quod utriusque partis Subditis & Incolis ad Portus utriusque liber semper sit accessus, in iisque commorari, & inde rursus recedere, liberum ei licitumque erit, non solum cum Navibus Mercatoriis & oneratis, sed & cum Navibus bellicis, sive ad dictum Dominum Regem dictosve Dominos Ordines Generales spectent, sive eorum sint qui specialia diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi, aut Maris periculo intraverint, sive ut Naves reparent, aut commeatum coëmant, modo octonarium Navium Bellicarum numerum non excedant; Si sua sponte intraverint, nec diutius in Portubus aut circa Portus hæreant, quam ad Navium reparationem, coëmenda Victualia, aliasve necessitates fuerit necesse: Et si major Navium Bellicarum numerus data occasione, ad ejusmodi Portus velit accedere, eas intrare nequaquam erit licitum, nisi prius impetrata ab iis venia, ad quos Portus illi prædicti pertinuerint, nisi tempestate, aut vi aliqua, aut necessitate compulsæ fuerint, quo Maris pericula effugerent; quod cum acciderit, Præfectum ejus Loci aut summum Magistratum statim de causa sui adventus certiorem facient; nec diutius ibi hærebunt, quam illis à Præfecto aut Magistratu permissum erit, nec in iis Portubus commorantes hostile aliquid, aut quicquam in præjudicium eorum molientur.

XXVI. Item, conventum & conclusum est, quod utraque pars verè & firmiter observabit, atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque & singula in eo contenta & comprehensa, atque eadem ab alterutrius subditis & incolis observari & præstari, efficaciter curabit.

XXVII. Item, ad majorem cautelam & securitatem Tractatus hujus & Confœderationis à parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Provinciarum eorumque Populi sincere & bona fide præstandæ, conventum & conclusum est, sicut & dicti Domini Ordines Generales his præsentibus conveniunt, seque firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & singuli, quos aut quem vel ipsi, vel ordines Provinciarum quocunque demum tempore eligent, constituent, aut præficient Capitaneum Generalem, Gubernatorem, seu Præsidem primarium sive Stadtholder, Imperatorem exercituum seu Militiæ in Terra, vel Admirallum, seu Prætorem Classium, navium copiarumve marinarum obligabuntur & devincientur, hunc Tractatum & omnia ejus capitula juramento confirmare, itaque sancte & cum juramento spondere, se quantum possint, omnia ea Religiosè observaturos & executioni, quo ad eos spectat, mandaturos, & curaturos, ut ab aliis observentur & executioni mandentur.

ANS de J. C. 1662.

XXVIII. Item, conclusum, conventum & concordatum est, quod præsens Tractatus atque omnia in eo contenta & conclusa, à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes utriusque partis literas Sigillo magno munitas, debita & authentica forma intra tres menses proxime insequentes (aut citius, si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque instrumenta intra prædictum tempus hinc-inde extradentur, nec non & Tractatus hic & Confœderatio, statim à traditis & permutatis instrumentis, forma & loco solitis publicabitur. In quorum omnium fidem, majusque robur Nos prædicti Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Commissarii præsentem Tractatum subscripsimus, eidemque Sigilla nostra apposuimus. Apud Witehal $\frac{4}{14}$ die mensis Septembris, anno Domini millesimo sexcentesimo sexagesimo secundo.

Articulus Separatus.

SI forte aliqua Tapera, Peristromata, Aulæa, Picturæ, Supellectile cujuscunque generis, vel Lapides pretiosi, Clenodia, Monilia, Gemmæ, vel alia quæcuoque Bona mobilia ad Regem Magnæ Britanniæ spectantia, penes dictos Ordines Generales, aut aliquem Subditorum suorum jam nunc sunt, aut de futuro reperientur, dicti Domini Ordines promittunt sese nullo modo protecturos Possessores aliquorum Mobilium ad dictum Dominum Regem pertinentium, quæ iis auferri poterunt eo modo, ut nulla iniquitate aut injustitia afficiantur illi, qui gravabuntur illa sua sponte restituere, dictique Ordines promittunt sese modo, quàm efficacissimo, operam daturos, ut de plano & summarie in isto negotio procedatur, sine ordinaria forma & modo procedendi in Curiis usitato, & ut Justitia administretur, qua satisfiat dictæ Regiæ Majestati, quantum fieri poterit absque læsione alicujus.

Item, quod si qui eorum, qui rei sunt illius nefandi Parricidii in Regem Carolum primum beatissimæ memoriæ admissi, ac legitimè de eodem scelere attincti, condemnati aut convicti, vel jam sunt in Dominiis dictorum Ordinum Generalium, vel postea illuc advenient, statim quamprimum dictis Ordinibus Generalibus, vel aliquibus Officiariis suis innotuerit vel relatum fuerit, prehensi in custodiam dentur, & vincti in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ iis custodiendis, domumque revehendis præfecerit; In quorum fidem præsentem Articulum nos Commissarii Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ subscripsimus, eidemque Sigilla nostra apposuimus. Actum apud Whithal $\frac{4}{14}$ die mensis Septembris, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo secundo.

Sequitur Procuratio pro Commissariis Domini Regis Magnæ Britanniæ, &c,

CAROLUS, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis, ad quos hæ Litteræ pervenerint, Salutem. Cum Celsi & Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii Legatos suos Extraordinarios ad Nos miserint, qui Nos de propensâ dictorum Ordinum voluntate arctiorem Nobiscum Amicitiam conciliandi, atque firmam inter Nostros utrioque Subditos Pacem & benevolentiam, mutuamque Commercii celebritatem & frequentiam stabiliendi & conservandi certiores reddiderunt: Nos, qui quidem nihil magis ad Dei optimi Maximi gloriam, & Christiani

ANS de J.C. 1662.

ni Orbis salutem conducere, quam ut Christiani inter sese Principes & Status sanctam colant Pacem & concordiam, persuasissimum habemus, prædicto Ordinum Generalium desiderio lubenter annuimus; Sciatis igitur, quod Nos spectatissima perquam fidelium & prædilectorum Nostrorum Consanguineorum & Consiliariorum intimorum, ac perquam fidelium & delectorum Nostrorum Consiliariorum intimorum *Johannis* Baronis *Robarts*, privati Nostri Sigilli Custodis; *Georgii* Ducis *Albemarlæ*, Exercituum nostrorum in Magna Britannia & Hibernia Capitanei Generalis, & Equorum Nostrorum Magistri; *Eduardi* Comitis *Mancestriæ*, Camerarii Hospitii Nostri; *Hieronymi* Comitis *Portlandiæ*; *Denzelli* Baronis *Holles*; *Antonii* Baronis *Ashley*, Cancellarii Scaccarii Nostri & Sub-Thesaurarii; *Caroli Berkeley*, Equitis Aurati, Thesaurarii Hospitii Nostri; *Georgii Carteret*, Equitis Aurati & Baronetti Vice-Camerarii Hospitii Nostri; *Eduardi Nicholas*, Equitis Aurati unius, & *Guilielmi Morice*, Equitis Aurati alterius primariorum Nostrorum Secretariorum, prudentia & integritate plurimum confidentes, eosdem fecimus, ordinavimus & deputavimus, & per præsentes facimus, ordinamus & deputamus Nostros veros & indubitatos Commissarios, Deputatos & Procuratores, dantes & concedentes iisdem omnibus, sive quibusvis quatuor eorum, plenam & omnimodam potestatem & authoritatem, pariter & mandatum generale ac speciale, cum præfatis dictorum Ordinum Generalium Legatis Extraordinariis ad hoc sufficientem authoritatem & potestatem habentibus, Nostro nomine de & super prædicta arctiori amicitia & Pace, atque Commercii celebritate & frequentia communicandi, tractandi & concludendi; Cœteraque omnia & singula, quæ ad firmiorem Pacem, majorem amicitiam & celebriorem inter utrasque Nationes, Dominia & Subditos exercendam Commercii frequentiam, conducere & facere possunt, faciendi atque super iis articulos & instrumenta necessaria conficiendi, & ab altera parte petendi & recipiendi; Denique omnia alia, quæ ad præmissa vel circa ea erunt necessaria, expediendi; promittens bona fide & in verbo Regio, Nos omnia ea & singula, quæ inter prædictos Nostros Commissarios, aut eorum quatuor, & præfatos Ordinum Generalium Legatos, in præmissis vel præmissorum aliquo erunt facta, pacta & conclusa, rata, firma & grata habituros, & ex Nostra parte servaturos, & à Subditis Nostris servari curaturos. In cujus rei testimonium has Litteras Nostras fieri fecimus patentes. Teste me ipso, apud Westmon: primo die mensis Septembris 1662, Anno Regni Nostri decimo quarto. Et signatum erat.

CAROLUS Rex.

Ensuit la Procuration pour les Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Estats Generaux.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Apres avoir donné des preuves de l'affection, que nous avons pour le repos de la Chrestienté en la Paix, que l'on vient de conclure dans le Nort, Nous croyons la devoir affermir en traittant avec le Roy de la Grande Bretagne une estroite, bonne, sincere, durable & mutuelle Amitié, Union & Alliance, pour la defense & conservation reciproque des Estats & Sujets de l'un & de l'autre, de leurs libertez & franchises, particulierement au faict de la Marine, Navigation & du Commerce, & generalement de tous leurs interests communs, contre tous ceux qui les y voudroient troubler & empescher par Mer ou par Terre: à quoy voulans apporter tout ce qui peut-estre attendu de Nous; Nous avons resolu d'envoyer en Angleterre une Ambassade Extraordinaire, composée de quelques personnages de qualité, pour traitter de nostre part avec ledit Roy; ou avec les Commissaires que sa Majesté voudra nommer pour cet effect, & sçachans que pour ce sujet, nous ne pouvons faire un meilleur choix, que des Sieurs *Louis de Nassau*, Seigneur de la Lecque, Beverwert, Odijck, &c. *Simon van Hoorn*, Vieil Bourgemaistre & Conseiller de la Ville d'Amsterdam, Deputé au Conseil Ordinaire de Hollande & West-Frise, *Michel van Goch*, Vieil Pensionaire & Conseiller de la Ville de Vlessingues, Maistre de Comptes de la Province de Zeelande, *Joachim Ripperda*, Seigneur de Farmsum, de la Ville de Appingadam, Helm, Schilwolda, Siddeburen, Oostwolt, Oosterwytweert, Holwyrda, Uytwyrda, Marsum, Byssum, Solwert & de Nansum, Deputez de la part des Provinces d'Hollande, Zelande & de Groninge & Omlandes en nostre Assemblée, tant pour la grande connoissance qu'ils ont des affaires publiques, que de celle que nous avons de leur suffisance, prudence & fidelité; Nous pour ces causes & autres à ce nous mouvants, avons donné & donnons par ces presentes plein pouvoir, autorité, commission & mandement special audits Sieurs *de Beverweert, van Hoorn, van Goch, & de Ripperda de Farmsum*, & à chacun d'eux en particulier, si par maladie ou autres empeschements ils ne pouvoient intervenir tous au Traitté, pour de nostre part & en nostre nom en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires faire & conclure ledit Traitté d'Alliance defensive, de Marine, Navigation & Commerce avec sadite Majesté de la grande Bretagne, separement ou bien conjoinctement avec le Roi Tres-Chrestien, & pour cet effect de conferer avec sa Majesté ou avec les Commissaires, qu'il luy plaira nommer, comme aussi de convenir, promettre, resoudre, conclure & arrester ensemblement, tout ce qui sera estimé à propos, & necessaire pour le bien commun du Royaume de la Grande Bretagne & cette Republicque, & mesmes d'en conclure & signer un Traitté, faire & passer tels instruments, actes & promesses en bonne & deüe forme, & faire generalement tout ce que nous ferions si nous y estions presents, quand mesmes il seroit besoing de mandement plus special; Promettans sincerement & de bonne foy avoir pour agreable, & tenir ferme & stable, tout ce que lesdits Seigneurs Ambassadeurs promettront, accorderont, agiront, conviendront & signeront en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement, & de n'aller jamais au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que se puisse estre; ains d'en faire expedier Nos Lettres & Ratifications en la forme la plus authentique, que faire se pourra, & quand il sera besoin. Donné à la Haye en Nostre Assemblée sous nostre grand Séel, & sous le seing & paraphe ordinaire de Nostre Griffier, le cinquiesme jour d'Octobre mille six cent soixante. Estoit paraphé *P. Schwanenburgh*, *ut.* Et contresigné, Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. *N. Ruysch.*

Sequitur Ratificatio Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. constare volumus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodocunque interesse poterit; Quod, quum desiderio renovandæ nobiscum Amicitiæ antiquæ Fœderis mutui pangendi, Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, Legatos suos Extraordinarios ad Nos miserint, factum est, ut à nostra quoque parte constitutis, & plena potestate munitis Commissariis, de Amicitia consolidanda & Fœdere pangendo, congressus disceptationesque hinc inde Londini haberentur, atque negotium ipsum eo proveheretur, ut in sequentem Tractatum in eo comprehensos Articulos ritè conveniretur.

Nos igitur CAROLUS, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Tractatum superius expressum, & singulos ejusdem Articulos, necnon Articulum separatum eidem annexum, tanquam ad mandata nostra confectos, in omnibus suis clausu-

ANS de J.C. 1662.

clausulis laudavimus, approbavimus & ratihabuimus, quemadmodum vigore præsentium eosdem laudamus, approbamus & omni meliori modo ratihabemus; Spondentes Nostro & Successorum Nostrorum nomine ac verbo Regio, Nos inviolabiliter & bona fide eos servaturos & impleturos, nec passuros esse, ut à nostratibus aut aliis quibuscunque ullo modo violetur. In quorum fidem præsentes Literas manu nostra subscriptas, majori Angliæ Sigillo muniri jussimus. Actum apud Westmonast: vigesimo quarto die Decembris, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo secundo. Et Regni nostri decimo quarto. Signatum erat.

CAROLUS, Rex.

Sequitur Ratificatio Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderati Belgii, Constare volumus omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit; Quoniam justo desiderio & propensa inclinatione, & voluntate moti simus cum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO Magnæ Britanniæ Rege contrahere & inire strictam, firmam, sinceram, mutuamque Amicitiam, Unionem & Confœderationem, pro defendendis & Conservandis juribus atque immunitatibus utriusque Nationis, nec non Navigationis & Commercii; pariterque communis causæ, contra quoscunque, qui tam terra, quam mari hunc vel illum statum turbare nitentur; Et desiderantes hujus salutaris operis progressum; necessarium duximus ad prædictum Serenissimum Regem ablegare Dominos *Ludovicum de Nassau*, Dominum de Lecque, Beverweert, Odijck, &c. *Simeon van Hoorn*, Consularem & Senatorem urbis Amstelodamensis, Deputatum in Concilio Ordinario Hollandiæ & West-Frisiæ; *Michaelem van Goch*, ante hac Syndicum & Consiliarium urbis Flissingensis, Deputatum ad rationes Provinciales Zelandiæ; *Joachimum Ripperda*, Dominum de Farmsum, urbis Appingadam, Helm, Schilwolda, Siddebuiren, Oostwolt, Oosterwijckwert, Holwylda, Uytwyrda, Marsum, Bissum, Salwert tho, Nansum, Legatos nostros extraordinarios, ut cum prædicti Serenissimi Regis Commissariis convenirent de stricta, firma, sincera & mutua Amicitia, Unione & Confœderatione, utrimque colenda & observanda; Illi igitur cunctis accurate deliberatis, ventilatis & discussis, nomine utriusque partis Fœdus mutuum pepigerunt & concluserunt, nec non de peculiaribus Articulis invicem convenerunt quorum tenor est, qui hic infra verbotenus sequitur insertus.

Proinde prædictum & supra hic insertum pacti Fœderis atque Articulorum conventorum Instrumentum; cum prædicti Serenissimi Regis Commissariis per dictos Legatos Nostros in ordinem redactum, in omnibus punctis & clausulis approbavimus & ratum habuimus, prout facimus per præsentes; Spondentes, Nos dictum Instrumentum in omnibus punctis & clausulis suis inviolabiliter servaturos ac impleturos, neque passuros, ut à quoquam ullo modo infringatur aut violetur. In quorum fidem & robur, hasce per Nostri Confessus Præsidem signari à Graphiario subscribi, & majori Sigillo Nostro muniri fecimus, Dabantur Hagæ-Comitum die vigesimo primo Decembris, Anni millesimi sexcentesimi sexagesimi secundi. *Pieter Reesen.* vt. Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *N. Ruysch.*

XIX.

ANS de J.C. 1662.

LES PROVINCES UNIES ET TUNIS.

(a) *Articles de la Paix, faite par le Noble* MICHEL DE RUYTER, *Vice-Admiral de Hollande, Commendant la Flotte des Unis Païs Bas, dans la Mer Mediterranée, au nom & de la part des Estats Géneraux des Unis Païs Bas, avec les Excellences* MAHOMETH BASSA, *le* DUVANA *de la noble renommée Ville de* TUNIS, *&* HAGE MUSTAPHA DYE, *Géneral de toute la Cavallerie & Infanterie dans le Royaume de* TUNIS, *le* 20. *de Septembre* 1662. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. X. pag. 472.

I. PRemierement, que tous les passez accords pretensions & amitiez, entre deux parties & Nations, seront nuls & de nul effect, & que d'oresnavant il y aura un ferme paix, qu'il y aura & continuera un libre Commerce & Negoce entre les sujets & habitans des Païs Bas, & le peuple du Royaume de *Tunis*, qu'ils pourront librement & franchement aller, passer, & revenir, dans les Mers, Rivieres & Havres de chacun; avec leurs Navires & marchandises, les transportants sans aucun empéchements, ou ils veulent, payants seulement imposition, de ce qu'ils auront *vendu*, & que toutes dernierement mises exactions & impositions, sur le chargement des marchandises, & soyes à *Golletta*, seront reduises & mises, en toute forme selon la vieille coûtume & imposition.

II. Item on *ne visitera* des deux costez aucunement les Navires, ni dans la Mer ni dans les Havres, mais monstrans leurs *bandieres* on les laissera passer, sans aucune molestation ou interruption, & quant au Navires de *Tripoli*, étants avec nous en Guerre, puis qu'ils portent la même *bandiere*, que ceux de *Tunis*, est ce que pour prevenir à toute sorte d'inconvenients, les susdits Navires de *Tunis*, auront quelque certification sous la main du *Consul* des *Païs Bas*, là residant, qu'ils sont de cette place: laquelle étant monstrée, les sujets des *Unis Païs Bas* permettront que *quatre* ou *cinq* hommes viennent a bord, pour les asseurer par leurs Lettres de *Marine*, qu'ils sont sujets des *Unis Païs Bas*, & que le Navire y appartient, & combien que quelques marchands ou passagers étrangers, ou marchandises étrangeres fussent a bord, tout ce, que sera contenu dans le Navire sera libre, sans y pouvoir donner dans la moindre chose aucune molestation.

III. Item, les sujets des *Unis Païs Bas*, recevants à leurs bords quelques passagers ou marchandises, appartenantes aux habitans du Royaume de *Tunis*, seront obligéz autant qu'ils pourront, à les defendre, & aucunement les rendre entre les mains de leurs ennemis.

IV. Que si quelques Navires des deux parties par tempeste ou autrement venoient à souffrir naufrage, sur quelque coste d'icelles, les personnes seront libres, & les biens sauvés & rendus aux proprietaires.

V. Tous les sujets des Unis Païs Bas, demeurants dans la Ville & Royaume de *Tunis*, seront libres, & pourront partir asteur & aprés, quand il plaira, avec leurs biens, Famille & Enfans, combien qu'ils y fussent nez.

VI. Item personne de la susdite Nation ne souffrira quelques mots d'injure, mais en telle occasion seront les offenseurs selon merite punis.

VII. Le *Consul* ou quelques sujets des Unis Païs Bas, residants à *Tunis*, estants en dispute, ne seront aucunement obligez de comparoistre devant quelque Chambre de Justice, que devant le *Dy* meme, de qui seul ils recevront sentence.

VIII.

(a) Il faut remarquer ici, que ce même Traité se trouve dans le *Theatrum Pacis*. Tom. II. pag. 155. en Latin & en Allemand, tout tel à peu de chose prés, qu'on le donne ici en François, & l'Auteur remarque qu'il l'a tiré du *Diarium Europaeum*. part. VIII. & qu'on croit qu'il a été traduit de l'Arabe: cependant Aitzema dit que sa langue originale en laquelle il a été fait, est la Françoise & qu'il a été copié lettre pour lettre sur l'Original. Comme il a été fait par des gens qui n'entendoient point cette langue, il ne faut pas s'étonner de ce jargon. Il faut encore remarquer, qu'au lieu que la traduction flamande qui est dans le même Aitzema est datée du 1. Novembre, 1662. le François est daté du 20. de Septembre, & celui du *Theatrum Pacis*, du 1. Mars de la même année.

ANS de J. C. 1662.

VIII. Le *Consul* ou quelqu'autre sujet des Unis Païs-Bas, ne sera aucunement convenable pour la debte de quelque particulier, horsmis, que par obligation soubs main ils y fust obligé.

IX. Item, que les Navires de Guerre des deux parties pourront venir dans les Havres d'icelles, & advertissants les Gouverneurs, y nettoyer, & revictuailler, & reparer leur Navire, & acheter toute sorte des vivres, mortes ou vives, tout à un tel prix, que les habitans au marché les achettent & payent, sans en payer imposition.

X. Item, si quelque Navire de *Tunis*, soubs sa propre *bandiero*, venoit par main battante à gagnee quelque Navire des subjects des Unis Pays Bas, soubs un autre *bandiere* que la sienne, en telle occasion, nonobstant nostre paix, le susdit Navire sera de bonne prise.

XI. Si quelque Esclave dans ce Royaume de *Tunis*, de quelle Nation il pourroit estre, venoit à fuïr ou à nager a bord de quelque Navire des sujets des Unis Païs Bas, appartenant à la Republique des Unis Païs Bas, le *Consul* ne sera aucunement tenu à payer son rançon, si non qu'en temps il luy en fust dooné advertissement pour y remedier, mais cela negligant, alors il sera obligé à payer le rançon à son Patron, comme au marché il a esté vendu, ou si cela ne peut estre sceu, que le prix ne fust pas annoté, alors il payera *trois cent pieces de huict*, sans plus.

ANS de J. C. 1662.

XII. Les subjets des *Unis Païs-Bas* ne payeront pas d'avantage d'imposition, pour les marchandises, que les subjets *d'Angleterre*.

XIII. Si les Navires de Guerre de *Tunis* viennent à gaigner quelque Navire de leurs Ennemys, portant des subjects des *Unis Pais Bas*, y gagnants gage, si le surnommé Navire gagné est marchand, les susdits subjects seront libres, & ny eux, ny leurs biens, aucunement molestez, mais si le surnommeé Navire gagné est *Corsaire*, alors les subdits subjects seront Esclaves. Faict le *vingtiesme* de Septembre l'An 1662.

Signé par

(L.S.) *Mohometh Bache.*
(L.S.) *Moy Hage Moustafa Roi de Tunis.*
(L.S.) *Par moy le Divan.*

XX.

ANS de J. C. 1662. HOLLANDE ET ZELANDE.

Accord fait entre les Provinces de HOLLANDE *&* ZEELANDE *au sujet de la Cour de Justice, & du Capitaine Général des Provinces-Unies. Fait à la Haye, le* 21. *Septembre*, 1662. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre Tom. X. pag. 517.

ALsoo seecker different is ontstaen, ende nu veele jaren heefft getrotteert tusschen de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslant ter eenre, ende de Heeren Staaten van Zeeland ter andere zyde, *over de Macht ende het Recht*, 't welck de selve respectivelijck soude competeren, om de *Hoven van Justitie* te mogen ordonneren, 't geene dienstligh soude mogen werden geoordelt in regard van de Persoonen ende saken, concernerende hare particuliere Provincien, ende de hoogh gemelte Heeren Staten tot noch toe daer over den anderen niet wel hebben konnen verstaen, ende nochtans tot voorkominge van veele moeyelijckheden ende verwyderinge dien aengaende hoe eer hoe liever dient geprovideert, ende by de selve occasie verdere gronden van eenigheyt ende vertroude correspondentie geleght; soo ist, dat de selve Heeren Staten respective met den anderen sijn verdragen ende geaccordeert.

ARTYKEL I. Dat voor het toekommende by provisie ende sonder prejudicie van de gerechtigheden van de respective Provincien by de Hoven van Justitie in de exercitie van de Jurisdictie haer gedefereert, sullen continueren, volgens ende op de originele instructie, mitsgaders de Accoorden ende Tractaten daer op gemaeckt, sonder dat in de selve instructien ofte verdragen eenige veranderinge, verminderinge, of vermeerderinge, ende sulcks daer by ofte af sal mogen werden gedaen, *dan met vorgaende communicatie, advijs ende verwillinge van beyde Provincien.*

II. Dat niet te min de respective Heeren Staten van de voorsz Provincien sullen vermógen de voorsz Hoven te *gebieden ende te ordonneren* 't geene de selve tot de meeste ruste ende beste van hare particuliere Provincien sullen oordeelen te konnen strecken in saecken, daer van de voorsz instructie ende verdragen niet en vermelden, als mede soo wanneer de hoogh ghemelte Heeren Staten souden moghen bevinden de voorsz. Hoven haer jets *aen te maetigen*. 'tgeene geoordeelt soude mogen werden te gaen *buyten den Text* ofte *de meeninge* van de selve instructie ende verdragen, ende dat de selve Hoven gehouden sullen wesen aen de voorsz bevelen ende ordonnantien *te defereren*, ten ware nochtans de

Heeren

XX.

ANS de J. C. 1662. HOLLANDE ET ZELANDE.

Traductioo de ce Traité.

COmme il est arrivé quelques differens qui ont déja duré plusieurs Années entre les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frize d'une part, & les Seigneurs Etats de Zelande d'autre, à l'Egard du pouvoir & de la Justice, qui concerne les uns & les autres pour pouvoir ordonner par la Cour de justice ce qui peut être jugé utile à l'egard des personnes & des affaires concernant leurs Provinces particuliéres, sur quoi les susdits Seigneurs Etats n'ont pû convenir jusques à present, & que pourtant afin de prevenir plusieurs difficultez & inimitiés il est bon d'y remedier au plutôt & d'établir un bon fondement de correspondence, d'union & de confiance, lesdits Seigneurs Etats sont convenus respectivement les uns & les autres & ont accordé.

I. Que pour l'avenir par provision & sans prejudice des droits des Provinces respectives la Cour de Justice continuera dans l'exercice de la Jurisdiction qui lui a été defferée, & ce suivant & conformement aux Instructions Originales, ensemble les Accords & Traitez faits à cet égard, sans faire dans lesdites instructions ou Accord aucun changement, diminution ou augmentation; tellement que les choses se fassent par la communication, advis & consentemens preallables des deux Provinces.

II. Que neantmoins les susdits Seigneurs Etats respectifs des susdites Provinces pourront enjoindre & ordonner à la susdite Cour, ce qui sera jugé le plus expedient pour la tranquilité & l'avantage des Provinces particulieres, dans les affaires dont mention n'est pas faite dans les susdites Instructions & Accord, comme aussi quand les susdits Seigneurs Etats trouveront que la susdite Cour s'arrogera quelque chose qui seroit trouvée outrepasser le texte ou esprit des susdites Instructions & Accord, & que la susdite Cour sera tenuë de deferer aux susdites Injonctions & ordonnances; A moins toute fois que les Seigneurs Etats des autres Provinces s'y trouvant lezés,

&

ANS de J. C. 1662.

Heeren Staten van de andere Provincie, haer daer by in 't régard 't sy van haer selve, of van hare Ingesetenen bevonden beswaert ende geinteresseert, ende consequentelijck haer daer teghens mochten komen te *formalisseren*, ende dat in 't selve geval daer van kennisse ende advertentie gedaen zynde aen d'een of d'ander van de gemelte Hoven, de selve gehouden sullen zyn, de hoogh gemelte Heeren Staten in hare klachten ende Grieven te hooren, sonder het voorsz eerste gedane bevel vorders te pareren, tot dat by beyde de Provincien, naer voorgaende consert ende communicatie anders soude mogen werden verstaen, ende haer genotificeert.

III. Ende geconsidereert in de voorsz verdragen, ende particulierlijck in 't provisioneel Accoort van den Jare *sestien hondert seven* verscheyden considerabele poincten sijn ter neder gestelt, derogatoir van de originele instructie van de Hoven, ende streckende tot merckelijcke commoditeyt van de gemeene Ingesetenenen van de Provincie van *Zeelandt*, daer by de Heeren Staten van *Holland* ende *West-Vrieslandt* oordeelen, dat de selve Provincie te groote præeminentie soude genieten, dattet over sulcks de hoogh gemelte Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt vry sal staen, om binnen den tijt van een jaer naer dato deses, mede soodanige poincten, boven of contrarie de voorsz instructie ter neder te stellen ende op te geven, als de selve naer de constitutie van hare Provincie, ende ten goeden van de Ingesetenen van dien sullen oordeelen te behooren, ende daer in van de zyde van de Heeren Staten van *Zeelant*, naer voorgaende communicatie mede sal werden bewillight, mits alleenlijch, dat daer by niet en werden geprejudicieert oft verkort de Rechten ende Privilegien van de selve Provincie van *Zeelandt*.

IV. Ende nademael d'instructien van beyde de Hoven van Justitie, mits het verlooppende veranderingh van tijden veele Artijckelen behelsen, die jegenwoordigh *niet applicabel* zyn, noch oock gepractiseert konnen werden, dat de selve mitsdien door gecommitterde van beyde de Provincien gerevideert ende over uytlichtinge van de poincten, met dese tijt komende te cesseren, op de Name van de Heeren Staten van beyde de Provincien van nieuwes gearresteert ende uyt gegeven sullen werden.

V. Vorders dat de respective hoogh gemelte Heeren Staten met blijtschap gedenckende aen de salutaire en ghezegende effecten, die voor deeseo geresulteert zyn uyt de sincere ende broederlijcke correspondentie ende eenigheyt die van outs tusschen beyde de Provincien is geweest, (als welckers interresten inseparabelijck aen den anderen zyn geannexeert) de voorsz vertroude correspondentie by deese gelegentheyt des tijts sulleo doen revivisceren, ende de selve voorts cultiveren op de goede gronden van trouwe ende *liberteyt*, daer op die by hare Voorsaten ende Predecesseurs is begonnen ende geluckelick achtervolgth, ende sulcks in alle saecken van mercklijcke importantien ende insicht, concernerende 't sy den gemeenen Staet, 't sy beyde de Provincien in 't particulier vortaen sullen gaen ende resolveren met onderlinge communicatie ende conceit, mitsgaders op alle bedenckelijcke wegen den een des anderen voordeel besorgen ende 't quaet af weeren.

VI. Ende alsoo by de jegenwoordige conjuncture van tijden ende saecken seer considerabel is de deliberatie op 't aenstellen van een *Stadthouder* ende *Gouverneur* over de gemelde Provincien, ende dat oock tot onderhoudinge van de voorsz. noodige correspondentie dienstig is, dat daer toe nit anders en werde geprocedeert dan met vorgaende *ghemeene advysen* ende *onderling concert*, soo is meede goet gevonden dat, gelijck sulcks altijt vor desen is geschiet, 't selve oock voortan ter goeder trouwe sal werden gepractiseert, ende specialijck dat tot voorkominge van alle vorder verwyderinge en onlusten ten respecte van de *Collatie* van de voorsz. eminente bedieninge te doen aen den Heere Prince van Oran-

interessez, soit à leur égard particulier; soit à l'egard de leurs habitans, & qu'en consequence, ils vinssent à s'en formalisser, auquel cas connoissance & avis en étant donné à l'une & l'autre des susdites Cours, ils seront obligez d'entendre aux plaintes & griefs des susdits Seigneurs Etats, sans obeir au premier mandement qui aura été fait, jusques à ce que par l'une & l'autre des Provinces après une communication & un consert preallable, autrement ne fût entendu, la notification leur en etant faite.

III. Et considerant que dans le susdit Accord, & particulierement dans le Provisionel de l'an 1607. sont contenus plusieurs points considerables, qui derogent à l'Originale Instruction de la Cour & qui tendent à un avantage considerable pour les habitans de la Province de Zelande, par ou lesdits Seigneurs Etats de Hollande & de West Frise jugent que ladite Province jouiroit de trop grandes preéminences, Qu'il sera libre à cet egard aux susdits Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise de mettre par ecrit & communiquer dans un an à compter de la datte des presentes, les points qui sont contraires aux susdites Instructions, & ainsi qu'ils le trouveront convenir, suivant la Constitution de leurs Provinces, & au bien des habitans d'icelle, à quoy les Seigneurs Etats de Zelande, après communication à eux faite, donneront leur approbation, pourvû seullement qu'il ni ait rien au préjudice des droits & Privileges de la susdite Province de Zelande.

IV Et comme les Instructions de l'une & l'autre Cour de Justice, à cause du laps & changement de tems, contiennent plusieurs articles, qui ne peuvent point être executez ni prattiquez à present; iceux venans à cesser, aprés qu'ils aurons été revûs par des Deputez de l'une & l'autre Province; Il en sera arreté d'autres au nom des Seigneurs Etats des deux Provinces.

V. En outre que lesdits Seigneurs Etats respectifs pensant avec joye aux effets benins & salutaires qui ont resulté ci devant de la sincere & fraternelle correspondance & union qui a été de tout temps entre les deux Provinces, comme étant leurs interets inseparablement attachez les uns aux autres ils feront dans cette conjoncture revivre ladite correspondance, & la cultiveront sur le bon fondement de confiance & de liberté que leurs predecesseurs ont commencées & continuées heureusement, & ce en toutes les affaires de consideration & importance, qui concerneront soit l'Etat en General, soit les deux Provinces en particulier, en quoi ils agiront & resoudront par un concert & une communication particuliere, ensemble par toutes les voyes imaginables qui pouront procurer l'avantage, & detourner le mal l'un de l'autre.

VI. Et comme dans cette presente conjoncture de tems & d'Affaires, il importe fort de deliberer sur l'installation d'un Stadhouder & Gouverneur des susdites Provinces, & qu'aussi pour l'entretenement de la susdite correspondance necessaire, il est expedient qu'il n'y soit procedé que par un avis commun & un concert particulier, il est sagé à propos, comme il a toujours été pratique de tout tems, que la même chose sera aussi de bonne foy prattiquée à l'avenir, & specialement que pour prevenir toutes mesintelligences & tous deplaisirs ulterieurs, au sujet de la Collation de la susdite eminente dignité à faire à Monseigneur le Prince d'Orange, soit par designation ou autrement, on ne fera aucune deliberation,

ANS de J.C. 1662.

rangien, 't sy by *designatie* ost andersints, geene deliberatie sal werden angestelt, ter tijt ende wyle toe, de selve sal gekomen zyn tot sijn volle *achtien* jaren, ende als dan behoorlijck regard genomen sal konnen werden op syne *Capaciteyt* ende andere consideratien meer, daer toe nootelijck gerequireert.

VII. Gelick oock wert verstaen, dat so wanneer ter Generaliteyt eenige deliberatie soude werden gehouden in 't stellen van een *Capiteyn General*, daer inne niet anders sal konnen werden gedaen of geresolveert, dan by onderlingh gevolgh ende *eenparige stemmen*, van alle Bontgenooten, ende in specie, dat die sacke op 'tvoorsz important poinct gesamentlijck ter vergaderinge van hare Ho. Mog. dat heenen sal werden gedirigeert, dat ten respecte van de *Collatie* van de voorsz bedieninge te doen aen den Persoon van den hoogh gemelten Heer Prins van Orangien gene deliberatie werde aengestelt, 't sy by *designatie* ofte andersints, ter tijt ende wyle toe dat de selve sal gekomen zyn tot sijne volle *achtien* jaaren als vooren.

VIII. Ende nademael van wegen de hoogh gemelte Heeren Staten van beyde de Provincien ten wederzijden oprechtelijck is verklaert dat haer respectivelijck competeert de Faculteyt ende Vryheyt om ter expiratie van de voorgeroerde *achtien* jaren, elk in haer regard, ten aensien van de Collatien der bewuste eminente bedieningen aen den hoogh gemelten Heer Prince van Orangien soodanigh ter eene ende ter andere zyde te disponeren, als de selve ten meesten dienste van den Lande sullen bevinden te behooren; so wert by desen mede verklaert, dat haer de selve Faculteyt ende Vryheyt, door deese jegenwoordige verbintenisse niet en wert benomen ofte verkort; mits dat soo wanneer d'eene of d'andere Provincie naer 't verloop van de voornoemde tijt genegen mochte werden, dien aengaende affirmativelijck te disponeren, daer inne volgende den inhoude van de boven staende *seste* Artickel niet anders en werde geprocedeert dan *met voorgaende gemeene advijsen ende onderlinge concert*.

Aldus veraccordeert ende gesloten tusschen de Gedeputeerde van de Heeren Staten van *Hollant* ende *West-Vrieslant* ter eenre, ende de Gedeputeerde van de Heeren Staten van *Zeelandt* ter andere zyde, met wederzijts belofte dese elck by de hoogh gemelte Heeren Staten hare committenten te sullen doen aggreeren, ende daer op behoorlicke instrumenten van Ratificatie uyt wisselen binnen den tijdt van *twee* Maenden.

t'Oirkonde der waerheyt hier van gemaeckt ende ten wederzyden behoorlijck onderteeckent twee eens luydende instrumenten: In 's Gravenhage den *een-en twintigsten* September *sesthien honders twee-en tsestigh*.

ration, jusques à ce qu'il ait atteint l'âge de dix-huit ans accomplis, & qu'alors on aura égard, comme il est convenable, à sa capacité & autres considerations à ce requises & necessaires. ANS de J.C. 1662.

VII. Comme aussi est entendu, que quand il s'agira de deliberer dans la generalite sur l'installation d'un capitaine general, il ne poura point y être procédé & resolu que par la voix unanime de tous les Alliez; & specialement que l'affaire sur le susdit important point sera dirigée ensemblement dans l'Assemblée de leurs Hautes Puissances d'une telle maniere qu'à l'égard de la collation de la dignite susdite a faire en la personne du susdit Seigneur Prince d'Orange, il ne sera pris aucune deliberation, soit par designation ou autrement, jusques à ce qu'il soit parvenu audit âge de dixhuit ans accomplis.

VIII: Et comme lesdits Seigneurs les Etats des deux Provinces ont declaré de part & d'autre sincerement qu'il leur compete aux uns & aux autres respectivement la faculté & liberté, lors qu'aprés l'accomplissement desdites dixhuit années, il s'agira de proceder à la collation de la susdite dignité en faveur du susdit Seigneur Prince d'Orange, d'en disposer d'une part & d'autre, ainsi qu'ils le trouveront le mieux convenir pour le plus grand service des Pais; Il est semblablement declaré, par ces presentes, que la susdite faculté, & liberté ne leur est point ôtée ni diminuée par la presente alliance, pourvu que quand l'une ou l'autre des Provinces aprés l'expiration dudit tems voudrons en disposer affirmativement, il n'y soit procedé, suivant le contenu du sixiéme Article cy-dessus, que par avis commun & concert particulier.

Ainsi accordé & conclu, entre les Deputez des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise d'une part, & les Deputez des Seigneurs Etats de Zelande, d'autre, avec promesse reciproque de faire agreer ces presentes chacun par les susdits Seigneurs Etats leurs principaux, & d'en faire échanger l'instrument de Ratification, convenable dans le tems de deux mois.

En temoin de la verité ont ces presentes été faites doubles & signées, à la Haye le 21. Septemb. 1662.

XXI.

ANS de J.C. 1662. ANGLETERRE ET TRIPOLI.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & Osman Bassa & le Peuple de la Ville de* TRIPOLI, *fait le* 18. *Octobre*, 1662. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 180.

Sit & colatur ab hac inde die in perpetuum bona firmaque Pax inter Regiam suam Majestatem Magnæ Britanniæ, & Bassam cum populo Urbis & Regni Tripolitani. Atque naves utriusque partis, nec non populi & Subditi, nullum alteri damnum, injuriam nullam aut contumeliam inferant, sed quoad poterunt omni honoris & amicitiæ genere sese invicem devincient. Integrum etiam omnibus suæ Majestatis Magnæ Britanniæ, aut ejusdem Subditorum Navibus sit portum Tripolitanum sine impedimento petere, in eove, quemadmodum antehac, emere, vendereque, nec fas sit cuipiam Jurisdictioni Tripolitanæ subjecto, ullum suæ Majestatis Regiæ magnæ Britanniæ Subditum vel contumeliosis verbis vel aliquâ injuriâ reali exagitare. Sic ut omnes hinc inde illatæ injuriæ & damna, post Subscriptionem & subsignationem horum articulorum oblivioni penitùs tradentur & cessent, è contrario Pax stabilis in suo omninò vigore maneat.

Omnes & singulæ naves, tàm Majestatis suæ Magnæ Britanniæ, ejusque Subditorum, quàm eæ, quæ ad Tripolitanos pertinent, liberè & sine præpedimento ullo ire per maria, & negotiari sine visitatione, interpellatione & molestia poterunt. Et ut huic secundo Articulo eò firmiùs insistatur, pro pleniori intellectu ejusdem conventum fuit, si quando naves militares Tripolitanæ Navi Anglicanæ Mercatoriæ, extra Majestatis suæ maria, occurrerint, quòd dicta navis unum solummodò navigiolum, cum duabus personis, quibus remiges non annumerentur, versus oras illius mittere queant; At nulla præter hasce duas citra Nautæ expressum consensum, navim conscendet, & hoc qui-

 dem

ANS de J. C. 1662.

dem navigiolum quoque, ostensis literis Salvi-Conductûs, manu Archithalassi Regni Anglicani subsignatis, statim discedet, & velis passis memoratam navim prosequi iter suum sinet. Quod si etiam Nauta hujusmodi tales literas à Regni Archithalasso subsignatas ostendere nequeat, nihilominus tamen, si deprehendetur, Nautas pro majori parte Regni Magnæ Britanniæ subditos esse, navigiolum dictum abscedet & navem mercatoriam immunem dimittet, in tantum ut etiam peregrinis in navi existentibus, unà cum bonis suis liberè & sine remora ire permittetur. Prout non minùs ex adverso, si militaris quædam navis, Tripolitanam navem in mari obviam habebit, quæ ipsi literas Salvi Conductûs à Dynastis hujus Statûs exhibet, aut major pars nautarum illorum, Turcæ, Æthiopes, aut Mancipia, erunt, tunc & illa navis militaris navem Tripolitanam sine præpedimento relinquet.

III. Si quando Anglicana Navis Tripolim aut ad ejus portum venerit, ratione mercium, quas venum adferet, consuetum vectigal pendet, & quas non vendiderit, navi iterum inferet, in potestatéque ejus esto eas, quo velint, transvehere.

IV. Quod si naves quædam Algirenses, Tunetanæ, Saleenses, &c. naves aliquas, prædas aut bona, ad Regiæ suæ Majestatis Magnæ Britanniæ Subditos pertinentia, Tripolim aut ejusdem portum inferent, Dynastæ & Gubernatores haud permittent, ut illa intra Ditiones suas vendantur; Quemadmodum etiam in Territorio Tripolitano nulli Subditorum suæ Majestatis ementur, vendentur, aut servituti mancipentur.

T. Præterea si Anglicus quidam Mercator Tripoli aut in ejusdem Ditionibus morietur, ab ejus pecuniis & bonis quicquam exigere, nulli Bassæ, Agæ vel alii Officiali fas sit, sed Consulis Anglicani Dispositioni ea committentur.

VI. Integrum suæ Majestatis Subditis, qui nunc Tripoli habitant, aut illic inposterum habitabunt, esto, quoties ipsis placuerit, unà cum familia sua & liberis, etiamsi illic nati sint, hinc discedere & alio se conferre.

VII. Consul Anglicus aut alii quidam suæ Regiæ Majestatis Subditi, ob lites exortas, coram nullo Judicio, quàm Dovan ipsum se sistere non teneantur.

VIII. Subditi Regiæ Majestatis inter se ipsos contendentes, nullius, præter ipsius Anglici Consulis, Judicationem agnoscent.

IX. Consul, prout nec alii quipiam suæ Majestatis Subditi, haud adstringentur, ad debiti alterius suæ Majestatis Subditi solutionem, nisi manu sua propria pro eo se obligaverint.

X. Quando contigerit, ut Anglus Æthiopem aut Turcam verberet, & is deprehendetur, punietur, si verò se subduxerit, nec Consul Anglicus aut Majestatis suæ Subditi molestiâ propterea ullâ afficientur.

XI. Si alienigenum aliquod Mancipium in Regno Tripolitano fugam capessiverit, & se ad navem Anglicanam receperit, Consul Anglicanus non tenebitur illud redimere, nisi maturè is monitus rogatusque fuerit, ut provideat, ne illa detineantur aut recipiantur; Si enim postea comperietur, mancipium, hoc non obstante, se subduxisse, dictus Officialis Anglicus idem pretium, quo mancipium emptum erat, aut si pretium nullum pactum fuerit, Domino ipsius trecentos Imperiales & nil amplius, pro eo rependet.

XII. Nullus Mercator, aut alius quidam suæ Majestatis Subditus, qui Tripoli aut in aliquo ejusdem portu peregrinatur, detineatur aut molestiâ afficiatur.

XIII. Consuli Anglicano Tripoli locus ad sacra suá peragenda assignetur, Illeve, sicuti & reliqui Regiæ suæ Majestatis Subditi, nec verbis nec factis contumeliosè despicientur.

XIV. Si quando Navis Militaris Anglicana Tripolim aut in alios illius Ditionis portus prædas quasdam adducet, liberum ipsi fiet eas vendere, aut aliis quicquid velit cum iis sine interpretatione facere, (absque pensione vectigalis ullius,) nec non annonam & commeatum, aut alias res, quibus dicta Navis militaris indigebit, pretio consueto in foro sine præpedimento emere & comparare.

ANS de J. C. 1662.

XV. Si navis quædam ad suam Regiam Majestatem aut ejusdem Subditos pertinens, in oris quibusdam maritimis Tripolitanis naufragium patietur, homines & bona illa nequaquam in commissum cadent, sed ab Incolis cum omni diligentia solventur & conserventur.

XVI. Si Gravamina quædam suborientur inter partes, neutri earum fas sit propterea pacem infringere, priusquam ab una parte satisfactionis præstatio alteri denegetur.

XVII. Circa alia omnia in hisce Articulis intacta singularia puncta, Capitulatio cum Magno Sultano inita observetur.

Subscripta sunt hæc & Signata in Majori Senatu.

Hæc inseriùs apposita Conceptioni Anglicanæ horum Articulorum à Bassa, qui illam sigillo suo confirmavit, in linguâ Italicâ, addita fuerunt.

Nos Osmann Bassa testatum hisce facimus, quod supradicta Capitulatio & Articuli Pacis à nobis rati gratique habiti sint, prout per hoc ipsum valorem & tenorem eorum confirmamus & approbamus, in testimonium Veritatis consuetum nostrum Sigillum apponi iis curantes.

XXII.

ANS de J. C. 1662. ANGLETERRE ET TUNIS.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & la Ville de* TUNIS, *fait au mois (a) d'Octobre* 1662. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 187.

(a) Aitzema le met au 5. d'Octobre; mais nous avons suivi l'Auteur que nous citons, qui le met immédiatement aprés le précédent.

I. OMnia antecedentia damna & Offensiones hinc inde illata, oblivioni tradentur, inposterum verò libertas Commerciorum invicem vigeat, & utraque pars alterius portubus liberè utetur.

II. Nulla Navis alterutrius partis alteram in mari inquietet aut impediat, nec ullus peregrinantium aut bona ulla ex iis abducentur.

III. Si Angli quasdam personas iter facientes aut bona Tunetana in naves suas receperint, obstricti sunto illas & illa defendere.

IV. Omnibus navibus ab utraque parte in alterius portus appellere licitum esto.

Cùm cæteri Articuli Algirensibus & Tripolitanis consonent, supervacuum visum fuit, eos hic specietenus recensere & repetere.

XXIII.

ANS de J. C. 1662. FRANCE ET ANGLETERRE.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi & France &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre pour la remise de Dunkerque au Roi de France. Fait à Londres le 27. Octobre* 1662. Frederic. Leonard. Tom. V.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROY de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes lettres verront ; SALUT. Le Sieur Comte d'Estrades Chevalier de nos Ordres & l'un de nos Lieutenans Generaux en nos Armées ; Ayant en vertu du pouvoir que nous lui en avons fait expedier, conclu & arresté en nôtre nom en la Ville de Londres le 27. jour du present mois d'Octobre avec les Commissaires deputez de la part de nôtre tres-cher & tres amé Frere le Roy de la grande Bretagne, le Traité dont la teneur s'ensuit.

LE

ANS de J. C. 1662.

LE ROY de la Grande Bretagne desirant étreindre de plus en plus l'amitié qu'il a déja liée avec Sa Majesté Tres-Chrétienne à estimé qu'il devoit écouter la proposition qui lui a esté faite de sa part de traiter à des conditions raisonnables de la Ville & Citadelle de Dunkerque, & l'embrasser comme le moyen le plus convenable & le plus efficace à perpetuer la bonne intelligence qu'il desire garder avec sadite Majesté Tres-Chrétienne, & qui est si necessaire au bien de ses Sujets & au repos commun des deux Nations, & aprés plusieurs conferences tenuës sur ce sujet avec le Comte d'Estrades Chevalier des Ordres du Roi Tres-Chrétien, son Ambassadeur ci-devant en Angleterre, & à present nommé extraordinaire en Hollande. Il auroit esté convenu avec ledit Comte d'Estrades au nom dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & avec les sieurs Comte de Clarendon Grand Chancelier d'Angleterre, Comte de Southampton, Grand Thresorier d'Angleterre, Duc Dalbemarle & Comte de Sandwich au nom dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & en vertu des pouvoirs à eux donnez qui seront inserez au bas du present Traité des articles ci-aprés énoncez.

I. **Premierement**; il est convenu & accordé que la **Ville de Dunkerque** avec sa Citadelle, redoutes, vieilles & nouvelles Fortifications, & generallement tout ce qui compose le corps de ladite Place, dehors, Contrescarpes, Droits de Souveraineté, Eclules, Bastardeaux, Ports & Havres, fonds & proprieté, appartenances, dépendances annexées, territoires & Pays en dépendans, le tout en l'estat qu'il se trouve à present, sera remis entre les mains de sa Majesté Tres-Chrétienne ou de ses Commissaires munis de plein pouvoir pour cela dans quinze jours, à compter de la datte de la ratification de sa Majesté Tres-Chrétienne, ou plûtôt si faire se peut.

II. Dé plus toute la brique, chauds, pierre & generallement tous materiaux estans sur les lieux destinez ausdites Fortifications appartenantes audit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ensemble, toute l'artillerie & munition de Guerre au nombre, quantité & qualité que se trouvent énoncez dans l'état qui en a esté fourni par ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne devant la conclusion du present Traité, & qui sera inseré au bas d'icelui, sans qu'il en puisse estre diverti aucune partie par les Officiers Commandans en ladite Place ou autres qui peuvent les avoir sous leurs charges.

III, Et en cas qu'il manquât dans les magasins quelque partie de ce qui est porté par ledit Etat, ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne s'oblige d'en payer le prix au jugement & estimation des Marchands des deux Nations qui seront nommez pour cet effet.

IV. Seront remis aussi dans ledit temps entre les mains dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou de ses Commissaires le Fort de Mardik, Fort de Bois, les grand & petit Forts qui sont entre Dunkerque & Bergues-S. Vinox, chacun avec leurs armes, artillerie & munitions en l'état qu'ils se trouvent presentement.

V. Ladite Place & Citadelle de Dunkerque avec ses Forts, Artillerie, munitions, Droits de Souveraineté, Païs, & generalement toutes choses en dependantes, ainsi qu'il a esté dit ci-dessus, est venduë audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & sera livrée par ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne ou ses Commissaires dans ledit temps de quinze jours, à compter de la ratification du present Traité, ou plûtôt si faire se peut.

VI. Ladite vente faite pour & moiennant le prix & somme de cinq millions de livres, à compter en la maniere & monnoie de France, ayant cours presentement: sçavoir l'écu d'argent à soixante sols, de laquelle somme il sera payé comptans deux millions de livres dans ladite Place, à meme temps qu'elle sera remise entre les mains dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou de ses Commissaires, lesquels deux millions seront portés & remis dans les Vaisseaux que ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne envoyera dans les Havres de ladite Place à cet effet, & qui auront la liberté d'en sortir quand bon leur semblera; & les trois millions restans deux ans aprés; sçavoir quinze cens mil livres chaque année en quatre payemens de trois en trois mois, les trois premiers de quatre cen-mil livres chacun, & le dernier de trois cens mil, faisans ensemble pour lesdites deux années lesdits trois millions, lesquels paiemens desdites deux années se feront dans ladite Ville de Dunkerque à ceux qui auront ordre pour cela dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, pour la seureté desquels il sera baillé caution solvable dans Londres.

VII. A esté convenu & accordé que les susdits paiemens desdits cinq millions ainsi reglez dans le precedent article se feront tous en monnoie d'argent, ayant cours en France lors du present Traité, à raison comme dit est, de soixante sols tournois par écu, & en cas qu'il arrivât que Sa Majesté Tres-Chrétienne donnat ci-aprés quelque augmentation à ses monnoyes, il est convenu qu'elle n'aura pas lieu à l'égard des payemens stipulez par le present Traité.

VIII. Et d'autant que Sa Majesté Tres-Chrétienne a desiré que ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne lui garantit la vente de ladite Place de Dunkerque; Il est convenu & accordé que ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne garantit audit Seigneur Roi Tres-Chrétien ladite Place de Dunkerque avec ses circonstances & dépendances pendant deux ans seulement, & pour cela il s'oblige en cas qu'il arrivat durant ledit le temps que le Roi d'Espagne sur qui elle a esté prise par le droit des armes, ou quelque autre aggresseur voulut la disputer a Sa Majesté Tres-Chretienne, & vint à l'assieger à force ouverte: En ce cas ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne s'oblige & promet pendant ledit temps de deux ans seulement, & non au delà, de la défendre conjointement avec ledit Roi Tres-Chrétien, & s'engage de fournir une flotte de Vaisseaux si nombreuse qu'elle sera jugée suffisante pour lui conserver une entrée libre du côté de la Mer, par laquelle les secours necessaires y puissent estre introduits.

IX. Et s'il arrivoit que non-obstant la resistance de ladite Place, & les efforts que feroient les deux Rois pour la secourir; elle vint à estre prise par le Roi d'Espagne à force ouverte ou par surprise & intelligence; Ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne s'oblige pareillement, & promet pendant lesdites deux années seulement de contribuer pour la reprendre une flotte de Vaisseaux considerables, & telle qu'elle sera jugée suffisante pour se rendre Maitre de la Mer & de l'entrée du Port, & de concourir de bonne foi à ce dessein avec sa Majesté Tres-Chrétienne.

X. Sa Majesté de la Grande Bretagne s'oblige & promet que la garnison sortant de Dunkerque, ne fera aucun desordre, dont les maisons, Eglises, fortifications & casernes puissent être endommagées, & qu'il ne sera commis aucune violence contre les Bourgeois, Prestres & personnes Religieuses, & en cas que nonobstant le bon ordre que sa Majesté de la Grande Bretagne y apportera, ladite garnison se portat à tels excez qu'il en arrivât quelque perte ausdits Bourgeois ou endommagement ausdites Fortifications; sadite Majesté promet de les reparer par punition de ceux qui les auront commis, & par remboursement du prix desdites pertes, suivant l'estimation qui en sera faite par les Commissaires choisis pour cela des deux Nations.

XI. Que toutes les dettes passives contractées par les Officiers ou Soldats de la garnison avec les Bourgeois ou Habitans de Dunkerque depuis le rétablissement dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne dans ses Etats, seront acquittées lorsqu'ils sortiront de la Place sur la liquidation qui en sera faite par Monsieur de Retresort Gouverneur de ladite Place pour ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, avec le Bourgmestre & Bailli de ladite Ville, & que ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne se chargera dudit paiement sur la solde qui est deue à ladite garnison, en cas qu'il arrivât qu'aucun desdits Officiers ou Soldats n'y eût pas satisfait volontairement.

XII.

ANS de J. C. 1662.

XII. Et d'autant que le nommé Gouvard Bourgeois de Dunkerque a entrepris de faire construire à ses frais& dépens un Pont qui traverse le Havre, & qu'en cette consideration ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne lui a permis de lever un certain droit sur tous ceux qui passeront sur ledit Pont, jusqu'à ce qu'il sort pleinement remboursé desdits frais & avances, & lui a promis qu'en cas qu'il vint à disposer de ladite Place ; il obligeroit le Prince avec qui il en traiteroit de lui permettre la même levée dudit droit jusqu'à son plein remboursement, en cette consideration ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, a promis de laisser ledit Gouvard dans la joüissance dudit droit de même qu'il l'auroit esté, si ladite Place estoit demeurée au pouvoir dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne.

XIII. Qu'il sera permis aux Marchands Anglois & autres de ladite Nation Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne de se retirer de ladite Ville, avec tous leurs biens meubles, & generalement toutes sortes de marchandises à eux appartenantes, à la reserve du bled & autres munitions de guerre & de bouche, lesquels ils ne pourront transporter d'un mois, mais seront obligez de les vendre au cours des marchez ; & en cas qu'il arrivât que pendant ledit mois ils ne les peussent vendre, il leur sera permis de les transporter où bon leur semblera. Et à l'égard des immeubles ils pourront les vendre & auront trois mois de temps pour cela ou plus s'il est necessaire, bien entendu que devant sortir de ladite Place, & vendre leursdits biens, ils seront obligez de paier toutes leurs dettes passives, ou de bailler caution, dont leurs créanciers seront contens.

XIV. Lesquels points & articles ci-dessus énoncez, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traités, accordés, passés & stipulés ; sçavoir entre ledit Comte d'Estrades pour & au nom de sa Majesté Tres-Chrétienne, & lesdits Comte de Clarendon Grand Chancelier d'Angleterre, Comte de Southampton Grand Tresorier, Duc Dalbemarle & Comte de Sandwich pour & au nom du Roi de la Grande Bretagne, comme Commissaires choisis pour cela par leurs Majestés, lesquels en vertu de leurs pouvoirs, ont promis & promettent sous obligation & hipotéque de tous & chacuns les biens & états presens & à venir des Rois leurs Maitres qu'ils seront par leurs Majestez inviolablement observez & accomplis, & de leur faire ratifier purement & simplement sans y rien ajoûter, diminuer ni retrancher ; & d'en bailler & recevoir reciproquement l'un à l'autre lettres authentiques & scellées, où tout ce present Traité sera inseré de mot à autre, & ce dans quinze jours de la datte de ces presentes, & plutôt, si faire se peut.

En témoin dequoi, Nous Commissaire susdit avons souscrit le present Traité, & fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Londres le 27. jour d'Octobre 1662. Signé, D'ESTRADES.

Pouvoir du Comte d'Estrades Commissaire nommé par Sa Majesté Tres-Chrétienne à l'effet du Traité ci-dessus.

JE donne pouvoir au Comte d'Estrades Chevalier de mes Ordres, d'ajuster, conclure & signer un Traité avec le Roi d'Angleterre mon Frere pour l'achapt de la Place de Dunkerque & ses dépendances, & promets en foi & parole de Roi d'approuver, ratifier & executer tout ce que ledit d'Estrades aura promis en vertu du present pouvoir. Fait à S. Germain le 26. jour de Juillet 1662. Signé, LOUIS, & écrit de sa propre main.

Pouvoir du Comte de Clarendon Grand Chancelier d'Angleterre, du Comte de Southampton Grand Tresorier, du Duc d'Albemarle & du Comte de Sandwich Commissaires nommés de la part du Roi de la Grande Bretagne.

ANS de J. C. 1662.

JE donne pouvoir à mes Cousins les Sieurs Comte de Clarendon Grand Chancelier d'Angleterre, Comte de Southampton Grand Tresorier d'Angleterre, Duc Dalbemarle & Comte de Sandwich, d'ajuster, conclure & signer un Traité avec le sieur Comte d'Estrades pour la vente de la Place de Dunkerque & de ses dependances, & promets en foi & parole de Roi d'approuver, ratifier & executer tout ce que lesdits Chancelier, Tresorier, Duc Dalbemarle, & Comte de Sandwich, auront promis en vertu du present pouvoir. Fait à Londre le 1. Septembre 1662. CHARLES, R.

XXIV.

(a) *Traité d'Alliance & de Commerce entre* FREDERIC III. *Roi de Danemarc &* LOUIS XIV. *Roi de France. Fait à Paris vers le Mois d'Octobre ou Novembre de l'an* 1662. Tiré d'un Manuscrit.

ANS de J. C. 1662.

FRANCE ET DANEMARC

(a) Le même Traité est en François dans Leonard Tom. V. où il est mis sur l'année 1663. mais dans le Manuscrit, d'où nous le tirons il est marqué comme étant de 1662.

In nomine Dei Creatoris.

NOtum sit universis præsentibus ac futuris quod Vir Illustrissimus & Excellentissimus Dominus Hannibal à Sehsted Hæreditarius in Tybring Lundoë & Weylegaard, Serenissimi atque Potentissimi Principis ac Domini Domini Friderici tertii Dei gratia Daniæ, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque Regis Hæreditarii, Ducis Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ & Ditmarsiæ, Comitis in Oldenborg & Delmenhorst, Ordinis Elephantini Eques, Consiliarius Status, summus Thesaurarius & Præses in Collegio Cameræ, ad Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Ludovicum decimum quartum eadem Dei gratia Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum, hoc tempore Legatus Extraordinarius speciali mandato quod infra inferetur à sacra Regia Majestate Daniæ munitus ex una parte, & viri Illustrissimi atque Excellentissimi Domini Henricus Augustus de Lomenie Comes de Brienne & de Montbron, Michael le Tellier Marchio de Louvois Dominus de Chaville alte memorato Regi Christianissimo à sanctioribus Consiliis arcanis & mandatis Regiorum Ordinum Commendatarii & status administri, Hugo de Lyonne Marchio de Fresne Dominus de Berny, eidem Regi à sanctioribus Consiliis & arcanis Regiorum item Ordinum & Status Administer, & Johannes Baptista Colbert Baro de Signelay in Regio Consilio Ærarii Gallici Consiliarius & Tribunus, speciali quoque ad id mandato, quod infra ibidem inferetur, à Christianissimo Rege ex altera parte muniti, convenerunt simul consenseruntque in hoc mutui fœderis instrumentum, quo amicitia inter Serenissimum Regem Daniæ & Christianissimum Regem Franciæ juxta utriusque desiderium arctius constringatur. Cum enim summe dictus Serenissimus Rex Daniæ qui jam pridem serio secum perpenderat, quam varia quamque firma inter Serenissimos Daniæ Reges, Christianissimosque Franciæ Reges ab omni fere tempore viguissent fœdera simulque reputarat quanta commoda utrique Regno ex eorundem renovatione promanare possent, sopitis nuperis inter Daniam & Sueciam dissidiis reductaque Pace, cui postmodum accessit insignis rerum in Dania mutatio dum sublato veteri statu Regiminis summe memorato Regi per unanimum subditorum suorum consensum & vota, successio hæreditaria & incircumscripta potestas

de-

ANS de J.C. 1662.

delata est, nihil prius haberet, quàm ut extraordinaria legatione Christianissimo Regi quo Mediatore Pax prælaudata coaluerat de Pace feliciter ab alte memorato Christianissimo Rege cum Rege Catholico conclusa contractoque cum serenissima ejusdem Catholici Regis infante matrimonio; & subsecuta auspicatissima Serenissimi Delphini nativitate rite gratulatus, pristina illa necessitudinis fœdera quæ maximi semper fecit, non tantum redintegraret, verum etiam novis legibus aut vinculis in utriusque Regni emolomentum, majoremque commerciorum usum nec non mutuum subditorum commodum adaugeret, & arctiora redderet, prædictum Dominum Legatum in eum finem ad Regem Christianissimum ablegavit. Rex verò Christianissimus propensum hoc suæ Regiæ Majestatis Daniæ in se affectum benevolè amplexus est, paribusque cum illo votis expetiit, ut pristina quæ Serenissimos Reges Daniæ Christianissimosque Franciæ Reges, junxit amicitia renovaretur, mutuaque inter Subditos commoda & commercia quam florentissima redderentur; atque ut id fiat prospereque succedat vigore plenissimæ Potestatis utrinque exhibitæ ac probatæ de sequentibus Articulis inter utrarumque partium Plenipotentarios & Commissarios conventum est.

I. Erit inter Serenissimum Daniæ & Norvegiæ Regem ejusdemque hæredes & Successores Regna, Provincias, Regiones, & Subditos ab una & Christianissimum Franciæ & Navarræ Regem ejusdemque hæredes & Successores Regna, Provincias, Regiones & Subditos ab altera parte terra mariqua tam intra quam extra Europam perfecta & perpetua amicitia & inviolabile fœdus, pars una cum altera sincerè aget nec quicquam quod alteri parti damno cedere possit per se vel per alios committet, sed potius alterius commoda & utilitates quantum in se erit promovebit.

II. Subditi & Incolæ utriusque Coronæ tam exteri quam indigenæ ex uno Regno in aliud libere commeent & facultatem habeant tam pace quàm bello absque ullo impedimento alterutrius Regna, Provincias, Emporia, Portus & Flumina liberè adeundi ibidemque commorandi & commercia sua exercendi, dummodo vectigalia consueta solvant, salvis tamen juribus & privilegiis cujuscunque loci.

III. Navium utriusque Coronæ ingredientium Portum alterutrius gratus sit adventus, eæque benignè habeantur, liceatque illis merces suas ibidem venales exponere aliàs coëmere & pro lubitu commercari, salvis tamen quoque legibus cujuscunque loci.

IV. Serenissimi Regis Daniæ Subditi in Galliam venientes ibique nacti occasionem commorandi negotiorum propriorum vel Principalium suorum mercaturam aut aliud quid concernentium gratiâ conscientiæ libertate fruantur. Regiis ministris ibidem commorantibus libero Lutheranæ Religionis exercitio in privatis suis ædibus concesso, similiter & reciproca ratione Christianissimi Regis Subditi in Daniam & Norvegiam venientes ibi nacti occasionem commorandi negotiorum propriorum vel Principalium suorum, mercaturam aut aliud quid concernentium gratia, conscientiæ libertate fruantur, Regiis Ministris ibidem commorantibus libero Catholicæ Religionis exercitio in privatis suis ædibus concesso.

V. Subditi utriusque Coronæ per mare commercia exercentes & littora alterutrius Regni legentes non teneantur quemcunque intrare portum, si ipsorum cursus eò non fuerit directus, sed libertatem habeant iter suum absque impedimento vel ulla detentione quocunque voluerint, prosequendi, neque portum ingressi ibidemque subsistentes, cogantur merces suas exonerare, commutare vel vendere, sed licitum illis sit de illis pro lubitu disponere, & quidvis aliud prout rebus suis conducere arbitrantur agere.

VI. Naves Daniæ tam præliares quam mercatoriæ navibus Gallicis, & vicissim naves Gallicæ navibus Danicis in quocunque mari etiam ultra lineam æquinoctialem occurrentibus si vel ad continuandum iter suum vel contra vim intentatam ope & rebus aliquibus indiguerint, erunt auxilio & commodo quantum poterunt.

ANS de J.C. 1662.

VII. Naves Gallicæ vel ad Gallos pertinentes, vel ab illis conductæ & onustæ, Freta Oresundicum & Balthicum transeuntes quocunque locorum iverint, vel undecunque venerint, merces etiam qualescunque portaverint nulla excepta aliud vectigal solvere non teneantur quam quod Serenissimus Rex Daniæ constituit speciali ea de re sub dato 27. Septemb. anni 1645, confecto instrumento, quod huic Tractatui sub finem inseretur.

VIII. Merces ad Subditos Regis Christianissimi pertinentes, quæ navibus aliarum gentium prædicto privilegio non gaudentium impositæ exportabuntur utrumque fretum prædictum præternavigabunt exsoluto tantum vectigali quod pro mercibus è Regnis ac ditionibus Regis Christianissimi evectis exsolvi consueverit, juxta vectigalium Catalogum initum 1645. ea lege tamen ut certis civitatum Regis Christianissimi confirmationibus constet merces illas ad nullos alios quam ad Subditos Regis Christianissimi pertinere.

IX. Nulla vectigalium adauctio quocunque id nomine aut prætextu fieri posset, instituetur ac decernetur viginti tribus annis proximè sequentibus, quorum exitus in ultimum Decembris diem anni 1685. incidet, finitis verò viginti tribus annis Subditi alterutrius Regis in alterius Regnis ac Ditionibus idem solvent vectigal ac Subditi Regis Angliæ, nec non Ordinum fœderati Belgii, neque præ aliis Nationibus gravabuntur.

X. Scrutatio navium ac mercium quæ Regis Christianissimi Subditis propriæ sunt, quæque per fretum Oresundicum pervehentur durante supradicto viginti trium annorum spatio cessabit, Nautisque quando literas quæ ipsis commeatus & vectigalis nomine concedentur exhibuerint plenaria fides habebitur, & soluto deinde vectigali absque detentione aut molestia ulla liberè discedent, neque prope Haffniam in loco dicto den Droghen diutius commorari tenebuntur, quod si verò inposterum Serenissimo Regi Daniæ in vectigali solvendo fraudem injuriamve inferri percipiatur, Christianissimus Rex id edoctus atque rogatus media quæcunque optima excogitabit, & quantum fieri poterit cavebit ne quid Regiæ Daniæ Majestati quam quod æquum justumque est accidat.

XI. Conventum quoque & concordatum est quod Gallicæ Naves & Mercatores in transitu suo per Oresundicum fretum fruentur beneficio & privilegio de differenda usque ad reditum suum solutione vectigalis memorati superiore articulo, ita tamen ut secum portent literas testimoniales sub sigillo Regis Christianissimi aut Thessalarchæ sive Admiralis Franciæ ut moris est, testificantes easdem naves ad subditos Regis Christianissimi pertinere, necnon ante transitum suum sufficientem & satis idoneam cautionem Elsingoræ de dicta solutione debito loco Serenissimi Daniæ Regis vectigalium Exactoribus in earundem navium reditu, aut si non redierint ad summum intra tres menses facienda præstent.

XII. Eædem quoque naves transactionem & expeditionem apud Elsingoram quam citò appulerint absque dilatione recipient, nullis omnino navibus cujuscunque gentis ante illas prælationem in ea parte habentibus, exceptis navibus earum nationum quibus prælatio prædicta concessa fuit à Serenissimo Rege Daniæ per anteriores Tractatus, exceptis etiam incolis quorundam locorum, qui ejusmodi privilegium in hoc casu ab antiquo obtinuerunt, eodemque hucusque fruuntur.

XIII. In Regnis ac Ditionibus Regis Christianissimi bonis & mercibus, quæ Subditis Serenissimi Regis Daniæ propriæ esse veris conprobationibus demonstrabuntur, non majus vectigal sive importando sive exportando impetrabitur quàm quod Subditi Christianissimi Regis ipsi exsolvunt, eundem ad modum quoque in Regnis, ac Ditionibus Serenissimi Regis Daniæ bonis & mercibus, quæ Subditis Regis Christianissimi propriæ esse veris confirmationibus demonstrabuntur,

ANS de J.C. 1662.

non majus vectigal, sive importando, sive exportando imperabitur, quam quod Subditi Serenissimi Regis Daniæ ipsi exsolvunt, non tamen gaudebunt privilegio quod Christianissimus Rex concessit Societati quorundam è suis Subditis initæ pro piscatu Balænarum aliorumque marinorum piscium, nec immunes erunt à solvendo vectigali quinquaginta solidorum, quod exteri quique pro singulis doliis quarumlibet navium in Gallia conductarum perdunt, sed cum illis agetur eodem prorsus modo quo agitur cum aliorum gentium navibus præsertim Hollandorum portus Gallicos subeuntibus, summa quoque Potestas amborum Regum in eorum respective Regnis, Ditionibus & Dominiis atque portubus vectigalia & alia quævis pro re nata statuendi vel immutandi salva & illæsa permanebit, modo nihil innovetur, quod præsenti Tractatui repugnet. Quod autem attinet ad ligna Norvegiæ Subditi Regis Christianissimi quantum ad naturam & qualitatem lignorum exportandorum quantum ad mensurationem navium & ad mensuram illam connotandam, quantum ad vectigal unius thaleri Imperialis pro singulis lastis solvendum deducta quinta parte vecturæ cujuslibet navis, item quantum ad léges pro navium merciumque scrutatione sancitas eodem gaudebunt privilegio, quo Subditi Ordinum confœderati Belgii gaudent, vi Tractatuum mutorum inter Serenissimum Regem Daniæ, eosdemque Ordines die 13. Augusti anni 1645, & die 2. Februarii anni 1647. dummodo Tractatuum istorum legibus exactè se conforment, nihilque fraudis hac in parte committant.

XIV. Naves Subditorum Regis Christianissimi cum mercibus & mercimoniis suis quæ in munimentum Gluckstadiense vel reliqua loca & oppida sub Serenissimi Regis Daniæ dominio ad ripam Albis fluvii sita prætemavigabunt sive eundo, sive redeundo liberæ & immunes eruntab omni vectigali portorio, scrutatione, detentione atque molestia, excepto tantummodo casu scrutationis tempore belli quando Serenissimus Rex Daniæ bellum habet cum alio quocunque Rege vel Statu.

XV. Populi & Subditi Serenissimi Regis Daniæ in Gallia commorantes ibi commercia exercentes alia vel graviora vectigalia non pendunt, quam omnes reliqui Christianissimi Regis Subditi vel amici ac confœderati, & in specie Hollandi pendunt, ipsisque fas sit vendere venalesque habere merces suas cuicunque placuerit, pretio etiam quocunque voluerint, salvo semper privilegio superius dicto à Rege Christianissimo quibusdam è suis Subditis pro piscatu Balænarum concesso, salvis semper etiam quinquaginta solidis pro unoquoque dolio quos Serenissimi Regis Daniæ Subditi, ut cæteræ nationes exteræ & in specie Hollandi solvere tenebuntur.

XVI. Vicissim Subditi Regis Christianissimi Regna, Ditiones aut Dominia Serenissimi Regis Daniæ adnavigantes vel in iisdem mercaturam facientes, aliud vectigal solvere non teneantur, quàm quod Serenissimi Regis Daniæ Subditi pendunt & solvunt atque eundo, redeundo, & commorando, nec non piscando & negotiando cæterisque iisdem libertatibus, immunitatibus & privilegiis gaudebunt, quibus populi cujuscunque gentis in dictis Regnis & Dominiis Serenissimi Regis Daniæ commercantes, gaudent vel gaudebunt speciatim Subditis Regis Christianissimi qui soli speciali privilegio oleum & palearia seu fanones Balænarum, luporum marinorum, squalorum sive canum marinorum in Regnis ac Dominiis ejusdem Regis Christianissimi vendunt, Serenissimus Rex Daniæ omnem favorem eatenus præstabit, ut ad Norvegiam & alias terras Regiæ suæ Majestatis appulsi in iisdem terris pinguedinem Balænarum aliorumque piscium liquefacere queant, paciscentes cum Indigenis, de loco deque emptione lignorum & utensilium, quibus opus illis erit, utque illud ipsum eo tutius perficere possint, Serenissimus Daniæ Rex, qui hac in parte Christianissimi Regis desideriis deesse noluit, scriptis ad Officiales suos tam civiles quàm militares literis curabit ut Mercatores Galli ad littora Norvegiæ accedentes amici atque humaniter excipiantur & prædicto modo illis negotiis suis vacare permittatur, dummodo vicissim ab iis nihil in præjudicium incolarum perpetretur, salva Serenissimi Regis Daniæ in Regno, Provinciis, Principatibus atque Territoriis suis Superioritate ac Jure, salvis etiam & illæsis manentibus privilegiis certis oppidis certisque mercatorum & civium societatibus à Regia sua Majestate concessis in quantum hæ res trictioneo cæteris hujusce Tractatus articulis non fuerint contrariæ.

ANS de J.C. 1662.

XVII. Conventum quoque & concordatum est quod in majorem commerciorum promotionem utrorumque Regum alter alterius Subditos juvabit, atque in omnibus quæ commodum illorum spectant tuebitur, ita ut Christianissimus Rex Subditis ac civibus Serenissimi Regis Daniæ ea omnia concessurus sit, quæ ipsorum commercia in Regnis ac Dominiis suis promovere poterunt, sicut etiam Serenissimus Rex Daniæ Subditis & civibus Christianissimi Regis in omnibus rebus, quibus illorum negotiationes augeri & promoveri poterunt favebit.

XVIII. Quem in finem Rex Christianissimus operam dabit ut Subditi sui merces in Regnis ac Dominiis suis natas quibus Subditi Serenissimi Daniæ Regis indigent, in Daniam & Norvegiam portent, & vicissim Serenissimus Rex Daniæ in id incumbet ut Subditi sui similiter merces suas ex Dania & Norvegia in Galliam advehant.

XIX. Item concordatum est quod Serenissimi Regis Daniæ Subditi ejusdemque Regnorum Incolæ liberam habebunt potestatem, Regna omnia, Provincias Ditiones ac portus, cum quibus Regno Daniæ sive fœdus aut amicitia erit, sive neutralitas adeundi, atque in iisdem mercaturam exercendi, neque à Christianissimi Regis Subditis, aut eorundem navibus cujuscunque illæ generis fuerint, vel à ipsis inferetur molestia aut impedimentum quodcunque etiamsi inter Christianissimum Regem & memorata Regna, Provincias, Ditiones ac Portus quibus cum Regno Daniæ, Pax, fœdus amicitia aut neutralitas est vel erit dissidia, inimicitias, aut etiam bellum apertum exoriri inposterum contingat, quod ipsum vice versa ex parte Serenissimi Regis Daniæ erga Christianissimi Regis Subditos observabitur.

XX. Quo facilius executioni mandentur suprascripta conventum est quod navigia Subditorum alterutrius Regis quemcunque alterius portum ex quo inimicorum stationes seu portus petere constituerint ingressa, Præfectis solummodo portus istius exhibere tenebuntur diplomata sui salvi conductus, indicem bonorum & mercium quibus onusta erunt continentia, quoque versus iter suum intenderint declarantia, & subscriptione sigilloque usitato Officialium Admiralitatis istius loci ex quo primo solverint munita modo & forma consuetis, qua exhibitione facta nulla ratione poterunt ulterius detineri, visitari aut impedimentum ullum sive molestia quocunque demum prætextu id fiat, ipsis adferri poterit.

XXI. Quod si naves mercatoriæ Danicæ naves Gallicas, Bellicas, seu Regias, seu privatas concessa ad id potestate armatas obviam habuerint, ac vice versa si naves mercatoriæ Gallicæ, naves Danicas, bellicas seu Regias seu privatas, concessa ad id potestate armatas obviam habuerint, prædictæ naves bellicæ aut armatæ ad mercatorias intra tormenti bellici jactum accedere non debebunt, sed duos vel tres viros tantum scaphæ impositos ad eos mittent, quibus per Præfectum sive Magistrum navis litteræ salvi conductus exhibebuntur modo & forma usitatis, quæ scilicet disertis verbis, non modo onus nauticum, sed etiam ipsius navis & Magistri nomen locumque domicilii exprimant, ut hac ratione liquidò constet, utrumne mercium prohibitarum aliquid vehatur quibus salvi conductus literis & diplomatibus omnimoda fides adhibebitur, eorumque vigore ne falsariorum fraudibus obnoxia sint

certis

certis & indubitatis signis ad id ipsum ab utroque Rege dandis prospicietur.

XXII. Utque amborum Regum subditorum securitati plenius consulatur, adhibeaturque cautio ne vel ipsis violentia à prædictis navibus bellicis inferatur, omnibus Christianissimi Regis navium bellicarum præfectis & aliis quibuscunque ejus subditis severè injungetur & mandabitur ne molestia aut detrimento ullo Subditos Serenissimi Regis Daniæ afficiant, secus si fecerint in personis & bonis omnibus tenebuntur, donec de detrimentis ab ipsis illatis & incommodis omnibus exinde perceptis & percipiendis debita ac justa consecuta fuerit satisfactio & compensatio: similiter omnibus Serenissimi Regis Daniæ navium Bellicarum Præfectis & aliis quibuscunque ejus Subditis severè sub iisdem pœnis injungetur & mandabitur, ne molestia aut detrimento ullo dictos Regis Christianissimi Subditos afficiant.

XXIII. Si in dictis navibus mercatoriis versus dictas stationes ac portus iter suum intendentibus inventa fuerint bona quædam aut merces quæ in prohibitis habentur, hæ merces solæ & bona navibus exempta coram competentibus istius loci rerum maritimarum Judicibus Fisco addicentur, neque ea de causa vel ipsum navigium vel merces aliæ & bona non prohibita in eo contenta, retineri ac Fisco applicari poterunt.

XXIV. Quod si alterutrius Coronæ navem bellicam aliam quandam mercibus prohibitis onustam capere contingat, Præfectis qui illam ceperunt liberum non erit cistas, tonnas sarcinasve in contentas aperire vel rescindere, neque etiam mercium quid transportare, vel alio quovis modo alienare, nisi illæ prius in terram expositæ fuerint earumque rite coram Judicibus rerum maritimarum confectus inventarius, nisi forte hæ merces prohibitæ totius oneris nautici tantum pars quædam fuerint, Dominoque placitum fuerit eas sponte nemineque cogente memorato Præfecto tradere, iterque suum prosequi quibus ita peractis nulla ratione ulterius detineri aut ab instituto itinere à quoquam retrahi aut revocari poterit.

XXV. Sub hoc vero mercium vetitarum numero intelligantur solummodo comprehensa esse arma sive illa ignifera fuerint sive alius generis cum suis appertinentiis utpote tormenta bellica, sclopeta, mortaria bellica, sclopi inductiles vulgo petardæ, glandes igniariæ, ignes missiles, coronæ picatæ, armamenta lignea, furcæ, bandolieres, pulvis tormentarius, funiculi igniarii, nitrum, globuli, sarissæ, gladii, cassides, galeæ, thoraces loricati, bipennes, hastæ, spicula missilia, Equi ephippia, sclopetecæ, balthes & demum quæcunque alia usui bellico inservientia.

XXVI. Neutiquam autem sub vetitarum mercium numero intelligi vel comprehendi debent frumenta cujuscunque generis vel speciei sint, multò minus legumina, oleum, vinum, sal, & uno verbo omne id quod ad alimentum & vitæ sustentationem pertinet, quorum omnium venditio, transvectio & transportatio semper erit licita æquè ac aliarum mercium, imò in ea ipsa loca quæ ab alterutrius inimico possidentur, modo non sint eo tempore obsidione circumcincta vel aditu præclusa.

XXVII. Conventum præterea & concordatum est, quod quæcunque à Subditis Serenissimi Regis Daniæ navibus ad hostes Christianissimi Regis pertinentibus impositæ reperientur, etiam si merces contrebandæ uti vocant, non fuerint, fisco addicentur cum omnibus rebus quibus onustæ fuerint, quocunque demum nomine illæ venient, nulla excepta. Vicissim idem dictum esto de rebus quæ à Subditis Christianissimi Regis navibus ad hostes Serenissimi Regis Daniæ pertinentibus impositæ reperientur, liberæ vero & immunes erunt omnes illæ merces, quæ in navibus ad subditos Serenissimi Daniæ Regis pertinentibus invenientur, etiamsi onus illarum navium sive integrum, sive pars tantum ad hostes Christianissimi Regis pertinuerit, similiter liberæ & immunes erunt omnes illæ merces quæ in navibus ad subdito Christianissimi Regis pertinentibus invenientur, etiamsi onus illarum navium sive integrum, sive pars tantum ad hostes Serenissimi Daniæ Regis pertinuerit, exceptis tamen utrobique mercibus contrebandæ dictis, quæ secundum normam in præcedentibus articulis positam considerabuntur.

XXVIII. Naves bellicæ utriusque Coronæ sive singulæ sive numero duæ vel tres omnes portus alterutrius Regni ingrediantur ibique benignè excipiantur potestate ipsis facta necessaria sibi pro numerata pecunia comparandi, si vero majori sint numero, & vel tempestate vel alia non prævisa occasione cogantur sese in tutum recipere, non minus licitum erit illis ibidem tuto commorari & de iis quæ sibi necessaria esse possunt, providere.

XXIX. Dictæ naves Bellicæ aliæve mercatoriæ in portubus alterutrius Regum inventæ non cogantur ad militiam vel vecturam absque consensu sive dicti Regis ad quem pertinent, sive civis aut naucleri etiamsi præfectus navis consenserit.

XXX. Prædictis iisdem navibus bellicis alterutrius Regis liberum erit alterius stationes flumina & portus ingredi aut in iis quousque libuerit, absque ulla visitatione in anchoris permanere, adhibita nihilominus cautione, ne mora diuturniore & non necessaria suspicionis materiam præbeant dictorum locorum Præfectis, quibus etiam navium Præfecti causam adventus sui & commorationis significare tenebuntur.

XXXI. Navium Præfecti earundem Gubernatores, milites, nautæ, sociique navales ipsæ etiam naves mercesque & bona quibus onustæ erunt, nullius omnino mandato sive generali sive speciali nullamque ob causam ne ipsius quidem regni defensionis & conservationis obtentu vadimonio sive arresto detineri poterunt, neque in universum subditis unius vel alterius partis quidquam auferri poterit, nisi consentientibus ipsis & volentibus persolutoque Dominis earum rerum aut mercium pretio, quod tamen de arrestis legum authoritate ob contractum æs alienum, legitimisque quibuscunque aliis de causis impositis, non intelligetur, in quibus secundum justitiæ legumque præscriptum omnino procedetur.

XXXII. Item concordatum est quod si Serenissimi Regis Daniæ subditi & incolæ cum navibus suis vel pyratis sequentibus, vel vi tempestatis vel alio quovis incommodo cogantur se ad portum quærendum in Christianissimi Regis flumina æstuaria sinus ac portus recipere, benigne & humaniter ab istius loci Magistratu & Incolis tractabuntur, licitum etiam ipsis erit, ea quæ navibus suis reficiendis necessaria fuerint, justo pretio sibi providere, atque iterum absque ullo impedimento vel scrutatione nullisque portoriis ac vectigalibus solutis libere discedere, dummodo nihil mercium aut sarcinarum ex navi vel navibus efferant aut venale exponant, nihilque fecerint quod legibus statutis aut consuetudinibus istius loci aut portus, ad quem appulerint repugnet. Vicissim si easdem ob causas subditi Christianissimi Regis cogantur cum navibus suis ad portum quærendum in flumina æstuaria sinus ac portus Serenissimi Regis Daniæ se recipere benignè & humaniter ab istius loci Magistratu & incolis tractabuntur, licitum etiam ipsis erit ea quæ navibus suis reficiendis necessaria fuerint, justo pretio sibi comparare, atque iterum absque ullo impedimento vel scrutatione nullisque portoriis & vectigalibus solutis, liberè discedere, dummodò nihil mercium aut sarcinarum ex navi vel navibus efferant aut venale exponant, nihilque fecerint, quod legibus statutis aut consuetudinibus istius loci aut portus ad quem appulerint repugnet.

XXXIII. Regum neuter permittet aut tolerabit uti ulla navis sive bellica sive alia in usum cujuscunque Principis Reipublicæ aut civitatis armata in portubus stationibus aut fluminibus suis alterius subditorum naves capiat lædatve, id vero si præter expectationem contigerit Regum alteruter interposita authoritate læso re-

restitutionem aut damni compensationem ex æquo & bono dari curabit.

XXXIV. Ut verò commercia inter utramque Coronam eo tutius procedant, Rex Christianissimus sese obstringit nullum se concessurum in suis portubus refugium pyratis qui hostes sunt Serenissimi Regis Daniæ & quousque Dominium Christianissimi Regis in mari & portubus suis se extendit, pollicetur, se quantum fieri potest non permissurum ut ullus ex incolis Regnorum & Dominiorum suorum prædictos pyratas & prædones tecto vel commeatu excipiat aut aliquo modo juvet, verum è contra operam daturum ut prehendantur, & cum participibus & adjutoribus pro merito puniantur, navesque & mercimonia quantum eorum reperiri poterit, legitimis suis Dominis vel eorum Procuratoribus restituantur, modo eorum jus debitis ex lege probationibus appareat. Id quod similiter Christianissimi Regis subditis in portubus ac maribus Regnorum ac Dominiorum suæ Regiæ Majestatis Daniæ, quantum fieri potest, ut præstetur est promissum.

XXXV. Si circa alterius partis littora alterutrius Confœderatorum ejusque subditorum & incolarum naves, sive illæ bellicæ, sive mercatoriæ fuerint, vadis hærere vel scopulis allidi aut quocunque casu, quod Deus avertat, naufragium facere contigerit prædictæ naves cum omni apparatu, bonis & mercibus, vel quicquid ex illis superfuerit Dominis ac proprietariis suis restituentur, dummodo ipsi vel ipsorum Plenipotentiarii aut procuratores intra unius anni spatium ex quo naufragium factum fuerit, naves & bona sibi vendicarint, salvis semper juribus & consuetudinibus cujuscunque loci & nationis, subditi etiam vel incolæ ejusmodi littora ac oras habitantes periclitantibus subvenire, & quantum in se fuerit auxilio adesse tenebuntur, omnemque operam conferent, vel ad navem liberandam vel ad bona mercimonia navisque apparatum cæteraque quæ poterunt e naufragio eripienda, & quæ Dominis restituantur in tutum locum convehenda, solvendo tamen expensas ac præmia quæ meruerunt illi quorum opera ac diligentia res & bona recuperata & custodita fuerint.

XXXVI. Si alterutrius Regis Subditi in alterius territorio lædantur, vel injuria sive detrimento afficiantur, tunc Rex illius loci, ubi injuria illata est curabit ut secundum jura & consuetas Regionis leges prompte justitia administretur, iisque qui delictum vel injuriam commiserunt debita pœna cum reparatione damnum passis facienda infligatur.

XXXVII. Ambobus Regibus curæ erit, ut Judicia & Sententiæ de rebus in mari captis ad justitiæ & æquitatis præceptum ab hominibus non suspectis & non interessatis ferantur, latæque à Judicibus hujusmodi sententiæ secundum formam & tenorem suum ut legitimæ executioni dentur, ambo quoque Reges suis serio mandabunt atque præcipient.

XXXVIII. Si alterutrius Regis Legatos sive quosvis alios Ministros publicos apud alterum Regem commorantes de ejusmodi sententiis queri contigerit, Rex apud quem conquestio fiet, dicta Judicia & Sententias in consilio suo revideri & examinari curabit, ut appareat utrumne secundum leges hujus fœderis debitisque adhibitis cautionibus, peracta sint omnia, necessariaque si contrarium contigerit, adhibeantur remedia, quod intra trium ad summum mensium tempus fieri debebit, neque tamen vel ante primam prolatam Sententiam vel potestate durante revisionis tempore, bona de quibus quæstio erit è navibus exponere aut vendere & distrahere licebit, nisi id fortè partium consensu evidentæq; bonorum & mercium corruptionis causa fieri contingat.

XXXIX. Alterutrius Regis Subditis & Incolis in locis alterius dominio parentibus, liberum erit uti quibuscunque voluerint Advocatis, Procuratoribus, & Tabellionibus, ad id ipsum ab istius loci Judicibus rebus ita exigentibus prævia requisitione committendis, licitum etiam erit prædictis Subditis & Incolis alterutrius partis commentarios suos librosque rationum aliaque scripta negotia sua mercaturam concernentia, ea qua placuerit lingua in locis ubi commorabuntur conscripta habere, neque eam ob causam quisquam negotii ipsis facessere, aut molestiis esse poterit.

XL. Quod si quis Civis aut Subditus alterutrius Regis in alterius Regnis & Provinciis sine certo Hærede intra Regna & dictas Provincias moriatur, tunc omnia bona ab ipso relicta, sive mobilia, sive immobilia, cujuscunque conditionis sint fideliter asservabuntur, atque vel legitimis hæredibus vel illis, qui in ea jus habere possunt, absque ullo arresto, mora, damno & diminutione sub quocunque prætextu id fieri possit prævia tamen ante omnia æris alieni quod defunctus contraxerit, solutione reddentur, atque adeo jus aubaniæ & aliud quodcunque hac in parte omnino cessabit.

XLI. Quod si inter Serenissimum Regem Daniæ & Christianissimum Regem quædam simultates, quod Deus avertat, oborirentur, ex quibus commerciorum interruptio sequi possit, tunc Subditis utriusque Regis spatium sex mensium concedetur à die, quo moniti fuerint numerandorum, quo merces suas vendere & alio transferre queant, nec intra illud spatium, vel quo ad personas ullo modo detineri, vel quacunque molestia aut damno affici poterunt.

XLII. Nulla privata injuria fœdus hoc ullo modo infirmabit neque odium aut dissidia inter prædictas nationes suscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit, deque eo tenebitur, neque per repressalias aut alios hujusmodi odiosos processus alter id luet in quo alter aliquid deliquerit, nisi justitia denegabitur aut plus justo differetur, in quo casu Regi illi cujus Subditus damnum aut injuriam passus est, licitum erit juxta juris gentium leges & præscripta omnimode procedere, donec facta fuerit læso reparatio.

XLIII. Conventum etiam & conclusum est, quod Serenissimus Rex Daniæ iis pactis quæ inter Christianissimum Regem & Ordines Generales Provinciarum confœderatarum nuper conclusa & conscripta fuêre, eousque comprehendetur, ut omnibus privilegiis libertatibus & exemptionibus commercia spectantibus à Christianissimo Rege prædictis Ordinibus generalibus vel aliis quibuscunque nationibus concessis vel in futurum concedendis gavisurus sit, eodem plane modo, quo dictarum provinciarum unitarum incolæ & memoratæ aliæ nationes iis gaudent vel gaudebunt.

XLIV. Alte memoratorum Regum alter in alterius aula suos habeat ministros, in certis vero portubus consules, ut tanto facilius per eos invicem communicari & proponi possint res, quas tam in publicum quam privato unius cujusque commodo inservire posse putaverint.

XLV. Et quemadmodum hi articuli cedunt in emolumentum utriusque Coronæ eorumque subditorum, ita prææalte memorati Reges spondent omnem se daturos operam ut omnes & singuli sincere & bona fide observentur, neque illis directè vel indirectè contraveniatur, quia etiam hoc tractatu expresè stipulatur alterutrius Regis subditos in alterius Regnis & Dominiis iisdem Privilegiis & immunitatibus gavisuros, quibus populi fœderatarum Belgii Provinciarum vi tractatuum cum ordinibus generalibus dictarum Provinciarum ab utroque Rege initarum gaudent, visum & ambobus Regibus articulo prædictorum tractatuum, quos subditorum suorum commerciis inservire posse judicarunt, & de verbo ad verbum hisce pactis prout superius expressi sunt, vel in generalibus terminis inserere ut subditi sui utrinque & imprimis ii, qui judiciis, matrimonio & teloniis præsunt eo luculentius percipere possent, quomodo se in judiciis & negotiationibus suis gerere deberent, nec iisdem subinde ad prædictos tractatus recurrendum esset; curabunt præterea ambo summe dicti Reges, ut quamprimum hujus fœderis ratihabitiones utrobique extraditæ fuerint, quod intra trium mensium spatium fieri debet, omnia & singula ejusdem puncta & capita typis excudantur

ANS de J.C. 1662.

ANS de J.C. 1662.

dantur, & in idiomate patrio in unoquoque Regno divulgentur.

Sequitur Tabella Taxationum, anni 1645. juxta quam Subditi Christianissimi Regis vectigalia in freto Oresundico exsolvere tenebuntur.

SErenissimus ac Potentissimus Daniæ & Norwegiæ Vandalorum Gothorumque Rex Dominus noster Clementissimus considerans secum & pretio suo æstimans luculentum istud & nobile studium, quod componendis turbis, quæ hocce biennio Septentrionales has plagas commiserunt Serenissimus itidem Potentissimus & Christianissimus Franciæ & Navarræ Rex, frater consanguineus, amicus & confœderatus Majestatis suæ carissimus, & Serenissima Regina mater Regens impenderunt, nihil prius sibi habendum censet, quam ut fidelem fraternamque istam operam pari officiorum & benevolentiæ promptitudine penset. Cumque ex Illustrissimo & Excelsissimo Domino de la Tuillerie Christianissimi Regis legato rebus jam compositis intellexerit Majestati ipsius gratissimum fore, si vectigali, quod in freto Oresundico à Gallis Mercatoribus penditur certus aliquis & tolerabilis modus statueretur, ita ut pari cum aliis commoditate mercaturam suam exercere possent, Majestas ipsius, quæ Serenissimi Franciæ & Navarræ Regis desideriis haud facilè quicquam denegabit etiam hoc de negotio haud difficulter est assensa, talemque vectigali in præsens modum statuit, qualem taxatio huic responso addita demonstrat, similis omnino illi, quæ Ordinibus Fœderati Belgii Christianopoli tertia & decima Augusti currentis anni, concessa fuit, ad cujus normam à suis Telonio Præfectis hoc vectigal exigi jussit, neque concedet, ut qui sub Serenissimi Galliarum Regis Imperio degunt, præ reliquis nationibus quæ hoc freto utuntur, ulla ratione inposterum graventur. Confidit autem Majestas ipsius Serenissimum Galliarum Regem hoc testimonium animi bene merendi cupidi, grata mente amplexurum similemque affectum & studium negotiatoribus nostris qui ad Gallicos portus commeant per suos vicissim exhibiturum. Quod Illustrissimo & Excellentissimo Domino Legato, cui gratiam suam & benevolentiam Regiam prolixe defert ac pollicetur pro responso dari jussit. In quorum fidem Sigillum Regium hisce appositum est, quod factum Haffniæ Septembris Anno 1645.

ROOLLE OU TARIFE DU PEAGE DE LA MER D'ORESUNDE, qui a esté reglé pour les Marchands François, au mois d'Aoust 1645.

Poissons, Graisses & autres marchandises salées.

UN leth de beurre,	Un Ristaller & un quart.
Un leth de miel ou 8. ahmée.	un Ristaller & un quart.
Un chiffund (ou six vingt livres) de lard,	trois quarts de Ristaller.
Un chiffund (ou 120. livres) de fromage,	un demy Ristaller.
Un leth de graisse de cuisine,	trois quarts de Ristaller.
Un leth de goultran, ou 8. barils,	trois quarts de Ristaller,
Un leth de sel d'Espagne.	un demy Ristaller.
Un leth de sel de France.	un demy Ristaller.
Un leth de chair,	trois quarts de Ristaller.
Un leth de harangs,	un demy Ristaller.
Un leth de molue ou cableaux.	un quart de Ristaller.
Un leth de butte secs ou 20000.	un quart de Ristaller.
Un leth de roche,	
Un leth de spurres,	
Un leth d'anguilles ou six tonneaux,	trois quarts de Ristaller.
Un milier de poissons secs, grasie ou molue,	un Ristaller & un quart.
Un leth d'estourgeons ou six tonneaux,	un Ristaller & un quart.
Un leth de saulmons,	trois quarts de Ristaller.
Un leth de rasses,	trois quarts de Ristaller.
Huit leths de forets ou harangs ensumez, 20. mesures pour un leth,	un demy Ristaller.
Six chiffund (120 livres) de taillic.	trois quarts de Ristaller,
Un leth ou 12. tonnes de sel de Lunebourg,	trois quarts de Ristaller.

Bled.

Un leth de froment,	un Ristaller.
Un leth de seigle,	demy Ristaller.
Un leth d'orge,	un quart & demi de Ristal.
Un leth de farine,	un quart & demi de Ristal.
Un leth de maltz à faire biere,	un quart & demi de Ristal.
Un leth d'avoine,	
Un leth de pois,	un quart de Ristaller.
Un leth de gru d'avoine,	
Un leth de pain de seigle,	
Un leth de biscuit de froment,	un quart & demi de Ristal.
Un leth de bled mestail,	un quart de Ristaller.
Un leth de gru de mestail,	un quart & demi de Ristal.
Un leth de gru de millet,	2. quarts & demi de Ristal.
Un leth de noix,	un quart de Ristaller.
Un leth de pommes,	un demi quart de Ristaller.
Un leth de moustarde,	2. quarts & demi de Ristal.
Un leth d'avellanes, 36. boisseaux ou 18. tonnes.	un quart de Ristaller.

Diverses sortes de marchandises.

Un chiffund (120 livres) de cire,	trois quarts de Ristaller.
Six chiffund d'harpis ou poix.	2. quarts & demi de Ristal.
Un chiffund (120. livres) de duvet de plumes	
Six chiffund de plumes communes,	trois quarts de Ristaller.
Quatre chiffund de fine laine,	
Six chiffund de grosse laine,	2. quarts & demi de Ristal.
Un tonneau ou trente douzaine de cattes,	un quart & demi de Ristal.
Un tonneau de feutres de chapeaux.	un quart de Ristaller.
Huit chiffund de bourre lanisse, ou de tonsure de laine,	trois quarts de Ristaller.
Un sac de coton de deux cens livres,	
Un leth ou douze chiffund de pottache ou netrom,	un Ristaller.
Un leth de cendres,	un quart de Ristaller.
Un leth de gros gouldran ou poix,	un quart & demi de Ristal.

Un

ANS de J. C. 1662.

Un leth de petit goudran ou poix,	9. chill. ou sols de Lubec.
Huit corbeilles ou quaisses de verres de France, de Hesse, ou de Dantzic, Trente chocques (a) (ou bottes) de bouteilles ou flacons, Mille pieds de pierre,	2. quarts & demi de Ristal.
Un tonneau ou deux pipes de bouteilles,	un quart de Ristaller.
Six chiffund (120. livres) de Houblon,	trois quarts de Ristaller.

(a) Chocque est une soixantaine.

Lin & Chanvre.

Un leth ou six chiffund de lin ou chanvre. Quatre chiffund de lin ou chanvre crud, ou en masse.	un Ristaller.
Un chiffund de lin serisé ou prest à filer, Six chiffund de chanvre à cables, & cordages & tacquels, Un chiffund de hedegarn ou chanvre filé. Quatre chiffund de flessengarn, Dix chiffund de lin ou henffhede, Un leth de semence de lin, Un leth de semence de navette,	trois quarts de Ristaller.
Un leth de semen de chenevis,	un quart & demi de Rist.
Un tonneau de semence de canarie,	un demi quart de Ristal.

Cuivre, Estain, Plomb & Fer.

Un chiffund de cuivre, Un chiffund ou corbeille d'Estain, Une Corbeille de besogne de Leton, Six chiffund ou charges de Plomb, Huit tonneaux de feuilles de fer blanc. Six chiffund de fer en barre. Un leth ou 12. chiffund de fer d'Osmunde, Six chiffund de balles, Six chiffund de fourneaux de fer, Quatre chiffund de plaques de fer. Huit chiffund ou barils de vieux fer, Six chiffund de Gottlinchus, Six tonnes d'Aixieux de Hollande, Six quintaux d'acier, Une Corbeille ou tonneau d'Archal d'Acier, Six chiffund de Cercles de Fer, Pour tonneaux à mettre vin, Six quintaux d'Aixieux de Lubec,	un demi Ristaller.

Munition de Guerre.

Le cent de lames d'espées,	un demi Ristaller.
Le cent de gardes d'espées.	huit sols de Lubec,
Quatre cents bois de piques, Quarante espées à deux mains.	un demi Ristaller.
Cents Corcelets.	un Ristaller.
Cinquante morions,	un demi quart de Ristal.
Cent Hallebardes,	un demi Ristal.
Cent fers de piques,	un demi quart de Ristal.
Une quaisse de cents mousquets, Quatre douzaines de Canons à Carabines.	un demi Ristaller.
Quinze cuirasses, Six quintaux de salpetre ou poudre,	trois quarts de Ristaller.
Un leth ou douze Chiffund de souffre.	un Ristaller.

Marchandises de Bois.

Un gros Mast de navire de 15. palmes & au dessus,	un demi Ristaller.
Un petit Mast dit spire,	huit sols de Lubec.
25. perches dictes Hagstangel ou petits spire,	2. quarts & demi de Rist.
Le gros cent de bois de clappe, Un gros cent de marrain à tonneaux,	un Ristaller,
Un cent de bois à chariots de coure,	un quart & demi de Rist.
Un tas ou soixantaine de grosses planches de Chesne	un Ristaller.
Un tas ou soixante d'ais de Prusse ou Stetin,	trois quarts de Ristaller.
Le millier des lattes,	huit sols de Lubec.
Dix grosses poultres de chesne,	2. quarts & demi de Rist.
Vingt poultres à feu.	2. quarts & demi de Rist.
Un leth de quaisses,	un quart & demi de Rist.
Un nestel ou douze zipers de coffres ou quaisses,	trois quarts de Ristaller.
Une corbeille de cuveaux peints.	un quart & demi de Rist.
Un tas ou 60. de gros Platan, ou bois de Platan, ou bois d'Erable,	un quart de Ristaller.
Un tas ou 60. de bois à Balc, ou poultres & planches de chesnes doubles,	un Ristaller.
Un millier d'aix de Norwegue ou de Suede.	trois quarts de Ristaller,
Un tas 60. de bois de petit Platan ou Erable,	huit sols de Lubec,
40. tas 60. ou fardeaux de palles, 20. tas 60. de coffres ou auges, Un gros cent de Pipestafen, 40. milliers de clouds à nef, 30. fardeaux de corgue,	trois quarts de Ristaller.
20. faisseaux 60. de tranchoirs,	huit sols de Lubec.
2000. courres servants de lieures.	huit sols de Lubec.
28. courbes de bois ou en eheri,	trois quarts de Ristaller.

30 po:

ANS de J. C. 1662.

30. pousteaux dits Cheverpfost,	trois quarts de Ristaller.
Le cent de bostaves,	un demi Ristaller.
40. pieces de bois de barque ou d'Estre,	trois quarts de Ristaller.
Un cent de bois à chariot, dit Vaguenschott,	un Ristaller.

Marchandise Sauvage.

Un timbre de peaux de Martre,	2. quarts & demi de Rist.
Un cent de peaux de Bievre,	un Ristaler.
Le cent de peaux de Renards.	trois quarts de Ristaller.
Le cent de peaux de Loutres.	un Ristaller & demi.

Vingt timbres d'Hermines,
Un millier de petits gris,
Un millier d'Ilck, ou peaux de Chats sauvages,
Seize douzaines de Romenselle,
2000. de peaux de connils noirs,
4000. de peaux de connils gris,
Cent Ristallers de Zobelines,
} trois quarts de Ristaller.

Cuirs & Peaux.

Quatre dequers de peaux d'Elan,
Quatre dequers de peaux de Cerf,
Vingt dequers de peaux de Bouc,
30. dequers de peaux de Veau,
1000. grosses de peaux de Mouton,
2000. peaux de peaux d'Agneau,
4000. de peaux de Chamois,
1000. peaux de Chevrotin,
1000. de cuir blanc,
Dix dequers de cuir de Sehm,
Six dequers de Cordoüan ou marroquin,
Vingt dequers de cuir de bassaine,
Dix dequers de cuir de Russie, dit Rottlache.
Six dequers de cuir dit Gahrleder,
Dix dequers de peaux desseichées, ou cuir pailé,
Un millier de paires de Heusche de Russie,
400. livres de cuir à semelles,
Huit cent livres d'Assalt,
Quatre dequers de Vaches de Russie,
} trois quarts de Ristaller.

Velours, Estoffes de Soye & Draps.

Deux pieces de brocadel,
Quatre pieces de fin velours,
Huit pieces de drap d'Angleterre & d'Irlande,
Huit pieces de double sarge,
Huit pieces de demi velours, ou trippe de velours,
Huit pieces de satin,
Huit pieces de sarge de soye, ou gros de Naples,
Huit pieces de taffetas,
Huit pieces de caffa,
Seize pieces de gros drap dusin:que d'Angleterre, ou d'Irlande à quatre fonds,
Douze pieces de bayette ou frise,
} trois quart de Ristaller.

Dix pieces de cotti ou treillis rayé de bleu,
Un pacquet ou seize pieces de gros drap d'Ecosse, d'Amsterdam, de Flandres, ou de France,
Douze pieces de double maquie ou gros graio de Turquie,
24. pieces de carisée d'Osnabrouc, de gros grain, sarpe d'Encquel, maquie, tripes, bombasin, sarge & tridaine,
Un tonneau de mercerie,
Douze livres de soye, franges, passement & gallon,
Seize livres de franges houppées,
Quatre douzaines de couvertures & accommodemens de lits, d'Angleterre, d'Espagne ou de Neuremberg,
Quatre douzaines de couvertes pour chevaux,
Trente douzaines de lizieres ou listes de drap,
Cent paires de bas de fine carisée,
Trente douzaines de bas de gros drap,
Soixante douzaines de bas de laine,
Cent chemisettes d'Ecosse,
Un pacquet ou tonneau de valeur de cent Ristalles,
Douze paires de bas de Soye,
Cinquante paires de bas d'estame,
Six livres de passemeot d'or ou d'argent,
Cent livres de soye cruë non teinte ny mise en œuvre,
} 2. quarts & demi de Ristaller.

Toiles.

Un tonneau de toile de Hollande,
Douze pieces de toile de Hollande ou de Silesie,
Cent pieces de treillis de trois aulnes de large,
Huit pieces de toile de Cambray,
Huit pieces ou roulleaux de boudasit, ou canevas du plus large, de France ou Dantzic,
Vingt pieces d'encquel, boudasit & canevas,
Quarante pieces de peignoirs & toillettes,
Vingt pieces de toiles ou draps,
Vingt pieces de toiles de Pomeranie, ou draps de lit, & semblables,
Douce pieces de camelot ondé, ou Damas,
Vingt pieces de treillis,
Trente pieces de toile de Stetin,
Quarante pieces de toile, ou bure de Cracovie,
Huit piece de toile faite d'une certaine espece. de chanvre, dont la semence est noire, dite heden,
Un millier d'aulnes de forte toile,
Huit pieces de fin burail,
Cinquante pieces de gros burail à lits,
Huit balles de papier,
Cinquante livres de fil retord,
Seize piezes de draps de Cathun,
} 2. quarts & demi de Ristaller.

Drogues & Espiceries.

Une balle de trois cens livres de poivre,
Trois cens livres de gigembre,
} trois quarts de Ristaller.
Cent cinquante livres de gigembre confit,

Cent

ANS de J.C. 1662.

Cent livres de clouds de girofles, canelle, muscade, fleur de muscade, folio & indigue,
Huit livres de saffran,
Un leth de raisins de Corinthe, ou trente six cabats de figues, ou 1000. livres,
Un tonneau de longs raisins, ou 400. livres,
400. livres d'amande,
800. livres de ris,
800. livres de grains de laurier,
400. livres de petun ou tabac,
400. livres de savon d'Espagne,
4. balles de savon blanc,
Un leth de savon,
400. livres de maniquette ou grains de Paradis,
} trois quarts de Ristaller.

Un tonneau ou balle de noix de galles de quatre cens livres,
Quatre balles de corinte, ou huit cens livres,
} un quart & demi de Ristaller.

400. livres de dattes,
Deux boëtes de pruneaux, limons, capres, & olives,
Seize cens livres de pruneaux, dit Chevetzschen,
} trois quarts de Ristaller.

Quatre cens livres de biscuit sucrin,
Quatre cens livres de sucre candi, ou confitures,
} un quart & demi de Ristaller,

Un tonneau de sirop,
Quatre balles ou quatre cens livres d'anis ou cumin,
Un tonneau ou quaisse de cassonnade de quatre cens livres,
} trois quarts de Ristaller.

Une double balle de cinobre de trois cens livres, — un Ristaller & demi.

Six balles de couleur d'almaroc, ou crap. de 800. livres,
Seize cens livres de sumac,
Quatre chiffund de rouge de Dantzic,
Six chiffond ou 1800. livres de galamie,
Cent livres de cochenile,
Six cens livres de calamus,
} trois quarts de Ristaler.

Un leth de rouge ou couleur de Suede, — un Ristaler.

Un tonneau ou trois chiffund de vostum, — un quart & demi Ristaller.

Six chiffund de vitriol ou couperose,
Six chiffund de blanc de plomb ou glede,
Trois chiffund d'alun,
Six chiffund d'eau de vitriol,
Trente livres de rostain ou ambre mis en œuvre,
Quatre chiffund de limure d'ambre,
Trois chiffund d'antimoine,
Quatre cens livres de gayac,
Quatre cens livres de gommi ou galles,
Quatre chiffund de guesde pour les Teinturiers,
} trois quarts de Ristaller.

Trois cens livres d'amidon, ou un tonneau de trois cens livres, — huit sols de Lubec.

Mil livres de graines de Paradis,
Mil livres de bois de bresil,
Vingt pieces de gulpel,
} 2. quarts & demi de Rist.

Trois cens livres de colle,
Un tonneau d'huile de Lisbonne,
} un quart & demi de Rist.

Un leth ou 8. ahnée d'huile de chenevis ou de navette,
Un leth ou huit ahnée d'huile de lin,
Cinquante livres de vif argent,
} trois quarts de Ristaller.

Un baril de zuccat, — un quart & demi de Rist.

Huit cens livres de pruneaux de Hongrie, — un quart & demi de Rist.

Un baril ou deux cens livres d'encens ou parfum, — un quart & demi de Rist.

Six chiffund de resine ou terebentine, — 3. quarts de Rist.

ANS de J.C. 1662.

Vin, Hydromel, Biére, & autres.

Tout vin de quelque sorte que ce puisse estre, qui n'est ci-dessus specifié, payera le trentiéme denier.

Un baril d'eau de vie d'Espagne,
1. ahmée d'eau de vie du Rhin,
1. ahmée d'eau de vie de France,
} un demi Ristal.

Un tonnelet de vinaigre,
Un leth d'hydromel, — un Rist. & demi.

8. barils de biere d'Angleterre, ou vinaigre de biere,
Six tonneaux de double biere,
Six tonneaux de biere de Lubec,
} trois quarts de Ristaller.

Un leth de biere de Rostock, Wismarche, ou de Stralesunde, — un quart & demi de Rist.

Quatre quaisses de verres de Venise,
Une corbeille de cruches & pots,
Quatre cens livres de dents d'Elephans ou Yvoire,
Quarante estuits de flacons ou bouteilles,
} trois quarts de Ristaller.

Toutes les charges qui ne sont specifiées en la liste ci-dessus seront comptées ainsi qu'il est accoûtumé entre marchands & suivant qu'il a été observé de toute ancienneté. Donné à Christianople le douziéme d'Aoust en l'année 1645.

In quorum omnium fidem hac omnia & singula ut supra sunt contenta manu nostra subscripsimus, sigilloque munivimus. Dabantur Lutetiæ Parisiorum Signé Hannibal Sehestet.

Sequitur Mandatum suæ Regiæ Majestatis Daniæ.

FRidericus tertius Dei Gratia Daniæ Norvegiæ Vandalorum Gothorumque Rex, Dux Slevici Holsatiæ; Stormariæ & Dithmarsiæ, Comes in Oldenborg & Delmenhorst; notum testatumque facimus, quod illustrem & generosum virum fideliter nobis dilectum Dominum Hannibalem à Sehsted Hereditarium in Noraggergaard Equitem Ordinis nostri Elephantini, Consiliarium Status, summum Thesaurarium & Præsidem nostrum in Collegio Cameræ nostrum extraordinarium Legatum ad Serenissimum Potentissimum ac Christianissimum Principem Dominum Ludovicum XIV. Franciæ & Navarræ Regem fratrem, Consanguineum amicum & confœderatum nostrum charissimum ablegavimus ut antiqua fœdera & constantem amicitiam quæ nobis cum Serenitate sua, nec non nostris ac Serenitatis suæ Prædecessoribus Regiis gloriosissimæ memoriæ antiquitus intercessit, renovaret & arctiori nexu augeret, quæ ad Regnorum utriusque nostrorum securitatem commodum & dignitatem pertinent, firmaret, in quem finem ei plenam & huic rei sufficientem potestatem his tribuimus, ita ut cum supradicta sua Serenitate ejusdemve sive Deputatus sive Commissariis Plenipotentariis ea quæ ad præfatum scopum obtinendum & ad dictorum Regnorum securitatem, ma-

ANS de J. C. 1662. majoremque commerciorum libertatem spectant nostro nomine juxta tenorem suæ Instructionis agat, statuat & concludat, nos quicquid cum alte memorata Serenitate sua, ejusdemque ab hoc sive Deputatis sive Commissariis, Plenipotentiariis, vel quocunque demum alio nomine venient in hunc finem ipse tractaverit aut conclusferit omni meliore modo bona fide ratum gratumque habituros vigore harum literarum Regia ac inviolabili fide in nos recipimus & promittimus. In quorum robur præsentes manu nostra subscriptas sigilloque nostro muniri jussimus datas in Regia nostra Hafniæ die 29. Martii anno 1662. Signé Frederic.

Sequitur Mandatum Regis Christianissimi.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & Navarre à tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Nostre tres-cher & tres-aimé Frere Cousin, allié & confederé le Roi de Dannemarck & de Norwege des Vandales & des Gothz avant jugé à propos d'envoyer par devers nous le sieur Hannibal de Sehstet Seigneur de Tubring de Lundoe & de Weylegaard, Chevalier de son Ordre, Conseiller en son Conseil d'Estat, Grand Thresorier & President de ses finances, pour en qualité de son Ambassadeur Extraordinaire nous temoigner sa reconnoissance de nostre entremise & de nos soings a restablir la paix entre luy & feu nostre tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin & allié le Roy de Suede des Gots & des Vandales, comme aussi pour se conjouir avec nous de la paix faite entre nous & nostre tres-cher & tres-aimé Frere Oncle & beaupere le Roi d'Espagne, de nostre mariage & de l'heureuse naissance de nostre fils, dont il avoit pleu à Dieu de le benir. Nostre dit Frere & Cousin & confederé le Roi de Dannemarck luy auroit donné pouvoir de renouveller avec nous en son nom l'amitié & ancienne alliance, qui a cy-devant esté entre nous ainsi qu'entre les Roys nos Predecesseurs mesme de l'estraindre par le lien d'une plus éstroitte union pour l'advantage reciproque de nos Estats & de nos Subjects, & de la liberté & commodité du commerce, & faire tous les Traittez qu'il estimeroit convenir à ce dessein. De quoi led. Sieur Ambassadeur Extraordinaire ayant fait les ouvertures, nous les avons d'autant plus agreables, que nous considerons la vertu, le grand courage & la sincerité de nostre Frere & Cousin, & comme les plus solides fondements sur lesquels on puisse establir de semblables Traitez, & comme pour en adjuster, les articles & conditions de nostre part avec led. Sieur Ambassadeur Extraordinaire il est besoin de choisir des personnes en qui outre l'affection & la fidelité la suffisance & la capacité se rencontrent, nous avons jetté les yeux sur celles des Sieurs Comte de Brienne & le Tellier Marquis de Louvois Conseillers en nos Conseils d'Estat & privé Commandeurs de nos Ordres Ministres & Secretaires de nostre Estat, du Sieur de Lionne Marquis de Fresne aussi Conseiller en nos Conseils Commandeur de nos Ordres & Ministre de nostre Estat & du Sieur Colbert Baron de Signelay Conseiller en tous nos Conseils, & Intendant de nos Finances pour la Grande experience & dexterité qu'ils ont acquise au maniement de nos plus importantes affaires & la grande confiance que nous avons en eux. A ces causes & autres à ce nous mouvant de l'advis de nostre Conseil ou estoient la Reyne nôtre tres-honorée Dame & Mere, nostre tres-cher & tres-aimé frere unique le Duc d'Orleans & autres Princes de nostre sang grands & notables personnages de nostre Conseil, & de nostre certaine science, pleine puissance & autorité Royalle avons commis, ordonné & deputé & par ces presentes signées de nostre main commettons ordonnons & deputons lesd. Sieurs Comte de Brienne, le Tellier, de Lyonne & Colbert pour en nostre nom conferer, negotier & traitter avec led. Sieur de Schestet Ambassadeur Extraordinaire de nostre Frere le Roi de Dannemarck muni de pouvoir à ce suffisant des conditions d'un Traitté d'Amitié de commerce & navigation marine, comme aussi d'Alliance & Confederation tels qu'ils jugeront les plus utiles & sortables au bien commun de nos Estats & affaires avec plein pouvoir d'en convenir, les resoudre, arrester, conclure & d'en signer les articles. Promettant en foi & parole de Roi, d'avoir pour agreable tenir ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Commissaires tous ensemble ou par la plus grande partie en cas d'absence, maladie ou legitime empeschement d'aucun d'entre eux en aura esté accordé & signé avec led. Sieur Ambassadeur extraordinaire & d'en faire delivrer les lettres de ratification aux termes & en la maniere qui aura esté prescripte & reglée par led. Traitté. Car tel est nostre plaisir. En temoin de quoy nous avons fait mettre nostre seel à cesdites presentes. Donné à Paris le 10. jour d'Octobre l'an de grace 1662. & de nostre Regne le vingtiéme, Signé Louis & plus bas Philippeaux.

ANS de J. C 1662.

Formulaires des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Admirauté de France aux Navires & barques qui en sortiront suivant l'article du present Traitté.

CEsar Duc de Vendome &c. Pair & Grand Maistre Chef & Surintendant General de la Navigation & Commerce de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront salut. Sçavoir faisons que nous avons donné congé & permission à - - - - Maistre & Conducteur du Navire nommé - - - - de la Ville de - - - - du port de - - - - tonneaux ou environ estant de present au port & havre de - - - - de s'en aller à - - - chargé de - - - - - aprés que visitation aura esté faite de son Navire avant que partir sera serment devant les Officiers qui exercent la jurisdiction des causes maritimes comme ledit Vaisseau appertient à un ou plusieurs des Sujets de sa Majesté, dont il sera mis acte au bas des presentes, comme aussi de garder par ceux de son Equipage les ordonnances & reglemens de la marine, & mettra au Greffe le Rolle signé & certifié contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son Equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, lequels il ne pourra embarquer, sans le sceu & permission des Officiers de la marine, & en chacun pour le havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & juges de la marine du present congé & leur fera fidelle rapport de ce qui se sera fait & passé durant son voyage, & portera les Pavillons, armes, enseignes du Roi, & les nôtres durant son voyage. En temoing de quoi nous avons fait apposer nostre seing & le seel de nos armes & presentes & icelles fait contresigner par nostre Secretaire de la marine à - - - - le - - - jour de - - - - mil six cent &c. Signé Cesar de Vendosme & plus bas par Monseigneur Marhart & cacheté du seel dudit Seigneur Admiral.

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

NOus &c. - - - de l'Admirauté de - - - certifions que - - - Maistre de Navire nommé au passeport cy dessus a presté le serment mentionné en icelui. Fait à - - - le - - jour de - - mil six cents &c.

Autre Formulaire des lettres qui se doivent donner par les villes & port de mer des Provinces-Unies aux navires & barques qui en sortiront suivant l'article susdit I.

AUx Serenissimes, Tres-Illustres, tres-puissants, tres-nobles, tres-honorables & previdents Seigneurs, Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourgemaistres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & places tant Ecclesiasti-

ANS de J. C. 1662.

clesiastiques que seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront, Nous Bourgemaistres & Regens de la Ville &c.----sçavoir faisons que Maistre du Navire - - - - comparant devant nous a declaré de serment-solemnel que le Navire nommé - - - grand environ - - - lastes sur lequel il est le maistre - - - - appartient aux inhabitanvdes Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider. Et comme volontiers nous verrions ledit maistre de Navire aydé dans ses justes affaires, noua vous requerons tous en general & en particulier ou le susdit maistre avec son Navire & denrées arrivera qu'il leur plaise le recevoir benignement & traitter deüement, le souffrant, sur les droits accoûtumez des peages & frais dans, par & aupres vos ports, Rivieres & Domaines le laissant naviger, passer, frequenter & negocier la où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoistrons. En temoing de quoy nous avons fait apposer le sceau de nôtre Ville.

XXV.

ANS de J. C. 1662.

Traité de Paix entre les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *& ceux d'*ALGER, *fait en* 1662. * Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 116.

Les Provinces Unies et Alger.

* Le même Traité est dans Aitzema en Flamand. Tom. X. pag 462. Il ne subsista que pendant quatre mois aprés quoi on fit le Traité suivant, nous avons joint ces deux Traitez, parce que l'un dépend en quelque sorte de l'autre.

ANno MDCLXI. XXVI. Martii hîc ad littora Algirana in Anchoris Architalassus de Ruyter unà cum novem militaribus navibus stetit, albo erecto aplustri, aliquos ex suis, nomine Præpotentum suorum Celsitudinum versùs nostram Superiorem Curiam, Dovane dictam mittens, Nosque utpotè Magni Turcarum Imperatoris Valalli, pacem & amicitiam, quæ illis Dominis Ordinibus cum Sultano intercedit, perpendentes, & cùm missi illi à Domino Archithalasso à nobis pacem, aut inprimis Inducias popolcere, consultum nobis visum fuit infra scriptos Artitulos Pacis, in quos olim cum Dominis Anglis convenimus, nomine nostro Præpotentibus suis Celsitudinibus presentare atque offerre.

I. Primò, quod omnibus, ad Præpotentes suas Celsitudines pertinentibus, sive majoribus sive minoribus Navigiis, quoad Personas, merces, anchoras, rudentes aliave armamenta navis, nullum omninò damnum inferatur, sed quòd liberè & sine molestia ulla commeent & cursus illarum promoveatur.

II. Si nautæ Emissarii nostri salum undique peragrantes in mari aliquibus Hollandicis Navibus mercatoriis, quæ bonis & mercibus alterius cujuspiam Nationis, quibus nobiscum inimicitia est, onustæ erant, occurrent, tunc in potestate illorum erit, omnia illa bona inde auferre, dummodo Navarcbis debitum naulum & alias impensas illas concernentes persolvant.

III. Quod si forte infortunio habito contigerit Naves Subditorum Præpotentum suarum Celsitudinum circa hæc littora nostra aut aliis in locis Regno huic Algireensi subjectis perire, quod reliquiæ naufragæ cæteraque ad naves pertinentia, necnon omnia bona, quibus onustæ erant, cum Personis, libera & sine molestia relinquantur, sic ut nullis Subditorum nostrorum fas sit minimo ea afficere damno.

Si evenerit, ut aliqui suarum Præpotentum Celsitudinum Subditi litibuv aliquibus & dissidiis, cum alia quapiam peregrina natione, verbi gratiâ, Turciv aut Æthiopibus implicentur, tunc Suprema nostra Curia sive Dovana ex æquo Jus & Justitiam, ad instantiam Consulis Hollandici, in talibus causis administrabit. At verò, casu quo, inter Incolas Præpotentum suarum Celsitudinum ipsos invicem discordiæ quædam, imò homicidia quoque, quòd facile fieri poterit, suborientur, quòd tunc in Præpotentum suarum Celsitudinum Consulis potestate sit, inquirere & in ea desuper ex æquo Jus administrare.

V. Si fortè aliqui Hollandici Mercatores aut Præpotentum suarum Celsitudinum Subditi, cum aliis personis, cujuscunque nationis illæ etiam erunt, debita aliqua contraxerint, illa ipsa Persona, quæ debitum contraxit, id exsolvet, nec de eo Consul ullo modo conveniri poterit.

VI. Casu quo contigerit, aut ex parte Præpotentum suarum Celsitudinum, aut ex parte nostra Pacem hanc violari, aut aliquem Capitaneorum unius alteriusve aliquid contra alterius Subditos committere, quod causam infractionis hujus Pacis præbere queat, quòd tunc antequam Pax illa rumpatur aut literæ represaliarum impertiantur, inprimis alter Statuum de admissis debito modo certior reddetur, quo Capitanei ob mala patrata pro merito plectantur.

VII. Quod si Naves aliquæ & Subditi Præpotentum suarum Celsitudinum in has oras negotiationis gratiâ venerint, majora Telonia aut Censum illæ ipsæ haud solvent, quàm quæ aliæ Nationes nobis Fœdere Pacis junctæ, & in specie quàm quod Domini Angli, vigore Pacis non ita pridem sancitæ, definierunt & statuminarunt, pendunt.

VIII. Quod in navibus mercatoriis Subditorum Præpotentum suarum Celsitudinum nulla alia natio, præter Belgas, Gallos, Anglos, atque Germanos, sub quibus Germanis & Sueci, Dani, Normanni comprehensi intelligantur, cum cæteris Populis Germaniæ, vehet; si verò ulla alia natio in iis deprehendetur, ad instar prædæ inde extrahetur, prout quoque hujusmodi tales peregrinantes & Mercatores, qui Præpotentum suarum Celsitudinum Subditi non sunt, aut mercedem ratione navis nullam capiunt, aut à servitiiv navalibus non sunt, inde extrahi poterunt.

IX. Si quando in aliquibus aliarum nationum, nobiscum fœdere junctarum, navibus mercatoriis, Præpotentum suarum Celsitudinum Subditi reperientur, ii nequaquam à nobis vendentur, sed, ad instar hominum liberorum ad manus Præpotentum suarum Celsitudinum Consulis sistentur.

X. Conventum conclusumque fuit, ut omnes Præpotentum suarum Celsitudinum Subditi, nunc temporis in hac Urbe, nec non in singulis nostris ditionibus captivi detenti, pro pretio illo, quo in Palatio regio venditi & notati sunt, redimi & pristinæ libertati restitui possunt.

XI. Quod etiam de aliis nullis mercimoniis ad Subditos Præpotentum suarum Celsitudinum pertinentibus telonium ullum solvendum exigi queat, nisi de iis, quæ hic locorum venduntur, sic ut reliquas liberè & sine molestia ulla iterum in naves inferre, in ipsorum potestate sit.

XII. Quod navibus sive triremibus nostris, ullas Subditorum suarum Præpotentum Celsitudinum naves, etiam in minimo molestiâ aliquâ afficere fas non sit. Ut tamen naves illæ adstrictæ sint, omnia bona ad alias nationes nobis inimicas pertinentia, debito naulo ratione illorum accepto, extradere.

XIII. Tandem Archithalassus de Ruyter ad instantes nostras petitiones in securitatem sancitarum harum Induciarum ad septem mensium spatium, hìc locorum unum ex Nobilibus suis, nomine Andream van den Burg reliquit, qui illic vice Consulis ad tempus illud, aut quamdiu Præpotentibus suis Celsitudinibus alium, qui Consulis munere fungatur, mittere non placuerit, aut hunc prænominatum confirmare, visum fuerit illic, resideat; Cui Curia nostra Suprema (Dovane) eum acceptando consensum suum præbuit, atque exemplar prædictorum omnium in manus tradidit.

XIV. Præterea Turcæ omnimodè concesserunt, quòd nobis integrum sit, in omnibus locis, prout lubebit, negotiari & mercaturam exercere, & ex Insulis omnibus frumentum, Sal, & alia illic exstantia mercimonia navibus inferre.

Insuper concordatum fuit, quod nullos Naucleros, Merca-

ANS de J. C. 1662.

Mercatores, vel alios Navium officiales, aut socios navales inferiores ex navibus suis ad se venire haud cogent, sed quod illi ipsi naviculis suis propriis expeditis appellere ad casteneantur, ad videndum Nauclerorum notitias, perquirendumque, an non navibus, aliorum Mercatorum, quàm suarum Præpotentum Celsitudinum aut ipsarum subditorum bona fortè insiot, & si notitiæ illæ haud sufficere putabuntur, Juramento constringentur Nautæ & Mercatores, mediante, quo firment, bona illa ad suarum Præpotentum Ordinum Subditos pertinere, cui Juramento absolutoriè stabuot.

Cum dictum Tractatum hunc Ordinos accepissent, diversm reperiebatur, à concepta de eo opinione, propterea que ad Dominum de Ruyter ex post facto scribebatur, ut in nullam omnino visitationem consentiret, & liberas naves, libera bona pacisceretur. Accepto igitur circa mensem Julium hoc mandato, mittebat Fiscalem Vianen, & Nobilem Reynoud van Coeverden qui ea propter peterent continentem, Eorum igitur Propositio in Suprema Curia, Dovana, examinata fuit, sed ingrata reperiebatur, quandoquidem nec Anglis in hoc Articulo gratificari volebant: Attamen ut insequentia conclusi hoc ad quatuor menses usquo indulserunt.

Cum olim Archithalassus de Ruyter & Meppel in hisce oris ex Hollandia die secundo Aprilis Anno MDCLXII. appulissent, quo cum hoc Statu Pax ad septem usque menses iniretur, quibus duraotibus neuter alterum hostiliter tractaret, insimulque in Senatu tunc nostro inter partes conclusum fuisset, quod Naves Hollandicæ nequaquam visitentur, nec ulla Natio alia, prout & nec ulla bona, ex iis tollentur, atque prædictum septem mensium tempus præterlapsum fuisset, iidem Archithalassi quinto Julii memorati anni ad has oras redierunt, & denuò Pacem hanc ad tempus usque quatuor mensium prolongarunt & confirmarunt, in tantum, ut conclusum fuit, quòd abhinc & à die inde quo hæc sancita suot, per quatuor illos integros menses naves decursoriæ aliæve Algireoses, Naves Hollandicas nullatenus visitare, aut mercium expositionem prætendere queant, quod nec Hollandicæ contra Algirenses intentare præsumant, sed hinc inde amicitiam mutuam exerceant; & laudati Archithalassi interdum Dominis suis Ordinibus scribant, redeantque, ad ineundos arctiores Tractatus cùm spes affulgeat, quod ad invicem bene convenire & Pacem bonam firmarive stabilire queamus. Cui fini Omnipotens DEUS, id, quod optimum erit, largiatur.

Signatum Signo Dovana & Summo Regiminis Algirensis.

XXVI.

ANS de J. C. 1662.

PROVINCES UNIES ET ALGER.

Traité de Paix entre les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *& ceux d'*ALGER, *fait le 22. Novembre*, 1626. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. X. pag. 475.

(a) Le même Traité est en latin dans le Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 529. Mais le François est l'Original, sur lequel on doit faire la même remarque, que nous avons déja faite ci dessus pag. 50.

L'An *mille septante & trois* le *deuxième* jour de Lune de *Rabia il As. le second Aiber* de la part des Seigneurs Estats Generaux pour raison de la paix avec nous autres par l'envoyement leurs General *Ruyter* avec onze vaisseaux en *Arger* ou il a donné fonds, & nous a envoyé quelques hommes pour le Traité de paix, & nous ont fait sçavoir vos intentions: Et nous autres de nostre part avons tenu Conseil General dans le logis du Roy avec touts nos Capitaines tant de Mer que de Terre, ou les Lettres qui ont esté envoyéz des Seigneurs Estats Generaux aprés les avoir mises en langue *Turcesque*, les avons fait lire, & apres nous avoir fait beaucoup de recommandations, & beaucoup des tesmoignages d'amitié, ont dit qu'ils vouloient faire avec nous une bonne & ferme paix pour jamais, sans intention de la rompre, si vous vouliez recevoir quelques conditions, & en nous les octroyant; nous serons asseurez telles qui suivent.

ARTICLE I. Dont la *premiere* de nos conditions est, que si vos vaisseaux de guerre recontrent nos vaisseaux marchands, qu'ils ne leur fassent aucun mal: mais qu'ils laissent passer librement & sans empechement touts leurs biens & personnes de quelque Nation qu'ils puissent estre: mais pour cognoistre si les vaisseaux sont des Seigneurs Estats ou non, qu'ils mettent leurs Barque è la Mer, & qu'ils envoyent à bord des vaisseaux marchands & regardent leurs passeports, pour lors estane recogneus pour tels, ils ne fassent aucun mal.

II. En apres & outre tout autant sujets des Seigneurs Estats ou autres qui ont esté prins soubs leurs Bandiere qu'il y aura Esclaves, nous les rachepterons au prix qu'ils auront esté vendus au *Baperstan*.

III. De plus que vos vaisseaux de guerre s'ils fone quelque prises, ils oe les portent point à nostre pays, par ce que nous sommes ainsi en paix avec touts les autres Princes, Rois & Potentats nos circonvoisins: qoe s'ils viennent dans nos ports, nous leur pourtons prendre tous les *Chrêtiens* qu'ils auront sans payer aucun rachapt, & cela pourroit estre cause de rompre la paix: mais tout ce que vous autez besoio de nostre pays, on vous le pourra envoyer avec nos vaisseaux marchands.

IV. Et de plus nos vaisseaux marchands tout ce qu'ils porteront des marchandises en *Arger* ne payeront autre droit si non que de celles qu'ils vendront; & de celles qu'ils ne vendront point ne payeront aucun droit.

V. Que si quelques vaisseaux des Seigneurs Estats venoient à s'eschouer à terre *d'Alger* par quelque fortune, que les personnes & marchandises ne soyent pas prises, mais les biens sauvéz doiveot estre tendus à leurs proprietaires.

VI. Que si quelque Marchand des Seigneurs Etats venoit à contracter quelque debte avec quelque personne *d'Arger*, que pour cela on n'en demande ni recherche aocunement le Consul, si ce n'est qu'il en eut papier particulier signé de la main du Seigneur Consul.

VII. De plus que si vos vaisseaux foot rencontre de quelque vaisseau, que ledit vaisseau arbore une autre *Bandiere* Estrangere que celle des Seigneurs Estats si par combat apres ledit vaisseau estoit prins, les personnes dudit vaisseau venoient à dire qu'ils sont sujets des Seigneurs Estats, vous ne prendrez pas leurs paroles, mais les ferez Esclaves.

VIII. Que s'il arrive quelque procés entre quelques sujets desdits Seigneurs Estats & quelque personnes *d'Arger*, le Conseil *d'Arger* en fera droit & justice.

IX. Que s'il arrive quelque proces entre deux sujets des Seigneurs Estats, ou que s'ils se fachent ou tuene l'un l'autre, que le *Consul* de ladite Nation en fera Justice.

X. Si quelques vaisseaux *d'Arger* prend en Mer, quelques vaisseaux Ennemis Marchands, s'il s'y rencontrent quelques personnes des Seigneurs Estats, qu'elle ne soyent pas venduës, mais renduës à l'heure mesme libres entre les mains du Seigneur *Consul*.

XI. Que s'il se rencootre dans quelque Vaisseau de Guerre Ennemy *d'Arger* qoelque sujets des Seigneurs Estats, qu'il soit vendu.

XII. Que si quelque Chrestien à la nage où autrement venoit à fuyr dans quelque vaisseau des Seigneurs Estats, son Patron en donne advis promptement au Seigneur *Consul*, & ledit Seigneur *Consul* fasse sortir ledit Chrestien du vaisseau. Mais que si ledit vaisseau avoit fait voile, estant certain que ledit Chrestien est dedans ledit vaisseau, ledit Seignenr *Consul* sera obligé de le payer au prix qu'il a esté vendu au Marché.

ANS de J. C. 1662.

XIII. Que touts les vaisseaux *d'Arger* tant de Guerre que Marchands doivent avoir un passeport signé de la main du Seigneur *Consul* des Seigneurs Estats Resident en *Arger*, afin que par cette legitimation dudit passeport on puisse distinguer les Navires *d'Arger* d'avec tous les autres qui pourroient estre avec nous en Guerre.

Ce sont les conditions de paix que ont escrit les Seigneurs Estats, & nous de nostre part assemblez grands & petits dans nostre Conseil avons receu & aggréé les susdits Articles & conditions des Seigneurs Estats: Et sur ces conditions avons fait paix avec les Seigneurs Estats: Et avons donné en leurs mains un authentique signé de la main du *Bascha*, & un autre signé signé de *l'Aga* & de tout le Conseil. Doresnavant nos vaisseaux Corsaires rencontrant des vaisseaux des Seigneurs Estats qu'ils ne leurs facent aucun mal: Et que fur cet authentique ils ayent à se fier en tout & par tout: Par ce que *nostre parole est parole*, & nostre *authentique veritable*, & *nostre foy, foy*. Quiconque fera cause de rompre cet *authentique* & *paix*, doit estre asseuré d'estre chastié tant d'une part que d'autre. Ainsi conclu & signé dans nostre *Devane* selon la supputation Chreenistie ce 21. Novembre *mil six cents soixante deux*.

(L. S.) *Signé du* BASCHA.
(L. S.) *Signé de la* DIVANE.

XXVII.

ANS de J. C. 1662.

FRANCE ET SUEDE.

Traité de Commerce entre la FRANCE *&* *la* SUEDE, *Signé à Stokolme le* 30. *Decemb.* 1662. Freder. Leonard. Tom. V. & en latin dans Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. X. pag. 490.

NOUS Deputés Commissaires do Serenissime & Tres-puissant Prince & Seigneur CHARLES par la grace de Dieu Roi & Prince hereditaire des Suedois, Goths & Vandales, grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, d'Esthonca, de Livonie, de Carelie, de Breme, de Verde, de Stetin, de Pomeranie, de Casoubie & de Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Visinar, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Monts, Nôtre tres-Clement Roi & Seigneur Cnut Kurck libre Baron de Lampele, Seigneur de Lauko, & Hendesoo Senateur de sadite Majesté & du Royaume de Suede, & Conseiller du Royal College General de Commerce. Israël Lagerfeld, Seigneur hereditaire de Lagerlund & de Viggt-buhelm, Vice & President dudit College de Commerce, Pierre Julius Cojeth Seigneur hereditaire de Bengtsboda, Chevalier Conseiller Aulique, & Secretaire d'Etat de sa Majesté Suedoise, Assesseur du College Royal de Commerce, Elie Rosenhelm Seigneur hereditaire de Solberg, Assesseur du College General de Commerce, & Consul de la Ville de Stokolme, Ulffe Bonde Seigneur hereditaire de Seckestad, Vvabohelm, & Stora Quarfebo Assesseur dudit College de Commerce. Faisons connoitre & certifions que l'ancienne amitié entre sadite Majesté de Suede, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre auroit esté confirmée à Fontainebleau le 21. Septembre de l'année derniere 1661. par un nouvel engagement d'une plus étroitte Alliance, & qu'on y auroit principalement inferé certaines conditions à l'égard du libre exercice du Commerce entre les deux Roiaumes, & leurs habitans & présentement sadite M. T. C. estant dans le méme dessein, auroit entre autres ordres donné au Sieur Antoine de Courtin un de ses Conseillers d'Etat, & son Resident dans les Royaumes, & Chefs les Princes & Villes libres du Septentrion, plein pouvoir pour faire quelque Traité mutuel pour l'échange des choses & des marchandises de France avec celles de Suede, qui sont necessaires pour construire, rétablir & armer les Vaisseaux de Guerre de sa Majesté Tres-Chrétienne, & pour fournir ses Arcenaux de Mer, & ce dessein ayant esté duëment declaré & proposé par ledit Sieur Resident. Sa Majesté Suedoise voulant montrer par une marque evidente avec quel soin & quelle sincere affection, elle souhaite d'avancer tout ce qui pourra estre utile pour entretenir l'étroite amitié avec sa Majesté Tres-Chrétienne. Nous a donné aussi des pleins & suffisans pouvoirs, en vertu desquels aprés l'échange mutuelle de nos procurations, Nous nous sommes assemblez avec ledit Seigneur Resident, & aprés plusieurs deliberations par le secours du Ciel, nous sommes enfin convenus des articles suivans, touchant la mutuelle vente, échange, & transport des marchandises des deux Royaumes.

I. Il sera libre à sa Majesté Tres-Chrétienne de transporter, achepter, vendre ou échanger, tant les marchandises de ses Etats, que les autres qui viennent dans la Suede & dans les autres Provinces de la Mer Baltique, de faire bâtir ou de loüer à Gothembourg sur l'Ocean dans les Confins de la Gothlande Occidentale, & à Lanscron prés du Détroit do Sund en Scanie, un magasin ou une maison pour déposer & conserver commodement lesdites marchandises, & d'y faire transporter toute sorte de marchandises qu'il lui plaira, & de les y décharger & garder, vendre & échanger avec d'autres marchandises telles qu'elles soient, & avec tel autre Royaume, Republique ou homme particulier que ce soit. Comme aussi il sera libre à sa Majesté Suedoise de faire bâtir ou de loüer en France à la Rochelle, & à Bourdeaux un magasin ou une maison pour déposer & conserver commodement ses marchandises, & d'y faire transporter toutes sortes de marchandises qu'il lui plaira, soit celles de ses Etats ou autres qui viennent en France ou dans les Provinces voisines & de les faire décharger dans ces endroits, & conserver, vendre & échanger avec toutes sortes d'autres marchandises, & avec tel autre Royaume, Republique, ou particulier que ce soit, à condition pourtant que leursdites Majestés de Suede & de France ne païeront aucun peage ou autre impot autre pour l'entrée & sortie des vaisseaux, & pour décharger, échanger ou remporter leurs marchandises, en quoi on observera neanmoins diligemment que quand le Serenissime Roi de Suede & le Roi Tres-Chrétien, trafiqueront l'un avec l'autre par leurs Procureurs & Commissaires leurs marchandises seront libres & exemptes du peage qu'on a accoûtumé de payer: ensorte qu'on ne laissera pas de donner au Directeur du peage une declaration exacte des marchandises qu'on a chargées; & pour ce qui est des marchandises que l'un des deux Rois ou par achapt ou par échange d'un autre Royaume, Prince ou Republique, ou de quelques particuliers, on payera à l'entrée de celles-là la huitiéme partie d'une richedalle pour la valeur de cent richedales, & à la sortie une autre huitiéme partie d'une richedale pour la reconnoissance de l'estape; Que si on apporte quelques marchandises dans lesdites Villes de Gothembourg, & de Lanscron en Suede, ou de la Rochelle & de Bourdeaux en France, ou qu'elles soient consommées dans lesdites Villes ou autres lieux de Suede & de France, il en faudra payer les droits conformement aux Reglemens publics qui seront pour lors, on en agira de mesme à l'égard des marchandises qui seront transportées des lieux voisins de Suede & de France dans lesdites Villes de Gothembourg & de Lanseron en Suede, de la Rochelle & Bourdeaux en France, & qui n'auront pas encore payé le peage maritime, lorsqu'elles seront transportées par mer hors de quelqu'un des deux Roiaumes, & afin que ce Traité ait son effet & soit mis en execution. Sa Majesté Suedoise fera donner audit Sieur Resident de France des ordres pour le Gouverneur de Gothembourg & de Lanscron, & pour l'Inspecteur General du peage, & Sa M. T. C. en donnera aussi de semblables pour ses Gouverneurs de la Rochelle & de Bour-

ANS de J.C 1662.

Bourdeaux, & pour ceux qui y ont la direction de la Doüane.

II. Et afin que l'affection singuliere de sa Majesté Suedoise pour sa Majesté Tres-Chrétienne paroisse plus clairement, sa Majesté Suedoise promet qu'elle emploiera tous ses soins, afin que pendant toutes les années que ce Traité durera, on fournisse pour les Flotes de sa Majesté Tres-Chrétienne, pourvû que le Serenissime Roi de Suede puisse s'en passer, la quantité des marchandises qui viennent, ou qu'on fait dans les Etats de Suede que sa Majesté Tres-Chrétienne voudra en avoir, ou en les payant argent comptant, suivant qu'on en conviendra par chacun an, conformement aux articles suivans, ou en les échangeant avec des marchandises de France qui seront demandées dans le temps par la Suede: lesquelles marchandises seront estimées de part & d'autre au prix qu'en donneront communément les Marchands dans le temps de la convention qu'on en fera chaque année, & selon le prix de chaque sorte de marchandise qui sera marqué sur une table particuliere qui sera dressée pour cet effet toutes les années, & qui sera signée par les Commissaires des deux Rois; & pour ce qui regarde le peage ou droit d'entrée & de sortie, on est convenu de part & d'autre que si dans le temps que ce Traité durera, l'un ou l'autre des deux Rois augmentoit pour des raisons pressantes lesdits peages ou droits, cette augmentation ne s'étendra pas aux marchandises que les deux Rois se feront demandées reciproquement, & leur prix ne sera pas augmenté pour cela; que s'il arrive que les droits ordinaires soient diminuez, pour lors le prix des marchandises sera aussi diminué de part & d'autre à proportion.

III. Et parce que sa Majesté Suedoise en consideration de son affection sincere pour sa Majesté Tres-Chrétienne, consent que lesdites marchandises de Suede soient transportées dans les Villes de Gothembourg & de Lanscron, selon que le Ministre de France choisira l'un ou l'autre de ces Ports, & qu'elles y soient remises audit sieur Resident, ou à celui qu'il commettra pour les recevoir, ou à quelque autre Commissaire du Roi aux frais & risques de sa Majesté Suedoise & au prix dont on sera convenu, afin que ces frais soient reduits à quelque chose de certain, Sa Majesté Suedoise promet qu'elle donnera pour le transport des marchandises que sa Majesté Tres-Chrétienne aura achetées deux Vaisseaux qui seront chacun capables de contenir la charge de trois cens douze tonneaux, ou si deux Vaisseaux ne suffisent pas pour cette charge, elle donnera plusieurs bâtimens pour suppléer ce qui manque à la mesure de six cens tonneaux, & aura soin de faire transporter une pareille charge à Gothembourg ou Lanscron. Il sera libre à sa Majesté Tres-Chrestienne de faire mettre dans ces Vaisseaux à son choix tant qu'Elle voudra de chaque sorte de marchandise qu'elle aura achepté: ensorte pourtant que si parmi les marchandises qu'elle aura souhaitée; Elle demande de tirer du cuivre, cette espece de marchandise n'excedera pas la charge de deux cens cinquante tonneaux; on est outre cela convenu qu'on donnera des marchandises bonnes & loiales, en estat d'estre vendues & bien conditionnées & si on y trouve quelque chose de mauvais ou de corrompu, on le rejettera & il ne sera point mis en compte, à moins qu'on ne donne de bonne marchandise en la place.

IV. Les marchandises qui se pesent, seront données au poids qui est receu & usité à Stokolm.

V. Sa Majesté Suedoise promet d'avoir soin que ces Commissaires fournissent conformement à ce Traité & autant que faire se pourra, & qu'on pourra convenir du prix touchant les marchandises qui croissent ou qu'on fabrique en Suede, dont sa Majesté Tres-Chrétienne aura besoin pour les Flotes & pour ses Arsenaux, & qu'Elle demandera, & en cas que Sa Majesté Suedoise ne fournisse pas les marchandises qu'on demandera, Elle promet d'employer sa protection, sa puissance & son authorité, afin que sa Majesté Tres-Chrétienne puisse achepter ces marchandises des Marchands particuliers, & des ouvriers, sans préjudice néanmoins des privileges des Villes & des choses qui ont esté determinées autrement dans le premier article. La même chose aura aussi lieu toutes les fois que sa Majesté Suedoise voudra achepter quelques marchandises à la Rochelle ou à Bourdeux des Marchands particuliers ou des ouvriers.

ANS de J.C. 1662.

VI. Comme il faut quelque espace de temps pour ramasser & transporter les marchandises qui seront demandées par l'un & l'autre des deux Rois, on est convenu de part & d'autre que chacune des années suivantes le Sieur Resident de France donnera à la fin du mois d'Aoust, ou au commencement de Septembre, au Commissaire de sa Majesté Suedoise qui sera muni d'un plein pouvoir pour cet effet un memoire des marchandises que sa Majesté Tres-Chrétienne demandera pour l'année suivante, avec leurs poids & leur mesure, & marquera le lieu ou il faudra remettre, si ce sera à Lanscron ou à Gothembourg, semblablement le Commissaire de sa Majesté Suedoise donnera au mesme mois d'Aoust au sieur Resident de sa Majesté Tres-Chrétienne un détail ou un Catalogue dans lequel il marquera l'espece & le nombre des marchandises, avec la somme d'argent que la Suede demandera à la France pour compensation des marchandises qu'elle donnera.

VII. Et comme il arrive que les marchandises de Suede ont un prix different selon la diversité du temps: ensorte qu'on ne peut pas y mettre un prix fixe & stable pour plusieurs années, on est tombé d'accord que dans le temps que le sieur Resident de sa Majesté Tres-Chrétienne, ou un Commissaire de sa part marquera les marchandises qu'il faudra livrer l'année suivante, on conviendra de nouveau toutes les années du prix, conformement à celui qu'en donneront les marchands dans le temps.

VIII. Comme aussi la bonté & l'abondance des marchandises de France dependant pour l'ordinaire de la temperature de l'air qui est douteux, & qu'ainsi on ne peut pas regler le prix par avance, on a jugé à propos que comme il sera libre à sa Majesté Suedoise de demander quelques marchandises ou de n'en point demander du tout, sa Majesté Tres-Chrétienne ne vendra celles qu'on lui demandera qu'au prix que les Marchands les achepteront & vendront communement alors en France, ajoûtant seulement les frais qu'on a coûtume d'y faire, jusqu'à ce qu'on les ait mises sur les Vaisseaux. Les marchandises que sa Majesté Suedoise demandera seront transportées & livrées à Gothembourg aux frais & risques de sa Majesté Tres-Chrétienne: ensorte neanmoins qu'elles seront presentées bonnes, loiales & sans estre gatées, & que si le contraire arrivoit, il sera libre au Commissaire Suedois à qui on doit remettre les marchandises au nom du Roi, de rejetter celles qu'on trouvera mauvaises & gatées, & ledit sieur Resident de France ou Commissaire du Roi Tres-Chrétien sera obligé de reparer cela d'ailleurs, & afin que sa Majesté Suedoise connoisse mieux les marchandises que le Roi Tres-Chrétien lui peut fournir, le sieur Resident de France en donnera un memoire separé signé de lui.

IX. Comme entre autres marchandises qu'on trouve en France, il y a abondance de sel, dont on a peu usé en Suede jusqu'à present, sa Majesté Suedoise souhaittant avec grande affection que le commerce mutuel s'établisse entre les deux Nations, & puisse s'exercer immediatement sans l'entremise d'aucune autre, & qu'à l'exemple des deux Rois leurs Sujets s'accoûtument à trafiquer ensemble par l'échange, l'achapt & vente de leurs marchandises, & afin principalement qu'on se serve en Suede le plus qu'il se pourra de sel de France, elle leur accorde & consent que lorsque les Vaisseaux Suedois armés, & qui suivant ce qui est prescrit par l'Edit de sa Majesté publié sur ce sujet, sont propres à la défense dans le temps de Guerre, transporteront le sel de France

ANS de J.C. 1662.

en Suede, ils jouïssent de la même liberté & du même Privilege dont ont joüi & joüissent encore presentement les Vaisseaux Suedois qui transportent le sel de Portugal & d'Espagne : ensorte qu'ils paient en sel le peage ou droit d'entrée au lieu d'argent.

X. La délivrance mutuelle des marchandises qu'on aura demandées de part & d'autre, se fera sans aucun retardement, ou à Gothembourg ou à Lanscron depuis le 15. du mois de Mai jusqu'au 15. du mois de Juin suivant : ensorte que les marchandises qu'on aura demandées l'année precedente à la fin du mois d'Aoust, ou au commencement de Septembre, seront livrées aux mois de Mai & de Juin de l'année suivante, & ainsi dans la suite. Il faudra pourtant excuser si à cause des vents contraire, du long hyver, ou de quelque autre inconvenient semblable il arrivoit quelque retardement.

XI. Au reste comme les marchandises de Suede sont d'une telle nature qu'elles doivent estre amassées de bonne heure, & gardées quelques mois, ce qui ne se peut faire argent comptant, on est convenu de part & d'autre que chaque année vers la fin du mois d'Aoust & le commencement de Septembre, tant que ce Traité durera, dans le temps que le sieur Resident de France ou un autre Commissaire du Roi doit fournir au nom de sa Majesté Tres-Chrétienne un memoire des marchandises que sa Majesté Suedoise doit fournir l'année suivante, dans le même temps, c'est à dire sur la fin d'Aoust, ou au commencement de Septembre, il fera compter & paiera par avance à sa Majesté Suedoise, soit en argent comptant, soit en de bonnes & valables lettres de change paiables à Amsterdam ou à Hambourg, le tiers de l'argent à quoi montera le prix des marchandises qu'on aura demandées, duquel tiers sa Majesté Suedoise fera donner au Resident de France, ou à un autre Commissaire du Roi deux quittances qui ne seront pourtant que d'une même teneur & valeur, desquelles pour plus grande seureté il en retiendra une, & envoiera l'autre en France. Le reste du prix se paiera sans faute & sans retardement à Gothembourg. Dans le temps qu'on y aura livré les marchandises, soit que ce paiement se fasse argent comptant, soit comme est dit ci-dessus en des lettres de change paiables à Amsterdam ou à Hambourg, soit en marchandises de France de même prix, si sa Majesté Suedoise en avoit demandé auparavant le Commissaire Suedois, à qui ce paiement se fera, fera non seulement obligé de montrer au Resident, ou Commissaire de France les pouvoirs autentiques, en vertu desquels il agit, mais encore de les lui donner avec deux quittances, comme on a marqué ci-dessus, par lesquelles il confessera qu'il a receu de l'argent ou des marchandises.

XII. Ce Traité durera pendant trois ans, à commencer du jour de la signature, jusqu'au mois d'Aoust de l'année 1665. si ce n'est que d'un commun consentement des Roiaumes, on le renouvelle ou prolonge pendant ce temps-là, ou sur la fin des trois ans, ce qu'il faut pourtant entendre : ensorte que chaque année en donnant le memoire des marchandises, on conviendra de nouveau de leur prix, comme on a marqué ci dessus.

XIII. Les ratifications des deux parties, tant de sa Majesté Suedoise que de sa Majesté Tres-Chrétienne, seront données & échangées mutuellement au mois de Février prochainement venant de l'année suivante 1663.

XIV. Dans le temps que le Sieur Resident de France donnera la Ratification du Roi Tres-Chrétien, il donnera un memoire des marchandises que sa Majesté Tres-Chrétienne aura dessein de demander à sa Majesté Suedoise aux mois marqués ci-dessus de l'année prochaine 1663.

XV. Ledit sieur Resident comptera aussi à sa Majesté Suedoise au nom de sa Majesté Tres-Chrétienne dans le temps qu'il donnera le memoire des marchandises la troisiéme partie du pris pour les marchandises qui seront marquées dans ce memoire, & ce paiement se fera en argent comptant ou en bonnes & valables lettres de change paiables à Hambourg ou à Amsterdam, & sa Majesté Suedoise donnera au sieur Resident de France deux quittances de cet argent, comme on a dit ci-dessus, & le reste du prix à quoi monteront les marchandises dans ce memoire marquées sera paié, lorsque les marchandises de Suede seront livrées à Gothembourg ou à Lanscron, c'est à dire au prochain mois de Juin de l'année suivante, & cela argent comptant, ou en lettres de change paiables à Hambourg ou à Amsterdam, si ce n'estoit que sa Majesté Suedoise n'eût demandé des marchandises de France.

ANS de J.C. 1662.

En foi de toutes lesquelles choses & pour une plus grande certitude, nous avons signé ce present Traité de nos propres mains, & y avons fait apposer le Sceau de nos armes, & pour cette fin, Nous avons échangé cet exemplaire avec un autre conforme à celui-ci, signé par le Sieur Resident de France. Fait à Stokolm le 30. jour de Decembre de l'année 1662.

Ainsi signé Knut Kurk. J. Lagerfeld. P. J. Loyeth, Ericus Rosenholm. Ulff Bonde.

C'est ici la traduction du Traitté fourni par les Commissaires de Suede à Monsieur Courtin Ambassadeur de France, & dans celui que Monsieur Courtin leur a fourni, le Roi y est toûjours nommé le premier.

XXVIII.

Traitté de Renouvellement d'Alliance entre la FRANCE *& la* SUEDE, *Signé à Stokolm, le* 3. *Janvier* 1663. Freder. Leonard. Tom. V.

ANS de J.C. 1663.

FRANCE ET SUEDE.

NOus Commissaires deputés pour le present par le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur CHARLES par la grace de Dieu, Roi & Prince hereditaire des Suedois, des Goths & des Vandales, grand Prince de Finlande, Duc d'Escanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Bremen, Verde, Stetin, Pomeranie, Cassulie & Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Vismar, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Monts, Nôtre tres-clement Seigneur, Magnus Gabriel de la Gardie Comte de Lukoo, Arensberg & Pernau, libre Baron de Eckelmen, Seigneur de Habsal, Magnus Hoff & Hoyendorp, Senateur & Chancelier du Serenissime Roi & Roiaume de Suéde, Juge Provincial de Wertrogothie & Dalie, & Chancelier de l'Academie d'Upsal : Claude Tost Comte de Carleburg, libre Baron de Siundeby, Seigneur de Eckelsond & Lehalslahn, Senateur du Serenissime Roi & Roiaume de Suede, grand Marêchal & Lieutenant General de la Cavallerie : Matthias Bierneklau hereditaire de Wannestad, Elmahoff, & Kongshamn, Conseiller secret de sa Majesté Suedoise, & Chancelier de la Cour, & Edoüard Ehrensteen, hereditaire de Lindesie & Barckstorp, Secretaire d'Etat de sa Majesté Suedoise. Voulons qu'il soit notoire à tous que les Serenissimes Rois de France & de Suede, considerant attentivement l'état present des affaires, ont jugé qu'il estoit en tout temps avantageux que les deux Couronnes aient toûjours un soin mutuel de leur conservation & de leur seureté, & veillent avec application & prévoiance aux dangers qui pourroient les menacer d'ailleurs. Pour cet effet quoique les deux Rois se soient donnés jusqu'à present des marques d'une sincere amitié, ils ont pourtant jugé à propos dans l'occasion presente de s'allier tres-étroitement, & de s'unir par une mutuelle bienveillance, & en consequence Nous susdits Commissaires munis d'un pouvoir suffisant, nous sommes assemblés avec l'Illustrissime Seigneur le Seigneur Hugues de Terlon, Chevalier de l'Ordre de saint Jean de Jerusalem, Conseiller d'Etat du Serenissime Roi Tres-Chrétien, & Plenipotentiaire à la Cour de Suede, & aprés avoir eu ensem-

ANS de J.C. 1663. ensemble plusieurs conferences pour renouveller & affermir l'ancienne amitié entre la France & la Suede, nous avons encore consenti & sommes convenus des articles suivans.

I. Premierement en vertu de ce Traité on confirme & on declare que l'Alliance renouvellée à Fontainebleau le 22. Septembre de l'année 1661. entre les Plenipotentiaires des Serenissimes Rois de France & de Suede, & ratifiée ensuite par les Rois mêmes, doit entierement demeurer dans son entier, & sera observée dans toutes choses & dans tous ses articles, sans en excepter aucun : ensorte qu'elle soit mise en execution dans toutes les clauses & stipulations, sans qu'on y fasse à l'avenir aucune reformation, changement ou innovation Et en vertu aussi de ce Traité, les Serenissimes Rois de France & de Suede, se souvenant de l'ancienne amitié & bonne correspondance, & de la sincere union qui a esté jusqu'à present entre eux depuis plusieurs années, & dont ils ont tiré tant d'avantage, declarent que quelque changement qui arrive dans les affaires, la même union & amitié sera conservée, & qu'elle sera toûjours, & partout indissoluble, sans recevoir aucune atteinte.

II. Et afin que cette amitié & le fruit qu'on en attend, qui est la commune seureté de l'un & de l'autre Etat soit mieux établie, quoiqu'on ait suffisamment pourveu à la seureté des Traitez de Paix faits ailleurs dans ces derniers temps : toutefois en vertu de ce Traite on a jugé à propos de repeter ici la même chose, que le Serenissime Roi Tres-Chrétien a voulu estre encore expliquée plus au long ; à sçavoir qu'il aura en tout temps, & en tout lieu un soin particulier pour maintenir la garantie de la Paix, & des Traités publics qui regardent la conservation de la tranquillité commune & en particulier, tant de la Paix d'Allemagne faite à Osnabrug & à Munster le 24. Octobre de l'année 1648. que du Traité de Paix fait à Olive le 3. Mai 1660 avec l'Empereur, l'Electeur de Brandenbourg & la Couronne de Pologne, & du Traité de Coppenhague fait avec le Dannemarck le 27. Mai de la même année, & qu'il promet d'en donner sa garantie, de telle sorte que s'il arrive que lesdits Traités soient violez en quelque maniere que ce soit, il mettra en execution ce qui sera necessaire pour maintenir sa garantie, & qui pourra servir pour la conservation de la Paix, laquelle il défendra de toutes ses forces comme il s'engage de le faire dans les susdits Traités.

III. Outre cela, comme les affaires sont presentement dans un état, qu'il est necessaire que les deux Serenissimes Rois se tiennent sur leurs gardes, & qu'ils se précautionnent & munissent contre les dangers qui pourroient les menacer, de peur qu'on ne fasse quelque tort à leurs Royaumes & Etats ou aux interests de leurs Alliez. On est convenu que si ou leur propre Etat, ou même les interests de leurs Alliez sont menacés de quelque peril évident, d'où il puisse naitre jusques chez eux quelque different, pour lors & l'un l'autre des Serenissimes Rois alliés pour le bien & pour la cause commune songera serieusement, & consultera pour sçavoir comment il pourra reprimer ou éloigner un tel danger, & s'il est necessaire de joindre leurs forces pour s'y opposer aprés un Traité, & certaines conditions dont les parties conviendront auparavant selon l'état des affaires ; ils seront obligés d'employer leurs conseils & leurs forces pour leur mutuelle défense & conservation : ensorte que tout le monde connoisse que l'amitié constante qui est entre les deux Royaumes n'est pas sans effet, mais qu'elle a toûjours pour but leur commune seureté & avantage.

IV. Sa Majesté Suedoise aprés avoir essuyé une longue & fâcheuse Guerre, ne jugeant pas à propos de licentier aussitôt aprés la Paix ses troupes étrangeres, & estant ainsi jusqu'à present obligée de soutenir un pesant fardeau, sa Majesté Tres-Chretienne pour le soulager & pour témoigner son affection singuliere envers le Serenissime Roi de Suede, promet de lui donner par maniere de subside, ou à ceux à qui il en donnera la commission à Hambourg ou à Amsterdam sans aucune dépense de la part du Roi de Suede outre les cens mil écus qui ont esté payez au mois de Janvier dernier 1662. à l'Illustrissime Seigneur Ambassadeur le Comte Tott, encore quatre cens mil écus, & ce en quatre termes differends. Desorte que la quatriéme partie de toute la somme; sçavoir cent mil écus sera paiée trois mois aprés la conclusion de cette Alliance, c'est à dire le 3. Avril de l'année 1663. & la meme somme se paiera pendant chacune des trois années suivantes 1664. 1665. 1666. le meme jour 3. Avril de chaque année, jusqu'à ce que ladite somme de quatre cens mille écus soit entierement paiée sans aucun differend ni délai. ANS de J. C 1663.

V. On est enfin convenu que ces Articles seront ratifiez de part & d'autre dans l'espace de trois mois, & que les ratifications seront échangées mutuellement au temps prescrit. En foi dequoi, & pour plus grande certitude, Nous Plenipotentiaires de l'une & de l'autre partie, avons fait deux exemplaires dudit Traitté, que nous avons signés separement de nos propres mains, & y avons apposé le Sceau de nos armes, & les avons échangés mutuellement. Fait à Stokolm le trois Janvier de l'année 1663.

XXIX.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France & l'Evêque de* SPIRE, *touchant l'accommodement des differens de Philipsbourg. Fait à Francfort le 5. Mars* 1663. Freder. Leonard. Tom. III. ANS de J. C. 1663. FRANCE ET SPIRE.

LE Roi desirant faire connoître en toutes choses l'inclination qu'il a pour la conservation de la Paix, & ne laisser aucun sujet ni pretexte par où l'on puisse douter de la sincerité de ses bonnes intentions, a bien voulu mettre fin à quelques differens qui ont esté jusques ici, entre la Garnison de Philipsbourg, & les Sujets de l'Evesché de Spire, & que la suite d'une si longue Guerre que sa Majesté a esté obligée de soûtenir, ne lui a pas permis de terminer plûtost.

I. Sa Majesté pour cet effet promet qu'à l'avenir Elle tiendra soigneusement la main à ce que Monsieur l'Evêque de Spire & son Chapitre, n'aient aucun sujet de se plaindre que l'article du Traité de Munster, §. 4. *Christianissima Majestati*, avec le suivant, *Rex tamen prater protectionem præsidium & Castrum Philipsbourg*, touchant le droit de Garnison, & les autres conditions dont l'on est convenu dans le même Traité, ne soient dorénavant ponctuellement observez, commes'ils estoient inserez de mot à mot en cette Convention.

II. Ladite Garnison ne se saisira d'aucunes Prairies ni Terres labourables appartenantes aux Sujets dudit Eveché, & ne prendra d'eux dorénavant, ni Foin, ni Bois, ni Bleds, ni Denrées, ni quoi que ce soit que de gré à gré & en paiant, & ne les obligera à aucune courvée, sous quelque pretexte que ce puisse estre.

III. Sa Majesté promet de plus de proteger Monsieur l'Evêque, le Chapitre, & tous les Sujets de l'Evêché de Spire, s'ils venoient à estre troublez ou inquietez de qui que ce soit dans la joüissance de tout ce qui leur appartient.

IV. Sa Majesté desirant aussi donner une entiere satisfaction à Monsieur l'Evêque de Spire & à son Chapitre, pour les dommages qu'eux & les Sujets de l'Evêché pourroient avoir souffert par le passé jusqu'à present, a bien voulu leur accorder par an la somme de dix mil livres Monnoie de France, paiable dans la Ville de Francfort, dont la premiere année échoira à la prochaine Foire de Pâques, les autres années suivantes seront paiées à raison de la même somme de dix mil livres à la

meme

ANS de J.C. 1663.

même Foire de Pâques, jusqu'à ce que le temps dont il est parlé dans l'article suivant sera expiré.

V. Ledit paiement de dix mil livres par an, sera continué pendant le temps de six années, lequel estant expiré, sa Majesté en sera déchargée entierement auprés de Monsieur l'Evéque de Spire & de son Chapitre, qui s'obligent tant pour eux que pour leurs Successeurs, moiennant le paiement de ladite somme de dix mil livres par an, & continuée lesdites six années dans la maniere qu'il a esté dit ci-dessus, de tenir quitte sa Majesté & ses Successeurs de toutes les pretentions generalement quelconques, que l'on pourroit former pour les dommages que l'Evêché de Spire pouroit avoir souffert jusqu'à la conclusion du present Traité.

VI. Monsieur l'Evêque de Spire promet aussi de prendre le soin, que les Sujets de son Evêché estant paisiblement traitez, vivent en bonne intelligence avec ladite Garnison de Philipsbourg, & tiendra la main autant qu'il se pourra, à ce qu'ils vendent & debitent à ladite Garnison les vivres & provisions dont ils se pourront défaire sans leur propre dommage, & en paiant comme il a esté dit ci-dessus.

Les susdits articles ont esté accordez au nom du Roi, par le Sieur Gravel, Conseiller en son Conseil d'Estat, Commissaire General des Troupes de sa Majesté, ordonnées & entretenuës pour l'Alliance du Rhin, & son Député à Francfort; & au nom de Monsieur l'Evêque de Spire, par le Sieur Quirinus Mertz, son Chancelier, & seront ratifiez respectivement par sa Majesté & par ledit Sieur Evéque, dans le terme de cinq semaines de la datte du present Traité. En foi de quoi lesdits Sieurs de Gravel & Mertz ont signé lesdits articles de leurs propres mains, & Cachetez de leurs Armes. Fait à Francfort le 5. jour de Mars 1663.

XXX.

ANS de J.C. 1663.

FRANCE ET NASSAU-SARBRUK.

Traité fait par ordre de LOUIS XIV. *Roi de France avec le Comte Jean Louis de* NASSAU-SARBRUK, *touchant la Place de Hombourg, à Paris le* 5. *Mars* 1663. Freder. Leonard. Tom. III.

COmme le principal objet que le Roi s'est proposé quand il a pris part aux affaires de ses voisins, a esté de les maintenir dans la joüissance de leurs droits, libertez & privileges, & d'empêcher l'oppression de ceux qui y étoient troublez contre raison & justice, dont la negotiation & la conclusion de la Paix de Westphalie, qui a rétabli tant de Princes dépoüillés, à fourni des preuves bien convainquantes, Monsieur le Comte Jean Loüis de Nassau Sarbruk, reconnoit avec toute sa Maison, que c'est principalement à la protection de sa Majesté, qu'ils doivent la Justice qu'on leur a faite dans ledit Traité de Paix; mais comme les Articles qui ordonnent la restitution de leurs biens & l'évacuation des troupes qui étoient dans leurs places lors de sa conclusion, n'ont pû estre encore executez à l'égard de la Forteresse de Hombourg, Prevosté de Herbitesheim, & Comté de Sarwerdon, détenus par Monsieur le Duc de Lorraine, sous divers prétextes, & qu'il se trouve que ladite Forteresse de Hombourg est échëue en partage audit Comte Jean Loüis, il a pensé ne pouvoir ni ne devoir recourir à aucun Prince qui lui pût départir son assistance, & l'appuyer plus genereusement ni plus puissamment, que sa Majesté, pour le rétablir en sadite Forteresse & dans les autres biens, en conformité & suivant la disposition dudit Traité de Westphalie, ne doutant pas que sa Majesté ne considere l'attachement que ledit Comte a toûjours eu à son service, & que la recherche qu'il fait avec toute sa Famille de sa protection est un effet aussi bien de son affection qui lui fait prendre une entiere confiance en la bonté de sa Majesté, que du besoin qu'il en a, pour pouvoir par son moien rentrer en ce qui lui appartient: Sa Majesté pour les mesmes raisons veut bien accorder audit Comte cette protection pour lui, ses heritiers, & ses terres & biens, ensorte qu'il puisse conformement à la pacification de Westphalie, y estre rétabli & en joüir. Et pour y parvenir sa Majesté ayant donné plein pouvoir au Sieur de Lionne, Commandeur de ses Ordres & Ministre de son Estat, de traiter de cette affaire avec ledit Sieur Comte de Nassau, aprés plusieurs conferences qu'ils ont euës ensemble sur ce sujet, ledit Sieur de Lionne au nom de sa Majesté, & ledit Comte au sien propre & de ses heritiers, sont convenus des Articles qui ensuivent.

ANS de J.C. 1663.

Premierement. Que sa Majesté mettra & entretiendra dans ladite Forteresse de Hombourg, une Garnison de tel nombre de Soldats effectifs qu'elle voudra & jugera à propos, qui seront François naturels, & non d'autre nation, pour garder la Place, y demeurer & servir en autant de compagnies que sa Majesté desisera, dont elle nommera les Capitaines & Officiers.

II. Ledit Comte sera Capitaine & Gouverneur pour le Roi dans la Place & avec Lettres Patentes de sa Majesté, comme seront aprés lui ses Successeurs heritiers en ladite Forteresse, & en ses autres biens, avec la mesme authorité & pouvoir qu'ont les autres Gouverneurs des Places de France, partant ledit Comte donnera le mot & tiendra les clefs de la Place.

III. Il y aura dans la Place un Lieutenant ou Major, pour commander à la garnison en son absence, de laquelle charge sa Majesté pourvoira telle personne qu'il lui plaira, agreable toutesfois audit Comte.

IV. Si par accident de Guerre ou autre occasion du service de sa Majesté, il est necessaire qu'elle mette dans la Place plus grand nombre de gens de guerre François ou autres, elle le pourra faire, & ils seront aussi entretenus aux dépens de sa Majesté, sous l'obeissance dudit Comte, comme Gouverneur des Armées du Roi dans ladite Place.

VI. Les Lieutenans & tous les autres Officiers François entrans dans la Place, feront serment entre les mains dudit Comte, de la garder fidellement pour lui & ses Successeurs, sous la protection & dans le service de sa Majesté.

VI. Sa Majesté entretiendra à ses dépens ladite Place en ses Fortifications, de toutes les munitions necessaires de bouche & de guerre, comme aussi la garnison qui sera payée sans que ledit Comte ni ses Sujets soient chargez pour ce regard d'aucune dépense.

VII. Sa Majesté laissera ledit Comte, son Païs & ses Sujets en leur liberté de Religion, en sa dépendance immediate de l'Empire, & en la joüissance de tous leurs droits & privileges sans que ladite garnison Roiale, ou autres Officiers & troupes, les puissent troubler, ni s'ingeter jamais à ce qui est de sa propriété, moins encore au gouvernement & justice de ses Sujets & administration de ses biens, mais seulement ladite garnison s'employera à garder la Place.

VIII. Sa Majesté jugeant à propos de mettre dans ladite Place, un Major, Aide Major, Capitaine des Portes, Medecin, Chapelain, Barbier, Serurier & Canonier, ils seront aussi choisis & paiez par sa Majesté, sur lesquels ledit Comte aura tel pouvoir qu'il convient comme Gouverneur.

IX. Le Roi recevra en sa Roiale protection & sauvegarde perpetuelle, & des Rois ses Successeurs lesquels Sa Majesté y oblige par le present Traité, ledit Comte Jean Loüis de Nassau Sarbruk, ses heritiers & sujets, les Château & Bailliage d'Ottweille, les Forteresse & Bailliage de Hombourg, Wilstain, Jugenhaim, Tieffenthal, Rosenthal, leurs Territoires, Jurisdictions, appartenances & dépendances, comme aussi tout ce qui lui pourra écheoir par succession, donation, achapt ou autrement, & les gardera & deffendra toûjours contre qui que ce soit qui le voudra induëment offenser, maintenant ledit Comte en sa même proprieté en tous ses droits & privileges, & en toute autre sienne jurisdiction & appartenances, en quelque sorte que ce soit.

X. Le

ANS de J. C. 1663.

X. Ledit Comte pourra faire arborer en toutes les avenuës & Terres de son Pais, l'étendart de France, dans les occasions de quelque trouble.

XI. Outre l'entretenement de Capitaine & Gouverneur de ladite Place, sa Majesté accorde audit Sieur Comte & à sesdits heritiers la charge de Colonel du Regiment d'Alsace, avec les pensions & appointemens dont il joüit à present, afin que sa Maison ait toûjours la gloire de voir un Comte de Nassau à la tête du Corps que ledit Comte Jean Loüis à levé pour le service de sa Majesté; bien entendu que quand les enfans ou heritiers dudit Comte n'auront pas l'âge suffisant pour commander en personne ledit Regiment sa Majesté y commettra un autre Chef, jusques à ce qu'ils aient atteint cet âge.

XII. Si ledit Comte venoit à déceder, ce que Dieu ne veüille permettre, avant que ledit Château de Hombourg lui soit restitué, ce Traité ne laissera pas d'être executé en tous ses points, en faveur de sa Famille & des siens, qui auront les mémes avantages dans ledit Château comme s'il vivoit, jusques à ce que son Fils ou ses heritiers soient en âge d'occuper ses charges.

XIII. Sa Majesté fera fournir dans quatre jours audit Sieur Comte, la Ratificatioo du present Traité en bonne & deuë forme. En foi de quoi Nous avons signé ledit Traité, & fait apposer le cachet de nos armes. Fait à Paris le cinquiéme jour de Mars 1663, Ainsi signé, HUGUES DE LIONNE, Plenipotentiaire du Roi. JEAN LOÜIS, Comte de Nassau-Sarbruck.

ANS de J.C. 1663.

XXXI.

FRANCE ET L'ARCHIDUC D'INSPRUCK.

Confirmation par SIGISMOND FRANCOIS, *Archiduc d'Inspruck, du Traité fait entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & le feu Archiduc Ferdinand Charles Frére de Sigismond François en Decembre* 1660. *Comme aussi des Traitez de Munster & des Pyrenées. A Inspruck, le 4. Juin.* 1663. Freder. Leonard. Tom. III.

NOus Sigismond François, par la grace de Dieu Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, &c. ayant veu & examiné avec soin les deux Traitex de Paix, dont l'un a esté fait à Munster en Westphalie le 24. Octobre 1648. & l'autre dans l'isle qu'on appelle des Faisans, au pied des Monts Pyrenées, le 7. Novembre 1659. Comme aussi les Articles du Traité fait entre le Serenissime & le Tres-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre, & le deffunt Serenissime Seigneur l'Archiduc FERDINAND CHARLES, nostre tres-cher Frere, le 16. Decembre 1660. Et enfin la Convention particuliere entre ledit Seigneur Archiduc Ferdinand, & Pompée Guasparini, au nom de quelques Marchands de France, le 25. Octobre 1662. que ledit Seigneur Archiduc a ratifiée pendant qu'il vivoit le douziéme Decembre dernier, & par laquelle entre autres choses, ledit Pompée Guasparini s'oblige de payer à nostredit Frere, la somme de deux millions, en trois termes differens; Sçavoir six cens mil livres le 16. Decembre 1662, une semblable somme le 16. Juin 1663. & les huit cens mil livres restans le seize Decembre de la mesme année. A quoy ledit Guasparini satisfaisant & faisant lesdits trois payemens, ledit Seigneur nostre Frere promet de luy donner tout autant de quittances ou décharges: A sçavoir, la premiere six cens trente-trois mil livres six sols huit derniers; la seconde d'une pareille somme, & enfin la troisiéme de onze cent trente-trois mil livres six sols huit derniers; lesdites trois quittances ou décharges faisant pardessus les deux millions la somme de quatre cent mil livres.

Toutes lesquelles choses doivent estre faites aux conditions marquées dans le Traité fait le 21. d'Octobre 1662. & confirmée le douze Decembre dernier. Nous avons approuvé & approuvons lesdits Traitez de Paix du 24. Octobre 1648. & 7. Novembre 1659. Comme aussi le Traité particulier du 16. Decembre 1660. & enfin la Convention faite en dernier lieu avec ledit Guasparini, & sa Confirmation, des vingt-un Octobre & douze Decembre de l'année derniere. Promettant de garder & d'observer de bonne foy toutes ces choses: Comme aussi nous entendons qu'elles ayent leurs plein & entier effet selon leur teneur. En foy de quoy Nous les avons signées de nostre main, & y avons fait apposer le Sceau de nos Armes. Fait à Inspruck, le quatriéme jour de Juin 1663. Signé, SIGISMUNDUS FRANCISCUS, & scellé du Secau de ses Armes. Et plus bas: Par commandement exprés du Serenissime Seignent Archiduc, Signé, MAXIMILIANUS YNGRAM.

(a) *Quittance de Ferdinand Charles Archiduc d'Inspruck du paiement par lui receu pour la cession de l'Alsace au Roi du mois de Decembre.* 1662.

(a) On met ici toutes ces piéces de suite, tirées du même Auteur, quoiqu'elle ne soient pas de la même datte, parce qu'elles regardent toutes la même chose, & qu'elles ne signifieroient rien separées l'une de l'autre.

NOs Ferdinandus Carolus Dei gratiâ Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, &c. &c. Fatemur hisce, & testamur per Joannem Ingram de Liebertam nostrum Thesaurarium recepisse à Thesaurario Æris publici potentissimi Principis ac Domini Galliarum, & Navarræ Regis Christianissimi per manus Pompeii Guasparini 633333 lib. 6. s, 8. den. quæ nobis erant solvenda die 15. Mensis Decembris 1662. à dicto Rege Christianissimo pro parte trium millionum Librarum Turonensium in executionem instrumenti Pacis Monasterii Westphalorum die 24. Octobris 1648. confecti & conclusi, de quibus 633333. lib. turon. 6. s. 8. d. jam solutis contenti sumus absque præjudicio paris summæ nobis solvendæ die ultima mensis Junii anni proximè futuri 1663. & 1133333 lib. 6. s. 8. den. quæ nobis supersunt solvenda ultima Decembris ejusdem anni 1663. ex illis tribus millionibus tam pro sorte, quàm pro usuris, & aliis omnibus, in cujus rei fidem & testimonium hanc quittantiam manu nostra, & sigillo corroboravimus. Datum Breghen mense Decembri anni 1662. Signé Ferdinandus Carolus, *& à côté* B. Bertols; *Et plus bas est écrit*, ad mandatum Serenissimi Domini Archiducis proprium, *Signé*, Maximilianus Ingram, *& scellé du sceau dudit Sieur Archiduc. Collationné.* DE GUENEGAUD.

Nous Achilles de Harlai, Chevalier Conseiller du Roi en ses Conseils, son Proc. General & Thresorier de ses Chartes certifions que M. Estienne Iehannot Sr de Bartillac, commis par sa Majesté à l'Exercice de la Charge de Thresorier de son Espargne, nous a ce jourd'hui remis entre les mains l'original de la quittance dont copie est ci-dessus, pour le mettre au Tresor des Chartes. Fait ce 5. Mai 1664.

Pour certification. DE HARLAY.

Autre Quittance de Sigismont François Archiduc d'Inspruck du 22. Juillet 1663.

NOs Sigismundus Franciscus Dei gratiâ Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, &c. Fatemur hisce & attestamur nos per dilectum fidelem Christianum Zach à Theibac Thesaurarium nostrum recepisse à Thesaurario Æris publici potentissimi Principis ac Domini Galliarum, & Navarræ Regis Christ. per manus Pompei Guasparini 633333 lib. 6. s. 8. den. quæ nobis erant solvenda die ultima mensis Junii anno 1623. à dicto Rege Christianissimo pro parte trium millionum librarum Turonensium in executione instrumenti Pacis Monasterii Westphalorum die 24. Octobris 1648. confecti & conclusi, de quibus 633333 lib. 6. s. 8. d. jam so-

ANS de J. C. 1663.

lutis contenti sumus absque præjudicio 1133333. lib. 6. s. 8. den. quæ nobis supersunt solvenda die ultima mensis Decembris ejusdem 1663. Ex illis tribus millionibus tam pro sorte quàm pro usuris & aliis omnibus, in cujus rei fidem ac testimonium has præsentes literas sigillo nostro Archiducali communiri jussimus. Acta sunt à Inspruck 22. Julii anno 1663. *Signé*, Sigilmundus Franciscus, *& à côté* B. Bertoli, *Et plus bas est écrit* ad mandatum Serenissimi Domini Archiducis proprium. *Signé*, Ignatius Weinhart, *& scellé du sceau dudit Sieur Archiduc. Collationné.*

DE GUENEGAUD.

Nous Achilles de Harlai, Chevalier Conseiller du Roi en ses Conseils, & son Procureur General, & Tresorier de ses Chartes, certifions que M. Estienne Ichannot Sieur de Bartillac, commis par sa Majesté à l'Exercice de la Charge de Tresorier de son Espargne, nous a ce jourd'hui remis entre les mains l'Original de la quittance dont copie est ci-dessus, pour la mettre au Tresor des Chartes. Fait ce 5. Mai 1664. Pour certification. DE HARLAY.

Derniére Quittance de Sigismond François Archiduc d'Inspruck du paiement par lui receu pour la cession de l'Alsace au Roi de France du 3. Decembre 1663.

NOs Sigismundus Franciscus Dei gratiâ Archidux Austriæ Dux Burgundiæ, &c. Fatemur hisce & attestamur nos per dilectum, fidelem Christianum Zach à Theibac Thesaurarium nostrum recepisse à Thesaurario Æris publici potentissimi Principis ac Domini Galliarum & Navarræ Regis Christianissimi per manus Pompeii Guasparini 1133333. lib: 6, s. 8. den. quæ nobis supererant solvenda ex tribus millionibus librarum turonensium quæ nobis solvi debebantur à dicto Rege Christianissimo pro integra erga nos executione instrumenti pacis inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Ferdinandum III. Romanorum Imperatorem piissimæ memoriæ, ejusque fœderatos ex una, & dictum Regem Christianissimum ex altera parte Monasterii Westphalorum die 24. mensis Octobris anni 1648. confecti & conclusi ac per Instrumentum Pacis inter prædictum Regem Christianissimum ex una, & Serenissimum ac potentissimum Principem ac Dominum Philippum IV. Hispaniarum Regem Catholicum ex altera die 7. mensis Novembris 1659. confirmati recognoscentes nil jam nobis superesse solvendum, nec pro sorte, nec pro usuris, nec pro omnibus aliis, de quibus 1133333 lib. 6. s. 8. den. sumus contenti, & de omnibus liberamus dictum Regem Ch. & illius successores, & quantum opus est vel fuerit omnia jura nostra, sicut in dictis instrumentis Pacis continentur & habentur, vel haberi possint, cedimus & transferimus pro nobis & nostris successoribus. In cujus rei fidem ac testimonium has presentes litteras sigillo nostro Archiducali communiri jussimus. Acta sunt Inspruck tertia Decembris die anni 1663. *Signé*, Sigismundus Franciscus, *& à côté*, B. Bertholi; *& plus bas est écrit* ad mandatum Serenissimi Domini Archiducis proprium. *Signé*, Ignatius Weinhart, *& scellé du Sceau dudit Sieur Archiduc.* Collationné.

DE GUENEGAUD.

Nous Achilles de Harlai, Chevalier Conseiller du Roi en ses Conseils, son Procureur General & Thresorier de ses Chartes, certifions que M. Estienne Jehannot Sieur de Bartillac, commis par sa Majesté à l'Exercice de la Charge de Thresorier de son Espargne, Nous a ce jourd'hui remis entre les mains l'Original de la quittance, dont copie est ci-dessus pour mettre au Tresor des Chartes. Fait ce 5. Mai 1664. Pour certification. DE HARLAY.

Arrest du Conseil d'Estat du Roi de France du 22. Decembre 1663. pour rembourser à Pompée Guasparini Banquier, l'avance du paiement qu'il avoit fait du reste des 300000. liv. deus à l'Archiduc d'Inspruck.

ANS de J. C. 1663.

LE Roi aiant par le Traité de Paix fait entre sa Majesté, l'Empereur, les Electeurs, Princes & Etats du S. Empire à Munster en Westphalie le 24. Octobre 1648. promis de paier au feu Sieur Archiduc d'Inspruck la somme de trois millions de livres pour sa recompense de la cession qu'il a faite à S M de l'Alsace, en execution duquel Traité S. M. lui avoit fait paier la somme de 600000. liv. & pour les 2400000. liv restans, ledit Sieur Archiduc aiant fait rechercher plusieurs Negotians pour en traiter, Pompée Guasparini Citoien de Lucques se seroit presenté, lequel moiennant 400000. liv. de remise; se seroit obligé de lui paier le surplus montant 2000000. de liv. en la Ville de Breghens; sçavoir au 25. Decembre 1662. 600000. l. au mois de Juin 1663. pareille somme de 600000. l. au mois de Decembre audit an 800000. l. pour recevoir & se rembourser, de laquelle somme de 2400000. l. ledit Sieur Archiduc auroit promis de lui en donner ses quittances au nom de S. M. & par les mains dudit Guasparini; sçavoir à chacun des deux premiers paiemens une de 633333 l. 6 s. 8. d & au dernier paiement une de 1133333 l. 6. s. 8. d. ainsi qu'il est porté par le Traité de ce fait entre eux le 21, d'Octobre 1662. & desirant S. M. s'acquitter du surplus desdits 3000000. de liv. & retirer dudit Guasparini les quittances dudit Sieur Archiduc ou de son successeur qu'il a pardevers lui pour les faire porter en son Tresor des Chartes, & joindre aux Originaux dudit Traité de Paix; Elle auroit fait sçavoir son intention audit Guasparini, lequel auroit offert de lui remettre ledit Traité en le remboursant desdits deux millions de liv. & de ses interests, frais, voiages, ports & voitures de deniers, & aprés avoir sur ce oüi le raport du Sieur S. M. en son Conseil a ordonné & ordonne que par le Sieur de Bartillac Commis à l'Exercice de la Charge de Tresorier de son Espargne, ledit Pompée Guasparini sera paié & remboursé de la somme de deux millions de liv. à quoi monte le Traité par lui fait avec ledit Sieur Archiduc d'Inspruck des deux millions 400000. liv. qui lui restoient deus des trois millions de l. à lui accordez par ledit Traité de Paix de Munster pour sa recompense de l'Alsace; ensemble la somme de 77840. liv. que S.M. lui a accordez & accorde tant pour les interests de l'avance de ladite somme de 2000000. de liv. que pour le transport d'argent, ports & voitures de deniers & voiages par lui faits audit Inspruck, Cité de Breghens & autres lieux pour l'execution dudit Traité, en remettant par icelui Guasparini és mains dudit Sieur de Bartillac trois quittances en papier dudit feu Sr Archiduc d'Inspruck ou de son successeur; sçavoir deux de 633333 l. 6. s. 8. d. chacune, & l'autre de 1133333 l. 6. s. 8. d. en l'acquit de S. M. & sa quittance desdites sommes de 2000000. de liv. d'une part, & 77840. l. d'autre qui seront passées & alloües en la dépense des états & comptes dudit Sieur de Bartillac sans difficulté. Fait au Conseil d'Etat du Roi sa Majesté y estant, tenu à Paris le 22. jour de Decembre 1663 Signé, DE GUENEGAUD. Collationné. DE GUENEGAUD.

Nous Achilles de Harlai, Chevalier Conseiller du Roi en ses Conseils, son Procureur General, & Tresorier de ses Chartes, certifions que M. Estienne Jehannot Sieur de Bartillac, commis par S. M. à l'Exercice de la Charge de Thresorier de son Espargne, Nous a ce jourd'huy remis entre les mains l'Original de l'Arrest du Conseil, dont copie est ci-dessus pour mettre au Tresor des Chartes. Fait ce 5. Mai 1664. Pour certification. DE HARLAY.

ANS de J.C. 1663.

Quittance de Pompée Guasparini du remboursement de ses avances, du 18. Janvier 1664.

EN la presence des Notaires gardenotes du Roi nôtre Sire au Châtelet de Paris, soussignés le sieur Pompée Guasparini Citoien de la Ville de Lucques y demeurant ordinairement, étant de present en cette dite Ville de Paris, logé ruë des Bourdonnois en la Maison où est pour Enseigne la Ville de Montpellier Paroisse de S. Germain de l'Auxerrois, a confessé avoir receu comptant en cette ditte Ville de Paris, de Mᵉ Estienne Jehannot Sieur de Bartillat, Conseiller du Roi en ses Conseils, commis par S. M. à l'Exercice de la Charge de Thresorier de son Espargne par les mains de son Commis la somme de 2077840. liv. tournois en Loüis d'Or, Loüis d'Argent, & monnoie le tout bon & aiant cours à lui ordonnée par Arrest du Conseil d'Etat du 22. jour de Decembre 1663. Sçavoir 2000000. de liv. pour son remboursement de pareille somme qu'il a paiée & avancée tant au feu Sieur Archiduc d'Inspruk qu'à son Successeur en trois divers paiemens és termes portés par le Traité fait entre ledit feu Sieur Archiduc d'Inspruk, & ledit Sieur Guasparini le 21. Octobre 1662. au lieu des 2400000. liv. qui restoient deus par S. M. audit feu Sieur Archiduc, pour le parfait paiement de la somme de 3000000. de liv. que le Roi avoit promis de lui paier par le Traité de Paix fait entre S. M. l'Empereur, les Electeurs Princes & Etats du Saint Empire, à Munster en Westphalie le 24. Octobre 1648. pour sa recompense de la cession qu'il a faite à S. M. de l'Alsace, le surplus desdits 2400000. liv. montant à 400000. liv. aiant esté par ledit feu Sieur Archiduc d'Inspruk audit Sieur Guasparini pour les interests de ladite avance suivant ledit Traité dudit jour 21. Octobre 1662. laquelle remise est au profit de S. M. & 77840. l. à lui accordez par S. M. tant pour les interests de ladite somme de 2000000. de l. que pour le transport d'argent, ports & voitures de den. & voiages faits par ledit Sieur Guasparini audit Inspruk, Cité de Breghens & autres lieux pour l'execution dudit Traité dernier datté, de laquelle somme de 2077840. liv. tournois, ledit Sieur Guasparini s'est tenu & tient pour content & bien paié, en a quitté & quitte ledit sieur de Bartillac, & tous autres, au moien duquel paiement & remboursement icelui sieur Guasparini a mis és mains dudit sieur de Bartillac le Traité de ladite avance susdatté & mentionné avec trois quittances en papier en l'acquit de S. M. montant ensemble à ladite somme de 2400000. livres, dont une dudit feu sieur Archiduc d'Inspruk de 633333 liv. 6. s. 8. den. & les deux autres de Sigismond François à present Archiduc dudit Inspruk; la premiere de pareille somme de 633333. l. 6. s. 8. d. & la derniere de la somme 1133333. l. 6. s. 8. d. Promettant & obligeant, & renonçant, & fait & passé à Paris en l'Etude de François le Foin l'un des Notaires soussignés l'an 1664. le 18. jour de Janvier aprés midi, & a signé, ainsi signé Pompeo Guasparini, Giron & le Foin Notaires.

Collationné. DE GUENEGAUD.

NOUS Achilles de Harlai, Chevalier Conseiller du Roi en ses Conseils, son Procureur General, & Thresorier de ses Chartes, certifions que M. Estienne Iehannot Sieur de Bartillac, commis par S. M. à l'Exercice de la Charge de Thresorier de son Espargne, Nous a ce jourd'hui remis entre les mains l'original de la quittance dont copie est ci-dessus pour mettre au Tresor des Chartes. Fait ce 5. Mai 1664 Pour certification. DE HARLAY.

XXXII.

ANS de J.C. 1663.

FRANCE ET DANEMARC.

Traité d'Alliance entre LOUIS XIV. *Roi de France &* FREDERIC. III. *Roi de Danemarc, signé par M. Hannibal Sestel, Ambassadeur de Dannemarc. A Paris le 3. Aoust* 1663. Freder. Leonard. Tom. V.

AU Nom de Dieu le Createur, soit notoire à tous presens & à venir, qu'aprés la conclusion du Traité particulier pour ce qui concerne le Commerce entre le Serenissime & Tres-puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. par la grace de Dieu, Roi T. C. de France & de Navarre d'une part, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur FREDERIC III. par la même grace de Dieu, Roi de Danemarc, Norwege, des Gots & des Wandales, Duc de Sleswich, de Holstein, de Stormare & de Dithmarse, Comte de Oldenburg & de Delmenhorst d'autre part; ils ont jugé à propos de songer à une Alliance plus étroite pour leur mutuelle défense, pour la conservation de leurs Roiaumes: C'est pourquoi les Plenipotentiaires nommez dans ledit Traité de Commerce, & qui ont signé ci-dessous s'estans derechef assemblez en leur nom & par leur commandement, ils se sont communiqués leurs avis, & aprés avoir bien pesé toutes choses, ils sont enfin en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, convenu & tombé d'accord unanimement des Articles suivans.

I. Il y aura entre les Serenissimes Rois de France & de Danemarc, & leurs Successeurs & Heritiers, Roiaumes, Provinces & Principautez, Sujets & Vassaux, de quelque condition, dignité, & rang qu'ils soient, non seulement pour le temps present, mais aussi pour les temps à venir, par Terre & par Mer & sur toutes les Rivieres, & enfin dans toute sorte de lieux, une parfaite, veritable & sincere amitié, Paix & Alliance inviolable, ensorte que l'un des deux ne causera aucun dommage, perte ou incommodité à l'autre ni à ses Roiaumes, Provinces, Sujets ou Vassaux, & qu'ils ne consentiront ni ne souffriront, autant qu'il sera en eux, que cela arrive par d'autres, mais qu'ils seront unis d'une veritable & sincere amitié, & que chacun d'eux tâchera & fera tous ses efforts pour procurer le bien, l'utilité & les avantages de l'autre & de ses Sujets, & pour les garantir par des voies de fait, par ses conseils, & en emploiant toutes ses forces, des offenses, pertes & injures qui pourroient leur estre faites.

II. Si l'un ou l'autre des deux Rois apprend qu'on fait, qu'on demande, ou qu'on traite quelque chose qui puisse tourner à la perte ou au prejudice de l'autre, le Roi qui en aura connoissance sera tenu d'en avertir incessamment l'autre Roi, & autant qu'il sera en lui, de s'y opposer & l'empêcher de toutes ses forces.

III. En consequence de cela, nul des deux Rois ne consentira à aucunes Conventions, Traitez ou Alliances qui pourroient estre prejudiciables à l'autre, & s'il arrivoit qu'on lui proposast quelque chose de semblable, qui pût tourner au desavantage de l'autre, celui à qui la proposition sera faite, en avertira aussi-tost l'autre, & cependant ne fera ni ne conclura rien sans le consentement de l'autre Roi son Allié.

IV. Sur tout l'un & l'autre Roi s'oblige tres-étroitement, que non seulement il conservera une Alliance indissoluble, & une sincere amitié avec son Allié, & qu'il le fera entrer dans tous les Traitez & Alliances qu'il fera dans la suite avec telles Puissances, Republiques & Princes que ce soit: mais encore qu'il fera ensorte que tous & un chacun de ceux avec lesquels l'one ou l'autre partie aura quelque chose à traiter ou à conclure, ne manquent à rendre toute sorte de bons offices à son Allié, & même

ANS de J.C. 1663.

qu'ils ayent un favorable égard à ses interests, & qu'ils les favorisent autant que faire se pourra.

V. On est aussi convenu qu'aucun des deux Rois ne recevra ni ne souffrira dans ses Roiaumes, Provinces & Principautez ou Terres de son Obeïssance, les rebelles ou les criminels d'Estat de l'autre, s'il sçait qu'il y en ait.

VI. Chacun des deux Rois s'oblige & promet outre cela qu'il ne donnera ni n'accordera jamais aux ennemis de l'autre, s'ils sont aggresseurs, aucune sorte de secours pour la Guerre, sous quelque nom ou pretexte que ce soit, & qu'il ne permettra point que ses Sujets de quelque qualité, condition, dignité ou rang qu'ils soient, donnent en quelque maniere que ce puisse estre, aux communs ennemis des deux Rois, ou seulement eux ennemis & aggresseurs de l'un desdits Rois aucun secours de Troupes ou d'Argent, de vivres, d'Armes ou Canons, de Vaisseaux & autres choses qui servent à la Guerre, soit qu'on les leur donne sous pretexte du Commerce, ou sous quelqu'autre couleur que ce soit; & si on découvre que quelques Sujets de l'un desdits Rois aient contrevenu à cet article, on les punira rigoureusement comme des seditieux & des infracteurs de l'Alliance, avec cette condition pourtant que ces hostilitez ne feront point cesser ni interrompre le Commerce des Sujets de l'un des deux Rois avec les ennemis de l'autre.

VII. Le Roi Tres-Chrétien souhaitant d'affermir par de plus grands engagemens, l'amitié qu'il contracte presentement avec le Serenissime Roi de Danemarc, & par ce moyen de conserver & affermir de plus en plus la Paix & la Concorde qui a esté rétablie depuis peu par sa mediation, entre le Danemarc & la Suede, & sur tout estant persuadé qu'elle peut estre fort utile pour la conservation de la Paix de Westphalie, faite l'annee 1648. que le Roi Tres-Chrestien, & le Serenissime Roi & Royaume de Suede, regardent uniquement dans les affaires de l'Empire, le Roi Tres-Chrétien à jugé qu'on ne pouvoit trouver de moyen plus propre pour rendre cette Alliance plus étroite, que la jonction du Serenissime Roi de Danemarc avec lesdits Rois, pour la défense de ladite Paix d'Allemagne, sur laquelle la seureté du Royaume de Danemarc semble estre établie en grande partie : C'est pourquoi le Serenissime Roi de Danemarc qui n'est pas moins porté à étraindre le plus qu'il se poura, son amitié avec le Roi Tres-Chrétien, & qui est mû du méme desir que sa Majesté Tres-Chrétien, & qui est mû du même desir que sa Majesté Tres-Chrestienne, de contribuer à la tranquillité publique & au repos de l'Empire, promet & s'oblige que pour le plus tard, dans l'Espace de trois mois, à compter du jour que les Ratifications de cette Alliance auront esté échangées, il déclarera si comme Duc de Holstein il souhaite d'entrer dans la Ligue & Alliance défensive qui a esté faite & prorogée par quelques Electeurs, Princes & Estats avec le Roi Tres-Chrestien, aux mêmes conditions qui sont exprimées dans ladite Alliance; & pour ce qui regarde l'Argent & le nombre des Troupes que le Serenissime Roi de Danemarc sera tenu de fournir pour sa part pour les necessitez de la Ligue, on en conviendra de la part du Roi Tres-Chrestien & desdits Princes Alliez avec les Ministres du Serenissime Roi de Danemarc, qui feront munis d'un Pouvoir suffisant pour entrer dans cette Alliance.

VIII. Comme il faudra avant toutes choses consulter sur cela les Electeurs & Princes qui sont compris dans cette Alliance, le Roi Tres-Chrétien promet qu'il agira avec eux, & qu'il ménagera l'affaire de telle sorte, qu'aussi tôt que les trois mois seront écoulez, & qu'on sera convenu de la quantité d'Argent & de Troupes mentionnées ci-dessus, le Serenissime Roi de Danemarc pourra s'il le veut, entrer aussitôt dans ladite Alliance.

IX. Si au contraire, soit que cela vienne du costé du Serenissime Roi de Dannemarc, ou des Princes Alliez, on ne peut pour des raisons qu'on ne prevoit pas, convenir des conditions ausquelles il doit entrer dans cette Alliance du Rhin; les deux Rois ne veulent pourtant pas abandonner le dessein qu'ils ont de s'unir ensemble par une bonne & solide Alliance : C'est pourquoi le Serenissime Roi de Danemarc desirant de contribuer avec le Roi Tres-Chrestien, & le Serenissime Roi & Royaume de Suede, tout ce qui dépendra de lui pour la conservation de la Paix dans l'Empire, soit qu'il entre dans ladite Alliance du Rhin, soit que pour des raisons particulieres il n'y veuille pas entrer, il promet en tout cas, & s'oblige dés à present, que si pendant la durée de cette Alliance, quelque puissance de quelque dignité ou condition qu'elle soit, ou quelque Prince ou Estat, ou plusieurs Princes ensemble quels qu'ils soient, dedans ou dehors l'Empire, contreviennent ausdits Traitez de Westphalie en attaquant d'autres Estats, ou en les troublant par une Guerre ouverte, en telle sorte que le Roi Tres-Chrétien, & le Roi & Royaume de Suede se trouvent obligez de porter le Guerre en Allemagne, soit pour repousser la violence qu'on fera ausdits Estats, soit pour s'opposer aux infractions desdits Traitez, ledit Serenissime Roi de Danemarc joindra dans l'espace de deux, ou tout au plus de trois mois, ses forces à celles du Roi Tres-Chrétien, & du Roi & Roiaume de Suede, & donnera le nombre de Troupes & d'autres choses necessaires pour faire la Guerre, dont les deux Rois conviendront alors, & fera agir ces Troupes conjointement ou separement, dans les lieux ou cela se poura faire commodement, de la maniere dont on sera convenu avant le commencement de la Guerre, & pour la fin qu'on a déja dit, à sçavoir pour délivrer de l'oppression les Estats qui seroient attaquez, & il ne sera pas libre aprés cela au Serenissime Roi de Danemarc, de conclure aucun Traitté de Paix ou de Treve, sans la participation du Roi Tres-Chrestien, & du Roi & Roiaume de Suede, & sans leur commun consentement.

X. Comme aussi pareillement s'il arrive que pendant que cette Alliance durera, quelque Puissance, de quelque dignité ou condition qu'elle soit, ou quelque Prince, ou Estat, ou plusieurs Princes ensemble tels qu'ils soient, soit dedans ou dehors l'Empire, contreviennent de la maniere dont on a déja dit ausdits Traitez de Westphalie, le Roi Tres-Chêrtien promet religieusement & de bonne foi, que non seulement il mettra en Campagne dans deux ou trois mois au plûtard, pour le moins un aussi grand nombre de Troupes que celui que le Serenissime Roi de Danemarc se sera obligé de donner pour lesdites fins, avec toutes les autres choses necessaires à la Guerre, pour reparer les contraventions qu'on aura faites à la Paix publique pendant que cette Alliance durera & qu'il les fera agir avec les Troupes du Serenissime Roi de Danemarc, & du Roi & Roiaume de Suede, auprés duquel le Roi Tres Chrétien fera ensorte qu'il donne dans ledit espace de temps un pareil nombre de Troupes que les deux Rois Alliez pour agir conjointement ou separement, conformement à la maniere dont on sera convenu avant le commencement de la Guerre, dans les lieux ou cela pourra se faire commodement : mais encore qu'il donnera au Serenissime Roi de Danemarc par chacun an, tandis que la Guerre commencée pour les causes dites ci-dessus durera, un subside d'une certaine somme d'argent, dont les deux Rois conviendront aussi ensemble. Promettant de plus que non seulement aprés cela il ne fera aucun Traité, soit de Paix ou de Treve, sans la participation & consentement du Roi de Danemarc; mais encore qu'il fera tous ses effors, afin que le Roi & le Roiaume de Suede donne aussi sa parole avant le commencement de la Guerre, qu'il ne conclura aucune Paix ou Tréve avec les Ennemis, sans le consentement du Serenissime Roi de Danemarc.

XI. Et afin qu'on puisse mieux connoître comment il faut entendre les Articles precedans, dans lesquels il

est

ANS de J. C. 1663.

est fait mention des aggresseurs & des contraventions, on est convenu que celui là seul doit estre regardé comme Aggresseur qui à l'avenir envahira, ou en attaquera un autre à main armée & en lui faisant la Guerre, si au contraire il arrive que quelqu'un blesse ou contrevienne autrement que par les armes à la Paix de Westphalie, alors celui qui aura fait quelque chose de semblable sera averti à l'amiable afin qu'il se desiste de ces contraventions; & s'il méprise les avertissemens qu'on lui aura donné, & agit avec tant de violence qu'on ne puisse l'arrester que par les Armes, il le faudra reprimer aprés avoir consulté ensemble & avoir joint ses forces, afin que par ce moien on mette en seureté, & on donne satisfaction à la partie offensée.

XII. On est convenu touchant les Contraventions aux Traitez de Westphalie, que le Serenissime Roi de Danemarc ne sera obligé que de s'opposer à celles qui arriveront dans la suite, aprés l'échange des Ratifications de cette Alliance, & qu'il ne sera tenu en aucune façon de venger celles qui auront esté faites auparavant, à l'égard desquelles il ne sera point obligé.

XIII. Que si le Serenissime Roi de Danemarc est attaqué par quelque Puissance, Roi en Roiaume, Prince, Republique ou Estat, ou par plusieurs Princes & Estats ensemble quels qu'ils soient, tant dedans que dehors l'Empire de quelque condition, dignité ou rang qu'ils soient sans excepter personne, en quelque temps & en quelque lieu que ce soit, ou si on exerce quelque hostilité contre ses Roiaumes, Domaines, Droits & Prerogatives, soit que cela se fasse avant que lesdits Rois de France, de Danemarc, & de Suede, soient obligez pour les raisons qu'on a souvent dites de faire la Guerre en Allemagne, soit que cela arrive pendant que la Guerre durera, ou aprés qu'elle sera finie & qu'on aura la Paix, le Roi Tres-Chrétien promet que d'abord qu'il aura appris une semblable invasion & hostilité, non seulement il secourra effectivement sans aucun retardement ou délai le Roi de Danemarc, avec un aussi grand nombre de Troupes qu'il seroit obligé de donner pour sa part, s'il faloit faire la Guerre contre les Infracteurs des Traitez de Westphalie, pour empescher à temps le tort & l'injure qu'on pourroit faire à cedit Roi & à ses Domaines, & qu'il lui fournira tous les ans une certaine somme d'Argent pendant une semblable invasion ou hostilité, & que la Guerre dont elle sera cause dureront, selon l'ordre & la maniere dont on est convenu, mais encore qu'il lui donnera du secours par toutes sortes d'autres moiens, & principalement par quelque grande diversion & par quelque grande entreprise dans les Frontieres de l'Aggresseur ou de l'Ennemi, aux lieux où elle pourra s'executer commodement, & qu'il ne cessera point de lui donner lesdits secours de Troupes & d'Argent, que cet Aggresseur n'ait esté obligé de faire des Articles de Paix, par lesquels il lui satisfasse pleinement pour le tort qu'il lui aura fait; ainsi le Roi Tres-Chrestien fera ensorte, autant qu'il dependra de lui, que le Roi de Danemarc ne soit privé de quelque partie de ses Roiaumes ou Domaines, & le secoura par conseil & par voie de fait, afin que tous ses droits tant ceux qu'il possede maintenant que ceux qu'il possedera dans la suite par voie de succession & d'heritage, & par quelque autre maniere legitime lui soient conservez dans leur entier, & qu'il n'y soit troublé ni inquieté par qui que ce soit.

XIV. Et comme en vertu de la presente Alliance, le Roi de Danemarc est obligé à la deffense de tous & un chacun des Princes & Estats compris dans les Traitez de Westphalie, aussi il espere certainement que le Roi Tres-Chrestien aussi-tost aprés l'échange des Ratifications de la presente Alliance fera ensorte qu'en cas de necessité, comme on a déja dit, ou devant la Guerre, ou pendant qu'elle durera, ou enfin aprés qu'elle sera finie & qu'on aura la Paix, il est attaqué & troublé avec hostilité, il puisse de mesme se promettre un prompt secours contre un semblable Aggresseur, des Princes & Estats Alliez de la France, & principalement du Roi & Roiaume de Suede, & qu'il menagera la chose de telle maniere que lesdits Alliez conjointement ou separement le secourront aussi efficacement, avec le mesme nombre de Troupes, & les mesmes autres choses qu'un chacun seroit obligé de donner si la Guerre estoit en Allemagne, le Roy Tres-Chrestien ne pourra pourtant pas pour cela differer le secours de Troupes qu'il lui aura promis, ni le paiement de la somme qui aura esté stipulée, jusques à ce que lesdits Alliez aient donné leur part, mais il sera obligé de fournir lesdits secours, & de paier ladite somme de la maniere dite ci-dessus sans aucun délai & il ne pourra aprés cela faire directement ni indirectement aucun Traité au prejudice du Roi de Danemarc avec un tel Aggresseur, quel qu'il soit, ou lui donner quelque autre sorte de secours, & beaucoup moins faire avec lui à l'insceu & malgré le Roi de Dannemarc une Paix ou une Tréve, le Roi Tres-Chrestien s'emploiera avec soin, afin que tous & un chacun desdits Alliez, & principalement le Roi de Suede s'obligent à ces conditions.

XV. De son costé le Roi de Danemarc promet que s'il arrive aprés la Guerre finie & la conclusion de la Paix, que les Ennemis fassent quelque chose au prejudice des Traitez de Westphalie comme on a dit ci-devant ou des conditions de la Paix concluë en dernier lieu, il joindra derechef & fera agir ses forces sous les mesmes conditions ausquelles il s'estoit engagé pendant la Guerre, & dans le même temps & en mesme nombre, avec celles du Roi Tres-Chrétien & du Roi & Roiaume de Suede, comme aussi de tous les autres Alliez; & qu'aprés cela il ne fera aucune Convention, Paix ou Tréve à l'insceu & malgré le Roi Tres-Chrestien, ou à l'insceu & malgré les autres Alliez, s'ils se sont engagez à de semblables conditions.

XVI. Les deux Rois sont aussi convenus que s'il arrive, & que pourtant ils ne croient qu'il s'éleve quelques démelés ou differends entr'eux & leurs Roiaumes, ils les termineront tous par une composition à l'amiable, & pour cela la presente Alliance ne souffrira aucune alteration & demeurera dans son entier.

XVII. Les deux Rois ont encore jugé à propos de declarer ici expressement avant toutes choses, que cette presente Alliance deffensive ne se fait au prejudice de qui que ce soit, & beaucoup moins pour faire la Guerre à quelqu'un, mais qu'ils ne se sont proposé autre chose que la conservation de la Paix dans l'Empire, qu'ils veulent maintenir conjointement avec le Roi & le Roiaume de Suede, tous les autres Traitez qu'ils pourroient avoir fait avec d'autres Princes & Estats demeurant dans leur entier, sans qu'il y soit en rien dérogé par cette presente Alliance.

XVIII. Et ainsi si le Roi de la Grande Bretagne & les Estats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ou autres Princes de l'Empire, & principalement les Electeurs de Saxe, de Brandenbourg & Palatin, veulent estre compris dans cette Alliance, ils y seront reçûs par les deux Rois & par les autres Alliez, aprés qu'on sera convenu d'un commun consentement des conditions avec ceux qui voudront y entrer.

XIX. Les deux Rois promettent aussi & s'engagent tres-religieusement, que s'ils sont obligez pour les causes dites ci-dessus, d'entreprendre une Guerre défensive en Allemagne, & que Dieu donne un heureux succez à leurs Armes ou à celles des Alliez, ils ne changeront rien du tout dans les lieux où ils seront touchant la Religion soit Catholique ou Protestante, mais qu'ils la laisseront dans l'estat qui est prescrit par les derniers Traitez de la Paix de Westphalie: qu'ils permettront outre cela, que toutes les personnes Ecclesiastiques joüissent de tous leurs biens & revenus, & qu'ils auront soin que la même chose soit observée par le Roi & Roiaume de Suede, & par les autres Alliez.

XX. Et afin que les deux Rois puissent estre plus certains de l'observation de cette Alliance, ils declarent qu'ils ne sont engagez à aucun Traité qui rende nulle, &

ANS de J.C. 1663.

qui fuit contraire à cette Alliance, & qui puisse empêcher que tous & chacun de ses Articles soient mis en execution.

XXI. On est aussi convenu que pour raison d'aucuns des Pactes, Conventions, Articles ou Chefs contênus dans le present Traité d'Alliance, les precedens Traitez ou Alliances faites ci-devant entre les Rois Predecesseurs desdits Rois, respectivement tant pour les Royaumes de France & de Navarre, que pour les Royaumes hereditaires de Danemarc & de Norwege, ne seront point censez abolis & detruits : mais plutot qu'ils demeureront dans leur entier, & qu'ils auront toute leur force en tant qu'ils ne sont pas contraires, ou ne repugnent pas à la presente Alliance ou à quelque Article qui y soit contenu.

XXII. Le temps fixé pour cette Alliance sera de dix ans, à compter du jour que les Ratifications en seront échangees, lequel temps expiré il sera libre aux deux Rois, ou de la proroger, ou de l'augmenter & confirmer selon qu'il leur plaira, & que le temps le demandera, par de nouvelles conditions.

XXIII. On est enfin convenu & on a conclu, que les deux Serenissimes Rois & leurs Heritiers & Successeurs, observeront sincerement & de bonne foi, tous & chacuns des chefs contenus & établis dans le present Traité & Alliance, & qu'ils les feront observer par leurs Sujets, Habitans & Vassaux, & qu'ils n'y contreviendront ni directement ni indirectement; qu'ils ne permettront pas aussi que leurs Sujets, Habitans & Vassaux y contreviennent ni directement ni indirectement, mais qu'ils les confirmeront & ratifieront tous & un chacuns comme ils sont contenus ci-dessus, par Lettres Patentes conçuës & faites en bonne & duë forme, signées de leurs propres mains, & scellées de leurs grands Sceaux; lesquelles Ratifications ils échangeront reciproquement de bonne foi dans trois mois, à compter du jour que les Presentes seront signées. En foi desquelles choses nous avons signées toutes & chacune de ces choses, comme elles sont contenues ci-dessus, de nostre propre main, & y avons fait apposer le Sceau de nos Armes. FAIT à Paris le 3. d'Aoust 1663.

XXXIII.

ANS de J.C. 1663.

FRANCE ET LORRAINE.

Traité de Marsal entre LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES III. *Duc de Lorraine. Fait à Metz le dernier jour d'Août* 1663. Freder. Leonard. Tom. III. Histoire de la Paix des Pyrenées Part. II. pag. 57.

I. IL a esté convenu & accordé que ledit Sieur Duc de Lorraine remettra incessamment, réellement & de bonne foy, au pouvoir de sa Majesté, la Place de Marsal, en l'estat qu'elle se trouve presentement, sans y rien demolir, affoiblir, diminuer, ni endommager en aucune sorte, pour estre par sadite Majesté disposé de ladite Place ainsi que bon lui semblera.

II. Si sa Majesté prend la resolution de faire demolir les Fortifications dudit Marsal, ledit Sieur Duc continuera de jouir comme par le passé, tant de la Ville, Villages, Domaine, que de la Saline dudit Marsal : & à l'égard de la Saline ledit Sieur Duc continuera d'en jouir, & y mettra des Officiers necessaires pour la faire valoir.

III. Sa Majesté declarera dans un an audit Sieur, Duc, son intention sur la demolition ou conservation de la Place dudit Marsal en l'estat qu'elle est, la Garnison dudit Sieur Duc sortira de la Place en la maniere la plus honorable qu'elle voudra choisir, & il luy sera donné toutes les seuretés necessaires pour aller où ledit Sieur Duc luy aura ordonné.

IV. Ladite Garnison sortant de ladite Place pourra tirer quatre pieces de canon, au choix de celuy qui commande, avec la quantité des munitions de guerre & de bouche qu'il voudra.

ANS de J.C. 1663.

V. Si sa Majesté fait demolir ladite Place de Marsal, elle fera restituer audit Sieur Duc les pieces d'Artillerie avec les munitions de guerre & de bouche qui y auront esté laissées lors de la remise de ladite Place, & suivant l'inventaire qui en sera dressé.

VI. Et en cas que sa Majesté conserve ladite Place, il sera payé audit Sieur Duc le prix desdites pieces d'Artillerie & desdites munitions, au même temps qu'elle luy declarera ses intentions.

VII. Aussi-tost de la remise de ladite Place de Marsal au pouvoir de sa Majesté, elle retirera toutes les troupes qu'elle a generalement dans les Estats dudit Sieur Duc par le chemin le plus court, & sur les Terres de sa Majesté autant que faire se pourra.

VIII. Sa Majesté laissera libre & entiere audit sieur Duc la joüissance de tout le reste de ses Estats, en la maniere qui luy ont esté rendus par le Traité du dernier Fevrier 1661. lequel sa Majesté promet de faire enregistrer au plutôt au Parlement de Paris, afin qu'il s'y conforme en jugeant les appellations du Duché de Bar, comme aussi au Parlement de Metz pour la conservation des droits dudit Sieur Duc.

IX. Le Roi fera presentement restituer audit Sieur Duc les deniers qui ont esté retenus desdits Domaines par les Officiers de sa Majesté & par ses ordres, tant en la premiere année qu'en la presente.

X. Il sera nommé au plutôt des Commissaires de part & d'autre pour regler les difficultez qui sont survenuës depuis la signature dudit Traité du dernier Fevrier 1661. sur l'execution d'icelui, & nommement touchant les Abbayes de S. Eve, Mansuy, Salsbourg, Marquisat de Nomeni & S. Avol, & autres lieux. Et cependant l'établissement des Magasins à Sel faits audit Nomeni & S. Avol, par le Sieur de Choisy, Intendant de la Justice, Police & Finances en la Generalité de Metz n'auront pas lieu, & sera surcis aux poursuites & contraintes pour la subvention, jusqu'à ce que le tout ait esté reglé par lesdits Commissaires, les Arrests obtenus au Parlement de Paris par le Comte d'Apremont contre ledit Sieur Duc, avant le Traité de la Paix Generale aux Pyrenées, & les antres intervenus depuis en consequence des premiers demeureront nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils ne fussent avenus; sauf audit Comte d'Apremont de se pourvoir contre ledit Sieur Duc par nouvelle action en Justice, pardevant tels Juges qu'il appartiendra & ainsi qu'il avisera bon estre. Et cependant ledit Sieur Duc sera remis & retabli en la possession & joüissance dudit Comté d'Apremont, Chateau de Mussy & autres dependances, & pour cet effet les Arrests du Conseil de sa Majesté & autres Actes seront expediez pour l'execution du present Article.

XI. Sa Majesté trouve bon que ledit Duc fasse fermer la Ville de Nancy d'une simple muraille sans deffenses, flancs, terreplain, ni autre maniere de Fortification, & ce en la maniere qu'il sera reglé par les Sieurs de Choisi & Clarvil, & les Commissaires que ledit Sieur Duc deputera à cet effet.

XII. Les Articles ci-dessus ont esté accordez entre les Sieurs le Tellier & de Lyonne, Secretaires d'Estat & des Commandemens de sa Majesté, au nom de sadite Majesté; & le sieur Prince de Lixheim, & le Sieur Prudhomme Maitre des Requestes dudit Sieur Duc; lesquels Articles ils ont signé de leurs noms, & à iceux fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Metz le dernier jour d'Aoust 1663. Signé, LE TELLIER, DE LYONNE, GRIMALDY Prince de Lixheim, & PRUDHOMME, & cacheté des Cachets de leurs Armes.

Le Roi ayant veu & reveu attentivement les Articles ci-des-

ANS de J. C 1662. ci-dessus transcrits, accordez & arrestez le dernier jour du mois d'Aoust dernier, par les sieurs de Tellier & de Lyonne Secretaires d'Estat & des Commandemens de sa Majesté, au nom de sadita Majesté, & le Sieur Prince de Lixheim, & le Sieur Prudhomme Maistre des Requestes de Monsieur le Duc de Lorraine au nom dudit Sieur Duc : . & sa Majesté ayant lesdits Articles bien agreables & tout le contenu en iceux, les a aprouvez & ratifiez, epprouve & ratifie, & promet en foy de Roi de les accomplir, faire, garder & entretenir de sa part inviolablement, & sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi sa Majesté à signé la Presente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son Cachet. A Nomeny le premier jour de Septembre 1663. Signé LOUIS. Et plus bas : Le Tellier, & scellé.

XXXIV.

ANS de J. C. 1663. France et Suisse.

Traité d'Alliance, entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les Treize* CANTONS SUISSES. *Fait à Soleurre le quatriéme Septembre* 1663. Freder. Leonard. Tom. IV.

Au Nom de la Tres-Sainte Trinite.

A TOUS soit notoire : Comme ainsi soit que par ci-devant & dés long-temps, il y a eu Paix, Amitié, Alliance, & bonne intelligence entre les Rois Tres-Chrestiens, & les Magnifiques Seigneurs de anciennes Ligues des Hautes Allemagnes; Et afin que la bonne amitie & bonne intelligence fut toûjours conservée, & non jamais alterée ni interrompuë, dés le temps du Roi Charles VII. il en auroit esté feit Accord & Traité par écrit pour durer à perpetuité, lequel Traité fut depuis confirmé par le Roi Louis XI. qui depuis auroit encore adjoûté un autre Traité d'Alliance, qui contenoit d'autres conventions & conditions plus amples & plus expresses pour asseurer un mutuel secours des uns aux autres pendant la vie dudit Roi, eprés le deceds duquel, le Traité d'Alliance auroit esté renouvellé & continué par les Rois Charles VIII. & Louis XII. jusques au temps du Roi François Premier de ce nom, avec lequel fut fait le Traité de Paix & Amitié perpetuelle entre les Rois & la Couronne de France, & tous les Païs des Ligues, pour estre à jamais inviolablement observée tant d'une part que d'autre. Et peu aprés fut fait encore un autre Traité plus étroit d'Alliance pendant la vie dudit Roi : & quelque temps aprés lequel estant expiré, ladite Alliance auroit esté renouvellée par les Rois qui ont depuis succedé à la Couronne de France, & auroit toujours heureusement continuée au bien commun de l'une & de l'autre Netion. A cette cause Nous LOUIS XIV. par la Grace de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'Ast, Seigneur de Gennes, &c. Et nous les Bourgemestres, Avoyers, Landamans, Conseils & Communautez des Villes, Païs & Seigneuries des anciennes Ligues des Hautes Allemagnes, ensemble les Alliez, Amis & Combourgeois de Zurich, Berne, Lucerne, Ury, Schuitz, Underval, dessus & dessous le Bois Zug, avec les Offices exterieurs Glaris, Basle, Fribourg, Soleurre, Schaffouze, Appenzel, l'Abbé de S. Gal, & les Villes de S. Gal, Mulhause, & Bienne.

A Tous presens & avenir, Certifions par ces presentes que suivant l'exemple de nos Predecesseurs, nous aurions les deuxiéme Juillet 1653. huitiéme Fevrier, deuxiéme, cinquiéme, sixiéme, huitiéme, dixiéme quinziéme Mars, & vingtiéme Avril 1655. & le premier Juin 1658. negocié, fait & conclu une bonne Alliance, Confederation & mutuelle intelligence, pour la seureté, deffense, & conservation de nos Personnes, Honneurs, Royaumes, Duchez, Principautez, Villes, Païs & Seigneuries, Droits, Terres & Sujets quelconques que nous avons & possedons tant deçà que delà les Monts, par nos Ambassadeurs ordonnez de part & d'autre, evec amples & suffisans pouvoirs pour traiter & conclurre ladite Alliance. Mais d'autant qu'il en a esté dresse deux Actes ou Instrumens, l'un avec une partie de Nous lesdits Cantons, & l'autre avec l'autre partie, lesquels deux Instrumens nous desirons rediger en un; & que d'ailleurs il a plu depuis à Dieu par sa bonté & misericorde, faire cesser la guerre entre les Princes Chrestiens, par le moyen de la Paix que Nous LOUIS Roi, avons eu agreable de faire en l'année 1659. & nostre Mariage fait & celebré en mesme temps, auquel sa Divine Bonté a donné sa benediction par un heureux commencement de lignée; Surquoy Nous LOUIS Roi, voulans que nostre Fils, qui avec l'assistance Divine nous succedera à la Couronne, soit élevé dans la bienveillance & amitié que les Rois nos Predecesseurs & Nous à leur exemple avons euë continuellement pour nos tres-chers, grands Amis, Alliez, & Confederez desd. Ligues des Hautes Allemagnes, & desirans qu'en cette consideration il ait part à la susdite Alliance & Confederation; Et Nous les Cantons & Confederez susdits voulant complaire à S. M. sur ce sujet, pour luy témoigner & à sa Maison Royale, nostre affection & observance perpetuelle. Aprés une meure déliberation, Nous LOUIS, Roi Tres-Chrestien susdit, par Messire Jean de la Barde, Chevalier, Marquis de Marolles sur Seine, Seigneur de Morteux & Langlée, Conseiller ordinaire en tous nos Conseils, & nostre Ambassadeur extraordinaire en Suisse : & Nous lesdits Cantons, Alliez & Confederez ci-dessus, par nos Ambassadeurs, commis, ordonnez, instruits, amplement authorisez, & par Nous commandez, Avons en confirmant tout ce qui a esté fait & conclu entre Nous respectivement lesdits jours & ans que dessus; & tout ce qui a esté par Nous LOUIS Roi accordé, ensuite ausdits Centons & Alliez, sans rien excepter, pour estre le tout executé par les parties dénommées au present Traité, renouvellé & renouvellons, pour les deux raisons susdites lad. Alliance, Confederation & mutuelle intelligence, laquelle Nous lesdites parties, voulons & entendons estre de bonne foy entierement & inviolablement observée en toute amitié pure, & sincerité entiére en tous ses points & articles, suivant ce qui sera plus amplement écrit ci-aprés, sans toutes fois rien innover, diminuer ni ajoûter au Traité de Paix perpetuelle fait & passé avec le Roi François Premier, de tres-haute & loüable memoire, & sans nous en vouloir departir ni y rien changer, si non en ce qui seroit declaré par le present Traité, lequel a esté convenu & accordé ainsi qu'il ensuit.

ANS de J. C 1663.

Premierement. Que nous recevons l'un & l'autre de bonne foy en vrais & entiers Alliez, sans aucun dol, fraude ni deception, pour le repos, deffense & conservation de nos Personnes, Honneurs, Royaumes, Duchez, Principautez, Païs, Terres, Droits, Seigneuries, & Sujets que presentement nous avons, tenons & possedons, tant deçà que delà les Monts, en quelque part & lieu que ce soit, Voulons & entendons que la presente Alliance dure tant & si longuement qu'il plaira à Dieu pour son service donner vie à Nous LOUIS Roi, & à nostredit Fils, qui avec l'aide de sa Divine Bonté, nous succedera à la Couronne és huit ans aprés le deceds de Nous & de nostredit Fils.

II. Et Cependant Nous LOUIS Roi, & nostredit Fils; ni Nous les Cantons & Alliez, en general ou en particulier, n'aurons pouvoir de nous desister ni quitter la presente Alliance, pour quelques Capitulations, Contrats ou Conventions faites, ou qui pourroient estre faites entre Nous des Ligues, ou autrement en quelque sorte que ce soit, renonçans à toutes Capitula-

tulations particulierement & generalement qui pourroient occasionner aucuns de Nous des Ligues, de nous desister ou départir de la presente Alliance, sinon qu'il y eut causes resonnables declarées par droit, suivant le Traité de la Paix perpetuelle.

III Et si durant cette Alliance, Nous LOUIS Roy, ou nostredit Fils qui nous succedera, estions envahis ou molestez par guerre en nos Royaumes, Duchez, Principautez, Païs, Droits, & Seigneuries que presentement avons & possedons tant deçà que delà les Monts, comme dessus est dit, par qui que ce fut, de quelque estat & dignité qu'ils pussent estre sans nul excepter, Nous pourrons lever des gens de pied des Ligues pour la tuition & deffense de nosdits Royaumes, Duchez, Principautez, Villes, Pais, Droits & Seigneuries, tel nombre qu'il nous plaira, toutesfois non moins de six mil, & non plus de seize mil, avec le consentement & non autrement de Nous des Ligues; ausquels Soldats Nous LOUIS Roi, ou nostredit Fils & Successeur, pourrons élire & donner des Capitaines suffisans de bonne renommée, selon nostre vouloir & intention à nos dépens, de tous les Cantons & de leurs perpetuels Alliez; estans lesdits Gens de guerre à Nous des Cantons & Alliez requis & demandez, & que iceux, ensemble leurs Capitaines, veüillent aller & marcher au service & secours de sa Majesté, nous ne pourrons & ne devrons en aucune maniere les retarder; mais sans aucun délay dix jours aprés avoir esté demandez, les y laisser marcher sans autre mandement ni declaration.

IV. Et doivent lesdits Capitaines & Soldats demeurer & perseverer au service de Nous LOUIS Roi, ou de nostredit Fils & Successeur, tant que la guerre durera & qu'il nous plaira: & ne seront des Ligues rappellez jusques à ce que la guerre soit entierement finie, & eux soldoyez aux dépens de Nous LOUIS Roi, ou de nostredit Fils, en la façon accoutumée. Mais si cependant Nous des Ligues estions chargez de guerre en nos Païs, Terres & Seigneuries, tellement que tout dol & fraude exceptée, ne puissions donner au Roy Tres-Chrestien lesd. Gens de guerre sans nostre grand dommage & moleste; tel cas avenant nous en serons pour cette fois francs & quittes, & aurons pouvoir de revoquer iceux Soldats sans nul délay: & Nous LOUIS Roi, ou nostredit Successeur, à iceux Soldats revoquez donner congé.

V. Et si-tost que Nous des Ligues serons déchargez de telle guerre, faite alencontre de nos Païs, comme est dit ci-dessus, Nous permettrons en vertu de la presente Alliance à nosdits Soldats & Gens de guerre, d'aller & retourner au service de sa Majesté, ou de sondit Successeur, à sa premiere Requeste, comme ci-dessus est declaré & accordé.

VI. Et s'il avenoit durant la guerre que sa Majesté Tres-Chrestienne, ou sondit Successeur, se trouvast ou voulust se trouver en propre Personne, en quelque lieu & endroit que ce fut alencontre de ses Ennemis, Elle ou sondit Successeur, pourra lever à ses depens tant de Capitaines & Soldats qu'Elle voudra & que bon luy semblera; toutesfois non moins de six mille, & élira les Capitaines d'un chacun Canton de Nous des Ligues, & de nos perpetuels Alliez, comme est dit ci-dessus.

VII. Nous LOUIS Roi, ou nostredit Fils & Successeur, ne pourrons & ne devrons départir lesdits Capitaines & Soldats durant la guerre actuelle, sans l'avis & consentement de leurs Colonels & Capitaines, mais les laisser ensemble: Et toutes fois la furie de la guerre estant passée, les pourrons mettre çà & là en Garnison pour la tuition & défense de nos Villes, Places, Chasteaux, & autres endroits de nostre obeissance, reservé qu'ils seront seulement employez par terre, & non sur mer.

VIII. Estant au surplus accordé que nous donnerons à chacun Soldat pour la solde d'un mois, comtant douze mois en l'an, quatre florins & demi du Rhin, ou la valeur d'antant, selon les Païs esquels le payement sera fait: & commencera leur payement à l'heure qu'ils partiront de leurs maisons par commandement de celui qui aura charge de faire la levée pour aller à nostre service; & la levée estant faite & les Soldats déja receus au service, leur sera payé la solde de trois mois, encore que ne les eussions retenus si long temps à nostre service, & leur sera payé la solde du premier mois avant le partement de leur Païs, & les deux autres és lieux commandez & convenables, ainsi que l'occasion s'en presentera.

IX. Et au cas que nous retenions lesd. Gens de guerre, outre lesdits trois mois, nous serons tenus de donner à un chacun de mois en mois & au commencement du mois, quatre florins & demi par mois, comme dit est, sinon quand ils seront licentiez qu'on leur payera raisonnablement pour retourner en leur Païs. Et quant aux Capitaines & Lieutenans, Porte-Enseignes, & Officiers, ils seront par nous soldoyez selon la coutume des deffunts Rois nos Predecesseurs, de haute & loüable memoire.

X. Et s'il avenoit que pendant la continuation de la guerre, par nostre commandement, ou de nos Lieutenans Generaux en l'Armée il se donnast Bataille, en laquelle eussions victoire par l'assistance desdits Gens de guerre Suisses, ou bien que lesdits Suisses fussent pressez & forcez au combat par nos Ennemis, tellement qu'il s'en ensuivit bataille & victoire, Nous LOUIS Roi, comme aussi nostredit Successeur, usans de l'inclination naturelle, que nous avons toujours portée & portons à l'endroit de leur Nation, ledit cas avenant, Voulons & entendons donner aux Soldats la paye d'un mois, outre la courante, pour leur appointement ordinaire; ce que nous serons tenus faire payer & délivrer avant que les licentier & envoyer en leur Pays.

XI. Et pour le regard de Nous des Ligues & de nos Alliez, où il aviendroit que serions molestez par guerre en nos personnes, Païs, Sujets & Seigneuries, par quelque Prince ou Seigneur, de quelque estat ou qualité qu'il fut, en ce que presentement nous possedons, sa Majesté sera tenuë, ou sond. successeur, aprés les avoir requis pour la conservation de nos Sujets, Païs & Seigneuries, tant que la guerre durera, de nous envoyer deux cens lances, & douze pieces d'Artillerie sur rouës, six grosses & six moyennes, ensemble toutes les munitions à ce necessaires & appartenantes, le tout aux dépens de sa Majesté.

XII. Et d'avantage pour l'entretenement de la guerre tant qu'elle durera, sa Majesté ou sondit Successeur, sera tenuë nous faire donner & fournir en la Ville de Lyon par chacun quartier d'an, vingt-cinq mille écus, fut elle chargée de guerre ou non. Et si nous des Ligues aymons mieux au lieu des deux cens lances deux mille écus par chacun quartier d'an, outre ladite somme de vingt-cinq mille écus, sera à nostre choix de prendre les deux mille écus au lieu desdites deux cens lances; & nous sera payé cette somme en méme sorte & maniere que lesdits vingt cinq mille écus, & en ce faisant sa Majesté ne sera obligée de nous envoyer aucuns Gens d'Armes: & la Guerre finie, Nous des Ligues serons obligez à la restitution & renvoy des douze pieces d'Artillerie ci-dessus mentionnées, en cas qu'elles ne fussent perduës, & qu'à nostre Requeste elles eussent esté renvoyées.

XIII. Et si sa Majesté, & sondit Successeur, ou Nous, tombions en guerre avec qui que ce soit, est accordé que l'un ne l'autre ne fera Paix avec l'Ennemy sans le sçu de l'autre partie, & sans la comprendre au Traité qui se fera pour Paix ou Tréve; neanmoins il demeurera en la liberté, option, & choix de celui qui sera ainsi compris, d'accepter ladite comprension ou la laisser, ainsi qu'il avisera pour le bien & commodité de ses affaires.

XIV. L'une ou l'autre partie ne pourra & ne devra pren-

ANS prendre en sa Protection ni Cambourgeoisie, les Sujets de l'autre partie, ni souffrir ni donner passage aux Ennemis adversaires, & bannis, mais iceux de tout leur pouvoir, dechasser & rejetter, selon le contenu au Traité de la Paix perpetuelle, avec leur soin & diligence, ainsi qu'il appartient entre bons Amis & Alliez, en outre tenir par tout les Passages ouverts, afin que sans empeschement puissions respectivement survenir à nos Païs, Terres & Sujets, en quelque part & endroit que ce soit, secourir & ayder à nos Amis en vertu de la presente Alliance.

de J. C.

1663.

XV. Et afin que lesdits Sieurs des Ligues connoissent clairement la sincere amitié que Nous LOUIS Roi leur portons, Nous voulons & nous plaist, comme fera aussi aprés nous nostredit Fils & Successeur, doresnavant tant que cette Alliance durera, donner annuellement à chacun Canton des Ligues, outre les deux mille francs qu'ils ont eu par ci-devant du Roi François Premier de ce nom nostre grand Oncle, de haute & loüable memoire, par le Traité de Paix perpetuelle encore mille francs de creuë, & s'en fera le payement à chacun desdits Cantons au temps & terme, en la forme & maniere que les Pensions des deux mille francs, seront payées; à sçavoir qu'elles seront payées comptant & sans aucun délay à Lion, au jour de la Nostre Dame de Chandeleur; & en deffaut de ce que les Ambassadeurs attendissent & demeurassent plus de huit jours audit Lyon, nous ferons tenus leur payer leurs dépens, qu'outre lesdits huit jours ils pourront faire.

XIV. Ensemble nous voulons & entendons aussi donner annuellement aux Alliez & Confederez desdits Sieurs des Ligues & de Nous, tant que cette Alliance durera, outre les Pensions generales qu'ils reçoivent presentement par vertu dud. Traité de Paix, pour augmentation d'icelles Pensions à chacun Allié la moitié de la somme de la Pension generale, laquelle moitié sera payée ausd. Alliez, en la forme & maniere que les Pensions generales sont ordinairement payées & fournies.

XVII. Et est aussi accordé que si par occasion de quelque guerre la Traite du Sel estoit à Nous des Ligues refusée des lieux desquels nous pouvons & avons de coutume d'en avoir, alors sa Majesté ou sondit Successeur, nous permettra la Traite dudit Sel, Païs, & d'autres vivres pour nostre provision & necessité, tout ainsi & au même prix que ses Sujets l'acheptent en Païs de son obeïssance: Toutesfois quant aux Peages seront traitez comme il est accoutumé.

XVIII. Et pour autant que les Traitez de Paix & Amitié doivent sans aucun changement demeurer en leurs articles, force & vigueur, & qu'à cause de la justice des personnes qui ont pretentions & querelles, il se trouve quelque obscurité, sur ce a esté conclu que si quelqu'un des Ligues avoit ci-aprés action & demande alencontre de sa Majesté ou de sondit Successeur, pour quelque cause que ce soit, alors le demandeur donnera à entendre sa pretention & querelle à ses Seigneurs & Superieurs; & si lesdits Seigneurs & Superieurs declarent & connoissent que la cause soit juste & raisonnable pour être poursuivie, le demandeur fera tenu le faire entendre aux Ambassadeurs de sa Majesté, ou de fond. Fils & Successeur, estans aux Ligues; & au deffaut d'Ambassadeurs, les Seigneurs & Superieurs du demandeur en écriront au Roi, le priant & admonestant de satisfaire à leur sujet. Et au cas que sa Majesté luy satisfit tellement qu'eussions raison de nous contenter, lors le demandeur comme satisfait se tiendra pour content, sans plus en molester sa Majesté ni ses Ambassadeurs; Mais où sa Majesté ne donneroit provision raisonnable audit demandeur sur ses pretentions, alors la partie poursuivante pourra faire venir sa Majesté devant les Juges, & le Cinquiéme, & en cet endroit user de Justice: & au cas que sa Majesté à nostre demande n'envoyast ses deux Juges, ainsi qu'il est porté par le Traité de Paix, & qu'Elle ne voulut répondre & ester à droit, est arresté que les Juges de Nous des Ligues, sur la plainte du poursuivant & demandeur, donneront & pourront donner leur Sentence qui aura force & vigueur tout ainsi que si les quatre Juges avoient Sententié, arresté & prononcé: & ce qui sera ainsi jugé de bonne foy sera satisfait & payé, bien entendu que le reciproque s'obſervera à l'endroit de sa Majesté, ou de sondit Successeur; & de ses Sujets, où ils auroient action alencontre des Ligues en particulier & en general.

XIX. Et si entre les Sujets de Nous LOUIS Roi, & des Ligues, avenoit querelle pretention ou demande, pour quelque chose que ce fut; les demandeurs seront tenus chercher les deffendeurs aux lieux & Jurisdictions où ils seront demeurans & residens, ausquels sera fait bonne & brieve Justice selon le contenu de la Paix.

XX. Et suivant ce que les Traitez de Paix d'entre la Couronne de France & Nous des Ligues, contiennent comme les Marchands de Nous & Ligues doivent estre traitez, quant aux Peages & subsides, demeurera le tout en son entier comme du passé & sans aucune innovation: & pourront les marchands, Pelerins, Messagers, & autres des deux parties qui trafiqueront & negocieront des uns aux autres Païs, seurement & sans aucun empeschement, en corps & en biens, librement & à leur volonté, aller, venir, sejourner & demeurer par le Païs de l'une & de l'autre partie, sans fraude ni déception.

XXI. Est au demeurant accordé que le present Traité, ainsi que le precedent, s'étendra à la tuition & deffense de toutes les Seigneuries & Terres que nostredit grand Oncle le Roi François Premier de ce nom, de haute & loüable memoire, tenoit & possedoit tant deçà que delà les Monts, du temps que l'Alliance fut faite entre luy & Nous des Ligues, en l'an 1521. pourveu que Nous LOUIS Roi ou nostredit Successeur, puissions recouvrer lesdits Païs desquels presentement sommes frustrez de nous mémes, & sans l'aide des Ligues, tellement que lors nosdits Alliez seront tenus en vertu de la presente Alliance, nous donner, ayde, & secours pour la conservation desdits Païs, ainsi qu'il est declaré des Païs & Terres que nous possedons à present.

XXII. Et d'autant que lesdites Terres & Seigneuries possedées par nostredit grand Oncle en l'an 1521. ne sont en nostre possession; cependant Nous des Ligues refuserons tout secours, faveur, assistance & ayde, sans respect de qui que ce soit, & de quelque qualité & dignité que ce puisse estre, ou soient ceux qui voudroient ce requerir.

XXIII. En cette Alliance sont de la part de Nous LOUIS Roi & de nostredit Successeur, reservez le Pape, le S. Siege Apostolique, le S. Empire, les Rois de Suede, de Portugal, Dannemarck, Pologne, la Seigneurie de Venise, & le Duc de Savoye: Et de la part de Nous des Ligues, sont reservez le Pape, le S. Siege Apostolique, le Sacré College, le Saint Empire, toutes nos franchises & libertez, tous droits de Bourgeoisie, la Maison d'Austriche & de Bourgogne, & toutes les anciennes Lettres & Sceaux, Contrats, Intelligences & Confederations, Paix Civille, & tous nos Alliez & Coalliez, la Seigneurie de Florence, & la Maison de Medicis: & s'entend ladite reserve au cas que quelqu'un d'entre Nous lesdites deux parties voudroit endommager, envahir ou molester par guerre lesdits reservez.

XXIV. Et si aucuns des reservez desdites deux parties vouloient envahir, molester, ou endommager par guerre ou autrement, directement ni indirectement l'une ou l'autre partie és Royaumes, Païs, Terres, Duchez, & Seigneuries que de present Elle tient & possede & à droit, tant deçà que delà les Monts, lors l'autre partie sans égard ni consideration, donnera ayde & secours à la partie envahie, molestée ou assaillie, contre les aggresseurs, molestans ou assaillans, quels qu'ils soient, ainsi que dessus est declaré.

XXV. Et d'autant que la presente Alliance est la plus ancienne, Nous desdits Cantons & Alliez, declarons qu'elle est & sera toûjours purement & expressement reservée & preferée à toute autre Alliance des autres Princes & Potentats qui se trouveront posterieurs à l'an 1521.

ANS de J.C. 1663.

1521. depuis lequel temps celle de France a toûjours esté continoée, quels que soient lesdits Princes & Potentats, & quelque chose qu'il y puisse avoir au contraire. Et sur ce nous lesdites deux parties: à sçavoir Nous LOUIS Roi Quatorziéme, Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, Duc de Milan, Comte d'A, Seigneur de Gennes, &c. Et Nous lesd. Bourgmestres, Avoyers, Landamans, Conseillers, Bourgeois, & Patriots de la grande ancienne Ligue des Hautes Allemagnes, ensemble nosdits Alliez, Amis & Confederez; Avons accepté, conclu & arresté cette susdite Alliance, Confederation, Obligation, Intelligence auxiliaire, avons juré & promis, jurons & promettons par la presente, pour Nous & pour nosdits Successeurs, de l'observer & executer de parole & d'effet, & fermement & inviolablement en tous ses points & articles, comme ils sont écrits ci-devant, & ont esté accordez, conclus & acceptez par les Ambassadeurs de Nous les deux parties, ne pretendans pas toutesfois en ce faisant d'avoir rien traité contre la Paix perpetuelle ni y touché, ou icelle diminuée ni infirmée en aucune chose qui y puisse déroger; mais nous la voulons derechef confirmer & corroborer, & à icelle entierement demeurer. En témoin de ces choses susdites, Nous avons de part & d'autre commandé d'apposer nos Sceaux à ces presentes Lettres, dont l'une est en François & l'autre en Alleman, toutes deux de semblable substance & teneur: & non obstant la presente conclusion, noos avons laissé lieu à ceux d'entre nos Alliez qui n'auroient encore accepté la presente Alliance, d'y entrer; ce qu'ils feront ou pourront faire, & se declarer à leur volonté & commodité. Fait à Soleurre le quatriéme Septembre 1663.

XXXV.

ANS de J.C. 1663.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France, & le Duc* CHRISTIAN LOUIS *de Meklebourg, signé à Paris le dix-huitiéme Decembre* 1663.

Ratifié par ledit Duc le dix-huitiéme Mars 1664.

FRANCE ET MEKLEBOURG.

L'OPPRESSION que Monsieur le Prince Christian Loüis Duc de Meklebourg a soufferte en ses Estats & en ses biens, pendant les années 1658. & 1659. par les excez qui ont esté commis, & les ravages & violences qui ont esté exercées par les Troupes de divers Princes & Potentats, au prejudice des Traitez de Paix de Munster & d'Osnabruk, sans qu'aucun des Confederez aosdits Traitez se soit mis en peine de lui en procurer les reparations & dédommagemens, bien que tous les Princes de l'Empire en fussent garands; Ayant fait connoitre audit Sieur Duc, que des garanties si generales ne peuvent avoir l'effet qu'on s'en estoit proposé, à cause de la diversité des interests & des affections de ceux qui y sont tenus, & qoe c'est avec juste sujet, que le Roi qui a toûjours témoigné un zele extreme pour la manutention de la liberté Germanique, comme aussi pour l'observation desdits Traitez, auroit jugé necessaire d'y pourvoir par de particulieres liaisons & confederations avec des Princes & Estats cointeressez à ladite Paix, & bien intentionnez, afin de s'opposer ensemble à ceux qoi voudroient y donner quelqoe atteinte, & concourir de commun avis & concert à faire reparer les contraventions qui se feroient à leur préjudice. Ledit Sieur Duc voyant d'ailleurs les bons effets que produit le Traité d'Alliance de S. M. avec qoelques Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, fait à Mayence le dix-huitiéme Aoust 1658. & qui dure encore aujourd'huy, au grand bien de l'Empire & desdits Confederez, par les Traitez & Actes de prorogation qui en ont esté faits; Considerant en outre que le Roi en est le principal & plus solide appuy, à crû ne pouvoir mieux faire dans les besoins qu'il a d'estre puissamment protegé, que d'avoir recours à sa Majesté dans la constitution presente des affaires, & rechercher l'honneur de son Alliance. Surquoi ladite Majesté ayant desiré de correspondre par les effets de sa bienveillance, à la confiance ledit que Sieur Duc à fait paroître, & pour cet effet donné Pouvoir transcrit à la fio du present Traité au Sieur Hugues de Lionne, Marquis de Fresne & de Berny, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils d'Estat, & privé, Commandeur de ses Ordres, Ministre & Secretaire d'Estat, de conferer & convenir des conditions dudit Traité, avec ledit Sieur Duc, ils en ont arresté les articles qui ensuivent.

I. Ledit Sieur Duc declare que de son propre mouvement, pure & franche volonté, il se met avec ses Estats, Villes, Places, Sujets & Biens, en la protection de sa Majesté, la priant de l'y vouloir recevoir. Sur quoi sa Majesté declare pareillement qu'Elle reçoit, prend & met ledit Sieur Duc avec sesdits Estats, Places, Vassaux, Sujets & Biens, en son Alliance & Protection, & de ses Successeurs Rois de France, & promet en foi de Roi de les deffendre, & de s'employer sincerement de tout soo pouvoir pour les garantir de toute oppression & violence, même de toutes charges extraordinaires, & de Quartier d'Hyer, conformement aux Traitez de Westphalie, & maintenir ledit Sieur Duc dans la possession & joüissance desdits Estats, Places, Droits, Terres, & Seigneuries qui lui appartiennent, & qui lui ont esté remises, cedées & delaissées par lesdits Traitez.

II. Comme aussi d'employer son credit, ses offices & authorité vers les Princes de l'Alliance, à ce que ledit Sieur Duc y soit admis & receu sans retardement; ledit Sieur Duc promettant & s'obligeant d'y entrer du consentement des autres Alliez, incontinent aprés la Ratification du present Traité: & cependant de donner ordre à ses Deputez dans les Diettes, d'appuyer de leurs suffrages les interests de sa Majesté & desdits Confederez; aux fins mentionnées dans le susdit Traité d'Alliance.

III. S'il arrive que le Roi veüille faire des levées de Gens de Guerre pour son service dans l'Allemagne ledit sieur Duc consent dés à present, de leur donner passage & retraite dans ses Etats, & de leur faire fournir des vivres au prix courant, même de souffrir que lesdites levées soient faites en ses Estats, où il les favorisera volontiers, offrant de s'employer lui-même à le faire, suivant les Capitulations qui en seront dressées.

IV. En cas que sa Majesté soit obligée pour le maintien de la Paix, ou pour en faire reparer les contraventions, d'envoyer des Troupes dans l'Empire, ledit sieur Duc sera pareillement obligé de donner libre passage & seure retraire dans ses Etats, Païs & Villes, ausdites Troupes, & de leur faire fournir des vivres, en payant au prix courant; à la charge qu'elles se comporteront avec tous les respects dus à un Souverain, & ne pourront exiger aucunes contributions, taxes ou impositions, ni prendre aucuns deniers sur les Etats & Places dudit sieur Duc, ni rien exiger de ses Sujets ni de leurs Hostes qu'en payant; & que lesdits Officiers & Soldats de sa Majesté auront l'Exercice libre de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, dans les lieux dépendans de la Souveraineté dudit sieur Duc, avec liberté d'y acheter des Armes & munitions de Guerre, & de les transporter hors desdits Estats: Comme aussi de donner seure retraire & libre entrée aux Vaisseaux du Roi & de ses Sujets, dans ses Ports, Havres & Rades, & liberté d'y sejourner & d'acheter dans ses Etats les bois propres à bâtir des Vaisseaux, & de les en sortir pour l'usage & service de S.M. & de ses Sujets, en payant les droits accoûtumez.

V. Le Roi s'employera volontiers par tout où besoin sera, même en la Diette qui se tient preseotement à Ratisbonne, par les offices de ses Depotez & des Princes ses Amis & Alliez pour faire avoir satisfaction audit Sieur Duc, de ce qui loi peut estre deu pour les torts & dégats qui lui ont esté faits depuis la publication de la Paix, & particulierement pour le payement de ses contributions & remboursement des sommes qui lui sont deuës, même de celle de six cens mil livres à lui adjugée par lesdits Traitez de Paix.

VI. Le Roi interposera aussi son autorité & ses offices pour moyenner un accord ferme & durable, entre ledit Sieur Duc, & ceux qui le poursuivent en execution des Commissions qui ont esté delivrées contre lui; en-

forte

ANS de J.C. 1663.

sorte que les affaires & differens estans composez à l'amiable, ledit Sieur Duc puisse vivre ci-apres en repos & tranquillité.

VII. Les Ratifications de part & d'autre seront fournies & échangées dans le temps de trois mois du jour & datte des Presentes.

Fait double à Paris, le dix huitiéme jour de Decembre 1663. Signé, De Lionne. Christian Louis. Et à costé est apposé le Cachet de leurs Armes.

NOUS CHRISTIAN LOUIS, Duc de Mcklebourg, ayant revû & lû de mot à mot le Traité ci-dessus transcrit, que Nous avons fait avec le Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, & que Nous avons conclu & signé à Paris le dix-huitiéme Decembre de l'année derniere, avec Monsieur Hugues de Lionne, Marquis de Fresne & de Berny, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils d'Estat, & Privé, Commandeur de ses Ordres, son Ministre & Secretaire d'Estat, qoi avoit pouvoir de ce faire; Par lequel Traité nous nous sommes engagez à sa Majesté d'en fournir la Ratification: Nous disons & declarons, que nous avons le susdit Traité, & tous les points & articles qu'il contient, agreé, aprouvé & ratifié, agreons, approuvons & ratifions par ces presentes; promettant de le garder & observer inviolablement sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ni indirectement. En témoin de quoy Nous avons signé la presente de nostre main, & y avons fait mettre le Scel de nos Armes. A Paris le dix-huitiéme jour de Mars 1664. Signé, CHRISTIAN LOUIS.

ANS de J.C. 1664.

LE PAPE ET FRANCE.

XXXVI.

Traité entre le Pape ALEXANDRE VII. *&* LOUIS XIV. *Roi de France; fait à Pise, le 12. de Fevrier* 1664. Freder. Leonard. Tom. IV.

Au Nom de Dieu.

Articles du Traité fait à Pise entre nostre Tres-Saint Pere le Pape Alexandre VII.

ET Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres Puissant Prince Loüis XIV. *du nom, par la Grace de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & Navarre.*

Par tres-Illustre & tres Reverend Prelat Cesar Rasponi Referendaire de l'une & de l'autre Signature; Secretaire de la Consulte & Plenipotentiaire de sa Sainteté.

ET tres Illustre & tres-Reverend Prelat Loüis de Bourlemont *Auditeur de Rote, Conseiller du Roy en ses Conseils d'Estat, & Plenipotentiaire de Sa Majesté.*

Preambule

LE detestable attentat commis dans Rome par les Soldats Corses, le 20. d'Aoust 1662. contre M. le Duc de Crequi Ambassadeur extraordinaire du Roi Tres-Chrestien, ayant donné à sa Majesté un juste sujet de déplaisir, & causé à sa Sainteté une tres-vive douleur: sadite Sainteté, comme un bon Pere jaloux de l'honneur de ses Enfans, desirant reparer entierement une telle injure faite au Fils Aisné de l'Eglise en la Personne de son Ambassadeur, afin d'entretenir de son costé, ainsi que sa Majesté du sien, une parfaire correspondance, & de prevenir tous les maux que la Chrestienté pourroit souffrir des suittes de cet accident, a donné à Monsieut Rasponi plein pouvoir, & faculté entiere, de convenir avec le Plenipotentiaire du Roi Tres-Chrestien, des satisfactions dües à sa Majesté pour un si grand outrage. Et comme ledit sieur de

ANS de J.C. 1664.

Bourlemont se trouve muni d'un pareil plein pouvoir de sa Majesté pour traiter à mêmes fins, lesdits Plenipotentiaires, aprés la communication respective de leurs Pouvoirs, dont ils sont demeurez contens, ont ajusté, conclu, & arresté les Articles qui suivent.

ARTICLES.

SA Sainteté pour faire paroistre à sa Majesté Tres-Chrestienne son affection paternelle, & en consideration de ce qui sera stipulé & estabit par le present Traité, immediatement aprés la signature d'iceluy, par deliberation & du consentement du Sacré College, desincamerera, c'est à dire, revoquera & annullera l'incameration des Estats de Castro & de Ronciglione; & de toutes leurs annexes, appartenances & dépendances, & accordera en même temps à Monsieur le Duc de Parme un délay de huit années, conformément à celuy qui luy fut accordé par le Contract passé entre la Reverente Chambre Apostolique & luy, dans lequel terme il pourra retirer & rachetter lesdits Estats, en rendant & payant effectivement un million six cens vingt-neuf mille sept cens cinquante escus, qui sont deus à la Chambre Apostolique suivant ledit Contract; & en outre pour complaire au Roi donnera audit sieur Duc la faculté de faire ce ratchapt, & de rendre ladite somme en deux differens payemens: En telle sorte qu'en ayant fait un, la moitié desdits Estats sera tenuë pour rachetée, & qu'il en pourra prendre possession & en joüir librement: L'autre moitié demeurant au pouvoir de la Chambre Apostolique jusques au payement du surplus. Et afin que la division qui se doit faire desdits Estats en deux portions égales soit executée au plutost, dans deux mois à compter du jour de la ratification du present Traité, les parties conviendront d'Experts pour faire ce partage de gré à gré, & declarer les appartenances & annexes de chaque portion, laissant aux choix dudit sieur Duc de racheptet la part qui luy plaira; & si les Experts ne s'accordoient pas dans six mois aprés leur élection, en ce cas ou ledit sieur Duc pourra lui-même regler le partage desdits Estats en deux portions égales, lequel estant ainsi fait, il appartiendra à la Chambre de prescrire audit sieur Duc la portion qu'il devra racheter la premiere, en payant la moitié de ladite somme, l'autre portion demeurant au pouvoir de la Chambre, jusqu'à ce qu'il ait payé le surplus de ladite somme dans le terme à luy accordé; Ou bien ledit sieur Duc ne voulant pas faire lui-même ce partage ni accepter cet offre, la Chambre en ce cas fera les deux parts, & il sera loisible audit sieur Duc de choisir celle des deux qu'il voudra rachepter la premiere, & il sera tenu de declarer dans deux ans s'il entend faire ledit partage on le laisser faire par la Chambre.

II. Sa Sainteté pareillement en faveur de sa Majesté, & en consideration & pour recompense des Vallées de Comacchio & de toute autre pretention & raison, que Monsieur le Duc de Modene, & la Maison d'Est pourroit avoir contre la Chambre Apostolique, en quelque maniere que ce puisse estre, prendra sur soy le Mont d'Est, montant à trois cens mille escus ou environ, avec toutes les commoditez & incommoditez qu'il y a pour l'extinction du même Mont, ensemble les arrerages, échûs & non payez, montans à peu prés à la somme de cinquante mille escus, & donnera de plus audit sieur Duc quarante mille escus comptans, ou bien un Palais dans Rome de pareille valeur, au choix de sa Sainteté, & à la satisfaction dudit sieur Duc; à la charge & condition neanmoins, que toutes les raisons & pretentions, tant dudit sieur Duc contre la Chambre, soit en vertu du fideicommis, & de la primogeniture ou de quelque autre chef, nature, qualité & condition que ce puisse estre, que de la chambre contre ledit Duc, de quelque nature qualité & condition qu'elles soient, demeureront esteintes de part & d'autre au moyen du present Traitté, lequel lesdites

ANS de JC. 1664.

parties, ni leurs heritiers & successeurs respectivement, ne pourront jamais retracter ni debattre sous quelque pretexre que ce soit; & qu'il en sera passé un Acte publie par Madame la Duchesse de Modene, & autres Tuteurs legitimes dudit sieur Duc, avec les clauses & solemnitez necessaires, mesme pour la fureté de la primogeniture, ou d'autres obligations ordonnées par les predecesseurs dudit sieur Duc, & avec promesse de le faire ratifier à son Altesse, aussi tost qu'il sera en âge legitime de le faire; Attendant quoy sa Majesté a agreable de donner parole, que tout cela s'executera pour rendre l'accommodement contenu au present Article perpetuel & inviolable.

Et pour complaire encore davantage à sa Majesté, sa Sainteté accordera audit sieur Duc & à ses successeurs à perpetuité, les droits de Patronage de l'Abbaye della Pomposa & della Pieve del Bondeno, avec pouvoir d'y presenter librement, quand mesmes elles viendroient à vacquer *in Curia*: Comme aussi avec decret qu'elles ne soient pas comprises sous les regles de Chancellerie, ni sujetes à aucunes reserves Apostoliques, & que cette concession desdits droits de Patronage ait toutes les mémes prerogatives que s'ils procedoient de dotation, erection ou fondation: sa Sainteté dérogeant pour cet effet à toutes les Constitutions, Privileges & Coûtumes qu'il y pourroit avoir au contraire, & à toutes les dérogatoires des dérogatoires, dequoy il sera expedié un Bref en bonne & duë forme. Declarant en outre sa Sainteté, que ni elle ni ses successeurs au Pontificat, pour quelque cause que ce soit, ne pourront jamais contrevenir au present Traité; ledit sieur Duc declarant le méme pour luy, ses heritiers & successeurs.

III. Monsieur le Cardinal Chigi ira en qualité de Legat en France, & dans la premiere Audience qu'il aura de sa Majesté, il luy dira en propres termes ce qui s'ensuit.

SIRE, Sa Sainteté a ressenti avec une tres-grande douleur, les malheureux accidens qui sont arrivez, & les sujets de mécontement que Vostre Majesté en a eu, luy ont causé le plus sensible déplaisir qu'elle fust capable de recevoir, l'assurant que ce n'a jamais esté la pensée ni l'intention de sa Sainteté, que Vostre Majesté fust offensée, ni Monsieur le Duc de Crequi son Ambassadeur: Sadite Sainteté desirant qu'à l'avenir il y ait de part & d'autre la bonne & sincere correspondance qui y a toûjours esté. En mon particulier j'atteste à Vostre Majesté, avec le plus profond respect qui m'est possible, la joye que j'ay de me voir cette entrée ouverte pour faire connoistre à Vostre Majesté par les plus soûmises & sinceres actions de mon obeissance, quelle est la veneration que j'ay, & toute ma Maison aussi, pour le glorieux Nom de Vostre Majesté, avec quelle fidelité & zele je professe toutes les plus veritables loix de servitude à la Royale Personne & Maison de Vostre Majesté; combien les accidens arrivez à Rome ont esté éloignez de nos sentimens, & avec quelle amere douleur j'ay apprie que moy & ma maison ayons esté en cela chargez d'imputations sinistres, & bien éloignées de cette reverence & devotion que nous professons, & que nous aurons toûjours un particulier desir & ambition de professer envers Vostre Majesté. Au contraire si moy ou nostre Maison avions eu la moindre part dans l'attentat du vingtiéme Aoust, nous nous jugerions nous-mémes indignes du pardon que nous en aurions voulu & deu demander à Vostre Majesté; la suppliant cependant de croire que ces paroles cy & ces sentimens, sont exprimez par un cœur tres-sincere, & porté aussi bien que tous ceux de ma Maison, à avoir à jamais une veneration singuliere & parfaite devotion pour Vostre Majesté.

IV. Le Cardinal Imperial ayant supplié le Roy de le vouloit admestre à porter en personne à sa Majesté ses tres-humbles justifications, il y satisfera au plûtost; sa Majesté ayant à present agreable qu'il le fasse.

V. Sa Sainteté en faveur de sa Majesté, permettra maintenant à Monsieur le Cardinal Maidalchini de retourner à Rome pour y joüir à l'avenir de toutes les prerogatives de sa Dignité, & exercer les fonctions du Cardinalat, sans qu'il puisse estre inquieté ni molesté pour raison d'aucun prejudice qu'il eust encouru pour estre sorti de l'Estat Ecclesiastique, conformement à ce que sa Majesté luy avoit fait connoistre estre son intention: surquoy il luy sera expedié un Bref pour plus grande seureté, suivant le desir de sa Majesté, & il sera reintegré dans ses biens, en cas qu'il eust souffert quelque perte à cause de sadite sortie hors de l'Estat Ecclesiastique.

ANS de J. C. 1664.

VI. Le Seigneur Dom Mario declarera par écrit en foy de Cavalier, qu'il n'a eu aucune part à tout qui s'est passé dans Rome le vingtiéme jour d'Aoust 1662. Et cet écrit sera accompagné d'un Bref de sa Sainteté, où elle témoignera que ledit sieur Dom Mario est veritablement innocent de tout ce qui s'est fait ledit jour. Et pour montrer dautant mieux le desir qu'a sa Sainteté de faire toutes les choses qui pourront contenter sa Majesté, Elle ordonnera audit sieur Dom Mario de se tenir hors de Rome, jusqu'à ce que ledit Sieur Cardinal Chigi ait esté veu de sa Majesté, & luy ait presenté ses excuses au nom de toute sa Maison.

VII. Le Seigneur Dom Augustin ira au devant de Monsieur l'Ambassadeur à S. Quirico, s'il vient par la Toscane, & à Civitavecchia, s'il vient par mer, & à Narni, si c'est par la Romagne ou la Lombardie; & luy témoignera en mesme-temps le déplaisir de sa Sainteté, pour l'accident arrivé le vingtiéme d'Aoust.

VIII. Le jour que Madame l'Ambassadrice arrivera à Rome, la Signora Donna Berenice ou Madame la Princesse Farnese, ira au devant de ladite Dame Ambassadrice jusqu'à Pontemolle, & luy témoignera l'extréme déplaisir qu'elle a, & tous ceux de sa Maison aussi, de l'accident du vingtiéme d'Aoust, & la joye qu'elle ressent du retour de son Excellence.

IX. Sa Sainteté ordonnera d'une maniere precise & efficace à ses Ministres, de porter à l'Ambassadeur de sa Majesté le respect qui est deu à celuy qui represente la personne d'un si grand Roy, Fils aîné de l'Eglise, tant aimé, & estimé de sa Sainteté.

X. Sa Sainteté, en consideration de sa Majesté, fera casser & annuller toutes les procedures qui ont esté faites contre Monsieur le Duc Cesarini, sans qu'il en puisse estre inquiesé aucunnement à l'avenir. Quant aux dommages que les Ministres de sa Sainteté peuvent luy avoir fairs, Elle ordonnera qu'ils seront reparez dans quatre mois aprés la ratification du present Traitté, selon l'estimation convenable & juste qui en sera faite.

XI. Tous Decrets & autres Actes qui pourroient avoir esté faits en consequence de l'accident du vingtiéme d'Aoust contre tous les Barons Romains, & contre quelques autres personnes de quelque nation & condition qu'elles soient, seront cassez & annullez, sans qu'ils en puissent à l'avenir recevoir aucun prejudice, ni en estre inquietez, ni recherchez sous quelque pretexte que ce puisse estre, en suite dudit accident.

XII Toute la Nation Corse sera declarée incapable à jamais de servir, non seulement dans Rome, mais aussi dans tout l'Estat Ecclesiastique, & le Barigel de Rome sera privé de sa charge, & chassé.

XIII. Il sera élevé une Pyramide à Rome vis-à-vis l'ancien Corps de garde des Corses, avec une inscription dans les termes concertez, qui contiendra en substance le Decret rendu contre la Nation Corse.

XIV. Le Roy Tres-Chrestien immediatement aprés que le Legat aura esté veu de sa Majesté, remettra le Pape & S. Siege Apostolique en possession de la ville d'Avignon, & du Comtat Venaissin, avec toutes leurs appartenances & dépendances, & fera casser & annuller tous Actes & Arrests, & tout ce qui a esté fait par le Parlement d'Aix, touchant cette affaire, faisant lever tous obstacles, afin que le S. Siege Apostolique en puisse joüir comme auparavant.

Les Habitans de la ville d'Avignon, & du Comtat Ve-

ANS de J. C. 1664.

Venaissin, de quelque estat, condition, & sexe qu'ils soient, tant Ecclesiastiques que Laics, Nobles ou Roturiers, sans exception d'aucune personne qui soit originaire de ladite Ville ou dudit Comtat, ou qui s'y soit domicilié, ou qui y possede des biens, meubles ou immeubles, feodaux ou allodiaux, sous quelque pretexte que ce soit, ne pourront estre inquietez, poursuivis ni recherchez d'aucune chose arrivée en ladite Ville & audit Comtat depuis le 20. d'Aoust 1662. jusqu'au jour que le Roy Tres-Chrestien remettra le Pape & le saint Siege en possession de ladite Ville & Comtat.

Lesdits Habitans joüiront d'une pleine, paisible & tranquille seureté, en vertu & par le benefice du present Traitté; Et sa Sainteté donnera de bonne foy, sans reserve aucune, ny tacite ny expresse, tous les Ordres, Edits, Declarations & assurances qui seront desirées par sa Majesté, afin que les Habitans d'Avignon & de tout ledit Comtat directement ou indirectement, virtuellement ou expressement comprises sous les clauses apposées au commencement du present Article, tant de la Ville d'Avignon & des autres Villes dudit Comtat que des Communautez, Bourgs, Chasteaux, & autres lieux subalternes de l'estenduë d'iceluy, ne puissent recevoir aucun trouble, peine, ny condemnation des Officiers de S.S. soit en Jugement ou dehors, ny en leurs biens, ny en leurs personnes, en haine, ressentiment, ou vengeance de tout ce qui s'est fait & passé en ladite Ville & audit Comtat en consequence de l'affaire arrivée dans Rome le 20. d'Aoust 1662. Et pour l'execution de toutes les clauses exprimées cy-dessus, sa Sainteté donnera lesdites expeditions en la meilleure forme & la plus authentique que sa Majesté Tres-Chrétienne estimera necessaire pour la sureté & indemnité des Habitans d'Avignon, & de tout ledit Comtat, comme il est dit cy-dessus.

Et sa Sainteté considerant qu'il n'y a qu'un Juge en Avignon, & un autre pour tout le Comtat, leur donnera des Assesseurs, afin qu'à l'avenir la Justice y soit mieux administrée.

XV. Lesdits Plenipotentiaires ayant aussi fait reflexion que l'intention de sa Majesté Tres-Chrestienne a toûjours esté que la desincameration de Castro avec la concession du nouveau delay, servist de preliminaire à tout accommodement qui pourroit estre fait, & que pareillement en ce Traité de Pise l'intention de sadite Majesté est de remettre le Pape & le saint Siege en possession de la Ville d'Avignon & du Comtat Venaissin; Declarent pour plus grand éclaircissement des choses susdites qu'ils sont convenus entr'eux, que la desincameration de Castro avec la concession du nouveau delay se devra effectuer en la forme stipulée & accordée au premier Article, avant l'échange & remise reciproque des ratifications, & respectivement aussi le Roy Tres-Chrestien remettra le Pape & le saint Siege Apostolique, en possession de la Ville d'Avignon & du Comtat Venaissin, en la forme arrestée par l'Article quatorziéme, immediatement aprés que le Legat aura eu audience de sa Majesté.

Lesdits Plenipotentiaires ont promis & promettent en vertu de leurs Commissions & pleins Pouvoirs, (la copie desquels sera mise en suite du present Traité) que tant sa Sainteté & le saint Siege, que sa Majesté Tres-Chrestienne, executeront pleinement & sans aucune contravention directe ny indirecte, le present Traitté, & en entretiendront à perpetuité, réellement & de bonne foy toutes les conventions; que tous les points & Articles accordez & arrestez entr'eux Plenipotentiaires seront sans aucune modification, diminution & reformation, purement & simplement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par sa Sainteté, & par sa Majesté Tres-Chrestienne; & que leurs Lettres de Ratification (dans lesquelles le present Traitté sera inseré mot pour mot) seront expediées en la forme la plus authentique & la meilleure: c'est à sçavoir par sa Sainteté dans le terme de dix jours, & par sa Majesté Tres-Chrestienne dans le terme de trente jours aprés la signature du present Traitté, & plûtost s'il est possible, lesquelles ratifications seront échangées de part & d'autre dans ledit espace de trente jours. En foy dequoy lesdits Plenipotentiaires ont signé le present Traitté, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes, à Pise le 12. Fevrier 1664.

Signé, CESAR RASPONI Plenipotentiaire Apostolique. LOUIS DE BOURLEMONT Plenipotentiaire du Roy Tres-Chrestien.

Copie du Bref de plain-pouvoir de la Sainteté.

ALEXANDRE PAPE VII.

NOstre Fils bien-aimé, Salut & benediction Apostolique. Nous avons amplement fait connoistre par nos autres Lettres, & Rome qui est la Mere & la Patrie commune de toutes les Nations, est témoin des sentimens que nous eusmes quand nous apprismes l'accident detestable qui arriva le 20. du mois d'Aoust de l'année 1662. entre la famille de la Noble personne de celuy qui estoit alors Ambassadeur auprés de Nous, & le saint Siege, pour nostre tres-cher Fils en JESUS-CHRIST Louïs Tres-Chrestien Roy de France; & de ce qu'en suite nous commandâmes, & qui fut en effet executé par la voye mesme de la Justice, pour prendre la vengeance & punir un fait si atroce. Il est encore de la connoissance parfaite, non seulement de Dieu qui voit le fonds des cœurs, mais aussi de tous les Fideles de JESUS-CHRIST, & des Princes Catholiques qui sont les principaux enfans de l'Eglise, quels ont esté nos soins & desirs en consideration de la dignité Royale, d'arrester & d'appaiser tout-à-fait les mouvemens que semblable action avoit fait naitre. A quoy travaillants continuellement avec une ardeur qui s'augmente de jour en jour, afin que nous puissions fidelement & avec usure de grace, conserver en tranquillité, & remettre à l'Autheur de la veritable paix qui nous a aimé jusqu'à la fin, le Troupeau qu'il a commis à nostre garde, Nous avons appris avec beaucoup de joye ce que nos bien-aimez Fils les Ministres des Princes Catholiques, dont nous sommes obligez de loüer le zele & la pieté, ont traitté sur ces choses à Paris pour la conservation du repos public; afin que toute sorte d'apprehension de troubles estant dissipée une veritable paix regne dans la Republique Chrestienne, & que nostre temps joüisse d'une heureuse concorde: c'est pourquoy ayant veu la promesse par écrit qu'ils ont faite, par laquelle ils répondent en leur nom, qu'on donnera icy toute la satisfaction convenable sur les differens des Vallées de Comacchio & du Duché de Castro, & que l'amour que nous avons toûjours eu pour ce qui est équitable & juste, nous rendra facile à accorder ce que la justice nous conseillera, & que les droites regles de la conscience nous permettront. Nous qui desirons passionnement que toutes choses en general & en particulier soient pacifiées pour le bien commun & la tranquillité publique, & qui voulons, autant qu'il est en nostre pouvoir, satisfaire à l'efficace interposition de nostre tres-cher Fils le Roy Tres-Chrestien, pour laquelle nous avons tres-grande consideration; par nostre propre mouvement, de nostre certaine science & meure déliberation, & par la plenitude de la puissance Apostolique, nous confiant entierement en vostre fidelité, prudence, & grande capacité aux affaires, nous vous nommons & deputons nostre Plenipotentiaire & du S. Siege Apostolique, pour proposer, traiter, & deuëment conclure, comme nous avons déja dit, tout ce que dessus, & toutes les autres choses qui en quelque sorte & maniere, & par quelque occasion que ce soit, regardent ledit accident, & par la teneur des Presentes, Nous vous donnons & accordons une pleine & ample faculté & puissance, de pouvoir librement & legitimement, tant à nostre nom que dudit saint Siege, negocier, traiter & conclure, toutes & chacunes les choses susdites, avec lesdits Ministres du Roy Tres-Chrestien

ANS de J. C. 1664.

& des Princes Catholiques, & avec le Roy mesme & tous les autres; & de promettre de nostre patt & dudit saint Siege, une perpetuelle & invincible observation de toutes les choses que vous aurez concluës de faire & accomplir, toutes & chacunes les susdites choses, pour & touchant ce que dessus, sans en excepter aucune, encore qu'elles fussent telles qu'il fust besoin d'en faire une expresse mention; de nous obliger & ledit S. Siege, en la meilleure forme & plus vallable maniere à les accomplir & observer, & à faire ou faire faire, & suscrire toutes sortes de traitez & d'instrumens necessaires & convenables, en quelque façon que ce soit. Ordonnons que tout ce que vous avez fait, traité, convenu, & souscrit, en vertu de ces Presentes, soit valable, ferme & efficace, le ratifions & avons pour agreable, & nous obligeons avec ledit S. Siege, à son observation perpetuelle, comme s'il avoit esté fait, traitté, promis, conclu & souscrit personnellement par nous-mesme, voulant qu'ainsi, & non autrement, que, comme il a esté dit, soit jugé & defini par toute sorte de Juges ordinaires & delleguez, mesme par les Auditeurs des Causes du Palais Apostolique, les Cardinaux de la sainte Eglise Romaine, Legats, mesme de *Latere*, nous-mesmes & nos Successeurs, & ledit S. Siege, & tout autre, quelque puissance qu'ils exercent maintenant, leur interdisant à tous & à chacun d'eux la faculté & l'authorité d'en juger & interpreter autrement, declarant nul & comme par attentat, tout ce qu'autrement aura esté fait sur ces choses par quelqu'un d'eux, de quelque authorité qu'il soit, sciemment ou par ignorance, nonobstant les Conciles Apostoliques & Universaux & Provinciaux & Synodaux, les Edits & Decrets Generaux & Particuliers, les Constitutions & Ordonnances, & autres choses contraires. Donné à Rome à saint Pierre, sous le Sceau de l'Anneau du Pescheur, le 23. Mars 1663. & de nostre Pontificat le 8.

Copie de la Lettre du Pape à Monseigneur Rasponi.

SEigneur Cesar Rasponi, vous ayant donné par nostre Bref, en datte du 23. Mars 1663. plein pouvoir & authorité de traitter & conclure avec la Majesté du Roy de France, autres Princes, & leurs Ministres, l'ajustement de tous les differens, meus à cause de l'accident notoire arrivé le 20. du mois d'Aoust 1662. que pour les pretentions des Ducs de Modene & de Parme contre nostre Chambre Apostolique. Et ayant en vertu dudit pouvoir, traitté au Pont de Beauvoisin avec le Duc de Crequy, Ambassadeur de S. M. & avec d'autres Ministres de Princes, sur plusieurs & divers points; & particulierement sur les pretentions desdits Ducs, sans avoir rien conclu: comme vous devez reprendre avec le Seigneur de Bourlemont, en cas qu'il soit muni d'un pouvoir suffisant de sadite Majesté, la mesme negociation, & la conclure particulierement sur le nouveau delay que ledit Roy desire que nous accordions au susdit Duc de Parme, de racheter le Duché de Castro, & l'Estat de Ronciglione, en la maniere que nous avons fait connoistre: c'est pourquoy de nostre propre mouvement, certaine science & pleine puissance, Nous vous confirmons le mesme pouvoir, comme nous vous l'avions accordé par le susdit Bref: Et vous le donnons de nouveau en la mesme forme & maniere contenuës dans ledit Bref, que nous tenons icy pour exprimées, comme si elles y estoient transcrites de mot à mot; mesme que nous amplifions en promettant en faveur de sa Majesté, d'accorder un nouveau delay aud. Duc de Parme, de faire le rachapt desdits Duchez & Estat aux conditions qui y sont contenuës. Voulant & ordonnant que les Presentes soient valides & suffisantes avec nostre signature; & que ce que vous traitterez & conclurez en vertu desdites Présentes, ait son plein & entier effet, nonobstant toutes Bulles & Constitutions Apostoliques, & toutes choses à ce contraires, ausquelles comme si elles estoient ici exprimées, Nous dérogeons pour cette fois seulement. Donné en nostre Palais Apostolique de Monte-Cavallo, le 2. Fevrier 1664. Signé, *ALEXANDER PAPA VII.*

ANS de J. C. 1664.

Pouvoir du Roi à Monsieur de Bourlement,

LE ROI voulant ne rien obmettre de ce qui peut estre en son pouvoir, pour conserver la Paix dans l'Italie, & donner aussi des preuves évidentes à toute la Chrestienté, que dans les apprests de guerre que sa Majesté fait, Elle ne se propose d'autre but que d'obtenir plus facilement à Rome une satisfaction convenable & proportionnée à la qualité de l'offense qu'Elle y reçût le 20. Aoust de l'année 1662. par la Milice Corse, en la personne du Sieur Duc de Crequy son Ambassadeur extraordinaire prés de nostre Saint Pere le Pape. Sadite Majesté se confiant entierement en la capacité, zele & fidelité du Sieur de Bourlemont Auditeur de Rote, luy a donné & donne plein pouvoir & authorité jusqu'au 15. du mois de Fevrier prochain inclusivement, pour en son nom traitter avec telle personne que sa Sainteté voudra nommer & munir de pouvoir suffisant, & convenir des conditions de ladite satisfaction, & conclure & signer le Traité: Promettant sadite Majesté, en foy & parole de Roi, d'avoir pour agreable, tenir ferme & stable tout ce qui sera conclu & arresté en cette affaire par ledit Sieur de Bourlemont, jusqu'au jour 15. Fevrier prochain inclusivement, d'en fournir sa ratification en la maniere & au temps qu'il sera convenu. En foy dequoy sa Majesté a signé la Presente de sa main, & à icelle fait apposer le scel de son secret. FAIT à Paris le 6. Janvier mil six cent soixante-quatre. Signé, LOUIS, & plus bas, DE LIONNE.

XXXVII.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* JEAN GEORGE II. *Electeur de Saxe, signé à Ratisbonne le* 12. *Avril* 1664. Freder. Leonard. Tom. III.

ENCORE que le Roi & Monsieur l'Electeur de Saxe, reconnoissent bien que par le Traité de Paix conclu à Munster, le 23. Octobre de l'année 1648. ils se sont obligez reciproquement avec tous les autres Princes qui sont intervenus audit Traité, de garantir & de maintenir toutes les conditions qu'il contient, & que sa Majesté & ledit Seigneur Electeur soient toûjours disposez à les observer & à les faire executer ponctuellement, sa Majesté & son Altesse Electorale aiant jugé à propos dans la constitution presente des affaires de l'Empire, de renouveller les particulieres Confederations qui ont esté d'ancienneté entre les Rois Predecesseurs de sa Majesté, & Messieurs les Electeurs de Saxe de tres glorieuse memoire, ont accordé & arresté ensemble les articles qui ensuivent.

Qu'ensuite de l'obligation portée par le Traité de Munster, à laquelle il sera satisfait de bonne foi de part & d'autre, toutes les fois que l'occasion le requerra, & en attendant que Son Altesse Electorale entre dans la Confederation qui a esté concluë entre sa Majesté, & quelques Electeurs & Princes de l'Empire, à Mayence le 15. d'Aoust de l'année 1658. & prorogée du depuis jusqu'au 15. Aoust de l'année 1667. (ainsi qu'elle a declaré & declare par la presente de vouloir faire, aprés en avoir veu, examiné & approuvé tous les articles) aux Conseils & resolutions de laquelle Confederation, Son Altesse Electorale se conformera dés à present, en tout ce qui regardera la sureté, le bien & la liberté de l'Empire.

I. Il y aura à l'avenir une intime, ferme & constante amitié, & une étroite Confederation entre sa Majesté & son Altesse Electorale, en consequence de laquelle sa Majesté s'oblige & promet en foi & parole de Roi,

ANS de J.C. 1664.

Roi, d'assister de tout son pouvoir, proteger & deffendre la Personne, les Etats, Païs & Peuples de son Altesse Electorale, toutes les fois qu'elle en sera recherchée dudit Seigneur Electeur, contre tous ceux (sans nul excepter) qui les voudroient attaquer, troubler, ou empescher dans la joüissance des droits & des avantages qui lui ont esté accordez ou confirmez par ledit Traité de Munster, aussi bien que de son autorité Electorale, & de tout ce qui lui peut & doit appartenir dans l'étenduë de ses Estats.

II. Son Altesse Electorale s'oblige aussi & promet en foi & parole de Prince, d'assister de tout son pouvoir sa Majesté, en cas qu'elle vienne à estre attaquée ou troublée par qui que ce soit (sans nul excepter) en la joüissance des Droits, Etats & Places qu'elle possede dans l'Empire, & qui lui ont esté delaissez pour estre unis & incorporez à la Couronne de France par le Traité de Munster.

III. Son Altesse Electorale s'oblige encore & promet de favoriser de tout son pouvoir, tous les desseins de sa Majesté dans l'Allemagne, lesquels ont pour but le bien & le repos de l'Empire, la conservation des droits & libertez qui appartiennent à Messieurs les Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, & l'exacte observation du Traité de Munster, pour en faire observer les conditions, empecher les contraventions & reparer celles qui y ont esté faites, selon que ledit Traité le prescrit, & qu'il est expliqué plus au long dans le Recez de l'Alliance du Rhin.

IV. S'il arrivoit que sa Majesté voulust faire lever des Allemans pour son service, ledit Seigneur Electeur permettra de faire des levées dans ses Estats, & s'oblige de plus de donner libre passage à celles qui pouroient avoir esté faites ailleurs, & de leur faire fournir des vivres en paiant au prix courant, à condition que lesdites levées vivront en bon ordre & discipline dans les Etats de sadite Altesse Electorale.

V. En cas que ledit Seigneur Electeur ait, ou qu'il lui survienne quelque different avec aucuns des Electeurs ou autres Princes de l'Empire, & sur tout avec ceux qui sont ou pourront estre dans l'Alliance de sa Majesté elle emploiera volontiers son entremise, ses bons offices & son autorité lors qu'elle en sera recherchée, tant de S. A. E. que des autres Electeurs & Princes Alliez de sa Majesté pour les faire terminer raisonnablement & à l'amiable autant qu'il lui sera possible.

VI. S. A. E. declare que les Traitez qu'elle pouroit avoir faits & faire à l'avenir, ne nuiront & ne derogeront en rien à celui qu'elle conclut aujourd'hui avec sa Majesté lequel n'a pour but que le soutien du Traité de Munster, & de tous les conseils & bonnes intentions de Messieurs les Electeurs & Princes ses Confederez.

VII. Le present Traité sera obligatoire de part & d'autre, en tous ses points, articles & clauses pendant quatre ans, à commencer de la datte d'icelui, lesquels estant expirez on demeurera libre de part & d'autre de le continuer, d'en faire un nouveau, ou de s'en dégager entierement.

Lesquels points & articles ci-dessus compris, & tout le contenu en iceux, ont été ainsi convenus & accordez & mis pareillement pour raisons mouvantes, en deux langues Françoise & Allemande, dans une mesme conformité, par le Sieur de Gravel, Conseiller du Roi en son Conseil d'Etat, Député Plenipotentiaire de S.M. à la Diette Generalle à Ratisbonne, d'une part; & le Sieur Philippes Louis, Baron de Riffenberg, President du Conseil d'Etat dudit Seigneur Electeur de Saxe & son Deputé, avec plein pouvoir de l'autre; lesquels ont promis de fournir & de délivrer reciproquement les Ratifications de S M. & de S. A. E. dans deux mois de la datte du present Traité, qu'ils ont signé de leurs propres mains, & cacheté de leurs Armes. Fait à Ratisbonne le 12. jour d'Avril l'an 1664. Signé, *ROBERTUS DE GRAVEL, Regis Christianissimi Deputatus, Plenipotentiarius. PHILIPPUS LUDOVICUS BARO IN REIFFENBERG, nomine Electoris Saxoniæ.*

XXXVIII.

ANS de J.C. 1664. L'EMPIRE ET LE TURC.

Traité de Paix entre LEOPOLD I. *Empereur d'Allemagne, &* MAHOMET IV *Empereur des Turcs, fait en* 1664. Richault. Histoire des Turcs. Tom. III. pag. 113.

I. QUe la Transsylvanie demeureroit dans ses anciennes limites, & avec ses anciens privileges, sous le commandement du Prince Michel Apaffi.

II. Que l'Empereur d'Allemagne auroit la liberté de fortifier Gutta & Nitra.

III. Que les Turcs ne feroient aucune innovation au réglement qui avoit esté fait pour les frontiéres, tant de Hongrie, que des autres Etats de l'Empereur.

IV. Qu'Apaffi payeroit six cens mille écus à la Porte, pour les frais de la guerre.

V. Que tous actes d'hostillité entre l'Empereur & le Grand Seigneur, & leurs sujets, cesseroient pour toujours.

VI. Que les deux Provinces de Zamar & de Zaboli, lesquelles l'Empereur avoit données à vie à Ragotski, retourneroient derechef à sa Majesté Impériale, sans que ni le Prince de Transsylvanie, ni le Grand-Seigneur y pussent rien prétendre,

VII. Que le fort Chasteau de Zechelhyd, qui s'estoit révolté contre l'Empereur, seroit démoli; parce que ni l'un, ni l'autre parti ne vouloit renoncer aux prétentions qu'il avoit sur une place si importante.

VIII. Que Varadin & Newhausel demeureroient aux Turcs, qui les avoient emportez par la force de leurs armes.

IX. Que pour confirmation de la paix, les deux Empereurs s'envoyeront l'un à l'autre des Ambassadeurs, avec des présens reciproques d'une mesme valeur.

XXXIX.

ANS de J.C. 1664. L'EMPIRE ET LE TURC.

(a) *Traité de Paix entre* LEOPOLD I. *Empereur d'Allemagne &* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs; fait le* 10. *Aoust* 1664. *avec l'insinuation qui en fut faite aux Etats de Hongrie, en* 1665. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 195.

(a) Il y a grande apparence, qu'il n'y eût qu'un Traité de fait entre les deux Empires an. 1664. mais comme celui-ci est assez du précédent, on a jugé à propos de mettre l'un & l'autre; sur tout puis que le précédent n'occupe pas beaucoup de place.

QUod illustrissimi, Reverendissimi, Spectabiles ac Magnifici Domini Magnates & Consiliarii Inclyti Regni Hungariæ hic in Aula suæ Cæsareæ Regiæque Majestatis ad ejusdem benignas Requisitionales comparere voluerint, Sua Cesarea Regiaque Majestas grato accipit animo.

Et siquidem in eum finem vocati fuerint, ut super negotiis dicti Inclyti Regni cum illis conferatur: Ideò pro Primo, Sua Majestas iisdem Dominis Magnatibus & Consiliariis pro notitiâ communicari jussit Articulos Pacis, in viginti annos prorogatæ, per Residentem de Reininger, vigore plenipotentiæ, post discessum Liberi Baronis de Goës ipsi relictæ, conclusos tali tenore, prouti a 5. Julii Anno MDCLXII. durante Diætâ Posoniensi deliberatum fuit, paucis tantùm exceptis, quæ ipsiusmet temporis Vicissitudo mutare fecit, prout est Articulus sextus; qui primò destructionem fortalitii penes Canisam erecti statuebat, modò autem prohibet, ut à neutra Parte fortificetur, in Favorem Suæ Majestatis & Regni, cùm aliàs jam à Turcis occupatum retineri, & præsidio muniri potuisset. Articuli autem sunt sequentis tenoris.

1. Im-

ANS de JC. 1664.

1. Impendit Sua Majestas omne possibile studium &conatum, ut ea quæ inclyto Regno proficua, & stabiliendæ Paci assecurandisque ditionibus usui fore judicata sunt, totis viribus promovarentur, utpote, certa præsidia Vyvarino opponenda, quæ Turcarum irruptiones infringant; illosque contineant.

2. Conservatio confiniorum in bono statu, & justo Præsidiorum numero, eorumque exacta solutio jam Cameræ Aulicæ demandata. Firmatum Dominium amborum Comitatuum Zathmar & Zaboleth, quos Turca Transsylvaniæ associare contendebat. Assecuratio, ne memorata Transsylvania plenariè Turcarum Dominatui subderetur, & in Gran-Veziratum transiret, indeque accessione validarum virium Turcis in Europa insupportabilis potentia accresceret.

3. Commissio data Domino Comiti à Rothal exequendæ Pacis, præsidiorum evacuandorum, si Sekelhyda demolita fuerit, quam aliàs Turcæ, speculam Varadini nominantes sibi vendicare volebant.

4. Commissio conciliandorum animorum in Transsylvania & Principis Abaffi, eidem Domino Comiti commissa, per remonstrationem Pacis ex bello tam sumptuoso, ratione illorum suscepto, potissimumque in illorum favorem & commodum conclusæ.

5. Dehortatio, ne Transsylvani quicquam admittant, aut Turcis introducere concedant, quod in præjudicium dictæ Pacis Regni Hungariæ vergere possit. Ex quibus omnibus paterna cura & indefessum studium Suæ Majestatis Cæsareæ & Regiæ pro conservatione Regni impensum luculenter apparet.

Silentio hic regitur jactura tot millium animarum Christianarum, Exustiones & Desolationes Locorum, aliaque damna, quibus hostem, tàm numeroso Equitatu prævalentem, prohibere penitùs impossible fuisset, quæ omnia autem per sæpius repetitam Pacem præcaveri potuerunt. Hæc igitur erant, quæ Sua Majestas sæpius memoratis Dominis Magnatibus & Consiliariis Regni voluit communicari, quatenus hic conjunctim & simul deliberetur, si quæ ulterius ad stabiliendam Pacem & assecurandum inde Regnum utilia & necessaria occurrerent.

Et si quidem in re tam ardua Populus, Statùs publici ignarus, diversas & sæpius sinistras interpretationes sibi concipit, palamque spargit, ideò Majestas benignè confidit, Dominos Magnates & Consiliarios Regni haud defuturos, quin ejusmodi impressiones, ac si Pax tam nociva & execrabilis, tollantur, & è contra remonstretur, illam magis in Regni incrementum, quàm derogamen redundare; quod facilè erit, si non ex privato, sed totius Europæ statu argumenta desumantur, nempè, à subsidiis non adeò firmis & concordibus, sicut passim extolluntur, sed prout experientia docuit, non parum confusis, & quamvis per præsentiam Cæsaris Ratisbonnæ urgebantur, adeò tardis, pro futuro autem campiductu omninò incertis. Item, à Regnis & Provinciis Suæ Majestatis exhaustis, ab ipso Regno, Belli tam funesti Theatro, & sub tanto onere penitus succumbente, &c. Quod inclytum Regnum contrà in pristinum florem & tranquillitatem exsurget, si, uti dictum est, prædia & munimenta valida hosti opponantur, quæ illum coërceant, ne ulterius serpere, & damnum inferre possit. Eumque tranquillum statum haud parum promovebit, si hostis, potentiâ ferox, consuetis excursionibus non irritatus fuerit, neque ad hostilitates cum damnis plerumque decuplo majoribus in miseros Christianos exercendas provocetur, quod etiam novam rupturam, & multò magis exitiosam causare posset.

Cùm per proximos motus, in Transsylvania suscitatos, tàm graves controversiæ eruperint, ut apertum bellum ante annum exortum sit, ideo, ut alma Pax in solatium & tranquillitatem afflictæ plebis denuò engeretur, per utriusque partis Plenipotentiarios, ex parte quidem Serenissimi ac Potentissimi Romanorum Imperatoris, per ejusdem Consiliarium, & Portâ Ottomannicâ Residentem, Dominum Simonem Reininger; ex parte verò Serenissimi & Potentissimi Turcarum Imperatoris, per ejusdem Supremum Vezirium, & Supremum Generalem, Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Achmet Bassam, ad Ratificationem tamen utriusque Imperatoris, sequentes Articuli conditi sunt ac stabiliti.

ANS de J. C. 1664.

I. Ut Civitates & Arces in Transsylvaniâ, milite Cæsareo munitæ, Principi & Statibus Transsylvaniæ restituantur, prius tamen utriusque Partis exercitus uno eodemque tempore è dictâ Transsylvaniâ exeat, atque memorata loca, cæteraque omnia in antiquo tranquillo statu permaneant. Et siquidem Principatum vacare contigerit, ut Status Transsylvaniæ, secundùm illorum antiquos Imperiales Capitulationes, liberè Principem eligere possint, & fruantur omnimodè antiquâ libertate, prærogativis & jurisdictionibus.

II. Ut duo Comitatus Sacræ Cæsareæ Majestatis; Zathmar & Zabolo, prout etiam cæteri Comitatus Regni & Provinciæ Suæ Majestatis, cum suis Statibus, Subditis, Civitatibus, Arcibus, Palanciis & Pagis, cæterisque omnibus appertinentiis, in specie, liberis Haydonibus ad Suam Majestatem ab antiquo spectantibus, cum illorum Oppidis & Castellis, nullo modo, & sub nullo penitus prætextu molestentur à Turcis, vel ipsismet Transsylvanis, sive ab illorum Principe, aut à quovis alio prætensionibus, tributis aut contributionibus sublatâ omni tali pretensione, si quæ hactenus fuit, & imposterum nihil amplius petatur.

III. Si Munimenta Sacræ Cæsareæ Majestati pro securitate suarum Ditionum, de more, in aliis confinibus hactenus observato, extrui videretur; Civitates quoque & Arces, in dictis duobus Comitatibus, & illis limitibus existentes; in specie verò Zathmar, Zabolet, Kalo, Etschet, & si quæ alia plura, pro lubitu, munienda viderentur, nulli tamen formales Exercitus cum Generalibus introducantur: quod simili modo in confinibus Turcicis & Transsylvanicis observandum. Castellum verò Szekilhyd, ad præcavenda mala, quæ utriusque partis Ditionibus inde evenire possent, cum Fortificationibus destruatur, & solo adæquetur, ita ut neutri parti, nec cuiquam alii licitum sit, illud ullo sub prætextu rursus exstruere, fortificare, aut milite muniri.

IV. Ut Filius Ragoczy, Filius Joannis Kemenii, aut alius ex superiori Hungariâ, cohibeantur, ne cum copiis auxiliaribus in Transsylvaniam irruant, & novos motus suscitent; Quod vicissim à parte Turcarum & Transsylvanorum erga Ditiones & Comitatus Sacr. Maj. Cæs. observetur.

V. Ut non sit licitum, receptaculum & fomentum dare malis hominibus, aut inimicis utriusque Cæsaris.

VI. Ut fortalitium prope Canisam, occasione dictorum motuum erectum, neutri parti reædificare, aut præsidio munire liceat.

VII. Ut omnes, qui in supra-memoratis motibus Transsylvanicis utrique parti succurrendo adhæserunt suis bonis, juribus & honoribus restituantur, neque idcircò molestentur: Sint tamen obedientes illorum Principibus nec causent damna in illâ Provinciâ.

VIII. Ut liceat Sacr. Maj. Cæs. circa Vagum & Guttam, trans Vagum sitam ad defensionem Ditionum suarum novum fortalitium erigere.

IX Nullæ penitus post hac tàm ex una quàm ex altera parte hostilitates & excursiones committantur; contra facientes severè puniantur. Ut denique utriusque partis miles in freno & disciplina teneantur, revocentur ex utraque parte Exercitus in confinibus Hungariæ & Transsylvaniæ, & non revertantur, quatenus afflicta Plebs in perfecta tranquillitate vivere possit.

X. Pro majori stabilimento Pacis & bonæ amicitiæ inter ambos Potentissimos Imperatores, conclusum est, ut hæc alma Pax, DEO favente, à Dato præsenti per viginti annos durare debeat, quæ post quatuor Menses,

ANS de J. C. 1664.

ses, in solatium & publicum gaudium, per solennes Legationes Diplomate solenniter confirmabitur; Et afferet Romani Imperatoris Legatus, in signum amicitiæ, spontaneum munus, valoris ducentorum millium florenorum, ita ut ex parte Portæ Ottomannicæ simili modo per solennem Legationem cum condignis & condecentibus muneribus correspondeatur, Et fiet permutatio Legatorum, juxta morem hactenus observatum, in loco & modo consueto. Cæteri Articuli Capitulationum, qui à tempore Pacis in Sitvatorek per posteriores Capitulationes expressè non correcti aut immutati sunt, omnes in suo vigore permaneant.

Super his decem Articulis duo ejusdem tenoris Instrumenta Pacis Idiomate Latino & Turcico confecta, atque à dictis Plenipotentiariis interim subscripta, sigillis corroborata, & juxta consuetudinem permutata sunt, ita ut Latinum in manibus dicti Illustr. Excellentissimi Domini Supremi Vezisi manserit; Turcicum verò dicto Domino Residenti traditum, & ad Aulam Cæsaream transmissum sit.

Actum in Castris Turcicis apud Vasvarum, Decima Mensis Augusti, Anno MDCLXIV.

ANS de J. C. 1664.

XL.

ANS de J.C. 1664.

L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

Réglement fait entre L'ESPAGNE, *& les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, touchant les limites des Pays, qu'ils possédent en Flandres. Fait à Bruxelles, le* 20. *Septembre*, 1664. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XI. pag. 623.

ALsoo by het *derde* artijckel van Tractaet van Vrede, beslooren den *dertichsten* January *sestienhondert achs en veertich* binnen de Stadt van *Munster* in Westphalen, tusschen den Heere Koning van Hispangien ter eenre, ende de Heeren Staten Generael van de Vereenighde Nederlantsche Provincien, ter andere zyde, veraccordeert ende geconditioneert was, dat een ygelijck soude behouden, ende dadelijck gebruycken, de Landtschappen, Steden, Plaetsen, Landen, ende Heerlijckheden, die hy doenmals hielt, ende besat, sonder daerinne ghetroubleert ofte belet te worden, directelijck noch indirectelijck in wat manieren dat het ware, daer onder men verstont te begrypen de Vlecken, Dorpen, Gehuchten, ende platte landen daer van dependerende; Ende oock by het selve Tractaet geseyt is dat de *limitem in Vlaenderen* ende elders, souden gereguleert worden, in soodaniger voegen, als men bevinden soude dat sy gehooren, onder het ressort van d'een of d'andere zyde, waer op men soude verwachten, ende souden gereguleert worden, de informatien, om te seiner tijdt de gemelte limiten te reguleeren ende over den sin ende interpretatie van de voorschreve *twee* articulen, oock over het accomplissement van de selve, noopende het voorseyde *Reglement van de Limiten in Vlaenderen*, dispuyte ende different onstaen is, tusschen den boven gemelte Heere Coning van Hispangien ende de boven gemelde Heeren Staten Generael: Ende wy ondergeschreve Gedeputeerden by onse respective procuratien ende volmachten de een van date den *twee en twingtichsten* Juny en d'andere van den *vierden* July des jaers *sestienhondert vier en sestich* ons vinden gelast ende geauthoriseert om over de voorschreve dispuyte ende differenten te concerteren en de selve te accommoderen, te adjusteren en by te leggen; So ist, dat wy na verscheyde Conferentien over 't werck van de voorsz. Limiten gehouden, om de selve op een vasten ende sekeren voet te reguleren, en also te raeken tot een finael accommodement, so seer gedesireert ende so nootsaeckelijck aen wedersyden, daer over syn verdragen ende geconvenieert in der navolgende maniere.

Eerstelijck, dat om een aenvangh van dat Reglement van de Limiten te maeken van de zyde van de Stadt van *Sluys* de Riviere ghenaemt het *Swyn* van het Noorden, ofte uyt de Zee oploopende nae het Zuyden tusschen de voorschreve Stadt ende de twee Forten ghenaemt de *Passen*, ende van daer vallende in de Creecke, de welcke genoemt wort het Lapschuerte gat, ende van daer noch opwaerts loopende tot aen seeckere insnydinge van een kleyne grachte op de Caerte geteeckent met de letter *A*, ende van daer met een dwerse linie getrocken tot aen de hoeck van de Sydelingsdijck ter plaetse

XL.

ANS de J. C. 1664.

L'ESPAGNE ET LES PROVINCES UNIES.

Traduction de ce Traité.

COmme par les Articles du Traitté de Paix, conclu le trentième Janvier mil six cens quarante huit dans la Ville de Munster en Westphalie, entre le Seigneur Roy d'Espagne, d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas d'autre part, il a été accordé & convenu qu'un chacun retiendroit & jouiroit effectivement, des Provinces, Villes, Places, Païs & Seigneuries qu'il tenoit pour lors, & possedoit, sans y être troublé & empêché, directement ou indirectement en quelque maniere que ce fut, sous quoy on entendoit être compris les Bourgs, Villages, Hameaux & plat Païs en dependans; Et qu'il est dit aussi par ledit Traitté que les Limites en Flandres & ailleurs seroient reglées en telle maniere qu'il seroit jugé apartenir sous le ressort d'une ou d'autre part, surquoi on devoit entendre & regler les informations, pour en son tems être lesdittes Limites reglées, & que sur le sens & interpretation des susdits deux articles, comme aussi sur l'accomplissement d'iceux concernant le susdit reglement des limites de Flandres il seroit arrivé dispute & different entre le susdit Seigneur Roi d'Espagne, & les susdits Seigneurs Etats Generaux, & que nous Deputez soussignez, par nos respectives procurations & plein pouvoirs, l'un en datte du vingt deuxième Juin, & l'autre du quatrième Juillet de l'année mil six cent soixante quatre, nous nous trouvons chargez & authorisez de concerter sur lesdittes disputes & differens, & de les ajuster, accommoder & assoupir, aprés diverses Conferences tenues au sujet des susdittes Limites pour les regler sur un bon & ferme pied, & ainsi parvenir à un accommodement final, tant desiré & si necessaire de part & d'autre, il a eté accordé & convenu en la maniere suivante.

I. Premierement, Que pour commencement de reglement des Limites à faire du côté de la Ville de l'Ecluse la riviére apellée le Swyn *du Nord, au courant de la Mer vers le Sud entre la susditte Ville & les deux forts appellez des* Passen *& de la tombant dans la Creeke que l'on nomme le trou de Lapschuert, & de la courant encore par en haut jusques à une certaine coupure d'un petit fossé marquée sur la carte de la Lettre* A. *& de la en tirant par une ligne traversale jusques au coin Sydelingdick au lieu marqué de la Lettre* B *de ce coté la, fera la premiére repartition des limites, en sorte*

ANS de J.C. 1664.

plaetſe geteekent met de letter *B* van dier ſyde ſal maecken de eerſte ſeparatie van de Limiten, in diervoegen, dat (ter ſyden geſtelt alle andere conſideratien van eenige andete reſſorten, Juriſdictie, Contributie, appendentie of dependentie, hoedanig oock de ſelve ſouden mogen weſen) alle het geene gevonden wort aen de Weſtzyde van de voorſchreve Revier, ende van de Creecke van *Lapſchuer*, ende ten zuyden van de voorſchreve dwers Linie in volkomen Souverainiteyt ſal blyven aen den Heere Coning van Hiſpangien, ende alle het geene ghevonden wort aen de andere ſyde ten Ooſten ende ten Noorden in volkomen Souverainiteyt aen de Heeren Staten Generael, wel verſtaende dat de voorſchreve Forten genaemt de *Paſſen* ende *Sint Anna ter Muyden* gelegen aen de Weſtzyde, oock ſullen blyven aen de Heeren Staten Generael tot op ſeekere diſtantie aen de eene ſyde afgetrocken uyt midden van de linie de welcke van het groote *Pas* loopt tot op Fort van *Sinté Donaes*; ende van de andere zyde uyt het midden van de linie, de welcke van het kleyne *Pas* loopt tot op het Fort *Sint Iſabella* tot op ſeeckeren punt gemarqueert met de letter *C*.

Ten *tweden*, dat van die letter *B* af de voorſchreve Zuydelinſdijck ſal gevolcht worden ende voor Limite ſtrecken tot aen de inſnydinge van ſeeckere kleyne gracht gemarqueert met de letter *E*, in voegen dat alles wat gevonden wort aen de Zuydtzyde van de voorſchreve Zuydelingsdyck, ende aen de Ooſt-zyde van voorſz nedergaende Linie ſal blyven aen den Heer Koning van Hiſpangien, en wat gevonden wort ten Noorden van de voorſz dijck ende ten Weſten van de voorſchreve oedergaende linie, ſal blyven aen de Heeren Staten Generael.

Ten *derden*, dat de Soetelaers Creecke, begin genomen van dien hoeck geteekent met de letter *E* voorts ſal gevolcht worden tot de plaetſe geteeckent met de letter *F*, ende dat van daer een linie ſal getrocken worden eerſt tot ten hoeck van den *Jonckvrouwen Polder* geteeckent met de letter *G*, ende van daer weder tot aen de andere ſyde van dien ſelven Polder geteeckent met de letter *H*, ende dat men ſoo voorts vervolgende den Dijck van den *Klaren Polder* ſal loopen tot aen de Haven van *Bouckhoute* ter plaetſe gheteeckent met de letter *I*, Invoegen dat alles wat ſich vint ten Zuyden van de voorſchreve Linien, ende van de Soetelaers Kreecke, ſal blyven aen den Heere Koning van *Hiſpangien*, ende alles wat ghevonden wort aen de Noortzyde ſal blyven aen de Heeren Staten Generael.

Ten *vierden*, dat van de punt van den voorſchreve dijck van de *Klaren Polder*, ter plaetſe geteeckent *L* ſullen gevolcht worden de dijcken van de *Philippinen Polder*, ende van den Polder van *Sinte Pieter* tot op den hoeck van de lange Straet, gelegen in die Polder van *Sinte Albert*, ende dat die Straet ſal gevolcht worden tot aen de renconter van die newſtraet, ende dat men die nieuwe ſtraet voorts door den voorſchreve Polder opwaerts ſal volgen tot aen de grooten Santdijck ter plaetſe geteeckent met de letter *M*, ende dat men van daer voorts opwaerts ſal gaen tot aen de letter *N*, ende van daer op het Fort *Sinte Pieter*; invoegen dat alles wat aen die Zuydt ende Weſtzyde van de voorſchreve Dijcken ende Linien gevonden wort ſal loopen, ſal blyven aen den Heer Cooningh van *Hiſpangien*, ende de Polders ende Landen begrepen in die ſyden van het Noorden ende Ooſten van de voorſchreve Linie ende Dijcken ſullen blyven aen die Heeren Staten Generael.

Ten *vijfden*, Dat men met het Fort *Sinte Pieter* den dijck ſal volgen tot op den hoeck van de Polder van *Sinte Eloy* gheteeckent met de letter *O*, ende dat die Polder van *Sinte Eloy* in 't geheel blyvende aen den Coning van *Spangien*, den voorſchreve Dijck weder ſal hervat worden ter plaetſe geteeckent met de letter *P*, ende dat dien ſelven Dijck alſoo

que, miſes à part toutes autres conſiderations de quelques autres reſſorts, Juriſdictions, contributions, appendances, & dependances quelles qu'elles puiſſent être) tout ce qui ſe trouve du côté du couchant de la ſuſdite Riviere & de Kreecke de Lapſchuer & au midi de la ſuſdite Ligne tranſverſale demeurera, en toute Souveraineté au Seigneur Roi d'Eſpagne; Et tout ce qui ſe trouve de l'autre côté vers l'Orient & vers le Nord en toute Souveraineté aux Seigneurs Etats Generaux; bien entendu, que les ſuſdits Forts appellés les Pas & Sainte Anne à Muyde ſituez du côté du couchant demeureront auſſi auſdits Seigneurs Etats Generaux, juſques à une certaine diſtance tirée d'un côté du milieu de la ligne qui regne depuis le grand Pas *juſques au Fort de St. Dona, & d'autre côté du milieu de la ligne qui regne depuis le petit* Pas *juſques au Fort ſainte Iſabelle à un certain point marqué de la Lettre* C.

II. Secondement que depuis la Lettre B. *la ſuſdite digue de Suydelin continuera & s'étendra pour limite juſques à la coupure de certain petit foſſé marqué de la Lettre* E. *en ſorte que tout ce qui ſe trouvera du côté du Midi de la ſuſdite Digue de Zuydelin & au côté de l'Orient de la ſuſdite ligne tirant en bas demeurera au Seigneur Roi d'Eſpagne; Et ce qui ſe trouvera du côté du* Nord *de la ſuſdite digue, & au couchant de la ſuſdite ligne tirant en bas, demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.*

III. En troiſiéme lieu que Soetelaers Creeke commençant du coin marqué de la Lettre E. *ſera continué juſques au lieu marqué de la Lettre* F, *& que de là il ſera tiré une Ligne premierement juſques au coin de Jonckvrouwen Polder, marqué de la Lettre* G; *& derechef de là juſques à l'autre côté du même Polder marqué de la Lettre* H. *& ainſi continuant le long de la digue de klaren Polder on ira juſques au Havre de Bouckhoute, au lieu marqué de la Lettre* I. *en ſorte que tout ce qui ſe trouvera au Midi de la ſuſdite Ligne & du Soetelaer Kreecke, demeurera au Seigneur Roi d'Eſpagne, & tout ce qui ſe trouvera du côté du Septentrion demeurera aux Seigneurs Etats Generaux.*

IV. En quatriéme lieu que du point de la ſuſdite digue de Klaren Polder à l'endroit marqué L. *on continuera les digues, de Philippine Polder, & du Polder de Pierre juſques au coin du Lang Straat ſituées au Polder de Saint Albert, & que ce chemin ſera ſuivi juſques à la rencontre du Niewſtraat; & que l'on continuera en outre ce Niewestraat en remontant par le ſuſdit Polder juſques au grand Santdyk à l'endroit marqué de la lettre* M. *& que de là l'on ira en remontant juſques à la Lettre* N. *& de là juſques au Fort Saint Pierre, en ſorte que tout ce qui ſera au côté du Midi & du couchant des ſuſdites digues & lignes demeurera au Seigneur Roy d'Eſpagne, & les Polders & Terres qui ſeront du côté du Septentrion & de l'Orient des ſuſdites ligne & digue demeurera aux Seigneurs Etats Généraux.*

V. En cinquiéme lieu que du Fort Saint Pierre on ſuivra la digue juſques au coin du Polder de Saint Eloy marqué de la lettre O. *Et que ce Polder de Saint Eloy demeurant entierement au Roi d'Eſpagne on reprendra la ſuſdite digue au Lieu marqué de la Lettre* P. *& ſuivant ainſi ladite digue comme l'Axel Ambacht en eſt couvert, la* ſuſ-

ANS de J.C. 1664. alsoo gevolcht wordende gelijck als het *Axel-Ambacht* daer van gedeckt wort, den selven dijck of die Linie sal gevolcht worden tot op het eynde van de Heerlijckheyt van *Sinte Jansteen* ten plaetse geteeckent met de letter *Q*, blyvende al langhs henen de Territoiren van *Axel-Ambacht* ende van *Hulster-Ambacht*, in voegen dat alles was ten Zuyden ende ten Westen is met de Polder van *Sint Eloy* sal blyven aen den Heere Coning van *Spangien*. Ende alles was ten Noorden van de voorschreve dijck ende linie is met de voorschreve Heerlijckheyt van *Sint Iansteen* sal blyven aen de Heeren Staten Generael.

Eyndelijck, dat van die plaetse geteeckent met de letter *Q* gevolcht sal worden die linie, de welcke het lant van *Hulst* separeren van het lant van *Waes* ende van het dorp van *Hieldrecht* tot op het eynde van het lant van *Lastingen*, geteeckent met de letter *S* op de kant van de Reviere de *Schelde*; Invoegen dat het voorsz geheele Dorp vao *Kieldrecht* met syn Toorn ofte Kercke, gelijck mede het lant van den *Doel* ende van *Kretenisse* ende generalijck alle het lant leggende aen de Zuyt ende Zuyt-Oost-zyde van de voorschreve Linie, uytgesondert het Fort van *Spinola*, sal blyven aen den Heere Coning van *Spangnien*; ende wat ghevonden wort aen de Noort ende Noort-Westzyde met het voorschreve Fort van *Spinola*, sal blyven aen de Heeren Staten Generael, gelijck mede het Fort van *Lieffkenshoeck* met *hondert en vijftich* Roeden root omme het selve aen de lantzyde.

Ende dat daer mede die voorschreve Limiten eens voor al in die Provincie van *Vlaenderen* sullen syn ende blyven gereguleert van *Sluys* af ende van de Forten daer rondomme tot aen de *Schelde* langs henen alle de Frontieren.

Ende hebben wy ondergeschreven goetgevonden oock by desen vast te stellen dat alle *injurien*, *offensien ende schaden* de welcke sedert het sluyten van de voorschreve vrede tot desen dach ter sake van dese Limiten noch ongereguleert, so in 't generael als in 't particulier soude mogen gegeven, gedaen ofte geleden zyn, sullen syn ende blyven buyten alle recherche ende gecompenseert van wederzyden., ende de processen voor eenige subalterne Rechters, of voor de Souveraine Collegien, ofte hoven geintenteert ter saecke van eenige Goederen, de welcke by dit accoort worden verclaert te blyven onder de eene of de andere souverainiteyt, sullen worden gerenvoyeert aen de Rechters van die plaetsen de welcke ingevolgt van dese Transactie sullen bevonden worden competent te zijn.

Is van gelijcken oock verdragen dat de tegenwoordige separatie van de Souverainiteyt geene prejudicie sal geven aen de Heeren Vasaller, de welcke door de selve van Meesters sullen komen te verandereo, maer sullen de selve van wederzyden by alle soodanighe haere Rechren, Hoogheeden, Preeminentien, Jurisdictien, exemptien; Vryheden ende Immuniteyten ghemainteneert worden, als sy inghevolge van haere Titulen, Documenten, of oude possessien sullen konnen bewey-sen hier voormaels hun te hebben gecompeteert: Ende specialijck sal den Heere van *Sint Iansteen* in soodane exercitie van syne Jurisdictie ende van de hooge, middelbare, ende lage Justice, oock het voorschreve Dorp in sodane hare vryheden gemainteneert worden, als aen de selve nae rechten competeren.

De verkopingen, ende gagementen, ende alienatien, de welcke van den eenen ofte den anderen Souverain tot nu toe mogen gedaen zyn, sullen blyven in hare kracht ende vigeur.

De Heeren Coning ende Staten Generael sullen oock blyven behouden alle sodane Rechten van Tollen ende anders, als sy respectivelijck ghewoon syn te heffen, in de plaetse de welcke blyven sonder haer ressort sonder dat de jegenwoordige separatie daer aen eenige veranderinge sal toebrengen.

Is oock

susdite digue, ou ligne sera continuée jusques au bout de la Seigneurie de Saint Jean Steen à l'endroit marqué de la Lettre Q. demeurant le long des Territoires d'Axel Ambacht & de Hulster Ambacht, en sorte que tout ce qui est du côté de Midi & du Sud-Oüest avec le Polder de St. Eloy demeurera au Seigneur Roi d'Espagne; Et tout ce qui est au Nord de la susdite digue ou ligne, avec la susdite Seigneurie de Saint Jan Steen demeurera aux Seigneurs Etats Generaux. ANS de J.C. 1664.

Enfin que de l'endroit marqué de la Lettre Q. on suivra les lignes qui separent le Pais de Hulst de celui de Waes, & du Village de Hieldrecht jusques au bout du Pais de Lastingen, marqué de la Lettre S. sur le bord de la riviere de l'Escaut; En sorte que tout le susdit Village de Kieldrecht, avec son clocher ou Eglise, comme aussi le Pais de Doel & de Kretenisse, & Generalement tout le Pais situé au Sud & Sud-Est de la susdite ligne, excepté le Fort de Spinola demeurera au Seigneur Roi d'Espagne; Et tout ce qui se trouvera, au Nord-Oüest avec le susdit Fort de Spinola demeurera aux Seigneurs Etats Generaux, comme aussi le Fort de Lieffkenhoeck, avec cent cinquante verges à l'environ d'icelui du côté des Terres.

Et que par ce moyen les susdittes limites, seront & demeureront une fois pour toutes, reglées dans la Province de Flandres depuis l'Ecluse & les Forts és environs de là jusque à l'Escaut, le long de toutes les Frontieres.

Et avons aussi, nous soussignez trouvé à propos d'ordonner par ces presentes, que toutes les Injures, offences, & dommage, qui depuis la conclusion du susdit Traité de Paix jusques à ce jour ont été faits ou soufert à l'occasion des susdits limites non reglées, tant en général qu'en particulier, seront & demeureront exempts de toute recherche, & compensés de part & d'autre, & que les procez intentez, par devant quelques juges subalternes, ou par devant les Colleges ou Cours Souveraines à l'occasion de quelques biens, qui par cet accord sont declarez demeurer à l'un ou l'autre des Souverains, seront renvoyez aux juges des Lieux, qui en consequence de cette Transaction seront trouvez competens.

A pareillement été convenu que la presente separation de la Souveraineté, ne portera aucun prejudice aux Seigneurs Vassaux qui par icelle viendront à changer de Maîtres, mais seront de part & d'autre maintenus dans tous & tels droits, souverainetez, Préeminences, Jurisdiction, exemptions, Libertez, & Immunitez qu'ils montreront par leur titres, documents ou ancienne possession leur avoir apartenu ci-devant; Et specialement le Seigneur de Saint Jansteen, comme semblablement le susdit Village seront maintenus dans l'exercice de leur Jurisdiction, & de haute moyenne & basse justice, & dans telles leurs Libertez, qu'il leur apartient de droit.

Toutes les ventes, engagements & alienations qui peuvent avoir été faits par l'un ou l'autre souverain jusques à present, demeureront en leur force & vigueur.

Lesdits Seigneurs Roi d'Espagne & Etats Generaux demeureront dans tous & tels droits de péage & autres, qu'ils sont accoutumez reciproquement de lever, dans les lieux qui demeurent sous leur ressort, sans que la presente separation puisse aporter aucun changement.

Aussi

ANS de J. C. 1664.

Is oock expresselijk geconvenieert, geaccordeert ende verdragen, dat alle en een jegelijck van des Heeren Coninglijcke Onderdanen de welcke by middel van dese Transactie met haere goederen sullen comen te vallen onder de Souverainiteyt van de Heeren Staten Generael, de selve goederen sullen mogen Regeeren ende Gouverneeren selfs, oock vercoopen ende vervreemden soodanich als het haer sal goetduncken, niet tegenstaende eenige ordonnantien ter contrarie sonder oock beswaert te mogen worden met den *vijfsigsten* penningh, of andere belastingen ten respective van de voorschreeve vercoopingen, alienatien, ofte Successien, hoedanig die oock souden mogen zyn, mits dat de selve geschieden voor de expiratie van de twee eerste Jaaren nae die Ratificatie van het teegenwoordige verdrach.

Soo verklaeren wy Gedeputeerden oock van wedersyden ende ter goeder trouwe, dat wy uyt den name ende ten behoeve van gemelde Coning ende van de meer ghemelde Heere Staten Generael annemen respectivelijck ende absolutelijck de voorschreve Limiten in haer geheel, ende een ydere partye van de selve advoüeren ende erkennen oock het voorschreve Reglement, soo als het hier vor by specificatie ende *Par le menu* ist ter nedergestelt, sonder eenige reserve van abuys, van erreur, van andere exceptie hoedanich de selve soude mogen wesen, consenteren daer en boven, dat 't regenwoordige accort ende dese Transactie van wedersyden sullen gehouden worden als een gedelte ende dependentie van het Tractaet van Vreede, in het begin van dit Instrument vermelt, ende dat ingevolge van dien de pointen daer inne begrepen onverbreeckelijck sullen geobserveert ende geexcuteert worden op de selve maniere gelijck of sy van woort tot woort in het voorschreve Tractaet van Vrede begrepen waren.

Ende sal het regenwoordichste *Reglement* ende verdrag by de gemelte Heeren Coning ende Staten Generael geratificeert ende geapprobeert worden; Ende sullen van wederzyts de brieven van Ratificatie van de eene aen de andere worden overgelevert in goede ende behoorlijcke forme binnen den tijd van *drie* of *vier* Maenden.

Tot verseeckerheyt van dien syn hier van gemaeckt twee eens luydende Instrumenten, ende hebben wy ondergeschreve Gedeputeerden van den voornoemde Heere Coning het tegenwoordigh onderteeckent met onse handen, ende besegelt met het Zegel van onse Wapenen ende hebben die extradictie daer van ghedaen aen de Gedeputeerden van de voorschreve Heeren Staten Generael. In de Stadt van *Brussel* den *twintichsten* van de Maent van September des jaers *sestienhendert vier en festich*. Was onderteeckent.

(L. S.) *A. Colins.*
(L. S.) *T B Della faille.*
(L. S.) *Van den Wouwen.*
(L. S.) *Maes.*
(L. S.) *Bloudel.*

ANS de J. C. 1664.

Il est aussi expressement convenu & accordé que tous & un chacun des Suiets du Seigneur Roi, à qui par le moyen de cette transaction, il echoira d'être avec leurs biens sous la Souveraineté des Seigneurs Etats Generaux, ils pourront les administrer par eux mêmes, ou les vendre & aliener comme bon leur semblera, nonobstant toute ordonnance au contraire, sans même pouvoir être chargez du cinquantiéme denier, ou autres charges, à cause des susdites vente, alienation, ou succession quelles qu'elles puissent être, pourveu qu'elles se fassent avant l'Expiration des deux premieres années, aprés la ratification du susdit Traité.

Item nous declarons nous deputez de part & d'autre, & de bonne foi qu'au nom, & au proffit du susdit Seigneur Roy & des susdits Seigneurs Etats Generaux, acceptons respectivement & absolument les susdites limites en leur entier, & avouons, & aprouvons en chaque partie d'icelles, le susdit reglement, comme il est ici deduit & specifié par le mênu, sans aucune reserve d'abus, d'erreur ou autres exceptions, quelles qu'elles puissent être, consentons de plus que ce present accord & transaction seront reputées de part & d'autre faire partie & dependance du Traité de Paix mentionne au commencement de ces presentes, & qu'en consequence d'iceluy les points y compris seront inviolablement observez & executez en la même maniere, que s'ils étoient inserez mot pour mot dans ledit Traité de Paix.

Et sera le present reglement & accord ratifié & aprouve par les susdits Seigneurs Roi & Etats Generaux, & en seront de part & d'autre les Lettres de Ratification échangées en bonne & deuë forme dans le tems de trois ou quatre mois.

Pour sureté dequoi ont été des presentes faite deux instrumens conformes, & avons nous Deputez du susdit Seigneur Roi, soussignez signé ces presentes de nos mains & scellés du sceau de nos Armes, & en avons fait l'extradition aux Deputez des susdits Seigneurs Etats Generaux; dans la Ville de Bruxelles le 20. de Septemb. mil six cens soixante & quatre, Etoit signé.

(L. S.) *A Colins,*
(L. S.) *T. B. della Faille.*
(L. S.) *Van den Wouwen.*
(L. S.) *Maes.*
(L. S.) *Blondel.*

XLI.

ANS de J. C. 1664.

FRANCE ET BRANDEBOURG.

Projet d'un Traité d'Alliance entre LOUIS XIV. *Roi de France &* FREDERIC GUILLAUME *Marquis de Brandebourg dressé en 1664. & perfectionné dans la suite, comme nous l'aprenons* d'Aitzema, *qui nous fournit ce Traité.* Affaires d'Etat, & de Guerre. Tom. XI. pag. 669.

NOtum testatumque sit quorum interest universis & singulis quod cum in fœdere inter Christianissimum *Galliarum* & *Navarræ* regem ac Sereniss. Dominum D. *Fridericum Wilhelmum* Marchionem *Brandenburgensem* S. Rom. Imp. Archicamerarium & principem electorem (tot. tit.) pro stabilienda firma amicitia & unione asserendaque certius Monasteriensi & Osnabrugensi pace Regio-monti Borussorum die 24. Feb. 1656. inito inter alia articl. de ejusdem prorogatione facienda cautum statutumque sit: sua Serenitas El. non minus dicti fœderis legibus satisfacere, quàm S. Reg. Maj. testatum reddere cupiens, nihil sibi ejusdem amicitiæ & conservandæ pacis studio prius esse aut antiquius, neque quidquam eorum se velle prætermittere, quæ ad hunc finem conducere queant, Christoforum Gasparum L. B. *de Blumenthal* (tit.) mittendum duxerit ad Aulam S. R. Maj. speciali mandato omnimodaque facul-

facultate instructum ad tractandam, concludendam, firmandamque dicti fœderis prorogationem, prout id utrinque tam sacræ Christianissimæ Majestatis quam Ser. El. rebus statuique utile, conveniensque fuerit, suaque Regia Majest. Ser. suæ El. institutum benevoli animi assensu exceptum pacis Zelo studioque promovendum censuerit & suo nomine E. D. de *Lionne* (tit.) deputarit, qui habitis colloquiis rei hujus ultro citroque expensis ac trutinatis rationibus, vigore mandatorum utrinque commutatorum, in renovationem sequentium socialis defensivi fœderis capitum convenerunt.

ARTICULUS I.

MAneat deinceps firmum, strictum, ac inviolabile fœdus, societas & amicitia inter *Christianissimum* Galliarum & Navarræ Regem ab una, & Ser. Principem ac D. D. *Fredericum Wilhelmum* Electorem Brandenborgensem ab altera partibus, pro communi defensione statuum, ditionum, terrarum, Arcium, locorumque quorumvis, quæ utraque pars in Imperio Romano possidet, vel ad quæcunque in eodem jus aliquod habeat, sive titulo successionis ab antecessoribus, vel ex cessionibus factis per prædicta instrumenta pacis tam Monasteriensis quam Osnabrugensis.

2. Vigore hujusque fœderis, si forte contingat ut Ser. sua Elect. ab aliquo principe, *vel Rep.* quocunque eodem nomine censeatur, infestetur vel oppugnetur, vel turbetur in dictis ditionibus, indeque dependentibus, ac Ser. suæ Elect. competentibus, juribus, terris, Arcibus locisve suis in Imperio Romano sitis, sua *Christianissima* Majest. bonâ fide spondet, promittitque se eidem intra spatium *duorum mensium*, à die notificationis, suppetias laturam exercitu *mille ducentorum Equitum & quinque millium* peditum, tormentisque levioribus, campestribus bellicis prædicto numero peditum equitumque convenientibus quo usque sua Ser. Elect. iisdem opus habuerit, *non obstante quocunque alio inito fœdere, si tale sit, ut hujus articuli sinceræ executioni repugnet.* Cui tali fœderi per expressum nunc, ut tunc, & tunc ut nunc renunciat: hoc imprimis cauto ut in optione arbitrioque suæ Ser. Elect. sit, vel militem eundem, vel pecuniam tanto militi, subsidiisque equipollentem poscere, alterutrum verò elegerit, sua Christianissima Majest. sine mora suppeditabit.

3. Sua quoque Ser. Elect. vice versa spondet, & promittit vigore præsentis fœderis, se intra spatium trium mensium à die itidem notificationis computandorum, exercitu *sexcentorum* equitum & *bis mille quadringentorum* peditum, tormentisque bellicis levioribus campestribus huic numero convenientibus, quousque sua Majest. iisdem opus habuerit, eidem suppetias laturam, si forte contingat suam Majest. hostiliter invadi à quocunque Principe vel statu, quisquis tandem ille sit, in tribus Episcopatibus *Mediomatricensi*, *Tulensi & Virodunensi*, in Landtgraviatu superioris & inferioris *Alsatiæ*, *Lantgravia* cum civitate *Brisacciensi & Philipsbergo*. Ac generatim in omnibus & quibuscunque per instrumentum pacis *Monasteriensis* suæ Majest. cessis locis, non obstante quocunque alio inito fœdere, si tale sit, ut hujus articuli sinceræ executioni repugnet, cui tali fœderi per expressum nunc ut tunc, ut tunc & nunc renunciat.

4. Copiis auxiliaribus in ditionibus suis de commeatu sufficienti prospiciet is, qui eas requisiverit, residuum verò stipendii militaris quisque suis copiis solvet.

5. Si forte vires hostium tam validæ essent, ut eisdem reprimendis manu tuendisque locis oppugnatis majores copiæ auxiliares requirerentur, prædicti Domini *Rex & Elector* promittunt utrinque se numerum habita proportione stipulatarum utrinque suppetiarum tam equitum quam peditum quantum per rationem status, negotiorumque suorum licuerit, sumptu impensisque auxilium exquirentis aucturos, quarum refusionem finito bello alter alteri, eo modo rationeque prout convenerit præstiturus est.

6. Quicunque promissis summisque ab una alterave parte suppetiis præfectus fuerit imperium in copias suas exercitumque auxiliarem subsecuta etiamnum conjunctione armorum retinebit, ita tamen ut sub auspiciis præcipui exercitus Ducis generalis militet ejusque jussis pareat: hic vero in omnibus non nisi communi consilio agat.

7. Suppetiis sive exercitu auxiliari ea pars, quæ eundem imploraverit vel illius militiæ, Dux utetur libere prout rebus statui rationibusque suis id expedire judicaverit, sive ad defensionem statuum, ditionum, locorumque suorum, sive ad inferendum bellum, oppugnandumque in propriis terris, ac ditionibus illum, illosve qui eundem aggressi fuerint.

8. Quidquid de aggressorum ditionibus acquiretur, in quas nihil nisi ex jure belli prætendi potest, æquis partibus prædicti, Rex & Elector inter se partientur.

9. Sua Ser. Elect. promittit se in omnibus bello quæsitis locis, vasallos & subditos tam seculares quam Religiosos, cujusque ordinis sint, in exercitio libero, ac quieto Religionis Catholico Romanæ usuque bonorum, ac templorum relicturam; vice versa Regia Majest. promittit se protestantes Evangelicos quoscunque in iis, quæ à se occupata fuerint, in exercitio Religionis usuque bonorum conservaturum.

10. Ea pars quæ suppetias petierit, nullum tractatum pacis vel induciarum inire poterit *sine expresso consensu* alterius, ne quidem suspensionem armorum ubi id status, bellique ratio efflagitaverit, nisi ad summum trium septimanarum, pro utroque exercitu, quam neutiquam prorogare licebit.

11. Durabit autem hæc societas, fœdusque defensivum respectu statuum ditionumque prædictorum Dominorum Regis & Electoris . . . . annorum spatio à die ratificationis presentis tractatus, ita tamen ut ante decursum eorundem de nova protogatione ejusdem vel alià aliquâ conventione agatur, quo tempore tractatus cum aliis statibus principibusque instituere non poterunt in præjudicium præsentis.

12. Non extendetur autem præsens fœdus ad suæ Regiæ Majest. vel Serenitatis Elect. fœderatos socios vel amicos; sed si fortè lis vel dissidium inter eosdem oboriatur, altera pars non obstricta erit, vigore hujus præsentis fœderis ac conventionis aliâ ratione intervenire, nisi ut munere mediatorio tanquam communis amicus, fungatur, bona fide omnia officia impendens ne dissidia in apertum erumpant bellum.

* Confecta autem sunt hinc inde à supra nominatis utrinque Commissariis & deputatis hujus instrumenti, duo ejusdem tenoris exemplaria à S. R. Majest. & Ser. Electorali intra *trimestre*, à die conclusi fœderis ratificandæ, & utrinque permutanda, quorum unum D. *de Lionne*, alterum, Baroni *de Blumenthal* extraditum est, in quorum indubiam fidem & majus robur supra nominati deputati manuum subscriptione & sigillorum gentilitiorum appensione eadem confirmarunt. *Actum* . . . .

XLII.

ANS de J.C. 1665. PROVINCES-UNIES ET BRUNSWICK.

Articles & Conditions entre les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, & le Prince* ERNEST AUGUSTE *Duc de Brunswick & de Lunebourg, pour la levée d'une Armée de quatre mille chevaux & de huit mille hommes de pié pour leur commune défense. Fait à la Haye, le 6. Septembre, 1665.* Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre Tom. XI. Part. II. pag. 1332.

HAere Vorstelijcke Doorluchtigheden sullen op 't spodigste doen lichten by een brengen een Armée van *vier duysent* paerden, en *acht duysent* mannen te voet.

II. Ende sullen van nu af aen sonder eenich uytstel, sodanige *twee duysent* paerden, ende *vier duysend* mannen te voet, als albereyts geworven ende in staet zyn, doen marcheren in het Stift ende Steden van *Osnabrugge* ende daer ontrent, daer het met onderlingh concert noodigst sal gevonden worden, om aldaer geinquartiert ende gelogeert te worden.

III. Soo ras de voorsz *twee duysent* paerden, ende *vier duysent* voetknechten op het te arresteeren Rendevous sullen aengekomen zyn, sullen deselve aenstondts ende op aenmaning van hare Vorstelijcke Doorluchticheden worden ghemonstert by Commissarisen van wederzijts hooge Partyen daer toe te nomineren: ende sullen dan van dien dach aen worden betaelt ende onderhouden, d'eene helft tot laste van hare Vorstelijcke Doorluchticheden, ende d'anderen helft tot laste van haer Ho. Mog. op sodanigen voet en Reglement als de Militie van haer Ho. Mog. hier te Lande getracteert wort, ende volgens de Lijste hier na geinsereert.

IV. Om de verdere *twee duysent* paerden en *vier duysend* mannen te voet, ook paratelijck te doen werven ende by een te brengen, sullen haer Ho. Mog. stracks na het sluyten deser, by goede wisselen, ten behoeve van hare Vorstelijcke Doorluchtigheden in de Steden *Bremen* ende *Hambourch* doen overmaecken een somme van *hondert twaelf duysent* Rijcxdaelders, of *twee hondert tachtich duysent* guldens Hollants gelt, als genomen *veertich* Rijcxdaelders tot aennits-gelt voor yder Ruyter, en *acht* Rijcxdaelders voor yder voetknecht, voor welcke sommen hare Vorstelijcke Doorluchtigheden haer dan oock verobligeren, de voorsz Ruyteren ende voetknechten wel gemonteert ende gewapent by te brengen.

V. Sullen oock hare Vorstelijcke Doorluchtigheden verbonden zyn, de wervinge soodanich voort te setten, dat de voorsz *twee duysent* paerden en *vier duysent* voetknechten, binnen den tijdt van *twee* maenden na uytlegginge van de voorsz werf-gelden, of eerder so doenlijck, effective compleet zyn, wanner de selve aenstonts in hare quartieren in de Landen van *Brunswick* op aenmaninge van hare Vorstelijcke Doorluchticheden door wederzyts Commissarisen als vooren, sullen ghemonstert worden, ende het onderhout daer van op den voet als voor geschreven is, sal beginnen te loopen half en half, tot laste van haer Ho. Mo. ende van hare Vorstelijcke Doorluchtigheden, ende dan voorts worden gebracht in 't Stift ende de Steden van *Osnabrugge* ende daer ontrent, daer het met onderlingh concert dienstich sal gevonden worden.

VI. De voorsz Militie sal worden gereguleert onder *vier* Regimenten te paerde ende *acht* Regimenten te voet, ende sal yder Regiment te paerde bestaen in *vijf-hondert* paerden, verdeelt in *ses* Compagnien; ende yder Regiment te voet in *duysent* voetknechten,

XLII.

Traduction de ce Traité.

LEsdits Princes Serenissimes feront lever au plutôt & assembleront une Armée de quatre mil chevaux & huit mil hommes d'Infanterie.

II. Et feront dès à present & sans delay marcher les deux mil chevaux & quatre mil hommes de pied qui sont déja levez & en état dans le Pais d'Osnabrug & és environs où il sera jugé de concert être necessaire pour y être logez & mis en quartier.

III. Aussitôt que les susdits deux mil chevaux, & quatre mil hommes de pied seront arrivez au rendez-vous, il en sera fait la reveue par les Commissaires qui seront nommez par les parties de part & d'autre, & seront dès ledit jour payez & entretenus, moitié par leurs Serenitez & l'autre moitié par leurs Hautes Puissances, sur le même pied & reglement que les troupes de leurs Hautes Puissances sont traitées en ce Pais, & suivant la liste inserée ci-après.

IV. Pour faire lever & assembler au plutôt les deux autres deux mil chevaux, & quatre mil Fantassins leurs H. P. aussitôt aprés la conclusion des presentes feront remettre dans les Villes de Bremen, & de Hambourg à Leurs Serenitez par bonnes Lettres de change la somme de cent douze mil Risdales, ou deux cens quatre vingt mille Livres monoye de Hollande, prenant quarante Risdales pour chaque Cavalier, & huit Risdales pour chaque Fantassin, pour laquelle somme leur Serenitez s'obligent de monter & equiper bien & deuement, lesdits Cavaliers & Fantassins.

V. Leurs Serenitez seront aussi obligées, de tellement presser lesdites levées que les susdits deux mil chevaux & quatre mil hommes de pied seront completes dans le tems de deux mois, aprés la delivrance de la somme, qui sera fournie pour ce sujet, ou plutôt si faire se peut, & alors il en sera aussi fait la revuë dans leurs quartiers dans le Pais de Brunswick sur l'avis de leurs Serenitez par les Commissaires de part & d'autre, & l'entretien d'icelles troupes sur le pied ci-dessus dit commencera à courir moitié par moitié à la charge de L. H. P. & de leurs Serenitez, & ensuite seront conduittes dans l'Evêché & cercle d'Osnabrug, & és environs où il sera trouvé bon d'un consentement unanime.

VI. Les susdites troupes seront divisées en quatre regimens de Cavallerie, & huit d'Infanterie, & chaque Regiment de Cavallerie consistera en cinq cens chevaux partagées en six compagnies, & chaque Regiment d'Infanterie en mil Fantassins divisées en dix Com-

ANS de J.C. 1665.

verdeelt in *tien* Compagnien, ende sal yder Colonel te paert ende te voet getracteert worden tegens *hondert twintich* Rijxkstaelders, of *drie honders* guldens Hollants, per lopende maent, yder Lt. Colonel tot *veertich* Rijcxdaelders, of *hondert* guldens, ende yder Majoor tot *twee en dertich* Rijcxstalders, of *tachtich* guldens, ende de quartiermeesters ende Provoosten van de Regimenten te voet, te samen *achtien* Rijcxdaelders, of *vijf en veertich* guldens Hollants, ter maent over yder Regiment, des en sullen aen de selve geene andere onkosten, het sy van Wagens, Karren of paerden op de optochten of andersints geleden of gedevalideert worden.

VII. Ende sal voorts yder Regiment te paerde gerengeert als vooren, tot soldye trecken alle loopende maenden volgens de ordre ende bestellinge van haer Ho. Mog. een somme van *vier duysent seven hondert seven en sestich Rijcxdaelders negen en twintig stuyvers negen deniers*, of *elf duysent negen hondert achtien guldens negentien stuyvers negen deniers* Hollands, ende yder Regiment te voet ter loopende maent als vooren *vier duysent een hondert vier Rijcxstaelders vier stuyvers*; of *tien duysent twee hondert twee en sestich guldens, een denier* Hollants, of na proportie so veel min als by de te doene monsteringe de voorsz Regimenten swacker in getale van paerden, of voetknechten sullen bevonden worden.

VIII. Ende sullen de penningen tot het voorsz respective onderhoudt ter concurrentie van die *twee duysent* paerden ende *vier duysent* voetknechten gerequireert, te weten, een maent solts paratelijck te betalen, ten dage van yeder van de voorsz te doene monsteringe, ende daer nae voort van tijdt tot tijdt alle loopende maenden; mitsgaders ook ten behoeve van *acht* Colonellen, Lt. Colonellen, ende Majoors, Quartiermeesters, ende Provoosten, van wegen haer Ed. Mog. by goede wisselen, als boven precise worden overgemaekt aen hare Vorstelijcke Doorluchticheden, de welcke dan voorsz de particuliere betalinge sullen nemen tot haren laste, soodanich dat haer Ho. Mog. noye van eenige Oversten of andere Hooge of Lage Officieren, Ruyteren ende Soldaten, over eenige wanbetalinge sullen mogen aengesproocken worden, of daer voor by yemant convenibel zyn.

IX. Ende wort daer benevens oock van nu af aen verstaen ende vastgestelt, dat de voorsz Troupen by provisie sullen onderhouden worden, ende by een blijven, voor den tijdt van *vier* lopende maenden, te reeckenen van de dagen af van de eerste respective monsteringen, schoon het gebeuren mochte, dat de redenen ende occasien quamen te cesseren, daer over de selve by een getrocken zyn, daer van hier na sal geseyt worden; ende dat dienvolgens de voorsz uytgeloofde subsidien of penningen van onderhout, oock voor een selven tijt sullen moeten vast blijven, tot welckers prestatie haer Ho. Mog. haer dan by desen obligeren.

X. Ende in cas de gelegentheyt van tijden ende saeken sich soodanich toedroege, dat het van nooden ware de selve Troupen langer als den voorsz tijdt van *vier* loopende maenden te moeten onderhouden, soo wort de continuatie van dien oock vastgestelt van nu af aen voor andere diergelijcke *vier* maenden, om op den selven voet ende op de selve verdeelinge te worden onderhouden, ten ware de gesamentlijcke Hooge Partyen, daer op ondertusschen anders quamen te verdragen.

XI. Het sal wederzijts ende met onderlinge communicatie vry staen, alle de voorsz Troupen sonder onderscheyt, separaet ende te gelijck na gelegentheyt van tijde te doen inspecteeren, ende te doen monsteren, om van het getal der Ruyteren ende Knechten, oock van der selver monture en wapenen te konnen verseeckert zyn, ende sullen de Hooge Officieren, Ritmeesters ende Capiteynen gehouden zyn ten allen tijden daer ontrent te obedieren aen de ordre de welcke daer toe sullen gegeven werden.

XII. Tot

ANS de J.C. 1665.

Compagnies, & le gage de chaque Colonel de Cavalerie & d'Infanterie sera de cens vingt Risdales ou trois cens Livres monoye de Hollande pour chaque mois; celui de chaque Lieutenant Colonel sera de quarante Risdales ou cent livres, & celui de chaque Major sera de trente deux Risdales ou quatre vingt livres; & les quartiers maitres & prevôts des regimens à pied ensemble dix huit Risdales ou quarante cinq livres de Hollande, par mois pour chaque regiment, moyennant quoy il ne leur sera souffers ni evalué aucuns frais de chariots, charettes ou chevaux pour les marches ou autrement.

VII. Et outre plus chaque regiment de Cavallerie ordonné comme ci-dessus recevra tous les mois courant pour solde suivant l'ordre de leurs H. P. une somme de quatre mil sept cens soixante & sept Risdales, vingt neuf sous neuf deniers, ou onze mil neuf cens dix huit livres dix neuf sous neuf deniers monoye de Hollande, & chaque regiment d'Infanterie pour chaque mois courant comme dessus, quatre mil cent & quatre Risdales quatre sous; ou dix mil deux cens soixante deux livres un denier monoye de Hollande; ou à proportion du moindre nombre auquel lesdites Cavalerie & Infanterie se trouveront être par la reveuë qui en sera faite.

VIII. Et les deniers requis pour l'entretien susdit à la concurrence de ces deux mil hommes de Cavalerie & quatre mil d'Infanterie, sçavoir un mois de solde à payer sans delay au jour desdittes reveuës à faire, & ensuitte de mois en mois, ensemble au profit des huit Colonels, Lieutenants Colonels, & Majors, Quartiers Maîtres & Prevots seront remis precisement de la part de L. H. P. par lettres de change comme dessus à leurs Serenitez, lesquels prendront en aprés ledit payement à leur charge, en telle sorte que jamais aucun Colonel, ou autre haut ou bas Officier Cavaliers ou Soldats ne pourront demander ledit payement à leurs H. P. & qu'il n'y aura contre eux aucune action a ce sujet.

IX. Et en outre a été trouvé bon, & arreté que les susdittes troupes seront par provision entretenuës, & demeureront ensemble pour le temps de quatre mois, à compter du jour de la premiere reveuë respective, encore qu'il arrivât que les raisons & l'occasion pour lesquelles elles se sont assemblées vinssent à cesser & dont il sera parlé ci-aprés; Et que par consequent, les susdits subsides ou deniers promis pour l'entretien des troupes demeureront aussi assurées pour le même temps, à quoi faire L. H. P. s'obligent par ces presentes.

X. Et en cas que la conjoncture des tems, & des affaires fut telle, qu'il fut necessaire d'entretenir lesdittes troupes au delà desdits quatre mois courans, la continuation en est arrêtée dés à present comme pour lors pour quatre autres semblables mois, pour être entretenus sur le même pied & sur la même repartition, à moins que les parties ne vinssent à en convenir autrement.

XI. Il sera libre de part & d'autre, & avec la communication reciproque de faire faire reveuë des susdittes troupes sans distinction, ou separement ou ensemble selon la conjoncture des tems, pour pouvoir être assurez du nombre des Cavaliers & des Fantassins, aussi bien que de leur monture & armes, & seront les Hauts Officiers, & Capitaines de Cavalerie & d'Infanterie tenus en tout tems d'obeir aux Ordres qui seront donnez à cet égard.

XII. On

ANS de J. C. 1665.

XII. Tot de voorfz Armée fal gevoecht worden een train van Artillerie, de welcke na de groote ende macht van de felve foodanich fal worden geproportioneert, dat daer toe fullen worden gebruyckt.

2 Mortiers.
2 Halve Cartouwen.
4 Stucken van 12. pont.
6 Stucken van 6. pont.
20 Stucken van 3 a 4 pont.

Kogels.			*Kogels.*		
200 ad.	24.	48.	600. ad.	6.	36.
400 ad.	12.	48.	2000. ad.	4.	80.

212 Cent Kogels.

109 2d. 60.
100 ad. 40 } 100 Ceotr. Granaden met fo veel Buskruyt als daer toe van nooden is.

Tegens 1. pont Kogels een half pont Buskruyt gereeckent . . . . — 106 Centr. Buskruyt voor 't Canon.
Op 8000. man yder 2. pont gereeckent . . . — 106 Centr. Buskruyt voor de Soldaten.
Ende tegens 1. pont kruyt, 2. pont Loot . . . . — 320. Cent. Loot of Mufquet Kogels.

Ende oock daer by follen werden ghevoecht, de noodige ende gherequireerde Hooge ende Lage Officieren; als namentlijck:

Bediende tot defe Artillerie gehoorende:

1 Colonel.
1 Majoor.
2 Capiteynen.
2 Luytenanten.
4 Stuck-Jonckers.
1 Mineur met fyn Volck.
1 Spetardier met fyn Volck.
1 Smidt met fyn Volck.
1 Radmaecker met fyn Volck.
1 Sadelmaecker met fyn Volck.
5 Predicanten.
1 Velt-fcheerder met een Veldt-Pale,
2 Vuyrwerckers met haer Volck.
42 Conftapels.
1 Brugge-meefter met fyn Volck.
2 Wechbereyders
2 Scherm-meefters.
2 Stalmeefters.
1 Schrijver.

80. Hantlangers by 't Canon, te weten, 4 by een Cartouw, ende elck ftuck van 12. pont, ende voor de reft by elck ftuck 2.

Eenige pionniers.

Laffuytmaeckers met haer Volck.

Ende fullen haer Vorftel. Doorluchticheden van nu af aen, immers aenftonts na het fluyten defes, die voorfieninge doen, ende die noodige ordres ftellen, dat alle de voorfchreve Artillerie, met de Paerden, Wagens, Karren, ende ander artillerye daer toe gherequireert, oock de voorfz Hooge ende Lage Officieren van den Train by de handt zyn, in Stift of in de Stad van *Ofnabruch*, om in cas van noot aenftonts ende fonder uytftel te konnen gebruyckt werden daer het fal van nooden zyn, des fullen hare Ho. Mog. foo ras de voorfz Artillerie ende de Officieren van felven fullen tagefien ende gemonftert zyn, tot verval van de onkoften daer toe gerequireert; mitfgaders tot de betalinge van de hooge tractementen van de Generaels perfonen, de welcke boven de Colonels van de Regimenten fullen moeten aengeftelt ende gebruyckt worden, alle loopende maenden aen haere Vorftel. Doorluchticheden betalen een fomme van *acht duyfent negen hondert en vijf Rijcxdaelders vijfticn ftuyvers*, ofte *twee en twintich duyfent twee hondert drie en feftich* gulden

XII. On joindra à ladite Armée un train d'Artillerie, qui fera porportionné à fa force & grandeur, & on fe fervira pour cet effect de

ANS de J.C. 1665.

2 *Mortiers*
2 *Demie Cartouches.*
4 *Pieces de Canon de 12. liv. de bale.*
6 *Pieces de 6. liv. de bale.*
20 *Pieces de 3 à 4 liv. de bale.*

Boulets.				Boulets.			
200	à	24.	48.	600.	à	6.	36.
400	à	12.	38.	2000.	à	4.	80.

212. cent Boulets.

100 à 60
100 à 40 } 100 *Cent de grenades avec autant de poudre que de befoin.*

Pour 1. livre de boulets une demi livre de poudre, montant. . . . . — 106. *Centr. poudre pour le Canon.*
Pour 8000 hommes chacun 2. livres fe monte. . . — 106. *Centr. poudre pour les Soldats.*
Et pour une livre de poudre 2. livres de plomb. . . — 320. *Centr. plomb ou bales de Monfquet.*

Et auffi y feront joint les Hauts & Bas Officiers à fçavoir,

Officiers fervans à l'Artillerie.

1 *Colonel.*
1 *Major.*
2 *Capitaines.*
2 *Lieutenans.*
4 *Gentilshomes d'Artillerie.*
1 *Mineur avec fes gens.*
1 *Petardier avec fes gens.*
1 *Marchal avec fes gens.*
1 *Charon avec fes gens.*
1 *Sellier avec fes gens.*
5 *Miniftres.*
1 *Barbier.*
2 *Artificiers avec fes gens.*
42 *Canoniers.*
1 *Capitaine des pontons avec fes gens;*
2 *Capit. de Pioniers.*
2 *Maîtres d'Armes.*
2 *Ecuyers.*
1 *Ecrivain.*

80. *Garçons pour le Canon, à fçavoir 4. pour les Cartouches & chaque piece de 12. livres de bale & pour le refte pour chaque piece 2.*

Quelques Pionniers.

Faifeur d'affuts avec fes gens.

Et feront leurs Serenitez dés à prefent comme pour lors, du moins auffitôt aprés la conclufion des prefentes les fufdittes fournitures, & donneront les Ordres neceffaires que toute la fufditte Artillerie, avec les chevaux, chariots, charettes, & autres chofes en dependantes, enfemble les fufdits Hauts & Bas Officiers du train d'Artillerie foient prêts dans l'Evêché, ou la Ville d'Ofnabrug, pour en cas de befoin, s'en pouvoir fervir au plutôt & fans delay où il fera neceffaire; c'eft pourquoi L. H. P., auffitôt que la fufditte Artillerie & les Officiers d'icelle auront paffé en reveuë payeront à leurs Serenitez pour les frais à ce requis, enfemble pour les gages des Generaux qui feront créez au deffus des Colonels des Regimens, tous les mois courans une fomme de huit mil, neuf cens & cinq Rifdales quinze fous, ou vingt & deux mil deux cens foixante & trois livres cinq fous, monnoye de Hollande, à condition qu'ils feront, moyennant cela, exempts de toutte recherche, comme il eft porté ci-deffus par l'Article huit.

XIII. Les

ANS de J.C. 1665.

gulden vijf stuyvers Hollants gelt, op conditie dat de selve daer mede van alle narichtinge sullen bevrijt zyn, gelijck hier voor Artijckel *acht* geseyt is.

XIII. De voorsz Militie te paerde ende te voet sodanig geworven ende by een gebracht zynde, sullen de Hooge ende Lage Officieren, oock alle de Ruyteren en Knechten nevens het doen van de monsteringe gebracht werden onder een solemnelen Eedt, by de welcke sy sullen belooven *gehou ende getrouw te zijn aen hare Vorstelijcke Doorluchticheden ende haer te laten gebruycken in alle oacasien daer toe sy van wegen de selve sullen gesonden ende geemployeert werden, met desen verstande, dat in cas het quam te gebeuren, dat die voorsz. Troupen in het geheel ofte ten deele mochten gebracht werden binnen het Territoer ofte op den Bodem van haer Hog. Mog. om aldaer Guarnison te houden, te ageren, ofte andersints ten gemeenen dienste gebruyckt te werden: in sulcken gevalle oock alle de voorsz. Hooge ende Lage Officieren, mitsgaders alle de Ruyteren en Knechten, sullen gehouden zyn te doen den selven Eedt ten behoeve van haer Ho. Mog. in handen van den Commissaris, den welcken haer Ho. Mog. daer toe sullen willen ordonneren, ende dat sy aen dien Eedt sullen verbonden zijn ende blijven, so lange sy op den voorsz. Bodem ende binnen het voorsz. territoir gebruyckt werden, gelijck mede reciproquelijck in cas dat het quam te gebeuren, dat haer Ho. Mo souden goetvinden een gedeelte van hare Militie te detacheren, ende te doen conjungeeren met de voorsz. Troupen, ende dat met die gheconjungeerde Militie soude moeten werden geageert binnen het territoir ende op den Bodem van hare Vorstel. Doorl. oock de gedetacheerde Troupen van haer Ho. Mog. sullen gehouden zijn te doen den selven Eedt, ten behoeve van haer Vorstel. Doorl., ende dat sy aen dien Eedt sullen verbonden zijn ende blijven, soo lange sy op den voorsz. territoir gebruyckt werden.*

XV. Het opper ghesach ende commandement van dese Troupen, sal zyn ende blijven aen de personen van hare Vorstel. Doorl. ende sullen hare Vorstelijcke Doorluchticheden belooven ende annemen, ghelijck de selve belooven ende aennemen by desen, dat sy alle de selve Troupen gedurende den tijt ende de occasien van dese conventie agerende, precise ende strictelijck daer toe sullen houden, dat sy met alle ghehorsaemheyt ende ghetrouwicheyt in alle voorvallende occasien, haer sullen laten gebruycken sonder onderscheyt, soo wel in saecken ende gelegentheden, de welcke het interest ende het besten van haer Ho. Mog. concerneren, als die het interest ende besten concerneren van hare Vorstelijcke Doorl. ende sal de functie van Generael van de selve Troupen onder hare Vorstelijcke Doorl. bekleet werden by den Heere *George Frederick* Grave van *Waldeck*, *Piermont*, ende *Cuylenburch*, de welcke van den beginne aen, ende stracx nae de gedane monsteringe den *Eedt* van getrouwicheyt sal afleggen, aen haer Vorstel. Doorl. ende oock ten behoeve van haer Ho. Mog. in handen van den Commissaris by de selve daer toe te nomineren, ende sullen dan voorts alle militaire actien alvooren moeten beleyt ende geadjusteert werden, met een *ghemeen concert* tusschen haer Ho. Mog. ende hare Vorstel. Doorl. of den geenen de welcke haer Ho. Mog. daer toe sullen willen volmachtigen, ende oock met dese expresse conditie, dat in cas de voorsz Troupen souden moeten gebruyckt werden om te ageren tot defensie van de Steden ende Landen aen haer Ho. Mog competerende, ofte met der selver Guarnisoenen belet, in sulcken ghevalle de opinien ende sentimenten van haer Hooch Mog. ende van der selver volmachticheden ten besten van hare Steden ende Landen sullen gevolcht werden, ende omtrent die deliberatien prævaleren, ende wederom dat de opinien ende sentimenten van haer Vorst. Doorl. sullen prævaleren, ende gevolcht werden in alle voorvallen de welcke sullen concerneren de defensie van de Steden ende Landen van haere Vorst. Doorl. des is oock expresselijck

XIII. Les susdittes troupes tant de Cavalerie que d'Infanterie étant levées & assemblées, les Hauts & Bas Officiers, ensemble tous les Cavaliers & Fantassins dans le tems de la revenë, feront & preteront Serment, par lequel ils promettront, d'etre fideles & obeissans à leurs Serenitez, & de servir dans toutes les occasions où ils seront par elles employez, bien entendu, qu'en cas qu'il arrivat que les susdittes troupes, touttes ensemble ou en partie vinssent à etre amenées dans le territoire ou sur les frontieres de L. H. P. pour y étre en garnison, agir ou autrement etre employez au service commun; En tel cas, les susdits Hauts & Bas Officiers, ensemble les Cavaliers & Fantassins, seront tenus de faire le méme serment au proffit de L. H. P. entre les mains des Commissaires, que L. H. P. ordonneront à cet effect, & qu'ils seront liés par ce serment pendant tout le tems qu'ils seront employez sur lesdittes frontieres ou terres, comme aussi reciproquement, s'il arrivoit que L. H. P. jugeassent à propos de detacher une partie de leurs Milices, & de les joindre aux susdittes troupes, & que lesdittes Milices jointes aux dittes troupes vinssent à etre employées sur le territoire ou sur les frontieres de leurs Serenitez, lesdittes troupes detachées seront aussi obligées de faire le méme serment, au proffit de leurd. Serenitez & qu'elles seront liées par ce serment pendant tout le tems qu'elles resteront sur le dit territoire.

XIV. Le Commandement en Chef de ces troupes, sera & demeurera aux personnes de leurs Serenitez, & leurs Serenitez promettront & agreeront, commes elles promettent & agreent par ces presentes, que pendant tout le tems & l'occasion que lesdittes troupes agiront selon cette convention, elles les feront servir sans distinction; tant dans les affaires & conjonctures, ou il era de l'interêt de L. H P. que dans celles où il s'agera de celui de leurs Serenitez; Et la fonction de General desdittes troupes residera sous leurs Serenitez en la personne, du Seigneur George Frederic Comte de Waldeck, Piermont, & Culenbourg, qui des le commencement, & aussitôt que la revenë sera faitte pretera serment de fidelité à leurs Serenitez, comme aussi au proffit de L. H P entre les mains du Commissaire qu'ils nommeront, ensuitte de quoi touttes les actions militaires seront conduittes & dirigées par commun concert de leurs H P & de leurs Serenitez, ou de ceux quils voudront etablir à cet effect. Et aussi avec cette expresse condition qu'au cas qu'il fallut employer lesdittes troupes à la deffence des Villes & Pais apartenans à L. H. P. ou pour les y mettre en garnison, en tel cas les pensées, & sentimens de L. H. P. ou de ceux qui auront charge d'eux seront suivis pour le plus grand bien desdittes Villes & Pais, & prevaudront dans cette deliberation: d'autre côté que l'on suivra les avis & sentimens de L. Ser. & prevaudront dans touttes les rencontres ou il s'agira de la deffence des Villes & Pais de leurdittes Ser. C'est pourquoi il est aussi expressément entendu, que quand les susdittes troupes touttes ensemble ou en partie viendront à agir sur les confins & territoires de leur H. P. le commandement en chef pour ce qui est de donner le mot, & les autres ordres generaux demeurera à L. Serenitez quand elles voudront commender lesdites troupes en personne; Mais leurdittes Serenitez ne voulant point exercer ledit Commandement en personne la souveraine authorité pour ce qui est de donner la parolle & dans tous autres ordres Generaux residera dans la personne du General des troupes de L. H. P. pourvû qu'il ait

lijck verstaen, dat wanneer de voorsz Troupen in 't geheel of ten deele soude komen te ageren op den Bodem ende in het territoir van haer Ho. Mog. het voorsz Oppercommandement in het geven van 't *woort*, ende in alle generale ordres, wel sal blyven aen haer Vorstel. Doorl. so wanneer de selve in persoon de voorsz Troupen sullen willen Commandeeren, maer als hare Vorstel. Doorl. in persoon het voorsz. Opper-Commando niet en sullen willen exerceren, dat het opper ghesach in 't geven van het *woort* en in alle andere generale ordres, dan sal zyn by den Generael van de Troupen van haer Ho. Mog. mits dat dien Generael over haer Ho. Mog. Troupen te employeren hebbe Commissie ende authoriteyt om de selve en *Chef* te commanderen.

ait la Commission & authorité de les Commander en Chef.

XV. Ende dewijle het oogmerck van de boven gemelde hooge partyen niet en is met dese geworven Troupen eenigerhande offensie te geven aen eenige Vorsten, Koningen, of Potentaten, maer alleen om met de selve voor te komen ende tegen te gaen de quade desseynen de welcke den *Bisschop van Munster*, ende des selfs adherenten mogen hebben onderleyt ende voorgenomen tegens de Staten, Landen ende Luyden van de gesamentlijcke Hooge Partyen, of van eenen van de selve of tegen de Steden ofte sterckten met hare Guarnisoen beset: Soo is expresselijck by desen geconditioneert, dat oock de selve Troupen niet en sullen worden gebruyckt als by soodanen occasie, de welcke den gemelte *Bisschop* of syne adherenten de voorsz quade desseynen mochte ondernemen by executie ende feytelijcke aggressie in 't werck te stellen, ende over sulx de voorsz Staten, Landen, ende Luyden, ende besete sterckte, ofte Steden vyantlijck te attacqueren, in welcken ghevalle de selve niet alleen tot gemeene ende particuliere defensie, maer oock tot offensie ende afbreuck sodanich sullen moeten worden geemployeert, als met ghemeen concert ende ten ghemeenen dienst sal bevonden worden noodich te zyn, ende te behooren, met dien verstaende, dat in cas van sodanigen feytelijckheyt tegens haer Hooch Mog. ondernomen haer Vorstel. Doorl. sullen gehouden zijn op de aenmaninge ende sommatie van haer Ho. Mog. los te breecken ende te ageren, niet alleen als de voorsz *vier duysent* paerden, ende *acht duysent* voetknechten, volkomentlijck geworven ende gecompleteert sullen zyn, maer oock van den beginne aen met die *twee duysent* paerden, ende *vier duysent* voetknechten, de welcke nu albereyts by de handt zyn, ende die van tijdt tot tijdt noch tot suppletie daer by sullen geworven worden.

XV. Et comme le but des parties n'est pas, d'agir offencivement avec lesdittes troupes contre aucuns Princes, Rois ou Potentats, mais seullement pour prevenir & repousser les mauvais desseins que peut avoir l'Evêque de Munster & ses adherens contre les Etats, Pais & Peuples des susdittes parties ensemble ou contre l'une des deux, ou contre les Villes ou forts où il y a de leurs garnisons. Il est conditionné expressement par ces presentes; qu'aussi lesdittes troupes ne seront employées que dans les occasions où ledit Evêque ou ses adherans voudroient executer leurs susdits mauvais desseins, par aggression & voye de fait & par cela même attaquer hostilement lesdits Etats, Pais, Peuples Villes & forts où il y auroit garnison; Auquel cas elles ne seront pas seullement employées pour agir deffensivement, mais même offencivement pour repousser lesdits desseins, avec la maniere que par un concert & utilité commune il sera trouvé le plus expedient & le plus convenable; bien entendu qu'en cas de voye de fait contre L. H. P. leurs Serenitez, seront obligées sur l'avertissement & sommation de L. H. P. d'agir non seulement quand lesdits mil chevaux & huit mil Fantassins seront entierement levez & complets, mais même dès l'abord avec les deux mil chevaux & quatre mil hommes de pied qui sont presentement prêts, & ceux qui de tems en tems seront levez pour y être joints.

XVI. Ende sal in sulcken geval verders getracht worden, om met gelijck concert als vooren, oock alle afbreuck te doen, ende schade toe te brengen aen den vornoemden Bisschop ende des selfs adherenten, oock aen der selver Staten, Landen, Luyden, Steden, ende Sterckten, ende bysonderlijck om hare platte Landen te brengen onder goede Contributie, ende by middel van dien te vervallen een goet ghedeelte van die onkosten, de welcke over het ondershout van de voorsz Troupen moeten gedragen worden.

XVI. Et en tel cas, on s'efforcera outre plus, de commun concert, comme dit est, de faire toute sorte d'irruption & de dommage qu'il se pourra contre ledit Evêque & ses adherens, même contre les Etats, pais, Peuples, Villes & Forts d'icelui, & particulierement pour mettre le plat pais sous contribution & par ce moyen se rembourser une bonne partie des despences qu'il faudra faire pour l'entretien des susdittes troupes.

XVII. Ende geconsidereert dat de occasie van de voorsz Contributien ende van den ophef van dien in 't Stift van *Munster*, van de zyde van hare Vorstel. Doorl. ten respecte van de situatie ende limiten van hare Vorstendommen ende Landen veel bequamer schijnt als wel van de zyde van haer Ho. Mog. ende dat oock over den ophef van dien eenige difficulteyten en verschillen mochten ontstaen, daer van het beter ware de occasie van den beginne te voorkomen: Soo is by dese oock vergeleecken ende verstaen, dat die *gheele Contributie*, met de opkomsten ende profijten van dien sullen gelaten worden ende blijven onder het beleyt van hare Vorstelijcke Doorl. om de selve soodanich te dirigeren, als haere Vorstel. Doorl. meest sullen geraden vinden, met dien verstaende, dat van den aen-

XVII. Et considerant que l'occasion de lever les dittes contributions dans l'Evêché de Munster semble beaucoup plus belle du côté de leurs Serenitez, à cause de la situation des limites de leur principauté & de leurs Pais, que du coté de L. H. P. & qu'aussi il pourroit arriver quelques difficultez & differens au sujet de la levée d'icelles, & qu'il vaudroit beaucoup mieux de les prevenir d'abord. Il est entendu & arrêté par ces presentes que toutes les contributions entieres avec le revenu, & profit d'icelles, seront laissées & abandonnées à la conduitte de leurs dittes Serenitez, pour les diriger de la maniere qu'ils jugerent le mieux convenir, bien entendu que dès l'abord, & aussitôt que lesdittes contributions seront ordonnées cessera la moitié des remises que L. H. P. se sont obligez de faire à L.

ANS de J.C. 1665.

aenvanck af van de selve, ende so ras die sullen wesen uytgeschreven daer mede sullen komen te cesseren de halve lasten van soodaoigen onderhout als hare Ho. Mog. by voorige Artikelen ten behoeve van *twee duysent* Ruyteren, ende *vier duysent* Knechten; mitsgader voor de hooge Officieren, Artillerie en andere onkosten van de Oorloge hebben aengenomen aen hare Vorstel. Doorl. te remitteren, ten ware hare Vorstel. Doorl. liever hadden van nu af aen alle de onkosten van de Artillerie, en van den train hier voor Art. *twaelf* gespecificeert; mitsgaders oock de Hooge Militaire tractementen van de Generaels Personen boven de voorsz Colonels van de Regimenten in de optochten ende expeditie te gebruycken, daer tegens tot hare particulieren laste te versorgen ende te furneren, sonder eenige belastinge ofte beswaer van haer Ho. Mog. in welcken gevalle haer Ho. Mog. van het maentlijck furnissement van de *acht duysent negen hondert vijf* Rijxdaelders *vijftien* stuyvers of van *twee en twintich duysent twee hondert drie en sestich* guld. *vijf stuyvers*, ende in het voorsz. *twaelfte* Artickel vermelt, van den beginne aen sullen ontlast ende ontheeven blyven, ende sullen hare Vorstel. Doorl. by het sluyten van het tegenwoordige instrument, haer op die alternative gehouden wesen te verklaren.

XVIII. Indien oock by verloop van tijt mochte bevonden werden, dat de voorsz *vier duysent* Royters ende *acht duysent* voetknechten niet volkomentlijck bestant en waren om den Bisschop van *Munster*, en des selfs Adherenten te brengen tot een afstant van hare Vyandelijcke aggressien, ende vervolgens tot een redelijcken Vreede, soo sullen de selve met ghemeen concert verders vermeerdert ende vergroot werden op *veertien of vijftien duysent* Ruyters ende voetknechten, of tot soodaoigen meerder getal als men sal meenen tot bereyckinge van soo salutairen oochmerck noodich ende convenabel te zyn.

XIX. Dese voorsz. *vier duysent* paerden ende *acht duysent* voetknechten eens zynde volkomentlijck geworven ende gecompleteert, sal haer Ho. Mog. vry staen een gedelte van dien tot *duysent* paerden ende *twee duysent* voetknechten over te nemen in hare particulieren dienst, ende tot particuliere deffensie van hare Vorstel. Doorl. gehouden zyn de selve paerden ende voetknechten onder hare Regimenten ende Hooge Officieren tot dien besonderen dienst te laten overgaen, nochtans met desen verstanden, dat hare Ho. Mog. sullen gehouden zyn *vier* weecken te vooren hare Vorstel. Doorl. daer van te adverteren, ende te gelijcke te furneren so veel penningen als tot suppletie van die Trouppen, ten selven ghetale sal gherequireert zyn, op ten voet van *veertich* Rijcxdaelders voor yder paert, ende van *acht* Rijcxdaelders voor yder voetknecht, als hier vooren is ter oedergestelt, ende sullen in sulcken gevalle hare Vorstel. Doorl. geobligeert werden, aenstonts met dat werf-gelt, die Troupen weder te suppleren, omme naer gedane monsteringe die troupen weder ten behoorlijcken plaetse gebracht, de selve oock weder te doen stellen onder dat gemeene onderhout van lasten, gelijck die getadescheerde Troupen te vooren geweest waaren, met desen verstande, dat de Compagnie van suppletie ten halven ghecompleteer zijnde op aenmaninge van hare Vorstel. Doorl. sullen werden gemonstert, ende de betalinge van de Soldye van den dach af van die voorsz monsteringe sal beginnen te loopen tot ghemeenen laste, ende dan voorts van den tijdt af van de volkomene completeringe, ende de finale monsteringe, de welcke daer op sal moeten volgen, ten ware haer Ho. Mog. beter dachten van nu af aen het sluyten ende teeckenen van desen haer te verklaren, dat boven de voorsz *twee duysent* paerden, ende *vier duysent* voetknechten de welcke volgens den teneur van het *vierde* Art. noch staen, gelicht te worden, hare Vorst. Doorl. soude versocht werden *duysent* paerden, ende *twee duysent* voetknechten tot

à L. Serenitez par les articles precedens pour l'entretien des deux mil hommes de Cavalerie & quatre mil Fantassins, ensemble pour les hauts Officiers, Artillerie & autres frais de Guerre, à moins que leurs Serenitez n'aimassent mieux, dès à present, de prendre à leur charge particuliere tous les frais de l'Artillerie & du train d'icelle, specifiés en l'Article 12. ci-dessus, ensembles les gages des hauts Officiers & Generaux qui outre les Colonels des regimens devront être employez à quelque expedition, & ce à la decharge de L. H. P. auquel cas L. H. P. seront dès l'abord dechargez de fournir par mois les huit mil neuf cens cinq Risdales, quinze sous, ou vingt & deux mil deux cens, soixante trois livres cinq sous mentionnez audit 12. Article, & leurs Serenitez seront obligez de se declarer à la conclusion du present instrument, sur cette alternative.

XVIII. Que si dans la suitte du tems il fut trouvé que les susdits quatre mil chevaux & huit mil Fantassins ne fussent pas suffisans pour faire desister le susdit Evêque de Munster & ses adherens de leurs Hostilitez & agressions, & les obliger ensuite à une paix raisonnable, lesdittes troupes seront de commun concert augmentées jusques à quatorze ou quinze mil hommes de Cavalerie & Infanterie, ou à un certain plus grand nombre qu'on jugera necessaire & convenable pour parvenir à un si salutaire dessein.

XIX. Lesdits quatre mil chevaux & huit mil Fantassins étans une fois entierement levez & complets, il sera en la liberté de leurs H. P. d'en prendre une partie, jusqu'à mil chevaux & deux mil Fantassins, pour leur service particulier, & pour la deffence particuliere de leurs Serenitez elles seront tenuës de laisser aller lesdites Cavalerie & Infanterie sous leurs regimens & Hauts Officiers pour leur service particulier; bien entendu neantmoins que leurs H. P. seront obligées, d'en avertir L. Ser. quatre semaines auparavant, & de fournir en même tems autant de deniers qu'il sera requis pour le suplement dudit nombre de troupes, sur le pied de quarante Risdales pour chaque Cavalier, & de huit Risdales pour chaque Fantassin, comme il est dit ci-dessus. Et en tel cas seront leurs Serenitez obligez aussitôt de suppleer ledit nombre de troupes avec cet argent, afin qu'aprés la revene faitte & lesdittes troupes menées au lieu convenu, de les faire remettre sous le même entretien que les troupes detachées étoient auparavant, & est convenu encore que les Compagnies de supplement étant à moitié completées, il en sera fait revené sur l'avertissement de leurs Serenitez, & le payement de la Solde commencera à courir à la charge commune du jour de laditte revene; Et ensuitte du jour que les troupes seront entierement complettes & de la revene finale qui s'en devra ensuivre, à moins que L. H. P. ne trouvassent plus à propos de declarer à la conclusion de ces presentes, que par dessus les susdits deux mil chevaux & quatre mil Fantassins, qui, suivant la teneur du quatriéme Article, doivent encore être levés, leurs Serenitez seront requises de lever au service particulier de L. H. P. mil chevaux & deux mil Fantassins, & qu'ils ne fissent aussitôt fournir l'argent necessaire pour la levée sur le pied & à proportion comme dessus, auquel cas leurs Serenitez seront obligées de faire laditte levée de mil

ANS de J. C. 16.5.

tot particulieren dienste van haer Ho. Mo. ende daer benevens op den voet ende proportie als vooren paratelijck dede furneren de noodige werf-gelden, in welcken gevalle hare Vorstel. Doorl. sullen gehouden zyn, de voosz. lichtinge van *duysent* paerden ende *twee duysent* voetknechten op ten voet als vooren, ten behoeve ende tot particuliere dienste van haer Ho. Mog. voort te setten, onder conditie van monsteringe ende betalinge als vooren, ende sal daer mede het *eerste* Lidt van dit Articul, spreckende van het overdoen van *duysent* paerden ende *twee duysent* voetknechten, dan komen te vervallen.

20. Ende gelijck het oogmerck van dese lichtinge van Troupen ende van de boven geconcerteerde Articulen allen daer henen gaet, om de wederzijts Staten, Landen, Luyden, Steden ende Stercken, tegen alle gewelt te protegeren ende te mainteneren, ende in cas eenige vyandelijcken aenval van den Bisschop van Munster ende des selvs Adherenten, de selve soo lange ende sodanich te gebruycken tot dat die tot reden gebracht ende hochgemelte Parthyen in een gerusten stant herstelt worden: Soo is wel expresse by desen oock versproocken ende geconvenieert, dat geene van hen selven en sal vry staen met ghemelden Bisschop ende des selfs adherenten, *te handelen*, *te verdragen*, *te accorderen*, *ofte eenich Tractaet van Vreede*, *Bestant of Treves*, te sluyten, ten sy met vorgaende communicatie van de andere hooge Parthyen, ende dan noch soodanich, dat de selve expressselijck daer by worden geincludeert.

21. Ende sal tusschen hochgemelte partyen ondertusschen oock konnen overleecht ende geconsenteert werden, wat verdere middelen tot onderlinge gerustheyt ende securiteyt by nadere Alliantie ende verbintenissen souden konnen werden uytgevonden.

Alle welcke pointen ende Articulen hier voor verhaelt ten wederzyden ter goeder trouwen ende onverbreeckelijck sullen onderhouden werden, ende tot meerder vasticheyt van dien, sijn hier twee gelijck luydende Instrumenten gemaekt, en by de Gedeputeerden van haer Hooch Mog ter eenre, ende by den Heere *George Frederick* Grave tot *Waldeck*, *Pirmond*, ende *Cuylenburch*, op het goetvinden van hare Vorstel. Doorl. ten anderen zyde, met hant ende Zegel bevesticht: ende sullen de Ratificatie daer op binnen den tijdt van een maent, ofte eerder, ist doenlijck, by wederzijts hooge Partyen in bestendige ende behoorlijcke forme werden uytgebracht ende uytgewisselt. Gedaen in den Hage den *negenden* September, Anno *sestienhondert vijf en sestigh*.

(L. S.) Georg. Frid. Grave tot Waldeck.

(L. S) G. van Braeckel.
(L. S) J. de Merode.
(L. S.) J. *de Wit.*
(L. S.) Nicolaes Stavenis.
(L. S.) G. van Holck.
(L. S.) E. van Bootsma.
(L. S.) W. Royer.
(L. S.) H. Gockinga.
(L. S.) Pieter de Boetselaer & d'Asperen.
(L. S.)
(L. S.) J. van Vrybergen.
(L. S.) H. v. Beverningh.

mil chevaux & de deux mil Fantassins sur le pied que dessus, au proffit & pour le service particulier de L. H. P. sous la condition de reveuë & de payement comme il est dit ci-devant, par le moyen dequoi le premier membre de cet Article qui parle de la cession des mil chevaux & deux mil Fantassins demeurera nul. ANS de J. C. 1665.

XX. Et comme le but à l'égard de cette levée de troupes & de ce qui a été concerté par les Articles ci-dessus ne tend qu'à proteger & deffendre les Etats, Pais, Peuples, Villes & Forts de part & d'autre contre toute violence, & en cas de quelque hostilité & irruption de la part de l'Evêque de Munster & de ses adherans, & de s'en servir jusques à ce qu'ils ayent été mis à la raison, & les parties retablies, dans un état tranquile; Il est aussi expressement convenu par ces presentes, qu'il ne sera permis ni loisible à aucune d'icelles, d'entrer avec ledit Evêque & ses adherents en aucune negotiation, convention, accord, ou Traité de Paix, armistice ou Trêve, ni d'en conclure aucune, qu'avec la communication preallable de l'autre partie, & ce de telle maniere, qu'elle y soit expressement comprise.

XXI. Et cependant lesdites parties pourront reflechir & penser aux autres moyens que par d'autres Alliances & engagements pourroient encore procurer leur repos & sureté particuliere.

Tous lesquels points & Articles ci-dessus seront entretenus & observez inviolablement de part & d'autre, & pour plus grande fermeté d'iceux, ont été fait des presentes deux Instruments pareils qui ont eté confirmez par les Signatures & apposition des sceaux des Deputez de L. H. P. d'une part. Et par le Sieur George Frideric Comte de Waldeck, Permont & Caylenbourg, sous le bon plaisir de leurs Serenitez d'autre part. Et les Ratifications d'icelles seront aportées & échangées dans un mois, ou plutôt, s'il se peut faire, par les parties dans la meilleure forme. Fait à la Haye le neufieme Septembre l'an mil six cens soixante cinq.

(L. S.) Georg. Fred. Comte de Waldeck.

(L. S.) G. de Brackel.
(L. S.) J. de Merode.
(L. S.) J. de Wit.
(L. S.) Nicolas Stavenis.
(L. S.) G. de Holck.
(L. S.) E. de Bootsma.
(L. S.) W. Royer.
(L. S.) H. Gockinga.
(L. S.) Pierre de Boetselaer & d'Asperen.
(L. S.)
(L. S.) J. de Vribergue.
(L. S.) H. v. Beverning.

XLIII. *Ex.*

XLIII.

ANS de J.C. 1665. Pologne.

Explication des propositions faites par JEAN CASIMIR III. *Roi de Pologne à* GEORGE *Comte de Wisnitz & de Jaroslaw & autres Confédérez, & par eux acceptées le* 8. *de Novembre*, 1665. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 221.

I. EXercitus Fœdere junctus nec non ejusdem Marschalcus usque ad Proxima Comitia nexu obstrictus maneat, Hominibusque ejusdem omnibus & singulis Salvus Conductus sub Fide Publica præstetur, sub quo omnes Domino Lubomirski juncti, qui nunc, & perpetuò apud illum extiterunt, & adhuc stant, comprehensi intelligantur.

II. Si in proximis Comitiis iisdem plenaria Amnestia impertietur, & sub conditione si huic Reipublicæ unanimis Consensus accesserit, atque iisdem duæ Quadrantes stipendiorum militarium & metatorum solutæ fuerint, Fœdus dissolvetur.

III. Metatáque à Domino Weiwoda (Palatino Cracoviensi,) tanquam Supremo Campi-Ductore, pro competente ipsi Jure, absque tamen oppressione & afflictione Subditorum ulla, assignentur.

IV. Quod si verò Exercitus eorundem in Mansionibus aut in-sive re-gressu, post hæc conventa, alicui vim inferet, id Generali Amnestiæ imputare fas non sit.

V. Sua Regia Majestas permittit, ut Dominus Lubomirski in Diætis Provincialibus & Comitiis Regni restitutionem suam suppliciter, vi declarationis Dominis Episcopis impertitæ & Tractatûs Ravensis, exoret.

VI. Promittit quoque Regia sua Majestas sese consueta Comitia in locis consuetis ad Mensem Februarium.

Hanc subscriptam Elucidationem nos infrascripti acceptavimus, eidem nos submisimus, & ad majus fidei robur eandem subsignavimus. Datum in Campis prope Palozyn VIII. Novemb. Anno MDCLXV.

Lukomirski &c.

XLIV.

ANS de J.C 1665. France et Tunis.

(a) On n'a rien changé à l'Argument de ce Traité.

(a) Artitles de Paix, entre sa Sacrée & Tres-Chrestienne Majesté LOUIS XIV. *Roi de France & de Navarre, & les Tres-Illustres & Magnifiques Seigneurs* MEHEMET BACHA, *Divan de la Ville & Royaume de Tunis;* AGY MUSTAPHA, *Generalissime de la Milice de ladite Ville & Royaume;* MORAT BEY *&* MEHEMET BEY: *Conclus & signez à la Baye de la Goulette, le vingt-cinquiéme de Novembre 1665. par François de Vendosme, Duc de Beaufort, Prince de Martigues, Pair de France, pourveu & receu à la Charge de Grand Maistre, Chef & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de France.* Freder. Leonard. Tom. V.

PREMIEREMENT.

QUE doresnavant à compter du jour de la signature des presens Articles, il y aura cessation d'Armes & de toute hostilité, tant de l'une que de l'autre part: & que si-tost que ce Traité sera confirmé par sa Majesté Tres-Chrestienne, il y aura une bonne intelligence, amitié, & paix ferme & stable entre les Sujets de S. M. T. C. & les tres-illustres & magnifiques Seigneurs Bacha, Divan & Dey, & les Peuples dudit Royaume: & qu'en contemplation de la Paix desirée, leurs Vaisseaux, Galeres, Barques & autres Bâtimens, navigueront en toute liberté. Que tant sur Mer que sur Terre les Sujets de l'une & l'autre part ne se feront aucun acte d'hostilité, au contraire qu'ils s'entr'aideront & se serviront les uns les autres sans se procurer aucun dommage, ains se donneront toute aide & confort. Comme pareillement tous les Marchands de l'une & l'autre Nation, pourront negocier en toute liberté dans l'étenduë tant du Royaume de France que celui de Navarre & celui de Tunis, dans lesquels Royaumes ils seront traitez avec tous les témoignages d'une vraye & sincere amitié.

ANS de J.C. 1665.

II. Que tous les Esclaves François qui sont dans la Ville de Tunis, & toute l'étenduë & domination d'icelui Royaume, de quelque qualité & condition qu'ils soient, sans en excepter aucuns; Comme aussi tous les Esclaves Janissaires seulement qui se trouveront être du Royaume de Tunis, seront mis en liberté de part & d'autre, & rendus de bonne foy.

III. Que tous les Vaisseaux tant d'une part que d'autre, qui se trouveront en Mer, ou dans les Rades; Havres ou Ports, aprés avoir déployé leurs Pavillons, & s'estre reconnus, continueront leur route sans se faire aucun acte d'hostilité. Mais dautant que les Vaisseaux d'Alger, Tripoly & Salé, & autres endroits de la Barbarie, portent un même Pavillon que ceux de Tunis, pour prevenir tous les inconveniens qui en pourroient arriver, il est arresté que les Vaisseaux dudit Tunis (aprés que les Gens de l'un & de l'autre Bord se seront montrez sur leurs Ponts) pourront envoyer dans un Batteau un ou deux Hommes au plus, outre ceux qui seront necessaires pour la conduite d'icelui, à Bord des Vaisseaux de sa Majesté Tres-Chrestienne, pour s'asseurer s'ils sont veritablement François, & y entrer si bon leur semble, faisant apparoir d'un Certificat du Consul des François resident à Tunis; aprés l'exhibition duquel, les Commandans des Navires de sa Majesté Tres-Chrestienne les laisseront en toute liberté continuer leur route, sans estre fait aucun tort ou dommage à leurs personnes, robes & marchandises, tant des Marchands que Mariniers, Soldats & Passagers, de quelque Nation & condition qu'ils soient; toutes autres visites & recherches de part & d'autre estant deffenduës. Ce qui s'observera semblablement par les Vaisseaux de Tunis, à l'égard de ceux de S. M. T. C. qui seront obligez de faire apparoir d'un Passeport de l'Admiral de France.

IV. En cas que quelque Vaisseau, Barque, ou autre Batiment Marchand de Tunis, fussent rencontrez en Mer par des Vaisseaux de Guerre ou autres de S. M. T. C. & qu'aprés avoir fait abaisser leurs Pavillons ils fussent neanmoins contraints de se deffendre, & obligez à tirer leurs Canons ou Plerriers, & ensuite forcez & pris, estant apres reconnu pour estre du Royaume de Tunis, ils ne seront pas reputez de bonne prise, au contraire ils leur seront rendus & les Gens aussi, avec tous leurs biens, marchandises, robes & effets. Le semblable s'observera par les Vaisseaux de Tunis, à l'égard des Navires Marchands de S. M. T. C.

V. Quand des Vaisseaux de Guerre où autres de S. M. T. C. se rendront és Ports ou Rades du Royaume de Tunis avec des prises, excepté celles faites sur les Turcs, il les y pourront vendre selon leur bon gré & plaisir, sans qu'il leur puisse estre fait aucun empêchement par ceux du Pays quel qu'il puisse estre, & ne seront pour ce obligez de payer aucun droit, sinon celui qui sera payé par les Amis. Et en cas que lesdits Vaisseaux ayent besoin de vittuailles vives ou mortes, ou autres choses necessaires, ils pourront les acheter librement dans les Marchez du Pays où ils se trouveront, au prix ordinaire des Habitans dudit Royaume, sans pour

ANS de J.C. 1665.

ce payer droits quelconques à aucun Officier. Et le même sera observé en France à l'égard des Vaisseaux de Tunis.

VI. Que quelque Sujet que ce soit de S. M. T. C. Marchand ou Passager, de quelque qualité & condition qu'il puisse estre, qui se trouvera dans un des Ports ou Havres de l'étenduë du Royaume de Tunis, aura la liberté de demeurer dans son Vaisseau, & d'en sortir, aller ou venir en terre par tout où bon lui semblera sans en pouvoir estre empesché. Ce qui sera semblablement permis à ceux du Royaume de Tunis quand ils seront dans les Ports de S. M. T. C.

VII. Si par cas fortuit quelques Vaisseaux, Galeres ou Barques, & autres Bâtimens des Sujets de S. M. T. C. venoient à estre attaquez par ceux d'Alger, Tripoly, Salé, ou autres de leurs Ennemis dans les Ports & Rades dudit Royaume de Tunis, les Commandans des Places seront obligez de leur donner refuge dans leurs Ports, & seront tenus d'envoyer de leurs Gens dans un ou plusieurs Batteaux pour y apporter remede & empéchement, & de les deffendre autant qu'il leur sera possible.

VIII. Que tout les Vaisseaux Marchands, ou autres Bâtimens des Sujets de S. M. T. C. qui se rendront à Tunis, Sussa, Portefarine, & autres lieux dudit Royaome pour y vendre leurs marchandises, le pourront faire en toute liberté & seureté, en payant par eux seulement les droits ordinaires; & à l'egard de celles qu'ils ne vendront pas, ils pouront les remporter dans leurs bords, sans que pour ce ils puissent estre obligez de payer aucuns droits pour icelles.

IX. Que les Vaisseaux tant de Guerre que Marchands, meme les Galeres & autres Bâtimens appartenans au Roi Tres-Chrestien, ou à ses Sujets, pourront venir à tel Port, Rades, ou Havres dépendans dudit Royaume de Tunis, tel que bon leur semblera, pour se radouber, spalmer, carenner & suiffer, même faire de l'eauë & prendre des rafraischemens, sans qu'il leur en puisse estre fait refus ou pour ce exigé aucuns droits; avec cette precaution toutefois à l'égard des Galeres, qu'elles seront obligées avant que d'entrer dans le Port, d'envoyer un Caïque à terre avertir les Commandans des Forteresses de leurs intentions, lequel Caïque restera à terre pour ostage, pendant que le Batteau des Forteresses ira reconnoitre lesdites Galeres & apprendre leurs volontez.

X. Qu'un Vaisseau, Galere, ou autre Bâtiment de S. M. T. C. ou de ses Sujets, qui par malheur fera naufrage dans les Ports, Rades, ou Costes dudit Roiaume de Tunis, ne sera point reputé de bonne prise, ni les effets pillez, ni les Hommes de quelque qualité & condition qu'ils soient, Marchands ou Passagers, estre reputez Esclaves; au contraire que lesdits Gouverneurs des Forteresses & les Peuples dudit Royaume de Tunis, feront leur possible pour leur donner ayde & confort pour sauver leurs personnes, leurs Vaisseaux, leurs biens & marchandises, sans que le Bacha, Divan ou Dey, y puissent rien pretendre ni contrevenir. La même chose sera observée en France à l'égard des Vaisseaux de Tunis, au cas qu'il leur arrivast pareille disgrace.

XI. Si quelque Esclave du Royaume de Tunis, ou de quelque Nation que ce soit, vient à se sauver à nage jusques aux bords de quelque Vaisseau de France, le Consul de ladite Nation resident à Tunis, ne pourra estre obligé ni contraint à payer le rachapt dudit Esclave, si ce n'est qu'il eust esté averti à temps de la fuite dudit Esclave, & si bien qu'il eust eu le loisir d'y apporter remede. Que si le Consul avoit negligé cét avis, en ce cas il sera tenu de payer le rachapt dudit Esclave au prix que son Patron l'aura acheté au Marché, ou au plus trois cens Piastres pour toutes choses.

XII, Que si aucuns Vaisseaux de Tripoly, Alger, Salé, ou de quelque autre part que ce soit, emmene dans Tunis, Portefarine, ou autre Rade que ce soit de l'étenduë dudit Royaume, des Vaisseaux, Barques, ou autres Bâtimens, Matelots, Passagers, ou biens qui appartiendront aux Sujets de S. M. T. C. ne permettra pas qu'ils soient vendus dans ledit Royaume. Ce qui sera observé en France à l'égard des Vaisseaux de Tunis.

XIII. Que desormais aucuns des Vaisseaux de Guerre, Galeres, ou autres Bâtimens de Tunis ou du Royaume de France, ne pourront faire Esclave aucun François n'y autre, pas meme les Chevaliers de Croix, ny pareillement les Sujets dudit Royaume de Tunis sous l'une & l'autre Banniere, mais sous des autres Pavillons ou Bannieres Estrangeres, les Passagers de quelque condition qu'ils soient & les Marchands seront libres. Et quant aux Gens de Solde, Canoniers, Soldats, & Matelots François, ils pourront estre faits Esclaves, & seront rachetez moyennant la somme de cent cinquante Piastres par teste (les Chevaliers de Malthe excepté.) Le semblable se pratiquera à l'égard de ceux de Tunis.

XIV. Que doresnavant tous les Sujets du Royaume de Tunis seront libres en France, de quelque lieu qu'ils puissent estre apportez & emmenez, ne seront receus pour Esclaves, ni achetez ni vendus, & si d'avanture il s'y en rencontroit quelqu'un, à la premiere requisition il sera rendu & mis en liberté, & toutes ses robes & effets restituez; comme pareillement il en sera usé à l'égard des François dans toute l'étenduë dudit Royaume de Tunis.

XV. Que le Consul François resident dans la Ville de Tunis, sera honoré & respecté, & aura la préeminence sur tous les autres Consuls, & continuera d'avoir dans sa Maison un lieu auquel luy & les Sujets de sa Majesté Tres-Chrestienne, puissent exercer librement leur Religion, sans que personne leur puisse dire ni faire aucun empéchement, tort ou injure, soit par paroles ou voye de fait: & pourra ledit Consul avoir & entretenir chez luy un Prestre tel qu'il luy plaira pour deservir sa Chapelle, sans que le Dey & Divan l'en puissent empécher.

XVI. Arrivant changement du Consul François & establissement d'un nouveau par S. M. T. C. lesdits Seigneurs Bacha, Divan & Dey, n'y pourront apporter aucun obstacle ni empêchement en quelque maniere que ce soit, & le Consul qui sortira s'en pourra aller librement en payant ses debtes: & doresnavant les Consuls François, avec la participation toutesfois du Seigneur Dey, pourront changer de Saccagi ou de Truchement de trois mois en trois mois; selon la coutume ordinaire du Divan; ce qui luy sera accordé sans difficulté.

XVII. Que toutes les Nations qui negocieront en ladite Ville de Tunis & estenduë dudit Royaume, reconnoitront le Consul des François, & lui payeront les droits accoûtumez dudit Consulat sans difficulté, excepté la Nation Angloise & la Flamande, qui ont à present chacune un Consul dans Tunis.

XVIII. Que les Estoffes & Vittuailles que le Consul François sera venir pour son usage & pour present seulement, ne payeront aucuns droits ou imposts, non plus que ce qu'il pourra acheter sur les lieux pour la provision de sa Maison.

XIX. Que desormais tous les biens des Sujets de S. M. T. C. qui demeureront dans Tunis & toute l'étenduë dudit Royaume ne pourront en cas de debte, absence ou méfait, estre saisis ou mis en sequestre par qui que ce soit dudit Tunis, au contraire demeureront és mains du Consul François; même que les Sujets de S. M. T. C. auront liberté de se retirer en France, ou ailleurs que bon leur semblera, avec leurs femmes, enfans, domestiques, biens & effets generalement quelconques, sans qu'il leur soit fait aucun empechement.

XX. Que le Consul François ni aucun des Sujets de S. M. T. C. ne sera tenu des debtes d'un autre François

ANS de J. C. 1665.

çois, ni d'aucun d'une autre Nation, quel qu'il puisse estre, ni pour ce pourra estre emprisonné, ni la Maison dudit Consul scellée; & qu'aucun témoignage ne sera receu contre aucun d'eux, ni ne pourront estre actionnez, à moins qu'au prealable ils ne s'y fussent obligez par acte signé de leurs propres mains.

XXI. Qu'en cas que quelqu'un des Sujets de S. M. T.C. frappe ou maltraite ou Turc ou Maure, on pourra le punir s'il est pris, mais au cas qu'il vienne à se sauver on ne pourra s'en prendre audit Consul François, ni à aucun des Sujets de S. M. T. C.

XXII. Que nul Sujet de S. M. T. C. pour les differens qui leur surviendront, ne seront soumis à aucun autre Jugement que celui du Dey, non du Divan ou du Cady.

XXIII. Que pour ce qui regardera les differens que les Sujets de S. M. T. C. auront entre eux en leur particulier, ou avec ceux de toute autre Nation qui negociera sous la protection du Consul des François, ils ne seront tenus de les decider pardevant autre que ledit Consul, auquel seul en appartiendra la connoissance.

XXIV. Que si quelque Marchand François, ou autre estant sous la protection dudit Consul François, vient à mourir dans l'étenduë dudit Royaume de Tunis, les facultez qui se trouveront lui appartenir en cas qu'il teste, seront remises au pouvoir de celui qui aura esté nommé par lui son Executeur Testamentaire, pour en tenir compte à leurs heritiers ou autres en faveur desquels il auroit disposé. Mais au cas qu'il vint à deceder sans faire Testament, que le Consul François se saisira de leurs biens & facultez pour en tenir pareillement compte à leurs heritiers, sans que qui que ce soit du Royaume de Tunis en puisse prendre connoissance.

XXV. Que doresnavant aucun des Sujets de S. M. T. C. qui sera reputé Esclave, soit qu'il soit de Levant ou de Ponant, ne sera vendu au Basa ou Marché.

XXVI. En cas que quelque Vaisseau de Guerre, Galere, Marchand, ou autre Bastiment appartenant à S. M. T. C. ou à ses Sujets, viennent par quelque infortune à s'échoüer ou briser en quelque Isle ou place inhabitée, & que par hazard il vint à passer un Vaisseau, Galere ou autre Bâtiment de Tunis, ils seront obligez d'aller les secourir, même prendre leurs gens, robes & marchandises, lesquelles ils consigneront és mains du Consul François de Tunis, sans qu'ils les puissent porter ou vendre ailleurs. Le mesme s'observera par les Vaisseaux de France, à l'égard de ceux de Tunis, en cas que pareille disgrace leur arrive.

XXVII. Qu'au même temps que ces presens Articles seront signez & confirmez, tous les dommages & depredations qui auront esté faites & souffertes de part & d'autre avant qu'on ait pû avoir connoissance de la presente Paix, seront incontinent reparez, & d'iceux donné reciproquement une pleine & entiere satisfaction, même tout ce qui se trouvera encore en nature rendu & restitué. C'est pourquoy pour prevenir tout inconvenient, on avertira de cecy en toute diligence les Commandans des deux partis. Il est arresté aussi qu'en attendant l'entiere restitution des Esclaves de part & d'autre, on les traitera avec toute sorte de douceur & d'humanité, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun mauvais traitement, tort ou dommage.

XXVIII. Si quelque grief arrive de part & d'autre, il ne sera loisible à aucune des parties de rompre la Paix jusqu'à ce qu'on ait refusé d'en faire la Justice.

XXIX. Que le Consul de la Nation Françoise resident à Tunis, en cas qu'il arrive quelque different quel qu'il puisse estre, qui fasse une rupture de Paix entre les deux parties, ledit Consul aura la liberté entiere de s'en aller & de se retirer quand bon luy semblera en son Pays ou ailleurs, & que lors qu'il partira il luy sera loisible d'emmener avec luy sa famille & domestiques, méme deux Esclaves à son choix, & ses biens generalement quelconques, sans qu'il luy en puisse estre fait aucun empeschement, & pour ce faire pourra aller & venir librement sur les Vaisseaux qui seront és Ports, méme vacquer à ses affaires à la Campagne. Fait à Bord de l'Admiral à la Baye de la Goulette, le vingt cinquiéme Novembre 1665. Signé, LE DUC DE BEAUFORT, avec le Cachet de ses Armes, & le Sceau des Bacha, Divan, & Milice de Tunis.

XLV.

ANS de J. C. 1666.

DANEMARC ET PROVINCES-UNIES.

Traité d'Alliance entre FREDERIC III. *Roy de Dannemarc, & les Estats Généraux des* PROVINCES-UNIES, Fait à la Haye, le 11. Fevrier, 1666. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre Tom. XII. pag. 462.

ALsoo den Doorluchtigsten Grootmachtigsten Vorst ende Heer, Frederick de *Derde* tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gothen Coningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holsteyn, Stormarn, ende der Ditmarschen, Grave tot Oldenburgh en Delmenhorst, &c. ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, wedersijts by occasie van den Oorloch tusschen den Koningh van *Groot Britannien* ende haer Ho. Mog. naer rijpe overweginge van den tegenwoordige beswaerlijcken toestant haere gedachten hebben laten gaen, hoe best haere respective Rijcken ende Landen, mitsgaders de Navigatie ende Commercie van haere Onderdanen ende Ingesetenen tegen alle gewelt ende pericul, soo veel mogelijck is, te verseeckeren, *Soo ist*, dat sijne Konincklijcke Majesteyt ter eenre, ende haer Ho. Mog. ter andere sijde, op de vriendelijcke inductie ende persuasie van de *Coninck van Vranckrijck* goet gevonden hebben haer naeder te conjungeren ende verbinden, ende vervolgens soodanige middelen by de hant te nemen, ende in 't werck te stellen, waer door naest Godes bestieringe ende ghenadi-

XLV.

ANS de J.C. 1666.

DANEMARC ET PROVINCES-UNIES.

Traduction de ce Traité.

COmme le Serenissime & puissant Prince & Seigneur Frederic. III. Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slefwic, Holstein, Stormarn, & Ditmarse, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst, &c. Et les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ont à l'ocasion de la presente guerre d'entre le Roi d'Angleterre & L. H. P. & aprés meure deliberation sur les fâcheuses dispositions des affaires presentes, consideré, comment leurs Royaumes & Pais respectifs, ensemble la navigation & commerce de leurs Sujets & habitans pourroient être assurez contre toute violence & danger, c'est pourquoi, sa Majesté Royale d'une part & leur H. P. d'autre sur l'amiable induction & persuasion du Roi de France, ont trouvé bon de s'unir & de s'allier plus étroitement, & en consequence de prendre en main telles voyes par lesquelles, moyennant la conduite & benediction divine on puisse obtenir une honorable & sure Paix, & que la Navigation & commerce puissent être restablis dans leur premier & florissant état, ensemble pour se fortifier pour la deffence des Sujets de part & d'autre, aussi bien que pour mainte-nir

ANS de J.C. 1666.

nadigen Zegen eene eerlijcke ende verseeckerde Vrede mocht worden geobtineert ende de vrye Commercie ende Navigatie herstelt in voorigen Florisanten staet, mitsgaders oock om te strecken tot *defensie* van wedersijts Onderdanen, als mede om haere respective Hoogheyden, prærogativen, ende gerechtigheden behoorlijck te maintineren, ende die op de vrye Zee, ende andersints geplegde Excessen ende exorbitantien tegen te gaen: Ende heeft sijne Koninckiijcke Majesteyt tot dien eynde, ende tot bevorderinge van andere saecken meer, gevolmachtight, ende na den *Haegh* gesonden die welgeboorne ende Hoog-Edele Heeren *Paul Clingenberch* sijne Koninckiijcke Majesteyts Admiraliteyts Raet, ende Postmeester Generael, Ersgeseten op Bustrup, Haenrouw, ende Tostrup, als mede nende Heer *Petrus Charisius* sijn Coninckiijcke Majesteyts Raet ende Resident by de hoog-gemelde Heeren Staten Generael, dewelcke daer over in handelingh ende conferentie getreden wesende met de Heeren Gedeputeerten ende Gevolmachtigden van haer Ho. Mog. namentlijck die oock welgeboorne, ende Hoog-Edele, gestrenge, wyse, voorsienige Heeren *Rudolph van Ommeren*, *Johan de Wit*, uyt den Oudt Raet der Stadt Dordrecht, *Johan de Wit*, Raed Pensionaris van Hollant ende Westvrieslant, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Pensionaris der Stadt Tholen, *Godaert Adriaen*, *Baron van Reede*, Heer van Amerongen, Ginckel, Elst, &c. *Adolph van Vuckel*, *Johan van Isselmuyden* tho Rollecaten, Drossart van Vollenhoven ende de Heerlijckheyt Cundert, ende *Johan Drewe*, Raetsheer in Groningen, respective Gedeputeerden in haer Ho. Mog. Vergaderingh van wegen de Provincien van Gelderlant, ende 't Graefschap Zutphen, Hollant ende Westvrieslandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieslant, Overyssel, Stadt Groeningen ende Ommelanden, sijn deselve vervolgens onderlingh in name van haere respective aldergenadichsten ende hooge Heeren Principalen, in krachte van derselver Volmachten ende Pouvoirs op 't eynde deses geinsereert, over de navolgende pointen geaccordeert, ende verdragen, gelijck geaccordeert, ende verdragen wert mitsdesen;

I. Naedemael bevonden wort dat de Engelsche Oorloch-schepen in het voorleden Iaer *sestienhondert vijf en-sestich* niet alleen veel Deensche ende Noordsche Coopvaerdy-schepen oock die geene de welcke na Neutrale Plaetsen waeren gedestineert, of daer van daen quamen, inde openbare Zee hebben aengehaeldt, ende nae behoorlijcke reclamatie niet willen relaxeren, nemaer oock daer en boven in ende op de Stromen, ende Havenen van hoogstgedachte sijne Koninckiijcke Majesteyt verscheyde onbehoorlijcke feytelijckheden gepleeght, desselfs Kasteelen ende Forten vyandtlijck geattaqueert, aengegrepen, ende beschoten, oock in 't gesichte van sijne Koninckiijcke Majesteyt in de *Sont*, ende onder het Kasteel *Kronenburgh* Schepen geplondert ende aen de strant gejaecht. So is sijne Koninckiijcke Majesteyt daer door bewogen ende genecessiteert geworden te verbieden ende te verhinderen; dat vortaen ende in 't toekomende soo lange den tegenwoordigen Oorloch tusschen de hoogstgedachte Koninck van *Groot Britannien* ende haer Ho. Mog. sal continueren, *geene Engelsche Oorlog-Schepen* sullen vermogen te komen op desselfs Reden, Havenen, ende Stroomen, noch oock in *Noorweegen* ofte op sijne Kusten, het alsoo genoemde *Cattegat*, ofte de *Zont*, ofte *Beelt*; ende is voorts geconvenieert dat sijne Koninckiijcke Majesteyt soodanig verbot niet en sal mogen veranderen noch revoceren voor ende al eer de voorschreve Oorlogh sal cesseren. Ende dewyle men met reede beducht is, dat onaengesien 't voorschreve verbot de Engelsche Oorlogh-schepen by continuatie sullen trachten de Commercie in de voorschreve Quartieren te troubleren. Soo is van gelijcken verdragen, dat de Oorlogh-schepen van sijne Koninckiijcke Maje-

nir convenublement les droits & prerogatives legitimes des deux parties, & repousser sur les Mers libres & autrement les exhorbitans excez qui sont commis contre elles. Et a sa Majesté Royale à cette fin, & pour l'avancement d'autres affaires autorisé & envoyé a la Haye le noble Seigneur Paul Clingenberg Conseiller de l'Admirauté de sa Majesté & General des Postes &c. comme aussi le Seigneur Pierre Carisius Conseiller de sa Majesté & Resident près des susdits Seigneurs Etats Generaux, lesquels etant entrés en conference & negociation avec les Deputez & Plenipotentiaires de L. H. P. àsçavoir les Nobles, discrets, sages & prudens Seigneurs Rodophe d'Amerong, Jean de Wit, ancien Conseiller de la Ville de Dorth, Jean de Wit, Conseiller Pensionnaire de Hollande & de West-Frise; Boniface de Vribergue Seigneur dudit Lieu Pensionaire de la Ville de Tollen; Godard Adrian Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elst &c. Adolph d'Unckel, Jean de Isselmond & de Rollecten Drossart de Vollenhoven & de la Seigneurie de Cundert, & Jean Drews Conseiller de Groningue & des Ommelandes, tous Deputez en l'Assemblee de L. H. P. de la part des Provinces de Gueldres, & du Comté de Zuphen, Hollande, & West-Frise, Zelande, Utrecht, Frise, Overyssel, de la Ville de Groningue & des Ommelandes, lesdits susnommez au nom desdits Seigneurs leurs Principaux & en vertu de leurs pleins pouvoirs inserez à la fin des presentes, ont traitté, accordé & conclu, traittent, accordent & concluent par ces presentes.

I. Comme il se trouve que les Vaisseaux Anglois ont vers l'annee passée mil six cens soixante cinq en pleine Mer non seulement beaucoup de Vaisseaux Marchands de Danemarc & du Nord, même ceux qui étoient destinez pour des lieux neutres ou qui en revenoient, sans qu'ils les ayent voulu relâcher aprés les avoir reclamez convenablement, mais aussi, outre cela, qu'ils ont commis plusieurs actes d'hostilité dans les Havres & Ports de sa Royale Majesté, & qu'ils ont attaqué & cannoné les forts & chateaux hostilement, & même en veüe de sadite Majesté dans le Sond, & de plus pillé & poussez des Vaisseaux sur le sable sous le chateau de Cronenbourg; sa Majesté se trouve par là portée & necessitée de deffendre & d'empêcher que tant que durera la presente guerre d'entre le susdit Roi de la Grand' Bretagne & L. H. P. qu'aucun Vaisseau Anglois puisse venir dans lesdittes Rades, Havres & Rivieres, ni même en Norwegue ni sur les côtes qu'on nomme Cattegat, ou Sond, ou Belt, & il est convenu que sadite Majesté ne poura revoquer ni changer ladite deffence, avant que ladite Guerre soit finie. Et comme on est persuadé que nonobstant lesdites deffences les Vaisseaux Anglois continueront de tâcher de troubler le Commerce dans lesdits Quartiers; il est pareillement convenu que les Vaisseaux de sa Majesté qui y seront les en empêcheront autant qu'il sera possible, & attaqueront & combattront lesdits Vaisseaux Anglois, & tâcheront de s'en saisir, bien entendu que par là le Commerce desdits Vaisseaux Marchands édits lieux ne sera point interdit, en cas qu'ils se comportent paisiblement & comme il apartient.

II. Tous

ANS de J. C. 1666.

Majesteyt aldaer, sulcx soo veel mogelijck is sullen afweeren, ende deselve Engelsche Oorloch-schepen aentasten, bevechten ende soecken te verowerèn, wel verstaende, *dat hier door de Commercie op de voornoemde Plaetsen voor de Engelsche Coopvaerdy-schepen niet en wert geinterdiceert of belet*, in cas deselve sich vreedelijck ende behoorlijck comporteren.

II. Alle Stroomen, Reen, ende Havenen van sijne Koninckklijcke Majesteyt soo wel in beyde de Koninckrijcken *Dennemarcken* ende *Noorwegen*, als in desselfs Vorstendommen *Sleeswijck*, ende *Holstein*, sullen uyt kracht van dese Alliantie open staen voor den Oorloch ende Coopvaerdye of andere Schepen der Vereenichde Nederlanden; als mede voor die met Commissie van haer Hoogh Mogende vaeren, dewelcke alle te samen, aldaer komende, wel ontfangen, bejegent, en na vermogen tegens alle ghewelt ende overlast geprotegeert ende beschermt sullen worden.

III. Dat oock hooghst-gemelde sijne Koninckklijcke Majesteyt tot bereyckinge van soo heylsamen oogmerck, ende om 't voorschreve te doene verboth te mainteneren, oock tot verseeckeringe van sijne eyge, als oock vande Nederlantsche Oorlogh schepen ende Koopvaerders, mitsgaders derselver Passige ende verblijf door ende omtrent den *Orisont* ende *Belt*, als mede tot afweeringh van alle besorghde gevaer van sijne Koninckrijcken ende derselver Onderdaenen ende Ingesetenen in desen loopenden Jaere, ende voorts van jaer tot jaer, soo lange den voorschreve Oorlogh sal duyren van den *eersten* April tot op den *eerste* December nieuwe Stijl beyde inclusy, in ende omtrent den *Orisont* in Zee sal brengen, ende gestaedich houden, *veertich goede ende van alles wel versiene Oorlogh-schepen*, daer van de naemen, monture, ende manninge sijn begrepen in seeckere Lijste, by de Heeren Plenipotentiarisen ende Gevolmachtighde Ministers van sijne Koninckklijcke Majesteyt aende Heeren Gedeputeerderde Commissarisen vande hoogh-gemelde Heeren Staten Generael bereyts behandight, ende voor de teeckeninge deses noch naeder in authentica forma over te leveren. Ende in gevalle, dat Godt verhoede, eenige vande voorschreve *veertich* Oorloch-schepen door Storm, Onweder, ofte wel in een Rencontre quamen te verongelucken, ende te blijven, dat in sulcken cas sijne Koninghlijcke Majesteyt deselve ten spoedighsten doenlijck ende mogelijck sijnde, met andere Schepen van Oorlogh van gelijcke force genamt ende gemonteert, als de verongeluckte ofte geblevene ter plaetse, ende ten fine als vooren sal doen remplaceren, ende 't getal alsoo wederom suppleren.

IV. Ende nademael sijne Koninckklijcke Majesteyt ende haer Hoogh Mogende onderlinge verbonden sijn in tijden van Oorloch den geattacqueerden te assisteren met *ses duysent* wel gemonteerde ende gewapende Soldaten, ofte 't equivalent van dien in gelde gereduceert, ende gereeckent ter somme van *twee hondert acht en tachtich duysent* Rycxdaelders. Soo is tusschen de opgemelde Heere Plenipotentiarisen ende Gevolmachtigh en Ministers ende Gedeputeerden als vooren verdragen ende geaccordeert, dat hooghstgedachte sijne Koninckklijcke Majesteyt deselve Somme soo wel ten aensien van 't geene albereyts is verschenen, als van 't geene van nu voortaen staet te verschijnen tot de Equipagie ende uytrustinge vande voorschreve *veertich* Oorlogh-schepen van tijt tot tijt te doen sal employeren: dan alsoo derselver uytrustinge, mitsgaders 't onderhout van 't volck veel hooger sal loopen, ende sijne Koninckklijcke Majesteyt in sijne Koninckrijcken dies aengaende groote Preparatien moet maecken, ende sulcx alles sier-

Tom. IV. lijcx

II. Toutes les rivieres, rades & havres de sa Majesté tant dans les deux Royaumes de Danemarc & de Norwegue, que dans ceux des Duchez de Sleswich & de Holstein, seront en vertu de cette Alliance ouverts aux Vaisseaux de guerre, marchands & autres des Provinces-Unies, ensemble pour ceux qui seront porteurs de Commission de leurs Hautes Puissances, lesquels y venant, seront bien receus, traitez & protegez autant qu'il sera possible contre toute violence & insulte.

III. Qu'aussi sadite Royale Majesté pour parvenir à un but si salutaire, & maintenir la susdite deffence, ensemble pour la sureté de ses propres Vaisseaux aussi bien que les Vaisseaux Marchands & de Guerre des Pais-Bas, comme aussi de leur passage & sejour és environs de l'Orisont & du Belt, & afin de garantir ses Royaumes & les sujets & habitans d'iceux, elle mettra en Mer, & tiendra continuellement, pendant cette année courante depuis le premier jour d'Avril jusques au premier jour Decembre nouveau stile & tous deux inclus, & ainsi d'année en année, pendant tout le tems de cette guerre, dans & és environs de l'Orisont, quatorze bons Vaisseaux de guerre, bien équipez & pourvûs de tout, dont les noms, monture & equipage sont contenus en certaine Liste, qui a deja eté mise par Messieurs les Plenipotentiaires & Ministres de sa Royale Majesté és mains des Deputez & Commissaires, des susdits Seigneurs Etats Generaux, & qui pour être signée sera encore donnée en meilleure & plus authentique forme; Et s'il arrivoit, ce qu'à Dieu ne plaise, que quelques-uns des susdits vinssent à perir ou rester par tempête, gros tems ou bien dans quelque rencontre, en ce cas sa Majesté en fera equiper d'autres de même equipage & monture le plutôt qu'il sera possible pour être envoyez au même lieu & rendre le même nombre complet pour servir à la même fin.

IV. Et comme sadite Majesté & leursdites Hautes Puissances sont particulierement engagez, d'assister celui qui sera attaqué, de six mil soldats, bien equipez & armés, ou d'en donner l'équivalent reduit en argent, montant à la somme de deux cent quatre vingt, & huit mil risdales; il est convenu & accordé entre les susdits Plenipotentiaires & Ministres des deux parties que sadite Royale Majesté employera ladite somme tant à l'égard de ce qui est déja échu, que de ce qui echeera de tems en tems, à l'équipement des susdits quatorze Vaisseaux de guerre, mais comme ledit équipement, & l'entretien de l'equipage montera à beaucoup plus, & qu'il faut que sa Majesté, & les Royaumes fassent de grands preparatifs à ce sujet, & que cela montera annuellement à une somme considerable, il est, comme cy-devant, convenu, que leurs Hautes Puissances fourniront outre cela à sa Majesté, pour subside, tant que ladite guerre avec l'Angleterre durera, la somme de six cent mil risdales par an, laquelle somme sera comptée de

O tems

ANS de J.C. 1666.

lijcx een meerckelijcke Somme sal bedragen, soo is mede, gelijck vooren geconvenieert, dat haer Hoogh Mogende sijne Koninckltjcke Majesteyt daer en boven sullen subsidieren, soo lange ten tegenwoordigen Engelsen Oorlogh sal duyren met de Somme van *sesmael hondert duysent Rijcxdaelders* Iaerlijcx, de welcke in die Stadt *Hamborgh* van tijt tot tijt in specie Rijcxdaelders sullen werden betaelt ende uytgetelt.

V. Ende sal soodanigh subsidie in dit eerste ende oock in de volgende Iaeren, soo lange den jegenwoordigen Engelschen Oorlogh, als worden, continueren sal in *drie termijnen* betaelt worden, te weten, den *eersten* Martii *drie hondert duysent Rijcxdaelders*, den *eersten* Junii *hondert vijftigh duysent Rijcxdaelders*, ende den *eersten* September de resteerende *hondert vijftigh duysent Rijcxdaelders*, alles te reeckenen nae den Nieuwen stijl: de voorschreve betaelinge sal precijs als Wissel-gelt, sonder faulte of manquement, oock sonder eenige pretensien, arresten, affectatien, ofte wat andersints soude konnen werden bedacht, daer tegens in te brengen, als vooren geseght, binnen de Stadt *Hambergh* geschieden ende gepresteert werden op behoorlijcke Quitantie van sijne Koninckltjcke Majesteyt met desselfs eygen hant ende Zegel geteeckent ende bekrachtight, wel verstaende nochtans, gelijck geconvenieert ende verdragen is, so op 't eerste, als de volgende Iaeren, in minderinge van de voorschreve Subsidien in betalinge te mogen geven tot onderhout van *acht Oorlogh-schepen*, met den gevolge ende aenkleven van dien, gemonteert yder met *twee ende veertigh* Stucken, ende voorts op de Conditien, ghestipuleert in 't separaet Contract daer van huyden tusschen de gemelte Koninglijcke Plenipotentiarissen en Gevolmachtigde Ministers, ende haer Hoogh Mog. Gedeputeerden gemaeckt, 't welck van soodanigen valeur ende waerde gehouden sal worden; als of het van woorde te woorde in dese Alliantie geinsereert ware.

VI. In cas, door Godes genadigen Zegen, gelijck verhoopt wert, ende soo als oock eygentlijck het oogwit van 't jegenwoordige Tractaet is in dit *eerste* Iaer *sestien hondert ses en-sestigh* tusschen den Koningh van *Groot Brittannien* ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael den Vrede getroffen ende herstelt mochte worden; Soo is van nu af aen onderlinge geconvenieert dat dies niet tegenstaende de voorschreve subsidien voor 't selve Iaer in consideratie dat de Equipagie ende de meeste kosten van de voorschreve Schepen echter onfeylbaerlijck sullen moeten werden gedragen, in 't geheel onwedersprreckelijck sullen werden betaelt ende voldaen.

VII. Den voorschreve Vreede naer d'expiratie van de loopende Iaere *sesthien hondert ses-en-sestigh* getroffen werdende, sal men alsdan onderlinge nareeckenen wat gedeelte van 't Jaer op den dagh van 't uytwisselen der ratificatien sal wesen ge-escouleert, mitsgaders oock wat Subsidien daer op sijn betaelt, om uyt te vinden of sijne Koninckltjcke Majesteyt albereyts soude genooten hebben, ofte noch sal moeten ontvangen soodanigh gedeelte vande voorschreve *sesmael hondert duysent* Rijcxdaelders, als naer advenant van de verloopene tijdt van 't Jaer sal wesen verschenen, ende is voorts geconditioneert dat deselve sijn Majesteyt daer en boven noch een termijn van *drie Maenden* der voorschreve subsidien, te weten, *hondert vijftigh duysent* Rijcxdalders treecken ende genieten sal.

VIII. Ende nademael haer Hoogh Mogende sijne Koninckltjcke Majesteyt met soodanigen notablen Somme als boven verhaelt is, tot de Equipagie, subsistentie, ende onderhoudinge van de voorschreve *veertigh* Schepen van Oorlogh sullen subsidieren, soo

tems en tems en Risdales en espece dans la Ville de Hambourg.

V. Et ledit subside dans la premiere & les années suivantes tant que la presente guerre durera sera & continuera d'etre payé en trois termes, à sçavoir le premier Mars trois cent mil Risdales; le premier Juin cent & cinquante mil Risdales, & le premier de Septembre les cent cinquante mille Risdales restans, le tout à compter selon le nouveau stile; le susdit payement sera fait precisement en lettres de change sans faute ni manquement, & sans aucune pretension, arrêt, affectation, ou pourquoi qu'on se puisse imaginer, & alleguer allencontre, comme il est dit ci-dessus, & seront fournies lesdites sommes dans la Ville de Hambourg, & sur les quittances de sa Royale Majesté signées de sa propre main, & confirmées de son sceau; bien entendu neantmoins, comme il est convenu & accordé, de pouvoir donner en diminution desdits subsides en payement sur la premiere aussi bien que sur les années suivantes, pour l'entretien de huit Vaisseaux de guerre avec ce qui en depend, chacun montez de quarente deux pieces de Canon; Et outre ce aux conditions stipulées dans le contract separé fait aujourd'hui entre les susdits Plenipotentiaires & Ministres de sadite Majesté, & les Deputez de leurs Hautes Puissances, qui sera reputé de telle force & valeur que s'il étoit inseré de mot à mot dans cette presente Alliance.

VI. En cas que comme on l'espere sous la grace & benediction de Dieu, & comme c'est proprement le but de ce present Traité, la Paix se fait & rétablit au commencement de l'année mil six cens soixante six entre le Roi de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puissances, il est expressément convenu dés à present comme pour lors, que nonobstant les susdits subsides pour ladite année; en consideration que les equipages & la meilleure partie des frais pour les susdits Vaisseaux seront neantmoins infailliblement déja faits, ils seront incontestablement payez & & satisfaits en leur entier.

VII. Ladite Paix étant faite aprés l'expiration de l'année courante mil six cens soixante six on contera alors exactement quelle partie de l'année au jour de l'échange des ratifications sera écoulée, ensemble quels subsides auront été payez dessus, pour trouver si sa Royale Majesté aura dejà eu, ou si elle devra encore avoir quelque partie des susdits six cens mil Risdales, selon qu'il sera échû de l'année, à proportion du tems qui en sera écoulé; Et il est outre cela convenu, que sadite Majesté aura par-dessus un terme de trois mois desdits subsides, sçavoir cent cinquante mil Risdales qu'il tirera.

VIII. Et comme leurs Hautes Puissances fourniront un subside d'une si considerable somme, comme il est dit ci-dessus, pour l'equipage, subsistence, & entretien des susdits quatorze Vaisseaux de guerre, sadite Majesté sera obligée de permettre que leurs Hautes Puissances fassent

ANS de J. C. 1666.

soo sal sijne Majesteyt verobligeert sijn de voorschreve Schepen ter begeerte van haer Hoogh Mogende door een Geauthoriseerde ende Gevolmachtighde selve te laten monteren; gelijck oock sijne Koninckljcke Majesteyt schuldigh ende gehouden sal wesen, de voorschreve *veertich* Schepen ge-equipeert, gemant, ende gemonteert, als inde Lijste boven verhaelt, in dienst te continueren vande *eerste* April af, tot den *eersten* December daer aen volgende, in cas het Winter Saisoen sulx als dan sal toelaten, ende niet notoirlijcke en kome te beletten.

IX. Soo wanneer den Koningh van *Groot Brittannien* dit Tractaet qualijck soude mogen komen op te nemen, ende dienthalven of selfs, of door sijne Geallieerden of wel te samen met sijn Geallieerden, de hoogst-gedachte Koninck van *Dennemarcken* Vyantlijck quame te attacqueeren, soo sullen haer Hoogh Mogende schuldigh ende gehouden wesen sijne Koninckljcke Majesteyt met alle haer maght te water ende te Lande naer uytterste vermogen te adsisteren, niet alleen tegens den hooghstgemelte *Koninck van Groot Brittannien*, nemaer oock tegens alle de geene de welcke ter oorsaecke van desen Tractate, of van 't voorschreve te doene verboth ofte verhinderinge directelijck ofte indirectelijck eenige hostiliteyt souden mogen ondernemen tegens sijne Koninckljcke Majesteyt *Denemarcken* ofte desselfs Rijcken, Landen, Vorstendommen, ende Graefschappen, die sijne Majesteyt jegenwoordigh besit, ofte die deselve hier naemaels by *wettige Successie* soude komen te possederen, ende alsdan te gelijck met deselve sijne Majesteyt in openbaeren Oorlogh treden de geene, dewelcke soodanigen hostiliteyt sal ofte sullen plegen: Gelijck oock aende andere sijde, in gevalle yemant, wie het oock soude mogen wesen, ter oorsaecke van dit Tractaet haer Hoogh Mogende Vyantlijck mochten komen te attacqueren, soo sal sijn Koninckljcke Majesteyt oock schuldigh ende gehouden sijn haer Hoogh Mogende met al sijn macht te water ende te lande naer uytterste vermogen te adsisteren, tegens alle die geenen, dewelcke *uyt de Oorsaecke* directelijck ofte indirectelijck eenige hostiliteyt tegens haer Hoogh Mogende soude willen oeffenen, of ondernemen, ende alsdan te gelijck met haer Hoogh Mogende in openbaren Oorlogh treden, tegens de geene, die welcke soodanigen hostiliteyt, sal ofte sullen plegen.

X. Ingevalle beyde de hooge Contrahenten om redenen in 't bovenstaende *eerste* Artijckel breeder uytgedruckt, in openbaren Oorlogh mochten komen geinvolveert te worden, 't sy met den Koninck van *Groot Brittannien*, (met den welcken haer Hoogh Mogende albereydts in voegen als vooren, in Oorlogh geimplieeert sijn) 't sy oock met yemant, ofte eenige van sijne Geallieerden, of wel te samen met den selven Koning van *Groot Brittannien*; ende yemant, ofte eenige van sijne Geallieerden., of oock met jemand anders, wie het oock soude mogen wesen. Soo en sal daer naer geen suspensie van Wapenen met den gemenen Vyant, ofte de gemene Vyanden gemaeckt mogen werden, als gesamentlijck en met gemeen consent, maer als men 't eenige tyde in handelinghe van Vreede of Treves voor eenige Iaeren komt te treden, soo en sal sulex door een van de Geallieerde niet mogen geschieden sonder participatie vande andere, ende sonder voor hem aenstonts, ende soo haest als voor sich selfs te procureren ende te versorgen de gerequireerde ende noodige faculteyt ende securiteyt, om sijne Ministers te senden ter plaetse, alwaer soodanige handelingh soude mogen wesen aengestelt, gelijck mede daer inne niet vortgaen sonder successivelijck ende van tijt tot tijdt kennisse te geven van 't geene inde voorschreve handelingh sal passeeren ende voorvallen, veel min sal d'een of d'ander ver-

ANS de J. C. 1666.

sent monter lesdits Vaisseaux par personnes authorisées à ce faire, & à leur desir, comme aussi sa Majesté Royale sera tenüe & obligée de continuer en service les susdits quatorse Vaisseaux équipés & montés, comme il est specifié dans la liste ci-dessus mentionnée depuis le premier d'Avril jusques au premier Decembre ensuivant en cas que la saison de l'hiver le puisse permettre, & ne l'empêche pas manifestement.

IX. S'il arrivoit que le Roi de la Grand' Bretagne prit ce Traité en mauvaise part, & que lui seul ou ses Alliez, ou eux joints à lui vinssent pour cette raison attaquer le susdit Roi de Danemarc, leurs Hautes Puissances seront obligez de l'assister de toutes leurs forces par Mer & par terre, non seullement contre ledit Roi de la Grand' Bretagne, mais aussi contre tous ceux qui à l'occasion de ce Traité, ou à cause de ladite deffence qui se doit faire, entreprendroient directement ou indirectement quelque hostilité contre sadite Majesté Danoise, ou contre ses Roiaumes, Pais, Principautez & Comtez, que sadite Majesté possede presentement, ou pourroit posseder ci-aprés par legitime succession, & entreront en même tems en guerre ouverte avec sadite Majesté contre ceux qui entreprendront lesdites hostilitez; comme aussi pareillement d'un autre côté, s'il arrivoit que quelqu'un, qui que ce put être, vinssent à attaquer leurs Hautes Puissances au Sujet de cedit Traité, sadite Majesté Roiale sera reciproquement obligée de les assister de toutes ses forces par mer & par terre, contre tous ceux qui pour ce sujet voudroient attaquer leurs Hautes Puissances, ou entreprendre quelque chose contre elles & d'entrer alors en guerre ouverte avec elles contre tous ceux qui feroient lesdites hostilitez.

X. Au cas que lesdits contractans pour les raisons mentionnées plus au large dans le premier Article ci-dessus viennent à être engagez dans une guerre ouverte, soit contre le Roi de la Grande Bretagne, qui comme il a été dit est déja en guerre avec leurs Hautes Puissances, soit avec les Alliez, ou tous ensemble avec ledit Roi de la Grand' Bretagne, il ne sera point fait de suspension d'armes avec l'ennemi commun ou les Ennemis communs, que conjointement & d'un consentement Général, mais si l'on venoit à entrer dans quelque tems ou dans quelques années en negociation de Paix ou de Treve, cela ne se pourra faire par l'un des Alliez sans la participation particuliere de l'autre, & sans lui procurer aussitôt la faculté & sureté de pouvoir envoyer ses Ministres au lieu qui sera choisi pour lesdites negociations. Comme aussi n'y sera rien fait sans lui en donner avis de tems en tems & successivement de ce qui s'y passera, & beaucoup moins poura l'un sans l'autre conclure ladite Paix ou Treve sans y comprendre son Allié, & l'y faire rentrer, s'il le desire, en possession de ses Pais & Places qu'il possede presentement, ou qu'il pourroit venir à posseder pendant ladite guerre par legitime succession, ensemble dans la jouissance de ses droits & immunitez qu'il avoit & dont il jouissoit avant la guerre, & accorder avec l'ennemi commun pour son Allié les mêmes droits, immunitez, exemptions & autres prerogatives qu'il stipuleroit pour lui même, à moins que l'Allié n'en convienne autrement.

mogen te treden tot *het sluyten* vande voorschreve Vreede of Treves, sonder sijn Geallieerde daerinne mede te comprebenderen, ende hem te doen herstelleo in dien hy 't begeert, in 't besit van sijne Landen ende Plaetsen die hy jegenwoordig possedeert, of geduyrende den voorschreve Oorlogh by *Wettige Successie* soude mogen komen te possederen, mitsgaders in 't gebruyck vande rechten ende Immuniteyten die sy hadde, ende daer van hy jouisseerde voor den Oorlogh, ende sonder vande gemenen Vyant voor sijn Geallieerde te bedingen deselve eechten, Immuniteyten, exemptien, ende andere Prerogativen, die hy voor hem selven stipuleert, ten ware de Geallieerde anders moghte komen te convenieren.

XI. By soo verre hier na den voorschreve Vrede met *Engelant* beslooten wesende, sijne Koninckl ijcke Majesteyt ende haere Hoogh. Mog. te saemen, of een van beyde apart door den Koninck van *Groot Brittanien*, desselfs Geallieerden, of wel door yemand anders, wie het oock soude mogen wesen, ter oorsaecke van desen Tractate ofte van 't gunt daer aen, ende daer van dependeert, vyandtlijck geattaqueert wierden, ende daer over in openbaer Oorlogh quamen ingetogen te worden; soo sullen sijne Koninckl ijcke Majesteyt ende haer Hn. Mog. reciproquelijck schuldigh ende verobligeert sijn, den geattaqueerden aenstonts sonder dilay *met alle maght* te assisteren, volgens, ende in conformité van den Text van 't voorstaende *negende* Artijckel.

XII. De weder sijts hooge parthyen ende Contrahenten hebben aengenomen, ende nemen aen mits desen, den Koningh van *Sweden* ende alle andere benabuyrde Princen ende Potentaten by de Commercie geinteresseert 't inviteren, om haer mede in dese verbintenisse ende Alliantie in te laeten, tot bevorderingh van een heylsamen Vreede ende de herstelling vanden vryen Handel en Navigatie.

XIII. Alle welcke bovenstaende pointen ende Articulen wy Plenipotentiarisen ende Gevolmachtigde Ministers van sijne Koninckl ijcke Majesteyt, ende wy Gedeputeerde Commissarisen van haer Ho. Mog. onderlinge ende wedersijts in naeme van onse respective aldergenadigste hooge Heeren Principalen, uyt kracht vande Volmachten ende pouvoirs op ons verleent, hier nae geinsereert, hebben verhandelt, veraccordeert, ende geslooten, belovende in naeme als boven, dat alle deselve ter goeder trouwe naegekomen ende onderhouden sullen worden. Ende dat tot meerder vastigheyt, ende verseeckertheyt van dien, dit Tractaet van Alliantie by sijne Koninckl ijcke Majesteyt tot *Dennemarcken*, Noorweegen, &c. ende de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden binnen den tijdt van *een Maent*, naer dat deses, geapprobeert, geratificeert, ende de wedersijts nodige instrumenten van Ratificatie in behoorlijcke forme uytgewisselt ende ge-extradeert sullen worden.

Hier na volgen de Procuratien van de Heeren Plenipotentiarisen van sijne Koninckl ijcke Majesteyt.

WY Frederick de *Derde*, van Godes Genade Koningh tot Dennemercken, Noorwegen, der Wenden, ende Gotten, Hertogh tot Sleeswijck, Stormarn, ende Ditmarschen, Graef tot Oldenborgh ende Delmenhorst, &c. Doen allen hier mede te weten, dat, alsoo wy van onsen Resident by het Fransche Hof, als mede vande Heere Fransche by ons afgewesen Afgesante, onsen lieven Monsieur de Terlon soo wel mondelingh als by geschrifte sijn verseeckert geworden, dat de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, door derselver

XI. S'il arrivoit qu'aprés que la Paix seroit concluë avec l'Angleterre, sa Royale Majesté, & leurs Hautes Puissances conjointement, ou l'un des deux à part vinssent à être attaquez par le Roi de la Grand' Bretagne, ou par quelque autre, qui que ce fût, à l'occasion du present Traité, ou de ce qui en depend, & qu'ils en vinssent à une guerre ouverte, sadite Majesté Royale & leurs Hautes Puissances, seront reciproquement tenus & obligez, d'assister aussitôt & sans delay de toute leur force celui qui sera attaqué, suivant & en conformité du texte du neufiéme Article ci-dessus.

XII. Les deux Parties & Contractans ont consenti & consentent par ces presentes d'inviter le Roi de Suede & tous autres Princes & Potentats voisins & interessez par le commerce, d'entrer dans la presente obligation & Alliance, pour parvenir à une bonne & salutaire Paix, & pour le rétablissement des libres commerce & navigation.

XIII. Tous lesquels Points & Articles Nous Plenipotentiaires, & Ministres authorisez de sa Royale Majesté, & Nous Commissaires Deputez de leurs Hautes Puissances reciproquement au nom de nos Principaux, en vertu des pouvoirs à nous octroyez, ci-aprés inserez l'avons, traité, convenu & accordé, promettans au nom que dessus, de les observer & entretenir de bonne foi; Et que pour plus grande fermeté & sureté d'iceux ledit present Traité d'Alliance sera ratifié & aprouvé par sa Roiale Majesté Danoise & de Norwegue, & par leurs Hautes Puissances, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies dans le tems d'un mois, à compter de la datte des Presentes, & que les ratifications en seront échangées en bonne & deüe forme.

Plein-pouvoit des Plenipotentiaires de sa Majesté Roiale.

NOus Frederic *III. par la grace de Dieu Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slefwic, Stormarn, & Ditmarsen Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c. savoir faisons par ces presentes, que comme nous avons été asurez par nôtre Resident en la Cour de France, aussi bien que par le Sieur de Terlon Ambassadeur François à nôtre Cour, & ce tant de bouche que par écrit, que leurs Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces Unies, ont declaré à la Cour de France par les Ministres qu'ils y ont, l'inclination & bon penchant qu'ils ont de Traiter avec nous,*

ANS de J. C. 1666

selver aen 't Fransche Hof aenwesende Ministers sullen hebben verklaert derselver inclinatie ende goede genegentheyt om met ons af te handelen verscheyde bekende *Gravamina* ende pretensien, soo hebben wy van onse sijde gesonden ende afgeordent onsen lieven, getrouwen *Paul Clingenbergh*, Erfgeseten op Bustrop, onsen Admiraliteyts Raet ende Generael ende Postmeester over ons Rijck Dennemarcken, oock hem aenvertrouwt ende Volmacht gegeven, gelijck wy hem oock met desen onsen open brief vertrouwen ende Volmaght geven, met de Gevolmaghtigde en Commissarisen dewelcke by de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden sullen geordonneert ende geconstitueert te worden, van wegen de gemelte Pretensien ende *Gravamina*, mitsgaders van alle 't gunt wy hem verder *in mandatis* hebben gegeven te handelen ende te sluyten, oock sal alle 't gunt wat hy in dier voegen handelen ende sluyten sal, krachtighen van weerde weesen, ende van ons onverbreeckelijck onderhouden ende nagekomen werden, tot meerder bevestinge hebben wy dese met onse eygene hant ende Konincklijck Zegel bekrachtigt. Gegeven op onse Slot en Residentie tot Coppenhage den *twee-en-twintighsten* September Anno *sesthien henderts vijf-en sestigh*.

Was geteeckent,

FREDERIC. (L. S.)

Lager stont, *REETZ*

WY Frederick den *Derden*, van Godes Genade Kooing van Dennemarck, Noorwegen, der Wenden, ende Gotten, Hertog tot Sleeswijck, Holsteyn, Stormarn, ende Ditmarschen, Graef tot Oldenborgh ende Delmenhorst, &c. Doen allen hier mede te weten; dat alsoo wy van onsen Resident by het Fransche Hof als mede van den Franschen by ons gewesen Heer Afgesante onsen lieven Monsieur *de Terlon*, soo wel mondelingh als by geschrifte sijn verseeckert geworden, dat de Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden door derselver aen 't Fransche Hof anwesende Ministers sullen hebben verklaert, der selver inclinatie ende goede genegentheyt om met ons af te handelen verscheyde bekende Gravamina ende Pretensien. Soo hebben wy van onse sijde gecommitteert ende afgeordent onsen lieven, getrouwen, den welgeboren *Petrum Charisium*, onsen Raet ende Resident by de welgemelde Heeren Staten Generael, oock hem aenvertrout ende volmagt gegeven, gelijck wy hem met desen onsen open brief aenvertrouwen ende volmacht geven, met de Gevolmachtighde ende Commissarisen de welcke by de Ho. Mog. Heeren Staten Generael sullen genrdonneert ende gestatueert worden, van wegen de gemelde pretensien ende *Gravamina*, mitsgaders van al 't gunt wy hem verders *in mandatis* hebben gegeven te handelen ende te sluyten; Oock sal al 't gunt wat hy in dier voeghen afhandelen ende sluyten sal krachtigh ende van weerde wesen, ende van ons onverbreeckelijck onderhouden ende nagekomen werden. Tot meerder bevestingh hebben wy desen met onsen hant ende Konincks Zegel bekrachtigt. Gegeven op onse Slot ende Residentie, tot Coppenhage den 22. September 1665.

Geteeckent,

FREDRIC. (L.S.)

Onderstont, *REETZ.*

Van

nous, touchant plusieurs griefs & pretentions assez connues, Nous avons de nôtre part envoyé & ordonné nôtre cher & fidele Paul Clingenberg Seigneur de Bustrop, Conseiller de nôtre Amirauté & Maitre Général des Postes de nôtre Royaume de Danemarc, & lui avons donné Plein-pouvoir & creance comme aussi lui donnons Pleinpouvoir & creance par ces presentes de Traiter & conclure avec les Plenipotentiaires & Commissaires qui seront établis par leurs Hautes Puissances touchant lesdites pretensions & griefs, ensemble tout ce dont lui avons donné charge & mandement de traiter & conclure; Et tout ce qu'il traitera & conclura aura force & valeur, & sera observé & entretenu inviolablement par nous, & pour plus grande fermeté nous avons signé ces presentes de nôtre propre main & l'avons confirmé de nôtre seau Royal. Donné à nôtre Château & Residence à Copenhague le vingt deuxiéme Septembre mil six cent soixante & cinq.

Etoit signé,

FREDERIC. (L.S.)

Et plus bas REETZ.

ANS de J. C. 1666.

Autre Plein-pouvoir du même touchant quelques griefs.

NOus Frederic III. par la grace de Dieu Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Goths, Duc de Sleeswic, Holstein, Stormarn, & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst; sçavoir faisons à tous par ces presentes; Comme le Resident que nous avons à la Cour de France, & le Sieur de Terlon qui a été Ambassadeur de la même Cour auprés de nous nous ont assuré tant de bouche que par écris, que leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ont declaré par leur Ministre qui est à la Cour susdite qu'ils sont fort portez à entrer en negociation avec nous touchant quelques griefs & pretensions, Nous avons ordonné nôtre cher & fidele Pierre Carisius nôtre Conseiller & Resident prés desdits Seigneurs Etats Généraux, & lui avons confié & donné Plein-pouvoir, comme nous lui donnons par ces presentes, de traiter & conclure avec les Commissaires & Plenipotentiaires qui seront nommez & constituez par lesdits Seigneurs Etats touchant lesdits griefs & pretensions & tout ce qui est porté par le mandement à lui donné. Et tout ce qu'il fera, aura force & valeur & sera inviolablement observé de nôtre part. Pour sureté dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre main & icelles confirmé de nôtre sceau. Donné en nôtre château & residence à Copenhague le 22. Septembre 1665.

Signé

FREDERIC. (L.S.)

Et plus bas, REETZ.

Van de Heeren Gedeputeerden van haer Hoogh Mogende.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die desen sullen sien ofte hooren lesen, *saluyt*; Doen te weten, alsoo van ontallijcke Jaeren herwaerts tusschen de Kroone Denemarcken, Noorwegen, ende andere daer aen dependerende Rijcken, Vorstendommen, ende Landschappen ter eenre, ende desen Staet ter andere zijde: doorgaens is onderhouden een goede, vaste, bondige, ende vertroude vriendschap ende correspondentie, de welcke oock van tijt tot tijt met Alliantien, ende Tractaten van Staet is bevestight, ende dat het den Doorluchtigsten, Grootmachtighsten Vorst ende Heer, Heer Frederick de Derde tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotthen Koningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holsteyn, Stormarn, ende der Ditmarsen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorst, &c. believt heeft Procuratie ende Volmacht herwaerts te senden, de wel-geboorne ende Hoogh Edele Heeren *Paul Klingenbergh*, sijne Koninghlijcke Majesteyts Admiraliteyts Raedt ende Postmeester Generael, Erf-geseten op Bustrup, Haenrouw, ende Tostrup, ende *Petrus Charisius*, Raedt ende Resident van sijn Konincklijcke Majesteyt alhier in den Hage, om met ons ofte onse Commissarisen te tracteren, en te handelen over verscheyde saecken, onder anderen mede raeckende eenige openstaende differenten ende verschillen; *Soo ist*, dat wy van onse zijde gecommitteert ende geauthoriseert hebben, gelijck wy committeren ende authoriseren mits desen, de wel-geboorne, Hoogh-Edele, gestrenge, wijse, voorsienige Heeren *Rudolph van Ommeren*, *Johan de Wit*, uyt den Oudt-Raedt der Stadt Dordrecht, *Johan de Wit*, Raedt Pensionaris van Hollandt ende West-Vrieslandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Pensionaris der Stadt Tholen, *Godaert Adriaen*, Baron van Reede, Heer van Amerongen, Ginckel, Elst, &c. *Adolph van Unckel*, *Iohan van Tsselmuyden*, tho Rollecate, Drostart van Vollenhove ende de Heerlijckheyt Clundert, ende *Johan Drews*, Raets-Heer in Groeningen, respective, Gedeputeerde in onse Vergaderinge, van weghen de Provincien van Gelderlandt ende 't Graefschap Zutphen, Hollandt ende West-Vrieslandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieslandt, Over-Yssel, Stadt ende Lande, omme in qualiteyt van onse Commissarisen te samen, ofte 't meerendeel van dien met de gemelde Heeren Plenipotentiarisen en Gevolmachtighde, Ministers van sijne Koninckljjcke Majesteyt van Denemarcken, Noorweegen, &c. over alle 't geene voorsz is in conferentie te treden, ende met de selve de vorgemelde saecken te adjusteren, righten, verdragen, besluyten, ende teeckenen, ende wetende dat de wel-gemelde Heeren onse Commissarisen, om te faciliteren de voorschreve Negotiatie ende handelingh (op dat de ten goede ende gewenschten eynde magh werden gebracht) van nooden hebben onse speciale Procuratie, volkomen maght, authoriteyt ende bevel, om alle scrupulen die dies angaende souden mogen ghemoveert worden, wegh te nemen, hebben wy haer gegeven, gelijck wy hun geven in krachte deses volkomen maght, omme met de meer-ghemelde Heeren Plenipotentiarisen ende Gevolmachtighde Ministers van hooghst-gemelde sijne Koninghlijcke Majesteyt te mogen adjusteren, righten, nederleggen, tracteren, accorderen, ende besluyten eene Alliantie defensive, ende voorts soodanige andere Contracten ende verdragen, de voorschreve openstaende verschillen ende differenten

Plein-pouvoir des Etats Généraux.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces presentes lettres verront ou orront, salut, sçavoir faisons, comme depuis un grand nombre d'années, il y a eu entre la Couronne de Danemarc, ses Royaumes, Principautez, & Provinces d'une part, & cet Etat d'autre une bonne, ferme & fidelle Paix & Correspondance, laquelle de tems en tems auroit été confirmée par des Alliances & Traitez, & qu'il a plû à grand & Puissant Prince & Seigneur Frederic troisiéme Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleswic, Holstein, Stormarn, & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst, d'envoyer ici, avec procuration & Plein-pouvoir, le Noble Seigneur Paul Klingenberg Conseiller de l'Amirauté de sa Royale Majesté, & Directeur Général des Postes, Seigneur de Bustrup, Haenrouw & Tostrup, & Pierre Charisius Conseiller & Residem de sa Majesté Royale ici à la Haye pour avec nous & nos Commissaires, traitter & negocier sur diverses affaires; & entre autres, touchant quelques differens & debats survenus; Nous de nôtre part avons commis & authorisé, comme nous commettons & authorisons par ces presentes, les Nobles, discrêts, sages & prudens Seigneurs, Rodolphe d'Ommeren, & Jean de Wit de l'ancien Conseil de la Ville de Dorth; Jean de Wit Conseiller Pensionaire de Hollande & de West-Frise; Boniface de Vrybergue, Pensionaire de la Ville de Tolen; Godart Adrien Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elst &c. Adolph d'Unkel, Jean d'Isselmonde de Rollecate, Drossart de Vollenhove, & de la Seigneurie de Clundert, & Jean Drewes, Conseiller de Groningue Deputez dans nôtre Assemblée de la part des Provinces de Gueldres, & des Comtez de Zutphen, Hollande & West-Frise, Zelande, Utrecht, Frise, Over-Issel, Ville & Pais, pour en qualité de nos Commissaires, tous ensemble, ou du moins la meilleure partie d'iceux, entrer en Conference avec lesdits Sieurs Plenipotentiaires Ministres de sadite Majesté de Danemarc & Norwegue &c. sur tout ce qui est mentionné ci-dessus, & de traitter, conclure, ajoûter & signer lesdites choses, & sachant que les susdits Seigneurs nos Commissaires, pour faciliter la susdite negotiation, afin qu'elle soit conduite à une bonne fin, ont besoin de nôtre procuration & Plein-pouvoir, authorité & mandement, & pour ôter tous les scrupules qui pourroient naitre à cet égard nous leur avons donné, comme nous leur donnons en vertu des presentes Pleinpouvoir d'ajouster, traiter, accommoder, accorder & conclure une Alliance deffensive, & en outre tel autre contract que besoin sera touchant lesdits differens & debats, en la maniere qu'ils jugeront le plus utile de part & d'autre, & de tout ce qui sera ainsi passé, arrêté, & conclu, faire & passer tel instrument & promesse en telle bonne & convenable forme que besoin sera; promettant sincerement, & de bonne foi, d'avoir pour agreable, ferme & stable & de valeur tout ce que nosdits Deputez en ladite qualité auront fait, promis, consenti & accordé, promettant aussi de l'entretenir & observer & faire entretenir & observer inviolablement, sans jamais rien faire ni permettre être fait allencontre, directement, ni indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, mais de ratifier & d'approuver le tout, & d'en accorder & passer s'il est besoin lettres & instrumens en la meilleure forme au parfait contentement du susdit Roi. Donné en nôtre Assemblée, sous le grand sceau, paraphe & signature de nôtre Greffier, à la Haye le deuxiéme Fevrier mil six cens soixante & six. Etoit paraphé J. de Gent. vt. sur le replis étoit écrit par ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux, signé N. Ruysch, ayant au dessous le grand sceau pendant en cire rouge.

En

ten concernerende, sulcks sy onderlinge sullen oordeelen, ende bevinden ten wederzijden oorbaerlijckst te sijn, ende van alle 't geene alsoo betaemt, gearresteert, ende beslooten sal wesen, te maecken, ende passeren soodanige instrumenten ende beloofien, in sulcken goeden ende behoorlijcken forme als noodig wesen sal, beloovende sinceerlijck, oprechtelijck en ter goeder trouwe te sullen houden voor aengenaem, vast, bondigh, ende van waerden alle 't geene by de meer-gemelde onse Heeren Commissarisen en de selve qualité sal zijn gedaen, belooft, gheconsenteert ende geaccordeert 't selve onverbreeckelijck nae te komen, te onderhouden, ende observeren, oock doen observeren ende onderhouden, sonder daer tegens nimmermeer yets te doen, of te laten geschieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock soude moghen wesen, maer alles te ratificeren ende t'approberen, ende des noodt zijnde, daer van te verleenen ende passeren Brieven ende instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement ende vergenoeginge van hooghst-gemelte Koningh. Gegeven in onse Vergaderinge, onder onsen Grooten Zegel, Paraphure, ende de Signature van onsen Griffier, in den Hage op den *tweeden* Februarii *sestbien-bondert ses-en sestigh.* Was geparapheert *J. van Gent.* vt. Op de Plyque stondt, ter Ordonnantie van de hoogh-gemelde Heeren Staten Generael, geteeckent *N. Ruysch*, hebbende onder uythangen 't groote Zegel in Rooden Wassche.

Ten oirkonde ende in teecken der waerheydt hebben wy Plenipotentiarisen ende Gevolmachtighde Ministers van zijn Koninghlijcke Majesteyt, ende wy Gedeputeerden van haer Hoog Mogende dese Alliantie met eyghne handen onderteeckent, ende met onse opgedruckte Signetten bevestight, ende sijn hier van *vier* gelijckluydende Exemplaren gemaeckt, te weten voor yder van de hooge Contrahenten *twee.* Actum in 's Gravenhage den *elfden* February *sesthien hondert ses-en-sestigh.*

En was geteeckent.

Paul Klingenbergh. (L.S.) *R. van Ommeren.* (L.S.)
P. Charisius. (L.S.)
Johan de Wit. (L.S.)
Johan de Wit. (L.S.)
B. van Vrybergen. (L.S.)
G. van Reede tot Amerongen. (L.S.)
Adolph Unckel. (L.S.)
Johan van Ysselmuyde. (L.S.)
G. Drews. (L.S.)

En témoin de la verité, Nous Plenipotentiaires & Ministres de sa Royale Majesté, & Nous Deputez de leurs Hautes Puissances avons signé cette Alliance de nos propres mains, & confirmé de nos cachets; Et ont des presentes été faits quatre instrumens de même teneur, sçavoir deux pour chacune des parties contractantes, fait à la Haye le onzième Fevrier mil six cens soixante & six.

Et étoit signé.

Paul Klingenbergh. (L.S.) R. van Ommeren. (L.S.)
P. Charisius. (L.S.)
Jean de Wit. (L.S.)
Jean de Wit. (L.S.)
B. v. Vrybergen. (L.S.)
G. van Reede d'Amerongen. (L.S.)
Adolph Unckel. (L.S.)
Jean de Ysselmuyde. (L.S.)
G. Drews. (L.S.)

Pretensien ende Schuld-vorderingen.

Alsoo tusschen den Doorluchtigsten, Grootmachtighsten Vorst ende Heere, Heer *Frederick de Derde* tot Denemarcken, Noorwegen, der Wenden ende Gotten Koningh, Heertogh tot Sleeswijck, Holsteyn, Stormarn en Ditmarsen, Grave tot Oldenburgh en Delmenhorst, &c. ter eene, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ter andere zijde, eenige differenten en verschillen sijn onstaen en gerefen, over en van wegen *seeckere pretensien* ende schuld vorderinge van de welcke ten wederzijden betalinge wordt ghe-eyscht, soo heeft den hooghst-gemelden Koningh naer den Hage afgevaerdight ende gevolmachtight, de wel-gebooren, Hoogh Edele Heere *Paul Klingenbergh,*

Pretensions touchant les dettes.

Comme entre le Serenissime & grand Prince & Seigneur le Seigneur Frederic troisiéme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Sleeswick, Holstein, Stormarn, & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst &c. d'une part; Et les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas d'autre part il seroit survenu quelques differents & debats, à cause de certaines pretentions & de dettes, dont le payement est demandé de part & d'autre, le susdit Roi a deputé à la Haye, & authorisé le Noble Seigneur, Paul Klingenberg, Conseiller de l'Amirauté de sa Royale Majesté & Directeur Général des Postes, Seigneur de Bustrux, Haetrauw & Tostrop, & le Sieur Pierre Charisius Conseiller, & Resident de sa-

ANS de J.C. 1666.

bergh, sijne Koninghlijcke Majesteyts Admiraliteyts-Raedt, ende Postmeester Generael, Erf-geseten op Bostrux, Haenrouw, ende Tostrop, ende den Heere *Petrus Charsius*, zijne Koninghlijcke Majesteyts Raedt ende Resident by de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, de welcke daer over in conferentie sijn getreden met de Commissarisen, ende oock Gevolmachtighde van haer Hoogh Mogende, namentlijck de oock wel-geboorne, Hoogh Edele, gestrenge, wijse, voorsichtige Heeren, *Rudolph van Ommeren*, *Iohan de Wit*, uyt den Oud-Raet der Stadt Dordrecht, *Johan de Wit*, Raedt Pensionaris van Hollant ende West-Vrieslandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Pensionaris der Stadt Tholen, *Godaert Adriaen*, Baron van Reede, Heer tot Amerongen, Ginckel, Elst, &c. *Adolph van Unckel*, *Johan van Ysselmuyden* tho Rollecate, Drossart van Vollenhove ende de Heerlijckheyt Clundert, ende *Johan Drews*, Raets-heer in Groeningen, respective Gedeputeerden in haer Hoogh Mogende Vergaderingh, van wegen de Provintie van Gelderlandt ende Graefschap Zutphen, Hollandt ende West-Vrieslandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieslandt, Over-Yssel, Stadt Groeningen ende Ommelanden, zynde de voorsz pretentien ende Schuld-vorderingen hier na specifiquelijck genumereert wederzijds, als volght.

Vier distincte Posten, daer van uyt de naom ende van wegen de Heeren Staten Generael betalinge is gevordert, ende begeert.

I. EErstelijck, de reste van 't verschot op de *Oresunsische Tol-redemptie-penningen*, daer van zyne Koninghlijcke Majesteyt by rescissie van 't Tractaet dien-aengaende gemaeckt, schuldigh gebleven is, volgens d'Obligatie onder haer Ho. Mog. berustende, van date den *ses-en-twintighsten* September *sestien hondert drie en-vijftigh twee honders thien duysent Rijxdaelders* capitael, benevens de daer op verloopene *thien* jaeren Renten, monteerende een *half Capitael*, ter somme van *honders vijftich duysent Rijcxdaelders*, daer van den *derden* Julii *sestien hondert ses-en-sestich* een Acte, ofte *twee* Obligatien is gepasseert, bedragende alle te samen met de Renten zedert de selve *tweede* Obligatie, verloopen *drie hondert ses-en-veertigh duysent, vijf hondert Rijcxdaelders.*

II. Ten *anderen*, de somme van *honders negen-en-dertigh duysent seven hondert twee-en-vijftigh* en een halve Rijcksdaelders, die in den laetsten Oorlogh tusschen *Denemarcken* ende *Sweeden*, aen zyn Kooninghlijcke Majesteyt binnen Coppenhage is verstreckt, in Geld, Proviand, ende Munitie van Oorlogh, met de verloopen Interessen van dien, van welcke somme zyne Koninghlijcke Majesteyt desselfs Obligatie heeft gepasseert ende uytgegeven.

III. Ten *derden*, de somme van *hondert twintigh duysent Rijcxdaelders*, over, ende ter saecke van de bewuste *Hennip-schepen*, hier bevoorens tot Coppenhagen gearresteert, ende de Goederen daer uyt verkocht geweest zynde.

IV. Ten *vierden*, eene pretensie van het vordere secours ende extraordinaris kosten, de welcke haer Hoogh Mogende op hare Vloot ende elders, geduyrende den laetsten Orloogh tusschen Denemarcken ende Swedeo hebben aengewent.

Vier

de sadite Royale Maiesté aupres des susdits Seigneurs Etats Generaux, lesquels sont sur ce sujet entrez en conference, avec les Commissaires & Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances sçavoir les nobles Seigneurs discrets, sages & prudens, Rudolph d'Ommeren, Jean de Wit du l'ancien Conseil de la Ville de Dorth; Jean de Wit, Conseiller Pensionaire de Hollande & de West-Frise; Boniface de Vrybergue, Sieur de Vrybergue, Pensionaire de la Ville de Tholen, Godart Adriaen, Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elst, &c. Adolph d'Unckel; Jean de Ysselmuyde, de Rollecate, Drossart de Vollenhove, & de la Seigneurie de Clundert, & Jean Drews, Conseiller de Groningue, Deputez dans l'Assemblée de leurs Hautes Puissances de la part des Provinces de Gueldres, des Comtez de Zutphen, Hollande & West-Frise; de Zelande, Utrecht, Frise, Over-Yssel, Ville de Groningue, & Ommelandes, lesquelles pretentions de dettes sont cy enoncees comme s'ensuit.

ANS de J.C. 1666.

Quatre Articles distincts dans lesquels les Etats Generaux demandent le payement de certaines dettes.

I. PRemierement le reste de l'avance sur les deniers pour être redimez du peage de l'Orisons dont sa Royale Majesté est resté redevable par la revision du Traité fait a ce sujet, suivant l'obligation qui est entre les mains de leurs Hautes Puissances, en datte du vingt sixiéme Septembre mil six cent cinquante trois, deux cens dix mil Risdales en capital, avec les dix années de rentes, qui en sont echeues montant à un demi capital, à la somme de cent cinquante mil Risdales, dont le troisiéme Juillet mil six cens soixante six a été passé acte ou deux obligations, montant le tout ensemble avec les rentes depuis les susdites deux obligations, à trois cent quarante six mil cinq cens Risdales.

II. Secondement la somme de cent trente neuf mil sept cens cinquante deux Risdales & demi, qui dans la derniere guerre d'entre le Dannemarc & la Suede a été remise a Coppenhague en argent, provisions & munitions de guerre, avec les interêts qui en sont echus, de laquelle somme sa Royale Majesté a passé & fait son obligation.

III. En troisiéme lieu, une somme de cent vingt risdales sur & a l'occasion des Vaisseaux de chanvre de question, cy-devant arretez à Coppenhague, & les marchandises qui en ont été vendues.

IV. En quatriéme lieu une pretention pour le secours & les frais extraordinaires lesquels leurs Hautes Puissances ont fait sur leur flotte & ailleurs pendant la derniere guerre entre le Danemarc & la Suede.

Quatre

ANS de J. C. 1666.

Vier distincte Posten, daer van uyt de naem ende van weghen zijne Koninghlijcke Majesteyt betalinge is gevordert ende begeert.

EErstelijck, de schade geleden over ende ter saecke van die in *Engelandt* by retorsie, wegen de vooren gementioneerde *Hennip-schepen*, gheconfisqueerde Deensche Schepen ende Goederen, montierende, noch al-vooren afgetrocken het provenu van de verkochte Engelsche Hennip, ende andere Goederen, de somme van *een-en-vijftigh duysent, een hondert veertien Rijcxdaelders*, mitsgaders wat anderints sijne Koninghlijcke Majesteyt voor groote voordeelen aen de Engelsche heeft moeten toe staen, voor ende aleer dat d'inclusie in 't Vreeden-Tractaet tusschen de selve, ende haer Hoogh Mogende daer na gemaeckt, by hun heeft konnen geobtineert worden, 't welcke op veele *Tonnen Gouds* soude konnen bereeckent worden.

II. Ten *anderen, twee hondert negentigh duysent* Rijcxdaelders, die sijne Koninghlijcke Majesteyt pretendeert ter saecke van 's *defect van 't schuldige secours*, uyt kracht van de onderlinge opgerechte Alliantie, het welcke op gantsch in Volck, of by mancquement van dien ten deele aen Gelt, Vivres, ende Ammunitie hadde moeten gepresteert worden, hier ingebracht, ende gestelt tegen den anderen Articul van de pretensien van haer Hoogh Mogende.

III. Ten *derden, hondert dertigh duysent Rijcksdaelders*, die hooghst-gedachte sijne Koninghlijcke Majesteyt sustineert in de Steden van de Provincie van *Funen*, tot onderhout van de Nederlandsche Volckeren, voor den tijdt van *acht* Maenden betaelt zijn.

IV. Ten *vierden*, sijne Koninghlijcke Majesteyt pretendeert dat de salvo van wegen de Tollen voor de *Hout-lasten* in Noorwegen door de ingeslopen abuysen ende misduydinge, tegens de reghte meeninge ende intentie van de Tractaten, te kort geschiedt, ende merckelijck geprejudicieert is, alsoo dat sijne Koninghlijcke Majesteyt sulcks soude konnen doen beteeckenen tot over een *millioen*, ofte *thien hondert duysent Rijcxdaelders*.

Over alle welcke boven gementioneerde wederzijds pretentien, sijne Koninghlijcke Majesteyts voornoemde Plenipotentiarisen ende Gevolmachtighde Ministers, ende de Gevolmachtighde Commissarisen van haer Hoogh Mogende onderlinge in den naem en van wegen hare respective Aldergenadighste ende Hooge Heeren Principalen, uyt kracht van haer verleende pouvoirs ende Volmachten, minnelijck sijn geconvenieert ende verdragen, gelijck geconvenieert ende verdragen werdt mits desen, *dat sonder eenige liquidatie ofte verder bereeckeninge tegen het ander sal zijn*, *en blijven opgeheven*, sulcks dat noch sijne Koninghlijcke Majesteyt van soodanige *vier* pretensien of Posten, ende wat daer van dependeert op haer Hoogh Mogende, noch d'Onderdanen ende Ingesetenen van de Vereenighde Provincien, nu of hier namaels in 't geringste niet meer en sullen hebben, ofte vermogen te spreecken, te vorderen, ofte te pretenderen, noch oock haer Hoogh Mogende van wegen de boven gestelde *vier* Posten, ende 't gunt daer aen mochte dependeren, op sijne Koninghlijcke Majesteyt desselfs Rijcken, Landen, Onderdanen, ende hare Goederen, of wat daer mochte zijn verhipotequeert, ofte verschreven, nu of hier namaels in 't geringste niet meer hebben,

ANS de J.C. 1666.

Quatre Articles distincts, dans lesquels sa Royale Majesté demande & desire d'être payé.

I. P*Remierement du dommage souffert à l'occasion de la represaille des Anglois a cause des susdit Vaisseaux chargez de chanvre; & des Vaisseaux & marchandises de Danemarc, qui ont été confisquez, montant deduction faite du provenu de la vente des Vaisseaux & chanvre d'Angleterre & autres marchandises, à la somme de cinquante un mil cent quatorze Risdales, ensemble les grands avantages que sa Royale Majesté a été obligée d'accorder aux Anglois, avant que de pouvoir être compris dans le Traité de Paix, d'entre lesdits Anglois & leurs Hautes Puissances, lequel dommage pourroit être estimé à plusieurs tonnes d'or.*

II. En second lieu, deux cens quatre vingt dix mil risdales, que sa Royale Majesté pretend pour le deffaut du secours qu'on devoit donner en vertu de l'Alliance particuliere & sincere, lequel secours devoit être fourni, entierement en troupes, ou à faute de ce en partie en argent, vivres & munitions, ladite somme couchée icy en opposition au second Article des pretentions de leurs Hautes Puissances.

III. En troisiéme lieu, cent trente mil risdales que sa Royale Majesté soutient qu'on a payé dans les Villes de la Province de Funen, pour l'entretien des troupes du Païs-Bas pour le temps de huit mois.

IV. En quatriéme lieu sa Royale Majesté pretend, avoir souffert un tort & un prejudice considerable, contre l'esprit & droite intention du Traité, par les abus & mesintelligences qui se sont glissez, au sujet du peage pour la charge des bois dans la Norwegue ce que sa Royale Majesté pourroit faire monter a un million de risdales.

Sur toutes lesquelles pretentions de part & d'autre cy-dessus mentionnées les susdits Ministres Plenipotentiaires de sa Royale Majesté, & les Deputez Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances au nom & de la part des Seigneurs leurs Principaux, en vertu de leurs plein-Pouvoirs, sont convenus & accordé amiablement, par ces presentes comme ils conviennent & accordent que sans aucune liquidation en autre compte, ce que l'une des parties a contre l'autre sera levé, ensorte que pour lesdites quatre pretentions ou Articles & ce qui en depend leurs Hautes Puissances ni leurs sujets & habitans des Provinces-Unies, ne pourront être recherchées, demandées ni pretendues en aucune maniere, ni presentement ni à l'avenir par sa Royale Majesté; Et que leurs Hautes Puissances ne pourront non plus reciproquement demander ni pretendre contre sadite Royale Majesté ni ses Royaumes, Païs, Sujets, & biens, & tout ce qui en depend ce qui est par eux pretendu dans les quatre autres articles cy-dessus ni presentement ni a l'avenir. Et seront par ces presentes les pretentions de part, & d'autre aneanties, amorties, cassées & annullées; & seront même les obligations faites & passées par sa Royale Majesté, & les Seigneurs de son Conseil réellement ve[illegible] que sadite Majesté donnera l'acte de ratification des presentes. Mais

tom-

ANS de J. C. 1666.

ben, ofte vermogen te spreecken, te vorderen, ende te pretenderen, ende werden mits desen hier door soodanige wederzijds pretensien volkomen *ufgeduen*, *gemortificeert*, *gheeaffeert*, *ende geaanalleert*, oock sullen die van zijne Koninghlijcke Majesteyt ende de Heeren Rijck-Raden, daer over verleende, ende uytgegevene Obligatien, by extraditie van sijne Koninghlijcke Majesteyts Ratificatie effectivelijck worden ghereſtitueert. Maer nademael van wegen sijne Koninghlijcke Majesteyt, in desen gehoudene Conferentie wierden ghepretendeert noch *twee* andere Posten; in dese conventie ende verdrach te trecken, te weten eene somme van *vier hondert duysent* Rijckdaelders, waer over sijne Koninghlijcke Majesteyt ten behoeve van de Heeren Staten van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt*, *twee* distincte Obligatien heeft gepasseert ende uytgegeven, te weten, d'eene van date den *veerthienden* November *sestien hondert seven-en-vijftigh*, ende d'andere van date den *eersten* Mey *sestien hondert acht-en-vijftigh* Ende noch *hondert twintigh duysent* Rijcksdaelders, de welcke van de Stadt *Amsterdam* opgenomen zijn geworden; om het selve met *twee* van sijne Majesteyts contra-pretensien te liquideren, namentlijck *twintigh duysent* Rijckdaelders ghepretendeert voor betaelde *Werf-gelderen*, daer van sijn hooghst gedachte Majesteyt sustineert de Troupes door last van haer Hoogh Mogende ghedissipeert te wesen, ende wat voor schade daer door sijne Koninghlijcke Majesteyt is over gekomen; Item, de schade de welcke sijne Koninghlijcke Majesteyt bereeckent over 't beletten van die in Hollandt ingehuyrde *transport-schepen*, ende de Vraecht aen de Schippers, sonder de reyse te doen, betaelt, soo en heeft men daer over niet finalijck konnen adjusteren, vermits de gemelde Heeren haer Hoogh Mogende Commissarisen ende Gevolmachtighde verklaert hebben, dat soodanige *vier hondert duysent* Rijcksdaelders de Generaliteyt in 't minste niet en concerneren, ende dat oock de hoogh-gemelte Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslandt, mitsgaders de Stadt *Amsterdam*, daer over by zijne Koninghlijcke Majesteyt ende by de in handen hebbende Koninghlijcke Obligatien wilden verblijven, ende is daer over voorts gheconvenieert ende verdragen, ende dat de jonghst gespecificeerde *twee pretensien* sijne Majesteyt sullen open blijven, ende de selve ghestelt worden tee *arbitrugie ende uytspraeck van den Koningh van Vranckrijck*, gelijck sich hier mede beyde de hooge Contrahenten dienthalven aen den hooghstghemelden Coningh soo als het selve te reghte, ende op 't krachtighste kan geschieden, submitteren, ende dat dien volgende binnen den tijdt van *vier Maenden*, na de uytwisselinge van wederzijdts Ratificatien van wegen zijne Koninghlijcke Majesteyt van *Dennemarcken*, *Noorwegen*, &c. onder de hooghst-gemelde Koningh van *Vranckrijck*, ofte in handen van soodanige als sijne Majesteyt daer toe sal gelieven te authoriseren, sal werden bedient van eysch, bekleedt met de redenen, ende gemunieert met de stucken ter materie dienende, ende dat binnen den selven tijdt daer van door den Heere Resident *Charisius*, Copie sal worden ghelevert aen haer Hoogh Mogende dat haer Hoogh Mogende binnen *drie* Maenden daer nae sullen dienen van antwoordt, mede bekleed met redenen ende gemunieert als vooren, ende dat haer Hoogh Mogende te gelijck Copie sullen senden aen den Resident le *Mair*; om aen sijne Majesteyt overhandreyckt te worden, de welcke gehouden sal zijn in den tijdt van andere *drie* maenden te ee-

comme dans lesdites conferences qui se sont tenuës, sadite Royale Maiesté, a encore pretendu deux autres articles, à inserer dans cette convention, sçavoir une somme de quatre cens mil risdales, sur quoy sa Royale Maiesté a passé deux obligations distinctes au proffit des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, sçavoir l'une en datte du quatorziéme Novembre mil six cens cinquante sept & l'autre en datte du premier Mai mil six cens cinquante huit. Et encore cent vingt mil risdales qui ont ete pris par la Ville d'Amsterdam, pour la liquider avec deux autres contrepretensien de sa Maiesté, sçavoir vingt mil risdales pretendus pour des levées qui ont été payées, que sadite Maiesté soutient avoir été dissipés par l'ordre de leurs Hautes Puissances & le dommage que sa Royale Maiesté en a souffert, item le dommage lequel sadite Royale Maiesté met en compte pour l'empechement des Vaisseaux de transport loués en Hollande & la voiture payée aux Batteliers sans qu'ils ayent fait le voyage, on n'a pas pû convenir & s'ajuster à cet égard, par ce que les Deputez desdits Seigneurs Etats Generaux ont declaré que lesdits quatre cens mil risdales ne concernent en aucune maniere la Generalité, & qu'aussi les susdits Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, ensemble la Ville d'Amsterdam, s'en veullent tenir à sa Royale Maiesté, & aux obligations qu'ils en ont entre les mains, & il est à cet égard convenu & accordé que les deux dernieres pretensions de sa Maiesté demeureront en etat, & remises à l'arbitrage & jugement du Roi de France, comme aussi lesdites parties contractantes s'y soumettent, & qu'en consequence sa Maiesté de Danemarc & de Norwegue donnera, dans le tems de quatre mois du jour de l'échange des ratifications, sa demande au susdit Roi de France, ou entre les mains de ceux que sadite Maiesté voudra à ce sujet authoriser, icelle demande accompagnée des raisons & des pieces servant à la matiere, & que le Sieur Charisius Resident en delivrera Copie à leurs Hautes Puissances, que leurs Hautes Puissances fourniront leurs deffences dans trois mois suivants, munies des raisons & pieces justificatives, comme dessus, & que leurs Hautes Puissances en envoyeront en même temps Copie au Resident le Muir pour être mise és mains de sa Maiesté, laquelle sera obligée de fournir de repliques dans le tems de trois mois, & d'en faire tenir Copie par le susdit Sieur Resident Charisius, & alors leurs Hautes Puissances fourniront des dupliques dans trois autres mois, dont ils envoyeront semblablement Copie à sa Royale Maiesté par le susdit sieur Resident le Maire comme dessus. Et le tout sans diminution des Copies authentiques que les parties de part & d'autre pourront lever entre les mains du susdit Roi de France, ou de ceux qui, comme il est dit, cy-dessus, seront authorisés par sadite Majesté; bien entendu qu'aucunes pieces ou document ne sera joint aux dupliques, à moins que dans les repliques il n'insiste quelques faits nouveaux & autres, & qu'il n'y fut produit quelque nouvelle piece, auquel cas pour icelles detruire & contredire, il en poura être produit par les dupliques, moyennant quoy l'affaire sera reputée être en etat de juger, & d'être decidée & terminée par le susdit Roi de France. Et au cas que leurs Hautes Puissances viennent à être condamnez aux susdites pretentions, ou en quelque partie d'icelles, ils satisferont à ladite sentence promptement, & sans aucun delai. Mais si leurs Hautes Puissances en sont renvoyez absous il faudra que sa Royale Maiesté de Danemarc, Norwegue, &c. y acquiesce, sans qu'elle puisse jamais rien demander cy-apres à leurs Hautes Puissances.

Et

te repliceeren, ende haer Hog. Mogende door den voornoemden Heer Resident *Charisius* Copie te laten toe komen, als wanneer haer Hogh. Mogende binnen gelijcke *drie* maenden sullen dupliceren, ende zijne Koninckklijcke Majesteyt door den voornoemden Resident *le Maire* als vooren, daer van Copie toe te senden, ende dit alles onvermindert soodanige judiciele Copien behoorlijck geauthentiseert, als parthyen wederzijdts uyt handen van de meer-hoogst-gemelte Koningh van Vranckrijck, of wel van de geene die als vooren by zijne Majesteyt daer toe sal wesen geauthoriseert, sullen vermogen te lichten, wel verstaende dat by de Duplijcque geene stucken ofte Documenten sullen mogen werden gevoecht, ten ware in de Replijcque mochten influeren eenige notoire nieuwe feyten, ende daer benevens eenige nadere stucken geproduceert worden, in welcken cas tot destructie ende wederlegginghe van de selve, ende vorder niet, *contra-bewijs-stuken* by de *Duplijckque* sullen mogen werden over ghegeven; Waer mede de saecke alsdan sal ghehouden werden voor ghesloten, ende gebracht in state van wijsen, om by den hooghst-gemelden Coningh van *Vranckrijck* gedecideert ende getermineert te worden; Ende in gevalle haer Hogh. Mogende in de voorschreve pretensien, ofte eenigh gedeelte van dien mochten werden ghecondemneert, sullen de selve de te wijsen *Sententie* ofte uytspraeck promptelijck, ende sonder eenigh uytstel voldoen ende nakomen, maer in cas haer Hogh. Mogende daer van worden geabsolveert, soo sal zijne Koninghlijcke Majesteyt van *Denemarcken*, *Noorweegen*, &c. daer by moeten acquiesceren sonder haer Hogh Mogende dies aengaende hier naemals oyt, ofte oyt yets meer te mogen eysschen ofte begeeren.

Ende sal dese conventie ofte verdragh ter goeder trouwe, ende onverbreckelijck onderhouden werden, tot meerder vastigheydt van dien zijn hier van gemaeckt *vier* gelijck-luydendende Instrumenten, yder van de hooge partyen *twee* by de voorgemelte Plenipotentiarisen ende Bevolmachtighde Minister van zijne Koninckklijcke Majesteyt ter eenre, ende by de Heeren haer Hogh Mogende Commissarisen ter andere zijde, met Hand-Zegel bevestight, ende sullen de wederzijdts Ratificatien daer op binnen den tijdt van *een Maendt* tegens den anderen werden ge-extradeert en uyt-gewisselt. Gedaen in den Hage den *elfden* Februarii *sesthien-hondert ses-en-sestigh.*

Was geteeckent;

Paul Klingenbergh. (*L. S.*) *R. van Ommeren.* (*L. S.*)
P. Charisius. (*L. S*)
Johan de Wit. (*L. S.*)
Johan de Wit. (*L. S.*)
B. v. Vrybergen. (*L. S.*)
G. van Reede tot Amerongen. (*L. S.*)
Adolph van Unckel. (*L. S.*)
Johan van Yssilmuyden. (*L. S.*)
G. Drews. (*L. S.*)

Raeckende de Tollen van Hout-lasten in Noorwegen.

ALsoo door den Doorluchtighsten, Grootmachtigsten Vorst ende Heer, Heer *Frederick de Derde*, tot *Denemarcken*, Noorwegen, der Wenden; ende

Et sera le present accord observé inviolablement & de bonne foi; pour plus grande fermeté de quoi ont des presentes été faits quatre instruments de même teneur, deux pour chacune des parties, & a été signé & scellé par les Ministres Plenipotentiaires de sa Royale Majesté d'une part, & par les Deputez de leurs Hautes Puissances d'autre, & en seront les ratifications de part & d'autre, fournies & echangées dans le tems d'un mois. Fait à la Haye le onzième Fevrier mil six cens soixante six, & étoit.

Signé,

Paul Klingenbergh. (L.S.) R. van Ommeren. (L.S.)
P. Charisius. (L.S.)
Jean de Wit. (L.S.)
Jean de Wit. (L.S.)
B. v. Vrybergen. (L.S.)
G. van Reede d'Amerongen. (L.S.)
Adolph d'Unckel. (L.S.)
Jean de Isselmuyde. (L.S.)
G. Drews. (L.S.)

Touchant le peage de la charge de bois en Norwegue.

COmme le Serenissime & puissant Prince & Seigneur *Frederic* troizième Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Goths; Duc de Sleeswick,

ANS de J. C. 1666.

ende Gotthen Koningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holsteyn, Stormarn, ende Ditmarsen, Grave tot Oldenburgh ende Delmenhorst, &c. tes eenre; ende de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden ter andere zijde, in 't Jaer *festhien-hondert seven-en-veertigh*, ende den *tweeden* nieuwen ende den *twaelfden* Februarii ouden stijl, door wederzijds Gevolmachtigden een Contract is gesiooten geworden, naer het welcke de Tollen van Hout-lasten in Noorwegen geheven souden worden, tot op den *derthienden* ouden ende den *drie-en-twintighsten* Augusti nieuwen stijl, des Jaers *festien-hondert vijf-en-tachtich*, welcken aengaende wederzijdts ondervonden is, ende geoordeelt werdt dat het voorsz. Contract niet alsoo is in gestelt, noch en werd geobserveert, naer gekomen ende ghepractiseert, als naer den reghten sin ende meyninge, mitsgaders tot continuatie ende vermeerderinge van de onderlinge vriendtschap ende Alliantie, tusschen zijne Koninghlijcke Majesteyt ende haer Ho. Mog. werdt gherequireert ende behoort, daer uyt in tijden ende wijlen wel eenige misverstanden ende verwyderingen souden volgen ende ontstaen, die men wederzijds ghenegen is, door toebrenginghe van respect ende rechtmatigheyt te prevenieren: *Soe ist*, dat sijne hoogh-gedachte Koninghlijcke Majesteyt volmacht verleent, ende afgeveerdight heeft, den wel geboorne ende Hoogh Edele Heer *Paul Klingenbergh*, zijn Koninghlijcke Majesteyts Admiraliteyts Raedt ende Post-meester Generael, Erf-geseten op Busstrup, Haenrouw, ende Tostrup, als mede aen den Heere *Petrus Charisius*, zijne Coninghlijcke Majesteyts-Raedt ende Resident, by de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael, de welcke met de Heeren Gedeputeerde Commissarisen ende in dese saecke van haer Ho. Mog Gevolmachtighde, als namentlijck, de oock wel-geboorne, hoogh-Edele, gestrenge, wijse, voorsichtige Heeren, *Rudolph van Ommeren*, *Johan de Wit*, uyt den Oudt-Raedt der Stadt Dordrecht, *Johan de Wit*, Raedt Pensionaris van Hollandt ende West Vrieslandt, *Benefacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Pensionaris der Staedt Tholen, *Godaert Adriaen*, Baron van Reede, Heer tot Amerongen, Ginckel, Elst, &c. *Adolph van Unckel*, *Johan van Ysselmuyden*, tho Rollecate, Drossart van Vollenhoven, ende de Heerlijckheyt Clundert, ende *Johan Drews*, Raetsheer in Groeningen, respective Gedeputeerden in haer Hogh Mogende Vergaderingen, van weghen de Provincien van Gelderlandt, ende 't Graefschap Zutphen, Hollandt ende West-Vrieslandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieslandt, Over-Yssel, Stadt Groeningen ende Ommelanden, in onderhandelinge ghetreden sijnde, ende het voorschreve Tractaet soo ten opsichte van den teneur, als de practijcque naeukeurigh ende exactelijck ghe-examineert hebbende tot nader Elucidatie, redres, ende alteratie van 't selve ter neder ghestelt verdragen, ende veraccordeert hebben 't geene hier na volght, te weten.

I. *Eerstelijck*, dat het voorschreve Tractaet sijnde relatif tot een voorgaende, in den Jare *festhien-hondert vijf-en veertigh* gesiooten tot *Christianopel* sal blyven in zijn geheel, uytgesondert voor soo veel het selve by desen werdt afgetreden, geelucideert, ende gealtereert, om te continueren tot den *derthienden* Augusti des Jaers *festien-hondert vijf-en-tachtigh*, hier bevooren ghementioneert.

IV. Tot verhoedinge ende correctie van alle misverstanden, ofte gephleegde frauden tegen het voorschreeve Tractaet, soo ten opsichte van de *meetingh*

wick, Holstein, Stormarn & Ditmarchen; Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c. d'une part, & les Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas d'autre part, en l'année 1647, le deuxiéme Fevrier vieux stile, & le douze stile nouveau, ont par leurs Plenipotentiaires de part & d'autre fait un Traité, suivant lequel la forme ou peage des bois en Norwegue devoit être donnée jusques au treziéme d'Août vieux stile & du nouveau stile le vingt troiziéme; à l'égard dequoi a été experimenté de part & d'autre & jugé que ledit contract n'a point été observé & prattiqué selon son veritable sens, & qu'il est requis & est convenable pour la continuation & augmentation de l'amitié particuliere & Alliance entre sa Royale Majesté & leurs Hautes Puissances de prevenir de bonne heure quelques mesintelligences & brouilleries qui pouroient s'en ensuivre, lesquelles on est porté de prevenir de part & d'autre par les voyes de respect & d'equité. C'est pourquoi sa Royale Majesté a authorisé & deputé le Noble Seigneur Paul Klingenberg Conseiller de l'Amirauté de sa Royale Majesté, Directeur Général des Postes, Seigneur de Bustrop, Haenrouw, & Tostrup: comme aussi le Sieur Pierre Charisius Conseiller de sa Majesté & Resident de sa part auprés de leurs Hautes Puissances, les Seigneurs Etats Généraux, lesquels avec les Commissaires Deputez qui sont authorisez en cette affaire, sçavoir les nobles, discrets, sages & prudens Seigneurs Rodolph d'Ommeren, Jean de Wit de l'ancien Conseil de la Ville de Dorth; Jean de Wit Conseiller Pensionaire de Hollande & de West-Frise, Boniface de Vrybergue Seigneur de Vrybergue Pensionaire de la Ville de Tollen; Godart Adrian Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elst &c. Adolph d'Unckel, Jean d'Isselmonde, de Rollecate, Drossart de Vollenhove, & de la Seigneurie de Clundert, & Jean Drews Conseiller de Groningue, tous Deputez dans l'Assemblée de leurs Hautes Puissances de la part des Provinces de Gueldres & des Comtez de Zutphen, Hollande & West-Frise, Zelande, Utrecht, Frise, Overissel, Ville de Groningue & Ommelandes, lesquels étant entrez en negociation & ayant examiné ledit Traité, tant à l'égard de sa teneur que de ce qui a été prattiqué à ce Sujet, pour plus precise elucidation, redressement & changement, ils ont conclu & accordé ce qui suit, sçavoir.

I. Premierément que le susdit Traité étant relatif à un precedent, conclu à Christianople en l'année mil six cens quarante sept; il demeurera en son entier, excepté en ce qui sera derogé, eclairci, & changé dans celui-ci, pour continuer jusques au treziéme Août de l'année mil six cens quatre vingt & cinq ci-dessus mentionné.

II. Pour empêcher & remedier à toute mesintelligence, ou aux fraudes commises contre le susdit Traité, tant à l'égard de la mesure des Vaisseaux même qui vont en

ANS de J. C. 1666.

ANS de J. C. 1666.

meetingh der Schepen selve op *Noorwegen* varende, als door den aenbow van seeckere soorte van Schepen, die ten tijde van 't aengaen van 't voorschreve Tractaet niet bekent zijn geweest, ende ordinaris genoemt worden *vande nieuwe fabrijque* is toe gestaen, ende geaccordeert een nieuwe meetinge van Schepen, op de bequaemste, gevochlijckste ende seeckerste maniere doenlijck sijnde, in dier voegen dat de *Hout-lasten* van de Schepen sullen werden uytgevonden, ende begroot op *vier duysent* ponden gewichte, sulcks dat soo *dickmael* als een Schip *vier duysent ponden* swaer aen hout kan in laden, het selve voor soo veele *Lasten* sal worden gereeckent ende getaxeert.

III. Om welcke *meetinge* bequamelijck te doen geschieden, ende effect sorteren, alle de Nederlandsche Schippers, die gemunt hebben t'zijner tijdt met haer onderhebbende Schepen op *Noorwegen* te varen, by affictie van Billetten sullen worden gewaerschout, ende geordonneert aen de Collegien ter Admiraliteyt, in de respective quartieren deser Landen bekent te maecken de leghplaetsen hunner Schepen, ende haer gereet te vinden om de meetinge by te wesen, de welcke soo haest doenlijck aengevangen, ende in de maendt van April naestkomende voltrocken sal worden, door Gecommitteerden by ofte van wegen sijne hoogstgedachte Majesteyt ende haer Ho. Mogh daer toe te ordonneren, die de taxatie ende begrotinge der lasten doen sullen. Des sal de voorschieve metinge geschiedeo buyten last ofte beswaernisse der Schippers, ende Reders, sonder dat nochtans teo reguarde dat de Schepen vao meerder drachtbarheyt sullen bevonden worden vao de ge passeerde ojdt over eenige nabetalinge van geprofiteerde Tollen eenigsints gemoeyt, ofte pretensien in 't publijck ofte bysonder gemoveert sullen worden.

IV. Vande alsoo te doene *meetinge*, *ykinge* ende *begrootingh* der schepen, sullen aende Schippers ende by de voorgenoemde Gecommitteerde behoorlijcke Brieven om in Noorwegen te vertoonen, verleeot, ende weedersijts registers gemaeckt worden, omme te dieneo naer behooren, ende volgens den inhout van die *brant-teeckens* op de Stevens, achter ende voor gedaen worden; omme tegens de *Yckbrieven*, de *Tolwachters* des begerende, geconfereert te werden.

V. Dat in cas over de voorschreve beraemde metinge verschil soude mogen vallen, ofte de Schipper sich beklagen dat sijn Schip te hoogh ofte te groot van lasteo gestelt was, sal soodanigen Schipper in *Noorwegen* komende, sijne Schip met kennisse ende voorweten vande Koninckliijcke Officieren met soodanigh hout, als ordinaris uyt de Havenen van *Noorwegen* afgeladen wert wel ende vol afgestowt hebbende vande gemelte Officieren nemen acte ende verklaringe, hoe veel voeten sijn onderhebent Schip achter en voor diep gelegen heeft, ende vande voorseyde *houtlast* betaelende oock dien volgens de opgestelde *Tollen*, doen 't sijner naester reyse in *Noorwegen* sich tot *Dramme* ofte io eenige andere vande voornaemste Havenen in *Noorwegen* voorschreve tot de houtladinge bequaem, addresseren aende gemelte Officieren, die 't sijnen versoecke aenstonts ende sonder vertoeven het voorschreve Schippen sullen doen laden ende beswaren met afgewoogen *Yser* ofte ander swaer goet tot op deselve Diepte, gelijck het te vooren met hont gelaeden hadde gelegen, ende uyt het gewichte van 't voorschreve ingeladen *Yser* ofte ander swaer goet (te reeckenen tegens *vier duysene Ponden Hollanse* gewichte voor eeo last) calculeren ende begrooten het getal der *houtlasten*, die het selve

en Norwegue, que pour la construction d'une certaine sorte de Vaisseaux, qui dans le tems de l'execution du susdit Traité n'étoient pas connus, & nommés ordinairement de la nouvelle fabrique, *est accordé une nouvelle mesure de Vaisseaux, selon la plus propre, la plus raisonable, & la plus sure maniere que faire se peut, en sorte que lors que la charge de bois des Vaisseaux montera à quatre mil livres pesant en bois, il sera compté & taxé pour autant pesant.*

III. Pour faire laquelle mesure convenablement, & sortir son effect, tous les batteliers des Provinces-Unies, qui auront resolu d'aller en leur tems en Norwegue avec leurs Vaisseaux, seront avertis par affiches de Billets, & leur sera ordonné de notifier au College de l'Amirauté, les places vuides de leurs Vaisseaux, & de se tenir prêts d'assister à la mesure laquelle sera commencée aussi tôt qu'il se poura, & achevée dans le mois d'Avril prochain par les Commissaires qui seront établis à cet effect par sa Majesté & par leurs Hautes Puissances lesquels feront la supputation des Lastes, c'est pourquoi ladite mesure se fera sans grief ni charge pour les Batteliers & rameurs, sans neantmoins qu'à l'égard de ce que les Vaisseaux pourront être trouvez de plus grande charge, on puisse pour le tems passé être inquieté, pour le deffaut du payement des tolles, ou qu'aucune pretention soit en public, soit en particulier, puisse être mue à ce Sujet.

IV. Pour ce qui est de la mesure & marque de supputation de la charge des Vaisseaux, lesdits Deputez accorderont aux batteliers des Lettres convenables pour être montrées en Norwegue, & l'on fera aussi des Registres de part & d'autre pour s'en servir comme il appartient, & suivant le contenu de ladite marque qui sera mise devant & derriere pour être confrontez par les Commissaires des Bureaux s'ils le souhaitent.

V. Qu'au cas qu'il arrivât quelque different à l'égard de la susdite mesure, ou que le Battelier se plaignit que son Vaisseau seroit taxé ou estimé à trop grande charge, ledit battelier, venant en Norwegue, prendra acte & declaration des Officiers du Roi aprés qu'il aura chargé son Vaisseau du bois qui se prend ordinairement dans les Havres dudit Royaume de Norwegue, de combien de pieds de Profondeur il sera chargé en devant & en derriere, & payant en consequence les droits, ou tolles, de ladite charge de bois, il s'adressera à son premier voyage en Norwegue soit au Havre de Dramme, soit à quelque autre des Havres de Norwegne propre pour ladite charge de bois aux susdits Officiers, qui à sa priere, aussitôt & sans delay feront charger ledit Vaisseau de fer pesé, ou autre Marchandise pesante jusques au fond, comme il étoit auparavant chargé de bois, & par le poids du fer ou autre Marchandise pesante que l'on y aura mis (à compter à raison de quatre mil livres de Hollande pesant pour un last) calculeront à quoi se montera la charge de bois que ledit Vaisseau a pû mener, à proportion de quoi il sera payé le tol ou peage, laquelle mesure passera pour une decision Générale; C'est pourquoi, les batteliers dont les Vaisseaux se trouveront avoir été bien & droitement mesurés par ladite épreuve, seront obligez de prendre & porter à leur charge ladite épreuve, & de payer à l'avenir de plus grands droits à proportion des lastes, en cas qu'il se trouve que

ANS de J. C. 1666.

ANS de J. C. 1666.

felve Schip fal konnen voereo naer advenant, van welcke bevindinge den Tol fal betaelt worden, welcke *metinge* fal dienen voor een generale decifie; Des fullen de Schippers, welcker fchepen by foodanige preuven bevonden worden te vooren recht ende wel gemeten te fijn, tot haeren lafte moete nemen ende dragen de gedaene *preuve*, oock io toekomende meerder Tollen betalen na advenant der laften, in cas bevonden mochte worden dat haere fchepen te weynigh getaxeert fijn geweeft, fonder datfe om 't gepafleerde gemoeyt fullen worden, doch bevindende dat eenige fchepen te hoog op laft geftelt ende befwaert fijn, fullen defelve vande betalinge der voorfchreve preuve 't eenemael vry fijn, ende op foodaoige laften geftelt worden, als die haer bevinden. Oock by fijne Koninckliјcke Majefteyts Officieren ende bedienden gereftituecrt worden 't geene dat te vooren aen Tol te veel betaelt fal wefen.

VI. Ende nadien door de voorfz metinge ende Preuve de rechre groote ruymte der Schepen ten opfichte vande ladinge der hout-waeren gevonden fal konnen werden, ende alle beraminge of twijfflinge weg-genomen, fal mits dien oock komen te cefferen de kortinge ofte reductie van 't *vijfde* gedeelte vande fcheeps ruymte, daer van in 't *achtfte* artijckel van 't voorfchreve Tractaet wort gemelt, maer den Tol betaelt volgens de *Tek-brief* ende metinge, fonder eenige kortinge, of reductie.

VII. Eenige nieuwe aen te bouwen Schepen ofte andere van *hout-laedinge* daer te vooren niet gebruyckt geweeft fijnde, in *Noorwegen* komende, ofte uyt defe Landen begeerende derwaerts te varen, fullen in voegen als vooren *gemeten* worden, ende in cas van befwaerniffe oock de voorfchreve *Preuve* mogen vorderen ende genieten, fulcx als defelve in 't voorigh artijckel is vermelt.

VIII. De *hout-laften* der Schepen alfoo begroot ende uytgevonden fijnde, heeft fijne Koninckliјcke Majefteyt belieft dat van die Schepen die met haeren oprechten ondergefchreven *Maet-brief* verfien fijn, ende hout uyt *Noorwegen* voeren, geduyrende de voorfchreve tijdt voor des Konincks Tol gevoert ende betaelt fal werden, *een ende een achtfte* Rijcxdaelders van yder laft, fonder dat daer en boven eenige andere *Tollen ofte by-Tollen*, wat naemen die oock mogen hebben, gevordert of opgefet fullen mogeo werden.

IX. Gelijck mede de Schepen in de Vereenighde Nederlanden 't huys gehoorende eenige Waeren ofte Koopmanfchappen in *Noorwegen* brengende geen hooger of meerder Tollen fullen betaelen als de eygen Inwoonders ofte Onderfaten van fijne meer hoogftgedachte Koninckliјcke Majefteyt, nevens welcke ende andere Natien defelve oock in 't uytgaen getracteert fullen werden in cas defelve eenige verminderinge op den *Tol* der *houtlaften*, benevens den voorfchreve Tax in 't voeren van *hout-waeren* buyten fijn Koninckliјcke Majefteyts Rijcken ende Landen foude werden toegeftaen of komen te genieten.

Een Schip het welcke *Hout* geladen heeft, magh wel op de *hout-havens* van andere waeren als *Pick*, *Teer*, *Huyden*, *Talck*, (ofte 't gunt anders kan werden uytgevoert) innemen, nochtans fal daer af nae 't *ftuck* of *gewicht*, volgens fijne Koninckliјcke Majefteyts *Tol-Rolle*, behoorliјcke Tol betaelt worden; oock fullen foodanige Schepen, dewelcke meer als *hout* inladen fullen, noopende de voorfz andere *Waeren*, die fy daer nevens innemen, de *vifitatien*, als billijck, fubject ende onderworpen

que leurs Vaiffeaux ont été taxez à trop peu, fans qu'ils puiffent être inquietez pour le paffé; Mais fe trouvant que quelques Vaiffeaux ont été furchargez, ils feront entierement exempts du payement de la fufdite épreuve, & taxez fuivant la charge qui leur fera trouvée; Et leur fera reftitué par les Officiers de fa Royale Majefté ce qui fe trouvera qu'ils auront payé de trop defdits droits.

ANS de J. C. 1666.

VI. Et comme par la fufdite mefure & épreuve, on poura favoir la veritable capacité des Vaiffeaux, à l'égard des bois quiy feront chargez; & que tout doute fera oté, ceffera par ce moyen la reduction ou deduction de la cinquiéme partie de la capacité du Vaiffeau dont il eft fait mention dans le huitiéme article du fufdit Traité, mais le droit, ou tol fera payé fuivant les letres de mefure, fans aucune reduction ni que rien foit rabatu.

VII. Quelque charge de bois neuf à batir des Vaiffeaux ou autres dont on ne fe fera pas encore fervi, venant en Norwegue, ou defirans de fortir de ces pais, feront mefurez en la maniere que deffus, & en cas de grief on poura demander ladite épreuve, comme il eft mentionné dans l'Article precedent.

VIII. Ayant ainfi trouvé à quoi fe montera la charge de bois des Vaiffeaux; le bon plaifir de fa Royale Majefté eft que des Vaiffeaux qui feront ainfi pourvûs de leurs lettres de mefure, & qui tranfporteront du bois de Norwegue, pendant le fufdit tems pour le droit ou tol du Roi un rifdaler, & un huitiéme de rifdaler de chaque laft, fans qu'on puiffe leur demander davantage ni les taxer à aucun autre droit de quelque nom qu'on les puiffe appeller.

IX. Comme auffi les Vaiffeaux, qui apartiennent à quelqu'un des Provinces-Unies, amenant quelques denrées ou Marchandifes en Norwegue, ne payeront pas plus de droits ou tols, que les habitans ou propres Sujets de fa Royale Majefté, & feront Traitez de même & comme les autres Nations en fortans, au cas qu'icelles viaffent à jouir de quelque diminution de droit ou tol des charges de bois enfemble de la taxe pour le tranfport defdites Marchandifes de bois hors des Royaumes & païs de fa Royale Majefté.

X. Un Vaiffeau qui aura chargé du bois, pourra bien dans les Havres où on le charge, charger auffi de la Poix, Godron, des Peaux, du Talc ou autrement ce qui fe peut tranfporter, mais il en fera payé le droit ou tol convenable felon la piece ou poids fuivant le Tarif de fa Majefté, comme auffi lefdits Vaiffeaux, qui chargeront plus que du bois feront conjointement, avec les autres marchandifes, fujets, comme il eft de raifon, à la Vifite, neantmoins il fera diftrait de la taxe des Vaiffeaux autant de laftes, à quoi monteront les marchandifes qui feront outre ce & en particulier taxez.

XI.

ANS de J. C. 1666.

pen sijn, al evenwel sullen van de Taxatie van 't Schip soo veele Lasten afgetrocken worden, als de goederen komen te beloopen, de welcke buyten dien, ende in 't bysonder vertolt zijn.

XI. In 't vorderen vande *Tol* sal geen onderscheyt gemaeckt worden of de Schepen met de beste, slechtste, of middelbarige soorte van *hout-waeren* beladen mochten wesen, noch ten reguard van dien, of op presumptie datse eenige onvrye ofte verbodene *hout-waeren* ingeladen mochten hebben, eenige visitatie, recerche, veel min retardement werden gedaen, maer sullen alleen de onvrye of verboden *hout-waeren* aengehouden worden, so wanneer deselve buyten de Schepen worden bevonden, boven 't welck de Ingesetenen der Vereenighde Nederlanden onder geenerley pretext ter oorsaecke van dien eenige de minste molestie ofte ongelegentheyt aen haere Personen ofte goederen, noch retardement aen haere Schepen sal worden aengedaen, maer sullen naer de betalinge van de hier voorgestelden *Tol* vry ende onverhindert mogen vertrecken ende hare reyse vorderen.

XII. De Onderdanen van de Vereenighde Nederlanden sal toegelaten wesen in *Noorwegen* allerhande soorten van *hout*, wat naem het selve mach hebben, oock het tot nu toe verboden geweest sijnde *Eyckhout* aen sich te verhandelen, uytgesondert groote *Masten* over de *twintigh* palmen, dewelcke sijne Koninckclijcke Majesteyt alleenigh voor sich hout, midsgaders wat deselve verder tot sijn particulier of publijck gebruyck soude mogen van node hebben; Soo nochtans dat in sulcken cas het verboth van uytvoer van soodanige noodwendigheden sal moeten wesen generael, ende niet particulier voor de Onderdanen, ende Ingesetenen der Geunieerde Provintien, sullende nochtans ongekreuckt blyven, het gunt in 't voorgaende *elfde* artijckel is vervath.

XIII. Boven de betaelinge vande voorschreve *Tol* sullen de Nederlantsche Schepen, die *hout* ofte andere goederen in *Noorwegen* geladen hebben, niet beswaert worden, ten respecte van de onkosten die aldaer tot gerief ende verseeckeringh der Schepen aengewent worden, in 't besorgen van *Ringen aen de Clippen* ofte andere commoditeyten, 't sy hoedanigh die genaemt mogen wesen, maer sal hun alle behulp ende vrientschap tot voortsettinge van de Handel verschaft ende bewesen worden.

XIV. Ende alsoo wedersijts vertrouwt ende geoordeelt wert, dat het voorige Tractaet mede geslooten in 's Gravenhage de 2. ouden stijl ende den 12. Februarii nieuwen stijl Anno *sesthien-hondert seven-en-veertigh*, door nederstellinge vande voorschreve artijckelen behoorlijck is ge-elucideert ende geredresseert. Soo sullen de Ingesetenen der Vereenighde Nederlanden daer nae den *Tol* oprechtelijck ende volkomentlijck betalen, ende in 't tegendeel tegens alle onbehoorlijcke moyelijckheden, van wien het oock soude mogen wesen werden beschermt, ende bevrijt. Gelijck wedersijts wort verklaert de sincere meyninge ende intentie te wesen. Ende om dat sulcx te effectueren alle behoorlijcke ende betamelijcke middelen sullen werden betracht ende aengewendt, daer toe de bovengemelde sijne Koninghlijcke Majesteyts Plenipotentiarisen, ende Gevolmachtighde Ministers, ende de Heeren Commissarisen van haer Hoogh Mog. sich wedersijts inden name van wegen haere respective allergnadighste ende hooge Heeren Principaelen uyt krachte van haere Pouvoirs ende Volmachten verobligeren; Ende sal dit Tractaet by sijne Koninckclijcke Majesteyt tot Denemarcken, Noorwegen, &c. ende de Ho. Mog. Heeren Staten Generael binnen den tijdt van een *Maent* naer dat desen geapprobeert, geratificeert, ende wedersijts nodige instrumenten van ratificatie in behoorlijcke forme uytgewisselt, ende ge-extradeert worden.

Tent

XI. Quand on fera payer les Droits, ou Tol, on ne sera aucune difference, si les marchandises dont l'on chargera les Vaisseaux sont du meilleur bois, du mediocre, ou du pire, ni à l'egard de ce qu'etant a presumer qu'ils seroient chargez de marchandises de bois non permises, & deffenduës ne poura être faite de recherche, ni visite, bien moins poura-t-on y causer du retardement, mais lesdites marchandises non permises ou deffenduës pouront être retenuës, au cas qu'elles se trouvent hors des Vaisseaux, hors lequel cas les habitans des Provinces Unies ne pouront être molestez ni inquietez en aucune maniere, en leurs personnes, ou biens, ni de retardement aporté à leurs Vaisseaux; mais pouront aprés le payement du Tol, ou Droit etabli, partir sans empechement, & pousser leur voyage.

XII. Il sera permis aux sujets des Provinces-Unies de negocier en Norwegue de toute sorte de bois de quelque nom qu'ils puissent avoir, même bois de chêne qui jusques à present a été deffendu, excepté les gros mats qui passeront vingt paumes, lesquels sa Royale Majesté retient pour elle seule, ensemble ceux dont el pourroit avoir besoin en son particulier ou pour le public. Ensorte neanmoins, qu'en cas de deffence de transport de telles choses necessaires, elle sera generale, & non pas particuliere pour les sujets & habitans des Provinces-Unies, demeurant sans atteinte ce qui est contenu dans le precedent onzième article.

XIII. Les Vaisseaux des Païs-Bas, qui auront chargé du bois ou autres marchandises en Norwegue ne seront point chargez outre le Tol susdit qu'ils auront payez, à cause des frais qu'on aura été obligé de faire pour la sureté des Vaisseaux, en attachant les anneaux aux rochers ou autres commoditez de quelque maniere qu'on les puisse nommer; mais il leur sera demontré toute sorte d'amitié & d'assistance, pour l'avancement du commerce.

XIV. Et comme on est persuadé de part & d'autre, que le precedent Traité conclu aussi à la Haye le 2. Fevrier vieux stile & 12, stile nouveau l'an mil six cens quarante sept est eclairci & redressé comme il faut par les susdits articles, les habitans des Provinces Unies payeront cy-aprés sincerement & entierement le Tol, (ou peage,) & au contraire seront protegez, & exempts de toute injuste vexation, comme il est déclaré de part & d'autre que c'est-là la sincere pensée, & intention des parties. Et pour laquelle chose effectuer seront employez tous les moyens convenables; & à ce s'obligeront les Ministres Plenipotentiaires de sa Royale Majesté & les Commissaires de leurs Hautes Puissances au nom & de la part de leurs Seigneurs Principaux, en vertu de leurs plein-pouvoirs & authorisation, & sera le present Traité ratifié & aprouvé dans le temps d'un mois, à compter de la datte des presentes par sa Royale Majesté de Dannemarc, Norwegue, &c. & par leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, & en seront dans ledit temps les instrumens convenables de ratification livrés & & échangez en bonne forme.

Et

ANS de J. C. 1666.

Ten oirkonde ende in teecken der waerheyt hebben wy Plenipotentiarisen ende Gevolmachtigde Ministers van sijne Koninckl ijcke Majesteyt, ende wy Gedeputeerden van haere Hoogh Mogende desen met eygene handen onderteeckent, ende met onse opgedruckte Signeten bevestight, ende sijn hier van *vier* gelijck luydende exemplaren gemaeckt; Te weten, voor yder van de hooge Contrahenten *twee*. Actum in 's Gravenhage den *elfden* Februarii *sesthienhondert ses en sestigh*.

Geteeckent,

Paul Klingenbergh. (L.S.)
P. Charisius. (L.S.)
R. van Ommeren. (L.S.)
Johan de Wit. (L.S.)
Johan de Wit. (L.S.)
B. van Vrybergen. (L.S.)
G. van Reede tot Amerongen. (L.S.)
Adolph Unckel (L.S.)
Johan van Ysselmuyde. (L.S.)
G. Drews. (L.S.)

Voor de Westindische Compagnie.

ALsoo eenigen tijt herwaerts verscheyde oneenigheden, differenten, ende disputen sijn voorgevallen tusschen den Doorluchtigsten, Grootmachtigsten Vorst ende Heer, Heer *Frederick den Derde tot Dennemarcken*, Noorwegen, der Wenden ende Gotthen Koningh, Heertogh tot Sleeswijck, Holsteyn, Stormarn, ende der Ditmarschen, Grave tot Oldenborgh, ende Delmenhorst, mitsgaders sijne Koninckl ijcke Majesteyts Geoctroyeerde *Africaensche Compagnie tot Gluckstadt*, ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenigde Nederlanden, als mede derselver Geoctroyeerde *Westindische* Compagnie ter andere sijde, principalijck ten regarde van eenige Plaetsen leggende op de Kust van *Guinea*, *Anemabo*, *Orsu*, ende andere Logien meer, ende de Negotie die aldaer valt, oock van weegen eenige schepen ende Jachten, dewelcke van weder syden sijn genomen ende gearresteert; Ende dewijle soodanige differenten, verschillen ende disputen noch dagelijcx stonden te vermeerderen, ten ware daer inne tydelijck wierde voorsien. Soo is, naer diverse gehoudene Conferentien ende onderlinge rijpe deliberatie over alle 't gunt dieshalven eenighsints in consideratie heeft konnen komen, om verdere verwyderinge te gemoet te treden, ende de oude vertroude vrindschap, nauwe alliantie, ende alle goede Nabuyrlijcke Correspondentie tusschen hoogstgemelte sijne Koninckl ijcke Majesteyt ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, mitsgaders tusschen wedersijds respective Onderdanen ende Ingesetenen hoe langer hoe meer te cultiveren, 't onderhouden, ende te Bevestigen tusschen den meer hoogst-gemelde sijne Koninckl ijcke Majesteyts Plenipotentiarisen ende Gevolmachtighde Ministers, de welgeboorne, ende hoogh Ed. Heeren *Paul Klingenbergh*, sijne Koninckl ijcke Majesteyts Admiraliteyts Raet, Postmeester Generael, Erfgeseten op Bustrup, Haentouw; ende Tostrup, ende *Petrus Charisius*, Raet ende Resident van sijne Koninckl ijcke Majesteyt alhier in den Hage, volgens hun daer toe verleende Pouvoir ende Volmacht ter eenre, ende de Commissarisen van haer Ho. Mog. namentlijck de wel-geboorne, hoogh Ed. gestrenge, wijse, voorsienige Heeren *Rudolph van Ommeren*, *Johan de Wit*, uyt de Out Raet der Stadt Dordrecht, *Johan de Wit* Raet-

En témoin de la verité nous Plenipotentiaires authorisez de sa Royale Majesté, & nous Deputez de leurs Hautes Puissances avons signé ces presentes de nos propres mains, & confirmé de nos cachets, & ont été fait des presentes quatre instruments conformes, sçavoir deux pour chacune desdites parties contractantes. Fait à la Haye le 11. Fevrier mil six cens soixante six.

ANS de J. C. 1666.

Signé,

Paul Klingenbergh. (L.S.)
P. Charisius. (L.S.)
R. van Ommeren. (L.S.)
Jean de Wit. (L.S.)
Jean de Wit (L.S.)
B. v. Vrybergen. (L.S.)
G. van Reede d'Amerongen. (L.S.)
Adolph Unckel. (L.S.)
Jean de Ysselmuyde. (L.S.)
G. Drews. (L.S.)

Pour la Compagnie des Indes.

COmme il est arrivé depuis quelque tems quelques differens & disputes entre le Serenissime & Puissant Prince & Seigneur Frederic troisiéme Roy de Dannemarc, Norwegue, des Vandales, & des Gots, Duc de Sleeswick, Holstein, Stormarn, & Dithmarsen, Comte d'Oldenburg & de Delmenhorst, ensemble la Compagnie d'Afrique de sa Royale Majesté à Gluckstadt d'une part; Et les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas, avec leur Compagnie des Indes Occidentales, principalement à l'egard de quelque Places Situées sur les côtes de Guinée, Anemabo, Orsu, & autres habitations, & le negoce qui s'y fait, & aussi à cause de quelques Vaisseaux, & Jachts, qui ont été pris & arrêtez de part & d'autre; & que lesdits differents, & ces disputes étoient sur le point d'augmenter tous les jours, à moins qu'il n'y fut pourvû à tems; c'est pourquoy aprés differentes conferences & meures deliberations prises sur tout ce qui à cet égard pouvoit entrer en consideration, pour éviter de plus grands desordres, & pour cultiver, entretenir & fortifier de plus en plus l'ancienne & fidele amitié, & les étroites Alliances, & bonne correspondence & voisinance d'entre sa susdite Royale Majesté & leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, ensemble leurs Sujets & Habitans de part & d'autre, les Plenipotentiaires & Ministres authorisez, de sa Royale Majesté sçavoir Pierre Charisius, le noble Seigneur Paul Clingenberg, Conseiller de sadite Royale Majesté, & Directeur General des Postes, Seigneur de Bustrup, Hamrow & de Tostrup, & Pierre Charisius, Conseiller & Resident de sadite Royale Majesté icy à la Haye, en vertu de leur plein-Pouvoir d'une part, & les Commissaires de leurs Hautes Puissances sçavoir, les nobles, sages, discrets & prudens Seigneurs Rudolph d'Ommeren, Jean de Wich ancien Conseiller de la Ville de Dort, Jean de Wit Conseiller Pensionaire de Hollande & de West-Frise; Boniface de Vriberque, Seigneur dudit lieu Pensionaire de la Ville de Tholen, Godart Adrian, Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Elst, &c., Adolph de Unckel; Jean d'Isselmuyden de Rollocatt,

Drossart

ANS de J. C. 1666.

Raet-Pensionaris van Hollant ende West-Vrieslandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Pensionaris der Staedt Tholen, *Godaert Adriaen, Baron van Reede*, Heer van Amerongen, Ginckel, Elst, &c. *Adolph van Vinckel, Johan van Isselmuyden* tho Rollecate, Drossart van Vollenhove ende de Heerlijckheyt Cuyndert, ende *Johan Drews*, Raetsheer in Groeningen, respective Gedeputeerden in haer Ho. Mog. Vergaderinge van wegen de Provincien van Gelderlant ende Graefschap Zutphen, Hollandt ende West-Vrieslandt, Zeeland, Utrecht, Vrieslandt, Overyssel, Stadt Groningen ende Ommelanden ter anderer sijde, insgelijcx volgens haere Procuratie ende authorisatie in 't minnelijck soodanich geconvenieert ende verdragen als volght.

I. Eerstelijck, dat alle *hostiliteyt* ende oneenigheyt eenige Jaeren herwaerts tusschen de gemelde beyde Compagnien voorghevallen, sullen cesseren ende ophouden, ende dat sijne Koninckliicke Majesteyt dien volghens zijne Geoctroyeerde Africaense Compagnien sal beveelen haer in alle manieren vreedsaem te draghen, ende te comporteren, dat oock haer Ho. Mog. aen haere zijnde Nederlantsche Geoctroyeerde *Westindische* Compagnie sullen ordonneren het selve van gelijcken te doen, sulx dat de voornoemde beyde Compagnien voortaen onderlinge goede Vreede ende eenigheyt sullen onderhouden, sonder dat d'een d'ander eenich belet, schade, ofte ongemack sal mogen toebrengen inde Commercie, Handel, ende Trafijque, op ende aende Custe van *Guinea* vallende voor soo veel deselve daer toe volgens 't recht der Volckeren sullen wesen berichtight, waer inne sijne Koninckliicke Majesteyt noch haer Ho. Mog. ende derselver Onderdanen by dit Tractaet nu noch naemaels niet en werden prejudiceert.

II. Ende is voorts geconvenieert en verdragen dat sijne Majesteyt de pretensie die deselve heeft gemaeckt gehadt, raeckende de restitutie vande Forten *Cabo Corço*, *Tacquoray*, ende *Anomabo* sal quiteren, gelijck sijne Majesteyt die quiteert mits desen, oock dien volgen cedeert ende transporteert 't recht dat deselve daer op is hebbende, ten behoeve van haer Ho. Mog.

III. Dat *Fredricxborg* ende *Orsu*, nu genaemt *Christiaenborgh*, ende de Negotie daer op vallende soo lange als het navolgende artijckel vermelt by Provisie noch sullen blyven aen sijne Koninckliicke Majesteyt ende onder de directie van de *Deensche Africaensche* Compagnie gelijck mede de Logie aen *Cabo Corço*, ende de vaert derwaerts soo wanneer het selve Fort door hulpe vande selve Deensche Compagnie wederom mocht worden gerecupereet ende verovert.

IV. Dat naer d'expiratie van het Octroy, 't welck sijne Koninckliicke Majesteyt aen dessels *Africaensche* Compagnie heeft verleent, ende eyndigen sal met den Jare *negen-en-seventigh Fredericxborgh* de Logie aen *Cabo Corço*, ende oock *Orsu* aen haer Ho Mog. ende de Nederlantsche Westindische Compagnien sullen gecedeert, ende in volkomen eygendom overgelaten werden, mits dat aende voorschreve *Deensche Africaensche Compagnien* daer tegens in reedelijckheyt, ter taxatie van Luyden hun des verstaende, sal werden betaelt 't geene deselve aldaer heeft gebouwt.

V. Ende naedemael haer Ho. Mog. sustineren dat eenige Onderdanen ende Ingesetenen vande Vereenigde Nederlanden, tegens en contrarie de Placcaten by deselve ge-emaneert, &c. de gestatueerde Pœnen, jegenwoordigh noch participeren inde *Deensche Africaensche* Compagnien, soo is men daer over geconvenieert ende verdragen, dat alhoewel het haer Ho. Mo. ende de Heeren Staten vande respective Provintien vry staet, haer ongehoorsaeme Onderdaenen ende Ingesetenen inde voorschreve Vereenigde Nederlanden over haere transgressien te doen straffen, sijne Coninck-

ANS de J. C. 1666.

Drossart de Vollenhove & de la Seigneurie de Cuyndert, & Jean Drews, Conseiller de Groningue, tous Députez en l'Assemblee de leurs Hautes Puissances de la part des Provinces de Gueldres, des Comtés de Zatphen, Hollande & West-Frise, de Zelande, Utrecht, Frise, Overissel, de la Ville de Groningue, & des Ommelandes d'autre part, en vertu de leurs Procurations, sont convenus, & ont Traité à l'amiable comme s'ensuit.

I. Premierement que toutes les hostilitez qui se sont commises depuis quelques annees cesseront entre lesdites deux Compagnies, & qu'a cet effect sa Royale Majesté enjoindra a sa Compagnie d'Affrique de se comporter paisiblement en toute maniere, & que leurs Hautes Puissances ordonneront a leur Compagnie des Indes Occidentales d'en faire de meme, ensorte que lesdites deux Compagnies observent ensemble une bonne & particuliere Paix & Union sans qu'elles se puissent causer l'une à l'autre aucun empêchement ou obstacle dans leur Commerse & Trafic sur les côtes de Guinée à l'égard du droit des Gens, en quoy sa Royale Majesté ni leurs Hautes Puissances ne seront dés maintenant ni cy-apres prejudiciez.

II. Et il est en outre convenu & accordé, que les pretentions que sa Majesté a mis en avant touchant la restitution des forts de Cabo Corço, & Tacqueray & Anomabo cesseront, comme sa Majesté s'en desiste par ces presentes, même cede & transporte au profit de leurs Hautes Puissances les droits qu'elle y a.

III. Que Fredericksbeurg & Orsu, à present apellé Christiansbourg, & le negoce qui s'y fait, comme il est au long mentionné par l'article suivant, demeureront par provision à sa Royale Majesté & sous la direction de la Compagnie Danoise, d'Affrique, comme aussi les habitations de Cabo Corço, & la navigation de delà, si ledit Fort vient à être recouvré & reconquis par l'assistence de ladite Compagnie Danoise.

IV. Qu'aprés l'expiration de l'Octroi que sadite Royale Majesté a accordé à ladite Compagnie d'Affrique & qui finira avec l'année mil six cens soixante & dix neuf, Frederickbourg, les habitations de Cabo Corço, & même d'Orsu seront cedées & laissées en pleine proprieté à la Compagnie Occidentale de leurs Hautes Puissances, en payant à ladite Compagnie d'Affrique raisonnablement, & suivant la taxe qui sera faite par gens à ce connoissans pour ce qui y a été construit.

V. Et parce que leurs Hautes Puissances soutiennent que quelques sujets & habitans des Provinces-Unies des Pays-Bas, contre les Placards emanez d'iceux & les peines statuées, participent encore presentement en la Compagnie d'Affrique Danoise, il est convenu & accordé, qu'encore qu'à leurs Hautes Puissances & aussi les Seigneurs Etats desdites Provinces soit loisible de faire punir les sujets & habitans desobeissants desdites Provinces Unies à cause de leurs contraventions, sa Royale Majesté neantmoins établira tel ordre & precaution que dans ladite Compagnie d'Affrique il

ANS de J. C. 1666.

lijcke Majesteyt nochtans soodanige ordre stellen, ende die voorsieninge doen sal ten eynde dat inde voorsz. *Deensche Africaensche* Compagnie geen Persoonen in 't ressort van desen Staet, woonachtigh geadmitteert, ofte getollereert worden. Ende in cas des niet tegenstaende een ofte meer Ondersaten ende Ingesetenen der voorschreve Vereenighde Nederlanden part ofte deel inde voorgenoemde Deensche Compagnie soude mogen hebben, dat het Capitael (het welck hy ofte zy directelijck op haer eygen naem, ofte onder de naem vande een ofte d'ander vande subjecten vande sijne Koninckljjcke Majesteyt ofte andersints daer inhærederen) aenstonts sal werdeo gheconfisqueert.

VI. Daer over de openstaende Pretensien tusschen beyde de opgemelde *Deensche* Africaensche ende de Nederlantsche *Westindische* Compagnien metten eersten eene minnelijcke onderhandelingh sal aengestelt worden. Ende ingevalle dese, dies aengaende met den anderen niet en konnen verdragen, dat tusschen de Plenipotentiarisen ende Gevolmachtigde Ministers van sijne Koninckljjcke Majesteyt ende de Commissarisen van haer Ho. Mog. over ende ter saecke vande arbitrage sal worden geconvenieert.

VII. Ende is voorts by de gemelte Heeren Commissarisen van haer Ho. Mog. uyt krachte van haere Procuratie ende authorisatie belooft, gelijck deselve belooven by desen, dat aen sijne Coninckljjcke Majesteyt ofte desselfs Gevolmachtigden binnen seeckeren korten tijt promptelijck sullen uytgetelt worden de questieuse Subsidie-gelden, die sijne Koninckljjcke Majesteyt over restoir van 't Iaer *festhien-hondert vier-en-vyftigh* pretendeert hem noch te competeren.

Ende sal dese Conventie ende verdrach ten wederzijden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden worden. Tot meerder vastigheyt van dien sijn hier van gemaeckt vier gelijckluydende instrumenten voor yder vande hooge partyen twee, by de welgemelde Plenipotentiarisen ende Gevolmachtigde Ministers van sijne Koninckljjcke Majesteyt ter eenre, ende by d'Heereo haer Ho. Mog. Commissarisen ter andere zijde met handt ende Zegel bevesticht. Ende sullen de wedersijts Ratificatien daer op binnen den tijdt van een maent tegens den anderen werden geextradeert ende uytgewisselt. Gedaen in den Hage den *elfden* Februarii *festhien-honderts ses-en-sestigh*.

Geteeckent,

Paul Klingenbergh.	(L.S)	*R. van Ommeren.*	(L.S.)
P. Carisius.	(L.S.)	*Johan de Wit.*	(L.S.)
		Johan de Wit.	(L.S)
		B. van Vrybergen.	(L.S.)
		G. van Reede tot Amerongen.	(L.S.)
		Adolph Unckel.	(L.S.)
		Johan van Yffelmunde.	(L.S.)
		G. Drews.	(L.S.)

Over het fourneren van acht Oorlochschepen.

NAedemael onder anderen by het *vyfde* Artijckel van 't Tractaet van *Alliantie*, huyden gesloten tusschen de Heeren Plenipotentiarisen ende Gevolmachtighde Ministers vande Koningh van *Dennemarcken*, Noorwegen, &c. ter eenre, ende de Heeren Gedeputeerden vande Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden ter andere sijde is gestipuleert dat het haer Ho. Mog. vry sal staen, soo wel op dit eerste, als de volgende Jaeren, in minderinge vande beloofde subsidien, in betaelinge te mogeo geven de nombre van *acht Oorloch-schepen*, Soo is huyden tusschen de gemelde Heeren

ne soit admis & tolleré aucune personne demeurant dans le ressort de cet Estat, & au cas que nonobstant ce quelque sujet en habitant desdites Provinces Unies, vint à avoir part à la susdite Compagnie Danoise d'Afrique, le Capital qu'il y aura soit directement sous son nom ou sous le nom de l'un ou l'autre sujet de sa Royale Majesté ou autrement, sera aussitôt confisqué.

ANS de J. C. 1666.

VI. Que pour les pretentions agitées entre lesdites deux Compagnies Danoise d'Affrique & Occidentale des Provinces-Unies seront au plutôt mises en negotiation amiable, & au cas qu'elles ne puissent s'accorder l'une l'autre, qu'elles seront vuidées par l'arbitrage des Plenipotentiaires & Ministres authorisez de sa Royale Majesté, & les Commissaires de leurs Hautes Puissances.

VII. Et ont lesdits Seigneurs Commissaires de leurs Hautes Puissances en vertu de plein-pouvoir & authorisation, promis, comme ils promettent par ces presentes que dans peu de tems seront comptez promptement a sa Majesté ou à ses Plenipotentiaires les deniers du subside en question que sa Royale Majesté pretend lui apartenir encore restant de l'année mil six cents cinquante quatre.

Et sera la presente convention & accord observe inviolablement & de bonne foy de part & d'autre; pour plus grande fermeté dequoy ont des presentes été fait quatre instruments conformes, deux pour chacune des parties, & signées & scellées desdits Plenipotentiaires & Ministres authorisez de sadite Royale Majesté d'un part, & par les Commissaires de leurs Hautes Puissances d'autre, & en seront les ratifications livrées & échangées dans le temps d'un mois. Fait à la Haye le onzieme Février mil six cens soixante six.

Signé,

Paul Klingenbergh.	(L.S)	R. van Ommeren.	(L.S.)
P. Carisius.	(L.S.)	Jean de Wit.	(L.S.)
		Jean de Wit.	(L.S.)
		B. van Vrybergen.	(L.S.)
		G. van Reede tot Amerongen.	(L.S.)
		Adolph Unckel.	(L.S.)
		Johan van Yffelmunde.	(L.S.)
		G. Drews.	(L.S.)

Pour la Fourniture de huit Vaisseaux de Guerre.

COmme, entre autres choses, il est permis à leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies, par l'article cinquiéme du Traité d'Alliance conclu cejourd'huy entre les Plenipotentiaires & Ministres authorisez du Roy de Dannemarck, Nerwegue, &c. d'une part & les Deputez de leurdites Hautes Puissances d'autre, de donner en payement tant sur la premiere annee que sur les années suivantes le nombre de huit Vaisseaux de guerre en diminution des subsides promis; il a cejourd'huy été particulierement convenu, & accordé entre les Plenipotentiaires de sa Majesté & les Déptuez de leurs Hautes Puissances qu'au

ANS de J.C. 1666.

Heeren Konincks Plenipotentiarisen ende Gevolmachtigde Ministers ende Gedeputeerden van haer Ho. Mog. onderlinge geconventeert ende verdragen dat in suicken geval de voorschreve *acht* Schepen, van Oorloch sullen sijn lang *hondert een-en-dartigh* voeten, wijdt *een-en-dartigh ende een half* voeten, hol *twaelf ende een half*, ende daer en boven *ses en drie vierdepars* voeten of daer omtrent d'eene min ende d'ander meer *Amsterdamsche mate*, yder gemonteert ten minsten met *twee-en-dartigh* Stucken ; namentlijck *twaelf* van *twaelf* pont Yser *twaelf* van *acht* pont, ende *acht van ses pont*, *vyf duysent pont buskruyt*, ende *veertig vont*, ende *vyftig lang scherp* tot yder stuck, daer en boven noch *twintig Lantarens* gevult met *teerlingen* ende *musquet-kogels* tot yder bovenstuck, *vier en-twintig* musquetten, *hondert pont musquet-kogels*, *vier-en-twintig Sabels*, *vier-en-twintig enterbylen*, *twee dousijn Piecken*, *drielingen*, *twee dosijn halve Piecken*, *acht Bos-lont*, ende voorts andere behoeften van Amunitie van Oorloch daer toe gerequireert, boven dien alle dicht gecalefaet ende wel voorsien, met *vier* sware *anckers*, *twee wurpanckers*, *vyf swaere Touwen*, *een tuyt-touw*, *drie swaere en een licht kabel touw*, *drie ysere trossen*, *met vyf wiele trossen*, *dubbelde zeylen*, *behalven de byzeylen*, als mede boeyens ende voorts alle kleynigheden, ende 't geene vereyscht sal worden naer behooren, oock alle *Cocks*, *Botteliers*, *Cajuyte* ende *Chirurgijns* gereedschappen, nevens *medicamenten*, soo nodigh wesen sal. Voorts is bedongen dat haer Ho. Mog. gehouden sullen wesen gelijck sy by desen belooven, de voorschreve *acht* Schepen in voegen als vooren gereet te leveren voor den *eersten April* naestkomende, ende deselve te mannen yder *met hondert ende Matroosen*, daer onder *vijf a ses* Jongens gereeckent ende daerinne mede begrepen de *Schipper*, *twee stuyrluyden*, daer van eenen ten minsten in de *Belt* ervaren is, een *Constapel*, *twee Constapels maete*, *drie Quatiermeesters* ende voorts andere Officieren, als ordinaris gebruyckelijck is, ende dat behalven de *Capiteynen* ende *Luytenants* dewelcke door de wederzijds Admiraels tot laste van sijne Koninckl. Majesteyt aengenomen sullen worden. Ende sullen de voorschreve *hondert tien Eters* als vooren op yder Schip gehuert ende betaelt worden by haer Ho. Mog. ende yder Capiteyn en Luytenant by sijne Koninckl. Maj. ende sullen haer Ho. Mog. voor yder der voorsz *acht* Oorloch-schepen, gemonteert, gemant en voorsien als vooren, ende daer benevens behoorlijck ghevictuailleert, aen de voorsz Subsidie, maentlijck mogen korten en in houden *drie duysent* Rijxd., of *seven duysent vijf hondert* guld., Hollants gelt, des dat ick nevens sijne Koninckl. Majesteyt het alsoo begeert van wegen haer Ho. Mog. op yder Schip van Oorloch alleen sullen werden gelevert *veertig n vuftig* koppen kloecke mannen, ende geene jongens, ende dat sijne Majesteyt de resterende self sal doen aennemen ende voor yder vande selve maendtlijck aende voorsz *drie duysent* Rijcxdaelders mogen korten *derthien* guldens Soldye ende *seven stuyvers* daeghs *kost-gelt*, wel verstaende dat de voorschreve *drie duysent* Rijxdaelders of soo veel minder als de voorschreve Soldye ende 't kost-gelt vande voorschreve matroosen, die sijne Majesteyt self sal doen lichten, daer aen afgetrocken, resteren sal, eerst gekort sal worden, te weten *vier* maenden op den *tweeden Termijn*, ende *vier* andere maenden op den *derden Termijn* van de voorschreve subsidie ; ende ingevalle de meergemelde schepen van Oorloge langer in dienst mochten blyven als *acht* maenden, dat het geene haer Ho. Mog. daer van soude mogen competeren, sal worden gekort op den eersten Termijn van 't volgende Jaer, ende soo het ondertusschen vreede wert, dat dies aengaende geene aenmaninge van wegen haer Ho Mo. ten laste van sijn Koninckliijcke Majesteyt sal werden gedaen. Is mede bedon-

qu'au ens que lesdits Vaisseaux de Guerre soient longs de cent trente & un pieds, larges de trente un & demi, & profonds de douze & demi, & outre ce six & trois quatriéme partie de pied, l'un plus l'autre moins, mesure d'Amsterdam, chacun monté du moins de trente & deux pieces, sçavoir douze de douze livres de fer, douze de huit livres, huit de six, cinq mil livres de poudre, & quarente, de rondeur & cinquante de longueur à peu prés pour chaque piece, & outre cela encore vingt lanternes remplies de godronage & de balles de mousquets, pour chaque piece d'enhaut, vingt quatre mousquets, cent livres de balles de mousquet, vingt & quatre sabres, vingt quatre haches d'abordage, douze douzaines de picques d'un tiers de long, deux douzaines de demi picques, huit bottes de méches, & en outre autres besoins de munitions de Guerre à ce requis, & de plus tous bien calfeutrez & bien pourvûs de quatre ancres, deux ancres à mouiller, cinq gros cables, une Corde pour le devant trois cables pesans & un leger, trois trousses de fer avec cinq trousses à roue voile, doubles, outre les autres voiles, comme aussi les cepe & toutes les choses necessaires, ensemble tous les cuisiniers, les sommeliers, utenciles du Capitaine, & les outils de Chirurgien, avec les medicamens utils. En outre il est stipulé que leurs Hautes Puissances seront obligez, comme ils promettent par ces presentes de fournir lesdits huit Vaisseaux en la maniere que dessus pour le premier d'Avril prochain, & de les equiper de cent & dix Matelots, y compris cinq ou six garçons, compris aussi les batteliers, deux pilottes, dont l'un au moins sera experimenté sur le Belt, un Canonier, deux compagnons du Canonier, trois Quartiermaîtres & en outre les Officiers ordinaires, & ce outre les Capitaines & Lieutenants qui par les Amiraux de part & d'autre seront reçus à la charge de sa Majesté, & seront lesdites cent dix bouches, comme dessus louées & payées par leurs Hautes Puissances, & chaque Capitaines & Lieutenans par sadite Majesté Royale, & pourront leurs Hautes Puissances pour chacun des huit Vaisseaux, montez, equipez, & pourvûs comme dessus & par dessus cela avitaillez convenablement, rabattre sur lesdits subsides & retenir tous les mois trois mil Risdales, ou sept mil cinq cens livres monoye de Hollande, c'est pourquoy, si sa Majesté Royale le desire seront seulement de la part de leurs Hautes Puissances fournis sur chaques Vaisseaux quarante à cinquante têtes, hommes forts, & point de garçons, & que sa Majesté fera lui-même lever les autres, & pour chacun d'iceux poura rabattre par mois sur les susdits trois mil risdales treize livres de solde & sept sous depence de bouche, par jour, bien entendu, que lesdits trois mil risdales, ou autant moins qu'il restera de la susdite solde & depence de bouche des susdits matelots que sadite Majesté fera lever seront premierement rabattus, à sçavoir quatre mois sur le deuxiéme terme & quatre autres sur le troisiéme terme du susdit subside, & s'il arrive que lesdits huit Vaisseaux de Guerre, demeurent plus long-tems en service que huit mois, que ce qui pourois concerner leurs Hautes Puissances, sera rabatu sur le premier terme de l'année suivante, & si cependant la paix se fait, qu'il ne sera plus fourni de monde de la part de leurs Hautes Puissances à la charge de sa Majesté. A été aussi stipulé que par dessus les deniers par mois du susdit equipage, les vivres & boissons des Capitaines & Lieutenants, ensemble ce qui s'usera des susdits Vaisseaux & apareils d'iceux sont & seront tous ensemble à la charge de leurs Hautes Puissances, mais la consomption de la poudre, plomb, & autres munitions de Guerre, seront à la charge de sa Majesté, & moyennant ce seront leurs Hautes Puissances indemnizez, au retour des susdits Vaisseaux en ces païs autant qu'il s'en trouvera avoir été consumé: & pour le bien pouvoir connoître leurs Hautes Puissances avant le depart des susdits Vaisseaux

ANS de J. C. 1666.

bedongen dat boven de voorschreve maent-gelden van 't genoemde volck, de kost ende dranck vande Capiteynsende Luytenants, mitsgaders de *flytagie* vande voorsz schepen, ende de gereedschappen van dien, alle te samen sijn, ende staen sullen tot laste van haer Ho. Mo. doch de consomtie van *Cruyt Loot*, ende andere *Amunitie* van Oorloch sal komen tot laste van sijne Koninckl ijcke Majesteyt ende mitsdien aen haer Ho. Mog. vergoet worden ten wederkomste vande gemelte schepen in dese Landen, voor soo veel by uytleveringhe bevonden sal worden geconsumeert te sijn. Ende om 't selve wel te konnen weten, sullen haer Ho. Mog. voor het vertreck ende uytvaeren vande voorschreve schepen ten genoegen van sijne Koninckl ijcke Majesteyt aenwysinge ende openinge doen, wat *Cruyt*, *Loot*, *Kegels*, ende andere amunitie van Oorlogh inde gemelde *acht* schepen dienen soo offensijf als defensijf, tegens alle Vyanden van sijne Koninckl ijck Majesteyt daervan in sulcker voegen als deselve ordonneren sal alle ongelucken van inde gront schieten, offensijf ende defensijf geschiedende, oock verzeylen van *Sant*, *Strant*, en van *Brant*, ofte eenige andere hoedanigh die soude mogen wesen ofte voorvallen, bedacht ende onbedacht, geene uytgesondert, sullen alle komen tot laste van haer Ho. Mog. sonder daer voor yets te mogen pretenderen, ofte vergoedinge van sijne Koninckl ijcke Majesteyt te mogen eysschen, veel min aende voorschreve subsidie te korten, dan alle kosten van quetsuyren aen 't voorschreve Bootsvolck in militaire actie, uytkopinge af voldoeninge van verminckte heden door actie als vooren veroorsaeckt, sullen by sijne Koninckl ijcke Majesteyt gedragen werden in voegen, als by de ordre hier te Lande in 't reguard vande quetsuren ende andere verminckt heden van Oorloghs-volck te water is gestatueert; Ende daer toe desen aengaende wert gerefereert; Wyders is noch geaccordeert dat de Schippers, ende 't Bootsvolck mede staen sullen onder de Capiteyns die als vooren op de voorschreve schepen gestelt sullen werden, voor soo veel diensten ende employen van militaire actien, seylingen, ende verseylingen sal aengaen; Dan de versorginge ende acht neminge vande schepen, scheeps gereetschappen, ende vivres sal staen ende dependeren aende Schippers. Wyders is oock bedongen dat de voorschreve schepen in dienst sullen blyven *acht* maenden, ofte langer: ingevalle sijne Koninckl ijcke Majesteyt sulx voor synen dienst geraeden vint, ende dat de voorschreve *drie duysent* Rijcxdaelders voor yder schip als vooren te korten sullen ingaen metten dach vande eerste monsteringe inde Zeegaten deser Landen, ende solange lopen tot dat sijne Koninckl ijcke Majesteyt deselve sal hebben afgedanckt, ende dat die hier te Lande sullen wesen gearriveert, gelijck mede soo de voorschreve schepen of eenige van dien quamen te blyven, verongelucken, ofte door andere occasien (dat Godt verhoede) wech te geraecken, sulcx die sijne Majesteyt geen diensten deden sullen de voorschreve bedongen maent-gelden, tot den dagh toe de verongeluckte ofte gebleven schip of schepen dienst aen sijne Majesteyt sal of sullen hebben gedaen, gekort mogen worden na verloop des tijts, ende sullen haer Ho. Mog. gehouden sijn deselve soo haest doenlijck met andere bequame schepen te remplaceren, op de conditien in desen Tractaet begrepen. De voorschreve Schippers, Officieren, ende Matroosen sullen daer op aengenomen worden omme gemonstert, 't seyl gegaen, ende inde Zont gearriveert sijnde Eed te doen ter begeerte van sijne Koninckl ijcke Majesteyt op den Articul-brief, die haer by den selven sijnen 't wegen sal worden voorgehouden; Ende sal sijne Koninckl ijcke Majesteyt vermogen 't zijnen koste, ende laste soo veel meer Soldaten ofte Matroosen op de voorschreve schepen te stellen, ende te gebruycken, geduy-

Vaisseaux, montreront à la satisfaction de sa Majesté Royale de combien de poudre, plomb, boulets, & autres munitions de Guerre, on s'est servi dans les susdits huit Vaisseaux tant offensivement que deffensivement, contre tous ennemis de sadite Majesté; mais tous les malheurs, qui arriveront, comme d'être coulez à fond, agissant soit offensivement ou deffensivement ou de naufrage, embrasement, ou autre quel qu'il puisse être imaginé ou non imaginé, seront à la charge de leurs Hautes Puissances sans qu'ils en puissent rien pretendre, ou en demander indemnité à sa Majesté Royale, & encore moins sans pouvoir rien rabattre sur lesdits subsides, mais toutes les depences des blessures que recevront les matelots, dans l'action, & la satisfaction, qui devra être faite à ceux qui auront été estropiez dans l'action seront portez par sa Royale Majesté suivant ce qui a été institué en ce pais à l'égard des blessures & autres playes receues par les troupes maritimes, à quoy on se raporte à cet egard: En outre est aussi convenu que les batteliers & les matelots dependront des Capitaines qui seront mis sur lesdits Vaisseaux comme dit est, quant au service & employés dans les actions militaires, & voguement, mais la manœuvre desdits Vaisseaux, & pour ce qui est de les pourvoir d'agreils & vivres, cela dependra desdits batteliers. Outre plus il est aussi stipulé que lesdits Vaisseaux demeureront au service pendant huit mois ou plus si sa Majesté le trouve à propos pour son service, & que lesdits trois mil risdales à rabattre comme dessus pour chaque Vaisseau commenceront au jour que la montre en sera faite dans les ports de ce pais, & que cela sera continué jusques à ce que sa Majesté ait remercié, ou congedié lesdits Vaisseaux, & qu'ils seront icy arrivez en ce Pais; Comme aussi si lesdits Vaisseaux ou quelqu'un d'iceux venoient à faire naufrage, à perir ou à se perdre par quelque autre occasion, ce que Dieu veuille engarder, en sorte qu'ils ne rendissent aucun service à sa Majesté, les susdits deniers de mois stipulez seront rabattus jusques au jour que ledit Vaisseau ou lesdits Vaisseaux peris auront rendu service à sa Majesté, à proportion du laps de tems, & leurs Hautes Puissances seront tenus d'en mettre d'autres propres en leur place aussi-tôt que faire se pourra, aux conditions contenuës dans le susdit Traité. Les susdits batteliers, Officiers, & Matelots seront acceptez pour être passez en revenë mis en mer, & étant arrivez au Sond preteront le serment au desir de sa Majesté, sur les articles qui leur seront proposez de sa part, & il sera libre à sadite Majesté de mettre à ses dépens & charge sur lesdits Vaisseaux, autant de soldats & matelots d'avantage que bon lui semblera pendant tout le tems que lesdits Vaisseaux seront à son service, auxquelles conditions leurs Hautes Puissances fourniront lesdits huit Vaisseaux de Guerre à ladite Majesté, demeurant les avaries & droits de pilote selon la coutume de la Mer. Ainsi fait, passé & signé, & confirmé de nos cachets respectifs à la Haye le onzième Fevrier mil six cens soixante & six.

Signé,

Paul.

geduyrende den tijdt dat die als vooren in sijnen dienst sullen wesen, als deselve goetvinden sal; op alle welcke Conditien haer Ho. Mog. de voorschreve *acht* schepen van Oorloge sijne Koninckljjcke Majesteyt sullen leveren, blyvende de aviare, Pilotagie, na coustume vande Zee. Aldus gedaen, gesloten, ende geteeckent, oock met onse respective Cachetten bevesticht in den Hage den *elfden* Februaris *sestien hondert ses-en-sestigh*.

geteeckent.

Paul Klingenbergh.	(L.S.)	*R. van Ommeren.*	(L.S.)
P. Charisius.	(L.S)	*Johan de Wit.*	(L.S.)
		Johan de Wit.	(L.S.)
		B. v. Vrybergen.	(L.S)
		G. van Reede tot Amerongen.	(L.S.)
		Adolph van Unckel.	(L.S.)
		Jan van Ysselmuyden.	(L.S.)
		G. Drews.	(L.S.)

Pretensien van Schippers en Koopluyden.

ALsoo eenigen tijdt herwaerts verscheyde ongelegentheden, differenten ende disputen zyn voorghevallen, tusschen den Doorluchtighsten, Grootmachtighsten Vorst ende Heere, Heer *Frederic* de *Derde* tot *Denemarcken*, Noorwegen, der Wenden ende Gotten Koningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holsteyn, Stormarn, ende der Ditmarsen, Grave tot Oldenburgh, Delmenhorst, &c. ende de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden, onder anderen meckende de pretensien van de Koopluyden ende Schippers, welcker Goederen uyt hare Schepen tot Coppenhagen, door ordre van sijne Koninglijcke Majesteyt, in den Jare *sestien hondert acht-en-vijftigh* ende *sestien hondert negen-en-vijftigh* uytgelicht sijn, soo is naer diversche gehoudene conferentien ende onderlinge rijpe deliberatie over 't gunt dies-aengaende, eenichsints in consideratie heeft konnen komen, over verwyderinge te gemoedt te treden, ende de oude vertroude vriendschap, nieuwe Alliantie, ende alle goede Nabuyrlijcke correspondentie tusschen d'hoogst-gemelde zijne Koninglijcke Majesteyt, ende de Ho. Mog. Heren Staten Generael, mitsgaders wederzijds respective Onderdanen, ende Ingesetenen, hoe langer hoe meer te cultiveren, t'onderhouden, ende te bevestighen, tusschen meer-hooghst-ghedachte zijne Koninghlijcke Majesteyts Plenipotentiarisen, ende Gevolmachtighde Ministers, de wel-geboorne, en hoogh Edele Heeren *Paul Clinghenbergh*, sijne Koninghlijcke Majesteyts Admiraliteyts Raedt, ende Post-meester Generael, Erf-geseten op Bustrup, Haenrou, ende Tostrup, ende *Petrus Charisius*, Raedt ende Resident van zijne Koninglijcke Majesteyt alhier in den Hage, volgens hun daer toe verleende pouvoir ende volmacht, ter eenre, ende Commissarissen van haer Ho. Mog., namentlijck de wel-geboorne, hoogh-Edele, gestrenge, wyse, voorsichtige Heeren, *Rudolph van Ommeren*, *Johan de With*, uyt den Oudt-Raedt der Stadt Dordrecht, *Johan de With*, Raedt Pensionaris van Hollandt ende West-Vrieslandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Pensionaris der Stadt Tholen, *Godart Adriaan*, *Baron van Reede*, Heer van Amerongen, Ginckel, Elst, &c. *Adolph van Unckel*, *Johan van Ysselmuyden* tho Rollecate, Drossart van Vollenhoven, ende de Heerlijckheit Cundert, ende *Johan Drews*, Raetsheer in Groningen, respective Gedeputeerden in haer Ho. Mog. Vergaderingh, van weghen de Provincien van Gelderlandt, ende 't Graefschap Zutphen, Hollandt ende West-Vrieslandt, Zeelandt, Utrecht, Vriesland, Over-Yssel, Stadt Groeningen

Paul Klingenbergh.	(L.S.)	R. van Ommeren.	(L.S.)
P. Charisius.	(L.S.)	Jean de Wit.	(L.S.)
		Jean de Wit.	(L.S.)
		B v. Vrybergen.	(L.S)
		G. van Reede tot Amerongen.	(L.S.)
		Adolph van Unckel.	(L.S.)
		Jean van Ysselmuyden.	(L.S.)
		G. Drews.	(L.S.)

Pretensions des Batteliers & Marchands.

COmme depuis quelque tems en deça il est survenu quelques difficultez, differens & disputes entre le Serenissime & Puissant Prince & Seigneur Frederic troisiéme Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots; Duc de Sleswick, Holsteia, Stormarn, & de Ditmarche, Comte d'Oldenbourg, Delmenhorst &c. & leurs Hautes Puissances, les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies, touchant, entre autres choses, les pretensions des Marchands & des Batteliers dont les Marchandises ont été dechargées à Copenhague par ordre de sa Majesté Royale, en l'année mil six cens cinquante huit & mil six cens cinquante neuf, aprés avoir tenu plusieurs Conferences, & deliberé murement, sur ce qui à ce sujet pouvoit entrer en quelque consideration, pour prevenir une plus grande mesintelligence, & pour de plus en plus cultiver, entretenir, confirmer l'ancienne fidele amitié, les Alliances étroites, & la bonne voisinance & correspondence qui a été entre sadite Majesté Royale & Leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux, & leurs Sujets & habitans respectifs, a été entre les Plenipotentiaires & Ministres authorisez de sadite Royale Majesté, sçavoir le noble Seigneur Paul Clingenberg Conseiller de sadite Royale Majesté & Directeur Général des Postes, Seigneur de Dustrop, Haenron & Testrup, & Pierre Charisius Conseiller & Resident de sadite Royale Majesté, ici à la Haye en vertu de leur Plein-Pouvoir, d'une part; Et les Deputez de leurs Hautes Puissances sçavoir, les Nobles, sages, discrets & prudens Seigneurs Rodolphe d'Ommeren, & Jean de Wit, ancien Conseiller de la Ville de Dorth, Jean de With Conseiller Pensionaire de Hollande & de West Frise, Boniface de Vrybergue Seigneur de Vrybergue, Pensionaire de la Ville de Tholen, Godart Adrian, Baron de Reede, Seigneur d'Amerong, Ginckel, Els &c; Adolph d'Unckel, Jean d'Isselmuyde, de Rollecate, Drossart de Vollenhove & de la Seigneurie de Cundert, & Jean Drews Conseiller de Groningue, tous Deputez en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances de la part des Provinces de Gueldres, des Comtez de Zutphen, Hollande & West-Frise, de Zelande, Utrecht, Frise, Overissel, de la Ville de Groningue, & Ommelandes, d'autre part en vertu de leurs Plein-pouvoirs ont convenu & traité comme s'ensuit.

ghen ende Ommelanden ter andere zijde, insgelijcks volgens hare procuratie ende authorisatie, in 't minnelijck soodanigh geconvenieert, ende verdragen als volght.

I. Dat alle de geene welckers Goederen uyt hare Schepen tot *Coppenhagen*, door ordre van zijne Koninghlijcke Majesteyt, in den Jare *sesthien hondert acht-en-vijftigh* ende *sestien hondert negen-en vijftigh* zijn uyt ghelicht, ende die het selve met handt ende Zegel van hooghst-gedachte zijne Koninghlijcke Majesteyt konnen bewijsen, daer onder begrepen *twee Vriesche* Koopluyden van gelijcke natuyre, in contante Penningen sullen werden voldaen, van de gerechte helft van hare pretensien, soo uyt de Goederen die albereyts tot dien eynde, in de jaren *sesthien hondert drie-en-sestigh* ende *sestien hondert vier-en-sestigh*, uyt de Orizontsche ende Noorweeghsche Tollen in gehouden, ende onder de respective Ontfangers van de Collegien ter Admiraliteyt tot *Amsterdam*, ende in den Noorder-quartiere residerende, berustende sijn, alvooren daer afghetrocken de Renten, in de voorsz jaren *sesthien hondert drie-en-sestigh* ende *sesthien hondert vier-en-sestigh* verscheenen, als uyt de *Subsidie-penningen*, die hooghst-gedachte zijne Koninghlijcke Majesteyt van haer Ho. Mog. noch t'ontfangen heeft.

II. Ende dat voor de weder-helft den Ontfanger *Spiegel* tot *Amsterdam*, de vergoedinge sal doen uyt den vorderen ontfangh der *Tollen*, in *Noorwegen* binnen den tijdt van *drie* jaren, die haren aenvangh sullen nemen met den jare *sesthien hondert seven en-sestigh*, ende eyndigen met den jare *sestien hondert negen en-sestigh* in dien verstande nochtans, dat in de *eerste twee* jaren niet meer als *twaelf duysent* Rijcksdaelders, ende soo veel meer als de bewuste *twee Vriesche* Koopluyden, naer advenant van hare pretensie mede sullen moeten ontfangen, ende in het leste de reste van de pretensien sal mogen ontfangen, ofte in gehouden worden, op de selve wijse als de boven-verhaelde Penninghen, in de jaren *sesthien hondert drie-en-sestigh* ende *sesthien hondert vier-en-sestigh* ontfangen, ofte in gehouden zijn geweest, mits dat de Assignatien ten opsichte van de voornoemde Geinteresseerden, door den Ontfanger voornoemt te geven, uyt ghedruckt sal worden, dat het is tot voldoeninge van de selve Geinteresseerden.

III. Ende dat den gemelden Ontfanger *Spiegel*, ten eynde van yder jaer aen zijne Koninghlijcke Majesteyts Resident alhier in den Hage, ghehouden sal zijn over te leveren eene *Lijste*, waer in de namen van de Schippers ende Schepen. sullen werden gespecificeert, met expressie van het geene dat door hem ontfangen, ende in gehouden sal zijn geweest.

IV. Gelijck mede de uytdeelinge, van de voorschreve ingehoudene Penningen sal moeten geschieden, in 't by wesen van hoogh-gedachte zijne Koninghlijcke Majesteyts *Resident*, ten eynde door de selve op des Konings *Obligatie* ofte af-reeckeninge gestelt moge werden, wat aen een yder van de Pretendenten betaelt sal zijn, ende dat naer de volle voldoeningen de Obligatien ende af-reeckeningen, by de selve weder in getrocken moge worden.

V. Ende sal dese Conventie ende Verdragh, ten weder-zijden ter goeder trouwe onverbreeckelijck onderhouden worden, tot meerder vastigheyt van dien sijn hier van gemaeckt, *vier* gelijcklnydende Instrumenten voor yder van de hooge partyen *twee*, by de welghemelde Heeren Plenipotentiarisen, ende daer toe Gevolmachtighde Ministers van sijne Koninghlijcke Majesteyt ter eenre, ende by de Heeren van haer Ho. Mog. Commissarisen ter andere zijde, met hande ende Zegel bevestight, ende sullen de wederzijdts Ratificatien, daer op binnen den tijdt van een Maendt, tegens den anderen werden ge-extradeert

I. Que tous ceux dont les Marchandises ont été dechargez à Copenhague de leurs Vaisseaux en l'an mil six cens cinquante huit & cinquante neuf par ordre de sa Majesté Royale, & qui le peuvent prouver par la signature & le sceau de sadite Majesté, compris entre iceux deux marchands Frisons de même nature, seront satisfaits en argent comptant, de la juste moitié de leurs pretensions, tant des marchandises qui ont été retenuës à cette fin és années mil six cens soixante trois & mil six cens soixante quatre des peages de l'Orisont & Norwegue, & qui sont entre les mains des Receveurs respectifs des Colleges de l'Amirauté Residens à Amsterdam & dans le quartier du Nord, deduction, prealablement faite des rentes écheuës és susdites années mil six cens soixante trois & soixante quatre; que des deniers du subside que sadite Majesté a encore à recevoir de leurs Hautes Puissances.

II. Et que pour l'autre moitié le Receveur Spiegel d'Amsterdam en recevra l'indemnité sur la recepte des pedges, en Norwegue, dans le tems de trois ans, qui commenceront avec l'année mil six cens soixante & sept & finiront avec l'an mil six cens soixante neuf, bien entendu cependant que dans les deux premieres années il ne sera point reçu ou retenu plus de douze mil Risdales, & autant plus que lesdits deux marchands Frisons devront recevoir à l'avenant de leurs pretentions, & dans la derniere année sera retenu ou reçu le reste des pretensions de la même maniere que les susdits deniers ont été reçus ou retenus és années mil six cens soixante trois & soixante quatre, à condition que par l'assignation concernant les susdits Interessez & que donnera le susdit Receveur, il sera exprimé que c'est pour satisfaire les susdits Interessez.

III. Et que le susdit Receveur Spiegel sera obligé à la fin de chaque année de fournir au Resident de sadite Majesté Royale à la Haye une liste où le nom des Batteliers & des Vaisseaux sera specifié, avec expression de ce qui par ledit Receveur aura été reçu & retenu.

IV. Comme aussi le partage desdits deniers retenus se devra faire en presence du Resident de sa Majesté, afin qu'il puisse mettre sur l'obligation ou Comte de sadite Majesté ce qui aura été payé à chacun des pretendants, & qu'apres l'entier acquit de ladite obligation elle puisse être par lui retirée.

V. Et sera la presente Convention & accord observé inviolablement de part & d'autre, pour plus grande fermeté de quoi a été faite des presentes quatre Instrument uniformes, deux pour chacune desdites Parties, & ont ces presentes été signées & scellées par les Plenipotentiaires & Ministres authorisez de sadite Majesté Royale d'une part, & par les Commissaires de leurs Hautes Puissances d'autre; Et, en seront les Ratifications produites & échangées dans le tems d'un mois. Fait à la Haye le onziéme Fevrier mil six cens soixante six.

Signé,

Paul

ANS de J.C. 1666.

deert ende uytgewisselt. Gedaen in den Hage den *elf-den Februarii sestien hondert ses en-sestigh.*

Was geteeckent.

Paul Klingenbergh.	(L. S.)	*R. van Ommeren.*	(L.S.)
P. Charisius.	(L. S.)	*Johan de Wit.*	(L.S.)
		Johan de Wit.	(L.S.)
		B. van Vrybergen.	(L.S.)
		G. van Reede tot Amerongen.	(L.S)
		Adolph Unckel.	(L.S.)
		Johan van Ysselmunde.	(L.S.)
		G. Drews.	(L.S.)

Secreete ende Separate Articulen, ʃpecterende tot het Tractaet van Alliantie, tusschen den Doorluchtighsten Grootmachtighsten Vorst ende Heere, Heer Frederick *de Derde, tot Denemarcken ende Norwegen, der Wenden ende Gotthen Koningh, Hertogh tot Sleeswyck, Holsteyn, Stormarn, ende der Ditmarsen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorst, &c. ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ter andere zijde, veraccordeert ende gesloten.*

I. AL-hoewel op 't eynde van 't *eerste* Articul van 't Tractaet van Alliantie, huyden gemaeckt ende gesloten, tusschen den hooghst gemelden Koningh ter eenre, ende haer Ho. Mog. ter andere zijde, insluert de naervolgende periode, te weten: *Ende dewijle men met reden beducht is, dat onangesien dit verbodt de Engelsche Oorlogh Schepen, by continuatie sullen trachten de Commercie in de voorschreve quartieren te troubleren, soo is van ghelijcken gheconvenieert, dat de Oorlogh Schepen van zijn Koninghlijcke Majesteyt aldaer, sulcks soo veel mogelijck is, sullen afweeren, ende de selve Engelsche Oorlogh Schepen aentasten, bevechten, ende soecken te veroveren, wel verstaende dat hier door de Commercie op de voornoemde plaetsen voor d' Engelsche Coopvaerdy Schepen, niet en werde gheinterdiceert of belet, in cas de selve sich vreedelijck ende behoorlijck comporteren.*

Soo hebben wy Ondergeschreve Plenipotentiarissen, ende Gevolmachtighde Ministers van sijne Koninghlijcke Majesteyt, ende Gedeputeerden van haer Ho. Mog. nochtans goed gevonden, mits desen wederzijds te verklaren; dat de intrinsique meeninge ende intentie, van beyde onse respective allergenadighste, ende hooge Heeren Principalen is, ghelijck wy dienvolgende onderlinge sijn gheconvenieert ende verdragen, dat sijne hooghst-gedachte Koninghlijcke Majesteyt, *aenstonds* naer de extraditie van de respective Ratificatien, op het voorschreve Tractaet te volgen teghens den Koningh van Groot *Brittannien*, nevens haer Hoogh. Mog. *in openbaren Oorlogh treden* sal ende daerinne in conformité van de Text 't selve Tractaet, soo lange *continueren* als haer Ho. Mog. selfs, ende dienvolgende oock onder andere hostiliteyten, alle Engelsche soo Oorlogh als Coopvaerdy Schepen aen tasten, veroveren, ende op brenghen, of wel ruineren, ende vernielen naer ghelegentheyd van saecken, ende dat soo in de openbare Zee, als op zijn Majesteyts *Stroomen, Reeden, ende Havenen*, alomme waer sich d'occasie daer toe presenteren sal, ende daer sich sijne Majesteyts Vlooten ofte Oorlogh Schepen, tot afbreuck van den gemeenen Vyandt, op zijn Majesteyts ordre souden mogen begeven ofte bevinden; Ende voornamentlijck mede haer het passeren, ende repasseren, door den *Orizont*, ende de *Belds* naer uyterste vermogen beletten.

II. In gevalle de Vlooten van zijne Koninghlijcke Majesteyt ende haer Hoogh Mog. of eenigh ghedeelte van de selve haer t'eenigen tijde in een ende 't selve district, of omtrent den anderen mochten komen te bevinden of t'onthouden, soo sullen naer voorgaende overlegh ende by onderlingh goedtvinden van beyde d'Ad-

ANS de J.C. 1666.

Paul Klingenbergh.	(*L.S.*)	R. van Ommeren.	(*L.S.*)
P. Charisius.	(*L.S.*)	Jean de Wit.	(*L.S.*)
		Jean de Wit.	(*L.S.*)
		B. van Vrybergen.	(*L.S.*)
		G. van Reede tot Amerongen	(*L.S.*)
		Adolph Unckel.	(*L.S.*)
		Jean van Ysselmunde.	(*L.S.*)
		G. Drews.	(*L.S.*)

Articles Secrets & separés concernant le Traité d'Alliance fait entre lesdites parties.

I. *QUoy que sur la fin du premier Article du Traité d'Alliance fait & conclu cejourd'huy entre le susdit Roi d'une part & leurs Hautes Puissances d'autre soit inserée la periode suivante, sçavoir.* Et comme on a raison d'aprehender que nonobstant cette Alliance les Vaisseaux de Guerre Anglois continueront à tâcher de troubler le commerce dans les susdits quartiers, il est pareillement convenu que les Vaisseaux de sa Majesté Royale qui y seront l'empecheront autant qu'il sera possible, & tacheront d'attaquer, combattre & conquester lesdits Vaisseaux de Guerre Anglois; bien entendu que par là le commerce n'est point interdit ou empeché aux Vaisseaux Marchands Anglois, au cas qu'ils se comportent paisiblement & convenablement.

Nous Plenipotentiaires & Ministres authorisez de sadite Majesté Royale & Deputez de leurs Hautes Puissances avons neanmoins trouvé à propos de declarer par ces presentes de part & d'autre que la pensée & l'intention de nos Seigneurs principaux est, comme nous en sommes particulierement convenu, & tombé d'accord, que sadite Majesté Royale, aussitôt aprés l'extradition des ratifications respectives, du susdit Traité, entrera avec leurs Hautes Puissances en guerre ouverte contre le Roi de la grand' Bretagne, & d'y continuer en conformité du Texte du susdit Traité, aussi long tems que leurs Hautes Puissances; & en consequence, entre autres hostilitez, d'attaquer, conquêter, en amener, ou ruiner & detruire selon l'occurrence des cas, tous les Vaisseaux Anglois, tant de guerre que Marchands, & ce tant en pleine Mer, que dans les fleuves, rades & havres de sa Majesté, & par tout où l'occasion se presentera, & où les Flotes & Vaisseaux de Guerre de sa Majesté treat & se trouveront par son ordre, pour insulter l'ennemi commun; Et principalement les empêchera de tout son possible de passer & repasser par le Sond & le Belt.

II. En cas que les Flottes de sa Majesté & de leurs Hautes Puissances ou une partie d'icelles se trouvassent quelques fois sous une même Jurisdiction, ou l'une parmi l'autre, & y demeurassent aprés que les Amiraux ou Capitaines Géneraux de part & d'autre en auront deliberé & l'auront jugé à propos, elles se joindront & demeu-

ANS de J. C. 1666.

d'Admiralen, ofte Opper-hoofden, de selve Vlooten ofte Oorlogh Schepen met den anderen werden geconjungeert, ende oock gheconjungeert blijven, soo lange als beyde de voorschreve Admiralen ende Opperhoofden, sulcks dienstigh ende noodigh achten, ende verder ofte langer niet.

III. Ende soo wanneer de voorschreve Vlooten ofte Schepen van Oorlogh, in dier voegen sullen geconjungeert wesen, sullen alle actien van de selve werden gedirigeert ende uyt gevoert, volgheus ende in conformité van 't besluyt van de Krijghs-raed, uyt weder-zijdts Admiralen ende andere Hooft-Officieren te formeren.

IV. Des sal de selve Krijghs-raedt werden gehouden, op 't Schip van den Admirael van zijne Koninghlijcke Majesteyt, ende sal den selven Admirael oock daerinne hebben d'eerste stemme, ende naer hem den Admirael van haer Ho. Mog. ende soo voorts *alternative*, eerst een vao de Hooft-Officieren van zijne Koninghlijcke Majesteyt, en naer hem een van de Hooft-Officieren van haer Ho. Mog. in ghelijcken getalle, ende sullen alle resolutien by de voorschreve Krijgs-raedt te nemen, soo wel in de Hooghduytsche, als in de Nederduytsche Tale vervat, ende daer van yder van de voorschreve Admiralen een Authentijcque Copye over gelevert werden.

V. In cas de voorschreve ghecombineerde Vlooten ofte Schepen eenige *Prinsen* komen te veroveren, 't zy Schepen, Wareo, Koopmanschappen, of andere Goedereo ende Meublen, soo sullen de selve in presentie van de Officieren van beyde de Natien worden geinventariseert, ende aen de Admiraliteyt tot *Coppenhagen* op gesonden, om by de selve behoorlijcke kennis ghenomen te worden, van de deughdelijckheydt ofte ondeughdelijckheyt van de selve, ende voorts ten overstaen, ende tot billick contentement van de Ministers vao haer Ho. Mog. in Denemarcken residerende, ofte dessels authoriseerde, gebeneficieert, ende verdeelt worden naer proportie van de Koppen of manschap, daer mede bemant sijn d'Oorlogh Schepen van d'eene ende d'andere Natie, die in deselve Vloote, ten tijde van 't nemen van de *Prinsen* present zijn gheweest, ten ware de bemanninge ofte 't getal vao de Koppen ofte manschap, op de Nederlandtsche Scheepen grooter als op de Deensche Schepen mochten bevonden worden, in welcken gevalle de veroverde *Prinsen* aen de Collegien ter Admiraliteyt, io de Vereenighde Nederlanden residerende, op gesonden, aldaer gheoordeelt, ende voorts ten overstaen ende tot billick contentement van de Ministers van d'hooghstgemelde zijne Coninghlijcke Majesteyt, ofte dessels geauthoriseerde gebeneficieert ende verdeelt sullen worden, even ende in voegeo als vooren oyt gedruckt staet.

VI. Oock is geconvenieert ende verdragen, dat wederzijdts Oorlogh Schepen ende Commissievaerders sullen mogen vervolgen, bevechteo, ende veroveren, niet alleen in de openbare Zee, nemaer oock io de gaten, eoghten, Rivieren, Havenen, ofte Reden van d'een en d'ander der Geallieerden, d'Engelsche Oorlogh ende Coopvaerdye Schepen, sonder dat sulcks voor offensie sal mogen werden aen ghenomen, noch oock de voorschreve Oorlogh Schepen ende Commissie-vaerders daerinne in 't alderminste verhindert ofte belet, maer sal hun ter contrarie alle behulp ende bevorderinge wedervaren, oock vry staen ende toe gelaten worden; soo als hun gepermitteert wordt mits desen, alle hare ghenomene Prinsen in de Landen ofte het Territoir, d'een van d'ander te mogen beneficieren ende verkoopen.

VII. Van gelijcken, dat soo wel d'Oorlogh Schepen van zijne Coninglijcke Majesteyt; als die van haer Ho. Mog. in cas van noodt, ten redelijcken Prijse ofte

demeureront combinées, pendant tout le tems que les deux Amiraux & Commandans en Chef le trouveront utile, & non plus long tems.

III. Et quand les susdites Flottes ou Vaisseaux de Guerre se trouveront ainsi jointes, les actions de Guerre seront conduites & dirigées, suivant & en conformité de la resolution du Conseil de Guerre, qui sera formé, par les Amiraux & Officiers en Chef de part & d'autre.

IV. Mais le Conseil de Guerre se tiendra sur le Vaisseau dudit Amiral de sa Majesté, qui y aura la premiére voix, & aprés lui l'Amiral de leurs Hautes Puissances, & ainsi alternativement premiérement un des Officiers en Chef de sa Majesté, & aprés lui un des Officiers en Chef de leurs Hautes Puissances en pareil nombre, & seront toutes les resolutions qui seront prises, par ledit Conseil de Guerre, conçuës tant en haut Allemand qu'en bas Allemand, dont sera donnée une copie authentique à chacun des Amiraux.

V. En cas que lesdites Flottes combinées ou Vaisseaux viennent à faire quelques prises, soit Vaisseaux, Marchandises, denrées & autres biens & meubles, ils seront en presence des Officiers des deux Nations inventoriez & envoyez à l'Amirauté de Copenhague, pour prendre convenablement connoissance de la valeur ou non valeur d'iceux, & ensuite être partagez en presence & au contentement des Ministres de leurs Hautes Puissances Residens en Dannemarc ou gens à ce authorisez, & ce à proportion des têtes & de l'equipage dont les Vaisseaux de Guerre de l'une & l'autre Nation étoyent equipez & se trouvoient presens dans la Flotte au tems de la prise, sinon que l'equipage ou le nombre des têtes ne fut plus grand sur les Vaisseaux des Provinces-Unies que sur ceux de Dannemarc, auquel cas lesdites prises seront envoyées au Collége de l'Amirauté residant dans les Provinces-Unies, pour sur leur jugement être partagez en presence & au contentement des Ministres de ladite Royale Majesté, & ce de la maniere qu'il est ci-dessus exprimé.

VI. Il est aussi convenu & accordé que les Vaisseaux de Guerre de part & d'autre & ceux qui vont croiser pourront poursuivre, combattre & conquerir, non seulement en pleine mer, mais aussi dans les Golphes, detroits, Rivieres, Havres ou rades de l'un des Alliez, les Vaisseaux de Guerre ou Marchands Anglois, sans que cela puisse être pris pour une offence, ni que lesdits Vaisseaux de Guerre ou ceux qui vont en commission puissent en la moindre maniere être inquietez ou empêchez, mais au contraire on leur pretera toute aide & assistance; & leur sera loisible & permis, comme il leur est permis par ces presentes, de pouvoir faire leur proffit & vendre lesdites prises dans le pais & territoire de l'une ou l'autre des parties.

VII. Semblablement que tous les Vaisseaux de Guerre de sa Royale Majesté aussi bien que ceux de leurs Hautes Puissances en cas de necessité pourront prendre de l'un l'autre à un prix raisonnable, ou moyennant restitution ce qui leur pourroit manquer, soit vivres ou munitions de Guer-

ofte op restitutie 't geene hun soude mogen manqueren, 't zy *Vivres*, *Krijgs-Ammonitien*, ofte andere Scheeps ende Oorlogs-behoeften, d'eene van den anderen, sulcks konnende ontbeeren, sullen mogen over nemen.

VIII. Dat mede de selve wederzijds Oorlogh Schepen, in d'een of d'anders Havenen, Rivieren, Reeden, ofte Stroomen, ten behoorlijcke prijse sullen vermogen in te koopen, 't gunt vooren is vermelt, oock aldaer schoon maecken, kalfaten, repareren, ende revictuailleren, ende in plaetse van de ghebreeckige eenigh Volck aennehmen, met communicatie van de Ampt-lieden, Gouverneurs, ofte Magistraten die 't behoort.

IX. In cas den Koninch van *Sweeden* volgens het *twaelfde* Articul van 't voorschreve Tractaet van Allianrie, wederzijds geinviteert zijnde, sich daer inne mochte komen in te laten, ofte andersints sich met de Geallieerden te conjungeren, tot bevorderinge van eenen heylsamen ordre, ende de herstellingh van den vryen Handel ende Navigarie; So is oock verdragen ende geconvenieert, dat zijne Conincklijcke Majesteyt van *Dennemarcken*, Noorwegen, &c. aen de eene zijde naer de voorschreve inlatinge ofte conjunctie, in plaetse van *veertigh* Oorlogh Schepen, niet meer ale *twintigh* gehouden sal zijn te equiperen, ende in Zee te brenghen, ende dat haer Ho. Mog. aen de andere zijde oock dien volgens maer die *helfte* van de gestipuleerde *Subsidie-penningen*, namentlijck *drie hondert duysent* Rijcxdaelders sullen betalen; Ten ware de respective hooge Heeren Principalen onderlinge mochten goed vinden, dat boven 't voorschreve ghetal van *twintigh* noch eenige meer Scheepen van Oorlog geequipeert, in Zee gebracht ende gehouden wierden; In welcken gevalle oock de helft van de voorschreve subsidien, naer proportie sal worden geaugmenteert ende vergroot; Edoch sullen beyde de hooge partyen voor heenen tydelijck met den anderen delibereren ende over een komen, of in sulcken cas oock meer als *twintigh* Oorlogh Schepen, tot bereyckingh van 't ghemeene ooghmerck sullen dienen te werden onderhouden; Wel-verstaende dat de verminderinge van de voorschreeve *veertigh* Scheepen, ofte de subsidie in desen loopenden Jare *sesthien hondert ses-en-sestigh* niet geschieden, maer alleenlijck op 't toekomende geappliceert werden sal.

X. Soo wel zijne Koninghlijcke Majesteyt als haer Ho. Mog., sullen den Koningh van *Vranckrijck* versoecken, ende doen versoecken, dat de selve het boven-gemelde Tractaet van Alliance, ende dese *secrete Articulen* met den gevolge ende aenkleven van dien op het allerkrachtighste ende efficacieuste gelieve te *guaranderen*, niet alleen tot oprechte prestatie ende onderhoudinge van 't geene so wel in 't selve Tractaet van Alliantie, als in diese *secreete* Articulen is geconvenieert ende verdragen, maer oock ten teguarde van alle *Uytheemsche* Potentaten, Princen, ende Republijcken, de welcke ter occasie van de jegenwoordige verbintenisse, ofte zijne Koninghlijcke Majesteyt of haer Hoogh Mog., nu of in 't toekomende mochten attacqueren, ende beoorlogen, ende in sulcken gevalle dienvolgens soo wel sijne Koninglijcke Majesteyt, als haer Hoogh Mog tegens den *Attacquant* ofte Attacquanten met alle maght assisteren, ende daer van te passeren instrumenten in de beste forme.

Ende sullen dese *secreete* ende separate Articulen, nevens het voorsz Tractaet van Alliantie, ten wederzijden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden werden; tot meerder vastigheyt van dien, sijn hier van gemaeckt *vier* ghelijckluydende instrumenten, voor yder van die hooge partyen *twee*, by de welgemelde Plenipotentiarissen, ende Gevolmachtighde Ministers van zijn Koninghlijke Ma-

de guerre, ou autres besoins de Vaisseaux & de Guerre pourvû qu'on s'en puisse passer.

VIII. Que pareillement les Vaisseaux de Guerre d'une & d'autre part pourront acheter dans les Havres, Rivieres, rades & fleuves à un prix raisonnable ce qui est ci-dessus mentionné, & même s'y nettoyer, Calfeutrer, reparer, ravitailler, & y prendre le monde qui leur marquera, avec communication des Officiers, Gouverneurs, ou Magistrat qu'il appartiendra.

IX. Au cas que le Roi de Suede, suivant l'Article douziéme du susdit Traitté d'Alliance, sur l'invitation des deux parties vint à y entrer, ou autrement se joindre avec les Alliez pour l'avancement d'un ordre salutaire, & le retablissement du Negoce & de la Navigation; il est aussi convenu & accordé, que sa Majesté Royale de Dannemarck, Norwegue &c. d'un côté aprés la susditte inclusion & jonction au lieu de quarante Vaisseaux de Guerre ne sera plus obligé que d'en equipper vingt & de les mettre en Mer; & que L. H. P. d'autre part ne payeront non plus que la moitié des subsides stipulez, sçavoir trois cens mille écus. A moins que lesdits Seigneurs Principaux ne jugeassent particulierement à propos d'equipper & mettre encore en mer quelque Vaisseaux de guerre par dela ledit nombre de vingt, auquel cas la moitié desdits subsides sera augmentée à proportion. Mais les susdittes parties delibereront & conviendront en tems & lieu s'il sera necessaire pour parvenir à leur but commun d'entretenir un plus grand nombre de Vaisseaux de guerre que vingt, bien entendu que la diminution des susdits quarante Vaisseaux de Guerre ou les subsides ne se fera point dans cette année courante mil six cens soixante six, mais seulement pour l'avenir.

X. Sa Royale Majesté, aussi bien que L. H. P. prieront le Roi de France & le feront prier qu'il veuille le plus fortement & efficacement guarentir le susdit Traité d'Alliance & ces Articles Secrets avec ce qui en depend, non seulement pour la sincere prestation & observation de ce qui est convenu & accordé tant dans le susdit Traitté d'Alliance que dans cet Article secret, mais aussi à l'égard de touts Potentats Princes & Republiques étrangeres qui à l'occasion de la presente Alliance viendroient à attaquer ou faire la guerre ou à sa Royale Majesté ou à L. H. P. à present ou à l'avenir; Et en tel cas, en conformité de ce, tant sa Royale Majesté que L. H. P. s'assisteront, & en passeront un instrument en la meilleur forme.

Et seront ces Articles separez & secrets ensemble le susdit Traitté d'Alliance observé de part & d'autre de bonne foi & inviolablement. Pour plus grande fermeté dequoi a été fait des presentes quatre Instruments de même teneur, deux pour chacune des parties, signez & confirmez des mains & seaux des susdits Plenipotentiaires & Ministres authorisez de sa Royale Majesté d'une part & des Commissaires de leurs Hautes Puis-

sances

ANS de J.C. 1666. Majesteyt, ende by de Heeren haer Hoog Mog. Commissarisen ter andere zijde, met handt ende Zegel bevestigt, ende sullen de wederzijdts Ratificatien, daer op binnen den tijdt van een maendt tegens den anderen werden ge-extradeert ende uyt gewisselt.

Gedaen in den Hage den *elfden* Februarii *sestien honderd ses-en-sestich.*

sances d'autre part, & seront les Ratifications de part & d'autre livrées & echangées dans le tems d'un mois. ANS de J.C. 1666.

Fait à la Haye le onziéme Fevrier mil six cens soixante six.

XLVI.

ANS de J.C. 1666. ANGLETERRE ET SUEDE.

(a) *Traité de Commerce entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre &* CHARLES XI. *Roi de Suede. Fait à Stockolme, le* 16. *Fevrier,* 1666. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XII. pag. 407.

(a) Ce Traité a été traduit du Flamand, mais comme ce n'est pas l'Original on s'a cru ne devoir le mettre qu'en François.

NOus Charles, par la grace de Dieu, Roi de Suede, des Gots & des Vandales, grand Prince de Finland, Duc de Schoonen, Estland, Lyffland, Carelie, Bremen, Veerden, Stetin, Pomeranie, Cassubie & Wende, Prince de Rugen, Seigneur de Jugermarlant & Wismar, comme aussi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, Juiliers, Cleves & Bergue &c. sçavoir faisons, comme dans le Traitté entre nous & le Serenissime & puissant Prince nôtre cher Frere, Ami & Allié le Seigneur Charles second du nom, par la grace de Dieu Roi de la grand Brettagne, de France & d'Irlande, deffenseur de la foi, & conclu premierement à Londres l'an 1664, le 21. Octobre & en aprés ici à Stokolm l'année derniere 1665. le premier Mars; On a aussi consideré & examiné les choses qu'on a jugé être necessaires pour l'usage du commerce, & pour l'avancement de l'avantage & sureté d'icelui dans ces troubles & tems dangereux. C'est pourquoi afin que la bonne intention & le soin ordonné & convenu pour l'avancement du commerce puisse obtenir son convenable effect, & que chacun qui y peut avoir interêt, principalement ceux qui se mélent du negoce, puissent sçavoir quelles conditions & commoditez sont stipulez & statuez par ledit Traitté pour avancer le commerce, & ce qui outre cela doit être observé suivant la teneur des Alliances, afin que le cours du commerce & de la navigation puisse être libre & sans empéchement qui autrement est sujet à divers troubles, selon la facheuse conjoncture du tems present. Nous avons trouvé bon, que du susdit Traité seront tirez & imprimez les Articles des cas & de la matiere du Commerce ainsi qu'ils se trouvent ci-dessous. Mandons à tous les Sujets & habitans de nôtre Royaume & des Provinces en dependances; principalement ceux qui se mêlent de commerce, qu'ils ayent à observer ponctuellement en toute maniere les choses qui sont resoluës & statuées dans les susdits Articles, & qu'ils se gardent de commettre aucune chose allencontre, soit ouvertement, directement ou indirectement sous quelque pretexte que ce soit, s'ils veullent eviter la peine qu'on sera subir rigoureusement aux contrevenans de quelque qualité qu'ils soient.

I. Il est convenu qu'on ne fournira aux ennemis de l'un ou l'autre des Confederez aucunes Marchandises qui puissent servir à l'usage de la guerre, laquelle deffence ne s'étendra neantmoins nullement, jusques là, que par là toute amitié & usage de commerce soient entierement interdits avec les ennemis de l'un ou l'autre des Confederez, ou avec leurs Sujets; car au cas que l'un des Confederez ne soit point melé dans la guerre, le commerce & navigation de ses Sujets & habitans avec les ennemis de ce confederé sera libre, & sera permis de mener immediatement & librement aux Ennemis toutes les sortes de Marchandises qui dans l'onziéme Article du Traitté d'Angleterre & de Suede fait à Londres l'an 1661. ne sont pas specialement exceptez, ni deffendues expressément en vertu d'icelui, ou qui ne sont pas reputez pour contrebande.

II. Et afin qu'un chacun de ceux qui ces presentes verront puissent sçavoir, quelles choses sont specialement exceptées & deffenduës, ou reputées de contrebande, il est jugé à propos de rapporter ici lesdites choses qui sont contenuës dans l'Article XI. dudit Traitté de Londres. Les Marchandises donc specialement designées sont celles-ci; Argent, provisions de bouche, armes, canon avec feu d'artifice, & autres choses en dependantes, balles, poudre, plomb, Boullets, Picques, Epées, Lances, Hallebardes, Canons, Mortiers, Petards, Grenades, Fourchettes, Bandolieres, Salpetre, balles de Mousquets, Casques, Armures, & semblables instrumens de Guerre, Soldats, Chevaux, toutes choses servant à leurs equipages, haussecous, & autres choses servant à la Guerre; Touttes lesquelles choses, comme aussi tous Vaisseaux d'escorte ou de Guerre à l'usage des ennemis ne pourront pas être menez à l'ennemi de l'autre partie; Et si telles choses sont saisies par l'autre des Confederez elles seront reputées de bonne prise, sans en pouvoir esperer la restitution.

III. Comme aussi par les Articles onziéme & douziéme du susdit Traitté de Londres il est pourvû à la liberté & sureté du commerce en general où ces cas sont pour la plus part specifiez, lesquelles pourront avenir tant dans le tems de trouble que de Paix, par lesquels Articles, il poura être ajouté, d'un commun consentement selon l'occasion des tems & que les cas le requerront, les choses qui seront trouvées utiles, il a été jugé à propos de les renoouveller & augmenter, de cette maniere; Qu'en tems de guerre, les Vaisseaux Marchands de l'un & l'autre des Confédérez & de leurs Sujets, soit qu'ils ayent été construits dans le Royaume de la Grand Brettagne ou dans celui de Suede, dans les Provinces & Domaines qui leur sont soumis ou ailleurs, ou achettez en d'autres lieux avec le consentement, & permission Royale, si les Batteliers, de quelque Nation qu'ils puissent être, ont seulement preté le serment, comme Bourgeois d'Angleterre ou de Suede, seront pourvûs de tels Passeports & certificats, qu'il est exprimé dans le 12. Article du Traitté de Londres, & signez pour plus grande foy par le College Royal de Commerce en Suede, & par les Goeverneurs des Provinces de Lyffland, Estland, Jugermarlant, Bremen, & Pomeranie, ou par la Cour de l'Amirauté d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, ou par leurs Deputez dans les Provinces; Et il y sera certifié, que non seullement les Vaisseaux, mais aussi les Marchandises apartiennent aux Sujets des Confederez ou amis, & non aux ennemis, mais afin qu'il ne se fasse aucune tromperie par lesdits certificats, on a trouvé ce moyen d'ôter le soupçon de supercherie, sçavoir que les susdits Colleges respectifs, & leurs Deputez & Gouverneurs, comme aussi les Magistrats en Chef & Commissaires des peages des Provinces & Villes, avant que de donner les Passeports, feront un parfait & exacte examen des Vaisseaux & Marchandises & & feront preter serment aux batteliers & proprietaires qu'ils ne chargeront pas dans leurs Vaisseaux aucune des Marchandises, qui par le XI. Article du Traitté de Londres sont nommées, de contrebande, & sont expresse-

ANS de J. C. 1666.

pressement specifiées, ou qu'ils ne chargeront point des Marchandises des ennemis; Si quelqu'un par raisons sûres est convaincu qu'il y en a des cachées de son sû & consentement, il sera puni rigoureusement, comme ayant contrevenu à son serment & à sa foi. Mais en quelque lieu que ce soit, soit en mer ou dans les havres, si quelque Vaisseau Marchand Anglois rencontre quelque Vaisseau de Guerre, ou capre Suedois, ou si un Suedois en rencontre un Anglois, & lui aura montré tel Passeport signé des Colleges Roiaux respectifs & de leurs Deputez, ou des Gouverneurs des Provinces, il ne pourra rien demander d'avantage, & ne poura être examiné à l'égard du Vaisseau, des Marchandises & equipage, & encore moins être emmené ou les Marchandises être prises contre son gré, ni ne pourra lui être fait aucun tort ou dommage, mais poura continuer son cours & voyage, sans aucun autre moleste, examen ou visitte; Mais si un Vaisseau du Roy, ou un capre emmene un Vaisseau d'un des Confederez ou de ses Sujets pourvû d'un tel Passeport & certificat sous juste preuve ou raison sûre de soupçon; on lui extorque les Marchandises contre la volonté du Battelier & du proprietaire, ou lui fait quelque tort, dommage ou moleste, le Capitaine du Vaisseau ou celui qui sera convaincu d'un tel grand crime sera puni rigoureusement, & l'on pourvoira sans delay au dedommagement de la partie lezée, tant à l'égard de la cessation du gain qu'à l'égard du dommage qui en resultera & ce selon l'equité de la chose, & afin que telle chose se fasse, aucun Vaisseau armé en course apellé capre, ne sera pourvû d'aucune Commission, a moins qu'il n'ait auparavant donné caution de cinq mil Risdales, ou mil livres Sterling, pour repondre de tout ce qui en semblable occasion pourroit lui être demandé. Si la chose se fait autrement celui qui aura souffert le dommage, sera satisfait aux depens du public, mais si quelqu'un qui ne sera pas pourvû d'une semblable Commission se trouve faire telle chose, il sera jugé meriter la peine des pirates & meurtriers, & puni en cette qualité.

IV. Comme il est ci-dessus fait mention d'un formulaire de Passeport & Certificat; dont les Vaisseaux suivant le precedent Article doivent être pourvus, il a été jugé à propos, de tirer de l'Article XII. du Traité de Londres le formulaire qui y est mis, & de l'inserer ici, & qui est tel que dessous.

Nous NN. Gouverneur ou Bourguemaître, ou Commissaire de la Doüane de la Ville ou Province N. (Cy mettant le titre ou la charge du Gouvernement de cette place) faisons sçavoir & certifions que le jour du mois de l'année, sont comparus par devant nous en la Ville ou bourg N. du domaine de sa Royale Majesté de Suede, ou de sa Royale Majesté de la grand Bretagne, (selon qu'il echerra) N. N.N. Bourgeois & habitans de N. & Sujets de sa Royale Majesté de Suede, ou de sa Royale Majesté de la grand Bretagne, & sous la foi du serment par lequel il est obligé à sa Royale Majesté de Suede, nôtre Sire, & à nôtre Ville, ou à sa Royale Majesté de la grand Bretagne & à nôtre Ville, nous ont declaré, que le Vaisseau nommé N. grand N. charge N. ou tonneau, apartient au havre, Ville ou Bourg N. de nôtre domaine, & que le susdit Vaisseau lui apartient legitimement ou aux Sujets de sa Royale Majesté de Suede, ou de sa Royale Majesté de la grand Bretagne, & qu'il va directement de ce Havre à N. chargé des Marchandises suivantes, sçavoir (l'on specifiera ici les marchandises, avec leur quantité & qualité, pour exemple, de tant de lest ou de tonneaux &c. selon la quantité & condition des marchandises) & les ayant declaré sous ledit serment que tant N. des susdittes marchandises apartient aux Sujets de sa Royale Majesté de Suede, ou de sa Royale Majesté de la grand Bretagne, ou tant N. apartient N. N. N. (ou exprime les possesseurs de quelque Nation qu'ils soient) & que N. N. aprés avoir sous la foy dudit serment affirmé que lesdittes marchandises cy-dessus specifiées, & non autres sont chargées sur ledit Vaisseau pour le susdit voyage, & qu'aucune partie desdites marchandises n'apartient point à d'autre qu'aux susdites personnes & qu'il ny a aucunes autres marchandises de cachées, sous un nom émprunté, mais que lesdites marchandises sont veritablement & réellement chargées pour l'usage des susdits proprietaires, & d'aucune autre, & que le battelier nommé N. est bourgeois de la Ville N. c'est pourquoy aprés au exacte examen, Nous, (les susdits Gouverneur ou premier Magistrat ou Commissaires de la Doüane de la susditte Ville) nous a suffisamment apparu que le susdit Vaisseau & les Marchandises y chargées sont exemptes, & appartiennent veritablement & réellement à des sujets de sa Royale Majesté de Suede ou de sa Royale Majesté de la grand Bretagne, ou aux susdits habitans d'autres Nations, prions pour cet effet trés humblement toutes puissances par Terre & par Mer, Rois, Princes, Republiques, & Villes libres, comme aussi tous Generaux, Amiraux, Officiers, & Commandeurs dans les Havres, & tous autres qui sont commis à la garde des Ports ou ont Commission de Mer, qui pourroit rencontrer ce Vaisseau ou dans quelque Flote ou il pouroit se rencontrer ou passer, ou dans quelque havre, qu'il puisse sejourner, qu'eu égard aux Alliances & amitié qu'il a avec un chacun ou leur Superieurs, & avec sa Royale Majesté de Suede, notre Roy & Sire, ou avec sa Royale Majesté de la grand Bretagne, nôtre Roy & Sire, qu'ils ayent à laisser passer librement seurement sans empeschement ni moleste ledit battelier avec son Vaisseau N. & les personnes & biens qui en dependent, mais aussi s'il trouve bon de sortir dudit port pour continuer son voyage à un autre lieu, de luy temoigner toute sorte de civilité comme sujet de sa Royale Majesté de Suede ou de sa Royale Majesté de la grand Bretagne, laquelle il recevront en semblable occasion ou autre de sa Royale Majesté de Suede, ou de sa Royale Majesté de la grand Bretagne. En temoin de la verité, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & l'avons fait confirmer par l'aposition du sceau de nôtre Ville, fait &c.

V. Comme par cette plus étroite Alliance les deux Serenissimes Roys & leurs Royaumes sont obligez de procurer l'avantage l'un de l'autre, il a éte jugé à propos d'exhorter & insiter de plus en plus leurs sujets de negocier ensemble. Aux fins de quoy il a été convenu de part & d'autre, que Gottembourg dans le West-Gots du côté de sa Royale Majesté de Suede, & en Angleterre, Pleymouth dans la Comté de Devon de la part de sa Royale Majesté de la grand Bretagne, seront declarez & ordonnez pour Ports libres, ou les Marchands, qui sont sujets des deux Confédérez joüiront du droit d'etalage, & de toutes les libertez & privileges en dependans, sçavoir que les sujets & habitans de Suede, auront la liberté à Pleymonth, comme Havre libre, d'aporter, d'amener toutes sortes de Marchandises avec leurs Vaisseaux de la Mer de l'Est, & des Provinces de Suede, scitué & sur la Mer de l'Est & de l'Ocean; mais les sujets & habitans d'Angleterre seront à l'avenir en liberté d'amener avec leurs Vaisseaux à Gottembourg, comme Havre libre, toute sorte d'autres Marchandises, exceptez celles de la Mer de l'Est, & des Provinces de Suede, scituées sur la Mer de l'Est & sur l'Ocean, & de les vendre à leur volonté, ou de les échanger contre toute sorte d'autres marchandises, & cela à telle condition, qu'il sera seulement payé la huitiéme partie d'un Daelder pour l'entrée de la valeur de cent Daelders, en reconnoissance seulement de l'étalage ou de la liberté du Havre, & ce pour les Marchandises que les sujets des deux Confédérez auront amené dans lesdittes Villes, pour y être venduës à d'autres, & lesquelles seront derechef transportées de là par Mer par les achetteurs.

VI. Mais si les Marchandises des susdits Vaisseaux

ANS de J.C. 1666.

ne se dechargent point ni en tout ni en partie dans lesdits Havres, ou que pour certaines raisons on veüille les transporter avec la charge entiere en d'autres lieux, on ne sera point obligé de rien payer pour la souffrance des Vaisseaux, ou pour l'entrée ou sortie, ni pour les Marchandises & changes, ni pour le peage, ni pour la reconnoissance, ou pour quoy que ce soit; mais pourront en semblable cas entrer & sortir librement, sans aucune moleste, avec cette condition néanmoins, qu'aussi-tôt qu'ils seront arrivez ils permettront à un Visiteur, qui seulement sera mis pour garde sans aucune moleste ou grief pour le batelier, de rester dans le susdit Vaisseau, jusques à ce qu'ils partent derechef de là

VII. Mais pour les Marchandises qui seront amenées dans lesdites Villes de Gottembourg & de Pleymunde & qui seront debitées dans lesdites Villes & lieux circonvoisins, & qui ne seront pas retransportées en Mer, il en sera payé le peage, suivant les listes publiques du peage, qui en seront faites. Il en sera de même des Marchandises qui seront amenées dans les susdites Villes de Gottembourg & de Pleymouth des places circonvoisines, & qui n'auront point encore payé de peage de Mer, lorsqu'elles seront sorties des deux Royaumes & se seront mises en Mer.

VIII. Mais afin que l'usage particulier du commerce entre les deux Confédérez soit tant plus avancé durent cette Alliance, sa Majesté Suedoise donne la liberté à la Nation Angloise à Gottembourg, & sa Royale Majesté de la grande Bretagne à la Nation Suedoise, à Pleymouth, comme en Ports libres, non-seulement de déposer laurs Marchandises, mais aussi de les mettre en des maisons particulieres sous leur propre garde, en la maniere suivante. Et afin que l'on y puisse decharger les Marchandises, & les porter dans des tonneaux, tonnes, ou coffres fermez, dans les Bureaux de la Doüane, & y étant mises y être laissées en leur entier sans les depaquetter, sous la garde publique à la volonté du Marchand, s'il les veut derechef transporter ou les retirer à luy, alors les coffres, tonneaux, tonnes, &c. seront ouverts par le receveur de la Douane, & du Marchand, & sera faitte une liste des Marchandises, avec le nom, & le prix, & combien il sera payé de droit pour chacunes, laquelle liste étant faitte double, sera signée par le receveur de la Douane, & par le Marchand, & seront les Marchandises sceellées ou cachettées du sceau ou cachet du Bureau & ainsi remises en des maisons particulieres à la garde du Marchand; mais avec certaines caution & telle condition, que si elles se vendent à Pleymouth ou Gottembourg pour y être debittées, on en payera le peage qui sera limité, avant de les vendre: Mais si les Marchandises ne peuvent être venduës, & qu'elles soient derechef transportée par Mer, sera seulement payé pour reconnoissance la huitiéme partis d'un Daelder de la valeur de cent, ainsi qu'il est ordonné par le dix neufiéme Article. Qu'il en sera usé de même à l'égard des Marchandises qui ne seront pas renfermées, comme, Cuivre, Fer, Poix, Masts, Vins, Sel & semblable qui seront dans le Vaisseau, lesquelles apres qu'elles seront enregitrées & signées du Receveur de la Douane, & du Marchand comme il est dit cy-dessus, aprés caution donnée que les droits, seront payez si elles y sont debitées, elles seront dechargées & mises en des maisons particulieres, jusques à ce qu'elles en soient ou transportées ou étant deschargées du peage si elles se gâtent être venduës; mais afin que par cette liberté de pouvoir porter les Marchandises dans des maisons particulieres ni l'un ni l'autre des Confédérez ne puissent pas être trompez, lesdites Marchandises seront tous les trois jour visitées par le Receveur du Bureau & par les Visiteurs, & ne seront point venduës en détail, mais en gros, sur peine de Confiscation.

IX. Et quoy que par les susdittes choses & par ledit Traité, il soit assez notoire, ce qui doit être observé, afin que l'usage de la Navigation, & du Commerce dans ces temps soit libre & asluré, néanmoins afin d'ôter d'autant mieux toute tromperie, & toute sorte de pratique frivole & illusoire, nous avons jugé à propos de faire sçavoir à un chacun que, comme le Traité souffre les batteliers des Vaisseaux Suedois de quelque Nation qu'ils soient, pourvû qu'ils ayant pretez le serment comme Burgeois & habitans de Suede. S'il arriva que si quelque battelier étant Bourgeois & habitant juré de Suede venoit à mourir & qu'un autre fut mis en sa place, ou que si quelque battelier venoit à être choisi & mis sur quelque Vaisseau lequel un ou plusieurs de nos sujets ou habitans auroit fait achetter ou construire hors de nôtre Royaume & des Provinces en dependantes, il ne sera permis en ce cas à aucun de nos sujets & habitans de prendre un battelier de Nation étrangere, qu'au preallable, ce battelier ne se soit obligé par serment & n'ait donné suffisante caution qu'il sera sa Residence dans nôtre Royaume ou dans les Provinces en dependantes; ce qui étant fait le nom du battelier & du Vaisseau sur lequel il aura éte mis, sera envoyé à nôtre Ministre qui reside à la Cour du Roy de la grand Bretagne, & le nom du Ministre du lieu où ledit battelier aura prété son serment, & doné caution de transporter son Domicile en Suede ou dans l'une des Provinces en dependantes, & de s'y établir. Pour lequel Vaisseau & battelier, il sera ensuite procuré un passeport Anglois, jusques à ce qu'il soit arrivé pour la premiere fois dans les Havres de nôtre Royaume, ou dans les Provinces qui en dependent, ou aprés qu'il aura montré & delivré son passeport Anglois, il sera pourvû de nôtre College de Commerce ou de nos Gouverneurs de Province d'un autre passeport conforme au formulaire exprimé dans le Traité, lequel ayant, il sera sûr & exempt de de toute exaction, perquisition, & enlevement, comme les autres Vaisseaux Suedois. En foy dequoy & pour plus grande fermeté nous avons ces presentes fait confirmer de nostre Seau Royal, & de la signature de nostre tres-honorée & chere Mere, ensemble de nos autres Tuteurs & Administrateurs du Royaume. Donné à nostre Château de Stockolm le 16. Fevrier 1666.

XLVII. *Trai-*

ANS de J.C. 1666.

BRANDEBOURG ET PROVINCES-UNIES.

XLVII.

Traité d'Alliance défensive entre FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, & les Etats des* PROVINCES UNIES *des Pays-Bas.* Fait à Cleves, le 16. Fevrier, 1666. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XII. pag. 720.

ALsoo den Doorluchtigsten Vurst ende Heere den Heere Keurvorst van *Brandenborgh* ende de Hn. Mog. *Heeren Staten* Generael der Vereenighde Nederlanden van auden tijden tot noch toe in seer nauwe ende vertroude Alliancie, correspondentie ende Vriendschap sijn geweest, ende dat al voor twee jaren eer het laetste Tractaet van Alliancie defensive den *seven-en-twintighsten* Julii *sestien-hondert vijf-en vijftig* tusschen deselve opgerecht, was komen te expireren ten weder sijden in de continuatie ende prolongatie van het selve Tractaet geconsenteert is geworden, maer wegens eenige voorgevallen incidenten de executie tot noch toe uytgestelt gebleven. Soo ist dat beyde de contrahenten by de jegenwoordige conjuncture van tijden ende saecken nodich hebbende geacht het geene waer over sy voor desen 't accoort sijn geweest, ende nu noch nader underlinge sijn vergeleecken, in behoorlijcke forme van een Tractaet te doen expedieren, ende specialijck te stellen wat sy contrahenten soo wel uyt krachte van 't voorschreve laeste Tractaet van Anno *sestien hondert vijf-en vijftigh*, als mede in gevolge van de voorgaende oude Tractaten, Contracten, ende verklaringen, als elckander schuldich sullen sijn te doen ende te presteren; De Heer Keurvorst van *Brandenborgh* tot dien eynde van sijnent wegen heeft Gedeputeert den Welweerdigen, Welgebooren Heere *Otto Vryheer van Schwerin*, Heer tot Alten, Lantsberg ende Sachan Erfkamerer der Marck ende Ceurbrandenborgh ende Domproost van de Stiftkercke tot Brandenborgh, mitsgaders bestelde opper-President geheyme ende Leenraedt, oock Hooftman van hare Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt tot Oranjenburgh, als oock de Edele ende Hooghgeleerde Heeren *Warner Wilhelm Blaspeil* geheyme oock Cleessche ende Ampt-kamer Raedt, ende den Heere *Matthias Romswinckel*, der Rechten Doctor Cleefsche ende Marckische Regeerings-Raedt, ende Vice-Cantzler, ende Hooge Mogende Heeren Staten Generael van harentwegen oock hebben Gedeputeert den Edelen Gestrengen, wijsen, Voorsichtigen Heer, *Hieronimus van Beverningh* Gedeputeerde in hare Vergaderingh, van wegens de Provincie van Hollant ende West-Vrieslant; de welcke in gevolge van de volmachten van beyden sijden vertoont, ende daer van copie in 't eynde van dit Tractaet is geinsereert, sijn over een gekomen ende geconvenieert, op de conditien ende articulen hier nae volgende.

I. Dat tusschen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt van *Brandenborgh* ende de Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, sal sijn ende blijven eene oprechte ende getrouwe Vrientschap ende correspondentie.

II. Dewelcke daer toe strecken sal, dat d'een des anders Beste getrouwelijck sal hebben te bevorderen, ende dessels schade ende nadeel nae alle vermogen helpen afkeeren ende weeren; met sodanigen macht respective als hier nà sal werden verklaert.

III. In 't besonder sullen haer Ho. Mog. gehouden wesen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt te helpen defenderen ende beschermen inde Landen van *Cleve*, *Gulijck*, *Berge*, *Marck*, ende *Ravensbergh*, ende andere Landen tot de *Gulijcksche ende Cleefsche* successie gehorende, of die geene van de selve daer van

XLVII.

Traduction de ce Traité.

COmme le Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Electeur de Brandebourg & leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, des Longues annees ont été en une tres etroitte & fidelle Alliance, correspondance & amitié, & que des devant deux ans que le dernier Traité d'Alliance deffensive du vingt septieme Juilles mil six cens cinquante cinq entre eux conclu vint à être executé, il fut consenti de part & d'autre à la continuation & prolongation dudit Traité, mais que pour quelques incidens l'execution en a été differée jusques à present. Les deux parties contractantes dans cette presente conjencture de tems & d'affaires, ayant jugé à propos de faire coucher en bonne forme dans un Traité ce dont ils sont ci-devant demeuré d'accord & dont ils sont encore convenus presentement & specialement de specifier ce qu'en vertu du susdit Traité de l'an mil six cens cinquante cinq, comme aussi en consequence des precedens anciens Traitez, contracts & declarations ils sont obligé de faire l'un & l'autre, l'Electeur de Brandebourg à cette fin a deputé & depéché de sa part le noble Seigneur Otton Seigneur de Swerin & d'Alten, Lansberg & Sachan, Chambelan du Margrave & Electeur de Brandebourg & Prevôt de l'Eglise de Brandebourg, & conseiller secret & de la Cour feudale & Maitre d'hostel de leurs Serenité Electorale à Orangenbourg, comme les Nobles & sçavants Seigneurs Warner Guillaume Blaspeil Conseiller de la chancelerie, & Mathias Pomswinckel Docteur en droit & conseiller de la Regence de Marc, & Vice Chancelier; Et les Hauts & Puissans Seigneurs, les Etats Generaux ont aussi deputé de leur part, le noble, discret, sage & prudent Seigneur Hierome de Beverning deputé en leur Assemblée de la part de la Province de Hollande & de West-Frise, lesquels en vertu des pleins pouvoirs produits de part & d'autre, & dont Copie est inserée à la fin des presentes ont accordé & convenu les conditions & Articles qui s'ensuivent.

I. Qu'il y aura une bonne, une sincere & fidele amitié & correspondence entre sa Serenité Electorale de Brandebourg & leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces-Unies.

II. Laquelle amitié s'etendra à ce, qu'ils procureront le bien l'un de l'autre fidellement & aideront a detourner le dommage l'un de l'autre avec les forces qui seront declarées ci dessous.

III. En particulier seront leurs Hautes Puissances obligées d'assister & aider sa Serenité Electorale à deffendre & proteger les Pais de Cleves, Juliers, Bergue, Marck & Ravensberg & autres Pais apartenant à la succession de Juliers & de Cleves, ou ceux dont sa Serenité Electorale est presentement en possession

ANS de J.C. 1666. van fijne Keurvorftelijcke Doorluchtigheyt jegenwoordig in *poſſeſſie is, of hier namaels in wettige poſſeſſie* ſoude mogen komen, als meede in alle *Landen, ende Plaetſen, of Havenen* die ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt heeft aende *Ooſt-Zee* gelegen, te weten de Hartochdommen van *Pruyſſen* ende van *achter Pomeren*, tegens alle die geene die deſelve ſouden mogen onderſtaen Vyantlijck te invaderen of met openbaer gewelt aen te taſten.

IV. Des ſal mede ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt gehouden ſijn haer Ho. Mog. te helpen defenderen ende beſchermen tegen alle vyantlijcken invaſien ende openbaar gewelt, welcke haer Ho. Mo. inde *Vereenigde Nederlanden*, of derſelver onderhorige *angreaſende Lantſchappen, Steden ende Plaetſen*, of andere met haer Ho. Mog. *Guarnſoen* inde voorſchreve Landen ende Plaetſen beſet, of oock in hare *navigatie ende Commercie* op de *Ooſt-Zee* ſoude mogen overkomen en aengedaen worden.

V. Ende ſullen dien volgens partijen contrahenten, uyt krachte van deſe mutuelle defenſie, gehouden ſijn elckander getrouwelijck ende vigoreuſelijck te adſiſteren tegens alle de geene die d'een of d'ander in die voorſchreve haer Ho. Mog. of ſijne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyts Landen reſpective in hare Hoogheden, præeminentien, Domeynen, revenuen of eenige andere rechten onwettelijck ſouden mogen onderſtaen te beſwaren of te verongelijcken, om ſoodanige wettige beſwaerniſſe ende verongelijckinge te helpen afkeren, ende niet te gedogen dat den eens of des anders *commercien ende navigatien* op de *Ooſt-Zee*, op de *Revieren, Stromen*, ende *Havenen* omtrent de ſelve of de Vereenigde Nederlanden gelegen, worden geſparret, of door *Licenten, Impoſten, Tollen* of andere innovatien onbehoorlijck beſwaert.

VI. Ende ſal oock deſe mutuele defenſie plaets grijpen ende houden, wanneer in des eene of des ander deels voorſchreve Landen, het *Evangeliſche weſen* door openbare Oorloch of ander gewelt wort geaſſaileert, ſulx dat de *vrye exercitie* van de Evangeliſche Religie daer door ſoude worden geturbeert ende belet; Ende inſonderheyt ſoo wanneer in de *Cleefſche, Gulickſche ende Berghſche*, als oock andere daer toe gehoorige Landen, den cours van de opgemelde Religie ſoude worden geſteuyt ter tijdt ende wylen tot ſyne Keurvorſtelijcke Doorluchtigheyt, ſich daer over met zyne Vorſtelijcke Doorluchtigheyt van *Nieuburgh* nader ſal hebben vergeleecken, of die verſchillen door de Keyſerlijcke Commiſſariſen ſullen weſen gedecideert, of anderſints finaelijck afgedaen.

VII. Wel verſtaende, dat de gene van partyen die eerſt ſal weſen geattaqueert, ter plaetſe ende ten reguarde als vooren, ghehouden ſal ſijn ſulcks te notificeren aen de andere die niet ſal weſen geattaqueert, de welcke hem ſal moghen employeren om door minnelijcke wegen te doen repareren de troublen ende deſtourbiers, die door de voorſchreve attacque ſoude mogen ſijn ghedaen, ende vervolgens moyenneren een accommodement tuſſchen den attaquant en geattaqueerde, ſo nochtans dat de ſelve onvermindert de officien van mediatie het beloofde ſecours aenſtonds, immers ſoo haeſt doenlijck aen partye geattaqueerde ſal moeten ſluyten.

VIII. Deſe Alliantie ſal den Staet der Vereenigde Nederlanden, en de Leden van dien in geenen deele prejudicieren in der ſelver hoogheyt, reght, ende gerechtigheyt, waer ende op wien ſy de ſelve mochten hebben, nochte oock zyne Keurvorſtel. Doorl. in deſſelfs hoogheyt, reght, ende gerechtigheyt, waer ende op wien ſy de ſelve mochten hebben, gelijck oock niet in het reſpect ende de plichten, daer mede de ſelve ſijne Keyſerlijcke Majeſteyt ende 't Roomſche Rijck is verobligeert, maer ſullen de ſelve alle reſpective in haer geheel ende onvermindert verblijven, gelijck oock deſe Alliantie in geenen deele en ſal prejudi-

ſion, ou qu'il pourra poſſeder ci-aprés legitimement; comme auſſi tous les Pais, places ou Havres de ſadite Serenité Electorale ſcitués ſur les Mers de l'Eſt, ſçavoir les Duchés de Pruſſe & de Pomeranie contre tous ceux qui voudroient entreprendre d'y faire invaſion ou de les attaquer à force ouverte. ANS de J.C. 1666.

IV. D'ailleurs ſa Serenité Electorale ſera auſſi tenuë de deffendre & proteger contre toute invaſion & violence manifeſte, les Provinces-Unies & les Provinces, Villes & places en dependantes, où les autres en L. H. P. ont garniſon comme auſſi dans leur navigation & Commerce ſur les Mers de L'Eſt.

V. Et en conſequence feront les parties contractantes obligées en vertu de cette mutuelle deffence de s'aſſiſter fidellement & vigoureuſement contre tous ceux qui voudroient entreprendre de faire quelque tort ou dommage à L.H.P ou à ſa Serenité Electorale dans leurs pais, prerogatives, preéminence, domaines, revenus ou de quelques autres leurs droits, & pour aider à detourner leſdits torts & griefs, & ne permettront pas que le commerce & navigation de l'un ou de l'autre ſur la Mer de l'Eſt, & ſur les Rivieres, fleuves & Havres en dans les Provinces-Unies ne ſoit ſurchargez injuſtement par les impots & peages ou autres innovations.

VI. Et cette mutuelle deffence aura auſſi lieu, lors que dans quelque partie des ſuſdits pais on attaquera la religion par guerre ouverte ou autre violence, en ſorte que par icelle ladite Religion Evangelique en puiſſe étre troublée & empêchée; Et particulierement au cas que dans les ſuſdits pais de Cleves, Juillers, & Bergue, comme auſſi dans le autres lieux en dependans le cours de ladite religion vint à être arrêté pendant le tems & juſques à ce que ſa Serenité Electorale ſe ſera accordé à cet égard avec ſa Serenité Electorale de Newbourg, & que ces differens ſoient vuides par les Commiſſaires Imperiaux, ou terminez d'une autre maniere.

VII. Bien entendu que la partie qui des deux ſera attaquée la premiere aux lieux & à l'égard de ce que deſſus, ſera obligée d'en avertir l'autre partie qui ne ſera point attaquée, laquelle ſe poura employer pour faire reparer les troubles & detourbiere, qui par cette attaque pourroient avoir été faits, & en conſequence moyenner un accommodement entre l'attaquant & l'attaqué, en ſorte que pourtant, ſans prejudice de l'office de Mediateur on ſera obligé d'envoyer auſſitôt le ſecours promis à la partie attaquée, du moins auſſitôt qu'il ſera poſſible.

VIII. Cette Alliance ne prejudiciera en nulle maniere à l'état des Provinces-Unies ni aux pais & dependans, à l'égard de leurs Prerogatives & droits qu'ils pourroient avoir, ni auſſi aux droits & prerogatives de ſa Serenité Electorale; comme non plus aux devoirs auxquels il eſt obligé à ſa Majeſté Imperiale & à l'Empire, mais demeureront en leur entier & ſans diminution; comme auſſi cette Alliance, ne prejudiciera en aucune maniere aux precedens Traitez, contracts, declarations, ou Alliances faittes ſoit entre les parties contractantes particulierement, ſoit avec d'autre Rois, Princes, Potentats, Republiques & Villes, & particulierement avec la Couronne de Pologne.

IX. Si

judicieren aen voorige Tractaten, Cootracten, verklaringen of verbintenissen, 't zy aen of tusschen partyen Contrahenten onderlingh, 't zy aen of met andere Coningen, Princen, Potentaten, Republijcken ende Steden ghedaen of gemaeckt, ende particulierlijck met de Croon van Poolen.

IX. By aldien een of d'ander van de Contrahenten door yemant met gheweldt quame aengetast, of andersints in sijne Commercien, Landen, Reghten, Gereghtigheden, of in vrye exercitie van de Evangelische Religie als vooren aengetast, beoorloght, of geturbeert te worden, ende het selve haer Hoogh Mog. soude over komen, sulxs dat sy quamen aengetast, beoorloght, ende geturbeert te worden, soo sal sijne Ceur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt haer Ho. Mog. assisteren met *twee duysent* mannen te voet, goedt, ende welgewapent volck, ende by soo verre sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt in voegen als vooren soude mogen worden aengetast, beoorloght ofte geturbeert, soo sullen haer Ho. Mog. sijne Ceur-vorstel. Doorl. te hulpe komen met *drie duysent* mannen te voet, mede goedt ende ghewapent volck; Des sal oock soo d'eene als d'andere van partyen Contrahenten in desen die voorschreve secoursen sal moeten furneren, ghehouden wesen de selve 'tonderhouden naer behooren, sulcks dat de geattaqueerde, beoorloghde, of geturbeerde daer van egeen lasten sal komen te dragen; Doch sullen *d'inquartieringen* ende logeringen werden besorght by de geassisteerde partye, ende sal de partye die den anderen te hulpe komt over zyn secours soodanigh Opperhooft mogen ghebruycken, als hem goedtduncken sal, in desen verstande nochtans, dat in cas de geassailleerde partye liever soude gheholpen wesen met *Ruyteren*, *Gelt*, *Schepen*, *Munitie van Oorlogh*, of *Scheeps-volck*, soo sal d'assistentie naer advenant van 't voorverhaelde secours, tot keure van de gheassailleerde partie werden gereduceert ende gecompasseert, sulcks dat *duysent* Soldaten op *vier duysent* Rijcxdaelders ter maendt sullen moeten gereeckent ende aengeslagen worden, nemende het jaer op *twaelf maenden*; Ende sal de voorschreve betalinghe, ofte prestatie respective ghedaen werden ter ingang van yeder maendt by egale portien, ende dat in specie Rijcxdaelders tot *Amsterdam* ende *Hambourgh* respective, maer in cas de voorschreve prestatie quame te geschieden ten deele of in 't geheel in munitie van Oorlogh, in Schepen, of andere Waren ten Oorlogh dienstigh, soo sal den Assistent gehouden wesen, alle mogelijcke sorge te dragen dat soodanige *Munitien, Schepen, ofte Waren* ter goeder trouwe, ende ten overstaen van yemant by den geassisteerden daer toe te kiesen, mogen worden ingekocht, maer den geassisteerde de selve munitie van Oorlogh, of Schepen moeten ontfangen, ende selfs af halen binnen 's Lands onder het gesach van den assistent, die het secours sal furneren; Doch sal het secours hier boven uytghedruckt ter eenre, ofte ter andere zijde de assisterende partye in geenerhande manieren necessireren of verbinden, tot eenige rupture tegens de geene die de gesecondeerde partye soude mogen attaqueren.

X. Ende by soo verre het boven geexpresseerde secours van *twee of drie duysent* man respective, of het æquivalent van dien niet bastant mochte worden geoordeelt, tot volkomen afweeringe van de oppressie of beswaernisse daer tegens het selve wordt gepresteert, dat in sulcken cas die niet gheoppresseerde ofte niet beswaerde der Geallieerden gehouden sal wesen de gheoppresseerde ofte beswaerde ten dien fine met soodane vordere maght ende middelen by te springen, als tot volkomene afweeringe van de voorschreve oppressie ende beswaernisse geoordeelt sal worden van noode te wesen; Wel verstaende dat partyen Contrahenten, t'elckens daer over ende op wat conditien het selve sal geschieden, particulierlijck sullen hebben te verdragen.

XI. Sij.

IX. Si l'une ou l'autre des parties contractantes venoit à être attaquée de vive force par quelqu'un ou qu'elle fut troublée par voye de guerre dans son commerce, pais, droits, prerogatives, ou exercice de la Religion Evangelique, comme dit est ci-dessus, & que cela arrivât à L. H. P. en sorte qu'ils vinssent à être attaquez ou troublés, sa Serenité Electerale les assistera de deux mil hommes d'Infanterie, bonnes troupes & bien armées; Et si c'étoit sa Serenité Electerale qui fut attaquée en la maniere que dessus, par guerre ou trouble, L. H. P. la secourront de trois mil hommes de pied bonnes troupes & bien armées. C'est pourquoi l'une ou l'autre des parties contractantes qui sera obligée de fournir ledit secours sera obligée de l'entretenir convenablement, en sorte que celui qui sera attaqué, à qui on fera la guerre, ou qui sera troublé n'en portera aucune charge, mais les Quartiers & Logements seront fournis par la partie assistée; Et la partie qui assistera l'autre poura se servir de tel chef que bon lui semblera, en ce bien entendu neantmoins qu'en cas que la partie attaquée aimât mieux être secourue de Cavalerie, Argent, Vaisseaux, munitions de guerre ou Matelots, le secours sera reduit & compensé à l'avenant du secours susmentionné au choix de l'attaqué, en sorte que mil Soldats seront comptez & evaluez à quatre mil Risdales par mois, prenant douze mois en l'an: Et sera le susdit payement ou fourniture respective faitte au commencement de chaque mois par égale portion, & ce en espece, ou à Amsterdam ou à Hambourg; Mais si ladite prestation ou fourniture venoit à se faire en partie ou en tout en munitions de guerre, en Vaisseaux, ou autres Marchandises servants à la guerre, l'assistant sera alors obligé d'aporter tous les soins possibles qu'on achette les munitions, Vaisseaux ou Marchandises susdites de bonne foi, & en presence de quelqu'un que l'assisté choisira à cet effect, mais l'assisté sera obligé de recevoir lesdittes munitions de guerre, ou Vaisseaux & même de les venir prendre dans le païs sous la domination de l'assistant qui fournira le secours.

X. Et en cas que le secours des deux ou trois mil hommes respectifs cy dessus exprimez, ou l'equivalant d'icelui, ne fut pas jugé suffisant, pour repousser entierement l'oppression & les griefs qu'on pourroit recevoir, qu'alors celui des Alliez, qui ne sera point opprimé ou lezé sera obligé d'assister celui qui le sera de telles forces & moyens qu'il sera jugé necessaire pour repousser entierement lesdites oppressions & griefs. Bien entendu que les parties contractantes conviendront à quelle condition cela se devra faire.

XI. Sa

ANS de J.C 1666.

XI. Sijne Keurv. Doorl. en haer Ho.Mog. sullen d'een in des anders Landen geen inlegeringe ofte logeringe mogen doen, sonder voorgaende behoorlijcke communicatie.

XII. Maer soo wanneer *marche* ofte dortocht in des eenen of des anderen Landen soude mogen geschieden, sullen de contraherende partyen gehouden zyn, soo tydelijck notificatie daer van te doen, dat wederzijts Gedeputeerden daer sullen konnen by zyn, om de *marche* tot de minste overlast ende schade van de Onderdanen te helpen dirigeren ende bevorderen, soo nochtans dat oock de militie daer door niet sal moeten worden benadeelt, maer geconserveert, ende sal daer benevens onder de Soldatesca soodane ernstige en scherpe discipline worden onderhouden, dat sy alles sullen koopen ende betalen, ende dat die respective Onderdanen soo weynigh als eenichsints doenlijck is, door de voorschreve doortochten moghen worden beswaert; Tot welcken eynde alle de malversatie, ende contraventie van de Soldatesca rigoureuselijck sal worden gestraft; Ende in cas een *derde* eenige inlegeringen, logeringen, doortochten en infesteringe met eenigh krijghs-volck mocht willen ondernemen, in ofte door sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt *Cleefsche* ende *Marckse* of haer Ho. Mo. daer aengrensende Provincien ende Landen, so sullen de contraherende partyen na voorgaende concert en overlegh 't selve elckander soo veel mogelijck helpen afweeren ende bevryen.

XIII. d'Heeren *Staten General* sullen de Steden ende Forten, die de selve jegenwoordigh in de Landen van *Cleve* beset houden, met soodanigh Guarnisoen voorsien, dat aen de eene zijde de selve voor allen overval genoechsaem mogen verseeckert wesen, ende aen de andere zijde de goede *Burgers* ende Ingesetenen van de voorschreve Steden ende Forten niet mogen werden beswaert, tegen redenen of tegen de voorsz desen opgerechte *Capitulatien*, de welcke tot dien eynde sullen worden geresumeert, ende na de tegenwoordige constitutie van tijden met onderlingh concert nader worden ghereguleert, ende ondertusschen blyven in haer vigueur ende werden ghe-observeert, voor soo veel met onderlinge naderhandelinge de selve niet verandert zyn; Ende sullen haer Ho. Mo. sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt, in de voorsz Steden ende Forten geen indracht doen, in dessels Lands-hoogheden, eminentien, regalien, ende domeynen, noch oock ghedogen dat sulxs by haer Gouverneurs en Officieren, 'tzy militaire, 'tzy politique onder pretext ondernommen werde; maer sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt mitsgaders dessels Erfgenamen, gerust ende ongeturbeert by de voorschreve Lands *Hoogheden*, *Eminentien*, *Regalien*, ende *Domeynen*, ende het vrye ongehinderde gebruyck van dien laten verblijven, ende daer by in sulcker voegen helpen maintineren, dat daer jegens by niemandt yets ondernomen moge werden, ofte in cas dat daer jegens yets mochte werden geattenteert, dat 't selve onderlinge sal werden tegen gegaen ende niet getolereert, Gelijck mede sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt belooft, in cas yemandt de voorschreve zijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyts Steden in den Lande van *Cleve* met haer Ho. Mo. Guarnisoenen beset, quame te attaqueren met vyandtlijcke invasien ofte openbaer geweldt, dat zyne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt het selve niet anders sal op nemen, dan of het aen sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt 't selve geschach, ende dienvolgens haer Ho Mog. teghens soodanige invasien ende geweldt met die hier vooren versprooken hulpe, sal helpen defenderen ende beschermen, in gevolge van de *vier* ende *vijfde* Artijckelen hier vooren ter neder gestelt.

XIV.

XI. Sa Serenité Electorale & L. H. P. ne pourront faire de Logements ni ne donneront de quartiers dans les pais l'un de l'autre, sans une preallable & convenable communication. ANS de J.C. 1666.

XII. Mais s'il falloit faire faire quelques marches dans l'un ou l'autre des pais, les parties contractantes seront obligées d'en donner avis assez à tems pour que les Deputez de part & d'autre puissent y être presens, pour faire en sorte que lesdittes marches se fassent au moindre dommage des Sujets, qu'il sera possible, sans que pourtant les troupes en reçoivent du desavantage mais sera aussi pourvû à leur conservation; Et l'on fera observer aux Soldats une si bonne discipline, qu'ils payerent tout ce qu'ils achetteront, afin que les Sujets de part & d'autre reçoivent par lesdittes marches le moins de dommage qui se pourra. Aux fins dequoi toutes les malversations & contraventions de la Soldatesque seront punis rigoureusement; Et en cas qu'un troisiéme voulut entreprendre quelque quartier, logement ou marche par ledit pais de Cléve ou de Marck qui apartiennent à sa Serenité Eletorale, ou par les Provinces & pais de L. H. P. & de les ravager, les parties contractantes prendront de concert des mesures pour se deffendre & se secourir l'un l'autre.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux mettront telles garnisons dans les Villes & Forts qu'ils occupent presentement dans les pais de Cleves, qu'elle puissent d'un côte, être assurées contre toutte irruption, & d'un autre côté sans que les habitans desdittes Villes & Forts en soient lezez sans raison & contre les Capitulations ci-devant dressées, lesquelles à cette fin seront resumées, qui suivant la conjuncture du tems & par un concert particulier seront encore reglées, & lesquelles demeureront en leur vigueur, & seront observées, à moins qu'il n'y soit derogé par des negotiations particulieres & posterieures. Et L. H. P. ne donneront aucune atteinte aux eminences, regales, & domaines, des susdits pais, Villes & Forts de sa Serenité Electorale, ni souffriront en être donnée par leurs Gouverneurs & Officiers soit militaires ou autres, mais l'en laisseront jouir & ses heritiers paisiblement & tranquillement, & même aideront d'une telle maniere sa Ser. El. à les maintenir, que si quelqu'un venoit à entreprendre ou attenter quelque chose au contraire, ils ne le souffriront ni le tolereront, comme pareillement sa Serenité Electorale promet que si quelqu'un venoit à attaquer lesdits lieux où L. H. P. ont leur garnison dans ledit païs de Cleves, & voulussent faire invasion par violence ouverte, sa Serenité ne le prendra pas autrement que si la chose lui arrivoit, & consequement assistera L. H. P avec le secours promis & les protegera & deffendra en consequence de quatriéme & cinquiéme Article ci-dessus.

XIV. Il

ANS de J. C. 1666.

XIV. Soo sullen oock door het onderhouden van de Guarnisoenen in de voorschreve Steden, Forten, ende plaetsen haer Ho. Mog. geen *reght* ofte gherechtigheydt komen t'acquireren, veel min sal zyne Keurvoorstelijcke Doorluchtigheit ende deselfs nakomelingen, eenige prejudicie daer uyt komen te ontstaen, maer sal alleen blijven by voorige Tractaten, verbintenisse, ende verklaringe van ouds ende voor den jare *sestien honderd vyf-en-sestigh* dien aengaende op ghereght, ende sal ondertusschen aen de Gouverneurs ende Commandeurs in sulcke Steden ende Forten, wel expresselijck ende scherpelijck belast werden aen sijne Keurvoorstelijcke Doorluchtigheyt, ende desselfs Regeeringe by alle occasien toe te dragen behoorlijck respect, ende van de Onderdanen van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt niet meer af te eysschen ende te vorderen, als in de Vereenighde Provincien is gebruyckelijck, nochte oock te gedoogen, dat, of sijne Keurvoorstelijcke Doorluchtigheyt ofte desselfs Onderdanen, in hare gerechtigheden ende Goederen met excursien, ofte met eenige andere extorsien directelijck of indirectelijck mogen werden gegraveert ofte vernadeel; Des sullen daer over *nadere Reglementen* werden gheformeert, ende de *besoignes* dien aengaende albereyts aen gestelt met allen ernst en yver voortgeset, ende so haest doenlijck, ende noch voor de uytwisselingh van de ratificacie so het mogelijck is, immers binnen den tijd van *twee Maenden* daer naer, tot een goed besluyt gebracht werden, welcke te maecken *reglementen* van soodanige kracht ende valeur sullen sijn, ende gehouden worden als of die in dese van woorde te woorde waren geinsereert. Des wort oock van nu af aen vast gestelt dat de *Tollen* ende *Licenten* over *Vivres* ende *Munitie* van Oorlog, die beyde de partyen ofte een van dien soude mogen van nooden hebben, sullen werden betaelt volgens de gewoonlijcke *Lijsten*, gelijck als die van alle andere particuliere Ingesetenen moeten betaelt werden.

XIV. Il ne sera non plus acquis par L. H. P. pour les garnisons qu'ils ont dans les susdites Villes, Forts & Places aucun droit ni prerogatives; beaucoup moins pourra sa Serenité Electorale ni ses Successeurs recevoir par là aucun prejudice, mais on s'en tiendra aux Traitez, Alliances, & declarations precedentes & dressées à cet égard devant l'un mil six cens soixante cinq, & sera cependant expressement ordonné aux Gouverneurs & Commandeurs des susdites Villes & Forts de porter dans les occasions le respect convenable à sa Serenité Electorale, & à la Regence, & de n'exiger & demander des Sujets de sadite Serenité Electorale que ce qui est en usage dans les Provinces-Unies, & de ne point permettre que sa Serenité Electorale ou ses Sujets soient par excursion ou autre extorsion lezez ni grevez directement ou indirectement en leurs droits & biens. C'est pourquoi il sera à cet égard fait un nouveau reglement, & seront les choses commencées à cet égard continuées à bon escient & avec zele, & aussitôt qu'il se poura, & même avant l'echange des ratifications s'il est possible, du moins dans le tems de deux mois apres qu'icelles seront amenées à une bonne fin, lequel reglement à faire sera d'une telle force, vertu, & reputées telles que si elles étoient inserées ici de mot à mot, c'est pourquoi dès à present comme pour lors, il sera arreté que les peages & Licentes sur les vivres & munitions de Guerre que les deux parties ou l'une des deux pourroient avoir de besoin seront payez selon la liste accoutumée, comme elles doivent être payées par les autres particuliers habitans.

XV. De Contrahenten sullen malkanderen, of elck anders Onderdanen ende Ingesetenen, mitsgaders hare goederen met geene *Tollen*, *Licenten*, ofte andere Impositien, hoe deselve oock mochten werden ghenaemt, beswaren, ofte belast laten, verder als de eyghen Ingesetenen (uytgesondert die ghene van de selve Ingesetenen, de welcke van voor den *seven-en-twintighsten* Julii *sestien hondert vyf-en-sestigh* speciale privilegie van exemptien of meerder vrydom in 't particulier souden mogen hebben) ofte oock eenige andere de *minst-beswaerde* Vreemdelingen belast sijn of blijven sullen, nemaer de selve ter contrarie alle soodanige exemptien, privilegien ende immuniteyten laten genieten, als hare eygene Ingesetenen of minst-beswaerde Vreemdelingen hebben ende genieten, noch oock malkanderen, nochte een des anders Luyden ende Goederen, met eenige *feytelicke proceduyren*, *pressuren*, *retorsien*, *ofte represalien ende arresten*, so veel die naer beschreven reghten ende onderlinge Concordata niet geoorloft en sijn, incommoderen, nochte aen hare Onderdanen sulcks te doen toe staen, maer een yegelijck aen de ordinaris Justicie renvoyeren, ende de selve justitie haren vollen cours laten genieren.

XV. Les parties contractantes ou chacun de leurs Sujets & Habitans, ensemble leurs Marchandises ne seront pas plus chargez de peages, Licentes *ou autres que les propres habitans, (exceptez ceux de ces mêmes habitans, qui dès avant le vingt sept Juillet mil six cens soixante & cinq, peuvent avoir quelques privileges d'exemption ou quelques autres plus grandes, ou même pas plus que quelques autres étrangers qui sont les moins chargez, ou le seront, mais au contraire on les laissera jouir de semblables exemptions, privileges, & immunitez que leurs propres Sujets, ou que les moins chargez des étrangers ont & dont ils jouissent, ni se molester l'un l'autre ni les Personnes & Marchandises l'un de l'autre par aucune voye de fait, oppressions, extorsions, & repressailles & arrêts, à moins que le droit prescrit, ou quelque concordat particulier ne le permette, ni de faire permettre telles choses à leurs Sujets, mais de renvoyer un chacun à sa Justice ordinaire, & de laisser à ladite justice son cours ordinaire.*

XVI. Ende heeft sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt belooft, gelijck de selve belooft by desen, in de voorschreve *Havenen op de Oost-Zee* respondorende, d'Onderdanen van haer Ho. Mog ende d'Ingesetenen van de Vereenighde Provincien over haer Persoonen, Schepen, Waren ende Coopmanschappen, onder geenderhande pretext sonder de hooghste noodt, ghemeen interest, ende dan oock niet anders, als met onderlingh goedtvinden van beyde de Geallieerden, verder ofte hooger te sullen be-

XVI. Et a sa Serenité Electorale promis, comme elle promet par ces presentes que dans les Havres susdits qui repondent à la Mer de l'Est les sujets de L. H. P. & les habitans des Provinces-Unies, ne seront pas plus chargez à l'égard de leurs personnes, Vaisseaux, marchandises & denrées, sous quelque pretexte que ce soit, & sans une extreme necessité, interés commun & le consentement particulier des deux Alliez, qu'ils le sont presentement, & ne permettront que quelques autre personnes y introduisent quelques griefs.

XVII.

ANS de J.C. 1666.

beswaren als de selve jegenwoordigh beswaert sijn, ende niet gedoogen, dat aldaer door yemant anders eenige beswaernissen geintroduceert ofte gegheven worden.

XVII. De Navigatie, Traficque, ende Commercie, sullen tusschen d'Onderdanen van werderzijden sonder eenigh hinder of belet gedreven ende ghecontinueert werden, ende sal dienvolgens beyder deelen, ofte haerder Onderdanen Schepen vry staen ende geoorlost sijn, wederzyds Havenen uyt ende in te loopen, ende Statie daerinne te nemen.

XVIII. Indien eenige andere Christelijcke *Koningen*, *Potentaten*, *Republijcken*, *ofte Steden*, haer mede in dese Alliantie willen begeven, so sal sulcks een yeder vry staen, edoch dat daer door egeen van beyde Contrahenten eenichsints werden geprejudicieert of desselfs staet ende conditie swaerder ghemaeckt ofte vernadeelt, in desen verstande, dat de voorschreve inlatinge sal moeten geschieden met onderlinge communicatie ende wederzijdts bewilliginge.

XIX. 't Reght van *issue* of *decimmie* 't welck by vertreck van familien ofte verval van herediteyten komt t'onstaen, daer van sullen wederzijds Onderdanen vry en exempt sijn ende blijven geduyrende dese Alliancie.

XX. Dese Alliancie defensive sal duyren ende cours hebben, ook houden den tijdt van *twaelf* Jaren, met intentie, omme ter expiratie van dien tijdt vernieuwt te worden, ende sal tot dien eynde *twee* jaren voor d'expiratie van de voorschreve tijdt daer over een by-een-komste werden aengestelt, met dien verstande nochtans, dat by so verre als dan by d'een of d'ander der Geallieerden, ofte by beyde, tot soodanige vernieuwinge niet en soude konnen werden verstaen, in sulcken gevalle de contrahenten ten wederzyden sullen weder komen te treden in het reght, ende de verbintenisse die tegenwoordigh tusschen haer beyde is in gevolge van de Tractaten, die over veele jaren successivelijck tusschen de selve sijn op gerecht ende gemaeckt, sijnde wederzijdts ghestipuleert dat de selve Tractaten, Contracten, ende Verklaringen door dese Alliantie niet en sullen sijn gecasseert, maer ter expiratie van dese Tractaten blijven in haer volle vigeur ende kracht, gelijck de selve souden zijn gheweest ende ghebleven, by aldien dese nader Alliantie niet en ware op ghereght.

XXI. Daer sullen ten wederzijden, elcks naer sijn vermogen ende gelegentheyt, devoiren ende officien ghedaen worden dat andere *Princen*, *Potentaten*, *Republijcken*, *ende machtige Steden*, ende sonderlinge van den *Westphalsen ende Saxisen Kreyts*, mede onder dese Alliantie werden gebracht.

XXII. Men sal geen lichtinge van volck te Peert ende te voet, ofte te water toe staen aen d'een of d'andere vyanden, jegens de welcke men uyt krachte van dese Alliancie defensive sal moeten hulp presteren.

XXIII. Maer *werving van volck* van Oorlogh te water ofte te Lande, mitsgaders *incoop*, *inhuyringe*, ende *equipagie van Schepen van Oorlogh*, sal altoos toeghelaten worden ende vry staen voor ende ten behoeve van beyde de Contrahenten, in d'een ende d'andere Landen ende Havenen, 't en ware dat die geene in welckers Landen ende Havenen die voorschreve wervinge, inhuyringe, inkoop, ofte equipagie worden versocht, self tot sijne defensie het volck ofte de Schepen van noode hadde, ofte dat om andere insurmontable obstaculen sulcks soude moeten werden ge-excuseert, welcken aengaende volkomen geloof gegeven sal worden aen desselfs verklaringen.

XXIV. De contraherende partyen sullen de passagie ter Zee, Rivieren ende andere Wateren, als oock te Lan-

ANS de J.C. 1666.

XVII. La Navigation, Trafic & Commerce seront continuez sans obstacle & empêchement entre les suiets des uns des autres, & que par consequent les deux parties ou leurs sujets, & Vaisseaux auront la liberté & leur sera permis d'entrer dans les Ports l'un de l'autre & d'y sejourner.

VIII. Si quelques autres Rois chrestiens, Potentats, Republiques ou Villes, veullent entrer aussi dans cette Alliance il sera libre à un chacun, mais que par là nul des deux contractans n'en recevra aucun prejudice, ni leurs Etats & condition n'en recevrons aucun desavantage, bien entendu, que l'inclusion susdite se fera avec la communication & consentement reciproque.

XIX. Les sujets de part & d'autre seront & demeureront exempts durant cette Alliance du droit de sortie ou decimation *qui vient à écheoir par le depart de quelque famille ou par heredité.*

XX. Cette Alliance deffensive durera & aura cours le tems de douze années, avec intention de la renouveller à l'expiration dudit tems, & à cette fin on s'assemblera deux ans auparavant; bien entendu neantmoins que si l'un ou l'autre des Alliez ou tous les deux ne pouvoient pas entendre à ce renouvellement, en tel cas les parties contractantes de part & d'autre, rentreront dans leur droit, & les Alliances qui sont presentement entre les deux parties, en consequence des Traitez qui depuis plusieurs années ont été successivement faits & dressez entre les deux parties ne seront point cassées, étant stipulé de part & d'autre que lesdits Traitez, contracts & declarations ne le seront point par cette Alliance, mais à l'expiration de ce Traité ils demeureront dans leur force & vigueur, comme ils seroient demeurez si cette presente Alliance n'avoit pas été faite.

XXI. On fera de part & d'autre tout son possible, chacun selon son pouvoir & commodité, que les autres Princes, Potentats, Republiques & Villes Puissantes, & particulierement les Cercles de Westphalie & de Saxe, entrent aussi dans cette Alliance.

XXII. On ne permettra aucune levée de troupes à pied ou à cheval, ou de marine à aucun Ennemi contre lequel on seroit obligé de s'assister en vertu de cette Alliance.

XXIII. *Mais la levée de troupes soit de Mer ou de terre, ensemble de louer & equiper des Vaisseaux de Guerre, sera toujours permis & libre à l'un & l'autre des deux Confederez, dans les pais & Havres de l'un & de l'autre des parties contractantes, à moins que celui dans le pais & Havres duquel lesdites levées, Louage, achapt, ou equipage seront demandés, n'en eut besoin lui même pour sa propre deffence, ou que pour quelque obstacle insurmontable on ne fut obligé de s'en excuser, & on sera obligé d'ajouter une entiere foi à la declaration d'excuse qu'on en fera.*

XXIV. Les parties contractantes rendront libres de tout leur pouvoir les passages, par Mer, par les rivieres

ANS de J. C. 1666.

Lande, elcks in sijn destrict respective wel ende naer behooren met alle mogelijckheydt moeten bevryen, ende veyligh houden je.ens alle ende een yegelijcken die de selve soude willen infesteren, ofte andersints bekommeren.

XXV. Voorts nemen haer Ho. Mog. aen by den *Keningh van Poolen*, alle krachtige ende efficacieuse officien aen te wenden, ten eynde sijne Koninghlijcke Majesteyt aen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt prestere 't gheene de selve wegens de Stadt *Elbingh* heeft versproocken, ende waer over haer Hoogh Mog. als *Guarandeurs* van beyde partyen sijn genomineert.

XXVI. Dese Alliantie sal van weghen den Staet der Geunieerde Provincien, als oock by sijne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt respective, gheapprobeert ende gheratificeert worden binnen den tijdt van *veerthien* daghen, naer 't besluyt ende onderteyckeninghe van desen, ofte eerder, soo sulcks eenichsints doenlijck is.

Volcht den inhoudt vande Procuratie voor de Heeren Gedeputeerden van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt.

WIR *Frederick Willem*, von Gottes Gnaden Marg-graef zu Brandenburg des Heyl Romischen Reichs Ertz-Camerer und Churfurst in Preussen, zu Magdeborg, Gulich, Cleve, Bergen, &c. urkunden und bekennen hiermit fur jedermanniglich, nachdem zwischen uns und denen Herren Staten Generalen der Vereinigten Nederlanden, nicht alle inwegen renovierung der zwischen uns und dem Staet vor diesem geschlossenen Alliantz, sondern auch wegen ferner zusammensettung und naherer vereinigung zu desension beederseits Etats und Landen eine zeither handlung gepflogen; Als habeo wir zu derselben völligen und entlichen schluz committirt und bevolmagtiget, die wolweerdigen, welgebornen, und hoog-gelarten unsere respective geheime und Clevise Regerings Rhate, ober Presidenten, und Clevische Vice-Cantzler Otto Vry-heer von Schwerijn, Herren zu Alten, Lantsberg und Sachan; Erb-kamerern unserer Churbrandenborg und Thombprobsten unserer Stifts Kirchen van Brandenborg, *Werner Willem Blaspiel, und Matthias Romswinckel*, Thun auch solches hiermit und in kraft dieses, und geven jets gemelten unseren ober Præsidenten und geheime Rhaten volkomene magt und gewaldt, vor angerechte Tractaten met obgedachte Herren Generael Staten Ghevolmachtigde zu vollenkommener perfection und rigtigen schlusz zu brengeo, allermassen wir alles was von ihnen dergestalt verhandlet, geschlossen, und unterschriben sein wirt, volliglich ratificiren, und genehm halten wolle. Zu urkunt haben wir diese volmagt eigenhandich unterschriben, und mit unseren Churfeurstliche in-Ziegel bekraftigen lassen. Soo geschen und gegeben zu Cleve den 12. Febr. 1666.

Voor de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mog.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den geenen die desen sullen sien ofte hooren lesen, saluyt: Doen te weten, dat wy genegen zijnde de voorgaende Tractaten van Alliantie ende Vriendschap met den Heere Keurvorst van Brandenborgh hier bevooren opgerecht niet alleen te vernieuwen, ende, is't mogelick, te corroboreren ende versteroken, nemaer oock een Tractaet van mutuele defensie ende assistentie aen te gaen, goet gevonden hebben aen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt af te veerdigen den Ed. gestrengen wijsen, voorsienigen Heer *Hieronymus van Beverningh* Gedeputeerde in onse Vergaderingh van wegen de Provincie van Hollant, &c. ende wetende dat deselve daer toe nodigh

ANS de J. C. 1666.

ree, & autres eaux, & même par terre, chacun dans son district respectivement & comme il est convenable, & les assureront contre tous ceux qui voudront les infester, ou autrement les empêcher.

XXV. En outre L. H. P. se chargent de faire tous les devoirs possibles & les plus efficaces auprès du Roy de Pologne afin que sa Royale Majesté effectuë envers sa Serenité Electorale ce qu'il a promis à l'égard de la Ville d'Elbing, & dont L. H. P. se sont rendus garants.

XXVI. Cette Alliance sera ratifiée par les Etats des Provinces-Unies, & par sa Serenité Electorale respectivement, dans le tems de quinze jours, après la conclusion & signature des presentes, ou plutôt, si la chose peut en quelque maniere être faisable.

Suit le Plein-pouvoir des Députez de sa Serenité Electorale.

NOUS *Frederic Guillaume par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Archi-Chambellan du St Empire Romain, & Electeur, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, &c. confessons & reconnoissons par ces presentes par devant tous que desirans nous & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, de renouveller non-seulement les Alliances qui ont cy-devant eté faites entre nous, mais de nous unir plus étroittement encore par une nouvelle, pour la deffence des Etats & pais des uns & des autres. C'est pourquoi nous avons dans ce dessein & pour la conclure commis & authorisé honorable & tres sçavant Seigneur Otton Baron de Schwerin, Seigneur d'Alten, Lantsberg & Sachan, nôtre Conseiller privé & de la Regence de Cleves, premier President & Vice-Chancelier dudit Cleves, Werner Guillaume Blaspiel, Chambellan hereditaire de nôtre Electorat de Brandebourg, & Matthias Romswinckel &c. Doyen de nôtre Eglise Cathedrale de Brandebourg, ausquels surnommez avons donné par ces presentes plein-pouvoir d'amener a perfection & juste conclusion les Traitez susdite, promettant de ratifier & avoir pour agreable tout ce que par iceux sera traité, conclu & signé, en témoin dequoy nous avons le present plein-pouvoir signé de nôtre main & iceluy confirmé de l'apposition de nôtre seau Electoral, Fait & donné à Cleves le 12. Février, 1665.*

Plein-pouvoir des Députez de L. H. P.

L*Es Etats Generaux des Provinces-Unies à tous ceux qui ces presentes verront ou orront, salut, sçavoir faisons, qu'étant enclins non-seulement de renouveller les precedens Traitez d'Alliance & d'amitié cy-devant faits avec le Seigneur Electeur de Brandebourg, & s'il est possible de les corroborer & affermir, mais aussi d'entrer en un nouveau Traité de deffence & d'assistence mutuelle, nous avons jugé à propos de depêcher vers sa Serenité Electorale, le noble Jerôme de Beverning, Deputé en nôtre Assemblée de la part de la Province de Hollande &c. Et sçachant qu'il a pour cet effect besoin de nôtre procuration speciale, & de nôtre plein pouvoir, authorité & mandement, pour ôter tous les soubçons qui pourroient naître à cet*

ANS de J. C. 1666.

heeft onse speciale Procuratie, volkomen macht, autoriteyt ende bevel om alle scrupulen, die des aengaende gemoveert souden mogen worden, wech te nemen, Soo ist, dat wy hem gegeven hebben, gelijck wy hem geven in krachte deses volkomen macht, autoriteyt ende speciael bevel, om de aengevangen Tractaten van Alliancie ende assistentie met Hooggemelde sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt finalijck te sluyten ende te tekenen, belovende sinceerlijck, oprechtelijck ende ter goeder trouwen te sullen houden voor aengenaem, vast, bondich ende van weerden, alle 't geene by den meergemelde Heer onse Gedeputeerde in deselve qualiteyt sal sijn gedaen, belooft, geconsenteert, ende geaccordeert, 't selve onverbreeckelijck nae te komen, te onderhouden ende observeren, sonder daer tegen nimmermeer yets te doen of te laeten gheschieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock soude mogen wesen, ende alles Ratificeren ende approberen, ende des noot sijnde daer van te verleenen en passeren brieven ende instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement ende genoegen vande meer hoog-gemelde Heere Keurvorst. Gegeven in den Hage onder onsen grooten Zegel en paraphure vande Heere præsiderende in onse Vergaderinge, .ende de signature van onsen Griffier op den *sevenden* Februarii *sestien hondert ses-en-sestigh.*

égard; Nous lui avons donné, comme nous lui donnons en vertu des presentes plein-pouvoir, authorité & mandement special pour conclure & signer les Traitez d'Alliance & d'Assistance avec sa susdite Serenité Electorale; Promettant sincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme & stable & de tenir pour valide, tout ce qui par nôtre dit deputé en ladite qualité, sera fait, promis, consenti & accordé & de l'observer & entretenir inviolablement, sans jamais rien faire ni permettre être fait allencontre directement, ou indirectement, en quelque maniere que ce puisse être & d'aprouver & ratifier le tout, & si besoin est d'en faire & passer lettres & instrumens en bonne forme, à l'entier contentement & parfaite satisfaction du susdit Seigneur Electeur. Donné à la Haye sous nôtre grand sceau & la paraphe du Seigneur President de nôtre Assemblée & la Signature de nôtre Greffier le septiéme Fevrier mil six cens soixante six.

ANS de J.C. 1666.

Aldus gedaen, geaccordeert ende gesloten onder de signature ende Pitsiers vande respective Heeren Gedeputeerden in de voorschreve procuratien vermelt. Tot Cleve den sesden Nieuwen st. ende den sestienden Februarii ouden stijl des jaers *sestien hondert ses-en-sestigh.* Was ondertekent.

Otto Vry-heer van Schwerin.	(L. S.)
Werner Wilhelm Blaspiel.	(L. S.)
Matthias Romswinckel.	(L. S.)
H. v. Beverningh.	(L. S.)

Ainsi fait, Accordé & Conclu sous la Signature & cachet respectifs des Seigneurs Deputez mentionnez dans lesdits Plein-pouvoirs. A Cleve le sixiéme nouveau stile, & le septiéme Fevrier vieux stile, de l'an mil six cens soixante six.

Otton Baron de Schwerin	(L. S.)
Werner Guillaume Blaspiel.	(L. S.)
Matthias Romswinckel.	(L. S.)
H. v. Berverning.	(L. S.)

Tractaet van een naerder Conjunctie ende verbintenisse tusschen den Doorluchtighsten Vorst ende Heere den Heer Keurvorst van Brandenburgh *ter eene, ende de Hoogh ende Mogende Heeren Staten Generael ter andere sijde.*

Traité de plus étroite Union & Alliance entre le Serenissime Prince & Seigneur Electeur de Brandebourg d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux d'autre part.

NAdien den Heere Keurvorst van *Brandenborg* aende eene, ende de Heeren *Staten Generael* der Vereenichde Nederlanden aen de andere sijde, behertricht ende rijpelijck overwogen hebben, de onrusten door de vyantlijcke invasie vande *Bisschop van Munster* in eenige vande Vereenigde Nederlantse Provintien aengevangen, als mede het voor oogen swevende gevaer dat dese Oorlochsvlammen, soo wanneerse niet haest souden worden gedempt, wel verders mochte uytbersten, ende niet alleen de aengrensende Landen, maer oock meer andere Potentaten in 't Christenrijck in eenen inextricablen ende oneyndelijcken Oorloch soude inwickelen ende alsoo een gruwelijck bloetbat veroorsaeken, ende dat sulcx alles de ruine van veele Landen en Luyden soude komen nae sich te slepen, SOO IST, dat sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ende haer Ho. Mog. om de voorschreve violentie af te weeren, de geinvadeerde Provintien weder te bevrijden, wederzyts Landen ende Luyden, ende voornamentlijck mede de *Westphalischen Creits*, daer by sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt van wegen het Hertoghdom van *Cleve*, Vorstendom *Minden*, ende Graefschappen van der *Marck* ende *Ravensbergh* so merckelijck is geinteresseert, nevens de voorschreve Provintien in goede securiteyt te stellen, ende aldus alle vordere besorghde onheylen voor te komen, niet noodigers noch expediters heb-

COmme le Seigneur Electeur de Brandebourg d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, d'autre part, ont meurement consideré les troubles causez par l'invasion de l'Evêque de Munster dans quelques unes des Provinces Unies, comme aussi le danger qu'on voit qui en proviendroit, si ces etincelles de Guerre n'etoient pas promptement éteintes, & qu'elles pourroient s'etendre bien plus loin, & que non seullement les pais voisins aussi mais plusieurs autres Potentats de la Chrétienté se trouveroient embarassez dans une guerre infinie qui causeroit une cruelle effusion de sang, & entraineroit plusieurs pais & peuples dans un desastre considerable. C'est pourquoi sa Serenité Electorale & leurs Hautes puissances pour repousser ladite violence, & remettre en liberté lesdites Provinces dans lesquelles ladite irruption a été faite, & les pais & Peuples de part & d'autre, & sur tout le Cercle de Westphalie où sa Serenité Electorale à cause de son Duché de Cleves, de la Principauté de Minden & les Comtez de la Marck & de Ravensberg est si interessée, ensemble pour mettre lesdits pais en sureté, & ainsi prevenir de plus grands malheurs, n'ont rien jugé de plus necessaire & de plus expedient, qu'en consequence des Alliances qu'ils ont fait entre eux successivement & l'amitié & l'assistence qu'ils se sont fait l'un à l'autre de tout tems, de s'unir encore plus étroitement dans cette conjoncture, & pour parvenir aux fins pro-posées

ANS de J.C. 1666.

hebben geoordelt te wesen, als ingevolge van hun successive verbiotenissen ende van oude tijden aen malkanderen gedaene Vrientschappen ende nabuyrlijcke assistentien sich by dese conjuncture wat nader te *conjungeren*, ende tot bereickinge van 't voorschreve salutair oogmerck gesamentlijck eenighe rechtmatige ende krachtdadige conditien ende middelen te adjusteren, ende in 't werck te stellen, ende is dienvolgens daer op tusschen den welwaerdigen, welgebooren Heere *Otto* Vryheer van *Schwerin*, Heere tot Alten, Lansbergh ende Sachan, Erf-kamerer vande Keur ende Marck *Brandenborgh*, ende Domproost vande Stifikercke tot Brandenborg, mitsgaders bestelder over President, geheyme ende Leenraet, oock Hooftman van haer Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt tot Oranjenburgh, als oock de Edele ende Hooghgeleerde Heeren *Werner Wilhelm Blaspiel*, geheyme, oock Clevische Marckfche Regerings ende Ampts Kamer-Raet, ende den Heere *Matthias Romswinckel* der Rechten Doctor, oock Clevische ende Marckfche regeerings-Raet, ende Vice-Cancelier, ende den Edelen, Gestrengen, Wijsen, Voorsichtigen Heer *Hieronymus van Beverningh*, Gedeputeerde inde Vergaderingh van haer Ho. Mog. van wegen de Provincie van Hollant ende West-vrieslant, in krachte van hare respective Procuratien, in den name van hare wedersijts hooge Heeren Principalen, ende op derselver goet vinden ende aggreatie geconvenieert ende versproocken wert mitsdesen.

I. Eerstelijck, dat om te verkrijgen de voorschreve heylsame inteotie, ende de ghemelde Bisschop van *Munster*, mitsgaders alle de geene de welcke den selven souden mogen *adhareren*, alle motiven ende occasien te benemen vao dese verbintenisse te calangeren, ende door de continuatie van desen onlijdelijcken Oorlogh den algemeenen Vreede in het Roomsche Rijck ende dese Vereenighde Provincien wijders te turberen, ende daer door alle Christen Potentaten tegens malkanderen te exciteeren, het sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt op desselfs vorstel vry sal staen alle mogelijcke devoiren aen te wenden, soo wel voor zich selfs, als mede door de cooperatie van sijn Roomsche Keyserlijcke Majesteyt ende eenige Stenden des Roomschen Rijcx, omme den Bisschop van *Munster voor die Ratificatie* vao dit Tractaet, op soodanige reedelijcke conditien als dees aengaende albereyts sijn geconcerteert, of noch verder met gemeen concert getroffen souden mogen werden, tot afstant van sijn voorschreve voornemen te disponeren.

II. Ende dat by aldien, boven vermoedeo, de voorschreve Bisschop soodanige conditien aeo te nemen ende te voltrecken soude mogen difficulteren, sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt als dan datelijck nae de uytgewisselte Ratificatien door de macht van Wapenen tot reeden sal helpen brenghen den Heere Bisschop, mitsgaders alle de geenen dewelcke den selven soude mogen *adhareren*, of directelijck, of indirectelijck met *volck*, *gelt*, *of eenige andere middelen* soude mogen helpen styven, ofte de partye voor hem aennemen; soo nochtans dat sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt niet wil verbonden sijn, om ter dier oorsaeck elders ende buyten de occasie, ende den aenkleve van desen Oorloch met de voorschreve *adharenten*, ende *adsistenten* van de voornoemde Heere Bisschop particulierlijck te moeten breecken.

III. Tot welcken eynde sijn Keurvorstel. Doorluchtigheyt vao nu af aen op 't spoedigste sal lichten ende by een brengen een Armée van *vier duysent* Peerden, ende *acht duysent* mannen te voet, dewelcke sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt in soo veele Regimenten sal verdeelen, als hy sulx sal goetvinden, ende in plaetse van *vijfhondert Peerden* ende *duysent mannen te voet*, *vyfthien hondert Dragonners* sal mogen aennemen.

IV. Ende sal sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt vao nu af aen sonder eenigen uytstel sijn Troupes,

posées pour un but si salutaire de convenir de quelques conditions & moyens puissans, & de les mettre en effect. En consequence de quoi l'honorable Seigneur Otton Baron de Swerin Seigneur d'Alten Lansberg & Sachan Chanbellan hereditaire de l'Electorat & Marquisat de Brandebourg, & Doyen de l'Eglise Cathedrale de Brandebourg, comme aussi premier President, Conseiller privé, Gouverneur pour sa Sereaité Electerale à Orangebourg; Ensemble le noble & savant Seigneur Werner Guillaume Blaspiel Conseiller privé & de la Regence de Cleve & de Marck, & le Sieur Matthias Romswinckel Docteur en Droit, aussi Conseiller de la Regence de Cleves & de Marck, & Vice Chancelier; Et le Noble, Discret, Sage & prudent Seigneur Jerome de Beverning Deputé dans l'Assemblée de L. H. P de la part de la Province de Hollande & de West-Frise, en vertu de leurs plein-pouvoirs respectifs & au nom des Seigneurs leurs Principaux de part & d'autre & sous leur bon plaisir & agrément, sont convenus par ces presentes.

I. Premierement, que pour effectuer une intention si bonne & empêcher le susdit Evêque de Munster, ensemble tous ceux qui voudroient être ses adherens, de rendre cette Alliance vaine, & de troubler la paix de l'Empire & de ces Provinces-Unies par la continuation de cette insupportable Guerre; Et exciter par là tous les Potentats Chrétiens les uns contre les autres, il sera loisible à sa Serenité Electorale dans ce dessein de faire tous les devoirs possibles, tant par lui que par l'aide de sa Majesté Imperiale & quelques Etats de l'Empire de porter l'Evêque de Munster, & avant la Ratification de ce Traité, à se desister des susdites entreprises, à des conditions raisonnables, comme celles qui ont déja été concertées à cet égard.

II. Et si ledit Evêque fait difficulté d'accepter lesdites conditions, sadite Serenité Electorale, aidera aussitôt aprés l'echange des Ratifications à mettre par la force des armes ledit Evêque à la raison, ensemble tous ceux qai voudroient prendre son parti ou qui voudroient l'assister, de troupes, argent ou de quelques autres moyens; En sorte pourtant que sa Serenité Electorale ne veut pas être tenue, pour d'autre sujet & dans d'autres occasions, & excepté dans cette Guerre, de rompre avec lesdits adherans & assistans du susdit Evêque.

III. Auxquelles fins sa Serenité Electerale dés à present levera au plutôt & assemblera une Armée de quatre mil chevaux & de huit mil hommes de pied, lesquels sa Serenité Electorale partagera en autant de Regiments qu'il jugera à propos, & qu'il pourra prendre quinze cens Dragons au lieu de cinq cens chevaux & mil hommes de pied.

IV. Et fera sa Ser. Electer. marcher dés à present & sans delay aux fins susdites ses troupes qu'il a déja en

ANS d. J.C. 1666.

dewelcke by albereyts by den anderen heeft, ten voorschreve eynde naer syne Hertoghdommen van *Cleef* ende *Minden*, mitsgaders sijne Graefschappen van der *Marck* ende *Ravensberg* doen marcheren, om aldaer gelogeert ende ingequartiert te worden.

V. So haest de voorsz albereyts geworven en de by de hant welende Troupes op het te arresteren rendevous sullen aengekomen zijn, sullen de selve aenstonts en op aennemingе van syne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt werden gemonstert by Commissarisen van wedersijts hooge partyen daer toe te nomineren, ende sullen van dien dagh werden betaelt en onderhouden d'eene helft tot laste van haer Ho. Mog. en d'andere helft tot laste van sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt, soo als hier nae is geconditioneert.

VI. Om de resteerende *Peerden* ende mannen te *voet* ten getalle van *twaelf duysent* oock paraet te doen werden, ende by een te brengen, als andere onkosten daer omtrent vallende, sullen haer Ho. Mog. in haeren gelde furneren ende opbrengen een Somme van *hondert-en-sestigh duysent Rijcxdaelders*, of *vier hondert duysent* guldens Hollants, ende deselve aen sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt betaelen met *tachtich duysent* Rijcxdaelders, of *twee hondert duysent* guldens Hollants, binnen den tijdt van *veerthien* daegen nae 't sluyten deses, ende de andere *tachtich duysent* Rijxdaelders, of *twee hondert duysent* guldens Hollants binnen die naeste *veerthien* daegen daer aen volgende, Soo dat inde tijt van *vier* weecken nae 't sluyten deses die *Werfgelderen* sullen sijn voldaen; voor welcke Somme sijn Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt sich dan oock obligeert de voorschreve Ruyteren ende Knechten wel ghemonteert ende wel ghewapent by een te brenghen.

VII. Oock neemt sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt aen de vordere wervinge soodanich voort te setten, dat de voorschreve resterende *Peerden* ende *Voetknechten*, ofte *Dragonders* binnen den tijdt van *twee* Maenden nae uyttellinge vande voorschreve gelderen, of eerder so doenlijck is, effective compleet te zyn; wanneer, deselve aenstonts inde voorschreve *Cleefsche*, *Mindische*, *Marcksche*, ende *Ravensberghsche* Landen naest aen 't Stift van *Munster* gelegen op aenmaninghe van sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt; als vooren, sullen werden gemonstert, ende het onderhout daer van op den voet als voorschreve is sal beginnen te loopen, te weten d'eene helft tot laste van haer Ho. Mog. ende d'ander helft tot laste van sijne Ceurvorstel. Doorluchtigheyt, en dan voorts naer gelegentheyt werden gebracht daer het met onderlingh concert dienstich sal gevonden worden.

VIII. De voorschreve Militie sal worden gerediggeert in soo veel Regimenten te *peert* ende te *voet* ofte *Dragonners* als voorschreve, soo als sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt sulcx sal goet vinden; ende sullen haer Ho. Mo. voor de helfte vande Tractementen, ten behoeve van de *Collonellen*, Luytenant *Collonellen*, *Majoors*, *Quartiermeesters*, ende *Provoosten* van de Regimenten, dewelcke sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt sal nodigh ende dienstich achten over de voorschreve Trouppes te stellen, alle Maent aen sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt binnen Cleve ofte Amsterdam als voorschreve is doen tellen de Somme van *veertien hondert acht en veertigh* Rijxdaelders, ofte *drie duysent ses hondert twintich* guldens Hollants, des en sullen aende selve geen andere onkosten, 't zy van *Wagens*, *Karren*, *ofte Peerden* op de optochten ofte andersints geleden of gevalideert worden.

IX. Ende sal sijne Ceurvorstel. Doorl. voor gesey-de Trouppes van *ses duysent* mannen tot Soldye ter Maent trecken ter plaetse voorschreve noch een Somme van *vijf-en-dertigh duysent vier hondert ses-en-tachtich* Rijcxdaeld. *vyf-en-dertigh stuyvers*, ofte *acht-en-tachtich duysent seven hondert sesthien* guldens *vijfthien* stuyvers Hollants, ofte volgens die ordre ende betalingh

corps pour se rendre dans les Duchez de Cleves & Minden, ensemble dans ses Comtez de la Marck & des Ravensberg, pour y être mis en quartier.

V. Aussitôt que les troupes déja levées & qui sont prêtes seront arrivées au rendez-vous, il en sera aussitôt fait revuë sur le mandement de sa Serenité Electorale, par des Commissaires qui seront nommez par les deux parties, & seront payées de ce jour là & entretenues, la moitié par L. H. P. & l'autre moitié par sa Serenité Electorale, de la maniere qu'il est convenu cy-aprés.

VI. Pour rendre lesdites Troupes tant de Cavallerie que d'Infanterie complettes jusques au nombre de douze mil hommes, & les faire assembler, comme aussi pour subvenir aux autres frais qu'il faudra faire à cet égard, L. H. P. fourniront en argent comptant une somme de cent & soixante mil Risdales, ou quatre cens mil livres monoye de Hollande, & les payerent à sa Serenité Electorale par le moyen de quatre vingt mil risdales ou deux cens mil livres monoye de Hollande dans le tems de quatorze jours apres la conclusion des presentes, & les autres quatre vingt mil risdales, ou deux cens mil livres monnoye de Hollande dans les quatorze autres jours suivans; ensorte que quatre semaines aprés la conclusion des presentes l'argent desdites levées sera payé, pour laquelle somme sa Serenité Electorale s'oblige aussi de son côté d'assembler lesdites Cavalerie & Infanterie bien équipez & bien-armez.

VII. Sa Serenité Electorale s'engage aussi semblablement de travailler au reste desdites levées, que le reste desdites Cavallerie & Infanterie ou Dragons, sera complet dans le tems de deux mois aprés que le susdit argent aura été compté, ou plûtôt, si faire se peut, & alors elles seront passées aussitôt en revuë dans le susdit pais de Cleves, Minden, Marck ou Ravensberg, prés de l'Evêché de Munster sur le mandement de sa Serenité Electorale, comme dessus, & l'entretien d'icelles commencera, comme dit est, à courir, sçavoir la moitié à la charge de L. H. P. & l'autre moitié à la charge de sa Serenité Electorale, & seront ensuite conduites où d'un commun concert, il sera trouvé necessaire suivant l'occasion.

VIII. Lesdites troupes, seront comme il est dit cy-dessus, reduites en autant de Regimens, de Cavalerie & d'Infanterie, & de Dragons, que sa Serenité Electorale jugera à propos, & L. H. P. feront compter tous les mois à sa Serenité Electorale dans Cleves ou Amsterdam, comme dit est, la somme de quatorze cens quarante risdales, ou trois mil six cens vingt livres monoye de Hollande pour la moitié des gages des Collonels, Lieutenants, Colonels, Maiors, Quartiermaîtres, & Prevôts des Regimens, lesquels sa Serenité Electorale créera sur lesdites troupes, selon qu'elle le jugera necessaire & utile, moyennant quoy L. H. P. ne seront tenues d'aucuns autres frais, soit de chariots, charettes ou chevaux pour les marches ou autrement.

IX. Et sa Serenité Electorale tirera par mois pour solde de six mil hommes desdites troupes au lieu susdit encore une somme de trente cinq mil quatre cens quatre vingts & huit risdales trente cinq sous, ou quatre vingts & huit mil sept cens seize livres quinze sous monoye de Hollande de L. H. P. ou autant moins, selon l'ordre & payement, à proportion de ce que lesdites

ANS de J.C. 1666. talingh van haer Ho. Mog. naer proportie soo veel min als by de monsteringe minder getal van Peerden ende Voetknechten of Dragonners sullen bevonden werden.

X. Ende sullen de penningen gerequireert tot voorschreve onderhout ter concurrentie van de voorschreve albereyts geworvene in staet ende by de hant sijnde Trouppes, ende van die geene, die noch tot completeringe van d'voorschreve *twaelf duysent* man te peert ende te voet gelicht sullen werden, te weten een Maent Solts paratelijck betalen ten dage van yder van de voorschreve te doene monsteringh, ende daer me voorts van tijt tot tijt alle loopende Maenden, mitsgaders oock ten behoeve van de Collonellen, Luytenants *Collonels*, ende *Majoors*, *Quartiermeesters*, ende *Provoosten* van weegen haer Ho. Mog, als boven precifelijck ende prompt in baren gelde werden versorcht, in handen van de geenen die sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt daer toe sal authoriseeren, dewelcke dan voorts de particuliere betaelinge sal nemen ende neemt mits desen tot desselfs laste, soodanigh dat haer Ho. Mog. noyt van eenige Oversten, ofte andere hooge ofte lage Officieren, Ruyteren ende Soldaten over eenige wanbetaelinge sullen mogen aengesprocken worden, ofte daer voor by yemant convenibel sijn.

XI. Ende wert daer benevens oock van nu af aen verstaen ende vast gestelt, dat de voorschreve Troupen by provisie sullen onderhouden werden, ende by een blijven voor een tijt van *vier* loopende Maenden, te reeckenen van den dach af van de eerste respective monsteringen, schoon het gebeuren mochte, dat de redenen en occasien quamen te cesseren daer over deselve by een getrocken sijn, daer van hier nae sal geseyt worden, ende dat dienvolgens de voorschreve uyt geloofde subsidien ofte penningen van onderhout, oock voor den selven tijt sullen moeten vast blijven; tot welckers prestatie haer Ho. Mog. haer dan by desen obligeren; ende soo wanneer binnen den voorschreve tijt van *vier maenden* te weten; in de *eerste*, *tweede*, ofte *derde* maent de vreede quam te volgen, soo blijven nochtans de *subsidien* voor de *volle vier* maenden vast staen; maer by aldien naer omloop van *drie* maenden, ende over sulcks in de laetste *vierde* Maent de Vreede mochte werden gesloten ende geratificeert, belooven haer Ho. Mog. op den voorigen voet noch een maent ende over sulx te samen *vyf* maenden solts te betaelen.

XII. Ende of het gebeurde, gelijck te wenschen was, dat sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt volgens het *eerste* Artijckel op die geconcerteerde conditien noch voor of by de Ratificatie van dit Tractaet, ofte oock kort daer op den vreede konde helpen te weege brengen, soo belooven haer Ho. Mog. aen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt de voorschreve werfgelden, voor soo veel daer van noch mochte resteeren, nevens de subsidien van de *vier* maenden inde voorschreve *acht* ende *negen* ende inde volgende *vyftienste* Artickelen geexprimeert, evenwel goet te doen, niet tegenstaende de belofde Troupes van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt noch niet en souden mogen sijn gemonstert, ofte ten vollen geworven ende gecompleteert.

XIII. Maer soo wanneer de *vreede* binnen den voorschreven tijt van *vier* maenden niet en konde werden getroffen, ende dienvolgens sijn Keurvorstl Doorluchtigheyt soude geobligeert wesen sijne Troupes *ad twaelf duysent* man noch verder in dienst te continueren, soo sullen ende willen haer Ho. Mog. de voorschreve subsidien voor noch andere *vier maenden* continueren, gelijck sulx in soodanigen cas van nu af aen wort vast gestelt, ten ware dat de gesamentlijcke hooge parthyen beyderfijts goet vonden ondertusschen anders daer op te verdragen. Ende in cas de geseyde *Vreede* oock in dese andere *vier maenden* niet quame te volgen,

lesdites troupes se trouveront monter par la revuë qui se- ANS
ra faite desdites Cavalerie, Infanterie, & dragons. de J.C. 1666.

X. Et les deniers requis pour le susdit entretien à la concurrence des troupes déja levées & des autres qui le seront encore pour rendre ledit nombre de douze mil hommes complet, seront payez par L. H. P. le jour de chaque revuë qui s'en fera, ensemble ceux des Colonels, Lieutenants Colonels, Majors, Quartiers-Maistres & Prevosts, comme dit est, & ensuite de mois en mois, & ce precisément en argent comptant entre les mains de ceux que sa Serenité Electorale autorisera, laquelle en aprés prendra les payemens particuliers à sa charge, en sorte que L. H. P. n'en puissent jamais être recherchés par aucun haut ni bas Officier, Cavalier, & Soldats, ni faute de payement être mis en action pour ce sujet.

XI. Et est convenu & arrêté dés à present comme pour lors que lesdites troupes seront par provision entretenuës, & demeureront jointes, pour le tems de quatre mois courans, à compter du jour de la premiere revuë respective; encore qu'il arrivât que les raisons & occasions, pour lesquelles elles se sont assemblées dont il sera parlé cy-aprés vinssent à cesser, & qu'en consequence les susdits subsides ou deniers promis pour l'entretien, demeureront fixes pour ledit tems, à quoy faire L. H. P. s'obligent par ces presentes, & s'il arrivoit que dans ledit tems de quatre mois, sçavoir dans le premier, second ou troiziéme mois la Paix vint à se faire, les subsides pour les quatre mois demeureront néanmoins assurez, mais si aprés les trois mois expirez, & ainsi dans le quatriéme mois, la paix venoit à être concluë & ratifiée L. H. P. permettent d'en payer encore un par dessus, & ainsi ensemble cinq.

XII. Et s'il arrivoit comme il seroit à souhaiter, que sa Serenité Electorale, suivant l'article premier pûe aux conditions convenuës procurer la paix devant la ratification de ce Traité, & même peu aprés L. H. P. promettent néanmoins à sa Serenité Electorale de lui faire bon les susdits deniers de levées pour ce qui en poura rester, ensemble les subsides de quatre mois exprimez dans les huit & neuf articles & dans le quinziéme ensuivant, encore que les troupes promises par sa Serenité Electorale n'eussent pas encore passé en revuë, ou qu'elles ne fussent pas encore entierement levées & completes.

XIII. Mais si la Paix ne vient pas à être faite dans le susdit tems de quatre mois, & qu'en consequence sa Serenité Electorale fut obligée de continuer de faire servir lesdites troupes montant à douze mil hommes, L. H. P. continueront ledit subside pour quatre autres mois, comme cela est arrêté dés à present comme pour lors, à moins que les deux parties ne jugeassent à propos d'en convenir autrement. Et au cas que la paix ne vienne pas non plus à se faire dans lesdits quatre autres mois, sa Serenité Electorale & L. H. P. conviendront & en traiteront avant l'expiration desdits quatre mois

sur

ANS de J.C. 1666.

volgen, sullen ende willen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ende haer Ho. Mog. voor de expiratie van de selve nae eysch van saecken nader met den anderen over de continuatie van de voorschreve Troupes handelen; maer soo de Vrede inde laetste maent van dese *vier* andere maenden mochte worden geslooten, sullen ende willen haer Ho. Mog. de subsidien in plaets van *vier* maenden gelijck voorschreve is, voor *vyf* maenden goet doen, soo als hiet van Artijckel *elf* ten regarde van de eerste *vier* maenden is geconveniecert.

XIV. Het sal wedersijts ende met onderlinge communicatie vry staen, alle de voorschreve Troupes sonder onderscheyt separaet ende te gelijck na gelegentheyt van tijden te doen inspecteeren ende te doen monsteren, om van 't getal der Ruyteren ende Knechten oock van derselver monture ende Wapenen te konnen verseeckert sijn, ende sullen de hooge Officieren, Ritmeesters ende Capiteynen gehouden wesen ten alleo tijden daer omtrent te obedieren aende ordres de welcke daer toe sullen gegeven worden.

XV. Tot de voorschreve Armée sal gevoegt worden een train van Artillerie, dewelcke nae de groote ende macht van deselve soodanich sal worden geproportioneert, dat daer toe sullen worden gebruyckt.

2. Mortiers.
2. halve Cartowen.
4. Stucken van 12. pondt.
6 Stucken van 8. pondt.
20 Stucken van 3 à 4 pondt.

Kogels.

200 ad	24 pondt.	48 Centner.
400 ad	12 pondt.	48 Centner.
600 ad	6 pondt.	36 Centner.
2000 ad	4 pondt.	80 Centner.
		212 Centner.

100 ad 60 }
100 ad 40 } 100 Centner Granaden met soo veel Buskruydt als daer toe van nooden is.

Tegens een pondt kogels, anderhalf pondt Buskruydt gereeckent —— 106 Centner Buskruyt voor 't Canon.

Op 8000 man op yeder 2 pondt gereeckent —— 106 Centn. Buskruit voor de Soldaten.

Ende tegens een pondt kruyt twee pondt loot 320 Centn. loot of Musquet-kogels.

Ende dat oock daer by sullen worden gevoeght de nodige ende gerequireerde hooge ende lage Officieren, als namentlijck:

Bediende tot dese Artillerye geborende.

1 Collonel.
1 Majoor.
2 Capiteynen.
2 Luytenants.
4 Stuck-jonckers.
1 Predicant.
1 Veldscheerder.
2 Vuyrwerckers met haer Volck.
24 Constapels.
1 Brughmeester met sijn Volck.
1 Mineur met sijn Volck.
1 Petardier met sijn Volck.
1 Schmidt met sijn Volck.
1 Rademaecker met sijn Volck.
1 Sadelmaecker met sijn Volck.
2 Wechbereyders.
2 Scherm-meesters.
1 Stal-meester.
1 Schryver.
80 Hantlangers by 't Kanon, te weten vier by een Kartow,

sur la continuation desdites troupes; Mais si la Paix vient à se conclure dans le dernier des susdits quatre autres mois, L. H. P. au lieu de quatre mois, comme il est dit en payeront cinq, comme il est icy convenu par l'article 11. à l'égard des quatre premiers mois.

ANS de J.C. 1666.

XIV. Il sera de part & d'autre & avec communication reciproque, loisible de faire faire reveue de toutes les troupes ensemble ou separement selon l'occurrence des tems, pour être certain du nombre, de la monture & des armes de la Cavalerie & de l'infanterie, & les Haute Officiers & Capitaines de Cavalerie & d'infanterie seront obligez d'obéir aux ordres qui seront donnés à cet égard.

XV. On joindra à ladite armée, un train d'Artillerie laquelle sera proportionnée à sa grandeur & à sa force, & on se servira.

2 *Mortiers*
2 *demie Carton.*
4 *pieces de 12. livres de balle.*
6 *pieces de 8. livres de balle.*
20 *pieces de 3 à 4 livres de balle.*

Boulets.

200 *a*	24 *livres*	48 *C.*
400 *a*	12 *livree*	48 *C.*
600 *a*	6 *livres*	36 *C.*
2000 *a*	4 *livres*	80 *C.*
		212 *C.*

100 *a* 60 }
100 *a* 40 } 100. *C. Grenades avec autant de poudre qu'il en est besoin.*

Pour une livre de boullets une demie livre de poudre monte à 106 *C. poudre pour le Canon.*

Sur 8000. *hommes à chacun* 2. *livres montant à* 106 *C. poudre pour les soldats.*

Et pour une livre de poudre deux livres de plomb 320 *C. plomb & balle de mousquet.*

Et que l'on y joindra les Haute & bas Officiers à ce requis, à sçavoir;

Officiers pour ladite Artillerie.

1 *Colonel.*
1 *Major.*
2 *Capitaines.*
2 *Lieutenants.*
4 *Enseignes d'Artillerie.*
1 *Ministre.*
1 *Chirurgien Major*
2 *Artificiers avec leure gens.*
24 *Canoniers.*
1 *Pontenier, avec ses Gens.*
1 *Mineur avec ses Gens.*
1 *Petardier avec ses Gens.*
1 *Maréchal avec ses Gens.*
1 *Charon avec see Gens.*
1 *Sellier avec see Gens.*
2 *Pionniers pour les chemins.*
1 *Maitre d'Armes,*
1 *Escuyer.*
1 *Escrivain.*
80 *Garçons servans au Canon, sçavoir 4 pour les Car-*

ANS de J. C. 1666.

Kartouw, ende elck Stuck van 12. pont, ende voor de rest by elck Stuck twee.

Eenige Piomers.

*Affuytmaeckers met haer volck.

Ende sal sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt van nu afaen, immers aenstonts nae het sluyten deses die voorsieninge doen ende die nodige ordre stellen, dat alle de voorschreve Artillerie met de peerden, wagens, karren ? ende ander *attirail* daer toe gherequireert, oock hooge ende lage Officieren vanden train by de handt sijn inde Steden ende Plaetsen van dessels *Cleefsche*, *Mindische*, *Marckische* ende *Ravensbergsche* Landen, naest aen het Stift van *Munster* gelegen ende deselve aenstonts ende sonder uytstel gebruycken daer het van noden sal sijn. Des sullen haer Ho. Mog. soo haest de voorschreve *Artillerye ende* d'Officieren van deselve sullen nagesien ende gemonstert sijn, tot verval vande onkosten daer toe gerequireert, mitsgaders tot de betalinge van de hooge Tractementen van de Generaels Persoonen, de welcke boven de Colonels van de Regimenten sullen moeten aengestelt ende gebruyckt worden, alle loopende maenden aen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt betaelen de Somme van *acht duysent negen hondert vyf* Rijcksdaelders *vijftien* stuyvers, of *twee-en-twintigh duysent twee hondert drie en sestigh* Guldens *twaelf* stuyvers Hollants gelt, op conditie dat deselve daer mede van alle namaninge sullen bevryt sijn, gelijck hier vorens Artijckel *thien* geseydt is.

XVI. De voorschreve militie te Peerdt ende te voet soodanigh geworven ende by een gebracht sijnde, sullen de hoog-gedachte hooge en lage Officieren oock alle de Ruyteren ende Knechten nevens het doen van de monsteringe ghebracht werden onder een solemnelen *Eedt*, by de welcke sy sullen belooven gehouw ende getrouw te sijn aen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt, ende haer te laten gebruycken in alle occasien daer toe sy van weghen de selve sullen ghesonden ende ge-employeert werden. Met desen verstande, dat in cas het quame te gebeuren, dat de voorschreve Troupen in 't geheel ofte ten deele mochten gebracht worden binnen het territoir ende op den bodem van haer Ho. Mog., om aldaer te ageren, ofte andersints ten gemeenen dienste ghebruyckt te werden, in sulcken ghevalle sullen oock alle de voorschreve hooge ende lage Officieren, mitsgaders alle de Ruyteren ende Knechten gehouden sijn te doen den selven *Eedt*, ten behoeve van haer Ho. Mog. in handen van den Commissaris, de welcke haer Ho. Mog. daer toe sullen willen ordonneren, ende dat zy aen den *Eedt* sullen verbonden sijn ende blijven, soo lange sy op den voorsz bodem ende binnen het voorschreeve Territoir gebruyckt worden; Gelijck mede reciproquelijck in cas dat het quame te gebeuren, dat haer Hoogh Mogende souden goedt vinden een ghedeelte van haer Hoogh Mogende militie te detascheren, ende te doen conjungeren met dese voorschreve Troupes, ende dat met die gheconjungeerde militie soude moeten worden geageert binnen het territoir, ende open bodem van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt. Sullen oock die gedetascheerde Troupen van haer Ho. Mog. gehouden sijn, te doen den selven *Eedt* ten behoeve van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt, ende dat zy aen dien *Eedt* sullen verbonden sijn ende blijven soo lange sy op den bodem, ende binnen het voorsz territoir gebruyckt worden.

XVII. Het opper-gesach ende commandement van de *twaelf duysent* man in desen Tractate vermelt, sal sijn ende blijven aen de Persoonen van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt, ende sal sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt belooven ende aennemen gelijck de selve belooft ende aenneemt by desen alle de selve Troupen, gedoyrende den tijdt ende de occasie van dese conventie agerende, precise ende strictelijck daer toe te sullen houden, dat zy met

Carrons & chaque piece de 12. livres & pour le reste pour chaque piece deux.

Quelques Pionniers.

Faiseurs d'affuts avec ses gens.

Et sa Serenité Electorale dès à present comme pour lors, du moins aussitôt apres la conclusion des presentes, donnera les ordres necessaires que toute la susdite artillerie, avec les chevaux, chariots, charettes, & autre attirail à ce requis, comme aussi les Hauts & bas Officiers du train soient prêts dans les Villes & Places des païs de Cleves, Minden, Marche, & Ravensberg prés de l'Evêché de Munster, afin qu'on s'en puisse servir aussi tôt où & à quoi il sera necessaire. Moyennant quoi L. H. P aussitôt que la susdite Artillerie & les Officiers d'icelle auront passé en revenë, payeront pour les frais à ce requis, ensemble pour les gages des Officiers Généraux qu'il faudra établir au dessus des Colonels des Regiments, tous les mois à sa Serenité Electorale la somme de huit mil neuf cens cinq Risdales, quinze sous, ou vingt deux mil deux cens soixante & trois livres douze sous monoye de Hollande, a condition que moyennant cela L. H. P. seront exemptes de toutes recherches, comme il est ci-dessus Article dixiéme.

XVI. Lesdites Troupes de Cavalerie & d'Infanterie étant ainsi levées & rassemblées lesdits hauts & Bas-Officiers aussi bien que les Cavaliers & Soldats lors de la revenë preteront leur serment solemnel, par lequel ils jureront d'être fideles à sa Serenité Electorale, & de servir dans toutes les occasion, où elle voudra les employer; bien entendu que s'il arrivoit, que lesdites troupes fussent amenées en tout ou en partie dans le territoire ou sur les frontieres de L. H. P. pour y agir, ou autrement être employées au service commun, en ce cas lesdits hauts & bas Officiers, ensemble les Cavaliers & Soldats prêteront leur serment au proffit de L. H. P. entre les mains des Commissaires, que L. H. P. voudront commettre à cet effect, & qu'ils demeureront liez par leur serment tant qu'ils demeureront sur lesdites frontieres, ou dans le territoire susdit. Comme aussi pareillement s'il arrivoit que L. H. P. trouvassent à propos de detâcher une partie de leurs troupes & de les faire joindre aux susdites troupes, & qu'il fallut qu'elles agissent avec lesdites troupes detachées sur le territoire ou les frontieres de sa Serenité Electorale, lesdites troupes detachées de L. H. P. seront aussi tenuës, de preter le même serment au proffit de sa Serenité Electerale, & qu'ils seront engagez par ce serment tant qu'ils demeureront sur les frontieres & dans le territoire.

XVII. Le Commandement en chef sur lesdits douze mil hommes mentionnez en ce Traité sera & demeurera en la personne de sa Serenité Electerale, & sa Serenité Electoral s'engagera comme elle s'engage par ces presentes que pendant tout le tems de cette convention, elle fera agir lesdites troupes, si precisément & si exactement, qu'en toutes rencontres & occasion elle les fera servir avec toute obeïssance & fidelité, sans distinction tant dans les affaires qui regarderont l'interêt & le

ANS de J. C. 1666.

alle gehoorsaemheydt ende getrouwigheydt in alle voorvallende occasien haer sullen laten gebruycken, sonder onderscheydt, soo wel in saecken ende ghelegentheden, de welcke het interest en het beste van haer Ho. Mog concerneren, als die het interest, ende beste concerneren van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt. Ende sal de functie van *Generael* van deselve Troupen onder sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt bekleedt worden by den welgebooren, geheymen Krijghs-raedt ende Generael Velt-Maerschalck *Otto Christophel* Vry-heer van *Sparre*, welcke van den beginne aen ende stracks naer de gedane monsteringe den *Eedt* van getrouwigheyt sal af leggen aen sijne Keuwvorstelijcke Doorluchtigheyt, ende oock belooven ten behoeve van haer Ho. Mog. by een reversael met zyn onderteeckeninge ende Pitzier bekrachtight, dat hy al d'ingredienten van dit Tractaet getrouwelijck sal executeren, ende dat hy sich precise naer den teneur van 't selve sal reguleren. Ende sullen voorts alle militaire actien alvooren moeten beleydt ende gheadjusteert werden met een gemeen concert tusschen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ende haer Ho. Mog. of den genen, de welcke haer Ho. Mog. daer toe sullen willen volmachtigen, ende oock met dese expresse conditie, dat, in cas de voorschreve Troupes souden moeten gebruyckt worden, om te ageren tot desensie van de Steden ende Landen aen haer Ho. Mog. compererende, of met derselver Guarnisoen beset, in sulcken gevalle d'opinien ende sentimenten van haer Ho. Mog. ende van derselver Volmachtighden ten besten van hare Steden ende Landen sullen ghevolght worden, ende omtrent die deliberatien prevaleren: Ende wederom dat die opinie, ende sentimenten van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt, sullen prevaleren ende gevolght worden in alle voorvallen, de welcke sullen concerneren de defensie van de Steden ende Landen van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt. Des is oock expressselijck verstaen dat wanneer de voorschreve Troupes in 't geheel ofte ten deele souden komen t'ageren op den bodem ende in het territoir van haer Ho. Mog. het voorschreve opper-commandement in het geven van het woordt, ende in alle andere generale ordres wel sal blijven aen sijn Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt, soo wanneer de selve in Persoon de Voorschreve Troupes sal willen commanderen, maer als sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt het voorsz opper-commandement in persoon niet sal willen exerceren, dat het opper-gesach in 't geven van 't *woordt*, ende in alle andere generale ordres dan sal sijn by de Generael van de Troupes van *haer H. Mog*, mits dat den Generael over haer Ho. Mog. Troupes te employeren, hebbe commissie ende authorisatie omme de selve *en Chef* te commanderen, ghelijck het oock aen de zijde van haer Ho. Mog. alsoo sal werden gehouden, wanneer hare Troupen in 't ghcheel ofte ten deele souden komen te ageren op den bodem, ende in 't territoir van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt.

XVIII. De respective Generaels, ofte Opperhoofden ende Commandanten sullen over al de Justitie over die haer aen vertroude Troupen sonder eenighe ingreep ofte hinder administreren.

XIX. Ingevalle sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt voor desselfs hooge persoon in eenige sijner Plaetsen met haer Ho. Mog. Guarnisoenen beset soude komen, sal de selve sijn Lijf-guarde te Peert, bestaende in *twee honderd* Peerden of daer beneden mogen by sich houden, doch sal de selve geen ander tocht ofte wacht hebben te doen, als ontrent sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyts Persoon, veel min eenichsints ghebruyckt werden tot yets, 't welck tot prejudicie van de bewaringe ende besettinge der voorschreve plaetsen, met haer Ho. Mog. Guarnisoenen beset, eenichsints soude konnen strecken.

XX. Sij-

ANS de J.C. 1666.

bien de leurs Hautes Puissances que dans celles qui concerneront celui de sa Serenité Electorale. Et sera, le Sieur Otton Christophle Baron de Sparre Conseiller militaire & Mareschal de Camp Général revêtu de la fonction de Général desdites Troupes sous sa Serenité Electerale, lequel d'abord & aussitôt apres la reveue faite, pretera serment de fidelité à sa Serenité Electorale, & semblablement prometra au proffit de Leurs Hautes Puissances par un acte signé & consumé de son cachet qu'il executera tous les Articles de ce Traité, & qu'il se reglera precisément selon la teneur d'icelui. Et seront en outre toutes les actions militaires conduites & ajustérs d'un commun concert entre sa Serenité Electorale & leurs Hautes Puissances ou ceux qu'ils voudront à ce authoriser; Et aussi sous cette expresse condition, qu'au cas qu'il fallut employer lesdites troupes à la deffence des Villes & Pais apartenants à Leurs Hautes Puissances ou celles où ils ont Garnison, en tel cas les sentimens & avis de Leurs Hautes Puissances & des à ce authorisez, seront suivis pour le plus grand avantage de leurs Villes & Pais, & prevaudrons à l'égard de ces deliberations. Et d'autre coté que les sentimens & avis de sa Serenité Electorale prevaudront & seront suivis dans tous les cas qui concerneront la deffence des Villes & Pais de sa Serenité Electerale. Il est aussi expressement convenu que lors que les susdites troupes en tout ou en partie viendront à agir sur les frontieres & territoire de Leurs Hautes Puissances, le commandement en chef, pour donner le mot, & pour tous les autres ordres du Général residera bien en la personne de sa Serenité Electorale, quand elle voudra commander lesdites troupes en personne; mais si sa Serenité Electorale ne vent pas commander lesdites troupes en personne, que la souveraine authorité pour donner la parolle, & pour tous les autres ordres du Général residera en la personne du Général des troupes de leurs Hautes Puissances, pourvû que ledit Général, qui sera commis sur les Troupes de Leurs Hautes Puissances ait Commission & soit authorisé pour les commander, comme il sera pareillement observé de la part de leurs Hautes Puissances quand leurs Troupes en tout ou en partie viendront à agir sur les Frontieres & territoire de sa Serenité Electorale.

XVIII. Les Généraux respectifs ou Commandans en Chef administreront par tout la justice sur les Troupes qui leur sont confiées, sans aucun trouble ni empêchement.

XIX. Au cas que sa Serenité Electorale vienne dans quelque Ville où leurs Hautes Puissances tiennent Garnison, elle pourra tenir prés d'Elle ses gardes du Corps à cheval consistant en deux cens chevaux ou environ, mais ils ne feront aucune autre marche ou garde que pour la personne de sa Serenité Electorale, beaucoup moins ne pouront être employez à quelque chose qui pourroit prejudicier à la deffence & à la Garnison des susdites places que leurs Hautes Puissances y tiennent.

XX. Au

ANS de J. C. 1666.

XX. Sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt sal oock vry staen in een van zyne Cleefsche Steden, met haer Ho. Mog. Guarnisoenen beset te moghen hebben een *Magazyn*, ende sullen haer Ho. Mog. sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt alle noodige *munitie* voor den selven prijs als sy die inkoopen tegens behoorlijcke voldoeninge toe komen, ende vry uyt brengen laten in cas haer Ho. Mog. soodanige *Amunitie* niet self tot haer eygen defensie van nooden hadden, ofte dat om andere insurmontable obstaculen sulcks soude moeten werden geexcuseert, welcken aengaende volkomen geloof ghegeven sal worden aen derselver verklaringe.

XXI. Voorts is geconditioneert ende af gesproocken, dat sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt aenstonds ende naer de extraditie van de voorschreve *Ratificatie* hier op te volgen, indien de saecken alsdan niet souden wesen ghecomponeert, tegens den Bisschop los sal breecken ende ageren met de voorschreve *vier duysent* Peerden ende *acht duysent* Voet-knechten ofte Dragonners, als voorschreve, ofte met die als dan daer van by der hand hebbende Troupes, ende die van tijdt tot tijdt noch tot suppletie daer by sullen gheworven worden.

XXII. Ende sal in sulcken gevalle vorders getracht worden, om met gelijck concert als vooren oock afbreuck te doen, ende schade toe te brengen aen de gemelde *Bisschop* ende desselfs Adhærenten, oock aen derselver Staten, Landen, Luyden, Steden, ende Sterckten, ende bysonderlijck van haere platte Landen te brenghen onder goede contributie, ende by middel van dien te vervallen een goedt gedeelte van die onkosten, de welcke over 't onderhoudt van de voorsz Troupes sullen moeten gedragen werden in conformiteyt van 't *tweede* Artijckel, hier voor ter neder gestelt.

XXIII. Indien oock by verloop van tijdt mochte bevonden worden dat de voorsz *vier duysent* Ruyteren ende *acht duysent* Knechten te voet, niet volkomentlijck bestandt en waren om den *Bisschop van Munster* ende desselfs *Adhærenten* te brengen tot een afstandt van hare vyantlijcke aggressien, ende vervolghens tot een redelijcken Vreede, soo sullen de selve met gemeen concert verders vermeerdert ende vergroot worden op *veerthien duysent* ofte *vijfthien duysent Ruyteren ende Knechten*, ofte tot soodanigen meerderen getal als men sal meenen tot bereyckinge van soo salutairen ooghmerck noodigh ende convenabel te sijn.

XXIV. Ende gelijck het ooghmerck van dese lichtinge van Troupen, ende van de boven geconcerteerde Artijckelen alleen daer heenen gaet, om de wederzijdts Staten, Landen, Luyden, Steden ende Sterckten tegens alle ghewelt te protegeren ende mainteneren, tot dat den *Bisschop van Munster* ende desselfs *Adherenten* tot reden gebracht, ende de hooghst-gemelde partyen in een gerusten standt herstelt sullen wesen, soo is wel expresselijck by desen oock versproocken ende geconvenieert dat daer door geensins sal werden gesticht, ofte oock aenleydinge ghegeven, veel min werden ghefomenteert eenigh Oorlogh, verwyderinge, offensie, hinder, of schaden, 't zy in de *Geunieerde Provincien* ofte buyten deselve, bysonderlijck mede in 't *Roomsche Rijck*, ende de *Westphaelsche* ende *Neder-Saxische Kreytsen*, tegens eenige Vorsten, Princen, ofte Steeden buyten den gemelden *Bisschop* ende sijne Adhærenten, dat mede geen van beyden de hooge partyen vry sal staen met den gemelden *Bisschop* ende sijn *Adhærenten* te handelen, te verdragen, te accorderen, of eenige Tractaten van *Vrede*, *bestandt* of *Treves* te sluyten, 't en zy met voorgaende communicatie van de andere hooge partye, ende dan noch soodanigh, dat de selve expresselijck daer by werde *geincludeert*, indien hy sulcks begeert, ende herstelt in de possessie van de Landen ende Steden, ende in 't genot van de reghten ende vryheden die hy had, ende daer van hy jouisseerde voor den Oor-

XX. Il sera aussi loisible à sa Serenité Electorale d'avoir un Magazin dans les Villes occupées par les Garnisons de Leurs Hautes Puissances, & donneront leurs Hautes Puissances à sa Serenité Electorale toutes les munitions necessaires pour le même prix qu'ils les achetent, & les laisseront sortir librement, en cas que leurs Hautes Puissances n'ayent pas besoin eux mêmes desdites munitions pour leur propre deffence, ou que pour des obstacles insurmontables cela pût être excusé, & sera donnée foi entiere à la declaration qui sera faite a cet égard.

XXI. En outre est convenu & promis que sa Serenité Electorale, aussitôt & & aprés l'échange des susdites Ratifications, les affaires ne pouvant pas être terminées, on agira contre ledit Evêque avec lesdits quatre mil chevaux & huit mil fantassins, ou dragons, comme dit est, ou avec les troupes que l'on aura alors prêtes ou qui de tems en tems y pouront être jointes.

XXII. Et on tachera en ce cas de faire irruption & le plus de dommage qu'il se peura au susdit Evêque, & ses adherens, & à leurs Etats, Pais, Peuples, Villes & Forts, & particulierement de mettre leur plat pais sous bonne contribution, & par ce moyen recuperer une bonne partie des frais qu'il faudra porter pour l'entretien desdites troupes, en conformité du deuxiéme Article ci-dessus couché.

XXIII. Si aussi par laps de tems, il fut trouvé que lesdits quatre mil chevaux & huit mil hommes d'infanterie ne fussent pas entierement suffisants pour obliger le susdit Evêque de Munster & ses adherens à se desister de ses agressions & hostilitez, & à accepter une paix raisonnable, ils seront de commun concert augmentez jusques à quatorze mille ou quinze mille hommes de Cavalerie, ou jusques à tel plus grand nombre qu'il sera jugé necessaire & convenable pour parvenir à un but si salutaire.

XXIV. Et comme le but de cette levée de troupes & de tous les articles ci-dessus concertez ne tend qu'à deffendre & maintenir les Etats, Pais, Peuples, Villes & Forts de part & d'autre contre toute violence, jusques à ce que l'Evêque de Munster & ses adherens soient mis à la raison & lesdites parties soient remises en un etat de tranquilité, il est expressement convenu & arresté par ces presentes que par là il ne sera donné aucun soubçon, & beaucoup moins aucune guerre fomentée, ni donné aucun trouble, empêchement ou domage soit auxdites Provinces-Unies, ou dehors d'icelles, particulierement non plus à l'Empire, & aux cercles de Westphalie & basse Saxe, contre aucun Prince ou cercles, exceptez ledit Evêque & ses adherens; & qu'il ne sera loisible à aucune desdites parties de traitter & accorder, ou faire aucun Traité de paix, armestice ou treve avec le susdit Evêque & ses adherens, à moins qu'avec communication preallable de l'autre partie, & ce encore de telle maniere qu'elle y soit comprise, si elle le desire, & qu'elle ne soit remise en la possession des pais & Villes & dans la jouissance de ses droits, & libertez qu'il avoit & dont il jouissoit avant la guerre, & sans qu'il soit stipulé par l'autre partie avec l'ennemi touchant lesdits droits, libertez, exemptions, & autres prerogatives qu'il stipulera pour lui, a moins que les Aliez ne le trouvassent a propos.

ANS de J. C. 1666.

ANS de J. C. 1666.

logh ende fonder van den gemeenen Vyandt voor d'andere hooge partyen te bedinghen de selve reghten, vryheden, exemptien, ende andere prerogativen als hy voor sich selven stipuleert, ten waere de Geallieerden onderlingh anders mochten goedt vinden.

XXV. Ende sal tusschen de hoogh-gemelde partyen ondertusschen oock konnen overleght ende geconsidereert worden, wat verder middelen tot onderlinge gherustheydt ende securiteyt by nadere verbintenisse soude konnen werden uytghevonden.

XXVI. By aldien haer Ho. Mog. ende sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt, of wel een van beyde in hare Landen ende Onderdanen van wegen dese nadere verbintenisse van d'een of d'ander, wie het oock mochte sijn, mochten worden aengevochten ofte vernadeelt, so sullen de hooghstgemelde hooge partyen verbonden wesen malkanderen met alle maght te assisteren ende helpen verdedigen.

XXVII. Ende wanneer eyndelijck de *vreede* wordt getroffen, sal dese aparte verbintenisse cesseren, ende vast ende onverbreeckelijck verbleven worden by die tusschen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ende haer Ho. Mog. vernieude *defensive Alliantie*.

XXVIII. Alle welcke poincten ende Artijckelen hier vooren verhaelt, ten wederzijden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck sullen onderhouden worden; Ende tot meerder vastigheyt van dien sijn hier van gemaekt *twee* ghelijckluydende instrumenten, ende by de Gedeputeerden van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ter eenre, ende by de Gedeputeerden van haer Ho. Mog. ter andere zyde, met handt ende Zegel bevestight: Ende sullen de *Ratificatien* daer op binnen den tijdt van *veerthien* daghen, of eerder ist doenlijck, by wederzijdts hooge partyen in bestendige ende behoorlijcke forme worden uyt ghewisselt.

Volght den inhoudt van de Procuratie van de Heeren Gedeputeerden van sijn Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt van Brandenburgh.

WIr Fridrich Wilhelm, von Gottes gnaden Marck-graef zu *Brandenborgh*, des Heil. Romischen Reichs Erts-Camerer und Churfurst in Preussen, zu Magdeburgh, Cleve, Berge, Stettin, Pommeren, der Cassuben und Wenden, auch in Slesien, zu Crossen und Jagerndorf Hertzog, Burggraef zu Nurnbergh, Furst zu Halberstadt Minden und Camin, Graf zu der Marck und Ravensbergh, Heer zu Ravestein und der Landen Leuwenbergh und Burou, &c. Urkunden und bekennen hiermit fur jedermanlich, nach dem zwischen ons und denen Heern Staten Generalen der Vereinigten Nederlanden nicht allein wegen renoviering der zwischen ons und dem Staet voor diesen geslossenen alliants, sondern auch wegen fernerer zu sammensetzung und naherer vereinigung zu defension beyderseyts Estats und Landen eine zeither handlung gepflogen, als haben wir zu derselben volligen und endlichen schlusz committiert und volmachtiget, de wolwerdigen, wolgebornen, und hoog-gelarte unsere respective geheime und Clevische regeerings Rhate, ober Prasidenten und Clevische Vice-Cantzeler *Otto* Vry-herrn von *Schwerin* Herrn zu Alten, Santsborg und Zachan, Erb-Cammerern unserer Chur-Brandenborgh und Thumbprobsten unserer Stifts Kirchen zu Brandenborgh, *Werner Wilhelm Blaspeil*, und *Mathias Romswinckel*, thun auch solche hier mit und in kraft dieses, und geben jers gemelten unsern ober Presidenten und geheimen Rhaten volkomene maght und gewelt voor angeregte Tractaten mit obgedaghter Herrn Generalen Staten Gevolmaghtigten zu vollenkommener perfection und rightigem schlusz zu bringen, allermassen wir alles was von ihnen dergestalt, ver-

ANS de J. C. 1666.

XXV. Et les susdites parties examineront & considereront cependant quels autres moyens on pourait trouver par une Alliance plus etroitte pour leur sureté & repos particulier.

XXVI. En cas que leurs Hauttes Puissances & sa Serenité Electorale ou bien quelqu'une des deux susditec parties fussent attaquez ou molestez dans leur pais ou Sujets à cause de cette Alliance, lesdites parties seront obligées de s'assister & deffendre l'une l'autre de toutec leurs forces.

XXVII. Et enfin quand la paix sera concluë, cette Alliance particuliere cessera, & s'en tiendront inviolablement à l'Alliance deffensive, renouvellée entre sa Serenité Electorale & leurs Hautes Puissances.

XXVIII. Tous lesquels points, & Articles cidessus mentionnez seront de part & d'autre de bonne foi & inviolablement gardez & observez; Et pour plus grande fermeté d'iceux, ont été faits des presentec deux instrumens conformes, lesquels ont été signés & scellés par les Deputez de sa Serenité Electorale d'une part, & par les Deputez de leurs Hautes Puissancec d'autre; Et les Ratifications en seront échangées danc le tems de quinze jours, ou plûtôt si faire se peut en bonne & convenable forme.

Suit le Plein-pouvoir des Seigneurs Deputez de sa Serenité Electorale.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Chambellan hereditaire & Electeur du Saint Empire Romain, Duc de Prusse, Magdebourg, Cleves, Bergue, Stetin, Pommarane, de Casubie & Wenden, Silesie, Crossen & Jagerndorf, Burgrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden, & Camin, Comte de la Marck & Ravensburg, Seigneur de Ravestein & de Leuwenberg & Buson &c. confessons & reconnoissons par ces presentes devant tous, Comme entre nous & les Seigneurs Etats Generaux dec Provinces-Unies Nous avons depuis quelque tems traitté une Alliance non seulement pour le renouvellement de celles conclues ci-devant entre nous & lesdits Etats, mais aussi pour nous conjoindre plus étroittement & nous unir pour la deffence des Etats & pais de part & d'autre, Nous avons pour icelle conclure finalement commis & authorisé, l'honorable & savant Otton Baron de Swerin Seigneur d'Alten, Santborg & Zachan, nôtre Conseiller privé & de la Regence de Cleves, premier President & Vice-Chancelier dudit Cleve; Et Werner Guillaume Blaspeil & Matthias Romswinckel, Chambellan de nôtre Electerat de Brandebourg & Doyen de nôtre Eglise Cathedrale de Brandebourg, leur donnons par ces presentes & en vertu d'icelles Plein-pouvoir & authorité de conclure avec les Deputez des susdits Seigneurs Etats Généraux le Traité encommencé, & tout ce qu'ils auront fait, Traité, conclu & signé à cet égard nous le ratifierons & le tiendrons pour agreable. En témoin dequoi nous avons signé ce present Plein-pouvoir de nôtre propre main, & fait icelui confirmer de nôtre seau Electoral. Fait & donné à Cleve le 12. Fevrier de l'an 1666.

Suit

ANS de J. C. 1666.

verhandelt, geschlossen und unterschriben wird sein, vollighlich ratificeren und genehm halten wollen. Zu Urkunt haben wir diese Volmagt eigenhandigh unterschrieben und mit unsern Churfursten insiegel bekraften lassen. So geschehen und gegeben zu *Cleve* den 12. Februarii des 1666. Jahres.

Volght den inhoudt van de Procuratie voor de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mo.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die desen sullen sien ofte hooren lesen saluyt, doen te weten, dat wy ghenegen sijnde de vorgaende Tractaeten van Alliantie ende vriendtschap met den Heere Keurvorst van *Brandenburgh* hier bevorens opgereght, niet allen te vernieuwen, ende is 't mogelijck te corroboreren ende versterecken, maer oock een Tractaet van mutuelle defensie ende assistentie aen te gaen, goedt gevonden hebben aen sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt af te veerdigen de Edelen, gestrengen, wysen, voorsichtigen Heere *Hieronimus van Beverningh*, Gedeputeerden in onse Vergaderingh van weghen de Provincie van *Hollandt* ende *West Vrieslandt*, ende wetende dat de selve daer toe van nooden heeft onse speciale Procuratie, volkomen maght, authoriteyt, ende bevel, om alle scrupulen die desen aengaende gemoveert souden moghen werden wegh te nemen, sooist, dat wy hem gegeven hebben, gelijck wy hem geven in krachte deses volkomen maght, authoriteyt, ende speciael bevel, om de aengevangen Tractaten van *Alliantie ende assistentie* met d'hoogegemelde sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt finalijck te sluyten, ende te teeckenen, beloovende sinceerlijck, oprechtelijck, ende ter goeder trouwen te sullen houden voor aengenaem, vast, bondigh, ende van weerden alle het ghene by den meergemelden Heer onse Gedeputeerden in de selve qualité sal sijn gedaen, belooft, geconsenteert, ende geaccordeert, 't selve onverbreeckelijck nae te komen, te onderhouden ende observeren, sonder daer tegens nimmermeer yets te doen, ofte te laten geschieden directelijck of indirectelijck in wat manieren het oock soude mogen wesen, ende alles ratificeren ende approbeeren, ende des noodt sijnde, daer van te verleenen ende passeren Brieven ende instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement ende vergenoege vande meerhooghgemelde Heere Keurvorst.

Gegeven in den *Hage* onder onsen grooten Zegel, Paraphure van den Heere Presiderende in onse Vergaderinge, ende de signature een van onsen Griffier op den *sevenden Februarii sestien-hondert ses-en-sestigh.*

Aldus gedaen, geaccordeert ende gesloten onder de signature ende Pitsiers van de respective Heeren Gedeputeerden in de voorsz Procuratien vermelt. Tot Cleve den *sesden* ouden ende den *sesthienden* Februarii nieuwen stijl *sesthien-hondert ses-en-sestigh.*

Was verteeckent.

Otto Vryherr van Swerin. (*L. S.*) *H. v. Bever-*
Werner Wilhelm Blaspiel. (*L. S*) *ningh.* (*L. S.*)
Matthias Romswinckel. (*L. S.*)

Suit le Plein-pouvoir des Seigneurs Députez des Etats Generaux.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies, à tous ceux qui ces presentes lettres verront ou orront, salut. Sçavoir faisons, qu'étant portez non seulement de renouveller les precedens Traitez d'Alliance faits avec le Seigneur Electeur de Brandebourg, & s'il est possible de les corroborer & affermir, mais aussi de faire un Traitté de mutuelle deffence & assistance nous avons jugé àpropos de depécher vers sa Sereníté Electorale, le noble, discret, sage & prudent Seigneur Jerôme de Beverning, Deputé dans nôtre assemblée de la part de la Province de Hollande & West-Frise, & sçachant qu'il a besoin pour cet effect de nôtre Plein pouvoir, authorisation, & mandement, pour ôter tous les scrupules qui pourroient naître à cet egard; Nous luy avons donné, comme nous luy donnons par ces presentes, pleine puissance authorité & mandement special pour conclure finalement avec sa Sereníté Electorale le Traité déja encommencé, & de le signer, promettant sincerement & de bonne foy de tenir pour agreable ferme & stable & vallable, tout ce qui par le susdit nôtre Député en ladite qualité, sera fait, promis, consenti & accordé, & de l'ensuivre, entretenir & observer inviolablement sans jamais rien faire ni permettre être fait allencontre, directement ou indirectement en quelque maniere que ce soit, & le tout ratifier & approuver, & si besoin est en donner & passer lettres & instrument en bonne forme, à l'entiere satisfaction & contentement du susdit Sereníté Electorale.

Donné à la Haye sous nôtre grand sceau, paraphe du President de nôtre Assemblée, & la Signature de nôtre Greffier le 7. Fevrier mil six cens soixante six.

Ainsi fait accordé & conclu sous les signature & cachets des Députez respectifs mentionnez dans le susdit Plein-Pouvoir, à Cleves le sixiéme vieux & seiziéme Févrièr stile nouveau mil six cens soixante six. Etoit signé.

Otton Baron de Swerin. (L.S.) H. v. Bever-
Werner Guillaume Blaspiel. (L.S) ning. (L.S.)
Matthias Romswinckel. (L.S.)

ANS de J.C. 1666.

Separaet Articul daer op tusschen de Gedeputeerden van den Heere Keurvorst van Brandenburgh *ende Gedeputeerde van de Heeren* Staten Generael *der Vereenighde Nederlanden verdragen ende geconveniëert is over den ophef van den Tol ende het licent van* Gennip.

ALsoo tusschen den Heere Keurvorst van *Brandenborgh* ter eenre, ende de Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden ter andere sijde eenige differenten waeren geresen over het middel vande *Tollen* ende *Licenten*, dewelcke binnen de Fortresse van *Gennip* geheven worden; Soo dat daer door de Tractaeten van *defensie Allsantie* ende van naerder *conjunctie* op huyden gesslooten ende geteeckent, tot merckelijck nadeel van de hooggemelde partyen, alreede eenigen tijt sijn geretardeert geworden. Soo is 't dat tot voorsettinge vande voorschreve Tractaeten, ende continuatie van die goede vruntschap ende Correspondentie, dewelcke van allen ouden tyden tusschen de hooghgemelde partyen is geweest door derselver Respective Gedeputeerde dien aengaende oock mede is veraccordeert ende vergeleecken, dat den ophef van dat voorschreve middel voor den tijdt van *twaelf* Jaeren eerstkomende sal werden gecontinueert ende blyven onder de directie ende ten voordel van haer Ho. Mog. gelijck deselve nu eenige Jaeren herwarts geweest is, ende noch tegenwoordigh bevonden wert te sijn, ende dat haer Ho. Mog. ten behoeve van sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt dan paratelijck sullen doen uyttellen eene somme van *vystich duysent* guldens, te betaelen nevens d'extraditie van het tegenwoordighe Instrument, waer mede dan de differenten voor den tijt van *twaelf* Jaeren komende sullen blyven geaccordeert ende geassopieert, gelijck dan mede verder versproocken ende veraccordeert is, dat tijdelijck voor die expiratie vande voorschreve *twaelf* Jaeren weder Conferentie sal werden aengestelt, om de voorschreve differenten by te leggen, of nader te reguleeren; ende by ontstentenisse van dien, dat deselve als dan sullen werden verbleven ende gesubmitteert, gelijck deselve in sulcken onverhoopten val van nu aen verbleven ende gesubmitteert werden aende *arbitragie* ende uytspraecke van soodanige *Arbiters* ende *super Arbiters*, ende voorts op soodanige voet ende maniere als begrepen ende nedergestelt sijn by het Erf-Tractaet 't welck den *tweeden* Januarii *vystien-hondert drie en veertich* binnen de Stadt van *Brussel* tusschen *Keyser Karel den vysden* als Prince vande Nederlantsche Provincien ende Hartog *Willem van Gulick ende Cleve* is opgerecht geweest, alles noch met desen verstaende dat dese tegenwoordige Conventie geenderhande prejudicie en sal toebrengen aen het recht ofte de pretensien, welcke de hooghgemelde parthyen *hinc inde* meenen te hebben tot den *ophef* vande voorschreve middel, dat oock geen argument ten eenen ofte ten anderen daer uyt sal mogen getrocken worden, tot voordeel ofte prejudicie van d'een of van d'andere over den *ophef* vanden gepasseerden tijt, ende de vorderinge dewelcke daer over soude mogen gemaeckt worden, nochte oock voor den toekomenden tijt omtrent de sustenue ende debatten, dewelcke by nadere onderhandelinge ofte oock vervolgens voor die voorgemelde Arbiters ende superarbiters souden mogen werden geintroduceert, nemaer dat een yder vande hooge parthyen daer omtrent sal blyven ongeprejudiceert: ende in sijn geheel even als of dese teghenwoordige Conventie niet tusschen beyde gekomen was.

Welcken Articul sal sijn van deselve kracht ende vigueur, als of het in het voorschreve Tractaet van defensive Allantie van worde te woorde waere geinsereert.

Aldus

Article separé entre les mêmes parties au sujet de la levée des Droits de peage de Gennip.

COmme entre le Seigneur Electeur de Brandebourg d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'autre part, il seroit né quelques differents au sujet des deniers du peage & licentes, qui se levent dans la forteresse de Gennip, ensorte que l'effect du Traité d'Alliance deffencive, & d'Union plus étroitte conclu & signé ce jourd'huy en a été retardé deja quelque tems, au grand dommmage desdites parties. C'est pourquoy pour l'execution des susdits traitez & la continuation de cette bonne amitié & correspondence, qui de toute ancienneté ont été entre les susdites parties, il a été convenu & accordé par les Deputez respectifs à ce sujet, que la levée des susdits deniers continuera & demeurera pour les douze premieres années prochaines sous la direction & au proffit de leurs Hautes Puissances comme ils l'ont été depuis quelque année en ça & se trouvent l'être encore, & que leurs Hautes Puissances, feront compter contant à sa Serenité Electorale la somme de cinquante mille livres, à payer au moment de l'extradition du present instrument, par le moyen dequoy les differens pour le tems de douze années demeureront accordez & assoupis, comme il est aussi accordé, que devant l'expiration des susdites douze années on assignera à tems une autre conference pour terminer lesdits differents, ou les regler, & que faute de ce ils demeureront, soumis par ces presentes à l'arbitrage & decision de tels Arbitres & sur-Arbitres, & sur le même pié & maniere qu'il est contenu & couché par le Traité fait le douzième Janvier mil cinq cens quarante trois dans la Ville de Bruxelles entre l'Empereur Charles-quint comme Prince des Provinces des Pays-Bas, & le Duc Guillaume de Julliers & de Cleves: le tout bien entendu que cette presente Convention ne portera aucun prejudice aux Droits ou pretentions, que lesdites parties pretendent avoir hinc inde, *pour la levée des susdits deniers, & qu'aussi ni l'un ni l'autre ne poura tirer d'argument, au prejudice l'un de l'autre au sujet de la levée du passé, & pour la demande qui en pourroit être faite, ni même pour l'avenir à l'égard des soutenements & débats, qui pourroient être produits dans une negotiation ulterieure, ou aussi consequemment pardevant lesdits Arbitres & sur-Arbitres; mais que chacune desdites parties n'en recevront point de prejudice, & qu'elles demeureront dans leur entier, comme si la presente Convention n'avoit point été faite entre elles.*

Lequel Article sera de la même force & valeur, que s'il étoit inseré mot pour mot dans le susdit Traité d'Alliance deffencive.

Ainsi

ANS de J. C. 1666.

Aldus gedaen ende geteeckent tot Cleve den sesden nieuwen stijl ende den sestienden Februarii ouden stijl *sestien-hondert-ses-en-sestigh.*

Was verteeckent:

Otto Vryheer van Swerin. (*L.S*) *H. van Bever-*
Werner Wilhelm Blaspiel. (*L.S.*) *ningh.* (*L.S.*)
Matthias Remswinckel. (*L.S.*)

Secret ende separaet Artijckel daer op tusschen de Gedeputeerde van de Heeren Staten Generael *de Vereenighde Nederlanden ende Gedeputeerde van den Heer Keurvorst van* Brandenbourgh *verdragen ende geconvenieert is tot elucidatie ende naerder verklaringh van het* vierde *Artickel van het Tractaet van Alliancie; 't welck huyden dato deses gesloten is.*

HOewel in het *vierde* Artijckel van het Tractaet van Alliance huyden desen dagh geslooten, tusschen de Commissarissen van de Hoogh Mogende Heeren *Staten Generael* der Vereenighde Nederlanden, ende van den Doorluchtigsten Vorst ende Heere, den Heere *Keurvorst van Brandenburgh*, het point vande *guarantie* dewelcke sijne Keurv. Doorl. aen haer Ho. Mog. belooft te presteren, met dese worden is ter neder gestelt, *Dat sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt sal gehouden sijn haer Ho. Mog. te helpen defenderen ende beschermen tegen alle Vyantlijcke invasien, ende openbaer gewelt, 't welck haer Ho. Mog. inde Vereenighde Nederlanden of onderhoorige aengrensende Landschappen, Steden ende Plaetsen, of andere met haer Ho. Mo. guarnisoenen, in de voorschreve Landen, ende Plaetsen beset, soude mogen vorkomen, ende aengedaen werden.* Ende dat uyt de stellinghe van die woorden in twyfel soude mogen getroocken werden, of oock sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt daer by verbonden ende geobligeert wort haer Ho. Mog. te helpen defenderen ende beschermen tegen soodane Vyantlijcke invasien ende openbaer gewelt, daer mede de Steden *Rhijnberg*, ofte *Ravesteyn*, ofte de Forten van *Lierordt* ende van *d'Eyler Schans* soude mogen geattacqueert worden, ten respecte vande pretensien, dewelcke by den Heere Keurvorst van *Keulen*, den Heere *Hertogh van Nieubourgh* ende den Vorst van *Oost-Vrieslant* respective daer op gemaeckt worden, is tot nader verklaringe ende *elucidatie* van dien goet gevonden by dit secreet ende separaet Articul vast te stellen, dat syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt de verschillen, dewelcke over de voorschreve pretensie souden mogen komen t'ontstaen alvoren met alle goede Officien sal soecken voor te komen ende uyt de weg te leggen, ende dat daer toe sal mogen gebruycken den tijt van *een maent of ses weken* uyterlijck, en by ontstentenis van dien, ende dat het accommodement in de voorschreve tijt niet en soude moghen gevonden worden, dat sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt tot sodanigen *Guarant* evenwel niet en sal verbonden sijn, ingevalle dat den Heere Keurvorst van *Keulen*, den Heere Hartogh van *Nieubourg* ende den Vorst van *Oost-Vrieslant* apart ende separaet, de voorschreve Steden *Rijnbergh*, *Ravestein*, of de voorschreve Forten van *Lierrort*, of de *Dijlerschans*, met haer eygen macht alleen quamen te attaqueren: maer wel in soodanigen geval, als sy haer tot dien eynde soude willen dienen ende behelpen vande hulpe ende assistentie van *eenige andere* Princen, Potentaten, ofte Staten, het sy van volck, of gelt, of eenige andere maniere, directelijck daer toe te gebruycken, ofte dat oock de respective Princen daer omtrent soude willen ageren met haer gecombineerde machten, in welcken gevalle van assistentie ofte van Conjunctie, de *Guarantie* by het voorschreve *vierde*

Ainsi fait & signé à Cleves le sixiéme stile vieux & le seiziéme de Fevrier, stile nouveau mil six cens soixante six. Etoit signé.

Otton Baron de Swerin. (L.S.) H. de Bever-
Werner Guillaume Blaspiel. (L.S.) ning. (L.S.)
Matthias Romswinckel. (L.S.)

Article separé & secret d'entre les mémes parties pour l'éclaircissement & explication du quatriéme Article du Traité d'Alliance conclu ce jourd'huy.

ENcore que par le quatriéme Article du Traité d'Alliance conclu ce jourd'huy entre les Commissairs de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, & le Serenissime Prince & Seigneur Electeur du Brandebourg, le point de guarantie que sa Serenité Electorale s'oblige de faire à leurs Hautes Puissances soit conçû en ces termez, Que sa Serenité Electorale sera obligée d'aider deffendre & proteger leurs Hauttes Puissances contre toute invasion ennemie, & violence ouverte qui pouroient étre faites à leurdites Hautes Puissances dans les Provinces-Unies des Pays-Bas, & les Provinces, Villes, & Places limitrofes, où autres du susdit Païs où leurs Hauttes Puissances peuvent avoir Garnisons. *Et que selon que ces parolles sont couchées, il pouroit étre tiré en doute, si sa Serenité Electerale n'est pas aussi par là tenue & obligée d'aider, deffendre & proteger leurs Hauttes Puissances contre les invasions & violences ouvertes de la part de l'ennemi dont aussi les Villes de* Rhynberg *ou* Ravestein, *ou les Forts de* Lierood, & d'Eyler *pouroient étre attaquez, au sujet des Pretensions qu'y ont l'Electeur de Cologne, le Duc de Neubourg, & le Prince d'Oost-Frise; il a été jugé à propos pour plus d'éclaircissement & élucidation d'arréter par le present Article separé & secret que sa Serenité Electerale tâchera par toute sorte de bons offices de prevenir & d'assoupir les differens qui pouroient naitre au sujet desdites pretensions, & qu'il y employera le tems d'un mois ou de six semaines, au plus; Et que neanmoins, ledit accommodement ne se pût faire dans ledit tems, sadite Serenité Electorale ne sera cependant point sujet à ladite garantie, au cas que l'Electeur de Cologne, le Duc de Neubourg & le Prince d'Oost-Frise vinssent à attaquer à part & separement avec leurs propres forces lesdites Villes de de Rhynberg, Ravestein, & les susdits Forts, de Lieroodt, & d'Yler; mais en tel cas que leurs Hautes Puissances voulussent se servir de l'aide & de l'assistance de quelque autre Prince, Potentat ou Etat, soit de troupes, ou d'argent, ou en quelque autre maniere, directement, ou que, les susdits Princes respectifs voulussent agir à cet égard avec leurs forces jointes ensemble en tel cas d'assistence ou de conjonction de forces, la garentie promise par le susdit quatriéme Article, même au regard des susdits Princes, sera obligatoire, comme contre les autres, moyennant quoy leurs Hautes Puissances promettent aussi qu'ils ne donneront aucune atteinte aux Droits, Justice, Domaine & revenus qui leur apartient dans les susdittes Villes, & comme aussi leurs Hautes Puissances ne sont point d'intention que cet Article, ou ce qui est mentionné dans le susdit Traité d'Alliance pour les Villes du pais de Cleves où leurs Hautes Puissances ont garnison, fut ainsi entendu, que par là sa Serenité Electerale ni ses successeurs, comme Prince du pais en reçoivent aucun prejudice à l'égard des Droits & Prerogatives que sa Serenité Electerale a & luy apartient* dans

ANS de J. C. 1666.

vierde Artijckel belooft oock ten regarde vande hoog-gemelde Princen obligatoir sal sijn, gelijck tegen alle anderen. Des belooven oock haer Ho. Mo. datse aende hooggemelde Heeren Princen genen indraeght en sullen doen inde Hoogheden, Rechten, ende Gerechtigheden, Domeynen, ende Revennen, dewelcke haer In de voorschreve Steden competeeren: gelijck mede haer Ho. Mog. geen intentie hebben dat dit Artijckel, of het geene vorder in het Tractaet van Alliantie vermaent wort vande Steden inden Landen van *Cleve* met haer Ho. Mog. Guarnisoen beset, daer henen soude geduydet worden, dat aen syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt of desselfs Erven ende Nakomelingen als Lant-Vorsten eenigh nadeel of prejudicie daer door soude veroorsaeckt worden, in soodanighe Hoogheden, Rechten als sijne Keurvorstl. Doorluchtigheyt heeft ende competeren in die voorschreve Steden met haer Ho. Mo. Garnisoen beset: maer dat ter contrarie alle Hoogheden, ende Rechten als sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheden in desen heeft, ofte als Lantvorst hebben soude, ongekrenckt ende onvernadeelt blyven: soo dat hier mede in genen deelen daer aen gederogeert en wordt; gelijck oock uyt de opstellinge van dit artijckel geen argument en sal mogen of konnen getrocken worden waer by sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt soude verhindert worden, naer de expiratie van den Oorlogh te sprecken van de *Evacuatie* van de voorschreve Steden, ende haer Ho. Mog. oock beloven de vorstellinge van sijne Keurvorstelijcke Doorlochtigheyt op dat subject te willen hooren, ende sich daer op vrunt nabuyrlijck verklaeren.

Welck Artijckel sal sijn vande selve kracht ende vigueur als of het in 't voorseyde Tractaet van Alliantie defensive van woorde te woorde ware geinsereert. Aldus gedaen ende geteeckent tot Cleve, den 6. ouden stijl ende den 16. Februarii niewen stijl *sesthien hondert ses en sestigh*. Was gheteeckent ende gesegelt als volcht.

H. v. Beverningh. (*L.S.*) *Otte vryheer van Swerin.* (*L.S.*)
Werner Wilhelm Blaspiel. (*L.S.*)
Matthias Romswinckel. (*L.S.*)

dans les susdites Villes où leurs Hautes Puissances ont Garnison, mais qu'au contraire tous les Droits & Prerogatives qu'y a sa Serenité Electorale ou qu'il y pourait avoir comme Prince du Pais, ne recevront aucune atteinte, ni prejudice, en sorte qu'il n'y est derogé en aucune maniere, comme aussi il ne poura être tiré aucun argument par le contenu de cet Article, d'où sa Serenité Electorale puisse être empêchée aprés l'expiration de cette Guerre de parler de l'evacuation des susdites Villes, & aussi leurs Hautes Puissances promettent d'entendre la proposition de sa Serenité Electorale sur ce sujet, & se montrer à cet égard bons amis & voisins.

ANS de J. C. 1666.

Lequel present Article sera de même force & valeur que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traitté d'Alliance deffencive. Ainsi fait & signé à Cleves le 6. Fevrier, vieux stile & le seiziéme stile nouveau de l'an mil six cens soixante & six. Et étoit signé & scellé.

H. v. Beverning. (L.S.) Otton Baron de Swerin. (L. S.)
Werner Guillaume Blaspiel. (L.S.)
Matthias Romswinckel. (L.S.)

XLVIII.

ANS de J. C. 1666.

PORTUGAL ET SAVOIE.

Contract de Mariage de Dom ALPHONSE VI. *Roi de Portugal, & de la Princesse* MARIE FRANCOISE ELISABETH *de Savoie.* A Paris le 24. Février 1666. Freder. Leonard. Tom. IV.

CONTRACT DES ARTICLES ET CONditions de la dot & du Mariage, qui doit estre celebré entre le Serenissime, tres-haut & tres-puissant Prince, Dom Alphonse sixiéme par la grace de Dieu Roi de Portugal, des Algarves, de l'une & de l'autre mer en Affrique, Seigneur de Guinée, & de la Conqueste, Navigation & Commerce d'Ethiope, Arabie, Perse, & Inde, & la Serenissime & tres-excellente Princesse Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie Duchesse de Nemours, & d'Aumalle, traité & conclu par l'Excellent Seigneur Dom François de Mello de Torres Marquis de Sande, Comte de Ponte, Conseiller d'Estat & de guerre dudit Seigneur Roi, comme Procureur & Ambassadeur extraordinaire du Serenissime, tres-haut & tres-puissant Seigneur le Roy de Portugal, & les excellents Seigneur Monsieur le Duc d'Estrées, Pair & premier Mareschal de France, & Cezar d'Estrées, Evesque Duc de Laon, Pair de France, comme Procureurs de la Serenissime & tres-excellente Princesse, Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie, & pareillement chargez de procuration à cet effet, de haut & puissant Prince Monsieur le Duc de Vendosme, & haute & puissante Princesse Madame la Duchesse de Vandosme, Oncle, grand Mere, & Tuteurs de la Serenissime Princesse Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie.

PREMIEREMENT. Lesdits Excellents Seigneurs Dom François de Mello de Torres, Marquis de Sande Comte de Ponte, du Conseil d'Estat & Guerre de sa Majesté, & le Duc d'Estrées Pair & premier Maréchal de France, & l'Evesque-Duc de Laon, Pair de France, toutes choses bien considerées & examinées sont reciproquement convenus, & ont conclu, arresté, & determiné d'achever le Mariage de Tres-haut & tres-puissant Prince Dom Alphonse sixiéme Roi de Portugal avec la tres-excellente & Serenissime Princesse Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, avec toute la diligence, que requiert une affaire si importante au

bien

ANS de J.C. 1666.

& accordé que l'Excellent Seigneur Dom Francisco de Mello de Torres Marquis de Sande, en vertu du pouvoir & de la procuration speciale qu'il a pour cet effet dudit Serenissime Roi de Portugal, recevra en son nom à la Cour du Roi de la Grande Bretagne, pour Epouse dudit Serenissime Roi de Portugal, la Serenissime Princesse Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie, & passera cet acte de Mariage avec la personne à qui la Serenissime Princesse aura donné un semblable pouvoir & procuration speciale, pour recevoir & prendre pour son Epoux ledit Serenis. Roi selon la forme & les solemnitez de l'Eglise Catolique, Apostolique & Romaine, prescrites par les Sacrez Canons, & par le Concile de Trente, & selon les actes accoûtumés dans les Mariages des Rois, dont ledit Seigneur Evesque-Duc de Laon, ou la personne qui celebrera ledit Mariage, donnera les certificats, ou instrumens autentiques audit Excellent Seigneur Marquis de Sande & à ladite Serenissime Princesse qui y mettront leurs noms, comme aussi les témoins necessaires.

II. Aussi-tôt que le Mariage aura été celebré & le certificat donné à l'une & à l'autre des parties, ledit Seigneur Marquis de Sande reconnoistra ladite Serenissime Princesse Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie pour Reine de Portugal.

III. Il a esté arresté & accordé entre les Excellents Seigneurs Marquis de Sande, le Duc d'Estrées, & l'Evéque-Duc de Laon, que la dot de ladite Serenissime Princesse Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie sera de six cens mille écus monnoye de France bonne & ayant cours, qui font un million huict cens mille livres Tournois, à savoir quatre cens mille écua, qui seront portez en especes à Lisbonne, & les autres en effets, & de la maniere qu'ils seront declarez dans l'article suivant.

IV. Il a été convenu & accordé entre lesd. Seigneurs Marquis de Sande, le Duc d'Estrées, & l'Evéque & Duc de Laon que pour faire connoître à toute l'Europe la grande consideration, & la difference que font les Maisons de Nemours & de Vandosme du Mariage du Serenissime Roi de Portugal à tout autre, la dot de la Serenissime Princesse feroit plus grande que celles, qui ont été données jusques à present aux Princesses de ceste Maison en les mariant : Et pour cet effet, ils sont convenus que ladite dot sera de six-cens mille-ecus, à savoir cent mille écus monnoie de France, que l'Excellent Seigneur Marquis de Sande porta l'année passée à Lisbonne, de laquelle somme l'Excellent Seigneur Comte de Castelmeillor a donné déja son reçeu au sieur Gravier, & declaré par icelui qu'il la recevoit pour compte, & faisant partie de ladite dot, & pour les autres cinq cens mille écus restans pour faire ladite somme de six cens mille écus, lesdits Excellents Seigneurs Duc d'Estrées, & Evéque Duc de Laon, s'obligent comme procureurs, de tenir prests & fournir quatre cens mille écus monnoie de France, qui font un million deux cens mille livres tournois, argent bon & aiant cours, au port où ladite Serenissime Princesse s'embarquera, pour aller en Portugal, afin que l'argent puisse être emporté avec elle, & ledit Excellent Seigneur Marquis de Sande, au nom du Serenissime Roi de Portugal son Maître, sera obligé de garantir la Serenissime Princesse de tous les risques que sa dot pourroit courir sur la Mer, depuis le jour qu'il verra embarquer la somme de ladite dot dans les Vaisseaux, où ladite Serenissime Princesse s'embarquera pour passer en Portugal, jusques au jour de son arrivée à Lisbonne, ou à quelque terre de Portugal, où débarquera ladite Serenissime Princesse; & en ce lieu lesdits Excellens Seigneurs Duc d'Estrées & Evéque-Duc de Laon, s'obligent de faire remettre lad. somme de quatre cens mille-écus monnoie de France en meme nature & espece que dit est entre les mains des Ministres du Serenissime Roi de Portugal, qui seront deputez pour cela par sa Majesté, lesquels en donneront toute quittance & décharge necessaire à ceux qui seront commis pour cet effet par ladite Serenissime Princesse, & par lesdits Excellents Seigneurs Duc d'Estrées & Evêque-Duc de Laon. Et pour les autres cent mille-écus restans pour l'accomplissement & parfait paiement de ladite dot, lesdits Seigneurs Duc d'Estrées, & Evêque-Duc de Laon s'obligent de les faire paier à Lisbonne dans le tems de quatre années ou plutôt, si la discussion des biens peut être faite, aux Ministres dudit Serenissime Roi selon la forme susdite, sur laquelle somme d'un million & deux cens mille livres tournois, sera prise la somme de quatre-vingts dix mille livres, & mise és mains de la Serenissime Princesse, pour fournir à la dépense de son voyage, & autres qu'il lui conviendra faire en partant, sans aucune diminution des douze cens mille livres, à l'égard de la restitution de la dot.

ANS de J.C. 1666.

V. Le Serenissime Roi de Portugal desirant passionément de faire voir à tout le monde l'éstime qu'il fait des tres-hautes qualitez & vertus de la Serenissime & tres-Excellente Princesse Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie, veut qu'advenant le deceds de la Serenissime Reine de Portugal sa Dame & Mere, ladite Serenissime Princesse Dame Marie Françoise Elisabet de Savoie, ait aprés elle la Cité de Fato Alenquer, Cintra, & autres villes, gouvernements, Châteaux, Jurisdictions, nominations & dispositions d'Abbayes, & autres Benefices, & generallement toutes les terres, dont ladite Serenissime Reine-Mere joüit à present, pour être possedées par ledite Serenissime Princesse Dame Marie Françoise-Elisabet de Savoie durant sa vie, ainsi que la Serenissime Reine-Mere, & les autres Reines de Portugal en ont toûjours joüi, lesquels Estats vallent quatre-vingts à cent mille croisades ou ducats par an, & quelque fois plus.

VI. Le Serenissime Roi de Portugal, établira la Maison de la Serenissime Reine sa Femme, un mois aprés qu'elle sera arrivée à Lisbonne, avec la même grandeur & magnificence que celle des autres Reines qui l'ont precedée, & qu'il est convenable à son rang & à sa dignité.

VII. Aussi-tôt que ladite Serenissime Princesse Dame Marie Françoise Elisabet de Savoie sera arrivée à Lisbonne, elle joüira de tous les Droits, Privileges & Facultez, dont les Reines de Portugal ont joüi jusques à present dans les Doüanes, Maisons des Coûtumes, Maisons des Conquestes, & par tout ailleurs où il appartiendra.

VIII. Jusques à ce que la Serenis. Princesse Dame Marie Françoise Elisabet de Savoie soit en possession desdits Etats mentionnez au cinquiéme Article; le Serenis. Roi de Portugal lui assignera un revenu de trente mille Croisades par an pour sa dépense.

IX. Et en cas que ladite Serenis. Princesse Dame Marie Françoise Elisabet de Savoie survive le Serenissime Roi de Portugal, soit qu'elle ait des enfans, ou qu'elle n'en ait pas, elle aura pendant sa vie lesdits Etats des Reines de Portugal pour les posseder, & en joüir ainsi que les autres Reines en ont joüi, & comme la Serenissime Reine Mere les possede à present.

X. En cas que ladite Serenissime Princesse Dame Marie Françoise Elisabet de Savoie survivant au Serenissime Roi son Epoux, la Serenissime Reine-Mere possede encore les Etats mentionnez au cinquiéme Article, & que par ce moien sadite Serenissime Princesse ne les puisse encore posseder, le Serenissime Roi de Portugal promet & s'oblige, selon sa magnificence & generosité accoûtumée, outre les trente mille Croisades ci-devant mentionnez, de lui assigner d'autres établissement & revenus jusqu'à ce qu'elle joüisse desdits Etats, & en place d'iceux, qui soient convenable & proportionnez à son rang & à sa dignité Roiale, & pareils aux traitemens faits aux autres Reines qui l'ont precedée; & à ceux dont joüit presentement ladite Serenissime Reine Mere : ensorte neanmoins que les trente mille Croisades mentionnez au present Article feront partie & entreront en compte

desdits établissements, Etats & revenus qui doivent être assignez à ladite Serenissime Princesse en vertu & suivant le present Article.

XI. En cas que ladite Serenissime Princesse Dame Marie Françoise Elisabet de Savoie survive le Serenissime Roi de Portugal, & que n'aiant point d'enfans, elle veüille sortir du Roiaume de Portugal, ou lui rendra sa dot entiere, & outre & par dessus la restitution de sa dot, on lui donnera la somme de cinq cens mille livres tournois, faisant le tiers d'icelle dot, qu'elle pourra emporter librement & seurement, en quelque lieu qu'elle se retire, comme aussi ses bagues & joïaux, argenterie & meubles, tant ceux qu'elle auroit porté avec elle, que ceux qu'elle auroit pû avoir ou acquerir depuis, à la reserve toutesfois de ceux ou de celles qui se trouveront être de la Couronne de Portugal, & pareillement elle pourra disposer & tester selon sa volonté & intention de tout ce qui lui sera advenu & échû par succession, donation, ou autrement, en quelque maniere que ce puisse étre, & jusqu'à l'actuel paiement & remboursement desdites sommes; elle joüira pleinement & librement, soit en Portugal ou en quelque autre lieu qu'elle se retire, des Droits, Privileges, prerogatives, Etats & revenus affectez aux Reines de Portugal & mentionnez dans les Articles precedens, lesquels seront paiables & remboursables en trois paiemens égaux, & en trois années consecutives & à proportion que lesdits paiemens seront faits, elle se demettra desdits Droits, Privileges, prerogatives, Etats & revenus; & absolument & entierement, aprés l'actuel & parfait remboursement desdites sommes.

XII. Comme aussi aiant ladite Serenissime Princesse des enfans de son Mariage, & survivant au Serenissime Roi de Portugal, en cas qu'elle voulut sortir du Roiaume, on lui rendra seulement le tiers de sa dot, & le tiers des cinq cens mille livres tournois données pardessus ladite dot, dont elle pourra disposer ainsi que des bagues, joiaux, argenterie & meubles qu'elle auroit pu avoir depuis, autres toutesfois que ceux qui se trouveront étre de la Couronne. Pareillement elle pourra disposer & tester de tout ce qui lui aura pû échoit par succession, donation ou autrement en quelque maniere que ce puisse étre, & l'emporter avec elle, en quelque lieu qu'elle se retire : Les deux autres tiers de la dot, & du tiers d'icelles, montant à la somme de cinq cens mille livres tournois, accordées par forme d'augment de dot demeureront affectez à ses enfans, dont elle aura seulement la joüissance & perception des revenus sa vie durant, qui lui seront portez seurement & librement en quelque part qu'elle puisse étre.

XIII. Arrivant le prédeceds de ladite Serenissime Princesse Dame Marie Françoise Elisabeth de Savoie, un tiers de sa dot montant à la somme de cinq cens mille livres tournois, demeurera par forme de gain Nuptial au Serenissime Roi de Portugal, & les deux autres tiers restans avec ses bagues, joiaux & meubles tant ceux qu'elle aura portez, que ceux par elle depuis acquis, autres toutesfois que ceux de la Couronne de Portugal, comme aussi tout ce qui lui aura pû échoit pendant son Mariage, par succession, donation, ou autrement, de quelque maniere que ce puisse étre, demeureront & appartiendront en propre à ses enfans, & au défaut d'iceux passeront à ses heritiers de son côté & ligne, sans toutesfois qu'en consequence de ces Articles le pouvoir & faculté de tester & disposer librement selon son intention & volonté de tous les biens qu'elle aura lui soient ôtez.

XIV. Ledit Serenissime Roi de Portugal donnera en faveur de Mariage à ladite Serenissime Princesse Dame Marie Françoise Elisabet de Savoie la valeur de quarante mille écus de bagues & joiaux, qui seront estimez lors de la délivrance qui en sera faite à ladite Serenissime Princesse, lesquels elle pourra emporter arrivant le predeceds dudit Serenissime Roi de Portugal, avec sa dot & autres choses à elle accordées par les presens Articles.

XV. Ladite Serenissime Princesse se charge de la dépense des personnes qui la suivront, depuis son départ de Paris jusques à son arrivée à Lisbonne, ou au premier Havre dû Roïaume de Portugal où elle pourra debarquer.

XVI. A été aussi convenu & accordé que dans la somme d'un million cinq cens mille livres tournois promise en dot, laquelle somme doivent compter & recevoir les Ministres du Serenissime Roi de Portugal; comme il est ci-devant declaré, n'entrera point la valeur des bagues & joïaux de ladite Serenissime Princesse Dame Marie Françoise Elisabet de Savoie, oi les autres meubles qu'elle pourra faire apporter avec soi de quelque nature qu'il soient, lesquels neanmoins seront tels que lesdits Excellens Seigneurs Duc d'Estrés, & Evêque-Duc de Laon croiront étre propres & convenables à la grandeur d'une telle Princesse.

XVII. Et comme il avoit été resolu & accordé, que l'Excellent Seigneur Evéque Duc de Laon passeroit en Angleterre pour conclure & ratifier en ce lieu ce que l'Excellent Seigneur Marquis de Sande avoit déja concerté en France par l'entremise le M. de Marquis de Ruvigny, avec l'agréement & la participation de leurs Majestez Britanniques, & parce qu'il avoit été convenu par le premier Article de ce Contract: que le Mariage du Serenis. Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Dom Alphonse Sixiéme Roi de Portugal, avec la Serenis. & tres-Excellente Princesse Madame Marie Françoise Elisabet de Savoie seroit celebré dans la Cour d'Angleterre, & en presence de leurs Majestez Britannique, ce qui ne se peut executer presentement, d'autant que Dieu aiant voulu affliger ce Roiaume d'une contagion si grande & si cruelle, que le Serenissime Roi de Portugal, ne peut souffrir qu'une personne qui lui est si précieuse, soit exposée au peril qu'elle pourroit courre en passant en Angleterre, à cause de la susdite maladie contagieuse; pour cét effet il veut & ordonne que le Mariage soit celebré en la maniere qu'il est porté dans le premier Article : pour ce qui regarde les formes & les Solemnitez accoutumez, ou à la Rochelle ou en quelque autre lieu, où il faudra qu'elle s'embarque : Ce qui se fera pour lors avec la grandeur & la dignité convenable à leurs Majestez.

XVIII. Et d'autant que suivant le quatriéme Article de ce Contract lesd. Excellens Seigneurs Duc d'Estrées, & Evéque-Duc de Laon se sont obligez de faire fournir à Lisbonne la somme de 400000. écus, qui font un million & 200000 livres tournois, en argent bon aiant cours, & qu'il peut être du Serenissime Roi de Portugal qu'on emploie dés ici, en une, deux, trois ou plusieurs parties ladite somme : Il a été convenu & accordé, que celles qui seront demandées pour ce sujet par le Sieur Pierre Dalmeida Conseiller de Porto, Secretaire de cette Ambassade, comme Tresorier de la Dot de ladite Serenissime Princesse en vertu du pouvoir à lui donné par le Serenissime Roi de Portugal, lui seront fournies, & de tout ce qui sera reçû par ledit sieur Dalmeida, & dont il aura donné ses quittances, le Serenissime Roi de Portugal en sera tenir compte sur le prix de la Dot, comme s'il l'avoit fait recevoir lui même.

XIX. Enfin lesdits Seigneurs Duc d'Estrées, & Evêque-Duc de Laon s'obligent & promettent au nom de Monsieur le Duc de Vendóme, que lui & tous ceux de sa Maison s'emploieront en France, & par tout ailleurs pour tout ce qui regardera les interéts du Serenis. Roi de Portugal, comme ils feroient pour les leurs propres, & dans toutes les occasions qui s'en presenteront; & à cet effet ledit Serenis. Seigneur Roi pourra tenir en France, auprés de Monsieur le Duc de Vandosme, la personne qu'il jugera necessaire, comme pareillement Monsieur de Vandosme pourra tenir au prés du Serenis. Roi de Portugal telle personne qu'il jugera convenable. J'ai Loüis Matharel Conseiller du Roi en ses Conseils, & Secretaire

ANS de J. C. 1666. taire general de la Marine, commis & choisi à cet effet par lesdits Excellens Seigneurs Duc d'Estrées, & Evéque-Duc de Laon, fait escrire les presens articles, en la Maison de l'Excellent Seigneur Marquis de Sande Ambassadeur extraordinaire du Serenissime Roi de Portugal vers le Roi de la Grande Bretagne. A Paris le vingt quatriéme jour de Février mil six cens soixante six signé Francisco de Mello Marquis de Sande; le Duc d'Estrées, Cesar d'Estrées Evesque Duc de Laon, Pair de France, & scellé des Sceaux de chacun desdits Seigneurs.

L.

ANS de J. C. 1666.

ANGLETERRE ET BARBARIE.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre &* LID-HAMET HADER GAYLAND *Prince de la Barbarie Occidentale, d'Arzille, d'Alcassir,* &c. Fait le 12. Avril. 1666. Theatrum Pacis. Tom. II. pag 190.

SIt ab hoc inde die, & futuris temporibus in perpetuum, Pax firma & inviolabilis, inter partes utrasque, nec ob damna hinc inde illata, aut unâ aut altera parte ulla satisfactio exigetur.

II. Conventum fuit, quod Tangrenses rura à fluvio Jenes inde juxta lineæ ductum usque ad fluvium Ticeros, propè veterem Urbem Tangis possideant, retineant, & liberum ipsis fiet, districtum illum serere frugibus pro lubitu, ut tamen nullas ibidem arbores plantent, nec vineas instituant, nec ulla fortalitia aut munimenta, sive minora sive majora illîc locorum exstruant.

III. Si quando Tangrenses lignis indigebunt, & de eo sua Excellentia Domini Generalis, Dominum Cid-Hamet-Hader-Gayland certiorem reddiderit, tenebitur ille, durante tempore, quo Angli arbores succident, & in Urbem convehent, necessarios illis custodes ponere, quorum subsidium dictus Generalis Tangerensis factâ solutione rependet.

IV. Omnibus navibus cujuscunque generis, utriusque partium integrum esto ad- & ex-portubus utriusque commeare, in iis negotiari, & mercaturam, quando & quomodo ipsis placuerit, exercere.

V. Quotiescunque sua Excellentia, Generalis Tangerensia aliquâ annonâ, puta vaccis, ovibus, gallinis, & similibus, opus habebit, toties Cid-Hamet-Hader-Gayland, aut qui loci ipsius summæ rerum præerit, si de eo certior factus fuerit, obstrictus erit curare, ut illa sua Excellentia, Gubernator Tangerensis, pro certo eoque æquo pretio consequatur, ipseque sumptus ad hoc requisitos, ut Tanger transportentur, ferat.

VI. Munimenta nulla extra tractum, post Tractatuum horum Conclusionem, extruentur; jam verò exstructa reparare & meliorare, ut & excitari cœpta perficere, tractumque in eo statu, quo pro nunc se habent conservare liceat.

VII. Omnes illi, qui furtum aliquod aut aliud quodpiam delictum commiserunt, & ab una ad alteram partem transfugient, in carceres compingentur &, ex iis alteri transmittantur, quò il debito supplicio malefacta luant. Et si quid furto surreptum fuerit, id omne in Domini & Proprietarii manus restituetur. ANS de J. C. 1666.

VIII. Si quidam Cafiles, uti illi vocantur, plures numero decem, ad Urbem Tanger venerint, tunc Equites destinati quopiam in loco subsistent, usque dum illorum decem conjunctim urbem intrent, & postquàm merces & sarcinas suas apparuerunt, iterum exeant. Nec ulli, nisi soli equites, in Tanger armati intrabunt. Si quando quoque quis alteri adversæ partis molestiam aut injuriam inferet, in illum secundùm Jura & pro qualitate admissi animadvertetur.

IX. Nomine Excellentiæ suæ Cid-Hamet-Hader Gayland assensus præstitus fuit, quod naves Tangerenses, si id postuletur, lapidibus onerari possint, quibus viam à Capo Spartel ad punctum Australem Nay versùs Tanger usque sternant.

X. Quemadmodum Majestas sua (Regis), Magnæ Britanniæ, cujus amicitiæ & bonæ voluntatis inclinationi, Excellantia sua Cid-Hamet-Hader Gayland respondere volupe duxit, concessionem prædicti districtûs gratâ mente agnoscet; Ita & ex adverso pollicetur missurum semet dicto Cid-Hamet-Hader Gayland ducentas Tonnas pulveris tormentarii purificati, in sequenti modo & ratione, nempe statim atque hi Articuli confirmati fuerint quinquaginta Tonnæ, & iterum quinquaginta aliæ, abhinc intra trium mensium spatium, & iterum similiter sub finem singulorum trium mensium quinquaginta Tonnæ, quàm diu pax duraverit, tradentur.

XI. Quoniam quoque multæ Naves peregrinæ versùs Tanger commeant, & ibidem appellant, quarum ratione potissimùm commodum & incommodum Anglorum vertitur, propreteà invicem conventum fuit, ut nulli in Tanger venienti vel hinc excurrenti navi, si intra Punctum Theodseje (linguâ Anglicanâ Punctus ultra flumen Jenes vocatus) & alterum Punctum, quem Naye versùs Tanger à parte Australi format, Arabicè Puese Almanse dictum, reperietur, ulla Navis ad Subditos dicti Cid-Hamet-Hader Gayland pertinens, minimè insultet.

XII. Consensit sua Excellentia, Dominus Generalis Tangirensis, pro sua parte, casu quo sua Excellentia Cid-Hamet-Hader Gayland ope & auxilio ad nationem Anglicanam pertinentium navium, adversùs hostes suos, qui Angliæ amicitiæ fœdere juncti non sunt, opus habebit, quòd Naves illæ, si in Naye propè Tanger subsistent, omnimodè pro posse eidem assistent. At verò si dicti hostes Cid-Hamet-Hader Gayland Anglorum boni amici sint, tunc nec memoratæ Naves, nec aliquis nationis Anglicanæ tenebuntur prædicto Cid-Hamet-Hader Galland, vel mari, vel terrâ, adjumentum conferre.

XIII. Omnibus Mercatoribus, qui Cid-Hamet-Hader Gayland Subditi sunt, ex æquo & bono Jus circa debitorum suorum exactiones administrabitur, quod ut & ab altera parte reciprocè fiat, intelligendum veniet.

Omnes hi Articuli per partem utramque in Tanger 12. Aprilis Anno, MDCLXVI. plenariè concordati & confirmati fuerunt.

ANS de J. C. 1666.

PROVINCES U-NIES ET MUNSTER.

LI.

Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, & Christophe Bernard Evêque de* MUNSTER, *Fait à Cléves, le* 8. *Avril*, 1666. Recueïl des Traitez faits entre les Etats des Provinces-Unies des Pays-Bas & divers Etats, &c. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XII. pag. 784. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 239.

NOtum sit unicuique hisce presentibus, quod cum Anno proxime elapso orta sint quædam dissidia inter Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum ab una, & reverendissimum ac celsissimum Dominum, Dominum *Christophorum Bernardum*, Episcopum & Principem Monasteriensem, &c. ab altera parte, quæ eo usque increverunt, ut non modo in apertum bellum exarserint, sed & periculum fuerit, ne se ad vicinas Regiones, præcipue etiam ad Romani Imperii Terras & ditiones extenderent, easque suis incommodis & damnis involverent, nisi in tempore, provisum esset, quo dicta dissidia, eorumque calamitates, pericula & sequelæ via amicabili componerentur; tandem divina Bonitate factum esse, ut mediantibus, annitentibus, & operam suam conferentibus, Romanorum Imperatore, Rege Christianissimo, sacri Romani Imperii Electoribus, Moguntino, Coloniensi ac Brandenburgico, & Principibus, Episcopo Paderbornensi, Palatino Rheni Neoburgico, Ducibus Brunswico, Luneburgicis, Wulfenbuttano & Calenbergensi, de Pace sit suscepta cogitatio, in eumque finem Domini Ordines Generales Uniti Belgii, ad tam bonam metam collimantes commiserunt ac deputarunt Nobilissimum & strenuum Dominum *Dominum a Beverning*, in concessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatum ab una: Et prædictus Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis ab altera parte, admodum Reverendum & Generosum Dominum *Matheam Korf* condictum Schmising, nec non Nobilissimum ac strenuum Dominum *Berhardum à Wiedenburgh*, respective Ecclesiarum Cathedralium Monasteriensis & Hildesheimensis Decanum & Thesaurarium, & prædicti Domini Episcopi intimos Consiliarios, ac judicii Aulici Monasteriensis Præsidem: Qui vigore sufficientium Mandatorum & necessariarum Procurationum, (quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt) in mutuas Pacis & Amicitiæ leges consenserunt & convenerunt tenore sequenti.

I. Pax sit perpetua & constans inter Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Uniti Belgii, & Reverendissimum ac Celsissimum Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, eaque sic colatur & servetur serio, ut mutuis sibi invicem commodis studeant, & omnia humanitatis, bonæque viciniæ officia præstent.

II. Sit omnium utrinque actorum Amnestia & perpetua oblivio eorum, quæ ab una vel altera parte facta sunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius causa vel prætextu alter alteri post hac quidquam hostilitatis, molestiæ, vel impedimenti inferat, moliatur, aut in detrimentum vel præjudicium alterius tentet, aut tentari faciat: Sit etiam Amnestia hæc universalis, ratione omnium eorum, qui uni vel alteri parti adhæserunt, exceptis iis, qui proditionis arguentur, ita tamen, ut illis via juris utrinque aperta, & uxoribus, liberisque & hæredibus bona salva maneant; Dominusque Episcopus nemini Vasallorum ex occasione & causa hujus belli investituram tam ab Episcopatu Monasteriensi, quam Abbatia Corbeiensi dependentem negabit, neque ob alias prætensiones aut lites protrahet aut differet, quod idem ex parte Dominorum Ordinum in similibus casibus reciproce observabitur.

ANS de J.C. 1666.

III. Porro Dominus Episcopus Monasteriensis statim & illico pace facta Dominis Ordinibus Generalibus Confœderati Belgii restituet omnia ea loca, nullo reservato, quæ durante hoc Bello occupavit, & quæ ex iisdem in ipsius potestate tempore conclusionis invenientur, eaque omnia in eo statu reddet; quo tempore restitutionis erunt; specialiter etiam Castrum & Oppidum Borculoe, & insuper promittet se durante hoc negotio, & à die ultimo Mensis Martii sedulo curaturum, ne interea in prædictis locis occupatia suo facto vel mandato quidquam deterius reddatur, aut à Subditis aliquid amplius vel pro redimendis ædibus, vel sub aliorum Belli onerum prætextu, quocunque demum nomine fiat, petatur aut exigatur, sed è contra providebit modis omnibus ut eo in statu conserventur, quo die ante nominato fuere, & si quid contrarium interea actum, aut qualecunque damnum locis iis illatum fuerit, ipsa bona fide resarciet, & in priorem illum statum suis impensis restituet, eumque in finem utrinque liberum sit, Commissarios aliquot, si velint, quamprimum ad præfata loca mittere, qui curent, ne quid contra tenorem hujus Articuli quis attentet.

IV. Curabit insuper bona fide, ut miles omnis, qui præfato tempore in prædictis locis repetietur, ex iis omnibus, & quidem generaliter ex universo Territorio Dominorum Ordinum Generalium adducatur; Liberum autem ei Transitum per Territoria sua, modo necessarius sit, Domini Ordines Generales pollicentur, ita tamen, ut breviori & commodiori, qua fieri poterit, via, eaque, quam præeunte Commissario præscribent, ad Territorium Monasteriense transeat, nec spolium ullum aut bona deprædata secum auferat, nec vim aut damnum quodcunque Incolis in eo transitu inferat.

V. Vicissim Domini Ordines Generales bona fide promittunt, nullum actum hostilitatis à die vigesimo quarto Aprilis contra Dominum Episcopum aut ejus Episcopatum Monasteriensem exercituros, & si quid contrarium actum fuerit se bona fide resarcituros.

VI. Domini Ordines Generales ex Territorio Domini Episcopi Exercitum suum, omnemque militem abducent, qui tum temporis ibidem in expeditione aut statione reperietur, eodemque modo liber iis transitus concedetur, si necessarius sit, nec vim aut damnum quodcunque incolis in eo transitu inferat, nec spolium ullum aut bona post prædictum diem deprædata secum auferat: Captivi etiam hujus Belli cujuscunque conditionis sint, utrinque sine soluto pretio seu lytro liberi demittentur, solutis solummodo debitis in captivitate ab iis legitime contractis, nec exigetur post hac, quod à prædictis captivis, aut etiam durante hoc Bello ab unius vel alterius Incolis extortum, & promissum quidem, sed prædicto die vigesimo quarto Aprilis nondum præstitum fuerit: Et cum ab una vel altera parte indictæ sint Contributiones ad certas summas pro Personarum & locorum securitate singulis Mensibus aut septimanis persolvendæ, eæ secundum normam & Regulam, de qua cum Oppidorum aut Pagorum Commissariis, aliisve quibuscunque conventum est, ad ultimum usque diem hujus Mensis Aprilis, nec ulterius persolvantur.

VII. Conventum est, ut Dominus Episcopus Exercitum suum statim subsecuta ratificatione hujus Tractatus dimittat, retento solummodo eo milite, qui firmandis præsidiis, & ad securitatem Provinciæ suæ necessarius est; quod cum Domini Mediatores, & ipse Dominus Episcopus judicent, fieri posse cum tribus millibus; ita & ille promittit, se illum numerum non excessurum, & quod inposterum novum militem non conscribet, nisi id necessitas & securitas Imperii & Circulo-

ANS de J.C. 1666. culorum, vel etiam Fœdera huic Tractatui non contraria requisiverint aut postulaverint, idque insuper non aliter, quam secundum Imperii constitutiones, Instrumentum Pacis, & Jura Principum, quibus Domini Ordines per hoc nihil derogatum volunt.

VIII. Renunciabit insuper Dominus Episcopus omnibus & singulis Fœderibus huic Paci contrariis, & nunquam se de novo contra Dominos Ordines Generales cum aliis Principibus aut Magnatibus devinciet, neque eorum Rempublicam novo unquam Bello adorietur.

IX. Ut & ad reciprocam Domini Episcopi securitatem Domini Ordines Generales declarabunt, quemadmodum declarant hisce præsentibus, se deinceps nullis omnino fœderibus obstrictos esse, quæ huic Paci sint contraria, ejusve scopum aut effectus aliquo modo possint impedire; bona etiam fide promittunt, se peracto hujus Tractatus negotio nihil unquam hostile sub quocunque prætextu, vi aut armis contra Domini Episcopi Personam, aut contra Episcopatus Monasteriensis Territoria molituros, neque unquam se contra eundem, aut ejus Episcopatum cum aliis Principibus aut Magnatibus devincturos.

X. Confœderati etiam & Amici utrinque hoc Tractatu comprehenduntur, & nominatim ex parte Dominorum Ordinum Generalium, Serenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Fridericus Tertius, Daniæ, Norwegiæ, Gothorum & Vandalorum Rex, &c. Serenissimus & Celsissimus Princeps ac Dominus, Dominus Gregorius Wilhelmus, Dux Brunswicensis & Lunæburgensis, &c. Reverendissimus, Serenissimus ac Celsissimus Princeps ac Dominus, Dominus Ernestus Augustus, Episcopus Osnabrugensis, Dux Brunswicensis & Lunæburgensis, &c. Serenissimus & Celsissimus Princeps ac Dominus, Dominus Christianus Albertus, Hæres Norwegiæ, Dux Slefwici, Holsatiæ, &c. Illustrissimus Comes ac Dominus, Dominus Antonius Gunterus, Comes in Oldenburg, &c. cum omnibus Regnis, Ducatibus, Comitatibus, Ditionibus, Regionibus & Terris, quæ jam possident, aut imposterum possidebunt, simul & eorum incolis & subditis: Et ex parte Domini Episcopi Monasteriensis, Sacra Cæsarea Majestas & Romanorum Imperium, ac Confœderati Rhenani, aut qui ex iis vel aliis Amicis includi voluerint, & duorum vel trium Mensium spatio se includi velle declaraverint, cum omnibus Regnis, Ducatibus, Comitatibus, Ditionibus, Regionibus & Terris, quæ jam possident, aut imposterum possidebunt, simul & eorum Incolis & Subditis. Similiter includantur utriusque Partis Duces & Præfecti Militiæ nominatim Illustrissimus Comes ac Dominus, Dominus Georgius Fredericus, Comes de Waldeck, cum suis Comitatibus & Terris; idque eo cum effectu, ut de omnibus & singulis in iis contentis absolute gaudeant; eodem modo & eodem jure, quo ipsæ Partes Principales. Ita tamen, ut si inter Partes prædictas, illarumque Confœderatos & comprehensos lis aut controversia quædam aut jam sit, aut deinceps orta fuerit, illa hinc inde non aliter, quàm via amicabili, aut secundum jus & Constitutiones Imperii absque via facti aut armorum strepitu determinetur.

XI. Quantum ad Dominium de Borculoe, Domini Ordines Generales non desiderant, ut ratione juris sive directi Dominii, sive utilis, per hunc Tractatum aliquid mutetur, sed manet hoc jus in eo statu, in quo fuit ante hoc Bellum: Renunciat vero præfatus Dominus Episcopus Juri superioritatis in dicto Dominio de Borculoe cum suis dependentiis, cum consensu Capituli; ita tamen, ut ista renunciatio non prejudicet Juri Imperii, Sed illud per omnia salvum maneat, quod ipsum tamen inter Imperatorem & Dominos Ordines non nisi via amicabili aut alià utrinque bene visa decidetur.

XII. Ut & utrinque omnibus & singulis prætentionibus quæcunque tandem illæ sint, vel esse possint, vero Domini Ordines Generales & Dominus Episcopus, etiam consentiente prædicto Capitulo Monasteriensi, bona fide renunciant, ita ut præsenti hoc Tractatu pro extinctis habeantur. ANS de J.C. 1666.

XIII. Nunquam posthac Dominus Episcopus, vel ejus Successores sub quocunque prætextu, vel ex quacunque causa neque per se, neque per sibi incorporatos & subjectos, causis ad Dominos Ordines Generales Confœderati Belgii, ejusque incorporatos, & subjectos pertinentibus se immiscebit, neque imposterum contra illos Arresta & Repressalias decernet, vel executiones rerum judicatarum impediet; Et si quæ controversiæ præter spem inter prædictos Dominos Ordines & Dominum Episcopum Ejusve Successores unquam oriantur, non alio quam amicabili modo, vi Guarantiæ super hoc Tractatu præstitæ componantur; Privatorum vero lites semper ad judicem Committentem remittentur; earum autem, vel etiam cujuscunque alterius prætextu & causa, nunquam contra Dominos Ordines Generales ejusve Incorporatos & Subjectos, armis, vi, aut facto ipso aliquid attentabit; idem Domini Ordines Generales Confœderati Belgii pro se & omnibus sibi incorporatis pollicentur atque promittunt, quem in finem utraque Pars paciscens tenebitur, quemadmodum se teneri velle hoc ipso se obstringit & obligat facturum, ut omnibus & singulis partibus in judicio litigantibus absque mora & ullo Personarum respectu Justitia administretur.

XIV. Ad majorem prædictorum cautelam & securitatem Romanorum Imperator, Rex Christianissimus, Electores Moguntinus, Coloniensis & Brandenburgicus, Episcopus Paderbornensis, Princeps Palatinus Rheni Neoburgicus, Augustus & Johannes Fredericus Duces Brunswicenses & Lunæburgenses, usque dum plures ad eandem requirantur, super hoc Tractatu, & omnibus ac singulis ejus Articulis Guarantiam, solemni & meliori forma vigore specialis desuper confecti Instrumenti promittunt, ita ut si una vel altera Pars huic Paci, ejusve Articulis non satisfecerit; vel iisdem quocunque tempore in quocunque capite contravenerit; obstricti esse velint, eam non solum autoritatum & dignitatum suarum interventione, sed & omni ope & mediis sufficientibus ad implenda & servanda pacta compulsuros.

XV. Item conventum est, & utrinque placuit; quod præsens Tractatus, atque omnia in eo contenta & conclusa à dictis Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, & dicto Domino Episcopo & Principe, simul & à Capitulo Monasteriensi per patentes utriusque partis literas, Sigillo magno munitas, debita & authentica forma inter quindecim dies proxime insequentes aut citius, si fieri poterit, confirmabuntur, & ratihabebuntur mutuaque instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur, & concedetur hunc in finem illis, qui extraditionem istam facient, salvus conductus qui hoc ipso pro concesso habebitur; Fietque à die prædictæ extraditionis Militum exauctoratio, prout Articulo septimo conventum, nec ab exauctoratione cessetur, donec illa perfecta fuerit, quod absque intervallo, & intra quindecim dies à prædicto die computandos absolvi debet; necnon & Tractatus hic statim à traditis & permutatis Instrumentis, forma & loco solitis publicabitur.

Traduction du Plenipouvoir des Etats Generaux des Provinces-Unies.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront salut, sçavoir faisons, qu'étant portez à terminer, à des conditions raisonnables, les mesintelligences, qui sont survenuës entre cet Etat & Monsieur l'Evêque de Munster, & la guerre qui s'en

eſt enſuivie, & ainſi ramener & rétablir une paix ſalutaire dans les quartiers & pays és environ, nous avons trouvé bon de deputer le noble, diſcret, ſage, & prudent Seigneur, Hierome de Beverning, deputé dans nôtre Aſſemblée de la part de la Province de Hollande & de Weſt-Friſe ; Et ſachant qu'il a pour cet effect, beſoin de nôtre procuration, plainpouvoir, authorité & mandement, pour ôter tous les ſcrupules qui pourroient naître à cet égard, Nous lui avons donné, comme nous lui donnons, en vertu des preſentes, pleinpouvoir, authorité & mandement ſpecial pour conclure & ſigner finalement avec ledit Evêque de Munſter, ou ceux qui ſeront par lui authoriſés, le Traitté de Paix encommencé ; Promettant ſincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme, ſtable & valable tout ce qui par le ſuſdit ſieur nôtre deputé en laditte qualité ſera fait, promis, conſenti & accordé, & de l'entretenir & obſerver inviolablement, ſans rien faire ni ſouffrir être fait allencontre directement ou indirectement en quelque maniere que ce puiſſe être, & de ratifier & aprouver le tout, & ſi beſoin eſt d'en accorder & paſſer Lettres & Inſtrumens en bonne forme à l'entier contentement & ſatisfaction du ſuſdit Sieur Evêque. Donné à la Haye, ſous nôtre grand ſceau à paraphe du preſident de nôtre Aſſemblée & la Signature de nôtre Greffier, le neufiéme Avril 1666. étoit ſigné J. v. Reygersbergh ut, & plus bas étoit écrit par ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats Generaux, ſigné N. Ruyſch.

Traduction du Plein-pouvoir de l'Evêque de Munſter.

NOus Chriſtophe Bernard par la grace de Dieu Evêque de Munſter, Adminiſtrateur de Corvay, Burgrave de Stromberg, Prince du St. Empire & Comte de Borckloke &c. ſavoir faiſons que pour aſſoupir les meſintelligences & la guerre, où nous ſommes depuis quelque tems avec les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ayant reſolu de deferer à la Mediation, que leurs Majeſtés Imperiale, & tres-Chrétienne & pluſieurs Electeurs & Princes de l'Empire nous avoient offerte pour nôtre accommodement à l'amiable, & eyant pour cet effet convenu d'une aſſemblée à faire dans la Cour de S. A. E. de Brandenbourg à Cléve, Nous aurions deputé & commis nôtre conſeiller Privé le Sieur Matthieu Korf, dit Schmiſing, reſpectivement Doyen & Cuſtode de Nôtre Cathedrale de Munſter & de celle de Hildesheim, & nôtre Conſeiller Aulique & Juge ſeculier de nôtre cour le Sr. Bernard de Wiedenbruck, pour ſe rendre à la dite aſſemblée de Cléve, y traiter & concerter, moyennant l'interpoſition des ſuſdits Seigneurs Mediateurs, tout ce qui pourroit conduire à l'accommodement & à la reconciliation des meſintelligences ſurvenuës à l'occaſion de la preſente guerre, comme auſſi dreſſer des Inſtrumens & des traités de ce qui auroit ainſi été concerté & aggreé de part & d'autre, & pour faire generalement tout ce que nous pourrions faire, ſi nous y étions preſents. C'eſt de quoi nous leur donnons toute authorité & pouvoir neceſſaire, & promettons en parole de Prince de faire fidellement obſerver ce qui ſera ainſi traité & promis par eux, & de les en indemniſer, comme de coûtume, en foi de quoi nous avons ſigné la preſente, & appliqué nôtre cachet. Fait à Munſter le 25. de Mars l'an 1666.

Chriſtophle Bernard.

L. S.

In quorum omnium fidem prænominatus Celſorum & Præpotentum Dominorum Ordinum Generalium Deputatus Extraordinarius, ſicut & prænominati Reverendiſſimi ac Celſiſſimi Epiſcopi & Principis Monaſterienſis Deputati Extraordinarii vi & vigore præfatarum ſuarum Commiſſionum & Mandatorum manibus propriis ſubſcripſerunt, & Sigillis ſuis muniverunt. Actum Cliviæ ipſo die Palmarum, qui eſt 18. Aprilis ſtilo novo Anno 1666.

L. S. H. v. Beverningk. (L. S.) Matthias Korff dictus Schmiſingk.

L. S. Bernhards von Widenbruck.

In ſupradictorum omnium fidem infraſcripti Domini Plenipotentiarii non ſolum hoc Inſtrumentum ſubſignatione ſua communiverunt, ſed inſuper etiam promiſerunt, ſicuti & hoc ipſo promittunt, quod ſpatio ſex ſeptimanarum Guarantiæ ſeu Manutentionis aſſecurationem in tali forma, prout Conventum & à dictis Dominis Plenipotentiariis ipſis partibus paciſcentibus extraditum eſt propria Dominorum Committentium ſuorum manu ſubſcriptam exhiberi curabunt. Actum Clivis eodem quo ſupra die Palmarum, qui eſt 18. Aprilis Anno 1666.

Johannes Baro de Goeſſe, S. C. M. Plenip. *Colbert. S. Chriſt. Maj. Plenip.* *M. Fridericus Liber. Baro de Schonborn*
Hen. Barz Dr. & Chriſtopher. Gudenus Dr. Plenip. El. Mogunt.
Petrus Buſchman, Plenip. Elect. Colon.
Ottho L. B. a Schwerin, & W. W. Blaſpell, Plenip. El. Brand.
Caſpar Philip v. Ketteler.
Johannes Adolphus L. B. de Furſtenbergh. *Conradus Meinders Dr. Conſiliarius Epi. Pader. & Plenip.*
Franciſcus de Giſe Plenipotentiarius Ducis Palatino Neoburgici.
Fridericus ab Heimburg. Auguſti Ducis Brunſvic. & Luneb. Plenipotentiarius. *Otto Grote.*
Ludolphus Hugo, Joannis Friderici, Ducis Brunſvicenſis & Lunaburg. Plenipotentiarii.

Ratificatio Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Conſtare volumus, omnibus & ſingulis, quorum intereſt, eut quomodolibet intereſſe poterit ; Quoniam, juſto deſiderio, ac propenſa voluntate, moti ſumus, cum Reverendiſſimo & Celſiſſimo Domino, Domino Chriſtophoro Bernhardo, Epiſcopo & Principe Monaſterienſi, contrahere & inire, firmam, ſinceram mutuamque pacem ; & deſiderantes hujus ſalutaris operis progreſſum neceſſarium duximus, Clivos ablegare Dominum Hieronymum à Beverningk, in conſeſſu noſtro, à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Weſt-Friſiæ Deputatum, ut cum Reverendis & Generoſis Dominis, Præfati Reverendiſſimi ac Celſiſſimi Domini Epiſcopi Commiſſariis conveniret, de firma, ſincera & mutua illa pace, utrimque colenda, & obſervanda : Illi autem cunctis accurate deliberatis, ventilatis & diſcuſſis, nomine utriuſque partis, pacem mutuam pepigerint & concluſerint, nec non de peculiaribus articulis, invicem convenerint, quorum tenor is eſt, qui hic & infra verbotenus ſequitur inſertus : Proinde prædictum ac ſupra hic inſertum factæ pacis atque Articulorum conventorum Inſtrumentum, per prænominatum noſtrum Ablegatum & præfatos Commiſſarios in Ordinem redactum, in omnibus punctis & clauſulis, approbavimus & ratum habuimus prout tenore ac vigore præſentium, illud approbamus & ratum habemus, ſpondentes, nos dictum Inſtrumentum, cum omnibus punctis & clauſulis ſuis, inviolabiliter ſervaturos ac impleturos, neque paſſuros, ut à quoquam ullo modo infringatur, vel violetur. In quorum fidem & robur hacce per noſtri Conſeſſus Præſidem ſignari, à Graphiario ſubſcribi, & Majori Sigillo noſtro muniri fecimus. Dabantur Hagæ-Comitum, die quarto Maii Anni ſupra milleſimum ſexcenteſimum ſexageſimi ſexti. *A van Nyeveen*, ut. Ad mandatum Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *N. Ruyſch.*

ANS de J. C. 1666.

Ratificatio Domini Episcopi Monasteriensis.

NOs Christophorus Bernardus Dei gratia Episcopus Monasteriensis, Administrator Corbeiensis, Burgravius Stromborgensis, Sacri Romani Imperii Princeps, & Dominus in Borckelo, &c. Constare volumus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit : Quoniam justo desiderio ac propensa voluntate moti sumus cum Celsis & Præpotentibus Unitarum Belgii Provinciarum Ordinibus contrahere & inire firmam, sinceram, mutuamque pacem & desiderantes hujus salutaris operis progressum, necessarium duximus ablegare infra nominatos nostros Plenipotentiarios, ut cum & infra nominato Domino Generalium Statuum Fœderatorum Uniti Belgii Deputato ac Plenipotentiario convenirent, de firma, sincera & mutua illa pace utrimque colenda & observanda; Illi autem cunctis accurate deliberatis, ventilatis & discussis nomine utriusque partis pacem mutuam pepigerint, & concluserint, nec non de pecularibus Articulis invicem convenerint, quorum tenor is est, qui hic & infra verbotenus sequitur insertus. Proinde prædictum ac supra hic insertum factæ pacis atque Articulorum conventorum Instrumentum cum præmemorato Ordinum Plenipotentiario per dictos Deputatos nostros in ordinem redactum in omnibus punctis & clausulis approbavimus, & ratum habuimus, prout tenore ac vigore præsentium illud approbamus & ratum habemus, Spondentes Nos dictum Instrumentum in omnibus punctis & clausulis inviolabiliter servaturos ac impleturos, neque passuros, ut à quoquam ullo modo infringatur, aut violetur. In quorum fidem & robur hoc manus nostræ subscriptione munivimus, & majora nostra & venerabilis nostri Cathedralis Capituli Sigilla appendi fecimus, Signatum Monasterii, die vigesima sexta Mensis Aprilis Anno 1666.

Christophorus Bernardus.

ut.

I. E. *Brabeck*,

LII.

ANS de J. C. 1666.

FRANCE ET ALGER.

Traité de Paix entre le Royaume de FRANCE, *& la Ville & Royaume* d'ALGER. *Du dix septiéme May*, 1666. Freder. Leonard. Tom. V.

L'An mil cens soixante-six, le dix-septiéme jour de May, du Regne du Tres-Chrestien, Tres-Puissant, Tres-Excellent & invincible LOUIS XIV. du Nom, par la grace de Dieu Empereur de France & de Navarre : Le Sieur ANDRE FRANCOIS TRUBERT, Gentilhomme ordinaire de la Maison de sa Majesté, & Commissaire General de ses Armées Navalles, Envoyé par le Tres-Haut & puissant Prince Monseigneur FRANCOIS DE VENDOSME, Duc de Beaufort, Prince de Martigues, Pair, Grand Maistre, Chef & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de France ; en consequence des Lettres écrites par les tres-illustres Bacha, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger : Par lesquelles ils auroient témoigné estre en volonté de retablir l'ancienne amitié & bonne correspondance qui étoient autrefois entre les Sujets de S. M & eux, se feroit presenté en ladite Ville d'Alger, où aprés avoir rendu les Lettres de Creance de son Altesse en réponse, lesdites tres-illustres Bacha, Divan & Milice, en expliquant les ordres du Grand Seigneur, & en executant la Capitulation cy-devant faite entre les Empires de deux si grands Mouarques, auroient d'un commun consentement resolu de rétablir, & même de conserver & maintenir à l'avenir une bonne Paix & amitié, & pour cet effet sont convenus des Arricles suivans.

ANS de J.C. 1666.

PREMIEREMENT. Que les Capitulations faites & accordées entre les deux Empereurs ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France envoyé exprés à la Porte du G. S. pour la Paix & repos de leurs Estats, seront exactement & sincerement gardées, & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu directement ou indirectement.

II. Que toutes courses & actes d'hostilité, tant par Mer que par Terre cesseront, sans qu'à l'avenir les Corsaires du Royaume d'Alger, rencontrans les Navires & autres Bastimens François, tant de Levant que de Ponant, ensemble tous Negotians sous la Banniere de France Sujets de S. M. puissent visiter, prendre ny toucher aux Personnes, Robes, Vaisseaux & Marchandises, ny autre chose leur appartenant, ayant passeport de l'Admiral de France : & pour appuyer d'autant plus le present Traité, qui n'a esté rompu que par les Armateurs particuliers, les tres-illustres Bacha, Divan & Milice, leur ordonneront de n'y contrevenir en aucune maniere que ce soit, & seront obligez avant que de sortir de leurs Ports de prendre un Certificat du Consul François resident en ladite Ville d'Alger, pour estre reconnus des Navires, Galeres & Bastimens de France, afin que les Corsaires de Tripoli, & autres de Barbarie, ne puissent se prevaloir de la conformité de la Langue & Estendart.

III. Comme aussi, ne sera permis que dans les Ports de France soient armez aucuns Vaisseaux pour courre sur ceux d'Alger : & en cas que quelques Sujets de S.M. se missent au service d'autres Princes, & fissent le Cours sous la Banniere d'iceux, S. M. les desavouëra, & ne leur donnera aucune retraite dans ses Ports pour y conduire les Turcs desdites Villes & Royaume ; & si tant est qu'ils y abordassent, Sadite Majesté les fera mettre en liberté avec leurs Navires & facultez. De meme s'il estoit mené par les Corsaires des autres Royaumes & Païs de la Domination du Grand Seigneur, quelques François par force dans la Ville & Royaume d'Alger, il leur sera donné à l'instant liberté, avec une entiere restitution de leurs biens.

IV. Que tous les Esclaves François qui sont dans les Villes & étenduë du Royaume d'Alger, pris sous quelque Banniere que ce soit, & qui pourroient estre pris à l'avenir, de quelque qualité & condition qu'ils soient sans en excepter aucun, seront mis en liberté & rendus de bonne foy, ainsi que les Jannissaires qui sont en France pris sous la Banniere & dans les Vaisseaux de la Ville & Royaume d'Alger, seront pareillement rendus.

V. Les Navires, Galeres & autres Bâtimens, tant de Guerre que de Marchandises de part & d'autre, se rencontrans à la Mer, aprés s'estre reconnus par les Patentes de l'Admiral de France, & par le Certificat du Consul des François, qu'ils se feront voir reciproquement par le moyen de leurs Chaloupes & Batteaux, se donneront nouvelles & seront reçûs dans tous leurs Ports & Havres, comme vray & bons amis, & leur sera fourni tous les vivres, munitions & marchandises dont ils auront besoin, en payant au prix courant des Marchez publics les droits ordinaires.

VI. Et pour travailler à l'établissement d'un Commerce ferme & stable, les tres-illustres Bacha, Divan & Milice, envoyeront s'il leur plaist, deux personnes de qualité d'entre eux resider en la Ville de Marseille, pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les contraventions du present Traité, ausquelles sera fait en ladite Ville toutes sortes de bons traitemens, comme aussi le Consul des François fera le mesme office en la Ville & Royaume d'Alger.

VII. Ledit Consul joüira des mémes honneurs, facultez & pouvoirs dont il doit joüir en consequence des Capitulations qui ont esté faites, ou qui le seront cy-

aprés

ANS de J. C. 1666. aprés entre les deux Empereurs, & à cet effet aura la préeminence sur tous les autres Consuls, & aura chez luy l'exercice libre de la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les François qui se trouveront en lad. Ville. Il aura aussi le privilege de changer de Truchement quand il le jugera necessaire.

VIII. Qu'iceluy Consul ny autre Sujet de S. M. ne sera contraint de payer les dettes d'aucun François ou autre, s'il n'y est obligé par écrit : & que toute les Nations qui negotieront en lad. Ville & Royaume d'Alger, & qui n'auront point de Consul, reconnoitront celuy de France, & luy payeront les droits accoûtumez sans difficultez.

IX. Que les étoffes & vivres que le Consul François fera venir pour son usage, ou pour present seulement, ne payeront aucuns droits ny imposts, non plus que ce qu'il achetera sur les lieux pour la provision de sa maison. Que si quelque François ou autre estant sous sa protection, meurt dans l'étenduë du Royaume d'Alger, son bien sera mis entre les mains de celuy en faveur de qui il aura testé, si non entre celles dudit Consul, pour en rendre compte à qui il appartiendra : & en cas qu'il arrivat quelque different quel qu'il puisse estre qui causat la rupture du present Traité, il sera permis au Consul François de se retirer ou bon luy semblera, & d'emmener les Marchands François & ses domestiques, qui se trouveront dans la Ville & Royaume d'Alger, avec leurs biens & equipages en toute seureté.

X. Que si un Vaisseau ou autre Bâtiment François fait naufrage aux Costes desd. Ville & Royaumes d'Alger, il sera secouru par Mer & par Terre des Habitans des Costes, & les Marchandises & Bâtimens remis à qui ils appartiendront ou entre les mains du Consul : & que tant celles là que toutes les autres qui ne seront point venduës dans lad. Ville & Royaume, ne payeront aucuns droits, quoy qu'elles ayent esté déchargées, non plus que les Vaisseaux & Barques qui reprendront les Marchandises non venduës, ne payeront point d'ancrage pour leur sortie ; & en cas qu'il arrivât le même accident aux Vaisseaux & autres Bâtimens du Royaume d'Alger sur les Costes de France, ils recevront un traitement pareil.

XI. Si quelqu'un des Sujets de S. M. frappe ou maltraite un Turc ou Maure, on pourra le punir s'il est pris aprés en avoir donné avis au Consul ; mais en cas qu'il se sauve on ne pourra s'en prendre audit Consul ny à aucun autre. On demeure d'accord aussi que nul des Turcs ou Maures qui ont des Esclaves François, ne pourront les contraindre ny forcer à changer leur Religion, ny leur faire aucune menace pour les y obliger.

XII. Que les Marchands François negotiant dans tous les Ports & Rades du Royaume d'Alger, seront traitez pour les levées & impositions, autant & plus favorablement qu'aucune autre Nation étrangere ; & si à l'avenir il arrivoit de part ou d'autre quelque action qui pût estre prise pour sujet de mécontentement il ne sera pas pour cela permis à celuy qui s'estimera offensé d'user de force ou d'hostilité, jusques à ce que l'on ait refusé de faire Justice à ceux qui se plaindront, & pour le surplus seront les Capitulations cy-devant faites ou qui le seront cy-aprés entre les deux Empereurs, le present Traité observé de part & d'autre de point en point selon leur forme & teneur. Et afin que nul Sujet des deux Empires n'y puisse contrevenir, on les fera publier dans toute leur étenduë incessamment, & le tout plutost que faire se pourra. Le tout ayant esté accordé dans une Assemblée generale, ainsi arresté & signé en presence du Divan assemblé, Tappé en l'original de la Marque du Bacha ; & signé, ANDRE FRANCOIS TRUBERT.

LIII.

ANS de J. C. 1666.

LA FRANCE ET LES IROQUOIS.

Paix accordée par l'Empereur de FRANCE, *aux* IROQUOIS *de la Nation Tsonnont8an. A Quebec le vingt deuxième May* 1666. Freder. Leonard. Tom. V.

LE vingt-deuxiéme du mois de May de l'année 1666. les Iroquois de la Nation de Tsonnont8an, Superieure d'Onnontaé, estans descendus à Quebec pour y demander la Paix par dix de ses Ambassadeurs, nommez Garonhiaguerha, Sago8ichi8tonk, Osend8t, Gachioguentiaxa Hotiguerion, Hondegbaraton, So8end8annen, Tehaend8anba8enion, Honagueta8i, Tehonneritaguente, Tsohahin, aprés avoir fait entendre par la bouche de l'Orateur Garanhiaguerha leur Chef, le sujet de leur Ambassade par trente-quatre paroles, exprimées par autant de presens, ont unanimement demandé, qu'ayant toûjours esté sous la protection de Tres Haut, Tres Excellent, & Tres-Puissant Prince LOUIS Quatorziéme, par la grace de Dieu Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre, depuis que les François ont découvert leurs Terres, il plust à Sa Majesté de la leur continuer, & de les recevoir au nombre de ses fidelles Sujets, demandans que le Traité fait, tant pour la Nation d'Onnontaé, que pour la leur, ayt pour eux pleine force & son entier effet ; le ratifiant de leur part en tous ses points & articles, dont lecture leur a esté faite par Joseph Marie Chaumonot, Prestre & Religieux de la Compagnie de JESUS, nommé en Langue Huronne, Hechou : Ajoûtans en outre à tous lesdits Articles, qu'ils protestent effectuer de bonne foy ce qu'ils ont offert par leursdits presens, sur tout de faire passer à Quebec, aux Trois Rivieres, & à Mont-Real, de leurs Familles, pour servir de lien plus estroit de leurs personnes & de leurs volontez, aux Ordres de ceux qui auront en ce Païs l'autorité dudit Seigneur Roy, qu'ils reconnoissent dés-à-present comme leur Souverain. Demandans reciproquement entre toutes autres choses, qu'on transmette chez eux des Familles Françoises, & quelques Robes Noires, c'est-à-dire, des Jesuites, pour leur prêcher l'Evangile, & faire connoître le Dieu des François qu'ils promettent aymer & adorer, avec asseurance que non seulement ils leur prepareront des Cabannes pour les loger, mais encore qu'ils travailleront à leur construire des Forts pour les mettre à couvert des incursions de leurs Ennemis communs les Andastoaeronnons, & autres. Et pour que le present Traité fait de leur part en ratifiant le precedent, soit stable & notoire à tous, ils l'ont signé de la Marque differentielle & distinctive de leurs Familles, aprés que ce qu'ils ont demandé audit Seigneur Roy leur a esté accordé en son nom par Messire Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur de Tracy, Conseiller du Roy en ses Conseils, Lieutenant General des Armées de sa Majesté, & dans les Isles & Terre Ferme de l'Amerique Meridionale & Septentrionale, tant par Mer que par Terre, en vertu du Pouvoir à luy donné, dont est fait mention au present Traité, en presence & assisté de Messire Daniel de Remy, Seigneur de Courcelle, Conseiller du Roy en ses Conseils, Lieutenant General des Armées de sa Majesté, & Gouverneur de l'Acadie, Isle de Terre Neuve, & de Canada ; & de Messire Jean Talon, aussi Conseiller de sa Majesté, & Intendant de Justice, Police & Finances de la nouvelle France, qui ont signez avec ledit Seigneur de Tracy. Et comme Témoins François le Mercier, Prestre, Religieux & Superieur de la Compagnie de JESUS ; & Joseph Marie Chaumonot, aussi Prestre & Religieux de la même Compagnie, Interpretes des Langues Iroquoise & Huronne. Fait à Quebec le 25. May 1666.

LIV. *Trai-*

SUEDE ET SAXE.

(a) Ceci a été Traduit du Flamand, mais comme ce n'est pas l'Original, on ne le met ici qu'en François.

LIV.

Traité d'Alliance entre CHARLES XI. *Roi de Suede, &* JEAN GEORGE *Duc de Saxe, Fait à Hal, le 6. Juillet*, 1666. (a) Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XII. pag. 438.

SCachent tous par ces presentes, comme le Serenissime grand Prince & Seigneur, le Seigneur Charles Roy de Suede, des Gots, & des Vandales, &c. ensemble le Serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur Jean George Duc de Saxe & grand Marechal & Electeur du saint Empire Romain, ont pensé en eux mêmes, que vû les dangereux mouvemens qui se manifestent de toute part tant au dedans qu'au dehors de l'Empire, il étoit extremement necessaire dans cette conjoncture deveiller à temps, & moyennant l'assistance de Dieu, à la conservation & maintien de la precieuse Paix du Saint Empire, comme aussi des Pais & prerogatives d'iceluy, & de penser pour cet effect à une plus étroitte intelligence. C'est pourquoy sadite Royale Majesté de Suede, comme Roy & *Principalis compascifcens* de la Paix de Westphalie, & sadite Serenité Electorale de Saxe, au nom du grand Dieu, pour procurer une bonne Paix & tranquillité, & pour la conservation de tous les articles de la Paix de Munster & le droit d'un chacun, ensemble pour le maintien de la liberté de la Religion si precieusement acquise, sans offencer & prejudicier à aucun ont solidement & fermement accordé & sont convenus par ensemble des articles suivants.

I. Il y aura entre sa Royale Majesté & sa Serenité Electorale une bonne & ferme amitié, & promet sa Royale Majesté en parolle & foy de Roy à sa Serenité Electorale & à la maison Electorale d'icelui, sous laquelle sont compris ses chers freres, & consequemment aussi tous les autres Ducs de la ligne de Saxe, Altenbourg, Gotha, & Weymar, tant ensemble qu'en particulier, quand ils auront fait leurs instances auprés de sa Royale Majesté & de sa Serenité Electorale de Saxe comme chef de la Famille, de pouvoir entrer dans cette Alliance, de proteger & deffendre eux & leurs Pays, peuples, preeminences, dignitez, droits & justice de leursdits Electorat & Principauté contre tous ceux qui voudroient entreprendre de les attaquer, molester, ou endomager tous ensemble ou chacun d'eux en particulier, ensemble de faire obtenir à ladite maison Electorale les droits & prétensions qui leur peuvent competer. Mais l'affaire de Julliers ne sera point autrement comprise en cecy, si non qu'elle poura être vuidée amiablement apres que *l'instrumentum pacis*.

II. Promet semblablement sa Serenité Electorale de Saxe, en foy & parolle d'Electeur, avec les Seigneurs ses freres & tous les autres Ducs de Saxe, qui voudront entrer dans cette Alliance, d'aider & assister sa Royale Majesté au cas qu'il soit troublé dans ce qu'il posse de dans l'Empire Romain & les Provinces, Duchez, & Pais, & droits & prerogatives d'iceux, qui lui apartiennent par la paix de Munster.

III. La Religion Evangelique selon le contenu du Traité conclu sera de part & d'autre maintenue le plus vigoureusement qu'il se poura dans les Pais de sa Royale Majesté & de sa Serenité Electorale, & dans toutes les Provinces qu'ils ont dans l'Empire, contre toutes les machinations & violences qui pouroient lui être faites.

IV. Sa Royale Majesté de Suede, & sa Serenité Electorale de Saxe, avanceront & seconderoot de tout leur possible les conseils qui seront pris & les desseins qui seront formez pour le bien de la Nation Allemande, & des Electeurs & Cercles, ensemble de leurs droits & libertez.

V. Sa Royale Majesté promet à la maison Electorale de Saxe, une assistence effective de trois mil hommes de Cavallerie & d'infanterie si la necessité le requiert, toutefois & quantes que ledit secours lui sera demandé & d'entretenir cette Armée de la solde ordinaire; comme pareillement la maison Electorale de Saxe ensemblement sous la direction & le commandement de sa Serenité Electorale s'engage d'envoyer à sa Royale Majesté trois mil hommes de Cavalerie & d'infanterie, au cas que la necessité le requiere, & ce avec la solde requise, mais ce nombre de troupes, sera le cas y echeant, augmenté, surquoy on s'accordera selon les occurrences des affaires, & chacune des parties sera obligeé de ne rien negliger à l'égard de ce secours, mais de le tenir prêt, les attirails de Guerre, Canons, & Munitions, comme aussi les provisions, vivres & fourages seront fournis par celui qui donnera le secours, cependant il sera libre à un chacun des parties de pourvoir son armee d'une artillerie legere, selon qu'il le jugera à propos.

VI. En campagne sa Royale Majesté retiendra la direction de l'Armée, mais d'une telle maniere neanmoins qu'il sera donné communication fidele de tout au General de l'Electeur de Saxe, & que l'on ne rejettera point ses avis & propositions, non plus que celles de sa Royale Majesté, & que quelque chose qui soit resoluë dans le Conseil de Guerre, soit dirigé de la maniere que l'exigeront les raisons de la Guerre. Mais au cas que sa Serenité Electorale de Saxe, ou de son consentement le Duc Auguste voulût faire la campagne la preséance lui demeurera dans le Conseil de Guerre & dans les actions qui écherront à faire, en sorte pourtant qu'a l'égard de donner la parolle, & toute chose, sera dirigé au sceau & au nom du General Suedois.

VII. Le droit militaire demeûre à chacun à part, & est reservé à chaque General la punition des excez. Mais si un haut Officier venoit à commettre quelque delict, quand les deux armées seront jointes en campagne, il sera à ce sujet tenu un Conseil de Guerre, & les choses seront executées au nom du commun.

VIII. Au cas que sa Royale Majesté & sa Serenité Electorale & Alliez fussent reduits par force à agir offencivement, & que Dieu voulût benir leurs armes à souhait, si les Armées viennent en quartier dans le Païs ennemi les quartiers seront par tout partagez à proportion du secours.

IX. Cette confederation sera obligatoire pendant dix ans de la datte des presentes, & il ne sera loisible à aucune des parties pendant ledit tems d'entrer en Traité qui soit contraire à cette Alliance sans le sçû & consentement l'un de l'autre. Aprés l'expiration des dix années, il sera libre à chacune des parties de continuer cette Alliance, ou d'en Traiter une nouvelle, ou s'en departir entierement, mais que si une des parties y veut renoncer pendant le cours de ces années, elle en avertira l'autre une demy année auparavant.

X. Comme la presente Alliance n'a point d'autre but que de procurer la sureté de l'Empire Romain, de la Paix de Westphalie & le maintien du service de Dieu, il dependra de tous les Electeurs & Princes de l'Empire, & particulierement des Roys de France & de Dannemarc, & leur sera loisible d'entrer dans cette Alliance; mais que sa Royale Majesté de Suede, & sa Serenité Electorale de Saxe, en seront avertis à tems, & qu'on se conformera à la presente Alliance à l'égard du secours & des autres conditions qui en dépendent.

XII. Au cas que sa Serenité Electorale de Saxe vint à avoir quelque different avec quelque Electeur ou Prince de l'Empire, ou qu'il atrivat quelque chose à la maison Electorale de Saxe méme, qui requît quelque bonne negotiation, sa Royale Majesté offrira sa mediation aux parties, & sera fidelement son possible que rien ne se fasse contre la presente Alliance; comme sa Serenité Electorale offre de faire le semblable, au cas qu'il arrive quelque chose de pareil à sa Majesté.

ANS de J. C. 1666.

XII. De cette Alliance ont sa Royale Majesté de Suede & sa Serenité Electorale de Saxe excepté sa Majesté Imperiale tant qu'il voudra agir contre la Religion, le Traité de Paix de Munster, & ses propres Capitulations Imperiales, & contre les autres Traitez faits avec la Maison Electorale de Saxe; comme aussi sa Serenité Electorale de Saxe stipule par ces presentes qu'à l'égard du secours ici mentionné, elle n'y sera obligée au cas que sa Royale Majesté de Suede, vienne à être en guerre avec d'autres Potentats hors de l'Empire.

Toutes lesquelles conventions ci-dessus seront fidellement, sincerement & fermement observées; Et comme ce Traité de sa Royale Majesté de Suede & de sa Serenité Electorale de Saxe a été conclu par les Plenipotentiaires à ce ordonnez, à la charge d'etre ratifié, les ratifications en seront aportées & échangées dans trois mois, fait à Hall le sixiéme Juillet mil six cens soixante six,

De la part de sa Royale Majesté de Suede, mon gracieux Roi & Seigneur,	De la part J. L. du Seigneur Electeur de Saxe,
Signé	Signé
(L. S.) *Steno Bielcke.*	(L. S.) *Augus[illegible] H. de Saeckle.*

LV.

ANS de J. C. 1666.

LA FRANCE ET LES IROQUOIS.

Paix accordée par l'Empereur de FRANCE *aux* IROQUOIS *de la Nation d'Onneiȣt. A Quebec le douziéme Juillet* 1666. Freder. Leonard. Tom. V.

LE septiéme du mois de Juillet de l'année 1666. les Iroquois de la Nation d'Onneiȣt, ayant appris par les Agneronnons leurs Voisins & Alliez, & par les Hollandois du Fort d'Orange, qu'au mois de Fevrier de la même année, les Troupes de LOUIS Quatorziéme, par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, avoient porté sur les neiges & les glaces les Armes de sa Majesté jusqu'au Fort d'Orange en la nouvelle Hollande, sous la conduite de Messire Daniel de Courcelle, Lieutenant General de ses Armées, par les Ordres qu'elles avoient receus de Messire Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur de Tracy, Conseiller de sa Majesté en ses Conseils, & Lieutenant General de ses Armées, & dans les Isles & Terre Ferme de l'Amerique Meridionale & Septentrionale, tant par Mer que par Terre, de combattre & détruire lesd. Agneronnons; ce que probablement elles auroient fait, si la méprise de leurs Guides ne leur avoit fait prendre un chemin pour l'autre, sont descendus à Quebec pour y demander la Paix, tant en leur nom qu'en celuy des Agneronnons, par dix de ses Ambassadeurs, nommez Soenves, Tsoenserȣanne, Akȣehen, Gaunonkȣenioton, Asaragȣan, Achiunhara, Jogonkȣaras, Ostaragete. Et aprés avoir fait entendre par la bouche de l'Orateur Soenres leur Chef, le sujet de leur Ambassade, par dix paroles, exprimées par autant de presens, & nous avoir rendu les Lettres des Officiers de la Nouvelle Hollande, ont unanimement demandé, que connoissant la force des Armes de sa Majesté, la foiblesse des leurs, & l'estat des Forts avancez vers eux: & sçachans d'ailleurs que les trois Nations Iroquoises Superieures, se sont toûjours bien trouvées de la Protection qu'elles ont ci-devant reçûë dudit Seigneur Roi, il plust à sa Majesté de leur faire la même grace qu'à elles, en leur accordant cette même Protection, & les recevant au nombre de ses fidelles Sujets, demandans que les Traitez ci-devant faits tant par lesdites Nations que par la leur, ayent même force & vertu pour celle d'Agnez, qui les a requis de nous en supplier avec grande instance; ce qu'elle auroit fait elle-même par le moyen de ses Ambassadeurs, si pour eux elle n'avoit apprehendé un mauvais traitement de nostre part, ratifiant de la leur tous lesdits Traitez en tous leurs points & articles, dont lecture leur a esté faite en Langue Iroquoise, par Joseph Marie Chaumonot, *Prestre & Religieux* de la Compagnie de JESUS. Ajoûtans en outre à tous lesdits Articles, qu'ils protestent effectuer de bonne foi ce qu'ils ont offert par leursdits presens; sur tout de rendre tous les François Algonquins & Hurons qu'ils tiennent captifs parmi eux, de quelque condition & qualité qu'ils soient, & si long-tems qu'il y aït qu'ils y soient detenus, même de la part des Agneronnons, de faire passer des Familles d'entr'eux, pour servir de même que les Familles des autres Nations, de lien plus estroit de leurs personnes & de leurs volontez, aux Ordres de ceux qui auront en ce Païs l'autorité dudit Seigneur Roi, qu'ils reconnoissent dés à present comme leur Souverain. Demandans reciproquement entre toutes autres choses, qu'on leur rende de bonne foi tous ceux de leur Nation qui se trouveront prisonniers à Quebec, à Mont-Real, & aux Trois Rivieres; Qu'on transmette chez eux des Familles Françoises, & quelques Robes Noires, c'est à dire des Jesuites, pour leur prescher l'Evangile, & leur faire connoitre le Dieu des François, qu'ils promettent aimer & adorer: Mesme que le Commerce & la Traite leur soient ouverts avec la Nouvelle France, par le Lac du S. Sacrement, avec asseurance que de leur part ils donneront chez eux une retraite seure, tant ausdites Familles, qu'aux Marchands, Traittans, non seulement en leur preparant des Cabanes pour les loger; mais encore en travaillant à construire des Forts pour les mettre à couvert de leurs Ennemis communs les Andastoarronnons, & autres. Et pour que le present Traité fait de leur part en ratifiant le precedent, soit stable & notoire à tous, ils l'ont signé de la Marque differentielle & distinctive de leurs Familles, aprés que ce qu'ils ont demandé audit Seigneur Roi, leur a esté accordé en son nom par Messire Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur de Tracy, Conseiller du Roi en ses Conseils, Lieutenant General des Armées de sa Majesté & dans les Isles & Terre Ferme de l'Amerique Meridionale & Septentrionale, tant par Mer que par Terre, en vertu du pouvoit à lui donné, dont est fait mention au precedent Traité; en la presence & assisté de Messire Daniel de Remy, Seigneur de Courcelle, Conseiller du Roi en ses Conseils, Lieutenant General des Armées de sa Majesté, & Gouverneur de l'Acadie, Isle de Terre Neuve & de Canada; & de Messire Jean Talon, aussi Conseiller de sa Majesté, & Intendant de Justice, Police & Finances de la Nouvelle France, qui ont signez avec ledit Seigneur de Tracy. Et comme Témoins François le Mercier, Prestre, Religieux & Superieur de la Compagnie de JESUS, à Quebec, & Joseph Marie Chaumonot, aussi Prestre & Religieux de la même Compagnie, Interpretes des Langues Iroquoise & Huronne. Fait à Quebec, le douziéme de Juillet 1666.

ANS de J. C. 1666.

LVI.

LVI.

ANS de J.C. 1666.

LES PROVINCES-UNIES ET MUNSTER.

Traité entre les Etats Généraux des PROVINCES-UNIES, *& Christophe Bernard Evêque de* MUNSTER, *pour l'explication du Traité de Paix, du mois d'Avril précédent, Fait à Northorn, le 28. Juillet*, 1666. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XII. pag 843.

NOtum sit universis, cum circa pacem inter Celsos ac Præpotentes Dominos *Ordines Generales* Provinciarum Fœderatarum Belgii ex una, & reverendissimum ac Celsissimum Dominum, D. *Christophorum Bernardum*, Episcopum & Principem *Monasteriensem*, ex altera parte die 18. *mensis Aprilis*, hoc anno conclusam, quædam dubia & controversiæ inciderent quas pro stabilienda utrimque amicitia & fida vicinitate mature sopire utriusque partis interesse visum est, de iis ex vero dictæ pacificationis sensu declarandis atque exequendis per Deputatos partium Nordhornam Ablegatos sequenti modo conventum esse.

I. Quod articulo *sexto* instrumenti pacis de *captivis* hujus belli, cujuscunque conditionis sint, sine lytro dimittendis, solvendisque solummodo legitimis eorum debitis in captivitate contractis dispositum, id ita declaratum est, ut *captivi* omnes, nullo penitus excepto, sine omni discrimine sive illi *civiles* sive *militares* sint, prædicto modo illico liberi dimittantur. Cum autem de debitis durante captivitate mortuorum & fugitivorum persolvendis conveniri nequiverit, eò quod ex parte D.D. Ord. cum personis extinctas atque abolitas eorum obligationes, & si quid privatis inde debeatur, id pro sperato lytri commodo ad onus Domini Territorialis pertinere prætensum. Ex parte verò Celsitud. suæ ii excepti sint, qui spreta sustentatione publica specialia & privata sibi alimenta pacti datis fidejussoribus quos ante expletam promissorum Fidem non dimittendos justum videbatur, celsitudo sua istos fidejussores quidem ex arresto dimittet, nihilominus eadem gravatam se sentit quod post factam ex sua parte solvendorum sumptuum oblationem dimissosque bona fide captivos, fidejussoribus solummodo retentis à D.D. Statibus Generalibus, vero captivi huc usque detenti, & inde graves expensæ causatæ sint, quod ad *declarationem* D. D. *Guarantorum remittitur*.

II. Eodem dicto articulo comprehensus §. *& cum ab una vel altera parte &c.* usque ad finem ita declaratus sit & maneat, ut nullæ contributiones restantes deberi intelligantur nec exigendæ aut solvendæ sint, nisi de quibus ad certam summam & modum singulis mensibus aut septimanis pro personarum aut locorum securitate persolvendis debite & expresse conventum: quem in finem altememotatæ partes principales intra proximos tres menses sibi invicem mittant designationem locorum quæ hac obligatione teneri putabunt, ut quod prædicto modo pro securitate præstita deberi agnitum fuerit, secundum expressam conventionis normam, quæ ultra conventa extendi non poterit solvatur: idque solo jussu & executione Domini Territorialis debitè requisiti: *alioquin ad* D. D. *Guarantores pacis remissis*.

III. De damno post terminum Pacis, seriore evacuatione quorundam locorum, aut alio modo per officiales & milites Celsissimi Principis Monasteriensis dato, quod supra modum & quidem ad *quadraginta mille* florenos extendere nituntur Deputati D. D. Ordinum; variè quidem hinc inde disceptatum, dum ex parte Celsorum & Præpotentium D. D. Ordinum ex articulo tertio in verbo *qualecunque damnum, &c.* & ex die evacuationis precise dicta Serenis. Celsit. ad id refundendum obligatam, creditur, ex parte vero suæ Celsitudinis protracta D.D. Ordinum ratificatio & mora illorum subditorum qui restantes debitasque suis militibus Contributiones secundum claram Pacis legem solvere detrectabant, eoque omnis incommodi se reos faciebant; quod laudata sit à Statibus Provincialibus per Colonellum *Lutzauw* observata disciplina militaris, actæque illi sint gratiæ, & per hoc omne, si quid non ita benè actum remissum & oblivioni traditum obmovetur, & si quid extra has causas damni illatum foret, id ex dispositione & verbis relativis, non aliter quam si facto aut mandato S. Celsitud. illatum sit, agnoscitur cum pluribus aliis rationibus utrimque prolatis. Sed cum ob obstantem utriusque partis contradictionem & contrarium ipsius pacis intellectum contrariasque Deputatorum instructiones hic punctus amicabiliter sopiri nequiverit suaque Celsitudo se per frequentes militares executiones, Territorii violationes, subditorum arresta, & injurias ac contumelias in propriam personam illatas gravissime læsam sustinuerit, ad D. D. *Guarantores*, nisi interim D. D. Ordinibus, quod speratur, ad factam remonstrationem à sua opinione remittere & per exemplares severas delictoque convenientes suæ Celsit. satisfacere visum fuerit, remittitur: omni interea violentia, executione, & via facti utrimque cessante.

IV. Cum etiam de Comitatu *Frisiæ* Orientalis Paci includendo actum, isque à D. D. Ordinum Deputatis sub verbis *Confederati & Amici, &c.* pro comprehenso habitus sit, id à D. Deputatis aliter agnosci non potuit quam juxta declarationem suæ Celsitudinis antehac D.D. Ordinibus, Electori Brandenburgico, Ducissæ Frisiæ Orientalis perscriptam.

V. Quod insuper querelas quorundam attinet, qui se durante partim etiam finito hoc bello confiscationibus bonorum aliisque modis læsos conquesti sunt, quamvis D. D. Ordinum Deputati ad hos Tractatus pertinentes esse negaverint, in hoc tamen consenserunt, ut quatenus illi ex causa vel occasione hujus belli gravatos se probare poterunt congruenter Pacis legibus restitui, bona eorum uxoribus liberisque manere salva, de cætero impartialis Justitiæ administratione coram competenti Judice gaudere debeant. Northornæ die *vigesimo octavo* Julii, Anno *millesimo sexcentesimo sexagesimo sexto*.

Hoc projectum acceptatum ac plenius perficiendum, & eo previo ab utriusque partis D. D. Commissariis in hoc dato subscribendum *Northorna*.

LVII.

ANS de J. C. 1666.

POLOGNE.

Articles de la Paix & Réunion entre JEAN CASIMIR *Roi de Pologne*, & GEORGE *Comte de Wisnitz & de Jaroslaw, & ses Alliez, Fait le 31. Juillet*, 1666. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 224.

GRatiæ à Regia Majestate, Subditis suis, ut & ad invicem coadunatis Cracoviensi, Posiniensi, Calisiensi, Sendomiriensi, & Lanciensi, Palatinatibus, nec non Illustrissimo Georgio Lubomirski, Comiti in Wisnitz & Jaroslaw, ipsiusque Complicibus, & fœdere juncto Exercitui factæ, prout ea, per Illustrissimos, Potentissimos, & Generosos Dominos, Andream Trzebicki, Cracoviensem, Nicolaum in Prazmow Prazmowski, postulatum Archi-Episcopum Gnesnensem, Lucitiensem, & Premissienem, ut & Regni Archi-Cancellarium, Thomam Lezynski, Chelmensem, Episcopos; Stanislaum Potocky, Supremum & Generalem Regni Exercituum Campi-Ductorem, Andream Carolum Grudzisky, Polaniensem, Johannem Opalinsky, Calisiensem, Michaelem Stanislawsky, Cotaviensem, Christophorum Zegozky, Inowladislaviensem, Stanislaum Jablonowsky, Russiæ, Michaëlem Casimirum Patz, Smolscensem, ut & Magni Ducarüs

ANS de J. C. 1666.

Lituaniæ Vice-Campiductorem, Palatinos; Damianum Kretkowsky, Celmensem, Ludovicum Alexandrum Niezabitowsky, Sadicensem, Petrum Przyjemsky, Sremensem, Marcianum Stanislaum Jaskolsky, Sanociensem, Martinum à Rudek Jarzyna, Sochacoviensem, Castellanos; Johannem Sobiesky, Marschalcum & Campiductorem, Christophorum Patz, Magni Ducatus Lituaniæ Cancellarium, Johannem Branicki, Aulæ Regiæ Marschalcum, Wackawium Leczynsky, Regni Dapiferum, Johannem Zelecky, Regni Venatorem, Joannem Guinsky, Pomerelliensem Camerarium, Johannem Szumowsky, Opatoviensem Capitaneum, omnes & singulos Regiæ suæ Majestatis Commissarios, cum consensu & nomine altememoratæ Regiæ Majestatis mediante Rescripto in Cancellaria Regni conciliata fuerat.

Quandoquidem Regia Sua Majestas sedulò in id incubuit & eò allaboravit, ut tàm Regiæ suæ Majestatis erga Subditos suos, quàm Subditorum erga Dominum suum jam dudum labefactatus amor & amissa confidentia redintegrari queat, Regia sua Majestas ex benevolo Christianoque animo statuit atque decrevit, omnibus contra Majestatem suam ad hunc usque diem commissis excessibus ignoscere, prout illis, hisce ipsis, gratiosè ignoscere, & perpetua Amnestiâ, vel potius oblivione eos sepultos esse cupit. Prout Majestas sua Regia Paterni animi sui sensa, in proximis Regni Comitiis mediante legitimâ Amnestiâ quoque perficere constituit, Quæ Amnestia in tantùm generalis erit, ut omnia, quæ de mutuis prætensionibus excogitari poterunt, & ad sedandos animi motus pertinebunt, complexu suo contineat. Quò verò ex hac parte ad eorum conciliationem nihil intermittatur, Majestas Sua Regia eo fine prædictos Commissarios ordinat, & ut etiam Amnestia, juxta tenorem hujus conceptionis, in proximis Regni Comitiis Volumini Legum inseratur, & ab omnibus Statibus recipiatur, atque id Majestas sua Regia propositum sibi habere vult, ut Palatinatuum ablegatis illud ipsum in Comitiis Provincialibus perfici vel maximè committetur. Quemadmodum igitur Majestas sua paternam suam Clementiam Subditis suis, quorum preces æquitate niti deprehenderat, testatum facere, impensiùs desiderat; Sic quoque Majestas sua Regia Declarationem hanc per prædictos Dominos Commissarios, ad Subditorum suorum preces, ipsis gratiosissimè impertiri fecit.

Et quidem ab initio Majestas sua Regia, postquam Fœderi (ut in sequentibus exprimetur) renuntiatum, & pactæ Conditiones adimpletæ fuerint, vi impertitæ Declarationis, tam ipsorum, quàm Regni & Ducatùs Lituaniæ Exercitus, in Patriæ Defensionem, ad Fines Regni disponet; curabitque ut omnia præsidia militaria, exceptis iis, quibus opus erit, (& quibus Nobiles indigenæ præerunt,) ex fortalitiis abducantur, mandabitque, ut per Commissarios in damna à Præfectis præsidiorum illata inquiratur.

Monetarum utrarumque, videlicet Tympsarum in Regno & denariorum in Lituania percussorum reprobationem & sublationem, sua Majestas Regia ad proxima Regni Comitia (quæ sub ultimum Octobris diem, nisi justa impedimenta intervenerint, celebrabuntur) remittit. Sicut in iis cum Consilio Reipublicæ monetæ ad justum valorem reducentur.

Distributio Legionum in Palatinatus uti quoque hybernorum metatio propositioni in proximis Comitiis Provincialibus commendetur. Et ut id ipsum quoque laudati Domini Commissarii unà cum Palatinatibus promoveant. Qua de causa Illustres Campiductores, antequam in Comitiis res decidatur, à metatione hybernorum abstinebunt, & literas patentes conscribendorum militum gratiâ, vi hujus Tractatûs nullatenus alicui impertientur. Magistros Equitum verò sua Majestas Regia ex Nobilitate indigenâ, ad commendationem Palatinatuum assumet. Quoad Jura Crimen Læsæ Majestatis & Perduellionis, concernentia permittit sua Majestas Regia, ut necessitate ita exigente emendentur à Republica; nec non ut à Tribunalibus, tàm Regni, quàm Magni Ducatûs Lituaniæ, non obstante præsenti Conventu, in Contumaciam obtenta Decreta, Lege Publicâ abrogentur, & Causa principalis in integrum restituetur. Quemadmodum igitur Majestas sua Regia hæc omnia, quò Patria quiete denuò fruatur, gratiosè indulgere voluit, & quò vice versa securior de confidentia meliori Subditorum suorum esse possit, omnes contra Majestatem suam commissos errores ipsis condonavit, parataque est ad deprecationem eorum, omnes coadunatos suos Subditos clementer admittere; Sicut patrata per Dominos Senatores, Officiales, Dignitate eminentes viros, & Deputatos, nomine Palatinatuum suorum deprecari poterint. Prout quoque Illustrissimus Georgius Lubomirski ad deprecandum admittetur, cum ipse omnibus suis prætensionibus renunciaverit, unicæque & soli Clementiæ Regiæ se commiserit, atque Regiæ suæ Majestati fidelem se permansurum stipulatione interpositâ pollicitus fuerit, quo ipso etiam sub Amnestia comprehendetur; si ille publicè verbis decentibus & Regiæ Dignitati convenientibus deprecatum veniet, quando Regia sua Majestas ad id peragendum, tempus & locum eidem præfixerit: Hoc facto statim illis, quibuscum ipsi simultates & dissidia intercesserunt, ut & Magno Ducatui Lituaniæ reconciliabitur. Eodemque modo dicti Illustrissimi Lubomirski Filii & complices, qui similiter Amnestiâ gaudeant, deprecatum venient.

Posthæc Illustrissimus Lubomirski unà cum nexu junctis Palatinatibus discedet, exercitum suum universum exauctorabit, & hosce Tractatus interposito Juramento confirmet, insimulque stipuletur, quod adversus Regiam suam Majestatem & Regnum cum Exteris in posterum non conspirabit aut Consilia communicabit, denique extra Patriam, ubicunque & quamdiu id Regiæ suæ Majestati placebit, tranquillè & quietè vitam traducet. Quod ipsum cum aliis omnibus sua Regia Majestas arbitrio suo relictum fore cupit.

Eandem Gratiam Fœdere junctus Exercitus experietur, qui statim ac Fœdus dissolutum & finitum erit, & omnes Scripturæ, inter ipsum, & Dominum Lubomirski, ut & Palatinatus expeditæ, combustæ fuerint, à Regia sua Majestate per Duces & Præfectos ipsius veniam commissorum petet; ex altera parte verò Ii cum Palatinatibus hisce constantissimè staturos, se Juramento obstringent. Quò verò Exercitus hic de Amnestia, & de tribus Quartis stipendiorum securior reddatur, Generosis Campiductoribus fas non esto, priusquam Amnestia in Regni Comitiis indulta & solutio facta fuerit, quemquam exauctorare.

Quemadmodum verò Exercitus fidem suam obligat, factâ deprecatione Campiductorum Imperio sese submittere, ita omnes Cohortes illo ipso tempore Præfectos suos Equitum & Legiones sequi, obstricti sunto. Hoc si fiet Majestas sua Regia demùm coadunato & fidelitate devincto, ipsique addicto Exercitui locum præfiget, in quo solutionem suam expectet, nec inde discedere teneatur, antequam ipsa in actum deducta fuerit, Excepto tamen inevitabilis necessitatis casu. Hoc fine & quò eò citiùs solutio determinetur XVI. die Augusti Comitia Provincialia celebrabuntur. Reliqua solutio, aliaque Desideria in proxima Regni Comitia prolata manento.

Sequitur Amnestia Generalis.

QUandoquidem in vita nostra nihil gratiùs nobis accidere queat, quàm amorem fidelium nostrorum Subditorum, & eorundem Fidem, atque ut in eo nunquam deficiant, experiri, propterea omnes offensas, discordias & damna, ex præsenti Confusione nata, pro officio Christiani & amore erga bonum publicum, lubenti animo remittimus, nec eorum in posterum memi-

nisse

ANS de J.C. 1666.

misse cupimus, condonantes ea omnibus universè Palatinatibus, ut & utrique tam Regni quàm Lituanico Exercitui, & exterorum copiis, quæ ab initio Anni MDCLXI. MDCLXII. & denique Anno MDCLXV. sub quocunque prætextu aut specie id factum fuerit, se fœderi junxerunt, & omnibus & singulis privatis, in specie verò Illustrissimo Georgio Lubomirski, Filiis suis, ministris, & omnibus, qui quocuncunque modo ipsius & supradicto Exercitui adhæserunt, nemine excluso, quin potiùs pro affectu paterno, ex animo nostro omnem vindictæ cupiditatem, (quæ & aliàs apud nos nullum reperit locum,) eliminantes, nec Authoritate nostrâ Regiâ, nec Juris rigore quoad hoc uti cupientes. Quin potiùs omnes & singulos, qui, quocunque modo & ratione quacuncunque tempore Regiminis nostri Regis nos unquam offenderunt in sinum nostræ Clementiæ Regiæ recipimus, cum restitutione honorum & bonorum hæreditariorum, si fortè ea alicui ob prædictas Causas Jure Caduci, aut aliâ quâcunque ratione & modo adempta fuerunt, omnimodà, sic ut caduca illa authoritate publicâ sublata & exinanitâ censeamus. Et ne ulla occasio similes in posterum aut alios motus & diffidentias inter nos concitandi relinquatur, sed antiqua confidentia, amor & concordia inter Subditos radices agere queat, omnes ratione Domini Lubomirski, aut aliis de causis competentes prætensiones, diffidentias & discordias omninò oblivioni tradimus, & decernimus, quòd omnibus futuris temporibus eorum nunquam fiet mentio, idque sub pœnâ capitali, quæ à judicio quocunque infligetur. Cavemus quin etiam hisce & fidem nostram obligamus Generosis nexui & Fœderi huic obnoxiis Dominis Mareschalcis, Directoribus, Delegatis, Consiliariis, Ducibus, Ducum Legatis, Centurionibus, Centurionum Legatis, & in universum omnibus bello addictis, nemine (præterquam iis, qui mortis beatissimi Domini Gosiewski complices extiterunt, qui Amnestiâ hâc non gaudebunt) excepto, quòd de nullo ipsorum nec à Nobis nec à Reipublicæ Campiductoribus, aut ullo privato, nec per se nec per interpositas personas tàm Ecclesiasticas, quàm Seculares, in Regno & Ducatu Lituaniæ, ulla vindicta non sumetur, nec permittet, ut ex prædictis causis sub quocunque modo aut quibuscunque rationibus coram quibuscunque judiciis in jus vocentur, verùm ex charitate potius Christiana omnibus commissis, quod quisquis facere & debet & obstrictus est, ignoscimus, prout in instantibus Comitiis authoritate & Consensu omnium Ordinum his firmiter insistere, & unumquemque quoad hæc tutari volumus.

Remittimus quoque ipsis Transitus militares, Indictiones annonarias, Exactiones, Metata, castrorumque dispositiones, & omnes alios excessus, (ut tamen sub his non comprehendantur illi, qui in domibus vim, homicidia & alia crimina commiserunt, utpote qui Amnestiâ non gaudebunt.) Omnia lauda, scripta, protestationes, clarigationes, quæ ex prædictis rationibus expeditæ fuerunt, aboleantur, ex libris demantur, & in nihilum redigantur, nec ullius Honoris officient, sed potius authoritate futurorum Comitiorum, nunquam in memoriam revocentur, sub pœna in Calumniatores statuta. Sub quibus quoque omnes actus Reipublicæ huic fortè onerosi contenti intelligentur.

Quod si verò quispiam post promulgatam Amnestiam, unum alterumve, in patrocinium hujus Amnestiæ receptum, clam sive palam, directè aut indirectè, superius expressis ex causis offenderit, aut novum quid contra eum attentaverit, is Pœnæ Capitali ab omnibus Dicasteriis subjicietur. Et quia, securitate nostrâ id ita exigente cum exercitu, præstitæ fidei haud immemores nobis ad bellum excurrendum, & cum diversis cohortibus in campis subsistendum erat, quò fortè unus alterve gravatum se putaverit. Propterea, cum Consensu omnium Statuum pro Campiductoribus nostris tàm Regni, quàm Magni Ducatûs Lituaniæ, & utriusque Nationis Exercitibus eandem interponimus cautionem, quâ olim Dominus Johannes Zamoisky, Regni Archi-Cancellarius & Campiductor, sub titulo Assecurationis, & quâ Dominus Stephanus Czarnecky, olim Palatinus Cujaviensis & Generalis Anno MDCLXIII. nec non Exercitus Lituanicus tempore belli Suecici gavisi fuerunt; quæ ipsa Cautio omnibus quoque militiæ præfectis, qui durantibus hisce motibus, aliquo modo Campiductorum Imperio & jussui subjecti erant, & adhuc sunt, exceptis tamen iis, qui post hanc declarationem damna inferent, proderit.

Quandoquidem verò non solum pro nunc Reipublicæ quietem ac tranquillitatem attulimus, sed eandem in posterum ab hujusmodi & aliis omnibus Confœderationibus & pactionibus liberam & Immunem præstare & in eo statu conservare animum nostrum intenderimus. Ita hîc repetimus contra talia hujusmodi Fœdera, inprimis Anno MDCIX. MDCXXIII. MDCXXIV. & MDCLXII. sancitas Constitutiones, decernentes ut illæ, tanquam æternæ & irrevocabiles Leges, in omnibus punctis & clausulis vigorem suum obtineant, hoc iisdem addentes, quòd si fortè quispiam in talia fœdera coire, iisdem quacunque ratione adhærere, adjumento esse, aut consilia eum fœderatis communicare audebit, quòd hi in posterum nullatenus aliquam Amnestiam consequentur; Et si fortè aliquam vi extorserint, ea tamen nullius vigoris erit, sed pro nulla habebitur. Decernentes quòd nos & Successores nostri, eos armatâ manu, & si necessitas postulabit, mediante indictâ generali Expeditione persequi, & eos præclusâ gratiâ omni, pœnâ infamiæ & ademtionis bonorum plectere. Ad quod vi hujus, salvis Juribus Majestatis & Reipublicæ, nos obligamus.

Quò verò Declarationes hæ omnes, majorem vigorem obtineant; eæ à nostris Dominis Commissariis, nec non Deputatis & Senatoribus Palatinatuum, prout & ex parte Confœderatorum ad hoc Deputatis, hîc manibus suis propriis subscribuntur & sigillantur, & tandem mutuis Juramentis confirmantur. Datum in Castris prope fluvium Pilciam infra Lesnice die XXXI. Julii Anno MDCLXVI.

Rescriptum liberam Regis Electionem concernens.

NOtum sit omnibus & singulis, quibus interest, cunctis futuris temporibus, eum vi Regiæ nostræ stipulationis, ad nihil potiùs adstrictos nos censeamus, quàm ut omnia Jura Reipublicæ hujus ab Antecessoribus nostris tributa & jurejurando roborata confirmaremus; & quamvis quoad liberam Regis Electionem huic Nationi diversis sanctionibus optimè provisum sit, quæ à nobis nunquam non observatæ fuerunt, ut tamen studium nostrum singulare confirmandi laudatissimorum nostrorum Antecessorum Familiæ Jagellonicæ, cujus ultimum membrum sumus, quoad liberam Electionem sancitas Leges, hoc Rescripto, quo id ipsum Jus confirmamus & inviolabiliter obtinere statuimus, demonstretur, spondere nos, haud permissuros durante Regimine nostro præter liberam Electionem, quemquam ad Coronam Regni Poloniæ quoquo modo evehi, quin potiùs cum Illis, qui huc adnitentur, tanquam cum Patriæ Hostibus, secundùm nova & antiqua Jura nos acturos. In majorem hujus fidem, Id ipsum manu nostrâ subscripsimus & Regni Sigillum his appendi curavimus. Datum in Castris prope fluvium Pilciam infra Lesnice, die XXXI. Julii Anno MDCLXVI.

Forma Juramenti Commissariorum Sacra Regia Majestatis.

NOs N. N. per DEUM Omnipotentem & Trinum juramus, quòd omnia in hisce Tractatibus, vi Declarationis Regiæ suæ Majestatis Domini nostri

ANS de J. C. 1666.

Clementissimi, & Dominorum Deputatorum à Palatinatibus & Exercitibus conventa & conclusa, sua Regia Majestas servabit, & nos servemus. Ita nos DEUS adjuvet.

Forma Juramenti Dominorum Deputatorum & Statuum Palatinatuum & Exercitûs.

NOs N. N. per DEUM Omnipotentem & Trinum juramus, quod nos omnia in hisce Tractatibus determinata & conclusa, firmiter & sanctè servabimus, (quibus Exercitus sequentia verba addit,) & fœdere junctus Exercitus observet, ùsve insistet. Ita nos DEUS adjuvet.

Nos hic congregati Palatinatuum Cracoviensis, Posnaniensis, Sendomiriensis, Siradiensis, Calisiensis, Lenciensis, Incolæ, universo mundo, & ut id, hisce & futuris temporibus, palàm fiet, fidem nostram, fidelitatem, & antiquam sinceritatem animi nostri, quâ Regem & Dominum nostrum prosecuti sumus, testatum facimus, quod nequaquam ideò coadonavimus, ut per id Majestas sua ullo modo violetur, aut contra tam clementem Dominum, qui nos tam gratiosè & paternè regit, & annuente DEO plures adhuc per annos reget, ulli motus intestini concitentur; Sed hâc solummodo & unicè de causa ut per tres insequentes vires dissoluta Regni Comitia, & per interna bella turbatæ Patriæ quies & tranquillitas recuperetur. Quemadmodum DEI Gratiâ res eò redacta est, ut charissima Patria ab onere tot Exercituum liberata existat. Proinde hisce unanimiter & concorditer procul rejectâ omni suspicione & scrupulo in animis hærente, profitemur, quòd Regiæ suæ Majestatis, Domini nostri Clementissimi Johannis Casimiri, Regis Poloniæ & Sueciæ, Domini nostri, fideles Subditi, prout hucusque fuimus, in postetum quoque, ad exemplum Antecessorum nostrorum, erimus, & manebimus, interpositâ juratâ fide & per conscientiam nostram, nostro & nostrorum Palatinatuum nomine, id firmiter stipulamur. Cùm vel maximè Regia sua Majestas, Regno paternè & juxta tenorem nostrorum jurejurando firmatorum jurium & libertatum præesse sub gratiosis & regiis verbis spoponderit. Proinde & hoc in majorem securitatem manibus nostris subscripsimus & Sigillis nostris corroboravimus. Datum in Castris propè Pilcam die XXXI. Julii Anno MDCLXVI.

LIX.

ANS de J. C. 1666.

BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

(a) Traité & Convention passée entre FREDERIC GUILLAUME *Marquis de Brandebourg,* & PHILIPPE GUILLAUME *Palatin du Rhin Duc de Neubourg, Fait à Cleves, le 9. Septembre, 1666.* Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre Tom. XII. pag. 754.

(a) Ce Traité a été traduit du Flamand, mais comme ce n'est pas l'Original, on ne le met ici qu'en François.

SOit à un chacun notoire par ces presentes qu'il appartiendra, c'est à sçavoir, qu'après le deceds du Seigneur Jean Guillaume dernier Duc de Juilliers & de Cleves d'heureuse memoire divers accords & par interim & provisionels avoient été dressez entre le Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Frederic Guillaume, Marckgrave de Brandebourg Archi Chambellan & Electeur du Saint Empire Romain Duc de Prusse, Magdebourg, Juilliers, Cleve, Bergue, Stetin, Pomeranie, Cassubie & Venden comme aussi de Silesie, Croise & Jagerendorp; Burgrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden & Camin, Comte de la Marck, & Ravensberg, Seigneur de Raveftein, & aussi des païs de Lauwenbourg & Buttauw; Et le Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Philippe Guillaume Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere de Juilliers, Cleve & Bergue, Comte de Feldens, Sponheim, de la Marck, Ravensberg & Meurs, Seigneur de Ravenstein &c. comme aussi entre les predecesseurs de leursdites deux Serenitez Electorales, d'heureuse memoire, à cause des païs de Juilliers & de Cleves & dependances, & qu'on etoit convenu entre autres choses de cet Article, qu'à l'égard du partage des païs, ils attendroient une sentence deffinitive, & qu'aucune des parties sur peine de perdre son droit n'attenteroit rien au contraire; l'experience neantmoins auroit fait voir, que bien loin, que lesdites negociations provisionelles ayent affermi l'amitié d'entre sa Serenité Electorale & le Prince Serenissime, & avoir mis leurs païs & habitans dans la paix & le repos qu'on avoit souhaitté, le but proposé n'ayant pas réussi, lesdits païs & habitans ont été reduits à plusieurs incommoditez, guerre & troubles, par où ils ont été precipitez, non seulement dans des dommages insurmontables, mais qu'il étoit à craindre au cas que les differens, (dont la decision & la fin ne peut pas à cause de l'importance de l'affaire & du pouvoir des pretendans se faire si tôt) ne soient pas tout à fait terminez, ils ne causent enfin la totale ruine desdites Seigneuries & païs au grand prejudice & desavantage du Cercle de Westphalie qui seroit sans doute suivi de celui de tout l'Empire Romain, leurdites Serenitez se sont mis devant les yeux le devoir auquel ils sont obligez à l'Empire & à leur Patrie, dont ils sont tenus de procurer la sureté & la prosperité, qui ne dependent pas peu de la conservation des païs en question comme étant situez sur les frontieres dudit Empire, mais qu'ils ont aussi sur tout consideré, que sa Majesté Imperiale presentement régnante, & sur tout aussi l'Empereur Ferdinand III. d'heureuse memoire, aussi bien que les considerables Potentats qui ont assisté aux Traitez Generaux de paix d'Osnabrug & de Munster, ont recommendé & conseillé tres-instamment à leurs Serenitez Electorales de preferer les voyes amiables que les differens & disputes; leursdites Serenitez pour témoigner le respect qu'ils doivent à sa Majesté Imperiale & au Saint Empire Romain, pour l'edification & augmentation d'une sincere & ferme amitié & voisinance, & par une confiance de parenté entre eux, & leurs maisons, aussi bien que par un mouvement d'affection qu'ils ont pour leur Patrie, leurs païs, Villes & habitans d'icelles, qui se sont plaints plusieurs fois que ces affaires litigieuses & indecises, étoient la source & origine de tous leurs malheurs, & qu'à cet égard il étoit fort à souhaitter d'en voir une fin par une composition amiable, mettant à part toutes leurs veües & leurs avantages particulier pour ce qui concerne les differens, nez au sujet desdits païs de Juilliers, Cleves & dependances, ils ont tant pour eux, que pour leurs successeurs au nom de la sainte Trinité, à l'honneur du nom du tres-haut, mais particulierement pour la prosperité & edification de ces païs & de leurs habitans, en consequence des Articles & conditions suivantes, qui ont été dressez par les Deputez ci-dessus nommez en vertu de leur instruction, sçavoir de la part de sa Serenité Electorale de Brandebourg l'honorable Seigneur Otton, Baron de Suerin Seigneur de Oudenlandsberg & de Zaeghen &c. Chambellan hereditaire de l'Electorat & Marquisat de Brandebourg, premier Président & Conseiller privé & feodal de sadite Serenité Electorale de Brandebourg, & Commandant d'Orengeburg de la part de l'Epouse Serenissime dudit Electeur; comme aussi, le tres noble & sçavant Seigneur Warnard Guillaume Blaspeil Conseiller privé de sadite Serenité Electorale de Brandebourg, & conseiller de la regence & chambre de Cleve & de la Marck, & Noble & sçavant Seigneur François Mainders aussi conseiller intime & Secretaire de guerre dudit Electeur; Et de la part du Prince Serenissime Palatin de Neubourg le Seigneur Jean Henri Baron de Winckelhuysen, Rimberg & Morp &c. Conseiller intime dudit Prince de Neubourg & Chancelier de Juilliers & de Bergue, &c. Official

ANS de J. C. 1666.

ficial à Dusseldorp, & aussi le noble Seigneur François de Grefe, Seigneur de Lumanstein, Simmegen, & Sibeldorp, Conseiller intime du Prince Palatin de Neubourg, Vice-Chancelier de Julliers & de Bergue, &c. soit aprés une negotiation diligente & fermement, hereditairement, pour toujours & irrevocablement accordez & convenus.

I. Premierement. sadite Serenité Electorale, & le Prince Ser. ont expressement stipulé, & confessent par ces presentes que par ce Traitté leur intention n'est pas de prejudicier au droit des autres pretendans & de ceux qui ont quelque chose à dire à l'égard des susdits Pais de Julliers & des Cleves, ni en tous ni en partie; mais il sera libre à chacun de poursuivre son droit au lieu où il apartient & de pouvoir y attendre la dessus jugement & sentence.

II. Et en second lieu comme sa Serenité Electorale & le Pr. Ser. ont en veuë par ce Traitté qu'à l'avenir entre eux & leurs descendans il y ait une sincere amitié & bonne intelligence & qu'aussi toute division, mesintelligence, & debats soient totalement otées, accordées & annullées, & qu'il ne soit plus jamais parlé de ce qui s'est passé au desavantage de l'un ou l'autre, leursdites Serenitez s'obligent & promettent en vertu des presentes qu'ils vivront dorenavant l'un avec l'autre comme fideles amis, voisins & cousins, cherchant fidelement, & de leur mieux à procurer & avancer la prosperité l'un de l'autre, & de detourner leur domage de tout leur pouvoir, & meme de se temoigner l'un à l'autre dans les occasions qui se presenteront, toute amitié sincere & voisinance, & qu'en cela aucune consideration ne les empêchera de recommander à leurs enfans & descendans la continuation fidele & soigneuse de cette sincere amitié & bon dessein.

III. Comme aussi en troisiémo lieu que les Pais de Julliers Cleves & dependances par le moyen de ce Traité ne seront plus molestez ni divisez, mais plutôt reunis, & les Villes, habitans & sujets, se comporteront en bons amis & bons voisins, comme semblablement les privileges & libertez de leurs Serenitez dans le Gouvernement de ces Pais ne seront ôtez ni amoindris le moins du monde, mais par ce Traitté comme il est dit, seront ramenez lesdits Pais dans un repos & sureté solide, & demeureront delivrez de tous troubles, dommages & ruines de la Guerre.

IV. En quatriéme lieu demeureront sa Serenité Electorale & ses descendants en pleine & paisible possession des Duchez de Cleves & des deux Comtez de la Marck & Ravensberg, ensemble dans tous ses regales, droits, Justices, fiefs, revenus ordinaires & extraordinaires de quelque nom qu'on les puisse nommer, mais que le Serenissime Prince Palatin de Neubourg & ses dessendans retiendront les deux Duchez de Julliers & de Bergue, ensemble les Seigneuries de Wynendael & Bresques avec tous les regales, droits, justices, contrées, revenus ordinaires & extraordinaires, quelque non qu'on leur puisse donner, de la maniere que les ont & possedent presentement sadite Serenité Electorale & ledit Prince Serenissime & à l'égard du droit qu'elles ont ausdits Duchez & Comtez, & ne poura une partie à l'autre mouvoir aucune difficulté ou controverse à cet égard, soit par les voyes de la justice ou autrement: mais seront dorenavant entre leurs Serenitez Electorales les disputes & differens qui ont regné jusques à present au sujet desdits Pais, entierement assoupis.

V. En cinquiéme lieu, pour l'Accord qui concerne la Seigneurie de Ravenstein, sa Serenité Electorale a allegue que ladite Seigneurie lui doit etre laissée en vertu de la convention du dixiéme Avril mil six cens quarante sept faite aprés le deceds du Comte Palatin Wolfgangh Guillaume d'heureuse memoire, mais le Prince Serenissime pretend de le retenir pour luy par le Traité du vingtiéme May de l'année mil six cens quarante neuf en sorte, que les deux parties voulant l'une & l'autre insister sur leur droit, elles ont trouvé bon de le remettre à un compromis, & d'en attendre l'issuë, & que ce qui sera fait par ledit compromis aura la méme force & vertu que s'il étoit inseré de mot à mot dans le present Traité.

VI. Mais en sixiéme lieu, quoy que ces païs soient partagez de la maniere que dessus entre sa Serenité Electorale & ledit Prince Serenissime, & que chacune des parties, pour l'amour de la Paix & de la tranquillité de ces Pais & de leurs habitans se departe du droit qu'elle y a, tous lesdits Pais, comme il est porté au troiziéme Article demeureront neanmoins inviolablement & inseparablement unis & liez ensemble, & retiendront conjointement & en particulier leurs communs & speciaux privileges, ensorte qu'ils ne pourront dorenavant etre detachez les uns des autres, ni que rien en pourra étre aliené & au cas que l'un ou l'autre desdits Pais vienne à souffrir quelque molestie ou irruption injuste en ce cas les autres Pais, comme membres apartenans à sadite Ser. Elect. & au susdit Prince Serenissime s'assisteront l'un l'autre comme fideles confederez amis & voisins & avec des forces unies se donneront le secours necessaire, pour le tirer & liberer d'oppression, pour plus grande sureté dequoy sa Serenité Electorale & le Prince Serenissime ont renouvelle l'union, faite entre la Duc Guillaume de Julliers, &c. & le Duc Jean de Cleves d'heureuse memoire, & aprouvé & ratifié par l'Empire Romain, par le moyen dequoy, au cas que l'un ou l'autre des droits & regales, vinssent à être violez, & la jurisdiction ou un des Pais ou une partie d'icelui vint à être detaché de l'autre, on pourra *junctis consiliis & viribus* l'empêcher & detourner étant obligez l'un l'autre *ad mutuam & plenissimam evictionem*, & procurer l'indemnité au *pro rata*; neanmoins quand une des parties, sera menacée de quelque danger, elle sera obligée aussitôt que cela sera venu à sa connoissance d'en donner avis à l'autre, afin qu'on se puisse selon l'occasion tant mieux mettre en posture, & en intervenant par des voyes raisonables detourner de tout le mieux qu'il se pourra ainsi qu'en effect sadite Serenité Electorale, & ledit Prince Serenissime s'engagent reciproquement, au cas que l'un ou l'autre des Pais vint à être molesté de quelque charge injuste, de le detourner par tous moyens permis & utiles, & par ce moyen delivrer lesdits Pais & les sujets d'iceux.

VII. En septiéme lieu sa Serenité Electorale, & le Serenissime Prince, au cas que ces leurs Pais & sujets vinssent *ex capite successionis universalis & particularis* à être attaquez en tout ou en partie pour quelque droit qu'on y pretendroit avoir, joindront leurs forces pour les deffendre conjointement & l'un prenant le parti de l'autre le maintenir fidelement dans sa Principauté & ses Païs. Par ou cependant, on ne pretend ôter à personne de pousser son pretendu droit *in foro competenti*, & au cas que par cette Issuë sa Serenité Electorale, & le Serenissime Prince vinssent contre toute attente, à être privez de quelque chose, en tels cas ils s'assisteront l'un l'autre à en obtenir l'indemnité, & ce que l'une ou l'autre partie aura perdu, dedomagement en sera fait à proportion de la part de la partie desdits Pais qui sera perduë.

VIII. En huitiéme lieu encore qu'il soit dit, comme il feroit par l'article quatriéme, que les Pais partagez, & chacune des Villes, leurs habitans & sujets sont obligez tous & un chacun de rendre leur devoir, obeissance, fidelité, & soumission, sadite Serenité Electorale, & le Serenissime Prince, & leurs descendans retiendront cependant à l'avenir le titre & les armes de tous les Pais entierement, & non divisées, comme on en a usé jusques à present; mais un Electeur & Prince écrivant aux autres Villes & sujets desdits Pais de Julliers, Cleves & dependances continuera de se servir des mots de fidelle ame pour plus grande union & fermeté de ces Pais, sauf neanmoins la superiorité & prérogative

tivè territoriale d'un chacon qui demeurera sans atteinte.

IX. En neuviéme lieu aussitôt que ce Traité sera amené à sa perfection, on fera pour ces Pais un reglement convenable, & chaque Electeur & Prince recevra les foi & homage du sien, de la maniere, & comme on en est particulierement convenu, & l'on établira le Gouvernement & Administration du Pais d'une telle maniere que cela soit à son avantage & prosperité, & conformement aux privileges du Pais, ensorte que chaque Electeur & Prince n'en soit responsable devant Dieu, & sa Majesté Imperiale & le St. Empire, puis qu'on leur confie la prosperité desdits Pais.

X. En dixiéme lieu, les Archives, documents, Registres & reconnoissances mis és mains de l'un & de l'autre Electeur & Prince & qui concernent les Principauté, Comté & Seigneurie de l'autre, seront de bonne foy, & reciproquement produits & livrés, sans en rien retenir. Mais les instrumens communs, seront gardez dorenavant, aux lieux où ils se trouvent presentement, & toute fois & quand l'un ou l'autre des Electeur & Prince aura besoin de quelque document, ou instruction, des Archives, Chancellerie ou Registres de l'autre, & qu'il les demandera il lui en sera accordé communication, sans qu'on use en cela de tromperie.

XI. En onziéme lieu, le commerce & negoce par eau & par terre ne sera fermé à personne dans ces Pais, mais lui sera par tout accordé un libre cours, & personne n'y sera injustement & contre la coutume surchargé.

XII. En douziéme lieu, quant à ce qui concerne la monoye, chaque Electeur & Prince, permet dans sa Principauté & Pais les *Pregues & Cirics*, si cela se trouve, selon la conjoncture des tems, profitable & pour le bien des sujets, comme aussi necessaire & utile pour l'avancement du Commerce, dont il repondra au jour des Assemblées des Cercles, & s'il se trouve en effect que ces frontieres, & particulierement ces Païs se remplissent trop de mechante petite monnoye, & que cela tende au desavantage du public & à la ruine d'iceux Pais, leurs Serenité Electeur & Prince, penseront aux voyes & moyens de prévenir un tel mal, en decriant telle mechante monoye, en communiquant cette affaire aux voisins, comme il a toûjours été usité, afin qu'il y soit mis bon ordre.

XIII. En treiziéme lieu, chaque Souverain du Pais, & les Officiers, tant dans les Villes que du plat Pais, & quand les habitans de l'autre Pais, auront quelque chose à demander ou solliciter, il leur sera fait bonne, prompte, & brieve justice, sans difference de Religion, sans les trainer en longueur & les consumer en frais. Cependant *in casibus denegatæ, vel protractæ justitiæ*, ou sous quelque autre pretexte ou sujet, sur le donné à entendre des parties, ne sera procedé à la repressaille, mais un Prince avertira l'autre & ses Officiers auparavant, pour eviter, en donnant instruction circonstantiée de l'affaire & de l'importance d'icelle, toutes voyes de fait, saisies, arrets & autres procedures contraires à l'amitié quelles qu'elles soient, mais on entretiendra du mieux une bonne voisinance, & en outre l'on vivra conformement au droit commun, les constitutions de l'Empire, l'ordre du Pais & les usages & louables coutumes, semblablement aucun Electeur ne pourra proteger dans son Pais les fugitifs & relegués de l'autre, ni leur accorder de sauf-conduit, passeport, retraite, sureté ou autre avantage; mais quand telles personnes viendront des Pais d'un Souverain dans le Pais de l'autre, ils seront sur la demande qui en sera faite, ramenez au lieu d'où ils seront venus.

XIV. En quatorziéme lieu, si contre toute esperance, il arrivoit entre les descendans desdits Electeur & Prince quelque different ou mesintelligence au sujet du present Traité, personne ne poura se servir des armes ni recourir aux autres voyes de fait, mais tels abus & disputes, quelles qu'elles soient ou puissent être nommées, ne seront vuidées que par la voye de la justice ou par composition amiable, par devant des arbitres, & celui qui sera grévé & lezé aura la liberté de choisir laquelle il voudra de ces deux voyes, en sorte que les deux Electeur & Princes entreprendront l'un avec l'autre la sentence *modo compromittendi*, suivant lequel formulaire les mesintelligences qui auront été mués entre eux, si l'affaire n'est pas reduite en procez formel, seront accordées & decidées, *absque strepitu & prolixitate*; Et, singulierement si au sujet de quelqu'un de l'un ou l'autre païs ou souveraineté, il survient quelque abus à l'égard de quelques biens scitués sur l'autre, sujets, exemptions & prerogatives pretendues ou pour quelques prestations & cas mixtes, & au sujet de quelques affaires concernant les limites des deux païs, les Electeur & Prince nommeront aussitôt des Commissaires pour entrer en bonne negociation, afin que par telles mesintelligences, ce bon dessein & l'amitié & voisinance ne puisse recevoir d'atteinte.

XV. Les deux Electeur & Prince feront leur possible pour obtenir de sa Majesté Imperiale l'Investiture de ces païs, & le titre de la Chancelerie Imperiale & de l'Empire, & ne feront & travailleront pas moins de leur mieux qu'a l'un & l'autre Electeur & Prince in *Comitiis Imperii, votum decisiva sessione* leur soit accordé à chacun en particulier, afin qu'on ne doute pas que sa Majesté Imperiale & les Cercles de l'Empire y consentent, & qu'on soit de tant meilleure volonté quand il s'agira que la levée des charges de l'Empire: Et comme les Ducs de Julliers, Cleves & Bergue &c. d'ancienneté ont été ordonnez à la deputation ordinaire de l'Empire lesdits deux Electeur & Prince, feront leur diligence, pour n'en être pas d'avantage exclus, mais qu'ils y soient admis; & afin qu'il n'y ait plus de debat au sujet de la Religion que comme Duc de Jullier, Cleves, & Bergues, & à cause des autres Principautez, & pais qu'ils ont dans le St. Empire Romain leur place leur soit admise dans la deputation de l'Empire; Aussi fera-t-on tout le possible que les *presentationes* ad *Cameram* soient dorenavant executez à l'égard du Cercle de Westphalie & puissent avoir leur effect.

XVI. Par les revenus & charges de l'Empire & des Cercles, sa Serenité Electorale de Brandebourg s'est plaint des *pregravations* de son païs de Cleves & dependances; Mais comme sa Serenité Electorale de Neubourg à remontré contre cela, que cette affaire regarde tout l'Empire, & qu'il n'étoit pas en son pouvoir de faire aucun changement dans les cotisations à l'égard des païs de Juliers, Cleves, & dependances, ayant semblablement sujet de se plaindre tous deux à cause de la grande imposition du Duché de Juliers, & quoi qu'on ait ainsi laissé sur ce point la chose par les anciennes matricules de l'Empire que chaque Principauté & Comté retiendroit ses anciennes quotes, dans les revenus de l'Empire & des Cercles, neanmoins les deux Electeur & Prince se reservent de demander en tems & lieu convenable une moderation convenable pour leurs païs, & de soutenir & assister autant qu'il se pourra les Villes & sujets qui se plaindront desdites *pregravations*; dans les autres occasions neanmoins qui arriveront, les deux Electeur & Prince ne feront rien pour la sureté & avantage de leur païs, sans l'interêt commun de l'Empire & des Cercles, mais s'assisteront iceux pour la deffence de ces païs.

XVII. Et comme le point de la Religion & ce qui en depend a causé jusques à present beaucoup de mesintelligence, comme le sujet le plus grand & le plus important, aprés plusieurs penibles negociations on est enfin convenu pour des raisons à ce mouvantes, que les Collations des Prelatures Ecclesiastiques, Prebendes & benefices qui appartiennent auxdits Princes dans lesdits païs de Julliers, Cleves, & dependences seront Conferez alternativement de mois en mois par les-

ANS de J. C 1666.

usité dans les recés, qui seront observés inviolablement en tous leurs points & articles par leur Serenitez & par leurs descendans; & ne sera agi en aucune maniere au contraire; & seront de telle force & valeur que s'ils étoient contenus mot pour mot dans ces presentes.

XVIII. Le different à l'égard du *Directoir* dans le Cercle de Westphalie est ainsi accordé, que ce qui a été ci-devant traité & convenu entre les deux Electeur & Prince à Dorste, par la Mediation & progres du Seigneur Evêque de Munster, demeurera en sa force, & dorenavant le directoir sera conduit par l'Electeur à cause des païs de Julliers, Cleves, & dependences avec l'Evêque de Munster & ce alternativement, avec cette clause neantmoins que pour le Directoir les deux Electeur & Prince n'auront qu'une voix & l'Evêque de Monster une, comme, jusques à present; & ainsi desormais dans toutes les assemblées generales & particuliers des Cercles quand & toutes les fois qu'il y aura quelque chose à deliberer avec lesdits Princes seuls ou avec les autres Cercles ensemblement au sujet de l'Etat des Cercles, les Princes auront la premiere voix, les Electeurs & Prince, s'accorderont aussi chaque fois avec ledit Evêque à l'égard des propositions & conclusions; & personne d'eux trois ne dresseront aucun *actum directorii Circularis* en particulier, sans la communiquer entre eux auparavant d'une maniere convenable, ils ne donneront non plus aucune expedition ou execution, que lesdits deux Electeur & Prince n'en ayent communiqué avec ledit Evêque, & qu'ils ne se soient accordez sur ce sujet; Quand il y aura une Assemblée de païs à tenir tous les directeurs sçavoir le Seigneur Evêque de Munster & leurs Serenitez assembleront leur Conseil & se communiqueront les choses par écrit en confience, mais l'un ne fera rien en cela sans le sçû de l'autre; Et au cas qu'il y eût quelque dissentiment dans les voix on tâchera par une negotiation amiable & autres voyes convenables de tomber dans un même sentiment. Mais si la chose ne se peut, l'Evêque de Munster avec l'Electeur de Brandebourg, ou avec le Prince Serenissime de Neubourg l'emporteront; dans les autres actes du Directoir, & ce qui en depend, comme aussi dans les seances, & propositions, item dans le recueillement des voix (ce que les deux Electeur & Prince seulement promettent) ils auront chacun leur tour par jour; il est aussi convenu qu'on donnera connoissance de ce present Traitté à la premiere Assemblée de païs qui se tiendra: le Palatin Neubourg fera la premiere proposition, & l'Electeur de Brandebourg le jour d'apres conduira le directoir, & & ainsi chaque fois, alternativement. Mais dans l'Assemblée suivante l'Electeur de Brandebourg fera sa proposition, & ainsi sera fait alternativement d'un jour d'Assemblée à l'autre; quand donc les Princes apellez & les Directeurs auront accordé leurs propositions & les auront manifestées aux Cercles, & que les voix auront été recueillies elles seront diligemment examinées selon la pluralité des voix sera au nom de root le directorium dressé le *conclusum* & prononcé par lesdits Electeurs & Princes qui ce jour la conduiront le directoir, & toutes les expeditions seront dresséez au nom de la communauté, Et comme les precedens Dues de Julliers, Cleves & Bergue gardoient toûjours les Archives du païs à Dusseldorp, & que c'étoit à eux d'écrire au nom du païs & de coucher les expeditions sur le papier, cela demeurera encore au meme état, mais les d'eux Electeurs & Princes pouront avoir leur accez libre & sans empêchement auxdites Archives, & leur sera communiqué ce qu'ils desireront ce préallablement ayant eté revu & aprouvé par les deux Electeur & Prince ou leurs regens Successeurs, en faisant laquelle souscription sera observée la maniere suivante.

ANS de J. C. 1666.

PREMIEREMENT.

De la part du Directoir de Munster	& ensuite	De la part du Directoir de Julliers & de Cleves.

La premiere par l'Evêque de Munster seul, & l'autre par l'Electeur de Brandebourg & Palatin Neubourg conjointement, mais signé de telle maniere que les Electeur & Prince auront chacun leur tour & quand il écherra d'expedier les écritures particulieres dans le Cercle, ils signeront les premiers autrement ce sera alternativement, mais dans les cas où les expeditions seront données à tous les Cercles ou à la plus grande partie, il est jugé à propos de suivre l'ordre usité presentement dans lesdits Cercles, & ainsi dans les premieres expeditions generales du *Landtdag*, Palatio Neubourg & Paterborn & Brandebourg & & ainsi de suite, mais aprés l'Electeur de Brandebourg, Palatin Neubourg, & auront la premiere Signature, & ainsi sera fait successivement tour à tour, néanmoins il est convenu par ces presentes, que si sa Serenité Electorale de Brandebourg, signe le premier, & qu'il ne le fasse pas lui meme, mais qu'il le fasse signer par ceux de la Régence de Cleves, alors la signature ou nom du Conseil fousigné, ne sera pas sur une meme ligne avec les Principaux Seigneurs, mais comme on le peut voir cy-dessous, & ou il y a N. N. de la maniere suivante.

Suscription de

CHRISTOF. BERNAR. pour le titre,	FREDERIC. GUIL. pour le titre.	PHILIPS GUIL. pour le titre.

Souscription.

CHRISTOF BERNARD.	au lieu & de la part de son Alt. GLS. Elect. Seren. de Brandebourg. N. N.	PHILIP. GUIL.

A moins que celui qui signera au nom de sa Serenité Electorale ne fut un Prince d'un ancienne maison, auquel cas il ne sera signé qu'en une méme ligne; Et afin que sa Serenité Electorale de Brandebourg à cause de ses païs de Cleves, Marck, & Ravensberg, comme aussi sa Serenité Electorale de Nieubourg à cause de ses païs de Juliers, Bergue, puissent donner une valable voix au *Landdag*, cela sera pourtant dirigé de cette maniere qu'à la susditte Assemblée ou *Landdag*, au premier recueillement de voix, le Palatin Neubourg votera pour Cléves aprés Munster, & ainsi par échange depuis le banc Ecclesiastique, en continuant par le seculier prendra les voix josques à la fin, & declarera alors la sienne. Mais dans telle Assemblée l'Electeur de Brandebourg, suivra Munster pour demander les voix à cause de Julliers, & continuera de la maniere susdite jusques à la fin, surquoy la conclusion sera fermée comme dessos suivant les voix, qui seront recueillies, outre cela la maniere suivante sera observée entre Munster & les deux Electeur & Prince, comme il a déja été mentionné en partie, à sçavoir que toutes les affaires du païs seront deliberées, expediées, & exceptées en commun & qu'il ne sera rien fait par l'une ou l'autre des parties separement, mais seront observez les articles suivants. Les Etats du païs seront assemblés & un *Landdag* assigné au desir de sa Majesté Imperiale ou pour quelque autre necessité importante, & ceux qui l'assigneront de la part des Electeur & Prince tant *de materia proponenda* que pour la place qui sera choisie s'accorderont au preallable, ou par

écrit

écrit ou en envoyant leur Conseillers, & avant que cela soit fait il ne sera point fait d'Assemblée ni n'y aura de *Landtdag* assigné, Et si sa Maj. Imp. ou l'un ou l'autre de ces Princes assignent un jour d'Assemblée pour des affaires concernant les Cercles, il ne sera en cela rien fait ni entrepris que *conjunctis consiliis & votis*.

Secondement il est aussi convenu que dans toutes les Assemblées des Cercles ledit Prince Evêque de Munster, suivant son Etat Ecclesiastique aura toûjours la preséance sans contradiction soit qu'on soit assis, soit qu'on soit debout, soit pour voter, signer, sceller & ainsi dans tous les actes qui concerneront les affaires du païs, comme il est icy mentionné plus amplement.

En troisiéme lieu, dans les Assemblées & *Landtdags* les propositions de la part du Directoir de Juliers & de Cleves se feront bien par avis commun, soit que tous trois Electeur & Princes fussent d'accord ou qu'il arrivât quelque difference dans les voix, sur quoy il seroit conclu à la pluralité, de la maniere que dessus & prononcé au nom du susdit Directoir, mais en recueillant les voix, soit en faisant quelque proposition aux Etats l'Evêque de Munster donnera toûjours son suffrage & sa voix le premier.

En quatriéme lieu, quand les Etats assemblez auront donné leur voix, & que le Directoir les aura fait enregistrer par les trois Secretaires avec la diligence requise, les voix données seront conferées & ce qui sera conclu conjointement sera aussi enregistré & pour lors prononcé par le Directoir de Julliers & de Cleves, ensorte que le Registre ou Prothocol sera gardé par le Secretaire juré du païs, & sera neanmoins libre, à chaque Electeur & Prince, d'adjoindre quelqu'un au prothocol.

Que si, en cinquiéme lieu, quelques concepts ou écrits se donnoient au nom des Cercles ou Princes Directeurs ils seront dressez par les Secretaires jurez du païs, quand même ce seroient des Patentes & Lettres missives avec des superscriptions ou des signatures accompagnées de titres, selon l'occurrence des cas, & la condition de ceux, à qui lesdites Lettres ou Patentes sont envoyées, ce sera l'Evêque de Munster qui precedera comme il est mentionné dans la part. 2 cy-dessus dans les expeditions, qui en seront faites, mais ils ne seront envoyez qu'aprés qu'ils auront été aprouvez & souscrits par ledit Evêque de Munster & par lesdits deux Electeur & Prince, en quoy il sera aussi loisible audit Evêque de changer, diminuer ou ajoûter aux susdites choses, mais il en sera au preallable communiqué, si changement se fait avec leurs Serenitez, avant que de les envoyer, & afin que le tout se fasse & quant à la forme & quant à la matiere unanimement de tout côté, & s'il arrivoit que l'Electeur de Brandebourg & le Palatin de Neubourg à cause de Juliers & de Cleves ne fussent pas d'accord en cela, elles seront adressées, comme a été dit, à la pluralité des voix, aux Cercles par le Sindic du païs ou Maître des deniers.

En sixiéme lieu la nomination des Officiers aux charges, se sera conjointement, & ils seront payez des deniers communs qui seront levez avec la connoissance des Etats.

En septiéme lieu par les Electeur & Prince Directeurs le lieu pour la garde de la caisse commune sera ordonné selon que les tems & les occasions le permettront sur la convocation qui se fera des Etats, & suivant que l'interêt du païs le requerra, & ce afin que les Etats conjointement en repondent.

Enfin & en huitiéme lieu les executions & ce qui sera entrepris de plus dans les affaires du païs seront poussez par les Electeur & Prince Directeurs & par l'un ou l'autre en particulier, mais ne sera rien entrepris par l'un sans le sçû & consentement de l'autre; c'est pourquoy à l'égard de la deffence cy-dessus mentionnée entre Juliers & Cleves, elle sera observée comme elle y est exprimée, comme aussi il a à cet égard été expedié à Ratisbonne un reces particulier de la même teneur entre le Prince de Munster & celui de Neubourg en datte du deuxiéme Julliet mil six cens cinquante trois, iceluy, (comme il est amplifié à l'égard du Duché de Cleves) confirmé par ces presentes, en quoy aussi ce point est equitable, & ce qui, à cet égard, de la susditte maniere est convenu est tenu pour ferme, & afin qu'il ne soit rien fait au contraire en sera de tout communiqué un extrait au Seigneur Evêque de Munster, & sera convenablement requis par les deux Electeur & Prince qu'elle y tienne sa place.

XIX. Et comme par la grace du trés-Haut les deux Electeur & Prince sont convenus ensemble de la maniere susdite, & que le Traité provisionel & par interim cy-devant dresśé est par là cesśé & arrêté par les articles cy-dessus, ils veullent en vertu des presentes qu'au procez agité jusques à present par devant le grand Conseil Imperial & de l'Empire à cause de ces païs, & à l'égard du droit de succession prétendu par les deux parties, il soit entierement renoncé & qu'il soit annullé & veullent le faire sçavoir à sa Majesté Imperiale, & la prier en même tems de casser absolument ledit procez, pour ce qui concerne ledit Electeur & le Prince Serenissime & leurs descendans; mais lesdits deux Electeur & Prince l'assisteront de la meilleure maniere *Societatis & consolidatis juribus*, & feront tout leur possible que ce qui reste de procez pour ces païs soit terminé. Et que par sentence deffinitive ils puissent être mis en paisible possession desdits païs, ensorte qu'ils puissent se confier parfaitement leurs affaires & joüir d'une parfaire sureté.

XX. Et afin que ce Traité soit desdits deux Electeur & Princes & leurs descendans observé plus fermement, lesdits Electeur & Princes supplieront tres-humblement sa Maj. Imp. de se charger de la guarantie d'iceluy, & la guarantie contenuë dans celuy conclu à Munster & à Osnabrug, sera en la même maniere raportée icy: que sur la requisition faite, les parties contractantes se conformeront elles mêmes à ce present Traité, mais entre ces contractans ne seront compris, ni par aucun requis, ceux qui forment des pretensions sur la succession des païs de Julliers & dependances; ensorte que sous quelque pretexte que ce soit, il ne sera nullement permis de retarder ou empêcher, ce qui est accordé sur la matiere mentionnée, non plus que d'entreprendre aucune chose soit en affaires politiques ou de la Religion, ou Ecclesiastiques contre ce Traité. Et si, contre toute opinion, il se faisoit par l'un ou par l'autre quelque chose allencontre, la partie lesée sera en droit, d'appeller à son secours un ou plusieurs des garans acceptez par lequel la contravention sera aussi jugée avec reparation de tous depens & dommages; mais si ce contrevenant s'y oppose & qu'il voulût ainsi troubler, & prendre les armes, & qu'il entreprît quelque chose contre l'un ou l'autre par repressailles ou par la force des armes, il encourra *ipso facto* la peine d'infracteur de la Paix, & perdra par le tout le droit qu'il pourroit avoir sur lesdits païs, soit même par cet accord, au profit de l'autre partie, & restituera celui qui aura souffert le dommage dans l'Etat auquel il étoit avant ce Traité, & y sera maintenu par les guarants acceptez, & sans perdre de tems sera secouru à main forte aussitôt que l'offence sera faite, & sera fortement restitué & maintenu *cum omni causa*; & quoy que pour ce qui concerne les affaires de la Religion, on s'est, pour l'amour de la Paix, departi dans l'un & l'autre des regles *instrumenti pacis*, tout ce qui est neanmoins convenu par ces presentes, sera compris sous la garantie & conclusion generale de Paix, & sera maintenu par iceux garants.

XXI. Enfin lesdits Electeur & Prince supplieront tres humblement sa Majesté Imperiale, de vouloir confirmer le present Traité pour plus grande fermeté d'icelui, mais jusques à ce que cela se fasse, ledit Traité & ce qui y est conclu, comme aussi toutes les clau-

ses

ANS de J. C. 1666.

ses & conditions d'icelui, n'en obligeront pas moins chaque Electeur & Prince, de ne rien faire ni souffrir être fait allencontre; Et que le tout sera observé par ledit Electeur & Prince & leurs descendans sans contradiction, objection ou exception, ou d'avantage ou de lesion, *etiam enormis vel enormissima*, & ne feront ni souffriront être fait autrement qu'il est conclu ci-dessus, par qui que ce soit, ni en quoi que ce soit. En temoin de quoi les Conseillers desdits Electeur & Prince, dont le Plein-pouvoir est mis ci-dessous, ont signé ces presentes de leurs propres mains, & scellé, & ont promis d'en procurer la ratification, des Seigneurs leurs Principaux dans le tems de dix jours. Ainsi fait, accordé & conclu sous les signatures & sceaux des Deputez & Plenipotentiaires susdit, à Cleves le dix-oeutiéme Septembre mil six cens soixante six. Signé.

Otton Baron de Suerin. (L.S.) *Jean Henri Baron de Winckelhausen.* (L.S.)
Werner Guillaume Blaspeil. (L.S.) *François de Giesen.* (L.S.)
Fr. Meyndert. (L.S.) *Henr. Schnelle.* (L.S.)

Plein-Pouvoir de l'Electeur de Brandebourg.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu, Marckgrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du Saint Empire Romain, Duc de Prusse, Magdebourg, Julliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, de Cassubie, de Vandalie, Silesie, Crossen & Jagerndorp &c. Bourgrave de Nurnbourg, Prince de Halberstadt, Mindeo, & Camin, Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, & des pais de Lauwenbourg & Butovie &c. sçavoir faisons par ces presentes, comme entre nous & le Serenissime Prince nôtre cher cousin & compere, le Seigneur Philippe Guillaume Comte Palatin du Rhin, Duc de Julliers, Cleves, & Bergue, Comte de Veldens, Spanheim, de la Marck, Ravenbergh, & Meurs, Seigneur de Ravesteyo, &c. il y auroit eu des differents, à cause de la succession de Julliers, Cleves & dependances, & que diverses propositions d'accommodement auroient été faites, nous y étant portez avons pour entreprendre, avancer & finir un Traité en nôtre nom & sous nôtre Ratification, Deputé à sa Serenité nôtre cher & fidele le noble & sçavant, Otton Baron de Suerin Seigneur de Lantsberg & Zachan, Premier President & Conseiller privé de la Cour Feodale de Cleves & de la Marck, Commandant d'Orangien, Secretaire des Guerres, Chambellan hereditaire de nôtre Electorat de Brandebourg; Comme aussi Warnaer Guillaume Blaspyl & François Meyders & leur avons donné nôtre authorité, & plein-pouvoir de traiter ensemblement ou à deux d'iceux en cas d'indisposition ou autre empêchement de l'autre, & conclure comme il a été dit, sous nôtre ratification, promettant de les decharger & indemniser à cet égard. En temoing de quoi, Nous avons ce present Plein-pouvoir signé de nôtre propre main, & y avons fait apposer nôtre sceau Electoral, ce qui fût fait & donné en nôtre chateau de Cleves lieu de nôtre Residence le deuxiéme Mai mil six cens soixante six, étoit signé Frederic Guillaume Electeur.

Suit le Pleinpouvoir des Deputez du Palatin de Neubourg.

NOus Philippes Guillaume Comte Palatin du Rhin, Duc de Bavieres, Juliers, Cleves, & Bergue, Comte de Veldens, Spanheym, de la Marck, Ravensbergh, & Meurs, Seigneur de Ravensteyn; Sçavoir faisons par ces presentes; Comme entre le Serenissime Prince & Seigneur Frederick Guillaume Margrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du Saint Empire Romain &c. nôtre cher cousin & compere & nous, il y auroit quelques debats au sujet de la succession des pais de Juliers, Cleves, & dependances, lesquels il a été proposé de terminer, & étant enclins de le faire d'une maniere raisonnable, Nous avons pour entreprendre, avancer & conclure un Traité à ce sujet, deputé en nôtre nom à sa Serenité Electorale le noble Seigneur Jean Henry Baron de Winckelhause, nôtre conseiller intime de nos Cours de Juliers, & Bergue, Chancelier & Officier de Dusseldorp, aussi premier Chancelier & Gouverneur de Heimbard, & aussi Vice-Chancelier & directeur de la Justice, & François de Giese Seigneur de Laetzmaestein & Simmingen, & Henri Schnell, & les avons authorisé & donné à iceux nôtre Plein-pouvoir de traiter & conclure comme dit est sous nôtre ratification, ensemblement, ou deux d'iceux en cas d'indisposition ou autre empêchement de l'autre promettant de les en indemniser; En temoin de quoi nous avons signé & scellé ces presentes, du seau de nôtre Chancelerie, A Dusseldorp le deuxiéme Mai mil six cens soixante six. Signé.

Philippe Guillaume (L.S.)

LIX.

ANS de J. C. 1666.

DANEMARC, LES PROVINCES-UNIES, BRANDEBOURG, BRUNSWIC, ET LUNEBOURG.

Traité nommé la Quadruple Alliance, entre FREDERIC III. *Roi de Danemarck les* PROVINCES-UNIES *des Pais-bas,* FREDERIC GUILLAUME, *Electeur de Brandebourg &* GEORGE GUILLAUME *&* ERNEST AUGUSTE, *Ducs de Brunswick & Lunebourg. Fait à la Haye, le 25. Octobre, 1666.* Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XII. pag. 503.

NAdien den Doorluchtighsten, Grootmachtighsten Vorst ende Heere, Heere *Frederic de Derde* tot Denemarcken, Noorweghen, der Wenden ende Gotthen Koningh, Hertogh tot Sleeswijck, Holsteyn, Stormarn ende der Ditmarsen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorst, &c. De Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, den Doorluchtighsten Vorst ende Heere, Heere

LIX.

ANS de J. C. 1666.

DANEMARC, LES PROVINCES-UNIES, BRANDEBOURG, BRUNSWIC, ET LUNEBOURG.

Traduction de ce Traité.

COmme le Serenissime & puissant Prince & Seigneur le Seigneur Frederic troisiéme Roi de Danemarck, Norwegue, des Vandales & des Goths, Duc de Sleeswick, Holstein, Stormarn, & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorst &c. Les puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas; le Serenissime Prince & Seigneur Frederic Guillaume, Marckgrave de Brande- *bourg*

ANS de J.C. 1666.

Heere *Frederic Wilhelm*, Marck-Graef tot Brandenburgh, des Heyligen Roomschen Rijcks Ertz-Cammerer ende Keurvorst, in Pruyssen, tot Maeghdeburgh, Gulick, Cleeve, Berge, Stetyn, Pomeren, der Cassuben ende Wenden, oock in Silesien, tot Krossen ende Jagerendorf Hertogh, Burgh-Graef tot Nurenburgh, Vorst tot Halberstad, Minden, ende Camin, Graef van der Marck, ende Ravensbergh, Heer tot Ravesteyn, ende de Landen van Lauwenbergh ende Butow, &c. Ende de Doorluchtighste Vorsten ende Heeren, Heer *Georg Willem*, ende Heer *Ernst Augustus* Gebroeders, respective Bisschop tot Osnabrugh, beyde Hartogen tot Bruynswijck ende Lunenburgh, sedert eenigen tijdt herwaerts, achter volgende het *vijf-en-twintigste* Artijckel van 't Tractaet van nader conjunctie, opgerecht met sijne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt van Brandenburgh, in date den *sesden* ouden ende den *sestienden* Februarii nieuwen stijl lestleden, ende het *een en twintigste* Artijckel van het Tractaet opgherecht met hare Vorstelijcke Doorluchtigheden van Brunswijck en Lunenbourgh, van dato den *elfden* ouden en den *een-en-twintighsten* September nieuwen stijl, *sestien hondert vijf-en-sestigh* overleydt ende gheconsidereert hebbende, wat verdere middelen tot onderlinge gerustheyt ende securiteyt, by naerdere verbintenis soude konnen werden uytgenomen.

Soo ist, dat tusschen de selve hooge partyen, door hare respective alhier in *'s Gravenhage* aenwesende Ministers ende Plenipotentiarisen, in krachte van hare Procuratien op 't eynde deses geinsereert, is gemaeckt ende geslooten eene vaste ende seeckere Alliantie defensive, bestaende in de navolgende Poincten ende Articulen, te weten.

I. Dat tusschen de hooghstgemelde hooghe partyen sal zijn en blijven een oprechte getrouwe *vriendschap* ende Correspondentie;

II. De welcke daer toe streken sal, dat d'een des anders beste getrouwelijck sal soecken te bevorderen, ende desselfs schaede ende naedeel nae alle vermogen helpen afkeeren ende weeren met soodanige macht respective als hier na sal werden verklaert.

III. Ende de onderhoorige Koninckrijcken, Vorstendommen, Graefschappen, Landen, Luyden, Steden, ende sterckten, van de respective hooghe Contrahenten in *Europa* gelegen, die de hoogstgemelte parthyen Contrahenten jegenwoordigh besitten, ofte die deselve hier namaels by wettige Successie, ofte onder een rechtmatigen Titul souden mogen komen te possideren, selfs mede die met Guarnisoen van d'hoogstgemelde Heeren Staten Generael sijn beset, te helpen defenderen ende beschermen tegens alle die geene, dewelcke die souden mogen onderstaen Vyantlijck te Lande te invaderen, ofte met openbaer gewelt te attacqueren, onder wat pretext het soude mogen sijn.

IV. Dese *Alliantie defensive* sal duyren ende cours hebben den tijdt van *ses* Jaeren, ende in cas d'een of d'andere van de contrahenten geduyrende dien tijdt door yemandt, wie het oock mochte sijn, niemandt uyt gesondert, quame aengetast ofte beoorlogt te werden, sullen d'andere niet geattacqueerde deselve by springen ende te hulpe komen met een sortabel secours sonder echter daer door te vervallen in *rupture*; te weten. Den Koninck van *Dennemarcken* ende de Heeren Staten Generael yder met *achtien hondert* Ruyters, ende *drie duysent ses hondert* Voetknechten, sijn Keurvorstelijcke Doorluchtigheyd van Brandenburgh met *twaelf hondert* Ruyteren en *vier-en-twintigh hondert* Voet-knechten; hare F. F. D. D. van Brunswijck ende Lunenburgh met *ses hondert* Ruyteren, ende *twaelf hondert* Voet-knechten, onder soodaenige Regimenten, Compagnien, Colonels ende andere Officieren, als de respective adsisterende parthyen gheraetsaem sullen vinden, ende oordelen tot soodaenige adsistentie bequaem te wesen, sullende 't selve secours

bourg Archichambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc en Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, Cassubie, Vandalie, Silesie, Crossen & Jagerendorp, Burgrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden & Camin, Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Ravestein & des Pais de Lauwenbourg & Butow &c; Et les Serenissimes Princes & Seigneurs George Guillaume, & Ernest Auguste, Freres, Evêque d'Osnabrug, tous les deux Ducs de Brunswick & Lunebourg, ayant depuis quelque tems en ça, en consequence du vingt cinquiéme article du Traité de conjonction plus étroite, fait avec sa Serenité Electorale de Brandebourg en datte du sixiéme vieux stile & seiziéme Fevrier stile nouveau, & du vingt & uniéme article du Traité fait avec les Princes Serenissimes de Brunswick & de Lunebourg en datte du onziéme vieux stile & vingt-uniéme Septembre stile nouveau mil six cens soixante cinq, pesé & consideré les moyens qui par une Alliance plus étroite pourroient procurer leur repos & sureté, lesdites parties ont par leurs Ministres & Plenipotentiaires étant presentement à la Haye, en vertu de leurs pleins pouvoirs inserez à la fin des presentes, fait & conclu une ferme & sure Alliance deffensive consistante aux points & articles suivants, sçavoir.

I. Qu'entre les susdites parties il y aura une sincere & fidelle amitié & correspondence.

II. Qui tendra à tâcher d'avancer fidélement le bien les uns des autres, & de détourner de tout le pouvoir leur desavantage reciproque avec les forces qui seront declarées ci-dessous.

III. Et aideront à deffendre & proteger les Royaumes, Principautez, Comtez, Pais, Peuples, Villes & Forts scituez en Europe & apartenants auxdites parties contractantes, ou qui leur appartiendront ci-apres par succession legitime ou autre juste titre, même les lieux occupez par les garnisons des Seigneurs Etats Généraux, contre tous ceux qui voudroient entreprendre d'y faire invasion ou de les attaquer a force ouverte, sur quelque pretexte que ce puisse être.

IV. Cette Alliance defensive durera le tems de six années, & si dans ledit tems quelqu'une des parties contractantes venoit à être attaquée par quelqu'un, qui que ce soit nul excepté, les autres qui ne seront point attaquées seront obligées de l'assister d'un secours convenable, sans pourtant par là être reputez faire de rupture. Sçavoir le Roi de Danemarck & les Seigneurs Etats Generaux chacun avec dix huit cens hommes de Cavalerie, & trois mil six cens hommes d'Infanterie; sa Serenité Electorale de Brandebourg avec douze cens hommes de Cavalerie, & deux mille quatre cens hommes d'Infanterie, sous tels Regiment, Compagnies, Colonels & autres Officiers que les parties assistantes le jugeront à propos & propres pour ledit secours, & sera le susdit secours, donné, fourni & entretenu au service de la partie attaquée aux depens des autres parties assistantes, toutes les fois, que quelqu'une desdites parties contractantes sera attaquée ou troublée en la maniere ci-dessus mentionnée, conformement à ce Traité d'Alliance defensive.

V. Ce-

cours gelevert, gepresteert, ende onderhouden werden ten dienste van de geattacqueerden, tot kosten van d'andere hoogstgemelde adsisteerende parthyen soo dickmaels als yemant vande contrahenten sal werden geattacqueert, ofte getroubleert, in manieren als boven verhaelt, volgens dit Tractaet van *Alliance* defensive.

V. Den geenen die sal werden geattacqueert in manieren boven verhaelt, sal de keure ende optie hebben om 't secours te nemen, of alle in *Soldaten*, of alle in *gelt*, of wel een gedeelte in *Soldaten*, ende een gedeelte in *Wapenen*, *Munitie van Oorlog*, *gelt*, of andere goederen, bequaem om tot den Oorlogh gebruyckt te worden, solcx *duysent* Soldaten sullen werden getauxeert ofte genomen op *tien duysent* guldens *ter maendt*, ende een *Ruyter* jegens *twee Soldaten* genomen, naer de cours van de banck tot *Amsterdam*, te weten *twaelf* maenden in 't jaer; ende sal de betalinge geschieden in 't begin van yder maent by egale portien, in der voegen, dat in cas deselve betalinge ten deele of in 't geheel gedaen werden in geldt, de penningen sullen gelevert werden ter plaetse daer den *geattacqueerden* goedtvinden ende bequaemst oordeelen sal; maer in gevalle dat die gepresteert werde ten deele ofte in 't geheel in *Munitie van Oorloge* of andere waeren ende goederen, bequaem om tot den Oorlogh gebruyckt te werden, soo sal den geadsisteerden gehouden sijn deselve te laeten af haelen, uyt de Landen van den geenen die 't secours furneren sal.

VI. Soo wanneer 't voorsz Secours sal werden gepresteert in soldaten sullen deselve geheelijck ende 't eenemael werden, ende vervolghens sijn onderworpen de Commandementen ende ordres vande geenen aen de welcke die werden gesonden of dessels geauthoriseerden, om sich daer van te dienen ende te transporteren ter plaetse daer 't hun goet duncken sal, wel verstaende te Lande, in 't velt, in belegeringen, tot bewaringen van Steden ende Plaetsen, oock al omme daer ende soo dickmaels als het de noot, ofte de nuttigheyt sal vereyschen, met dese reserve nochtans, dat de Compagnien niet geheelijck vande andere sullen mogen werden gesepareert, maer dat den minsten *twee of drie honderd* soldaten van yder Regiment onder haer Vaendelen sullen te saemen blyven.

VII. Naer dat het secours sal sijn gefurneert ende bestaen uyt Ruyteren ende Knechten, oock door de *assisteerende* hooge partyen afgesonden ende by de *geattacqueerden* ontfangen, soo sullende deselve assisteerende hooge partyen, of haare geauthoriseerden, vergheven ende suppleren die *Charges* die daer onder souden mogen komen vacant te vallen.

VIII. Noch is geconvenieert, dat die geene die eenige *attacque* apprehendeert, of te gemoet siet, gehouden sal sijn daer van by tyts communicatie aende Geallieerden te geven, ten eynde deselve haer mogen employeeren tot het *moyenneren* van een accommodement, nochtans met dien verstande, dat onverminderd die officien van *mediatie* het beloofde *secours* gesonden sal moeten worden, soo haest de *attacque* ofte *rupture* effectuelijck sal wesen voorgevallen.

IX. Ende dewijle dese defensive alliantie bysonderlijck daer henen gaet, om wedersijts Rijcken, Staten, Vorstendommen, Graeffschappen, Landen, Luyden, Steden, ende Sterckten, als voorens, tegens alle soodaenig gewelt te protegeren, ende te mainteneren, daerinne deselve te Lande moghten geinvolveert werden, ende dat in dese constitutie van tyden alle nabuyrige Koningen, ende Vorsten sigh bevinden in sulcken considerabelen postuyr van Wapenen, dat inde naest aenstaende tyden eenige attacque of aggressie voorvallende, 't voorsz. gelimiteerde secours niet suffisant genoech en schijnt om de gevreesde ongemacken ende onheylen met de vereysche naedrucken af te keeren, soo is verder versproocken ende geconvenieert, in cas binnen den tijt van de *eerste twee* jaeren d'eene of d'andere

V. Celui qui sera attaqué en la maniere mentionnée ci-dessus aura le choix & option d'accepter le secours ou en Soldats, ou en argent, ou bien partie en Soldats, & partie en armes, Munitions de Guerre, argent ou autres Marchandises propres à l'usage de la guerre; mille Soldats, seront taxez & estimez à raison de dix mil livres par mois, & un Cavalier sera pris pour deux Soldats, selon le cours de la banque d'Amsterdam, sçavoir douze mois pour un an, & le payement se fera au commencement de chaque mois par égale portion, en sorte qu'en cas que le susdit payement se fasse en partie ou en tout en argent, les deniers seront fournis au lieu où l'attaqué le jugera à propos, & le plus convenable, mais s'il est fourni en partie ou en tout en munitions de guerre ou autres Marchandises & effects, propres à l'usage de la Guerre, la partie attaquée sera obligée de les faire prendre dans le pais de celui qui fournira le secours.

VI. Si ledit secours est fourni en soldats, ils seront entierement & consequement soumis au commandement et aux ordres de celui à qui ils seront envoyez, ou à ceux qui seront par lui authorisez pour s'en servir & les transporter au lieu où il le jugera à propos: bien entendu en campagne, en Sieges, pour la garde des Villes & Places; & là, par tout où & toutes les fois que le besoin & la necessité le requerra; avec cette reserve neantmoins, que les Compagnies ne pourront pas être entierement separées les unes des autres, mais qu'à tout le moins deux ou trois cens Soldats de chaque Regiment demeureront sous leurs Enseignes.

VII. Après que le secours consistant en Cavalerie & Infanterie aura été fourni, par les parties assistantes à la partie attaquée, & qu'il aura été par elle reçu, lesdites parties assistantes rempliront les charges qui viendront à vacquer.

VIII. Il a aussi été convenu que celui qui aprehendera d'être attaqué, & qui le prévoira, sera obligé d'en donner avis aux Alliez, afin qu'ils puissent travailler à moyenner un accommodement, bien entendu neantmoins que sans prejudice du devoir de mediation le secours promis sera envoyé, aussi tôt apres l'attaque ou la rupture.

IX. Et comme cette Alliance deffensive n'est particulierement faite que pour proteger & maintenir les Royaumes, Etats, Principautez, Comtez, Pais, Peuples, Villes & Forts des parties comme dessus, contre toutes les violences qui pourroient être faites auxd. païs & que dans cette conjoncture de tems tous les Rois & Princes voisins se trouvent dans une telle posture & si bien armez que s'il arrivoit à l'avenir & bien tot quelque attaque & aggression, le susdit secours limité comme dessus ne semble pas suffisant pour destourner d'une maniere convenable les incommoditez & malheurs qui seroient à craindre; Il est outre ce stipulé & convenu que si dans le tems des deux premieres années l'une ou l'autre des parties vient de la maniere que dessus, à être attaquée par quel qu'un desdits Rois ou autres puissans Princes, ou Etat, en ce cas les parties qui ne

ANS de J. C. 1666.

dere van de hoogst-gemelde partyen in manieren als vooren door yemant van de voorschreve Koningen, of andere machtige Princen, of Staten, quame geattacqueert te worden, dat in sulcken gevalle de niet geattaqueerde in plaets van hare Geallieerden met het boven gespecificeerde secours by te springen, deselve sullen te hulpe komen *met alle macht*, en te gelijck tegen den *aggresseur* of *aggresseurs* even ende in sulcker voegen als of hy van hem self immediatelijck ende directelijck wierde beoorloght, met alle vigeur ageren, oock daer-inne gesamentlijck continueren, tot dat den *aggresseur* of *aggresseurs* tot afstant van sijne of haere entreprinsen, ende den *geattaquerden* in sijnen voorigen vreedigen ende gerustigen stand herstelt sal sijn, ende dat hy soo veel mogelijck van den *aggresseur* of *aggresseurs* reparatie over sijn geledene schaeden sal hebben bekomen, dat oock in sulcken cas, om 't werck meer nadruck ende kracht te gheven, van nu af aen sullen wesen gerenoveert ende tegens soodanigen aggresseur of aggresseurs werden geappliceert de Tractaten by haer Ho. Mog. voor desen eerst met haer F. F. D. D. van *Bronswijck* ende *Lunenborgh*, den *een-en-twintigh'ten September* des vorleden jaers, ende naderhant oock met sijne Keur-vorstelijcke Doorluchtigheyt van *Brandenburgh* van den 6. niewe stijl ende den 16. *Februarii* lestleden oude stijl, tot bevorderinge van een goeden vreede met den Bisschop van *Munster* gesloten geweest sijnde, gelijck *in eum eventum* als nu voor alsdan deselve Tractaten voor gerenoveert ende tegens soodanigen aggresseur of aggresseurs geappliceert gehouden worden mitsdesen, in dier voegen, dat de hoogst-gemelde Heeren Staten Generael 't voorschreve *casus* exterende van haer sijde gehouden sullen wesen te furneren de maentlijcke *subsidien* inde voorschreve Tractaten gespecificeert, ende dat daer en tegen mede de hoogst-gemelde Keur en Vorsten van haere sijde verobligeert sullen sijn op de been te brengen, of te houden respectivelijck de nombre van *vier duysent* Peerden ende *acht duysent* voet-knechten, op den voet, ende volgens de conditien inde voorschreve Tractaten breeder vermelt, alleenlijck met de veranderinghe, dat alle 't geene daer inne van den voorgemelden Heer Bisschop van *Munster* wort geseght, op voornoemde nieuwe *Aggresseur* of *Aggresseurs* gepast ende jegens deselve mettet daet op d'allerefficacieuste wijse ter executie gelegt sal worden, en voor soo veel sijne Keur-Vorst Doorl. van *Brandenburg* haer F. F D. D. van *Bronswijck* en *Lunenborg* ten voorsz. tijde 't voorsz volle getal van *vier duysent* voetknechten niet mochten in dienst hebben, dat in sulcken gevalle tot spoedige Suppletie van 't deficierende getal, oock by haer Ho. Mog. naer advenant van 't voorschreve defect, in 't geheel ofte ten deele *aenrite gelden* sullen worden gefourneert naer proportie van de geheele *massa*, die in kracht van voorgeroerde Tractaten betaelt is geworden; dan gemerckt d'hoogh-gedachte haer F. F. D D. van *Bronswijck* ende *Lunenburgh*, directelijck ende immediatelijck door soodanigen *Aggresseur* ofte *Aggresseurs* als boven, in hare Landen geattaqueert wordende, op een tijdt dat 't vorschreven getal van de *vier duysent* peerden ende *acht duysent* voetknechten albereyts voor een groot gedeelte mochte wesen vermindert, haer F. F. D. D. als een merckelijck ongemack ende verlies souden hebben geleden, eer ende bevorens wederom nieuwe wervinghe tot suppletie van 't defect soude konnen wesen gedaen ende voltrocken, dat over sulx in soodanigen gevalle van *immediate attaque* haer F. F. D. D. by provisie ter tijden ende wijlen toe de voorsz *vier duysent* peerden ende *acht duysent* voetknechten wederom sullen wesen gesuppleert, by haer Ho. Mog. in alle promptitude met een secours van *twee duysent* peerden ende *vier duysent* voetknechten gesecondeert ende bygesprongen sullen werden.

X. Ende nademael het vorstaende *negende* articul is de principale kracht, ende de voornaeme nadruck van 't gantsche

ANS de J. C. 1666.

seront pas attaquées au lieu d'assister leurs Alliez avec le secours cy-dessus specifié, ils viendront à leur secours avec toutes leurs forces, & agiront contre l'Aggresseur ou les Aggresseurs de la même maniere que si on leur faisoit la guerre a eux mêmes, & agiront de toute leur vigueur, & ainsi continueront conjointement jusques à ce que l'Agresseur ou les Agresseurs soient reduits à se desister de son ou leur entreprise, & que la partie attaquée soit restituée dans son premier & paisible état, & qu'elle ait obtenu reparation & indemnité du dommage qu'elle aura souffert; Qu'aussi au même cas pour donner plus de force & de vertu à cet ouvrage, seront renouvellez & appliquez contre tel Agresseur ou Agresseurs les Traitez faits cy-devant entre L. H. P. premierement avec leurs Serenitez de Bronswijck, & Lunebourg, le vingt-uniéme Septembre de l'année derniere, & ensuite avec sa Serenité Electorale de Brandebourg le 6. stile vieux & 16. stile nouveau du mois de Fevrier dernier, pour l'avancement d'une bonne Paix avec l'Evêque de Munster, comme en effect in eum eventum lesdits Traitez sont tenus pour renouvellez & pour appliquez par ces presentes contre tel Agresseur ou Agresseurs, en telle maniere que les susdits Seigneurs Etats Generaux au susdit cas seront de leur côté obligez de fournir le subside par mois specifié dans lesdits Traitez, & que les susdits Electeur & Prince de leur côté seront obligez de mettre sur pied ou de tenir respectivement le nombre de quatre mil chevaux & huit mil fantassins, sur le pied & suivant les conditions mentionnez plus au long dans les susdits Traitez, avec ce changement seulement, que tout ce qui y est dit de l'Evêque de Munster soit appliqué au susdit ou susdits nouveaux Agresseur ou Agresseurs, & executé contre luy ou contre eux de la maniere la plus efficace, & si sa Serenité Electorale de Brandebourg, & leurs Serenitez de Brunswick & de Lunebourg n'avoient pas en service dans le susdit tems, le susdit nombre de quatre mil hommes de pied, qu'en ce cas pour supplement du nombre qui manquera, & aussi L. H. P. à l'avenant du susdit manquement, fourniront en tout ou en partie le subside à proportion de toute la masse qui a été payé en vertu des susdits Traitez, que vu que leurs Serenitez de Brunswick & de Lunebourg venans par tel Agresseur ou Agresseurs a être attaquez dans leurs païs, dans un tems que ledit nombre de quatre mil chevaux & huit mil fantassins seroit déja en grande partie diminué souffriroient un dommage & perte considerable avant que le suplement pût être fait & achevé par une nouvelle levée, en tel cas d'attaque immediate, leurs Serenitez seront secondez & assistez par L. H. P. en toute promptitude par un secours de deux mil chevaux & quatre mil hommes de pied, jusques à ce que ledit nombre de quatre mil hommes de Cavalerie, & de huit mil fantassins soit suppléé.

X. Et comme l'article neufiéme precedent est celui de tout le Traité qui a le plus de vertu & qui fait le plus

ANS de J.C. 1666.

'tgantsche Tractaet, ende dat oock naer d'expiratie van den tijdt soude konnen duyren de reden in 't voorschreven articul uytgedruckt, die de respective Geallieerden heeft bewogen den inhoude van 't selve voor den tijdt van *twee* jaeren by provisie vast te stellen: Soo is oock geconvenieert ende verdragen, dat men tijdelijck voor de expiratie van de voorschreven *twee* jaeren met den anderen sal delibereren, ofte het niet oirbarlijck ende noodigh sal sijn de stipulatie van 't meergeroerde articul voor langer tijdt te continueren, ende dat men dien volgende daer over *ses* maenden voor 't verloop van dien wederom sal te samen komen alhier in *'sGravenhaage*, ende sich alsdan dienthalven soodaanigh naeder vergelijcken, als de constitutie van tijden ende saecken ten gemeenen besten, ende tot allerzijdts meeste seeckerheyt sal komen te vereysschen.

XI. Alle 't geene in de voorighe articulen is ter neder gestelt, ten respecte van de vyandtlijcke invasien ende attacques dewelcke een ofte meer van de Geallieerden, door yemandt buyten dese Alliantie zijnde, souden mogen overkomen, sal obligatoir sijn, ende gepresteert moeten worden, in soodanigen gevalle, als *eene* van de hoogst-gemelde Parthyen ende Geallieerden yemandt, ofte eenige van de andere soude mogen komen aen te tasten.

XII. Indien eenige andere Christen *Koningen, Potentaten, Republijcken*, of *Steden*, haer mede in dese Alliantie willen begeven, soo sal sulx een yegelijck vry staen, doch daer door egeen van de Contrahenten eenighsints worden geprejudicieert, ofte desselfs Staet ende conditie swaerder gemaeckt, ofte vernadeelt, sulcx dese *inlatinge* sal moeten gedaen werden met onderlinge communicatie ende sullen selfs nae vermoghen ende gelegentheyt devoiren ende officien gedaen werden, dat soodanige andere Princen, Potentaten, Republijcke, ende machtige Steden, die men gesamentlijck soude verstaen dienstigh te sijn om tot dese Alliancie te werden ingelaeten, ende specialijck den *Coninck van Sueden*, den Keurvorst van *Ceulen*, ende de Paltsgraef van *Nieuburgh*, mede daer onder mogen gebracht worden.

XIII. Ende alsoo de meeninge ende intentie geweest is van den aenvangh af, dat men van dese handelinge ende alliancie heeft beginnen te spreecken, deselve mede gesaementlijck op te rechten ende te sluyten met beyde de regierende Heeren Vorsten van *Bronswijck* ende *Lunenborgh* tot *Hanover* ende *Wulffenbuttel*, mitsgaders den regierenden Heere Lantgraeve van *Hessen-Cassel*, ende dat tot dien eynde verscheyde Conferentien sijn gehouden, ende aengestelt, doch dat de hooghst-gemelde Vorsten al noch niet ten vollen gereet en sijn geweest ende echter nodich was, dese jegenwoordige Alliantie ende verbintenisse tot onderlinge gerustheyt so verde te perfectionneren, soo verklaeren de hooge parthyen in desen alnogh van meeninge ende intentie te sijn, om dese Alliancie ende verbintenisse gelijckelijck met de opgemelte Heeren Vorsten, of wel soodanige van deselve, als gereet sullen konnen wesen, oock, is het doenlijck voor den termijn van de Ratificatie te perfectionneeren ende voltrecken, waer toe wegens de Contraheerende hooghe partijen alle devoiren ende goede Officien sullen werden aengewent, ende te wercke geleght.

XIV. Ende gelijck het oogmerk van dese Alliancie geensints en is, om eenige *aenleydinge* te geven tot oorlogs verwyderinge, offensie, hinder, of schaede, of oock deselve in eenigen deele te fomenteren, maer alleen om alle gevreesde onheylen ende ongemaken en malkanders schade ende naadeel te beletten, ende in cas van eenigen onverhoopten overval, deselve te doen remedieren ende redresseeren, en over sulcx den geledeerden ende beschaedigden te doen herstellen in sijn voorigen gerusten Staet, ende doen hebben reparatie als voorgemelt; Soo is oock expresselijck geconvenieert,

plus de vertu & qui fait le plus d'impression, & qu'aprés l'expiration dudit tems les raisons exprimées audit article qui ont porté les Alliez d'assurer le contenu d'icelui, pour le tems de deux ans pourroient durer encore, Il est aussi convenu & accordé, que l'on deliberera ensemblement avant l'expiration desdites deux années, s'il ne sera pas utile & necessaire de continuer ce qui est stipulé par ledit article pour un plus long-tems, & qu'en consequence on s'assemblera à cet effect icy à la Haye six mois avant l'expiration dudit tems; & alors on s'accordera la dessus de la maniere que la conjoncture des tems & des affaires fera juger être le mieux, & que la sureté commune le demandera.

ANS de J.C. 1666.

XI. Tout ce qui est couché dans les articles precedens à l'égard des invasions & attaques qui pourroient être faites à l'un ou l'autre des Alliez par quelqu'un qui ne seroit point de cette Alliance, sera obligatoire & devra être executé, au cas que l'une des susdites parties & Alliez, vint à attaquer quelqu'un, ou quelqu'un, des autres.

XII. Si quelques autres Rois, Potentats, Republiques, ou Villes d'entre les Chrêtiens, veullent entrer dans cette Alliance, il sera libre à un chacun, mais que par là aucun des Alliez n'en recevra du prejudice, & son Etat & condition, n'en sera grevée & endomagée, & telle inclusion se devra faire par l'avis commun, & l'on fera tout son possible, son devoir & office à ce que tels autres Princes, Potentats, Republiques, & Villes puissantes, que l'on jugera ensemblement être utils dans cette Alliance y entrent, & specialement le Roy de Suede, l'Electeur de Cologne, & le Comte Palatin de Neubourg.

XIII. Et comme dés qu'on a commencé à parler de cette Alliance & qu'on l'a commencée l'intention a été de la faire & conclure avec les Seigneurs & Princes regens de Brunswick & Luneburg, Hanover & Wolffenbuttel, ensemble le Seigneur regent, le Lantgrave de Hesse-Cassel, & qu'on a tenu plusieurs conferences à cet effect. Mais comme lesdits Princes n'ont pas été prêts, jusques à present, à y entrer, & que neanmoins il est necessaire pour la tranquillité commune de perfectionner cette Alliance, lesdites parties declarent encore qu'ils sont d'intention de perfectionner & accomplir cette Alliance avec les susdits Seigneurs & Princes, ou avec tels d'entre eux qui seront prêts d'y entrer, & s'il est possible avant le terme de la ratification; à l'effect dequoy lesdites parties contractantes feront tout leur devoir & employeront leurs bons offices.

XIV. Et comme le but de cette Alliance n'est nullement de donner lieu à aucune guerre, ni de causer aucune offence ni dommage, ni de rien fomenter à cet égard, mais seulement pour empêcher les incommoditez, malheurs, & dommage les uns des autres, & au cas de quelque accident imprevû d'y apporter du remede & faire restituer la partie lesée dans son premier état de tranquillité, & faire reparer le dommage souffert, il est aussi expressement convenu, que les susdites parties soit attaquées ou assistentes n'auront pas la liberté de negotier ou s'accorder avec l'Agresseur ou les Agres-

nieert, dat het de boven gemelte hooge, 't zy geattacqueerde, 't zy assisterende parthyen, niet sal vrystaen met den *Aggresseur* of *Aggresseurs* te handelen, te verdragen, te accordeeren, ofte eenige Tractaten van *Vreede* ofte *Treves* aen te gaen, ofte te sluyten, ten zy met voorgaende communicatie vande andere hooge parthyen, ende dat noch sodanich dat deselve expresselijck daer by werde geincludeert, indien sy sulcx begeeren, ende herstelt inde possessie vande *Landen* ende in 't genot van de *Rechten* en *Vryheden* die sy hadden, ende daer van sy joüisseerden voor den Oorloght, en sonder voor d'andere hooge parthyen te bedingen deselve *Rechten*, *Vryheden*, *exemtien* ende andere prerogativen, als hy voor sigh selven stipuleert; ten ware de Geallieerden onderlingh anders mochten goetvinden.

XV. Dese Alliantie sal niet prejudiceeren aen 't respect ende de plichten daer mede eenige van de Geallieerden sijne *Keyserlijcke Majesteyt* en 't *Roomsche* Rijck sijn geobligeert, nochte oock derogueren aen de Tractaten ende Alliancien, die de hoogst gemelte Contraherende parthyen ofte eenige van deselve voor date deses met anderen hebben opgericht, anders, of verder dan voor soo veel deselve door deese uytdruckelijck sijn verandert, welverstaende dat het meerdere secours van Volck te Lande, het mindere sal includeren.

XVI. Voorts op dat soo wel de voorgemelte Geallieerden volkomentlijck mogen sijn versekert van 't effect ende reele executie van dese Confæderatie, alsmede andere Koningen, Princen, ende Staten gerust gestelt, dat hier door geen prejudicie wert geleyt aen voorige Tractaeten, Alliancien ende verbintenissen by de een ofte de ander van dese Geconfœdereerden met haer ghemaeckt, soo verklaeren de selve by desen oprechtelijck ende ter goeder trouwe, egene Tractaten, ofte Conventien met andere te hebben, die dese Alliantie eenichsints contrarieren, ende dien onverhindert oock door gene voorige verbintenissen eenigsints te wesen ofte te konnen werden belet, om dit Tractaet in eenige van sijne poincten ende Articulen ter executie te stellen.

XVII. Dese alliancie defensive sal by de hoogst-gemelde parthyen respective geapprobeert, ende geratificeert werden binnen den tijdt van *vier weecken*, naer het besluyt ende onderteeckeningh, of wel eer der soo bet eenigsints doenlijck is, ende daer van gepasseert, geextendeert, ende uytwisselt de respective Ratificatie in behoorlijcke forme tot allersijdes contentement ende meeste gerustheyt.

Aldus gedaen, geaccordeert, ende geslooten onder de signaturen ende pitsiers van de respective Heeren Ministers en Plenipotentiarisen, in de voorstaende procuratien vermelt. In 's Gravenhage den *vijf-en twintichsten* October *sestien-hondert ses-en-sestig*.

Paul Klingenbergh (*L. S.*) *J. Goris.* (*L. S.*) *Lorens Muller.* (*L. S*)
P. Charisius. (*L. S.*) *Johan de Wit.* (*L. S.*)
B. v. Vrybergen. (*L. S.*) *A. Wiquefort.* (*L. S.*)
G. van Reede (*L. S.*)
E. v. Bootsma (*L. S.*)
E. B. de Pallant. (*L. S.*)
T. G. Gerlacius. (*L. S.*)

Secret ende separaet Articul.

NAdemael den Doorluchtigsten Vorst ende Heere, Heere *Frederick Willem*, Marckgrave tot *Brandenburgh* des Heyligen Roomschen Rijcx Ertz-Cammerer ende Keurvorst in Pruyssen, tot Maeghdeburg, Gulick, Cleve, Berge, Stetin, Pomeren, der Cassuben ende Wenden, oock in Silesien tot Crossen ende Jagerendorf Hertogh, Burgh-Graef tot Neurenburgh, Vorst tot Halberstad, Minden ende Camin, Graef van den

Agresseurs, ni faire & conclure; aucun Traité de Paix ou de Treve avec lui, qu'avec la communication prealable des autres parties, & qu'à ceste condition qu'elles y seront comprises, si elles le desirent, & qu'elles ne soient retablies dans la possession des païs, & villes, & dans la jouïssance des droits & libertez qu'elles auront eu & dont elles auront joui avant la guerre, & sans stipuler pour lesdites autres parties pour lesdits droits, libertez & exemptions & autres prerogatives qu'ils stipuleront pour eux mêmes; à moins que lesdits Alliez ne le trouvassent à propos.

XV. Cette Alliance ne prejudiciera pas au respect & au devoir dont chacun des Alliez, est tenu envers sa Majesté Imperiale & l'Empire Romain, ni ne sera par icelle derogé aux Traitez & Alliances que les parties contractantes ou quelques unes d'icelles ont fait avec d'autres avant la datte des presentes, à moins qu'il n'y ait quelque exprés changement fait par cesdites presentes, bien entendu que le plus grand secours de troupes par terre, renferme le moindre.

XVI. En outre, afin que les susdits Alliez puissent être entierement assurez de l'effect & execution de la presente Confederation, & qu'aussi les autres Rois, Princes, & Etats puissent se reposer là dessus que ces presentes ne prejudicieront point à aucun des Traitez, Alliances, & engagements faits avec eux par l'un ou l'autre desdits Confederez, ils declarent par ces presentes sincerement & de bonne foy, qu'ils n'ont aucun Traité ou convention avec d'autres qui soit aucunement contraire à cette Alliance & qui puissent empêcher que ce present Traité ne soit executé en tous ses points & articles.

XVII. Cette presente Alliance sera aprouvée & ratifiée par lesdites parties respectives dans le tems de quatre semaines, du jour de la conclusion & signature d'icelles, ou plutôt si faire se peut, & que les ratifications en seront passées & échangées au contentement & plus grand repos d'un chacun.

Ainsi fait, accordé & conclu, sous la signature & cachets des respectifs Ministres & Plenipotentiaires mentionnez dans leurs plein-pouvoirs. A la Haye, le vingt-cinquième Octobre mil six cens soixante & six. signé.

Paul Klingenberg. (L. S.) J. Goris. (L. S.) Lorens Muller (L. S.)
P. Charisius. (L. S.) Jean de Wit. (L. S.)
B. v. Vrybergen. (L. S.) A Wiquefort. (L. S.)
G. v. Reede. (L. S.)
E. v. Bosima (L. S.)
L. B de Pallant. (L. S.)
T. G. Gerlacius. (L. S.)

Article separé & secret.

COmme le Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Frederic Guillaume Marcgrave de Brandebourg Archichambellan & Electeur du S Empire Romain, Duc en Prusse, de Magdebourg, Iuliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, Cassubie & Vandalie & de Silesie, Crosse, & Iagerndorp, Burgrave de Nurenberg, Prince d'Alberstat, Minden & Camin, Comte de la Marck & de Ravensberg, Seigneur de Ravestein & Butaw. En

ANS de J. C. 1666.

der Marck ende Ravensbergh, Heer tot Ravesteyn ende Butauw.

Volgens de verklaringe van wegen sijn Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt gedaen, jegenwoordigh wederom gelicentieert heeft de Trouppes ten tyde van de differenten tusschen de Ho. Mog. Heeren *Staten Generael* der Vereenigde Nederlanden ter eenre, ende den Heere *Bisschop* van *Munster* ter andre zyde ontstaen op de aenrits-ende subsidie-gelderen van haer Ho. Mog. op de been gebracht zijnde; Soo is tot elucidatie van 't *negende* Artijckel van de *alliancie defensive* heden alhier in *'s Gravenhage* gemaeckt ende gesllooten, tusschen den Doorluchtigsten, Grottmachtighsten Vorst ende Heere, Heere *Frederick de Derde* tot Dennemarck, Noorwegen, der Wenden en Gotthen Koning, &c. de hooge ende Mogende Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, sijn Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheydt van *Brandenburgh*, ende de Doorluchtigste Vorsten ende Heeren *Georg Wilhelm* ende Heer *Ernst Augustus* Gebroederen, respective Bisschop tot Osnabrugge, beyde Hertogen tot *Brenswijck* ende *Lunenburgh*, spreeckende 't selve Artijckel onder anderen van de *aenritz-gelderen* onderlinge geconvenieert ende verdragen, ghelijck geconvenieert ende verdragen wordt mitsdesen, dat aen sijn Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheydt het *ensus* daer inne gementioneert exterende, de *aenritz-gelderen* oock by haer Ho. Mog. in krachte van 't voorsz Tractaet completelijck ende effectivelijck gefurneert sullen worden. Actum den *vijf en-twintigsten* October *sesten-hondert ses-en sestigh*.

En consequence de la declaration faite de la part de sa Serenité Electorale a derechef presentement licencié les troupes qui ont été levées sous le subside de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies dans le tems des differens arrivez entre leurdites H. P. & le Seigneur Evêque de Munster pour elucidation & eclaircissement du neuviéme Article d'Alliance deffencive faite & conclue cejourd'hui à la Haye entre Serenissime & Puissant Prince & Seigneur le Seigneur Frederic troisiéme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots &c. les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies; sa Serenité Electorale de Brandebourg, & les Serenissimes Princes & Seigneurs Frerer George Guillaume & Ernest Auguste, Evêque d'Osnabrug, & Ducs de Bronswic & de Lunebourg, parlant entre autres choses des subsides, a été convenu & accordé, comme il est convenu & accordé par ces presentes qu'en vertu du susdit Traité L. H. P. fourniront aussi effectivement, subsistant ledit cas y mentionné, le subside à sa Serenité Electorale. Fait le vingt cinquiéme Octobre mil six cens soixante six.

Separaet ende secreet Artical.

ALhoewel in 't *derde* Artijckel van die alliancie heden tusschen de Ministers ende Plenipotentiarissen van den Doorluchtigsten, Grottmachtigsten Vorst en Heere, Heere *Frederick der Derde*, tot Denemarcken, Noorweegen, der Wenden ende Gotten Coning, Hertogh tot Slesien, Holsteyn, Stormarn, ende der Ditmarschen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorst, de Ho. Mog. Heeren *Staten Generael* der Vereenigde Nederlanden, den Doorluchtigen Vorst ende Heere, Heere *Frederick Wilhelm*, Marck-Graef tot Brandenburgh des H. Roomschen Rijcx Ertz-Camerer, ende Keur-Vorst, &c. ende de Doorluchtighste Vorsten ende Heeren, Heer *Georg Wilhelm* ende Heer *Ernst Augustus* Gebroeders, respective Bisschop tot Osenbrugh beyde Hertogen tot *Brouswiek* ende *Lunenburgh*, het point van de defensie onderlingh ende reciproquelijck den anderen belooft met dese woorden is ter nedergestelt, *dat men de onderhoorige Koningrijcken, Voerstendommen, Graefschappen, Landen, Luyden, Steden ende Sterckten van de respective hooge Contrahenten in Europa gelegen, die de hooghst gedachte partyen Contrahenten jegenwoordigh besitten of die de selve hier namaels by weg ge successie of onder een rechtmatigen Tetul souden mogen komen te possideren, selfs mede die met Guarnisoen van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael zijn beset, sal helpen defenderen ende beschermen tegen alle die geenen dewelcke die soude mogen onderstaen vyandelijck te Lande t'invaderen, of met openbaer gewelt 't attacqueeren onder wat pretext het soude mogen zijn.* Soo is oochtans d'intrinsique intentie van de hoogst-gemelte partyen Contrahenten; ten aensien van de Steden ende Sterckten met Guarnisoen van de meer-hoog-gemelte Heeren *Staten Generael* beset, niet anders te verstaen dan conform het gunt dien angaende voor desen by een separaet Artijckel tusschen sijn Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheydt van *Brandenburgh* ter eenre, ende haer Ho. Mog. ter andere zyde op den *sesten* Februarii nieuwen, en den *sesthienden* oudeo stijl deses loopenden jaers is geadjusteert ende ter nederge-

Article separé & secret.

ENcore que par l'article treiziéme de l'Alliance d'aujourd'hui d'entre les Ministres & Plenipotentiaires du Serenissime & Puissant Prince & Seigneur, le Seigneur, Frederic troiziéme Roi de Dannemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slesie, Holstein, Stormarn & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg, & de Delmenhorst; leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies; Le Serenissime Prince & Seigneur Frederic Guillaume Margrave de Brandebourg Archichambellan & Electeur du St. Empire Romain &c. & les Serenissimes Princes & Seigneurs George Guillaume, & Ernest Auguste Freres, Evêques d'Osnabrug, tous les deux Ducs de Brunswick & Lunebourg le point de deffence particuliere & reciproquement promise est conçu en ces termes,* qu'ils aideront à proteger & deffendre les Royaumes, Principautez, Comtez, Païs, peuples, Villes & Forts scituez en Europe & apartenant ausdites parties contractantes, ou qui leur apartiendront ci-aprés par succession legitime ou à juste titre, même les lieux occupez par les garnisons des Seigneurs Etats Generaux contre tous ceux qui voudroient entreprendre d'y faire invasion ou de les attaquer à force ouverte sous quelque pretexte que ce puisse être, *l'intention des parties contractantes neanmoins à l'égard des Villes & Forts occupez par les garnisons de leurs Hautes Puissances, n'est pas de l'entendre autrement que conformement à ce qui, à cet égard, est porté par l'Article separé d'entre sa Serenité Electorale de Brandebourg d'une part & L. H. P. d'autre du sixiéme, vieux, & seiziéme nouveau stile de cette presente année, selon la sincere intention duquel susdit Article separé ladite deffence promise à l'égard des susdites Villes & Forts occupés sera entierement reglée & executée par lesdites parties contractantes, Et à cette fin été mis copie authentique du susdit Article separé entre les mains des Ministres des susdits Roi de Danemarc & Princes de Brunswick & Lunebourg. Fait à la Haye le vingt septiéme Octobre mil six cens soixante & six.*

stelt Suit

ANS de J. C. 1666.

stelt, naer de nprechte meeninge van welck voorsz separaet Art. de voorsz beloofde defensie ten aensien van deselfde *besette Steden* ende *Sterckten* by alle de hooghst-gemelte Partyen Contrahenten punctuelijck ende nprechtelijck gereguleert ende ge-excuteert sal werden: Ende is ten dien fine aen de Ministers van de meer-hooghst-gemelten Coningh van *Dennemarcken* ende van de hoogh-gemelte Heeren Vnrsten van *Bronswijck* ende *Lunenburgh* copye authentijck van 't voorsz separaet Artijckel huyden ter handen gestelt. Actum *Hage* den *seven-en-twintighsten* October *sestien hondert ses en sestih.*

Volght de Procuratie van de Heer Coningh van Dennemarcken, Noorwegen, &c.

WY *Frederijck de Derde* van Godes genade tot *Dennemarck, Norwegen*, der Wenden ende Gotten Coningh, Hertogh van Sleeswijck, Stormarn, Holsteyn, en der Ditmarschen, Graef tot Oldenburgh ende Delmenhorst, &c. doen mitsdesen te weten, nademael de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, onse bysondere goede Vrienden ende Geallieerde Nabuyren, in consideratie van de tegenwoordige ghevaerlijcke tyden en wegen nprichtinge van een nadere verbintenisse tusschen ons, ende de selve, gelijck mede tusschen sijne Doorluchtigheyt ende Len. den Heere Keurvnrst van Brandenburgh, ende tusschen die geene dewelcke by de Heeren Hertogh tot *Bronswijck* ende *Lunenborgh* zijnde van meeninge sich in de selve mede in te laten, gelijck mede de Vrouwe Landt-gravinne van Hessen-Cassel, nnse respective beminde Neven, Broeders, Swagers, Gevaderen en Moeye, tot allerzijdts defensie ende verseeckering eenige openinge hebben laten doen, dewijle wy dan soodanige gemeene vereeninge ende verbintenissen niet alleen voor dienstigh nemaer oock voor hooghst-nootsaeckelijck sijn achtende, soo hebben wy tot afhandelinge van deselve gecommitteert ende geordonneert, so als wy committeren ende ordooneren mitsdesen den Erentfesten nnsen Admiraliteyts-Raedt ende General Post-meester, oock lieven getrouwen *Paul Klingenbergh*, op Hanerave, gelijck mede den Edelen onsen Raedt ende Resident by d'npgemelte Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ende lieven getrouwen *Petrum Charisium*, aen dewelcke wy hier mede genoegsame vnlmacht ende authnriteyt geven, nm met de Ministers ende Vnlmachten van de voorgemelte partyen gesamentlijck ende in 't bysonder, niet alleen in handelinge te komen, nemaer oock seeckere artijckelen np te stellen, ende daer over instrumenten in goede ende behoorlijcke forma vervaerdight ende die te voltrecken, ende voorts al het geene dat naer gelegentheydt van saecken tot allerzijdts welstandt en securiteyt dienstigh ende vorderlijck te zijn bevonden sal worden, te beraetslaen, in te gaen ende te sluyten, gelijck wy sulx hier mede toeseggen, ende by Konings ware woorden belooven, dat wy alle 't geene d'npgemelte onse Raden ende Plenipntentiarissen ten fine als vooren sullen handelen, tracteren, belnven, ende sluyten, altijdt vast ende onverbreeckelijck voor aengenaem sullen houden, ende dat het selve in alle pointen en clausulen sal worden achtervolght, daer tegen noch heymelijck noch opentlijck yets gedaen, maer dat wy alles ten bestemder tijdt in de beste forma sullen approbeeren en ratificeeren sonder list.

Ten oirkonde gedaen onder onse Cnnings handteyckeninge ende secreten Zegel, gegeven op onsen Coninghs residentie tot *Coppenhagen* den *twintighsten* Maert *sestien-hondert ses-en-sestigh.*

Onderteeckent

(L.S.) FREDERICK.

Onderstont

C. BIERMAN.

PROCU-

ANS de J. C. 1666.

Suit le plein-pouvoir du Roi de Danemarc, Norwegue &c.

NOus Frederic troisiéme par la grace de Dieu Roi de Dannemarc, Norwegue des Vandales & des Gets, Duc de Sleeswich, Stormarn, Holstein, & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & de Delmenhorst &c. par ces presentes sçavoir faisons, Que comme les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-bas, nos particuliers bons amis, voisins & Alliez en consideration de ces presens tems dangereux, & au sujet d'une negociation d'Alliance plus etroitte entre nous & eux, comme aussi entre sa Serenité le Seigneur Electeur de Brandebourg & entre ceux qui par le moyen des Seigneurs Ducs de Bronswick & de Luneburg sont d'intention d'y entrer, comme aussi Madame la Landgrave de Hesse-Cassel nos respectifs chers neveus, freres, gendres, compere & tante, pour la deffence & sureté d'un chacun ont fait faire quelque ouverture, nous eu égard qu'une telle Union & Alliance commune n'est pas seulement estimée par nous utile, mais même necessaire, avons pour icelle negocier commis & ordonné, comme nous commetons & ordonnons par ces presentes nôtre amé & fidele Paul Clingenberg de Hanerave, Conseiller de l'amirauté & directeur General des Postes, comme aussi nôtre amé & fidele Pierre Charisius nôtre Conseiller & Resident prés desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ausquels nous avons donné plein-pouvoir & authorité, d'entrer non seullement en negociation avec les Ministres & Plenipotentiaires des susdites parties en General ou en particulier, mais aussi d'en dresser les Articles & d'en expedier instruments en bonne & convenable forme, & iceux parfaire, & de deliberer, & conclure tout ce qui suivant l'occurrence des affaires sera trouvé utile & avantageux pour une bonne intelligence & sureté reciproque, comme par ces presentes le permetons, & prometons en parolle de Roi que tout ce qui par nos Conseillers & Plenipotentiaires susdits, aura aux fins susdites, été negocié, traité, promis & conclu, de l'avoir pour agreable, ferme, & inviolable à toujours, de l'observer en tous ses points & clauses, & ne rien faire en cachette ni ouvertement allencontre, mais d'aprouver & ratifier le tout au tems qui sera convenu sans dissimulation.

En temoin dequoi, Nous avons ces presentes signé & scellé de nôtre sceau privé, donné en nôtre Residence Royale à Copenhague le vingtiéme Mars mil six cens soixante six.

Signé

(L. S.) FREDERIC.

Et plus bas étoit

C. BIERMAN.

Plein-

ANS de J. C. 1666.

PROCURATIE, &c.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden. Allen den genen die desen sullen sien ofte hooren lesen, *saluyt*, doen te weten. Alsoo wy met ende nevens den Doorluchtigsten, Grootmachtighsten Coningh van Denemarcken, Norweghen, &c. ende den Doorluchtighsten Vorst ende Heere, Heere *Frederic Wilhelm* Keurvorst van Brandenburgh, &c. ende de Doorluchtigste Vorsten ende Heeren, Heer George Wilhelm, ende Heer Ernst Augustus Gebroederen, respective Bisschop van Osnabrugge, beyde Hertogen tot Brunswijck ende Lunenburgh; Onse ghedachten hebben laten gaen, achtervolgens het *vijf-en-twintigste* Articul van het Tractaet van nader conjunctie, opgherecht met den hooghst-gemelden Heere Keurvorst van Brandenburgh, in date den *sestienden* Februarii lestleden, ende het *een-en-twintighste* Artijckel van het Tractaet gemaeckt, met de hooghst-ghemelde Heeren Vorsten van Brunswijck ende Lunenburgh, van date den *elfden* ouden en den *een-en-twintighsten* September n. st. *sestien hondert vijf-en-sestigh*, wat verdere middelen tot onderlinge gherustheydt, by nadere verbintenisse souden konnen uyt gevonden werden, *SOO IST*, dat wy van onse zijde tot meerder bevorderinge van dien gecommitteert ende geauthoriseert hebben, ghelijck wy committeren ende authoriseren by desen, de Wel-geboorne, hoogh Edele, ghestrenge, wijse, voorsichtige Heeren, *Jacob Goris*, Walt-Graef des Neder-Rijcks-Walts, Burgemeester der Stadt Nimwegen, *Johan de Wit*, Raedt Pensionaris van Hollandt ende West-Vrieslandt, *Bonifacius van Vrybergen*, Heer in Vrybergen, Raed ende Pensionaris der Stad Tholen, *Johan van Reede*, Heer van Renswoude ende Emmichuysen, &c. *Epo van Bootsma, tot Tamaburgh, Elbert Anthoni van Pallant*, tot Oosterveen, Heer van 't Ham ende Vorst, *Finerd* J. *Gerlacius* Raets-heer in Groeningen, respective Gedeputeerden in onse Vergaderinge van weghen de Provincien van Gelderlandt, ende 't Graefschap Zutphen, Hollandt, ende West-Vrieslandt, Zeelandt, Utrecht, Vrieslandt, Over-Yssel, Stadt Groeningen en Ommelanden, omme in qualiteyt als onse gedeputeerden, te samen, ofte 't meerendeel van dien met de Heeren Plenipotentiarisen, ende Gevolmachtighde Ministers van den hooghst-gemelden Koningh, ende de hooghst-gemelde Keur ende Vorsten over 't geene voorsz. is, in conferentie te treden, ende met deselve te maecken, te sluyten ende te teekenen, eene vaste ende sekere Alliancie defensive: ende wetende dat t'wel-gemelde Heeren onse Gedeputeerden om te faciliteren de voorschreve Negotiatie, ende handelinge (op dat die ten goeden, ende gewenschten eynde magh werden gebracht) van nooden hebben onse speciale Procuratie, volkomen maght, authoriteyt, om alle scrupulen die diesaengaende soude mogen gemoveert worden, wegh te nemen, hebben wy haer gegeven, gelijck wy hun geven in krachte deses, volkomen maght, omme met de gemelde Heeren Plenipotentiarisen ende Gevolmachtighde Ministers van d'hoogst-gemelde sijn Koninghlijcke Majesteyt, Keur ende Vorstelijcke Doorluchtigheden te moghen adjusteren, reghten, tracteren, accorderen, ende besluyten de voorschreve Alliancie defensive, ende 't geene alsoo beraemt, gearresteert, ende beslooten sal wesen, te maecken ende te passeren soodanige instrumenten ende beloften, in sulcken goeden ende forme als noodigh wesen sal, beloovende sinceerlijck, oprechtelijck, ende ter goeder trouwen te sullen houden voor goedt, aengenaem, vast, bondigh, ende van waer-

Plein-pouvoir de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A Tous ceux qui ces presentes verront ou orront salut, sçavoir faisons, comme nous conjointement avec le Serenissime & Puissant Roi de Dannemarc, Norwegue &c. & le Serenissime Prince & Seigneur Frederic Guillaume Electeur de Brandebourg &c. & les Serenissimes Princes & Seigneurs George Guillaume & Ernest Auguste Freres, respectifs Evêque d'Osnabrug tous deux Ducs de Brunswick & de Luneburg, avons pensé, en consequence du vingt cinquiéme Article du Traité de plus étroite Union fait avec le susdit Seigneur Electeur de Brandebourg en datte du seize Fevrier dernier, & le vingt- & uniéme Article du Traité fait avec les susdits Seigneurs Prince de Brunswick & de Luneburg en datte du onze vieux & vingt-un Septembre St. nouveau mil six cens soixante cinq, aux moyens de parvenir à une tranquilité particuliere par une Alliance plus étroite; Nous avons de nôtre part pour cet effect commis & authorisé, comme nous commettons & authorisons par ces presentes, les nobles, discrets, sages & prudens Seigneurs Jacob Goris Waltgrave de Neder-Ryeks-Walts, Bourguemaitre de la Ville de Nimegue; Jean de Wit *Conseiller Pensionaire de Hollande & de West-Frise, Boniface de Vribergue, Seigneur dudit lieu, Conseiller & Pensionaire de la Ville de Tolen;* Jean de Reede, *Seigneur de Rensvoude & Emmichuysen &c. Epo de Bootsma, Seigneur de Tamaburgh, Albert Antoine de Pallant d'Oosterveen, de Ham & Verst Finerd* J. Gerlacius *Conseiller de Groningue, respectifs Deputez en nôtre Assemblée de la part des Provinces de Gueldres, du Comté de Zutphen, Hollande, & West-Frise, Zelande, Utrecht, Frise, Overissel, Ville de Groningue & Ommelandes, pour en qualité de nos Deputez, ensemblement, ou la plus grande partie d'iceux, entrer en Conference sur le sujet susdit, faire, conclure & signer une ferme & sure Alliance deffencive, avec les Seigneurs Plenipotentiaires & Ministres authorisez du susdit puissant Roi & desdits Seigneurs Electeurs & Princes; Et sçachant que les susdits Sieurs nos Deputez pour faciliter la susdite Negociation & Traité, afin qu'il puisse être amené à une bonne fin, ont besoin de nôtre procuration speciale, pleine puissance & authorité, afin d'ôter tous les scrupules qui pourroient naitre à cet égard; Nous leur avons donné, comme nous leur donnons par ces presentes, plein-pouvoir avec les susdits Seigneurs Plenipotentiaires & Ministres authorisez de sadite Royale Majesté & lesdits Electeurs & Princes, d'ajuster, dresser, traiter, accorder & conclure la susdite Alliance deffensive & ce qui la concerne, telle qu'ils jugeront & trouveront être utile, & de tout ce qui sera ainsi arrêté & conclu d'en faire & passer tels instrumens & promesses, en telle bonne & convenable forme que besoin sera, promettans sincerement, & de bonne foi de tenir pour bon, agreable, ferme & stable & vallable tout ce qui par lesdits Sieurs nos Deputez en ladite qualité, sera fait, promis, consenti & accordé, & de l'entretenir & observer inviolablement sans jamais rien faire ni permettre être fait allencontre, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puisse être; mais de ratifier & aprouver le tout, & s'il est necessaire, d'en donner & passer lettres & instrumens en la meilleure forme à l'entiere satisfaction & contentement des susdits Roi, Electeur & Prince; Donné en nôtre assemblée, sous nôtre grand sceau, paraphe & signature de nôtre Greffier à la Haye le ... Octobre mil six cens soixante & six.*

ANS de J.C. 1666.

waerden alle 't geene by de meergemelde Heeren onse Gedeputeerden in de selve qualité sal sijn gedaen, belooft, gheconsenteert ende gheaccordeert, 't selve onverbreeckelijck na te komen, t'onderhouden ende observeren, sonder daer tegens immermeer yets te doen, ofte te laten geschieden, directelijck of indirectelijck in wat manieren het oock soude mogen wesen, maer alles te ratificeren, ende t'approberen, endes noodt sijnde, daer van te verleenen, ende passeren Brieven ende instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement, ende vergenoegen van de meerhooghst-gemelde Coningh, Keur ende Vorsten. Ghegeven in onse Vergaderinge, onder onsen grooten Zegel, Paraphure, ende de Signature van onsen Griffier, in den Hage op den ... October *sestien hondert ses en sestigh.*

Volght de Procuratie van den Heer Keurvorst van Brandenburgh.

WY *Frederick Wilhelm*, van Godes ghenade Marck-Grave tot Brandenburgh, &c. Doen hier mede kondt, ende te weten, nademael soo wel sijne Majesteyt tot Denemarcken, Noorweghen, &c. als oock wy, ende de Heeren Staten Generael, benevens het Vorstelijcke Huys tot Brunswijck ende Lunenburgh, goed ende noodigh hebben gevonden by dese tegenwoordige gevaerlijcke ende verre uytsiende tijden, tot allerzijds verseeckerheyt ende naerdere verbintenisse, eene Alliantie defensive op te reghten ende te bevestigen, dat wy tot dien eynde de hoogh-geleerde onse Clevische ende Marckische Regeeringhs Raden, den Vice-Cancelier ende Resident in 'sGraven-hage, ende lieve getrouwe Matthias Romswinckel, der Reghten Doctor, ende Johan Copes gesamentlijck in 't besonder hebben gedeputeert ende geordonneert, doch sulx oock hier mede, ende in krachte deses, gevende hun hier toe genoechsame authoriteyt ende volmacht, omme met hooghst-ende hoogh-gemelde zijne Coninghlijcke Majesteyts, gelijck mede de Heeren Staten Generael, ende de Heeren Hertogen tot Brunswijck ende Lunenburgh L. L. L. L. Dh. Plenipotentiaris over dese Alliantie defensive, ende verbintenisse te tracteren, te handelen, ende te sluyten, gelijck wy dan oock hier mede belooven 't geen sy van onsent wegen alsoo sullen tracteren, handelen, sluyten, ende onderschrijven, dat wy alle het selve door middel van onse Ratificatie voor aengenaem sullen houden. Ten oirkonde soo hebben wy dese Volmacht met eygene handt onderschreven, ende met onsen Keurvorstelijcken Zegel doen bekrachtigen.

Aldus ghegeven in onse Residentie tot Cleve, den *twintigsten* nieuwen ende den *thienden* October ouden stijl *sestienhondert ses-en-sestig.*

Geteeckent

Frederick Wilhem, Keurvorst (*L. S.*)

Volght de Procuratie van de Heeren Vorsten van Brunswijck ende Lunenburgh.

VAn Godes genade Georgh Willem, ende Ernst Augustus Gebroederen respective Bisschop tot Osnabrugge, beyde Hartogen tot Bronswijck ende Lunenburgh, oirkonden ende bekennen mits desen voor een yegelijck, nademael de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, tot een Alliantie defensive tusschen zijne Koninghlijcke Majesteyt van Denemarcken, Noorweghen, &c. tusschen zijne Doorluchtigheyt den Heere Keurvorst van Brandenburgh, ende tusschen hun op te reghten ons vriendelijck

Suit le Plein-pouvoir de l'Electeur de Brandebourg.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg &c. sçavoir faisons par ces presentes, que comme tant sa Majesté le Roi de Dannemarc, Norwegue &c. que nous & les Seigneurs Etats Generaux, ensemble la Maison de Brenswick & Lunebourg avons trouvé bon & necessaire, dans ces tems dangereux d'apresent de dresser & confirmer une Alliance deffencive plus étroitte pour la sureté commune & reciproque; Que nous avons à cet effect deputé & ordonné nôtre fidele amé Matthias Romswinckel, Conseiller de nôtre Cour de Cleves & de la Marck, Vicechancelier & nôtre Resident à la Haye; & Jean Copes Docteur en droit ensemblement & chacun d'eux en particulier leur donnant par ces presentes Plein-pouvoir de traitter, negocier & conclure sur cette Alliance deffensive avec les Deputez & Plenipotentiaires de sadite Royale Majesté, comme aussi des Seigneurs Etats Generaux, & des Seigneurs Ducs de Brunswick & de Lunebourg, promettant par ces presentes de signer ce qu'ils auront de nôtre part traitté, negocié, & conclu, & que nous l'agréerons par le moyen de nôtre Ratification; En temoin de quoi Nous avons signé le present plein-pouvoir de nôtre propre main & l'avons confirmé de nôtre sceau Electoral.

Ainsi fait en nôtre Residence de Cleves le vingtiéme d'Octobre nouveau stile & dixiéme stile vieux, mil six cens soixante & six.

Signé

Frederic Guillaume Electeur. (L. S.)

Suit la procuration des Princes de Brunswick & Lunebourg.

GEorge Guillaume, & Ernest Auguste Freres par la grace de Dieu Evêque d'Osnabrug, & Ducs de Brunswick & de Lunebourg, Confessons & reconnoissons par ces presentes par devant tous, que comme les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies nous ont priez amiablement d'entrer en Alliance deffencive entre sa Majesté de Danemarc, Norwegue &c. & entre sa Serenité Electorale de Brandebourg & Eux, comme aussi nous y avons donné les mains à certaines conditions dont on conviendra particulierément à cet égard

ANS de J. C. 1666.

delijck gebeden hebben, gelijck wy oock gemeynt sijn de selve mede aen te gaen op seeckere conditien, soo als men dienaengaende onderlinge sal konnen verdragen, dat wy daeromme den vesten, onsen geheymen, oock Raedt ende lieven getrouwen *Laurens Muller* ende *Abraham Wiquefort*, tot verhandelinge van alsulcken Alliantie hebben gecommitteert ende gevolmachtight, gelijck wy committeren ende volmachtigen de selve daer toe hier mede ende in krachte deses, sulcks ende in dier voegen dat zy met de hooggemelde partyen, ende met derselver Gecommitteerden daer toe genoechsaem ghevolmachtight, hier over in handel mogen treden, oock vervolghens soodane Tractaten tot een besluyt ende finale volkomenheydt helpen bevorderen; Wy belooven dienvolghende hier mede ende in krachte deses, dat wy alle 't geene dat de opgemelde onse Gevolmachtighden, uyt onsen name ende van onsent wegen in de recessen daer over op te richten, sullen komen te belooven ende onderteeckenen, allesints sullen houden voor aengenaem, behoorlijck approberen en ratificeren. Ten nirkonde so hebben wy dese volmacht met eygen handen oodarteeckent, en met onse Vorstelijcke Zegelen bekrachtight.

Ghegeven ende ghedaen den *twaelfden* Junii anno *sestien hondert ses-en-sestigh.*

Geteeckent

Georg Willem. (L. S.) *Ernst Augustus.* (L. S.)

égard, Nous pour cet effect avons commis & authorisés commettons & authorisons par ces presentes Laurens Muller & Abraham Wiquefort nos chers amés & intimes conseillers, pour negocier ladite Alliance & en faire avancer & conclure le Traité final, promettons en consequence par & en vertu des presentes que nous signerons ce qui par lesdits Plenipotentiaires aura eté fait & promis, & que nous le tiendrons pour agreable, l'observerons, l'aprouverons & ratifierons, En témoin dequoi nous avons ce present plein pouvoir signé de nos propres mains, et confirmé de nôtre seau.

Fait & donné le 12. Juin l'an mil six cens soixante & six.

Signé

George Guillaume (L. S.) Ernst Auguste (L. S)

L X.

ANS de J. C. 1666. SUEDE ET BREME.

Transaction passée entre CHARLES XI. *Roi de Suéde, & la Ville de* BREME, *le* 15. *Novembre*, 1666. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 289.

QUandoquidem inter Serenissimum, Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum & Vandalorum Regem, Principemque Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Visinariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem &c. atque Consules & Senatum Communitatis Civium Urbis Bremensis varia Dissidia & Controversiæ exortæ essent.

A primordio quidem Generosissimus Comes & Dominus, Dominus Carolus Gustavus Wrangel, Regiæ suæ Majestatis & Regni Sueciæ Consiliarius, Regni Mareschalcus, ut & Vicarius Generalis in Pomerania, & Supremus Judex Provincialis Uplandiæ, Comes in Salmis, Baro in Lindenburg, Dominus in Schagcloster, Bremervœrdæ Wrangelsburg, Speicker, Eckbyhoff, & Greyffenberg &c. tanquam supradictæ Regiæ suæ Majestatis Plenipotentiarius, ad requisitionem Consulum & Senatus Civitatis Bremensis amicabilem Compositionem eorundem tentare curasset, cùm verò eæ frustraneæ essent, & ad arma dehinc quidem ventum fuisset, nihilominus Comitis Excellentia sua fecit, ut suasu infra dictorum laudatissimorum Electoralium & Principalium Dominorum Legatorum, utpotè qui ex mandato Gratiosissimorum Dominorum suorum Principalium ad hos Tractatus convenerant, illa reassumeretur, mediante quâ, per DEI Gratiam, desiderata amicabilis Compositio, uti ex subjunctis capitibus videre est, insecuta est.

I. Utut verò inprimis Domini Comitis Excell. eò contendebat, ut Civitas Immunitati Imperiali, cùm ex ea omnium Controversiarum & dissidiorum originem scaturire censeret, majoris securitatis ergò renunciare deberet; nihilominus intercedentibus Dominis Legatis & ex mutuo Publicæ Tranquillitatis desiderio, res sic transacta & composita fuit, ut in respectum ad Regiam suam Majestatem humillimum & in ejusdem honorem, Civitas declaraverit, quòd post exitum adhuc durantium Comitiorum, à sessione & voto in Imperii Diætis, usque ad finem hujus sæculi, sive usque dum ex voluntate Divina scriberetur Annus millesimus septingentesimus, abstineat, & si intermedio hoc tempore, Conventus Imperii indicetur & ad eum Civitas invitetur, quòd illa velit & obstricta sit, nec per Deputatos suos, nec alios peregrinos Sessionem in Senatu Civitatum Imperialium occupare, aut facere ut vota sive sententiæ in eo dicantur. Ex adverso autem Civitas sibi reservavit, quòd exinde nullatenus aliqua præscriptio, aut alia detrimentosa consequentia contra illam allegetur; Civitatique post hujus temporis decursum, si interim de alio amicabiliter non conveniatur, aut judicialiter diversum non determinetur, liberum fiet in Comitiis sessione votoque sui denuò uti fruique.

II. Præterea declarat animum suum Civitas Bremensis in tantum, quòd ea similiter usque dum de alio conventum aut judicialiter diversum determinatum erit in Saxoniæ Inferioribus Diætis Circularibus sessionem & votum prætendere aut expetere haud velit.

III. Quoad Collectas Imperiales concordatum & transactum fuit, quòd quidem in potestate Civitatis sit indictam portionem suam Imperii ærario immediatè solvere; Ne verò Status Provinciales Ducatûs Pomeraniæ, ob remissionem illam, præter debita sua onera, graventur, Consulibus & Senatui Civitatis Bremensis incumbet, à sua Majestate Cæsarea & Imperio, Provinciæ detractionem decimæ quartæ Partis Imperialis Indictionis impetrare, & usque dum id fiet, in tantum Provinciam sublevare & Summam illam in se recipere.

IV. Quoad Collectas Circulares verò circa eas sequens modus tenebitur: Quoties in Saxoniæ Inferioris Conventibus Circularibus Collectæ aliquæ decretæ erunt, & de eo Regium Regimen, quod Stadæ est, nomi-

nomine circuli certius redditum fuerit, atque id ipsum ab eo dein Consulibus & Senatui Civitatis Bremensis palàm fiet, quod tunc illi partem decimam quartam quotæ totius Ducatûs, ærario Regiæ suæ Majestatis Stadensi inferent, & si, Circularia auxilia viris militaribus constent, concordatum erat, quòd tunc secundum illam ipsam normam eos, Ducatus Bremensis Copiis Circularibus adjungere, utrumque tamen sine præjudicio, obligati erunt. Desuper porrò, attamen citra præjudicium alterutrius partis definitum fuit, etsi in illo Anno 1654. Stadæ confecto Recessu art. 10. cautum sit, siquando Civitatem in quatuor pagis (*vier Goben*) & districtu Barchfeld, Imperiales, Circulares aut Provinciales Collectas indicere & cogere contingat, ut tunc dimidiam earum partem Ærario Ducatûs Bremensis inferre debeant, ut id nihilominus inposterum in imperialibus & Circularibus Collectis locum haud obtineat, sed quotiescunque illæ recipientur, Civitatis solius, in ejusdem sublevationem, absque illatione partis dimidiæ in dictum Ærarium, commodo cedent. At quoad Provinciales Collectas dictus articulus Recessûs Stadensis vigorem suum obtineat.

V. Cætera Jura & effectus immedietatis, ut & Jus Territoriale, in quatuor Pagis (*Goben*) nec non ad idem pertinentem districtum Barchfeld, quod concernit, (quibus verò omnibus ex parte Regiæ suæ Majestatis hisce contradicitur,) maneat & conservetur sine perturbatione Civitas juxta tenorem allegati Recessûs Stadensis art. 5. & 10. in sua possessione, quatenus, & in quo Statu eorundem antehac fuit, usque dum similiter aliter vel amicabiliter conventum, vel judicialiter determinatum erit, nec præsentia metata & tributa in quatuor Pagis (*Goben*) & Districtu Barchfeld, in consequentiam trahantur. Nihilominus invicem placuit, quòd hæc respectivè Conventio & Contradictio, ulli partium Juri præjudicati non debeat. Quemadmodum Civitas quoque promisit, sese in quatuor Pagis (*Goben*) nihil innovaturam, nec fortalitia in illis extruere tentaturam; Si tamen in & circa ab antiquo obtenta limitanea loca quid reparandum foret, id illud ipsi, prout ante fieri consuevit, liberum sit. Verùm quicquid intra illa in Specula & Cattorum Turri Habenhusæ, Æstæ, Lanckenoviæ & alibi munitum exstat, statim post conclusos hosce Tractatus, quemadmodum ante hos motus turbulentos erat, demolietur, nec unquam reædificietur.

VI. Quamvis à parte suæ Regiæ Majestatis, censebatur, Consules & Senatum teneri omnia munimenta circa Urbem, fundo & solo suæ Regiæ Majestatis, aut ejusdem Vasallorum bodiernotum inædificata demoliri & dejicere; Tamen Domini Comitis Excellentia, ad intercessionem Electoralium & Principalium Dominorum Legatorum, & quo Regiæ suæ Majestatis Clementia Mansuetudove plenius patefieret, ab hoc ipso destitit, sub hac expressa tamen cautela, quandoquidem id sine ulla præcedenti efflagitatione factum fuit, ut Consules & Senatus mediante Scripturà veniam petant, & quòd Civitas hoc nomine & ratione eorum, quæ alias in his Turbis & ante illas Regiam suam Majestatem quodammodo molestia affecisse arguentur, humilimà supplicatione intercedere velit, quo Regia sua Majestas, ex hoc conceptam offensam, remittat, & Civitatem Gratiæ suæ radiis illustriorem & splendidiorem reddere, porròque Clementiam suam eidem conservare dignetur. Si verò progressu temporis reparatio aut amplificatio munimentorum Urbis Consulibus & Senatui necessaria visa fuerint, quæ ad Majestatis suæ Regiæ vel ejusdem Vasallorum fundos extendi deberet, promittit Domini Comitis Excellentia, sub spe rati tamen, quòd Civitati ad humilimas preces & pro æquabili satisfactione possessores suæ Regiæ Majestatis id haud denegaturi sint.

VII. Præterea (sed sine alterutrius partis præjudicio) conventum placitumve fuit, quod Consules & Senatus Civitatis Bremensis in posterum, usque ad secuturam Transactionem aut Cognitionem Judicialem, prædicato sive titulo Imperialis liberæ Civitatis, erga suam Regiam Majestatem, & Ejusdem Regimen, vel alia ejusdem Collegia atque Ministros, ut & nec in libris aut scripturis publicis, sive Edictis ad quatuor Pagos in Blumenthal & Neukirchen, vel aliàs ad regiones, notitiæ causa emanaturis & affigendis, non utentur. Aliis verò in Casibus hoc Consules & Senatus remisisse minimè volunt. Ex adverso Majestas sua Regia verbis (Civitatis Bremensis *der Stadt Bremen*) & verbo (Cupit *Begehren*) uti vult.

VIII. Declarat quoque Regia sua Majestas suum animum in tantùm, quod permittet, ut ipsa Civitas omnibus suis ab antiquo exercitis Privilegiis, Juribus, Libertatibus & Consuetudinibus, tàm in Ecclesiasticis, quàm secularibus, juxta Instrumentum Pacis, quietè gaudeat, nec in ullo contra illa gravetur, aut, ut gravetur, sufferet. Sicque Civitas Bremensis non impediet, Nobilitatem Equestrem Ducatûs Bremensis, & ejusdem familias, ab antiquo acquisitis, qua in Urbe gavisa erat Immunitate & libertatibus, ab omnibus Civilibus collectis & oneribus frui, & nemini contrario facto molestiam creabit. Quemadmodum quoque Civitati Bremensi, ejusdem Civibus & Incolis, ab antiquo acquisita, qua olim in Archi-Episcopatu nunc Ducatu Bremensi gavisa & gavisi erant libertas à Teloniis, & omnes aliæ Immunitates sartæ tectæ reserventur.

IX. Omnia quæ durante hoc bello, ad horam præsentem usque contigerunt, vel hinc inde illata damna & offensiones, vel verbis, scriptis aut oneribus factæ, per hæc respectivè gratiosissimè remissa, omninò intermortua & oblivioni tradita sunto, sic ut propterea de nemine vindicta sumetur, nec ea cuiquam exprobrentur, aut malevolò animo in memoriam revocentur, vique hujus omnes Captivi, hinc inde absque lytro ullo dimittuntor, omnia & singula bona, tàm mobilia, (quæ adhuc exstant,) quàm immobilia, quomodocunque illa appellentur, & ubicunque illa sita erunt, absque impensis liberantor, & Proprietariis sine ulteriori læsione iterum extraduntur.

X. Quodcunque igitur in præsenti Transactione immutatum & abolitum non reperietur, servetur omninò, prout in Stadensi Recessu Anno 1654. conventum fuit. Et cùm ille diversa quædam Puncta contineat, quæ vel executioni mandata haud fuerunt, aut aliàs adhuc impedita hærent, eorum nomine brevi Tractatus amicabiles assumentur. Ut tamen præsens hæc Tractatio interim vigorem suum adipiscatur & obtineat.

XI. Consules & Senatores Civitatis Bremensis, obstricti sunto, post insecutam & extraditam Ratificationem hujus Transactionis, Homagium, juxta antehac concordatam formulam & secundùm contenta in articulo secundo præcitati Recessûs Stadensis, altèmemoratæ suæ Majestati, tanquam Duci Bremensi, tempore ad hoc ab ipsa constituto præstare. Præterea promisère, Consules & Senatus quò firmius & sub arctiori vinculo huic Transactioni stetur, Illa pro se, & mediante sufficienti Mandato in animam Communitatis Civium juramento roborare, cùm verò illi insimul instantiùs petiissent, ut locus ille & aditus in agrum Bremensem, *zu der Burg* dictus, cum pertinentiis, demoliretur & restitueretur, huic verò Domini Comitis Excellentia assentiri nequiverit, conventum fuit, ut quamdiu Regia sua Majestas, quoad dictum locum *zu der Burg* & ejusdem demolitionem & restitutionem gratiosam suam voluntatem declarare supersederit, & sic eo nomine, juxta octavum Articulum Recessûs Stadensis ex fundamento id sublatum non

ANS de J.C. 1666.

non erit, præstatio supramemorati Juramento in suspenso maneat & relinquetur.

XII. Dein quoque inter partes concordatum & promissum fuit, quod ratione toties memoratæ immunitatis, & ab ea dependentium, aut aliorum nondum transactione finitorum punctorum, nec non sub prætextu aliquarum Contraventionum, nec aliunde, aut aliis ex causis, quocunque illæ nomine appellari veliot, etiamsi amicabilis compositio vel Sententia Judicialis non sequetur, nec nunc nec imposterum, à nulla parte via facti procedetur aut ullus Hostilitatis actus exerceatur; Et si una alterave pars fortè contrarium quid admissum fuisse, putaverit, aut aliàs Controversiæ suborientur, statim atque id innotuerit, mittentur hinc inde aliqui, qui conjunctim causam perpendant, & in tempora transactione amicabili componere intendant, deficiente autem ea, res Cognitioni Judiciali commissa relinquetur.

XIII. Decrevit Domini Comitis Excellentia, statim atque hæc Transactio subscripta erit, obsidionem & inclusionem Urbis solvere, flumen & aditus recludere, & Commerciis liberum cursum permittere; Proindèque copiæ, nisi in quantum iis uni alterive parti iisdem ad præsidia & securitatem opus habere, visum fuerit, respectivè exauctorabuntur & abducentur.

XIV. Supra expressorum & transactorum punctorum Ratihabitionem Regiæ suæ Majestatis, intra tres menses conciliaturam & Civitati circa admissionem ad supra memoratum consuetum homagium, unà cum, sub nomine Regio in Recessu Stadensi Anno 1654 determinatis literis Reversalibus extradituram Domini Comitis Excellentia se offert & pollicetur.

XV. Tandem Civitas Bremensis ex parte sua Ratificationem hujus Recessûs à sua Regia Majestate effiagitare, sibi reservatam cupit, & quod ille sine detrimento Instrumenti Pacis ullo fiet.

In fidem horum omnium hujus Transactionis sunt confecta unius tenoris Exemplaria duo, & à Supremi Exercituum Ducis Excellentia, tanquam Regiæ suæ Majestatis Plenipotentiario, ut & Civitatis Bremensis delegatis Commissariis, Domino Doctore Johanne Wachmann, Consiliario & Comite Palatino Cæsareo, Domino Doctore Johanne Hermes, Doctore Hermanno *Schænen*, respectivè Civitatis Syndico Seniore, Senatoribus, & Juris Professore, & Alsermanno, Detthardo Köper, subscripta; nec non ex parte suarum Electoralium Serenissimarum Coloniensis & Brandeburgici, atque ex parte suarum Principalium Serenitatum Ducum Bruoswicensium, Lunæburgensium, Osnabruggensis, Zellensis, Calenbergensis & Wolffenbüttelensis, demum Serenissimi Principis Hasso-Cassellani, Legatis, nempe Domino Petro Buschmann, Electorali Coloniensi Consiliario intimo & Cancellario, Domino Gerhardo Jaen à Ledeburg, Electorali Brandeburgico intimo in Regimine Mündano Consiliario, & Drossardo in Petershagen, & Domino Johanne de Bayreo, Electorali Brandeburgico Consiliario intimo Regiminis Clivio-Marcensis & Judicii Aulici Directore, Domino Georgio Christophoro de Hammerstein, Ducali Osnabruggensi & Brunswicensi-Lunæburgico Consiliario intimo & Aulæ Mareschalco, Domino Friderico Casimiro, Domino in Eltz, Ducali Bruoswicensi-Lunæburgico intimo & Camerali Consiliario, Dn. Hillebrando Christophoro à Hardenberg, Ducali Brunswico-Lunæburgico Consiliario intimo & Principis Vicario, nec non Domino Regnero Bodenhausen, Principali Hasso-Cassellano intimo Regiminis Consiliario, testimonii causâ manibus suis & sigillis subsignata fuerunt.

Acta hæc sunt in Regio Suecico Hospitio principali, Habenhusæ die XV. Novemb. Anno MDCLXVI.

(*L. S.*) *Carolus Gustavus Wrangel.*

Johann Wachmann, D. (L. S.)
Johann Hermes, D. (L. S.)
Herman Schone, D. (L. S.)
Detthard Köper. (L. S.)
Petrus Buschmann. (L. S.)
G. J. Ledeburg. (L. S.)
Johann de Bayer. (L. S.)
Georg Christoph. von Hammerstein. (L. S.)
Friederich Casimir, Herr von Eltz. (L. S.)
Hildebrand Christoph von Hardenberg. (L. S.)
Regner Badenhausen. (L. S.)

LXI.

ANS de J.C. 1666.

Paix accordée par l'Empereur de FRANCE, *aux Iroquois de la Nation d'*ONNONTAGUE. *Le treiziéme Décembre* 1666. Frederic Leonard. Tom. V.

LA FRANCE ET LES IROQUOIS.

ARTICLES de la Paix demandée par six Ambassadeurs Iroquois, Garakontie, Ahonnonhȣaraton, Gatiennonties, Hotreȣti, Haȣendaientak, Te Gannontie, de la Nation d'Onnontague, tant au nom de ladite Nation, qu'en celui des deux Superieures, Goioȣen, Tsonnonȣan: Ensemble par Achinnhara; de la Nation d'Onneiȣt; les interêts de laquelle il a stipulé, aprés s'estre joint ausdits Ambassadeurs: Et accordez au nom & de la part du Roi Tres-Chrestien, par Messire Alexandre de Prouville, Chevalier, Seigneur de Tracy, Conseiller du Roi en ses Conseils, Lieutenant General des Armées de sa Majesté, & dans les Isles & Terre Ferme de l'Amerique Meridionale & Septentrionale, tant par Mer que par Terre, de ce suffisamment autorisé en vertu du Pouvoir à lui donné par les Lettres Patentes de sa Majesté, en date du   en la presence & assisté de Messire Daniel de Courcelle, Conseiller du Roi en ses Conseils, Lieutenant General des Armées de sa Majesté, & Gouverneur de l'Acadie, Isle de Terre Neuve & de Canada; & de Messire Jean Talon, aussi Conseiller de sa Majesté, & Intendant de Justice, Police & Finances de la Nouvelle France.

AU NOM DE DIEU qui a tout fait. Soit notoire à tout l'Univers, que comme cy-devant les Roys Tres-Chrestiens, de glorieuse memoire, auroient souvent avec peril, peine & dépenses, envoyez leurs Sujets à la découverte des Païs inconnus, & occupez par les Nations Sauvages, Barbares & Infidelles; Cependant avec si peu de succez que jusqu'au Regne de Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince LOUIS Quatorziéme, par la grace de Dieu Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre, les Armes de leurs Majestez ne se seroient portées que jusques à l'Isle de Mont-Real, dans le grand Fleuve de S. Laurens: Mais que sous le Regne dudit Seigneur Roy LOUIS Quatorziéme, Dieu par sa Misericorde soûtenant les pieux desseins de sa Majesté, fortifiant ses genereuses entreprises, & benissant ses Armes d'ailleurs victorieuses, auroit ouvert aux François ses Sujets le chemin aux habitations des quatre Nations Iroquoises Superieures, & introduits en ces Contrées voisines du Lac Ontario les mesmes François, tant pour y establir le nom de CHRIST, que pour y assujettir à la domination Françoise les Peuples Sauvages qui les habitent; Les Ambassadeurs cy-devant nommez, ne sont pas venus demander une nouvelle Paix, ne pretendant pas que la premiere union des Iroquois avec les François soit rompuë ou blessée; mais

seule-

seulement supplier que l'on confirme la premiere, en leur accordant la continuation de la meme protection qu'ils ont cy-devant receuë des Armes de sa Majesté, & de ses Sujets qui ont habité Onnontague durant plusieurs années ; Sur quoy il a esté convenu & arresté ce qui ensuit.

PREMIEREMENT. Que puisque les quatre Nations d'Onnontague, Going8en, Tsonnont8an, & Onnei8t, supplient tres-humblement ledit Seigneur Roy, d'enterrer avec les François massacrez la memoire de tous les torts, excez, injures, & violences: Iceux Iroquois aussi remettant de leur part tous les eschets & déplaisirs qu'ils ont receus, soit des Hurons, soit des Algonquins Sujets dudit Seigneur Roy, ou vivant sous sa Protection, par infraction de Traitez de Paix autrefois faits avec eux, par le massacre de leurs Ambassadeurs, ou par la détention de leurs presens, sans y répondre par d'autres de pareille nature.

II. Que lesdits Hurons & Algonquins habituez au Nort du Fleuve de Saint Laurens, depuis les Esquimaux & Bertiamites, en remontant jusqu'au grand Lac des Hurons, ou Mes douce, & au Nort du Lac Ontario, ne pourront à l'avenir estre inquietez dans leur Chasse par les quatre Nations Iroquoises, ou troublez dans leur Commerce en descendant par la Traitte à Mont Real, aux Trois Rivieres, à Quebec, ou par tout ailleurs, soit par Terre dans les Bois, ou par Eau dans leurs Canots, sous quelque pretexte que ce puisse estre; Ledit Seigneur Roy declarant dés à present qu'il les tient tous, non seulement sous sa Protection, mais comme ses propres Sujets, s'estant une fois donnez à sa Majesté à titre de sujettion & vasselage, ains au contraire que lesdites Nations Iroquoises seront obligées de les assistes en tous leurs besoins, soit en Chasse, soit en Paix on en Guerre, & que les divisions & inimitiez qui ont esté entre lesdits Algonquins & Hurons, & entre les Iroquois, cessantes par le present Traité, il y aura une amitié & un secours mutuel entre toutes lesdites Nationa, qui s'uniront comme freres pour leur commune deffense, sous la protection dudit Seigneur Roy.

III. Que lesdites Nations Iroquoises ayant rendu des témoignages du respect & de la forte consideration qu'elles avoient pour le nom François, en la personne du nomme le Moyne, Habitant du Mont-Real, Sujet dudit Seigneur Roy, par elles pris en Guerre, qu'elles ont soigneusement conservé & ramené de mesme sain & entier jusques dans son propre Foyer, avec un autre François leur prisonnier, ledit Seigneur Roy leur remettra une femme Iroquoise, Captive des Algonquins demeurans aux trois Rivieres, comme dés à present il fait une Femme Huronne d'une Famille refugiée à Tsonnont8ao, laquelle se trouve presentement Captive dans le Fort des Hurons à Quebec.

IV. Que conformément à leurs desirs, & à leurs instantea prieses, il leur sera accordé deux Robes Noires, c'est à dire deux Peres Jesuites, l'un desquels sera successeur des charitables soins que le feu Pere le Moyne a pris de leur instruction ; Qu'aussi en échange elles auront pour lesdites deux Robes, les mesmes senumens de reconnoissance qu'elles ont témoignez à la memoire dudit feu Pere, la mort duquel elles oor declaré avoir apprise passanr aux Trois-Rivieres avec un sensible déplaisir, ayant mesme fait un present pour le resusciter. Pareillement qu'il leur sera envoyé au Printemps prochain un Armurier, pour remettre leurs armes rompues en estat de service contre leurs Ennemis, & un Chirurgien pour penser leurs malades & leurs blessez ; ce qu'elles ont ardemment desiré, & ce que ledit Seigneur leur accorde volontiers, pour leur témoigner non seulement le zele qu'il a de procurer chez elles l'avancement du Christianisme, l'etablissement de la Foy, & leur salut, en les faisant instruire des Principes & Mysteres de nostre Religion; mais la bonté & charité qui porte sa Majesté à leur donner les secours temporels qui leur sont si necessaires, ou si utiles contre les maladies, leurs Ennemis domestiques, & contre l'attaque des Estrangers.

V. Que puisque les quatre Nations Iroquoises reconnoissent les avantages qu'elles ont receus de l'union des François, & de la communication qu'ils avoient avec elles, tandis qu'elles les ont eus dans leurs habitations, & que les esperans pareils, elles demandent que ledit Seigneur Roy fasse passer à Onnontague, Coiog8en & Tsonnont8an, des Familles Françoises pour s'habituer dans leur Pais, offrant d'aider à leur establissement, & de les appuyer de leurs forces contre les Nations qui voudroient s'y opposer ou le retarder, sa Majesté s'engage d'y en envoyes au Printemps prochain, avec les Ambassadeurs qui doivent apportes la Ratification du present Traité de la part des quatre Habitations, à conditioo que dana chacune d'icelles il sera donné des Champs propres à former des Cabanes, pour y mettre lesdites Familles à couvert, & nourrir du Bled d'Inde, qui sera fourni pour semence en échange d'aotres denrées qui seront à cet effet portées de la part des François qui en fourniront aux Nations Iroquoises. Que la Chasse & la Pesche seront communes aux Familles Françoises, qui d'ailleurs recevront des Iroquoises tous les secours & les assistances favorables, que de vesitables Freres doivent s'entrerendre les uns aux autres.

VI. Que pour rendre l'union desirée des Nations Iroquoises avec la Françoise, plus forte, & plus solide, la Paix plus ferme & perdurable, & la correspondance plus aisée, il sera envoyé de chacune des quatre Nations Superieures à Mont-Real, aux Trois Rivieres, & à Quebec, deux des principales Familles Iroquoises, ausquelles il sera donné des Champs, & des Bleds d'Inde & François, outre le benefice de la Chasse & de la Pesche commune, qui leur sera accordé: & ce pour nourrit & somenter d'autant plus cette Paix souvent faite & si souvent rompuë, & engager mieux ledit Seigneur Roy à continuer sa protection à toute la Natioo en general, à laquelle ce moyen est offert pour seconder les bonnes intentions qu'elle a, de ne tenir pas les François par l'extremité de la robe & par la frange seulement, mais les embrasser fortement par le milieu du corps.

VII. Que sur l'asseurance donnée au nom des quatre Nations, qu'il ne sera fait aucuo acte d'hostilité sur les François Algonquins & Hurons, la Hache desdits François Algonquins & Hurons, demeurera respectivement suspenduë à l'égard desdites Nations Iroquoises, jusqu'au retour des Ambassadeurs avec la Ratification du present Traité. Bien entendu que comme il y a des Onnei8teronnons & Gaigneigronnons en parti de Chasse & de Guerre; Si, qu'à Dieu ne plaise, ils attaquoient ou par hazard ou par malice les François Algonquins ou Hurons, il sera permis à ceux-cy de repousser la force par la force, & d'avoir recours aux Armes pour mettre leurs vies en seureté, sans que pour la mort où defaite desdits partis, on puisse imputer leur juste resistance à infraction de Traité.

VIII. Qoe comme on ne peut excuser les Gagneigronnons de n'avoir pas sceu l'arrivée des François, les Forts par eux construits & avancez sor la Riviere de Richelieu, & dans le voisinage de l'habitation desdits Gagneigronnons, leur ayant deu suffisamment apprendre, on ne peut aussi les excuser de n'avoir pas envoyé des Ambassadeurs pour demander la Paix, de mesme que les autres Nations Superieures; Qu'ainsi cette Nation seule sera excluë de ce Traité pour le present, le Seigneur Roy se reservant de l'y comprendre, s'il le juge à propos, lors qu'elle envoyera de sa part luy demander la Paix & sa Protection.

IX. Pour que le present Traité demeure seur, ferme & inviolable, & qu'il soit accompli en tous les points & articles y contenus, traitez, accordez & stipulez, entre Messire Alexandre de Prouville, en pre-

ANS de J.C. 1666.

presence & assisté comme dessus, & les six Ambassadeurs cy-dessus nommez, il sera respectivement signé de part & d'autre, pour demeurer autentique & y avoir recours en cas de besoin; Aprés que lecture en aura esté faite en Langue Iroquoise, & que dans quatre Lunes la Ratification en sera apportée de la part des quatre Nations Superieures, par le retour des memes Ambassadeurs, qui ne pouvant signer se sont volontairement obligez de mettre la Marque distinctive de leurs Familles, l'Ours, le Loup & la Tortuë, en presence de François le Mercier, Religieux, Prestre & Superieur de la Campagnie de JESUS, à Quebec, de Joseph Marie Chaumonot, autre Prestre & Religieux de la même Compagnie, & de Charles le Moyne, Habitant de Mont-Real, tous Interpretes des Langues Iroquoises, & Huronnes, lesquels ont signé comme témoins. Fait à Quebec le treiziéme Decembre 1666.

ANS de J.C. 1667.

LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

LXII.

Accord entre les Etats des PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas & l'Archevêque & Electeur de* COLOGNE, *au sujet de la Ville de Rynbergue, fait à la Haye, le* 14. *Fevrier*, 1667. Aitzema Affaires d'Etat, & de Guerre. Tom. XIII. pag. 723.

EErstelijck, (dat de Parochiale *Kercke tot Rhynberck* voornoemdt) met de appendentien van die, sal gelaten worden an haer Ho. Mog. gevende daer voor eens tot Recognitie *drie duysent* Rijxdaelders ofte *seven duysent vijf hondert* guldens Hollants gelt, om in de selve Kercke den *Gereformeerde* Godts-dienst geoeffent te worden, gelijck tegenwoordigh geschiet, ende sal aen de *Roomsgesinden* vry staen haere Doden in de selve Kercke, ofte op 't Kerckhof, in dien sy luyden daer eenige Graven souden mogen hebben, te begraven, de welcke oock met geen merdere onkosten van luyden, ofte andersints sullen beswaert ofte belast worden, als die van de *Gereformeerde* Religie werden gedaen.

De Capelle van *Kampen*, tegenwoordig geapproprieert tot de wooninge van de Commandeur, sal tot ghebruyck van de tegenwoordigen Commandeur ghelaten worden, ende in 't toekomende aen synen Successeur, tot dat de Stadt den Succederende Commandeur, met een ander bequaem huys ende Logement sal hebben voorsien.

Dat aen den *Roomsgesinden Pasteer* sullen verblyven alle soodanige inkomsten, als hy sal konnen bewysen tot de *Pasterie* aldaer te behooren, des sal den *Gereformeerden* Predicant het Pastorie-huys syn leven lang geduyrende gebruycken.

Gelijck den Abt van *Kampen* sal blyven ontlast van soodanige *subsidie*, als hy tot noch toe aen de *Gereformeerde* Predicanten heeft betaelt.

Ende dewyle het Huys dat men seyt den *Vicarius* toe te komen, in het Jaer *sestienhondert ses en dertich* door den Blixem verbrandt, ende naderhant op hare Ho. Mog. kosten weder van de grondt af is opgetimmert, so wert tot optie van sijn Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt gestelt, het Huys te laten aen hare Ho. Mog. of wel de aengewende kosten te refunderen.

De *Parochie* Kercke van *Issum*, met de annexe prebenden, gelaten werdende aen de *Roomsgesinden* Pastoor, sal het aen de Heeren van *Issum*, als oock de opgesetenen daer ontrent vry staen, op, by, ofte omtrent het Huys van *Issum* te maken, ende te gebruycken, een bequaeme plaetse tot exercitie van de Gereformeerde Religie, sulex die selve tegenwoordigh in de voorschreve Kerake ghepleecht werdt.

De Electie van de *Magistraet*, *Schepen ende Raden*, sal geschieden volgens de Privilegien, handvesten, ge woonten, ende Usantien, daer van zijnde, en sal die geene de welcke de Electie competeert, ende daer toe gequalificeert is, syne Stem vry gelaten werden sonder dat yemandt anders sich daer mede sal hebben te bemoyen, directelijck ofte indirectelijck; Soo nochtans, dat altijdt de Magistraet, Schepenen ende Raed, sal bestaen half uyt Luyden van de voorsz *Gereformeerde* Religie, ende half uyt de *Roomsche* gesinden.

 Hare

LXII.

Traduction de ce Traité.

ANS de J.C. 1667.

LES PROVINCES-UNIES ET COLOGNE.

PRemierement que l'Eglise paroissiale de Rhinberg, avec ses dependances sera laissée à leurs Hautes Puissances, donnant une seule fois, pour recognoissance la somme de trois mil Risdalers, ou sept mil cinq cens livres monoye de Hollande, pour pouvoir exercer la Religion Reformée dans ladite Eglise, comme cela se fait à present, & il sera loisible aux Catholiques Romains d'enterrer leurs morts dans ladite Eglise, ou dans le Cimetiere, s'ils y ont des fosses, lesquels ne seront chargez de plus grands frais de sonnerie ou autrement que ceux de la Religion reformée le sont.

La Chapelle de Campen apropriée presentement pour la demeure du Commandeur sera laissée à l'usage dudit Commandeur, & à l'avenir de ses Successeurs, jusques à ce que la Ville ait pourvû le Commandeur qui lui succedera d'une autre maison ou logement propre.

Qu'il sera laissé au Pasteur des Catholiques Romains tous & tels revenus qu'il prouvera apartenir à la Pastorie de ce lieu, & le Ministre des reformez jouira sa vie durant de la maison Pastoriale.

Semblablement l'Abbé de Campen demeurera déchargé du subside qu'il a payé jusques icy au Ministre des Reformez.

Et comme la maison qu'on dit apartenir au Vicaire a été embrasée en l'année mil six cens trente sept par le tonnere, & réedifiée depuis jusques au fondement aux depens de L. H. P. il est remis au choix de sa Serenité Electorale de laisser ladite maison à leursd. H.P. ou de rembourser les depences.

L'Eglise Paroissiale d'Issum avec les prebendes y annexées étant laissée aux Pasteurs des Catholiques Romains il sera libre au Seigneur d'Issum, comme aussi aux habitans de faire auprés ou és environs de la maison d'Issum un lieu propre, & s'en servir pour l'exercice de la Religion Reformée, comme elle est exercée presentement dans ladite Eglise.

L'Election des Magistrats, Eschevins & Conseillers se fera suivant les Privileges, coutumes & usances qui en sont, & celui à qui l'Election apartiendra & qui sera qualifié pour cela donnera sa voix librement sans que personne s'en mêle directement ou indirectement. En sorte neanmoins que les Magistrats, Eschevins ou Conseillers seront choisis la moitié d'entre les Reformez & la moitié d'entre les Catholiques Romains.

 Leurs

ANS de J. C. 1667.

Hare Ho. Mog. sullen geen belet doen aen syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyts Tol-bedienden, in het ontfangen van des selfs *Landt-Tol*, sullende tot dien eynde de Tolberden by hare Ho. Mog. bedienden in het Ampt *Rhijnberck* opgerecht, weghgenomen werden.

De Mart-Schipper op *Wesel*, *Lucas Vonck*, sal voor syn leven in het bedienen van het vornoemde Ampt werden gecontinueert; Sullende naer syn overlyden, de dispositie daer van gelaten werden aen syne Keur-Vorstel. Doorluchtigheyt.

Soo wanneer de Haven, de welcke syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt van meeninge is te maecken, sal zijn voltrocken, ende volcomen tot het ghebruyck geappliceert, sullen de Schippers hare Ho. Mo. Onderdanen, het Havengelt gehouden zijn, nevens andere, soo wel syn Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyts Onderdanen, als andere, doch hooger niet, te betaelen.

Ende sal vortaen niemandt sonder behoorlijck daer toe van syne Keurvorstelijcke Doorluchtigheyt ghequalificeert te zijn, in het Ampt van *Rhijnberck*, mogen jagen, veel min de *Besschen* aldaer met houwen of andersindts mogen beschadigen.

Eyndelijck, verclaren haer Ho. Mog. niet te sullen gedoogen, dat door die van het Guarnisoen van *Rhynberck*, ofte eenige andere, 't zy politijck ofte Militaire persoonen, van wat Staet die zijn, Syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt eenige indracht geschiede in des selfs *Regalien*, *Hoocheden*, *Jurisdictien*, *Rechs ofte Gerechtigheden*, *demeynen*, *Tollen*, *Goederen*, *Revenues*, *Besschen*, *Wiltbanen*, ofte oock syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyts beampten ende Justicieren in de executie van haere Ampten eenige hindernisse aengedaen, veel min dat des selfs Onderdanen met eenige exactien, ofte extorsien souden gequelt worden.

Alle welcke poincten aen den Commandeur van de Stadt Rhynberck tot des selfs naerichtinge sullen werden bekent gemaeckt:

Gelijck oock dit alles mede wegens syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt sal werden bekent gemaeckt aen den Amptman . . . ende de Magistraet van de meergenoemde Stadt *Rhijnberck*, om insgelijcx te strecken tot hare naerichtinge.

Dese pointen ende articulen sullen niet prejudicieren, nochte oock derogeren aen de *Capitulatien*, ende Conventien, die voor date deses, souden mogen syn opgericht, anders ofte verder dan voor soo veel die selve hier mede uytdruckelijck souden mogen verandert zyn.

De voorsz Pointen ende Articulen, hier vooren verhaelt, sullen ten wedersyden ter goeder trouwe ende onverbreeckelijck onderhouden worden, ende tot meerder vastigheyt van dien, syn hier van gemaeckt twee gelijckluydende Instrumenten, ende by de Heeren Gedeputeerden van haer Ho. Mog. ter eenre, ende den voornoemden *Agent* van syne Keur-Vorstelijcke Doorluchtigheyt ter andere zyde, met handt ende Zegel bevestigt, ende sullen de Ratificatien daer op binnen den tijt van een maendt naer dato deses, ofte wel eerder, is doenlijck, in bestendige ende behoorlijcke forme werden uytgewisselt. Aldus gedaen in 's Gravenhage den *veertienden* February *sestienhondert seven en sestich*.

(L. S.) *J. Braeckel.*
(L. S.) *B. de Asperen.*
(L. S.) *Johan de Wit.*
(L. S.) *M. van Crommon.*
(L. S.) *Johan van Reede.*
(L. S.) *E. van Botsma.*
(L. S.) *Jan van Ysselmuyden.*
(L. S.) *H. Gokinga.*
(L. S.) *Henrick van Lochteren.*
(L. S.) *J. van Borssele van der Hooge.*
(L. S.) *C. Burgh.*

Leurs H. P. ne donneront aucun empêchement aux Officiers de la douane de sa Ser. El. dans la recette des droits du pais, & seront a cet effect les Bureaux établis par les Officiers de L. H. P. dans l'Officialité de Rhinberg.

Lucas Venck battelier du batteau Marchand sera continué dans sa charge sa vie durant, & la disposition en sera laissée apres sa mort a sa Ser. Elect.

Quand les Ports que S. Ser. El. est dans le dessein de faire seront achevez & qu'on s'en poura servir; les batteliers sujets de L. H. P. seront obligez de payer le Havengelt *à sa Ser. El. comme les autres, mais pas davantage.*

Et personne à l'avenir ne poura chasser dans l'Officialité de Rhinberg, sans être convenablement à ce qualifié de S. Ser. El. & encore moins couper ou autrement endommager les bois.

Enfin L. H. P. declarent, qu'ils ne consentiront point que ceux de la garnison de Rhinberg ou quelques autres, soit Politique ou Militaire, de quelque condition qu'ils soient, donnent aucune atteinte aux regales, Prerogatives, Jurisdictions, droits, ou Justices, Demaines, Peages, Biens, Revenus, Bois, Parcs, de sa Ser. El. ni d'aporter aucun empeschement à l'execution des charges de ses Officiers & Justiciers, & beaucoup moins que ses sujets soient molestez par aucune exaction ou extorsion.

Tous lesquels points seront notifiez au Commandeur de Rhinberck pour son instruction.

Comme aussi ils seront notifiez de la part de sa Ser. El. à l'Official . . . & Magistrat de la susdite Ville de Rhinberg, pour leur servir aussi d'instruction.

Les points & articles ne prejudicieront ni ne dérogeront, aux Capitulations & Conventions qui peuvent avoir été faites avant la datte des presentes, si non entend qu'il pourois y être changé quelque chose par cesdites presentes.

Lesdits Points & Articles cy-dessus seront de part & d'autre inviolablement & de bonne foy observez, & pour plus grande fermeté de ce, en a été fait deux Instruments de même teneur, & ont été signés & confirmez du sceau des Deputez de leurs Hautes Puissances d'un part, & de l'Agent de sa Serenité Electorale d'autre part, & en seront les ratifications en bonne & deuë forme echangées dans le temps d'un mois ou plutôt si faire se peut. Ainsi fait à la Haye le quatorzième Fevrier mil six cens soixante sept.

(L. S.) J. Brackel.
(L. S.) B. d'Asperen.
(L. S.) Jean de Wit.
(L. S.) M. de Crommon.
(L. S.) Jean de Reede.
(L. S.) E. de Botsma.
(L. S.) Jean d'Ysselmuyden.
(L. S.) H. Gockinga.
(L. S.) Henri de Lochteren.
(L. S.) J. de Borsele van de Hooge.
(L. S.) C. Burgh.

LXIII. *Traité*

ANS de J. C. 1667.

MAYENCE ET PALATIN.

LXIII.

Sentence Arbitrale des Députez de France & de Suède dans le différent entre l'Electeur de MAYENCE *& ses Alliez d'une part, & l'Electeur* PALATIN *d'autre, au sujet de divers droits & prétentions. A Heilbron, le* 17. *Février*, 1667. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 323.

POstquam Serenissimi ac Potentissimi Reges, utpote in controversiis circa Wildfangiatum, conductum & Telonia, indeque dependentia Jura, inter Eminentissimos Principes, Joannem Philippum Moguntinum, tanquam Episcopum Herbipolensem, & Wormatiensem, Carolum Casparum, Trevirensem, Maximilianum Henricum, Coloniensem, Archi-Episcopos Sacri Romani Imperii per Germaniam, Galliam, Regnum Arelatense, & Italiam, Archi-Cancellarios & Electores, Serenissimum Carolum, Lotharingiæ Ducem, & Barri Marchionem, ut & Reverendissimos Principes, Lotharium Fridericum & Franciscum Egonem, Spirensem & Argentinensem Episcopos, similiter Comites Rheingravios, & Immediatam Sacri Romani Imperii Nobilitatem in Tractu Rheni, Sueviæ, Franconiæ, & appertinentibus locis, ex unâ; Tum Serenissimum Principem, Dominum Carolum Ludovicum, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archi-Thesaurarium & Electorem, ex altera parte, nunc per aliquot annos durantibus controversiis electi ac recepti arbitri, vigore delati, receptique arbitrii, suos propterea delegatos & specialibus mandatis instructos Ministros & Consiliarios, Honoratum Courtin, Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Ludovici XIV. Galliarum & Navarræ Regis Christianissimi, à secretioribus consiliis, nec non libellorum supplicum Magistrum per Circulos Superioris & Inferioris Rheni Legatum Extraordinarium; Davidem Mevium, Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli XI. Sueciæ, Gothorum & Vandalorum Regis, à consiliis secretioribus, & Supremi Tribunalis quod Wismariæ est Vice-Præsidem, ut & Martinum Böckel, ejusdem Regiæ Majestatis Consiliarium Aulicum, tanquam ad hanc causam Legatos Extraordinarios, Heilbronnam (qui locus ad hosce Tractatus aptissimus visus fuit) miserant, coram quibus etiam deinde vi compromissi, die I. (XI.) Novembris, Anno MDCLXVI. ab utrisque controvertentium partium Plenipotentiariis subscripti & subsignati, postea quoque à Principalibus ipsis ratificati, compromissi, intra præfixos in eodem compromisso terminos, gravamina, exceptiones, Replicæ, unà cum adjunctis documentis literariis exhibita, documenta hinc inde bonâ fide, partim recognita, partim pro recognitis acceprata fuerant, tandemque partes concluserant, atque processus ad Laudi promulgationem usque deductus fuisset, perpensis deinde eâ qua decet diligentiâ actis, ponderatisque causarum circumstantiis & momentis, de prædictis controversiis, vi compromissorialis hujus Laudi, arbitrantur & pronuntiant.

Primò quoad Wildfangiatum. Quod omnes personæ peregrinæ, mares & fœminæ, persequentem corporum suorum Dominum non habentes, nemine excepto, tanquam Wildfangii, si quando in Palatinatu non solùm, sed etiam in adjacentibus Episcopatibus, Dominiis, Oppidis, Pagis, & Ditionibus, de quibus præsens controversia vertebatur, Domicilium constituerint, Domûs Electoralis Palatinæ, juxta tenorem Privilegii, & in eo memoratam antiquiorem consuetudinem facti sunto, & inposterum fient, & quod sub hoc indefinito nomine peregrinorum, non tantùm ii peregrini, qui planè extra Germaniam existunt, sed omnes adventitii homines, undecunque venerint, qui in ditione illa, ad quam veniunt, indigenæ non sunt, secundum proprietatem vocis (Peregrini) prout illa respectu ditionum accipitur, & ex usu anteriorum temporum comprehendentur; ad illos verò extendi non possit, qui, cum jam ante alicujus Episcopatûs, vel Ditionis Subditi, & liberi homines sunt, ab uno loco ad alium, aut ex Oppido vel Pago, quopiam ad alium Pagum ejusdem Ditionis migrare, & Domicilium suum mutare voluerint; nec etiam ad illa loca, in quibus speciatim Wildfangiatus ab Imperatoribus Romanis aliis concessus est, præsertim in Comitatibus Wildt- & Rheingraviorum, Dauni & Külirburgi, nec minus Sreinii, usque dum antiquius jus & usus ejusdem, hoc illorum Privilegio illic locorum planum reddetur.

ANS de J. C. 1667.

Quoad Jus in ejusmodi proprios homines & Wildfangios exercendum, quòd discrimen fieri debeat, inter Jura personalia, quæ ipsi personæ seu corpori adhærent, atque Territorialia Jura, quæ à Superioritate & Jure Territoriali derivantur; ut illa unà cum mancipatione (Electoratui Palatino) vi Privilegii competant, at quod juxtà antiquiora jura & consuetudines proprios homines concernentia, sit de iis statuendum. Proindeque facultas istiusmodi homines adventitios, & ex his descendentes, in numerum propriorum hominum recipiendi & constituendi, censum corporalium, in pecunia vel gallinis, operæ præstari solitæ, sic tamen ut operæ illæ tolerabiles sint, & debitis Subditorum præstationibus non officiant, census de defunctis, Mortuarium dictus, pecunia pro introitu, census pro receptione, redemptio à proprietate hominii, Jus succedendi in bona vacantia, Jus Detractionis, nisi Dominus Territorii id speciali ex privilegio vel ex usu acquisiverit, Homagium & Juramentum Fidelitatis & Obedientiæ (sine præjudicio tamen Homagii illius, quod Domino Territoriali debetur,) constitutio Officialium vulgò *Ausfauthe* dictorum, qui ista observent & exigant, Jus Mandandi & Vetandi, in quantum hoc illorum debita officia, servitia & quicquid eos præstare convenit, juxta consuetudinem, quâ hactenus in singulis locis id exercitum fuit, Palatinis Comitibus relinquentur. Cætera verò Territorialia Jura, quorum Domini Fœderati in libello mentionem faciunt, non solùm ea, quæ Serenissimus Elector Palatinus sibi Jure Wildfangiatûs attribuisse diffitetur, nempe collectæ, censûs, Gabellæ, pecunia pro itinerantibus Principibus Junioribus, & elocatione Filiarum Principum, citationes, evocationes, cognitiones, executiones, appellationes, in Ecclesiasticis & Secularibus, Criminalibus pariterque Civilibus, realibus nec non personalibus, causis, confirmationes contractuum, Transactionum, testamentorum, pactorum sponsalitiorum & matrimonialium, divisiones hæreditatum, Jus Venandi feras majores minoresque, forestale, Piscandive; Hospitatura, Albergaria tàm quoad personas quàm quoad canes equosque, melioramenta, advocatia Ecclesiastica, affixio & publicatio Palatinorum Edictorum, Mandatorum, Rescriptorum, Jussorum, Citationum, Ius Metatorum & hospitatio militum, ut & expensæ bellicæ, præstatio curruum & equorum pro impedimentis militaribus, Judæorum receptio, æstimatio bonorum, finium & limitum descriptio, pariterque alia hujusmodi Jura, quæ adhuc prætenduntur, veluti præter servitia personalia, Jus Angariarum, itineris & sequelæ, armorum distributio, lustratio militum, Jus ordinariè & extraordinariè collectandi, dandi Tutores, earumque rationes examinandi, inventaria (extra casum bonorum vacantium) conficiendi, juxta tenorem Privilegii Wildfangiatum concernentis, in territoriis Confœderatorum eidem haud competent, sic ut inposterum sub hoc titulo ea exercere abstineat; Exceptis tamen iis locis, in quibus per transactiones tale quid concessum est, sicuti quoad prætensa hæc jura eorumque exer-

citium

situm id observetur, quod transactiones & pacta conventa inter Serenissimos Comites Palatinos Electores, & Reverendissimum Episcopum Spirensem, diversis temporibus, nempè Anno MCCCCXCI. & Anno MDXX. inita continent, similiter quoque inter altememoratam Domum Palatinam & Comitem Falckensteinium conventa anno MD XXXVIII. vigorem suum obtineant & serventur; Sic tamen ut in casu aperti feudi & consolidationis Dominii utilis cum directo, (restitutis antea omnibus in pagis & locis; ad dictum feudum pertinentibus, eum in statum, in quo tempore investituræ ipsis Comitibus Falckensteiniis factæ erant) Domino Feudi transactio illa nullatenus nocere aut præjudicare possit; Eodem modo in Pagis Creichoviæ quoque Centenæ obnoxiis Pagis cum nobilitate, ratione collectationis propriorum hominum Palatinorum transactiones inter illos tantùm observentur, nec ulterius extendentur. Quicquid autem in actis de aliis conventionibus nominatimque cum quibusdam Nobilibus alienatur, quandoquidem eæ productæ non fuerunt, id in medio relinquitur.

Præterea etsi Serenissimus Comes Palatinus Elector ex certo quodam Jure Superioritatis Territorialis sibi plura arroget, attamen quoad hæc nihil ei attribui potest, priusquam speciatim ea in locis vel Pagis exercita fuisse demonstretur; Quod ad presens compromissum non pertinet, sed ordinario judicio reservatur, cui etiam prætensum jus Territoriale in Pago *Muckenloch*, ut & quod de quibusdam nobilium locis asseritur, relictum esto.

Omnia verò jura, quæ prædicto modo Serenissimo Electori Palatino ex causa Wildtfangiatûs competent, æquitate ipsa id postulante, sic conserventur & exercebuntur, ut Dominorum Territorialium sua Superioritas, Regalia, Jurisdictio, & cætera Territorialia Jura in Ditiones & Subditos, quæ per investituras & Privilegia Cæsarum acquisivère, vel longo usu obtinuêre, in cæteris illæsa sint, nec impediantur, aut perturbentur.

Propterea cum his pugnantes evocationes, interdicta, protectio, præscriptio formularum Homagii Provincialis, ut & mandatorum vel interdictorum Domini Territorialis, Religionis & Jurisdictionis interpellatio, intermittentur. Et si imposterum controversiæ quædam existent, eæ non vi, sed amicabiliter vel jure sopientur: è contrario Serenissimus Elector Palatinus ejusque Officiales circa mandata & exactionem ejus, quod Electori Palatino tanquam hominum propriorum Domino debetur, nulla remora injicietur. Et si Jurisdictionis Territorialis auxilio ad executionem eorum opus fuerit, id ad instantiam, à cujusvis loci Sculteto promptè, eo verò denegato, aut ad octiduum à tempore Requisitionis protracto, ipsimet permissum esto exequi.

Et cùm deprehendatur ea, quæ nunc in controversiam deducta sunt, non adeò ex juribus, eorumque competente exercitio, quàm ex Officialium excessibus provenisse, & quod pacis & bonæ vicinitatis gratiâ expediat non parum, ut inposterum ii in- & cohibeantur ipsi. Ideò conducere visum fuit, ut ad evitandam personalium & territorialium jurium collisionem & præveniendas ob eam metuendas difficultates & contentiones tàm ratione officii, quàm quoad modum in exercitatione eorum jurium servandum, ut instructiones huic Laudo convenientes concipiantur, & has nunquam, sine condigna pœna transgredi fas sit.

Quoad secundum compromissi articulum Jus Conducendi, & quæ de eo dependent, concernentem, juri congruit, ut transactiones & conventiones desuper initæ, inter utrasque partes inprimis juxta ipsarum tenorem, servarentur. Quandoquidem verò vi conventionis, Præfectura Lauda, quâ Episcopatui Herbipolensi cum omnibus Juribus cum iis & Jus quoque Conducendi, quemadmodum ea Ludovico ab Hutten vendita erat, cessa fuit, & nil quicquam ex eo reservabatur, propterea illud jam dicto Episcopatui sine impedimento relinquetur imperturbatum, nec Electori Palatino integrum sit, sibi ratione ejusdem quicquam arrogare.

Similiter ea quæ inter Serenissimos Electores & Reverendissimos Episcopos Spirenses, diversis vicibus de Jure conducendi transacta sunt, obtinebunt, & serventur, & ea, quæ contra illa facta sunt, emendentur. Inter quæ etiam, quæ Edickhovensis Recessus definivit, in usu maneant, & valeant; quod si verò nihilominus Reverendissimus Episcopus putaverit, sibi, non obstante antecessorum suorum factâ approbatione, ab hoc recedere, Jus fasque esse, liberum ipsi esto, per viam juris in locis competentibus id planum faciendi, ut tamen dictus Recessus, prout in aliis punctis, ita quoque, in specie quantum Salvum Conductum & aperturam Deidesheimensem concernit, usque ad aliam judicialem decisionem, porrò observetur. Et relinquetur ipsi etiam Jus Conducendi, quod per Privilegia & Investituras obtinuit, & hactenus exercuit. Cætera quod attinet, quibus in conventionibus certus modus haud præscriptus aut definitus, & à Dominis Confœderatis gravaminis loco prolatum est, & in controversiam deductum fuit, juri atque consuetudinibus Imperii conveniens censebatur.

Primò, ut Serenissimus Elector Palatinus in Ditionibus Confœderatorum Jure Conducendi non aliter utatur, quàm in transitu Principum, aut simili aliarum dignitate illustrium personarum, copiarum equestrium vel pedestrium, mercatorum ad solemnes nundinas proficiscentium, aut etiam Judæorum, Zingarorum & similium personarum, quibus juxta leges & consuetudines absque conductu securitas non competit.

Secundò, ut nec exigatur aut exerceatur Jus Conducendi, si quando Domini territoriorum & viarum ipsarum, nec non ipsorum Officiales, Milites & Subditi per eas vias commeant, sed innoxio & constitutionibus Imperii congruenti libero & non impedito transitu in Ditionibus suis utentur, quemadmodum & Electores Palatini, eorum Ministri, Milites & Subditi vicissim eâdem libertate sine conductu alio, simili modo gaudeant.

Tertiò, Processiones Religiosæ liberæ, & conductui nulli adstrictæ sunto.

Quartò, ut non in aliis quàm viis Regiis Conducendi Jus exerceatur; Cùm autem nondum omninò in propatulo sit, quæ pro talibus habendæ erunt, interim verò tàm æquitati, quàm tranquillitati atque concordiæ non parum conferet, si illæ denominentur & describantur exactè, ut & terminus à quo, per quas Ditiones, & quo usque Salvus Conductus se exerat, designetur. Ipsa necessitas postulat, ut ab utraque parte tales, periti locorum, nominentur, à quibus designatio viarum, quæ pro publicis hactenus habitæ vel in futurum habendæ sint, expediatur, secundùm quam in posterum Palatini Jus illud exerceant eâ tamen lege, ut Domini Territoriales coadunatis viribus sedulò curent, ne transeuntes, qui conducendi erunt, aliâ viâ, nisi quâ ad unum alterumve locum veniri possit incedent, aut demum deflectent, si aliâ viâ incedere necessitas exiget.

Quintò, ut Jus Conducendi intra ea se contineat, quæ eidem in alienis Ditionibus per leges & consuetudines Imperii, præsertim fini illorum, conveniunt; si quando autem ex Privilegiis apparet ad securitatem & custodiam viarum Jus Conducendi Electoratui Palatino concessum esse, virtute ejusdem competet eidem, insimul ad id commodiùs exercendum, inspectio viarum & exploratio securitatis earundem, constitutio & sustentatio Equitum Conductorum, indagatio & persecutio latronum, prædonum & similium hominum, per quos viæ publicæ infestantur, (*das Recht des Austreiffens*, ut vocant,) talium qui in ejus-

modi

ANS de J.C. 1667.

modi viis inveniuntur abductio & punitio, ut tamen quicquid eo nomine fit intra terminos viæ Regalis consistat, & ut ab iis custodiæ viarum præpositi non deflectant, multò minùs vicinis Provincialibus molesti vel prægraves sint, sed suis sumptibus sine horum damno & onere, ista omnia expediant. Quod si in persecutione facinorosi à publica via ad vicinas vel alia loca adjacentium territotiorum profugerint, persecutoribus quidem permissum sit, eos prosequi, & etiam in fuga listere & apprehendere, non verò abducere, quin potiùs iis, in quorum locis capiuntur, extradendi erunt, ut ab iis puniantur.

Sextò, ut Animadversio in delinquentes & eorum pœna tàm quoad illos, qui conducuntur, & qui in eorum comitatu sunt, quàm Equitum Conducentium ipsos penes Serenissimum Electorem sit; quicquid autem aliàs Jurisdictionis seu civilis seu criminalis erit, ex titulo Salvi Conductûs non competet, sed ad hos pertinebit, quorum vel jus viæ publicæ, vel huic adjacens territorium est, quibus & in via delinquentium punitio, ut & cadaverum sublatio, sine impedimento, relinquatur, & oportet, ut literis Investiturarum & Privilegiorom, per quæ illud obtentum, quoad id insistetur hisque non existentibus, consuetudo & possessio, quæ hactenus viguit, observabitur, donec super ea aliquid plenius in foro competente deductum & sententiâ definitum erit.

Septimò, ut, quando captivi ob crimen ab ipsis commissum ad carceres, vel damnati ad locum supplicii ex una Præfectura in aliam, vel ex uno Pago in alium per viam publicam deducuntur, conductu opus non erit, sed quibus jus viæ publicæ aut ratione vicinitatis ejusdem liber usus competit, cùm velint, illùc deducere eos, liberum relinquetur.

Tertium compromissi caput nempè Telonia quod attinet, æquitas postulat, ut quæ antehac eorum gratiâ conventa fuerunt, in posterum quoque observentur, proindè ex usu sit & firmiter teneantur, quæ inter Serenissimum Electorem Palatinum & Reverendissimum Episcopum Spirensem in Anno MDXXI. ut & inter illum, & Comitem Falckensteinium Anno MDXXX. desuper transacta sunt, ut nihilominus quoad hæc etiam Domino Feudi in Comitatu Falckensteinensi, ratione feudalium bonorum in casum caducitatis feudi jus suum, quod tempore Investituræ ipsi competit, reservatum sit.

Porrò incumbit quoque Serenissimo Electori Palatino, vi tenoris tractatuum cum Reverendissimo Episcopo Wormatiensi, Anno MCCCCLXXXV. initorum, ratione Telonii in Hembsbach, vias, sine onere Subditorum, nisi ab antiquo inde ita observatum fuerit, quod subditi operas ad hoc præstare debeant, reficere, bonaque & res Episcopales, haud verò perindè Subditos & merces in Præfectura existentes & quæ in illam asportantur vel exinde exportantur, cùm vel maximè de iis pacta expressam mentionem non faciant, immunes dimittere. Si verò à parte Episcopatûs jus hoc ab alio capite porrò prætendetur, desuper in judicio ordinario contendere ipsi integrum sit ut tamen interim præsens possessio continuetur, & eò usque non inhibeatur, ut illic cippus Telonarius erectus habeatur.

Ratione partitionis Telonii in *Ladenburg*, *Lampertheim*, *Hofheim*, *Weinsheim*, *Dirmstein*, sicut & in *Landeck*, quandoquidem conventiones, de communione ejusdem nullam mentionem faciunt, id quod à parte Palatinâ tanquam præcipuum nomine illorum prætenditur, & hactenus perceptum est, porrò obtinebit, donec à parte adversâ evincetur, quod tempore translationis Dominii Telonia in iis locis communia, & translationem in Electoratum Palatinum, non aliter factam fuisse, vel quod temporibus his durantibus, in quibus juri vectigalis exigendi præscribitur, injustè percepta fuerint, de quo ordinarium Judicium cognoscet.

Querelas de introductis novis vectigalibus quod attinet, cùm partes in merè contradictoriis versentur atque una quòd nova, altera verò quòd antiqua & longissimis inde temporibus introducta sint, firmiter asserat, reperiri tamen hucusque hujusmodi talis non potuit probatio, ex quâ liquidò & verè appareret, illa in tantum contra Leges Imperii noviter introducta esse, ut statim abrogari debeant, sed quòd ulteriori inquisitione, probatione, & discussione opus habeant, antequam inprimis in re tanti momenti certi aliquid statuetur. Quandoquidem autem in Capitulatione Cæsarea quoad nova vectigalia, & ratione illorum existentium gravaminum procedendi, & judicandi modus præscriptus est, oportet ut propterea omnia in statu, in quo hactenus fuerunt, relinquantur, & controversiæ ulteriori inquisitioni & determinationi eò remittantur, cui similiter querela de Teloniis subsidiariis (*Wehr-Zol*) jungetur. Ut nihilominus interim hæc declaratio locum habeat, tanquam appendix vectigalium, quòd per hæc vectigalis quantitas quæ in consueto Telonii loco solvenda est, nequaquam multiplicetur aut onus ejusdem ullo modo augeatur, nec in posterum talia sine præscitu & voluntate Dominorum Territorialium introducantur, sed solummodò quando iis opus fuerit, cum illorum voluntate secundùm Privilegium Cæsareum ad hæc procedatur. Quod si etiam territoriorum Domini adversus peregrinantium defraudationes tales cautiones interponere vellent & possent, ut Telonium, quod alibi solvitur per has sartum tectumque maneat, ob eas meritò ab onere Teloniorum subsidialium liberabuntur, cùm vel maximè hoc modo finis erectionis eorundem è medio tollatur. Ubi & usque quò Electoratus Palatinus vectigalium possessionem retinet, eidem liberum esto, Cippos Telonarios tanquam eorum signa in locis iis, in quibus telonia exiguntur, in aliis verò locis eo nomine minimè, erigere.

Telonarii quotquot illorum Serenissimo Electori Palatino in Ditionibus Dominorum Confœderatorum in vectigalibus exigendis operas suas præstant, ratione officii meritò à jurisdictione, ut & ab oneribus personalibus, exemptionem suam retineant, de cætero verò, ubi Domicilium suum collocaverint, Domino territorii Homagium consuetum ratione causarum, actionum & delictorum, quæ officium illorum non concernunt, præstent, & ad instar aliorum incolarum eorum forum sortiantur, nec non realia & mixta onera subeant. Telonium in alterius cujusdam territorio sic exigetur, ut præter illud alia jurisdictio sibi non arrogetur, & quòd ea extra locum, in quo ordinariè vectigal penditur, vi haud invadatur, sed si contingit, ut ab aliquo Subdito aut peregrino fraus committatur, eum in flagranti delicto persequi, sistere & solvendam ab eo solutionem exigere permissum sit, eum tamen, si non solverit, invitum non abducent, sed vel tunc vel posteà illum coràm Judice loci de defraudatione convenirent, & ejus judiciale auxilium implorarent. Id quod sine mora intra octiduum tàm ratione vectigalis, quàm pœnæ commissæ defraudationis, impertietur, aut si diutius protrahetur, delinquentem ut & bona sua, si ad locum vectigalis revertetur, vel si quando sub Jurisdictione Palatina deprehendetur, arrestare, detinere, & coërcere in potestate illorum situm esto.

Quantum immunitatem à Teloniis attinet, censetur, quod omnia, quæ Episcopi & Clerus, ut & Rheingravii, nec non immediata Imperii Nobilitas ex proventibus, reditibus & fructibus suorum Dominorum percipiunt, si ea usus sui & consumptionis gratiâ in loca ubi degunt, devehant, exempta sunto, ut tamen cura adhibeatur, ne vectigalibus fraus fiat.

De cætero autem, ut exemptio ipsis, secundùm ipsorum Privilegia, sic restituetur & relinquetur, quatenus vel notorium vel probabile est, olim eâ per longum usum gavisos fuisse, quod tamen, cùm ex

 actis

ANS de J. C. 1667.

actis nihil certi de eo apparet, hàc vice determinari non potuit, præterquam quod id, quod ratione exemptionis Nobilium in allegata Confœderatione Dominorum Electorum Rhenensium definitum reperiretur, inviolabiliter servandum fore videtur.

Quicquid priori observatione, ut & secundùm mentem vel usum Privilegiorum incertum & controversum speciatim etiam id quod cum Episcopatu Spirensi, in causa Mandati, in Aula Cæsarea sub lite pendet, decisioni judiciali in loco competente relictum esto.

Quoad vectigal Udenheimense, quod Reverendissimus Episcopus Spirensis vi Privilegii & Decreti Cæsarei, cum concessione, illud, quo velit, erigere obtinuit, ut id ad alia loca transferat, non impediatur, sed ejusdem libero arbitrio sine interturbatione ullâ sir illud in territorio, ubicunque ipsi placebit, exigere, consequenter eidem loca certa præfigere, dummodò exactio non multiplicetur, sed semel tantùm juxta tenorem Privilegii fiat.

Quamvis præter hæc in superiori Laudo determinata, alia plura gravamina & inconvenientiæ in libello atque actis fuerint prolata, attamen cùm ad compromissum, quod tribus memoratis capitibus, eorumque dependentiis adstrictum, ea non pertineant, idcircò nihil de iis statui potuit, sed foro competenti relicta sunto.

Præsens hoc Laudum S. S. R. R. Majestatum nomine & ex mandato Earundem Regii ad hanc causam missi Legati Extraordinarii & Ablegati, prout in compromisso concordatum & conventum fuit, manibus & sigillis nostris subscripsimus & subsignavimus. Actum Heilbronnæ XVII. (Novi,) & VII. Februarii Styli Veteris Anno M DC LXVII.

(L. S.) *Honoratus Courtin, Regis Christianissimi Legatus Extraordinarius,*

(L. S.) *David Mevius, S. Reg. Maj. Sueciæ Ablegatus Extraord.*

(L. S.) *Martinus Boeckel, Sac. Reg. Maj. Sueciæ cia Ablegatus Extraord.*

LXIV.

ANS de J. C. 1667.

FRANCE ET MAYENCE.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France & l'Electeur de* MAYENCE, *fait à Wirtzbourg le* 28. *Fevrier* 1667. Freder. Leonard. Tom. III.

LE ROI Tres-Chrestien aiant témoigné jusques ici dans toutes les occasions qui s'en son presentées, combien il avoit à cœur l'exacte observation du Traité de Munster & le repos de l'Empire, & voulant aller au devant de tout ce qui pouroit alterer l'un & l'autre, s'il arrivoit quelque rupture entre les Couronnes de France, & d'Espagne, Sa Majesté a jugé à propos de s'informer d'aucuns des Electeurs & Princes du Rhin ses Alliez, quelle resolution ils pretendroient de prendre en cas d'une pareille rupture, & si on venoit à leur demander des quartiers ou des passages dans leurs Etats, contraires aux Constitutions de l'Empire & à l'instrument de la Paix, afin qu'elle pust prendre des mesures certaines pour le bien & la seureté de ses affaires.

Monsieur l'Electeur de Mayence a fait entendre à Sadite Majesté qu'estant persuadé que le maintien dudit Traité de Munster en toutes ses parties, estoit le veritable moien de conserver le repos & la tranquillité dont sa patrie joüissoit depuis la conclusion, il vouloit non-seulement l'observer ponctuellement de son costé, mais s'opposer de tout son pouvoir à ceux qui voudroient y contrevenir, de quelque maniere & sous quelque pretexte que ce pût estre; que quelques differens qui pussent arriver entre les Couronnes de France & d'Espagne, son intention estoit de demeurer neutre & de faire ensorte que l'Empire ne se meslast point des Guerres Etrangeres : que pour cet effet il estoit sur le point de convenir avec quelques autres Electeurs & Princes déja ses Confederez par l'Alliance du Rhin, d'une nouvelle declaration pour une plus étroite observation de la mesme Alliance, en vertu de laquelle ils veulent empescher dans leurs Etats toutes sortes de levées, de quartiers & de passages contraires aux Constitutions de l'Empire, afin que par ce moien ils puissent non-seulement se conserver dans une parfaite Neutralité, & détourner de leurs Etats les maux qu'ils pourroient y attirer en favorisant les uns ou les autres des Princes leurs voisins qui seroient en guerre, mais encore se mettre par cette Neutralité en estat eux-mesmes de pouvoir estre mediateurs de leurs differens.

Sadite Majesté aprés avoir meurement consideré la fin que se proposent ledit Sieur Electeur, & les autres Electeurs & Princes dans cete plus étroite Alliance qu'ils pretendent contracter ensemble, n'a pû s'empescher de loüer leur sage conduite, & le zele qu'ils témoignent pour le bien de leur partie; & quoi qu'elle ait jugé qu'il pourroit se presenter diverses occasions, où cette pensée & resolution dudit Sieur Electeur & des autres Princes, de ne permettre aucunes levées de Gens de Guerre dans leurs Etats, comme estant contraire à ce qui est porté par l'Alliance du Rhin, seroit de grand prejudice aux affaires de sa Majesté; neanmoins comme elle a toûjours en autant à cœur les interests des Princes ses Amis & Alliez que les siens propres, & que d'ailleurs elle trouve cete union non moins utile & avantageuse au reste de la Chrestienté qu'à leur patrie, sadite Majesté a pris aussi de sa part la resolution, non seulement d'y concourir & de s'y conformer, mais encore de s'unir pour la meme fin avec ledit Sieur Electeur, qui sa agréé d'autant plus volontiers l'honneur qu'il plaist au Roi vouloir lui faire; qu'il a sceu que quoi qu'il pût arriver des Guerres qui pouroient se faire entre la France & l'Espagne, à l'occasion du Cercle de Bourgogne, lequel doit en vertu du Traité de Munster demeurer Membre de l'Empire, sa Majesté Tres-Chrestienne declare, que son intention est que l'Empire n'en reçoive aucune diminution, prejudice ni dommage, & que toutes choses, sans y rien innover ni alterer, demeurent en la disposition où elles ont ésté mises par l'instrument de la Paix.

Surquoi le Sieur Abbé de Gravel, muni d'un plein pouvoir de sa Majesté, aiant eu plusieurs Conferences avec Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, ils sont enfin convenus du present acte aux conditions qui ensuivent.

I. Que l'Alliance du Rhin au terme de son expiration, sera prorogée encore pour trois années consecutives, avec les mesmes Princes qui la composent aujourd'hui & qui y voudront demeurer, si non avec les autres & aux mesmes conditions des instrumens precedens.

II. Sa Majesté promet & s'engage audit Sieur Electeur, & aux autres Princes, de ne leur demander à l'avenir aucunes levées, quartiers ni passages pour ses Troupes dans leurs Etats, à moins qu'elle ne se trouve obligée de le faire pour proteger & assister quelqu'un d'entr'eux en conformité de ladite Alliance du Rhin.

III. Ledit Sieur Electeur s'engage reciproquement & promet à sadite Majesté, de n'accorder aucunes levées, quartiers ni passages de Troupes dans ses Etats & Païs, sous quelque pretexte que ce puisse estre, à aucun Potentat ou Prince, de quelque dignité qu'il puisse estre, soit de l'Empire ou Etranger, à moins que lesdits passages se fassent exactement selon les Constitutions dudit Empire, & pour servir & assister quelqu'un de leurs Alliez compris dans ladite Confederation du Rhin.

IV. Afin d'estre toûjours en estat d'effectuer, autant qu'il dependra d'un chacun desdits Alliez, la resolution qu'on a prise de s'opposer ausdits quartiers, levées,

& au-

ANS de J. C. 1667.

& autres violences qui pourroient leur estre faites, ledit Sieur Electeur mettra en vertu de cette nouvelle Alliance de bonnes Troupes sur pied, lesquelles ne pourront estre moindres en tout tems de deux mille fantassins & de trois cens chevaux que Son Altesse Electorale promet & s'engage d'entretenir en bon estat durant trois années, qui commenceront du jour que lui & les autres Princes auront conclu ensemble le Traité de leur union, pour ne permettre aucun passage sur le Rhin.

V. En cas que quelque Potentat ou Prince voulut prendre lesdits passages par force, & que ledit Electeur ne se trouvast pas assez fort avec quelques autres Princes Alliez pour l'en empêcher, Sa Majesté s'engage aussi & s'oblige de joindre de ses Troupes à celles dudit Sieur Electeur & des autres Princes, en nombre suffisant pour les soûtenir & s'opposer conjointement ausdits passages, & d'entretenir à ses frais & dépens lesdites Troupes, aussi long-tems qu'elles sejourneront dans les Etats de son Altesse Electorale & desdits Princes Alliez.

VI. Le present Traité sera obligatoire de part & d'autre jusqu'à la fin de l'année 1670. qui sera le terme de sa durée, aprés quoi il sera permis à un chacun des Alliez, ou de le renouveller, ou de s'en retirer tout à fait.

Tous lesquels points & articles ci-dessus énoncez, ont esté ainsi convenus & accordez de part & d'autre, entre Monsieur l'Electeur de Mayence en personne, & le Sieur Abbé de Gravel au nom du Roi, qui a promis d'en fournir dans un mois la Ratification de sa Majesté Tres-Chrestienne à Son Altesse Electorale, qui s'engage aussi de donner au même tems une Declaration qui confirme la signature qu'elle aura faite des mêmes points & articles avec ledit Sieur Abbé. En foi de quoi ils ont signé le present Traité de leurs propres mains, & à celui fait apposer les Cachets de leurs Armes. Fait à Wirtzbourg le 28. jour de Fevrier 1667. Ainsi signé, JEAN PHILIPPES, Electeur. L'ABBE' DE GRAVEL.

LXV.

ANS de J. C. 1667. FRANCE ET PORTUGAL.

Traité de Ligue Offensive & Défensive entre les Sérénissimes & Puissans Princes le Roi LOUIS XIV. *&* ALFONSE VI. *Roi de Portugal. Contre le Roi de Castille. Fait à Lisbonne le dernier Mars* 1667. Memoires de Lionne. pag. 59. Recueil des Traitez de Confédération & d'Alliance entre la Couronne de France & les Princes & Etats Etrangers, pag. 505. Freder. Leonard. Tom. IV.

APRES que le Roy Tres-Chrestien d'une part, usant des moyens doux & amiables, n'a pû reduire le Roi de Castille à ce que par la Justice de sa cause, il lui rendit les Places & Estats qui appartiennent par Succession à la Reine Tres-Chrestienne son Epouse, ni d'autre part le Roi de Portugal aprés plusieurs Victoires, & avec l'intervention du Roi de la Grande Bretagne, n'a pû obtenir du Roi de Castille une honorable & seure Paix, comme finalement il se connoist par infinies experiences, que la seule force des Armes peut obliger les Castillans à ce qu'ils consentent que chacun joüisse de ce qui lui appartient, Nous Melchior de Heron, Baron de S. Romain, Chevalier de l'Ordre de S. Lazare, Abbé de saint Leonard de Corbimce, Commissaire ayant pouvoir, Deputé pour le present Traité pour sa Majesté Tres-Chrestienne d'une part ; & de l'autre Don Vasquez Loüis d'Agames, Marquis de Nisse, Comte de Laridiquiere, & Admiral des Mers des Indes Orientales, & Don Juan de Sylve, Marquis de Gauve, Comte de Portalegre, &c. Grand Maistre de la Maison du Roi, & Don Antoine Loüis de Menesses, Marquis de Marialve, Comte de Castagnde, &c. & Francisco de Mello de Torres, Marquis de Sande, Comte de Ponte, &c. Loüis de Vasconcellos, de Souse, Chastelmelhor, &c. Antoine de Souse, Maqueda Sieur de Lisle Grande, Secretaire d'Estat tous Deputez de la part de sa Majesté de Portugal, avec pouvoir pour faire ledit Traité : aprés l'examen fait des Pouvoirs, & Procurations de l'un & de l'autre desdits Seigneurs Roys, & avoir meurement examiné tous les points d'iceluy, avoir fait & contracté par ordre desdits Seigneurs Roys, en vertus desdits Pouvoirs, la suivante Ligue Offensive & Defensive, & les Articles d'icelle, afin que par son moyen on oblige les Castillans à une juste, seure & honorable Paix.

I. Au même instant que la Paix qui se traite presentement entre la Couronne de France, ses Alliez & l'Angleterre sera concluë, le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre à la Castille, & la fera par Mer & par Terre.

II. Si contre l'esperance & les desirs des deux Rois, la Paix d'Angleterre ne se concluoit pas presentement, ni dans l'espace de 30. mois d'aujourd'huy, lesdits 30. mois passez, nonobstant la Guerre d'Angleterre, le Roi Tres-Chrestien declarerà la Guerre à Castille, & s'observera religieusement le present Traité pour dix ans entiers, à compter de ce jour ; & si pour quelque raison importante sa Majesté ne declaroit pas la Guerre à Castille, aprés l'espace desdits trente mois passez, neanmoins se gardera encor ce present Traité jusques à la fin desdits dix ans exactement en toutes choses, comme aussi la continuation de la subvention de neuf cens mille Crusados, en la forme convenuë en l'Article suivant, jusques au jour que le Roi Tres-Chrestien declarera la guerre au Roi de Castille.

III. Du jour auquel le present Traité sera signé, jusques au jour que la France declarera la Guerre, soit que pendant l'espace de 30. mois, ou moins, la Paix d'Angleterre se fasse ou nom, le Roi de Portugal fera la Guerre avec toutes ses forces, & ne fera Paix ou Treves aucune de peu ou de long-tems avec la Couronne de Castille ; & afin que le Roi de Portugal puisse plus commodement soûtenir les frais de la Guerre jusques à ce que le Roi Tres-Chrestien la declare à Castille, ladite Majesté Tres-Chrestienne accorde à sa Majesté de Portugal par chacun an, un million & huit cens mille livres, monnoye de France, laquelle reduitte en monnoye de Portugal fait la somme de neuf cens mille Crusados, de laquelle somme six cens mille livres seront employez à l'entretien des Troupes Françoises, par l'ordre de Noble Homme Pierre Gravé, ou son Successeur, comme il s'est pratiqué jusques à cette heure, & les douze cens mille restantes, qui font six cens mille Crusados, se payeront à Lisbonne au Roi de Portugal en trois payemens de 400000. livres chacun, le premier dans deux mois aprés la Ratification du present Traité, le second quatre mois aprés, & le même se fera tous les ans, de quatre en quatre mois.

IV. Dés l'instant que la Guerre sera declarée par le Roi Tres-Chrestien, à celui de Castille, sa Majesté Tres-Chrestienne demeurera delivrée du payement d'un million huit cens mille livres : & seulement payera pour subsistance un million de livres, desquels en sera employé six cens mille livres, comme il est dit cidessus, pour l'entretien des Troupes Françoises, & le superflu à l'ordre de sa Majesté de Portugal : comme aussi il a esté dit, declarant que si leurs Majestez de France, & de Portugal, font retirer les Troupes Françoises, ladite somme se delivrera entierement au Roi de Portugal, pour les frais de la Guerre.

V. Et afin que ladite somme se paye en Lisbonne, le Roi de Portugal fera mettre sa marque à deux cens soixante mille patacons, sans aucuns frais & dépens, tant pour la solde des Troupes Françoises, que pour les

ANS de J C. 1667.

les salaires que le Roi Tres-Chrestien donne aux Chefs & Conducteurs de Guerre qui servent en Portugal par son ordre, le surplus de la somme promise avant ou depuis la Guerre declarée se payera en Lisbonne, & le Roi de Portugal recevra la moitié en monnoye d'Argent Françoise, appellées Ecus blancs en Espagnols, vulguerement dits patacons, pour la valeur de six cens Rez chacun, & l'autre partie en pistoles d'Espagne, ou Loüis d'Or François, pour la valeur de deux Milierez chacun.

VI. Le present Traité s'observera le temps de dix ans, & pendant les trente premiers mois dudit temps, & avant qu'ils soient passez, s'il est possible, le Roi Tres-Chrestien declarera la Guerre au Roi de Castille, comme il est dit au deuziéme & troisiéme Article; & cependant il y aura Alliance & Ligue Offensive & Defensive, contre les Rois & Roiaumes de Castille, & ses Alliez, exceptez les Rois d'Angleterre, & de Suede, jusques à ce qu'il se puisse conclure une bonne & commune Paix, par laquelle demeurent respectivement satisfaits les Rois Confederez; Sçavoir, le Roi Tres-Chrestien sur les places & Estats qui appartiennent à la Reine son Epouse par droit de Succession, & le Roi de Portugal sur la reconnoissance & rétablissement de sa Couronne Royale sous la declaration que la Paix se traite directement, & par écrit entre les Roys de Portugal & de Castille, nommément comme il est accoûtumé de se faire entre Roys égaux, de bonne foi, & hors de toutes doutes & surprises, & que le Roi de Portugal reçoive toutes les Places de Portugal & Algarves que les Armes Castillanes auront occupées, & de la même maniere le Roi Tres-Chrestien les siennes en France.

VII. Durant l'espace desdits dix ans, il ne sera licite à aucun des Rois de traiter de Paix ou Treves, & moins de les conclure sans un commun, exprés & mutuel consentement, & agiront en cecy l'un & l'autre Roi, tellement de concert & union, qu'on oste à l'Ennemy toute l'esperance que les affaires des Confederez se puisse accommoder par Traitez differens, ni se diviser, ni se separer par aucun artifice, & promettent mutuellement lesdits Rois de le declarer en temps & lieux aux Ministres du Roi de Castille, & accordént entr'eux, qu'ils ne traiteront ni concluront aucune chose, sinon conjointement reciproque.

VIII. Et afin que l'Ennemi commun soit obligé de faire la Paix, le Roi Tres-Chrestien lui fera tous les ans la Guerre avec toutes ses forces par tous les endrpits par où il poura, nommement en Espagne, par Catalogne ou Biscaye: & le Roi de Portugal lui fera la Guerre qu'il lui sera possible, aussi avec toutes ses forces, & avec une Armée Royale de douze mil Hommes d'Infanterie, & cinq mil Chevaux; & en chaque année sera deux Campagnes, l'une avant, & l'autre aprés la rigueur des chaleurs, & si pour quelque difficulté irreparable, il ne se pourroit faire une desdites Campagnes, se fera au lieu d'icelle au moins quatre invasions dans le Pays Ennemy, chacune d'elle avec 4000. Hommes.

IX. Le Roi de Portugal donnera, comme il a fait jusqu'à present aux Troupes Françoises, chevaux, pain, orge, & paille, & leur payera ponctuellement le vert selon la coûtume; & le Corps de Milice Françoise sera commandé & gouverné, comme il a esté jusqu'à present, par l'Excellentissime Comte de Chomberg ou autre General experimenté & agreable au Roi de Portugal, qu'envoyera sa Majesté Tres-Chrestienne, s'il estoit necessaire d'en mettre un autre en son lieu, lequel ainsi cômme ledit Comte de Chomberg ou son Successeur, obeïront au Gouverneur des Armes de la Province, en laquelle ils feront la Guerre aux Mestres de Camp Generaux, & de la même sorte aux Generaux de la Cavallerie, & Generaux d'Artillerie, & aux Gouverneurs des Places où il y a Garnison: Et afin que la Guerre se fasse plus commodement, il a esté arresté qu'entre les François & Portugais de meme Poste, les plus modernes, suivant les patentes, obeïront aux plus anciens: & que les Mestres de Camp & de Cavalerie Françoise seront estimez égaux aux Lieutenans Generaux de Cavallerie Portugaise, & aura sa Majesté Tres-Chréstienne droit de pourvoir les postes qui vaqueront au Corps de la Milice Françoise.

ANS de J. C. 1667.

X. Le Roi de Portugal confirmera les Privileges & Immunitez accordez par ses Predecesseurs à la Nation Françoise, & de la meme sorte le Roi Tres-Chrestien aux Portugais. Les Sujets du Roi Tres-Chrestien, principalement les Marchands de Portugal, de deça & delà la Ligne joüiront de toutes les commodités, libertés & privileges, droits, exemptions & prerogatives, qui par les derniers Traitez ont esté concedez aux Nations Angloises & Hollandoises, que nous tenons par expresses declarées au present Traité, comme si elles estoient inserées en icelui, & de la méme sorte, que les Portugais joüiront dans les lieux sujets de la Couronne de France, des mémes privileges, commodités & prerogatives, qui par ce present Traité se concedent aux François.

XI. Les Consuls de la Nation Françoise joüiront en tous les lieux sujets à la Couronne de Portugal, principalement à Lisbonne, de tous les privileges, droits & honneurs dont joüissent les Consuls des Nations Angloises & Hollandoisea, & de méme chose joüiront les Consuls Portugais en tous lieux dépendans de la Couronne de France.

XII. Sa Majesté Portugaise ordonnera qu'on reçoive en tous les Ports & Costes les Navires François, & particulierement ceux qui sont aux Compagnies d'Orient & d'Occident, favorisera autant qu'il pourra le Commerce desdites Compagnies, & de la méme sorte se recevront en tous les Ports sujets de France les Navires Portugais: mais pour éviter les tumultes qui peuvent arriver, est accordé qu'il ne se recevra plus grand nombre de Navires de Guerre, que celui qu'on a accoutumé d'admettre des Anglois, suivant le Traité fait avec eux.

XIII. En ce Traité seront admis tous les Roys & Princes qui voudront y entrer, avec des conditions utiles aux deux Pays, principalement au Roi de la Grande Bretagne, le desir du Roi de Portugal estant non seulement de garder les accords & amitiez fraternelles qu'il a avec sa Majesté Britannique, mais s'il est possible les accroistre par les deux Rois en faveur du Roi de Suede.

XIV. Quant & aprés la conclusion de la Paix avec l'Angleterre, le Roi Tres-Chrestien procurera par toutes sortes de bons offices d'accommoder les differens qui sont entre le Portugal & les Estats Generaux d'Hollande, afin que les Villes Cochin & Cananor soient restituées, & sur cette matiere se fera un Article special dans le Traité de la Paix d'Angleterre & de Hollande; & de la même sorte le Roi Tres-Chrestien intercedera envers le Souverain Pontife, afin que non seulement il confirme les Evéques de Portugal, comme avoient accoûtumé de faire les Pontifes envers les Rois ses Predecesseurs.

XV. Sera permis au Roi de Portugal de lever Gens de Pied & de Cheval, s'il lui est necessaire en France & Alsace à ses depens, conduire Ingenieurs & Mariniers, acheter Chevaux & toutes sortes d'Armes pour sa deffense, & offense de ses Ennemis, munitions & vivres pour le même prix, pour lequel l'acheteroit le Roi Tres-Chrestien, moyennant que les Commissaires qui seront commis à cela donnent un estat du nombre des Soldats, & des Mariniers, & autres choses à l'Illustre Seigneur du Terron à la Rochelle, & aux autres Ministres des autres Places & Villes

XVI. Toutes les susdites choses ainsi arrestées, & concluës entre les susdits Rois de France & de Portugal se remettront par Traité ratifié à Paris dans 15. jours, aprés

ANS de J. C. 1667.

aprés l'arrivée à la Cour du Roi Tres-Chrestien, de celui qui portera la Ratification de la part du Roi de Portugal, & le present Traité ne sera manifesté en aucune sorte, jusques à ce que le Roi Tres-Chrestien ait declaré la Guerre à Castille; & en foy de quoy & force de cedit Traité nous avons signé de nos mains & seings à Lisbonne le dernier Mars 1667. Signé, Melchior de Heron, Deputé du Roy Tres-Chrestien, le Marquis de Nisse, Admiral des Indes, le Marquis Grand Maistre, le Marquis Marialve, le Marquis de Sande, le Comte de Chastelmelhor, Antoine de Souse de Maqueda.

LXVI.

ANS de J. C. 1667.

FRANCE ET PROVINCES-UNIES.

Convention faite entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, pour la jonction de leurs Flotes. Faite à la Haye, le 5. Mai, 1667.* Aitzema, Affaires d'État & de Guerre. Tom. XIII. pag. 232.

I. QUe de costé & d'autre l'on fera un dernier effort pour mettre en Mer une Flotte aussi considerable ou plus puissante que celle que l'on y a mis l'année passée.

II. Que pour prevenir l'ennemy les Estats Generaux feront tous debvoirs possibles à mettre leur Flotte en Mer environ le 25. de ce mois, ou plutost s'il se pourra faire.

III. Que Pareillement le Roy de France aura devant ou en ce temps là sa Flotte en estat d'entrer dans la manche au moment qu'elle aura appris que la Flotte des Estats sera en Mer & approchera la Riviere de *Londres* ou le pas de Calais.

IV. Que la Flotte des Estats estant en Mer devant celle de l'ennemy, le vent estant au Ouest elle se postera vers le pas de Calais, ou bien entre la Riviere de Londres & le pas, & celle de sa Majesté s'avancera à la faveur du mesme vent dans la manche, pour joindre celle des Estats.

V. Mais si en mesme cas le vent se met à l'Est, au moment que la Flotte des Estats aura advis, que celle de sa Majesté sera sortie du port de Brest, elle entrera plus avant dans la manche, & ira au devant de la Flotte de sa Majesté jusques à la hauteur de Ponterieux, ou environ, jusqu'où sa Majesté en ce cas sera avancer la sienne, afin que la jonction estant ainsi faite, par la grace de Dieu, l'on puisse conjoinctement aller chercher l'ennemy & le combattre.

VI. Et feront toutes les actions desdites Flottes, estant joines, dirigées & conduites de concert entre les deux Admiraux, ou ceux à qui sa Majesté & leurs Hautes Puissances respectivement auroot confié la direction supreme de leurs armées navales, lesquels de part & d'autre seront pleinement autorisés pour cela & particulierement aussi pour aider à asseurer, le cas escheant, par tous les moyens possibles & raisonnables, le retour de la Flotte de France jusques dans les havres de sa Majesté, afin d'eviter tous les dangers qu'elle pourroit apprehender alors dans la manche, ou ailleurs, autant que la constitution du temps & des affaires le pourra aucunement permettre.

VII. Mais si la Flotte Angloise est en Mer plustost que celle des Estats, quoy qu'il sera bien difficile d'esquiver alors le combat devant la jonction, neanmoins l'on l'evitera autant que l'honneur & la reputation de l'Estat le pourra permettre, & en ce cas là l'on advertira fort suigneusement les uns les autres, tant par mer que par terre, de tout ce qui se passera de temps en temps, & de ce que les uns & les autres pourront faire & entreprendre pour tascher de faciliter la jonction.

VIII. Si en l'un ou l'autre cas il se presente quelque occasion favorable au Roy ou aux Estats pour attacquer la Flotte Angloise, ou une partie d'icelle, ou incommoder l'ennemy commun en aucune maniere notablement & sensiblement l'on ne manquera pas de s'en servir & de le faire vigoureusement.

Fait à la Haye en Hollande le 5. May 1667.

LXVII.

ANS de J. C. 1667.

L'ESPAGNE ET L'ANGLETERRE.

(a) *Traité pour la continuation & renouvellement de la Paix entre* CHARLES II. *Roi d'Espagne, &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre. Fait à Madrid, le 23. Mai, 1667.* Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 636.

(a) Ce Traité est Flamand dans Aitzema; mais comme ce n'est pas l'Original l'on n'en a tiré que les Préliminaires & les plein-pouvoirs, le reste a été pris d'un Manuscrit François.

DOm Charles second par la grace de Dieu Roi d'Espagne, &c. & la Reine Marie Anne d'Autriche &c. sçavoir faisons par ces presentes nos Lettres d'aprobation, ratification & confirmation que le 23. May de la presente année mil six cens soixante sept, a éte fait, accordé & conclu en nôtre Palais à Madrid, le Traité de Paix, Commerce & de plus ferme amitié entre nous susdits Serenissimes & Puissants Roi & Reyne d'Espagne, d'une part, & Serenissime & Puissant Prince Charles second Roi de la grand Bretagne, &c. nôtre frere, neveu, & digne ami, d'autre part, dont la teneur s'ensuit.

Ajusté & conclu par Tres-Excellent Seigneur Jean Everard Nidhard Confesseur de la Serenissime Reyne Catholique, Inquisiteur General & Conseiller du Conseil d'Etat; Don Romire Philippe Nunes Gusman du Duc de S. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conseiller du Conseil d'Etat & President d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte & Gusman Comte de Peneranda, Conseiller au Conseil d'Etat, & President des Indes, au nom des Serenissimes & Tres-Puissants Roi & Reine d'Espagne leurs Souverains: & le Tres-Excellent Seigneur Dom Edouard Comte de Sandwich, Conseiller du Conseil d'Etat, du Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grand' Bretagne, & son Ambassadeur Extraordinaire en Espagne, au nom dudit Serenissime Roi. A Madrid le 23. May, mil six cens soixante sept.

Comme il a plu au Seigneur Dieu que par la mort du Serenissime & Tres-Puissant Prince Philippes quatriéme d'heureuse memoire Roi Catholique des Espagnes, Dom Charles second son fils lui a succedé és Royaumes, États & Domaines de sa Royale Monarchie, la Serenissime Dame Marie Anne d'Autriche Reine Catholique demeurant pour sa Tutrice & Curatrice, pendant sa Minorité pour le Gouvernement d'iceux, lesdits Serenissimes & Tres-Puissants Roi & Reine Catholique & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles second Roi de la Grand Bretagne ont par une egale & reciproque inclination renouvellé & confirmé avec nouvelle augmentation la bonne correspondance & l'amitié reciproque, qui d'ancienneté ont éte entre les Couronnes d'Espagne, & de la grand Bretagne, jusques à ce que les revolutions des choses terrestres ont troublé l'amitié & le repos qui étoient entre ces deux Nations; & comme la frequentation, & la communauté de Commerce, aussi bien que l'affection des deux Nations demande un parfait raport de sentimens & d'interêt, le susdit Roy de la Grand Bretagne à Deputé à cette fin l'excellent Seigneur Dom Edouard Comte de Sandwich, Burgrave de Hinckinbrock, Baron Montagu de St. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre Maître de la grande Garderobe du Roi, Conseiller du Conseil d'Etat & Chevalier du Tres-Excellent & Noble Ordre de la Jarretiere, & son Ambassadeur Extraordinaire auprés de leurs Majestés Catholiques, pour non seulement renouveller les anciens liens d'amitié qui ont été rompus par l'iniquité des tems, mais aussi la renouër par des neuds d'une nouvelle force & qui puisse durer de longues années, & a le susdit Ambassa-

ANS de J. C. 1667.

baſſadeur, pourvû d'un tres-ample plein-pouvoir, dont copie eſt icy inferée, été receu favorablement & avec affection à la Cour Catholique, auſſi bien que ſa negociation, c'eſt pourquoy la Sereniſſima Reyne Tutrice & Gouvernanre du Roy Catholique, a trouvé bon de nommer les Tres-Excellents Seigneurs Jean Eve●rd Nidhard ſon Confeſſeur & Inquiſiteur General, Conſeiller au Conſeil d'Etat, Don Ramire Philippe Nunnes de Goſmao Duc de St. Luear la Majeure, & de Medina de las Torres, Conſeiller au Conſeil d'Etat, & Preſident d'Italie, & Don Gaſpai de Bracamonte & Guſman, Comte de Peneranda Conſeiller au Conſeil d'Etat & Preſident des Indes, pour ajuſter & conclure un Traitté avec lui, auxquels a été accordé plein-pouvoir & Commiſſion dont la teneur ſera inſeré ci-aprés.

(a) Ceci juſques à la fin des Articles a été tiré d'un manuſcrit veſtu d'Angleterre, où cette Couronne eſt toûjours nommé la premiére.

(a) I. Premierement, il a eſté accordé & conclu qu'à l'avenir à commencer du jour & datte des preſentes, il y aura entre les deux Couronnes de la Grand Bretagne & d'Eſpagne une generale, bonne, ſincere, veritable, ferme & parfaite amitié, confederation & Paix, qui durera à jamais, & ſera inviolablement obſervée, tant par terre, que par mer & Eaux douces: comme auſſi entre les Terres, Pais, Royaumes, Seigneuries & Territoires appartenans à l'une ou à l'autre d'icelles, ou qui ſeront ſous leur obeïſſance, & que leurs ſujets, peuples, & habitans reſpectivement de quelqoe qualité & condition qu'ils ſoient aideront, aſſiſteront, & teſmoigneront doreſnavant l'un à l'autre, toute ſorte d'affection, de bons offices & d'amitié.

II. Que n'y l'un ny l'autre deſdits Roys, ni leurs peuples, ſujets, ou habitans reſpectifs dans l'etenduë de leurs domaines ne pourroni ſous quelque pretexte que ce ſoit, en publie, ni en particulier, faire ni procurer eſtre ſaite aucune choſe contre l'autre, en aucun lieu, par terre ou par mer, ni dans les Ports, & Rivieres l'un de l'autre, mais ſe traiteront l'un l'autre avec toute ſorte d'amitié & d'affection: & qu'ils pourront librement & ſurement paſſer par Eau, & par Terre, aux Confins, Païs, Terres, Royaumes, Jſles, Seigneuries, Citez, Villes, villages fermez de morailles, fortifiez ou non fortifiez, leurs Havres & Ports, où on a accoûtumé juſqu'yci de negocier, & trafiquer, & y trafiquer & vendre aux habitans des lieux reſpectifs & acheter d'eux comme ceux de leur propre nation, ou de quelque autre nation que ce ſoit qui y ſera, ou qui y viendra.

III. Que leſdits Roys de la grande Bretagne & d'Eſpagne, prendront ſoin que les peuples & ſujets reſpectifs s'abſtiennent doreſnavant d'uſer d'aucune force n'y violence & de faire aucun tort, & s'il arrive qu'il y ait quelque injure faite par l'un ou l'autre deſdits Roys; ou par leurs peuples, ou ſujets de l'un ou l'autre d'iceux aux peuples oo ſujets de l'autre, contre les articles de la preſence Alliance, ou contre le droit commun, il ne ſera pas pour cela donné des lettres de repreſailles de marque ou de contremarque, par aucun des confederez juſqu'a ce qu'on ait eu recours ao cours ordinaire de la Juſtice; mais au cas que la juſtice fuſt retardée, ou déniée, alors le Roi dont les peuples, ou habitans auront receu du dommage, la demandera à l'autre par qui comme dit eſt la Juſtice aura eſté deniée ou dilayée, ou aux Commiſſaires qui ſeront Deputez par l'un ou l'autre Roi, pour recevoir & oüir les demandes, afin que tous les differens puiſſeot eſtre accommodez à l'amiable ou ſuivant la Loy, mais arrivant qu'il y eûſt encore du délay, ou que juſtice ne fuſt pas faite, ni ſatisfaction donnée dans ſix mois apres l'avoir ainſi demandée, en ce cas là ou pourra dooner des lettres de repreſailles de marque, ou de contremarque.

IV. Qu'il y aura, entre le Roy de la grande Bretagne, & le Roy d'Eſpagne, & leurs peuples, ſojets habitans reſpectiſs tant par terre que par mer, & Eauës douces en tous & chacuns leurs Royaumes, Terres, Païs, Seigneuries, Confins, Territoires, Provinces, Jſles, Colonies, Citez, Villages, Villes, Ports, Rivieres, Cales, Bayes, détroits & courant ou on a accoûtumé d'exercer juſqu'ici le Trafic & Commerce, pleine & entiere liberté de Trafic & de Commerce, de telle ſorte & maniere que ſans paſſeport, & ſans permiſſion generale ou particuliere les peuples & ſujets l'un de l'autre puiſſent librement naviger & aller tant par terre que par mer, & Eaux douces dans leurſdits Païs, Royaumes, Seigneuries, & dans toutes les Citez, Ports, Courans, Bayes, détroits, & autres lieux d'iceux; & puiſſent entres dans quelque Port que ce ſoit, avec leurs navires chargez ou vuides charroy ou charrois, pour y apporter leurs marchandiſes & y vendre & acheter tout ce qu'il leur plaira, comme auſſi ſe pourvoir à juſtes & raiſonnables prix de vivres & autres choſes neceſſaires pour la ſubſtentation de la vie, & pour leurs voyages, comme pareillement qu'ils puiſſent reparer leurs navires & charrois, denrées, marchandiſes & biens pour retourner en leurs Païs, ou en quelqu'autre lieu qu'ils adviſeront bon eſtre, ſans aucune moleſtation, n'y empeſchement, en payant les droits & doüanes qui ſeront deües & en conſervant l'un à l'autre les loix & ordonnances de leurs Païs.

V. Item il eſt pareillement accordé, que pour les marchandiſes que les ſujets du Roy de la grande Bretagne acheteront en Eſpagne, ou en d'autres Royaumes, & Seigneuries du Roy d'Eſpagoe, & les porteront ſur leurs propres navires ou ſur des navires qu'ils auront loüé, ou qu'on leur aura preſté, ou ne prendra pas de nouvelles doüanes, tolles, dixmes, ſubſides ou autres droits ou peages quelconques, que ceux que les natiſs du païs en payent, & que tous les autres étrangers ſont obligez de payer en pareil cas: & les ſujets ſuſdites, en achetant, vendani, & contractant pour leurs marchandiſes tant à l'égard des prix, que de tous les droits qui ſeront à payer, joüiront des mêmes Privileges qui ſont accordez aux ſujets naturels d'Eſpagne; & ils pourront acheter, & changer leurs navires avec de pareilles denrées & marchandiſes, leſquels navires eſtant chargez & les doüanes payées, pour les marchandiſes ne pourront eſtre detenus dans le Port, ſous quelque pretexte que ce ſoit, & les chargeurs Marchands ou Facteurs, qui auront acheté & chargé les marchandiſes ſuſdites, ne pourroni eſtre recherchez aprés le départ deſdits navires pour quelque cauſe ou ſujet que ce ſoit touchant cela.

VI. Et afin que les Officiers & Miniſtres, de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un ou à l'autre ne puiſſent, ny demander, ny prendre des Marchands & peuples reſpectifs de plus grandes taxes, droits, ſalaires, recompenſes, dons ni frais, que ce qu'ils en doivent prendre, en vertu du preſent Traité: & que leſdits peuples & marchands puiſſent connoître & entendre avec certitude, ce qui eſt ordonné en toutes choſes touchant cela: il a eſté accordé & conclu, qu'il y aura des pancartes & liſtes attachées aux portes des Bureaux de la doüane, & barrieres de toutes les Citez, Villes & Villages appartenans à l'un où à l'autre Roy, où ces droits, peages ou doüanes ſont ordinairement payez, dans leſquelles on mettra en ecrit, combien on doit payer de droits de doüanes de ſubſides & d'impoſitions, ſoit aux Rois ou auſdits Officiers, declarant les eſpeces de ce qui ſera apporté, ou tranſporté: Et ſi quelque Officier ou quelqu'autre perſonne en ſon nom ſous quelque pretexte que ce ſoit, en public, ou en particulier, directement ou indirectement, demande ou reçoit d'aucun Marchand ou autre perſonne reſpectivement quelque ſomme d'argent, ou autre choſe ſous le nom de droit, redevance, ſalaire, frais ou recompence quoique ce ſoit par voye de don gratuit, autre & par deſſus ce que dit eſt, ledit Officier, ou ſon Deputé, ſe trouvant coupable du fait & convaincu devant un juge competant du païs, où le crime aura eſté commis, ſera mis en priſoo pour trois mois & payera trois fois la valeur de la choſe ainſi receüe, moitié de laquelle ſomme appartiendra au Roy du païs, où

ANS de J.C. 1667.

où le crime aura esté commis & autre moitié au denonciateur, pour laquelle il lui sera permis de poursuivre son droit pardevant un juge competant du pais où cela arrivera.

VII. Qu'il sera permis aux sujets du Roy de la grand Bretagne d'apporter, & voiturer en Espagne, & en toutes les Terres & Seigneuries du Roi d'Espagne, ou jusqu'icy ils auront exercé le traffic, & commerce, & y traffiquer avec toute sorte de marchandises, Draps, Manufactures & denrées du Royaume de la grand Bretagne, & avec les Manufactures, biens, fruits & denrées des Isles, Villes & Colonies qui lui appartiennent, & ce qui aura esté acheté par les Facteurs Anglois en deça ou par delà le Cap de Bonne Esperance, sans être contraints de declarer à qui, & pour quel prix ils vendront lesdites Marchandises & Provisions, ny etre molestez pour les Erreurs des Maîtres de navires ou autres en la declaration des Marchandises, & pourront partir quand bon leur semblera des Etats du Roi d'Espagne, avec le tout ou partie de leurs biens, denrées & Marchandises, pour retourner en quelques Territoires, Isles, Etats, & Païs que ce soit du Roi d'Angleterre ou tel autre lieu que ce soit, en payant les droits & tributs mentionnés aux chapitres precedens: & à l'égard du reste de toute leur cargaison qu'ils n'auront pas débarqué à terre, ils pourront le retenir, garder, & remporter sur leurdit navire ou navires, vaisseau, ou vaisseaux, sans pour ce payer aucun droit, ou imposition quelconque, comme s'ils n'avoient jamais été avec cela dans aucune Baye, ny Port du Roi Catholique & toutes les denrées, biens, Marchandises, navires, ou autres vaisseaux, avec quelques choses que ce soit, qu'on aura fait entrer dans les Domaines ou places de la Couronne de la grande Bretagne, comme prises & adjugées pour telles, dans lesdits Domaines, & places, seront prises & reputées, pour biens & Marchandises de la grande Bretagne, ainsi comprises par l'intention & disposition du present article.

VIII. Que les sujets & vaisseaux du Serenissime Roy de la grande Bretagne, pourront porter & voitures en tous & chacuns les Etats du Roi d'Espagne, tous fruits & denrées des Indes Orientales, en faisant apparoir par le témoignage des Deputez de la Compagnie des Indes Orientales à Londres, qu'elles sont des Conquestes, Colonies, ou Factoreries Angloises ou qu'elles en sont venues, avec le même Privilege & conformement à ce qui est permis aux sujets des Provinces-Unies par les cédules Royales de contrebande dattées des 27 Juin & 3. Juillet 1663. & publiées les 30. Juin & 4 Juillet de la même année, & à l'égard de ce qui peut concerner, tant les Indes qu'aucuns autres endroits que ce soit, la Couronne d'Espagne accorde & octroye au Roi de la grand Bretagne, & à ses sujets, tout ce qui à été accordé & octroyé aux Etats Unis des Pays-Bas, & à leurs sujets par le Traité de Munster de l'année 1648. point pour point, en aussi pleine & ample maniere, que s'ils étoient inserez en particulier en ces presentes; les mêmes regles que celles auxquelles les sujets desdits Etats Unis sont obligez devant être observées, & les offices reciproques d'amitié rendus de part & d'autre.

IX. Que les sujets du Roi de la grand' Bretagne traffiquant acheptant, & vendant, dans les Royaumes, Gouvernemens, Isles, Ports, ou Territoires, dudit Roi d'Espagne, auront, useront & jouiront de tous les Privileges & immunitez que ledit Roy a accordez aux Marchands Anglois, qui demeurent en Andalousie par ses cedules Royales, ou Ordonnances dattées du 19. jour de Mars du 26. jour de Juin, & du 9. jour de Novembre 1645. sa Majesté Catholique les confirmant, comme une partie du present Traité entre les deux Couronnes: & afin que ce soit une chose notoire à toutes personnes, il à été consenti, que lesdites cedules, à l'égard de toute la substance d'icelles soient inserées dans le corps des presens articles, au nom & en faveur, de tous & chacuns les sujets du Roy de la grand' Bretagne, demeurant & traffiquants en quelques lieux que ce soit de l'étenduë des Etats de sa Majesté Catholique.

X. Que les Navires, ou autres vaisseaux appartenans au Roy de la grand' Brettagne, ou à ses sujets navigeans dans les Etats du Roy d'Espagne; ou en aucuns de ses Ports, ne seront point visitez par les juges de contrebande, ou par quelque autre Officier, ou personne que ce soit par son authorité au par quelqu'autre authorité que ce soit, & on ne pourra mettre à bord d'aucun desdits navires ou vaisseaux, aucuns soldats, hommes, armes, aucuns Officiers, n'y autres personnes, ny les Officiers du bureau de la doüane, de l'une ou l'autre partie ne pourront visiter aucuns vaisseaux ou navires appartenans aux sujets de l'une ou de l'autre, qui entreront dans leurs Pais; Etats ou Ports respectifs, jusqu'à ce que leursdits navires, ou vaisseaux ayent été déchargez, ou jusqu'à ce qu'on ait porté à terre toute la charge, & toutes les Marchandises qu'ils declareront avoir resolu de debarquer dans lesdit ports, & le Capitaine, le Maître, ny aucun autre des hommes de l'Equipage desdits navires ne pourront être emprisonnez, ny eux, ny leurs Chaloupes retenuës à terre, mais cependant des Officiers du bureau de la doüane, pourront être mis à bord desdits vaisseaux, ou navires, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre de trois pour chaque navire pour voir & prendre garde qu'il ny ait point de denrées, ny de Marchandises débarquées desdits navires ou vaisseaux sans avoir payé les droits que chaque partie est obligée par les presens articles de payer: Lesquels Officiers ne pourront pretendre, ny demander aucuns frais au navire ou navires, vaisseau ou vaisseaux, leurs Commandans, mariniers, Equipages, Marchands, Facteurs, ou proprietaires, & arrivant que le Maître, ou le proprietaire, de quelque navire declare que toute la cargaison de sondit navire doit être debarquée en quelque Port; la declaration de ladite cargaison sera faite au bureau de la doüane en la maniere accoutumée, & si apres que la declaration aura été faite; on trouve quelques autres marchandises de plus que ce qui sera contenu en ladite declaration on leur accordera huit jours ouvrables durant lesquels ils puissent travailler, qui seront contez du jour qu'on aura commencé à decharger, afin qu'on puisse declarer les Marchandises qui auront été recelées, & qu'on en puisse prevenir la confiscation, & au cas que dans le tems limité, la declaration ou exhibition, n'en soit parfaite, alors il n'y aura que les Marchandises seulement, qui se trouveront n'avoir pas esté declarées comme dit est, qui seront confisquées quoyque la décharge de celles qui auront esté declarées, ne soit pas achevée, & non pas les autres, & le Marchand ny le proprietaire du navire, n'encourront point d'autre trouble ni punition: & apres que les navires, ou vaisseaux auront été déchargez, ils auront toute liberté de s'en retourner.

XI. Que le navire, ou navires appartenans à l'un ou l'autre Roi, ou à leurs peuples & sujets respectifs, qui entreront en quelques Ports, Terres, & Etats de l'un ou de l'autre & déchargeront quelque partie de leurs denrées & Marchandises dans quelque Port ou Havre que ce soit qui soient destinées avec le reste d'icelles, pour d'autres lieux du dedans ou dehors desdits Etats ne seront point obligez de faire enregistrer, ny de payer les droits d'autres denrées & Marchandises que celles qu'ils déchargeront dans lesdits Ports ou Havres; & ne seront point contraints de donner des obligations pour les Marchandises qu'ils transporteront en d'autres lieux, ny aucune caution à moins que ce ne soit en cas de félonie, debte, trahison, ou de quelqu'autre crime capital.

XII. Douziémement, comme la moitié de la doüane de toutes denrées & Marchandises étrangeres qu'on appor-

ANS de J. C. 1667.

apporter en Angleterre doit être renduë à ceux qui les apportent au cas que lesdites Marchandises soient transportées hors dudit Royaume, dans l'Espace de douze mois aprés qu'elles auront été descenduës à terre la premiere fois, en prêtant serment que ce sont les mêmes Marchandises qui auront payé la doüane en entrant : & qu'au cas qu'elles ne soient pas rechargées dans l'espace desdits douze mois elles pourront neantmoins être transportées dehors sans payer aucune doüane, ni droit de sortie : pour cette cause, il a esté accordé, que si quelques sujets du Roi de la grand Bretagne déchargent ci-apres quelques denrées & Marchandises de quelque creû, ou de quelque nature qu'elles soient, dans les ports de sa Majesté Catholique, & qu'apres les avoir declarées, & avoir payé les droits qui doivent être payez conformement au present Traité, & desirent apres les transporter ou quelque partie d'icelles, en quelqu'autre lieu que ce soit, pour les mieux vendre, il leur sera permis de le faire librement, sans payer, ou qu'on leur puisse demander aucuns autres droits, n'y doüanes pour icelles, en quelque maniere que ce soit, en prestant serment s'ils en sont requis que ce sont les mêmes Marthandises, pour lesquelles on à payé la doüane en les debarquant : & au cas que les peuples sujets & habitans des Etats de l'une ou l'autre partie dechargent ou ayent en aucune Cité, Ville, ou Village respectivement quelques denrées, Marchandises, fruits ou biens, & qu'ils en ayent payé les doüanes qui en étoient deuës, conformement à ce qui a été declaré, & qu'aprés cela, n'ayant pas pû en disposer ils prennent resolution de les envoyer en quelqu'autre Cité, Ville, ou Village desdits Etats, ils le pourront non seulement faire sans difficulté, n'y empêchement & sans payer d'autres droits que ceux qui étoient deubs lors qu'ils les ont fait entrer, mais encore lesdites Marchandises ne payeront plus derechef ni doüanes, ni autres droits, en quelqu'endroit que ce soit desdit Etats, en representant des certificats des Officiers du bureau de la doüane, qu'ils ont été payez en bonne & deüe forme, & les principaux fermiers & Commissaires des Revenus du Roi d'Espagne en tous lieux, ou quelqu'autre Officier ou Officiers qui devront être établis pour cet effet permettront & souffriront en tout tems le transport de toutes lesdites denrées & Marchandises d'un lieu à l'autre, & donneront un certificat valable aux proprietaires d'icelles, ou à leurs ayans cause, portant qu'elles ont payé la doüane à leur premier debarquement, par le moyen duquel elles pourront étre transportées & dechargées en quelqu'autre Port ou lieu de ladite Jurisdiction que ce soit, exemptes & affranchies de tous droits, ou empêchemens quelconques, ainsi, que dit est, sauf toujours le droit de quelque tierce personne que ce soit.

XIII. Qu'il sera permis à tous navires apartenans aux sujets de l'un ou de l'autre Roi, de moüiller l'anchre dans les Rades ou bayes de l'autre, sans être contraints d'entrer dans le Port, & au cas qu'ils soient necessitez d'y entrer à cause du mauvais tems, ou par la crainte des Ennemis, Pirates, ou par quelqu'autre accident que ce soit, au cas que lesdits navires ne soient pas destinez pour quelque port des ennemis pour y potter des Marchandises de contrebande, dont ils ne seront point recherchez, sans une preuve certaine, il sera permis ausdits sujets de retourner librement en Mer quand bon leur semblera, avec leurs Navires & Marchandises : de telle sorte qu'ils n'entament pas la Cargaison, ou qu'ils n'en exposent pas aucune chose en vente & qu'aprés qu'ils auront jetté l'anchre, ou qu'ils seront entrez dans les Ports susdits ; ils ne pourront être molestez, ni visitez, & il suffira qu'en ce cas là, ils representent leurs Passeports, ou lettres de Mer, lesquelles ayant été veües par les Officiers respectifs de l'un ou l'autre Roi lesdits navires pourront retourner librement en Mer sans aucune molestation.

XIV. Et au cas que quelques navires appartenans aux sujets, & Marchands de l'un ou de l'autre, en entrant dans les bayes, ou estant en pleine mer soient rencontrez par les navires desdit Rois, ou d'armateurs particuliers qui soient leurs sujets, lesdit navires ne viendront pas à la portée du canon, afin de prevenir tous les desordres, mais ils envoyeront leurs barques Longues, ou pinnaces à bord du navire Marchand avec deux ou trois hommes seulement ausquels le maître, ou proprietaire du Navire representera son passeport, & lettre de Mer suivant le formulaire qui sera inseré à la fin du present Traité : par laquelle on puisse faire apparoir non seulement de la Cargaison, mais encore du lieu d'où le navire est, comme aussi du nom du vaisseau & de ceux qui en sont le maître & les proprietaires, & par ce moyen la qualité du navire, & le maître & les proprietaires en seront suffisamment connus, comme aussi les Marchandises dont il sera chargé, soit qu'elles soient de contrebande, ou non : ausquels Passeports, & Lettres de Mer on adjoustera d'autant plus de foi & de croyance, que tant de la part du Roi d'Angleterre que de celui d'Espagne, on donnera de certains contre seings, au cas que cela se trouve necessaire, par lesquels on puisse d'autant plus connoitre qu'ils sont authentiques & qu'ils ne peuvent pas être en aucune maniere falsifiez.

XV. Arrivant que des Marchandises defenduës soient transportées des Royaumes, Etats, & Territoires de l'un ou de l'autre desdirs Rois, par les peuples ou sujets respectifs de l'un ou de l'autre, en ce cas là, il n'y aura que les Marchandises defenduës qui seront confisquées, & non pas les autres biens : & le delinquant n'encourra point d'autre punition ; à moins que ledit Delinquant ne transporte des Royaumes ou Etats respectifs du Roi de la Grand Bretagne, de l'argent Monnoyé & Fabriqué au coin desdits Royaumes, ou des Laines & de la Terre à Foulon : & des Royaumes & Etats respectifs dudit Roi d'Espagne, de l'or, & de l'argent Fabriqué, ou non Fabriqué, en l'un ou l'autre desquels cas, les Loix des Païs respectifs seront executées.

XVI. Qu'il sera permis aux peuples & sujets des deux Rois d'avoir accés dans les Ports Respectifs l'un de l'autre, & d'y demeurer, & en partir avec la même liberté, non seulement avec leurs navires & autres Vaisseaux pour le Commerce, & Traffic, mais encore avec leurs autres navires équipez en Guerre, armez & disposez pour resister aux Ennemis, & les engager au combat, & y arrivant par necessité de la Tempeste, pour y reparer & radouber leurs Navires, ou se pourvoir de vivres de telle sorte qu'ils ne donnent point de juste sujet de soupçon, & pour cette fin, ils ne pourront exceder le nombre de huit, ni demeurer plus long tems dans & autour de leurs havres & Ports qu'ils en auront juste cause, pour y reparer leurs Navires & pour y prendre des vivres, & autres choses necessaires, & bien moins encores, qu'ils fussent cause, de l'interruption du libre commerce, & de l'arrivée d'autres Navires de Nations qui seroient en amitié, avec l'un ou l'autre Roi, & si par accident un nombre extraordinaire de Navires de Guerre entroit en quelque Port, il ne leur sera pas permis d'entrer dans lesdits Ports ou Havres, sans en avoir obtenu auparavant la permission du Roi auquel lesdits Ports appartiendront, ou des Gouverneurs desdits Ports, au cas qu'ils ne soient pas contraints d'y relacher par necessité de tempeste, pour eviter le peril de la Mer ; auquel cas ils feront incontinent sçavoir au Gouverneur ou principal Magistrat du lieu, le sujet de leur venüe : & ils ne pourront pas y demeurer plus longtems que ledit Gouverneur ou Magistrat jugera convenable, n'y commettre dans lesdits Ports, aucun acte d'hostilité qui pût porter prejudice à l'un ou l'autre desdits Rois.

XVII. Que le susdit Roi de la Grand Bretagne, ni le Roi d'Espagne, ne pourront par aucun mandement General

neral ni particulier, ni pour quelqu'autre cause que ce soit, arrester, ni retenir, empecher, ni prendre pour leurs services respectifs aucun Marchand, Maître de navire, Pilote, ni Mariniers, leurs Navires, Marchandises, Habits, ou autres biens appartenans à l'un ou à l'autre, dans leurs ports, ni Rivieres, à moins qu'ils n'en ayant esté advertis auparavant, soit par lesdits Roys ou par les personnes à qui les navires appartiendront & qu'ils en soient demeurez d'accord, pourveu que cela ne se fasse pas pour interrompre le cours ordinaire de Justice, & des Loix dans leurs païs.

XVIII. Que les Marchands & sujets de l'un & de l'autre Roy, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi leurs Navires ou Maîtres, ou Mariniers, pourront parler & se servir de toute sorte d'armes offensives & deffensives tant en allant qu'en venant, sur mer, ou sur les eaux douces, que dans les Havres & Ports de l'un & l'autre respectivement, sans être obligez de les faire enregistrer, comme aussi, d'en porter, & de s'en servir par terre, pour leur defence suivant la coûtume du lieu.

XIX. Que les Capitaines, Officiers & Mariniers des Navires appartenans aux peuples & sujets de l'une ou l'autre partie, ne pourront intenter procés ni empêcher, ou apporter du trouble à leurs propres Navires, leurs Capitaines, Officiers ou Mariniers dans les Royaumes, Etats, Terres, Païs, ou Places de l'autre pour leurs gages, ou salaires, ou sous quelqu'autre pretexte que ce soit, & ils ne pourront pas se mettre, ni être reçûs au service, ni sous la protection du Roy d'Angleterre, ou du Roy d'Espagne; ou sous leurs bannieres, ou armes sous quelque pretexte, ou occasion que ce soit, mais au cas qu'il arrive quelques differens entre Marchands & Maître de Navires ou entre des Maîtres & Mariniers, l'accommodement de ces differens sera laissé au Consul de la nation, & neanmoins de telle sorte qu'au cas qu'il ne veüille pas se soumettre à la sentence arbitralle du Consul, il n'en puisse pas appeller au juge ordinaire du lieu, auquel il est sujet.

XX. Et afin qu'on puisse lever & ôter tous empêchemens & que les Marchands & Avanturiers des Royaumes de la grande Bretagne puissent avoir permission de retourner en Brabant, Flandres, & dans les autres Provinces des Pays-Bas de l'obeïssance du Roy d'Espagne, autant qu'il a esté jugé à propos que toutes & chacunes les Loix, Edicts & actes pat l'entrée de Draps ou de quelque sorte que ce soit de Draps, ou de quelque autre sorte de Manufactures de laines que ce soit, teintes ou non teintes, faites au moulin ou non, a esté defendüe, sera revoquée & annullée; & que s'il y a quelques Droits, Tributs, impositions, ou sommes d'argent imposées par permission ou autrement, sur les Draps ou sur aucune desdites Manufacture de laines susdites, ainsi apportées, à l'exception des anciens Tributs, sur chaque piece de Draps, & ainsi à proportion, sur chaque autre manufacture de laine conformement aux anciens Traitez & Conventions, entre les Roys d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & les Gouverneurs des Pays-Bas, ces mêmes Droits demeureront entierement éteints & abolis, & on n'imposera plus à l'avenir aucuns Droits ni Tributs sur lesdits Draps ou Manufactures, pour quelque cause ou occasion que ce soit, & que tous les Marchands Anglois trafiquans dans lesdites Provinces, leurs, Facteurs, Serviteurs ou commis, joüiront à l'avenir de tous les Privileges, Exemptions, Immunitez & Benefices qui ont été ci-devant donnez & octroyez par lesdits anciens Traitez, & Conventions entre les Roys d'Angleterre & les Ducs de Bourgogne, & Gouverneurs des Pays-Bas, il a été en outre accordé & convenu qu'il y aura des Députez nommés par le Roy de la grande Bretagne, qui s'assembleront avec le Marquis de Castel-Rodrigo, ou avec le Gouverneur des Pays-Bas, qui sera en charge, ou avec d'autres Ministres, du Roy d'Espagne, à ce faire deüement authorisez, qui confereront & traiteront à l'amiable là dessus, & on accordera en outre tels autres Privileges, Immunitez & Exemptions necessaires, & convenables à l'Etat present des affaires pour avancer le Commerce desdits Marchands & avanturiers & pour la sureté de leur Traffic & Commerce; dont on conviendra par un Traité particulier, qui sera fait entre les deux Roys touchant cette affaire.

XXI. Les sujets & habitans des Royaumes & Etats des Serenissimes Roys de la Grand' Bretagne & d'Espagne, respectivement pourront en toute liberté & seureté, naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Etats, ou Pays, qui sont ou seront en Paix, amitié, ou neutralité, l'un à l'autre.

XXII. Et ils ne seront point troublez ny inquietez en cette liberté par les navires, ou sujets desdits Roys, respectivement, à raison des hostilités qui sont ou pourront arriver ci-apres entre l'un ou l'autre desdits Roys, ou desdits Royaumes, Pays & Etats ou aucuns d'iceux qui seront en amitié ou neutralité avec l'autre.

XXIII. Et au cas que par les moyens susdits, on trouve sur lesdits Navires respectivement, des Marchandises de contrebande & deffendües ci-apres nommées, elles en seront tirées & confisquées par l'Amirauté ou des Juges competans, mais le navire, ni les autres Marchandises libres & afranchies, qui se trouveront à bord du même navire, ne seront pas pour cela saisies ni confisquées en quelque maniere que ce soit.

XXIV. Il a esté en outre declaré & accordé que pour mieux prevenir les differens, qui pourroient arriver touchant la qualité des Marchandises deffendües, & de contrebande, que sous ce nom la seront comprises toute sorte d'armes à feu; comme d'Artillerie, Mousquets, Mortiers; Petards, Bombes, Grenades, saucisses, Boulets à feu, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Meche, Salpétre, Balles, comme aussi que sous le nom de Marchandises deffendües, seront comprises; & entenduës toutes autres sortes d'armes, comme Picques, espées, morions, casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, & toutes autres sortes d'Armes; & que sous ce nom, on deffend encore le transport de Soldats, de Chevaux, leurs harnois, Pistolets, Fourreaux, Baudriers, & autres assortissemens servans à l'usage de la guerre.

XXV. Il a été pareillement convenu, & accordé que pour prevenir toute sorte de disputes & de contestations sous le nom de Marchandises deffenduës & de contrebande, ne seront point compris les Fromens, Bleds, Orges & autres grains ou Legumes, Sel, Vinaigre, Huile, & generallement tout ce qui appartiene à la nourriture & sustentation de la vie, mais qu'ils demeureront libres, comme pareillement, toutes autres Marchandises non comprises en l'Article precedent & le transport en sera libre & permis, mémes aux Villes & Places ennemies, à l'exception des Villes & Places assiegées, blocquées, ou investies.

XXVI. Il a été aussi accordé que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets ou habitans des Royaumes & Etats de l'un ou l'autre desdits Roys d'Angleterre, & d'Espagne, à bord des navires des ennemis de l'autre, quoique ce ne fust pas Marchandise deffendüe, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera sur lesdits navires, sans aucune exception ni reserve.

XXVII. Que le Consul qui demeurera à l'avenir dans les Etats du Roy d'Espagne, pour le secours & protection des sujets du Roy de la Grand' Bretagne, sera nommé par le Roy de la Grand' Bretagne, & qu'apres qu'il aura été ainsi nommé, il aura & joüira du même pouvoir & authorité, en l'exercice

ANS de J. C 1667.

de sa charge, qu'aucun autre Consul ait eû auparavant dans les Domaines dudit Roy d'Espagne : Et le Consul Espagnol qui demeurera en Angleterre, jouïra d'autant d'Authorité & de pouvoir, qu'aucun, Consul de quelque autre Nation que ce soit ait eû jusqu'icy en ce Royaume là.

XXVIII. Et afin que les Loix de Commerce qui ont été obtenuës par la Paix ne poissent demeurer infructueuses, comme il arriveroit si les sujets du Roy de la Grand' Bretagne étoient molestez pour le cas de Conscience quand ils vont & viennent ou demeurent dans les Etats ou Seigneuries du Roy d'Espagne pour y exercer le Commerce ou autrement : Pour cette cause afin que le Commerce soit seur & sans danger, tant par mer que par terre, ledit Roy d'Espagne donnera les ordres necessaires pour faire que les sujets dudit Roy de la Grand' Bretagne, ne soient pas molestez, contre & au prejudice des Loix du Commerce, & que pas un d'eux soit inquieté ni troublé pour sa conscience, aussi longtems qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offence publique. Et ledit Roy de la Grand' Bretagne fera pareillement en sorte que pour les memes raisons les sujets du Roy d'Espagne ne soient pas troublez ni molestez pour raison de leurs consciences contre les Loix du Commerce, tant & si longuement qu'ils ne donneront point de scandale, & ne commettront point d'offence publique.

XXIX. Que les peuples & sujets des Royaumes respectifs ne seront point contraints, sur les Etats, Territoires, Païs ou Colonies de l'autre, de vendre leurs Marchandises pour de l'argent monnoyé de cuivre ni de les trocquer pour d'autres monnoyes, ou autres choses contre leur gré : ou apres les avoir venduës d'en recevoir le payement en d'autres especes que celles dont on est convenu en les marchandant nonobstant toutes Loix, & coûtumes contraires au present Article.

XXX. Que les Marchands des deux Nations, & leurs Facteurs, Serviteurs, & Familles, commis, ou autres personnes par eux employées : Comme aussi les Maîtres de Navires, Pilotes & Mariniers pourront demeurer librement & seurement dans lesdits Etats, Royaumes & Territoires de l'un & l'autre desdits Roys, comme aussi dans leurs Ports & Rivieres, & que les Peuples & Sujets d'un Roi, pourront avoir, & en toute liberté & seurté joüir sur les Terres & Etats de l'autre de leurs propres maisons pour y demeurer; de leurs Magasins, & Celiers, pour leurs denrées & Marchandises qu'ils possederont durant le tems qu'ils les auront pris & qu'ils en devront joüir, & qu'ils en seront convenus sans aucun empechement.

XXXI. Les sujets & habitans desdits Roys Alliez, pourront se servir & employer tels Advocats, Procureurs, Escrivains, Agens, & Solciteurs, qu'ils adviseront bon être dans toutes les terres & lieux de l'obeïssance de l'autre, ce qui sera laissé à leur choix, & à quoi les juges ordinaires consentiront toutes fois & quantes qu'il sera besoin, & ils ne seront point contraints de montrer ni representer leurs Registres & Livres de comptes à qui que ce soit, si ce n'est pour faire preuve, pour eviter les procés & contestations, & ils ne pourront étre embarquez, retenus ou pris d'entre leurs mains, sous quelque pretexte que ce soit, & il sera permis aux Peuples & Sujets de l'un & l'autre Roy, dans les lieux respectifs, où ils demeureront, de tenir leurs livres de comptes, de trafic & correspondance en telle langue qu'il leur plaira soit en Anglois, Espagnol ou Flamand, ou telle autre langue que ce soit, pour raison dequoi ils ne seront point molestez ni sujets à l'Inquisition. Et quelqu'autre chose que ce soit, qui ait été accordé par l'une ou l'autre des parties, à aucune autre Nation, concernant ce point là sera entendu pareillement avoir été accordé ici.

ANS de J. C. 1667.

XXXII. Arrivant que le bien de quelque personne ou de quelques personnes que ce soit fût sequestré, ou saisi par quelque cour ou Tribunal de Justice que ce soit, de l'étenduë des Royaumes & Etats de l'une ou l'autre Partie, & qu'il arrive que quelques debtes ou biens soient entre les mains des delinquans appartenans de bonne foi aux Peuples & Sujets de l'autre, lesdits debtes ou biens ne seront pas confisqués par aucun desdit Tribunaux, mais ils seront rendus, & restituez en especes aux veritables proprietaires, s'ils y sont encore en especes, si non la valeur d'iceux conformement au contract & accord, qui aura été fait entre les Parties, sera renduë & restituée trois mois aprés ladite sequestration.

XXXIII. Que les biens & Marchandises des Peuples & Sujets de l'un ou l'autre des deux Rois, qui decedera dans les païs, Terres & Etats de l'autre seront conservez pour les Heritiers & Successeurs legitimes du deffunt, sauf le droit de quelque autre Personne Tierce que ce soit.

XXXIV. Que les biens & Marchandises des Sujets du Roi de la grand' Bretagne, qui decederont sur les terres du Roi d'Espagne, seront inventorıés avec leurs papiers, Ecritures & Livres de Comptes, par le Consul ou autre Ministre public du Roi de la grand' Bretagne, & deposez entre les mains de deux ou trois Marchands qui seront nommez par ledit consul ou Ministre public, pour être gardez & conservez, pour les proprietaires & creanciers : & ni le Cruzada ni quelque autre juge que ce soit n'en pourra prendre aucune connoissance, ce qui sera pareillement observé en pareil cas en Angleterre, à l'egard des sujets du Roi d'Espagne.

XXXV. Qu'on accordera, & assignera un lieu convenable pour enterrer les corps des sujets du Roi de la grand Bretagne qui decederont dans les Etats du Roi d'Espagne.

XXXVI. Si quelque different arrivoit ci-aprés (ce qu'à Dieu ne plaise) entre le Roi de la grand Bretagne, & le Roi d'Espagne par lequel le commerce reciproque, & la bonne correspondance pussent être en danger de cesser, les sujets & Peuples Respectifs de chaque partie en auront advis en tems & lieu, c'est à dire qu'on leur donnera six mois de tems pour transporter leurs Marchandises & effets sans que pendant ce tems là ou leur puisse donner aucun Trouble, ou molestation, ni detenir & arrêter leurs personnes, ou biens.

XXXVII. Tous biens & droits cachez, ou arrêter, meubles, immeubles, rentes, faits, debtes, credits, & autres choses semblables qui n'auront pas esté portez à la Tresorerie, au tems de la conclusion du present Traité, demeureront en la pleine & libre disposition des proprietaires, leurs heritiers ou ayant cause, avec tous les fruits, rentes & emolumens d'iceux, & ceux qui auront caché lesdits biens, ni leurs heritiers ne pourront être molestez pour ce sujet, par les chambres des Comptes respectivement, & les proprietaires, leurs heritiers, ou ayans cause, auront liberté de se pourvoir par les voyes de la Loy & de la Justice pour le recouvrement de leursdits biens & droits comme pour leur propres biens & effects.

XXXVIII. Il a été accordé & conclu, que les peuples & sujets du Roi de la grand' Bretagne, & du Roi d'Espagne auront & joüiront dans les Terres, Mers, Ports, Havres, Rades, & Territoires l'un de l'autre, & en quelques autres lieux que ce soit, des mêmes Privileges, seuretez, libertez & immunitez soit à l'égard de leurs personnes ou biens, avec toutes les clauses & Circonstances avantageuses, qui ont été ou seront ci-aprés accordées au Roi Tres-Chrétien, & aux Etats Generaux des Provinces Unies, aux Villes Hanseatiques, ou à quelqu'autre Royaume ou Etats que ce soit d'une maniere aussi ample, entiere, & utile comme si elles avoient esté particulierement specifiées & inserées dans le present Traité.

XXXIX. Au

ANS de J. C. 1667.

XXXIX. Au cas qu'il arrivât quelque different de part ou d'autre touchant les presens articles de traffic & de Commerce, soit de la part des Officiers de l'Admirauté, ou d'autres personnes en l'un ou l'autre Royaume, aprés que la plainte en aura été faite par la partie interessée à leurs Majestez, ou à quelques personnes de leurs Conseils, leursdites Majestez en feront incontinent reparer les dommages, & executer toutes choses, ainsi qu'elles ont eté cy-dessus accordées, & au cas que par la suite du tems on découvrit quelques fraudes, & inconveniens dans la navigation & commerce, entre les deux Royaumes contre lequels on n'auroit pas suffisamment pourveu par les presens articles, on pourra ci-apres convenir d'autres remedes tels qu'on les jugera convenables, le present Traité demeurant en sa pleine force & vertu.

XL. Il a esté pareillement accordé & conclu que les serenissimes & trés-renommez Roys de la grand Bretagne & d'Espagne, garderont & observeront sincerement, & fidelement & feront garder & observer par leurs sujets & habitans respectivement toutes & chacunes les Capitulations accordées & concluës par le present Traité, & qu'ils ne le violeront point directement ny indirectement, ny ne consentiront point qu'il soit violé par aucuns de leurs sujets, ou habitans, & qu'ils ratifieront & confirmeront toutes & chacunes les conventions ci-dessus accordées par des lettres patentes reciproquement, en plaine, suffisante, & efficace forme, & qu'estant faites, & expediées ainsi elles, feront reciproquement delivrées, ou faites delivrer fidelement & réellement dans l'Espace de quatre mois, à compter du jour & datte de ces presentes, & qu'apres cela ils feront publier le present Traité de Paix, le plutôt que faire se pourra, en tous lieux & en le maniere accoûtumée.

Datté à Madrid le 13/23 jour de Mai l'an de grace mil six cent soixante sept.

Pour assurance de toutes & chacune des choses cidessus nous Commissaires des Serenissimes Roi & Reine d'Espagne & Ambassadeur Extraordinaire du Serenissime Roi de la grand Bretagne sousignez avons signé ce present Traité de nos mains & l'avons scellé de nos sceaux, Fait à Madrid le vingt troiziéme Mai mil six cens soixante & sept. Signé Jean Everard Nidhard, le Duc & Comte d'Onate, le Comte de Peneranda, Sandwick.

Lequel Traité ici écrit & inseré, comme il est dit cidessus, nous ayant été presenté par mon sudit Commissaire & apres l'avoir vu & qu'il a été murement examiné mot pour mot dans mon Conseil. Moi, pour moi même & pour le Serenissime Roi d'Espagne Charles second, nôtre tres bien aimé fils & pour ses heritiers & successeurs, comme aussi pour les Vassaux sujets & habitans de nos Royaumes, païs & Seigneuries, aprouvons & ratifions tout le contenu en icelui & en tous ses points & par ces presentes les tiens pour bons & vallables; promettant en foi & parolle de Reine & au nom & place du Serenissime Roi mon fils & ses heritiers & successeurs de l'observer, & ensuivre tout de même & de la même maniere que si je l'avois fait moi-même, sans rien faire aucunement ni permettre être rien fait allencontre & en quelque maniere que ce soit, & s'il se faisoit quelque contravention au contenu du susdit Traité je la feray reparer effectivement sans difficulté ni delay, punissant & faisant punir les contrevenants, obligeant à l'effect susdit pour ledit Roi Catholique mon fils & pour ses heritiers & successeurs tous & un chacun leus Royaumes, païs & Seigneuries, & tous nos autres biens presens & avenir, sans en rien excepter, & pour fureté de cette obligation je renonce à toutes loix, coûtumes & autres costumes à ce contraires; En témoin de tout ce que dessus j'ai fait expedier ces presentes signées de ma main, scellées de mon seau privé, & contre signées par mon Secretaire d'Etat: donné à Madrid le vingt & uniéme Septembre mil six cens soixante & sept, signé Moy la Reine & contre signé P. Petro Fernandez del Campo y Angulo.

ANS de J. C. 1667.

Formulaire des Lettres, qui doivent estre données par les Villes, Ports de Mer, aux Navires & Vaisseaux qui en sortiront.

A Tous ceux à qui ces presentes viendront nous Gouverneurs, Consuls, ou principal Magistrat, ou Commissaires des doüanes de la Cité, Ville, ou Province de N. certifions & sçavoir faisons que N. N. Maître du Navire N. à declaré sous serment solemnel, que le Navire N. de --- (Tonneaux plus ou moins) duquel il est à present le Maitre appartient aux habitans de N. dans les Etats du Serenissime Roy de la Grand' Bretagne: & nous requerons que ledit Maître, puisse estre aydé ao son voyage & affaires. Prions toutes personnes en general & en particulier qui le rencontreront & ceux de tous les lieux où ledit Maitre arrivera avec sondit Navire, & la Marchandise qui est dessus de l'admettre favorablement, le Traiter amiablement & recevoir ledit Navire dans leurs Ports, Bayes, Havres, Rivieres, & Domaines, lui permettant d'y naviger, passer, frequenter, & negocier paisiblement ou en tels autres lieux que bon semblera audit Maitre, en payant toujours la Tolle, & douane qui sera deüe de droit, ce que nous reconnoîtrons avec gratitude: en témoin dequoi nous avons signé ces presentes & y avons fait apposer le sceau de nôtre Ville. Signé Guillaume Godolphin, Don Petro Ferdinandez del Campo y Angulo.

Copie d'une Patente, contenant plusieurs Privileges favorables, accordez depuis peu, par le haut & puissant Philippe Quatrieme Roy d'Espagne, &c. qui sont confirmez par le Traité précédent, & dont mention est faite au neufiéme Article dudit Traité.

DOn Philippe par la grace de Dieu Roy de Castille, Leon, Arragon, des deux Siciles, Jerusalem, Portugal, Navarre, Grenade, Tolede, Valence, Galice, Majorque, Seville, Sardagne, Cordoue, Corsique, Mautica, Jaen, des Algarves, Algesira Gibraltar, des Isles des Canaries, des Indes Orientales, Occidentales, Isles, & Terres fermes de la Mer Oceane, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, Brabant & Milan Comte de Hapsurg, Flandre, Tirol, & Barcelonne, Seigneur de Biscaye, Molina &c.

Comme de la part de vous Richard Anthoine, Consul de la Nation Angloise, pour vous meme & au nom des sujets do Roy de la Grand' Bretagne; il m'e asté representé que par vertu de la Paix qui a esté conclüe eo cettui, & ce Royaume là, vous residés & trafiquez en Andalousie, & particulierement dans les Villes, de Seville, S. Lucar, Cadiz, & Malaga, priant, qu'il me plût de vous confirmer les Privileges, Exemptions & Facultez qui vous appartiennent, tant par les articles de ladite Paix, que par la confirmation d'iceux, & d'autres faveurs & graces que mon Seigneur & Pere de glorieuse memoire vous a accordées, & tous les autres qui vous ont été donnez par les Couronnes de mes Royaumes de Castille & de Portugal, & de Commander qu'ils vous soient observez & accomplies sans aucune limitation, & pour plus grande asseurance, vous les octroyer de nouveau, avec les qualitez étenduës, & declarations qui vous feront les plus convenables, & d'établir des peines contre ceux qui contreviendront, & ne les observeront pas, & afin qu'on sçache en quoi ils consistent, de vous en accorder des copies, ou de ce que ma faveur fera: & ayant pris ce que dessus en consideration, & à cause des besoins que j'ai pour mes guerres, vous avez offert de me servir avec deux mil cinq cens ducats d'argent, dont mille doivent être

être payez comptant, & les quinze cent restans dans le mois d'Avril de la presente année, ce que le licencié François Moreno en survivance de Don Antoine de Campo Redondo, y Rio, Chevalier de l'ordre de S. Jaques, qui est de mon Conseil & de ma Chambre, & de la Threforerie en vôtre nom, & en vertu de vôtre pouvoir reconnu par une obligation par écrit en forme pardevant Jean Cortez de la Croix mon Notaire, je le tiens pour bon, & par ces presentes, de mon propre mouvement & de certaine science, & puissance Royale & absoluë dont je me servirai & me sers pour cet effet comme un Roy & Seigneur, ne reconnoissant personne au dessus de moi en fait de matieres temporelles confirmé & approuvé, les Privileges, Exemptions, & Facultez qui vous appartiennent, tant par les articles dudit Traité de Paix, que par la confirmation d'iceux, comme aussi les autres faveurs & graces que mon Seigneur & Pere vous a octroyées, & toutes les autres quelconques, qui ont esté donnez par mes Couronnes de Castille & de Portugal, auxdits sujets, en & pour toutes les choses, ainsi quelles y sont, & que chaque chose, & partie d'icelle, est specifiée, contenuë & declarée, afin qu'elles puissent être fermes, stables & valables, & vous être gardées observées & accomplis, pour ces causes mon intention & volonté deliberée est que tous ceux de ladite nation en joüissent sans aucune limitation, en telle sorte que durant le tems que lesdits Anglois demeureront en Andalouzie, ni vous ni eux ne puissent être tenus ny obligez d'exercer aucun office ou charge publique, ni être chargez de Conseil, Tutelle, Curatelle, d'être receveurs ou Tresoriers, quoique ce fût des doüanes ou de millions, ou d'autres services, qui regardent mon Tresor Royal: & bien moins encore qu'on vous puisse demander aucuns prêts, ou donations ou vous ôter aucuns droits ni vos rentes, chevaux ou esclaves: & pour vous faire encor plus de faveur & de grace conformement à ce qui a esté accordé par ledit Traité de Paix, je veux & promets que vous puissiés librement traffiquer & negocier, & vendre vos Marchandises, & fruits & acheter ceux de mes Royaumes, & les transporter & enlever, observant ce qui est ordonné & commandé par les loix & statuts, qui en font mention, & en payant à mon Tresor Royal les droits ou doüanes qui doivent être payées, deffendant comme je deffend, & ordonne qu'on ne prenne point de vous par force aucunes Marchandises fromens ou orges, quoique ce fust pour preparer, & fournir mes armées, flottes ou gallions, ou pour les pourvoyeurs ou Maîtres d'hôtel, & les Privileges doivent être touchant le froment, & l'orge, suivant le tonneau; & à l'égard des autres choses, & Marchandises, ainsi que vous conclurrez & demeurerez d'accord, mais on ne les doit pas ôter d'entre vos mains avant qu'on en ait payé le prix, à moins qu'il ny ait permission donnée de le faire, & qu'on ne vous trouble ni moleste pas, & comme il y a beaucoup de personnes parmi vous, qui traitent pour apporter dans les Ports d'Andalousie, dans Seville & en d'autres lieux, une abondante quantité de poisson de Terre neuve, & d'autres sortes de poisson sec & salé; à cause que ce soit de vivres, qui sont tres-necessaires, & que vous avez fait & faites de grands frais, & avec beaucoup de peine pour cette cause, j'ordonne & commande que l'ordonnance de la Ville de Seville soit observée, par laquelle il est ordonné qu'on n'établira point aucun prix ni taux sur le poisson sec & salé qu'on y apportera; & qu'il soit permis à ceux qui en apporteront, de le vendre à tel prix que bon leur semblera: & qu'il ne soit pas necessaire de le faire voir à d'autres personnes, qu'à mes Officiers, qui reçoivent mes revenus Royaux: & si les navires sur lesquels ledit poisson sera apporté sont si grands qu'ils ne puissent pas remonter les Rivieres, & qu'il en faille mettre la cargaison sur des barques ou sur des allegex, les juges de l'Amirauté, ni aucuns autres Officiers ne pourront mettre sur les barques ou Allegez, des gardes, ni des Visiteurs aux depens des proprietaires.

Et j'ordonne en outre qu'au cas que ledit poisson se trouve pourri, & qu'il ne puisse pas être consommé que ledit poisson soit bruslé & jetté en la mer; & on ne pourra pas intenter proces pour cela, à ceux qui en seront les proprietaires, ou contre les personnes qui l'exposeront en vente, & on ne les pourra pas emprisonner, ni informer contreux: Et comme ceux qui sont employez en la perception de la doüane, & autres droits imposez sur les fruits & Marchandises, sont accoûtumez, quand quelqu'un se rend denonciateur, d'emprisonner ceux qui se tendent parties, d'ou il arrive aux gens de traffic un grand deshonneur, des frais & des vexations, ma volonté est, & je commande que dans ladite information on ne procede que contre les marchandises, & non pas contre les personnes; Mais il leur sera permis; comme je leur permets de mettre en avant leurs defenses, contre ladite vexation; Et aussi comme conformement à l'Article dudit Traité de Paix qui fait mention de matieres de Religion, non obstant cela, ils seront tenus dans quelques procés de declarer s'ils sont Catholiques Romains, ou non, s'excusans d'adjoûter foi aux autres, qu'ils prennent pour des parties, ou pour des témoins.

J'ordonne en outre que touchant cette affaire, il ne soit rien fait contre ceux qui seront nez dans ledit Royaume, mais seulement, que ladite condition soit gardée & accomplie, & qu'on ne leur fasse point de questions là dessus, en adjoûtant la méme foi, & croyance aux sermens qu'ils presteront en la Cour de jugement, qu'on adjoûteroit au cas qu'ils fussent Espagnols: & vous ne recevrez en cela aucun trouble ni molestation & on ne vous fera aucun grief. Et d'autant que pour la justification de quelques causes, les juges & autres Officiers de judicature pretendant que les Marchands de ladite Nation sont tenus de representer leurs livres de traffic & de negoce, je veux & ordonne que les livres des Marchands de ladite Nation, ne soient pas pris d'entre leurs Mains pour quelque cause que ce soit, mais qu'ils les gardent, & le representent dans leurs Maisons pour en être tirée la partie qui sera designée, & on ne leur en demandera pas d'autres ni leurs papiers ne seront pas pris d'entre leurs mains, sur peine au contrevenant d'être puni selon les Loix.

Et d'autant que les Marchands en acquitant leurs Marchandises au bureau de la doüane de ladite Ville de Seville de tous droits, il y en a beaucoup qui composent une feüille de papier qui est souscrit & signé par tous les Officiers, & demeure entre les Mains de l'Alcaide du bureau de la doüane, d'autant qu'en vertu de ce papier, il est permis de faire sortir les Marchandises qui sont en pacquets, balots, & dans des Coffres & des Caisses & qu'aprés les avoir tirées du bureau de la doüane, quand ils les mettent dans leurs celliers, & Magasins, le principal garde du bureau de la doüane, & les Officiers du demi pour cent, visitent la maison, & les Marchandises & les troublent & molestent & leur demandent leurs acquits, & depêches, leur semblant qu'ils peuvent les detenir, à cause qu'ils en ont laissé les depêches entre les mains dudit Alcayde du bureau de la doüane. Pour ces causes je veux & defend que lesdites maisons des Marchands soient visitées, ny qu'on leur demande aucune depeche, à cause qu'ils ne l'ont pas en main, & cela doit être, & sera entendu des maisons qui sont dans l'enceinte des murailles de ladite Ville, & afin que cela vous puisse être notoire vous qui êtes de la Nation Angloise, on sera tenu de vous delivrer des copies desdits privileges, & exemptions, qui vous touchent, & qui vous ont été accordez, tant par les articles de Paix, que par quelqu'autre maniere que

ANS de J. C. 1667.

que ce soit. Et pour l'execution & accomplissement de tout ce que dessus, je commande à ceux de mon Conseil, & à ceux de mes Conseils, Assemblées, & Tribunaux de ma Cour, & aux Presidens & Juges de mes Audiances, Alcaydes, & Officiers de ma maison & Cour, & des Chancelleries, & au Regent, & juge de la Cour des degrez de la Ville de Seville, & aux Principaux Alcaydes de la Jurisdiction d'icelle & à tous les Corregidors, Assistans, & Gouverneurs chefs de Justice, & Ordinaires, tant desdites Villes de Seville, Cadis, Malaga, & de S. Lucar de Barameda, que de toutes les autres, Citez, Villes & lieux de mes Royaumes & Etats & à tous autres Juges & Officiers de judicature que ce soit, de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, que l'execution, & accomplissement de ce qui est contenu en la presente patente peut principallement, ou par accident regarder, qu'incontinent aprés, qu'en vertu d'icelle, ou de la copie d'icelle, signée d'un Notaire public ils en seront requis, foy y soit adjoustée comme à l'original, & que chacun en droit soit en l'endroit qui le regardera, il observe & accomplisse, & fasse observer, accomplir & executer, en & pour tout ce qui y est contenu, & que dans le tout ou partie, ils ne vous causent pas aucuns empêchemens, ni aucunes autres difficultez, ni doutes, & ne fassent pas aucune chose, contre la teneur & forme d'icelle, ni ne consentent ou souffrent qu'elle soit interpretée, limitée ou suspendüe en tout ou partie, ou qu'on donne aucuns Billets, Provisions ou autres depêches, mais que pour l'observation d'icelle dans le lieu qui concernera un chacun, ils donnent ordre, & ordonnent qu'on vous delivre celles qui vous seront necessaires: Et pour plus grande fermeté & validité de la faveur & grace que je vous accordé par ma patente, & qu'en tous tems cette faveur vous puisse étre seure & certaine, vous aurez ou avez à garder, un juge Conservateur en Andalouzie & particulierement dans lesdites Villes de Seville, Malaga, Cadiz, & de S. Lucar de Barameda, auquel je donnerai une Commission suffisante, pour l'observation & accomplissement desdits Privileges, Libertez, & Exemptions, qui obligera & contraindra toutes & chacunes personnes, de quelque qualité & condition qu'elles puissent être, qui concerneront ladite Nation, tant celles qui seront deffenderesses accusées, que celles qui seront demanderesses, quoique les personnes qui les accuseront, ou qui seront accusées par elles, ayant des Juges particuliers soit de consentement ou par convention, qu'elles peuvent avoir faite, en vertu de la préeminence, du Privilege dont ils joüissent afin que ledit juge Conservateur puisse seulement prendre connoissance particulierement desdites Cours & non pas aucun autre Juge ou Tribunal, quoique ce soit par voye d'excés, ou de justice notoire ou en quelqu'autre matiere ou forme que ce soit, lequel juge Conservateur est pour le present le Docteur Don Francisco de Vergara, juge de ma Cour des Dégrez de la Ville de Seville, pour le tems qu'il y assistera, & en son absence le Licentié Don Francisco de Modrano juge de la même Cour, qui pour les procés qui seront commencez dans lesdits Villes de Cadix, Malaga & de S. Lucar, doit subdeleguer pour la fonction de la charge de Conservateur, la personne qui sera proposée ou nommée par ladite Nation, qui puisse effectüer la même chose jusqu'à la conclusion, & ils seront renvoyez par devant lui pour être terminez, & l'appel de ce qu'il aura terminé sera relevé en mon Conseil, & non pas en une autre Cour.

Et comme ma volonté est que chacun en son tems ait Commission primative & jurisdiction pour vous proteger & deffendre conformement à la teneur de ma presente patente, afin que le tout puisse être observé & accompli, en la forme que je vous l'offre, j'ai trouvé bon, de les charger, comme par ces presentes, je les charge de la defence & protection d'icelle, & je leur commande de voir, & examiner ma presente Patente, & les Qualitez, Conditions, Préeminences & Amplifications y contenües, & de faire que le tout soit observé, accompli & executé, en la forme & maniere, & conformement à ce qui y est contenu & declaré sans consentir, ni souffrir, qu'en tout, ou partie, on vous fasse aucun doute ou difficulté, & ce pardevant ledit Don Francisco de Vergara, ou en son absence, pardevant ledit François de Medrano, & non pas pardevant aucun autre juge privement en premiere instance doivent passer & être poursuivies toutes les causes, & procés qui seront intentez ou faits, touchant ce que dessus ou aucune chose ou partie, & l'execution, ou punition de ceux qui n'obéiront pas, d'autant que ma volonté est que la connoissance & decision de tout ce qui est contenu en ma presente Patente doit en toutes choses être faite particulierement par eux, procedant en toutes choses contre ceux, qui seront coupables, & faisant executer pour icelles, les peines qui sont mentionnées par la Loy, reservant comme je reserve les appellations qui seront faites de leurs actes, & sentences à mon Conseil, & l'interdisant à toute autre Cour, si ce n'est, que quelqu'un de mes autres Conseils, Tribunaux, Cours, Chancelleries, ou quelques autres juges, ou autres Officiers de judicature de mes Royaumes ou Etats, de quelque qualité qu'ils soient ne s'en soient melez ou s'en mêlent ou pour l'usage, ou exercice de jurisdiction primative en ladite premiere instance que je leur octroye par ma presente Patente, par voye d'excés, appellation, ou de quelqu'autre recours ou maniere, de toutes lesquelles choses, & de chacune d'icelles je defend, & tiens pour defendüe la connoissance & les en declare juges incompetans, pour lesquelles & chacunes choses, & partie d'icelles je leur donne le plus suffisant pouvoir, & la plus ample Commission qui suivant la Loy soit requise & necessaire avec les incidens, dependances & annexes, & aprés eux ladite Nation Angloise de ladite Ville de Seville pourront nommer dans ladite Commission, un des juges de ladite Audiance, que ladite Nation choisira, & je commande au President, & à ceux de mon Conseil de la Chambre, qu'en presentant devant eux la nomination (quand le cas y écheira) de rendre ou lle ladite Commission, par la Promotion, ou vacation dudit Don Francisco de Vergara & de Don Francisco de Medrano, ou de la depêcher en quelqu'autre maniere par ordinaire à celui qui y sera nommé, en la forme, & ainsi qu'il est declaré par ma presente Patente; Et afin que cela se puisse mieux accomplir; je leur donne pouvoir & authorité dés à present de subdeleguer, & ils subdelegueront cette Commission pour les Affaires & Procés qui se presenteront dans lesdites Villes de Cadix, Malaga & de S. Lucar de Barameda, en la personne qui leur sera proposée par vous, afin qu'ils puissent les mettre en état d'être terminez, & que les Procés & les causes leur soient renvoyez pour être decidez de la maniere qu'ils adviseront bon être, & convenable, pour la fureté de tout ce qui est contenu en ma presente Patente, & je charge le tres-Excellent, Prince Don Balthasar Charles, mon tres-cher & bien amé fils, & commande aux Infants, Prelats, Ducs, Marquis, Comtes, Hommes riches, Commandans & sous Commandans de châteaux, maisons, fortes & plaines, & à ceux de mon Conseil Presidens, & Juges de mes Cours, Alcaydes, & Officiers de ma maison, Cour, & Chancelerie, & à tous les Corregidors, Assistans, Gouverneurs, Alcades, Maires, & Ordinaires, & à tous juges & Officiers de judicature quelconques de mes Royaumes & Etats d'obser-

d'observer, & accomplir, & de faire observer & accomplir ma presente patente, & la faveur ou grace que je vous accorde par icelle, & de ne faire ni passer rien, ni à present, ni en aucun tems en aucune maniere perpetuellement & à toujours, contre la teneur & forme d'icelle, ni de consentir ou souffrir que tout ou partie d'icelle, vous soit limitée, ou suspendüe nonobstant toutes Loix ou Statuts, de mes Royaumes & Etats, Ordonnances, Style, Usage, ou coutume desdites Villes de Seville, Cadis, Malaga, ou de S. Lucar, ou de quelqu'autre chose qui soit ou puisse être au contraire, laquelle pour cette fois, autant qu'elles concernent cette affaire les tenant pour incerées & incorporées comme si elles estoient écrites mot à mot, j'abroge, y deroge, cancelle, annulle & rends nulles, & de nul effet, & dispense de l'execution d'icelles, demeurant à l'avenir en leur pleine force & vertu, pour toutes autres choses. Et à l'égard de ma presente patente Jeronimo de Canencia, Auditeur des comptes en mon bureau principal des comptes & mon Secretaire de la Mediænate, en prendra une copie, sous la charge duquel, le compte, & la raison de ce droit est. Et je declare que pour cette faveur vous avez payé le Droit de Mediænate qui se monte à trente cinq mil cent cinquante cinq maravedis en argent; laquelle somme vous estes tenus de payer, de quinze en quinze ans à perpetuité, & au cas qu'on accomplisse, ou termine, vous ne pourez joüir de cette faveur, jusqu'a ce qu'il soit apparu auparavant que vous aurez payé ce droit, & il faut aussi que vous paiyez au juge Conservateur qui sera nommé, ses salaires, ou que vous lui aidiez à supporter ses depenses dont il joüira pour son travail ou peines qu'il prendra en ladite affaire, ce qui doit apparoir par un certificat de l'office de son droit. Donné à Saragoce le 19. jour de Mars 1645.

Moy le Roy, je Anthoine Camero Secretaire du Roi nôtre Seigneur, l'ai fait écrire par son Commandement, Registré, Michel de Lariaga Lieutenant du Seigneur Grand Chancelier, Michel de Lariaga.

La copie à esté prise, Jeronimo de Canencia Don John Chumaztro y Caillo, Docteur, Don Anthoine de Campo Redondo y Rio licentié Joseph Gonzales.

Cette copie est conforme à celle dont elle a esté prise qui pour cet effect m'a esté representée par Guillaume Bland demeurant en la Ville de Seville qui l'a remportée avec lui le 11. jour d'Avril 1645. ainsi signé.

Joseph de Pineda, Notaire public de la Ville de Seville pour le Roy.

Plein-pouvoir de sa Majesté Catholique.

DOm Charles par la grace de Dieu Roy de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Portugal, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Sevile, de Sardagne, de Cordoüe, de Corcége, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algeciré, de Gibraltar, des Iles Canaries, des Indes Orientales & Occidentales, des Iles & terre ferme de l'Ocean, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Milan, Comte de Habsbourg, Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molin, &c. & la Reine Dame Marie sa mere Tutrice & Curatrice de sa personne Royale & Regente des susdits Royaumes & Seigneuries; comme il est necessaire d'assoupir les differens des affaires communes d'entre les deux Couronnes d'Espagne & de la Grand' Bretagne qui par quelques accidens survenus par tant de tems, se sont trouvez s'être éloignez de l'observation des Capitulations accordées dans les anciens Traitez de Paix d'entre lesdites Couronnes; Nous avons trouvé bon de donner plein-pouvoir à Jean Everard Nitard mon Confesseur, Conseiller au Conseil d'Etat & Inquisiteur General, Dom Ramire Philippe Nunnez de Gusman Duc de St. Lucar la Majeure, & de Medina de las Torres, Conseiller au Conseil d'Etat & President d'Italie, & Don Gaspar de Bracamonte, & Gusman Comte de Peneranda, Conseiller au Conseil d'Etat, President des Indes, à cause des prerogatives & grandes qualitez qui se rencontrent en leurs personnes, & de leur prudence, experience, zele, & affection qu'ils ont à mon service & particulierement pour la constance & le plaisir avec lesquels ils m'assistent & font tout ce qui peut être avantageux au public, c'est pourquoy en vertu de ce plein-pouvoir je les authorise, & leur donne pleine faculté, comme l'équité le requiert, pour au nom du Serenissime Roy mon tres-cher & bien-aimé fils, & en son nom Royal representant ma propre personne de pouvoir entendre, conferer, traitter, ajuster & conclure avec le Comte de Sandwick, Conseiller au Conseil d'Etat du Serenissime Prince Charles second Roy d'Angleterre mon bon frere & neveu & son Ambassadeur extraordinaire à cette Cour, en vertu de son plein-pouvoir lequel il a fait voir du Roi d'Angleterre, de faire un Traité de renouvellement de paix, & leur donne aussi plein-pouvoir de faire un Traité d'Union & d'Alliance avec le susdit Roy de la Grand' Bretagne, & une Treve avec la Couronne de Portugal, pour tout le tems qu'on jugera à propos, avec toute la plus grande authorité & le pouvoir qui reside en ma personne Royale, m'obligeant, comme je m'oblige, & pour le susdit Roy mon fils en foy & parolle Royale, d'aprouver & ratifier le tout par serment, & autre solemnitez requises, & qui seroient trouvéez necessaires en tel cas, dans le terme qui sera convenu, sans en rien diminuer. Pour sureté de quoy j'ay fait depécher ces presentes, signées de ma main, & scellées du sceau privé, & contresignées par mon Secretaire d'Etat, donné à Madrid le quinziéme Juin, mil six cens soixante sept. Etoit signé moy la Reine & contresigné, Don Pedro Fernandez del Campo y Angulo.

Plein-pouvoir de sa Majesté Britannique.

CHarles second par la grace de Dieu Roy de la grand' Bretagne, France & Irlande, Deffenseur de la foy, &c. A tous & un chacun qui ces presentes Lettres verront, salut; comme le malheur de ce siecle, semble consister principalement en ce que plusieurs Princes & Etats ne pensant qu'à leurs passions, profit & interêt, foullent au pied toute amitié & droits de voisinance, voulant même detruire toutes les affaires quand elles ne sont pas conformes à leur opinion, & à ce qu'ils se sont proposez par leur legereté & injustice, d'autant plus doivent travailler le peu de Roys que le Seigneur Dieu a uni par amitié & bonne affection, à faire des Alliances pour l'entretenir, afin que ceux qui ont des inclinations contraires puissent par cet exemple se porter à la concorde; Vû donc que l'humeur des Anglois & des Espagnols a toûjours été si conforme qu'aussi-tost qu'il y a eu quelque dissension entre eux ils se sont aussitôt reconciliez, & que quand ceux qui tenoient le Gouvernement cherchant la Paix l'ont affermie de part & d'autre, & l'ont saintement observée, on a vû les deux Royaumes fleurir, le tout bien consideré, & étant solicité par la Serenissime Reine Dame Marie Anne d'Autriche, Mere, Tutrice & Curatrice du Serenissime & puissant Roi d'Espagne, &c. & Gouvernante de ses Royaumes & païs, de renouveller, non-seulement les anciens Traitez d'entre nos Couronnes, mais de les resserer encore par de plus forts & plus fermes liens que ceux de cy-devant, il nous a semblé que pour executer un si saint ouvrage, nous devions

ANS de J. C. 1667.

vions choisir une personne digne & proportionnée à l'importance de la chose, & qui étant revetus de la qualité d'Ambassadeur Extraordinaire prés de la susditte Serenissime Reine Regente d'Espagne, ornât ce caractere de ses vertus; c'est pourquoy nous avons jugé à propos de nommer entre autres personnes, nôtre cher & tres-fideles Cousin Edouard, Comte de Sandwick, Burgrave de Hinckinghroocke, Baron Montagu de S. Neote, Vice-Amiral d'Angleterre, Maitre de nôtre grande Garderobe, Conseillet privé & Chevalier du fameux & ancien ordre de la Jarretiere: c'est pourquoy sçachent tous que nous confians en sa fidelité, diligence, jugement, & prudence avons icelui, établi, ordonné, & deputé pour nôtre veritable Commissaire & Plenipotentiaire ayant charge & pouvoir suffisant de dresset, communiquer, traittet, accorder & conclure entre les deux Couronnes de la grand' Bretagne & d'Espagne une plus forte Alliance, comme aussi touchant la liberté du Commerce & Navigation, & cy-aprés d'une Alliance deffencive & offencive entre les susdittes Couronnes & Royaumes, de la maniere la plus utile & convenable, faire tout ce qui pourra amener les choses à une bonne fin, en dresser articles, lettres & autres instrumens necessaires, & enfin de demander & recevoir de l'autre partie tout ce qui poura être utile & convenable à ce sujet, promettant en bonne foy & parolle de Roy de tenir pour agreable, & vallable tout ce qui aura été fait, accordé & conclu entre ladite Serenissime Reine Regente d'Espagne ses Députez Plenipotentiaires, & Commissaires, & nôtre susdit Ambassadeur extraordinaire, & de n'aller jamais au contraire en quelque maniere que ce soit, mais plutôt d'observer & faire inviolablement observer tout ce qui aura été promis en nôtre nom; en témoin dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre main & y avons fait attacher nôtre grand sceau d'Angleterre, donné en nôtre Palais de Westmunster le seiziéme Février mil six cens soixante cinq. Et le dix-huitiéme de nôtre Regne signé Charles R.

LXVIII.

ANS de J.C. 1667.

SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité entre CHARLES XI. *Roi de Suède, & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *par lequel il est reglé entr'autres; quelles Marchandises doivent être tenuës pour Marchandises de contrebande. Fait à la Haye, le* 16. *Juillet*, 1667. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 478.

Sacra pravia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, *Gothorum, Wandalorumque Regem & Principem Hæreditarium, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ; Nec non Comitem Palatinum Rheni*, Bavariæ, *Iuliaci, Cliviæ & Montium Ducem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales* Fœderati Belgii, *super mercium quæ pro vetitis sive* Contrabandis *habenda designatione aliisque eo pertinentibus negotiis, communi consensu placita, protenus quidem ad amussim præstanda atque adimplenda, dehinc autem solemni de re maritima Tractatui inter Sereniss. Reg. Majest.* Sueciæ, *& Celsitudinem D. D. Ordinum sanciendo, inserenda.*

I. SUbditis ac incolis *Sueciæ*, simul ac *Fœderati Belgii*, plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde libertas erit per Regna, Status, Ditiones & Provincias, quæ cum Seren. Regia Majest. Sueciæ, aut cum celsitudine D. D. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* Pacis, Amicitiæ aut Neutralitatis jus sive jam nunc exercent, sive exercebunt inposterum. Eaque libertas nequaquam interpellanda aut turbanda per alterutrius partis ejusve subditorum navigia, ex occasione inimicitiarum quæ illi ejusque successoribus intercedant forte, vel de futuro sint intercessuræ, cum Regnis, Statu, Ditionibus, quibuscum parti alteri jus Fœderum aut Neutralitatis intercedat, intercessurumve sit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas sit, subditis incolisve Ditionis alterutrius Fœderatorum prohibitas merces, (quas *Contrabandas* vocant) importare in Regna, vel Regiones, quibuscum quidem ipse ex sua parte aut amicitiam aut neutralitatem colat, sed adversum quos alter Fœderatorum bello vel jam implicetur, vel implicandus sit de futuro.

III. Ut verò evitentur penitus atque amoveantur Controversiæ & disceptationes, quæ ob designandam jam dictam mercem de *Contrabanda* oriri aliquando possent, convenit utrimque ac pro re rata habitum est, hoc in numero duci & censeri oportere arma quævis ad vim tam propulsandam quam inferendam apta, præsertim quæ ignem concipiunt pulvere tormentario, quem dicunt admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus vero generis intelligantur *Tormenta bellica majora & minora* omnis generis, quæ *Canones & Sclopeta* vulgo dicuntur, *Mortaria, Petarda*, Bomba, *Granata, Saucisa, Corona Picea, affeuta, Furca Sclopetaria*, Bandelaria, *Pulvis tormentarius, Fomites sive Lontam, glandes Tormentaria tam ferrea, quam plumbea, nitrum sive Salpetra. Enses, Lancea, Hasta, Hallebarda*, Bipennes, *Flagella armata, Cuspides*, & reliqua id genus arma ad vim inferendam apta. Tum *Cassides, Galea, Lorica, Thoraces ancique ferreique, clipei*, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad bellum instruendum utilia quæcumque, nempe *Equi, Ephippia, Sclopetorum Equestrium reconditoria*, & quicquid denique utile aut necessarium ad instruendos equos tam turmarum equestrium, quam rei tormentariæ, nisi numero sint admodum exiguo, ut inde conjectura probabilis elici possit, eadem non ad bellum, sed ad alios usus esse destinata.

IV. Merci prohibitæ nequaquam accensebuntur, *pecunia, frumenti*, ac *leguminis* genus omne *Sal, Vinum, Oleum*, nec quicquid ad *victum* aut *alimentum* refertur sed nec *Ferrum, Cuprum, Aes*, nec quicquid ad naves construendas, instruendasve, necessarium est, cujus notæ sunt *Cannabis, Linteamen velis nauticis* aptum, *picis tam liquida quam arida* omne genus, *mali, Trabes, lignum incurvum, Tabula navales, rudentes, anchora*, vel *anchorarum partes qualibet*, hoc in numero habebuntur, nec aliæ merces, quæ pro terrestri vel maritimo bello *formam* non acceperunt, multo minus hæ, quæ ad alium quemvis usum jam apparatæ ac conformatæ sunt, nec aliud mercimonii genus quodcumque quod præcedenti paragrapho designatum non sit. Sed id omne transportari huc illuc licebit, etiam ad illas nationes, quibuscum Fœderatorum alter bello jam nunc involutus est, aut post modum involvi posset.

V. Attamen nec *pecuniam* nec *Commeatum* aut quicquid vitæ per *alimentum* sustentandæ conducit, quod jam supra paragrapho *quarto* inter licitam mercem sit numeratum, nec militem nec quid aliud ex hisce rebus; quæ hosti in commodum vel adjumentum modo quocumque cedant, submitti hinc inde fas esto ad munimenta, oppida vel loca præsidio militari instructa, quamdiu ea ipsa per militem Fœderati alterutrius, respectu locorum in oris maritimis sitorum, tam terra quam mari, obsidione cingi vel manu armata assideri continget, animo eadem in potestatem suam redigendi.

VI. Porrò ut impediatur ne merces in illicitis jam designatæ ad hostem Fœderati alterutrius subvehantur, vel etiam ne, sub hoc ipso subvectionis implendæ præ-

ANS de J. C. 1667.

prætextu, libertas securitasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat, ab incolis subditisque Ditionis alterutrios ubivis locorum tam in portu atque Natione navali alterurrius Fœderati, quam in aperto mari, nihil omnino requiri aut exigi jus esto, præter exhibitionem talis Diplomatis, quale utrimque usus hactenus confirmavit, aut quale deinceps per pacta rei maritimæ utrimque ineunda ratum habebitur; Exhiberi ad hæc necessum erit literas *Passeportus*, in quibus quantiras qualitasque mercis, quâ navis onerata est, designetur, & eas quidem indultas ab officialibus publicâ authoritate constitutis illic locorum, unde merces ipsæ transportantur, & juxta quas jura, quæ pro mercimoniis transportandis debebantur, persoluta sunt, quod si navis hæc non nihil mercium vetitarum, quas de *Contrabanda* vocant, venit, oportebit in literis *Passeportus* exprimi atque designari ea loca, ad quæ id genus merces devehendæ sunt; post quam exhitionem, scrutationi aut visitationi naves, mercesque non subjicientur, nec quicquam damni, moræ aut molestiæ iisdem, quocunque sub prætextu objicietur.

VII. Quod si constiterit naves ad subditos alterutrius Fœderati pertinentes, quæ ex toto vel ex parte merce interdicta hujuscemodi oneratæ sint, ad portum quem hostilem aut ad loca inimicæ ditioni subjecta destinari, merx omnis ejuscemodi prohibita per judicem competentem fisco addicetur. Naves ipsæ & quod reliquum mercimonii haud vetiti in iis erit tutum à fisco illibatumque permanebit.

VIII. Bona sive merx quæcunque pertinens ad subditos Fœderatorum alterutri, etiam illa, quam ex superiorum Paragraphorum Auctoritate permissam ac neutiquam prohibitam esse constabit, in navibus *inimicis* fortè deprehensa, in prædam occupanti cedat, ac fisco addicatur ulla sine exceptione: contra tutum omnino & immune à fisco habeatur quicqnid navigiis ad Fœderati alterutrius subditos pertinentibus concredetur, utcunque sit parti alterutri inimicorum, excepto solummodo merce *Contrabanda* ad portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & *vectores* quoscumque quamvis subditos inimico partis alterutrius, tutos navigare conveniet, dum devehuntut aliquo, in navi parti Fœderatæ hujus vel illius, nec eos inde avelli aut auferre licebit, exceptis tantum *Ducibus* sive officialibus hostilibus.

IX. Denique D. D. Ordines statim post subscriptionem harum tabularum mandabunt, ut naves merxque omnis ad subditos *Suecanæ* Ditioni pertinentes, atque ex auctoritare Paraphorum superiorum pro licitis habendæ, quas in potestate occupantium, aut in Custodia *Admiralitatis* Belgicæ liquebit, etiamnum detineri, nec fisco hactenus addictas esse, quasve occupari, postquam pactis hisce jam subscriptum erit, continget, quantociùs proprietariis restituatur.

X. Quantum verò attinet ad restitutionem navium merciumque quarundam *Suecaharum*, quas per sententiam solemnem Collegiorum rei maritimæ sive Admiralitatis per *Fæderatum Belgium* pro jure captis habitas, ac proinde fisco addictas esse constabit, cum nomine Reg. Majestatis Ser. contendatur, urgeaturque solemnes hasce sententias sub fundamento minus stabili solidoque ac parum validis de causis, quæ per patronos fisci Admiralitatis in rem suam sint allegatæ, latas fuisse, curæ erit D. D. Ordinibus, ut ejuscemodi sententiæ secundum Leges & statuta Fœderati Belgii per *Revisionis*, quam vocant formam, altiori attentiorique indagini permittatur, judicibusque *Admiralitatis* Ordinariis, alii extra ordinem, ut fieri consuevit, Judices periti, quique in partibus non sunt, adjungantur. Quod si rationes nonnullas solidas in caussam continget proferri, quæ conducant ad revocandos *fatalium revisionis* aliorumve defectuum neglectuumve decursus, post elapsum jam liti prosequendæ tempus præscriptum, iis locum haud quaquam defore D. D. Ordines pollicentur.

Hisce pactis subscriptum & per nos Legatum & Ablegatum extraordinarios S. Reg. Majestatis *Sueciæ* ab una parte, à parte verò altera per nos Commissarios Celsitudinis D. D. Ordinum *Fæderati Belgii* Generalium, & de pactis iisdem utrinque debitum in modum convenit. Promittentes nos hinc inde hæc ipsa pacta per Regiam Majestatem *Sueciæ*, ac celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium ratahabenda, ratihabitionemque hinc inde exhibendam ac tradendam fore intra spatium *trium mensium*, Cujus in rei fidem majorem manu nostra, nostroque sigillo diploma sancivimus. Actum Hagæ-Comitum Anno 1667. die 6. Julii.

(L.S.) *Christophorus Delphicus B. ac C à Dhona.* (L.S.) *Haraldus Appelboom.*
(L.S.) *J. van Gent.* (L.S.) *B. d'Asperen.* (L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *M van Cremmon.* (L.S.) *G. Heelck.* (L.S.) *L. v. Bootsma.*
(L.S.) *W. Reyer.* (L.S. *Tbrants.*

Articuli separati.

QUandoquidem paragrapho *quarto* Conventionis præviæ, hodie inter Dominos Legatum & Ablegatum Reg. Majest. *Sueciæ* extraordinarios, Celsitudinisque D. D. Ordinum Generalium *Fæderati Belgii* Commissarios conclusæ generatim statutum sit, in vetitarum mercium, quas *Contrabandas* vocant, numerum referendum non esse, quicquid ad naves construendas instruendasve conducit, cujus sunt notæ, *cannabis*, *linteamen vela navibus aptum*, *picis*, *tam liquida quam arida* omne genus, *mali*, *trabes*, *lignum incurvum*, *tabula navales*, *rudentes*, *anchora* earumque partes quælibet, sed ea omnia à Fœderati alterutrius subditis liberè transportari posse, etiam ad eas Nationes quibuscum Fœderatorum alter Bellum jam implicitus est, vel cui posthac bello implicari forte continget. At verò quando R. Majest. *Sueciæ* plena jam nunc gaudet pace, nec ulla omnino depræliatur cum gente, contraque *Fæderati Belgii* Respublica cum *Brittanniarum* Rege bello decertat navali, atque hanc ob causam D. D. Ord. declarant durante hoc rerum statu permitti aut indulgeri abs sese nequaquam posse, ut ne inter mercem *illicitam* habeatur, ac proinde fisco prædæque non sit obnoxium omne id, quod ad construendas instruendasve Naves bellicas referri potest, ut sunt *Cannabis*, *linteamea velis nauticis aptum*, *picis tam liquida quam arida omne genus*, *mali majores*, *trabes majores*, *lignum incurvum*, *tabula navales quernea*, *rudentes majoris generis*, *majores anchoræ*, earumque partes quælibet, quotiescunque hæc omnia aut singula devehentur in loca Ditionis *Brittanniæ*, utpote instrumenta præcipua, per quæ à *Brittannis Fæderato Belgio* damnum vel maximè infertur. Itaque ut de vero ac genuino istius peragraphi *quarti* sensu constet, invicem placuit atque Decretum est, licitum nullatenus fore modo designatas Merces, quæ ad naves bellicas construendas instruendasve requiruntur, in portus aliave loca sub imperio Magnæ *Brittanniæ* Regis constituta per omne belli hujusce Brittannici tempus subvehere, ac D. D. Ordinibus jus potestatemque manere, earum quamlibet, quandocunque illuc devehi deprehendetur, intercipiendi ac fisco addicendi. Ad quascunque autem alias gentes, quibus cum *Fæderatorum* uterque Pacis amicitiæ vel Neutralitatis jura exercet, merces hasce ipsas & navale instrumentum omne libere ac tuto devehere permissum erit.

II. Cum autem nomine S. Reg. Majest. *Sueciæ* expositum sit, hac presentis Belli Anglo Belgici occasione evenire frequenter Naves *Suecanas* in *Fæderati Belgii*

ANS de J. C. 1667.

Belgii ditionem appulsas Sociis navalibus privati, qui muneribus forte aut stipendiis menstruis aliquanto largioribus invitati alibi operam suam addicant, unde incommodi non parum ad *Suecanarum* navium Magistros, discessum molientes redundet, cum haud liceat illis per edicta D. D. Ordinum, novos ex *Fœderati Belgii* incolis Socios Navales loco elabentium deligere, sibique adsciscere; Ea propter D.D. Ordines, quo palam faciant R. S. M. affectum suum *Suecanæ* navigationis commoda promovendi, promittunt, si quando navium *Suecanarum* Magistri ostenderint, socium sociosve suos Navales fugitivos operam suam *Fœderato Belgio* addixisse, ac sub hujus vel istius, navis Belgicæ præfecto reipsa stipendia mereri, de rigore Edictorum suorum sese remissuros, Naviumque *Suecanarum* Magistris potestatem facturos, socios Navales alios pari numero in Locum fugitivorum horum deligendi, obsequiisque suis addicendi.

III. Præterea ne impensæ judicii *Revisorii*, quod beneficio paragraphi decimi modo dictæ *Conventionis prævia* institui poterit, eorum, quorum interest singulis nimis graves sint, vel quemquam à persequendo jure suo deterreant, promittunt itidem D D. Ordines sese Causas eorum omnes, quibus Diplomata *Revisionis* indulserunt, iisdem judicibus extra ordinem deligendis judicibusque Admiralitatis Ordinariis adjungendis, junctim decidendas commissuros.

Pacta hæc ejusdem roboris fore cum reliquis modo dicta Conventione prævia comprehensis, eademque fide præstanda; ac eodem tempore à Dominis superioribus respective Nostris Ratihabenda spondemus. Cujus in Rei fidem majorem manu nostra, nostroque sigillo Tabulas hasce sancivimus. Actum Hagæ Comitum die 16. Julii 1667.

(L. S.) *Christoph. Delph. B. ac Comes à Dona.*
(L. S.) *Haraldus Appelboom.*
(L.S.) J. *van Gent.*
(L.S.) *B. d'Asperen.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *M. van Crommon*
(L. S.) *G. Hoolck*
(L. S.) *E. van Bootsma.*
(L. S.) *W. Royer.*
(L. S.) J. *Tsbrants.*

LXIX.

ANS de J. C. 1667.

SUEDE ET LES PROVINCES UNIES.

Traité de continuation de paix entre CHARLES XI. *Roi de Suède, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Fait à la Haye, le* 18. *Juillet*, 1667. Aitzema. Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 485.

SErenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini *Caroli*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis & Principis Hæreditarii, magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Ethoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Legatus extraordinarius, Campi Mareschallus, Consiliarius Bellicus *Christophorus Delphicus*, Burggravius & Comes in *Dhona*, Hæreditarius Dominus in Carwinden, Schlobitten, Borgdorf, Stockenfelts, & Fischbach, S. R. M. Sueciæ Ablegatus extraordinarius; & Consiliarius Aulicus *Haraldus Appelboom*, Hæreditarius de Soderbii; Nec non Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hunc actum specialiter Deputati Commissarii *Johan Baro de Gent*, *Philippus Jacobus van den Boetselaer* Baro d'Asperen, *Johan de With*, Consiliarius & Pensionarius Hollandiæ & West-Frisiæ, *Joannes Knn*, *Gysbertus vander Hoolck*, Senator atque Exconsul Ultrajectinus *Epama Bootsma*, *Everuyn van Bentheim* J. U. D. & *Johan Ysbrants* Senator Groninganus respective Deputati Ordinarii ad consessum Ordinum Generalium Fœderati Belgii nomine Provinciarum Gelriæ, Hollandiæ, Westfrisiæque, Zelandiæ, Ultrajecti, Frisiæ, Transisulaniæ, & Groningæ Omlandiæque. Notum testatumque facimus, quod sicuti S. Reg. M. Prædecessoribus Regibus *Sueciæ*, & Celsitudini Dominorum *Ordinum Generalium* Fœderati Belgii constans semper fuit propositum, ac propensissima voluntas stabiliendi atque promovendi veterem illam amicitiam atque necessitudinem quæ à multis retro annis inter eos viguit, ac magno utriusque subditorum commodo arctioribus aliquot Fœderum vinculis firmata fuit; Nec non in herba opprimendi atque componendi omnes difficultates atque controversias, quæ prout variæ sunt iterum humanarum vicissitudines, subinde enatæ fuerunt, quo suus in perpetuum dictæ amicitiæ, Fœderibusque vigor constaret atque conservaretur, ita etiam impræsentiarum Domini ac Superiores respective nostri laudabili majorum atque prædecessorum suorum instituto insistere decreverint, nobisque in mandatis dederint, ut examinatis probeque perpensis omnibus iis, quæ S. R. M. *Sueciæ* ac Celsitudo DD. Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, pro jure amicitiæ ac Vigore Fœderum à sese invicem desiderare profitentur, eò consilia nostra dirigiremus, quod dictis Dominorum atque superiorum nostrorum votis satisfieret, atque ut statueremus & decerneremus omne id, quod in turbato hocce rerum statu bono communi conducere judicaremus. In eum itaque finem congressi, matura instituta deliberatione, & exhibitis procuratoriis vigore potestatis nobis per ea concessæ, in sequentia capita consensimus & convenimus.

I. Inprimis quidem sit ac maneat in perpetuum inter Serenissimum ac Potentissimum Regem Sueciæ, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, eorumque respective Regna, Ditiones, Provincias, ac subditos, sublatis & abolitis omnibus controversiis & simultatibus, pristina, vera, fida, ac constans amicitia & necessitudo arctissima; sint itidem ac maneant in plenissimo vigore antiqua Fœdera & pacta inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* annis respective 1640. *Holmiæ*, 1645. Suderocæ, & 1665. *Elbingæ* in Borussia conclusa, cum omnibus eorundem articulis tanquam præcipuum & immotum istius amicitiæ & necessitudinis arctioris fundamentum & vinculum.

II. Quo autem de fidæ istius amicitiæ, & confidentiæ sincere serioque servandæ cultu, deque effectu & reali præstatione eorum, quæ in supradictis Fœderibus invicem promissa sunt, Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciæ, & Celsi ac Præpotentes D.D. Ordines Generales *Fœderati Belgii* omnino certi esse possint, declarant, nulla sese habere cum quoquam Fœdera, aliasve Conventiones, quæ supradictis Fœderibus, Pactisve præsentibus adversentur, vel quoquo modo impedimento sint; quo minus ea in omnibus suis articulis & capitibus bona fide adimplere possint.

III. Quandoquidem vero super dicto Fœdere inter S. R. M. Sueciæ & Celsitudinem Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii*, die 1. Septembris Anni 1656. *Elbingæ* in Borussia Sancito, Tractatus vulgo dictus *Elucidationum* Helsingoræ die 29. *Novemb.* Anni 1659. conclusus fuerit ejusque abrogationem dicta S. R. M. postea mutuo consensu decerni petierit, celsisque ac Præpotentibus D.D. Ord. jam Annò 1666. proxime elapso placuerit desideriis Regiis annuere, adeoque inter suæ Majest. Commissarios ac Fœderati Belgii eo tempore in Sueciam extraordinem Deputatum, eâ de re jam tum conveniret; idcirco quo isthæc Fœderatorum utriusque Consilia

ANS de J. C. 1667.

Scopum quo collimaverant, omnino assequantur, placuit conventione hacce mutua eadem sancire, istumque Tractatum *Elucidationum* Fœderis *Elbingensis*, die 29. *Novemb.* Anni 1659. conclusum, *abrogare, dissolvere, vimque & effectum ejusdem plane & in perpetuum rescindere, extinguere, irritumque & omnino nullum declarare*, quemadmodum idem vi ac vigore præsentium abrogatur, dissolvitur, visque & effectus ejusdem plane & in perpetuum rescinditur, extinguitur, irritusque & omnino nullus declaratur. Ita tamen ut ipsimet Tractatui *Elbingensi* nihilominus Vigor suus in omnibus illæsus atque illibatus constet atque conservetur, prout verus ac genuinus verborum ejus sensus dictat atque præscribit.

IV. Vigeat præterea liber Navigationis ac Commerciorum usus juxta priorum Fœderum tenorem pactaque nupera de *vetitarum mercium*, quas *Contrebandas* vocant, designatione, aliisque eò pertinentibus negotiis die 6. *Julii* st. vet. proximè elapsi conclusa, eaque de quibus pleniori de re maritima tractatus quam primum sanciendo specialius conveniet.

Controversiæ autem quæ inter S. Reg. Majest. *Sueciæ* ejusque Privilegio instructam Societatem *Sueco Africanam* & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales *Fœderati Belgii*, eorumque itidem Privilegio munitam Societatem Generalem *Indiæ Occidentalis* ejusque Fœderati Belgii obortæ fuerunt de proprietate quorundam locorum & nominatim Fortalitii *Cabo Corso in Guinea* Africæ Littore siti, & de commerciis quæ iisdem in Locis exercentur, nec non de navi quadam *Christina* nuncupata, in dictis oris capta ac subhastata, compositæ atque sopitæ sunt modo & conditionibus sequentibus.

Ac *primo* quidem Serenissimus ac Potentissimus Rex *Sueciæ*, ejusdemque Societas *Sueco Africana* suo quisque nomine renonciabunt, quemadmodum hisce præsentibus renonciant omnibus omnino actionibus & prætensionibus, quæ ab iis in hunc usque diem in Societatem *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii, circa dictum Fortalitum *Cabo Corso*, & dictam navim *Christinam* institutæ vel motæ sunt, qualescunque illæ sint aut quo nomine institutæ fuerint, vel institui possint; sicut ab altera quoque parte Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales *Fœderati Belgii*, & eorum privilegio munita Societas *Indiæ Occidentalis* renunciant etiam omnibus actionibus & prætensionibus; quæ ab iis aut ab ea in dictam Societatem *Africanam* motæ sunt aut moveri possent, qualescunque eæ sint, sine ulla exceptione.

Secundò summè memoratus Rex *Sueciæ* dictaque ejusdem Societas *Sueco Africana* altememoratis D. D. Ordinibus Generalibus, dictæque Societati *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii cedunt, & in eos transferunt omne jus, possessionem, actiones & Prætensiones, quas S. Reg. Maj. *Sueciæ* aut ejusdem Societas *Sueco Africana* aut re vera habuerunt, aut se habere putaverunt in Fortalitium, situm in promontorio *Cabo Corso* nominato, ut & omne jus ab eo dependens, nec non omnia reliqua Fortalitia & receptacula in *Guinea* in Africæ Littore sita, cum omnibus juribus ab iis dependentibus, cum hac renunciatione speciali quod nec altissimè memorato Regi, nec ejusdem Societati *Africanæ*, nec etiam Reliquis ejusdem Coronæ subditis ad dictum Fortalitium dictaque receptacula, locaque ab iis Dependentia, navigare, aut ibidem Commerciorum gratia appellere licebit, directè, vel indirectè, & quod S. Reg. Majest. dictaque Societas *Sueco Africana* nemini omnino nec subditis nec advenis, ut ad dicta Loca navigent, neque auctores erunt, neque permittent, neque etiam eos protegent.

Tertiò, quod Navis dicta *Christina* cum suo onere, & cum suis Dependentiis cedet dictæ Societati Indiæ Occidentalis *Fœderati Belgii*, & eum in finem dicta S. Reg. Majest. renunciat tam suo nomine, quam nomine dictæ Societatis *Sueco Africanæ*, & reliquorum omnium quorum interest, & quibus in dictam Navem, & in merces, quibus onerata erat, cum omnibus dependentiis, aliquot jus erat, commodo & usui dictæ Societatis *Indiæ Occidentalis* Fœderati Belgii.

ANS de J.C. 1667.

Quarto & postremo hac de causa persolventur *Amstelodami* ei vel iis, quos dicta Regia Majest. ad id constituet, *centum & quadraginta millia Imperialium in specie*, vulgo *de Banca* dictorum, simul ac hisce Tabulis subscriptum, & earum Ratihabitiones in debita forma exhibitæ & commutatæ erunt.

VI. Controversias autem, quæ inter Societatem *Sueco Africanam* Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii intercedunt, ratione damnorum quæ sibi à sese invicem in *America* illata esse pretendunt, secundum Justitiæ & æquitatis regulas cum dictæ S. R. M. Ablegato *Hagæ Comitis* quantocius examinandas, desuper transigendum, partique Læsæ confestim & sine mora satisfaciendum esse, statutum atque decretum est.

VII. Quod attinet *subsidia* quæ Serenissimus ac Potentissimus Rex *Sueciæ* tenore pactorum Superioribus temporibus initorum hactenus à *Fœderato Belgio* postulavit, aliasque prætensiones quascunque quæ eodem vel quocunque alio sub titulo aut pretextu moveri vel institui possent, S. R. M. evidenti signo testari desiderans, quanti faciat amicitiæ antiquæ cum *Fœderato Belgio* restaurationem & coalitionem obinde declaravit, sicuti & hoc ipso declarat sese dictis postulatis & prætensionibus omnibus renunciaturam, quemadmodum iis omnibus vigore præsentium pro se & successoribus suis, penitus & in perpetuum renunciat, ita ut nullo modo in posterum à parte Regis Regnique *Sueciæ* urgeri possint vel debeant.

VIII. Vicissim quod attinet *auxilia*, quæ Celsi ac Præpotentes *Domini Ordines* Generales Fœderati Belgii à Serenissimo ac Potentissimo Rege Sueciæ hactenus efflagitaverunt, aliasque prætensiones quascunque, quæ eodem vel alio quocunque sub titulo aut prætextu moveri vel institui possent, Domini Ordines consimili evidentia testari desiderantes, quanti faciant amicitiæ antiquæ & necessitudinis arctioris, cum S. R. M. Regnoque Sueciæ nexum, obinde declaraverunt, sicuti & hoc ipso declarant, sese dictis postulatis & prætensionibus omnibus renunciaturos, quemadmodum iis omnibus vi ac vigore præsentium penitus & in perpetuum renunciant, ita ut nullo modo in posterum à parte *Fœderati Belgii* urgeri possint vel debeant.

IX. Quamvis autem, ut omnem omnino in futurum diffidentiæ ansam præciderent, amoverentque omne id quod pristinæ confidentiæ reducendæ, quoquo modo obesse posset, Serenissimo ac Potentissimo Regi Sueciæ, Celsisque ac Præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, proxime præcedentibus paragraphis renunciare placuerit omnibus in universum prætensionibus, quæ quocunque sub titulo aut prætextu utrinque moveri vel institui possent, mentem tamen suam neutiquam esse declarant generali isthac renunciatione præjudicium ullo modo facere privatis subditorum utrinque suorum actionibus, juribusque, iisve, quæ nomine publico vel privato iisdem legitime debentur, at vero promittunt, iisdem quam primum sese satisfacturos, & ut à subditis suis satisfiat curaturos: Jus quoque iisdem secundum Leges & Pacta sine ambagibus, ullove respectu integre ut reddatur, redditumque sine ulla procrastinatione aut mora executioni ut mandetur, operam daturos. In negotio autem inter *Groot Joannem & Crevitsios* controverso terminando, observabitur id, de quo partim jam convenit, & posthac conveniet ulterius.

Pacta hæc bona fide præstanda, atque à S. R. M. Sueciæ, & Celsitudine Dominorum Ordinum Generalium *Fœderati Belgii* rata habenda, ratihabitiones quæ hinc inde intra spacium *trium* mensium exhibendas atque tradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos supranominati Serenissimi ac Potentissimi

ANS de J. C. 1667. mi Regis Sueciæ Legatus & Ablegatus extraordinariu; Nosque Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Commissarii manu nostra, nostroque Sigillo tabulas hasce fancivimus. Actum Hagæ Comitum Anno 1667. die 18. *Julii.*

(L.S.) *Christophorus Del. phicus B. ac Comes in Dhona.* (L.S.) *J. van Gent.*
(L.S.) *B. d'Asperen.*
(L.S.) *Johan de With.*
(L.S.) *Haraldus Appelboom.* (L.S.) *Johan Kien.*
(L.S) *G. Hoolck.*
(L.S.) *E v. Bootsma.*
(L.S.) *E. van Renshem.*
(L.S.) *I. Tebrants.*

LXX.

ANS de J. C. 1667. FRANCE ET ANGLETERRE. *Traité de Paix entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre Conclu à Breda le 21. Juillet 1667.* Freder. Leonard. Tom. V. En latin dans Aitzema, Affaires d'Etat & de guerre. Tom. XIII. pag. 555. & en Latin & Allemand. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 452.

A TOUS ceux en general, & à chacun en particulier, qui sont interessez, ou qui le pourront etre en quelque façon que ce soit. L'on fait à sçavoir; Qu'après que la Guerre s'est allumée entre le Serenissime & Tres Puissant Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, d'une part; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, d'autre, à l'occasion de la Guerre qui estoit entre lui Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays Bas, les affaires ont esté enfin reduites à ce point par la Bonté divine, que l'on a conceu des pensées de faire la paix, le Serenissime & Tres-poissant Prince Charles Roi de Suede, des Goths & Vandales ayant interposé les bons & sinceres offices de sa mediation, porté d'un amour & affection particuliere qu'il a pour les Rois susnommez qui se faisoient la guerre & pour leurs Royaumes, & aussi poussé du zele qu'il a pour le salut de la Chrétienté, & pour y rétablir & conserver le repos & la tranquillité: Et que pour parvenir à cette fin, les parties d'un mutuel consentement & accord, ont pris & nommé la Ville de Brede pour le lieu de l'Assemblée des Ambassadeurs & Plenipotentiaires. Pour l'avancement de laquelle affaire & negociation, & pour la conduire à la perfection tant souhaitée, les Ambassadeurs extraordinaires de sa Sacrée Royale Majesté de Suede, le Sr. GEORGE FLEMMINGH, libre Baron de Liebelits, Seigneur de Normas & Lydinge, Senateur de sa Sacrée Royale Majesté & du Royaume de Suede, & Conseiller de la Chancelerie; & le Sr. CHRISTOPHE DELPHIQUE, Burgrave & Comte de Dhona, Seigneur hereditaire de Caritinden, Schlobitten, Bourgsdoff, Stockenfelts, & Fischbach, Maréchal de Camp dans les Armées de sa Sacrée Royale Majesté, & son Conseiller dans les affaires de la Guerre; & encore le Seigneur PIERRE JULES COYET, Seigneur hereditaire de Bengetsboda & Lyangebygard, Chevalier, Conseiller d'Etat Aulique de sa Sacrée Royale Majesté & de sa Chancelerie (qui toutefois peu de tems après son arrivée en ce lieu a esté prévenu de mort inopinée, lors qu'il estoit occupé & qu'il travailloit à un ouvrage si saint) ont employé avec promptitude & sincerité toute leur industrie, adresse & prudence. Et pareillement les Rois ci-dessus nommez tendant à une si bonne fin, ont commis & deputé pour traiter l'accommodement & la Paix leurs Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires; à sçavoir le Roi Tres-Chrétien, le Sr. GODEFROY D'ESTRADES, Lieutenant Général dans les Armées de sa Majesté, Gouverneur de Dunkerke, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique, Chevalier des Ordres de sa Sacrée Royale Majesté; & le Sr. HONORÉ COURTIN, Conseiller d'Etat de sa Sacrée Royale Majesté, & Maître des Requestes: Et le Roi de la Grande Bretagne, le Sr. DENZEL HOLLES, Baron d'Ifeild, Conseiller de sa Sacrée Roiale Majesté & le Sr. HENRY COVENTRYE, fils de tres honoré Seigneur Thomas Coventrye, vivant Garde du Grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de la Chambre de sa Sacrée Roiale Majesté, Senateur dans le Conseil suprême ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire pour l'adjudication des Terres du Royaume d'Irlande. Lesquels après avoir échangé & communiqué entre eux les Lettres de leurs Pleins-Pouvoirs, dont les copies sont inserées de mot à mot à la fin du present Traité, ont d'un commun accord & consentement fait le Traité d'Amitié & Confederation aux conditions suivantes.

PREMIEREMENT. Il y aura Paix universelle, perpetuelle, vraye & sincere amitié entre le Serenissime & Tres Puissant Prince le Roi Tres-Chrestien, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi de la grande Bretagne, leurs heritiers & successeurs, & aussi entre leurs Royaumes, Estats & Sujets; laquelle Paix sera sincerement & inviolablement gardée & observée, en sorte que l'un fasse ce qui sera pour l'utilité, honneur & bien de l'autre; & que de part & d'autre l'on vive comme voisins qui ont confiance reciproque; & qu'enfin l'ancienne amitié reprenne force & vigueur.

II. Toutes les inimitiez, hostilitez, discordes, & guerres entre les susnommez le Roi Tres-Chrestien, & le Roi de la Grande Bretagne, cesseront & demeureront abolies; en sorte que l'un & l'autre s'abstiendront à l'avenir de se piller, dépreder, de se faire tort ou injure, de se molester & inquieter en quelque maniere que ce soit, par terre ou par mer, ou dans les rivieres en quelque part du monde que ce puisse être, & principalement dans l'étendue & detroit de leurs Royaumes, Terres, Seigneuries, & lieux quels qu'ils puissent être.

III. Seront oubliées toutes les offenses, injures & dommages que le susnommé Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses Sujets, ou le susnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne & ses Sujets, auront receus & soufferts l'un de l'autre pendant cette guerre. De façon que pour quelque cause que ce soit, l'un ou l'autre & leurs Sujets ne se feront à l'avenir, ni ne commanderont ou souffriront qu'il se fasse aucuns actes d'hostilité & d'inimitié, & qu'on se donne de l'empêchement ou du trouble.

IV. La Navigation & le Commerce seront libres entre les Sujets des deux Seigneurs Rois, comme auparavant durant la Paix, & avant la declaration de la derniere guerre: en sorte que tous puissent librement & sans aucun trouble, aller avec leurs Marchandises dans les Royaumes de l'un ou de l'autre, leurs Provinces, Places de Commerce, Ports & Rivieres, & y demeurer & negocier.

V. Les Prisonniers de part & d'autre, nul excepté, de quelque dignité ou qualité qu'ils soient, seront sans aucun retardement delivrez, sans payer aucune rançon en argent ou autrement; à la charge qu'ils payeront ce qu'ils pourront devoir legitimement pour leur nourriture ou pour autre chose.

VI. Tous les Edits & Arrests que l'une des Parties aura publiez contre la liberté de la Navigation ou du Commerce, au prejudice de l'autre, à raison de la presente guerre, seront abrogez de part & d'autre.

VII.

ANS de J.C. 1667.

VII. Le Roi Tres-Chrestien rendra au Roi de la Grande Bretagne, ou à ceux qui auront pouvoir & mandement de lui, deuement scellé du grand Sceau d'Angleterre, la partie de l'Isle S. Christophe, que les Anglois possedoient le premier jour de Janvier 1665. avant la declaration de la derniere guerre, & la restitution s'en fera le plutost qu'il sera possible, ou au plus tard dans six mois, à compter du jour de la signature du present Traité : Et pour cet effet le susnommé Roi Tres-Chrestien, incontinent aprés qu'il l'aura ratifié, donnera ou fera donner au susnommé Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Officiers qu'il commettra pour cela tous les actes & mandemens necessaires, expediez en bonne & deuë forme.

VIII. Si toutefois quelqu'un des Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne a vendu les biens qu'il possedoit en cette Isle, & qu'il ait receu le prix de la vente, il ne rentrera point en possession en vertu du present Traité, & ils ne lui seront restituez, qu'aprés qu'il aura réellement & de fait remboursé & rendu l'argent qu'il aura receu pour le prix.

IX. Que s'il estoit arrivé (ce qui toutefois n'a point esté sceu jusques ici) que les Sujets du Roi Tres-Chrêtien eussent esté chassez de cette Isle de S. Christophe par les Sujets du ci-dessus nommé Roi de la Grande Bretagne, avant la signature du present Traité, ou depuis ; les choses toutefois seront rétablies au même estat qu'elles estoient au commencement de l'année 1665 (c'est à dire avant la declaration de la presente guerre qui se termine) & le Roi de la Grande Bretagne, à l'instant que la chose sera venuë à sa connoissance, mettra sans differer ni retarder, ou commandera que l'on mette entre les mains du Roi Tres-Chrestien, ou de ses Officiers qui seront par lui commis, tous les actes & mandemens expediez en bonne & deuë forme, necessaires pour faire executer la restitution.

X. Le ci-devant nommé Seigneur le Roi de la Grande Bretagne, restituera aussi & rendra au ci-dessus nommé Seigneur le Roi Tres-Chrestien, ou à ceux qui auront charge & mandement de sa part, scellé en bonne forme du grand Sceau de France, le Pays appellé l'Acadie, situé dans l'Amerique Septentrionale, dont le Roi Tres-Chrêtien à autrefois joüy. Et pour executer cette restitution, le susnommé Roi de la Grande Bretagne, incontinent aprés la ratification de la presente Alliance, fournira au susnommé Roi Tres-Chrêtien, tous les actes & mandemens expediez deüement & en bonne forme, necessaires à cet effet, ou les fera fournir à ceux de ses Ministres & Officiers, qui seront par lui deleguez.

XI. Si quelques-uns des Habitans du Pays appellé l'Acadie, preferent de se soumettre pour l'avenir à la domination du Roi d'Angleterre, ils auront la liberté d'en sortir pendant l'espace d'un an, à compter du jour que la restitution de ce Pays sera faite ; & de vendre & aliener leurs fonds, champs & terres, esclaves & en general tous leurs biens, meubles & immeubles, ou en disposer autrement à leur discretion & volonté : Et ceux qui auront contracté avec eux seront tenus & obligez par l'autorité du Serenissime Roi Tres-Chrestien, d'accomplir & executer leurs pactions & conventions Que s'ils aiment mieux emporter avec eux leur argent comptant, meubles, ustanciles & emmener leurs esclaves, & generalement tous leurs biens meubles, ils le pourront faire entierement sans aucun empêchement ou trouble.

Le Roi Tres-Chrêtien restituera aussi au Roi de la Grande Bretagne, en la forme ci-dessus declarée, les Isles appellées Antigoa & Monsarat, si elles sont encore à present entre ses mains ; & encore toutes les Isles, Pays, Forteresses, & Colonies, qui peuvent avoir esté conquises par les Armes du Roy Tres-Chrestien, devant ou aprés la signature du present Traité, & qui estoient possedées par le Roi de la Grande Bretagne, avant qu'il eut commencé la guerre (qui se termine par ce Traitté) contre les Estats Généraux des Provinces Unies des Pays-Bas. Et reciproquement le Roi de la Grande Bretagne restituera & rendra au Roi Tres-Chrétien, en la forme ci-dessus exprimée, toutes les Isles, Païs, Forteresses & Colonies, en quelque part du monde qu'elles soient situées, qu'il possedoit avant le premier jour de Janvier de l'an 1665. & qui auroor pû estre prises par les Armes du Roi de la Grande Bretagne devant ou aprés le present Traité signé.

ANS de J. C. 1667.

XIII. Si quelques uns des esclaves, qui servoient aux Anglois, Habitans de la partie de l'Isle S. Christophe, qui appartenoit au Roi de la Grande Bretagne, & aussi des Isles d'Aotigoa & Monsarat, qui ont esté prises par les Armes du Roi Tres-Chrestien, veulent retourner une autre fois sous la domination des Anglois (sans toutefois qu'ils y soient forcez ou contraints) il leur sera permis de le faire dans le tems de six mois, à compter du jour que ces Isles seront renduës. Que si les Anglois avant que d'en sortir avoient vendu quelques esclaves, & qu'ils eussent receu le prix de la vente; ils ne seront point rendus & remis entre leurs mains, si ce n'est en remboursant & rendant le prix qu'ils en auroient receu.

XIV. Semblablement, si quelques uns des Sujets du Roi de la Grande Bretagne (qui ne sont point de la condition d'esclaves) s'étoient obligez comme mercenaires à servir de Soldats, ou de Colons & Laboureurs, ou en quelque autre qualité, soit au Roi Tres-Chrêtien, soit à quelqu'un de ses Sujets demeurans dans ces Isles, moyennant des gages payables par années ou par mois, ou à la journée : Telles pactions & conventions d'obligation & de loüage cesseront aprés la restitution des Isles, en payant les gages à ceux qui se seroient engagez de la sorte, à proportion de leur peine & travail. Et ils auront la liberté de retourner avec ceux de leur Nation, & de vivre sous la domination du Serenissime Roi de la grande Bretagne.

XV. Tout ce qui a esté conclu & arresté touchant les Isles ci-dessus nommées, & les Sujets qui les habitent, est aussi entendu pour conclu & arresté touchant toutes les Isles, Forteresses, Pays, Colonies, Sujets & Esclaves qui y font leur demeure, que le Roi Tres-Chrestien aura pris & conquis, ou dont il se rendra le Maistre par ses Armes, avant ou aprés que le present Traité aura esté signé, pourveu que le Roi de la Grande Bretagne en ait esté le possesseur, avant qu'il commençast la presente guerre (qui finist par le present Traité) contre les Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas. Et reciproquement le même est entendu au regard des Isles, Pais, Forteresses, Colonies, Sujets & Esclaves qui y demeurent, qui auront esté en la possession du Roi Tres-Chrestien avant le premier Janvier 1665. & dont le Roi de la Grande Bretagne se sera rendu Maître, ou se rendra avant ou aprés la signature du Traité.

XVI. Toutes Lettres, tant de represailles, que de marque ou contremarque, qui jusques ici, pour quelque cause & sujet que ce puisse être, ont été delivrées de part & d'autre, demeurent nulles, cassées & sans effet, & seront tenuës pour telles ; & à l'avenir nul des deux Seigneurs Rois n'en delivrera de semblables contre les Sujets de l'autre, si au prealable il n'apparoit manifestement du deni de Justice : Ce qui ne pourra apparoistre & estre tenu pour constant & indubitable, si la Requeste & supplication de celui qui demande telles Lettres de represailles n'a esté montrée & presentée au Ministre ou Officier, qui se trouve sur le lieu de la part du Roi, contre les Sujets duquel il en poursuit l'obtension, afin que dans le tems de quatre mois, ou plutost, celui-ci puisse informer au contraire, ou faire en sorte que le defendeur satisfasse au demandeur & poursuivant. Que si en ce lieu là il ne se

trouve

ANS de J.C. 1667.

trouve aucun Ministre ou Officier du Roi, contre les Sujets duquel on demande Letres de repressailles, l'on n'en donnera point qu'aprés les quatre mois expirez, à compter du jour que la Requeste tres humble aura esté presentée & montrée au Roi, contre les Sujets duquel on les demande, ou à son Conseil Privé.

XVII. Et pour retrancher toute matiere de contention, procez, & debats qui pourroient estre meus à cause de la restitution des Vaisseaux, Marchandises, & autres choses qui tiennent nature de meubles, qui aprés la Paix concluë & signée & avant qu'elle puisse parvenir à la connoissance de ceux qui sont en des Pays & Costes de Mer tres-éloignées seront prises & enlevées sur l'une des Parties par l'autre, & dont elle pourroit faire plainte : Tous Navires, Marchandises & autres biens meubles, qui aprés la signature & publication du present Traité pourront estre pris de part & d'autre, demeureront à ceux qui s'en seront saisis dans le tems de douze jours, dans les Mers proches & voisines ; & dans l'espace de six Semaines depuis les prochaines Mers jusques au Cap S. Vincent ; & dans l'espace de dix Semaines au delà de ce Cap, & au deçà de la ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant dans l'Ocean, Mer Mediterrannée qu'ailleurs : & finalement dans l'espace de six mois au delà des limites de la même ligne, par toute la Terre, sans aucune exception, ou plus ample distinction de temps & de lieu, & sans que l'on ait égard à aucune restitution ou compensation.

XVIII. Que s'il arrivoit (ce qu'à Dieu ne plaise) que les mesintelligences & inimitiez se renouvellassent entre les deux Rois, & qu'ils en vinssent à une guerre ouverte, les Vaisseaux, Marchandises, & tous les biens meubles de l'une des Parties qui se trouveront dans les Ports & lieux de la domination de la Partie adverse, ne seront point confisquez ni endommagez ; mais l'on donnera aux Sujets de l'un & l'autre des Seigneurs Rois ci-dessus nommez, le terme de six mois entiers, pendant lesquels ils pourront, sans qu'il leur soit donné aucun trouble & empéchement, enlever ou transporter où bon leur semblera leurs biens de la nature ci-dessus exprimée, & tous leurs autres effets.

XIX. Seront compris dans le present Traité, ceux qui avant l'échange des Ratifications d'icelui, ou six mois aprés, seront nommez du commun consentement de l'une & de l'autre des parties. Cependant, comme elles qui traittent ensemble, reconnoissent avec gratitude, les offices sinceres & le zele continuel du Serenissime Roi de Suede, qui a par sa mediation, assisté de l'aide Divine, avancé cet ouvrage salutaire de la Paix, & l'a conduit à l'issuë souhaitée & desirée ; ainsi pour lui témoigner une pareille affection, toutes ensemble d'un commun consentement ont resolu & arresté, que sa Sacrée & Royale Majesté de Suede ci-dessus nommée soit comprise dans le present Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il se peut, avec tous ses Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les droits qui lui appartiennent.

XX. Et pour la conclusion finale du present Traité & Alliance, les Ratifications solemnelles expediées en bonne & dûe forme, seront representées de part & d'autre en cette Ville de Breda, & reciproquement & de bonne foi échangées dans le terme de quatre Semaines, à compter du jour que le Traité aura esté signé, ou plûtôt, s'il est possible.

En foi de toutes & chacune des choses ci-dessus, & pour leur donner plus de force & d'autorité, Nous Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires conjointement avec les Illustrissimes & Excellentissimes Ambassadeurs extraordinaires & Mediateurs avons soussigné le present Acte, & y avons apposé les Cachets de nos Armes. Fait à Breda, le trente-un du mois de Juillet nouveau stile, & le vingt-un stile ancien, l'an 1667.

L.S. *Flemmingh.*	L.S *d'Estrades.*	L.S. *Holles.*
L.S. *Ch. Delphique.*	L.S. *Courtin.*	L.S. *Henry Coventrye.*

Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires de France.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, Roi de France & de Navarre : à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Entre tous les biens temporels dont l'immense Bonté divine benist les Hommes & les Estats, celui de la Paix estant sans doute le plus precieux, Nous nous sentons non moins conviez par nostre Amour envers nos Peuples, qu'obligez par nostre devoir à pratiquer tous les moyens qui peuvent dependre de Nous, pour faire cesser les malheurs d'une guerre, dans laquelle nous ne sommes entrez qu'avec un extréme regret, & par le seul motif de l'assistance que nous avons crûs étre obligez en vertu de nos Traitez de donner au soûtien de nos Alliez, sans que dans cette resolution nous ayons eu aucun autre interest particulier qui nous fust plus propre. Et comme il a plû à cette même Bonté divine, de toucher également dans un même temps les cœurs de toutes les Parties interessées en ladite Guerre, pour leur faire souhaiter ardemment d'en voir finir les maux, & que par l'entremise, & les dignes soins des Ministres de nôtre tres cher & tres-amé Frere le Roi de Suede, lesdites Parties ont convenu d'envoyer incessamment leurs Ambassadeurs ou Ministres, avec Plein pouvoir, dans la Ville de Breda, pour y traiter des moyens de parvenir à une bonne Paix & la conclure ; Il est necessaire de députer de nostre part des Personnages de la suffisance, zele & fidelité desquels nous puissions nous reposer d'une si grande affaire, qui embrasse les interests de tant de Potentats. SCAVOIR FAISONS, Que pour les bonnes & grandes qualitez qui se rencontrent dans les personnes de nos tres-chers & bien amez, le Sieur Comte d'Estrades, Chevalier de nos Ordres, Conseiller en nos Conseils d'Estat & Privé, nôtre Lieutenant Général dans nos Armées, nôtre Vice-Roi en Amerique, Maire de nôtre Ville de Bordeaux, & Gouverneur de Dunquerque ; & du Sieur Courtin, aussi Conseiller en nos Conseils d'Estat & Privé, & Maître des Requestes ordinaire de nôtre Hostel, en qui nous avons une pleine & entiere confiance, pour les importans services qu'ils nous ont rendus en divers emplois considerables, tant au dedans qu'au dehors du Roiaume ; POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons de l'avis de nôtre tres-cher & tres-amé Frere unique le Duc d'Orleans, & de plusieurs Princes, Ducs, Pairs & Officiers de nôtre Couronne, & autres grands & notables Personnages de nôtre Conseil, lesdits Sieurs Comte d'Estrades & Courtin commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-pouvoir, commission, authorité & mandement special d'aller dans ladite Ville du Breda en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer avec les Ambassadeurs aussi & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le Roi de la Grande Bretagne, munis d'un pareil pouvoir, des moyens de terminer & pacifier les differens qui ont causé la guerre, en traiter & convenir ensemble, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix. Comme aussi avons donné & donnons à nos Ambassadeurs, pouvoir de donner tels Passeports & Sauf-conduits qui seront necessaires, pour la seureté des personnes qui iront & viendront pour le fait dudit Traité, & generalement faire, negocier, promettre & accorder, par le moyen de nosdits Ambassadeurs & Ple-

nipo-

ANS de J. C. 1667.

nipotentiaires, ou l'un d'entre eux en l'absence, maladie, ou autre empéchement de l'autre, tout ce qu'ils estimeront necessaires pour le susdit effet de la Paix, avec la même authorité que nous ferions & pourrions faire nous-mêmes, si nous y estions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en lesdites Presentes, promettant en foi & parole de Roi, sous l'obligation & hypotheque de tous nos biens presens & à venir, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par eux aura esté ainsi stipulé, promis & accordé, CAR TEL EST NOSTRE PLAISIR. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites Presentes. Données à Versailles le 15. jour d'Avril l'an de grace 1667. & de nostre Regne le 24. Signé, LOUIS. Et sur le repli : Par le Roi, DE LIONNE. & scellé du grand Sceau de cire jaune.

Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires d'Angleterre.

CHARLES II. PAR LA GRACE DE DIEU, Roi de la Grande Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. S'étant élevez depuis certains temps quelques differends entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, d'où s'est ensuivi une Guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie : Sur quoi estant arrivé que le Serenissime & Tres-puissant Roi de Suede, Ami commun, eut offert sa mediation, qui Nous est tres-recommandable, & en même temps lesdits Estats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nostre part en quelque lieu commode qui pûssent traiter avec leurs Commissaires & Deputez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-puissans Princes les Rois Tres-Chrétien & de Danemarc; pour travailler ensemble à appaiser ces differends, éteindre cette Guerre, & enfin rétablir la Paix : Nous qui avons esté obligez & comme contraints, malgré Nous, de prendre les Armes, avons toujours mieux aimé terminer ces differends par la voye d'Arbitrage, que par celle de la Guerre; ce qui fait que nous avons volontiers consenti au desir & à la proposition des Estats Généraux pour le Traité de Paix. A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs extraordinaires, les Gens les plus excellens & les plus capables de nous servir en cette affaire; Sçavoir nostre tres-fidele & tres-aimé Conseiller DENZEL HOLLES, Baron de Ifeild; & nostre amé & fidele HENRY COVENTRYE, fils de tres-honorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du Grand Sceau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire destiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, lesquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix, avec les Commissaires & Deputez des susdits Rois & Estats Généraux.

NOUS faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent experimenté la prudence, integrité, fidelité & industrie de nos susdits Ambassadeurs extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnez & deputez, & par ces presentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commissaires, Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puissance & autorité, & Mandement general & special en nostre Nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses necessaires, pour avec les Commissaires respectifs des Rois & Estats sus-mentionnez, ayans suffisant pouvoir pour ce sujet, travailler à oster tous les differends susdits, sous les articles & conditions reciproques de restituer & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu : & enfin de dresser sur le tout les Articles, Lettres & instrumens necessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclusion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront resolues entre nosdits Ambassadeurs extraordinaires & ceux desdits Estats Généraux, mais au contraire d'executer & observer inviolablement & religieusement, tout ce qui sera promis en nostre Nom sur ce sujet. En témoignage de quoi Nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Sceau d'Angleterre. Données à Westmunster le quinziéme du mois d'Avril l'an 1667. le dix-neuviéme de nostre Regne. Ainsi signé, CHARLES, Roi.

Ratification du Traité donné par le Roi Tres-Chrestien.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme les Sieurs Comte D'ESTRADES & COURTIN; & les Sieurs Baron HOLLES & COVENTRYE, dés le trente-un Juillet nouveau stile, & le vingt un selon l'ancien, en vertu des Pouvoirs & Mandemens donnez de part & d'autre, par Nous & par le Serenissime & Tres-Puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, nostre tres-cher & tres-aimé frere & cousin, auroient conclu, le Traité de Paix & de Reconciliation dans la Ville de Breda, & l'auroient soussigné dont la teneur s'ensuit, &c.

AYant agreable le present Traité & Alliance, & tous les Articles qui y sont compris, Nous les avons tant en nostre Nom, que de nos Heritiers, Successeurs de nos Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, approuvez, confirmez & ratifiez, les approuvons, confirmons & ratifions, & Nous promettons en foi & serment de Roi, sous l'obligation & hypotheque de tous & chacuns nos biens, tant presens qu'à venir, que nous les garderons & accomplirons, & que jamais nous ne ferons rien au contraire, ni n'attenterons directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit. En foi de quoi Nous avons signé les presentes de nostre main, & avons commandé qu'elles fussent scellées de nôtre grand Sceau. Donné à Audenarde le huitiéme jour d'Aoust mil six cens soixante-sept, & de nostre Regne le vingt-cinq. Signé, LOUIS. Et plus bas : Par le Roi de LIONNE.

Acte de la Publication faite à Breda. De par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France.

ON fait à sçavoir que Paix, Alliance & bonne Confederation a esté concluë & signée le trente-un du mois de Juillet dernier selon le nouveau stile, & le vingt-un du même mois selon le stile ancien : Entre Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince LOUIS, par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre, nostre Souverain Seigneur; & Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince CHARLES, par la même Grace de Dieu Roi de la Grande Bretagne, leurs Roiaumes, Pays & Terres de leur obeïssance : la liberté du Commerce rétablie entre les Sujets desdits Royaumes, ainsi qu'elle estoit avant la declaration de la derniere guerre. Et que la publication faite d'un commun consentement, servira de regle à l'avenir pour commencer les termes, pendant lesquels, suivant la disposition du dix-septiéme Article dudit Traité de Paix, il n'y aura point de reparation pour les Vaisseaux qui auront esté pris. Desquels termes le premier écherra le cinquiéme Septembre suivant le nouveau stile, & le vingt sixiéme Aoust selon le stile ancien de l'année presente, dans les Mers prochaines ;

ce

ANS de J. C. 1667.

ce qui s'entend du Canal de la Mer entre l'Angleterre & l'Irlande, & de la Mer Septentrionale & Balthique : Le quatriéme Octobre du nouveau stile & le vingt quatriéme Septembre du vieux, depuis lesdites Mers prochaines jusques au Cap de S. Vincent : Le premier Novembre du nouveau, & le vingt-deuxiéme Octobre de l'ancien stile, depuis ledit Cap de S. Vincent jusques à la Ligne Equinoxiale, tant dans la Mer Oceane que dans la Mediterranée : Et le 24. Fevrier, selon le nouveau stile, ou le quatorziéme selon l'ancien, au delà de ladite Ligne Equinoxiale, & dans tout le reste du Monde. Fait à Breda le vingt-quatriéme Aoust suivant le stile nouveau, & le quatorziéme selon le stile ancien de l'année 1667. Signé, D'ESTRADES & COURTIN, & scellé du Cachet de leurs Armes.

LXXI.

ANS de J. C. 1667.

ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. *Roi de la Grand Bretagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à Breda, le 31. Juillet, 1667.* Recueil des Traitez faits entre les Provinces-Unies des Pays-Bas & divers Princes. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 343. Aitzema affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 108.

NOtum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Cum annis proximè elapsis orta sint quædam dissidia inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum *Dominum Carolum*, ejus nominis secundum Magnæ Britanniæ Regem ab una : & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum ab altera parte, quæ eo usque increverunt, ut non modo in apertum & acre Bellum exarserint, sed & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Ludovicum* 14um. Galliarum & Navarræ Regem Christianissimum, ut & Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Fredericum* 3um. Daniæ & Norvegiæ Regem, ratione Fœderum, quæ iis cum præfatis Dominis Ordinibus intercedebant, in partes traxerint, onde multa Christiani sanguinis effusio cum ingenti utriusque partis dispendio secuta est, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino *Carolo*, Suecorum, Gothorum ac Vandalorum Rege, pro singulari suo amore & affectu, quo belligerantes hosce Reges & Dominos Ordines Generales, eorumque respective Regna & Status complectitur, tum etiam publicæ salutis & quietis in Christiano orbe redintegrandæ ac conservandæ studio, mediationis suæ amica & sincera officia interponente, de pace sit suscepta cogitatio, in eumq; finem ex mutua partium conventione Bredæ congressui Legatorum & Plenipotentiariorum locus constitutus sit, quo in negotio ad finem optatum provehendo, cum altissimæ memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii, Illustrissimi atque Excellentissimi Domini, Dominus *Georgius Flemmingh*, liber Baro in Libelith, Dominus in Nomaäs & Lydinge, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator, & Consiliarius Cancellariæ, ot & Dominus *Christoph. Delphicus*, Burggravius & Comes in Dona, hæreditarius Dominus in Carwinden, Schlovitten, Burghsdorf, Stokenfels & Fischbach, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Campi Mareschallus & Consiliarius Bellicus; Nec non Dominus *Petrus Julius Coyet*, Hæreditarius in Bengstboda & Liungebygard, Eques Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Cancellariæ & Status Consiliarius Aulicus, (qui tamen haud diu post suum ad hunc locum adventum, dum pio huic negotio simul insudat, inopina morte præventus est) nomine Clementissimi Regis ac Domini sui omnem industriam, dexteritatem atque prudentiam sincerè, & absque tædio impenderint, pariterque altissimè memoratus Magnæ Britanniæ Rex, altèque memorati Domini Ordines Generales ad tam bonam metam collimantes ad pacificationem hancce pertractandam commiserint & deputarint Legatos suos Extraordinarios & Plenipotentiarios Dominum *Denzel Holles*, Baronem de Ifeild, &c. Consiliarium Regium, & Dominum *Henricum Conventrye*, Honoratissimi Thomæ Barotus Conventrye, Magni Angliæ Sigilli quondam custodis Filium, à Cubiculis Regis intimus, in supremo Angliæ Consilio sive Parlamento Senatorem; & in Hiberniæ Regno ad res agrarias adjudicandas Commissarium, ab una, & in Concessu Dominorum Ordinum Generalium à parte Provinciarum Gelriæ, Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæ, Groningæ & Omlandiæ Deputatos, prius quidem Dominum *Hieronymum van Beverningk*, &c. Dominum *Petrum de Huybert*, Dominum de Renghers kercke, Everswaert, &c. Consiliarium & Syndicum Dominorum Ordinum Zelandiæ, & Dominum *Allardum Petrum Jongestal*, Supremæ Frisiorum Curiæ Consiliarum Primarium, & Præsidem, vigore earum Plenipotentiarum, quæ quinto die May proximè elapsi expeditæ, in ipso tractatuum ingressu extraditæ fuerunt : Et postea itidem Dominum *Adolphum Henricum de Ripperda a Beurse*, Dominum da Heer-Jans-Dam; & Dominum *Ludolphum Tiarda de Starkenborgh*, Dominum de Weede, Surdijck, Nyenclooster, ad solemniorem eorundem tractatuum subsignationem secundis Plenipotentiarum tabulis vigesimo octavo hujus mensis Deputatos, ab altera parte, post mutuas Plenipotentiarum tabulas (quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti de verbo ad verbum inserta sunt) ritè commutatas in mutuas Pacis, Amicitiæ & Confœderationis Leges consensum & conventum est, tenore sequenti.

I. Imprimis, quod ab hoc die sit vera, firma & inviolabilis pax, amicitia sincerior, intimior atque arctior confœderatio & Unio inter Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem, atque Celsos & Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Terrasque, Regiones Civitatesque sub utriusque ditione sine distinctione locorum positas, earumque subditos & incolae cujuscunque demum gradus fuerint.

II. Item, ut in futurum omnes inimicitiæ, hostilitates, discordiæ & bella inter dictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Subditos & Incolas cessent & aboleantur : Et utraque pars ab omni direptione, deprædatione, læsione injuriisque ac infestatione qualicunque tam terrâ, quam mari & aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maximè per omnes alterutrius ditionis tractus, Dominia, loca & præfecturas, cujuscunque demum illæ sint conditionis, temperet abstineatque prorsus.

III. Item, uti omnes offensæ, injuriæ, damna, dispendia, quæ dictus Dominus Rex ejusque subditi, vel prædicti Domini Ordines Generales eorumque subditi altrinsecus, durante hoc bello, vel antehac, quibuscunque retrò temporibus, qualicunque de causa aut quocunque sub prætextu alter ab altero pertulerunt, eæ oblivioni tradantur, & è memoria eradantur planè, ac si nollæ unquam intercessissent; Sed & ut prædicta pax, amicitia & confœderatio firmis atque inconcussis fundamentis innitatur, utque ab ipso hoc die omnes novi dissidii & altercationis ansæ præcidantur; Conventum præterea est, ut utraque jam designatarum partium cum plenario jure summi Imperii, proprietatis & possessionis, omnes ejusmodi terras, Insulas, Urbes, Munimenta, loca & Colonias, teneat & possideat in posterum, quotquot durante hoc bello aut ante hoc bellum ullis retro temporibus vi & armis aut

quoquo modo ab altera parte occupavit aut retinuit, eum prorsus in modum, quo ea [illegible] die Maii proximè elapsi occupaverat & possedit, (nullis eorundem locorum exceptis.)

IV. Quin etiam Naves omnes cum suis armamentis, mercimoniisque & bona cuncta mobilia, quæ durante hoc bello, vel antehac ullis retro temporibus in potestatem unius vel alterius altè memoratarum partium vel ad earum subditos pervenerunt, sine ulla compensatione vel restitutione occupantium sint & maneant; sicut quisquis horum, ejus quod ita occupatum fuit, sine ulla controversia, locive aut temporis aut rerum exceptione fiat, maneatque proprietarius & possessor in perpetuum.

V. Tum, uti ad hæc omnes actiones & prætensiones, qualescunque demum illæ sint, aut quocunque modo ullis jam ante pacis aut fœderum tabulis, specialiter etiam Articulo 15 earum, quæ anno 1662. subsignatæ sint, restrictæ, circumscriptæ, definitæ aut reservatæ fuerint, quas dictus Dominus Rex & dicti Domini Ordines Generales eorumve subditi sibi invicem ultro citrove intentare, instituere, aut movere possint aut vellent, de ejusmodi negociis aut rebus, quæ durante hoc bello aut ullis retro temporibus, tam ante quam post prædictum Anni 1662. Tractatum, ad diem usque hujus præsentis Confœderationis initæ acciderunt, irritæ, obliteratæ, cassæ nullæque sint & maneant; Quemadmodum dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales declarabunt, sicuti & hoc ipso declarant se omnibus ejusmodi actionibus & prætensionibus, pro se & successoribus suis, vigore præsentium, in perpetuum & penitus renunciaturos, quemadmodum & hoc ipso renunciant, ita ut earum nomine nihil unquam amplius hinc inde urgeri, nihilque controversiarum in posterum moveri possit aut debeat.

VI. Sin autem post diem [illegible] Maii Articulo tertio superiore expressum, vel post instauratam pacem aut subsignatas hujus confœderationis tabulas pars alterutra, terrarum, Insularum, Urbium, Munimentorum, Coloniarum, aliorumve locorum quodcunque alterutri parti interceperit & occupaverit, omnia & singula horum absque ulla loci temporisve distinctione, bona fide in eodem plane statu confestim restituantur, quo tum temporis reperientur, quandocunque de instaurata Pace in iisdem locis constabit.

VII. Sed ad evitandam porrò omnem litis & contentionum materiam, quæ oriri interdum solet ex causa restitutionis aut liquidationis ejusmodi Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in locis & oris longè dissitis, post conclusam pacem & priusquam ea ipsa pax ibidem innotuerit, captas aut occupatas fuisse, utraque pars aut alterutra causari possit. Conventum est, ut omnes ejusmodi Naves, Merces aliaque bona mobilia, quæ fortè post conclusionem & publicationem præsentis Instrumenti occupari possent, intra spatium duodecim dierum in Freto Britannico, atque in Mari Boreali; intra spatium sex septimanarum ab ostio dicti Freti Britannici usque ad Promontorium Sancti Vincentii, ut & intra spatium decem hebdomadum ultra prædictum Promontorium & cis Lineam Æquinoctialem vel æquatorem, tam in Oceano & Mari Mediterraneo, quam alibi: tum inde intra spatium octimestre trans terminos prædictæ lineæ per universum orbem, sine aliqua exceptione vel ulteriore temporis locive distinctione, ullave restitutionis aut compensationis ratione habitâ, occupantium sint & maneant.

VIII. Item, conventum est quod in prædictæ renunciationis & stipulationis partem venire quoque debeant quæcunque Represaliarum, Marcæ ac Contramarcæ, quas vocant, tam generales & particulares aliæque ejus generis litteræ, quarum vi & tenore hostile quid in futurum exerceri queat, eæque publicâ utrinque hujus fœderis auctoritate inhibeantur ac revocentur; Quod si qui nihilominus ex alterutra gente post talem revocationem sub prætextu vel auctoritate talium litterarum vel diplomatum jam revocatorum post confectam jam pacem & elapsa tempora Articulo septimo superiore definita res novas machinabuntur, & hostile quid agent, eos, tanquam pacis publicæ perturbatores, secundum jura Gentium plectendos esse, præter integram direptæ rei restitutionem, aut plenum damni illati resarcimentum, quo tenebuntur, non obstante clausula qualicunque etiam contraria, quæ prædictis litteris revocatis inserta fuerit.

IX. Cumque in Regionibus longè dissitis, ut in Africâ & Americâ, præcipuè in Guinea, protestationes & declarationes quædam aliaque ejus generis scripta à Gubernatoribus & officialibus nomine superiorum suorum hinc inde emissa & promulgata sint, commercii & navigationis libertati adversa; itidem conventum est, ut omnes & singulæ ejusmodi protestationes & declarationes, scriptaque prædicta aboleantur, & pro nullis & irritis in posterum habeantur, eâdemque commercii & navigationis libertate, tam in Africâ, quam in Americâ, utraque ante memoratarum partium, earumque incolæ & subditi gaudeant & fruantur, quâ gaudebant & fruebantur, aut de jure gaudere & frui poterant id temporis, quo tractatus Anni 1662. subscriptum est.

X. Item, ut captivi utrimque ad unum omnes, cujuscunque demum dignitatis aut sortis sint, absque Lytris aut alio ullo redemptionis pretio in libertatem asserantur, dum persolvatur ab iis id æris alieni, quod pro victu aut alia de causa legitima debebunt.

XI. Item, uti dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales maneant amici, confœderati, necessitudine & amicitiâ conjuncti & adstricti, ad jura atque immunitates subditorum alterutrius contra quoscunque demum tuendas, qui utriusve status Pacem, terrâ marive disturbare conabuntur, vel qui infra alterutra Dominia degentes, publici utriusque status hostes denunciabuntur.

XII. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales, nihil agent, facient, molientur, tractabunt aut attentabunt adversus alterutrum vel subditos alterutrius quocunque in loco, sive terrâ, mari, portibus, districtibus, sinubus & aquis dulcibus quâcunque occasione, nec eorum alter vel subditi alterutrius, dabit, præstabit vel subministrabit ullum auxilium, consilium seu favorem, nec quicquam agi, tractari vel attentari ab alio quoviscunque assentiet in damnum aut præjudicium alterius, vel subditorum alterutrius, sed omnibus & singulis degentibus vel commorantibus, vel existentibus infra alterutrius Dominia, qui contra alterutrum quicquam agent, facient, tractabunt vel attentabunt, uterque expressè & cum effectu contradicet, renitetur atque impedimentum realiter præstabit.

XIII. Item, quod neque dictus Dominus Rex, vel dicta Respublica, neve ullus ex subditis alterutrius Incolis, aliisve in eorum ditione commorantibus alterutrius Rebelles, quocunque subsidio, consilio, studio fovebit & adjuvabit, sed expressè contradicet atque efficaciter obstabit, ne quid auxilii aut adjumenti ab ullo, qui aut ex subditis, incolis aut commorantibus in alterutrius Dominiis fuerit, ullis istiusmodi Rebellibus prædictis, seu sint viri, naves, arma, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, neque etiam pecuniæ aut commeatus seu victualia, mari vel terrâ submittantur aut suppeditentur, atque omnes naves, arma, bellicus apparatus, aliave bona interdicta, etiam pecuniæ & commeatus ad quamcunque personam vel personas pertinentia, quæ contra sensum hujus Articuli submittentur aut suppeditabuntur, eidem parti (ubi personæ contravenientes fuerint) addicentur & in fiscum cedent, quin & ii, qui scientes & volentes quicquam contra sensum hujus articuli fecerint, commiserint, attentaverint, consiliumque dederint, utrius-

ANS de J. C. 1667. que partis hostes judicabuntur, atque ibi perduellionis pœnas luent, ubi id commissum aut perpetratum fuerit: De specificatione autem earum mercium, quæ prohibitæ aut contrabandæ censebuntur, postea provisum erit.

XIV. Item, quod dictus Dominus Rex, dictique Domini Ordines Generales sibi mutuo, sincerè & fideliter (prout opus fuerit) contra alterutrius Rebelles, terra, marique opem ferent, viris & navibus, eâ proportione, eoque modo, iisque conditionibus, de quibus postmodum convenerint, prout necessitas & rerum alterutrius ratio tulerit, sumptibus tamen & expensis illius partis, quæ auxilium rogaverit.

XV. Item, quod neque dictus Dominus Rex, neque dicta Respublica, subditive alterutrius Rebellem, vel Rebelles, Profugum vel Profugos alterius vel declaratos vel declarandos, in ejus Dominia, Terras, Regiones, portus, sinus aut districtus, eorumve aliquod recipiet, neque iis vel eorum alicui in prædictis locis, vel alio quocunque etiam extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, Portus, sinus aut districtus, auxilium, Consilium, Hospitium, milites, naves, pecunias, arma, apparatum bellicum vel commeatum concedet, præstabit aut ministrabit, neve alteruter istiusmodi Rebelles, profugos à quacunque persona vel personis recipi permittet in sua Dominia, Patrias, Regiones Terras, Portus, sinus, districtus, nec istiusmodi Rebellibus, profugis ullum auxilium, consilium, hospitium, favorem, arma, apparatum, milites, pecunias aut commeatum præstari, ministrari aut concedi permittet, sed expresse & cum effectu contradicet, obstabit atque impedimentum realiter præstabit.

XVI. Item, quod si alteruter aliquem vel aliquos suum vel suos fuisse vel esse Rebellem vel Rebelles, Profugum vel Profugos, & in sua Dominia, Territoria, Patrias, Portus, districtus, vel eorum aliquid receptum vel receptos esse, vel ibidem commorari, latitare vel perfugium sibi quærere per literas suas publicas & authenticas significaverit & declaraverit. Tunc illa pars quæ ejusmodi literas receperit, vel cui taliter significatum vel declaratum fuerit intra spatium viginti octo dierum à die prædictæ significationis proximè & continuè numerandum tenebitur, dicto Rebelli vel Rebellibus, profugo vel profugis præcipere & mandare, ut extra sua Dominia, Patrias, Regiones, Terras, districtus & eorum quodlibet singuli exeant & recedant: Et si quis prædictorum Rebellium aut Profugorum intra decimum quintum diem à die hujusmodi præcepti & mandati non recesserit & exiverit, singuli morte & amissione prædiorum & bonorum mulctabuntur.

XVII. Item, quod nullus Rebellis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in aliqua Castra, Oppida, Villas, Portus, districtus vel alia loca, seu privilegio donata, vel non donata, quæ aliqua persona cujuscunque status & dignitatis existat vel existet, infra Dominia & Territoria Fœderatarum Provinciarum quocunque jure vel titulo tenet vel possidet, vel deinceps tenebit vel possidebit, recipietur, nec in ea per aliquam personam cujuscunque status & dignitatis fuerit, recipi vel in iisdem commorari permittetur aut tolerabitur; Neque dicti Domini Ordines Generales alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis in navibus, militibus, pecuniis, commeatu, aut alio quocunque modo auxilium, consilium vel favorem per aliquam personam, cujuscunque status aut dignitatis fuerit, de cætero dari aut præstari permittent aut tolerabunt, verum id publicè & disertè prohibebunt atque efficaciter impedient: Et si aliqua persona vel personæ cujuscunque status aut dignitatis fuerint, manens vel degens, manentes vel degentes infra Dominia Fœderatarum Provinciarum earumve potestates contra hujusmodi conventionem aliquid fecerit seu fecerint, quod tunc omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus hujusmodi Castris, Oppidis, Villis, Prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter eo tempore habent aut habet, vel quocunque jure aut titulo se habere prætendent vel prætendet, pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur; Pariter nullus Rebellis dictorum Dominorum Ordinum Fœderatarum Provinciarum in Castra, Oppida, Portus, cæteraque loca, eorumve aliquot, sive privilegio donatum, sive non donatum, quod quælibet persona vel personæ cujuscunque status aut dignitatis existat aut existant, quocunque jure aut titulo tenet aut tenent, possidebit aut possidebunt, infra Regna vel Dominia dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ recipietur vel à quacunque persona vel personis recipi, inibique versari permittetur; Neque dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ alicui hujusmodi Rebelli in locis prædictis, in navibus, militibus, pecuniis, commeatu, aut alio quocunque modo auxilium, consilium aut favorem per aliquam ejusmodi personam vel personas cujuscunque gradus sit, de cætero dari aut præstari permittet aut tolerabit, sed publicè & disertè prohibebit, & efficaciter impediet. Et si quis è dicti Domini Regis subditis vel infra illius Dominia contra hujusmodi conventionem quicquam fecerit vel attentaverit, omnes & singulæ personæ taliter facientes, omnibus istiusmodi Castris, Oppidis, Villis, prædiis, cæterisque locis, quæ illi vel eorum alter id temporis habent aut habet vel quocunque jure aut titulo se habere prætendent aut prætendet, pari modo pro termino vitæ suæ exuentur & privabuntur. ANS de J. C. 1667.

XVIII. Item, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, subditique ejus omnesque Majestatis suæ Dominiorum incolæ, Item prædictæ Fœderatæ Provinciæ earumque subditi & incolæ, cujuscunque ordinis & conditionis fuerint, ad sese mutuo rebus omnibus humaniter atque amicè tractandum obligabuntur, uti terrâ vel aquâ alterutrius, Regiones, Oppida, Pagos, sive muro cincta, sive non cincta, sive munita sive non munita, portus etiam & universam partis utriusque ditionem in Europa liberè & securè adire possint, in iisque versari & commorari quamdiu voluerint, ibique sine ullo impedimento commeatum suis usibus, quantum necesse erit, coëmere, atque etiam negociari & mercaturam facere, quocunque mercium genere ipsis videbitur, easque advehere suo arbitratu aut exportare, dummodo quæ statuta sunt, portoria solvant, salvis etiam alterutrius Dominii Legibus ac statutis omnibus; ita tamen, ut subditi & Incolæ utrinsque partis, commercium suum exercentes, in alterutrius Regionibus & ditionibus non obligentur inposterum plus portorii, census, vectigalium aut aliorum tributorum solvere, quam pro rata proportione, quàm alii extranei solvunt, in iisdem locis mercaturam exercentes.

XIX. Item, quod Naves & Navigia dictarum Fœderatarum Provinciarum tam bellica & ad hostium vim propulsandam instructa, quàm alia, quæ alicui è Navibus bellicis dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ in maribus Britannicis obviam dederint, vexillum suum è mali vertice detrahent & supremum velum demittent, eo modo, quo ullis retrò temporibus unquam observatum fuit.

XX. Item, in majorem Commercii & Navigationis libertatem conventum & conclusum est, quod dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictique Domini Ordines Generales in portus suos, Urbes & Oppida non recipient neque sinent, ut ullus ex subditis alterutrius recipiat Piratas aut Prædones, iisve hospitium, auxilium aut commeatum præbeant, verum operam dabunt, ut prædicti Piratæ & Prædones, eorumve piraticè participes, conscii & adjutores in aliorum terrorem investigentur, capiantur & merito supplicio puniantur; Omnesque Naves, bona & merces piraticè ab iis captæ atque in portus alterutrius Dominii advectæ, quæ quidem inveniri poterunt, imò etiam si venditæ sint, justis Dominis restituentur aut satisfactio dabitur vel earum Dominis, vel iis, qui per lite-

ras procurationis eas res vindicaverint, modo jus Domini debitis ex lege probationibus in Curia causarum maritimarum appareat.

XXI. Item non permissum erit subditis Regiæ Majestatis & Incolis Regnorum aut terrarum, illi obedientium, aut incolis & subditis Fœderati Belgii hostile aliquid aut violentum invicem moliri aut facere, sive mari, sive terra, nullo prætextu aut colore, & per consequens non licitum erit dictis subditis aut Incolis ab aliquo Principe aut Statu, quibus cum alterutro Fœderatorum discordia aliqua aut bellum apertum est, literas patentes (quas Commissiones vocant) aut represalias impetrare, & multo minus vi istarum literarum subditos alterutrius Fœderatorum aliqua molestia aut damno afficere; Neque etiam permissum erit, Armatoribus extraneis non subditis uni aut alteri Confœderatorum, habentibus Commissiones ab aliquo alio Principe aut Statu, ut in portubus unius aut alterius partium prædictarum naves suas instruant, ea, quæ ceperunt, vendant, redimere faciant, aut alio modo quocunque mutent tam naves, mercimonia, quam alia onera quæcunque, & ne quidem victualia coemere illis licitum erit, nisi quæ necessaria erunt ad perveniendum ad portum proximum illius Principis, à quo Commissiones obtinuerunt: Et si fortè aliquis subditorum Regiæ Majestatis aut dictorum Dominorum Ordinum Generalium emerit, mutatione aut alio quocunque modo sibi acquisiverit ejusmodi navem aut mercimonia, quæ à subditis unius aut alterius capta fuerunt, eo casu dictus subditus tenebitur dictam navem, bona aut mercimonia restituere proprietariis sine ulla dilatione & sine ulla compensatione aut refusione pecuniæ, pro dictis rebus solutæ aut promissæ, modo coram consilio Regiæ Majestatis aut dictis Dominis Ordinibus Generalibus probaverint sese earum rerum proprietarios esse.

XXII. Item, si dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ, dictive Domini Ordines Generales Fœderati Belgii, ullum Fœdus, Amicitiam, Confœderationem aut necessitudinem cum aliis quibuscunque Regibus, Rebus-publicis, Principibus aut Statubus contrahent, aut paciscentur, alter una alterum ejusque Dominia in iis eorumve quolibet comprehendet, si comprehendi voluerit atque de omnibus istiusmodi amicitiæ & confœderationis Tractatibus alterum certiorem reddet.

XXIII. Item, quod si acciderit, ut quamdiu fœdus, Amicitia & Societas hæc duraverit ab ullo ex subditis aut Incolis alterutrius partis contra hoc fœdus aut ullum ejus membrum, mari, terrâ aut aquis dulcibus quicquam fiat aut tentetur, amicitia hæc, fœdus & societas inter has Nationes non idcircò interrumpentur aut infringentur, verum integra nihilominus perstabunt, vimque suam plenariam obtinebunt, tantùmmodo illi ipsi, qui contra Fœdus prædictum commiserint, singuli punientur & nemo alius, justitiaque reddetur & satisfactio dabitur illis omnibus, quorum id interest, ab iis omnibus qui terra, mari aut aliis aquis contra hoc fœdus quidquam commiserint, ulla in parte Europæ aut ubivis locorum intra fretum Gaditanum, sive in Americâ, vel per Africæ littora ullisve in Terris, Insulis, æquoribus, æstuariis, sinubus, fluminibus, ullisve in locis cis Caput bonæ spei intra anni spatium, quam Justitia postulabitur, in omnibus autem (uti supra dictum est) ultra prædictum Caput, locis intra menses octodecim, quam Justitia prædicto modo poscetur, Quod si vero Fœderis ruptores non comparuerint, neque se judicandos submiserint, neque satisfactionem dederint intra hoc vel illud temporis spatium pro loci longinquitate modo constitutum, prædicti illi utriusque partis hostes judicabuntur, eorumque bona, facultates & quicunque reditus publicabuntur plenæque ac justæ satisfactioni impendenda erunt earum injuriarum, quæ ab ipsis illatæ sunt, ipsique præterea, cum in alterutrius partis potestate fuerint, iis pœnis obnoxii erunt, quas suo quisque crimine commeruerit.

XXIV. Item, quod dicti Domini Regis subditi, quicunque sub ejus ditione fuerint, possint liberè, tutò ac securè in fœderati Belgii Provinciis, & singulis suis ditionibus in Europa, perque eas terrâ vel aqua ad ulla in iis loca vel ultra eas iter facere, perque ulla earum Oppida, Præsidia, munimenta transire, quæ ullis in locis Fœderatarum Belgii Provinciarum aut alibi in earum ditionibus in Europa sunt vel erunt, mercaturam in omnibus illis locis facientes, eorumque Negociatores, Institores famulive, armati sive inermes (armati autem non amplius quadraginta simul) tam sine bonis suis & mercimoniis, quam cum iis quocunque ire voluerint: Poterit item populus & Incolæ Fœderatarum Belgii Provinciarum eadem libertate frui in omnibus dicti Domini Regis ditionibus in Europa, dummodo in hujusmodi commercio & mercatura singuli alterutrius Dominii Legibus & Statutis utrimque pareant moremque gerant.

XXV. Item, si Naves Mercatoriæ unius aut alterius subditorum per tempestatem vel Piratas, vel aliam quamcunque necessitatem portum unius aut alterius Dominii intrent, inde securè & liberè recedant cum Navibus & mercimoniis absque aliqua vectigalium aut aliorum jurium solutione, ita tamen, ut onus non distrahant aut divendant aut venale quicquam proponant, nec molestiæ qualicumque aut visitationi subjicientur, modo nec personas aliquas, nec merces in navem receperint aut quicquam egerint contra leges, statuta aut consuetudines ejus loci, ubi Portus (uti præmissum est) intraverint.

XXVI. Item, quod Mercatores, Naucleri, Gubernarores & Nautæ alterutrius partis, eorumque Naves, bona aut mercimonia in terris, Portubus, Navium stationibus aut fluminibus alterius non prehendentur, vel sub arresto detinebuntur ex edicto quovis generali aut speciali, sive ad bellum, sive ad alium quemlibet usum nisi summa necessitate id cogente, justâ etiam satisfactione ob id data, ita tamen, ut detentionibus & arrestationibus quæ ex jure & legibus alterutrius Dominii rectè atque ordine fiant, nihil hinc derogatum sit.

XXVII. Item, uti mercatores utrinque, eorumque institutores & famuli, atque etiam Naucleri, aliique nautæ tam eundo quam redeondo navibus per maria aliasque aquas, quam in portubus alterutrius aut in terra egressi sui suorumque bonorum defendendi causa, omne genus arma, tam offensiva quam defensiva gestant, utanturque, verum ubi ad sua quisque hospitia ac diversoria pervenerit ibi arma sua deponet ac relinquet, donec rursus ad navem se receperit aut eo commeare velit.

XXVIII. Item quod Naves præsidiariæ seu Bellicæ alterutrius partis quamcunque in mari navem aut naves mercatorias quæ ad alterum vel alterius subditos aut incolas pertinuerint, quæ eundem cursum tenuerint, idemve iter fecerint, obviam habentes aut assequentes iis præsidio esse, easque defendere tenebuntur, quamdiu eundem cursum tenuerint, contra omnes & singulos qui eas vi adorientur.

XXIX. Item, si qua Navis aut Naves quæ subditorum aut incolarum alterutrius partis aut neutralis alicujus fuerint in alterutrius portubus à quovis tertio capiantur qui ex subditis & incolis alterutrius partis non sit, illi quorum in portu aut ex portu aut quacunque ditione prædictæ Naves captæ fuerint pariter cum altera parte dare operam tenebuntur in prædictis nave vel navibus insequendis & reducendis, suisque Dominis reddendis, verum hoc totum fiet Dominorum impensis aut eorum quorum id interest.

XXX. Item, quod scrutatores, cæterique id genus Officiales ex utraque parte ad normam Legum alterutrius Dominii sese dirigent neque plus imponent exigentve

ANS de J. C. 1667. gentve quam per authoritatem sibi commissam & accepta mandata licuerit.

XXXI. Item, si qua injuria ab alterutro Dominio ejusve subditis aut incolis alterius subditis aut incolis illata sit, sive contra ullos hujus Fœderis Articulos, sive contra jus commune, uti nullæ literæ represaliæ, mercæ aut contra-mercæ ab alterutto concedantur, donec Justitia prius juxta leges ordinarias postuletur, sin autem illic Justitia vel denegetur vel in longum detrahatur tum uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales aut delegati ejus Dominei, cujus subditi & Incolæ injuria affecti sunt, ab altero in quo justitia, (uti prædictum est) denegatur aut differtur, aut ab illa potestate quæ hujusmodi postulatis audiendis constituta erit, publicè Justitiam postulent, ut omnes hujusmodi lites vel amicè componantur vel ordinario Legum processu terminentur; Sin autem mora adhuc interposita erit, neque jus reddetur neque satisfactio dabitur intra tres menses quam hujusmodi postulatio lata fuerit, tum demum uti literæ Represaliæ, Mercæ vel Contra-mercæ concedantur.

XXXII. Item, conventum est: si aliquando, quod omen Deus Optimus Maximus clementer aversum velit, sopitas simultates inter dictum Dominum Regem dictosque Dominos Ordines Generales recrudescere, atque in apertum bellum denuo erumpere contingat, ut eæ Naves, Merces ac bona quævis mobilia partis alterutrius quæ in portubus atque in ditione partis adversæ hinc inde hærere atque extare deprehendentur, Fisco nihilominus haud quaquam addicantur, aut ullo incommodo afficiantur: Sed subditis civibusque alterutrius, spatium semestre integrum hinc inde concedatur, quo res jam dictas ac aliud quidvis ex facultatibus suis quo visum libitumque fuerit omni sine molestia inde translatum eant.

XXXIII. Item, quod illi qui specialia diplomata aut Commissiones ab alterutra parte obtinuerint priusquam illa diplomata accipiant coram eo judice qui ea ipsis exhibebit sufficientem fiduciarum cautionem interponent per ejusmodi homines, qui respondendo pares sunt, & non ejus navis socii aut participes, se nullum damnum aut injuriam alterutrius subditis aut incolis illaturos.

XXXIV. Item conventum & concordatum est quod utriusque partis subditis & incolis ad Portus utriusque liber semper sit accessus, in iisque commorari, ac inde rursus recedere liberum ei licitumque erit non solum cum Navibus Mercatoriis & oneratis sed & cum Navibus Bellicis sive ad dictum Dominum Regem dictosve Dominos Ordines Generales spectent, sive eorum sint qui specialia diplomata obtinuerint, sive tempestatis vi, aut maris periculo intraverint, sive ut naves reparent aut commeatum coëmant, modo octonarium Navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutius in portubus aut circa portus hæreant quam ad navium reparationem, coëmenda victualia aliasve necessitates fuerit necesse; Et si major Navium Bellicarum numerus data occasione ad ejusmodi portus velit accedere, eas intrare nequaquam erit licitum nisi prius impetrata ab iis venia ad quos portus illi pertinuerint, nisi tempestate aut vi aliqua aut necessitate compulsæ fuerint, quo maris pericula effugerent. Quod cum accidit Præfectum ejus loci aut summum Magistratum statim de causa sui adventus certiorem facient, nec diutius ibi hærebunt quam illis à Præfecto aut summo Magistratu permissum erit, nec in iis portubus commorantes hostile aliquid aut quicquam in præjudicium eorum molientur.

XXXV. Item, conventum & conclusum est quod utraque pars verè & firmiter observabit atque executioni mandabit præsentem Tractatum, omniaque & singula in eo contenta & comprehensa, atque eadem ab alterius subditis & incolis observari & præstari efficaciter curabit.

XXXVI. Item, ad majorem cautelam & securitatem Tractatus hujus & Confœderationis à parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Provinciarum eorumque populi sincere & bona fide præstanda, conventum & conclusum est, sicut & dicti Domini Ordines Generales his præsentibus conveniunt seque firmiter obligant & devinciunt, quod omnes & singuli, quos aut quem vel ipsi vel Ordines Provinciarum quocunque demum tempore eligent constituent aut præficient Capitaneum Generalem, Gubernatorem seu Præsidem primarium sive Stadtholder, Imperatorem Exercituum seu Militiæ in terra vel Admirallum seu Prætorem Classium, Navium, copiarumve marinarum obligabuntur & devincientur hunc Tractatum & omnia ejus capitula, juramento confirmare, itaque sanctè & cum juramento spondere, se quantum possint, omnia ea Religiosè observaturos & executioni, quoad eos spectat, mandaturos, & curaturos ut ab aliis observentur & executioni mandentur.

XXXVII. Sub hoc præsenti Pacis Tractatu comprehendentur illi quiante ratihabitionum permutationem vel intra sex menses postea ab una alterâque parte ex communi consensu nominabuntur, interim tamen quemadmodum partes paciscentes gratè agnoscunt sincera officia & indefessa studia, quibus Serenissimus Rex Sueciæ, interpositâ suâ mediatione, hoc salutare pacificationis opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit, ita ad testandum parem affectum communi partium omnium consensu sancitum & conventum est, ut altissime memorata Sacra Regia Majestas Sueciæ cum omnibus suis Regnis, ditionibus, Provinciis ac juribus huic Tractatui sit inclusa, & præsenti pacificatione omni meliori modo comprehensa.

XXXVIII. Item conventum, conclusum & concordatum est, quod præsens Tractatus atque omnia & singula in eo contenta & conclusa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum, per patentes utriusque partis literas sigillo magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè insequentes (aut citius si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur, nec non & Tractatus hic & confœderatio statim à traditis & permutatis Instrumentis forma & loco solitis publicabitur. In quorum omnium & singulorum fidem, majusque robur, Nos prædicti sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legati, & Plenipotentiarii, cum Illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus huic Pacis Instrumento subscripsimus illudque sigillis nostris signavimus.

Actum Bredæ trigesimo primo Julii, anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo.

(L. S.) Georgius Flemmingh. *(L. S.) Holles.*
(L. S.) Christophorus Delphicus in Dhona. *(L. S.) Henricus Conventry.*

Articulus separatus.

SI forte aliqua tapeta, peristromata aulæa, picturæ vel supellectiles cujuscunque generis vel lapides pretiosi, clenodia, monilia, gemmæ, vel alia quæcunque bona mobilia, ad Regem Magnæ Brittanniæ spectantia penes dictos Ordioes Generales aut aliquem Subditorum suorum jam nunc sunt aut de futuro reperientur, dicti Domini Ordines promittunt sese nullo modo protecturos possessores, aliquorum mobilium ad dictum Dominum Regem pertinentium, quæ iis auferri poterunt eo modo, ut nulla iniquitate aut injustitia afficiantur illi, qui gravabuntur illa sua sponte restituere, dictique Ordines promittunt sese modo quam efficacissimo operam daturus, ut de plano & sum-

& summarie in isto negotio procedatur sine ordinaria forma & modo procedendi in Curiis usitato & ut Justitia administretur, quâ satisfiat dictæ Regiæ Majestati quantum fieri poterit: absque læsione alicujus.

Item, quod si qui eorum, qui rei sunt illius nefandi parricidii in Regem Carolum Primum beatissimæ memoriæ admissi ac legitime de eodem scelere astricti condemnati aut convicti vel jam sunt in Dominiis dictorum Ordinum Generalium, vel postea illuc advenient, statim, quamprimum dictis Ordinibus Generalibus, vel aliquibus Officiariis suis innotuerit, vel relatum fuerit, prehensi in custodiam denrur, & vincti in Angliam remittantur, vel in eorum manus tradantur, quos dictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ iis custodiendis domumque revehendis præfecerit. In quorum fidem, & quod præsens articulus separatus de verbo ad verbum ejusdem tenoris est cum eo, qui 14 die mensis Septemb. 1662. apud Whitehal conclusus est eodemque vigore observandus cum iis, qui Tractatui principali inserti sunt. Nos prædicti Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Brittanniæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii illi subscripsimus & sigilla nostra apposuimus: Actum Bredæ trigesimo primo Julii anno millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo.

(L.S.) *Georgius Flemmingh.* (L.S.) *Holles.*
(L.S.) *Christophorus Delphicus in Dhona.* (L.S.) *Henricus Coventry.*

CUm iis Pacis, Unionis & Confœderationis Articulis, qui hodie inter Serenissimum Magnæ Britanniæ Regem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii, conclusi sunt, præcipue cautum & provisum sit, ut quanto ocius funesti omnes & calamitosi Bellorum effectus cessent, desiderata autem & omnium votis expetita pax in omnibus utriusque partis Regnis & ditionibus omnibusque earum subditis & incolis restituatur, & proinde temporis, & negotiorum ratio non permiserit, æqua lance & ad amussim omnia & singula ponderare & adæquare, quæ circa prædictos articulos animadvertenda & consideranda fuerant, circa eos præsertim, qui ad liberæ Navigationis liberique Commercii Statuta pertinent; Et verendum tamen sit ne in novas altercationes, novaque dissidia utriusque partis incolæ & subditi reincidant, & inde simultates jam sopitæ recrudescant, si non certis quibusdam Legibus circa ea quæ Navigationem & Commercii usum concernunt coërceantur; Ita inter prædictas alte memoratas partes mediantibus, annitentibus, & operam suam conferentibus iisdem, qui in Tractatu principali Dominis Serenissimæ Regiæ Majestatis Sueciæ extra ordinem Legatis, & ad Tractatus Pacis mediatoribus, separatis hisce Articulis porro conventum & sancitum est.

I. Imprimis, ut omnia ejusmodi Edicta ac Senatus consulta quæ ratione hujus Belli una pars in præjudicium alterius, contra libertatem Navigationis & Commercii promulgavit, hinc inde abrogentur.

II. Secundò ut ad elucidationem ejus Edicti quod à parte Magnæ Brittanniæ Regis, Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo, promulgatum fuit, ei genti excitandæ & invitandæ ad rem Navalem promovendam, quo Peregrini alias in Angliam merces invehere prohibentur, quam quæ in propriis unius cujusque terris enatæ aut manuum opera elaboratæ sunt, licitum sit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque subditis suis navigiis in Angliam præterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania inferiore vel superiore producta, enata, aut manibus elaborata, non n si per territoria ac ditiones Uniti Belgii vel per Terram vel per Flumina ad portus maritimos plerumque commodius & usitatius subvehi solent, ut inde per Mare transportentur.

III. Tertio, cum jam pridem instituerit Magnæ Brittanniæ Rex, ut in certam commodamque normam merces & mercaturæ hinc inde redigantur, Domini autem Ordines Generales in eum etiam scopum semper collimarint; Ut certis quibusque perpetuoque observandis Legibus eædem circumscribantur, & tamen ea res prolixioris videatur esse laboris, quam ut confestim ad utriusque partis nutum absolvatur, in opportuniorem occasionem hoc negotium, ita differre utrimque placuit, ut Commissarii quanto ocius fieri poterit, post conclusam hanc Pacem, utrimque conveniant, qui super designandis & certo limite circumscribendis mercimoniorum speciebus, navigationisque Legibus aliquid certi statuant, novisque & mutuis conventionis tabulis designent; Ne tamen interea in suspenso hæreant, & in ambiguo teneantur utriusque partis incolæ & subditi, incerti quas mercimonii species in modum aut formam Bellici apparatus vel suppeditarum, aut sub titulo, aut prætextu Commerciorum hosti partis alterius subvehere aut subministrare aut licitum aut vetitum sit: Itidem conventum & sancitum est, ut ille Navigationis & Commerciorum Tractatus, qui Dominis Ordinibus Generalibus cum Rege Christianissimo intercedit, incipiendo ab Articulo vigesimo sexto ad Articulum usque quadragesimum secundum inclusive, eo modo & tenore, quo Gallico idiomate inserti sequuntur, provisionaliter pro regula & norma sit, & ad uberiorem de Commerciis maritimis Tractatum, inter alte præmemoratas partes perficiendum viam sternat.

Sequuntur prædicti Articuli.

XXVI. Tous les Sujets & Habitans de France pourront en toute seureté & liberté naviger & trafiquer dans tous les Royaumes, Païs & Estats, qui sont ou seront en paix, amitié ou neutralité avec la France, sans qu'ils puissent estre troublez ou inquietez dans cette liberté par les Navires, Galleres, Fregattes, Barques ou autres batimens de mer, appartenants auxdits Seigneurs Estats ou aucun de leurs Sujets, à l'occasion des hostilitez, qui pourroient se rencontrer cy-apres entre lesdits Seigneurs Estats Generaux, & les susdits Royaumes, Païs & Estats, ou aucun d'iceux qui sont ou seront en Paix, Amitié ou neutralité avec la France.

XXVII. Ce transport & ce trafic s'estendra à toutes sortes de marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XXVIII. En ce genre de Marchandises de contrebande, s'entend seulement estre compris toute sorte d'armes à feu & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Mesche, Salpetre, Balles, Picques, Espées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Foureaux de Pistolets, Baudriers & autres assortissemens servans à l'usage de la guerre.

XXIX. Ne seront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande, les Fromens, Bleds & autres Grains, legumes, huilles, vins, sel, ny generalement tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres marchandises & denrées non comprises en l'Article precedent, & en sera le transport permis, mesmes aux lieux ennemis desdits Seigneurs Estats, sauf aux Villes & Places assiegées, blocquées ou investies.

XXX. Pour l'execution de ce que dessus, il a esté accordé qu'elle se fera en la maniere suivante, que les Navires & Barques avec les marchandises des Sujets de sa Majesté estans entrées en quelques Havres desdits Seigneurs Estats, & voulants de là passer en ceux desdits Ennemis, seront obligez seulement de monstrer aux Officiers du Havre desdits Seigneurs Estats d'où ils

ANS de J.C. 1667.

ils seront destinez, le tout en forme ordinaire & accoustumée, apres laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront estre inquietez ny recherchez, detenus ny retardez en leurs voyages, soubs quelque prerexte, que ce soit.

XXXI. Il en sera usé de mesme à l'égard des Navires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des terres de l'obeissance desdits Seigneurs Estats, sans vouloir entret dans les Havres, ou y entrans sans toutefois vouloir debarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront estre obligez de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eust soubçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Estats des marçhandises de contrebande, comme il a esté dit cy-dessus.

XXXII. Et audit cas de soubçon apparant, lesdits sujets de sa Majesté seront obligez de monstrer dans les ports leurs Passeports, en la forme cy-dessus specifiée.

XXXIII. Que s'ils estoient entrez dedans les Rades, ou estoient rencontrez en pleine mer par quelques Navires desdits Seigneurs Estats, ou d'Armateurs particuliers leurs sujets, lesdits Navires des Provinces-Unies pour eviter tout desordre, n'approcheront pas plus prez des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront monstrez les Passeports & Lettres de mer par le Maistre ou Patron du Navire François, en la maniere cy-dessus specifiée selon le formulaire desdites Lettres de Mer; qui sera inseré à la fin de ce Traitté, par lesquels Passeports & Lettres de Mer il puisse apparoir non seulement de sa charge, mais aussi du lieu de sa demeure & residence, tant du Maistre & Patron, que du Navire mesme, afin que par ces deux moyens on puisse connoistre, s'ils portent des marchandises de Contrebande, & qu'il s'apparoise suffisamment tant de la qualité dudit Navire, que de son Maistre & Patron, auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entre foy & creance; & à fin que l'on connoisse mieux leur validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere estre falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contreseins de sadite Majesté & desdits Seigneurs Estats Generaux.

XXXIV. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Estats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & denrées de celles qui sont cy-dessus declarées de Contrebande & deffenduës, elles seront dechargées, denoncées & confisquées par devant les Juges de l'Admirauté des Provinces Unies, ou autres competents, sans que pour cela le Navire & Barque ou autres biens, marchandises & denrées libres & permises, retrouvées au mesme Navire, puissent estre en aucune façon saisies ny confisquées.

XXXV. Il a esté en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les sujets de sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Estats, bien que ce ne fust marchandise de Contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire sans exception ny reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenants aux sujets du Roy Tres-Chrestien, encor que la charge ou partie d'icelle fust Ennemis desdits Seigneurs Estats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a esté disposé aux Articles precedents.

XXXVI. Tous les Sujets & Habitants desdites Provinces-Unies joüiront reciproquement des mesmes droits, libertez & exceptions en leurs Traffics & Commerces dans les Ports, Rades, Mers & Estats de sadite Majesté, ce qui vient d'estre dit que les sujets de sadite Majesté joüiront en ceux desdits Seigneurs Estats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre, & mesme en cas que si apres lesdits Seigneurs Estats fussent en paix amitié & neutralité avec aucuns Roys, Princes & Estats, qui devinssent Ennemis de sadite Majesté, chacun des deux partis devant user reciproquement des mesmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regardent le Traffic & le Commerce.

ANS de J.C. 1667.

XXXVII. Et pour asseurer d'avantage les Sujets desdits Seigneurs Estats qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait deffense à tous Capitaines des Vaisseaux du Roy & autres sujets de sa Majesté, de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, soubs peine d'estre punis & tenus en leurs personnes & biens des dommages & interest soufferts & à souffrir jusqu'a la deüe restitution & reparation.

XXXVIII. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la somme de quinze mille livres tournois, pour respondre chacun d'eux solidairement des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traitté, & aux Ordonnances & Edicts de sa Majesté, qui seront publiez en vertu & conformement à la disposition d'iceluy, à peine de descheance & nullité desdites Commissions & congez, ce qui sera pareillement pratiqué par les sujets desdits Seigneurs Estats Generaux.

XXXIX. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fist prise d'un Vaisseau, chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, ou autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger & autrement aliéner, qu'elles n'ayent esté descenduës en terre en la presence des Juges de l'Admirauté, & apres inventaire par eux fait desdites marchandises, trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que les marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maistre ou Patron du Navire trouvast bon & aggreast de livrer lesdites Marchandises de Contrebandes audit Capitaine, & de poursuivre son voyage, auquel cas ledit Maistre ou Patron ne pourra nullement estre empesché de poursuivre sa route & le dessein de son voyage.

XL. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Estats Generaux soient traitez dans tous les pays de son obeissance, aussi favorablement que ses propres sujets, donnera tous les ordres necessaires, pour faire que les jugemens & arrests, qui seront rendus sur les prises qui auront esté faites à la Mer; soient donnez avec toute Justice & equité, par personnes non suspectes ny interessées au fait dont sera question, & donnera sa Majesté des ordres precis & efficaces à fin que tous les arrests, jugemens & ordres de Justice desia donnez & à donner soient promptement & deuëment executez selon leurs formes.

XLI. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Estats Generaux, ou quelqu'autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de sa Majesté, feront plaintes desdits jugemens qui auront esté rendus, sa Majesté fera revoir lesdits jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenuës au present traité auront esté suivies & observées, & pour y faire pourvoir selon la raison, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus, & neanmoins avant le premier jugement ny apres iceluy pendant la revision, les biens & effects qui seront reclamez ne pourront estre vendus ny dechargés, si ce n'est du consentement des parties interessées pour eviter le deperissement desdites marchandises.

XLII. Quand Procés sera esmeu en premiere ou seconde instance entre ceux qui auront fait des prises en mer & les interessez en icelles, & que lesdits interessez vien-

ANS de J. C. 1667.

viendront à obtenir un jugement ou arrest favorable, ledit jugement ou arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'appel de celuy qui aura fait la prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux precedents pour faire rendre bonne & brieve Justice aux Sujets des Provinces-Unies sur les prises faites à la mer, par les Sujets de sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Estats Generaux à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de sa Majesté.

XLIII. Item, conventum est, quod suprascripri separati Articuli & omnia & singula in iis contenta & conclusa à dicto Domino Rege Magnæ Britanniæ, dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per Patentes utriusque partis literas, sigillo magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra quatuor septimanas proximè sequentes, (aut citius, si fieri poterit) confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde Bredæ extradentur nec non à traditis & permutatis Instrumentis, formâ & loco solitis publicabuntur. In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur, nos prædicti Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii cum illustrissimis & Excellentissimis Dominis Legatis Extraordinariis & Mediatoribus hisce separatis Articulis subscripsimus, illosque sigillis nostris signavimus Actum Bredæ 31. Julii Anno 1667.

(L.S.) *Georgius Flemming.* (L.S.) *Holles.*
(L.S.) *Christophorus Delphicus in Dhona.* (L.S.) *Henricus Conventry.*

S'ensuivent les Passeports de Mer.

Formulaire des Passeports & lettres qui se doivent donner dans l'Admirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article du present Traité.

CÆSAR, Duc de Vendosme, Pair & Grand-maistre, Chef & Sur-Intendant de la Navigation & Commerce de France, A tous ceux, qui ces presentes lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à . . . . . Maistre & Conducteur de Navire, nommé . . . . de la Ville de . . . . . . du port de . . . . . . Tonneaux ou environ estant de present au port & Havre de . . , . . . de s'en aller à . . . . . . charge de . . . . apres que visitation aura esté faite de son Navire, avant que partir sera serment devant les Officiers, qui exercent la Jurisdiction de causes maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des sujects de sa Majesté dont il sera mis acte au bas des presentes comme aussi de garder & faire garder par ceux de son equipage les Ordonnances & Reglement de la Marine, & mettra au Greffe le Roole signé & certifié, contenants les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son equipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sçeu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun port ou Havre où il entrera avec son Navite fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present congé, & leur sera fidele rapport de ce qui se sera fait & passé durant son voyage, & portera les pavillons, armes & enseigne du Roy & les nostres durant son voyage; en tesmoin dequoy nous avons fait apposer nostre seing & le scel de nos armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secretaire de la Marine . . . . le jour de . . . . . . mil six cent. Signé, *Cæsar de Vendosme.* Et plus bas, Par Monsieur *Marthel*, Et cacheté du scel des Armes dudit Seigneur Admiral.

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

NOus . . . . . . de l'Admirauté de . . . . . . Certifions que . . . . . . Maistre du Navire, nommé au Passeport cy-dessus, à presté le serment mentionné en iceluy. Fait à la . . . . le jour de . . . . . mil six cent, &c.

L'Autre Formulaire des lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

ANS de J. C. 1667.

AUx Serenissimes, Tres-Illustres, Tres-Puissants, Tres-Nobles, honorables & Prudents Seigneurs, Empereurs, Roys, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourgemaistres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regents de toutes bonnes Villes & Places tant Ecclesiastiques, que seculiers, lesquels ces presentes verront, ou liront, Nous Bourgemaistres & Regens de la Ville de . . . . . . sçavoir faisons, que . . . . Maistre de Navire . . . . comparant devant nous, a declaré le serment solemnel, que le Navire nommé . . . . grand environ . . . . lastes, sur lequel maintenant il est le Maistre appartient aux inhabitants des Provinces Unies, *Ainsi Dieu le vouloit ayder.* Et comme volontiers nous verrions ledit Maistre de Navire aydé dans ses justes affaires. Nous vous requerons tous en general & en particulier, ou le susdit Maistre avec son navire & denrees arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement, & traiter deuement, le souffrant sur les droicts accoustumés des peages & frais dans, par, & aupres vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviguer, passer, frequenter & négotier là où il trouvera à propos. Ce que volontiers Nous reconnoistrons. En témoing dequoy, nous y xvons fait apposer le sçeau de nostre Ville, &c.

Sequitur tenor Commissionis ex parte Serenissimi Domini Regis Magnæ Britanniæ.

CAROLUS Secundus, Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis hasce literas inspecturis, Salutem. Cum differentiis quibusdam inter Nos, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii pridem exortis, Bellum inde exarserit, quod jam ultra biennium acribus animis & magno utrinque dispendio gestum est; Cumque Serenissimus ac Potentissimus Rex Sueciæ communis amicus, suam in hac parte mediationem obtulerit (quæ plurimum apud nos valuit) ac dicti etiam Ordines Generales à nobis tandem petierint, ut idoneos ex parte nostra Ministros ad locum aliquem commodum & opportunum mitteremus, qui cum ipsorum Commissariis ac Deputatis (Adjunctis etiam Serenissimorum ac Potentissimorum Principum Regis Christianissimi Regisque Daniæ Ministris) congressu habito iisdem differentiis componendis, bello extinguendo ac paci demum restituendæ operam darent. Nos qui ad arma capescenda invitè admodum pertracti sumus & controversias quascunque rationis arbitrio, quàm hostili contentione terminare semper maluimus, huic Ordinum Generalium desiderio & propositioni de Pacis Tractatu protinus ineundo libenter annuimus, eumque in finem viros præstantes & ad hujusmodi negotium aptos perquam fidelem ac dilectum Consiliarium nostrum *Denzel Holles*, Baronem de Ifeild, Et dilectum nobis ac fidelem *Henricum Conventrye*, Honoratissimi Thomæ Baronis Conventrye, Magni Angliæ Sigilli quondam Custodis, Filium, nobis à Cubiculis intimis, in supremo Angliæ Consilio sive Parlamento Senatorem, & in Hiberniæ Regno ad res agrarias adjudicandas Commissarium, Legatos nostros Extraordinarios elegimus. Qui cum prædictorum Regum atque Ordinum Generalium Commissariis ac Deputatis congressi de prædicta pace tractent, conveniant & concludant.

Sciatis igitur quod nos prudentiam, integritatem, fidem & industriam dictorum Legatorum nostrorum extraordinariorum sæpius experti, iisdemque ipsorum virtutibus plurimum confisi, ipsos veros & indubitatos Commissarios, Procuratores ac Plenipotentiarios

ANS de J. C. 1667.

tiarios nostros fecimus, ordinavimus ac deputavimus, ac per præsentes facimus, ordinamus, deputamus: Dantes iisdem & committentes plenam & omnimodam potestatem atque authoritatem, pariter & mandatum generale & speciala, nomine nostro cum præfatis Ordinibus Generalibus ipsorumque ac præfatorum Regum respectivè Commissariis, Deputatis ac Procuratoribus ad hoc sufficientem potestatem habentibus de & super differentiis prædictis tollendis, & pace inter Nos & partes respectivè, utilissimis & maximè convenientibus Articulis & conditionibus restituenda ac stabilienda, communicandi, tractandi, conveniendi & concludendi, cæteraque omnia faciendi, quæ ad prædictum finem faciant & conducant, atque super iis Articulos, Literas & Instrumenta necessaria conficiendi, & ab alteris respectivè partibus petendi & recipiendi; denique omnia ea, quæ ad præmissa vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi; Promittentes bonâ fide & in verbo Regio Nos omnia & singula, quæ inter dictos Legatos nostros extraordinarios atque Ordines Generales, ipsorumque ac præfatorum Regum Procuratores Deputatos aut Commissarios respectivè in præmissis seu præmissorum aliquo erunt facta, pacta & conclusa, rata, grata, & firma habituros, nec unquam contra ipsorum aliquid aut aliqua contraventuros. Quin potius quicquid nomine nostro promissum fuerit, sanctè & inviolabiliter observaturos & observari curaturos. In cujus rei testimonium, has e literas fieri, manuque nostra signatas Magno Angliæ Sigillo communiri fecimus. Quæ dabantur apud West Monasterium, decimo quinto die mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo, Regnique nostri decimo nono. Signatum erat.

CAROLUS R.

Sequitur tenor Commissionum ex parte Dominorum Ordinum Generalium.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, A tous ceux, qui ces presentes lettres verront salut. Comme devant la Guerre qui se fait depuis quelque temps entre l'Angleterre, & cet Estat, Nous avons toûjours tesmoigné, que nous n'y estions entrainés, qu'avec repugnance; aussi desirons Nous faire connoistre à toute la Chrestienté le Zele ardant, avec lequel Nous Nous portons à la Paix dés que l'occasion s'en presente: C'est pourquoy le Serenissime Roy de la Grande Bretagne Nous ayant fait sçavoir, qu'il envoyeroit au premier jour dans la Ville de Breda ses Ambassadeurs Plenipotentiaires, pour y traitter la Paix avec cet Estat, & avec ses Alliés: Nous avons bien voulu de nostre costé répondre à une si sainte resolution, voulans bien apporter tout ce que l'on peut desirer de Nous en cette occurrence. Nous avons jugé necessaire, de commettre pour la negociation de ce traitté de Paix des Personnes du Corps de nostre Assemblée; dont la suffisance & le merite aussi bien que l'affection pour le bien de l'Estat, sont à la derniere épreuve, & que Nous ne pouvions pas faire un plus digne choix, que des Personnes des Sieurs *Hierosme de Beverningk*, &c. *Pierre de Hubert*, Seigneur de Rengerskerck, Everswaert, à Burg, & Haemstede, Conseiller Pensionnaire de la Province de Zelande, & *Alard Pierre de Jongstal*, Premier Conseiller President en la Cour de Justice de Frise, Deputés en nostre Assemblée de la part des Provinces de Hollande, Zelande & Frise, qui en plusieurs autres employs tres-importants ont donné des preuves de leur fidelité, & de leur addressa au maniement des affaires publiques. A ces causes & autres à ce nous mouvantes, Nous avons donné & donnons par ces presentes auxdits Sieurs *de Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongstal*, & à aucuns de entr'eux si par maladie ou par d'autres empéchements ils ne pouvoyent tous estre presens audit Traitté, Plein-pouvoir, authorité, pouvoir, & mandement special de conferer, negotier & traitter en nostre nom, en qualité de Deputés Plenipotentiaires, conjoinctement & de concert avec les Ministres des Roys Alliez de cet Estat, avec les Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, munis de Pouvoirs suffisants, ladite Paix, aux conditions les plus utiles, & avantageuses au bien de cet Estat, d'en convenir, les resoudre, arrester, conclure, & signer le Traitté, & d'en passer les Actes & Instrumens en bonne & deüe forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y astions presents, quand mesme pour cela il seroit besoing de mandement plus special. Promettans en sincerité & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Nos Deputez Plenipotentiaires aura ainsi asté negotié, promis, accordé & signé en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement en tous ses poincts, sans jamais aller au contraire directement ou indirectement en quelque maniere que se puisse estre, de l'aggréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire se pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos lettres da Ratification dans le temps & en la forme, qui se trouveront exprimés par ledit Traitté.

Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Seau & sous le Seing & paraphe ordinaire de nostre Greffier, le cinquiesme jour de May, l'an 1667. *I. v. Reigersberg*, vt. Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. *N. Ruysch*.

LEs Estats Generaux des Provinces Unies de Païs-Bas, A tous ceux, qui ces presentes Lettres verront, Salur. Pour repondre au desir, qua le Serenissime Roy de la Grande Bretagne Nous tesmoigna il y a quelque temps, de vouloir faire cesser l'effusion de tant de sang Chrestien, qui se repand depuis quelques années, & de finir cette Guerre par une bonne Paix. Nous afin de ne retarder point une œuvre si sancte & Chrestienne nommasmes dés le premier jour du mois de May dernier, les Sieurs *de Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongestal*, pour en nostre nom en qualité de Deputez Plenipotentiaires, aller dans la Ville de Breda, y conferér, negociér, & traittér conjoinctement, & de concert avec les Ministres des Roys Alliés de cet Estat, avec les Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne, en attendant, que Nous puissions nommer à loisir un plus grand nombre de Deputez pour se trouver à l'Assemblée de ladite Ville de Breda, Et d'autant que par la bonté de Dieu, & par la prudente & sage conduite de nosdits Deputés Plenipotentiaires & desdits Ministres des Rois Alliés de cet Estats, leur negociation se trouve tellement avancée, que nous ne pouvons plus douter de la conclusion du Traitte.

Nous pour rendre la signature plus solemnelle, & pour faciliter entant qu'en nous est ce qui peut estre n'est pas encores adjusté, avons nommés & Deputés, nommons & Deputons par les presentes les Sieurs *Adolph Henry de Ripperda a Buirse*, Seigneur de Heer-Jans-Dam, ... *Jean de Schrieck*, Bourgemaistre de la Ville de Deventer, & *Ludolphe Tiarda de Sterckenborgh*, Sieur de Weede, Surdijck, & Nyenclooster, tous Deputés Ordinaires en nostre Assemblée de la part de Gueldre, ... & de la Ville de Groninge, & Pais Circonvoisins respectivement, auxquels & à aucuns d'entr'eux, si par la maladie ou par d'autres empeschements ils ne pouvoyent pas tous estre presents. Nous avons donné & donnons plein-pouvoir, authorité, & mandement special de traitter en nostre nom en qualité de Deputés Plenipotentiaires conjoinctement avec lesdits Sieurs *de Beverningk*, *de Hubert*, & *de Jongestal*, & avec les Ministres desdits Seigneurs Roys Alliés de cet Estat, ladite Paix, aux conditions les plus utiles & avantageuses, au bien de cet Estat, avec les

ANS de J. C. 1667.

Ambassadeurs Extraordinaires dudit Seigneur Roy de la Grande Bretagne d'adjuster, regler, resoudre, arrester, conclurre, & signer le Traitté, & d'en passer les Actes & Instruments en deüe forme, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presents, quand mesme sur cela il seroit besoing un mandement plus special ; Promettans en sincerité, & de bonne foy, d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs *Ripperda a Beurse*, & *de Sterckenborgh*, conjoinctement avec lesdits Sieurs *de Beverningh*, *de Hubert*, & *de Jongestal*, aura esté ainsy negotié, promis, accordé, & signé en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement & ponctuellement en tous ses poincts, sans jamais aller au contraire, directement ny indirectement, en quelque maniere, que se puisse estre, de l'agréer, & ratifier en la meilleure forme, que faire se pourra, & d'en faire expedier & delivrer nos lettres de Ratification dans le temps & en la forme, qui se trouveront exprimés par ledit Traitté.

Donné à la Haye en nostre Assemblée, sous nostre grand Seau, & sous le Seing & Paraphe ordinaire de nostre Greffier, le vingt-huictiesme jour de Juillet, l'An mille six cent soixante sept. *I. van Gent*, vt. Par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. *N. Ruysch.*

Sequuntur instrumenta Ratificationis Domini Regis Magna Britannia.

CAROLUS Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentes Litteras inspecturis, Salutem. Cum in vim facultatum & mandatorum respectivè datorum tam à Nobis quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris Extraordinariis Dominis Baroni *Holles* & *Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Hanrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongestal*, & *Ludolpho Tsarda de Sterckenborh*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo vateri, stylo autem novo trigesima prima ejusdem mensis Anni præsentis, Tractatum pacis & reconciliationis Bredæ concluserint & subscripserint modo & tenore præcedenti.

Nos Pactum Fœdusque illud, singulosque Articulos in eo comprehensos gratos, acceptosque habentes, eos tam nostro, quam hæredum, successorum Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptos ratosque habemus, totumque fide & jurejurando Regio sub obligatione & hypotheca omnium & singulorum nostrorum bonorum tam præsentium, quam futurorum, Nos servaturos & impleturos pollicemur, nec nnquam quidquam contra facturos nec attentaturos directè nec indirectè, aut alio quovis modo. In cujus rei fidem præsentes propria manu subscripsimus, easque Magno Angliæ Sigillo muniri jussimus. Datum apud Westmonasterium vigesimo nono die mensia Julii stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo ; Nostri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morica.

CAROLUS. Dei Gratia, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentes literas inspecturis, Salutem. Cum in vim facultatum & mandatorum respectivè datorum tam à Nobis, quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Legatis nostris Extraordinariis Dominis Baroni *Holles* & *Conventrye*, & Deputatis Plenipotentiariis dictorum Ordinum Generalium Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongestal*, & *Ludolpho Tsarda de Sterckenborgh*, ipsi vigesima prima die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo trigesimâ primâ die ejusdem mensis Anni præsentis, præcedentem Articulum separatum Bredæ concluserint & subscripseriot.

ANS de J. C. 1667.

Nos dictum Articulum separatum gratum acceptumque habentes, eum tam Nostro, quam Hæredum, Successorum, Regnorum, Regionum, Terrarum, Ditionum, Subditorum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptum ratumque habemus. In cujus rei fidem præsentes propria manu subscripsimus, easque magno Angliæ sigillo muniri jussimus. Datum apud Westmonasterium vigesimo nono die mensis Julii stylo veteri, stylo autem novo octavo die mensis Augusti, anno reparatæ salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo. Nostri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Morica.

CAROLUS Dei Gratiâ Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus præsentes Literas inspecturis, Salutem Cum in vim facultatum ac mandatorum respectivè datorum tam à Nobis quam à Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Dominis Baroni *Hollas* & *Conventrye*, Legatis nostris Extraordinariis, & Dominis *Adolpho Henrico de Ripperda a Buersi*, *Hieronymo van Beverningk*, *Petro de Huybert*, *Alardo Petro Jongestal*, & *Ludolpho Tsardo de Sterckenborg*, dictorum Dominorum Ordinum Generalium Deputatis Plenipotentiariis, Ipsi trigesima primâ die mensis Julii stylo novo, stylo autem veteri vigesimâ primâ ejusdem mensis Anni præsentis Tractatum Pacis & Reconciliationis Bredæ concluserint & subscripserint, modo & tenore præcedenti.

Nos pactum fœdusque illud singulosque Articulos, in eo comprehensos, gratos, acceptosque habentes, eos tam nostro, quam Hæredum nostrorum nomine approbavimus, confirmavimus, acceptos ratosque habemus, totumque fide & jurejurando Regio sub obligatione & hypotheca omnium & singulorum nostrorum bonorum tam præsentium, quam futurorum Nos servaturos & impleturos pollicemur, nec unquam quidquam contra facturos nec attentaturos directè nec indirectè aut alio quovis modo. In cujus rei fidem præsentes propria manu subscripsimus, easque magno Angliæ Sigillo muniri jussimus. Datum apud Westmonasterium octavo die mensis Augusti stylo novo, stylo autem veteri vigesimo nono mensis Julii, Anno reparatæ salutis millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo. Nostri vero Regni decimo nono. Signatum,

CAROLUS R.

Guil. Moriee.

Sequitur Instrumentum Ratificationis Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderati Belgii, Constare volumus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit. Quoniam post Belli adeo cruenti, incendium, quod aliquot retrò annis inter Coronam Angliæ, atque hunc Statum tantoperè flagravit, justo desiderio ac propensa voluntate moti simus ad extinguendum illud Bellum, cum Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO, Magnæ Britanniæ & Hyberniæ Rege, contrahere sinceram Pacem & inire strictam, firmam, mutuamque Amicitiam, Unionem & Confœderationem, pro defendenda & conservanda libertate

ANS de J.C. 1667.

tate ac jure utriusque Nationis & Commercii; Et desiderantes hujus salutaris operis progressum, necessarium duximus Bredam, locum ad Pacis Tractatum destinatum, deputare atque eo ablegare Extraordinarios Deputatos & Plenipotentiarios nostros, utcum summæ memoratæ Majestatis suæ Legatis & Plenipotentiariis, ibidem convenirent de strictâ, firmâ, sincerâ & mutuâ Amicitiâ, Unione & Confœderatione utrimque colenda & observanda; Illi igitur cunctis accurate deliberatis, ventilatis & discussis, nomine utriusque partis, fœdus mutuum pepigerunt & concluserunt, nec non de peculiaribus Articulis invicem convenerunt, quorum tenor is est, qui hic & infra verbotenus sequitur insertus.

Proinde prædictum ac supra hic insertum pacti Fœderis atque Articulorum conventorum Instrumentum, cum Serenissimæ Majestatis suæ Legatis & Planipotentiariis, per dictos Deputatos & Plenipotentiarios nostros in Ordinem redactum in omnibus punctis & clausulis approbavimus & ratum habuimus, prout tenore ac vigore præsentium, illud approbamus & ratumhabemus, spondentes Nos dictum Instrumentum in omnibus punctis & Articulis suis inviolabiliter servaturos, ac impleturos, neque passuros esse ut à quoquam ullo modo infringatur, lædatur vel violetur. In quorum fidem & robur hasce per nostri concessus Præsidem signari, à Graphiario subscribi, & majori Sigillo Nostro muniri fecimus. Dabantur Hagæ-Comitum die 20 Augusti 1667. *Es van Glinsera*, vt. Ad mandatum Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. *N. Ruysch.*

Comme ainsi soit, que durant la Negotiation de la Paix entre le Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Estats Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas, il y ait eu question & debat sur l'application des Articles 6,7,& 8 de leur Traité de l'An 1662. touchant les Rebelles & Fugitifs qui se pourroient retirer dans les Royaumes & Terres reciproquement de l'un ou de l'autre.

Nous subsignez Ambassadeurs Extraordinaires de sa Majesté de Suede, & Mediateurs pour les Affaires de cette negotiation, declarons que l'on est convenu que lesdits Articles 6,7,& 8 dudit Traité de l'An 1662. seront mis dans le Traité conclu ce jourdhuy sans aucune alteration ou addition, ainsi qu'ils ont esté inserez dans celui de l'An 1662. Et asseurons en outre les Sieurs Deputez des Seigneurs Estats Généraux de par les Sieurs Ambassadeurs d'Angleterre, que ce n'est ni sera jamais l'intention du Roi de la Grande Bretagne de se vouloir servir du contenu desdits trois Articles au prejudice d'aucuns Officiers ou Soldats ou de quelques autres Personnes de quelque qualité & condition qu'ils soient, pour avoir suivi la partie contraire, durant cette Guerre, ou de les appliquer contre aucun Ministre de la parole de Dieu ou des autres Gens qui au regard de la Religion du culte Divin, ou de la non conformité dans les ceremonies d'icelui se sont deja retirés ou se pourroient retirer encore dans les Terres & Domaines de l'obeïssance de Messieurs les Estats, pourveu qu'ils s'y comportent en des autres choses moderément & paisiblement, & qu'ils ne soient pas coupables de quelque crime contre l'Etat qui les rende sujets à la peine que portent ces Articles.

En foi dequoi nous avons signé le present Acte à Breda ce trente uniéme Juillet 1667.

L. S. *George Flemmingh.* L. S. *Christophe Delphique de Dhona.*

Comme ainsi soit qua sur l'extension de l'Article deuxiéme de l'acte separé, contenant un interim & une provision sur le fait des Placats du Commerce dont Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roi de la Grande Bretagne, & Messieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs Estats Généraux des Provinces-Unies sont convenus ce jourdhui, il y ait eu difficulté sur les mots suivants: *inferre omnia ejusmodi mercimonia quæ in Germania inferiore vel superiore producta, enata aut manibus elaborata, non nisi per territoria ac ditiones Unitæ Belgii vel per terras vel per flumina ad portus maritimos subvehi solent, ut inde per mare transfertentur*: A sçavoir si ceux de *non nisi* y feroient inserez ou non? Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre ayants soûtenu qu'ils ne pouvoient consentir qu'ils fussent rayez par ce qu'ils sont conformes au texte du Placat de l'encouragement de l'an 1660. publié de par sa Majesté de la Grande Bretagne avec connoissance de son Parlement.

Et Messieurs les Deputés & Plenipotentiaires des Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies apprehendants que l'on pourroit donner telle application à cette periode, que par là on renverseroit toute la vigueur dudit Article, sous pretexte que les Marchandises venantes & descendantes de l'Allemagne haute & basse le long des Rivieres ou par la voye de Terre jusques aux pays des Provinces-Unies peuvent aussi commodement estre transferrées par des autres endroits ou par des autres Ports.

Nous soussignez Ambassadeurs Extraordinaires de sa Majesté de Suede & Mediateurs pour les affaires de cette negotiation, attestons & declarons pour plus grande seureté des Seigneurs les Estats susdits, que ce n'a nullement esté l'intention de Messieurs les Ambassadeurs d'Angleterre de tirer cette consequence de cette clause ou desdits mots *non nisi*, mais qu'au contraire ils se sont declarés iterativement en nostre presence de bouche & en effect aussi dans le project d'un acte qu'ils avoient minuté pour cette fin qu'ils ne pretendent pas, que les sujets desdits Seigneurs Estats Généraux puissent être inquietez par aucune dispute de cette nature, mais qu'au contraire ils auront la faculté & la liberté toute entiere pour le transport de toutes les Marchandises venantes & descendantes comme dessus pour les porter & debiter dans leurs Vaisseaux en Angleterre, & afin qu'il y eust moins d'obscurité ou de contradiction dans ladite periode qu'aprés les mots *ad portus maritimos* on a fait inserer de commun accord & concert les mots *plerumque commodius & usitatius*, & qu'ainsi l'Article est demeuré dans les termes suivants: *licitum sit Dominis Ordinibus Generalibus eorumque subditis suis Navigiis in Angliam praterea etiam inferre omnia ejusmodi Mercimonia, quæ in Germania inferiore vel superiore producta, enata aut manibus elaborata, non nisi per Territoria ac Ditiones Unitæ Belgii, vel per Terram vel per Flumina ad Portus Maritimos, plerumque commodius & usitatius subvehi solent, ut inde per Mare transportentur.* En témoin de quoi nous avons signé la presente declaration. Fait à Breda le trente uniéme Juillet 1667.

(L. S.) *Georgius Flemmingh.* (L. S.) *Christopherus Delphicus B. ac C. in Dhona.*

ANS de J. C. 1667.

DANEMARC ET ANGLETERRE.

LXXII.

Traité de Paix entre FREDERIC III. *Roi de Danemarc &* CHARLES II. *Roi d'Angleterre. Avec les Déclarations des Ambassadeurs de France sur quelques Articles dudit Traité. Conclu à Breda le* 31. *Juillet* 1667. Freder. Leonard. Tom. V. En latin, mais plus abregé dans Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre, Tom. XIII. pag. 402. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 467.

A TOUS en general, & à chacun en particulier, qui y ont interest, ou qui peuvent y eoavoir. L'on fait à sçavoir & l'on certifie; Qu'aprés la guerre survenuë entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarc, de Norwegue, des Vandales & des Goths; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne & d'Irlande, à l'occasion de celle qui depuis quelques années s'étoit allumée entre lui Roi de la Grand' Bretagne, & Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, par la grace de Dieu qui a beni l'ouvrage, & par la mediation du Serenissime & Tres-puissant Prince Charles III. Roi de Suede, des Vandales, & des Goths, qui excité par l'amour & affection singuliere qu'il porte aux deux Rois qui se faisoient entr'eux la guerre, & aussi à leurs Royaumes, & de plus poussé par le zele & le desir qu'il a de travailler au salut de la Chrestienté, & à y rétablir & conserver le repos, s'est interposé comme Mediateur, & à employé ses offices de sincere ami, l'on a pensé de part & d'autre au rétablissement de la Paix, & que pour y parvenir l'on est convenu de la ville de Breda, pour le lieu de l'Assemblée & des Conferences des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires entr'eux. Et afin de conduire cette affaire à sa perfection desirée; Que les Ambassadeurs Extraordinaires de sa Royale Majesté Serenissime de Suede, les Tres-Illustres & Tres-Excellens Seigneurs, le Seigneur George Flemmingh libre Baron de Liebelitz, Seigneur de Nornaas & Liding, Conseiller de sa Royale Majesté Serenissime de Suede, Senateur du Royaume & Conseiller de la Chancelerie; le Seigneur Christophle van Delst Comte de Dhona, Seigneur hereditaire de Corwinden, Schobissen, Borgdorff, Slakenfels & Siselbach, Mareschal de Camp de sa Royale Majesté Serenissime de Suede, Conseiller en son Conseil de Guerre; & le Seigneur Pierre Jules Coyet Seigneur hereditaire de Bengesboda, & Liengebigord, Chevalier, Conseiller de la Chancellerie de sa Roiale Majesté Serenissime de Suede, & de son Conseil Aulique, prevenu toutefois de mort inopinée peu de tems aprés son arrivée en ce lieu, pendant qu'il contribuoit par ses travaux à l'accomplissement d'une œuvre si sainte, ont avec sincerité & promptitude, au nom de leur tres-clement Roi & Seigneur, employé toute leur industrie, dexterité & prudence. Comme aussi que les Rois, ci-dessus nommez, se portant à une fin si salutaire, ont commis & deputé, pour travailler au Traité de la Pacification presente, leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires: c'est à sçavoir le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarc & de Norwegue, &c. le Seigneur Paul Klingenberg Seigneur hereditaire de Bustrug, Hauroro, & Tostrup, Conseiller de sa Roiale Majesté Serenissime en son Amitauté, & Maistre Général des Postes, & le Seigneur Pierre Carisius son Conseiller en ses Conseils; & le Serenissime & Tres-puissant Prince Roi de la Grand' Bretagne, &c. le Seigneur Denzel Holles Baron d'Yfeild, Conseiller de sa Royale Majesté Serenissime en ses Conseils, & le Seigneur Henri Coventrie, fils du défunt tres-honoré Thomas Coventrye Garde du grand Sceau d'Angleterre, Gentilhomme Privé de sa Chambre, Senateur dans l'Assemblée ou Parlement Souverain d'Angleterre, & Commissaire pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, qui aprés avoir mutuellement & de bonne foi communiqué entr'eux les Lettres de leurs pleins Pouvoirs, (dont les copies sont inserées de mot à mot à la fin du present Traité) sont convenus des Articles de paix & d'amitié ci-aprés declarez.

ANS de J.C. 1667.

I. L'on est convenu, & il a esté conclu & accordé, qu'à l'avenir, à commencer de ce jour, il y aura paix perpetuelle, ferme, & inviolable entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarc, de Norwegue, &c. Et le Serenissime & Tres-puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, entre leurs heritiers & Successeurs; comme aussi entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Isles, Villes, Forteresses, leurs Sujets, & les Habitans, de quelque qualité & condition qu'ils soient. En telle sorte que l'un conserve & procure le bien & l'avantage de l'autre, comme le sien propre; & aussi que l'un empêche & detourne avec toute son industrie, le dommage & la ruine de l'autre. En consideration dequoi, la liberté de la navigation & du commerce demeure mutuelle & reciproque aux Sujets de l'un & de l'autre Roi; comme aussi d'entrer, sejourner, & negotier avec leurs marchandises dans les Places de Commerce, Havres & Rivieres de l'un & de l'autre.

II. Tous actes d'inimitié, de guerre & d'hostilité cesseront en vertu du present Traité, tant par mer que par terre, entre les Rois ci-dessus nommez, leurs Royaumes, Principautez, Sujets, & Habitans: c'est à sçavoir dans la mer Boreale ou du Septentrion, dans la mer Baltique, comme aussi dans le Canal (ou Manche) d'Angleterre, dans le vingt-uniéme jour, & depuis l'entrée du Canal ou Detroit jusques au Cap. de S. Vincent, dans le terme de six semaines. Et cesseront pareillement dans l'espace de dix semaines, depuis ce même Cap, jusques à la ligne Equinoxiale, ou Equateur, tant à la mer Oceane, qu'en la mer Mediterranée. Et finalement dans l'espace de huit mois ils cesseront au delà de l'Equateur par toute la terre sans aucune exception, ou distinction plus étenduë de tems ou de lieu. Tous les jours, les semaines, & les mois exprimez se comptant du jour de la signature du present Traité, & de la publication qui en sera faite en cette ville de Breda. Et les jours ci-dessus prefix étant passez, tout ce qui aura esté pris & occupé par l'un ou l'autre des Rois, ou par ceux qui sont à leur service, à qui l'on aura donné des commissions pour aller en cours, sera rendu le même, & entier à icelui, ou à ceux à qui il aura esté pris; qui seront pleinement dédommagez des pertes, dépenses & frais qu'ils auront faits pour ce sujet. Et ceux qui commettront quelque attentat en cette partie, seront punis chacun d'eux selon le merite du délit.

III. Il a esté aussi accordé & conclu, que de part & d'autre toutes les discordes, soupçons, defiances & mauvaises intentions, tant de la part du Serenissime Roy de Dannemarc, que de celle du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne, comme aussi en ce qui touche leurs Ministres, Officiers & Sujets, demeureront supprimées & ensevelies dans un oubli, ou amnistie perpetuelle. Mais en outre par le present Traité la memoire sera pour jamais abolie & effacée de tous les dommages, offenses & injures qu'ils ont faites l'un à l'autre tant de fait que de paroles, ou par écrit, incontinent aprés la guerre commencée jusques à ce jour, & terme de tems prescrit & limité: auquel toutes dissentions, discordes, differents, mesintelligences, & inimitiez, cesseront & demeureront assoupies; nommement l'attaque & défense qui furent faites dans le Port de la Ville de Berghes en Norwegue, & generalement tout ce qui s'y passa, ou qui peut dependre de cet evenement. En sorte que l'une des parties ne cause au-

cun

ANS de J. C. 1667.

cun trouble ou empéchement à l'autre sous quelque pretexte que ce soit, tant s'en faut qu'elle attente ou entreprenne de faire aucun acte d'hostilité, pour raison de quelque perte, offense, ou dépense soufferte en suite de cet accident.

IV. Tous les Prisonniers de part & d'autre, de quelque qualité & condition qu'ils soient, seront mis en liberté sans payer aucune rançon.

V. Tous les Navires, biens & autres choses semblables, qui ont esté prises reciproquement par l'un sur l'autre pendant l'embrasement & les troubles de la guerre faite entre les deux Rois susmentionnez & leurs Sujets : ou les biens & pretentions qui ont esté confisquées par l'une des Nations sur les Sujets de l'autre, ou qui ont esté prises & enlevées ; comme encore tous les frais de la guerre faits de part & d'autre, demeureront également compensez, sans que l'on en fasse jamais question ou demande. Comme aussi sont compris dans cette compensation les dettes actives des Sujets du Roi de la Grand' Bretagne qui ont été confisquez par le Roi de Danemarc. S'entend, que toutes les dettes de cette nature, qui depuis le dixiéme Mai vieil stile, & vingtiéme du nouveau, auront esté payées par ses Sujets, & par lui reçuës en vertu de la confiscation & des lettres de represailles, demeureront eteintes, comme ayant esté acquittées. Et qu'à l'avenir il ne soit point permis aux creanciers de telles dettes, de pretendre de s'en faire payer en cette qualité, ou de contraindre au payement ; moins encore par autre raison sous quelque pretexte que ce soit. Mais il sera licite & permis aux Sujets du Roi de la Grand' Bretagne de demander & poursuivre par les voyes de droit & ordinaires de la Justice, le payement de telles dettes confisquées qui n'auront point encore esté payées & reçuës au jour ci-dessus declaré. Excepté toutefois la somme de six-vingt mille Risdales plus ou moins, qui provient de certains differens survenus entre le Roi de Danemarc & de Norwegue Christian IV. de glorieuse memoire, & le Parlement d'Angleterre, à cause du secours qu'il envoya au défunt de glorieuse memoire Charles I. Roi de la Grand' Bretagne ; pour laquelle somme le Serenissime Roi de Danemarc & de Norwegue, s'est obligé, & en a donné son obligation à la Compagnie de certains Marchands Anglois, qui negocient à Hambourg, & qui presentement y font leur demeure, ou l'y ont ci-devant faite. Laquelle pretention de six-vingts mille risdales, plus ou moins, estant détruite par la confiscation, demeurera par le present Traité annullée, éteinte & abolie, en sorte, que les creanciers de telle dette ne pourront en cette qualité, presentement ni à l'avenir, demander ou pretendre quoi que ce soit. Comme aussi l'on est convenu & demeuré d'accord par paroles tres expresses, que l'on ne fera point revivre, ni l'on ne renouvellera aucune pretention pour raison des Navires & biens pris & enlevez de la sorte, & pour les dettes deuës aux creanciers, abolies & supprimées par la confiscation, selon qu'il vient d'estre déclaré ci-dessus. Mais que toutes soient reputées & tenuës pour annullées, éteintes & abolies de part & d'autre au moyen de la compensation solemnelle qui s'en fait. S'entendant toutefois, que les terres & biens immeubles ne sont point compris dans cette annullation & extinction, mais qu'ils soient sans difficulté & empéchement quelconque restituez à ceux qui en estoient possesseurs & proprietaires avant la declaration de la presente guerre.

VI. Il a esté aussi accordé, & l'on est convenu, que sous la compensation ci-dessus, l'on n'a point entendu y comprendre les Païs, Villes, Forteresses, ou les Ports, ni autres lieux de cette nature. Et au cas qu'il se trouvast que l'une des parties durant le cours de la guerre se fust emparé de quelqu'un de cette qualité, soit au dedans de l'Europe ou au dehors, ou qu'il s'en rendist le maistre dans le tems limité par le second Article ; il sera incontinent, sans aucun delai, tergiversation, ni allegation d'aucun pretexte, restitué tel qu'il soit à qui il appartenoit auparavant, avec toutes les plus petites choses qui en dépendent, & au même état qu'il étoit, lors qu'il a esté pris, sans qu'il puisse être retenu par forme de compensation ou de dédommagement.

VII. Seront compris dans le present Traité ceux qui devant l'échange des ratifications, ou aprés dans les six mois suivans, seront nommez du consentement de l'une & de l'autre des Parties. Et comme elles, qui traitent ensemble, reconnoissent avec gratitude les sinceres offices, & continuel zele & affection, avec lesquels le Roi Serenissime de Suede : assisté du secours & aide divine, a avancé ce salutaire ouvrage de pacification ; pour lui témoigner reciproquement une pareille affection, il a esté ordonné par le consentement commun de toutes les Parties, que sa Royale Majesté Serenissime, ci-dessus nommée, soit comprise & incluse dans le present Traité de Paix, en la meilleure forme qu'il se peut, avec tous ses Royaumes, Seigneuries, Provinces, & tous les Droits qui lui appartiennent.

VIII. Il a esté finalement conclu, arresté, & accordé, que les ci-dessus nommez, Serenissimes & Tres-puissans Rois, garderont & observeront avec sincerité & de bonne foi, le contenu du present Traité, & qu'ils le feront inviolablement garder & entretenir par leurs Sujets & Habitans de leurs Païs, & qu'ils n'y contreviendront directement ni indirectement ; & ne permettront qu'il y soit contrevenu en aucune maniere par leurs Sujets, ou par ceux qui font leur demeure dans leurs Royaumes : & qu'ils en ratifieront & confirmeront tous les Points & Articles, comme ils sont ci-dessus accordez, par Lettres Patentes souscrites de leurs propres mains, & scellées de leurs grands Sceaux, conçuës & écrites en forme suffisante pour leur donner autorité, & faire sortir effet. Lesquelles Lettres Patentes seront reciproquement echangées dans le tems de quatre semaines prochaines, ou plûtôt si faire se peut, aprés la date des Presentes, & les donneront dans cette ville de Breda, ou les y feront donner de bonne foi, réellement, & de fait.

Et pour faire foi de toutes les choses ci-dessus & de chacunes d'elles, & pour leur donner plus de force & d'autorité : Nous Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, avons soussigné de nos Mains le present Traité & Acte, avec les Illustrissimes & Excellentissimes Seigneurs les Ambassadeurs Extraordinaires Mediateurs à Breda, le trente-uniéme Juillet mil six cens soixante-sept.

L. S. GEORGE FLEMMINGH.	PAUL KLINGENBERG HOLLES.
L. S. CHRISTOPHE HENRY COVENTRYE.	PIERRE CARISIUS.
DELPHIQUE DE DHONA.	

Commission des Plenipotentiaires du Serenissime Roi de Danemarc.

FREDERICK III. par la grace de Dieu Roi de Danemarc, de Norwegue, des Goths, & Vandales, Duc de Slefwiek, de Holstein, de Stormar & de Dithmarse, Comte d'Oldembourg, & Delmenhorst. Nostre intention est que tous en general & chacun en particulier, sçachent que la guerre s'étant émûë entre Nous, le Serenissime Tres-Puissant Tres-Chrestien Prince LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre ; & les Hauts & Puissans Seigneurs, les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs Bas, d'une part ; & le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, &c. d'autre part ; & que des Traitez solemnels ayant esté commencez dans la ville de Breda ; pour accommoder les differens qui ont esté jusques ici entre les Parties : Nous avons constitué, deputé & commis, comme par ces Presentes Nous con-

ANS de J. C. 1667. constituons, deputons & commettons pour y assister. Nobles & honnestes nos sincerement & fidelement bien-aimez Paul Klingenberg Conseiller de nostre Amirauté, & Maître General des Postes; & Pierre Carisius nostre Conseiller & Resident prés les susnommez Seigneurs Estats Généraux; ausquels Nous donnons plein & entier pouvoir de negocier & traiter en nostre nom avec le Commissaire deputé ou Commissaires deputez par le ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, garnis de Pouvoirs suffisans pour le même effet, de tous les differens que nous avons avec lui; de les accorder, terminer & conclure, & de faire en outre toutes les choses qui peuvent contribuer à assoupir & éteindre les mesintelligences & inimitiez secretes qui pourroient être entre Nous & le susmentionné Roi de la Grand' Bretagne; & qui sembleront pouvoir retablir l'ancienne amitié & concorde. Nous obligeant & promettant en parole de Roi, de confirmer & ratifier tout ce que les dénommez ci-dessus, nos Plenipotentiaires auront traité, negocié & conclu; & de ne rien faire de nostre part, & de ne souffrir qu'il soit fait aucune chose, qui en quelque maniere que ce puisse estre y repugne, & puisse y estre contraire: en foi dequoi Nous avons signé les Presentes de nôtre main, & pour les autoriser avons commandé, qu'elles fussent scellées de nôtre Sçeau Royal. Donné en nôtre Château de Coppenhaguen, le sixiéme jour d'Avril mil six cens soixante sept. Signé, FREDERIC. Et plus bas, BIERMAN.

Les soussignez Plenipotentiaires de sa Royale Majesté Serenissime de Danemarc & de Norwegue, après avoir exactement collationné, certifient que les Lettres de Procuration & Pouvoir ci-dessus transcrites, conviennent avec l'Original en tous les points & toutes les periodes. Fait à Breda le 21. Mai 1667. PAUL KLINGENBERG. P. CARISIUS.

Procuration de la part du Serenissime Roi de la Grand' Bretagne.

CHARLES II. par la grace de Dieu Roi de la Grand' Bretagne, d'Ecosse & d'Irlande, &c. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. S'étant élevé depuis certain temps quelques differens entre Nous & les Hauts & Puissans Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'où s'est ensuivi une guerre qui depuis plus de deux ans s'est fort échauffée au grand dommage & prejudice de l'une & de l'autre Partie: sur quoi estant arrivé que le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Suede, ami commun, eut offert sa mediation qui Nous est tres-recommandable, & en meme-tems lesdits Etats Généraux nous ayant enfin requis de vouloir envoyer des Plenipotentiaires de nôtre part en quelque lieu commode qui pussent traiter avec leurs Commissaires & Députez, en y joignant les Ambassadeurs des Serenissimes & Tres-Puissans Princes les Roys Tres-Chrestien & de Danemarc, pour travailler ensemble à appaiser ces differens, éteindre cette guerre, & enfin rétablir la Paix: Nous qui avons esté obligez, & comme contraints malgré Nous de prendre les armes, avons toûjours mieux aimé terminer ces differens par la voye d'arbitrage, que par celle de la guerre; ce qui fait que nous avons volontiers consenti au desir & à la proposition des Estats Généraux pour le Traité de Paix: A cette fin Nous avons choisi pour nos Ambassadeurs Extraordinaires, les gens les plus excellens & les plus capables de nous servir en cette affaire, sçavoir nostre tres-fidele & tres-amé Conseiller *Denzel Helles*, Baron de Ifeild, & nôtre amé & fidele *Henry Coventrye*, fils de tres-honorable Thomas Baron de Coventrye, autrefois Garde du grand Sceau d'Angleterre, l'un de nos Chambellans, Senateur dans le Souverain Conseil ou Parlement d'Angleterre, & Commissaire destiné pour l'adjudication des Terres dans le Royaume d'Irlande, lesquels nous nommons pour pouvoir conferer, traiter & conclure ladite Paix avec les Commissaires & Députez des susdits Roys, & Estats Généraux. ANS de J. C. 1667.

Nous faisons donc à sçavoir qu'ayant souvent experimenté la prudence, integrité, fidelité & industrie de nos susdits Ambassadeurs Extraordinaires, & Nous confians entierement en eux, Nous les avons ordonnez & députez, & par ces Presentes ordonnons & deputons nos veritables & indubitables Commissaires Procureurs & Plenipotentiaires, leur donnans pleine puissance & autorité, & mandement général & special en nostre nom, de communiquer, traiter, convenir & conclure, & faire generalement toutes les autres choses necessaires, pour avec les Commissaires respectifs des Roys & Estats susmentionnez, ayant suffisant Pouvoir pour ce sujet, travailler à oster tous les differens susdits sous les Articles & conditions reciproques de restituer & rétablir de part & d'autre les choses dont on sera convenu, & enfin de dresser sur la tout les Articles, Lettres & instrumens necessaires, & de faire toutes les choses qui seront à propos pour la conclusion de ce Traité, promettans de bonne foi & en parole de Roi, d'avoir agreables, fermes & stables, & de n'aller jamais à l'encontre des choses qui seront resoluës entre nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & ceux des Estats Généraux, mais au contraire d'executer & observer inviolablement & religieusement tout ce qui sera promis en nostre nom sur ce sujet. En témoignage dequoi nous avons signé les presentes Lettres, & à icelles fait apposer le grand Sceau d'Angleterre. DONNÉ à Westmonster le quinziéme du mois d'Avril l'an 1667. le dixneufiéme de nostre Regne. Ainsi signé, CHARLES, Roy.

Ratification du Roi de Danemarc du Traité de Paix conclu à Breda le 31. Juillet stile nouveau 1667. entre luy & le Roy de la Grand' Bretagne.

FREDERIC III. par la grace de Dieu Roi de Danemarc & de Norwegue, des Goths & des Vandales, Duc de Slesvvik, de Holstein, Stormarn & de Dithmarse, Comte d'Ildembourg & de Delmenhorst: A tous ceux qu'il appartient, ou pourra appartenir pour leur interest, & chacun en particulier. Nous desirons par ces Presentes donner à connoistre, témoigner & certifier, que s'estant tenuë depuis peu dans la Ville de Breda une Assemblée solemnelle, pour éteindre l'embrazement de la funeste guerre qui avoit esté allumée entre Nous, le Serenissime, Tres-Puissant & Tres-Chrestien Prince Loüis XIV. Roy de France & de Navarre, & les Hauts & Puissants Seigneurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, d'une part; Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne, d'autre part: Nous avons envoyé à cette meme Assemblée Nobles & honnestes non chers & bien-aimez Paul Klingenberg Conseiller en nostre Admirauté, & Maître Général des Postes, & Pierre Carisius aussi nostre Conseiller, afin qu'ils entrassent en conference avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires du ci-dessus nommé Roi de la Grand' Bretagne, & qu'ils traitassent pour accommoder & accorder les differents & dissentions qui étoient entre Nous. Ce qui par la benediction de Dieu a reüssi, de sorte que l'accord s'en est ensuivi, & l'on a consenti à la Paix de part & d'autre, & sous certaines conditions, dont l'Acte est conçu de mot à mot, comme il ensuit, &c.

Con-

Conclusion de la Ratification.

C'Est pourquoi aprés avoir veu & entierement Leu les Articles ci-dessus écrits, & aprés les avoir surement pesez & examinez, Nous les avons tous avec toutes leurs clauses approuvez & confirmez, comme encore Nous les approuvons & confirmons par l'autorité des Presentes. Promettons en parole de Roi, & Nous obligeons, non seullement à les garder constamment & religieusement, mais aussi que Nous ne permettrons point ni ne souffrirons qu'il y soit contrevenu, ou attenté par nos Sujets contre leur teneur. En foi de quoi Nous avons signé de nostre main le present Acte, & y avons fait apposer nôtre Sceau Royal. Donné en notre Château de Coppenhagen, (Hamie) le premier Aout mil six cens soixante-sept. Signé FREDERIC. Et plus bas, BIERMAN.

Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France sur le cinquiéme Article du Traité entre l'Angleterre & le Danemarc.

NOUS Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, declarons que dans l'Article V. du Traité fait & conclu ce jourdhuy entre le Roi de la Grand' Bretagne, & le Roi de Danemarc, on n'a entendu parler que de l'abolition de la dette de six vingts mille Richedales, plus ou moins, pour lesquelles ledit Seigneur Roi de Danemarc s'est obligé envers la Compagnie des Marchands Anglois, établie à Hambourg, sans prejudice des autres dettes pour lesquelles ledit Seigneur Roi se pourroit etre obligé envers d'autres Sujets de sa Majesté Britannique, lesquelles on n'a point entendu étendre & abolir par le present Traité. En témoin dequoy nous avons signé la presente Declaration. Fait & passé à Breda le 31. Juillet 1667.

(L.S.) *d'Estrades.* (L.S.) *Courtin.*

Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France touchant le Droit du Sund.

NOUS ci-dessous denommez, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrêtien Roy de France, Godefroy, Comte d'Estrades, Lieutenant General dans les Armées de sa Majesté, & Chevalier de ses Ordres, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique; & Honoré Courtin Conseiller d'Etat & Maître des Requestes : & conjointement Nous les Députez, Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas, pour les presens Traitez de Paix, Jerôme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regresberch, Everwerdt, &c. Conseiller & Syndic de Messieurs les Estats de Zelande, & Allard Pierre Jongstal premier Conseiller & President de la Cour Souveraine de la Province de Frise, faisons à sçavoir, certifions & attestons qu'à cause du different & contestation survenu dans ces Traitez de Paix; qui déja ont esté conclus en ce lieu entre le Serenissime & Tres-Puissant Roi de Danemarc, & le Serenissime & Tres-Puissant Roi de la Grand' Bretagne; pour raison du payement du Peage & Droit d'Entrée que les Sujets de l'un des deux Rois seront à l'avenir tenus de payer pour raison de leurs Navires & Marchandises, dans les Ports & Rivieres de l'autre; & à cause aussi que de la part du Roy de Dannemarc dans le projet donné par ses Plenipotentiaires aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre, la periode suivante avoit esté inserée à la fin du premier Article en ces termes.

« Et comme l'un & l'autre Roi à le pouvoir souverain & le droit entier sans qu'on le puisse mettre en controverse ou le disputer, de disposer & ordonner des Impositions & Peages dans leurs propres Seigneuries & Terres de leur domination; pareillement aussi les Sujets de l'un payeront autant de Peages & d'Impositions dans les Royaumes, Principautez, Isles, Villes, Havres & Rivieres de l'autre : Que chacune des Parties pour son régard trouvera à propos qu'il se peut faire pour son service, utilité & profit; & en la meme maniere que les autres Nations Estrangeres avec lesquelles il n'y a point de conventions particulieres pour ce sujet, sont obligées de payer. Toutefois au passage du Sund l'on n'exigera point des Vaisseaux Anglois, & des Marchandises dont ils seront chargez, & ils ne payeront point de Peage & d'Imposition plus grande que celle qui estoit exigée d'eux, & qu'ils payoient en l'an mil six cens cinquante. »

Mais que de la part d'Angleterre l'on n'a pas voulu mettre cette clause, sinon avec cette condition : Qu'au regard du Péage qui se paye au passage du Sund, au lieu de l'année mil six cens cinquante l'on apposast l'an mil six cens cinquante-deux. Ce que toutefois l'on n'a pû persuader aux Plenipotentiaires de Danemarc, quelque raison qu'on leur ait apportée, assurant & affirmant que dans leurs instructions il n'y avoit rien qui touchast ce point. C'est pourquoy on leur a proposé cet expedient pour temperament; Que l'on retranchast entierement de cet Article la periode qui feroit quelque mention des Peages & Imposts; à quoy enfin les ci-dessus nommez Plenipotentiaires Danois ont consenti, principalement induits par le desir de rétablir la Paix tant souhaitée. A condition toutefois, que Nous susnommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires rendissions témoignage que la Negociation s'est faite & passée de la sorte, comme nous l'attestons & certifions par le present Acte souscrit de nos mains, avec l'apposition du Cachet de nos Armes pour l'autoriser d'autant plus. Fait à Breda le trente uniéme Juillet mil six cens soixante-sept.

(L.S.) *D'Estrades.* (L.S.) *Courtin.*

Declaration de Messieurs les Ambassadeurs de France touchant les Orcades.

NOUS ci-dessous dénommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Tres-Chrétien Roi de France, Godefroy Comte d'Estrades, Lieutenant Général dans les Armées de sa Majesté, & Chevalier des Ordres de sa Majesté, Gouverneur de Dunkerque, Maire perpetuel de Bordeaux, Vice-Roi de l'Amerique; & Honoré Courtin Conseiller d'Estat & Maître des Requestes; & conjointement Nous les Députez Plenipotentiaires des Provinces-Unies des Païs-Bas pour les presens Traitez de Paix, Jeróme-Van-Beverning, Pierre de Huybert Seigneur de Regesberch Evesweerd, &c. Conseiller & Syndic de Messieurs les Estats de Zelande, & Allard Pierre Jongstal premier Conseiller & President de la Cour Souveraine de la Province de Frise; Faisons à sçavoir, certifions, & attestons, que dans les presens Traitez de Paix faits & conclus en ce lieu, entre le Serenissime & Tres-Puissant Roy de Danemarc & de Norwegue Frederic III. & le Serenissime & Tres puissant Roi de la Grand' Bretagne Charles II. l'on a demandé de la part de Danemarc avec des instances tres-pressantes la restitution des Isles appellées Orcades & de Hisland; pour laquelle fin Messieurs les Plenipotentiaires de Danemarc ont inseré l'Article suivant dans le projet de leur Traité, qu'ils ont communiqué à Messieurs les

ANS de J. C. 1667.

Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre.

» Dautant que l'on à prouvé suffisamment par des Titres, que depuis plusieurs siecles les Isles Orcades ont appartenu au Royaume du Norwegue par une subjection inseparable & inalienable, & luy appartiennent encore; & qu'elles ont esté engagées & hypotequées au Roy d'Escosse pour une certaine somme d'argent, à condition qu'elles seroient rendues & restituées, en remboursant & payant la mesme somme, & qu'elles retourneroient & seroient reunies au Royaume de Norwegue: & bien que de la part de Danemarc le remboursement de cette mesme somme ait esté souventesfois offert, & que nonobstant cela la restitution n'en ait point esté faite; l'on est demeuré d'accord ensemble, & l'on est convenu, par desir & affection principalement, que l'on a d'obvier aux troubles & dissentions & de les empécher, qui a l'occasion de differend ponrroient naître entre les Serenissimes Rois de Danemarc & d'Angleterre, que les susnommées Isles appellées les Orcades & Hisland, soient restituées & renduës au Roi de Dannemarc: ou à tel autre qui il donnera pouvoir de les recevoir, en l'estat qu'elles se rrouvent à present sans en nen retenir, & sans retardement.

A laquelle proposition Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires d'Angleterre ont répondu de leur part: Qu'ils n'avoient aucune instruction lur cette affaire, & qu'ils desiroient que cet Article fust rayé & effacé du projet, veu principalement qu'il ne touchoit en rien le present Traité de Paix, & que l'on ne pouvoit pas l'inserer, ni lui donner place entre les autres.

Ce que Nous soussignez avons pareillement reconnu. C'est pourquoi les Seigneurs Plenipotentiaires du Serenissime Roi de Danemarc & de Norwegue, portez sur tout d'affection pour la Paix si ardemment souhaittée, & afin que cette affaire si salutaire ne souffrist de retardement de ce côté là, ont finalement consenti, que cet Article touchant les Orcades & Hisland fust rayé & effacé de leur projet. A condition toutesfois que la suspension & surseance de la demande de restitution de ces Isles soit entenduë, sans qu'elle porte prejudice aux droits de leur Seigneur Roi Serenissime, & sans qu'elle déroge en quoy que ce soit à ses pretentions; qui subsistent entieres & manifestes, jusques à une plus favorable occasion, soit qu'elle se presente plûtôt ou plus tard, afin d'en demander la restitution, suivant telles pretentions.

Surquoy l'on est demeuré d'accord, & l'on a promis que Nous ci-dessus denommez Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, conjointement avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires du Serenissime Roi de Suede, donnerions attestation de ce que dessus pour certitude plus ample de la verité du fait, comme la donnons de bonne foy par le present Acte signé de nos mains, auquel pour donner plus d'autorité Nous avons apposé le Cachet de nos Armes. Fait à Breda le trente-uniéme jour de Juillet l'an mil six cent soixante sept.

(L.S.) *D'Estrades.* (L.S.) *Courtin.*

Acte de la publication de la Paix de la part des Plenipotentiaires de Danemarc.

NOUS Paul Klingenberg & Pierre Carisius Plenipotentiaires de la Majesté Serenissime le Roi de Danemarc, faisons à sçavoir à tous qu'il appartiendra, & attestons qu'en vertu du Traité conclu & arresté en cette Ville de Breda le trente-uniéme jour de Juillet, passé stile nouveau, & le vingt-uniéme stile ancien, la Paix plus stable & ferme qu'auparavant, & l'amitié sincere ont esté renouvellées entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince Frederic III. Roi de Danemarc & de Norwegue, des Vandales & des Goths, &c. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles II. Roi de la Grand' Bretagne; pareillement entre leurs Royaumes, Principautez, Comtez, Isles & Seigneuries. Et qu'aujourd'huy, datte des Presentes, les ratifications données par les deux Rois susnommez ont été échangées mutuellement; & partant que le libre exercice du commerce est entierement & sans reserve ni restriction restabli en sa premiere vigueur. Et la publication qui a déja esté faite ici d'un consentement mutuel, servira de regle, & fera le terme, suivant lequel tous Actes d'inimitié & d'hostilité doivent cesser, & la Paix commencer, comme cela se peut voir plus particulierement dans le second Article du present Traité. En cette maniere toutefois, que le premier terme & jour de la cessation des hostilitez commence dans la Mer Septentrionale, dans la Mer Baltique, & le Canal, le quatriéme de Septembre selon l'ancien stile. Le second jusques au Cap Saint Vincent commence le vingt-deuxiéme Septembre stile ancien. Et le troisiéme terme pour ce qui regarde les Mers au delà du Cap saint Vincent jusques à la ligne Equinoxiale, tant dans l'Ocean que dans la Mer Mediterranée, commencera le vingt-troisiéme Octobre pareillement selon l'ancien stile. Et finalement le quatriéme terme, auquel doivent cesser les hostilitez au delà de la ligne Equinoxiale par toute la terre, le quatorziéme Avril ancien stile de l'année mil six cent soixante huit. Et pour d'autant plus authoriser ce que dessus, Nous avons signé les Presentes de nos mains, & les avons fait publier à haute voix & son de trompe dans la Ville de Breda, ce jourd'huy vingt-quatriéme Août selon le stile nouveau, & le quatorziéme selon l'ancien.

(L.S.) PAUL KLINGENBERG.

(L.S.) PIERRE CARISIUS.

LXXIII.

ANS de J.C. 1667.

COLOGNE, BRANDEBOURG, &c.

(a) *Traité d'Alliance deffensive entre Divers Princes du Cercle de* WESTPHALIE, *& autres de l'Empire, comme entr'autres l'Electeur de* COLOGNE, *l'Electeur de* BRANDEBOURG, *les Princes de* BRUNSWICK *&* LUNEBOURG *&c.* Fait à Brunswick, le 22. Août, 1667. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIII. pag. 746.

(a) Ce Traité a été traduit du Flamand; mais comme ce n'est pas l'original, on ne l'a mis ici qu'en François.

LES Seigneurs Electeurs de Cologne & de Brandebourg, ensemble les Seigneurs Evèque d'Osnabrug & George Guillaume, comme aussi Rodolphe Auguste Ducs de Brunswick & Lunebourg, avec la Dame Lantgravinne & Regente de Hesse-Cassel, ayant ci-devant & dans cette presente conjoncture de tems diligemment consideré & deliberé sur les moyens de conserver & maintenir les Pais & Peuples que Dieu leur a confiés & les deffendre avec l'assistance divine contre toute violence, afin qu'ils soient maintenus dans une bonne Union, & l'experience ayant apris que les constitutions, & ordonnances faittes avec grande peine par le Saint Empire & tous les autres semblables moyens ont été de peu d'effect, ils ont pour l'amour paternelle qu'ils ont pour leursdits païs jugé trés à propos, de persister non seullement dans la confience & amitié debons voisins ci-devant établies entr'eux, mais aussi de faire entre eux une Alliance deffensive plus ferme & plus étroitte. C'est pourquoi lesdits Princes & Electeurs ont deputé & en-

ANS de J. C. 1667. & envoyé leurs Conseillers icy à Brunswick qui ont au nom de leurs Seigneurs Principaux, & sous leurs ratification & aprobation traitté & conclu une Alliance deffensive de la maniere suivante.

I. Il y aura entre lesdits Alliez de part & d'autre une sincere & unanime amitié & voisinance, ensorte qu'ils tâcheront de procurer le bien & utilité l'un de l'autre, & s'il leur arrive quelque chose qui les mette en quelque danger, celui que cela regardera en avertira à tems, afin d'eviter les troubles qui en pouroient suivre, & qu'on puisse communiquer à tems sur le secours promis & qui sera desiré.

II. Cette Alliance deffensive, ne sera point offensive à l'egard de personne & encore moins à l'égard de sa Majesté Imperiale & de l'Empire, mais seulement pour la deffence & manutention des païs, peuples, droits & prerogatives d'iceux.

III. Tous & un chacuns païs des Alliez, qu'ils possedent maintenant dans le St. Empire seront compris dans la presente Alliance, en telle maniere, que si quelques uns desdits païs & peuples desdits Confederez venoient à être assaillis, ou qu'on vint à commettre contre iceux quelque violence, & entreprises, meme en y voulant mettre les troupes en quartier ou les y faire passer contre les constitutions de l'Empire & Instrumens de paix, (sur lesquels est fondée la presente Alliance) & qu'on voulut donner atteinte à ladite presenre Alliance, ceux des Alliez à qui telle violence sera faite, en donnant avis & notification preallable & à tems à ses Alliez seront assistés des Troupes de Cavalerie & d'Infanterie sans perdre de tems, selon qu'il est accordé & convenu par les articles suivans.

IV. Mais afin qu'on puisse sçavoir ce que chacun sera obligé de fournir à celui qui sera attaqué ou lezé lors qu'il demandera du secours, il est accordé que son Altesse Electorale de Cologne fournira deux mille quarante hommes de Cavalerie & seize cens fantassins; sa Serenité Electorale de Brandebourg, mil hommes de Cavallerie, & deux mil hommes de pied, le Prince Serenissime d'Osnabrug mil chevaux & deux mil fantassins, le Serenissime Prince George Guillaume deux cens quarente chevaux, & six cens quarente quatre fantassins, sa Serenite le Duc Rodolphe Auguste de Hesse-Cassel deux cens chevaux & quatre cens fantassins, lesquels ils tiendront prêts, & les envoyeront sans perdre de tems, comme il a été dit, quand l'occasion le requerra. Les Alliez tiendront prete aussi la moitié de plus que leurdite cotte part, qui meme sera augmentée si on le juge convenable.

V. Chacun des Alliez étant averti par celui qui sera molesté, du danger où il sera, sera obligé de lui envoyer le secours promis en Cavallerie & Infanterie dans quatorze jours, à compter du jour que la requisition en aura été faite & ce sans delai. Et qu'il ne le poura rapeller & faire revenir, à moins que le requerant, n'en eût plus besoin lui-même, ou que l'assistant étant attaqué ou molesté n'en eut besoin pour lui même.

VI. Mais si plus d'un des Confederez venoit à être attaqué & à essuyer quelque danger, en ce cas les autres Alliez envoyeront une partie du secours à l'un des attaquez, & l'autre partie à l'autre de la maniere que dessus, & parce qu'il se pouroit faire que semblable secours ne seroit pas suffisant, en ce cas les Alliez seront tenus de prendre des resolutions proportionnées au danger, & de convenir d'un tel secours qu'il soit suffisant pour assister à bon escient celui qui sera attaqué.

VII. Quand le secours effectif aura été envoyé, & qu'il sera arrivé auprés des troupes & dans le païs de celui qui l'aura requis, celui à qui ledit secours sera envoyé en aura aussi-tôt le commandement en chef, & la direction dans toutes les affaires militaires, soit qu'il vienne à agir dans son païs ou dans un autre hors de celui des Confederez, mais quand il s'agira d'entreprendre quelque chose, il sera toutes les fois tenu un Conseil de guerre, comme c'est la coûtume.

VIII. Chaque assistant fournira autant d'Artillerie & autres choses necessaires avec les troupes que les cas de la guerre le requerront, mais si l'on a besoin de grosses pieces de canon, on les fournira à proportion du besoin du requerant, en cas que ce soit pour agir dans son païs, ou dans ceux qui seront le plus prés des Alliez, mais en l'un & en l'autre cas, ils seront fournis, & les dommages & reparations en seront payez à frais commun des Alliez.

IX. Chaque Officier des Alliez aura jurisdiction sur les Troupes qu'ils envoyeront au requerant, mais s'il arrivoit quelque chose qui requit un Conseil General de guerre, on y joindra tous ceux qui y doivent assister, & le President en sera celui qui suivant le septiéme Article aura le Directoire, & s'il n'y veut ou ne peut pas y assister ce sera celui qui sera le premier en charge.

X. Pour l'entretien des Troupes de chaque Allié le requerant sera obligé quand elles seront dans son païs ou prés des siennes & pendant tout le tems qu'elles seront sous sa direction de leur fournir des Quartiers & de les traitter comme les siennes propres.

XI. Et afin qu'il n'arrive aucune confusion par la conjonction desdites Troupes tous les Alliez dresseront ensemblement une ordonnance de Dicipline, suivant laquelle toutes les Troupes conjointes seront traittées. Et parce aussi que toutes les Troupes auxiliaires ne sçauroient porter avec eux toutes leurs provisions à la fois, le requerant sera obligé de leur fournir les provisions necessaires pendant qu'elles seront dans son païs, & le prix lui en sera restitué par les Alliez à proportion du secours qu'ils sont obligez de fournir.

XII. En outre cette Alliance deffensive durera trois ans consecutifs, à compter de la datte des presentes, pendant lequel tems elle sera observée & subsistera inviolablement. Et il sera en la liberté des Alliez de se confederer encore pendant lesdits trois ans pour prolonger encore cette ditte Alliance.

XIII. Et si quelques uns des Confederez etoient encore outre cette Alliance compris dans quelque autre en vertu de laquelle ils seroient tenus de donner quelque secours à d'autres, le secours ne sera fourni qu'en vertu de l'une ou de l'autre Alliance, & il sera libre au requerant de declarer à laquelle des deux Alliances il s'en voudra tenir. Et quand un secours aura été une fois envoyé, il sera soustrait du quantum, de ce que les Confédérez devront fournir.

XIV. Et si dans le voisinage il venoit à se faire quelque mouvement dont l'Empire pût recevoir quelque desavantage, les Alliez veullent bien autant qu'en eux sera, aporter tout le soin & la diligence possible, afin que le point de la sureté de l'Empire y soit ménagé & qu'il ne soit rien negligé a cet égard.

XV. Et comme dans la negociation de cette Alliance les Deputez du Seigneur Duc Jean Frederic de Bronswick Lunebourg qui y ont assisté n'ont pû la signer faute de mandement special dudit Prince, & que s'en étant exemté ils ont desiré qu'ils la pussent signer dans la suite, cela leur à éte accordé, pourvû qu'ils se declarent là dessus avant l'expiration du tems limité pour la ratification des presentes, comme il est contenu dans l'Article suivant.

XVI. Il est accordé & convenu que les Seigneurs Principaux feront échanger leurs ratifications icy à Bronswick dans le quatriéme d'Octobre Prochain, vieux stile. En témoin dequoy ont les Deputez Conseillers desdits Seigneurs Princes & Electeurs signé & scellé ces presentes dont a été dressé un instrument pour chacun,

ANS de J. C. 1667.

chacun. Ainsi fait à Bronswick le 22. Août 1657. signé.

(L.S.) *Henri François Nicolas.* (L.S.) *Frederic de Jena.* (L.S.) *G. Christ de Hamerstein.* (L.S.) *Paul Joachim de Bulaw.*
(L.S.) *Hierome de Grapendorp.* (L.S.) *Regnier Badenhausen.*

LXXIV.

ANS de J.C. 1667. ANGLETERRE ET ESPAGNE.

Traité de Paix & d'Alliance entre CHARLES II. *Roi de la Grand' Bretagne &* CHARLES II. *Roi d'Espagne, fait à Madrid, le* $\frac{13}{23}$ *Mai*, 1667. Henricus Brewer Tractatuum Historico-Politicorum Pars V. pag. 225.

IMprimis conventum & concordatum est, quod inter Coronam magnæ Britanniæ ex unâ, & Coronam Hispaniarum ex altera parte, ut & inter terras regiones, regna, dominia, & territoria ad Regum prædictorum alterutrum spectantia, eisdemve obtemperantia, *universalis, bona, sincera, vera, firma ac perfecta amicitia, confœderatio & pax sit*; quæ ab hoc die in perpetuum durabit, & tam terrâ, quàm mari, atque ubivis inviolabiliter observabitur: quodque Regum prædictorum Subditi, Populi, ditionumque suarum Incolæ, cujuscunque gradus aut conditionis fuerint, mutuâ hinc inde operâ, mutuis auxiliis, mutuisque benevolentiæ, & amicitiæ omne genus officiis invicem demerituri sint.

II. Quod neque Regum prædictorum alteruter, neque dominiorum suorum Incolæ, Populi, aut Subditi, quocunque sub prætextu, sive publicè, sive privatim, ullibi locorum, sive mari, sive terrâ, sive in portubus, aut fluviis, aliquid tentaturi, facturi, aut fieri procuraturi, quod alteri parti damno, aut detrimento esse possit; quin altera pars alteram, amicitiâ quàm arctissimâ, & benevolentiâ omnimodâ complexura. *Liber* insuper & securus tam mari, quàm terrâ alteri partium, in alterius regiones, regna, insulas, dominia, civitates, urbes muris cinctas, vel non cinctas, munitas vel non munitas patebit *aditus*; nec non in stationes navium, & portus, ubicunque *negociatio & Commercium* antehac exerceri solebant, ita ut emptionibus, venditionibus, & omne genus negociationibus ubivis loci, apud alteram partem, vacare quisque hinc inde possit, non minùs liberè & securè, quàm Cives ipsi cum suis Concivibus, aut Popularibus, aut alia Gens extra quæcunque, cui dicta partis alterutrius loca frequentare datum est, negotiantur.

III. Quod Regibus, hinc magnæ Britanniæ, illinc Hispaniarum illud imprimis curæ futurum imposterum, ut sui utrinque Subditi & Populi, ab omni *vi, injuriâ & violentiâ* invicem *abstineant*, & si quam fortè injuriam per dictorum Regum alterutrum, ejusve populos aut subditos, populis aut subditis alterius inferri contingat, sive contra articulos hujus confœderationis, sive contra juris & æqui rationem, *literæ repressaliarum, marca aut contramarca*, eam ob rem ex parte alterutrius Confœderatorum haud quaquam emanabunt, nisi tentatis prius, & sollicitatis juris & justitiæ remediis ordinariis: juris vero & justitiæ beneficio vel dilato, vel denegato, Rex ille cujus Subditi aut Incolæ injuriam passi sunt, justitiam fieri instantius postulabit & urgebit, vel apud ipsum Regem sibi Confœderatum, vel apud Commissarios utriusque Regis nomine constituendos, qui de omnibus hoc genus querelis & controversiis cognoscent, easque vel amicâ transactione diriment, vel saltem juxta juris exigentiam terminabunt. Sin autem ulterior post hæc mora interponitur, nullaque satisfactio intra sex menses post instantiam factam subsequitur, tum demum literas repressaliarum marcæ vel contramarcæ parti gravatæ concedi posse consensum est.

ANS de J. C. 1667.

IV. Quòd inter Regem magnæ Britanniæ, & Regem Hispaniarum, ut & inter utriusque Subditos, Populos, & Incolas, tam mari, quàm terrâ, atque ubilibet aquarum, per universa & singula regna, regiones, territoria, provincias, insulas, colonias, civitates, oppida, pagos, portus, fluvios, crepidines, sinus, freta, & aquarum fluenta alterutrius Regis imperio obtemperantis, ubi negotiatio, aut commercium ullo antehac tempore exerceri consuevit, *libera* danda hinc inde *negociandi copia* & *commercia* omnis generis instituendi & exercendi facultas, ita ut absque *literis salvi conductus*, aut aliâ licentiæ sive generalis, sive specialis formâ, Populi & Subditi alterutrinque possint tam per terram, quàm per mare, & aquas lenes, liberè navigare, & iter facere in regiones, regna, dominia, civitates, portus, aquarum fluenta, æstuaria, districtus, & alia loca quæcunque Confœderatorum alterutri obtemperantia; portus etiam quoscunque visum fuerit intrare, & ingredi cum navibus, sive onustis, sive vacuis, aliisque onerariarum, & vehiculorum speciebus quibuscunque; nec non ubi intraverint, mercimoniis cujuscunque demum generis emendis, vendendis, permutandis, ad quantumlibet valorem, seu quantitatem vacare, victualia etiam, & omne genus commeatuum sive vitæ sustentandæ, sive itineri faciendo necessarium æquo & consueto pretio sibi comparare; navibus item suis, aliisque onerariis, & vehiculis tum resarciendis, tum instruendis incumbere; migrare item è loco, & cum navibus suis, aliisque oneratis, bonis, mercimoniis & facultatibus quæcunque visum fuerit, liberè discedere, sive ad suos redeundum, sive aliò migrandum duxerint; sine ulla molestatione, inquietatione, aut impedimento dato, salvis semper hinc illinc juribus, vectigalibus, & portoriis imperandis & solvendis, salvis etiam legibus & ordinationibus per dominia, & ditiones singulas utriusque Regis sancitis & observatis.

V. Concordatum iidem est, quod *merces*, & *mercimonia*, quæ Subditi Regis Magnæ Britanniæ per Hispanias, aut alia regna, dominiaque Regi Hispaniarum obtemperantia, emerint, suisque ipsorum navibus, aut etiam aliis navibus ex mutuo vel conducto sibi comparatis impulerint, nullis omnino vectigalibus, portoriis, decimis, subsidiis, aut aliis oneribus subjiciantur, aut graventur, præterquam iis, ad quæ solvenda pari casu ipsi indigenæ, aliique omnes exteri, in iisdem locis mercaturam exercentes tenentur; Mercatores item, & Subditi prædicti in emptionibus, venditionibus, & suarum mercium contractationibus, tam ratione pretii, quàm in omni vectigalium solutione, iisdem semper cum *Subditis naturalibus* privilegiis fruantur, & gaudeant; ipsisque bona, & mercimonia sibi emere, emptaque navibus suis (uti superius provisum est) imponere integrum sit, ita ut easdem oneratas post vectigalium debitorum solutionem, nefas sit sub prætextu quocunque in portu detinere, nedum Oneratoribus, Mercatoribus, aut Factoribus, sive negotiorum Gestoribus in emptione, vel oneratione istiusmodi bonorum occupatis litem, aut controversiam ullam post navis discessum, super ulla re, navem, bona, aut earundem onerationem spectante, movere.

VI. Quò autem Officiarii, & Ministri civitatum, oppidorum, & pagorum quorumconque Confœderatorum alterutri obtemperantium nec exigant, nec accipiant à respectivis Mercatoribus, aut Subditis, majora vectigalia, onera, stipendia, compensationes, largitiones, aut aliud quidquam, præter ea, quæ jure exigi possunt juxta tractatus hujus vim & tenorem; quo Mercatores etiam & Populi prædicti certò scire, & luculenter discernere possint, quid in *re telonaria* hinc inde pro constituto & sancito habeatur, conventum

ANS de J. C. 1667.

tum & conclusum est, quòd in omnibus ædibus, & exedris portoriorum quæsturæ dicatis, per civitates, oppida, & pagos quoscunque, Serenissimorum Regum alterutri obtemperantes, ubi loci portoria, aut vectigalia id genus exolvi solent, tabulæ quædam sive indices appendendi sint, in quibus justa ratio, seu taxa onerum, vectigalium, subsidiorum, & solutionum quarumcunque tam Fisco Regio, quàm Officiariis telonii debitarum accurate describatur, speciebus scilicet mercium tam importandarum, quàm exportandarum sigillatim enumeratis taxa sua constabit, & è regione annotabitur: quòd si Officiarius quisquam, aut ejus Deputatus exegerit, aut directè vel indirectè, publicè vel privatim à quoquam Mercatorum, aut Subditorum prædictorum, ullam pecuniæ summam nomine vectigalis, oneris, largitionis, stipendii, compensationis, aut debiti acceperit, aut sibi numerari passus fuerit, quæ ex dictarum tabularum præscripto (quantumvis muneris aut xenii speciem induerit) haud debeatur, constitutum est, quòd Officiarius ille, aut ejus Deputatus, qui isto modo deliquerit, delictique sui convictus fuerit coram Judice competente in ditione illâ, ubi offenderit, pœnâ incarcerationis per tres menses continuos castigandus, triploque pecuniæ, sive rei alius eujuscunque iniquè receptæ, contra quam superius cautum est, valore mulctandus sit, cujus *mulctæ* semissis alter *Fisco Regio* hinc Magnæ Britanniæ, illinc *Hispaniarum* addicatur, alter Denunciatori jure expeditissimo adjudicetur coram competente Judice, in ditione illâ, ubi offendisse Delinquens deprehenditur.

VII. Licitum erit & integrum Subditis Regis magnæ Britanniæ, tam in mercibus importandis, quàm exportandis per Hispaniam, aliasque terras & dominia Regi Hispaniarum obtemperantia quæcunque, ubi negociationem & commercia exercere antehac consueverunt, mercaturam facere, merces item omnis generis, pannos; res; & mercimonia manufacta è Britanniarum Insulis advecta, necnon *mercimonia manufacta*, bona, fructus, & species in insulis, urbibus, aut coloniis Regis magnæ Britanniæ Imperio subditis oriundas, ut & omnia illa bona, quæ à Subditorum prædictorum Factoribus, seu negotiorum Gestoribus, vel cis *promontorium* caput *bonæ spei*, (de Buena Esperança vulgò vocatum) vel etiam ultra illud promontorium coempta fuerint, venundare & distrahere, absque ullâ obligatione significandi, vel manifestandi quibusnam personis, quove pretio mercimonia illa, aut commeatum quém habebant, vendiderint, ut & absque vexatione, aut molestiâ ullâ cuiquam illatâ, ob errores, qui à Navarchis, aut aliis quibuscunque, circa mercium, seu bonorum istiusmodi in publicas tabulas relationem, committi solent. Subditi etiam prædicti è dominiis Regis Hispaniarum pro libitu suo remeabunt, & in quæcunque velint, Regis magnæ Britanniæ territoria, insulas, dominia, aut regiones, aut in ulla alia, si maluerint, loca, cum omnibus suis bonis, facultatibus & mercimoniis, solutis prius vectigalibus & portoriis juxta præcedentes articulos exigendis, liberè discedent. Porrò si quid fortè mercium quas devehunt adhuc restat in portu ubi subsistunt, quod exoneratum nollent, illud penes se detinere, & servare, secumque in navibus suis, aut navigiis quibuscunque auferre poterunt, nihilo prorsus nomine vectigalis aut portorii soluto, pari omnino cum immunitate, ac si portus, aut oras maritimas Regis Catholici nullatenus attigissent, aut appropinquassent. Omnia denique bona, facultates, merces, naves, aut alia navigia intra dominia, & loca Regis magnæ Britanniæ nomine prædæ adducta, & pro prædâ legitimâ, judicialiter pronunciata & condemnata, tanquam merces & bona in Britanniarum Insulis oriunda, vigore hujus articuli censebuntur & reputabuntur.

VIII. Subditi & Vasalli Serenissimi Regis magnæ Britanniæ, *fructus*, merces, & mercimonia quæcunque *Indiæ Orientalis*, in quæ cunque velint dominia Regi Hispaniarum obtemperantia, advehere & importare liberè poterit, modò constiterit ex testimonio Deputatorum nomine *Societatis Indiæ Orientalis* prædictæ, Londini agentium, quòd fructus & mercimonia prædicta ex conquæstibus, coloniis, vel factoriis Anglorum advecta, vel oriunda sint, pari prorsus ratione, & privilegio, atque secundum formam, tenorem & effectum ordinationum, & concessionum, quæ in favorem Vasallorum Provinciarum *Belgii inferioris* Fœderatarum in *schedulis Regiis*, circa merces prohibitas, sive contrabandas, vigesimo septimo Junii, & tertio Julii, anno millesimo sexcentesimo, sexagesimo tertio datis, & trigesimo Junii, & quarto Julii anni prædicti promulgatis, emanàrunt. Quòd autem ad *utrasque Indias*, aliasque partes quascunque attinet, Corona Hispaniarum omne id concessum & impertitum vult Regi magnæ Britanniæ, & Vasallis ejus, quod Ordinibus Provinciarum Belgii Inferioris confœderatarum, per tractatum Monasterii, anno millesimo sexcentesimo quadragesimo octavo, celebratum, concessum est, non minus firmiter & amplè, quàm si de capitulo in capitulum, & puncto in punctum, nihilo prorsus omisso, huc transcriberetur: observandis iisdem legibus, quibus Subditi dictorum Ordinum tenentur, & restringuntur, mutuâque amicitiâ hinc inde colendâ.

IX. Subditi Regis magnæ Britanniæ negociationi, emptioni, & venditioni mercium quarumcunque vacantes intra dominia, præfecturas, insulas, aut territoria Regis Hispaniarum, gaudebunt & fruentur privilegiis illis & omnibus *immunitatibus*, quæ per Regem Catholicum, in gratiam Mercatorum Anglorum per Andaluziam diversantium, in Schedulis Regiis, sive ordinationibus, decimo nono die mensis Martii, vigesimo sexto Junii, & nono Novembris, anno Domini millesimo, sexcentesimo quadragesimo quinto, datis, concessæ & confirmatæ sunt. Quas quidem schedulas sua Majestas Catholica ratihabitas, & tanquam hujus tractatus partem integralem receptas & confirmatas esse jubet. Quò autem universis hoc innotescat, conclusum est, quod prædictæ *schedulæ* sive ordinationes *Regiæ*, (quoad earundem substantialia sive vim & effectum) in numerum horum articulorum migrent, & cooptentur, & in usum atque commodum omnium & singulorum Subditorum Regis magnæ Britanniæ, quæ in loco quocunque ad dominia Regis Catholici spectante commorantur, aut negociantur, maximo quam fieri potest cum favore extendantur.

X. Quòd naves & omnia alia navigia ad Regem magnæ Britanniæ, ejusve Subditos spectantia, ubi dominia, aut portus Regis Hispaniarum versus tendunt, aut ingrediuntur, *visitationi*, aut excussioni per Ministros, & *mercium prohibitarum Censores*, aut alios quoscunque, sive propriâ authoritate, sive alienâ fretos, nullatenus subjiciantur; neque ulli Milites, homines armati, Officiarii, aut privati quicunque, naves prædictas custodiæ nomine, vel alio quocunque sub prætextu conscendant, aut intrent. *Quæsturæ* item *telonariæ* Ministri, naves aut navigia alterutrius partis, ubi in regiones, dominia, aut portus alterius appulerint, visitatione, aut inspectione aliqua nullatenus gravabunt, usquedum mercibus impositis exoneratæ fuerint, aut illam saltem mercium suarum partem in littore deposuerint, quam ex declaratione Navarchæ in istum portum destinati constiterit; Capitaneum, Navarcham, aut alium quempiam Socium, Vectorem, aut Nautam, vel in carcerem detrudere, vel personarum, aut scapharum suarum in littore detentione vexare nefas esto. Interim tamen quæsturæ telonariæ Officiariis permissum esto, ex suo ipsorum numero nonnullos navibus istiusmodi custodiæ nomine, (modò nulla navis ultra tres *Custodes* suscipere cogatur) imponere; qui ne quid furtim exportetur, aut subtraha-

tur ante solutionem vectigalium ex articulis hisce exigendorum, invigilanto; quibus quidem Officiariis in excubiis agentibus naves illæ & navigia, Navarchæ item, Socii, Nautæ, Vectores, Mercatores, Factores, & Proprietarii omnibus impensis & tributis custodiæ hujusmodi causâ immunes sunto, nulloque omnino onere eo nomine gravantor. Ubi verò Navarcha declaraverit integrum navis suæ onus in portu aliquo exonerandum esse, mercium dictarum omnium, quibus onusta est, ratio in *regesta telonaria* pro more hactenus usitato, refertor. Sin autem post relationem in regesta factam, plura inveniantur in navi bona, quàm quæ in regestis descripta sunt, per octo dies utiles in quibus laborare fas est, (ab eo die à quo navis exonerari cæpit numerandos) expectator ut bona illa, quæ occultantur in regesta publica referantur, & eorundem *confiscationi* occurratur; & casu quo istiusmodi bona intra octiduum præfixum relatione in tabulas publicas, & manifestatione, quâ par est, non retegantur, tum illa sola, etiam exoneratione navis nondum finitâ, & nulla alia, Fisco addicuntor; ita tamen, ut Mercator aut Proprietarius navis istiusmodi nullâ aliâ molestiâ afficiatur, aut aliam quamcunque pœnam incurrat: ubi verò naves novum onus in se receperint, liberè exire valeant.

XI. Quòd si qua navis ad Regum prædictorum alterutrum, eorumve Subditos, aut Populos spectans, portum aliquem in terris aut dominiis alterius intraverit, ibidemque, vel in navium statione aliquâ, bonorum aut mercimoniorum, quibus onusta est, partem aliquam in littus demiserit, *ad alia loca* sive intra Regis Confœderati dominia, sive extra, cum reliquo onere destinata & festinans, residuum oneris, quod nondum exposuit in publicas tabulas referre nullatenus tenebitur, nedum vectigali quoquam redimere, modò pro iis bonis, quæ in portu aut statione ubi subsistit navis, exonerata sunt, telonii legibus fiat satis: nullaque cautio sive fidejussoria, sive alia quæcunque pro bonis, quæ aliorsum devehenda habet, præstanda erit, ni quæstio de felonia, debito, læsa Majestate, aut alio aliquo crimine capitali interveniat.

XII. Quandoquidem semissis vectigalium, quæ bonis & *mercimoniis peregrinis* in Angliam advectis imponuntur, ex lege remittendus, & importanti refundendus est, si fortè illa ipsa bona extra regnum prædictum intra unum annum, post primam eorum exonerationem exportare quis velit, præstito prius juramento, quòd sint eadem numero bona, pro quibus vectigalia jam inter importandum soluta sunt: cumque bona istiusmodi, etiam post annum elapsum, sine ullo vectigali aut portorio secundâ vice solvendo, exportari è regno quocunque quis velit tempore possint, conclusum est, quòd si qui *Subditi* Regis magnæ Britanniæ ulla bona vel mercimonia, quocunque solo orta, aut cujuscunque speciei fuerint, in portubus Regis Catholici quibuscunque ab hinc inposterum exoneraverint, illaque in publicas teloniorum tabulas retulerint, vectigaliaque juxta hunc tractatum debita exsolverint, & post aliquod temporis intervallum eadem bona, aut aliquam eorum partem aliorsum transportare è re sua duxerint, ut foro magis quæstuoso utantur, illud Subditis prædictis omnino permissum & integrum erit, nullo alio vectigali, tributove pro bonis istiusmodi soluto aut exacto, præstito tamen per *Transportantem* ad hoc requisitum *juramento*, quòd non alia sint, quàm illa ipsa pro quibus vectigalia importationis, ubi primum exonerabantur, soluta sunt. Atque si fortè Subditi, Populi, & Incolæ dominiorum alterutrius partis, vel in terram demiserint, vel penes se habuerint bona aliqua, mercimonia, fructus, aut facultates in civitate, oppido & pago quocunque, pro quibus vectigalia juxta formam superius præscriptam reverà exsoluta sunt, & prædicta bona, mercimonia, fructus, aut facultates in aliam aliquam civitatem, oppidum aut pagum intra ambitum ejusdem dominii transportare apud se statuerint, eò quòd isto, ubi existunt foro uti, è re sua esse non duxerint, hoc non tantum illis facere omnino integrum erit, & absque ulla difficultate aut impedimento permissum, nullisque oneribus (iis, quæ ad primum ingressum debebantur, exolutis) gravabuntur, quin, ubi ex *certificatoriis* Officiariorum rem telonariam curantium exhibitis constiterit, portoria debito modo & formâ jam semel exoluta fuisse, eadem, aut alia quæcunque vectigalia, secundâ vice in alio quopiam portu exigi nefas esto. Quæstores itidem præcipui, & Receptores redituum suæ Majestatis Catholicæ, aut alii saltem Officiarii eo nomine Deputati, omni inposterum tempore, bonorum & mercimoniorum ab uno in alium locum *transportationem* fieri permittent, & certificatoria luculenta dabunt Proprietariis eorundem, aut eorum Commissariis, vectigalia de jure debita, jam tum ad primam exonerationem soluta esse: quibus conspectis, exportari liberè poterunt, & alium quemcunque quis velit portum, aut locum, portorio, & impedimento omni immunia intrabunt, uti superius provisum est, salvo semper jure alicujus tertii.

XIII. Navibus Populorum & Subditorum alterutrius Confœderatorum in oris, fretis, aut aliis quibuscunque navium stationibus ad alterum spectantibus, *anchoras figere*, & in anchoris stare permissum esto, neque tamen portum vicinum ingredi ullatenus tenentor: & casu quo navis quæpiam vel vi tempestatis, vel metu hostium, aut Pyratarum, aut aliquo alio casu adacta ipsum portum subire necesse habuerit, modò constiterit, illam ad portum hostilem cum mercibus prohibitis, vulgò Contrabandæ dictis, haud quaquam destinari (cujus rei sine luculentis indiciis minimè postulabitur) ex portu quandocunque lubuerit, navis istiusmodi solvito, & in altum sine impedimento quocunque revertitor: eâ tamen lege, ut onus quod vehit illibatum maneat, nullaque ejus pars in portu vœnum exponatur, aut distrahatur; ubi verò jacta est anchora, & intra portum subsistitur, ad visitationis, aut inquisitionis cujuscunque molestias submovendas, literas salvi conductus, aut alias chartas itineris destinati, & oneris indices, penes se habere, & monstrare sufficiat: quibus quidem Officiariis alterutrius Regis, ubi res postulat, exhibitis & ostensis, naves istiusmodi absque ulteriori molestatione, ad iter propositum prosequendum dimittuntor.

XIV. *Naves bellicæ* sive ad Regum prædictorum alterutrum, sive ad Instructores privatos eorundem alterutri Subditos spectent, *obviam factæ*, navibus *mercatoriis*, aut in statione aliquâ degentibus, aut in alto mari vela facientibus, extra tormenti majoris jactum subsistent neque propius (ut hac distantia spolio & violentiæ occasio omnis præcidatur) accedent; scapham verò si lubet, duosque aut tres solummodo Classiarios ad mercatoriam emittent, quibus ubi navem conscenderint, literas *salvi conductus* exhibebit Navarcha vel Patronus, *chartarum* etiam *marinarum* juxta *formulam* in calce hujus Tractatus subjiciendam conceptarum copiam faciet: ex quibus non solum de mercimoniis, quibus onusta est navis, sed etiam de domicilii & residentiæ in alterutrius Regis dominiis loco, ut & de Navarchæ aut Patroni, nec non navis ipsius nomine certiores fient. Duabus quippe rationibus hisce quales sint merces navi impositæ, an interdictæ scilicet, sive contrebandæ, quis Magister, vel Patronus, qualis denique navis ipsa sit, satis dignosci poterit. Tales porrò literæ, & *charta marina* fide & authoritate eo magis indubitatâ valebunt, quod tam ex parte Regis magnæ Britanniæ, quàm ex parte Regis Hispaniarum certificationibus quibusdam *contrasignatis* (si necesse fuerit) munientur: quarum virtute authenticæ magis fient, & adulterinæ pro veris nemini obtrudi poterunt.

XV. Si quæ merces, aut *bona prohibita* è regnis, dominiis aut territoriis alterutrius Regis exportentur per

ANS de J.C. 1667.

populos aut subditos alterius, in isto casu sola bona prohibita, & nulla alia Fisco addicentur, neque aliam, præter hanc pœnam incurret, ejusmodi Delinquens, nisi forte è regnis, aut dominiis Regis magnæ Britanniæ nummos, aut monetam regioni propriam, aut lanam, aut etiam terram quam vocant Fullonum; ex dominiis verò Regis Hispaniarum, aurum, aut argentum signatum vel non signatum, subducat, aut exportet: in quibus casibus regionis cujusque hinc inde leges vim suam, & effectum debitum obtinebunt.

XVI. Populi & Subditi alterius Regis ad *portus alterius* accedere & appellere, ibidemque subsistere & permanere, indeque pari hinc inde cum immunitate emigrare poterunt: idque non solum cum navibus mercatoriisque navigiis negociationi aut commercio inservientibus; verùm etiam cum navibus bellicis hosti tum resistendo, tum offendendo comparatus; navibus item vi tempestatis pulsis, tum reparatione, tum commeatu, prout opus habuerint, instruendis incumbent, modò navium sponte subintrantium numerus justæ suspicioni locum non dederit, quæ si bellicæ sunt, numerum octo navium haud excedens, neque longiorem intra navium stationes, aut in portuum vicinio moram trahent, quàm quæ navibus resarciendis, vel commeatu excipiendo necessaria æstimabitur, multo minus in causa erunt ut commercia vel perturbentur, vel abrumpantur, aut navium alius cujuscunque Gentis cum Rege istius portus, ubi sub sistunt, pacem colentis, accessum introitumve impedient. Ubi verò *numerus* plus solito magnus *navium bellicarum* casu aliquo ad portum aliquempiam appropinquaverit, eisdem intrare ipsum portum, aut in navium statione subsistere nefas esto, nisi obtentâ prius à Rege ipso, aut à Præfecto portus intrandi licentiâ, ni fortè vi *tempestatis* abreptæ, aut imminentis per mare *periculi cujuspiam* evitandi gratiâ eo loci protrudantur. Quo in casu Præfecto portus, aut loci Magistratui primario, appulsus istiusmodi, quamprimum fieri poterit, causæ exponentur, neque diutius ibi loci subsistent, quàm Præfecto, aut Magistratui prædicto æquum & commodum visum fuerit. Nedum quidquam hostile adversus alios in eodem portu degentes tentabunt, quod Regum prædictorum alterutri in præjudicium cedere possit.

XVII. Confœderatorum prædictorum neuter Mercatorem, Navarcham, Nauclerum, aut Marinarium quemquam, eorumve naves, merces, pannos, aut alia bona ad alteram partem spectantia, dum in portubus, aut aquis alterius subsistunt, detinebit, impediet, aut virtute edicti vel mandati, sive generalis, sive specialis, aut aliam ob causam qualemcunque *arrestabit*, aut suo ipsius usui inservire coget, nisi re cum altero Rege, aut saltem cum personis interesse habentibus prius communicatâ, eorumque consensu & approbatione desuper obtentâ. Quod tamen ita intelligendum est, ut ordinaria Juris remedia justitiæ pro æquo & bono administrandæ opportuna, ex hoc articulo nullatenus frustrentur aut enerventur.

XVIII. Mercatores, & Subditi Regis utriusque eorumque Factores & Famuli, naves item, Navarchæ, & Marinarii, tum eundo, tum redeundo, tam per mare, & alias aquas, quàm in stationibus, & portubus alter utriusque omne genus *arma* tam ad offensionem, quàm ad defensionem comparata *portare* poterunt, & iisdem uti, absque ulla obligatione arma istiusmodi in publicas tabulas referendi, arma etiam portatilia gestabunt, si lubet, per terram, iisque in privatam defensionem utentur, secundum consuetudinem loci.

XIX. Nullus Capitaneus, Officiarius, aut Marinarius cujuscunque navis ad Subditos aut Populos alterutrius Confœderatorum spectantis, quamdiu intra regna, dominia, terras, regiones, aut loca alteri obtemperantia diversantur, litem intendet, aut damno vel præjudicio erit navibus, Capitaneis, Officiariis, aut Marinariis quos suos ipsius Populares, aut Regi suo Subditos esse noverit, nomine mercedis, aut salarii, aut ullo sub prætextu quocunque neque in servitium aut protectionem, hinc Regis magnæ Britanniæ, illinc Hispaniarum, aut suorum respectivè armorum se sub quocunque colore subducet, aut excipietur: quinimò si qua *controversia* oboriatur inter Mercatores & Navarchas, aut inter Navarchas, & Socios navales, totius rei arbitrium *Gentis Consuli* committetur, ita tamen, ut illi, qui arbitrio Consulis tanquam minus æquo haud acquiescendum duxerit, integrum sit ad Judices ordinarios patriæ vel domicilii sui interpositâ *appellatione* provocare.

ANS de J.C. 1667.

XX. Quò autem *Mercatores* &, Negotiantes Regis magnæ *Britanniæ* imperio Subditi, sublatis tandem obstaculis quibuscunque in Brabantiam, Flandriam, reliquasque Belgii provincias Regi Catholico obtemperantes, commercii veteris restaurandi gratiâ denuò remeare possint, quia consideratum fuit convenire, ut omnes leges, edicta, statuta, ordinationes, & acta, quibus panni, & alia mercimonia lanea, opificio Anglico contexta, cujuscunque generis sint, sive coloribus tincta, sive non tincta, sive arte Fulloniâ elaborata, sive non elaborata, in Flandriam, aliasque provincias prædictas importari prohibetur; abhinc inposterum revocata, cassata, & annullata sint, omneque onus, tributum, portorium, impositio, aut impensa pannis, aliisque mercimoniis laneis in Anglia *manufactis*, sive ex permissu & connivenvia, sive alter imperata & exoluta, ab hinc inposterum cassa sint, & omninò nulla exceptis, tantum antiquis portoriis super unaquaque *panni Anglici* telâ, seu volumine, ut & super cæteris, pro ratâ mercimoniis laneis opificio Anglico contextis juxta *antiquos tractatus & concordata inter Reges Angliæ, & Duces Burgundiæ*, aliosque Belgii Præfectos, dudum impositis & usque huc continuatis; utque nulla id genus onera aut portoria pannis, aut mercimoniis laneis manufactis supra memoratis, quocunque sub prætextu inposterum imperentur, aut exigantur, dicti item ut mercatores & Negotiantes in provincias prædictas, earumve civitates & urbes negotiandi causa commeantes, uti & eorundem Famuli, Factores, & Commissarii omnibus privilegiis, exemptionibus, immunitatibus, & beneficiis, quibus ullo unquam tempore antiquitus gaudebant, abhinc imposterum gaudeant, & perfruantur, juxta vim & tenorem tractatuum inter Reges Angliæ & Duces Burgundiæ, aliosque Belgii Præfectos dudum initorum, consensum est, quod nominabuntur à Serenissimo magnæ Britanniæ Rege Deputati, qui cum Marchione de Castel-Rodrigo, vel qui pro tempore fuerit, earum provinciarum Gubernatore, aliisve Ministris, sufficientem in hac parte potestatem habentibus, concurrent, & super iis omnibus (perpensa utriusque Gentis utilitate) amicè tractent, & concludant, *ut amplioribus Mercatores Angli privilegiis, immunitatibus, & exemptionibus præsenti rerum statui accommodatis cumulentur*, prout ex Negociantium commodo & quæstu, ut & ex ipsius commercii securitate, in speciali tractatu super hoc negotio ineundo, convenire visum fuerit.

XXI. Subditi & Incolæ regnorum & dominiorum Serenissimis magnæ Britanniæ &, Hispaniarum Regibus respectivè obtemperantium, *cum omni securitate & libertate navigare, & negociari* poterunt, per omnia regna, status, & regiones, quæ pacem, amicitiam, & neutralitatem cum alterutro Regum prædictorum colunt.

XXII. Libertatem verò illam impedimento, aut inquietatione aliquâ nullatenus interrumpent naves aut Subditi dictorum Regum alterutrius, ob hostilitatem quæ in præsentiarum est, aut posthac esse poterit inter eorum alterutrum, & regna, regiones & status prædictos aut illorum aliquem qui amicitiam aut *neutralitatem* erga alterum observat.

XXIII. Et

XXIII. Et casu, quo in navibus istiusmodi merces prohibitas, vulgo *contrabandas* infra designatas, mediantibus rationibus supradictis, deprehendi contigerit, è nave extrahentur, denuntiabuntur, & coram Judicibus admiralitatis, aut aliis competentibus Fisco addicentur, ita tamen, ut navis ipsa, aliæque liberæ merces & permissæ, quæ in istiusmodi navi reperiuntur, nullatenus ex ea causa arrestentur, aut confiscentur.

XXIV. Porrò ut omni, quantum fieri potest, controversiæ quæ oboriri posset circa merces, quæ pro vetitis & interdictis, seu *contrabanda* censendæ sunt, obviam eatur, declaratum & conventum est, quod sub isto nomine comprehendantur omnia arma ignita, veluti tormenta bellica, bombardæ, mortaria, petarda, bombi, granata, falcissæ, circuli picati, tormentorum sustentacula, furcillæ, nitrothecæ pensiles, pulvis nitratus, fomites ignarii, sal nitrum, & glandes tormentariæ: sub eodem etiam nomine mercium prohibitarum comprehenduntur reliqua omnegenus arma, ut hastæ, gladii, galeæ, cassides, thoraces, bipennes, jacula, & alia similia: prohibetur etiam eodem nomine Militum, ut & equorum transportatio, ut & eorum armatura, sclopeta, ephippia, balthei, & instructus omnigeni ad belli usum comparati.

XXV. Ad evitandam pariter omnem litis & contentionis materiam, conventum est, ut *sub nomine* mercium interdictarum & *contrabanda*, *non comprehendantur* frumentum, triticum, vel alia grana, & legumina, sal, vinum, oleum, nec quicquam nutrimento & sustentationi vitæ serviens, sed maneant libera, ut & aliæ omnes merces articulo præcedente non designatæ, quarum translatio ad ipsa quoque Inimicorum loca permissa sit: exceptis urbibus & locis obsessis & circumseptis.

XXVI. Conventum præterea & conclusum est, ut quicquid *repertum* fuerit oneratum à Subditis & Incolis regnorum & dominiorum alterutrius dictorum Regum Angliæ & Hispaniarum, *in navibus inimicis* alterutrius dictorum Regum, quamvis merces non sint de interdictis, Fisco addicatur, cum omnibus cæteris, quæ in istiusmodi navi invenientur sine exceptione, aut reservatione.

XXVII. *Consul* ille qui imposterum intra dominia Regis Hispaniarum, in subsidium & protectionem Subditorum Regis magnæ Britanniæ residebit, ab ipso Rege magnæ Britanniæ nominabitur; qui quidem à Rege designatus, eandem potentiam & authoritatem in exequendo munere suo habebit, & exercebit, quàm ullus uspiam Consul in ditionibus Regis Catholici hactenus consecutus est. Pari modo Consules Hispani in Angliâ Residentes eâdem fruentur authoritate, quæ alterius cujuscunque nationis Consulibus in dicto regnu hactenus est permissa.

XXVIII. Ne autem commercii jura & leges, quæ in *favorem Negociantium* tempore pacis positæ sunt, vi & effectu destinato careant, quod maximè timendum foret, si Subditis Regis magnæ Britanniæ inter eundum, redeundum, diversandum in dominiis & ditionibus Regis Hispaniarum circa commercia, aut alia negotia, molestia aliqua, nomine conscientiæ crearetur, ut commercia sine discrimine ullo exerceri, & Negotiantes in tuto & tranquillo esse possint, Rex Hispaniarum prædictus tam mari, quàm terrâ summopere cavebit & prospiciet, ne Subditi Regis magnæ Britanniæ molestiâ aliquâ afficiantur, aut inquietentur, contra commercii jura, neve eorum cuipiam gravamen aliquod inferatur, vel quæstio moveatur *conscientiæ* nomine vel prætextu, modò ipsi vel aperto scandalo, vel offensæ proterviâ in publicum impingant; & Rex magnæ Britanniæ prædictus ob easdem rationes, vice versâ summopere cavebit, & prospiciet ne Subditi Regis Hispaniarum ullatenus molestiâ aliquâ afficiantur, aut inquietentur *Religionis* nomine aut prætextu, contra commerciorum jura, quousque ipsi vel aperto scandalo, vel offensæ proterviâ in publicum non impingunt.

XXIX. Regis alterutrius Subditi, Populi & Incolæ mercimonia sua intra dominia, territoria, regiones, aut colonias alterius Regis vœnum exposita *nummis æreis*, aut *cupreis* vendere, aut distrahere *nullatenus cogentur*, neque eadem nummis, aut rebus aliis quibuscunque, quam quæ ipsis allubuerit, permutare, aut pretium rei venditæ ulla alia specie, quàm illa, de qua stipulatum, conventumve est, recipere, lege aut consuetudine quacunque, quæ tenori hujus articuli adversari possit, non obstante.

XXX. Mercatores utriusque Gentis, eorum Factores, Famuli, Familiæ, Commissarii, aut alii negotiorum Gestores, ut & navium Magistri, Naucleri, & Nautæ, liberè & secure intra regna, & territoria alterutrius Regis, atque etiam in portubus & fluviis eorundem agent, & diversabuntur. Populi item & Subditi alterutrius Regis cum omni libertate, & securitate intra dominia & territoria quæcunque, alterius ædibus & domiciliis habitationi propriis, officinis etiam, & apothecis ad bona & merces excipiendas accommodatis gaudebunt, duranteque illo termino, quo vel easdem sibi conduxerint, vel pro iisdem contractum inierint, sine ullo impedimento perfruentur.

XXXI. Incolæ & Subditi utriusque Confœderatorum per omnia loca Regum prædictorum alterutri obtemperantia, istorum Advocatorum, Procuratorum Notariorum, Sollicitatorum, Sequestrorum, & Pragmaticorum opera & auxilio utentur, quos suo usui magis idoneos esse judicaverint, quibus etiam causæ illorum committentur ex consensu Judicum ordinariorum, quando necessarium fuerit, & pars litigans hoc requisiverit, neque cogentur *libros rationum*, aut commentarios suos ullis personis exhibere, aut eorundem copiam facere, ni fortè litis aut evitandæ, aut terminandæ gratiâ veritati testimonium ex illis perhiberi possit. *Arresti* etiam, aut *sequestri* nomine haud quaquam detinebuntur, neque ullo alio sub prætextu, è manibus Proprietariorum extorquebuntur. Integrum etiam erit & omnino permissum Subditis utriusque partis libros quos habuerint rationum, & correspondentiæ, in linguâ Gallicanâ, Hispanicâ, Belgicâ, aut alia quacunque, quæ ipsis commoda videbitur, præscribere & concinnare, ita ut nulli molestationi, aut inquisitioni subjiciantur. Huc accedit in omne illud ab unaque parte consensum esse, quod alteri cuicunque Genti circa libros rationum, negociationis, & correspondentiæ aliàs concessum est.

XXXII. Quod si fortè *arresto* aliquo, aut *sequestro* manus injicitur in bona cujuspiam personæ ex authoritate tribunalis cujuscunque intra regna, & dominia, alterutrius Confœderatorum facultates, nomina, aut credita illa quæ in possessione Reorum reperiuntur, si ad Populos aut Subditos alterius bona fide pertinere dignoscuntur, Fisco addici ex authoritate istiusmodi tribunalium haud quaquam poterunt, verum eadem legitimo Proprietario in specie, si fortè adhuc supersint, restitui oportet, sin minus, justus eorum valor juxtà pactum & contractum inter partes initum, intra tres menses, post istiusmodi sustentationem exolvetur.

XXXIII. Facultates & bona Subditorum alterutrius Regis, qui intra terras, regiones, & dominia alterius vitam cum morte commutaverint, *Hæredibus* aliisve vel ex testamento, vel ab intestato succedentibus (salvo cuicunque privato suo jure & actione) intacta servabuntur.

XXXIV. Bona & facultates Subditorum Regis magnæ Britanniæ, qui nullo condito testamento vitam finierint intra dominia Regis Hispaniarum, per Consulem, aut alium Regis magnæ Britanniæ Ministrum publicum, in inventarium redigentur, unà cum chartis, scriptis, libris rationum, & documentis quibuscunque, quæ penes duos aut tres Mercatores, per dictum

Con-

ANS de J. C. 1667.

Consulem aut Ministrum designandos, Proprietariis Hæredibus, aut Creditoribus tradenda deponentur. Neque verò Concilium *Bullæ cruciatæ*, neque ullum aliud tribunal de bonis *Defuncti* cujuscunque cognoscet, neque iis se immiscebit; quod etiam pari casu reciprocè fiet in Anglia erga Subditos Regis Hispaniarum.

XXXV. Honestus & commodus *sepulturæ locus* concedetur, & designabitur humandis cadaveribus Subditorum Regis magnæ Britanniæ, qui intra dominia Regis Hispaniarum vitam cum morte commutaverint.

XXXVI. Si qua verò *controversia* inter prædictos Confœderatos (quod absit) imposterum *oborietur* unde mutua commercia, & reciprocam correspondentiam abruptum iri, periculum foret, matura, hoc est, sex mensium antequam ad hostilitatem deveniatur, istius rei utrinque constabit denunciatio, ut merces & facultates quisque suas hinc inde habere possit, nulla interea molestatione, aut gravamine per detentionem, sive arrestationem bonorum vel personarum interposito.

XXXVII. Omnia bona & jura occultata, vel sub sequestro posita, mobilia, immobilia, reditus, actiones, nomina, credita, & similia, quæ præmissa causæ cognitione, & debita secundum leges ordinarias condemnatione, tempore conclusionis hujus tractatus Regium Fiscum nondum intraverint, Proprietarii ipsi, hæredes eorum, aut alii quibus jus competit, liberè & plenariè administrabunt, & de iisdem unà cum omnibus eorundem fructibus, reditibus, obventionibus, & emolumentis pro libitu statuent & disponent. Illi etiam qui bona & jura istiusmodi occultaverint, ut & illorum Hæredes, nulla per Fiscum molestia hanc ob causam afficientur: Quin Proprietarii ipsi, aut eorum Hæredes, aut etiam illi, quibus jura eorundem competunt, eo nomine actiones habebunt, & si lubet, intendent, non minus liberè in bona, cæteraque prædicta, quàm in res jure proprietatis & dominii ad se pertinentes.

XXXVIII. Conventum & conclusum est, quod Populi & Subditi alterutrius Confœderatorum prædictorum, in terris, maribus, portubus, navium stationibus, æstuariis, & territoriis alterius, aliisque quibuscunque locis, iisdem planè *privilegiis*, *securitatibus*, *libertatibus*, & immunitatibus, sive personas eorum, sive negotiationes spectantibus, gavisuri & fruituri sint, quæ jam concessæ, aut imposterum concedendæ sunt per Regum prædictorum alterutrum, Regi Christianissimo, aut Ordinibus Generalibus Provinciarum Belgii fœderatarum, aut Civitatibus Hanseaticis, aut Regno, vel Statui alii cuicunque, per suos tractatus, aut schedulas Regias, cum omnibus istiusmodi concessionum sententiis, & clausulis, sive beneficium aliquod, sive favorem spondentibus in modo & forma adeò ampla, atque ad omnem contractus initi & ratihabiti effectum valente, ac si eædem in hunc ipsum tractatum verbatim transcriptæ & insertæ essent.

XXXIX. Sin autem *controversiam* aliquam super dictis articulis, de commerciorum ratione statuentibus, ab Officiariis admiralitatis, aut aliis personis quibuscunque in alterutro regno agentibus, moveri contingat, querelà per partem interesse habentem, ad Regiam Majestatem, aut saltem aliquem Consiliarium Regium delatà, Rex coram quo agitur, curabit, ut damna sine mora resarciantur, & ut singula sicuti superius concordatum est, executionem & effectum debitum sortiantur. Et si fortè tractu temporis fraudes aliquæ, aut inconvenientiæ se prodant in commerciis, & navigatione, quibus non satis ex his articulis provisum sit & cautum, aliæ præcautiones adhiberi poterunt, quæ rationi consonæ utrinque videbuntur, manente tamen præsenti tractatu in sua vi & vigore.

XL. Item concordatum & conclusum est, quòd dicti Serenissimi Reges magnæ Britanniæ & Hispaniarum, omnia & singula capitula in præsenti tractatu conventa & stabilita, sincerè ac bonâ fide observaturi, per suosque Subditos & Incolas observari & custodiri facturi, neque illis directè, vel indirectè contraventuri, aut per suos Subditos & Incolas, ut contraveniatur, consensuri omninoque & singula, ut supra conventa per patentes utrinque literas in sufficienti, valida, & efficaci forma conceptas & confectas rata habituri, & firmaturi, easdemque reciprocè tradituri, tradive facturi bonâ fide, & realiter intra quatuor menses à data præsentium numerandos; & curaturi fiot exinde præsentem pacem & amicitiam locis & forma consuetis (quamprimum fieri poterit) publicari. Madriti 13. 23, die mensis Maii, 1667.

Formula literarum certificatoriarum de quâ art. 14. suprà.

Omnibus & singulis, ad quos præsentes literæ pervenerint, Nos præfecti, Consules, aut Supremus Magistratus, aut teloniorum aut costumarum Commissarii, Urbis vel Provinciæ N. notum testatumque facimus, quòd N. N. Magister navis N. coram nobis mediante solemni Juramento declaravit navem N. dictam tonnarum (aut eo circiter) capacem, cujus ipse est Magister, ad urbis N. Incolas, in dominiis Serenissimi Regis magnæ Britanniæ jure proprietatis & dominii pertinere: quoniam autem in justis suis negociis & itineribus benignè exceptum, & accommodatum vellemus, omnes & singulas Personas, quibus dictum Magistrum, vel obviam fieri, vel apud quos, illum cum navi sua, & mercibus suis appellere, aut subsistere contigerit, ut eum benignè admittant, humaniter tractent, cumque ad, in, & per portus, oras, stationes navium, fluvios, dominia navigare, meare, remeare, & negotiari, prout ipsi visum fuerit, illo interim vectigalia, aliaque tributa, quæ debebuntur, exolvente, permittant, rogamus: quod nos grato & benevolo animo, prout officiorum vices se obtulerint, agnoscemus. In cujus rei testimonium præsentes literas manu signavimus, & urbis nostræ sigillo muniri fecimus.

Guil. Godolphin.

Petro Fernandez del Campo y Angulo.



LXXV.

ANS de J. C. 1667. LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

Traité & accord entre PADUCCA SIRI SULTAN HASSAN-OUDIIN, *Roi de* MACASSAR, *& Corneille Spelman Ancien Gouverneur des Côtes de Coromandel, Sur-Intendant & Commissaire des Provinces d'Orient, &c. au nom de Jean Maetzuyker, Gouverneur Général des Indes, comme ayant pouvoir de la* COMPAGNIE DES INDES ORIENTALES, DES PROVINCES-UNIES, *Fait le* 18. *Novembre*, 1667. Mercur. Hollandois Tom. XX. de l'an. 1670. pag. 84.

I. WOrden geconfirmeert voor goet, vast en van waerden gehouden de Contracten, in dato 19. Augusti 1660. op Batavia in 't Casteel, tusschen den Koningh van Poepoe, Volmachtighde van hooggemelde Regeeringe op Macassar, en de Heer Gouverneur Generael en de Heeren Raden van India, item in dato 2. December 1660. tusschen de voorseyde Regeeringhe, ende Jacob Caeuw als Commissaris, van gedachte hun Ed. gemaeckt en gesloten, sullende de selve in alle haere deelen en poincten sodanig nagevolgt werden, voor so veel die in desen niet en werden wedersprocken.

II. Sonder eenigh uytstel zullen aen handen van den Admirael overgegeven en getransporteert werden alle Europiaensse Dienaren ende Onderdanen van de Compagnie, die haer present of in Macassar bevinden, soo die nu nieuwelijcks zijn overgeloopen, als die noch van voortijden hier mochten ghevonden werden, geene uyt-gesondert.

III. Dat aen handen van de Compagnie sullen overgelevert ende gerestitueert werden alle Scheeps-gereetschappen, Canonnen, Contanten en andere Goederen, geene uytgesondert, welck uyt 't Schip de Walfisch op Zaleyer, ende 't Jacht de Leeuwinne op Paulo Don Douange verongeluckt, gebergt ende tot noch toe aen de Compagnie bevonden komt te werden, niet weder gegeven te wesen, blyven de niettemin eygen aen de hoogst-gemelde Regeeringe van Macassar soodanige 8. stucken yser Canon als van de Walvisch hier berusten, indien blijckt dat de Compagnie daer van met 4000. Rijders, ten jongsten aenwesen van den Commissaris Caeuw is voldaen.

IV. Dat als noch geschieden prompte en rechtvaerdige Justitie, ten aensichte en overstaen van de Nederl. Resident, over soodanige Persoonen, als men bevinden sal schuldigh en noch in 't leven te wesen aen verscheyde moorden, aen diversche Nederlanders op verscheyde Plaetsen gedaen, en de welcke door die hoogstgemelde Regeeringe met alle neerstigheyt sullen moeten werden opghesocht, tot afschriek van soodanige boosdaden in 't toekomende.

V. Den Koningh en vordere Grooten van Macassar, sullen besorgen dat nu ten eersten des Compagnies Debiteuren komen te voldoen, en te betalen alle 't geene aen de Compagnie scholdigh zijn, en ten achteren staen, en voor soo veel daer aen mochte komen te ontbreken, dat zelve oprechtelijck aen de E. Compagnie te vergoeden, ist niet dit saysoen, dan ten langsten 't naestkomende, sonder eenig vorder dilay of uytstel, waer toe hun hoogst-gemelte Regeeringe door den desen specialijck verbint.

VI. Sullen als noch doen vertrecken, in conformiteyt van de laest gemaeckte Contracten, alle Portugesen met haren aenhangh, geene uytgesondert, waer die onder de Regeeringhe van den Macassar werden gevonden: En dewijle de Engelze gehouden moeten werden voor groote aenstockers en veroorsakers van 't breken des

LXXV.

ANS de J. C. 1667. LES PROVINCES-UNIES ET MACASSAR.

Traduction de ce Traité.

I. SOnt confirmez & tenus pour bons, fermes & valables les contracts en datte du 19. Août 1660., faits au chateau de Batavia, entre le Roi de Poepoe, Plenipotentiaire de la regence de Macassar & le Seigneur Gouverneur General & les Seigneurs du Conseil des Indes, item en datte du 2. Decembre 1660. entre la susdite Regence & Jacob Caeuw comme Commissaire & L. N., & devront iceux être suivis dans tous leurs points, à moins qu'il n'y soit derogé par ces presentes.

II. On remettra sans delai au pouvoir de l'Amiral tous les serviteurs & sujets Européens de la Compagnie qui se trouvent presentement à Macassar, tant ceux qui ont deserté depuis peu que ceux qui y ont été des long-temps auparavant, nuls exceptez.

III. Qu'on delivrera & restituera à la Compagnie toutes les choses servantes à un Vaisseau, Canons, Argent comptant, & autres marchandises, nulles exceptées, qui ont été sauvez à Zaleyer du Vaisseau nommé la Baleine & du Jacht nommé la Lionne qui a fait naufrage à Paul don Douange, demeurant pourtant propre à la susditte regence de Macassar, ces huit Canons de fer de la Baleine qui sont icy, s'il aparoit que la Compagnie en a ete satisfaite par 4000. ecus payez depuis peu au Commissaire Caeuw presentement en Commission.

IV. Qu'il sera encore fait prompte & bonne justice en presence du Resident Hollandois à l'égard de quelques personnes que l'on trouvera encore en vie & coupables de plusieurs meurtres commis en divers lieux contre plusieurs Hollandois, & dont la susditte Regence informera avec toute la deligence possible, pour prevenir à l'avenir & detourner telles méchantes actions.

V. Le Roi & autres grands de Macassar, feront en sorte que les debiteurs de la Compagnie satisferont & payeront au plutôt tout ce qu'ils doivent à la Compagnie & les arrerages, & en cas qu'ils feront lesdittes dettes bonnes, à la Compagnie, & l'en indemniseront, si ce n'est en cette saison, ce sera pour le plus long la prochaine, sans aucun plus long delay, à quoy la susditte Regence s'oblige speciallement.

VI. Ils feront derechef retirer en conformité du dernier contract qui a été fait tous les Portugais avec leurs adherents, nuls exceptez, par tout où ils se trouveront sous l'obeïssance de la regence de Macassar, & comme les Anglois sont reputez donner lieu & insister à l'infraction des susdits contracts, la Regence les fera aussi sortir

ANS de J.C. 1667.

der voorf. Contracten, fo fal de Regeering die met al haer aenhang mette aldereerfte occafie mede van onder haer Jurifdictie doen wegh gaen, fonder dat yemant van de voorfz. Natien of hare Creaturen oyt of oyt met defen in eenige Plaetze, onder der Macaffaren gebiet weder ter Negotie of anders geadmitteert zullen mogen werden; oock nu niet langer mogen verblijven als uyterlijck tot ultimo toe: Soo en zal hoogft-gemelde Regeeringe oock nimmermeer ergens onder haer gebiet nu of na defen ter Negotie of anders mogen inlaten, admitteren of vergunnen eenige andere Europiaenfche Natie, of yemant van harent wegen, 't zy wiefe oock zijn, of hoe fe genoemt werden, geen uytgefondert.

VII. En wert de Compagnie alleen met uytfluytinghe van alle andere voorfz. Europiaenfche Natien, onder 't gebiet van Macaffar overgegeven, de vrye Handel en Negotie, fonder dat oock eenige andere Indiaenze Natien, 't zy Moren, Javanen, Maleyers, Aerchindêrs, Siammers, geen uytgefondert, hier ter merckt ofte koop zullen mogen brengen eenige Cormandelfe, Suratfe, Perfiaenfche, Bengaelfche Kleden of Koopmanfchappen, noch oock geen Chinefe waren, daer van het aen-brenghen de Compagnie alleen wort toe-gelaten, en foo bevonden wierde dat contrarie defen echter quame te gefchieden, dan fullen fulcke Kleeden en Waren ten profijte van de Compagnie geconfifqueert, en de Overtreders daer en boven geftraft worden, waer onder nochtans niet zijn begrepen foodanige flechte Kleden als op de Ooft-kuft van Java felf werden geweven.

VIII. De Compagnie wert by defen vry gekent en ontflagen van alle Tollen en Gerechtigheden, fo van de goederen diefe komt aen te brenghen: of wech te voeren, geen uytgefondert.

IX. De Regeeringe of Onderdanen van Macaffar, en fullen naer defen haere Vaerten nergens anders mogen maken, als op Baly, Javaenfe Kuft, Jaccattra, Bantam, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, en gehouden wefen daer toe van den Commandant van wegen de Compagnie hier refiderende, te vorderen Pafcedullen, op pœne dat wie fonder de felve in Zee ofte elders komen te vinden, voor vyanden aengefien, en wegh ghenomen fullen worden, fonder dat vortaen op Biema, Solor, Timor, &c. eenighe Vaertuyg ben fenden, of oock beooften den hoeck van Laffen, zijnde de Ooft-kant van de Straet, *Zaleyer*, komen mogen, oock niet aen d'ander zijde benoorden of beooften Borneo, na Mingdanau of d'Eylanden daer omtrent, op verbeurte van lijf en goet der geener die daer elders komt gevonden te worden.

X. Ende dewijle alle de Fortificatien langs den Zee-Oever van Macaffar meeft reflecteren, om te dienen tot verfterckinghe teghen de Compagnie, foo is geaccordeert, dat de felve in alle promptitude zullen geflecht en weghgenomen worden, als Borrambon, Pannekoecke, Greffe, Manffon, Borrebos of andere: Sullende alleen mogen ftaen blyven 't groote Fort Samboupo, voor de Koningh, fonder dat na defen eenige nieuwe daer ter Plaetfe of elders, weder mogen gemaeckt werden, ten ware met het gemeen goet vinden van de Compagnie.

XI. 't Noorder Fort genaemt d'Joupandam, fal ftonts na de folemneele be-eedinge van defen Contracte van Macaffers Guarnifoen werden geledigt, ende aen de Compagnie in bequame en behoorlijcke ordre overgegheven, om door haer Guarnifoen befet te worden, blyvende het Dorp en Lant daer onder behoorende, gelijck voor delen, fonder dat de Regeringhe van Macaffar fich met de Inwoonders van dien zal hebben te bemoyen, des fullen de Koopluyden voor hare Negotie aen de Koningh foodanigen Tol en Gerechtigheyt betalen, als tuffchen hoogft-gemelde Regeeringe en de Compagnie noch bedongen ftaen te werden, maer en fal de Compagnie onder 't voorfchreve reffort niet vermoghen aen te nemen of te admit-

tir au plûtoft & à la premiere occafion de fa jurifdiction, avec leurs adherents, fans qu'aucun des fufdites nations puiffe à jamais être reçû ni admis à negocier dans aucune place de l'obeïffance de ceux de Macaffar, & ne pourront y refter plus long tems que jufques au dernier la fufdite Regence n'admettra, non plus cy-apres dans les lieux de leur jurisdiction aucune autre nation Européene à y negocier, ni perfonne de leur part, quel qu'il foit, & de quel nom on les puiffe nommer, nuls exceptez.

VII. Et eſté accordé à ladite Compagnie le libre negoce & commerce fous l'obeïffance de Macaffar, à l'exclufion de toute autre nation Europeene, fans non plus qu'aucune autre nation Indienne, foit Maures, Javanois, de Maleys, Aerthynds, Siammois, nuls exceptez, puiffent venir aporter icy ni vendre fur le marché aucunes marchandifes ni habillement de Coromandel, de Surate, de Perfe, de Bengale, ni marchandifes Chinoifes, qu'il eſt permis à la Compagnie feule d'aporter, & s'il fe trouve qu'il y foit contrevenu, lefdits habillements & marchandifes, feront confifquez au profit de la Compagnie, & les contrevenans outre ce punis, n'y feront néanmoins pas compris tels fimples habillements que l'on fabrique fur les cotes Orientales de Java.

VIII. La Compagnie eſt reconnuë par ces prefentes exemte de tous peages & droits, tant des marchandifes qu'elle aportera que de celles qu'elle en tranfportera, nulles exceptées.

IX. La Regence ou les fujets de Macaffar ne feront dorenavant leur navigation, que fur les côtes de Bali & de Javan, qu'à Jacattra, Bantan, Jamby, Palembang, Johor, Borneo, & feront tenus pour cet effect d'obtenir un paffeport du Commandant qui refide icy de la part de la Compagnie, fur peine, étans rencontré fans cela en mer, ou ailleurs, d'être pris & emmenez comme ennemis, fans que cy-apres on puiffe envoyer aucune barque à Biema, Soloor, Timor, &c. ni non plus qu'ils puiffent venir au Cap de Laffen du côté de l'Eſt & du Nord de Borneo, à Mingdanan ou aux Iles es environ, fur peine de confifcation de corps & de biens de ceux que l'on y trouvera y être venûs.

X. Et comme toutes les fortifications qui font le long des côtes de Macaffar ne fervent principalement qu'à fe fortifier contre la Compagnie, il eſt accordé qu'elle feront demolies en toute promptitude, comme Borranbon, Pannekoeke, Greffe, Marffon, Borrebos, ou autres; Et ne devra demeurer en état que le grand Fort Sambonpo, pour le Roy fans qu'on en puiffe à l'avenir redreffer de nouvelles au mêmes lieux ou ailleurs, à moins que ce ne fut du confentement de la Compagnie.

XI. Le Fort du Nord nommé le Jonpandam auffitôt que ce Contract aura été juré folemnellement, fera evacué par la garnifon des Macaffariens & remis en bon & convenable ordre entre les mains de la Compagnie pour être occupé par la garnifon d'icelle, le village & le pais és environs en dependant reftant comme cy-devant, fans que la Regence de Macaffar ait à fe mêler des habitans d'icelui, moyennant quoi les marchands payerent au Roy pour leur negoce tel Tol & Droits dont il fera encore convenu entre ladite Regence & la Compagnie, mais ne poura la Compagnie recevoir dans le reffort fufdit ni admettre aucuns malfaiteurs, ni telles autres perfonnes qui pouroient devoir

ANS de J. C. 1667.

admitteeren eenige misdadigers, of soodanige als aen den Koningh of de Grooten eenigh gelt schuldigh zijn ten ware alvoorens voldeden, en sal Compagnies Logie oock ten eersten in soodanige ordre als die gelaten is door den Koopman Verspreet, 't zy binnen of buyten 't Fort, ter keure van de Compagnie weder werden opgerecht.

XII. De Hollantze Munte soodanigh als die op Batavia in Rijckxdaelders, Schellingen, dubbele stuyvers en Pitjens gangbaer is, sal hier op Macassar in eygener waerden mede cours hebben, en voor soo veel mochte bevonden werden dat het de gemeente teghen stont, neemt de Regeeringhe aen, met alle vermogen de selve Munte onder het gemeene Volck op de Basaar mede aengenaem te maken.

XIII. Tot een breucke vande laetst verbrokene Vrede, belooven de Koningh en de Grooten aen de Compagnie op te brengen duysent Slaven en Slavinnen, jonge gesonde volwasse menschen, behoudent dat haer vry sal staen, de betalinghe of met Slaven selve, of met Canon, Goudt of met Silver te doen, werdende in conformiteyt vande Massacaarse gewoonte in sulcken geval gereeckent op twee en een half Teyl, of 40. Malsacaarse goude Masen yder, mits dat hier van ten minsten de helft met de te doene besendingh in Junii aenstaende na Batavia, ende de gantse reste ten langsten 't volgende saysoen voldaen werde.

XIV. Dat den Koningh en Grooten van Macassar vortaen hun niet sullen vermoghen te bemoeyen met 't Landt van Biema ende 't resort, maer de Compagnie daer mee laten geweerden naer hun wel gevallen, sonder de selve nu of oyt naer desen, op d'een of d'andere wijse, directelijck of indirectelijck met raet of met daet te hulpe te komen tegens de Compagnie.

XV. De hoogst-gemelde Regeeringhe bekent ghedaen wesende, de grouwlijcke Moort ende Schelm-Stuck, waer aen sich de Koningh van Biema, zijn Schoon-Soon, Crain Dompo, Radja Tamborro, Radja Sangarre, en hun volgers, sterck te samen 25. Personen, meest Bimanesen, in haer fugie tegens de Compagnien hebben vergrepen, nemen aen den selven Radja Biema, ende soo veel van zijn Consoorten als 'er gevonden worden, in handen van de Compagnie over te leveren, om rechtvaerdige straffe te ontfangen, insgelijckx Crain Montemarano, op dat hy van zijne misdaet in alle ootmoedt vergiffenis versoecke.

XVI. Sullen aen den Koningh van Bouton ten eersten vergoeden en restitueren alle soodanighe menschen, als met den laetsten in een overval der Massacaaren in dat Lant gherooft en wegh gevoert zijn, voor soo veel de selve noch in 't leven werden bevonden, geene uytgesondert, en sullen oock aen den Koningh van Bouton uytkeeren het Gelt, ontfangen voor soodanighe Boutonners, als zedert den verkoop gestorven zijn, en dienvolgende niet weder gegeven konnen werden, sonder nu of oyt nimmermeer naer desen te houden of te hebben, eenige de alderminste pretensie op eenige van de Landen van Bouton, daer van by desen wel expres renuncierende.

XVII. Oock sullen aen den Koningh van Ternaten restitueren in eyghener wijse als in het 16. poinct, de geroofde menschen van Xulas, ende daer benevens 10. Stucken yser Canon, 2. metalle prinse Stucken, en 3. Bassen, 't zy met de selve die van daer ghehaelt zijn, of andere in de plaetse, verklarende op de selve Eylanden geene pretensien te hebben of te houden, nevens die oprechtelijck renuncierende, ten behoeve van gemelte Koningh, van alle gepretendeerde eygendom op de Eylanden Zaleyer, ende Pantsiano, als mede op de gantse Oost-kust van Celebes, te reeckenen van Manado af tot aen Pantsiano toe, d'Eylanden Bangay en Gapy als andere op de selve Kust gelegen, daer onder mede begrepen, item tusschen Mandhaer Manado de Landen van Lambagy, Caydiepa, Booltoly, Dampellas,

devoir quelque argent au Roy, ou aux grands à moins qu'ils n'y eussent satisfait auparavant, & la loge de la Compagnie sera remise, soit au dedans ou dehors du Fort au même ordre auquel le marchand Verspreet l'avoit laissé, & ce au choix de la Compagnie.

XII. La monoye Hollandoise telle qu'elle se trouve d'alloy à Batavia en Risdales, chellins, double sous & pittes, aura la même valeur & le même cours à Macassar, & s'il arrivoit que le peuple s'y opposât, la Regence se charge de la faire recevoir parmi le peuple sur le Basaar.

XIII. Pour l'infraction de la derniere paix le Roy & les grands promettent à la Compagnie de lui amener mil esclaves de l'un & l'autre sexe gens tout formés de corps, & en bonne santé, excepté qu'il lui sera loisible d'en faire le payement en esclaves même ou en canons, or ou argent, chacun étant compté, en conformité de la coûtume de Macassar en telle occasion, à deux & demi Teyl *ou* 40. Mases *d'or de Macassar, pourvû que la moitié en soit envoyée à Batavia dans le mois de Juin prochain, & tout le reste au plus tard la saison suivante.*

XIV. Que dorénavant le Roy & les Grands de Macassar, ne se mêleront plus du Pais de Biema & de son ressort, mais en laisseront user la Compagnie selon son bon plaisir, sans que presentement ni à jamais dans la suite, d'une ou d'autre maniere, directement ou indirectement ils puissent lui donner secours contre la Compagnie.

XV. Le detestable meurtre & la friponnerie dont sont coupables le Roi de Biema, son gendre, Crain Dompo, Radia Tumborro, Radia Sangarre & ceux de leur suite, forts de 25. personnes, la plus part Bimanesiens, étant connus de la regence & des grands, ils s'engagent de remettre au pouvoir de ladite Compagnie ledit Radia Biema & autant de ses complices qu'il s'en pourra trouver pour recevoir la punition qu'ils meritent, ensemble Crain Montemarano, afin qu'il demande sa grace en toute soumission.

XVI. Ils indemniseront au plutost le Roy de Bouton & lui restitueront tous & tels hommes, qui ont été enlevez dans le pais de Macassar, dans la derniere irruption qui y a été faite, au cas qu'ils soient encore en vie, nuls exceptez, & rendront aussi au Roy de Bouton, l'argent reçû, pour les Boutonners qui sont morts depuis, & qui par consequent ne peuvent être rendus, sans presentement ni à jamais cy-aprés avoir la moindre pretension sur aucun des pais de Bouton, à quoi est expressement renoncé par ces presentes.

XVII. Restitueront aussi de la maniere exprimée en l'article 16 au Roy des Ternates les hommes enlevés de Xulas, & outre cela dix pieces de Canon de fer, 2. pieces de metal, & 3. Basses, *soit par les mêmes qui en ont été enlevez, ou d'autres en la place, declarant de ne pretendre rien auxdites Iles, & y renonceant sincerement au proffit dudit Roy à toute proprieté & aux Iles de Zaleyer, Pontsiano, comme aussi à toute la côte Orientale de Celebes, à compter depuis Manado jusques à Pantsiano, aux Iles de Bangay & Capy, comme à toutes autres scituées sur la même côte qui y sont aussi comprises, item entre Mandhaer Manado les pais de Lambagy, Caydiapa, Booltoely, Dampellas, Balaysbang, Silensa & Cayely, apartenantes d'ancienne, en proprieté à la Couronne des Ternates, dont ladite*

ANS de J.C. 1667.

pellas, Balayssangh, Silensa en Cayely, van outs de Kroone van Ternaten in eygendom competerende, en de welcke de hoogh gemelte Regeeringe van Macassar oprechtelijck af-staet, beloovende nimmermeer na desen de Koning van Ternata daer inne te turberen.

XVIII. Voorts renuncieert de hoogh-gemelte Regeeringe van alle Herschappye der Bougis & Loeboe, de selve Lant-Heeren erkennende voor vry gebooren Koningen, Princen en Heeren, daer hy geen de alderminste pretentie op is hebbende, beloovende mits dien, sonder eenigh uytstel, den ouden Koning van Sopingh, met alle zijne Landen, Vrouwen, Kinderen, Huysgenoten, Goederen, niet uytgesondert, in volle vrydom te stellen, en aen onse handen over te geven, benevens oock soodanige andere Heeren Bougis als elders onder het Macassaers gebiedt in gevangenis en ballinschap op heden mochten zijn: Item alle Vrouwen en Kinderen der Bougis, welcke noch onder macht van hoog gedachte Majesteyt mochten gevonden worden, geene uyt-gesondert, op dat alsoo de gront gelecht werden, tot een oprechte Vreede en Vriendschap.

XIX. Soo verklaren oock de Koningen van Layo en Bancala, met het gantze Lant van Turata ende Badjingh en al wat daer onder hoort, staende den Oorlogh tot de Compagnie overgekomen, te erkennen voor vrye Koningen, Heeren en Landen, daerse niet ter Weerelt op en hebben nóch en houden te pretenderen, deselve ontstaende van alle voorgaende Heerschappye en gebiedt, nu en altoos.

XX. Alle Landen door de Compagnie en hare Bontgenooten, staende den Oorlogh gewonnen ende verovert, gerekent van Boeloe-Boeloe af, tot aen de Landen van Turata toe, voorts weder van ginder tot hier aen Bongaya, sullen zijn en blijven als eygen gewonnen Landen, van de Compagnie en hare Bontgenoten, volgens Recht van Oorloge, waer op mits dien de Koningh niet meer en behoudt eenigh Recht of Eygendom, noch oock niet op de Inwoonderen van dien, blijvende alleen ter dispositie van de Compagnie, omme daer met te handelen naer welgevallen, sullende by overkomste van de Koningen van Panna en Bacca konnen aengewesen werden, wat ons in krachte voorsz. benoorden Macassar is competerende.

XXI. De Landen van Wadjo, Boeloe-boeloe en Mandhaer, als zijnde misdadigh aen de Compagnie en hare Bontgenooten, verklaert de hooft-gemelte Regeeringhe te abandonneren ende ons daer met te laten gewerden, sonder de selve directelijck of indirectelijck nu of oyt na desen, te sullen seconderen, Volck, Wapenen, Kruyt, Loot, Spijse, Raet, daet of andersints, hoe het oock genoemt mochte werden ter goeder trouwe.

XXII. Zijnde onderlingh verstaen ende over een gekomen, dat de Bougis en Touraters die Macassersse en weder Macassaren die Bougis of Touratse Vrouwen hebben, elck de zijne sal vermogen na zich te nemen, 't zijnen believe, ghelijck als dat betaemt, en voorts dat nu voortaen de Macassaren, sich begevende onder de Bougis en Touraters, oock weder de Bougis en Touraters onder de Macasseren, niet sullen vermogen aen-gehouden of in gelaten werden, als met toestemminge en licentie van yegelijcx wettig Heer en Koningh, ende sonder die moeten werden af-geweten, en weder na Huys gesonden.

XXIII. De hooghst-gemelte Regeeringhe belooft in conformiteyt van 't seste Articul, hare Landen voor alle andere Natien gesloten te houden, en in cas eenige van de selve tegens hunnen danck daer in sich begeerden ter neder te slaen, de selve met alle vermogen en Macht te sullen afweeren volghens haere behoudenisse in kracht van desen Contracte, doch in gevalle zy daer toe niet vermogens waren, ende onder de hant

dite Regence se desiste sincerement, promettant de ne jaman troubler en cela le Roy de Ternate.

ANS de J.C. 1667.

XVIII. de plus la susdite Regence renonce à toute souveraineté des Bougis & Loeboe, reconnoissant les Seigneurs de ces pais pour Roys, Princes & Seigneurs nez libres, comme n'y ayant pas la moindre pretension; promettant par ces presentes de remetere sans delai aucun, le vieux Roi Sopingh en pleine liberté avec ses pais femmes, enfans, menage, biens, & de les remettre en nos mains, ensemble tels autres Seigneurs Bougis qui pourroient être ailleurs seans prisonniers & bannis sous la jurisdiction de Macassar. Item toutes femmes & les enfans des Bougis qui pourroient encore être au pouvoir de sadite Majesté aul excepté, afin qu'ainsi soit établie une bonne & sincere paix & amitié.

XIX. Declarent aussi de reconnoître les Rois de Layo & Bancala avec tout le pais de Turata & Badiag & tout ce qui en depend, & qui sont passez à la Compagnie pendant la guerre, pour Rois Seigneurs & pais libres, ausquels ils n'ont rien du monde à pretendre, les degageant de toute precedente domination & commandement.

XX. Tous les païs conquis par la Compagnie pendant la guerre, à compter depuis Boeloe-Boeloe jusques au pais de Turata, & depuis la jusques ici à Bongeya seront & demeureront comme pais conquis & propres à la Compagnie & à ses Alliez, suivant le droit de la guerre, sur lesquels le Roi ne retient aucun droit & proprieté, non plus que sur les habitans d'iceux, demeurants seullement à la disposition de la Compagnie pour en traiter selon leur bon plaisir, & poura par l'arrivée des Rois de Panna & Bacca être indiqué, ce qui nous apartient du coté du Nord de Macassar en vertu de ce que dessus.

XXI. Ladite Regence declare qu'elle nous abandonne les pais de Wadso Boeloe-Boeloe, comme étant coupables envers la Compagnie & ses Alliez, sans presentement ni jamais ci-apres les secourir directement ni indirectement de troupes, armes, poudre, plomb, vivres, Conseil ni autrement, quelque nom qu'on leur puisse donner, & ce de bonne foy.

XXII. Etant particulierement convenu que les Bougis & Turatiens pouront avoir des femmes Macassariennes & les Macassariens des Femmes des Bougis & Turatiennes, & chacun poura prendre la sienne à sa volonté, comme il est convenable, & qu'en outre que des à present comme pour lors les Macassariens se donnant aux Bougis & les Turatiens aux Macassariens ne pouront point être reçus que du consentement & par la permission de chacun des Seigneurs Rois legitimes, & sans qu'ils puissent être renvoyez chez eux.

XXIII. Ladite Regence promet en conformité du sixiéme article de tenir leur pais fermé a toute autre Nation & que si quelqu'une vouloit s'y établir contre son gré, elle l'empêchera de tout son pouvoir, suivant leur obligation en vertu de ce Contract; Mais si cela n'étoit point en leur pouvoir, & qu'ils fussent les plus foibles, elle priera la Compagnie comme sa protectrice de l'assister; Et comme elle declare qu'elle reconnoit la Compagnie

ANS de J. C. 1667.

hant te swack vielen, als dan de Compagnie als haren Schut en Scherm heet tot assistentie souden versoecken, alsoo zy verklaren de selve Compagnie in dier qualiteyt te erkennen, des sullen zy oock gehouden wesen, daer toe geroepen wesende, d'E. Compagnie te assisteren met alle vermogen, teghen soodanighe Vyanden als hun hier by of omtrent Macassar teghen de Compagnie mochten openbaren, met verbintenisse, dat zy in geen onderhandelinghe van Vreede of andersints treden sullen met eenige Natie, daer met de Compagnie is in Oorlogh.

XXIV. Op alle welcke voorgeciteerde Contracten en van nieuws gheraemde Poincten, tusschen hooghgedachten Koningh en Grooten van Macassar is besloten ende ghemaeckt een altoos duyrende Vrede, Vriendt en Bontgenootschap, in de welcke oock werden begrepen de Grootmoghende Coningen van Tarnata, Tidor, Barchian, Boutou, de Koningen van Bougis, Sopingh, Loeboë, Toutata, Laays, Badjingh, met alle hare Landen en Onderdanen, item oock Biema, ende noch soodanighe andere Landt-Heeren en Vorsten als naer desen, sullen versoecken mede in dit Bontgenootschap te mogen treden.

XXV. Of het geviele dat tusschen de Bondtgenooten en de respective Koningen door het een of ander misverstant eenige differentie quamen te ontstaen, soo sullen partyen niet stracks malkanderen daerom eenigh ongemack of Oorloge aen doen, maer haer questie den Kapitain der Hollanders bekent maecken, omme (soo het mogelijck is) door bemiddelinghe van de selve, de oneenigheden uyt den wegh te leggen, ende goede Broederschap te conserveren, maer indien een van de Partyen na geen bemiddelinghe luysteren ende hartneckigh blijven wilde, sonder sich na de reden te voegen, als dan sullen de gemeene Bontgenooten de andere, naer vereysch ende recht van de sake te hulpe komen.

XXVI. Wanneer nu dit Vreede-Verbont onderteekent, be-edigt en verzegelt sal wesen, sal den Koningh en Grooten van Macassar ghehouden zijn, nevens den Admirael, naer Batavia te committeren twee voorname Koninghen uyt het midden van den Raedt, 't zy Crain Tello, Linques, Poppoe, Cronioo, Gresse, Cattapan, of ten minsten twe uyt de selve, ter keure van hoogh-gemelde Regeeringe, om desen Contracte van Vreede aen d'Ed. Heer Gouverneur Generael, ende de Heeren Raden van India te presenteren, ende hun Edele aggreatie daer op te versoecken, onder verseeckeringhe dat ghemelde Heeren met contentement weder sullen nae huys trecken, doch sal het den Heer Generael vry staen, wanneer het hem goet dunckt, twee voorname Konings Soonen te vorderen. Omme soo lange daer als Ostagieren te resideren, als zijn Ed. meynt noodigh te zijn, doch sal oock weder den Koningh van Macassar 't zynen believe, by langer verblijf van een Jaer, de selve door andere mogen doen vervangen, en de Compagnie gehouden zijn soodanige Princen te conserveren in compatibel respect ende eere, sonder van yemant de alderminste overlast te lijden.

XXVII. Tot ampliatie van seste Artijckel wert vergunt dat de Compagnie de Engelssen ende hare Goederen alhier sullen vermogen te lichten, ende naer Batavia te voeren, sonder dat het den Coningh sal vermogen tegen te staen.

XXVIII. Item tot ampliatie van 't vijfthiende Articul is belooft, dat indien de Koningen van Biema en Montemarano, levende of doot in 10. dagen niet werden ghevonden, als dan tot Borge in handen van de Compagnie te sullen stellen de Soone van Biema en de Soone van Montemarano.

XXIX. De Regeeringhe belooft aen de Compagnie uyt te keeren, in vergoedinge van hare Onkosten ten Oorloge twe hondert vijftigh duysent Rijckxdaelders, in vijf Moussons naest aen een volghende,

't zy

ANS de J.C 1667.

pagnie en cette qualité, elle sera aussi obligée, en étant requise, d'assister ladite Compagnie de tout son pouvoir, contre tous les ennemis qui pourroient se manifester contre la Compagnie dans Macassar ou és environs, avec cet engagement qu'elle n'entrera en aucune negociation de paix ou autrement avec aucune Nation contre laquelle la Compagnie sera en guerre.

XXIV. En vertu de tous lesquels contracts & nouveaux points dont on est convenu entre le susdits Roi & les Grands de Macassar a été fait & conclu une paix, amitié & Alliance perpetuelle, dans laquelle sont aussi compris les grands & Puissans Rois de Ternata, Tidor, Barchian, Bouton, les Rois de Bougis, Soping, Loeboe, Toutata, Laays, Badjing avec tous leurs païs & Sujets, ensemble aussi Biema, & tels autres Seigneurs & Princes qui ci aprés demanderont d'entrer dans cette Alliance.

XXV. S'il survenoit quelque different ou mesintelligence entre les Alliez & les Rois respectifs, les parties ne se feront pas pour cela aussitôt la guerre, ni aucun déplaisir, mais ils feront sçavoir leur different au Capitaine des Hollandois, pour, s'il est possible, être terminé par sa mediation, & être conservé la bonne fraternité; mais si l'une des parties ne veut point entendre à aucun accommodement & veut demeurer opiniâtre, sans vouloir entendre raison, pour lors les communs Alliez s'assisteront selon l'exigence du droit & des cas, contre l'autre.

XXVI. Quand cette presente Alliance de paix sera signée, jurée & scellée, le Roi & les Grands de Macassar seront tenus avec l'Amiral de Deputer à Batavia deux principaux Rois d'entre le Conseil, soit Crain Tello, Linques, Poppoe, Cronton, Gresse, Cattapan, ou du moins deux d'entre eux au choix de ladite Regence, pour presenter ce present Traité de Paix au Seigneur Gouverneur Général & aux Seigneurs du Conseil des Indes, & pour requerir son approbation & ratification, sous l'assurance que les susdits Seigneurs s'en retourneront chez eux avec contentement. Mais il sera libre audit Seigneur Général s'il le trouve bon de demander deux fils de deux des principaux Rois pour demeurer en Otage, aussi long tems qu'il le jugera necessaire; mais il sera aussi en la liberté du Roi de Macassar, au cas qu'ils restent plus d'un an d'en envoyer d'autres, & la Compagnie sera obligée de maintenir lesdits Princes en respect & honneur convenable, sans qu'ils souffrent aucune moleste.

XXVII. Pour donner plus d'etendüe au sixiéme Article, est accordé que la Compagnie & les Anglois pourront transporter d'ici leurs effects à Batavia, sans que le Roi puisse s'y opposer.

XXVIII. Item pour amplification du quinziéme Article il est promis que si les Rois de Biema & Montemarano ne peuvent pas se trouver morts ou vifs dans dix jours, ils remettront entre les mains de la Compagnie les fils de Biema, & ceux de Montemarano pour cautions.

XXIX. La Regence promet de donner à la Compagnie pour l'indemniser des frais de la Guerre deux cens cinquante mil risdales, en cinq moussons consecutives, soit en coton, en marchandises, en or,

argent

ANS de J. C. 1667.

't zy in Canon, 't zy in Koopmanschappen, 't zy in Gout, Silver of Juweelen, elck naer sijn waerde.

XXX. Ende op dat alle de bovenstaende Poincten deste religieuser mogen worden onderhouden, soo zijn deselve door den Koning van Macassar en zijn hier onder geschreven Grooten, en by wegen van de Compagnie door den Admirael nevens oock alle de Koningen en Princen in dit Verbont begrepen, na aenroepinge van des Heeren Heyligen Name be-eedigt, getekent en verzegelt elk op zijn wijse, in een Velt-Tent op Vrijdagh den 18. November 1667. omtrent Borrombon op s' Compagnies eygen Gront.

argent ou joyaux, chacun suivant.

XXX. Et afin que tous les points susdits soient d'autant plus religieusement observez ont iceux été jurez, signez & scellés aprés l'invocation du nom de Dieu, par le Roi de Macassar & par ses Grands, & de la part de la Compagnie par l'Amiral, ensemble par tous les Rois & Princes compris en cette Alliance chacun à sa maniere dans une tente au camp le vendredi 18 Novembre 1667, environ Borrombon propre terre de la Compagnie.

LXXVI.

ANS de J. C. 1668.

L'Angleterre, la Suede et les Provinces Unies.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. *Roi de la Grand' Bretagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas, dans laquelle entra ensuite* CHARLES XI. *Roi de Suede, ce qui fit qu'on l'apella la* Triple Alliance. Fait au mois de Janvier, 1668. Aitzema, Affaires d'Etat & de guerre. Tom. XIV. pag. 6.

QUandoquidem pactis non ita pridem Bredæ inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Magnæ Britanniæ Regem ab una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Fœderati Belgii Ordines Generales ab altera parte conclusis, pristina inter utramque nationem amicitia ac bona correspondentia, annuente Divina gratia, restituta, adeoque ad præcidendam omnem omnino in posterum novis dissidiis ansam atque ad prævenienda nova inter utriusque partis subditos accidentia, quæ dictam amicitiam & bonam correspondentiam turbare aliquando possent, in articulos quosdam legesque navigationis ac commerciorum ibidem consensum ac speciatim undecimo dicti tractatus articulo statutum sit, uti dictus Dominus Rex dictique Domini Ordines Generales maneant Amici, confœderati, necessitudine & amicitiâ conjuncti & adstricti ad jura & immunitates subditorum alterius contra quoscunque demum tuendas, qui utriusvis status pacem terra marique disturbare conabuntur, vel qui intra alterutra dominia degentes publici utriusque status hostea denunciabuntur, neque tamen specificè definita reperiantur media auxiliave, quibus fœderatorum pars una alteri tali casu succurrere debeat, dicto autem Magnæ Britanniæ Regi dictisque Ordinibus Generalibus stet sententia ista pacta corroborandi magis, magisque perficiendi, placuit in primis atque ante omnia dictum tractatum Bredæ conclusum dictasque leges navigationis, & commerciorum eo spectantes confirmare, quemadmodum per præsentia confirmantur obligatione mutua, atque indissolubili eas bona fide observandi atque adimplendi, jubendique ut à subditis utrinque exactè atque religiosè observentur atqua adimpleantur juxta genuinum dicti tractatus dictorumque articulorum sensum ac tenorem.

Ut autem præterea de specialiori auxiliorum mutuo præstandorum designatione prioribus pactis omissa, pro amicitiæ inter dictum Dominum *Regem*, dictosque Dominos *Ordines Generales* incremento majori constet, utque securitati & defensioni mutuæ utriusque Status contra infestos conatus vel insultus hostiles à quoquam forte quocunque sub prætextu instituendos, arctiori fœdere atque unione plenè prospiciatur; Nos infra scripti, virtute mandati plenæque potestatis nobis concessæ atque inferius inserendæ, convenimus atque statuimus, dictum Dominum *Magna Britannia Regem*, dictosque Dominos *Fœderati Belgis Ordines generales* invicem obstrictos, unitos, atque confœderatos fore, quemadmodum vi ac vigore præsentium invicem obstricti, uniti atque confœderati sunt *fœdere defensivo perpetuo*, modo atque conditionibus sequentibus.

I. Quod si Principum Statuumve aliquis aut quilibet alius, qualiscunque ille tandem fuerit, *nemine excepto*, sub quocunque prætextu invaserit vel invadere tentaverit, Territoria, Regionesque, aut loca quælibet sub ditione dicti Magnæ *Britannia Regis* sita aliumve quemcunque actum hostilem, terra marive contra dictum Dominum *Regem*, ejusve subditos exercuerit, dicti Domini *Ordines Generales* tenebuntur, quemadmodum virtute præsentium tenentur dicto Domino Regi ad insultus eos, actusque hostiles arcendos, supprimendos, atque repellendos, debitamque damni dati reparationem obtinendam, auxilio adesse *quadraginta navibus Bellicis* probè instructis, quarum *quatuordecim à sexaginta* ad *octuaginta Tormenta Bellica* majora hominesque *quadringentos* ferant singulæ facta justa compensatione aut retributione inter eas, quæ numerosiore & eas quæ minus numeroso milite nautaque instructæ erunt, *quatuordecim* aliæ à *quadraginta* ad *sexaginta tormentis*, hominibusque ad minimum *trecentis*, facta compensatione, ut supra, instructæ sint quælibet & nulla reliquarum minus ferat quam *triginta sex tormenta*, hominesque *centum & quinquaginta*, atque insuper *sex mille peditibus* & *equitibus quadringentis*, vel valore justo ejusmodi auxilii in pecunia numerando, prout dicto Domino *Regi* eligere placuerit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ à dicto Domino *Rege* expetetur; Præstabuntur dicta auxilia intra *sex septimanarum* spatium, postquam postulata fuerint, dictisque Dominis *Ordinibus* à dicto Domino *Rege* refundentur impensæ omnes intra *triennium* à finito atque extincto bello numerandum.

II. Quod si Principum Statuumve aliquis aut quilibet alius, qualiscunque ille tandem fuerit, *nemine excepto*, sub quocunque prætextu, invaserit, vel invadere tentaverit *Provincias Confœderatas* aut loca quælibet sub ditione Dictorum Dominorum *Ordinum Generalium* sita, vel in quibus ipsorum miles præsidio positus est, aliumve quemcunque actum hostilem terra marive contra dictos Dominos Ordines Generales eorumve subditos exercuerit, dictus Dominus *Rex* tenebitur, quemadmodum virtute præsentium tenetur, dictis Dominis Ordinibus Generalibus ad insultus eos actusque hostiles arcendos, supprimendos atque repellendos debitamque damni dati reparationem obtinendam auxilio adesse *quadraginta navibus Bellicis* probè instructis, quarum *quatuordecim* a *sexaginta* ad *octuaginta tormenta bellica* majora hominesque *quadringentos* singulæ ferant, facta justa compensatione aut retributione inter eas, quæ numerosiore & eas, quæ minus numeroso milite nautaque instructæ erunt, *quatuordecim* aliæ à *quadraginta* ad *sexaginta* tormenta, hominibusque ad minimum *trecentis* facta compensatione ut supra, instructæ sint quælibet, & nulla reliquarum minus ferat quam *triginta sex* tormenta hominesque *centum quinquaginta*; atque insuper *sex mille* peditibus & equitibus *quadringentis* vel valore justo ejusmodi auxilii in pecunia numerando, prout dictis Dominis *Ordinibus* elige-

ANS de J. C. 1668. eligere placuerit, vel parte tali prædicti auxilii aut dicti valoris in pecunia quæ ab iisdem expetetur. Præstabuntur autem dicta auxilia intra *sex septimanarum* spatium, postquam postulata fuerint, dictoque domino Regi à dictis Ordinibus refundentur impensæ omnes intra *triennium* à finito atque extincto bello numerandum.

III. Dictæ naves bellicæ ac dictæ Equitum peditumque copiæ auxiliares, navium & copiarum præfecti cæterique Officiales bellici minores, vim atque injuriam passo submissi, ejus voluntatem respicere tenebuntur atque obsequi mandatis ejus eorumve quos summâ cum potestate exercitui suo terrâ marive præficere voluerit.

IV. Quo autem exacta computatio instituí possit impensarum, intra *trium* annorum spatium, postquam bello finis impositus fuerit, restituendarum, vel etiam justi earundem valoris in pecunia numeratâ, quam vim hosticam passo loco dictarum navium, Equitum, Peditumque vel omnium vel pro parte eligere fortè placuerit, visum fuit impensas quatuordecim navium à *sexaginta* ad *octoginta* tormenta instructarum, æstimare pretio *octodecim millium sexcentorum & sexaginta sex librarum Sterlings*, sive monetæ Anglicanæ, earumque quatuordecim, quæ a *quadraginta* ad *sexaginta* tormenta ferunt, *quatuordecim millibus libris Sterlings*, reliquarum autem *duodecim*, *sex millibus* ejusdem *monetæ libris*, *sex mille* autem *pedites*, *septem millibus & quingentis libris Sterlings*, *quadringentos vero Equites*, *mille quadraginta ejusdem monetæ libris*, pro *quolibet mense* computandis; omniaque a dicto quidem D. Rege *Magnæ Britanniæ Londini*, à Dominis verò *Ordinibus Generalibus Amstelodami* solventur juxta cursum Cambii eo tempore, quo solutio præstanda erit; pro primo autem mense respectu *peditum* supradictorum, insuper persolventur *sex mille libræ Sterlings*, pretium nimirum ad eos conscribendos instruendosque necessarium.

V. Fœdus hoc omniaque & singula eo contenta a dicto Domino Rege *Magnæ Britanniæ* dictisque Domini *Ordinibus* Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque partis literas sigillo magno munitas debitâ & authenticâ formâ intra *quatuor septimanas* proximè sequentes aut citius, si fieri poterit, confirmabitur & ratihabebitur, mutuaque ratihabitionum Instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

Sequitur tenor mandati à Serenissimo D. Rege Magnæ Britanniæ dati.

CArolus, Dei Gratiâ, Angliæ, Scotiæ, Franciæ, & Hiberniæ Rex, fidei defensor, &c. Omnibus, ad quos præsens scriptum pervenerit, Salutem: quandoquidem is fit præsens apud Vicinos Nostros Europæ Principes, ut plurimum, rerum Status, ut merito metuatur ne flamma ista, quæ inter Serenissimos Vicinos Reges bonos Fratres nostros circa *Successionem Brabanticam*, quæque exinde pendent, nuper eruperit, in communi ope quantocius occurratur, finitima quæque corripiendo totum tandem Christianorum Orbem invadat, non nisi multo Sanguine restinguendo; nos pro innato illo, quo in principum Statuumque Vicinorum nobis & Confœderatorum pacem & tranquillitatem sumus animo, seriò cupientes ut bellum istud, in proximos quosque mox sæviturum, & (quod Principem Sanctum Christi nomen purè profitentem imprimis dolere debet) ipsi tandem religioni reformatæ funestum futurum, omni meliori modo sisti queat & sopiri, bonos nostros Amicos & Confœderatos Ordines Generales fœderati Belgii commonuimus, rogavimusque, uti amicitia, quæ cum illis jam intercedit, arctiore fœderis Ligæque nexu constringatur, quo aut vicini illi motus, si Deus ita voluerit, feliciter possint componi aut nostri ipsorum saluti communique Populorum bono tempestivius prospiciatur, in quo dicti *Ordines Generales* eam prorsus esse in hoc negotio mentem suam ostenderunt, quam & Communis inter nos utilitas & tam pii in Christianum Orbem operis sensus, vindicare poterat; sciatis ideo, quod Nos fidelis & dilecti Nostri *Guillelmi Temple* Equitis Baronnetti fide, industria, judicio, & prudentia plurimum confisi, eundem verum, certum, & indubitatum Nostrum Deputatum, Commissarium, procuratorem, & factorem nominavimus, constituimus, & assignavimus, dantes ei & Concedentes, sicut & per præsentes ei damus & Concedimus omnem & omnimodam facultatem, potestatem, authoritatemque, nec non mandatum generale pariter ac speciale, nostro nomine cum Dictis *Ordinibus Generalibus* vel cum eorum Commissariis, Deputatis, aut procuratoribus, aliisve quibuscunque, authoritate sufficienti ad id instructis, super omnia & singula, quæ vel ad prædictum bellum consopiendum vel ad communem utriusque nostri subditorumque nostrorum pacem & salutem penitus conservandam facere videbuntur, tractandi, consulendi, consentiendi, & concludendi quæque ita conclusa erunt & conventa nostro nomine subsignandi mutuoque extradendi, reliquaque omnia factu necessaria præstandi perficiendique tam amplis modo & formâ ac nosmet ipsi si interessemus facere & præstare possemus, spondentes & promittentes, sicut & per præsentes manu nostra signatas spondemus & in verbo Regio promittimus, nos quæcunque à dicto nostro Deputato Commissarioque nostro nomine transigentur concludenturque rata, firma, grata, & accepta omni meliori modo, habituros, neque passuros unquam, ut in toto vel in parte à quopiam violentur aut contraveniantur: In quorum omnium majorem fidem præsens hoc scriptum propriâ manu signatum, magno nostro Angliæ sigillo communiri jussimus; Dabantur in Palatio nostro *Westmonasteriensi* die Januarii secundo ineuntis Anni supra $\frac{1667}{1668}$ Regni verò nostri *decimo octavo*, signatum erat.

CAROLUS REX.

Sequitur tenor mandati a Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii dati.

LEs Estats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Seigneur *Guillaume Temple*, Chevalier, &c. Envoyé Extraordinaire du Roi de la Grande Bretagne, nous ayant fait entendre, en suite de ses lettres de creance, datées à *Whitehal* le *deuxiéme* jour du present mois Janvier, stilo loci, qu'il avoit ordre de S. M. de proposer & concerter icy des choses avantageuses pour le bien commun de ses Royaumes & de cet Estat; & ayant demandé pour cest effect que commissaires luy fussent donnés; à qui il ne put pas seulement ouvrir les intentions du Roi son Maistre, mais aussi avec qui il put traiter, negotier, & conclurre ce qui seroit jugé bon & utile de part & d'autre. Nous voulant bien correspondre aux bonnes intentions dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & d'ailleurs sachants, que pour cela nous ne pourions pas faire un meilleur choix que des personnes des Sieurs de *Gelicom*, *d'Asperen*, Conseiller Pensionaire *de With*, *Crommon*, *Amerongen*, *Unckel*, *Coeverden*, & *Tsbrants*, Deputés en nostre assemblée de la part de toutes les Provinces Unies respectivement, tant pour la parfaite connoissance d'affaires, qu'ils se sont acquise, dans les premiers employs des mêmes Provinces & de l'Estat en General, que pour celle, que nous avons de leur prudence, zele au bien de la patrie, diligence, capacité & fidelité. Ainsi Nous pour ces causes & pour d'autres, qui nous y convient, avons donné, & donnons par ces presentes plein-pouvoir, autorité, commission, & mandement special ausdits Sieurs *de Gelicom*, *d'Asperen*, *Conseiller Pensionnaire de With*, *Crommon*, *Amerongen*, *Unkel*, *Coeverden*, & *Ysbrants*, ou à quelques uns d'entre eux en cas d'absence ou de maladie des autres, pour de nostre part, & en nostre nom, en qualité de nos Deputés entrer en Conference avec ledit Sieur Chevalier *Temple*, oüir les propositions,

tions, qu'il voudra faire de la part du Roy de la Grande Bretaigne, negotier, convenir, & conclure avec lui tel Traité qu'ils jugeront à propos pour l'interest commun, aussi de promettre, resoudre & arrester ensemble tout ce qui sera jugé bon & necessaire pour le bien commun do Royaume *d'Angleterre* & de cet Estat, & mêmes d'en conclure & signer un Traité, faire & passer tous les instruments, actes & promesses necessaires en bonne & deüe forme, & faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presents, quand mêmes pour cela il seroit requis un pouvoir plus special. Promettant sincerement & de bonne foi, avoir agreable & tenir ferme & stable tout ce que lesdits Sieurs Deputés promettront, accorderont, agiront, conviendront & signeront en ladite qualité, pour l'observer, accomplir & executer inviolablement & de n'aller jamais au contraire, directement ni indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, mais d'en faire expedier nos lettres & ratifications en la forme la plus authentique que faire se pourra & quand il sera besoin. Donné à la *Haye*, en nôtre assemblée soubs nôtre grand Sçeau & soubs le President paraphé en seing ordinaire de nôtre Griffier le 19. *Janvier* 1668. étoit paraphé B. *de Pallant*, plus bas estoit escrit. Par ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux, & signé.

N. RUTSCH.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur hisce tabulis sobscripsimus, illiusque Sigillis nostris subsignavimus. Hagæ Comitum in Hollandia, die *vigesimo tertio* Januarii anni *millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo*, Signatum erat,

(*L.S.*) *W. TEMPLE.*

Articles concernant la maniere dont on doit se conduire envers les Rois de France & d'Espagne pour leur Offrir l'Alternative, afin de les porter à la Paix.

SErenissimus & Potentissimus Princeps ac Dominus Carolus ejus nominis secundus *Magna Britannia Rex*, ac Celsi & Præpotentes Domini *Ordines Generales Fœderati Belgii*, reputantes atque apud animum expendentes summo dolore miserias, Calamitatesque Belli, quod nuper inter *duas Coronas* in finibus exarsit, quodque necessitate quadam ineluctabili maximam partem Principum Statuumve *Christiani* Orbis iisdem involvit malis, serpente incendii istius flammâ ad Vicinos, nisi tempestivè & in principio extinguatur, existimarunt se nullatenus functuros partibus officii munerisque sibi à Deo mandati, si post feliciter instauratam amicitiam sub auspicio Divini Numinis & reductam veterem necessitudinem inter *Magnam Britanniam* & Fœderatum Belgium, eodemque tempore stabilitam pacem inter *quatuor* Potentes Status, qui cruenti istius Belli partes fuerunt, animum non applicet sedulo omnique industriâ ad componenda dissidia, quæ oborta sunt inter prædictas duas Coronas, præsertim ut memorati in finibus belli flamma sopiatur. Proinde cum Serenissimus *magna Britannia Rex* & Celsi Præpotentesque *Ordines Fœderati Belgii*, post multum operæ insumptum variasque obtestationes, obtinuerint à Christianissimo Rege, ut professus sit Ordinibus Generalibus, *se ex hoc tempore arma depositurum*, dummodo *Hispani* parati sint, illi ritè atque solemniter cedere per Tractatum Pacis omnia loca & munimenta, ut & Castellanias cum annexis, quæ armis in expeditione præcedentis anni occupavit aut munivit, vel ut Hispani permoveantur, in eum transferibere omne jus, quod illis restat in Ducatu *Luxemburgico* (sive in *Ducatu Burgundiæ*) Præterea *Cameracum*, cum, *Cameraceo*, *Duacum*, *Fanum sancti Audomari*, *Bergas St. Vinoci*, *Furnas* & *Linkum* cum *Bailluvatibus*, *Castelaneis*, cæterisque quæ inde pendent, Regemque Christianissimum, posteriori casu restituturum Regi Hispaniæ omnia loca ditionesque quæ Galli Armis, ex quo Flandriam ingressi sunt, occupavere, ea lege ut Celsi & præpotentes D. Ordines Generales reciproce caveant, Regemque Christianissimum securum reddant, se effecturos apud Hispanos rationibus aliisque momentis, ut in easdem consentiant Leges; arbitrati sunt se hac tempestate atque hoc rerum articulo optimam navaturos operam, non modo utrique prælatorum Regum, sed & aliis principibus & statibus Vicinis, si conjunctim communicatis consiliis collatisque operis adhortentur & quantum suarum virium est, permoveant sæpius dictas duas Coronas ad ineundam Pacem legibus atque conditionibus supra memoratis; in quem finem facta nobis, qui has tabulas subsignavimus, potestate libera, ex præscripto mandatorum nostrorum convenimus de articulis & capitibus sequentibus.

I. Quod *Rex magna Britannia* & *Ordines Generales* Fœderati Belgii conjunctim vel separatim, communicatis tamen omnino consiliis, & secundùm ea, de quibus mutuò convenerit, omnem operam, omnemque industriam adhibebunt apud Regem Christianissimum, ut in optima legitimaque forma solenni tractatu spondeat & promittat Regi Mag. Britanniæ & Fœderati Belgii Ordinibus Generalibus se pacis fœdus facturum cum Rege Hispaniæ citra omnem quacunque de causa exceptionem vel dispensationem, si Hispaniæ Rex induci & permoveri queat per Regem Magnæ Britanniæ & Ordines Fœderatos, ut cedat Regi Christianissimo aut loca anno præterito in Belgica armis occupata, aut aliud tantundem valens per traditionem locorum superiùs memoratorum, aliorumve in compensationem, de quibus mutuo consensu partes inter se convenire poterunt.

II. Ut Rex Christianissimus consentire velit in *prorogationem vacationis armorum in Belgica* ad finem mensis Maii, ut interea temporis Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines sedulo omnique industria & diligentia operam dare possint apud Regem aut Reginam Hispaniæ, ejusque consiliarios, uti legibus conditionibusque præfatis consensum adhibere velint.

III. Ut vero Rex Christianissimus nulla justa ratione dictam Armistitii prorogationem recusare queat, Rex Magnæ Britanniæ Ordinesque Fœderati se eodem Tractatu obstringent id se effecturos, ut reapse Galliæ cedatur ab Hispanis omne quod Gallorum Armis anno præterito occupatum fuit aut aliud *tantundem valens*, de quo mutuo partium consensu conveniet.

IV. Quod Rex Christianissimus inducetur & permovebitur, ut prædicto promisso plenam adhibere fidem atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus Arma in posterum quiescant in Belgica, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ Fœderatique Ordines nequeant per exhortationes obtestationesque permovere Hispanos ante finem mensis Maii proximi, ut consensum adhibeant conditionibus sæpius memoratis, ac proinde ad media majoris efficaciæ venire necesse sit, nihilominus Galli intra fines & in finibus dictæ Belgicæ sua arma non movebunt aut introducent, sed Rex Magnæ Britanniæ, & Fœderati Ordines se adstringent atque in se recipient id se suppleturos, quod necessarium erit, *ut Hispani reipsa obstringantur*, uti pacem legibus supradictis accipiant adeoque Regi Christianissimo *integrum non erit illos exercere actus Hostiles* in dictis Regionibus neque ullum occupare *Oppidum*, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines cessent atque omittant efficere id quod jam dictum est.

V. Quod sancita inter duas Coronas pace, ejus servandæ *Sponsores Vindicesque* erunt in forma omnium optima, amplissima, & securissima non modo Rex *Magna Britannia* & *Fœderati Ordines*, sed & *Imperator omnesque Reges & Principes Vicini*, qui existimabunt sua interesse ut Orbi Christiano inconcussa maneat quies & Belgicæ sua reddatur constetque tranquillitas; in quem finem definiatur copiarum militarium numerus aliaque media, quibus utendum erit adver-

sus alterutram partium, quæ temeraverit vel violaverit pacem, ut injuriam demat ac parti læsæ resarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & singula iis contenta a dicto Domino *Rege magnæ Britanniæ* dictisque Dominis *Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum* per patentes utriusque partis literas sigillo Magno munitas debita & authentica forma *intra quatuor septimanas* proxime sequentes aut citius, si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque ratihabitionum instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur hisce tabulis subscripsimus, illasque sigillis nostris subsignavimus. Hagæ Comitum in Hollandia die . . . . Januarii 1668. Signatum.

(*L.S.*) W. TEMPLE.

Déclaration de Charles XI. Roi de Suede, qu'il entre dans l'Alliance précédente entre l'Angleterre & les Provinces-Unies.

CUm Magnæ Britanniæ Rex ac Ordines Fœderatarum Belgii Provinciarum valde desiderarint, Regem Sueciæ una cum ipsis in partem principalem adsciscí illius fœderis quod hodierno die per Deputatos ac Plenipotentiarios suos conclusum signatumque est, quo prompta atque tuta pax inter Reges duos vicinos promoveatur, quoque divina aspirante gratia per orbem Christianum publica tranquillitas instauretur: Præterea cum Rex ipse Sueciæ, jam ab initio eorum motuum, qui inter duos designatos Reges erupuerant, tam Magnæ Britanniæ Regi, quam Fœderatorum Belgarum Ordinibus sit testatus bonum sincerumque suum propositum ac studium, quo tenebatur, sese cum iis in hoc negotio, modo supra dicto, sociandi ac jungendi, idque respectu arctissimæ necessitudinis, & horum fœderum, per quæ communibus cum iisdem commodis adstringi se agnoscit, ut per hunc interventum perque modos utiles quoscunque ac honestos, paci inter binos Reges stabiliendæ insudetur, nec per ullam difficultatem se hactenus cohibitum, mentem suam super re tota aperiendi, nisi qood præstolatus sit, dum certo resciretur, quid deliberati atque firmi consilii Rex Magnæ Britanniæ & Fœderatorum Belgarum Ordines super omni hoc negotio essent capturi; cum quo usque promoveri subsidia aliaque id genus nonnulla possent, per quæ dictus Sueciæ Rex sibi satisfieri exoptat, ut pari & æquato cum Magnæ Britanniæ Rege ac Fœderati Belgii Ordinibus passu in hac re procedat; ea propter ex commodo communi visum est fore, si hoc instrumentum inter Ministros Deputatos, ac Plenipotentiarios dictorum Regum Magnæ Britanniæ Sueciæque, nec non dictorum Fœderati Belgii ordinum scripto consignaretur, quo una ex parte obligaretur Rex Sueciæ, mediante satisfactione prædicta ad amplectendum designatum fœdus, & ad eandem navandam operam eodemque passu procedendum, quo dictus Magnæ Britanniæ Rex dictique Fœderatorum Belgarum Ordines, procedendom sibi esse existiment, ut negotium tam salutare promoveatur, nec non parte ex altera dictus Rex Sueciæ certus ita fieret locum sibi vacuum ac integrum relinqui fœderis hujusce inter partes principales amplectendi, quemadmodum id ut faciat à Magnæ Britanniæ Rege & ab Ordinibus Fœderati Belgii per hasce præsentes maximè amicum in modum rogatur, qui & ipsi libenter apud Cæsarem & Hispaniarum Regem omne officii genus eo converteni, ut controversiæ nonnullæ, quæ dicto Sueciæ Regi cum iis possint intercedere, quamprimum componantur, & secundum jus fasque è medio tollantur. Quantum verò ad subsidia, quæ à dicto rege prætenduntur, Ordines Fœderati Belgii non defuturi sunt mandatis necessariis confestim ad legatos suos in aulam Britannicam mittendis, ut hosce inter & commissarios, quos dictus Magnæ Britanniæ Rex eam in rem designabit, interque legatum Regia Sueciæ Extraordinarium, qui iter jam nunc eò meditatur ex Belgio, aliosque illic degentes Ministros Principum Statuumve, quos id negotium quoque tangit atque concernit, consilia incantur super necessariis ac requisitis omnibus constituendis; Sic ut fœdus jam dictum consequatur quamprimum substantiam atque formam pacti tripliciter conventi, ad quod invitandis amicis & fœderatis, si qui ejus in partem admitti volent, omni ex parte opera quam diligentissima dabitur. Actum Hagæ-Comitum die $\frac{23}{13}$ Januarii 1668.

Christophorus Delphicus.	*Gellicum.*
B. ac Comes in Dhona.	*B. d'Asperen.*
Haraldus Appelboom.	*Johan de Wit.*
	M. van Crommen.
	Adolph van Onkel.
	Johan Schrieck.

(a) *Articles Secrets qui auront la même force & authorité que s'ils étoient inserez dans le Traité conclu cejourdhuy entre le Roi de la Grand' Bretagne & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies.*

(a) Ces Articles ne sont dans Aitzema qu'en Flamand Mais comme ce n'est pas l'Original on se contente de les mettre ici en François.

I. COmme dans la Suitte de la Paix d'entre la France & l'Espagne il est survenu quelque difficulté au Sujet de la renonciation, on reglera la chose de telle sorte que s'il n'en étoit point fait mention dans le Traité, ou que le formulaire en sera conçu en tels termes, que le droit d'aucune des deux Couronnes n'en reçoive ni augmentation ni diminution; Et au cas que le Roi d'Espagne ou celui de France n'y voulût point consentir, le Roi de la Grand' Bretagne & les Etats Généraux des Provinces-Unies procederont contre le refusant, comme il est convenu par les troisiéme, quatriéme & derniers Articles respectivement. A condition neantmoins que si le Roi d'Espagne refuse, le Roi de France s'oblige reciproquement de ne se point servir de ses armes és Pais bas.

II. Que le Roi de la Grand' Bretagne & les Etats Généraux des Provinces-Unies, afin que chacun soit content de part & d'autre, s'obligeront de travailler de tout leur possible, à ce que la paix d'entre l'Espagne & le Portugal se fasse en méme tems, à condition neantmoins que la France s'engage derechef, au cas que cette negociation ne pût pas si tôt être conduite à sa fin, que nonobstant la paix faite entre elle France & l'Espagne, il sera libre au Roi tres-Chrétien de donner du secours au Roi de Portugal son Allié, pour faire diversion des forces de l'ennemi, ou de quelque autre maniere comme il le trouvera plus à propos & plus avantageux. Et au cas que l'on puisse porter l'Espagne à consentir à la paix à la susdite condition & qu'elle soit concluë, le Roi Tres-Chrétien sera obligé de s'abstenir & ne se plus méler des affaires des pais bas, comme étant apaisées. Et ne lui sera permis en aucune maniere de rien attenter contre lesdits Pais bas, ni à force ouverte ni par artifice, & qu'il ne demandera aucune satisfaction sous pretexte de despences ou deboursements qu'il faudra faire dans la guerre de Portugal tant pour lever des troupes que pour autres frais de guerre: s'il arrivoit, demeurant ce que dessus, que les troupes auxiliaires de France vinssent à occuper quelque place en Espagne ou en Italie, le Roi Tres-Chrétien les remettra à l'Espagne aussitôt que la paix sera faite avec le Portugal. Mais si contre toute attente, l'Espagne néglige de faire la paix avec le Roi de France, avec cette exception qu'il lui sera loisible, comme dit est, de secourir son Allié, en ce cas non attendu le Roi de la Grand' Bretagne & les Etats Généraux seront tenus de faire en sorte que l'Espagne y donne les mains, de maniere toutefois que reciproquement le Roi Tres-Chrétien s'oblige, comme au premier cas, qu'il ne portera point la guerre aux Pais bas.

III.

ANS de J.C. 1668.

III. En cas que, contre toute attente, le Roi tres-Chrétien ne voulut pas prometre de signer le Traité da paix, aussitôt qua l'Espagne cedera & sa desistera des places que la France a prise dans la derniere eapedition ou un quivalant, dont il sera particulierement convenu, ou qu'il ne satisfit pas à ses promesses, ou qu'il rejettât les cautions & preliminaires exprimés dans ledit Traité qui sont necessaires pour prevenir ce qu'on peut justement craindre, sçavoir que le Roi Tres-Chretien voulut continuer de porter ses armes victorieuses dans les pais bas susdits, qu'en toutes ces rencontres, comme aussi au cas que par d'autres subterfuges ou artifices il s'efforcât d'empécher ou eluder la conclusioo de la paix, l'Angleterre & les Provinces-Unies seront obligez de prendre le partt de l'Espagne & de faire la guerre à la France avec laurs forces unies par terre & par Mer, pour la forcer de faire la paix, non seulement aua conditions susdites mémes Dieu venant à favoriser les armes qu'on aura pris à cette fin, & si on le trouve à propos & convenable, on continuera la guerre, jusques à ce que les choses soiene remises en l'état qu'elles étoient au tems du Traitté des Pirennées. Fait à la Haye en Hollande le vingt troisiéme Janvier mil six cens soixante huit.

Signé,

TEMPLE.

LXXVII.

ANS de J.C. 1668. L'Espagne et le Portugal.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Espagne &* ALPHONSE VI. *Roi de Portugal; fait par la médiation de Charles II. Roi d'Angleterre, à Lisbonne le 13. Fevrier*, 1668 Theatrum Pacis Tom. II. pag. 525. & en Flamand chez Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 1044. où l'on pourra voir aussi les Pleinpouvoirs en la même langue.

REgés Catholicus, ut & Portugalliæ declarant, quòd nominibus Suis, Suorum Regnorum ut & Subdiorum, mediante præsenti Tractatu, sancire & firmare intendant, perpetuam, sinceram & inviolabilem Pacem, quæ à die inde hujus Tractatûs Publicationis, intra 15. dierum spatium perficiendæ, incipiat; & quòd statim abhinc omnes Hostilitates tam terrâ quàm mari, in omnibus illorum Regnis, Dominiis & inter Illorum Subditos, cujuscunque Statûs aut Conditionis ii esse poterunt, sine exceptione locorum aut personarum cessent. Hisve declaratur, quòd intra quindecim dierum spatium Tractatus ratificetur, & post quindecim aliorum dierum spatium pax publicetur.

II. Et cùm bona fides, quâ perpetuæ hujus Patis Tractatus conclusus fuit, haud patiatur, de futuro bello cogitationem suscipere, nec una aut altera partium desideret, intuitu talis Casus, ad hoc se validiùs instruere, conventum est, quod Regno Portugalliæ, omnia durante hoc bello armis Regis Catholici occupata ejusdem loca, restituentur; Similiterque quòd Regi Catholico omnia durante hoc bello armis Regis Portugalliæ occupata ejusdem loca iterum cedentur, eodem planè modo & forma, & suis cum limitibus & finibus, quibus ante bellum gavisa fuerunt, bonaque immobilia in manus pristinorum Dominorum eorum proprietariorum, aut eorundem Hæredum tradentur; ut tamen ii meliorationes cum utilibus & necessariis impensis solvent, damna verò bello illata ut resarciantur petere nequeant.

Res quoque tormentaria in omnibus locis, prout ea tempore deditionis aut occupationis extitit, relinquatur; integrumque esto Incolis, quæ illic manere nolunt, omnia eorumdem mobilia aliò avehere, & fugibus, quas antehac usque ad Publicationem Pacis severunt, gaudere. Restitutio hæc locorum intra menses duos fiet, hujusve termini initium à die Publicationis Pacis sumendum & computandum erit. Sub hac verò Restitutione locorum Civitas septa non comprehendetur, sed ea penes Regem Catholicum certis de causis maneat. Hisce porrò declaratur, quod de bonis illis, quæ alio, quàm belli, titulo possidentur, disponere in proprietariorum libera potestate positum sit.

ANS de J.C. 1668.

III. Subditi & Incolæ illarum regionum, quæ ad alterutrum Regum pertinent, fidam intelligentiam & amicitiam invicem colant, & ob præteritas offensiones & illata damna mutuò iiss haud gerant, sed commercia invicem tum terra quàm mari cum omni securitate, & eodem planè modo, quo tempore Regis Sebastiani in usu erat, secum habeant.

IV. Subditi & Incolæ alterutrius partium, reciprocè omnibus illis securitatibus, libertatibus & Privilegiis gaudeant, quæ Serenissimo Regi Magnæ Britanniæ in tractatu sub die XXIV Maji Anno MDCLXVII. & in alio Anno MDCXXX. in quantum Tractatus ille vim & vigorem suum adhuc obtinet, concordata & concessa fuerunt. Et quemadmodum omnes dicti, Commercia & eorum immunitates & libertates concernentes Articuli, expresè, & sine ulla exceptione aut limitatione, mutato tantummodò nomine, huc applicentur: Ita etiam Natio Portugallensis iisdem privilegiis in Regnis Catholicæ Suæ Majestatis, eadem ratione quâ tempore Regis Sebastiani consueverunt, fruatur.

V. Et cum Publicatio hujus Tractatus in longè dissitis locis unius alteriusve Regum ditionum, longius requirat tempus, ut tamen omnes hostilitates cessent conventum est, ut prædicta Pax in præfatis locis, intra unius anni spatium, à die Publicationis ejusdem in Hispania factæ, initium capiat Si quando verò notitia Pacis ad dicta loca citiùs pervenire queat, tunc præfatæ hostilitates ab hac ipsa hora cessent, & si post finem memorati anni hostilitates quædam ab aliqua partium exercebuntur, omne damnum ab una parte alteri illatum resarcietur & debitè refundetur.

VI. Omnes in bello captivi, cujuscunque Statûs aut Nationis ii erunt, absque mora aut ullo arresto statim tam ab una quàm ab altera parte, nemine excepto, & non obstante causa quacunqua sive prætextu in contrarium obtento liberi dimittentur; Liberatioque à die publicatæ Pacis, & sequentibus temporibus principium ducet.

VII. Et quò eò meliùs & firmiùs Pax hæc colatur, promittunt altissimè-memorati Reges, Catholicus, & Lusitanus, respectivè, liberum & securum introitum & exitum tam in omnibus maribus, quàm in fluminibus navigabilibus sibi invicem præstituros, & viribus omnibus adjumento alteri alterum fore, quò à piratis ea purgentur, qui ut capiantur & secundùm rigorem summum puniantur, operam dabunt; ad quod ipsum invicem pleuissima libertas & permissio impertitur.

VIII. Omnes alienationes bonorum & Hæreditatum & hujusmodi tales dispositiones, occasione belli factæ, nullæ & nullarum virium esse, non secus ac si nunquam factæ fuissent, declarentur; atque uterque Regum, vi hujus Tractatûs, utrorumque subditorum excessus & commissa ipsis remittet & oblivioni tradet, Hæreditatesve quæ tanquam commissæ fortè ad manus Fiscalis & Regium fiscum venerunt Dominis Proprietariis ad quos eæ, nisi intercedisset bellum, pertinuerunt, restituentur, dictisque Dominis iis omnimodâ libertate fruendi, plenaria facultas relinquetur.

Reditus & fructus verò talium bonorum relinquentur usque ad diem publicatæ Pacis iis, qui durante bello possederunt.

Si autem lites & impetitiones eorum nomine exis-

ANS de J.C. 1668.

tent, ex publicæ quietis gratiâ, quamprimùm determinentur, & unicuique, qui quicquam prætendit, actiones suæ, eas intra terminum annualem intentandi reserventur, quæ breviter & summariter in sequenti anno decidentur & finientur.

IX. Quoties verò contra tenorem hujus Tractatûs Incolæ quidam, præter jussum & mandatum utrorumque respectivè Regum, alteri damnum inferent, illud resarcietur, & violatores, si deprehendi poterunt, pœnis subjicientur: Neque fas esto, hanc ob caussam ad arma venire, & Pacem rumpere, sed casu, quo via Juris denegetur aut impedita reddi velit, contra Delinquentes, uti fieri assolet, Repressaliæ decernentur.

X. Concessum esto Regno Portugalliæ, ob interesse, quod ipsum reciprocè & inviolabiliter cum Regno Angliæ habet, talibus Unionibus, offensivis & & defensivis Fœderibus se jungere, quæ Anglia & Hispania invicem, cum omnibus suis Confœderatis coadunatis Consiliis pangent. Atque Conditiones & mutuæ stipulationes, de quibus eo in casu inter Partes convenerit, vel ex post facto iis apponentur, vigore præsentis Tractatûs, eodem modo ac si in illo speciatim expressæ exstarent, aut Confœderatorum nominibus designatæ essent, inviolabiliter serventur.

XI. Stipulantur sæpè altissimè-memorati Reges, Catholicus, & Portugallicus, nihilum quidem contra, aut in detrimentum hujus Pacis semet commissuros, aut permissuros, ut id vel directè vel indirectè fiat. Et si fortè tale quid contra eam attentetur, id sine mora reparetur, & resarciatur.

In majorem observationem omnium superiùs memoratorum, semet unà cum Rege Angliæ, tanquam Mediatore & Conservatore hujus Pacis, obstringunt ad eorundem implementum, & renuntiant omnibus Juribus & Consuetudinibus aut aliis rebus quæ iisdem adversabuntur.

XII. Pax hæc in locis consuetis, quàm citissimè id fieri poterit, publicetur, & post ratificationem Dominorum Regum, Catholici & Portugallici reciprocè, secundùm morem usitatum permutetur & extradatur.

XIII. Tandem presentes Articuli & in iis comprehensa Pax, à Serenissimo Rege Magnæ Britanniæ, tanquam Mediatore & Conservatore, in gratiam utriusque partium, intra spatium quatuor mensium similiter ratihabebitur & accepta feretur.

LXXVIII.

ANS de J.C. 1668.

L'ANGLETERRE, ET LES PROVINCES-UNIES.

(a) Ce qui avoit été réglé touchant le commerce à Breda l'année précédente n'étoit que provisionel; ce qui donna lieu à ce second Traité de Comerce.

(a) *Traité de Commerce entre* CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas; fait à la Haye, le* 17. *Février*, 1668. Aitzema, Affaires, d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 194.

QUandoquidem annuente Divina gratia & conspirante mutuarum rerum salute æque ac Christiani orbis jam temporis necessitate *vigesimo tertio* die Januarii proximè elapsi, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum *Carolum* ejus nominis *secundum Magnæ Britanniæ* Regem, & Celsos, ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum conclusum & signatum sit fœdus perpetuum defensivum, fortissimis tam mari quam Terra præstandis auxiliis communitum eodemque die alioque instrumento de rerum vicinarum tranquillitate pacoque Orbi Christiano restituenda, inter prædictum Regem ac Prædictos Ordines pronis animis consultum & conventum fuerit, alioque nihil aliud protinus superesse videatur, quod tam mutua voluntate restauratam amicitiam & necessitudinem ullo unquam tempore interpellare poterit, præter controversias de mercimoniorum speciebus hinc inde redigendis, forsitan orituras & ex incerta aut ambigua earumdem utrimque adjudicatione forsitan etiam promovendas, idcircò quo omnibus innotescat, quam sincera sanctaque fide Prædictus Rex ac prædicti Ordines nuper contractæ amicitiæ non modo in præsens sed & ad posteros colendæ cavere voluerint, jam demum ad divellenda quæcunque non modo dissensionum, sed vel altercationum semina præcidendamque penitus eorum spem aut expectationem. Quorumcunque demum prædictam amicitiam novis litibus concussam aut labefactatam iri, interesse poterit, in subsequentes articulos utrimque conventum est, qui pro norma & regula ejusmodi rerum maritimarum & mercaturæ hinc inde redigendæ mutuò & perpetuo observabuntur aut quousque saltem ex utriusque partis arbitrio & consensu Commissarii inducentur & conveniant ad uberiorem iis de rebus omnibus navigationisque legibus, Tractatum, ex communi utrimque commodo ex ulteriore experientia digerendum.

I. Subditis atque Incolis *Magnæ Britanniæ* jus fasque esto, omnimoda cum libertate ac securitate navigare atque mercaturam exercere in omnibus regnis, ditionibus, statibus, quibus cum *magna Britannia* pax, amicitia, vel neutralitas intercedit, vel inposterum intercedet, neque ista libertate turbentur aut impediantur per naves Bellicas, Triremes, Celoces, aliaque navigia Ordinum fœderati Belgii aut iis subditorum; si forte bellum oriri contingat inter Præfatos Ordines ab una, & dicta Regna, ditiones & status ab altera parte, quæ sunt *Magnæ Britanniæ* fœderata, sive amicitiam aut Neutralitatem cum eo colant & observent.

II. Quæ navigandi commercandique libertas se extendet ad omnes omnino mercimoniorum species, iis duntaxat exceptis, quæ Contrabandæ indigitantur.

III. Quo in numero solummodo comprehendentur omne genus arma ignaria & quæ eo spectant, ut machinæ seu Tormenta Bellica, Bombardæ, Mortariæ, Pilociastra vulgo petardæ, Bombæ, mala Punica, vulgo Granadæ, Saucisæ, Coronæ piceæ, machinarum vehicula vulgo Affutæ, Turcæ sclopetariæ, Balthia, pulvis pyrius, funes igniarii, nitrum globi, Hastæ, Gladii, Galeæ, Cassides, Loricæ, Bipennes, Lanceæ, Equi, Ephippia, minorum Tuborum sive sclopetorum equestrium Vaginæ aut reconditoria, Cinguli, cæteraque Instrumenta, quæ formam acceperunt, ut in bello usui esse possint, Gallicè dicta, *Assortiments servans à l'usage de la guerre.*

IV. Sub mercibus prohibitis non comprehendentur frumentum, triticum aliave grana & legumina, oleum, vinum, sal, nec generatim annona, nec quidquam eorum quæ ad victum aut alimentum pertinent, sed erunt uti & aliæ merces quælibet præcedenti articulo non enumeratæ plane liberæ, integrumque erit, quaslibet earundem species vehere ad loca hostilia Fœderatorum Ordinum, exceptis duntaxat oppidis, locisque obsidione cinctis, circumscriptis vel investitis, Gallicè *Blocquées ou investies.*

V. Ut vero prædicta rite atque ordine observentur, pactum atque conventum est, quod naves aut navigia Anglorum, quæ mercibus onerata portum aliquem fœderatorum Ordinum intrabunt, animo autem aut consilio exinde discedendi ad loca iisdem hostilia tenebuntur officiariis Portuum Præfatorum Ordinum, ex quibus solvent exhibere solummodo literas commeatus, vulgo passeportus dictas, quæ contineant Indicem sive notitiam mercium onerumque navibus impositorum probatum atque signatum sigillo ordinario officiatiorum curiæ maritimæ sive admiralitatis ejus loci, unde vela fecerunt cum designatione loci quo destinata sunt, idque in forma ordinaria & consulta, postque literarum commeatus sive Passeportus exhibitionem naves non molestabuntur, executientur, detinebuntur, aut impedientur ab instituto itinere, quocunque sub obtentu.

VI. Si-

ANS de J.C. 1668.

VI. Similiter naves atque navigia Anglorum, quæ sese sistent, in navium stationibus sub oris maritimis imperio præfatorum Ordinum subjectis, quibus tamen propositum non est aut subire portus, aut cum ingressa sunt, exonerare merces easque deponere, non tenebuntur reddere rationes onerum suorum, nisi suspecta sint, quod vehant merces vetitas sive Contrabandas ad hostes Ordinum, ut jam dictum est.

VII. Quo quidem Legitimæ suspicionis casu tenebuntur subditi Regis Magnæ Britanniæ in portubus exhibere literas commeatus, sive passepotrus in forma modo designata.

VIII. Quod si verò accesserint ad Oras maritimas & in alto obvia sint facta navibus Ordinum aut ejus subditorum, qui privatis sumptibus & cum diplomate tamen publico eas naves instruxerunt, ut evitentur omnia incommoda dictæ naves Fœderatorum Ordinum sisve subditorum non appropinquabunt Anglis intra tormenti Bellici jactum, sed scapham expedient, integrumque iis erit cum duobus tribusque hominibus duntaxat conscendere naves aut navigia Anglorum, ut sibi à Magistro vel Præfecto navis Anglicanæ exhibeantur literæ passeportus supra memoratæ, nec non literæ maritimæ sive testimoniales de proprietate navium ex præscripro formulæ quæ huic tractatui subjungetur, ut exinde constet non modo de onere sed & de domicilio Magistri sive Præfecti quemadmodum & de nomine ipsius navis, ut duobus hisce mediis deprehendi queat prohibitasne hostes vehant merces, & ut abunde appareat de conditione navis ut & Præfecti sive Magistri ejusdem Erit vero prædictis passeportius diplomatibus maritimisque literis adhibenda omnimoda fides, at vero ut de eorum integritate certius constare possit & ne falsa supponantur adhibebuntur certa quædam regis & ordinum Indicia, signa atque notæ.

IX. Quod si in navibus vel navigiis Anglorum, quæ cursum instituerunt versus Portus Ordinibus hostiles, deprehendantur modis supradictis merces prohibitæ sive Contrabandæ sumentur ea ex navibus deinde judicio adversus eas agetur, publicabunturque coram & à Judicibus rerum Maritimarum vel aliis competentibus, neque tamen propterea vel navis aut navigium vel cæteræ merces non prohibitæ sive Contrabandæ in dicta navi repertæ publicabuntur aut in prædam cedent.

X. Conventum præterea est, ut quicquid deprehendetur immissum à subditis Regis *Magnæ Britanniæ* in navem ad Ordinum Fœderatorum hostes pertinentem, quamvis id de genere vetitarum mercium non sit in prædam tamen cedet & fisco addicetur una cum reliquis, quæ in dicta navi reperientur citra ullam exceptionem. Cæterum & contra immune atque liberum erit quicquid deprehenditur in navibus subditorum Regis *Magnæ Britanniæ*, quantumvis onus aut pars ejus pertineat ad hostes Ordinum Fœderatorum, exceptis mercibus prohibitis, quarum intuitu observabitur id, quod antecedentibus paragraphis cautum est.

XI. Subditi atque incolæ fœderatarum Provinciarum reciprocè iisdem fruentur juribus, libertatibus atque exemptionibus circa navigationem & Commercia in Oris, in portubus, naviumque stationibus in maribus & ditionibus Regis *Magnæ Britanniæ*, quemadmodum jam dictum est, fruituros subditos dicti Regis in illis, quæ imperio Fœderatorum Ordinum parent, ut & in aperto mari, subintelligenda enim est in omnibus & singulis mutua & reciproqua æqualitas, etiam eo casu quo Ordines Fœderati posthac Pacem amicitiamque colent vel neutralitatem observabunt cum Regibus, Principibus, & statibus, qui bellum gerent cum Magnæ *Britanniæ* Rege, adeo ut utraque pars iisdem planè fruantur conditionibus & limitationibus quæ pactis hisce conventis continentur & Commercium spectant.

XII. Utque securitati subditorum Ordinum Fœderatorum abundè cautum sit, quod nulla iis injuria inferetur aut vis fiet, per bellicas naves ad dictum *Magnæ Britanniæ* Regem ejusve subditos pertinentes, interdicetur præfectis Regiis ut & subditis, qui suis impensis naves instruunt, eorumque constitutis officialibus & Magistris, ne ullam subditis aut incolis fœderatarum Provinciarum faciant injuriam damnumve dent, sin secus faxint, pœnas luent & propterea obstricti erunt de damno cum omni causa & eo quod interest satisfacere per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque.

XIII. Atque ob hanc causam in posterum tenebuntur præfecti sive Capitanei, & qui bellicas naves armant singuli, priusquam mari se committant, exponere cautionem idoneam coram judicibus competentibus, ad summam *mille quingentarum librarum sterlingi*, sive *quindecim mille librarum Turonensium*, ut eo melius ab iis in solidum repetantur damna & injuria quas dum mari vagantur, fortassis inferre possent, ut & ea quæ committentur à Capitaneis ejusque quorum ministerio utuntur adversus hunc tractatum legesque & edicta Regis, quæ vi ac vigore, & secundum dispositionem hujus Tractatus publicabuntur sub pœna irrita fore diplomata & revocatam fore permissionem prædarum ex hoste agendarum.

XIV. Quod si præfectus aliquis navis Anglicæ deprehendat atque capiat navem oneratam dictis mercibus probibitis fas illi non erit aperire aut cistas, scrinia, sarcinas, vasa eave vendere, permutare aut alio modo alienare, priusquam exposita sint in terram præsentibus judicibus sive officialibus Admiralitatis, factoque ab iis Inventario mercium in dicta navi repertarum, nisi si merx prohibita partem duntaxat oneris faciat, ut confestim ejusmodi merx exoneretur auferaturque, quo minorem in instituto itinere moram patiatur, quo quidem casu nulla amplius molestia afficiendus vel ab itinere proposito avertendus erit.

XV. Rex *Magnæ Britanniæ* subditos Fœderatorum Ordinum eodem favore prosequi volens in omnibus sui Imperii ditionibus ac propriis subditis, id effectum dabit, ut super prædis, quæ in mari factæ sunt fientque jus administretur secundum Justitiæ regulas, æquitatisque normam, per Judices non suspectos, & quorum non intererit in causa quæ disceptatur, utque Sententiæ jam latæ & quæ deinceps ferentur rectà atque ordine executioni mandentur suumque sortiantur effectum prout earum tenor exigit.

XVI. Quandocunque Legati Ordinum, aliive Ministri publica authoritate instructi in aula Regiæ Majestatis *Magnæ Britanniæ* commorantes, querentur de iniquitate sententiarum, quæ latæ fuerunt, jubebit Rex easdem sententias in Consilio suo revideri atque ad examen revocari, ut constet an Leges formulæque hujus Tractatus in iis observatæ sint, ut huic rei provideatur, quemadmodum juris æquique norma exigit, quod intra trimestre spatium expediri oportebit, interim neque ante neque post latam sententiam pendente revisione bona controversa vendere aut distrahere licebit, nisi ex consensu eorum, quorum interest, si forte bona servando servari nequeant vel nequid detrimenti iis accidat.

XVII. Lite mota in prima vel in ulteriore instantia inter eos, qui in mari prædam fecerunt ab una & eos quorum interest, quique intercedunt, confiscationi ab altera parte atque contiget hosce sententia judicis vincere & absolvi, sententia cautione interposita, mandabitur executioni, licet ab ea provocatum sit ad superiorem Judicem, at non contra si pronunciatum fuerit intercedentes. Porro quæ hoc atque antecedentibus articulis sancita sunt de reddendo jure ex præscripto Justitiæ sanctè ac remotis ambagibus in causis subditorum Fœderatorum Ordinum, quando eorum naves vel merces captæ fuerunt per subditos Regis *magnæ Britanniæ* in mari itidem observanda erunt ab Ordinibus Generalibus in causis subditorum Regiæ Majest. quorum naves mercesque in mari à subditis incolisve Fœderatarum Provinciarum interceptæ fuerint.

ANS de J. C. 1668.

XVIII. Cum autem rerum omnium & conventionum commoda aut incommoda non nisi Tractatu temporis mutuæ quæ experientia documentis penitus indagari possint, conventum itaque est inter prædictum Dominum Regem *magnæ Britanniæ*, & dictos Dominos Ordines Fœderati Belgii: ut quocunque demum tempore utrique parti id visum fuerit ex communi consensu indici & conveniri poterint delegati Commissarii, quorum curæ erit & operis, quodcunque in supramemoratis articulis desecisse reperietur supplere, quodcunque autem incongruum aut utrinque incommodum fuisse mutare aut circumscribere, & uberiorem demum hisce de rebus omnibus navigationisque legibus Tractatum absolvere prorsus & perlimare.

XIX. Pacta hæc conventa omniaque & singula iis contenta à dicto Domino Rege *magnæ Britanniæ* dictisque Dominis Ordinibus Generalibus Fœderatarum Provinciarum per patentes utriusque partis literas sigillo magno munitas debita & authentica forma intra quatuor septimanas proximè sequentes, aut citius si fieri poterit, confirmabuntur & ratihabebuntur, mutuaque ratihabitionum instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur.

Sequuntur formulæ, quarum superius Articulo octavo mentio facta fuit.

Formula Literarum testimonialium petendarum dandarumque ab iis, quibus rerum maritimarum Jurisdictio Jure Ordinario in magna Britannia Regno mandata est, omnibus navibus navigiisque inde velafacientibus, secundum dispositionem Articuli octavi hujus Tractatus.

A .... Archithalassus. Omnibus, quibus hoc diploma exhibebitur, Salutem. Notum sit N. N. Magistrum seu Præpositum navis, cui nomen est .... Civitatis ...... Vasorum plus minus ..... stantis hoc tempore in portu ...... à nobis obtinuisse veniam cum prædicta nave onerata ...... navigandi à .... postquam ab iis quibus hoc instructum est, quid eam invectum illatum sit exploratum fuerit. Oportebit autem eundem Magistrum aut præpositum dictæ navis coram iis quibus Rerum Maritimarum Jurisdictio jure ordinario mandata est, jurejurando affirmare dictam navem pertinere ad subditum subditosque Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ (de quo jurejurando præstito sub fine hujus diplomatis apparere necesse erit) seque eosque qui navis navigandæ causa in nave sunt Leges atque conventiones, quæ ad res maritimas spectant sanctè fideliter observaturum, in observatuios & apud Acta Curiæ Rerum maritimarum edere indicem tiggatum probatumque sigillatum continentem nomina & cognomina Locum originis & domicilii tam eorum qui navem navigant, quam qui vehuntur quos in navem recipere absque consensu eorum, qui rei maritimæ præsunt jus fas ei non erit: Tenebitur porro judicibus aliisque, ad quos de rebus maritimis cognitio pertinet, in singulis portubus, ubi navem appellet, diploma hoc exhibere ac peracto itinere ex fide referre ea, quæ toto navigationis suæ tempore acta facta fuerunt eodemque navigationis suæ tempote, non aliis quam memoratæ Regiæ Majestatis vexillis aplustribus aliisque signis aut insignibus uti poteritque. In quorum fidem hæc manu propria subscripsimus sigilloque nostro munivimus & à nostro Rerum maritimarum Secretario subscribi curavimus. Signatum erat. Et paulo inferius, Sigilloque præfati Domini Archithalassi signatum.

ANS de J. C. 1668.

Formula Instrumenti continentis Jusjurandum a Magistro, seu Præposito navis præstandum.

NOs, quibus in ditione & Territorio ...... Rerum Maritimarum Jurisdictio jure ordinaria mandata est, affirmamus N. N. Magistrum seu præpositum navis hoc diplomate nominatæ præstitisse Jusjurandum mibi expressum. In quorum fidem hæc signari curavimus.

Formula Literarum Testimonialium petendarum dandarumque a Consulibus, Civitatum & portuum Uniti Belgii omnibus navibus navigusque inde vela facientibus secundum dispositionem præfati Articuli octavi.

SErenissimis, Illustrissimis, Potentissimis, Nobilissimis, Spectatissimis, Prudentissimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerumpublicarum moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Consulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Justiciariis & Rectoribus omnium Civitatum & Locorum tam Ecclesiasticorum quam secularium, quibus hæ exhibebuntur. Consulis & Rectores Civitatis, ... notum facimus N.N. Magistrum seu præpositum navis .... se nobis stitisse & solemni Jurejurando affirmasse dictam navem cui nomen est .... mensurarum quas vulgo lastas vocant plus minus ...... cujus ille hoc tempore Magister sive præpositus est, pertinere ad Incolas Provinciarum Uniti Belgii, ita eum Deus adjuvet; cum autem acceptissimum nobis esset, prædictum Magistrum seu præpositum navis in iis probè justeque ab eo agenda erunt adjuvari rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister seu præpositus navem mercesque in eam invectas illatas appellet, velitis & jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari, sub legitimorum consuetorumque vectigalium ac aliorum onerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi portus, flumina & dominia vestra & omnimodo navigationis, mercatus, commerciorum ac promercalium jure specieque uti omnibus quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique. In quorum fidem hæc civitatis nostræ sigillo signari curavimus.

In quorum omnium & singulorum fidem & robur nos dicti Domini Regis Magnæ Britanniæ & dictorum Dominorum Ordinum Generalium Mandatarii facta nobis ad id potestate sufficienti hisce tabulis subscripsimus illisque sigillis nostris signavimus. Hagæ-Comitum in Hollandia die 17. Februarii anni 1668. Signatum erat.

W. TEMPLE.

LXXIX.

ANS de J. C. 1668. PORTUGAL ET SAVOYE.

Bref de dispence accordé par Monsieur le Cardinal de Vendosme Legat à Latere de CLEMENT IX. *en France. Pour le mariage du Prince* DOM PEDRO *de Portugal, avec la Princesse* MARIE FRANÇOISE ELISABET *de Savoie.* Donné à Paris, le 16. Mars 1668. Freder. Leonard. Tom. IV.

LUDOVICUS miseratione divina S. Mariæ in Porticu Diaconus Cardinalis de Vendosmo nuncupatus ad Serenissimum D. D. Ludovicum Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum, & universum illius regnum, illiusque provincias, dominia, civitates, oppida, terras & loca eidem Regi subjecta, dictoque regno adjacentia, ceteraque alia loca ad quæ nos

ANS de J. C. 1668.

nos declarare contigerit, S. D. N. Domini Clementis divina providentia Papæ IX. & Sanctæ Sedis Apostolicæ, de latere Legatus, dilectis nobis in Christo Officiali seu Vicariis Generalibus Ecclesiæ Ulyssiponensis ab illius capitulo, Sede Archiepiscopali vacante, deputatis, & vestrûm cuilibet in solidum, Salutem in Dòmino sempiternam. Oblatæ nobis pro parte Serenissimi Principis Domini Petri Infantis Portugalliæ & Regni Regentis Laici, & Serenissimæ Principissæ Mariæ Franciscæ Elizabethæ de Sabaudia petitionis series continebat, quod cum pro bono generali Regni Portugalliæ, & summoperè desiderantibus universis illius populis, necessarium sit, ut dicti Serenissimi Princeps & Principissa invicem matrimonialiter copulentur, dubitant matrimonium hujusmodi contrahere posse absque dispensatione Apostolica, eo quòd dicta Principissa cum Serenissimo & potentissimo Domino Alfonso Rege Portugalliæ, fratre germano dicti Serenissimi Principis Petri, aliàs matrimonium contraxit, & in facie Ecclesiæ solemnisavit, non tamen propter illius impotentiam consummavit, ita ut nullum & invalidum via juris declaratum fuerit; ex quo matrimonio, & sponsabilibus præcedentibus forsan supervenit impedimentum publicæ honestatis justitiæ. Quare iidem nobis humiliter supplicari fecerunt, quatenus eis in præmissis opportunè providere benignè dignaremur. Nos igitur sufficienti ad infrascripta per literas dictæ Sedis, ad quarum insertionem non tenemur, facultate muniti, quique ex commisso nobis Apostolicæ Legationis officio, omnibus ad nos undecunque confluentibus, ubique domicilium habeant, & undequaque originem trahant, opportunè consulere possumus, Volentes erga illos, præsertim Regiæ stirpis nobilitate illustres gratiosum & benignum exhibere, ipsos & eorum quemlibet, à quibusvis excommunicationis & suspensionis & interdicti, aliisque ecclesiasticis sententiis, censuris & pœnis, à jure vel ab homine quavis occasione vel causa latis, si quibus quomodolibet enodati existunt, dummodo in illis per annum non insorduerint, ad effectum præsentium dumtaxat consequendum, harum serie absolventes & absolutos fore censentes, ac certam de præmissis notitiam non habentes, hujusmodi supplicationibus inclinati, discretioni tuæ, de qua in his specialem in Domino fiduciam obtinemus, Apostolica authoritate, qua fungimur in hac parte, per præsentes committimus, & mandamus, quatenus deposita per te omni spe cujuscumque muneris aut præmii etiam sponte oblati, à quo te omninò abstinere debere monemus, de præmissis te diligenter informes, & si per informationem eamdem repereris, quòd preces veritate nitantur, super quo conscientiam tuam oneramus cum eisdem, dummodo illa propter hoc rapta non fuerit, quod impedimento publicæ honestati justitiæ hujusmodi, & Apostolicis ac in Provincialibus & Synodalibus Conciliis editis specialibus vel generalibus constitutionibus & ordinationibus, cæterisque contrariis nequaquam obstantibus, matrimonium inter se publicè, servata forma Concilii Tridentini contrahere, illudque in facie Ecclesiæ solemnisare, ac in eo postmodum remanere liberè & licitè valeant, dicta authoritate dispenses, prolem suscipiendam exinde legitimam nunciando. Volumus autem, quòd si tu spreta monitione hujusmodi aliquid præmii vel muneris occasione præmissorum exigere, aut oblatum recipere, temerè præsumpseris, excommunicationis latæ sententiæ pœnam incurras, à qua nonnisi à Romano Pontifice, vel à nobis, aut alio à Sede prædicta specialiter facultatem habente, absolutionis beneficium valeas obtinere. Datum Parisiis anno Incarnationis Dominicæ 1668. 17. Kal. Aprilis, Pontificatus S. D. N. Papæ anno I.

L. Cardinalis de Vendosme Legatus.

C. de Lionne Protonotarius Apost. Datarius.

I. Imonier Secretarius.

LXXX.

ANS de J.C. 1668.

LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

Traité entre les PROVINCES-UNIES *&* *les Princes de la Maison de* LUNEBOURG, *par lequel lesdits Princes s'engagent de fournir des Troupes ausdites Provinces-Unies à certaines conditions.* Fait à la Haye, le 16. Mars, 1668. Aitzema, Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 1073.

DAt de Heeren Vorsten van *Bronswijck* en *Lunenburgh*, sullen overgeven in dienst vande Ho. Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden de nombre van *drie duysent* man te voet, gerengeert onder *drie* Regimenten, met de Officieren daer toe gerequireert, op den voet en volgens d'ordre van dese Landen, mitsgaders *drie* Regimenten te paerdt, maeckende te samen de nombre van *sesthien hondert veerthien* Ruyteren, ghecomposeert yeder van die uyt *ses* Compagnien, de gerequireerde Officieren daer onder gereeckent, in dien staet als deselve jegenwordigh zijn, en oamentlijck de Lieutenant Collonels daer onder begreepen, alle gemonteert ende gewapent na behooren.

II. Dat de voorsz. Militie te voet ende te paerdt in vasten dienst van haer Hoogh Mog. sal overgaen, ende continueren den tijdt van *ses* maenden, en na expiratie van deselve in dienst van haer F. F. D. D. wederkeeren in soodanigen staet, als deselve tegenwoordigh sal worden gelevert.

III. Voorts

LXXX.

Traduction de ce Traité.

ANS de J.C. 1668.

LES PROVINCES-UNIES ET LA MAISON DE LUNEBOURG.

QUe les Seigneurs Princes de Bronswijck & Lunebourg donneront au service de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies le nombre de trois mil hommes de pied divisez en trois Regimens, avec les Officiers y requis, sur le pied & conformement à l'ordre de ces Pais, ensemble trois Regimens de Cavalerie, faisant ensemble le nombre de seize cens quatorze Cavaliers composez chacun de six Compagnies, compris les Officiers y requis, en l'état où ils sont à present & nommément y compris les Lieutenants Colonels, tous montez & armez comme il appartient.

II. Que les susdites Troupes d'infanterie & de Cavalerie passerons au service de leurs Hautes Puissances & continueront le tems de six mois, apres l'expiration duquel elles retournerons au service de leur Serenitez en tel & pareil état qu'elles seront presentement données.

III. De-

ANS de J. C. 1668.

III. Voorts is mede verdragen, en hebben haer F. F. D. D. belooft, ingevalle de gemeene saecke soude vereyschen, dat binnen den tijdt van de voorsz. *ses* maenden, of soo lange de voorsz Troupen in haer Ho, Mog. diensten mochten continueren, de Militie behorde versterckt te worden, dat alsdan haer F. F. D. D. wederom van nieus sullen werven, ende hare Militie versterckeo met een sodanig getal, als sich alsdan haer Hoogh Mog met hare Doorluchtigheden alvooren sullen vergelijcken, ende over 't gereqoiteerde aenrits-geld vereenigen, onvermindert nochtans ende sonder prejudicie van de quadruple Alliantie den *vijf en twintigsten* October *sesthien-hondert ses en sestigh* geslooten.

IV. Ingeval, gedurende de voorsz *ses* Maenden, of wesnae date van dien, in tijde dat de voorsz of andere Troupes van haer F. F, D D. overgenomen, in dienst van haer Ho. Mog. souden mogen zijn, het casus moghte komen voor te vallen, dat haer Ho. Mog. geobligeert waren in krachte van de voorsz Alliantie secours aen haer F. F. D. D. toe te senden. soo sullen haer Hoogh Mog. de voorsz Troupen in minderinghe van 't voorsz secours haer F. F. D. D. laten toekomen.

V. Dat de meergemelde Militie te voet ende te paerd sal afgehaelt ende herwaerts geconduiseert worden tot laste van haer Hoogh Mog., tot welcken eynde deselve een ghequalificeert Officier sullen authoriseren of afsenden, om de voorsz Militie op ofte omtrent de grensen van haer F. F. D D. behoorlick t'ontfangen, ende na de Frontieren van haer Ho. Mog. te geleyden, welcken voorsz Officier binnen den tijdt van *tien* dagen nae d'uytwisselingh van de Ratificatien sal moeten daer wesen, gelijck oock de voorsz Militie tegeo deselve tijdt aldaer sal moeten ghereedt staen, in staet om te konnen marcheren ende behoorlick overgenomen te worden, ende sal de soldie van deselve tot laste van haer Hoog Mog. beginnen in te gaen van den dagh af dat der voorsz Militie tot d'affleveringe gereedt sal zijn, in cas haer Hoogh Mog. buyten vermoeden, na expiratie van de voorsz *thien* dagen *in mora* moghten wesen, om deselve t'ontfangen, ende dat de passen over den bodem van andere Princen sal versocht ende geobtineert worden, *conjunctim* by haer Hoogh Mog. en meerwelgemelde Vorsten.

VI. Dat met ende nevens d'overleveringe van de Militie aen haer F. F. D. D, betaelt sullen worden alle d'arrierages tot voldoeninghe ende executie van 't voorgaende Tractaet van Alliantie ende dat boven dieo ten selven dage van wegen haer Hoogh Mog. in banckgeld gefourneert sal worden de somme van *seventig duysent* Rijcksdaelders.

VII. De bovenstaende Conventie sal ten wederzijden geratificeert, ende de Ratificatien daer over uytgewisselt werden binnen den tijdt van *veerthien* dagen, of eerder, soo 't doenlick is, ende sal de voorsz Militie daer op vervolghens teostondts sonder eenigh dilay, van wegen haer Ho. Mog. afgehaelt worden.

Hagt den sesthienden Mart sestienhondert acht en sestigh.

Separaet Artikel.

DAt de voorsz Militie te voet ende te paerde in vasten dienst van haer Ho. Mog. sal overgaen ende continueren den tijdt van *ses* Maenden, ende na expiratie van deselve in dienst van haer F.F. D D. wederkeereo in soodanigen staet als deselve tegenwoordigh sal worden gelevert; soo is nnehtans by dit separaet ende secreet articul, 't welck van deselve kracht ende van 't selve effect sal zijn, of in de originale conventie van woorde te woorde ware geinsereert, veraccordeert ende verdragen, dat de voorsz Militie, in dienst van haer Hoogh Mog. overgegaen zijnde, oock na den tijdt van

III. Deplus il est aussi convenu, & ont leurs Serenitez promis, que si pendant le susdit tems de six mois, ou pendant le tems que les susdites troupes continueront au service de leurs Hautes Puissances il étoit necessaire de les renforcer, qu'alors leurs Serenitez en leveront de nouvelles, & renforceront leurs troupes de tel nombre qu'ils conviendront auparavant avec leurs Serenitez & les joindront aux autres sous la paye requise & & ce néanmoins sans prejudice de la quadruple Alliance conclue le vingt cinquiéme Octobre mil six cens soixante six.

IV. Au cas que durant les susdits six mois ou bien aprés la datte des presentes, dans le temps que les susdites & autres troupes de leurs Serenitez seront au service de leurs Hautes Puissances le cas arrivât que leurs Hautes Puissances fussent obligées en vertu de la susdite Alliance d'envoyer du secours à leurs Serenitez, leurs Hautes Puissances envoyeront lesdites troupes à leurs Serenitez en diminution du susdit secours.

V. Que les susdites troupes tant d'Infanterie que de Cavalerie seront envoyées querir & conduites icy à la charge de L. Hautes Puissances aux quelles fins ils authoriseront & envoyeront un Officier qui aura les qualitez requises pour recevoir lesdites troupes sur ou aux environs des frontieres de L. Ser. pour les conduire sur celles de leurs Hautes Puissances; lequel Officier susdit devra être là dans le tems de dix jours aprés l'échange des ratifications, comme pareillement lesdites troupes devront être prêtes dans ledit tems, & en état de se mettre en marche & d'être receuës; & la solde desdites troupes commencera d'être à la charge de leurs Hautes Puissances du jour qu'elles seront livrées, ou bien du jour qu'elles seront prêtes pour être livrées, & au cas que leurs Hautes Puissances, contre esperance, fussent aprés l'expiration desdits jours en demeure de les recevoir; & que le passage par les terres d'autres Princes sera demandé & obtenu conjointement par leurs Hautes Puissances & par leurs Serenitez.

VI. Que pareillement lors que lesdites troupes seront livrées, seront payez à L. Ser. tous les arrerages en accomplissement & execution du précédent Traitté d'Alliance, & qu'outre cela sera fournie de la part de leurs Hautes Puissances en argent de banque en la somme de soixante & dix mil Risdales.

VII. La Convention cy-dessus sera ratifiée de part & d'autre, & les ratifications d'icelle échangées dans le tems de quinze jours, ou plûtost si faire se peut. Et leurs Hautes Puissances envoyeront querir lesdites troupes aussitôt & sans delay.

Fait à la Haye le 16. Mars, mil six cens soixante huit.

Article separé.

Q*Ue les susdites troupes d'Infanterie & de Cavalerie entreront & continueront au service de leurs Hautes Puissances le tems de six mois & aprés l'expiration d'icelui, elles retourneront au service de leurs Serenitez au même état qu'elles seront livrées. Il est néanmoins accordé & convenu par cet Article separé & secret qui sera de même force & de même effect que s'il étoit inseré de mot à mot dans la convention originale, que lesdites troupes étant passées au service de leurs Hautes Puissances, même aprés le tems desdits six mois elles y continueront si leurs Hautes Puissances le desirent, jusques*

ANS de J.C. 1668.

van de voorsz *ses* maenden, haer Ho. Mog. sulcks begeerende, daerinne sal continueren, soo lange tot dat haer F. F. D. D. sullen oordeelen ende verklaren deselve in haer eygen dienst van nooden te hebben, welcke verklaringe het deselve vry sal staen 't allen tijde naer expiratie van de voorsz *ses* maenden te doen, ende of dan sacke ware, dat de voorsz Militie invoegen als vooren, nae expiratie van de voorsz *ses maenden* tot haer F. F. D. D. mochten te rugge gaen, omme die voor eenighen tijdt in haer eygen dienst t'employeren, soo langh de tegenwoordige ongelegentheyt sulcks mochte komen te vereyschen, ende dat meer hoogh-gemelde Heeren Vorsten, na dat de voorsz Militie tot haer wederom te rugh gekoomen soude mogen zyn, wederom quamen te resolveren sich van de voornoemde Militie te willen ontlasten. by licentieringe, overgevinge aen eenige andere Prineen ende Potentaten, ofte andersints, dat deselve in sulcken kas, sonder eenige vordere capitulatie daer over te maken, ofte eenige penningen daer voor te bedingen, eerst ende alvoorens haer Hoogh Mog. aengepresenteert worden, ende haer Hoogh Mog. sulcks begeerende, oock wederom in haeren dienst effectivelijck overkommen sullen, daer tegens oock by reciprocatie goedt gevonden ende veraccordeert is, dat by soo verre t'eenigen tijde eenige van haer Ho. Mog. Troupes in gelijcker wijse aen haer F. F. D. D. overgelaten moghten worden, mede voor een gelimiteerden *tijdt*, dat in sulcken eas de voorsz Troupes, alhoewel nae expiratie van de voorsz tijdt, wederom in dienst van haer Hoogh Mog. overgegaen zijnde, indien haer Hog. Mog naderhandt resolveren moghteo de voorsz Troupes te licentieren; of aen eenige andere Princen ende Potentaten, ofte andersints over te laten, deselve mede, sonder eenige naedere Capitulatie daer over te maeken, ofte eenige naedere penningen daer vooren te bedingen, eerst ende alvoorens haer F. F. D. D. aengepresenteert worden, ende deselve sulcks begeerende, oock wederom in haeren dienst effectivelijck overgaen sullen.

ques à ce que leurs Serenitez jugeront & declareront en avoir besoin pour leur propre service, laquelle declaration il leur sera libre de faire en quelque tems que ce soit aprés l'expiration desdits six mois; Et si le cas arrivoit que les susdites troupes dussent en la maniere que dessus retourner à leur Serenitez aprés l'expiration desdits six mois, pour les employer pour quelque tems à leur service, aussi long tems que la disposition des affaires presentes le demanderoit, & que leur susdites Ser. aprés que leurdites troupes leur auront été renvoyées vinssent à se resoudre de s'en decharger en les congediant, ou en les donnant à quelque autre Prince, ou Potentat, ou autrement; en ce cas, sans faire à cet égard aucune autre Capitulation ni stipuler aucuns deniers, ils les offriront auparavant à leurs Hautes Puissances & leur Hautes Puissances le souhaitant elles retourneront à leur service; Et il a été d'ailleurs reciproquement trouvé bon & accordé, que si quelque jour les troupes de leurs Hautes Puissances vinssent semblablement à être laissées à leur Serenitez pour un tems borné, qu'en ce cas lesdites troupes, quoy qu'aprés l'expiration du susdit tems elles fussent retournées au service de leurs Hautes Puissances, si leurs Hautes Puissances venoient à se resoudre en aprés à les licentier, ou autrement à les donner à quelque autre Prince ou Potentat, elles seront aussi offertes préallablement à leur Serenitez sans faire là dessus aucune autre Capitulation, ni sans stipuler à cet égard aucuns autres deniers; Et si leur Serenitez le desirent elles retourneront aussi effectivement à leur service.

LXXXI.

ANS de J.C. 1668.

PORTUGAL ET SAVOYE.

Capitulation & Contract de Mariage, entre le Serenissime Dom PEDRO *Prince de Portugal, & la Serenissime Princesse* MARIE-FRANCOISE ELIZABETH *de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale; conclu par le Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conseiller d'Etat, & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de la Chambre de Son Altesse, & son grand Ecuier: & par le Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, Conseiller d'Etat, & le Marquis de Marialva, Comte de Cantagnede, aussi Conseiller d'Etat & Directeur des Finances, comme Procureurs de ladite Serenissime Princesse.* Sans datte, mais les pouvoirs sont du 27. Mars, 1668. Freder. Leonard. Tom. IV.

PREMIEREMENT. En consideration de l'utilité qu'on espere qui en reviendra à la Chrétienté, & du repos & bien commun de ce Royaume, on a trouvé à propos des deux côtés de marier le Serenissime Prince de Portugal Dom Pedro, avec la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoie: Et pour effectuer & celebrer ce Mariage, par paroles de present dans la forme prescrite par l'Eglise Romaine & par le S. Concile de Trente, les Procureurs nommés ci-dessus ont arresté respectivement, que chacun desdits Princes nommera son Procureur special, auquel il donnera tous les pouvoirs necessaires pour stipuler en son nom, jusques à la conclusion du present Contract.

II. Et le Serenissime Prince Dom Pedro se constituë en dot avec la prochaine esperance (si Dieu lui donne la vie) de la succession legitime de ce Royaume de Portugal, & avec tous les Etats & revenus que son Pere tres-Haut & tres-Puissant Prince le Roi Dom Jean IV. de glorieuse memoire, lui a laissés par son decez, lesquels se tiennent pour duëment declarés & énoncés dans cet Article.

III. Que ladite Serenissime Princesse se constituë en dot un million de Croisades ou Ducats, monnoie courante de ce Roiaume, afin que le Serenissime Prince Dom Pedro, aprés la consommation du Mariage, ait & gagne ladite dot, & en dispose à sa volonté.

IV. Et parce que, quand la Serenissime Princesse vint de France, elle apporta avec soi une somme qui se montoit à la valeur d'un million, laquelle a esté effectivement remise entre les mains des Ministres de ce Roiaume, & que par consequent ce Roiaume lui doit, on est convenu que ledit Serenissime Prince, parmi les autres biens dudit Roiaume, qui est obligé à la restitution de ladite somme, se contente de la même dot, comme s'il l'avoit reçûë lui-même, & tient la Serenissime Princesse pour bien & duëment déchargée de la paier une autre fois, de même que si elle la lui paioit réellement & actuellement à cette heure.

V. Et le Serenissime Prince Dom Pedro, pour montrer en quelque maniere la grande estime qu'il fait de la personne & du merite de la Serenissime Princesse sa future épouse, lui donne en dot tous les Etats, Villes, Revenus, Jurisdictions, Patronages, & tous les autres biens, que possedoit en son vivant la Serenissime Reine Dona

ANS de J. C. 1668. Luisa sa mere, & que les Reines de Portugal ont toûjours eûs pour appanage ; afin qu'elle en ait la joüissance & l'administration, avec toutes les franchises, privileges, prérogatives & émolumens, que lesdites Reines ont accoûtumé d'avoir.

VI. Pour les mêmes raisons le Serenissime Prince Dom Pedro, considerant que les vingt mille Croisades qu'on avoit assignées par an à ladite Serenissime Princesse pour l'entretien de sa Maison, & qu'on lui assigne de nouveau par ce present Contract, sçavoir quinze mille Croisades sur les revenus du bois de Bresil, & cinq mille sur les rentes de la Maison de Bragance, ne sont pas suffisans, lesdits Marquis de Niza & Dom Rodrigue de Menezes prometrent, au nom du même Prince leur committant, vingt mille Croisades par an, qui seront prises sur les Doüanes, afin que ladite Serenissime Princesse joüisse de ces quarante mille Croisades durant sa vie ; ainsi que de tous les revenus affectés aux Reines de Portugal, qui lui appartiennent déja en vertu de ce Contract.

VII. On a declaré qu'au cas que ladite Serenissime Princesse survive le Serenissime Prince, ou que pour quelque autre cause le Mariage vienne à estre dissous, aprés avoir esté consommé, qu'il y ait ou qu'il n'y ait point d'enfans, il sera au choix de ladite Serenissime Princesse de demeurer dans le Roiaume, ou d'en sortir ; & que tant qu'elle y voudra demeurer elle conservera tous les Etats & revenus qui lui ont esté accordés par les Articles précedens, sans aucune diminution, & tels qu'elle les aura renus, & qu'elle avoit droit de les tenir pendant la vie dudit Serenissime Prince.

VIII. Mais au cas qu'elle veüille se retirer en France, ou en quelque autre lieu hors de ce Roiaume, on lui donnera par tout où elle fera sa residence cinquante mille Croisades par an, tant qu'elle vivra, dans laquelle somme seront comprises les quarante mille Croisades qui lui sont assignées par ce Contract, & dix mille autres qu'on lui assignera sur les droits de la Doüanne : & au cas qu'elle n'ait point d'enfans, on lui restituera sa dot, avec laquelle il lui sera permis d'emporter tous les joiaux, bijoux, or, argent, & tous autres meubles, qui se trouveront alors entre ses mains, excepté ceux qui appartiennent à cette Couronne. Et de plus les Procureurs dudit Serenissime Prince lui promettent, au nom de Son Altesse, soixante mille Croisades une fois paiées, pour tenir lieu d'arres. Et si elle se retire de ce Roiaume, elle n'aura rien ni sur les Etats & revenus des Reines, ni sur les quarante mille Croisades dont Son Altesse la dote, parce qu'en échange on convient de lui donner lesdites cinquante mille Croisades tous les ans, & les soixante mille autres paiables une seule fois, sans qu'on puisse dire de part ni d'autre, que cette recompense est plus ou moins que le tiers de la dot, à quoi se doivent monter les arres ; attendu que de part & d'autre on renonce à cette allegation, & que l'on se contente de l'oblervation & de l'accomplissement du contenu de ce Contract.

IX. Mais s'il arrive qu'il y ait des enfans de ce Mariage, & que la Serenissime Princesse veüille sortir de ce Roiaume ; en ce cas elle ne pourra emporter que le tiers de sa dot, parce que les deux autres parts appartiennent de droit & doivent venir à ses enfans.

X. Et en cas que ladite Serenissime Princesse vienne à mourir avant Son Altesse, sans laisser d'enfans, sa dot retournera à ses heritiers, & de plus elle pourra disposer par Testament, non seulement de tous ses joyaux, bijoux, & meubles qu'elle aura pour lors, de même qu'elle auroit pû les emporter en se retirant de Portugal ; mais encore de tous les autres biens qu'elle aura acquis, soit par donation, par succession, ou par tout autre titre que ce puisse être, parce que n'aiant point d'enfans, tous ses biens pourront aller à ses heritiers, à moins qu'elle n'en ordonne autrement : au lieu que si elle laisse des enfans, ces biens leur appartiendront, & à leurs successeurs, excepté le tiers, dont elle pourra disposer ou rester. Et par ce moien lesdits Serenissimes Princes, & au nom de chacun d'eux, leurs Procureurs demeurent d'accord & contens touchant ce qui peut appartenir par la mort de l'un ou de l'autre au survivant, sans qu'on puisse demander ni pretendre autre chose de part ni d'autre. ANS de J. C. 1668.

Les Pouvoirs, en vertu desquels le present Contract s'est fait, sont de la teneur suivante.

DOM Pedro Prince de Portugal, &c. je fais & constituë mes Procureurs Dom Vasco Luis de Gama, Marquis de Niza, Comte de Vidigueira, Amiral des Indes, Conseiller d'Etat & Directeur des Finances, & Dom Rodrigue de Menezes, Gentilhomme de ma Chambre & mon grand Ecuier : pour en mon nom & pour moi traiter, conclure, & signer le Traité ou Contract de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme que faire se pourra, entre moi & la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, en la maniere, forme, conditions, obligations, & clauses qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne tout pouvoir general & special, en la meilleure forme & maniere que je puis : & je m'oblige d'agréer pour bon, ferme & valable tout ce qu'ils feront à cet égard, sous l'obligation de mes biens, comme si le tout eut esté fait & signé par moi-même : En foi dequoi j'ai passé la presente Procuration, signée par moi & scellée du sceau de mes armes. Donné à Lisbonne le 27. Mars 1668.

Ecrite par moi PERO VIEIRA DA SILVA.

LA Princesse Marie-Françoise-Elisabeth de Savoie, Duchesse de Nemours & d'Aumale, &c. je fais & constituë mes Procureurs Dom Nuno Alvares Pereira, Duc de Cadaval, Marquis de Ferreira, Comte de Tentugal, & Dom Antoine Loüis de Menezes, Marquis de Manalvo ; Comte de Cantagnede : pour en mon nom conclure & signer le Traité ou Contract de Mariage, Dot & Arres, en la meilleure forme qu'il se pourra, entre moi & le Serenissime Prince Dom Pedro, Prince de Portugal, en la maniere, forme, & aux conditions, obligations & clauses qu'ils trouveront à propos. Et pour cet effet je leur donne pouvoir general & special, & m'oblige à tenir pour bon, ferme & valable tout ce qui sera fait par eux à cet égard, sous l'obligation de tous mes biens, & comme s'il étoit fait & conclu par moi-même : En foi dequoi je leur ai ordonné de passer la presente Procuration, signée de ma main, & scellée du sceau de mes armes. A Lisbonne le 27. Mars 1668.

Ecrite par moi PERO VIEIRA DA SILVA, *par l'ordre exprès de la Serenissime Princesse Marie,*

Donné en la Ville de Lisbonne le 27. jour du mois de Mars. Loüis Texeira de Carvalho l'a dressée l'année de la Nativité de N. S. J. C. 1668. Et moi Pero Vieira da Silva je l'ai fait ecrire & souscrire, par l'ordre & consentement desdits Serenissimes Princes.

LE MARQUIS DE NIZA. LE MARQUIS DUC.
D. RODRIGUE DE MENEZES. LE MARQUIS DE MARIALVA.

Du Mandement de leurs Altesses Serenissimes.

DOM Pedro Prince de Portugal, &c. je jure sur les Saints Evangiles de recevoir pour ma legitime femme la Serenissime Princesse Marie-Françoise-Elizabeth

ANS de J.C. 1668.

zabeth de Savoye, Duchesse de Nemours & d'Aumale, en la forme prescrite par la sainte Eglise Romaine, & de ne recevoir jamais d'autre femme, tant qu'elle vivra. A Lisbonne le 25. Mars 1668.

PERO VIEIRA DA SILVA *a dressé cet écrit.*

LE PRINCE.

LXXXII.

ANS de J.C. 1668.

L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

*Traité par lequel l'*ESPAGNE *engage quelques Villes aux* PROVINCES-UNIES, *pour les sommes, que lesdites Provinces lui font fournir. Fait à la Haye le 9. Avril,* 1668. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre. Tom. XIV. pag. 902.

KEnnelijck zy eenen yegelijck die 't aengaen magh, dat tusschen ons onderghesschreven *Don Estevan de Gamarra*, &c. Ambassadeur ordinaris van den Koningh van *Spagnien*, ende by den Heer Marquis de *Castelrodrigo*, Gouverneur ende Capiteyn Generael van wegen den hooghstgedachte Koning in sijn Majesteyts Nederlanden, specialijck geauthoriseert ende gevolmaghtigt tot het navolgende ter eenre; en de Gedeputeerden van de Heeren Staten Generael der Vereenighde *Nederlanden*, van wegen haer Hoog Mog. hier toe insgelijcks met behoorlicke authorisatie ende pouvoirs voorsien, ter andere zyde, veraccordeert ende vast gestelt zyn, gelijck veraccordeert ende vastgestelt worden by desen de poincteo en articuleo hier na volgende.

I. Dat haer Ho. Mog. haer credit verstrecken, ende in der bester forme interponeren sullen, ten eynde door N.N. aen ofte ten behoeve van den hooghst-gemelten Koningh van *Spaignen* genegotieert, ende vervolgens ten behoeve van sijn Majesteyt verstreckt mooge worden alhier in *'s Gravenhage*, of binnen *Amsterdam*, aen den genen, die den gemelten Heer *Marquis* daer toe sal authoriseeren een somme van *twee Millioenen* ponden, te *veertigh* grooten 't pont, *Hollandts* geldt, op interest tegen *vijf ten hondert* in 't jaer, sonder dat tot laste van sijne Koninghlijcke Majesteyt wegens *opgeldt*, *maeckelaerdygeldt*, ofte andere diergelijcke onkosten yets sal worden gebracht; tot verseeckeringh van welck Capitael ende Interesse aen N.N. by provisie obligatie in de beste en bondighste forme sal werden gepasseert door den gemelden Heer Ambassadeur *Gamarra*, ende vervolgens geratificeert, soo by den gemelden Heer Marquis de *Castelrodrigo* in qualité voorsz, als mede by den meer hooghst-gemelden Koningh of Koninginne Regente in den naem van sijo Majesteyt.

II. Dat den hooghst-gemelden Koningh jaerlijcks de betalinge van de Interesten op 't voorsz Capitael verscheenen aen den voornoemden N.N. sal doen, ofte besorgen gedaen te worden door den gemelden Heer *Gamarra*, ofte sondanigh ander Minister in der tydt, als sijn Majesteyt daer toe alhier sal gelieven t'authoriseeren.

III. Ende hy soo verre de tegenwoordighe ongelegentheydt van den hoogh-gemelden Koningh ofte andere opkomende swarigheden, eenigh onvermogen causeeren mochten om den voorsz interest aen den voornoemden N.N. op te leggen ende te betalen, met soodanighen punctualiteyt als tot conservatie van 't credit, ende oaer 't publicq gebruyckt in dese Landen is gerequireert, dat haer Hoogh Mog tot facilitatie van de voorsz lichtinge, ende tot seeckeriteyt van de geene die hare penningen ten fine voorsz aen den voornoemden N.N. crediteereo sullen, tegeo soodanen onverhoopten geval haer van nu af aen verbinden, gelijck deselve haer *in eum eventum*, van nu af aen verbinden by desen, oock wederom haer credit te sullen ioterponeren voor de lichtingen van soodanighe Capitalen, als den gemelden geauthoriseerden van den hooghst-gemel-

LXXXII.

ANS de J.C. 1668.

L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traduction de ce Traité.

SOit notoire à tous & un chacun qu'il apartiendra, qu'entre nous sous signez Don Estevan de Gamarra &c. Ambassadeur ordinaire du Roi d'Espagne, & par le Seigneur Marquis de Castelrodrigo Gouverneur & Capitaine Général de la part dudit Roi aux Pais-bas de sa Majesté, specialement authorisé pour ce qui suit d'une part; Et les Deputez des Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies de la part de leurs Hautes Puissances pourvûs semblablement de pouvoir & authorité convenable, d'autre part, ont été accordés & arrêtez, comme sont accordez & arretez par ces presentes, les points & articles qui suivent.

I. Que leurs Hautes Puissances interposeront leur credit & authorité en la meilleure forme, afin de negocier par N.N. au proffit dudit Roi d'Espagne une somme de deux millions de livres, à quarante gros la livre monnoye de Hollande à 5 pour cent d'interêt annuel, pour être comptée ici à la Haye ou à Amsterdam à celui que le susdit Marquis authorisera pour cet effect, sans que pour la levée de ces deniers, pour le droit de courtier ou autres semblables frais on puisse rien mettre en compte à sa Majesté. Pour sureté duquel capital & interêt d'icelui sera passée à N. N. par provision une obligation en la meilleure & plus sure forme, par le susdit Seigneur Ambassadeur Gamarra, & ensuitte sera ratifiée tant par le susdit Seigneur Marquis de Castelrodrigue en la qualité susdite que aussi par le susdit Roi ou par ladite Reine au nom de sa Majesté.

II. Que le susdit Roi fera annuellement le payement des interêts écheus dudit capital audit N. N. ou fera en sorte qu'ils soient payez par le susdit Seigneur Gamarra ou par tel autre Ministre qui sera alors en employ, que sa Majesté voudra authoriser.

III. Et si la presente indisposition du susdit Roi ou quelque autre difficulté qui surviendroit venoient à causer de l'impossibilité pour faire le payement desdits interêts au susdit N. N. avec la ponctualité qui est requise pour la conservation du credit de ces Pais & selon qu'il y est d'usage; Que leurs Hautes Puissances pour faciliter ladite levée & pour la sureté de ceux qui aux fins susdites confieront leurs deniers au susdit N. N. en ce cas non attendu, ils s'engagent dès à present comme pour lors, comme de fait ils s'engagent audit cas par ces presentes, d'interposer derechef leur credit pour la levée du Capital dont celui qui sera authorisé par le susdit Roi aura besoin, pour le payement des interêts échéus, & ce aussi de telle maniere qu'il y aura semblablement sureté pour ceux qui prêteront leurs deniers tant pour le capital & les interêts que pour les sus-

ANS de J.C. 1668.

melden Koningh tot voldoeninghe van de verscheenen interessen van nooden hebben sal, ende dat even ende in sulcker voegen, mitsgaders tot gelijcke securiteyt van den geenen die de penningen sal ofte sullen verstrecken over 't capitael ende interessen, als ten aensien van de voorsz *twee millioenen* guldens, ende 't verloop van dien, hier boven breeder uytgedruckt staet.

IV. Ende dewijle teghenwoordigh tot vorderingh van de gemeene saecke, met Gemachtighden van den Koningh van *Sweeden* werdt ghehandelt, om den selven Koningh nevens die van *Groot Britaignen* ende haer Hoogh Mog. tot bekominge van een goede uytkomste, ten besten te doen coöpereren, ende dat mogelick aen den hoogh-gemelden Koningh, mitsgaders oock aen de andere Princen ende Potentaten, die haer insgelijcks tot bevorderingh van de gemeene ruste souden believen te voegen, eenige geldt-subsidien tot krachtiger uytvoeringe van 't goedt voornemen souden moeten worden uytgelooft; dat over sulcks voor soo veel haer Hoogh Mog. met goedt vinden van de geauthoriseerden van *Spaignen* daer toe yets soude mogen belooven 't selve noch boven de voorsz *twee millioenen* by haer Hoogh Mog. alt by maniere van interpositie van haer credit en de op interesse als boven, voor reeckeninge van den Koningh van *Spaignen* verstreckt sal worden, gelijck mede haer Hoogh Mog. door interpositie van haer credit en op interesse als boven aen den ghemelden Heer *Gamarra*, of soodanigh ander Minister in der tydt, als den hooghst-gemelden Koningh alhier hebben, ende dien aengaende behoorlijck geauthoriseert laten sal, sullen doen machtigh worden soodanige sommen van penningen, als waer van sijn Majesteyt hier te Lande sal hebben gedisponeert, of noch ghelieven te disponeren tot betalinge van ingekochten Amonitien van Oorloge, ofte andere Waren, ende andersints, mits dat haer Hoogh Mog. niet gehouden sullen zyn soo over de Subsidien, als over Amonitien ende anders, sonder nader bewilliging 't excederen de somme van noch *twee Millioenen* aen Capitael, met 't gene successivelijck tot betalinghe van den interest van dien als vooren, sal wesen gerequireert.

V. Tot den ontfangh van alle welcke voorsz penningen, mitsgaders om daer voor behoorlijcke Obligatie ende Quitantie te passeren, als mede om 't gherequiteerde tot betalinge van de Interessen, die t'elckens op de ghelichte Capitalen sullen wesen verscheenen, mitsgaders van ingekofte Waeren ende andersints, nae behooren weder te mogen uytkeeren mitsdesen, ende in krachte van de Ratificatie hier op als boven te volgen, van nu af als dan geauthoriseert wordt de *Minister* in der tydt, die den hooghst-gemelten Koningh by haer Ho. Mog. hebben ende houden sal.

VI. Ende ten eynde haer Hoogh Mog., mitsgaders de particulieren, die de voorsz Capitalen, ende 't gunt tot betalinge van 't verloop van tydt tot tydt weder soude mogen verstreckt worden, sullen hebben gefourneert van haer *geinterponeert credit* met genoeghsame seeckerheyt gelibereert, mitsgaders van 't *rembourssement* van hun uyt-geschooten *Hooft-sommen*, met de *interessen* van dien behoorlijck verseeckert mogen zyn ende blijven, dat over sulcks de *Castelen*, *Steden*, *Forten*, en de plaetsen van *Argentean*, *Navagne*, *Stevensvaert*, *Venloo*, met het Fort aen de andere zyde van de *Mase* gelegen, *Gelder*, *Isabella* ende *St. Donaes*, binnen *thien* dagen na d'onderteeckeninge van dit Contract, of eerder soo doenlick, tot onderpandt aen haer Hoogh Mog sullen worden ingeruymt; welcke voorsz plaetsen dienvolgens met *Gouverneurs*, *Commandeurs* ende *Guarnisoenen* van haer Ho. Mo. beset sullen worden, met alle prærogativen die de *Pants-Herren* na reghten volgen moeten; Wel verstaende, dat haer Ho. Mog. noch oock der selver *Gouverneurs* ofte *Commandeurs* in deselve plaetsen onder pretext van dien, sich geensints sullen bemoeyen met het bestellen van de Magistraet, of eenige andere Politique bedienden, noch

ANS de J.C. 1668.

susdits deux millions de livres, & les interêts d'iceux ci-dessus plus amplement exprimés.

IV. Et comme pour l'avancement des affaires communes, on est presentement en negociation avec les Plenipotentiaires du Roi de Suede, pour faire en sorte que ledit Roi & celui de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puissances cooperent à ce qu'on parvienne à une bonne issuë, & que peut être il faudra avancer quelques subsides au susdit Roi, ensemble à d'autres Princes & Potentats pour l'avancement de la tranquillité publique, qu'à cet égard, si leurs Hautes Puissances, de l'aprebation des Plenipotentiaires d'Espagne, viennent à promettre quelque chose, ils le feront encore outre les deux millions sur le compte de sa Majesté le Roi d'Espagne, par maniere d'interposition de leur credit & a pareil interêt que dessus, comme de fait ils feront toucher au susdit Sr. Gamarra ou tel autre Ministre qui sera en charge & lequel ledit Roi d'Espagne authorisera convenablement, par l'interposition de leur credit, telle somme de deniers dont sa Majesté aura à disposer pour le payement des munitions de guerre & autres denrés; pourvû que leurs Hautes Puissances, ne soient pas plus obligez à l'égard des subsides qu'à l'égard des munitions, sans un consentement plus exprés, d'exceder la somme de deux autres millions en Capital, avec ce qui sera requis successivement pour le payement des interêts comme dessus.

V. Pour recevoir lesquels deniers, comme pour en passer obligation & quittance convenable, ensemble pour ce qui est requis pour le payement des interêts, qui echerront à chaque fois sur lesdits capitaux, qu'on levera ensemble pour les marchandises, qui seront achettées, & en vertu de la Ratification qui s'en ensuivra, dès à present comme pour lors est authorisé le Ministre qui sera en fonction & que sadite Majesté aura prés de leurs Hautes Puissances.

VI. Et afin que leurs Hautes Puissances, ensemble les particuliers qui sur le credit de leurs Hautes Puissances auront fourni pour les susdits Capitaux & le payement des echeances ayent leur sureté, & qu'ils soient assurez du remboursement desdits capitaux & du payement des interêts d'iceux, que les Chateau, Villes, Forts & Places d'Argenteau, Navaigne, Steevenswaert, Venloo, avec le Fort situé de l'autre côte de la Meuse, Geldre, Isabelle, & St. Donaes, seront mis au pouvoir de leurs Hautes Puissances, dix jours aprés la signature de ce contract, ou plûtôt si faire se peut; lesquelles susdites Places seront occupées consequement par les Gouverneurs, Commandeurs & garnisons de leurs Hautes Puissances avec toutes les prerogatives qui appartiennent de droit aux Seigneurs engagistes. Bien entendu que leurs Hautes Puissances ni leurs Gouverneurs ou Commandeurs desdites places sous ce pretexte ne se mêleront en aucune maniere de créer les Magistrats ou aucun Officier de Police, ni d'aucune autre chose qui concernera ladite Police ni le Gouvernement civil & de la Justice dans les susdites Villes & autres places du Plat pais, mais l'aisseront faire en cela le Stadt-Houder & Capitaine Général de sa Majesté, & les Officiers & Magistrats respectifs; & durera ledit gage jus-

ANS de J. C. 1668.

noch oock met eenige andere saecken, de *Politie* ofte *Burgerlijcke Regeeringhs* ende *Jurisdictie* van de voorsz ende andere Steden ofte Plaetsen ten platten Lande concerneerende, maer sullen daer mede laten geworden den Stadthouder ende Capiteyn Generael van sijn Majesteyt, de Officieren ende Magistraten respective; ende sal deselve *Pandschap* duren ter tijden ende wijlen toe de penningen, invoegen voorsz successivelijck te verschieten met de verloopen interessen, als boven *gerembourseert*, ende haer Hoogh Mog. van 't voorsz *geinterponeerde credit* gelibereert sullen zyn, oock voorts in gelijcker voegen restitutie sullen hebben ontfangen van de penningen, die tot versterckinge ende defensie der voorsz *Plaetsen*, *Steeden*, ende *Forten*, soo in 't betalen van nieuwe, of 't repareren van oude *wercken*, als wegens 't *Canon*, *Amonitie*, of andere Oorloghs behoeften, dewelcke tot defensie van de verpande Plaetsen geemployeert ofte verlooren sullen worden, ende dergelijcke sullen weesen te koste geleydt, in maniere als hier nae breeder sal werden verklaert; ende voor soo veel de *Guarnisoenen* belangt, de in de voorsz Steden ende Plaetsen sullen worden onderhouden, dat deselve by de *Vereenighde Provintien* betaelt, ende daer van niet meer aen den hooghstgemelden Coningh van *Spagnien*, in reeckeninge gebracht sal worden dan *sesthien* Compagnien Voetknechten in alles, yeder van *ses-en-negentigh* koppen, volghens d'ordinaris soldie van de *Vereenighde Provintien*, te weten, tegens *dertienhondert een-en-seventigh* guldens ten *twee-en-veertigh* dagen, gedurende ten Oorlogh; ende by soo verre de voorsz Verpandinge oock na 't eyndigen van den Oorlog voor eenigen tijdt soude mogen dueren, dat als dan, gedurende den Vreede, niet meer dan *acht* gelijcke Compagnien in alles tot laste van sijn Majesteyt gebracht sullen worden, blijvende alle het vordere Guarnisoen alleenlijck ende privatelick tot laste van hare Hoogh Mog.

jusques à ce que lesdits deniers avec les interêts échûs & courans soient remboursez & que L. H. P. soient dechargées de l'interposition de leur credit, & qu'ils ayent de plus reçû de même moyen les deniers qui auront été deboursez pour le renfort & deffence desdites Places, & Forts, soit pour les vieux ouvrages reparez & pour de nouveaux qu'on auroit construit, comme aussi tant pour le canon, munitions, & autres besoins militaires qui pour la deffence des Places engagées auroient été employez ou perdus, & qui seront mis en depence comme il sera plus amplement dit cy-apres. Et pour ce qui regarde les garnisons qui seront entretenues dans lesdites Places, cela sera payé par les Provinces Unies, & qu'il n'en sera pas compté davantage à ladite Majesté le Roi d'Espagne que seize Compagnies d'Infanterie en tout, chacune de quatre vingt seize hommes, suivant la solde ordinaire des Provinces Unies, sçavoir à raison de treize cent soixante & onze livres pour quarante deux jours durant la guerre; Et s'il arrivoit que ledit gage continuat encore pour quelque tems aprés la fin de cette guerre, qu'alors durant la Paix, on ne comptera que huit semblables Compagnies à la charge de sa Majesté, demeurant le surplus de la Garnison à la charge de leurs Hautes Puissances.

VII. Dat de voorsz *Steeden, Forten* ende *Plaetsen*, aen haer Hoogh Mog. in pandschap te leeveren, sullen blijven voorsien ende gesterckt met soodanig *Geschut Buspoeder*, en andere *Amonitie* van Oorlogh, als teghenwoordigh in de selve wordt gevonden, daer van *Inventaris* gemaeckt, ende t'sijner tydt perfecte verantwoordinge gedaen sal worden.

VII. Que les susdites Villes, Forts & Places qui seront mis pour gage entre les mains de leurs Hautes Puissances seront pourvûes & munies de tel canon, poudre & autres munitions de guerre, qui s'y trouvent presentement, dont il sera fait inventaire, pour en repondre en son tems.

VIII. Dat alle het Krijgs-volck van wegen den Coningh van *Spaignen*, jegenwoordigh in de voorsz *Steeden*, *Forten*, ende *Plaetsen* bevooden wordende, uyt deselve gelight sal worden, ten eynde de *Gouverneurs*, *Commandeurs*, ende andere *Bevelhebberen*, van desen Stadt aldaer gebieden mogen, ten aensien van 't *sluyten ende openen der Porten*, *'t bestellen der Wachten*, *'t doen van de Ronden*, *'t geven van 't Woords*, *'s exerceren van Militaire Jurisdictie*, *ende Krijgsdiscipline*, ende generalick in alle het geene de bewaeringe ende verseeckeringe derselver *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* aengaet, met den gevolghe ende aenkleven van dien; Wel verstaende, dat de voorsz Gouverneurs, Commandeurs ende andere Bevelhebberen van haer Ho. Mog. haer niet en sullen steecken in 't stuck van de Politie ende Burgerlijcke Regeeringe, dan alleen voor soo veel particulierlick aengaet die geene die aldaer in Guarnisoen leggen; ende sullen deselve *Gouverneurs* ende *Commandeurs* gehouden wesen goede correspondentie te houden met den *Stadthouder* van sijn Majesteyt in 't over-quartier van *Gelderlandt*; die tot *Ruremonde* sijne ordinaris residentie sal houden; ende sullen oock de voorschreve *Gouverneurs* ende *Commandeurs*, des versocht zijnde, alle noodige hulpe geven aen de *Ontfangers* van sijn Majesteyt, dewelcke sullen woonen in de verpande plaetsen, om alle desselfs *Domainen*, *Licenten* ende *Inkomen* te mogen invorderen.

VIII. Que toutes les troupes du Roi d'Espagne qui se trouvent presentement dans lesdites Villes, Forts & Places en vuideront, afin que les Gouverneurs & Commandeurs, & autres Officiers de cet Etat y puissent commander pour ce qui est de fermer & ouvrir ces Portes, poser les sentinelles, faire la ronde, donner l'ordre, & exercer la justice & la discipline militaire, & generalement en tout ce qui regarde la garde & la sureté desdites Villes, Forts & Places & tout ce qui en depend. Bien entendu que lesdits Gouverneurs, Commandeurs, & autres Officiers de leurs Hautes Puissances ne se mêleront point des affaires de la Police ni du Gouvernement civil, qu'entant seulement que celà pourroit concerner particulierement ceux de la Garnison; & seront lesdits Gouverneurs & Commandeurs tenus de tenir bonne correspondance avec le Stadthouder de sa Majesté dans le Quartier de Gueldre de delà, qui tiendra sa Residence ordinaire à Ruremonde; & donneront aussi lesdits Gouverneurs & Commandeurs en étant requis, toute l'assistance necessaire aux Receveurs de sa Majesté, pour lever les Droits domaniaux, licentes, & revenus.

IX. Dat haer Hoog Mog. haer in de beste ende krachtighste forme sullen obligeeren en verbinden, gelijck deselve haer ter goeder trouwe obligeeren ende ver-

IX. Que L. H. P. s'engageront & s'obligeront en la meilleure forme, comme ils s'engagent & s'obligent par ces presentes, de bien deffendre les susd. villes, forts, & places & d'ai

ANS de J.C. 1668.

ofte beschimpinge, den Gereformeerden Godts-dienst oeffenen, dewelcke in de Geunieerde Provintien wordt geexerceert, ende dat in hunne Huysen, soo die daer toe bequaem zyn, ende in cas van onbequaemheydt, sullen hun daer toe andere bequame plaatsen, in de voorsz *Steeden*, *Forten* ende *Plaetsen* vergunt worden, by ofte van weghen den Koningh door Gedeputeerden van den Stadhouder.

Ende sullen daer tegens de voorsz Gouverneurs ende Commandeurs exactelijck hebben te besorgen, dat haer onderhebbende Soldaten geene bespottinge, beschimpinge of schandael, veel min eenigh belet komen toe te brenghen aen de Roomsche Catholijcke Geestelijckheyd, of oock aen de Borgeren ende Inwoonderen der voorsz Steeden ende Plaetsen in de oeffeninghen ende ceremonien ofte Godts-dienst, ende in cas t'eenigen tijde daer tegens by yemandt, wie 't oock soude mogen wesen, moghte worden gepecceert, dat soodanigen daer over door den Politicquen ofte Militairen Rechter, naer dat het casus komt te vereysschen, tot verhoedinghe van ghelijck excessen voor 't toekomende wel strengelijck gecorrigeert ofte gestraft sal worden, na dat de circumstantien van sijne begaene misdaet sullen komen te vereysschen.

XIII. Dat de voorsz *Gouverneurs*, *Commandeurs*, *Majoors*, *Auditeurs*, *Provoosten*, ende voorts de geheele Guarnisoenen in de voorsz Steeden, Forten ende Plaetsen, met behoorlicke Logementen, Baracquen, ofte andersints buyten kosten ende laste van haer Ho. Mog. vorsien sullen worden.

XIV. Dat van wegen den hooghst-gemelden Koningh de noodige voorsieninge gedaen sal moeten worden, ten eynde de voorsz Garnisoenen hare ordinaris victualien ofte levens-middelen soo wel als de Burgeren ende Inwoonderen der voorsz Steden ende Plaetsen, ten redelicken prijse bekomen moge, ende dat voorts aldaer behoorlicke Magasijnen voor Granen, Turf ende andere noodige provisie aengewesen, ofte in maniere voorsz gebouwt mogen worden.

XV. Dat, soo wanneer haer Hoogh Mog. van hare verschooten penningen met den interesse van dien sullen hebben ontfangen behoorlick rembourssement, ende voor haer gheinterponeert credit volkomentlijck gelibereert zyn, als dan aenstondts ende sonder eenige tergiversatien, de voorsz Steden, Forten ende Plaetsen, met alle 't geene volgens Inventaris als boven, nevens deselve overgelevert sal zyn, ofte het equivalent van dien ter goeder trouwe wederom ontruymt, ende aen ofte ten behoeve van den hooghst-gedachte Koningh weder overgelevert sullen worden, ende tot meerder verseeckeringe van de nakominge van dit Articul, van dat de Pandt-penningen, met het verloop van dien gerestitueert zynde, de verpande plaetsen oock geevacueert ende gherestitueert sullen worden, sullen sijne Keyserlijcke Majesteyt den Koningh van Groot-Britaignen ende den Koningh van Sweden versocht worden haer guarand, desen articul aengaende t' interponeren.

XVI. Dat het voorsz rembourssement ende bevrijdinge van 't geinterponeerde credit van wegen den hooghst-gemelden Koningh sal mogen geschieden in een somme, ofte in ..... terminen gedaen ende geeffectueert sal moeten worden, ten minsten binnen den tydt van .... jaren, sullende middelerwijle voor de betalinge van de jaerlickse interessen verbonden zyn, ende door de Bedienden van den hooghst-gemelden Koningh op ordre van sijn Majesteyt effectivelick uytgekeert worden het provenu van sijn Majesteyts Tollen ende Licenten op de Mase, mitsgaders van des selfs andere Domeynen, Beden, Subsidien ende Inkomsten, onder 't ressort van de voorsz Steden ende Plaetsen vallende, voor soo veel de voorsz Interesten uyt de voorsz Tollen ende Licenten niet vervallen souden konnen worden; Ende in cas buyten verwachten ofte vermoeden, den voorsz

trouble ni insulte, comme elle est exercée dans les Provinces-Unies, & ce dans leurs Maisons si elles y sont propres; Et en cas qu'elles n'y soient pas propres, les Deputez du Stadhouder leur accorderont de la part dudit Roi d'autres places commodes dans les susdites Villes, Forts & Places.

ANS de J.C. 1668.

Et lesdits Gouverneurs & Commandans auront un soin tres exact que leurs Soldats, ne feront aucune raillerie ni scandale, & encore moins aucun empêchement aux Ecclesiastiques des Catholiques Romains, non plus qu'aux bourgeois & habitans des susdites Villes & Places dans l'exercice & dans les ceremonies de leur Religion, & s'il arrivoit que quelqu'un le fit il sera corrigé & chatié par le Juge de Police ou Militaire selon que le cas écheoira & l'exigera, pour prevenir à l'avenir de semblables excez.

XIII. Que les susdits Gouverneurs, Commandeurs, Majors, Auditeurs, Prevots & en outre toute la garnison seront pourvus dans lesdites Villes, Forts & Places de Logemens & baraques convenables, ou autrement sans frais pour leurs Hautes Puissances.

XIV. Que de la part dudit Roi seront fournies les provisions dont ils auront besoin afin que la susdite garnison puisse avoir les vivres qui leur seront necessaires comme les Bourgeois & Habitans desdites Villes & Places, & ce à un prix raisonnable, & en outre qu'il soit construit des magasins convenables, pour les Grains, Tourbes & autres provisions necessaires.

XV. Que lors que leurs Hautes Puissances auront reçu le juste remboursement des deniers avancez & des interêts d'iceux, & qu'ils seront entierement liberez de l'interposition de leur credit, lesdites Places, Forts, & Villes, avec tout ce qui paroitra par l'inventaire leur avoir été delivré, seront rendus & restituez audit Roi. Et pour plus grande sureté de l'observation de cet Article, sçavoir que les deniers fournis & les arrerages restituez, les Places données en gage seront evacuées & restituées, sa Majesté Imperiale & le Roi de la Grand' Bretagne seront suppliez d'être garands dudit Article.

XVI. Que le susdit remboursement sera fait de la part de susdit Roi en une somme, ou en .....termes, du moins dans le tems de ..... années, & cependant pour le payement des interêts seront engagez & payez par les Officiers du susdit Roi & par l'ordre de sa Majesté les Revenus de ses doüanes & peages de la Meuse, ensemble ceux de ses autres domaines, tailles & subsides dependants du ressort desdites Villes & Places.

Et en cas que contre toute attente ledit tems vienne à expi-

ANS de J. C. 1668.

voorsz tydt moght komen t'expireren, sonder dat het selve ten vollen gepresteert moghte wesen; dat als dan de voorsz Tollen, Domaynen, ende alle andere publicque middelen ende inkomsten onder 't ressort van de voorsz verpande Steeden ende Plaetsen vallende, voor de jaerlickse voldoeninge der gestipuleerde Interessen, van 't geene den hooghst-gemelden Koningh als dan noch in 't geheel sal wesen verschuldight, als mede in verminderingh van 't selve Capitael, voor soo veel de voorsz inkomsten daer toe wijders sullen konnen strecken, by haer Hoogh-Mog. selfs onder hare administratie genomen, ende ten fine voorsz effectivelijck bekeert sullen worden, mits daer van doende behoorlicke reeckeninghe, bewijs ende reliqua, op dat by faute van dien, die schuldt niet oneyndigh en excressere, en metter tydt onlosbaer worde.

XVII. Ende hebben wy ondergeschreven wederzijdts Geauthoriseerden ende Gevolmaghtighden belooft, gelijck wy belooven by desen, het jegenwoordige Contract by de Heeren onse respective Committenten ende Principaelen te sullen doen Ratificeeren, te weten, door haer Hoogh Mog. ende den gemelden Heer Marquis de *Castelrodrigo* in qualité voorsz binnen den tijdt van *veerthien* dagen; ende voorts by de hooghst-gemelde Koninginne Regente in name van sijn Majesteyt binnen den tijdt van *drie* Maenden.

XVIII. Ende nademael haer Hoogh Mog. alnoch oprechtelick geintentioneert zyn, met ende nevens den Koningh van Groot Brittannien alle doenliche Officien aen te wenden, ten eynde den Koningh van *Vranckrijck* oock van sijne zyde in den continuatie van den geaccordeerden stilstant van Wapenen gelieven t'accorderen, ende vervolgens daer op de geprojecteerde Vreede, volgens d'acceptatie van 't eene Lit der bewuste Alternative by den Heer Marquis de *Castelrodrigo* albereydts gedaen, finelick te voltrecken: Soo is ghestipuleert, ende geprecautioneert, dat by soo verre den hooghst gedachten Koningh van *Vranckrijck*, soo als verhoopt wordt, by provisie mede in de voorsz prolongatie komt te consenteren, ende deselve oock effectivelick t'observeren, eer ende bevoorens hier op d'executie van 't fournissement van penningen sal wesen ghevolght, als dan den gemelden Heer Marquis de *Castelrodrigo* ende haer Hoogh Mog. vry sal staen, de saecke voor eerst te laten in termen gelijck deselve jegenwoordigh is; ende in cas den Vreede daer op voor d'executie deses voltrocken wordt, dat als dan een yegelijck desen aengaende, sal wesen in sijn geheel.

Aldus gedaen ende gesloten in 's Graven-haghe den *negenden* April *sesthien hondert achtentsestigh.*

(L.S.) *Gamarra.*

(L. S.) *W Huygens.*
(L.S.) *d' Asperen.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *Johan de Rede.*
(L.S.) *E.v. Bootsma.*
(L. S.) *Jan van Ysselmuyden.*
(L.S.) *Gockinga.*

BY dit *separaet Articul*, 't welck van de selve kracht sal zyn, als of 't mede ingelijft waere in 't Contract van Verpandinge tusschen ons ondergeschreven op heeden geslooten, is verklaert, gecaveert ende vast gestelt gelijck verklaert, gecaveert ende vast gestelt wordt by desen, dat de Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden niet verobligeert sullen zyn de penningen, by 't selve Contract belooft, of eenigh gedeelte van dien te demanueren, ofte door N.N. te laten demanueren, voor en aleer d'Heer Marquis de *Castelrodrigo*, Gouverneur en Capiteyn Generael der Spaense Nederlanden, het Contract by Gecommitteerden van den Koningh van *Vranckrijck*, met concert van de

à expirer sans que ledit remboursement ait été fait, qu'alors les susdites douanes, domaines & autres revenus publics dependants du ressort desdites Villes & Places données en gage, seront administrez par leurs Hautes Puissances, pour le payement des interêts stipulez & annuels de tout ce que ledit Roi restera encore redevable ensemble en deduction du Capital, au cas que lesdits revenus puissent s'étendre jusques là, & sera dressé un compte & reliqua, le tout afin que faute de payement la dette ne vienne point tellement à s'augmenter qu'avec le tems elle ne puisse plus être rachettable.

ANS de J.C. 1668.

XVII. Et avons nous Plenipotentiaires soubsignez promis, comme nous promettons par ces presentes, de les faire respectivement ratifier par nos Seigneurs Principaux, sçavoir par leurs Hautes Puissances, & par ledit Seigneur Marquis de Castelrodrigue en la qualité susdite dans le tems de quatorze jours, & en outre par la susdite Dame Reyne Regente au nom de sa Majesté dans le tems de trois mois.

XVIII. Et comme leurs Hautes Puissances, sont encore dans la sincere intention de faire avec le Roi de la Grand' Bretagne tout ce qu'ils pourront, afin que le Roi de France continue aussi de son coté d'accorder la suspension d'armes dont on est convenu, & en consequence d'accomplir le projet de la Paix suivant l'acceptation d'un membre de l'alternative déja faitte par le Sieur Marquis de Castelrodrigue: Il est stipulé qu'au cas que le susdit Roi de France, vienne à consentir aussi par provision à ladite prolongation; & qu'en effect elle soit observée avant que l'execution du fournissement des deniers s'en ensuive, il sera alors libre au susdit Sieur Marquis de Castelrodrigue & à leurs Hautes Puissances, de laisser les choses dans l'état qu'elles sont à present. Et en cas que la Paix se fasse avant que ces presentes soient executées, chacun demeurera alors à cet egard en son entier.

Ainsi fait & conclu à la Haye le neufiéme Avril mil six cens soixante huit. *Signé.*

(*L.S.*) Gamarra.

(*L.S.*) W. Huygens.
(*L.S.*) d'Asperen.
(*L.S.*) Jean de Wit.
(*L.S.*) Jean de Rede.
(*L.S.*) E. v. Bootsma.
(*L.S.*) Jean de Ysselmuyde.
(*L.S.*) H. Gockinga.

PAr cet Article separé, lequel aura la même force que s'il étoit incorporé dans le contract d'engagement signé & conclu cejourdhui entre nous, il est declaré & arresté, comme il est declaré & arresté par ces presentes, que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies ne seront pas obligez de se desaisir des deniers promis par le susdit contract, ou d'en laisser dessaisir N. N. qu'au preallable Sieur ledit Marquis de Castelrodrigo Gouverneur & Capitaine Général des Pais bas Espagnols n'ait signé lui même le contract couché depuis peu par écrit par les Deputez du Roi de France de concert avec les Sieurs de Beuningue & Trevor, Ambassa-

ANS de J. C. 1668.

de Heeren van *Beuningen* ende *Trevor*, extraordinaris Ambassadeur en extraordiaris Gedeputeerden van den Koningh van *Groot Brittangnen* ende van haer Hoogh Mogende respective onlanghs op Papier ghebracht, of selfs sal hebben onderteeckent, of andersints pouvoir gesonden aen de gemelde Heeren van *Beuningen* ende *Trevor*, om 't gemelte Tractaet in sijnen name met Geauthoriseerden van den hooghstgemelden Koning van *Vranckrijck* te perfectioneren ende te sluyten.

Aldus gedaen ende gesslooten in 's Graven-hage den *negenden* April *sesthien hondert acht en sestigh*.

(L.S.) *Gamarra.*

(L.S.) *W. Huygens.*
(L.S.) *d'Asperen.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *Johan de Rede.*
(L.S.) *E. v. Bootsma.*
(L.S.) *Jan van Ysselmuyden.*
(L.S.) *Gockingn.*

bassadeur extraordinaire & Deputé extraordinaire du Roi de la Grand' Bretaigne & de leurs Hautes Puissances, ou autremens qu'il n'ait envoyé pouvoir aux susdits Sieur de Benningue & Trevor de perfectionner & conclure le susdit Traité en son nom avec les Plenipotentiaires du susdits Roi de France.

ANS de J. C. 1668.

Ainsi fait & conclu à la Haye le neuviéme Avril mil six cens soixante huit.

(*L.S.*) Gamarra.

(*L.S.*) W. Huygens.
(*L.S.*) d'Asperen.
(*L.S*) Jean de Wit.
(*L.S.*) Jean de Rede.
(*L.S.*) E. v. Bootsma.
(*L.S.*) Jean de Yffelmuyde.
(*L.S.*) H. Gockinga.

LXXXIII.

ANS de J.C. 1668.

FRANCE, ANGLETERRE, ET PROVINCES-UNIES.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France*, CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas, pour procurer la paix entre les Couronnes de France & d'Espagne. Fait à S. Germain en Laye, le 15. Avril*, 1668. Aitzema, Affaires d'Etat & Guerre. Tom. XIV. pag. 703.

LE Roi de la Grande *Bretaigne*, & Messieurs les *Etats Generaux* des Provinces-Unies des Pays-Bas ayant envoyé a la fin du mois de Fevrier les Srs. van *Beuningen* & *Trevor*, respectivement leur Ambassadeur & envoyé extraordinaires au Roi *Tres-Chrêtien*, lui offrir d'employer leurs soins & leurs Offices, pour le prompt rétablissement du repos publicq, par la conclusioo d'un bon accommodement, entre luy & le Roi *Catholique*, & ledit Roi *Tres-Chrêtien*, ayant des lors agreablement reçeu les offres dudit Roi de la *Grande Bretaigne*, & desdits Seigneurs *Etats*, declarat aux dits Seigneurs van *Beuningen* & *Trevor*, qu'eo coosideration de leurs Maistres, il persisteroit à se contenter encore de faire la Paix, sur le méme fondement de l'une des deux *Alternatives* dont il s'étoit expliqué dés la fin de la Campaigne, de l'Année passée, à sçavoir, ou de la cession que les Espaignols lui seroient des Places, Forts & Postes, que ses Armes avoient occupées, pendant ladite Campaigne, & de leurs Dependances, ou bieo d'un equivalent coosistant en la cessioo de la *Franche Comté* (ou en sa place du Duché de *Luxenbourg*) *Cambras* & *Cambresis*, *Doway*, compris le Fort de *Scarpe*, *Aire*, *St. Omer*, *Berg*, *Furne & Linck* avec leurs Dependances; Il seroit depuis arrivé, que par les soios & offices dudit Roi de la *Grande Bretaigne* & desdits Seigneurs *Etats*, le Marquis de *Castelrodrigo*, Gouverneur de Flandres, en vertu de son Pleio-pouvoir de Traiter la Paix, auroit accepté au nom dudit Roi *Catholique*, le premier membre des deux *Alternatives*, ci-dessus dites, & declaré d'être prest de signer, ou faire signer par ses subdeleguez, uo Traité de Paix, conforme au project, qoi luy auroit esté presenté par les Ministres du Roi de la *Grande Bretaigne*, & desdits Seigneurs *Estats*, qui sont à *Bruxelles*, en suite de quoi lesdits Ambassadeur & Envoyé extraordinaires, voyant l'affaire si bien acheminée, auroient fait des vives instances à sa Majesté *Tres-Chrêtienne* de vouloir bien coosentir à une suspension d'armes, jusqu'au *dernier jour de May* Prochain, afin de donner uo tems convenable pour achever ledit Traité, selon les formes accoûtumées. Et sadite Majesté ayant declaré sur lesdites iostaoces, que dans l'Etat present des affaires, elle ne pouvoit accorder, sans se faire des prejudices extremes, à moins que ledit Roi de la *Grande Bretagne*, & lesdits Seigneurs *Etats* lui donnasseot toutes les seuretés, qu'il jugeroit lui être necessaires, *pour l'infaillible succés de la Paix* auxdites conditions, & dans le tems susdit, & lesdits Ambassadeur & Envoyé extraordinaires, ayant la dessus offert à sa Majesté *Tres-Chrêtienne*, que le Roi de la Grande *Bretaigne*, & Messieurs les *Etats* lui seroient garants de parolles, qu'ils lui avoient portées de la part du Marquis de *Castelrodrigo*, sur l'acceptation du premier membre de *l'Alternative*, & dit que par cette *garantie*, qu'ils avoient pouvoir de promettre, ils se trouvoient pleinement authorisés, & eo Etat de donner à ladite Majesté *Tres-Chrétienne* toutes les satisfactions & *seuretés* requises, & qu'elle pouvoit desirer, de l'iofaillibilité dudit succés. Le Roi *Tres-Chrêtien* auroit là dessus nommé & Deputé le Sr. le *Tellier*, Conseiller en tous ses Conseils, Commandeur de ses ordres, & Secretaire d'Etat & des Commandements de sa Majesté, le Seigneur de *Lionne*, aussi Conseiller en tous ses Conseils, Commandeur de ses ordres, Ministre & Secretaire d'Estat & des Commandements de sa Majesté, & le Sr. *Colbert*, Conseiller en tous ses Conseils, Contrerolleur General de ses Finances, Tresorier de ses ordres, & Surintendant de ses Bastiments, munis d'un plein-pouvoir suffisant pour traiter avec lesdits Seigneurs vao *Beuningen* & *Trever*, munis aussi d'un même pouvoir, & convenir ensemble desdites seuretés, ainsi que des moyens plus seurs & plus prompts pour parvenir à la Paix. Et aprés plusieurs Conferences, que lesdits Plenipotentiaires ont eües ensemble, ils ont enfin accordé, établi, & arresté les articles, qui en suivent.

I. Le traité de Paix entre la *France* & *l'Espaigne*, sera fait conformement au Project susdit qui a esté presentement remis entre les mains desdits Seigneurs van *Beuningen* & *Trever*, & la ratification de *l'Espaigne* sera envoyé a *St. Germain en Laye*, à sa Majesté *Tres-Chretienne*, dans le *dernier jour de May*, prochaio inclusivement, comme pareillement le Roi *Tres-Chrêtien* fera remettre la ratificatioo dudit Traité, dans le même jour *dernier May*, entre les mains du *Gouverneur de Flandres*, & plûtôt si faire se peut.

II. Le Roi *Tres-Chrêtien* accorde de sa part une *cessation* de toute sorte d'entreprises & attacques sur les Places Fortes des Espaignols, à Condition du Reci-

cipro-

ANS de J. C. 1668.

ciproeque du Costé de *l'Espaigne*, & ce jusqu'au dernier jour de *May* inclusivement.

III. En cas que contre toute attente, *l'Espaigne* mancque a faire la Paix selon ledit Project, ou que la *Ratification d'Espaigne*, n'ait pas esté remise au Roy *Tres-Chrestien* dans ledit jour dernier May inclusivement; ledit Roy *Tres-Chrestien* n'estant pas plus alors tenu de faire la Paix aux Conditions des susdites *Alternatives*, sa Majesté declare qu'elle se contentera de faire encore la Paix, pendant les mois de *Juin* & de *Juillet*, aux Conditions des deux *nouvelles Alternatives* suivantes, dont le choix sera laissé à *l'Espaigne*, a sçavoir, *la premiere* à la cession des Conquestes de la Campaigne de l'Esté dernier, en y adjoustant par l'Espaigne la cession de la *Franche Comte*, & *Cambray*, & *Cambresis*, la seconde, de la cession de l'equivalent cy-dessus dit, en y adjoustant par l'Espaigne la cession du *Luxenburgh* ou en sa place celle de *l'Isle* & *Tournay*.

IV. Cependant dans le mesme cas, qui vient d'estre dit, que la Paix ne soit pas faite, & les Ratifications fournies dans le terme susdit par la faute de *l'Espaigne*; Le Roy *Tres-Chrestien* attacquant alors, apres le terme de ladite suspension expirée, les Espaignols, pour tâcher de les necessiter à la Paix aux Conditions de l'une des deux nouvelles alternatives, Le Roy de la *Grande Bretaigne* & lesdits Seigneurs *Estats* seront obligés de mettre en effect la promesse contenuë dans leur garantie susmentionnée, & consequemment employeront incessamment toutes leurs Forces par Mer & par Terre, pour obliger *l'Espaigne* à faire la Paix, aux conditions, qui viennent d'estre dittes.

V. En cas que la Paix n'ait pû estre encore faite, pendant lesdits mois de *Juin* & de *Juillet*, auxdites Conditions, par faute de *l'Espaigne*, leur Majestés, & lesdits Seigneurs Estats conviendront alors ensemble de nouveau, de ce qu'ils trouveront estre plus expedient pour terminer la guerre.

VI. Mais afin que dans l'employ des armes de leurs dites Majestés, & desdits Estats, au cas susdit, on puisse eviter les inconveniens qui pourroyent naistre par la concurrence des entreprises, dont chacque partie pourroit vouloir choisir les mesmes desseins, il a esté convenu que les Armes de sa Majesté *Tres-Chrestienne* se contiendront à agir du costé de deça des *Rivieres* & *Canaux*, qui passent par les Villes & Places, ou le long des Villes & Places, suivantes, à sçavoir, *Argenteau*, *Malines*, *Rupelmonde*, *Dendremonde*, *Gand*, *Plassendael* & *Ostende*, & n'attaqueront aucune desdites Villes ou Placea, & que les Armes du Roy de la *Grande Bretaigne*, & desdits Seigneurs *Estats*, se contiendront à agir au de là des mesmes Rivieres & Canaux, & n'attacqueront aucunes Villes, ou Places du costé de deça.

Tous lesquels points & articles cy-dessus enoncés, ont esté ainsi convenus, arrestés, & accordés, de part & d'autre, entre les Seigneurs de *Tellier*, de *Lyonne* & *Colbert* au nom dudit Roy *Tres-Chrestien*, & lesdits Seigneurs van *Beuningen* & *Trevor* respectivement au nom du Roy de la *Grande Bretaigne*, & de Messieurs les *Estats Generaux*, lesquels ont promis d'en fournir les Ratifications de leurs Majestés & desdits Seigneurs Estats, dans le dernier jour du present mois *d'Avril* inclusivement, & plutost si faire se peut, en foy de quoy ils ont signé le present Traitté de leur propre main, & à celuy fait apposer les cachets, de leurs Armes. Fait à St. Germain en Laye le 15. d'Avril. 1668.

Signé,

(L. S.) *Le Tellier.* (L. S.) *Van Beuningen.*
(L. S.) *De Lyonne.* (L. S.) *Trevor.*
(L. S.) *Colbert.*

LXXXIV.

Traité de Paix entre les Couronnes de FRANCE & D'ESPAGNE. *Conclu à Aix-la-Chapelle le 2. jour de May* 1668. Freder. Leonard. Tom. XIV. Theatrum Pacis Tom. II. pag. 505. &c.

ANS de J. C. 1668. FRANCE ET ESPAGNE.

LOUIS par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme en vertu des Pouvoirs respectivement donnez par Nous à nostre cher & bien-amé Conseiller en nos Conseils d'Estat & Privé, Maistre des Requestes ordinaire de nostre Hostel, & nostre Ambassadeur extraordinaire, le Sieur Colbert: Et par tres-haut, tres excellent, & tres puissant Prince le Roy Catholique des Espagnes, nostre trés-cher & tres-amé Bon Frere, Beau-Frere & Cousin; & par tres-haute, tres-excellente, & tres puissante Princesse la Reine Catholique des Espagnes, nôtre tres-chere & tres-amée Sœur & Cousine, comme Tutrice, Curatrice & Gouvernante des Royaumes & Estats dudit Roy nostre Frere, au Marquis de Castelrodrigo, Capitaine & Gouverneur General pour nostredit Frere aux Payx-Bas; & par ledit Marquis de Castelrodrigo au Baron de Bergeik, qu'il auroit subdelegué en son lieu & place pour traiter la Paix: Lesdits Sieurs Colbert, & Baron de Bergeik, ayent dans la Ville Imperiale d'Aix-la-Chapelle, le deuxiéme du present mois de May, conclu, arresté, & signé le Traité de Paix & de reconciliation, dont la teneur s'ensuit.

AU NOM DE DIEU LE CREATEUR: A tous presens & à venir soit notoire, Comme par l'autorité & les soins paternels de nostre Tres-Saint Pere le Pape Clement neuviéme du nom, seant heureusement dans le Saint Siege pour le bon regime de nostre Mere Sainte Eglise, & par les continuelles exhortations & tres-vives instances de sa Beatitude, tant par plusieurs & diverses Lettres écrites de sa main, qu'envois & negociations de son propre Neveu, aujourd'huy Cardinal Rospigliosi, & de ses Nonces extraordinaires, tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince LOUIS par la Grace de Dieu Roy Tres-Chrestien de France & de Navarre: Et tres-haut, tres-excellent, & tres-puissant Prince CHARLES Second, par la Grace de Dieu Roy Catholique des Espagnes: & tres-haute, tres excellente, & tres-puissante Princesse Marie Anne d'Austriche, Reine Catholique des Espagnes, sa Mere, comme Tutrice, Curatrice, & Gouvernante de ses Royaumes & Estats, seroient convenus & tombez d'accord de choisir la Ville Imperiale d'Aix la-Chapelle, pour y traiter de Paix, par l'entremise du Plenipotentiaire de sa Sainteté; comme aussi des Ministres d'autres plusieurs Roys, Potentats, Electeurs, & Princes du Saint Empire, qui ont si loüablement employé leurs soins & leurs offices pour acheminer cette grande affaire. Et comme pour y parvenir ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien auroit donné son plein-Pouvoir au Sieur Colbert, Conseiller en tous ses Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel, & son Ambassadeur Extraordinaire, & ledit Seigneur Roy Catholique auroit donné son plein-Pouvoir au Sieur Marquis de Castelrodrigo, Capitaine & Gouverneur General des Pays-Bas, lequel en vertu de sondit Pouvoir auroit subdelegué le Sieur Baron de Bergeik, Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conseiller au Conseil Suprême de Flandres, & de ses Conseils d'Estat & Finances, lesquels Sieurs Colbert & Bergerk, en vertu de leursdits pouvoirs & subdelegation, reconnus de part & d'autre pour suffisans, ont accordé, establi & arresté les Articles qui ensuivent.

PREMIEREMENT. Il est convenu & accordé, qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable paix, confedera-

ANS de J. C. 1668. dention, & perpetuelle alliance & amitié entre les Roys Tres-Chrestien & Catholique, leurs Enfans nais & à naistre, leurs hoirs, successeurs & heritiers, leurs Royaumes, Estats, Pays & Sujets; qu'ils s'entre-aimeront comme bons freres, procurant de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & reputation l'un de l'autre, & évitant de bonne foi tant qu'il leur sera possible le dommage l'un de l'autre.

II. Ensuite de cette bonne reünion, aussitôt que les Ratifications du present Traité auront esté échangées, la Paix entre lesdits Seigneurs Rois sera publiée, & dés l'instant de ladite publication il y aura cessation de toutes entreprises de guerre, & de tous actes d'hostilité, tant par mer & autres eaux que par terre, & generalement en tous lieux que la guerre se fait par les armes de leurs Majestez tant entre leurs troupes & Armées, qu'entre les Garnisons de leurs Places: & que s'il étoit contrevenu à ladite cessation par prise de Place, ou Places, soit par attaque, ou par surprise, ou par intelligence secrette, & même s'il se faisoit des prisonniers, ou autres actes d'hostilité par quelque accident impreveu, ou de ceux qui ne se peuvent prevenir, contraires à ladite cessation d'Armes, la contravention sera reparée de part & d'autre de bonne foi, sans longueur ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui auroit esté occupé, & delivrant les Prisonniers sans rançon, ni payement de depense.

III. En contemplation de la Paix, le Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera saisi, & joüira effectivement de toutes les Places, Forts & Postes, que ses Armes ont occupées ou fortifiées pendant la Compagne de l'année passée: A sçavoir, de la Forteresse de Charleroy, des Villes de Binch, & d'Athe, des Places de Doüay, le Fort de Scarpe compris, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, & toute l'étenduë de leurs Bailliages, Chastellenies, Territoires, Gouvernances, Prevostez, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées.

IV. Lesdits lieux, Villes & Places de Charleroy, Binch, Atthe, Doüay, Fort de Scarpe, Tournay, Oudenarde, Lille, Armentieres, Courtray, Bergues & Furnes, leurs Bailliages, Châtellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Domaines, Seigneuries, appartenances, dépendances & annexes, de quelque nom qu'elles puissent être appellées, demeureront par le present Traité de Paix audit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & à ses Successeurs & ayans cause, irrevocablement & à toûjours; avec les mémes droits de Souveraineté, Proprieté, Droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & Préeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices estans dans l'étenduë desdits Païs, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & tous autres droits qui ont ci-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne soient ici particulierement énoncez; sans que sa Majesté Tres-Chrétienne puisse être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce soit, de droit ni de fait, par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeurs, ou aucun Prince de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver en ladite Souveraineté, Propriété, Jurisdiction, Ressort, possession & joüissance de tous lesdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres, Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies & Bailliages, ensemble de tous les lieux & autres Choses qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Catholique, tant pour lui que pour ses hoirs, successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cede & transporte, comme son Plenipotentiaire en son nom par le present Traité de Paix irrevocable, a renoncé, quitté, cedé & transporté perpetuellement & à toûjours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses hoirs, successeurs & ayans cause, tous les droits, actions, pretentions, droits de Regale, Patronnage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Préeminences sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres, Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices estans dans l'étenduë desdits Païs, Places, & Bailliages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans, & generalement sans rien retenir ni reserver, tous autres droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses hoirs & successeurs ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chasteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies & Bailliages, & sur tous les lieux en dépendans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coûtumes, Statuts, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient esté confirmées par serment, ausquelles & aux clauses dérogatoires des derogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité, pour l'effet desdites renonciations & cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelque droit, titre, cause, ou pretexte qu'elles puissent etre fondées. Declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roy Catholique, que les Hommes, Vassaux, & Sujets desdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit ci-dessus, soient & demeurent quittes & absous dés à present & pour toûjours, des foy, hommage, service, & serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir fait, & à ses predecesseurs Roys Catholiques, ensemble de toute l'obeïssance, sujetion & vassalage, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; Voulant ledit Seigneur Roy Catholique que lesdits foy, hommage, & serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ni prestez.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien aussitôt aprés la publication de la Paix, retirera ses Troupes des Garnisons de toutes les Places, Villes, Châteaux, & Forts du Comté de Bourgogne vulgairement appellé la Franche Comté, & restituera réellement, effectivement & de bonne foy à sa Majesté Catholique, toute ladite Comté de Bourgogne, sans y rien reserver ni retenir.

VI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien sera aussi restituer audit Seigneur Roi Catholique, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes ont ou pourroient avoir occupé jusques au jour de la publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées, à la reserve des Places & Forts qui doivent demeurer par le present Traité à sa Majesté Tres-Chrêtienne, ainsi qu'il a esté ci-dessus dit. Comme pareillement sa Majesté Catholique fera restituer à sa Majesté Tres-Chrétienne, toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes pourroient avoit occupé jusqu'au jour de la publication de la Paix, en quelque lieu qu'elles soient situées.

VII. Leurs Majestez consentent que tous les Rois, Potentats, & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations de garantie, de l'execution de tout le contenu au present Traité.

VIII. Il a esté convenu, accordé & declaré, qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, (à l'exception de ce qui regarde le Portugal, avec lequel ledit Seigneur Roi Catholique a depuis fait la Paix) qu'entant qu'il en aura esté autrement disposé en celui-ci par la cession des Places susdites, sans que les parties y ayent acquis aucun nouveau droit, ou puissent recevoir aucun prejudice sur leurs pretentions respectives, en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité.

IX. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de

ANS de J. C. 1668.

& de tous les points & articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & entegistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris: Comme semblablement ledit Traité sera verifié, publié & entegistré tant au Grand Conseil, & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon; le tout suivant & en la forme contenuë au Traité des Pyrenérs de l'an 1659. dont seront baillées les expeditions de part & d'autre dans trois mois aprés la publication du present Traité.

Lesquels points & articles cy-dessus énoncez, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez, passez & stipulez entre les susdits Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, au nom de leurs Majestez: Lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs respectifs, ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les biens & Estats presens & a venir des Roys leurs Maistres, qu'ils seront par leurs Majestez inviolablement observez & accomplis, & de lent faire ratifier purement & simplement sans y rien ajoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres autentiques & scellées, où tout le present Traité sera inseré de mot à autre dans le dernier jour du mois de May prochain inclusivement: A sçavoir, sa Majesté Tres-Chrestienne à Bruxelles, entre les mains du Gouvernent de Flandres; & sa Majesté Catholique à S. Germain en Laye, entre les mains dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, & plutost si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms, que lesdites Lettres de Ratification ayant esté fournies, ledit Seigneur Roy Tres-Chrestien le plutost qu'il se pourra, & en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Catholique deputer, jurera solennellement sur la Croix, Saints Evangiles, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, réellement & de bonne foy, tout le contenu aux articles du present Traité. Et le semblable sera fait aussi le plutost qu'il sera possible par ledit Seigneur Roy Catholique, & la Reine Regente sa Mere, en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roy Tres-Chrestien deputer. En témoin desquelles Choses, lesd. Plenipotentiaires ont souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs armes. Fait dans la Ville Imperiale d'Aix la-Chapelle, le deuxiéme jour du mois de May de l'année 1668. Signé, CHARLES COLBERT.

Et au nom de sa Sainteté & desdits Electeurs & Princes du S. Empire, ont pareillement souscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le Cachet de leurs Armes: Signé, AUGUSTIN FRANCIOTTI, Archevêque de Trebisonde, Plenipotentiaire de sa Sainteté. LE BARON DE SCHENEBORN, au nom de son Altesse Electorale de Mayence. FRANÇOIS EGON DE FURSTENBERG, au nom de son Altesse Electorale de Cologne. Et le CHEVALIER SEMISING, au nom de son Altesse de Munster.

NOUS, ayant le Traité susdit agreable en tous & chacun les points & articles qui y sont contenus & declarez avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & hypotheque de tous & chacun nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 26. jour de May l'an de grace 1668. & de nostre Regne le vingt-sixiéme. Signé, LOUIS, & plus bas. DE LIONNE.

LXXXV.

ANS de J.C. 1668.

LA SUD-HOLLANDE ET LA NORD-HOLLANDE.

Accord entre la ZUD-HOLLANDE, *& la* NORD-HOLLANDE *sur le partage des Charges. Fait à la Haye le* 21. *Juillet*, 1668. Aitzema Affaires d'Etat & de Guerre, Tom. XIV. pag. 419.

KEnnelijck zy eenen yegelijcken die 't aengaen magh by desen jeghenwoordighen Instrumente dat op huyden den *een en twintighsten* July *sesthien hondert acht en sestigh* na menighvuldighe Conferentien volgens iterative bevelen van de Heeren Staten van *Hollandt* ende *West-Vrieslandt*, tusschen derselver Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander quartier gehouden, op 't beramen van eene verdeelinge ende esgualisatie over beyde deselve Posten, begrepen in den Staet van Oorloge, ende andere lasten by gemeen consent van de Ridderschap, Edelen, en de Steden van den voornoemden Lande successivelijck ingewillight wordende, ende te dragen staende, eyndelijck tusschen de Gecommitteerden alhier uyt den naem, ende van weghen de Steden van den *Zuyder-quartiere* ter eenre, mitsgaders de Gedeputeerde ende Gecommitteerde Raden van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-quartiere*, uyt den naem, ende van weghen de Steden van den selven quartiere ter andere zijde, op Approbatie ende Ratificatie van de Ridderschap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande by minnelijcke vergelijckinge zijn veraccordeert ende vastgestelt, oock volgens resolutie van haer Ed. Groot Mogende van gisteren in geschrijfte geextendeert ende besslooten de saecken

LXXXV.

ANS de J.C. 1668.

LA SUD-HOLLANDE ET LA NORD-HOLLANDE.

Traduction de ce Traité.

SOit à un chacun à qu'il apartient notoire par le present instrument, que cejourdhui vingt & uniéme Juillet mil six cens soixante huit, aprés plusieurs Conferences tenuës en consequence des mandements iteratifs des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, entre les Conseillers Deputez de l'un & l'autre Quartier pour deliberer sur le partage & égalisation des deux Articles contenus dans l'état de guerre, & autres charges qui par le commun consentement du College des Nobles, & des Villes, doivent être consenties & portées par les susdits Pais, ont été enfin accordées & arretées, par amiable composition entre les Deputez & de la part des Villes du Quartier du Zud d'une part, & les Conseillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord au nom & de la part des Villes dudit Quartier d'autre part, sous l'approbation & Ratification du College des Nobles, & des Villes, & en consequence de la Resolution de L. N. Grandes Puissances du jour d'hier, les choses contenuës dans les Points & Articles suivants.

I. Que

ANS de J. C. 1668.

ken in de navolgende poincten ende Articulen vervat.

I. Dat alle de Posten, Lasten ende Petitien de Provintie van *Holland* ende *West-Vrieslands* in 't gemeen concernerende soo extraordinaris als ordinaris by ghemeen consent van de Ridderschap, Edelen ende Steden van den voornoemden Lande opgenomen ende ingewillight wordende; egeene uytgesondert, voort aen over beyde de voornoemde quartieren gedragen sullen worden nae een vaste quote ende repartitie, te weten, dat in de voorsz Posten, Lasten ende Petitien gesupporteert ende betaelt sal worden by die van den *Zuyder-quartier een en tachtigh ende drie vierendeel*, mitsgaders by die van *West-Vrieslands* ende den *Noorder-quartiere achtien ende een quart in 't honders*, ende dat ter tijden ende wijlen toe na openinge ende examinatie van wederzijdts Boecken, ende de rechte gestaltenis van wederzijdts Finantien in de grondt ingesien zijnde by eenparige resolutien van Ridderschap, Edelen ende Steden van den voornoemde Lande anders sal wesen geordonneert: Tot præstatie ende prompt fournissement van welcke voorsz respective quotes de Gecommitteerde Raden in 't een ende 't ander quartier elck in huo regardt haer in der bester forme verbinden by desen.

II. Dat alle de particulier ende Domesticque lasten van 't een ende 't ander quartier, mitsgaders de los Lijfrenten ende Interessen op de respective Comptoiren, loopende buyten de voorsz verdeelinge, ofte repartitie gelaten, ende voortaen by 't een ende 't ander quartier apart gedragen, ende betaelt sullen worden, sonder dat men daer over den anderen eenighe reeckenschap schuldigh sal zijn, dat oversulcks oock in specie mede by die van *West-Vrieslands* ende den *Noorderquartiere* alleen gedragen ende betaelt sullen worden de *Hoofden*, *Rits-Pael* ende andere *wercken*, aen ende ontrent *Huysduynen* ende den *Holder* successivelijck gemaeckt wordende, voor soo veel de lasten van deselve niet en excederen de somma van *vijf en twintigh duysent* guldens 's jaers, het eene jaer door 't andere gereeckent, maer by soo verre, ende voor soo veel t'eenigen tijde noodigh bevonden soude mogen werden aen de voorsz Wercken meerder dan *vijf en twintigh duysent* guldens in een jaer te kosten te leggen, dat sulcks by haer Ed. Groot Mogende met kenuisse van saecken gedecreteert, ende by de Gecommitteerde Raden in *West-Vrieslands* ende den *Noorder-quartiere* geexecuteert sal worden, ende dat alle 't geene als dan bevonden sal worden aen de voorsz Wercken boven de somme van *vijf en twintigh duysent* Carolus guldens jaerlijcks ('t eene jaer als boven door 't andere gereeckent) te koste geleydt te zijn, als een ghemeene last van de Provintie gereputeert, ende solcks in de voorsz verdeelinge of repartitie mede ghebracht sal werdeoten welcken eynde van de onkosten aen de voorsz wercken gesopponeert jaerlijcks openinge gedaen, ende ter executie van elcke *thien* jaeren daer over geliquideert sal werden, ende by soo verre als dan bevonden soude mogen worden in de verloopene *thien* jaren daer aen meerder dan *twee houdert en vijftigh duysent* guldens te koste geleydt te zijn, dat de voorsz hoogere onkosten, als een gemeene last van de Provintie over beyde de quartieren nae de boven geexpresseerde quote gerepartieert, of andersints de penningen daer toe noodigh over de respective Comptoiren van *Hollands* ende *West-Vrieslands* na de gewoonelijcke proportie genegotieert sullen worden, doch by soo verre bevonden mochte werden in deselve *thien* jaren daer aen minder dan *twee houdert en vijftigh duysent* guldens te wesen gespendeert, dat als dan tot de volgende *thien* jaren gereteseert ende in de liquidatie die t'eynde deselve *thien* jaren wederom staet te geschieden, gebracht sal werden.

III. Ende nademael 't Collegie ter Admiraliteyt in *West-Vrieslands* ende den *Noorder-quartiere* buyten extraordinaris consenten, ende subsidien van Staet van seer weynigh vermogen is, dat mitsdien van nu af aen sal werden vast gestelt, gelijck vast

I. Que tous les Articles, charges & petitions concernantes la Province de Hollande & West-Frise en Général, & ce tant extraordinaires qu'ordinaires qui seront consenties par la Noblesse, les Nobles, & par les Villes du susdit Pais, nulles exceptées, seront portées à l'avenir par les deux susdits Quartiers aprés une ferme quotisation & repartition; sçavoir que dans les susdits Articles, charges & petitions seront portés & payez par le Quartier du Zud quatre vingt & trois quart de cent, & par ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord dix-huit & un quart, jusques à ce que par l'ouverture & examen des livres de part & d'autre, & suivant la juste disposition & état des Finances reciproques il en ait été ordonné autrement par resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes. A quoi faire & promptement fournir les cottes parts respectives les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier s'obligent chacun à leur égard en la meilleure forme.

II. Que toutes les charges particulieres & domestiques de l'un & de l'autre Quartier, ensemble les rentes à vie racheptables & interêts des Comptoirs respectifs, & qui ne seront pas compris dans le partage & repartition ci aprés seront portez & payez par l'un & l'autre Quartier, sans qu'on soit obligé de s'en rendre compte l'un à l'autre; Que ceux des Quartiers de West-Frise & du Nord porteront & payeront seuls les ouvrages des Ports de Mers comme pilotis & autres en dependans qui seront faits de tems en tems à Huysdune & à Helder, pourvû que les charges n'en excedent point annuellement la somme de vingt cinq mil livres, comptant les années l'une parmi l'autre; Et s'il arrivoit que dans quelque tems il fut trouvé necessaire de faire pour lesdits ouvrages une depence excedante lesdits vingt cinq mil livres en un an cela sera decreté par leur Nobles grandes Puissances avec connoissance de cause, & executé par les Conseillers Deputez des Quartiers de West-Frise & du Nord, & que tout ce qui se trouvera exceder pour lesdits ouvrages ladite somme de vingt cinq mil livres carolus par an, l'un compté comme dit est parmi les autres, sera reputé une charge commune des Provinces, & sera raportée dans la susdite division & repartition, auxquelles fins il sera fait tous les dix ans une ouverture & liquidation des depences faites pour lesdits ouvrages, & au cas qu'au bout desdits dix ans il se trouve qu'on ait depensé plus de deux cent cinquante mil livres, l'excedant sera reparti sur lesdits deux Quartiers comme une charge commune des Provinces, suivant la cotisation exprimée ci-dessus, ou autrement que les deniers à ce necessaires seront negotiez sur les Comptoirs de Hollande & de West-Frise suivant la proportion accoûtumée; Mais s'il se trouve que dans les susdits dix ans il ait été moins depencé que deux cent cinquante mil livres, ce moins sera raporté dans la liquidation des dix autres années suivantes & à la fin d'icelles.

*III. Et comme le College de l'Amirauté des Quartiers de West-Frise & du Nord sans les * consentes & subsides extraordinaires de l'Etat n'est pas de grand pouvoir, il sera dés à present comme pour lors arrêté, comme il est arrêté par ces*

* Charges ou impositions auxquelles l'Etat donne son consentement.

pre-

ANS de J. C. 1668.

vast gestelt wordt by desen dat soo wanneer gene extraordinaris subsidien ten behoeve van de Collegien ter Admiraliteyt werden ingewilliight, of oock d'ingewilligde subsidien voor 't contingent van 't gemelte Collegie geen *tachentigh duysent* Caroli guldens in een jaer mochten komen te bedraghen, als dan 't gemelte Collegie om 't selve mede eeniger maten tot behoorlijcke Equipagie bequaem te maecken met de somme van *tachentig duysent* guldens, of met soodanige somme als d'ingewilligde extraordinaris consenten voor 't contingent van 't gemelte Collegie minder dan *tachentig duysent* guldens in een jaer mochte komen te bedraghen tot laste van de gemeene Provintie van *Hollands* ende *West-Vrieslands* gesubsidieert, ende mitsdien de voorsz somme by de masse van de lasten over beyde de quartieren als boven te verdeelen gevoeght, oock vervolgens effective in de voorsz verdeelinge ofte repartitie gebracht sal worden: Alles tot tijden ende wijlen toe by eenparige resolutien van de Ridderschap, Edelen ende Steden van *Hollands* ende *West-Vrieslands* anders sal wesen verstaen: des werdt mede van nu af aen vast gestelt, dat by soo verre, door Godes Zegen, het innekomen van 't voorsz Collegie tot *vijf hondert duysent* guldens jaerlicks ofte daer boven moghte komen t'excresseren, of oock wel dat het selve innekomen door verloop, ofte veranderinge van saecken t'eenigen tijde moghte komen te esgaleren, ofte te surmonteren, het innekomen 't welck het Collegie ter Admiraliteyt op de *Mase* ten selven tijde bevonden sal werden te hebben, in beyde de voorsz gevallen het voorgheroerde extraordinaris subsidie sal komen op te houden, immers dat alsdan uyt krachte van dit verdragh daer toe geene actie meer gebooten sal zyn.

IV. Wijders gemerckt ghedurende den jonghsten Oorlogh tegens *Engelands* het ghemelte Collegie ter Admiraliteyt tot verscheyden tijden, ende doorgaens uyt d'extraordinaris consenten of negotieerde penningen soo veel te weynigh getoucheert heeft als het beloop der voorsz consenten, of de contingente portie in de voorsz Negotiatien over *West-Vrieslands*, ende den *Noorder quartiere* minder bedraegt dan een gerecht *vierde part* in 't geene ten behoeve van de drie Collegien ter Admiraliteyt binnen dese Provintie residerende successivelick is gheaccordeert, 't welck in alle den tijd van den voorsz Engelschen Oorlogh komt te bedragen tot somme van *negen hondert duysent* Caroli guldens, dat over sulcks om 't voorsz. aen 't gemelte Collegie ordentlick te rembourseren de gerechte helfte van dien by de Gecommitteerde Raden in *West-Vrieslands* ende den *Noorder-quartiere* aen 't gemelte Collegie uytgereyckt sal worden; tot het uytvinden van welcke respective helften deselve Gecommitteerde Raden, voor soo veel des noodts zy, by de Heeren Staten in krachte van de approbatie, ende Ratificatie van desen accoorde geauthoriseert; sullen wesen de gerequireerde Negotiatien over de Comptoiten in 't een ende 't ander quartier te mogen uytschrijven, ende dat voorts alle d'achterstallige, ofte onbetaelde schulden van de verloopene jaren in 't een ende het ander quartier respectivelick betaelt sullen werden sonder dien aengaende eenige gemeenschap te maecken, of repartitie te introduceren.

V. Dat door de voorsz veraccordeerde quote, ofte repartitie gene de minste veranderinge gemaeckt sal worden in de gewoonelijcke ende van oudts gebruyckelijcke quote ontrent de Negotiatien op los-Lijfrenten of Interessen, maer dat alle de Capitalen die voorts aen tot voldoeninge van eenige lasten, of gedraege consenten, of oock wel tot een *fonds de reserve* of andersints sullen werden genegotieert over de respective quartieren uytgeschreven, ende by deselve gesurneert sullen werden, als voor henen nae de ghebruyckelijcke quote van *negen en seventigh ende een half* over 't Zuyder-quartier, ende *twintig ende een half* van 't Noorder-quartier.

VI. En

presentes, que quand aucuns subsides extraordinaires ne seront consentis au proffit du College de l'Amirauté, ou que ce consentement de subside ne viendra pas à monter en un an à quatre vingt mil livres pour le contingent du susdit College, alors pour rendre le susdit College, en quelque maniere capable d'un equipage convenable il sera subsidié de la somme de quatre vingt mil livres, ou de quelque autre somme, si l'extraordinaire consentement pour le contingent dudit College, vient à monter en un an à moins qu'à quatre vingt mille livres, & ce à la charge des Provinces de Hollande & de West-Frise; & comme la susdite somme sera jointe à la masse des charges qui devront être divisées entre les deux Quartiers comme dessus, elle sera consequemment effectivement raportée dans la susdite repartition. Le tout jusques à ce que par une Resolution unanime de la Noblesse, des Nobles, & des Villes de Hollande & West-Frise il en soit ordonné autrement. C'est pourquoi il est dès à present comme pour lors arreté, que si par la benediction de Dieu, le revenu du susdit College vient à augmenter annuellement jusques à cinq cent mil livres, ou à plus, ou que ledit revenu par laps de tems ou par le changement des affaires, vienne quelque jour à égaler ou surmonter le revenu que le College de l'Amirauté se trouvera alors avoir sur la Meuse, en l'un & l'autre des susdits cas les subsides extraordinaires susmentionnez viendront à cesser, du moins ne naitra-il aucune action à cet égard en vertu de ce contract.

IV. En outre vû que durant la derniere guerre contre l'Angleterre le susdit College de l'Amirauté a touché en differens tems, des consentemens extraordinaires ou deniers negociez, beaucoup moins que le montant des susdits consentemens ou la portion contingente dans les susdites negociations de West-Frise, & que le Quartier du Nord porte moins que la quatriéme part de ce qui est accordé successivement au proffit des trois Colleges de l'Amirauté Residens dans ces Provinces, ce qui dans tout le tems de la susdite guerre Angloise vient à monter à la somme de neuf cens mille livres Carolus, pour à cet égard rembourser au susdit College ce qui lui manque, la juste moitié en sera comptée au susdit College par les Conseillers Deputez de West-Frise & du Quartier du Nord; pour trouver lesquelles moitiés respectives, lesdits Conseillers Deputez au cas que besoin soit, les Seigneurs Etats, en vertu de l'aprobation & ratification de cet accord seront authorisez de pouvoir ordonner les negociations requises sur les Comptoirs de l'un & de l'autre Quartier, & qu'en outre tous les arrerages & les dettes, non payées, des années echeues dans l'un & dans l'autre Quartier seront payées respectivement, sans qu'à cet égard, il y ait rien de commun, ni qu'on introduise aucune repartition.

V. Que par la susdite cotisation accordée, ou repartition il ne sera fait le moindre changement dans les anciennes cottes & qui sont d'usage à l'égard des negotiations sur les rentes rachetables, ou interêts, mais que tous les Capitaux qui seront ci-aprés negociés pour satisfaire à quelques charges ou consentemens, ou même pour un fond de reserve ou autrement seront fournis par les Quartiers respectifs, comme ci-devant, suivant la cotte accoûtumée de soixante & dixneuf & un demi, pour le Quartier du Zud, & de vingt un demi pour le Quartier du Nord.

VI. Et

ANS de J. C. 1668.

VI. Ende by soo verre het mochte komen te gebeuren, 't gundt Godt Almachtigh genadelijck gelieve te verhoeden, dat West-Vrieslandt door het inbreecken van den bekenden West-Vriesschen Zeedijck moghte komen gheinundeert te werden, dat alsdan mits het gepresupponeert onvermogen van 't gemelte quartier dese conventie sal komen te cesseren, ende een yeder van parthyen contrahenten wederom wesen in sijn geheel, even ende in sulcker voegen als of het jegenwoordige verdragh noyt aengenaem ware geweest.

VII. Dat de Penningen procederende van het middel van 't Dennezout in den Noorder-quartiere gheheven werdende, alhoewel deselve voor henen directelijck ende immediatelijck ten Comptoire van den Ontfanger Generael gebracht zijn, echter voortaen by adveu ende executie van desen contracte in de respective Comptoiren van West-Vrieslandt ende den Noorderquartiere gefurneert werden, ende aldaer verblijven sullen ter dispositie van de Gecommitteerde Raden in den selven quartiere, om nevens anderen tot voldoeninghe van de voorsz lasten ofte petitien voor hare geemployeert te mogen worden.

VIII. Dat het profijt geresulteert, ofte noch te resulteren uyt te gedaene, ofte noch te doene reductie van Renten ende Interessen over de Comptoiren van de Domeynen by goede ende vreedsame tijden, als voor henen ghe-employeert sal worden tot aflossinge van Capitalen over deselve Comptoiren genegotieert, ende in kas by tijden van Oorlogh of andere gelegentheyt haer Ed. Gr. Mog. gheraden souden mogen vinden deselve penningen elders dan tot aflossinghe als boven te laten employeren, dat als dan daer mede niet anders dan gemeene lasten tot verlichtinge van beyde de quartieren betaelt of andersins deselve penningen by 't een ende 't ander quartier na de voorsz beraemde quote geprofiteert sullen worden; ende voor soo veel nu of namaels eenighe middelen over de gantsche Provintie geheven of ingewilligt ende verpacht soude mogen werden, dat het provenu van dien insgelijcks niet anders dan in maniere voorsz tot ghemeene verrightinge gebruyckt, of by 't een ende 't ander quartier na deselve quote geprofiteert sal worden.

IX. Dat soo lange deselve beraemde *quote* of soodanige andere als by een parige Resolutie als boven, in plaetse van dien soude mogen wesen gearresteert by die van *West-Vrieslandt* ende den *Noorder-quartiere* werdt ghedraghen ende voldaen, 't voorsz Collegie ter Admiraliteyt in den selven quartiere sal trecken en genieten het volle *vierde part* van de quote deser Provintie, in alle consenten tot subsidie van de respective Collegien ter Admiraliteyt gedragen werdende, ende dat mits dien het selve Collegie van de Middelen tot de saecken van de Zee geconsenteert, geaffecteert, of wel genegotieert, uyt het Zuyder-quartier sal ontfangen 't gene de voorsz beraemde quote van *achtien ende een quart*, ten aensien van geconsenteerde Middelen, ende het ordinaris van *twintigh en een half*, ten aensien van genegotieerde penningen minder dan 't voorsz volle *vierde part* komt te bedragen.

X. Dat de Gecommitteerde Raden in 't eene ende 't andere Quartier, in krachte van haer Ed. Gro. Mo. approbatie, die op desen Accoorde verwacht ende te ghemoet gesien werdt, geauthoriseert ende gelast sullen zijn, om tot voltreckinghe ende executie van den selven Accoorde, ten spoedighsten eene particuliere verdeelinghe ende repartitie over beyde de Quartieren te maken, soo van alle de Posten in den Staet van Oorloge begrepen, als van alle andere Lasten, de gemeene Provincie concernerende, ende voorts van jaer tot jaer, of t'elckens als dienthalven eenige veranderinge voorhalt, of eenige nieuwe Lasten of Petitien ingewilligt zijn wederom van gelijcke te doen, oock jaerlijcks te liquideren ende vereffenen 't gunt van de gerepartieerde Lasten op 't een of 't ander quartier onbetaelt gebleven, ende *caduc* gevallen, of andersins by d'een

of

VI. Et s'il arrivoit, ce qu'à Dieu tout puissant ne plaise par sa grace, que la West-Frise vint à être inondée par la rupture de sa digue, alors à cause de l'impossibilité que l'on suppose dudit Quartier; cette Convention cessera d'avoir lieu, & chacune des parties contractantes reviendront en leur entier, comme & tout ainsi que si ce present contract n'eut jamais été agréé.

VII. Que les deniers procedant du revenu de Dennezout venant à rehausser dans le Quartier du Nord, quoi qu'ils ayent ci-devant été portez directement & immediatement au Comptoir du Receveur general. Cependant, en execution de ce contract, ils seront cy après fournis dans les Comptoirs respectifs des Quartiers de West Frise & du Nord & demeureront à la disposition des Conseillers Deputez desdits Quartiers, pour être employez avec les autres à satisfaire aux susdites charges & petitions.

VIII. Que le proffit qui est revenu ou qui reviendra encore de la reduction deja faite ou à faire des rentes & interêts dans les Comptoirs des domaines en bon tems & de paix sera, comme ci-devant, employé au remboursement des Capitaux negotiez par lesdits Bureaux; Et au cas que dans un tems de guerre ou autre conjoncture fâcheuse L. N. Gr. Puissances jugeassent à propos d'employer lesdits deniers en autre chose qu'au remboursement susdit, qu'alors on n'en payera que les charges communes pour le soulagement des deux Quartiers, ou qu'autrement on fera proffiter lesdits deniers par l'un & l'autre Quartier suivant la Cotte susdite. Et si à present ou ci-aprés étoient levez ou consentis quelques revenus sur toute la Province, & donnez à ferme, qu'on usera semblablement du provenu comme dit est à l'avantage commun, ou que l'un & l'autre quartier fera proffiter suivant ladite cotte.

IX. Et jusques à ce que la susdite cotte ou telle autre qui par une resolution unanime comme dessus, pourroit être arrêtée, soit portée & satisfaite par ceux des Quartiers du West & du Nord, le susdit College de l'Amirauté desdits Quartiers tirera & jouïra de la quatriéme partie entiere de la cotte de ces Provinces dans tous les consentements de subsides qui sont portez par les Colleges respectifs de l'Amirauté. Et que moyennant ce le susdit College recevra du Quartier du Zud des revenus, consentis, affectez & negotiez pour les affaires maritimes ce à quoi la susdite cotte de dix huit & un quart à l'égard des revenus consentis, & l'ordinaire de vingt & demi à l'égard des deniers negociez, viendra à monter, moins que la susdite quatriéme partie entiere.

X. Que les Conseillers Deputez de l'un & de l'autre Quartier en vertu de l'aprobation qu'on attend que leurs Nobles Grandes Puissances donneront à cet Accord, seront authorisez & chargez pour une execution & accomplissement de cet Accord, de faire au plûtôt une particuliere division & repartition sur les deux Quartiers tant de tous les articles compris dans l'etat de guerre, que de toutes les autres charges qui concerneront les Provinces communes, & ainsi sera fait d'année en année, ou chaque fois qu'il echerra quelque changement, ou qu'il faudra consentir à quelque nouvelle charge, ou petitions, & l'on liquidera & egualisera aussi annuellement ce qui restera à payer des charges reparties sur chaque Quartier, ou qui aura été proffité dans l'une ou l'autre rencontre.

Ain-

ANS de J. C. 1668.

of d'andere toeval geprofiteert soude mogen zijn.

Aldus gedaen, veraccordeert ende gesloоten in 's *Gravenhage*, op den voorsz *een en twintighsten* Joly, *sesthien hondert ach en festigh.* Ende ten oirconde der waerheyt by ons onder geschreven, met onse respective Onderteeckeningen en Signaturen bevestight.

Was geteeckent:

Zuyder-Quartier.	Noorder-Quartier
A V. Bouckhorst.	*Lucas van Neck.*
J. Van Beveren.	*Nicolaes Teengs.*
C. Gravesteyn.	*Pieter Bording.*
A. van der Goes.	*Adriaen Sevenhuysen.*
P. V. Swanenburg.	*Claes Admirael.*
Gerard Hasselaer.	*R. de Brouwer.*
Johan Pesser.	*D. V. Foreest.*
Adriaen Boxel.	*J. V. Foreest.*
H. V. Arckel.	
Herbert van Beaumont.	
Simon van Beaumont.	

Johan de Wit.

sestien hondert acht en festigh.

Ainsi fait, accordé & conclu à la Haye le susdit vingt & unième Juillet mil six cens soixante huit. En témoin de la verité nous sousignez avons confirmé ces presentes de nos signatures respectives.

Etoit signé

Quartier du Zud.	*Quartier du Nord.*
A. V. Bouckhorst.	Lucas van Neck.
J. van Beveren.	Nicolaes Teengs.
C. Gravesteyn.	Pierre Bording.
A. van der Goes.	Adriaen Sevenhuysen.
P. V. Swanenburgh.	Claes Admirael.
Gerard Hasselaer.	R. de Brouwer.
Jean Pesser.	D. V. Foreest.
Adriao Boxel.	J. V. Foreest.
H. V. Arckel.	
Herbert van Beaumont.	
Simon van Beaumont.	

Jean de Wit.

mil six cens soixante huit.

LXXXVI.

ANS de J. C. 1669.

FRANCE ET COLOGNE.

Traité d'Alliance, entre LOUIS XIV. *Roi de France, & Maximilien Henry de Baviere; Prince Electeur de* COLOGNE. *Conclu à Paris le* 16. *Février,* 1669. Frederic. Leonard. Tom. III.

SA Majesté Tres-Chrestienne ayant éprouvé lea avantages qui provenoient de l'Alliance du Rhio pour le bien & le repos de toute l'Allemagne, & la prosperité & le profit de ses propres Estats, aprés avoir fait connoître au Serenissime Electeur de Cologne, le desir qu'elle avoit de rester dans cette Alliance, avec les mesmes Princes avec lesquels elle avoit esté concluë, & mesme de la proroger encore pour quelques années, & avoir témoigné qu'attendu qu'il se trouvoit de la part de quelques-uns des difficultés que sa Majesté oe pouvoit surmonter, Elle estoit encore preste de la renouveller avec ceux à qui elle seroit agreable. Et d'autre part son Altesse Electorale n'ayant pas moins reconnu les avantagea que cette Alliance avoit apporté pour le bien de toute la Chrestienté, pour la sureté de l'Empire, & pour le profit particulier de tous les Princes qui la composoient; & ainsi souhairant de la maintenir & de la conserver, tant pour ces raisons que pour donner au Roi des marques de son amitié & de sa reconnoissance. Sa Majesté Tres-Chrestienne a donné au Sieur de Lionne, Ministre & Secretaire d'Estat; Et son Altesse Electorale de Cologne au Prince Guillaume de Furstemberg, Ordre & plein-Pouvoir de s'assembler, & les ont establis leurs Plenipotentiaires, lesquels sont convenus des Articles suivans.

PREMIEREMENT. Son Altesse Electorale sera toûjours preste de renouveller ladite Confederation, toutes les fois que les autres Princes qui en sont les membres, ou tous, ou quelques-uns d'entr'eux y donneront leur consentement, Elle promet de plus à sa Majesté que quand trois, ou du moins deux Princes d'Allemagne voudront faire une nouvelle Alliance avec sa Majesté, à peu prés de même nature que celle-cy, son Altesse Electorale y donnera les mains aux memes conditions.

II. Sa Majesté aussi pour donner de sa part au Serenissime Electeur, des marques de sa bienveillance & de son amitié, luy fournira du secours contre tous les Princes, qui sous quelque cause & pretexte que ce soit l'attaqueront.

III. A cet effet sa Majesté n'estant presentement embarassée d'aucune Guerre, envoyera au susdit Electeur, pour s'en servir en quelle maniere, qu'il luy plaira, huit Compagnies du Regiment de Furstemberg, comme il est porté par le Traité fait avec le Prince Guillaume de Furstemberg.

IV. Et en cas que le susdit Electeur eût un juste sujet de craindre que ses Estats ne fussent envahis par un ou plusieurs Princes oo Estata ses ennemis, sa Majesté en estant requise, luy envoyera jusqu'à cinq mil Hommes de pied & deux mil Chevaux, selon le nombre que son Altesse Electorale jugera luy estre necessaire, lesquels sa Majesté entretiendra à sa solde, sans que le susdit Electeur soit obligé de leur fournir autre chose que le couvert: & sa Majesté aura soin que la Discipline Militaire soit exactement observée parmi eux dans les lieux de leur sejour, afin qu'ils ne soient point à charge aux Sujets de son Altesse. Sa Majesté ne consentira & ne permettra point qo'ils soient les premiers à commencer la Guerre, & à commettre les premiers actes d'hostilité contre qui que ce soit, même qu'elle les rappellera en France à la premiere requisition de son Altesse Electorale. Sa Majesté de plus donnera ordre, que tant les simples Soldats que les Officiers & Commandans soient soumis à soo Altesse, & à ses ordres en tout & par tout, & pour plus grande seureté qu'ils presteront serment de fidelité entre les mains de son Altesse Electorale & de son Chapitre Metropolitain, pour le temps qu'ils resteront à son service; de maniere que Monsieur l'Electeur ne sera obligé que de leur fournir le couvert, s'obligeant neanmoins d'avertir sa Majesté de leur retour en France, six semaines avant leur depart, & de leur fournir le necessaire pour leur voyage, & de leur procurer de tout son pouvoir la seureté de leur passage en France.

V. Que s'il arrivoit par hazard qu'on envahit les Estats du susdit Electeur, & qu'il eût besoin d'un plus grand nombre de Troupes que des deux mil Chevaux & des cinq mil Hommes de pied cy-dessus mentionnez, sa Majesté luy en fournira volontiers encore pareil nombre, c'est-à-dire, deux mil Chevaux & cioq mil Fantassins, que son Altesse entretiendra à sa solde, moyennant un subside de 10000. écus de France, que sa Majesté luy fera payer exactement à la fin de chaque mois, & sa Majesté ne rappellera point les susdites Troupes, ni ne retranchera point le susd. subside, que son Altesse Electo-

ANS de J. C. 1669.

Electorale n'ait conclu une Paix ferme & entiere avec ses Ennemis.

VI. Le Cardinal Mazarin, d'heureuse memoire, ayant promis à son Altesse Electorale d'obtenir du Roy pour Elle douze pieces de Canon, & sadite Altesse ne les ayant pas encore reçû, sa Majesté luy promet comme Elle s'y oblige par un écrit à part de sa main, de les remettre à Metz ou à Brisac, au Commissaire ou autre Officier qui y sera envoyé par son Altesse Electorale, pour les y recevoir quand il luy plaira.

VII. En cas qu'on renouvellat le Traité de l'Alliance du Rhin, ou que sa Majesté en fit une semblable avec quelques Princes d'Allemagne, ou mesme avec son Altesse Electorale, sa Majesté ne sera plus obligée d'observer les conditions cy-dessus mentionnées, & tout ce present Traité sera censé nul, exceptez les troisiéme & quatriéme Articles qui concernent les huit Compagnies du Regiment de Furstemberg, & les douze pieces de Canon, que sa Majesté sera obligée de fournir en tout cas à son Altesse Electorale, en la forme & maniere cy-dessus dite. Ces presens Articles ont esté arrestez par le Sieur de Lionne, en vertu du plein Pouvoir qu'il en a reçû de S. M. & par le Prince Guillaume de Furstemberg, en vertu du plein Pouvoir de son A. E. dont ils se sont reciproquement promis de fournir les ratifications dans le terme de quinze jours, à compter du jour de la datte des presentes. En foy de quoy ils ont signé ledit Traité, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Paris le seiziéme Février 1669.

LXXXVII.

ANS de J.C. 1669.

HOLLANDE ET ZELANDE.

Traité & Accord entre les Etats des Provinces de HOLLANDE *& de* WEST-FRISE, *d'une part, & les Etats de la Province de* ZELANDE, *d'autre au Sujet de la Justice; avec l'enregitrement d'icelui. Fait la Haye le 7. Juin*, 1669. Mercure Hollandois, de 1669. pag. 63.

I. IN den eersten, is tusschen de hoog-gemelte Heeren Staten van d'eene en d'andre Provintie, na verscheyde gehoudene Conferentien en Communicatie, veraccordeert en vast gestelt, gelijck vast ghestelt wort by desen, dat de Jurisdictie die den President en Raden van den Hove tot noch toe mede over de Provintie, Steden en Ingesetenen van Zeelant hebben gebad en geexerceert, volgens de originele Instructie, mitsgaders de Accorden en verdragen daer op gemaeckt, vortaen geheelijck sal cesseren en ophouden; en dat dien volgende Staten, Steden, en Ingesetenen van Zeelant, in het toekomende voor de voorsz Hoven in geenderhande wijse betreckelijck, aensprekelijck of causabel sullen wesen, maer dat het voorsz. Hof soo in Jurisdictie als in 't aenstellen van den President, Raden en Ministers, met den gevolge en aenkleven van dien, alleen sal staen onder 't gesagh en de dispositie vande Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslant.

II. Dat de Onderdanen en Ingesetenen van Zeelant by provisie, en ter tijt toe anders sal wesen geordonneert sullen blijven, en voor soo veel desnoot zy, op nieus gestelt worden, gelijck de selve gestelt worden by desen, onder 't ressort en de Judicatuyre van den Hoogen Raet, onder de Conditien, restrictien ende limitatien vervat in de voorgaende Verdragen van de Jaren 1587. en 1596. mitsgaders in het provisioneel Accord van den Jare 1607. voor soo veel het selve op den voorsz. Hoogen Raet geappliceert kan werden; en dat dien volgende in specie van alle Sententien, gewesen by de Heeren Gecommitteerde Raden van Zeelant, als representerende Burch-Grave en Leenmannen van de selve Provintie, mitsgaders by de Gerechten van de Steden, en van het platte Lant van Zeelant, daer van voor desen aen het Hof is geappelleert geweest, directelijck ende immediatelijck sal werden gereformeert ofte geappelleert aen den voorschreven Hoogen Raet alleen.

III. Ende nademael de Staten, Steden en Quartieren van Hollant en West-Vrieslant jegenwoordig ter eerster instantie voor het Hof van de selve Provintie mogen werden geconvenieert, en dat van de Sententien by 't voornoemde Hof daer over ghewesen, aen den Hoogen Raet mach werden geappelleert: Dat derhalven oock die Staten, Steden en Quartieren van Zeelandt ter eerster instantie sullen moghen wer-

LXXXVII.

ANS de J.C. 1669.

HOLLANDE ET ZELANDE.

Traduction de ce Traité.

I. PRemierement a été, entre les susdits Seigneurs Estats de l'une & de l'autre Province accordé & arreté, comme il est arreté par ces presentes, apres plusieurs conferences & communications que la Jurisdiction, que les Président & Conseillere ont eu jusques à present sur les Provinces, Villes, & habitans de Zelande, suivant l'instruction originele, ensemble les Accords & Traitez faits à cet égard cesseront dorénavant entierement, & qu'en consequence les Etats, Villes & Habitans de Zelande, ne seront point appellables ni ne pourront être tirez en cause en aucune maniere pardevant ladite Cour; mais que ladite Cour tant à l'égard de la jurisdiction, comme à l'égard de l'installation des Président, Conseillers & Ministres & tout ce qui en depend, demeurera seulement à la disposition, & authorité des Seigneurs Estats de Hollande & de West-Frise.

II. Que les Sujets & Habitans de Zelande, demeureront par provision, & jusques à ce qu'il en soit autrement ordonné, & si besoin est seront remis de nouveau, comme ils le sont par ces presentes, sous le ressort & jurisdiction, du grand Conseil, sous les conditions, restrictions, & reserve contenus dans l'Accord precedent des années 1587. & 1596., & dans l'Accord provisionel, de l'an 1607. entend qu'il peut être applicable au susdit grand Conseil; & qu'en consequence on appellera au susdit grand Conseil directement & immediatement de toutes les sentences rendues par les Seigneurs Conseillers Deputez de Zelande, comme representans le Burgrave & Seigneurs Feodaux de ladite Province, ensemble par les juges des Villes & du plat Pais de Zelande, dont on a cy-devant appellé à la Cour.

III. Et comme les Etats, Villes & Quartiere de Hollande & West-Frise, sont appellez presentement en premiere instance pardevant la Cour de ladite Province, & qu'on peut appeller des sentences sur ce rendues par ladite Cour au grand Conseil, que pour cette cause aussi les Estats, Villes, & Quartiere de Zelande pourront être tirez en premiere instance pardevant le grand Conseil, ou pardevant tels juges que les Seigneurs Etats

werden betrocken voor den Hoogen Raet, of wel soodanighen Rechter als de Heeren Staten van Zeelandt daer toe namaels mochten goet vinden in de eerste instantie te ordonneren: Des dat in 't voorsz laeste cas van de Sententien by soodanighen Rechter gewesen, mede aen den Hoogen Raet in maniere voorsz. sal mogen werden geappelleert; ende is hier op expresselijck verklaert, dat, voor soo veel hier boven van de Staten van d'eene en d'andere Provintie wert gesproocken, 't selve niet anders te verstaen is, of geduyt sal werden, dat ten respecte van saken, in de welcke de selve *privatorum loco* geacht en gehouden moeten werden.

IV. Den President en Raden van den voorsz. Hoogen Raet sullen geen besoignes hebben of houden, dan ter presentie van alle de Raden, soo uyt d'eene als d'andere Provintie *in loco* present zijnde, of immers daer toe behoorlijck bescheyden wesende, volgens en in conformitè van der selver Instructie, sonder dat aen de Raden uyt d'eene Provintie apart en met seclusie van die van d'andere Provintie, eenighe saken gedefereert, veel min by deselve verhandelt of getermineert sullen mogen werden, uytgenomen alleen, dat de criminele saecken, die van den Hove by Appel ofte reformatie aen den Hoogen Raet souden mogen werden gebracht, sullen staen ter kennisse en judicatuere van den President en Hollantse Raden; gelijck mede de Heeren Staten van Zeelant de vrijheyt sullen hebben, om de kennisse en judicature van het Crimineel in haer Provintie vallende, dat appellabel of provocabel is, te defereeren aen den voorsz. President en Zeeuwse Raden, mitsgaders den Griffier *Yman Cauw*, en soodanige andere, die sy souden mogen goet vinden, daer by te voegen: Sullende alle andere saecken, die tot noch toe van wedersijden aen den Hoogen Raet appellabel of provocabel sijn geweest, soo wel in Hollant en West-Vrieslant, als in Zeelant voorvallende, geene uyt-gesondert, gelijck nock de Dominiale saeken, by Appel of reformatie aen den Hoogen Raet werden gebracbt: En voor so veele de Heeren Staten van Zeelant eenige saken, 't zy in de eerste instantie, 't zy in cas d'Appel, van de judicature van den vollen Hoogen Raet jegenwoordig, volgens de voorsz. Verdragen onthouden, of namaels noch souden mogen af-raecken, dat het aen de Heeren Staten van Hollandt en West-Vrieslant vry sal blijven de selve saken in haren reguarde door den President en Hollantse Raden aldaer te laten berechtenen ende termineren.

V. Dat in alle saken, in de welcke ghescil is tusschen Partyen, waer van d'eene, het zy *Actor* of *Reus*, is Hollants, ende de andere Zeeus, noch de Heeren Staten van d'eene, noch de Heeren Staten van d'andere Provintie, yets afsonderlijck aen den Hoogen Raet sullen mogen gebieden of verbieden, maer dat de twee Provintien ten aensien van soodanige saken, alleenlijck sullen hebben en mogen exerceren een gemeene en concurrerende dispositie, en dat dienvolgende oock *illis casibus* den voornoemden Hoogen Raet niet sal hebben te pareren eenigh bevel of verbot, dan by beyde de Provincien te samen gegeven werdende.

VI. Dat de Heeren Staten van Zeelant, ten aensien van twee Zeeuse Partyen, soo wel als de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant, ten aensien van twee Hollandtze partyen, sullen hebben en mogen exerceren de vrye faculteyt, om dien aen-gaende sodanigh te disponeren, gebieden en verbieden, selfs oock met aftreckinge of verminderinghe van Jurisdictie, als de selve ten meesten dienste van hare Provintie oorbaerlijck achten sullen.

VII. Dat 't getal van de Hollantze en Zeeuze Raeden in den Hoogen Raet sal werden gebracht en gehonden in de selve Proportie, als het Hof is gecomposeert geweest, namelijck, dat de Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslandt in den voorsz. Hoogen Raet voortaen sullen mogen stellen de nom-

Etats de Zelande trouveront bon d'ordonner à ce sujet en premiere instance; C'est pourquoi en cedit dernier cas on pourra aussi appeller au grand Conseil, en la maniere que dessus, des sentences rendues par de tels juges; Et est à cet égard expressément declaré, que ce qui est dit ci-dessus, des Etats de l'une & de l'autre Province, ne s'entend autrement qu'à l'égard des affaires dans lesquelles, ils ne doivent être reputez & tenus que privatorum loco.

IV. Les President & Conseillers du susdit grand Conseil ne feront aucune affaire qu'en presence de tous les Conseillers, qui de l'une & de l'autre Province seront presens in loco, ou du moins apellés suivant & en conformité de leur instruction, sans qu'il puisse être deferé aucune affaire aux Conseillers de l'une des Provinces à l'exclusion de ceux de l'autre, & encore moins qu'il puisse par eux être rien traitté ni terminé, excepté seullement que les affaires criminelles qui seront aportées par appel ou reformation de la Cour au grand Conseil seront de la connoissance & jurisdiction des President & Conseillers Hollandois; Comme pareillement les Etats de Zelande auront la liberté de deferer aux susdits President & Conseillers de Zelande, ensemble au Greffier Yman Cauwe & tels autres qu'ils trouveront à propos de s'adjoindre la connoissance & jugement au Criminel qui echerra dans leur Province, & dont il poura être appellé; toutes les autres affaires dont on a pû appeller jusques à present de part & d'autre au grand Conseil, & qui échent tant en Hollande & West-Frise qu'en Zelande, nulles exceptées, comme aussi les affaires concernant les domaines, seront évoquées par appel ou reformation au grand Conseil; Et si les Seigneurs Etats de Zelande venoient à retenir presentement quelques affaires de la Jurisdiction du grand Conseil, soit en premiere instance soit en cas d'appel suivant les susdits Traitez, il sera libre aux Etats de Hollande & de West-Frise de faire juger & terminer lesdites affaires à leur égard par les President & Conseillers de Hollande.

V. Que dans toutes les affaires où il y aura different entre des parties dont l'une, soit demandeur ou deffendeur, sera de Hollande & l'autre de Zelande, les Seigneurs Etats de l'une ni de l'autre Province ne pouront ordonner ou deffendre aucune chose au grand Conseil. Mais que les deux Provinces à l'égard de telles affaires, en auront seullement une disposition commune, & qu'en consequence aussi dans ces cas le susdit grand Conseil deferera aux ordres & deffences qui seront donnez par les deux Provinces conjointement.

VI. Que les Seigneurs Etats de Zelande à l'égard de deux Parties Zelandoises, aussi bien que les Etats de Hollande & de West-Frise, à l'égard de deux parties Hollandoises, auront & exerceront la libre faculté pour en disposer tellement à cet égard, ordonner & deffendre, même avec distraction & diminution de Jurisdiction, qu'ils jugeront être le plus utile à leurs Provinces.

VII. Que le nombre des Conseillers Hollandois & Zelandois dans le grand Conseil sera reduit & tenu, en la même proportion dont la Cour a été composée; sçavoir que les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise pouront dorenavant mettre le nombre de huit Conseillers, & les Seigneurs Etats de Zelande le nombre

ANS de J. C. 1669.

nombre van acht Raden, en de Heeren Staten van Zeelant daerinne behouden 't getal van drie Raden, den President in het een of 't ander getal niet gerekent, als zijnde en sullende werden verkooren by beyde Provintien gelijckelijck, in manieren hier na breeder verklaert, sonder dat het voorsz getal van Raden van de eene of van de andere sijde verder sal moghen werden geaugmenteert, noch oock aen d'eene of d'andere Provintie eenige diminutie tegens haer wille gevercht: Sullende de Tractamenten van die drie Zeuze Raden voortaen werden versorght ende betaelt by de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant, ter somme van seven duysent guldens Jaerlickx, volgens soodanige distributie, als by de Heeren Staten van Zeelandt sal werden geordonneert; en de Raden by d'eene en d'andere Provintie verkoren, na dat yder van de selve in sijn reguard goet duncken sal, sonder dat het van nooden sal weesen eenige verklaringe van aengenaemheyt daer over by den Hoogen Raet te doen, die niet te min de vryheyt gelaten wert, om by afsterven van yemandt van de Raden, eenige bequame en gequalificeerde Persoonen voor te slaen, daer op de respective Provintien, yder in den sijnen de noodige reflexie sullen konnen nemen.

VIII. Dat, so wanneer de Presidents of Griffiers-Plaetze van den Hoogen Raet sal komen te vaceren, een nieuwe President of Griffier sal werden gekooren by beyde Provintien, volgens het Verdrach dienthalven den Jare 1596. ghemaeckt, op den voet en maniere als het selve jongst den 15. Mey 1655. ten regarde van den jegenwoordigen President is gepractiseert, namentlijck, dat de Heeren Staten van Zeelant na ontfangen notificatie van het overlijden van den President ofte Griffier voornoemt, door de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant by Missive versocht sijnde, haer in 'sGravenhage te willen vervoegen, om gesamentlijck tot d'Electie van een nieuwen President of Griffier te procederen, sich ten dien fine aldaer sullen laten vinden teghens den dagh in de voorsz Missive te exprimeren, ofte by ongelegentheyt en empechement op soodanigen anderen dagh, als sulckx met haer commoditeyt best en gevoeghlickst sal konnen geschieden, die in allen gevalle sal moeten werden ghenomen binnen den tijdt van drie maenden, te rekenen van den dagh af dat de voorsz Notificatie by haer sal wesen ontfangen; welcke voorsz tijt soo by d'eene als by d'andere Provintie sal moeten werden waer genomen, op pœne dat by gebreecke van dien, en de voorsz drie maenden overstrecken zijnde, den President ofte Griffier sal werden verkoren by de Heeren Staten van de Provintie alleen, die haer daer toe binnen den selven tijt als boven sal hebben ingestelt, ende dat hy dienvolgende oock op Commissie van de selve Provintie alleen in de possessie van sijnen Staet gestelt en ontfangen sal werden: En sullen de hoog-gedachte Heeren Staten in de voorsz actie haer Sessie nemen aen een langhe Tafel, ten dien fine in de Vergader-Plaetze van de Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslant te approprieren, daer van de hoog-gem. Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslant tot haer keuse nemen en occuperen sullen de eene zijde, en de Heeren Staten van Zeelandt d'andere zijde, en vervolgens procederen tot de voorsz Electie, by versamelinge van Billetten, in sulcker voegen, dat yder Lidt op een Billet sal stellen sijn eygen naem of qualificatie, en daer onder de Persoon, die het selve Lidt tot bekleedinge van het vaceerende Ampt sal willen stemmen: Sullende de voorsz Billetten van de Leden van de eene en d'andere Provintie by der selver respective Ministers, yder in sijn reguard in een Back of Comme apart gecollecteert, en sulckx gedaen sijnde, de Billetten, soo van d'eene als d'andere, door de voorsz. Ministers te samen gebracht en onder den anderen gemengt werden, en voorts de voorsz. Billetten op de voorsz. Tafel gelegt, en ghetelt sijnde, of oock het juste getal van Billetten behoorlijck

bre de trois, le President en l'un ou l'autre nombre non compris, comme étant & devant être élu par les deux Provinces également, en la maniere ci-aprés plus amplement declarée; sans que le nombre desdits Conseillers puisse être augmenté d'un ou d'autre côté, ni qu'il en puisse être faite aucune diminution à l'égard de l'une ou l'autre Province contre sa volonté, & les gages des trois Conseillers Zelandois seront dorenavant payez par les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, moyennant la somme de sept mil livres annuellement, suivant la distribution qui sera ordonnée par les Seigneurs Etats de Zelande; Et les Conseillers seront élûs par l'une & l'autre Province, comme chacune à son égard le jugera à propos, sans qu'il soit besoin d'avoir là dessus l'agrément du grand Conseil qui neanmoins, en cas de decés de l'un desdits Conseillers, aura la liberté de proposer une personne de qualité requise, surquoi les Provinces respectives feront les reflexions qu'elles jugeront necessaires.

VIII. Que quand la charge de President ou de Greffier du grand Conseil viendra à vaquer, le President ou Greffier sera élu par les deux Provinces, suivant l'accord fait à ce sujet en l'an 1596. sur le pied & suivant la maniere qu'il a depuis été prattiqué, sçavoir le 15. Mai 1655, à l'égard du President d'apresent; sçavoir que les Seigneurs Etats de Zelande aprés qu'on leur aura notifié la mort du President ou Greffier susdit, & qu'ils auront été requis par Lettres des Etats de Hollande & de West-Frise de se rendre à la Haye pour proceder ensemblement à l'Election d'un nouveau President ou Greffier, ils s'y rendront au jour qu'on aura exprimé dans la Lettre, ou en cas d'incommodité ou empêchement à tel autre jour qu'ils trouveront le pouvoir faire pour le mieux, lequel jour en tout cas se devra prendre dans le tems de trois mois, à compter du jour qu'ils auront reçu ladite notification, lequel tems devra être observé par l'une & l'autre des Provinces, à peine, au deffaut de ce & lesdits trois mois étant passez, que ledit President ou Greffier sera élû par les Seigneurs Etats de la Province seule qui se seront rendus dans ledit tems, & qu'aussi il sera reçu & installé dans sa charge sur la Commission de ladite Province seule. Et lesdits Seigneurs Etats pour ledit acte prendront leur seance allentour d'une table longue qu'on appropriera dans le lieu de l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise dont les Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise occuperont un côté à leur choix & les Seigneurs Etats de Zelande l'autre, & ensuite procederont à ladite Election par Billets, en sorte que chaque Membre mettra sur un billet son propre nom ou qualité & au dessous la personne à qui ledit membre donnera sa voix pour être revêtu de ladite charge. Et les susdits billets des Membres de l'une & l'autre Province seront par les Ministres respectifs d'icelles recueillis chacun à son égard dans un vase ou tenelle à part, ce qui étant fait les billets des uns & des autres seront mis & melez ensemble par les susdits Ministres; & ensuite les susdits billets étant mis sur la table, & le nombre convenable se trouvant juste, le Ministre de Hollande prendra lesdits billets l'un aprés l'autre, les ouvrira & ensuite les mettra entre les mains du Ministre de Zelande pour être par lui lû & prononcé le nom de celui qui y sera écrit, pendant laquelle Lecture le Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise, comme aussi le Secretaire des Seigneurs Etats de Zelande, s'il est aussi present, écriront & declareront de quelle maniere les voix se seront données, & sur quelle personne l'Election sera tombée le tout sous tel acte de non prejudice que ci-devant & nottamment a été donné aux Seigneurs Etats de Zelande en la susdite année 1655.

lijck by den anderen gevonden wert, sal den Minister van Hollant billet voor billet opnemen, openen, ende vervolgens leveren in handen van den Minister van Zeelant, om by de selve opgelesen en de in-geschreven naem gepronuncieert te werden; geduyrende welcke oplesinge, den Secretaris van de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslandt, als mede den Secretaris van de Heeren Staten van Zeelant, indien de selve oock present is, aenteyckeninge doen, en vervolgens verklaren sal, in wat voegen de Stemmen sullen sijn gegaen, en op wat Persoon dienvolgende de Electie sal wesen gevallen, alles onder soodanigen actie van non-prejudicie, als voor desen, en noch jongst in den voorsz Jare 1615. aen de Heeren Staten van Zeelant is gegeven geweest.

IX. Alle vorgaende Accorden en Verdragen, de Justitie concernerende, voor soo veel daer aen by desen niet en wert gederogeert, sullen blijven in haer geheel, doch alleenlick applicabel wesen op des Hoogen Raet, die sich vervolgens nae den inhoude van de voorsz. Accorden en Verdragen sal hebben te reguleren.

X. Alles by provisie en met conditie, dat by soo verre d'eene of d'andere Provintie haer in tijden en wijlen by desen Accorde in 't generael of particulier bevonden beswaert, men deshalven met den anderen sal komen in communicatie, ende in cas de voornoemde Provintien, wedersijds redenen gehoort en ingenomen sijnde, met den anderen niet konden accorderen, dat alsdan de respective Provintien daer van sullen mogen scheyden, ende blijven op haer geheel, ghelijck sy waren voor dato van 't provisioneel Accord van den Jare 1607.

XI. Aldus veraccordeert ende geslooten tusschen Gedeputeerden van de Heeren Staten van Hollant en West-Vrieslant ter eenre, en de Gedeputeerden van de Heeren Staten van Zeelant ter andere sijde, met wedersijts belofte, dese, elck by de hoogh-gemelde Heeren Staten haer Committenten te sullen doen aggreeren, en daer op behoorlijcke Ratificatie uytwisselen, binnen den tijdt van 6. weecken oft twee maenden uytterlijck, t'Oirkonde deses sijn hier van gemaeckt en ten wedersijden behoorlick onderteeckent, twee eensluydende Insttumenten, in 's Gravenhage den sevenden Junii Anno sestien hondert negen en 't sestig.

In den naem en van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Hollant ende West-Vrieslant, daer toe by deselve specialijck geauthoriseert. En was onderteyckent	In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Zeelandt, daer toe by de selve specialijck geauthoriseert. Ende was onderteyckent
JOHAN DE WIT, (L.S.)	PR. DE HUYBERT. (L.S.)

NAdemael door 't Verdrach tusschen de Heeren Staten van Hollandt ende West-Vrieslant ter eenre, en de Heeren Staten van Zeelant ter andere zijde, huyden gesloten, van difficilder executie schijnt gemaeckt te werden de genegentheyt, die d'eene of d'andere Provintie voor heenen gehadt heeft, jegenwoordig noch soude mogen hebben, ofte oock naemals konnen krijgen, tot combinatie van beyde de Hoven van Justitie; ende dat nochtans de meyninge niet en is door het tegenwoordige Verdrach de selve combinatie of te advanceren of te ruch te setten, soo wert by desen wel expresselijck verklaert, dat beyde de Provintien onaengesien desen Accorde, dienthalven blijven behouden, gelijcke vrijheydt van deliberatie en naerder Verdrach, als haer voor dato deses heeft gecompeteert, sonder dat uyt dit Accord oyt of oyt eenige illatie gemaeckt, of argumentatie geformeert sal mogen werden, om de voorsz combinatie te promoveren, of te reculeren. Aldus gedaen ende gepasseert tusschen Gedeputeerden van d'eene of d'andere Provintie, in 's Gravenhage, met beloofte van Ratificatie,

als

IX. Tous les Accords & Traitez precedens concernant la Justice, pourvû qu'il n'y soit point derogé par ces presentes, demeureront en leur entier. Mais ne seront seullement applicables au grand Conseil qui aura à se régler suivant le contenu desdits Accords & Traitez.

X. Le tout par provision & à condition que si l'une ou l'autre des Provinces se trouve ci-aprés en général ou en particulier lesée par cet Accord, on se communiquera de part & d'autre les raisons qu'on aura, & au cas que lesdites Provinces-Unies, raisonnis oes de part & d'autre elles ne se pussent accorder, qu'alors lesdites Provinces respectives pourrent se separer, & demeureront en leur entier, comme elles étoient avant l'Accord provisionel de l'an 1607.

XI. Ainsi accordé & conclu entre les Deputez des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise d'une part & les Deputez des Seigneurs Etats de Zelande d'autre avec promesse reciproque de faire chacun agréer ces presentes par les Seigneurs Etats qui les ont commis, & d'en échanger les ratifications convenables, dans le tems de six semaines ou deux mois au plus; En temoin dequoi ont des presentes été faits deux instrumens de même teneur, a la Haye le 7. Juin 1669.

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & de West-Frise à ce specialement par eux authorisez, Etoit signé,	*Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce specialement authorisez par eux, Etoit signé,*
Jean de Wit. (L.S.)	Pr. de Huybert. (L.S.)

COmme par le contract conclu ce jourhui entre les Seigneurs Etats de Hollande & West-Frise d'une part & les Seigneurs Etats de Zelande d'autre part, semble rendre plus difficile l'execution du penchant que l'une & l'autre des Provinces ont eu ci-devant, qu'ils auroient encore à present, & qu'ils pouroient avoir ci-aprés pour la combinaison des deux Cours de Justice; Et que neantmoins l'intention n'est pas, que par le present Traité ladite jonction soit avancée ni reculee; il est expressément declaré par ces presentes, que les deux Provinces, sans avoir égard a cet accord, demeureront en la liberté de pouvoir déliberer & convenir plus expressément, qu'ils ont eu ci-devant, sans qu'on puisse rien inferer de cet Accord, ou tirer aucun argument, qui puisse avancer ou reculer ladite jonction. Ainsi fait & passé à la Haye entre les Deputez de l'une & de l'autre Province, avec promesse de Ratification comme dans le susdit Accord, le 7 Juin 1669.

Au

ANS de J. C. als in de voorsz Accorde, den 7. Juny 1669.

1669. In den naem en van wegen de gesamenslijcke Heeren Gedeputeerden van Hollant en West-Vrieslant, daer toe by de selve specialijck was geauthoriseert. Was ghereykent,

Johan de Wit (L.S.)

In den naem ende van wegen de gesamentlijcke Heeren Gedeputeerden van Zeelant, daer toe by de selve specialijck geauthoriseert. Was ghereykent,

Pr. de Huybert. (L.S.)

Ratificatie van de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant.

DE Staten van Hollant ende West-Vrieslandt, *Doen te weten*, Dat wy gesien, rijpelijck geexamineert ende geconsidereert hebbende het Verdrach, op den 7. Juny deses loopende Jaers 1669. getroffen tusschen Gecommitteerden uyt het midden van den Onsen, en de Heeren Staten van Zeelandt met sekere acte van non prejudice, reflecterende op de combinatie van beyde de Hoven van Justitie, soo als het selve hier nae van woort tot woort staet geinsereert.

Fiat insertio.

Ende nademael Wy bevinden den inhouden van dien conform onse goede meeninge ende intentie, en oordeelende dat al het selve sal strecken voor den dienst, ruste ende luyster van beyde de Provintien, als mede tot handhavinge en vordetinge van de oude ende vertroude Vrientschap ende goede correspondentie tusschen de selve en wedersijts Interessen. *SOO IST*, dat wy het vorseyde Verdrach in allen deelen, Poincten en Articulen, hebben goet ghevonden, geapprobeert en geratificeert, vinden goet, approberen en ratificeren het selve mits desen; Beloovende allen den Innehoude van dien onverbrekelijck te sullen naekomen, en observeren, doen naekomen en observeren, sonder eenigh belet, of infractie ter contrarie; en tot meerder verseeckeringe van dien, hebben wy desen met onsen Grooten Zegel hier aengehangen, doen zegelen, en door onsen Secretaris doen teekenen op den 20. July des Jaers onses Heeren en Saligmakers 1669. Was geparapheert,

Johan de Wit. vt.

Lager stont, Ter Ordonnantie van de Staten,

En geteeckent,

Herbt. van Beaumont.

Ratificatie van de Heeren Staten van Zeelant.

DE Staten van den Lande ende Graefflickheyt van Zeelant, Allen den geenen die desen sullen sien of hooren lesen, saluyt. *Doen te weten*, Dat Wy gesien, tijpelick geexamineert en geconsidereert hebbende het Nader-Accord op den 7. Juny deses loopenden Jaers getroffen, tusschen Gedeputeerden uyt het midden van de Provintien van Hollant en Zeelant, daer toe specialick geauthoriseert, takende het faict van de Justitie, met den gevolgen en ankleven van dien, mitsgaders sekere Acte van non-prejudice, mede ten selven dage wederzijts onderteeckent, soo als het een ende het andere hier na volgende van woorde tot woorde geinsereert staet.

Inseratur.

Ende nademael Wy bevinden den Inhoude van het voorsz. Accord ende Acte van non-præjudicie te wesen conform onse goede meeninge ende intentie, en ordeelende dat al het selve sal strecken tot beter en prompter administratie van Justitie, en onderhoudinge van alle goede en vertroude correspondentie tusschen de twee Provintien, tot bevorderinge van wedersijts Interessen. Soo ist, dat wy het voornoemde nader Accord in alle sijn

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Hollande & West-Frise, à ce specialement par eux authorisez. Etoit signé

Jean de Wit. (L.S.)

Au nom & de la part des Seigneurs Deputez de Zelande à ce par eux specialement authorisez. Etoit signé,

Pr. de Huybert. (S.L.) ANS de J. C. 1669.

Ratification des Seigneurs Etats de Hollande & de West-Frise.

LEs Etats de Hollande & de West-Frise, faisons sçavoir, qu'ayant vû, examiné & consideré murement le Traité fait & conclu le 7. Juin de cette presente année 1669. entre les Deputez d'entre nous & des Seigneurs Etats de Zelande, avec certain acte de non-prejudice, concernant la jonction des deux cours de Justice, comme il est inseré de mot à mot dans la suitte.

Fiat insertio.

Et comme nous trouvons le contenu en icelui conforme à nôtre bonne intention, & considerant qu'il tendra au service, & splendeur des deux Provinces, comme aussi au maintien & à l'avancement de l'ancienne & fidelle amitié & bonne correspondence d'entre elles & pour leur interêt reciproque, Nous avons ledit Traité trouvé bon dans toutes ses parties, ses points & articles, & l'avons aprouvé & ratifié; le trouvons bon, l'approuvons & ratifions par ces presentes. Promettant d'en ensuivre & observer le contenu inviolablement, & de le faire ensuivre & observer sans aucun empêchement ni infraction au contraire; & pour plus grande sureté de ce que dessus, nous avons fait apposer nôtre grand sceau à ces presentes, & icelles fait signer par nôtre Secretaire le vingtiéme Juillet de l'an de nôtre Seigneur & sauveur 1669. Etoit paraphé:

Jean de Wit.

Et plus bas étoit, par Ordonnance des Etats, & signé,

Herbt. de Beaumont.

Ratification des Seigneurs Etats de Zelande.

LEs Etats des Pays & Comté de Zelande, à tous ceux qui ces presentes verront ou orront salut, savoir faisons, qu'ayant vû & examiné murement l'accord posterieur du 7. Juin de l'année courante 1669. conclu entre les Deputez des Provinces de Hollande & Zelande, avec les suittes & dependances d'icelui, ensemble certain Acte de non prejudice, signé de part & d'autre le même jour, en la maniere que l'un & l'autre sont ci aprés insérez de mot à mot.

Inseratur.

Et comme nous trouvons le contenu des susdits Accord & Acte de non prejudice être conforme à nôtre bonne intention, & jugeant que l'un & l'autre tend à une meilleure & plus prompte administration de la Justice, & à l'entretenement de toute bonne & fidelle correspondance entre les deux Provinces & l'avancement des interêts reciproques, Nous avons icelui Traité plus exprés, trouvé bon en tous ses Points & Articles, ensem-

ANS de J. C. 1669. ſijn deelen, poincten, en Articulen, mitſgaders de Acte van non prejudice hebben goet gevonden, geapprobeert en geratificeert, gelijck wy het eene en het andere goet vinden, approberen en ratificeren by deſen: Belooven de alle den Inhoude van dien onverbreeckelijck te ſullen nakomen en obſerveren, 'en door andere die het behoort te doen nakomen en obſerveren, ſonder eenigh belet of infractie ter contrarie; en tot meerder verſekeringe van dien, hebben Wy deſen met onſen grooten zegel, hier aengehangen, doen zegelen, en door onſen Secretaris doen ondertekenen: In 't Hof van Zeelant, binnen Middelburgh, op den 31. July 1669. Onderſtont, Ter Ordonnantie van hoog-gem. Heeren Staten.

Ende was geteyckent,

Juſtus de Huybert.

enſemble ledit Acte de non prejudice, & avons iceux approuvé & ratifié, comme nous les approuvons & ratifions l'un & l'autre par ces preſentes; Promettant d'en enſuivre & obſerver le contenu inviolablement, & de les faire enſuivre & obſerver comme il apartient par les autres, ſans aucun empêchement ni infraction au contraire; Et pour plus grande ſureté de ce nous avons fait appoſer nôtre grand ſceau à ces preſentes, & icelles fait ſigner par nôtre Greffier. En la Cour de Zelande à Middelbourg le 31. Juillet 1669. au deſſous étoit écrit par ordonnance des ſuſdits Seigneurs Etats. ANS de J. C. 1669.

Et étoit ſigné.

Juſtus de Huybert.

LXXXVIII.

ANS de J. C. 1669.

Traité d'Alliance & de Commerce entre le PORTUGAL *& les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas, fait à la Haye le 31. Juillet*, 1669. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 87.

PORTUGAL ET LES PROVINCES-UNIES.

QUandoquidem à Concluſione & Ratificatione inde poſtremi Tractatûs Pacis, inter Regnum Portugalliæ ex una, & Ordines Provinciarum Unitarum ex altera parte, die VI. Auguſti Anno MDCLXI. ſancitæ, certæ quædam Controverſiæ ſuper expugnatione locorum Cochin & Cananor, quæ Societas Indiæ Orientalis dictarum Provinciarum in India armis in poteſtatem ſuam redegit, intervenerint, ob quas & interea dum de Jure dictorum locorum diſceptatur à parte Coronæ Portugalliæ plurimis promiſſis, neque quoad argentum, neque quoad valorem argenti, neque quoad commerciorum frequentiam in regionibus à Portugallia acquiſitis & alibi, ſatisfactum fuerit, hocque occaſionem præbuerit timendi, ne harum contentionum continuatio inter ambas nationes denuò bellum excitet, quod avertere tàm una quàm altera natio toto corde deſiderat; Propterea inter Dominum Don Franciſcum de Mello, Equitem Ordinis Chriſti, Commendatorem ad S. Petrum de Verga de Lilla, & S. Martinum de Ranhados, Dominum in Sylves, Gubernatorem Civitatis Lamego, Sereniſſimi Principis Portugalliæ Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & menſæ Diribitorem, ipſius Conliliarium, & Legatum Extraordinarium ad Generales Ordines Fœderatarum Provinciarum, virtute mandati cum libera à dicta ſua Celſitudine Regia, Sereniſſimo Principe Don Petro, Succeſſore, Gubernatore & Regente Regni Portugalliæ, ipſi dati, cujus copia ſub finem præſentis Tractatûs, inſeretur, ab una parte, & Dominos, Guilielmum de Heuckelom, Conſulem Civitatis Noviomagenſis, Joannem à Nieuborgh, Conſulem Civitatis Alckmarienſis, Joannem de Witt, Conſiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Friſiæ-Occidentalis, Hadrianum Pieterſon, Syndicum Civitatis Zierkſeenſis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum in Renswoude, Emmickhuyſen &c. Equitem Ordinis Regis Daniæ, Everwynum de Bentheim, Juris Doctorem, & Conſulem Civitatis Campenſis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wierhuyſen &c. omnes Deputatos & Plenipotentiarios, Celſorum & Præpotentium Ordinum Generalium Provinciarum Unitarum Belgii, ſimiliter vi mandatorum per Superiores illorum ipſis datorum, quorum copia ſub finem hujus Tractatus adſcripta quoque extat, ex altera parte conventum & concluſum fuit. Quemadmodum ad præveniendas majores Turbas, vigore præſentium conventum & concluſum eſt.

I. Quod ad interim Civitates & Loca Cochin & Cananor, quorum jamjam mentio facta eſt, Dictorum Dominorum Ordinum poteſtati (ſub qua nunc ſunt) ſubjecta, & in manibus Societatis Indiæ Occidentalis maneant, atque in ſecuritatem vi hypothecæ eas ipſi teneant, uſque dum ſolutio ſex terminorum in Tractatu Anni MDCLXI. expreſſorum & promiſſorum, quæ Menſe Aprilis Anno. MDCLXVIII. fieri debebat, treſque milliones Hollandici valoris efficit, nec non refuſio ſumptuum quos in inſtructionem claſſis, & in belligerationem, quô dicta loca expugnarentur, impendi oportebat, quorum æſtimatio ad juſtum pretium redigenda erit, fiat. Adeò ut Corona Portugalliæ reſtitutionem dictorum locorum à Præpotentibus Celſitudinibus ſuis prætendere nequeant, antequam reapſe ceſſi termini iis ſoluti ſint, & refuſio expenſarum & ſumptuum memoratorum fiat. Nec quoad Ordines Generales, in illorum poteſtate ſiet à Corona Portugalliæ dictam Summam trium millionum exigere, quamdiu hæcce loca retinuerint.

II. Jus proprietatis dictarum Civitatum & Locorum quod concernit, de quo hucuſque in unum convenire partes nequivêre, omni opere adnitetur ad informationem pleniorem de eo capiendam, & amicabiliter deſuper paciſcendum, antequam Præpotentes ſuæ Celſitudines dictam ſummam trium millionum, & refuſionem ſumptuum & expenſarum, ut ſupra memoratum accipiant.

III. Præterea Præpotentes Celſitudines Suæ ex una parte renuntiabunt, quemadmodum vi præſentium quoque renuntiant, tàm pro ſe, quàm pro Societate ſua Indiæ Occidentalis, & aliis Provinciarum Belgii Incolis Juri per Articulum XXV. ipſiuſmet Tractatûs Pacis quæſito, atque ex altera parte Regnum Portugalliæ bona fide ſe obligabit, ſicuti vigore præſentis Tractatûs ſe adſtringit, ad ſolvendum Præpotentibus ſuis Celſitudinibus, aut mandatariis illorum, exacte & efficaciter, ſummam quingentorum millium Cruſatorum, aut millionem unam librarum, & id quidem mediante Sale, quod in Civitate Setuval ſuppeditabitur & extradetur, ad onerandum eo navigia, ex mandato Ordinum Generalium, ad hoc illuc transmiſſa.

IV. Et id ipſum Sal Portugalli ſumptibus ſuis & ſine onere tradent & convehent, in ſcaphis aut navigiolis, ad litora maris; quod deinde hi hinc avehent, pro more hucuſque Subditis & Incolis Provinciarum Unitarum, ſi quando illi in Setuval Sal coemerunt, conſueto & uſitato, ad rationem mille quadringentorum & octuaginta Reis (qui reducti ad monetam Cruſatorum, juxta valorem eorundem nunc temporis in Portugallia receptum duos Cruſatos, & viginti quatuor partes, quarum viginti quinque totum Cruſatum conficiunt, valent) pro modio, ſicut pro ſeptuaginta quatuor Cruſatis, viginti modii Salis tradantur. Proinde concluſum conſtitutumque fuit, & firmiter obtinebit, ut pro quingentis Cruſatorum millibus centum ſexaginta octo millia, centum & novendecim Modii Salis exhibeantur.

V. Quo-

ANS de J.C. 1669.

V. Quoad Tempus memoratum Sal exhibebitur & extradetur, statim atque destinata ad id transportandum navigia appulerint, idque duobus aut tribus vicibus, aut pluribus, si ita res postulet, & dictis Dominis Ordinibus id conducere visum fuerit.

VI. Intercedente hoc, & ad evitandum ne ullo tempore dicti Subditi & Incolæ prætensiones suas iterare, & denuo à Corona Portugalliæ aliam quàm vigore præsentis Tractatus stipulatam satisfactionem exigere queant, Præpotentes suæ Celsitudines curabunt, ut in manus memorati Domini Legati Portugalliæ, post realem solutionem dictorum centum mille Crusatorum omnia Instrumenta, Scripta, Documenta, & Pacta, de prætensionibus illis, tam liquidis, quàm illiquidis, quæ contra Coronam Portugalliæ pro Interessatis ratione XXV. Articuli producta fuisse deprehendentur, tradentur.

VII. Alias Summas, quod attinet, quas Regnum Portugalliæ, statis terminis, vigore dicti Tractatûs Pacis solvere obstrictum est, ducentos scilicet quinquaginta mille Crusatos per annum, & dein decem insequentibus annis, illæ sequenti modo expedientur: Quantumcunque Corona Portugalliæ de quolibet modio Salis, qui in Setuvaliæ venditur & tollitur, pro jure Suæ Gabellæ recipit, septingentos nempe Reis, qui secundùm valorem præsentem Crusatorum, unum Crusatum de quinque modiis Salis & pro proportione majorem quantitatem efficiunt, totum id jus unicè destinatum sit, & reapse convertetur in solutionem deficientium terminorum ad utilitatem Præpotentium suarum Celsitudinum.

VIII. Verùm cum subductâ ratione illâ, necesse est, ut ad realem satisfactionem cujusque Termini extradantur, & singulis annis in naves plus quàm centum septuaginta octo mille, quingenti septuaginta cum uno, modiorum Salis inferantur, & cum nullo modo cogitatione assequi queat, tantam quantitatem uno anno suppeditari posse, ad hoc experientia docuerit, ipso tempore Pacis, & cùm coactin illa nullo incommodo aut inconvenientia, nec mari, nec terrâ, turbata fuisset quod singulis annis plusquam (incirca) nonaginta millia modiorum Salis, plusve minusve, navibus immissum fuerint, conventum est ad evitanda plura detrimenta, quæ præcavere Portugallia haud potis erat, si obstricta foret, tam ingentem Summam pecuniæ per singulos annos exactè præstare, concordatum fuit, quod tempus Solutionis illius prolongetur, eo respectu verò, sicuti etiam quò alio quoque modo damnum cessantium usurarum, & incertitudo solutionis quæ ex prolongatione illa terminorum resultat, compensetur, solutio intra viginti annos fiet, quorum primus initium ex eo sumet, ex quo Præpotentes suæ Celsitudines cessarunt mittere, conquirendum pretium unius millionis librarum in Sale, ut supra dictum, & quod intermedio tempore illorum viginti annorum ipsis cum effectu valor centum quingentorum millium Crusatorum exhibitus sit. Mediante quo omnia dissidia & tricæ computorum, quæ ob usuras Summarum in terminis in Tractatu Pacis memorato præfixis non exsolutarum, & ob id quoque quod eadem de re in quæstionem vocabatur, suboriri poterunt, cessabunt.

IX. Quod in exactam satisfactionem dictæ Summæ centum quingentorum mille Crusatorum annuorum, Corona Portugalliæ, modo superius expresso cedet, prout etiam illa irrevocabiliter Præpotentibus suis Celsitudinibus cedit, Gabellas quas Corona illa, sicut supra memoratum, ex omni sale, quod venditur & ex Setuval exportatur, capit; videlicet septingentos Reis, sive unum Crusatum & quinquagesimam de quolibet modio, & de septingentis millibus centum quadraginta tribus modiis, dictam integram Summam, centum quingentorum millium Crusatorum.

X. Sub hac tamen expressa conditione & reservatione, ut casu quo dicta quantitas septingentorum millium centum & quadraginta trium modiorum Salis uno in anno suppeditari nequeant, insuperve Jus quod Corona recipit, totam Summam, centum quingentorum millium Crusatorum in argento exæquare haud valeat, laudata Corona Portugalliæ supplebit istum defectum, solvendo sequentibus annis ante omnis in Commodum suarum Præpotentum Celsitudinum, tot modios Salis, quot ad supplementum defectûs præteriti anni requirentur, sicut quilibet modius supra dicto modo extraditi Salis, quadringentis & octuaginta Reis, id est, duobus Crusatis & viginti quatuor partibus, quarum viginti quinque totum Crusatum conficiunt, cum inclusione Jurium Coronæ, & sumptuum, sine dictis Juribus autem modius ipse, ad rationem septingentorum octuaginta Reis, aut unius Crusati cum quatuordecim partibus, quarum viginti quinque totum conficiunt, æstimetur, taliter ut viginti quatuor modiorum, supra dicto modo traditorum, defectus, triginta novem Crusatis & in majori quantitate pro proportione resarciatur, dummodò memoratus defectus singulis annis triginta mille Crusatorum valorem non excedat, eò quòd Corona Portugalliæ expressissime vi præsentium Tractatuum stipulata sit, quòd Sale supplere haud obstricta fiet id, quod singulis annis dictam Summam triginta millia Crusatorum excedit. Quemadmodum etiam in casu cujuscunque alterius defectûs, omnia media & cautiones necessariæ atque possibiles adhibeantur, per quas Præpotentes suæ Celsitudines securè reddantur, & ipsis solutione allegatæ summæ centum quinquaginta millium Crusatorum annuatim satisfiat, idque sine retardatione aut frustratione quacunque, & quocunque etiam modo id fiat.

XI. Quominùs etiam, in omnem eventum, dictus defectus, à Præpotentibus suis Celsitudinibus, aut Incolarum & Subditorum Provinciarum Unitarum culpâ augeatur, promiserunt eæ & sese obligarunt, prout per præsentes promittunt & sese obligant, curaturos semet, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem sustulerunt & avexére proximis præcedentibus annis, iis, qui præ aliis hoc naves onerarunt.

XII. Et quid si contingat defectum aliquem, vel ob bella, vel contentiones maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando supervenire posse, sic ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis articuli, adstricti sint, illuc commeare haud valeant, quòd tunc Corona Portugalliæ defectum illum supplere non teneatur, priusquam dicti viginti anni plenariè finem suum nacti fuerint, ut tamen ea propter Usuras aliquas pendere, obligata haud fiet; Nec Præpotentes suæ Celsitudines sine liberrimo Consensu Coronæ Portugalliæ aliquam aliam satisfactionem debitorum suorum prætendere poterunt, quamdiu reapse Juribus ad Sal Setuvalense gaudebunt.

XIII. Nihilominus si fortè Coronæ Portugalliæ aliud quodpiam medium sese citiùs expediendi, sive argento, aut aliis effectibus, quàm dictis juribus, ratione Salis, occurrerit, illud arripiendi & in actum deducendi in electione illius erit, & eo casu id de memoratis terminis pro proportione deducetur.

XIV. Insuper in specie conventum & concordatum est, non secus ac in præsentibus Tractatibus paciscitur & convenitur, ut ad præveniendas varii generis incommoditates, Sal, durante termino ad dictam solutionem, nec majori pretio Incolis Unitarum Provinciarum, nec minori alii cuicunque Nationi, pretio, Sal vendetur, quàm ut quadragintis & octingentis Reis, qui ut superius hic dictum est, juxta valorem communem & præsentem Crusatorum, duos Crusatos & viginti quatuor partes, de viginti quinque

par-

partibus Crusati efficiunt, modius valeat, idque tantò minùs sine præcedente Præpotentum Celsitudinum Suarum consensu.

XV. Quemadmodum quoque, casu quo reperiatur, Dominos Ordines, ex tam ingenti Salis quantitate, quam ex Setuval avehere poterunt, ante elapsum terminum viginti annorum, integri debiti sui solutionem recepisse, non obstante assignatione dicti termini, quocunque tempore reperietur æs alienum expeditum fore, memorata assignatio cesset, & Jura illa Coronæ Portugalliæ libera retineat.

XVI. Quo verò omnia superius conventa ad præscriptum & necessariâ cum securitate Præpotentum suarum Celsitudinum exequantur, præponent ex sua parte & autorent in dicto loco Setuval, personam huic negotio aptam authoritate publicâ munitam, qui inprimis nomine ipsorum apocham omnis in solutionem dicti millionis præstiti Salis det, & dehinc vice Celsitudinis Suæ Regalis, Principis Portugalliæ, nec non vice Præpotentum Suatum Celsitudinum integrum pretium omnis in naves illati & avehendi Salis, ab Incolis Unitarum Provinciarum, ut & ab aliis Nationibus, recipiet, ut exinde proventus, quantum Jura Coronæ attinet, & id quod requiritur ad supplendum annuum defectum, modo supra dicto, Præpotentibus suis Celsitudinibus aut ad ipsorum mandatum solvat, & reliqua quoque in manus Mercatorum Salis in Setuval, ad quos ea pertinent, det. Pro integritate & fide ejus personæ, ut & exacta executione & implemento omnium superiorum, prædes sese Præpotentes Suæ Celsitudines constituent & obligent, quemadmodum vi horum sese pro his obligant & prædes constituunt. Adjungeturque eidem à Celsitudine sua Regali pro suâ parte persona, quæ supputet cum ipsa rationes, & adversas conscribet, omnium tàm pro Juribus, quàm pro Sale receptorum, & quæ extradentur apochæ dictorum receptorum, à duabus istis personis conjunctim subsignentur.

XVII. Nec etiam cursus dictæ suppeditationis Salis aut solutionis, ullo modo aut ullâ ratione, quæcunque illa sit, interrumpi aut turbari poterit, nec etiam permittetur, ut per arresta aut manuum injectiones incommodetur, verum solutio dicta, aut satisfactio memorata semper continuetur, quicunque etiam casus aut dissidia supervenire queant, aut quæ actiones aut pretensiones inposterum nascantur, sic ut propterea aut illa de causa, nulla retentio, compensatio, aut detractio prætendi, multò minus executio in actum deduci queat.

XVIII. Eo fine & ut nullum obstaculum, nec ullum præpedimentum, qui executionem omnium supra scriptorum remorari in Portugallia valeat, sed navigia illarum Provinciarum illic appellentia, parata eorum onera inveniant, Præpotentes suæ Celsitudines, Officialem, qui vice Coronæ Portugalliæ apud Ordines illos residebit, mense uno ante illorum discessum, de eo certiorem reddent.

XIX. Et quoniam Serenissimus Portugalliæ Princeps se obstringit, quòd secundum superiora, Domini Ordines, pro Juribus illius Coronæ septingentos Reis ex quolibet modio Salis perpetuò lucrifacient, etiamsi fortè in Portugallia moneta inposterum mutetur, & consequentur Crusati in majorem aut minorem numerum Reis, quàm quo in præsenti sunt, reducentur, & sic citatum Jus septingentorum Reis, plures vel pauciores Crusatos, quàm nunc temporis, efficiant; Conventum fuit, ut si inposterum talis mutatio contingat, eoque ipso Jus Coronæ ad plures aut pauciores, quàm unum Crusatum & duas quinquagesimas pertingat, prædicta Jura quoque in eadem proportione dictis Ordinibus imputentur, id est, tot Crusati cum talibus partibus, quot reapse pro memoratis Juribus solventur.

XX. Et quamvis Præpotentes suæ Celsitudines, in superioribus, Juri, privatis per Articulum XXV. dicti Tractatûs Pacis quæsito, renuntiatûnt, nihilominus executio & citum complementum formalium contractuum, quos Comes de Miranda nomine Regis & Coronæ Portugalliæ, cum quibusdam privatis, super legitimis suorum prætensionibus, & nominatim cum Domino Guilielmo Doncker, Consule Hagiensi, Gisberto de Wit, & Abrahamo Azevedo, qui contractus hîc de verbo ad verbum inserentur, non intermittetur.

XXI. Proindeque ut per hæc totaliter omnes causæ & prætextus, qui Executionem dicti Tractatûs Pacis impedire vel differre poterint, sublati sint, sese declaratunt & promiserunt, tam Corona Portugalliæ ex una, sicuti Præpotentes suæ Celsitudines ex altera parte, quemadmodum vigore præsentium, bonâ fide semet declarant & promittunt, quod Ille progressu temporis, tàm ab una quam ab altera parte, in omnibus articulis, clausulis, & punctis, sine omni dilatione, contentione, aut præpedimento, & in specie quoad trigesimum & quadragesimum articulum ejusdem executioni mandetur & adimpleatur, sicut naves Incolatum Provinciarum Unitarum, quæ vi dispositionis dictorum Articulorum, quampiam Regionem Regni Portugalliæ adire volunt, aut quæ exinde venientes, aliorsum cursum suum dirigunt, nullatenus in itineribus suis retardari, aut arresto constringi, aut aliter sive directè sive indirectè impediri in Portubus aut litoribus Portugalliæ, aut dictis Regionibus, sub prætextu quòd Classis universalis, aut naves Salvi Conductûs paratæ non sint, aut nulla alia de causa sive prætextu, qualis qualis etiam is sit, poterint. Sub hac tamen conditione, ut omnes Subditi & Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum qui cupient versùs Brasiliam negotiari & ibidem mercaturam exercere, hoc rectâ viâ illuc facere nequeant, sed quod hâc euntes & illâc redeuntes in portus Portugalliæ appellere & eadem onera, propter exitum, ratione illarum, quæ versùs Brasiliam abeunt, & propter introitum, quæ inde veniuot, quæ proprii Regni Subditi in tali casu solvunt, dependant. Spondentque dicti Domini Ordines Generales in Subditos & Incolas harum Provinciatum Unitatum severè sese animadversuros, qui aliquando his superius contentis contravenisse deprehendentur, & curare ut in emolumentum Regni Portugalliæ pœnâ quadruplo majori, eâ quam sustinere obstricti fuissent in Portugallia, si illuc venissent, afficiantur. Ad quam virtute supra memorati Tractatûs & præsentis Articuli tenebantur.

XXII. Et casu quo ex parte Portugalliæ omnibus supra scriptis aut etiam aliis quibuscunque capitulis dicti Tractatûs, aut prætensæ Conventioni satisfactum non fuerit, Præpotentes suæ Celsitudines, juxta dispositionem memorati Articuli IV. redibunt ad pristina sua jura omnia, quæ ante citati Tractatûs conclusionem adversùs Coronam Portugalliæ ipsis acquisita fuerunt, ut tamen propterea Portugalli pecuniatum ab ipsis, vigore ejusdem ipsius Tractatûs, aut præsentis Conventionis, jam solutarum restitutionem sibi fieri, prætendere nequeant. Quemadmodum quoque, si ex parte Dominorum Ordinum, dicto Tractatui aut præsentibus pactis conventis, contraveniettur, Celsitudo sua Regalis & Corona Portugalliæ ad omnia, ipsi ante hos Tractatus virtute ipsius illius IV. Articuli, competentia Jura redibit.

XIII Et quoniam jam ante conquerebatur de interruptione & turbatione Commerciorum, ex dissensione & dissidio, quæ inter duas nationes hactenus intercessit, tàm in Europa quàm in Indiis subortâ; Amicitia, quæ per præsentes hos Tractatus restauratur, hoc effectui dabit, quòd vi conventionis hujus & mediante exactâ executione superius contentorum, unius alteriusve bonum & conditio omnibus rationibus, & omnibus convenienti-

nientibus modis promovebitur, & inprimis Navigationi & Commercius Subditorum & Incolarum unius alteriusve omnimodè, in specie verò versùs Indiam Orientalem, secundùm Jus Gentium, favebitur, in tantùm ut nullum omninò ratione illius perferatur, minus ab uno alteri inferatur impedimentum, nec permittetur, ut hoc ab unius aut alterius Subditis perpetretur, quin potiùs ex adverso, si fortè fortunâ quid simile ex una aut altera parte contingat, (quod DEUS avertat,) id statim emendetur, & parti læsæ debita satisfactio præstetur.

XXIV. Ante omnia verò quemadmodum Regis sua Celsitudo se pro se & omnes suos Subditos obstringit, quod omnia superiora observet, & ut sanctè per omnia observentur, efficiet; Sic quoque pro parte suâ Præpotentes suæ Celsitudines pro se, & pro omnibus suis Subditis, & nominatim pro Societatis Orientalis & Occidentalis Indiæ hominibus, sese obstringunt, curaturos semet ut in omnibus præsens Tractatus observetur, & pax ubique tàm in Europa, quàm alibi conservetur, prout in præcedenti Articulo pleniùs & longiùs comprehensum est.

XXV. Tandem conventum est ab utrisque partium, quòd Tractatus hic, & contenta in præsentibus Articulis, in optima & forma legitima, tàm ex parte Serenissimi Principis Portugalliæ, quàm ex parte Dominorum Statuum Generalium Unitarum Provinciarum, & quidem per literas patentes unius alteriusve Statuum majori sigillo roboratas, confirmentur & ratihabeantur, & quod Instrumenta Ratihabitionis, intra spatium trium mensium, à subsignatis præsentibus Tractatibus, numerandorum, vel etiam citiùs, si id fieri queat, mutuò extradentur, & quod omnia in hoc Tractatu comprehensa, statim post mutationem memoratarum Ratihabitionum in forma, & modo consueto publicentur.

Sequitur Tenor Mandati Domini Extraordinarii Legati Portugalliæ.

DOn Petrus, DEI Gratiâ Princeps Portugalliæ & Algarbiæ, citra & ultra Mare Africanum, Dominus Guineæ, Conquestuum, Navigationis & Commerciorum in Æthiopia, Arabia, Persia & Indiis &c. uti Successor, Gubernator & Regens illorum Regnorum & Dominiorum Portugalliæ, vi præsentium, plenariam potestatem & facultatem necessariam impertior Don Francisco de Mello, Equiti Ordinis Christi, Commendatori ad St. Petrum de Verga de Lilla ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatori Civitatis Lamego summo meo Ciborum Nobili Sectori & mensæ Dinbitori, meo Extraordinario ad Ordines Generales Unitarum Provinciarum Belgii Legato, tractandi & pacificendi, cum dictis Ordinibus, & Officialibus Societatum Orientalis & Occidentalis Indiæ, aut unaquaque dictarum Societatum, de restitutione locorum Cochin & Cananor in India Orientali, & de difficultatibus, quæ circa Pacem cum dictis Ordinibus VI. die Mensis Augusti Anno MDCLXI. initam, feprodunt, & de omnibus quæ occurrent, quò reciprocè inter nos dicta Pax in omnibus mundi locis, terrâ marique sine limitatione conservata, & magis stabilis perduret. Hoc fine de articulis, de instrumentis publicis, & de secretis, quæ reperientur ad hoc fore necessaria, cum omnibus suis clausulis mediis, & obligationibus, de quibus coovenerit, transiget, & omnia, quæ ab ipso inita erunt, ratihabebuntur, non secus ac si ea Ego ipse inissem. Sub fide & verbo Regio, motu proprio & potestate Regali & absoluta, non obstantibus legibus quibuscunque, capitulis Statuum, aut dispositionibus contrariis. Inque fidem omnium superius expressorum curavi, ut Ipsi præsentes manu meâ subscriptæ, & magno Sigillo insignium meorum firmatæ expedirentur. Datum Ulyssipponi VII. die Mensis Novembris, Anno à Nativitate Domini JESU CHRISTI MDCLXVIII.

Martinus de Brito Corito has scripsit.
Petrus Sanchez Farinha eas scribere curavit.
Subsignavit
Princeps,
& sigillavit magno sigillo in cera rubra.

Sequitur Tenor allegati Mandati Dominorum Deputatorum Ordinum Generalium.

Ordines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, omnibus præsentes literas visuris, Salutem. Cùm nos perpetuò & sollicitè nullam non observaverimus occasionem, quæ sese obtulerat, cum Regibus & Statibus Vicinis, & inter illos cum Corona Portugalliæ, mutuam exercendi amicitiam. Cujus propositi documenta in omnibus cum illa, triginta & quod excedit jam inde per annos, initis Pactis, dedimus. Quandoquidem vero Tractatus isti successibus, qui de jure sperari poterant, caruerint, & plurimi casus, qui inciderunt, executionem temorarint, & quòd denuò Serenissimus Princeps Don Petrus, Princeps & Gubernator Regni Portugalliæ, Nos per Dominum Don Franciscum de Mello, Equitem Ordinis Christi, Commendatorem ad Sanctum Petrum de Verga de Lilla, & ad St. Martinum de Ranhados, Gubernatorem Civitatis Lamego, suum Summum & Nobilem Ciborum Sectorem & mensæ Distributorem, & Extraordinarium suum Legatum ad hunc Statum, de desiderio suo quo ardet, removendi pro sua parte obstacula cuncta, quæ hactenus Executionem præteritorum Tractatuum intercluserunt, & curandi ut omnia dissidia, quæ sincerum animum ambarum nationum alterare invicem queant, terminentur, certiores reddiderit; Quòd nos, ex parte nostra intentioni huic respondere cupientes, eò magis voluerimus denominare Dominos, Guilielmum de Heuckelum, Consulem Civitatis Noviomagensis, Joannem à Nieuborgh, Consulem Civitatis Alcmariensis, Joannem de Wit, Consiliarium & Syndicum Hollandiæ atque Frisiæ-Occidentalis &c. Hadrianum Pieterson, Syndicum Civitatis Zirckseensis, Joannem, Baronem de Reede, Dominum de Renswoude, & Emminckhuysen &c. Equitem Ordinis Regis Daniæ &c. Everwynum de Benthem, Doctorem Juris & Consulem Civitatis Campensis, ut & Egbertum Horencken, Dominum de Wierhuysen &c. Omnes Delegatos Concilii ex parte Unitarum respectivè Provinciarum, atque dedimus, prout vi præsentium plenissimum mandatum, authoritatem, Commissionem, & specialem jussum ipsis, & unicuique illorum, in casum morbi aut absentiæ alterius, impertimur, pro nostra parte, ut nomine & in qualitate nostrorum Delegatorum quantocius in congressum laudati Domini Legati Extraordinarii Portugalliæ veniendi, proposita audiendi & alia in medium adferendi, ea expediendi, ineundi & concludendi cum illo Pacta, quæ ad boni communis Coronæ dictæ & hujus Status normam directa sint, & hoc fine loco nostri promittendi, nostroque nomine conficiendi, acceptandi & signandi in optima & debita forma, talia instrumenta & acta, qualia id de necessitate requiri, ipsis videbitur, & generaliter omnia ea faciendi & peragendi, quæ nos faceremus & poteramus facere & peragere, si nos ibidem præsentes adessemus & si quoque ad id jussus & mandatum specialius requisita forent; promittentes sincerè & bonâ fide, habere grata, nec non firmiter, inconcussè, & inviolatè stare omnibus, quæ laudati Domini nostri Delegati, promittent, peragent, & in dicta qualitate concludent, ut ea à nobis observentur, impleantur, & exactè atque sanctè exequantur, sic ut eadem nunquam, vel directè vel indirectè, quacunque ratione aut modo id fie-

ANS de J.C. 1669. id fieri queat, infringentur. Sed curaturos, ot literæ nostræ ratificationis & Ratihabitionis eorum omnium in ampliori & authentica forma, qua fieri potest, & si id à Nobis requiretur, aut opus erit, cosicientur & extradentur. Datum Hagæ sub tessera chirographaria Præsidis nostri, & signatura nostri Actuarii, nostrove Sigillo majori, XXX. Julii M DC LXIX.

Tessera

G. de Nassau.

In plica,
Ad Mandatum dictorum Dominorum Ordinum Generalium.

N. Ruysch.

Et sigillata erat majori Sigillo.

In fidem & testimonium eorum, Nos Legatus Extraordinarius memorati Serenissimi Principis Portugalliæ, & Nos Commissarii Delegati dictorum Dominorum Ordinum, virtute Mandatorum, à Superioribus nostris nobis datorum & jamjam transcriptorum, Articulos istos manu nostra propria subscripsimus, iisque Sigilla nostra impressimus. Hagæ XXX. Julii Anno M DC LXIX.

(L.S.) *Don Francisco de Mello.* (L.S.) *W. van Heucke-lom.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *A. Pieterson.*
(L.S.) *Johan Baron van Reede.*
(L.S.) *E. van Benthem.*
(L.S.) *Egb. Herenken.*

Articulus Separatus.

QUandoquidem Domioi Ordines Generales Provinciarum Unitarum Belgii, in Articulo XI. hodie cooclusi & invicem subscripti Tractatûs sese obstrinxerunt, curaturos Præpotentes suas Celsitudines id ipsum, ut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum quotannis tantum Salis tollant & avehant, quantum ejusdem sustulêre & avexêre, proximis præcedentibus annis, ii, qui præ aliis naves suas onerarunt. Et in Articulo sequenti XII. conventum fuit, quod si contingat, defectum aliqoem vel ob bella, vel contentiones maritimas, vel alias ob incommoditates, aliquando supervenire posse, sicut Subditi & Incolæ dictarum Provinciarum Unitarum ad tollendam quantitatem Salis, ad quam avehendam vi præcedentis Articuli XI. adstricti sunt, illuc commeare haud valeant, quod tunc Corona Portugalliæ defectum illum supplere non teneatur, nisi prius memorati in præcedenti articulo integri viginti anni plenariè finem suum nacti fuerint, ut tamen ea propter Usuras aliquas pendere obligata baut fiet &c. Pleniotis declarationis ergo, & præveniendorum dissidiorum gratiâ, quæ imposterum sive ratione justæ quantitatis Salis, quâ Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum, qui præ aliis maximam partem avexêre de Setuval, naves suas oneraruot, sive etiam ob incommoditates alias, quæ sufficere putabuntur, ot ipsi illi Incolæ à tollenda & svehenda tota dicta quantitate Salis, abstineant exoriri poteruot; per præsentem articulum separatum conventum & concordatum est, quemadmodum Nos per præsentes convenimus & concordamus, quòd ex parte Portugalliæ, unà cum ratihabitione citati Tractatûs iosimul extractus authenticus Registrorum super receptis Juribus de importatione & exportatione, & aliorum Registrorum publicorum laudati Regni Portugalliæ, super omni Sale, quo Incolæ memoratarum Provinciarum in Setuval in Annis M DC LIX. M DC LX. M DC LXI. M DC LXII. M DC LXIII. M DC LXIV. M DC LXV. M DC LXVI. naves onerarunt, cum nomine & cognomine Navarchorum & navium, à quibus & in quas dicta quantitas Salis recepta est, extradentur, quò mediante hoc, & ope aliarum informationum à Præpotentibus suis Celsitudinibus desuper in hisce regionibus ioterim captandarum, ante permutationem Ratihabitionum per mutuam conventionem definiri & in specie determinati justa quantitas modiorum, quos Incolæ dictarum Unitarum Provinciarum quotannis tollere & avehere tenebuntur, qoeat, & ut contentis in memorato Articulo XI. satisfiat, in reliquis verò penes Principem Portugalliæ electio & optio maneat, conditionem in dicto Articulo XI. expressam io suo vigore relinquendi, eamque generaliter & sine exceptione exequendi, id est, sine duceptatione dictum defectum ante decursum viginti anoorum supplendi, aut potiùs circa finem & ante exspirationem cujuscunque anoi promptè & in parata pecunia, tertiam partem justi valoris Salis, quod Subditi & Incolæ Unitarum Provinciarum in dicto anno infra quantitatem in memorato articulo stipulatam tollere intermiserunt, solvendi; Dummodò laudatus Dominus Princeps ante permutationem Ratihabitionum, ratione hujus alternativæ definitè se declararet; & si quando posterius membrum ipsius ejusdem alternativæ acceperit, nempe promptè in parata pecunia tertiam partem dicti defectûs exsolvendi, Ipse reapse, cum effectu, & sine dilatione eidem satisfaciet, & si id non præstiterit, Præpotentes suæ Celsitudines anno insequenti, integrum defectûs pretium in Sale, secundùm in stipulationem deductum, & in X. Articulo ejusdem Tractatûs, quoad supplementum defectûs, qui sine culpa altememoratarum suarum Celsitudinum, aut Subditorum & Incolarum Provinciarum Unitarum & ratione quantitatis Salis, quæ ex causa ibidem contenta Art. X. stipulata fuerat contigerit, pleniùs expressum modum accipient. Actum Hagæ die XXXI. Julii M DC LXIX.

(L.S.) *Don Francisco de Mello.* (L.S.) *W. van Heucke-lom.*
(L.S.) *Johan de Wit.*
(L.S.) *A. Pieterson.*
(L.S.) *Johan Baron van Reede.*
(L.S.) *E. van Benthem*
(L.S.) *E. Herencken.*

LXXXIX.

Traité de Paix entre le Sultan MAHOMET IV. *& la Republique de* VENISE, *fait le* 5. *Septembre*, 1669. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 533. ANS de J.C. 1669. LE TURC ET VENISE.

I. CApitaneus Generalis teneatur, tradere in manus Supremi Vezirii Civitatem Candiam, ot dea absolutè ad beneplacitum suum, tanquam de loco Imperio Magni Sultani sobjecto, disponat; Venetique obstricti sunto, se intra dies duodecim Standiam versus conferre, si modò tempus ad hoc conveniens erit, atque Copiæ universæ excedent ex Standia intra spatium dierum XL. si tempus ad hoc opportunum fuerit.

II. Omnis Munimenta, Portus, Insulæ adjacentes & alia loca quæ sub ditione Reipublicæ in RegnoCandiæ sunt, eodem modo quo ante bellum, sub Dominatione Ejusdem fuerunt, porrò manebunt. In qoorum numero sunt, Suda, Spina longa, Carabuse & Tini; omnesque dependentiæ Spinæ longæ à Regno Candiæ separentur.

III. Omnis res tormentaria, & instructus qui in loco erit, sub hac conditione illic in totum relinquetur, ut tamen Supremus Vezirius Capitaneo Generali XL. Tormenta majora dono det.

IV. Omnes Iosulæ in Archipelago & aliæ, quæ ad ipsam Rempublicam pertinebunt, sub potestate ejusdem maneant eodem modo, quo Ipsi ante bellum subjectæ fuerunt; Fortalitiumque Clissa, & omnia quæ Veneti eripuerunt Turcis in Dalmatia & in Albania absolutæ

ANS de J. C. 1669.

solutæ Summæque potestati Serenissimæ Reipublicæ subditæ relinquentur.

V. Respublica contributiones graviores haud solvet, quàm quas ratione Insularum in Archipelago & Græcia pendere consuevit, ratione Zante verò & Cephaloniæ & nil quicquam intuitu Commerciorum illarum solvet.

VI. Neutra partium teneatur aliquid pecuniatum, sub prætexru Compensationis cujusdam, Impensarum, pensionum, donorum, belli, aut alterius cujuspiam tituli, quisquis is fuerit, conferre.

VII. Supremus Vezirius concedet omninò sufficiens temporis spatium Capitaneo Generali ad avehendum commeatum & instructum bellicum; abscedentque præsidiarii milites vexillis explicans, & cum omnibus suis impedimentis, permissumque esto omnibus Urbis Incolis, qui ibidem subsistere nolunt, discedere cum universa eorundem familia & substantia; Integrumque esto Capitaneo Generali secum avehere omnes Reliquias Sanctorum, sacra vasa, & Ecclesiarum ornamenta.

VIII. Mittet Serenissima Respublica Legatum quempiam Constantinopolim, qui curet, ut ratihabeatur hic Tractatus, & perfectiùs commercia stabiliantur, ut ea libera & sine impeditione ulla sunto, prout ea ante bellum erant.

IX. Libertati donentur omnes Captivi & mancipia ambarum partium, statim atque Legatus Serenissimæ Reipublicæ Constantinopolim venerit.

X. Omnes conventi superiùs articuli, fideliter & inviolabiliter adimpleantur, & firmetur denique Juramento inter Partes utrasque Pax æterna & perpetuum Commercium.

XC.

ANS de J.C. 1669.

ANGLETERRE ET SAVOYE.

Traité d'Amitié & de Commerce entre CHARLES II. *Roi de la Grand' Bretagne, &c. & le Serenissime Prince* CHARLES EMANUEL II. *Duc de Savoye. Conclu à Florence le* 19. *jour de Septembre*, 1669. Manuscrit.

LA Situation convenable du Port de Villefranche sur la Mediterranée, & l'estenduë d'icelui, conjoinctement avec la seureté en toutes manieres, ont esté les motifs efficaces, qui ont porté Son Altesse Serenissime le Duc de Savoye, à le produire, & declarer libre à tout le monde, avec croyance qu'il pourroit avec le temps se trouver avantageux au public; & à son Altesse Royale en particulier. Mais arrivant ainsi que la vigueur des choses qui sont establies par les meilleurs Conseils, dans la suite du temps, est renduë languissante, & sujette au changement: Pour cette cause, il a plû à son Altesse Royale, nou seulement de confirmer le libre Estat & qualité de son Port: Mais encore plus, de l'offrir à sa Majesté de la grand' Bretagne &c. avec une addition de nouveaux privileges, & augmentation de Capitulations inviolables, une tres-puissante & reciproque incitation s'est joncte à ces motifs. Sçavoir la fertilité abondante du terroir, qui est commune dans les Royaumes & autres Colonies, qui sont sous la domination de sa Majesté de la Grand' Bretagne, &c. de mesme que dans les Etats de sadite Altesse Royale laquelle superfluité, puis qu'elle est si proprement, & si naturellement transferée, & versee dans des territoires mutuels, par des fruicts reciproques, & l'advantage du sujet, il étoit aisé aux deux Princes entre lesquels il y a eû depuis long-temps des liens d'une ancienne amitié, confirmée par des Alliances reïterées & par la derniere conjonction de consanguinité, d'entretenir les sentimens dy adjuster encore de nouveaux lien de Commerce reciproque, par lequel ils puissent, par la consideration de faire du bien à leurs sujets, s'obliger, & s'engager davantage, & reciproquement l'un envers l'autre, pour cette fin, & pour cet effect, il a plû à sa tres-excellente Majesté, par ses lettres patentes, scellées du grand sceau d'Angleterre, de constituer le Chevalier Jean Finch, à present Resident pour sa Majesté de la Grande Bretagne, aupres du grand Duc de Toscane, son vray & legitime Procureur, avec un pouvoir Plenipotentiaire, ainsi qu'il appert par lesdites lettres patentes: & pour le mesme dessein & intention: Son Altesse Royale a trouvé bon, de munir de mesme pouvoir & authorité le Seigneur Joseph Mauriee Philippone, son Conseiller, Auditeur, & Procureur General de ses revenus, ainsi qu'il appert pareillement par les lettres patentes de son Altesse Royale, lesquels deux Plenipotentiaires apres plusieurs Conferences ont finalement conclu ce qui ensuit.

Articles dont on est convenu.

I. PRemierement, comme le Commerce a toûjours esté le Compagnon de la Paix, cette Paix qui n'a jamais esté interrompuë, par la guerre, durant plusieurs années, est à present ratifiée, establie & confirmée, entre le tres-puissant Monarque Charles second Roi de la grande Bretagne &c. & Son Altesse Royale Charles Emanuel second du nom, Duc de Savoye, &c. les sujets desquels sont obligez en toutes occasions, de faire les uns aux autres, toute sorte d'actions de civilité, & affection reciproque.

II. Secondement, il sera permis, & libre, pour toutes sortes & especes de navires & vaisseaux, appartenans à sa Majesté le Roi de la grand Bretagne &c. ou à ses sujets, de conduire & d'amener dans les Ports, de Villefranche, Nice, ou de saint Hospice, toutes choses quelconques, ou toutes sortes de marchandises, soit qu'elles soient produites par nature, ou faites par art, en quelque partie que ce soit du monde; toutes lesquelles choses ou marchandises ainsi apportées, seront librement & franchement debarquées, & portées par les Capitaines, ou Maistres, ou par quelques autres personnes qui dependent d'eux, ou par les Marchands, ou Facteurs sujets de sa Majesté, dans les maisons desdits Marchands, ou Facteurs, ou en des Magasins, ou Celiers, hors de leurs maisons dans lesdits Ports, pour y estre conservées & gardées par eux autant de temps qu'il leur plaira, sans confiscation, imposition de Douane, ou exaction de quelques Droits que ce soit, & en outre, au cas que toutes lesdits choses, ou aucune partie d'icelles, ne soit pas venduë dans lesdits Ports, il est & sera permis ausdits Capitaines, Maistres, Marchands, ou Facteurs, Sujets de sa Majesté, d'envoyer librement toutes lesdites choses, ou aucune partie d'icelles, par mer, en quelque lieu que ce soit qu'il leur plaira, sans payer aucune Douane, peage, ou quelque sorte d'imposition que ce soit.

III. Tiercement, que toutes & chacunes sortes & especes de choses, & de marchandises, qui seront renduës à Nice, Villefranche, ou saint Hospice, & apres que la vente en aura esté faite, seront envoyées ou transportées, par Mer, dans les territoires de quelque Prince que ce soit, seront toûjours tant à l'égard du vendeur, que de l'acheteur, quittes & affranchies de toutes Douanes, Droits, ou impositions quelconques, mais à l'égard de toutes les choses, & marchandises qui apres que la vente en aura esté faite dans lesdits lieux seront transportées par terre, dans les territoires de quelqu'autre Prince, il a esté aussi convenu & accordé que durant l'espace de dix ans à commencer du jour de la publication du present Traité tous lesdits biens, seront quittes, & affranchis de toutes Douanes, Droits ou impositions quelconques, pour leur passage par terre, & de toutes autres peines que ce soit, tant a l'égard du vendeur, que de l'acheteur, lesquelles dix années estant expirées, si son Altesse Royale, ne veut pas confirmer, cette liberté de passage, pour un plus long espace de tems, en la forme & maniere susdite, en ce cas là, on ne payera seule-

ANS de J. C. 1669.

eulement pour toutes & chacunes lesdites choses, qui apres que la vente en aura esté faite, passeront par terre comme dit est, que la moitié du Droit, ou Impost, qui se leve pour le passage soivant le Tarif imprimé, à la fin de l'Ordonnance publiée le 30. Octobre 1633.

IV. Quatriemement, toutes & chacunes sortes de choses, ou marchandises, qui seront produites par nature, ou faites par art, en aucun des Royaumes de sa Majesté, ou en aucunes Colonies des Indes Occidentales, ou Orientalles, ou en aucuns autres territoires, qui sont presentement, ou seront cy-apres sous l'obeïssance de sa Majesté, peuvent & pourront estre venduës librement, par les sujets de sa Majesté dans l'estenduë de tous les Estats de son Altesse Royale, & en quelque endroit que ce soit de ses territoires, ou lieux de son obeïssance, sans aucune prohibition ny amende, nonobstant toutes Loix, ou Edits contraires, à l'exception toujours, & seulement, du Sel, du Tabac, de la poudre à canon, de la méche, du plomb à giboyer, balles à mousquet, de la balaine, & des Cartes de toutes sortes, parce que c'est la coûtume, d'affermer la permission de vendre les choses cy-dessus mentionnées, à des particuliers, privativement à toutes autres personnes : & neanmoins, il sera permis aux sujets de sa Majesté, conformement à ce qui est exprimé, au second article, de recevoir & de garder, en leur maisons ou magasins, toutes les susdites marchandises deffenduës, sans payer aucune Douane, peage, ni encourir aucune peioe ou amende. De plus mesmes, il sera permis aux sujets de sa Majesté de vendre les susdites marchandises deffenduës aux fermiers qui auront pris à ferme, la permission de les vendre à l'exclusion de toutes autres personnes. Mais à l'égard de toutes sortes de marchandises (à l'exception de celles qui sont deffenduës, cy-dessus specifiées) qu'on fera entrer, & conduire dans les Ports de Ville-franche, Nice, ou de S. Hospice, quand elles seront tirées desdits Ports pour en procurer la vente, & le debit, dans l'estenduë des Domaines de son Altesse Royale, il ny aura que celuy qui les tirera desdites Ports, soit le vendeur, ou l'acheteur, qui payera seulement la moitié de la Douane, oo peage specifié dans le Tarif, la Copie imprimée duquel signée du Procureur de S. A. R. à esté par luy delivrée au Chevalier Jeao Finch : apres le payement duquel Droit, ou Doüane, une fois fait, il ne sera payé aucune chose de plus, dans les Domaines de S A. R. soit par le vendeur, ou l'acheteur, pour lesdites denrées ou marchandises, avec declaration expresse, que pour toutes manufactures de laines ou quelques autres marchandises susdites que ce soit, qui comme il appert, ne sont pas specifiées dans lesdits Tarifs, il sera payé un & demy pour cent, c'est à dire seulement la moitié de trois pour cent, imposées, sur toutes les marchandises qui ne sont pas specifiées dans le susdit Tarif, par le dernier article, ou les dernieres lignes d'icelui. Lequel Droit ou Impost, estant une fois payé, il ne sera payé rien de plus, ni par le vendeur, ni par l'acheteur, dans l'estenduë des Terres de son Altesse Royale.

V. Cinquiémement, il a été convenu, & accordé que toutes sortes de navires, ou Vaisseaux appartenans à sa Majesté de la grand' Bietagoe, où à ses Sujets, qui navigueront d'Angleterre on de quelqu'autre Port, de l'obeïssance de sa Majesté, ou des Etats de sa Majesté, qui ne seront pas infectez de Contagion, & arriveront dans les Ports de Nice, de Villefranche, ou de St. Hospice, avec des certificats & attestations de bonne santé, n'ayant point eu de Commerce en leur Voyage avec aucuns lieux ou personnes soupconnées d'être infectées du mal Contagieux, sont & doivent être exempts de faire quarantaine ou quelques jours que ce soir de purgation : & il sera incontinent accordé aux personnes qui seront sur lesdits Navires, toute liberté de commerce & de Traffic dans lesdits Ports; & on permettra sans aucun delai de mettre à terre toutes choses, & toutes les Marchandises que lesdits navires auront apportées, pour être portées dans les maisons, ou Magasins des Marchands, sujets de sa Majesté, à Nice, Ville-Franche, où S. Hospice : mais si lesdits Navires arrivent sans Certificat, ni attestation de bonne santé, ou si dans leur Voyage, ils ont Conversé avec des personnes, ou eu Commerce dans des lieux soupçonnez d'être infectez du mal Contagieux, en ce cas la, les personoes, & biens seront Sujets à la quarantaine, ou purgation, mais les jours de quarantaine ou de purgation, seront abregez à l'égard des personnes & biens autant que le soin de preserver la santé du public le pourra permettre; Et pour la qualité des Marchandises qui seront sujettes au Lazard, où a faire purgation, comme aussi pour les droits du Lazard, ou frais, pour les biens qui feront purgation, cela est Contenu avec d'autres particularitez en un papier des Taux des droits du Lazard, transcrit à la fin du present Instrument, qui ne peuvent jamais être changez ni alterez, sans le Consentement du Consul, ou de la plus grande partie des Marchands demeurans dans lesdits Ports.

ANS de J.C. 1669.

VI. Sixiémement, à cause que les Ports qu'on appelle Francs, ont accoûtumé de donner protection & refuge aux Banqueroutiers, ou personnes qui sont faillite, & Banqueroute, avec les biens d'autruy, la même pieté de sa Majesté, qui protege les geos de bien, punit ceux qui ne le sont pas, c'est pourquoi en ce qui regarde les Sujets de sa Majesté, il a été convenu & accordé. que sans avoir égard à quelques Edits qoe ce soit, qui ayent été publiez, les Sujets de sa Majesté seront entierement privez, & tout à fait décheus, de joüir de cette protection, qo'on oomme communément sauf-conduit, reservant à chaque sujet de sa Majesté, son propre droit; comme pareillement tous les Sujets de sa Majesté, seront privez du benefice de protectioo, ou sauf-conduit qui commettront quelques crimes que ce soit contre sa Majesté, comme aussi, tous les Sujets de sa Majesté, soit qu'ils soient maîtres de Navires, Mariniers, ou autres qui seront Coupables de Baratrie, ausquels, ainsi qu'à tous Pirates, & Ecumeurs de Mer, qui seront Sujets de sa Majesté, toute permission de vendre des biens, ou Marchandises, ou de passer des Contracts pour icelles, dans lesdits Ports sera déniée : mais à l'égard de tout ce qui est stipulé, dans la precedente partie du present Article, qui ne regarde seulement que les Sujets de sa Majesté; il a été pareillement Convenu & Accordé en faveur desdits Sujets qu'ils joüiront pleioement & entierement du Privilege & sauf-conduit, ou protection contre tous Etrangers, promise & publiée en l'Edit d'un Port-Franc, par son altesse Royale ainsi que tous Etrangers en joüiront à l'encontre d'eux.

VII. Septiémement tous les Sujets de sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou St. Hospice, pour y exercer le Commerce, ou autrement, sont declarez exempts, & affranchis de tous tributs, taxes ou levées d'argent, qui sont ou seront imposées par son altesse Royale.

VIII. Huitiémement il est pareillement declaré que les personnes des Sujets de sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville-Franche, ou Saint Hospice, ne seront point exposées ni sujettes à arrest, ni emprisonnement, oi leurs biens sujets à saisie, ou sequestration, pour quelques causes civiles que ce soit, à moins qu'il n'y ait eu on procès intenté en justice auparavant, mais à l'égard des causes criminelles, qui sont punies de mort, ou de quelque peine Corporelle, ils seroot sujets à l'emprisonnement, sans aucun adjournement, ou citation en justice.

IX. Neufiémement, il sera libre & permis à tous & chacuns les sujets de sa Majesté de la grand' Bretagne &c. demeurans dans lesdits ports de vivre dans leur propre religion de la maniere qu'il est permis, soit à Genes ou à Ligorne, & on ordonnera, ou assignera un sepulchre Convenable pour y enterrer les sujets de sa Majesté qui decederont dans lesdits lieux.

X. Dixié-

ANS de J.C. 1669.

X. Dixiémement, comme il n'y a rien qui tourmente d'avantage les Hommes, que les procés devant des tribunaux de Justice, eu égard à la grande consommation de temps & d'argent, mais encore plus particulierement, un étranger, qui n'a aucune Connoissance des Coûtumes, & des Loix du Pays, Pour cette cause, il a été convenu & accordé entre sa Majesté de la Grand' Bretagne &c. & son Altesse Royale, que tous les differens, & demelez qui arriveront, entre sujet & sujet de sa Majesté, ou entre lesdits sujets, & quelqu'autre personne qui ne sera pas sujet de sa Majesté, seront seulement plaidés devant un Juge qui sera appellé le Delegué de la Nation Angloise, par lequel seul ils seront decidez, lequel delegué sera tousjours choisi par les sujets de sa Majesté, qui demeureront à Nice, Ville Franche, ou Saint Hospice, à la charge tousjours, que l'election sera faite, du nombre des Ministres de son Altesse Roiale, qui constituent les Consuls de la Mer, lequel delegué, ainsi choisi, sera continüé durant le plaisir des Electeurs Nationaux, pourvû que cette continuation ne soit pas pour plus de tems, que celui qui est limité par S. A. R. pour la fonction de l'Office du reste des Consuls de la Mer. Aprés que ce delegué aura été éleû, la Nation le presentera à son Altesse Royale, avec une Requeste tendante à ce que par son authorité il puisse être établi pour exercer cette charge, & aprés qu'il aura été ainsi Constitué par cette Authorité il decidera, & terminera avec briéveté & expedition, tous les differens susdits, sans formalité de procés en Justice conformement au poids & validité de la raison, n'ayant égard seulement qu'à la verité du fait, & tout cela se sera sans aucuns frais, depens, ni autre depense, que du simple payement de l'Ecriture. On ne pourra appeller de la sentence donnée par ce Delegué, si ce n'est au Tribunal des Consuls de la Mer, demeurans à Nice, l'un desquels devra être le Delegué, qui prendra seance comme un des Juges, duquel tribunal, il n'y aura plus d'appel à pretendre: mais arrivant que par la suite du temps, les sujets de sa Majesté, devinssent si nombreux dans lesdits Ports (ce qu'il y a lieu d'esperer de la bonne disposition des Loix) si on trouve quelque Inconvenient en la decision des differens, conformement à la maniere prescrite, en ce cas, à l'égard de quelque démeslé qui arrive, ou survienne seulement entre sujet & sujet de sa Majesté, le Reglement suivant pour la decision deffinitive du Different, de laquelle on ne pourra se porter pour appellant, sera établi & confirmé entre sa Majesté, & son Altesse Royale, lequel Reglement sera & devra être en sa pleine force & vertu, à commencer du temps que sa Majesté le requerra de son Altesse Royale. Voici la forme de ce Reglement. Les Sujets de sa Majesté choisiront trois hommes parmi la Nation Angloise qui pour leur vie & meurs seront estimez des hommes de la plus grande Integrité parmi eux, ces trois hommes, supplie ront tres humblement son Altesse Royale, qu'il lui plaise de nommer l'un d'Eux, qui sous le titre de Delegué de S. A. R. en puisse exercer la charge, lequel sera incontinent declaré; & aprés qu'il aura été ainsi constitué par son authorité & que pour cet effect, il aura obtenu de Lettres de S. A. R. il ne sera pas neanmoins capable d'exercer sa Charge, à moins que d'avoir auparavant presté serment devant le susdit Delegué National, ou en son absence, par devant quelque autre des Consuls de Mer, demeurans à Nice, pour son Altesse Royale. Ces choses étant faites, lors qu'un different ou démeslé arrivera ou surviendra, le Demandeur, & le Deffendeur choisiront chacun deux arbitres, & les declareront & constitueront pour tels, devant le Delegué de son Altesse Royalle, à chacun desquels le Delegué fera prester serment sur les Saints Evangiles, en ces termes, qu'autant qu'il sera en leur Pouvoir, sans avoir aucuns égards pour les personnes, en bonne Conscience, & conformement aux meilleures regles de Justice ils rendront leur sentence arbitralle Justement & fidelement. Aprés lequel serment, ils pourront s'assembler, quant l'occasion s'en presentera, mais tousjours en presence dudit Delegué, lequel Delegué n'aura point de voix, en cas que la plus grand' partie des quatre arbitres s'accordent, en leur arbitrage, & si cela arrive, la decision qui sera ainsi faite, sera ferme & stable, mais si les arbitres ne s'accordent pas, par raison de leur égalité de voix, alors le Delegué de son Altesse Royalle, aprés avoir presté le même serment que les arbitres auront fait, devant un des Consuls de Mer, à Nice, aura voix deliberative parmi les autres quatre arbitres, & la décision qui interviendra, du côté qu'il y aura majorité de voix, sera ferme & valable en toutes les choses dont aura été question en ces deux cas, la decision ainsi faite amiablement, sera envoyée à son Altesse Royalle, dans l'espace d'un mois, afin que par son authorité, elle puisse avoir sa pleine force, & être mise à execution. Ce Delegué sera en outre obligé de faire des Ecritures, ou tenir des Registres, comme Delegué de Son Altesse Royale & le devoir de sa charge sera, de les garder, & conserver soigneusement, il sera continüé trois ans en la fonction de sa charge, & obligé de rendre compte au Delegué, qui lui succedera, de toutes les Affaires qui se seront passées durant ce temps là.

XI. Onziémement, arrivant que quelque sujet de sa Majesté vienne à deceder dans lesdits ports, sans faire son testament, ou que par son Testament il ait institué un heritier ou executeur, qui ne demeure pas en aucun desdits Ports, toute la Nation sera tenüe de s'assembler, & de choisir quelques personnes, qui soient de bonne vie, renommée, & credit, qui avec le Delegué de Son Altesse Royalle sujet de sa Majesté, & le Consul de la Nation prendront soin des biens du deffunct, de sorte qu'ils ne puissent pas être dérobez, mais plûtôt conservez pour ceux à qui de droit ils devront appartenir; lesquels Anglois ainsi elûs par la Nation, seront devant le tribunal des Consuls de la Mer, demeurans à Nice, constitués & établis Administrateurs pour les fins susdites, des biens du deffunct, & pour cet effect, ils auront Plein-pouvoir de demander & de garder toutes choses quelconques, qui de droit auront appartenu à la personne decedée, comme aussi de payer, & acquiter tout ce qui se trouvera legitimement deub, par le decedé, à quelques personnes que ce soit.

XII. Dousiémement, Tous mariniers, sujets de sa Majesté, qui se retireront, sans l'aveu de leur Capitaine, ou maître, & entreront à bord de quelqu'autre navire, ou Vaisseau, sur la plainte qui en sera faite à l'Officier de Son Altesse Royalle à Nice, Ville-franche, ou Saint Hospice, seront tirés du Vaisseau, qui les aura receûs, & rendus à leur premier Capitaine ou maître, si quelque marinier abandonne son Capitaine ou maître, & se retire en quelque maison publique, ou particuliere, d'aucun des habitans desdits ports, & soit recelé par l'habitant, il sera tiré de la maison par force, & le maître de la Maison sera condamné en vingt écus d'amende pour chaque offence de cette nature. Si quelque marinier couche à terre toute la nuit en quelque maison publique, ou particuliere, sans le Congé par escrit, signé de son Officier, le maître de la Maison, qui l'aura logé, payera dix écus d'amende. Si quelque marinier Contracte une debte avec un habitant desdits Ports, ou s'endebte envers lui au dessus d'un écu, sans le congé par écrit, de son Capitaine ou maître, son creancier perdra son deub. Mais si le Marinier fait en sorte de trouver quelqu'un qui s'engage pour le payement de la debte, qui ne soit pas marinier, on laissera aller le marinier, mais celui qui aura respondu pour lui, pourra être retenu pour la debte.

XIII. Treiziémement, il a été convenu & accordé que toutes fois & quantes que des navires de guerre appartenans à sa Majesté entreront dans lesdits Ports, ils y seront reçeus de tous points avec les mêmes honneurs qu'aucuns autres navires, ou vaisseaux appartenans à quel-

ANS de J.C. 1669.

quelque Monarque ou Prince que ce soit durant le temps que les navires de sa Majesté demeureront dans lesdits Ports, on ne leur refusera rien qui leur soit necessaire, ou convenable, en payant un prix competent pour ce qu'ils prendront, & à l'égard de leurs vivres, il est permis à tous ceux qui sont deputez ; pour fournir des vivres aux navires, dans l'estenduë de tous les domaines de son Altesse Royale, de contracter pour acheter toutes choses necessaires & convenables pour la sustentation de la vie, & de faire porter toutes lesdites choses, ainsi achetées dans lesdits Ports, sans payer aucuns Droits de Douane ny autres impositions, en payant seulement pour icelles, ce qu'elles ont cousté la premiere fois. Et il est en outre convenu, que lesdits navires de guerre de sa Majesté, durant le temps quils seront dans lesdits Ports, y seront protegez & deffendus contre qui que ce soit, qui voudroit entreprendre de commettre quelque violence, ou exercer des hostilitez contr'eux.

XIV. Quatorziémement ; comme dans le present instrument de Commerce, on a fait mention de certaines Ordonnances fiscales, ou Traffics, qu'on nomme communement livre de Taux, ou de Droicts publics, l'un desquels, imprimé le dixiéme jour de Decembre mil six cent cinquante un, contient les peages, ou Droits de Doüane, qui doivent estre payez pour toutes sortes de marchandises, qui sont venduës dans l'estendue des domaines de son Altesse Royale, le second contient à la fin du general ordre du Port franc, (du 30. Octobre 1633.) les Droits qui doivent estre payez pour le passage par terre à travers des Estats de son Altesse Royale. Et le troisiéme & dernier, signé par le Procureur de son A.R. contient les Droicts du Lazaret, ou les frais & Droits qui doivent estre payez, pour purger les denrées qui font Quarantaine, tous lesquels trois livres de Taux, & de Droicts, doivent estre reglez, conformement aux limitations, & restrictions contenuës dans les articles precedens : il a esté convenu que lesdits Tarifs ou Taux & Droicts, ne seront jamais changez, ni alterez sans le consentement du Consul, & de la plus grande partie des Marchands & Facteurs Anglois, demeurans dans lesdits Ports. Il est en outre convenu, que les Marchands & Facteurs de sa Majesté seront expediez en toute diligence, dans les lieux où les Droits de Doüane, & de peage doivent estre payés, & qu'aucun desdits sujets, ne sera en aucun temps sujet à la revision de comptes, sous pretexte de fraude. Et si quelque Officier de son Altesse Royale, exige, ou reçoit quelque somme ou valeur outre & pardessus ce qui est reglé dans les susdits Tarifs ou Taux, & limité ainsi que dans les susdits Articles, par voye de recompense, don gratuit, ou de quelque autre pretexte que ce soit, celuy qui aura commis cette exaction, sera emprisonné l'espace de trois mois, ou plus long temps, si son Altesse Royale le juge à propos, & payera trois fois la valeur entiere de ce qu'il aura ainsi demandé ou reçeu, moitié de laquelle somme, appartiendra à S. R. & l'autre moitié au denonciateur, ou accusateur.

XV. Quinziémement & finalement, il a été convenu, & accordé, que toutes les Immunités, Privileges & Concessions contenuës en la publication generale qui a esté faite d'un Port franc, par son Altesse Royale, & ne sont pas mentionnées, ni specifiées dans les Articles precedens, seront entenduës être expressement mentionnées & contenües dans la teneur du present Instrument, pour le plein & entier advantage des Sujets de sa Majesté, en toutes les dispositions & intentions, & toutes Immunitez, Privileges, ou advantages, qui à l'avenir seront accordez à quelqu'autre Royaume ou Estat que ce soit, tous & chacuns lesdits Privileges, Immunitez & advantages sont & seront aussi pleinement en toutes leurs circonstances accordez aux Sujets de sa Majesté, comme s'ils avoient esté expressement accordez & octroyez par le present Instrument pour la pleine & indubitable confirmation duquel, & de tous les articles précédens, les susnommez Procureurs de sa Majesté de la grand Bretagne, &c. & de son Altesse Royale ayant diligemment leû & consideré tous les susdits quinze Articles, ils les ont signez de leurs seings, & y ont apposé le cachet de leurs armes à Florence le 19. jour de Septembre de l'an de grace 1669.

(L.S.) *Jean Finch.*
(L.S.) *Joseph Maurice Filippone.*

XCI.

ANS de J.C. 1670. LA MOSCOVIE ET LA TARTARIE.

Traité de Paix entre le CHAM *de la Petite Tartarie &* ALEXIS MICHALEWICZ *Grand Duc de Moscovie, fait au mois de Juillet* 1670. Theatrum Pacis, Tom. II. pag. 540.

COlatur inter Chamum Crimensem Successoresve ejusdem, atque inter Moscoviæ Czarum & Regem Poloniæ firma & inviolabilis Pax.

II. Nullæ turmæ militares prædatoriæ (prout Chamus juratoriè cavit) Ukrainiæ molestæ sint.

III. Russiam nec Tartari nec Poloni, sub ullo prætextu hostiliter invadent.

IV. Literæ ad Magnum Ducem perscriptæ omnes ejus Titulos comprehendent.

V. Si Moscis aut Polonis bellum quispiam indicet, ejusdem Authoribus auxilium nullum præstetur.

VI. Casu quo Tartari denuo erga Polonos hostiliter se gerent, declarat Chamus, quod eus propterea condignis pœnis afficere, & prædas captas sine impensis Polonis restituere velit.

VII. Stipulatur Czarus quod Chamo Tartarorum quotannis munera mittet.

VIII. Tartaris à Domino Zeremeth centum sexaginta mille Imperiales, dimidietasque eorum in Ducatis solventur.

IX. Abstinet Chamus prætensione Dominativorum à Tredecim annis abhinc exactorum.

X. Casu quo aliqua adhuc puncta in controversiam vocata existent aut dubia sint, de his Chamus ad Czarum scribet.

XI. Legatis aut Commissariis, quos Magnus Dux ad Chamum, Crimam versus mittet, de victu, & Domiciliis conv[illegible]entibus provideatur.

XII. Si Tartarus ad Moscum Legationem dederit, ea, præter Legationis Principes, duodecim solummodo personis constet.

XIII. Legatis aut Mercatoribus peregrinantibus liberum sit, venire & abire ad beneplacitum. Et si quando à quibusdam in itinere injuria aut vis illata iis fuerit, violatores hujusmodi pœna corporali & capitali plectentur.

XIV. Post hos conclusos Articulos Mosci Tartaris sexaginta mille Imperiales dono annuatim pendent.

XV. Pax hæc in Tartaria Crimensi publicetur, & omnes illuc delatæ prædæ restituentur.

XVI. Tam Czarus, quàm Chamus, hanc Juramento firmatam Pacem suis manibus & sigillis corroborent.

XVII. Moscus Ratificationem hujus Juramento firmati Tractatûs cum donis quibusdam Sultano Galgæ mittet.

XVIII. Quò Articuli hi Pacis innotescant & palàm fiant, Czarus in mandatis dedit, ut Regi Poloniæ transmittantur.

Sequitur Juramentum, quod Legati Tartarici super Alcoranum præstiterunt.

EGo *Sefer Aga*, & Ego *Aictmissa Athalig* juro per Creatorem Cœli & Terræ, quod omnia & singula

ea,

ANS de J. C. 1669. ea, quæ ex Mandato *Chami* nostri, ut & *Sultani Galga* & *Narradim* cum aliis conclusimus, & manu nostra, Sigillis & Juramento firmavimus, inter Chamum Tartariæ Crimmensis, Czarum Moscoviæ, & Regem Poloniæ constanter & inviolabiliter serventur. In finem ejus Ego *Sefer Aga* in Moscovia tam diu subsistam donec exspectata Confirmatio Articulorum à Tartaria Crimmensi advenier: Et Ego *Athalig* summâ ope in id enitar, ut Moscovici Legati Ratificationem Crimmensem quàm citissimè nanciscantur. Ita nos adjuvet DEUS, qui est maneatque semper & in æternum in præceptis suis verax, quod hæc omnia fideliter & sine fraude ulla adimpleantur, DEUSQUE veritatem tuebitur, quæ super Alcoranum hunc jurata fuit.

XCII.

ANS de J. C. 1670. ANGLETERRE ET DANNEMARC.

Articles d'Alliance & de Commerce entre le Serenissime & tres-puissant Prince CHARLES SECOND, *par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, Deffenseur de la Foy, &c. Et le Serenissime & tres-puissant Prince*, CHRISTIAN CINQUIEME, *par la grace de Dieu Roy de Danemarc, Norwege, &c. Conclu à Copenhague le 11. jour de Juillet, 1670. Manuscrit.*

I. QU'il y aura entre les deux Roys, leurs heritiers & Successeurs, comme aussi leurs Royaumes, Principautez, Provinces, Estats, Pays, Isles, Villes, Sujets & Vaisseaux de quelque qualité, & condition, qu'ils soient, par terre & par Mer, Rivieres, Eaux douces, & en tous lieux quelconques, tant en Europe, que hors l'Europe des à present & à l'avenir, une sincere, veritable & parfaite amitié, Paix, & Alliance, de sorte que l'une ni l'autre partie ne fasse aucun tort, dommage, ou prejudice, aux Royaumes, Principautez, Provinces, & Estats, ou aux habitans, & Sujets de l'autre, ni ne souffre qu'il en soit fait aucuns, autant qu'il sera en son pouvoir, mais plutost qu'ils vivront ensemble comme amis se traitans l'un l'autre avec bienveillance & respect, & avançant en toutes occasions les interests & advantages l'un de l'autre, & de leurs Sujets, comme si c'estoient les leurs propres, & en prevenant & empêchant de tout leur pouvoir par leur advis, & assistance, qu'il leur soit fait aucun tort, dommage, & injure.

II. L'un, ni l'autre desdits Rois, ni de leurs heritiers, ne consentira à aucune chose, qui puisse estre au prejudice ou dommage de son Allié: Mais si l'un ou l'autre desdits Roys, sçait qu'aucune chose soit proposée, agitée ou projectée, qui puisse apporter du dommage à l'autre il sera obligé de lui en donner advis, sans aucun delay, & cependant l'empêcher & prevenir par toutes voyes possibles.

III. Lesdits Roys, tant pour eux que pour leurs heritiers, & successeurs, s'engagent, & promettent reciproquement qu'ils n'assisteront, ni ne fourniront aux Ennemis de l'une ou l'autre partie, qui seront aggresseurs, aucunes provisions de guerre, comme Soldats, armes, machines, canons, navires, ou autres choses necessaires pour l'usage de la guerre, ni ne souffriront, que leurs Sujets en fournissent, aucuns. Mais si les sujets de l'un ou l'autre Prince, osent agir, au contraire de ces presentes alors le Roy dont les sujets en auront agi ainsi, sera obligé de faire proceder contr'eux avec toute severité, comme contre des seditieux & infracteurs de l'Alliance.

IV. Il est en outre convenu & accordé, que si en quelque temps que ce soit cy-apres, aucun Prince, ou Estat, envahit, ou par aucune voye ennemie entreprend sur les Royaumes hereditaires, Provinces, Pays, Villes, Isles, Terres ou Seigneuries du Roy de Danemarc, qu'il possede à present, le Roy de la Grand Bretagne assistera ledit Roy de Dannemarc, en temps & lieu, de tel nombre de Troupes par terre, & de navires de guerre contre un tel Aggresseur, qu'ils suffisent pour repousser la force & selon que l'Estat des Affaires dudit Roy le demandera, & ledit Roy de la Grand Bretagne entreprendra, pour cet effect d'empêcher de tout son pouvoir que par une telle invasion, & violence le Roy de Danemarc ne soit en aucune maniere molesté en ses Royaumes, Seigneuries, ou Droits. Et si ledit Roy de la grand Bretagne ou ledit Roy de Danemarc, contracte, ou fait aucune ligue, Alliance, ou union avec aucun autre Roy, Prince, Republique, ou Estat; ils tâcheront respectivement d'y faire comprendre l'un l'autre & leurs Estats, autant qu'il leur sera possible s'ils desirent y estre compris. ANS de J. C. 1670.

V. Il sera permis aux sujets des deux Roys, venir dans les Royaumes, Provinces, Villes, où l'on tient foires & marchez, Ports, & Rivieres l'un de l'autre avec leurs denrées & marchandises tant par Mer que par Terre en temps de Paix sans congé ni Passeport general ou Particulier, & d'y sejourner, & trafiquer en payant les douanes & peages accoustumez, reservant toutes fois à l'un & l'autre Prince sa Souveraineté & Jurisdiction Royale en ses Royaumes, Provinces, Principautez & Terres respectivement.

VI. Il est néanmoins convenu & conclu, que les sujets du Roy de la Grand' Bretagne ne viendront en aucune maniere dans les Ports deffendus, dont on a fait mention dans les Traitez precedens, ni dans les colonies sans avoir auparavant demandé & obtenu, le congé particulier du Roy de Danemarc, à moins qu'ils ne fussent contraints d'y relascher, & entrer par necessité de tempeste ou par la poursuite des Pirates, auquel cas il ne leur sera pas permis de rien vendre, ni acheter de mesme que les sujets du Roy de Danemarc ne viendront pas dans les colonies Angloises, à moins que ce ne soit par un congé particulier qu'ils ayent auparavant demandé & obtenu.

VII. Il sera permis aux sujets du Serenissime Roy de Danemarc, d'apporter dans leurs magasins, en Angleterre, Ecosse & Irlande, & dans les Ports du Roy de la Grande Bretagne, en Europe, les denrées qui sont à present, ou qui seront cy-apres du creu, & production, de leurs Estats, Pays & Seigneuries, Sujettes au Roy de Danemarc, ou des manufactures d'icelles, comme aussi celles, qui viendront d'aucun endroit de la Riviere d'Elbe.

Il sera permis de la mesme maniere, aux sujets du Roy de la Grand' Bretagne, de faire venir, & de porter dans le Danemarc, la Norwegue, & dans les autres Ports, & colonies du Roy de Danemarc, qui ne sont pas deffenduës, toutes sortes de marchandises, qui sont, & seront produites & fabriquées, cy-apres dans les Royaumes, Pays, & Estats de l'obeissance du Roy de la Grand' Bretagne, & s'il arrive qu'en quelque temps que ce soit, cy-aptes, il soit permis à aucunes nations estrangeres, d'apporter toutes sortes de denrées sans exception, en Angleterre, en Ecosse, & en Irlande, & dans les autres Ports qui appartiennent au Roy de la Grand' Bretagne, la mesme chose sera aussi permise aux Sujets du Roy de Danemarc: ce qui sera permis de la mesme maniere aux Sujets du Roy de la Grand' Bretagne en pareille occasion, dans les Ports & colonies dependens du Roy de Danemarc.

VIII. Il est aussi convenu & accordé que les peuples & Sujets du Roy de la Grand' Bretagne, venans à naviger en aucun des Royaumes hereditaires, Pays ou Seigneuries du Roy de Danemarc, & y trafiquer, ils ne payeront par plus de Doüane, de Coustume, de Tolle, ni autres Droits, ni en aucune autte maniere, que les habitans des Provinces Unies des Pays-Bas, & autres estrangers (à l'exception de la Suede seulement) qui ont liberté dy trafiquer en payant de moindres Droits de

ANS de J. C. 1670.

de Coustume, payant ou payeront cy-apres, & en y allant, y retournant, ou y sejournant, comme aussi en y peschant & trafiquant, & en toutes autres choses, ils jouiront des mesmes libertez, immunitez & Privileges, que les peuples d'aucuns Pays estranger, qui demeurent & trafiquent dans lesdits Royaumes, & Estats du Roy de Danemarc, joüissent ou joüiront cy-apres, & d'autre costé les peuples & sujets du Roy de Danemarc auront & joüiront des mesmes Privileges dans les Pays & Terres du Roy de la Grand' Bretagne, c'est-à-dire, que les peuples & sujets du Roy de Danemarc qui navigeront ou trafiqueront en aucun des Royaumes, Pays, ou Seigneuries du Roy de la Grand' Bretagne, ne payeront pas plus de Doüane, de Coustume, de Tolle, ny autres Droits ny en aucune autre maniere, que les habitans des Provinces-Unies, ou autres estrangers qui y trafiquent en payant de moindres Droits de Coustume, en payent ou payeront en y allant, retournant & y sejournant, comme aussi en y peschant & trafiquant, & en toutes autres choses, ils joüiront des mesmes Libertez, Immunitez & Privilegez dont joüissent, & joüiront dans lesdits Royaumes & Estats du Roy de la Grand' Bretagne, les peuples d'aucun autre Pays estranger. Mais de telle sorte que le pouvoir de chaque Roy d'establir, ou de faire quelque changement dans les Doüanes, ou autres Droits ainsi qu'ils en verront l'occasion, dans leurs Royaumes, Pays, Estats, & Ports, demeure plein & entier, & en sa force & vertu, pourvû que ladite égalité soit exactement observée de part & d'autre.

IX. Il est aussi accordé qu'apres que les sujets de l'un & l'autre Roy, auront fait entrer leurs marchandises, dans les Estats de l'autre, qu'ils en auront payé les Doüanes accoustumées & en auront souffert la visitation, il leur sera libre & permis de faire porter lesdits marchandises, dans leurs propres magasins, ou celliers, ou dans les lieux qu'ils jugeront le plus à propos, & les plus commodes, & les y garder, & aucun Magistrat, ni autre Officier, ne pourra pas les obliger à se servir d'aucuns autres magasins, ou celliers, si ce n'est de leur consentement.

X. Les sujets de l'une & l'autre Couronne, trafiquans sur les mers, & naviguans prés des costes de l'un ou de l'autre Royaume, ne seront pas obligez d'entrer dans aucun Port, vers lequel ils ne feront par leur route, mais auront la liberté de poursuivre leur voyage, où il leur plaira sans aucune detention, ni empêchement, & s'ils sont contraints de relâcher dans le Ports, par la tempeste, & qu'ils y demeurent, ils ne seront point obligez d'y décharger leurs marchandises, ou d'y échanger, ou debiter aucune partie d'icelles, mais il leur sera permis d'en disposer, ainsi qu'ils adviseront bon estre, & de faire telle autre chose, qu'ils jugeront estre le plus à leur advantage: pourveu qu'il ne se fasse rien qui tende à frauder les Droits & Douanes de l'un ou l'autre Prince.

XI. Il a esté aussi accordé qu'apres que les planches, masts & autres sortes de bois de charpente, auront esté une fois embarquées sur les navires des sujets, ou peuples du Roy de la Grand' Bretagne, elles ne seront plus exposées à aucune autre visitation, mais toutes les visites, & recherches seront faites auparavant, & alors, si on y trouve aucun bois de chesne, ou autre bois de Charpente deffendu, il sera incontinent saisy & arresté sur les lieux, avant qu'il puisse estre mis à bord des navires, & les sujets, ni peuples du Roi de la grande Bretagne, ne pourront pour ce sujet estre molestez en leurs personnes ou biens, par arrest, ou autre detention quelconque, mais il oy aura seulement, que les sujets du Roy de Danemarc, qui se seront mêlez de vendre & aliéner de tel bois defendu qui seront duëment punis.

XII. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous navires appartenans aux sujets du Roy de la Grand' Bretagne, & aux Marchands, en passant par le Sond dependant du Serenissime Roy de Danemarc, & de Norwege; &c. joüiront du Benefice & Privilege, de differer le payement de leurs peages, jusqu'à leur retour de la mesme maniere qu'ils en ont joüy par le passé avant la derniere guerre, à la charge toutes fois que lesdits Navires, & Marchands, apporteront avec eux des certificats scellez du seel des Officiers du Roy de la Grande Bretagne, à ce Deputez, par lesquels il apparoisse que lesdits navires appartiennent aux sujets du Roi de la Grande Bretagne comme aussi qu'avant leur passage, ils donneront bonne & suffisante caution, pour le payement desdits Droits de Doüane en un lieu convenable pour les receveurs desdites Droits à leur retour, ou dans l'espace de trois mois au plus tard, au cas qu'ils ne retournent pas: Si mieux ils n'aiment de payer comptant lesdits Droits, au temps de leur premier passage.

ANS de J. C. 1670.

XIII. (a) Item, on est convenu à l'égard de toutes les Marchandises, que les sujets du Roi de la Grand' Bretagne mettront à terre à Elseneur, dans la seule vuë d'être de nouveau transportées en leur entier dans les Vaisseaux, qu'ils payeront les même Droits, & non plus, qu'ont accoutumé de payer les Hollandois, & autres Etrangers en pareil cas; ce qui reciproquement sera observé de la même maniere en Angleterre envers les sujets du Roi de Danemarc & de Norwegue.

(a) Cet article qui manquoit dans le Manuscrit François dont on s'est servi, a été tiré & traduit d'un autre Manuscrit Latin.

XIV. Il a esté aussi accordé, que les navires & sujets du Roy de la Grande Bretagne, auront leurs dépesches à Elseneur, aussi-tost qu'ils y arriveront, sans aucun delay, & sans qu'aucuns autres navires de quelque nation qu'ils soient puissent estre expediez devant eux par preference, à l'exception toutes fois des habitans de certains lieux, qui en ont anciennement obtenu le privilege dont ils jouïssent encor à present.

XV. S'il arrive qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince vienne à décéder, dans les Estats, ou Terres de l'autre, il lui sera permis de disposer de ses biens, soit en argent, ou marchandises, de telle maniere qu'il lui plaira: Et si aucun Sujet vient à mourir dans les Royaumes, ou Provinces de l'autre Prince, sans en avoir fait aucune disposition, les biens meubles & immeubles qu'il aura laissez de quelque nature & espece qu'ils soient, seront fidelement conservez aux heritiers pour leur usage & pour le payement des debtes que le deffunct aura esté justement obligé de payer, & pour cette fin, aussitost qu'aucun Sujet de l'un ou l'autre Prince, sera décedé, dans les Estats de l'autre Prince, le Consul ou Ministre public, qui y sera resident en ce temps-là, aura Droit de prendre possession dudit argent & biens, & en fera un Inventaire devant quelque Magistrat du lieu: Lesquels biens demeureront par apres en ses mains, pour en rendre compte aux heritiers & aux créanciers comme dit est, mais s'il n'y a pas là de Consul, ou de Ministre public, il sera permis à deux Marchands du mesme Pays que celuy du deffunct, de se mettre en possession des biens par luy delaissez, pour les conserver & en rendre compte, de la mesme maniere, aux heritiers & creanciers: ce qui doit estre toutes fois entendu de telle sorte qu'aucuns Papiers, ni livres de comptes, ne doivent pas estre representez au Magistrat, mais seulement les biens, & marchandises réeles du decedé: & que ledit Magistrat sera obligé dans l'espace de quarante huit heures, apres la notification & requeste qui luy en sera faite d'estre present à l'Inventaire qui sera fait, si non à faute de ce faire ledit Inventaire sera fait sans luy.

XVI. Il sera permis à l'un ou à l'autre des Alliez & leurs Sujets, ou peuples de trafiquer avec les Ennemis de l'autre, & de leur porter, ou fournir toute sorte de marchandises (à l'exception seulement, de celles qui sont deffendües qu'on appelle de contrebande) sans aucun empeschement, à moins que ce ne soit dans des Ports, ou Places assiegées par l'autre: ce que toutes fois s'ils faisoient, il leur sera permis de vendre leurs marchandises aux assiégeans, ou de se retirer en quelqu'autre Port, ou Place qui ne sera pas assiegée.

XVII. Il a esté aussi accordé qu'il sera libre, & permis aux Sujets de l'un, ou l'autre Prince, traffiquans

ANS de J.C. 1670.

quans dans les Estats ou Ports de l'autre, d'y demeurer, & sejourner, pour y acheter, & vendre des marchandises sans aucune prescription, ou limitation de temps, qui pourroit leur estre ordonnée par aucun Officier ou Magistrat desdites Seigneuries, ou Ports, en payant les Droits accoustumés pour toutes les denrées & marchandises qu'ils y porteront, ou en emporteront, & il a esté en outre stipulé, qu'on ne trafiquera point avec d'autres personnes que des citoyens ou Bourgeois de quelque cité, ou Ville, de l'estendue des Royaumes de Danemarc, ou de Norwege, & que ce ne sera qu'en gros, & non pas en détail, ou par parcelles.

XVIII. Il a été en outre convenu & conclu, que pour un plus grand avancement du Trafic & Commerce, & pour éviter entierement toutes fraudes & disputes, qui pourroient arriver entre les Officiers des Ports, & les marchands, que tous & chacuns les Droits seront demandez & payez conformément au Tarif imprimé, dans lequel seront compris tous les Droits & Impositions, qui doivent estre payées tant pour les marchandises dans les Ports respectifs, que pour le passage par le Sond. Et afin que cela puisse estre observé plus exactement, les deux Roys ne deffendront pas seulement à leurs Officiers & Collecteurs, de leurs Doüanes, sous des peines les plus severes, de faire aucune chose, qui puisse éluder l'effect de cette convention, mais encore, de causer aucun trouble, ni de faire aucun tort aux Sujets de l'un & l'autre Roy, par aucune molestation ou exaction.

XIX. Il a esté en outre conclu & accordé que le Roy de Danemarc ordonnera que les Controlleurs de ses Doüanes, ou d'autres Officiers, soient establis Commissaires, pour remesurer tous les navires appartenans aux Sujets du Roy de la Grande Bretagne, trafiquans en Norwege suivant leur Port, & leur grandeur, de sorte que ce qui n'a pas esté jusqu'icy deüement observé, puisse estre à l'avenir remis en meilleur ordre.

XX. Mais de peur que cette liberté de navigation, ou de passage, d'un Allié, & de ses Sujets, & habitans, durant la guerre, que l'autre pourroit avoir par Mer ou par Terre, contre aucun autre Pays, ne porte pas prejudice à l'autre Allié, & que les denrées & marchandises appartenantes à l'ennemi ne puissent estre frauduleusement recelées, sous pretexte d'être en amitié, afin d'empécher les fraudes, & ôter tout soupçon, on a trouvé à propos, que les navires, marchandises, & les hommes de l'equipage appartenans à l'autre Allié, soient munis de lettres, de Passeports, & de Certificats en leur passage, & voyages, les Formulaires desquelles doivent estre ainsi qu'il ensuit.

Charles Second par la grace de Dieu, Roy de la grand Bretagne, &c. Christian Cinquiéme par la grace de Dieu Roi de Danemarc & de Norwege, &c.

Soit notoire à tous & chacuns qui nos presentes Lettres de Passeport verront, que - - - - - nostre Sujet & citoyen de nótre Cité de - - - - - nous a humblement representé que le navire nommé - - - - - du port de - - - - - tonneaux - - - - - lui appartient, & à quelques autres de nos Sujets, & qu'ils en sont les seuls proprietaires, & qu'il est de present chargé de denrées, qui sont contenuës & un Billet des Officiers de nos douanes, que le navire a à bord, & qu'il appartient à nos sujets, ou à d'autres interessez, qui sont en neutralité & est prêt à partir du Port de - - - - - pour aller en tel autre lieu, ou lieux, où il pourra commodement trafiquer avec lesdites marchandises qui ne sont pas deffenduës, ni appartenantes à l'une ou l'autre des parties en guerre, ou bien trouver son fret, ce que nostredit Sujet ayant attesté par escrit signé de son seing, & affirmé par serment être veritable sous peine de confiscation desdites denrées, nous avons jugé à propos de luy accorder nos presentes Lettres de Passeport: & partant Nous prions & requerons tous Gouverneurs de Pays, & Commandans sur Mer, Roys, Princes, Republiques, & Villes libres, & particulierement les parties qui sont presentement en guerre, & leurs Commandans, Admiraux, Generaux, Officiers, Maistres de Ports, Commandans de navires, Capitaines, Fretteurs & tous autres qui ont quelque jurisdiction par Mer, ou la garde d'aucun Port, qu'il luy arrivera de rencontrer, ou parmi la Flotte, ou navires desquels il luy arrivera de tomber, ou demeurer dans leurs Ports, qu'en vertu de l'Alliance & amitié que nous avons avec aucun Roy ou Estat, ils souffrent ledit Maistre, avec le navire - - - - - personnes biens & toutes les marchandises qui sont sur son bord, poursuivre son voyage, vers quelque lieu que ce soit, non seulement avec liberté, & sans aucune molestation, detention ou empéchement, mais encore qu'ils luy rendent tous offices de civilité; comme à nostre sujet s'il y a occasion, ce que nous & les nostres serons prêts à reconnoistre en pareille ou autre occasion.

Donné le - - - - jour de - - - - - de l'année - - - - - - -

Nous le President Consuls & Senateurs de la Ville de - - - - - attestons & certifions que N. N. - - - - le - - - - - jour de - - - - de l'année - - - - est venu & comparu en personne devant nous . . N. N. . . . . . citoyen & habitant de la Cité ou Ville de . . . . . . & sous le serment qu'il est obligé envers le Roi nostre Souverain Seigneur, nous a declaré que le navire ou vaisseau, nommé . . . . . du port de . . . . tonneaux appartient au Port, Cité, ou Ville de - - - - en la Province de - - - & que ledit navire luy appartient justement, & est de present prêt à partir directement du Port de - - - - chargé des denrées mentionnées au billet qu'il a receu des Officiers des Doüanes, & qu'il a affirmé par le serment susdit, que le Vaisseau cy-dessus nommé avec les denrées & marchandises, dont il est chargé, appartient seulement aux Sujets de sa Majesté, & ne porte point de marchandises deffenduës qui appartiennent à l'une ou à l'autre des parties, qui sont à present en guerre.

En temoignage dequoy nous avons fait signer le present certificat par le Sindic de nôtre ville, & y avons fait apposer nostre sceau.

Donné, &c.

C'est pourquoy lors que les marchandises, denrées, navires ou hommes de l'equipage de l'un, ou l'autre des Alliez, & de leurs Sujets & Habitans, rencontreront en pleine Mer, dans les détroits, Ports, Havres, Terres, Places quelconques les navires de guerre, soit publics, ou particuliers, ou les hommes de l'Equipage, Sujets & Habitans de l'autre Allié, en representant seulement lesdits Passeports, & Certificats, on ne leur demandera rien de plus, & on ne fera aucune visitation des marchandises, navires, ou hommes, & ils ne seront en aucune autre maniere que ce soit, molestez ni troublez, & on souffrira qu'ils poursuivent leur voyage en toute seureté: Mais si on ne represente pas les Passeports & Certificats expediez en cette forme solemnelle & établie, & qu'il y ait quelqu'autre Sujet de soupçon juste & apparent, le navire sera visité, ce qui neanmoins est entendu, n'estre permis seulement qu'en ce cas là. S'il se commet aucune chose contraire au veritable sens de cet article, par l'une ou l'autre partie, contre l'un ou l'autre des Alliez, chacun desdits Alliez fera punir severement ses Sujets & Habitans, qui y auront contrevenu, & fera donner une pleine & entiere satisfaction, incontinent & sans delay, à la partie qui aura esté molestée, & à ses Sujets & Habitans pour tous leurs dommages & interests, & depens.

XXI. Il a esté aussi conclu & accordé, que tous navires des Sujets & Habitans du Roy de la Grand Bretagne, ensemble leurs cargaisons & marchandises, passans par le Port de Gluckstadt, ou autres Places, &

ANS de J. C. 1670.

Villes de l'obeïssance du Roy de Danemarc scituées sur la Riviere d'Elbe, tant en allant qu'en retournant, seront exempts & affranchis de toutes Douanes, Imposts, visitation, saisie & molestation, excepté seulement le cas de visitation en temps de guerre, quand le Roy de Danemarc aura guerre contre aucun autre Roy, ou Estat.

XXII. Si les Sujets de l'un, ou l'autre Prince sont molestez, ou endommagez sur les Terres de l'autre, alors le Roy du lieu ou l'injure aura esté faite, prendra soin que justice luy soit faite, suivant les Loix & Coustumes du Pays, & que les coupables soient deüement punis, & que la satisfaction soit donnée à la partie molestée.

XXIII. Il a été aussi accordé qu'aucuns navires, vaisseaux, ou marchandises chargées sur lesdits navires de quelque espece nature ou qualité qu'ils soient qui auront été pris, appartenans à aucons des sujets de l'un ou l'autre desdits Roys, sous quelque cause, ou pretexte que ce soit, ne sera jugé de bonne prise, à moins que ce ne soit par un examen judiciaire, & par un procés intenté legitimement pour ce sujet, dans une Cour d'Amirauté establie pour les prises faites sur Mer.

XXIV. Les deux parties feront rendre justice avec toute équité, aux Sujets & Habitans l'un de l'autre, suivant les Loix & Statuts de l'un ou l'autre Pays, promptement & sans aucunes longues formalitez de Justice, & depenses qui ne sont pas necessaires, en tous procés & differens, tant survenus des à present, qu'en ceux qui pourront survenir cy-apres.

XXV. Arrivant que des navires de l'un ou l'autre des Alliez & de leurs Sujets & Habitans, soit de Marchans ou de guerre, échoüent, ou soient portez sur des écueils, ou soient contraints de se décharger, ou autrement fassent naufrage, sur les Costes de l'un ou l'autre Roy (ce qu'à Dieu ne plaise) lesdits navires, avec leurs agrez, biens, & marchandises, ou tout ce qui sera sauvé, sera restitué aux proprietaires & interessez, pourvû qu'eux, ou leurs Agents, & Procureurs, reclament lesdits navires, & biens, dans l'espace d'un an, & un jour, apres le naufrage arrivé, sauf toûjours les Droits & Douanes des deux nations. Deplus les sujets & habitans demeurans sur leurs côtes, & rivages, seront obligez de venir à leur aide, en cas de peril, & de donner leur assistance autant qu'il sera en leur pouvoir, & ils feront tous leurs efforts, soit pour delivrer le navire, ou pour en sauver les biens, marchandises & agrez, & toute autre chose qui leur sera possible, ou pour transporter en quelque lieu de seureté ce qui en sera sauvé, pour estre restitué aux proprietaires, en payant le Droit de sauvement, & en donnant telle recompense aux personnes par l'aide & diligence desquelles lesdits biens, & marchandises auront été sauvées & preservées, qu'elles le meriteront. Et finalement, les deux parties, en cas de tel accident, feront observer de leur part, ce qu'elles voudroient être fait, & observé de l'autre part.

XXVI. Les Maistres de Navires, leurs Pilotes, Soldats, Matelots, & autres gens de Mer, comme aussi les navires mêmes ni les denrées, & marchandises dont ils seront chargés, ne pourront estre saisis, ni arrestez; en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, ou pour quelque cause que ce soit, à moins que ce ne fût pour la deffense, & conservation du Royaume en quoy toutes fois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par authorité de justice, pour de loyalles debtes contractées, pour aucunes autres causes legitimes, pour raison desquelles, il sera procedé par voye de Droit selon la forme de justice.

XXVII. Il sera permis aux Marchands des deux Royaumes, leurs Facteurs, & Serviteurs, comme aussi aux Maistres, & mariniers de navires, de porter toute sorte d'armes portatives, tant offensives, que deffensives, tant sur Mer, que sur autres Eaux, comme aussi dans les Ports, & sur les Costes, & Terres de l'un ou l'autre Allié, en allant, retournant, & cheminant, pour la deffense de leurs personnes, & biens, de telle sorte qu'ils ne donnent pas juste cause de soupçon aux Commandans & Magistrats d'aucune place, d'aucuns complots, ni cabales, contre le repos public, ou particulier.

ANS de J. C. 1670.

XXVIII. Les convois, ou navires de guerre, de l'une ou l'autre partie rencontrans, ou atteignans en leurs voyages, aucuns navires Marchands, ou autres appartenans, à l'autre Allié, ou à ses sujets, & faisans la même route sur, dans, ou hors l'Europe seront obligez de les proteger & deffendre aussi longtemps qu'ils continueront la mesme route ensemble.

XXIX. Pour plus grande seureté de Commerce, & liberté de navigation, il a été conclu & accordé, que l'une ni l'autre partie, autant que faire se pourra, & qu'il sera en son pouvoir ne souffrira qu'aucuns Pirates & forbans publics ayent leur retraite, en aucun des Ports de l'autre, ni qu'aucuns des habitans, & sujets de l'un ou l'autre Prince les reçoivent en leurs maisons, leur fournissent aucuns vivres, ou leur donnent aucune assistance; mais au contraire, qu'ils feront leurs efforts, pour faire en sorte que lesdits pirates & forbans leurs partisans & complices, soient pris apprehendez & punis, selon leur merite, & que les navires & biens, autant qu'on en pourra trouver, soient restituez aux proprietaires legitimes d'iceux, ou leurs agens, en faisant deüement apparoir du Droit qu'ils y auront, par une preuve certaine de justice, en la Cour de l'Admirauté.

XXX. Il a été conclu & accordé qu'il y aura en tout temps libre accés, pour les sujets & habitans de l'une & l'autre partie, dans les Ports & sur les Costes des deux Princes, & qu'il leur sera permis d'y demeurer, & d'en partir, Comme aussi, de passer dans toutes les Mers & Territoires de l'un & l'autre Roy respectivement (sans commettre aucun desordre ni violence) non seulement avec des navires marchands, & de charge, mais encore avec des navires de guerre, équipez pour le compte public, ou pour les Commissions d'armateurs particuliers, soit qu'ils entrent dans lesdits Ports par la necessité de la tempeste, pour éviter le peril de la Mer, ou pour se radouber & acheter des vivres, de telle sorte qu'ils n'excedent pas le nombre de six navires de guerre, lors qu'ils y entretont de commun accord, & qu'ils ne demeurent pas dans les Havres, ou environs des Ports, plus longtems qu'il ne leur sera necessaire pour radouber leurs navires, & pour y acheter des vivres ou autres choses necessaires, & s'ils ont besoin d'entrer dans lesdits Ports avec un plus grand nombre de vaisseaux de guerre, il ne leur sera pas permis de le faire sans avoir donné avis de leur venue auparavant par une Lettre, & sans en avoir obtenu la permission de ceux à qui lesdits Ports appartiennent: Mais si par la violence de la tempeste, ou quelque autre urgente necessité, ils sont contraints de relâcher dans un Port, en ce cas là, les navires ne seront pas restraints à un certain nombre, quoy qu'ils n'ayent fait sçavoir leur venue auparavant: Mais neanmoins, à condition que leur Admiral, ou Commandant en chef, incontinent apres son arrivée en fera sçavoir la cause au principal Magistrat, ou Commandant de la place du Havre, ou de la Côte sur laquelle il sera, & il n'y demeurera pas plus longtemps, que celuy qui luy sera accordé, par ledit principal Magistrat ou Commandant, & il n'y commettra aucun acte d'hostilité, ni aucune autre chose prejudiciable à celui des deux Alliez à qui ils appartiendront.

XXXI. Il ne sera permis aux sujets de l'un & l'autre Roy ni aux habitans des Royaumes & Terres de leur obeïssance, de se charger d'aucunes Lettres patentes, appellées Commissions de represailles d'aucun Prince ou Etat, qui aura des differens ou guerre ouverte, contre l'un ou l'autre des Alliez, bien moins encore de s'en servir, pour troubler, ni molester les sujets de l'un ou de l'autre desdits Alliez, lesdits deux Rois feront de tres-expresses inhibitions & deffenses

tenses

ANS de J. C. 1670.

fences à leurs sujets respectivement, d'obtenir ni accepter, d'aucuns Princes ou Estats, de telles Commissions, & deffendront & empêcheront, autant qu'il sera en leur pouvoir qu'ils commettent aucunes depredations en vertu desdites Commissions.

XXXII. S'il arrive qu'aucun navire, ou navires appartenans aux sujets de l'un, ou de l'autre Roy, soient pris, dans les Ports, de l'un ou de l'autre, par une tierce partie, l'un ou l'autre dans lesdits Ports ou jurisdiction duquel lesdits navires auront été pris, sera reciproquement obligé de faire ses efforts conjointement avec l'autre, pour trouver & reprendre ledit navire, ou navires, & le rendre aux proprietaires, ce qui sera neanmoins fait aux depens des proprietaires, ou parties interessées.

XXXIII. Comme pareillement, si sur les navires pris par les sujets de l'un ou l'autre Allié, & amené en aucun Port appartenant à l'autre on trouve aucuns matelots, ou autres personnes qui soient sujets de l'Allié dans les Ports ou Rivieres duquel la prise sera amenée, ils seront traitez civilement, par ceux qui les auront pris, & remis incontinent en liberté, sans payer aucune rançon.

XXXIV. Mais s'il arrive qu'un navire de guerre, ou quelqu'autre vaisseau, chargé de marchandises de contrebande, & appartenant à l'autre Couronne soit pris, il ne sera pas permis aux Capitaines, ou Commandans qui l'auront pris, d'ouvrir, ni rompre les coffres, tonneaux, ou bales, qui seront sur ledit navire, ni aussi de les transporter, ou autrement aliener, aucunes marchandises qui y seront, qu'elles n'ayent été descenduës à terre, & qu'il n'en ait été fait Inventaire en la presence des juges de l'Amirauté.

XXXV. Et pour plus grande seureté des sujets des deux Roys, & pour prevenir toute violence, qui pourroit leur être faite, par lesdits navires de guerre, il sera fait de tres expresses inhibitions & deffences à tous Commandans de navires de guerre appartenans au Roi de la grande Bretagne, & à tous ses autres sujets, de troubler, ni molester les sujets du Roi de Danemarc: s'ils en usent autrement, ils seront tenus en leurs personnes & biens des dommages & interêts soufferts, & à souffrir, jusqu'à la restitution & reparation, les mêmes deffences seront pareillement faites à tous Commandans des navires de guerre appartenans au Roi de Danemarc, & à tous ses autres sujets, de troubler, ni molester les sujets du Roi de la Grand' Bretagne, pourvû toutes fois que toutes lesdites actions soient examinées & jugées par voye de Droit selon la forme de la justice, dans les Cours d'Amirauté des deux Rois, ou si l'une ou l'autre partie se trouvant étrangere, dans le lieu, où l'affaire doit être decidée, le trouve plus à propos, le fait sera examiné devant des Commissaires que les deux Rois deputeront à cette fin, aussitôt qu'ils en seront requis, afin que par ce moyen, les procedures n'en soient pas seulement faites sans beaucoup de depense, mais encore qu'elles soient terminées en trois mois de temps; tout au plus.

XXXVI. Les deux Roys donneront tous les ordres necessaires pour faire que les jugemens, & sentences, qui seront renduës sur les prises qui seront faites à la Mer, soient données avec toute justice, & equité, par des personnes non suspectes, ni interessées au faict dont sera question, & qu'apres qu'elles seront données par de tels juges, ainsi qu'il est dit cy-dessus, ils enjoindront & ordonneront à leurs Officiers, & autres qu'il appartiendra de les faire deüement & promptement executer selon leur forme & teneur.

XXXVII. Lors que les Ambassadeurs de l'un & de l'autre Roy, ou quelques autres de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de l'autre Roy feront plainte desdites sentences, le Roy auquel la plainte sera faite, fera recevoir & examiner ledit jugement & sentence en son Conseil, pour connoître si toutes les choses requises, & necessaires, ont été executées, suivant les regles du present Traité, & avec les precautions qui y sont contenues, & s'il se trouve que le contraire ait été fait, il y sera pourvû, ce qui sera fait dans le temps de trois mois au plus. Et il ne sera pas permis, avant que le premier jugement ait été donné, ni apres iceluy pendant la revision, de decharger, vendre, & aliener les biens & effects qui seront reclamez, si cela ne se fait du consentement des parties pour éviter le deperissement desdits biens & marchandises.

ANS de J. C. 1670.

XXXVIII. Lesdits Rois auront dans les Cours l'un de l'autre, leurs Ministres, & dans de certains Ports, leurs Consuls, pour mieux & plus aisement communiquer & proposer les choses qu'ils jugeront avantageuses, pour l'interêt public, ou celui des personnes particulieres.

XXXIX. Les offenses particulieres, n'empêcheront en aucune façon, l'execution du present Traité, & ne feront naitre aucune haine, ni dissension entre lesdites nations, mais chacun répondra de son propre fait, & en demeurera responsable, & l'un ne souffrira pas, pour l'offence qu'un autre aura commise par un recours à des Lettres de represailles, ou de telles autres voyes rigoureuses, si ce n'est, en cas de déni de justice, & de delais plus longs qu'on ne doit, auquel cas, il sera permis au Roi dont le sujet aura reçû du dommage, d'avoir recours aux Regles que prescrit la Loy des nations, jusqu'à ce que reparation ait été faite à la partie qui aura souffert le dommage, pourvû toutes fois qu'il en ait deüement adverti l'autre Roy auparavant.

XL. Il a été aussi accordé que si les Hollandois ou quelqu'autre nation que ce soit (à l'exception de la nation Suedoise seulement) ont déja obtenu ou obtiennent cy-apres du Roy de Danemarc, quelques articles, conventions, exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui sont contenus, au present Traité, les mêmes & semblables Privileges seront pareillement accordez au Roy de la Grand' Bretagne, & à ses sujets pleinement & efficacement en toutes manieres & dispositions, & d'autre côté, si les Hollandois ou quelque autre nation, que ce soit, à déja obtenu, ou obtient cy-apres de sa Majesté de la grand' Bretagne, quelques articles, conventions, exemptions, ou Privileges plus avantageux, que ceux qui sont contenus au present Traité, les mesmes & semblables Privileges, seront pareillement accordez au Roi de Danemarc, & à ses sujets, & d'une maniere aussi ample & aussi efficace.

XLI. Il a été pareillement conclu que les precedens Traitez qui en quelque temps que ce soit ont été faits jusqu'icy, entre lesdits Alliez ou leurs predecesseurs Rois, tant pour les Royaumes de la Grand' Bretagne &c. que pour les Royaumes hereditaires de Danemarc, de Norwege &c. respectivement ne seront pas en la moindre chose reputez être rompus, ni abolis par aucun accordé, convention, ou article, contenus en ce present Traité; Mais qu'ils demeureront en leur pleine force, effect, & vertu, entant qu'ils ne seront point contraires, & ne repugneront point audit Traité, ni a aucun Article y contenu.

XLII. Finalement, il a été convenu, conclû & accordé que lesdits Rois, observeront sincerement & de bonne foi tous & chacuns les articles contenus & inserez au present Traité, & les feront observer par leurs Peuples & Sujets & qu'ils n'y contreviendront point, ni ne souffriront point que leurs Peuples & Sujets y contreviennent, directement ni indirectement, & qu'ils en confirmeront & ratifieront tous & chacuns les articles, ainsi qu'ils sont ci-dessus accordez, par des lettres patentes signées de leurs seings, & scellées de leurs grands sceaux, en bonne, suffisante, & efficace forme, & les delivreront ou les feront delivrer de bonne foi, & réellement avec effect, dans trois mois, à compter de la datte de ces presentes.

ANS de J.C. 1670.

ANGLETERRE ET ESPAGNE.

XCIII.

Traité pour accommoder les differens, empêcher les déprédations, & établir la Paix en l'Amerique, entre les Couronnes de la GRANDE BRETAGNE *&* d'ESPAGNE, *conclu à Madrid le 8/18 jour de Juillet 1670.* Manuscrit.

COmme ainsi soit que la bonne intelligence, & correspondance, entre les Nations, Angloise, & Espagnole, ayant été troublées en l'Amerique il ait plû au Serenissime & Tres-Puissant Prince Charles Roi de la Grande Bretagne &c. pour la rétablir & regler à l'avenir, de dépêcher en Espagne le Chevalier Guillaume Godolphin, son envoyé extraordinaire, avec plain poovoir & authorité de faire un Traité propre, & convenable pour ces fins : & que pareillement le Serenissime & Tres-Puissant Charles Roi d'Espagne &c. & la Reine Regente Marie Anne &c. pour avancer un ouvrage de si grande pieté, & si advantageux au public, ait Deputé de sa part le Comte de Pegnarande, Conseiller d'Etat & President des Indes, pour conferer sur cette affaire, & la Traiter & conclure : Enfin ils sont reciproquement convenus & demeurez d'accord des Articles suivans, en vertu de leurs Commissions.

I. Premierement, Il a été accordé entre les susdits Plenipotentiaires, le Chevalier Godolphin & le Comte de Pegnaranda, aux noms des Serenissimes Rois leurs Maitres, que les Articles de Paix, & d'Alliance, faits entre les Couronnes de la Grande Bretagne, & d'Espagne, à Madrid le 13/23 Mai 1667. ni aucune clause d'icelui, ne seront en aucune façon éteints ni entendus avoir été supprimez ni annullez par ce present Traité, mais qu'ils demeureront perpetuellement en leur ancienne force, vertu, & vigueur, pourveu qu'ils ne soient pas contraires, & ne repugnent pas à cette presente Convention & Articles, ni à aucune chose, qui y soit contenüe.

II. Qu'il y aura une Paix universelle & une vraye & sincere amitié en l'Amerique, ainsi que dans les autres parties du monde entre les Serenissimes Rois de la Grande Bretagne, & d'Espagne, leurs heritiers & successeurs, & entre les Royaumes, Etats, Plantations, Colonies, Forts, Villes, Isles, & Terres, sans aucune distinction, de place apartenans à l'un ou à l'autre, & entre les peuples & habitans de leur obeïssance respective, qui durera à jamais, à commencer de ce jour, & sera observée inviolablement, tant par terre que par Mer, & Eaux douces, jusqu'à avancer le bien & la prosperité l'un de l'autre, & à favoriser & assister l'un l'autre d'une mutuelle amitié, afin que par tout, aussi bien dans ces pays éloignez que dans ceux ci, qui sont plus proches, les fidels Offices de bon voisinage, & d'amitié, puissent être rendus & augmentez entre eux.

III. Comme aussi, qu'à l'avenir les inimitiez, hostilitez & dissentions entre lesdits Roys, leurs sujets & habitans, cesseront & seront assoupies : & que les deux parties s'empecheront, & s'abstiendront, de toutes pilleries, depredations, injures & Infestations tant par terre que par Mer, & eaux douces en quelque lieu que ce soit.

IV. Lesdits Serenissimes Rois, prendront soin que leurs sujets s'abstiennent aussi de toutes violences & hostilitez, & revoqueront toutes Commissions, & lettres de represailles, & de marque ; ou qui donnent autrement permission de faire des prises, de quelque espece ou nature qu'elles soient, au prejudice de l'un ou de l'autre desdits Rois, ou de leurs sujets, soit qu'elles ayent été données, ou accordées, par eux, à leurs propres sujets ou habitans, ou à des Etrangers, & declareront qu'elles sont nulles, & de nulle valeur ainsi qu'elles le sont declarées par ce Traité de Paix : Et quiconque fera quelque chose, au contraire, ne sera pas seullement puni criminellement, suivant le merite de son offence ; mais sera encore contraint, à faire restitution, & reparation, pour les pertes que les parties auront souffertes, & qui les demanderont.

ANS de J.C. 1670.

V. Et en outre, lesdits Rois renonceront, ainsi que par la teneur de ces presentes, chacun deux, à renoncé & renonce à toute ligue, confederation, capitulation, & intelligence faite en quelque maniere que ce soit, au prejudice de l'un ou de l'autre, qui repugne ou puisse repugner, à cette Paix & Traité, à tout ce qui y sera contenu : toutes & chacunes lesquelles clauses, entant qu'elles s'estendront, à l'effect susdit, ils annulleront, & rendront nulles, & declareront n'avoir aucune force ni vertu.

VI. Les prisonniers de part & d'autre, de quelque Etat, & condition qu'ils soient, detenus pour raison d'aucunes hostilitez commises jusqu'ici en l'Amerique, seront incessiment mis en liberté sans rançon, ni aucun autre prix pour leur élargissement.

VII. Toutes offences, dommages, pertes, injures, que les nations, & peuples de la Grand' Bretagne, & d'Espagne auront en quelque tems que ce soit jusqu'ici, soufferres, les uns des autres en l'Amerique, sous quelque cause & pretexte que ce soit, seront effacées de la memoire, & ensevelies dans l'oubli, de même que si elles n'étoient jamais avenües.

De plus, il a été accordé, que le Serenissime Roi de la Grand' Bretagne, ses heritiers & successeurs, auront, tiendront, garderont, & posséderont pour toujours, en plein droit de Souveraineté, Seigneurie, possession, & proprieté, toutes les Terres, Païs, Isles, Colonies, & Places que ce soit, sises ou situées dans les Indes Occidentalles, ou en aucune partie de l'Amerique, que lesdits Roi de la Grand' Bretagne, & ses sujets, tiennent & possedent à present, de telle sorte, que sous qoelque cause ou pretexte que ce soit à l'égard d'icelles on ne puisse ni ne doive plus ci-aprés s'arrêter ni faire aucune question, ou contestation la dessus.

VIII. Les sujets & habitans, Marchands, Capitaines, Maitres de navires, mariniers des Royaumes, Provinces & Etats de chaque Allié respectivement, s'empêchera & s'abstiendra de naviguer, & trafiquer, dans les Ports, & Havres qui ont des Fortifications, châteaux, ou Magasins, & en toutes autres places possedées par l'autre partie dans les Indes Occidentalles, c'est à dire, que les sujets du Roi de la Grand' Bretagne, ne navigueront, ni ne trafiqueront pas dans les Havres & Places que le Roi Catholique posséde dans lesdites Indes : de même que les sujets du Roi d'Espagne, ne navigueront, ni ne trafiqueront pas dans les places que le Roi de la Grand' Bretagne y posséde.

IX. Mais si en quelque tems que soit ci-aprés, l'un, ou l'autre Roi juge à propos d'accorder aux sujets de l'autre, aucune permission generalle ou particuliere, ou des Privileges de naviguer & trafiquer en aucunes places de son obeïssance, lesdits navigation & traffic, seront exercez & maintenus, suivant la forme, la teneur & l'effect desdites permissions ou Privileges, qui seront accordez & donnez : pour la seureté, garantie, & authorité de quoi, ce present Traité, & la ratification d'icelui serviront.

X. Il est aussi accordé qu'au cas que les sujets & habitans de l'un, ou l'autre des Alliez, & leurs navires soit publics, & de guerre, ou particuliers & Marchands, soient contraints en quelque tems que ce soit, par necessité de tempeste, poursuite de Pirates, & d'Ennemis, ou autre accident que ce soit, de se retirer & d'entrer dans aucunes des rivieres, cales, Bayes, Havres, Rades, rivages de Mer, & Ports appartenans à l'autre, dans l'Amerique, pour y chercher refuge & azile, ils y seront

ANS de J.C. 1670.

ront reçeus & Traitez avec toute sorte d'humanité, & de courtoisie, ils y auront toute protection & assistance d'amis, & il leur sera permis de se rafraischir & de se pourvoir à des prix raisonnables & accoustumez, de vivres & autres choses necessaires, soit pour la sustentation de leurs personnes, ou pour la reparation de leurs navires, & commodité de leur Voyage, & ils ne seront en aucune maniere retardez, ni empêchez de sortir desdits Ports ou Rades, mais ils en pourront partir, quand il leur plaira pour aller où bon leur semblera sans aucun trouble ni empêchement.

XI. Comme pareillement, si aucuns navires appartenans à l'un ou à l'autre des Alliez, leurs peuples & sujets échoüent sur des bancs de sables, ou font naufrage (ce qu'à Dieu ne plaise) dans l'étendue des Costes ou Etats de l'autre, ou y souffrent aucun dommage, les personnes qui auront fait naufrage, ou seront jettées à terre, ne seront en aucune façon detenus prisonniers, mais au contraire, on leur donnera toute sorte d'assistance & de secours en leur accident & on leur donnera des Passeports pour le retour & passage libre & paisible de chacun d'eux en leur pays.

XII. Mais quand il arrivera que les navires de l'un, ou de l'autre, ainsi qu'il est dit ci-dessus, seront jettez dans les Ports & Havres de l'autre, par le peril de Mer, ou par quel-qu'autre cause urgente, au cas qu'ils fussent au nombre de trois ou quatre ensemble, & pussent donner juste fondement de soupçon aussitôt qu'ils y seront arrivez, ils feront sçavoir au Gouverneur, ou principal Magistrat de la Place, la cause de leur venue, & n'y demeureront pas plus de tems, que ledit Gouverneur, ou principal Magistrat leur permettra d'y demeurer, & qu'il sera necessaire pour se fournir de vivres, & pour radouber leurs Vaisseaux, & ils s'abstiendront toujours de débarquer de leurs navires aucunes denrées, ou Balots de Marchandises, pour les exposer en vente, & ne recevront non plus, aucunes marchandises à bord, ni ne feront aucune chose contraire au present Traité.

XIII. Les deux parties observeront sincerement & inviolablement ce present Traité, & toutes & chacunes les clauses y contenües, & le feront observer & accomplir ponctuellement par les sujets & habitans de l'une & l'autre nation.

XIV. Les offenses particulieres ne prejudicieront en aucune maniere au present Traité, & n'engendreront point d'Inimitiez ni dissentions entre lesdites nations, mais chacun répondra de son propre fait & sera poursuivi pour sa contravention; & l'un n'aura point recours à des Lettres de represailles ni à d'autres voyes de cette nature, pour la reparation de l'offence de l'autre, à moins que la justice ne soit déniée ou qu'on n'apportât des delais déraisonnables à la rendre; auquel cas, il sera permis au Roi dont le sujet aura souffert la perte & le dommage, d'avoir recours aux reglemens, & au cours ordinaire de la Loi des Nations jusqu'à ce que reparation ait été faite à celui qui aura été endommagé.

XV. Ce present Traité, ne dérogera en rien, à aucune preéminence, droit, ou Seigneurie, de l'un ou l'autre des Alliez dans les Mers, destroits, ou eaux douces de l'Amerique, & ils les auront & retiendront en la maniere aussi ample & aussi entiere qu'ils peuvent leur appartenir de droit, & il doit être toujours entendu, que la liberté de navigation, ne doit être troublée en aucune façon, quand il n'y aura eu rien de commis contre le sens naturel, & la disposition de ces Articles.

XVI. Finalement, que les ratifications solemnelles de ce present Traité, & convention, en bonne & deüe forme, seront delivrées de part & d'autre, & reciproquement échangées dans l'espace de quatre mois, à compter de ce jour, & dans l'espace de huit mois à compter du jour de l'échange des Instrumens (ou plûtôt si faire se peut) ils seront publiez dans tous les lieux convenables, de l'étendüe des Royaumes, Etats, Isles, & Seigneuries des deux Alliez, tant dans les Indes Occidentalles qu'ailleurs.

En témoignage de tous & chacuns les Articles contenus en ces presentes, Nous susnommez Plenipotentiaires avons signé ce present Traité, & y avons fait apposer le cachet de nos armes à Madrid le 8 jour de Juillet l'an de Grace mil six cent soixante dix.

Le Comte de Peguaranda. (*L.S.*) *Guillaume Godolphin.* (*L.S.*)

XCIV.

ANS de J.C. 1671. FRANCE ET OSNABRUC.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France,* & ERNEST AUGUSTE *Duc de Brunswic & Lunebourg, & Evêque d'Osnabruc, Fait à Cologne le 23. Octobre* 1671. Freder. Leonard. Tom. III.

NOUS ERNEST AUGUSTE, par la grace de Dieu, Duc de Brunswic & de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc, aiant veu & examiné le Traité & l'Article à part, faits & passez à Cologne le 23. d'Octobre dernier, entre M. Verjus, Conseiller du Roi Tres-Chrêtien en son Conseil d'Etat, & son Envoié extraordinaire en Allemagne, au nom de sa Majesté: & le sieur de Hammerstein, Conseiller en nôtre Conseil d'Etat & privé, & President de nôtre Chambre des Comptes, duquel Traité la teneur ensuit.

Le Roi aiant donné ordre & plein-pouvoir au Sieur Verjus, Conseiller de sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoié extraordinaire en Allemagne, de faire & d'accorder avec son Altesse Monsieur le Duc Ernest Auguste de Brunswic & de Lunebourg, Evêque d'Osnabruc, un Traité de Neutralité entre S. M. & tel autre Prince ou Etat avec qui elle pourroit avoir la guerre: & ledit Sieur Duc aiant donné un pareil pouvoir au Sieur de Hammerstein, Conseiller en son Conseil d'Etat & Privé, & President de sa Chambre des Comptes, ledit Sieur Verjus au nom & de la part de S. M. & ledit Sieur de Hammerstein pour ledit Sieur Duc, sont convenus des articles suivans.

I. Que ledit Sieur Duc s'engage à observer une exacte Neutralité pour le tems qui sera marqué ci-aprés, entre le Roi, & quelque Prince ou Etat que ce puisse être, contre qui sa Majesté ait la guerre, & de n'entrer en aucun parti ou ligue qui soit directement ou indirectement contraire aux interêts de sa Majesté.

II. Que ledit Sieur Duc s'oblige de donner passage aux Troupes de sa Majesté & de ses Alliez, quand ladite Majesté l'en requerra, se reservant neanmoins de le donner selon les Constitutions de l'Empire, à d'autres qui le lui pourroient demander.

III. Qu'il sera permis à S. M. de faire acheter dans le païs dudit Sieur Duc, autant de vivres & de munitions de guerre qu'elle jugera à propos, autant que sadite Altesse n'en aura pas besoin elle même.

IV. Que ledit Sieur Duc promet aussi de ne donner durant ce present Traité, ni prester à personne ses Troupes, ni de permettre aucune levée dans ses Etats au prejudice des interêts du Roi.

V. Que ledit Sieur Duc dans toutes les occasions qui ne touchent point l'Empire ni sa Maison, sera toujours prest à donner des preuves de son affection aux Interêts & service du Roi, pour meriter d'autant plus par toute sa conduite la bien veillance & confiance de sa Majesté.

Sa Majesté promet aussi de son côté.

I. Qu'elle fera paier audit sieur Duc un subside de cinq mille écus par mois pendant le cours du present Traité, & tant qu'il durera, à commencer du jour de l'échange des Ratifications; lequel subside doit être avancé de deux mois en deux mois.

II. Que dans les passages que S. M. pourroit demander

ANS de J. C. 1671.

der audit Sieur Duc par ses Etats, elle ne fera pas seullement paier ponctuellement les frais & les dépenses que ses Troupes y pourroient faire, mais donnera aussi les ordres necessaires afin que ses sujets n'en reçoivent aucun dommage.

III. Que S. M. ne prendra aucun quartier d'hiver ou logement dans les Etats dudit Sieur Duc, sans son consentement.

IV. Qu'il sera permis audit Sieur Duc, en cas que quelque partis ou coureurs fissent du desordre dans ses Etats, de s'en saisir, & de les faire punir selon que le cas & la justice le requerra.

V. Que le Roi lorsqu'il en sera requis aprés le terme de six semaines, sera obligé d'assister & de proteger ledit sieur Duc, contre ceux qui le pourront attaquer ou inquieter durant le cours du present Traité, étant libre à S. M. de prester le secours en hommes ou en argent, pourveu qu'il soit proportionné & égal au danger; faute dequoi il demeurera libre audit Sieur Duc de pourvoir à l'interest de ses Etats le mieux qu'il pourra. Et quand, ce que Dieu ne veüille permettre, ledit Sieur Duc pour le sujet de cette Neutralité, viendroit à perdre une partie de ses Etats ou le tout, S. M. ne fera & n'accordera nulle Paix ou Treve avec ceux qui en seront les usurpateurs ou possesseurs, sans qu'il soit pleinement & entierement restitué en tout ce qui lui appartient legitimement, avec dedommagement & interêt; comme en toutes les autres occasions le Roi promet d'appuyer toûjours puissamment les interêts dudit Sieur Duc, pour lui donner de plus en plus sujet de s'attacher à ceux de sa Majesté.

VI. Que ledit Sieur Duc se pourra reserver la fidelité qu'il doit à l'Empereur & à l'Empire, sur les choses qui pourroient être concluës ou arrêtées par les Etats de l'Empire, dans les formes ordinaires & accoûtumées.

VII. S'il arrivoit que pendant ce Traité l'un ou l'autre des Princes de la Maison de Brunswic fût le premier attaqué dans ses Etats, par qui que ce soit, ledit Sieur Duc se reserve de l'assister, conformement à ce qu'il doit en vertu des anciens pactes de famille établi en sa Maison, sans choquer ou manquer à la foi du present Traité.

VIII. Il a été convenu & arresté que le present Traité durera deux années à compter du jour de l'échange des Ratifications, soit que le Roi soit en paix ou en guerre, & qu'en cas que durant le cours de ces deux années, le Roi fut entré en guerre contre quelque Prince ou Etat, ledit Traité continuera & sera exactement observé de part & d'autre dans toutes les conditions, durant le cours de deux autres années aprés les deux premieres echeuës, si ce n'est que la guerre finisse plûtôt, auquel cas le Traité finira avec ladite guerre.

IX. Que trois mois avant que ce Traité expire, le Roi & ledit Sieur Duc pourront traiter & convenir de sa prolongation autant qu'ils le jugeront à propos.

X. Et la Ratification du present Traité sera fournie par le Sieur Verjus de la part du Roi, un mois aprés que ledit Sieur de Hammerstein lui aura livré ledit Traité, & la Ratification de sadite Altesse.

En foi dequoi lesdits Sieurs Verjus de & Hammerstein, ont signé le present Traité & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. Signé, Verjus & De Hammerstein.

Article a part.

Outre ce qui a eté conclu & arresté cejourd'hui entre le Sieur Verjus, Conseiller de sa Majesté en son Conseil d'Etat & son Envoyé extraordinaire en Allemagne; & le Sieur de Hammerstein, Conseiller de son Altesse en son Conseil d'Etat & Privé, & President de sa Chambre des Comptes, en vertu de leurs pouvoirs ils sont convenus par cet article, qui aura la même force & authorité que le Traité principal; que nonobstant la promesse que le Sieur Duc a faite d'observer une exacte Neutralité, il lui demeurera neanmoins libre & permis, sans que pour cela il puisse être accusé d'aucune contravention au Traité susdit d'envoier à l'assistance des Membres de la quadruple Alliance, deux cens chevaux, & quatre cens hommes de pied, qu'il est obligé de leur donner en vertu du Traité d'Alliance fait en l'an 1666. jusqu'au tems que cette Alliance prenne sa fin, qui sera le 25. jour d'Octobre de l'année 1672.

En foi de quoi lesdits Sieurs Verjus & de Hammerstein, ont signé le present Article à part, & y ont mis le Cachet de leurs Armes. Fait à Cologne le 23. d'Octobre 1671. Signé, Verjus & De Hammerstein.

Aiant les susdits Traité & Article à part agreables, en tous & chacuns les articles y contenus, les avons approuvez & ratifiez, approuvons & ratifions, promettant en foi & parole de Prince de les entretenir, garder & observer inviolablement de nôtre part de point en point selon leur forme & teneur, sans y contrevenir ni souffrir qu'il y soit contrevenu, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons signé la presente Ratification de nôtre main, & à icelle fait apposer le Scel de nôtre Secret. Fait à Venise le sixiéme de Novembre 1671. Signé, Ernest Auguste, Duc de Luneburg, Eveque d'Osnabruc.

XCV.

ANS de J. C. 1671. L'Empereur et la France.

(a) *Traité entre l'Empereur* LEOPOLD *&* LOUIS XIV. *Roi de France, pour Alliance & seureté mutuelle. A Vienne le 1. Novembre 1671.* Freder. Leonard. Tom. III.

(a) Le même Traité est en latin dans le Recueil des Traitez Historiques & Politiques de Thuldenus & de son continuateur. Partie VII. pag. 41. avec quelques petits changemens.

Au Nom de la Tres-Sainte et Indivisible Trinité, Pere, Fils & Saint Esprit. Ainsi soit-il.

Comme ainsi soit que le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur Leopold, Empereur élu des Romains, toûjours Auguste, Roi de Germanie, d'Hongrie, de Boheme, de Dalmatie, de Croatie, & de Sclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, de Stirie, de Carinthie & de Carniole, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la haute & basse Silesie, de Wittemberg & de Tech, Prince de Suabe, Comte de Habspourg, de Tirol, de Kiburg & de Gorice, Marquis du Saint Empire, de Burgau, & de la haute & basse Lusace, & Seigneur de la Marche Esclavonique, de Ponnau & de Salins, d'une part. Et le Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, d'autre. Apres avoir consideré l'estat present des affaires, auroient jugé qu'il leur seroit avantageux pour établir leur mutuelle seureté, de s'engager reciproquement de telle maniere qu'ils puissent avoir une confiance plus entiere dans l'amitié l'un de l'autre, les Deputez de leurs Majestez munis de leurs pleins Pouvoirs; Sçavoir, de la part de sa Majesté Imperiale, le Sieur Jean Paul Hocher, Baron Libre, Conseiller du Conseil Secret de sadite Majesté, & Chancelier de sa Cour & d'Autriche; & de la part de sa Majesté Tres-Chrestienne, le Sieur Jacques Brethel de Gremonville, Chevalier & Commandeur de l'Ordre de Saint Jean de Jerusalem, Conseiller du Roi en ses Conseils d'Etat & Privé, Lieutenant General de ses Armées, & Envoié extraordinaire auprés de l'Empereur, ont fait & conclu le present Traité au nom de leurs susdites Majestez.

I. La Paix de Monster demeurera ferme & inviolable, & ne sera jamais rompuë entre sa Majesté Imperiale, tous les Etats, Vassaux & Sujets de l'Empire, d'une part;

ANS de J. C. 1671.

part; & sa Majesté Tres-Chrétienne de l'autre. Un des deux Princes n'aidera point les Ennemis presens ou avenir de l'autre, sous quelque pretexte que ce soit, directement ou indirectement, d'armes, d'argent, de vivres, de conseil ou autrement, ainsi qu'il est porté dans le susd. Traité de Paix auquel on se rapporte. Et il ne sera point permis à l'une de leursd. Majestez d'assister, de quelque espece de secours qu'on puisse imaginer, ni de recevoir sous sa protection les Sujets ou Vassaux de l'autre, qui auroit excité contre l'autre une sedition, émotion, rebellion ou desertion, de quelque maniere ou en quelque lieu que ce soit.

II. Comme il n'est pas permis par cette Paix à aucun Etat de l'Empire de poursuivre son droit par la force ou par les Armes, mais que s'il y a quelque different déja mû ou qu'il s'en meuve dans la suite quel qu'un, chacun doit agir par les voïes de la Justice, & que ce qui a été reglé par la Sentence du Juge doit être commis sans distinction à l'execution des Etats, ainsi que les Loix de l'Empire touchant l'execution des Sentences l'ordonnent. Le Roi T. C. ne donnera aucun secours directement ou indirectement, soit d'armes & de troupes, soit d'argent, de vivres, de conseil ou autrement, ni par lui ni par les autres, à ceux qui tâchent ou tâcheront de poursuivre leurs droits par la voie des Armes: & il n'empêchera point non plus qu'on ne mette en execution contre ces sortes de personnes, les Loix & les Constitutions de l'Empire, établies pour la deffense & la conservation de la tranquillité publique. A l'égard des differens qui sont ou pourront être à l'avenir entre S. M. I. & S. M. T. C. ils seront terminez par une amiable composition; & si on n'en peut convenir, par des Arbitres nommez de chaque côté en pareil nombre; & s'ils ne peuvent s'accorder, par un Arbitre choisi par les deux parties. La même chose sera observée entre le Roi T. C. & les Sujets ou Vassaux de l'Empire, touchant les differens déja mûs ou qui pourroient s'émouvoir à l'avenir, entre S. M. T. C. & lesdits Etats, Sujets & Vassaux de l'Empire, soit qu'il n'y en ait qu'un ou qu'ils soient plusieurs, ensorte que tous ces differens ne seront point terminez par les Armes, mais par une amiable composition, ou par les Arbitres des deux parties, en excluant toute sorte de violence. Et comme il a été dit dans le premier article, que l'un des deux Princes ne pourra en aucune façon donner de secours aux Ennemis de l'autre, tout ce qui est porté dans le Traité de Munster, touchant les Etats de l'Empire, doit être censé repeté ici, comme s'il etoit inseré mot à mot.

III. Comme il est de l'interest de l'Empereur, de tout l'Empire, & même de toute la Chrétienté, que la Paix d'Aix la Chapelle soit conservée en son entier, & que S. M. I. en desire avec raison la conservation, le Roi T. C. promet à l'Empereur de l'observer exactement dans tous ses chefs ou articles, sans aucune exception; afin qu'il soit ainsi libre à S. M. I. de promettre & de donner au Roi Catholique sa garantie de ladite Paix d'Aix la Chapelle: & s'il est besoin Elle emploiera efficacement auprés dudit Roi Catholique, tous les offices necessaires afin qu'il ne fasse rien contre cette Paix, mais qu'elle demeure stable pour le bien du repos universel. Afin donc que l'Amitié mutuelle entre l'Empereur & le Roi T. C. se conserve mieux à l'avenir; chacune des parties aura soin de l'utilité, de l'honneur, & des avantages de l'autre, & mesme du Roi Catholique. S. M. I. en consideration de la promesse que le Roi T. C. vient de faire d'observer ladite Paix d'Aix la Chapelle s'oblige & promet que pourvû que ladite Paix soit conservée en son entier de la part du Roi T. C. s'il s'élevoit une Guerre ouverte hors des Cercles & Fiefs de l'Empire, que les Etats ou Vassaux de l'Empire possedent, entre le Roi T. C. d'une part, & les Rois d'Angleterre & de Suede, & les Etats des Provinces Unies de l'autre part; en ce cas il ne se mêlera point de cette Guerre, ni par lui ni par autre, si ce n'est par une entremise de ses offices pour procurer la Paix; & il ne fera aucune Confederation avec les uns ni avec les autres pour leur deffense, & contre le Roi T. C. & il ne donnera dans le cas ci-dessus, soit ausdits Rois d'Angleterre & de Suede, ou aux Etats Generaux, s'ils sont Ennemis du Roi T. C. aucun secours en armes, argent, conseil, ou quelque autre chose que ce soit, & cela pour une plus grande confirmation de leur veritable amitié, & des Traitez de Paix qui ont déja été faits.

ANS de J. C. 1671.

IV. On ne dérogera point par cette Confederation à celles que l'Empereur a faites jusqu'à present, ou fera à l'avenir pour la deffense des Terres ou Fiefs de l'Empire ou de ses Roiaumes & Provinces; de même que par cette Convention on ne déroge pas non plus à l'Alliance, ou aux Alliances que le Roi T. C. a fait ou fera pour la deffense de son Royaume de France: Avec neanmoins ce temperamment & explication, que l'Empereur ni le Roi T. C. sous pretexte ou pour raison des Alliances qu'ils ont concluës ou concluront à l'avenir, ne feront ou ne stipuleront aucune chose qui soit contraire à cette Convention. Que cette confederation ne prejudiciera aussi en rien aux garanties que l'Empereur ou le Roi T. C. ont promis dans la Paix d'Oliva, & ensuite dans la Paix qui a suivi en l'année 1666. entre lesdits Etats Generaux, & l'Evêque de Munster.

V. Cette Alliance sera gardée fort secrette, & ne sera en nulle façon communiquée à qui que ce soit, sans le consentement de l'autre partie. Leurs Majestez auront aussi soin & feront ensorte qu'elle ne soit pas publiée & divulguée par leurs Ministres qui en ont presentement connoissance.

Toutes ces choses ont été concluës entre lesdits Plenipotentiaires de leurs Majestez, en vertu des pleins pouvoirs qu'ils en ont réceu de leurs Maistres, & qu'ils ont échangez reciproquement, sous la promesse que lesdits Plenipotentiaires des deux parties ont fait de délivrer & échanger dans six semaines, à compter de ce jour, les Ratifications de l'Empereur & du Roi T. C. En foi de quoi ce present Traité a été signé, & muni du Sceau des Armes desdits Sieurs Plenipotentiaires. Fait à Vienne le premier jour de Novembre de l'année 1671. Signé, LE CHEVALIER DE GREMONVILLE. JEAN PAUL HOCHR L. B.

XCVI.

ANS de J. C. 1671. FRANCE ET PALATIN.

Contract de Mariage, de PHILIPPES *Duc d'Orleans, Frere Unique de* LOUIS XIV. *Roi de France, avec Madame la Princesse Electorale* ELIZABETH CHARLOTTE *Palatine du Rhin. Fait & passé au Château de Versailles le 6. Novembre* 1671. Freder. Leonard, Tom. III.

AU NOM DE DIEU. Sçachent tous presens & à venir, que comme le Roi a toûjours eu un tres-grand desir de procurer & concourir en toutes choses à la satisfaction & aux avantages de Monseigneur Fils de France, Duc d'Orleans, son Frere Unique; sa Majesté dans la resolution que mondit Seigneur a pris de se remarier, a bien voulu lui procurer une alliance sortable à la grandeur de sa naissance; & pour cet effet aiant consideré qu'entre toutes les Princesses de l'Europe sur lesquelles elle auroit pû jetter les yeux, la Princesse Electorale Elizabeth Charlotte, Palatine du Rhin, seroit plus convenable, tant pour son ancienne & illustre naissance, que pour les diverses alliances que les Princes ses Pere & Aïeuls ont eu avec cette Couronne, sa Majesté en auroit fait faire les propositions sur lesquelles les articles & conditions necessaires pour parvenir à l'accomplissement dudit Mariage (suivant le consentement que nôtre S. Pere le Pape en a donné) ao ont été arrestez & signez. Pour ce est-il que du

ANS de J. C. 1671.

du consentement & volonté de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre ; & de tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Marie-Therese, par la même grace de Dieu Reine de France & de Navarre, Epouse de sa Majesté. Furent presens tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique du Roi, Duc d'Orleans, de Vallois & de Chartres, Seigneur de Montargis, Pair de France, d'une part. Et Messire Frederic Pavel de Rammengen, Conseiller & Resident prés sa Majesté, de tres-haut & tres-puissant Prince Charles Louis, par la grace de Dieu Comte Palatin du Rhin, Archi-Tresorier & Prince Electeur du S. Empire, Duc de Baviere, aiant pouvoir & procuration de mondit Seigneur Prince Palatin ; & de tres-haute & tres-puissante Princesse Elizabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, Fille de mondit Seigneur Prince ; & de tres-haute & tres-puissante Princesse de Hesse son Epouse, ladite procuration étant en parchemin écrite en latin, expediée sous les signatures de mondit Seigneur Prince & Princesse sa Fille, & scellée de leurs Sceaux sur lacs de soie & argent, dattée à Strasbourg le vingt-deuxiéme Octobre dernier ancien stile, & premier Novembre present mois stile nouveau, demeurée avec les articles dudit Mariage, aussi signez & dattez comme ladite procuration, annexées à la Minutte des presentes, aprés que ladite procuration a été paraphée, *ne varietur*, dudit Sieur de Rammengen, d'autre part ; lesquelles parties de leur bon gré, pure & franche volonté, ont convenu & accordé ce qui ensuit.

I. C'est à sçavoir, mondit Seigneur Duc d'Orleans prendra pour Femme & Epouse madite Dame la Princesse Elizabeth Charlotte, par foi de Mariage, comme aussi madite Dame prendra pour Mari mondit Seigneur Duc solemnellement à la face de la Sainte Eglise Catolique, Apostolique & Romaine.

II. Aussi-tôt que le present Contract de Mariage sera mis entre les mains de mondit Seigneur Prince Palatin, ce qui se doit faire incessamment, madite Dame Princesse sera conduite jusqu'en la Ville de Metz, aux frais de mondit Seigneur Prince Electeur Palatin, avec un équipage, meubles & habits convenables à sa condition.

III. Le Sieur Maréchal Duc du Plessis Praslin, se trouvera en ladite Ville de Metz de la part de sa Majesté & de mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec procuration suffisante pour faire les épousailles avec madite Dame Princesse, au nom de mondit Seigneur Duc.

IV. Ensuite ledit Sieur Maréchal épousera en vertu de son pouvoir & procuration madite Dame Princesse, le lendemain ou deux jours aprés l'arrivée de ladite Dame Princesse à Metz, avec toutes les solennitez requises.

V. Aprés quoi ladite Dame Princesse sera conduite par tres-haute & tres-puissante Princesse Anne de Gonzagues de Mantouë, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere Doüairiere, au lieu où il plaira à mondit Seigneur de se trouver, dans lequel lieu le Mariage sera confirmé & consommé.

VI. En faveur dudit Mariage mondit Seigneur Prince Electeur a constitué en Dot, & fait don à madite Dame Princesse sa Fille de la même somme que les Princesses de la Maison Palatine ont accoûtumé de recevoir, & que ses Etats dont il est à present en possession, sont en usage de donner en pareilles occasions, qui sera delivrée partie en argent, partie en bagues, dont inventaire & estimation sera fait, & lui tiendront nature de propre, laquelle somme sera paiée dans un an aprés la consommation du Mariage, & pour la sureté de laquelle tous les biens, meubles & immeubles de mondit Seigneur Duc d'Orleans seront hipotequez du jour du paiement, & specialement une Terre de la va- [illegible] leur au moins de ladite somme, au choix de mondit Seigneur Duc d'Orleans.

VII. Ladite Dame Princesse sera autorisée par mondit Seigneur futur Epoux, pour renoncer, comme elle renonce dés à present à tous droits successifs sur tous les biens souverains & feodeaux, paternels & maternels situez en Allemagne, se reservant seulement ses droits sur les biens de même qualité situez hors l'Allemagne & les allodiaux de sa Maison.

VIII. Seront lesdits Seigneur & Dame futurs Epoux communs en tous biens meubles & conquests immeubles, qui seront par eux faits durant & constant ledit Mariage, suivant la Coutume de la Ville, Prevosté & Vicomté de Paris, étant neanmoins convenu que tous les biens, meubles & immeubles qui de present appartiennent à mondit Seigneur Duc d'Orleans, lui seront & demeureront propres, & aux siens de son côté & ligne, declarant mondit Seigneur Duc que depuis le decéds de deffunte Madame son Epouse, il a fait faire inventaire de ses biens, duquel inventaire recollement sera fait avant la celebration dudit futur Mariage, & copie d'icelui jointe à la minutte des presentes.

IX. Mondit Seigneur Duc d'Orleans pour la singuliere affection qu'il porte à ladite Dame Princesse sa future Epouse, lui donnera des pierreries, bagues & joiaux pour la somme de cent cinquante mil livres, à la charge que arrivant le predecéds de ladite Dame Princesse sans enfans, lesdites pierreries, bagues & joiaux lui seront restituez & appartiendront, sans qu'ils puissent être compris en ladite communauté, laquelle restitution aura aussi lieu en faveur des heritiers dudit Seigneur Duc d'Orleans, en cas qu'il predecéde ladite Dame sa future Epouse sans enfans, aprés toutefois le decéds de ladite Dame Princesse qui en joüira sa vie durant.

X. Mondit Seigneur Duc d'Orleans à doüé ladite Dame Princesse de la somme de quarante mil livres de rente par chacun an de doüaire prefix, en fonds de terre de proche en proche, à prendre & en joüir par ses mains du jour que doüaire aura lieu. Premierement sur les Biens, Terres & Seigneuries dudit Seigneur Duc, autres que ceux de son appanage ; & en cas que lesdits biens ne soient suffisans, ledit doüaire sera pris pour le tout ou partie sur les Terres de son appanage. En outre donne à ladite Dame Princesse sa future Epouse le Château de Montargis garni de meubles, comme il convient à sa qualité, pour son habitation & demeure sa vie durant.

XI. En cas de predecéds de mondit Seigneur Duc d'Orleans sans enfans dudit Mariage, il sera permis à ladite Dame Princesse future Epouse de renoncer à ladite communauté dans trois mois aprés ledit decéds, & y renonçant elle demeurera quitte de toutes dettes de ladite communauté, soit qu'elle y eut parlé ou non, & répendra les deniers qui lui ont été constituez en Dot, qui se trouveront avoir été receus par mondit Seigneur Duc d'Orleans, avec tous les biens qui lui seront avenus & écheus constant ledit Mariage par donation, succession ou autrement, ensemble ses habits, bagues, joiaux & meubles qu'elle aura apportez, dont à cette fin sera fait un bref inventaire, son dit doüaire & habitation audit Château de Montargis meublé, comme il est dit ci-dessus, franchement & quittement de toutes dettes, dont ladite Dame sera aquittée sur les biens dudit Seigneur Duc d'Orleans ; & pour raison de ce, & des autres clauses & conditions dudit futur Mariage, ladite Dame Princesse aura hipoteque sur lesdits biens du jour du present Contract.

XII. Et si ladite Princesse future Epouse survivant avec enfans dudit Mariage, vouloit accepter ladite communauté & y participer, elle emportera seulement le tiers des biens d'icelle communauté, paiant par elle le tiers des dettes, mais s'il y a enfans & qu'elle choisisse ladite acceptation, elle emportera la moitié de ladi- [illegible] te com-

ANS de J. C. 1671.

ANS de J.C. 1671. te communauté, à la charge aussi de paier & aquiter la moitié des dettes d'icelle.

XII. Arrivant au contraire que ladite Dame future Epouse vint à predeceder sans enfans, ou avec enfans dudit Mariage, ses heritiers ne pourront rien demander audit Seigneur Duc d'Orleans, à cause du droit de communauté stipulé en faveur de ladite Dame Princesse; mais sera tenu mondit Seigneur Duc de restituer aus dits heritiers tout ce qu'il aura touché de dot, de donation ou heritage du côté & ligne de madite Dame future Epouse.

XVI. Et en cas que pendant ledit Mariage il soit aliené quelques biens des propres & immeubles de ladite Dame future Epouse, ores qu'elle y soit parlé, ou qu'il soit fait rachapt d'aucune de ces rentes, ou retiré quelque Domaine aliené à elle appartenant, en sera fait autre emploié par ledit Seigneur futur Epoux; & à faute de ce faire par lui pendant ledit Mariage, les deniers seront repris sur la communauté, & si elle ne suffit pas sur les propres dudit Seigneur futur Epoux.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se sont les parties obligées & obligent avec tous & chacun leurs biens quelconques, presens & à venir sans jamais y contrevenir. Et furent les presentes faites & passées en la presence de tres-haut & tres-excellent Prince Monseigneur Loüis Dauphin de France; de tres-haute & tres-puissante Princesse Marguerite de Lorraine Duchesse Doüairiere d'Orleans, & de tous les Princes & Princesses du Sang, Ducs, Pairs & Officiers de la Couronne, & principaux Seigneurs du Conseil de sa Majesté, & de nous les Conseillers Secretaires de la Maison & Couronne de France, Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de sa Majesté. Au Château de Versailles le 6. jour de Novembre 1671. signé, LE TELLIER & COLBERT.

XCVII.

ANS de J.C. 1672. Colo-gne.

Traité entre l'Electeur de COLOGNE, *& la Ville de même nom. Fait à Cologne, le 9. Janvier*, 1672. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 545.

POstquam inter Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, ejusque Archidiœcesin ex una, nec non Consules & Magistratum Civitatis Coloniensis ex altera, partibus, variæ differentiæ ac controversiæ à longo tempore hucusque exortæ; adeò creverunt, ut causam utrinque dederint variarum, earumque periculosarum diffidentiarum: Hinc ad præcavendum mala, quæ timentur exindè ventura & ad pacem tranquillamque securitatem conservandam; clementissimè permota & inducta Sacra sua Cæsarea Majestas, omnes hasce hinc inde controversias amicabili compositione terminandas, Celsissimis, & Serenissimo, Principibus Electoribus Moguntino, Trevirensi & Brandenburgensi commisit: Qui etiam pro ejusdem Cæsareæ Commissionis debitâ paritione per suos Subdelegatos cum mandatis sufficientibus Coloniam Agrippinam circa principium nuper præteriti mensis Junii missos, ibidem 23. ejusdem mensis dictam Commissionem, coram utriusque Partis Deputatis publicârunt, amicabili compositioni initium fecerunt, in ejusdemque pertractatione processerunt: Qui quoque fini, scilicet præcavendorum periculorum suprà dictorum, & retinendæ communis securitatis, Principes deinde & Status Circuli Infra-Rhenani-Westphalici in conventu Circulari, nuper Bilefeldæ indicto & habito, utile ac expediens esse judicârunt, non modò diversas introducere ac suscipere deliberationes; sed insuper etiam insignem Deputationem unà cum Directorio resolvere & destinare; Prout quidem etiam illi omnes suas curas & cogitationes in propositum Cæsareorum Dnn. Subdelegatorum finem quàm optimè & secundissimè provehendum per tempus aliquod contulerunt: At verò in ipso progressu, non minùs Cæsarei Subdelegati, quàm memorati Circuli Deputati, causam principalem ab ipsa compositione procul adhuc abesse, intereà autem diffidentiam utrinque nasci, adaugeri, ac inde plurium violentiarum pericula magis magisque in metum venire, observârunt: hisce autem ita pendentibus, etiam Celsissimus Episcopus ac Princeps Monasteriensis ejusdem metûs avertendi curam studio perquàm singulari & eximio in se suscipiens, in vicinam Civitatis Coloniensis ipsemet accessit, ac præter Cæsareos D.D. Subdelegatos unà cum reliquis ex dicto Directorio aliisque Circuli præsentibus Dominis Deputatis pro exequenda Augustissimæ Cæsareæ Majestatis, Cæsareorumque Dnn. Commissariorum intentione, prædictum securitatis punctum, (ad cujus quippe promotionem memorata Circuli Deputatio ex suprà relatis causis præcipuè resoluta ac instructa fuit) absque mora assumens, tam præfatum Serenissimum Electorem Principem, quàm etiam Civitatem, cum debito respectu, & serio desuper convenit, tandemque utriusque Partis desiderio, & mente perceptis, ac simul diligentiâ, quâ fieri potuit, adhibitâ, cum ejusdem utriusque Partis placito & assensu, mediante hac transactione provisionali citra tamen præjudicium Cæsareæ Commissionis & Subdelegationis, conventum, transactum & conclusum est, securitatem istam modo subsequenti fundandam, stabiliendam sequentique ratione constanter observandam, ac illi contrarium nihil prorsus attentandum.

Et quidem primò, ut memoratus Serenissimus Princeps Elector Coloniensis, sub Principis fide & verbo sub sua manu & Sigillo in scriptis, & accedente Metropolitani Capituli consensu, Civitati Coloniensi spondeat, & caveat, quod nec ipse, nec ejus successores in Archidiœcesi prædictam civitatem milite proprio aut alieno ullatenus obsidere, circumcingere, contingustare, aut inquietare; nec etiam per arresta, repressalias, inhibitiones, prohibitiones aut executiones, aliove quocunque modo, in suis suorumque civium & incolarum personis, immobilibus aut mobilibus bonis, reditibus, navibus & mercibus ad mercaturam spectantibus, quâvis ratione & viâ, aut aliàs in juribus suis gravare debeant. Et casu quo à sua Serenitate, ejus nomine, aut per ejusdem jam tum collectos, aut deinceps colligendos proprios, aut & aliter recipiendos milites, civitati ejusdem, civibus & inquilinis, sicuti prædictum, præter omnem opinionem, damnum aliquod inferatur, quod hoc ipsum velit reparare.

Et contrà, secundò, ut Consules & Magistratus Civitatis Coloniensis cum consensu totius Communitatis repromittant, quod milites extraneos, modo & formâ apud sequentem tertium articulum fusiùs relato dimittere, & cavere velint, quod nec per suos Cives nec per collectos, aut deinceps colligendos proprios aut alias suscipiendos Imperii & Circuli milites, Serenissimo Principi Electori, ejusdem Archidiœcesi & terris earundemque Incolis ex Civitate & nomine Civitatis ullum omnino damnum directè vel indirectè inferri, nec Clerus, nec suæ Serenitatis Ministri in ipsa Civitate quoquo modo molestari, nec insuper in sæpius memoratæ suæ Serenitatis ejusdemque Archidiœcesis, in & extra Civitatem possessis juribus, jurisdictionibus, earundemque exercitio ulla usurpatio aut invasio fieri, nec quicquam novari, & casu quo Serenissimo Principi Electori ejusdemque Archidiœcesi & hujus Incolis damnum aliquod ex Civitate & nomine Civitatis adversus hæc illatum fuerit, illud ipsum per eosdem redintegrari & resarciri debeat.

Ut igitur tertiò, Civitas Coloniensis extraneorum uti dictum, militum dimissione factâ, in tuto esse ac manere, insuper etiam pax & tranquillitas in Circulo Westphalico retineri possit; Civitas quidem Legionem Pamphilianam ita dictam, servitiis & Sacramen-

ANS de J. C. 1672.

to relaxatam & liberam ad promissum & cautum salvum conductum dimittat; nec ullum extraneum militem imposterum, excepto casu articuli ultimi §. quâ etiam ratione &c. admittet. Antè talem dimissionem verò, aut ad minimum circa idem tempus, & pari passu pro securitate suâ suscipiet ex illis in Conventu Westphalici Circuli Bilefeldiæ nuper celebrato, conventis copiis auxiliaris 1200. pedites, ejusdem circuli Stipendio persolvendo & cauto, ac non tantùm illorum plures, quando opus habuerit & requisiverit à memorato Circulo aut ejusdem Principibus Directoribus infallibiliter & absque mora exspectabit, atque de illis deinceps certa constet: sed præterea etiam ipsi liberum erit, Sacram Cæsaream Majestatem, nec non tres ad amicabilem præsentium differentiarum compositionem; Deputatos Dnn. Commissarios & Principes Electores pro consimili mittendo fortè desideratorum militum auxilio, pari modo & contributione cautorum sumptuum, submississimè & submissè implorare, quemadmodum & Vicinos Circulos pro ejusmodi resolutione ac declaratione ad plenariorem sui assecurationem in casu necessitatis interpellare & requirere: Ad hæc Consules & Magistratus præsentabunt & nominabunt qualificatum & Circulo dignum Chiliarchum, qui jam dictis copiis Circularibus in memorata urbe præsit: Ille vero & reliqui Officiales juxta normam Recessus Circularis Bilefeldiæ nuper conclusi, à Directorio unà cum cæteris ad has Colonienses differentias Dnn. Deputatis præficientur. Dicti porrò milites, quamdiu in Urbe manserint sequentur præfati Magistratus Imperium, & quando eidem placuerit, inde migrabunt: Iste Chiliarchus autem & reliqui Officiales unà cum dictis Circuli copiis auxiliaris, simul etiam Civitati fidelitatem jurabunt, idque hâc reservatione, ut Civitas per hæc nulli bello, quod ab uno fortè alterove Circuli aut Imperii Constatu in particulari, præter spem geri posset, sese velit immiscere.

Quia etiam, quartò inchoatum, Munitionis seu Fortificationis opus periculosis controversiis occasionem facilè præbere posset; atque sic ejusdem perfectio debeat apud hunc securitatis punctum meritò in considerationem venire: Ideo Serenissimus Princeps Elector pro contestatione pacifici sui animi, permittit & concedit ut tale opus ad finem perducatur, hac tamen conditione, ut urbis Coloniensis Magistratus in Scriptis caveat, de opere ejusmodi demoliendo, restituendoque, aut aliundè desuper Archidiœcesi idonee satisfaciendo, si posthac examinato negotio in possessorio aut petitorio pronuntiatum fuerit, loca & fundos, in quibus ædificatum opus est, esse de Archidiœceseos Coloniensis territorio: nec non juxta suam jam tum factam declarationem de indemnisando, privatos illos, ad quos fundi spectant, in quibus cæspites effossi sunt, uti etiam de non accrescendo Civitati, neque ab eadem prætendendo ullum jus novum per cespitationem in sta dicto Burbanio factam.

Ut, quintò, omnes Controversiæ inter sæpè memoratum Serenissimum Principem Electorem & dictam Civitatem Coloniensem prorsus tolli, ut per hoc securitas isthæc tantò minùs violari possit, utrimque conventum est, ut omnes ac singulæ hinc indè motæ prætensiones & actiones, sive in lite de præsenti pendeant sive non, cujuscunque nominis & undecunque descendent, in Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Camerali Spirensi, juxta ordinationem novissimi Imperii Recessûs de Anno M DC LIV. in illis tex ibidem præscriptis terminis peremptoriis, absque concessione ullarum in citato Imperii Recessu vetitarum prorogationum, aut dilationum, quàm fieri potest, brevissimè expediantur: Et quidem in specie in probatoriali termino Commissarii idonei, utrique parti, ad examinandum testes, ad productionem & transumptionem documentorum, vel inspectionem loci, aliave deputentur: Et talis Commissio ab iisdem, in partis utriusque præsentia, in locos tempore ubi documenta asservantur, sive Coloniæ, sive Bonnæ, perficiatur: atque Sacra Cæsarea Majestas submississimè imploretur, quatenus dignetur præfato Camerali Judicio seriò injungere, ut super Controversiis hujusmodi secundum superiorem ordinationem ad summum infra quinquennium, à die institutæ querelæ, cognoscat, easque decidat; Realis verò executio judicata fiat pro causarum gravitate, infra tres aut ad summum infra sex menses, à die publicationis numerandos, illudque in hoc articulo nominatum tempus observetur: Quod si præter spem, ob unius alteriusve partis moram, tale tempus frustrà effluxerit, integrum erit Parti aut ad ejusdem transactionis observationem transactionem hanc observantis ulteriùs agere, aut aliàs jure suo uti, ad eum modum, quo ante hujus transactionis conventionem uti licuit & potuit.

Interea etiam & quousque supratactæ præsentes ac futuræ controversiæ, secundum superiorem normam funditus sublatæ & sopitæ sint, tam, sextò, Serenissimus Princeps Elector, ejusdemque Archidiœcesis, quàm ipsa quoque civitas, manebunt & continuabunt, quoad jura & jurisdictionalia in & extra urbem in possessione, detentione, exercitio, & usurpatione illâ, in quâ hinc indè partes de præsenti sunt.

Ubi, septimò, sæpiùs memoratus, Serenissimus Princeps Elector, consentit, & vigore hujus permittit, quòd, licet opinione Serenitatis suæ, civitas præter omnem exspectationem, pendente supradicta juris viâ, in uno aut altero, adversus superiorem suum pollicitationem quidpiam attentaverit; nihilo tamen minùs sua Serenitas via facti vel armorum, aut etiam, intra quinquennium à dato hujus transactionis computandum per modum arresti, prohibitionis, repressaliorum vel executionis neutiquam procedere; sed talia insperata attentata, aut etiam quando alias in uno alterove puncto super dicto Statu possessionis vel detentionis, exercitii vel usurpationis, dubium fortè aliquod vel contentio emerserit, illud præfato Cæsaris & Sacri Romani Imperii Judicio Spirensi committere velit: Quemadmodum etiam Civitas similiter ab omnibus attentatis, uti etiam dictum, abstinebit, & desuper memorati Cameralis Judicii Cognitioni acquiescet: quod Judicium super punctis dubiis & controversis ratione possessionis, detentionis, exercitii, vel usurpationis (postquam, eadem summariè, & tantummodò in duobus productis intra quadrimestre coràm Juris Consultis in urbe Coloniensi ad hoc ab utraque parte nominandis instructa, ac deinde acta ad memoratum Cæsareum & Sacri Imperii Judicium Camerale transmissa fuerint) de plano & ad summum intra trimestre à die receptorum actorum cognoscet & judicabit: cui judicato, donec causa principalis decisa fuerit, omninò parebitur. Post lapsum verò prædicti à dato hujus currentis quinquennii, partibus jura sua priora salva erunt & manebunt, & quod Cæsareum Camerale Judicium interea aut posteà judicabit, illi ab utraque parte obtemperabitur.

Et quamvis, octavò, omnia, tali modo, uti dictum, viæ juris relicta sint, nihilominus tamen potest per Cæsaream Commissionem & Deputatos ad illam Dnn. Subdelegatos, uti etiam per alios pacis amantes Imperii ac Circuli Electores, Principes, & Status, quousque unicuique visum fuerit, amicabilis compositio ulteriùs quovis meliori modo tentari, & in illam opera conferri. Et quoniam pars controversiarum ita comparata est, ut si amicabiliter componi nequeant, saltem coràm quibusdam ab utraque parte deligendis Juris-Consultis, in Urbe Coloniensi, intra certum hinc indè placitum breve tempus instrui, submitti, acta inrotulari, inrotulata Spiram mitti, desuperque per præfatum laudabile Cameræ judicium intra determinatum ac breve tempus judicari possit, sic per talem amicabilem compositionem quoque tentari posset, utrum & quousque utraque Pars etiam in his posset adduci ad concordiam.

Uti

ANS de J. C. 1672.

Ut igitur Superiora omnia in omnibus ac singulis suis punctis & clausulis, sic ut præfertur, robur suum tantò magis obtineant, & juxta literam observentur.

Sacra sua Cæsarea Majestas, nonò, tam per Celsissimos Cæsareos Dnn. Commissarios, quam etiam Westphalici Circuli Directores, aliosque Principes ac Status, uti non minùs à dicto Serenissimo Principe Electore, & Civitate Coloniensi, decenter & submississimè implorabitur, non tantummodò, ut hanc pro utriusque securitate conventam transactionem clementissimè confirmare, & ejusdem observationem pro decisione supratactarum controversiarum antefato Cameræ Judicio mandare, verùm etiam eandem tutari seu guarentigiare clementissimè dignetur. Cujus etiam tuitio talis seu Guarentigia pariter à supradictis Celsissimis Cæsareis Dnn. Commissariis Principibus Electoribus Moguntino, Trevirensi, & Brandenburgico, nec non à Westphaliæ & inferioris Saxoniæ Circulis eorundemque Directoribus Principibus ac Statibus, generatim vel sigillatim petetur. Insuper verò etiam memoratæ augustissimæ Cæsareæ Majestati supplicabitur, quatenus Eminentissimo Principi Electori Moguntino committere dignetur, ut ille in casum necessitatis, quo hæc assecuratio & conventa puncta, præter omnem spem ullâ ratione labefactentur & perfringantur, quinque Circulos juxta Imperii Executionis ordinationem & Recessum de Anno 1555. §. *So sich dan*, &c. ad defensionem partis læsæ & observationem hujus transactionis conscribat; juxtaque citatam Imperii Executionis ordinationem ad ulteriora procedat. Quâ etiam ratione sæpè dicto Serenissimo Principi Electori vel Civitati, illi videlicet parti, quæ præter opinionem omnium, metum & vim adversùs hanc transactionem patietur, in tali necessitatis casu, ac præsertim ob cunctationem & moram supradictæ tuitionis seu Guarantiæ, aut insperatum ejusdem executionis defectum, liberum est, etiam auxiliis Extraneorum juxta modum Instrumenti Pacis Monasterio-Osnabrugensis, ad arcendam ejusmodi vim, uti.

In cujus testimonium non tantùm super hâc transactione, necessaria Originalia expedientur: eorundemque alia nomine sæpiùs memorati Serenissimi Principis Electoris Coloniensis & illius Metropolitani Capituli subscripta ac sigillata, Civitatis alia verò nomine dictæ Civitatis pariter æqualiterque subscripta ac sigillata, memorato Serenissimo Principi Electori, & illius Capitulo Metropolitano: ab utraque autem parte, alia Cæsareæ Subdelegationi & Inferioris Rhenani Westphalici Circuli Directorio ac Deputatis singulatim extradentur: verùm etiam complura exemplaria nomine dictorum Celsissimorum Cæsareorum Dominorum Commissariorum, ab eorundem Dominis Subdelegatis, & nomine jam memorati Circuli à Celsissimo Principe Monasteriensi inprimis, ac deinde à dicto reliquo Circuli Directorio præsentibusque Circuli Deputatis subscribentur, sigillabuntur, signis illorum corroborabuntur, & similiter extradentur. Ratificatio eorundem autem infra septem dies procurabitur, & hinc indè communicabitur. Sic actum 11. Januarii M DC LXXII.

Nomine Cæsareæ Commissionis pro parte Eminentissimi Principis Electoris Moguntini &c.

(*L.S.*) Fridericus Greiffenclau *von Volratz.*
(*L.S.*) Constantinus Bertrambs.

Pro parte Eminentissimi Principis Electoris Trevirensis &c.

(*L.S.*) Antonius Sohler, manu propr.

Pro parte Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici &c.

(*L.S.*) Conradus *von der Reck.*

(*L.S.*) Wernerus Gulielmus Blaspeil.
(*L.S.*) Ezechiel von Spanheim.

(*L.S.*) Christophorus Bernhardus, Episcopus Monasteriensis.

Pro parte Juliæ Cliviæ

(*L.S.*) Franciscus Liber Baro de Giese.

Pro parte Cliviæ Juliæ.

(*L.S.*) Wernerus Gulielmus Blaspeil.

Pro parte Paderborne.

(*L.S.*) Casparus Philippus *von Kesler.*

Pro parte Nassoviæ Evangelicæ.

(*L.S.*) Joannes de Beyer.

Pro parte Werdenæ

(*L.S.*) Joannes Brandt.

Pro parte Tremonæ.

(*L.S.*) Joannes Brandt, ad requisitionem nomine Constituti &c.

Recessus annexus.

Sciendum, quandoquidem inter Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, & Consules ac Senatum Civitatis Coloniensis, post decisum & transactum Securitatis punctum, nonnullæ adhuc, ratione causæ Sulzerianorum & Hesselmanni, nec non ratione executionis sententiarum, à suæ Serenitatis Officialibus in Judicio latarum ac ferendarum controversiæ particulares intercedant. Hinc illæ cum utriusque Partis consensu, per Cæsareos Dnn. Subdelegatos in modum sequentem per Recessum hunc accessorium, ita quoque compositæ & expeditæ sunt, ut eædem sub illa, in Recessu principali conventâ Guarantiâ æquè benè comprehensæ esse debeant; Et quidem primò, postquam in ita dicta Sulzerania & Hesselmannica causa omnis generis difficultates sese prodiderant, quando à parte Serenissimi Principis Electoris existimabatur, Decretum illud VI. Martii anni currentis in alto Judicio latum, esse executioni mandandum, Consules & Senatus verò contrarium, & per hoc juri suo derogari sustinebant, atque ita super hac causa in medium adductæ variæ conditiones nullum effectum habuerunt, Hinc tandem (salvo tamen per expressum, quod hic casus neutri parti aliquod præjudicium conciliare, nec in consequentiam trahi, partibus justa sua defensio reservata esse debeat) eò conventum ac transactum est, quòd in illa, Hesselmannum & ambos fratres Sulzer concernente causâ, in eventum, quo Celsissimi Principis Monasteriensis intercessio non assequatur desideratum effectum, decisio Cameralis Judicii juxta expressum tenorem in puncto securitatis reparabilis Articuli septimi, in eoque contentæ brevioris viæ super modo procedendi, & qualiter à dicto alto Judicio ulteriùs procedendum exspectari; Interea verò & donec illa inde secuta fuerit, supratactæ tres personæ ea in custodia, in qua nunc existunt, manere, ac ea violata in illos propterea per Magistratum debitè animadverti debeat. Quòd si intereà, & pendente causæ instructione inter suam Serenitatem & Consules, Senatumque super modo procedendi, uti supra memoratum, amicabilis compositio iniri poterit, illi per omnia parendum erit.

Cum etiam, secundò, ratione executionis sententiarum in Curia Officialatûs Coloniensis latarum con-

ANS de J. C. 1672.

tentiones usque huc ex eo capite existant, quòd Consules & Senatus Civitatis Coloniensis pro assistentia eorundem violentiarum Judicum ad executionem faciendam, non mediante Vice-Comite, sed per ipsummet Officialem immediatè requiri voluerint: prout in usu se habere asseruerunt. Ex parte Serenissimi Electoris Coloniensis autem hoc recusatum, & ad observantiam contrariam, quam tamen Consules & Senatus non concesserunt, relatio facta sit, atque ita utrimque possessorium vel quasi, in hoc puncto disputatum fuerit. Ut igitur paupetes & egentes Partes, quæ causas suas apud præfatum Officialatûs Judicium per jus & sententiam vicerunt, diutiùs non destituantur competente auxilio, hinc Consules & Senatus ad assiduam Cæsareorum Subdelegatorum instantiam, tandem amore pacis eò se declaraverunt, quòd ipsi erga promissum suæ Serenitatis Reversale, in quo Magistratus securus redditur, quòd hæc declaratio eidem ne vel in minimo, in circumventionem, præjudicium & consequentiam interpretari, neutri partium etiam per hanc, novum quoddam jus, in quocunque possessorio vel petitorio accrescere, vel jam acquisitum diminui vel auferri debeat, intra quadrimestre spatium à dato hujus accessorii Recessûs computandum, suos violentiarum Magistros, ad requisitionem Vice-Comitis pro executione dictarum sententiarum concedere velint, & adhuc ulteriùs utrinque conventum est, ut coràm quatuor impartialibus Juris-Consultis nominatim N. N. N. N. utriusque partis fundamenta & merita infra Mensis spatium ab hoc dato, hinc inde in scriptis, producantur, deinde etiam ad contra agendum mediante positione quadam in scriptis, similiter intra mensis spatium facienda, post verò neutiquam admittenda invicem communicentur: In tertio mense autem tam pro unâ quàm altera parte in hoc Processu ordinarii possessorii exhibita probatoria expediantur, consequenter absque admissione ulteriorum productorum seu actitatorum causa hæc pro conclusa acceptetur, acta prout juris ac styli inrotulata, ad Cameram Imperialem pro decisione transmittantur: isthinc adveniens Decisio publicetur, atque ita causa hæc pro certo seu infallibiliter intra memoratum quadrimestre definitivè decidatur, illique Judicato, citra ullam contradictionem & provocationem, ab utraque parte per omnia eoque usque parebitur, donec aliud in petitorio, locis competentibus cognitum ac definitum fuerit. Illius in fidem Præsens Accessorius Recessus tam per Cæsareos Dnn. Subdelegatos, quam nomine utrimque partium subscriptus ac sigillatus, partibusque singulis necessaria quidem exemplaria tradita sunt. Sic actum Coloniæ II. Jan. MDCLXXII.

Nomine Cæsareæ Commissionis pro parte Eminentissimi Principis Electoris Moguntini &c.

(*L.S.*) Fridericus Greiffenclau *von Vollratz*.
(*L.S.*) Constantinus Bertrambs.

Pro parte Eminentissimi Principis Electoris Trevirensis &c.

(*L.S.*) Antonius Sohler, manu propriâ.

Pro parte Serenissimi Principis Electoris Brandenburgici &c.

(*L.S.*) Conradus *von der Reck*.
(*L.S.*) Wernerus Gulielmus Blaspeil.
(*L.S.*) Ezechiel von Spanheim.

XCVIII.

Declaration de Guerre de CHARLES II. *Roi d'Angleterre contre les* PROVINCES-UNIES, *Fait au Mois de Mars*, 1672. Dans la Traduction Françoise du Mercure Hollandois, de l'année 1672. pag. 50.

ANS de J. C. 1672.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

NOus avons toûjours eu de l'inclination pour le repos commun de toute la Chrêtienté, & avons été si soigneux de n'envahir aucun Royaume ou Estats d'autruy, que nous esperons que tout le monde nous fera la justice de croire que ce n'est qu'une necessité inevitable qui nous contraint à suivre la resolution que nous avons faite de prendre les armes.

La premiere chose que nous entreprîmes immediatement aprés nostre rétablissement à la Couronne, ce fut d'affermir la paix, & d'établir une bonne correspondence entre nous & nos Voisins. Et nous eumes soin particulierement de cimenter une ferme paix avec les Estats Généraux des Provinces-Unies, sous des conditions si raisonnables, qu'elles n'auroient asseurement jamais été violées, si quelque obligation eust esté capable de les faire contenir dans les bornes de l'amitié & de la justice.

Nous avons observé inviolablement cette alliance; Mais en l'année 1664. nous fumes éveillés par les plaintes de nos sujets, & par la voix unanime des deux Chambres de nostre Parlement, qui jugeoient que c'estoit en vain que nous pretendions de procurer la prosperité de nôtre Royaume par des moyens pacifiques, pendant que nos sujets estoient exposés aux injures & aux oppressions de cet Estat dans les Païs éloignés.

Tout cet été se passa en negotiations, & en toutes sortes de devoirs que nous fismes de nôtre côté pour les porter à des conditions raisonnables; mais tout cela fut en vain, & nonobstant tous nos soins, la fin nous fit voir que c'estoit une chose impossible; Car plus nous leur faisions des propositions aimables, plus obstinés se montroient ils à s'accorder avec nous.

La guerre s'ensuivit de là en 1665. & dura jusques en 1667, pendant toute laquelle nos victoires & leurs pertes leur devoient assés ramantevoir qu'il leur faloit à l'avenir observer & entretenir ponctuellement leurs alliances. Mais au lieu de cela la Paix ne fut pas plûtôt conclue, que selon leur coûtume ordinaire ils se porterent à la rupture des articles du traité, & à traverser nostre Commerce.

Comme par exemple, les Etats étoient obligés, par un article du Traité fait à Breda, de nous envoyer des Commissaires à Londres pour regler nostre Commerce des Indes; Mais ils étoient si éloignés de l'execution de cet article, que lors que nous leur envoyames nostre Ambassadeur pour les en sommer, en trois ans de tems nous ne pûmes en avoir aucune satisfaction sur ce point-là; ni obtenir d'eux aucun relâche ou surceance des injustices que nos Sujets recevoient d'eux en ce Païs-là.

Aux Indes Occidentales ils ont passé plus avant; Car par un article du même Traité, nous estions obligés de leur restituer Surinam, & par d'autres articles de la même Paix ils estoient obligés de permettre à nos sujets de cette Colonie, de se transporter avec leurs effets en quelques unes de nos Peuplades. En vertu de ce au Traité nous leurs livrâmes ce lieu-là, & nonobstant ils y retindrent tous nos sujets, & arresterent prisonnier nôtre Major Banister, parce qu'il demandoit permission de les faire passer ailleurs; conformement au Traité.

Nostre Ambassadeur se plaignant de cette injustice, reçut enfin, aprés deux ans de sollicitation, un ordre pour l'execution de ces articles; Mais y ayant envoyé des Commissaires & deux Vaisseaux pour le transport de

nos

ANS de J. C. 1672.

nos sujets, les Hollandois, selon ce qu'ils avoient auparavant pranqué pendant plus de 40. ans en l'affaire de Pouleron, y envoyerent en secret un ordre contraire à celui qu'ils nous avoient donné publiquement : de sorte que le voyage de nos Commissaires en ce lieu-là ne servir qu'à en transporter quelquesuns des plus pauvres de nos sujets, & à en rapporter les prieres ardentes que faisoient les plus riches & les plus considerables pour sortir de cette servitude : Aprés quoi nous en fimes nos plainres au mois d'Aout dernier, par les lettres que nous en écrivimes aux Etats Généraux, par lesquelles nous demandions qu'on envoyast ordre à leurs Gouverneurs en ce Païs là pour l'observation de ces articles, Mais jusques ici nous n'avons pû en recevoir un seul mot de réponse ni de satisfaction.

Mais il ne faut pas s'étonner qu'ils extravaguent si fort contre nos sujets dans des lieux éloignés, puis qu'ils en agissent si inconsiderément en leur propre Païs à l'égard de nôtre Personne Royale, & de l'honneur de cette nation qui est si proche d'eux, n'y ayant presque point de Ville dans toute l'étendue de leur jurisdiction, qui ne soit remplie de Peintures offençantes, de Medailles ou de Monumens faux, dont il y en a même qui ont été mis au jour, ou exposés publiquement en montre par ordre de l'Etat, dans le moment que nous consultions avec eux pour former la Triple Alliance, & affermir la paix de la Chrêtienté. Cela seul étoit digne de nôtre mécontentement, & du ressentiment de tous nos sujets : Mais nous y avons été poussés & contraints par d'autres considerations que celles qui nous regardent nousmêmes; savoir la preservation de nôtre Commerce, d'où depend le bonheur & la prosperité de nôtre peuple, le soin que nous devons avoir de le garantir de violence & d'oppression dans les Païs éloignés, & la hardiesse que les Hollandois ont : de nous faire affront presque dans nôtre propre terroir, ce qui nous donne sujet de leur faire ressentir les effets de nôtre juste indignation.

Le droit du Pavillon est si ancien, que c'est une des premieres prerogatives des Rois nos Predecesseurs, & doit être la derniere, dont ce Royaume ne doit se défaire jamais. Cela n'a jamais été mis en question, & il a été expressement reconnu dans le Traité de Breda. Neantmois il n'a pas seulement été violé l'Eté passé par les Capitaines des Vaisseaux qu'ils avoient en mer : cette infraction fut encore ensuite approuvée à la Haye, & ils publierent dans la plûpart des Cours de la Chrêtienté, que c'étoit une chose digne de risée que nous eussions de telles pretensions; insolence inouie qu'ils veüillent nous disputer l'Empire de la Mer! eux qui sous le regne du feu Roi nôtre Pere étoient obligés de payer les droits & coûtumes pour pêcher dans nos mers; & ce n'est pas à eux d'en disputer avec nous, eux dis-je qui sont redevables de l'estat où ils sont maintenant à la protection de nos Ancestres, & au sang & à la valeur de nos sujets.

Nonobstant toutes ces provocations, nous en avons patiemment attendu satisfaction, ne voulant pas troubler la chrêtienté pour nôtre resentiment particulier, dans le moment qu'ils faisoient tout leur possible pour animer contre nous le Roi Tres-Chrêtien, duquel ils s'asseuroient si fort, qu'il y a prés d'un an que leurs Ministres nous en menaçoient ici.

Enfin n'entendant rien plus d'eux, nous leur envoyâmes un autre Ambassadeur, qui aprés leur avoir livré plusieurs Memoires pleins de menaces de nôtre part, n'en pût avoir aucune réponse, jusques à ce qu'il leur eust declaré que nous l'avions rappellé : ils lui presenterent alors un Ecrit, par lequel ils disoient qu'en cete conjoncture ils vouloient bien consentir à saluer nos Vaisseaux pavillon bas, pourveu que nous voulussions les assister contre la France, à condition que ecla ne pourroit jamais ci-aprés être tiré à consequence, & n'auroit aucun lieu à leur prejudice.

Depuis le retour de nôtre Ambassadeur, ils nous en ont envoyé un Extraordinaire, qui nous a fait connoître d'une maniere extraordinaire, qu'il ne pouvoit nous donner aucune autre satisfaction qu'il n'en eust récrit à ses Maitres.

ANS de J. C. 1672.

De sorte que desesperant d'aucun bon succés, ou de celui d'une plus longue negotiation, nous sommes contraints à prendre les armes pour le maintien des anciennes Prerogatives de nôtre Couronne, & pour l'honneur & la seureté de nôtre Royaume, sur la confiance que nous avons en Dieu, qu'il nous assistera dans nos justes entreprises, veu que nous avons par toutes sortes de moyens tâché de defendre nos peuples contre la malice de cette nation-là en temps de paix, & par la valeur de nos sujets en tems de guerre.

C'est pourquoi nous avons trouvé bon de declarer, comme nous declarons par ces presentes, que nous voulons faire la guerre tant par mer que par terre contre les Estats Generaux des Provinces-Unies du Païs-bas, & contre tous leurs sujets & habitans; Enjoignant par ces presentes à nôtre bien aimé frere le Duc d'Yorck, nôtre grand Amiral, à tous nos Gouverneurs de Provinces, Gouverneurs de Forts & Garnisons, & à tous autres Officiers & Soldats de leur obeïssance tant par mer que par terre, de s'opposer à toutes les entreprises des Etats Généraux des Provinces-Unies, ou de leurs sujets, de faire & d'executer tous actes d'hostilité dans la suite de la guerre contre lesdits Etats, leurs Vassaux & leurs habitans, voulant que tous nos sujets en soient avertis, & leur defendant fort expressément dés à present, sur peine de la vie, d'avoir aucune correspondence ou communication avec eux, ou leurs sujets, à la reserve de ceux qui y seront necessités, pour transporter eux & leurs effets hors desdites Provinces-Unies.

Nous declarons & donnons nôtre parole Royale, que tous ceux des Flamands qui se comporteront en bons sujets envers nous, & n'auront aucune correspondence avec nos ennemis, ils seront asseurés tant en leurs biens qu'en leurs personnes, & ne seront molestés de quelle maniere que ce puisse être.

Nous declarons de plus que s'il y a des sujets des Proces-Unies, qui par un mouvement d'affection envers nous ou nôtre Gouvernement, ou par oppression qu'on leur y fait, veuillent venir en nôtre Roiaume, ils y recevront toute sorte de protection, tant en leurs personnes qu'en leurs biens.

Et parce que par un Traité nous sommes obligés de maintenir la paix faite à Aix la Chapelle, nous declarons finalement que nonobstant l'entreprise de cette guerre, nous voulons entretenir la veritable teneur & le vray sens de ce Traité, & qu'en toutes les alliances que nous ferons dans la suite de cette guerre, nous avons & aurons toûjours soin de garder qu'elle ne soit violée, à moins que nous n'y soions provoqués.

Publié par le Conseil Secret de sa Majesté.

XCIX.

ANS de J.C. 1672. FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Ordonnance de LOUIS XIV. *Roi de France, par laquelle sa Majesté, aprés avoir resolu de faire la guerre aux Estats de* HOLLANDE, *deffend à tous ses Sujets d'avoir aucun Commerce ni communication avec eux.* Au mois d'Avril 1672. Dans la Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1672. pag. 67.

La mauvaise satisfaction que sa Majesté a de la conduite que les Etats Generaux des Provinces-Unies ont eu depuis quelque temps en son endroit, étant venue si avant, que sa Majesté, sans diminution de sa gloire, ne peut dissimuler plus long-temps l'indignation qui luy est causée par une maniere d'agir si peu

ANS de J.C. 1672. si peu conforme aux grandes obligations dont sa Majesté & les Rois ses Predecesseurs les ont comblés si liberalement, sa Majesté a declaré, comme elle declare presentement, qu'elle a arrété & resolu de faire la guerre auxdits Etats Generaux des Provinces-Unies, tant par Mer, que par Terre : Ordonne par consequent sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Hollandois, & leur dessend d'avoir ci-aprés aucun Commerce, communication, ni intelligence avec eux, sur peine de la vie.

Pour le même effet a aussi sadite Majesté revoqué par la presente toutes permissions, Passeports, Sauvegardes ou Saufconduits qu'elle auroit peu accorder par le passé, ou qui auroient peu être accordés par ses Lieutenants Generaux & autres Officiers, contraires au contenu de la presente, les declarant tous nuls & de nulle valeur, deffendant aussi à qui que ce soit d'y avoir aucun égard.

De plus mande & ordonne sadite Majesté à Monsr. le Comte de Vermandois, Grand-Maître, President & Sur-Intendant General de la Navigation & Commerce de ce Royaume, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour sa Majesté dans ses Provinces & Armées, Marechaux de Camp, Colonels, Maîtres de Camp, Capitaines, les Chefs & Conducteurs de ses Armées tant à pié qu'à cheval, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers, qu'il appartiendra, de faire mettre à execution le contenu de la presente, chacun en son égard, sous son districk & jurisdiction : Car tel est le plaisir de sa Majesté, laquelle veut & entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres lieux de son Royaume, où il sera de besoin, afin que personne n'en pretende cause d'ignorance. Fait au Château de Versailles le 6. Avril 1672.

Ainsi signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

Et plus bas,

IL est ordonné à Charles Canto, Crieur ordinaire de sa Majesté de publier & faire afficher par tous les lieux de cette ville, Faux-bourgs, Bailliages & Vicomtés de Paris où besoin sera, l'Ordonnance du Roy, du 6 de ce present mois & an, afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance. Fait le 6. Avril 1672.

Signé,

DE LA REYNIE.

Ordonnance ensuite de la précédente.

DE PAR LE ROY.

SA Majesté étant informée que les Hollandois qui se trouvent presentement en ce Royaume, ont crainte d'être molestés en leurs personnes, & troublés en la jouissance de leurs biens, en consequence de l'Ordonnance du 6. de ce mois par laquelle sa Majesté a declaré qu'elle vouloit faire la guerre aux Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas tant par Mer que par Terre, & ordonne à cet effet à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courir sus aux Sujets desdits Etats, & leur a deffendu d'avoir aucun Commerce, intelligence ni communication avec eux, sur peine de la vie : Et sa Majesté voulant donner à connoître ses intentions au regard des Particuliers de cette Nation, qui se sont habitués en ce Royaume sur la foy des Traités de Paix, & particulierement de celui de 1662, sadite Majesté a ordonné, veut & entend que l'Article dudit Traité de l'an 1662. soit executé. Au moyen dequoy elle a permis & permet aux Sujets desdits Etats de demeurer en son Royaume pendant le terme de 6. mois, à conter du jour & datte de la presente Ordonnance, pendant lequel temps ils pourront vendre & transporter seurement leurs Marchandises & autres biens : Deffendant sadite Majesté bien expressement à tous ses Sujets de molester lesdits particuliers Hollandois en leurs personnes ou en leurs biens, pour quelque cause, occasion, & sous quelque pretexte que ce puisse être, si ce n'est par voye de Justice, & le tout en toutes manieres comme ils ont pû faire devant la publication de ladite Ordonnance du 6. du present mois. Enjoint & ordonne sadite Majesté à tous Gouverneurs, son Lieutenant General en ses Provinces, Intendans desdits Gouvernements, particuliers de ses Villes & Places, &c. de tenir la main, un chacun en son égard, à l'exacte observation de la presente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 14. jour d'Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, COLBERT.

DE PAR LE ROY.

SA Majesté étant informée qu'il y a plusieurs François en Hollande & les Provinces Unies du Païs-Bas, & ne voulant pas qu'aprés avoir declaré la Guerre aux Etats Generaux desdites Provinces, aucuns de ses Sujets y demeurent ou fassent residence, ni entretiennent aucun Commerce ou Communication avec les Hollandois, sa Majesté ordonne & enjoint tres-expressement à tous ses Sujets, de quelque qualité ou conditions qu'ils soient, qui sont en Hollande, dans les terres de la jurisdiction desdits Etats Generaux, soit qu'ils y ayent pris parti, ou autrement, d'en partir, & de retourner en ce Royaume, 15. jours aprés la publication de la presente, sur peine d'être procedé contre les Contrevenants par confiscation de corps & de biens, suivant la rigueur des Ordonnances : Mande & ordonne sa Majesté aux Gouverneurs & Lieutenants Generaux de ses Provinces, &c de tenir la main, un chacun en son égard, à l'execution & observation de la presente, &c. Fait à Saint Germain en Laye le 15. Avril 1672.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas, LE TELLIER.

C.

Traité de Paix entre ALEXIS MICHAELOWITZ *Grand Duc de Moscovie*, & MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI, *Roi de Pologne. Fait à Moscou, le 9. Avril*, 1672. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 563.

ANS de J.C. 1672. Moscovie et Pologne

I. PRomittunt . , Clementissimi Domini nostri Principales ex parte utrâque, quòd initos Anno MDCLXVII. Andrusżovii, & primùm à solennibus utriusque Partis Legatis, dein quoque à nostris Dominis Principalibus, Juramento confirmatos Tractatus, nec non id omne quod à nostra Legatione, eo ipso MDCLXVII. Anno, hic Moscoviæ transactum & conclusum fuit, unà cum concordatis inter iteratam Commissionem Andrusżovii Anno MDCLXX. & ab utraque Solenni Legatione Juramento corroboratis, in omnibus punctis & clausulis, firmiter & inviolabiliter, sine fraude & sinistrâ interpretatione ullâ servent.

II. Sta-

ANS de J. C. 1672.

II. Stabiliendæ sinceræ & perpetuæ Amicitiæ gratiâ sua Czaarea Majestas, tam tres præcedentes, quàm quartum hunc Tractatum, in præsentia nostra, corporali Juramento confirmare vult, quamprimum nos Ratificationem ad manus suas tradiderimus. Similiterque Regia sua Majestas Poloniæ primùm ambos Andruszovii initos Tractatus, unà cum conclusis hîc Moscoviæ, & denique ultimum hunc Tractatum in præsentiâ Czaareæ Solennis Legationis, post exhibitam Ratificationem Jurejurando corroboret. Et adventus utriusque Solennis Legationis per præmissos Præcursores in antecessum, more consueto, denuntietur.

III. Cùm ratione diversorum Punctorum tam Andruszoviensium pactorum, ut & Moscoviæ conclusorum Conventionum, nonnulla Gravamina & prætensiones subsecutæ fuissent, videlicet circa Articulum secundum Pactorum Andruszoviensium, quoad Nominis & Honorum Titulos unius alteriusve Principis, & circa Articulum septimum, eò quòd Kyovia restituta non esset. Item circa primum Punctum Moscoviæ conclusæ Transactionis, in eo definitum conjunctionem copiarum auxiliarium, concernentem. Item, quòd neutra partium fas sit, sive cum Chamo Crimensi, sive cum Sultano Turcarum Tractatum quempiam inire &c. Propterea dicta Puncta ob suborta, præcedentibus temporibus, exinde Gravamina & Contentiones, non quidem expuncta ex pactis juratis, sed tantummodò ad futuram usque Commissionem, quæ Mense Junio Anno M DC LXXIV. vigore primitivorum Andruszoviensium Tractatuum instituetur, ampliata sunto. Sic ut tunc gravamina hæc ab utriusque partis deputatis Commissariis leventur & per transactionem sustollentur.

VI. Quamvis civitas munita Kyovia, ad instantiam Majestatis suæ Czaareæ desideria sub ejusdem potestate & dispositione, usque ad proximam Commissionem, in qua terminus Evacuationis firmiter & constanter determinetur & definietur, maneat. Id ipsum tamen Pactis Andruszoviensibus nil quicquam deroget; Quin potiùs Punctus Evacuationis Kyoviæ, juxta tenorem Pactorum Andruszoviensium, absque ulla sequiori interpretatione, & sine diminutione ulla plenissimum vigorem obtineat. Prætereàque desuper firmissimè cavetur, quòd Czaareæ suæ Majestati, de dicta arce munitâ, cum aliquo Principum nullatenus sive tractare sive contractum inire, aut etiam eandem forte alicui Amicorum, multò minùs Hostium Regni Poloniæ & Magni Ducatûs Lituaniæ, cedere & resignare fas sit; Verum arx hæc munita ad manus Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ Poloniæ, tradetur, quemadmodum etiam litera Transactionis sonat. Idque sine ulla prætensa exactione expensarum & sumptuum, per integrum tempus in præsidium, & ad defensionem quascumque atque media ad sustentationem necessaria factorum, utpote ad quorum refusionem Regia sua Majestas & Respublica Poloniæ adstricta minime esto. Insuper Majestatis suæ Czaareæ exercitus, & speciatim Cosaci Severienses, ultra Borysthenem non excurrent, sed intra limites, qui in Pactis Andruszoviensibus circa Kyoviam Ipsis assignati sunt, se contineant, minimeque audeant, commeatus aut pabuli avehendi causâ, nec sub quopiam alio prætextu, Districtui Owruczensi, aut ullis aliis ad Regiam suam Majestatem Poloniæ pertinentibus ditionibus, incursionibus molestos existere. Quod itidem Majestas sua Regia suæ potestati subjectis Cosacis injunget, & ne lineam istam transeant severis mandatis eos coërcebit.

V. Quod si Turcarum Sultanus ausis suis hostilibus insistet, atque Regiam suam Majestatem & Rempublicam Poloniæ armatâ manu invadet, aut ope Tartarorum quietem ejusdem interturbet Eum in Casum Czaarea sua Majestas pro affectione sua Christiana & Amicitia fraterna se declarat, quod suæ Regiæ Majestati Calmuccensibus, Nogaiensibus, & aliis Hordis, terrâ, mari verò Donicis Cosacis assistet atque auxilium feret, Hostemque à proposito suo divertet. Promittit quoque Czaarea sua Majestas pro sese in mandatis mox daturum, ut Cosaci Zaporenses ad expeditionem in Mare Nigrum se parent, & sibi de navigiis ad eam requisitis provideant. Pollicetturque ipsis pecunia & Commeatu ad eam perficiendam adfore. Id ipsumque Regia sua Majestas dictis Cosacis injungere vult.

VI. Promittit porrò Czaarea sua Majestas se ad Sultanum Turcarum, & Crimensem Chamum Legatos missurum, & mediantibus literis tali forma & stylo, quali exaratæ eæ sunt, quarum Apographa ex Cancellaria Czaarea nobis impertitæ sunt, concipiendas; de bello contra Polonos dehortaturum, mentionem injiciendo, quantam Conjunctionem animorum & Amicitiam Czaarea sua Majestas cum Regia sua Majestate contraxerit. Vicèque versâ & Regia sua Majestas similiter, ad Turcam & Tartarum Legationes amandare, promittit.

VII. Prætereà pollicetur, quoque Czaarea sua Majestas quòd Cosacis suis in Severia inhibere velit, ut nec Bisurmannis, nec etiam Dorosenko assistent, multò minùs cum Cosacorum transtrigetorum copiis in vicinitate Bialocerque, contra Regiam suam Majestatem & Rempublicam Poloniæ fœdere semet jungant. Contra Regia sua Majestas quoque ad Cosacos suos Ukrainenses similia generalia mandata inhibitoria expediri curet.

VIII. Czaarea sua Majestas libero arbitrio relinquit & indulget subjectæ Regno Poloniæ & Magno Ducatui Lituaniæ Nobilitati, quæ in Ditionibus Smolensci & Starodubi existit, vel alibi in ejusdem Regionibus habitat, ut unusquisque ejus Generis, pro lubitu, cum Uxore & liberis, transire iterum in partes Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ, liberè & sine præpedimento, & mobilia sua secum asportare, queat.

IX. Iis verò qui sub potestate Czaareâ manere voluerint, & Romanæ Religioni addicti sunt, permittit Czaarea sua Majestas, cultûs eorum divini peragendi gratiâ fines ditionum transgredi, & Ecclesias proximè adjacentes adire. Nec ulli Romanæ Religioni addicto, Confessio fidei suæ, apud Czaaream suam Majestatem detrimento, aut Gratiam Ipsius promerendi impedimento sit. Ex adverso verò omnibus & singulis quoque Russorum Religionem colentibus, cujuscunque Status aut Conditionis etiam iî erant, qui cum locis per Pacta Andruszoviensia cessis, iterum ad Regiam suam Majestatem pervenerunt, Exercitium Græcæ Religionis liberum conceditur, neque in peractione suorumque Sacrorum impedimentum aliquod iis adferetur.

X. Omnibus & singulis Civicis Personis & Mercatoribus, Regno Poloniæ & Magno Ducatu Lituaniæ ortis, & nunc sub Czaarea sua Majestate habitantibus, qui tempore primæ permutationis in libertatem asseri nequiverint, ubicunque locorum iî vivant, paganis solummodò exceptis, post solutionem eorum quæ Creditoribus suis debuerint, liberi dimittentur, quò, pro lubitu, in partes Regiæ suæ Majestatis iterum transire queant. Si verò alicui placuerit sub Czaareæ Majestatis Imperio permanere, id eidem prohibitum non esto. Homines Civicos verò qui prædia & bona Bojarorum sive Commissariorum Status inhabitant, quod concernit, de iis sufficienter tractetur in futura ad Annum M DC LXXIV. ampliata Commissione ibique punctus hic ad satisfactionem partis utriusque componetur.

XI. Prætereà Czaarea sua Majestas spondet, se Regiæ suæ Majestati, unà cum ultima Legatione remissurum, omne id, quod de ligno sanctæ Crucis conquirere valebit, & se obstringet, quod nil amplius de eo reperiri potuerit.

XII. Imperabit sua Czaarea Majestas, ut Reliquiæ S. Callisti, nec non aurea, argentea & alia ornamenta Ec-

ANS de J. C. 1672.

ta Ecclesiæ Cathedralis Smolenskonensis, ut & Campanæ ejus, & quicquid ullo modo indagari poterit, restituentur.

XIII. Porrò Majestas sua Czaarea edictum promulgabit, vi cujus omnes & singuli ablati libri, documenta, Scripturæ, Acta Judicialia, Imagines, argentea supellex Ecclesiastica, ornatus & apparatus, ut & campanæ & similes res in Czaareæ suæ Majestatis ditionibus conquirentur, & quicquid harum reperietur, intra terminum sex mensium, aut quàm longissimè intra Anni unius spatium, ad fines Regni asportetur, Regiæque suæ Majestati tradetur.

XIV. Quamprimùm etiam aliqui ad Palatinatum Kyoviensem pertinentes libri reperiri poterunt, sua Czaarea Majestas eos statim Regiæ suæ Majestati transmittere vult.

XV. Hisce profitetur Czaarea sua Majestas, quòd nullæ Scripturæ aut Documenta publica, Legationum quarumpiam Palatinatuum & districtuum Magni-Ducatus Lituaniæ indices, ex quibus conjectura capi queat, quempiam Czaareæ suæ Majestatis potestati & vi se subjecisse, in Archivo existent. Et si præcedenti tempore simile quid in apricum proferetur, id tamen per antecedentes Tractatus jam abolitum erit, & hisce denuò vigore præsentis Articuli rescinditur.

XVI. Quandoquidem Severienses Cosaci limites Regni transgressi sunt, partemque Palatinatûs Mscislaviensis, ut & quædam in districtibus Radczikiensi & Miedzyrcensi occupârunt: sua Czaarea Majestas ipsis demandato injungere vult, ut recedant, & fines Regni ab omnibus invasionibus immunes & pacos servent. Quod si verò per invasiones hasce Incolis fortè damna quædam data fuerint, Regia tamen sua Majestas & Respublica refusionem eorum quampiam nullatenus exiget.

XVII. Ne autem irrepente sæpiùs Errore, circa Titulos utriusque Partis inter Incolas limitaneos, ansam Dissidiorum & malevolentiæ aliquam præbere valeant, inposterum Accolæ limitum partis utriusque privati, non tenebuntur integrum titulum Regis & Czaaris literis suis præponere, sed sufficient hæc: SUÆ REGIÆ MAJESTATI &c. SUÆ CZAAREÆ MAJESTATI &c. Palatini verò, Satrapæ & Officiales utriusque partium, in scribendo & titulis, erga Partium Principes, Pactis Andrusoviensibus se conformes exhibebunt.

XVIII. Quò XIII. Articulo Pactorum Andrusoviensium, juxta §. VII. hujus, Moscoviæ conclusi Tractatus, satisfactio præstetur, cùm delegati Judices limitum, hactenus nullam de Finibus litem determinaverint, nullusque locorum litigiosorum, etiamsi jam fidem Jurisjurandi ad hoc dederint, certò definitus fuerit; ex quo contentiones de finibus quotidiè augentur: Idcircò uterque Principum, evitandarum ulteriorum incommoditatum, dissidiorum & turbationum, inter Vicinos in Confinibus degentes gratiâ, & ut eò faciliùs eæ sopiantur, quisque suo nomine duos eligere vult Judices, qui stato termino anni, semel aut bis Assessores suos & Collegas, ipsis adjunctos, eo ipso in Palatinatu sive Provinciâ in quâ jus dicebunt, convocent, & quâque vice actiones de injuriis limitaneis, & commissis Excessibus, ut & de latrociniis & homicidiis, motas, audiant, læsæ parti Justitiam administrent, delinquentes coërceant, & sic fines quietos & pacatos servent. Quò verò hi Judices finium regundorum ab utrâque parte sufficienti securitate gaudeant, unaquæque pars, plures quàm XX. Personas secum non adducet, & fruetur utraque pars ea ipsâ securitate, quæ Legatis Solennis legationis, quoad Commissiones injunctas, impertietur.

XIX. Quòque omnes occasiones odiorum & inimicitiarum in finibus præveniantur; Czaarea sua Majestas speculam propè Raciensum, ad fluvium Horodna, quæ vigore priorum pactorum, in Statu suo permansit, cùm ea ansam multijugarum contentionum præbuerit, tollet, inhibeatque, ne aliæ similes in loco inposterum exstruantur.

ANS de J. C. 1672.

XX. Omnia alia puncta, præterquam ea quæ ad Commissionem remissa sunt, quæ necesse non habent, ut Commissionem exspectent; sed statim executioni mandentur, adimplere sine ulla dilatione aut studio conquisitis sinistris interpretationibus, uterque Principum stipulatur.

XXI. Præsens hæc Conventio, prout ea Nos inter suæ Regiæ Majestatis & Reipublicæ Poloniæ Solennes Legatos, & Czaareæ suæ Majestatis Bojaros & Consiliarios Statûs mutuò pacta conclusa & in Scripturam redacta fuit, à Serenissimo Principe ac Domino, Domino Michaele, DEI Gratiâ Rege Poloniæ &c. &c. Domino nostro Clementissimo, & suæ Majestatis Successoribus Regni, nec non Omnibus Reipublicæ Ordinibus, tam Ecclesiasticis quàm Secularibus utriusque Nationis, Regni Poloniæ & Magni-Ducatus Lituaniæ, ex una; & à Serenissimo Principe ac Domino, Domino Alexio Michaelowicz &c. &c. & suæ Czaareæ Majestatis Successoribus, ex altera parte, in omnibus punctis constanter & inviolabiliter servetur. Huncce conclusum Tractatum Regiæ suæ Majestatis & Reipublicæ Poloniæ Nos Legati Solennes nostris manibus subsignavimus, & Sigillis nostris corroboravimus, & posquam hinc indè eundem jurejurando firmavimus, atque unius ejusdemque tenoris desuper confecta & subscripta Instrumenta cum Czaareæ suæ Majestatis Bojaris & Consiliariis Status ad invicem permutavimus. Actum in Czaareæ suæ Majestatis Sede Moscoviæ IX. Aprilis Anno à nato Christo M DC LXXII.

(L. S.) *Joannes Gninski.*
(L. S) *Cyprian Paul Brisstowiks.*
(L. S.) *Alexander Kotowiks.*

C I.

***Renouvellement, Prorogation & Explication, de l'Alliance entre* LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede: A Stockolm le 14. Avril 1672.* Freder. Leonard. Tom. V.**

ANS de J.C. 1672.

FRANCE ET SUEDE.

NOUS Claude Tott, Comte de Carleby, libre Baron de Surdby, Seigneur d'Ekelsund & de Laclslehn, Senateur & Grand Escuier de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, Gouverneur Général de Livonie; Sten Bielke, libre Baron de Corp, Seigneur de Haddelholm, de Gesoohea & de Tonga, Senateur de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conseiller de la Chancelerie; Nicolas Brahé, Comte de Wisinborg, libre Baron de Cajane, Seigneur de Ridboholm & de Salvejen, Senateur de la Sacrée Majesté Roiale & Roiaume de Suede, Admiral & Conseiller de l'Amirauté; & Jean Guldenstern, libre Baron de Lundholm, Seigneur de Streche & de Bierksunt, Senateur de la Sacrée Majesté Roiale & du Roiaume de Suede, & Conseiller de la Chancellerie, Commissaires Deputez, munis d'un Plein-pouvoir de nôtre tres-puissant Prince & tres-clement Seigneur CHARLES, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Wandales: Voulons qu'il soit notoire à tous à qui il appartient, que conformément à l'Article 21. de l'Alliance faite à Fontainebleau entre le Roi de France & le Roi de Suede, le 22. Septembre de l'année 1661. par lequel il est dit que si on le trouve à propos ladite Alliance poura être prorogée du commun consentement des deux Rois, & qu'à ce dessein le Tres-Puissant, & Tres-Chrêtien Prince & Seigneur LOUIS XIV. Roi de France & de Navarre, auroit envoié à Stockolm au commencement du mois d'Août de l'année derniere 1671. l'Illustrissime & Excellen-

ANS de J. C. 1672. cellentissime Seigneur le Sieur Simon Arnaud de Pompone, Conseiller d'Etat ordinaire & Ambassadeur extraordinaire, & ledit Sieur étant choisi pour Secretaire d'Etat; & Sieur Marquis de Vaubrun, Maréchal des Camps & Armées de S. M. Gouverneur de Philippeville, lequel étant aussi appellé en Loraine, S. M. T. C. auroit envoié l'Illustrissime & Excellentissime Seigneur le Sieur Honoré Courtin, Conseiller d'Etat ordinaire, & Ambassadeur extraordinaire, muni d'un Plein-pouvoir. Les Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede, faisant reflexion de quelle utilité & de quel avantage avoient été pour leurs Etats les anciens Traitez qui avoient été faits & observez inviolablement & religieusement, tant entre leurs Majestez qu'entre les Rois d'heureuse memoire leurs Predecesseurs : Et se ressouvenant aussi qu'ils ont principalement beaucoup servi pour la sûreté & stabilité de la Paix qui avoit été renduë à l'Empire par la jonction de leurs Conseils & leurs Forces, ils n'ont jamais rien eu plus à cœur que de renouveller non seulement cette Alliance, mais de lui donner encore plus de force, en s'y engageant d'une maniere plus étroite. Pour ce sujet, Nous Commissaires Deputez, & ledit Ambassadeur extraordinaire, aprés nous être communiquez mutuellement nos Pleins-pouvoirs, & nous être assemblez plusieurs fois, avons arrêté & sommes convenus d'observer de part & d'autre, pour marque d'Amitié & d'Alliance, les Articles suivans.

I. Les Serenissimes Rois de France & de Suede & leurs Roiaumes, aiant été unis depuis long-tems par une sincere & veritable amitié; & par une fidéle correspondance avantageose à leurs deux Roiaumes; & aians depuis été affermis dans cette union par des Alliances trés-étroites, ils ont encore aujourd'hui les mêmes raisons de demeurer unis, & de s'y engager plus étroitement, & même il est à propos de renouveller & de rétablir entre ces deux Rois & leurs Roiaumes leur ancienne amitié, comme en effet en vertu du present Traité elle est renouvellée, confirmée & rétablie : De maniere qu'entre les deux Rois, leurs Roiaumes, leurs sujets, & les Habitans des Terres de leur obéissance, il y aura toûjours amitié & fidele correspondance, qui fera que l'un aura soin des biens & de la sureté de l'autre, & des avantages & profits communs comme du sien propre ; & que non seulement il avertira son Allié du danger qui pourra le menacer, mais encore qu'il s'opposera de tout son pouvoir au tort qui pourroit lui être fait.

II. Il y aura outre cela à commencer dés ce jour entre le Trés-Puissant Roi & Roiaume de France d'une part, & le Trés-Puissant Roi & Roiaume de Suede, de l'autre, une alliance défensive tant pour la conservation mutuelle des deux Rois & de leurs Roiaumes, des Provinces & Terres de leur obeïssance, & de tous leurs droits, que pour la sûreté de la Mer Baltique de l'Ocean, à l'avantage du Commerce, & à la liberté de la Navigation.

III. La principale fin de cette Alliance doit être que toutes les choses qui ont été reglées, soit pour la Politique, soit pour ce qui concerne les affaires Ecclesiastiques, par la Paix de Munster & d'Osnabruch, demeurent dans le même état conformément aux articles de la Paix, ensorte que les deux Rois, & tous les Etats de l'Empire qui sont compris dans ladite Paix, en joüissent entierement : Et afin que les autres qui y sont interessez l'observent d'autant mieux, les deux Rois feront instance conjointement & séparément auprés de l'Empereur & des Etats de l'Empire, non seulement afin que tout ce qui a été arrêté par les articles de ladite Paix, soit executé dans toute son étenduë, mais encore afin que la Paix & la tranquillité publique, qui a été achetée par l'effusion de tant de sang, par de trés-grands travaux & grandes dépenses, soit maintenuë inviolablement.

IV. Et afin que les Traitez de Westphalie, & ceux qui ont été faits depuis sur le même sujet, ne soient pas seulement observez, mais qu'ils le soient encore selon toute leur force & dans toute leur étenduë, il a été arrêté en premier lieu, entre les Serenissimes & Trés-Puissans Rois de France & de Suede, que non seulement ils ne donneront aucuns secours aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix de l'Empire, mais encore que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat attaquoit les armes à la main un des deux Rois dans l'Empire, contre la disposition de la Paix de Westphalie, ou bien qu'il donnât soit dedans soit dehors l'Empire, un secours de Troupes, d'Armes, ou de quelque autre maniere, sous quelque prétexte que ce soit, aux Ennemis de l'un des deux Rois, en ce cas les deux Rois se secourront mutuellement & ils uniront leurs Armes pour attaquer l'infracteur de la Paix, s'il ne veut pas écouter l'avertissement à l'amiable qui lui sera fait auparavant. ANS de J. C. 1672.

V. Les deux Rois Confederez solliciteront pour le bien commun plusieurs autres Etats de l'Empire, tant Catholiques que Protestans, à entrer dans cette Alliance, & on agira & conclura avec eux à peu prés de la même maniere que l'on fit à l'Alliance du Rhin, qui fut faite entre les Couronnes de France & de Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire.

VI. Et comme selon ce qui vient d'être dit dans l'article précédent, les deux Rois Alliez doivent procurer que pour le bien public les Etats d'Allemagne qui sont amateurs de la Paix, soient invitez d'entrer dans cette Alliance, aussi n'empêchent-ils point que l'Empereur, les Electeurs, les Princes & les Etats de l'Empire, à qui aussi la Paix peut etre agreable, n'entrent encore dans cette Alliance, pourvû qu'ils se déclarent dans le temps, & que cela se fasse à des conditions raisonnables, & du commun consentement des deux Rois Alliez.

VII. Comme il a été proposé dans le temps passé, soit par la voye des Conseils, soit par celles des Armes aux deux Rois Confederez & à leurs Alliez, qu'on rétablit conformement aux Loix Fondamentales de l'Empire, les Electeurs, Princes & Etats dudit Empire, dans le droit de suffrage dans les déliberations sur toutes les affaires de l'Empire ; & qu'à cet effet plusieurs Reglemens desdits Traitez de Paix, & principalement l'Article 8. des Droits des Etats eût été inseré dans cette Paix ; En conséquence les deux Rois Alliez ont arrêté presentement, & sont convenus que les affaires de l'Empire qui ont été décidées, soit dans la Paix de Westphalie & par ledit Article 8. ou qui l'ont été depuis dans les Assemblées de l'Empire d'un commun consentement des Etats selon la disposition du Traité de Paix, demeureront dans toute leur force ; & pour ce qui regarde celles qui sont demeurées indecises, & qui ont été remises par la Paix de Westphalie à la premiere Diette de l'Empire, les deux Rois Confederez jugent à propos de s'unir pour avertir l'Empereur, ou tous les Princes & Etats de l'Empire par Lettres, & de faire en sorte par leurs Ministres dans les Assemblées de l'Empire, que lesdites affaires indécises & qui ont été renvoiées aux Diettes, y soient décidées d'un commun consentement.

VIII. Si quelques-uns de ceux qui sont expressément nommez dans la Paix de Westphalie sont encore troublez, & principalement si contre les Articles d'Amnistie & des Griefs, ils sont privez de l'execution de ladite Paix, en sorte qu'ils n'aient pas été rétablis, ou que l'aiant été, ils ne l'aient pas été entierement, ou même qu'aprés leur rétablissement, ils aient été destituez une seconde fois en quelque maniere que ce soit, ceux qui seront ainsi troublez de quelque état & condition qu'ils soient, recevront les compositions à l'amiable des Rois Alliez, & les moiens équitables qui seront suggerez par les Membres de la Paix.

IX. Que s'il arrive qu'un ou deux Etats de l'Em-

ANS de J.C. 1672.

pire, & que ceux-là en particulier, ou plusieurs d'entr'eux ensemble, soient troublez en quelque maniere contre la disposition de la Paix de Westphalie, & des Constitutions de l'Empire, dans la paisible possession de leurs Terres & de leurs Droits, ou même qu'ils soient attaquez à force ouverte & les Armes à la main, & qu'en conséquence ils implorent le secours des Rois Alliez comme garands de la Paix, ces Etats soit qu'il y en ait un ou plusieurs doivent attendre des Rois Alliez conjointement les remedes qui sont marquez dans le Traité de Paix & dans les Articles suivans.

X. Il a été aussi resolu pour plus grande seureté des Terres & des Provinces qui ont été acquises par le Traité de Paix, a l'un & à l'autre des Rois Alliez & à leurs Roiaumes pour les satisfaire, que s'il arrive qu'elles soient menacées de quelque danger, ou si quelqu'un ose les attaquer par les Armes, les deux Rois s'obligent par cette Alliance à la juste & mutuelle défense de leurs Terres, se promettans d'unir leurs Conseils & leurs Armes qui seront necessaires pour repousser par la force des Armes une telle invasion : & ne desisteront pas qu'on n'ait donné une entiere satisfaction pour l'injure reçûë, & pour les pertes qui pourroient avoir été faites, avec une garantie certaine de ne plus rien troubler. Celui qui sera attaqué & qui demandera du secours, aura le choix d'etre assisté & de recevoir ce secours, ou en Troupes ou en Argent.

XI. Si quelqu'un des Etats de l'Empire, est troublé & offensé contre les Articles de la Paix par les autres Etats, les Rois Alliez leur feront premierement une remonsrance amiable, & ensuite si elle est inutile, on donnera une communication des avis aux Etats de l'Empire, selon la maniere prescrite dans ledit Traité de Paix, qui n'aura d'autre but que de pourvoir à l'entiere satisfaction & seureté de la partie offensée, & d'empêcher qu'il ne soit fait aucun tort, ou préjudice à aucun Membre de la Paix dans ses droits, dignitez, & privileges.

XII. Comme cela doit être entendu, si quelque Membre de la Paix publique étoit offensé, non pas à la verité par les Armes, mais en toute autre maniere que ce soit. De même si quelqu'un, ou parce que les Rois Alliez tâchent par toute sorte de moien de conserver la tranquillité publique dans son entier, ou à cause de la premiere guerre, & ainsi par un esprit de vengeance attaquoit les Armes à la main quelqu'un des Rois Alliez, ou de ceux dont ils defendent la cause ; & que le bon droit ou l'entremise de l'un ou de l'autre Allié fut inutile dans cette occasion, & qu'il ne pût pas être aidé par aucun autre moien ou secours, pour lurs les Rois Alliez aprés un avertissement amiable, s'opposeront conjointement & ensemble à cet infracteur de la Paix de Westphalie, conformement aux anciens Traitez qui ont été plusieurs fois réïterez, & selon la maniere qui a été en usage pendant la premiere Guerre, & uniront leurs forces pour le poursuivre d'un commun avis jusques à ce qu'il ait satisfait aux deux Rois Alliez, ou à quelque autre Membre de la Paix qui auroit été offensé, & qu'on ait fait avec eux une Paix seure & honnête.

XII. Et afin que le Serenissime Roi de Suede connoisse combien la seureté & l'avantage de la Suede est à cœur au Serenissime Roi Trés-Chretien. Sa Majesté Trés-Chrétienne veut en vertu de ce Traité renouveller & confirmer de nouveau par sa parole Roiale au Serenissime Roi de Suede, toutes les garanties sur la Paix d'Oliva & de Coppenhague qui lui ont été promises par des Traitez particuliers, & principalement pour ce qui regarde le Roi & le Roiaume de Danemarc, on est convenu d'un commun avis, que comme le Roi de Suede s'est engagé d'être ami & fidéle voisin du Roi de Danemarc, conformement à la teneur des Traitez faits au Camp de Coppenhague le 27. jour de Mai 1660. & qu'il ne veut rien entreprendre contre le Roi & les Roiaumes de Danemarc & de Norwege, ni contre les Terres que le Roi de Danemarc possede dans l'Empire aussi reciproquement le Roi Trés-Chrêtien empêchera que le Roi de Danemarc n'entreprenne rien contre le Roi & le Roiaume de Suede, ni contre ses Droits, Terres, Provinces & Lieux qui lui sont soûmis en quelque endroit qu'ils soient, soit dans l'Empire, ou par tout ailleurs.

ANS de J. C. 1672.

XIV. Le Duc de Sleswich & de Holstein Gottorp joüira de la même garantie, & l'un & l'autre des Rois Alliez prometent d'emploier tous les soins, afin que ledit Duc joüisse entierement, & sans alteration de tout ce qui a été arrêté expressement dans ladite Transaction de Danemarc & de Suede, & qui a été inseré dans la Convention, entre le Roi de Danemarc & ledit Duc, pour la seureté de son Etat & de ses Droits.

XV. Et comme l'un & l'autre des Rois Alliez regardent les Ducs de Mecklebourg, Suerin & Gustrou qui leurs sont unis depuis long-temps par des liens particuliers d'Amitié & d'Alliance comme Membres de la Paix de Westphalie, & qu'ils aient par consequent à cœur leur conservation, ils feront pour cet effet en vertu de la presente Convention sous leurs efforts, afin que leidits Ducs ne soient pas troublez dans la possession des Terres, Droits, Biens & Avantages qu'ils ont obtenu par le Traité de Paix de Westphalie, mais qu'ils soient conservez tranquillement dans leur Etat present.

XVI. De même maniere les Rois Alliez travailleront conjointement, & auront soin que le Marquis de Bade Dourlac Membre de la Paix de Westphalie, soit conservé autant que faire se pourra dans la paisible possession des Terres & Droits, & de tous les avantages qu'il a obtenus par ladite Paix de Westphalie.

XVII. Quoi que les deux Rois Alliez esperent que la seureté publique a été si bien établie, qu'on a si bien pourvû à tous les évenemens, & qu'elle a été si bien confirmée dans l'Empire Romain par la Paix de Westphalie qu'il n'y a rien à craindre ; Cependant comme les choses paroissent etre hors de l'Empire dans un état qui menace assez certainement de la Guerre, de laquelle sans doute il peut naître des grands desordres, les deux Rois Alliez à cause de l'inclination qu'ils ont pour les avantages de l'Allemagne, ne peuvent s'empecher de témoigner qu'ils jugent à propos d'y pourvoir par toute sorte de moiens possibles, & d'empêcher que ce feu qui est si voisin de l'Allemagne ne soit porté jusques dans le sein de l'Empire.

XVIII. Comme aussi les deux Rois aiant toûjours uniquement eu en vûe depuis la Paix de Westphalie, d'empêcher que l'Empire ne fut engagé dans aucune Guerre, & qu'elle ne pût facilement s'etendre bien loin au dehors, si quelqu'un se mêloit dans des affaires étrangeres qui ne regardent point l'Empire, on a jugé à propos de part & d'autre que l'un & l'autre des Rois Alliez témoignent à l'Empereur & aux Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, l'inclination singuliere qu'ils ont pour la tranquillité de l'Allemagne, & leur fassent voir que ceux qui demeureront en paix, seront dans une entiere seureté à cause desdites Provisions, Garanties & Alliances défensives des Etats de l'Empire, qu'ils ôtent par leurs Ambassadeurs toute sorte de soupçon, & qu'ils donnent en ami des avis salutaires, & qu'ils leur fassent voir le danger où ils seront, si quelqu'un d'eux s'engageoit dans la Guerre qui n'est pas à la verité dans l'Empire, mais qui n'en est pas éloignée.

XIX. Aprés cette précaution jointe aux avis & bons offices qui peuvent servir de remede à la Guerre, & autant que la prévoiance humaine peut s'étendre, confirmée par la Paix & la tranquillité d'Allemagne, les deux Rois ne peuvent croire que personne ait besoin d'une plus grande seureté, ni qu'il en puisse souhaiter une meilleure. Que si pourtant l'on ne fait nulle attention à ces avis qu'on donne sincerement & en ami pour le repos

pos

ANS de J.C. 1672.

pos public, & qu'on ne veüille pas pourvoir à la presente tranquilité par la voie de la Paix. En ce cas l'un & l'autre des Rois Alliez s'engagent mutuellement, & s'obligent aussi à l'avenir d'être unis pour la deffense du Traité de Paix & la seureté commune, tant des deux Rois que de tous les autres qui servent à la conservation de la tranquillité publique, que s'il arrive (ce qu'à Dieu ne plaise) que quelque Membre de la Paix de Westphalie sans avoir égard auxdits remedes de la Guerre, entre en rupture en prenant les Armes, d'abord les deux Rois consulteront entr'eux pour trouver un remede proportionné à la grandeur du peril, afin qu'une telle Guerre si on voioit qu'elle dût troubler l'Allemagne, soit éloignée & repoussée.

XX. Et afin que sa Majesté Suedoise soit cependant en état de pourvoir au repos commun, & de s'opposer au peril qui pourroit le menacer, il aura sur pied pour la conservation de la tranquillité publique une Armée composée, tant d'Infanterie que de Cavalerie qui sera considerable, à proportion de la necessité du temps & du danger, avec tout l'appareil necessaire de Canons & d'autres choses qui regardent la Guerre.

XXI. Pour soûtenir ces dépenses & pour entretenir lesd. Troupes S. M. T. C. s'oblige en vertu de cette Alliance, de donner tous les ans un certain subside qui sera proportionné à la grandeur de l'Armée que S. M Suedoise entretiendra, lequel sera paié en Monnoie de Richedales : & il sera compté tous les ans à Hambourg dans la Banque, sans aucune contestation ni perte de sa Majesté Suedoise.

XXII. Le Roi T. C. n'aiant rien plus à cœur que d'observer religieusement & de bonne foi le Traité de Paix conclu à Aix la Chapelle, le 2. Mai de l'année 1668. entre les Couronnes de France & d'Espagne, le Roi de Suede aiant aussi assez témoigné par le penchant qu'il a pour la tranquilité publique, & pour l'avantage de S. M. T. C. & de S. M. C. le soin qu'il a de procurer la continuation & confirmation de la bonne amitié & correspondance renouvellée par ledit Traité, en offrant au Roi T. C. & en accordant au Roi Catholique sa garantie, ledit Roi T. C. louant, non seulement l'affection singuliere qu'a sa Majesté Suedoise pour la tranquillité de l'Europe ; mais reconnoissant aussi en cela une grande marque de son amitié, declare & confirme par cet article le sincere & veritable desir qu'il a de ne s'éloigner jamais autant qu'il sera en lui, de l'observation dudit Traité d'Aix la Chapelle, qu'au contraire il aura soin qu'il soit observé tres-exactement dans toutes les clauses.

XXIII. Les sujets du Roi de Suede & les Habitans des Provinces qui lui sont soûmises, joüiront de la liberté de la Navigation & du Commerce dans tous les Roiaumes & Terres qui sont en paix, amitié ou neutralité avec ladite Majesté Suedoise : & ils ne seront pas inquietez par les Vaisseaux du Roi T. C. à l'occasion de la Guerre qui pourroit être avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats en telle sorte pourtant qu'ils ne donnent point de Marchandises deffendues & de Contrebande à son Ennemi.

XXIV. Il faut regarder comme Marchandises de Contrebande toute sorte d'Armes, tant offensives que deffensives, & principalement les Armes à feu & toutes les autres qui servent pour le même sujet, il faut comprendre dans ce nombre les Canons grands & petits de toute sorte de façons, qu'on appelle ordinairement Canons & Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Fleches, Carcasses, Bales à Mousquets soit de Fer ou de Plomb, Nitre ou Salpestre, Poudre à Canon & toute sorte d'Epées, Sabres, Picques, Hallebardes, Haches, Fleaux, & toute autre Arme propre à attaquer : Comme aussi Morions, Casques, Cotte de Maille, Cuirasses & Bouchers de Cuivre ou de Fer, & autres Armes propres pour servir de deffenses ; outre cela tout ce qui sert pour l'Equipage d'une Armée, comme Chevaux, Selles de Chevaux, Fourreaux de Pistolets : & enfin tout ce qui peut être utile ou necessaire pour harnacher les Chevaux.

XXV. Il ne faut pas entendre sous le nom de Marchandises défendues & de Contrebande, les Marchandises qui n'ont pas encore été travaillées ; & qui n'ont pas été mises en œuvre pour l'usage de la Guerre ; comme l'acier, le fer, le cuivre, le poix liquide & dure, le bled, le sel le vin, l'huile & les autres de ce genre, ou toute autre qui sert à l'entretien de la vie ; le transport en est permis chez les Ennemis même, excepté dans les Villes & les lieux assiegez & bloquez.

XXVI. Les Marchandises de Contrebande pourront aussi être transportées à d'autres Nations ; & il ne sera pas permis, ni en allant, ni en revenant d'empêcher, de troubler, ni d'inquieter les Vaisseaux Suedois, pourveu qu'ils montrent les Lettres de Saufconduit, selon la Formule ci jointe; laquelle est conçuë en ces termes.

La Serenissime & R. M. &c. Nous Certifions que le jour ... du mois .... de l'année ... a comparu devant Nous NN. Sujet de sadite Majesté & Citoien de la Ville .... lequel en vertu du serment de fidelité par lequel il est engagé à nôtre tres-clement Seigneur sa Majesté Suedoise, nous à declaré que ledit Vaisseau .... est de la Ville de .... & qu'il lui appartient & à ses Associez, qui sont aussi Sujets & Citoiens de Suede, en propre à juste titre, lequel voulant faire voiage du Port .... chez des Nations Estrangeres chargé des Marchandises de Suede, Nous assurant sous le même serment de fidelité qu'aucun Estranger n'a part dans ledit Vaisseau pour les Marchandises qui y sont déja, ni pour celles qui y seront mises : & que le Patron dudit Vaisseau est Citoien de la Ville .... c'est pourquoi connoissant suffisamment aprés une exacte recherche que ledit Vaisseau & toutes ces choses qui doivent y être mises pour ce voiage sont permises, & qu'il appartient veritablement aux sujets de sa Majesté Suedoise, Nous requerons humblement & honnestement pour marque d'amitié & de bon office, de toutes les Puissances de Terre & de Mer, Rois, Princes Republiques & Villes libres : Comme aussi de tous les Généraux d'Armée, Capitaines Officiers & Gouverneurs des ports, & de tous ceux qui ont quelque Charge dans les Ports ou sur la Mer, de tous ceux que le Vaisseau pourroit rencontrer en voiage, ou dans les Flottes desquels il pourroit passer ou être jetté dans les Ports, qu'en consideration de l'Alliance qui est entre chacun de ceux qui sont ci-dessus nommez, & le Serenissime Roi de Suede nôtre tres-clement Seigneur, ils permettent non seulement que ledit Pilote avec ledit Vaisseau aille & vienne librement sans empêchement ni sans être inquieté, mais encore s'il vouloit aller ailleurs de lui rendre tous les bons offices d'humanité & de bien-veillance comme à un sujet de sa Majesté Suedoise, devant s'attendre d'en recevoir autant dans une pareille ou semblable occasion de sa Majesté Suedoise, & de tous ses Ministres & sujets. En foi de quoi nous avons fait mettre le seau du College aux Presentes & les avons signées. Donné à Stockolm ... où ailleurs.

XXVII. Et afin que toute visite soit deffenduë sur la Mer, & que la Navigation se fasse plus seurement, tout pretexte inutile de visite s'étant retranché, les Vaisseaux du Roi T. C. qui iront au devant des Vaisseaux Suedois, s'arresteront à la portée du Canon, & envoieront une Chaloupe aux Vaisseaux Suedois, & entreront seulement avec deux ou trois Hommes, ausquels on montrera les Lettres de Saufconduit conceuës selon la Formule precedente ; & on ne pretendra, ni on ne tentera autre chose, mais on y ajoûtera une entiere foi, afin que sans aucun trouble, recherche ou détention le Vaisseau puisse continuer sa route.

XXVIII. Tous les sujets du Roi T. C. joüiront aussi de la même liberté du Commerce & de la Navigation, conformement aux conditions & limitations qui ont été exprimées ci-dessus, en cas que le Roi de Suede soit

ANS de J. C. 1672.

de soit engagé dans la Guerre avec d'autres Rois, Roiaumes & Etats.

XXIX. Que s'il arrive que les Vaisseaux d'un des Alliez destinez pour un Port Ennemi, ou pour des Lieux qui soient sujets aux ennemis, se trouve chargé de Marchandises deffenduës en tout ou en partie les Marchandises deffenduës seront confisquées par un Juge competent; & les Vaisseaux ni les autres Marchandises qui s'y trouveront & qui ne seront pas deffenduës, ne pourront pas l'être.

XXX. Les anciennes Alliances qui ne sont pas contraires à celle-ci demeureront dans toute leur force, & principalement l'Alliance faite entre lesdits Rois à Fontainebleau en l'année 1661. doit être censée renouvellée dans toutes ses clauses & articles, si ce n'est qu'on en ait disposé autrement dans celle-ci.

XXXI. Et afin qu'on connoisse que cette Alliance n'est faite au desavantage ni au prejudice de personne, les Alliez & Amis des deux Rois qui voudront & souhaiteront y être compris le seront.

XXXII. Cette Alliance durera pendant dix années, à compter du jour qu'on échangera les Ratifications, excepté l'obligation mutuelle exprimée dans l'Article 4. & les choses qui concernent la conservation & la seureté de la Paix de Westphalie, que les deux Rois doivent se promettre de l'Empire en vertu de ladite Paix, toutes choses demeureront toûjours dans leur entier.

XXXIII. Ces Articles confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, s'échangeront mutuellement à Stockolm dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signez. En foi de toutes ces choses & pour donner une plus grande force, Nous avons signé ces Presentes & y avons mis le Sceau de nos Armes. Fait à Stokolm le 14. jour d'Avril 1672.

ARTICLES SECRETS.

I. Les deux Serenissimes & Puissans Rois de France & de Suede sont convenus expressement de la même chose par l'Article 4. de leur Alliance concluë ce même jour; à sçavoir, que non seulement ils ne donneroient point de secours en aucune maniere aux Ennemis de l'Empire, & aux Perturbateurs de la Paix dans l'Empire; Mais encore que si l'Empereur, ou quelque état vouloit contre la disposition de la Paix de Westphalie attaquer dans l'Empire par les Armes & à force ouverte un des deux Rois, ou donner aux Ennemis de l'un ou de l'autre Roi un secours de Troupes, ou de quelque autre maniere, soit dedans ou dehors l'Empire, sous quelque raison ou pretexte que ce soit; en ce cas ils se secouront mutuellement, & ils joindront leurs Armes pour attaquer l'Infracteur de la Paix, supposé qu'il méprise un avertissement à l'amiable qu'on lui donnera auparavant.

II. Quoique le Roi T. C. soit persuadé que s'il entreprend la Guerre contre les Etats des Provinces-Unies des Païs-Bas, & que les Armes & Troupes de sa Majesté entrent ou attaquent les Provinces, Villes, Citadelles & Lieux fortifiez desdits Etats, l'Empereur ni aucun Electeur ou Prince de l'Empire ne voudra s'y mêler ni aider par aucun secours lesdits Etats Ennemis de sa Majesté; si pourtant il arrive contre cette esperance que l'Empereur ou quelque Electeur & Prince de l'Empire veüille donner des Troupes Auxiliaires ausdits Etats, ou prendre les Armes sous quelque pretexte que ce soit, tandis que cette Guerre durera contre S. M. T. C. & & ses Alliez, pour lors ce qui sans doute excitera la Guerre en Allemagne & troublera la tranquilité de l'Empire, le Serenissime Roi de Suede s'opposera premierement à ce mal naissant par une voie amiable; & enfin, si elle est inutile par la Force & par les Armes.

III. C'est pourquoi le Serenissime Roi de Suede comme tres-zelé Défendeur de la Paix d'Allemagne, tâchera premierement par un avertissement amiable de faire desister l'Empereur, les Electeurs ou Princes de leur entreprise. Et si ces remonstrances faites en ami sont inutiles, & si l'Empereur ou tout autre Prince ne veut pas desister de fournir du secours aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi Tres-Chrêtien pour lors le Roi de Suede qui cherchoit la gloire de conserver la Paix dans l'Empire par une voie amiable, tâchera de le faire par les Armes, les Rois Alliez étans convenus par le moien suivant de la maniere dont toute cette entreprise seroit menagée.

IV. Lorsque l'Empereur, ou un Electeur, ou Prince de l'Empire aura resolu d'envoier des Troupes auxiliaires contre sa Majesté Tres-Chrêtienne aux Etats des Provinces-Unies, ou d'attaquer sa Majesté ou ses Alliez dans l'Empire, pour lors le Serenissime Roi de Suede requis & averti à tems par le Roi Tres-Chrêtien à sçavoir trois mois auparavant, promet de faire entrer dans le Duché de Bremen ou dans le Pomeranie, une Armée composée de dix mil fantassins, & six mil chevaux, munie de toutes les choses necessaires pour la guerre; laquelle Armée attaquera à force ouverte l'Empereur & les autres Princes de l'Empire qui lui seront unis pour donner du secours aux Etats des Provinces-Unies, & qui voudroient causer quelque dommage au Roi T. C. & à ses Alliez; & il empêchera par toute sorte de voie selon qu'il le poura par les armes, qu'on envoie aucunes Troupes Auxiliaires aux Etats des Provinces-Unies contre le Roi de France, & ledit Serenissime Roi de Suede ne quittera point les armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes n'aient desisté de leur entreprise.

V. Au reste afin de donner une plus grande force à cette guerre (qui n'aura pour unique but que la Paix & la tranquillité de l'Allemagne) le Roi Tres-Chrêtien selon l'exigence & le besoin de la chose, si les forces du Roi de Suede & de ses Alliez ne suffisent pas contre l'Empereur, les Electeurs & Princes qui lui sont unis, fera passer une Armée en Allemagne, laquelle agira conjointement ou separement avec l'Armée Suedoise selon les évenemens de la guerre, l'Armée Suedoise demeurant toutefois en cas de jonction sous le commandement du Général François.

VI. Le Roi T. C. promet pour cela, qu'à raison du soin qu'il a, de même que le Roi de Suede, de conserver la Paix dans l'Allemagne, de s'opposer de la maniere dont on est convenu par l'article 5. & par les avis & par les armes, à sçavoir par une bonne armée, & selon l'exigence du danger par les plus grandes forces qu'il poura, si l'Empereur ou quelque Electeur Prince ou Etat de l'Empire se mêle dans la guerre entre le Roi de Suede & ses ennemis, soit qu'il se range entierement de leur côté, soit qu'il leur envoie des Troupes Auxiliaires, & il ne quittera point les armes, que l'Empereur ou les autresd. Princes ne desistent de leur entreprise.

VII. Et puisqu'il ne faut pas douter que la Paix de l'Empire, qui est si fort à cœur aux deux Rois Alliez, ne soit troublée si le Roi T. C. attaque par les armes les lieux situez dans l'Empire, & qui sont presentement occupez par les garnisons des Etats des Provinces-Unies, & que neanmoins on ne peut refuser de droit au Roi T. C. de poursuivre en quelque lieu que ce soit ses ennemis, dont les armes pouroient lui nuire; pour cet effet le Serenissime Roi de Suede declare que l'Empire, ou le veritable Seigneur des Villes & lieux où il y a des Troupes & Citadelles, donne à tems une entiere & pleine seureté au Roi T. C. par laquelle il sera pourvû que de cesd. Villes & lieux gardez, on ne fasse aucun acte d'hostilité sur les Troupes du Roi T. C. que si on ne veut pas donner cette satisfaction à S. M. T. C. & qu'Elle soit obligée d'attaquer lesdits Places par les armes; en ce cas le Serenissime Roi de Suede regardera ce refus comme une rupture de Paix dans l'Empire.

VIII. Si les deux Rois alliez se trouvent obligez d'entrer en guerre contre l'Empereur & les Alliez, ils

se pro-

ANS de J.C. 1672. se promettent mutuellement qu'ils ne feront aucune Paix ni Treve avec l'Empereur & ceux qui lui sont unis, que les deux Rois n'y interviennent & n'y consentent, & qu'avec l'inclusion & la seureté de leurs Terres, comme aussi l'entiere satisfaction de l'un & de l'autre.

IX. Si le Roi Catholique contre la disposition de la Paix des Pirenées se joint aux Etats des Provinces Unies, & que l'Empereur, les Electeurs & Princes de l'Empire, les Electeurs & Princes de l'Empire lui donnent du secours contre la veritable teneur de la Paix de Westphalie, & trouble ainsi indirectement la seureté que le Roi T. C. doit se promettre de l'Empire en vertu du Traité de Paix; pour lors le Serenissime Roi de Suede par le desir qu'il a qu'il soit pourvû à la conservation de la Paix dans l'Allemagne, tâchera par une remonstrance à l'amiable de faire desister l'Empereur & les autres Rois ou Princes, de leur entreprise, & si cela est inutile, il agira de la maniere qu'il voudra le secourir dans cet évenement.

X. Comme on n'a rien resolu dans le Traité public d'alliance touchant le secours mutuel qu'on doit se donner, & qu'on en a parlé seulement en termes generaux, on a jugé à propos de l'exprimer plus en particulier dans ces articles secrets: C'est pourquoi ayant fait reflexion sur la necessité des dépenses que le Serenissime Roi de Suede sera obligé de faire pour la susdite entreprise, le Roi T. C. pour contribuer ausdites dépenses par maniere de subside, fera paier tous les ans six cens mil écus; laquelle somme sera paiée en deux termes, à sçavoir tous les six mois, la moitié à chaque terme à Hambourg, sans aucune dépense du Roi de Suede ni de son Ministre député pour cela; & le paiement se fera du jour de la requisition du Roi T. C. & lorsque l'Armée de Suede commencera à entrer en action, & à marcher vers l'ennemi.

XI. Afin que le Serenissime Roi de Suede puisse être prest à toute sorte d'évenement, & disposer toutes choses selon qu'on est convenu par les articles precedens; il aura au commencement de l'Esté prochain une Armée de seize mil hommes outre les garnisons, dans la Pomeranie & dans le Duché de Bremen, & le Roi T. C. promet de faire paier tous les ans au Roi de Suede ou à ceux qui auront ordre de lui, en deux termes comme on a dit dans l'article precedent, à compter du jour de la ratification des presens articles, en sorte que la moitié soit paiée incontinent aprés ladite ratification à Hambourg, quatre cens mil écus, lequel paiement sera toûjours continüé pendant que ce Traité durera, si sa Majesté Tres-Chrêtienne juge à propos de demander du secours au Serenissime Roi de Suede contre l'Empereur & les autres Princes de l'Empire, ou même que la necessité étant moins grande, il ne veüille pas s'en servir, de sorte pourtant que si le Roi de Suede requis & averti par le Roi T. C. envoie ladite Armée en Allemagne; pour lors il lui sera seulement paié pendant tout le tems qu'elle sera en campagne, la susdite somme de six cens mil écus tous les ans; que si avant la fin de ce Traité la Paix est rétablie en Allemagne, & que ni le Roi T. C. ni le Roi de Suede n'aient pas besoin d'avoir une Armée ni des Troupes dans l'Empire; en ce cas pendant que ce Traité durera le Roi T. C. paiera seulement tous les ans au Roi de Suede la même somme de quatre cens mil écus, qui lui avoit été promise, avant qu'il assemblast les Troupes & l'Armée dont il est parlé à la fin du susd. article, & qu'il l'envoiast en Allemagne.

XII. Sa Majesté Tres-Chrêtienne voiant avec beaucoup de joie que la Paix du Nord qui a été rétablie par ses bons offices & sa mediation, par le Traité de Coppenhague du 27. May 1660. subsiste depuis long tems & s'affermit tous les jours de plus en plus, & sa Majesté Suedoise faisant assez connoître le desir sincere qu'elle a de demeurer en bonne amitié & en bon voisinage avec le Serenissime Roi de Danemarc, le Roi T. C. connoissant aussi la bonne intention qu'à sa Majesté Danoise de conserver de tout son pouvoir la Paix & la même amitié, & voulant par son entremise donner quelque force aux bonnes intentions de ces deux Rois voisins, s'oblige par le present article comme il a déja fait par le susd. Traité de Coppenhague, d'être leur caution commune; confirmant derechef & promettant tres-expressement d'être le garand de tout ce dont on est convenu, & qui est compris dans ledit Traité de Coppenhague.

XIII. Si le cas dont il est fait mention dans le present Traité arrive, que l'Empereur ou quelqu'un des autres Princes de l'Empire aprés avoir été avertis auparavant, ne veulent pas desister de donner du secours aux Etats des Provinces Unies contre la France, le Serenissime Roi de Suede sera obligé de prendre les Armes conformement à la teneur du Traité contre l'Empereur ou autres Princes. Et parce qu'il peut-être de l'avantage commun de faire entrer dans cette Alliance offensive tous autres Princes ou Etats, les Rois Alliez delibereront entr'eux, s'ils doivent inviter le Serenissime Roi de Danemarc à prendre les Armes, & à entrer dans leur Alliance s'il le juge à propos pour la Guerre d'Allemagne, de sorte pourtant qu'il ne sera permis à aucun des deux Rois de France & de Suede d'inviter ledit Roi de Danemarc à entrer dans lad. Guerre & de se joindre dans leur Alliance pour prendre les Armes, si ce n'est du commun avis & consentement des deux Rois.

XIV. Et comme l'intention du Roi de Suede est de garder tres-religieusement la Paix qui est entre lui & le Serenissime Roi de Danemarc, le Roi T. C. lui donnera sa garantie qui est renouvellée par la force de cet Article; que si contre toute esperance le Roi de Danemarc entreprenoit quelque chose contre le Roi & le Roiaume de Suede, en ce cas le Roi T. C. aprés avoir employé son entremise secourra promptement de toutes ses forces le Roi de Suede, & travaillera à la conservation des Traitez selon leur veritable sens, comme ils ont été confirmez par sa garantie.

XV. Et comme ces Articles secrets n'ont pas été faits pour nuire aux S. E. des Provinces Unies des Païs-Bas, ni à aucun autre dessein, mais seulement dans la vûë de conserver la tranquillité de l'Empire, conformement à la Paix de Westphalie: & le Serenissime Roi de Suede aiant fort à cœur que l'amitié qui est entre S. M. & les E. G. soit toûjours conservée, aussi ne veut-il rien negliger de son côté afin que cela soit. C'est pour cela qu'il espere que non seulement les E. G. ne recevront pas lesdits Articles en mauvaise part, mais qu'ils auront aussi un empressement égal à celui du Roi de Suede, pour donner une nouvelle force à leur mutuelle affection, & qu'ils consentiront lorsqu'ils en seront requis à l'amiable, que tout ce qui peut nuire en quelque maniere que ce soit à leur mutuelle amitié, & sincere & bonne correspondance soit éloigné.

Si pourtant il arrive contre toute esperance quelque autre chose de contraire, & que ou à cause de cette Alliance les Etats des Provinces Unies veüillent nuire en quelque maniere que ce soit au Serenissime Roi de Suede, ou même qu'ils veüillent l'empêcher de faire mettre ses Vaisseaux sur Mer, & lui ôter la liberté qu'ont tous les Rois d'user de leurs droits dans toutes les choses qu'ils trouvent bon d'entreprendre selon l'usage de leurs Roiaumes, en ce cas le Roi T. C. promet qu'il secourra le Roi de Suede selon l'exigence de la chose & du danger jusqu'à ce qu'il ait obtenu une raisonnable & entiere satisfaction: & outre ce attendu la cause commune des deux Rois, il ne conclura aucun Traité avec les E. G. des Provinces Unies qu'il ne soit pourvû aussi à la conservation des droits de S. M. Suedoise, à la cession & restitution de ses revenus, & au Commerce & immunitez de ses sujets avec la garantie.

XVI. Cette Alliance durera en ce qui regarde l'éloignement des troubles qui pourroient être excitez dans l'Empire à l'occasion de la guerre entre le Roi T. C. & les E. G. des Provinces Unies des Païs-Bas, pendant

ANS de J. C. 1672.

dans trois années, à compter du jour qui est exprimé dans le premier Article du grand Traité, & pour toutes les choses qui regardent la conservation & la seureté de la Paix de Westphalie que les deux Rois de France & Suede doivent se promettre de l'Empire en vertu de lad. Paix, elles demeureront toûjours dans toute leur force & vigueur.

XVII. Ces articles secrets qui auront la même force que s'ils étoient inserez mot à mot dans l'Alliance publique, seront confirmez par la Ratification des deux Rois de France & de Suede, dans trois mois à compter du jour qu'ils seront signez à Stockolm le 14. jour d'Avril de l'année 1672.

CII.

ANS de J. C. 1672. FRANCE ET SAVOYE.

Reglemens & Articles de LOUIS XIV. *Roi de France pour les Confins entre la Savoye & le Dauphiné. Fait à S. Germain en Laye le vingt-septiéme Avril 1672. Avec l'Acceptation du Duc de Savoye du susdit Reglement fait par sa Majesté. Donné à Turin le treiziéme Aoust 1672. Tiré du Recueil des Edits du Duc de Savoie. Imprimez à Chamberi en 1679.* Freder. Leonard. Tom. IV.

LE ROY ayant desiré que les difficultez qui se sont rencontrées jusques à present, pour raison des Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné, & d'Appremont, Fransin, & des Marches de Savoie, fussent terminées par un bon accommodement auroit nommé des Commissaires pour y travailler conjointement avec ceux que Monsieur le Duc de Savoye avoit deputé à même effet; mais lesdits Commissaires n'étant pû convenir de la fixation desdites Limites, Mondit Seigneur de Savoie se seroit volontairement remis à sa Majesté de determiner lesdites difficultez, ainsi qu'elle l'estimeroit à propos. En consequence dequoy le Roi se seroit fait representer les Titres, Enseignemens, Pieces & Memoires servans à la justification desdites Limites de part & d'autre, avec les Procez Verbaux des Conferences desdits Commissaires, a estimé que lesdites Limites doivent estre reglées, ainsi qu'il ensuit.

PREMIEREMENT. Que la Voye Montagniere qui faisoit la separation des Mandemens de Belle Combe & d'Appremont, commencera à la cime de la Montagne de Grenier, tirant droit à l'endroit où étoit ci-devant la Croix d'Entremont, dans le Bois de la Serre, au dessus de la Ruine, laissant le Pré de l'Echau du côté de Savoie, auquel endroit il sera planté une Borne, dans laquelle du côté de belle Combe seront gravées les Armes du Dauphiné, & du côté d'Appremont celles de Savoye; que de cet endroit ladite Voye Montagniere continuera & descendra à droite ligne au Molard dudit Colombier, & dudit Molard droit au Roc appellé Pierre Acher, qui demeurera de la part de Dauphiné; & que depuis ladite Croix d'Entremont jusqu'audit Pierre Acher, il sera planté des Bornes pareilles à celles ci-dessus, de distance en distance à celle-ci.

II. Que dudit Pierre-Acher il sera tiré une ligne droite jusqu'au coin du Bois de Bassuie, appellé des Musard, à la teste du Pré Paschalis, conformement au Reglement Provisionnel de 1576. lequel demeurera definitif; bien entendu que le grand Sac, appellé le Sac de Mery, dont le tiers, suivant cet Alignement & ledit Reglement de 1576. devoit demeurer du côté de Savoye, sera reputé à l'avenir être entierement du Dauphiné, le long de laquelle ligne il sera planté aussi des Limites de distance en distance.

III. Et quand à la Prairie des Mortes, que directement au milieu d'icelle, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, il sera posé une Borne qui servira de Limite, de laquelle Borne il sera tiré deux lignes droites, l'une du côté de la Riviere d'Isere qui finira à ladite Riviere, & l'autre du côté qui regarde les Bois de Bassuie, laquelle finira au bout de ladite Prairie & aboutira aux terres qui devoient demeurer du côté de la Savoye par ledit Traité Provisionnel; que du bout de ladite ligne il en sera tiré une jusqu'à la Borne qui sera plantée à la teste du Pré Paschalis; & que ce qui sera en deça desdites lignes du côté de Chaparellan & Belle Combe, sera reputé de Dauphiné, & ce qui sera en delà desdites lignes sera de la Savoye; bien entendu que le Fort bâty par le Comte Aymond, en l'endroit où il étoit, demeurera dans la partie de la Savoye; le long desquelles lignes il sera pareillement posé des Bornes de distance en distance.

IV. Que la fixation ainsi faite des Limites des deux Etats, ne pourra prejudicier au droit de proprieté tant des particuliers pour les heritages qui leur appartiennent, lesquels par ce moyen se trouveront dans l'un ou l'autre des Etats, que des Ecclesiastiques & Seigneurs pour les Fiefs qu'ils y auront, dont ils jouiront ainsi que par le passé, sous la Souveraineté du Prince dans l'état duquel ils se trouveront.

V. Que ladite fixation ne pourra aussi apporter aucun changement pour ce qui concerne le payement des Rentes & Redevances, étant expressement convenu qu'elles se leveront reciproquemens comme par le passé.

VI. Et à l'égard des Tailles, qu'elles seront payées en Dauphiné par les Savoisiens, pour les heritages qu'ils possederont dans la partie de ladite Prairie qui sera du Dauphiné, & que les Sujets de sa Majesté payeront aussi la Taille en Savoye pour les heritages qu'ils possederont dans ladite Prairie qui sera du côté de Savoye.

VII. Qu'en outre tant ceux du Dauphiné que ceux de Savoye, pourront indistinctement faire repaistre leurs bestiaux dans toute l'étenduë de ladite Prairie, entre le Pont de Glandon & l'Orme des Mortes, soit dans la partie qui sera du Dauphiné ou dans celle de Savoye, aprés la premiere herbe levée, depuis la Feste de la Magdeleine jusqu'à l'hyver ensuivant.

VIII. Que doresnavant ladite Prairie sera mise en banc à Chaparellan, & que les Officiers dudit lieu en feront les Publications & les Reglemens de Police à jour prefix, ausquelles Publications les Habitans d'Appremont, de Fransin, des Marches, & autres Sujets de Savoye qui ont des heritages dans ladite Prairie, seront tenus de s'y trouver si bon leur semble.

IX. Enfin d'entretenir dores-en-avant une bonne amitié entre les Dauphinois & les Savoisiens de ce côté-là, en cas qu'en execution du present Reglement il arrive quelques differends entr'eux, soit pour le pasturage, contravention aux Reglemens de Police de la Prairie des Mortes, ou pour le plantement des Limites, lesdits differends seront jugez & terminez sommairement par les Officiers de sa Majesté, & ceux de Mondit Seigneur le Duc de Savoie, lesquels seront tenus de se trouver pour cet effet audit lieu de Chaparellan, sans prejudice au surplus de la Jurisdiction des uns & des autres, tant au civil qu'au criminel, laquelle ils exerceront chacun dans l'étenduë de son Ressort.

X. Qu'en outre les Alignemens, plantemens de Bornes & Limites portez par le susdit Reglement, seront faits en presence des Commissaires ci-devant nommez de part & d'autre pour la fixation desdites Limites, pardevant ceux qu'ils envoyeront sur les lieux à cet effet, lesquels en dresseront & signeront conjointement des Procez Verbaux, qui serviront de Titres à l'avenir. Fait à S. Germain en Laye le 27. Avril 1672. Signé, LOUIS. Contresigné, LE TELLIER. Scelé du petit Seau de cire rouge.

Accep-

ANS de J. C. 1672.

Acceptation du Reglement fait par sa Majesté Très-Chrétienne sur les Limites du Dauphiné.

CHARLES EMANUEL PAR LA GRACE de Dieu, Duc de Savoye, Chablais, Aouste & Genevois, Prince de Piemont, &c. Voulant que les Articles touchant le Reglement des Confins & Limites de Belle-Combe & Chaparellan en Dauphiné & d'Appremont, Franfin, & des Marches en Savoie, que nous avons accepté & approuvé en la forme qu'ils nous ont été envoiez, signez par le Roi à S. Germain en Laye le 27. jour d'Avril dernier, desquels Articles & Acceptation copie autentique est attachée aux presentes, soient observées de bonne foi & pleinement executées; Nous avons pour cet effet résolu d'ordonner, comme par ces presentes signées de nôtre main, de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Souveraine, & par l'avis de nôtre Conseil resident prés nôtre personne, Nous mandons & ordonnons à nos très-chers bien amez & feaux Conseillers d'Etat, les Seigneurs de la Perrouze & de Challes, par Nous ci-devant Deputez pour le fait dudit Reglement des Confins, de faire executer lesdits Articles de point en point selon leur forme & teneur, de ce faire leur donnant tout le pouvoir & toute l'autorité necessaire. Mandons en outre à nos très chers bien amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Senat & Chambre des Comptes de Savoie, de faire enregistrer lesdites presentes, avec ladite Acceptation, Approbation & Articles susdits, pour y avoir recours, les faisant garder & observer pleinement & perpetuellement, sans aucune difficulté: Car tel est nôtre plaisir. Donné à Turin le treiziéme jour du mois d'Août 1672. Signé, CHARLES EMANUEL. Vill, BUSQUET. Contre signé de S. THOMAS. Et scellées en grand sceau de cire rouge.

CIII.

ANS de J.C. 1672.

LES PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

Traité d'Assistance & défense mutuelle entre le très-Illustre Prince & Seigneur, FREDERIC GUILLAUME, *Margrave de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du Saint-Empire d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, Messeigneurs les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *du Païs-Bas, de l'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. Avril, 1672.* Traduction Françoise du Mercure Hollandois, de 1672. pag. 18.

COmme ainsi soit que le très-Illustre Prince & Seigneur, Monseigneur Frederic Guillaume, Marquis de Brandebourg, Grand Chambellan & Electeur du saint Empire (tot titulus) d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs, Messeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies du Païs-Bas, de l'autre, ont trouvé bon, vû la conjoncture presente des affaires, de faire un Traité d'Assistance & défense mutuelle, c'est pourquoi les Articles suivans ont été conclus & arrêtez entre les Plenipotentiaires de part & d'autre, à sçavoir de la part de S. A. E. de Brandebourg, le Magnifique & Excell. Seigneur Otton, Baron de Swerin, Seigneur d'Altendanberg, Jochen & Weldenhofen, &c. Chambellan Hereditaire de l'Electorat & Marche de Brandebourg, & Doyen de l'Eglise de Brandebourg, President & Conseiller au Conseil privé de S. A. E. de Brandebourg, &c. comme aussi le Magnifique & Excel. Seigneur, Laurens Christoffle de Sommits, Seigneur Hereditaire de Grumsdorf, Drenau & Gerbeto, Chambellan Hereditaire de la Basse Pomerande, &c. & le très-Noble & très-docte Seigneur Frans Meinders, Conseiller en la Cour & en la Milice de S. A. E. de Brandebourg; & de la part des Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux, le Noble & Excel. Seigneur Godert Adriaen, Baron de Rede, Seigneur d'Amerongen, Ginckel & Eelt, &c. Deputé Ordinaire pour la Noblesse du Païs d'Utrecht en l'Assemblée de Messeigneurs les Etats Généraux, le tout sous l'approbation & Ratification des parties Principales de part & d'autre.

I. Premierement sadite A. E. promet en consideration de la seureté commune, & pour l'assistance & défense de Messeigneurs les Etats Généraux, en cas qu'ils vinssent à être attaquez à main armée dans les Provinces-Unies, où lieux circonvoisins, d'assembler & mettre sur pié, & ce plûtôt, & dans le tems déclaré ci-après, une Armée de vingt mille hommes, à condition que desdits 20000. hommes il y en aura 3000. à pié, & 600. à cheval, lesquels en cas de besoin, & selon que sadite A. E. le trouvera à propos, seront mis dans les Forteresses appartenantes à sadite A. E. qui sont dans la Westphalie, afin de garder lesdites Forteresses, & repousser les Ennemis, qui en voudroient approcher, ou bien s'en servir en Campagne, selon les occasions, qui se pourront presenter.

II. Pour former ladite Armée, Messeigneurs les Etats Généraux payeront la moitié des levées & son Altesse Electorale, l'autre moitié à proportion, en consequence dequoi S. A. E. levera à ses dépens 4000. chevaux, & 6000. hommes de pié, & Messeigneurs les Etats Généraux aussi 4000. chevaux & 6000. hommes de pié, dans lequel nombre seront compris les Dragons necessaires, dont on contera trois contre 2. hommes de cheval, & un homme de pié.

III. Sur ledit nombre d'hommes, qui se doit lever, Messeigneurs les Etats Généraux donneront pour chaque homme de cheval 40. Risdales, & pour chaque homme de pié 10 Risdales qui font pour tout le Corps de l'Armée la somme de 220000. Risdales.

IV. Les Etats Généraux payeront tous les susdits deniers incontinent aprés l'accomplissement du present Traité, soit à Hambourg ou à Breme, & en échange S. A. E. s'oblige d'être prêt 2. mois aprés la reception desdits deniers avec ladite Armée de 20000. hommes, à proportion comme dessus, & de les faire effectivement marcher, agir, & faire halte pour la défense & sureté commune.

V. Lesdits Etats Généraux payeront aussi la moitié de l'entretien desdites Troupes, & S. A. E. l'autre moitié; tellement que la Cavalerie sera composée de 16. Regimens, & chaque Regiment pour le moins de 500. hommes, en 6. Compagnies, & l'Infanterie de 12. Regimens, chaque Regiment de 1000. hommes, & 10. Compagnies, pour chaque Regiment de Cavalerie la somme de 4767. Risdales 30. sous, monnoye de Hollande, & pour chaque Regiment d'Infanterie 4104. Risdales 4. sous, monnoye de Hollande, & outre cela pour chaque bâton de Regiment sera payé 210. Risdales par mois, en contant 30. jours pour chaque mois, ou 12. mois pour une année.

VI. Outre cela Messeigneurs les Etats Généraux payeront tous les mois pour le Bâton général du Regiment, comme encore pour l'entretien de l'Artillerie, & provisions necessaires pour les chevaux; item pour toutes sortes de dépenses journalieres pour les forts de munition, armes, outils, livrées, envois, messages, & autres necessitez inévitables, la somme de 14841. Risdales.

VII. Il sera toutefois permis à S. A. E. de renforcer ou affoiblir lesdites Troupes, ainsi qu'elle verra le plus à propos selon les occurrences de la guerre, à condition neanmoins que le Corps n'en sera point amoindri, mais sera toujours composé de 20000. Combattans effectifs.

VIII. Sadite A. E. fournira à ses dépens les Officiers de l'Artillerie, & toutes les autres choses necessaires, comme le Canon, les Munitions, Chariots, Charettes, Chevaux, & autres. Ladite Artillerie sera composée

ANS de J.C. 1672.

posée de cinquante piéces de canon, avec les boulets, poudres, & autres munitions, outils, & Officiers necessaires pour cet effet.

IX. L'entretien de l'Armée & subsides, que les Etats Généraux payeront tous les mois en la maniere susmentionnée, commenceront à courir du jour & date que les deniers des levées seront effectivement fournis à S. A. E. à condition toutefois que lesdits Etats, pour le premier mois, ne payeront que la moitié, mais le mois ensuivant, leur portion toute entiere des subsides, ausquels ils sont tenus, suivant le present accord.

X. S. A. E. en échange sera obligée 2. mois aprés la reception desdits deniers, de fournir ladite Armée de 20000. hommes complets, & d'agir avec elle ainsi que la necessité des affaires le pourra requerir.

XI. A condition toutefois qu'il sera permis ausdits Etats Généraux aprés l'expiration de 2. mois, de faire montre de ladite Armée, en tout ou en partie, toutes & quantesfois qu'il leur plaira, par leurs Commissaires, conjointement avec les Commissaires qu'il plaira à S. A. E. d'ordonner pour cet effet. En consequence dequoi lesdits Etats paieront lesdits subsides à proportion des Chevaux, Fantassins ou Dragons, qu'on trouvera de faute dans ladite Armée.

XII. Lesdits Etats payeront, ou feront payer promptement en argent comtant à Hambourg ou à Breme, les deniers requis pour ledit entretien au commencement de chaque mois, entre les mains de celui, que S. A. E. ordonnera pour cet effet, lequel prendra ensuite à sa charge, comme il prend par la presente, le payement particulier desdites Troupes.

XIII. Aussi est accordé dés maintenant, que ladite Armée sera entretenuë par provision le tems & espace de 4 mois consecutifs, encore que lesdits Etats ne fussent point attaquez par terre pendant ce temps là, & que par consequent lesdits subsides demeureront fixes ou arretez pour ce temps-là, pour le payement desquels lesdits Etats s'obligent par le present Traité, & en cas que le repos & amitié fussent rétablis avant l'expiration desdits 4. mois, lesdits subsides ne laisseront pas d'être payez pour 4. mois entiers. Mais si la paix & le repos venoient à être rétablis dans ledit quatriéme mois, lesdits Etats promettent & s'obligent de payer encore un mois par dessus les quatre, qui feront en tout 5. mois de subside.

XIV. Lesdits subsides continueront de 4 en 4. mois, tant que la Guerre durera; en sorte que la Paix venant à être faite par la benediction de Dieu, le premier, second ou troisiéme desdits 4. mois, lesdits Etats seront néanmoins obligez à l'entier payement desdits 4. mois. Et en cas que ladite Paix vint à être obtenuë & ratifiée ledit quatriéme ou dernier mois, en sorte qu'on pût réduire ou licentier ladite Armée, lesdits Etats seront néanmoins tenus de payer encore un mois entier de subside à S. A. E. pour congedier & licentier les Troupes.

XV. S. A. E. fera marcher autant de Soldats qu'il sera possible, des Troupes qu'elle a déja sur pié, vers ses Terres de Westfalie (où seront aussi menées les nouvelles Troupes qu'on levera de tems en tems, & ensuite toute l'Armée avec l'Artillerie, aprés l'expiration de deux mois, à conter du jour du payement des deniers, où elle sera tenuë prête pour agir contre les Ennemis & leurs Adherants.

XVI. Lors que l'Armée sera prête & mise sur pié, S. A. E. fera faire le serment de fidelité & d'obéissance à tous les principaux & moindres Officiers, & à tous les Soldats, tant à pié qu'à cheval, comme aussi en cas qu'on vint à mener lesdites Troupes, en tout ou en partie, sur les Terres desdits Etats, pour y agir ou rendre quelque service contre les Ennemis, en ce cas lesdits Officiers tant moindres que principaux & Soldats, seront obligez de prêter le même serment aux Etats Généraux, & aux Commissaires qu'ils ordonneront pour cet effet, auquel serment ils seront obligez pendant tout le tems qu'ils seront sur les Terres desdits Etats; à condition toutefois que les principaux Officiers de S. A. E. auront la jurisdiction & droit de discipline entiere sur leurs Regimens, sans aucune diminution ni alteration; Comme aussi au contraire, en cas que lesdits Etats trouvassent bon de faire joindre quelques-unes de leurs Troupes avec celles de S. A. E. & qu'on fut obligé d'agir avec lesdites Troupes sur les terres de sadite A. que lesdites Troupes des Etats seront obligées de prêter le même serment à S. A. E.

XVII. Le commandement en Chef de l'Armée sera & demeurera par devers S. A. E. qu'elle exercera toûjours elle-même, en cas qu'elle n'en fût empêchée par maladie, ou par quelque autre accident; laquelle a aussi promis en vertu du present Traité, d'exhorter & solliciter incessamment & serieusement toutes lesdites Troupes de combattre indifferemment & sans distinction pour le service, tant de sadite A. E. que desdits Etats Généraux.

XVIII. Et en cas que sadite A. E. trouvât bon d'établir quelque personne capable & qualifiée pour Général desdites Troupes, ladite personne sera obligée, au moyen d'un Renversail par lui signé & scellé, promettre ausdits Etats d'accomplir précisément & de point en point tous les articles contenus au present Traité.

XIX. Sadite A. E. avisera incessamment avec les Commissaires desdits Etats, & Monseigneur le Prince d'Orange, comme Capitaine Général desdits Etats pour la prochaine expedition, lors que son Altesse sera presente, aux moyens & expedients les plus necessaires & les plus utiles pour le bien des deux Parties; à condition que lors que l'Armée sera obligée d'agir pour la défense des Villes ou Païs appartenants ausdits Etats, ou qui sont gardez par leurs Garnisons, l'avis des Commissaires desdits Etats prévaudra dans les Consultations, & devra être suivi; Mais lors qu'il sera question de défendre les Villes & Païs de S. A. E. en ce cas-là l'avis de S. A. E. ou de ses Commissaires prévaudra, & sera mis à execution.

XX. A été encore accordé & stipulé qu'encore que l'Armée de S. A. E. fût menée en tout ou en partie sur les Terres des Etats Généraux afin d'y être employée contre les Ennemis, néanmoins le commandement en chef, avec ce qui en dépend, comme de donner le mot, & autres choses, demeurera par devers S. A. E. lors qu'elle commandera l'Armée en personne; Mais s'il arrivoit qu'elle n'y fût pas en personne, alors ledit commandement en chef, avec ce qui en dépend, sera par devers le Général qui sera établi de la part des Etats Généraux, à condition toutefois qu'il portera les mêmes titres d'honneur, & aura les mêmes Commissions que celui qui commandera l'Armée de S. A. E. Comme aussi en cas qu'on menât l'Armée desdits Etats Généraux, en tout ou en partie, sur les Terres de S. A. E. afin d'y être employée contre les Ennemis, le commandement en chef, avec tout ce qui en dépend, sera par devers Monsr. le Prince d'Orange comme Capitaine Général, lors qu'il commandera l'Armée en personne: Mais s'il n'y étoit pas en personne, ledit commandement en chef, avec tout ce qui en dépend, sera par devers celui que S. A. E. établira en qualité de Général; à la charge toutefois qu'il sera pourvû des mêmes Commissions, & ne portera pas de moindres titres d'honneur que celui qui commandera en chef l'Armée desdits Etats Généraux.

XXI. Et comme les Parties Contractantes de part & d'autre n'ont point d'autre but & intention que de conserver la precieuse liberté de leurs Terres & Provinces, & non d'offenser ni de faire tort à personne, c'est pourquoi on a stipulé expressément par le present Traité, que ladite Armée ne sera employée à autre fin, sinon pour défendre les Terres & Provinces des Etats Généraux contre tous ceux qui les voudroient attaquer, auquel cas S. A. E. sera obligée d'assister lesdits Etats avec ladite Armée à leur premiere semonce & sollicitation, & ruiner les Ennemis qui leur voudroient nuire.

ANS de J.C. 1672.

XXII. Et afin qu'on puisse mieux subvenir aux dépenses necessaires pour l'entretien de ladite Armée, on tachera de mettre sous contribution les Terres & Païs qui se seront declarés en faveur de l'Ennemi; lesquelles contributions, pour ce qui pourra rester aprés la deduction des frais necessaires, seront également pour le profit des Parties Contractantes.

XXIII. Lors que ladite Armée aura commencé d'agir effectivement, il ne sera permis à aucune des Parties Contractantes de faire aucune Paix ni Tréves avec l'Attaquant, ou ses adherents, qu'avec le commun consentement des deux parties duquel consentement on ne pourra faire aucune difficulté de part ni d'autre, si chacun peut être rétabli par ce moyen, ou conservé en l'état auquel il étoit devant le commencement de la guerre: & en cas qu'on voulût entrer en quelque Traité, soit de Paix ou de Tréves, pour quelques années, ne pourra l'une desdites Parties s'engager audit Traité sans en faire part à l'autre, & sans lui procurer en même temps la facilité & le moyen d'envoyer ses Ministres aux lieux où on traittera: Et se communiqueront lesdites Parties successivement, & de tems en tems, tout ce qui se passera dans ladite negotiation: Ne consentiront aussi lesdites Parties à ladite Paix ou Treve avec ledit Attaquant ou ses Adherants, sans se faire rétablir l'un l'autre en la possession des Villes & Places, s'il le desire, comme aussi l'exercice des Droits & Immunités, qui appartiennent respectivement ausdites parties, & dont elles jouïssoient devant la Guerre, sans aussi stipuler de l'Attaquant & ses Adherants, l'un pour l'autre; les mêmes Droits & Immunités, Exemptions & Prerogatives qu'il stipulera pour soimême; à moins que lesdites Parties ne fissent d'autres conditions ensemble, & aura-t-on generalement égard à ce que les Hostilités cessent en même tems contre lesdites Parties.

XXIV. Les Géneraux, Colonels & Commandants des Armées & Troupes, seront tenus de faire bonne justice à un chacun, sans avoir aucun égard à l'apparence des personnes.

XXV. Lors que son Altesse Electorale se trouvera dans quelcune de ses Villes, où il y aura Garnison des Etats Généraux, il lui sera permis de retenir auprés de sa personne sa Garde du Corps de deux cent chevaux, ou moins, lesquels ne seront obligés à aucune autre chose qu'à la garde de la personne de ladite Altesse; aussi ne seront commandés que par ladite Altesse & moins entreprendront aucune chose qui puisse tendre au prejudice desdites Places occupées par les Garnisons desdits Etats.

XXVI. Sera aussi permis à sadite A. de dresser un Magasin dans ses Villes du païs de Cleve, où il y aura Garnison desdits Etats, dans lesquels Magasins il pourra mettre les Munitions necessaires pour un prix raisonnable, & tel que lesdits Etats les acheteront eux mêmes; & les lui voudroient laisser, à moins qu'ils n'en eussent affaire eux mêmes.

XXVII. Sera ensuite avisé entre les Parties Contractantes aux autres moyens necessaires pour ramener la Paix, & rétablissement du repos & seureté commune, par une Alliance plus étroite, ou autres expedients convenables à ce dessein. Pour lequel effet lesdits Etats Généraux traiteront autant qu'il sera possible avec Messeigneurs les Ducs de Bronswick, & du moins avec Mess. les Ducs George Guillaume, & Rudolf Auguste; afin de les engager aussi à un Traité d'Alliance.

XXVIII. Tous lesquels points & Articles susmentionés lesdites Parties Contractantes promettent d'observer fidellement & inviolablement de part & d'autre, dont pour plus grande asseurance ont été faits deux Instruments d'une même teneur, qui ont été signés & seellés par les Deputés desdites Parties, qui promettent de faire ratifier & permuter le present Traité dans un mois prochainement venant, à conter de la datte des presentes, & mêmes plutôt, s'il est possible. Ainsi fait, accordé & arreté sous la Signature & Cachets desdits Deputés, mentionnés en ladite Procuration, à Cologne au Spree le 26. Avril vieux stile, l'an de grace 1672.

Ainsi signé,

Otto Baron de Swerin. (L. S.)
L. Christoffle v. Sommits. (L. S.)
Frans Menderts. (L. S.)
Godert B. v. Reede. Sr. d'Amerongue. (L. S.)

ANS de J.C. 1672.

CIV.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France, & la Ville & le Roiaume de* TUNIS, *fait à la Baye de la Goulette le 28. Juin 1672. par le Marquis de Martel Lieutenant General des Armées Navales de sa Majesté au Levant.* Freder. Leonard. Tom. V.

FRANCE ET TUNIS.

PREMIEREMENT que doresnavant à compter du jour de la signature des presens articles, il y aura cessation d'armes & de toute hostilité tant de l'une que de l'autre part. Il y aura une bonne intelligence, amitié & Paix ferme, & stable entre les Sujets de sa M. Tres-Chrétienne & les Illustres & Magnifiques Seigneurs, Pacha, Divan, Dey, & Beys, & peuples dudit Royaume, & qu'en contemplation de cette Paix, leurs Vaisseaux, Galleres, Barques, & autres Batimens navigueront en toute liberté tant sur Mer que sur Terre; les subjects de l'une & de l'autre part ne se feront aucun acte d'hostilité, au contraire s'entre aideront & s'serviront les uns les autres sans se procurer aucun dommage, ains se donneront toute aide & confort & pareillement tous les sujects de l'une & l'autre Nation pourront negocier dans toute l'étenduë tant du Roiaume de France que celui de Navarre, & celui de Tunis en toute liberté, dans lesquels Roiaumes ils seront traités avec le temoignage d'une vraie & sincere amitié.

II. Que tout les Esclaves (a) François detenus dans la Ville de Tunis & étenduë d'icelui Roiaume pris sous la Banniere de France comme aussi tous les Janissaires & Mores dudit Roiaume pris par les Vaisseaux du Roi depuis la rupture de la Paix de quelque qualité & condition qu'il soient seront des à present mis en toute liberté.

(a) Plusieurs Esclaves que leurs Patrons avoient envoié à la campagne, & le nombre est marqué par un rolle separé.

III. Que tous les Vaisseaux tant d'une part que d'autre se trouvans en Mer ou dans quelques Ports & Rades, aprés avoir deploié leur Pavillon & s'être reconnus pourront continuer leur route sans qu'il leur soit donné aucun empechement; Mais d'autant que ceux d'Alger, Tripolly, Sallé, & autres endroits de Barbarie portent même Pavillon que ceux de Tunis, pour prevenir tous les accidens qui en pourroient naître, Il est arresté que les Vaisseaux de Tunis aprés la susdite reconnoissance, & que leurs equipages se seront monstrés sur le Tillac pour se reconnoître, pourront envoier un homme ou deux dans leur Batteaux outre ceux qui seront necessaires pour la conduite d'iceux, a bord des Vaisseaux de S. M. T. C. pour s'asseurer s'ils sont François, y entrer si bon leur semble, & faire aparoir par un certificat du Consul resident à Tunis qu'ils sont dudit Roiaume, à l'exhibition duquel, les Commandans desdits Vaisseaux de S. M. leur laisseront continuer leur route en toute liberté. Sans qu'il soit fait aucun tort ni dommage à leurs personnes, soit Marchands, Mariniers, Soldats, & Passagers, de quelque Nation & condition qu'ils puissent être sans les visiter ni rechercher d'aucune maniere, ce qui s'observera sem-

ANS de J. C. 1672.

blablement par les Vaisseaux dudit Tunis, à l'égard des Vaisseaux de S. M. T. C. & de ses subjets, qui seront obligés de faire aparoir un Passeport de l'Admiral de France, qui se renouvellera toute les années, hormis pour les voyages du Levant & de longues courses, Et en cas que par malheur ils eussent perdu leur Passeport ils seront amenés à Tunis & en France pour être mis en sequestre entre les mains du Consul jusques à ce qu'il en ait été justifié.

IV. En cas que quelques Vaisseaux, Barques, & autres Bâtimens Marchands de Tunis, fussent rencontrés en Mer par les Vaisseaux de Guerre ou autres Bâtimens de S. M. & que par mégarde ils fussent contraints de combattre & qu'en suite ils fussent forcez & pris, venans à être reconnus être dudit Roiaume de Tunis ils ne seront nullement reputez être de bonne prise, au contraire ils seront restituez avec leurs équipages & passagers, & toute leur Marchandise & effets de quelque nature qu'elles puissent être. Ce qui se pratiquera & observera de point en point par les Vaisseaux de Tunis, à l'égard des Vaisseaux & autres Bâtimens des sujets de sa Majesté.

(b) Contravention par les Chaoux & Agas des forteresses qui de violence se sont souvent paier.

V. (b) Quand les Vaisseaux de Guerre & autres de sa Majesté se rendront aux Ports & Havres de Tunis avec des prises, ils les pourront vendre, excepté celles faites sur les Turcs sans qu'il leur puisse être fait aucun empêchement quel qu'il puisse être par ceux du Païs, & ne seront obligez d'en paier que les droits ordinaires & accoutumez. Et en cas que lesdits Vaisseaux aient besoin de victuaille & autres choses nécessaires ils pourront les acheter librement au prix ordinaire du marché du Pais, & n'en paieront aucun droit à aucun Officier, & le mesme sera observé en France à l'égard des Vaisseaux de Tunis.

VI. Que quelque sujet de sa Majesté Marchand ou passagers ou de quelque qualité & condition qu'ils puissent être, se trouvans dans un des Ports ou Havres de Tunis, aura la liberté de demeurer dans son Vaisseau, d'en sortir, aller en terre, & en revenir, sans en pouvoir être empechez ce qui sera permis à ceux dudit Roiaume de Tunis quand ils seront dans les Ports de sa Majesté Tres-Chrestienne.

VII. Que si par cas fortuit quelque Gallere, Vaisseaux, Barques, & autres Bâtimens de sa Majesté vinssent à estre attaqués ou combatus par ceux d'Alger, Tripolli, Sallé, ou autres de leurs ennemis, dans les Ports du Roiaume de Tunis, ou ailleurs, les Commandans des places seront obligés de leur donner resus dans leurs Ports, & seront tenus d'envoier de leurs gens dans un ou plusieurs Batteaux pour y apporter du remede, & les deffendre autant qu'il leur sera possible. Ce qui sera de mesme observé en faveur de ceux de Tunis dans les Ports de sa Majesté Tres-Chrêtienne.

VIII. Que tous les Vaisseaux Marchands & autres Bâtimens subjects de S. M. qui se rendront à Tunis & dependances dudit Royaume pour y vendre leurs Marchandises, le pourront faire en toute seureté & liberté en paiant seulement les droits ordinaires d'entrée, & à l'égard de celles qui ne se vendront point il les pourront transporter dans leur bord, sans que pour ce ils puissent estre obligez de paier aucuns droits pour icelles.

(c) Contravention pour exiger de l'argent, autrement, ils empêchent de prendre de l'eau.

(c) IX. Que les Vaisseaux tant de Guerre, Gall. Marchand ou autres Bâtimens appartenans au Roi T. C. ou à ses sujets, pourront venir à tel Port, Rade, ou Havres des dependances dudit Roiaume de Tunis, tel que bon leur semblera pour se radouber, carêner, spalmer & y faire de l'eau, & y prendre des rafrachissemens, sans qu'il leur en puisse être fait refus, ni pour ce exiger aucuns droits avec precaution, neanmoins à l'égard des Gall. qu'elles seront obligées avant que d'entrer dans lesdites Ports d'envoier un Caïque en Terre, advertir les Commandans des forteresses d'iceux de leur intention, lequel Caïque & son équipage restera pour ostage, pendant que le batteau desdites forteresses ira reconnoître lesdites Galleres & apprendre leur intention.

X. Que les Vaisseaux, Gall. & autres Bâtimens de sa Majesté & de ses sujets qui par malheur pourroient faire naufrage dans les Ports, rades ou costes dudit Roiaume de Tunis & ses dependances, ne pourront estre reputés de bonne prise ni leurs effets pillés, ni leurs hommes de quelque qualité ou nation qu'ils soient, Marchands, ou passagers, être reputés esclaves, au contraire, que les Gouverneurs des Forteresses, des Villes & Ports, & peuples dudit Roiaume de Tunis & ses dependances feront leur possible pour leur donner aide & secours afin de sauver leurs personnes, Bâtimens, & Marchandises, (d) sans que les Seigneurs Pascha, Divan & Dei puissent rien pretendre ni y contrevenir, & le mesme sera observé en France à l'égard des Vaisseaux dudit Roiaume de Tunis, en cas qu'il leur arrive pareille disgrace.

(d) Contravention.

XI. Qu'il sera permis à ceux de Tunis de nolliser de gré à gré les Batimens François qui seront dans leurs Ports, & en cas que le Consul se soit rendu caution par acte signé de sa main, ledit Consul sera responsable & non autrement étant pour leur service, & non par violence comme il arrive.

XII. Que si quelque Vaisseau ou autre Bâtiment de Tripolly, Alger, Sallé, ou de quelqu'autre part que ce puisse être amené dans Tunis, ou autre part de sa dépendance quelque Vaisseau ou autre Bâtiment appartenant aux sujets de sa Majesté, il ne leur sera permis de vendre dans lesdits Ports aucun Matelots, ni passager pris sur lesdits Bâtimens, mais seulement les marchandises. Ce qui sera observé en France à l'égard de ceux dudit Roiaume de Tunis.

XIII. Que desormais aucuns Vaisseaux de Guerre Gallere ou autres Bâtimens dudit Roiaume de Tunis, ne pourront faire aucuns François Esclaves ni autres non pas même les Chevaliers de Croix embarquez aiant Passeports, sous la Banniere de France; & qu'ils ne pourront non plus faire Esclaves les François passagers sous les Bannieres Estrangeres de quelque nation qu'elles soient: mais quand aux François Canoniers, Soldats & Matelots seront faits Esclaves, & pourront être rachetez separement ou ensemblement pour 150. piastres chacun, pourvû qu'ils n'aient pas été pris sur des Vaisseaux de Guerre ennemis de ceux de Tunis ausquels on ne pretend rien. Ce qui sera pareillement observé en France à leur égard.

XIV. Que doresnavant tous les sujets du Roiaume de Tunis seront libres en France & de quelque lieu qu'ils puissent être aportez ou amenez, ne seront tenus pour Esclaves ni achetez, ni vendus; & si d'avanture il s'en rencontroit quelqu'un, à la premiere requisition il sera rendu & mis en liberté avec toutes ses hardes & effets restituez: Comme pareillement il en sera usé dans toute l'étenduë du Roiaume de Tunis à l'égard des François.

XV. Que le Consul François resident à Tunis y sera honoré & respecté, & y aura la préeminence sur tous les autres Consuls, & continuëra d'avoir dans sa maison un lieu auquel lui & les Sujets de sa Majesté Tres-Chrêtienne puisse exercer librement leur Religion, sans que personne leur puisse faire aucun tort ni empêchement, ni dire aucune injure par paroles ou voie de fait. Et pourra ledit sieur Consul avoir & entretenir chez lui un Prêtre tel que bon lui semblera pour servir sa Chapelle, sans que le Pacha, Dei & Divan l'en puisse empêcher.

XVI. Arrivant changement de Consul François par établissement d'un nouveau par sa Majesté; lesdits Seigneurs, Pacha, Divan & Dei n'y pourront aporter aucun obstacle, ni empêchement sous quelque pretexte que ce puisse être, & le Consul qui sortira s'en pourra aller librement en paiant ses dettes: & doresnavant les Consuls François avec participation toutefois du Seigneur Dei pourront changer de Sacagi ou de Truchement de trois en trois mois selon la Coutume ordinaire du Di-

ANS de J. C. 1672.

du Divan ; ce qui lui sera accordé sans difficulté.

XVII. Que toutes les Nations qui négocieront dans Tunis & l'étendue dudit Roiaume, reconnuîtront le Consul des François, & lui paieront les droits accoûtumés du Consulat sans difficulté, excepté la nation Angloise qui a à present un Consul dans Tunis, & même les Grecs de la domination Ottomane, au cas qu'ils aient besoin dudit Consul pour leurs expeditions.

(e) Contravention continuelle sans en pouvoir avoir raison.

XVIII. (e) Que les Etoffes, Victuailles & autres Denrées que le Consul François fera venir pour son usage ou pour faire presens, ne paieront aucun droit ni impôt non plus que ce qu'il pourra acheter sur les lieux pour la provision de sa maison.

XIX. Que desormais tous les biens des Sujets de sa Majesté qui demeureront dans Tunis, ou dans l'étendue du Royaume ne pourront en cas de dette, absence ou méfait etre saisies & mis en sequestre par qui que ce soit de Tunis : au contraire demeureront en main du Consul François même que les sujets de S. M. auront liberté de se retirer en France, ou ailleurs où bon leur semblera, avec leurs femmes, enfans, domestiques, biens & effets generalement quelconques, sans qu'il leur soit fait aucun empêchement.

XX. Que le Consul François, ni aucuns Sujets de S. M. T. C. ne sera tenu des dettes d'un autre François, ni d'aucun d'une autre Nation quel qu'il puisse être, n'y pourra être emprisonné, ni la maison du Consul scellée, & qu'aucun témoignage ne sera reçû contre aucun d'eux ni ne pourront être actionnez, à moins qu'au préalable ils s'y fassent obligez par acte signé de leurs propres mains.

XXI. Qu'en cas que quelqu'un des sujets de sa Majesté frape ou maltraite un Turc, ou More, on pourra en faire la justice s'il est pris, mais en cas qu'il se sauve dans la maison du Consul on ne pourra s'en prendre audit Consul ni à aucuns des sujets de sa Majesté.

XXII. Que nul sujet de sa Majesté pour les differents qui leur surviendront ne seront soumis à aucun autre Jugemens qu'à celui du Seigneur Dei, & non à celui du Divan ni du Cadi.

XXIII. Que pour ce qui regardera les differents que les sujets de sa Majesté auront entr'eux, en particulier, ou avec ceux de toute autre Nation qui negocient sous la protection du Consul François ils ne seront tenus les decider pardevant autres que ledit Consul auquel seul en appartiendra la connoissance.

XXIV. Que si quelque Marchand François ou autre étant sous la protection du Consul François vient à mourir dans l'étendue dudit Roiaume de Tunis, les facultez qui se trouveront lui appartenir en cas qu'il teste seront remises au pouvoir de celui qui aura été nommé par lui son executeur testamentaire pour en tenir compte à leurs heritiers ou autres en faveur desquels on auroit disposé, mais en cas qu'il vint à deceder sans faire testament, pour lors le Consul François se saisira de leurs biens & facultez pour en tenir compte à leurs heritiers, sans que qui que ce soit dans le Roiaume de Tunis en puisse prendre connoissance. Mais seulement s'il leur étoit deub quelque chose ; la dette bien verifiée, sera ladite dette prise sur les effets du deffunt.

XXV. Que tous les François habitans en Païs étranger & mariez seront censez Etrangers ; & que les Etranges habitans & mariez en France seront en revanche censez & reputez François.

XXVI. En cas que quelque Vaisseau de Guerre, Galere, Marchand ou autre Bâtiment appartenant à sa Majesté ou à ses sujets vinssent par quelque infortune à eschouer en quelque Isle ou place inhabitée, & que par hazard il vint à passer un Vaisseau ou autre Bâtiment de Tunis ; ils seront obligés de les aller secourir même prendre leurs gens, robbes & marchandises : lesquelles ils consigneront és mains du Consul François de Tunis, sans qu'ils les puissent porter ou vendre ailleurs. Le même s'observera par les Vaisseaux de France à l'égard de ceux de Tunis.

XXVII. Que tous les Esclaves qui se trouveront dans le Roiaume de Tunis, lesquels aprés leur captivité deviendront sujets de sa Majesté par la conqueste de leur Patrie, seront délivrés à la requisition du Consul François, moiennant la somme qu'ils auront été vendus au Marché ou Cazat à l'encherre, & que ceux qui n'auront point été vendus, payeront la somme de 150. Piastre, comme a été d'ordinaire usé, & étant devenus sujets de sa Majesté joüiront des mêmes prerogatives.

XXVIII. Que en même tems que ces Articles seront signez & confirmez tous les dommages & depredations qui auront été faites ou souffertes de part & d'autre, avant qu'on ait pris connoissance de la presente Paix, seront incontinent réparés, & d'iceux donné reciproquement une pleine & entiere satisfaction ; même tout ce qui se trouvera encor en nature, rendu & restitué. C'est pourquoi & pour prevenir tous inconveniens on advertira de ceci en toute diligence les Commandans des deux Parties.

XXIX. Il est arresté aussi qu'en attendant l'entiere restitution des Esclaves de part & d'autre ; On les traitera avec toute sorte de douceur & d'humanité, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun mauvais traitement & dommage.

XXX. Si quelque grief arrive de part & d'autre, il ne sera loisible à aucune des Parties de rompre la Paix jusqu'à ce qu'on ait refusé la justice. Et le Consul en aiant eu des plaintes sera obligé d'en écrire en France & de faire apparoir de sa diligence.

XXXI. Que le Consul de la Nation Françoise resident à Tunis en cas qu'il arrive quelque different quel qu'il puisse être qui fasse une rupture de Paix entre les deux Parties ; Le Consul aura la liberté entiere de se retirer quand bon lui semblera, & que lors qu'il partira il lui sera loisible d'emmener avec lui sa famille & domestiques & même deux Esclaves à son choix sans qu'il lui en puisse être fait aucun empêchement ; & pour ce faire pourra aller & venir librement sur les Vaisseaux ou autres Bâtimens qui seront és Ports, même aller à la campagne ou ailleurs aussi sans qu'il lui puisse être fait aucun empêchement. Signé à l'Original, Le Marquis de Martel.

CV.

ANS de J. C. 1672.

ANGLETERRE ET ALGER.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & le Royaume* d'ALGER. Fait en 1672. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 176.

I. Sit Pax firma inter partes in æternum duratura.

II. Liberum sit Majestati suæ Regiæ, vel ejusdem Subditorum, Navibus in Algirenses & earum ditioni subjectos portus, & fortalitia intrare, emereque & vendere, dummodò, consuetas gabellas, pro singulis centenis decem solvant.

III. Tàm Anglicanæ quam Algirenses naves omninò libertimè, sine visitatione ulla, ab una aut altera parte, cum omnibus hominibus cujuscunque nationis etiam illi sunt, qui in iis cum bonis suis, pecuniis, & mercimoniis vehunt, maria peragrare, sine Impedimento ullo poterunt.

IV. Quod si Algirenses in mari aliqua navigia mercatoria, quæ ad Regiam suam Majestatem non pertineant, obviam habebunt, mittent ad eam scapham cum hominibus duobus, & si navis illa literas Salvi Conductûs ab Archithalasso expeditas, exhibebit, aut si tales Capitaneus exhibere haud poterit, major pars verò Sociorum Navalium Anglicana fuerit, illam liberè & sine impedimento commeare sinant. Quod & similiter ratione Navium Algirensium obtinebit.

V. Capitanei Algirenses nullam ex Navibus Anglicanis personam abducant, aut iis vim inferant, sub quocunque id fieri queat prætextu.

ANS de J. C. 1672.

VI. Quod si circa ora maritima Algirensis, naves quædam naufragium patientur, in iis contenta bona prædæ non cedent, nec homines servituti mancipentur, quin potiùs omnia humanitatis officia iis præstentur.

VII. Algirenses Salcensibus contra Anglos minimè assistent.

VIII. Algirenses in facie Tangirensium prædæ navium non inhient.

IX. Piratis Tripoletanis, Tunetanis, & Salcensibus fas haud sit, captas Anglorum naves Algiri vendere.

X. Regiæ suæ Majestatis celocibus integrum esto, prædas suas Algiri vendere, atque pro indigentia ordinariarum prædatoriarum navium, commeatum variasque alias res necessarios coëmere.

XI. Si forte aliquæ Naves Anglicanæ Algirium appulerint, & de adventu suo Gubernatorem certiorem reddiderint, poterunt quidem Mancipia Christiana cuncta diligenter custodiri, quando verò aliqua semet subduxerint & ad Anglicanam quampiam Navim confugerint, libera illa erunt, nec satisfactio ratione illorum exigetur.

XII. Mancipia Anglicana eodem, quo vendita sunt, pretio redimentur.

XIII. Quotiens aliquis Anglus Algiri morietur, ejusdem bonis manus nequaquam injicientur, sed Consuli relinquentur.

XIV. Nec Consul Anglicanus nec alii Mercatores cogentur aliorum debita solvere, nisi semet ad hoc obligaverint.

XV. Quod si quibusdam Anglis invicem lis quæpiam intercedet, nemo alius quam Consul; si verò cum Algirensi rem habeant, Divan illarum controversiam diriment.

XVI. Si Anglus maleficium committet, duriori pœnâ quàm Turca haud afficietur. Si verò fugâ elabatur, ejus nomine nec Consul, nec alius quispiam Anglus molestetur.

XVII. Liberum sit consuli Anglicano seligere sibi ipsi Interpretem, assigneturque ei locus in quo sacra sua peragat libertateque Religionis fruatur.

XVIII. Consuli & Mercatoribus integrum sit, tàm pacis quàm belli temporibus merces suas transportare.

XIX. Nullus Anglorum, hic aut illic locorum, etiamsi in Navi Hostili deprehendatur, molestiâ ullâ afficietur.

XX. Statim atque Articuli hi subscripti fuerint, omnia damna ab una aut altera parte illata, resarcientur, & captæ res restituentur. Quod si inposterum aliquid in pacem hanc committetur, nihilominus bellum propterea non suscipietur, priusquam satisfactio desuper denegetur. Et in casu redemptionis Mancipiorum Anglicorum, Summâ duodecim Imperialium (Pataconi) de pecunia, quæ consueto modo in redemtione illorum solvenda erit, subtrahatur.

CVI.

ANS de J. C. 1672.

L'Empereur et les Provinces-Unies.

Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD *&* les PROVINCES-UNIES *des Pays-bas. Fait à la Haye le* 27. *Juin.* 1672. Brewer. Traité Histor, & Polit. part. VI. pag. 57.

CUm sua Majestas Cæsarea, à Provinciis uniti Belgii, & Ordinibus earum Generalibus instanter requisita fuerit, ut *pacis Clivensis* An. 1666. conclusæ guarantiam vigore declarationis suæ Cæsareæ, eodem anno extraditæ, præstare, & eum, aut eos, qui contra fecerint, ad sensum rationis & observantiam dictæ pacis redigere velit, simul institerint, ne liceat statibus Imperii contra illos bellum gerere, maximè cum pro pacis Westphalicæ Consortibus ab Imperio fuerint denominati, hinc inter ambas partes sequenti modo conventum est.

ANS de J. C. 1672.

I. Quod Cæsarea Majestas ad manutenendam pacem Clivensem, & procurandum, ne quid contrarium paci Westphalicæ aut constitutionibus Imperii suscipiatur, cum *Electore Brandenburgico* conjunctura sit exercitum, quinque equitum, & septem peditum millibus constantem, sufficienti apparatu tormentario, aliisque necessariis instructum. Cumque altememorata Cæsarea Majestas instanter requisita fuerit, ut condictum militum numerum ad fines hos facilius, & securius consequendos augere vellet, saltem ad alia duodecim millia, declarat hisce quod ultra dicta prima duodecim millia, non tantum jam alia quatuor millia cum dictis copiis Electoris Brandenburgici sit conjunctura, sed & imposterum operam datura, si status & securitas regnorum & provinciarum hæreditariarum permittat aut patiatur, ut adhuc plura millia ad complendum numerum integrorum viginti quatuor millium submitti possint.

II. Econtra verò Fœderati Provinciarum unitarum Ordines in sublevationem ejus oneris persolvent pro prædicto exercitu viginti quatuor militum millia recensente, menstruatim quadraginta quinque millia imperialium, in hunc scilicet modum: si sua Cæsarea Majestas cum Electore Brandenburgico sua ex parte, viginti quatuor militum millia conjunxerit, quod promissa menstrua quadraginta quinque millia imperialium eidem integrè solvantur: si vero numerus submittendorum Cæsareorum militum foret minor, detrahatur tantum de dictis quadraginta quinque mille imperialibus menstruis, quantum proportio deficientis, & ad viginti quatuor militum millia non ascendentis numeri demonstrat, & per consequens pro illis sedecim militum millibus, quæ sua Cæsarea Majestas, cum dicto Electore Brandenburgico conjunget, dependantur à Statibus unitis, non quidem integra quadraginta quinque imperialium millia, sed tantum solvantur triginta imperialium millia, augenda uti dictum, vel minuenda proportionaliter, secundum numerum copiarum Cæsarearum, ad cujus summæ rationem vel deductionem numerari curabunt Amstelodami vel Hamburgi summam ducentorum millium imperialium pro prædicto exercitu, quamprimum sua Majestas illum cum Electore Brandenburgico conjunxerit, cum reliquis menstruis quantis durantibus his motibus debito tempore continuaturi.

III. Econtra promittunt Provinciæ unitæ, & memorati Ordines generales, quod & ipsi cum exercitu Imperatoris, & dicti Electoris si super hoc requisiti fuerint, arma sua & exercitum constantem octo millibus peditum conjungere, & ad dictos fines usque ad finem belli operari, nec pacem sine Cæsaris, & Electoris consensu facere velint.

IV. Quod si sequeretur pax inter illos, cum quibus jam bellum gerunt Ordines, includatur in illa Cæsar & Elector aliique fœderati, inseratur vero dictæ *pacificationi*, ut ejusdem guarantiam liceat præstare Cæsari, & Principibus Imperii. Et si deinde pace dicto modo subsecutâ, post finitum hoc bellum inter Serenissimum Regem Galliæ, & sæpè satos Generales Ordines, aliqui Principes aut Status Imperii aliique Reges & Potestates suam Cæsaream Majestatem aut memoratos Ordines Generales bello aggrediantur, sua Cæsarea Majestas & uniti Belgii Ordines intra bimestre à die requisitionis in auxilium bello petiti mittet aut mittent quatuor equitum, & octo peditum millia usque dum pax fuerit restituta, vel loco præfati auxiliaris militis summam pecuniæ eidem auxilio proportionatam, menstruatim persolvendam in loco à partibus designando, in quarum arbitrio permanebit, an pro parto vel in totum pecuniam habere malint vel militem: ea tamen conditione, ut pars, cui suppetiæ mittentur, pro sublevatione oneris parti suppetias mittenti quadraginta quinque thalerorum imperialium millia menstruatim numeret.

V. In

ANS de J.C. 1672.

V. Inarbitrio tam suæ Majestatis Cæsareæ, quàm fœderati Belgii Ordinum, quibus vigore quidem hujus tractatus suppetiæ mittentur, manebit; dictas suppetias in totum aut pro parte non exigere, unaquæque item partium, quæ suppetias accipiendas non putaverit à præstatione pecuniæ alioquin solvendæ immunis erit: neutra etiam partium *suspensionem armorum* cum Hoste communi panget, nisi conjunctim, & consensu tam suæ Majestatis Cæsareæ, quam præfatorum Ordinum: casu autem emergente, quo negociatio pacis aut *induciarum* seu treugarum introducenda videbitur, neutra partium absque alterius communicatione eam negociationem incipiet, procurabitque unaquæque alteri eo ipso tempore, quo sibi facultatem, salvos conductus, & securitatem necessariam mittendi Plenipotentiarios suos ad locum tractatus destinatum, facietque altera alteram, & utriusque Ministri se invicem successive & quovis tempore participes omnium eorum, quæ ibidem proponentur, agentur & tractabuntur, nec ad conclusionem pacis aut induciarum seu treugarum, alterutra procedet quam alteram in pacis conditionibus contrahendo, includendo & ipsi quantum possibile erit satisfactionem procurando, simul & stipulando idem, quod sibi jus, ac easdem immunitates, exemptiones & prærogativas, nisi postmodum inter ipsos aliter convenerit.

VI. Neutra partium poterit cum aliis Regibus, aut Principibus, durante hoc fœdere ullum tractatum inire, qui præsenti conventioni repugnet, vel minimum quid deroget: si tamen alii Reges aut Principes huc accedere desideraverint, id fiet ex communi suæ Cæsareæ Majestatis, & fœderatorum Ordinum consilio & consensu.

VII. Hoc fœdus defensivum ad decem annorum spatium durabit, si tamen sua Majestas Cæsarea illud ad plures annos extendere voluerit, hoc ipsi ante ratihabitionem liberum erit, & promittunt infrascripti suæ Majestatis Ministri, & Ordinum fœderatorum Belgii Deputati, vigore mandatorum invicem exhibitorum, suam Majestatem Cæsaream & fœderatos Belgii Ordines ea quæ supra scripta sunt bona fide adimpleturos & executioni mandaturos, omnia nihilominus sub ratihabitione suæ Majestatis Cæsareæ & dictorum Ordinum fœderatorum Belgii, quam sese exhibituros intra spatium duorum mensium aut citiùs si fieri possit, pollicentur. Actum Hagæ-Comitis 25. mensis Julii 1672.

	Stafsenisse.
B. de Isola.	*Isbr.* von Niersen
Cramprich.	Hornken.

Explication du Traité précedent.

CUm art. III. tractatus inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Ministros, & Ordinum fœderati Belgii Deputatos hodie conclusi conventum sit, altememoratos Ordines pro exercitu, ibidem & articulis antecedentibus, expresso; aut proportionaliter numerari curaturos Amstelodami, vel Hamburgi summam ducentorum imperialium millium, quamprimum sua Majestas Cæsarea illum cum exercitu Brandenburgico conjunxerit, & cum reliquis menstruis quantis, durantibus his motibus debito tempore continuaturos; præfati Deputati Ordinum declaraverunt, altememoratos Ordines omnem operam quidem adhibituros, ut quod in sublevationem oneris dicti exercitus, aut proportionaliter menstruum secundum dictum tractatum promissum est, persolvatur; cùm verò prævideant, pro hoc rerum statu, id Ordinibus Generalibus difficillimum fore, expressè testati sunt, sinceram eorumdem Ordinum intentionem esse, id quod præsenti pecuniâ persolvere non poterunt, supplere per *apochas* & congruas obligationes, Cæsareæ Majestati, aut iis, qui pecuniam erogare parati sunt; consignandas tam communi nomine, quàm pro cujusque rata in particulari scilicet Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ, Frisiæ, Groningæ & Omlandiæ, sub promissione usurarum, quæ aliis eorundem Provinciarum Creditoribus solvuntur aut inposterum solventur.

ANS de J.C. 1672.

Obligationem præterea solvendæ pecuniæ; aut dandarum apocharum obligationumve à prima Septembris oriri, ita tamen ut copiæ suæ Majestatis Cæsareæ unà cum Brandenburgicis ad dictos fines, art. I. modò memorati tractatus consequendos agere pergant, vel ad fines Imperii, aut ad *Rhenum*, vel *Mosam*, aut *Visurgim*, ad defensionem dictarum pacificationum exercitum tuendo, aut si necessitas vel ratio belli ejusmodi exercitum in uno dictorum locorum tenore non exigeret, contra eos, qui pacem *Westphalicam*, aut *Clivensem* violaturi sunt, prout memorata ratio belli admittit, operando. Cum etiam in dicto art. III. comprehensum sit Ordines, & Provincias unitas cum exercitu Imperatoris & dicti Electoris arma sua & exercitum constantem octo millibus equitum, & duodecim millibus peditum, si super hoc requisiti fuerint, conjungere, & ad dictos fines usque sinent operari, vel arma sua, si hoc magis conducere Imperatori & Electori videbitur aliorsum vertere teneantur convocationem hanc ita interpretandam Cæsari & Ordd. placuit, ut huic operationi satisfactum intelligatur si memorati Ordines dictas suas copias ad factam suam requisitionem, cum Cæsareanis & Brandenburgicis, post subsecutam extraditam & permutatam ratificationem conjunxerint, seu hostem & hostes, illos scil. qui contra pacem Westphalicam, aut Clivensem acturi, aut ejusdem guarantiam impedituri sunt, insecuturi, seu per diversiones seu quovis alio modo, prout ratio belli ex mutuo inter partes consilio dictabit, operaturi.

Sincerum præterea artic. IV. intellectum altememoratos Ordines pacem sine Imperatoris & Electoris consensu non facturos, nisi modo, & formâ art. V. dicti tractatus expressis, ut non solum in pace ambo includantur, verùm etiam illis omnium eorum, quæ post secutam fœderis hujus ratificationem, ab hostibus, vel hoste, illis scilicet, qui contra pacem Westphalicam, Imperatorem aggressuri sunt, aut pacem Clivensem violabunt, aut ejusdem guarantiam impedient, erepta ablataque sunt, realis & actualis restitutio, nec non in aliis, quantum possibile est, satisfactio procuretur, nisi postmodum inter se ipsos aliter convenerint.

Nos infrascripti suæ Majestatis Cæsareæ Ministri præsentibus declaramus tractatum hodie inter nos & Deputatos Ordinum fœderati Belgii conclusum non aliter obligatorium aut firmum fore; nisi sub ratificatione supradictæ declarationis à sua Majestate Cæsarea, altememoratis Ordinibus, simul cum ratificatione dicti tractatus exhibendâ. Actum Hagæ-Comitis 22. Septemp. 1673.

B. de LISOLA.
F. CRAMPRICHT.

CVII.

ANS de J.C. 1672. FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Demandes & Conditions, sous lesquelles LOUIS XIV. *Roi de France consentiroit de faire la Paix avec les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. Faites en 1672. Traduction Françoise du Mercur. Hollandois de 1672. pag. 258.

I. QUe les Ordonnances faites ci-devant par les Etats Generaux, tant pour deffendre les vins & eaux de vie de France dans les Provinces Unies, que pour mettre de nouvelles charges sur les Marchandises & Manufactures de France, seront revoquées: Que dans 3. mois on fera un Traité de Commerce entre sa Majesté & lesdits Etats, dans lequel sera aussi compris

ANS de J. C. 1672.

un Reglément pour les Compagnies Orientales & Occidentales tant de France que de Hollande.

II. Qu'à l'avenir il y aura par toutes lesdites Provinces-Unies, non seulement une liberté entiere, mais aussi un exercice public de la Religion Cathol. Apost. Romaine, tellement qu'en tous les lieux où il y aura plus d'un Temple, on en donnera un aux Catholiques: Qu'il leur sera aussi permis d'en batir un aux lieux, où il n'y en aura point, & que jusqu'à ce qu'il soit bâti, ils pourront celebrer le service Divin publiquement dans les Maisons, qu'ils auront achetées ou louées pour cet effet. Qu'il sera accordé par lesdits Etats Generaux, ou par chaque Province en particulier, un Appointement raisonnable à un Curé ou Prêtre en chacune desdites Eglises sur les biens, qui ont autrefois appartenu à l'Eglise, ou autrement.

III. Et parce que les Deputés desdits Etats Generaux, qui ont été envoyés à sa Majesté l'ont priée particulierement, qu'il luy plût par une Paix de laisser le Corps des Provinces-Unies, au même état, qu'il a été jusqu'à present, & que pour donner quelque échange à sa Majesté pour les Conquêtes, dont il a plû à Dieu de benir la justice de ses Armes, au lieu des Provinces, Villes & Places que sa Majesté a déja occupées ils offroient de luy ceder d'autres Païs, Villes & Places, qui ont été cedées par l'Espagne auxdits Etats, tant en Flandres qu'en Brabant; sa Majesté quoy que déja Maîtresse de trois Provinces entiéres, du nombre des sept Provinces-Unies, comme aussi de quelques Places & Postes en Hollande, a bien voulu, pour conserver lesdites 7. Provinces en leur premiere Union, faire rendre ce qui a été occupé par ses Armes dans lesdites Provinces, excepté ce qui sera ci-aprés declaré, & sur les conditions suivantes.

IV. Que lesdits Etats cederont generalement à sa Majesté toutes les Provinces, Villes & Places, qu'ils ont tant en Flandres qu'en Brabant, & qui leur ont été cedées par l'Espagne, excepté seulement l'Ecluse, & l'Ile de Casant.

V. Cederont aussi lesdits Etats à sa Majesté la Ville de Nimegue, avec ses appartenances & dependances, le Fort de Knodsenbourg, celuy de Skin, & toute la partie de la Province de Gueldres, située par deçà le Rhin, au regard de la France, comme aussi toute l'Ile de Bommel, l'Ile & Fort de Voorne, le Fort de Saint André & Château de Louvesteyn, avec le Fort de Creve-cœur.

VI. Cederont pareillement lesdits Etats à sa Majesté la Ville de Grave, avec ses appartenances & dependances, & luy feront donner en proprieté la Ville & Comté de Meurs, pour en disposer à son bon plaisir; à condition que lesdits Etats rendront indemné le Prince d'Orange pour ladite Comté & autres Places, Villes & Païs appartenants audit Prince qui auront été cedés à sa Majesté.

VII. Que lesdits Etats cederont à sa Majesté le même droit qu'ils auroient eu, ou qu'ils pourroient avoir ou pretendre sur les Places que sa Majesté a occupée sur lesdits Etats dans l'Empire: Qu'ils feront aussi une pareille cession en faveur du Prince & Comte de la Frise Orientale, de tous les droits qu'ils pourroient avoir ou pretendre sur les Places qu'ils occupent dans son Païs, asavoir sur la Ville d'Emden, le Fort de Leer-Oort & Dyler, d'où ils retireront leurs Garnisons.

VIII. Qu'il sera permis aux Sujets de sa Majesté d'aller & venir de tous les Païs, Villes & Places, qui luy auront été cedées, dans tous les Païs desdits Etats Generaux, tant par Mer que par Terre, & sur toutes Eaux & Rivieres, sans qu'ils soient sujets au payement d'aucun droit ou impolition, ni visite de leurs marchandises ou bagage, munitions de guerre, ou vivres.

IX. S'obligeront lesdits Etats de faire restituer à l'Ordre & Religion de Malte les Commanderies, qui se trouveront apartenir audit Ordre dans lesdites Provinces-Unies.

X. Promettront lesdits Etats de faire rendre au Comte de Benthem ses enfans, qui ont été retenus par la Comtesse de Benthem sa femme sous l'autorité & protection desdits Etats, non-obstant les instances par luy faites plusieurs fois, qu'il a fait appuyer des récommandations de l'Empereur & de sa Majesté tres-Chrétienne afin d'obtenir ladite restitution.

XI. Promettront aussi lesdits Etats de rendre indemné sa Majesté des dépenses excessives, qu'elle a été obligée de faire pour cette Guerre, & de luy faire payer dans le temps qui sera stipulé, la somme de 20. Millions; moyennant quoy sa Majesté leur quittera les 3. Millions qu'ils luy devoient payer, suivant le prêt à eux fait en l'an 1651. par le Pere de sa Majesté de Glorieuse Memoire, comme aussi les interêts qu'ils luy devoient depuis ladite Année 1651.

XII. Qu'en reconnoissance de la Paix, que sa Majesté veut bien accorder auxdits Etats, lors qu'elle pouvoit étendre plus avant ses Conquêtes dans leur Païs, lesdits Etats luy feront presenter tous les ans par une Ambassade extraordinaire, à certain jour prefix, une Medaille d'or, pesant un Marc, laquelle contiendra qu'ils tiennent de sa Majesté la conservation de la même liberté que les Roys ses Predecesseurs ont aidé à luy acquerir.

XIII. Que quoy que sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, à la charge qu'elles seront acceptées dans 10. jours, aprés lesquels sa Majesté ne pretend plus y être obligée, elle donne neanmoins à entendre par la presente, que quoy qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutesfois aucune force, & que sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Treves, que le Roi d'Angleterre, à son égard, ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

Et afin que sa Majesté puisse faire voir par le choix de plus d'une condition, avec quelle franchise elle a bien voulu proposer ausdits Etats Généraux plusieurs moyens, pour parvenir à la Paix qu'ils lui ont demandée, & ne pas étendre aussi loin qu'elle peut les pretentions qu'elle pourroit fonder avec raison sur la force de ses Armes, & la continuation de ses Victoires, sadite Majesté declare que sans se tenir precisément aux offres qui lui ont été faites par lesdits Etats Généraux, comme aussi aux conditions qu'ils lui avoient demandées par forme d'alternative, elle se voudra bien contenter en retenant toutes les Conquêtes qu'elle possede maintenant, comme aussi celles, qu'elle pourroit faire encore à l'avenir, jusqu'à ce que lesdits Etats ayent accepté les conditions presentes, à savoir toute la Province & Duché de Gueldres appartenant aux Etats, le Païs d'Utrecht, Comté de Zutphen, toutes les Villes, Places & Forteresses qui sont situées dans lesdites Provinces, leurs appartenances & dependances, sans exception, la Souveraineté des Provinces, Païs, Villes & Places conquises par sa Majesté jusqu'à ce tems-là, lesdites appartenances & dependances demeurant à l'avenir perpetuellement & à jamais à sa Majesté.

Que pour pouvoir mettre en état lesdites Conquêtes, Païs, Villes & Places cedées à sa Majesté, afin de pouvoir être d'autant plus appuyées par les assistances, qui leur pourroient venir du Royaume, lesdits Etats remettront en toute Souveraineté les Villes de Mastricht & Wijck, comme aussi ce qu'ils possedent dans les Païs d'Outre Meuse, Dalem, Fouquemont & Bois-le-duc, avec ladite Ville & Mayerie de Bois-le-duc, appartenances & dependances, & le Fort Crevecœur.

Et afin que le Traité puisse servir sur ces dernieres conditions, non seulement pour rétablir l'ancienne amitié & alliance entre sa Majesté & lesdits Etats, mais aussi pour procurer le repos & la tranquillité de l'Empire, que sa Majesté comme Garandeur & Conservateur des Traités de Westphalie, prend particulierement à cœur, sa Majesté veut bien promettre de renoncer, aprés la Paix faite, en faveur des Princes de l'Empire,

à tous

ANS de J. C. 1673. à tout le droit que ses Armes lui auroient donné sur les Places, qu'elle a occupées sur lesdits Etats, dans les Terres de l'Empire, sa Majesté se reservant seulement la liberté d'en ruiner les fortifications.

Mais d'autant que sa Majesté veut contribuer d'elle même à rétablir les Princes de l'Empire en la possession des Villes & Places qui leur appartiennent, elle a bien voulu procurer que lesdits Etats Généraux fassent sortir leurs Garnisons des Villes & Places, qu'ils peuvent encore avoir dans ledit Empire, à savoir de la Ville d'Emden, le Fort de Leer-oort & Yler-Schans, lesquels seront délivrés entre les mains du Prince & Comte de la Frise Orientale, avec tous les droits, qui lui peuvent appartenir pour raison de ladite Comté. Et afin que la communication necessaire entre la France & la Ville de Mastricht, qui seroit cedée à sa Majesté, ne puisse donner à l'avenir sujet à aucune contestation, il seroit stipulé de part & d'autre, qu'on tacheroit d'établir avec l'Electeur de Cologne, comme Prince & Evêque de Liege, un passage libre par le Païs de Liege, pour les Troupes de sa Majesté, des Frontieres de France jusqu'au dit Mastricht, à condition de ne prendre lesdits passages que sous bon payement, sans qu'ils peussent être à la charge du Païs.

Demeureront en outre en leur entier tous les Articles mentionnés dans le Memoire precedent, mêmes celui de la cession de la Ville & Comté de Meurs, excepté seulement ceux qui concernent la cession d'autres Païs & Places, qui seroit faite par lesdits Etats à sa Majesté.

CVIII.

ANS de J.C 1672. ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Demandes & Conditions sous lesquelles CHARLES II. *Roi d'Angleterre consentiront de faire la Paix avec les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES. *Faites en* 1672. Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1672. pag. 265.

I. LE Roi d'Angleterre entend que les Hollandois lui cedent l'honneur du Pavillon, sans aucune contradiction, voire même que leurs Flottes entieres abaissent le Pavillon, & abatent le mats de hune pour un seul Navire Anglois portant le Pavillon de sa Majesté, dans toute la Mer Britannique, jusque sur les Côtes de Hollande.

II. La permission libre une année entiere à tous les Anglois, qui sont demeurés dans la Colonie du Surinam, d'en pouvoir sortir quand il leur plaira avec tous leurs biens, de quelque nature qu'ils puissent être, suivant le Traité de Breda.

III. Bannissement perpetuel hors de tous les Païs des Provinces-Unies, de tout les Sujets du Roi, qui ont été declarés coupables du Crime de lese Majesté, ensemble de tous autres, qui seront denotés par sa Majesté d'avoir fait des Libelles seditieux, ou autrement conspiré contre le repos & la tranquillité de ses Royaumes.

IV. Remboursement à sa Majesté des frais de la Guerre, jusqu'à un Million de livres Sterlins, dont 400000. seront payées dans le Mois d'Octobre, & le reste à 100000. Sterlins par an.

V. Payement annuel de 10000. livres Sterlins à perpetuité, pour la permission que le Roi donnera de pouvoir pêcher des Harans sur les Côtes d'Angleterre, Ecosse & Irlande.

VI. Le Prince d'Orange d'à present, & ses Descendants, posséderont la Souveraineté des Provinces-Unies; excepté ce qui écherra en partage aux 2. Rois & à leurs Alliés; ou a tout le moins jouiront des dignités de Gouverneur & Amiral Général a perpetuité, en la maniere la plus avantageuse que les Princes precedents les ont possedées.

VII. Que dans 3. mois aprés la Paix faite il se fera un Traité de Commerce, tant pour le Reglement du Commerce des Indes, suivant les demandes faites par ci-devant, comme aussi pour l'avantage des Sujets de sa Majesté dans leur Negoce, allant, venant, ou habitués en quelque Païs appartenant auxdits Etats, & avec les mêmes conditions avantageuses, qui sont accordées aux Nations les plus favorisées. ANS de J. C. 1672.

VIII. L'Isle de Walcheren, la Ville & Château de l'Ecluse, avec leurs dependances, l'Ile de Casant, celle de Goerée, & l'Isle de Voorne, seront mises entre les mains de sa Majesté, par maniere de caution, pour l'execution des conditions mentionnées ci-dessus.

IX. Quoi que sa Majesté declare de se contenter des conditions precedentes, a la charge qu'elles seront acceptées dans 20. jours, aprés lesquels sa Majesté n'entend plus y être obligée, elle declare neanmoins precisément, que quoi qu'elles fussent accordées par lesdits Etats, elles n'auront toutefois aucune force, & que sa Majesté ne fera aucun Traité ni de Paix ni de Tréves, que le Roi Tres-Chrêtien à son égard ne soit satisfait par lesdits Etats, & que les Princes de l'Empire, qui sont alliés en cette Guerre avec sa Majesté ne soient pareillement contents des conditions, qui leur seront accordées par lesdits Etats.

CIX.

ANS de J. C. 1672. TURQUIE ET POLOGNE.

Traité de Paix entre MICHEL KORIBUT WIESNOWISKI *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Empereur des Turcs. Fait le* 18. *Octobre*, 1672. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 576.

I. TArtaris illis, qui olim in Regno Poloniæ habitarunt, quos aliàs Lipce vocant, nunc verò ex eo discesserunt, & semet Illustrissimæ Portæ Ottomannicæ subjecerunt, uxoresque & liberos suos adhuc in Polonia reliquerunt, liberum sit, eas & eos cum bonis & rebus suis omnibus, sine ullo præpedimento avocare; In reliquorum autem, qui adhuc in regno, ut & cum Uxoribus, liberis, vel bonis & rebus, permanserunt, potestate esto, cum omnibus suis emigrare, aut illic subsistere.

II. Majestas sua Regia, Rex Poloniæ, per Legatos suos, quotannis Portæ Ottomannicæ viginti duo mille Ducatorum mittet, Initiumque ejus, post decursum instantis Anni MDCLXXII. proximo MDCLXXIII. V. Novembris, hoc est die S. Demetrii sacro, faciet, & hoc ipsum semper sequentibus temporibus & annis observet; hac tamen sub conditione, ut Sultanus Turcarum, vicinorum Poloniæ Turcarum, Tartarorum, Cosacorum, & cæterorum Portæ subditorum populorum, impetus & excursus cohibeat, & quoties ab iis Regno Poloniæ damnum aliquod illatum fuerit, Regia sua Majestas per literas satisfactionem exiget, & si quando à Bassis Vicinis eandem consequi nequiverint, jam, quoad annum illum, remunerationem illam mittere haud tenebuntur.

III. Podolia secundùm limites suos veteres Portæ Ottomannicæ subjecta esto; & si fortè lites & controversiæ quædam de limitibus & terminis exorientur, Consensu Dominorum à parte utraque Commissarii eligentur, qui in loco, ubi controversia existit, convenient, & pro statu causæ & justitiæ eandem decident.

IV. Milites præsidiarii Poloni, qui in Podolia reperientur, unà cum omnibus hominibus, famulis, bonis, rebus mobilibus, & propriis armis exindè discedent, atque ex adverso Porta Ottomannica occupata Castella, arces & loca in Russia cum omnibus suis hominibus & instructu bellico, statim Regi Poloniæ restituet, in Podolia verò omnes reditus describentur, quâ descriptione factâ Nobilibus, qui illic in Podolia

bonis

ANS de J. C. 1672.

bonis & possessionibus ditati sunt, liberum erit in fodibus suis persistere; & quicquid à Subditis colligent, pro portione Regiæ Suæ Majestatis ad id deputatis Commissariis exhibebunt, retinendo reditus sufficientes. Dicti Nobiles cum liberis suis liberi maneant, nec de bonis suis, nisi justis ex causis aut ob excessus & transgressiones, dejicientur. Decima liberorum nec à Nobilibus, nec ab eorum Subditis, uti nec ab aliis in Podoliâ existentibus Christianis ullatenus, ad exemplum aliorum exigetur.

V. Unicuique liberum Religionis suæ Exercitium permittetur, templisque nullum damnum inferetur, nisi in arcibus illis, in quibus Turcica templa inædificentur.

VI. Omnibus & Singulis utriusque sexus Camenecia & aliis Podoliæ in locis liberum relinquitur, si ita voluerint intra duorum mensium spatium, cum Uxoribus, liberis & bonis, emigrare, Porta Ottomannica salvum ipsis Conductum ad fines usque Regni Poloniæ præstabit. Ut tamen Subditi illic manere obstricti sunto.

VII. Ukraina sive ulterior Podolia Cosacis secundùm antiquiora instituta relinquetur, & si quædam Controversia de limitibus suboriet ur; ea modo eodem, quo superius de Podolia conventum, componetur, Bialocerqua (Album Fanum) ut & alia loca munita, ad Ukrainam pertinentia iisdem Cosacis restituentur, & quidem abductis exindè militibus præsidiariis, Militibus verò præsidiariis cum omni instructu, bonis, & armis suis tuta & secura via ad fines Poloniæ usque concedetur, tummodò de quindecim ad arcem Bialocerquam pertinentibus tormentis nullum secum abducent.

VIII. Cosacis liberum esto ab Hanencko in prædia sua se conferre, iique nullâ pœnâ aut contumeliâ afficientur; quamdiu & usquequo pacati vivent. Hanencko verò ipse haud revertetur.

IX. Reliqua verò & antiquiora puncta inter Regnum Poloniæ & illustrissimam Portam Ottomannicam concordata, vigorem & vim suam obtineant omnimodam, præterquam ea puncta, quæ per præsentia pacta abrogata sunt.

C X.

ANS de J. C. 1672.

FRANCE ET HANNOVAR.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France & le Duc de* HANOVER. *Fait à Hanover le* 10. *Decembre*. 1672. Freder. Leonard. Tom. III.

LE ROI aiant fait representer à Monseigneur le Duc Jean Frederic de Brunswic & de Lunebourg, par Monsieur Verjus Envoié extraordinaire de sa Majesté, le soin & le desir extrême qu'a sadite Majesté, que parmi tous les troubles qu'elle voit à regret s'exciter en differens endroits, au moins la paix generale de l'Empire établie si heureusement par les Traitez de Westphalie, puisse être conservée en son entier, & sur tout que la liberté & les droits des Princes d'Allemagne confirmez par les mémes Traitez, ne souffre aucune atteinte ni diminution par tous les mouvemens qui pourment arriver, pour laquelle fin sa Majesté avoit déja fait un Traité avec la Couronne de Suede, & étoit en termes d'en faire de semblables avec les Electeurs de Cologne, Baviere & Palatin, & avec les Princes de Neubourg, Munster & Wirtemberg. Et sa Majesté desirant aussi par l'affection qu'elle a toûjours eu pour ledit Seigneur Duc, & par la connoissance qu'elle a de ses bonnes & droites intentions pour le repos de l'Allemagne, qu'il joignit ses inclinations & ses armes à celles de sadite Majesté, pour obtenir une si bonne & heureuse fin, son Altesse considerant l'importance de l'affaire, & ne trouvant point de sujet de se separer en cela des intentions du Roi, qu'elle trouve si conformes à son devoir vers l'Empire, & aux interêts de l'Allemagne, a nommé les Sieurs de Grott & de Weissendorff, ses Conseillers & Ministres d'Etat, pour traiter là dessus avec ledit Sieur Verjus, qui leur aiant communiqué le plein-pouvoir qu'il a pour cela de sa Majesté, & veu celui qui leur a été donné pour cette fin par son Altesse, est convenu avec eux des articles suivans.

ANS de J. C. 1672.

I. Cette Alliance n'est point pour offenser qui que ce puisse être, & se fait encore bien moins contre l'Empereur ou l'Empire, n'aiant au contraire pour unique but que la propre seureté, conservation & deffense de ceux qui aiant une même intention avec le Roi & son Altesse, viendroient à être offensez & opprimez par d'autres qui voudroient sacrifier le repos public à leurs desseins & interêts particuliers.

II. Conformement à quoi le Roi pour continuer de donner à tout le monde, & principalement à l'Empire, des marques du desir qu'il a d'y maintenir la paix & la tranquillité, & pour montrer que rien ne le peut detourner de cette même passion de la conserver en toute maniere, & qu'il redouble même pour cela ses soins dans les occasions où il pourroit y avoir quelque sujet d'apprehender qu'elle vint à être alterée, veut bien renouveller encore une fois à Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & exposer aux yeux de tout le monde par un memoire insinué à la Diette de Ratisbonne, les offres que sa Majesté lui a fait faire continuellement de lui rendre en faisant la Paix avec les Hollandois, ou de remettre en main tierce de quelque Prince de l'Empire, les places que la raison de la guerre l'oblige de leur oster dans le Duché de Cleves, de le faire jouïr cependant des fruits & revenus & de la Jurisdiction entiere des mémes places, comme il en jouïssoit du tems qu'elles étoient entre les mains des Hollandois, & de ne faire aucun acte d'hostilité dans le pais dudit Electeur, ou de lui donner satisfaction convenable, si le contraire arrivoit; bien entendu que si Monsieur l'Electeur de Brandebourg ne veut point accepter ces conditions, le Roi ne sera pas tenu de lui accorder ensuite les mémes avantages.

III. Sa Majesté declare encore, comme elle a toûjours fait, qu'elle ne veut rien retenir de ses Conquestes qui appartienne à quelque Prince ou Etat de l'Empire.

IV. Aprés des declarations si autentiques & de si grands engagemens, dont tout le monde doit être satisfait, si Monsieur l'Electeur de Brandebourg & ses Alliez, quels qu'ils puissent être, retirent leurs Troupes, ensorte qu'elles ne puissent plus donner d'ombrage & de jalousie au Roi, ni aucun soupçon qu'elles voulussent se mesler de la guerre d'Hollande, sa Majesté en consideration du repos de l'Empire, consent de ne se pas ressentir de ce qui s'est fait jusques à maintenant, & de retirer aussi ses Troupes hors des Terres possedées de l'Empire, & elle fera en même tems & incessamment jouïr Monsieur l'Electeur de Brandebourg de ce qu'elle lui a offert touchant les places & païs en la maniere susdite.

V. Mais si quelqu'un ne se contente pas d'offres si raisonnables, ledit Seigneur Duc pour prevenir que ses Etats ne soient plus exposez au bon plaisir d'autrui, & des insultes pareilles à ceux qu'ils ont déja soufferts, & pour se mettre en état de deffendre & de proteger plus puissamment ses sujets contre la ruine dont ils seroient menacez par les marches & remarches continuelles des Troupes, & autres inconveniens inseparables d'une guerre generale & universelle, même pour faire reparer les torts qu'il a déja innocemment & injustement soufferts dans ses Païs, & pour contribuer de tout son pouvoir à obliger ceux qui voudroient alterer en aucune maniere le repos de l'Allemagne, à demeurer dans les termes des Traitez de Westphalie & des Constitutions de l'Empire, promet & s'oblige de fai-

re au

te au plûtost un corps d'Armée de dix mil hommes avec un equipage d'Artillerie convenable, & toutes les autres choses necessaires pour le mettre en campagne, & le faire agir dans les Cercles de Saxe & de Westphalie, contre tous les perturbateurs de la Paix & tranquilité de l'Empire.

VI. Pour faciliter ce dessein & cet armement, sa Majesté promet de donner à son Altesse la moitié de la levée pour un corps de dix mil hommes, à raison de cinquante écus pour cavalier, quarante pour dragon & quatorze pour fantassin, & sa Majesté fournira pour cela en lettres de change sur Hambourg la somme necessaire, au mesme moment que les Ratifications s'échangeront de part & d'autre, ce qui sera dans le terme dont ont conviendra ci-dessous.

VII. Sa Majesté donnera aussi à son Altesse trente mil écus par mois pour l'entretien de ces dix mil hommes, outre & pardessus les dix mil écus que le Roi paie deja par mois à sad. Altesse.

VIII. Ce subside commencera de courir un mois après que l'argent aura esté delivré pour la levée, & le paiement de cette somme prenant alors son commencement, sera ensuite toûjours continué de deux mois en deux mois par avance à Hambourg ou à Bremen, en ducats d'or ou ridales à la croix, & les Lettres de change seront paiables precisement dans le commencement du terme dont on est convenu, & si ledit Seigneur Duc peut en quelque rencontre s'accommoder d'argent à Francfort, ou à Cologne, ou à Paris mesme, il se souviendra d'en faire donner avis pour la facilité des paiemens.

IX. Ledit corps de dix mil hommes sera composé de six cens hommes de pied, de trois mil chevaux & mil dragons effectifs, & à mettre en campagne: & au cas que ledit Seigneur Duc ne levast pas le nombre entier desdites Troupes, il ne pourroit pretendre de S. M. l'argent de la levée & de l'entretien qu'à proportion de celles qu'il mettroit sur pied, de mesme que si on trouvoit à propos du commun consentement de sa Majesté & de son Altesse, d'augmenter ce corps de quelques mil hommes, les levées aussi bien que les subsides, seront haussez à proportion du prix convenu par ce Traité.

X. Son Altesse ne sera obligée en nul cas, & quoi qu'il pût arriver, d'attaquer aucun Prince de sa Maison chez eux avec ledit corps ni aucune autre de ses Troupes, & elle se reserve particulierement de n'estre point engagée à leur faire la guerre dans leurs Etats, quelque parti qu'ils pussent ou voulussent prendre, & le Roi ne trouve pas mauvais qu'aprés ce Traité conclu, son Altesse donne part de cet article aux Princes de sa Maison.

XI. En cas que pour la raison de guerre, ou pour l'interest commun du Roi & dudit Seigneur Duc ou d'autres Princes Alliez, il fust trouvé bon d'un commun consentement de joindre ce corps à quelques Armées desdits Princes Alliez, il n'obeira pourtant qu'à sadite Altesse & à ses Generaux.

XII. En cas que pour la mesme raison de guerre, ou pour le mesme interest commun des Alliez, ainsi qu'il est porté ci-dessus, ce corps fust obligé de se joindre à une des Armée du Roi, pour lors le General dudit corps obeïra au General de l'Armée du Roi, moiennant que le General de son Altesse conserve sur son corps le commandement immediat entier pour le détail & pour l'execution, & que les demarches & entreprises que les Armées jointes ensemble auront à faire, soient concertées par le General de l'Armée du Roi avec celui de son Altesse, ou tel qu'elle aura deputé pour cela, ait assisté & eu suffrage.

XIII. En cas que son Altesse se trouvast en personne à la teste dudit corps, lors qu'il se joindroit à une Armée du Roi, elle y auroit la mesme consideration & authorité, & le mesme pouvoir que d'autres Princes souverains ont eu en pareil cas, lors qu'ils se sont joints à une Armée de France avec un corps d'Armée à eux.

XIV. Pour faciliter audit Seigneur Duc la levée dudit corps, & afin qu'il puisse la faire avec plus de sureté, le Roi contribuera de bon cœur ses offices pour faire que Monsieur l'Electeur de Cologne consente qu'elles se fassent sous son nom, & que les premiers quartiers se prennent pour cete levée dans l'Evesché d'Hildesheim en paiant exactement. Comme aussi sa Majesté auprés de la Couronne de Suede, de Monsieur l'Electeur de Cologne, de Monsieur l'Evéque de Paderborn, de Monsieur le Duc de Neubourg pour en obtenir, que sadite Altesse puisse faire des levées dans leurs Etats.

XV. Afin mesme de maintenir toûjours mieux les Traitez de Westphalie, & prevenir autant qu'il est possible que l'Empire ne retombe pas dans les malheurs de la guerre passée, le Roi & S. A. s'obligent reciproquement tout de nouveau par cet article exprés, à la garantie desdits Traitez, & à s'opposer mesme avec les armes s'il en est besoin, à ceux qui voudroient y contrevenir durant le tems de ce Traité.

XVI. Ledit Seigneur Duc en particulier souhaitant d'executer, & d'entretenir exactement & fidellement lesdits Traitez de Westphalie, ne donnera pendant cette Alliance aucun secours de troupes ni de munitions de bouche ou de guerre, ni aucun quartier, retraite ou passage aux Ennemis de sa Majesté ou à leurs adherans, & à ceux qui voudroient les assister, il emploiera même ses offices, ses soins, & tous les moiens les plus efficaces qui dependent de lui, pour faire que tous les Princes & Etats qui dependent de l'Empire, entretiennent toûjours une bonne & parfaite intelligence avec sa Majesté, suivant la teneur desdits Traitez de Westphalie.

XVII. En cas que Monsieur l'Electeur de Brandebourg, ou quelque autre puissance que ce pût être, ne voulust point se contenter des offres & conditions accordez par le Roi dans l'article second de ce Traité, mais voulust au contraire continuer de porter la guerre contre sa Majesté & ses Alliez en faveur des Hollandois, au hazard de rejetter l'Empire dans les desordres & calamitez des premieres guerres contre l'intention desdits Traitez, & de causer à toute l'Allemagne la ruine que plusieurs Etats, & mesme ceux de son Altesse ont déja depuis peu éprouvez, son Altesse s'engage d'agir contre ledit Electeur, ou autre Ennemi du Roi & de ses Alliez avec le susdit corps d'Armée, jusqu'à ce que le repos soit rendu à l'Empire par la retraite de ceux qui ont ainsi entrepris de le troubler, & jusqu'à ce qu'on ait fait une bonne paix à la satisfaction de sa Majesté & de ses Alliez conjointement.

XVIII. Pour faire mieux voir à tout le monde la justice & les sinceres intentions de ce Traité, on ne laissera pas de travailler à l'ouvrage de la Paix pendant la guerre mesme, si ceux du parti contraire le souhaitent, sa Majesté s'estant declarée de ne vouloir de sa part refuser en aucun tems des propositions & conditions justes & raisonnables pour la paix.

XIX. Cependant ni le Roi ni son Altesse ne feront ni Paix ni Treve, sans un commun consentement & sans une restitution entiere, quand la paix se fera, de tout ce qui aura esté pris l'un sur l'autre des Alliez, & sans une reparation suffisante des dommages qu'ils auroient soufferts.

XX. En cas que ledit Seigneur Duc vint à être attaqué de qui que ce pût être par des forces plus grandes que les siennes, le Roi lui envoiroit à ses depens le secours necessaire pour la deffense de ses Etats, & sa Majesté promet de l'assister dans toutes les occasions où il seroit besoin, par toutes les voies qui seront jugées les plus convenables, & les plus promptes & efficaces; & d'autant que quasi tout ce Traité tourne à l'avantage des Alliez de sa Majesté dans les Cercles de Saxe & de Westphalie, elle promet de ne rien oublier pour faire enfor-

ANS de J. C. 1672. te qu'en cas de besoin, ils donnent aussi audit Seigneur Duc toute l'assistance & tout le support qui sera possible, & pour cet effet ils fassent un Traité entre eux, sadite Altesse declarant de ne vouloir point estre obligée à secourir lesdits Alliez dans leurs Etats, avant que ledit Traité d'Assistance soit conclu.

XXI. Le Roi ne prendra point de quartier, ou quartiers d'hiver dans les Etats de son Altesse sans son consentement exprés, & tout ce qui a esté stipulé à cet égard, & à l'égard des passages dans le Traité de Neutralité fait avec sa Majesté, le dixiéme Juillet 1671. sera exactement tenu & observé. Comme aussi sadite Altesse demeurera engagée à toutes les obligations qu'elle avoit contractées à l'égard du Roi par le méme Traité.

XXII. Du moment que son Altesse sera entrée en guerre, elle jouira de toutes les contributions qu'elle pourra tirer des païs Ennemis voisins du sien.

XXIII. La presente Alliance durera jusqu'à la fin de cette guerre, & jusqu'à ce que les troubles excités dans l'Empire, & les Actes d'hostilitez exercez contre les Alliez de sa Majesté, soient appaisez & terminez par un accommodement, du commun consentement de sa Majesté & de ses Alliez.

XXIV. Et afin de donner plus de vigueur & de force à cette Alliance, ledit Seigneur Duc contribuera conjointement avec sa Majesté de tout son possible à faire ajuster & conclure dans la forme dont on conviendra, l'Alliance proposée a Ratisbonne entre le Roi, la Suede, & plusieurs Electeurs & Princes de l'Empire : & de plus sa Majesté s'engage de donner ordre à ses Ministres en Suede, qu'ils s'appliquent incessamment à faire contracter par leur moien & leur entremise, une liaison particuliere d'amitié & intelligence entre ladite Couronne & sadite Altesse, qui met pour une condition sans laquelle on ne peut pas faire ce Traité à cause de l'Alliance de Brunswic, que la Suede ou le Danemarc prenne le parti de France.

XXV. Sa Majesté promet aussi de faire agréer & ratifier le present Traité par le Roi d'Angleterre, & d'en fournir la Ratification, un mois ou six semaines aprés la sienne.

XXVI. Aprés cette guerre finie, ledit Seigneur Duc promet de donner au Roi, si sa Majesté le souhaite & l'en requiert, jusqu'à mil chevaux, cinq cens dragons & deux mil hommes de pied des troupes, qu'autrement il voudroit licentier ou donner à d'autres Princes.

XXVII. L'on consultera aussi alors ensemble pour faire un autre Traité pour la conservation de la méme paix qu'on aura concluë, & pour la plus grande seureté des Alliez de sa Majesté, & des conquestes qu'ils pourroient avoir fait en cete guerre, ou des avantages qu'ils pourroient avoir acquis par le Traité de Paix.

Tous lesquels points ou articles ci-dessus, ensemble tout le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez & stipulez entre ledit Sieur Verjus, de la part du Roi, & lesdits Sieurs de Grott & Veissendorff, de la part dudit Seigneur Duc, lesquels en vertu de leurs commissions & pleins pouvoirs, ont promis & promettent que tant sa Majesté que son Altesse executeront pleinement & sans aucune contravention directe ou indirecte le present Traité, tant en general qu'en chacun de ses points & articles en particulier, & qu'ils seront tous sans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiez reciproquement par sa Majesté & sadite Altesse, & que les Lettres de Ratification en seront expediées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'espace d'un mois. En foi de quoi ledit Sieur Verjus, & lesdits Sieurs de Grott & Veissendorff ont signé le present Traité, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Hanover le 10. Decembre 1672.

CXI.

Acte de la Sentence arbitrale prononcée par LOUIS XIV. *Roi de* France *sur les differens entre Monsieur le Duc de* SAVOYE, *&* *la République de* GENES, *à S. Germain en Laye le* 18. *Janvier* 1673. Freder. Leonard. Tom. IV. ANS de J. C. 1673. SAVOIE ET GENES.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. L'affection singuliere que nous avons toûjours fait paroître pour maintenir la tranquilité de l'Italie, & les soins que nous sommes bien aises de donner en toutes rencontres, autant pour nourrir la bonne intelligence entre nos voisins & nos alliez ; que pour faire cesser les obstacles qui peuvent s'élever pour la troubler, nous porterent dés l'année derniere à nous entremettre de l'accommodement entre nostre tres-cher & tres aimé bon frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes. L'un & l'autre s'étant remis à nostre mediation, pour terminer les differens qui les avoient engagé à prendre les Armes, l'application que nous y donnâmes fut accompagnée de tant de succez, que nous arrestâmes bien-tost apres les fâcheux effets d'une guerre, qui dans le peu tems qu'elle avoit duré, avoit esté suivie d'une effusion de sang, d'autant plus grande que l'animosité paroissoit plus vive entre les parties, sans attendre qu'un Traité eut tout à fait reglé les conditions de la Paix: & pour éviter que les longueurs de la negociation ne fissent durer trop long-temps l'action des armes, nous portâmes les parties à convenir entre nos mains de la cessation des hostilitez, de la restitution des lieux qui auroient esté occupez durant la guerre, & de l'échange des prisonniers. Ainsi par l'execution de ces conditions nous suspendimes le mal, si nous ne le finîmes pas entierement ; & l'Italie commença à entrer dans la jouissance du repos que nous avions eu le desir de lui procurer. Mais parce qu'elle ne peut estre delivrée de la crainte de voir renaistre la guerre, jusques à ce qu'elle la voye tout à fait éteinte par une Paix, & que nostre susdit frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes ; ont bien voulu pour y arriver plus promptement, le remettre à Nous de juger sur tous leurs differens, & s'obliger de souscrire & ratifier tout ce que nous aurions prononcé ; Nous pour satisfaire aux loüables intentions qu'ils professent pour la Paix, pour étouffer tous sujets de division entre eux, & pour rendre la premiere tranquilité à l'Italie, declarons par ces presentes, selon le susdit pouvoir qu'ils nous en ont donné,

PREMIEREMENT. Que la suspension d'armes qui a été procurée & continuée jusques à cette heure par nostre entremise, entre nostre susdit frere le Duc de Savoie, & la Republique de Genes, sera changée en une Paix bonne, ferme & durable, sans que tout ce qui s'est passé durant la guerre y puisse apporter aucune alteration à l'avenir.

II. Que la restitution des lieux qui avoient été occupez de part & d'autre, & l'eschange des prisonniers ayant déja esté executé, les choses demeureront en l'état qu'elles étoient avant la susdite guerre, & en l'état qu'elles se trouvent aujourd'hui depuis les susdites restitution & eschange, sans que l'on puisse avoir de part ni d'autre, aucunes pretentions ni pour les frais & dépenses de la guerre, ni pour les dommages qu'elle auroit causez.

III. Que le Commerce tant par terre que par mer, rivieres & autres eaux, sera rétabli entre les sujets de part & d'autre, en la maniere qu'il estoit auparavant, ensorte que lesdits sujets à l'avenir dans la premiere intelligen-

ANS de J.C. 1673.

telligence & bon voisinage qu'ils faisoient avant la prise des armes.

IV. Et parce que les differens qui estoient nez pour quelques limites entre les lieux de Cenoa & Rezzo, auroient donné la premiere origine à la guerre, & qu'il importe de les terminer en telle sorte qu'ils ne puissent causer de semblables troubles à l'avenir, il sera convenu dans le terme de deux mois entre les parties, de tels Juges en Italie dont ils demeureront d'accord ensemble, ausquels ils se remettront entierement de part & d'autre, pour connoistre & decider desdites limites entre Cenoa & Rezzo, nommement des lieux appellez l'Epollette, & Agrifoglio, ou bien les Fossare de Pitone, ensemble des differens entre les lieux de Lormée & de la Pieve, pour la Jurisdiction dans les Alpes de Viosseuna: comme aussi les differens entre Briga & Triora. Pareillement aussi lesdits Juges nommez connoistront des differens touchant la Portion de Pornassio, des lieux de Monterosso, de Savina, de Cenoa & Arvigo. Promettant le susdit Sieur Duc & la Republique, de se soumettre & souscrire à tout ce que lesdits Juges prononceront, sans que sur les differens touchant lesdits lieux & limites, on puisse plus revenir à l'avenir à la voie de fait & des armes.

V. Que si dans ledit terme de deux mois aprés l'échange des Ratifications du present Acte, les susdites parties n'avoient pû convenir de Juges entre elles, Nous pourons alors leur en nommer tels que nous jugerons à propos, à condition toutesfois que nous les choisirons en Italie; ausquels lesdites parties seront obligées de se soumettre en la mesme sorte qu'il a été dit dans l'article precedent.

VI. Le present Acte & les articles de Paix qui y sont contenus, seront communiquez par le Sieur Servient, nostre Ambassadeur auprés dudit Sieur Duc, conjointement avec le Sieur de Gomont nostre Envoié extraordinaire, & emploié particulierement à la susdite mediation, à nostre susdit frere le Duc de Savoie, & par ledit Sieur de Gomont à la Republique de Genes; lesquels Sieur Duc & Republique, s'obligeront d'en fournir entre les mains dudit Sieur de Gomont, un mois aprés la susdite communication, ou plutost si faire se peut, chacun deux Actes de Ratification, dont l'un sera remis par ledit Sieur de Gomont à chacune desdites parties respectivement, & l'autre nous sera envoié.

VII. Et afin que rien ne retarde l'entiere & prompte execution des articles ci-dessus, leur ratification & la publication de la Paix, Nous voulons bien conformement au desir qui nous a esté témoigné par les parties, & à l'affection que nous avons de donner plus promptement le repos à l'Italie, prendre sur nous, & assurer autant nostredit frere le Duc de Savoie que la Republique de Genes, que toutes les choses promises dans les presens articles, seront accomplies & executées fidellement de part & d'autre, en la maniere & dans le tems qui y seront portez. En témoignage de quoi nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Seel. Donné à S Germain en Laye le 18. jour de Janvier l'an de grace 1673. & de nostre Regne le trentiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, ARNAULD. Et scellé sur double queuë de cire jaune du grand Sceau.

Ratification de Monsieur le Duc de Savoie.

Les susdits articles de Paix entre Nous & la Republique de Genes, prononcez par le Roy, nous aiant été presentez aujourd'hui au nom de sa Majesté, par M. Servient son Ambassadeur auprés de Nous, & par M. de Gomont son Envoié extraordinaire, nous les avons receus & acceptez sans nul delai, afin de temoigner à sa Majesté le respect que nous avons pour tout ce qui vient de sa part, promettant de les garder & observer inviolablement. En temoignage de quoi nous avons signé de nostre main le present Acte de Ratification, fait contresignier par nostre premier Secretaire, & à iceluy apposer le Scel de nos Armes. A Turin le 25. jour de Janvier 1673. Signé, EMANUEL. Et plus bas, DE SAINT THOMAS.

CXII.

ANS de J.C. 1673.

FRANCE ET PROVINCES-UNIES.

Cartel pour l'échange des Prisonniers fait par le Duc de Luxembourg de la part de LOUIS XIV. *Roi de France, & par le Comte de Horne de la part des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *le 26. Mai,* 1673. Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1673. pag. 148.

CHaque prisonnier sera changé contre un autre qui exercera la méme Charge, ou qui tiendra le méme rang, tant pour le regard de la Cavalerie, Infanterie & Artillerie, que pour les Commis & Commissaires de ladite Artillerie, vivres & autres de pareille qualité de quelque condition qu'ils puissent étre. Il sera permis à celui qui aura pris les prisonniers de prendre la rançon qui a été taxée pour cet effet, ou de les changer contre d'autres du méme rang. Les Généraux commandant en chef les Armées de sa Majesté seront changés contre les Généraux de leurs hautes Puissances de la méme qualité, ou payeront l'un & l'autre 50000. livres. Les Maréchaux de camp de leurs hautes Puissances seront changés contre ceux qui commanderont l'Armée de sa Majesté Tres-Chrétienne immediatement aprés le Général, ou payeront 20000. livres. Les Généraux de la Cavalerie & Infanterie seront changés reciproquement, ou payeront 4000. livres. Le General de l'Artillerie autant. Un Intendant contre un Deputé pour la Campagne, ou payera 10000. livres. Les Lieut. Généraux de la Cavalerie & Infanterie 2500. livres. Le Major General de la Cavalerie & Infanterie 1500. livres. Un Brigadier commandant 1000. livres. Les Colonels de l'Artillerie Cavallerie & Infanterie, 800. livres. Un Sergent Major de la Cavalerie, 500. livres. Les Lieut. Colonels de l'Infanterie & Artillerie, autant. Les Sergents Majors de l'Infanterie & Artillerie 200. livres. Les Brigadiers des Généraux, 180. livres. Les Cap. de Cav. 200. livres. Les Cap. d'Infanterie. 80. livres. Les Ajudans des Généraux. 60. livres. Les Brigadiers d'ordre, 70. livres. Les Lieut. de Cav. 70. livres. Un Cornette, 60. livres. Les Lieutenans d'Infanterie, 40. livres. Enseignes, 20. livres. Un Aide Major, ou Ajutant, 20. livres. Le Quartier-Maître Général, 200. livres. Le Général des Chariots 200. livres. Le Quartier-Maître d'un Regiment de Cavalerie, 40. livres. Le Quartier-M. d'un Regiment d'Infanterie, 30. livres. Le Quartier-maître d'une Compagnie, 25. livres. Un Soldat, Grenadier, Charpentier, Maréchal, 9. livres. Un Cavalier ou Sergent. 15. livres. Toutes sortes de Commis & Commissaires 50. livres. Un Conducteur 12. livres. Un Gentilhomme du Canon, 40 livres. Un Canonier, 10. livres. Un Guide 9. livres. Un Matelot ou Pontonnier, 9. livres. Un Ingenieur ou Controlleur, 40. livres. Un Auditeur 25. livres. Les Medecins, Apotiquaires, Chirurgiens & leurs Valets, seront renvoyés sans rançon. A été stipulé de part & d'autre qu'aucuns Prisonniers ne pourront étre dépouillés ni privés de leurs habits. Ceux qui exercent diverses Charges ne payeront que la rançon de la plus grande qu'ils possedent, & seront aussi échangés à proportion. Tous Officiers de l'Artillerie, excepté le Général, & ceux qui ont été specifiés ci-devant, qui auront le méme nom que ceux de l'Infanterie, pourront étre échangés indifferemment contre leurs semblables, ou à faute de cela payeront la somme exprimée ci dessus. S'il arrivoit que les Prisonniers de part & d'autre n'eussent pas les memes Charges, cela se pourra ajuster en donnant

ANS de J. C. 1673.

tant autant de prisonniers de moindre Charge, jusqu'à ce qu'il vienne à monter à la rançon d'un plus haut Officier, ce qui se pourra faire comme si c'étoit de l'argent, pourveu que l'argent de la rançon des moindres Officiers se monte à pareille somme que celle d'un plus grand. Un Officier reformé ne donnera que la quatriéme partie de la rançon à laquelle il est taxé lors qu'il est en service actuel. Les Officiers qui ont des Charges qui ne concernent pas la guerre, payeront une rançon moderée, à proportion de la charge qu'ils exercent, de quelque nature qu'elle puisse être. Il ne sera point permis de part ni d'autre de retenir les Trompettes & Tambours qui viennent reclamer les Prisonniers ou d'arrêter les prisonniers plus de 3. jours, sur peine d'être à la charge de ceux qui les retiennent. Les Femmes ne donneront point de rançon, ni les garçons qui sont au dessous de 12. ans. Les Officiers tant grands que petits, & autres tirant gages, qui ne sont point compris en ce Quartier, & qui neanmoins sont tenus de suivre les Armées, pourront être mis à rançon en payant 6. mois de gages. S'il y a quelque dispute sur la qualité ou les gages de quelqu'un desdites personnes, cela sera terminé sur la simple declaration par écrit de celui qui commandera l'Armée, la Province ou la Ville du côté du Prisonnier, sans qu'il soit besoin d'aucune autre preuve pour cet effet.

Traitement des Prisonniers.

Tous Cavaliers, Soldats, Matelots, Pionniers, Pontonniers, Charpentiers, Maréchaux, & autres de même sorte, ne pourront dépenser que 6. sous par jour, & les Sergents 10. lequel argent ceux qui auront pris les Prisonniers, seront obligés de leur faire tenir selon la valeur de la monnoye de France. Pour les Officiers, ils pourront se faire traiter comme ils voudront, & selon qu'ils auront le moyen de payer. Est aussi accordé que les livres qui sont specifiées ci-dessus, seront contées pour des livres de France, dont les onze font un Louis d'or, ou pistole d'Espagne, & trois un Pataçon ou Richsdale. Et touchant les conditions susnommées, a été accordé, que tous les Prisonniers de part & d'autre seront renvoyés 12. jours aprés la signature du present Quartier sans rien demander pour la nourriture des Soldats : Et pour ce qui est des Officiers, on fera un état de leur dépense, & on aura soin du payement de part & d'autre. Chaque parti fera une liste des Prisonniers qu'il renvoyera, & prendra un Recepissé du Commandant du lieu où ils auront été delivrés afin qu'aprés l'échange de tous les prisonniers, ceux qui demeureront encore redevables ayent soin de s'en acquitter, en conformité de la rançon specifiée ci-dessus. Tous les Prisonniers des Armées de sa Majesté Tres-Chrêtienne seront menés à Utrec, & ceux de leurs Hautes Puissances à Oudewater ou Gorcum. Ainsi fait & arrêté ce 26. May 1673. ainsi signé, Montmorency Luxembourg, comme ayant pouvoir de sa Majesté Tres-Chrêtienne. W. A. Comte de Hornes, comme authorisé de leurs Hautes Puissances, & de Monseigneur le Prince d'Orange.

CXIII.

ANS de J. C. 1673. FRANCE ET TURQUIE.

Les Capitulations renouvellées entre LOUIS XIV. *Empereur de France, &* MEHEMET IV. *Empereur des Turcs. Par l'entremise de M. Charles François Olier, Marquis de Nointel, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & en sa Cour de Parlement de Paris, & son Ambassadeur en Levant. Fait à Andrinople le cinquiéme Juin 1673.* Freder. Leonard. Tom. V.

VOicy ce qu'ordonne ce noble signe, dont la reputation est si grande, qui vient d'un lieu si relevé, qui est vrayment Royal, & le Conquerant du monde, qui est Imperial, & qui par le secours Divin, la protection d'en Haut, & les graces du Liberateur, vient à bout de toutes sortes d'entreprises.

Les Qualitez du Grand-Seigneur.

MOY, qui suis par les infinies Graces du Juste, Grand & Tout-puissant Createur; Empereur des Empereurs; Distributeur des Couronnes, Serviteur des deux trés-Augustes & Sacrées Villes de la Mecque & Medine, Protecteur & Gouverneur de la sainte Jerusalem, Seigneur de la plus grande partie de l'Asie & de l'Afrique, de Themisvar, de l'Esclavonie, de Seguanar, & de la Forteresse inexpugnable d'Agria, de la Caramanie, de l'Arabie, & toute la Syrie, de Rhodes & de Chypres, de Diarbequir, d'Alep, du Caire, de Van, d'Erzerum; de Damas, lieu de seureté & de plaisance, Païs de Salut; de Babylone, Paradis Terrestre & le sejour des Princes; de Balsora, d'Azac; d'Egipte, rare en son temps & puissante; des Villes de Thunis, de la Goulette, de Tripoli de Barbarie; de la Ville de Constantinople, lieu de seureté & le desir des Roys; & de plusieurs autres Pays, Villes & Seigneuries; des Mers blanche & noire, Isles, Destroits, Passages, Peuples, Familles, Generations, & d'un nombre infini de victorieux Hommes de Guerre, qui reposent sous l'obeissance & Justice de l'Empereur Mehemet, Fils de l'Empereur Ibrahim, Neveu de Sultan Murat, Successeur des Empereurs Selim & Bajazet, & de l'Empereur Mehemet, par la grace de Dieu; recours des grands Princes, & refuge des honorables Empereurs.

Les qualitez que donne le Grand-Seigneur au Roy.

LA Gloire des plus grands Monarques de la Terre, de la Croyance de JESUS, *choisi entre les Princes glorieux de la Religion du Messie, la Victoire de toutes les Nations Chrêtiennes, Seigneur de Majesté & d'Honneur, Patron de Louange & de Gloire,* LOUIS, *Empereur de France, que sa fin soit heureuse.*

NOUS ayant receu une Lettre sincere par la main du Sieur CHARLES FRANCOIS OLIER, MARQUIS DE NOINTEL, de la part dudit Empereur de France, son Seigneur, comme son Conseiller en tous ses Conseils, & son Ambassadeur à nostre Porte Ottomane, choisi entre les Gentils-Hommes de son Royaume, Soûtien de la Prosperité du plus Grand de tous les Grands de la Croyance du Messie, & son Ambassadeur ordinaire à nostre Porte, de trouver bon, que les Capitulations qui ont long-temps duré entre nos Ayeuls & les Empereurs de France, fussent renouvellées sous cette consideration: & par l'inclination que nous avons à conserver cette ancienne amitié, Nous avons accordé ce qui s'ensuit.

PREMIEREMENT. Que les Ambassadeurs qui seront envoyez de l'Empereur de France à nostre Por-

ANS de J. C. 1673.

te ; que les Consuls qui Resident dans nos Ports, les Marchands & les Truchemens, ne soient point inquietez en aucune façon que ce soit ; mais au contraire receus & honorez avec le soin que se doit à la foy publique. Voulons de plus, qu'outre l'observation de nostre Capitulation, celle qui fut faite & accordée par nostre feu Pere, Glorieux en sa vie & Martyr en sa mort, soit inviolablement observée de bonne foy : & pour l'honneur & l'amitié que ledit Empereur de France a toûjours eu avec nostre Porte, Nous luy avons accordé de renouveller des Capitulations qui luy avoient esté données du temps de l'Empereur Mehemet nostre Bis-Ayeul, & d'y ajoûter quelques Articles sur la demande qui nous en a esté faite, que nous avons accordée & ordonné qu'elle y fut inserée.

II. Que les François qui vont & viennent pour visiter les Saints Lieux, ne soient point mal traitez : & que les Religieux qui sont dans l'Eglise *du Kaman*, *le Saint Sepulchre*, n'y soient point inquietez, à cause de l'ancienne amitié que les Empereurs de France ont eu avec nostre Porte.

III. Permettons aux Marchands François, en consideration de la parfaite amitié que leur Prince conserve avec nostre Porte, d'enlever des cuirs, cordoüans, cire, cottons en laine, cottons filez, soit que ce soient Marchandises défenduës d'enlever ; Ratifions la permission que nostre Bis-Ayeul en a donné, sans que personne puisse les en empêcher.

IV. Que les Monnoyes qu'ils apportent de leur Païs dans le nostre, ne puissent estre prises de nos Tresoriers, ny de nos Monnoyeurs, sous pretexte de la vouloir convertir en Monnoye Ottomane ; Et nous voulons pareillement qu'ils ne puissent prendre aucun droit à cause d'icelles. Et d'autant que aucuns Sujets de France navigent sur des Vaisseaux appartenans à nos Ennemis, y chargeant de leurs Marchandises ; & lesdits Vaisseaux estans rencontrez & pris des nostres, ils sont faits le plus souvent Esclaves, & leurs Marchandises confisquées ; Pour empêcher cela, Nous commandons & voulons que doresnavant ils ne puissent estre pris Esclaves sous tel pretexte, ny leurs facultez confisquées.

V. Nous declarons que ceux qui seront trouvez sur des Vaisseaux Corsaires, seront Esclaves de bonne foy.

VI. Nous voulons aussi que les François qui se trouveront pris par les Vaisseaux de nos Sujets, portans vendre des vivres à nos Ennemis, ne puissent estre mal traitez ny retenus Esclaves, attendu qu'ils seront Mariniers gagnans leur vie.

VII. Nos deffendons que les Vaisseaux François qui seront rencontrez par les nôtres, chargez de victuailles prises des Pays de nos Ennemis, puissent être retenus ni confisquez, ni les Gens faits Esclaves, sous pretexte qu'ils les portent à nos Ennemis.

VIII. Nous ordonnons que les François qui achetent des victuailles de nos Vaisseaux pour porter dans leur Pays, quand ils sont rencontrez de nos Vaisseaux, ne puissent être retenus Esclaves, ni leurs facultez confisquées, & en cas qu'il y en ait de cette façon, Nous voulons qu'ils soient mis en liberté, & que leurs facultez leur soient renduës.

IX. Que les Marchandises qui seront apportées par les Marchands François en nos Ports, & celles qu'ils y acheteront, ne soient sujettes à payer d'autres droits, que ceux qui se payent d'ancienneté.

X. Nous voulons & declarons, que lors que les Marchands François qui sont dans nos Havres & Ports, ne pourront point vendre leurs Marchandises avantageusement & qu'ils les veüillent conduire à d'autres Ports, qu'ils le puissent faire sans aucun empêchement, ni être forcez de payer aucun droit que de ce qu'ils auront vendu.

XI. Que lesdits François soient exempts de l'impost nommé *Cassabie*, autrement, l'Aide de Chair ; comme aussi de celui des Cuirs, appellé *Rest* ; qu'ils ne soient non plus recherchez de payer celui des Basles, *Radgés*, & *Tassaoulé* ; qu'ils soient aussi exempts de payer aucune autre chose aux Gardes de nos Ports & Passages, que trois cens aspres sous le nom de bon & heureux voyage.

XII. Les Corsaires de Barbarie allans par les Ports & Havres de la France, y seront receus, secourus, même de poudre, plomb, voiles, & autres choses necessaires. Neanmoins si sans avoir égard à nos promesses, rencontrant les Vaisseaux François en Mer à leur avantage, ils les prennent & font Esclaves les Marchands & les Mariniers qui se trouvent sur iceux, contre nôtre vouloir, & celui de feu l'Empereur nôtre Pere, lequel pour faire cesser leur violence, les a souventesfois menacez, sans que pour cela ils ayent discontinué leurs actes d'hostilitez ; S'il y a des Esclaves pris de cette sorte, Nous ordonnons qu'ils soient en liberté & que leurs facultez leur soient renduës, & declarons qu'en cas que lesdits Corsaires fassent demeure, qu'ils seront tenus des dommages & pertes que lesdits François auront faites, & seront privez de leurs charges, sans qu'il soit besoin d'autres preuves du mal fait, que la plainte qui nous en sera faite de la part de l'Empereur de France avec des Lettres Roiales. Nous consentons aussi qu'en cas qu'ils n'observent ce qui est porté par cette nôtre Capitulation, que l'Empereur de France les châtie en les privant de ses Ports, & protestant de n'abandonner pour cela l'amitié qui est entre nos Majestez Imperiales, approuvons & confirmons les Commandemens qui ont été donnez de nôtre feu Pere.

XIII. Nous permettons aussi que les François puissent venir pêcher du Poisson & du Corail, au Golfe & lieux de la Jurisdiction de Thunis, sans qu'il leur soit fait ni donné aucun trouble ni empêchement, confirmant toutes permissions qui ont été données par nos Ayeuls, & singulierement par nôtre feu Pere, touchant cette Pêche.

XIV. Voulons & Nous plaist, que les Interpretes & Truchemens qui servent les Ambassadeurs, soient francs & exempts de payer le *Karatche*, Taille personelle, & tous autres impost tels qu'ils soient.

XV. Que nos Sujets qui trafiquent aux Pays de nos Ennemis, soient obligez de payer le droit de l'Ambassadeur & Consuls François, sans contradiction, jaçoit qu'ils trafiquent avec leurs Vaisseaux ou autrement.

XVI. Que survenant quelque meurtre & inconvenient entre les François, les Ambassadeurs & Consuls d'icelle Nation, puissent selon leurs Loix & Coûtumes faire justice, sans qu'aucun de nos Officiers en prennent aucune connoissance ni Jurisdiction.

XVII. Que les Consuls François qui sont établis dans les lieux de nôtre Empire, pour avoir soin de ceux qui trafiquent, ne puissent pour quelque cause que ce soit, être faits prisonniers, ni leurs maisons scellées & brullées, mais commandons que ceux qui auront pretention contre eux, soient renvoiez à nôtre Porte, où il leur sera fait justice.

XVIII. Que tous Commandemens qui ont été cidevant obtenus ou qui le seront ci-aprés, par mégarde ou surprise contre cette nôtre Promesse & Capitulations, soient de nul effet & valeur, & qu'il n'y soit ajouté aucune foi.

XIX. Et parce que ledit Empereur de France est entre tous les Rois & les Princes Chrétiens, le plus noble de la haute Famille, & le parfait Amy que nos Ayeuls ayent acquis entre lesdits Roys & Princes de la Croyance de JESUS, comme il a été dit cy-dessus, & comme le témoignent les effets de la sincere amitié : En cette consideration : *Nous voulons & commandons que son Ambassadeur qui reside à nostre heureuse Porte, ait la Préseance sur tous les Ambassadeurs des autres Roys & Princes, soit à nostre Divan public, ou autres lieux où ils se pourront trouver.*

XX. Que les étoffes que les Ambassadeurs de France residans à nostre Porte, feront venir pour leur usa-

ANS de J.C. 1673.

ge & presens, ne soient sujets à aucun dace ou impost.

XXI. Que les victuailles & provisions qui seront achetées pour la Maison de l'Ambassadeur, ne payent point de droit ny d'impost.

XXII. Que les Consuls François jouissent du même privilege aux lieux où ils resideront, & qu'ils ayent la Préséance sur les autres Consuls quels qu'ils soient.

XXIII. Que les François qui viennent avec leurs Vaisseaux & Marchandises dans les Ports de nostre Seigneurie & Pays, y puissent venir seurement sur la foy publique; & en cas que la fortune ou orage jettast quelqu'un de leurs Vaisseaux à terre, rencontrant de nos Galeres ou Vaisseaux, Nous leur ordonnons de les aider & secourir, portant honneur & respect aux Patrons ou Capitaines desdits Vaisseaux François, leur faisant donner pour leur argent, tout ce qui leur sera necessaire pour leur vie, & autres necessitez.

XXIV. En cas qu'aucuns d'iceux Vaisseaux viennent à faire naufrage, Nous voulons que tout ce qui se recouvrera soit remis entre les mains des Marchands à qui leurs facultez appartiendront, sans que nos Vice-Roys, Gouverneurs, Juges & autres Officiers y contreviennent; mais au contraire, Nous voulons qu'ils les secourent à retourner par tout nostre Empire, sans qu'il leur soit donné aucun empêchement.

XXV. Nous ordonnons & recommandons aux Capitaines de Mer, Lieutenans, & tous autres qui dependent de nostre obeïssance, de ne violenter ni par Mer ni par Terre, lesdits Marchands François, ni pareillement les Interpretes & Truchemens, non plus que les Estrangers qui viennent sous la seureté de leur Banniere. Voulons toutesfois qu'ils soient tenus de payer les droits ordinaires des Ports & Havres.

XXVI. Qu'iceux Marchands ne puissent être contraints d'acheter autres Marchandises que celles qu'ils voudront, & qui leur seront propres & convenables.

XXVII. Et en cas qu'aucun d'iceux se trouve redevable, Nous voulons que les dettes ne puissent estre demandées qu'au debiteur, ou à celuy qui se sera rendu caution pour luy.

XXVIII. Et si aucuns Marchands ou autres d'icelle Nation meurent en nos Païs, que les facultez qui se trouveront leur appartenir, soient remises au pouvoir de celuy qu'ils auront nommé dans leur Testament; mais s'il arrive qu'ils meurent *ab intestat*; Nous voulons que les Consuls qui sont dans nos Pays, prennent le soin des facultez du mort, pour les envoyer à leurs Heritiers, sans que nos Gouverneurs ou Juges, en puissent prendre aucune connoissance.

XXIX. Que les Consuls François, les Marchands, les Interpretes, & leurs dependans, ayent en leurs ventes & achats, & réponses, à passer Actes devant les Juges du lieu où ils seront, au deffaut de quoy, Nous voulons & commandons, que ceux qui auront quelques pretentions contre eux, ne soient écoutez s'ils ne font paroître, comme dit est, par Contract public, leurs pretentions ou droits.

XXX. Voulons que tous les Témoins qui seront oüys à leur dommage, ne soient receus ni écoutez, si premierement, comme on dit, il n'apparoît d'Actes publics de leurs ventes & achats.

XXXI. Que l'on ne moleste point lesdits François en leur imputant qu'ils les ont injuriez, afin de pouvoir tirer quelque argent d'eux, puis que c'est contre la Noble Justice, & que nos Gouverneurs & Juges l'empêchent.

XXXII. Et si aucuns d'eux pour dettes, ou pour avoir commis quelque mauvais acte, faisoit faute de nos Pays, Nous voulons & commandons que ceux d'icelle Nation ne puissent estre responsables pour celuy ou ceux qui se seront absentez, s'ils n'y sont obligez, comme dit est, par Contract autentique.

XXXIII. Et s'il se trouve par nostre Empire des Esclaves François estant reconnus pour tels de l'Ambassadeur ou Consuls, ceux au pouvoir de qui ils se trouveront faisant refus de les livrer, soient obligez de les envoyer à nostre Porte, afin d'estre jugé à qui ils appartiendront.

XXXIV. Que les François qui demeurent dans le Pays de nostre Empire, soient francs & exempts de *Karatche*, c'est-à dire de Tailles.

XXXV. Qu'au changement & establissement des Consuls François, en nos Havres d'Alexandrie, Tripoli de Sirie, Arger, & autres Eschelles de nostre Pays; nos Gouverneurs & Officiers, ne puissent empêcher qu'ils soient establis en charge.

XXXVI. Nous voulons qu'ils soient exempts de l'impost appellé *Hursié*. Si quelqu'un de nos Sujets a differend avec un François, dont la connoissance appartienne à nos Juges, ils ne puissent écouter la demande du demandeur qu'un Interprete de la Nation ne soit present, & si pour lors il ne se trouve aucun Truchement pour comparoître devant le Juge, & défendre la cause du François, que les Juges remettent la cause à une autrefois, jusques à ce que l'on trouve l'Interprete; le François sera toutefois obligé de le faire trouver, afin que l'effet & prompte expedition de la justice ne soient point differez.

XXXVII. Et s'il naist quelque contention ou differend entre deux François, que l'Ambassadeur ou Consuls ayent à les terminer, sans que nos Juges & Officiers les empêchent, & en prennent connoissance.

XXXVIII. Nous ordonnons aussi aprés que la recherche aura été faite à Constantinople, que les Vaisseaux François ne soient plus obligez d'être foüillez, si ce n'est au sortir des Dardanelles, ou aux Châteaux du Détroit: Nous défendons qu'ils le soient à Galipoli, comme ils y ont été contraints par le passé.

XXXIX. Nos Armées Navalles, nos Galeres se rencontrant avec celles de la France, Nous exhortons les Capitaines d'une part & d'autre, qu'ils ayent à s'aider & servir, sans se porter les uns aux autres aucun dommage, mais au contraire secours & confort. Nous voulons aussi qu'ils ne puissent point prendre par force des jeunes enfans, & autres choses semblables, sous pretexte de present.

XL. Nous voulons & Nous plaist, que tout ce qui est porté par les Capitulations accordées aux Venitiens, ait lieu pour les François, & qu'iceux avec leurs Vaisseaux & Marchandises, trouvent seureté par nos Mers, & par tous Les lieux de nôtre Empire & de nôtre obeïssance, & puissent venir, aller, retourner & sejourner, sans aucun empêchement.

XLI. Que les Admiraux de nos Armées Navalles, & nos Vice-Rois, Gouverneurs de nos Provinces, Juges, Capitaines, Châtelains, & autres qui dépendront de nôtre obeïssance, soient soigneux d'observer cette nôtre Capitulation, puis que tel est nostre plaisir & commandement.

XLII. *Declarons que ceux qui contreviendront à cette Noble Capitulation, seront declarez desobeïssans & Perturbateurs du repos public, en cette consideration, que sans aucune remise ils soient condamnez à un grief châtiment; afin qu'ils servent d'exemple à ceux qui auront envie de les imiter à mal faire, & outre les promesses que Nous faisons de l'observation de cette nôtre Capitulation, Nous entendons que celles qui ont été faites par nôtre Predecesseur Sultan Suleiman, auquel Dieu fasse misericorde, soient observées & entretenues de bonne foi.*

XLIII. Il fut accordé à l'Empereur de France, par les Capitulations qui furent faites avec nos Bis-Ayeuls, à qui Dieu fasse misericorde, que toutes les Nations qui n'ont point leur Ambassadeur ordinaire à nostre Porte de felicité, pussent trafiquer sous la Banniere de France, & visiter les Saints Lieux, & puis aprés pour quelque sujet ils en furent privez & cet Article qui étoit dans les Capitulations, fut rayé & effacé; Mais quelque temps aprés ledit Ambassadeur de France envoya une Lettre à nostre Porte de felicité, par laquelle il prioit

ANS de J. C. 1673. il prioit que puisque l'on avoit interdit lesdites Nations de trafiquer sous la Banniere de France, que du moins il leur fut permis de pouvoir aller visiter les Saints Lieux de Jerusalem, comme ils faisoient auparavant, sans que personne leur donne aucun trouble ni empêchement: & que si à l'avenir ils leur permettoient de trafiquer dans les lieux de son Empire, que ce fut encore sous la Banniere de France, parce que l'Empereur de France a toujours conservé l'ancienne amitié qu'il avoit avec nos Bis-Ayeuls jusqu'à present; Sa demande lui fut accordée, en commandant que les Nations Chrêtiennes qui n'ont point leurs Ambassadeurs à nostre Porte, & qui sont Amis dudit Empereur de France, puissent visiter les Saints Lieux, comme ils faisoient auparavant, avec assurance & liberté, sans que personne les empéchast ni les molestast: & puis aprés que si Nous donnons la permission aux susdites Nations de trafiquer par les lieux de nôtre Empire, que ce soit sous la Banniere de France, comme auparavant, & non pas sous celle d'un autre, comme il a été declaré par les Capitulations qui ont été d'ancienneté jusqu'à present, presentement de nouveau, *Nous voulons & commandons que les Articles mentionnez soient ajoutez aux Nobles Capitulations.*

ARTICLES NOUVEAUX.

PREMIEREMENT.

QUE les Evêques ou autres Religieux de Secte Latine, qui sont Sujets à la France, de quelque sorte qu'ils puissent être, soient dans tous les lieux de nôtre Empire comme ils étoient auparavant, & y faire leurs fonctions sans que personne les trouble ni empéche; que les Religieux François qui sont en Jerusalem, & qui ont depuis long-temps les Lieux Saints, tant dehors que dedans, comme aussi ceux qui sont dans le Saint Sepulchre, en jouïssent & le possedent comme auparavant, sans que personne les moleste, en leur demandant des imposts ou autrement, & s'ils ont quelques procez ils soient envoyez à nôtre Porte de felicité.

II. Que tous les François, & tous ceux qui sont sous leur protection, de quelque sorte qu'ils puissent être qui vont & viennent en Jerusalem, ne soient point tourmentez ni molestez.

III. Nous voulons que les Peres Jesuites & Capucins qui sont en Galata, jouïssent toujours de leurs Eglises: & celle des Capucins ayant été bruslée, Nous donnons permission qu'elle soit rebastie. Nous voulons aussi que l'on ne moleste point les Eglises des François qui sont à Smirne, à Seyde, & à Alexandrie, & dans toutes les autres Eschelles de nôtre Empire, ni qu'on leur demande aucun argent pour celle-ci.

IV. Nous permettons qu'ils puissent exercer l'Office Divin dans l'Hôpital qui est à Galata, sans que personne les moleste.

V. Et comme les Marchands François avoient toujours payé cinq pour cent jusques à present, de toutes les Marchandises qu'ils apportoient, ou de celles qu'ils emportoient; l'Empereur de France Nous a demandé qu'ils ne payassent que trois pour cent; ce que Nous lui avons accordé, à cause de l'ancienne amitié qu'il a toûjours euë avec nôtre Porte, & Nous avons ajoûté aux Nobles Capitulations, que les Doüanniers ne les molestassent point en leur demandant davantage que trois pour cent. Nous voulons que les Marchands François payent nos Doüannes avec la même Monnoye comme la prennent nos Tresoriers, & qu'il ne soient point molestez en leur demandant plus du moins.

VI. Nous permettons que ceux qui n'ont point leurs Ambassadeurs ou Residens à nôtre Porte de felicité, comme Portugal, Sicile, Castillans, Messinois, & autres Nations ennemies, puissent venir sous la Banniere de l'Empereur de France, comme ils faisoient au temps passé, & qu'ils payent la Doüanne comme les autres François, sans que personne les moleste, tant qu'ils ne feront choses qui soient contraires à l'accord que Nous avons fait.

VII. Nous voulons qu'ils payent la Mezeterie de Constantinople & de Galata, de la même façon que font les Anglois.

VIII. Et si les Doüanniers estiment plus les Marchandises qu'elles ne valent pour leur profit, Nous ordonnons sans contredit, qu'au lieu de l'argent ils prennent des Marchandises.

IX. Que quand une fois ils auront payé la Doüanne de soye, & autres Marchandises, on ne la leur demande derechef.

X. Que quand les Doüanniers auront été payez de leurs Doüannes, qu'ils leur donnent le Teskeret de leur payement, & qu'ils ne les empêchent point de les porter à d'autres Echelles, & que l'on ne les moleste point derechef dans une autre Echelle, en leur demandant la Doüanne.

XI. Nous ordonnons que les Consuls François, & les Religieux qui leur sont sujets, les Marchands & les Droguemans, puissent faire du vin dans leurs maisons pour leurs provisions, & en puissent apporter de dehors, sans que personne les moleste, ni les empeche.

XII. Si quelqu'un de nos Sujets a quelque procez contre quelque François, dont la somme soit plus de quatre mille aspres, Nous deffendons qu'il soit fait Justice autre part que dans nôtre Divan.

XIII. Et s'il arrive qu'on tuë quelqu'un dans les Quartiers où sont les François, Nous deffendons qu'ils soient molestez en leur demandant le prix du sang; si ce n'est qu'on prouve en Justice que ce sont eux qui ont fait le mal.

XIV. Nous accordons aux Truchemens qui servent les Ambassadeurs, les mêmes privileges qu'aux François.

XV. *Nous promettons par la verité du Puissant Createur du Ciel & de la Terre, & par les Ames de nos Ayeuls & Bis-Ayeuls, de ne contrarier ni contrevenir à ce qui est porté par les Nobles Capitulations, tant que l'Empereur de France sera constant & ferme à la conservation de nôtre amitié; Acceptons dés à present la sienne, avec volonté de la entretenir & en faire estime: Telle est nôtre promesse Imperiale. Fait à Andrinople, le cinquiéme Juin 1673.*

CXIV.

ANS de J.C. 1673. *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, fait au Camp de Vossem le* 6. *Jun.* 1673. Freder. Leonard. Tom. III.

FRANCE ET BRANDEBOURG.

APRES que Monsieur le Duc de Neubourg a fait connoître au Roi le desir qu'auroit Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & par ses propres sentimens, & par les instances qui lui en auroient été faites par divers Electeurs, Princes & Etats de l'Empire, de rétablir non seulement la premiere Alliance qu'il a ci-devant eu avec sa Majesté, & qui auroit été alterée depuis quelque tems par les Traitez qu'il auroit faits avec les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & les Armes qu'il auroit prises ensuite en leur faveur, mais de contribuer encore en cette sorte à la pacification de l'Allemagne, sa Majesté qui avoit veu avec peine que ledit Sieur Electeur eust pris une conduite opposée à l'amitié qu'il a toûjours été entre sa Majesté & son Altesse Electorale & leurs predecesseurs, & qui s'étoit trou-

ANS de J.C. 1673.

trouvé contraint avec regret de porter ses armes dans l'Empire, dont elle a toûjours affectionné si particulierement la tranquillité & le repos, a appris avec plaisir les dispositions dans lesquelles étoit ledit Electeur, & aiant autorisé pour ce sujet le Sieur Arnauld, Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté, pour traiter avec le Sieur Meinders, Conseiller d'Etat & Privé, & Envoyé extraordinaire dudit Sieur Electeur vers sa Majesté, muni pareillement d'un Plein-pouvoir de son Altesse Electorale, il a été convenu entre eux des articles suivans.

I. Tout ce qui s'est passé depuis la prise des Armes par Monsieur l'Electeur de Brandebourg en faveur des susdits Etats Généraux, tant de la part de sa Majesté & de ses Alliez, que de celle dudit Sieur Electeur de Brandebourg, sera pleinement oublié, & son Altesse Electorale cultivera la premiere amitié qu'elle avoit avec sa Majesté, avec le Roi de la Grande Bretagne, Monsieur l'Electeur de Cologne, Monsieur l'Evêque de Munster, & autres Alliez de sa Majesté, sans qu'à raison des pertes & dommages qui auroient été causez durant ladite guerre, il soit libre de se rien demander de part ou d'autre.

II. Et quant au Traité que son Altesse Electorale de Brandebourg a fait avec les Etats Généraux de leur donner aide, secours ou assistance contre sa Majesté & ses Alliez, son Altesse Electorale s'oblige de ne donner à l'avenir sous quelque raison, pretexte ou occasion que ce puisse être, directement ni indirectement, aucun secours, aide ou assistance aux Ennemis de sa Majesté, quels qu'ils puissent être.

III. Ledit Sieur Electeur promet semblablement de faire sortir de ses places les troupes desdits Etats, ou autres étrangeres qui y pourroient être entrées depuis la presente guerre; comme aussi qu'il tiendra le corps de son armée au delà du Weser, & se contentera durant la presente guerre de tenir les garnisons necessaires dans ses places au deçà de cette riviere, dont pourtant il poura loger quelques troupes au plat pais, jusques à la concurrence de mil hommes.

IV. Sa Majesté en échange pour donner un témoignage plus public & de la satisfaction avec laquelle elle rétablit avec ledit Sieur Electeur sa premiere amitié; comme aussi pour faire connoitre avec quelle sincerité elle s'est toûjours declarée, qu'elle n'avoit eu aucune pensée de rien retenir de ce que ses armes avoient conquis dans l'Empire, promet de remettre ou faire remettre aprés les Ratifications échangées du present Traité, audit Sieur Electeur tout ce que ses armes, ou celles de ses Alliez ont occupé dans les Duché de Cleves, Principauté de Minde, Comtez de la Mark, & de Ravensberg, ou autres Terres generalement quelconques dudit Sieur Electeur, à l'exception de quelques places sur le Rhin, dont il sera parlé dans l'article suivant.

V. Les places que les Etats Généraux occupoient dans le Duché de Cleves, aiant été la seule cause qui obligea sa Majesté à porter ses armes sur le Rhin, lorsqu'elle commença la guerre contre lesdits Etats, quelque pretention que sa Majesté pût avoir de les garder comme les aiant prises sur ses Ennemis, elle voulut bien se declarer dans tout l'Empire, qu'elle n'avoit dessein de les retenir que jusques à la paix qui pourroit etre faite avec lesdits Etats, sa Majesté persistant dans les mémes sentimens, declare encore qu'elle gardera seulement les places de Wesel avec le Fort de la Lippe, Reez avec son Fort, pour les remettre audit Sieur Electeur fortifiées, & avec les canons aux armes ou marques de son Altesse Electorale ou de ses predecesseurs, comme elles étoient lors qu'elles ont été prises par les armes de sa Majesté, aussi-tôt aprés la paix concluë & ratifiée avec lesdits Etats, dont sa Majesté veut bien que le susdit Sieur Duc de Neubourg demeure garant.

VI. Que durant ce tems le droit de superiorité & toute autre jurisdiction, demeurera audit Sieur Electeur dans lesdites Places, & que les garnisons qui seront entretenues & paiées par sa Majesté, sans qu'elle y puisse lever aucun droit ou contribution, ni que lesdites garnisons puissent etre à charge ausdites places que pour le simple logement, son Altesse Electorale s'oblige toutefois de laisser surement & librement passer dans ses Etats sur les rivieres du Rhin & de la Meuse, sans en pouvoir prendre aucun droit ni peage, les munitions de bouche & de guerre qui descendront pour les troupes de sa Majesté; bien entendu que ceux qui conduiront lesdites munitions feront apparoir par les ordres de sa Majesté ou certifications de ses Ministres, que lesdites munitions seront pour le service de sa Majesté.

VII. Et puisque dans l'occupation qui fut faite des places du Duché de Cleves par sa Majesté, elle a fait rendre aux Catholiques quelques Eglises qui leurs avoient été ostées durant que les Etats Generaux y avoient garnison, il a été convenu que toute cette affaire Ecclesiastique & ce qui en dépend, soit pour l'exercice ou pour les revenus, sera reglée & determinée en conformité & selon les regles de l'accord fait sur ce sujet, entre son Altesse le Duc de Neubourg, & afin que lesdits Catholiques ne soient point inquietez à l'avenir dans les Provinces de Cleves, de la Mark & Ravensberg, son Altesse Electorale promet de les laisser jouir paisiblement de ce qui leur est deu en vertu du susdit Traité.

VIII. Sa Majesté promet pour soi & au nom de ses Alliez, que toutes contributions & exactions qui auroient été imposées dans les Etats de son Altesse Electorale, cesseront depuis le dixiéme du mois d'Avril, & qu'on n'en poura lever ni exiger aucunes, sous quelque pretexte que ce peut être qui auroient été imposées, ou qui seroient écheuës depuis ce tems, à condition que ledit Sieur Electeur observera la méme chose de son côté, & qu'il ne fera aucune exaction de ce qui lui pourroit rester & qu'il pourroit pretendre depuis le terme susdit. Comme aussi que sa Majesté ne prendra plus aucuns quartiers ou passages sans le consentement dudit Sieur Electeur, & sans paier & dedommager ses sujets de la charge qu'ils en pourroient souffrir.

IX. Et bien qu'il soit dit dans l'article 2. du present Traité, que ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'assistera, directement ni indirectement les Ennemis de sa Majesté, ledit Sieur Electeur aiant témoigné toutefois qu'il ne pouroit étre engagé à rien qui pût étre contre l'Empire, & qu'il se reservoit les mains libres en cas qu'il fut attaqué, sa Majesté qui n'a pas moins à cœur la sureté & la paix dudit Empire, admet volontiers cette reserve dudit Sieur Electeur, à condition toutefois que sa Majesté ne sera pas censée attaquer ledit Empire, si elle se trouvoit obligée de porter ses armes en Allemagne, & d'agir contre tout Prince dudit Empire quel qu'il pût étre qui voulust attaquer sa Majesté, ou donner assistance à ses Ennemis contre le Traité de la paix de Munster.

X. Et parce que dans l'étroite union & l'Alliance qui est entre sa Majesté & le Roi de la Grande Bretagne pour la guerre contre la Hollande, ledit Sieur Electeur de Brandebourg n'a pas moins agi contre ledit Roi que contre sa Majesté, lorsqu'il a pris les armes en faveur des Etats Generaux, sa Majesté veut bien se charger & promettre de faire agréer au susdit Roi de la Grande Bretagne que tout le passé soit oublié de part & d'autre, & que la premiere amitié & intelligence soit rétablie entre sa Majesté Britannique & son Altesse Electorale.

XI. Et pour donner une plus grande marque de l'Alliance que sa Majesté renouvelle avec ledit Sieur Electeur, elle veut bien promettre de le faire comprendre en vertu du present Traité dans la paix qu'elle pourrait faire avec les Etats Generaux; comme aussi elle s'oblige de l'assister & de le garantir contre tous ceux

dont

ANS de J. C. 1673.

dont il pouroit être attaqué, à l'occasion ou à cause du present Traité.

XII. Sa Majesté pour donner une plus grande marque à Monsieur l'Electeur de Brandebourg, qu'en rétablissant avec lui la premiere amitié par ce Traité, elle veut bien encore prendre en lui la même confiance qu'elle avoit eu avant ces deniers mouvemens, declare qu'aprés que le present Traité aura esté accompli par l'échange des Ratifications, elle consentira de sa part que ledit Sieur Electeur puisse être admis dans la Mediation de la paix qui se traitetoit avec les Etats Generaux, lors que les affaires de l'Empire auront esté pleinement accommodées.

XIII. Il a esté convenu de fournir & échanger les Ratifications du susdit Traité de part & d'autre, dans le terme de trois semaines au plustard. Fait au Camp de Vossent ce 6. jour de Juin 1673. Ainsi signé, ARNAULD. FR. MEINDERS.

CXV

ANS de J. C. 1673.

L'EMPEREUR, L'ESPAGNE, LES PROVINCES-UNIES ET LA LORRAINE.

Traité d'Alliance entre l'EMPEREUR, *le Roi* d'ESPAGNE, *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas d'une part, & le Duc de* LORRAINE *de l'autre. Fait à la Haye le 1. Juillet 1673.* Actes & Mémoires des negotiations de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 573. Freder. Leonard. Tom. VI.

Comme ainsi soit que Son Altesse le Duc de Lorraine ait fait témoigner à leurs Majestés Imperiale & Catholique, & aux Etats Generaux des Provinces-Unies, le genereux desir dont elle est portée à contribuer de tout son possible au restablissement d'une Paix honneste & durable, & qu'il étoit prest d'entrer dans une estroite Liaison avec Eux pour les mêmes fins, c'est pourquoi considerant les grands avantages qui en peuvent resulter pour le bien public, & estimant, comme il est juste, ses bonnes intentions, la presente convention a esté arrestée & concluë entre les Ministres & Plenipotentiaires de part & d'autre ci-aprés denommés, & à ce duëment authorisés en la forme qui s'ensuit.

I. Que sadite Altesse de Lorraine pour Elle & pour ses Successeurs tant en vertu de ses anciennes Liaisons, que par le present Traité, sera dés à present & pour l'avenir Allié & Confederé de leurs Majestés Imperiale & Catholique, comme aussi des Etats Generaux des Provinces-Unies, & qu'une estroite Union sera établie entre eux pour procurer mutuellement les avantages, seuretés & utilités l'un de l'autre, & detourner les dommages autant que faire se pourra.

II. Que pour donner d'antant plus de moyens à sadite Altesse de Lorraine de mettre en execution ses bonnes volontés, & de se rendre plus utile à la cause commune, on l'aidera à former un Corps de dix hoit mille hommes, à sçavoir huit mille Chevaux, & dix mille Hommes de pied; Et pour cet effet sadite Altesse fournira de sa part trois mille Chevaux, qu'elle a presentement sur pied, & levera de plus à se propres frais deux mille Chevaux, & trois mille Hommes de pied; Sa Majesté Imperiale promet pareillement de donner de sa part mille Chevaux & trois mille Hommes de pied, & sa Majesté Catholique s'oblige aussi de donner mille Chevaux & quatre mille Hommes de pied, & quant aux Etats des Provinces-Unies, comme ils ont presentement à supporter le plus grand poids de la guerre, & qu'ils ne peuvent pas se dessaisir des Troupes qui sont necessaires pour leur defense, ils ne pourront donner plus de mille Chevaux.

III. Et afin qu'on puisse joüir au plûtôt du bon effet que l'on peut attendre de l'emploi desdites Troupes, Sadite Altesse s'oblige à mettre sur pied quatre mil e Chevaux & deux mille Hommes de pied, en quatre Semaines, aprés le jour que ce Traité doit etre ratifié, & d'y joindre de plus autres mille Chevaux, & mille hommes de pied deux Mois aprés ledit terme de quatre Semaines; Et sa Majesté Catholique, comme aussi lesdits Etats Généraux promettent d'y joindre leur part ci-dessus specifiée, au même tems que S. A. de Lorraine aura mis sur pied lesdites premieres Troupes, & feront Commissaires deputés & authorisés de part & d'autre pour faire reveüe de toutes lesdites Troupes, afin d'observer si elles sont au nombre qu'elles doivent être selon cette presente Convention; Et sera ladite reveüe réïterée toutes les fois, que quelqu'une des Parties le requerra.

IV. Et quand S. A. de Lorraine viendra à agir effectivement pour aider à maintenir ses propres Troupes, tant celles qu'elle a sur pied, que celles qu'elle fera de nouveau; comme aussi pour les frais necessaires pour l'Artillerie; on lui paiera durant la guerre * la somme, laquelle sera également repartie entre Leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Etats Generaux des Provinces-Unies, à sçavoir un tiers pour chaque Mois: Et d'autant qu'en la conjoncture presente des affaires il seroit impossible ausdits Etats de payer ledit tiers en argent comptant, il leur sera libre de fournir ledit tiers en Obligations sur ces Provinces de Hollande, & Westfrie, Zelande, Frise, Groningue & Ommelande, selon la proportion entr'eux observée, avec promesse de tel interest qu'elles sont accoûtumées de payer à leurs autres creanciers, ayant obligations, que par ce moyen lesdites Troupes, qu'on pourra exiger dans le Païs Ennemi, seront receües & administrées par des Commissaires à ce Deputés du commun contentement des Parties, pour être employées aux frais necessaires pour la subsistance & renforcement dudit Corps, & pour les levées & recruës necessaires, & autres usages de la guerre.

* Cette somme n'est pas specifiée.

V. Que Sadite Altesse de Lorraine sera obligée d'agir avec ledit Corps offensivement contre les Ennemis declarés des Etats des Provinces-Unies, & pour le bien de la cause commune de concert avec les Alliés, selon qu'il sera jugé plus convenable de commun accord ou par la pluralité d'iceux, soit pour se joindre avec les Armes de sa Majesté Imperiale, ou de sa Majesté Catholique, ou avec celles des Provinces-Unies, quand le besoin le requerra, soit pour agir par diversion dans le Païs Ennemi, ou par telle autre operation, que la raison de la guerre l'exigera.

VI. Et en cas que par lesdites operations ou autrement, les affaires se reduisent à une guerre ouverte & commune entre lesdits Alliés & les Ennemis présents ou futurs desdits Seigneurs Etats Generaux, Leursdites Majestés Imperiale & Catholique & lesdits Etats, outre ce qu'elles ont déja stipulé entre eux par leurs Traitez précédens pour le regard des Traitez de Paix, promettent conjointement & de commun accord à S. A. de Lorraine, que le cas eschéant que l'on vint à entrer en Negotiation de Paix ou de Tréves de quelques Années, ils ne la commenceront point sans sa participation & sans lui procurer aussi-tôt qu'à eux mêmes la faculté & seureté requise & necessaire, pour envoyer ses Ministres sur le lieu où l'on traitera, comme aussi sans lui donner de tems en tems communication de tout ce qui se passera en ladite Negociation, & qu'ils ne passeront jusques à la conclusion de ladite Paix ou Trêve, sans l'y comprendre & le faire remettre, (s'il le desire ainsi) dans la possession des Terres, Places, Domaines, & joüissances des droits, immunités, & prerogatives dont il a joüi avant la derniere invasion des François, en ses Duchés; & sans stipuler pour lui les mêmes exemptions, seuretés, & prerogatives que pour eux-mêmes, pourveu que leurs Majestés Imperiale & Catholique s'obligent aussi aux mêmes choses envers les Etats, pour la restitution des Places & Terres, qui leur sont & pourront être ostées, & par le

ANS de J. C. 1673.

le restablissement en la joüissance des droits, qui leur sont ou pourront être disputés en cette guerre; Comme reciproquement S. A. de Lorraine promet & s'oblige des-à-present de n'entrer en aucune Negotiation ou Traité ou pourparler de Paix ou de Tréve, sans le sceu & la participation de leurs Majestés Imperiale & Catholique, & de M. M. les Etats Generaux; & de ne venir à aucune conclusion que d'un commun consentement & sans procurer à ses Alliez l'entier rétablissement dans tout ce qui leur a été ou sera enlevé pendant le cours de cette guerre, & stipuler pour eux les mêmes avantages, prérogatives & seuretés que pour luy-même; Si ce n'est que puis aprés ils en convinssent autrement d'un commun accord.

VII. Cette Alliance durera le même temps que celle de sa Majesté Imperiale avec les Etats des Provinces-Unies, à sçavoir pour le terme de dix Ans; à compter du 22. Septembre de l'année 1672. pendant lequel, si la Paix vient a se conclure, toutes les Parties demeureront liées par une garantie reciproque de secourir l'un l'autre contre toute sorte d'infracteurs de ladite Paix, sauf à prolonger ledit terme selon que du consentement commun, il sera convenu. Tous les susdits Articles ayant été, vûs & examinés par S. A. Monseigneur le Prince d'Orange assisté de Monsieur de Beuningen & de Monsieur le Conseiller Pensionaire Fagel; d'une part, & de Messieurs le Baron de Lisola & le Chevalier de Crampricht au nom de sa Majesté Imperiale, de Monsieur Don Bernard de Salinas, au nom de Monsieur le Comte de Monterey & de la part de sa Majesté Catholique; & de Monsieur le Baron de Serinchamps comme Plenipotentiaire de S. A. de Lorraine. Aprés le rapport fait à Messieurs les Deputés aux affaires de la triple ligue, le tout a été approuvé & concerté d'un commun consentement sous l'aveu neanmoins & Ratification de leurs Principaux, laquelle on promet dans le terme de six semaines ou plutost si faire se peut. Fait à la Haye, le premier Juillet mil six cens septante trois.

Etoit signé.

(L. S.) *J. de Lisola.* (L. S.) *D. I. Crampricht.*
(L. S.) *D. Ber. de Salinas.* (L. S.) *Serinchamps.*

CXVI.

ANS de J. C. 1673.

L'Espagne et les Provinces-Unies.

Traité d'Alliance, fait entre le Roi D'ESPAGNE, *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES. *Fait à la Haye le trentiéme Aoust*, 1673. Freder. Leonard. Tom. VI.

APrés de si grandes & de si considerables assistances rendues, par la Couronne d'Espagne avec tant de generosité aux Etats Generaux des Provinces Unies du Pais-bas, & aprés les obligations extraordinaires que lesdits Etats Generaux ont témoigné d'avoir à sa Majesté Catholique, comme à un Prince qui s'est opposé avec tant de constance à la ruine manifeste dont ils étoient menacez lors qu'ils ont été attaquez par de si puissants Ennemis. Lesdits Etats Generaux considerant que pour assurer leur retablissement & conservation à l'avenir, ont besoin d'une ferme union avec sadite Majesté pour la prosperité & manutention de tous les Pays-Bas en general, ils ont fait plusieurs instances à sadite Majesté à ce qu'il luy plût d'accomplir cette grande œuvre, non seulement par le renouvellement des anciens Traitez faits entre Sadite Majesté, & lesdits Etats, mais aussi en leur donnant une marque signalée de bienveillance Royale en contractant avec eux une Alliance nouvelle & inviolable, afin de parvenir par ce moyen à l'unique but qu'ils se sont proposez, à sçavoir le repos de toute la Chrestienté. Et puis qu'il semble qu'on ne peut point obtenir ce bonheur par les moyens que l'on a employez jusques à present, lesdits Etats Generaux ont toûjours esperé que sa Majesté se rangeroit à leur secours par une Guerre ouverte, & declarée pour la conservation des Pays-Bas, lesquels sont si fort menacez par le progrés des armes Ennemies, afin de changer les troubles de la Chrestienté en une Paix generale par l'assistance & la faveur du Ciel. C'est pourquoy sa Majesté se conformant au desir desdits Etats Generaux, & étant sollicitée outre cela par d'autres motifs de justice & d'equité, il a été accordé au nom de sadite Majesté par Don Emanuel de Lira Introducteur des Ambassadeurs en la Cour d'Espagne, & Envoyé extraordinaire de sadite Majesté à la Haye, d'une part, & les Sieurs Conrard van Beuningen, Gaspar Fagel Conseiller Pensionnaire des Etats de Hollande, Jean de Mauregnaut, Isbrant van Viersen & Schako Gockinga tous Deputez ordinaires en l'Assemblée des Etats Generaux au nom desdits Etats, d'autre.

ANS de J. C. 1673.

I. Qu'il y aura une ferme, sincere & perpetuelle amitié & bonne intelligence entre le Roi, les Rois Catholiques ses Successeurs & ses Royaumes, d'une part, & les Etats Generaux des Provinces Unies du Pays-Bas, les Terres & Sujets de leur domination, d'autre, tant par Mer que par Terre, & en tous lieux tant dedans que dehors l'Europe.

II. Il y aura entre sadite Majesté, les Rois ses Successeurs & leurs Couronnes, & lesdits Etats Generaux, les Terres & Sujets de leur domination une estroitte Alliance & fidelle union, pour se maintenir & conserver les uns les autres en la possession de tous les Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent, & dans l'usage de tous les droits & franchises du Commerce & de la Navigation de quelque nature qu'ils puissent estre, tant par mer, que par terre; dont ils jouissent aujourd'huy, ou dont ils ont droit d'user par le Droit general, ou des franchises qu'ils ont déja acquises, ou qu'ils pourroient encore acquerir à l'avenir par des Traitez de Paix, Amitié ou Neutralité qui ont été déja faits par le passé, ou qu'ils pourroient faire à l'avenir par consentement mutuel avec d'autres Rois, Republiques, Princes, Villes & Etats seulement dans l'Europe.

III. Ils s'obligent pareillement de se garantir les uns les autres des Traitez que sa Majesté ou les Etats Generaux pourroient déja avoir faits avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, qu'ils se communiqueront les uns aux autres avant l'échange de la Ratification ou confirmation du present Traité; comme aussi tous ceux qu'ils pourroient faire ensemble à l'avenir, afin de se defendre, secourir & conserver mutuellement en la possession des Etats, Villes, Places & Pays qui leur appartiennent presentement, ou qui pourroient leur appartenir à l'avenir, tant à sadite Majesté & aux Rois ses Successeurs, qu'ausdits Etats Generaux, soit par les Traittez susmentionnez, ou en quelque autre maniere que ce puisse être & en quelque partie de l'Europe que lesdits Etats, Villes, Places & Pays soient situez; en sorte que si sadite Majesté ou les Rois ses Successeurs, ou lesdits Etats Generaux venoient à être troublez, ou inquietez, en quelque maniere que ce puisse être en la possession ou joüissance desdits Etats, Villes, Places, Psya, droits & franchises du Commerce ou Navigation, ou de quelques autres droits tant par mer que par terre, que Sadite Majesté & lesdits Etats possedent, ou dont ils joüissent par les Traitez déja faits ou encore à faire, ainsi qu'il a été dit cy-dessus: Sa Majesté & lesdits Etats Generaux, aprés communication & enqueste des deux costez feront tous les devoirs possibles pour faire cesser lesdites molestations & hostilitez, & faire reparer tous les torts & dommages qui pourroient avoir été faits à l'un ou l'autre des Alliez.

IV. Et en cas que ladite agression ou molestation fût suivie d'une guerre ouverte, celui des 2. Alliez qui n'aura point été attaqué sera obligé de faire la guerre à l'attaquant trois mois aprés qu'il en aura été requis par celui à qui on fait la guerre: & pendant ce temps-là, il fera tous les devoirs possibles par les Ambassadeurs ou autres Ministres pour procurer une bonne Paix entre l'attaquant

&ce-

& celuy qui est attaqué ; & cependant demeurera neanmoins obligé d'envoyer un secours de 8000. hommes de pied partagez en Regimens & Compagnies ; sous leurs Colonels & autres Officiers tels qu'ils trouvera bon de choisir pour cet effet. Il sera aussi obligé d'envoyer lesdites Troupes auxiliaires, & de les entretenir à ses dépens au service de l'Allié qui est attaqué ; auquel il sera permis de recevoir ledit secours en argent ou en hommes, ou en partie en hommes, argent, Vaisseaux, armes, instrumens & munitions de guerre ; ensorte que 1000. hommes seront taxez à 10000. florins par mois, suivant le cours du change d'Amsterdam, & à conter 12. mois pour un an. Le payement se fera aussi par mois par égales portions, soit à Anvers, ou bien à Amsterdam. Toutefois en cas que ledit secours se donnât en tout ou en partie, en attirail de guerre, vaisseaux, ou autres choses necessaires à la guerre, celui qui est assisté sera obligé d'aller recevoir toutes lesdites choses dans le pays de celuy qui donnera ledit secours : à la charge que si celuy qui sera assisté en demande une partie en Cavalerie ou en Dragons, chaque Cavalier ou Dragon sera conté pour trois Soldats à pié jusques au nombre des 8000. hommes qui doivent être fournis : Et lors qu'on donnera ledit secours en gens de guerre, lesdites Troupes Auxiliaires seront obligées d'obeïr & de recevoir les ordres de l'Allié auquel elles seront envoyées, lequel s'en servira à la Campagne, en des Sieges de Villes, ou pour la garde & defense de ses Places, & par tout où la necessité & utilité de ses affaires le requerra : à la reserve toutesfois que les Compagnies ne pourront être separées entierement les unes des autres, & ne pourront être laissées ensemble en moindre nombre que de 2. ou 300. hommes de châque Regiment, & nullement sans leurs Drapeaux, Mais si la necessité des affaires requeroit que ledit secours dût être augmenté, Sa Majesté & les Etats Generaux en pourront traiter par ensemble, & s'accorder au mieux qu'il sera possible. Il sera aussi au choix de l'Allié qui est attaqué de se servir du secours qui luy sera envoyé aprés l'expiration desdits trois mois, en cas que la constitution du temps ou des affaires luy fit plutost choisir la continuation dudit secours, que la declaration d'une Guerre plus ouverte.

V. La Garantie ou assurance mutuelle sera établie en cette sorte : Lors que l'un des Alliez aura été attaqué ou molesté, & qu'il sera obligé d'en venir à une guerre ouverte, l'autre Allié sera aussi obligé de declarer la Guerre à l'attaquant, & d'employer toutes ses forces par mer & par terre, & les joindre à celles de celuy qui est attaqué, afin d'obliger l'Ennemi commun à entendre à une Paix honorable, juste, équitable & assurée.

VI. Et en ce cas là les forces de sa Majesté & des Etats Generaux agiront conjointement ou separement, suivant l'Accord qui se fera alors entre sadite Majesté & lesdits Etats Generaux, & deliberant ensemble sur les moyens les plus propres pour endommager l'Ennemi commun, soit par diversion ou autrement, & l'obliger, comme il est dit, à entendre au plûtost à une Paix honorable.

VII. Et quoy que par ce qui a esté dit à la fin du deuxiéme Article du present Traité tout l'effet de cette union se renferme dans les limites de l'Europe, il faut neanmoins entendre en telle sorte que si sa Majesté Catholique se trouve cy-aprés troublée ou inquietée, en quelque sorte que ce puisse être en la possession & joüissance des Etats, Villes, Places, Pays, droits ou franchises du Commerce, Navigation ou autres choses de quelque nature qu'elles puissent être, tant par mer que par terre, que sa Majesté ou lesdits Etats Generaux possedent, ou dont ils joüissent, ou qu'ils ont droit de posseder hors de l'Europe ou en quelque partie du monde que ce soit, soit par le commun droit des gens, soit par Traitez deja faits ou encore à faire, ainsi qu'il a été déja dit cydessus, sa Majesté & lesdits Etats Generaux aprés qu'ils en auront été requis mutuellement, contribueront unanimement tout ce qui sera en leur pouvoir pour faire cesser ladite agression ou hostilité, & faire reparer les torts & dommages qui auront été infligez à l'un des Alliez. Mais en cas, qu'ils ne puissent parvenir à ce but par les voyes de la douceur dans le temps ou espace de quatre mois, & que celuy des Alliez qui aura été attaqué ou molesté en cette sorte hors de l'Europe, ou en quelque partie du monde que ce soit, se trouvât obligé de prendre les armes contre l'Attaquant ou Agresseur, afin de le mettre à la raison, alors celuy des deux Alliez, qui n'est pas attaqué ni molesté fournira à l'autre le secours mentionné cy-dessus, & declarera la guerre ouvertement à l'Attaquant ou Perturbateur du repos commun, en la mesme maniere que si l'Agression ou Molestation eût été faite dans les limites de l'Europe.

VIII. Lors que lesdits alliez seront entrez dans une guerre ouverte suivant les obligations du present Traité, il ne sera permis à l'un ni à l'autre de faire aucune suspension d'armes avec les Ennemis, qu'avec le consentement mutuel de l'un & de l'autre.

S'il arrivoit qu'on en vint à un Traité, soit de Paix ou de Treves pour quelques années, ledit Traitté ne pourra être entamé par l'un des Alliez sans en donner connoissance à l'autre, & sans lui procurer en mesme temps la liberté & la seureté necessaire comme pour lui méme, pour envoyer ses Ministres & Ambassadeurs au lieu du Traité, comme aussi lui donner avis fidelle de temps en temps de tout ce qui se passe audit Traité. Ne pourra aussi aucun desdits Alliez venir à une conclusion de ladite Paix ou Treve sans y comprendre son Allié, & sans le faire remettre s'il le desire, en la possession des Etats, Places & Pais, & la joüissance des droits & franchises, dont il a joüi devant la guerre. Ne pourra non plus consentir que l'Ennemi commun n'accorde point à son Allié les mesmes droits, franchises, immunitez & avantages qu'il stipulera pour luy-mesme, du moins jusqu'à ce que son Allié se soit premierement accordé à d'autres conditions.

X. Et afin que la veritable inclination qui est tant par devers sa Majesté que du costé des Etats Generaux pour établir par ce present Traité une tres-étroite amitié & union entre eux, leurs Etats & leurs Sujets, au bien & au repos commun de tous les deux, puisse paroître encor davantage, & que leur intention est de n'épargner aucune peine pour empêcher qu'elle ne soit alterée par aucun accident ou occasion, on est demeuré d'accord que sa Majesté Catholique & lesdits Etats non seulement ne pourront s'engager à l'avenir en aucune Alliance qui pourroit être contraire à la presente, mais mesmes qu'ils ne pourront faire aucun Traité sans s'y comprendre l'un l'autre, s'ils le desirent, & sans s'en avertir de bonne heure mutuellement, afin qu'ils puissent declarer s'ils veulent y estre compris.

XI, Et afin que la presente Alliance, dont le but & la fin principale est le rétablissement & la conservation du repos commun, puisse avoir d'autant plus de force & d'efficace, l'Empereur & les autres Rois, Princes & Etats que l'on jugera les plus convenables d'un commun consentement, seront conviez d'y entrer. On travaillera aussi particulierement de part & d'autre pour conserver en son entier la Triple Alliance de Garantie ou assurance qui a été faite en faveur de sa Majesté Catholique pour faire observer le Traitté d'Aix la-Chapelle aussi-tost que la presente guerre avec sa Majesté de la grande Bretagne sera finie.

XII. Le Traité de Paix fait à Munster entre la Couronne d'Espagne & les Etats Generaux en l'an 1648. celuy de Marine signé le 17. Decembre 1650. la garantie ou assurance de la Paix d'Aix la-Chapelle promise par Messieurs les Etats Generaux, & tous autres Traitez faits depuis ce temps-là, seront observez en tous leurs points & articles ; & sa Majesté & lesdits Etats Generaux & leurs Sujets jouiront mutuellement de tout ce qui a été arreste & conclu dans lesdits Traitez, tant pour le fait des affaires generales que des particulieres.

ANS de J. C. 1673.

XIII. Et d'autant que lesdits Etats Generaux se trouvent maintenant engagez en une grande & dangereuse Guerre avec le Roi Tres-Chrestien & celuy de la grande Bretagne, comme aussi avec l'Electeur de Cologne & l'Evéque de Munster, & que les Plenipotentiaires de toutes les Parties sont assemblez à Cologne pour y conclure un Traité de Paix, s'il est possible, lequel puisse redonner le repos à l'Europe, & délivrer les Etats Generaux de l'oppression en laquelle ils se trouvent; sa Majesté Catholique afin de donner ausdits Etats Generaux les denieres preuves de sa Royale generosité, de l'affection dont il les honnore, & du soin qu'il a de leur conservation, promet & s'oblige de contribuer tout ce qui est en son pouvoir pour la conclusion de ladite Paix, sans differer plus longtemps les conditions qu'on jugera qu'elle pourra accorder pour le bien commun, & pour sortir du danger & de la desolation où ils se trouvent. Mais en cas que la bonne intention desdits Etats pour la conclusion de ladite Paix ne pût pas avoir le succez desiré, sa Majesté Catholique entrera conjoinctement avec sa Majesté Imperiale en une Guerre ouverte aussi-tost aprés la premiere instance desdits Etats envers le Gouverneur General pour sa Majesté des Pays-Bas, & Comté de Bourgogne: Et afin de travailler au plutôt pour le bien commun & soulagement desdits Etats opprimez, ledit Gouverneur General employera par avance toutes ses forces contre le Roi Tres-Chrétien, & sa Majesté Catholique en fera de même dans les autres parties de l'Europe tant par mer que par terre, ainsi qu'il a été dit cy-dessus; & ledit Gouverneur General commencera mesme à faire la guerre devant que la ratification de ce Traité soit arrivée d'Espagne, & alors on luy mettra sans aucun delay entre les mains, celle desdits Etats Generaux.

XIV. La guerre se faisant en cette maniere entre sa Majesté & lesdits Etats Generaux d'une part, & le Roi de France d'autre, sadite Majesté & lesdits Etats s'obligent de ne faire aucune Suspension d'armes sans un commun consentement, & de ne point persister en l'Assemblée qui est presentement à Cologne, & de ne rentrer cy-aprés en aucun Traité de Paix ou de Tréves pour quelques années, que moyennant une exacte observation de tout ce qui a été arresté cy-dessus à l'art. 9.

XV. Et d'autant qu'il y a plusieurs Villes, Places & Pays appartenans ausdits Etats Generaux qui leur ont été ôté, sa Majesté s'oblige de ne point faire la Paix, que premierement, ils ne leur ayent esté restitués entierement, avec tous ceux qui pourroient encore leur être ôtez pendant la presente guerre, à moins que l'on ne stipulât d'autres conditions pour le bien de la Paix.

XVI. Lesdits Etats Généraux en reconnoissance de cette grace de sa Majesté & d'un secours si grand & si considerable qu'ils ont receu d'Elle en la presente guerre, & dans leurs plus grandes necessités, s'obligent de ne point faire la Paix avec le Roi Tres-Chrétien, que premierement sa Majesté Catholique ne soit remise en la possession de toutes les Villes, Places & Pays qui lui ont été ostés par le Roi Tres-Chrétien depuis le Traité de Paix des Pirennées fait en l'an 1659. à moins qu'on n'en ordonnât autrement pour le bien & avancement de la Paix.

XVII. Et pour ce qui est des autres Parties qui se trouveront alors en Guerre avec sa Majesté & les Etats Généraux on traitera avec eux pour ce qui concerne les affaires de la Paix ainsi qu'il a été accordé ci-dessus à l'Art. 9.

XVIII. Lesdits Etats Généraux promettent outre cela de ceder & donner à sa Majesté Catholique la Ville de Maestricht avec la Comté de Vroonhoven, & tout ce qui en dépend dans le pays d'Outremeuse, avec toutes les pretentions qu'ils ont ou peuvent avoir sur les Villages d'alentour sans aucune reserve. Mais en cas tant par la part que sa Majesté prend en cette Guerre, que par la suite des armes communes, ou en quelque autre maniere que se puisse être les affaires fussent remises en un tel état que lesdits Etats Généraux ne fussent pas obligés à faire leurs efforts pour procurer la Paix, alors lesdits Etats accorderont à sa Majesté d'un commun consentement ou ladite Ville de Maestricht, ou quelque autre de leur Estat qu'ils ont déja perdue, ou qu'ils pourroient encore perdre pendant cette guerre.

XIX. Le present Traité ou Alliance durera le tems de 25. années consecutives, avant l'expiration desquels on traittera du tems que l'on y continuera pour le bien du commun, & on delivrera les ratifications 2. mois aprés que ledit Traité aura été signé, à condition neanmoins que si pendant ce tems-là lesdits Etats Généraux viennent à sentir pour leur bien les effets de la Guerre que sa Majesté a promis de declarer en leur faveur, en cas qu'ils ne puissent point avoir la Paix ainsi qu'il a été dit ci dessus, alors lesdits Etats délivreront la leur tout aussi-tôt, sans attendre celle de sa Majesté Catholique. Fait à la Haye ce 30. Aoust 1673. Ainsi signé,

Dom Francisco Emanuel de Lira.
Van Beuningen.
Gaspar Fagel.
Jean de Mauregnault.
Tibrant van Viersen.
Schako Gockinga.

CXVII.

Traité fait entre l'Empereur LEOPOLD *& les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES. *A la Haye du trentieme Aoust* 1673. Freder. Leonard. Tom. VI. Actes & Mémoires des Négociations de la Paix de Nimégue, Tom. I. pag. 580.

ANS de J. C. 1673.

L'EMPEREUR ET LES PROVINCES-UNIES.

A Tous ceux qu'il appartiendra soit notoire & manifeste, que puis qu'en ce qui a été conclu l'année passée entre sa Majesté Imperiale & Messieurs les Estats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conjointement avec le Serenissime Electeur de Brandebourg, pour rétablir la Paix & les moyens qui peuvent servir à cet effet, il est survenu un grand changement; d'autant que ledit Sieur Electeur a cependant traité separément avec le Roi de France, & qu'aussi la continuation des hostilités & injures faites à sa Majesté Imperiale ne lui permet pas de desister du dessein qu'Elle a crû être de son devoir pour la garantie du Traité de Westfalie, Cleves & Aix, & pour éteindre la presente guerre, comme aussi pour obtenir une fin si desirée qui tende au bien commun de toute la Chrestienté, & que partant il est necessaire que le precedent Traité soit accommodé & proportionné à la constitution du tems & des affaires; c'est pourquoi il a été trouvé bon avec le consentement des deux Parties qu'il fût conclu & accordé par leurs Plenipotentiaires, ainsi qu'en vertu de ce Traité il est conclu & accordé.

I. Que sa Majesté Imperiale nonobstant le Traité particulier du Serenissime Electeur de Brandebourg avec le Roi de France, demeurera neantmoins constante en la cause commune, & la poursuivra courageusement par toute sorte de moyens, jusqu'à ce que la Paix soit restablie à des conditions honorables par les armes communes, ainsi qu'il sera dit plus amplement ci-aprés.

II. Sa Majesté Imperiale tiendra prête pour cet effet pour le 16 du present mois d'Aoust sur les Frontieres de Boheme, auprés de la Ville d'Egra une Armée de 30000. hommes, à sçavoir 10000. Chevaux & 20000. Fantassins, pourveuë de toutes sortes de munitions necessaires tant d'Artillerie qu'autrement; laquelle Armée Sa Majesté envoyera sans aucun delay du côté du Rhin afin d'agir pour la cause commune, selon que la necessité des affaires le requerra, jusqu'à la fin de la guerre, pour

ANS de J. C. 1673.

pour parvenir au but mentionné ci-dessus. Et il sera permis ausdits Estats Generaux d'envoier des Commissaires pour visiter lesdites Troupes dont on fera montre auprés dudit lieu d'Egra, & marquer le nombre qu'il y aura, comme aussi als pourront être presens a toutes les montres suivantes qui se feront de trois mois en trois mois, & prendront connoissance de tout, ainsi qu'ils verront le plus à propos.

III. Et d'autant que par la presente constitution des tems & des affaires Sa Majesté se trouve beaucoup plus chargée que par ci-devant, on a resolu qu'à l'egard des nouveaux frais qu'il conviendra faire pour augmenter le nombre de la Milice par de nouvelles levées & recrués, & executer les autres choses necessaires pour le bien de la cause commune, lesdits Estats Generaux payeront tous les mois pour le soulagement desdits frais à sa Majesté à Francfort, si ledit payement s'y peut faire, ou bien à Hambourg, 45000. Risdales en argent contant de Banque, lequel payement commencera à courir dés le premier Aoust de la presente année, & durera jusqu'à la fin de la presente Guerre.

IV. Et si l'on trouvoit bon pour le bien de la Guerre, d'augmenter lesdites Troupes d'un commun consentement, ou qu'on fût obligé d'agir contre de nouveaux ennemis qui pourroient être suscités à sa Majesté par le present Traité, ou pour quelque autre occasion que ce pût être, lesdits subsides seront augmentés à proportion selon le nombre des Soldats que sa Majesté sera obligée de lever, tant pour sa propre deffence, que pour celle de la cause commune.

V. Et d'autant qu'il est necessaire pour la marche de l'Amée qu'il y ait de l'argent contant pour plusieurs necessitez de la Guerre, lesdits Etats promettent de payer par avance en argent contant a Francfort s'il se peut faire, ou à Hambourg, la somme de 100000. Risdales, & cela en deduction desdits subsides, aussitôt, que la ratification sera arrivée en ce lieu de la Haye, & qu'elle aura été delivrée par le Sieur Kampricht au nom de sa Majesté Imperiale, & dés que l'Armée commencera à marcher hors des Terres hereditaires pour cet effet.

VI. Mais s'il arrivoit que pendant que les armées Imperiales sont occupées a travailler pour le bien de la cause commune, que sa Majesté Imperiale fût empêchée en son bon dessein par l'invasion des Turcs, en ce cas-là il sera permis à sadite Majesté de rappeller de ses Troupes autant qu'elle en aura besoin pour sa propre deffence, à condition toutefois que les subsides ci-dessus mentionnés seront amoindris à proportion desdites Troupes qui auront été rappellées.

VII. Sadite Majesté Imperiale & lesdits Etats Généraux auront soin que les autres Rois, Princes & Electeurs dont le secours & l'assistance pourroient être utiles au rétablissement du repos & de la tranquillité publique soient compris en ce present Traité: & en cas que quelques uns desdits Rois, Princes ou Republiques y voulussent entrer, cela se pourra faire d'un commun consentement aux conditions que l'on pourra stipuler avec eux; & on fera tous les devoirs possibles à ce que le Traité qui a été commencé avec le Duc de Lorraine, soit amené à la perfection par un commun consentement comme dessus, & qu'aprés cela il soit reputé comme une partie du present Traité, & y soit compris absolument.

VIII. Sa Majesté Catholique pour Elle-même, & pour ses Successeurs, Roiaumes & Provinces, sera comprise en ce present Traité, comme y ayant une part considerable, & en estant un membre principal, aux conditions qui seront acordées, entre leurs Majestez Imperiale & Catholique & lesdits Estats Généraux: les Articles duquel Traité ne seront qu'un seul & même corps avec le present Instrument, tout de même que s'ils y étoient inserés de mot a mot.

IX. De plus été accordé que les Estats Généraux renforceront leur Armée le plus qu'il leur sera possible, & du moins jusqu'au nombre de 14000. hommes selon la constitution de leurs affaires, & jusqu'a 20000. hommes s'il se peut, suivant le 3. Article du Traité de l'année passée, laquelle ils tiendront preste pour agir aux lieux où il sera necessaire, aussi-tôt que l'Armée Imperiale étant partie d'Egra, sera arrivée sur les Terres de l'Empire, ou aura commencé a agir separement contre les Ennemis qui portent ou porteront les armes contre la Paix de Westfalie, Aix ou Cleves, ou qui en empêchent la garantie, & cela par Troupes separées, ou autrement, selon que la necessité des affaires le requerra, du commun consentement des deux Parties & leurs Généraux. Il sera aussi permis à sa Majesté Imperiale d'envoyer des Commissaires pour être presens à la montre de ladite Armée des Etats, & prendre connoissance du nombre des Soldats dont elle est composée.

X. Enfin tous les articles qui sont compris au precedent Traité du 17. Octobre de .... & qui ne sont point contraires au present, & sur tout le 3. 4. 5 & 6. comme aussi les Articles separés, demeureront en leur entiere force & vigueur, & ne seront point alterés par le present Instrument, lequel durera autant de tems que le precedent, à sçavoir 10. années consecutives, a conter du jour de la ratificatioo, laquelle sera delivrée de part & d'autre dans le tems de trois semaines. Fait à la Haye ce 30. Août 1673. Ainsi signé.

(*L.S.*) *Jean Kramprich.*

CXVIII.

Articles pour la Paix des Archevêque de COLOGNE *&* *Evêque de* MUNSTER, *avec les* PROVINCES-UNIES, *dressez à Cologne le 15. Septembre*, 1673. Manuscrit.

ANS de J.C. 1673.

LES PROVINCES UNIES, COLOGNE ET MUNSTER.

SOn Altesse Electorale de Cologne, & son Altesse l'Evêque de Munster rendront à Messieurs les Etats non seulement tout ce qu'elles ont occupé dans le Pais de Drente & de Gueldres, mais aussi de la Province d'Overyssel, les Villes de Deventer, & Campen avec tout le Païs de Vollenhoven à l'exception de swarte Sluys & du Païs de Sallandt, ils retiendront en outre le Païs appellé la Colmschate, située à l'entour de la ville de Deventer avec les villages, & Terres situés aupres de la ville de Campen, de l'autre côté de l'Yssel le tout à condition que lesdits Princes.

I. Retiendront en toute Souveraineté la ville de Swolle avec toutes les dependances des Païs de Sallandt & Troente, excepté ce qui a été nommé cy-dessus, & que lesdits Princes ne pourront rien faire fortifier de nouveau sur la riviere de l'Yssel entre Deventer & Campen.

II. Du Comté de Zutphen les petites Villes de Lochem, & Grolle, comme aussi les Terres, Villes & Seigneuries de Borckelo, Brefort, & Lichtenvoort avec toutes les dependances.

III. Que la ville de Swolle, Hasselt, & tous les habitans & sujets des Païs, qui demeureront ausdits Princes auront la mesme liberté du Commerce dans les Provinces-Unies qu'ils ont eu cy-devant, sans que Messieurs les Etats y puissent apporter aucun changement.

IV. Que non seulement on laissera dans Deventer, Campen & leurs dependances les choses à l'égard de la Religion dans le même état ou elles se trouvent, mais que même il y aura liberté d'exercice de la Religion Apostolique Romaine dans toutes les villes de Provinces Unies suivant les vieux Concordats, & les Catholiques ne pourront plus être exclus des charges publiques à cause de la Religion.

V. Qu'au lieu du château de Wedde, avec le Païs de

ANS de J.C. 1673.

de Wester-wolde, le fort de Bourtarigue comme aussi Bellingzwolde avec ses dependances, le tout promis dans les Traittés avec les deux Rois à Son Altesse de Munster, ladite Altesse se contentera pour l'amour de la Paix de retenir la ville & Seigneurie de Linguen avec ses dependances & que le fort de Bourtagne sera rasé.

VI. Que les Etats Generaux seront obligés de faire payer auldites Provinces deux cent mille écus argent comptant, six semaines apres la Paix faite, pour contenter leurs troupes.

VII. Que lesdits Etats Generaux rendront Embden & Liernort au Prince d'Oost-Frise, comme aussi à tous autres Princes de l'Empire ce qui se trouvera usurpé de leurs Etats, par lesdites Provinces Unies, sans se mêler doresnavant plus en aucune affaire qui regardes les Princes & Etats de l'Empire, & leurs jurisdictions, & autres droits, tels qu'ils puissent être, & notamment encore qu'ils satisferont les Ordres Teutonique & de Malthe comme aussi son Altesse Electorale de Brandebourg, & son Altesse de Neubourg touchant leurs justes pretentions.

VIII. Rendront à Monsieur le Comte de Benthem ses enfans, qu'ils lui retiennent contre toute sorte de Justice & de droit divin, & des gens & contre les mandements Imperiaux.

Et finalement que l'on conviendra d'une telle garantie & seureté que lesdits Princes aussi bien que les autres de l'Empire leurs voisins n'ayent plus à craindre de recevoir aucun tort ni dommage de Messieurs les Etats Generaux, ni qu'ils contreviendrant en aucune maniere contre le present Traité.

Signé à Cologne ce quinziéme de Septembre, l'an 1673. étoit signé,

François Egon Ep. Argent.	*Le Chevalier de Smising.*
J. Prince de Furstenberg.	*Le Bar. Gasw. Droste.*
	W. zur Mulen. D.

CXIX.

ANS de J.C. 1673.

FRANCE ET ESPAGNE

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France contre les* ESPAGNOLS *du dix-neuvieme Octobre.* 1673. Freder. Leonard. Tom. VI.

SA Majesté ayant été informée que le Gouverneur des Pais-bas Espagnols, a fait commencer des Actes d'hostilité par toute la Frontiere sur les Sujets de sa Majesté le seiziéme de ce mois; Elle a ordonné & ordonne par la presente, signée de sa main, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serviteurs, de courre sus aux Espagnols, tant per mer que par terre; & leur a defendu & defend d'avoir ci-apres avec eux aucune communication, commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin sa Majesté a dès à present revoqué & revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, ou Sauf-conduits qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenans Généraux, & autres Officiers, contraires à la presente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, defendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne sa Majesté à Monsieur le Comte de Vermandois Admiral de de France, aux Marechaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Généraux pour sa Majesté en ses Provinces & Armées, Marelchaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'etendüe de leurs pouvoirs & jurisdictions. Car telle est la volonté de sa Majesté, laquelle entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres & autres lieux de son Roiaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. FAIT à Versailles le dix-neufiéme Octobre 1673. Signé LOUIS: Et plus bas, LE TELLIER.

ANS de J.C. 1673.

IL est ordonné à Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi, de publier & faire afficher en tous les lieux de cette Ville, Faux-bourgs, Prevosté & Vicomté de Paris que besoin sera, l'Ordonnance du Roi du dix-neufiéme du present mois & an, afin qu'il n'en soit pretendu cause d'ignorance. FAIT ce vingtiéme d'Octobre 1673.

Signé, DE LA REYNIE.

Leu, publié à son de trompe & cry public, & affiché en tous les Carrefours ordinaires & extraordinaires de cette Ville & Faux-bourgs de Paris, par moy Charles Canto, Juré Crieur ordinaire du Roi en ladite Ville, Prevosté & Vicomté de Paris. Faisant laquelle Proclamation j'étois accompagné de cinq Trompettes; Sçavoir de Hierosme Tronsson, Estienne du Bos, Jurez Trompettes du Roi, & trois autres Trompettes, le vingtiéme Octobre. 1673.

CXX.

ANS de J.C. 1673.

SUEDE ET BRANDEBOURG.

Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. *Roi de Suede &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, fait à Cologne sur la Sprée, le* 1. *Decembre*, 1673. Jean Chrêtien Lunig. in Publicorum Negotiorum Sylloge. pag. 37.

NOtum testatumque sit omnibus & singulis, quorum intererit & quomodocunque interesse poterit; Quod cum inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac D. D. CAROLUM, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem ab una, & Serenissimum Principem ac Dominum Dominum FRIDERICUM WILHELMUM, Marchionem Brandenburgensem, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarium & Principem Electorem, Prussiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Montium, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiorum Vandalorumque nec non in Silesia, Croinæ ac Carnoviæ Ducem, Burggravium Norimbergensem, Principem Halberstadii, Mindæ & Camini, Comitem Marcæ & Ravensbergi, Dominum Ravensteini, & Terrarum Lauenburg & Bütovv &c. ab altera parte, elapso nuper anno sexagesimo sexto, die vigesimâ septimâ Martii, mutuum fœdus Defensivum, in ipsos proximè sequentes annos decem duraturum, initum, debitâ integritate servatum nec adhuc finitum esset. Intereà verò Nominis Christiani hostis hæreditarius *Turca* vicino Regno *Poloniæ* bellum intulerit &c. hodiè continuet, id verò quod inter Christianissimum Regem & *Ordines Confœderatos Belgii* haud ita pridem exortum, intra gyrum & terminos, proximas Sacri Romani Imperii Provincias & Ditiones vastârit, & in ipso nunc meditullio hæreat, Sacra Regia Majestas Sueciæ non magis, quàm sua Serenitas Electoralis dum hæc saluti & incolumitati publicæ propriæque Status Securitati observantia maturius expendunt & imminentia majora mala & pericula prospiciunt, è re existimarunt, ut sanctè hactenus mutuò culta observataque amicitia arctioribus vinculis adstringeretur, Fœdus verò annô sexagesimô sextô ictum, renovaretur, & ejusdem Capita vel Articuli ad præsentem Reipu-

bli-

ANS de J.C. 1673.

blicæ Statum simul accommodarentur atque extenderentur.

Quem in finem Sacra Regia Majestas Sueciæ, Nos suos Ablegatos, utpote me, militiæ suæ pedestris Generalem & Vice-Gubernatorem Pomeraniæ, *Conradum Mardefeld*, Hæreditarium in Vanselo, Plötz, Pensin & Koficke &c. ut & me, suæ Regiæ Majestatis Colonellum Locum tenentem, *Bernhardum Christianum Wangelin*, Hæreditarium in Nossenthien &c. mandatis sufficientibus munivit; Sua Serenitas Electoralis verò Nos suos Commissarios, utpote me, supremum suum Præsidem, Consiliarium Status intimum & Feudorum, *Ottonem*, Liberum Baronem à *Schwerin*, Dynastam antiquæ Landsbergæ, Zachani, Wildenhofen, Lansburgi & Wolfshagen, Electoratûs Brandenburgici Camerarium hæreditarium, nec non Capituli Brandenburgensis Præpositum; me, suæ Serenitatis Electoralis Consiliarium Status intimum & Pomeraniæ Orientalis Cancellarium, *Laurentium Christophorum à Sommitz*, Hæreditarium in Grumsdorf, Drenau, & Gerbera, Pomeraniæ Orientalis Camerarium hæreditarium, & me, suæ Serenitatis Electoralis Consiliarium Statûs intimum, *Fridericum à Jena* cum plena potestate constituit. Itaque vigore mandati Dominorum nostrorum Clementissimorum negotium aggressi de renovatione & extensione Fœderis Anno sexagesimo sexto proximè præter lapso, pacti, tractavimus & de subsequentibus Capitibus & Articulis inter Nos convenit.

I. Si inter Sacram Regiam Majestatem Ejusque hæredes Successores Reges, Regnumque Sueciæ ab una, & suam Electoralem Brandenburgicam, ejusque hæredes Successores Masculos descendentes, ab altera parte, pro securitate mutuâ & stabiliendâ conservandaque Pace, juribusque acquisitis, strictior Amicitiâ & Fœdus Defensivum, illudque bona fide & sincero affectu, in utriusque Confœderatorum bonorem & commoda servetur & excolatur.

II. Huic fœderi defensivo fundamenti loco substernantur ante omnia *Pacificationes & Pacta Osnabrugis & Monasteris* Anno 1648. die 14,24. Octobris conclusa & inde dependens *Recessus Limitaneus*, Sedini die 4. Maii Ann. 1653. erectus, ut & *Pacta Olivensia* die 23. Aprilis 3. Maii 1660. inita & confecta, cum omnibus & singulis Punctis, Articulis, Clausulis, Instrumentis, earundem Pacificationum & Pactorum insertis, vigoreque eorundem competentibus juribus, quæ omnia exactè & inviolabiliter observanda sunt, & si quid præter spem imposterum inter Confœderatos irrepat, quod iisdem contrarium, aut minùs conveniens videri possit, id confestim bonis & civilibus modis mediisque amicabiliter componatur.

III. Quemadmodum autem hujus fœderis non alius scopus est, quàm conservatio Pacis Westphalicæ, & securitatis communis vindicatio, mutuaque defensio, à quacunque hostili irruptione in utriusque Confœderatorum Provinciis & Ditionibus sequentibus Articulis exprimendis; ita, si contingat, ut alter Paciscentium Confœderatorum propterea, quod Paci ac Securitati publicæ communi consensu & consilio consulerit, vel etiam aliam ob causam iis Provinciis, Ditionibus, Statu, Juribus huic Fœderi inclusis, à quopiam hostiliter invadatur vel invito Confœderato contra Constitutiones Imperii & Jura Gentium transitu, Stationibus, Inhospitationibus aut Hybernis, Contributionibus aliisve Exactionibus violentis urgeatur, & prematur, adeoque Jura quæsita quovis modo violentur; Pars altera præviâ requisitione teneatur parti læsæ assistere, Eique copias militares auxilio mittere, quemadmodum hoc inferiùs statutum est.

IV. Cum Pax & Tranquillitas publica haud parum labefactata sit, consultum utrinque visum est, ut reducendæ Eidem ac pristino vigori restituendæ, omnis porrò sine mora impendatur cura, labor, & studium, & tàm S. Regia Majestas prout ab initio statim eorum qui nunc sunt motuum, sollicitè satis jam fecit, quàm S. Seren. Electoralis quæ ea omnia pro reducenda Pace adhibita officia probavit, & eâdem viâ incessit, belligerantibus ulterius & conjunctim & separatim, cum per literas, tùm per Ministros & Legatos suos, mala omnia, quæ jam belli calamitas conciliavit, quæque si continuetur diutiùs, non implicitis modo eidem, sed & qui exsortes ejusdem, expectanda sint & maneant quoque incommoda, exponi faciant, atque illos denuò moneant serióque hortentur, ut Orbi Christiano, æquis admissis conditionibus pacem reddere velint, spe certâ fretæ, DEUM, Pacis, Tranquillitatis atque Concordiæ fontem, conservatoremque piis hisce ac verè Christianis conatibus adfuturum, eosque optato ac felici successu beaturum. Ast verò, si hæc officia, labor & industria frustra fuerint omnesque amicæ hortationes, fida consilia, oblataque conveniente loco & tempore media, quamvis repetita miseriæque & calamitates aliaque incommoda, quibus quoque innocentium, publica juxta & privata res conflictantur, nullum planè invenerint locum, nec æquæ conditiones admissæ sed rejectæ fuerint, eo casu S. Regia Majestas & S. Seren. Electoralis nihilominùs constans suum promovendæ conservandæque Pacis propositum, simulque aliquantò significantiùs testabuntur, quàm sibi hæc displiceant, conferantque statim inter se consilia, quâ ratione pro temporum rerumque statu & facie, officiis hactenus frustrà impensis, tandem locus aliquis à Belligerantibus detur.

V. Ut etiam constet, quænam ditiones hoc fœdere propriè contineantur, convenit utrinque, ut Provinciis Sacræ Majestatis extra Romanum Imperium sitis, utpote *Esthoniæ* & *Livoniæ* Suedicæ ditionis, cum omnibus earundem Provinciarum Juribus, conditionibus & pertinentiis, prout S. Regia Majestas easdem hunc usque in diem hunc quietè possidet, Guarantiam præstet sua Serenitas Electoralis Brand. ejusque Successores & Hæredes contra quoscunque, qui dictas Provincias vel earundem conditiones, Jura aut Pertinentias bellô apertô, vel quocunque modo violare turbareve, modo ac militum numero tali, de quo in hisce Fœderis Tabulis specialiùs postea explicabitur.

VI. Vicissim Sacra Regia Majestas, Reges, Successores & Regnum Sueciæ, S. Seren. Electorali Brandenburgicæ ejusque & Successoribus Masculis Descendentibus præstent contra quoscunque Guarantiam *Borussiæ Ducalis* prout ea Seren. S. Electorali cum Jure directi, supremi & independentis Dominii (quod Souverenitatem vocant) à Rege & Republicica POLONIÆ publicis Pactis concessi & in comitiis Reipublicæ Poloniæ Generalibus Warsaviæ Anno 1658. approbatis, in præsenti quiete possidetur; ita, ut si contingat, quempiam eorum tentare dictam *Ducalem Borussiam* ejusque conditiones, jura & pertinentias, dictumque Jus Souverenitatis bello aperto, vel quocunque alio modo violare turbareve, S. Regia Majestas Sueciæ, Successores Reges, Regnumque Sueciæ teneantur S. Serenitati Electorali Brandenburgicæ ejusque hæredibus & Successoribus pro tuendis & conservandis istis omnibus, copias militares auxilio mittere, eo modo & numero, prout inferiùs determinabitur.

VII. Utriusque Partis Paciscentis Provincias, in Germania sitas, quod attinet, licet illæ omnes vi *Pacificationis Germanicæ*, sint in continua tutela & guarantia Sacri Romani Imperii omniumque ejus Statuum & Membrorum, nihilominùs tamen in majorem utriusque jam paciscentium securitatem utrinque convenit, ut Regiæ illæ Provinciæ, Ducatus nempè *Bremensis*, *Verdensis & Pomeraniæ citerioris* cum annexis partibus *ulterioris Pomeraniæ* vigore Instrumenti dictæ *pacis Westphalicæ* & *Recessus Stetinensis*, *Regiæ Pomeraniæ* adjectis, ut & *Principatus Rugensis* & *Dominium Wismariense* cum omnibus cæteris juribus ex

Instru-

ANS de J.C. 1673.

Instrumento jam dictæ Pacis & Recessu Stetinensi vel aliundè in Germania hodiè legitimè S. Reg Majest. Regnoque Succiæ competentibus. Et Electorales, utpote Electoratus *Marchia Brandenburgensis*, *Ducatus Clivia*, *Comitatus Marca & Ravensberg*, *Pomerania ulterior* ad Ser. S. Elect. spectans, *Principatus Halberstadensis*, *Mindensis & Caminiensis*, ut & omnia & singula cætera jura ex Instrumento memoratæ Pacis Westphalicæ vel aliundè in Germania hodiè legitimè S. Ser. Elect. ejusque Hæredibus & Successoribus Masculis descendentibus competentia, præsenti huic fœderi defensivo includantur.

VIII. Si igitur durante hoc Fœdere contigerit, ut S. Regia Majestas Regnumque Succiæ ab aliquo Rege, Principe, vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infestentur, oppugnentur & violentur, in prædictis hocce fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve, ejusdemque annexis vel inde dependentibus S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ competentibus Juribus & Privilegiis, Ser. S. Elect. pro se, Successoribus & Hæredibus masculis descendentibus, bonâ fide, spondet ac specialius hic promittit, se eidem S. Reg. Majest. Regnoque Sueciæ, factâ notificatione, quàm primum potuerit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis suppetias laturam Exercitu duorum millium peditum & quingentorum equitum, quibus copiis S. Reg. Majest. Regnumque Sueciæ usque ad finem belli, si tamdiu Fœdus duret, uti poterit, siquidem eidem ita visum fuerit.

X. Vice versa, S. Reg. Majestas Regnumque Sueciæ bona fide spondet & pariter specialius hic promittit, se factâ notificatione, quamprimùm potuerit, & ad summum intra spatium duorum mensium à die requisitionis S. Seren. Elect. ejusque Heredibus & Successoribus masculis suppetias laturam, Exercitu duorum millium & sexcentorum peditum & octingentorum Equitum, si contingat, ut S. Ser. Elect. ejusque Hæredes & Successores Masculi descendentes ab aliquo Rege, Principe vel Republica, quocunque tandem nomine censeantur, infestentur, oppugnentur & violentur in prædictis hocce fœdere comprehensis Provinciis, Ditionibus, Terris, Arcibus, Locisve vel quibuscunque eisdem annexis, vel indè dependentibus, & in superioribus Articulis memoratis Juribus & Privilegiis.

X. Quod si verò casus existat, quô in præcedentibus articulis pactus determinatusque militum numerus, avertendo periculo, resistendoque hosti non suffecerit, utrique Confœderati sibi invicem promittunt, se conventum modò militum numerum augere, & si habito priùs statim invicem consilio, subsecutâque conventione necesse fuerit, ad primam quamque requisitionem duplicare vel triplicare velle; Ita ut requirens & bello petitus eo ad finem usque belli uti, & prout ratio belli dictaverit, vel seorsim vel junctis etiam suis propriis copiis cum eo agere possit.

XI. Equidem in uno & altero præcedentium Articulorum suppetiis missis, ad finem usque belli uti permittitur, attamen cum contingere queat, ut postquam missa auxilia, fœdus citiùs, quàm exortum bellum expiret & finiatur, adeoque revocare iterum copias auxiliares finitô licet nondum bellô, finitô tamen fœdere, liberum & meri arbitrii sit, articuli quoque ipsi nullum alium ex utriusque Confœderatorum Consensu & conventione intellectum & sensum habeant. Postquam tamen utrique Confœderatorum communique causæ & saluti haud leve damnum est, incommoda alia certissimaque pericula conciliari attrahique necessum sit; si durante, & ardente adhuc bellô auxilia præstita revocari debeant, ideò convenit hoc ipso utrinque, ut bello petitus Requirens, antequam finiatur fœdus, cum Confœderato, quem requisivit, quique auxilia misit, agat & paciscatur, ut ad finem licet vergente fœdere imposterum quoque & quamdiu bellum continuatum fuerit, auxilia missa haud revocet, in quo æquis admissis conditionibus, vel renovato & prorogato hoc fœdere, difficilem se alter Confœderatorum haud præbebit.

XII. Casu quo Confœderatorum Copiæ conjunguntur, Requirens, ejus Exercitus Dux vel alius ex ejus Officialibus nullam planè prætendet in missa auxilia Jurisdictionem, sed qui suppetiis missis præest, haud minus eam salvam & integram retineat quàm Requirens vel ejus militum Dux in suos. Quando verò Judicium militare Generale necessarium fuerit, tunc ex utriusque Partis Officialibus id constituetur, & eidem præsidebit is, cui id absente Principali Requirente, supremus Belli Dux commiserit, ita, ut primâ vice Præsidium Regio, secundâ verò vice Electorali, atque ita semper vice versa, vel, ut loqui amant, alternativè competat. Quemadmodum quoque ad actiones militares Requirens & ejus Dux habitô & communicatô prius cum auxiliarium copiarum Duce vel Præfecto, cæterisque Officialibus, quos ad consilium bellicum adhibere mos erit, consilio nec aliter procedet.

XIII. Is, qui requisitus à Confœderatô, auxilia mittit, eisdem de tormentis minoribus, vulgò Campestria dictis, cum omnibus ad usum eorum necessariis prospiciet; tormenta verò majora & mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad usum eorum pertinentibus, is ex Confœderatis suppeditabit, in cujus ditionibus atque provinciis contra hostem agitur. Quod si verò extra Confœderatorum Territoria, atque ita in loco tertio bellum geritur, Tormenta majora & mortaria cum omnibus ad usum eorum spectantibus is adduci curabit; qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

XIV. Et cum utriusque Paciscentium, præsenti inprimis rerum facie, maximoperè intersit, ut quilibet eorum, de promissis reciprocè auxiliis, certus esse possit, ideò utrimque hoc ipso convenit, ut simul atque Paciscentium unus bellô petitus fuerit, alter factâ notificatione & subsecutâ requisitione, auxilia statim juxta articulos præcedentes, mittat, nec ideò differat quasi prius examinandum, causamne aggressionis petitus bello dederit, an absque justa causâ petitus; sed nuda hostilis aggressio, vel turbationes & injuriæ in articulis III. V. & VII. nomine tenus expressæ, pro justa & necessaria auxilii mittendi causa, à quolibet Fœderatorum haberi debet.

XV. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares ipso actu subsidio missæ sint, liberum tamen nihilominus Confœderato implorato & requisito erit, per Legatos & Ministros id operam dare, an Invasor seu Turbator amicabili ratione persuaderi possit, ut à vi & injuria desistat, sin lædendi ea sederit obstinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda se induci patiatur, non ante ab auxilio præstito cessabitur, quàm parti læsæ per omnia satisfactum fuerit.

XVI. Missis itaque auxiliaribus copiis in ditionibus suis de commeatu sufficienti æquè ac propriis prospiciet is, qui illas requisiverit, ratione verò residui Stipendii militaris, quisque pro arbitrio, conventioneque cum Officialibus suis inita, aget.

XVII. Quicunque Copiis auxiliaribus Præfectus, Imperium in easdem, subsecutâ etiam conjunctione armorum, retineat: Ita tamen, ut sub auspiciis ejus, qui auxilia requisiverit, militet, ejusdemque vel constituti ab eodem Ducis Exercitus jussis pareat, sive is suppetiis sibi submissis ad defensionem ditionum, statuum, locorumque suorum, sive ad oppugnandum primum aggressorem in propriis ejusdem terris ac ditionibus uti voluerit, habitâ semper eâ ratione, ut Copiæ auxiliares cum reliquo exercitu ubique æqualiter tractentur.

XVIII. Auxilia ferenti hâc imprimis ratione prospectum sit, ut siquidem in terminis Auxiliatoria ei licuerit, nec ob latas suppetias istâ bello ipsemet involutus fuerit, sine inclusione plenâque securitate ejusdem nullus quidem Tractatus Pacis vel Induciarum iniri debeat, imò ne suspensio quidem armorum (ubi id Sta-

tus

ANS de J.C. 1673.

tus bellique ratio requisiverit) nisi ad summum trium septimanarum pro utroque exercitu simul. Quod si verò oblatum Confœderato auxilium cum aggressore, vel alio quocunque aperto bello implicetur, tunc neuter sine alterius scitu, consensu & consilio, neque ad principales cum hoste tractatus descender, sed omnia mutuâ operâ, communicatione & consilio agantur & tractentur, donec utrique Confœderato de sufficienti securitate plenissimè provisum & per omnia satisfactum fuerit.

XIX. Cùm verò in initio hujus fœderis præsentis Poloniæ Status eique Regno ab infensissimo Christiani Nominis hoste, Turcâ, magis magisque impendentium periculorum facta quoque sit mentio; Proinde sua Regia Majestas & Ser. Sua Electoralis non solùm vicinitatis, sed & Christianitatis Jure motæ, se rem suo Nomine & Ordine dignissimam esse facturas censuerunt, si in istum casum, quod dictum Regnum ac Rempublicam Polonicam, barbarus ille hostis denuò bello infestare, atque in ejus viscera ruere tentavit; Eidem certum aliquem militem auxilio mittant; atque ad idem præstandum alias quoque Potestates ac Status adducant, cum ulteriori proposito & conventione, se super toto suppetiarum mittendarum negotio, earundem numero, subsistentia, modo sustentationis, cæterisque omnibus à Regno & Republica Poloniæ præstandis, simul per Ministros suos utrinque ad id negotium plenariè instruendos, ad instantiam Regni & Reipublicæ Poloniæ cum eadem quamprimùm esse tractaturas, & conjunctim ad finem perducturas, atque ut prætacto modo alii quoque in societatem hujus auxilii, contra immanem illum hostem ferendi permoveantur, junctâ curâ & opera allaboraturas.

XX. Quò verò hæc omnia, quæ in hoc fœdere sancita atque invicem promissa sunt, eò exactiùs præstari ac in destinatum finem eò feliciùs perduci valeant, placuit etiam utrinque mutua semper hisce negotiis correspondentia, ac fida consiliorum communicatio, ita ut alter alteri maturè satis significet, quid mutatâ fortè tàm in Germaniâ, quàm in vicinitate temporum & rerum facie, saluti publicæ, proprîque Status rationi conveniens existimet, quò facto uterque Confœderatorum consilia conferat, eoque dirigat, quo Pacificatio universalis, hujus fœderis ac amicitiæ veræ Leges ad amussim promoveantur & observentur. Quomodo quoque Confœderati virtute hujus articuli in se recipiunt, se durante hoc fœdere nullum aliud huic contrarium, pacturos, neque passuros se ad alia flecti, quæ conventioni huic & amicitiæ sinceræ strictissimæque ulla ex parte adversari possint. Proinde etiam utriusque Confœderatorum Ministri publici & Legati imprimis etiam Ratisbonæ adhuc hærentes, vel imposterum illic missi, colant quoque bonam inter se amicitiam ac correspondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propositis, præsertim verò ad pacem & securitatem publicam spectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certa aliqua sententia, quæ Paci Westphalicæ. Constitutionibus Imperii, securitati & libertati Germaniæ, huic fœderi & Confœderatorum commodo conformis sit, inter se conveniant, tandem publicè pronuntient, eique insistant & inhæreant.

XXI. Durante bello vel etiam subsecuta pace, is, qui suppetias ex hujus fœderis præscripto tulerit, eo nomine nil quicquam præter mutua vice versa in Ditionibus, casibusque hocce fœdere comprehensis definitisque postulare poterit auxilia, neutiquam autem à requirente sive sumptuum bellicorum sive damnorum prætextu aut quocunque alio colore de Ditionibus, Statibus, Arcibus, locisque quibuscunque aliquid detinere vel prætenderè.

XXII. Includantur huic fœderi defensivo ab utraque parte respectivè Imperator Romanus, Reges, Principes Electores, Principes, Respublicæ & Status utrinque nunc & posthac amici & fœderati, quorum amicitiæ fœderibus & pactis conventis hoc fœdus nullum præjudicium afferat, sed maneant ea in suo vigore illæsa, salvo tamen per omnia hoc fœdere.

XXIII. Admittantur ex iis quibus accedere libuerit, communi tamen consensu, & ut certis de capitibus cum iis nomine utriusque Confœderatorum agatur conveniaturque.

XXIV. Duret hoc fœdus in decem annos, religioseque servetur, quo tempore elapso, vel etiam ante conveniant Confœderati de prorogatione, siquidem ipsis ita collibitum fuerit.

XXV. Ratificationum Instrumenta super hoc Tractatu & Fœdere defensivo, à sua Regia Majestate & Sua Serenitate Electorali, propriis manibus subscripta, intra spatium trium mensium, aut, si fieri potest, citiùs à die subscriptionis computandorum, hic Coloniæ ad Suevum ritè commutentur.

In horum fidem & securitatem majorem duo hujus fœderis ejusque Capitum seu Articulorum Exemplaria, pari tenore confecta, manuum nominumque nostrorum subscriptione & sigillorum impressione firmavimus. Acta hæc sunt in arce Coloniensi ad Spream die 1. Decemb. Anno 1673.

(L. S.) C. Mardefeld.	*(L. S.) Otho L. B. à Schwerin.*
(L. S.) B. C. Wangelin.	*(L. S.) Laur. Christ. Somnitz.*
	(L. S.) Fridericus de Jena.

ARTICULUS SEPARATUS.

I. NOtum præterea testatumque speciali & separato hoc Articulo sit omnibus, quorum interest, vel quavis ratione interesse potest. Quamvis in fœderis defensivi quod inter Ser. Reg. Majest. Sueciæ & S. Ser. Elect. Brandenburgicam ab utriusque Plenipotentiariis hodie conclusum, Articulo imprimis quarto specialiùs conventum pactumque sit, qua ratione ab utroque Confœderato, pro reducenda pace, labor, cura, sollicitudo & officia impendi & adhiberi debeant, & si frustra fuerint, quomodo pro temporum, rerumque facie collatis consiliis, Confœderatorum officiis locus aliquis à Belligerantibus detur. Hoc ipso tamen neuter Confœderatorum ita tenebitur, ut si functi officiis frustratos se & à spe promovendæ bonis officiis pacis dejectos viderint, quilibet eorum, prout sibi, Rebus, Statuique suo conveniens & proficuum existimaverit, haud possit liberè & absque ullo vel hujus Fœderis vel aliundè quovis modo præveniente impedimento, pro lubitu decernere & disponere, potius cuique liberum, nullaque ratione vel impeditum vel prohibitum sit, neglectâ à belligerantibus Pace & protracto ulteriùs bello, vel accessione ad quascunque belligerantium partes vel aliâ quâcunque ratione securitati rebusque suis consulere ac prospicere, ita tamen, ut consiliis, quæ fovet, cum altero Confœderato maturè & justo tempore, prius communicatis, id omni studio agatur, quo deliberata satis re & examinatis consiliis inter se convenire possint, Quod si verò alteruter adduci rationibus non possit, ut descendat in Confœderati sui sententiam, eamque amplectatur & sequatur, tunc cuilibet Confœderatorum quodcunque libuerit, separatim decernere licebit & partes etiam eas tandem eligere, quas sibi Statuique & interesse suo magis putaverit faventes & commodas, adeoque etiam Confœderato suo vel tunc contrarias, vel futuras. Nihilominus tamen jam enumeratis & quibuscunque aliis, qui excogitari possunt & contingere, casibus fœdus hoc & amicitia inter Suam Regiam Majestatem, Successores, Reges Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam ejusque Hæredes & Successores Masculos descendentes, salva, integra inviolataque maneant, omnesque utriusque Confœderati Provinciæ & Ditiones existente casu gaudeant, juxta fœdus guarantia & auxiliis in eodem promissis, Confœderatique non obstante, quid unus vel alter separatim & non probante, vel consentiente altero, hoc vel illud agere, vel

ANS de J. C. 1673.

facere decreverit, alter alterius commoda promoveat, fœdus defensivum in omnibus Capitibus, Articulis & Clausulis sanctè servet, consiliaque pro securitate utriusque Statûs & publicâ Pace tranquillitateque nihilominus ex fide conferant, strepentibusque armis haud desistant, à proposito stabiliendæ iterum conservandæque quietis.

II. Ut ut etiam in ejusdem jam dicti Fœderis defensivi articulo V. inter Ditiones & Provincias Elect. Ducatus Cliviæ & Comitatus Marcæ & Ravensberg expressis verbis contineatur, eandemque quam pro reliquis Ditionibus & Provinciis Electoralibus Sua Majestas Sueciæ promisit & pacta est, guarantiam, etiam pro Ducatu Clivensi, Comitatu Marca & Ravensberg cum cæteris omnibus in fœdere defensivo & ejus articulis comprehensis Juribus & beneficiis præstare in se recepit: Postquam tamen constat, Serenissimam Domum Palatinam, Lineæ Bipontinæ & sibi quasdam circa ita nominatam Juliacensis Successionis causam competere prætensiones, hactenus professam, præterea in pace Westphalica Art. 4. conventum sit, ut tota Juliacensis successionis causa vel ordinario processu vel amicabili compositione vel alio legitimo modo dirimi debeat, ex ante memorata domo Palatina lineæ Bipontinæ verò plures prætendentes concurrant, & cum quibusdam eorum juxta tenorem Westphalicæ Pacis jam transactum, prætereaque eorum prætensiones enecatæ sublatæque penitus sint, Suæ Majestatis Sueciæ autem ejusdemque Domini Patrui Prætensio per pacta insuper eandem suam Regiam Majestatem, Serenitatem suam Electoralem & Serenissimum Ducem Neoburgicum die 6. Maii Anno 1668. inita, art. 9. salva & integra manserit & adhuc sit; Ita Serenitas Sua Electoralis pro se, & Successoribus & Hæredibus suis masculis hoc ipso declarat, nullum unquam ullo modo afferre debere præjudicium Sac. Rom. Majest. ejusdemque Domini Patrui prætensioni, quæ ipsis circa dictam Juliacensis Successionis causam competit, eò quod Sac. Reg. Majest. Successores Reges Regnumque Sueciæ pro Ser. S. Elect. Ducatu Cliviæ, & Comitatu Marca & Ravensberg juxta fœdus defensivum hodie conclusum & ejus articulos in se susceperit & pollicita specialius sit guarantiam. Quemadmodum quoque articulus 9. Pactorum die 6. Maii anno 1668. initorum majoris securitatis & certitudinis ergò verbo tenus hic repetitus sit & huic articulo insertus habetur.

In cujus fidem Nos sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Ablegati & Nos Suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ Commissarii, hos Articulos separatos manibus nostris subsignavimus & sigillis nostris communivimus. Actum Coloniæ ad Spream die 1. Decembr. Anno 1673.

(L. S.) C. Mardefeld.	*(L. S.) Otho L. B. à Swerin.*
(L. S.) B. Wangelin.	*(L. S.) Laur. Christ. Somnitz.*
	(L. S.) Fredericus de Jena.

CXXI.

ANS de J. C. 1674.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à Westminster le 9. Février*, 1674. Actes & Mémoires des Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 606. & divers autres Auteurs.

QUandoquidem, ut extingueretur funestum illud bellum quod inter Ser. & Potentissimum Principem Dominum Carolum Secundum, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei Defensorem, &c. & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii nuper exortum etiamnum flagrat, non solum totius fere Christiani Orbis suspiria efflagitaverint, sed præcipuè serenissima Domina Regina Regens Hispaniæ, ex intuitu antiquæ illius necessitudinis & amicitiæ, quæ inter Coronas Britannicam & Hispanicam semper intercessit, eo operam suam & curam adhibuit; ut dissidiis omnibus inter Regnum Magnæ Britanniæ & fœderati Belgii Provincias prorsus sublatis Pax quantocius restitueretur, quumque prædicti Ordines fœderati Belgii supra nominatum Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, tam per literas suas quam per nuncia repetita flectere conati sint, ut conditionibus Pacis aurem animumque accommodare vellet; atque ut pacifica Negociatio facilius feliciusque ad optatum exitum produceretur, Illustrissimo ac Excellentissimo Domino Petro Fernandez de Jouar & Velasco, Marchioni de Fresno, Majestati Suæ Catholicæ à cubiculis intimis & Serenissimi ac Potentissimi Principis Domini Caroli Secundi Hispaniarum, &c. Regis apud eundem Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem Legato Extraordinario plenam potestatem dederint, ut eorum nomine atque ex eorum parte Pacem pro iis cum præfato Serenissimo Domino Magnæ Britanniæ Rege tractaret & concluderet, toties memoratus Serenissimus Dominus Magnæ Britanniæ Rex, qui nonnisi firmæ ac duraturæ Pacis causa hoc bellum primo susceperat, interpositionem supradictæ Serenissimæ Dominæ Regentis Hispaniarum tanti fecit, ut desideriis præmemoratorum Ordinum Generalium in hac parte libenter accedere voluerit, adeoque ad Pacis Tractatum inter Majestatem suam dictosque Ordines Generales ineundum conficiendumque Deputatos Commissarios & Procuratores suos plena potestate munitos nominavit & constituit perquam fidelem & perdilectum Consiliarium suum intimum Honcaginum Baronem Finck de Deventry, Magni Angliæ Sigilli Custodem; perquam fideles & perdilectos suos intimos Thomam Vice-Comitem Latimer, summum Angliæ Thesaurarium; Jacobum Ducem de Montmouth, Equestria Turmæ pro custodia Majestatis Sacræ Capitaneum; Jacobum Ducem Ormondiæ, Hospitii Regis Senefchallum; Henricum Comitem d'Arlingthon, primariorum Majestatis Sacræ Secretariorum unum; & perquam fidelem & prædilectum consiliarium suum intimum Henricum Coventry Armigerum, primariorum Secretariorum Alterum, qui quidem Commissarii ac Deputati cum præfato Domino Marchione de Fresno parem à prædictis Ordinibus Generalibus fœderati Belgii potestatem habente congressi, ac collocuti sunt, in hæc demum pacta, capitula, atque tractatus, & subsequentes Articulos concordibus animis mutuo consenserunt conveneruntque: videlicet.

I. Conclusum & conventum est, quod ab hoc usque die sit firma, sincera & inviolabilis pax, unio & amicitia inter Serenissimum & Potentissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii, eorumque respective subditos tam intra quam extra Europam, omnibus utriusque partis regionibus Dominiis & locis quibuscunque.

II. Et quo vera isthæc Unio inter præfatum Serenissimum Dominum Regem Magnæ Britanniæ & dictos Dominos Ordines Generales citius effectum suum sortiatur, conventum ab iis & conclusum est, quod immediate post promulgationem hujus Tractatus pacis omnes actus hostilitatis ab utraque parte statim prohibeantur, neque ullum Diploma, commissio vel instructio privatim vel publicè directè vel indirectè ab alterutra parte detur vel foveatur aut ullo modo permittatur, ad infestandum, aggrediendum, oppugnandum vel spoliandum alterius res, Dominia vel subditos, verum è contrario subditis utriusque nationis strictè mandetur; ut ubivis locorum pacatè se invicem gerant & amice.

III. Quoniam distantiæ locorum adeò variæ sunt, ut mandata & directiones respective superiorum ad om-

ANS de J.C. 1674. omnes subditos suos eodem tempore persenire nequeant visum est, pro actibus hostilitatum, aut vi in utramque partem committenda, hosce limites subsequentes statuere, videlicet, quod post expirationem duodecim dierum publicationem hujus tractatus proximè sequentium nulla committatur hostilitas à termino in Occidentali Plaga Canalis Britannici vulgo *the foundinghs* appellato usque ad alterum terminum, qui *Naza* dicitur in Norvegia, neque post finem sex septimanarum à dicto termino *the foundinghs* ad civitatem usque *Sungitanam*, usque post finem decem septimanarum in Oceano, Mari Mediterraneo vel alibi inter dictam civitatem *Sungitanam & Æquatorem*, neque post finem octo Mensium in ulla Orbis Regione. Et quicunque actus hostilitatis post expirationem prædictorum terminorum, cujusvis prioris Commissionis, literarum repressaliæ aut similium prætextu commissi fuerint pro illegitimis habebuntur, atque ut publicæ Pacis violatores puniantur.

IV. Prædicti Ordines Generales Unitarum Provinciarum debite, ex parte sua agnoscentes jus supra memorati Domini Magnæ Britanniæ Regis, ut vexillo suo in maribus infra nominandis honos habeatur, declarabunt & declarant, concordabunt & concordant, quod quæcunque naves & navigia ad præfatas Unitas Provincias spectantia, sive naves bellicæ, sive aliæ eæque vel singulæ, vel in classibus junctæ in aliis maribus à promontorio *finis terræ* dicto usque ad medium punctum terræ *van Staten* dictæ in Norwegia quiquslibet navibus aut navigiis ad Serenissimum Dominum Magnæ Britanniæ Regem spectantibus, obviam dederint sive illæ naves singulæ sint vel in numero majori, si Majestatis Britannicæ, sive aplustrum, sive vexillum *Jac* appellatum gerant, prædictæ Unitarum Provinciarum naves aut navigia vexillum suum malivesticæ detrahentes supremum velum demittent, eodem modo parique honoris testimonio, quo ullo unquam tempore aut in alio loco antehac usitatum fuit versus ullas Maj. Britannicæ suæ aut antecessorum suorum naves ab ullis Ordinum Generalium suorumque antecessorum navibus.

V. Quandoquidem Colonia Surinam & articuli super ejusdem deditione facti Anno 1667. inter Guilielmum Biam, tunc temporis illius Coloniæ præfectum pro Serenissimo Domino Magnæ Britanniæ Rege, & Abrahamum Quirini pro supra dictis Ordinibus Generalibus in eorum executione multis differentiarum ac disceptationum occasiones dederint, in utrumque contribuerint malæ intelligentiæ, quæ inter majestatem S. Britannicam & prædictos Ordines Generales nuper nata est, quo omnes errorum causæ in futurum penitus amoveantur, prædicti Ordines Generales per hasce præsentes concordant, & cum supra nominato Serenissimo Domino Magnæ Britanniæ Rege conveniunt, quod non solum prædicti Articuli plenam sortientur executionem absque ulla tergiversatione vel æquivocatione, sed etiam quod M. S. Britannicæ liberum erit unum aliquem aut plures eò deputare, qui conditionem subditorum suorum ibi manentium explorent, & cum iis de tempore discessus sui conveniant. Quoque M. S. Liberum erit, unam, duas vel tres naves eo mittere, que M. S. Subditos una cum rebus bonis & servis suis accipiant asporrenteque, quodque Præfectus, qui tum fuerit pro dictis Ordinibus Generalibus, nullam legem vel feret, vel exequetur, qua emptio & venditio terræ, debitorum solutio aut bonorum commutatio, ullo alio modo se habeat ratione Anglorum, quam sicut versus omnes alios illius Coloniæ incolas usitatum fuit vel erit. Sed quod quam diu remanserint iisdem Legibus & Privilegiis actiones intentandi pro eo quod ipsis debetur, solvendi id quod debent, pactaque stipulationes & contractus faciendi fruantur quibus alii incolæ communiter fruuntur; Et quandoquidem Maj. S. Britannica sufficientes & authenticas Literas, ab Ordinibus Generalibus ad illius Coloniæ, Præfectum postulaverit, tam ut dicti Angli inde discedant, quam ut naves eò (sicut prædictum est) mittendæ admittantur: prædicti Ordines Generales intra certum temporis spatium in cum finem Deputato plenas & sufficientes literas atque instructiones ad Præfectum illius Coloniæ tradent, tam ut sinat dictas naves libenter appellere, quam in illas intrare Majestatis-subditos, qui illinc velle discedere profitebuntur, cum bonis & servis suis eò transvehendos, quo Majestatis Sua statuerit. ANS de J.C. 1674.

VI. Conclusum & concordatum est, quod quæcunque terra, insulæ, oppida, portus, Castella aut fortalitia ab utraque parte capta sunt, vel erunt ab altera parte ex eo tempore quo nuperum infœlix bellum erupit, sive intra Europam vel alibi & ante expirationem terminorum supra positorum pro cessatione hostilitatis, priori Domino ac proprietario restituentur in eadem plane conditione, qua fuerint tunc cum Pax ista promulgabitur. Post quod tempus nulla erit expilatio vel direptio incolarum, nulla fortalitiorum demolitio nec asportatio tormentorum, pulveris vel ullius bellici apparatus, quæ ad ullum castellum aut fortalitium pertinebant eo tempore, quo captum erat.

VII. Quod tractatus Bredæ conclusus anno Domini 1667. sicut etiam omnes alii præcedentes tractatus per illum tractatum confirmati, renoventur & maneant in pleno vigore in quantum præsenti tractatui nullatenus contradicunt.

VIII. Quod Tractatus marinus Hagæ Comitis inter partes utrásque anno Domini 1668. initus continuetur pro spacio novem mensium post hujus tractatus publicationem nisi per subsequentem tractatum aliter provisum fuerit. Interea autem ut consideratio novi super hac re tractatus ad eosdem Commissarios referatur, ad quos Commercium per Indias Orientales in articulo proximè sequenti referetur. Quod si tales Commissarii intra tres menses post primum congressum suum in novum tractatum marinum ex voto non consenserint; tunc res illa quoque ad arbitrium ac dispositionem S. D. Reginæ Regentis Hispaniæ referetur, eodem plane modo, quo Commercii Orientalis regulatio ad M. S. arbitrium in dicto articulo proximè sequenti refertur.

IX. Et quod à mutua & non turbata commercii ac navigationis libertate non solum opulentia sed Pax etiam utriusque nationis summopere pendet, nihil magis curæ esse debet utrique parti, quam justa & æqua commercii regulatio & præcipuè in Indiis Orientalibus, & tamen quia res est maximi momenti, eo multum temporis requiret, ut firmi ac duraturi articuli ad satisfactionem & securitatem subditorum utriusque partis conficiantur; cùm tamen languens & pene intermoriens plerarumque Europæ regionum conditio, non minus quam duarum Partium in hoc bello implicatarum ad properam hujus tractatus conclusionem anhelet; supra memoratus Ser. D. Magnæ Britanniæ Rex votis & desideriis prædictorum Ordinum Generalium accedere dignatus, ob easdem considerationes in æqualem numerum Commissariorum ab utraque parte nominandorum consensit cum iisdem Ordinibus Generalibus, ut illi, quos ipsi nominaverint Londinum mittantur, ad tractandum cum illis quos Majestas sua Britannica pariter à parte sua deputaverit idque inter spatium trium Mensium post hujus tractatus publicationem: Numerus item Commissariorum utrinque nominandorum sex erit personarum. Sin autem post tres Menses, postquam congressi fuerint eorum conatus non tam feliciter successerint, ut tractus inde concludatur, cœptæ inter eos controversiæ ad arbitrium Ser. D. Reginæ Regentis Hispaniæ referentur; quæ undecim Commissarios nominabit & quodcunque Major eorum pars determinaverit indifferenter, id utramque partem obligabit, proviso sem-

ANS de J. C. 1674.

pet, quod judicium suum declarent intra spatium sex Mensium, à die quo primum congredientur, quod etiam intra spatium erit trium Mensium postquam Ser. D. Regina Regens Hispaniæ prædictum arbitrium in se susceperit.

X. Quod cùm præfata Ser. D. Regina Regens Hispaniæ esse curaverit, prædictos Ordines Generales postquam Pax concludetur, M. S. Britannicæ summam Octo centenorum millium pataconum modo sequenti solvere, videlicet quartam ejusdem partem quam primum Ratificationes hujus Tractatus mutuo extradentur, reliquum autem tribus annis sequentibus proximè per æquas portiones.

XI. Quod altememoratus Ser. D. Magnæ Britanniæ Rex & præfati Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Provinciarum omnia & singula capita in præsenti tractatu contenta & stabilita sincere & bona fide observabunt, perque suos subditos & incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient aut suis subditis vel incolis contravenire permittent, omniaque & singula, ut supra, conventa per literas patentes, manibus suis subscriptas magnisque Sigillis sigillatas ratihabebunt, in sufficienti valida & efficaci forma conceptas & exaratas, easdemque reciprocè intra hebdomadas post datum præsentium (vel citius si fieri poterit) tradent, seu tradere facient bona fide, realiter & cum effectu.

XII. Denique simul ac dictæ Ratificationes utrinque exhibitæ & reciprocè riteque commutatæ fuerint, Pax ista promulgabitur Hagæ Comitis intra spatium viginti quatuor horarum, post Ratificationes ibi extraditas & commutatas. Actum Westmonasterii nono die Februarii anno Domini 167¾.

Signatum & Sigillatum erat.

(L. S.) *H. Finch.*
(L. S.) *Latimer.*
(L. S.) *Monmouth.*
(L. S.) *Ormont.*
(L. S.) *Arlington.*
(L. S.) *Conventry.*

(L. S.) *Al. Marques d'el Fresno.*

Articulus secretus præcedentis tractatus Pacis.

UT amicitia & confœderatio inter Serenissimum Principem Dominum Carolum II. Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei defensorem, &c. & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii solidioribus fundamentis innitatur, utque facilius via aperiatur ad pacem securam ac duraturam in Orbe Christiano stabiliendam: ultra omnia quæ in Tractatu Pacis & amicitiæ inter duas nationes hodie facto pacta & conclusa sunt, concordatum est etiam in hoc articulo secreto, quod neutra dictarum partium dabit, neque per ullos subditos, incolasve suos dari consentiet auxilium, favorem aut consilium directè vel indirectè, terra vel mari aut in aquis dulcibus; neque subministrabit aut per subditos incolasve dominiorum & terrarum suarum subministrari consentiet, naves, milites, nautas, victualia, pecuniam, instrumenta bellica, pulverem tormentarium, aut ulla alia ad bellum faciendum necessaria hostibus alterius partis, eujuscunque generis aut conditionis illi fuerint. Et præsens articulus eandem omnino vim & vigorem habebit, ac si in prædicto Pacis & amicitiæ Tractatu inclusus esset: ita tamen ut neutiquam intelligatur ullis tractatus illius contentis derogare. Ratihabebitur etiam & confirmabitur bitur per supradictum Sereniss. D. Magnæ Britanniæ, &c. Regem & per præfatos Dominos Ordines Generales eodem tempore, quo tractatus hodierno die conclusus ratihabebitur. Actum Westmonasterii nono die Februarii 167¾.

Signatum & Sigillatum erat uti supra.

CXXII.

ANS de J. C. 1674. PROVINCES UNIES ET MUNSTER.

Traité de Paix entre les PROVINCES UNIES *des Pays-bas &* CHRISTOPHE BERNARD *Evêque de Munster. Fait à Cologne le 22. Avril. 1674.* Recueil des Traites entre les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-bas, & divers Rois, Princes &c.

In nomine Domini ac Sacro Sanctæ & individuæ Trinitatis.

NOtum sit cunctis, postea quam bellum inter Christianissimum Galliarum Regem ejusque Confœderatos ex una, & Celsissimos & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex altera partibus nuper exortum, eo usque excrevit, ut Sacram Cæsaream Majestatem totumque Romanum Imperium tandem involvat: Et altissime memorata Sac. Cæs. Maj. per Ministros suos Reverend. & Celsissim: Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, qui, uti Christianissimæ Regiæ Maj. Confœderatus, dicto bello contra Unitum Belgium accesserat, adhortari fecerit, ut à Fœdere Gallico recederet, & pro Communi totius Imperii & Reipublicæ bono, Pacem cum altememoratis Dominis Ordinibus iniret: Cui adhortationi dictus Dominus Episcopus locum dare, & indevotissimum respectum Sac. Cæs. Maj. à fœdere cum altememorato Rege Christianissimo antehac inito, vi & potestate arbitrii sibi in ipso fœdere reservati, discedere eique debite renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonensium recessibus, pro guarantia oppressis Imperii Statibus juxta ejusdem constitutiones præstanda, per omnia stare & se conformare, eumque in finem eum quota debita concurrere, prout etiam cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, ad bonum publicum promovendum, Pacem inire paratus.

Quod hinc ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum Francisci, Liberi Baronis de Lisola, Sac. Cæs. Maj. Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter utriusque partis Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos: Ex parte altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium Illustrissimos & Excellentissimos Dom. Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Uniti Belgii Consiliarium & Quæstorem Generalem; & Joannem Isbrants, Toparcham in Hoogkercke & Senatorem Groninganum, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos: Ex parte vero prænominati Domini Episcopi, Reverendissimum, Perillustrem & Generosum, nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum, Baronem à Schmising, Ordinis S. Joannis Hierosolymitani Equitem & Commendatorem in Francforte & Wernerum sur Muhlen, Jurium Doctorem, Celsitudinis suæ Consiliarios intimos & respective Vice-Cancellarium, in Sequentes Pacis Leges tandem conventum sit.

I. Pax sit constans & perpetua inter antedictos Dominos Ordines Uniti Belgii, & Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, atque sic colatur & servetur serio, ut mutuis sibi invicem commodis studeant, & omnia Humanitatis bonæque viciniæ officia præstent, neque imposterum una pars contra alterius subditos arresta & repressalias decernet nec executiones rerum judicatarum impediet.

II. Sit utrimque perpetua oblivio omnium eorum, quæ post Pacem Clivensem, & ab initio hujus belli usque huc, quocunque modo aut loco, ultro citroque

que

ANS de J.C. 1674

que hostiliter facta sunt, ita, ut nec illorum, nec ullius alterius rei causa vel prætexto, ullus posthac quicquam hostilitatis, inimicitiæ, molestiæ vel impedimenti, tam quoad personas, quam bona, per se, vel per alios, clam aut palam, directe vel indirecte, specie juris aut via facti uspiam inferat vel inferri faciat aut patiatur, sed omnes & singulæ hinc inde, tam ante quam in bello, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, damna, expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætendere posset, perpetua sit oblivione sepultum.

Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quod ab hac amnestia erunt excipiendi ii omnes, qui proditionis, aut læsæ Majestatis rei, arguentur, ita tamen, ut illis via juris utrimque aperta, & uxoribus liberisque & hæredibus bona salva maneant, juxta tenorem articuli secundi Tractatus Clivensis.

III. Posito hoc universalis & illimitatæ amnestiæ fundamento, restituet Dominus Episcopus statim & illico post ratificationem Dominis Uniti Belgii Ordinibus omnia ea loca, ubicunque sita, nullo prorsus reservato, quæ durante hoc bello occupavit, & quæ ex iisdem in ipsius potestate tempore hujus conclusionis invenientur, & quidem omnia in eo statu, quo nunc reperiuntur, & curabit, ne quidquam in iis deterius, quam nunc est, reddatur, nominatim oppida, Arces & Castella de Lingen, Lichtenfort & Borckelo, &c. salvis tamen per omnia juribus & constitutionibus Imperii Pacisque Westphalicæ, ne quid per hasce restitutiones iis derogetur, aut in eorum præjudicium innovetur.

IV Restituet identidem omnibus nobilibus, Vasallis & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis, omnia singula eorum Territoria, Dominia, Jurisdictiones, agros & bona Immobilia ubicunque sita, quæ durante hoc bello occupavit aut occupari fecit & nominatim evacuabit Milite suo Castellum, Oppidum & Dominium de Weerth, & Domino Georgio Frederico, Comiti de Waldecq restituet, reservatis tamen per expressum omnibus tam dicto Domino Episcopo ejusque successoribus & Ecclesiæ, quam Domino Comiti competentibus juribus, prætensionibus & actionibus coram competente Judice decidendis; prout & curabunt Domini Ordines, ut vice versa Vasallis & Subditis Monastericensibus omnia eorundem durante hoc bello occupata bona immobilia ubicunque sita restituantur. Captivi quoque hinc inde cujus conditionis, Status aut professionis sint, libere demittentur & relaxabuntur.

V. Maneat Tractatus Clivensis 18. Aprilis stilo novo Anno 1666. conclusus, in plena vi & vigore in quantum præsenti Tractatui nullatenus contradicit.

VI. Comprehendatur hac pace & Amnestia Domus & Familia Comitum de Benthem, ejusque Ministri, Vasalli & Subditi; & quæ ipsi, durante hoc bello ablata fuerunt, utrimque restituantur: Gaudeatque dictus Dominus Comes absque ullo impedimento, uti reliqui Imperii Status suis juribus & regalibus & sub Cæs. Maj. & Imperii protectione tranquille relinquatur: Et post horum Tractatuum ratihabitionem, allaborabunt pars utraque coram Cæs. S. Maj. quo Pax, securitas & amor, præcipue conjugalis in ea Familia restituantur & stabiliantur, jurisdictione tamen Cæsarea semper salva & reservata.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & securitatem Sac. Cæs. Maj. ac Serenissimus Hispaniarum Rex debite requirentur, ut guarantiam hujus Tractatus solemni & meliori forma præstare velint.

VIII. Hujus Tractatus ratihabitiones ex utraque parte paciscentium extradentur ad manus Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Maj. & commutabuntur intra quindecim dies à die subscriptionis hujus Instrumenti computandos, & citius si fieri possit; Actus tamen hostilitatis cessabunt quam primum ratihabitio Celsissimi D. Episcopi Monasteriensis Coloniam advenerit & ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsareanorum fuerit consignata. ANS de J.C. 1674.

In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta, desuper confecta, tam à Dominis Legatis Cæsareis quam ab utriusque partis Plenipotentiariis & Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Coloniæ Agrippinæ die vigesima secunda Aprilis Anno 1674.

Signatum erat,

(*L.S.*) *H. van Beverningk.* (*L.S.*) *Schmisingh*
(*L.S.*) *J. Isbrants.* (*L.S.*) *W. Zur Muhlen.*

In supradictorum omnium fidem, infrascripti Domini Mediatores hoc Instrumentum subsignatione sua & sigillis communiverunt loco & die, ut supra.

(*L.S.*) *F. de Lisola.* (*L.S.*) *Johan Fischer.*

CUm Domini Legati & Plenipotentiarii Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii declarant, se à dictis Dominis suis Principalibus expresse Instructos esse, ut cum Domino Episcopo & Principe Monasteriensi pacem non concludant, nisi Domus seu Castrum Darvelt, in Diœcesi Monasteriensi situm, Domino Comiti de Flodorf restituatur, è contra vero Domini Plenipotentiarii & Deputati Monasterienses constanter sustineant casum hunc esse privatarum partium & Meræ Justitiæ, nec cum Tractatu pacis quicquam habere commune, adeoque à Domino suo Principali se desuper non esse Instructos, nec instrui potuisse: Inconsultum autem visum fuerit conclusionem pacis, hanc solam ob causam cum boni publici non exiguo detrimento, diutius differri: Hinc placuit, ut Tractatus pacis hinc inde subscribatur, & dictus casus restitutionis Castri de Darvelt ad ejusdem ratificationem & executionem remittatur: Offerendo se Domini Legati Plenipotentiarii Sac. Cæs. Maj. interim utramque partem paciscentem disponere, ut quæstio hæc tempore dictæ executionis æquo & congruo medio componatur. Sic actum Coloniæ Agrippinæ die vigesima secunda Aprilis Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi quarti.

Signatum erat,

(*L.S.*) *H. Beverningk.* (*L.S.*) *W. D. Schmisingh.*
(*L.S.*) *J. Isbrants.* (*L.S.*) *W. Zur Muhlen.*

In supradictorum omnium fidem infrascripti Domini mediatores hoc Instrumentum subsignatione sua & Sigillis communiverunt, loco & die, quo supra.

(*L.S.*) *F. de Lisola.* (*L.S.*) *Johannes Fischer.*

Ratificatio Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Notum testatumque facimus, universis & singulis, quorum scire interest: Quod cum ad interpositionem Sac. Cæs. Maj. Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Dominorum Francisci liberi Baronis de Lisola, Sac. Cæs. Maj. Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, ad generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter Plenipotentiarios ex parte nostra Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Uniti Belgii Consiliarium & Quæstorem Gene-

ANS de J. C. 1674.

ralem, Joannem Isbrants, Toparcham in Hoochkerke, & Senatorem Groninganum in Consessu nostro Deputatos & inter Plenipotentiarios ex parte Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis per illustrem & generosum nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum Baronum à Schmising, Ordinis Sancti Joannis Hyerosolimitani Equitem, & Commendatorem in Francfort, & Wernerum Zur Muhlen, Jurium Doctorem Celsitudinis suæ Consiliarios intimos & respective Vice-Cancellarium Deputatos ad hoc sufficienti utrimque mandato Instructos, Coloniæ Agrippinæ die 22. Aprilis Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi quarti, in sequentes Pacis leges conventum sit.

Cumque simul etiam convenerit ut ejusdem initæ & conclusæ Pacis Ratihabitiones ex utraque parte paciscentium extradantur ad manus Præfatorum Dominorum, Dominorum Legatorum Sac. Cæs. Majestatis, & intra quindecim dies à die subscriptionis vel citius, si fieri possit, commutentur. Nos huic conventioni satisfacientes eandem Pacem initam & conclusam per omnia & singula approbavimus, & confirmavimus & ratihabuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratumhabemus; promittentes insuper nos omnia & singula in præfata Pace contenta, bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur: In cujus rei fidem, has majoris Sigilli nostri appensione muniri, & per Consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Primarium Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Consessu nostro die quarto mensis Maji Anni 1674. SCATO GOCKINGA, vt. Ad mandatum Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. H. FAGEL.

Ratificatio Domini Episcopi Monasteriensis.

NOs CHISTOPHORUS BERNARDUS, Dei gratia Episcopus Monasteriensis, Administrator Corbeiensis, Burg-Gravius in Stromberg, Sacri Romani Imperii, Princeps & Dominus in Borkelo, Constare volumus, posteaquam ad interpositionem Sacræ Cæs. Majestatis ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum inter Nostros, & Celsorum ac Præpotentium Ordinum Fœderati Belgii Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos sequens Pacis Instrumentum erectum est, in nomine Domini ac Sacro Sanctæ & Individuæ Trinitatis. Notum hisce sit cunctis, posteaquam Bellum inter Christianissimum Galliarum Regem ejusque Confœderatos ex una, & Celsissimos & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines eorumque Confœderatos ex altera partibus, nuper exortum eo usque excrevit, ut Sacram Cæs. Majestatem totumque Romanum Imperium tandem involvat: Et altissime memorata Sacra Cæs. Majest. per Ministros suos Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem, qui, uti Christianissimæ Regiæ Majestatis Confœderatus, dicto bello contra Unitum Belgium accesserat, adhortari fecerit, ut à Fœdere Gallico recederet, & pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono Pacem cum altememoratis Dominis Ordinibus iniret, cui adhortationi dictus Dominus Episcopus locum dare, & in devotissimum respectum Sacræ Cæs. Majestatis à fœdere cum altememorato Rege Christianissimo antehac inito, vi & potestate arbitrii sibi in ipso fœdere reservati, discedere eique debite renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonensium recessibus, pro guarantis oppressis Imperii Statibus juxta ejusdem constitutiones præstanda, per omnia stare & se confirmare, eumque in finem cum quota debita concurrere, prout etiam cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, ad bonum publicum promovendum Pacem inire paratus: Quod hinc ad interpositionem Sacræ Cæs. Majestatis Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum Francisci, Liberi Baronis de Lisola, Sacræ Cæs. Majestatis Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, Anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis ad Generales Pacis Tractatus Legatorum & Plenipotentiariorum, inter utriusque partis Plenipotentiarios & ad hoc Deputatos, ex parte altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronimum à Beverningk, Urbis Goudanæ Exconsulem, quondam Uniti Belgii Consiliarium & Quæstorem Generalem; & Joannem Isbrandts, Toparcham in Hoochkercke & Senatorem Groninganum, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos: Ex parte vero prænominati Domini Episcopi, Reverendissimum, perillustrem & Generosum, nec non Nobilem & Clarissimum Dominos Fridericum, Baronem à Schmising, Ordinis Joannis Hierosolymitani Equitem & Commendatorem in Francfort; & Wernerum Zur Muhlen, Jurium Doctorem, Celsitudinis suæ Consiliarios intimos, & respective Vice-Cancellarium, in sequentes Pacis leges tandem conventum sit.

Quod nos habita desuper matura deliberatione, omnia & singula, quæ in eo continentur, ratahabeamus uti & ea acceptamus, approbamus, & ratificamus per præsentes tabulas, sub manu sigilloque nostro datas in Urbe nostra Monsteriensi, die vigesima quinta Aprilis Anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

CHRISTOPHORUS BERNARDUS

(*L. S.*)

CXXIII.

ANS de J.C. 1674.

LES PROVINCES UNIES ET COLOGNE.

Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas &* MAXIMILIEN HENRI *Electeur & Archevêque de Cologne. Fait à Cologne. le* 11. *Mai,* 1674. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 600.

In Nomine Sacro-Sanctæ Individuæ Trinitatis.

NOtum hisce sit cunctis & unicuique; posteaquam inter Christianissimum Galliarum Regem, ejusque Confœderatos ex unâ, atque Celsos, & Præpotentes Fœderati Belgii Ordines, eorumque Confœderatos ex alterâ, partibus, nuper exortum bellum, eo usque excrevisset, ut Cæsaream Suam Majestatem, totumque Romanum Imperium tandem involverit: & altissimè-memorata Sua Cæs. Majestas, per Ministros suos, Serenissimum Principem Electorem Coloniensem, (qui uti Christianissimæ Regiæ Majestatis Confœderatus, ad dictum bellum contra Unitum Belgium accesserat) adhortari curasset: ut pro communi totius Imperii & Reipublicæ bono, pacem cum alte-memoratis Dominis Ordinibus inire vellet: huicque adhortationi Serenissima Sua Electoralis Celsitudo locum dedisset, & pro devotissimâ suâ erga Cæsaream Suam Majestatem reverentiâ, non obstantibus quibuscunque aliis pactis Fœderibus, vigore & potestate liberi sibi in iisdem reservati arbitrii, cum dictis Dominis Ordinibus Fœderati Belgii ad bonum publicum promovendum pacem inire paratam, sese quòd ostendisset; ad interpositionem & mediationem Cæsareæ Suæ Majestatis Ministrorum, nimirum Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Francisci, Liberi Baronis de Lisola, Cæsareæ

Suæ

AN. de J.C. 1674. Suæ Majestatis Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer, anterioris Austriæ Consiliarii Cameralis, & ad generalis Pacis Tractatus Legatorum, & Plenipotentiariorum, inter utriusque partis Plenipotentiarios, & ad hoc Deputatos; ex parte Serenissimæ Suæ Serenitatis Electoralis, Reverendissimos, Generosos & Prænobiles Dominos, Thomam Quentel, Franciscum Baronem de & in Frentz, & Kendenich, necnon Ignatium Wittman, Suæ Electoralis Serenitatis Consiliarios intimos, Metropolitanæ Ecclesiæ Coloniensis, Cathedralium Hildesiensis, & Paderbornensis Ecclesiarum, nec non Collegiatarum Basilicarum S. Severini & S. Andreæ respectivè Præpositum, & Capitulares; Ex parte verò altè-memoratorum Dominorum Ordinum Generalium, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos Hieronymum à Beverningk, Urbis Goudanæ Ex-Consulem, quondam Fœderati Belgii Consiliarium, & Quæstorem Generalem, & Joannem Isbrants, Toparcham in Hoochkerke & Senatorem Groninganum, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium Deputatos, in sequentes pacis leges tandem conventum sit.

I. Sit Pax constans & perpetua inter Serenissimum Dominum Electorem, & Fœderati Belgii Dominos Ordines, eaque sic colatur, ut pars una alterius commoda quærat & promoveat, atque omnia humanitatis, bonæque vicinitatis officia sibi mutuò præstent. Neque imposterum, pars ulla contra alterius subditos, arresta & repressalias decernet, aut executiones rerum judicatarum impediet. Sub quo tamen, viâ Juris obtentæ, & ex causis debitorum & Contractuum obligatoriorum, originem sumentes Sententiæ, minimè intelligentur; sed quoad eas secundùm Juris ordinem, & rectam rationem procedetur.

II. Omnia ea, quæ ab initio belli hujus hucusque hinc indè ullo modo aut ratione, ex parte utraque hostiliter patrata sunt, in tantum oblivioni tradita sunto, ut nec illorum nomine nec sub ullo alio prætextu, nemò posthac aliquam hostilitatem, violentiam aut concussionem, tam alterius personis, quàm bonis, vel per se, vel per alios, clam aut palam, directè vel indirectè, specie Juris, aut viâ facti, uspiam non inferet, vel inferri indulgeat; verùm omnes ac singulæ hinc indè, tam ante; quàm durante bello, verbis, scriptis aut factis illatæ injuriæ, damna; expensæ, absque omni personarum rerumque respectu, ita penitùs abolitæ sunto, ut quicquid eo nomine alter adversùs alterum prætendere posset, perpetuâ oblivione sepultum esto. Ad quorum tamen dilucidationem conventum est, quòd ab hac amnestiæ exclusi sunto ii, qui proditionis aut læsæ Majestatis Rei arguentur, sic tamen ut illis via juris præclusa non sit, eorumque uxoribus, liberis & hæredibus bona sua sine impetitione salva manento.

III. Posito hujus universalis & illimitatæ amnestiæ fundamento, restituet Serenissima Sua Celsitudo Electoralis statim atque illicò post ratificationem, Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, loca ea omnia, ubicunque sita sient, nullo prorsùs excepto, quæ durante hoc bello occupavit, sibique subjecit, & quicquid tempore conclusæ hujus Pacis in iisdem in vim & potestatem suam redactum invenietur, & quidem omnia eo in statu, quô nunc reperiuntur, curabitque ne quidquam detrimenti ea capiant, similiterque vetabit, & ipso facto impediet, ne dictarum urbium, locorumque Gubernatores, aut per se, aut Suæ Serenissimæ Celsitudinis Electoralis nomine, Senatui, aut populo quicquam pecuniarum extorqueant; imò nec illum quidem in casum, si præcedentibus horum Tractatuum subscriptionem pollicitationibus, verbalibus, fortè ratione pendendi lytri & redemptionis de certâ pecuniæ summâ cum iis transactum fuisset, sed ea omnia & singula pro nullis, cassis & irritis habeantur, ut tamen, quod jam reapsè ante præsentis Tractatûs subsignationem persolutum fuerit, non repetetur. Obsides verò, si qui dati aut abducti erunt, illicò sine ullo redemptionis pretio liberi dimittantur.

IV. Restituet identidem omnibus Nobilibus, Vasallis, & Subditis Dominorum Ordinum, cujuscunque nominis & conditionis fuerint, omnia & singula ad eosdem pertinentia territoria, dominia, Jura, agros, & bona immobilia, ubicunque etiam sita erunt, Serenissima sua Electoralis Celsitudo quæ durante hoc bello occupavit aut occupari fecit.

V. Contrà prædicti Domini Ordines Generales se abdicant & renunciant omnibus & singulis juribus, & prætensionibus, quas quovis modo habuerunt, aut deinceps habere aut pretendere possent in Civitatem Rhenobergam, ejusdem pertinentias, & quæcunque ab ea dependent, sicut re ipsâ & cum effectu, in perpetuum maneat penes prædictam Serenissimam Celsitudinem suam Electoralem; in specie autem renunciant actionibus omnibus iis, quæ ob in & expensas in munitionem, ædificia publica, armamentaria & tormenta factæ sunt, intentari poterant, viceque versâ in simul curabunt, ut Subditis Coloniensibus omnia eorundem durante hoc bello extorta immobilia bona, ubicunque sita ea erunt, restituantur; Captivique quin etiam hinc indè cujuscunque conditionis, Status aut professionis ei fuerint, liberè dimittentur.

VI. Solutio Contributionum, & lytrorum quæ tempore conclusi Tractatûs Pacis præstanda restiterit, intuitu personarum & bonorum, unius alteriusve partis, ab iis, quibus cura Contributionum & lytrorum incumbit, dirigatur, determinetur, & moderetur.

VII. Ad majorem prædictorum cautelam & securitatem, Cæsarea sua Majestas, ac Serenissimus Hispaniarum Rex, debitè requirentur, ut Guarantiam hujus Tractatûs, solemniter & omni meliori formâ in se recipere haud grave ducere velint.

VIII. Ratihabitiones hujus Tractatûs ex utraque parte Paciscentium ad Cæsareæ suæ Majestatis Dominorum Legatorum manus tradantur, & intra quindecim dierum spatium, à die subscriptionis hujus Instrumenti computandos, & citiùs, si fieri poterit, commutentur: hostilitates verò cessent, quàm primùm ratihabitio ab una ambarum partium ad manus dictorum Dominorum Legatorum Cæsareanorum tradita fuerit. In cujus rei fidem duo ejusdem tenoris Instrumenta desuper confecta, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quàm ab utriusque partis Plenipotentiariis & ad hoc Deputatis subscripta & sigillata sunt. Actum Coloniæ Agrippinæ die XI. mensis Maij Anno MDCLXXIV.

Thom. Quentel. (L.S.)
Franc. C. v. Frens. (L.S.)
Ignatius Wittmann. (L.S.)
H. v. Beverningh. (L.S.)
J. Isbrandts. (L.S.)

In supra dictorum omnium fidem infrà scripti Domini Mediatores hoc Instrumentorum subsignatione suâ & Sigillis communiverunt, loco & die ut suprà.

F. B. de Lisola. (L.S.)
Joannes Fischer. (L.S.)

Trai-

CXXIV.

ANS de J. C. 1674.

L'EMPEREUR, L'ESPAGNE, LES PROVINCES-UNIES, BRUNSWICK ET LUNEBOURG.

Traité de Confédération, d'assistance & de défense entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Espagne, les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, GEORGE GUILLAUME, & RODOLPHE AUGUSTE, *Ducs de Bronswick & de Lunebourg.* Fait à Cell. le 20. Juin, 1674. Actes & Mémoires des Négociations de la Paix & Nimégue. Tom. I. pag. 640.

SA Sacrée Majesté Imperiale, Sa Majesté Catholique, leurs Hautes Puissances les Etats des Provinces-Unies, & leurs Serenités George Guillaume, & Rodolphe Auguste, Ducs de Bronswick & Lunebourg, declarent qu'ayant plulieurs fois été outragez & même forcez contre les Traités de Paix conclus à Osnabrug, à Munster, à Cleves, & à Aix; Ils ont été obligés de joindre leurs Armes afin de procurer la Paix de l'Empire, aussi-bien que de ses Voisins & Alliés; & ce le plus avantageusement que faire se pourra, suppliant leursdites S. S. de Bronswick & de Lunebourg, de vouloir en toutes rencontres se porter pour l'interest de l'Empire, & comme Membres d'icelui, d'aider à détruire les machinations, qui se pourroient faire à l'encontre; Que pour cet effet, ils s'obligent de joindre leurs Armes à celles de sa Majesté Imperiale, du Roi Catholique & des Etats Generaux, & que les susdits Alliés, sçavoir sa Majesté Imperiale, sa Majesté Catholique, les Etats Generaux, & L. L. S. S. les Ducs de Brunswick & de Lunebourg ne protegent pas seulement l'Empire, mais aussi les Païs & Etats sujets à quelqu'un des Alliés, tant ceux qui étoient déja en guerre que ceux qui y pourroient venir: & comme pour mettre tout en état, selon l'Alliance qu'on avoit faite, il étoit à propos de convenir ensemble des choses necessaires à cet effet, on est convenu de ce qui suit.

I. Premierement on ne pretend point, que cette Alliance soit offensive contre aucun Potentat, soit Roi ou Republique; mais seulement pour procurer le repos des voisins, selon qu'ils en sont tous tombez d'accord, & que les Alliés l'ont accepté lors qu'il leur a été proposé. Il est aussi d'autre part necessaire que cette Alliance soit assurée & confirmée, & ne soit pas seulement defensive contre les Ennemis des Alliés d'à present; mais aussi contre tous ceux qui d'oresnavant se pourroient déclarer contr'eux, soit par intrigue, machinations, ou autre maniere d'hostilités, soit contre les Alliés ou leurs Etats, ou sujets. Pour donc obvier à tout cela, & s'y opposer vigoureusement, on est demeuré d'accord, que les Troupes ci-dessous mentionnées seront employées, tant contre les Ennemis presens, que ceux qui sont à venir ou leurs Adherans, suivant cette presente Alliance.

II. Il est aussi accordé par ce Traité, que six Semaines aprés qu'il aura été ratifié, leurs Serenitez seront obligées de tenir une Armée dans leur Païs sur les Frontieres des Ennemis, de quatre mille Chevaux, de huit mille Hommes de pied, & de mille Dragons.

III. Que leursdites S. S. seront obligées d'entretenir six mille hommes de l'Armée susdite, sçavoir deux mille Chevaux, trois mille Fantassins, & mille Dragons, & les sept mille qui restent, sçavoir deux mille Chevaux & cinq mille Fantassins, seront entretenus par leurs Majestés Imperiale & Catholique, & les Etats Généraux chacun devant en payer un tiers.

IV. Que ladite Armée de quatre mille Chevaux, & de huit mille hommes de pied sera levée dans le temps prefixé; Et aprés la conclusion de ce Traité, lesdits Alliés, sçavoir sa Majesté Imp. Sa Majesté Catholique & les Etats Generaux, seront obligés de faire tenir par lettres de change à la Ville de Hambourg, ausdits Seigneurs Ducs de Bronswick & de Luneburgh la somme de trois cens & vingt-cinq mille florins, monnoie de Hollande pour payement desdites Troupes, sçavoir pour chaque Cavalier quarante écus, & dix écus pour chaque homme de pied, moyennant qu'ils soient bien montés, & bien équipés.

ANS de J. C. 1674.

V. Aprés la conclusion du present Traité, lesdits Seigneurs Ducs ayant levé une Armée de huit à neuf mille hommes, la montre se fera par les Commissaires envoyés de part & d'autre, & du jour qu'ils auront passé montre, la moitie de ladite Armée sera entretenuë par sa Majesté Imperiale & sa Majesté Catholique & les Etats Generaux, en commençant du jour que les Troupes seront levées & passées en revûë. Et s'il arrivoit que 4. à 5000. hommes fussent effectifs & passés en montre au tems prefix, lesdits Alliés seront neanmoins obligez d'entretenir les 7000. hommes; & les six mille de surplus seront entretenus par les Seigneurs Ducs.

VI. Ladite milice sera reduite à huit Regimens de Cavalerie, & huit Regimens d'Infanterie, & dix Compagnies de Dragons, & que chaque Regiment de Cavalerie soit formé de 800. hommes divisés en six Compagnies, & chaque Regiment d'infanterie divisé en dix Compagnies, chacune de cent hommes, & chaque Compagnie de Dragons en cent hommes. Que chaque Colonel tant de Cavalerie que d'Infanterie ait chaque Mois six-vingts Rixsdalers ou trois cens florins de Hollande; chaque Lieutenant Colonel 40. rixsdalers ou cent florins de Hollande, & chaque Major 32. rixsdalers, ou quatre-vingts florins, chaque Brigadier & Prevost d'Infanterie auront chacun dix-huit rixsdalers ou 45. florins chaque Mois, & l'on ne fera aucune dépense d'avantage pour chaque Regiment, soit pour chariots, charettes, chevaux, corvées, ou autre dépense quelconque.

VII. Que lesdits Seigneurs Ducs partageront à chaque Regiment de Cavalerie la solde ci-dessus mentionnée chaque Mois, sçavoir douze Mois par an, se montant à la somme de 4767. rixsdalers 9. deniers, ou 11918. florins de Hollande, 19. sols & 9. deniers, & pour chaque Regiment d'Infanterie qui doit aussi être entretenu par les susdits Alliés, il aura chaque Mois comme dit est 4104. rixsd. 4. sols ou 10262. florins d'Hollande, 1. denier. Lequel payement se fera plus ou moins selon qu'on aura fait la montre de ladite milice, étant payée à l'équipolent de ce qui se trouvera de monde.

VIII. Que le payement desdites Troupes, sçavoir de 2000. Chevaux & de 5000. Hommes de pied, sera fait le premier jour qu'ils auront passé en montre, ce qui se fera tous les Mois; le payement se fera ainsi que dit est sur le pied de neuf Colonels, Lieutenant-Colonels, Majors, Brigadiers & Prevôts, par lesdits Alliés, sçavoir S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. en donnant suffisantes Lettres de change ausdits Seigneurs Ducs, qui alors seront obligés de faire un payement particulier selon qu'ils trouveront bon, sans toutesfois que lesdits Confederez, sçavoir S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. en soient ensemble ou chacun en particulier jamais recherchés, soit d'aucun Officier ou Soldat, ou autre quelconque, sous quelque pretexte que ce soit.

IX. Il sera permis tant d'un coté que d'autre, sans choix de faire passer montre ausdites Troupes, ou à partie d'icelles, selon qu'il sera à propos, afin d'etre assuré du nombre, & de l'équipage tant de la Cavallerie, que de l'Infanterie. Et tous Colonels, Capitaines & autres Officiers seront obligés de se tenir toûjours prets à obeir aux ordres, qui leur pourroient etre donnés.

X. On

ANS de J. C. 1674.

X. On formera un Train d'Artillerie à proportion de ladite Armée qui fera ordonné, comme il fuit :

Deux mortiers.
Deux demi Cortaux.
Quatre piéces de Canon chacune de 12. livres de bales.
Six piéces de Canon tirant chacune 6. livres de bales.
Vingt piéces de Canon tirant chacune 3. à 4. livres de bales.

Boulets.	Quintaux.
200 ad 24	48
400 ad 12	48
100 ad 6 }	
100 ad 4 }	

Boulets.	
600 ad 6	36
2000 ad 4	80

Quintaux Boulets 212

100 quintaux de grenades, avec autant de poudre qu'il fera neceffaire pour les employer.

Pour chaque livre de boulets demie livre de poudre ceci conté pour huit mille hommes, pour une livre de poudre 2. livres de plomb.

106 Quintaux de poudre à Canon.
106 Quintaux de poudre à Moufquet pour les Soldats.
320 Quintaux de bales à Moufquet.

On joindra ici tous les Officiers de l'Artillerie tant petits que grands, chacun felon fa qualité, & felon la lifte fuivante.

Officiers de l'Artillerie.

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Appointés.
Un Miniftre.
Un Barbier.
Deux Faifeurs de feux d'Artifice avec leurs Valets.
Quarante deux Canonniers.
Un Maitre de pontons avec fes aides.
Un Mineur fes aides.
Un Petardier avec fes aides.
Un Marechal avec fes Valets.
Un Charon avec fes Valets.
Un Selher avec fes Valets.
Deux Racommodeurs de chemins.
Deux Maîtres d'Armes.
Un Palfrenier.
Un Ecrivain.

Quatre-vingts hommes pour manier le Canon, qui feront divifez à fçavoir 4. à chaque Courfier, & à chaque piéce de 12. livres, & pour le refte des piéces de Canon elles auront chacune deux hommes.

Quelques Pionniers.
Quelques Charons avec leurs Valets.

Et feront obligez lefdits Seigneurs Ducs auffi-tôt que le prefent accord fera conclu, d'effectuer le contenu ci-deffus de ladite Artillerie avec chevaux, chariots, charettes, & autres neceffités & équipages pour ce requife, & le même fera fait de tous les Officiers de ladite Artillerie ci-deffus mentionnés, lefquels feront toûjours prêts à être employés, la neceffité le requerant, & aprés l'expiration des fix Semaines aprés la conclufion de ce prefent Contract, lefdits Confederés S.M.I. S. M.C. & LL. H. P. feront obligés à fournir la moitié des frais qui auront été faits pour l'équipage de l'Artillerie, & pour la moitié de la folde des Officiers d'icelle, fi-tôt qu'ils auront paffé montre. Deplus lefdits Confederez feront obligez de payer par chaque Mois aufdits Seigneurs Ducs la fomme de 4452. rixfdalers 17. fols 8. deniers, ou 11131. florins monnoie de Hollande, 12. fols 8. deniers, pour les Generaux qui feront établis au-deffus des Colonels : lors que ladite Armée fera fur pied avec fon Artillerie & Officiers d'icelle, & qu'on aura fait une exacte revûë de tout ; Les Confederez feront obligez de fournir tous les Mois 8905. rixfdalers ou 22263. florins de Hollande & 5. fols, à condition qu'on ne fera jamais inquieté pour aucun payement, comme il a été accordé & mentionné au huitiéme Article de ce prefent Traité.

XI. Que L. L. S. S. feront obligées de tenir toûjours cette armée en un Corps, afin qu'elle foit employée contre les Ennemis, felon que l'on le jugera à propos par la pluralité des voix, fçavoir de fa M. I. Sa M. C. L. L. H. P. & L. L. S. S, de Bronfwick & Lunebourg, en ce qui fera jugé neceffaire pour le bien commun. Et en cas que cette Armée fe joignit à quelques Corps des Alliez, les Generaux feront réglez felon les 4 voies prédites.

XII. Et en cas que quelque Païs ou Domaines dependant de L. L. S. S. foient attaquez par les Ennemis, quels qu'ils puiffent être ; ladite Armée ne fera pas feulement envoyée pour foustenir les Ennemis ; mais auffi les Troupes tant de S. M. I. que de S. M. C. & des Etats Generaux, afin d'agir en toute rigueur contre tous Ennemis, qui pourroient faire quelque attaque comme il eft porté cy-deffus.

XIII. Et en cas que ladite Armée ne fût pas fuffifante, pour repouffer les Ennemis ou leurs Adherants, & les faire venir à quelque accord, tous les Confederez feront obligez en commun de faire une recruë jufques à quinze mille hommes tant Cavalerie, qu'Infanterie, & Dragons fur le pied de la premiere Armée ; afin que par ce moyen on puiffe faire venir les Ennemis à un Traité favorable. Et fi cela ne fuffit pas, on groffira ladite Armée felon que la neceffité le requerra.

XIV. Qu'aprés la conclufion de ce prefent Traité, S. M. I. ni S. M. C. L. L. H. P. ni L. L. S. S. ne pourront confentir, ni traiter en leur particulier d'aucune Tréve ni Accord avec les Ennemis, que d'un commun accord & confentement. Mais en cas qu'on parlât de faire quelque Tréve ou Accord particulier pour quelques années, cela ne fe pourra faire, que par le confentement des fufdits Alliés, & qu'au préallable on n'en ait donné avis à leurs Plenipotentiaires refidans au lieu où fe fera l'accord. Et alors chacun des Alliés traitant en particulier, fera tenu & obligé de communiquer aux autres, toutes fes negotiations, fans en celer les circonftances quelles qu'elles foient. Qu'aucun Allié ne pourra convenir d'aucune Paix, ni Tréve pour quelques années, que fes autres Alliés n'y foient compris, & qu'ils ne foient mefme rétablis (s'ils le requierent) dans toutes les Villes, Places, Domaines & Droits, qui leur auroient efté pris pendant la guerre, avec les mefmes Droits & Privileges qu'auparavant, fans en rien ôter ni diminuer, à moins que ce ne foit du confentement des Parties.

XV. Qu'aprés la fin de cette guerre, lefdits Confederez demeureront en perpetuelle & veritable amitié & correfpondance, époufant le parti l'un de l'autre, empêchant la perte l'un de l'autre autant qu'il fera poffible, & au contraire chacun fera obligé de faire fon poffible pour rétablir la perte de l'autre dans la forme qui fera ci-aprés déclarée.

XVI. Que lefdits Alliez feront obligez de fe maintenir les uns les autres, contre tous les ennemis qui pourroient furvenir & les attaquer, fous quelque pretexte que ce pût eftre, anticipans fur leurs terres fujets & domaines ci-deffous mentionnez comme de fa Majefté

ANS de J. C. 1674. qu'ils pourroient conquester avec ladite Armée, de toutes les munitions necessaires, en cas qu'ils eussent besoin de recrues, de les faire à leurs depens, sans que les Alliez soient obligez d'y rien contribuer de quelque maniere que ce soit.

IV. Et afin qu'il n'arrive aucun mescontement entre les Alliez touchant les quartiers, & places qui seront taxez à certaines contributions, on accordera à temps sur ce point; & on assignera chaque fois à leurs Serenitez un quartier, & les contributions sur les chemins de Westphalie, chacun selon la portion raisonnable, & en cas que leurs Serenitez n'eussent aucune contribution, les autres Alliez seront obligez de prendre à repartition la levée des 2000. Dragons & la somme de dix Rixdalers qu'il auroit cousté par teste pour chaque Fantassin, jusques à la somme de seize mille six cens soixante & six Rixdalers; Et cela dans le temps de trois mois aprés la Paix conclue au plus tard, non obstant quoy les Dragons demeureront à leurs Serenitez. Fait & accordé à Cell, 12/22 de Juin, 1674.

Etoit signé,

(*L. S.*) *D. J. Kramprich*.

Pour l'Empereur.

(*L. S.*) *T. Brasser*.

Pour S. M. C. & les Etats Generaux.

(*L. S.*) *J. Helwich Schutz*.
(*L. S.*) *C. van Hamerstein*.
(*L. S.*) *F. von Heimbach*.
(*L. S.*) *J. Fridrick Sobben*.

CXXV.

ANS de J. C. 1674. L'Empereur, L'Espagne, les Provinces-Unies et Brandebourg.

Traité d'Alliance entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Espagne*, *les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas*, *d'une part &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg d'autre. Fait à Cologne sur la Sprée le 1. Juillet*, 1674. Actes & Mémoires de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 655.

In nomine Domini, Amen.

CUm in omnium oculos incurrat, quàm insignes calamitates, oppressiones, devastationesque, nec non tot innocentium Christianorum sanguinis effusio ex suscitatis nuper à Gallia & continuatis hucusque bellis ortæ sint; Sacra Cæsarea Majestas, sua Regia Majestas Hispaniæ, Serenitas sua Electoralis Brandenburgica, necnon Celsi & Præpotentes Fœderatarum Provinciarum Ordines Generales, in id præcipuè sibi incumbendum duxerunt, quo pacto divinâ auxiliante gratiâ malis istis & tam injustæ violentiæ occurri, oppressi subditi ab eadem liberari, unaquæque pars sibi debita unà cum æqua satisfactione recuperare, eoque modo pacifico & tranquillo statui restitui possit. Cumque ad eundem, quantociùs perveniendi concepta hactenus spes non modò evanescere visa sit, sed & in dies magis magisque appareat, etiam alias nihil tale promeritas Provincias progrediente tempore iisdem malis ac miseriis involvi; eò magis necessarium visum fuit, quæ inter sacram Cæsaream Majestatem, suam Regiam Majestatem Hispaniæ, suam Serenitatem Electoralem Brandenburgicam, necnon Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales vigent fœdera, amicitiam ac correspondentiam non redintegrari solummodò, sed & ad scopum supradictum collimantia in commune conferri, fœdusque huic temporum rationi accommodum, inter altè memoratas Partes tractari ac concludi.

I. Sit & maneat sacræ Cæsareæ Majestati, suæ Regiæ Majestati Hispaniæ, Serenitati suæ Electorali Brandenburgicæ, necnon Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus Fœderati Belgii, scopus hujus fœderis præcipuus, prompta quàm maximè restauratio universalis, æquæ & constantis Pacis, cujus spem ferè omnem Tractatuum qui Coloniæ ad Rhenum instituebantur sequuta interruptio, latiusque hinc inde serpens belli flamma subvertere videntur, agantque in hunc finem dicti Fœderati vigore hujus fœderis contra hostes communes præsentes aut futuros; cùm hæc sit Fœderatorum intentio, ut contra adversa molimina omnium illorum, qui partibus dictorum hostium aut accedunt aut jam accesserint, offensivè & defensivè agatur, eâ ratione, ut Serenitas sua Electoralis, unà cum sacra Cæsarea Majestate, & sua Regia Catholica Majestate, necnon cum Celsis & Præpotentibus Ordinibus Fœderati Belgii contra eosdem directè plenam publici belli Societatem inire debeat.

II. Sistet huic fini Serenitas sua Electoralis sedecim millium Exercitum, quinque mille nimirum Equites, decem mille pedites, & mille Dimachas, vulgo Dragones, quorum tres ratione stipendii pro duobus Equitibus & uno Pedite computantur; educaturque hic exercitus in campum, statim à dato subscriptionis hujus Tractatûs, & postquam sequenti Articulo tertio expressa pecunia Serenitati suæ Electorali soluta fuerit, atque communi consensu omnium Contrahentium adversus supra articulo primo nominatos hostes agatur.

III. Ut autem hic exercitus sedecim millium, cujus sustentationi sua Serenitas Electoralis jam ultra annum de proprio gravibus prospexit sumptibus, quique ex bene exercitato milite compositus est, tantò sit instructior, atque ex remotis partim ubi degit oris in campum educi, locoque de quo inter Fœderatos convenieret, sisti queat, solvetur Serenitati suæ Electorali eodem tempore, quo fiet subscriptio, summa ducentorum millium Imperialium, pro dimidia quidem parte à Regia Majestate Catholica, pro alterâ dimidiâ à Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus.

IV. Sumptuum ad sustentationem antedicti Exercitus necessariorum Regia Hispaniæ Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines unam & Serenitas sua Electoralis alteram dimidiam sustinent, ita ut Equitatus in decem legiones sive Regimenta & unumquodque Regimentum quingentis Equitibus constans in sex Turmas seu Cumpanias, Peditatus verò similiter in decem Regimenta, & unumquodque Regimentum mille militibus constans in decem cohortes, & prædicti mille Dragones in unum Regimentum decem Turmis constans, & unaquæque Turma in centum Dragones redigi, iisque constare debeat. In unumquodque Equitum Regimentum, primam, uti vocant, planam, sive Officiales Turmarum & gregarios milites solvetur summa quatuor mille septingentorum sexaginta septem Imperialium, triginta stuverorum monetæ Hollandicæ, inque singula Regimenta Pedestria quatuor mille centum & quatuor Imperiales quatuor stuveri monetæ Hollandicæ; Ad hæc in cujusque Regimenti Officiarios superiores, quos communi nomine Regiments-stab indigitamus, ducenti decem Imperiales idque singulis mensibus, Mensem pro triginta diebus, & annum pro duodecim mensibus computando; Atque hæc ita, ut nulli ulteriores sumptus, neque ratione curruum, equorum aut similium, cujuscunque sint generis, exigi aut requiri debeant. Non tamen tenebitur hac ratione Serenitas sua Electoralis Regimenta, quæ sub signis habet, imminuere, quin imò eodem in statu præsenti relinquere, atque ita cum aliis ad exercitum ducere poterit.

V. Præter hæc per singulos Menses à Regia Catholica Majestate & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus in superiores Exercitus Officiarios sive General-Stab, necnon ad sustentationem rei tormentariæ Præfectorum, eoque spectantium equorum, porrò ad sumptus quotidiè emergentes in munitiones, instru-

menta ad munimenta exstruenda necessaria, arma, vestimenta, exploratores, Legationes & similes inevitabiles necessitates, solvetur ad Cassam summa quinta parte minor illâ, quæ antehac Tractatu anni millesimi sexcentesimi septuagesimi secundi singulis mensibus promissa fuit.

VI. Liberum tamen erit Serenitati suæ Electorali pro arbitrio, & prout rationi belli congruum, & promovendis operationibus incidentibus expediri judicabit, Regimenta se turmas augere, dummodò ipsum corpus non imminuatur, sed semper quinque mille equitibus, decem mille peditibus, & mille Dragonibus effectivè belligerantibus constet, numerusque Officiariorum, pura Tribunorum, Eorundem Locum tenentium, Præfectorum Vigilum, Centurionum & minorum Officialium eo modo relinquatur, quo tempore Ordinationis Regimentorum fuit.

VII. Rei tormentariæ Ministros, & quicquid Machinarum bellicarum, Munitionum, Curruum, Rhedarum, equorum, aut aliàs ad eam requiritur, id omne Serenitas sua Electoralis suis procurat sistitque sumptibus. Æquabiturque hæc res tormentaria & qui ad eam necessarii globi, munitiones, necnon Officiales & Ministri pro ratâ Exercitus sedecim millium, atque ita quintâ parte intra illum numerum, quo res tormentaria sive Artilleria juxta Tractatum anni millesimi sexcentesimi septuagesimi secundi formata fuit.

VIII. Sustentatio Exercitus & subsidia, quæ aliè memorata Regia Catholica Majestas & Ordines Generales supra dicto modo singulis mensibus solvere tenentur, initium sumunt à dato subscriptionis hujus Tractatus, ita ut die dictæ subscriptionis mensem unum solvere, atque hoc pacto de mense in mensem continuare debeant. Vice versa Serenitas sua Electoralis dictâ subscriptionis hujus die parique passu Regiæ Hispanicæ Majestatis & Dominorum Ordinum Commissariis, ab Officialibus ipsis subscriptas lustrationis dicti totius Exercitus tabulas, cum nominibus & cognominibus omnium militum exhibebit. Quò prævio dictus Exercitus intra quatuor septimanarum spatium in Campo lustrabitur, eaque lustratio à parte Serenitatis suæ Electoralia diutius haud differetur. Adeò, ut Regia Catholica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines antequam lustratio illa effectivè peracta fuerit solutionem ullam ulteriorem facere haud obligati esse debeant; hac tamen expressa conditione, ut, si in lustratione exercitus minus completus reperiatur, defectus iste de facta jam solutione deduci, inque rationem sequentis secundi mensis imputari debeat.

IX. Liberum quoque erit Regiæ Hispaniæ Majestati & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus, Exercitum aut pro parte aut totum quando & quotiescunque ipsis placuerit, per suos ad id nominatos Commissarios, unà cum iis Commissariis, quos Serenitas sua Electoralis ad id ordinabit lustrare & inspicere; Idque à Regia Hispaniæ Majestate & Dominis Ordinibus ex antedictis subsidiis pro ratâ minus solvetur, quod successivè in lustrationibus Equitatûs, Peditatûs, aut Dragonum numero deesse deprehensum fuerit.

X. Regia sua Catholica Majestas & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines antedicta subsidia, initio cujusque mensis absque ulla mora prompteque in præsenti pecunia Amsterodami ad manus illius, quem Serenitas sua Electoralis ad id nominabit, & pleno Mandato instruet, solvi curabunt, eoque post solutionem particularem fieri curabit, eoque nomine tenebitur. Optioni autem suæ Regiæ Hispaniæ Majestatis & Dominorum Ordinum relinquitur, utrum dictam solutionem argenteis Ducatonibus, singulis ad sexaginta tres stuveros computatis, an vero Hollandicis aut Brabanticis Cassæ Imperialibus ad quinquaginta stuveros fieri velint, omnibus in eo consentientibus, ut omnes solutiones, quarum in hoc Tractatu mentio fit, non in banco, uti vocant, sed Hollandica currente Cassæ pecunia fieri debeat.

ANS de J. C. 1674.

XI. Adhuc conventum & determinatum est, quod, si divino auxilio Pax, tranquillitas & amicitia undique restituta fuerit, Serenitati suæ Electorali præter tum temporis currentis adhuc post initam pacem, unius mensis subsidia, nihilque præterea præstari & sine mora exsolvi debeant.

XII. Serenitas sua Electoralis ex iis, quas sub signis habet, copiis, eum, quem poterit, cohortium & militum numerum versus terras suas in Westphalia sitas tendere, ibidemque Hospitium sumere facit, quò & totus exercitus statim à facta subscriptione unà cum tormentis procedet.

XIII. Majores etiam & Minores Officiales, tum gregarii milites juramentum Serenitati suæ Electorali præstitum, Regiæ suæ Hispanicæ Majestati & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus aut Commissariis iis, quos ad id ordinabunt, præstare tenebuntur, & si id postulatum fuerit, dicto juramento eò usque obstricti manebunt, quoad in memoratæ Catholicæ Majestatis & Dominorum Ordinum terris ac ditione militant, atque in specie promittere debent se Imperatori, Regi Hispaniarum & Ordinibus Generalibus id præstituros, quod à strenuis & honestis militibus ex igi queat. Officialibus tamen Brandenburgicis plenaria tum manet jurisdictio & disciplina militaris in concreditas sibi copias, absque turbatione & imminutione ullâ.

XIV. Obligant quoque se sua Cæsarea Majestas & sua Regia Hispaniæ Majestas nec non Celsi & Præpotentes Domini Ordines Serenitati suæ Electorali, si eandem, durante hoc bello, à quopiam facto & re ipsa in terris aut portubus ipsius armis infestari contigerit, pari aut minori numero, prout de eo inter ipsos tum conveniet, assistere, omnemque ab illis vim hostilem amoliri debere, donec ditiones ipsius in pristinam tranquillitatem vindicatæ, Serenitati suæ Electorali sua restituta, ac satisfactum fuerit.

XV. Casu conjunctionis in Serenitatis suæ Electoralis Provinciis, Cæsarei, Hispanici & Ordinum Majores minoresque Officiales, ut & gregarii milites juramentum, &c. Cæsareæ Majestati, Regiæ Catholicæ Majestati, nec non Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus præstabunt, manetque Cæsareis, Hispanicis & Ordinum Officialibus sua in legiones suas jurisdictio & disciplina militaris, perinde uti antea.

XVI. Summum imperium competit Serenitati suæ Electorali, idque semper, dummodo infirmitate aut vi majori non impediatur, ipsa præsens exercebit. Promisit quoque eadem ac pollicita est, quemadmodum hoc ipso promittit ac pollicetur, se omnem hunc militem, quamdiu vigore hujus Tractatus aget ac unà consistet, præcisè & seriò eò adacturam, & directuram, ut quibusvis subnascentibus occasionibus indiscriminatim publico bono, commodo & securitati inserviat & adhibeatur.

XVII. Et quemadmodum Serenitatis suæ Electoralis arbitrio relictum Generalatum hujus exercitûs capaci necessariisque qualitatibus instructo committere Duci, ita ille, cui Serenitas sua Electoralis id munus deferet, obstrictus erit vigore ab ipso subscripti & sigillo roborati Reversûs memoratis sacræ Cæsareæ Majestati, suæ Regiæ Hispaniæ Majestati, nec non Celsis & Præpotentibus Dominis Ordinibus promittere; iisdemque fidem suam dare, se omnes articulos & puncta hujus Tractatûs diligenter observaturum, tenorique eorum præcisè inhæsurum.

XVIII. Obligat sese Serenitas sua Electoralis, se eum prædictis copiis contra hostes eo loco, tempore ac modo acturam, quibus id altè nominata Sacra Cæsarea Majestas, Regia Hispaniæ Majestas, ut & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines publico commodo maximè conveniem fore per majora judicabunt; sicut & omnes actiones principaliores, casu, quo Fœderatorum exercitus toti aut pro parte huic exercitui juncti erunt, inter dictos Fœderatos, aut eorum Comman-
dan-

ANS de J.C. 1674.

dantes, quantum conjunctis haſce copiis attinet, expendi ac ventilari, & prout id majori parti conſultum viſum fuerit, executioni mandari debent.

XIX. Ubi porrò conventum cautumqoe eſt, ut licet Exercitus hic totus aut pro parte in Regiæ ſuæ Majeſtatis Hiſpaniæ aut Dominorum Ordinum Territoria ducendus ſit ibidemque militare debeat, ſupremum tamen Imperium & quioquid inde ratione diſtributionis teſſeræ militaris & aliàs dependet, Serenitati ſuæ Electorali ſi ipſi præſens Exercitui præerit; relinqui debeat. Quod ſi verò Serenitas ſua Electoralis eo caſu ſummum Imperium non exerceat, tum inter Fœderatos ulterius ſuper ea re diſponendâ deliberabitur & convenietur.

XX. Quod ſi locus aliquis ad Serenitatem ſuam Electoralem ſpectans obſideatur & occupetur, ex copiis Electoralibus Brandenburgicis is præſidium accipiet. Planè uti Regiæ Sacræ Hiſpaniæ Majeſtatis & Celſorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum locis ab hoſte recuperatis ipſorum milites imponentur. Si verò hoſti ejuſve adhærentibus locus extra Romanum Imperium & Fœderatorum territoria ſitus eripiatur, Fœderati ſuper ejus præſidio tranſigent, captivi verò, munitiones, tormenta bellica & ſimilia, nullo excepto, ibidem reperta, Sacræ Regiæ Hiſpaniæ Majeſtati & Dominis Ordinibus pro dimidia parte, & pro altera dimidia Serenitati ſuæ Electorali cedent.

XXI. In diviſione tormentorum bellicorum, munitionum, & ſimilium in acie & conflictibus captorum, ſecundum modo dictam proportionem procedetur.

XXII. Captivi ſpectatæ conditionis, Civiles illi ſive militares ſint, illi parti maneant à qua capti ſunt. Permutatio tamen undique locum habebit, illique qui talem captivum ceperit, juxta conceptam ſuper hac re formulam vulgò Cartel, ſatisfieri debet.

XXIII. Si ante dictus exercitus contagione aut in actionibus cum hoſte duorum aut plurium millium numero diminutus, & ob id ſupplementis opus ſit, eo caſu ſua Regia Hiſpaniæ Majeſtas, & Celſi ac Præpotentes Domini Ordines pro ratæ portionem ſuam contribuent.

XXIV. Secuta ſubſcriptione, factaque primâ ſolutione nulli contrahentium licebit cum hoſte ejuſve adhærentibus armiſtitium ullum inire, niſi conjunctim & communi conſenſu. Et præterea conventum eſt, quòd ſi Serenitatis ſuæ Electoralis Cliviacæ & aliæ Provinciæ ob confectionem hujus Fœderis in futurum per communes hoſtes ad majorem ruinam redigantur, ut in Pacis Tractatibus omni operâ eò allaborari debeat, quò id damnum imprimis & ante omnia reſarciatur. Quòd ſi etiam ad Tractatum aliquem, ſive Pacis ſive armiſtitii aliquot annorum deveniatur, tum nemo Confœderatorum iſtam Negotiationem, ſive Tractatum abſque reliquorum participatione, & priuſquam ipſis eodem tempore, & tam citò ac ſibi ipſi requiſitam & neceſſariam facultatem ac ſecuritatem Miniſtros ſuos ad locum Tractatus mittendi procuraverit, aggredietur. Prædicti quoque Fœderati eorundemque Miniſtri ſucceſſivè & ſemper qoæ in dicta Negotiatione occurrent, ſibi mutuò communicabunt. Similiter alter alteri eadem jura, immunitates, exemptiones, prærogativas & ſecuritatem ab hoſtibus eorundemque Adhærentibus & Fœderatis paciſcetur, quæ ſibi ipſi ſtipulatus & adeptus eſt, niſi aliter ſuper eo inter ſe conveniant, qood cum generatim attendi debet, ut hoſtilitates tàm adverſus unum quàm alterum contrahentium ſimul tollantur.

XXV. Generales, Tribuni, Commendantes Exercitus & Cohortium ubique exactam ſervare diſciplinam, & unicuique debitam juſtitiam ſine mora adminiſtrare tenebuntur.

XXVI. Serenitati quoque ſuæ Electorali liberum erit, in quibuſdam ad Celſos & Præpotentes Dominos Ordines ſpectantibus eorundemque præſidiis inſeſſis locis, Domum frumentariam, vulgò *Magazin* erigere. Eidem qooque ſingulis vicibus munitiones & commeatus neceſſarii æquo, illoque pretio, quo Domini Ordines ipſi ea coëmerunt, vendi debent, niſi ipſi illis indigeant.

ANS de J.C. 1674.

XXVII. Porrò inter contrahentes perpendetur & examinabitur, quænam ulteriora media ad conſervationem aut reductionem Pacis, & ſtabilimentum communis tranquillitatis & ſecuritatis per arctiores conſœderationes aut aliàs amplectenda ſint. Sacra Cæſarea quoque Majeſtas, Regia Catholica Majeſtas, nec non Fœderati Ordines id agent, ut inſtitutus hactenùs cùm Dominis Ducibus Brunſvicenſibus Tractatus omnibus modis quantociùs finiatur, ita tamen ut hæc pactio tanqoam conditio ſine qua non habeatur.

XXVIII. Ut etiam exercitus tantò meliùs ſuſtentari queat, opera dari debet, ut illis Provinciis, quæ ſe hoſtiliter declaraverint, contributiones imperentur, eaque contributio, quantùm ex ea deductis impenſis ſupererit, in utilitatem & commodum contrahentium ex æquis Partibus juxta rationes ſuperinde reddendas vertatur.

XXIX. Prædicti Fœderati durante præſente bello nulli ſe committent bello, contra alios Principes & Poteſtates, quæ ſe hiſce prædictorum Fœderatorum partibus adjunxerunt.

XXX. Omnia & ſingula ſupra poſita puncta & Articulos omnes contrahentes ſincerè & inviolabiliter ſe præſtituros, eaque perfectè, bonâ fide, & ex omni parte reipſa adimpleturos ſpondent.

In majorem hujus rei firmitatem & conſtantem obſervationem quatuor ejuſdem tenoris Inſtrumenta deſuper confecta, & à contrahentium Plenipotentiariis ſubſcripta ac ſignata ſunt. Quorum Ratificationes, ſi fieri poteſt, intra duos menſes à dato hujus computandos, vel citiùs etiam debitâ formâ extradi & commutari debent. Acta hæc ita ſunt Coloniæ ad Spream die 28 Junii / 8 Julii anno 1674.

CXXVI.

Traité d'Alliance entre CHRISTIERNE V. *Roi de Danemarc d'une part, & l'Empereur* LEOPOLD, CHARLES II. *Roi d'Eſpagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas.* Fait à la Haye le 10. Juillet, 1674. Actes & Mémoires des de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 700.

ANS de J.C. 1674. L'Empereur, L'Espagne, le Danemarc, et les Provinces Unies.

SA Majeſté Imperiale, ſa Majeſté Catholique, & leurs Hautes Puiſſances Meſſieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, ont pluſieurs fois declaré, qu'ayant eſté offenſés contre les Traitez de la Paix conclüe à Oſnabrug, à Munſter, à Cleves & à Aix; Ils ont eſté contrains de joindre leurs Armes afin de chercher tant le repos de l'Empire, que celuy des Païs voiſins, & y rétablir la Paix aux conditions les plus favorables que faire ſe pourroit. C'eſt pourquoi ils ont été obligés de requerir S. M. Danoiſe, de ſe vouloir en toute occaſion porter pour l'interêt de l'Empire, & contre tous Partis contraires à icelui, & aux Confederez qui ſont S. M. I. S. M. C. & LL. Hautes Puiſſances, depuis peu Confederez. Et S. M. Danoiſe a vû que S. M. I. S. M. C. & L. L. H. P. n'ont rien fait, qui ne tendit à la ſureté de l'Empire & de ſes voiſins, & par conſequent qu'il n'y avoit nul préjudice pour ſes terres & ſujets. Ce que voyant, ladite M. D. a trouvé bon & a donné ordre à ſes Miniſtres de traiter en ſon nom avec les Miniſtres de ſa Majeſté Imp. de S. M. C. & de L. L. H. P. comme s'enſuit,

I. Premierement, on ne pretend point que cette Alliance ſoit offenſive, ni contre aucun Potentat ſoit

Roi ou Etats mais seulement pour le repos des Alliez & de leurs voisins. Ayant donc resolu ceci, & les Alliez y ayant acquiescé, ont trouvé bon de former la presente Alliance, ayant conclu de l'effectuer, pendant cette guerre contre tous ceux qui pourroient prendre le party, ou adherer aux ennemis des Alliez, & même contre ceux qui les Armes à la main les voudroient attaquer, ou leurs Etats, vassaux, domaines ou sujets. Et pour prevenir tels accidents, lesdits Alliez ont trouvé bon de former une Armée selon les formes ci dessous mentionnées. Afin de se defendre contre tous les susdits ennemis, ou ceux qui pourroient épouser leur parti, ladite Armée devant être conduite selon les conditions suivantes.

II. Suivant ce present Traité sa M. D. sera obligée de tenir sur pied une Armée de 16000. hommes, sçavoir de cinq mille chevaux, de dix mille Fantassins, & de mille dragons, & toûjours prête à marcher contre les ennemis, qui pourroient attaquer lesdits Alliez, ou leurs Adherans en quelque façon que ce soit.

III. Que sadite M. D. recevra pour les frais qu'elle sera obligée de faire tant pour la levée, que pour l'entretien de ladite Armée, la somme de 14000. Rixdalers par Mois, pendant que cette guerre durera, contant les années de douze Mois. S. M. C. sera obligée de payer la moitié de ladite somme, & l'autre moitié sera payée par LL. H. P. à Amsterdam en banque ou en caisse. Le payement du premier Mois commencera du jour que S. M. D. aura donné la ratification de present Traité, & sera venuë entre les mains des Alliez.

IV. Et en cas qu'il survint de nouveaux Ennemis aux Alliez, sadite M. D. sera obligée de rompre avec eux & leurs Adherans, & de soutenir contre eux avec ladite Armée dans six semaines, aprés la requisition faite par les Alliez. Ladite Armée de seize mille hommes sera entretenuë par les Confederés, sçavoir une moitié par S. M. C. & LL. H. P. chacun moitié par moitié; Et l'autre moitié sera entrenuë par S. M. D. continuant l'appointement ci-dessus dit de 14000. Rixdalers, jusqu'au commencement de l'autre.

V. Et afin que ladite Armée de cinq mille hommes de Cavalerie, de dix mille d'Infanterie & de mille Dragons, soit plûtost mise sur pié au moins au temps ci-dessus prescrit, S. M. C. & LL. H. P. auront soin, tôt aprés la requisition faite, de faire tenir, par lettres de change, à S. M. D. dans la Ville de Hambourg la somme de 170000. Rixdalers ou 425000. florins monnoie d'Hollande : proportionnant ladite somme à la levée desdites Troupes, sçavoir 40. Rixdales pour un Cavalier ou Dragon, & dix Rixdalers pour chaque fantassin.

VI. Que ladite Armée étant levée sera mise en ordre & divisée en dix Regimens de Cavalerie, dix Regimens d'Infanterie, & dix Compagnies de Dragons. Que chaque Regiment de Cavalerie sera de six Compagnies, & chaque Compagnie de 83. hommes: & chaque Regiment d'Infanterie de mille hommes, & chaque Compagnie de Dragons de 100. hommes Que chaque Colonel, tant de Cavalerie que d'Infanterie tirera par Mois six vingts Rixdalers ou 3000. flor. monnoie de Hollande. Chaque Lieutenant Colonel ayant par mois de solde 40. Rixdalers ou cent florins monnoie d'Hollande. Et chaque Major aussi par Mois de solde 32. Rixdalers ou 80. florins d'Hollande. Chaque Brigadier & Prevost aura 18. Rixdalers ou 45. florins par Mois. Il ne sera fait aucune dépense au delà, soit pour chariots, charettes, voitures ou autres choses.

VII. Que S. M. C. & LL. H. P. fourniront à S. M. D. pour chaque Regiment de Cavalerie mis en l'état susmentionné, la somme de 4767. Rixdalers 26. sols 9. deniers, ou onze mille neuf cens dix huit florins d'Hollande 19. sols 9. deniers, pour chaque Mois courant. Et pour chaque Regiment d'Infanterie 2104. Rixdalers 4. sols ou 1262. florins 4. sols argent d'Hollande. Et le tout sera payé à proportion du monde qu'on passera en revûë tant de Cavalerie, que d'Infanterie. Neanmoins s'il se trouvoit qu'en passant montre, on ne trouvât manquer à l'Armée que mille hommes, sans toutefois que ce fût la faute des Officiers, & que lesdits Officiers fussent complets, & pûssent verifier que ce n'est pas leur faute, & que ce qui pourroit manquer, auroit esté par quelque défaite ou autrement par deserteurs, on ne laisseroit pas d'accomplir le payement, comme si ladite Armée avoit été trouvée entiere, à condition neanmoins, qu'à la premiere montre on remplitoit les places vacantes & rendroit ladite Armée complete.

VIII. S. M. D. pourra se servir de ladite Armée, selon l'ordre de la guerre s'il le trouve bon, & augmenter le nombre des Officiers, & former les Regimens & Compagnies ainsi qu'il luy plaira. Neanmoins le corps de l'Armée doit demeurer dans les formes ci-dessus mentionnées, sçavoir de 5000. Cavaliers, de 10000. hommes d'Infanterie & de 1000. Dragons tous effectifs & bons soldats, & les Officiers susnommez, sçavoir Colonels, Lieutenans Colonels, Majors, Capitaines & autres moindres Officiers demeureront comme il a esté accordé. Et S. M. D. ne pourra pas prétendre plus d'appointement qu'il lui en a esté promis.

IX. Que les deniers servant au payement desdites troupes; sçavoir de la moitié de 16000. hommes selon que l'on est convenu, doivent estre payez au commencement de chaque mois, qui commencera du jour que lesdites troupes auront passé montre, ce qui se sera aussi à l'égard des Colonels, Lieutenans Colonels, Majors, Capitaines, Brigadiers, & Prevôts. Et quant à S. M. C. & LL. H. P. elles ne manqueront de faire tenir par bonnes lettres de change lesdits payemens à S. M. D. pour en faire une distribution particuliere à chaque Officier & soldat, selon qu'il le trouvera bon, à condition que jamais les Alliez sçavoir S. M. C. & LL. H. P. ne seront inquietez, pour le payement d'aucun General ou autres moindres Officiers, soit Cavaliers, ou soldats.

X. Et en cas qu'il avint, que la Paix fût concluë vers la moitié du Mois, lesdits Alliez seront obligez neanmoins de payer à sa M. D. le Mois entier, & encore un mois de surplus. Mais en cas qu'elle vint à être concluë un peu aprés le commencement du mois, alors sa M. D. sera payée encore d'un Mois en comptant du jour que ladite Paix sera concluë; A moins que lesdits Alliez ne trouvassent bon de tenir encore ladite Armée sur pied, & alors le payement se sera comme devant, jusques à ce que lesdits Alliez déclarent n'avoir plus besoin de ladite Armée.

XI. Il sera permis tant d'un côté que d'autre de faire passer montre à ladite Armée, soit toute ensemble ou separément, comme on le trouvera à propos. Afin de voir en quel équipage sont les Cavaliers & Soldats, & s'ils sont habillez & bien armez, les mettre en ordre. Aprés quoi les Colonels tant de Cavalerie que d'infanterie, Capitaines & autres Officiers devront être prests à obéir aux ordres qu'on leur pourra donner.

XII. On joindra à ladite Armée un équipage d'Artillerie proportioné à la grandeur d'icelle, pour être employée où on le jugera à propos, dont le contenu sera comme il suit, & qui sera de

Deux Mortiers.
Deux Cartouches.
Quatre piéces de Canon portant 12. livres de bale.
Six piéces de Canon chacune de 6. livres de bale.

Vingt

ANS de J.C. 1674.

Vingt piéces de Canon chacune de 3. à 4. livres de bale.

Livres.	*Boulets.*	*Quintaux.*
Deux cens	à 24	48
Quatre cens	à 12	48
Cent	à 60	
Six cens	à 6	36
Cent	à 40	
Deux mille	à 4	80

Quintaux de Boulets 212.

Cent quintaux de grenades avec autant de poudre qu'il sera necessaire pour l'usage d'icelles.
Cent quintaux de poudre à Canon.
Cent quintaux de poudre à Mousquet.
Trois cens & vingt quintaux de plomb ou bales à Mousquet.
On contera pour chaque livre de bales une demie livre de poudre.
Pour huit mille hommes chacun deux livres de poudre.
Et pour chaque livre de poudre deux livres de plomb.
Et outre tout ce que dessus on établira des Officiers tant hauts que subalternes pour gouverner ladite Artillerie sçavoir:

Un Colonel.
Un Major.
Deux Capitaines.
Deux Lieutenans.
Quatre Appointez.
Un Ministre.
Un Barbier.
Deux faiseurs de feux d'artifices avec leurs aides.
Quarante deux Canonniers.
Un Maitre de Pontons avec ses aides.
Un Petardier avec ses gens.
Un Mineur avec ses aides.
Un Mareschal avec ses valets.
Un Charon avec ses valets.
Un Sellier avec ses compagnons.
Deux Racommodeurs de chemins.
Deux Maîtres d'Armes.
Un Contrôleur.
Un Ecrivain.

Quatre-vingts hommes pour faire jouër & manier le Canon, qui seront divisez, sçavoir 4. à chaque Courtau, & à chaque piéce de Canon de douze livres de bale, & deux hommes à chacune des autres piéces.

Quelques Pionniers, &
Charons avec leurs compagnons.

Sa M. D. sera obligée de lever & mettre en ordre ladite Artillerie avec chevaux, chariots, charettes, & enfin tout ce qui sera necessaire, avec tous les Officiers tant Hauts que bas, dans le temps de six semaines, aprés la requisition faite par les Alliez, afin d'être employez où on le jugera à propos, sitost que ladite Armée sera sur pied & passée en montre, & que ladite Artillerie sera en ordre, les Officiers d'icelles passés en montre, lesdits Alliez, sçavoir S.M.C. & LL.H.P. seront obligées de payer à S M.D. chaque mois courant la somme de 10686. Rixdalers pour la solde des Generaux qui commanderont ladite Armée au-dessus des Colonels. A condition que ladite Artillerie sera augmentée de la cinquiéme partie, sans que lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P, en soient aucunement inquietez ou recherchez d'aucun payement, comme il a été specifié en l'Article neuviéme.

XIII. Que S. M. D. sera obligée dans l'occasion de tenir cette Armée prête & en ordre en un corps, pour être employé contre les ennemis, lors qu'on le jugera à propos, & selon la pluralité des voix des Alliez, qui tomberont d'accord sçavoir de S. M. I. & S M. C. & S. M. D. & LL. H. P. Et en cas de conjonction de ladite Armée avec l'Armée des Alliées, soit toute ou en partie, les ordres seront donnez selon les quatre voix susdites en ce qui concerne lesdites troupes.

XIV. S'il avenoit que S M. D. ayant à la Requête desdits Alliez mis ladite Armée en ordre, fût attaquée dans son Païs par qui que ce fût, & sous quelque pretexte que ce fût; Elle ne pourra pas seulement employer ladite Armée pour sa défence. Mais aussi lesdits Alliez, sçavoir S M. Imper. S. M. C. & LL. H. P. seront obligés de secourir sadite M. D. avec autant de troupes qu'il en souhaitera, lesquelles s'employeront de toutes leurs forces à resister aux ennemis de sadite M. D.

XV. Et en cas que S. M. D. aprés la Ratification de cette presente Alliance avec lesdits Alliez, fût attaquée sur ses terres par les Ennemis à raison dudit Traité, & que sadite M. n'en eût donné aucun sujet directement ou indirectement, & que lesdits Alliez n'y trouvassent rien à redire. Dans cette occasion lesdits Alliez, savoir S. M. C. & LL. H. P. & ladite M. D. seront obligez de payer également les frais qui pourroient avoir été faits pour la levée & l'entretenement d'une Armée, pourvû que sadite Majesté Danoise eût requis d'entrer dans la rupture avec les autres.

XVI. Et en cas que ladite Armée de 5000. hommes de Cavalerie, & de 10000. hommes d'Infanterie, & de mille dragons ne fût pas capable de résister aux ennemis, ni même de les contraindre à contracter, & enfin à faire la Paix, on pourra renforcer ladite Armée jusques à ce qu'elle soit en état de le faire.

XVII. Et en cas que lesdits Alliez jugeassent à propos que S. M. D. équipât un Armée Navale, & que lesdits Alliez le requissent de tenir quelques esquadres de vaisseaux de guerre en mer, alors lesdits Alliez, sçavoir S. M. C. & LL. H. P. seront obligez de payer la moitié du frais que pourra faire S. M. D. pour la levée & l'entretenement de ladite Armée, conformément à l'accord fait entre S. M. D. & LL. H. P. en l'année 1666.

XVIII. S. M. D. ayant levé & mis en ordre ladite Armée Navale, lesdits Alliez sçavoir S. M. I S. M. C. & LL. H. P. ne pourront traiter de Paix ny de Tréve avec qui que ce soit, que par le commun consentement de tous les autres. Mais en cas qu'aucun desdits Alliez vint à traiter en particulier, soit de Paix ou de Tréve pour quelques années, il sera obligé d'en donner avis à ses Alliez avant que de commencer la premiere Conference, afin que lesdits Alliez puissent avertir leurs Ministres, d'avoir soin de leurs interêts. Outre cela ledit Allié en particulier ne pourra rien conclure, qu'il n'y comprenne les Alliez, & qu'il ne leur fasse remettre toutes les Villes, Places, Provinces & domaines, qui leur pourroient avoir été prises, pendant cette guerre, avec tous les privileges qu'ils unt eus auparavant, en cas qu'ils le requierent, faute de quoi, il ne pourra s'accommoder.

XIX. Et en cas qu'aprés la conclusion & Ratification de la presente Alliance S. M. D. fût requise d'entrer dans la rupture, & qu'aprés on vint à traiter de paix, lesdits Alliez sçavoir S. M. I. S. M. C. & LL. H. P. seront obligez de proteger les Ministres de S. M. D. en toutes occasions, au lieu où on traitera, en leur donnant la facilité & assurance requise, afin qu'ils puissent garder les interêts de S. M. D. & aviser sadite M. de

ANS de J. C. 1674. M. de temps en temps, de tout ce qui se passe dans la Negotiation, & venant à conclure la Paix ou quelque Tréve pour quelques années d'y comprendre fadite Majesté.

XX. Qu'à la fin de la guerre presente lesdits Alliez demeureront en une fidelle & inviolable amitié, conservant les interêts l'un de l'autre autant qu'il sera possible, & repoussant tout ce qui pourroit etre prejudiciable à l'un ou à l'autre Allié, s'entre-aydant les uns les autres dans toutes les rencontres, sans déroger aux Articles de ce present Traité. Mais au contraire en les fortifiant & observant exactement.

Tout ce que dessus a été conclu & arresté sur l'approbation & ratification desdits Alliez, sçavoir de S. M. I. de S. M. C. de S. M. D. & de L. L. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, dont la Ratification sera renduë dans le tems de deux Mois, à commencer du jour de la conclusion de cette presente Alliance. A la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit signé.

(*L. S.*) *J. Hoegh.* (*L. S.*) *D. van Wijngaerden.*
(*L. S.*) *G. Fagel.*
(*L. S.*) *J. de Mauregnault.*
(*L. S.*) *F. van Bootzma.*
(*L. S.*) *B. Grays.*

Article secret separé.

Et voyant, que suivant le 20. Article de ce present Traité signé par les Ministres de S. M. I. S. M. C. S. M. D. LL. H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies; il est arresté qu'à la fin de cette presente guerre lesdits Alliez demeureront en une mutuelle amitié, prenant part aux interests les uns des autres, & cherchant à repousser ce qui pourroit préjudicier & nuire à quelqu'un des Alliez, & ainsi qu'il a été expressément specifié dans ce present Traité, qu'on ne derogera à aucun Article du present Traité; Mais qu'au contraire, on les executera dans les formes autant que faire se pourra. Et suivant ce que dessus S. M. D. & LL. H. P. les Etats des Provinces-Unies donnant plus d'éclaircissement & d'explication, sont convenus & convienment ensemble, par la conclusion & force dudit 20. Article, qu'à la fin de cette presente guerre, on des deux Partis fût attaqué dans l'Europe : que leurs Hautes Puissances, au lieu des 6000. hommes de secours ci-dessus mentionné, seront obligez d'employer toutes leurs forces tant par mer que par terre, selon que l'occasion le requerra, pour secourir S. M. D. en attaquant les ennemis; & leur faisant autant de dommage comme si c'étoit leurs ennemis propres : Enfin d'entrer en guerre & de rompre avec eux à l'occasion de fadite M. D. & seront obligez leursdites Hautes Puissantes, de continuer jusques à ce que la Paix soit concluë entre S. M. D. & lesdits ennemis, contribuant à remettre & rétablir fadite M. D. dans toutes les places, villes, & châteaux, terres, domaines, & sujettions, qui lui auroient été prises pendant ladite guerre, le remettant en possession de tous privileges & prérogatives qu'il avoit auparavant, en cas de requisition pour cet effet, par fadite M. D.; & cela se doit faire sans que leurs Hautes Puissances, puissent jamais prétendre aucun remboursement de leur frais ni aucune recompense, sous quelque prétexte que ce soit. Et en vuë de ce que dessus S. M. D. promet qu'aprés la fin de cette presente guerre, de se declarer & de rompre contre tous ceux qui pourroient déclarer & attaquer leurs Hautes Puissantes de quelque maniere que ce soit, dans l'Europe. Et que les susdits Alliez seront obligez de continuer jusques à ce que la Paix soit concluë, & que sa M. D. & LL. H. P. soient entierement rétablis, s'ils le requierent ainsi, sçavoir des Provinces, Villes, Places, Châteaux, & generalement tous les privileges & prerogatives qui leur pourroient avoir été pris pendant ladite guerre, & dans telle occasion S. M. D. sera obligée outre les 6000. hommes ci-dessus specifiez, de lever autant de monde qu'il plaira à leurs Hautes Puissances jusques au nombre de 16000. hommes aux mémes conditions, & à même solde qu'il a été dit dans le susdit Traité.

Et comme en vuë de ce present Traité, fadite M. D. étoit obligée d'assister LL. H. P. dans la presente guerre avec une Armée de 6000. hommes, & que S. M. D. à cause de quelque dificulté survenuë n'a pû y subvenir : leurs Hautes Puissances se desistent de toutes les pretentions qu'elles pourroient avoir sur sa M. D. en ce fait, promettant de n'en jamais rien demander ni pretendre de quelque maniere, ny sous quelque pretexte que ce soit, ni même d'en rien jamais reprocher, soit par rapport de quelques exemples ou autrement.

Et on est de plus convenu, que la presente Alliance durera l'espace de quinze années aprés la fin de cette presente guerre.

Le tout a été ainsi conclu & accordé sur l'approbation & ratification de S. M. D. & de leurs H. P. les Etats Generaux des Provinces-Unies, laquelle sera apportée & changée à la Haye, deux Mois aprés la conclusion de la presente, ou plûtôt si faire se peut. Fait & signé à la Haye, le 10. de Juillet 1674.

Et étoit signé,

(*L. S.*) *J. Hoegh.* (*L.S.*) *D. van Wijngaerden.*
(*L.S.*) *G. Fagel.*
(*L.S.*) *J. van Mauregnault.*
(*L.S.*) *E. van Bootzma.*
(*L.S.*) *B. Grays.*

CXXVII.

ANS de J. C. 1674. L'Angleterre et les Provinces-Unies.

Traité de Marine & de Commerce entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas; fait à Londres, le 1. Decembre, 1674.* Recueil des Traitez faits entre les Etats des Provinces-Unies des Pays-Bas & divers Princes.

Quandoquidem pace restabilita inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum *Carolum Secundum*, Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Regem, fidei defensorem, &c. & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii per Tractatum Westmonasterii $\frac{9}{19}$ die Februarii anno Domini $167\frac{3}{4}$ conclusum, Articulis octavo & nono provisum fuit, ut sex Commissarii ex parte dicti Serenissimi Domini Magnæ Britanniæ Regis nominandi, cum totidem Commissariis ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum mittendis, novum ibi Tractatum Marinum conficerent.

Quumque in eum finem Dominus Thomas Baro Culpeper, Georgius Downing, Eques & Baronnettus Richardus Ford, Gulielmus Thomson, Equites Joannes Jolliff & Joannes Buckworth Armigeri, Commissarii ex parte supramemorati Serenissimi Domini Magnæ Britanniæ Regis Deputati, item Domini Joannes Corver & Ægidius Sautin, Civitatis Amstelodamensis Consiliarii & Senatores, Samuel Beyer & Andreas van Vossem, Civitatum Roterodamensis & Enchusensis respectivè Consiliarii & Syndici, Petrus Duvelaer, Civitatis Mediobuergensis Exconsul, & Michael Michielson, Civitatis Vlissingæ Scabinus & Consiliarius, Commissarii ex parte dictorum Dominorum Ordinum Generalium Londinum missi, sæpius congressi sint, & Sermones ea de re ultro citroque habuerint; tandem secundum literas plenæ potestatis

ANS de J. C. 1674.

tatis utrimque exhibitas (quarum exemplar in calce hujus Tractatus insertum est) in articulos sequentes, pro Tractatu Marino per omnes & singulas Universi Orbis Regiones & partes terra, Marique observando juxta tenorem præfati octavi articuli unanimiter & ex voto consenserunt.

I. OMnibus & singulis Subditis Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Magnæ Britanniæ Regia antememorati, licitum & jus esto; cum omnimoda libertate & securitate navigare, negotiari, & mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus, & Statibus, quibus pax, amicitia, aut neutralitas cum præfato Domino Rege nunc subsistit, aut ullo dehinc tempore intercessura est, ita ut nec vi militum armata, nec Navibus bellicis, aliisve cujuscunque generis Navigiis, sive ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales antedictos, sive ad illorum subditos spectantibus, occasione vel prætextu hostilitatis vel discordiæ alicujus, quæ inter præfatos Dominos Ordines Generales & Principes aut populos quoscunque pacem aut neutralitatem cum memorato Domino Rege colentes, jam flagrat, aut inposterum exarserit, in Navigationibus aut Commercus suis ullatenus impedientur, aut molestia aliqua afficientur. Pari itidem ratione omnibus & singulis subditis Cellorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium fœderati Belgii antememoratorum licitum & jus esto, cum omnimoda libertate & securitate Navigare, Negotiari & mercaturam quamlibet facere in omnibus iis Regnis, Regionibus & Statibus quibus pax, amicitia, aut neutralitas cum præfatis Dominis Ordinibus nunc subsistit, aut ullo dehinc tempore intercessura est; ita ut nec vi militum armata, nec navibus bellicis, aliisve cujuscunque generis Navigiis, sive ad Serenissimum & Potentissimum Dominum Regem antedictum, sive ad ejus Subditos spectantibus, occasione vel prætextu hostilitatis vel discordiæ alicujus, quæ inter præfatum Dominum Regem, & Principes aut populos quoscunque pacem aut neutralitatem cum memoratis Dominis Ordinibus colentes, jam flagrat, aut inposterum exarserit, in navigationibus aut Commerciis suis ullatenus impedientur, aut molestia aliqua afficientur.

II. Neque illa navigandi & commercandi libertas, occasione vel causa ullius belli infringetur in ullis mercimoniorum generibus, sed ad omnes merces quæ in pace subvehentur, se extendet, exceptis solum iis, quæ articulo proximo sequuntur & Controbandæ nomine indigitantur.

III. Sub isto nomine Controbandæ seu mercimoniorum prohibitorum solummodo comprehendentur Arma, Bombardæ, cum suis ignariis & aliis ad eas pertinentibus, ignes Missiles, Pulvis Tormentarius, Fomites, Globi, Cuspides, Enses, Lanceæ, Hastæ, Bipennes, Tormenta, Tubi, Catapultarii (vulgo Mortaria) inductiles Sclopi, vulgo Petardæ, Glandes, igniarii Missiles, vulgo Grenadæ, Furcæ Sclopetariæ, Bandeliers, Salpetræ, Sclopeti, Globuli seu Pilæ, quæ Sclopetis jaculantur, Cassides, Galeæ, Thoraces Loricati, vulgo Cuirasses, & similia Armaturæ genera, Milites, equi, omnia ad instruendos equos necessaria, Sclopetheca, Balthei, & quæcunque alia bellica instrumenta.

IV. Inter bona prohibita haud quaquam censebuntur, hæc, quæ sequuntur, mercimonia, omnes scilicet pannorum species, omnesque aliæ manufacturæ, textæ ex quacunque Lana, Lino, Serico, Gossipio, vel alia quacunque materia, omnia vestium & indumentorum genera, una cum speciebus, ex quibus confici solent, aurum & argentum tam signatum quam non signatum, Stannum, Ferrum, Plumbum, Cyprium & Carbones Focarii, Triticum etiam & Hordeum, & aliud quodcunque Frumenti vel leguminis Genus, Herba Nicotiana, vulgo Tabaco, nec non omne Genus aromatum, Carnes salitæ & fumo duratæ, pisces saliti & arefacti; Caseus & butirum, Cervisia, olea; vina, sacchara, & omne Genus salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominum & vitæ sustentationem facit: Gossipii porro, Cannabis, lini & picis omne Genus, Funes, vela & Anchoræ, Mali item navales, ut & asseres, Tabulæ & Trabes ex quibuscunque arboribus, omniaque alia ad naves seu construendas, seu reficiendas comparata, quin plane inter mercimonia libera censebuntur juxta atque aliæ quælibet merces & res, quæ in articulo proximè præcedenti non comprehenduntur; ita ut à subditis Regiæ Majestatis antememoratæ, etiam ad loca Dominis Ordinibus inimica, ut & à subditis Dominorum Ordinum, vice versa, ad loca hostibus Domini Regis obtemperantia, liberrime transportari & invehi possint, exceptis duntaxat Oppidis, locisve obsidione cinctis, circumseptis vel investitis, Gallice blocquées ou investies.

V. Quo autem in posterum discordiæ & simultates omnimodę hinc inde per mare & per terram juxta cessent, ac penitus extinguantur, conventum est quod naves & navigia, omne Genus ad subditos Domini Regis sæpius memorati spectantia, quæ Stationem aut portum aliquem Dominis Ordinibus obtemperantem ingressa vel ingressura sunt, & alioversum pergere volentia, solummodo literas Commeatus, vulgo literas maritimas dictas, quarum formula articulis hisce subnectitur, officialibus in portu agentibus, aut si quas naves Ordinum præsidiarias, aut alias sumptubus privatis ad bellum instructas, ibi versari contigerit, earundem præfectis exhibere tenebuntur, neque sub eo prætextu quicquam ab iis pecuniæ, vel alterius rei exigetur, sin autem in alto mari, aut alibi locorum, quæ non sunt intra Dominorum Ordinum ditionem, Navibus bellicis, Dominorum Ordinum, aut navibus sumptubus privatis subditorum suorum ad bellum instructis, obviam dederit navis aliqua, ad subditos Domini Regia Magnæ Britanniæ spectans, dictæ naves Dominorum Ordinum suorumque subditorum, interjecta idonea distantia subsistent, & Scapham suam solum expedient, licitumque iis erit cum duobus, tribusve duntaxat hominibus Majestatis suæ subditorum Naves & Navigia conscendere, ut sibi à præfecto sive Magistro talis navis aut Navigii ad Majestatis suæ subditos spectantis literæ Maritimæ de proprietate ejusdem juxta formulam inferius descriptam, exhibeantur, & Navi, quæ eas exhibuerit, liber erit transitus, eandemque molestia aliqua afficere, excutere, detinere, aut de Cursu destinato, ut deflectat cogere, nefas esto; eadem autem in omnibus libertate atque immunitate fruuntor omnes subditi Dominorum Ordinum ipsis pariter literas Commeatus, vulgo literas maritimas suas exhibentibus, juxta formulam, in calce hujus Tractatus præscriptam, conceptas.

VI. Quod si navi alicui, vel navigio ad Anglos vel alios Regiæ Majestatis subditos spectanti; verum ad portum aliquem Dominis Ordinibus inimicum tendenti aut etiam vice versa, Navi alicui ad fœderatas Belgii Provincias, vel alios Dominorum Ordinum subditos spectanti, portum aliquem hostibus dictæ Regiæ Majestatis obtemperantem petenti, in cursu suo obviam fit navis illa non tantum literas Commeatus, vulgo literas maritimas, quibus juxta formulam inferius præscriptam, munienda est, verum etiam literas Certificatorias, exprimentes rerum subvectarum indices, à Teloniorum inspectoribus in portu, unde solverat, sub forma consueta datos, exhibebit, unde dignosci queat an mercimoniis aliquibus articulo hujus Tractatus tertio prohibitis, oneretur.

VII. Quod si per exhibitionem supradictarum literarum Certificatoriarum, exprimentium rerum subvectarum indices à Teloniarum inspectoribus in portu, unde solverat, sub forma consueta datarum, de qua-

ANS de J. C. 1674.

rum exhibitione superius conventum est, altera pars deprehenderit aliqua id genus mercimonia, quæ contrabanda seu prohibita esse in tertio hujus Tractatus articulo declarantur, ad portum alterius hostibus obtemperantem destinata, foros illius navis, in qua ea reperiri contigerit, sive ad subditos Domini Regis, sive ad Dominorum Ordinum subditos spectaverit, resignare, Cistas, Capsas, Sarcinas, aut vasa in eadem referare, vel disrumpere, vel partem licet minimam, mercimoniorum distrahere, nisi toto prius onere præsentibus Tribunalis Maritimi Officialibus in terram exposito, & in inventarium redacto nefas esto: earum venditioni tamen, permutationi, aut alienationi qualicunque nullatenus locus erit nisi postquam ritè & legitimè contra istiusmodi bona prohibita processum fuerit, eademque rerum maritimarum judices lata sententia fisco respective sub addixerint, salva semper tam ipsa Navi, quam cæteris mercibus, in eadem repertis, quæ ex hoc Tractatu liberæ censendæ sunt, ne ex prætenso mercium prohibitarum contagio detineri, nedum pro præda legitima confiscari possint, sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat ex mercibus prohibitis, vel Contrabandis constiterit, easque præfectus navis Captori, qui eas deprehenderit, extradere se promptum & paratum præstet, in eo casu captor navem ut ad portum sibi Commodum deflectat, haud coget, quin illico dimittet, neque ulla ratione impediet quo minus cursum, quem instituerat, liberè prosequatur.

VIII. Conventum porro est, quod quicquid à subditis Regiæ Majestatis in navem quamcunque ad hostes Dominorum Ordinum pertinentem, impositum esse deprehendetur, quamvis de genere mercium prohibitarum non sit, totum id fisco addici possit, cæterum è contra pro immuni atque libero habebitur omne id, quod in navibus ad subditos Regiæ Majestatis spectantibus immissum deprehendetur, etiamsi totum oneris vel ejusdem pars aliqua ad hostes Dominorum Ordinum justo proprietatis titulo pertinuerit, exceptis semper mercibus contrabandis, quibus interceptis, omnia ex articulorum præcedentium mente & præscripto fient: pari iisdem ratione quicquid à subditis Dominorum Ordinum in navim quamcunque ad hostes Regiæ Majestatis pertinentem, impositum esse deprehendetur quamvis de genere mercium prohibitarum non sit, totum in fisco addici potest, Cæterum è contra omne id, quod navibus ad subditos Dominorum Ordinum spectantibus, immissum deprehendetur, pro immuni atque libero habebitur, etiamsi totum oneris, vel ejusdem pars aliqua ad hostes Regiæ Majestatis justo proprietatis titulo pertinuerit, exceptis semper mercibus contrabandis, quibus interceptis, omnia ex articulorum præcedentium mente & præscripto fient: nequid autem detrimenti alteri parti in pace versanti, ubi altera pars forte in bellum proruperit, ex improviso adferatur, provisum & cautum esto, quod navis ad hostes alterutrius partis spectans, bonis subditorum alterius onerata, eadem confiscationi contagio suo non reddet obnoxia, modo imposita fuerint ante expirationem terminorum & dierum, hic inferius præscriptarum, post belli cujusvis denunciationem seu declarationem, videlicet si bona imposita fuerint in aliquo portu, vel loco inter terminum vel locum *the foundings* vocatum, & terminum, qui Naz dicitur in Norvegia intra spatium sex septimanarum post talem declarationem, duorum mensium inter dictum terminum *the foundings* & Civitatem Tingitanam, & decem septimanarum in Mari Mediterraneo, vel intra spatium octo mensium in quavis alia orbis Regione, vel loco; bona igitur subditorum Regiæ Majestatis in quacunque navi vel navigio cujuscunque, qui Dominis Ordinibus hostis fuerit capta, aut deprehensa, eo sub prætextu confiscare non licebit, sed sine dilatione proprietariis restituentur, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporis respectivè expirationem, ita tamen ut postmodum iis licitum non fit dicta mercimonia, quæ contrabandæ dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad portus inimicos advehere; bona etiam subditorum Dominorum Ordinum vice versa in navi vel navigio cujuscunque, qui Regiæ Majestati hostis fuerit capta aut deprehensa, eo sub prætextu fisco addicere nefas itidem esto; sed sine mora proprietariis restituentur, nisi post dictorum terminorum temporis respectivè expirationem, imposita fuerint, ita tamen ut postmodum iis licitum non sit dicta mercimonia, quæ contrabandæ dicuntur, atque ob dictam causam confiscationi obnoxia non erunt, ad portus inimicos advehere.

IX. Quo Majestatis suæ & dictorum Ordinum subditorum securitati abundantiùs cautum sit, quod nulla injuria per alterutrius partis naves bellicas, vel alias sumptubus privatis ad bellum instructas, iis inferetur, omnibus tam Majestatis suæ, quam dictorum Ordinum navium præfectis, omnibusque eorum subditis, qui suis impensis naves instruent, ut & privilegiatis hinc inde Communitatibus, omni in alteram partem injuria & damno quocunque interdicetur, sin secus faciant, pœnas luent, & præterea obstricti erunt de damno cum omni causa, & eo, quod interest, satisfacere, per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque.

X. Ob hanc causam singuli navium sumptubus privatis ad bellum instructarum præfecti, antequam diplomata sive Commissiones suas speciales recipient, sufficientem fiduciariam cautionem per viros idoneos, qui solvendo sunt, & in tali navi partem vel interesse non habentes, coram judice competenti interponere in posterum tenebuntur in summa mille quingentarum librarum sterlingarum, sive sedecim millium quingentorum florenorum vulgo guldens, at quoties centum & quinquaginta numero excedunt homines, in summa ter mille librarum sterlingarum, sive triginta & trium millium florenorum, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu navali, ipsi vel sui Officiales, aliive sibi inservientes, contra præsentem hunc Tractatum vel alium quemque inter Majestatem suam, dictosque Ordines committant in solidum satisfacturos, sub pœna etiam revocationis & cassationis literarum Commissionalium specialium ac diplomatum in quibus semper inferetur talem cautionem ab ipsis (ut præfertur) interpositam fuisse & insuper conventum est, quod navis etiam ipsa damnis & injuriis à se illatis satisfacere tenebitur.

XI. Majestas sua, dictique Ordines Alterutrius subditos ac si proprii sui subditi essent, mutuo eodemque favore in omnibus suis respective ditionibus prosequi volentes, quæ necessaria fuerint, simul & efficacia dabunt mandata, ut jus super prædis captis administretur, secundum Justitiæ & æquitatis normam à judicibus omni suspicione majoribus, & quorum in causa, quæ disceptatur, nullatenus intererit, Majestas sua dictique Ordines pariter strictè dabunt in mandatis, ut sententiæ, jam latæ & in futurum ferendæ executioni (prout earundem tenor exigit) debitè mandentur, suumque sortiantur effectum.

XII. Quandocunque dictorum Dominorum Ordinum Legati, aliive Ministri publica authoritate muniti, in Aula Serenissimæ suæ Majestatis Magnæ Britanniæ commorantes, querentur de iniquitate sententiarum, quæ latæ fuerint, Majestas sua easdem in Concilio suo revideri, & ad examen revocari curabit, ut constet utrum Ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ & debitum effectum sortitæ fuerint, curabit itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur: & cum pariter Legati vel alii Majestatis suæ Ministri publica authoritate instructi apud Ordines Generales commorantes, de sententiarum iniquitate querentur, dicti Ordines, earundem revisionem

ANS de J. C. 1674.

ANS de J. C. 1674. nem in Ordinum Generalium conventu fieri, & ad examen revocari curabunt, ut constet utrum ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ, servatæ & debitum effectum sortitæ fuerint; curabunt itidem ut huic rei omnino provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur, nihilominus ante vel post sententiam latam pendente ejusdem ab alterutra parte revisione, bona controversa vendere vel exonerare, nisi ex consensu eorum, quorum interest, nullatenus licebit.

XIII. Lite mota inter prædarum captores ex una, & earundem reclamatores ex altera parte, lataque sententia vel decreto pro parte reclamante, eadem sententia sive decretum (interposita cautione) executioni mandabitur, captoris ad superiorem judicem provocatione nullatenus obstante, quod quidem non observabitur, ubi sententia lata fuerit contra reclamatores.

XIV. Cum autem Magistri navium mercatoriarum ut & nautæ & vectores multa atrocia & Barbariem spirantia nonnunquam perpetrantur, ubi in navium (prædas tempore belli per Mare facientium) potestatem redacti sunt, captoribus more inhumanæ illos sævientibus, quo confessionem, qualem illi factam vellent, ab iis extorqueant, conventum est quod tam Regia Majestas, quam Domini Ordines Generales istiusmodi flagitia, prorsus inhumana sanctionibus severissimis prohibebunt, & quotquot legitimis probationibus talium factorum convictos offenderint, debitis & justis pœnis & quæ in terrorem sufficiant, in eos animadverti curabunt, omnes navium præfectos & Officiales, per quos hujusmodi flagitia admissa fuisse probabitur, vel proprio ipsorum actu, vel alios ad ea perpetrandum instigando, vel connivendo dum perpetrantur præter alia supplicia pro delictis eorum infligenda à munere quemque suo statim amoveri jubebunt; & quælibet navis in prædam abducta, ubi nautæ aut Vectores torturam aliquam perpessi fuerint illico dimittetur, & ab omni ulteriore excussione aut impetitione tam judiciali quam extrajudiciali cum toto onere suo liberabitur.

XV. Conventum itidem est, quod similis pœnarum severitas statuetur in eos, qui contra dictamen articuli vigesimi primi pacis Bredanæ Commissiones ab hostibus capient ad deprædandas sociorum naves contra quam dicto articulo cautum est.

XVI. Conventum denique & conclusum est, quod præsens Tractatus, omniaque & singula in eo contenta, quam mature fieri poterit, respective ratihabebuntur & confirmabuntur, quodque ratificationes de super habitæ, intra duos menses à data præsentium numerandos, reciproce & rite inter partes permutabuntur; dictusque porro Tractatus intra unum mensem post ejusmodi permutationem ratificationum tam apud Gubernatores Communitatum, hinc Anglicanarum per Indiam Orientalem & Africam Commercia exercentium, quam apud directores Communitatum illinc Belgicarum per Indias Orientales & Occidentales commercia itidem exercentium, io debita & authentica forma deponetur, & tam à Regia Majestate supramemorata quam à præfatis Dominis Ordinibus ad suos respective Coloniarum & locorum iu quacunque Orbis Regione extra Europam sitarum, Gubernatores & præfectos cum prima quaque occasione transmittetur in eum finem ut ab illis & ab omnibus aliis intra ditiones suas & sub eorum potestate respective degentibus, quam exactissime observetur & perimpleatur.

Formula literarum commeatus, vulgo literarum Maritimarum petendarum, dandarumque à Domino, Domino Magno Admirallo seu Archithalasso, vel ab iis, quibus rerum Maritimarum jurisdictio jure ordinario mandata est, sive à pretore vel alio summo Magistratu, sive à Commissariis, alisve Principalibus officialibus Telonorum in portibus suis respectivis & locis intra Majestatis sua Dominia Navibus & Navigiis inde vela facientibus, secundum articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.

Omnibus ad quos præsentes literæ pervenerint, Salutem; Nos Archithalassus Nos Commissarii magni Admiralli officio fungentes, sive Nos, supremæ curiæ Admiralitatis judex aut Nos prætor vel Magistratus sive Nos Commissarii sive Principales Teloniorum Officiales in Civitate, vel portu Testamur & notum facimus Magistrum sive præfectum navis vocatæ Coram nobis comparuisse & solemni jure jurando affirmasse dictam navem vel navigium Mensurarum (quas vulgo Tunus vocant) plus minus (cujus ille hoc tempore Magister sive præpositus est) pertinere ad incolas intra Dominia Serenissimi & Potentissimi Domini, Domioi Regis Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ, fidei defensoris est.

Ita eum Deus adjuvet.

Cum autem acceptissimum oobis foret prædictum Magistrum seu præpositum in iis, quæ probè justeque ab eo agenda erunt adjuvari, Rogamus vos universos & singulos ubicumque dictus Magister, seu præpositus navem, Mercesque, in ea invectas, & illatas appellet, velitis, jubeatis eum benigne recipi, humaniter tractari sub legitimarum consuetorumque vectigalium ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi, portus, flumina & Dominia vestra, & omnimodo navigationis Mercatus Commerciorum & promercalium jure specieque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique: *in quorum* majorem fidem & testimonium præsentes manu nostra signavimus & sigillo nostro Communiri Curavimus. Datas in die Anno Domini.

Formula literarum Commeatus, vulgo literarum Maritimarum, petendarum, dandarumque à Consulibus Civitatum & portuum Uniti Belgii omnibus Navibus Navigiisve, inde vela facientibus, secundum articuli quinti hujus Tractatus dispositionem.

Serenissimis, illustrissimis, Potentissimis, Nobilissimis, spectatissimis, prudentissimis Dominis Imperatoribus, Regibus, Rerum publicarum moderatoribus, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Dominis Consulibus, Scabinis, Senatoribus, Judicibus, Officialibus, Justitiariis & Rectoribus omnium Civitatum & locorum tam Ecclesiasticorum, quam secularium, quibus hæ exhibebuntur, Consules & Rectores Civitatis Notum facimus Magistrum seu præpositum navis se nobis sistisse, & solenni jurejurando affirmasse dictam navem coi nomen est mensurarum, quas vulgo lastas vocant, plus minus cujus ille hoc tempore Magister sive præpositus est, pertinere ad incolas Provinciarum Uniti Belgii, *Ita eum Deus adjuvet*; Cum autem acceptissimum nobis foret prædictum

ANS de J. C. 1674.

ctum Magistrum seu Præpositum in iis, quæ probe, justeque ab eo agenda erunt, adjuvari, Rogamus vos universos & singulos, ubicunque dictus Magister seu præpositus Navem, Mercesque in ea invectas & illatas appellet, velitis jubeatis cum benigne recipi, humaniter tractati sub legitimarum, consuetorumque vectigalium ac aliarum rerum solutione admitti, ingredi, manere, egredi portus, flumina & Dominia vestra & omnimodo Navigationis Mercatus Commerciorum ac promercalium jure speciéque uti, omnibus in locis, quibus hoc ei melius rectius visum fuerit, grato animo id rependere vobis paratissimi semper promptissimique, in quorum majorem fidem & testimonium hæc Civitatis nostræ sigillo, signari curavimus datas in

die Anno Domini

In quorum omnium & singulorum fidem & robur nos altememoratæ Regiæ suæ Majestatis & præfatorum Dominorum Ordinum Generalium Commissarii, facta nobis ad id potestate sufficienti hisce tabulis nomina nostra subscripsimus illasque sigillis nostris signavimus Londini primo die Decembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quarto.

Signatum erat,

(*L. S.*) *Tho. Culpeper.*	(*L. S.*) *J. Corver.*
(*L. S.*) *G. Downing.*	(*L. S.*) *G. Sautyn.*
(*L. S.*) *Richard Ford.*	(*L. S.*) *Samuel Beyer.*
(*L. S.*) *Will. Thomson.*	(*L. S.*) *And. van Vossen*
(*L. S.*) *John Jolliff.*	(*L. S.*) *P. Duvelaer.*
(*L. S.*) *John Buckworth.*	(*L. S.*) *N. Michielson.*

CXXVIII.

ANS de J. C. 1675.

L'Empereur, l'Espagne, les Provinces-Unies, et Osnabrug.

Traite de Confédération, secours & défence, entre l'Empereur LEOPOLD, CHARLES II. *Roy d'Espagne, les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *de Pays-Bas, & le Duc* ERNEST AUGUSTE, *Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunebourg. Fait à la Haye, le* 26. *Janvier*, 1675. Actes & Mémoires des Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 713.

SOit notoire à tous, que sa Majesté Imperiale, Sa Majesté le Roi d'Espagne, comme aussi leurs Hautes Puissances, Messeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas, ayant fait representer plusieurs fois à son Altesse Serenissime M. Ernest Auguste Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, comment au prejudice des Traités d'Osnabrug, de Munster, de Cleves, & d'Aix-la-Chapelle, ils ont été en plusieurs sortes, & manieres offensés, & violentés tant dedans que dehors l'Empire; ce qui les auroit necessités de joindre leurs armes, afin de rétablir par là la Paix & le repos dans l'Empire, aussi-bien que dans son voisinage, à des conditions honnorables & justes, requerant que son Altesse Serenissime, qui de tout temps a témoigné une affection particuliere, & soin pour le bien commun, & pour la seureté de l'Empire, voulût aussi dans ces troubles, suscités par le party contraire, au dernier prejudice & desavantage de tous les Etats du même Empire, de continuer & joindre ses Armes, à celles de Sadite Majesté Imperiale, sa Majesté le Roi d'Espagne, & leurs Hautes Puissances, afin d'obtenir par là une Paix seure & generale; Et de l'autre côté son Altesse Serenissime étant assurée entierement, que les intentions tant de leursdites Majestés Imperiale, & Royale d'Espagne, comme aussi de leurs Hautes Puissances ont pour objet, non seulement le bien & la conservation de l'Empire; mais aussi celuy des Etats de tous les Alliés. Ayant aussi consideré que luy-même pourroit difficilement à l'égard de son Pays, & de ses sujets mêmes conserver le repos & la seureté, dont ils ont paisiblement joui, jusques à present, si la Paix ne se rétablit bien-tôt dans le voisinage: Il a été aprés meure deliberation faite, touchant ladite jonction, entre les Ministres soussignés de sadite Majesté Imperiale, dudit Seigneurs Roi d'Espagne, desdits Seigneurs Etats Generaux, & dudit Seigneur Evêque, Duc de Bronswick & Lunenbourg convenu, & accordé en la maniere suivante.

ANS de J. C. 1675.

I. Premierement, que ce n'est pas leur intention de faire cette Alliance, pour offenser aucun Roi, Prince, ou Republique; mais au contraire & principalement pour établir le repos dans le voisinage, car comme d'un côté, cela est jugé juste, & conforme à l'inclination, & intention des Alliés: ainsi de l'autre est-il juste, necessaire & conforme à leur intention, de faire cette Alliance, afin qu'elle ne serve pas seulement contre les Ennemis que l'Empereur, le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux des Provinces Unies, ont presentement, & contre leurs Adherans: Ce qui est posé ici comme un fondement inébranlable; mais aussi qu'avec cela, elle sera applicable, & sortira son entier effet, ce qui doit ätre aussi infaillible que l'autre, à l'égard de tous ceux, qui dans la suite de la presente guerre viendront à rompre avec les Alliés, ou avec l'un d'eux, ou bien qui en quelque maniere que ce soit, prendront parti avec leurs Ennemis, soit en general, ou en particulier, ou qui pourroient former, & machiner de mauvais desseins, & entreprises contre lesdits Alliés, Païs & Sujets respectivement; Et afin de les prevenir & s'y opposer, il a été expressément stipulé, que les Troupes cy-dessous specifiées, seront employées contre tels Ennemis quels qu'ils puissent être, presents & futurs, leurs Adherans & Partisans, ou Entrepreneurs, ou Machinateurs de mauvais desseins, & non contre d'autres, ainsi qu'il a été convenu par le present Traité.

II. Il a aussi été convenu que ledit Seigneur Duc mettra sur pied le plûtôt que faire se pourra, ou au plus tard dans deux Mois & demy, aprés la signature du present Traité, dans cette partie de ses Etats, qui est la plus proche des Villes & Places des Ennemis communs, 1500 Chevaux, 3000 Hommes de pied, & 500 Dragons, ou 300 Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent hommes, suivant que Son Altesse le trouvera à propos.

III. Que sadite Majesté Serenissime sera tenuë d'entretenir & de payer 2000 Hommes, sçavoir 1000 Fantassins, & 500 Chevaux, & 300 Dragons avec deux Compagnies des Gardes pour la Personne de sadite Altesse, l'une à cheval, & l'autre à pied, & que les trois mille Hommes restants, sçavoir les 2000 Hommes de pied & mille Chevaux, seront payés par sadite Majesté le Roi d'Espagne, & leurs Hautes Puissances, chacun pour la moitie également.

IV. Que pour faciliter la levée desdits 5000 Hommes, c'est-à-dire 3000 Fantassins, 1500 Chevaux, & 300 Dragons, & deux Compagnies de Gardes chacune de cent Hommes, afin qu'ils soient levez au plutôt, ou au plus tard dans le tems porté ci-dessus, Sa Majesté le Roi d'Espagne & les Etats Generaux feront payer audit Seigneur Evêque Duc immediatement aprés la signature du present Traité dans la Ville d'Amsterdam la somme de 50000 Rixdalers, ou 125000 Livres monnoie de Hollande.

V. Que lors qu'aprés la conclusion du present Traité une partie desdits Gens de Guerre aura été mise sur pied, & sadite A. S. les presentera, en requerant, que l'on en fasse la revûë, ladite revûë se fera par des Commissaires, qui seront nommez de part & d'autre, & dés lors Sa Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux paye-

ANS de J. C. 1675.

payeront la moitié des Troupes, qui auront été ainsi presentées, lesquelles aussi dès ce temps-là, seront tenuës de se laisser employer & d'agir, ainsi qu'il sera jugé à propos, pour le bien commun des Alliés. Et aprés que lesdits cinq milles hommes auront été entierement levez, sa Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux en étant requis, en feront une seconde revûë, & aprés cela les subsides seront par eux entierement & ponctuellement fournis pour les payemens desdits 2000 Hommes de pied, & mille Chevaux, & combien que lesdites revûës ne se fissent point de la part de leurs Hautes Puissances, la paye ne laissera pas de courir du jour qu'elles auront été sommées de la part de sadite Altesse Serenissime.

VI. Que lesdits Gens de guerre, seront rangés en trois Regiment de Cavalerie, en trois Regimens d'Infanterie, & un Regiment de Dragons; que chaque Regiment de Cavalerie sera composé de cinq cens Chevaux en six Compagnies; chaque Regiment d'Infanterie de mille Fantassins, en dix Compagnies de cent hommes chacune; que chaque Colonel, tant d'Infanterie que de Cavalerie sera payé à raison de 120 Rijxdalers, ou 300 Livres monnoye d'Hollande par mois courant, chaque Lieutenant Colonel à raison de 40 Rijxdalers ou 100 Livres, & les Mareschaux des Logis, & Prevôts d'Infanterie l'un & l'autre, à raison de 18 Rixdalers ou 45 Livres monnoïe de Hollande par Mois, moyennant quoy sadite Altesse Serenissime ne pourra pas prétendre le remboursement d'autres fraix faits pour des Chariots, Charrettes, Chevaux, qui auront été employés dans les expeditions ou autrement.

VII. Que sa Majesté le Roi d'Espagne, & leurs Hautes Puissances payeront à son Altesse Serenissime pour les gages de chaque Regiment de Cavalerie, qui sera par eux entretenu & payé, rangé ainsi que dessus, la somme de quatre mille sept-cent soixante & sept Rijxdalers, vingt neuf sols, & neuf deniers par Mois courant, dont les douze font une année, & pour chaque Regiment d'Infanterie la somme de 4104 Rixdalers, ou 10262 Livres un denier monnoye de Hollande, aussi par Mois courant, dont les douze composent une année.

VIII. Que les deniers necessaires pour le payement des gages desdites Troupes jusques à la concurrence de mille chevaux, & de 2. mille hommes de pied, seront promptement payés le même jour que la revûë en aura été faite, & ainsi de temps en temps au commencement de chaque Mois, tant que cette guerre durera, comme aussi sadite Majesté le Roy d'Espagne, & les Etats Generaux feront remettre ponctuellement, par bonnes lettres de change à Osnabrug les appointemens de cinq Colonels, autant de Lieutenants Colonels & Majors, afin qu'il en fasse les payemens, ainsi qu'il jugera à propos ensorte que sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux ne soient point responsables des payemens, qui n'auront pas été faits, à l'égard d'aucun Officier, Cavalier ou Soldat.

IX. Qu'aprés la premiere revûë, qui aura été faite desdites Troupes, lors qu'elles seront complettes, sadite Altesse Serenissime ne sera pas obligée d'en souffrir aucune autre; Mais sadite Majesté le Roi d'Espagne & les Etats Generaux seront tenus de les payer comme complettes, comme de son côté sadite Altesse Serenissime promet en parole de Prince, qu'elle les tendra toûjours complettes à l'entrée de chaque Campagne.

X. Que l'on ajoûtera auxdites Troupes une Artillerie proportionnée à leur nombre, & payeront sadite Majesté le Roi d'Espagne, & les Etats Generaux pour le Train, & équipage de ladite Artillerie la somme de trois mille Rixdalers ou 7500 livres par mois courant.

XI. Que sadite Altesse Serenissime sera tenuë d'Assembler lesdites Troupes en Corps d'Armée; & de les faire agir, contre toutes sortes d'Ennemis sans aucune exception, lors qu'il sera necessaire; & ainsi qu'il sera jugé à propos pour le bien commun par lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Brunswic & Lunebourg, à la pluralité des voix, bien entendu qu'elle ne sera pas obligée de porter ses armes jusques dans le Païs de la Maison de Brunswick & Lunebourg

ANS de J. C. 1675.

XII. Qu'en cas que les Païs de sadite Altesse Serenissime soient attaqués, pour quelque cause ou sur quelque pretexte que ce soit, incontinent aprés la conclusion du present Traité, ou bien pendant la presente guerre, non seulement ses Troupes ne seront pas tirées du Païs, ni retenuës dans les Armées; mais lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & les Etats Generaux détacheront sans aucun delay, de leurs Corps les Troupes qui seront jugées necessaires, pour les faire agir avec vigueur, afin de repousser ladite attaque.

XIII. Qu'en cas, qu'il se trouve ci-aprés, que lesdits 1500 chevaux, 3000 hommes de pied, & 300 Dragons, avec les deux Compagnies des Gardes, ne soient pas capables de reduire les Ennemis, & leurs Adherans & Partisans, à la necessité de faire cesser les hostilités & aggressions, & de consentir à une Paix raisonnable, qu'alors lesdites Troupes seront renforcées & augmentées de concert, & de consentement commun d'un nombre proportionné à celles que les autres Alliés fourniront.

XIV. Qu'aprés que le present Traité sera conclu, lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, les Etats Generaux, & sadite Altesse Serenissime, ne pourront pas faire une Tréve, ou suspension d'Armes, avec lesdits Ennemis, si non conjointement, & d'un consentement commun; mais en cas que l'on vienne à entrer en aucune Negotiation, soit de Paix ou de suspension d'Armes, pour quelques années, que ladite Negotiation ne pourra pas être entamée par l'un des Alliés, sans la participation des autres, & sans qu'il fasse donner aux mêmes Alliés, dans le même-temps, & aussi-tôt, qu'il aura obtenu pour luy-même, la faculté & les seuretés necessaires, pour les Ministres qu'ils voudront envoyer au lieu, où la Negotiation se doit faire, comme aussi que lesdits Alliés seront tenus de donner de temps en temps les uns aux autres communication de ce qui se passera en ladite Negotiation. Et encore que pas une des Parties ne pourra passer outre à la conclusion de ladite Paix, ou Tréve pour quelques années sans y comprendre ses autres Alliés, & sans les faire rétablir, s'ils le desirent ainsi, en la possession de leurs Etats, Païs, Villes Places, comme aussi en la joüissance des droits & liberté, qu'ils auroient, & dont ils joüissoient avant la Guerre, & sans stipuler desdits Ennemis pour lesdits Alliés les memes droits, libertés, exemptions, & prerogatives, qu'il auroit stipulées pour luy-même, si ce n'est que lesdits Alliés en convinssent entr'Eux autrement sur ce sujet.

XV. Comme aussi qu'aprés, que la presente Guerre sera finie, il y aura & demeurera, entre lesdits Alliés, une bonne, fidelle & sincere amitié, & bonne correspondance, laquelle servira à se procurer fidellement & de tout leur pouvoir, le bien, & l'avantage les uns des autres, & à aider à éviter & détourner tout le mal & dommage, qu'on leur pourroit faire avec les forces, qui seront ci-aprés declarées à l'égard des uns & des autres.

XVI. Que les Alliés aideront à defendre, & à proteger contre tous ceux, qui pourroient entreprendre d'envahir, ou attaquer à force ouverte, sous quelque pretexte, que ce puisse estre, leurs Etats, Païs, & Provinces, ci-dessous specifiés, sçavoir à l'égard de sa Majesté Imperiale, les Païs hereditaires d'Autriche & le Roiaume de Bohéme; à l'égard de sa Majesté le Roi d'Espagne, les Provinces des Pays-Bas de son obeïssance, y compris la Conté de Bourgogne; à l'égard de leurs Hautes Puissances, tout ce qui leur appartient en Europe; & à l'égard de sadite Altesse Serenissime, tous les Païs qu'elle possede presentement, comme aussi tous

ANS de J. C. 1675.

ceux, que lesdits Alliés acquerront cy-aprés, par Succession, ou autre Titre legitime, aopres desdits Pays, ou dans le voisinage, y compris les Habitans, Villes, Places & Forts d'iceux.

XVII. Que la presente Alliance defensive subsistera dix ans, à compter depuis la fin de la presente Guerre: & en cas que pendant ce temps-là quelqu'un des Alliés vint à être assailli, par qui que ce soit, sans exception aucune, ou contraint de soûtenir une guerre en se défendant, ceux des Alliés, qui ne seront pas attaquez, seront tenus d'assister celui qui le sera, & de le secourir de forces raisonnables, sçavoir lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux, chacun de 2000 chevaux, & 4000 fantassins, & sadite Altesse Ser. à proportion de ce que les autres Princes de ladite Maison de Bronswick & Lunebourg ont promis de fournir, distribuer en tels Regimens, Compagnies, & sous tels Colonels, Capitaines, & autres Officiers, que ceux des Alliez, qui envoyeront ledit secours trouveront à propos, & jugeront propres pour l'effet susdit. Et sera ledit secours fourni, envoyé, & entretenu au service de l'attaqoé aux dépens des autres Alliez, qui l'envoyeront, & toutes les fois, que quelqu'un des Alliez sera attaqué en la maniere qu'il vient d'estre dit.

XVIII. Que celui, qui sera ainsi attaqué en la maniere susdite, aura le choix & l'option, de recevoir tout ledit secours en soldats, ou bien en argent, ou bien en partie en soldats, & partie en armes, munitions de guerre, argent ou autres denrées propres pour servir à la guerre, ensorte que mille soldats seront comptez, ou estimez à dix mille livres par mois, chaque Cavalier compté pour deux soldats & douze mois pour l'année; & que le payement se sera au commencement de chaque mois par portions égales; tellement qu'en cas que ledit payement se fasse en argent, en tout, ou en partie, les deniers seront payez au lieu que l'attaqué trouvera à propos, & jugera luy estre le plus commode; mais en cas qu'il le fournisse en munitions de guerre ou autres choses propres à la guerre, en tout ou en partie, qu'alors celui qui recevra le secours sera tenu de l'envoyer querir dans le Pays de celui qui le fournit.

XIX. Pas un des Alliez à qui ledit Secours sera demandé quel qu'il puisse estre ne pourra se servir du pretexte de manquement de quelqu'un des autres pour le refuser, ou retarder; mais sera obligé de fournir promptement le secours, qui luy sera demandé; & en cas que ce soit en soldats, il doit estre fourni effectivement au plus tard dans six semaines, aprés que la requisition aura été faite dans le Pais de celui qui l'aura demandé. Et seront lesdits Gens de Guerre entierement & absolument commis au commandement & aux ordres de celui à qui ils seront envoyés, ou de celui qui aura pouvoir de lui, pour s'en servir & les transporter aux lieux où bon luy semblera, bien entendu que ce soit par terre, à la Campagne, aux Sieges, à la garde des Places, & par tout où la necessité, ou l'utilité le requerra, & toutes les fois qu'il sera besoin, avec cette reserve toutesfois que les Compagnies ne pourront pas étre entierement separées les unes des autres, mais qu'elles demeureront ensemble sous leurs Drapeaux, du moins au nombre de deux ou de trois cens soldats de chaque Regiment.

XX. Apres que le Secours sera fourni, composé de Cavalerie & d'Infanterie, & qu'il aura esté envoyé par les parties assistantes & reçu par l'Attaqué, ceux qui envoient le secours, ou bien ceux qui auront authorité & pourvoir pour cela, pourront disposer des charges, & remplir les vacantes.

XXI. Et en cas que lesdits Seigneurs Empereur, Roi d'Espagne, & Etats Generaux demandent un plus grand Secours à son Altesse Serenissime: qu'en ce cas il pourra augmenter le nombre des Gens de Guerre à proportion de ce que les autres Princes de Brunswick & Lunebourg augmenteront le nombre stipulé dans le 21. Article du Traité du [illegible] Juin, 1674. moiennant qu'il lui fassent fournir les choses necessaires pour faire les levées, & payer les subsides à proportion du nombre sur le pied qu'ils ont été fournis du commencement de ce Traité.

XXII. Lesdits Alliés donneront aussi ordre autant que cela se pourra faire à ce que les Troupes, qui en vertu de ce present Traité seront envoiées dans le Pays de quelqu'un d'entr'eux, y puissent subsister à prix raisonnable.

XXIII. Que l'on tiendra pour l'attaquant & que l'on sera tenu de fournir le Secours contre celui qui employera les armes contre quelqu'un desdits Alliez.

XXIV. Que celui qui apprehende quelque attaque, ou en est menacé, sera teno d'en faire part de bonne heure aux Alliez, afin qu'ils ayent le loisir de s'employer à moyenner un accommodement, ensorte neanmoins que non obstant les offices de mediation, le Secours promis sera fourni tout aussi-tôt que la rupture ou attaque sera effectivement arrivée.

XXV. Que la presente Alliance ne dérogera point aux Traitez & Alliances que lesdits Alliez, ou quelques-ons d'eux ont fait avec quelques-uns desdits Alliez, avant la date des presentes bien entendu que le plus grand secours de gens de guerre comprendra le moindre.

Tous lesquels points & Articles ci-dessus couchez, seront réciproquement, de bonne foy & inviolablement observez & executez. Et pour plus grande assurance de cela, il a été fait du present Traité qoatre instruments semblables, qui ont été signez par les Ministres soussignez desdits Seigneurs Alliez, qui les ont confirmez du cachet de leurs armes, & seront les Ratifications du present Traité données en bonne forme, & échangées entre les Parties interessées ici à la Haye, dans le temps de six semaines ou plutôt, si faire se peut. Et à l'égard de celle de sa Majesté le Roi d'Espagne, on fournira dans le même temps celle de son Excellence Monsieur le Comte de Monterey, en attendant que celle de sa Majesté mesme puisse être envoyée de Madrid. Fait à la Haye le 26. Janvier, 1675.

Signé,

(*L. S.*) *E. Francisco de Lira.*
(*L. S.*) *G. Fagel.*
(*L. S.*) *J. de Mauregnault.*
(*L. S.*) *J. Baron de Reede, Vryheer van Renswoude.*
(*L. S.*) *G. van Botzma.*
(*L. S.*) *L. Adam Hagen.*
(*L. S.*) *J. Philip Muller.*
(*L. S.*) *A. Wickefort.*

Articles separés.

I. Bien entendu que par le quatriéme Article du Traité aujourd'huy arresté & conclu entre Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il soit dit que sa Majesté Imperiale, sa Majesté le Roy d'Espagne, & leurs Hautes Puissances feront payer à son Altesse Serenissime immediatement aprés la signature dudit Traité, la somme de 50000. Rixd. ou 125000. liv. monnoye d'Hollande, si est ce que dautant que Monsieur le Ministre d'Espagne n'a point d'ordre positif de promettre la susdite somme, quoi qu'il ne doute point qu'elle ne soit effectivement payée, & que de l'autre côté sadite Altesse Seren. ne peut pas s'obliger à la levée & subsistance du nombre des gens de guerre porté par le mesme Traité, & qu'il ne seroit pas raisonnable aussi, qu'elle demeurât seule chargée de cette dépense, leurs Hautes Puissances ont bien voulu y intervenir & promettre par ces Article separé, qu'en cas que la Cour d'Espagne manque d'avoüer & de ratifier ledit Traité, & aussi de payer au bout de deux Mois sa part de la somme promise par ledit

qua-

ANS de J.C. 1675.

quatriéme Article, elles y suppléront, & payeront seules ladite somme de cinquante mille Rixdalers.

II. Afin que le payement, dont il est parlé au 5. Article du Traité aujourd'huy arresté, & conclu entre sa Majesté Imperiale, le Roy d'Espagne, Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, se fasse ponctuellement, & ainsi que les bonnes intentions des Alliez ne soient point éludées, & le service commun retardé, leurs Hautes Puissances promettent, par cet Article separé, de vouloir employer tous leurs offices auprés de sa Majesté Imperiale, afin qu'elle souftre que leurs Hautes Puissances rabattent sur les subsides, qu'elles payent à sadite Majesté Imperiale la somme à laquelle monte la part que sa Majesté le Roy d'Espagne s'oblige de payer par ledit 5. Article, sadite Majesté se reservant son recours, pour cet égard & pour son dédommagement envers ledit Seigneur Roi d'Espagne.

III. Comme aussi il a esté convenu, que le cas mentionné dans le 11. Article du mesme Traité écheant, ensorte que les Alliez vinssent à faire des conquestes sur leurs ennemis communs, celles qui se feront dans le voisinage, c'est-à dire dans les cercles de Westphalie, & de la Basse Saxe, Messieurs les Etats Generaux n'y veulent rien prétendre, en quelque maniere que ce soit.

IV. Leurs Hautes Puissances ont aussi particulierement promis, & promettent par cet Article separé, qu'à l'Assemblée qui se fera pour la Negotiation de la Paix, & par tout ailleurs où il sera necessaire, Elles feront tous les offices possibles, & imaginables, à ce que l'Evêché d'Osnabrug, qui presentement est alternatif, & tantost electif & tantost hereditaire, demeure à l'avenir à ladite Serenissime Maison de Bronswick & Lunenbourg, sans qu'il en puisse estre détaché ou demembré pour quelque cause, ou pour quelque pretexte que ce soit. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(*L.S.*) *G. Fagel.*
(*L.S.*) *J. de Mauregnault.*
(*L.S.*) *J. van Reede, Vryheer van Renswoude.*
(*L.S.*) *E. van Bootzma.*

Articles separez.

I. IL a esté plus particulierement convenu qu'encore que par l'onziéme Article du Traité aujourd'huy arresté, & conclu entre sa Majesté Imperiale, le Roy d'Espagne, Messieurs les Estats Generaux des Provinces Unies, & Monsieur l'Evesque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, il a esté dit que sadite Altesse Serenissime sera tenuë d'assembler les Troupes en corps d'Armée, & de les faire agir contre toutes sortes d'ennemis, sans aucune exception, lors qu'il sera necessaire, au lieu & ainsi qu'il sera jugé à propos, pour le bien commun, par lesdits Seigneurs l'Empereur, le Roy d'Espagne, les Etats Generaux, & ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, à la pluralité des voix, neanmoins la veritable intention des Alliez est, que lesdites Troupes seront jointes à celles des autres Princes de la Maison de Bronswick & Lunenbourg, pour agir conjointement avec elles, pour le bien commun des Alliez, si ce n'est que lesdits Alliez, & leurs dites Altesses Serenissimes jugeassent necessaires Elles mesmes de les faire employer ailleurs, ou seuls ou conjointement avec d'autres Troupes des Alliez pour leur avantage commun.

II. Pour ce qui est des quartiers qui se prendront & des Contributions qui se leveront dans les Cercles de la Basse Saxe, & de Westphalie, il en sera usé ainsi, que l'on est convenu par le troisiéme & quatriéme des Articles secrets du Traité fait entre sa Majesté le Roy d'Espagne & leurs Hautes Puissances d'une part, & leurs Altesses Serenissimes les Ducs de Bronswick, & Lunenbourg, conclu à Cel le 10. Juin 1674.

III. Et d'autant qu'en ce monde il n'y a rien qui ne soit sujet aux changemens, & aux revolutions, il a été encore convenu, qu'en cas que pendant que la presente Alliance subsistera, il plut à Dieu de disposer de la personne de son Altesse Serenissime Monsieur le Duc George Guillaume, ce que les Alliez esperent qu'il n'arrivera point, ledit Seigneur Evêque d'Osnabrug, Duc de Bronswick & Lunenbourg, promet qu'en ce cas-là, il entrera dans l'obligation, en laquelle ledit Duc George Guillaume s'est constitué par ledit Traité du 16. Juin 1674. pourvû que sadite Majesté Imperiale, sa Majesté le Roy d'Espagne, & leurs Hautes Puissances accordent à son Altesse Serenissime les mêmes conditions, que ledit Seigneur Duc a stipulées pour lui par le même Traité, mais que s'il arrivoit aussi, que Monsieur le Duc Jean Frederik vint à deceder, sadite Altesse Serenissime ne sera pas tenue de fournir d'autres Troupes, que celles qu'elle promet par le present Traité, si ce n'est que par une nouvelle convention on luy fasse des avantages proportionnez à ceux que l'on desirera d'Elle. Fait à la Haye, le 26. Janvier 1675.

Signé,

(*L.S.*) *E. Francisco de Lira.*
(*L.S.*) *G. Fagel.*
(*L.S.*) *J. de Mauregnault.*
(*L.S.*) *J. Baron de Reede, Vryheer van Renswoude.*
(*L.S.*) *G. van Bootzma.*
(*L.S.*) *L. Adam Hagen.*
(*L.S.*) *J. Philip Muller.*
(*L.S.*) *A. Wickefort.*

CXXIX.

ANS de J.C. 1675. L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Article conclu entre CHARLES II. *Roi de Angleterre & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas touchant les Compagnies Orientales d'Angleterre & de Hollande. Fait à Londres le 8. Mars, 1675.* Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1675. pag. 161.

COmme ainsi soit que par l'Art. 9. du Traité qui a été conclu à West-munster le 9. Fevrier vieux stile en l'an de nôtre Seigneur 1674. entre le Tres-haut & Tres-puissant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande, Deffenseur de la Foy, d'une part, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-bas, d'autre, il a été accordé entre autres choses que quelques Commissaires qu'on deputeroit de part & d'autre s'assembleroient pour cet effet en cette Ville de Londres, lesquels delibereroient & s'accorderoient sur des Articles fermes & durables pour le contentement & securité des sujets de part & d'autre, au moyen dequoi on pourroit établir un Reglement juste, & equitable sur le Commerce dans les Indes Orientales, dans laquelle Assemblée desdits Commissaires on n'a neanmoins rien pû changer, établir ou determiner pour ce sujet : Mais comme il est entierement expedient, tant pour l'interêt de la Paix publique que pour le bien des Particuliers qu'il y ait une amitié ferme & stable entre les Compagnies d'Angleterre & de Hollande

ANS de J.C. 1675.

de qui font Negoce dans les Indes Orientales, & une inclination toute particuliere pour procurer l'avantage les uns des autres, c'est pourquoi on est demeuré d'accord cejourd'huy entre Nous Commissaires soussignés de sadite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux en vertu des Pouvoirs qui nous ont été ottroyés pour cet effet, que les Compagnies se comporteront paisiblement & amiablement l'une envers l'autre, procureront reciproquement l'avantage l'une de l'autre autant qu'il sera possible, observeront en tous lieux une bonne amitié & étroite correspondence suivant les Traités qui ont été déja faits entre sadite Majesté & lesdits Etats, ou qui pourroient encore être faits à l'avenir, & qu'elles executeront ponctuellemens ce qui leur sera ordonné par sadite Majesté & lesdits Etats Generaux; mais s'il arrivoit qu'il survint quelque different entre lesdites Compagnies, (ce qu'on n'espere pas) ou qu'il fût fait quelque tort, injure ou violence par une d'elles, ou par quelque autre dependant de l'une des deux, à l'autre, ou qu'on pretendit une telle injustice avoir été faite, en ce cas-là il sera deffendu à la Compagnie qui pretendra être offensée de se vanger par aucune sorte d'actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils puissent être; à condition neantmoins qu'elles ne seront sujettes à aucune Justice ou examen de procés judiciel, mais si la Compagnie de Hollande est offensée, elle s'en plaindra au Roi en la meilleure forme qu'il se pourra, & si c'est celle d'Angleterre, elle en sera de meme auprés desdits Etats Generaux: Mais s'il arrivoit que la satisfaction sur lesdites plaintes fût differée plus de 6. mois, alors l'arbitrage de tout l'affaire sera remis entre les mains de 2. Commissaires, qu'on nommera de part & d'autre tant par sa Majesté que par lesdits Etats, lesquels s'assembleront 3. mois aprés ledit tems expiré pour terminer ledit affaire, & ce qui sera jugé par lesdits Commissaires sortira son plein & entier effet sans aucun Appel, Reduction ou autres moyens ordinaires ou extraordinaires, & promettent ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats Generaux de faire executer ponctuellement & de bonne foi ladite sentence selon sa forme & teneur, à condition que lesdits Commissaires traiteront pour la premiere fois à Londres, & s'il est besoin d'en nommer d'autres pour de nouvelles plaintes, que ce sera pour la seconde fois à la Haye, & ainsi successivement tour à tour: Mais s'il arrivoit que lesdits Commissaires ne pûssent pas s'accorder pour ladite sentence dans le tems de 3. mois, alors ils seront obligés de choisir un Arbitre ou Compromissaire un mois aprés l'expiration desdits 3. mois, lequel decidera absolument tout ce qui n'aura pas été determiné par eux, ce qui servira de sentence finale & peremtoire aux 2. Parties, & promettent sadite Majesté & lesdits Etats d'accomplir fidellement & de point en point ladite sentence quelle qu'elle puisse être sans aucune contradiction ni opposition. Et en cas que lesdits Commissaires ne puissent pas s'accorder sur la nomination dudit Arbitre ou Compromissaire dans un mois aprés l'expiration du tems pendant lequel eux-mêmes dévoient terminer le different ou que le Compromissaire même ne prononce pas sa sentence sur les choses indecises dans 6. mois aprés qu'il aura été élû, alors on remetra le tout à sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & ce qui aura deja eté determiné aura son entier accomplissement. Finalement il a été accordé & resolu que le present Article & tout ce qui y est compris sera ratifié & confirmé le plûtôt que faire se pourra, & que les Ratifications seront échangées de part & d'autre 2. mois aprés la datte des presentes, afin que dans un mois aprés ledit échange il puisse etre deposé en bonne forme tant ici aupres du Gouverneur de la Comp. Angloise qu'aupres du Directeur de la Comp. Hollandoise, afin d'etre observé exactement tant par eux que par tous autres qui seront sous leur domination. En foy de tout ce que dessus nous Commissaires de sadite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux ayant reçû Plein-Pouvoir pour cet effet, avons soussigné la presente, & l'avons cachetée de nos cachets. Fait à Londres ce 8. Mars.

ANS de J.C. 1675.

Ainsi signé,

(L.S.) *Tho. Kulpeper.*	(L.S.) *J. Corver.*
(L.S.) *G. Downing.*	(L.S.) *Sautyn.*
(L.S.) *Richard Ford.*	(L.S.) *Samuel Beyer.*
(L.S.) *William Thomson.*	(L.S.) *And. van Vossen.*
(L.S.) *Jean Jolif.*	(L.S.) *P. Duvelaer.*
	(L.S.) *M. Michielsen.*

CXXX.

ANS de J.C. 1675. SUEDE ET BAVIERE.

Traité d'Alliance défensive pour trois ans entre CHARLES XI. *Roi de Suede, &* FERDINAND MARIE *Electeur de Baviére, pour le maintien de la paix. Fait à Munich, le 9. Mars, 1675.* Jean Chrétien Lunig. In Negotiorum Publicorum sylloge. pag. 142.

NOtum testatumque sit universis. Posteaquam ex turbis in Provinciis Unitorum Belgii Statuum ortis Romanum Imperium hactenus ita implicatum fuit, ut illius Status & Membra innocentia, eorumque Provinciæ & subditi omnis generis pressuris, & exactionibus militaribus, Stativis hybernis & Transitibus violentis ex omni parte eorum & devastentur, & variis nominibus pessimè habeantur, ut salus & incolumitas Imperii in extremo versari videatur periculo, vel ad minimum eorum exponi arbitrio, qui per ejusmodi attentata Instrumento Pacis Westphalicæ, cæterisque Constitutionibus Imperii prorsus contraria, vel ad voluntatem suam in alienis territoriis & ditionibus ex solo illo prætextu, quod Ratio belli ita exigat, liberè & impunè disponere intendunt.

Ideò inter Serenissimum & Potentissimum Principem, & Dominum, Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: Et Serenissimum Principem ac Dominum, Dominum Ferdinandum Mariam, utriusque Bavariæ ac Palatinatus superioris Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapiferum & Electorem, Landgravium Leichtenbergiæ: ad amicitiam hactenus inter se cultam arctioribus vinculis adstringendam, & hæc omnia mala avertenda, Provinciasque suas in Imperii Romano-Germanici finibus sitas, ac earum subditos defendendos ac conservandos, per utriusque Partis infra subsignatos Plenipotentiarios, nimirum ex parte Sac. Regiæ Majestatis Sueciæ per Nobilissimum & Generosissimum Dominum, *Georgium Marschalk*, Hereditarium in Hutlohe, Regium Consiliarium Status Bremensis & Verdensis, nec non ad Comitia Imperii ablegatum; Et ex parte Sereniss. Elect. Bavar. per Illustriss. & Excellentissimum Dominum *Bernhardum Bero lib. Baronem de Rechberg*, Dynastam in Scharffenbergi, Electoralem Consiliarium Intimum, supremum Camerarium & Præfectum in Erding: nec non Dominum *Casparum Schmid de Haslach* & Peunbach, Electoralis Consilii Secretioris Vice Cancellarium, supremum Feudorum Præfectum. Demuò per Dominum *Franciscum de Meyer* in Stockau, Electoralem Consiliarium Intimum, ad Ratificationem Principalium suorum amicabili Fœdere in sequentes articulos conventum est.

I. Sit inter suam Regiam Majest. Regnumque Sueciæ, & Suam Serenitatem Electoralem, Domi-

num

ANS de J. C. 1675.

num Ferdinandum Mariam Electorem & Ducem Bavariæ, pro securitate mutua restabilienda, conservandaque pace, & defendendis Juribus strictior Amicitia & Fœdus defensivum, illudque bona fide & sincero affectu in Partium Confœderatarum honorem & commoda servetur, & excolatur.

II. Ut verò hæc Amicitia Fœdusque tantò felicius ad finem suum perducatur, effectumque propositum sortiatur, placuit Partibus Confœderatis, ut mutua semper correspondentia instituatur, fidaque consiliorum communicatio habeatur, non modò super hujus Fœderis & iis negotiis, quæ in Imperio Romano, sed etiam quæ extra illud in alienis Regnis & Statibus agantur, & quovis modo incolumitatem Confœderatorum concernere videantur, ita ut se se invicem certiores faciant, quid pro rerum ac temporum Statu tàm in Germania, quàm in Vicinitate saluti publicæ propriæque Status rationi conveniens existiment; Quo facto consilia conferant, eòque dirigant, quo Pacificatio Universalis, hujusque Amicitiæ & Fœderis veræ leges promoveantur, & observentur; Et si justa certisque indiciis orta & fundata fuerit periculi alicujus imminentis suspicio, non modo Confœderati sibi invicem significabunt, sed etiam ob communem causam imminens tale malum omnibus studiis averruncari curabunt, ne ex improviso aliquis Fœderatorum obruatur, sed suæ securitati in tempore consulatur. Præterea etiam Confœderatorum Ministri Publici & Legati ubivis locorum, imprimis autem Ratisbonæ adhuc hærentes, vel in posterum illuc missi colant quoque bonam inter se Amicitiam & Correspondentiam, ita ut de rerum argumentis ibi propositis, præsertim verò ad pacem & securitatem publicam spectantibus, fideliter conferant, deliberent, atque de certâ aliquâ sententiâ, quæ Paci Westph, Constitut. Imperii, Libertati & Securitati Germaniæ, huic Fœderi & commodo Confœderatorum conformis sit, inter se conveniant, eandemque omni meliori modo promovere studeant.

III. Quemadmodum autem Fœdus hoc in neminis offensionem inter vel extra Imperium, multò minus in præjudicium Pacis Publicæ instituitur, nec scopum alium habet, quàm restitutionem & conservationem Pacis Westphal. & Securitatis communis vindicationem, mutuamque defensionem à quavis hostili irruptione in quibuscunque Fœderatorum provinciis & ditionibus in Imperio sitis, ita eidem Fœderi tanquam basis & norma exactè observanda, fundamenti loco Instrumentum Pacis, sive Pacificatio & Pacta Osnabruggis & Monasterii Anno 1648. die 14. 24. Octob. conclusa, substernuntur.

IV. Proinde sicuti hoc Fœdus de futuris casibus, iisque, qui post ejus conclusionem evenire potuerint, intelligi debeat, ita si posthac contingat, ut aliquis Confœderatorum sive in Imperio, sive extra illud, quicunque ille fuerit, ob quamcunque causam vel prætextum contra Constitutiones Imperii, & Instrumentum Pacis, in prædictis provinciis & ditionibus, juribus & libertatibus suis à quopiam hostiliter invadatur, turbetur & prematur, ambo Confœderati prævia requisitione obligati erunt, unus alteri mox suppetias ire, copiasque auxiliares submittere, eo modo, quo in sequenti articulo statuitur & definitur.

V. In eum finem inter Confœderatos stipulatum & conventum est, ut periculo avertendo Exercitus & Copiæ militares in Provinciis & Ditionibus Germanicis durante hoc Fœdere in parato sic habeantur, ut facta requisitione mox intra tres septimanas, læso & turbato in auxilium moveri & duci queant; Quo nomine Sac. Reg. Majest. Sueciæ pollicetur, se sustentaturam, & paratum habituram Exercitum, Peditum sex millia, Equitum quatuor millia, Octingentos, Dimachatum sive Dragonum mille, ducentos, Sua Seren. Elect. Bav. verò peditum quinque millia, quingentos, Equitum duo millia, & Dragones quingentos, quas copias quisque Fœderatorum in certa Regimina sive Legiones dispertiet, ita, ut Equitum & Dragonum legio non excedat numerum octingentorum, peditum verò non excedat millenarium numerum; vel si excesserit, officialibus ad idoneum militum regimen, & usum proportionaliter muniatur, ita ut omnes bonis & necessariis Officialibus plenè & perfectè instituantur.

VI. Quo verò hic numerus semper sit completus, nec desideretur quicquam, cum in rem præsentem veniendum sit, ad minimum cum vernali tempore apparatus & expeditiones æstivales instituuntur, convenit, ut quidquid ex copiis detritum vel diminutum fuerit, mox supplementis resarciatur, ut ubi necessitas requisiverit, sive Confœderatus læsus partem ejus, sive totum flagitarit, sive directè, & per conjunctionem, sive per diversionem sufficienti semper exercitu in hostem iri queat, ita quidem, ut quantum attinet, an auxilia per conjunctionem vel diversionem præstanda, suo tempore amicabiliter conveniatur, & ad requirentis arbitrium principaliter reflectatur.

VII. Auxilia hæc ferenda quidem sunt, quantum omninò fieri potest, sine gravatione & sumptu requirentis: proinde requisitus & auxilia mittens providere debet, ut copiis suis stipendium militare solvatur, & quisque suas quidem copias propriis sumtibus sustentabit, hospitia tamen, eorumque pabula (Germanicè *Rauchfutter*) & servitia, vulgo service, suppeditabit requirens, eoque sustentationis genere non secus, ac suas proprias tractabit: Itaque etiam casu existente providere debet in tempore, ut ubique necessarius commeatus, imprimis panis, & alia victualia æquo pretio pro militibus adferri, & comparari queant. Cæterum si ad bellum apertum, quod Deus clementer avertat, deventum fuerit, omni ope nitendum est, ut aggressor retundatur, atque sic exercitus Confœderatorum in hostico, & extra eorundem territoria vivat, & sustenteтur.

VIII. Is, qui à Confœderato requisitus auxilia mittit, iisdem de tormentis, vulgò campestria dictis, cum omnibus ad usum eorum necessariis prospiciat. Tormenta verò majora & mortaria cum omni apparatu & rebus quibuscunque ad usum eorum pertinentibus is ex Confœderatis suppeditabit, ad cujus requisitionem, vel in cujus ditionibus atque provinciis contra hostem agetur.

Quod si verò extra territoria Confœderatorum, atque ita in loco tertio bellum geratur, tormenta majora & mortaria cum omnibus ad usum eorum spectantibus is adduci curabit, qui loco jam dicto tertio vicinior fuerit.

IX. Quod si periculum & necessitas major graviorque fuerit, quam ut prædictus Exercitus eidem sistiendæ suffecerit, virtute hujus Pacti mutuum obligantur Fœderati, non modo adæquatum discrimini Exercitum adornare & submittere, sed etiam ad defensionem tàm necessariam omnes, quas possunt vires contrahere, iisque uti ad urgendum & persequendum hostem, donec restitutio & justa satisfactio reddita fuerit.

X. Quamvis autem prædictæ Copiæ auxiliares absque cunctatione, ut superius dictum est, mitti debeant, vel ipso actu submissæ sint, nihilominus liberum erit Confœderato & requisito per Legatos & Ministros id operam dare tentaréque, annon invasor seu turbator amicabili ratione persuaderi possit, ut à vi & injuria desistat, adeoque si probabiliter constet, parari adversus aliquem Fœderatorum bellum, tum auxilium submissuro, etiam antequam bellum palam eruperit, vel per suum Ministrum, vel per literas ei dissuadere, & à proposito hostili dimovere incumbet, non retardato interea auxilio, quod ex Fœderis justo tempore præstare tenetur: Quòd si verò lædenti vel læsuro tunc ea tamen sederit obstinatio, ut nullis amicabilibus rationibus ad æqua præstanda se induci patiatur,

ANS de J. C. 1675.

non ante ab auxilio præstito vel contra machinantem præstando cessabitur, quam parti læsæ per omnia satisfactum fuerit.

XI. Quicunque ex hujus Fœderis præscripto suppetias tulerit, eo nomine nihil quicquam præter mutua vice versa in ditionibus, casibusque hocce Fœdere comprehensis definitisque postulare poterit auxilia, neutiquam autem à requirente sive sumptuum bellicorum, sive damnorum prætextu, aut quocunque alio colore aliquid prætendere, multo minus de ditionibus, statibus, arcibus, locisvis ipsius quidquam detinere.

XII. Quantum ad imperium militare & exercitus copiarumque missarum directionem attinet, quisque Confœderatorum, aut ejus Dux Generalis & Officialis in suas quidem cohortes directionem habebit, ita, ut requirens nullam planè in missa auxilia prætendat jurisdictionem, sed si contigerit, ut in unum corpus conjungantur supradicti Exercitus & Copiæ, conjunctimque agere oporteat, eo casu æquum visum est Fœderatis, ut Imperium & Directio tam in actionibus bellicis, quàm in præsidio consilii militaris Generalibus, communicato prius cum cæteris Generalibus consilio, Sacræ Regiæ Majestatis Exercitus Duci competat.

XIII. Ubi vero actio militaris in aliqua suæ Serenit. Elect. Bavar. ditione suscepta fuerit, ipse Elector supremam Directionem obtinebit, nihil autem arduum aut eximium, nisi scitu & consilio Ducis Sacræ Regiæ Majestatis peragatur.

XIV. Quod si res in apertum bellum eruperit, nulli Confœderatorum licitum aut permissum sit, sine scitu & consensu communi aliquem cum aggressore, vel ejus Adhærentibus Tractatum instituere, multò minus inducias inire, aut pacem vel compositionem aliquam conficere, nisi cum utrimque Confœderatorum consilio & consensu, securitatisque & satisfactionis inclusione.

XV. Liberum sit aliis Romani Imperii Statibus præsentibus bellis non implicitis, sine ulla Religionis distinctione hisce fœderis Defensivi legibus sese associare & submittere. Quibus autem accedere libuerit, cum iis de admissionis modo nomine Fœderatorum agatur, & de auxilii quantitate, numeroque Copiarum, & aliis conditionibus prius conveniatur.

XVI. Ne præterea quidpiam in mora sit, quo minus debitum auxilium justo tempore submittatur, id quoque hoc ipso inter Confœderatos transactum est, ut simul & paciscentium unus bello petitus fuerit, alter factâ notificatione, & subsequuta requisitione auxilia statim juxta articulos præcedentes mittat, quamprimum de hostili aggressione, turbatione, injuriisque, vel in evidentibus argumentis intentata, quemadmodum superius determinatum est, constiterit; adeoque ne præsentia Tractatus executio sub ullius rei prætextu eludatur, aut suspendatur, Verbo Regio & Electorali Confœderati inter se caverunt, fideque genuinâ & candidâ stipulati sunt, hunc Tractatum, & quamvis ejusdem clausulam inviolabiliter se servaturos & effectui juncturos esse.

XVII. Virtute hujus Fœderis Confœderati in se quoque recipiunt, eo durante se nullum aliud huic contrarium pacturos, neque passuros esse, ad alia se flecti, quæ conventioni huic & amicitiæ sinceræ strictissimæque ulla ex parte adversari possint.

XVIII. Duret hoc Fœdus per tres continuos subsequentes annos, quibus elapsis, si ea constitutio rerum fuerit, quod salutis & incolumitatis, securitatisque communis interesse judicabitur, ut prolongetur, integrum erit Confœderatorum cuique dimidio ante expirationem ejus anno se declarare, an idem ultra tempus præscriptum continuare velit; & si deprehensum fuerit, talia manere pericula, quæ Fœderis prorogationem suadeant, in eodem renovando & prorogando difficiles se non præbebunt.

XIX. Illud quoque partes Confœderatæ adjiciendum censuerunt, quod quandoquidem huic defensioni velut necessitatem imposuit præsens bellum, quod initio quidem inter Galliam & Belgium unicum exarsit, sed postea in dies longius longiusque ita serpere cœpit, ut alios quoque ex præcipuis Europæ Statibus corripuerit, non modo id egerent, ut imminentia belli flagrantis pericula à suis provinciis & statibus idoneo tutamine averterentur, sed etiam, cum haud parum referre existiment, ut omnis moveatur lapis, quo Pax, si possibile est, universalis, secura, æqua, & honesta, primo quoque tempore Orbi Christiano conciliari, vel si illud obtineri non possit, Imperio saltem Romano reduci queat, quantum in illis esset, in id omni bono officio & studio incumberent, quo Tractatus opus pio sinceroque Mediationis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ cœptum & agitatum, cuique imposterum constanter inhærere constituit, donec ope divina justum suum effectum sortiatur, porrò continuetur, & ad optatum pacis finem provehatur. Verùm enim verò cum præterea animo perpendant, quam Pax & tranquillitas publica nihilominus quotidie patiatur, consultum visum est, eidem succurrendæ reducendæque & pristino vigori restituendæ sine mora, debita cura, labor & studium de hinc quoque impendantur, Partibusque belligerantibus ulterius conjunctim & separatim, cum per literas, tum per Ministros & Legatos suos mala omnia, quæ jam belli calamitas conciliavit, quæque si continuetur diutius, non modo eidem implicitis, sed etiam ejusdem exsortibus expectanda sunt, & maneant incommoda, atque illos serio hortentur & moneant, ut Orbi Christiano æquis admissis conditionibus pacem reddere velint, spe certa freti, Dominum Pacis, Tranquillitatis & Concordiæ fontem, Conservatoremque piis hisce & verè Christianis conatibus tandem adfuturum, eosque optato & felici successu beaturum. Ast si verò hæc officia, labor & industria frustra fuerint, omnesque amicæ exhortationes, fida consilia, oblataque convenienti loco & tempore media quamvis repetita, miseriæque & calamitates, aliaque incommoda, quibus quoque innocentium publica, mixta & privata res conflictantur, nullum planè invenerint locum, vel æquæ conditiones non admissæ, sed rejectæ fuerint, eo casu Confœderati nihilominus constans suum promovendæ, conservandæque pacis propositum, simulque aliquando significantius testabuntur, quam sibi hæc displiceant, conferantque statim inter se consilia, qua ratione pro temporum rerumque statu & officiis hactenus frustra impensis, tandem locus aliquis à belligerantibus detur.

XX. Ratificationum Instrumenta super Tractatu & Fœdere defensivo intra spatium duorum mensium à die subscriptionis commutandorum Ratisbonæ ritè commutentur.

In horum fidem & certitudinem majorem nos supra nominati utriusque partis Plenipotentiarii duo hujus Fœderis exemplaria pari tenore confecta manuum, nominumque nostrorum subscriptione, & sigillorum impressione firmavimus. Actum *Monachii* die 27. Febr. 9. Mart. Anno 1675.

CXXXI.

Traité de Renouvellement d'Alliance entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES XI. *Roi de Suede. Fait à Versailles le 25. Avril 1675.* Freder. Leonard. Tom. V.

ANS de J. C. 1675.

FRANCE ET SUEDE.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROI de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes lettres verront; SALUT. Aiant veu & examiné le Traité conclu & arresté à Versailles le 25. jour d'Avril de cette presente année 1675. en nôtre nom & celui de nôtre tres-cher & tres-amé Frere & Cousin le

Roi

ANS de J.C. 1675. Roi de Suede, par nôtre amé & feal Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos commandemens le sieur Simon Arnaud Chevalier Seigneur de Pomponne d'une part, & le sieur Comte Pierre Sparre Baron de Cronebergh Seigneur de Nasbi & de Berquara, & Grand Maître de l'Artillerie de Suede, d'autre part, en vertu de leurs pouvoirs respectifs, & voulans satisfaire à l'obligation en laquelle nous sommes entrés de fournir dans le tems de quatre mois la ratification dudit Traité, dont la teneur s'ensuit.

La mutuelle & sincere amitié qui a été depuis longtems entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, & qui a été souvent renouvellée, ayant receu un nouvel accroissement & une nouvelle force par le Traité conclud en dernier lieu à Stokolm le quatorziéme jour d'Avril de l'Année 1672. & l'intention des Rois alliés ayant été pour lors de se communiquer mutuellement leurs avis, & de joindre leurs forces si l'occasion s'en presentoit, tant pour entretenir le repos public dans l'Empire, conformement à la Paix le Westphalie, que pour pourvoir à leur seureté particuliere, & les choses se trouvant presentement dans une telle situation, que lesdits Serenissimes Rois ont estimé être necessaire dans ces troubles de l'Empire, non seulement de s'en tenir à cette premiere Alliance, mais encore de l'augmenter & de la renouveller. C'est pourquoi le sieur Simon Arnaud Seigneur de Pomponne, Conseiller & Secretaire d'Etat du Serenissime & Tres-Puissant Prince & Seigneur LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, au nom de sa Majesté Tres-Chrétienne: Et le sieur Pierre Sparre Baron de Croneberg Seigneur de Narbi & de Barquara, Grand Maître de l'Artillerie de Suede & Ambassadeur de sa Majesté Suedoise en France, au nom du Serenissime Prince & Seigneur Charles XI. Roi des Suedois, des Goths & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc d'Escanie, Estonie, Livonie, Carelie, Breme, Verde, Stetin, Pomeranie, Cassubie & Vandalie; Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Vismar; comme aussi Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviere, de Juliers, de Cleves & de Monts, en vertu de leurs Pleins-pouvoirs qu'ils se sont communiqués, sont convenus des articles suivans.

I. On est convenu en premier lieu que les precedentes Alliances faites entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, conserveront toute leur force pour tout le tems qui y est determiné, & en particulier que les articles secrets du 14. Avril 1672. qui ont été faits pour trois ans, seront confirmés & prorogés par cette presente Alliance, ainsi ladite Alliance sera observée à l'avenir comme elle l'a été jusqu'à present dans tous ses articles, tant publics que secrets, si ce n'est entant qu'il y auroit quelque chose de changé par ce present Traité.

II. Cette presente Alliance n'a point d'autre but que la conservation de la Paix de Westphalie, & le rétablissement de la tranquillité publique par une Paix honneste, seure & generale.

III. Pour ce qui regarde la Paix de Westphalie comme les Rois Alliés se sont obligés mutuellement par lesdites precedentes Alliances, à maintenir ladite Paix dans tous ses articles, & principalement à défendre les droits des Etats de l'Empire, aussi par cette Alliance ils s'y obligent d'autant plus étroitement; que dans les troubles presens, on viole les droits desdits Etats de l'Empire, & on agit contre la disposition de ladite Paix de Westphalie.

IV. Et en particulier on est convenu qu'on pourvoira par des moiens convenables à ce que les Etats de Silesie joüissent de la liberté de la Religion conformement au Traité de Paix.

V. Outre cela le Serenissime Roi de Suede aiant connoissance que ceux qui lui sont peu affectionnez, ont inseré & ajoûté dans les Alliances qu'ils ont faites avec l'Empereur ou avec d'autres un article ou public, ou secret en faveur de la Ville de Bremen, & jugeant ainsi à propos de prendre garde que cela ne lui ôte & ne préjudicie en rien aux droits qu'il a sur ladite Ville. Pour cet effet le Serenissime Roi de France promet au Serenissime Roi de Suede sa garantie pour défendre tous les droits qui lui appartiennent sur ladite Ville de Bremen, conformement à la disposition de la Paix de Westphalie. ANS de J.C. 1675.

VI. Et afin qu'on connoisse la sincere affection que les Rois alliez ont pour l'Empire, le Roi Tres-Chrétien promet que d'abord que l'Empereur, les Princes & Etats de l'Empire qui sont entrés dans la Guerre, voudront quitter les armes, renvoier leurs Armées, & promettre d'observer desormais la Paix de Westphalie, il retirera en meme tems ses troupes des Terres de l'Empire, il rendra les places qu'il y aura prises, & donnera outre ce une satisfaction convenable pour les pertes qu'il aura causées, pourveu que l'Empereur, le Roi Catholique, & les Etats Generaux fassent la même chose.

VII. Ensuite il sera facile aux Seigneurs Electeurs de Tréves & Palatin de se reconcilier, d'avoir la Paix, & de rentrer dans leurs Places.

VIII. Les Villes d'Alsace joüiront aussi de leurs Droits & Privileges, conformement au Traité de la Paix de Westphalie.

IX. Et pour faire connoître le desir qu'on a de procurer la Paix, le Seren. Roi de Suede promet que quoiqu'il ait eu un veritable déplaisir de voir que tous les soins qu'il a pris pour faire cesser la Guerre, aient été inutiles jusqu'à present, & qu'elle n'a fait que s'étendre plus loin, l'Empereur, le Roi Catholique & quelques autres Princes aiant pris les armes, il emploiera pourtant encore tous ses soins par le desir qu'il a de la tranquillité publique, tandis qu'il pourra en esperer quelque bon effet pour la Paix, & se servira de tous les moiens possibles pour conduire les choses avec la grace de Dieu en cet état, & délivrer au plûtôt la Chrétienté des maux de la Guerre.

X. Le Roi Tres-Chrétien aiant pour agréables ces empressemens du Roi de Suede promet qu'il accordera volontiers tout ce qui pourra servir à faire une juste & honneste Paix, & qu'on pourra raisonnablement attendre de lui, & que pour cet effet il donnera desormais comme il a déja fait toute sorte de facilité pour les preliminaires de la Paix.

XI. Et afin que la negotiation de la Paix, ou il y a eu jusqu'à present tant de difficultés puisse aller plus vîte, & qu'on empêche d'agir ceux qui voudroient la retarder, & que la tranquillité soit conservée dans l'Empire, sans contrevenir aux Traités de Westphalie, le Roi de Suede non seulement promet, comme il est porté par les anciennes Alliances, qu'il prendra les armes contre celui ou ceux dans l'Empire, qui contre la disposition de la Paix de Westphalie feront la Guerre au Roi Tres-Chrétien, ou donneront du secours à ses ennemis, mais outre cela, il promet par cette Alliance que si l'Empereur, les Electeurs, ou quelque Etat dans l'Empire, tâchent d'Empecher ou de rejetter des conditions raisonnables de Paix, il prendra aussi pour ce sujet les armes contre lui & contre eux.

XII. Et afin qu'on ne croie pas que le Roi Tres-Chrétien refuse d'accorder lui-même ce qu'il souhaite de son ennemi, il promet qu'il rendra tres-volontiers la Paix à la Chrétienté d'abord qu'il pourra obtenir de justes & équitables conditions, & que de son côté il observera inviolablement les Traités de Munster & d'Osnabrug.

XIII. Les choses étant presentement dans un état que le Serenissime Roi de Suede a été obligé de prendre les armes en vertu des Alliances avec le Roi Tres-Chrétien contre Monsieur l'Electeur de Brandebourg, & qu'il paroît qu'il aura à soûtenir une grande Guerre de

ANS de J. C. 1675.

tous les Alliés dudit Prince qui le menacent ouvertement de toutes parts. C'est pour cela que s'il arrive que quelque Roi, Prince, ou Etat prenne les armes contre le Serenissime Roi de Suede, ou à raison de l'Alliance qu'il a avec les autres, ou à cause de la presente Alliance, ou des precedentes entre les Serenissimes Rois de France & de Suede, & à cause des entreprises qu'on aura faites en vertu d'icelles, ou sous tout autre pretexte que ce soit, pour lors le Serenissime Roi de France regardera publiquement, celui qui fera une telle entreprise comme son ennemi, & l'attaquera par lui & par ses Alliés, par Mer & par terre avec le plus de force qu'il pourra, & selon l'exigence du peril, & ne cessera pas de lui faire la guerre qu'on n'ait rétabli la Paix, & satisfait entierement au Serenissime Roi de Suede.

XIV. Et afin que le Serenissime Roi de Suede puisse soûtenir tous les efforts que ses ennemis pourront faire contre lui, le Serenissime Roi de France promet qu'il emploiera tous ses soins, afin que les autres Princes & Etats joignent à tems leurs armes à celles du Serenissime Roi de Suede, & lui donne des secours efficaces.

XV. Comme le Serenissime Roi de Suede sera obligé de faire de plus grandes dépenses, on est convenu que pour le soulager, sa Majesté Tres-Chrétienne lui donnera toutes les années à commencer du 14. jour de Janvier de l'année courante 1675. jusqu'à la fin de la Guerre, ou tandis qu'il faudra avoir des troupes en état de s'opposer aux ennemis, ou de les attaquer conformement à la disposition de l'Alliance, même pendant que l'amnistie durera, s'il arrive que du commun consentement des deux Rois alliés on l'obtienne, huit cent mil richedals dans la banque de la maniere, aux termes & lieux exprimés dans les Traités precedens.

XVI. Si quelques Princes ou Etats dans l'Empire veulent garder la neutralité, ils pourront le faire avec toute liberté, ni ils ne recevront pour cela aucun dommage des armes des Rois, mais plûtôt ils connoitront par là qu'on n'a eu veuë dans cette Alliance que de rétablir la liberté & le premier Etat dans l'Empire.

XVII. Et parce que le principal but de cette Alliance, est que la Paix soit rétablie dans l'Empire, le Serenissime Roi de Suede veut expressément que comme il aura pris les armes en vertu de sa premiere ou de cette presente Alliance, il lui soit libre de les quitter, d'abord qu'on pourra obtenir une juste Paix dans l'Empire.

XVIII. On ne fera pourtant aucune convention, soit de Paix ou de Tréve que d'un commun consentement, aprés une satisfaction convenable, & avec l'inclusion de l'autre Allié, comme il est exprimé dans l'Article huitiéme de l'Alliance secrete de l'année 1672.

XIX. Pour ce qui regarde la maniere dont on agira dans la Guerre, on en conviendra selon que l'état des choses le demandera.

XX. Cette Alliance exprimée dans les precedens articles durera toûjours, en ce qui concerne l'observation de la Paix de Westphalie, & en tant qu'elle est faite pour procurer la Paix & pour appaiser les troubles, jusqu'à ce que la presente Guerre & tous les differens avec quelque Prince ou Etat que ce soit, aient été terminés par la Paix.

XXI. On donnera reciproquement les ratifications de la presente Alliance dans quatre mois, à compter du jour qu'elle sera signée, ou plûtôt si faire se peut.

En foi dequoi & pour lui donner plus de force, nous avons signé les articles ci-dessus, en vertu de nos Pleins-pouvoirs. FAIT à Versailles le 25. du mois d'Avril 1675.

CXXXII.

ANS de J. C. 1675.

DANEMARC ET HOLSTEIN GOTTORP.

Traité entre CHRISTIERNE V. *Roi de Danemarc & le Duc de* HOLSTEIN GOTTORP, *fait à Rensbourg, vers la fin de Juin*, 1675. Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1675. pag. 392.

* Le Roi de Danemarc.

*S*A *Majesté ayant cependant fait venir auprés d'Elle Monf. le Duc de Holsteyn Gottorp avec son Chancelier Kielman & ses deux fils, il leur fit proposer les points suivants, aprés qu'ils furent comparus pour parachever le Traité.* 1. Que le Duc cederoit au Roy le Bailliage de Swabstadt. 2. Qu'il recevroit l'investiture de Sa Majesté. 3. Qu'il luy cederoit Tonningen pour plus grande assurance du Traité. 4. Qu'il remetroit entre les mains de Sa Majesté toute la Milice qu'il avoit sous les armes. 5. Qu'il ne feroit aucune Alliance sans la participation de Sa Maj. 6. Que Sa Maj. auroit le commandement absolu sur toute la Noblesse. 7. Que la Diette se tiendroit toûjours à Coppenhague.

Là-dessus le dit Duc s'accorda quelques jours aprés avec Sa Majesté en la maniere suivante. 1. Que le Bailliage de Swabstadt seroit rétabli au même état qu'il avoit été accordé par les Deputés de part & d'autre en l'an 1658. 2. Que Tonningen, avec toutes les autres Places, seroit remis entre les mains du Roy jusqu'à la fin de la guerre. 3. Que comme Membre de l'Empire, il joindroit ses Troupes a celles de Sa Majesté pour la deffense du dit Empire. 4. Qu'il ne feroit point d'Alliance avec d'autres Princes au prejudice de Sa Majesté Imperiale, de l'Empire, ni de Danemarc, & 5. Que les Bailliages de Rhibee & Tretow, qui étoient à luy, payeroient tous les mois 8000. écus de contribution. *Le Roy là-dessus fit mettre une Garnison de 3000. hommes dans Tonningen sous le Gen. Maj. Rosencrans, & s'en retourna à Coppenhague le 24. pour être de retour dans 15. jours à Rensbourg, & le Duc de Holstein s'en retourna à Sleeswyk.*

CXXXIII.

ANS de J. C. 1675.

L'ANGLETERRE ET TURQUIE.

Capitulations & Articles de Paix entre le Roy de la GRAND BRETAGNE, *France, & Irlande &c. & le Sultan de* L'EMPIRE OTTOMAN, *ainsi qu'ils ont esté augmentez & changez dans les temps de divers Ambassadeurs. Fait au mois de Septembre*, 1675. Manuscript.

QUe les présens Articles soient observez conformement à mon commandement Imperial & qu'on ne permette aucun Acte qui y soit contraire.

MAHOMET.

LE Commandement de cette haute & majestueuse signature Imperiale, préservée & exaltée par la providence Divine, dont le triomphe & la gloire sont renommées par tout le monde, par la faveur du conservateur de toutes choses, & la misericorde, & grace du misericordieux, moy qui suis le puissant Seigneur des Seigneurs du monde, dont le nom est formidable sur terre, Distributeur de toutes les Couronnes de l'Univers, Sultan Mahomet Han, fils de Sultan Ibrahim Han, fils de Sultan Ahmet Han, fils de Sultan Mahomet Han, fils de Sultan Murat Han, fils de Sultan Selim Han, fils de Sultan Soliman Han, fils de Sultan Selim Han.

ANS de J. C. 1675.

Au Glorieux entre les grands Princes de Jesus, severé par les hauts potentats des peuples du Messie, seul directeur des affaires importantes de la nation Nazaréenne, seigneur des limites de la bienseance, & l'honneur de la Grandeur, & de la Renommée Charles second, Roy d'Angleterre & d'Escosse, c'est-à-dire de la Grand Bretagne France & Irlande, les intentions & entreprises duquel le Dieu tout puissant, puisse terminer avec bon heur, & faveur, & avec l'Illumination de sa sainte volonté.

La Reyne desdits Royaumes a autrefois envoyé plusieurs de ses Gentilshommes de reputation, & des personnes de qualité, avec des Lettres & des navires, à cette haute porte Imperialle (qui est le refuge des Princes du monde, & la retraite des Rois de tout l'univers) dans les heureux temps de la fameuse Memoire de mes predecesseurs, qui sont à present placez dans le Paradis, dont les ames soient remplies de misericorde divine; lesquels Gentilshommes, & présens ont été agréablement reçûs, declarans & proposans au nom de ladite Reine, une bonne & ferme paix, & uni amitié parfaite, & demandans que ses sujets pûssent avoir la liberté de venir d'Angleterre en nos Ports. Nosdits predecesseurs d'heureuse memoire accorderent en ces temps là, leur permission Imperiale, & mirent entre les mains de la nation Angloise, divers Mandemens Imperiaux & speciaux, afin qu'ils pûssent seurement & librement aller, & venir en ces Etats, & que dans leur chemin & passage en allant ou retournant soit par Eau, ou par terre, ils ne pussent être molestez ni empeschez aprés lequel temps, du vivant de nôtre grand Pere, Sultan Mahomet Han, de fameuse memoire (à l'ame duquel l'absolution divine soit donnée) étant demandé de nouveau, que les sujets Marchands, & leurs interpretes pûssent librement & seurement venir traffiquer & negocier, par tous les endroits de ses dommaines Imperiaux, & que les mêmes Capitulations, & autres privileges & mandemens Imperiaux, que ceux qui avoient esté accordés aux Nations des Rois & Princes, qui étoient en paix & amitié avec cette haute Porte, comme la France, Venise, la Pologne, & autres pûssent aussi être accordez, aux sujets de ladite Reine, & à tous autres qui viendroient sous la banniere d'Angleterre, en Conformité de laquelle requeste, les Capitulations Imperiales, & Privileges qui suivent furent donnez & confirmez par nos predecesseurs de fameuse memoire, c'est-à-dire, il est Commandé &c.

I. Que ladite nation, & les Marchands Anglois, & toute autre nation, ou Marchands qui sont ou viendront sous la banniere, & protection d'Angleterre, avec leurs navires grands & petits, marchandises, Effects, & tous leurs autres biens, pourront en tout temps seurement passer en nos mers, & aller & venir en toute seureté & liberté en tous endroits des limites Imperiaux de nos Etats, de telle sorte que qui que ce soit de la nation, ni ses biens & effects ne recevront aucune molestation ni empêchement de quelque personne que ce soit.

II. Que ladite nation poura de la même maniere, seurement & librement aller, & venir par terre, par tous les Limites Imperiaux de nos Etats, de telle sorte qu'il ne sera fait, ni donné aucune injure, trouble ni empêchement aux personnes, bestes, biens, effects de ladite nation, mais au contraire qu'elles pourront en tout temps librement & seurement trafiquer comme il leur plaira en tous les endroits de nos Etats.

III. Arrivant que quelques personnes de ladite Nation venant par terre en nos Etats, ou passant en d'autres païs soient retenues ou arrestées par quelques uns de nos Ministres, ces personnes là seront remises en pleine & entiere liberté, & ne recevront plus ensuite aucun empêchement en leurs voyages.

IV. Tous navires ou vaisseaux Anglois, grands ou petits pourront en tout temps venir, & entrer en quelque Port & Havre, que ce soit de nos Etats, & en pourront partir quand il leur plaira, sans retardement ni empêchement de quelque personne que ce soit.

V. Que s'il arrive quelque accident à aucun vaisseau Anglois, grand, ou petit, par le peril de la mer ou par quelqu'autre necessité, tous les Vaisseaux tant Imperiaux que ceux qui appartiendront à des particuliers, qui en seront prés; comme aussi tous autres Vaisseaux qui navigueront sur les mers, & qui seront à portée de les secourir, soient tenus de leur donner aide & assistance, & quand ils seront entrez dans nos Ports ou Havres, ils y pourront demeurer aussi longtemps qu'il leur plaira, y achêter toute sorte de provisions, & autres choses necessaires pour leur argent, & y pourront faire aiguade, sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit.

VI. S'il arrive que quelques uns de leurs navires qui auront échoüé par tempeste, ou auront été endommagez par quelque autre accident, soient jettez sur les côtes de nos Etats, tous les Beglerbeys, Caddées, Gouverneurs, Ministres & autres personnes qui se trouveront à portée de les secourir seront tenus de leur donner aide, & assistance, & tous les biens & marchandises, qui en seront sauvés seront rendues aux Anglois, & s'ils sont informez qu'on ait derobé ou enlevé quelque partie de leurs biens & marchandises, nosdits Ministres en feront une exacte perquisition & recherche, avec toute la diligence possible, pour trouver & recouvrer lesdits biens & marchandises, & les restituer aux Anglois.

VII. Les Marchands Anglois, leurs Interpretes, Courtiers & tous autres sujets de la même Nation, pourront en toute seureté, & liberté, aller & venir, par mer ou par terre, dans tous les ports de nos Etats, & en partir quand il leur plaira pour retourner en leur païs, & nous faisons deffenses à tous nos Beglerbegs, Ministres, Gouverneurs, & autres Officiers, Capitaines, de navires, & à tous nos autres sujets Esclaves, de mettre la main sur leurs personnes ou biens ni de leur faire aucun tort ni injure sous quelque pretexte que ce soit.

VIII. Arrivant que quelques Anglois, soit à cause, de ses propres debtes, ou pour s'être rendu caution, s'absente, ou se sauve du Païs ou fasse Banqueroute, le créancier ne poura avoir son recours que contre son debiteur, & non pas contre aucun autre Anglois: Et au cas que le créancier n'ait pas d'acte, ou billet aothentique de caution fait par un autre Anglois, il ne pourra pas avoir aucune pretention Contre aucun autre Anglois, pour le payement de ce qui lui sera deû.

IX. En toutes causes, affaires, & incidens qui arriveront entre ladite nation, les Marchands, interprétes & Courtiers ou serviteurs & quelques autres personnes que ce soit de la même nation, c'est-à-dire en rendant ou recevant caution, ou seureté en matiere de debtes, ou de credit, & en toutes autres qui appartiennent aux Ministres de la loy & de la justice, les parties pourront tousjours en telles occasions s'adresser au Caddée, qui est le juge de la Loy, & passer une convention ou acte authentique & public en presence de tesmoins, & aprés l'avoir fait enregister, en tirer une expedition qui sera gardée par les parties, afin que si à l'avenir il arrivoit quelque different ou pretention entre lesdites parties elles puissent toutes deux avoir recours à ladite convention, & acte: & au cas que la pretention se trouve conforme à la teneur de la Convention qui aura été enregistrée, elle aura son effect, conformement à la convention. Mais si le Demandeur n'est pas muni, & n'a pas en ses mains un tel acte public, & ne produit que des témoins partiaux qui ne deposent que des veuilles & des pretentes, Nos Ministres n'y auront pas egard, mais ils suivront l'acte authentique registré.

 X. Et

ANS de J. C. 1675.

X. Et si quelque personne de l'étenduë de nos Etats accuse quelque Anglois de lui avoir fait tort, & que pour ce sujet il pretende d'agir contre lui par voye de violence, ou de témoins partiaux, nos Ministres ne les écouteront pas & ne les recevront pas à en faire les preuves par cette voye là, mais l'Ambassadeur, ou le Consul de la nation Angloise en seront informez, afin que l'affaire puisse être decidée avec sa participation, & en sa présence, & que les Anglois puissent tousjours avoir recours à leur appui & protection.

XI. Si quelque Anglois qui aura commis quelque offense, fait en sorte de se sauver ou de s'absenter, un autre Anglois qui n'aura pas été sa caution, ne sera pas pris ni molesté pour lui.

XII. Tous les Anglois, ou sujets du Royanme d'Angleterre, qui seront trouvez Esclaves dans l'étenduë de nos Etats, ou qui seront demandez par l'Ambassadeur, ou Consul de la nation Angloise seront tenus de faire dcüement examiner le fait, & ceux qui se trouveront être vrais sujets de l'Angleterre, seront remis en liberté & delivrés entre les mains de l'Ambassadeur ou du Consul Anglois.

XIII. Tous les Anglois, & tous autres sujets de la Couronne d'Angleterre, qui demeureront & resideront dans nos Etats soit qu'ils soient mariez, ou qu'ils ne le soient pas, pourront y trafiquer, vendre & acheter sans qu'on leur demande aucune taxe, qu'on nomme Harach, ou taxe Capitale.

XIV. Les Ambassadeurs d'Angleterre residant en Alep, Alexandrie, Tripoli de Surie, ou à Tunis, Alger, Tripoli de Barbarie, aux Smirnes, dans les ports du Caire, ou en quelque autre endroit de nos Etats, pourront établir des consuls, comme il leur plaira, & pareillement les déposer, ou changer, & en établir d'autres en leur place, & pas un de Nos Ministres ne pourra s'y opposer, ni refuser de les accepter.

XV. En toutes matieres concernant la Loy, & la justice, entre la Nation Angloise, & quelque autre nation que ce soit, les juges ni aucuns autres de nos Ministres ne pourront proceder, & donner sentence en l'absence de leurs interprêtes.

XVI. Arrivant quelque different entr'eux-mêmes, la decision en sera entierement laissée à leur Ambassadeur, ou Consul conformement à leurs droits & à leurs Loix, & nos Ministres n'en prendront aucune Connoissance.

XVII. Nostre Armée de galeres, les navires, ou autres vaisseaux de nôtre Empire, qui rencontreront ou trouveront en mer des navires Anglois, ne leur donneront ni feront, ni ne souffriront qu'il leur soit fait la moindre injure ni trouble, ni ne les retiendront, ne leur demanderont, pretendront, ou prendront, aucune choses d'iceux; mais les salueront, & tesmoigneront une bonne & mutuelle amitié les uns aux autres sans aucune offense.

XVIII. Tous les Privileges particuliers & Capitulations qui du tems passé ont été accordées aux François, aux Venitiens, ou à toute autre Nation chrétienne que ce soit, dont le Roi étoit en paix, & amitié avec la Porte, sont donnez & accordés de la même maniere à la Nation Angloise: afin qu'à l'avenir, la teneur de nôtre presente Capitulation Imperiale puisse être en tout temps observée par toute sorte de personnes & que personne ne puisse en aucune maniere pretendre, sous quelque pretexte que ce soit y contrevenir ni la violer.

XIX. S'il se trouve que des Pirates, ou corsaires Levantins, qui infestent ces mers avec leurs fregates aient enlevé quelque Vaisseau Anglois, ou qu'ils ayent dérobé, ou pillé leurs marchandises, & effects. Comme aussi s'il se trouve que quelques uns aient enlevé de force, les biens de quelque Anglois, en aucun endroit de nos Etats, nos Ministres seront tenus de faire toutes les diligences possibles, pour trouver ceux qui en seront coupables, & les punir severement, comme pareillement de faire en sorte que tout l'argent, les navires, & les marchandises, & tout ce qui aura été enlevé à ceux de la nation Angloise leur soit incontinent, düement & absolument restitué.

XX. Tous nos Beglerbeys, Capitaines, Maîtres de navires Imperiaux, & autres juges particuliers, Gouverneurs, Officiers de Doüanes, Fermiers, & tous nos autres Sujets, & Esclaves obeïront en tout temps & satisferont à la teneur de nos presentes Capitulations, confirmées par serment, & cultiveront avec toute sorte de respect, l'amitié, & bonne correspondance établie entre les deux parties chacun en droit soi; se gardant, avec un soin particulier, de commettre aucune action qui y soit contraire: Et tant & si longuement que ladite Reyne d'Angleterre se montrera & demeurera en Paix, Amitié, & Alliance, ferme, constante, & sincere avec nous, conformement au present Traité d'Amitié, & à la sincere & bonne correspondance, nous promettons pareillement de nostre côté reciproquement, que la presente Paix, Amitié, Articles, Capitulations, & Correspondance, en la forme cy-devant écrite sera maintenüe, observée & respectée, pour jamais, & que personne ne contreviendra, ni desobeira à aucune partie d'icelles, tous lesquels articles de Paix & d'Amitié sus declarés ont été conclus, signez, accordez, & confirmez par une Capitulation Imperiale, par nos Predecesseurs d'heureuse memoire.

Depuis lequel temps, sa Majesté d'Angleterre Jacques qui est decedé du temps de Sultan Achmet Han nôtre Grand Pere d'heureuse Memoire, ayant envoyé à nôtre Thrône Imperial, des Ambassadeurs avec des lettres, & des presens qui étoient tres-agréables, & ayant demandé que la Paix & Amitié déja contractée, & la bonne correspondance établie avec nos Predecesseurs, & les Capitulations, Articles, & Privileges cy-dessus transcrits fussent derechef ratifiez & ladite Paix & Amitié renouvellée: requerant en outre que quelques articles tres-necessaires fussent adjoustez ausdites Capitulations; la demande de sa Majesté ayant été declarée, en la presence Imperiale de Sultan Achmet Han, nostredit Grand Pere, elle fut incontinent accordée: & il ordonna, & commanda expressément que ladite Paix & Amitié, fussent renouvellées & fortifiées, & que les anciennes Capitulations & Privileges fussent confirmez: & que les nouveaux articles demandez fussent inserez & adjoustez aux Capitulations Imperiales: accordant en outre à la nation Angloise tous les autres articles & privileges qui avoient été donnez, & inserez dans toutes les autres Capitulations faites avec les autres nations, Potentats, ou Princes, qui étoient en Paix & Amitié, avec la Porte Imperiale, & par ce Commandement Imperial, il ordonna que toutes personnes obéissent auxdits Commandemens Imperiaux, & que la teneur en fust deüement observée. Les articles suivans furent ceux qui furent en ce tems-là accordez & adjoustez aux Capitulations.

XXI. Que nos Ministres ne demanderont, ni ne prendront de ladite Nation Angloise aucune Doüane, ni autres Droits pour tous les Ecus blancs, ou sequins, qu'eux, ou quelques autres personnes que ce soit portant la banniere d'Angleterre apporteront, ou transporteront de place, en place, ou porteront hors de nos Etats, & que ny Beglerbeys, Beys, Caddées, Tresoriers, Maitres de monnoyes ni autres ne prendront ni ne demanderont à ladite nation, ni Ecus, ni sequins, pour les changer en petits aspres, & ne leur feront ni donneront aucune violence ni trouble là dessus.

XXII. La nation Angloise, & tous ceux qui viendront sous la baniere d'Angleterre, leurs vaisseaux grands & petits, pourront naviguer, trafiquer, acheter, vendre, & demeurer en tous les endroits de nos Etats, & pourront à l'exception des armes, poudre à canon, & de telles autres marchandises, embarquer,

& em-

ANS de J.C. 1675.

& emporter sur leurs vaisseaux telles de nos Marchandises qu'il leur plaira, sans aucun trouble ni empêchement de quelque personne que ce soit, & leurs navires, & vaisseaux pourront venir librement & moüiller l'anchre seurement en tout temps & trafiquer en tout temps, en tous les endroits de nos Etats, & y acheter des Vivres, & toutes autres choses pour leur argent, sans aucune contradiction ni empêchement de quelque personne que ce soit.

XXIII. Arrivant quelque different avec quelques personnes de ladite nation Angloise par procés, ou quelque autre démêlé, les Caddees, ni aucuns autres Ministres de nôtre justice ne pourront oüir ni decider la cause, à moins que l'Ambassadeur, le Consul, ou le Dragoman de ladite nation ni soient presens.

XXIV. Tous differens, ou procés, qui arriveront avec ladite nation, & qui excéderont la valeur de quatre mille aspres, seront toûjours oüis & decidez en nostre Porte Imperiale.

XXV. Le Consul, ou Resident de la nation Angloise étant établi en quelque Port que ce soit de nos Etats, par l'Ambassadeur qui y residera, pour ladite nation, nos Ministres n'auront pas le pouvoir de les mettre en prison, ni d'apposer le scellé à leurs maisons, ni de les renvoyer, ni disposer de leurs charges & fonctions : Mais arrivant quelque different ou procés, avec le Consul, on fera un certificat adressant à la cour Imperiale, afin que l'Ambassadeur les puisse proteger, & répondre pour eux.

XXVI. Arrivant que quelques Anglois, ou autres personne qui sera venuë sur la banniere d'Angleterre vienne à deceder dans nos Etats, avec des biens, ou effects, ou quelques autres choses, qui leur appartiennent, nos Tresoriers des deniers Casuels, nos Caddées, & autres Ministres, ne pourront pas s'en emparer, ni en saisir aucune partie, sous pretexte que ce sont les biens du deffunct, & qu'il n'y a personne qui en soit le proprietaire, mais ils seront toûjours consignez & deposez entre les mains de telle personne Angloise que le deffunct aura institué par son Testament pour s'en charger, & au cas qu'il decéde ab intestat, le Consul Anglois se chargera de ses biens & effects, & au cas qu'il n'y ait point de Consul au lieu où il sera decédé, le Resident Anglois en prendra possession, & arrivant qu'il n'y ait ni Consul, ni aucun autre Anglois sur les lieux, en ce cas là, lesdits biens & effects seront mis en la garde du Caddée dudit lieu, & aprés que l'Ambassadeur d'Angleterre en aura eu advis, à la diligence du Caddée, ledit Caddée sera tenu de remettre tous lesdits biens & effects entre les mains de telles personnes que l'Ambassadeur envoyera avec Commission de les recevoir.

XXVII. Tous les presens Privileges, & autres libertez accordées à la nation Angloise & à ceux qui seront venus sous leur protection, par divers mandemens Imperiaux, soit avant où apres la datte des presentes Capitulations Imperiales, seront toûjours maintenus & conservez, & seront toûjours entendus & interpretés en faveur de la nation Angloise conformement à la teneur & la disposition veritable d'iceux.

XXVIII. Qu'au cas de mort, ni l'Officier qu'on nomme le Cassam ou Collecteur des droits du Caddée, ni le Caddée mesme ne pourront prendre, ni pretendre des Anglois aucune espece de diames, Calmets, ou droits de division.

XXIX. L'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, ou le Consul Resident de nos Etats, pourront prendre à leur service, tel Janissaire ou Interprete qu'il leur plaira à leur choix & depens: & aucun Janissaire, ni autre personne de nos Esclaves ne pourront entrer à leur service, contre leur gré & consentement.

XXX. L'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, le Consul & tous autres sujets de la nation Angloise demeurans dans nôtre Empire, & y faisant du Moust ou du Vin dans leurs Maisons pour l'usage de leurs personnes, & de leurs familles; n'y pourront être troublez, ni empêchez par aucun de nos Ministres, Caddées ou Janissaires, & ils ne pourront leur demander aucun argent, ni aucuns droits, pour joüir de cette liberté, ni leur donner aucun empêchement.

XXXI. Apres que les Marchands Anglois auront payé les droits de péage dans les Ports de Constantinople, d'Alep, d'Alexandrie, de Scio, des Smirnes, & dans les autres endroits de nos Etats, conformement à la teneur de Capitulations Imperiales, personne ne les pourra plus troubler ni molester ni prendre d'eux aucune chose de plus, & quelque marchandise qui soit chargée sur leurs navires, & aportée en nos Etats, & déchargée en quelque Port que ce soit, au cas qu'ils desirent la recharger sur leurs mesmes navires, pour la transporter en quelqu'autre havre ou port, la mesme marchandise arrivant dans le second port, ou havre, & y étant debarquée, les offices de la coûtume ni les fermiers, ni aucun autre de nos Officiers ne pourront pretendre, ni recevoir encore une fois les droits de Doüane pour la mesme marchandise, afin que ladite nation puisse en tout tems trafiquer avec toute liberté, & seureté, & poursuivre ses affaires.

XXXII. Qu'on ne demandera pas un seul aspre, ni aucun autre argent, sous le titre de l'Imposition qu'on nomme Hassapie, ou composition pour la viande pour les Janissaires, à aucuns Anglois, ni à ceux qui trafiqueront sous la baniere d'Angleterre.

XXXIII. Estant arrivé autres fois un different entre l'Ambassadeur de la Reyne d'Angleterre & l'Ambassadeur de France tous deux Residens en nostre Porte, touchant les Marchands de la nation Hollandoise, lesquels Ambassadeurs envoyerent leurs requestes à nôtre vestibule Imperial, tendantes à ce que lesdits Marchands Hollandois venant dans nos Etats fussent obligez à y passer sous la baniere desdits Royaumes, cette requeste desdits Ambassadeurs fût accordée sous nôtre sçeau Imperial: & neanmoins Sinan Bassa, fils de Cigala Capitaine sur mer, qui est à present decedé, comme étant Admiral, & versé dans les cas maritimes ayant informé sa Majesté Imperiale, qu'il étoit à propos & convenable que la nation Hollandoise fut mise sous la Protection de l'Ambassadeur d'Angleterre, & que cela fut ainsi inseré en leurs Capitulations son advis fut approuvé par tous les Vizirs, & il fut commandé par ordre exprés, & authorité Imperiale, que les Marchands Hollandois des Provinces de Hollande, de Zelande, de Frize, & de Gueldres, c'est-à-dire les Marchands de ces quatre Provinces, trafiquans dans nos Etats y viendroient toûjours sous la baniere de la Reyne d'Angleterre comme tous les autres Anglois faisoient, & que pour toutes les denrées & marchandises, qu'ils apporteroient sur leurs Vaisseaux en nos Etats, ou en emporteroient, ils payeroient les droits de Consulage & tous autres droits à l'Ambassadeur, ou Consul de la Reyne d'Angleterre, & que l'Ambassadeur de France, ni le Consul de la nation Françoise ne s'entremettroient jamais à l'avenir de cette affaire, & il fut commandé que cela fut executé & observé, à l'avenir conformement à la presente Capitulation.

Aprés quoy un autre Ambassadeur, envoyé de la part du Roi d'Angleterre étant arrivé en cette haute porte avec des lettres, & des presens qui furent fort agréables ledit Ambassadeur demanda que quelques autres articles necessaires fussent adjoustez, & inserez aux Capitulations Imperiales, le premier desquels étoit que comme autres fois du vivant de Sultan Soliman Han, l'un de nos predecesseurs de fameuse memoire, il y eut une certaine Capitulation & un certaine Privilege octroyé, portant que les Marchands de la nation Espagnole, de Portugal, d'Ancone, Seville, Florence, Catalogne, & toutes sortes de Hollandois & autres Marchands étrangers, pourroient en toute seureté & asseurance, aller & venir en tous les endroits de nos Estats & y trafiquer, & negocier, leur accordant en outre qu'ils pourroient établir des Consuls en quelque endroit que ce fust de nôtre

Empire

ANS de J.C. 1675.

Empire : mais comme chaque nation à part n'estoit pas capable de desfrayer les depenses & l'entretenement d'un Consul, il fut laissé à leur choix, & volonté, de venir sous la baniere de tel Ambassadeur, ou Consul d'un Roi qui fust en Paix & amitié avec nostre haute Porte : Sur laquelle concession & sur d'autres Privileges qui leur furent accordez, il y eût souvent des mandemens & constitutions accordées sur la requisition qui en fut faite par des Marchands estrangers qui de leur propre mouvement & volonté choisirent de trafiquer, sous la baniere, & protection de l'Ambassadeur, & du Consul du Roi d'Angleterre, & durant le temps qu'ils avoient recours à la baniere & protection des Consuls Anglois, dans nos Ports & Havres, il sembloit que l'Ambassadeur de France ayant trouvé moyen de faire inserer de nouveau dans les Capitulations que lesdits Marchands étrangers viendroient sous leur baniere eût entrepris de les contraindre dans tous les Havres, à se mettre sous leur protection, pour laquelle cause, le different fut encore renouvellé & referé à nôtre Divan, ou Grand Conseil, lequel ayant deüement examiné l'affaire, aprés qu'il fut permis ausdits Marchands, de faire une nouveau choix, & Election, à leur plaisir & volonté, ils demanderent derechef qu'ils fussent & demeurassent sous la protection de l'Ambassadeur du Roi d'Angleterre, & quoy qu'on eût fait connoitre, à la Porte Imperiale, que l'Ambassadeur de France, n'avoit point encore voulu molester lesdits Marchands, ni les contraindre à se mettre sous leur protection, le premier Article écrit dans les Capitulations Françoises portant que les Marchands étrangers viendroient sous leur protection, fut par les Commandement Imperial declaré nul, & annullé, & afin que suivant l'ancienne Coûtume desdits Marchands étrangers, ils vinssent toûjours sous la banniere & protection de l'Ambassadeur, ou des Consuls d'Angleterre, & qu'ils ne fussent jamais à l'avenir molestez, ni troublez par l'Ambassadeur de France, sur ce point lesdits Ambassadeurs de sa Majesté d'Angleterre, ayant demandé que cette circonstance fust écrite & inserée en cette nouvelle Capitulation Imperiale, le present Article y fust par consequent inseré : & il est enjoint par l'authorité Imperiale, qu'à l'avenir, & pour jamais, les Marchands desdits Princes seront toûjours sous la baniere & protection de l'Ambassadeurs & des Consuls d'Angleterre, en la forme susdite, & conformement au present commandement Imperial qu'ils auront en leurs mains.

XXXIV. Il n'y aura jamais aucuns mandemens Imperiaux donnez ni octroyez qui soient contraires à la teneur & aux articles du present commandement Imperial, ou Capitulation, ni au prejudice de nostre presente Paix, & amitié, mais en pareille occasion, la cause sera premierement communiquée à l'Ambassadeur d'Angleterre Resident à la Porte, afin qu'il puisse répondre & s'opposer à toute action scandaleuse, ou autre pretexte qui pourroient violer la paix, & l'Alliance.

XXXV. Aprés que les Marchands Anglois auront payé la Doüane, pour toutes les Marchandises qu'ils apporteront, ou transporteront sur leurs navires, ils payeront aussi le droit de Consulage à l'Ambassadeur d'Angleterre, ou au Consul de la même nation.

XXXVI. Les Marchands Anglois, & tous autres qui seront sous la baniere d'Angleterre, pourront en toute seureté, trafiquer, vendre, & acheter, dans l'étenduë de nos Etats, toutes sortes de marchandises (à l'exception seulement de celles qui sont deffenduës) comme aussi ils pourront aller, & trafiquer, en Moscovie, par mer ou par terre, ou par la voye de la Riviere Tanais, ou par la Russie, & delà ils pourront apporter leurs marchandises dans nôtre Empire: comme pareillement ils pourront aller trafiquer en Perse, & en retourner, par toute la partie que nous en avons conquise, & par les confins sans empéchement, ni molestation de nos Ministres, & ils payeront les doüanes & autres droits de ce pays là, & rien plus.

XXXVII. Les Marchands Anglois & tous autres qui seront sous la baniere d'Angleterre, pourront librement & seurement trafiquer, & negocier dans Alep, le Caire, Scin, Smyrne & dans tous les endroits de nos Etats, en payant, suivant l'ancienne coûtume, trois pour cent de toutes leurs marchandises & rien plus.

XXXVIII. Arrivant que les navires Anglois, qui viendront en nôtre ville de Constantinople, soient contraints par les perils de la mer, ou par le mauvais temps, de relâcher à Caffa, ou en quelqu'autre Port semblable, tant que les Anglois n'y voudront point débarquer, ni vendre leurs denrées & marchandises ; personne ne leur y fera aucune violence, & ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement, mais dans toutes les places, où il y aura du danger, les Caddées & nos autres Ministres deffendront & protegeront toujours lesdits navires Anglois, leurs hommes, & leurs marchandises de peur qu'ils ne reçoivent aucun dommage, & ils y pourront acheter des vivres & autres choses nécessaires pour leur argent, & au cas qu'ils veüillent loüer des charettes ou des Vaisseaux, qui n'ayent pas été loüez auparavant par d'autres personnes, pour transporter leurs marchandises de lieu en lieu, personne ne leur donnera aucun trouble ni empéchement quelconque.

XXXIX. De toutes les marchandises que ceux de la nation Angloise apporteront sur leurs Vaisseaux, en la Ville de Constantinople, ou en quelqu'autre Port de nos Etats, & qu'ils n'auront pas intention de debarquer, ni vendre, il n'en sera demandé ni pris aucun droit de doüane à leur arrivée dans le port, & aprés y avoir débarqué leurs Marchandises, & en avoir payé les doüanes & autres droits, ils en pourront partir paisiblement & seurement sans la molestation d'aucune personne.

XL. Comme les navires Anglois en venant en nos Etats, se sont souvent accoûtumez à relacher en quelque endroit de l'Afrique & y prendre les Pelerins & Passagers Mahometans pour les transporter en Alexandrie, & étant entrez dans ce Port là, il s'est trouvé que les commis de la doüane, & autres Officiers pretendroient de prendre des droits de doüane sur toutes les marchandises qui seroient trouvées sur leurs navires, avant que les Marchands eussent dessein d'en décharger aucunes, au sujet de laquelle molestation ils se sont abstenus de transporter des Pelerins : Comme pareillement leurs navires arrivans à Constantinople chargez de diverses marchandises pour en transporter une partie en d'autres Places, les Commis & fermiers de la doüane les veulent contraindre à décharger leurs marchandises, & prétendent de leur faire payer les droits de doüane : pour ces causes nous ordonnons que tous les navires Anglois, qui viendront chargez de marchandises dans le Port de Constantinople, d'Alexandrie, de Tripolis de Surie, de Scanderoon, ou en quelqu'autre Port que ce soit de nôtre Empire, ne payeront seulement suivant la coûtume que la doüane des marchandises, qu'ils auront dessein de vendre, de leur propre volonté ; & à l'égard des marchandises, qu'ils ne débarqueront pas de leurs navires de leur propre volonté nos Officiers de la doüane ne leur en demanderont, ni prendront d'eux aucune doüane, ni autres droits, & auront la liberté, de les transporter où il leur plaira.

XLI. Arrivant que quelque Anglois, ou quelqu'autre personne qui sera sous la baniere d'Angleterre, commette quelque homicide, effusion de sang, ou crime semblable, ou qu'il arrive quelque affaire qui depende de la *Loy*, ou de la justice, les juges ni les autres Ministres ne pourront la décider, ni donner sentence avant que l'Ambassadeur ou le Consul y soient presens, pour examiner deüement l'affaire ; mais le different sera toujours examiné en presence de l'Am-

baf-

baſſadeur ou du Conſul, afin que perſonne ne ſoit jugé, ni condamné contre la diſpoſition de la Loy & contre les Capitulations.

XLII. Comme il eſt écrit dans les Capitulations Imperialles que les marchandiſes débarquées des Vaiſſeaux Anglois, qui viendront dans nos Etats & payeront la doüane, doivent auſſi payer le droit de Conſulage à l'Ambaſſadeur ou Conſul Anglois, il eſt arrivé que divers Marchands Mahometans, Sciots, & autres Marchands, qui ſont en Paix & amitié, avec cette Porte Imperiale, & d'autres Marchands Eſtrangers, refuſent de payer le droit de Conſulage, c'eſt pourquoi, il eſt ordonné que toutes les marchandiſes, qui ſeront chargées ſur leurs navires, & auront payé la doüane, à quelques perſonnes qu'elles puiſſent appartenir, payeront ſuivant les anciennes Capitulations le droit de Conſulage, à l'Ambaſſadeur ou Conſul d'Angleterre ſans aucune Contradiction.

XLIII. Que les Marchands Anglois, & ceux qui ſont ſous la baniere d'Angleterre, qui trafiquent en Alep, payeront les droits de Doüane de toutes les Soyes qu'ils acheteront, & chargeront ſur leurs navires, comme les marchands François & Venitiens les payent, & pas un aſpre ou liard de plus.

XLIV. Comme les Ambaſſadeurs du Roi d'Angleterre qui reſideront en cette Cour Imperiale ſont Commiſſaires de ſa Majeſté, & repreſentent ſa perſonne, de même les Interprétes doivent être conſiderez comme Commiſſaires de l'Ambaſſadeur, c'eſt pourquoi dans les affaires où les Interpretes traduiront, ou parleront au nom & par l'ordre de l'Ambaſſadeur, s'il ſe trouve que ce qu'ils auront traduit ſoit conforme à la volonté & à l'ordre de l'Ambaſſadeur ou du Conſul, ils ſeront toûjours exemptez d'accuſation, & de punition : mais au cas qu'il commettent quelque offenſe, nos Miniſtres ne mettront pas en priſon aucun de ces interpretes, ni ne le maltraiteront pas ſans le ſçeu de l'Ambaſſadeur ou du Conſul. Arrivant qu'aucun des Interpretes Anglois vienne à déceder, s'il eſt Anglois de Nation, l'Ambaſſadeur ou Conſul d'Angleterre, ſe mettra en poſſeſſion de tous ſes biens & effets, mais au cas qu'il ſoit ſujet de nos Etats ils ſeront mis entre les mains de ſon plus proche heritier, & au cas qu'il meure ſans heritiers, ils ſeront portez en nôtre treſor Imperial, & comme en cette clauſe, de même auſſi, dans tous les autres articles ſus declarez, & dans les Privileges accordez par nos Predeceſſeurs d'heureuſe memoire, il eſt expreſſement commandé & ordonné que tous nos Eſclaves obeïront & ſe conformeront toûjours à la preſente Capitulation Royalle, & que la Paix & amitié ſera reſpectée & entretenuë ſans aucune violation quelconque.

XLV. Depuis lequel tems de nos Predeceſſeurs de fameuſe memoire & l'octroy des Capitulations, Articles, & établiſſement de paix & amitié ſus declarez, ledit Roi d'Angleterre, ayant du tems de Sultan Mahomet Han, nôtre Grand Pere, d'heureuſe memoire, envoyé une perſonne de qualité, en qualité de ſon bien amé Ambaſſadeur à cette porte Imperiale, pour confirmer cette Paix, Articles & Capitulations, cet Ambaſſadeur declara pluſieurs fois, qu'il y avoit eu des mandemens Imperiaux accordez à diverſes perſonnes qui avoient été ſubrepticement obtenus contre la teneur, & les Articles des Capitulations Imperiales, leſquels ayant été preſentez à nôtre inſceu à nos Juges & Gouverneurs & les dattes de ces mandemens étant plus fraiches, que celles de nos Capitulations Imperiales, les Juges & Miniſtres mettroient à execution ces Mandemens particuliers, contre & au prejudice des Imperiaux, c'eſt pourquoi, afin qu'à l'avenir, il n'y ait plus de tels mandemens acceptez par aucun d'eux, mais plûtôt que les Capitulations Imperiales puiſſent être toûjours obſervées & maintenuës ſelon leur ſignification ſincere, ledit Ambaſſadeur faiſant voir la ſincerité de ſa Majeſté, & ſa demande en cette occaſion qui étoit tres recevable étant venuë à nôtre Connoiſſance Imperiale, en conformité d'icelle, il fût expreſſement ordonné que tous les mandemens de cette nature, qui avoient déja eté, ou ſeroient ci-aprés accordez, & qui étoient ou ſeroient contraires, à la teneur de la preſente Capitulation, tels que fuſſent ces mandemens, quand ils ſeroient preſentez devant nos Caddées, ou nos autres Miniſtres, ne ſeroient jamais acceptez, ni mis a execution, mais que la teneur des Capitulations Imperiales ſeroit toûjours obſervée, & que quiconque preſenteroit de tels mandemens, contraires aux Capitulations on les lui ôteroit, & ne ſeroient nullement d'aucune force, ni vertu, dans lequel tems tous les Privileges, Articles & Capitulations ci-deſſus écrites, furent auſſi approuvées & ratifiées, de la part de nôtre dit grand Pere, & la Paix & Amitié, & bonne Correſpondance, contractées d'Ancienneté furent de nouveau confirmées & établies.

ANS de J.C. 1675.

XLVI. Du tems de l'Inſtallation de Sultan, Oſman Han, ſur le haut & Imperial Trône, le Roi d'Angleterre envoya encor un fameux & noble Gentilhomme, en qualité de ſon Ambaſſadeur avec des lettres & des préſens, qui furent tres agréables, & ledit Ambaſſadeur ayant demandé au nom de Son Roi, & de Son Seigneur, que l'ancienne Capitulation, les Articles & les Contracts accordez du vivant de nos Predeceſſeurs fuſſent par lui renouvellez & confirmez, & que l'Ancienne Paix & Amitié fuſſent de nouveau fortifiées, & établies, laquelle Requeſte fut tres agreable audit Sultan Oſman & les Anciennes Capitulations, Articles & Privileges furent ici écrits, & confirmez, & la Paix & Amitié contractée de long-tems fut par lui lui promiſe & accordée.

XLVII. Apres lequel, & du vivant du même Sultan Han, le Roi d'Angleterre aiant encore envoié en la même maniere à cette Haute Porte, l'Excellent & Honorable Chevalier Thomas Roe, en qualité de ſon Ambaſſadeur, avec des Lettres, & des préſens, qui furent tres bien receus, & cet Ambaſſadeur ayant offert au nom du Roi ſon Seigneur, toute ſorte de Conditions d'Amitié, & de bonne Correſpondance, & ayant demandé que les Anciennes Capitulations, & tous les Articles ci-devant accordés par ſes anceſtres & par lui à la Nation Angloiſe, puſſent être de nouveau confirmez, & que la Paix & Alliance, qui étoient depuis long-tems contractée entre les deux parties fût renouvellée & ratifiée, que quelques autres articles fort neceſſaires puſſent être ajoûtez aux Capitulations Imperiales, & que pluſieurs autres déja accordez, puſſent être renouvellez, changez & expliquez en meilleure forme, laquelle Requeſte & demande lui furent tres agréables & conformement à icelles, les Anciennes Capitulations Imperiales, & tous les Articles & autres Privileges pluſieurs fois confirmez en icelles, & la Paix, Amitie & bonne Correſpondance contracté du tems de ſes Anceſtres, de ſon Grand Pere & de ſon Pere avoient été confirmées, ainſi que par lui même furent derechef ratifiées, établies, promiſes, & accordées, ſurquoi il fit commandement exprès, qu'à l'avenir la teneur de ſes Capitulations Imperiales fût obſervée par toutes perſonnes, & que tout le monde reſpectât avec beaucoup de ſoin ladite Paix & Amitié établie & contractée entre les deux parties, & que perſonne n'entrepriſt de les violer, ni de faire aucune action qui y fût contraire : lequel Ambaſſadeur declara pluſieurs fois, que les Caddées, & nos autres Miniſtres, avoient impoſé & établi diverſes taxes, tributs, & ſommes d'argent, ſur ladite Nation Angloiſe, & ſur celles qui s'étoient miſes ſous la baniere d'Angleterre, au préjudice des Capitulations Imperiales, & contre la volonté de ſa Majeſté Imperiale, pour laquelle cauſe, ainſi qu'il eſt ci-deſſus declaré ayant été trouvé neceſſaire, de faire des additions de quelques nouveaux articles, à ladite Capitulation Imperiale, dont ledit Ambaſſadeur fit declaration par Ecrit, & la preſenta à ſa Ma-

ANS de J. C. 1675. sa Majesté Imperiale, ledit Sultan Osman Han, donna aussitôt des ordres & commandemens exprés signez de sa Main Imperiale, & scellez, portans qu'à l'avenir tous les Articles, qui étoient déja dans les Capitulations Imp. & ceux qui y ont été nouvellement ajoûtez par nôtre ordre feroient deuëment gardez & observez conformement au sens sincere de nos presentes Capitulations.

XLVIII. D'autant que comme c'est une chose de notorieté publique que de certains Pyrates de Tunis, & d'Alger, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & contre nôtre intention & volonté, prennent, & enlevent sur mer, des navires, des marchandises & des hommes, qui sont des sujets du Roi d'Angleterre, & d'autres Rois & Etats qui sont en Alliance avec nôtre Porte Imperiale, au grand dommage & préjudice de ladite Nation Angloise, pour ces causes, nous commandons & par ces présentes nous ordonnons qu'on donne & expedie plusieurs mandemens, pour la restitution entiere & parfaite des biens & marchandises ainsi enlevées à la Nation Angloise & que tous les Anglois, qui ont été pris & faits Esclaves, ou emprisonnez par lesdits Pirates, soient mis incessamment en liberté, & si aprés le jour de la datte de nos presentes Capitulations Imperiales, il se trouve que lesdits Pirates de Tunis & d'Alger les volent encore & ne cessent point de continuer leurs outrages, & ne veüilent restituer leurs biens, & leurs hommes, nous deffendons que lesdits Pyrates soient reçeus en aucun Port de nos Etats: & particulierement dans les Havres de Tunis, d'Alger, Modon ou Coron, faisons de tres expresses inhibitions & deffenses à nos Beglerbeys & autres Ministres, de les y laisser entrer, ni de souffrir qu'ils y soient logez ni reçeus, mais au contraire nous commandons ausdits Beglerbeys, Caddées & autres Ministres de les poursuivre, bannir & punir.

XLIX. Ayant été informez que plusieurs de nos Commis de la Doüane & autres Officiers d'Alep, au préjudice de nos Capitulations Imperiales, & sous pretexte de prendre des droits de doüane & d'autres droits sur les soyes des Marchands Anglois, ont exigé par violence de grandes sommes d'argent desdits Marchands: & d'autant qu'il est écrit dans les Capitulations Imperiales, que les Anglois payeront pour les soyes qu'ils acheteront en Alep, comme les François & les Venitiens font, & non pas d'avantage, desdits Officiers de la Doüane outre les deux & demi pour cent de Doüane & de Rest, n'ont pas laissé d'exiger depuis peu une grande somme d'argent de ladite Nation sous le nom de Rest. Pour ces causes, nous ordonnons que cette affaire soit examinée, & que ladite somme d'argent soit restituée, & qu'à l'avenir on observe l'ancienne coutume: & que cette Nation là ne paye seulement que comme les François, & les Venitiens font, & qu'on n'exige jamais d'eux pas même un aspre sous le nom de cette imposition.

L. Comme les Marchands Anglois demeurans à Galata achétent ordinairement diverses denrées & Marchandises, avant que de les pouvoir embarquer & envoier sur leurs navires, & payent aux Officiers de la Doüane les Droits de Doüane, que doivent lesdites Marchandises, en prenant un billet ou quittance pour faire voir qu'ils les ont payez, aprés quoy, ils font porter les Marchandises en leurs Magasins, cependant il arrive qu'avant qu'ils puissent charger, & envoyer lesdites marchandises, l'Officier de la Doüane nommé Diet vient à decéder ou est déposé de sa charge, & le nouveau commis ou Officier établi en sa Place, ne voudra pas se contenter de ladite quittance, pretendra un autre droit de Doüane, & troublera, & molestera lesdits Marchands en differentes manieres, pour cette cause, nous ordonnons qu'apparoissant réëllement qu'ils ont payé une fois la Doüane de toutes les marchandises qu'ils auront achetées, l'Officier de la Doüane se contentera de ladite quittance, & n'en demandera pas une seconde aux marchands.

LI. Comme on achéte ordinairement en Angora des Camelots, des Moires, des Soyes, & d'autres sortes de marchandises qu'on transporte à Constantinople, & en d'autres Places de nos Etats dont on paye les doüanes, & dont on retire des quitances, aprés quoi on met les marchandises dans des Magasins; & voulant aprés les embarquer, pour les transporter ailleurs, les Officiers de la Doüane en demandent derechef les droits de Doüane, Pour ces causes arrivant à l'avenir, que les marchands veüillent embarquer les marchandises, & qu'il soit veritable qu'ils ayent déja payé la Doüane pour lesdits marchandises, lesdits Officiers de la Doüane, ne pourront demander une nouvelle, ou seconde Doüane, pourvû que lesdits marchands ne mêlent pas leurs marchandises, qui n'auront pas payé les droits, parmi celles qui les auront déja payez. ANS de J. C. 1675.

LII. Les Marchands Anglois ayant payé la Doüane de toutes les marchandises qu'ils apporteront en nos Etats, ou de celles qu'ils en voudront transporter ailleurs, comme des Soyes, Camelots, & autres marchandises, sans les avoir venduës à d'autres, & voulant aprés les faire embarquer, pour les porter à Scio, Smirne, ou en quelque autre Port, & lesdites marchandises y étant arrivées, les commis de la Doüanc, & autres Officiers seront toûjours tenus de recevoir leurs quittances, qu'ils auront en main, & ne demanderont, ni ne prendront point d'autres droits de Doüane, pour leurs marchandises.

LIII. Les Mestatagis de Galata, & de Constantinople, prendront leur droit de Mestarie, ou de Courtage suivant l'ancienne coûtume & pancarte, de toutes les marchandises, que les marchands Anglois apporteront à Constantinople, ou en quelqu'autre Port que ce soit de nos Etats, ou en transporteront ailleurs, c'est à dire qu'ils ne prendront seulement le droit de Mestarie que des marchandises, qui auront accoûtumé de le payer, suivant l'ancienne coûtumé, mais à l'égard des marchandises, qui anciennement n'avoient pas accoûtumé de le payer, ils ne pourront prendre aucun droit de Mestarie contre l'ancienne pancarte, & de plus on ne fera ni levera aucune imposition sur les marchandises Angloises, ni on ne prendra de la Nation Angloise, pas seulement un aspre, contre l'ancienne pancarte, & l'usage accoûtumé.

LIV. Les Marchands Anglois pourront librement venir en tous les Ports de nos Etats, pour negocier, & y apporter des draps, du Crezé, des épiceries, de l'estain, du plomb, & toutes autres marchandises, & personne ne leur donnera aucun trouble, ni empêchement; de même qu'ils y pourront achéter, & en transporter toutes sortes de marchandises, à l'exception de celles qui sont deffenduës, sans que personne les en puisse empêcher, ni les y troubler, & aprés qu'ils en auront payé a doüane conformement à la presente Capitulation Imperiale, & à l'ancienne coûtumé, les commis de la Doüane & autres Officiers ne leur demanderont rien de plus.

Du tems de Sultan Murat Han, mon oncle d'heureuse memoire, le Roi d'Angleterre envoya le Chevalier Sackville Cron, en qualité de son Ambassadeur, avec son présent, & des Lettres qui furent tres-bien reçües, & le tems de son Ambassade étant expiré, le Chevalier Thomas Bendish arriva à la Porte, pour y résider & apporta son présent, & des Lettres obligeantes, qui de la même maniere furent aussi tres-bien reçuës; & lesdits Ambassadeurs ayant presenté les Capitulations Imperiales qui avoient été autrefois accordées, & demandé que suivant l'ancienne coûtume elles puissent être renouvellées, il est derechef ordonné par ces presentes, que tous les poincts & Articles qu'elles contiennent soient gardez & observez.

LV. Et à cause que contre le sens & la teneur d'iceux, plusieurs Officiers sont venus à bord des navires des Marchands Anglois avant qu'ils fussent arrivez au Port, & ont de vive force enlevé desdits navires les biens & denrées des Marchand, & enlevé toute l'élite sans demeurer d'accord du prix, ni en faire aucun compte avec les proprietaires.

LVI.

ANS de J. C. 1675.

LVI. Et de plus, lesdits Marchands ayant une fois payé les droits au bureau de la doüane pour leurs marchandises, & voulant les transporter dans un autre Port, les Officiers de la Doüane les en ont empêché; & les ont retenus jusqu'à ce qu'ils eussent reçeu un second droit de doüane pour icelles.

LVII. Et comme il est expressément stipulé dans les Capitulations Imperiales, que dans tous les differens & procés avec la nation Angloise, nos Magistrats ne doivent point oüir, ni decider la cause, à moins que l'Ambassadeur, ou le Consul n'y soient présens, nos juges ont depuis peu condamné, & emprisonné des Anglois, & en ont pris & reçû des presents, sans le sçeu de leur Ambassadeur, ce qui est une grande injure qu'on leur a faite.

LVIII. Comme aussi d'autant qu'il est ordonné par les Capitulations Imperiales, que les Officiers de la Doüane, ne prendront aucuns droits pour l'or & pour l'argent monnoyé, que la nation Angloise apportera dans nos Etats, ou en transportera ailleurs, & que les Marchands ne sont tenus de payer que trois pour cent de Doüane pour leurs marchandises & rien plus; néanmoins les Officiers de la Douane pretendent des droits de Doüane sur leurs sequins & sur leurs Escus d'argent & de prendre plus de droits qu'il ne leur en est deub pour les soyes crues qu'ils achetent; Et à l'égard des marchandises qu'ils déchargent à Scanderoon, pour le porter en Alep, ils en demandent six pour cent; lesquelles exactions injustes ont été autrefois rectifiées & reformées par un expres Hatter Sheriffe, & étant de nouveau informez qu'on fait tort ausdits Marchands Anglois, comme auparavant à cause que les Officiers de la Doüane evaluent & apretient les marchandises des Marchands Anglois à plus haut prix qu'elles ne valent, & quoi que lesdits Officiers de la Doüane, ne doivent avoir que trois pour cent, neanmoins par une evaluation exorbitante des Marchandises ils prennent d'eux six pour cent, & les Serviteurs du bureau de la Doüane, sous prétexte de quelques petits droits & frais, tirent indeüement de grandes sommes d'eux: Et comme on met à present à bord des navires Anglois, un plus grand nombre de Visiteurs qu'on n'avoit accoûtumé auparavant, les frais en sont fort à charge aux Marchands & Maîtres de navires qui les supportent; à toutes lesquelles choses ayant été priez de pourvoir, nous ordonnons que quand les Officiers de la Doüane, évalueront les Marchandises à trop haut prix, les Marchands leur offrant d'en payer les droicts sur le pied de trois pour cent, en espece desdits marchandises, les Officiers de la Douane ne les pourront refuser, & seront tenus de les accepter; & sur ce que l'Ambassadeur d'Angleterre nous a demandé que les abus & injures cy-dessus specifiez fussent rectifiez, nous ordonnons que les Marchands Anglois ne soient point troublez dans les circonstances precedentes ni en aucune maniere, ni que leurs Privileges ne soient pas injustement violez au prejudice, & au contraire des Capitulations Imperiales. Le Chevalier Henneage Finch, Comte de Winchelsey, Vicomte de Maiston, Baron Fitz Herbert de Estwell, Seigneur du Domaine Royal de Wye, & Gouverneur de la Province de Kent & de la ville de Canterbury Ambassadeur du Roi d'Angleterre, (les jours duquel puissent estre terminez avec bonheur) arriva avec ses presens, & il fut accompagné de lettres qui avec toute sincerité & affection exprimoient la bonne Amitié & Correspondance; & cet Ambassadeur susdit presenta les Capitularions, afin qu'elles pussent estre renouvellées suivant la coutume, & afin que quelques articles de grande consideration, qui étoient auparavant dans les Capitulations pussent être plus ponctuellement observez, ledit Ambassadeur demanda qu'ils pussent être derechef renouvellez & plus clairement exprimez dans les Capitulations Imperiales, sa requeste fut favorablement reçûë. L'un de ces poincts est celuy-cy.

LIX. Les Galeres & autres Vaisseaux de la Flotte Imperiale, partant des Etats du grand Seigneur, & rencontrant sur mer les navires d'Angleterre, ne leur donneront aucune molestation, & ne les retarderont point en leur voyage, & ne leur prendront aucune chose quelconque, mais devront toûjours témoigner l'un à l'autre une bonne amitié, sans causer le moindre dommage: & cela étant ainsi declaré dans les Capitulations imperiales, les Beys & Capitaines qui naviguent sur les mers, & ceux d'Alger, Tunis & Tripoly, rencontrans des navires Anglois, qui naviguent d'un Port à l'autre, ne devront point leur enlever aucun argent ni marchandises; sous pretexte que leurs Vaisseaux transportent des biens des Ennemis, & à cette occasion les visiter, & sous ce pretexte les molester & les retarder en la poursuite de leur voyage, de sorte qu'il ni aura qu'à l'entrée des châteaux, & dans les ports, où les Visiteurs, qui appartiennent à la Doüane, ont accoûtumé de venir à bord; que leurs biens seront examinez, mais étant sur mer, ils ne seront point sujets à une plus ample visitation ni perquisition.

LX. Les marchandises de la nation Angloise ayant une fois payé la Doüane, ne doivent recevoir aucune molestation contre la teneur des Capitulations Imperiales, & les Officiers de la Doüane ne pourront refuser le billet ou certificat portant qu'ils ont payé la Doüane, & arrivant qu'on en fasse plainte, nous commandons expressément que lesdits Officiers, ne different de delivrer incontinent ledit billet, ou certificat, sur la demande qui en sera faite.

LXII. Et apres que la doüane aura été une fois payée pour aucune sorte de marchandises, qui n'aura pas été venduë dans le Port où l'on aura payé les Droits, & qui doit être transportée dans un autre Port, on adjoûtera foi entiere au certificat, & on ne pourra pas prétendre de lui faire payer une seconde Doüane.

LXII. Les Marchands Anglois & leurs Serviteurs pourront librement & franchement trafiquer, en Alep, au Caire & dans les autres Ports des Etats Imperiaux, & ne payer que trois pour cent, pour toutes leurs denrées & marchandises suivant l'ancienne coûtume, & conformement aux Capitulations Imperiales, soit qu'elles soient apportées par mer ou par terre: & quoi que les Officiers & fermiers de la Doüane, à l'arrivée des marchandises dans le Port, & pour donner du trouble & de la molestation à la nation Angloise, pretendent qu'il n'y a que les denrées du cru & manufacture d'Angleterre qui ne doivent payer que trois pour cent, mais que les Marchandises qui viennent de Venise, & d'autres lieux, sont obligez de payer davantage, & sous ce pretexte & pretention, faire naître des procès & des troubles aux Anglois; Pour cette raison, que les Capitulations Imperiales soient observées à cet égard, comme elles l'estoient au temps passé, & nos Officiers ne doivent en aucune maniere permettre le contraire.

LXIII. Arrivant qu'un Anglois devienne endebté, ou qu'il se soit rendu caution pour un autre qui aura fait banqueroute ou qui se sera enfuy, la debte devra être demandée au debiteur, & si le créancier n'a point d'acte, pour prouver qu'un tel s'est rendu plége & caution suivant la loy, la debte ne pourra pas être demandée à un autre, lequel article est déja declaré dans les Capitulations.

LXIV. Comme il arrive quelques fois qu'un Anglois demeurant dans nos Pays, pour s'exempter de payer une debte, tire une Lettre de change, sur un autre Anglois, qui n'a point de ses effects en ses mains, & la personne à qui l'argent est payable, étant un homme de pouvoir & d'authorité, apporte sa lettre de change, & au prejudice de la Loi, & des Capitulations demande, & voudroit exiger par force le payement de la lettre de change: en ce cas là le Marchand acceptant la lettre de change sera obligé de la payer, mais s'il ne l'accepte pas, il ne sera pas sujet à aucun trouble pour cela

LXV. Et comme les Interpretes de l'Ambassadeur d'An-

ANS de J. C. 1675.

d'Angleterre sont exempts de toute angarie ou taxes, par les articles declarez dans les Capitulations, arrivant que lesdits Interpretes viennent à deceder, leurs biens ou effects ne soient pas sujets aux droits de doüane, mais seront partagez entre les créanciers & les heritiers.

LXVI. Et comme le Roi d'Angleterre est un veritable ami de nostre heureuse Porte, on permettra à son Ambassadeur, qui residera icy, d'avoir dix Serviteurs de quelque nation que ce soit, qui seront exempts de Harach, ou de taxes, & de molestation de qui que ce soit.

LXVII. Arrivant qu'un Anglois se fasse Mahometan, & qu'il ait entre ses mains des biens & effects appartenans à ses Superieurs, ces biens & effects seront mis entre les mains de l'Ambassadeur, ou du Consul, afin qu'on les puisse faire tenir & faire bons aux veritables proprietaires.

Le dernier, Monsieur le Chevalier Hervey Ambassadeur du Roi d'Angleterre qui residoit en nostre haute Porte, étant decedé, le Chevalier Jean Finch homme prudent & qui étoit du Conseil du Commerce estranger a été nommé pour lui succeder en la fonction de l'Ambassade, & l'advis nous ayant esté donné que ledit Ambassadeur estoit arrivé avec des lettres royaux, & les presens accoûtumez, ils nous ont été tres agréables, & ledit Ambassadeur nous ayant fait connoistre qu'il y avoit des expressions si pleines d'ambiguité dans les Capitulations, qui avoient esté déja accordées, qu'elles avoient besoin d'une plus ample explication & pour cet effect, nous ayant requis au nom du Roi son Maistre, que les Capitulations pussent estre renouvellées, & qu'on y pût adjouster les explications, & articles qui étoient necessaires, la requeste dudit Ambassadeur nous ayant esté communiquée, nous y avons donné nostre consentement, & nous commandons & il est commandé que les additions demandées soient adjoustées aux Capitulations precedentes, & en voicy une.

I. Le Nisani Sherif, (c'est-à-dire) le commandement Imperial sur lequel fut mis en l'année 1653. le Hattetsheriff, (c'est-à-dire) le Seing de l'Empereur Sultan Ibrahim Han (l'ame duquel repose en gloire) lequel commandement declare qu'anciennement, les navires Anglois qui venoient de Scanderoon payoient pour chaque piece de drap de Londres pour la Doüane de Scanderon quarante Paras, & pour une piece de Creźé six Paras, & pour chaque pacquet de peaux de lapin six Paras, & pour chaque quintal de Damas, ou Cantaro, cinquante sept Paras & demi de doüane, lesquelles marchandises arrivant aprés en Alep, payoient pour la doüane d'Alep, pour chaque piece de Drap de Londres huit Paras, pour une piece de Créźé huit Paras & un sixiéme, pour chaque pacquet de peaux de lapin huict Paras & un sixiéme, pour chaque Battman d'Alep, d'Estain & de plomb, un para de Doüane, & ceux de ladite nation achetant des marchandises & les transportant, pour tout ce qu'ils achetoient en Alep & le transportoient ailleurs payoient pour la toile crue, ou chilis, pour les Cordouans, pour Horasani Hindi, pour chaque balle de chacun, deux Escus blancs & demi, & pour chaque balle de cotton cru, un Escu blanc, & un quart, & pour une balle de noix de gale un quart d'Escu blanc, & pour chaque balle de soye dix Osmani (dont les quatorze font un Escu blanc) pour chaque cent pesant de rubarbe, & autres pareilles drogues trois Escus blancs suivant l'estimation du chef de cet art, ledites denrées étant portées à Scanderoon & y ayant été chargées sur leurs Vaisseaux payoient pour de la toile crue, ou chilis pour les Cordouans chacun un Escu blanc & demi pour la Doüane de Scanderoon, pour l'Horasani Hindi, & le coton cru, trois quarts d'un Escu blanc la balle, pour une bale de noix de gale, le quart d'un Escu blanc, pour de la rubarbe & autres pareilles drogues, suivant l'appreciation des Droguistes, trois quarts d'un Escu blanc la balle, & il n'y a rien à payer de plus suivant ce sublime Commandement & en cas que le Tefterdar donne aucun Commandement contraire à celuy-cy, qu'on n'y obeïsse pas, & qu'il soit reputé de nulle valeur, mais que toutes choses soient observées conformement à ce présent Commandement Imperial & aux Capitulations Imperiales.

ANS de J. C. 1675.

II. Pour toutes les marchandises que les marchands Anglois apporteront ou transporteront, ils ne payeront que trois pour cent seulement, & ne doivent jamais payer un aspre d'avantage, étant ainsi specifié dans les Capitulations Imperiales. Mais y aiant eu des Contestations & differens à Constantinople, & à Galata, avec les Officiers de la douane touchant les draps apportez de Londres, & autres sortes de draps de manufacture d'Angleterre, ils payeront suivant l'ancien Tarif accoustumé, & ainsi qu'il a esté toujours payé jusqu'ici, c'est-à-dire en aspres, ou menue monnoye, dont quatre vingt aspres font une piece de huit, & soixante dix font un Escu de Lyon, cent quarante quatre aspres pour chaque piece de drap, de la fabrique d'Angleterre, soit que les draps soient fins ou gros, ou de quelque prix que ce soit, & les Officiers de la Douane ne demanderont & ne doivent pas prendre davantage. Mais à l'égard des draps qui viendront d'Hollande, & d'autres païs, c'est-à-dire, Londrins, des foyes, & des Escarlattes, & de toutes autres sortes de draps qui ne seront pas de la fabrique d'Angleterre paieront à l'avenir les droits qu'ils ont accoustumé de payer jusqu'icy, & à Smirne, on paiera suivant l'ancienne coustume & usage en aspres ou menue monnoye, dont quatre vint font une piece de huit, & soixante dix, un escu de Lyon, six vingt aspres pour chaque piece de draps d'Angleterre, soit qu'ils soient fins ou gros, soit qu'ils soient de Londres, ou non, pourveu qu'ils soient fabrique d'Angleterre, & les Officiers de la Douane ne pourront pas demander & ne doivent pas prendre un aspre d'avantage, & qu'il n'y ait point d'innovation faite sur la Douane de ces draps là.

III. Les Capitulations qui ordonnent que les Anglois aiant un different, dont la valeur est de plus de quatre mille aspres la cause doit être ouye & decidée par la Porte, & non pas ailleurs, estant de notorieté publique, arrivant qu'en quelque temps que ce soit, le Caddi ou les Ministres de quelque place voulussent retenir aucun Marchand, ou empescher aucun Anglois, qui sera sur un navire, de poursuivre son Voyage, sous pretexte de quelque somme imposée sur les Anglois ou pretendre d'eux, si le Consul du lieu se veut rendre Caution de respondre devant la Porte aux pretentions qu'on aura contr'eux, telles personnes auront pleine & entiere liberté de poursuivre leur voyage, & ceux qui prendront quelque chose d'eux seront tenus de venir devant le Divan, pour faire juger le different d'entre les parties, & l'Ambassadeur respondra sur leurs demandes. Mais au cas que le Consul ne veuille pas estre Caution, le Juge du lieu pourra en estre le Juge & rendre sentence sur le fait, dont sera question.

IV. Tous navires Anglois qui arriveront à Constantinople, Scanderoon, Smirne, à Cypre, & en tous les autres ports de mon Empire, payeront trois cens aspres pour droit d'anchrage & pas un seul aspre de plus.

V. Arrivant, qu'un Anglois venant avec des Effects se fasse Musulman, l'Ambassadeur, ou Consul, sachant que ses Effects appartiennent à d'autres Marchands Anglois tout l'argent & autres Effects seront tirez des mains du Musulman, & Consignez entre celles de l'Ambassadeur, afin qu'il puisse les faire tenir à ceux à qui ils appartiendront, & que par ce moyen les biens d'un autre homme ne puissent pas demeurer entre les mains de ce Musulman, & que cela ne

ANS de J.C. 1675. ne soit pas empesché par aucun Cadde, ni aucuns autres Juges ou Ministres.

VI. Les Marchands de ladite nation Angloise qui auront acheté des Camelots, des moires, ou des estoffes à gros grains cru, en Angora, ou à Begbazar, & qui les voudront transporter en d'autres lieux, aprés avoir paié trois pour cent de Doüane, ne pourront estre molestez pour le Skraz-batch c'est-à-dire pour le passage ou transport desdites Marchandises en d'autres lieux, & ils ne devront pas payer un seul aspre, pour aucune demande de cette nature.

VII. Les Marchands Anglois venant à recevoir de leurs debiteurs quelque somme d'argent, si la debte est payée par le moyen ou entremise d'un assistant, ou d'un Chiaou, celui qui recevra la debte ne payera pas davantage, que ce qu'on paye aux autres Caddis; qui est seulement deux aspres, & pas une seule aspre davantage.

VIII. Comme il y a une bonne correspondance entre nous, & le Roi d'Angleterre, en consideration de cette bonne amitié, nous accordons & permettons que deux navires chargez de figues, et raisins de Corynthe, puissent estre transportez de nos Etats, pour l'usage de la cuisine de sa Majesté, pourveu qu'il n'y ait pas de disette, & de cherté de ces fruicts là dans le pays, lesquels fruicts nous permettons aux Anglois d'acheter pour leur argent dans le port de Smyrne, Salonique, ou en tel autre port que ce soit de nôtre Empire, en paiant trois pour cent de Doüane, lesquels estant payez personne ne donnera à ceux qui les chargeront, aucun trouble ni empêchement.

IX. Sur ce qui nous a été representé, que les Anglois n'ont paié jusqu'ici, aucun droit de Doüane ni de Mezan, pour toutes les soyes qu'ils achètent à Smyrne, à l'exception de celles de Prusse, & d'Armenie, c'est-à-dire pour les soyes de la Georgie, de la Perse, ou de l'Armenie: au cas qu'il y ait réellement un tel usage & coustume, & que la chose ne porte aucun prejudice à l'Empire: qu'on ne demande point à l'avenir à Smyrne, ni doüane ni *Mezan* pour lesdites soies, mais qu'on y traite les Anglois avec toute sorte de tesmoignages d'amitié. Et sur l'instance que l'Ambassadeur nous a faite, que les précedens articles fussent inserez dans les Capitulations, sa demande lui a été octroyée, & conformement au précedent seing Imperial, & Capitulation, que la présente Capitulation soit renouvellée & accordée à present en conformité de ce qui a été passé, & de mon commandement Imperial, ce que nous commandons pour le temps aussi long, que Charles second Roi d'Angleterre (dont les jours se puissent terminer en bonheur) entretiendra une bonne amitié, & correspondance avec nous, conformement à celle qui a esté entretenuë avec nos Ancestres, & nous ne manquerons pas de nôtre costé à entretenir cette amitié, avec toute sorte de tendresse.

Et nous jurons, & promettons, par celui qui a créé le ciel & la terre, & toutes les créatures, nous promettons par un seul Dieu, le créateur, qu'il ne sera fait rien de contraire à cette présente Capitulation Imperiale; & par consequent chacun est tenu d'obeir à nôtre seing Imperial.

Donné au milieu de la Lune Gemaziel Akir 1086. en la ville Imperiale d'Andrinople, qui estoit au mois de Septembre 1675.

Le Grand Seigneur escrit en haut de sa propre main ainsy qu'il suit.

Que toute chose soit observée en conformité à nôtre commandement Imperial & que rien ne soit fait qui y soit contraire.

XXXIV.

Traité de Confédération, d'Assistance & d'Alliance, entre CHARLES II. *Roi d'Espagne, les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, & CHRISTOPHLE BERNARD, *Evêque & Prince de Munster, &c. Fait à la Haye le 16. Octobre,* 1675. Actes & Mémoires des Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 739.

ANS de J.C. 1675. ESPAGNE, PROVINCES-UNIES ET MUNSTER.

PRemierement on ne pretend point, que cette Alliance soit offensive, ni contre aucun Potentat, soit Roi ou autre Etat. Mais seulement pour procurer le repos des Alliés & de leurs voisins, ce qu'ayant donc été vû & examiné de part & d'autre; Lesdits Alliés ont trouvé bon de former la presente Alliance, suivant laquelle on ne se declarera pas seulement contre les Ennemis presens de S. M. I. de S. M. C. & de leurs Hautes Puissances, mais aussi contre tous ceux qui pourroient directement ou indirectement prendre leur parti, pendant cette presente guerre, ou se declarer contre lesdits Alliés ou leurs Etats, Païs & Vassaux. Et pour y parvenir on a expressement icy arresté par la presente Alliance, que les Troupes cy-dessous mentionnées seront employées contre tous les Ennemis, qui pourroient survenir ou leurs Adherans, & ceux qui pourroient prendre leur parti, selon le contenu de ce present Traité.

II. Et attendu que S. E. S. de Munster à fait une levée avant le Mois d'Aoust dernier d'une Armée de 500. Dragons & de 2500 Fantassins, on a resolu de remettre à S. E. pour les frais qu'elle pourroit avoir faits pour la levée de ladite Armée, la somme de 24000. Rixdalers, de laquelle somme S. M. C. en payera une moitié, & leurs Hautes Puissances l'autre moitié, & que de plus S. M. C. & leurs Hautes Puissances seront tenuës de fournir à S. E. la somme de 800. Rixdalers par Mois, pour l'entretenement de ladite milice, en comptant 12. Mois par an, laquelle somme S. M. C. & leurs Hautes Puissances payeront moitié par moitié.

III. Que ladite Armée sera composée de trois Regimens, sçavoir deux d'Infanterie chacun de 1250. Hommes, & d'un Regiment de 500. Dragons.

IV. Que le payement de la levée de ladite Armée sera fait aussi-tôt que le present Traité sera ratifié. Et la solde de chaque Mois pour lesdites Troupes commencera le premier d'Aoust dernier, par ce que ladite E. S. les a levées en ce temps-là, & les a fait agir depuis ledit jour pour l'interest commun.

V. Il sera permis du consentement desdits Alliés de faire passer montre auxdites Troupes, afin qu'on sçache en quel étant sont les Cavaliers & les Fantassins, sçavoir s'ils sont en bon ordre, & bien-armés. C'est pourquoy tous les hauts & bas Officiers seront obligés d'être presens pendant ladite montre, afin de recevoir les ordres qu'on leur pourroit donner.

VI. Que ladite Armée de trois mille Hommes demeurera avec l'Armée que S. E. S. est tenuë selon le Traité passé avec S. M. I. de tenir sur pied. Que nonobstant lesdits 3000. soient de plus que de ladite Armée, afin que le Traité fait avec S. M. I. soit accompli, quoi qu'on ne puisse pas détacher lesdits 3000. Hommes de ladite Armée sans le consentement de S. E. S. à moins qu'il ne fût jugé tres-necessaire d'en user autrement, & alors cela se fera par la pluralité des voix, sçavoir de S. M. C. de leurs Hautes Puissances & de S. E. S. & seront aussi lesdites Troupes de 3000. Hommes employées où les Alliés trouveront bon, selon la pluralité des voix. Et que lesdites Troupes demeu-

meureront sous la discipline de leurs Chefs ordinaires; mais en fait de Commandement seront tenués d'obeïr au General de ladite Armée ci-dessus mentionnée. Et que lesdites Troupes ne seront placées ni commandées en aucun lieu où elles ne puissent pas subsister à bon marché, c'est-à-dire pour leur depense.

VII. Et en cas que S. E. S. fût attaquée aprés la Ratification de la presente, ou pendant cette guerre, par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte que ce soit. Il ne pourra pas seulement pour sa defense, disposer à sa volonté desdites Troupes; mais aussi sera assisté de sa Majesté Catholique & de leurs Hautes Puissances lesquels l'assisteront de tout leur pouvoir sans delay, comme s'ils avoient esté attaquez eux-mémes.

VIII. Qu'aprés la Ratification de la presente, Sa Majesté Catholique, leurs Hautes Puissances ni S. E. S ne pourront faire aucun Traité de Paix ni de Tréve avec qui que ce soit qu'ensemble. Et si quelqu'un contractoit en particulier, il seroit obligé d'en avertir lesdits Alliés, sans neanmoins pouvoir rien conclure, qu'il n'eût fait remettre ses Alliés dans les Terres & Domaines, Villes, Places & Châteaux, qui leur pourroient avoir été pris pendant la guerre, avec les mémes joüissances, privileges & prerogatives qu'ils pourroient avoir eus auparavant, en cas toutefois qu'ils en fussent requis. Et sera tenu le Contractant de donner avis de temps en temps, de ce qui se passe dans la Negotiation, & ce qui touche ce que dessus, à moins que les Parties ne vinssent à quelque autre composition.

IX. Qu'aprés cette guerre, lesdits Alliés demeureront en bonne intelligence & amitié; épousant le parti & interêt les uns des autres, & s'entr'aidant en toute rencontre & occasion où ils pourroient avoir besoin les uns des autres avec toutes leurs forces, & de la maniere qu'il sera dit ci-aprés.

X. Que lesdits Alliés seront obligés de se maintenir les uns les autres, & se déclarer contre tous ceux qui, sous quelque pretexte que ce soit, voudroient faire invasion dans quelque Province, Villes ou Domaines: comme la Province de Bourgogne, les Païs-Bas, & tout ce qui apartient dans l'Europe à SM. C. & ce que possede à present S. S. En un mot tout ce que lesdits Alliés pourroient aquerir ou hériter legitimement, y compris Châteaux, Villes, Places, Peuples & Provinces.

XI. Que ladite Alliance defensive durera l'espace de dix ans aprés cette guerre. Et en cas que quelques-uns des Alliés, pendant ledit tems fût attaqué de qui que ce fût, les autres seront obligés de secourir avec un Secours considerable comme il s'ensuit. S. M. C. & leurs Hautes Puissances avec 2000. Hommes de Cavalerie & 4000. d'Infanterie, & S.S.E. avec un secours de 500. Dragons & de 2500. Hommes d'Infanterie, lesquelles Troupes seront composées de tels Regimens, Colonels & autres Officiers qu'il plaira à l'Assistant, lequel sera obligé d'entretenir ses propres Troupes à ses dépens, & d'assister le requerant Allié toutes les fois qu'il sera attaqué, sauf neanmoins que celui, qui seroit en guerre contre quelqu'un, seroit exempt de donner ledit Secours.

XII. En cas que ledit Secours soit requis, l'Assistant sera obligé dans le temps de six semaines au plûtard, de rendre ledit Secours sur les Terres de celui qu'il assiste. Lequel sera desdites Troupes ce qu'il lui plaira, & seront obligées lesdites Troupes d'obeïr à tout ce qu'il leur sera commandé, l'Assisté les pouvant employer en Campagne, devant une Ville assiegée, en garnison, à secourir des Places assiegées, les dispersant comme bon luy semblera, sans toutefois rompre les Regimens entierement; mais qu'il demeure toujours deux à trois cens Hommes d'un Regiment sous la baniere dudit Regiment.

XIII. Aprés que l'assistant aura fourni le Secours à l'Attaqué, consistant en Cavalerie & Infanterie bien en ordre, il sera permis à l'Assistant & à ses Officiers ayant cause, de donner toutes les Places tant grandes que petites, qui pourroient devenir vacantes.

XIV. Et en cas que sa Majesté Catholique, & leurs Hautes Puissances demandassent en leur besoin un plus grand Armement à S.E.S. on conviendra aprés des frais que sadite E. S. pourroit avoir faits, tant pour la levée que pour l'entretiénement desdites Troupes de renfort.

XV. Que lesdits Alliés auront égard, que les Troupes qui ont été mises sur leurs Frontieres pendant cette guerre pourront subsister à bon conte.

XVI. Que les Troupes ne seront employées par l'Assisté, que contre ceux qui les armes à la main l'auroient attaqué sans lui en avoir donné aucun sujet.

XVII. Que celui qui craindroit d'être attaqué, sera obligé de le communiquer à ses Alliés, afin qu'en qualité de Mediateurs ils puissent accommoder l'affaire, sans toutefois que cela les empéche de contribuer au secours qu'ils sont obligés de donner, comme Alliés, sitôt qu'un des Alliés seroit attaqué.

XVIII. Que cette Alliance ne dérogera point aux autres Alliances, que lesdits Alliés chacun en particulier pourroient avoir faites, & que la plus-grande partie du secours sera proportionnée à la moindre.

Tous les articles ci-dessus couchez ont été conclus & accordés, & seront de bonne foi exactement & reciproquement observés entre les Alliés. Et afin qu'on n'en pretende cause d'ignorance ils ont été signés & séellés par les Ministres desdits Alliés, dont la Ratification sera livrée à chacun desdits Alliez à part dans le tems de six semaines, & plûtôt s'il se peut.

Et quoi qu'il soit expressément specifié dans le Traité aujourd'hui conclu entre les Alliez; que sa Majesté Catholique & leurs Hautes Puissances rembourseront chacun moitié par moitié, la somme de 2400. Rixdalers à son E. S. pour les frais qu'elle auroit pû faire en la levée desdites Troupes, excepté aussi 800. Rixdalers par mois, comptant chaque Année de douze mois, pour l'entretenement desdites Troupes. Vû aussi les grandes debtes de leurs Hautes Puissances à leurs sujets, & ne pouvant pas payer leur moitié en argent contant, sont convenus & conviennent qu'ils payeront leur moitié en obligations sur le Païs, tant le principal de la somme de 2500. Rixdalers, que 400. Rixdalers chaque mois pour l'entretenement desdites Troupes, payant selon leur portion lors que les termes seront écheus à son E S. en obligations, nenmoins que leurs H.P. s'obligent par la force de ce present contract de retirer des mains de S. S. lesdites obligations cinq ans aprés ladite guerre, en payant la somme en icelles contenuë. Fait & arreté à la Haye le 16. Octobre, 1675.

Etoit signé,

W. van Heuckelom.	*Daniel van Samen.*
Gaspar Fagel.	*Abraham Scherf.*
Maaregnault.	*Zur mühlen.*
J. Baron van Reede Vryheer van Renswoude.	

CXXXV.

Traité de Neutralité entre LOUIS XIV. *Roi de France*, & JEAN FREDERIC *Duc de Brunswic & Lunebourg. Fait à Linsbourg le* 18. *Octobre* 1675. Freder. Leonard. Tom. III.

ENcore que le Roi eût souhaité de demeurer dans les engagemens qu'il a avec Monsieur le Duc Jean Frederic de Brunswic & Lunebourg, par les Traitez du 10. Juillet 1671. & du 10. Decembre 1672. neanmoins

ANS de J.C. 1675.

moins son Altesse aiant fait representer à sa Majesté la necessité où elle s'étoit trouvée de conclure un Traité de Neutralité avec l'Empereur & ses Alliez, pour témoigner à ce Prince l'estime qu'elle fait de son Alliance, & du desir qu'il lui a fait paroître de se conserver l'honneur de celle de sa Majesté & de ses bonnes graces, & pour continuer aussi de lui donner des marques de son affection, sa Majesté a donné pouvoir à Messieurs Verjus, Seigneur de Crecy & du Boulay, Baron de Courcy, Conseiller en son Conseil d'Etat, & Secretaire du Cabinet ; & Rousseau, Conseiller en ses Conseils, & son Envoyé extraordinaire en Allemagne, de prendre avec son Altesse de nouvelles mesures conformes aux conjonctures presentes : & ils sont convenus des articles suivans avec les Sieurs de Grotte & de Witzendorf, Ministres & Conseillers d'Etat, commis par son Altesse pour le même sujet.

I. S. A. promet & s'engage d'observer une sincere, veritable & parfaite neutralité avec le Roi, & avec ses Alliez, quels qu'ils puissent être, tant au dedans qu'au dehors de l'Allemagne, pendant tout le tems de la presente guerre.

II. Conformement à cette Neutralité, S. A. n'assistera en quelque lieu que ce soit, directement ni indirectement les ennemis du Roi ou de ses Alliez, & elle ne leur permettra dans ses Etats aucunes levées, ni aucuns passages ou magazins, de quelque nature qu'ils puissent être.

III. Nonobstant l'engagement de l'article ci-dessus, S. A. se reserve la liberté d'envoier suivant les conclusions de la Diette de l'Empire, les troupes de sa quotte part pour ses Etats, & pour ceux des quartiers qui lui ont été assignez par son Traité de Neutralité du 21. Septembre, avec les Alliez de l'Empereur, à condition que ces mêmes Etats n'eussent pas déja envoié leur quotte, & tant que S. A. jouira desdits quartiers & non autrement ; se reservant aussi la liberté du Commerce dans ses Etats pour l'un & pour l'autre parti, & les passages qu'elle est obligée par les Constitutions de l'Empire & de la Paix de Westphalie, d'accorder aux Princes d'Allemagne.

IV. S. A. ne prendra point de part aux liaisons qui se pourroient former contre le Roi dans l'Empire, & ne donnera point sa voix aux Diettes contre S. M. mais s'en rapportera à la pluralité des voix dans toutes les choses qui concernent les interests de l'Empire, & elle contribuera par toutes les voyes amiables, à faire que l'Empereur & l'Empire retournent dans l'ancienne amitié & intelligence avec S. M.

V. S. A. promet de même d'emploier dans toutes les occasions qui se presenteront, ses bons offices pour les interêts du Roi, & lui prestera toutes les assistances que la Neutralité lui permettra, & que S. M. peut attendre d'un bon Ami, & d'un Prince bien intentionné pour elle.

VI. S. A. sera obligée non seulement de ne jamais permettre qu'aucunes de ses troupes en corps ou autrement, passent de quelque maniere que ce puisse estre, au service des ennemis du Roi & de ses Alliez, mais même elle n'en licenciera aucunes, & elle les conservera toutes en l'état où elles se trouvent maintenant jusqu'à la fin de la presente guerre ; bien entendu que si une partie de ces troupes perissoit par maladie, desertion, ou quelque autre malheur, sans qu'il y entre du fait de son Altesse, cela n'apportera point de changement à ce traité.

VII. Aprés la presente guerre d'Allemagne finie, Sad. A. promet de donner au Roi, si S. M. le souhaite & l'en requiert, jusqu'à mil chevaux, cinq cens dragons, & deux mil fantassins des troupes que S. A. a presentement sur pied : & si par hazard lesd. troupes n'y vouloient point aller de bon gré, S. A. emploiera de bonne foi ses bons offices pour les y disposer.

En consideration de quoi S. M. promet aussi,

I. Que six semaines aprés qu'elle en aura esté requise, elle assistera & protegera S. A. contre tous ceux qui attaqueront ses Etats durant cette guerre en haine de la presente Neutralité ; qu'elle la comprendra dans les Traitez de Paix, & qu'elle ne la conclura point sans faire rétablir son Altesse dans ce qu'elle auroit perdu de sesdits Etats, à cause du present Traité.

II. Pour subvenir aux frais de l'entretien des troupes que S. A. a sur pied, S. M. lui fera paier tous les mois, à commencer du premier Novembre nouveau stile, vingt mille écus, qui seront paiez de deux mois en deux mois par avance à Paris en ecus blancs.

Tous lesquels points & articles ci-dessus, ensemble tout le contenu en chacun d'ieux, ont esté traitez, accordez & stipulez, entre lesdits Sieurs Verjus & Rousseau de la part du Roi, & lesdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff, de la part de Monsieur le Duc de Brunsvic Hannover : Lesquels en vertu de leurs commissions & pleins pouvoirs, ont promis & promettent que tant S. M. que S. A. executeront pleinement & sans aucune contravention directe ou indirecte, le present Traité, tant en general qu'en chacun de ses points & articles en particulier, & qu'ils seront tenus sans aucun changement acceptez, confirmez & ratifiés reciproquement par S. M. & lad. A. & que les Lettres de Ratification en seront expediées en la forme la plus autentique, & échangées de part & d'autre dans l'espace d'un mois. En foi de quoi lesdits Sieurs Verjus & Rousseau, & lesdits Sieurs de Grotte & de Witzendorff ont signé ce present Traité, & y ont fait apposer le Cachet de leurs Armes. Fait à Linsbourg le 18. jour d'Octobre 1675.

ANS de J.C. 1675.

CXXXVI.

Traité pour le rétablissement du Commerce Entre les Sujets de LOUIS XIV. *Roi de France & ceux de* CHARLES II. *Roi d'Espagne dans les Païs-bas Espagnols. Fait au Château de Freyr sur la Meuse, le 25. Octobre* 1675. Freder. Leonard. Tom. IV.

ANS de J.C. 1675. FRANCE ET ESPAGNE.

NOUS LOUIS DAMORESAN Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant de Haynault, & Païs d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de Sa Majesté ; Et PHILIPPE EMANUEL FRANCQUEN Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Charlemont, au nom & de la part de Sa Majesté Catholique ; sommes convenus du rétablissement du commerce, sur les Rivieres de Meuse & de Sambre, & Païs des environs ainsi qu'il ensuit.

PREMIEREMENT.

Que le trafic sera ouvert & libre de France en Hollande, & d'Hollande en France, sur lesdites Rivieres de Meuse & de Sambre, & autres ; comme aussi par Terre dans les Villes, & sur le plat Païs de France, d'Espagne & de Liege ; & ce pour toutes sortes de Marchandises permises, pour toute sorte de Grains, sans excepter que les Marchandises de Contrebande, comme Canons, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Mousquets, Fusils, Mousquetons, Pistolets, Affuts, Fourchettes, Bandollieres, Poudres, Plomb en balles, Méches, Salpêtres ; Piques, Epées, Halbardes, & autres Armes, Artifices & Assortimens servans à la Guerre.

II. Que les Droits d'Entrée & de Sortie se leveront sur les Marchandises qui passeront dans les Villes de France & d'Espagne : Savoir du côté de France sur le pied du Tarif de l'année 1664. & de la Declaration de

Sa

ANS de J.C. 1675.

Sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits, sur quelques Marchandises particulieres. Et dans la Province de Namur, suivant le Tarif du 18. Juillet 1670. sans que l'on puisse rien augmenter de part & d'autre, sous pretexte de la Guerre, ou autrement ; bien entendu qu'il ne sera levé qu'un seul Droit d'Entrée, & un seul Droit de Sortie de part & d'autre.

III. Que les Grains & Farines qui sortiront de France, & qui passeront dans les Places de sa Majesté Catholique, ou de Liege, ou qui viendront des Terres d'Espagne, passans par les Places du Roi ou de Liege, ou qui se tireront d'Hollande, passans dans les Places de France, d'Espagne, ou de Liege, ou qui passeront seulement d'une Place à une autre, soit aussi de France, d'Espagne ou de Liege par eauë & par terre ; & soit que lesdits Grains & Farines appartiennent au Roi ou à Sa Majesté Catholique, ou à leurs Munitionnaires generaux, pour estre mis en Magazins dans les Places, ou qu'ils soient à des Marchands & autres Particuliers ils passeront sans aucune difficulté de part & d'autre, en paiant, savoir.

IV. Le Muid de Froment ou de Farine, mesure de Paris pesant poids de France 2760. livres, & poids du Païs 2880. livres pour le Droit d'Entrée, sept livres dix sols, & pour le Droit de Sortie, cinq livres.

V. Le Muid de Meteil ou de Farine, aussi mesure de Paris, pour l'Entrée six livres, & pour la Sortie quatre livres.

VI. Le Muid de Seigle ou de Farine, aussi mesure de Paris ; pour l'Entrée cinq livres, & pour la Sortie trois livres six sols huit deniers.

VII. Le Muid d'Avoine, mesure de Paris, pesant 108. Réez de Givet, pour l'Entrée, quatre livres, & pour la Sortie trois livres ; le tout monnoye de France.

VIII. Et pour la facilité du transport & de la voiture des Grains & Farines, il sera permis de part & d'autre, de les faire décharger & mettre en entrepost dans les lieux de France, d'Espagne, ou de Liege indifferemment, soit pour les changer de Charois, ou pour les mettre dans les Batteaux, ou les changer d'un Batteau à un autre, ou en les retirant des Batteaux, les charger sur des Charois.

IX. Que les Passeports seront donnez *gratis* aux Munitionnaires Generaux & à leurs Commis suivant les Certificats des Intendans, le tout de part & d'autre.

X. Et à l'égard de quelques Marchandises particulieres, dont on fait commerce au dessous de Charleville, que les Droits d'entrée & sortie, en feront paiez également en passant à Charlemont & à Dinan, ou à Namur & à Huy, comme il ensuit.

XI. Pour l'Entrée de chaque millier d'Ardoises six sols trois deniers, & pour la Sortie six sols trois deniers.

XII. Pour l'Entrée de chaque Bene de Charbon de bois, trois sols neuf deniers, & pour la Sortie trois sols neuf deniers.

XIII. Pour l'Entrée de chaque Raziére d'Escorce pesant deux cens cinquante livres cinq sols, & pour la Sortie cinq sols.

XIV. Pour l'Entrée de chaque Tonneau de Cendres, cinq sols & pour la Sortie cinq sols.

XV. Pour l'Entrée de chaque Sommiere ou corps d'Arbre, six sols trois deniers, & pour la Sortie six sols trois deniers.

XVI. Pour l'Entrée de toute sorte d'autre bois, quatre pour cent de sa valeur, & pour la Sortie aussi quatre pour cent, le tout monnoye de France.

XVII. Et d'autant que suivant ledit Tarif d'Espagne du 18. Juillet 1670. dont il est parlé ci-devant, la Sortie des foins & des pailles n'estoit pas permise dans ledit Païs ; qu'il sera loisible d'en tirer d'orénavant de part & d'autre, en paiant les droits sur le pied du Tarif de France de l'année 1664. dont il est aussi parlé cidevant.

ANS de J.C. 1675.

XVIII. Que comme le droit de soixantiéme ne se leve du côté d'Espagne, que sur les Marchandises & Denrées qui traversent ou qui sortent de la Province de Namur, & Terres d'Agimont ; ledit Droit ne sera pareillement pris du côté de France, que sur les Marchandises qui traverseront ou qui sortiront du Païs de Liége pour ladite Province de Namur & Terres d'Agimont, bien entendu que quand ledit Droit aura été paié à Dinan ou à Huy, il ne pourra être exigé ailleurs.

XIX. Qu'il sera permis reciproquement aux Entrepreneurs de la fourniture de Fourages dans les Places de part & d'autre, de faire voiturer en icelles, les Foins, Pailles & Avoines, qu'ils acheteront pour la subsistance des Troupes dans les dépendances desdites Places, chacun de son côté sans prendre aucun Passeport pour les Hommes, & les Chariots qui les voitureront.

XX. Qu'il sera permis ausdits Entrepreneurs de part & d'autre, de tirer du plat Païs de Liege des Foins, Pailles & Avoines, sans paier aucun Droit d'Entrée ni de Sortie, quand ils traverseront le plat Païs de France, ou d'Espagne, & sans prendre aussi aucun Passeport, pour les Hommes & Chevaux qui les voitureront, à la charge toutefois que les Chartiers prendront des Certificats des Intendans ou Receveurs des Contributions dans le département duquel ils seront.

XXI. Qu'il sera donné des Passeports *gratis* ausdits Entrepreneurs de la fourniture des Fourages, leurs Commis ou Valets, sur les Certificats desdits Intendans, le tout de part & d'autre.

XXII. Que pour la seureté du Passage des Hommes, Grains, Farines & Marchandises, il sera donné reciproquement des Passeports de Guerre, lesquels seront paiez également dans les Places de France & d'Espagne, ainsi qu'il ensuit.

XXIII. Pour un Homme à Cheval, quinze livres.

XXIV. Pour un Homme à pied, sept livres dix sols.

XXV. Pour un Valet à Cheval, cinq livres.

XXVI. Pour un Batteau de Meuse ou de Sambre de Marchandise, Grains ou Farines, soixante livres.

XXVII. Quand le Batteau ne sera chargé que d'Ardoise, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, il payera seulement trente livres.

XXVIII. Il ne sera rien paié pour les Nacelles qui serviront à passer les Chevaux, pourvû qu'il ne se charge dedans aucune Marchandise.

XXIX. Pour chaque Cheval d'Attellage, de Chariot, ou de Charette, chargez de Marchandises, Grains, ou Farines, dix livres.

XXX. Et lors que les Chariots & Charettes ne seront chargez que d'Ardoises, Bois, Charbon, Escorces, Pierres, Fer, Foin & Paille, chaque Cheval d'Attellage ne paiera que cinq livres.

XXXI. Que quant il n'y aura à la suite des Chariots ou Charettes qu'un Chartier, il ne paiera rien ; mais lorsqu'il y en aura davantage, ils paieront chacun comme un homme de pied ; le tout aussi monnoie de France, & pour un mois.

XXXII. Que les Bureaux qui ont été établis avant la Guerre, de part & d'autre, pour les Recettes des deniers Roiaux, pourront estre rétablis, & que pour cet effet il sera donné *gratis* des Sauvegardes, & des Passeports de part & d'autre, tant pour la seureté desdits Bureaux, que pour les Commis & Huissiers preposez en iceux pour la perception desdits deniers.

XXXIII. Que les Contribuables de part & d'autre, & les Liegeois seront dans la liberté de porter leurs Grains, Denrées & autres choses provenans de leur crû, dans toutes les Villes de France, d'Espagne & de Liege, sans prendre Passeport, ni paiet aucun Droit.

XXXIV. Que lesdits Contribuables aussi de part &

ANS de J.C. 1675.

& d'autre, pourront aller sans Passeport sur le Plat-Pais de Liege, & dans les Villes & Terres dépendantes de la Province ou Gouvernement dont ils sont Ressortissans, mais quand ils en sortiront, ils seront obligez de prendre Passeport.

XXXV. Que les Chariots & autres Voitures qui seront aussi demandez de part & d'autre aux Communautez de Contribution, & du Pais de Liege, passeront aussi sans aucune difficulté, & sans qu'ils puissent estre arrêtez sous quelque pretexte que ce soit, lorsqu'ils seront à vuide.

XXXVI. Le present Traité servira aussi au rétablissement du Commerce pour le reste des Frontieres de part & d'autres, où les Droits seront levez du côté de France, suivant ledit Tarif de l'année 1664. & la Declaration de sa Majesté de l'année 1667. pour le nouveau Tarif des Droits sur quelques Marchandises particulieres; & à l'égard des Villes & Païs cedez à S. M. par les Traitez des Pyrenées & d'Aix la Chapelle, suivant le Tarif de l'année 1671. & du côté d'Espagne, suivant les Tarifs qui ont été en usage en chacune Province pendant l'année 1670.

XXXVII. Ledit Traité aura lieu, à commencer d'aujourd'hui jusqu'au dernier jour de l'année 1676. pendant lequel temps il ne pourra estre rompu pour quelque cause, & sous quelque pretexte que ce puisse estre, non pas même par le changement du Gouverneur, & Capitaine general pour le Roi Catholique des Païs-bas; à l'exception toutefois que le Commerce des Grains finira de part & d'autre au premier Avril prochain, & ne pourra recommencer qu'au 1. Novembre ensuivant.

XXXVIII. Et pour plus grande assûrance de l'execution dudit Traité, Nous Louis DAMOREZAN, avons promis de le faire ratifier par sa Majesté: Et Nous PHILIPPES EMANUEL FRANCQUEN, tant par ledit Gouverneur, & Capitaine general des Païs-bas pour le Roi Catholique, que par les Estats Generaux des Provinces-Unies, & ce dans quinze jours du jour & datte d'icelui. Fait double au Château de Freyr sur la Meuse le 25. Octobre 1675. Signé, DAMOREZAN, & FRANCQUEN.

LE Roy aiant vû & lû attentivement le Traité fait & passé au Château de Freyr sur la Meuse, le 25. Octobre dernier, entre le sieur Damoresan Intendant en Haynaut & Païs d'entre Sambre & Meuse, au nom & de la part de sa Majesté, & le sieur Philippes Emanuel Francquen Conseiller & Intendant de la Province de Namur, & District de Chatlemont, au nom & de la part du Roi Catholique, pour le rétablissement du Commerce, entre les Sujets de sa Majesté, & ceux du Roi Catholique dans les Païs-bas Espagnols: Et l'aiant bien agreable; SA MAJESTE' a approuvé, ratifié, & confirmé; aprouve, ratifie & confirme ledit Traité, avec tous & chacuns les points & articles d'icelui. Et a promis & promet en foi & parole de Roi de le garder, faire garde entretenir & observer inviolablement de sa part, selon sa forme & teneur dans toutes les Places de l'étenduë de son obeissance, & d'y envoier les Ordres pour ce necessaires, huit jours aprés que la Ratification que le sieur Duc de Villahermosa Gouverneur & Capitaine General des Païs bas pour le Roi Catholique; & celle que les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas doivent faire dudit Traité, auront esté délivrées audit sieur Damoresan sans y contrevenir, ny permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: En témoin dequoi sa Majesté a signé la Presente de sa main, & à icelle fait apposer le seel de son secret. A saint Germain en Laye, le neuviéme jour de Decembre 1675. Signé, LOUIS; Et plus bas LE TELLIER, & cacheté dudit Seel secret.

Collationné.

CXXXVII.

ANS de J.C. 1675.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Commerce entre CHARLES XI. *Roi de Suéde & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas. Fait à Stockolme, le* 26. *Novembre*, 1675. Recueil des Traitez faits entre les Etats Géneraux des Provinces-Unies & divers Princes.

ORdines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum; Notum testatumque facimus, universis & singulis quorum scire interest; quod cum inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Dominum *Carolum*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, Magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassobiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem, &c. ex una: Et nos ex altera parte per Deputatos ad hoc sufficiente utrinque mandato instructos, Holmiæ die 26. Novembris, Anni 1675. in hos Commerciorum & Navigationis conventum sit Articulos, qui infra hic verbotenus inserti reperiuntur.

SErenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini Domini *Caroli*, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Regis & Domini nostri Clementissimi; Nos infrascripti Deputati Commissarii notum testatumque facimus, quod cum per Ministrum Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad aulam altissime memoratæ Regiæ Sacræ Majestatis Residentem, nobilissimum Dominum *Christianum Constantinum Rumpf*, prona eorundem voluntas, desideriumque Commerciorum atque Navigationis cum subditis Sacræ Regiæ Majestatis restaurandæ, significatum sit, atque insimul spes exinde nonnulla subjiciatur confirmeturque ulterioris compositionis pacisque in præsens, per maximam Europæ partem profligatæ, faciliori reconciliatione reducendæ, & restituendæ; eam ob rem Sacra Regia Majestas non modo ex eo, quem avitum habet in Rempublicam Uniti Belgii, benevolo affectu, Fœderibus quam plurimis mutuisque commodis jam diu firmato, verum etiam ob zelum, quo in securam Orbis Christiani tranquillitatem sanctæque Generalis Pacis redintegrationem fertur quam maximè sincero, nullum non arripere voluit medium, quo non restituendæ tantummodo Commerciorum, Navigationisque securitatis, sed & ulterioris, quæ exinde subsequatur pacificationis, calamitatumque Belli hujus terminandarum, via pronior, procliviorque sincera utrinque opera studioque reddatur. Hinc Sacra Regia Majestas nobis plena potestate instructis clementissime in mandatis dedit, ut cum prædicto Domino Residente, pariter ad tractandum rite constituto, congrederemur & tractaremus. Nos itaque, subscripti utriusque partis respectivè Commissarii & Minister ad aulam Sueciam Residens congressi sumus, atque tam salutare opus, certis Commerciorum & Navigationis legibus auspicati sumus, atque ita in auxilium ex parte acceptis, qui antehac sæpius altissime memoratam Sacram Regiam Majestatem inter & Celsitudinem D D. Ordinum Generalium Hagæ-Comitis, Anno 1667. 16 Julii, super Commercii & Navigationis negotio erecti sunt, Articulis, sequentem in modum convenimus.

ANS de J. C. 1675.

I. Subditis ac incolis Sueciæ, simul & Fœderati Belgii plena Commerciorum atque Navigationis hinc inde, ita durante hoc bello, ut antehac libertas eris, per Regna, Status, ditiones & Provincias tam Sueciæ & Fœderasi Belgii, quam quæ cum Sacra Regia Majestase Sueciæ aus cum Celsitudine Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Pacis, amicitiæ aut neutralitatis jus sive jam nunc exercent, sive exercebunt in posterum eaque libertas nequaquam interpellenda aus turbanda per alterutrius partis ejusve subditorum navigia ex occasione hujus Belli aut etiam inimicitiarum, quæ illi ejusve successoribus intercedunt forte, vel de futuro sint intercessuræ cum Regnis, Statu, ditionibus quibuscum parti alteri jus fœderum aut neutralitatis intercedat, intercessurumve sit.

II. Nec propterea liceat tamen aut fas sit subditis incolisque ditionis alterutrius prohibitas merces (quas Contrabandas vocant) importare in Regna vel Regiones eorum quibuscum Sacra Regia Majestas Sueciæ, aut Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ex sua parte aut amicitiam, aut neutralitatem eolit, sed adversum quos alterutra Bello, vel jam implicasur, vel implicanda sit de futuro.

III. Ut vero evitensur penitus atque amoveantur constroversiæ & disceptationes, quæ ob designandam jam dictam mercem, Contrabanda, oriri aliquando possint, convenit utrinque ac pro re nata habitum est, hoc in numern duci & censeri oportere arma quævis ad vim tam propulsandam, quam inferendam apta præsertim quæ ignem concipiunt Pulvere tormentario, quem dicunt, admoto, aliaque eodem pertinentia, ejus vero generis intelligantur Tormenta Bellica majora & minora omnis generis, quæ Canones & Sclopeta vulgo dicuntur, Mortaria, Petardiæ, Bombæ, Granatæ, Saucisæ, Coronæ Piceæ, Affuitæ, Furcæ Sclopetariæ, Bandelariæ, Puivis Tormentarius, fomites sive Lonten, Glandes tormentariæ, tam Ferreæ, quam Plumbeæ, nitrum sive Salpetræ, Enses, Lanceæ, Hastæ, Hellebardæ, Bipennes, Flagella armata, cuspides & reliqua id genus arma, ad vim inferendam apta, tum Cassides, Galeæ, Loricæ, Thoraces ænei, Petreique clypei, aliaque arma ad vim arcendam idonea, præterea ad Bellum instruendum utilia quæcunque, nempe equi, Ephippia, Sclopetorum equestrium reconditoria, & quicquid denique utile ac necessarium ad instruendos equos tam turmarum equestrium, quam rei tormentariæ, nisi numero sint admodum exiguo, ut inde conjectura probabilis elici possit, eadem non ad Bellum sed ad alios usus destinata esse.

IV. Merci prohibitæ nequaquam accensebuntur pecunia, frumenti ac leguminis genus omne, Sal, Vioum, Oleum, nec quicquid ad victum aut alimentum refertur, sed nec ferrum, cuprum, æs, nec quicquid ad Naves construendas instruendasve, necessarium est, cujus notæ sunt cannabis, linteamen velis nauticis apsum, picis tam liquidæ, quam aridæ omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, tabulæ Navales, rudenses, ancoræ, vel ancorarum partes qualibet, hoc in numero habebuntur, nec aliæ merces, quæ pro terrestri vel maritimo bello formam non acceperunt, multo minus hæ, quæ ad alium quemvis usum jam apparatæ ans conformatæ suns, nec aliud mercimonii genus quodcunque, quod præcedenti paragrapho designatum non sit, sed id omne transportari huc illuc licebit, tam in ditiones Sueciæ aut Fœderati Belgii, quam etiam ad illas Nationes, quibuscum Sacra Regia Majestas Sueciæ aut Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, Bello jam nunc involuta est, aut postmodum involvi possit.

V. Attamen nec pecuniam oec commeatum aut quicquid vitæ per alimentum sustentandæ conducit, quod jam supra paragrapho 4. inter licitam mercem sis numeratum, nec Militem, nec quid aliud ex hisce rebus, quæ hosti incommodum vel adjumentum modo quocunque cedant, submitti hinc inde fas esto, ad munimenta, oppida vel loca præsidio militari instructa, quamdiu illa ipsa per militem alterutrius, aut Fœderatorum alterutrius, respectu locorum in [illegible] Maritimis sitorum tam terra quam mari obsidione cingi, vel manu armata assideri continget animo eadem in potestatem suam redigendi.

VI. Porro ut impediatur ne merces in illicitis jam designatæ ad portus hostiles aut ad loca inimicæ ditioni subjecta subvehantur, vel etiam ne sub hoc ipso subjectionis impediundæ prætextu libertas securitasque Navigationis & Commerciorum detrimenti quid capiat ab incolis subditisque ditionis alterutrius, ubivis locorum, tam in portu atque statione Navali alterutrius, quam in aperto mari nihil omnino requiri aut exigi jus esto, præter exhibitionem talis diplomatis, quale utriusque usus hactenus confirmavis, aut quale deinceps per pacta rei maritimæ utrinque ineunda ratum habebitur, exhiberi ad hæc necessum erit literas Passeportus, in quibus quantitas, qualitasque mercis, qua navis onerata est, designetur, & eas quidem indultas ab officialibus publica authoritate constitutis, illic locorum, unde merx ipsa transportatur, & juxta quas jura, quæ pro mercimoniis transportandis debebantur, persoluta suns, quod si navis hæc non nihil mercium vetitarum, quaa Contrabanda vocans, vehit, oportebit in literis Passeportus exprimi atque designari, ea loca ad quæ id genus merces devehendæ suns, post quam exhibitionem scrutationi aut visitationi Naves mercesque non subjicientur, nec quicquam damni, moræ aus molestiæ iisdem quocunque sub pretextu objicietur.

VII. Quod si constiterit Naves ad subditos alterutrius pertinentes, quæ ex toto vel ex parte merce interdicta hujusmodi onerasæ sint, ad portum quemcunque hostilem aut ad loca inimicæ ditioni subjecta destinari, merx omnis ejusmodi prohibita, per judicem competentem fisco addicetur, Naves ipsæ & quod reliquum mercimonii haud vetiti in iis erit, tutum fisco illibatumque permanebit.

VIII. Bona sive merx quæcunque pertinens ad subdisos alterutrius, etiam illa quam ex superiorum paragraphorum authoritate, permissam ac neutiquam prohibitam esse constabit, in Navibus inimicis forte deprehensa, in prædam occupanti cedas, ac fisco addi catur, ulla sine exceptione, è contra tutum omnino & immune à fisco habeatur, quicquid navigiis ad alterutrius subditos pertinentibua concredetur, utcunque sit partis alterutrius inimicorum, excepta solummodo merce contrabanda, ad portum hostilem destinata, adversus quam procedatur per modos jam supra designatos, sed & vectores quoscunque quamvis subditos inimicos partis alterutrius tutos Navigare conveniet, dum devehuntur aliquâ in Navi ad subditos alterutrius pertinente, nec eos inde avelli, aut auferri licebit, exceptis tantum ducibus sive officialibus hostilibus.

IX. Quod si Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ aut Celsitudini Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, visum fueris, aut necessitas jusserit, Naves Mercatorias quibusdam Navibus Bellicis ad majorem earundem Navium Mercatoriarum securitatem ac præsidium comitari, liberum id eis fasque erit, præcise tamen injungent dictarum præsidiariarum Navium præfectis ne quid hostile moliantur adversus subditos aus Fœderatos alterutrius, tam in eundo quam redeundo, quamdiu hi præsidiarii muneris officio perfuncti ad portum, unde egressi sunt, reversi non fuerint.

X. Quemadmodum Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderari Belgii inter sese, hoc ipso convenerunt & statuerunt, quod nemo respectivè subditorum vel incolarum earum armaturam Navalem exercere audeat, quam vulgo Commissivaerders vocant, nec passuros esse, ut pro talibus quacunque ratione quispiam respectu subditorum alterutrius partis se gerat, ita interdicent

ANS de J. C. 1675.

dicent vetabuntque iisdem præterea, ne cuicunque alteri Principi aut Statui operam addicant, aut Militiam ejus profiteantur ad infestandas, detinendas, aut quacunque molestia turbandas Naves Mercatorias, bona mercesque ad subditos aut incolas partis alterutrius pertinentes, sub pœna corporis & bonorum.

XI. Interdicent vetabuntque præterea Sacra Regia Majestas Sueciæ, & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium utrinque Naves Mercatorias, bona mercesque ad subditos alterutrius pertinentes, & ex iis sub alterutrius cujuscunque Principis nomine captas detentasque in portus alterutrius recipere aut receptum dare.

XXII. Avocabunt præterea tam Sacra Regia Majestas Sueciæ, quam Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, omnes & singulos subditos, qui ad infestandas prædictas Naves Mercatorias, merces & bona aut quicquam eorum operam suam alteri cuicunque Principi aut Statui jam nunc addixerunt, quatenus illi nondum ancoras & vela solverint, sub pœna corporia & bonorum.

XIII. Respectu vero eorum qui jam ante vela solverunt, curabunt, Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium, ut hi intra spatium trium mensium ab incœpto desistant, eamque quam aliis Principibus aut Statibus addixerant operam, renuntient, sub præfata pœna corporis & bonorum.

XIV. Quemadmodum vero exiguum pœne pro securitate Commerciorum & Navigationis, quæ pactis hisce intenditur actum videbitur, nisi a reliquarum etiam partium Armatoriis infestationibus, Commissievaerders, dictis, mare omnimodo liberum evadat, ita proinde desuper in majorem horum pactorum observantiam, utrinque conventum est, ut tam à parte Sacræ Regiæ Majestatis quam Celsitudinum Dominorum Ordinum Generalium omnis cura studiumque impendatur, quo suos uterque Confœderatos ad consimilem dictarum infestationum prohibitionem, quam fieri poterit ocius persuadeant, quemadmodum certa satis spes etiam affulget, eos ad Negotium tam salutare induci posse.

XV. Quandoquidem Commerciorum libertas sine literarum Mercatoriarum Commercio liberoque earundem transitu, vix possit redintegrari & subsistere, idcirco Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudo Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii omni opera & studio in id incumbent, ut prædictus litterarum & postarum transitus non modo per utriusque partis respective Terras, sed utriusque partis fœderatorum ditiones & Provincias liber & neutiquam impeditus instituatur, ita ut litteræ sine ullo impedimento dehinc libere reciproce commeare possint.

XVI. Denique Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsitudines Dominorum Ordinum Generalium statim post ratificationem harum Tabularum mandabunt, ut subditi alterutrius quantocius libertati reddantur, & Naves, merces, pecuniæ, cæteraque denique omnia bona ad subditos alterutrius pertinentia, & occasione hujus Belli capta, vel arresto detenta, proprietariis restituantur, eisque concedatur, ire, agere, naves, merces, pecunias, prædictaque sua bona avehere, ubi id eis secundum hæc pacta conventa liberum permissumque est. Sub quo paragrapho intelligantur non modo Merces, Naves, Pecuniæ & alia bona, quæ à subditis D. D. Ordinum Generalium, sed etiam quæ ante declarationem hujus Belli ab aliis capta, & in Belgii portus invecta sunt, si quæ autem ante hoc luctuosum Bellum controversiæ inter utriusque subditos ortæ sint, hæ secundum priorum pactorum tenorem æquè & justè terminentur.

Articulos hosce Commercii & Navigationis sincera & bona fide adimplendos atque à Sacra Regia Majestate Sueciæ & Celsitudine D.D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii ratos habendos, Ratificationesque, ab utraque parte intra spatium quatuor mensium à die subscriptionis, vel citius si fieri poterit, exhibendas, atque hic Holmiæ extradendas fore promittimus. In cujus rei fidem majorem nos supra nominati Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Deputati Commissarii, Egoque Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Minister in Aula altissime memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis Residens manuum nostrarum subscriptione, sigillorumque impressione, tabulas hasce firmavimus & munivimus. Actum Holmiæ die 26. Novembris, Anno 1675.

(L. S.) *Ed. Ehrensteen.*
(L. S.) *J. Lagerfelt.* (L. S.) *C. C. Rumpf.*
(L. S.) *Nicolaus Gyldenstolpe.*

Cumque simul etiam convenerit ut eorundem Articulorum ratihabitio à Regia sua Majestate & à nobis intra spatium quatuor mensium à die subscriptionis vel citius si fieri poterit exhibeatur, & Holmiæ extradatur. Nos huic Conventioni satisfacientes, prædictos Commerciorum & Navigationis Articulos per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratos habuimus, quemadmodum hisce approbamus, confirmamus & ratos habemus; Promittentes insuper nos omnia & singula in præfatis Articulis contenta, bona fide præstituros, & adimpleturos, omnique ratione impedituros ne à nostris vel aliis ullo modo violentur. In cujus rei fidem hasce majoris sigilli nostri appensione muniri, & per Consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per primarium Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in Consessu nostro die 13. mensis Martii, Anni 1676. Signatum, *W. van Heuckelom*, vt. Ad mandatum Altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium. Signatum, *H. Fagel.*

CXXXVIII.

ANS de J. C. 1675. L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Déclaration qui sert à expliquer de certains articles de Traitez de marine, conclûs, entre CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *le* $\frac{17}{27}$ *Fevrier* 166$\frac{7}{8}$ *&* $\frac{1}{11}$ *jour de Decembre* 1674. *Faite à la Haye le* 30. *Décembre*, 1675. Manuscrit.

D'Autant que quelques difficultez sont survenües touchant l'interpretation de certains articles tant dans le traité de marine qui fut conclu le $\frac{1}{11}$ jour de Decembre 1674. que dans celui qui fut conclu le $\frac{17}{27}$ Fevrier 166$\frac{7}{8}$ entre le Roi de la Grande Bretagne d'une part, & les Etats generaux des Provinces-Unies de Païs-Bas de l'autre, au sujet de la liberté de leurs sujets respectifs de traffiquer dans les ports des Ennemis, de l'une ou de l'autre des parties, Nous Guillaume Temple, Chevalier Baronet Ambassadeur Extraordinaire de sadite Majesté de la Grande Bretagne au nom & de la part de sadite Majesté: Et Nous Guillaume van Heuckelom, Daniel van Wyngaerden, Seigneur de Werckendam, Gaspar Fagel Conseiller & Pensionaire de Hollande, & de Westfrize, Jean de Mauregnault, Jean Baron de Rede & Renswoude, Guillaume de Haren Grietman of the Bilt, Henry Ter Berg, & Luc Alting, Deputez en l'Assemblée desdits Etats Generaux pour les Etats de Gueldres, Hollande, Zelande, Utrecht, Frislande, Overissel, Groningue, & des Ommelandes, au nom, & de la part desdits Etats Generaux, ont declaré, comme nous declarons par ces presentes, que le veritable sens & intention desdits articles est, & doit être, que les navires & Vaisseaux appartenans aux sujets de l'une ou l'autre des parties, peuvent, & pourront, à commencer du

ANS de J.C. 1675.

temps que lesdits articles ont été conclûs, non seulement passer, traffiquer, & negocier d'un port ou place neutre, dans une place ennemie de l'autre partie, ou d'une place ennemie dans une place neutre; mais aussi d'un port ou place ennemie, dans un port, ou place ennemie de l'autre partie, soit que lesdites places appartiennent à un même Prince ou Etats, ou à divers Princes ou Etats avec lesquels l'autre partie sera en guerre. Et nous declarons que c'est là le sens & la signification veritable & naturelle desdits articles, En consequence dequoy nous jugeons que lesdits articles doivent être observez & executez en toutes occasions de la part de sadite Majesté, & de celle desdits Etats generaux, & de leurs sujets respectifs, de telle sorte neantmoins que ladite Declaration ne pourra pas estre alleguée par aucune des parties, pour des choses qui soient arrivées avant la conclusion de la derniere paix du mois de fevrier 167$\frac{3}{4}$. Et nous promettons que ladite declaration sera ratifiée par sadite Majesté, & par lesdits Etats Generaux, & que dans deux mois, ou plustost s'il est possible, à compter du jour de la datte de la susdite declaration, les ratifications en seront apportées à la Haye pour y être échangées En témoignage dequoy nous avons signé ces presentes à la Haye le 30. jour de Decembre 1675.

Signé.

(L. S) W. Temple.	*(L. S.) W. Heuckelom.*
	(L. S.) D. van Wingaerden.
	(L. S.) Gaspar Fagel.
	(L. S.) Jo. Mauregnault.
	(L. S.) Jean Baron van Rede Vry-heer van Renswoude.
	(L. S.) W. Haren.
	(L. S.) H. Ter Bergh.
	(L. S.) L. Alting.

CXXXIX.

ANS de J.C. 1676.

ANGLETERRE ET TRIPOLI.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & la Régence de* TRIPOLI. *Fait le 15. Mars, 1676.* Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1676. pag. 197.

I. IL y aura desormais une Paix perpetuelle, ferme & inviolable entre le Roi d'Angleterre & ceux de la Ville de Tripoli.

II. Les Vaisseaux de S. M. & de ses Sujets pourront venir trafiquer à Tripoli ou en tout autre Port de l'obeïssance de ce Gouvernement, en payant les droits accoutumés comme ci-devant. Ils en pourront partir aussi quand il leur plaira, & emporteront avec eux les marchandises qu'ils ne pourront vendre, sans qu'ils soient obligés d'en payer aucuns droits.

III. Tous les Vaiss. de guerre Anglois & de Tripoli pourront naviguer & trafiquer librement sans qu'ils puissent être visités ou empêchés par l'une ou l'autre des Parties, & tous Passagers de quelque Nation qu'ils soient, Argent monnoyé, Marchandises & Effets appartenant à qui que ce soit, qui seront à bord d'un Vaisseau Anglois, sans aucune exception, seront exempts de toute enquête, & ne pourra leur être fait aucun trouble ou empêchement en leur voyage en quelque maniere que ce puisse être.

IV. Les Vaisseaux de guerre de Tripoli qui rencontreront un Vaisseau Marchand Anglois hors des Mers de S. M. envoyeront une simpe Chaloupe à bord, seulement avec deux Visiteurs, outre le nombre ordinaire des gens de rame, & il n'y aura que ces deux personnes seules qui pourront entrer dans le dit Vaisseau, mais qui seront aussi obligées d'en sortir aussi-tôt qu'on leur aura fait voir le Passeport, & de le laisser aller en paix aprés cela; & quand même ledit Vaisseau n'auroit point de Passeport, si est ce que neantmoins s'il est monté la plus-part des Anglois, ladite Chalouppe sera obligée de se retirer, & de luy laisser poursuivre son voyage; & seront les Vaisseaux Marchands de ceux de Tripoli traittés de la même maniere.

ANS de J.C. 1676.

V. On ne pourra enlever personne hors d'un Vaisseau Anglois pour être transporté en un autre lieu, & y être examiné, ou enfin sous quelque autre pretexte que ce puisse être: Et ne pourra-t-on aussi donner la gesne ou faire quelque autre violence sous quelque pretexte que ce soit à une personne qui sera embarquée dans un Vaisseau Anglois, de quelque Nation qu'elle puisse être.

VI. Si un Vaisseau Anglois vient à faire naufrage sur la côte de Tripoli, on ne pourra en piller quoy que ce soit, ni faire Esclaves ceux qui y sont embarqués; mais au contraire les Habitans de Tripoli feront tous leurs efforts pour sauver les Marchandises & les Personnes.

VII. Aucun Vaisseau de Tripoli ne pourra aller en des lieux qui sont en guerre avec S. M. pour y être employé comme Corsaire contre les Anglois.

VIII. Aucun Vaisseau de Tripoli ne pourra croiser auprés de Tanger, oi même à la vuë de cette Ville, ou troubler son repos ou trafic.

IX. S'il arrivoit que ceux de Tunis, Alger, Tetuan ou Salé entrassent en guerre avec les Anglois, les Vaisseaux qu'on pourroit prendre sur eux ne pourront être vendus à Tripoli.

X. Les Vaisseaux de S. M. pourront negotier avec les prises qu'ils auront faites ainsi qu'ils trouveront à propos, & les vendront à Tripoli sans payer aucuns droits; & s'ils ont besoin de quelques vivres ou autres choses, ils les pourront acheter audit Tripoli selon le cours du marché.

XI. Lors que quelque Vaisseau de guerre de S. M. arrivera à Tripoli, sur l'avertissement qui en sera donné, on fera incontinent publier que les Esclaves Chrêtiens soient mis en lieu de sureté; & en cas qu'aprés cela quelque Chrêtien se sauvât à bord dudit Vaisseau, on ne pourra le redemander, & le Consul, le Cap. du dit Vaisseau ou autre personoe quelle qu'elle soit ne sera obligée de rien payer pour le dit Chrêtien.

XII. Si un Anglois vient à mourir à Tripoli, on ne pourra se saisir de ses biens ni de son argent, mais demeurera le tout entre les mains du Consul.

XIII. Le Consul ni aucune autre personne des Sujets de S. M. ne seront tenus de payer les dettes d'un autre Anglois, à moins qu'ils ne se fussent mis caution pour luy.

XIV. Les Anglois qui sont à Tripoli ne seront justiciables que du Dey & du Divan; mais tous les differents qui surviendront entre eux seront terminés par le Consul.

XV. Si quelque Anglois frappe, tue ou blesse un Turc ou More à Tripoli, il ne sera pas traité plus rigoureusement qu'un Turc naturel; & en cas qu'il échappât, un autre Anglois ne sera pas puni à sa place.

XVI. Le Consul Anglois demeurera toûjours en pleine liberté & assurance à Tripoli, & se pourra servir de tel Trucheman ou Courretier qu'il trouvera à propos. Il aura aussi la liberté d'aller à la Campagne & à bord de toutes sortes de Vaisseaux, comme aussi un lieu à part pour y faire ses prieres.

XVII. En cas que les Parties entrassent en guerre ci-aprés, le Consul & autres Anglois pourront partir librement avec leurs Biens, Familles, Marchandises & Serviteurs, & même avec ceux qui sont nés dans le Païs.

XVIII. Les Anglois qui seront en des Vaisseaux d'autres Nations, ne pourront être troublés ni molestés en quelque sorte ou maniere que ce soit.

XIX. Le Bassa, Dei, Aga & autres Gouverneurs de

ANS de J.C. 1676.

de Tripoli confessent que le tort qui a été fait par le Peuple & Gouvernement de Tripoli à S. M. & ses Sujets, à été contre les conditions de la Paix, & que c'est ce qoi a causé l'infraction de la dite Paix. Et quant à ce qui est qu'à raison de ce que dessus quelques-uns de ces derniers ont été bannis, & d'autres s'en sont enfuis pour éviter les mains de la Justice, ils declarent de s'en repentir, & promettent de donner satisfaction d'un tel outrage en donnant la liberté à tous les Esclaves Anglois qui sont dans l'étenduë de leur Jurisdiction, ou qui ont été pris sous la Banniere Angloise, sans leur faire payer aucune rançon, & aussi en payant la somme de 80000. Risdales tant en Argent, qu'en Marchandises & Esclaves; s'obligeant encore outre cela pour eux & leur posterité, qu'en cas que ci-aprés il fût fait quelque tort aux Anglois soit par eux ou leurs Peuples au prejudice des conditions presentes, & qu'on refusât la satisfaction que S. M. pourroit pretendre pour ce sujet, en telle sorte que la Guerre s'en ensuivit, non seulement de donner satisfaction d'un tel tort, mais même de rembourser à Sa dite M. tous les frais qu'Elle fera pour la dite guerre, & de la dédommager de la perte qu'Elle en pourroit souffrir.

XX. On ne pourra contraindre aucun Anglois d'embrasser la Religion des Mores contre son gré.

XXI. Lors que quelcun des Vaiss. de S. M. arrivera au port de Tripoli, on le saluera de 21. coups de canon du Fort & des Châteaux au premier avertissement qui en sera donné au Dey ou au Gouverneur de la Ville, à condition que le dit Vaisseau en fera de même de son côté.

XXII. Toutes hostilités & injures passées seront entierement mises en oubli, mais pour ce qui est de celles qui pourroient être faites avant que les conditions de la presente Paix soient parvenuës à la connoissance d'un châcun, on sera obligé d'en donner reparation de part & d'autre, sans que l'une ou l'autre des Parties en puisse faire aucun refus.

XXIII. La presente Paix ne pourra être rompuë avant qu'on ait demandé satisfaction du tort qui aura été fait à l'une ou l'autre des Parties, & que l'on ait refusé de la donner, & seront les personnes qui seront causes de ladite rupture incontinent punies de mort.

CXL.

ANS de J.C. 1676.

L'Espagne, les Provinces-Unies et Neubourg.

Traité d'Alliance défensive & d'assistance mutuelle entre CHARLES II. *Roi d'Espagne, & leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pays Bas, d'une part; & le Prince* PALATIN *& Duc de* NEUBOURG, *d'autre.* Fait à la Haye le 26. Mars, 1676. Actes & Mémoires des Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. I. pag. 767.

L'Amitié, Correspondence, & Union estant tousjours souhaitable entre les Princes & Etats Voisins, elle est necessaire plus que jamais dans ces dangereuses conjonctures, qui faute d'une bonne Union de tous, exposent à l'invasion, & à la proye les Etats de chacun. Et comme Dieu a imposé l'obligation à tous les Regens d'y pourvoir, pour la conservation de leurs sujets, c'est le but principal, & unique de cette Alliance, de sorte que bien loin d'avoir dessein de vouloir offenser Personne, les Alliés ne prétendent, que de conserver leurs Etats, & sujets, & de voir, par la grace de Dieu, le repos rétably dans ce Voisinage.

I. C'est pour cette fin, que les Alliés se promettent, non seulement une bonne & sincere amitié & correspondence, & de s'entreprocurer de bonne foi tous les avantages possibles, par leurs offices, toutes & quantes fois qu'ils pourront, mais aussi de s'assister mutuellement contre leurs Ennemis presens & à venir, & contre tous ceux qui s'y joindront, durant cette guerre, en la maniere suivante.

ANS de J.C. 1676.

II. Son Altesse Serenissime, le Duc de Nieubourg, s'oblige à mettre sur pied, dans un Mois aprés la signature du present Traité, outre ses Garnisons ordinaires, quatre mille Fantassins, cinq cens Chevaux, & cinq cens Dragons, & à les entretenir.

III. Sa Majesté Catholique, & leurs Hautes Puissances promettent de faire toucher, incontinent aprés la signature dudit Traité, à son Altesse Serenissime, pour subside de la levée susdite, la somme de trente six mille Rixdales, Sa Majesté se chargeant de la moitié, & leurs Hautes Puissances de l'autre.

IV. Et chaque Mois, en comptant douze par An, la somme de 12000. Rixdalers; pour subside de l'entretien desdites Troupes, Sa Majesté se chargeant de même de ladite moitié, & leurs Hautes Puissances de l'autre.

V. Lesdites Troupes seront rangées en six Rigimens, quatre d'Infanterie, qui seront toûjours suivis chacun de deux piéces d'Artillerie de Campagne bien desservies, un de Cavalerie, & un de Dragons.

VI. Le payement de ladite somme par Mois commencera dés que son Altesse Serenissime aura les Troupes susdites sur pied, & qu'il en aura donné avis à sadite Majesté ou à son Gouverneur General de Païs-Bas & à leurs Hautes Puissances.

VII. Ce payement se fera toûjours chaque Mois par avance, & se continuera ainsi sans faute ou delai, tandis que cette guerre durera.

VIII. Il sera libre aux Alliez, aprés le concert qu'on en sera ensemble, de faire revûë desdites Troupes, soit de toutes, soit d'une partie d'elles, & tous les Officiers seront obligez d'obeïr aux ordres qu'on leur en donnera ensuite dudit commun concert.

IX. Ces Troupes agiront là, où sa Majesté Imperiale, l'Empire, & les Alliez, le trouveront, par pluralité de voix, le plus à propos, soit sur le Rhin, soit sur la Moselle, soit sur la Meuze, aux Pays-Bas, ou ailleurs, & en cas que parmi d'autres Troupes Imperiales, ou bien sans elles, sa Majesté Imperiale ne trouvât pas bon de les envoyer, pour estre occupées ailleurs, ou trouve pour le bien de la cause commune le plus à propos de les joindre aux Armées de sa Majesté Catholique, ou à celles de leurs Hautes Puissances, elles seront traitées en tout également avec celles-ci, soit au sujet du couvert de la campagne, soit au sujet du gros fourrage, & d'autres necessitez ou commoditez, & on mettra tel ordre, qu'elles trouvent par tout où on les employera (au moins pour un prix juste) du pain & d'autres necessitez, pour leur subsistance.

X. Mais comme les Alliez comprennent assés, combien il importe à la cause commune, que les Etats & Places de son Altesse Serenissime, & principalement celles de son Duché de Julliers ne soient occupées par les ennemis, il est stipulé, qu'aussi-tôt qu'il y paroitra du danger, il ne sera pas seulement libre à son Altesse Serenissime de revoquer ses Troupes; & bien loin de l'en empêcher, on luy donnera & à ses Troupes toute facilité, commodité, & aide; mais aussi que sa Majesté Catholique, & leurs Hautes Puissances selon que la necessité, ou son Altesse Serenissime, ses Etats & Places se trouveront, l'exigera, les secourront promptement avec les forces possibles, d'aussi bonne foi, & avec autant de promptitude, de vigueur & de zéle, comme ils secourroient les leurs, en cas pareils, & embrasseront par tout & en tout ses interests, comme les leurs propres.

XI. A l'encontre de toutes les Places, & Garni-

ANS de J. C. 1676.

sons des Alliez serviront mutuellement à leurs Troupes, de commune retraite, de seureté, d'establissement de Magazins & d'autres commodités, & on fera un concert, pour entrecouper les commoditez, que les Garnisons ennemies en urent jusques-ici.

XII. Les Alliez concerteront toûjours de bonne heure, & de bonne foi, le Plan & les Desseins de la Campagne, & dans la Campagne les Operations à faire, & les Officiers de chacun tiendrour dans le Conseil de guerre, au sujet du commandement, & dans toutes les autres occasions le rang que l'âge, & la dignité de leurs charges leur donnent.

XIII. Sa Majesté Catholique, & leurs Hautes Puissances promettent de garantir les Etats de son Altesse Serenissime, nommément le Palatinat de Nieubourg, les Duchés de Julliers & de Bergue, & la Seigneurie de Ravenstein de tout logement, quartier, marche, exactions ou foule, autant qu'il regarde leurs Troupes, promettans de faire aussi de bons offices, que sa Majesté Imperiale & leurs autres Alliez en fassent de même.

XIV. Et en cas qu'une necessité inévitable oblige l'un des Alliez, de faire passer ses Troupes par les Etats de l'autre, ce passage ne se fera, qu'avec concert, consentement, & direction de celui par les Etats duquel l'on doit passer; & alors avec bon ordre, exacte discipline, & en payant d'un prix raisonnable ce qu'on prendra au dessus du simple gros fourage.

XV. Il sera libre aux Alliez d'établir des contributions sur les ennemis, par tout où ils pourront, excepté dans les Pais, & Places, où l'un ou l'autre aura déja établi ses contributions.

XVI. Et comme son Altesse Serenissime sera obligée de faire de grands frais aux Magazins, Fortifications, Artilleries de ses Garnisons, & à mille autres choses, au dessus de ce que la levée, & l'entretien des Troupes susdites coûtera, sa Majesté Catholique, & leurs Hautes Puissances lui veulent bien aider à établir de bons Quartiers d'Hyver, pour ses Troupes, soit sur l'ennemy, soit ailleurs, par l'assignation de sa Majesté Imperiale, pour le soulager au dessus de leurs subsides de tant de frais.

XVII. Les Alliez bien loin de troubler, ou de permettre qu'on trouble la liberté du commerce l'un dans les Etats de l'autre, soit en obligeant les sujets à prendre des Passeports, soit en exigeant, ou faisant des impositions non accoutumées devant cette Guerre, sur les Personnes, Chevaux, Charettes, ou Marchandises, soit en rendant les chemins mal seurs, par des courteurs, & partis, promettent d'y donner tel ordre, que ces sortes d'abus & d'excés, ne se commettent doresenavant; donnant même le pouvoir l'un à l'autre, de se saisir des Personnes, soit Officiers, ou Soldats, qui y contreviendroient, le mieux qu'on pourra, pour les envoyer aux Garnisons, desquelles ils seront sortis, ou aux Officiers, qui les reclameront à un châtiment, ou punition exemplaire.

XVIII. Aprés que le present Traité sera conclu, les Alliez ne pourront faire une Tréve, ou Suspension d'armes avec les ennemis, si non conjointement, & du consentement commun: mais en cas qu'on vienne à entrer en aucune Negotiation, soit de Paix ou de Tréve, que ladite Negotiation ne pourra pas être commencée par l'un des Alliez sans la participation des autres, & sans qu'il fasse donner aux mêmes Alliez, dans le même-temps, & aussi-tôt, qu'il l'aura obtenu pour luy-même, la faculté, & les seuretés necessaires pour les Ministres qu'ils voudront envoyer au lieu, où la Negotiation se doit faire.

XIX. Seront aussi tenus lesdits Alliez de donner de temps en temps les uns aux autres communication de ce qui se passera dans ladite Negotiation, & ne pourra aucun desdits Alliez passer outre à la conclusion de ladite Paix, ou Tréve de quelques années sans y comprendre les autres Alliez; & sans le faire rétablir, s'il le desire ainsi, dans la possession de ses Etats, Pays, Villes, & Places, comme aussi dans la jouïssance des Droits, & Libertés, qu'ils avoient, & dont ils jouïssoient devant la Guerre, & sans stipuler pour lesdits Alliez les mêmes garanties, droits, libertez, exemptions, & prerogatives, qu'ils avoient stipulées pour luy-même, si ce n'est que lesdits Alliez, en convinssent entre eux autrement.

XX. Les Ratifications reciproques du present Traité seront fournies dans six semaines, en due & bonne forme, par les Plenipotentiaires de part & d'autre, qui ont signé ce Traité.

Fait à la Haye ce 26. Mars, 1676.

CXLI.

ANS de J. C. 1676.

FRANCE ET DANEMARC.

Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France, contre le Roi de* DANNEMARCK. *Du vingt-huitiéme Aoust* 1676. Freder. Leonard. Tom. VI.

De par le Roi.

SA Majesté sçachant qu'au préjudice du Traitté de Paix signé à Coppenhaguen en l'année 1660. entre la Suede & le Danemark, de l'execution duquel sa Majesté a donné sa garantie; le Roi de Danemark n'a pas laissé d'attaquer & faire la guerre au Roy de Suede, sans que de sa part il ait aucunement contrevenu audit Traitté de Paix, ni que les Offices amiables que sa Majesté a fait faire par son Ambassadeur auprés du Roi de Danemark, pour prévenir cette Guerre, l'ayent pû empescher. Et sa Majesté estimant qu'il y va de sa gloire de ne pas souffrir une telle contravention audit Traitté, ni qu'un Prince avec qui elle est en paix & alliance, soit attaqué par ledit Roi de Danemark, sans s'en ressentir. Sa Majesté, pour les raisons & considerations susdites, a declaré & declare par la presente, signée de sa main, avoir arresté & resolu de faire la Guerre au Roi de Danemark, tant par mer que par terre. Enjoint pour cét effet sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus aux Sujets, Vassaux & Serviteurs dudit Roi de Danemark; & leur a deffendu & deffend d'avoir cy-aprés avec eux aucune communication, commerce ni intelligence, à peine de la vie. Et pour cette fin sa Majesté a dés à present revoqué & revoque toutes Permissions, Passe-ports, Sauve-gardes & Sauf-conduits qui pourroient avoir esté accordez par Elle ou ses Lieutenans Generaux, & autres ses Officiers, contraires à la presente, & les a declarez nuls & de nulle valeur, deffendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & Ordonne sa Majesté à Monsieur le Comte de Vermandois Amiral de France, aux Mareschaux de France, Gouverneurs & Lieutenans generaux pour sa Majesté en ses Provinces & Armées, Mareschaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de-cheval que pied, François, Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la Presente ils fassent executer chacun à son égard dans l'estenduë de leurs pouvoirs & jurisdictions. Car telle est la volonté de sa Majesté, laquelle entend que la Presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous les Ports, Havres, & autres lieux de son Royaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. FAIT à Versailles le 28. jour d'Aoust 1676. Signé, LOUIS, Et plus bas, LE TELLIER.

CXLII.

CXLII.

ANS de J. C. 1676. POLOGNE ET TURQUIE.

Traité de Paix entre JEAN *Roi de Pologne & MAHOMET IV. Empereur des Turcs. Fait le 16. d'Octobre, 1676.* Theatrum Pacis. Tom. II. p. 580.

I. TRactatus cum præcedente Rege Michaele initus, abolitus censeatur, sic, ut inposterum nullius Tributi, sive nullarum Conditionum dicti Tractatûs mentio injiciatur.

II. Turcæ in Podoliâ Cameneciam, certis cum limitibus à Rege designatis, retineant. Ad quam propositionem Bassa animi sui sensa sic declaravit, etiamsi quoad hoc ad tractandum plenipotentiâ instructus non sit, se tamen expromissorem nihilominus constituere & in Scriptis cavere velle, Portam in id consensuram, quando Rex Legatum quempiam Executionis horum Tractatuum ad Eam missurus fiet. Ukrainam quod concernit, maneat Rex in possessione potioris ejusdem partis, nempe Bialocerquæ, Pavolociæ, Chaliciæ, Mohiloviæ &c. Turcis quæ cesserunt, parvi esse momenti, & pertinere ea ad Dorosenkium.

III. Omnes durante hoc anno à Turcis in servitutem redacti, & capti liberi dimittuntor, inposterumque omnes excursiones prædatoriæ & actiones hostiles intermittuntor.

IV. Exercitium Christianæ Religionis omnibus iis in locis, quæ Turcæ vi horum Tractatuum obtinebunt, liberum esto.

V. Porta à Republica, vigore Tractatuum Leopolitanorum promissis centum mille Imperialibus renuntiat; Proptereaque eo nomine datis obsidibus, ut & illis, qui tempore Casimiri Regis, vi Tractatûs cujuspiam conclusi, dati sunt, iterum libertas sua restituetur.

VI. Pollicentur Turcæ Tartarique, quòd arctissimam Unionem cum Rege & Republica Poloniæ pangent, & quòd ipsi, si id ab iis exigetur, contra omnes Coronæ Poloniæ Hostes eidem assistere velint, semet offerentes ipso facto transire cum universo suo exercitu Borysthenem, eundem illic in hybernis collocare, & vice Coronæ Poloniæ amplas illas Provincias, quas Mosci eidem eripuerunt, iterum extorquere. Quibus tamen Rex sine Reipublicæ suffragio assentiri renuit.

VII. Stipulantur Turcæ, vigore præsentis Tractatûs, Franciscanis Sanctum Sepulchrum se reddituros, eoque ipso Schismatibus omnibus exindè ortis, finem imposituros.

VIII. Mittetur à Corona Poloniæ Solennis quædam Legatio ad Portam; Ad quam obeundam Turcæ Principem Constantinum, aut Sub-Mareschallum Regni, aut Equitem Auratum Lubomirskium destinare intenderunt. Quod Ipsum tamen Rex maturiori deliberationi reservavit.

CXLIII.

ANS de J. C. 1676. L'ESPAGNE ET LES PROVINCES-UNIES.

Déclaration sur le Traité de Marine arresté en l'an 1650. entre CHARLES II. *Roi d'Espagne & les Seigneurs Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *provisionellement arrestée à Bruxelles le 25. de Novembre* 1676. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. I. p. 773.

SOn Excellence ayant eu rapport de ceux de la cijointe par elle ordonnée pour ouïr les Propositions à faire par le Sieur Heemskercke & en aprés par le Sieur de Dyckvelt, Envoyez des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, au sujet du Traité de Marine, arresté en l'an 1650. entre sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & d'autres differens, a consenti que provisionellement, & sous l'agréation de sa Majesté du principal, soient observez & executez les Articles suivans; & seront tenus comme partie dudit Traité de Marine de 1650. qui demeurera en sa force & vigueur.

ANS de J. C. 1676.

I. Que les habitans des Païs-bas aussi bien de sa Majesté que de leurs H. H. PP. pourront faire librement & sans aucun empêchement leur Commerce & Navigation de leurs Ports, Royaumes & Provinces ou d'autres Souverains, vers & avec ceux qui sont ou pouront devenir ennemis des deux ensemble, ou bien de l'un & de l'autre des deux costez separément, & les susmentionnez habitans pourront librement & sans aucun empêchement avec leurs Vaisseaux, biens, denrées & Marchandises sans difference à qui lesdits biens, denrées & Marchandises chargées, & Navires puissent appartenir, comme aussi naviger vers tous les havres, lieux, rivieres & rades des ennemis, sans empêchement ou contradiction de qui que ce soit; tant à droiture que d'un havre ennemi à un autre, soit que ces Havres ou Places soient sous un ou divers Souverains, tel estant le sens dudit Traité de 1650. bien entendu neanmoins, que les Marchandises de Contrebande demeurent exceptées; au regard desquelles, & des Places assiegées, bloquées ou investies, on se reglera selon le même Traité: bien entendu aussi, que cette Declaration ne concernera pas les cas échus devant la signature, & emologation de cet acte, soit qu'il soient decidez ou non; accordez ou non accordez.

II. Que les Marchandises appartenantes aux sujets du Roy & desdits Seigneurs Etats Generaux, qui se trouveront en quelques Vaisseaux neutres allans ou venans vers quelques havres ennemis, tant à droiture que d'une Place ennemie à une autre: soit que telles Places ou havres appartiennent à un ou à divers Souverains, seront restituées sans aucun empêchement; excepté seulement les Marchandises de Contrebande.

III. Que d'icy en avant, quand aucun Navire sera repris sur les ennemis par les Navires de sa Majesté ou des Armateurs particuliers, ou de leurs H. H. P. P. ou par leurs sujets: Si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures aprés qu'il aura esté en la puissance de l'ennemi, les Repreneurs auront un cinquiéme de la valeur du Navire & de toute la charge. Et si la reprise se fait deux fois vingt quatre heures, aprés les deux premieres vingt quatre heures, ils jouïront d'un tiers de la valeur du Navire & charge. Et si elle est faite aprés lesdits termes, les Repreneurs auront & jouïront de la moitié: mais au regard du passé, semblables, & aussi tous autres cas demeureront & seront generalement jugez & decidez par les voies & Juges ordinaires des Amirautés: chacun au lieu d'où les Navires & Repreneurs sont sortis, & ce selon les Traitez & loix qui regleront les cas, & selon la presente interpretation dudit Traité de Marine. Excepté neanmoins les procez & trois Navires, nommez le Saint Jean; La Charité, & l'Amour des Marchands selon l'Acte & convention particuliere datée du jourd'huy. Fait à Bruxelles le 25. de Novembre mil six cens soixante & seize.

DE PA VI.

DUQUE DE VILLA SIERRA,
Conde de Luna.

Par ordre de son Excellence.

Signé,

VERREYCKEN.

CXLIV.

CXLIV.

ANS de J. C. 1677. Les Provinces Unies et Alger.

Traité entre les PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas & le Bassa & Divan* d'ALGER, *fait audit Alger en* 1677. Traduction Françoise du Mercure Hollandois de l'année, 1677. pag. 487.

AGi Mahomet, Day, & Baban Hasan, Gouverneur d'Algers, accordent & permettent à Thomas Hees, Envoyé des Hauts & Puissants Seigneurs Estats Generaux, & de son Altesse Monsieur le Prince d'Orange, de racherter les Esclaves Hollandois aux conditions suivantes.

Premierement il luy sera permis de rachetter tels esclaves qu'il jugera à propos, sans qu'il puisse estre obligé par qui que ce soit d'en rachetter quelques-uns comme sont les Esclaves ...., ou galeriens, ni nuls autres, contre sa volonté.

II. A l'égard des marchandises ordinaires, qu'on fera venir icy pour estre employées à cet effect, il ne payera pour les droits d'entrée du Roi que 10. Reales de huit pour Cent, & que 5. pour Cent de celles de contrebaude, comme sont poudre à Canon, soulfre, fer, planches & bois à bastir des navires, cordages, poix, goudran, canons de fusil, & autres choses qu'on comprend sous ce nom.

III. Chaque esclave ne payera pour les droits de la Maison du Roi, pour l'argent du havre ou de la porte, & pour tous autres frais, de quelque nom qu'on les appelle, que 43. pour Cent une fois pour toutes, sans plus.

IV. Lesdits Seigneurs Gouverneurs promettent aussi d'assister & de prester la main audit Thomas Hees, en tout ce ou il feroit besoin, tant en l'achapt des marchandises par les patrons ou maistres, s'il est necessaire, que pour pour faire conduire seurement, & sans confusion, les esclaves rachettés au bord du navire.

V. Promettont pareillement, que le navire ou les navires, qu'on envoyera pour ce trafic, pourront en toute seureté venir & partir d'icy, sans qu'aucun des sujets de ce Roiaume, quel qu'il pût estre, puisse leur faire aucun tort, soit en leurs marchandises, soit en leur équipage. En foy de quoy nous avons signé tout ce que dessus, & y avons appliqué nos cachets.

VI. Ledit Envoyé ou celuy qui tient sa place, s'oblige aussi d'empécher qu'aucun Esclave, ou esclaves, ne se puisse sauver ou échaper dans un ou plusieurs navires Hollandois; mais s'il arrivoit qu'un ou plusieurs Esclaves tâchat à se rendre au bord desdits navires à la nage, & qu'il vinst à se noyer, ledit Envoyé ne sera nullement obligé d'en repondre, & ne pourra point estre inquieté pour cela.

CXLV.

ANS de J.C. 1677. France et Angleterre.

Traité de Commerce entre les couronnes de FRANCE *&* d'ANGLETERRE. *Du vingt-quatrieme jour de Février* 1677. Freder. Leonard. Tom. V.

COmme le Serenissime & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV. Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince CHARLES II. Roi de la Grande Bretagne, n'ont point de plus grande passion que d'affermir de jour en jour par de nouveaux & de plus forts liens l'amitié qui est entre lesdits Seigneurs Rois, & la fidelle & sincere union & correspondance qui est entre leurs Roiaumes & leurs Sujets, leurs Majestez ont cru que rien n'y pourroit davantage servir qu'un nouveau Traité pour la liberté & seureté du Commerce. Et pour cet effet ils ont nommé des Plenipotentiaires; Sçavoir le Roi Tres-Chrestien, le Sieur Simon Arnauld, Seigneur de Pomponne, Conseiller de sa sacrée Royale Majesté, & Secretaire d'Estat; & le Roi de la Grande Bretagne, le Sieur Raoul de Montagu, Chevalier, Maistre de la Garderobe dudit Seigneur Roi, & premier Escuyer de la Reine, qui aprés avoir fait l'échange de leurs Pouvoirs, ont convenu des Articles suivans.

ANS de J. C. 1677.

I. Tous les Sujets du Roi Tres-Chrestien pourront naviger, negocier, & faire toute sorte de trafic en toute liberté & seureté dans tous les Royaumes, Pays & Estats qui sont maintenant ou seront cy-apres en paix ou neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, sans qu'ils puissent estre empêchez ni inquietez pas des gens de guerre, & par des Vaisseaux tant de guerre qu'autres appartenans au Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, à l'occasion & sous pretexte de guerre & d'hostilité qui pourroit estre à present ou cy-apres entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & les Princes & Estats qui sont ou seront cy-apres en paix ou neutralité avec ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien. Et reciproquement tous les Sujets du Roi de la Grande Bretagne pourront naviger, negocier & faire toute sorte de trafic en toute liberté & seureté dans tous les Roiaumes, Pays & Estats qui sont maintenant ou seront cy-aprés en paix ou neutralité avec ledit Seigneur Roi, sans qu'ils puissent estre empechez ny inquietez par des gens de guerre, & par des Vaisseaux tant de guerre qu'autres appartenans au Serenissime Roi Tres-Chrestien, ou à ses Sujets, à l'occasion & sous pretexte de guerre & d'hostilité qui pourroit estre à present ou cy-aprés entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, & les Princes & Estats qui sont ou seront cy-aprés en paix ou neutralité avec ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne.

II. L'on pourra faire trafic pendant la guerre des mémes marchandises que l'on peut negocier en temps de paix, à la reserve de celles de contrebande, qui sont expliquées dans l'Article suivant.

III. Les Marchandises défenduës & de contrebande sont les canons & leurs assortimens, armes à feu, poudre, méches, boulets, picques, épées, lances, hallebardes, pertuisannes, bombes, mortiers, petars, grenades, fourches de mousquets, bandoulteres, salpetres, balles, casques, morions, cuirasses, & autres armes semblables. Est encore prohibé sous ledit nom, le transport de gens de guerre, de chevaux, de harnois, de fourreaux de pistolets, de baudriers, & assortissemens façonnez & formez à l'usage de la guerre.

IV. Au nombre des Marchandises de contrebande & défenduës, ne sont comprises les Marchandises suivantes; Sçavoir les étoffes & manufactures de laine, lin, soye, coton, & de quelque autre matiere que ce soit; toutes sortes d'habits & vestemens, & les étoffes & sortes desquelles on les fait, or & argent monnoyé ou non monnoyé, estain, fer, plomb, cuivre, charbon, blez, orges, & autres grains & legumes, tabac, espiceries, chairs salées & fumées, poisson sec & salé, fromage, beurre, bierre, huile, vin, sucre, sels, & tout ce qui appartient à la nourriture & sustentation de la vie. Ne seront aussi compris dans les marchandises défenduës, les cotons, chanvres, lins, poix, cordages, voiles, anchres, mats, planches, poultres & bois travaillé de toute espece d'arbres, & qui peut servir à construire des Vaisseaux ou à les radouber: & demeureront lesdites marchandises libres, de même que toutes les autres generalement qui ne sont comprises dans l'Article precedent. De telle sorte que les Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrêtien pourront en faire le transport non seulement d'un lieu où il y ait neutralité à un autre lieu où il y ait aussi neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait neutralité en un autre qui soit ennemi du Serenissime Roi de la Grande Bretagne; ou enfin d'un endroit ennemi en un endroit où la neutralité soit gardée, mais encore d'un Port ou autre lieu apparte-

nant

ANS de J. C. 1677.

nant aux ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant aussi à ses ennemis, soit que ces Ports ou autres lieux soient sous l'obeïssance d'un seul Prince ou Etat, ou de plusieurs Princes ou Etats, avec lequel, ou avec lesquels ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne soit en guerre. Pourront reciproquement les Sujets dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne faire le transport des susdites marchandises, non seullement d'un lieu où il y ait neutralité en un autre lieu où il y ait aussi neutralité; ou d'un lieu ou Port où il y ait neutralité en un autre qui soit ennemi du Serenissime Roi Tres-Chrêtien, ou enfin d'un endroit ennemi en un endroit où la neutralité soit gardée; mais encore d'un Port ou autre lieu appartenant aux ennemis dudit Seigneur Roi, en un autre appartenant aussi à ses ennemis, soit que ces Ports ou autres lieux soient sous l'obeïssance d'un seul Prince ou Etat, ou de plusieura Princes ou Etats avec lequel, ou avec lesquels ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien soit en guerre. Ne pourra néanmoins ledit transport être fait aux Villes & Places assiegées ou bloquées ou investies.

V. Pout faire cesser tous les differends qui pourroient naistre sur Mer & sur Terre, il a été convenu que les Vaisseaux & autres Bâtimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrêtien, qui entreront dans les Havres ou Ports du Roi de la Grande Bretagne, & voudront aller ailleurs, ne seront tenus qu'à produire & representer leurs Passeports & Lettres de Mer, dont le Formulaire est inseré à la fin du present Traité, aux Officiers dudit Seigneur Roi, ou s'il y a dans lesdits Ports ou Havres des Navires dudit Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ou des Armateurs, aux Capitaines desdits Navires, sans que pour raison de ce, ils puissent exiger ni argent ni aucune autre chose. Que si les Vaisseaux & autres Bastimens appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, sont rencontrez en pleine Mer, ou en lieux qui ne soient de la domination du Roi, de la Grande Bretagne, par des Navires dudit Seigneur Roi, ou des Armateurs ses Sujets, lesdits Navires pourront en demeurant dans une distance raisonnable, envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux & autres Bastimens des Sujets du Roi Tres-Chrétien; & y feront entrer deux ou trois hommes seullement, qui se feront representer par le Maitre ou Patron les Lettres de Mer, aprés quoi le passage leur sera libre, sans qu'on puisse les molester, visiter, arrester, ou les contraindre à changer de route. Les Sujets du Roi de la Grande Bretagne jouïront des mêmes libertez & franchises, en representant leurs Passeports & Lettres de Mer, suivant le Formulaire ci-dessus dit.

VI. Si quelque Vaisseau ou Barque appartenant aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, allant en un Pays ennemi du Roi de la Grande Bretagne, est rencontré dans sa route par un Navire de Guerre; de même si le Vaisseau appartient aux Anglois, & autres Sujets du Roi de la Grande Bretagne, & qu'il soit rencontré allant en un Port ennemi du Roi Tres-Chrétien, il ne lui suffira pas de montrer ses Passeports & Lettres de Mer, mais aussi les Certificats en bonne & deuë forme des Commis & Visiteurs des Bureaux de sortie du Port d'où il est party, contenans l'estat & la declaration de toutes les Marchandises dont ledit Vaisseau est chargé, afin que l'on puisse connoitre s'il n'y a point de Marchandises de contrebande, & de la qualité de celles qui sont expliquées dans le troisiéme Article de ce Traité.

VII. Si par la representation desdits Certificats il se trouve qu'il y ait des Marchandises de contrebande destinées pour un Port ennemi, il ne sera néanmoins permis d'entrer sous le Tillac du Vaisseau, ni d'ouvrir ou de rompre les Coffres, Balles, Malles, & Tonneaux, ni de prendre quoi que ce soit que l'on ne soit arrivé en un Port, où l'on fera un fidelle Inventaire en presence des Officiers des Admirautez, & l'on ne pourra vendre ou échanger aucune chose, si ce n'est lors qu'aprés une procedure reguliere les Juges de la Marine auront rendu leur Sentence & confisqué lesdites Marchandises, en laquelle confiscation néanmoins ne seront compris le corps du Vaisseau & les Marchandises libres y trouvées, que l'on ne pourra retenir & encore moins declarer de bonne prise, à l'occasion desditea Marchandises de contrebande. Si le Vaisseau n'est chargé qu'en partie de Marchandises défenduës, & que le Maître dudit Vaisseau offre de les remettre au même tems au preneur, il ne le contraindra point de venir en un Port qui lui soit commode, & il lui laissera continuer sa route.

VIII. Les Marchandises appartenantes aux Sujets du Roi Tres Chrétien, qui se trouveront chargéea sur les Vaisseaux des ennemis du Roi de la Grande Bretagne, seront sujettes à confiscation, bien qu'elles ne soient pas de contrebande: Et au contraire les Marchandises des ennemis dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être prises ni confisquées si elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chretien, bien que lesdites Marchandises fissent la meilleure partie de la charge entiere desdits Vaisseaux, à la reserve néanmoins de celles de contrebande, à l'égard desquelles quand elles seront surprises, il en sera usé comme il a été marqué dans les Articles précédens. De la même maniere, les Marchandises appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, qui se trouveront chargées sur les Vaisseaux des ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, seront sujettes à confiscation, bien qu'elles ne soient pas de contrebande: Et au contraire les Marchandises des ennemis dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ne pourront être prises ni confisquées si elles sont sur des Vaisseaux appartenans aux Sujets du Roi de la Grande Bretagne, bien que lesdites Marchandises fissent la meilleure partie de la charge, ou même la charge entiere desdits Vaisseaux, à la reserve neanmoins de celles de contrebande; à l'égard desquelles, quand elles seront surprises, il en sera usé comme dans les Articles précédens. Et pour empêcher qu'une nouvelle Guerre survenante ne puisse faire de tort & de prejudice aux Sujets de celle des Couronnes qui demeurera en paix, il a été convenu que le Vaisseau des nouveaux ennemis, chargé des effets & Marchandises appartenans aux Sujets de ladite Couronne qui sera en paix, ne les rendra point confisquables, s'il en a été chargé avant la fin du délay ci-aprés marqué, lequel délai sera de six semaines aprés la declaration de la Guerre, entre Thesoudinghs & Naz en Norvege, de deux mois entre Thesoudings & Tanger, de deux mois & demi dans la Mer Mediterranné, & de huit mois par tout ailleurs. Ainsi les effets des Sujets du Serenissime Roi Tres-Chrêtien, pris sur des Vaisseaux des nouveaux ennemis du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, ne pourront être confisquez sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Proprietaires, à moins qu'ils n'eussent été chargez sur lesdits Vaisseaux aprés la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandises de contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes predites, être conduites dans les Ports ennemis: Et reciproquement les effets des Sujets du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, pris sur des Vaisseaux des nouveaux ennemis du Serenissime Roi Tres-Chrestien, ne pourront être confisquez sur ce pretexte, mais seront incessamment rendus aux Proprietaires, à moins qu'ils n'eussent été chargez sur lesdits Vaisseaux aprés la fin des délais ci-dessus dits. Ne pourront néanmoins les Marchandises de contrebande, qui ne seront confisquables pour les causes predites, être conduites dans les Ports ennemis.

IX. Et afin que l'on puisse être dans une entiere seureté, & que les Sujets de l'une & l'autre Couronne n'ayent rien à craindre des Vaisseaux de Guerre;

ANS de J.C. 1677.

leurs Majeſtez feront tres-expreſſes inhibitions & deffenſes à tous Capitaines de Vaiſſeaux, & à tous Armateurs de faire aucun tort ni dommage aux Vaiſſeaux Marchands à peine d'être punis extraordinairement; & ſeront en outre contraints, & par corps, à toute reſtitution & reparation du dommage des Intereſſez.

X. Et pour cet effet les Armateurs ſeront tenus à l'avenir, avant que leur Commiſſion leur ſoit expediée, de donner des cautions ſuffiſantes & ſolvables, n'ayant aucune part dans l'Armement, & qui ſeront receuës pardevant des Juges competans juſqu'à concurrence de quinze cens livres ſterlins, ou ſeize mille cinq cens livres, & s'il y a plus de cent cinquante hommes ſur leur bord, juſqu'à concurrence de trois mille livres ſterlins, ou trente trois mille livres, leſquelles cautions ſeront tenuës ſolidairement avec leſdits Armateurs de tout le tort & dommage qui ſera fait pendant leur cours, ou par eux ou par leurs Officiers ou autres Gens ſous leur charge, contre la teneur du preſent Traité, & de tous autres faits entre leſdits Seigneurs Rois Tres-Chrêtien, & de la Grande Bretagne. Et ſeront en outre leſdits Armateurs caſſez & leurs Commiſſions revoquées, dans leſquelles ſeront toûjours inſerez les noms & la reception de leurs cautions: Et outre ce que deſſus le Vaiſſeau demeurera ſpecialement affecté au payement de tous dommages & interêts.

XI. Le Sereniſſime Roi Tres Chrêtien, & le Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, voulans que reciproquement les Sujets de l'un deſdits Seigneurs Rois ſoient receus & traitez dans tous les Etats de l'autre, auſſi favorablement que ſes propres Sujets; donneront les ordres neceſſaires pour faire rendre bonne Juſtice, par des Juges non ſuſpects & non intereſſez, ſur les priſes qui ſeront faites; & leſdits Seigneurs Rois ordonneront expreſſement que les Sentences qui ont éte renduës ou le ſeront ci-aprés, ſoient pleinement executées ſuivant leur forme & teneur.

XII. Lors que les Ambaſſadeurs ou autres Miniſtres du Roi Tres-Chrêtien, reſidens en la Cour du Roi de la Grande Bretagne, ſe plaindront de l'injuſtice des Sentences renduës ſur les priſes des Vaiſſeaux ou Marchandiſes appartenans aux Sujets dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne nommera au même tems neuf Commiſſaires de ſon Conſeil, dont la Commiſſion ſera ſcellée du grand Sceau, qui connoîtront de l'affaire, & confirmeront ou infirmeront leſdites Sentences; & leſdits Commiſſaires ſeront tenus de s'aſſembler dans un mois, à compter du jour de la plainte, & de rendre leur Jugement trois autres mois aprés: Reciproquement ſi les Ambaſſadeurs ou Miniſtres du Roi de la Grande Bretagne, reſidens en la Cour du Roi Tres-Chrêtien, ſe plaignent de l'Injuſtice des Sentences renduës ſur les priſes faites ſur les Sujets dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ledit Seigneur Roi Tres-Chretien à leur requiſition fera revoir & examiner leſdites Sentences en ſon Conſeil, pour les confirmer ou infirmer, & l'affaire ſera terminée dans quatre mois, à compter du jour de la requiſition.

XIII. Y ayant procez entre ceux qui auront fait la priſe d'une part, & les reclamateurs de l'autre; ſi la ſentence eſt renduë pour la partie qui reclame, elle ſera executée en donnant caution nonobſtant l'apel; ce qui n'aura pas lieu lors que la Sentence aura été renduë contre les reclamateurs.

XIV. Comme il arrive quelquefois que les Vaiſſeaux qui font des priſes en tems de Guerre, traitent tres inhumainement les Maîtres, Pilotes, & Paſſagers des Vaiſſeaux qui ſont pris pour tirer d'eux tel aveu & telle declaration qu'ils ſouhaitent; il a été convenu que leurs Majeſtez défendront de pareils traitemens ſous des peines tres rigoureuſes, & feront punir ceux qui en ſeront convaincus comme ils le meritent, & d'une maniere à intimider les autres. Les Capitaines & Officiers qui ſeront coupables de telles inhumanitez & violences, pour les avoir faites eux-mêmes, ou fait faire, ou ſouffertes, ſeront d'abord caſſez; & ſera en outre procedé contre eux ſuivant l'énormité du délit. Et tout Vaiſſeau pris dont les Matelots & Paſſagers auront été maltraitez, ſera relâché & renvoyé libre avec ſa charge ſans aucune plus ample diſcuſſion en Jugement ou dehors.

XV. A été auſſi convenu que l'on punira tres-ſeverement ceux qui prennent des Commiſſions des ennemis de l'un deſdits Seigneurs Rois pour faire des priſes ſur ſes Sujets.

XVI. Finalement, que le preſent Traité ſera agréé & confirmé le plutoſt que faire ſe pourra, & que l'échange des ratifications ſe fera dans deux mois. A Saint Germain en Laye le vingt-quatriéme Fevrier. 1677.

(L.S.) Arnauld. (L.S.) R. Montagu.

Formulaire des Paſſeports & Lettres de Mer qui doivent être demandées reſpectivement dans les Ports & autres lieux des Etats du Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne par les Vaiſſeaux, Barques & autres Baſtimens, ſuivant la diſpoſition de l'Article cinquiéme, & données par Monſieur le Grand Admiral ou Surintendant de la Navigation, ou par ceux qui ont la Juriſdiction des affaires Maritimes, ou par les Gouverneurs ou Magiſtrats, ou par des Commiſſaires, ou par les principaux Officiers des Bureaux de ſorties.

A tous ceux qui ſes preſentes verront, Salut. Nous Grand
Admiral Nous Commiſſaires prepoſez par Monſieur le Grand Admiral
Nous Gouverneur *ou* Magiſtrat
Nous Commis & Viſiteurs du Bureau de la Ville ou Port
Sçavoir faiſons que NN. Maître ou Patron
du Vaiſſeau appellé comparant
devant nous, a affirmé par ferment ſolemnel que ledit Vaiſſeau, du port de tonneaux ou
environ, ſur lequel maintenant il eſt le Maître *ou* Patron, appartient aux Sujets du Sereniſſime & Tres-Puiſſant Roi de la Grande Bretagne. Ainſi Dieu lui ſoit en aide.

Et comme nous verrions volontiers ledit Maître ou Patron de Vaiſſeau aidé dans ſes juſtes affaires, nous vous requerons tous en general & en particulier, où le ſuſdit Maître ou Patron avec ſon Vaiſſeau & Marchandiſes arrivera, que vous ordonniez qu'il ſoit receu benignement & humainement traité, & qu'il puiſſe en acquitant les peages & droits accoûtumez, entrer & demeurer dans vos Ports, Rivieres & Domaines, & en ſortir, naviger, trafiquer & negocier, là & où bon lui ſemblera, ce que volontiers nous reconnoitrons. En témoin de quoy nous avons ſigné ces preſentes, & y avons fait appoſer noſtre Sceau. A
le jour
de l'an

CXLVI.

ANS de J.C. 1678.

ANGLETERRE ET PROVINCES UNIES.

Traité d'Alliance defensive entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à à la Haye le* 10. *Janvier*, 1678. Jean Chrétien Lunig. Negotiorum Publicorum Sylloge, pag. 365. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 292.

SErenissimus ac Potentissimus Princeps ac Dominus, Dominus Carolus ejus nominis Secundus, Magnæ Britanniæ Rex seriò perpendens deploratissimum Christiani Orbis statum, ingentemque istam necessitatem, quæ jam urget, ut consilia protinus uniantur, quo belli ruinas longè latéque spargentis, & quod universam pene Europam miserum in modum hodie pervasit, ulterior sistatur progressus; nec non apud se reputans, quàm parùm hactenus valuerint ad generalem pacem procurandam Mediationis, quam ferè per triennium summa cum cura ac solicitudine interposuit, conatus; necesse tandem duxit ad media majoria efficaciæ se recipere, in eumque finem cum *Celsis ac Prapotentibus Dominis Generalibus Fœderati Belgii Ordinibus* arctum Fœdus inire, cujus pondere & momento vicini duo Reges permoveantur reapte consentire Paci; iis pactis & conditionibus, quæ in universum Christiani Orbis commodum possint cedere, præsertim verò in Belgio feliciter restaurando & stabiliendo, quod ut salvum integrumque maneat, tam Majestatis suæ, quam prædictorum Ordinum permagni interest, in quem finem nos infra scripti, juxta facultates hac in causa nobis commissas, quarum apographa in fine præsentium inferentur, nomine & ex parte prædicti Domini Regis, & prædictorum Ordinum Generalium respectivè Deputati in iis, quæ sequuntur, convenimus.

I. Quod prædictus Rex Magnæ Britanniæ & prædicti Ordines Fœderati Belgii sibi invicem adsistent, ac se mutuò tuebuntur summa sua operâ & viribus, quantum fieri potest, maximis, & secundum ea, quaotum ad modum Rationemque ad melius efficiendum: de quibus postea particulatim inter se convenerunt, quo duo Vicini Reges consentiant Generali Paci; His quæ sequuntur Conditionibus.

Quod ad Galliam & Hispaniam attinet, oppida & loca appellata Carolo-Regium, sive Charleroy, Athum, Aldenardum, Cortenacum, Tornacum, Condæum, Valencina, & Fanum S. Guislani Regi Catholico restituantur una cum aliis locis, quæ Galli quocunque deinceps tempore post occupatum jam Fanum S. Guislani in Belgio occupabunt. Comitatus Burgundiæ maneat penes Gallos. Restituent quoque omnia ea oppida & loca, quæ Galli jam aut posterum intra Siciliæ Regnum occupabunt.

Quod ad Galliam & Belgium Fœderatum spectat, singula in Europa hinc inde restituantur.

Et quandoquidem ea, quæ de pacis Conditionibus quoad Imperatorem & Imperium in mandatum accepit Dominus Legatus Extraordinarius Regia Magnæ Britanniæ non adeò dilucidè expressa sunt, ut iis hoc tempore manus ultima imponi possit, neque ea tamen istiusmodi momenti sunt, ut moram huic tractatui facere debeant; præfatus Dominus Legatus in se recepit, recipitque prædicti Regis intentionem eâ de re propius exquirere, & infrascripti promiserunt, promittuntque prædictum Dominum Regem, & prædictos Dominos Ordines præstituros, quod ea de re inter Majestatem suam & prædictos Ordines considerato fœdere, quod inter Imperatorem & Ordines intercedit, & recta ratione æquum justumque existimabitur.

Quod Ducem Lotharingiæ, restituatur Ducatus Lotharingiæ. ANS de J.C. 1678.

Quod ad Sueciam spectat, sit ibi armorum vacatio, donec in singulas pacis conditiones consensum fuerit.

II. In quem finem prædictus Rex Magnæ Britanniæ omnem operam omnemque industriam protinus adhibebit apud Regem Christianissimum ut in optima legitimâque forma solenni Tractatu sibi spondeat atque promittat, se citra omnem, quocunque sub prætextu, vel quacunque de causa exceptionem, vel dispensationem in pacem consensurum atque conventurum, prædictis Conditionibus, si Catholicus Rex induci ac permoveri queat per prædictum Regem Magnæ Britanniæ, ut ex sua parte pariter iisdem conditionibus consentire velit.

III. Pari deinde opera & industria prædictus Rex Magnæ Britanniæ apud Regem Christianissimum contendet, ut in armorum vacationem per spatium trium mensium consentire velit, ut interea temporis prædictus Rex Magnæ Britanniæ sedulo omnique industria ac diligentia operam dare possit apud Regem Catholicum, ut Conditionibus præfatis Consensum adhibere velit.

IV. Ut verò Rex Christianissimus nulla justa ratione dictum Armistitium recusare queat, Rex Magnæ Britanniæ se eodem Tractatu obstringit, idque se effecturum, ut æquè & Rex Catholicus prædictis pacis Conditionibus consentiat.

V. Quod Rex Christianissimus à prædicto Domino Rege Magnæ Britanniæ inducetur ac permovebitur, ut prædicto promisso plenam fidem adhibere, atque in eo fiduciam ponere velit, & ut proinde ejus arma inposterum omnino quiescant in Belgio, ita quidem ut si præter omnem spem & expectationem Rex Magnæ Britanniæ nequeat per exhortationes, obtestationesque permovere dictum Regem Catholicum, ante spatium dictorum trium mensium, ut Consensum adhibeat conditionibus sæpe memoratis, & proinde ad media majoris efficaciæ venire necesse sit, nihilominus Rex Christianissimus intra fines & in finibus dicti Belgii sua arma non movebit, aut introducet, sed Rex Magnæ Britanniæ se obstringet, atque in se recipiet, id sese suppleturum, quod necessarium erit, ut Rex Catholicus reapte adstringatur, ut pacem supradictis Conditionibus accipiat, adeoque Regi Christianissimo integrum non erit ullos exercere actus hostiles in dictis Regionibus, neque ullum occupare oppidum, licet sponte sua se dedere velit, nisi Rex Magnæ Britanniæ cesset atque omittat id, quod jam dictum est præstare.

VI. Conventum insuper & conclusum est, quod in Tractatu inter Regem Magnæ Britanniæ & Regem Christianissimum eo modo, quo dictum est, ineundo, prædicti Ordines Fœderati Belgii de omnibus & singulis, quæ à dicto Rege Magnæ Britanniæ versus Regem Christianissimum quovis modo sponderi ac promitti continget, unà & conjunctim cum dicto Domino Rege tenebuntur, atque eo casu se teneri præsentibus declarant, eodem planè modo, ac si eidem Tractatui expresè intervenissent, eundemque subsignassent.

VII. Pari modo prædictus Dominus Rex & prædicti Ordines eodem tempore se applicabunt conjunctim aut separatim prout commodius videbitur, maximis instantiis & conatibus adhibitis ad Regem Catholicum, ut ille pariter prædictis conditionibus pacis consentire velit.

VIII. Et si prædictus Rex Christianissimus in prædictas Conditiones finaliter consentire recusaverit, virtute hujus Fœderis inter prædictam suam Majestatem & prædictos Ordines conventum est, ut illi statim & citra omnem ulteriorem moram conjunctis viribus, quantum fieri potest, maximam operam adhibituri sint, quo Rex Christianissimus adstringatur,

ANS de J. C. 1678.

AVERTISSEMENT.

ANS de J. C. 1678.

APrés l'impreſſion de ce Livre, on s'eſt apperçu que le Traité ſuivant a été omis par mégarde : on a cru qu'il étoit néceſſaire de le donner ici.

ANGLETERRE ET PROVINCES-UNIES.

* CXLVI.

Traité d'Alliance défenſive entre CHARLES II. *Roi d'Angleterre & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas. Fait à Weſtmunſter le* 3. *Mars* 167⅞. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue, Tom. II. pag. 354.

COmme ainſi ſoit, que le Sereniſſime Roi de la Grande Bretagne, outre les engagements étroits, dans leſquels il eſt déja entré avec les Etats Generaux des Provinces-Unies, pour la conſervation des Pays-bas Eſpagnols, & l'appuy des intérêts communs de cette partie de l'Europe, auroit fort deſiré d'entrer en même tems dans une perpetuelle Ligue défenſive avec leſdits Etats, pour la conſervation mutuelle l'un de l'autre, leurs Sujets & Etats contre tous ceux, qui voudroient entreprendre de les attaquer, ou en quelque maniere que ce ſoit les outrager ou moleſter: Et comme leſdits Etats étant de leur part également deſireux d'entrer dans ledit Lien perpetuel, d'un Traité défenſif avec Sa Majeſté, auroient donné pouvoir au Sieur van Beuningen leur Ambaſſadeur auprès de Sadite Majeſté de traiter & conclurre ladite Alliance, Sadite Majeſté ayant nommé pour Commiſſaires de ſa part Meſſieurs Heneage Baron. Finch Grand Chancelier d'Angleterre, Thomas Comte de Danby Grand Treſorier d'Angleterre, Henry Comte d'Arlington Chambellan de la Maiſon du Roi: Henry Coventry Eſcuyer, & Joſeph Williamſon Chevalier, premiers Secretaires d'Etat & des Commandemens de Sadite Majeſté, leſdits Commiſſaires, & ledit Ambaſſadeur, aprés pluſieurs Aſſemblées & Conferences ont en vertu de leurs pouvoirs reſpectifs, Copies deſquels ſont inſerées à la fin de ces préſentes, arrêté & conclu ce qui s'enſuit.

I. Il y aura à l'avenir entre le Roi & ſes ſucceſſeurs Rois de la Grande Bretagne & ſes Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas de l'autre, & leurs Etats & Terres appartenantes, & leurs Sujets reciproquement, une ſincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correſpondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dehors que dedans l'Europe.

II. Deplus il y aura entre Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs Roys de la Grande Bretagne & ſes Royaumes, & leſdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Etats & Terres appartenantes, une Alliance étroite & fidelle Confederation, pour ſe maintenir & conſerver mutuellement l'un l'autre, en la Tranquillité, Paix, Amitié & Neutralité par Mer & par Terre, en la poſſeſſion de tous les Droits, Franchiſes, & Libertez dont ils jouïſſent, ou ont droit de jouïr, ou qui leur ſont acquis, ou qu'ils acquerront par des Traitez de Paix, d'Amitié & de Naturalité, qui ont été faits ci-devant, & qui ſeront faits ci-aprés, conjointement & de commun concert avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Villes, le tout pourtant dans l'étenduë de l'Europe ſeulement.

III. Et ainſi ils promettent, & s'obligent de ſe garantir l'un l'autre, non ſeulement tous les Traitez que S. M. & leſdits Seigneurs Etats Generaux ont déja faits avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, leſquels ſeront exhibez de part & d'autre, avant l'eſchange des Ratifications, mais auſſi tous ceux qu'ils pourront faire ci-aprés, conjointement & de commun concert, & de ſe défendre, aſſiſter & conſerver reciproquement dans la poſſeſſion des Terres, Villes & Places, qui appartiennent preſentement, & qui appartiendront cy-aprés, tant à Sa Majeſté & ſes Succeſſeurs Rois de la Grande Bretagne, qu'auxdits Seigneurs Etats Generaux par leſdits Traitez, en quelque endroit de l'Europe que leſdites Terres, Villes & Places ſoient ſituées, en cas qu'en tout ce que deſſus, Sa Majeſté ou leſdits Seigneurs Etats Generaux viennent à être troublez ou attaquez par quelque hoſtilité ou Guerre ouverte, par qui ou ſous quelque pretexte que ce puiſſe être.

IV. L'obligation reciproque de s'entr'aider & défendre, s'entend auſſi, pour être Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux leurs Pays & Sujets conſervez & maintenus en tous leurs droits, poſſeſſions, immunitez & libertez, tant de Navigation que de Commerce, & autres quelconques, tant par Mer que par Terre, qui ſe trouveront leur appartenir par le droit commun, ou être acquis par des Traitez faits, ou à faire, en la maniere ſuſdite envers & contre tous Rois, Princes, Républiques, ou Etats, en ſorte que ſi au préjudice de ladite tranquillité, Paix, Amitié, ou Neutralité préſente ou future, Sa Majeſté ou leſdits Seigneurs Etats Generaux viennent à être cy-aprés attaquez, ou en quelque autre ſorte que ce ſoit, troublez en la poſſeſſion & jouïſſance des Etats, Terres, Villes, Places, Droits, Immunitez & Libertez de Commerce, Navigation, ou autres quelconques, dont Sa Majeſté ou leſdits Seigneurs Etats Generaux jouïſſent préſentement, ou auront droit de jouïr par le droit commun, ou par les Traitez déja faits, ou qui pourront être faits comme deſſus, Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux en étant avertis & requis l'un par l'autre, feront conjointement tout leur poſſible, pour faire ceſſer le trouble ou hoſtilité, & reparer les torts ou injures qui auront été faites à l'un des Alliez.

V. Et en cas que ladite attaque ou trouble ſoit ſuivie d'une rupture ouverte, celui des deux Alliez, qui ne ſera pas attaqué, ſera obligé de rompre deux mois aprés la premiere requiſition de celui d'entr'eux, qui ſera déja en rupture, durant lequel tems il ſera tous devoirs par ſes Ambaſſadeurs ou autres Miniſtres pour moyenner un accommodement équitable entre l'agreſſeur ou turbateur, & l'attaqué ou troublé, & néanmoins donnera pendant ledit tems puiſſant ſecours à ſon Allié, tel qu'il ſera convenu par des articles ſeparez entre Sa Majeſté & leſdits Seigneurs Etats Generaux, leſquels bien

NB. *Il faut relier ce Carton dans le Tome IV. entre la page* 380. & 381.

ANS de J. C. 1678.

in quibus adhuc sunt militiæ Polonicæ; ista duo Oppida eductis Polonicis militibus restituantur. Et antehac, cum prædicta Oppida in potestatem *Bissarmanorum* redacta sunt, in ipsis quot tormenta fuerint iterum relinquantur, posteà verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum & Incolis prædictorum oppidorum quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant; qui verò manere voluerint ne illis molestia fiat; Et pro *Podoliæ* regione, prout declaratum & expressum est in Sacris Capitulationibus antehac concessis, quando de Limitibus & Confiniis Regionis *Podoliæ* acciderit Controversia quæpiam, ex consensu Gubernatorum constitutis ab utraque parte hominibus & cum Senioribus pro rectis Viris & Habitatoribus utriusque Confinii ad locum euntibus in limite cujusque Ditionis & Confinii esse controversum locum, numero copiosa præstans multitudo testabitur, illo testimonio res definiantur. Descripta Regione *Podoliæ* ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebant oppida & Pagos (etiam si spirituales fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea existentium, tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, constituta & portio pro ipsorum sustentatione sufficienti condonetur ipsis. Et Ipsi & filii ipsorum immunes & exempti & quousque in infidelitate non deprehendentur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Justitiam molestiâ non afficiantur. Et si collectio Liberorum mandabitur, ex ipsis & illorum subditis nemo colligatur, & in oppidis præter illas Ecclesias, quæ in Moscheas & in Templa transformatæ sunt, illis quæ in manibus illarum sunt confirmatæ Ecclesiis nequaquam congestio fiat, & molestia inferatur, & in exercitiis absolutæ suæ Religionis, sicuti reliquis confinianis subditis licitum est, nec molestentur, prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione *Ukrainæ* excelso Imperio parentium *Cosacorum* Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omnino ab illis fiat prætentio & ingestio, sed tantummodo in limitibus *Ukrainæ* sita prope Fluvium *Borysthenem* oppida *Bialacerkeio & Paboloca*, cum in potestate illorum, cumque duo ista Oppida secundum sua antiqua Confinia ab antiquo cum attinentiis & districtibus suis à Regia Majestate mea illis donentur, maneant ibidem in ipsorum potestate & Dominio, attamen ne isto prætentu extra Limites duorum dictorum oppidorum ad palmulum terræ ne se ingerant, neve prætensionem aliquam faciant, & postlhac constituto à Fulgidissima Porta meo Commissario & Regionis *Podoliæ* juxta antiquos suos limites & confinia, & in *Ukrania* prædictorum duorum Oppidorum, quæ maneant in potestate illorum, nempe *Bialacierkieu* & *Paboloz* quoque juxta antiquos illorum limites confinia & limites illorum describantur & constituantur. Et qui propter mercaturam, negotiationem & lucrum cum mercibus, rebus propriæ Regionis in ditionem Imperialem exeunt Mercatores, postquam juxta antiquam normam mercium gabellas solverint ad amussim, contra justitiam & consuetam normam ne molestentur, sicut à Mercatoribus antiquorum Confœderatorum Principum *Characz* non accipitur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne *Characz*, hoc est, tributaria contributio exigatur.

Et cum antehac tempore Pacis illorum Religionis in Civitate *Hierosolymitana* mansiones habere consueverint, juxta veterem formam in quibus ab antiquo sedem habere consuetum sit locis, sedem habentes nullus impedimento sit. Et posthac sine edicto meo Sacrosancto ab Exercitu divina ope defenso & *Crimensibus*, *Ockrakoviensibus*, *Nabazensibus*, *Schyiis* & *Cosaccis*, & *Transylvaniæ* ne militiæ in *Polonicam* Ditionem invehantur, ne hostilitatem agendo populationem exerceant, & è subditis *Poloniæ* quicunque in *Podoliam* venientes habitare voluerint, ne impediantur, sed hac conditione, ut juxta consuetam normam Decimas Legales & alias Contributiones meas solvant, nemo illis sit impedimento, ut cultu terræ vitam sustineant.

Et cum antea singulis annis exhibendo folio meo Imperiali promissa fuerunt nomine muneris 22000. aureorum, Celsissimi Domini *Crimensis Hani* intercessione remissa & condonata fuerint, præter illorum aureorum punctum, Oppidorum *Bialacierkieu* & *Pabolocz*, quæ illis donata sint, omnia puncta antea ad Oppidum *Bucpacz* concessarum ipsis factarum Capitulationum tenore contenta in suo vigore confirmata ut conserventur, diligentia adhibeatur.

Et constitutis ab utrinque Selectis & præstantibus Viris juxta Testimonia Seniorum & protectorum Regionis habitatorum *Podoliæ* & *Ukrainæ* Limites constituantur, Rectores Gubernatores utriusque Partis in extremis Limitibus constitui judicent, & dirimant lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti *Camenicci* illic manserant, cum postea educti & alio translati fuerint, qui velint iterum in Podolia maneant & habitent.

Et cum tempore *Camenecci*, qui manserunt subditi posteà illis aliis traducti Ecclesiæ illorum derelictæ fuerint, & subditis latinis qui tempore capti *Camenecci* illic non manserint, illis qui imposterum *Camenici* manebunt ex Ecclesiis antea concessis & derelictis Ipsis una Ipsa Ecclesia concedatur, & in Oppido *Bar* ex Ecclesiis postquam Moschea constituta fuerit subditis Latinis ibidem morantibus concedatur una solum Ecclesia, si concessa Ecclesia destructa fuerit, juxta antiquam positionem & formam in erectione & ædificatione ipsius impediantur.

Pariter in Oppido *Miedzybor* & *Jazlowick* postquam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus latinis subditis singulæ Ecclesiæ concedantur, si destructæ fuerint, in ipsarum ædificatione & constructione nemo impedimento sit. *Et Dantiscana* naves omni securitate in mari mediterraneo navigantes, postquam juxta consuetam & veterem formam telonia solverint, contra Pacis Jus & Justitiam ne capiantur neve molestentur.

Et Regione *Podoliæ* Bassa Gubernator unus sit, & in *Podolia* Bey & Gubernatores, nec è *Lipkarum* nec ex aliorum *Tartarorum* nationibus eligantur, *Lipka Schyta* nec in *Podolia* nec in loco prope limites collocentur. Et in Sacris antea concessis Capitulationibus, quæ præscriptis hisce conditionibus adversantur puncta demta & reservata sunt, quæ verò conformia sunt in suo pristino vigore confirmantur. Quousque à parte *Regis Poloniæ* & à D. Gubernatoribus & Capitaneis & à subditis ipsius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipsum surtalitiis sitis in confiniis ope divina protectis, & Civitatibus & teliquis subjectis ditionibus meæ Imperialis pagis & locis & villis, nulla omnino ratione invectio & ingestio fiat.

REGIS POLONIÆ Regionibus Fortalitiis, & Civitatibus & teliquis Pagis & Villis à parte Regiæ Majestatis & à Magnis Viziriis & eximiis Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victricibus & *Moldavicis & Dobrycensibus & Scythis Bialogrodensibus & Thenensibus & Borysthenensibus* & aliis Regionibus Polonicæ ditionis nullum damnum inferatur.

In locis transitoriis *Thyræ* & quibuscunque aliis fiat custodia à Gubernatoribus illarum partium, si in custodiendis transeuntibus negligentes & incuria gerentur, deponantur & suis priventur officiis & puniantur, & quod honorarium Celsissimis *Hanis Crimensibus* in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis debito tempore missum hominibus ipsorum redditum & consignatum fuerit, *Hanus Crimensis* quoque amicitiæ & benevolentiæ vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam satisfaciat, & respectum habeat, & nullum damnum qualicunque modo ab *Hano* c-

& Galga Soltano & reliquis *Murfis* Regno Poloniæ inserviut, & quando contra Majestatem Polonam inimicus aliquis insurget; *Hanus* quoque cum Exercitibus *Tartarorum* auxilium ipsi præstet & suppetias ferat. Et quando à Majestate mea bellum ab aliqua parte geretur, & *Hanus* aut *Galga Soltanus* aut *Murfa* cum *Tartarorum* Exercitibus bellum inire deberent, ne per ditionem Poloniæ transeant, ab antiqno per quæ loca transire consueverint, rursus per illa loca transeant. Et post concessionem hujusce S. Capitulationis si *Tartari* aut *Moldavi* quippiam in ditionem Poloniæ invecti populationes exerceant, aut captivos rapiant, quando à Majestate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in ditione mea Imperiali teneri permittatur, & uemo illorum qui huc spectat in Regno Polooiæ vendatur.

Præterea quando verò ex extraneis partibus aliquid, aut aliis bello contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter eat, aut Dux constitutus Exercituum victorum & Palatinis *Vallachia & Moldavia & Transylvania* per contradictionem illis hostibus bellum gerat; Quando ab hoste missus internuntius à Regé Poloniæ auxilium quæret, REX POLONIÆ propter sinceritatem & efficacitatem & executionem Amicitiæ & Correspondentiæ tum erga Solium Imperjale suis Exercitibus & opibus ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab hoste meo missus in ditionem Regni Poloniæ exercitum colligere quærat, illum impediat, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsius & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium hosti meo, abire voluerint, ne sinat eos, neve occultè vel manifestè illis veniam concedat.

Cum *Transylvanicum Regnum* meum sit Aviticum & Hæreditarium cum pluribus *Transilvaniæ & Ungariæ* Regibus, qui huçusque sinceritatem habent, amicitiam exerceant, In partibus qooque *Transilvania* si hostis meus manifeltetur, à *Majestate Polona* nec occultè nec manifestè auxilium præstetur hosti meo. Et si Princeps *Transilvania* aut *Woiewoda Wallachia* & *Muldavia* & alii quippiam culpati transfugiant in Regnum *Polonia*, talis non admittatur, sed propter respectum amicitiæ & correspondentiæ devinctos illos Compedibus ad Solium Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus & Inimico meo sit Inimicus.

Et in præsens & in utroque Domino amicitia crescat; Subditi ditionum Poloniæ per fluvium *Tyra* in portum *Bialogrodensem* merces affluentes aut mercaturas exerceant cum postulatum sit, tales qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes ne impediantur & *Rege Poloniæ* permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, *Woiewoda Muldaviæ* quoque juxta consuetam ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exerceant.

Et aoiea tempore Pacis qui è Polonis in captivitatem rapti sunt, & perseverantes in Chiistianismo, aut transiverint in Mahometismum quando è Polonia venerunt., aliqui, ubicunque illos invenerint in Ditione Imperiali dato Dominis Ipsorum Juramento de pretio Emptionis ubi præstitum constiterit, pluris ne redimantur, Et postquam pretium solutum fuerit, nemo impediat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm si quis ab illis Captivis in Mahometismum conversi fuerint, ne de illis prætensio fiat, sed conserventur in illo eodem statu.

Et post concessionem SS. Capitulationum utrinque qui in captivitatem capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Dominii Parentibus ne egéant, sed literæ permanentes, nulla ipsis molestia, neque opibus ipsorum damnum inferatur, & mercatores utriusque Mari & terra per loca & portus consuetos transeuntes & permanentes, ubieunque morati fuerint juxta consuetam normam solventes telonia quæcunque fuerint ne alia vexatione afficiantur, aut damno in opibus aut mercibus suis.

Et si qui è Mercatoribus Poloniæ in ditinne mea Imperiali mortui fuerint, ne ipsorum quoque merces usurpentur à publico Fisco, sed Societatis Antesignano & principalibus ipsius reddantur, ut ipsi quoque Hæredibus ipsorum reddant.

Et si quis è Mercatoribus utriusque Dominii aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut Emptionis, aut venditionis lites hàbeant, & qualisque alio modo ad Tribunal cum adversario suo sisteretur, ubicunque erit, aut hic aut illic, Judices locorum illorum accuratè & summa Inquisitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & justum postulatum, ut solvatur constringant, nevè permittant, ut contrarietas & resistentia fiat, sed sedulò executioni committant, sed sine probatione debita & legitima Judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque dominii propter alterius debitum molestetur, & si quis molestiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus stipulationum & pecuniæ sine legitima probatione & testimoniis ne molestetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum scripta sunt obligatoriè, & testationis Judicium & Notariorum publicorum legitimæ, solis falsis testimoniis injustæ petitioni & pravis litibus ne fides præstetur, neque quodpiam fiat, & omninò Judices utriusque Dominii adhibita cura & diligentia antequam controversæ rei statum & litis conditionem juxta suam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter si à Latronibus & Grassatoribus cujuspiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque sint inveniant, & summa severitate puniant, & ablata latrocinia Dominis Ipsorum restituantur.

Et venientes Legati propter amicitiam ne cohibeantur, salvè & immuniter possint ire & redire, & quando in confinia venerint, associentur custodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione practicetur.

Et *Silistrienses* & *Bialogrodenses* Confinatii & Portus Telonarii & Decimatores, & Tricesimatores, & quicunque alii è Ministris & servis Dominii mei propter Tricesimatores Dominii utriusque aliis ne permittantur ire trans fluvium *Tura*, & si apud Viatores utriusque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum restituantur Patriæ & libertati, & pastores qui in ditionem Poloniæ accedunt, notificent Judicibus locorum se, & pecora sua elam ne accedant, & Pastorium justum solvant; Tales autem postquam se notificaverint, si quæ pecora ipsorum amittantur, locorum Judices interveniant & & restimant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Posta & in Itinere, ne *Janzeri* aut aliqui equos illorum arripiant, & negociatores & Mercatores post solutionem telonii & consuetorum nihil plus solvere cogantur, & ne illis superfluitates imponantur hucusque, & quod solvere consueverint, illud idem solvant, & nihil insuetum fiat; Et subditi Poloniæ *Armeni & Christiani in Muldavia* & in alia loca Ditionis Imperialis, ut mercaturas suas exerceant, ne clam & per desertas vias veniant, per consueta Mercatoribus itinera si aliquod damnum talibus Mercatoribus in vita & opibus inferatur, puniantur severissimè rei & culpati, & Mercatores sinceri & sine fraude venientes ne vexentur postquam solverint practicatum Teloninm.

Et imposterum sicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Dominii usque ad ultima secula indeficienter permanebunt, ita semper supradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipsis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax & bona Correspondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ suis Centurionibus Palatinis & alia gente Ipsi submissa nihil contra Pacem & concordiam proveniet, quod Juratis Pactis & Articulis immutationem afferre possit, & quamdiu etiam Ipsi honorem Existimationi, Jus Amicitiæ &

Pacis

ANS de J. C. 1678.

Pacis habebunt, etiam *à gloriosa Porta mea Majestatis Imperialis Juramentum adhibeo & protestor per Excelsum Deum Creatorem Cæli & Terræ, & per miracula Mahomet Mustaffa summi Prophetæ (qui est Sol aliorum seculorum, supra quem sit Pax Majestatis Divinæ) protestor, inquam, quod ex Juratis Articulis nec minimum punctum ut transgrediar, nec super ipsis ullum in modum interveniet difficultas ulla, sed quod Pax & unio confirmabitur & stabilietur quantum gloriosi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, ista Capitulationes stabiles & indissolubiles existant, & omnes subditi & dependentes illius Regni perfecta quiete* sub umbra meæ protectionis gaudeant. Sic res sciatis, & fidem huic nobili signo præstetis.

Datum in Campo Danovæ Bassæ, in plenilunio Septembr. Anno 1098.

CXLVIII.

ANS de J.C. 1678.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES UNIES.

Traité d'Alliance entre CHARLES II. *Roi de la Grande Bretagne, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *Fait à la Haye le* 26. *Juillet* 1678. Freder. Leonard Tom. VI. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 480. &c.

QUando Quidem Domini Ordines Generales Fœderati Belgii declaraverunt, quin imò per Literas Domino Regi Christianissimo significaverunt se in Pacis conditiones à Majestate sua oblatas, quatenus eæ ad se spectant, consensisse: quin etiam Catholicam Majestatem quantum ad se iisdem conditionibus assensum præbuisse, paratosque se esse, & in mandatis dedisse iis quos ad conficiendum Pacis negotium Neomagum miserunt Legatis, ut secundùm easdem conditiones, quod ad eorum Rempublicam attinet, cum Legatis Domini Regis Christianissimi, iisque Fœderatorum, quibus idem placeret Ministris, Tractatum concluderent: cum animi perturbatione acceperunt Regis Christianissimi Legatos moram tam salubris tamque desideratæ rei facere, quod negarent Majestatem suam ea quæ Domino Regi Catholico, & Dominis Ordinibus Generalibus restituenda veniunt Oppida restituturam, antequam Domino Regi Sueciæ plenissimè satisfactum, & Majestati suæ restituta sint ea omnia, quæ durante hoc Bello amisit. Domini verò Ordines Generales existimarunt eam Dominorum Majestatis Christianissimæ Legatorum opinionem erroneam adeò esse, ut nullo certo fundamento niti, nullisque Justitiæ rationibus fulciri possit, eamque quàm plenissimè aberrare à verâ Regiæ Majestatis suæ intentione, neque eam passuram tam iniquam gravemque interpretationem declarationis quam Majestas sua fecit. Et cùm Domini Ordines Generales hanc quæ suboriebatur, & Paci moram offerebat, difficultatem Domino Regi magnæ Britanniæ per Legatos suos significârint, rogantes ut Regia sua Majestas tam justam eorum causam probare, omniaque officia circa Regem Christianissimum quæ submovendæ huic remoræ inservire possent, adhibere; aut si in proposito suo Rex Christianissimus persisteret, iis auxilio esse vellet, & Majestas sua Dominis Ordinibus Generalibus declarare fecerit sa in eadem cum iis esse sententia, neque Pacem tam iniquis conditionibus fieri posse: Majestatem etiam suam, si per Regem Christianissimum staret quominus Pax coalesceret, eos omni ope viribusque omnibus tueri paratam esse. Cumque Domini Ordines Generales suis, qui Neomagi sunt Legatis mandaverint, ut quàm iniquè hæc à se peterentur, dictis Dominis Legatis Domini Regis Christianissimi significarent, rogarentque ut dictos Pacis Tractatus adimplere, concludere & signare vellent; neque prædictorum locorum restitutioni moram facerent, usquequo Domino Sueciæ Regi satisfactum, eaque quæ bello amiserat restituta essent, testarenturque se paratos esse Tractatui Pacis finem imponere, & eandem Dominis Ordin. Gen. manere sententiam propositumque perficiendi concludendique dictum Pacis Tractatum, modò Majestati Christianissimæ visum fuerit dicta loca restituere, ex quo Pacis Tractatus ratihabitione, ejusdemque publicatione confirmatus fuerit, neque ei moram amplius facere ob satisfactionem restitutionemque eorum quæ Dominus Rex Sueciæ durante hoc bello amisit, omnemque operam omniaque humanitatis officia circa prædictos Christianissimæ Majestatis suæ Legatos [illegible]e-re ut in id consentire velit, Pacisque negoti[illegible]n ob rem amplius protelare nolit. Conventum est propterea inter Dominum Regem magnæ Britanniæ & Ord. Gen. Fœderati Belgii si omnia prædicta humanitatis officia suo careant successu, & Rex Christianissimus permoveri nequeat ante diem 11. mensis Augusti proximè sequentis declarare & promittere Majestatem suam dicta Oppida restituturam post ratificationem publicationemque dicti Pacis Tractatus, neque ei restitutioni moram fore ob satisfactionem restitutionemque Domini Sueciæ Regis, aliamve quamcumque ob causam, aut post dictam declarationem reipsa restituere dicta loca detrectet, Domino Regi magnæ Britanniæ & Dom. Ord. Un. Belgii bellum contra Regem Christianissimum inituros, gesturos & prosecuturos consiliis, auxiliis, & sub iis quæ sequuntur conditionibus, aliisve de quibus posteà inter se, aut cum aliis qui hoc bello impliciti sunt Principibus mutuo consensu convenerit.

ANS de J. C. 1678.

Quoniam Dominus Rex Christianissimus Domino Regi magnæ Britanniæ tanquam Pacis inter Partes belligerantes Mediatori, non semel significavit se in Pacem cum dictis Partibus belligerantibus æquis conditionibus consensurum, & tamen post plurima mediationis officia exigua spes finiendi belli dictis æquis conditionibus affulserit, Dominus Rex autem magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales Tractatu inter se habito die 26. mensis Julii Ann. 1678. existimaverint orbi Christiano tranquillitatem suam parari posse, si Partibus belligerantibus placuerint hæ conditiones, ut quod ad Galliam & Hispaniam attinet, Oppida & loca appellata Caroloregium, sive Charleroi, Atham, Aldenardum, Corteriacum, Tornacum, Condæum, Valencænum & Fanum Sancti Guislani, Binche & Ducatus Limburgi, &c. cum Bailivatibus, Castellaniis, Territoriis, Gubernationibus, Præfectutis, vulgo Prevostez, cum appertinentiis, dependentiis & annexis omnibus Regi Catholico restituerentur.

Quad ad Imperatorem, Imperium, & Principes Imperii quæ Dominus Rex Christianissimus durante hoc bello occuparat, iisdem Imperatori, imperio, & Principibus Imperii restituerentur, cætera omnia manerent in eo statu in quo tunc erant.

Quod ad Ducem Lotharingiæ spectat, Ducatus Lotharingicus Domino Duci restitueretur eo in statu in quo nunc est; si verò id à Rege Christianissimo obtinere nequiret, eo in statu quo fuit tempore occupationis, & Dominus Rex magnæ Britanniæ, Dominique Ordines Generales eam in rem mutuo Fœdere se obstrinxerunt.

I. Pactum prætereà conventumque est inter prædictos Regem magnæ Britanniæ, & Dominos Ordines Gen. Fœderati Belgii, se omnem omninò operam adhibituros, & viribus quantum fieri potest maximis id acturos, ut Dominus Rex Christianissimus in easdem Pacis conditiones consentiat, neque ante Pacem cum Domino Rege Christianissimo conclusuros, quam iisdem conditionibus assenserit, aliisve de quibus Rex magnæ Britanniæ & Domini Ordines Generales mutuo consensu secundum belli successus convenerint.

II. Pactum prætereterea inter suam Majestatem & Dom:-

ANS de J. C. 1678.

Dominos Ordines Generales se conjunctis viribus quantum fieri potest maximis id acturos ut prædictæ aut aliæ ex consensu Partium conditiones Pacis à Domino Rege Christianissimo obtineantur, & eam in rem Majestatem suam ad minimum collaturam, mari quidem tertiam partem amplius, terrâ vero in Belgio tertiam partem minus earum virium quas Domini Ordines Generales mari vel terra in Belgio collaturi sunt, idque per modum provisionis, dum expectatur propior conventio virium à Majestate suâ Fœderatisque qui hoc bello implicantur involvunturque præstandarum.

III. Conventum est ut exorto inter Majestatem magnæ Britanoiæ & Majestatem Christianissimam bello, in facultate alterutrius Fœderatorum non sit suspendere arma se inter hostemque, sine mutuo utriusque consensu.

IV. Casu vero eveniente ut conventus de Pace Neomagi institutus dissolvatur, & alibi locorum de Pace, aut Treiga, sive Induciis quorumdam annorum Partes inter se agere velint, negotium hoc Pacis aut Treigæ non poterit institui sine alterius Fœderati participatione, & nisi Pars quæ paciscendi animum habet alteri Parti eodem quo sibi tempore procuret facultatem & salvos conductus necessarios solitosque, quibus freta Ministros ad locum Tractatui destinatum tuto mittere possit, & nisi de tempore ad tempus alteri Parti communicet ea omnia de quibus in dicto de Treiga Paceque Tractatu agatur. Nemo vero Fœderatorum in conclusionem prædictæ Pacis aut Treigæ consentire possit, nisi sub conditionibus Art. I. expressis, aliisve de quibus mutuo consensu convenerit, & nisi Fœderatus suus restituatur, quod ad Europam attinet, in possessionem Terrarum, Urbium, & Locorum, quin etiam omnium Jurium Immunitatumque quibus utebatur fruebaturque tempore subscriptionis hujus Tractatus, nisi aliter inter Majestatem suam & Dominos Ordines Gen. convenerit.

V. Si vero Pax inter Dominum Regem Christianissimum, Dominum Regem Catholicum, & Dominos Ordines Generales coalescat, sive iis quas Dominus Rex Christianissimus proposuit, sive iis de quibus hoc Tractatu conventum est conditionibus, ejusservandæ sponsores vindicesque erunt in forma omnium optima, amplissima & securissima, non modo Rex magnæ Britanniæ & Fœderati Ordines, quinimo & omnes Reges Principesque vicini qui existimabunt sua interesse, ut orbi Christiano inconcussa maneat quies, & Belgio sua reddatur constetque secura tranquillitas, in quem finem definietur inter magnæ Britanniæ Regem & Dominos Ordines Generales copiarum militarium numerus, aliaque media quibus utendum erit adversus alterutram Partium quæ temeraverit vel violaverit Pacem, ut injuriam demat & Parti læsæ resarciat.

VI. Pacta hæc conventa omniaque & singula in iis contenta à Domino Rege magnæ Britanniæ atque Dominis Ordinibus Generalibus Uniti Belgii per patentes utrinsque Partis litteras sigillis suis munitas debita & authentica forma inter spatium trium septimanarum proximè sequentium, aut citius, si fieri potest, confirmabuntur, & ratihabebuntur, mutuaque ratihabitionum instrumenta intra prædictum tempus hinc inde extradentur. Actum Hagæ-Comitum 26. mensis Julii 1678.

Signatum erat

(L. S.) Tempel.

(L. S.) W. van Heuckelom.
(L. S.) D. van Wyngaerden.
(L. S.) Gasp. Fagel.
(L. S.) D. van Heyden.
(L. S.) Van Leeuwen.
(L. S.) J. de Mauregnault.
(L. S.) Joan. Baron de Reed.
(L. S.) A. ter Borght.

CXLIX.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Nimégue, le* 10. *Aoust* 1678. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 590. Freder. Leonard. Tom. V.

ANS de J. C. 1678.

LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

LOuis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut. Comme nostre tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte Destrades Mareschal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Estat, & nôtre bien-amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arresté, & signé le dixiéme de ce mois en la Ville de Nimegue avec le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier general des Provinces-Unies des Païs-Bas, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene & premier Noble, & representant la Noblesse dans les Estats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grierman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amys les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, pareillement munis de pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit:

AU nom de Dieu le Createur; A tous presens & à venir, soit notoire, Comme pendant le cours de la Guerre qui s'est muë depuis quelques années entre le Tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, sa Majesté auroit toujours conservé un sincere desir de rendre ausdits Seigneurs Etats sa premiere amitié, & Eux tous les sentimens de respect pour sa Majesté, & de reconnoissance pour les obligations & les avantages considerables qu'ils ont reçus d'Elle & des Roys ses predecesseurs, il est enfin arrivé que ces bonnes dispositions secondées des puissans offices de tres-Haut, tres-Excellent, & tres-Puissant Prince le Roi de la Grand'Bretagne, qui durant ces temps facheux, quand presque toute la Chrestienté s'est trouvée en Armes, n'a cessé de contribuer par ses conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, auroient porté sa Majesté Tres-Chrestienne & lesdits Seigneurs Etats Generaux, Comme aussi tous les autres Princes & Potentats qui se sont interessez dans cette Guerre, à consentir que la Ville de Nimegue fust choisie pour y traiter de Paix, & pour y parvenir sa Majesté tres-Chrestienne auroit nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires le Sieur Comte Destrades Mareschal de France, & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Estat; & le Sieur de Mêmes Chevalier Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils; Et lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hierosme de Beverningh Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier general des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, & premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume d'Haren Grietman du Bildt,

ANS de J. C. 1678.

Bildt, Deputez en leurs Assemblées de la part des Etats d'Hollande, Zelande, &c. Lesquels Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires duement instruits des bonnes intentions de leurs Maistres, se seroient rendus en ladite Ville de Nimegue, où aprés une reciproque communication des pleins pouvoirs dont à la fin de ce Traité les copies sont inserées de mot à mot, seroient convenus des conditions de Paix & d'amitié en la teneur qui ensuit :

I. Il y aura à l'avenir entre sa Majesté tres-Chrestienne & ses Successeurs Roys de France & de Navarre & ses Royaumes, d'une part ; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, d'autre, une Paix, bonne, ferme, fidele & inviolable, & cesseront ensuitte, & seront delaissez tous actes d'hostilité de quelque façon qu'ils soient entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, tant par mer, & autres eaux que par terre, en tous leurs Royaumes, Pais, Terres, Provinces, & Seigneuries, & pour tous leurs Subjets, & Habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient sans exception des lieux, ou des personnes.

II. Et si quelques prises se font de part, ou d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord, depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les autres endroits du monde dans l'espace de huit mois à compter du jour que se fera la poblication de la Paix à Paris, & à la Haye, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre aprés les termes prefix seront portez en compte, & tout ce qui aura esté pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

III. Il y aura deplus entre ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Subjets & Habitans reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle amitié & bonne correspondance tant par mer que par terre en tout & partout, tant dedans, que dehors l'Europe, sans se ressentir des offences ou dommages qu'ils ont reçus, tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

IV. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux, procureront & avanceront fidellement le bien & la prosperité l'un de l'autre par tout support, ayde, conseil, & assistances réelles en toutes occasions & en tout temps, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traitez ou negociations qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à l'autre ; mais les romptont & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tost qu'ils en auront connoissance.

V. Ceux sur lesques quelques biens ont esté saisis & confisquez à l'occasion de ladite guerre, leurs heritiers ou ayans cause de quelle condition ou Religion qu'ils puissent estre jouiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au fisc, engagement, dons en faits, sentences preparatoires ou difinitives données par deffaut & coutumace en l'absence des parties & icelles non ouies, traitez, acords & transactions, quelques renonciations qui ayent esté mises esdites transactions pour exclure de partie desdits biens, ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns biens & droits qui conformément au present Traité seront restituez, ou doivent estre restituez reciproquement aux premiers proprietaires, leurs hoirs & ayans cause, pourront estre vendus par lesdits proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier ; & ensuite les Proprietaires des rentes qui de la part des fiscs seront constituez en lieu des biens vendus ; comme aussi des rentes & actions estans à la charge des fiscs, respectivement pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VI. Et comme le Marquisat de Bergopzom avec tous les droits & revenus qui en dépendent, & generalement toutes les terres & biens appartenans à Monsieur le Comte d'Auvergne Colonel General de la Cavalerie-Legere de France, & qui sont sous le pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ont esté saisis & confisquez à l'occasion de la guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a esté acordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergopzom, ses appartenances & dépendances ; comme aussi dans ses droits, actions, privileges, usances & prerogatives dont il jouissoit lors de la Declaration de la guerre.

VII. Chacun demeurera saisi, & jouïra effectivement des Pais, Villes, & Places, Terres, Isles, & Seigneuries, tant au dedans que dehors l'Europe, qu'il tient & possede à present, sans estre troublé ni inquieté directement ni indirectement de quelque façon que ce soit.

VIII. Mais sa Majesté Tres-Chrêtienne voulant tendre aux Seigneurs Etats Generaux sa premiere amitié, & leur en donner une preuve particuliere dans cette occasion, les remettra immediatement aprés l'échange des Ratifications, dans la possession de la Ville de Mastrict, avec le Comté de Vronof, & les Comtez & Pais de Fauquemont, d'Aalhem & Rolleduc d'Outremeuse, avec les Villages de Redemption, Banc de S. Servais, & tout ce qui dépend de ladite Ville.

IX. Lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent, que toutes choses qui concernent l'Exercice de la Religion Catholique Romaine, & la jouïssance des biens de ceux qui en font profession, seront rétablies & maintenuës sans aucune exception dans ladite Ville de Mastricht & ses dépendances, en l'état & comme elles étoient reglées par sa Capitulation de 1632. & que ceux qui auront esté pourveus de quelques biens Ecclesiastiques, Canonicats, Personnasts, Prevostez, & autres benefices, y demeureront établis, & en jouiront sans aucune contradiction.

X. S Majesté rendant ausdits Seigneurs Etats Generaux la Ville de Mastricht & Pais en dépendans, en pourra faire retirer & emporter toute l'Artillerie, poudres, boulets, vivres, & autres munitions de Guerre qui s'y trouveront au temps de la remise ou restitution d'icelle ; & ceux qu'Elle aura commis à cét éfet, se serviront, si bon leur semble, pendant deux mois, des charrois & batteaux du païs ; auront le passage libre tant par eau que par terre, pour la retraitte desdites munitions ; & leur sera donné par les Gouverneurs, Commandans, Officiers, ou Magistrats de ladite Ville, toutes les facilitez qui dépendent d'eux pour la voiture & conduite desditea Artillerie & Munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de Guerre, & autres qui sortiront de ladite Place, en tirer & emporter les biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des Habitans de ladite Ville de Mastricht & des environs, ni endommager leurs maisons, ou emporter aucune chose appartenant ausdits Habitans.

XI. Tous Prisonniers de Guerre seront délivrez d'une part & d'autre, sans distinction ou reserve, & sans payer aucune rançon.

XII. La levée des Contributions demandée par l'Intendant de la Ville de Mastricht aux Païs qui y sont soûmis, sera continüée pour tout ce qui restera à écheoir jusques à la Ratification du present Traité ; & les arrerages qui resteront seront payez dans l'espace de trois mois aprés le terme susdit, dans des termes convenables, & moyennant caution valable & resseante dans une des Villes de la domination de sa Majesté.

ANS de J. C. 1678.

XIII. Les Seigneurs Etats Generaux ont promis & promettent non seulement de demeurer dans une exacte Neutralité, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Ennemis de la France & de ses Alliez; mais aussi de garentir toutes les obligations dans lesquelles l'Espagne entrera par le Trsité qui interviendra entre leurs Majestez Tres-Chrétienne & Catholique, & principalement celle par laquelle ledit Seigneur Roi Catholique sera tenu de garder cette même Neutralité.

XIV. Si par inadvertance, ou autrement il surviendroit quelque inobservation ou inconvenient au present Trsité de la part de ladite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'Amitié & de la bonne correspondance: mais on reparera promptement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Subjets, ils en seront seuls punis, & chatiez.

XV. Et pour mieux asseurer à l'avenir le commerce & l'amitié entre les Subjets dudit Seigneur Roi, & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a esté accordé & convenu, qu'arrivant cy-aprés quelque interruption d'Amitié, ou rupture entre la Couronne de France, & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné six mois de temps aprés ladite rupture aux Subjets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs éfets, & les transporter où bon leur semblera, ce qui leur sera permis de faire. Comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empéschement, ni proceder pendant ledit temps de six mois à aucune saisie de leurs éfets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XVI. Touchant les prétentions & interests qui concernent Monsieur le Prince d'Orange, dont il a esté traité & convenu separément, par Acte signé cejourd'huy, ledit écrit & tout le contenu d'iceluy sortira éfet, & sera confirmé, accomply, & exécuté selon sa forme & teneur, ni plus ni moins que si tous lesdits points en general, ou chacun d'eux en particulier, étoient de mot à mot inserez en ce present Trsité.

XVII. Et comme sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux reconnoissent les puissans Offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessament par ses conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, il a esté convenu de part & d'autre, que sadite Majesté Britanique, avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le present Traité, de la meilleure forme que faire se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance seront compris de la part dudit Seigneur Roi Tres-Chrêtien, le Roi de Suede, le Duc d'Holstein, l'Evêque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furstemberg, comme interessez dans la presente Guerre. En outre seront compris, si compris ils veulent estre, le Prince & la Couronne de Portugal, le Duc & Seigneurie de Venize, le Duc de Savoye, les Treize Cantons des Ligues Suisses & leurs Alliez, l'Electeur de Bavieres, le Duc Jean Frederic de Brunswik Hanover, & tous Rois, Potentats, Princes, & Etats, Villes, & Personnes particulieres, à qui sa Majesté Tres-Chrêtienne, sur la requisition qu'ils luy en feront, accordera de sa part d'estre compris dans ce Traité.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Generaux, le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le temps de six semaines, à compter depuis l'échange des Ratifications, se declareront d'accepter la Paix, comme aussi les Treize loüables Cantons des Ligues Suisses, & leurs Alliez & Confederez, la Ville d'Embden, & de plus tous Roys, Princes & Etats, Villes & Personnes particulieres à qui les Seigneurs Etats Generaux, sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont de leur part d'y estre compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux consentent que le Roi de la Grande-Bretagne, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à sa Majesté, & audits Seigneurs Etats Generaux leurs promesses & obligations de garantie de l'execution de tout le contenu au present Trsité.

XXI. Le present Traité sera Ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de Ratification seront délivrées de l'un & l'autre en bonne & deuë forme dans le terme de six semaines, ou plutost si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy dequoy Nous Ambassadeurs susdits de sa Majesté, & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, Avons esdits Noms signé ces Presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Nimégue le dixiéme jour du mois d'Aoust mil six cens soixante & dix-huit.

Le Mareschal Destrades.	*H. Beverningk.*
Colbert.	*W. de Nassau.*
De Mêmes.	*W. Haren.*

NOus ayant agréable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les Points & Articles qui y sont contenus & déclarez, Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Subjets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions, & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'obligation, & hypoteque de tous & chacuns nos biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller ny venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aoust l'an de grace mil six cens soixante-dixhuit, & de nôtre Regne le trente-sixiéme.

Signé, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification des Etats Generaux du Traité de Paix.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Nimégue le dixiéme jour du mois d'Aoust 1678. par le Sieur Comte Destrades Maréchal de France, & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chrétien, le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en son Conseil d'Estat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté tres-Chrestienne à l'Assemblée de Nimégue, au nom & de la part de sadite Majesté; Et par le Sieur Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cydevant Conseiller & Tresorier general des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odik Cortgene, &c. Premier Noble, & representant l'ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande, & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de

ANS de J.C. 1678. de Nimégue, en nôtre nom & de nôtre part en vertu de leurs pleins pouvoirs respectifs, Ayans de même veu & examiné la Lettre que nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires ont écrite ausdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de sa Majesté tres-Chrétienne le dix-septiéme jour dudit mois d'Aoust, & la Réponse que lesdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires de sadite Majesté y ont fait le même jour, concernant l'Explication du treziéme Article dudit Traité, comme aussi l'Acte du cinquiéme jour de Septembre de la presente année, par laquelle sadite Majesté a eu agreable l'explication que lesdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires ont donnée sur ledit treziéme Article dudit Traité de Paix, desquels Traités, Lettres, Actes & Pouvoirs la teneur s'ensuit:

AU Nom de Dieu le Createur. A tous presens &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte que les Lettres de Ratification seront delivrées de l'un, & de l'autre en bonne, & deuë forme dans le terme de six semaines, ou plustost si faire se peut, a compter du jour de sa signature, Nous voulans bien donner des marques de nôtre sincerité, & nous acquiter de la parole que nos Ambassadeurs ont donnée pour nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traité, & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits, comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces Presentes, promettans en bonne foy & sincerement le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur, sans jamais aller ny venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy Nous avons fait signer les Presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigné par nôtre Premier Greffier, & y apposer nôtre Grand Sceau. Fait à la Haye le dix-neuviéme jour de Septembre mil six cens soixante-dix-huit.

D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs de Sa Majesté.

LOuis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, SALUT, Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la guerre dont la Chrestienté est à present affligée, & que par les soins, & la Mediation de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrestien: Sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre tres-cher & bien Amé Cousin le Sieur Comte Destrades Marechal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien Amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Estat, & de nôtre bien Amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par l'epreuve avantageuse que Nous en avons fait dans les diverses Ambassades & Employs considerables que Nous leurs avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume; POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs Mareschal Destrades, Marquis de Croissy, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission & Mandement special d'aller en la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez avec tous Ambassadeurs & Ministres de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & de leurs Alliez, tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la guerre; Et pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même authorité que Nous ferions & pourrions faire si Nous y estions presens en Personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special, non contenu en cesdites Presentes. PROMETTANT en foy & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Mareschal Destrades, Marquis de Croissy & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. CAR tel est nôtre plaisir; En tesmoing de quoy Nous avons fait mettre le seel à cesdites Presentes. DONNE a S. Germain en Laye le vingt-troisiéme jour de Decembre, l'an de grace mil six cens soixante & quinze, & de nôtre regne le trente-troisiéme, Signé, LOUIS. *Et sur le reply*, Par le Roy, ARNAULD. Et scelé du grand sceau en cire jaune. ANS de J.C. 1678.

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Pais-Bas: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront; SALUT. Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences, Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrestien, Avons bien voulu y contribuer tout ce qui dépend de Nous, & pour cet effet deputé à ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des Affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nostre Estat, & comme les Sieurs Hierosme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces Unies, Guillaume de Nassau Sei-

ANS de J. C. 1678.

Seigneur d'Odyk Cortgene, &c. premier Noble & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de la Comté de Zelande, & Guillaume d'Haren Grietman du Bildt, Deputé en nôtre Assemblée de la part des Etats d'Hollande, Zelande & Frise, se sont signalez en plusieurs emplois importans pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addresse au maniement des affaires. POUR CES CAUSES, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieur de Beverningk, d'Odyk, & de Haren, commettons ordonnons & deputons par ces Presentes, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, commission & mandement special d'aller à la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté tres-Chrestienne & ses Alliez, munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empeschement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empeschement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix; & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que Nous pourrions faire si Nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de Pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites presentes, PROMETTONS sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement du troisiéme, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée sous nôtre grand sceau, paraphe du President & seing de nôtre premier Greffier, ce quatriéme Janvier de l'an mil six cens soixante & seize. J. BOOTSMA. *Sur le reply*, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Signé, H. FAGEL. Et scellé d'un grand sceau en cire rouge.

Article separé Touchant Monsieur le Prince d'Orange.

LOuis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre tres cher & bien amé Cousin le Sieur Comte Destrades Mareschal de France & Chevalier de nos Ordres, nôtre bien amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Estat, & nôtre bien amé & feal le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des Pleins pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu, arresté & signé le dixiéme de ce mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hierolme de Beverningk Seigneur de Teylingen, curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies de Païs-Bas, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk Cortgene, & premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Pleins pouvoirs, l'Article separé dont la teneur s'ensuit:

ANS de J. C. 1678.

COmme ensuite de la guerre qui depuis quelques années est survenuë entre le Roi Tres-Chrestien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, sa Majesté a fait saisir tous les biens appartenans à Monsieur le Prince d'Orange, tant ladite Principauté que les Seigneuries & Terres scituées en France, & en a donné les revenus à Monsieur le Comte d'Auvergne, qui en jouit encore presentement, & que par la Grace de Dieu la Paix a esté restablie par le Traité conclu ce jourd'huy; Et qu'ainsi tous les fascheux effets de la guerre doivent cesser, sa Majesté a promis audit Sieur Prince & promet par cet Acte separé, qu'immediatement aprés les Ratifications échangées elle fera lever ladite saisie, & fera remettre ledit Sieur Prince dans la possession de ladite Principauté, & des Terres qui luy appartiennent en France, Franche Comté, Charolois, Flandres & autres Païs dependans de la domination de sa Majesté & dans tous ses droits, actions, privileges, usances & prerogatives, au même estat & en la même maniere dont il en joüissoit avant qu'il en eust esté depossedé à l'occasion de la presente guerre. Fait à Nimegue le dixiesme jour du Mois d'Aoust mil six cens soixante-dix huit.

Le Mareschal Destrades.	*H. Beverningk.*
Colbert.	*W. de Nassau.*
De Mesmes.	*W. Haren.*

NOus ayant agreable le susdit Article separé en tous & en chacun des points d'iceluy, l'avons par ces Presentes signées de nôtre main, loüé, approuvé, & ratifié, loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & parole de Roi de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre; En témoin dequoy nous avons signé ces Presentes de nôtre main & à icelles fait apposer nôtre seel. DONNÉ à S. Germain en Laye le dix-huitiéme jour d'Aoust l'an de grace mil six cens soixante dix-huit, & de nôtre regne le trente-sixiéme. Signé LOUIS. Et plus bas, par le Roi, ARNAULD.

Ratification des Etats Generaux de l'Article separé touchant Monf. le Prince d'Orange.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Paix & d'amitié fait & conclu à Nimeguen le dixiéme jour du mois d'Aoust 1678. il ait esté fait de même un Article separé par le sieur Comte Destrades Mareschal de France & Chevalier des Ordres du Roi tres-Chrestien, le sieur Colbert Marquis de Cruissi Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrestienne à l'Assemblée de Nimegue, au nom & de la part de sadite Majesté; & par le sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Treso-

ANS de J. C. 1678.

Tresorier General des Provinces Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble & representant l'Ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, deputez en nostre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimegue, en nostre nom & de nostre part en vertu de leurs pleins pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Article separé touchant Monsieur le Prince d'Orange.

COmme ensuite de la Guerre, &c.

NOUS avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Article separé, l'agréons, approuvons & ratifions par les presentes de mesme que s'il estoit inseré dans le susdit Traité de Paix & d'amitié, promettant de garder, entretenir, & observer inviolablement tout ce qui est contenu en iceluy sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce soit. En foy dequoy nous avons fait signer les presentes par le President de nostre Assemblée, contresigner par nostre premier Greffier, & y apposer nostre grand sceau. Fait à la Haye le dix-neuviéme jour du mois de Septembre 1678.

D. VAN WYNGAERD.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux.

H. FAGEL.

C L.

ANS de J. C. 1678.

LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Commerce, Navigation, & Marine, entre la FRANCE *& les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas. Conclu à Nimégue le* 10. *Aoust.* 1678. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 524. Freder. Leonard. Tom. V.

LOUIS PAR LA GRACE DE DIEU ROI de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes lettres verront; Salut. Comme nostre tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte Destrades Mareschal de France, Chevalier de nos Ordres, nostre bien-amé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat; & nostre bien-amé & féal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé le dixiéme de de ce mois en la Ville de Nimegue, avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Trésorier General des Provinces-Unies des Pays-Bas; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, & premier Noble, & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, pareillement munis de pleins Pouvoirs, le Traité de Commerce, Navigation, & Marine, dont la teneur s'ensuit:

LE Traité de Paix qui a esté conclu ce jourd'hui entre le Roi Tres-Chrêtien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, faisant cesser tous les sujets de mécontement; qui avoient alteré pendant quelque temps, l'affection que sa Majesté a toujours euë pour leur bien & leur prosperité, suivant l'exemple des Rois ses Predecesseurs: Et lesdits Seigneurs Etats Generaux rentrans aussi dans la mesme passion qu'ils ont cy-devant témoignée pour la grandeur de la France, & dans les sentimens d'une sincere reconnoissance pour les obligations, & les avantages considerables qu'ils en ont cy-devant receus, il y a lieu de croire que cette bonne intelligence entre sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats, ne pourra jamais être troublée. Mais comme sa Majesté ne veut rien obmettre de ce qui la peut affermir, & que lesdits Etats Generaux ne souhaitans pas moins de la perpetuer, ont estimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus asseuré moyen que d'établir une libre & parfaite correspondance entre les Sujets de part & d'autre; & pour cet effet regler leurs interests particuliers au fait du Commerce, Navigation, & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens qui pourroient affoiblir la bonne correspondance; Sadite Majesté satisfaisant au desir desdits Etats auroit ordonné le Sieur Comte Destrades Mareschal de France & Chevalier de ses Ordres; le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat; & le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils, ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Assemblée de Nimégue; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Trésorier General des Provinces-Unies; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Cortgene, &c. premier Noble, & representant l'ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande; & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Députez en leur Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, de conferer & convenir en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont coppie est cy-dessous transcrite, d'un Traité de Commerce & Navigation en la maniere qui s'ensuit:

I. Les Sujets de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, joüiront reciproquement de la mesme liberté au fait du du Commerce & de la Navigation dont ils ont joüi de tout temps devant cette Guerre par tous les Roiaumes, Etats, & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres tant sur la Mer, que sur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades, & Eaux douces, sous quelque nom & pretexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de Represailles des Princes & Etats Ennemis desdits Seigneurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de Represailles, ni mesme aller en course avec elles, sous peine d'estre poursuivis & châtiez comme Pirates. Ce qui sera reciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre, dans les Terres de l'obeïssance de Sadite Majesté, & dans les Provinces-Unies, publiées & renouvellées, défenses tres-expresses & tres-précises de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de Represailles, sous la peine susmentionnée qui sera executée severement contre les contrevenans, outre la restitution entiere à laquelle ils seront tenus envers ceux ausquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens qui pourroient survenir par les prises faites par inadvertance ou autrement, & principalement dans les

lieux élnignez, il a été convenu & accordé si quelques prises se fnnt de part ou d'autre dans la mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue josques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & jusques à la ligne dans l'espace de dix semaines; & au delà de la ligne, & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la Presente, lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre, aprés les termes préfix; seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque & de Represailles qui pourroient avoit été cy-devant accordées pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles, & n'en pourra estre cy-apres données par l'un desdits Alliez au préjudice des sujets de l'autte, si ce n'est seulement en cas de manifeste deny de Justice, lequel oe pourra estre tenu pour verifié, si la Requeste de celui qui demande lesdites Represailles, n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sor les lieux de la part de l'Etat contre les Sujets duquel elles doiveni etre données, afin que dans le terme de quatre mois, ou plutost s'il se peut; il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de justice qui sera deu.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de sa Majesté être mis en action ou arrest en leurs personnes & biens, pour aucune chose que sa Majesté peut devoir ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, pour les dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Pays de l'obeissance de sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uos avec les autres en toute bonne amitié & correspondance, & joüiront entre eux de la liberté du Commerce & Navigation dans l'Europe en toutes les limites des Pays de l'un & de l'autre de toutes sortes de Marchandises & denrées dont le Commerce & le Transport o'est deffendu generalement & universellement à tous, tant sujets qu'Estrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et ponr cet effet les Sujets de sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourroni franchement & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires les Pays, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes personnes indistinctement, achepter, trafiquer & transporter toutes sortes de marchandises dont l'entrée ou sortie & transport oe sera deffendu à tous Sujets de sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, sans que cette liberté reciproque puisse être deffenduë, limitée oo restrainte par aucun privilege, octroy, ou aucune concession particuliere, & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder ou de faire à leurs Sujets des immunitez, benefices, dons gratuits, ou autres avantages pardessus ceox de l'autre ou à leur préjudice, & sans que lesdits Sujets de part & d'autre, soient tenus de payer plus grands, ou autres droits, charges, Gabelles, ou impositions quelconques sur lenrs personnes, biens, denrées, Navires ou frets d'iceux, directement ou indirectement, sous quelque nom, Titre, oo pretexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les navires de guerre de l'un & de l'autre trouveront toûjours les Rades, Rivieres, Ports, & Havres libres & ouverts pour entrer, sortir, & demeurer à l'anchre tant qu'il leur sera necessaire, sans pouvoir être visitées; à la charge neanmoins d'en user avec discretion, & de ne donner aucun sujet de jalousie par un trop long, & affecté sejour ni autrement, aux Gouverneurs desdites Places & Ports, ausquels les Capitaines desdits Navires seront sçavoir la cause de leur arrivée, & de leur séjour.

IX. Les Navires de Guerre de sa Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux de leurs Sujets qui auront été armez en Guerre, pourront en toute liberté conduire les prises qu'ils auront faites sur leurs Ennemis où bon leur semblera, sans être obligez à aucuns droits, soit des Sieurs Admiraux où de l'Admirauté ou d'aucuns autres, sans qu'aussi lesdits Navires, ou lesdites prises, entrans dans les Havres, ou Ports de sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, puissent être arrestez ou saisis, ni que les Officiers des lieux puissent prendre connoissance de la validité desdites prises, lesquelles pourront sortir & étre conduites franchement & en toute liberté aux lieux portez par les Commissions dont les Capitaines desdits Navires de Guerre seront obligez de faire apparoir. Et au contraire ne sera donné azile ui retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des prises sur les Sujets de sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étant entrez par necessité de tempeste, ou peril de la Mer, on les sera sortir le plotost qu'il sera possible.

X. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputez Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donatinn, ou autrement; & leurs Heritiers Sujets desdits Etats demeorans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs Successions, mesme *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aocunes Lettres de Naturalité, sans qoe l'effet de cette Concession leur puisse être contesté ou empesché, sous pretexte de quelque droit ou prerogative des Provinces, Villes, oo Personnes privées. Pourront pareillement, sans lesdites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdirs Seigneurs Etats en toutes les Villes du Royaume pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucuns droits de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obteno Lettres de Naturalité de sa Majesté en bonne forme: Et seront generalement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout, autant favorablement que les Sujets propres & naturels de sa Majesté; & particulierement ne pourront être compris aux Taxes qui pourront être faites sur les Etrangers. Et sera tout ce contenu ao present Article observé au regard des Sujets du Roi dans les Pais de l'obeissance desdits Seigneurs Etats.

XI. Les Navires chargez de l'un des Alliez, passans devant les Costes de l'autre, & relâchant dans les Rades ou Ports, par tempeste ou autrement, ne seront contraiuts d'y décharger, ou débiter leurs Marchandises ou parties d'icelles, ni tenus d'y payer aucuns droits, si non lors qu'ils y déchargeront des Marchandises volontairement & de leur gré.

XII. Les Maistres des Navires, leurs Pilotes, Officiers, & Soldats, Matelots, & autres gens de Mer, les Navires mesmes, ni les Denrées & Marchandises dont ils seroot chargez, ne pourront être saisis, ni arrestez en vertu d'aucun ordre general, ou particulier, de qui que ce soit, ou pour quelque cause, ou occasion qu'il puisse être, non pas mesme sous pretexte de la conservation & défense de l'Etat: Et generalement rien ne pourra estre pris aux Sujets de part & d'autre, que du consentement de ceux à qui il appartiendra, & en payant les choses qu'on desirera d'eux. En quoi toutesfois n'est entendu de comprendre les saisies & arrests faits par ordre & authorité de la Justice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales dettes, contracts, ou autres causes legitimes, pour raison desquelles il sera procedé par voye de droit selon la forme de la justice.

XIII. Tous les Sujets & Habitans de France, & des Provinces-Unies pourront en toute seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec

leurs

ANS de J.C. 1678.

leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent estre les Proprietaires d'icelles, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces, & aussi des Ports, & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui sont déja Ennemis declarez tant de la France que des Provinces-Unies, ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir. Comme aussi les mesmes Sujets & Habitans pourront avec la mesme seureté & liberté naviger avec leurs Vaisseaux, & trafiquer avec leurs Marchandises, sans distinction de qui puissent estre les Proprietaires d'icelles, des lieux, Ports, & Rades de ceux qui sont Ennemis de l'un & de l'autre des parties, ou de l'une des deux en particulier, sans contradiction ou détourbier de qui que ce soit, non seulement à droiture desdites Places ennemies vers un lieu neutre, mais aussi d'une Place ennemie à l'autre, soit qu'elles se trouvent situées sous la Jurisdiction d'un méme Souverain, soit qu'elles le soient sous des divers.

XIV. Ce transport & ce Trafic s'étendra à toutes sortes de Marchandises, à l'exception de celles de Contrebande.

XV. En ce genre de Marchandises de Contrebande, s'entend seulement estre compris toutes sortes d'Armes à feu, & autres assortimens d'icelles, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucices, Cercles poissez, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Mesche, Salpetre, Balles, Piquea, Epées, Morions, Casques, Cuirasses, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de cheval, Fourreaux de Pistolets, Baudriers, & autres assortimens servana à l'usage de la Guerre.

XVI. Ne feront compris dans ce genre de Marchandises de Contrebande les Froments, Bleds, & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni generalement tout ce qui appartient à la nourriture & substentation de la vie, mais demeureront libres comme autres Marchandises & denrées, non comprises en l'article precedent, & en sera le transport permis mesme aux lieux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf aux Villes & Places assiegées, blocquées, ou investies.

XVII. Pour l'execution de ce que dessus, il a été accordé qu'elle se fera en la maniere suivante: Que les Navires & Barques avec les Marchandises des Sujets de sa Majesté étans entrez en quelque Havre desdits Seigneurs Etats, & voulans de là passer à ceux desdita Ennemis, seront obligez seulement de montrer aux Officiers des Havres desdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Passeports, contenans la specification de la charge de leurs Navires attestez, & marquez du scel & seing ordinaire, & reconnus des Officiers de l'Admirauté des lieux d'où ils seront premierement partis, avec la declaration du lieu où ila seront destinez; le tout en forme ordinaire & accoûtumée. Aprés laquelle exhibition de leurs Passeports en la forme susdite, ils ne pourront étre inquietez ni recherchez, detenus ni retardez en leurs Voyages, sous quelque pretexte que ce soit.

XVIII. Il en sera usé de même à l'égard des Navires & Barques Françoises qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeissance desdits Seigneurs Etats, sans vouloir entrer dans les Havres ou y entrans, sans toutefois vouloir débarquer & rompre leurs Charges, lesquels ne pourront étre obligez de rendre compte de leur cargaison, qu'au cas qu'il y eût soubçon, qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XIX. Et audit cas de soubçon apparent, lesdits Subjets seront obligez de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme ci-dessus specifiée.

XX. Que s'ils étoient entrez dedans les Rades, ou étoient rencontrez en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers leurs Subjets, lesdits Navires des Provinces-Unies, pour eviter tout desordre, n'aprocheront pas plus prez des François que de la portée du Canon; & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois hommes seulement, à qui seront montrez les Passeports & Lettres de Mer, par le Maître ou Patron des Navires François, en la maniere ci-dessus specifiée, selon le Formulaire desdites Lettres de Mer, qui sera inseré à la fin de ce Traité; par lesquels Passeports & Lettres de Mer, il puisse apparoir non seulement de sa Charge, mais aussi du lieu de la demeure & residence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens on puisse connoistre s'ils portent des Marchandises de Contrebande, & qu'il apparoisse suffisament, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maître, & Patron, ausquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foi & créance. Et afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere etre falsifiées & contrefaites, seront données de certaines marques & contreseings de sadite Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXI. Et au cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats, se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & denrées de celles qui sont ci-dessus déclarées de Contrebande & défenduës, elles seront déchargées, dénoncées, & confisquées pardevant les Juges de l'Amirauté és Provinces-Unies, ou autres Competans, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres biens, Marchandises & denrées libres & permises retrouvées au meme Navire, puissent étre en aucune façon saisies ni confisquées.

XXII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Subjects de sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fût Marchandises de Contrebande, sera confisqué, avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve; mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchy tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Subjets du Roi tres-Chrétien, encore que la Charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis desdits Seigneurs Etats, sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera, selon ce qui a été disposé aux Articles precedens. Et pour éclaircissement plus particulier de cet Article, il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivans que toutes les deux Parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagées en Guerre, les biens appartenans aux Sujets de l'autre partie, & chargez dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de toutes les deux, ou de l'une des parties, ne pourront étre confisquées aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le Navire ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites Denrées y auront été chargées devant la declaration de la Guerre; mais même quand cela sera fait aprés ladite declaration, pourveu que ç'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à sçavoir, si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusques au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la mer Mediterranée & jusques à la ligne, dans l'espace de dix semaines; & au delà de la ligne, & en tous les autres endroits du Monde, dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la Presente. Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans chargez en ces Navires Ennemis, ne pourront etre confisquez aucunement durant les termes & dans les étenduës susnommées, à raison du Navire qui est Ennemi, ains seront restituez aux Proprietaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles ayent été chargées aprés l'expiration desdits termes. Et pour-

tant

ANS de J.C. 1678.

tant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemy, quoiqu'elles fussent renduës par la susdite raison. Et comme il a été reglé ci-dessus qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette Liberté s'étendra aussi aux Personnes qui se trouveront en un Navire libre; à tel effet que quoi qu'elles fussent ennemies de l'un & de l'autre des parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvans dans le Navire libre, n'en pourront estre tirées, si ce n'est qu'ils fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

XXIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies joüiront reciproquement des mémes droits, libertez, exemptions, en leurs Trafics & Commerce, dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de Sadite Majesté, ce qoi vient d'etre dit que les Sujets de sa Majesté joüiront en ceux desdits Seigneurs Etats & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre. Et méme en cas que ci-aprés lesdits Seigneurs Etats fussent en Paix, Amitié & Neutralité, avec aucuns Rois, Princes & Etats, qui devinssent Ennemis de sadite Majesté, chacun des deux parties devant user reciproquement des mémes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Trafic & le Commerce.

XXIV. Et pour asseurer davantage les Sujets desdits Seigneurs Etats, qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait défenses à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de sa Majesté, de ne les molester ni endommager en aucune chose que ce soit sur peine d'être tenus en leurs personnes & biens, des dommages & interéts soufferts & à souffrir, jusques à la deuë restitution & reparation.

XXV. Et pour cette cause, seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligez chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable pardevant les Juges competans, de la somme de quinze mille livres tournois, pour répondre chacun d'eux solidairement, des malversations qu'ils pourroient commettre en leurs courses, & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers, au present Traité, & aux Ordonnances & Edits de sa Majesté, qui seront publiez en vertu & en conformité de la disposition d'icelui, à peine de déchéance & nullité desdites Commissions & Congez; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fist prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ni rompre les Coffres, Malles, Balles, Bougettes, Tonneaux, & autres Caisses, ou les transporter, vendre, ou échanger, ou autrement alliener, qu'elles n'ayent été décenduës en terre, en la presence des Juges de l'Admirauté; & aprés Inventaire par eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maitre ou Patron du Navire trouvast bon & agréast de livrer lesdites Marchandises de Contrebande audit Capitaine, & de poursuivre son Voyage, auquel cas ledit Maitre ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXVII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traitez dans tous le Pays de son obeïssance aussi favorablement que ses propres Sujets, donnera tous les Ordres necessaires pour faire que les Jugemens & Arrests qui seront rendus sur les prises qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute justice & équité par personnes non suspectes ni interessées au fait dont sera question; & donnera sa Majesté des Ordres précis & efficaces, afin que tous les Arrests, Jugemens, & Ordres de Justice déja donnez & à donner, soient promptement & deuement executez selon leurs formes.

XXVIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux, ou quelque autre de leurs Ministres publics qui seront à la Cour de sa Majesté feront plainte desdits Jugemens qui auront été rendus, sa Majesté fera revoir lesdits Jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & precautions contenus au present Traité, auront été suivis & observez, & pour y faire pourvoir selon la raison; ce qoi sera fait dans le tems de trois mois au plus; & neantmoins avant le premier jugement, ni aprés icelui pendant la révision, les biens & effets qui seront reclamez ne pourront être vendus ni déchargez, si ce n'est du consentement des Parties interessées, pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXIX. Quand procez sera meu en premiere & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Interessez en icelles, & que lesdits Interessez viendront à obtenir un Jugement ou Arrest favorable, ledit Jugement ou Arrest aura son execution sous caution, nonobstant l'Appel de celui qui aura fait la prise, mais non au contraire; & ce qui est dit au present Article, & aux precedens, pour faire rendre bonne & brieve justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites à la Mer par les Sujets de sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de sa Majesté.

XXX. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire construire ou fretter dans le Pays l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce que bon leur semblera, comme aussi achetter telle quantité de Munitions de Guerre qu'ils auront besoin; & employeront leur authorité à ce que lesdits marchez de Navires, & achapts de Munitions se fassent de bonne foi, & à prix raisonnable, sans que sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la méme permission ausdits Ennemis l'un de l'autre, en cas que lesdits Ennemis fussent attaquans, ou aggresseurs.

XXXI. Arrivant que des Navires de Guerre, ou de Marchandises échoüent par tempeste ou autre accident, aux Costes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, appareaux, biens, & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables ont été venduës, le tout estant reclamé par les Proprietaires, ou autres ayans charge & pouvoir d'eux dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procez, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera reglé entre lesdits Alliez pour le droit de Sauvement; & en cas de contravention au present Article, sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux promettent employer efficacement leur authorité pour faire chastier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets qui se trouveront capables des inhumanitez qui ont été quelquesfois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront, & ne souffriront que leurs Sujets reçoivent dans nul des Pays de leur obeïssance aucuns Pirates & Forbans quels qu'il puissent estre; mais ils les feront poursuivre & punir, & chasser de leurs Ports, & les Navires depredez, comme les biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en etre, seront incontinent & sans forme de procez restituez franchement aux Proprietaires qui les reclameront.

XXXIII. Les Habitans & Sujets de costé & d'autre pourront par tout dans les Terres de l'obeïssance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux, se fai-

ANS de J.C. 1678.

se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires, & Solliciteurs que bon leur semblera ; à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis. Et sera permis audits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent etre inquietez ni recherchez.

XXXIV. Ledit Seigneur Roi, comme aussi lesdits Seigneurs Etats Generaux, pourront établir pour la commodité de leurs Sujets Trafiquans dans le Roiaume & Etats l'un de l'autre, des Consuls de la Nation de leursdits Sujets, lesquels jouïront des droits, libertez, & franchises qui leur appartiennent par leur exercice & emploi; & l'établissement en sera fait aux lieux & endroits, où de commun consentement il sera jugé necessaire.

XXXV. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ne permettront point qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre equipé pour la Commission, & pour le service d'aucun Prince, Republique, ou Ville que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres, ou aucunes Rivieres qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre; & en cas que cela arrive, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux emploieront leur authorité & leur force pour en faire faire la restitution, ou reparation raisonnablement.

XXXVI. S'il survenoit par inadvertance ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de sadite Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié, & bonne correspondance; mais on en reparera promptement lesdites Contraventions : & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & chastiez.

XXXVII. Et pour mieux asseurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, il a esté accordé & convenu, Qu'arrivant ci-aprés quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats Generaux desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toujours donné neuf mois de tems aprés ladite rupture aux Sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs éfets, & les transporter où bon leur semblera, ce qu'il leur sera permis de faire; comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs éfets, moins encore l'arrest de leurs personnes.

XXXVIII. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera Vingt-cinq ans, à commencer du jour de la Signature; & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la Signature.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article du present Traité.

LOUIS Comte de Vermandois Admiral de France : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & permission à

Maitre & Conducteur du Navire nommé
de la Ville de
du port de
tonneaux ou environ, estant de present au Port & Havre de de s'en aller à
chargé de aprés que visitation aura esté faite de son Navire, avant que partir sera serment devant les Officiers qui exercent la Jurisdiction des Causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des Presentes; comme aussi de garder & faire garder par ceux de son équipage, les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettra au Greffe le Roole signé & certifié contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des hommes de son équipage, & de tous ceux qui s'embarqueront, lesquels il ne pourra embarquer sans le sceu & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, sera aparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present Congé, & leur sera fidele rapport de ce qui sera fait & passé durant son voyage & portera les Pavillons, Armes, & Enseigne du Roi, & les nostres durant son voyage. En témoin dequoi Nous avons fait apposer nostre seing & le seel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par nostre Secretaire de la Marine, à
le jour
de mil six cens

Signé LOUIS COMTE DE VERMANDOIS,
Et plus bas, Par

Formulaire de l'Acte contenant le Serment.

NOUS
de l'Amirauté certifions que Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus, a presté le serment mentionné en icelui. Fait à la le
jour de mil six cens

Autre Formulaire de Lettres qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront, suivant l'Article susdit.

AUX Serenissimes, tres-Illustres, Illustres, tres-Puissans, Honorables, & Prudens Seigneurs Empereurs, Rois, Republiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourgmaistres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que Seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront : Nous Bourgmaistres & Regens de la Ville de
sçavoir faisons que
Maistre du Navire
comparant devant Nous a declaré de Serment solemnel que le Navire nommé
grand environ
Lastes, sur lequel maintenant il est le Maitre, appartient aux Inhabitans des Provinces-Unies, ainsi Dieu le vouloit aider, & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aidé dans ses justes affaires nous vous requerons tous en general & en particulier, où le susdit Maitre avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement & traiter duëment le souffrant, sur les droits accoutumez des peages frais dans, par, & aupres vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissant naviger, passer, frequenter, & negotier là où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoistrons. En témoin de quoi nous y avons fait apposer le sceau de nôtre Ville.

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs de sa Majesté.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT; Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir, par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrétienté est à present affligée : & que par les soins, & la Mediation de nostre

nostre tres cher & tres amé Frere, le Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir, d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien; Sçavoir faisons que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de nôtre tres cher & bien amé Cousin le sieur Comte Destrades, Maréchal de France & Chevalier de nos ordres, de nôtre bien amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & de nôtre bien amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nos Conseils, par les preuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & emplois considerables, que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs Mareschal Destrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, Commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement special d'aller en la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez, avec tous Ambassadeurs & Ministres de nos tres chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas & de leurs Alliez, tous munis de pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la guerre; & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires, tous trois ensemble ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empeschement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empeschement, en convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront nécessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que Nous ferions & pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore qu'il y eust quelque chose qui requist un mandement plus special, non contenu en cesdites presentes. Promettant en foi & parolle de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs Maréchal Destrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entre eux, en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou par un seul, en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir: Car tel est nostre plaisir. En témoin dequoi Nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites Presentes, Données à saint Germain en Laye, le vingt-troisiéme jour de Decembre l'An de Grace mil six cens soixante & quinze, & de nôtre Regne le trente-troisiéme Signé, LOUIS. *Et sur le reply*, Par le Roi, Arnauld. Et scellées du grand Sceau en cire jaune.

Ensuit la teneur du Pouvoir desdits Sieurs Ambassadeurs Extraordinaires des Seigneurs Etats des Provinces-Unies.

Les Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-bas. A tous ceux qui ces Presentes verront, Salut; Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de la Grande Bretagne, la Ville de Nimegue a esté agréée de toutes les Parties, pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir, d'arrester autant qu'il sera en Nous, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de Nous, & pour cet effet deputé à ladite Assemblée, quelques personnes du corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nostre Etat, & comme les Sieurs Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, ci-devant Conseiller & Tresorier general des Provinces-Unies, Guillaume de Nassau Seigneur d'Oyk, Cortgene &c. Premier noble & representant l'ordre de la Noblesse, dans les Estats & au Conseil de la Comté de Zelande: & Guillaume de Haren, Grietman du Bildt Deputez en nostre assemblée de la part des Estats d'Hollande, Zelande & Frise, se sont signalez en plusieurs employs importans pour nostre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & adresse au maniment des affaires. Pour ces causes, & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de Beverningk, d'Odyk & de Haren, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement special d'aller à la Ville de Nimegue, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçus & agréez, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrestienne & ses Alliez, munis de pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble ou deux en cas de l'absence de l'autre part maladie ou autres empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negotier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de pouvoir & mandement plus special non contenu dans cesdites Presentes, Promettons sincerement & de bonne foi d'avoir pour agreable, ferme & stable tout ce que par lesdits Sieurs Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence ou d'autre empêchement du troisiéme, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura esté stipulé, promis & accordé & d'en faire expedier nos Lettres de ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nostre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand sceau, paraphé du President, & seing de nôtre premier Greffier, ce quatriéme Janvier de l'an mil six cens soixante-seize.

Signé, J. Bootsma.

Sur le reply, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Signé, H. Fagel.

Et scellé d'un grand sceau de cire rouge.

En foi dequoi Nous Ambassadeurs susdits de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons auxdits noms signé ces Presentes de nos seings ordinaires, & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Nimegue le dixiéme d'Aoust l'an mil six cens septante huit.

(L.S.) Le Maréchal Destrades. *(L.S.) H. Beverningh.*
(L.S.) Colbert. *(L.S.) W. De Nassau.*
(L.S.) De Mesmes. *(L.S.) W. Haren.*

Nous

ANS de J.C. 1678.

NOUS ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points & Articles qui y sont contenus & declarez ; Avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parolle de Roy sous l'obligation, & hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder, observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre scel. Donné à S. Germain en Laye le dix huitiéme jour d'Aoust l'an de grace mil six cens soixante dix-huit. Et de nôtre Regne le trente-sixiéme. Signé LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Article separé touchant l'Imposition des cinquante sols par Tonneau sur les Navires Etrangers sortans des Ports de France.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, salut. Comme nostre Tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte Destrades Mareschal de France, & Chevalier de nos Ordres ; nôtre bien Amé & Feal le Sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller Ordinaire en nostre Conseil d'Etat ; & nostre bien Amé & Feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en nos Conseils, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins pouvoirs que Nous leur en avions donnez, auroient conclu arresté & signé le dixieme de ce mois en la Ville de Nimégue avec le Sieur Hierôme de Beverningk Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Université à Leyden, cy-devant Conseiller & Tresorier general des Provinces-Unies des Païs-bas ; le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Corigene & premier Noble & representant la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande : & le Sieur Guillaume de Haren Grietman du Bildt, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, pareillement munis de pleins pouvoirs, l'Article separé dont la teneur s'ensuit :

IL a été stipulé de la part du Roi Tres-Chrestien & consenti par les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas, que l'égalité qui doit estre precisément observée à l'égard des Sujets de l'un & de l'autre avec les naturels, en matiere de droits, charges & impositions, selon l'Article septiéme du Traité de Commerce conclu ce jourd'huy, ne derogera pas à l'imposition des cinquante sols par tonneaux, établie en France sur les Navires estrangers, & que les Sujets des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-bas, seront obligez de la payer comme tous autres estrangers, si ce n'est que sa Majesté sur les remonstrances qui pourroient lui estre faites cy-apres de la part desdits Seigneurs Etats, en les examinant avec cette grande affection par laquelle il plaist à sa Majesté de les honorer, en disposast autrement. Mais seront par sadite Majesté donnez dés à present les ordres necessaires à ce que ladite imposition de cinquante sols ne soit exigée des Navires des Sujets desdites Provinces-Unies qu'une fois par chaque voyage en sortant des Ports de son Royaume & non en entrant, & que lesdits Navires chargez de sel ne payeront que la moitié desdits cinquante sols, à condition que lesdits Seigneurs Etats trouvant à propos de mettre semblable imposition sur des Navires étrangers chez eux (ce qui leur demeurera libre) ne pourront pas exceder au regard des sujets de sadite Majesté, la taxe de ce que les leurs payent en France, demeurant à l'égard de tous autres droits, charge & imposition, presens ou à venir ledit Article septiéme en son entiere force & vigueur sans pouvoir estre limité, ou excedé par aucune autre exception ou restriction que celle qui est exprimée cy dessus.

Lequel Article separé aura pareille force & vigueur que s'il estoit inseré dans le corps du susdit Traité General passé ce jourd'huy. Fait à Nimegue le dixiéme jour d'Aoust 1678.

Le Mareschal Destrades. *H. Beverningk.*
Colbert. *W. de Nassau.*
De Mêmes. *W. Haren.*

NOus ayant agreable le susdit Article separé en tous & un chacun des points d'iceluy ; l'Avons par ces Presentes signées de nôtre main, loüé, approuvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions, promettant en foy & parolle de Roi de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse estre. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main & à icelles fait apposer nôtre Scel. DONNE' à S. Germain en Laye le dix huitiéme jour d'Aoust l'an de grace 1678. & de nôtre Regne le trente-sixiéme. Signé, LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification des Etats Generaux du Traité de Commerce.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront : Salut. Comme ainsi soit que le dixiéme jour du mois d'Aoust mil six cens soixante & dixhuit, il ait esté fait & conclu à Nimegue un Traité de Commerce, Navigation, & Marine, par le Sieur Comte Destrades Mareschal de France, & Chevalier des Ordres du Roi Tres-Chrestien, le Sieur Colbert Marquis de Croissy Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & le Sieur de Mêmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en ses Conseils, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrestienne à l'Assemblée de Nimegue, au nom & de la part de sadite Majesté ; & par le Sieur Hierôme de Beverningk, Seigneur de Teylingen, Curateur de l'Universite à Leyden, cydevant Conseiller & Tresorier General des Provinces-Unies, le Sieur Guillaume de Nassau Seigneur d'Odyk, Corigene & premier Noble, & representant l'ordre de la Noblesse dans les Etats & au Conseil de Zelande, & le sieur Guillaume de Haren Grietman du Bilt Deputez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, Zelande & Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Nimegue en nôtre Nom & de nôtre part, en vertu de leurs Plein-pouvoirs respectifs, desquels Traité & Pouvoirs la teneur s'ensuit :

LE Traitté de Paix qui a esté conclu, &c.

Et d'autant que le contenu dudit Traitté porte que les Ratifications d'iceluy seront données en bonne forme, & échangées de part & d'autre dans l'espace de six semaines, à compter du jour de la signature, Nous voulans bien donner des marques de nôtre sincerité & Nous acquiter de la parole que nosdits Ambassadeurs ont donnée pour Nous, Nous avons agreé, approuvé, & ratifié ledit Traitté, & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcripts ; comme Nous l'agréons, approuvons, & ratifions par ces presentes : Promettans en bonne foy & sincerement, le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon la forme & teneur, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte ou maniere que ce soit ; en foy de quoy Nous avons fait signer les Presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre premier Greffier, & y apposer nôtre

ANS de J.C. 1678.

grand Seau. Fait à la Haye le 19. jour de Septembre. 1678.

Signé, *D. van Wyngaerd.*

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux,
H. Fagel.

C L I.

ANS de J.C. 1678.

La France l'Espagne et les Provinces-Unies.

Traité fait & passé entre les Commissaires deputez de la part de LOUIS XIV. *Roi de France & ceux aussi Deputez de la part de* CHARLES II. *Roi d'Espagne, & des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas, concernant la maniere selon laquelle les Troupes des Armées & Garnisons de part & d'autre auront à vivre entre elles esdits Pays-bas, en attendant que les Ratifications du Traité de Paix ayent esté échangées. Du dixneufiéme Aoust.* 1678. Freder. Leonard. Tom. IV. Act. & Negotiations de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 672.

AYant esté trouvé necessaire de regler en attendant la ratification de la Paix, la maniere en laquelle les Troupes auront à vivre au Pays-bas pour éviter tous actes d'hostilité qui la pourroient troubler, & soulager les peuples de part & d'autre, il a esté convenu par les soussignez, ensuite de leurs pouvoirs respectifs, de ce qui ensuit.

Que le lendemain de la ratification du present Traité, tous actes d'hostilité cesseront entre les Armées, & qu'en consequence de cela, dés le lendemain de ladite ratification, les deux Armées se retireront des environs de Mons.

Que l'Armée du Roi Tres-Chrétien marchera vers Gevries, ou Merbepotene, & celle que commande M. le Prince d'Orange au delà de la Haye du Rœux vers Nivelle.

Que neanmoins les Troupes qui ont formé le Blocus de Mons sous le commandement de Monsieur du Montal & de Monsieur de Quincy ne se retireront pas le même jour; mais seulement deux jours apres la ratification du present Traite qui sera le lendemain que les deux Armées auront marché, & jusques à ce que ledit Blocus soit levé, l'Armée commandée par M. le Prince d'Orange, pourra rester dans le meme campement susdit.

Que la Ville de Mons demeurera ensuite dans une pleine & entiere liberté, que toutes sortes de personnes, vivres, & marchandises y entreront, & sortiront, en la même maniere qu'il se pratique dans les autres Villes qui sont sous l'obeissance d'Espagne.

Qu'à l'égard des Garnisons, six jours aprés la ratification du present Traité, ou plutôt s'il se peut, c'est à dire aussitot que les Convois pourront arriver dans chaque Place, les Partis, ni Détachemens ne courront plus sur les Terres & Pays les uns des autres, & demeureront les Troupes & Armées de chaque Couronne, dans l'étendue des terres & Pays qui sont presentement sous l'obeïssance de chaque Couronne.

Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre depuis le jour de la Ratification du present Traité, seront rendus sans rançon, même les chevaux, bestiaux, & equipages, marchandises, & autres choses generallement quelconques.

Que comme lors de l'execution du Traité de Paix, ou entre ci- & ledit tems, il peut être necessaire aux Troupes d'une Couronne, ou des Alliez, de passer sur les Terres & Pays appartenans presentement à l'autre, il demeurera libre de part & d'autre de le faire, seulement pour la communication des Places des Pays-bas, ou pour en sortir, en ne prenant dans lesdites Terres & Pays, que le simple fourage, & n'y séjournant qu'autant qu'il se pratique dans les marches ordinaires des Troupes.

ANS de J.C. 1678.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du present Traité, il sera libre à tous Sujets de chacune des Couronnes, comme aussi de Messieurs les Etats Generaux, d'aller, & venir sans aucun passeport sur les Terres & Pais appartenans presentement à la Couronne, ou Etat, dont ils sont Sujets; & qu'il ne sera plus besoin de passeport; que pour aller des Terres presentement appartenantes à une Couronne, ou Etat, sur celles qui appartiennent presentement à l'autre.

Qu'à commencer de six jours aprés la Ratification du present Traité, les Troupes & Armées de chaque Couronne vivront sur les Terres & Pays dont chacune est presentement en possession, sans fourager sur les Terres des uns des autres; bien entendu que par le mot de possession, on ne veut pas comprendre, ni faire passer pour droit de possession, les passages ni les sejours que les Armées ou Partis ont faits, ou font presentement dans les lieux où elles sont, ou ont esté.

Qu'à commencer du jour de la Ratification du present Traité, toutes demandes extraordinaires de contributions, vaches, pionniers, charrois, cesseront de part & d'autre sur les Terres des uns des autres, ne demeurant libre à chacun de faire de pareilles demandes, suivant les necessitez occurrentes, que sur les Terres dont chacun est en possession.

Que pour ce qui reste deub des Contributions de l'année qui échéra au 16 Octobre prochain, par les Terres & Pays qui sont actuellement soûmis ausdites Contributions, l'on continuëra de les exiger de part & d'autre, seulement par les voyes dont il sera convenu par Messieurs le Plenipotentiaires à Nimégue.

Que si, contre toute apparence, il survenoit quelque difficulté au regard de l'observation du present Accord, soit en tout ou en partie, ella sera adjustée à l'amiable par les Generaux, ou ceux qui seront authorisez à cet effet; sans que pour ce sujet cet accord soit alteré, ou qu'il soit permis de recourir à la force.

De tout ce que dessus sont respectivement convenus les soussignez Deputez, & ont promis d'en fournir demain les Ratifications de M. le Duc de Luxembourg, Pair & Maréchal de France, Capitaine des Gardes-du Cords du Roi Tres-Chrétien, Commandant en chef l'Armée de sa Majesté en Flandre, & de M. le Duc de Villahermosa Gentilhomme de la Chambre de sa Majesté Catholique, Gouverneur & Capitaine General des Pays-bas Catholiques. Fait au Camp prés de Mons ce 19. jour d'Aoust 1678.

ROBERT. F. DE CONTAMOUGEARD.

Nous approuvons, & ratifions tout ce qui est contenu dans le Traité cy-dessus.

MONTMORENCY-LUXEMBOURG.

DUQUE DE VILLAHERMOSA
Conde de Luna.

Le soussigné Deputé des Provinces-Unies à l'Armée authorisé par S. A. M. le Prince d'Orange, approuve le Traité cy-dessus fait en sa presence, & avec sa participation, pour autant qu'il regarde sadite Altesse, & l'Armée & les Troupes de Messieurs les Etats Generaux qui sont sous son commandement.

DE WEEDE.

Son Altesse ayant vû la convention qui est cy-dessus faite, en vertu de l'autorisation qu'elle a donnée, l'approuve & la ratifie par ces presentes. Fait au Camp de Roeulx le 20. Aoust 1678.

G. PRINCE D'ORANGE.

CLII. Tra-

ANS de J.C. 1678.

FRANCE ET ESPAGNE.

CLII.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Espagne, conclu à Nimégue le 17. Septembre.* 1678. Freder. Leonard. Tom. IV. Actes & Négociat. de la Paix de Nimégue. Tom. II. pag. 729.

AU nom de Dieu le Createur, & de la Tres-Sainte Trinité, à tous presens & à venir, soit notoire, Que comme pendant le cours de la guerre qui s'est mue depuis quelques années entre le Tres-Haut, Tres-Excellent & Tres-Puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrétien de France & de Navarre, & ses Alliez, d'une part; Et Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-Puissant Prince Charles II. par la grace de Dieu Roi Catholique des Espagnes & ses Alliez, d'autre; Leurs Majestez n'auroient rien souhaité plus ardemment que de la voir finir par une bonne Paix, & que ce même desir d'arrêter autant qu'il seroit en Elle la desolation de tant de Provinces, les larmes de tant de peuples, & l'effusion de tant de Sang Chrétien, les auroit portez à accorder aux puissans offices de Tres-Haut, Tres-Excellent, & Tres-puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne, d'envoyer leurs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en la Ville de Nimégue; il est arrivé par un effet de la bonté Divine qui s'est voulu servir de la confiance entiere que leurs Majestez ont continué de prendre en la Mediation dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, qu'enfin lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires; sçavoir, de la part de sa Majesté Tres-Chrétienne le sieur Comte Destrades Maréchal de France & Chevalier de ses Ordres; le sieur Colbert Chevalier Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire de son Conseil d'Etat; & le sieur de Mêmes Chevalier Comte d'Avaux, aussi Conseiller en ses Conseils. Et de la part de sa Majesté Catholique le sieur Dom Pablo Spinola Doria Marquis de los Balbases Duc de Sesto, Seigneur de Ginosa, Casalnosetta & Pontecurone, Conseiller de son Conseil d'Etat, & son grand Protonotaire en son Conseil d'Italie; Dom Gaspard de Tebes & Cordoüa Tello, & Guzman Comte de Venazuza Marquis de la Fuente, Seigneur de Lerena de la Maison d'Arrucas des Isles de Guadalupa, & Maralione, Maître perpetuel de la Victoire, Majeur perpetuel & grand Escraivin de la Ville de Seville, Gentil-homme de la Chambre de sa Majesté Imperialle, du Souverain Conseil de Guerre, & son General d'Artillerie; Dom Pedro Ronquillo Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Conseiller de ses Conseils de Castille & des Indes; & Dom Jean Baptiste Cristin Chevalier Conseiller au Conseil supréme de Flandres prés de la personne de ladite Majesté Catholique, & de ses Conseils d'Etat & privé au Païs-bas; en vertu des Lettres & Commissions qu'ils se sont reciproquement communiquez, & dont à la fin de ce Traité les copies sont inserées de mot à mot, se roient convenus & tombez d'accord des conditions reciproques de Paix & d'amitié en la teneur qui ensuit.

Premierement. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme, & durable Paix, confederation, & perpetuelle alliance & amitié entre les Rois Tres-Chrétien & Catholique, leurs enfans nez & à naistre, leurs hoirs, successeurs & heritiers; leurs Royaumes, Etats, Païs & sujets, qu'ils s'entr'aimeront comme bons freres, procurans de tout leur pouvoir le bien, l'honneur, & reputation l'un de l'autre, évitans de bonne foi tant qu'il leur sera possible le dommage l'un de l'autre.

II. Ensuite de cette bonne réunion la cessation de toute sorte d'hostilitez arrestée & signée le 19. jour d'Aoust de la presente année continuera selon sa teneur entre lesdits Seigneurs Rois, leurs Sujets & Vassaux tant par Mer & autres eaux, que par Terre, & generalement en tous lieux où la Guerre se fait par les Armées de leurs Majestez tant entre les troupes & Armées qu'entre les Garnisons de leurs Places; & s'il estoit contrevenu à ladite cessation par prise de Place, ou Places, soit par attaque, ou par surprise, ou par intelligence secrette, & meme s'il se faisoit des Prisonniers ou autres actes d'hostilité par quelque accident imprévu, ou par ceux qui ne se peuvent prévoir contraires à ladite cessation d'hostilitez, la contravention sera reparée de part & d'autre de bonne foi sans longueur ni difficulté, restituans sans aucune diminution ce qui auroit été occupé, & délivrant les prisonniers sans rançon ny payement des dépenses, en sorte que toutes choses soient remises au meme estat où elles estoient audit jour dixneuviéme Aoust que ladite suspension d'Armes fut arrestée & signée la teneur de laquelle se devra observer jusques au jour de l'échange des Ratifications du present Traité.

III. Tous sujets d'inimitiez ou mesintelligences demeureront éteins & abolis pour jamais, & tout ce qui s'est fait & passé à l'occasion de la presente Guerre, ou pendant icelle sera mis en perpetuel oubli, sans qu'on puisse à l'avenir de part ni d'autre directement ni indirectement en faire recherche par Justice ou autrement, sous quelque pretexte que ce soit, ni que leurs Majestez ou leurs Sujets, Serviteurs & adherens d'un côté & d'autre puissent témoigner aucune sorte de ressentiment de toutes les offences & dommages qu'ils pourroient avoir reçus pendant la presente Guerre.

IV. Et en contemplation de la Paix le Roi Tres-Chrétien aussi-tost aprés l'échange des Ratifications du present Traité remettra au pouvoir du Roi Catholique la Place & Forteresse de Charleroi, la Ville de Binche, la ville & Forteresse d'Ath, Oudenarde & Courtrai, avec leurs Prevôtez & Chastellenies, appartenances & dépendances, ainsi qu'elles ont esté possedées par sa Majesté Catolique avant la Guerre de l'année 1667. Toutes lesquelles Villes & Places avoient esté cedées audit Seigneur Roi Tres-Chrétien par le Roi Catholique au Traité signé à Aix-la-Chapelle le deuxiéme May 1668. auquel il a été par le present Traité expressement derogé pour ce qui regarde lesdites Villes & Places, leurs appartenances & dependances, en consequence dequoi ledit Seigneur Roi Catholique rentrera en la possession d'icelles pour en joüir lui & ses successeurs pleinement & paisiblement, à l'exception de la Verge de Menin & de la Ville de Condé, laquelle quoi que ci-devant pretendue par sa Majesté Tres-Chrestienne comme membre de la Chastellenie d'Ath, demeurera neanmoins à la Couronne de France avec toutes ses dependances en vertu du present Traité ainsi qu'il sera dit ci-aprés.

V. Ledit Seigneur Roi Tres-Chretien s'oblige & promet de remettre aussi entre les mains dudit Seigneur Roi Catholique aussi-tost aprés ledit eschange des Ratifications la Ville & Duché de Limbourg avec toutes ses dependances, & le païs d'Outremeuse, la Ville & Citadelle de Gand pareillement avec toutes ses dependances, le Fort de Rodenhus & le Païs de Waes, la Ville & Place de Leuve dans le Brabant, aussi avec ses dependances, la Ville & Place de S. Ghilain de laquelle neanmoins les fortifications seront rasées: & la Ville de Puicerda en Catalogne en l'état où elle se trouve à present, avec leurs Païs, Places, Chateaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Baillages, appartenances, & dependances & annexes, sans y rien reserver ni retenir, pour être possedez par sa Majesté Catholique & ses successeurs ainsi qu'Elle en a joüi avant la presente Guerre.

VI. Lesdits lieux, Villes, Places de Charleroy, Binche, Ath, Oudenarde & Courtray, leurs Baillages, Chastellenies, Gouvernances, Prevôtez, Territoires, Do-

Domaines, Seigneuries, appartenances, dependances & annexes de quelque nom qu'elles puissent être appellées, avec tous les hommes, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivieres, Plat-païs, & autres choses quelconques qui en dependent, demeureront par ledit present Traité de Paix à sa Majesté Catholique, & à ses hoirs, successeurs, & ayans cause, irrevocablement & à toujours, avec les mêmes droits de Souveraineté, proprieté, droits de Regale, Gardienneté & jurisdiction, nomination, prerogatives & preeminences sur les Evêchez, Eglises Catedralles, & Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures & autres quelconques Benefices étans dans l'étenduë desdits Pais, Places & Baillages cedez de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dependans, & tous autres droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Tres-Chrestien, encore qu'ils ne soient icy particulierement enoncez, sans que sa Majesté Catholique puisse être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce soit, de droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, ses successeurs, ou aucuns Princes de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte & occasion qui puisse arriver esdites Souveraineté, proprieté, jurisdiction, ressort, possession & jouissance de tous lesdits Païs, Villes, Places, Châteaux, Terres & Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies & Baillages: ensemble de tous les lieux & autres choses qui en dependent. Et pour cet effet ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien tant pour luy que pour ses hoirs, successeurs & ayans cause, renonce, quitte, cede & transporte, comme lesdits Plenipotentiaires en son nom, par le present Traité de Paix irrevocable ont renoncé, quitté, cedé & transporté perpetuellement & à toujours, en faveur & au profit dudit Seigneur Roi Catholique, ses hoirs, successeurs & ayans cause tous les droits, actions & pretentions, des droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives & preeminences sur les Evesehez, Eglises Cathedrales & autres quelconques Benefices estans dans l'estenduë desdites Places & Pais & Baillages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dependans, & generalement sans rien retenir ni reserver tous autres droits que ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien ou ses hoirs & successeurs ont & pretendent ou pourroient avoir & pretendre pour quelque cause & occasion que ce soit sur lesdits Pays, Places, Châteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, Baillages & sur tous les lieux en dependans comme dit est nonobstant toutes Loix, Coûtumes, & Constitutions faites au contraire, même qui auroient été confirmées par serment, ausquelles & aux clauses derogatoires des derogatoires il est expressement derogé par le present Traité pour l'effet desdites renonciations & cessions, lesquelles vaudront & auront lieu sans que l'expression ou specification particuliere, deroge à la generale ni la generale à la particuliere, & excluant à perpetuité toutes exceptions sous quelques droits, titres, causes ou pretextes qu'elles puissent être fondées; declare, consent, veut & entent ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, que les hommes, Vassaux, & Sujets desdits Païs, Villes & Terres cedées à la Couronne d'Espagne, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dés à present & pour toujours des foy & hommages, services & serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacun d'eux luy avoir faits & à ses predecesseurs Roi Tres-Chrétiens, ensemble de toute l'obeïssance, subjetions & vassalages que pour raison de cela pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien que lesdits foy, hommages & serment de fidelité demeurent nuls & de nulle valeur; comme s'ils n'avoient jamais été faits ni prestez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien fera aussi restituer audit Seigneur Roi Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes ont, ou pourront avoir occupé jusques au jour de la publication de la Paix, en quelques lieux du monde qu'elles soient situées. Comme pareillement sa Majesté Catholique, fera restituer à sa Majesté Tres-Chrestienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armes pourroient avoir occupez durant cette Guerre jusques au jour de la publication de la Paix en quelque lieu qu'elles soient situées.

VIII. La restitution desdites places, ainsi que dit est, se fera par ledit Seigneur Roi Tres Chrétien ou son Ministre reellement & de bonne foy sans aucune longueur ni difficulté, pour quelque cause & occasion que ce soit à celuy ou à ceux qui seront deputez par ledit Seigneur Roi Catholique dans le temps & la maniére qu'il a été cy-dessus dit, & en l'état que lesdites Places se trouvent à present, sans y rien demolir, affoiblir, diminuer, ou endommager en aucune sorte; & sans que l'on puisse pretendre ni demander aucun remboursement pour les Fortifications faites ausdites Places, ni pour le payement de ce qui pourroit être dû aux Soldats & gens de Guerre y étans.

IX. En outre a été arresté que toutes les Procedures, Jugemens & Arrests donnez par les Juges & autres Officiers de sa Majesté Tres-Chrétienne établis dans lesdits Villes & Places dont elle joüissoit en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & cydessus cedez à sa Majesté Catholique, ou par le Parlement de Tournay, pour raison des differens & procez poursuivis tant par les Habitans desdites Villes & de leurs dependances qu'autres, durant le tems qu'elles ont été sous l'obeissance dudit Seigneur Roi Tres-Chrétien, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, tout ainsi qu'ils seroient si ledit Seigneur Roi demeuroit Seigneur & possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourront estre lesdits Jugemens & Arrests revoquez en doute, annullez, ni l'execution d'iceux autrement retardée ou empechée, bien sera loisible aux parties de se pourvoir par revision de la cause & selon l'ordre & disposition des Loix & Ordonnances; demeurans cependant les Jugemens en leur force & vertu sans prejudice de ce qui est stipulé à cet égard par l'Article XXI. du present Traité.

X. Comme les Ministres de sa Majesté Tres-Chrétienne aprés la Paix d'Aix-la-Chapelle ont soûtenu en la Conference de Lille que les Escluses de l'Occident & de l'Orient de la Ville de Nieuport & le Fort in Vierbota étant au bout de l'Escluse d'Occident prés de l'embouchure du Havre du Nieuport, & une partie de celui de Niguven Dame batis sur l'Ecluse de l'Orient, avec les Testes dudit Havre, entretenues par ceux de Furnes, étoient du Territoire & Jurisdiction de la Chastellenie de Furnes, & partant devoient appartenir à sa Majesté Tres-Chrétienne, & les Ministres de sa Majesté Catholique au contraire, que cela n'étoit pas; & quoi que cela fut, que non, qu'il devroit suffire que Sa Majesté Catholique étant Prince Souverain, lors que lesdites Fortifications ont été faites tant au regard de la Chastellenie de Furnes que de la Ville de Nieuport, il a pû incorporer & approprier les susdites parties au Havre & Fortifications de Nieuport, & par ainsi les rendre inseparables d'icelle Ville; il est arresté que les susdites Escluses, & autres parties de la Fortification de Nieuport, cydessus nommées, demeureront à sa Majesté Catholique, ainsi que ladite Ville, sans que sa Majesté Tres-Chrétienne, comme luy appartenant la Ville & Chastellenie de Furnes, ou autrement, y puisse jamais pretendre. Et quand à l'écoulement des eaux de la Chastellenie de Furnes, il sera continué, & Elle en joüira la meme forme & maniere qu'il a été pratiqué jusques à present.

XI. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien retiendra, demeurera saisi, & joüira effectivement de tout le

Comté

Comté de Bourgogne, vulgairement appellé la Franche Comté, & des Villes, Places, & Pays en dépendans, y compris la Ville de Bezançon, & son district, comme aussi des Villes de Valenciennes & ses dépendances, Bouchain & ses dépendances, Condé & ses dépendances, quoy que cy-devant pretendu membre de la Chastellenie d'Ath, Cambray & le Cambresis, Aire, Saint Omer & leurs dépendances, Ypres & sa Chastellenie, Warvick, & Warneton sur la Lys, Poperinghen, Bailleul, & Cassel, avec leurs dépendances, Bavay & Maubeuge avec leurs dependances.

XII. Ledit Comté de Bourgogne, les Villes, Places, & Pays en dépendans, compris la Ville de Bezançon & son district, comme aussi lesdites Villes & Places de Valenciennes, Bouchain, Condé, Cambray, Aire, Saint Omer, Ypres, Warvik & Warneton, Poperingen, Bailleul, Cassel, Bavay, & Maubeuge, leurs Baillages, Chastellenies, Gouvernances, Prevostez, & Territoires, Domaines, Seigneuries, Appartenances, Dépendances, & Annexes, de quelques noms qu'elles puissent être appellées, avec tous les Hommes, Vassaux, Sujets, Villes, Bourgs, Villages, Hameaux, Forests, Rivieres, Plat-pays, Salines, & autres choses quelconques qui en dépendent, demeureront par ledit present Traité de Paix à sa Majesté Tres-Chrestienne, & à ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, irrevocablement, & à toûjours, avec les mesmes droits de Souveraineté, Proprieté, droits de Regale, Patronage, Gardienneté, & Jurisdiction, Nomination, Prerogative, & Preéminence, sur les Evêchez, Eglises Cathedralles, & autres Abbayes, Prieurez, Dignitez, Cures, & autres quelconques Benefices, étans dans l'étenduë desdits Pays, Places, & Baillages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & tous autres Droits qui ont cy-devant appartenu au Roi Catholique, encore qu'ils ne soient particulierement énoncez; sans que sa Majesté Tres-Chrestienne puisse être à l'avenir troublée ni inquietée par quelque voye que ce soit de droit ni de fait par ledit Seigneur Roi Catholique, ses Successeur, ou aucuns Princes de sa Maison, ou par qui que ce soit, ou sous quelque pretexte ou occasion qui puisse arriver esdites Souveraineté, Proprieté & Jurisdiction, Ressort, Possession & Joüissance de tous lesdits Pays, Villes, Places, Chasteaux, Terres & Seigneuries, Prevostez, Domaines, Chastellenies & Baillages; ensemble de tous les lieux & autres choses qui en dépendent: Et pour cet effet, ledit Seigneur Roi Catholique tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, renonce, quitte, cede, & transporte, comme lesdits Plenipotentiaires en son Nom, par le present Traité de Paix irrevocable, ont renoncé, cedé, & transporté perpetuellement & à toûjours en faveur & au proffit dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien, ses Hoirs, Successeurs, & ayans cause, tous les Droits, Actions, Pretentions, droits de Regale, Patronage, Gardienneté, Jurisdiction, Nomination, Prerogatives, & Preeminence sur les Evêchez, Eglises Cathedrales, & autres quelconques Benefices étans dans l'étenduë desdites Places & Pays, & Baillages cedez, de quelques Abbayes que lesdits Prieurez soient mouvans & dépendans; & generalement sans rien retenir ni reserver, tous autres Droits que ledit Seigneur Roi Catholique, ou ses Hoirs & Successeurs, ont & pretendent, ou pourroient avoir & pretendre, pour quelque cause & occasion que ce soit, sur lesdits Pays, Places, Chasteaux, Forts, Terres, Seigneuries, Domaines, Chastellenies, & Baillages, & sur tous les lieux en dépendans, comme dit est, nonobstant toutes Loix, Coûtumes, & Constitutions au contraire; mêmes qui auroient esté confirmées par serment. Ausquelles & aux Clauses derogatoires des dérogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité pour l'éfet desdites renonciations & cessions, lesquelles vaudront & auront lieu, sans que l'expression ou specification particuliere déroge à la generale, ni la generale à la particuliere; & excluant à perpetuité toutes exceptions sous quelques Droits, Titres, cause ou pretexte qu'elles puissent être fondées; declare, consent, veut & entend ledit Seigneur Roi Catholique, que les Hommes, Vassaux, & Subjets desdits Pais, Villes & Terres cedées à la Couronne de France, comme il est dit cy-dessus, soient & demeurent quittes & absous dés à present & pour toûjours, des foy & hommage, service, & serment de fidelité qu'ils pourroient tous & chacuns d'eux luy avoir faites, & à ses predecesseurs Roys Catholiques; ensemble de toutes l'obeïssance, sujetions, & vassalages, que pour raison de ce ils pourroient luy devoir; voulant ledit Seigneur Roi Catholique que lesd. foy & hommage & serment de fidelité, demeurent nuls & de nulle valeur, comme si jamais ils n'avoient esté faits ni prestez.

XIII. Et comme sa Majesté Tres-Chrestienne a declaré par les Conditions qu'Elle a offert pour la Paix, de vouloir la Ville de Charlemont, ou en échange celle de Dinant au choix de sa Majesté Catholique, à condition que sadite Majesté Catholique se chargeroit d'obtenir de l'Evêque de Liege la cession de Dinant, & le consentement de l'Empereur & de l'Empire, sa Majesté Catholique a choisi de retenir la Ville de Charlemont comme auparavant, en consequence s'oblige & promet d'obtenir desdits Sieur Evêque & Chapitre de Liege la cession en forme authentique de ladite Ville de Dinant, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire dans un an, à compter du jour & datte de la Ratification du Traité de Paix qui doit estre fait entre l'Empereur & ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien. En cas que sadite Majesté Catholique ne puisse obtenir lesdites cessions desdits Sieur Evêque & Chapitre de Liege, avec le consentement de l'Empereur & de l'Empire, Elle s'oblige & promet de faire remettre immediatement aprés le terme susdit au pouvoir de sa Majesté Tres-Chrestienne ladite Ville de Charlemont, pour en joüir comme de toutes les autres Places & Païs cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrestien, par les Articles 11. & 12. du present Traité.

XIV. Et pour prevenir toutes les difficultez que les enclaves ont causé dans l'execution du Traité d'Aix-la-Chapelle, & établir pour toûjours la bonne intelligence entre les deux Couronnes, il a esté accordé que le Terres, Bourgs & Villages enclavez dans les Prevostez qui sont cedées ou qui appartenoient déja avant le present Traité à sa Majesté Tres-Chrestienne au delà de la Sambre, seront échangez contre d'autres qui se trouveront plus proches des places; & à la bienséance de sa Majesté Catholique; comme aussi que les Villages de la Verge de Menin qui se trouveront scituez trop prés de Courtray seront échangez contre d'autres qui seront plus proches & à la bienséance de sa Majesté Tres-Chrestienne: Et pareillement que les Villages de la Prevosté de Mons qui se trouveroient si avancez dans le Pais cedé à sa Majesté Tres-Chrestienne en Hainault, qu'ils en interrompissent la communication, seront échangez contre d'autres dépendans des Pais cedez audit Seigneur Roi Tres-Chrétien qui seront plus proches & à sa bienséance de sa Majesté Catholique, & generalement que toutes les Terres qui seront enclavées dans les Païs cedez ou restituez à l'un desdits Seigneurs Roys, seront mutuellement échangées contre d'autres de pareille valeur, bien entendu qu'on puisse convenir desdits échanges.

XV. Il sera deputé des Commissaires de part & d'autre deux mois aprés la publication du present Traité, qui s'assembleront au lieu dont il sera respectivement convenu tant pour proceder ausdits échanges que pour régler les limites entre les Etats, & Seigneurs qui doivent demeurer à chacun desdits Seigneurs

ANS de J.C. 1678.

gneurs Roys par le present Traité dans les Païs-Bas ; comme aussi pour liquider les debtes réelles legitimement hypothequées sur les Terres & Seigneuries cedées ou restituées à l'une ou à l'autre des deux Couronnes, & convenir de la part & portion que chacune d'elles devra payer à l'avenir, & generalement terminer à l'amiable tous les differens qui pourroient se rencontrer en execution du present Traité.

XVI. Quand il surviendroit aux échanges cy-dessusdits des difficultez qui en empêcheroient l'effet, l'on ne pourra de part & d'autre établir des Bureaux pour s'embarasser ni rendre plus difficile la communication des Places qui seront d'une même domination, & les Bureaux qui seront établis ne pourront faire payer les droits que sur les Marchandises, qui sortans d'une domination entreront dans une autre pour y estre consommées, ou pour passer dans des Païs éloignez.

XVII. Lesdits Seigneurs Roys remettans, ou restituans respectivement les Places cy-dessusdites pourront en faire retirer & emporter toute l'artillerie, poudres, boulets, armes, vivres, & autres munitions de guerre qui se trouveront dans lesdites Places au temps de la remise ou restitution d'icelles ; & ceux qu'ils auront commis pour cet effet pourront se servir pendant deux mois des Chariots & Batteaux du Païs, auront le passage libre, tant par eau que par terre pour la retraite desdites munitions, & leur sera donné par les Gouverneurs & Commandans, Officiers & Magistrats des Places & Païs ainsi restituez toutes les facilitez qui dependront d'eux pour la voiture & conduite desdites artillerie & munitions. Pourront aussi les Officiers, Soldats, Gens de guerre, & autres qui sortiront desdites Places en tirer & emporter leurs biens meubles à eux appartenans, sans qu'il leur soit loisible d'exiger aucune chose des habitans desdites Places & du Plat-Païs, ni endommager leurs maisons ou emporter aucune chose appartenante ausdits habitans.

XVIII. La levée des Contributions demandée de part & d'autre aux Païs qui y sont soûmis sera continuée pour tout ce qui restera à écheoir jusques au 16. Octobre prochain & les arrerages qui resteront deubs lors de la susdite Ratification seront payez dans l'espace de trois mois aprés le terme susdit ; & aucune execution ne se pourra faire pour raison de ce pendant ledit temps contre les Communautez redevables, pourveu qu'elles ayent donné bonne & valable caution resseante dans une Ville de la domination de celuy desdits Seigneurs Roys, à qui lesdites Contributions seront deuës.

XIX. Il a esté aussi accordé que la perception des droits dont ledit Seigneur Roi Tres Chrestien est en possession sur tous les Païs qu'il remet ou restitue audit Seigneur Roi Catholique, sera continuée jusques au jour de la restitution actuelle des Places dont lesdits Païs sont dependans, & que ce qui en restera deub lors de ladite restitution sera payé de bonne foy à ceux qui en ont pris les Fermes ; Comme aussi que dans le même temps les Proprietaires des bois confisquez dans les dépendances des Places qui doivent être remises à sa Majesté Catolique rentreront en possession de leurs biens & de tous les bois qui se trouveront sur le lieu, bien entendu que du jour de la signature du present Traité toutes coupes de bois cesseront de part & d'autre.

XX. Tous les Papiers, Lettres, & Documens concernans les Païs, Terres & Seigneuries qui sont cedées & restituées ausdits Seigneurs Roys par le present Traité de Paix, seront fournis & délivrez de bonne foy de part & d'autre dans trois mois aprés que les Ratifications du present Traité auront esté échangées en quelques lieux que lesdits Papiers & Documens se puissent trouver, même ceux qui auroient esté enlevez de la Citadelle de Gand & de la Chambre des Comptes de Lille.

XXI. Tous les Subjets de part & d'autre, Ecclesiastiques & Seculiers seront rétablis, tant en la jouyssance des honneurs, dignitez & Benefices dont ils étoient pourveus avant la guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs biens meubles & immeubles, rentes viageres & a rachat, saisies & occupées depuis ledit temps, tant à l'ocasion de la guerre, que pour avoir suivy le party contraire ; ensemble de leurs droits, actions & successions à eux survenuës, même depuis la guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & revenus perçus & échus dés le saisissement desdits biens immeubles, rentes & benefices jusques au jour de la publication du present Traité.

XXII. Ni semblablement des debtes, effets & meubles qui auront esté confisquez avant ledit jour, sans que jamais les Creanciers de telles debtes & Depositaires de tels effets, & leurs heritiers ou ayans cause en puissent faire poursuite ni en pretendre recouvrement, lesquels rétablissemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront suivy le party contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi en leurs biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXIII. Et se fera led. rétablissement desdits Subjets de part & d'autre, selon le contenu és articles 21. & 22. nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences preparatoires ou deffinitives données par contumace en l'absence des parties, & icelles non ouyes, lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées, avec liberté pleine & entiere ausdites parties de revenir dans les Païs d'où elles se sont cy-devant retirées, pour jouyr en personnes de leurs biens immeubles, rentes & revenus ; ou d'établir leurs demeures hors desdits Païs en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection ; sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer & commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera pour le gouvernement & jouïssance de leurs biens, rentes & revenus : mais non au regard des Benefices requerans residence, qui devront estre personnellement administrez & deservis.

XXIV. Ceux qui auront esté pourveus d'un costé ou d'autre des Benefices estans à la collation, presentation, ou autre disposition desdits Seigneurs Roys, ou autres, tant Ecclesiastiques que Laiques, ou qui auront obtenu provision du Pape de quelques autres Benefices scituez dans l'obeïssance de l'un desdits Seigneurs Roys par le consentement & permission duquel ils en auront jouy pendant la guerre, demeureront en la possession & jouïssance desd. Benefices leur vie durant comme bien & deuëment pourvus ; Sans que toutesfois on entende faire aucun prejudice pour l'avenir aux droits des legitimes Collateurs qui en jouyront & en useront comme ils avoient acoûtumé avant la guerre.

XXV. Tous Prelats, Abbez, Prieurs & autres Ecclesiastiques qui ont esté nommez à leurs Benefices ou pourvus d'iceux par lesdits Seigneurs Roys avant la guerre, ou pendant icelle, & ausquels leurs Majestez estoient en possession de pourvoir ou nommer avant la rupture entre les deux Couronnes, seront maintenus en la possession & jouïssance desdits Benefices, sans pouvoir y estre troublez pour quelque cause ou pretexte que ce soit. Comme aussi en la libre jouïssance de tous les biens qui se trouveront en avoir dependu d'ancienneté, & aux droits de conferer les Benefices qui en dépendent en quelque lieu

que

ANS de J.C. 1678.

que lesdits biens & Benefices se trouvent scituez. Pourvu toutesfois que lesdits Benefices soient remplis de personnes capables, & qui ayent les qualitez requises selon les Reglemens qui estoient observez avant la Guerre. Sans qu'on puisse à l'avenir de part ni d'autre envoyer des Administrateurs pour regir lesdits Benefices, & jouir des fruits, lesquels ne pourront estre perçus que par les Titulaires qui en auront esté legitimement pourvus; comme aussi tous lieux qui ont cy-devant reconnu la jurisdiction desdits Prelats, Abbez & Prieurs en quelques parts qu'ils soient scituez, la devront aussi reconnoistre à l'avenir, pourvu qu'il apparoisse que leur droit est étably d'ancienneté, encore que lesdits lieux se trouvassent dans l'étenduë de la domination du party contraire, ou dependans de quelques Chastellenies, ou Bailliages appartenans audit party contraire.

XXVI. Il a esté convenu, accordé, & declaré qu'on n'entend rien revoquer du Traité des Pyrenées, à l'exception de ce qui regarde le Portugal avec lequel le Roi Catholique est à present en Paix, non plus que du Traité d'Aix la Chapelle, qu'en tant qu'il en aura esté autrement disposé en celuy-cy par la cession des Places susdites, sans que les parties ayent acquis aucun nouveau droit, ou puissent recevoir aucun prejudice sur leurs pretentions respectives en toutes les choses dont il n'est point fait mention expresse par le present Traité; & en consequence tout ce qui a esté stipulé par ledit Traité des Pyrenées touchant les interests de Monsieur le Duc de Savoye, & le Dot de la feuë Serenissime Infante Catherine sera observé, sans que cette expression particuliere puisse nuire ni prejudicier à la stipulation generale faite dans le present Article de l'execution desdits Traitez des Pyrenées & d'Aix la Chapelle.

XXVII. Quoique leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique contribuent tous leur soins pour le rétablissement de la Paix generale, & que le bon acheminement d'un armistice general leur doive faire esperer qu'il sera suivy d'une prompte conclusion de tout ce qui doit asseurer le repos de toute la Chrestienté: neanmoins comme ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien a insisté que ledit Seigneur Roi Catholique s'oblige de ne pouvoir assister aucuns des Princes qui sont presentement en guerre contre la France & ses Alliez, sa Majesté Catholique a promis & promet de demeurer dans une exacte neutralité pendant le cours de cette guerre, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Alliez contre la France, & ses Alliez.

XXVIII. Et comme leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholiques reconnoissent les puissans offices que le Roi de la Grande Bretagne a contribué incessament par ses Conseils & bons avertissemens au salut & au repos public, il a esté convenu de part & d'autre, que sadite Majesté Britannique, avec ses Royaumes, soit comprise nommément dans le present Traité de la meilleure forme que faire se peut.

XXIX. En cette Paix, Alliance, & Amitié de la part de sa Majesté Tres-Chrestienne outre le Roi de Suede avec le Duc de Holstein, l'Eveque de Strasbourg, & le Prince Guillaume de Furstemberg, comme interessez en cette Guerre, seront aussi compris, si compris y veulent estre; Ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la presente Guerre, seront nommez dans six mois aprés l'échange des Ratifications.

XXX. Et de la part de sa Majesté Catholique seront pareillement compris, si compris y veulent estre, ceux qui ne s'étans pas voulu engager ou declarer dans la presente Guerre, seront nommez dans six mois aprés l'echange des Ratifications & tous autres, qui aprés la fin de ladite Guerre seront aussi nommez par ladite Majesté Catholique.

XXXI. Lesdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique consentent que tous Potentats & Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations de garentie de l'execution de tout le contenu au present Traité.

XXXII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix, & de tous les points & Articles y contenus, sera ledit present Traité, publié, verifié, & enregistré en la Cour de Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris. Comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié, & enregistré tant au grand Conseil & autres Conseils & Chambres des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Aragon, le tout suivant & en la forme contenue au Traité des Pyrenées de l'année 1659. desquelles publications & enregistremens seront baillées des expeditions de part & d'autre dans trois mois aprés la publication du present Traité.

Lesquels Points & Articles cy-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont esté traitez, accordez, passez, & stipulez entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roys Tres-Chrestien & Catholique, aux Noms de leurs Majestez; lesquels Plenipotentiaires en vertu de leurs Pouvoirs, dont les copies seront inserées au bas du present Traité, ont promis & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les biens & Etats presens & à venir des Roys leurs Maistres, qu'ils seront inviolablement observez & accomplis, & de leur faire ratifier purement & simplement sans y rien adjoûter, & d'en fournir les Ratifications par Lettres authentiques & scellées, où tout le present Traité sera inseré de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & datte du present Traité, & plutost si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits Noms, que lesdites Lettres de Ratifications ayans esté fournies, ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, le plûtost qu'il se peut, & en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique députer, jurera solemnellement sur la Croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son honneur, d'observer & accomplir pleinement, reellement, & de bonne foy, tous les Articles du contenu au present Traité: Et le semblable sera fait aussi le plûtost qu'il sera possible par ledit Seigneur Roi Catholique, en presence de telle personne ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Tres-Chrestien députer. Et en témoignages desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont souscript le present Traité de leurs Noms, & fait apposer le cachet de leurs Armes. A Nimegue le dixseptieme jour de Septembre mil six cens soixante & dix-huit.

Le Mareschal Destrades. *Pablo Spinola Doria.*
Colbert. *Conde de Benazuza Marques de la Fuente.*
De Mêmes d'Avaux. *Jean Baptiste Christin.*

Pouvoir des Sieurs Ambassadeurs de sa Majesté Tres-Chrestienne.

LOuis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront: SALUT. Comme Nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée; & que par les soins & la mediation de nôtre tres-cher & tres amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimegue a été agréée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrestien, sçavoir fai-

ANS de J. C. 1678.

fuſons ; Que Nous confians entierement en l'experience, la capacité & fidelité de notre tres-cher & bien-amé Couſin le Sieur Comte Deſtrades Mareſchal de France & Chevalier de nos Ordres, de noſtre bien-amé & féal le Sieur Colbert Marquis de Croiſſy Conſeiller ordinaire en nos Conſeils d'Eſtat, & noſtre bien amé & feal le Sieur de Meſmes Comte d'Avaux, auſſi Conſeiller en nos Conſeils, par les épreuves avantageuſes que Nous en avons faites dans les diverſes Ambaſſades & Emplois conſiderables que Nous leur avons confié tant au dedans qu'au dehors de noſtre Royaume; Pour ces Cauſes, & autres bonnes conſiderations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné, & député leſdits Sieurs Mareſchal Deſtrades, Marquis de Croiſſy, & Comte d'Avaux, commettons, ordonnons & députons par ces Preſentes ſignées de noſtre main, & leur avons donné & donnons plein-pouvoir, Commiſſion, & Mandement ſpecial, d'aller dans la Ville de Nimégue en qualité de nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer, ſoit directement, ſoit par l'entremiſe des Ambaſſadeurs Mediateurs, reſpectivement receus & agréez, avec tous Ambaſſadeurs & Miniſtres de noſtre tres-cher & tres-amé Frere & Couſin le Roy Catholique & de ſes Alliez, tous munis de Pouvoirs ſuffiſans; & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differends qui cauſent aujourd'huy la Guerre ; Et pourront nos ſuſdits Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires tous trois enſemble, ou deux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empêchement, ou un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empeſchement, en convenir : & ſur iceux conclure & ſigner une bonne & ſeure Paix ; & generalement faire, negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils eſtimeront neceſſaire pour le ſuſdit effet de la Paix, avec la meſme authorité que Nous ferions ou pourrions faire ſi Nous y étions preſens en perſonne, encore qu'il y euſt quelque choſe qui requiſt un Mandement plus ſpecial non contenu en ceſdites Preſentes. Promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par leſdits Sieurs Marechal Deſtrades, Marquis de Croiſſy, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'abſence de l'autre par maladie ou autre empeſchement, ou par un ſeul en l'abſence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empeſchement, aura été ſtipulé, promis, & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le temps qu'ils auront promis en noſtre Nom de les fournir. Car tel eſt noſtre plaiſir. En témoin dequoy Nous avons fait mettre noſtre Scel à ceſdites Preſentes, Données à Saint Germain en Laye le 23. jour de Decembre l'an de grace mil ſix cens ſoixante & quinze, Et de noſtre Regne le trente-troiſiéme. Signé, LOUIS. *Et ſur le reply deſdites Lettres*, Par le Roy, ARNAULD.

Et ſcellé du grand Sceau de cire jaune.

Poders de los Senores Ambaxaderes de ſu Mageſtad Catolica.

DOn Carlos Segoodo por la gracia de Dios Rey de Caſtilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jeruſalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cardeña, de Cordoua, de Corſega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algezira, de Gibraltar, de las Iſlas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales Iſlas de Tierrafirme, del Mar Occeano, Archiduque de Auſtria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Alpurg, de Flandes, Tirol, y Barcelona, Señor de Viſcaya, y de Molina, &c. No deſſeando otra coſa con mas ardor que de veer apagada y terminada por medio de una buena Paz la preſente Guerra que tanto affige la Chriſtiandad, y aviendoſe por la Mediacion y buenos oficios del Rey de la Grand Bretaña de comun acuerdo de todas las partes Guerreantes, eſcogido y ſeñalado la Villa de Nimega para el congreſſo y tratado de la Paz, y queriendo yo contribuir de mi parte todo lo que de mi depende à eſte buen efecto, he tenido por conveniente nombrar perſonas que en mi nombre ayan de aſſiſtir con toda autoridad y plenipotencia mis al dicho congreſſo, y teniendo conſideracion à la ſufficientia, integridad, prudencia, experiencia, intelligencia y zelo de mi ſervicio que concurren en vos Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbaſes de mi Conſejo de Eſtado, Don Pedro Ronquillo de mis Conſejos de Caſtilla y Indias, y Don Juan Baptiſta Chriſtin de mi Conſejo de Flandes, y por la ſatisfacion que ſiempre me haveis dado en diferentes y grandes negocios que os han ſido encargados, y por vos otros reſpectivamente manejados tendreis attencion al mayor bien de mi ſervicio, os he nombrado por mis Embaxadores y Plenipotenciarios y en virtud de la preſente os doy à todos juntos y à cada uno en particular en auſencia ò incomodidad de qualquiera de voſotros, entero y abſoluto poder para paſſar à la Villa de Nimega, y conferir en ella directamente ò por intervencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Medianeros reſpectivamente recebidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado hermano y primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, que ſpecialmente fueren autorizados y conſtituidos y tuvieren ſuficientes poderes para ello y para tratar de los medios de apagar la preſente Guerra, y para eſte efecto entrar con ellos en negociation, conferir, proponer, conbenir, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable tratado de repoſo y Paz, y generalmente en orden à ella hazer todo aquello que yo miſmo pudiera hazer ſi eſtuviera preſente en perſona, aunque para ello fuere neceſſario alguna orden mas particular de la que en la preſente ſe halla expreſſada, y doy mi fe y palabra Real de tener para ſiempre por firme y valido preciſa y puntualmente ſin falta alguna todo lo que por voſotros Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balſaces; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptiſta Chriſtin mis Embaxadores y Plenipotenciarios, los tres juntos ò por los dos en caſo de auſencia ò enfermedad del uno, ò por uno ſolo en ſemejante caſo de auſencia ò enfermedad de los otros dos, fuere conbenido y capitulo en el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy amado Hermano y Primo el Rey Chriſtianiſſimo y de ſus Aliados, y aſſi miſmo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente ſe ſeñalare, en fè de lo qual mande deſpechar la preſente firmada de mi mano, ſellada con mi ſello ſecreto y refrendada del infraſcripto mi Secretario de Eſtado. Dada en Madrid à tres Deciembre de mil ſeiſcientos y ſententa y cinco.

YO EL REY.

DOM PEDRO COLOMA.

Traduction des Pouvoirs des Sieurs Ambaſſadeurs & Plenipotentiaires de ſa Majeſté Catholique.

D*On Charles Second par la grace de Dieu Roy de Caſtille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jeruſalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordoue, de Corſique, de Murcie, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Iſles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Iſles de Terre ferme, de la Mer Oceane, Archiduc d'Auſtriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, & Milan, Comte d'Aſpurg, de Flandres, Tirol & Barcelone; Seigneur de Biſcaye, & de Molina, &c. Ne deſirans rien avec plus d'ardeur, que de voir appaiſée & terminée au moyen d'une bonne Paix, la preſente Guerre qui afflige ſi fort la* Chreſtien-

Chrestienté : & la Ville de Nimegue ayant été choisie & marquée pour l'Assemblée & Traité de Paix, par la mediation & offices du Roi de la Grand' Bretagne d'un commun accord de toutes les Parties qui sont en Guerre, Et Moy desirant contribuer de ma part tout ce qui dépend de Moy à ce bon effet, J'ay trouvé à propos de nommer des Personnes lesquelles en mon Nom doivent assister avec toute authorité & plein-Pouvoir à ladite Assemblée. Et ayant mis en consideration la suffisance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon service, qui se trouvent en Vous, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbases de mon Conseil d'Etat, Don Pedro Ronquillo de mes Conseils de Castille & des Indes, & Don Jean Baptiste Christin de mon Conseil de Flandres ; & pour la satisfaction que Vous m'avez toujours donnée dans les differentes & importantes Affaires dont Vous avez eu la conduite, & m'asseurant des soins que Vous prendrez du bien de mon service, Je Vous ay nommé pour mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, & en vertu de la Presente, Je Vous donne à tous ensemble & à chacun de Vous en particulier, en l'absence ou incommodité de l'un de Vous, entier & absolu Pouvoir, pour passer à la Ville de Nimégue, & conferer en icelle directement, ou par l'intervention des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs respectivement receus & admis avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher, & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Chrestien, & de ses Alliez, qui seront specialement authorisez & établis, & qui auront pour ce suffisant Pouvoir, & pour traiter des moyens d'appaiser la presente Guerre, & pour cet effet entrer avec eux en negociation, conferer, proposer, convenir, capituler, conclure, & signer un bon, ferme, & durable Traité de repos & Paix, & generalement faire en ce qui la regarde tout ce que je pourrois Moy mesme faire si j'étois present en personne, bien que pour ce fust necessaire quelque ordre plus particulier que celuy qui se trouve exprimé en la presente : Et donne ma foy & parole Royale, de tenir à toûjours pour ferme & valable precisément & ponctuellement sans aucune faute, tout ce que par Vous Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbases, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois joints ensemble, ou par deux de Vous en cas d'absence, ou maladie des deux autres, aura été convenu & arresté dans ledit Traité, avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-aimé Frere & Cousin le Roy Tres-Chrestien & de ses Alliez, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué reciproquement. En foy de quoy j'ay ordonné de depescher la Presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contresignée par mon Secretaire d'Etat sousigné. Donné à Madrid le troisiéme Decembre mil six cens soixante-quinze.

MOY LE ROY.

DON PIERRE COLOMA.

DON Carlos Segondo por la gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Granada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cardeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales y Occidentales, Islas y Tierra-firme del mar Occeano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante y Milan, Conde de Aspurg, Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Viscaya y de Molina, &c. Por tanto, por la Mediacion y buenos oficios del Rey de la Grand Bretaña se escogió y señalò la Villa de Nimega de comun acuerdo de todas las partes Guerreantes para congresso general de tratarse las Pazes, y yo con el desseo de contribuir por mi parte à todo lo que de mi depende para apagar y terminar por medio de ellas la presente Guerra que tanto afflige la Christiandad, nombre por mis Embaxadores y Plenipotenciarios que assistiessen en mi nombre al dicho congresso à Don Pablo Spinola Doria Marques de los Balbases de mi Consejo de Estado ; à Don Pedro Ronquillo de mis Consejos de Castilla y Indias ; y à Don Juan Baptista Christin de mi Consejo de Flandes en virtud de plenipotencia que para ello despaché en tres de Deciembre de mil y seiscientos y setanta y cinco, firmada de mi mano, sellada con el sello y refrendada de Don Pedro Coloma mi Secretario de Estado, como consta de su Original à que me remiro, à fin que todos juntos y de los dos de ellos en ausencia ò incomodidad de uno, ò uno solo en semejante caso de ausencia ò incomodidad de los otros dos, assistiessen, tratassen, y confiriessen directamente ò por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotenciarios Médianeros que respectivamente fuessen recibidos y admitidos con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, que specialment fueren autorisados y constituidos segun han hecho y hazen actualmente en mi nombre y juzgando por de mi servicio añadir un Plenipotenciario à los otros que con igual caracter y authoridad assista à las Conferencias y negocios de el, y teniendo consideracion à la suficientia, integridad, prudencia, experiencia, intelligencia, y zelo de mi servicio qui concurren en vos Don Gaspar de Teves y Guzman Marques de la Fuente, Conde de Veñaçuça, y à la satisfaction que siempre me haveis dado en los diferentes y grandes negocios que os an sido encargados y manejados por vos, y que atendereis al mayor bien de mi servicio os nombre por mi Embaxador y Plenipotentiario en secundo lugar para que posseis passar à la dicha Villa de Nimega, y para que juntamente con los mencionados mis tres Embaxadores ò con los dos de ellos en ausencia ò incomodidad de los dos, ò por vos solo en semejante embaraço de los otros tres, podais por interbencion de los Embaxadores Extraordinarios y Plenipotentiarios Medianeros respectivamente recibidos ò directamente con los Embaxadores y Plenipotenciarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados que specialmente fueren constituidos y autorisados, conferir, proponer, capitular, concluir, y firmar un bueno, firme y durable tratado de reposo y Paz, y generalmente hazer en orden à ella todo quello que yo mismo pudiera hazer si estuvisse presente en persona, aunque para ello fuesse necessario alguno orden, mas particular de lo que aqui va expressada, y doy mi fe y palabra Real de que todo lo que por vos Don Gaspar de Teves, y Gusman Marques de la Fuente, mi segundo Plenipotenciario junto con los dichos Marques de los Balbases ; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin mis Embaxadores y, Plenipotenciarios, ò lo que por ausencia ò incomodidad de los unos fuere por los otros combenido y capituladoen el dicho Tratado con los dichos Embaxadores y Plenipotentiarios de mi muy caro y muy amado Hermano y Primo el Rey Christianissimo y de sus Aliados, lo tendrè para siempre por firme y valido precisa y punctualmente sin falta alguna y assi mismo de aprobarlo y ratificarlo dentro del termino que reciprocamente se señalare, declarando desde agora que el dicho poder que en tres de Deciembre de mil seiscientos y settanta y cinco, dì à los referidos Marques de los Balbases, Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Baptista Christin no se deroga en nada, y que antes bien queda en su fuerça y vigor, firme y entero no obstante el presente y qualquiera otra circonstancia que se ofrecia à la consideracion. En fe de lo qual mandè despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à diez y seis de Julio de mil seiscientos y settanta y ocho.

YO EL REY.

DON PETRO COLOMA.

ANS de J. C. 1678.

DON Charles Second par la grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Galice, de Majorque, de Seville, de Sardeigne, de Cordoue, de Corsique, de Murcia, de Jaen, des Algarves, d'Algezira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles de Terre ferme, de la Mer Oceane; Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & Milan, Comte d'Aspurg, de Flandres, Tirol, & Barcelone, Seigneur de Biscaye, de Molina, &c. D'autant que par la Mediation & bons offices du Roi de la Grande Bretagne l'on a choisi & marqué la Ville de Nimegue du commun accord de toutes les Parties qui sont en Guerre pour l'Assemblée generale, afin de traiter de la Paix: & Moy dans le desir de contribuer de ma part tout ce qui dependra de Moi pour appaiser & terminer par son moyen la presente Guerre qui afflige si fort la Chrestienté, j'ay nommé pour mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires qui assistassent en mon Nom à ladite Assemblée, Don Paul Spinola Doria Marquis de los Balbases de mon Conseil d'Estat, Don Pedro Ronquillo de mes Conseils de Castille & des Indes, & Don Jean Baptiste Christin de mon Conseil de Flandres; en vertu du plein-Pouvoir que je depeschay le 3. de Decembre mil six cens soixante & quinze, signé de ma main, scellé avec le Scel, & contreseing de Dom Pierre Coloma mon Secretaire d'Estat, comme il paroît par l'original, auquel je me remets; afin que tous ensemble ou deux d'entr'eux en cas d'absence ou incommodité de l'un d'eux, ou un seul & en pareil cas d'absence ou incommodité des deux autres, assistassent, traitassent, & conferassent directement, ou par l'intervention des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs qui auroient été receus & admis respectivement avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Chrestien & de ses Alliez, qui seroient specialement authorisez & constituez, selon qu'ils ont fait & sont actuellement en mon Nom. Et jugeant qu'il est de mon service d'ajoûter un Plenipotentiaire aux autres, lequel avec un egal caractere & authorité, assiste aux Conferences & Affaires d'iceluy: Et ayans en consideration la suffisance, integrité, prudence, experience, intelligence, & zele pour mon service qui se trouvent en Vous Don Gaspard de Teves & Gusman Marquis de la Fuente, Comte de Venaçuça, & à la satisfaction que Vous m'avez toûjours donnée dans les differentes & importantes Affaires dont je vous ay confié la conduite, & que vous aurez égard au bien de mon Service, Je vous nomme pour mon second Ambassadeur & Plenipotentiaire, afin que vous puissiez passer à ladite Ville de Nimegue, & afin que conjointement avec mes trois Ambassadeurs cydessus nommez, ou avec deux d'entr'eux en l'absence ou empeschement des deux, ou par Vous seul en pareil cas d'absence ou incommodité des trois autres, Vous puissiez par l'entremise des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires Mediateurs respectivement receus ou directement avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi tres-Chrestien & de ses Alliez, qui auront été specialement établis & authorisez, conferer, proposer, arrester, conclure; & signer un bon, ferme & durable Traité de repos & de Paix, & generalement faire en ce qui la concerne tout ce que Moy-même je pourrois faire si j'estois present en personne, bien qu'il fust besoin pour cela de quelque ordre plus particulier que celuy qui est icy exprimé. Et je donne ma foy & parole Royale, que tout ce qui par Vous Dom Gaspar de Teves & Gusman Marquis de la Fuente mon second Plenipotentiaire, conjointement avec lesd. Marquis de los Balbases, Dom Pierro Ronquillo, & Dom Jean Baptiste Christin mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou ce qu'en l'absence ou incommodité des uns aura été convenu & capitulé dans ledit Traité, avec lesd. Ambassadeurs & Plenipotentiaires de mon tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Tres-Chrestien & de ses Alliez, Je le tiendray à toûjours ferme & valable, precisement & ponctuellement, sans aucune faute, & pareillement de l'approuver & ratifier dans le terme qui sera marqué reciproquement; declarant dès à present qu'il n'est en rien derogé par ces presentes au Pouvoir que j'ay donné dés le troisiéme Decembre aux susdits Marquis de los Balbases, Don Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin, & qu'au contraire il demeure en sa force, ferme, & entiere vigueur, nonobstant la presente, ni autre circonstance quelconque. En foy de quoy j'ay ordonné de depescher la Presente signée de ma main, scellée de mon scel secret, & contresigné de mon Secretaire d'Etat soussigné. Donné a Madrid le 16. de Juillet 1678.

ANS de J. C. 1678.

MOY LE ROY.

DOM PIERRE COLOMA.

NOus ayant le Traité susdit agreable en tous & chacun les Points & Articles qui y sont contenus & declarez, Avons iceux, tant pour Nous que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, aprouvé, ratifié, & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'obligation & hypoteque de tous & chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre l'an de grace 1678. Et de nôtre Regne le trente-sixiéme.

Signé LOUIS. *Et plus bas*, Par le Roy, ARNAULD.

Ratification du Roi d'Espagne.

DOn Carlos Segundo por la Gracia de Dios Rey de Castilla, de Leon, de Aragon, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de Navarra, de Grenada, de Toledo, de Valencia, de Galicia, de Mallorca, de Sevilla, de Cerdeña, de Cordoua, de Corsega, de Murcia, de Jaen, de los Algarves, de Algecira, de Gibraltar, de las Islas de Canaria, de las Indias Orientales, y Occidentales, Islas y tierra firme del Mar Oceano, Archiduque de Austria, Duque de Borgoña, de Brabante, y Milan, Conde de Abspurg, de Flandes, Tirol y Barcelona, Señor de Vizcaya y de Molina, &c. Haviendo el Marques de los Balbases; el Conde de Benazuza Marques de la Fuente; Don Pedro Ronquillo, y Don Juan Bautista Christin, mis Embajadores y Plenipotenciarios, conferido y accordado con el Mareschal de Estrades, el Marques de Croissi, y el Conde de Mesmes, Ambajadores y Plenipotenciarios del Rey Christianissimo mi muy caro y muy amado Hermano y Primo en el congresso general de Nimega, con Ordenes y Poderes mios; y del dicho Rey Christianissimo cada uno per lo que le ha tocado para los tratados de la Paz entre esta Corona y la de Francia, y ajustadola en la forma y manera que se contienne en el tratado que hira aqui inserto de palabra à palabra, el qual se firmo reciprocamente por los dichos Embajadores en dies y siete de Septiembre deste presente año de mil seiscientos y setenta y ocho, que es como se sigue.

EN Nombre de Dios el Creador, y de la Santissima Trinidad, &c.

EL qual tratado aqui escrito y inserto como arriva queda dicho haviendoseme presentado por los dichos Marques de los Balbaßes, Conde de Benazuza Marques de la Fuente, Don Pedro Ronquillo y Don Juan Bautista Christin despues de haverlo visto y examina-

ANS de J. C. 1678.

minado maduramente de palabra à palabra en mi Consejo; yo por mi, mis Herederos y Subcessores, como tambien por los Vasallos, Subditos y Habitantes en todos mis Reynos, Payses y Señorios, aprueve y ratifico todo lo contenido en el, y cada punto en particular de los que contiene, y doy por bueno, firme y valedero por la presente prometiendo en fee y palabra de Rey, y por todos mis Subcessores y Herederos, seguir y cumplirle inviolablemente segun su forma, y tenor, y mandarle seguir, observar, y cumplir de la misma manera como si yo lo haviera tratado en propria persona sin hazer, ni dejar hazer en qualquier modo que sea ni permitir que se haga cosa alguna en contrario, y que si se hiziere alguna contrabencion de lo contenido en dicho tratado, la mandarè reparar con efeto sin dificultad ni dilacion, castigando y mandando castigar los delinquentes, obligando para el efeto de lo susodicho todos y cada unos de mis Reynos, Payses y Señorios, assi mismo todos mis otros bienes presentes y venideros, como tambien mis herederos y subcessores sin eceptuar nada, y para la firmeza de esta obligacion renuncio todas las Leyes, Costumbre, y todas otras cosas contrarias à ello, y en testimonio de lo susodicho mandè despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto, y refrendada del infrascripto mi Secretario de Estado. Dada en Madrid à catorze dias del mes de Noviembre de mil seiscientos y setenta y ocho años. Firmado, YO EL REY.

Y mas abajo, DOM PEDRO COLOMA.

Traduction de la Ratification du Roi d'Espagne.

DOm Charles Second par la Grace de Dieu Roi de Castille, de Leon, d'Aragon, des deux Siciles, de Jerusalem, de Navarre, de Grenade, de Tolede, de Valence, de Gallice, de Majorque, de Seville, de Sardaigne, de Cordoue, de Corsega; de Murcia, de Jaën, des Algarbes, d'Algecira, de Gibraltar, des Isles de Canarie, des Indes Orientales & Occidentales, Isles & Terre-ferme de la Mer Oceane, Archiduc d'Austriche, Duc de Bourgogne, de Brabant & de Milan, Comte d'Abspurg, de Flandres, Tirol & Barcelone, Seigneur de Biscaye & de Molina &c. Le Marquis de los Balbases; le Comte de Benazuza Marquis de la Fuente; Dom Pierre Ronquillo, & Don Jean Baptiste Christin, mes Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ayans conferé & accordé avec le Maréchal d'Estrades; le Marquis de Croissy, & le Comte de Mesmes, Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Tres-Chrestien mon tres cher & tres aimé Frere & Cousin, en l'assemblée generale de Nimegue, avec mes ordres & Pouvoirs, & ceux dudit Roi Tres-Chrestien, suivant qu'il touchoit à chacun, pour les traitez de la Paix entre cette Couronne & celle de France; & l'ayant arrestée en la forme & maniere contenuë au Traité qui sera ici inseré de mot à mot, lequel a esté signé reciproquement par lesdits Ambassadeurs, le dix septiéme de Septembre de cette presente année mil six cens soixante & dix-huit, dont la teneur s'ensuit:

LEquel Traité cy écrit & inseré, ainsi que dit est cy-dessus, m'ayant esté presenté par lesdits Marquis de los Balbases, Comte de Benazuza, Marquis de la Fuente; Don Pedro de Ronquillo, & Don Juan Baptiste Christin: aprés l'avoir vû & meurement examiné de mot à mot en mon Conseil, Je, pour Moy, mes Heritiers & Successeurs, aussi bien que pour les Vassaux, Subjets, & Habitans de tous mes Royaumes, Pais, & Seigneuries, ay approuvé & ratifié tout le contenu en iceluy & en chacun des points particuliers qu'il contient, & le tiens pour bon, ferme, & valable par ces Presentes: Promettant en foy & parole de Roi, & pour tous mes Successeurs & Heritiers, de le suivre & accomplir inviolablement selon sa forme & teneur, & de commander qu'il soit observé & gardé de la mesme sorte que si Je l'avois traité en propre Personne; sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse aucune chose au contraire: Obligeant pour l'effet de ce que dit est cy-dessus, tous & un chacun de mes Royaumes, Pais, & Seigneuries; comme aussi tous mes autres biens presens & à venir, & semblablement mes Heritiers & Successeurs, sans en rien excepter: Et pour l'asseurance de cette obligation, Je renonce à toutes les Loix, Coustumes, & à toutes les choses à ce contraires. Et en témoignage de ce que dit est cy-dessus, J'ay fait expedier la Presente signée de ma main, scellée de mon Scel secret, & contresignée par mon Secretaire d'Etat soussrit. Donné à Madrid le quatorziéme jour du mois de Novembre mil six cens soixante & dix-huit.

Signé, MOY LE ROI.

Et plus bas, DON PEDRO COLOMA.

CLIII.

Traité de Paix entre LEOPOLD *Empereur des Romains, &* LOUIS XIV. *Roi de France. Fait à Nimégue, le 5. Fevrier*, 1679. Freder. Leonard. Tom. III. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. III. pag. 405. &c.

ANS de J. C. 1679. L'EMPEREUR ET LA FRANCE.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest. Postquam ab initio hujus belli aliquot ab hinc annis moti inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Silesiæ, Wittembergæ, & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ex una; Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum, ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima nihil priùs magisque in votis habuissent, quàm per restitutionem pacis nunquam interrumpendæ, tot Provinciarum desolationem & effusionem sanguinis Christiani sistere, tandem Divinâ bonitate factum esse, ut annitente Serenissimo, & Potentissimo Principe ac Domino, Domino CAROLO SECUNDO Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Christiani orbis temporibus Mediator universim receptus cum immortali sua gloria indefesso studio pro tranquillitate publica, & pace generali, consilia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Regia Majestas Christianissima consenserint, ut congressus ad tractandam pacem hic Neomagi Gueldrorum institueretur. Comparentes igitur dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimi, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Joannes Episcopus Gurcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, nec non Dominus Franciscus Udalricus Sacri

ANS de J.C. 1679.

Romani Imperii Comes Khinski à Chinitz, & Tettau, Dominus in Klumetz, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, intimus Cameratius Regius locum tenens, Provincialis Curiæ Regiæ Assessor, Appellationum Præses, Aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodorus Altherus Henricus à Stratman, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius, Imperii Aulicus: A parte verò Regis Christianissimi Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Godefridus Comes Destrades, Franciæ Marescallus, Regiorum Ordinum Eques Torquatus, Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ in America Prorex, Urbis & Fortalitii Dunkerki, omniumque locorum ab ea præfectura dependentium Gubernator; Dominus Carolus Colbert, Eques Marchio in Croissi, Regi Christianissimo ab utrique Consiliis Ordinarius; & Dominus Joannes Antonius de Mèmes, Eques Comes in Avaux, Sacræ etiam Regiæ Majestatis Christianissimæ à Sanctioribus Consiliis, post invocatum Divini numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum tabulas, quarum Apographa sub finem hujus instrumenti verbotenùs inserta sunt ritè commutatas, interventu & opera Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Laurentii Hyde Armigeri, Domini Gulielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis Aurati, Legantum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorin pro conciliandа tranquillitate publica ab anno millesimo sexcentesimo septuagesimo quinto hucusque procul à partium studio sedulò prudenterque perfuncti sunt ad Divini numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem, in mutuas pacis & amicitiæ leges convenerint tenore sequenti.

I. PAx sit Christiana, universalis & perpetua, veraque, & sincera amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, earumque hæredes & successores, Regna & Provincias, necnon inter omnes & singulos dictæ Majestatis Cæsareæ fœderatos, præcipuè Electores, Principes, & Status Imperii hac pace comprehensos, eorumque Hæredes & Successores ex una; Et omnes, & singulos fœderatos dictæ Majestatis Christianissimæ hac pace comprehensis, eorumque Hæredes & Successores ex altera, partibus: Eaque ita sincerè servetur, & colatur, ut utraque pars alterius honorem, utilitatem, & commodum promoveat; sitque perpetua utrinque oblivio & amnestia omnium eorum quæ ab initio horum motuum ultrò citroque hostiliter facta sunt: ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu, alter alteri posthac quicquam molestiæ directè vel indirectè, specie juris, aut via facti in Imperio, aut uspiam extra illud, nonobstantibus ullis prioribus pactis in contrarium facientibus, inferat, vel inferri faciat, aut patiatur; sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, damna, & expensæ absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quidquid eo nomine alter adversus alterum prætendere possit, perpetuâ sit oblivione sepultum.

II. Et cùm pax Monasterii Westphalorum vigesimâ quartâ Octobris anno millesimo sexcentesimo quadragesimo octavo conclusa solidissimum hujus mutuæ amicitiæ tranquillitatisque publicæ fundamentum factura sit, restituetur illa in omnibus & singulis suo pristino vigori, manebitque in posterùm sarta tecta, tanquam si hic ejusdem pacis instrumentum de verbo ad verbum insertum legeretur, nisi quatenus eidem hoc tractatu expressè derogatum est.

III. Cùm verò vigore dictæ pacis Monasteriensis Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ perpetuum jus præsidii in fortalitio Philippiburgensi cum jure protectionis acquisitum, & dictum fortalitium armis Cæsareis; Castrum, & Oppidum Friburgense verò armis Gallicis hoc bello occupatum sit, de hisce locis inter Sacram Cæsaream, & Regiam Christianissimam Majestates convenit modo sequenti.

IV. Sacra Regia Majestas Christianissima tam pro se, quàm pro Hæredibus, & Successoribus suis renunciat, ceditque in perpetuum Sacræ Cæsareæ Majestati, ejusque Hæredibus & Successoribus omne jus protectionis, perpetui præsidii, & quidquid sibi virtute pacis Monasteriensis in Castrum Philippiburgi competiit, nihil in dictum Castrum & in munimenta ei juncta vel cis & trans Rhenum extructa, juris aut prætentionis sibi suisque Hæredibus & Successoribus, Regnove Galliæ sub quocumque titulo vel prætextu reservans, nonobstantibus quibuscumque legibus, Constitutionibus, Statutis, aut aliis in contrarium facientibus; utpote quibus omnibus & singulis hoc tractatu expressè derogatum sit.

V. Vicissim Sacra Cæsarea Majestas, tam pro se, quam Hæredibus, & Successoribus suis, totaque domo Austriaca renunciat, ceditque in perpetuum Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ, ejusque Hæredibus, & Successoribus Castrum & Oppidum Friburgense cum tribus ad illud spectantibus pagis Lehn, Metzhausen, & Kirckzatt, cum eorum bannis prout ad Communitatem dicti Oppidi Friburgensis pertinent, unà cum omni proprietate, superioritate, jure Patronatûs, Supremo Dominio, aliisque generaliter, qui sibi in dictum Friburgum competierunt nihil sibi, Hæredibus, & Successoribus suis, aut Sacro Imperio juris aut prætentionis, sub quocumque titulo vel pretextu in iis reservans, non obstantibus quibuscunque legibus, constitutionibus, statutis, aut aliis in contrarium facientibus, utpote quibus omnibus & singulis hoc tractatu expressè derogatum sit; salvis tamen ejusdem civitatis privilegiis & immunitatibus ante hac à Domo Austriaca impertratis; reservatis etiam Episcopo & Ecclesiæ Constantiensi jure Diocesano, reditibus, aliisque juribus.

VI. Pateat sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ Brisaco Friburgum per territorium sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii ordinaria via, vulgò (Landrass) liber, sed innoxius transitus ad inducendos illuc milites, commeatum, & cætera ad præsidium Friburgense necessaria, quibus & quoties opus fuerit sine impedimento, aut obstaculo cujuscunque.

VII. Nec fas sit commeatum militarem ad præsidium Friburgense necessarium in dicta via & transitu Brisaco Friburgum, nullis exactionibus, vectigalibus, pedagiis, aut passagiis, sive novis, sive antiquis, onerare & impedire. Placuit etiam annonam ad victum tam præsidii, quàm inhabitantium necessariam, quæ ex quocunque Brisgoviæ loco Friburgum inferetur, uti hactenus, ita imposterùm nullis; alias autem merces & res quascunque non gravioribus vectigalibus aut impositionibus onerari, quàm si in alia Cæsareæ Majestati subdita loca transferrentur, aut ab ipsismet ejusdem Cæsareæ Majestatis subditis solverentur.

VIII. Commissarii ab utraque parte nominandi, intra annum à ratihabitâ pace, statuant, quænam debita legitimè contracta dicto Friburgensi oppido solvenda incumbunt.

IX. Curabit sacra Regia Majestas Christianissima bonâ fide, absque ulla mora & retardatione sacræ Cæsareæ Majestati restitui omnia, & singula literaria documenta, cujuscumque illa generis sint, quæ in Oppido & Castro, Cancellaria regiminis & Cameræ, aut in Ædibus & custodia Consiliariorum aliorumve officialium, aut alibi tempore occupationis Friburgi reperta sunt: quod si talia documenta sint publica, quæ dictum oppidum Friburgum, eoque spectantes tres pagos simul concernunt de his inter prædictos Commissarios conveniet quo in loco servari

ANS de J.C. 1679. servari debeant; ita tamen, ut exempla authentica quotiescunque requisita fuerint edantur.

X. Liberum sit non tantum Capitulo Basileensi, uti & omnibus, & singulis Austriaci Regiminis, & Universitatis Friburgensis membris, verùm etiam Civibus & Incolis cujuscunque conditionis sint, qui emigrare voluerint Friburgo domicilium aliò quocunque libuerit, unà cum mobilibus bonis sine ullo impedimento, detractione, aut exactione intra annum à ratihabita pace transferre; immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per se vel alium administrare. Eadem quoque facultas retinendi, & administrandi aut alienandi omnibus aliis maneat, qui bona, reditus, vel jura in dicta civitate Friburgensi, sive tribus pertinentibus Pagis habent.

XI. Consentit tamen sacra Regia Majestas Christianissima dictum Castrum & Oppidum Friburgense, unà cum appertinentibus Pagis Sacræ Cæsareæ Majestati restituere, si de æquivalente, ad satisfactionem dictæ Regiæ Majestatis Christianissimæ conveniri possit.

XII. Cùm Dominus Dux Lotharingiæ hoc in bello cum sacra Cæsarea Majestate conjunctus sit, & præsenti tractatu comprehendi voluerit, restituetur pro se, hæredibus, & successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum statuum, locorum & bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo, cùm à Christianissimi Regis Armis occupata fuerunt, possidebat; exceptis tamen mutationibus articulis sequentibus, explanandis.

XIII. Urbs Nancei cum suo Banno, vulgò (Finage) maneat in perpetuum Coronæ Galliæ unita & incorporata; ita ut illam sacra Regia Majestas Christianissima, ejusque hæredes & successores possideant cum omnibus superioritatis, supremi Dominii & proprietatis juribus, eique fini dictus Dux Lotharingiæ tam pro se, quàm pro suis hæredibus & successoribus renuntiat, cedit, & transfert in perpetuum in altè memoratum Regem Christianissimum, ejusque hæredes & successores, omnia sine ulla retentione aut reservatione, jura proprietatis, superioritatis, aut supremi Dominii, prærogativas omnes & præeminentias, quæ Domino Duci in prædictam urbem Nancei competierunt, aut competere debuerunt; non obstantibus ullis Legibus, consuetudinibus, statutis, constitutionibus, aut conventionibus in contrarium sancitis, quibus ut & clausulis derogationum cassatoriis, per præsentem tractatum derogatum est.

XIV. Et ut eò liberior inter supradictam urbem Nancei ditionesque Coronæ Galliæ subditas sit communicatio, faciliorque militi Gallico transitus, per Commissarios à Rege Christianissimo & prædicto Duce nominandos viæ dimidiatam Lotharingiæ leucam in latum complectentes designabuntur; prima, quæ Sancti Desiderii fano Nanceum, alia, quæ Nanceo in Alsatiam; tertia, quæ ab ipsamet Nancei Urbe Vesuvium in Comitatu Burgundiæ; quarta demùm, quæ Nancio ad Urbem Metensem conducant; ita tamen, ut prædictarum viarum designatio non aliter fiat, quàm in designatione viæ anno millesimo sexcentesimo sexagesimo primo Regi Christianissimo à quondam Duce Carolo cessæ, observatum fuit.

XV. Omnia generaliter, uti suprà dictum est, designanda loca, Pagi, Villæ, Terræ, unà cum dependentiis, quæ in his dimidiatæ leucæ latitudinis viis jacent, cum omnibus tam superioritatis & supremi Dominii, quàm proprietatis juribus, quibus ante hunc tractatum prædictus Dux & ejus Prædecessores gavisi sunt, ad sacram Regiam Majestatem Christianissimam pertinebunt; ita tamen ut si dictorum locorum banna, aut dependentiæ ultra hanc dimidiatæ leucæ latitudinem se porrigant, quod trans illud spatium limitesque à Commissariis appositos excurret, prædicto Duci ejusque hæredibus & successoribus, ut anteà, cum omni superioritate, supremo Dominio, & proprietate remanebit.

XVI. Urbs & Præfectura Longvicensis cum suis pertinentiis & dependentiis, cum omni superioritate, supremo Dominio & proprietate maneat in perpetuum penes altè memoratum Dominum Regem Christianissimum, ejusque hæredes & successores; nihilque juris inposterùm in iis prætendere possit supradictus Dux, ejusque hæredes & successores; sed in prædictæ Urbis & Præfecturæ permutationem sacra Regia Majestas Christianissima aliam dicto Duci cedet, in uno ex tribus Episcopatibus, ejusdem amplitudinis & valoris præfecturam; de qua bona fide inter eosdem Commissarios conveniet; eàque sic cessâ & in dictum Ducem à Rege Christianissimo translatâ, tam ipse Dux quàm ipsius hæredes, & successores fruentur in perpetuum, cum omnimodis superioritatis, supremi Dominii, & proprietatis juribus.

XVII. Vicissim etiam sacra Regia Majestas Christianissima pro se, & Corona Galliæ, cedit in compensationem dictæ Urbis Nancei, transfertque in prædictum Ducem ejusque hæredes & successores, superioritatem, supremum Dominium & proprietatem Urbis Tullensis, & ejusdem suburbiorum, cum omnibus aliis juribus, speciatim patronatûs, prærogativis & præeminentiis quæ Coronæ Galliæ in dicta Urbe Tullensi ejusque suburbiis & Banno, vulgò, Finage, competebant, aut competere debebant; ita ut prænominatus Dux, ejusque hæredes & successores, iis omnibus sine ulla retentione aut reservatione plenariè fruantur, nonobstantibus quibuscunque legibus, consuetudinibus, statutis, constitutionibus, aut conventionibus in contrarium sancitis, quibus, ut & clausulis derogationum cassatoriis, Rex Christianissimus expressè hoc præsenti instrumento derogavit.

XVIII. Si tamen bannum urbis Tullensis minoris amplitudinis, aut valoris esset, quàm bannum urbis Nanceanæ, illud Domino Duci compensabitur, ita ut utriusque Urbis banna æqualis amplitudinis sint, & pretii.

XIX. Rex Christianissimus renunciabit, uti & præsenti Tractatu renuntiat in perpetuum pro se, hæredibus, & successoribus, ad manus summi Pontificis juri nominandi, sive præsentandi Episcopum Tullensem sibi à summo Pontifice Clemente IX. indulto; ita ut liberum sit prædicto Duci pro eo obtinendo ad sedem Apostolicam recurrere.

XX. Insuper conventum fuit, ut memorato Domino Duci ullam mutationem provisionibus Beneficiorum, quæ à sacra Regia Majestate Christianissima ad diem usque præsentis tractatus collata sunt, inferre nullatenùs fas sit; illique qui iis provisi sunt, in tranquilla dictorum Beneficiorum possessione maneant; adeò ut memoratus Dux eos nullo modo turbare, aut impedire neque possessione exuere queat.

XXI. Sancitum præterea fuit, ut omnes processus, sententiæ, atque decreta lata per Concilium, Judices, aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Officiales in controversiis & actionibus ad finem perductis, tam inter subditos dicti Ducatus Lotharingiæ & Barri, quàm alios tempore quo mentionati status sub Dominio ante memorati Domini Regis Christianissimi erant, locum habebunt, atque plenum integrumque suum sortientur effectum, non secus ac si Rex Christianissimus Dominus & possessor mentionatarum Regionum mansisset, neque dictas sententias & decreta in dubium vocare, annullare, aut executionem illorum retardare, aut impedire integrum erit. Erit quidem partibus licitum juxta ordinem & dispositionem legum atque constitutionum confugere ad revisionem actorum; interim tamen sententiæ suo in robore & vigore maneant.

XXII. Restituentur statim Domino Duci Archiva & documenta Literaria, quæ in Gazophilacio Nanceano & Barrensi, atque in utraque Camera Com-

Computnrum, five alibi locorum habebantur, & ablata fuerunt.

XXIII. Sacra Cæsarea Majestas cnnsentit, ut Princeps Franciscus Egon Episenpus Argentinenlis, ejusque frater Princeps Wilhelmus Egon Landgravius in Furstenberg, cum eorum ex fratre nepote Principe Anthonio Egone Landgravio in Furstenberg, eorumque Officialibus & Ministris plenè restituantur in eum statum, famam, dignitates, Jura, vota, sessiones, Beneficia, & Officia, bnna feudalia, subfeudalia, & allodialia una cum fructibus sequestratis, & in omnia generaliter bona, quibus ante destitutionem, occasione hojus belli factam, gavisi sunt, aut jure gaudere potuerunt; nonobstantibus & cassatis quibuscunque in contrarium actis, pactis, & decretis. Prædictus etiam Princeps Wilhelmus Egon statim à pace utrinque ratihabitâ in integram libertatem restituetur. Quicquid autem à Capitulo Argentinensi, aliisque qui Beneficia & bona ad prædictos Episcopum & Principes spectantia administrarunt, & ab iisdem nominatis Officialibus contra illos dictum, factum, aut scriptum est, perpetuæ oblivioni mandetur, nec liceat eos desuper ulla ratione compellare, aut iis molestiam quocunque sub prætextu afferre.

XXIV. Restituantur omnes utriusque partis Vassalli, & subditi Ecclesiastici, & Seculares, Honoribus, Dignitatibus, & Beneficiis, quibus ante bellum exortum gaudebant, uti & in universa bona, mobilia & immobilia, reditus mobiles, & qui redimi possunt, occasione belli confiscata & occupata, unà cum juribus, actionibus, & successionibus, quæ ipsis durante etiam bello evenerint; ita tamen ut nihil ratione fructuum & redituum post confiscationem & occupationem perceptorum ex bonis mobilibus, reditibus, & Beneficiis ad diem usque ratihabitæ Pacis peti possit; similiter neque debita, effecta, merces, & mobilia ante memoratum diem fisco addicta; adeò ut neque creditnres privatnrum debitorum, nec depositarii talium effectorum & mercium, eorumque hæredes, aut causam ab iis habentes, ea persequi aut restitutionem, seu satisfactionem prætendere unquam queant, quæ restitutiones juxta prædictam formam, etiam usque ad eos extendentur qui partes contrarias secuti fuerint, atque proinde per hunc tractatum in gratiam sui Principis redibunt, uti & in sua bona qualia tempore conclusionis & subscriptionis hujus tractatus fuerint. Hæcque ita executioni mandentur, nonobstantibus ullis donationibus, concessionibus, declarationibus, confiscationibus, commissis, sententiis interlocutoriis, aut definitivis, & ex contumacia partibus absentibus & non auditis, latis: quæ sententiæ, & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronuntiatæ non essent, plenâ libertate & integrâ manente dictis partibus in Patriam redeondi, ex qua antea excesserunt, utque vel ipsi dictis bonis mobilibus, censibus, & reditibus frui, aut alibi ubicumque ipsis visum fuerit domicilium figere possint, prout elegerint, omni violentiâ penitus exclusa; si verò alibi morari voluerint, ipsis fas sit per Procuratores non suspectos bona & reditus administrare, iisque frui exceptis tamen Beneficiis residentiam requirentibus, quæ personaliter administrari & obiri debebunt.

XXV. Ea de quibus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Imperium & Regem Regnumque Sueciæ tam pro se, quàm pro Duce Gottorpiensi hodiè convenit, hoc tractatu comprehensa intelligantur, ita ut tam præsens, quàm prædictus Tractatus Cæsareo-Suecicus unus idemque censeatur, & ejusdem virtutis & valoris sit, ac si huic instrumento de verbo ad verbum insertus esset.

XXVI. Et cum publicæ tranquillitatis intersit bellum, quod Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ, Regiæque & Regno Sueciæ, cum Rege Daniæ, Electore Brandeburgico, Episcopo Monasteriensi, & Principibus Domus Luneburgicis, Episcopo Osnabrugensi, & Ducibus Zellensi & Guelferbitano adhuc intercedit, quantociùs etiam componi Sacra Cæsarea Majestas non minus apud prædictos Principes, quàm Sacra Regia Majestas Christianissima apud Regem Sueciæ Officia sua efficacissime interponet, ut Pax inter præmemoratas potentias quamprimum etiam coalescat, eique fini exdem in Armistitium Paci conciliandæ accommodatum statim consentiant. Quòd si verò præter expectationem officia hæc optatum finem non assequantur, Cæsarea Majestas & Electores Principes & Status Imperii hac pace comprehensi promittunt, se elapso Armistitii tempore prædictos Galliæ, Sueciæque Hostes nullo modo & sub quocunque prætextu directè vel indirectè juvaturos, aut ullum in hoc bello gerendo Galliæ, Sueciæque impedimentum allaturos, nec passuros, ut prædictorum Galliæ, Sueciæque Hostium Cnpiæ Hiberna, vel Stativa extra ipsorum Territoria in Imperio capiant. Manebit etiam liberum Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ad prædictum solummodò finem in sequentibus in Imperio locis tenere Præsidium; Dominis tamen locorum, eorumque subditis innoxium, & sumptibus Regis Christianissimi sustentandum, scilicet in Oppidis & Urbibus, Chastelet, Huy, Verviers, Aquisgrano, Duren, Linnick, Nuys, & Zons; in quibus nova munimenta extrui non poterunt, nisi in quantum dictorum præsidiorum securitati necessaria erunt, & justam suspicionis causam præbere non possint; nec fas erit Regi Christianissimo ea loca ratione expensarum sibi factarum, aut sub quocunque alio prætextu retinere; sed ea evacuabit & restituet iis à quibus occupavit, statim atque Pax inter prædictas partes quoad Provincias in Imperio sitas conclusa & ratihabita fuerit, aut ad eam restabiliendam aptiora communi consensu inventa fuerint media. Et vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima promittit, se præsentes Cæsaris aut Imperii Hostes nullo modo sub quocumque prætextu, directè, vel indirectè juvaturam. Sit etiam liberum Cæsari & Imperio conjungere cum Rege Christianissimo officia, consilia, & operam, ut bellum istud communi etiam consensu quantociùs sopiatur.

XXVII. Juxta Pacem Monasteriensem articulo secundo in omnibus confirmatam reciprocè restituantur & restituenda loca evacuentur bonâ fide, in quem finem Commissarii eodem tempore, quo tractatus hic utrinque ratihabebitur, nominentur; ut prædicta evacuatio & restitutio intra spatium mensis à ratihabita Pace absque ulteriori dilatione absolvatur, iis locis hic interim non comprehensis, de quibus præcedenti articulo ad tempus aliter dispositum est.

XXVIII. Cùm ab antiquo controversia sit de Castro & Ducatu Bullinnensi inter Episcopum & Principem Leodiensem & Duces ejus nominis; conventum est, ut Duce Bullionensi in ea in qua nunc est, possessione manente, controversia illa amicabili viâ, vel per Arbitros à Partibus intra trimestre à ratihabita pace nominandos terminetur, viâ facti penitus exclusâ.

XXIX. Simul atque instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis Hostilitas: Si quid autem post quatuordecim dies à subscripta Pace attentatum aut viâ facti mutatum fuerit, id quamprimum reparari, & in pristinum statum restitui debeat.

XXX. Contributionum verò exactio ab una vel altera parte iis Provinciis, ditionibus & locis impositarum, quæ dictis contributionibus ante subscriptionem hujus tractatus se submiserunt, continuabitur usque ad præsentis tractatus ratificationem; & quod tum temporis residuum debebitur, intra quatuor mensium spatium à dicta ratihabitatione pendetur: Ita tamen ut earum solutio post commutatas reciprocas Rati-

tifi-

ANS de J. C. 1679.

ficationes viâ facti ab iis Communitatibus exigi non possit, quæ per idoneos fidejussores cavebunt se debitam quantitatem in ea Urbe, de qua conveniet, numeraturos.

XXXI. Licet satis declaratum sit articulo secundo hujus Tractatus, instrumentum Pacis Monasteriensis in omnibus & singulis confirmari, expressè tamen placuit, ut omnia quæ in causa Montis-ferrati dicto instrumento Pacis Monasteriensis cauta sunt, & deinceps suum obtineant robur & vigorem, inter quæ & ea specialiter firma manebunt, quæ pro Domino Duce Sabaudiæ itidem provisa reperiuntur.

XXXII. Et cum sua Cæsarea Majestas & sua Regia Majestas Christianissima officia & studia Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, quæ conciliandæ Paci universali & tranquillitati publicæ indesinenter impendit, grato animo agnoscant, utrinque placuit eum unà cum Regnis suis præsenti hoc tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

XXXIII. Comprehendantur etiam hac Pace illi qui ante permutationem ratificationis, vel intra sex menses posteà ab una, vel altera parte, ex communi consensu nominabuntur.

XXXIV. Imperator & Rex Christianissimus consentiunt ut omnes Reges, Principes, & Respublicæ super executione & observantiâ tam omnium, quàm singulorum, quæ præsenti tractatu continentur altè memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestati & sacræ Majestati Christianissimæ guarantiam præstent.

XXXV. Pacem hoc modo conclusam promittunt utriusque partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii respectivè ab Imperatore & Imperio & Rege Christianissimo ad formam hic mutuò placitam ratihabitum iri, seque infallibiliter præstituros, ut solennia ratihabitionum instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citiùs, si fieri poterit, hic reciprocè, ritéque commutentur.

XXXVI. Et cùm sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus, & Statibus Imperii vigore conclusi die trigesimâ primâ Maij anno millesimo sexcentesimo septuagesimo septimo, Legatis Gallicis sub sigillis Cancellariæ Moguntinæ extraditi decenter requisita fuerit, ut dictorum Electorum, Principum, & Statuum Imperii interesse per suam legationem Cæsaream in congressu agi curaret, tam Cæsarei, quàm Regii Legati nominibus supradictis præsens Pacis Instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus sigillisque propriis munierunt, & competentes ratificationes formulâ conventâ termino suprà constituto, sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à Directorio Imperii Romani contra subscriptionem hujus tractatus recipiatur, aut valeat vel protestatio, vel contradictio. Acta sunt Noviomagi die quinta Februarii anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Joannes Episcopus & Princeps Gurcensis. — *Le Mareschal Destrades.*

Franciscus Ulric. C. Khunsky. — *Colbert.*

T. A. Henricus Stratman.

Sequitur tenor Plenipotentiarum.

NOs Leopoldus divina favente Clementia Electus Romanorum Imperatorum semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ & Wirtembergæ, Comes Tyrolis, notum testatumque facimus quod cum nihil ardentius exoptemus quam ut præsens bellum quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Serenissimi Principis Domini Caroli Magnæ Britanniæ Regis consanguinei & Fratris nostri charissimi laudabili cura & mediatione eò perventum esse ut partium hinc inde consensu tractatus & colloquia Pacis Noviomagi instituerentur; ideo quidquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ, & fide Venerabilis Joannis Episcopi Gurcensis, Principis, Consiliarii Devoti, nobis dilecti, ac Illustris & magnifici nostri Consiliarii Status, Camerarii & sacri Imperii fidelis dilecti Francisci Udalrici Comitis Khinski à Chinitz & Tettau, Domini in Chlumetz Regii locum tenentis Provincialis Curiæ Regiæ Assessoris, Appellationum Præsidis & Aulæ nostræ Regiæ in Regno Bohemiæ Hæreditarii Præfecti, nec non Consiliarii nostri Aulici sacrique Imperii fidelis dilecti Theodori Altheti Henrici Stratman, eos nominavimus, elegimus, & constituimus sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus, & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Noviomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri poterit ad dictam urbem conferant, ibique Pacis colloquia, sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Regis Franciæ, &c. Affinis & Fratris Nostri Charissimi ejusque fœderatorum Legatis, Deputatis, & Commissariis sufficienti mandato ad præsens bellum terminandum, controversiasque quæ eo spectant per bonam & firmam pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni authoritate & mandato ad id necessariis, supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli duobus reliquis similiter absentibus, vel impeditis pacis tractatum pro nobis, nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter Nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum; ejusque Fœderatos omnia quoque instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum pacis negotium pertineant, faciendi æquè liberè & amplè ac ipsi præsentes id faceremus vel facere possemus; Quantumvis mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Imperiali acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis, tertio absente, vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus, ad expediendum ratificationum nostrarum diplomata in decenti & solemni forma, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem, roburque præsentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Datum in Civitate nostra Viennæ die vigesima quarta mensis Julii Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo sexto Regnorum nostrorum Romani decimo-nono, Hungarici vigesimo secundo, Bohemici verò vigesimo.

LEOPOLDUS.

V. LEOPOLDUS GUILLIELMUS COMES IN KONIGSEG.

Ad Mandatum sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.
CHRISTOP. BEVER.

Pouvoir des Ambassadeurs de sa Majesté Tres-Chrétienne.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces Presentes Lettres verront Salut. Comme Nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre dont la Chrestienté est à present affligée; & que par les soins & la mediation de nôtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de la Grande-Bretagne, la Ville de Nimégue a été agreée de toutes les Parties pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en Nous la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrestien, sçavoir faisons, Que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre tres-cher & bien-amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Maréchal de France & Chevalier de nos Ordres, de nôtre bien-amé & feal le Sieur Colbert Marquis de Croissi Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & de nôtre bien-amé & feal le Sieur de Mesmes Comte d'Avaux aussi Conseiller en nos Conseils, par les épreuves avantageuses que Nous en avons faites dans les diverses Ambassades & Emplois considerables que Nous leur avons confié, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume; Pour ces causes & autres bonnes considerations à ce Nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs Maréchal d'Estrades, Marquis de Croissi & Comte d'Avaux; commettons, ordonnons & deputons par ces Presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller dans la Ville de Nimegue en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agréés avec tous Ambassadeurs & Ministres de nôtre très-cher & tres-amé Frere l'Empereur des Romains & de ses Alliés tous munis de Pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer, & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre; Et pourront nos susdits Ambassadeurs tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empéchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix avec même authorité que Nous ferions ou pourrions faire, si Nous y estions presens en personne; encore qu'il y eust quelque chose qui requist un Mandement plus special non contenu en cesdites Presentes. Promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs Maréchal d'Estrades, Marquis de Croissi, & Comte d'Avaux, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchément, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites Presentes. Donné à S. Germain en Laye le vingt-troisiéme jour de Decembre l'an de grace mil six cens soixante quinze; Et de nôtre Regne le trente-troisiéme. Signé Louis, Par le Roi, ARNAULD.

Le present Traité de Paix a été ratifié & confirmé par le Roi à S. Germain en Laye le 26. Fevrier. 1679.

Et par l'Empereur à Vienne le 29. Mars 1679.

Et par la Diette de Ratisbonne, pour les Electeurs, Princes, & Estats de l'Empire le 23. Mars 1679.

Et publié à Paris le 26. Avril. 1679.

Ratificatio Sacræ Cæsareæ Majestatis Tractatus Pacis Cæsareo-Gallico-Suecici commutata Neomagi 19. Aprilis, 1679.

NOS LEOPOLDUS &c.

NOtum facimus omnibus & singulis Præsentes literas inspecturis, lecturis, vel legi audituris, aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restinguendum, quod ante annos aliquot exarsit grave bellum, Congressus Neomagi Gueldrorum institutus fuerit, Divinâ favente clementiâ factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per nostros ab utraque parte ad id destinatos Legatos extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia tandem conclusa, & ad Ratificationem nostram perfecta sit, formâ, modo & tenore sequenti.

Sequitur tenor Instrumenti Pacis.

Cum igitur hæc omnia & singula per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro præscripto, jussu & mandato hinc ad modum prout hic verbotenus inserta, & descripta leguntur, gesta, peracta, & conventa sunt, nos eadem omnia & singula, præhabitâ maturâ & diligenti consideratione, & certa nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratisbonæ modo per Deputatos congregati memoratam Pacem in omnibus & singulis Articulis vigore conclusi vigesima tertia mensis hujus facti, & ad manus nostras transmissi approbaruot & ratificarunt, nos omnes, & singulos supradescriptos Articulos, & quicquid totâ hâc Pacis conventione continetur, firmiter, constanter, & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione ut vel per nos, vel per alios contraveniatur passuros; quomodocunque id fieri possit omni dolo, & fraude exclusis. In horum omnium testimonium, & fidem, sigillum nostrum Cæsareum majus huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi facimus. Datum in Civitate nostra Viennâ die 29. mensis Martii, anno Domini 1679. Regnorum nostrorum Romani 21. Hungarici 24. Boemiæ verò 23.

LEOPOLDUS.

Vt. LEOPOLDUS GUILLELMUS Comes in Konigsegg.

Ad mandatum S. Cæs. M. proprium.

CHISTOPHORUS BEUER.

Friedens Ratification Sammt angehefftem allerunterthänigsten Reichs Gut-achten, des Heil. Römis. Reichs Chur-Fursten und Stände auff dem noch wehrenden Reichs-tag zu Regensburg den 23. dieses monats Martii, 1679. eröffnet.

In der Reichs *Dictatur*, den 23. *Martii*, 1679.

AUsz der Romis. Kayserl. Majest. zu gegenwertigen Reichs-tag bevolmachtigten hochst-ansehentlichen Principal-Commissarii, des Hochwürdigsten Fürsten und Herrn, Herrn Marquarden, Bisschoffen &c. unter dem den 3. und 13. instehenden monats Martii ertheilten *Decretis* und Beylagen, haben Chur-Fürsten und Stande, allhier anwe-

anwesende Rähte, Bottschaffter und Gesandte, mit mehrerm gebührend vernommen, welcher Gestalt der Fried zwischen allerhöchst-gedachter Ihrer Kayserl. Majest. und beyden Cronen Franckreich und Schweden, durch allerseits Gesandschafften zu Nimwegen, am 5. Februarii jüngsthin geschlossen, und unterschrieben worden, und was dieselbe, so wohl wegen der nebens Ihro, auch von Reichs wegen darüber bedungenen *Ratification*, und sonsten allergenädigst furstellen und erinnern, als auch, dasz die beeden *Instrumentis Pacis* angehengte *Clausula*, keines wegs den verstande haben solten, als ob sie hierdurch ihrer *Capitulation*, und dem im Westphalischen Fried einverleibten §. *Gaudeant &c. prejudiceren* wolten, sondern was der jetzige Zustand also veranlässe, auff keine Weise in einige *Consequenz* gezogen werden könte noch solte, kräfftigst mithin versichern lassen.

Gleich wie man nun nicht ermangelt, solches aller seiner Richtigkeit nach, in behörig und reiffe *deliberation* zu stellen, also ist in allen 3. Reichs-*Collegiis* geschlossen worden, dasz sothane allergnädigste Versicherung, von Chur-Fürsten und Standen, jedoch mit der *Reservation*, und vor diszmahl zu acceptiren seye, dasz das jenige, was so wohl wegen beschehener *Communication* von dem Fredens Werck, als der Verordnung, desz *Instrumentis Pacis*, in andere wege zu wieder, bey dieser Kriegs-Unruhe, vorgangen seyn mag, denenselben weder jetzt noch künfftig zum Nachtheil oder einigem Præjudiz gereichen solle. Und dann allerhöst erwehnter Ihrer Kayserlichen Majest. nicht allein voor die *Communication* beyder Friedens-*Instrumenten*, samt beygefügten Erklar und Verwahrungen, sondern auch wegen dero zu Beförderung beruhrten Friedens, höchstrühmlich angewendeten eyffer, und Reichs Vätterlicher Sorgfalt, massen hiermit beschiehet, allerunterthänigster danck zu erstatten. Und ob man zwar ebenmässig gewünschet, dasz die in erwehntem *Instrument* begriffene *Conditiones*, zu Ihrer Käyserlichen Majest. wie auch Chur-Fürsten und Standen, gröfster *Consolation* und Vortheil ausz geschlagen waren, weilen es jedoch jetzige zeitten und zufalle, nicht anderster haben erleyden wollen, dasz dahero zu abwendung ferneren ruins und gefahr im Reich, und dessen dermahligen Veruhigung, beyde gemeldte Friedens *Instrumenta*, in allen ihren *Articulis*, von Reichs wegen ebenfals anzunehmen, und zu confirmiren seyen, mit dem allergehorsamsten Ersuchen, Ihro Käiserliche Majest. allergenädigst geruhen wolten, solche in Ihren, auch im Nahmen Chur-Fürsten und Standen, noch vor Auszgang desz zu end eylenden *Termins*, gut zu heissen, zu ratificiren und zu bestättigen, und nachdem in mehrgedachtem Friedens *Instrument*, allerseits verglichen und bedungen worden, dasz zwischen denen annoch kriegenden hohen Partheyen, ehist möglichst ein Stillstand der Waffen getroffen, und vermittelst allerhöchst erwehnter Ihrer Käyserliche Majest. und des Reichs kräfftigen *Interposition*, dieselbige nicht weniger verglichen werden sollen, als werden Ihro Kayserl. Majest. hiemit noch ferner aller unterthänigst ersucht, dero Reichs vatterl. vorsorg mit zuziehung Chur-Fürsten und Ständen, allergnädigst dahin noch weiter anzuwenden, auff dasz von allen im Krieg sich noch bevindenden hohen Theilen, das bedungene *Armistitium* vor allen dingen angenommen, darauff die Tractaten würcklich angetretten, und möglichster fleisz angekehret werde, we je ehe, je besser, die noch obhandene *Differentien* durch gütliche mittel und wege gehoben, und mithin der allerseits *intendirte* Universal Friede erhalten, und wieder beygebracht werden möge; Und weilen schlieszlichen ausz denen beyden mit communicirten beylagen, mit mehrerm zu vernehmen, was Ihro Kayserl. Majest. so wohl wegen den 10. vereinigten Elsassischen Reichs-Statten, als auch übriger in dem Elsasz gelegener Reichs-Standen, wie auch der Metz, Tull und Verdünischen Vasallen, so den des Stiffts und *Dioeceses* Basel, der Abteyen Murbach und Luders nicht weniger der Stadt Strasburg, und seibiger ohnmittelbahrer Reichs Ritterschafft, ingleichen des Warnemündischen Zolls, der *Jurium* der Hertzogen von Mecklenburg, und der Stadt Brehmen, und anderer noch unverglichener Reichs-Angelegenheiten halber, durch dero Gesandtschafft zu Nimwegen, den 3. und 5. Feb. nechsthin *respective* reserviren und declariren lassen: Also wird solches gleichsfals allerdings genehm gehalten, und Ihre Kayserl. Majest. hiermit allerunterthänigst ersüche, Dero Reichs Vatterliche vorsorge diszfals noch ferners dahin allergnädigst anzuwenden, damit selbige nochmahlen gehöriger Orten weyter *insistiret*, und dadurch ged. Reichs-Stande, in dem Westphalischen Frieden-Schlusz confirmirten Reichs *immediteten*, *libertet*, und all übrige *Jura* ungekrancke erhalten, und sonderlich dem §. *Juxta Pacem Monasteriensem. 27. Instr. Cæs. Gallici*, ein völliges vergnügen geschehen möge. Wobey dann auch die wegen verschiedener Reichs und andern Stadten in Franckreich und Schweden, erlangten Handlungs Freyheiten und Immunitaten, möglichst zu beobachten, damit dieselbe wieder ernewert, und bestattigt werden mögen. Wormit höchstbesagten Käyserl. Hern. Principal Commissarii Hoch Fürstl. Gnaden, Chur-Fürsten, Fürsten und Standen, disz Orths anwesende Ratho, Bottschafften, und Gesandte sich besten Fleisses und geziemend empfehlen,

Signat. Regenspurg den 23. *Martii an.* 1679.

Quod hæc Copia cum vero suo Originali Collationata concordet, attestatur Ratisbona 23. Martii 1679.

(L.S.) CANCELLARIA MOGUNTINA.

Concordat cum Copiâ Authenticâ Ratisbona huc missa, Neomagi 19. Aprilis, 1679.

(L.S.) CANCELLARIA LEGATIONIS CÆSAREÆ.

TRADUCTION.

Ratification de la Paix des Electeurs, des Princes, & des Etats du St. Empire resolué à la Diéte de Ratisbonne le 23. du mois de Mars, 1679.

Les Conseillers, Ambassadeurs, & Envoyés des Electeurs, des Princes & des Etats, qui se trouvent ici presens, ont été pleinement & duëment informés par les Decréts, & les piéces y jointes du Plenipotentiaire, & Commissaire principal de sa Majesté Imperiale, à la presente Diete de l'Empire, le tres-Reverend Prince & Seigneur, le Seigneur Marquard Evêque, &c. Comme quoy la Paix entre sadite Majesté Imperiale, & les deux Couronnes de France & de Suede a été concluë, & signée le 5. Fevrier dernier par leurs Ambassades à Nimegue, & de ce qu'elle a voulu avoir la bonté de monstrer & toucher, tant au sujet de la Ratification de l'Empire conditionnée ensemble avec la sienne qu'autrement; comme aussi qu'elle a voulu faire asseurer fortement, que les clauses inserées dans les Traités de Paix n'ont été faites autrement en cette veuë, que si par là elle pretendoit apporter du préjudice à sa Capitulation, & à l'Article stipulé dans le Traité de Westphalie qui commence Gaudeant *&c. mais ce que l'état present lui avoit donné occasion de faire, ne devoit, ni seroit tiré en aucune consequence; & comme l'on n'a pas manqué selon son devoir de mettre tout cela en duë & meure deliberation, ainsi il a été conclu dans les trois Colleges, que cette tres-benigne asseurance soit acceptée pour cette fois par les Electeurs, les Princes, & les Etats*

ANS de J. C. 1679.

avec cette reserve pourtant, que ce qui s'est fait & passe pendant les presens troubles de la guerre dans la direction du Traité de Paix, tant à cause de la communication des affaires d'icelle qu'autrement, ne leur apporte ni presentement, ni à l'avenir aucun dommage ou prejudice; qu'après cela l'on ait à rendre tres-humbles graces à sadite Majesté Imperiale (comme l'on fait par la presente) non seulement pour la communication des deux Traitez de Paix, & des declarations & reservations qui y sont jointes; mais aussi pour le zele & le soin paternel qu'il a eu pour l'Empire, en lui procurant ladite Paix; & que quoique l'on auroit bien souhaité aussi, que les conditions qui ont été stipulées dans ledit Traité, eussent apporté à sa Majesté Imperiale, comme aussi aux Electeurs & aux Etats plus de consolation & d'avantage, l'on ait neanmoins à accepter & confirmer pour l'Empire lesdits deux Traités de Paix avec tous leurs Articles, pour detourner à l'avenir de l'Empire le danger & la ruine, & pour le mettre entierement en repos, puisque le tems & les conjonctures ne l'ont pas voulu permettre autrement, suppliant en toute obeissance sa Majesté Imperiale qu'elle veuille avoir la bonté de les agréer, ratifier & confirmer en son nom, & en celui des Electeurs & des Etats, avant l'expiration approchant du terme; & puisque dans les Traités de Paix mentionnés il a été convenu & accordé, qu'entre les Parties qui sont encore en guerre il seroit arrêté un Armistice le plutôt qu'il se pourroit, & que par la forte interposition de ladite Majesté Imperiale, & de l'Empire, leur accommodement se devoit faire de même, Sa Majesté Imperiale, est aussi tres-humblement suppliée d'avoir la bonté de continuer le soin paternel de l'Empire, en communiquant avec les Electeurs & les Etats, afin que sur tout l'Armistice conditionné soit accepté de toutes les hautes Parties qui se trouvent encore en guerre; qu'après cela l'on entre effectivement en traité, & que l'on fasse toute la diligence possible pour ôter à l'amiable, sitôt & le mieux qu'il se pourra, tous les differens qu'il y a encore à vuider, pour obtenir & rétablir la Paix universelle, & desirée d'un chacun. Et comme finalement l'on a appris plus au long, par les deux adjointes semblablement communiqués, ce que sa Majesté Imperiale a fait reserver & declarer respectivement le 3. & le 5. Fevrier dernier par son Ambassadeur à Nimegue, tant à cause des Villes Imperiales & Unies, que du reste des Etats d'Alsace, comme aussi touchant les sujets de Mets, Toul & Verdun, de même touchant l'Evêché & le Diocese de Basle, les Abbayes de Morbach & de Luders, ensemble la Ville de Strasbourg & sa Noblesse dependente immediatement de l'Empire, semblablement le Peage de Wernemonde, & les Droits des Ducs de Mecklenbourg, & la Ville de Breme, & les autres necessités de l'Empire dont on n'est pas encore tombé d'accord: ainsi l'on tient cela de même pour agreable, & l'on supplie tres-humblement Sa Majesté Imperiale par ces presentes de continuer benignement pour cela le soin paternel qu'elle a de l'Empire, afin qu'il en soit fait encore une fois des instances là où il sera necessaire, & que par ce moyen lesdits Etats de l'Empire soient entierement conservés dans l'independence; la liberté & les droits confirmés par le Traité de Paix de Westphalie, & particulierement qu'il ne soit en rien derogé de l'Article 27. de celui de Munster, fait entre l'Empereur & le Roi de France. Et qu'avec cela il soit pris garde, autant qu'il sera possible, que la liberté & les immunités du commerce, obtenues de la France, & de la Suede par diverses Villes tant de l'Empire qu'autres, soient renouvellées & confirmées. Après quoi les Conseillers, Ambassadeurs & Envoyés qui sont ici présens se recommendent soigneusement, & selon leur devoir à son Excellence le susmentionné Principal Commissaire de sa Majesté Imperiale. Signé à Ratisbonne le 23. Mars, 1679.

(L.S.) La Chancelerie Electorale de Mayence.

ANS de J.C. 1679.

Ratification de la Paix faite entre leurs Majestés Imperiale & Tres-Chrestienne le 5. Fevrier 1679. de la part de la France échangée à Nimegue le 19. Avril.

LOuis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces présentes Lettres verront salut. Comme nostre tres-cher & bien Amé Cousin le Sieur Comte d'Estrades Mareschal de France, & Chevalier de nos Ordres; Nostre bien Amé & feal le Sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nostre Conseil d'Etat; & nostre bien Amé & feal le Sieur de Mesme, Comte d'Avaux, aussi Conseiller en nôtre Conseil, nos Ambassadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des Pleinpouvoirs que que nous leur en avions donnés, auroient conclu, arresté & signé le 5. du present Mois de Fevrier en la Ville de Nimegue avec le Sieur Jean Eveque de Gurc, Prince du Saint Empire & Conseiller de nostre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur, le Sieur Uldaricq Comte de Khinsky &c. Et le Sieur Theodore Althete Henry de Stratman, Conseiller Aulique de nostre dit Frere l'Empereur & de l'Empire, Ambassadeurs extraordinaires & Pleinpotentiaires de nôtre tres-cher & tres-Amé Frere l'Empereur, pareillement munis de Pleinspouvoirs, le Traité dont la teneur s'enfuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix, en tous & un chacun des points & articles, qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous, que pour Nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & sujets accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypotecque de tous & chacuns de nos biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit; en témoin de quoy Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à St. Germain en Laye le 26. jour de Fevrier, l'an de grace 1679. & de nôtre Regne le 36.

Signé,

LOUIS.

Et plus bas.

Par le Roi.

ARNAULD.

CLIV.

ANS de J.C. 1679. L'EMPEREUR ET LA SUEDE.

Traité de Paix entre LEOPOLD *Empereur des Romains &* CHARLES XI. *Roi de Suede, fait à Nimégue le 5. Fevrier,* 1679. Freder. Leonard. Tom. III. Actes & Negociations de la Paix de Nimégue. Tom. III. pag. 441. &c.

NOtum sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, postquam ab initio hujus Belli, aliquot ab hinc annis moti, inter Serenissimum & Potentissimum Principem ac Dominum LEOPOLDUM, electum Romanorum Imperatorem, semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Re-

gem,

ANS de J. C. 1679.

gem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Stiriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habsburgi, Tyrolis, Ferretæ, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravium Alsatiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, ex una: Et Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum Dominum Carolum, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem, magnum Principem Finlandiæ, Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Brehmæ, Vehrdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliaci, Rutiæ & Montium Ducem ex altera parte; Sacra Cæsarea Majestas & sacra Regia Majestas Sueciæ nihil priùs magisque in votis habuissent, quàm per restitutionem Pacis numquam interrumpendæ tot Provinciarum desolationem, & effusionem sanguinis Christiani sistere: tandem Divina bonitate factum esse, ut annitente Serenissimo ac Potentissimo Principe ac Domino, Domino Carolo secundo Magnæ Britanniæ Rege, qui difficillimis hisce Christiani orbis temporibus, Mediator universim receptus, cum immortali sua gloria, indefesso studio pro tranquillitate publica & pace generali consilia & officia sua impendit, Sacra Cæsarea Majestas & sacra Regia Majestas Sueciæ consenserint, ut congressus ad tractandam Pacem hic Neomagi institueretur. Comparentes igitur dicto loco utrinque legitimè constituti legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Imperatoris Reverendissimus, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Joannes Episcopus Gurcensis, Sacri Romani Imperii Princeps, atque Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius; nec non Dominus Franciscus Udalricus, Sacri Romani Imperii Comes Kinskii à Chitoiz & Tettau, Dominus in Clumitz Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius intimus, Camerarius Regius, locum tenens, Provincialis Curiæ Regiæ Assessor, Appellationum Præses, aulæque Regiæ in Regno Bohemiæ Præfectus; & Dominus Theodoricus Altherus Henricus à Stratman, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperii Aulicus; à parte verò Regis Sueciæ, Illustrissimi & Excellentissimi Domini Dominus Benedictus Oxenstierna Comes in Korsholm & Wasa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, Dominus in Kaputia & Katula Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator, ac Præses in summo quod Wismariæ est tribunali, ut & Supremus legifer Ingriæ & Kexholmiæ; & Dominus Joannes Paulin Olivekrans Dominus in Ulfshal & Holsmanstorp Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status & Judex ordinarius Territorii Widboensis: post invocatum divini Numinis auxilium mutuasque Plenipotentiarum tabulas, quarum Apographa sub finem hujus Instrumenti verbotenus inserta sunt, ritè commutatas, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum Domini Laurentii Hyde, armigeri, Domini Gulielmi Temple Baronetti, & Domini Leolini Jenkins Equitis aurati, Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, qui munere Mediatorio pro conciliandâ tranquillitate publica ab anno 1675. huc usque procul à partium studio sedulò prudenterque perfuncti sunt ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem in mutuas pacis & amicitiæ leges convenerunt tenore sequenti.

I. Sit Pax Christiana inviolabilis ac perpetua, veraque & sincera amicitia sacram Cæsaream Majestatem, Romanum Imperium, cumque omnes & singulos fœderatos hac pace comprehensos & singulorum hæredes & successores ab una, atque Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ & ejusdem fœderatos hac pace comprehensos atque singulorum hæredes ac successores ab altera parte, ideoque statim cessent omnes cujuscumque generis hostilitatum actus per omnia & quævis utriusque partis regna, status, Ditiones, ac Provincias ubicumque sitas, interque omnes & singulos eorundem subditos & incolas, cujuscunque fuerint conditionis, ita ut altera pars alteri nihil posthac inimicitiæ aut damni clam aut palam directè vel indirectè per suos vel per alios inferri faciat, sed potius utraque pars alterius utilitatem, honorem ac commodum promoveat; atque sic utrinque fida vicinitas atque reciproca studiorum & officiorum pacis & amicitiæ necessitudo restituta maneat & perennet.

II. Et quo accuratius huic rei caveatur, placida est utrinque perpetua oblivio, & Amnistia omnium eorum quæ à primordio horum motuum quocunque loco modove ab una vel altera parte ultrò citroque inimicè, aut hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ, vel prætextu alter alteri quicquam hostilitatis, molestiæ, vel impedimenti, quoad personas, res, jura, vel securitatem per se, vel per alios clam aut palam, directè vel indirectè, specie juris vel via facti in Imperio, aut uspiam extra illud: (Non obstantibus ullis prioribus pactis in contrarium facientibus,) inferat, vel inferri faciat, vel patiatur; sed omnes & singulæ, hinc inde tam ante bellum, quàm in bello, verbis, scriptis, aut factis, illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna, expensæ absque omni personarum rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine una pars adversus alteram prætendere possit, perpetuâ oblivione sepultum sit. Gaudeantque pariter hac eâdem Amnistia ejusque beneficio & effectu, omnes & singuli utriusque partis Vasalli & subditi; ita ut nemini noxæ damnove sit, aut præjudicio has vel illas partes secutum esse, quominus pristino, in quo ante bellum immediatè fuit, statui, quoad honores & bona plenè restituatur.

III. Juxta hoc universalis & illimitatæ Amnistiæ fundamentum, & ut præsentis pacis ac amicitiæ eo certior regula inter paciscentes partes constituatur, mutuo consensu conventum est, ut Pax Westphalica Osnabrugis die 24. Octobris anno 1648. sancita sit forma, basis ac omnimoda norma hujus Pacificationis; ita ut pristino suo vigori restituta imposterum sarta tecta sit, maneatque æquè ac ante hos præsentes belli motus Pragmatica Imperii Sanctio, & lex fundamentalis, qua iterum partes paciscentes mutuò obligatæ & obstrictæ sint invicem, non obstantibus, sed annullatis quibuscunque actis, decretis, mandatis, vel mutationibus per hos belli motus in contrarium factis.

IV. In majus autem amicitiæ & arctioris conjunctionis robur, neuter paciscentium ulla fœdera huic paci contraria habeat, neque posthac ulli tractatui, vel negotiationi in alterius damnum, vel præjudicium tendenti consensum suum det, sed potiùs talibus adversetur. Neque hostibus alterius, sive his, qui præsenti tempore hostes sunt, sive iis qui posthac existere poterunt, ullum omnino auxilium milite, armis, munitionibus, navibus, nautis, ullisve rebus bellicis, pecuniæve ad belli subsidia, sive directè, sive indirectè, sive publico, sive privato nomine præstet, nec eosdem ullis Stativis vel Hibernis in Imperii vel Regni Sueciæ ditionibus juvet aut juvari faciat, salvo Guarantiæ articulo infra descripto.

V. Cùm tranquillitatis publicæ intersit bellum, quod Sacræ Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, ejusdemque fœderatis cum Rege Daniæ, Domino Electore Brandenburgico, Episcopo Monasteriensi & Ducibus Brunsvigo, Luneburgicis, Osnabrugensi, Cellensi, & Guelpherbytano adhuc intercedit, quantociùs etiam componi sacra Cæsarea Majestas

ANS de J.C. 1679.

& Imperium tam per se, quàm junctâ operâ cum aliis officia sua ad pacem conciliandam efficacissimè interponent: Salvâ semper inter Cæsarem & Imperium atque Regem, Regnumque Sueciæ de hostibus mutuò non juvandis anteriori articulo sancitâ, reciprocâ obligatione. Quamdiu autem Pax inter prædictas partes non coaluerit, nullum omnino afferetur sacræ Regiæ Majestati Sueciæ in bello contra prædictos suos hostes gerendo obstaculum vel impedimentum: Pace verò facta, ea hoc tractatu ita comprehensa intelligatur, quasi hic specificè inserta esset.

VI. Redeant utrinque libera negotiandi commercia terrâ marique, sintque & maneant subditis sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii, imprimis Civitatibus Hanseaticis in Regno, Provinciis, Ditionibus & Portubus Sueciæ: & vicissim subditis Sueciæ in Imperio eadem libertas, immunitas, jura, privilegia, & emolumenta, quibus ante hos belli motus mutuò gavisi sunt.

VII. Sacra Cæsarea Majestas pro munere suo Cæsareo, Domino Christiano Alberto Slesvici, & Holsatiæ Duci Gottorpiensi, non minùs quàm reliquis Imperii statubus juxta leges, constitutionesque Imperii protectionem suam impertietur, ut eidem ditiones in imperio sitæ & competentia jura sarta tecta sint interponetque officia, ut reliquæ etiam controversiæ inter Regem Daniæ & prædictum Ducem componantur.

VIII. Imperator & Rex Sueciæ consentiunt ut Rex Magnæ Britanniæ tanquam Mediator, & omnes Reges, Principes, & Respublicæ super executione & observantia tam omnium, quàm singulorum quæ præsenti tractatu continentur altè memoratis sacræ Cæsareæ Majestati, & sacræ Regiæ Majestati Sueciæ guarantiam præstent.

IX. Et cùm sacra Cæsarea Majestas & sacra Regia Majestas Sueciæ officia & studia Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, quæ conciliandæ paci universali & tranquillitati publicæ indesinenter impendit, grato animo agnoscant, utrimque placuit eum cum Regnis suis præsenti hoc Tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

X. Comprehendantur præterea hac Pace illi qui ante permutationem Ratificationis vel infrà sex menses posteà ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur. Ea quoque de quibus inter sacram Cæsaream Majestatem ac Imperium & Regem Christianissimum convenit hoc tractatu comprehensa intelligantur eodem planè loco habenda, ac si huic verbotenus inserta essent.

XI. Pacem hoc modo conclusam promittunt Legati extraordinarii, & Plenipotentiarii supradicti ab Imperatore & Imperio ex una, & Rege Sueciæ, ex altera partibus ad formam hic mutuò placitam ratihabitum iri, seque infallibiliter præstituros, ut solemnia ratihabitionum instrumenta intra spatium octo septimanarum à die subscriptionis computandum, aut citius, si fieri possit, hic reciprocè ritèque commutentur.

XII. Et cùm sacra Cæsarea Majestas ab Electoribus, Principibus & statibus Imperii vigore conclusi die 31. Maij anno 1677. *Legatis Suecicis* sub sigillo Cancellariæ Moguntinæ extradito decenter requisita fuerit ut Dictorum Electorum, Principum & statuum Imperii interesse per suam Cæsaream Legationem in hoc congressu agi curaret, tam Cæsarei, quàm Regii Legati nominibus supradictis præsens pacis instrumentum in omnium & singulorum eo contentorum fidem majusque robur subscriptionibus, sigillisque propriis munierunt, & competentes ratificationes formulâ consentâ termino supra constituto sese extradituros polliciti sunt, nec ulla à directorio sacri Romani Imperii, contra subscriptionem hujus tractatus recipiatur, aut valeat protestatio, vel contradictio. Acta hæc sunt Noviomagi die 5. Februarij S. N. 26. Januarii S. V. 1679.

(a) Plenapotentia Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Legatis suis tradita.

NOs Carolus Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux: Notum testatumque facimus omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quod cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præsens bellum, quo Christianus Orbis affligitur in æquam & honestam Pacem quantocyùs converti queat, atque proptereà grato accepimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & mediatione eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur; Ideò quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ & fide Nostri Regnique nostri Senatoris ac Præsidis in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & Supremi Legiferi Ingriæ & Kexholmiæ Illustris nobis sincerè fidelis, Domini Benedicti Oxenstierna, Comitis in Korsholm & Wasa, Liberi Baronis in Morhby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; sicut & Nostri Consiliarii Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis Ordinarii territorii Wadboensis, Generosi ac nobilis nobis sincerè fidelis Johannis Paulin Olivekrans Domini in Ullshol & Hofmanstorp. Eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimum fieri possit ad dictam Urbem conferant, ibique Pacis colloquia, sive directè sive interveniente operâ respectivè, hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Leopoldi, Electi Romanorum Imperatoris, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ & Sclavoniæ Regis, Archiducis Austriæ, Ducis Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ & Carniolæ: Marchionis Moraviæ, Ducis Luxemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergi ac Teckæ, Principis Sueviæ, Comitis Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravii Alsatiæ, Marchionis Sacri Romani Imperii, Burgoviæ ac superioris & inferioris Lusatiæ, Domini Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti mandato ad præsens bellum terminandum controversiasque quæ eò spectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; Damus quoque plenam & absolutam Potestatem cum omni auctoritate & mandato ad id necessariis supradictis Nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine incundi, concludendi & signandi inter Nos & prædictum Imperatorem, ejusque fœderatos, omnia quoque Instrumenta quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æquè liberè & amplè, ac ipsi præsentes id faceremus vel facere possemus, quantumvis mandato adhuc specialiori & expressiori quàm quod hisce præsentibus continetur opus esse, visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habi-

ANS de J.C. 1679.

(a) Le Plein-pouvoir de l'Empereur est emême qu'à l'égard du Traité avec la France. Ce Plein-pouvoir & les deux déclarations suivantes, ne se trouvent pas dans le Recueil de Leonard. On les a tirées des Actes & Négociations de Paix de Nimégue.

ANS de J. C. 1679. habituros, quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios sive binos conjunctim sive unum eorum solum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni forma intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentes manu nostra subscriptas sigillo Nostro Regio communiri jussimus. Dedimus in arce nostra Holmensi die duodecimo Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo sexto.

CAROLUS.

L. S.

Declaratio Legationis Cæsareæ ratione Tractatus Cæsareo-Gallici.

POstquam & rei æquitas & variæ Christianissimi Regis antehac factæ contestationes, non ita pridem à Serenissimo Electore Bavariæ, in publicis Imperii Comitiis repetitæ promittebant, controversias quæ Sacro Romano Imperio cum Sacra Regia Majestate Christianissima ratione decem Civitatum unitarum, & Immediatæ Nobilitatis Alsatiæ, Vassalorum trium Episcopatuum Metensis, Tullensis & Verodunensis, Episcopi & diœcesis Basiliensis, Abbatiarum Murbacensis, & Luderensis, Civitatis Argentinensis, aliorumque intercedunt, si de eis in hoc Pacis congressu conveniri non posset, ad placitum antehac arbitrium remissum iri; non dubitaverat Legatio Cæsarea, quin Excellentissimi Domini Legati Gallici id admissuri fuissent. Cùm verò eò induci non potuerint, præferentes, se de iis controversiis nihil scire, aut informatos esse, maluit quidem Legatio Cæsarea Articulum, quem projecto suo Pacis Cæsareo-Gallicæ, de renovando dicto arbitrio inseruerat, omittere, quàm paci ardentissimis omnium votis exoptatæ ulteriores moras poni, priùs tamen ad protocollum Excellentissimorum Dominorum Legatorum Mediatorum, coram ipsis Dominis Dominis Galliæ Legatis solemnissimè protestata, per hanc omissionem nihil Imperii Juribus præjudicari, sed ea potiùs uti in Pace Monasteriensi, quæ hoc Tractatu, quem cum præmemoratis Dominis D. Galliæ Legatis conclusum et, per omnia confirmata fundata sunt, sarta tecta servari: quam interpositam Protestationem Legatio Cæsarea ante subscriptionem Pacis hisce repetere, & Dominos Legatos Mediatores simul enixè rogare voluit, ut eandem in futuram rei memoriam, ad Mediationis & Relationum suarum commentarios referre non graventur. Noviomagi, Tertio Februarii, Stylo novo, 1679.

Joannes Episcopus & Princeps Gurcensis.
Franciscus Udalricus Comes Khinsky.
T. A. Henr. Stratman.

Declaratio Legationis Cæsareæ ratione Tractatus Cæsareo-Suecici.

CUm de Articulo tertio Tractatus Cæsareo-Suecici multum difficultatis fuerit, cui tollendæ Excellentissimi Domini Legati Suecici palam contestati sint, dispositionem istius Articuli eò extendi non posse, ut à Sacra Cæsarea Majestate & Imperio, Principes in Bello manentes, Articulo quinto nominati, ad restitutionem Pacis Westphalicæ Osnabrugensis obligari debeant, sed virtute Articuli quinti hanc rem ad particulares Tractatus remitti, se tamen hanc suam Declarationem in Tractatu cui subscripturi sint, admittere non posse; Legatio Cæsarea operæ pretium duxit, Excellentissimos Dominos Mediatores, ante Tractatus Cæsareo-Suecici subscriptionem enixè rogare, ut prædictam Dominorum Legatorum Sueciæ declarationem, à Nobis acceptam, congruo loco ad Mediationis & relationum suarum commentarios referre non graventur: Et simul meminisse, quod Articulus Projecti Cæsareo-Suecici de Telonio Waroemundensi, & Juribus Dominorum Ducum Meckenburgensium, uti & Civitatis Bremensis in ipso Tractatu ideo tantum omissus sit, quòd Domini Legati Suecici constanter negarint, se de his ab Aula sua ob impeditam correspondentiam, necdum informatos & instructos esse, Cæsarea verò Legatio eam ob rem ulteriores moras Paci poni noluerit, eùm etiam absque ejusmodi stipulatione, jura clara sint, & Cæsaris & Imperii protectione tuta. Noviomagi, quintâ Februarii, Stylo Novo, 1679. ANS de J. C. 1679.

Joannes Episcopus & Princeps Gurcensis.
Franciscus Udalricus Comes Khinsky.
T. A. Henr. Stratman.

Ratificatio Suecica pro Sacrâ Cæsareâ Majestate, & Imperio Romano-Germanico commutata. 19. Aprilis, 1679.

NOs Carolus Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorum Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux. Notum facimus omnibus & singulis præsentes litteras inspecturis, lecturis, vel audituris aut quomodocumque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit. Postquam ad restinguendum quod ante annos aliquot exarsit grave bellum Congressus Neomagi Geldrorum institutus fuerit, Divinâ favente Clementiâ factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus, per nostros ab utrâque parte ad id destinatos Legatos extraordinarios & Plenipotentiarios Pax & amicitia tandem conclusa & ad Ratificationem nostram perfecta sit, formâ, modo, & tenore sequenti.

Sequitur Tractatus integer unâ cum Plenipotentiis.

Cùm igitur hæc omnia & singula, per nostros Legatos; & Plenipotentiarios supra memoratos nostro præscitu, jussu & mandato, hunc ad modum prout hic verbotenùs inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, nos eadem omnia & singula, præhabitâ maturâ & diligenti consideratione, & certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse, & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo regio promittimus pro nobis, nostrisque & Regni nostri Successoribus, nos omnes & singulos supra descriptos Articulos, & quidquid totâ hac Pacis conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos, vel per alios ullo unquam tempore, contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium testimonium & fidem, sigillum nostrum Regium Majus huicce diplomati, manu nostra subscripto, appendi fecimus. Datum in Castris nostris Luingby die 3. mensis Martii, anno Domini 1679.

CAROLUS.

H. HOGHUSEN.

CLIV.

CLV.

ANS de J. C. 1679.

FRANCA, SUEDE, ET ZEL, WOLFEMBUTEL ET OSNABRUG.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France*, *&* CHARLES XI. *Roi de Suéde d'une port & Messieurs les Ducs de* ZELL, WOLFEMBUTEL, *&* d'OSNABRUK, *d'autre. Avec les Ratifications & les Plein-pouvoirs.* Fait à Zell, le 5. Février, 1679. Freder. Leonard. Tom. III. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. III. pag. 567.

LOuis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le sieur Comte de Rebenac Feuquiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arrêté & signé le 5. du present mois de Fevrier en la ville de Zell, avec les sieurs de Bernstorff & de Heimbourg, Ministres d'Etat, & Presidens des Conseils de nos tres-chers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits sieurs Ducs, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

AU nom de Dieu le Createur & de la sainte Trinité: A tous presens & à venir, soit notoire, que comme sa Majesté Tres-Chrestienne Louïs XIV. Roi de France & de Navarre, nonobstant la presente guerre a toûjours conservé une affection tres-particuliere pour leurs Altesses Serenissimes les Seigneurs Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswik, & de Lunebourg, & toute Leur Serenissime Maison; & L. A. des sentimens pleins de respect & de veneration pour un si grand Monarque, avec une envie extrême de meriter quelque part dans l'amitié & les bonnes graces de sa Majesté, aussi-bien que de contribuer tout ce qui pourroit dépendre d'elles au repos de l'Empire, & pour finir la guerre qui depuis quelque temps l'a affligé, sur tout sa Majesté Tres-Chrestienne, quoy-que les Princes & Puissances qui ont été en alliance avec L. A. eussent conclu leurs Traitez particuliers separément, n'en faisant pour cela paroître moins de bonté & de disposition favorable pour les Seigneurs Ducs. Et c'est en cette veuë que L. A. S. ayant appris avec beaucoup de joye & de reconnoissance, que sa Majesté Tres-Chrestienne avoit donné Pleinpouvoir & Commission au sieur Comte de Rebenac, son Lieutenant General dans la Province de Toul, & son Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire, de traiter & conclure, non seulement de sa part avec L. A. mais aussi de contribuer à leur accommodement avec sa Majesté, le Roi & la Couronne de Suede; ayant dés aussi-tost de leur côté donné Pleinpouvoir & Commission aux sieurs de Bernstorff & de Hembourg, leurs Ministres d'Etat, & Presidens de leurs Conseils, d'entrer en conferance avec le sieur Comte de Rebenac, & d'arrester, conclure, & signer avec luy des conditions de la Paix: il est arrivé qu'aprés une reciproque communication de Pleinpouvoirs, dont à la fin de ce Traité les copies sont inserées de mot en mot, on soit convenu & tombé d'accord des deux côtez des conditions de Paix en la teneur qui ensuit.

I. Il y aura une Paix sincere & inviolable envers leurs Majestez & les Couronnes de France & de Suede & leurs successeurs, & L. A. de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, leurs successeurs, & toute la Serenissime Maison.

ANS de J. C. 1679.

II. Il y aura de part & d'autre un perpetuel oubly & amnistie generale de tout ce qui s'est fait & passé depuis le commencement de la presente guerre, en quelque lieu & maniere que ce soit: & dans cette amnistie seront même aux instantes prieres de L. A. expressément compris, tous ceux qui ont servi L. A. durant la guerre, en quelque employ que ce puisse être, nonobstant qu'ils fusent Sujets ou Vassaux des deux Couronnes, & en particulier des Duchez de Bremen & Verden, ou qu'ils les ayent servis cy-devant, de maniere que l'on ne pourra faire aucune recherche contre eux, ni les inquieter, & s'en prendre à leurs personnes ou biens, par voye de fait ou de justice, & pour quelque cause ou pretexte que se puisse être.

III. On fera cesser tous actes d'hostilitez de part & d'autre entre sa Majesté Tres-Chrestienne, ses Alliez, & specialement la Couronne de Suede, & L. A. les Seigneurs Ducs, immediatement aprés l'échange des Ratifications du present Traité, aussitost que par sa Majesté & L. A. Serenissimes, ou leurs Plenipotentiaires respectifs, en pourront être avertis les Generaux & Commandans des Troupes & Armées des deux côtez.

IV. Et parce que le Traité de Paix conclu à Munster & Osnabruck le 24. Octobre 1648. doit toûjours être le fondement le plus solide de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, lesdeux Couronnes & L. A. S. le mettent encore pour regle de celle qu'ils font entre elles avec obligation reciproque de contribuer tout ce qui dépend de l'un ou de l'autre pour conserver ladite Paix de Westphalie en son entiere vigueur, sans faire préjudice pourtant à la neutralité que la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg gardera dans la presente guerre.

V. Et pour affermir d'autant plus la Paix de Westphalie, le Roi & la Couronne de Suede consentent & s'obligent, qu'en ce qui regarde le Cercle de la Basse-Saxe & ses Etats, qui sont compris dans ce Traité de Paix, sa Majesté ne pretendra à la Paix generale qui se fera, que le rétablissement des affaires dans l'état où elles doivent être par les Traitez de la Paix de Westphalie, & ne demandera rien qui n'y soit conforme, & dû à la Couronne en vigueur dudit Traité.

VI. Promettent & s'engagent L. A. de rendre & restituer de bonne foy au Roi & la Couronne de Suede le Duché de Bremen, en tant qu'elles s'en trouvent en possession, & generalement ce qui en dépend, sans exception, aussi-tôt que la Paix generale sera faite, & que ledit Seigneur Roi de Suede se jugera en état de l'occuper, & garder par ses propres forces.

VII. Promettent L. A. d'observer pendant le cours de la presente guerre une exacte neutralité, & de ne point assister directement ni indirectement les Ennemis des deux Couronnes.

VIII. Promettent leurs Majestez de France & de Suede de ne point faire entrer ni passer leurs Troupes & Armées dans & par les Païs & Terres qui appartiennent à L. A. ou à la Serenissime Maison de Brunswik & Lunebourg, laquelle de son côté n'accordera point lesdits passages, tant que la presente guerre dure, à ceux qui sont ou seront Ennemis des deux Couronnes.

IX. Les Seigneurs Rois de France & de Suede sur la priere qui leur en a été faite par L. A. promettent de les assister dans la garantie qu'elles ont à donner aux Ducs de Meklembourg & Saxe-Lavenbourg, l'Evêque de Lubek, aux Comtez de Lippe & de Schwartzbourg, & Villes de Lubek & Hambourg, à l'égard des pretentions que font ou pourroient faire contre lesdits Princes & Etats, le Roy de Danemark & l'Electeur de Brandebourg, sous pretexte de certaines assignations

ANS de J. C. 1679.

gations obtenuës pendant la guerre ; & leurs Majestez employeront leurs offices les plus efficaces à la Paix qu'ils feront avec sa Majesté Imperiale, & où il sera necessaire, pour que lesdites assignations soient entierement abolies, & les Princes & Etats susmentionnez pour telle cause, point troublez ou inquietez à l'avenir.

X. Les deux Couronnes garantiront la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg de tout dommage & préjudice qui lui pourroit estre fait à cause & à l'occasion de cette Paix, sous quelque pretexte que ce puisse estre, & l'assisteront en cas qu'elle fust attaquée de qui que ce soit, six semaines aprés la requisition, ou plûtôt, si faire se peut, des forces convenables au danger.

XI. Son Altesse le Seigneur Duc Erneste Auguste Prince d'Osnabruk jouïra pour elle & ses Etats de cette Paix, & des conditions susdites, tout de mesme comme si elle eust concouru au present Traité, conjointement avec leurs Altesse son frere & cousin, à condition que son Altesse fournisse sa Ratification contre celle du Roi Tres-Chretien, trois semaines aprés que l'échange en aura esté faite entre ledit Seigneur Roi & leurs Altesses susmentionnées.

XII. Consentent les Couronnes à la priere qui leur en a esté faite, que de cette Paix & de son effet ne jouiront pas seullement la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, & ceux qui lui appartiennent ; mais de plus tous les Etats du Cercle de la Basse-Saxe : à l'exception de ceux qui sont & seront actuellement en guerre contre les deux Couronnes. En particulier y seront compris les Villes de Lubek, Bremen, Hambourg, aussi bien à l'égard de leur propre seureté, que de celle de leurs commerces ; à condition pourtant qu'elles reçoivent & donnent toute seureté aux Agens & Ministres des Rois, comme avant la guerre, & que lesdits Etats ne s'opposent, ni à Ratisbonne, ni autre part, au rétablissement de la Paix de Westphalie.

XIII. Sa Majesté Tres-Chrestienne se veut obliger en vigueur de cette Declaration de fournir & procurer l'agréement de ce present Traité, & tout ce qui y est contenu de sa Majesté, le Roi & la Couronne de Suede, & d'en obtenir la Ratification en bonne & dûë forme, dans la temps de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plûtôt si faire se peut ; & avant que ladite Ratification soit délivrée aux mains de leurs Altesses elles ne seront point obligées de rendre le Pais de Brêmen : de quoy sadite Majesté Tres-Chrestienne demeure garante, de mesme qua de tout ce qu'en vigueur du present Traité a été accordé à leurs Altesse & toute la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg.

XIV. Les deux Couronnes feront comprendre le present Traité en celui qu'elles feront avec sa Majesté Imperiale & l'Empire, afin qu'il ait le même effet, & que la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg y trouve la même seureté, comme si elle avoit conclu conjointement avec S. M. Imperiale.

XV. Le present Traité sera ratifié & approuvé de sa Majesté Tres-Chrestienne & de leurs Altesses les Seigneurs Ducs & les Ratifications en bonne forme, échangées à Zell, en quatre semaines, à compter du jour de la signature, ou plûtôt si faire se peut.

En foy de quoy Nous Envoyez Extraordinaires & Plenipotentiaires da sa Majesté Tres-Chrestienne & de leurs Altesse de Brunswic-Lunebourg, en vertu de nos Pouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. / 26 Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L. S.)
De Bernstorf. (L. S.)
De Heimbourg. (L. S.)

NOus ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé ; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, sous l'obligation & hypotheque de tous & un chacuns nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniera que ce soit. En témoin de quoi Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxiéme jour de Fevrier l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-sixiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification du Duc de Zell du Traité conclu avec le Roi de France le 5. Fevrier. 1679.

NOus George Guillaume, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg : Faisons sçavoir par ces presentes, qu'ayant donne ordre & pouvoir au sieur de Bernstorff, nostre Conseiller & Ministre d'Etat, de traiter de nostre part conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc Rodolphe Auguste, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, sur les conditions de Paix, avec le sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Pleinipotentiaire de sa Majeste Tres-Chrestienne, à cela specialement Commis & Deputé : lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs, estant convenus le cinquiéme du mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix selon les Articles suivans.

Au nom de Dieu, &c.

LEquel Traité & Articles ayant vû & examiné, Nous les avons tous & chacun d'iceux separément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agréé, approuvé, & ratifié, & les agréons, approuvons & ratifions par les Présentes signées de nostre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nostre part il y soit contrevenu de quelque maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre nostre Scel à ces Presentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. Signé, GEORGE GUILLAUME. De par son Altesse Serenissime DE BERNSTORF.

Pleinpouvoir du sieur Comte de Rebenac Feuquiere.

LE Roi ayant toûjours conservé une estime particuliere, mesme au milieu de la guerre, pour Monsieur le Duc de Zell ; & sa Majesté estant informée du desir que ce Prince a fait paroistre en diverses occasions, & dont il témoigne encore être touché à cette heure, de se voir en état par la Paix, qui est sur le point de se rendre generale dans l'Europe ; de lier à l'avenir une étroite & sincere alliance avec elle : Sa Majesté qui ne souhaite pas avec une moindre affection de pouvoir compter ce Prince au nombre de ses plus particuliers Amis & Alliez, & de contribuer même à son accommodement avec le Roi & la Couronne de Suede, se porte volontiers d'entrer avec lui dans la discussion des moyens qui peuvent conduire à l'une & à l'autre de ces fins. C'est pour ce sujet qu'elle a donné & donne par ces Presentes au sieur Comte de Rebenac, son Envoyé Extraordinaire en Allemagne,

AN S de J.C. 1679. gne, Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conferer & negocier avec ledit Sieur Duc de Zell, soit avec les Commissaires munis d'un pareil Pleinpouvoir de sa part, & consequemment arrester, conclure, & signer en son nom tels Articles & Conventions que ledit sieur Comte de Rebenac avisera bon estre. Promettant sadite Majesté en foy & parole de Roy, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit sieur Comte de Rebenac aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura esté convenu. En temoignage dequoi sadite Majesté à signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Saint Germain en Laye le 26. jour de Decembre 1678. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Sieur Bernstorff.

SOn Altesse Monsieur le Duc George Guillaume de Brunswik & de Lunebourg, souhaitant passionément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chrestien, & de s'y affermir par la Paix & une alliance étroite & sincere; son Altesse a esté ravie de voir que sa Majesté n'y repugne point, & ait bien voulu en faciliter les suites par la generosité qu'elle a de vouloir honorer son Altesse de son amitié, & mesme de contribuer ses offices à l'accommodement du Roi de Suede & de son Altesse, en donnant Commission & Pleinpouvoir au Comte de Rebenac son Envoyé extraordinaire, de traiter, arrester, conclure & signer en son nom des Conventions qui pourroient conduire à ces deux fins: & afin que de son costé elle y réponde d'une application convenable à son zele pour le service du Roi & l'honneur de son amitié; elle ne continue pas seulement dans la passion d'y pourvoir; mais elle donne aussi par ces presentes Pleinpouvoir, Commission, & Mandement special au Sieur de Bernstorff, son Conseiller & Ministre d'Estat, de conferer, & negotier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & consequemment arrester, conclure & signer en son nom pour les deux fins susmentionnées tels Articles & Conventions que ledit sieur de Bernstorff avisera bon estre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit son Ministre aura promis & signé en vertu du present pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre, comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage dequoy son Altesse Serenissime a signé les presentes de sa main, & y a fait apposer le seel de son Secret. Fait à Zell le 29. Janvier 1679. Signé,

GEORGE GUILLAUME.

(L. S.)

Ratification du Duc de Wolfenbutel.

NOus Rudolphe Auguste, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faisons sçavoir par ces presentes, qu'ayant donné ordre & pouvoir au sieur de Heimbourg, nostre Conseiller d'Etat, & President de nos Conseils de traiter de nôtre part, conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc George Guillaume Duc de Brunswik & de Lunebourg Zell, sur les conditions de Paix, avec le sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé extraordinaire & Plenipotentiaire de la Majesté Tres-Chrestienne; lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs étant convenus le 5. du mois de Février passé, d'un Traité de Paix selon les Articles suivans. AN S de J.C. 1679.

Au Nom de Dieu, &c.

LEquel Traité & Articles ayant veu & examiné, Nous les avons tous & chacun d'iceux separément, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Pays, Terres, Seigneuries & sujets, agréé, approuvé, & ratifié, & les agréons, approuvons & ratifions par les presentes signées de nostre main. Promettons en foi & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu de quelque maniere que ce soit. En temoignage dequoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. Signé, RUDOLPHE AUGUSTE. De par son Alt. Serenissime De Heimbourg.

Pleinpouvoir du Sieur Comte de Rebenac.

LE Roy ayant toûjours conservé une estime particuliere mesme, &c. *comme dans le Traité de Monsieur le Duc de Zell.*

Pleinpouvoir du Sieur de Heimbourg.

SOn Altesse Monsieur le Duc Rudolphe Auguste de Brunswik & Lunebourg souhaitant passionément l'honneur des bonnes graces du Roi Tres-Chrestien, & d'y rentrer & s'y affermir par la Paix & une alliance étroite & sincere, son Altesse Serenissime a été ravie de voir & d'apprendre, que sa Majesté n'est pas moins prompte de le luy rendre; & pour faciliter les suites de l'affaire par sa generosité, ait bien voulu honorer la Maison Serenissime de son Altesse de la Commission & Pleinpouvoir qu'elle a donné au Comte de Rebenac, son Envoyé extraordinaire, de traiter, arrester, conclure & signer en son nom des Conventions qui pourroient si bien conduire à la fin susmentionnée, que contribuer à l'accommodement du Roi de Suede avec elle. Afin donc que son Altesse y réponde d'une application convenable à son zele pour le service du Roi & l'honneur de son amitié, elle ne continuë pas seulement dans la Passion d'y parvenir; mais elle donne aussi par ces Presentes Pleinpouvoir, Commission & Mandement special au Sieur de Heimbourg, son Conseiller d'Etat, & President de ses Conseils, de conferer & negotier avec ledit Sieur Comte de Rebenac, & consequemment arrester, conclure & signer en son nom pour les deux fins susmentionnées les Articles & Conventions que ledit Sieur de Heimbourg avisera bon estre. Promettant en foy & parole de Prince, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toujours tout ce que ledit son Ministre aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse estre; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage dequoy S. A. S. a signé les Presentes de sa main, & y a fait apposer le seel de son Secret. Fait à Brunswik le 19. Janvier 1679. Signé, RUDOLPHE AUGUSTE.

Plein-

ANS de J. C. 1679.

Ratification du Duc d'Osnabruk.

NOus Erneste Auguste, par la grace de Dieu Evêque d'Osnabruk, Duc de Brunswik & de Lunebourg: Faisons sçavoir à tous ceux qui verront les presentes Lettres, que le sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Majesté Tres-Chrestienne, ayant conclu, arrêté & signé, en vertu du Pleinpouvoit qu'il a de Sadite Majesté, avec les Sieurs de Bernstorf & Heimbourg, Conseillers & Ministres d'Etat de leurs Altesses nôtre Frere & Cousin Messieurs les Ducs George Guillaume & Rudolphe Auguste de Brunswik & Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

AU nom de Dieu, &c.

ET ayant esté expressément arresté & accordé par l'onziéme Article de ce present Traité de Paix, que Nous devons joüir de toutes les conditions qu'il contient, de même que si du commencement Nous avions concouru à le faire conclure, pourvû que Nous fournissions nôtre Ratification trois semaines aprés l'échange de celle de sa Majesté Tres-Christienne contre celles de Messieurs les Ducs nôtre Frere & Cousin: Nous en avons suffisamment examiné les articles, & agreé & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inserez, les acceptons, approuvons & ratifions par les Presentes dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Prince, de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent, sans y contrevenir directement ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu. En foy de quoi Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Seel. Fait dans nôtre Residence d'Osnabruk ce 26. Mars 1679. Signé,

ERNESTE AUGUSTE.

Articles Séparez du traité entre le Roi de France, le Roi de Suéde, & Messieurs le Ducs de Zell, Wolfembutel & Osnabruk.

LOuis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le sieur Comte de Rebenac Feuquiere, nôtre Lieutenant General dans la Province de Toul, & nôtre Envoyé Extraordinaire en Allemagne, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arresté, & signé le cinquiéme du present mois de Février en la ville de Zell, avec les Sieurs de Bernstorf & de Heimbourg, Ministres d'Etat & Presidens des Conseils de nos tres-chers & tres-amez Cousins les Ducs George Guillaume, & Rudolphe Auguste, Ducs de Brunswic & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs de la part desdits sieurs Ducs, les Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

OUtre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'hui de la part de sa Majesté Tres-Chrestienne & leurs Altesses Serenissimes de Brunswik & de Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on est encore convenu de ce qui suit.

I. Sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede, ayant consideré que le Baillage de Tedinghausen, à cause que ses dépendances sont beaucoup meslées avec celles du Comté de Hoya, fournissoit matiere à des disputes perpetuelles; ce qu'elle trouve contraire à son inclination, d'entretenir à l'avenir une étroite alliance & amitié avec L. A. & la Maison Serenissime de Brunswik & Lunebourg; & sa Majesté ayant outre cela eu égard à la maniere honeste dont L. A. ont usé dans le cours de cette guerre, aussi-bien qu'au bon traitement qu'elles ont fait aux habitans du Païs de Bremen: Sa Majesté en ces considerations s'est portée d'autant plus volontiers à accorder à L. A susdites des marques & effets reels de sa bienveillance par la presente Declaration & Article, en vertu duquel sa Majesté le Roi & la Couronne de Suede renoncent, cedent & transportent pour elles, leurs Hoirs, Successeurs & ayans cause, à L. A. susdites Ducs & leurs Heritiers, à perpetuité & à toûjours, avec toute la Souveraineté & Droit Territoriaux, tant Ecclesiastiques que Politiques, ci devant possedez par les Ducs de Bremen & de Verden, sans exceptions quelconque, ce qui s'ensuit.

1. La Prevosté ou Vogtey de Dorwern & tout le trait ou coin de terre, qui est entre les revieres de Weser & Aller, confinant avec les Terres de la Serenissime Maison, & appartenant au Duché de Verden, & ce qui y est contenu, avec tous les Domaines, Forests & Revenus: auquel district pourtant il ne sera point basti de forteresse, ni établi de nouveaux peages par L. A. & leurs Successeurs; ce qui s'entend, sauf les droits, possessions & proprietez de la ville de Verden, Gentishommes & autres Particuliers qui ont des biens dans ledit district.

De plus & 2. Le Bailliage de Tedinghausen avec toutes ses dependances, Droits, Domaines, Terres, Villages & Limites, dans le même état & la même consistance, qu'il a été possedé avant ces guerres par la Couronne de Suéde, sans limitation & sans exception quelconque.

3. Tous les Droits, Revenus, Capitaux, Rentes & Possessions, soit en Terres ou Bois, dont les Eveschez & Chapitres & aprés la Paix de Westphalie les Duchez de Bremen & Verden, ou leurs dépendances, & ceux qui l'ont tenu d'eux, ont joüi ci-devant & jusques à la guerre presente, dans les Etats & Terres de l'obeïssance de L. A. sans aucune exception.

Sa Majesté pour soy & son Royaume, ses Hoirs & Successeurs à la Couronne, renonce à tout le droit qu'elle a eu, ou qu'elle peut prétendre en vertu des Traitez de Paix faits cy-devant, sur lesdits Lieux, Terres & Domaines, sans en rien retenir ni reserver; & ce nonobstant toutes Loix, Investitures passées & futures, Coûtumes & Constitutions au contraire, & specialement ce que dit est à l'Article 6. du Traité principal, ausquelles, & aux clauses dérogatoires, il est expressément dérogé par le present Traité. Sa Majesté de Suede promet de plus d'indemniser & de garantir ladite Serenissime Maison de Brunswik & Lunebourg contre toutes les pretensions que quelques Particuliers pourront former contre les susdits Païs, Possession, Terres, Drois & Revenus cedez à ladite Serenissime Maison, de maniere qu'elle ne puisse être troublée, ou inquietée dans la tranquile possession & jouïssance desdites appartenances, par voye de fait ou de justice, ou sous quelque pretexte que ce puisse être, nonobstant tous les actes, contracts, donations ou autres exceptions alleguées au contraire: Sa Majesté promettant même de solliciter & de procurer sur tout ce qui est dit cy-dessus, le consentement de l'Empereur & de l'Empire. Et en particulier employeront les deux Couronnes des offices efficaces, afin que les Terres, Droits & Revenus transportez par la Suede à L. A. en vigueur du present Traité, leur soient laissez par l'Empereur & l'Empire, comme allodiaux, ou au moins en qualité d'un *feudum promiscuum*, & comme la Suede les a possedez.

II. Quoy-qu'il soit dit dans l'Article 6. du Traité principal, que L. A. feront restitution de ce qu'ils possedent au Païs de Bremen, dés que la Paix generale sera faite,

ANS de J.C. 1679.

faite, & que la Couronne de Suede se jugeât en état de l'occuper & garder de ses propres forces; pourtant les deux Rois, de France & de Suede, dans l'intention qu'ils ont d'obliger L. A. consentent & accordent, en vertu de cét Article, que L. A. susdites puissent garder le Païs de Bremen, & joüir d'iceluy & de tous ses Revenus ordinaires & extraordinaires, sans que la Suede en ait à prétendre aucun remboursement ou satisfaction; non plus que ce qu'elles en ont tiré durant cette guerre, jusques à huit mois, à compter du jour que la Ratification du present Traité sera mise entre les mains de L. A. Ce qui s'entend, en cas que la conclusion & execution de la Paix generale entre les Parties qui sont presentement en guerre, ne se fasse avant l'expiration dudit terme; car alors le Païs de Bremen sera rendu sans autre remise à la Couronne de Suede.

III. Le Seigneur Roi Trés-Chrestien voulant continuer ses soins à l'affermissement du repos & de la tranquilité de l'Empire, & pour n'oublier aucun moyen d'y parvenir, veut bien en consideration des frais faits par L. A. accorder & promettre, comme il fait par le present Article, de faire compter à L. A. la somme de trois cens mille écus dans la ville de Hambourg en argent *de Banco*, en même temps que se fera la restitution du Païs de Bremen: de cette maniere, qu'au jour que sera arrestée la cession de la Place de Carlsbourg, en conformité de l'Article 6. icy, on mettra entre les mains des Seigneurs Ducs ou leurs Commissaires les premiers cent mille Risdales; au jour que l'on rendra Stade, cent mille autres Risdales; & au jour de Boxtehude, tout le reste.

IV. Il a esté accordé de plus de la part de sa Majesté Tres-Chrestienne, qu'en cas que la guerre dure plus de huit mois aprés l'echange des Ratifications du present Traité, & que par consequent L. A. selon la disposition de l'Article 2. ayent à rendre le Païs de Bremen au Roi de Suede, avant que la presente guerre soit entierement terminée; sa Majesté fera payer à L. A. par chaque mois, à compter du jour aprés la restitution faite du Païs de Bremen, la somme de vingt mille écus à Hambourg en argent *de Banco*, jusqu'à l'execution entiere de la Paix generale entre les Parties qui sont presentement en guerre.

V. En cas qu'il reste à L. A. au terme que la restitution se doit faire, quelques arrerages des deux derniers mois, soit des Contributions, Domaines & autres Revenus du Païs de Bremen, il sera pourveu au payement par des cautions suffisantes.

VI. L. A. pour marquer d'autant plus la connoissance qu'elles ont des bontez que les deux Rois leur font paroistre, promettent à leurs Majestez, que non seulement elles defendront le Païs de Bremen, tant qu'elles l'auront à garder, de toutes leurs forces, contre ceux qui le voudront attaquer; mais aussi qu'elles ne feront point sortir les Garnisons que L. A. ont dans Carlsbourg & le Fort de Swinge, sans y faire entrer en même temps des Troupes du Roi de Suede: à condition pourtant qu'il sera accordé un saufconduit aux Troupes de Danemark & Munster qui se trouveront dans la Place.

De plus promettent L. A. de bonne foy de traiter les Habitans du Païs de Bremen, tant qu'elles en seront en possession, comme elles ont fait jusqu'icy, avec moderation, sans les charger d'imposts & taxes nouvelles.

VII. L. A. laisseront dans les Places de Stade, Carlsbourg & Boxtehude le canon & la munition de guerre qui s'y trouve presentement de ce qui a esté à la Suede, à l'exception de trois pieces que L. A. pourront garder, aussi-bien que tout ce qui appartient à elles, & qui se trouve marqué de leurs Noms ou Armes, ou que L. A. ont fait mener dans lesdites Places, du temps qu'elles les ont possedées: ce que L. A. s'engagent à executer de bonne foy.

VIII. La Maison Serenissime de Brunswik & de Lunebourg, s'engage à n'accorder aucun logement, passage ou retraite dans & par les Etats & Terres où ladite maison a ses quartiers dans les Cercles de Saxe & la Comté de Lippe, aux Troupes de Danemark & Brandebourg: & ayant prié tres-instamment leurs Majestez de France & de Suede de l'assister en ce dessein, aussi-bien comme à maintenir la Maison Serenissime dans lesdits quartiers; leurs Majestez y donnent volontiers les mains, consentent de plus, que pour ne pas donner occasion à autruy de faire la même chose, elles ne feront point entrer les Troupes & Armées dans lesdits quartiers, si ce n'est du bon gré & du consentement de L. A. & en tel cas leurs Majestez les feront dédommager, aussi-bien que les Etats desdits Païs, de toute perte & des frais & dégasts que les Troupes des Rois y pourront causer, auprés desquelles leurs Majestez feront observer un ordre & discipline tres-exacte, & payer tout ce qui leur sera fourni: de maniere que tel passage ne tourne aucunement au préjudice de L. A. ou des Etats ausquels elles se trouvent engagées.

IX. Les Seigneurs Ducs ayant fait des prieres tres-instantes aux deux Rois, pour qu'il plust à leurs Majestez de donner la Paix à Monsieur l'Evêque de Paderborn & Munster à des conditions équitables, leurs Majestez auront égard à cette intercession, & feront joüir ledit Seigneur Evêque de l'effet d'icelle, à condition que luy de son côté fasse des avances necessaires pour cela.

X. De plus accordent leurs Majestez sur la priere de L. A. & en consideration de la proche parenté avec elles, de remettre & recevoir à l'honneur de leurs bonnes graces Monsieur le Duc de Holstein Ploen, & le feront joüir de la Paix faite avec L. A. de sorte qu'en cas que les Armées de leurs Majestez dans le cours de cette guerre entrent dans le Païs de Holstein ledit Sieur Duc de Ploen & tout ce qui luy appartient, sera traité comme Serviteur & bon Amy de leurs Majestez, comme L. A. promettent de leur côté d'employer tous les offices possibles pour les interests de Monsieur le Duc de Holstein Gottorff.

XI. De plus leurs Majestez promettent de ne point faire la Paix avec leurs Ennemis, sans l'inclusion de la Serenissime Maison de Brunswik-Lunebourg, & sans une pleine restitution & dédommagement de tout ce qu'elle pourroit perdre, ou auroit perdu ou souffert, en cas qu'il luy falust entrer en guerre avec quelqu'un au sujet de ce Traité.

XII. Son Altesse le Seigneur Duc Erneste Auguste Prince d'Osnabruk joüira de ce qui est contenu dans les presens Articles separez, de la même maniere & à la condition exprimée dans l'Article 11. du Traité principal.

XIII. Sa Majesté Tres-Chrestienne se veut obliger, comme elle fait par le present Article, de fournir & procurer l'agrément & la Ratification de S. M. le Roi & la Couronne de Suede sur ces Articles separez, & tout ce qui y est contenu; de garantir ce qui y est accordé à L. A. de Brunswik-Lunebourg, & de ne les point obliger à la restitution du Païs de Bremen avant que la Ratification pure & simple de la Suede ne leur soit délivrée, tout en conformité & de la même maniere comme il est dit & stipulé dans l'Article 13. du Traité principal.

XIV. Le contenu des presens Articles sera compris dans la Paix que les deux Couronnes feront avec S. M. Imperiale & l'Empire.

XV. Les presens Articles separez auront pareille force & vigueur, que s'ils estoient inserez dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la

Ratifica-

ANS de J.C. 1679. Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L. S.)
De Bernstorf. (L. S.)
De Heimbourg. (L. S.)

ARTICLE SECRET I.

Outre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'huy de la part de sa Majesté Tres-Chrestienne & L. A. Serenissimes les Ducs de Brunswik & Lunebourg, Zell & Wolfembutel, on est encore convenu de ce qui suit.

Ayant été accordé par l'article 10. du Traité principal, que leurs Majestez garantiront la Maison Serenissime de Brunswik & Lunebourg de tout dommage & préjudice qui leur pourroit être fait de qui que ce soit, à cause & occasion de la paix qu'elle fait avec les Couronnes; leurs Majestez declarent de plus par le present Article que ladite Maison jouira de cette garantie, particulierement contre les entreprises que le Roi de Danemark & l'Electeur de Brandebourg pourroient faire contre elle, sous quelque pretexte & en quelque temps avant ou aprés la Paix generale, qu'on les fasse éclater.

Ce present Article separé aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inseré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L. S.)
De Bernstorf. (L. S.)
De Heimbourg. (L. S.)

ARTICLE SECRET II.

Il a été accordé aux instances de L. A. de Brunswik-Lunebourg, que les deux Couronnes de France & de Suede, à la Paix qu'elles feront avec l'Empereur & l'Empire, procureront à tous les Princes de la Maison Serenissime de Brunswik & de Lunebourg une amnistie & abolition generale sur tout ce qui s'est passé à l'égard des Quartiers d'hiver, Contributions, Passages de Troupes dans l'Empire, ou d'autre maniere, dans le cours de cette guerre, de sorte que lesd. Princes ne puissent être inquietez pour telles causes, avant ou aprés la Paix generale, par voie de fait, ou de Justice ou telle autre que ce puisse être.

Lequel Article secret aura pareille force & vigueur, que s'il étoit inseré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'huy; & la Ratification en sera fournie en même temps. Fait à Zell ce 5. Fevrier st. n. 26. Janvier st. v. 1679.

Rebenac. (L. S.)
De Bernstorf. (L. S.)
De Heimbourg. (L. S.)

NOus ayans agreables les susdits Articles separez & secrets en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pais, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, & sous l'obligation & hypotheque de tous & chacuns nos biens presens & à venir garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-deuxiéme jour de Fevrier, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-sixiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD. ANS de J.C. 1679.

Ratification du Duc de Zell des Articles separez du Traité conclu avec le Roi le 5. Fevrier 1679.

NOus George Guillaume, par la Grace de Dieu Duc de Brunswik & de Lunebourg, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné ordre & pouvoir au sieur de Bernstorf, nôtre Conseiller & Ministre d'Etat, de traiter de nôtre part, conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc Rudolphe Auguste, Duc de Brunswik & de Lunebourg Wolfembutel, sur les conditions de Paix, avec le sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Majesté Tres-Chrêtienne, à cela specialement Commis & Deputé: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs estans convenus le cinquiéme du mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles, &c.

LEsquels Articles separez & secrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux separément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu, de quelque maniere que ce soit. En témoignage de quoi Nous avons fait mettre nôtre Seel à ces Presentes. Fait à Zell le 14. Mars 1679. Signé,

GEORGE GUILLAUME.

De par Son Alt. Serenissime,

DE BERNSTORF.

Ratification du Duc de Wolfenbutel des Articles separez.

NOus Rudolphe Auguste, par la grace de Dieu Duc de Brunswik & Lunebourg, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'aiant donné Ordre & Pouvoir au Sieur de Heimbourg, nôtre Conseiller d'Etat, & President de nos Conseils, de traiter de nôtre part conjointement avec le Ministre de Monsieur le Duc George Guillaume, Duc de Brunswik & Lunebourg Zell, sur les conditions de Paix, avec le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, & Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Majesté Tres-Chrêtienne: lesquels en vertu de leurs Pleinpouvoirs estant convenus le 5. du mois de Fevrier passé, d'un Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles, &c.

LEsquels Articles separez & secrets ayant vû & examiné, Nous les avons tous, & chacun d'iceux separément, tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Etats, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, agreez, approuvez & ratifiez, & les agreons, approuvons & ratifions par les Presentes signées de nôtre main. Promettons en foy & parole de Prince, de garder & observer le tout inviolablement, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu, de

quelque

ANS de J.C. 1679.

quelque maniere que ce soit. En témoignage dequoi Nous avons fait mettre nôtre Scel à ces presentes. Fait à Brunswik le 14. Mars 1679. Signé, RUDOLPHE AUGUSTE, De par son Alt. Serenissime, DE HEIMBOURG.

Ratification du Duc d'Osnabruk des Articles separez.

NOus Erneste Auguste par la grace de Dieu Evêque d'Osnabruk, Duc de Bronswik & de Lunebourg, faisons sçavoir à tous ceux qui verront les presentes Lettres, que le Sieur Comte de Rebenac, Lieutenant General de la Province de Toul, Envoyé Extraordinaire & Plenipotentiaire de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, ayant conclu, arrêté & signé, en vertu du Pleinpouvoir qu'il a de Sadite Majesté, avec les Sieurs de Bernstorf & Heimbourg, Conseillers & Ministres d'Etat de leurs Altesses nôtre Frere & Cousin Messieurs les Ducs George Guillaume, & Rodolphe Auguste de Bronswik & de Lunebourg, pareillement munis de Pleinpouvoirs, le Traité de Paix & des Articles separez & secrets, dont la teneur s'ensuit.

Outre les Articles contenus, &c.

ET ayant été expressément arresté & accordé par le 12. Article separé, que Nous devons joüir du contenu de ces Articles de la mesme maniere, & à la condition exprimée dans l'article 11. du Traité principal, Nous avons suffisamment examiné lesdits Articles separez & secrets, agreé, & approuvé la teneur d'iceux, tant en general comme en particulier, ainsi qu'ils se trouvent ici inserez, & les acceptons & ratifions par les Presentes, dans la meilleure forme qu'il se peut. Promettons en foy de Princes de garder & observer inviolablement ce qu'ils contiennent, sans y contrevenir directement, ni indirectement, ni souffrir que de nôtre part il y soit contrevenu. En foi dequoy Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & y fait mettre nôtre Scel. Fait dans nôtre Residence d'Osnabruk ce 26. Mars 1679. Signé, ERNESTE AUGUSTE.

CLVI.

ANS de J.C. 1679.

LA FRANCE, L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES-UNIES

Déclaration du Roi de France LOUIS XIV. *en Execution des Articles XXI. XXII. XXIII. du Traité* D'ESPAGNE, *& V. Article du Traité* D'HOLLANDE. *Donnée à S. Germain en Laye le 27. Février*, 1679. Freder. Leonard. Tom. IV.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme par les Traitez de Paix conclus & arrestez en la Ville de Nimégue le 10. Aoust 1678. & 17. Septembre ensuivant, entre nos Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires, & les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de nostre tres cher & tres-Amé Frere le Roi Catholique, & de nos tres-chers & grands Amis, Alliez & Confederez les Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été entr'autres choses convenu & reglé de quelle maniere il seroit pourveu au rétablissement de ceux dont les biens auroient été saisis & confisquez pendant le cours de la Guerre; Nous avons estimé necessaire d'envoyer à nos Cours les Articles précis desdits Traitez concernant le rétablissement desdits biens, afin que nostre volonté leur étant particulierement connuë elles puissent s'y conformer par leurs Arrests. Pour ces Causes & autres grandes & justes considerations à ce Nous mouvans, de nostre propre mouvement, pleine puissance & autorité Royale, avons dit & declaré, & par ces Presentes signées de nôtre main, disons & declarons, voulons & nous plaist, que tous les Sujets de nostredit Frere le Roi Catholique, Ecclesiastiques, ou Seculiers, ensemble tous les Sujets desdits Etats Generaux des Provinces-ces-Unies des Pais-Bas, dont les biens auront été saisis & confisquez à l'occasion de la Guerre, leurs heritiers ou ayans cause, de quelque condition ou Religion qu'ils puissent être, soient rétablis en la possession & joüissance d'iceux, suivant & en la forme particulierement exprimée par les Articles 21. 22. & 23. dudit Traité d'Espagne, & par l'Article 5. de celuy d'Hollande, dont la teneur s'ensuit:

(a) XXI. TOus les Sujets de part & d'autre Ecclesiastiques & seculiers seront rétablis tant en la joüissance des honneurs, dignitez & Benefices, dont ils estoient pourvens avant la Guerre, qu'en celle de tous & chacuns leurs biens meubles & immeubles, rentes viagéres & à rachat, saisies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occasion de la Guerre que pour avoir suivy le party contraire: Ensemble de leurs droits, actions & successions à eux survenuës, mesme depuis la Guerre commencée, sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus perçus & échus dés le saisissement desdits biens immeubles, & rentes & Benefices jusques au jour de la publication du present Traité.

(a) Du Traité d'Espagne.

XXII. Ni semblablement des debtes, effets & meubles qui auront été confisquez avant ledit jour, sans que jamais les Creanciers de telles debtes, & Dépositaires de tels effets, & leurs heritiers ou ayans cause en puissent faire poursuite ni en prétendre recouvrement, lesquels rétablissemens en la forme avant dite s'étendront en faveur de ceux qui auront suivy le party contraire, en sorte qu'ils rentreront par le moyen du present Traité en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme aussi en leurs biens tels qu'ils se trouveront existans à la conclusion & signature du present Traité.

XXIII. Et se fera ledit rétablissement desdits Sujets de part & d'autre, selon le contenu és Articles 21. & 22. nonobstant toutes Donations, Concessions, Declarations, Confiscations, Commises, Sentences preparatoires ou définitives données par contumace en l'absence des Parties, & icelles non oüyes, lesquelles Sentences & tous Jugemens demeureront nuls & de nul effet, & comme non données & prononcées avec liberté pleine & entiere ausdites parties de revenir dans les Pays d'où elles se sont cy-devant retirées, pour joüir en personnes de leurs biens immeubles, rentes & revenus; ou d'établir leurs demeures hors desdits Païs en tel lieu que bon leur semblera, leur en demeurant le choix & élection, sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte pour ce regard. Et en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront députer & commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera pour le gouvernement & joüissance de leurs biens, rentes & revenus: mais non au regard des Benefices requerans residence, qui devront estre personellement administrez & deservis.

(b) V. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisquez à l'occasion de ladite guerre, leurs heritiers ou ayans cause, de quelle condition ou Religion qu'ils puissent estre joüiront d'iceux biens, & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la Justice, nonobstant toutes incorporations au fisc, engagement, dons en faits, Sentences preparatoires ou diffinitives données par défaut & contumace en l'absence des Parties, icelles non ouïes, Traitez, Accords & Transactions, quelques renoncia-

(b) Du Traité d'Hollande.

tions

ANS de J. C. 1679.

tions qui ayent esté mises esdites Transactions, pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir: & tous & chacuns biens & droits qui conformement au present Traité seront restituez ou doivent étre restituez reciproquement aux premiers proprietaires leurs hoirs & ayans cause, pourront estre vendus par lesdits proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce, consentement particulier ; & ensuite les Proprietaires des rentes, qui de la part des Fiscs seront constituées en lieu des biens vendus ; comme aussi des rentes & actions estans à la charge des Fiscs, respectivement pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

Voulons & entendons que le contenu esdits Articles soit gardé & inviolablement observé, sans souffrir qu'il soit allé directement ni indirectement au contraire, qu'à cet effet tous les procés & differends qui sont nais ou pourront naistre cy-aprés pour raison dudit rétablissement soient jugez & terminez par nos Cours, en conformité des susdits Articles des Traitez d'Espagne & d'Hollande, à peine de nullité & cassation de tout ce qui pourroit estre fait au contraire. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement de Paris, Seneschaux & leurs Lieutenans ; & tous autres nos Officiers & Justiciers qu'il appartiendra, que ces presentes nos Lettres de Déclaration ils ayent à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelles garder & observer pleinement & paisiblement, cessant & faisant cesser tous troubles & empeschement, nonobstant tous Edits, Arrests, Jugemens, Condemnations & toutes autres choses à ce contraires, ausquelles pour ce regard seulement & sans tirer à consequence, nous avons dérogé & dérogeons par cesdites presentes. Car tel est nostre plaisir : En témoin dequoy nous y avons fait mettre nostre scel. Donné à Saint Germain en Laye le vingt-septiéme jour de Février, l'an de grace mil six cens soixante-dix-neuf ; & de nostre Regne le trente-sixiéme.

CLVII.

ANS de J. C. 1679.

FRANCE ET ALGER.

Traité fait du consentement du Tres-Puissant Empereur de FRANCE ; *Entre Nous les tres-illustres Bacha, Divan & Milice* d'ALGER, *& le Sieur Denis Dusault, pour le rétablissement du Negoce & Pêche de Corail. Du onziéme Mars 1679.* Freder. Leonard. Tom. V.

QUe generalement tous les dettes des Sieurs Piquet, Arnault, Latour, Ialo, la Fontaine, Berthelot & Rebuty, qui ont eu cy-devant interest dans le Bastion, faits tant à Alger, Bonne, qu'autres lieux, sont & demeureront esteints & entierement abolis, sans que l'on en puisse faire aucune demande, sans quoy ledit Dusault ne traiteroit pas avec Nous.

II. Il est deffendu à tous nos Capitaines de nos Vaisseaux, Galeres ou autres Bastimens, de donner aucun empêchement, ni faire aucune visite à tous ceux qui seront audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Batteaux qui seront employez à la Pesche du Corail ; & arrivant que l'on y contrevienne ; seront lesdits Bastimens, le monde, l'argent & les marchandises relâchez, à la requisition de l'Agent dudit Dusault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Bastion & la Calle sont fort délabrez, il lui est permis de les remettre en leur premier estat, & de prendre sur les lieux tout ce qui lui sera necessaire pour le Bastion & la Calle ; & faire un Moulin à chacun des Monters dudit Bastion & la Calle ; & d'autant que le vent de terre ne peut faire moudre celui qui est presentement audit Bastion, ils manquent de pain souvent, ce qui est tres-important pour le maintien dud. Negoce.

ANS de J. C. 1679.

IV. Arrivant quelque different entre les Mores, qui empêche ledit Dusault d'avoir du bled pour nourrir ses gens, lui sera permis d'en prendre à Bonne, ou autres lieux de ce Pays, en le payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des femmes & enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cayd de Bonne trois mille pataques par an, en six payes égales, la premiere commencera en même tems que celle d'Alger : Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du temps du Sieur Sanson, cessant toutes les introductions faites du depuis, & ne pourra ledit Cayd ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Ne payera audit Bonne aucun droit d'entrée ni sortie. Défendons à tous les Habitans de vendre cires, cuirs, laines, suif, ni autres Marchandises ; non plus que les cuirs des Agas des Ouantis, qu'il payera comme du tems de Sanson, ni les cuirs qui resteront aprés la provision de ladite Ville, qu'audit Dusault, à peine de confiscation au profit de nostre Douanne. Ses Batteaux pourront charger de Courcoussons, & autres provisions. Pourra y tenir un Religieux pour dire la Messe, comme au Bastion, la Calle & Cap de Rose ; changer ses Agens & Commis, & faire toutes choses comme du tems de Sanson.

VII. Il est permis audit Dusault de faire Pêcher le Corail, au Bastion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Gigery & Bougie, sans qu'on lui puisse donner aucun empêchement ; mais lui sera donné ayde, assistance, & tous les vivres necessaires & autres choses, en les payant aux prix courant.

VIII. Le Cayd du Collo prendra pour tous droits dix pour cent, pour l'argent que ledit Dusault envoyera audit lieu, pour acheter les cuirs & les cires dépendantes du Bay de Constantine, moyennant quoy est expressement deffendu audit Cayd de prendre aucun autre droit, & tous les Habitans de ce Royaume de falsifier les cires, ni les vendre, non plus que les cuirs, ni à Mores ni à Chrétiens, qu'audit Dusault, d'autant que cela est contre la bonne foi & nôtre parole, & y contrevenant seront les Marchandises confisquées au profit de nôtre Douane.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lysmes & Tributs, ne payera aucuns droits ; ni tout ce qui sera envoyé pour la subsistance de son Agent en cette Ville, lequel sera permis audit Dusault de le changer quand il voudra. Et est deffendu à tous ses Agens & Commis d'emprunter de l'argent pour quelque cause que ce puisse estre.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque different qui causast quelque rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veüille, ledit Dusault ne sera point inquieté ni recherché, n'entendant point mesler aucune cause generale avec une particuliere, ni les affaires d'Etat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi ; mais sera ledit Dusault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, maintenu en paisible possession & joüissance dudit Bastion & Places dependantes, attendu le grand avantage qu'il en revient à la Paye des Soldats, & aux Habitans de ce Roiaume.

XI. Promet ledit Dusault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Bastion & à la Calle, ou à la coste, sans qu'on puisse le con-

ANS de J. C. 1679.

traindre à prendre des cuirs, ni des cires, ni autres Marchandises si bon lui semble, au défaut de quoy payera six mille doubles d'or, outre les Lysmes accordées.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la desunion & mes-intelligence des Associez qui ont precedé ledit Dusault dans ledit Commerce du Bastion, a causé plusieurs desordres, & que les Lysmes n'ont pas esté payées à nostre Divan, au Cayd de Bonne, ni aux Mores, dans les termes portez par nostre Ottoman, Nous deffendons audit Dusault d'admettre personne dans sa Societé sans nostre consentement & adveu, pour être agréé par Nous : Deffendons à toutes personnes d'aller dans lesdites Places que du consentement dudit Dusault.

XIII. Moyennant ladite Permission & Privilege, que Nous accordons audit Dusault & aux siens, le deffendons à tous autres sans son consentement : Et aprés avoir payé à nostre Divan toutes les Lysmes échûes du passé, jusques au dernier Janvier dernier, a esté convenu qu'il nous payera à l'aveinr trente-quatre mille doubles d'or par chacune année, en six payemens égaux, qui se feront de deux mois en deux mois, à commencer du premier Fevrier dernier; moyennant quoy promettons maintenir ledit Dusault & les siens, en paisible possession & joüissance dudit Bastion, & Places en dépendantes. Fait & publié en la Maison du Roi, le Divan assemblé, où estoient les tres-illustres Ismaël Bacha; Agy Mehanset, Dey, Gouverneur, l'Aga de la Milice, le Musia, le Cady; les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le onziéme Mars 1679. & de l'Egire le vingt-septiéme de la Lune de Fevrier 1089. Nostre Foy est Foy, nostre Parole est Parole, avec le Seing & Sceau du Bacha. Signé, DUSAULT.

NOus Aly Abdala, Truchement ordinaire de la Maison du Roi, de la Langue Françoise, Certifions avoir traduit l'Ottoman ci-dessus mentionné, sur celui en Langue Moresque, fait entre nos tres-illustres & magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger, & ledit Sieur Dusault; que le Sceau & Armes qui y sont appliquez, sont du Bacha & Dey de ce Royaume, en ayant baillé deux Expeditions audit Dusault pour s'en servir ainsi qu'il avisera bon être. Fait à Alger le 11. Mars 1679. stile de France, & de l'Egire le 27. de la Lune de Février mil quatre-vingt neuf.

NOus Jean le Vacher, Prestre de la Congregration de la Mission, par la Grace de Dieu & du S. Siege Apostolique, Vicaire Apostolique de Cartage en Afrique, Certifions à tous qu'il appartiendra, que Sidy Aly Abdala nostre Truchement, qui a traduit le present Ottoman, est Interprete ordinaire de la Langue Françoise des illustres & magnifiques Seigneurs, les Bacha, Divan & Milice d'Alger; & que le Sceau & Armes ci-dessus apposez audit Ottoman, sont desdits Seigneurs Bacha & Dey de ce Royaume : En foi de quoi Nous avons signé les Presentes, & appliqué nostre Sceau ordinaire, & fait contresigner par nôtre Chancelier, pour servir & valoir audit Dusault ce que de raison. Fait à Alger le 13. de Mars 1679 Ainsi signé, JEAN LE VACHER, Vicaire Apostolique & scellé. Et plus bas G. TARDIF, Chancelier.

CLVIII.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France & Monsieur l'Evêque & Prince de* MUNSTER *& de Paderborn. Avec les Ratifications & les Plein-pouvoirs. Fait à Nimégue le 29. Mars*, 1679. Freder. Leonard. Tom. III. Actes & Negociations de la Paix de Nimégue. Tom. IV. pag. 379.

ANS de J. C. 1679.

FRANCE, ET MUNSTER.

LOuis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces presentes Lettras verront, Salut. Comme nostre tres cher & bien-aimé Cousin le sieur Comte d'Estrades, Maréchal de France & Chevalier de nos Ordres, & nostre bien-amé & feal le sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu du Plein-pouvoir que Nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé le vingt-neuviéme jour du mois dernier avec le sieur Zurmuhlen, Conseiller intime d'Etat de nostre tres-cher & tres-amé Cousin l'Evesque & Prince de Munster & Paderborn, & son Vice-Chancelier en son Evêché de Munster, pareillement muni de Plein-pouvoir, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

SOit notoire à tous & un chacun, que comme la paix generale de toute la Chrétienté est depuis long-tems l'unique objet de toutes les actions de sa Majesté Tres-Chrétienne, & qu'elle employé incessamment tous les moyens qu'il a plû à Dieu lui mettre en main pour étendre celle qui a été signée à Nimégue le cinquiéme Février, à tous les Princes qui n'y avoient pas encore donné leur consentement; elle auroit appris avec joye que Monseigneur l'Evêque & Prince de Munster & de Paderborn n'ayant pas moins de desir d'y contribuer de sa part, & de rentrer dans les bonnes graces de sa Majesté, qu'elle en a de donner à ce Prince toutes les marques possibles de l'estime & de l'affection qu'elle a toûjours eüe pour lui, auroit resolu de preferer le bien de la Paix à tout autre avantage, & de concourir au rétablissement de repos de l'Empire par celui des Traitez de Westphalie. C'est pour ce sujet que sa Majesté a commis le sieur Comte d'Estrades, Chevalier de ses Ordres, & Marechal de France, & le sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, pour traiter & conclure, non seullement de sa part avec ledit Prince, mais aussi pour faciliter son accommodement avec le Roy & la Couronne de Suede. Et ledit Prince Eveque de Munster & de Paderborn, ayant aussi commis de sa part le sieur Zurmuhlen, son Conseiller intime d'Etat, & Vice-Chancelier de son Evêché de Munster, ils ont, en vertu de leur Pouvoir, dont copie est ci-dessous transcrite, arresté, conclu & signé, tant au nom de sa Majesté, que dudit Prince Evêque les articles & conditions qui ensuivent.

I. Ledit Prince Evêque de Munster & de Paderborn se desiste dés à present de tous les engagemens que son Predecesseur avoit pris, tant contra sa Majesté Tres-Chrétienne, que contre le Roi & la Couronne de Suede; & promet de demeurer dans une exacte neutralité pendant le cours de la guerre presente, sans pouvoir assister directement ni indirectement les Ennemis qui restent en guerre contre la France, ou contre la Suede.

II. Ledit Prince Evêque s'oblige de retirer de bonne foi toutes les troupes que son Predecesseur avoit, & que ledit Prince peut encore avoir presentement, soit au service du Roi de Danemark, soit dans celui de l'Electeur de Brandebourg; & pour cet effet, de faire tou-

tes

ANS de J. C. 1679.

tes les diligences & instances que sa Majesté pourra desirer de lui.

III. Ledit Prince Evêque promet de garder inviolablement toutes les conditions, ausquelles sont obligez tous les Princes & Etats de l'Empire, compris dans le Traité de Paix signé à Nimegue le cinquiéme Février dernier; & sa Majesté Tres-Chrétienne s'oblige de faire joüir ledit Prince Evéque de tout ce qui a été reciproquement stipulé par ledit Traité, en faveur desdits Princes & Etats de l'Empire.

IV. Le Traité qui a été fait & signé aujourd'huy au nom du Roi de Suede & dudit Prince Evêque de Munster & de Paderborn, sera censé compris dans le present, comme si ce n'estoit qu'un même Traité, & aura la même force que s'il étoit inseré de mot à mot dans celui-ci.

V. Sa Majesté voulant aussi donner d'autant plus de marques de son estime & de son amitié audit Prince Evéque, & contribuer aux moyens de pourvoir à la seureté de ses Etats, lui fera payer incontinent aprés la Ratification du present Traité la somme de cent mille écus à Amsterdam, où à Hambourg, en argent de Banque.

VI. Sa Majesté Tres-Chrêtienne promet pareillement, que si elle est obligée de porter ses Armes au delà du Rhin, elle conservera les Evêchez de Munster & de Paderborn, n'y pretendra aucun passage pour ses Troupes, sans une necessité indispensable; auquel cas elle pouvoira au payement des frais necessaires, en sorte que les habitans n'en reçoivent aucun dommage, suivant les Constitutions de l'Empire: & au surplus, sadite Majesté ne fera prendre dans lesdits Païs aucuns quartiers & logemens pour lesdites Troupes, ni lever aucunes contributions, & procurera la même chose pour le bien desdits Evêchez à l'égard de ses Alliez.

VII. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrêtien promet encore & s'oblige, en cas que ledit Prince & Evêque de Munster & de Paderborn vienne à estre attaqué, ou inquieté par qui que ce soit, à cause du present Traité, de l'assister ou de le proteger & garantir par la force de ses Armes contre toute attaque & insulte, sans pouvoir former des pretentions contre ledit Prince & ses Etats, à cause des frais que sa Majesté pourroit être obligée de faire pour cet effet.

VIII. Il est aussi convenu que l'Abbaye de Corvey, les Comtez de Bentheim, Teklenbourg, Ritberg, & la Seigneurie de Rhede joüiront de l'effet du present Traité.

IX. Sa Majesté Tres-Chrestienne meuë du zele qu'elle a toûjours euë pour le maintien de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, & des instantes prieres dudit Prince Evêque, promet aussi d'employer ses puissans offices auprés du Roi de Suede, pour porter ce Prince à laisser ladite Religion Catholique dans l'état où elle se trouvera, lorsque ledit Prince & Evêque de Munster restituëra les Païs qu'il occupe à la Couronne de Suede, & en celui qu'elle estoit en l'année 1624. dans lesdits Païs, suivant les Traitez de Westphalie.

X. Le present Traité sera ratifié de sa Majesté Tres-Chrêtienne & dudit Prince Evêque de Munster & Paderborn, & les Ratifications échangées à Nimégue dans trois semaines, à compter du jour de la Signature, ou plutôt, si faire se peut.

En foi de quoi Nous Ambassadeurs & Plenipotentiaires susdits avons signé le present Traité, & à icelui fait apposer le cachet de nos Armes. Fait à Nimégue ce vingt-neuviéme jour de Mars mil six cens soixante & dix-neuf.

Le Maréschal d'Estrades. (*L. S.*) *Colbert.* (*L. S.*)
Zurmuhlen. (*L. S.*)

NOus ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux, tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Roiaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié, & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'obligation & hypotheque de tous & un chacuns nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit En témoin de quoi Nous avons signé ces presentes de nôtre main, & a icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le huitiéme jour d'Avril, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente sixiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de Monsieur l'Evêque & Prince de Munster & de Paderborn.

FERDINAND par la grace de Dieu Evêque de Munster & de Paderborn, Bourggrave de Stromberg, Prince de l'Empire, Comte de Pyrmont, & Seigneur de Borckeleau, faisons sçavoir par ces Presentes, qu'ayant donné Plein-pouvoir, Commission & Mandement special à nostre Conseiller d'Etat & Vice-Chancelier Wernere Zurmuhlen, d'arrester, conclure & signer avec Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrêtienne pour la Paix, munis d'un pareil Pouvoir de la part de sadite Majesté, le suivant Traité, ainsi qu'il est ci-dessous transcrit de mot à mot.

Soit notoire à tous, &c.

Nous avons vû & examiné tous les Articles dudit Traité, & les ayans trouvez entierement conformes à nostre intention; Nous avons agreé & approuvé, ainsi que Nous agreons, approuvons, & ratifions le susdit Traité en meilleure forme qu'il est possible, promettant en foi & parole de Prince, d'observer, accomplir, & executer ponctuellement tout ce qu'il contient, sans y contrevenir jamais ni permettre qu'il y soit contrevenu de nostre part, sous quelque pretexte que ce puisse être. En foi de quoi Nous avons signé les Presentes, & fait contresigner par nostre Conseil d'Etat & Vice-Chancelier susdit, & y apposer le scel de nôtre Secret. Fait à nostre Château de Neuhaus le quinziéme jour d'Avril mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, FERDINAND. Et plus bas, ZURMUHLEN.

Plein-Pouvoir du Roi.

L'Affection que le Roi a toûjours conservée pour Monsieur l'Evêque de Paderborn & de Munster, ayant porté sa Majesté dans tous les tems à lui donner des marques de son estime & de son amitié, même à prendre des mesures d'Alliance plus étroites avec lui dans l'état present des affaires de l'Europe, sa Majesté y est aujourd'hui d'autant plus invitée, que ce Prince estant élevé à la dignité d'Evêque de Munster, est en état de contribuer d'avantage à la Paix & au repos de l'Empire, que sa Majesté à toûjours si fort affectionné. C'est dans cette vûë de prendre des liaisons nouvelles avec lui, qu'elle a commis & commet le sieur Comte Destrades, Chevalier de ses Ordres, & Maréschal de France, & le sieur Colbert, Marquis de Croissi, Conseiller ordinaire de sa Majesté en son Conseil d'Etat, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté au Traité de Paix, ausquels elle a donné & donne Plein-pouvoir,

ANS de J. C. 1679.

Commission & Mandement special de conferer & negocier avec les Commissaires nommez par ledit sieur Evesque de Paderborn & de Munster ; & munis de pareils Plein-pouvoirs de sa part, & consequemment arrêter, conclure & signer au nom de sa Majesté toutes & telles conditions que lesdits sieurs Mareschal Destrades & Marquis de Croissi aviseront bon estre : Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable, & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que lesdits sieurs Mareschal d'Estrades & Marquis de Croissi auront permis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause, ou pretexte que ce puisse estre; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage de quoi, Sadite Majesté a signé les Presentes de sa main, & à icelles fait apposer le scel de son Secret. Donné à Versailles le vingt-cinquiéme jour d'Octobre mil six cens soixante & dix huit. Signé, LOUIS. Et plus bas, ARNAULD. & scellé.

Pleinpouvoir de Monsieur l'Evêque & Prince de Munster & Paderborn.

NOs Ferdinandus Dei & Apostolicæ Sedis gratiâ Episcopus Paderbornensis & Monasteriensis, Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes Pyrmantanus, & Dominus in Borckelos; Notum testatumque facimus, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quam ut præsens bellum quo Christianus Orbis affligitur, in æquam & honestam pacem quantociùs converti queat, atque præterea grato accepimus animo Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & meditatione eò perventum esse, ut partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quidquid in nobis est ad comparandam tranquillitatem Orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentia & experientia & fide honorabilis & clarissimi Consiliarii nostri intimi & Vice-Cancellarii, sincerè nobis dilecti, & fidelis Werneri Zurmuhlen, Jurium Doctoris, eum nominavimus, eligimus & constituimus nostrum Plenipotentiarum ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos, reservando Nobis libertatem illum postmodum pro lubitu Principis legationis charactere insigniendi. Cui proinde committimus & specialiter mandamus, ut se ad dictam Urbem conferat, ibique Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente opera respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituat, cum Serenissimi & Potentissimi Principis Domini Ludovici XIV. Galliarum Regis Christianissimi, ejusque Confœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti mandato ad præsens bellum terminandum, controversiasque quæ eò spectant, per bonam & firmam Pacem componendas, munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni auctoritate & mandato ad id necessariis supradicto Plenipotentiario nostro, pacis Tractatum pro Nobis nostroque nomine ineundi, concludendi, & signandi inter Nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Regem, ejusque Fœderatos, omnia quoque instrumenta quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi stipulandi, concludendi & signandi acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertinent, faciendi, æquè liberè & amplè, ac ipsi præsentes id faceremus, vel facere possemus, quantumvis Mandaro adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce Præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo Principis, Nos acceptum & gratum, firmum & ratum habituros quæcunque per dictum Plenipotentiarium nostrum acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint: Nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum diplomata in decenti & solemni forma; intraque tempus; prout convenerit. In cujus rei fidem majorem hasce manu nostra subscripsimus, & sigillo nostro communiri jussimus. Dabantur in Arce nostra Neuhesana die decimo mensis Novembris, anno supra millesimum sexcentesimum septuagesimo octavo. Signé, FERDINANDUS. & scellé.

CLIX.

ANS de J. C. 1679.

Traité de Paix entre la SUEDE, *& Monsieur l'Evêque & Prince de* MUNSTER *& de Paderborn. Fait à Nimégue le 26. Mars,* 1679. Freder. Leonard. Tom. III. Actes & Négociations de la Paix de Nimégue. Tom. IV. pag. 386. &c.

SUEDE ET MUNSTER.

In Nomine Sanctissimæ & individuæ Trinitatis.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse potest, quandoquidem Serenissimus & Potentissimus Princeps & Dominus Dominus Carolus, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Princeps Rugiæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, nihil magis in votis habeat, quàm ut pax quæ cum sacra Cæsarea Majestate & imperio Neomagi die $\frac{\text{vigesima sexta Januarii}}{\text{quinta Februarii}}$ anni currentis sancita est, etiam ad residuas & in dictæ Pacis articulo quinto nominatas partes extendi possit; imprimis verò ut omnes in Imperio motus, eorumque occasiones quantociùs & penitus tollantur: Et Reverendissimus & Celsissimus Princeps Dominus Ferdinandus, Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis, Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont, & Dominus in Borkelo, sua etiam parte testatum velit qua promptitudine feratur, ad conformandum se suaque Consilia cum Imperii Capite totoque Corpore, adeoque ad dissidia illa sopienda quæ inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, & suæ Celsitudinis Prædecessorem quondam Reverendissimum & Celsissimum Principem, Dominum Christophorum Bernardum, Episcopum Monasteriensem, Administratorem Corbeiensem, Burggravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, & Dominum in Borkelo, occasione nuperorum motuum exorta fuerunt, factum proinde esse divina annuente gratia, & laudabilis Serenissimi & Potentissimi Principis & Domini Domini Caroli Secundi, Magnæ Britanniæ Regis, mediatione adlaborante, ut constituti à parte Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Illustrissimi & Excellentissimi Domini Dominus Benedictus Oxenstiern, Comes in Korskholm & Wasa, liber Baro in Mohrby & Lindholm, Dominus in Kapuria & Kattila; Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator ac Præses in summo quod Wismaria est, Tribunali, ut supremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ, & Dominus Joannes Paulin Olivekrans: Dominus in Ulfshall & Hoffmanstorp, sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Statûs, & Judex ordinarius territorii Widhoensis; à parte verò Reverendissimi & Celsissimi & Episcopi Principis Monasteriensis & Pederbornensis Ablegatus extraordinarius, & Minister Plenipotentiarius, Dominus Wernerus Zurmuhlen, Celsitudinis suæ Consiliarius intimus & Vice-Cancellarius, Neomagi ad Colloquia Pacis convenerint, ibique commutatis reciprocè Plenipotentiarum tabulis in mutuas Pacis & Amicitiæ leges consenserint tenore sequenti.

Sit

ANS de J. C. 1679.

I. Sit pax Christiana & perpetua, sinceraque amicitia inter Sacram Regiam Majestatem ejusque Hæredes & Successores Reges Regnumque Sueciæ, ab una; & suam Celsitudinem & Episcopatum Monasteriensem & Paderbornensem, ejusque Successores, ab altera parte: ita ut statim cessent omes cujuscunque generis hostilitatum actus ubivis locorum inter omnes & singulos utriusque partis Subditos & Incolas, cujuscunque fuerint conditionis; adeoque altera pars alteri nihil posthac inimicitiæ aut damni, clam aut palam, directè vel indirectè per suos vel alios inferat vel inferri faciat; sed utrinque potius honori & commodis mutuis studeant, & omnia amicitiæ bonæque viciniæ officia præstent.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & amnistia omnium eorum quæ quocunque loco, modove ab una vel altera parte hactenus hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum vel ullius alterius rei causa, vel prætextu alter alteri quicquam posthac hostilitatis aut molestiæ, speciejuris, aut via facti, inferat vel inferri faciat vel patiatur; sed omnes & singulæ hinc inde tam ante bellum quàm in bello verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ, violentiæ, hostilitates, præjudicia, damna, expensa, absque omni personarum, rerumve respectu, ita penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine una pars adversus alteram prætendere possit, perpetua sit oblivione sepultum. Gaudeantque pariter hac eadem amnestia, ejusque beneficio & effectu, omnes & singuli utriusque partis Vasalli ac Subditi, ita ut nemini noxæ damnove sit aut præjudicio, has vel illas partes secutum esse, quominus pristino, in quo ante bellum immediatè fuit, statui quoad honores & bona plenè restituatur.

III. Recipitur utrinque pax Westphalica Osnabrugis die $\frac{\text{decimo-quarto}}{\text{vigesimo-quarto}}$ Octobris anni 1648. sancita, pro firma basi & omnimoda norma hujus Pacificationis, ita ut in omnibus suis articulis plenum & pristinum vigorem obtineat, & utrique parti exinde obligatio incumbat omnia ea conferendi, præstandi, quæ ad dictæ Pacis conservationem & integritatem facere possint.

IV. Quævis loca munita vel non munita, atque adeo omne id quod tempore horum motuum in Ducatibus Bremensi & Verdensi, & terris, vigore instrumenti Pacis Westphalicæ ad Sacram Regiam Majestatem Regnumque Sueciæ pertinentibus, Armis Monasterienlibus occupatum fuit, iisdem adhuc tenetur, Sacræ Regiæ Majestati Regnoque Sueciæ, omni meliori quo fieri potest modo, restituatur: ita ut munitionum præsentium nulla fiat demolitio vel deterioratio, sed in statu præsenti cum omnibus tormentis bellicis ad Regiam Majestatem Sueciæ antehac pertinentibus, & in iisdem munitionibus nunc existentibus, cæteroque apparatu militari relinquantur integræ, unà cum quibuscunque archivis & literariis documentis ad Ducatum Bremensem & Verdensem, vel eorundem civitates & incolas spectantibus. Fiatque eorum locorum evacuatio & traditio eo tempore quo post ratificatum hunc Tractatum Sacra Regia Majestas eam sibi faciendam postulaverit; maneatque Dominus Episcopus interea in possessione, eamque contra quosvis defendet: ita tamen ut nihil hostile à suis patrari, nec Urbibus, Agris, Silvisque quicquam detrimenti inferri sinat; verùm erga Incolas quosvis se moderatè gerat eosque novis & insitatis exactionibus non gravet: aliis tamen obventionibus & emolumentis tam ordinariis quàm extraordinariis, sine contradictione & impedimento gaudeat & fruatur, nec ulla eorum quæ hactenus exacta sunt, vel usque ad deoccupationem suprà dicto modo obvenient, repetitio locum habeat.

V. Cùm partes hîc paciscentes constituerint hanc suam Pacificationem Paci cum Cæsare & Imperio conclusæ in omnibus conformem reddere, ideo speciatim hîc inter se utrinque recipiunt obligationem omnium

eorum, quæ articulo quarto dictæ Pacis de mutuis hostibus non juvandis expressæ sunt, non secus ac si totus articulus de verbo ad verbum hic repetitus esset. Et proinde Dominus Episcopus statim bona fide revocabit, sibique reddi curabit omnes & singulos officiales & milites equestres & pedestres, quos suæ Celsitudinis Prædecessor Regi Daniæ concessit.

ANS de J. C. 1679.

VI. Ut autem Dominus Episcopus eorum quæ vigore hujus Tractatus præstanda in se recepit, necnon impensarum in munitionibus tam reparatis, quam sumptuosè extructis, nunc autem restituendis factarum aliquam habeat compensationem, Sacra Regia Majestas Celsitudini suæ aut ejus Successori centum millia talerorum Imperialium de Banco Hamburgi numerari curabit. In cujus solutionis majorem securitatem eidem & Episcopatui Monasteriensi in firmam hypothecam relinquit & constituit *Præfecturam* Wildhausen ab omni onere æris alieni liberam, cum omni jure Superioritatis & territoriali, omnibusque appertinentiis & dependentiis ac reditibus quibuscunque ad dictam *Præfecturam* pertinentibus planè prout à Regibus Regnoque Sueciæ possessa fuit, aut vi Pacis Westphalicæ possidere potuit: ita ut Dominus Episcopus Monasteriensis, ejusque in Episcopatu Successores dictâ hypotheca omni meliore modo, jureque, *Antichresios* sine ulla reductione aut onere reddendarum rationum liberè absque ulla turbatione & impedimento uti frui possint, usque ad ejusdem hypothecæ reductionem summæ prædictæ centum millium talerorum Imperialium faciendam.

VII. Hi Pacis Articuli instrumento Pacis Cæsareo Suecio comprehensi intelligantur, non secus ac si specificè eidem inserti essent, & rati habeantur à Sacra Regia Majestate, ab una, & Reverendissimo Domino Episcopo, & Capitulo Monasteriensi Cathedrali, ab altera parte, intra octo septimanarum spatium, vel citius, si fieri possit. In quorum omnium fidem & majus robur hanc conventionem tam Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, quàm suæ Celsitudinis Ablegatus Extraordinarius & Minister Plenipotentiarius nominum subscriptionibus sigillisque propriis munierunt. Actum Neomagi die $\frac{\text{decima}}{\text{vigesima}}$ nona Martii, anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Benedictus Oxenstern. (L.S.)
Johan Paulin Oliverkrans. (L.S.)
W. Zurmuhlen. (L.S.)

Plenapotentia Legatorum Sueciæ.

NOs Carolus Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum Wandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Estoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Vehidæ, Stenni, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ; Princeps Rugiæ; Dominus Ingriæ & Wismariæ; necnon Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit; quòd cum occasione belli hujus, quod jam flagrat, motus etiam Nos inter & quondam Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Christophorum Bernardum Episcopum Monasteriensem, &c. oborti, à morte ejus Nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem Dominum Ferdinandum Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, &c. adhuc continuetur, Nosque non solùm nihil in optatis magis habeamus, quàm ut Pax, cujus spes læta, laudabili curâ ac mediatione Serenissimi ac Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis, affulgere cœpit, Orbi Christiano quantociùs restituatur, sed & ut dicti quoque armorum motus feliciter componi possint, quicquid in Nobis est, lubenter conferre velimus; nos idcirco no-

ANS de J. C. 1679.

ftris ad Pacis Tractatus Neomagi institutis Legatis Extraordinariis ac Plenipotentiariis, nostro Regnique nostri Senatori ac Præsidi in summo, quod Wismariæ est, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiæ, Illustri, nobis sincere fideli Domino Benedicto Oxenstierna, Comiti in Korsholm & Wasa, libero Baroni in Mohrby & Lindtholm, Domino in Kapuria & Kattila; sicut & nostro Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Widboënsi, Generoso ac Nobili, nobis sincere fideli Joanni Paulin Olivekrantz, Domino in Ulffhal & Hoffmanstorp, specialiter in mandatis dare voluerimus, ut etiam Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant cum prænominati Principis Legatis sufficienti mandato ad armorum Motus ac controversias, nos inter sive separatim sive conjunctim cum Fœderatis ejus, per bonam & firmam Pacem componendas munitis.

Damus itaque plenam & absolutam potestatem cum omni auctoritate & mandato ad id necessario supradictis Legatis nostris Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive duobus conjunctim, sive uni eorum soli, altero absente vel aliter impedito, Pacis Tractatum Controversiarumque compositionem pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi inter nos & prædictum Principem, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeòque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi Acta, Declarationes, Pacta conventa commutandi, aliaque omnia, quæ ad dictum Pacis Negotium pertinent, faciendi, æquè liberè ac amplè ac si præsentes id faceremus vel facere possemus, quantumvis mandato adhuc speciali ori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictos nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, sive binos conjunctim sive unum, eorum altero absente vel aliter impedito, acta, conclusa, signata, extradita, & commutata fuerint, nos obstringentes hisce præsentibus ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solemni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præsentes mano nostra subscriptas, sigillo nostro Regio communiri jussimus.

Dedimus in Castris nostris ad Liungby die 2. Decembris Anno 1678.

CAROLUS.

(L.S.)

J. L. HOCHUSEN.

Ratificatio Suecico-Monasteriensis.

NOs Carolus Dei gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex, Magnus Princeps Finlandiæ, Dux Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Dominus Ingriæ & Wismariæ, nec non Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, &c. Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, quandoquidem nos inter & Reverendissimum ac Illustrissimum Principem, amicum nostrum charissimum, Dominum Ferdinandum, Episcopum Monasteriensem & Paderbornensem, Burggravium Strombergensem, Sacri Romani Imperii Principem, Comitem in Pyrmont & Dominum in Borckelo, &c. per legatos nostros Extraordinarios & altememorati Episcopi ad id constitutum Plenipotentiarium, remotâ omni, quæ hactenus in detrimentum publici boni nos intercessit, dissensione, Pax & amicitia pristina sit reducta modo & tenore sequenti.

ANS de J. C. 1679.

Inseratur Tractatus.

CUm igitur hæc omnia & singula per Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios nostro præscitu, & mandato, præfatum in modum peracta & conventa sint, rata & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, ita & verbo nostro Regio promittimus & spondemus, pro nobis nostrisque & Regni nostri Successoribus, Nos omnes & singulos suprascriptos Articulos, adeoque totam hanc Conventionem firmiter & inviolabiliter servaturos atque Executioni mandaturos, nullâque ratione vel per nos vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros. In horum omnium Testimonium & fidem Sigillum nostrum Regium huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in Castris nostris ad Liungby die duodecimâ Mensis Aprilis, Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

CAROLUS.

(L.S.)

F. J. ORNSTEDT.

Ratificatio Episcopi Monasteriensis Pacis cum Rege Sueciæ initæ.

NOs Ferdinandus Dei gratiâ Episcopus Monasteriensis & Paderbornensis; Burggravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, Comes in Pyrmont & Dominus in Borckulo, &c. Notum facimus per præsentes posteaquam ad restringendum, quod ante aliquot annos exarsit, bellum, Congressus Neomagi Geldrorum institutus fuerit, Divina favente Clementiâ factum esse, ut inter infra nominatos Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ ad dictum Congressum destinatos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, nec non nostrum ad eundem Congressum Ablegatum Extraordinarium & Ministrum Plenipotentiarium Pax & amicitia tandem conclusa sit formâ, modo & tenore sequenti.

In nomine, &c.

CUm igitur hæc omnia & singula prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, nostro præscitu, jussu & mandato gesta & conventa sint, nos eadem & singula approbamus, ratificamus & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo & fide Principis promittimus, nos omnes & singulos supradictos Articulos & quidquid hac Conventione continetur, firmiter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullaque ratione contraventuros, aut, ut per alios ex parte nostra contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In quorum omnium testimonium ac fidem Sigillum nostrum huic Diplomati manu nostrâ subscripto appendi fecimus. Datum in arce nostra Sassenbergensi die decimâ Octavâ Mensis Maij Anno 1679.

FERDINANDUS.

Confirmatio Capituli Cathedralis Monasteriensis.

NOs, Decanus, Senior, & Capitulum Cathedralis Ecclesiæ Monasteriensis in Westphalia, suprascriptos Pacis Articulos omnes & singulos approbavi-

ANS de J. C. 1679. bavimus & ratos habuimus, prout tenore præsentium approbamus & ratos habemus, in cujus rei fidem ac testimonium Sigillum nostrum Capitulare majus huic paginæ appendendum duximus. Anno millesimo septuagesimô nono die decimâ nonâ mensis Maji.

CLX.

ANS de J. C. 1679. FRANCE, SUEDE, ET DANEMARC ET BRANDEBOURG.

Articles & Conditions de suspension d'Armes entre sa Majesté Tres-Chrestienne LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XI. *Roi de Suede, d'une part; & le Roi de* DANEMARK *& l'Electeur de* BRANDEBOURG, *d'autre part, Conclus & signez à Nimégue le* 31. *Mars* 1679. Freder. Leonord. Tom. V.

I. Ut à primo proximi mensis Aprilis die usque ad primum Maji insequentem, inter Regem Daniæ, & Electorem Brandenburgicum, ab una, & Regem Galliarum Christianissimum ac Regem Sueciæ, ab altera parte, omnes qualiscunque hostilitatis actus terrâ cessent tam respectu Urbium locorumve, quàm præliorum campestrium.

II. Ut à præfato die primo Aprilis, aut minimùm quàm citò, Duces bellici superiores de præsentibus induciis certiores fieri poterunt, uniuscujusque partis exercitus & milites istis maneant in terris & regionibus, quæ à singulis partibus jam nunc possidentur; nec fas ipsis sit in alterius terris pabulari.

III. Ab eodem quoque primo Aprilis die non ampliùs irrogandæ hinc inde erunt & novæ extraordinariæ Contributiones pro pecoribus, fossoribus, currubusque coërcendis usitatæ: neque sit liberum cuipiam ejusmodi Irrogationes facere, si forte necessitas id postulat, nisi in terris, quarum in præsens quælibet pars est in possessione. Præterea neque partium una ab exigenda Contributionum jam debitarum solutione alteram ullo modo impediet.

IV. Quod si præter spem & votum aliqua super observatione Pacti hujus, vel in toto, vel ex parte, intercedat difficultas; illa amicabili viâ sive per Exercituum Præfectos, sive ad hunc Actum utrinque potestatem habentes Commissarios, sopiuntor: nec fas esto eam ob causam statim ab hisce induciis resilire, aut arma denuò capessere.

V. Supradicti Legati & Plenipotentiarii mittent è vestigio harum tabularum descriptum exemplar ad Regum Electorisque Dominorum respectivè suorum, tam exercituum, quàm Urbium Præfectos, atque adeò se obstringunt vigore Plenipotentiarum suarum, quod modò dicti Præfecti præsentes articulos exsequendos curabunt, ex quo die quisque horum ejus rei nuntium acceperit.

In quorum fidem Nos Legati extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ, Norwegiæ, &c. & suæ Serenitatis Electoralis Brandenburgicæ suprà scriptos articulos manibus nostris signavimus, sigillis quoque nostris muniri fecimus, quò cum articulis Legatorum Extraordinariorum & Plenipotentiariorum Christianissimi Galliarum Regis commutentur. Actum Neomagi die 21/31 Martii 1679.

J. HEUGH. W. W. BLASPIEL.

CLXI.

Traité de Paix & de Commerce entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissants Seigneurs les Etats Generaux des PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & le Tres-Excellent & Tres-Illustre Prince d'Orange, d'une part; & Tres-Illustres Seigneurs,* ISMAEL BACHA, HADGI *Mahomet, Dai, Baba Hassan, Gouverneur Aga, le reste de la victorieuse Milice, les grans & les petits de la Ville & du Royaume* D'ALGER, *d'autre part, par les soins & l'entremise des Sieurs Thomas Hees, & Jacob de Paez, Commissaires desdits Etats Generaux. Fait le* 6. *Avril*, 1679. Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1679. pag. 263. ANS de J. C. 1679. LES PROVINCES-UNIES ET ALGER.

Il est arresté & conclu, qu'il y aura à l'avenir entre les Tres-Hauts, & Tres-Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & le Tres-Excellent, & Tres-Illustre Prince d'Orange, d'une part; & les Illustres Seigneurs Ismaël Bacha, Hadgi Mahomet, Day, Baba Hassau, Gouverneur, Aga, le reste de la Victorieuse Milice, les grans, & les petis de la Ville & du Royaume d'Alger, d'autre; une Paix bonne ferme & inviolable, laquelle prendra son commencement dès le jour que la Ratification du present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sera parvenuë & delivrée entre les mains desdits Seigneurs de la Ville & du Roiaume d'Alger: & cesseront dès lors tous actes d'hostilité de part & d'autre, estant ce Traité dès à present approuvé & deüement ratifié, & confirmé en tous & chacun ses points & articles par lesdits Seigneurs d'Alger.

II. Les Navires, ou autres Bâtimens desdits Etats Generaux, ou ceux de leurs sujets, & habitans, tant Juifs, que Chrestiens, trouveront toûjours une entrée libre dans la Rade & le Havre d'Alger, ou d'autres Places de ce Royaume là, tant pour y demeurer à l'ancre tandis qu'il leur plaira, que pour y trafiquer, achetter & vendre avec toute franchise, en payant dix par cent pour les droits des marchandises, qui seront venduës, sans plus, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse estre; mais celles qui ne se vendront pas seront remportées, & rembarquées en toute liberté, sans en payer aucuns droits ou impositions, & pourront partir quand ils voudront sans aucune detention, ni empêchement. Touchant les marchandises de contrebande, comme poudre, souffre, fer, planches, & toutes sortes de bois propre à bâtir des Navires, cordages, poix, goudron, fusils, & autres assortimens, servans à l'usage de la guerre, lesdits habitans des Provinces-Unies, ne seront pas tenus d'en payer aucuns droits à ceux d'Alger.

III. Les Navires, ou bâtimens, tant ceux desdits Seigneurs les Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs sujets, que ceux du Royaume & des habitans d'Alger, pourront naviger, passer la mer, & trafiquer sans être visitez, detenus, retardez, ni molestez les uns des autres; & toutes les personnes, & passagers de quelque Pays, & Nation qu'ils puissent être, avec tout l'argent, biens, marchandises, & meubles de quelques personnes & Nations que ce soit, qui seront trouvez dans quelqu'uns des Vaisseaux susmentionnés, seront tout à fait libres, & ne seront point arrestés, saisis, pillés, ni endommagés de part ou d'autre.

IV. Lors que les Navires de guerre d'Alger, ou bien les Bâtimens d'autre sorte rencontreront en pleine mer quelques Vaisseaux marchands, ou autres ap-

 parte-

ANS de J.C. 1679.

partenans aux sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, n'étant point dans les Places dependantes desdits Seigneurs Etats, ceux d'Alger pourront envoyer leur Chaloupe à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies avec deux hommes seulemenr, qui entreront dans ladite Chaloupe, outre ceux, qui tireront à la rame; & ensuite il n'entrera dans aucun Navire marchand, ou autre Vaisseau pas plus, que ces deux hommes, sans permission du Capitaine ou Patron de Navire, lequel leur ayant montré un Passeport valide, & reconnu pour tel, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer incontinent, & le Navire marchand, ou autre Bâtiment poursuivra sa route sans aucun empeschement. D'autre côté aussi si quelque Navire, ou autre Vaisseau desdits Seigneurs Etats Generaux vient à rencontrer quelques Vaisseaux de ceux d'Alger, le Capitaine de quelqu'un de ces Vaisseaux ayant montré un suffisant Passeport, signé par les Seigneurs Regens d'Alger, avec une certification du Consul desdits Seigneurs Etats, Resident pour lors à Alger, ce Navire, ou Bâtiment Algerien poursuivra librement son voyage.

V. Nul Capitaine, ou autre personne de quelque Navire ou Bâtiment d'Alger, ne pourra tirer de quelque Vaisseau appartenant aux sujets des Seigneurs Etats Generaux, aucune personne, ou personnes, de quelque Nation ou condition qu'elles soient, pour les mener ou faire mener autre part, afin d'y estre examinées, ou sous quelque autre pretexte que ce puisse estre: & beaucoup moins leur sera il permis de gehenner ou torturer quelcune desdites personnes, qui se pourroient trouver embarquées dans quelques Vaisseaux des sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte, ou couleur que ce puisse estre.

VI. S'il arrive, que quelques Navires, ou Bâtimens desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs sujets & habitans viennent à échoüer aux côtes d'Alger, lesdits Navires avec leurs apparaux, charges & marchandises, ne seront point confisqués, ni les personnes faites esclaves; mais tous les sujets d'Alger seront obligez de faire tous les devoirs possibles & imaginables pour sauver lesdites personnes & marchandises.

VII. Nul Navire, ou Bâtiment d'Alger ne pourra aller à Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou vers aucunes autres Places ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux, pour y servir à faire des prises sur les sujets desdits Seigneurs Etats.

VIII. Nuls Vaisseaux d'Alger grans ou petits ne pourront aller en course aux environs, ou à la veue des Rades, Havres, Ports, Villes, & Places estant sous la domination desdits Seigneurs Etats Generaux.

IX. En cas, que quelque Vaisseau de Salé, Tetuan, Tunis, Tripoli, ou autres Places ennemies desdits Seigneurs Etats Generaux vint à amener à Alger, ou autres Places de ce Royaume quelque Navire, ou Navires, personnes, ou marchandises appartenans à quelqu'un des sujets desdits Seigneurs Etats à Alger, ou en d'autres Places de ce Royaume, les Gouverneurs d'iceluy ne souffriront pas, que telles personnes, ni telles marchandises, ou effets y soient vendus, ni distraits.

X. En cas, que quelques Navires de guerre desdits Seigneurs Etats Generaux entrassent au Port d'Alger, ou dans quelques autres Havres & Places de ce Roiaume avec quelques prises, ils pourront en toute liberté les y vendre, ou en disposer selon que bon leur semblera, sans estre molestez de qui que ce soit: Davantage, les Navires de guerre desdits Seigneurs Etats ne seront obligez de payer aucuns droits, ni Gabelles, mais au contraire en cas qu'ils eussent faute de munitions de bouche, ils pourront franchement acheter tout ce dont ils auront besoin à prix courant.

XI. Aussitost que quelque Navire de guerre desdits Seigneurs Etats Generaux paroitra à la Rade d'Alger, & que le Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine dudit Navire en aura averty les principaux Gouverneurs d'Alger, cela sera publié par toute la Ville, afin que chacun ait à garder ses esclaves: mais, si non-obstant cela quelque esclave venoit à échaper, ou qu'il y eut soupçon, que quelqu'un fut échapé, lesdits Seigneurs d'Alger ne permettront pas, que pour ce sujet aucune insolence soit faite, ni audit Consul, ni à aucun autre sujet des Provinces-Unies, qui se trouvera alors à Alger; mais ils commanderont aux Patrons d'un tel esclave, ou esclaves, qu'ils les demandent avec toute discretion au Capitaine ou Commandeur vers lesquels se seroient peu refugier: & si cét Officier le nioit constamment, ou qu'on n'en eut pas pleine connoissance; le Patron ou les Patrons seront obligez d'ajouter une entiere foy aux paroles dudit Officier, sans pour ce sujet pouvoir molester en aucune maniere ni le Consul, ni les sujets susnommez: Neanmoins s'il étoit constant, qu'un tel Officier cachât la verité du fait, les Seigneurs Gouverneurs d'Alger pourront interpeller ledit Consul d'écrire sur ce sujet aux Seigneurs Etats Generaux, afin qu'aux Patrons de tels esclaves eschapés soit donné satisfaction sans aucun delay.

ANS de J.C. 1679.

XII. Dés le jour que la Ratification du present Traité de la part des Seigneurs Etats Generaux sera fournie & livrée aux Seigneurs Gouverneurs d'Alger, ouls sujets & habitans des Provinces-Unies, tant Juifs, que Chrestiens, ne pourront estre faits esclaves dans la Ville, ny dans toute l'étendué du Royaume d'Alger, sous quelque pretexté que ce soit. En outre lesdits Seigneurs Etats Generaux ne seront nullement obligés en vertu de ce Traité de Paix, de racheter aucun de leurs sujets & habitans étant à present en Esclavagé, ou de ceux qui pourroient encore tomber devant ladite Ratification dans le même malheur; mais il dependra absolument de leur libre volonté, sans aucune limitation, ou restriction de tems, d'user de charité, & d'en racheter tels, & tant, & en tout tems que bon leur semblera, à condition d'accorder du prix de leur rachât le plus raisonnable avec leurs Patrons, sans qu'on les puisse contraindre malgré eux à en racheter aucuns, soit des Esclaves du Beylic, ou de Galere, soit de ceux qui appartiennent aux Seigneurs, comme le Bacha, Day, Gouverneur, Aga, ou de qui que ce puisse être: Ne trouvant point à propos pour beaucoup de raisons de stipuler, que les Patrons soient tenus d'emanciper leurs Esclaves, qui sont leur propre bien, pour le premier achât; Promettant lesdits Seigneurs d'Alger d'employer leur authorité en cette affaire, pour contenter toutes les deux parties. Il est convenu ensuite, que tous les Esclaves étant sujets & habitans desdits Seigneurs Etats Generaux jouïront à l'occasion de leur delivrance du profit & de l'emolument du rabais, ou de la diminution des droits deûs à la Maison Royale, comme aussi des autres frais, en les payant d'une aussi raisonnable somme qu'aucuns Esclaves d'autres Nations ont accoustumé de payer à l'égard de leur rachât, soit aprés la paix concluë, ou par voye d'aumônes: bien entendu, que tels Esclaves habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouïr de cét emolument, devront être rachetez par la main des Commissaires Thomas Hees, & Jacob de Paez, ou de quelque autre Ministre de l'Etat des Provinces-Unies, qui se trouvera cy-aprés dans Alger; mais pour d'autres Esclaves, sujets desdites Provinces, qui ne voudront pas jouïr de cét avantage au regard desdits droits, ils pourront procurer leur liberté par d'autres personnes, selon qu'ils trouveront à propos. De plus lesdits Commissaires, ou autres Ministres publics, lesquels pourroient être envoyez à l'avenir en cette Ville de la part desdites Provinces-Unies, auront la liberté, & le pouvoir de faire passer devant eux, ou leurs Secretaires des contracts & accords, donner des Lettres patentes, ou autres depêches en leurs noms,

&

ANS de J.C. 1679. & faire tout ce qui sera requis pour la delivrance, & le départ des Esclaves rachetez, sans qu'aucun, qui que ce soit, s'y puisse opposer, ou incommoder lesdits Esclaves. Et pourront aussi lesdits Messires avec autant d'authorité qu'aucuns de ceux d'autres Princes, Potentats, faire ou faire passer pardevant eux, entre, & pour d'autres Nations Chrestiennes, toutes sortes d'instrumens, & Contracts, & donner des Passeports sans aucune contestation de qui que ce soit.

XIII. S'il arrive que quelque sujet desdits Seigneurs Etats Generaux demeure dans la Ville, ou en quelque autre endroit du Royaume d'Alger, les biens ou l'argent d'iceluy ne pourront pas être saisis, ni recherchez en façon quelconque par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers dudit Alger, mais seront tels biens, ou argent recueilli par celuy, ou par ceux, que le defunt aura nommé, ou institué son heritier, ou heritiers par Testament, en cas qu'iceux se trouvassent au lieu où le Testateur est decedé: mais s'ils n'y sont pas, alors l'executeur du Testament, qui aura été institué legitimement par le Defunt, après avoir fait un inventaire de bonne foy de tous les biens, & argent delaissez, les prendra en sa garde sans aucun empêchement, & aura soin que par des voyes sures il soit remis entre les mains des vrais, & legitimes heritiers. Mais si quelqu'un desdits sujets venoit à mourir sans Testament, le Consul desdites Provinces-Unies se saisira de tels biens, & argent sous un inventaire suffisant, pour les faire tenir aux plus proches parens, & heritiers du defunt.

XIV. Les marchands, tant Juifs, que Chrestiens desdites Provinces Unies se trouvant dans la Ville & Royaume d'Alger, ne seront point du tout contrains d'acheter des marchandises contre leur gré; mais il sera toûjours à leur choix d'en acheter de telles, qu'ils trouveront leur être sortables. Pareillement ne sera aucun Capitaine, ou Patron de Navire desdites Provinces tenu de charger malgré luy des marchandises pour les porter, ni pour faire des voyages vers des lieux où il ne voudra point aller. Aussi ne sera le Consul des dites Provinces point obligé de payer les dêtes d'un autre sujet des mêmes Provinces, à moins qu'il n'eut été donné pleige & caution par acte public pour le payement desdites dêtes.

XV. Les sujets, tant Juifs, que Chrestiens des dits Seigneurs Etats Generaux, en cas de plaiderie ou procez à Alger, ou dans son Territoire, ne seront point tenus de se soûmettre à aucune autre jurisdiction, qu'à celle du Day, & de la Douane: Excepté neanmoins s'il y avoit des differens tant civils, que criminels entre ceux de la Nation seule desdits Provinces-Unies; auquel cas ils ne seront obligez de comparoitre pardevant autre Juge, que pardevant leur Consul, qui aura l'authorité de terminer lesdits differens, comme de meurtres, blessures, & autres delits, selon l'instruction, & les ordres desdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. S'il arrivoit que quelque sujet desdits Seigneurs Etats Generaux se trouvant au Royaume d'Alger, offensât, blessât, ou tuât un Turc, ou More, & qu'il vint à être fait prisonnier, il sera châtié de la même maniere, & non avec plus de rigueur qu'un Turc pourroit être puni, s'il avoit commis de pareils crimes; mais s'il venoit à échapper, le Consul, ni autres sujets desdits Seigneurs Etats ne pourront point être inquietez, ni molestez à cause de cela.

XVII. Ledit Consul des Seigneurs Etats Generaux resident à Alger, y demeurera en toute liberté & seureté, tant de sa personne, que de ses biens. Il luy sera aussi permis de choisir son Truchement & Courretier, & d'aller à bord de toutes sortes de Vaisseaux, qui seront à l'ancre aux Havres, ou à la Rade, tant de fois qu'il luy plaira, comme aussi de frequenter le Païs par terre. De plus luy sera octroyé & permis de faire publiquement en sa maison l'exercice de la Religion Chrêtienne, & Reformée, sans aucun trouble, ou molestation, soit de fait, ou de parole, par qui que ce puisse être. ANS de J.C. 1679.

XVIII. De plus a esté accordé & convenu, que non seulement durant la continuation de la Paix & amitié, mais aussi en cas de quelque interruption, ou rupture d'icelle entre lesdits Seigneurs Etats Generaux, & ceux du Royaume d'Alger, le Consul & autres sujets desdits Seigneurs Etats demeurant audit Royaume d'Alger, c'est-à dire, aussi bien en temps de guerre, que de paix auront une entiere liberté de se retirer chez eux, ou vers d'autres Pays en des Navires ou Vaisseaux de quelque sorte de Nation que ce soit, ainsi qu'ils trouveront à propos, & de transporter avec eux leurs biens, familles, & serviteurs, sans qu'on leur puisse donner le moindre empêchement.

XIX. Nul sujet, tant Juif, que Chrestien desdits Seigneurs Etats Generaux, estant passager, & allant avec son Bagage vers quelques Pays que ce soit, ou en venant, ne pourra être molesté en façon quelconque, quoy qu'un tel passager se trouvât en un Vaisseau ennemi de ceux d'Alger. De même un passager Algerien se trouvant embarqué en un Vaisseau ennemi desdits Seigneurs Etats, ne sera point molesté ni en sa personne, ni aussi en ses marchandises qu'il aura chargées dans ledit Vaisseau.

XX. Aussitôt, que la Ratification du present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux sera arrivée à Alger, & delivrée aux principaux Gouverneurs de ladite Place, toutes les injures & dommages soufferts de part & d'autre seront éteins & mis en un perpetuel oubli, & cesseront toutes sortes d'hostilités & violences de l'une & de l'autre part; aussi demeurera cette Paix en son entiere force & vigueur, & continuera pour toûjours: & si depuis le jour, que ladite ratification aura esté mise entre les mains desdits Seigneurs principaux d'Alger, ie faisoient encore quelques prises & dommages de côté & d'autre devant que la Paix fut connuë à un chacun des sujets, il en sera donné une prompte satisfaction.

XXI. En cas, que par inadvertance, ou autrement il survint quelques contraventions au present Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, ou desdits Seigneurs d'Alger, ledit Traité ne laissera pas de subsister en toute sa vigueur, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Paix, amitié, & bonne correspondance; mais la partie offensée demandera à l'amiable une prompte reparation de telles contraventions avant que d'en venir aux armes: Et si la faute procede de quelques sujets particuliers, ils en seront seuls punis severement, sans aucune connivence; comme infracteurs de Paix, & perturbateurs du repos public.

Confirmé, signé, & scellé en la presence de Dieu le trentiéme jour d'Avril, l'an de grace mil six cent soixante & dixneuf; étant vers le milieu de la Luoe Rabia Elonel, en l'année mil nonante de Hegra.

(*L. S.*)
(*L. S.*) *Thomas Hees*, (*L. S.*)
(*L. S.*) *Jacob de Paez*, (*L. S.*)
(*L. S.*)

CLXII.

CLXII.

ANS de J. C. 1679. *Articles signez entre les Ambassadeurs de* FRANCE *& celuy de* BRANDEBOURG, *par lesquels Wesel & Lipstat sont remis aux Troupes de sa Majesté. Loüis XIV. Roi de France. Fait à Zanten, le* 3. *May*, 1679. Freder. Leonard. Tom. III.

FRANCE ET BRANDEBOURG.

COmme pendant tout le cours de la guerre qui auroit engagé Monsieur l'Electeur de Brandebourg dans des interests contraires à ceux de sa Majesté Tres-Chrestienne, son Altesse Electorale auroit toûjours conservé une forte passion de rentrer par la paix dans l'alliance dudit Seigneur Roi, & que sa Majesté auroit toûjours témoigné desirer qu'un prompt accommodement des differends qu'il y a entre la Couronne de Suede, & ledit sieur Electeur la peust mettre en estat de luy rendre sa premiere amitié, & luy faire ressentir les effets de l'estime qu'elle a toûjours euë pour luy: il seroit arrivé que pour parvenir à cét accommodement on seroit convenu d'une suspension d'armes pour tout le mois d'Avril, laquelle n'ayant pû suffire pour terminer les differends qui ont arresté jusques à present le Traité de paix, sa Majesté pour ne rien omettre de ce qui la peut faciliter, auroit donné pouvoir à ses Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires pour les Traitez de paix à Nimegue de convenir avec l'Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. d'une porogation d'Armistice aux conditions suivantes.

I. Qu'en consequence des offres que Monsieur l'Electeur de Brandebourg a fait faire à sa Majesté Tres-Chrestienne pour preuve de la bonne foy avec laquelle il veut agir avec elle, le sieur de Spaen Lieutenant general & Commandant les Troupes de son Altesse Electorale remettra les places de Wesel & de Lipstat au pouvoir de sa Majesté Tres-Chrétienne pour être gardées par les Commandans & Troupes qu'Elle y voudra mettre en garnison jusques à ce que la paix entre sa Majesté & ses Alliez d'une part, & Monsieur l'Electeur de Brandebourg soit signée & ratifiée.

II. Que les Troupes qui sont en garnison dans ladite place de Wesel, & Fort de Lippe en dépendant pour S. A. E. en sortiront Mardy neufviéme de ce mois & que la garnison Françoise que Monsieur de Calvo y envoira jusques au nombre de quatre mille hommes tant Infanterie que Cavalerie, y sera introduite & receuë de bonne foy par ledit Sieur de Spaen pour y demeurer jusques audit temps de l'échange des ratifications du traité de paix qui se fet avec son Altesse Electorale.

III. Ledit sieur General de Spaen fera aussi conduire par un Commissaire le Corps de deux mille hommes tant Infanterie que Cavallerie des Troupes de sa Majesté Tres-Chrestienne qui doivent tenir garnison dans Lipstat & elles partiront pour cét effet d'Ordinghen ledit jour neufviéme du present mois pour arriver à ladite Ville de Lipstat le quinziéme au plus tard, où ledit sieur de Spaen les fera aussi recevoir & loger en faisant en même temps retirer les Troupes qui y tiennent garnison pour Monsieur l'Electeur.

IV. Qu'il sera libre audit sieur General de Spaen de retirer desdites places tout ce qui luy sera necessaire & qu'il sera dressé un Inventaire de tout ce qu'il laisse de munitions de guerre & de bouche dans les Magasins desdites places & de toutes autres choses appartenantes à S. A. E. pour être renduës en pareille quantité par sa Majesté avec l'Artillerie aprés la paix à ceux ausquels Monsieur l'Electeur de Brandebourg desirera que lesdites places soient remises; ce qui sera fait sans aucune deterioration.

V. Il sera pareillement libre aux habitans desdites places ou d'y demeurer, auquel cas ils y seront en toute seureté, ou d'en sortir & d'en retirer tout ce qu'il leur appartiendra.

ANS de J. C. 1679.

VI. Et comme la prorogation d'Armistice que ledit sieur Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de S. A. E. auroit demandée instamment pour traiter de ladite paix tant pour Elle que pour le Roi de Danemark son Allié, auroit été trouvée par sa Majesté beaucoup plus longue qu'elle n'est necessaire pour la conclure, & que même elle pourroit rendre plus incertain un bien si desiré de toute l'Europe, il a esté convenu que la suspension d'Armes signée le 31. Mars dernier durera encore quinze jours, & à commencer demain quatriéme dudit mois.

VII. Les Troupes que sa Majesté Tres-Chrestienne mettra dans Wesel & Lipstat, ne seront à charge aux habitans & sujets de S. A. E. que pour le couvert & les simples ustanciles, & l'on n'imposera ni exigera aucunes contributions, fourrages, ou subsistance de ses païs estans au delà du Rhin.

VIII. Il a esté aussi accordé que les Generaux, Intendans, Commissaires & autres Officiers ne se mesleront point des affaires de Justice, Police, & Finances, ou Ecclesiastiques dudit païs, & les laisseront dans l'estat où elles sont à present.

IX. Le Commerce sera libre tant par Eau que par Terre sans être chargé d'aucune nouvelle imposition sous quelque prétexte que ce puisse estre. En foy dequoy Nousdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires avons signé les presens Articles & à iceux fait apposer le cachet de nos Armes. Fait à Zanten le troisiéme May mil six cens soixante & dix-neuf.

LE MARESCHAL D'ESERADE. COLBERT. BLASPEIL.

Promesse du General Spaen d'executer les Articles dont les Ambassadeurs de France sont convenus avec celuy de Brandebourg le 3. *May* 1679.

NOus soussigné Lieutenant General Commandant les Troupes de son Altesse Electorale de Brandebourg aprés avoir eu communication des Articles accordez ce jourd'huy entre Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France & M. de Blaspiel aussi Ambassadeur extraordinaire & Plenipotentiaire de sadite Altesse Electorale, avons promis, & promettons de les executer de nôtre part selon leur forme & teneur, & en consequence remettre de bonne foy au pouvoir de sa Majesté Tres-Chrétienne, la place de Wesel, avec le Fort de Lippe en dépendant, & celle de Lipstat dans le temps & en la maniere mentionnée dans lesdits Articles. Fait à ZANTEN le 3. May 1679.

SPAEN.

CLXIII.

ANS de J. C. 1679. *Traité pour l'Assemblée de Lunden, entre le Roi de* SUEDE *& le Roi de* DANEMARK. *Fait à Lunden, le* 16. *Juin*, 1679. Freder. Leonard. Tom. V.

SUEDE ET DANEMARC.

LEs deux Rois de Suede & de Danemark estans convenus, sur la proposition & à la diligence de Monsieur le Marquis de Feuquiere Ambassadeur de France, de traiter la Paix icy en Schone, pour avec l'assistance de Dieu, trouver moyen d'assoupir les differends qui sont survenus, & finir entierement la sanglante guerre dans laquelle ces deux Royaumes ont esté envelopez, en y rétablissant une bonne paix, comme elle l'est déja dans les autres lieux de la Chrestienté:

ANS de J. C. 1679.

ſtienté : leurs Majeſtez ont ordonné des Commiſſaires pour cet effet. Mais comme il eſt neceſſaire de traiter auparavant des préliminaires, pour rendre plus facile le chemin & la concluſion d'une ſi grande & ſi Chrêtienne affaire ; Elles ont nommé les Deputez ſous ſignez, authoriſez de leurs pouvoirs, leſquels aprés s'eſtre trouvez enſemble dans l'Egliſe de Lunden, & y avoir conferé ſont demeurez d'accord de ce qui s'enſuit :

I. A l'égard du temps que le Traité devra commencer, comme il n'y a rien qui puiſſe retarder cette affaire entre les deux Rois qui ſont dans le voiſinage, on eſt demeuré d'accord que ce ſera le 29. Juin prochain, & que les Commiſſaires des deux Rois s'y trouveront ſans faute.

II. Pour le lieu de l'Aſſemblée, on eſt convenu aprés grande deliberation, que ce ſeroit la Ville du Lunden, où Meſſieurs les Commiſſaires s'aſſembleront dans le Chœur de l'Egliſe. Et afin qu'il n'y euſt point de diſpute pour l'entrée en ce Chœur, l'on eſt auſſi convenu qu'à la premiere Aſſemblée l'on jettera au ſort qui devra entrer au Chœur par le côté droit, & qui aura la droite à la table.

A l'égard des logemens dans la Ville, les Suedois prendront pour eux & leur ſuite toutes les Maiſons qui ſont du côté de l'Egliſe qui regarde Malmoë, & les Dannois celles qui ſont ſituées du coſté de Landſcroon, laiſſant à Monſieur l'Ambaſſadeur de France la maiſon & reſidence de l'Evéque, & celles du Profeſſeur Nortman & du Docteur Berents pour d'autres Miniſtres de Rois ou Princes qui pourroient venir au Traité.

III. Quant à la ſeureté elle ſera entiere pour toutes choſes ſur le chemin de Malmoë & de Landſcron, lequel chemin aura une demie lieuë de largeur. La Ville de Lunden aura auſſi un diſtrict de trois lieues en circonſerence en meſme ſeureté que leſdits chemins, & dans cette circonference qui commencera depuis la mer eupres de Baurby en ſuivant la riviere de Keſlinge & le Pont de Geding, & de là à Dahlby, Braugeroup, Biorslorff juſques à Lomma, & tout le long de la mer juſques à Baurby, il n'y aura aucune hoſtilité, ou autre action ſemblable, quelque nom qu'elle puiſſe avoir, mais tout ſera dans une parfaite & inviolable ſeureté.

Il faut pourtant obſerver que hors le libre diſtrict des chemins qui vont à Malmoë, ou à Landſcroon perſonne hors les habitans du païs, qui apporteront les choſes neceſſaires de quelque qualité qu'il ſoit, ne joüira de cette liberté, s'il n'eſt de la ſuite des Commiſſaires qui allaſt de Lunden à Malmoë, ou à Landſcroon, & qui devra avoir de leur marque, ou paſſeport, & ceux qui voudroient aller de Malmoë, ou de Landſcroon à Lunden devront eſtre pourveus des paſſeports des Gouverneurs.

IV. Et afin que cette ſeureté puiſſe eſtre ſceuë de tout le monde, elle ſera publiée dans les deux ſuſdites Places & dans les Armées des deux Rois, au ſon des Tambours & des Trompettes auſſi toſt que cet Accord ſera ſigné, & l'on fera en outre expreſſe deffenſe à toute perſonne ſur peine de la vie de violer, ou offenſer cette ſeureté en aucune choſe. Que ſi contre toute eſperance, le Traité ſe rompoit ſans eſtre conclu, la liberté qui y eſt preſentement ſtipulée demeurera pourtant encore dans ſa force & vigueur trois jours aprés la ſeparation des Commiſſaires.

V. Comme il neceſſaire en telles occaſions de dépêcher des Courriers & Trompettes avec des lettres, on eſt convenu que les Commiſſaires des deux côtez ſeront authoriſez de leurs Maiſtres pour donner des Paſſeports à tels Trompettes & Courriers, ou qui que ce ſoit de leurs Gens avec leurs Convoys, leſquels Paſſeports ſeront reſpectez ſur peine de la vie par les Officiers de Guerre & de Juſtice de part & d'autre ſur les chemins de Lunden & Malmoë à Chriſtienſtadt, ou Halmſtadt, comme auſſi de Lunden à Landſcroon & Helſeimbourg, où les deux Rois pourroient eſtre pour lors.

VI. Et s'il ſe rencontre que quelqu'un des Commiſſaires jugeaſt à propos d'aller trouver en perſonne le Roi ſon Maître, il aura lui, & la ſuite, ſon Convoy, & Bagage la meſme ſeureté.

VII. Au reſte les Convoys dont leſdits Commiſſaires doivent eſtre pourveus ſont reglez à cinquante Chevaux avec les hauts & bas Officiers & vingt-quatre Mouſquetaires avec un Lieutenant & les bas Officiers, leſquels ſeront compris ſous la meſme ſeureté.

Pour aſſeurance de ce que deſſus le preſent accord a eſté fait double & ſigné des deux Deputez qui en ont fourni chacun leur exemplaire, afin que les deux Rois puiſſent en envoyer leur ratification, laquelle leſdits Deputez s'obligent d'avoir dans dix jours. Fait à Lunden ce 16. Juin 1679. Signé, JORAN SPARLING, CHRISTOPHER SCHESTEDT.

CLXVI.

ANS de J. C. 1679. FRANCE, SUEDE ET BRANDEBOURG.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France*, CHARLES XI. *Roi de Suéde, & FREDERIC GUILLAUME Electeur de Brandebourg, conclu à Saint Germain en Laye le 29. Juin*, 1679. Freder. Leonard. Tom. III. Theatrum Pacis. Tom. III. pag. 894. &c.

LOUIS par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre : A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, Salut. Comme le ſieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Eſtat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous luy en avions donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le vingt-neuf du mois de Juin dernier, en ce lieu, avec le ſieur Meinders, Conſeiller, Miniſtre d'Etat, & Envoyé extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muny de Pleinpouvoirs de la part dudit Electeur, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

AU nom de Dieu le Createur & de la Tres-ſainte Trinité. Soit notoire à tous, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puiſſant Prince Louïs XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, n'a rien ſouhaité davantage que de voir la tranquilité generale rétablie aprés les longues & ſanglantes diviſions dont l'Europe a eſté agitée, ſa Majeſté a vû avec peine que les divers Traitez qui ont eſté ſignez à Nimegue, particulierement avec l'Empereur & l'Empire, n'ayent pû éteindre le feu de la guerre dans le Nort, & qu'elle ait eſté neceſſitée de faire encor agir ſes Armes contre l'Electeur de Brandebourg. Mais parce qu'au milieu meſme de ces derniers troubles elle a conſervé beaucoup d'eſtime pour ce Prince, & une diſpoſition ſincere à le recevoir dans ſa premiere Alliance, toutes les fois qu'il ſe mettroit en état d'y rentrer ; elle a reçû avec beaucoup de plaiſir les témoignages qu'il luy a fait porter par le ſieur Meinders, ſon Conſeiller & Miniſtre d'Etat, & ſon Envoyé extraordinaire vers ſa Majeſté, du deſir extréme qu'il auroit de reprendre auprés d'elle par la Paix la meſme place qu'il a euë cy-devant dans le nombre de ſes Alliez, & de l'obliger à luy rendre à l'avenir la meſme amitié dont elle luy a donné autrefois tant de marques. Et comme ſa Majeſté n'a nul intereſt à démeſler avec ſon Alteſſe Electorale de Brandebourg, qui ne luy ſoit commun avec le tres-haut, tres excellent & tres-puiſſant Prince Charles, par la grace de Dieu, Roi de Suede, & que ſadite Alteſſe Electorale luy a fait témoigner qu'elle etoit dans le deſſein de faire une ſincere & ſolide Paix avec ledit Roi : Sa Majeſté a bien voulu, tant pour elle que que pour ledit Roi de Suede, entrer dans la diſcuſſion du preſent Traité de Paix. Et pour ce ſujet elle a commis le ſieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de

ANS de J.C. 1679. Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté, pour traiter & negocier avec ledit sieur Meinders ; lesquels aprés l'échange de leurs Pleinpouvoirs, dont les copies sont inserées cy-aprés, sont convenus des Articles suivans.

I. Il y aura à l'avenir une bonne, ferme & durable Paix & amitié entre le Roi Tres-Chrestien, le Roi de Suede, & l'Electeur de Brandebourg, leurs Successeurs, Royaumes, Païs, Etats & Sujets, avec une entiere & reciproque liberté de commerce, tant par terre, que par mer & autres eaux.

II. Il y aura de mesme une amnistie & perpetuel oubly de ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion de la Guerre, mesme à l'égard des Sujets qui auroient suivy les differens partis.

III. Toutes hostilitez cesseront entre les Parties dans le temps de dix jours au plus tard, aprés la signature du present Traité, ou plûtost, si la notification en peut estre faite aux Generaux qui commandent les Armées de part & d'autre : sans toutefois que lesdites Armées ayent à se retirer des Pays qu'elles occupent, & dans lesquels elles pourront vivre & subsister jusques à l'échange des Ratifications du present Traité.

IV. Et comme les Traitez de Westphalie doivent toûjours être regardez comme le fondement le plus solide & le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & que sa Majesté Tres-Chrétienne s'est déclarée dans tous les temps, mesme durant le cours de la Guerre, que son intention estoit de les maintenir dans toute leur force, que le Roi de Suede s'est expliqué en la mesme maniere, & que l'Electeur de Brandebourg témoigne estre dans le mesme sentiment : il est expressément stipulé par cet Article, que lesdits Traitez de Munster & d'Osnabruk conclus en 1648. demeureront dans toute leur force & vigueur, & seront censez repetez dans le present Traité, comme s'ils y estoient inserez de mot à mot ; à l'exception toutefois des changemens qui pourroient y estre apportez par les Articles suivans.

V. L'Electeur de Brandebourg promet par le present Traité de remettre entre les mains du Roi de Suede tout ce qu'il a occupé par ses Armes dans la Pomeranie, nommément les Villes de Stralzund & de Stetin, & generalement tout ce qu'il possede presentement des Terres & Etats qui ont été cedez dans l'Empire à la Couronne de Suede par les Traitez de Westphalie, sans en rien reserver ni retenir.

VI. Mais parce qu'il a été jugé necessaire, pour entretenir le bon voisinage, & pour empêcher à l'avenir les differens qui naissent d'ordinaire entre les Princes, par le trop grand mélange de leurs Terres & Etats, de donner de nouvelles limites à la Pomeranie qui appartient à la Couronne de Suede, & à la Pomeranie, qui est sous la domination de S. A. E. de Brandebourg ; il en a esté disposé en la maniere suivante.

VII. Toutes les Terres possedées par la Couronne de Suede au delà de la riviere d'Oder, soit qu'elles luy eussent été cedées par les Traitez de Westphalie, soit qu'elles luy eussent esté adjugées par le Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653. appartiendront doresnavant à l'Electeur de Brandebourg en toute souveraineté à l'exception seulement des Villes de Dam & de Golnow, & leurs dépendances qui ont esté specifiées nommément dans lesdits Traitez de Westphalie.

VIII. Mais parce que ladite Ville de Golnow & ses dépendances se trouvent comme enclavées dans les Terres qui doivent demeurer à l'Electeur de Brandebourg par le present Traité, & qu'il a insisté qu'elle lui fust cedée avec le reste du Pays situé au delà de l'Oder ; il a esté convenu & accordé que ladite Ville de Golnow & ses dependances luy seront laissées en engagement par le Roi & la Couronne de Suede, pour le prix & somme de cinquante mille écus, payable à la volonté du Roi de Suede ; avec condition expresse que toutes les fois que ledit Roi de Suede luy fera payer ladite somme de cinquante mille écus, ledit Electeur sera tenu & obligé de lui remettre ladite Ville de Golnow & ses dépendances : mais que dans tout le temps que durera ledit engagement, il en joüira en la mesme maniere que de tout ce qui luy est cedé par le present Traité. ANS de J.C. 1679.

IX. Et comme par le susdit Recés ou Traité de Stetin de l'année 1653. l'Electeur de Brandebourg fut obligé de partager avec le Roi & la Couronne de Suede les droits de peages qui se levent dans le Port de Colberg & autres Ports, & Havres de la Pomeranie au delà de l'Oder, qui demeuroit sous la domination de S. A. E. de Brandebourg : il a esté accordé que le Roi & la Couronne de Suede renoncent par le present Traité à tout droit de partage des peages qu'ils pouvoient avoir en commun avec l'Electeur de Brandebourg, suivant le Recés ou Traité de Stetin, dans les Ports ou Havres de la partie de la Pomeranie qui est demeurée, suivant les Traitez de Westphalie, audit Electeur.

X. En vertu des Articles precedens le Roi de Suede, tant pour lui que pour ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, renonce, cede, quitte, & transporte perpetuellement & à toûjours par le present Traité de Paix à l'Electeur de Brandebourg, ses Hoirs, Successeurs & ayans cause, tous les droits, rentes, revenus, jurisdictions & prerogatives, de quelque nom & de quelque nature qu'ils puissent estre, qu'il a eus, & qu'il peut pretendre, tant en vertu des Traitez de Westphalie, que par des conventions, transactions & cessions, particulierement par le Traité ou Reces de Stetin de l'an 1653. sur les lieux, Villes, Terres, Forests & Domaines situez au delà de la riviere d'Oder, & partage des droits de peages dans les Ports & Havres de la Pomeranie Electorale, à l'exception seulement de la Ville de Dam & ses dépendances, & de celle de Golnow & ses dépendances, conformément toutefois à la disposition, qui en a esté faite par l'Article 8. de ce present Traité sans reservation, exception, restriction, ou retention quelconque ; & ce nonobstant toutes Loix, Contracts, Conventions, Transactions Cessions, & Investitures, passées & futures, Coûtumes & Constitutions au contraire, ausquelles & aux clauses derogatoires des dérogatoires il est expressément dérogé par le present Traité, excluant à perpetuité toutes exceptions, sous quelques droits, titres, clauses, ou pretextes qu'elles puissent estre fondées.

XI. Consent aussi ledit Roi de Suede, que les hommes Vassaux & Sujets desdits Lieux, Villes & Pays cedez par le present Article audit Electeur de Brandebourg, soient & demeurent quittes & absous dés à present & pour toûjours des foi & hommage, service & serment de fidelité qu'ils pourroient luy avoir faits, tous lesdits Sujets & Vassaux demeurans à l'avenir sous la souveraineté de l'Electeur de Brandebourg ; mais dans la proprieté & possession de leurs biens tant de ceux qui leur auroient esté donnez, vendus ou alienez par les Rois & Couronne de Suede, avant la declaration de la presente Guerre, que de ceux qu'ils auroient acquis, ou qui leur appartiendroient de leur propre, tant meubles qu'immeubles, rentes viageres & à rachat, saisies & occupées, tant à l'occasion de la Guerre, que pour avoir suivi le party contraire ; ensemble de leurs droits, actions & successions à eux survenus, mesme depuis la Guerre commencée ; sans toutefois pouvoir rien demander ni prétendre des fruits & revenus perçûs & échûs dés le saisissement desdits biens, jusques au jour de l'échange de la Ratification du Roi de Suede ; ni semblablement des dettes, effets & meubles qui auroient esté confisquez avant ledit jour à cause de la guerre presente, en sorte qu'aucun creancier de telles dettes, ni aucun depositaire, proprietaire, & leurs heritiers ou ayans cause, en puisse faire poursuite, ni en pretendre restitution, recouvrement, ou équivalent.

XII. La riviere d'Oder, suivant la disposition des Traitez de Westphalie, demeurera toûjours en souveraineté

au

ANS de J.C. 1679.

au Roi & à la Couronne de Suede; & il ne sera pas libre audit Electeur de Brandebourg d'eriger aucune Forteresse, ou de fortifier aucune Place dans l'étendue du Païs qui luy est cedé par le present Traité.

XIII. Aussitost aprés que l'échange de la Ratification de sa Majesté Tres-Chrestienne aura esté faite avec celle de l'Electeur de Brandebourg, sa Majesté fera retirer son Armée des Païs & Places de Duchez de Cleves, Principauté de Minden, Comtez de Mark & Ravensberg, & de toutes autres Terres dudit Electeur qu'elle auroit occupées; à l'exception toutefois d'un corps de mille chevaux qu'elle conservera dans ledit Païs, & des Places de Wesel & Lipstat qu'elle retiendra jusques à l'entiere execution du present Traité avec le Roi de Suede : aprés laquelle, & lors que le dit Roi aura esté rétably dans les Païs & Places qui luy doivent être remis, elle retirera entierement ses Troupes des Places & Païs de l'Electeur de Brandebourg; mais durant qu'elles y demeureront, les habitans des Villes de Wesel & de Lipstat continueront à fournir aux Garnisons les mêmes logemens & ustenciles portées par le Traité de Santen; & les habitans des lieux, où lesdits mille chevaux seront logez, leur fourniront les mêmes ostenciles & le fourage.

XIV. Mais comme le Roi de Suede n'a point presentement de Troupes dans l'Empire, & qu'il ne pourroit peut-être y en faire passer dans le temps porté pour l'échange des Ratifications du present Traité, pour reprendre en son nom la possession des Places & Païs qui luy doivent être remis par l'Electeur de Brandebourg: il a esté convenu & stipulé qu'aussi-tôt aprés ledit échange entre le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg, ledit, Electeur retirera ses Troupes de tout le Plat-Païs qui doit revenir par ce Traité au Roi de Suede; mais qu'il laissera les Garnisons necessaires dans les Places qui luy doivent être remises: sçavoir deux mille hommes au plus dans Stralzond, & mille à douze cens hommes dans Stetin; & ainsi à proportion dans les autres Places, lesquelles il conservera contre tous ceux dont elles pourroient être attaquées, jusques à ce que le Roi de Suede ait envoyé des Troupes pour prendre possession desdites Places, laquelle luy sera laissée alors par celles de l'Electeur qui se retireront dans ses Etats.

XV. Il sera loisible toutefois audit Electeur de Brandebourg de retirer auparavant desdites Places tout le canon & les munitions de guerre qu'il y auroit fait conduire, depuis qu'il s'en est rendu Maistre; y laissant toutefois l'artillerie & munitions de guerre qui ont appartenu à la Couronne de Suede, & qui s'y trouveront le jour de la signature du present Traité de Paix.

XVI. Comme S. A. E. de Brandebourg a fait de grandes instances à sa Majesté Tres-Chrêtienne de vouloir bien terminer en même temps la guerre qu'elle a avec le Roi de Danemark, duquel sadite A. E. seroit étroitement alliée, ledit Roi de Danemark ayant déja fait connoistre le desir qu'il a de rentrer dans l'ancienne amitié & alliance qu'il a eue cy-devant avec la France: sa Majesté Tres-Chrestienne declare qu'elle sera bien-aise que cette Paix se puisse faire au plûtôt à des conditions justes & raisonnables, pour le bien & le repos general de la Chrestienté, pourvû qu'elle se fasse en même temps avec la Suede, sans laquelle le Roi ne se trouve pas en état de la conclure. Cependant ledit Electeur s'oblige de ne donner aucun secours, directement ou indirectement, au Roi de Danemark, s'il demeuroit encore en guerre contre la France & la Suede; & promet de rappeller ses Troupes, s'il en avoit quelques-unes dans le service dudit Roi de Danemark.

XVII. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige de procurer l'agrément du Roi de Suede sur ce present Traité, & sur tout ce qui y est contenu, & d'en obtenir la Ratification dudit Roi de Suede en bonne & duë forme dans le temps de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plûtôt, si faire se peut. Jusques à ce que cette Ratification soit délivrée entre les mains de S. A. E. elle ne sera point obligée de rendre la Pomeranie Suedoise; dequoy Sadite Majesté Tres Chrestienne demeure garante, de même que de tout ce qui a esté accordé à S. A. E. en vigueur du present Traité.

XVIII. Les Ratifications de sa Majesté Tres-Chrestienne avec celles dudit Electeur de Brandebourg seront échangées dans un mois, ou plûtôt, si faire se peut; & celles du Roi de Suede avec ledit Electeur seront échangées dans le terme de trois mois, ou plûtôt, si faire se peut.

En foy dequoy Nous sous-signez, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs avons signé ces Presentes, & y fait apposer les cachets de nos Armes. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuviéme jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf.

ARNAULD.

FR. MEINDERS. (*L. S.*)

NOus ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'obligation & hypoteque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin de quoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel. Donné à Saint Germain en Laye le troisiéme jour de Juillet l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente septiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Ratification de l'Electeur de Brandebourg.

NOus Frederic Guillaume, par la grace de Dieu Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergue, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales, & Silesie, de Crosne & Carnovie, Burk-Grave de Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden, & Camin, Comte de la Marche & de Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg, & Bottow: Faisons sçavoir à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné le Traité conclu & arresté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, suivant stile, de cette presente année mil six cens soixante & dix-neuf, en nôtre nom & sous nôtre Ratification, entre sa Majesté Tres-Chrestienne le Roi de France & Nous, par le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté Tres Chrestienne, d'une part; & nôtre Conseiller & Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers sa Majesté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Traité la teneur s'ensuit.

Au nom de Dieu, &c.

NOus avons agréé & ratifié ledit Traité en tous & chacuns des points d'iceluy, comme Nous l'agreons & ratifions par ces Presentes: promettant en foy & parole de Prince de l'accomplir, observer, & faire observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indi-

ANS de J. C. 1679.

rectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces Presentes, & y fait apposer le Scel de nos Armes. Fait à Posdam ce $\frac{1}{11}$ jour de Juillet mil six cens soiaante & dixneuf. Signé, FRIDERIC GUILLAUME *Electeur*.

Pleinpouvoirs.

APrés que le Roi a donné tant de divers témoignages dans les differends Traitez qui ont déja esté conclus à Nimegue, de son extreme desir, de voir finir par une Paix heureuse la guerre qui embrase depuis tant d'années la meilleure partie de l'Europe; Sa Majesté n'a rien souhaité davantage que de contribuer à l'éteindre entierement dans le Nort. C'est dans ce sentiment qu'elle a reçû avec beaucoup de plaisir les assurances que Monsieur l'Electeur de Brandebourg luy a fait donner par le sieur Meinders son Envoyé Extraordinaire, de la sincerité de ses intentions, pour rentrer avec sa Majesté dans les liaisons d'amitié & d'alliance qu'il a euë avec elle avant ces derniers mouvemens, & pour conclure une bonne, solide & durable Paix, tant avec elle, qu'avec le Roi de Suede. Et parce que ledit sieur Electeur en envoyant ledit sieur Meinders auprés de sa Majesté, l'a chargé de son Pleinpouvoir pour entrer dans cette negociation, selon que sa Majesté le desireroit: Sa Majesté pour témoigner combien elle a agreable les bonnes dispositions de ce Prince, a bien voulu de sa part autoriser, comme elle autorise par ces Presentes le sieur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté, auquel elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission, & Mandement special de conferer & negocier avec ledit sieur Meinders, & consequemment arrester, conclure & signer en son nom tels articles & conventions, dont ils pourront convenir. Promettant Sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toûjours tous ce que ledit sieur de Pomponne aura promis & signé en vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu, pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être; comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne forme, dans le temps qu'il aura esté convenu. En témoignage de quoy Sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Scel de son Secret. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-cinquiéme jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, LE TELLIER.

NOus Frederic Guillaume, par la grace de Dieu, Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales, & en Silesie, de Crosne, & Carnovie, Burk-Grave de Norimberg, Prince de Halberstadt, Minden & Camin, Comte de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg & Buttow: Donnons à connoistre à tous ceux qui verront les Presentes, qu'ayant appris avec joye la genereuse resolution que sa Majesté Tres-Christienne a prise de soumettre le cours victorieux de ses Armes au repos de la Chrestienté, & de renoüer par cét effet l'ancienne amitié & liaison qui a toujours esté entre sa Majesté & Nous, & qui avoit esté alterée par les troubles de la Guerre en Allemagne & aux Païs Bas, Nous avons donné & donnons en vertu des Presentes un Pleinpouvoir à nôtre Conseiller & Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire vers sa Majesté, le sieur Meinders, pour traiter & conclure un Traité de Paix & d'alliance avec celuy ou ceux qu'il plaira à sa Majesté Tres-Chretienne de pourvoir pour cet effet d'un Pouvoir suffisant. Et afin qu'il n'y ait pas le moindre doute de la sincerité de nos intentions, Nous Nous obligeons, & promettons en foi de Prince, & sous nostre parole Electorale, de ratifier, d'accomplir & d'executer inviolablement toutes les conditions dont ledit Traité de Paix & d'Alliance sera composé. En témoin de quoy Nous avons signé ce Pouvoir de nôtre main, & y fait apposer le Scel de nos Armes. Fait à Posdam ce $\frac{1}{11}$ jour de Mai 1679. Signé, FRIDERICUS WILHELMUS *Elector*.

Article Separé.

LOuis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme le sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le vingt neuf du mois de Juin, en ce lieu avec le sieur Meinders, Conseiller Ministre d'Etat, & Envoyé Extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere l'Electeur de Brandebourg, pareillement muni de Plein-pouvoirs de la part dudit Electeur, l'Article separé, dont la teneur s'ensuit.

OUtre les Articles contenus au Traité conclu & signé ce jourd'huy de la part de sa Majesté Tres-Chretienne & S. A. E. de Brandebourg, on est encore convenu de ce qui suit.

Comme l'intention de sa Majesté Tres-Chrétienne est de faire cesser entierement tous les differens qui pourroient donner lieu à de nouveaux sujets de division & de guerre contre les Princes de l'Empire, & que sa Majesté Tres-Chrétienne s'est obligée par le Traité signé à Zell le cinquiéme Février de la presente année avec les Princes de la Maison de Brunswik & Lunebourg de les assister dans la garantie qu'ils ont à donner aux Ducs de Meklebourg & Saxe-Lavembourg, l'Evêque de Lubek, le Comte de Lippe & de Swartzenbourg, & les Villes de Hambourg & de Lubek, à l'égard des prétentions qu'a ou pourroit avoir contre lesdits Princes & Etats l'Electeur de Brandebourg, sous pretexte de certaines assignations obtenues pendant la guerre: Sa Majesté, sans déroger à ladite obligation, mais sçachant que l'intention de l'Electeur de Brandebourg est d'accommoder cette affaire à l'amiable, employera ses soins & ses offices pour la terminer entre les parties par toutes voyes justes & raisonnables.

Ce present Article separé aura pareille force & vigueur, que s'il estoit inseré dans le corps du Traité principal passé ce jourd'hui; & la Ratification en sera fournie en même tems. Fait à Saint Germain en Laye ce vingt-neuviéme jour de Juin mil six cens soixante & dix-neuf.

ARNAULD.

FR. MEINDERS. (*L. S.*)

NOus ayans agreable le susdit Article separé en tous & un chacuns les points qui y sont contenus & declarez avons icelui tant pour Nous que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foi & parole de Roi, & sous l'obligation & hypotheque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement, ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoi Nous avons

ANS de J. C. 1679.

avons signé ces Presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à saint Germain en Laye la troisiéme de jour de Juillet, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-septiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, ARNAULD.

Ratification de l'Article separé.

NOus Frederic Guillaume par la grace de Dieu Mark-Grave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Prince Electeur du saint Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales & Silesie, de Crosne & Carnovie, Burk-Grave de Norimberg, Prince de Halberstat, Minden & Camin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg & Butow: Faisons sçavoir à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, qu'ayant vû & examiné l'Article separé conclu & arresté à Saint Germain en Laye le 29. jour de Juin, nouveau stile, de cette presente année mil six cens soixante & dix-neuf, en nostre nom & sous nostre Ratification, entre sa Majesté Tres-Chrestienne le Roi de France, & Nous, par le Sieur Arnauld Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous les Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté Tres-Chrestienne, d'une part; & nostre Conseiller & Ministre d'Etat & Envoyé Extraordinaire vers sa Majesté, le Sieur Meinders, d'autre part: duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Outre les Articles, &c.

NOus avons agréé & ratifié le susdit Article separé, comme Nous l'agreons & ratifions par ces Presentes, promettant en foi & parole de Prince de l'accomplir, observer & faire observer inviolablement selon sa forme & teneur, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire, pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin de quoy Nous avons signé ces presentes, & y fait apposer le Scel de nos Armes. Fait à Postdam ce $\frac{3}{13}$ jour de Juillet mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, FRIDERIC GUILLAUME, *Electeur*.

CLXV.

ANS de J. C. 1679. L'EMPEREUR ET LA FRANCE

Traité pour l'Execution de la Paix entre le Serenissime & Tres-Puissant Prince LEOPOLD *Empereur des Romains, & le Serenissime & Tres-Puissant Prince* LOUIS XIV. *Tres-Chrêtien Roi de France & de Navarre. Fait à Nimégue le 17. Juillet. 1679.* Freder. Leonard. Tom. III. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 829. &c.

In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum sit universis quorum interest, aut interesse potest, cum articulo vigesimo septimo pacis quinta Februarii nuperi hic conclusæ contineatur, ut commissarii ab utraque parte nominentur qui de restitutione & evacuatione locorum restituendorum juxta pacem Westphalicam conveniant, simulque sacra Cæsarea Majestas ab Imperii Electoribus, Principibus, & Statibus decenter requisita sit, ut copias suas ex Imperio in regna & ditiones hæreditarias educere velit, atque eo nomine sacra sua Cæsarea Majestas Reverendissimum, Illustrissimos & Excellentissimos Dominos, Dominum Joannem Episcopum Gurcensem, sacri Romani Imperii Principem atque sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarium, & Dominum Theodorum Althetum Henricum à Stratman sacræ Cæsareæ Majestatis Conciliarium Imperii aulicum; sacra Regia Majestas Christianissima verò Illustrissimum & Excellentissimum Dominum Carolum Colbert Equitem, Marchionem de Croissi, sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ab utrisque Consiliis ordinarium, omnes Legatos extraordinarios & Plenipotentiarios, qui dictæ paci concludendæ ac perficiendæ incubuerunt, necessariis mandatis instruxerint quorum apographa ad finem hujus recessus inserta sunt. Inter eosdem sacræ suæ Cæsareæ Majestatis, & sacræ suæ Majestatis Christianissimæ Commissarios de præfata restitutione & evacuatione locorum atque abductione copiarum convenisse tenore sequenti.

I. Imperator exercitus suos & copias quantociùs deduci curabit ex omnibus Imperii ditionibus ad domum Austriacam jure hæreditario non spectantibus, & nominatim ex circulis Sueviæ & Franconiæ, uti & ex Circulis Rhenano Electorali & Rheni superioris, urbibusque & fortalitiis in iis sitis, Bonnâ, Argentinâ, Offemburgo, Hochberg, Landavin, Cronweissenburgo, nec non generaliter ex quibuscunque aliis locis, neque pace Monasteriensi, neque Neomagensi sacræ Cæsareæ Majestati competentibus, ita ut prædictæ copiæ in Bohemiam, aliosque status patrimoniales ante decimam Augusti sine ulteriori mora perveniant.

II. Rex Christianissimus exercitus suos & copias quantocius etiam revocabit bona fide ex omnibus Imperii ditionibus, & nominatim ex Archiepiscopatibus Moguntino, Trevirensi, Coloniensi, Palatinatu Rheni, & Episcopatu Leodiensi, & Ducatu Juliacensi, urbibusque, & fortalitiis in iis sitis, uti & ex tota Brisgovia, omnibusque locis, quæ domui Austriacæ virtute pacis Westphalicæ competunt excepto solo Castro & Oppido Friburgensi & tribus Pagis Lehn, Bozenhausen & Kirchzart Galliæ cessis, necnon generaliter ex quibuscumque aliis locis neque vigore tractatus Monasteriensis, nec pace Neomagensi sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ competentibus, ita ut sine ulteriore mora prædictæ copiæ ante decimam mensis Augusti, in Regnum Galliæ perveniant. De octo locis verò vigesimo sexto instrumenti Pacis nominatis observabuntur bonâ fide, quæ in prædicto articulo de iis conventa sunt.

III. Restituantur etiam intra prædictum terminum juxta articolum vigesimum quartum Pacis hic conclusæ, quicumque restituendi ex capite Amnestiæ nondum restituti sunt.

IV. Porrò in præsenti Tractatû omnia loca & jura comprehensa intelligantur quamvis singulatim expressa non sint; quæ restitutioni obnoxia sunt, ubicumque sita reperiantur, & si aliqua elapso termino adhuc restituta aut evacuata non essent statim ad instantiam partis interessatæ, bona fide evacuentur & restituantur. Omnia autem prædicta loca & jura restituantur, qualia tempore conclusionis & subscriptionis Pacis aut decimo quinto die à dicta subscriptione fuerunt, unà cum archivis, documentis litterariis, aliisque mobilibus, uti & tormentis bellicis, quæ in iis tempore occupationis & subscriptionis aut decima quinta die à dicta subscriptione Pacis extiterint.

V. Quantum ad ditiones, communitates, & loca quæ se ante subscriptam pacem contributionibus submiserunt, & adhuc residuas debent, convenit, ut desuper inter Intendentes vel Commissarios ex una parte, & Deputatos Principis vel statuum locorum ex altera ante decimam diem Augusti ex æquo liquidatio fiat, & quo ditiones & Communitates illæ, quæ contributiones non debent, vel quæ juxta articulum trigesimum instrumenti Pacis hic conclusæ, datis idoneis Fidejussoribus pro residuis caverint, vel obsides partibus gratos dederint, ad solvendum adigi non possint pro iis Communitatibus, quæ adhuc debitrices & morosæ extiterint, licet ejusdem ditionis sint, nisi quatenus in solidum teneantur. Illæ verò Ditiones, Communitates, & loca quæ prædictæ obligationi non satisfecerint, ad solutionem ex conducto, in quantum fieri poterit, cum debitricis Ditionis regimi-

 ne,

ANS de J. C. 1679.

ne, executione militari compelli queant: ita tamen ut morosæ tantum Communitates aut in solidum obligatæ dilationis pœnam sentiant, sine cujuscumque alterius gravamine, & ille tantum militum numerus ad executionem adhibeatur, qui absolutè necessarius erit, statimque à facta solutione aut præstita per fidejussores, vel obsides cautione revocetur.

VI. Nominabuntur quamprimum ab utraque parte Commissarii qui ea exequantur, quæ de debitis & repertis in Oppido Friburgo Archivis aliisque documentis litterariis articulo octavo & nono instrumenti pacis convenerunt.

Hanc de pacis executione conventionem promittunt utriusque partis Commissarii respectivè ab Imperatore & Imperio, & Rege Christianissimo inviolabiliter observatum iri, prædictorumque Articulorum executionem quæ intra prædictum tempus ex mandatis tam Cæsareæ quàm Christianissimæ Majestatum sequetur, pro utriusque partis ratihabitione valituram, ita ut ad perfectum pacis adimplementum nullâ aliâ ratihabitionum commutatione opus sit. In quorum omnium fidem majusque robur, Cæsarei & Regius Commissarii præsens instrumentum subscriptionibus sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt Neomagi decima septima mensis Julii anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

Joannes Episcopus &c. — *Colbert.*
Princeps Gurcensis.
T. A. Henricus Stratman.

PLENAPOTENTIA.

Leopoldus divinâ favente clementia electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ, &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Stiriæ, Carinthiæ & Wirtembergæ, Comes, Tyrolis, Notum facimus universis, postquam instrumento Pacis inter nostros & confœderatarum Coronarum Plenipotentiarios Legatos concluso, subscripto & ratificato, inter cætera, illud quoque provisum sit, ut mox ab ipsius subscriptione omnis hostilitas cesset & juxta pacem Monasteriensem, hac novissima in omnibus confirmatam, reciprocè & quantociùs restituantur & restituenda loca evacuentur bona fide, in eumque finem Commissarii ab utraque parte nominentur, qui modò dictam inprimis restitutionem atque evacuationem intra mensis spatium à ratihabita Pace absque ulteriori dilatione absolvant; intra annum verò etiam statuant, quæ circà debitorum ab Oppido Friburgensi pro rata incumbentium solutionem, uti & Archivi ibidem reperti restitutionem, separationem ac asservationem articulis octavo & nono ad illos remissa sunt: quod ex parte nostra ad exequendum & promovendum omne id, quod ad pacificum conclusæ Pacis effectum necessarium visum est atque conducibile, iisdem Legatis nostris Plenipotentiariis, qui dictæ paci concludendæ ac perficiendæ hactenus insudàrunt, Venerabili Joanni Episcopo Gurcensi, Principi sacri Imperii, Consiliario devoto, nobis dilecto, nec non Consiliario nostro Imperiali Aulico, sacrique Imperii fideli dilecto, Theodoro Altheto Henrico Stratman plenam nostram potestatem & commissionem dederimus ad tractandum & conveniendum, & statuendumque cum Deputato vel Deputatis, Plenipotentiario vel Plenipotentiariis, Serenissimi & potentissimi Franciæ Regis Christianissimi, sive ejusdem vel eorumdem Subdelegato, vel Subdelegatis super prædictis omnibus, aut quæ alius in iisdem aut circa locum etiam Friburgensem cessasve ejusdem dependentias ex pacis hujus conventione complananda adhuc occurrent transigendis & in Imperatorio nomine promittentes, nos omnes id quod supradicti nostri Plenipotentiarii Commissarii simul, vel si quo casu, vel ob adversam valetudinem vel alias causas quascumque, unius eorum abesset, alter cum supradicti Serenissimi & potentissimi Regis Christianissimi Plenipotentiario vel Plenipotentiariis ejusque vel eorumdem subdelegatis tractabit atque concludet, ratum habituros & ex parte nostra executioni mandari curaturos. In cujus rei fidem hac propria manu subscripsimus, & sigillo nostro Cæsareo signari fecimus. Datum in civitate nostra Viennæ die decima tertia Mensis Aprilis Anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono, Regnorum nostrorum, Romani vigesimo primo, Hungarici vigesimo quarto, Bohemici verò vigesimo tertio. Signatum,

LEOPOLDUS.

V^t. LEOPOLDUS GUILIELMUS, COMES IN KONIGTEG.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium,

CHRISTOPH. BEVER.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre : A nostre Amé & Feal le sieur Colbert Marquis de Croissy, Conseiller Ordinaire en nostre Conseil d'Estat, nostre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, Salut. Comme par le vingt-septiéme Article du Traité de Paix, que vous avez conclu, & signé en nostre nom à Nimegue le cinquiéme jour de Février dernier, avec les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de nôtre tres-Cher & tres-Amé Frere l'Empereur; il est porté que selon la Paix de Munster, confirmée en tous ses points par l'article second du susdit Traité l'on fera la restitution & l'évacuation des places de bonne foy, & retirer les Troupes de part & d'autre, & qu'à cette fin l'on nommera des Commissaires en mesme temps que ledit Traité sera reciproquement ratifié, afin que l'évacuation & restitution des Troupes soient achevées dans l'espace d'un mois pour tout delai depuis la Ratification de la Paix, sans y comprendre cependant les places, desquelles il est autrement disposé pour un temps par l'article vingt-sixiéme dudit Traité. Nous, pour ces causes desirant satisfaire de nostre part au contenu du susdit article vingt-septiéme, Vous avons commis, ordonné, & deputé, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nostre main, pour en qualité de nôtre Commissaire incontinent aprés la Ratification, qui vous aura été fournie dudit Traité, tenir la main à l'évacuation & restitution reciproque des places occupées de part & d'autre dans l'Empire, à l'exception toutefois de celles mentionnées dans l'article vingt six dudit Traité, comme aussi à la retraite des Troupes, & conjointement avec les Commissaires nommez de la part de nostre susdit Frere l'Empereur convenir & arrester tout ce qui sera jugé necessaire pour l'entiere execution du susdit Traité, ainsi qu'il y est plus particulierement porté. De ce faire vous donnons pouvoir, commission, & mandement special par cesdites presentes. Car tel est nôtre plaisir, Donné à saint Germain en Laye le quinziéme jour de Mars l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nôtre Regne le trente-sixiéme. Signé LOUIS, Par le Roi ARNAULD.

CLXVI. *Trai-*

ANS de J.C. 1679. L'Espagne et France.

CLXVI.

Contract de Mariage, de CHARLES II. *Roi d'Espagne, avec la Princesse* MARIE LOUISE, *Fille du Prince Philippes Fils de France, Frére-Unique de Louis XIV. Roi de France, Duc d'Orleans. Fait à Fontainebleau, le* 30. *Aoust* 1679. Freder. Leonard. Tom. IV.

AU nom de Dieu le Createur; soit notoire à tous, que tres-haut, tres-excellent & tres-Puissant Prince Loüis XIV. par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; Aiant consideré comme un moien capable d'affermir de plus en plus la tranquillité publique qu'il a plû à Dieu de rétablir par la Paix, le desir extréme que le tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince Charles II. par la méme grace de Dieu Roi d'Espagne, lui a fait témoigner par son Ambassadeur Extraordinaire, que sa Majesté voulût bien lui accorder en Mariage, tres-haute & tres-puissante Princesse Marie Loüise, Niéce de sa Majesté, & Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Philippes Fils de France, Frere Unique de sa Majesté, Duc d'Orleans, & de defunte tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans. Sa Majesté Tres-Chrétienne auroit eu bien agreable la recherche & demande que ledit Seigneur Roi Catholique lui a fait faire de ladite Serenissime Princesse Marie Loüise, & comme tant de grandes & aimables qualitez qui sont en elle ne la rendent pas moins chere à sa Majesté que si elle estoit sa propre Fille, ladite Majesté a crû ne pouvoir donner une marque plus publique du desir qu'elle a d'entretenir pour le bien de la Chrétienté une amitié sincere & durable avec le Roi Catholique qu'en la lui donnant pour Epouse, & qu'en renouvellant par cette alliance toutes celles qui ont été déja si heureusement contractées par de semblables liaisons entre la France & l'Espagne. C'est dans cette veuë qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui de sa Majesté Catholique, convenir des articles & conditions necessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, lesquels articles ont esté signez & arrestez suivant les pouvoirs respectifs desdits Commissaires, & depuis ratificz par ledit Seigneur Roi Catholique, c'est par ces mémes motifs qu'en presence, du consentement & vouloir de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, de tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Marie Therese, par la méme grace, Reine de France & de Navarre, Epouse & Compagne de sa Majesté Tres-Chrétienne, de tres-haut & tres-puissant Prince Philippes Fils de France, Frere Unique de sa Majesté, de tres-haute & tres-puissante Princesse Elisabeth Charlotte Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans, & de ladite tres-haute & puissante Princesse Marie Loüise Fille dudit Seigneur Duc d'Orleans, & en presence aussi de tres-haut & tres-excellent Prince Loüis Dauphin de France, tres-haute & puissante Princesse Anne d'Orleans Fille puisnée dudit Seigneur Duc d'Orleans, tres-haute & puissante Princesse Anne Marie Loüise d'Orleans Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes, tres-haute & puissante Princesse Marguerite Loüise d'Orleans, grande Duchesse de Toscane, tres-haute & puissante Princesse Isabelle d'Orleans Duchesse de Guise, tres-haut & puissant Prince Loüis Armand de Bourbon Prince de Conti, tres-haut & puissant Prince François de Bourbon, Prince de la Roche-sur-Yon, tres-haut & puissant Prince Loüis de Bourbon Comte Vermandois Admiral de France legitimé de France, tres-haut & puissant Prince Loüis Auguste de Bourbon Duc du Maine, Colonel General des Suisses legitimé de France, tres-haute & puissante Princesse Marie Anne de Bourbon legitimée de France, tres-haute & puissante Princesse Loüise Françoise de Bourbon legitimée de France, tres-haut & puissant Prince Henri de Bourbon Duc de Verneüil legitimé de France, tres-haute & puissante Princesse Charlotte Segoier Epouse dudit Seigneur Duc de Verneüil, & Messire Michel le Tellier Chevalier Chancelier de France, Commandeur des Ordres du Roi & son Conseiller Ordinaire en tous ses Conseils d'une part: & de haut & puissant Seigneur Dom Paul Spinola Doria Marquis de Los-Balbases, Duc de Sesto, Seigneur de Ginosa Casalnofetta & Pontecuroné, Conseiller du Conseil d'Etat de tres-tres-excellent & tres-puissant Prince le Roi Catholique, son grand Protonotaire en son Conseil d'Italie, & son Ambassadeur Extraordinaire vers sa Majesté Tres-Chrétienne, muni de son plein-pouvoir à l'effet des presentes d'autre part, les Conventions & Traitez de Mariage entre ledit Seigneur Roi Catholique, & ladite Serenissime Princesse Marie Loüise ont esté accordées & arrestées, ainsi qu'il ensuit.

Premierement. C'est à sçavoir que sa Majesté Tres-Chrétienne promet de donner en nom & loi de Mariage à sa Majesté Catholique, la Serenissime Princesse Marie Loüise à ce presente, procedante sous l'autorité de sa Majesté Tres-Chrétienne, qui la cherit & veut bien la marier comme si elle estoit sa propre Fille, comme aussi promet sa Majesté Catholique representée par le Marquis de Los-Balbases son Ambassadeur Extraordinaire de prendre à femme & Epouse, la Serenissime Princesse Marie Loüise, pour être ledit Mariage parfait accompli & solemnisé le plûtôt que faire se pourra suivant les Constitutions, & en face de la Sainte Eglise Catholique Apostolique & Romaine, par paroles de present en la Cour de sa Majesté Tres-Chrétienne, par tres-haut & puissant Prince Loüis Armand de Bourbon Prince de Conti chargé de la Procuration dudit Seigneur Roi Catholique, conformément à la dispense Apostolique sur ce obtenuë par les parties, pour lever l'empéchement que pourroient y apporter les degrez de parenté & consanguinité qui sont entr'elles.

II. En faveur & contemplation dudit futur Mariage, sa Majesté a donné & constitué en dot à la Serenissime Princesse sa Niéce, la somme de cinq cent mille Ecus d'or sol, & ce pour tous droits paternels & maternels, & autres qui lui pourroient appartenir & écheoir, laquelle somme sera composée d'un million de livres, donné & legué par feuë tres-haute, tres-excellente & tres-puissante Princesse Anne d'Autriche Reine Mere de sa Majesté à la Serenissime Princesse sa petite Fille, & de la somme de dix-neuf mille deux cent quatre vingts cinq Jacobus & trois quarts monnoie d'Angleterre, faisant monnoie de France deux cent soixante dix mille livres & interest d'icelle, qui est encore deuë par tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince le Roi de la Grande Bretagne pour la moitié qui appartient à la Serenissime Princesse en la dot de feuë son Altesse Roiale Madame Henriette Anne d'Angleterre Mere de ladite Serenissime Princesse, pour être lesdits interêts exigez du jour seulement du deceds de ladite Dame Duchesse d'Orleans, & en cas que lesdites deux sommes ensemble ne puissent faire celle de cinq cent mille Ecus d'or sol, sa Majesté Tres-Chrétienne promet de faire paier ce qui s'en défaudra, & se feront les paiemens en la Ville de Madrid, sçavoir le tiers au tems de la consommation du Mariage le second tiers à la fin de l'année, & le troisiéme six mois aprés, en sorte que le parfait paiement soit fait en dix-huit mois de temps.

III. Et de plus Monseigneur le Duc d'Orleans don-

ANS de J. C. 1679. donne à la Sereniſſime Princeſſe ſa Fille, la ſomme de quarante mille Ecus en bagues & joiaux qu'il lui ſera remettre entre les mains.

IV. A eſté convenu & accordé que ledit Seigneur Roi Catholique futur Epoux aſſurera ladite ſomme de cinq cent mille Ecus d'or ſol, ſur bonnes & ſuffiſantes rentes à raiſon du denier vingt, au contentement raiſonnable des Miniſtres qui à cet effet feront nommez & députez par ſa Majeſté Tres Chrétienne, & feront dnnnées bonnes & ſuffiſantes hypotecqués pour la ſeureté dudit dot, & ſi ladite Sereniſſime Princeſſe aime mieux joüir deſdites rentes & Villes qui lui feront données pour hipotecques que la rente dudit dot à la raiſon ſuſdite du dernier vingt, & qu'il lui ſoit pourveu comme aux autres Reines d'Eſpagne, pour leûrs Maiſons en la forme & grandeur qu'il en a eſté uſé, & s'uſe, en tel cas la rente deſdits hipothecques ſera comptée ſelon & ainſi que leſdites rentes ſont à preſent en Eſpagne, & ainſi que les autres de même qualité ſont aſſignées.

V. Plus a eſté promis par ledit ſieur Commiſſaire du Roi d'Eſpagne au nom de ſa Majeſté Catholique, de donner à ladite Sereniſſime Princeſſe des bagues & joiaux de la valeur de cinquante mille Ecus d'or ſol qui ſortiront nature d'heritage à ladite Sereniſſime Princeſſe, comme feront auſſi toutes les autres bagues & joiaux qu'elle portera leſquels demeureront pour elle, ſes hoirs Succeſſeurs & aians cauſe.

VI. Que ledit Roi Catholique donnera à ladite Sereniſſime Princeſſe entretenement pour ſon état & Maiſon tel qu'à ſi grande Princeſſe, petite Fille, Niéce, Femme & Fille de ſi puiſſans Rois appartient, & icelui aſſignera ſur bonnes rentes, avec ſeures & fermes aſſignations & ſuffiſantes hipotecques au contentement de ladite Sereniſſime Princeſſe.

VII. A eſté auſſi convenu & accordé qu'au lieu de doüaire dont on a accoûtumé d'uſer en France ladite Sereniſſime Princeſſe aura pour augment de dot dudit Mariage ſelon l'uſage des Roiaumes du Roi d'Eſpagne, la ſomme de cent ſoixante ſix mille ſix cent ſoixante ſix Ecus d'or ſol, qui reviennent au tiers de ladite ſomme entiere dudit dot, lequel augment de dot, eſtant ledit Mariage diſſolu, & ladite Sereniſſime Princeſſe ſurvivant le Roi Catholique ſon futur Epoux, lui ſortira nature d'heritage pour elle, les ſiens & aians cauſe, pour en pouvoir diſpoſer ſoit entre-viſs ou par derniere volonté conformément à l'uſage & coûtume d'Eſpagne, & lors que ledit Mariage ſera conſommé, ſera baillé aſſignation à ladite Sereniſſime Princeſſe de la ſuſdite ſomme de cent ſoixante ſix mille ſix cent ſoixante ſix Ecus d'or ſol, pour en joüir ledit cas d'augment de dot arrivant, & ce en la même forme & maniere que les deniers & rentes dudit dot lui feront aſſignées.

VIII. Plus a eſté arreſté que la diſſolution dudit Mariage advenant, & ladite Sereniſſime Princeſſe ſurvivant ledit Seigneur futur Epoux, elle pourra partir & ſe retirer franchement & librement dudit Roiaume d'Eſpagne, toutes & quantes fois qu'il lui plaira, & avec elle tous ſes Officiers, Domeſtiques & Serviteurs, & retourner en France, faire apporter & amener avec ſoi tous & chacuns ſes biens, joiaux, habits, vaiſſelles & autres meubles quelconques, ſans que pour quelque occaſion que ce ſoit on pourroit ſurvenir, il ſut fait on mis directement ou indirectement aucun empéchement ou retardement à ſon départ, ni en la joüiſſance dudit augment de dot, & aſſignation des deniers de ſondit Mariage qui lui auront eſté donnez ou deûs donner, pour ſeureté dequoi feront données par ledit Roi Catholique à ſa Majeſté Tres-Chrétienne avant que ladite Sereniſſime Princeſſe ſorte d'aupres d'elle, les Lettres d'aſſurance qui feront à ce neceſſaires, ſcellées du ſceau de ſa Majeſté Catholique, avec promeſſe ſur ſa ſoi & parole Roiale de les garder & accomplir inviolablement, tant pour lui que pour ſes Succeſſeurs aux Couronnes d'Eſpagne. ANS de J. C. 1679.

IX. Plus a eſté convenu & accordé que ladite Sereniſſime Princeſſe ſera honorablement conduite & renduë aux frais de ſa Majeſté Tres-Chrétienne, comme il convient à Princeſſe de telle qualité & Alliance qu'elle prend juſques aux frontieres du Roiaume d'Eſpagne où elle ſera accueillie & receuë honorablement de la part dudit Roi Catholique, comme appartient à une Princeſſe de ſi haute & illuſtre Maiſon.

X. Tout ce que deſſus a eſté convenu & arreſté par exprés en faveur dudit Mariage, promettant ſa Majeſté Tres-Chrétienne en ſoi & parole de Roi l'entretenir, garder & obſerver inviolablement, ſans aller ni ſouffrir qu'il ſoit allé directement ou indirectement au contraire, comme ledit Sieur Marquis de Los-Balbaſes Ambaſſadeur Extraordinaire de ſa Majeſté Catholique audit nom, & en vertu de ſon pouvoit & procuration, promet pareillement d'entretenir, garder & obſerver tout le contenu ci-deſſus, ſans jamais aller ni ſouffrir qu'il ſoit allé directement ou indirectement au contraire, le tout ſous l'obligation de tous & chacuns leurs biens preſens & à venir. Renonçant reciproquement leſdites Parties à toutes Loix, Coûtumes, uſages & autres choſes à ce contraires, & ont ſigné de leurs propres mains le preſent Contrat, duquel l'Original eſt demeuré pardevers Nous, pour en vertu d'icelui en délivrer les Expeditions neceſſaires en la forme ordinaire. Fait & paſſé dans le Château de Fontainebleau, le trentiéme jour d'Aouſt de l'année mil ſix cent ſoixante dix-neuf, pardevans nous Conſeillers, Secretaires d'Etat & des Commandemens de ſa Majeſté.

Signés ARNAUD. COLBERT.

CLXVII.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France, & CHRESTIEN V. Roi de Danemarc, fait à Fontainebleau le 2. Septembre, 1679.* Freder. Leonard. Tom. V. Actes & Mémoires de la Négociation de la Paix de Nimégue. Tom. IV. pag. 554. ANS de J. C. 1679. FRANCE ET DANEMARK

LOuis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces preſentes Lettres verront; Salut. Comme noſtre Amé & feal le Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pompone, Conſeiller en tous nos Conſeils, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arreſté & ſigné le deuxiéme du preſent mois, en ce lieu, avec le Sieur de Meyercron, Conſeiller & Envoyé extraordinaire de noſtre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark, & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, le Traité de Paix, dont la teneur s'enſuit.

In Nomine Sanctiſſimæ & Individuæ Trinitatis.

NOtum ſit omnibus & ſingulis quorum intereſt. Poſtquam mutuus antiqui fœderis inter Galliam & Sueciam nexus Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ & Navarræ Regem bello in Septentrionalibus partibus orto implicarit prædictuſque Rex Chriſtianiſſimus nihil magis in votis habuerit, quam ut pace ubique fere in Europa nuper reſtituta incendium quod in ſupradictis oris adhuc gliſcebat, quantocyus etiam extingueretur, & in ipſis quoque flagrantiſ-

grantissimi hujus belli flammis singularem semper affectum erga Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum Dominum CHRISTIANUM V. Daniæ, Norwegiæ, Gothorum, Vandalorumque Regem, Ducem Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ, & Ditmarsiæ, Comitem in Oldembourg, & Delmenhorst, servarit, adeoque lubentissime ex prænominati Daniæ Regis Consiliario atque Ablegato Extraordinario Nobili, & generoso Domino Henningo Meyercroon intellexerit, modo dictum Daniæ Regem eandem pacem seriò exoptare, nihilque in se desiderari passurum quod ad reconciliandam concordiam redintegrandumque mutuæ amicitiæ eum Gallia & priorum fœderum per novissimas hasce bellorum turbas interruptum nexum facere ulla ratione queat, & quia supradicti Regis Christianissimi rationes & interesse, quoad præsens bellum à rationibus & interesse Serenissimi ac Potentissimi Principis & Domini Domini CAROLI XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Fiolandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, necnon Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducis nullomodo separari queunt, prædictusque Ablegatus Daniæ Extraordinarius haud alium esse memorati Daniæ Regis animum testatus fuerit, quam ut bona, secura, atque constans cum Sueciæ Rege pax ineatur atque concludatur, Rex Christianissimus tam suo quàm Sueciæ Regis nomine reconciliandæ mutuæ concordiæ restituendæque orbi Christiano tranquillitatis ergo de pacis conditionibus cum præfato Daniæ Rege ineundis tractatus in se suscepit, eumque in finem Excellentissimum & Illustrissimum Dominum Simonem Arnauld Equitem Dominum à Pomponne Consiliarium suum intimum ac Secretarium status & mandatorum, nominavit, deputavitque, ut cum prædicto Daniæ Regis Ablegato negotium hoc tractaret, atque ad optatum finem perduceret, qui sufficientibus instructi mandatis quorum originalia utrinque commutata, & & apographa sub finem hujus instrumenti verbo tenus inserta sunt, in sequentes pacis & amicitiæ leges convenerunt.

I. Sit inter supradictos Reges, & eorum hæredes, successores, Regna, Status, Provincias, ditiones, & subditos terra, marique, & ubicumque locorum vera, firma, & perpetua pax, sinceraque amicitia, eaque religiosè & bona fide servetur, & supradicti Reges mutuum honorem, utilitatem, & commodum invicem promoveant. Sit præterea amnistia generalis, & perpetua oblivio omnium eorum quæ ante hoc bellum, & durante eodem, ejusque occasione quocumque loco, modove hostiliter acta sunt. Quod etiam observetur respectu subditorum qui has vel illas partes secuti sunt, ita ut nemini eorum posthac quicquam molestiæ specie juris, aut via facti sub quocunque prætextu inferatur.

II. In quem finem cessent atque aboleantur omnia fœdera, quæ ab alterutro supradictorum Regum in alterutrius damnum, & præjudicium inita sunt, neque præfati Reges imposterum ulli Tractatui, aut confœderationi in alterutrius detrimentum tendenti consentiant.

III. Cessent inter Partes supradictas omnes cujuscunque generis hostilitates terra, marique intra duas septimanas à die subscriptionis hujus Tractatus computandas, excepta tantum Norwegia in cujus confiniis eædem hostilitates intra trium septimanarum spatium cessabunt, aut citius si Ducibus Exercituum præsens Tractatus innotescere prius poterit. Si quas autem copias Galliæ in ditionibus Regis Daniæ commorari contingeret, inde intra decem dierum spatium à subscriptione præsentis Tractatus computandorum recedent, nec post elapsos supradictos decem dies ullæ novæ contributiones exigi poterunt.

IV. Et quandoquidem Rex Christianissimus semper declaravit se non aliter quam sub conditione restitutionis Sueciæ juxta tenorem Tractatuum Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliæ pacem inire posse, Rex Daniæ etiam ob publicam tranquillitatem, & respectu Regis Christianissimi huic conditioni assensit, conventum est quod supradicti Tractatus Rodschildensis, Hafniensis & Westphaliæ cum omnibus ad Tractatum Hafniensem spectantibus instrumentis, in omnibus & singulis articulis pristino vigori restituantur, sarti, tectique maneant atque in hoc Tractatu ita repetiti censeantur, ac si de verbo ad verbum eidem inserti essent.

V. Vigore itaque præsentis Tractatus Rex Daniæ pollicetur, se Regi Sueciæ omnia loca durante hoc bello armis suis occupata, aut quæ adhuc ante, vel post subscriptionem hujus Tractatus occupari possent, restiturum: nominatim urbes Landsckrunam, Helsimburgum, Marstrand, Wismariam cum Insulis Rugia & Gothlandia, cum earum omnibus dependentiis, & generaliter quidquid ditionum, terrarumque possidet, quæ per Tractatus Rodschildensem, Hafniensem, & Westphaliæ Regi Sueciæ cessæ sunt, aut quæ ante eosdem Tractatus ad Sueciam pertinuerint.

VI. Vicissim Rex Sueciæ promittit se Regi Daniæ restiturum quidquid terrarum, aut ditionum ad Regem Daniæ pertinentium armis occupaverit, aut ante, vel post subscriptionem præsentis Tractatus occupare posset.

VII. Et quandoquidem Rex Daniæ exposuit, quod privilegia, & immunitates navibus Suecicis in Oresunda, & freto Balthico concessæ, quibusdam abusibus contra mentem supradictorum Tractatuum ansam dederint, Rex autem Christianissimus pro certo habeat Regis Sueciæ intentionem non esse quod subditi sui, aut alii sub dictorum privilegiorum aut immunitatum prætextu iisdem privilegiis & immunitatibus in detrimentum jurium, & redituum Regis Daniæ abutantur, conventum est quod post tres menses à permutatione ratihabitionum præsentis Tractatus computandos, supradictus Rex Sueciæ Commissarios nominabit qui eo loco, de quo partes utrimque convenerint, cum Commissariis Regis Daniæ congrediantur, ibidemque præsente & interveniente Ministro à Rege Christianissimo deputato, bona fide, & amicabiliter dissentiones ea occasione ortas component; ita tamen ut omnis privilegia & immunitates in Oresunda & freto Balthico Sueciæ, supradictis Tractatibus concessæ, in pleno & integro vigore permaneant: Abusus autem qui in detrimentum & præjudicium jurium & redituum Regis Daniæ contra mentem dictorum Tractatuum oborti essent, bona fide corrigantur.

VIII. Conventum quoque est quod Urbes, arces, & fortalitia, quæ Sueciæ vigore hujus Tractatus restitui debent, in eo quo die subscriptionis hujus Tractatus sunt statu, restituantur. Restitutio autem Urbium, locorum, ut & Insularum & Provinciarum cum omnibus eorum dependentiis de quibus præsenti Tractatu conventum est, fiat modo sequenti. Urbes & arces Helsimburgum, & Landscronia uti & generaliter omnis loca occupata à Rege Daniæ in Provinciis Schaniæ, Blekingiæ, & Hallandiæ, Caroloburgum & fortalitium ad flumen Swinge situm evacuentur intra duas, Wismaria, & insula Rugia intra tres, Marstrand, & insula Gotlandia intra quatuor septimanas à permutatione ratihabitionum præsentis Tractatus computandas,

IX. Liberum tamen erit Regi Daniæ omnem belli apparatum cum omnibus tormentis bellicis ex supradictis urbibus, insulis & locis ante præscriptum tempus avehere, quæ illuc à tempore occupationis advehi, introducique curavit, dummodo ibidem relinquat ea tormenta bellica, aliasque belli munitiones quæ ad Sueciam tempore occupationis pertinuerunt, ibidemque die subscriptionis hujus Tractatus adhuc inveniuntur. Quod si verò pars aliqua illorum tormentorum bellicorum in præfatis locis non amplius existat, numerusque eorum minor esset dimidio ejus numeri, qui tempore occupationis ibi reperiebatur, Rex Daniæ nonnisi dimidiam partem dictorum tormentorum, quæ antehac ad Sueciam pertinuerunt restituere tenebitur.

X. Restituantur omnes supradictorum Regum subditi cujuscumque sint status, & conditionis, statim post permutationem ratihabitionum præsentis Tractatus in universa bona mobilia & immobilia, eorumque reditus cujuscumque generis, occasione hujus belli occupata, & confiscata, unà cum juribus, actionibus & successionibus, quæ ipsis durante hoc bello obvenerint, ita ut propria authoritate possessionem supradictorum bonorum capescere possint nulla habita ratione confiscationis, oppignorationis, aut donationis antefactæ: ita tamen ut nihil ratione fructuum, & redituum post confiscationem ex supradictis bonis perceptorum peti possit. Idem quoque dispositum censeatur ratione omnium subditorum supradictorum Regum, tam Ecclesiasticorum, quàm secularium, omniumve aliorum, qui hujus, vel illius Regis militiæ addicti fuerunt, atque proprietates, ac bona mobilia, aut immobilia in Suecia, aut in Provinciis per Rodschildensem, & Hafniensem Tractatus cessis, & vi præsentis Tractatus restituendis possident, quibus omnibus, & singulis, ut & eorum hæredibus & causam habentibus plena facultas sit illic sua bona possidendi, utendi, fruendi, & alienandi cum juribus & privilegiis quæ ipsis ante præsens bellum competierunt, adeo ut nemini noxæ damnove sit, aut præjudicio, quod has vel illas partes secutus fuerit, quominus in pristinum quo ante bellum fuit statum, tam quoad honores, quam quoad bona plene restituatur, nonobstantibus ullis processibus, sententiis aut decretis contra eos, eorumve parentes vel consanguineos latis, propterea quod partes adversas, vel revera secuti, vel secutos esse accusati fuerint. Liberum etiam illis erit servare, vel mutare pro libito domicilium, ita ut nihil propterea ab iisdem exigi queat. Electo vero semel domicilio illi tantum Regi, in cujus territorio degunt sacramento fidelitatis obnoxii erunt, non attento quod in alterius etiam Regis territorio, bona possideant, quorum tamen bonorum, possessionumque ratione iisdem privilegiis, & juribus gaudeant, ac alii Provinciarum illarum incolæ & subditi.

XI. Omnes actiones & jura cujuscunque naturæ aut generis quæ subditis utriusque Regis in alterutro Regno Septentrionali ante bellum competebant, in pleno vigore maneant non secùs ac si unusquisque eorum hic speciatim nominaretur, illisque juxta æquitatem & justitiam sine mora satisfiat, quod locum quoque habebit, etiam si quisquam eorum has vel illas partes præsenti bello fuerit secutus.

XII. Et cum Comitatus Riaingensis ad Comitem ab Ahlfeld in Langeland & Riaingen Magnum Daniæ Cancellarium spectans cum omnibus juribus & reditibus occasione hujus belli fisco Regis Christianissimi addictus fuerit, præfatus Rex consensit quod prædicto Comiti Comitatus hic Rixingensis cum omnibus pertinentiis, juribus dependentiis, & reditibus statim unà cum omnibus privilegiis, actionibus, & prærogativis quibus ante declarationem hujus belli fruebatur, restitui debeat.

XIII. Omnes captivi cujuscumque sint conditionis statim in libertatem utrinque restituantur non soluto ullo lythro, impensa verò alimentorum, vel si aliquid mutuò sumpsissent in locis ubi commorantur, juxta æquitatem exsolvere teneantur; si qui verò captivi militiæ alterutrius partis se addixerint, atque in illis locis ubi jam degunt portu commorari voluerint, liberum hoc illis esto, ita tamen ut spatio trium mensium à permutatione ratihabitionum computandorum mentem suam declarare teneantur.

XIV. In præsenti Tractatu comprehendantur, si comprehendi voluerint, Reges, Principes, Respublicæ, & Status qui ante permutationem ratificationum aut intra spatium sex mensium fuerint à partibus nominati.

XV. Rex Christianissimus promittit atque spondet Regis Sueciæ ratihabitionem præsentis Tractatus, omniumque illorum quæ in illo continentur intra trium mensium spatium à subscriptione ejusdem computandorum, aut citiùs si fieri poterit bona & convenienti forma se procuraturum. Rex autem Daniæ non tenebitur restituere Sueciæ, Civitates, Provincias, & Insulas de quibus præsenti Tractatu convenit, nisi post permutatam hanc ratificationem.

XVI. Promittit quoque Rex Christianissimus ratificationem hujus Tractatus cum Rege Daniæ, intra sex septimanas aut citius si fieri poterit se commutaturum. Rex autem Daniæ pollicetur se ratihabitionem suam cum ratihabitione Regis Sueciæ quàm Rex Christianissimus præcedenti articulo se procuraturum promisit, intra trium mensium spatium vel citiùs si fieri poterit commutaturum. Actum Fontibellaqueo die secunda mensis Septembris, anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)
MEYERCRON. (L.S.)

NOus ayans agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun des points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & Sujets, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roi, sous l'obligation & hypotheque de tous & un chacun nos biens presens & à venir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin de quoy, Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nostre Scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre, l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre regne le trente-septiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

Pleinpouvoir du Roi de France.

APres l'intention si sincere que le Roi a fait paroître pour la Paix dans les divers Traitez que sa Majesté a conclus, & qui ont rendu le repos & la tranquillité à la plus grande partie de l'Europe, sa Majesté n'a rien desiré plus ardemment que de voir la guerre qui restoit encore entre les deux Couronnes du Nort, & dans laquelle sa Majesté a esté engagée par l'interest du Roy de Suede son Allié, éteinte heureusement par le restablissement de leur premiere amitié. C'est ce qui a fait que sa Majesté a veu avec plaisir que le Roy de Dannemark eût fait passer auprés d'Elle le Sieur de Meyercron son Conseiller & Envoyé extraordinaire, muni de Pleinpouvoir, pour antrer avec Elle dans la negociation de la Paix: & c'est dans la veuë d'avancer un ouvrage si important que sa Majesté

ANS de J.C. 1679.

jesté a bien voulu de sa part authoriser, comme elle authorise par ces presentes, le Sieur Arnauld Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté, auquel Elle a donné & donne Pleinpouvoir, Commission & Mandement special de conferer & negocier avec ledit Sieur de Meyercron, & consequemment arrester, conclure, & signer en son nom tels Articles & Conventions dont ils pourront convenir. Promettant sadite Majesté en foy & parole de Roy, d'accomplir, & d'executer ponctuellement, avoir agreable & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Pomponne aura promis & signéen vertu du present Pouvoir, sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause ou pretexte que ce puisse être. Comme aussi d'en fournir sa Ratification en bonne & deuë forme dans le tems qu'il aura esté convenu. En témoignage dequoy sadite Majesté a signé lesdites Presentes de sa main, & y a fait apposer le Seel de son secret. Fait à saint Germain en Laye le vingt-quatriéme jour d'Aoust mil six cens soixante & dix-neuf. Signé, LOUIS. Et plus bas, par le Roi, LE TELLIER.

Pleinpouvoir du Roi de Dannemarc.

Nos Christianus Quintus Dei Gratia Rex Daniæ, Norvegiæ, Vandalorum, Gothorumque, Dux Slesvici, Holsatiæ, Stormariæ ac Ditmarsiæ, Comes in Oldemburg & Delmenhorst, Universis & singulis quorum interest constare volumus: Postquam nihil magis in votis habemus, quam ut alma Pax universo demum Christiano orbi reddatur, præprimis vero pristinæ amicitiæ, necessitudinis, fœderumque jura inter nos & Serenissimum, Potentissimum & Christianissimum Principem ac Dominum LUDOVICUM XIV. eadem gratia Franciæ & Navarræ Regem, fratrem, cognatum & amicum nostrum charissimum revirescant & redintegrentur, necnon super mediis & conditionibus pacis inter Nos & Serenissimum Regem Regnumque Sueciæ propediem reducendæ tractetur, Nos rerum huc pertinentium Tractationem nobili & generoso Consiliario & hactenus ad Status generales Fœderati Belgii Ablegato nostro extraordinario, grisè fideliterque nobis dilecto Henningo Meyercron commisisse, eundemque ad id speciali mandato munivisse & instruxisse, prout etiam hisce eidem plenam & omnimodam potestatem, pariter ac mandatum generale & speciale damus & concedimus nostro nomine, cum prædicto Rege Christianissimo, ejusque Ministris & Commissariis, sufficienti iisdem ad id authoritate & potestate munitis, super renovandis & redintegrandis antiquis & mutuis amicitiæ, necessitudinis fœderumque juribus, uti & Regnorum utrinque nostrorum securitate & commodo, necnon super mediis reducendæ prope diem pacis inter nos & Regem Regnumque Sueciæ, colloquia incundi, conferendi, tractandi, conveniendi, agendi, concludendi, eaque quæ ad præmissa, vel circa eadem erunt necessaria & opportuna expediendi, subscribendi, & exequendi, spondentes, Regioque verbo promittentes, Nos omnia & singula quæ dictus noster Minister eatenus tractaverit, egerit, promiserit, concluserit, & subscribendo confirmaverit firma omnino rataque habituros esse. In quorum fidem præsentes manu nostra subscriptas sigillo nostro Regio firmari jussimus. Dabantur in arce nostra Regia Hafniæ, die 15. Februarii anno 1679. Signé, CHRISTIAN. Et plus bas, BIERMAN.

ANS de J.C. 1679.

Article Separé.

Louis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & Feal le sieur Arnauld, Chevalier Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Estat, & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpouvoirs que nous lui en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le douziéme du present mois en ce lieu avec le sieur de Meyercron Conseiller & Envoyé extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Dannemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs de la part dudit Roi, l'Article separé dont la teneur s'ensuit.

Quandoquidem è re communi visum fuerit, omnes ulteriorum controversiarum, differentiarumque causas & occasiones inter S. R. Imperii Principes & Status fundatus amputare & præcidere, atque Rex Christianissimus vigore Tractatus cum Ducibus Brunsvicensibus ac Luneburgensibus Zellæ quinta Februarii hujus anni initi, auxilium, opemque eisdem ferre teneatur in promissa Ducibus Megapolitanis, Saxo-Lauenburgo, Episcopo Lubecensi, Comitibus de Lippe, & Schuvartzenberg, Civitatibusque Hamburgo, & Lubecæ garantia, ratione prætentionum quas Rex Daniæ contra prædictos Duces, Comites, & Civitates ob assignationes nonnullas durante hoc bello obtentas habet, vel habere posset, Rex Christianissimus persuasus Regem Daniæ quoque amicabilem hujus negotii compositionem haud recusaturum, citra præjudicium nexus superius dicti cum Domo Brunsvicensi, omnem curam omnia officia impendet ut causa hæc inter partes ex æquo & bono componatur.

Permutatio autem ratihabitionum hujus articuli fiet intra sex septimanas à subscriptione computandas. Actum Fontibellaqueo die secunda mensis Septembris anno Domini millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L.S.)
MEYERCRON. (L.S.)

Nous ayant agreable le susdit Article separé en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque maniere que ce soit. En témoin de quoy, Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait mettre & apposer nostre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf, & de nostre Regne le trente-septiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy, ARNAULD.

Acte concernant Monsieur le Duc de Slesvik-Holstein Gottorp.

Louis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nostre Amé & Feal le sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire d'Estat & de nos Commandemens, en vertu des Pleinpou-

 voirs

ANS de J. C. 1679.

vous que Nous lui en avions donnez, auroit conclu, arresté & signé le deuxiéme du present mois en ce lieu avec le sieur de Meyercron, Conseiller & Envoyé extraordinaire de nostre tres-cher & tres-amé Frere le Roi de Danemark & de Norvegue, pareillement muni de Pleinpouvoirs, le Traité dont la teneur s'ensuit.

CUm Dux Slesvici Holsatiæ Gottorpiensis Regem Christianissimum instanter rogaverit ut officia sua efficaciter pro restitutione præfati Ducis juxta tenorem Tractatuum Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliæ impenderet, testatusque prædictus Dux præterea sit, nihil se magis exoptare quam ut quantocius in amicitiam Regis Daniæ reciperetur, prædictus Rex ad testandum finiendi præsentis belli desiderium ad requisitionem Regis Christianissimi, atque in ejusdem respectum consensit, uti vigore hujus articuli consentit in restitutionem præfati Ducis in ipsius ditiones, provincias, loca & urbes in eo quo nunc inveniuntur statu; uti & in Suverenitatem uti vocant quæ ipsi vigore Tractatuum Rodschildensis, & Hafniensis competit. Ita ut quicquid postmodum actum, quive Tractatus initi fuerint, nullum illis adferant præjudicium. Supra nominati autem Tractatus Rodschildensis, Hafniensis, & Westphaliæ, in omnibus & singulis articulis quoad supradictum Ducem Gottorpiensem in pleno vigore permaneant, ita ac si verbotenus Tractatui huic essent inserti. Et quoniam uniones & pacta hæreditaria quæ tunc temporis inter utramque, Regiam scilicet Ducalemque Holsaticam Gottorpiensem Domum intercesserant per supradictos Tractatus confirmata sunt, conventum est quod prædictæ uniones & pacta hæreditaria in pleno vigore permaneant, atque utrinque exactè & bona fide observentur, ita ut nequicquam sub quocunque prætexta contra illa agatur.

Restitutio præfati Ducis Holsato-Gottorpiensis fiat intra duarum septimanarum spatium à die permutatarum ratihabitionum hujus instrumenti computandarum. Quæ permutatio ratihabitionum fiat intra sex septimanas à subscriptione hujus instrumenti computandas. Actum Fontibellaqueo die secunda mensis Septembris anno millesimo sexcentesimo septuagesimo nono.

ARNAULD. (L. S.)
MEYERCRON. (L. S.)

NOus ayans agreable le susdit Traité en tous & un chacun les points qui y sont contenus & declarez, avons iceux tant pour Nous que pour nos heritiers & successeurs Rois, acceptez, approuvez, ratifiez & confirmez, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons; & le tout promettons en foy & parole de Roy, garder, observer, & faire observer inviolablement, sans permettre qu'il y soit jamais allé ou rien fait au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi Nous avons signé ces presentes de nostre main, & à icelles fait apposer nostre scel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour de Septembre l'an de grace mil six cens soixante & dix-neuf. Et de nostre regne le trente-septiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, ARNAULD.

CLXVIII.

ANS de J. C. 1679. SUEDE ET DANEMARC.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de* SUEDE *&* CHRETIEN V. *Roi de* DANEMARC; *fait à Lunden en Scanie, le 26. Septembre*, 1679. Actes & Mémoires des Negociations de la Paix de Nimégue. Tom. IV. pag. 576.

KUnd und wissend sey hiemit jedermänniglich, deme es auff einiger massen angehen möchte; dasz nachdem für etlichen Jahren eine höchstschadliche und verderbliche kriegs-flamme in der Christenheit angezündet worden, welche fast gantz Europam überschwemmet, und sich vornemlich durch das heilige Römische Reich, und Lande ausgebreitet, also dasz auch der Groszmächtigste Fürst und Herr, Herr Christian der V. König zu Dennemarck, Norwegen, der Wenden und Gothen, &c. Hertzog zu Schleszwig, Holstein, Stormarn und der Ditmarschen, Graff zu Oldenburg, und Delmenhorst, &c. Als auch der Groszmächtigste Fürst und Herr, Herr Carl, der Schweden, Gothen und Wenden König, Grosz-Fürst in Finnland, Hertzog in Schonen, Ehesten, Liefland, Carelen, Brehmen, Vehrden, Stettin, Pommern, der Cassuben, und Wenden, Fürst zu Rügen, Herr über Ingermanland und Wissmar, wie auch Pfaltz-Graff bey Rhein, in Bayern, zu Jülich, Cleve und Berg Hertzog, &c. Vermöge der Assistence welche Sie beiderseits Ihren Allürten zu leisten verbunden gewesen, ebenmässig darein verwickelt worden, und endlich in offentlichen harten und blutigen Krieg gegeneinander gerahten sind, Sich der Groszmächtigste Fürst und Herr, Herr Carl der ander, König von Grosz-Britannien, &c. ausz einer ruhmwürdigen Intention,

CLXVIII.

ANS de J. C. 1679. SUEDE ET DANEMARC.

Traduction de ce Traité.

A *Tous ceux qui le present Traité verront ou orront, Salut. Sçavoir faisons, que dans la funeste guerre qui embrasa il y a quelques années toute la Chrestienté, & qui s'attacha principalement au S. Empire Romain, entrainant quant & quant les Royaumes & Provinces du Voisinage, s'estant trouvé engagé le Serenissime Prince Christian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. avec le Serenissime Prince Charles Roi de Suede, &c. en vertu des assistences qu'ils ont esté obligés de donner à leurs Alliez, ensorte que ces deux puissances estant tombées en une guerre ouverte & des plus sanglantes, le Prince Serenissime, Charles II. Roi de la grande Bretagne, d'une intention tres-glorieuse s'est appliqué tant par Lettres, que par ses Ambassadeurs qu'il a envoyés dans ces quartiers, à mettre fin à une guerre si funeste, en reconciliant les Parties, & rétablissant entr'eux la Paix & l'Amitié d'auparavant. Sa Majesté se voulant donner cette peine & s'employer avec d'autant plus de zele, qu'elle s'est apperçue de la bonne intention de toutes les Parties, qui ont esté engagées dans la guerre, & ayant obtenu d'eux d'avoir envoyé à Nimegue leurs Ambassadeurs & Commissaires, pour commencer le Traité de Paix, qui par l'assistence Divine & la mediation de sa Majesté, n'a pas manqué de mettre d'accord la plus grande partie de ceux, qui estoient enveloppez dans la guer-*

ANS de J.C. 1679.

tion, so wol durch Schreiben, als dessen hiezu abgeschickte *Ministros* Sich höchstlöblich dahin bemühet, damit solcher blutige Krieg geendiget, die streitende Partheyen verglichen, und zwischen Ihnen ein beständiger Friede und gutes Vernehmen wiedergebracht und gestiftet werden möge. Welche hohe Sorgfelt gedachte Königl. Maj. umb so viel lieber und nachdencklicher fortgesetzet, nach dem sie aller, bey diesem Kriege interessirten Partheyen gute intention hierzu satsam verspühret; auch von Ihnen erlanget, dasz sie insgesampt ihrer Gesandten und Bevolmächtigte Ambassadeurs und Commissarien nach Nimwegen geschicket, allwo man von solchem Frieden zu handeln den anfang gemachet, daselbst auch das werck, durch Göttlichen Beystand, und gedachter Königl. Maj. emsige Mediation so weit gebracht, dasz der meiste Theil der kriegenden Partheyen daselbst vereiniget worden; Und ob man wol vermuhtet gehabt, es würde der Krieg zwischen beyden Königl. Königl. Maj. Maj. von Dennemarck und Schweden daselbst zu einer zeit auch beygelegt, und an dessen statt ein allgemeiner Friede und Ruhestand auffgerichtet werden, so hat doch solches an selbigem Orte seinen Fortgang nicht erreichet, sondern die streytende Partheyen haben, nachdem auff Ihrer Königl. Maj. von Schweden Confœderirten und Allirten, des Groszmächtigsten Fürsten und Herren, Herrn Ludwigs des XIV. Aller-christlichsten Königes in Franckreich und Naverren, durch dero Ordinari Staats-Raht, General Lieutenant dero Armeen, und Gouverneur von Verdun, auch Extraordinar Ambassadeur an dem Schwedischen Hofe, den Hochwolgebohrnen Herren, Herren Isaac de Pas, Marquis de Feuquieres (welcher sich umb einen erwünschten Friedens-Schlusz auffs höheste bemühet hat,) gegebene anleitung und fleiszige Beförderung sich endlich dahin umb so vielmehr gelencket, dasz Ihr Königl. Königl. Maj. Maj. beiderseit vor gut und nützlich angesehen, die Handlung zwischen Ihnen nach Lünden in Schonen zu transportiren, damit selbige an einem so nahe und gleichsam im gesichte beyder Könige gelegenem Orte, desto eher zu einem guten Ausschlag gedeyen möchte. Da denn zu eben solcher zeit, der Durchläuchtigste Fürst und Herr, Herr Johan Georg der andre, Hertzog zu Sachsen, Julich, Cleve, und Berg, des Heiligen Römischen Reichs Ertz-Marschall und Churfürst, Land-Graff in Düringen, Marg-Graff zu Meissen, auch Ober-und Nieder-Lausznitz; Burg-Graff zu Magdeburg, Graff zu der Marck und Ravensberg, Herr zu Ravenstein, &c. ausz einer Christl. und höchst-lobwürdigen Intention zu beforderung dieses heilsamen wercks, nach anleitung der beyderseyts Königl. Königl. Maj. Maj. und Churfl. Durchleuchtigkeit nahen Anverwandt-und Bluht-Freundschafft, ihre Mediation denen Partheyen angebohten, welche auch bestermassen acceptirt, und drauff von Ih. Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. gewisse zeit und tage zur zusammenkunfft verordnet worden. Da dann höchstermelter J. K. M. zu Dennemarck unsers Allergnädigsten Königs und Herrens, Wir nachgeschriebene und dazu verordnete Extraordinar Ambassadeure und Gevollmächtigde Commissarii, Anthon, des Heiligen Römischen Reichs-Graff, Freyherr von Altenburg, Edler Herr zu Varell, Kniphausen und Dorwart, Ritter, höchstermeldter Ihr Königl. Maj. geheimer Raht, und Stadthalter in denen Graffschafften Oldenburg und Delmenhorst, &c. Iens Iuel, Freyherr auff Juling, Herr zu Noregard, Ritter, Ihr Königl. Maj. geheimer Estaats und Cantzeley-Raht, Assessor im höchsten Gerichte, und Vice-President im Commercien Collegio, &c. und Conrad Biermann, auff Buszherndegaard, Ih. Königl. Maj. Estaats-Justitz, und Cantzeley-Raht, auch geheimer Estaats Secretarius, &c. mit S. Königl. Maj. von Schweden hierzu verordneten Ambassadeuren und

guerre. Et combien que l'on se fust imaginé, que la guerre entre leurs Majestez de Dannemarc & de Suede se termineroit de même, & qu'il se retabliroit une Paix generale par toute l'Europe, cela pourtant a esté sans effet: ensorte qu'à la recherche & par l'entremise du Roi Tres-Chrestien, Allié & Confederé du Roi de Suede, qui avoit envoyé en ces quartiers Monsieur le Marquis de Feuquieres son Conseiller d'Etat, & General de ses Armées pour travailler avec toute l'application à cet œuvre salutaire; leurs Majestez de part & d'autre consentirent de transporter la Negotiation de Paix à Lunden en Scanie, afin de la terminer tant plûtost, comme en un lieu, qui est à la veuë de ces deux Majestez. Sur quoy arrivant, que le Serenissime Prince Jean George II. Duc de Saxe, Electeur & Mareschal du S. Empire, &c. d'une intention tres-Chrestienne & tres-glorieuse, suivant la parenté dont il est attaché à ces deux Majestez, presenta sa Mediation à ces deux parties, qui l'accepterent de tres-bonne volonté, Leurs Majestez s'expliquerent sur ce qui concernoit le jour & le lieu de l'assemblée pour le Traité de Paix. C'est pourquoi nous soussignez, les Ambass. & Plenipotentiaires de S. Majesté de Dannemarc, Antoine, Comte du S. Empire, Baron d'Altenbourg, &c. Conseiller & Lieutenant du Roi dans les Comtes d'Oldenbourg & Delmenhorst, Jens Juel Baron de Juling, Chevalier, Conseiller de sa Maj. & Conrad Bierman, Conseiller d'Estat & de Justice de S. M. nous sommes assemblez avec Messieurs les Ambassadeurs & Plenipotentiaires de la Couronne de Suede, Monsieur Jean Guldenstierna, Baron de Lundholm, &c. Conseiller du Royaume de sa Majesté de Suede; Monsieur François Juel Oxenstede, Conseiller de S. M. & Secretaire d'Etat: & ayant échangé nos Lettres de Pleinpouvoir, nous avons eu par l'entremise de M. le Baron de Gersdorf, Envoyé de Monseigneur l'Elect. de Saxe, plusieurs conferences, dans lesquelles les choses ont esté si avancées, qu'il n'y avoit plus lieu de se douter d'une tres heureuse issue. Et combien qu'en l'entretemps ces Articles de Paix se soient conclus & soussignez dans une Negotiation faite en France, que sa Majesté le Roi de Dannemarc acceptat tant à l'honneur de sa Majesté Tres-Chrestienne, qu'à l'égard de la bonne alliance & de l'amitié, qui en devoit avoir sa ressource, si est-ce neanmoins, que par le commandement de leurs Majestez, nos Rois de part & d'autre, nous voulûmes encore une fois examiner lesdits Articles, & du consentement des deux parties les expliquer & concevoir en ces termes.

ANS de J.C. 1679.

I. H.

ANS de J.C. 1679.

ANS de J.C. 1679.

Gevollmächtigten Commissarien, denen respectivè hoch und Wolgebohrnen Herrn, Herrn Johann Guldenstierna, Freyherrn zu Lundholm, Herrn zu Stackee, Biörckesund und Hallleryd, &c. Ih Königl. Maj. sampt dero Reiche Schweden Raht, Canzley-Raht, und Lag-Mann über Narre, Finne, Layhsagu; so wol auch Hrn. Frantz Joël Ornsted, Herrn zu Sckattorp, Krussenhoff, und Hoffgaardt, K. M. Canzley-Raht und Estaats Secretarin, &c. Uns zusammen gethan, und nach auffgewechselten richtigen Vollmachten vermittelst der rühmlichen ungespareten Mühe, und fleissigen Negotiation höchstgedachter Sr. Churfürstlichen Durchl. zu Sachsen würcklichen Geheimen Rahts und Cammer-Herrns, auch zu dieser Friedenshandlung verordneten Abgesandtens, des Wolgebohrnen Herrn, Hrn Nicolai, des Heiligen Röm. Reichs Edlen Panner-und Freyherrns von Gersdorf auff Baruth, Bretnig, Hennersdorff, Räckel und Hauszwalde, &c. unterschiedliche Conferentzen hier in Lunden darüber gehalten, auch das werck so weit gebracht, dasz an dessen gutem auszgang nicht mehr zu zweiffelen gewesen; unangesehen nun mitlerzeit solche Friedens-Conditiones durch eine andere Negotiation in Franckreich am 23. Aug. und 2. Sept. dieses jtzt lauffenden Jahres abgehandelt und unterzeichnet worden sind, welche auch S. Königl. Maj. in Dennemarck, nachdem alle dero Allijrten sich ausz dem Kriege gezogen, und bereits für sich ihren Frieden gemacht, so wol in ansehung des Aller-Christlichsten Königes, als auch der nunmehr gestiffteten Alliance und darausz-flieszenden guten vertrauligkeit, also beliebet und angenommen; so haben doch gleichwohl auff befehl Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. unserer Allergnädigsten Konige und Herren, wir solche in Franckreich geschlossene Friedens-Conditiones nochmals fürgenommen, und selbige mit beyderseyts Willen, Einstimmung und Gutbefinden auff nachfolgende weise erklähret und abgefasset.

I. Es soll hinführo zwischen beyden Königl. Königl. Maj, Maj. &c. dero Erben, Nachfolgern, Konigreichen, Provintzen, Ländern, Staten und Unterthanen ein unwiderruffllicher stets-währender ewiger Friede seyn und bleiben; also dasz der biszherige blutige krieg, auch alle feindschafft beyde zu lande und wasser gäntzlich auffgehoben, und alle streitigkeiten, miszverständnüsse, wiederwillen und zweitracht abgeschaffet und geendiget seyn sollen, dahingegen soll eine gute, vertrauliche auffrichtige freundschafft, einigkeit und nachbarschafft eingegangen, gestifftet, befästiget, und auffgerichtet seyn, und stets erhalten werden, also dasz ein jeder an seinen Theil sich bemühen soll, alle Irrungen und darausz entstehende zwistigkeiten, beyzulegen; auch sollen sie, dafern einiges schädliches vornemen, oder anschläge wieder eines oder des andern Persohn, Staat, Land oder Unterthanen entdecket werden möchten, einander solches offenbahren, schaden und verderben abwenden, und nach mogligkeit einer des andern auffnehmen und bestes, so als sein eygenes, willigst und gerne beforderen.

II. Zu mehrer bestärkung sothaner vertraulichen vereinigung, und alles das jenige, wordurch vorige uneinigkeit wieder erwecket werden könte, gäntzlich auszzurotten, ist beliebet und beschlossen worden, dasz alles das jenige, was vor und bey wehrendem Kriege zu eines oder des andern Theils schaden und prejuditz geschehen, und vorgegangen, in ewigkeit nicht mehr gedacht werden, noch ein oder der ander Theil sich deszwegen selbst, oder durch andere, heimlich oder offentlich, *directè* oder *indirectè*, unter was vor prätext es sey, rechen, sondern alles, als ob niemahls nichts geschehen, in ewige vergessenheyt gestellet seyn und bleyben soll: zu welchem ende auch alle Schrifften so in dieser unfriedens-zeit von einem theil zu des andern verkleinerung

I. Il sera rétabli une Paix assurée & éternelle entre leurs Majestés, &c. leurs Heritiers & Successeurs, leurs Royaumes, Provinces, Etats & Sujets faisant cesser la guerre sanglante, toute hostilité, mesintelligences & differens, tant par Mer que par Terre; & sera renouée & rétablie l'amitié & l'union mutuelle, en ôtant toute occasion qui pourroit troubler le repos & la bonne intelligence des deux Royaumes. Et les deux Parties seront obligées d'avertir l'un l'autre de ce qui pourroit s'entreprendre contr'eux, de détourner les dommages & les desavantages reciproquement, & de chercher comme leur propre bien la prosperité l'un de l'autre.

II. Pour plus grande confirmation de ladite réunion, & pour ôter toute occasion aux differends, qui pourroient se ressusciter entr'eux, il est accordé, que tout ce que dans la guerre passée s'est fait au préjudice & au dommage de l'un ou de l'autre sera effacé sous un oubli éternel, sans s'en ressentir en aucune façon, ni s'en vanger, directement ou indirectement, ouvertement ou en cachette, ni par soy-même ni par autre, & sera établi une amnistie generale & éternelle de tout le passé, & à cette fin tous les écrits & livres, qui ont esté publiés de part & d'autre pendant la guerre, seront abolis, & aneantis entierement; & mesme les Sujets, qui pendant la guerre se seront rendus de l'un & l'autre party, seront compris dans cette Amnistie generale, en sorte que personne ne soit aucunement

ANS de J.C. 1679.

rung publiciret worden sind, auffgehoben, abgeschafft, verbothen und allerdings todt seyn sollen. Es sollen auch der vorgeschriebeneo Amnestie alle unterrhanen, so zeit wahrendem Kriege auff die feindliche seite sich begeben, zu geniessco haben; Also dasz hinführo niemand, unter was prätext es geschehen kondte, es sey durch den weg rechtens, oder *de facto* und mir gewalt, einiges nachtheil oder schaden hierüber zugezogen werden, noch einige newe untersuchung zu jemandes præjuditz umb deszwillen vorgenommen werden soll.

III. Zu dem ende sollen alle bündnüsse, welche von einem, gedachter Konige, zu schadeo und præjuditz des andern auffgerichtet gewesen, nunmehro auff hören, und abgeschaffet seyn, und wollen dero Maj. weiter keinen Tractat oder Alliance eingehen, welcher dem einem oder andern theil zu schaden gereichen kondte, auch soll aller handel und wandel zwischen beyden Konigl. Königl. Maj. Maj. Reichen, Landen, Provintzen und Staaten, hinführo in freyem lauff ungehindert gelassen werden.

IV. Und nachdem Ihre Königliche Majestat von Dennemerck, ausz begierde zu der allgemeinen ruh, in den Frieden mit Ihr. Konigl. Maj. in Sweden, nach Inhalt des Rothschildischen Coppenhagensche und Westphalischen Vertrags gewilliget haben; Als sollen obbemelte Rothschildische, Coppenhagensche und Westphalische Tractaten, mit allen zu dem Coppenhagenschen Tractat gehörenden Instrumenten, in allen und jeden ihren Articulen bey ihrer vorigen krafft und vigueur treulich verbleiben, nicht anders, als ob sie in diesem jetzigen Tractat auszdrücklich wiederholet, und darinnen von wort zu wort enthalten waren.

V. Und weil in dem 5. und 6. Articul des in Franckreich am 23. Augusti und 1. September auffgerichteten Tractats verabscheidet ist, dasz alle diejenigen Lander und Stadte, welche beyde Konigl. Konigl. Maj. Maj. in diesem Kriege einander abgenommen, restituiret werden sollen; Als wil man solchem in allem nachkommen, also dasz Ihr Konigl. Maj. die Stadte, Vestungen, Lander und Oerter, so sie vor dem Kriege inne gehabt, auch dero Majestat vermoge des Rothschildischen, Coppenhagenschen und Westphälischen Friedens von rechtswegen zugehoren, und von einem oder andern dero Maj. Unterthanen in diesem kriege occupiret und eingenommen worden, restituirt werden sollen.

VI. Auch ist abgehandelt worden, dasz die Städte, Oerter und Vestungen, so man der Cron Schweden wieder einzuräumen hat, in solchem stande, wie sie jetzo befindlich sind, restituiret werden sollen, und sol die Restitution solcher Städte, Insulen und Provintzen mit allen darzu gehörigen Oertero, und wie es in erwehntem Tractat verabscheider ist, auff nachvolgende zeit erfolgen: Als nemlich Helsingburg soll restituiret werden, den 18. Octob. Landskroon den 20. das Land Rügen den 22. Marstrandt, Uddewalt mit dem Bahusischen Leho, wie auch Gotrland, Carlsburg ond die Schwinger-schantze aber allzusammen den 31. obgedachten Monats, da die Dänische Guarnisonen, so vorbenandte Vestungen inne haben, abmarchiren, und solche auff oben gezeichnete termine denen Schwedischen hierzu verordneten ond bevolmächtigten Commendaoten in besatzung einräumen sollen; Auch sollen die Officirer an jedem theil gute Disciplin und Auffsicht auff Ihre Soldaten halten, dasz keine insolentz verübet werden moge; zu welchem ende denn von beyden seiten Commissarien verordnet werden solleo, achtung zu haben, damit weder denen Bürgern io Städten, noch dem Landmanne von keinem theile überlast geschehe; Solten auch die einräumungen und restitution derer Oerter, da die Guarnisonen zu Lande nicht abgeführet werden konnen, wegen Wetter und Windes

ment troublé ou outragé sous quelque prétexte que ce soit, ni de fait ni par voye de justice, & qu'il ne se fasse aucune recherche, contre qui & au prejudice de qui que ce soit.

ANS de J.C. 1679.

III. A cette fin, toutes les alliances, que l'un ou l'autre des deux Rois pourroit avoir faites au préjudice de l'autre, seront dés à present aneanties, en promettant de n'en faire à l'avenir, que porteroit prejudice à l'un ou l'autre, & le commerce entre les Royaumes, Provinces & Estats des deux Majestés sera rétabli, & aura son cours comme auparavant, sans que personne y soit aucunement empesché.

IV. Sa Majesté de Dannemarc pour l'amour du repos universel, ayant consenti à la Paix avec sa Majesté le Roi de Suede, selon le contenu des Traités de Roschild, de Coppenhague, & de Westfalie; lesdits Traités de Paix de Rothschild, de Coppenhague & de Westfalie demeureront en leur entier, avec tous les Instrumens du Traité de Coppenhague, & en tous leurs Articles, tout de même, que s'ils avoient été repetez, & remis exprés dans le Traité d'à present.

V. Les 5. & 6. Articles du Traité fait en France le 23. Aoust, & 27. Septembre portant, que toutes les Provinces & Villes, que les deux Rois pendant la guerre ont pris l'un de l'autre, doivent estre rendues, ce qu'on observera ponctuellement; ensorte que toutes les Villes, Forteresses, Provinces & Places que leurs Majestés ont eués avant la guerre, & qui en vertu des Traités de Roschild, de Coppenhague, & de Westfalie leur appartiennent, estant occupées ou prises par les armées de l'un ou de l'autre, se doivent rendre reciproquement.

VI. Outre cela il est accordé que les Villes, Places & Forteresses, qui se doivent rendre à la Couronne de Suede, se rendront dans l'estat ou elles sont à present: & la restitution des Villes, des Isles & Provinces avec toutes leurs appartenances, suivant ledit Traité, se fera au temps qui s'ensuit: Helsingbourg se doit rendre le 18. Octobre, Landskron le 20. l'Isle de Ruguen le 22. Masstrant, Udewald avec le Fief de Bahus, Gottland, Charles-bourg & le Fort de Swing le 31. & dans le temps susnommé, les Garnisons Danoises, qui sont à present dans lesdites Places, en sortiront, en les remettant entre les mains des Commissaires & autres, qui en auront soin de la part de la Suede; comme aussi tous les Officiers de part & dautre seront obligés de garder bonne discipline, pour empescher tout outrage; & les Commissaires auront soin, que ni les Bourgeois dans les Villes ni les Paysans du Plat-pais, ne soient endommagez aucunement. Et en cas que la restitution des lieux susdits, dont les garnisons doivent sortir, ne se pust faire au temps prescrit, à cause de la mauvaise saison ou des vents contraires, cela n'empeschera pas de remettre ces Villes & Forteresses susdites à celuy qui ne sera pas empesché d'y arriver, & la restitution se fera, tout comme si elle étoit faite au jour prescrit; & en cas que les Troupes, qui seront envoyées pour prendre possession desdites Places, arrivassent avant le temps destiné, ou que celles

ANS de J. C 1679. des nicht so genau auff die bestimte zeit und tage geleistet werden können, so soll keines wegens solches verhindern, solche Vestungen und Lande dem jenigen der ankommen kan, zu übergeben, auch die einräumung nichts minder ihren fortgang haben, als wäre solche an dem dazu verordneten tage geschehen; Solte es sich auch zutragen, dasz das Kriegs-volck, welches solche Länder und Vestungen wieder besetzen soll, vor dem bestimmten termin ankommen, oder die abmarchirenden wegen des wassers über die zeit sich auffhalten müsten, so sollen so wohl die zu denen Evacuations-tagen ankommende, als auch die abziehenden, bisz sie zu wasser fortsegeln können, beyde von dem Lande mit nohtdürfftiger unterhaltung versehen werden.

VII. Was die Stücke anlanget in denen Vestungen, welche restituiret werden sollen, sind solche zum theil verlohren, zum theil eingangen, und andere an die stelle geschaffet, deszwegen denn die jenigen, so jetzo an jedem Orte befindlich sind, allda gelassen werden sollen; doch stehet Ih. Konigl. Maj. von Dennemarck frey, 10. Stücke ausz jedem Ohrt wegzuführen, nur dasz die übrigen da gelassen werden. Und weil die Länder und Städte, welche vermoge dieses Frieden-Schlusses, vor der in dem Frantzosischen vergleich bestimmten zeit evacuiret werden, nichts destoweniger die bewilligte Contributiones, bisz zu dem, in dem Frantzosischen Instrument veraccordirtem restitutions termin bezahlen sollen, als nehmlich, Landskrohn, Helsingburg, Carlsburg, und die Schwinger-Schantze bisz den 29. Novembris; Wismar und die Insul Rügen den 6. Gottland, Uddewaldt, und Maarstrand mit dem Babuser Lehn den 13. December stil Vet. so ist beliebet worden, dasz Ihre Königl. Maj. von Dennemarck mitlerzeit, bisz zu völliger Bezahlung solcher Contributiones, Wissmar zum unterpfand behalten sollen; So bald aber solche Contributiones bezahlet, oder sichere und gnugsame caution deszwegen gestellet ist, versprechen Ihre Königl. Maj. von Dennemarck vorbenandte Stadt Wissmar Ihre Königl. Majestät von Schweden, dem im Franckreich geschlossen Tractat zufolge, unweigerlich und ohne auffenthalt zu restituiren, und darauff keine weitere einwendung oder Prätension zu machen.

VIII. Weil auch S. Konigliche Maj. zu Dennemarck zu erkennen gegeben, dasz die Privilegia und Freyheiten, welche den Schwedischen Schiffen im Sunde und auffm Belt accordiret worden, zu allerhand miszbrauch ursach gegeben, welches doch dem inhalt und meinung vorbenandter Tractaten allerdings zu wider, auch Ihr. Konigl. Maj. zu Schweden Vorsatz nicht ist, dasz dero Unterthanen oder andere, unter dem Prätext solcher Privilegien, sich sothaner Freyheyten, zum nachtheil Ihr. Königl. Majestät von Dennemarck miszbrauchen sollen; so ist umb künfftiger besserer richtigkeit willen verabscheidet, dasz hochstgemeldte Konigl. Majestät zu Schweden auf den 21. Februarii nechstkommenden Jahres gewisse Commissarien abschicken wil, welche mit Ihr. Königl. Maj. von Dennemarck hierzu verordneten Commissarien an einem von beyden theilen bestimmten Ort zusammen kommen, und daselbst in beyseyn des Koniges von Franckreich darzu Deputirten *Ministri* die hierüber entstandene Streitigkeiten in der Güte auffrichtig beylegen sollen, jedoch so, dasz die *Privilegia* und Freyheiten, so denen Schwedischen Schiffen aufs oft erwehneten Tractaten im Sunde und auff dem Belt zukommen, in ihrem vollen vigueur bleiben, und nur dem miszbrauch so zu prejuditz und schaden Ihr. Kon. M. von Dennemarck und derer einkommen, der meinung solcher Tractaten zu wieder, eingeschlichen, auffgehoben, und abgeschaffet werden soll.

IX. Weil auch über seiner Konigl. Maj. von Dennemarck, auf die grosse Schauenburgische Præbende in Hamburg,

les qui en doivent sortir, à cause de l'inondation des eaux fussent obligées de s'y arrester, alors tant celles qui y sont arrivées avant le jour destiné pour l'evacuation desdites places, que celles qui attendent la commodité de faire voile, recevront du Pais les vivres & provisions necessaires. ANS de J. C 1679.

VII. Quant au Canon des Forteresses, qui se doivent rendre, partie d'iceluy estant perdu, & partie du reste changé, il se dois rendre dans l'estat où il se trouve à present; en reservant à sa Majesté de Dannemarc d'en pouvoir emmener de chaque Place dix pieces, en y laissant le reste. Et puisque les Provinces & Villes, qui en vertu de ce Traité de Paix, se doivent rendre avant le temps prescrit dans le Traité de France, sont obligées de payer les contributions jusqu'au temps prescrit dans ledit Traité, par exemple, Landskron, Helsingbourg, Charles-bourg, & le Fort de Swing le 29. Novemb. Wismar & l'Isle de Ruguen le 6. Dec. Udewald, Marstrand & le Fief de Babus le 13. Decemb. vieux stile; il est accordé que sa Majesté de Dannemarc restera en possession de Wismar, jusqu'à tant qu'elle soit entierement satisfaite desdites Contributions: Mais dés que lesdites Contributions seront payées, ou qu'on aura donné caution suffisante pour icelles, Sa Majesté de Dannemarc promet de rendre promptement à sa Majesté de Suede ladite Ville de Wismar en vertu du Traité fait avec la France, & qu'elle n'y aura plus aucune pretention.

VIII. Sa Majesté de Dannemarc ayant remontré, que les Privileges accordez aux vaisseaux Suedois au Sunde & dans le Belt, ont causé toute sorte d'abus & de desordres contre l'intention & la teneur desdits Traités, & comme ce n'est pas l'avis de sa Majesté Suedoise, que ses sujets ou d'autres abusent de ces sortes de privileges au préjudice de sa Majesté Danoise, pour éviter ces sortes d'inconveniens, il est accordé, que S. M. Suedoise envoyera le 21. Fevr. de l'an prochain des Commissaires qui traiteront avec les Commissaires de S M. Danoise au lieu à ce destiné & en presence des Ministres du Roi Tres-Chrestien, sur les difficultez qui en rejailliront, pour les decider à l'amiable, mais ensorte que les Privileges des vaisseaux Suedois, qu'ils ont obtenu par lesdits Traités, demeurent en leur entier, & qu'on ne remedie qu'aux abus qui s'y sont glissez au dommage de sa Maj. Danoise & de ses revenus.

IX. Et parce qu'il s'est mû des contestations touchant le droit, que sa Majest. Danoise a sur la Prebende de Schouwen-

ANS de J.G. 1679.

Hamburg, zustehende gerechtigkeit, einiger disputat entstanden, so verbleibt es zwar damit bey der disposition, so Ih. Königl. Maj. darüber gemachet, jedoch wird im übrigen einem jeden sein Recht daran vorbehalten.

X. Weil auch Ihre Königl. Maj. von Dennemarck vermöge einer cession, eine forderung und hypothec auff Cruytsand haben, so ist verabscheidet, dasz seine Königl. Maj. von Schweden solch Capital neben denen auffgelauffenen zinsen, wie es in Deutschland gebrauchlich, in Hamburg richtig bezahlen wollen, und behalten Ihre Königl. Maj. von Dannemarck gedachte Insul in Possesz, bisz alles richtig vergnügt und bezahlet ist: nach bezahlung solcher Summa soll Ihre Königl. Maj. von Dennemarck solche Insul an Ihre Königl. Maj. von Schweden ohne einige weitere Prætension wieder abtretten, auch mitlerzeit keine Schantze noch Vestung darauff anlegen, sondern nur die einkommen dar von geniessen, welche hernach gegen die zinsen abgerechnet werden sollen.

XI. Dafern auch einer oder der ander Ih. Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. dafür hielte, dasz es der expressen meinung und inhalt der vorigen Tractaten nach, mit denen gräntzen zwischen Schweden und Norwegen, noch keine richtigkeit hätte, so soll auff begehren eines oder des andern Ih. Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. derüber untersuchung geschehen, und gewisse Commissarien binnen nachstfolgenden 6. Monaten verordnet werden, welche den Inhalt obbemeldten Tractats untersuchen, und richtige abtheilung und entscheidung machen sollen.

XII. Alle brieffe, documenten und schrifften, was nahmen sie auch haben mögen, sie betreffen gleich Justitz-Militz-oder die Landes-einkommen, Recht und Herrligkeiten, deren sich Ih. Ih. Königl. Königl. Maj. Maj. in denen eroberten Landen und Vestungen bemächtiget, solle alle zusammen, auch was von dem Pomerischen Archivo bey der Bornholmischeo Strandung übrig blieben und gerettet worden, richtig wieder eingelieffert werden.

XIII. Sollen alle höchstermeldeter Könige Unterthanen, wes Standes, und Würden sie sind, alsobald nach Auszwechselung der Ratification gegenwärtigen Tractats, in alle Ihre Güter, beweg und unbewegliche, sambt denen einkünfften, wie sie auch nahmen haben, und durch diesen Krieg genommen, oder confisciret worden, benebst denen in währendem krieg Ihnen zugekommen Rechten, Gerechtigkeiten und Successionen restituiret werden, also dasz sie ausz eigener macht, obgemeldte Güter, unangesehen der vorher geschehenen Confiscation, verpfandung oder verschenckung in besitz nehmen mögen; Jedoch also, dasz sie nichts wegen derer, nach geschehener confiscation ausz obgedachten Gütern genossenen einkünfften, zu forderen haben sollen. Dieses soll auch von allen höchstermeldeter Konige so wol Geist als Weltlichen Unterthanen, welche bey einen oder den andern in kriegs-diensten gewesen, oder welche eygenthümber, und beweg-oder unbewegliche Güter, so wohl in Schweden, als in denen Rohtschildischen und Copenhagenschen Frieden abgetretenen, und durch gegenwartigen Tractat zu restituiren schuldigen Provintzen, besitzen, verstanden werden, welche alle und jede in wohl deroselben erben und erbnehmen, völlige Macht und Gewalt haben sollen, diese ihre Güter zu besitzen, und mit allen ihren Rechten und Privilegien, wie sie solche vor dem kriege gehabt, zu geniessen, zu gebrauchen, oder zu verallieniren, also dasz es niemand zu schaden oder nachtheil gereichen soll, dasz er sich zu dieser oder jener parthey geschlagen, dasz er nicht deszwegen solte in vorigen stand, wie er vor dem krieg gewesen, so wohl was seine Ehr als Güter betrifft, völlig restituiret werden, unangesehen aller derer Processen, Sententzen und Urtheile, so wieder sie oder

Schouwenbourg à Hambourg la disposition de ladite Majesté demeurera comme elle est faite, reservant au reste à qui que ce soit le droit & les prétensions qu'il y croit avoir.

X. Sa Majesté Danoise ayant des pretensions & une hypotheque sur Cruysand, en vertu de certaine cession, il est accordé que S. M. Suedoise en payera à Hambourg le fond & les interests, selon la coûtume d'Allemagne; & que S. M. Danoise restera en la possession de ladite terre jusqu'à son entiere satisfaction; aprés laquelle S. M. Danoise rendra ladite Isle à sa Majesté sans aucune prétension ulterieure, & ne fera faire cependant aucun fort, en jouissant des revenus, qu'elle en tirera pour les rabattre ensuite sur la somme des rentes.

XI. Arrivant que l'une ou l'autre de leurs Majestés crût, que les Frontieres de Dannemarc & de Norwegue, suivant la teneur desdits Traitez, ne fussent pas exactement ajustez, on en fera à la sollicitation de l'un ou de l'autre recherche; en ordonnant dans l'espace de 6. Mois des Commissaires, qui examineront la teneur desdits Traites & feront une juste division des Frontieres.

XII. Toutes les Lettres & Papiers, quels qu'ils soient, concernans la Justice, la Milice, ou les revenus des Pais, Droits & Seigneuries, qui sont tombez entres les mains de leurs Majestés de part & d'autre, dans les Pais nouvellement conquis, avec ce qui est resté des Papiers de la Chambre de Pomeranie du naufrage de Bornholm, doivent estre rendus de bonne foy.

XIII. Tous les Sujets desdites Majestés, de quelque condition qu'ils soient seront aprés l'eschange de la Ratification de ce Traité, remis en la possession de tous leurs biens mobiles & immobiles, avec leur revenu, quels qu'ils soient, & qu'on leur a pris dans la guerre passée, ou qui ont esté confisquez avec tous les droits qu'ils ont eus avant icelle, en sorte qu'il leur soit permis d'en prendre possession de propre mouvement, non-obstant ladite confiscation, hypotheque ou donation aucune: réservé neanmoins qu'ils ne puissent rien exiger du revenu de ces biens, qu'on en a tiré aprés ladite confiscation. Ce qui se doit même entendre de tous les sujets des deux Majestés, tant Seculiers que du Clergé, & de ceux qui ont esté au service de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ou qui ont des Domaines, tant en Suede qu'aux Provinces, qui se doivent restituer, suivant la teneur du Traité de Roschild & de Coppenhague, qui, quels qu'ils soient, avec leurs Successeurs & Heritiers auront pleine puissance, avec tous leurs Droits & Privileges, comme ils les ont eus avant la guerre, d'en jouir & de les vendre, ensorte que les services, qu'ils ont rendu à l'une ou l'autre de ces Couronnes, ne leur porteront aucun préjudice, mais qu'ils seront remis, tant en ce qui concerne leur etat & leur honneur, que ce qui touche les biens qu'ils ont possedé avant la guerre, non-obstant tous les jugemens & sentences donnés contr'eux ou contre leurs parens, à cause qu'ils se sont rendus du party de l'Ennemi, ou qu'ils en ont esté accusés. Il sera même en leur pouvoir de changer le lieu de leur demeure, en sorte qu'à cause de cela ils ne souffriront aucun outrage; mais dés qu'ils auront choisi leur demeure, ils ne feront hommage qu'au Roy, és terres duquel ils viendront demeurer, non-obstant qu'ils possedent des biens dans les Etats de l'autre, touchant lesquels ils joüiront néanmoins de

ANS de J.C. 1679.

ANS de J.C. 1679.

ihre Eltern und Anverwandte ergangen, darumb dasz sie entweder dem feindlichen theil warhafftig angehangen, oder solches gethan zu haben angeklaget worden. Es sol Ihnen auch frey stehen, den Ort ihres auffenthalts nach belieben zu behalten, oder zu andern, also dasz sie deszwegen nicht im geringsten anzufechten; wenn sie aber einmahl ihren Sitz erwehlet, sollen sie blosz allein dem jenigen König, in dessen Landen sie sich niederlassen, mit Eyd und Pflicht verbunden seyn, ohngeachtet sie in des andern Koniges Lande Güter besitzen, welcher Güter und Sitze wegen dannoch sie aller derer Freyheyten und Gerechtigkeiten, als andere selbiges Landes Inwohner und Unterthanen, geniessen sollen.

XIV. Alle forderungen und gerechtigkeiten, von was ahrt und eigenschafft sie auch seyn konnen, welche beyder Konigl. Königl. Maj. Maj. Unterthanen vor diesem kriege, so wol bey denen Konigen selbst, als bey andern gehabt haben, bleiben in ihrer vollgültigen krafft, gleich als ob jede insonderheit hier ausdrücklich benennet wäre, also dasz die jenigen, welche bey Ihr. Ihr. Königl. Königl. Maj. Maj. richtige forderungen haben, innerhalb zweyer Jahre zeit bezahlet werden sollen, und die welche einen Rechts-Procesz auszuführen haben, denen soll innerhalb Jahr und Tag nach Recht und Billigkeit wiederfahren, und zwar in Schweden vor der Königlichen Revision, von denen, vor welche diese sachen gehören, in Dennemarck aber vor dem hoschsten Gericht, zum endlichen ausspruch, und soll die Execution auff geschehenes endurtheil innerhalb Jahr und Tag würcklich erfolgen, welches auch von denen jenigen verstanden wird, welche dieses zeit wärenden kriegs, ein odet anderem partey beygefallen.

XV. Alle gefangene, wes standes oder nation sie sind, sollen stracks nach der Ratification von beyden theilen ohne rantsion loszgelassen werden, doch dasz sie der billigkeit nach, das was sie verzehret, oder an denen Orten, wo sie biszher gewesen, entlehnet, bezahlen; Deszgleichen soll auch förderlichst das jenige, wasz jedes theil dem andern an rantsion dem auffgerichteten Cartel nach schuldig blieben, liquidiret und bezahlt werden; so auch von denen gefangenen jemand dienste unter des andern Armee genommen, und an dem Orte, wo er gegenwärtig ist, verbleiben wolte, soll ihm solches allerdings frey stehen; doch dasz er innerhalb 3 Monaten, nach auszwechselung der Ratification sich erkläre. Zu welchem ende auch beyde Konige in ihren Reichen und Landen, von allen predigstühlen publiciren und abkündigen lassen wollen, dasz niemand bey Leib und Lebensstraffe sich unterstehen soll, einen auffzuhalten, oder hinderlich zu seyn, sondern vielmehr einen jeden zu befördern, dasz er je ehe je besser zu seiner vorigen freyheit wieder gelangen moge.

XVI. Auch sollen in diesen Tractat alle Konige, Fürst. Provintzen und Estats, so jedes theil sechs Monate, nach geschehener auszwechselung dieser Tractaten, zu benennen belieben wird, mit gegriffen und eingeschlossen seyn.

XVII. Damit aber alle erwündschte Verträuligkeit, auffrichtige Nachbahrschafft und künfftige gute Correspondentz zu beyder Theilen Interesse desto besser moge gestifftet werden konnen, als ist abgehandelt und verabscheadet worden, dasz swischen beyden Konigl. Konigl. Mayest. Mayest. auffs forderlichste eine nähere Verbündnisz auffgerichtet werden soll.

XVIII. Vorbeschriebene Articul sollen innerhalb 14. Tagen, oder auch ehe, da es müglich ist, ratificiret werden.

Actum Lunden den 26. Sept. Anno 1679.

A.G.H. Aldenburg. (*L.S.*) J. *Guldenstierna.* (*L.S.*)
G. Juel. (*L.S.*) F. J. *Oerenstedt.* (*L.S.*)
Biermann. (*L.S.*)

tous les Droits & Privileges, dont jouissent les habitans naturels du Pais.

ANS de J.C. 1679.

XIV. Toutes les pretensions & droits, de quelque nature qu'ils soient, que les Sujets de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, ont eu avant la guerre, tant à l'égard des particuliers, que des Rois mêmes, garderont leur vigueur, tout comme s'ils étoient specialement exprimés dans ce Traité; ensorte que ceux, qui ont des pretensions dans les Royaumes de l'un ou de l'autre de ces deux Rois, recevront leur payement dans l'espace de deux ans; & on fera justice dans un à ceux qui auront quelque affaire devant les Juges; & nommément en Suede dans la Chambre de Revision devant ceux à qui il apartient; & en Dannemarc devant la Chambre de Justice, & l'execution ensuivra en effet dans l'espace d'un an; ce qui s'entend même de ceux, qui dans la guerre passée se sont rendus de l'un ou de l'autre party.

XV. Tous les prisonniers de quelque condition qu'ils soient, seront relaschez tout aussi-tost aprés la Ratification de ce Traité, sans aucune rançon, moyennant qu'ils payent, comme il est raisonnable, leurs depens & ce qu'ils ont emprunté és lieux, où ils ont demeuré en ces entretemps: De même tout ce qu'ils se doivent de rançon l'un à l'autre, suivant la teneur de l'accord, qui en a esté fait exprés, se payera sans delay; Et ceux des prisonniers, qui ont pris service sous l'un ou l'autre, pourront à leur gré demeurer, comme ils sont; moyennant qu'il s'expliquent dans 3. mois aprés la Ratification. A cette fin leurs Majestés feront publier dans toutes leurs terres que personne n'osera sur peine de la vie contraindre ou empêcher celui qui en voudra sortir, mais au contraire de les secourir & des les ayder à parvenir à leur premiere liberté.

XVI. Tous les Rois, Princes & Estats seront compris dans ce Traité, moyennant que dans 6. Mois aprés la Ratification ils se declarent d'y vouloir entrer & y estre compris.

XVII: Mais afin, qu'une entiere amitié & le bon voisinage pour l'interest & le bien des deux Rois soit rétabli, il est accordé, qu'il se fera encor une Alliance plus entiere & plus parfaite entre les deux Rois.

XVIII. Les Articles précedens seront ratifiés dans quinze jours, ou plutost, si faire se peut. Fait à Lunden le 26. Septembre l'an 1679.

A.G.H. Aldenbourg. (L.S.) J. Guldenstierna. (L.S.)
G. Juel. (L.S.) F J. Ohrenstedt. (L.S.)
Bierman. (L.S.)

CLXIX. *Trai-*

CLXIX.

ANS de J. C. 1679. SUEDE ET DANEMARC.

Traité d'Alliance défensive entre CHARLES XI. *Roi de Suede, &* CHRETIEN V. *Roi de Danemarc, fait à Lunden en Scanie le 7. Octobre 1679.* Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1679. pag. 391.

COmme ainsi soit que par la benediction du tout puissant la sanglante guerre qui a été allumée depuis quelques années entre tres-Illustre & Tres-puissant Prince & Seigneur Christian V. Roi de Dannemarc, Norvegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slesvic, Holstein, Stormarn, & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst, d'une part; & le Tres-Illustre & Tres-Puissant Prince & Seigneur Charles, Roi de Suede, des Gôts & des Vandales, grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stettin, Pomeranie, des Cassubes & des Vandales, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingermanie & Wismar, Prince Palatin du Rhin de Baviére; Duc de Juliers, Cleves & Bergue, & la Couronne de Suede, d'autre, a été enfin heureusement, terminée, & qu'en sa place à succedé une Paix, ferme, durable & perpetuelle, au bien & à la prosperité de leurs Royaumes, Provinces, Terres, & Villes de leur obeissance, comme encore de leur Sujets & habitans, laquelle pourra estre d'autant plus affermie & établie au bien commun des deux parties, lors que les deux Rois, & leurs Royaumes viendront à s'engager mutuellement en une parfaite amitié & correspondance; C'est pourquoy leurs Majestez afin de procurer à leurs Royaumes les fruits & utilitez, qui leur en peuvent revenir, ont trouvé à propos de s'engager en une alliance plus estroite: pour lequel effet sa Majesté Danoise, nostre souverain Seigneur, & Maître, a nommé pour ses Ambassadeurs Extraordinaires, & Commissaires Plenipotentiaires, Nous Antoine, Comte du Saint Empire, Baron d'Aldenbourg, Seigneur de Varel; Kniphausen, & Dooretvaest, Chevalier, Conseiller privé de sa Majesté, & Gouverneur des Comtez d'Oldenburg, & Delmenhorst; Jens Juël, Baron de Juling, Sieur de Woorgaest, Chevalier, Conseiller d'Estat & de la Chancelerie de sa Majesté, Assesseur du grand Tribunal & Vice-President du College du Commerce; & Conrard Bierman, Seigneur hereditaire de Busterudsgaert, Conseiller d'Estat, de Justice, & de la Chancelerie de sa Majesté, comme encore Secretaire d'Estat, & ce en vertu du Pleinpouvoir à Nous octroyé par sa Majesté pour traiter ladite affaire: En consequence dequoy nous sommes entrez en conference en ce lieu de Lunden en Scanie avec les Excellens, & Illustres Seigneurs Jean Guldenstern, Baron de Lundholm, Seigneur de Sracket, Biorkesund, & Heillerid, Conseiller de sa Majesté, & de la Couronne de Suede, Juge General de Noorden Finnelug-Sogn, & le Sieur François Juel Oemstedt, Seigneur de Shottorp, Kinsenhof, & Hoogaart, Conseiller de la Chancelerie, & Secretaire d'Estat, avec lesquels nous sommes convenus pour le maintien, & conservation des Royaumes, Pays, Terres, Provinces, sujets, habitans, Droits Royaux, Privileges, & Preéminences de leurs Majestez en la maniere suivante.

I. Il a esté accordé, que les deux Rois auront un soin tout particulier de procurer l'utilité & l'avantage l'un de l'autre, de sorte que leurs Majestez cassent, abolissent, & annulleot par la Presente tous accords, & Alliances, qui pourroient avoir esté faits au desavantage, ou préjudice de l'un ou de l'autre, soit devant ou pendant la guerre. Elles promettent aussi de ne faire cy-aprés aucunes nouvelles Alliances, ou autre chose, directement ou indirectement, en quelque sorte que ce soit, qui puisse tendre au dommage ou prejudice des Royaumes, & Sujets de leurs Majestez, qu'ils possedent presentement; ni encore de leurs Droits Royaux, Commerces & Revenus; mais au contraire Elles s'engagent de s'y opposer puissamment en vertu de la presente Alliance, en cas que quelqu'un eut resolu de l'entreprendre.

II. En cas, que quelque Potentat, quel qu'il puisse estre, se voulut ingerer d'user de quelque force ou violence à main armée contre les Pays, Royaumes, Etats, Seigneuries, commerces, ou quelque autre chose que ce soit, appartenant à leurs Majestez, ou d'y apporter quelque dommage ou prejudice, les deux Rois s'obligent de s'assister & secourir mutuellement l'un l'autre en la maniere & conditions suivantes.

III. Celuy doquel les Royaumes, Terres, Etats ou Seigneuries, en quelque part qu'ils puissent estre auront esté attaquez, ou ses commerces, droits, & revenus affoiblis ou diminuez en façon quelconque, sera tenu d'en donner avertissement de bonne heure: & aussitôt que l'autre, qui ne sera point attaqué, en aura esté averti, il sera tenu d'assister l'autre dans deux mois de temps aprés la notification & demande de secours, à ses propres frais & dépens.

IV. Lors, que la demande du secours aura esté faite, celuy qui aura esté imploré, sera obligé d'envoyer deux mille chevaux, & quatre mille fantassins au secours de l'autre dans le temps susmentionné, lesquelles Troupes seront divisées en Regimens, donc chacun sera composé de mille hommes, sans les Officiers. Celuy, qui aura esté interpellé aura ledit nombre de Troupes incessamment sur pied, & les envoyera incontinent, & sans delay à celuy qui luy aura demandé du secours, & qui se verra attaqué, à moins que ce dernier ne se voulut contenter d'une moindre quantité, dequoy il donnera avertissement de bonne heure à celuy, qui doit fournir ledit secours.

V. Celuy qui aura est reclamé, envoyera autant de pieces de campagne, & de munitions qu'il sera necessaire, sur quoy on divisera mille hommes en deux Bataillons, & chaque Bataillon sera pourveu de deux pieces de campagne, ce qui sera ainsi proportionné selon le nombre des Troupes. Mais quant au gros Canon, soit pour en battre quelque Place, ou pour le mener en campagne, ce sera à celuy qui aura besoin de secours à le fournir, & ce daos l'estat, & dans le nombre qu'il est necessaire.

VI. De plus, celuy qui aura esté reclamé, sera obligé, aprés la demande faite par l'attaqué, de fournir dix vaisseaux de guerre, dont les trois plus grands seront de nonante à soixante pieces de Canon, les trois du milieu de soixante à quarante, & les trois plus petits de quarante à vingt-quatre. Outre cela la Flotte sera munie des vaisseaux de provision, & petits Bâtimens, qui seront necessaires, comme encore de deux Brulots. Ce qui se doit entendre en cette maniere, à sçavoir, que chacune des Parties pourra bien envoyer trois Vaisseaux de nonante, autant de soixante, & quatre de quarante pieces de Canon, à quoy cependant elle ne sera paa tenoë d'abord, mais elle sera reputée avoir satisfait à ce Traité, pourveu que les trois plus grans ayent plus de soixante pieces de Canon, les trois du milieu plus de quarante, & les trois plus petits plus de vingt quatre, avec autant d'hommes qu'il est specifié en l'Article suivant.

VII. Les trois plus grands Vaisseaux, doot chacun aura plus de soixante pieces de Canon, seront pourvûs eo tout de mille cinquante hommes, les trois du milieu,

milleu, dont un chacun aura plus de quarante, de sept cent, & les quatre derniers, dont chacun en aura plus de vingt-quatre, de huit cent ; de sorte que tout le nombre, sans les Officiers, se montera à deux mille cinq cent cinquante, tant soldats, que matelots, mais sans y comprendre les hommes, qu'on employera pour les Brulots, & autres petits Bâtimens.

VIII. En cas que ledit secours, tant par Mer, que par terre ne suffit pas à celui, qui aura esté attaqué, celuy qui le fournit sera tenu de le doubler, & de l'envoier à ses propres frais dans trois mois à celui ; qui le demande.

IX. Mais en cas, que celui qui le demande, fut si fort pressé par ses Ennemis, qu'il eut encore besoin d'un plus grand secours, alors les deux Roys delibereront par Traitez en quelle maniere on pourra resister à l'Ennemi, & alors un chacun pourra agir de toutes ses forces, selon les occasions, qui se presenteront, & fera une telle diversion dans le Pays de l'Ennemi, que cele l'oblige finalement à faire la Paix, & que celui, qui aura esté attaqué reçoive une entiere satisfaction. On ne fera point aussi de suspension d'armes, ni aucune Paix sans le consentement, & entiere satisfaction des deux Rois, pour le dommage qu'ils auront reçû, & les frais, qu'ils auront esté obligez de faire.

X. Ledit secours sera commandé par le General, ou Amiral de celui, qui l'aura fourny, lequel aura la puissance d'exercer la jurisdiction en toutes rencontres, en telle sorte, que si quelqu'un de ses gens vient à commettre quelque faute, le coupable sera puny selon les Ordonnances de guerre, ou de marine de celui, qui donne le secours.

XI. Soit que le Roy soit present à l'Armée ou à la Flotte, ou le General, ou Amiral, auquel elle aura esté confiée, il aura le commandement absolu tant sur ses propres Troupes, & Vaisseaux, que sur les auxiliaires. Il aura aussi l'entiere direction des affaires de la guerre, selon qu'il trouvera à propos pour le bien commun des deux Parties.

XII. Lors qu'on deliberera sur quelque expedition de guerre, le General, ou Amiral de l'attaqué fera entrer dans le Conseil autant d'Officiers de celui, qui aura fourny le secours, que de ses propres à proportion, & y presidera toûjours en donnant les places aux Officiers selon les Charges qu'ils exercent.

XIII. Lors que le Roy, qui demande le secours, ne sera pas present en l'Armée, l'execution des affaires de la guerre se fera toûjours à la pluralité des voix; mais s'il y est present la decision sera par devers luy, veu que leurs Majestez ne seront point obligez à la pluralité des voix.

XIV. Celui qui fournira ledit secours tant par Mer, que par Terre sera aussi obligé de l'entretenir; à condition que celui qui le recevra, sera tenu de fournir à la milice de terre le fourrage, pain, & service necessaire sans aucun payement, mais quant à celle de mer elle sera entierement à la charge de celui, qui la donnera.

XV. La Flotte, & Armée auxiliaires ne seront pas employées plus long-temps en l'année, que celles de celui qui les reçoit : mais si la saison étoit fort avancée, celui qui les a demandées sera obligé de leur fournir les quartiers, le pain, le fourrage, & le service necessaire, comme à ses propres gens, & lors, qu'on les renvoyera chez eux, soit par eau, ou par terre, il sera tenu leur faire avoir toutes les choses, dont ils auront besoin pour le voyage, sans exception quelconque. Aussi en cas, que la guerre dure fort long-temps, celuy qui aura donné ledit secours, sera obligé, de la faire recruter tous les ans à ses frais, & de l'envoyer avant la fin du mois de May, sans faute, à celui qui la demande, pour la Campagne suivante, en cas qu'il le desire ainsi, sans qu'il puisse le redemander sous quelque pretexte que ce soit, à moins qu'il ne fut attaqué en son propre Pays, ce qu'il sera tenu de faire sçavoir en tems à celuy qui l'a demandé, ou à moins qu'ils ne s'accordent par ensemble, qu'il faille une diversion à l'Ennemy de quelque autre costé.

XVI. Lors que l'Armée commune sera entrée dans le Pays de l'Ennemi, l'entretien tant pour les Officiers, que pour les soldats, sera pris dans ledit Pays, & il en sera de mesme des quartiers, qu'on y distribuera : mais en cas qu'il n'y eut point de moyen de subsistance dans ledit Pays, chaque Roy sera obligé d'entretenir ses propres Troupes.

XVII. La Flotte, & Armée auxiliaire sera rangée en telle maniere à toutes les occasions de bataille, qui se presenteront, qu'elles puissent demeurer ensemble, & soient commandées autant qu'il est possible par leurs propres Officiers; sur tout les Vaisseaux demeureront en une Escadre, & seront commandés par leurs propres Officiers. Et s'il arrivoit qu'en poursuivant l'Ennemy, ou par quelque diversion, qu'on lui pourroit faire, on vint à prendre quelques Places sur luy, il a esté accordé, qu'elles seront occupées par celui, qui aura donné le secours, à proportion des Troupes, qu'il aura envoyées, à la charge d'en donner satisfaction à celuy, qui l'aura demandé. Mais, en cas que les Terres de ce dernier fussent prises par l'Ennemy à cette occasion, ou qu'on vint à recouvrer quelque chose de ses Droits, & pretensions, qui sont maintenuës par ces Armées jointes ensemble, le tout demeurera & appartiendra sans aucun contredit à celui, qui aura demandé le secours. Quant aux Prisonniers de quelque qualité qu'ils puissent être, aussi l'Artillerie, ou quoy que ce soit, qu'on viendra à prendre sur l'Ennemi; cela sera en commun aux deux Rois; mais quant au butin que les Partis pourront faire en particulier, il sera absolument pour eux seuls. Les Contributions qu'on tirera du Païs Ennemy seront aussi partagées entre les deux Parties à proportion des Troupes qui seront en Campagne.

XVIII. Quant à ce qui est du salut, qu'on se rendra par mer, on se tiendra pour ce regard aux accords, qui se sont fais cy devant sur ce sujet, de sorte, que les Vaisseaux, qui viendront à se rencontrer, ne se salueront qu'à coups de Canon, sans laisser tomber aucune voile, à condition neanmoins que la Flotte auxiliaire tirera les premiers coups.

XIX. Il sera permis à un chacun de se servir des Ports de mer reciproques, d'y reparer ses Vaisseaux, qui auront soufferts quelque dommage, soit par la tempeste, ou par l'Ennemi; comme aussi d'acheter tout ce qui sera necessaire pour l'entretien & reparation des hommes & Vaisseaux; à condition que les Officiers mettront ordre à ce que l'usage desdits Ports ne cause aucune jalousie, ou ombrage; de sorte qu'ils seront obligez d'entretenir une bonne discipline dans leurs Vaisseaux, & d'avoir une bonne correspondance avec les Commandans desdits Ports, afin que le tout se fasse avec leur sçeu, & communication. Et d'autant que c'est à celui, qui donne le secours d'assister fidellement celui qui le demande en la maniere, qui a esté dite, c'est pourquoy il faudra aussi qu'il ferme ses Ports aux Vaisseaux de l'Ennemi de celui, qui le demande, & même qu'il l'incommode & endommage le plus qu'il lui sera possible.

XX. La presente Alliance durera le tems & espace de dix-années consecutives, & prochainement venantes, aprés quoi il sera permis à chacune des Parties de la prolonger, ou non; mais les deux Rois, ou leur Successeurs, lesquels y seront obligez aussi fortement, qu'eux mesmes, en feront traiter la continuation une année avant qu'elle vienne à expirer, afin qu'il puisse y avoir quelque chose conclu six mois avant, qu'elle vienne à finir.

XX. Personne ne sera compris en cette Alliance que ceux qu'il Plaira aux deux Rois.

XX. Les Ratifications de la presente Alliance seront

ANS de J. C. 1679.

ront échangées dans quinze jours aprés la signature, ou plûtôt, s'il est possible. Fait à Lunden ce Septiéme Octobre 1679. Ainsi signé.

(*L.S.*) A.C.V. *Aldenb.* (*L.S.*) *J. Guldenstierna.*
(*L.S.*) *J. Juel.* (*L.S.*) *F. I. Oerenstedt.*
(*L.S.*) *Bierman.*

CLXX.

ANS de J.C. 1679.

Traité de Paix entre CHARLES XI. *Roi de Suéde & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas, fait à Nimégue le* 12. *Octobre*, 1679. Actes & Mémoires des Negociations de la Paix de Nimégue. Tom. IV. pag. 651.

La Suede et les Provinces-Unies.

NOtum sit universis & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse potest: Postquam belli per Europam incendium etiam involvit Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ; Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ; Principem Rugiæ, Dominum Ingriæ & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni; Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducem: & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ita ut se invicem pro hostibus gesserint; ea tamen mansit animorum inclinatio, ut veteris amicitiæ redintegrationem mutuo exoptarent, ipsoque adhuc bello flagrante subditis suis plenam Commerciorum & navigationis libertatem invicem concederent; unde factum est cum laudabili cura & Mediatione Serenissimi ac Potentissimi Principis ac Domini, Domini Caroli II. Magnæ Britanniæ Regis, ex mutua partium Belligerantium conventione, Neomagum Congressui Plenipotentiariorum pro Pace generali instituenda electum fuisset; ut Partis utriusque ibidem comparentes Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, à parte quidem Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Benedictus Oxenstierna, Comes in Korsholm & Wasa, Liber Baro in Mohrby & Lindholm, &c. Dominus in Kapuria & Katilla, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senator ac Præses in summo quod Wismariæ est Tribunali, ut & supremus Legifer Ingriæ & Kexholmiæ; & Dominus Joannes Paulinus Olivenkrantz, Dominus in Ulfshall & Hoffmanstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliarius Cancellariæ, Secretarius Status, & Judex Ordinarius Territorii Widboënsis; à parte verò Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Hieronymus van Beveming, Theylingæ Topatcha, Lycæi in Lugduno-Batavo Curator, quondam Consiliarius Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarius Generalis; & Dominus Wilhelmus van Haaren, Biltiæ Frisiorum Grietman, in concessu Dominorum Ordinum Generalium, à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Frisiæ Deputati, dictam Dominorum & Principalium suorum propensionem, mutuis officiis ad optatum finem perducere conati, Plenipotentiarum Tabulis (quarum apographa sub finem hujus Tractatus de verbo ad verbum inserta sunt) ritè commutatis, & habitis hinc inde colloquiis, tandem ad Divini Numinis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem in mutuas Pacis & amicitiæ Leges consenserint, & convenerint, prout hisce plenariè consentiunt & conveniunt tenore sequenti.

Art. I. Sit Pax sincera, inviolabilis ac perpetua inter Sacram Regiam Majestatem ejusdemque Successores ac Posteros Reges Suecorum Regnumque Sueciæ, atque subjectas illis intra vel extra Imperium ditiones ac Provincias ab una; atque Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera parte; Cessentque propterea omnes & cujuscumque generis hostilitatum actus, qua mari qua terrâ, per omnia & quævis utriusque partis Regna, Status, Ditiones & Provincias, interque omnes & singulos eorundem subditos & Incolas, cujuscunque conditionis, nullâ omnino locorum & personarum factâ exceptione.

ANS de J. C. 1679.

II. Sit utrinque perpetua oblivio & Amnestia eorum omnium, quæ quocunque loco modoque hoc præsenti bello hostiliter facta sunt, ita ut nec eorum nec ullius alterius rei causâ vel prætextu, ulla pars alteri post hac quicquam hostilitatis aut inimicitiæ specie juris vel viâ facti inferat, aut per suos aliosve inferri faciat, gaudeantque hac Amnestiâ omnes & singuli cujusque partis subditi.

III. Vigeat in posterum inter utramque partem Paciscentium vera, fida, infucata & reciproca amicitia, & bona correspondentia, in omnibus & per omnia, terrâ marive, intra vel extra terminos Europæ, ita ut altera pars alteri, nihil inimicitiæ, damnive, clam aut palam, directè vel indirectè inferat, vel per suos aut per alios inferri faciat, nec cum alterius hostibus fœdera huic paci contraria habeat, nec quidquam in alterius Status & securitatis diminutionem per se vel per alios moliatur aut tentet, aut tentari faciat; sed utraque Pars alterius utilitatem, honorem & commodum omni meliore modo, & consilio, omnique occasione, locoque reapse procuret & promoveat.

IV. In majus dictæ Amicitiæ robur, & incrementum renovantur priora quæ annis millesimo sexcentesimo quadragesimo, millesimo sexcentesimo quadragesimo quinto, millesimo sexcentesimo quinquagesimo sexto, & millesimo sexcentesimo sexagesimo septimo inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ ab una & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab altera parte inita fuerunt fœdera; ita ut vigorem pristinum in omnibus & singulis obtineant, iis solummodò exceptis, quæ mutuorum Commerciorum & Navigationis leges modosque concernunt, de quibus scilicet etiam nunc hodie speciali fœdere conventum est.

V. Neuter Paciscentium posthac consensum suum det ulli Fœderi, Tractatui vel Negotiationi, in alterutrius damnum vel præjudicium tendenti, sed potius talibus adversetur, teneaturque alter alteri sedulò & fideliter indicare quicquid alios contra alterum machinari ipsi innotuerit.

VI. Si qui captivi ab una vel altera Parte adhuc deprehensi fuerint, sine alicujus lytri solutione restituantur pristinæ libertati.

VII. Promittit sua Regia Majestas, se prætensionibus Incolarum uniti Belgii pro cujusvis validitate condigne satisfacturam, in eumque finem, statim à ratihabitione factâ, certos ordinaturam Commissarios, qui dictas prætensiones examinare tenebuntur; ita nimirum, ut eas quæ liquidæ fuerint, ulteriori scrutationi non subjiciant, sed intra sex septimanarum spacium de earum prompta satisfactione, cum proprietariis vel eorundem mandatariis convenire debeant. Quod vero alteras pretensiones illiquidas attinet, iidem ordinati Commissarii, intra tres aut quatuor menses, à constitutâ Commissione numerandos, easdem revidere, earumque rationes conficere, imò de solutione cujusvis summæ, de qua ita liquido constiterit cum dictarum prætensionum proprietariis convenire debebunt; liberumque erit Ministro Dominorum Ordinum Generalium in aula Suecica Residenti, ex parte dictorum Incolarum uniti Belgii prædictis liquidationibus & conventionibus assistere. Quicquid autem ita utrinque actum statutumque fuerit, id sine ulla exceptione vel morâ, modo & tempore præ

ſtitutis effectum ſuum ſortietur. Curabit inſuper ſua Regia Majeſtas, ut ſubditus Dominorum Ordinum Generalium, qui latis antehac ſententiis probare poſſunt, ſibi a ſuæ Regiæ Majeſtatis ſubditis aliquid ſolvendum faciendumve deberi, prompta facilisque executio præſtetur, ſtatim poſt factam hujus Tractatus Ratificationem; ita ut cujuslibet rei judicatæ executio, intra duos menſes à quo primùm poſtulari cœpit adimpleta & perfecta eſſe debeat.

VIII. Quandoquidem ſua Regia Majeſtas & Domini Ordines Generales grata mente recolunt, quàm ſalutaribus Conſiliis & adhortationibus, ſedulisque & benevolis officiis, Sereniſſimus Rex Magnæ Britanniæ Paci & tranquillitati publicæ hoc tempore invigilaverit, conventum eſt utrinque, ut dictus Rex cum ſuis Regnis & ditionibus, huic præſenti Tractatui meliore quo fieri poteſt modo, incluſus ſit, utque ad certiorem firmioremque dicti Tractatus obſervantiam, & executionem eundem ſua guarantia ſpeciali ſtabiliri poſſit.

IX. Huic Pacis & amicitiæ Conventioni à parte ſuæ Regiæ Majeſtatis Succiæ includuntur ſigillatim Rex Galliarum Chriſtianiſſimus, & Dux Sleswici Holſatiæ Gottorpienſis: Inde incluſi etiam ſint Imperator & Imperii Romani Electores, Principes & Status omnes & ſinguli, qui Pace cum iiſdem confecta comprehenſi ſunt, unà cum Civitatibus Hanſeaticis, imprimis Lubecâ & Hamburgo. Denique includantur, ſi includi volunt, Rex & Reſpublica Poloniæ, cæterique Reges, Principes, Status, Civitates & Perſonæ Privatæ, quibus requiſitione intra ſex Menſes abhinc factâ id à Rege Succiæ conceſſum fuerit.

X. Pariter à parte Dominorum Ordinum Generalium incluſi ſint Imperator Romanus, Rex Chriſtianiſſimus, Electores Moguntinus, Trevirenſis & Brandenburgicus, Dux Lotharingiæ, Epiſcopus Paderbornenſis & Monaſterienſis, Dux Neoburgi, Duces Brunſwico-Luneburgenſis, Oſnabrugenſis, Cellenſis & Guelpherbitanus, itidemque omnes Reges, Electores & Principes Dominorum Ordinum Generalium fœderati, qui Pace cum Rege Succiæ factâ includi velint, ut & Helvetiorum Reſpublica eorumque fœderati, Princeps Friſiæ Orientalis, Civitates Lubeca, Brema, & Embda, cæterique Status, Civitates & Perſonæ privatæ, quibus requiſitione intra ſex Menſes abhinc facta id à Dominis Ordinibus Generalibus conceſſum fuerit.

XI. Ratihabeantur hæc pacta Inſtrumenti ſolennibus à ſuâ Regiâ Majeſtate Succiæ ab unâ & à Dominis Ordinibus Generalibus uniti Belgii ab altera parte, ita ut dicta Inſtrumenta in debita forma Stockholmiæ intra ſpatium trium Menſium à die ſubſcriptionis computandorum, vel citiùs ſi fieri poſſit, utrinque commutentur, iiſque ritè commutatis hic Pacis Tractatus in publicum proclametur, in omnibus utrique Parti appertinentibus Terris, locisque quantociùs per diſtantiam eorundem fieri poterit, à die autem ſubſcriptionis vim & effectum ſortiatur per omnia.

In quorum omnium & ſingulorum fidem majuſque robur utriuſque partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute ſuarum Plenipotentiarum, hanc præſentis pacis conventionem manibus ſigillisque propriis muniverunt & firmârunt. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$ Octobris Anni milleſimi ſexcenteſimi ſeptuageſimi noni. Signatum erat.

Benedict. Oxenſtierna. (L. S.)	*Hier. van Beverningk.* (L. S.)
J. Paul. Olivekrans. (L. S.)	*Guil. van Haaren.* (L. S.)

Plenapotentia D. D. Legatorum Sereniſſimi Regis Succiæ.

NOs Carolus Dei Gratiâ Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rex; Magnus Princeps Finlandiæ; Dux Scaniæ, Eſthoniæ, Livoniæ, Careliæ; Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Caſſubiæ, & Vandaliæ, Princeps Rugiæ; Dominus Ingriæ & Wiſmariæ; nec non Comes Palatinus Rheni; Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, &c. Notum teſtatumque facimus omnibus & ſingulis quorum intereſt, aut quomodolibet intereſſe poterit, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præſens bellum quo Chriſtianus orbis affligitur in æquam & honeſtam Pacem quantociùs converti queat, atque propterea grato acceperimus animo Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili cura & Mediatione eo perventum eſſe, ut Partium hinc inde conſenſu, Tractatus & Colloquia pacis Neomagi inſtituerentur. Ideo quicquid in nobis eſt ad comparandam tranquillitatem orbi Chriſtiano lubenter conferre volentes, confiſi prudentiâ, experientiâ & fide Noſtri, Regnique Noſtri Senatoris ac Præſidis in ſummo quod Wiſmariæ eſt Tribunali, ut & ſupremi Legiferi Ingriæ & & Kexholmiæ, Illuſtris nobis ſincere fidelis, Domini Benedicti Oxenſtierna, Comitis in Korsholm & Waſa, Liberi Baronis in Möhiby & Lindholm, Domini in Kapuria & Kattila; ſicut & noſtri Conſiliaris Cancellariæ, Secretarii Status & Judicis ordinarii Territorii Widboënſis, Generoſi ac Nobilis, nobis ſincere fidelis Joannis Paulin Olivenkrantz, Domini in Ulfhal & Hoffmanſtorp. Eos nominavimus, elegimus & conſtituimus, ſicut & præſentibus hiſce nominamus, eligimus & conſtituimus, noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & ſpecialiter mandamus; ut ſe, quamprimùm fieri poſſit, ad dictam urbem conferant, ibique Pacis Colloquia, ſive directè, ſive interveniente operâ reſpectivè hinc indè receptorum Mediatorum inſtituant, cum Celſorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii, eorumque Fœderatorum Legatis Deputatis Commiſſariis, ſufficienti mandato ad præſens bellum terminandum, controverſiaſque quæ eò ſpectant per bonam & firmam Pacem componendas munitis; damus quoque plenam & abſolutam poteſtatem cum omni auctoritate & mandato ad id neceſſariis ſupradictis noſtris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, ſive duobus conjunctim, ſive uni eorum ſoli, altero abſente vel aliter impedito, Pacis Tractatum pro nobis noſtroque nomine ineundi, concludendi & ſignandi, inter nos & prædictos Dominos Ordines Generales eorumque Fœderatos, omnia quoque Inſtrumenta, quæ in eum finem requiri poſſunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in univerſum agendi, promittendi, ſtipulandi, concludendi & ſignandi acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negotium pertineant faciendi, æque liberè & amplè, ac ipſi præſentes id faceremus vel facere poſſemus, quantumvis mandato adhuc ſpecialiori & expreſſiori, quàm quod hiſce præſentibus continetur, opus eſſe viſum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo noſtro Regio, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos noſtros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ſive binos conjunctim, ſive unum eorum ſolum, altero abſente vel aliter impedito, acta, concluſa, ſignata, extradita & commutata fuerint. Nos obſtringentes hiſce præſentibus ad expediendum Ratificationum noſtrarum diplomata, in decenti & ſolenni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum omnium fidem præſentes manu noſtra ſubſcriptas, ſigillo noſtro Regio communiri juſſimus. Dedimus in arce noſtra Holmenſi, die duodecimo menſis Aprilis, Anno Milleſimo ſexcenteſimo ſexto.

Signatum erat

CAROLUS. (L.S.)

F. JOEL. ORNSTED.

Plena-

Plenapotentia D.D. Legatorum Præpotentium Ordinum Generalium.

ORdines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus præsentes literas visuris salutem. Notum testatumque facimus, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præsens bellum, quo Christianus orbis affligitur, in æquam & honestam Pacem quantociùs converti queat, atque propterea grato acceperimus animo, Serenissimi & Potentissimi Magnæ Britanniæ Regis laudabili curâ & Mediatione, eo perventum esse, ut Partium hinc inde consensu Tractatus & Colloquia Pacis Neomagi instituerentur. Ideo quicquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem orbi Christiano lubenter conferre volentes, confisi prudentiâ, experientiâ & fide Dominorum Hieronymi van Beverningk, Teylingæ Domini, Lycæi in Lugduno-Batavo Curatoris, quondam Consiliarii Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurarii generalis; Guillelmi de Nassau, Domini d'Odijcke & Cortgenæ, Primarii Nobilis, Ordinumque Nobilium in Consessu & Consilio Comitatus Zelandiæ repræsentantis; & Guillelmi van Haaren, Biltiæ Frisiorum Grietmanni, in Consessu nostro à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ, Zelandiæ & Frisiæ Deputatorum, eos nominavimus, elegimus & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus & constituimus nostros Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios, ad dictos Conventus & Tractatus Pacis Neomagi habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quamprimùm fieri possit ad dictam urbem conferant, ibique Pacis Colloquia sive directè, sive interveniente operâ respectivè hinc inde receptorum Mediatorum instituant, cum Serenissimi & Potentissimi Domini, Domini Caroli, Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, &c. &c. Ejusque Fœderatorum Legatis, Deputatis & Commissariis, sufficienti mandato ad præsens bellum terminandum, controversiasque, quæ eò spectant, per bonam & firmam pacem componendos, munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem, cum omni autoritate & mandato ad id necessariis supradictis nostris Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis, sive tribus conjunctim, sive duobus ex illis, tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, Pacis Tractatum pro nobis nostroque nomine ineundi, concludendi & signandi, inter nos & prædictum Serenissimum Regem ejusque Fœderatos, omnia quoque Instrumenta, quæ in eum finem requiri possint, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoque in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi, acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaque omnia quæ ad dictum Pacis negocium pertineant, faciendi, æquè liberè ac amplè, ac ipsi præsentes id faceremus vel facere possemus. Quantumvis mandato adhuc specialiori & expressiori, quàm quod hisce præsentibus continetur opus esse visum fuerit. Promittimus præterea & declaramus fide & verbo nostro, nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros, quæcunque per dictos Legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios, trinos conjunctim vel binos ex illis, tertio absente vel aliter impedito, unum etiam eorum solum, similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, acta, conclusa, signata, extradita & commutata fuerint. Nos obstringentes hisce præsentibus, ad expediendum Ratificationum nostrarum Diplomata, in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenerit. In quorum fidem & robur hasce per nostri Consessus Præsidem signari, à primario Graphiario subscribi, & majori sigillo nostro muniri fecimus. Dabantur Hagæ Comitum die quarta Januarii Anni Millesimi sexcentesimi septuagesimi sexti.

BOOTSMA. vt.

Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

Signatum

H. FAGEL.

Articuli separati ad præcedentem Tractatum Pacis pertinentes.

Art. I. QUandoquidem libertas Navigationis & Commerciorum, speciali conventione inter Sacram Regiam Majestatem Sueciæ, & Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, etiam durante hoc, quod nunc Deo volente feliciter sopitum est, bello, stabilita fuit; neque tamen ejusdem executio adeò exactè servari potuit, quin ab utraque parte ex necessitatis bellicæ ratione, aliquod damnum, per navium merciumque abductionem datum acceptumque esse potuit. Quod ut sine mora resarciatur, ipsa Juris æquitas postulat. Idcircò hoc Articulo, inter utriusque Partis Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios conventum est, ut quævis naves, mercesque taliter abductæ, si restitui possint, quantociùs restituantur: Sin minùs, ut justum earum pretium cum usura solitâ, intra spatium duorum vel trium mensium, à die Ratificationis numerandorum, parata pecuniâ, solvatur.

II. Cùm verò nominatim restitutionem postulaverint D.D. Ordines Generales, septem navium, quarum nomina aut inscriptiones sunt de Mouthaan, de Buys, de Hoop, de St. Jacob, de witte Roos, de Annuntiatie Mariæ, *ende het nieuw Heeren Logement*, quarum tres priores ab Armatoribus Suecicis, sub Diplomate aut Commissione suæ Regiæ Majestatis Sueciæ interceptæ, & unà cum mercibus suis per latas Sententias Captoribus addictæ sunt. Posteriores quatuor, ab aliis sub Diplomate Gallico captæ, in Portum Calmar invectæ, ibidemque receptæ, & tandem ex Mandato suæ Regiæ Majestatis Sueciæ, in commodum Gallorum, unà cum mercibus, dimissæ & divenditæ sunt: specialiter super iis conventum est, ut de prioribus supradictis tribus navibus, latas sententias sua Regia Majestas Sueciæ, ad requisitionem eorum quorum interest, in Senatu suo revideri, & ad examen revocari jubeat, & id præterea curet, ut super probationibus & documentis exhibendis, jus reddatur intra bimestre spatium, à die requisitionis factæ numerandum. Quòd autem quatuor posteriores attinet, cùm ea res dubia sit, & de eo facto non satis liquido constet, placuit quæstionem illam arbitrio aliorum discutiendam aut dijudicandam dare. Ideoque conventum est, ut intra spatium sex septimanarum, à die Ratificationis hujus Tractatûs numerandum, tàm à parte Regiæ suæ Majestatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium unus vel plures arbitri nominentur, qui auditis partibus intra duos menses à die nominationis supputandos, negotium hoc aut amicabili viâ componere; vel si hoc minùs procedat, ex juris & æquitatis ratione decidere in se recipiant; ita nimirùm, ut illud, de quo vel amicabiliter conventum est, vel quod per modum decisionis dijudicatum fuerit, statim & sine ulla exceptione vel mora effectum suum sortiatur.

Posset hic inde inseri Catalogus fusior earum Prætensionum, quarum satisfactionem à Suecis petunt Subditi aliqui Ordinum Belgii Fœderati, ex Autographo horum Tractatuum.

ANS de J.C. 1679.

Hi separati Articuli eandem vim eundemque vigorem obtinebunt, ac si Tractatui principali inserti fuissent, eodemque modo, tempore & loco ratihabebuntur. In quorum fidem majusque robur utriusque partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum, eos Articulos separatos manibus sigillisque propriis muniverunt & firmarunt.

Quod factum Neomagi, die $\frac{2}{12}$ Octobris anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) Benedictus Oxenstiern. *(L.S.) H. van Beverning.*
(L.S.) Joh. Paulin Olivenkranz. *(L.S.) W. van. Haren.*

Actus de Formulis Literarum Maritimarum.

CUm circa earum literarum Maritimarum & contrasignationum Formulas, quas in calce Tractatus Commerciorum apponere hodie placuit, non satis instructi fuerimus, ideoque evenire possit, ut necessum sit, easdem de novo revidere, de eo ita conventum est, ut quantocyùs Stokholmiæ dictarum Formularum revisio instituatur; quò prædictæ Formulæ, intra terminum Ratificationi Tractatus præscriptum, ad usum utriusque Nationis rite & dilucide adaptentur. Quod factum Neomagi die $\frac{2}{12}$ Octobris. Anni millesimi sexcentesimi Septuagesimi noni.

Signatum erat,

(L.S.) Benedictus Oxenstiern. *(L.S.) H. van Beverning.*
(L.S.) Joh. Paulin Olivenkranz. *(L.S.) W. van Haren.*

CLXXI.

ANS de J.C. 1679.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de Commerce & de Marine entre CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES-UNIES *des Pais-Bas, fait à Nimegue, le* 12. *Octobre*, 1679. Actes & Memoires des Négociations de Nimégue. Tom. IV. pag. 678.

NOtum testatumque sit omnibus & singulis quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, Quandoquidem Pax sincera & perpetua inter Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum Carolum Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regem; Magnum Principem Finlandiæ; Ducem Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ; Principem Rugiæ; Dominum Ingriæ, & Wismariæ; nec non Comitem Palatinum Rheni; Bavariæ, Juliaci, Cliviæ, & Montium Ducem, &c. Ejusque Regiæ Majestatis Successores ac Posteros Reges Suecorum Regnumque Sueciæ atque Subjectas illis intra vel extra Imperium Ditiones ac Provincias ab unâ; atque Celsos ac Præpotentes Dominos, Dominos Ordines Generales Uniti Belgii ab alterâ parte, hodie facta signataque est; imò vera & fida amicitia utrimque de novo stabilita, sublatâ penitùs omni inimicitiarum hactenùs gestarum memoriâ, ita ut posthàc pars altera alterius utilitatem, honorem ac commodum omni meliore modo promovere teneatur; idcirco Sua Regia Majestas hanc pacem amicitiamque maximè firmare cupiens, & Domini Ordines Generales existimantes id certiore modo fieri non posse, quam si utriusque Partis subditi mutuâ Commerciorum necessitudine jungantur, & in eum finem navigatio & Mercatura hinc inde Legibus, ad utriusque partis commoda maximè facientibus, ordinentur, ut ex istâ mutuarum utilitatum consuetudine, etiam melior firmiorque animorum unio conjunctioque existere possit, decreverunt de dictis mercaturæ & navigationis Legibus invicem convenire, idque utrinque in Mandatis dederunt suis Legatis Extraordinariis & ad hunc Pacis Tractatum Plenipotentiariis à Parte Sacræ Regiæ Majestatis Illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Benedicto Oxenstierna, Comiti in Korsholm & Wasa, Libero Baroni in Möhrby & Lindholm, Domino in Kapuria & Kattila, Sacræ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ Senatori ac Præsidi in summo, quod Wismariæ est, Tribunali, ut & Supremo Legifero Ingriæ & Kexholmiæ; & Domino Johanni Paulino Olivenkrans Domino in Ulfthal & Hoffmanstorp, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Consiliario Cancellariæ, Secretario Status & Judici Ordinario Territorii Widboënsis; à parte Dominorum Ordinum Generalium Illustrissimis & Excellentissimis Dominis, Domino Hieronymo van Beveningk, Theylingæ Toparchæ, Lycæi in Lugduno Batavo Curatori, quondam Consiliario Status, nec non Unitarum Belgii Provinciarum Thesaurario Generali; & Domino Wilhelmo van Haaren, Biltiæ Frisiorum Grietman, in Consessu Dominorum Ordinum Generalium à parte Dominorum Ordinum Hollandiæ & Frisiæ Deputatis, qui Commutatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis, & habitis colloquiis in Articulos mutui Commercii & navigationis consenserunt & convenerunt tenore sequenti.

I. Pro fundamento & firmâ basi sit reciproca & omnibus modis absoluta Navigationis & Commerciorum libertas, per omnia & quævis Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ, & Celsorum Præpotentiumque Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii Regna, Status, Ditiones & Provincias in Europâ, circa omnia & singula mercium genera observanda, quatenùs absoluta ista & reciproca libertas in sequentibus Articulis limitata vel restricta non est.

II. Ut verò inter altememoratarum Partium Subditos & Incolas Commercium & amicitia secura dehinc, & ab omni perturbatione, & molestiâ tuta sit, conventum & conclusum est, ut si quando inter Sacram Regiam Majestatem, Regnumque Sueciæ & Prædictos Ordines Generales Uniti Belgii, mala aliqua intelligentia & amicitiæ interruptio rupturave suboriantur, (quod Deus avertat,) tum terminus novem Mensium post dictam rupturam utriusque Partis Subditis & Incolis dabitur, quò recipere sese una cum rebus & bonis suis eaque asportare licebit, quoquoversùm ipsis placuerit, sicut & eis permissa tunc erit venditio & alienatio bonorum suorum mobilium immobiliumque rerum liberè & absque ullâ interturbatione; nec eorum bona, res & facultates, nedum ipsimet arresto vel manus injectione, interea temporis detinendi nec infestandi sunt.

III. Quòd prædictæ Suæ Majestatis prædictorumque Ordinum Generalium Subditi & Incolæ nullos imposterùm inter se exerceant hostilitatum actus aut violentias, nec mari nec terrâ, nec in fluviis, fluminibus aut stationibus, sub quocunque nomine aut prætextu, ita ut subditi Suæ Regiæ Majestatis nullum Diploma, Commissionem vel Instructionem, pro privatis Armaturis navalibus exercendis, neque Literas Repressaliarum (ut vulgò vocant), aliquorum Principum vel Statuum, qui Præfatorum Dominorum Ordinum Generalium hostes sunt recipiant, neque vi aut prætextu eorundem Diplomatum, Commissionumque vel Reppressaliarum prædictos Dominorum Ordinum Generalium Subditos & Incolas turbent, infestent vel incommodo damnove aliquo afficiant, neque ejusmodi vel Armaturam exerceant, vel eâ in altum procedant: qui secùs fecerint ut Piratæ prosequendi sunto & plectendi. Id quod reciprocè

respectu

ANS de J. C. 1679.

respectu & ratione Suæ Majestatis Subditorum & Incolarum ab Unitarum Belgii Provinciarum Subditis & Incolis observandum sit.

In quem finem toties, quoties requiritur ab utraque parte in omnibus utriusque partis Regionibus, Dominiis & Ditionibus quibuscunque prohibitiones strictæ & perexpressæ renoventur & publicentur, ne quis hujusmodi Commissionibus sive Literis Repressaliæ ullo modo utatur sub pœnâ suprà definita, quæ severè contra violatores executioni mandabitur, præter restitutionem & plenam satisfactionem iis præstandam, quibus damnum aliquod intulerint.

IV. Omnes & quæcunque Literæ Repressaliarum, quæ antehac quâcunque causâ concessæ sunt, pro nullis abolitisque declarentur, neque novæ ab altera dictorum Fœderatorum parte concedantur in alterius subditorum detrimentum aut incommodum, nisi eo duntaxat casu, quo Justitia denegata sit, cui denegationi fides non habebitur, nisi libellus supplex ejus, qui prædictas Repressaliæ Literas postulaverit, communicatus sit Ministro, qui à parte Status ejus contra cujus subditos illæ dandæ sunt, eo loci residebit, ut intra quatuor Mensium tempus (aut priùs si fieri possit) contrarium docere aut complementum quod debetur Justitiæ procurare possit.

V. Suæ Majestatis Subditis particularibus actio nulla intendatur, nec personis rebusve eorum manus injiciatur, ratione debitorum quæ sacra Majestas contraxerit. Nec vice versa Subditis particularibus Dominorum Ordinum Generalium ulla talis actio moveatur vel manus injiciantur ratione debiti publici quod contraxerint Domini Ordines Generales.

VI. Regionum Dominiorumque Sacræ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Subditi & Incolæ amicè se erga invicem gerant & pacatè vivant & conversentur inter se, omni bonâ intelligentiâ concordiam mutuam alant eademque porro commercii navigationisque in Europa & omnibus utriusque Partis Regnis, Dominiis & Locis quibuscunque libertate reciprocâ fruantur, circa quarumvis generum merces & mercimonia. Commercia autem, aut asportationi eorum, interdicere eaque vetare non liceat, nisi generatim omnibus tam Subditis quàm Peregrinis vetita & interdicta sint.

VII. Subditis idcircò Suæ Regiæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium Libertas sit & Potestas cum navibus & mercibus, rebusque suis ad utriusque Partis Terras, Regiones, Urbes, Portus, Loca & Fluvios appellendi, eoque adeundi, ibique frequentandi & Commercia exercendi, quibuscunque in mercibus, rebusque & mercimoniis, quorum Commercium aut apportatio generatim tenore præcedentis Articuli prohibita non sunt; observatis Legibus & Statutis cujusvis loci, sive mercaturam, sive jus aliud respicientibus, ita ut alterius subditi in alterius Regnis, Provinciis ac Ditionibus, eâdem libertate, Privilegiis, exemptionibus ac commoditatibus utantur, fruantur, quâ proprii & naturales subditi, in quantum æqualis ista libertas observari poterit, sine præjudicio Privilegiorum, Civitatibus & Portubus concessorum. Cessent itaque omnia onerum & inæqualitatum Genera, quæ in dictæ mutuæ istius libertatis imminutionem vel restrictionem post annum millesimum sexcentesimum quinquagesimum sextum constitutione, statuto vel consuetudine introducta esse reperiuntur. In specie autem semper & ubique in omnibus Sacræ Majestatis Sueciæ Regnis, Dominiis, Regionibus & Provinciis, liberum sit Subditis Uniti Belgii, salia, lupulum & haleces, non secùs ac quasvis alias merces, in ædificiis vel cellis repositoriis (vulgò *Packhuys* dictis) asservare, indeque venum exponere. Solvent utriusque partis subditi telonia, vectigalia & introitus exitusve jura, quæ à sacra Regia Majestate ejusve Successoribus vel à Dominis Ordinibus Generalibus in suis respectivè Dominiis imposita sunt, vel inposterùm imponi poterunt. Ut autem in eorum solutione certa utrinque sit regula, conventum & cautum est, ne utriusque Partis subditi, in omnibus Terris, Regionibus, Ditionibus, Locisque, utriusque Partis Imperio vel Dominio subjectis, teneantur plura vel alia jura; impositiones aut vectigalia quæcunque personarum, mercium, mercimoniorumque, navium vel naulorum, sive in accessu, sive in reditu, per differentiam solutionis in mercibus, certâ monetæ specie, vel quocunque modo, sub quocunque prætextu, nomine aut titulo, directè vel indirectè solvere quàm ea, quæ ab alterutrius Partis propriis & naturalibus subditis solvuntur, neque in præjudicium hujus reciprocæ libertatis, alicui Partium permissum sit, subditis propriis præ alterutrius subditis beneficia, immunitates, dona gratuita aut prærogativas aliquas concedere, ideoque in specie cessent omnia & singula ejusmodi vectigalia aliaque onera, quæ in Portubus Rigæ, Revaliæ, Wiburgi, aliisque Ditionibus Sueciæ in Mari Balthico navibus Uniti Belgii, quamvis saburratis tantum & nullo mercium genere oneratis, præ navibus Suecicis post annum millesimum sexcentesimum quinquagesimum sextum imposita sunt. Quandoquidem autem in Sueciâ per constitutionem die octavâ Decembris, Anni millesimi sexcentesimi quadragesimi quinti promulgatam, circa vectigalia, introducta usuque recepta est quædam inæqualitas ratione navium, quibus merces vehuntur, discrimine scilicet facto inter naves subditorum Sueciæ armatas & non armatas, vel onerarias & Exterorum proprias. Conventum idcircò est, ut in Esthoniâ, Livoniâ, Ingriâ, Portubusque Pomeraniæ & Megapoleos, cæterisque omnibus Dominiis, Regionibus & Provinciis præter Regnum Sueciæ & Finlandiam Sacræ Regiæ Majestatis subjectis aut inposterum fortè subjiciendis, cesset omne discrimen, inter naves subditorum Sacræ Regiæ Majestatis & naves Incolarum Uniti Belgii, ita ut nemo pro mercibus & mercimoniis, quæ navibus Incolarum Uniti Belgii in dictas Provincias ditionis Suecicæ transportantur, vel inde efferuntur, ad solutionem majorum aut plurium vectigalium adigatur, quàm quæ à subditis Suæ Regiæ Majestatis pro mercibus & mercimoniis, quæ suis navibus illuc transportant vel inde evehunt, persolvuntur. Per totum verò Regnum Sueciæ atque Magnum Ducatum Finlandiæ dictum navium discrimen, circa solutionem vectigalium pro mercibus & mercimoniis adhuc maneat vigeatque, ad eum omninò modum quem taxa Anno millesimo sexcentesimo sexagesimo octavo Typis publicis excusa exprimit, exceptis tantum sequentibus quatuor mercium generibus, uti lignis, frumentis, pice concretâ & liquidâ & cinere: in quibus scilicet mercibus, ad discrimen vectigalis, respectu navium onerariarum subditorum Suæ Regiæ Majestatis Sueciæ & Incolarum Uniti Belgii servandum erit, quod Anni millesimi sexcentesimi quinquagesimi noni taxâ expressum extat. Ita ut cessante omni discrimine mercium, utrum subditorum Suæ Regiæ Majestatis an Dominorum Ordinum Generalium propriæ sint, illud vectigalium discrimen solas naves concernat, neque ultra prædictas annorum taxas in supra specificatis quidem quatuor mercium generibus ultra taxam Anni millesimi sexcentesimi quinquagesimi noni, in omnibus verò reliquis ultra taxam Anni millesimi sexcentesimi sexagesimi octavi se extendere debeat: verum si aliqua majora onera navibus mercibusve posteà imposita sint, vel abhinc imponentur, ea semper observetur æqualitas, ut prænominatum discrimen majus non fiat, & omnis talis mutatio merces & mercimonia, quæ tàm Suecicis quàm Uniti Belgii navibus, vel inferri vel evehi contigerit, æqualiter contingat, atque constare possit, quantum unusquisque pro mercibus & mercimoniis, vel invehendis, vel exportandis tam in Sueciâ & Finlandiâ, juxta prædictum navium discrimen, quàm in reliquis Sueciæ subjectis Provinciis, ut & Dominorum Ordinum Generalium

AN. de J. C. 1679.

talium Dominiis nomine telonii aut vectigalium pendere debeat, curabunt Sua Regia Majestas & Domini Ordines Generales, quisque à suâ parte, ut tabulæ propterea confectæ & Typis excusæ existant, quò quid pro quavis merce cuivis pendendum sit publicè & omnibus notum esse possit; pro navibus autem armatis habebuntur illæ quæ viginti quatuor tormentis instructæ sunt, & eo modo ædificatæ atque exstructæ, prout naves ad bellum armatæ viginti-quatuor tormenta bellica ferentes construi solent, & quòd tormenta talia ratione ponderis & magnitudinis esse debeant, qualia navibus ad bellum armatis in usu esse solent.

Præterea conventum & statutum est pro Regulâ generali, ut subditi Suæ Regiæ Majestatis in omnibus terris, locisque Dominorum Ordinum Generalium Imperio & Dominio subjectis, circa omnia jura, impositiones aut vectigalia quæcunque personas, merces & mercimonia, naves, naula, navigationem & commercia concernentia, iisdem ad minimum Privilegiis, Libertatibus, Immunitatibus & Concessionibus utantur, fruantur, parique favore in omnibus gaudeant, quibus amicissima quævis gens extera utitur, fruitur, gaudetque aut inposterùm uti, frui aut gaudere possit.

VIII. Navibus bellicis utriusque partis semper stationes, fluvii portusque pateant; appulsus etiam, introitus & stationes libera sunto, quamdiu necesse habeant, eâ verò lege, ut hac in re omni versentur cum discretione, ne commoratione longâ nimis & affectatâ, aut alio quocunque modo ullam offensionis vel suspicionis occasionem præbeant; Gubernatoribus item dictorum Locorum, Portuumque dictarum navium Præfecti accessus & mansionis suæ causam denunciene.

IX. Suæ Majestatis & Ordinum Generalium Navibus, tàm bellicis quàm iis quæ sumptibus privatis ad bellum instructæ sunt, licitum esto naves mercesque ab hostibus captas liberè conducere, quoquo versum ipsis placuerit, nec quicquam rei maritimæ Præfectis aut Judicibus aliis quibusvis solvere teneantur, neque etiam antedictæ prædæ ubi ad Majestatis Suæ aut Dominorum Ordinum Generalium portus appulerint & intraverint, arresto ullo detineantur, nec Scrutatores, aliive locorum Officiales in eas aut de earum validitate inquirant, quin vela quovis tempore explicare, discedere & prædas eò loci deducere liceat, qui in Commissionum Literis aut Diplomate expressus sit, quas Literas Præfecti hujusmodi navium bellicarum monstrare tenebuntur: è contra autem in eorum Portubus azylum aut refugium non dabitur iis, qui prædam fecerint in Suæ Majestatis aut Dominorum Ordinum Generalium subditos. Quòd sicubi tales necessitate tempestatis aut maris periculo coactæ intrarint, enixè curandum est ut exeant, & quamprimùm fieri possit inde se recipiant, exceptis tamen utrinque navibus Regnorum aut Statuum, quibus per anteriora Fœdera appulsus & introitus in cujusque Partis Portus concessus est.

X. Quòd si quispiam subditus aut Civis Fœderati Belgii in Regnis aut Provinciis Suæ Regiæ Majestatis, quæ Jure Suecano utuntur, sine liberis, hærede instituto, aut executore ultimæ voluntatis certo intra Regnum, & dictas Provincias moriatur, tenebitur Magistratus illius loci relictas merces, pecuniam, debita atque libros rationum cum scriptis & documentis relata in indicem sub manu & sigillo Notarii Publici & testium asservare, atque illicò obitum hominis literis suis bis significare Magistratui Urbis illius aut loci, in quâ vel quo defunctus Domicilium aut Civis jus obtinuit; ut per ipsum Magistratum indicetur legitimo heredi necessitas veniendi intra annum & diem repetitum hæreditatem in Regno Sueciæ dictisque ejus Provinciis relictam, factâ initio numerandi à die scientiæ sive notitiæ mortis, Magistratui illius Urbis per literas intimatæ; si venerit intra præscriptum tempus licitum erit ei, postquam se legitimum hæredem indubitatis documentis probaverit, coram Magistratu Urbis aut Loci illius, in quâ vel quo Domicilium defunctus habuit antequam in Sueciam profectus est, adire & repetere hæreditatem, ita tamen ut si Civis subditusque Suæ Regiæ Majest. extiterit, qui mortuus est, hæres jus statutarium (modò non excedat trientem hæreditatis) persolvat civitati illi in quâ alter morabatur, antequam bona illa hæreditaria Urbe aut Regno evexerit, aut in Regno distraxerit, omnibus aliis caduci Juribus, quæ ex tali hæreditate Suæ Regiæ Majestati aut Regno Sueciæ solebant competere aut accrescere, deinceps aut inposterum remissis & cessantibus. Quòd si verò Institor tantùm fuerit, qui alterius Civis subditique Dominorum Ordinum Generalium bona in se receperat distrahenda, tenebitur similiter Magistratus illius Loci, in quo is mortuus fuerit, obitum Institoris hujus bis significare literis Magistratui illius Urbis in quâ is habitat, cujus bona ea esse aut Institor manifestaverit, aut aliàs ex relictis Codicillis aliisque Documentis certis, vel alio quovis modo constiterit, ut indicetur vero Possessori necessitas veniendi repetitum bona sua. Si ipse venerit vel per Procuratores sufficienter probaverit, relictorum bonorum se possessorem esse, liberum ipsi erit repetere ac recolligere bona sua integra, eaque omnia sine defalcatione distrahere aut exportare. Eâdem humanitate tractabuntur subditi Regiæ Majestatis Sueciæ in Provinciis Confœderati Belgii, eodemque jure & libertate utentur ac fruentur dicti Suæ Regiæ Majestatis Regnique Sueciæ subditi in prædictis Provinciis Fœderati Belgii, tam ratione hæreditatum, quæ ibi ibidem obtingere possunt, quàm ratione mercium ac bonorum Institori concreditorum: ac tenebuntur Magistratus cujusque loci, ubi Possessorem aut Institorem mors præoccupaverit, obitum hominis bis perscribere ad Magistratum ejus loci ubi hæres sit, aut qui sua Institori crediderit, ut sua ab Institore relicta sine defalcatione recuperare hæreditatemque sine impedimento ex præscripto juris aut statuto loci adire queat, atque tenebitur Magistratus loci manum auxiliarem petenti exhibere.

XI. Naves utriusque Partis oneratæ oras vel littora alterutrius prænavigantes atque ad Stationes aut portus tempestate coactæ aut alio modo appellentes, non cogantur ibidem merces suas aut aliquam harum partem exonerare, nec aliqua jura persolvere teneantur, nisi mercimonia suapte sponte ibidem exonerent; licitum tamen sit, particulam aliquam oneris impetratâ ad hoc veniâ eorum, qui rebus maritimis præsunt, eum tantùm in finem è navi solvere & divendere, ut necessaria vel refectioni navis vel victui emantur, eoque casu non integrum navis onus vectigale fiet, sed ea tantùm particula quæ exonerata & divendita fuerit.

XII. Navarchi eorumque Naucleri, Officiales, Nautæ, Milites, cæteraque Gens nautica, naves itidem, mercesque aut mercimonia, quibus oneratæ fuerint, arresto non detineantur, neque manus injectione infestentur, vigore alicujus mandati, sive generale sive particulare sit, cujuscunque personæ, & ob causas & rationes qualscunque, vel quocunque sub prætextu. Porrò utriusque partis subditus quidquam aut capere, aut vi extorquere nefas esto, nisi consentiat ille cui competit, ac paratâ pecuniâ persolvatur. Quod tamen intelligendum non sit de ea detentione & manus injectione, quæ mandato & auctoritate Justitiæ, viisque ordinariis facta erit justi debiti vel delicti causâ, quorum respectu viâ juris secundùm formam Justitiæ agendum sit.

XIII. Subditis suæ Regiæ Majest. Sueciæ & Incolis Provinciarum Unitarum omnibus & singulis licitum erit, cum navibus & mercibus suis omni cum libertate & securitate, nullaque distinctione habitâ,

ANS de J.C. 1679.

habitâ, quidem earum mercium sint proprietarii, navigare & negotiari à portubus, regnis, & Provinciis suis, sicut & ab aliorum Principum & Statuum Regnis & Portubus ad loca eorum, qui jam tam Sueciæ, quam Provinciarum Unitarum vel alterutrius hostes sint vel fient; licitum itidem subditis & Incolis prædictis erit cum præfatis navibus & mercibus, absque distinctione supradictâ, navigare & negotiari, eâdem cum libertate & securitate à locis, portubus & stationibus eorum, qui utriusque partis vel alterutrius particulariter hostes sunt, absque contradictione aut perturbatione qualicumque, non tantùm directè ab illis præmemoratis locis hostilibus ad locum neutralem, verum etiam ab uno loco hostili ad locum hostilem alium, sive illi sub jurisdictione ejusdem Principis sint, sive sub diversis: licitum porrò erit præmemoratis subditis & Incolis, pari cum libertate & securitate, res & merces suas neutralibus credere, navibus à loco hostili ad locum neutralem, vel à loco neutrali ad locum hostilem, vel ab hostili ad hostilem transvehendas, sine distinctione utrum loca illa sub ejusdem Principis an diversorum jurisdictione sita sint.

XIV. Illa navigandi & Commercandi libertas ad omnia mercimoniorum genera se extendet, exceptis solùm iis, quæ articulo proximo sequuntur, & Contrabandæ nomine indigitabuntur.

XV. Sub isto nomine Contrabandæ seu Mercimoniorum prohibitorum solummodò comprehendantur arma, sclopeta aut tormenta majora, bombardæ cum suis igniariis & aliis ad ea pertinentibus, ignes missiles, pulvis tormentarius, fomites, globi, cuspides, lanceæ, hastæ, bipennes, tubi catapultarii (vulgo mortarii,) inductiles sclopi (vulgo Petardæ,) glandes cyncarii missiles (vulgo Granadæ,) furcæ sclopetariæ, baltei sclopetarii, sal petræ, sclopeti, globuli, seu pilæ quæ sclopetis jaculantur, cassides, galeæ, thoraces loricati (vulgo Cuirasses,) enses eorumque Balthei, & similia armorum genera, atque omnia ad instruendos equos necessaria, sclopethecæ & quæcunque alia instrumenta bellica.

XVI. Inter bona prohibita nequaquam censebuntur hæc quæ sequuntur mercimonia, triticum, hordeum & aliud quodcunque frumenti vel leguminis genus, olea, vina, & omne genus salis, nec non omnis generatim annona, quæ ad victum hominis & vitæ sustentationem facit, sed nec ferrum, cuprum, æs, nec quicquid ad construendas instruendasve naves necessarium, cujus notæ sunt cannabis, linteamen velis nauticis aptum, picis tam liquidæ quàm aridæ omne genus, mali, trabes, lignum incurvum, tabulæ navales, rudentes, anchoræ vel anchorarum partes quælibet, nec aliæ quæcunque merces quæ pro terrestri vel maritimo bello formam non acceperunt, multò minùs hæ quæ ad alium quemvis usum jam apparatæ aut conformatæ sunt, quæ planè inter mercimonia libera censebuntur, juxta atque aliæ quælibet merces & res quæ in articulo proximè præcedenti non comprehenduntur, ita ut à subditis utriusque Partis etiam ad loca inimica libertimè transportari & invehi possint, exceptis duntaxat oppidis locisque obsidione cinctis, circumseptis & investitis.

XVII. Ut autem hæc supradicta exactiùs observari & executioni mandari possint, conventum est quod naves & navigia cum mercibus ad suæ Majestatis subditos spectantia, quæ portum vel stationem aliquam Dominorum Ordinum Generalium ingressa sunt, indeque ad loca inimica abire velint, teneantur solummodò monstrare portuum, unde discessura sunt, Officialibus literas salvi conductus, quæ contineant species oneris suarum navium, certificatas & signatas signo & sigillo ordinario & recognito Magistratus vel Officialium, ad id constitutorum iis in locis à quibus primum discesserunt, cum expressione loci ad quem destinantur, eaque omnia in forma ordinaria & cuique loco solitâ. Post quam salvorum conductuum, formâ quâ dictum est, exhibitionem, non poterunt amplius molestari, visitari, detineri aut retardari in suo itinere sub prætextu quocunque.

XVIII. Naves Subditorum & Incolarum Regiæ Majestatis Sueciæ, venientes ad aliquas oras maritimas, intra dictorum Dominorum Ordinum Generalium ditionem, non tamen portum intrare volentes, aut ingressæ nolentes exponere aut distrahere onera suarum navium, non teneantur onerum suorum reddere rationem, nisi suspectæ fuerint, transferendarum ad hostes Dictorum Dominorum Ordinum Generalium mercium prohibitarum, ut antea dictum est.

XIX. Et casu dictæ suspicionis manifestæ dicti Subditi & Incolæ Suecici obligati sunt, exhibere in portubus salvos conductus suos, modo ante declarato.

XX. Quòd si dictæ naves Suecicæ ad oras maritimas progressæ aut in pleno mari obviam factæ fuerint navibus dictorum Dominorum Ordinum Generalium, aut armatorum privatorum eorum subditorum, tum dictæ naves bellicæ, ad quævis evitanda incommoda, maneant extra jactum tormenti bellici, mittantque scapham ad navem subditorum aut Incolarum Suecicorum, & cum duobus aut tribus solummodò hominibus intrent, quibus monstrentur salvi conductus à Magistro vel Patrono dictæ navis Suecicæ, modo uti Articulis præcedentibus expressum est, ut & literæ maritimæ, conceptæ juxta formam præsenti Tractatui appositam; ex quibus constare possit, ex salvoconductu quidem de onere, ex literis maritimis verò de habitationis in Ditionibus Suecicis loco, & de nomine tam Magistri vel Patroni, quam navis; ut iis duobus mediis cognoscatur, an merx interdicta aliqua insit, & appareat sufficienter qualitas navis & Magistri vel Patroni ejus: quibus salvo conductui & literis maritimis fides adhibeatur plena; eoque magis, quia tam à parte suæ Regiæ Majestatis, quàm Dominorum Ordinum Generalium dabuntur certificationes contrasignatæ, ut meliùs agnoscatur valor, ne ullatenùs falsæ fiant.

XXI. Et casu quo in dictis navibus subditorum Regiæ Majestatis Sueciæ, destinatis ad portus pertinentes ad hostes Dominorum Ordinum Generalium, dicto modo reperiantur merces aliquæ juxta præmemoratam designationem prohibitæ, eædem exonerabuntur, accusabuntur & fisco addicentur coram judice Amiralitatis Provinciarum Uniti Belgii aut alio competente; nec tamen propterea navis, aut alia bona & merces, quæ liberæ & permissæ sunt, in præfatâ navi reliquæ manentes, quovis modo occupentur vel fisco addicantur.

XXII. Conventum præterea est, ut quicquid compertum fuerit oneratum à dictis subditis & Incolis Suecicis in navibus hostium Dominorum Ordinum Generalium, quamvis mercimonia non sint prohibita, fisco addicatur cum omnibus cæteris, quæ in præfatâ navi invenientur, sine ullâ exceptione vel reservatione, & vice versâ liberum & relaxatum sit quicquid vehetur in navibus subditorum suæ Regiæ Majest. quamvis onus aut pars ejus sit hostium Dominorum Ordinum Generalium, exceptis mercibus interdictis, quarum intuitu observetur id quod Articulis anterioribus cautum est. Ad majorem hujus Articuli elucidationem conventum præterea est, casu quo pars utraque aut altera bello aliquo involvantur, merces tamen quæ ad subditos Partis alterius spectant, repertas in navi tertii, qui aut utriusque aut alterius Partis hostis factus est, ullo modo confiscare nefas esse eâ ratione eove prætextu, quod in navi inimicâ impositæ aut repertæ sint, idque observetur non eo duntaxat casu, quo merces illæ ante belli denunciationem impositæ fuerant, sed etiam si id post dictam denunciationem acciderit, modò id intra tempus aut termi-

terminos sequentes actum sit ; nimirum si impositæ isti navi fuerint in aliquo portu vel loco maris Balthici aut Borealis intra terminum vel locum *the Soundings* vocatum, & terminum qui Terneuse dicitur in Norwegia, intra spacium sex Septimanarum post talem Declarationem ; duorum Mensium intra dictum terminum *the Soundings*, & Fretum quod Gibraltar nuncupatur ; decem Hebdomadum in Mediterraneo & usque ad Lineam Æquinoctialem ; sed intra spatium octo Mensium ultra dictam lineam in quavis alia Orbis regione vel loco, adeò ut bona subditorum Regiæ Majestatis Sueciæ in quacunque navi vel navigio cujuscunque ; qui Dominorum Ordinum Generalium hostis fuerit capta aut deprehensa, dicto spatio terminorum & temporis, eoque sub prætextu quòd navis fuerit hostilis, confiscare non liceat, verùm sine dilatione proprietariis restituentur, nisi imposita fuerint post dictorum terminorum temporisque respectivè expirationem ; ita tamen ut licitum non sit talia mercimonia, quæ Contrabandæ dicuntur (licet ob dictam causam confiscationi obnoxia non sunt) ad portus inimicos advehere, & sicut jam circa navigia & merces stipulatum est, ut naves liberæ libertatem quoque mercimoniis vindicent ; ita ulteriùs conventum est, eandem libertatem ad personas extendi debere, quæ navi liberâ vehuntur eo cum effectu, ut quamvis utriusque Partis aut alterius hostes sint, ex navi istâ liberâ non extrahantur, nisi milites sint & hostibus effectivè ministeria sua præstent.

Licitum porrò erit subditis vel incolis utriusque Partis, cum iis qui utriusque aut alterius Partis hostes sunt, commercium literarum exercere, eousque nisi in eum finem per territorium illorum hostium transferendæ sint, transitus ille liber & absque aliquo impedimento tutus, nec ullo modo interdicendus aut impediendus sit ; ita tamen ut cum hujusmodi casus exciterit de modo literas transferendi conveniendum sit.

XXIII. Subditi & Incolæ Dominorum Ordinum Generalium reciprocè fruantur iisdem juribus, libertate & exemptione, in eorum Navigatione & Commercio, tam in portubus & oris maritimis quàm in mari & ditionibus suæ Majestatis, quibus modo dictum est subditos ejusdem frui ratione Dominorum Ordinum Generalium & in mari aperto ; intelligatur autem reciproca æqualitas hæc in omnibus ab utraque parte, etiam eo casu quo Domini Ordines Generales habeant postea amicitiam & neutralitatem cum aliquo Rege, Principe aut Statu, qui incidant in bellum cum sua Majestate Regnoque Sueciæ, fruaturque Pars utraque iisdem conditionibus & limitationibus, quæ Articulis antecedentibus expressæ sunt.

XXIV. Quò Subditorum & Incolarum Dominorum Ordinum Generalium securitati abundantiùs cautum sit, quòd nulla injuria per Regiæ Majestatis Naves bellicas iis inferatur omnibus Regiarum navium Præfectis, omnibusque & singulis Majestatis suæ subditis, omni injuriâ & damno quocunque interdicatur ; si secus fecerint pœnas luent ; & præterea obstricti erunt, de damnorum omni causa & eo quod interest, satisfacere per reparationem & restitutionem sub obligatione & nexu personæ bonorumque ; idemque à parte Dominorum Ordinum Generalium pariter observabitur.

XXV. Ob eandem causam singuli Navium sumtibus privatis ad bellum instructarum Præfecti, antequam Diplomata sive Commissiones suas speciales recipiant, satisfacientem fiduciariam cautionem, per viros idoneos qui solvendo sint & singuli in solidum obligati, coram judice competente interponere in posterum tenebuntur, ad summam quindecim millium florenorum aut sex millium Thalerorum Imperialium, se damnis & injuriis quibuscunque, quas suo cursu navali ipsi, vel sui officiales, aliive sibi inservientes contra præsentem hunc Tractatum, & edicta Majestatis suæ Sueciæ, quæ vigore & secundùm dispositionem ejusdem promulganda sunt, committant in solidum satisfacturos, sub pœna etiam revocationis & cassationis literarum Commissionalium specialium ac Diplomatum ; quod etiam à parte Dominorum Ordinum Generalium observandum sit.

XXVI. Si prædictorum Præfectorum aliquis, alterutri Parti inserviens, navem interceperit prohibitis ejusmodi mercibus ut supra oneratam, foros aliasve navis, in quas ea reperiri contigerit, resignare, cistas, capsas, sarcinas, aut vasa in eadem reserare vel disrumpere, vel partem licet minimam mercimoniorum detrahere, transportare, immutare aut modo aliquo abalienare, nisi toto prius onere præsentibus Tribunalis maritimi Officialibus in terram exposito, & in inventarium redacto nefas esto : sin autem non totum, sed pars oneris duntaxat in mercibus prohibitis vel contrabandis constiterit, easque Præfectus navis Captori, qui eas deprehenderit extradere se promptum & paratum præstet, in eo casu captor navem, ut ad portum sibi commodum deflectat haud coget, quin illicò dimittet, neque ulla ratione impediet, quò minus cursum quem instituerat prosequatur.

XXVII. Majestas sua Suecica subditos Dominorum Ordinum Generalium, ac si proprii sui subditi essent, eodem favore in omnibus suis Ditionibus prosequi volens, quæ necessaria fuerint simul & efficacia dabit mandata, ut jus super prædis captis administretur secundùm justitiæ & æquitatis normam à Judicibus omni suspicione majoribus, & quorum in causâ, quæ disceptatur, nullatenus intersit. Majestas etiam sua strictè dabit in mandatis, ut sententiæ jam latæ, & in futurum ferendæ, executioni, prout earundem tenor exigit, debitè mandentur, suumque sortiantur effectum.

XXVIII. Quandocunque Dominorum Ordinum Generalium Legati, aliive Ministri publicâ auctoritate muniti, in Aula suæ Majestatis commorantes, querentur de iniquitate sententiarum, quæ latæ fuerint, Majestas sua easdem in Consilio suo revideri & ad examen revocari curabit, ut constet, utrùm ordinationes & cautelæ in hoc Tractatu præscriptæ servatæ, & debitum effectum sortitæ sint ; curabit itidem ut huic rei omninò provideatur, jusque suum cuique querelanti intra trimestre spatium reddatur, nihilominùs ante vel post sententiam latam, pendente ejusdem revisione, bona controversa vendere vel exonerare nisi ex consensu eorum quorum interest, quò damnum omne evitetur, nullatenùs licebit.

XXIX. Lite motâ inter Prædarum Captores ex unâ & earundem Reclamatores ex altera parte, latâque sententia vel decreto pro parte Reclamantis, eadem sententia sive decretum interpositâ cautione executioni mandabitur, Captoris ad superiorem Judicem provocatione nullatenus obstante ; quod quidem non observabitur ubi sententia lata fuerit contra Reclamatores. Quicquid autem præsenti & antecedentibus Articulis de sincera & succinctâ justitiæ expeditione Subditis & Incolis Unitarum Provinciarum reddendâ circa prædas à subditis Majestatis suæ factas, declaratum fuit, idem & à Dominis Ordinibus circa prædas à suis subditis factas observabitur.

XXX. Majestati suæ itidemque Dominis Ordinibus Generalibus, quovis tempore liberum licitumque sit, navium tam bellicarum quàm onerariarum constructionem & conductionem jubere, in ditionibus locisque Partis alterius, & pro eo numero quo ipsis visum fuerit ; emere itidem omnem & quemvis apparatum quo ad bellum opus habeant, auctoritatemque suam utrinque interponent ; quò dictarum navium mercium que & apparatus emtio & extraditio fiat justo & convenienti pretio bonâque fide, eandem autem constructionis, conductionis aut emptionis libertatem & facultatem concedere iis, qui alterutris

ANS de J.C. 1679.

trius hostes sunt ; casu quo ii aggressores sint, oesas esto.

XXXI. Casu quo naves sive bellicæ sive onerariæ, sempestate aliove infortunio coactæ in rupes aut scopulos incidant, circa oras unius alteriusve Partis, ibique disrumpantur & pereant, quidquid aut navium apparatusque earum, itidem bonorum & mercimoniorum servatum fuerit, aut pretium quod ex iis provenerit, proprietariis reclamatoribus aut eorum negotiorum gestoribus intra Anni dieique spatium, absque forma ulla litis restituatur, solvendis duntaxat impensis quæ servandis iis factæ sunt, prout ab utraque parte circa rei servatæ mercedem statutum fuerit : sin minùs Majestas sua, Dominique Ordines Generales auctoritatem suam interponent, quò puniantur severè eorum subditi, qui ejusmodi inhumanitatis rei reperientur.

XXXII. Majestas sua Dominique Ordines Generales nec in portus suos, urbes aut oppida recipiant aut sinant, ut ullus ex Subditis aut Incolis recipiat piratas aut prædones qualescunque sint, sed investigentur, capiantur & merito supplicio puniantur & extra portus ejiciantur, omnesque naves, bona, & merces piraticè ab iis captæ, quæ existent, justis Dominis illico & absque forma litis aut impensis restituantur.

XXXIII Subditis & Incolis utriusque Partis, ubique in terris obedientiæ suæ Majestatis & Dominorum Ordinum Generalium, liberum sit uti Advocatis, Procuratoribus, Notariis & Sollicitatoribus quibus visum fuerit, curandumque erit, ut intra spatium duorum Mensium post latas sententias executio illarum plenissimum sortiatur effectum, quo fine iidem committantur ab ordinariis Judicibus, si opus, & Judices ad illud requisiti fuerint ; licitum itidem iis sit in locis Domicilii sui libros rationum & negotiorum suorum, literarum etiam commercium habere, eo idiomate quo ipsis visum fuerit, absque ulla molestia aut indagatione qualicunque.

XXXIV. Regiæ itidem Majestati Dominisque Ordinibus Generalibus liberum sit, subditorum suorum commodo, in Regno & Ditionibus utriusque suis mercaturam exercentibus, Consules nationales ex subjectis suis instituere, qui gaudeant eo jure, libertate & immunitate, quæ ipsis ratione exercitii & functionis suæ competit, de loco autem constituendorum ejusmodi Consulum conveniendum sit.

XXXV. Majestas sua Dominique Ordines Generales nequaquam permittent ut in oris, portubus & fluminibus ditionum suarum naves mercesve subditorum alterutrius capiantur à navibus bellicis aut aliis, quæ Diplomate cujusvis Principis, Reipublicæ, aut Oppidi qualiscunque, & in commodum eorum instructæ sunt, & casu quo id acciderit, Pars utraque auctoritatem suam viresque unitas interponent, quo damnum datum resarciatur.

XXXVI. Si dehinc per inadvertentiam vel aliter contigerit, contraventiones vel inconvenientias aliquas circa observantiam hujus Tractatus, à parte sive suæ Regiæ Majestatis ejusque Successorum, sive Celsissimorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium oboriri, tunc non statim propterea amicitia & bona intelligentia interrumpetur ; sed subsistet hoc fœdus omni cum effectu, procurabiturque reparatio contraventionum, & si subditi unius vel alterius deprehendantur in culpa, illi soli severè punientur & castigabuntur.

XXXVII. Durabit hoc fœdus Navigationum & Commerciorum annis viginti quatuor à signatura præsentium ; & exhibebuntur utrinque Ratificationes in debita forma Stockholmiæ, intra spatium trium Mensium à die subscriptionis numerandorum, vel citiùs si fieri poterit.

In quorum omnium & singulorum fidem majusque robur utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum hosce mutui commercii & navigationis Articulos manibus sigillisque propriis munivere ac firmarunt. Quòd factum Neomagi die 9/19 Octobris Anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni. Signatum & sigillatum erat.

Benedictus Oxenstierna. (L. S.)	*H. van Beverning.* (L. S.)
Johannes Paulin Olivekrans. (L. S.)	*W. van Haren,* (L. S.)

Formula Literarum Maritimarum à parte Suecia, juxta Articulum vigesimum præcedentis Commerciorum Tractatus.

UNiversis & singulis hasce nostras Patentes Literas visuris, lecturis vel legi audituris, Serenissimis ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissimis, Illustribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honestis, & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus & Officialibus, Provinciarum & Locorum Munitorum & non Munitorum, Portuumque Custodibus, Nos Consules & Senatus Civitatis N. N. notum testatumque facimus, quod in consessu nostro comparuerit Navarchus N. N. ex Civitate N. & solemni juramento suo declaraverit, navem nomine .... circiter .... lastarum capacem, cui jam præest, pertinere ad Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Regis & Domini nostri Clementissimi, Regna & Provincias ita verè Deus illum adjuvet. Et cùm dictum Navarchum libenter promotum cupiamus in justis suis rebus & negotiis, ideò Universim ab omnibus prænominatis & speciatim ab eorum singulis, quocunque dictus Navarchus cum navi & onere suo accesserit & pervenerit, habita ratione status, honoris & conditionis cujusque decenter requirimus ; ut hunc Navarchum benignè suscipere, & meliore, quo par est, modò tractare velints, permittentes ipsi, consueta jura & vectigalia solventi in itu, transitu & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere & frequentare, ibique sua negotia & mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens visum fuerit, quod erga unumquemque pro merito gratè retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civitatis nostræ sigillo & Notarii ejusdem propria subscriptione muniri & firmari curavimus. Quod actum die Mense Anno post natum Salvatorem.

Formula Contrasignationis Suecica.

NOs .... certificamus hisce, quod hæ præsentes Literæ Maritimæ sint verè & certò concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus & Senatu Civitatis .... & quod sit genuinæ, respectuque sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ, apud omnes & singulos ad quos quovis modo pertinere poteris, plenum suum vigorem & effectum obtinere meritò debeant. Datum loco die Mense anno.

Alia Formula Literarum Maritimarum à parte Dominorum Ordinum Generalium Unius Belgii, juxta Articulum vigesimum præcedentis Commerciorum Tractatus.

UNiversis & singulis hasce Nostras Patentes Literas visuris, lecturis vel legi audituris, Serenissimis, ac Potentissimis, Celsissimis, Illustrissimis, Illustribus, Generosis, Nobilibus, Strenuis, Spectabilibus, Honestis & Prudentibus, Imperatoribus, Regibus,

ANS de J. C. 1679.

gibus, Rebuspublicis, Principibus, Ducibus, Comitibus, Baronibus, Nobilibus, Consulibus & Scabinis Civitatum, ut & omnibus Gubernatoribus, Judicibus, & Officialibus Provinciarum & Locorum munitorum & non munitorum tam Ecclesiasticis quàm Secularibus, item Portuum Custodibus, Nos Consules & Senatus Civitatis notum testatumque facimus quòd in consessu nostro comparuerit Navarchus ex Civitate & solemni juramento suo declaraverit, navem nomine circiter lastarum, capacem, cui jam præest, pertinere ad hasce Unitas Belgii Provincias, ita verè illum Deus adjuvet. Et cum dictum Navarchum libenter promotum cupiamus in justis suis rebus & negotiis; ideo universim ab omnibus prænominatis & speciatim ab eorum singulis, quocunque dictus Navarchus cum navi & onere suo accesserit & pervenerit, decenter requirimus, ut hunc Navarchum benignè suscipere, & meliore, quo par est, modo tractare velint, permittentes ipsi consueta jura & vectigalia solventi, in itu, transitu, & reditu illorum Portus, Fluvios & Ditiones invisere & frequentare, ibique sua negotia & mercaturam agere & exercere, prout ei commodum & conveniens visum fuerit. Quod erga unumquemque par merito gratè retribuere parati erimus. In cujus fidem hasce Civitatis nostræ sigillo muniri & firmari curavimus, quod actum die Mense Anno post natum Salvatorem.

Formula Contrasignationis à Parte Ordinum Generalium.

NOs, &c. certificamus hisce, quòd hæ præsentes Literæ Maritimæ sint verè & certò concessæ & extraditæ à competentibus Consulibus & Senatu Civitatis & quòd, ut genuinæ, respectuque sigilli & subscriptionis suæ Authenticæ, apud omnes & singulos, ad quos quovis modo pertinere poterit, plenum suum vigorem & effectum obtinere meritò debeant. Datum loco die Mense Anno

Articulus Separatus ad Tractatum Commerciorum.

CUm Articulo septimo Tractatus Commerciorum inserta sit clausula, quòd utriusque partis subditi & incolæ iisdem Privilegiis & Libertatibus in alterutrius terris & locis circa omnia jura, impositiones & vectigalia, Navigationem & Commercia concernentia, frui utrinque debeant: quibus amicissima quæque Gens extera fruitur, vel inposterum fruetur. Et tamen expressè à parte Dominorum Ordinum Generalium renuntiatum non sit isti impositioni, quâ merces vel naves per Fretum Oresundicum & Balthicum euntes vel redeuntes, pluris onerari solent, quàm quæ ad alias Orbis partes eunt, vel inde veniunt. Idcircò hoc Articulo declaratum, & conventum est, quòd super dicto negotio de cassandâ & abolendâ dictâ impositione, ulteriores conventiones Hagæ quamprimùm instituendæ sint, in eum finem, ut etiam ista differentia ante primum Maji Anni millesimi sexcentesimi octogesimi primi è medio tollatur, & quòd nihil præjudicii afferatur suæ Regiæ Majestati ex eo, quod vi supradictæ reciprocæ clausulæ de fruitione Privilegiorum amicissimæ Gentis, dicta impositio in præsens expressè sublata non sit. Cæterùm si præter exspectationem acciderit, ut intra præfatum diem ea impositio abolita non fuerit, eo casu prædicta clausula de Gente amicissimâ absque aliquâ ulteriore conventione vim & vigorem amittat, ac si prædicto Articulo nunquam fuisset comprehensa: Intereà autem temporis nulla fiat ab unâ parte vel ab alterâ innovatio in præjudicium supradictæ clausulæ, circa fruitionem Privilegiorum amicissimæ Gentis.

ANS de J. C. 1679.

Cùm etiam supradicto Articulo septimo itidem alia inserta sit clausola, quòd cessare debeant omnia onerum & inæqualitatum genera, quæ in dictæ mutuæ libertatis imminutionem vel restrictionem post annum millesimum sexcentesimum quinquagesimum sextum, constitutione, statuto, vel consuetudine introducta esse repeliuntur: Domini autem Ord. Gener. institerint, ut prædicta cassatio & abolitio usque ad annum millesimum sexcentensimum quadragesimum retrò referatur, saltem in iis Provinciis, Ditionibus & Locis, quæ Suæ Regiæ Majestati extra Sueciæ Regnum subjectæ sunt; Domini autem Suæ Regiæ Majestatis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ex defectu Mandati ad requisitionem illam Dominorum Ordinum Generalium condescendere recusaverint: Ita tandem conventum est, ut itidem conventiones ulteriores instituantur, quibus ad altiorem indaginem & discussionem negotium illud remittatur, & antè primam diem Maji anni millesimi sexcentesimi octogesimi primi differentia ista è medio tollatur.

Hic Articulus separatus eandem vim, eundemque vigorem obtinebit, ac si Tractatui Commerciorum principali insertus fuisset, eodemque modo, tempore & loco ratihabebitur. In quorum fidem majusque robur, utriusque Partis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, virtute suarum Plenipotentiarum, hunc Articulum separatum manibus sigillisque propriis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Neomagi die $\frac{1}{11}$ Octobris anni millesimi sexcentesimi Septuagesimi noni.

Signatum erat,

Benedict. Oxenstierna. (L. S.) *Hier. van Beverningk.* (L. S.)

J. Paul. Olivekrans. (L. S.) *Guil. van Haeren.* (L. S.)

CLXXII.

ANS de J. C. 1679. DANEMARC ET HAMBOURG.

Traité Provisionel entre CHRETIEN V. *Roi de Danemarc & la Ville de* HAMBOURG, *fait à Pinenberg, le 1. Novembre*, 1679. Actes & Mémoires des Négociations de la paix de Nimégue. Tom. IV. pag. 74.

ZU wissen demnach der Durchleuchtigste, Grofsmachtigste Konig und Herr, Herr Christian der Funffte, Konig zu Dennemarck, Norwegen, der Wenden und Gothen, Hertzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, und der Ditmarschen, Graff zu

CLXVIII.

ANS de J.C. 1679. DANEMARC ET HAMBOURG.

Traduction de ce Traité.

S*Cavoir faisons, que le Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Christian V. Roi de Dannemarc & Norwegue, &c. S'estant avisé, aprés la Paix faite par la grace de Dieu, de s'asseurer les droits & pretensions qu'il a receus de ses Ancestres, comme hereditaires sur la Ville* de

ANS de J.C. 1679.

Oldenburg und Delmenhorst, &c. nach numehr durch Gottes Gnaden erfolgten allgemeinen Frieden Allergnadigst nohtig befunden, dasz zugleich die von Ih. Konigl. Mayest. allerlöblichsten Vorfahren auff die Stadt Hamburg gehabte, und auff die verstammeta *Jura* und *Praetensiones in specie* der Huldigung halber, bey diesen Conjuncturen zugleich abgethan, und auff einen gewissen Fusz gesetzet werden mochten, zu dem Ende denn vor allerhöchstged. I. Konigl. Maj. Bürgermeister und Rahts der Stadt Hamburg Deputirten letzthin am 26. Sept. alhier zu Pinneberg durch Dero hochstansehnliche Hn. Geheimbte Rähte und *Ministros* eine in dreyen Puncten bestehende Proposition, und deszwegen bey der Stadt verscheidene erinnerungen, und ernstliche Anmahnungen thun lassen; dasz demnach Allerhochstgemeldte I. Konigliche Majest. in Ansehung des Durchleuchtigsten, Groszmächtigsten Konigs und Herrn, Herrn Ludovici XIV. Aller-Christlichsten König zu Franckreich und Navarre, auch des Durchleuchtigsten Fursten und Herrn, Herrn Friederich Wilhelm, Marggraffen zu Brandenburg, des H. R. Reichs Ertz-Cammerern, und Churfürsten zu Magdeburg, in Preussen, Güllich, Cleve, Berg, Stettin, Pommern, der Cassuben und Wenden, auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen; Burggraffen zu Nürnberg Fürsten zu Halberstadt, Minden und Cammin; Graffen zu der Marck und Ravensberg; Herrn zu Ravenstein, und dem Lande Lauenburg und Bütow, &c. und der Durchleuchtigsten Fürsten und Herrn, Hn. Georg Wilhelm, Hn Johan Friederich, und Herrn Rudolph Augustus, Hertzogen zu Brunsch. und Luneb. hierunter angewandter *Officiorum* und mithin verspürter Submission Burgermeister und Rahts, auch gemeiner Bürgerschafft der Stadt Hamburg, die gegen dieselbe gefaste Ungnade fallen lassen, dero der Stadt angedrohete Waffen zurück und von derselben abgezogen, und folgende Puncten Allergnadigst beliebet.

de Hambourg; & specialement touchant l'Hommage que sa Majesté pretend sur cette Ville; A cette fin sa Majesté a fait faire ici à Pinneberg par ses Ministres & Deputés aux Bourgemaitres & au Senat de la Ville de Hambourg une Proposition, consistant en trois Articles: par lesquels il leur donne avis de ses intentions touchant lesdits droits, qu'enfin en consideration & par l'entremise du Roi Tres-Chrestien, & de son Altesse Electorale de Brandebourg, &c. Comme aussi de Tres-Hauts Princes, George Guillaume, Jean Frederik, & Rodolphe Auguste, Duc de Brunswyk & Lunebourg, &c. Sa Majesté ayant en même tems remarqué la soumission des Bourguemaistres, & du Senat de ladite Ville, leur a bien voulu rendre son amitié, & parce qu'ils ont accepté les Articles suivans, éloigner ses armes de leur Païs, qui en estoit menacé.

I. Werden zuförderst Höchsternanten Ihro Kön. Maj. alle ihre habende *Jura* und *Praetensiones*, wie auch der Stadt Hamburg ihre Gerechtigkeiten und Jura, bis zu anderwärtiger entweder gütlicher Abhandelung, oder Rechtlicher Entscheidigung des Homagial-Puncts und andere Streitigkeiten ungekränckt und ungeschmälert vorbehalten, also, dasz denenselben durch gegenwärtige Interims-Recesz so weinig als Ihr Käyserliche Majesteyt und des Heiligen Römischen Reichs deszfals habenden gerechtsamen einiger massen präjudiciret, noch im geringsten derogiret seyn soll. Worbey Ihro Kön. Majest. sich auch allergnädigst dahin erklaren, dasz die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien, auch hergebrachten Rechten, Privilegien und Freyheiten ruhig und ungekränckt lassen wollen.

I. Tous les droits & toutes les pretensions de sa Majesté aussi bien que tous les Privileges & droits de la Ville de Hambourg seront reservés à l'un & à l'autre & demeureront en leur entier sans aucune infraction, jusqu'à ce que le point d'Hommage & d'autres differents soient vuidés à l'amiable ou decidés par la Justice, en sorte que ce Traité provisionel ne leur porte aucun prejudice, ni à sa Majesté Imperiale, ni aux droits d'Empire, & ne leur deroge en quoi que ce soit: Sa Majesté declarant de vouloir laisser la Ville paisiblement jouir de la Neutralité & de ses Commerces, comme aussi de ses Droits, Privileges & franchises sans l'y troubler.

II. Dahingegen zweitens Burgermeister und Raht, auch die Bürgerschafft der Stadt Hamburg mit unterthänigster und dankbahrer Annehmung solchen Allergnädigsten Köningl. Anerbietens, festiglich zugesagt und versprochen, dasz sie Ihres teils Ihro Köningl. Majest. in unterthänigster geziemender Devotion zugethan seyn und bleiben, dero Besses fodern, und Schaden so viel an Ihnen, abwenden, und bey I. K. M. gebührlich halten, und im übrigen I. K. M. Gnade sich fähig zu machen, sich allerdings angelegen seyn lassen wollen, wogegen auch Ihr Majest. der Stadt ihre behörliche Königliche Gnade zugesagt.

II. En second lieu, les Bourgemaistres & le Senat avec les Bourgeois de la Ville de Hambourg ayant accepté avec toute reconnoissance les tres-gracieuses offres de sa Majesté. Les ont promis, de témoigner à sa Majesté leur Tres-humble & convenable respect & devotion, de chercher en tout son avantage, de détourner autant qu'ils pourront, son dommage, & demeurer fermes du costé de sa Majesté en s'appliquant en toute rencontre à ce qui pourra contribuer à se maintenir dans la bienveillance de sa Maj. En reconnoissance de quoi, sa Majesté a promis à la Ville ses bonnes graces & sa bienveillance.

III. Dieselbe erklähren sich ferner und drittens zu destomehrer Bezeigung ihrer unterthänigsten Devotion gegen I. K. M. deroselben durch eine Deputation aus ihren Mitteln, solche ihre unterthänigste Intention in Ihrem und der gantzen Bürgerschaft Nahmen, nach dem deszfals beliebtem und hiebey gefüg-

tem

III. Les mêmes s'expliquent outre cela & en troisiéme lieu, pour plus grand temoignage de sa devotion envers sa Majesté & promettent d'envoyer à sa Majesté des Deputés de leur part, qui apprendront à sa Majesté l'Intention sincere du Senat & des Bourgeois en forme, ainsi qu'il est dit ci-dessous.

IV. En

ANS de J.C 1679.

tem Formular, selbst demühtig eröffnen und vortragen zu lassen.

IV. Annebenst auch zum vierdten, wenn Ih. Kon. Majest. durch der Hn. Hn. Hn. Hertzogen von Lüneburg F. F. F. Dl. Dl. Dl. sich dahin bewegen lassan, dasz Sie dero wieder die Stadt gefasten unwillen und ungnade schwinden und fallen lassen, deroselben zur unterthanigsten Erkentlichkeit innerhalb zwey Jahren, à dato an zurechnen, in 5. Termin 220000. Rth. bahr erlegen zu lassen, derogestalt dasz strax bey erfolgender Kön. Ratification 70000. Rth. halb in specie, und halb in Crohnen, 6. Monat darnach als den 1. Maji. Anno 1680. 40000. Rthl. in Dahnischen Crohnen, und wiederumb 6. Monat hernach 40000. Rht. in Crohnen, und den noch abermahlen in 6. Monat 40000. Rth. in Crohnen, und der Rest, als 30000. Rthl. 6. Monat hernach auch in Dänischen Crohnen abgetragen werden soll. Jedoch dasz dagegen alle von Ihrer Königl. Majest. wieder die Stadt, auch uns denen mit der Stadt Lübeck in *Communione* besitzenden 4. Landen prætendirte Foderungen, gäntzlich auffgehoben und abgethan, alle der Stadt auch dero Burger und Einwohnere angehaltene und arrestirte Schiffe, Wahren, und Effecten, und zwar auff der Elbe *immediate*, bey erfolgender Ratification und Genehmhaltung; im übrigen aber so bald an jedem Ohrte die deszwegen nöhtige Befehle werden einlangen können, relaxiret und restituiret werden.

V. Sind Ihro Konigliche Majest. des Allergnädigsten Erbietens diesen *Interims* Recesz binnen 8. Tagen allergnädigst zu bestättigen, und darüber Ihro Königliche Genehmhaltung allergnädigst extradiren zu lassen, wohingegen Burgermeister, Rath und Burgerschafft. der Stadt, solchen ebenmäszig innerhalb besagter zeit zu confirmiren, und denselben in allen getraulich nachzukommen gehalten seyn sollen.

Zu dessen Urkund haben die zu Ends gemeldte Königliche *Ministri*, und der Stadt Deputirte bisz zu folgender Ratification, und der Stadt und sämptlicher Burgerschafft Confirmation, diesen *Interims*-Recesz eigenhandig untergezeichnet, und mit ihren Petschafften versiegelt. So geschehen zu Pinnenberg den 1. Novemb. 1679.

Formular der unterthänigsten Declaration, wovon in obigem Interims-Recesz Meldung geschehen:

Durchleuchtigster, Groszmachtigster König, Gnädigster Herr:

NAchdem Ew. Königl. Majest. durch Gottes Gnade in hiesigern dero Fürstenthümeren, und folgend in der Nähe der Stadt Hamburg, glücklich angelanget, und deren Deputirten eine gewisse in dreyen Puncten bestehende Proposition thun, auch der Stadt Resolution darüber begehren lassen, so viel dem ersten Punct aber betrifft, derselbe anitzo wegen Kürtze der Zeit, und anderer Umbstände halber seine völlige Abhelffung nicht erlangen können, und Ew. Königl. Mayest. sich dahero gnädigst gefallen lassen, selbigen zu anderwertigen entweder gütlicher Abhandelung oder gerichtlicher Entscheidung auszzustellen, und inzwischen dero wieder die Stadt gefaste Ungnade schwinden und fallen lassen, auch deszwegen in einem gewissen *Interims*-Recesz, Krafft dessen Ew. Königl. Majest. auff die Stadt habende *Jura* und *prætensiones*, wie auch der Stadt die Ihrige ungekräncket und ungeschmälert vorbehalten werden, gnädigst zu willigen. So erscheinen vor Ew. Königl. Majest. Bürgermeister und Rahts-Deputirte in deren und der sämptlichen Bürgerschafft Nahmen, und versprechen solchen *Interims*-Recesz in allen seinen Puncten und Clausulen getreulich nachzukommen, und absonderlich Ew. Königl. Majest. mit unterthänigster geziemender Devotion zugethan zu seyn, dero Bef-

IV. En quatrième lieu, sa Majesté s'estant, par l'entremise de Messieurs les Ducs de Lunebourg, déportée de son indignation contre la Ville, elle lui en fera reconnoissance de 220000. Escus, payables en cinq termes en deux ans: en sorte qu'aussi-tôt aprés la Ratification du Roi soient payés 70000. Escus, six mois aprés sçavoir le 2. de May 1680. 40000. Escus, & encore six Mois aprés 40000. Escus, & encore de plus en six Mois 40000. Escus, & le reste c'est à dire 30000. Escus, six Mois aprés. Moyennant quoi toutes les prétensions de sa Majesté contre la Ville & les Terres, qu'elle posséde conjointement avec la Ville de Lubeck, seront entierement abolies, & tous les Vaisseaux de la Ville & de ses habitans, qui auront été arrêtés, comme aussi tous ses biens, marchandises, & effets seront relachés & rendus aprés la Ratification: à sçavoir sur la riviere de l'Elbe immediatement, & ailleurs aussi-tôt que les lettres, qu'on y envoyera, y seront arrivées.

V. Sa Majesté promet de confirmer ce Traité Provisionel dans le tems de huit jours, & de faire rendre sa Ratification; & de leur costé les Bourguemaîtres & le Senat de la Ville seront obligés de le confirmer en même tems, & de l'observer en tout ponctuellement.

Pour plus grande preuve de tout-ceci les Ministres du Roi & les Deputés de la Ville, en attendant la Ratification & la Confirmation de la Ville, ont signé le present Traité, & y ont mis leurs cachets.

Fait à Pinnenberg le 1. Novembre, 1679.

Formulaire de la Tres-humble Declaration, dont il est fait mention dans ce Traité Provisionel.

Tres-haut, & Tres-Puissant Roi,

VOstre Maj. estant par la grace de Dieu heureusement arrivée dans ses Duchés ici proches & dans le voisinage de la Ville de Hambourg; & ayant fait faire aux Deputés du Magistrat de ladite Ville une certaine Proposition, qui consiste en trois Articles, demandant la Resolution de la Ville sur iceux: Mais quant au premier Article, la brieveté du tems & d'autres circonstances ne permettant pas de le vuider entierement, & pour cette raison ayant plu à Vostre Majesté de le remettre à un autre accommodement amiable, ou decision de Justice, en oubliant l'indignation qu'elle avoit conceuë contre la Ville, & de consentir gratieusement à un certain Traité provisionel, par lequel à Vostre Majesté les droits & pretensions sur la Ville sont reservée, aussi-bien qu'à la Ville les siens dans leur entier & sans infraction, Nous Deputés des Bourguemaistres & du Magistrat comparoissons devant vôtre Majesté au nom dudit Senat & de toute la Bourgeoisie, promettans d'observer fidellement ledit Traité provisionel en tous ses points & clauses, & specialement de témoigner à vostre Majesté nôtre tres-humble & convenable respect, de chercher son avantage, de détourner autant qu'il depend de la Ville ce qui lui pourroit estre dommageable, d'estre portés pour vostre Majesté & d'accomplir tout ce qui est compris dans ledit Traité, moyennant

que

ANS de J. C. 1679.

Besten zu befodern, Schaden und Nachtheil aber von Ihr, so viel an der Stadt ist, abzuwenden, und bey Ew. Konig. Majest. gebührlich zu halten, auch sonsten alles ander, so in besagtem *Interims* Recesz enthalten, vollenkomlich zu erfüllen, vermittelst dasz die Stadt bey der Neutralität und ihren Commercien, auch hergebrachten Rechten, Privilegien und Freyheiten geruhig und ungekranckt bleiben und gelassen, auch der Röm. Kayserl. Mayt. und dem Reiche dero gerechtsahme vorbehalten werden.

que la Ville soit laissée & demeure paisiblement & sans infraction dans sa Neutralité & ses Commerces, comme aussi dans ses Droits, Privileges & liberté, & que les Droits appartenans à sa Majesté Imperiale & à l'Empire leur soient reservés.

ANS de J. C. 1679.

CLXXIII.

ANS de J. C. 1679.

TURQUIE ET POLOGNE.

Traité de Paix entre JEAN SOBIESKI *Roi de Pologne &* MAHOMET IV. *Fait en l'année* 1679. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 585.

SCythis Lipkis dictis, qui in Regno Poloniæ sunt, illis, quicunque suâ voluntate in Ditionem Imperialem migrare voluerint, in termino unius anni nemo Polonorum impedimento sit, ut cum familiis & supellectili exeant, & nullâ molestiâ afficiantur. Podoliæ Regnum totaliter secundùm antiqua confinia subjaceat Dominio meo, & oppida Bar & Miedzyboz, in quibus adhuc sunt militiæ Polonicæ, ista duo Oppida eductis Polonicis militiis restituantur. Et antehac cùm prædicta oppida in potestatem Bissarmannorum redacta sunt, in ipsis quot tormenta fuerint, iterum relinquantur, postea verò quæ à Regionibus Polonicis allata quæcunque fuerint, accipiant. Et iterum ex Inculis prædictorum oppidorum, quicunque propriâ voluntate abire voluerint, abeant, qui verò manere voluerint, ne illis molestia fiat; & pro Podoliæ Regione, prout declaratum & expressum est in Sacris Capitulationibus antehac concessis, quando de limitibus & confiniis Regionis Podoliæ acciderit controversia quæpiam, ex Consensu Gubernatorum, constitutis ab utraque parte hominibus & Senioribus protectoribus viris & Habitatoribus utriusque Confinii ad locum euntibus in limite cujusque Ditionis & Confinii esse controversum locum numero copiosa præstans multitudo testabitur, illo testimonio res definiantur. Descripta Regione Podoliæ ex illis nullus Polonus, qui ab antiquo habebant oppida & Pagos, (etiamsi spirituales fuerint) quicunque in confiniis manere voluerint Oppidorum & Villarum in manibus eorum antea existentium tributa & Legales decimæ aliæque Contributiones computatæ & definitæ à manibus illorum Nobilium accipiantur, constituta summa & portio pro ipsorum sustentatione sufficienti condonetur ipsis & ipsi, & Filii ipsorum immunes & exempti, & quousque in infidelitate non deprehendentur, nequaquam hoc munere priventur, & contra Justitiam, molestiâ non afficiantur. Et si collectio Liberorum mandabitur, ex ipsis & illorum Subditis nemo colligatur, & in oppidis præter illas Ecclesias, quæ in Moscheas & in Templa transformatæ sunt, illis, quæ in manibus illarum sunt confirmatæ, Ecclesiis nequaquam congestio fiat & molestia inferatur, & in exercitiis absolutæ suæ Religionis, sicuti reliquis confinariis Subditis licitum est, ne molestentur, & prout in Sacris Capitulationibus exprimitur.

Pariter in Regione Ukrainæ excelso Imperio parentium Cosacorum Nationi tribuetur; Prædictæ Regioni nulla omninò ab illis fiat prætensio & ingestio, sed tantummodò in limitibus Ukrainæ sita propè Fluvium Borysthenem oppida Bialocerkicco & Pabolocz, cùm inpræsentiarum sint in potestate illorum, cùmque duo ista oppida secundùm sua antiqua confinia ab antiquo cum attinentiis & districtibus suis à Regia Majestate mea illis donentur, maneant ibidem in ipsorum potestate & Dominio, attamen ne isto prætextu extra limites duorum dictorum oppidorum ad palmulum terræ, ne se ingerant neve prætensionem aliquam faciant, & posthac constituto à Fulgidissima Porta meo Commissario & Regionis Podoliæ juxta antiquos suos Limites & Confinia & in Ukraina prædictorum duorum oppidorum, quæ manebant in potestate illorum, nempè Bialocerkicco & Pabolocz, quoque juxta antiquos illorum limites confinia, & limites illorum describantur & constituantur. Et qui propter mercaturam negotiationem & lucrum cum mercibus & rebus propriæ Regionis in ditionem Imperialem exeunt Mercatores, postquam juxta antiquam normam mercium gabellas solverint ad amussim contra justitiam & consuetam normam ne molestentur, sicuti à Mercatoribus antiquorum Confœderatorum Principum Characz non accipitur, pariter à Mercatoribus Polonis quoque ne Characz, hoc est tributaria contributio exigatur.

Et cùm antehac tempore Pacis illorum Religiosi in Civitate Hierosolymitana mansiones habere consueverint juxta veterem formam, in quibus ab antiquo sedem habere consuetum sit locis, sedem habentibus nullus impedimento sit. Et posthac sine edicto meo Sacro Sancto ab Exercitu divina ope defenso, & Criminalibus Ocrakoriensibus, Nahajensibus, Scythis & Cosacis, & Transylvanis ne militiæ in Polonicam Ditionem invehantur, ne hostilitatem agendo populationem exerceant, & è Subditis Poloniæ quicunque in Podoliam venientes habitare voluerint, ne impediantur, sed hâc conditione, ut juxta consuetam normam Decimas Legales, & alias Contributiones meas solvant, nemo illis sit impedimento, ut cultu terræ vitam sustentent.

Et cùm antea singulis annis exhibendo Solio meo Imperiali promissa fuerunt, nomine muneris a 1000. aureorum, Celsissimi Domini Crimensis Hani intercessione remissa & condonata fuerint præter illorum aureorum punctum, oppidorum Bialocerkicco & Pabolocz, quæ illis donata sint omnia puncta antea ad oppidum Bucpacz concessarum Ipsis sacrarum Capitulationum tenore contenta in suo vigore confirmata ut conserventur, diligentia adhibeatur.

Et constitutis ab utrinque selectis & præstantibus Viris juxta Testimonia Seniorum & protectorum Regionis habitatorum Podoliæ & Ukrainæ Limites constituantur, Rectores, Gubernatores utriusque partis in extremis limitibus constituti judicent & dirimant lites subditorum utriusque partis, præter lites attinentes ad fundos. Si Incolæ qui tempore capti Cameneci illic manserant, cùm postea educti & aliò translati fuerint, qui velint, iterum in Podolia maneant & habitent.

Et cùm tempore occupati Cameneci qui manserunt Subditi, postea illis aliò traductis Ecclesiæ illorum derelictæ fuerint, è Subditis latinis, qui tempore capti Cameneci illic non manserint, illis, qui imposterum Cameneci manebunt, ex Ecclesiis ante concessis, & derelictis ipsis una lapsa Ecclesia concedatur, & in oppido Bar ex Ecclesiis postquam Moschea constituta fuerit, Subditis latinis ibidem morantibus concedatur una solùm Ecclesia si concessa Ecclesia destructa fuerit, juxta antiquam positionem & formam in erectione ipsius non impediantur.

Pariter in Oppido Miedzybor & Jatzowick, postquam constituta fuerit Moschea, ibidem manentibus latinis Subditis singulæ Ecclesiæ concedantur, si destructæ fuerint, in ipsarum ædificatione & constructione nemo impedimento sit. Et Dantiscanæ naves omni secu-

securitate in mari mediterraneo navigantes, postquam juxta consuetam & veterem formam telonia solverint, contra Pacis Jus & Justitiam ne capiantur nevè molestentur.

In Regione Podoliæ Bassa Gubernator unus sit, & in Podoliæ Bey, & Gubernatores, nec è Lipkarum, nec ex aliorum Tartarorum nationibus eligantur, Lipkæ Scythæ, nec in Podoliâ nec in loco propè limites collocentur, sed in loco à confiniis remoto collocentur. Et in sacris antea concessis Capitulationibus, quæ præscriptis hisce conditionibus adversantur puncta demta & reservata sunt; quæ verò conformia sunt in suo pristino vigore confirmantur; Quousque à parte Regis Poloniæ, & à Dnn. Gubernatoribus & Capitaneis, & à Subditis ipsius & reliquis quibuscunque attinentibus ad ipsum fortalitiis sitis in confiniis ope divinâ protectia, & Civitatibus & reliquis subjectis ditionibus meæ Imperialia Majestatis pagis & locis & villis, nulla omninò ratione invectio & ingestio fiat.

Regis Poloniæ Regionibus, Fortalitiis & Civitatibus & reliquis pagis & villis, à parte Regiæ Majestatis, & à Magnis Veziriis, & eximiis Gubernatoribus & honoratis Rectoribus & Militiis victricibus, & Moldavicis, & Dobrycensibus, & Scythis Bialogrodensibus & Theinensibus, & Borysthenensibus, & aliis Regionibus Polonicæ ditionis nullum damnum inferatur.

In locis Transitoriis Thyræ, & quibuscunque aliis custodia à Gubernatoribus illarum partium, si in custodiendis transitibus negligentes & incuria gereretur, deponantur & suis priventur officiis, & puniantur, & quod honorarium Celsissimis Hania Crimensibus in renovatione Pacis promissum fuit, postquam singulis annis debito tempore missum hominibus, ipsorum redditum & consignatum fuerit, Hanus Crimensis quoque amicitiæ & benevolentiæ vinculo obligatur conditionibus juxta antiquam formam satisfaciat, & respectum habeat, & nullum damnum qualicunque modo ab Hano, & Galga Sultano & reliquia Mursis Regno Poloniæ inferatur, quando contra Majestatem Polonam inimicus aliquis insurget, Hanus quoque cum Exercitibus Tartarorum auxilium ipsi præstet & suppetias ferat. Et quando à Majestate mea bellum ab aliqua parte geretur, & Hanus aut Galga Soltanus aut Mursa cum Tartarorum Exercitibus bellum inire deberent, ne perditionem Poloniæ transeant, ab antiquo per quæ loca transire consueverint, rursus per illa loca transeant; & post concessionem hujusce S. Capitulationis si Tartari aut Moldavi quippiam in ditionem Poloniæ invecti populationes exerceant, aut captivos rapiant, quando à Majestate Poloniæ Nuntius mittetur, talium Captivorum nullus in ditione mea Imperiali teneri permittatur, & nemo illorum qui huc spectat, in Regno Poloniæ vendatur.

Prætereà quando verò ex extraneis partibus aliquis, aut aliis bella contingere necesse fuerit, ut ipsa Majestas Imperialis personaliter eat, aut Dux constitutus Exercituum & Palatinis Vallachiæ & Moldaviæ & Transylvaniæ per contractionem illis hostibus bellum gerat; Quando ab Hoste missus internuntius à Rege Poloniæ auxilium quæret, Rex Poloniæ propter sinceritatem & efficacitatem & executionem amicitiæ & correspondentiæ tum erga Solium Imperiale suis Exercitibus, & opibus, ne hostibus meis opem ferat, & si quis ab Hoste meo missus in ditionem Regni Poloniæ exercitum colligere quærebat, illum impediat, & facultatem ne concedat, & Senatoribus & Capitaneis ipsius, & aliis si qui propria voluntate ut ferrent auxilium hosti meo, abire voluerint, ne sinat eos, nevè occultè vel manifestè illis veniam concedat.

Cum Transylvanicum Regnum meum sit Avlticum & Hæreditarium, cum pluribus Transylvaniæ & Ungariæ Regibus, qui huc usque sinceritatem habuerunt, amicitiam exerceant, in partibus quoque Transilvaniæ, si hostis meus manifestetur, à Majestate Polona nec occultè, nec manifestè auxilium præstetur hosti meo, & si Princeps Transylvaniæ, aut Woiewoda Vallachiæ & Moldaviæ, & alii quipiam culpati transfugiant in Regnum Poloniæ, talis non admittatur, sed propter respectum amicitiæ & correspondentiæ devinctos illos Compedibus ad Solium Imperiale transmittat, hac ratione meo Amico Amicus, & Inimico meo sit Inimicus.

Et ut in præsens & in utroque Dominio amicitia crescat; Subditi ditionum Poloniæ per fluvium Tyræ in portum Bialogrodensem merces adferentes, aut mercaturas exerceant, cùm postulatum sit tales, qui nullum Ditioni meæ damnum meditentur, pacatè & propter Mercaturam venientes, ne impediantur, & Rege Poloniæ permanente in amicitia erga meum Solium Imperiale, Woiewoda Moldaviæ quoque, juxta consuetudinem ab antiquo cum Regibus Poloniæ amicitiam exerceant.

Et anteà tempore Pacis qui è Polonis in captivitatem rapti sunt, & perseverantes in Christianismo aut transiverint in Mahometismum, quando è Polonia venerunt, aliqui, ubicunque illos invenerint in ditione Imperiali dato Dominis ipsorum juramento de pretio emptionis, ubi præstitum constiterit pluris ne redimantur, & postquam pretium solutum fuerit, nemo impediat, ut illos in propriam Regionem ducant. Verùm si quia ab illis Captivis in Mahometismum conversi fuerint, ne de illis prætensio fiat, sed conserventur in illo eodem statu. Et post concessionem S.S. Capitulationum utrinque qui in captivitatem capti sunt, sine pretio liberentur, & Legati & homines utriusque Dominii Patentibus ne egeant, sed literæ permanentes nulla ipsis molestia, neque opibus ipsorum damnum inferatur, & Mercatores utriusque, mari & terra, per loca & portus consuetos transeuntes & permeantes ubicunque morati fuerint, juxta consuetam normam solventes telonia quæcunque fuerint, ne ulla vexatione afficiantur aut damno in opibus aut mercibus suis.

Et si qui è mercatoribus Poloniæ in ditione mea Imperiali mortui fuerint, ne ipsorum quoque merces usurpentur à publico Fisco, sed Societatis Antesignano & Principalibus ipsius reddantur, ut ipsi quoque Hæredibus ipsorum reddant.

Et si quis è Mercatoribus utriusque Dominii, aut mutuo datæ aut acceptæ pecuniæ, aut emptionis aut venditionis lites habeant; & qualique alio modo ad Tribunal cum adversario suo sisteretur, ubicunque erit, aut hic aut illic Judices locorum illorum, accuratè & summa inquisitione faciant, & quod probatum fuerit debitum & justum Postulatum, ut solvatur constringant, nevè permittant, ut contrarietas & resistentia fiat, sed sedulò Executioni committant, sed sine probatione debitâ & legitimâ judiciorum forma, contra Jus nemo utriusque dominii propter alterius debitum molestetur & si quis molestiam inferre voluerit, cohibeatur.

In litibus stipulationum & pecuniæ sine legitima probatione & testimoniis ne molestetur, antequam videantur & legantur, quæ in manibus eorum scripta sunt obligatoriè & testarionis Judicum & Notariorum publicorum legitimæ, solis falsis testimoniis injustæ petitioni & pravis litibus ne fides præstetur neque quodpiam fiat. Et omnioò judices utriusque Dominii adhibitâ curâ & diligentiâ, antequam controversæ rei Statum & litis conditionem juxta suam originem & veritatem comprehendant, illegitimæ lites ne audiantur.

Et pariter si à Latronibus & Grassatoribus cujuspiam opibus & vitæ damnum inferatur, Judices illorum ubicunque sint, inveniant & summa severitate puniant, & oblata latrocinia Dominis ipsorum restituantur.

Et

ANS de J. C. 1679.

Et venientes Legati propter Amicitiam ne cohibeantur, salvè & immuniter possint ire & redire, & quando in confinia venerint associentur custodibus, & in utroque Dominio ita eadem ratione practicetur.

Et Silistrienses & Bialogrodenses Confinarii & Portus Telonarii & Decimatores & Tricesimatores, & quicunque alii è Ministris & servis Dominii mei, propter Tricesimatores Dominii utriusque aliis ne permittantur ire trans fluvium Thyræ & si apud Viatores utriusque Dominii aut venientes aut abeuntes Captivi deprehendantur, abducti è manibus eorum restituantur Patriæ & Libertati, & Pastores, qui in ditionem Poloniæ accedunt notificent Judicibus locorum se & pecora sua, clàm ne accedant, & Pastorum justum solvant; Tales autem postquam se notificaverint, si quæ pecora ipsorum amittantur, locorum Judices interveniant & restituant. Et venientium & abeuntium equi ne rapiantur in Posta & itinere, ne Janzeri aut aliqui equos illorum arripiant. Et negociatores & Mercatores post solutionem telonii & conluetorum, nihil plus solvere cogantur, & ne illis superfluitates imponantur hucusque, & quod solvere consueverint, illud idem solvant & nihil insuetum fiat: & Subditi Poloniæ, Armeni & Christiani in Moldavia, & in alia loca Ditionis Imperialis, ut mercaturas suas exerceant, ne clàm & per desertas vias veniant, sed per consueta Mercatoribus itinera, si aliquod damnum talibus Mercatoribus, in vita & opibus inferatur, puniantur severissimè rei & culpati, & Mercatores sinceri & æqui, & sine fraude venientes, ne vexentur, postquam solverint practicatum Telonium.

Et imposterum sicut Imperium meum, & dies gloriosi mei Dominii usque ad ultima secula indeficienter permanebunt, ita semper supradictarum Capitulationum virtute id omne quod in ipsis continetur executioni irrefragabili mandabitur, & eo Pax, & bona Correspondentia in æternum confirmabitur & honore debito elevabitur. Et quamdiu à Rege Poloniæ suis Centurionibus, Palatinis & alia gente ipsi submissâ nihil contra Pacem & concordiam proveniet, & Juratis Pactis, & Articulis Immutationem offerre possit, & quamdiu etiam ipsi honorem Existimationi, Jus Amicitiæ & Pacis habebunt etiam à gloriosa Porta meæ Majestatis Imperialis juramentum adhibeo & protestor, per Excelsum Deum Creatorem Cœli & Terræ, & per Miracula Mahomet Mustaffa, Summi Prophetæ, (qui est Sol aliorum sæculorum, supra quem sit Pax Majestatis Divinæ) protestor inquam, quod ex juratis Articulis nec minimum Punctum transgrediar, nec super ipsis ullum in modum interveniet difficultas ulla, sed quod Pax & Unio confirmabitur & stabilietur quantum gloriosi & fulgentis mei Imperii infinitum tempus permanebit, istæ Capitulationes stabiles & indissolubiles existant, & omnes Subditi & dependentes illius Regni perfectâ quiete sub umbrâ meæ protectionis gaudeant. Sic res sciatis & fidem huic nobili Signo præstetis.

Datum in Campo Danovæ Bassæ in plenilunio Sept. Anni MLXXXIX.

CLXXIV.

ANS de J. C. 1679. FRANCE ET SAXE.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France & Monsieur l'Electeur de* SAXE. *Fait à S. Germain en Laye le* 15. *Novembre* 1679. Freder. Leonard. Tom. III.

Comme les Traitez de Westphalie de l'année 1648. ont fait le fondement le plus assuré de la Paix & de la tranquillité de l'Empire, & qu'ils viennent d'être rétablis dans toute leur force par le Traité de Nimégue de l'année derniere; Sa Majesté Tres-Chrétienne touchée ainsi qu'elle l'a toûjours esté, du bien & du repos de l'Empire, & portée par son ancienne affection pour Monsieur l'Electeur de Saxe, à prendre avec son Altesse Electorale les mesures d'une Alliance solide, & à establir des liaisons nouvelles poor la conservation des susdits Traitez de Westphalie & de Nimégue, a receu avec plaisir les asseurances que son Altesse Electorale lui a fait donner par le Sieur de Wolframsdorf, son Chambellan & son Conseiller Aulique, du desir qu'elle auroit en répondant à l'amitié dont sa Majesté veut bien lui donner des marques, de se lier avec elle, pour affermir de plus en plus l'observation des susdits Traitez. C'est dans cette veuë que sa Majesté aiant donné pouvoir au Sieur Arnauld, Chevalier, Seigneur de Pomponne, son Conseiller en tous ses Conseils, & Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté, de traiter de cette affaire avec ledit Sieur Wolframsdorf, ils sont convenus des articles suivans, aprés l'échange reciproque de leurs Pleins-pouvoirs.

I. Il y aura à l'avenir entre le Roi & Monsieur l'Electeur de Saxe, une amitié sincere & parfaite intelligence, laquelle sera cultivée & observée tant de la part de sa Majesté que dudit Electeur, avec tout le soin & l'exactitude qui peuvent contribuer d'avantage à entretenir une bonne & estroite Alliance, même à l'avantage reciproque de leurs Etats.

II. Les sujets de part & d'autre pourront exercer en toute liberté le commerce dans les Terres, Roiaumes & Pais de S M. comme aussi dans les Etats & Pais de son Altesse Electorale de Saxe.

III. Comme sa Majesté & son Altesse Electorale de Saxe, ont toûjours eu particulierement à cœur d'entretenir & de faire observer les Traitez de Westphalie, lesdits Traitez feront le fondement le plus solide de celui-ci, & sa Majesté & son Altesse Electorale de Saxe, promettent reciproquement de contribuer tout ce qui sera en eux pour les maintenir dans toute leur force & toute leur étenduë, à l'exception seulement de ce qui a esté changé ou derogé ausdits Traitez de Westphalie par le Traité de Nimégue du cinquiéme Fevrier, par celui de Zell aussi du cinquiéme Fevrier, & par celui de S. Germain du 29. Juin de la presente année, signé entre sa Majesté & Monsieur l'Electeur de Brandebourg.

IV. En vertu du present article, Sa Majesté s'oblige & promet en foi & parole de Roi, d'assister de tout son pouvoir, proteger & deffendre la Personne, les Etats, Pais & Peuples de son Altesse Electorale; comme aussi les terres, parties & droits qui appartiennent dans lesdits Etats aux Princes ses freres, toutes les fois qu'elle en sera recherchée de sadite Altesse Electorale, contre tous ceux qui les voudroient attaquer, troubler ou empêcher dans la jouïssance des droits & des avantages qui lui ont esté accordez ou confirmez par ledit Traité de Munster, aussi-bien que de son autorité Electorale, & de tout ce qui lui peut & doit appartenir, & aux Princes ses Freres, dans l'étenduë de ses Etats.

V. Son Altesse Electorale de Saxe, s'oblige aussi & promet en foi & parole de Prince, d'assister de tout son pouvoir sa Majesté en cas qu'elle vienne à estre attaquée ou troublée par qui que ce soit, en la jouïssance des droits, Etats & Places qu'elle possede dans l'Empire, & qui lui ont été delaissez pour estre unis & incorporez à la Couronne de France par les Traitez de Munster & de Nimégue.

VI. Le present Traité d'Alliance & d'Amitié, entre sa Majesté & son Altesse Electorale, durera l'espace de quatre ans, à commencer du jour de la signature des presens Articles, & les Ratifications en seront échangées dans deux mois du mesme jour de la signature, ou plûtôt si faire se peut.

En foi de quoi Nous soussignez, en vertu de nos Pleinpouvoirs respectifs, avons signé ces presentes, & y fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à S.

à S. Germain en Laye le quinziéme jour de Novembre 1679. Ainsi signé,

ARNAULD. (L.S.)
G. TH. DE WOLFRAMSDORF. (L.S.)

CLXXV.

ANS de J. C. 1679. FRANCE ET BAVIERE.

Contrat de Mariage, de LOUIS DAUPHIN *de France, avec la Princesse Electorale* MARIE ANNE CHRISTINE *de Baviere. Fait & passé à Munich le* 30. *Decembre* 1679. Freder. Leonard. Tom. III.

AU Nom de la Sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit, trois personnes en un seul Dieu. Soit notoire à tous ceux qui ces presentes verront, & cet accord de Mariage, que comme le tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, pour perpetuer dans les siecles à venir la felicité dont ses peuples jouissent sous son Regne, par des Successeurs qui puissent suivre les glorieux exemples que sa Majesté leur donne auroit pris la resolution de marier Monseigneur Louis Dauphin de France son Fils: & que pour lui donner pour Epouse une Princesse en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un si haut rang, soient unies à celles d'une illustre naissance; Sa Majesté auroit jetté les yeux sur la Princesse Electorale Marie Anne Christiane de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire & Duc de Baviere, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie, Electrice & Duchessa de Baviere, dans laquelle Princesse tous ces avantages se rencontrent également. Sa Majesté auroit envoié en cette Ville de Munich le Sieur Charles Colbert, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, & President à Mortier en sa Cour de Parlement, pour stipuler & resoudre avec les Ministres de Baviere les articles & conditions dudit Mariage entre ledit Seigneur Dauphin, & ladite Dame Princesse de Baviére. Et pour cet effet, ce jourd'hui Samedi le trentiéme du mois de Decembre mil six cens soixante-dix-neuf, à l'heure de six du soir, à l'Hostel ordinaire des Ambassadeurs; pardevant moi Antoine de Bercham, in Pludenbourg, Menzing & Allach, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Dingling & Reispach, Comte Palatin, & Notaire; en presence de Messieurs François Pangrace, Baron de Leiblfing, Rhain & Graderstorf, Conseiller d'Etat, & Gouverneur de Waldmunchen; & Eobald de Kleist, Conseiller d'Etat, President du Conseil Aulique, & Gouverneur de Rotenbourg, comme témoins à ce requis: Ont comparu d'une part, ledit Sieur President Colbert, en vertu des pleins-pouvoirs tant dudit Seigneur Roi Tres-Chrestien que de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, en datte des dix-huitiéme Octobre dernier, & quatorziéme du present mois de Decembre. Et de l'autre des Sieurs Bernard Bero, Baron de Rechberg, Conseiller Secret, & Grand Chambellan da Monsieur l'Electeur de Baviere, & Gouverneur de Erding; Maximilien Ferdinand, Comte de Terring en Scefeld, du mesme Conseil Secret, Grand Mareschal de la Cour, & Gouverneur de Wolfertzhausen; Gaspard Schmid, Seigneur de Haselbach & Pirenbach du mesme Conseil secret, Chancelier, Souverain Prevost des Fiefs, & Gouverneur d'Aibling.

Lesquels Commissaires usans de leurs pouvoirs susdits, ont dit & declaré que comme le Serenissime Prince Maximilien Philippe, Duc de la haute & basse Baviere, Administrateur de tous les Etats Electoraux, & autres Provinces de Baviere, Curateur & Tuteur de Monsieur l'Electeur Maximilien Emanuel son Neveu, & de l'aveu & consentement dudit Prince, veut répondre tres-sincerement aux sentimens d'une affection toute particuliere, & d'une tres-grande estime que sa Majesté lui témoigne, & à toute sa Maison, & qu'il desire aussi passionnément que la même bonne intelligence & amitié qu'il y a toujours eu entre la France & la Baviere, pendant la vie de feu Monsieur l'Electeur son Frere & de ses predecesseurs, soit continuée non seulement sous le Gouvernement present & à venir de Monsieur l'Electeur son Neveu, mais aussi qu'elle passe encore avec la mesme fermeté aux successeurs & descendans; lesdits Sieurs Plenipotentiaires jugeans que le plus efficace moien pour parvenir à cette bonne fin, est de renoüer étroitement cette mesme bonne intelligence & amitié par le lien de ce Mariage, ils ont aux noms susdits, traité & accordé les articles qui en suivent.

ANS de J. C. 1679.

Premierement. Qu'avec la grace & benediction de Dieu, preallablement obtenue dispensé de sa Sainteté, à raison de la proximité & consanguinité entre Monseigneur le Dauphin, & la Serenissime Princesse de Baviere, ils fassent celebrer leurs Epousailles & Mariage par paroles de present, selon la forme & solennité prescritte par les sacrez Canons, & Constitutions de l'Eglise Catholique, Apostolique & Romaine, & se feront lesdites Epousailles & Mariage au Palais Electoral de cette Ville de Munic, en vertu du pouvoir & commission qui sera à cet effet donné par mondit Seigneur le Dauphin, qui le ratifiera & accomplira en personne quand la Serenissime Princesse Marie Anne Christine de Baviere sera amenée & arrivée en France; mondit Seigneur le Dauphin se joignant avec son Altesse, & recevant les benedictions de l'Eglise; & la conclusion & ratification dudit Mariage se fera dans le tems accordé & concerté entre sa Majesté & & Monsieur le Duc Maximilien, en qualité d'Administrateur, & legitime Tuteur & Curateur.

II. Aprés la renonciation legitimement faite aujourd'hui par Madame la Princesse Electorale de Baviere, en faveur de la succession des mâles, selon la teneur de l'acte separé, laquelle renonciation a esté confirmée par serment, & doit estre ratifiée dans vingt jours, aussi bien que cet pactes dotaux, par leurs Majestez le Roi & la Reine, & Monseigneur le Dauphin; Monsieur le Duc Maximilien, comme Administrateur & Curateur, promet & demeurera obligé pour Monsieur l'Electeur de Baviére, de donner en Dote à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine de Baviere, en faveur du Mariage qu'elle contracte avec Monseigneur le Dauphin, Fils unique du Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, & lui paiera, ou à celui qui aura pouvoir & commission dudit Seigneur, la somme de cent mil Ecus ou leur juste valeur en la Ville de Paris, comme aussi de lui donner des pierreries & autres ornemens montant à pareille somme de cent mil Ecus, & ladite Dote sera paiée en la maniere suivante. Le tiers au tems de la consommation du Mariage, l'autre tiers à la fin de l'anné depuis ladite consommation, & la derniere troisiéme partie six mois aprés, en sorte que l'entier paiement de ladite somme de cent mil Ecus sera fait en dix-huit mois de tems, aux termes & portions qui viennent d'estre specifiez.

III. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige d'assurer & assurera la Dote de ladite Serenissime Princesse Marie Anne Christine sur bonnes rentes & biens assurez, & sur fond & assignats valables en contentement de Monsieur l'Administrateur & de Monsieur l'Electeur de Baviere, ou des personnes qu'il nommera pour cet effet à mesure & à proportion de ce que sadite Majesté aura receu desdits cent mil Ecus ou de leur juste valeur, dans les termes ci-dessus dits, & envoiera aussi-tost à Monsieur l'Administrateur & Monsieur l'Electeur, les actes de ladite assignation & consignation de rente. Et en cas de dissolution dudit Mariage, & que de droit la restitution de la Dote ait lieu, elle sera renduë à la Serenissime Princesse Marie Anne Christine, ou à ce-

Altesse

lui qui aura charge ou droit d'elle, & pendant le tems qui courra qu'on ne lui rendra point fadite Dote, fon Alteffe ou fes heritiers & fucceffeurs jouïront des revenus à quoi fe monteront lefdits cent mil Ecus à raifon du denier vingt, qui feront paiez en vertu defdites affignations.

IV. S. M. T. C. donnera pour Monfeigneur le Dauphin à la Sereniffime Princeffe Marie Anne Chriftine, pour fes bagues & joiaux la valeur de cinquante mil Ecus d'or fol, lefquels & tous autres qu'elle portera avec foi lui appartiendront fans difficulté, comme eftant biens de fon patrimoine, propre à ladite Princeffe, fes heritiers ou fucceffeurs, ou à ceux qui auront fon droit & caufe.

V. S. M. T. C. fuivant l'ancienne & loüable coutume de la Maifon de France, affignera & conftituera à ladite Dame Princeffe Marie Anne Chriftine pour fon Doüaire, vingt mil Ecus d'or fol chacun an, qui feront affignez fur revenus & terres où y aura juftice, dont le principal lieu aura titre de Duché, & confecutivement jufqu'à la concurrence de ladite fomme de vingt mil Ecus d'or fol chacun an; Defquels lieux & terres ainfi donnez & affignez, ladite Princeffe jouïra par fes mains, & de fon autorité & de celle de fes Commiffaires & Officiers, & aura la Juftice, comme il a efté toujours pratiqué. Davantage à elle appartiendra la provifion de tous les Offices vacans, comme ont accoutumé d'avoir les Reines & Dauphines de France; bien entendu neanmoins que lefdits Offices ne pouront être donnez qu'à naturels François, comme auffi l'adminiftration & les Fermes defdites terres, conformement aux Loix & Coutumes du Roiaume de France; de laquelle fufdite affignation ladite Dame Princeffe Marie Anne Chriftine, entrera en poffeffion & jouïffance fi tôt que Doüaire aura lieu, pour en jouïr toute fa vie, foit qu'elle demeure en France, ou qu'elle fe retire ailleurs hors de France.

VI. S. M. T. C. donnera & affignera à ladite Dame Princeffe Marie Anne Chriftine, pour la dépenfe de fa Chambre, & entretenement de fon Etat & de fa Maifon, fomme convenable, telle qu'appartient à une Princeffe d'un fi haut rang, la lui affignant en la forme & maniere qu'on a accoutumé en France de donner affignation pour tel entretenement.

VII. Monfeigneur le Dauphin & ladite Dame Princeffe Marie Anne Chriftine, s'épouferont & marieront par procuration qu'envoiera mondit Seigneur le Dauphin à ladite Princeffe, par paroles de prefent; ce qu'étant fait M. l'Electeur la fera mener à fes frais & depens jufqu'au plus prochain lieu de la frontiere de France en Alface, avec la dignité & appareil qu'appartient à fi grande Princeffe; & avec le même appareil elle fera recuë par Monfeigneur le Dauphin.

VIII. Qu'en cas que le Mariage fe diffolve entre mondit Seigneur le Dauphin & ladite Dame Princeffe Marie Anne Chriftine, & qu'elle le furvive, en ce cas il fera en la liberté de ladite Dame Princeffe, ou de demeurer en France en tel lieu qu'il lui plaira, ou de retourner en Baviere fans aucun empêchement, ou en tels autres endroits qu'elle choifira plus convenables hors de France toutefois & quantes que bon lui femblera, avec tous fes biens, dote & doüaire, bagues, joiaux & veftemens, vaiffelle d'argent, & tous autres meubles quelconques, avec fes Officiers & ferviteurs de fa Maifon, fans que pour aucunes chofes que ce foit ou feroient furvenuës, on lui puiffe donner aucun empêchement quelconque, ni arrefter fon depart, ni directement ni indirectement empêcher la jouïffance & recouvrement defdites dote & doüaire, ni autres affignations qu'on lui auroit données ou dû donner. Et pour cet effet S. M. T. C. & Monfeigneur le Dauphin donneront à M. le Duc Maximilien, comme Adminiftrateur, Tuteur & Curateur pour ladite Dame Princeffe Marie Anne Chriftine fa Niece, telles Lettres de fureté qui feront neceffaires, fignées de leur propre main, & fcellées de leur Sceau. Et dès à prefent comme dèflors S. M. T. C. leur affurera & promettra pour foi & pour fes fucceffeurs Rois, en foi & parole de Roi.

IX. Ce Traité & concert de Mariage a efté fait avec deffein de fupplier nôtre S. Pere le Pape, comme dès à prefent leurs Majeftez le Roi & la Reine de France & de Navarre, Monfeigneur le Dauphin, & Monfieur le Duc Maximilien Philippe, tant comme Adminiftrateur qu'au nom de Monfieur l'Electeur, l'en fupplient, qu'il ait agreable de l'approuver, & lui donner fa benediction Apoftolique; comme auffi d'en approuver les Capitulations & Ratifications qui en auront efté faites de part & d'autre, & les écritures & juremens qui fe feront & octroieront pour fon accompliffement, les inferant en fes Lettres d'Approbation & de Benediction. Que S. M. T. C. & ledit Sieur Duc Maximilien, comme Adminiftrateur, Tuteur & Curateur, approuveront & ratifieront cette prefente Capitulation & tout ce qu'elle contient; promettront & s'obligeront lefdits Seigneurs Rois & Dauphin fur leur foi & parole Roiale, & Monfieur le Duc Maximilien Philippe fous la fienne & celle de Monfieur l'Electeur fon Neveu, de la garder & accomplir inviolablement; delivreront à cet effet leurs Brevets ou Lettres en la forme accoutumée, lefquels fufdits Brevets ou Lettres de Ratification de la prefente écriture, feront échangez refpectivement dans vingt jours, à compter du jour & datte de la prefente, avec l'obligation expreffe de n'y point contrevenir; car ainfi l'ont promis & ftipulé lefdits Sieurs Plenipotentiaires, en vertu des pouvoirs ci-deffus dits. Et lefdits Sieurs Contractans l'ont figné de leurs mains & noms, & m'ont requis que de toute cette Convention j'en fiffe quatre Originaux, deux en Latin & deux en François, defquels j'en ay remis deux en Langues differentes à chacune des parties. Fait & figné l'année, le jour, l'heure, & en prefence que deffus. Ainfi figné, COLBERT DE CROISSY. BERNARD BERO, Baron de Rechberg. MAXIMILIEN FERDINAND, Comte de Terring en Seeveld. GASPARD SCHMID, de Hagelbach & Purenbach.

Plenipotentiaire du Roi.

LOUïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces prefentes Lettres verront, Salut. Après que Dieu a beni fi heureufement l'application continuelle que nous avons donnée au bien de nôtre Etat, foit par l'ordre que nous avons eftabli au dedans, foit par les conqueftes dont nous l'avons augmenté au dehors; l'unique foin qui nous refte pour le bonheur de nos fujets, eft de nous donner des fucceffeurs, qui puiffent à nôtre exemple & touchez du même amour que nous avons pour nos peuples, perpetuer dans les fiecles à venir la felicité dont ils jouïffent fous nôtre Regne, & foutenir avec la même gloire ce haut point de grandeur & de puiffance auquel nous avons élevé nôtre Couronne. C'eft dans cette veuë qu'aiant pris la refolution de marier nôtre tres-cher & tres-aimé Fils Louis Dauphin de France, & de lui donner pour Epoufe une Princeffe en qui la vertu & toutes les qualitez dignes d'un fi haut rang, foient unies à celles d'une illuftre naiffance; Nous avons jetté les yeux fur la Princeffe Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puiffant Prince Ferdinand Marie, Electeur du Saint Empire & Duc de Baviere; & de tres-haute & tres-puiffante Princeffe Henriette Adelaïde de Savoie, Electrice & Ducheffe de Baviere, dans laquelle nous trouvons joints également tous ces avantages que nous pouvons le plus defirer. Et parce que pour traiter une affaire de cette importance Nous avons befoin d'une perfonne fur la fuffifance, l'experience & la fidelité de laquelle nous puiffions plei-

nement nous reposer, Nous avons fait choix du Sieur Colbert, Conseiller en tous nos Conseils & President en nostre Parlement, dont le zele & la capacite nous ont esté éprouvez tant de fois dans les divers emplois & Ambassades que nous lui avons ci-devant commis. Nous avons jugé à propos pour ce sujet de le faire passer en Baviere, & de lui remettre le soin de resoudre & arrester en nostre nom les articles de Mariage entre nostredit Fils le Dauphin & ladite Princesse Electorale. A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons commis, ordonné & deputé, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, ledit Sieur President Colbert, pour stipuler & resoudre avec les Ministres qui seront commis à cet effet, munis de pouvoirs suffisans, les articles & conditions dudit Mariage entre nostredit Fils le Dauphin & ladite Princesse de Baviere, regler & accorder les Dot, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiemens dudit Dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement & execution de tout ce qui aura esté accordé; promettre en nôtre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura esté arresté & convenu par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage, & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, negocier, conclure & signer, tout ainsi que nous ferions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requist un mandement plus special qu'il n'est contenu en cesdites presentes: Car tel est nostre plaisir. En témoin de quoi nous y avons fait mettre nostre Scel. Donné à S. Germain en Laye le 18. jour d'Octobre l'an de grace 1679.. & de nostre Regne le trente septiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par le Roi ARNAULD.

Pleinpouvoir de la Reine.

MARIE THERESE par la grace de Dieu Reine de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Roi nostre tres-honoré Seigneur & Epoux, aiant pris la resolution de satisfaire le desir de ses peuples par le Mariage de nostre Fils le Dauphin, avec une Princesse qui puisse donner des successeurs à cette Couronne capables de continuer le bonheur & la felicité dont ils jouissent, par les soins, la prudence, & la valeur de nostredit Seigneur & Epoux; il a pour cet effet jetté les yeux sur la Princesse Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & de tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie, comme une Princesse en qui se trouvent toutes les bonnes qualitez d'esprit & de conduite que nous pouvons desirer. Et parce qu'il est necessaire que nous commettions quelqu'un de nôtre part pour traiter & convenir des articles dudit Mariage, nous avons jugé que nous ne pouvions faire un plus digne choix que du sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous les Conseils dudit Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Epoux, President en son Parlement, & son Envoié extraordinaire à Munich. A ces causes & autres à ce nous mouvans, voulant toûjours nous conformer aux desirs & intentions du Roi nôtre tres-honoré Seigneur & Epoux, Nous avons audit Sieur Colbert donné & donnons par ces presentes signées de nôtre main, plein-pouvoir, Commission & mandement special, pour stipuler & resoudre avec les Commissaires qui seront munis d'un pouvoir suffisant, les articles & conditions du Mariage, d'entre nostredit Fils le Dauphin & lad. Princesse de Baviere, regler & accorder les dot, assignats & conventions d'iceux, convenir des termes & paiement dudit dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement & execution de ce qui aura esté accordé; promettre en nostre nom que nous ratifierons & aurons pour agreable de nostre part, tout ce qui aura esté convenu & arresté par ledit Sieur Colbert au sujet dudit Mariage & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dépendances, faire, stipuler, procurer, demander, negotier, conclure & signer, tout ainsi que nous ferions ou pourrions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requist un mandement plus special qu'il n'est contenu en ces presentes: Car tel est nôtre plaisir. Donné à saint Germain en Laye le 24. jour de Decembre 1679. Signé, MARIE THERESE. Et plus bas: Par la Reine, COLBERT.

Pleinpouvoir de Monseigneur le Dauphin.

LOUIS Dauphin de France, Fils Unique du Roi: A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. La tendresse & l'affection que le Roi nostre tres-honoré Seigneur & Pere nous a toujours témoigné, jointe aux vœux de tous ses peuples, de nous donner un Epouse qui par la benediction du Ciel lui donne des successeurs qu'il puisse par ses propres soins rendre capables d'imiter ses vertus & les grandes qualitez qui rendent son Regne si heureux, a determiné son choix à la Princesse Electorale Marie Anne Victoire de Baviere, Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Ferdinand Marie, Electeur du S. Empire, & Duc de Baviere, & tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Adelaide de Savoie: & a envoié à Munich pour conclure ce Mariage le Sieur Colbert, Conseiller ordinaire en tous ses Conseils, President en son Parlement. Et parce qu'il est est necessaire que nous lui donnions aussi un pouvoir suffisant pour y stipuler & agir en nostre nom, & que nous ne pourrions d'ailleurs faire choix d'une autre personne en qui nous puissions prendre une confiance plus entiere. A ces causes & autres à ce nous mouvans, Nous avons en consequence de l'ordre & pouvoir qui nous en a esté donné par nostredit tres-honoré Seigneur & Pere, donné & par ces presentes signées de nostre main donnons pleinpouvoir, commission & mandement special audit Sieur Colbert, pour stipuler, arrester & resoudre en nôtre nom, avec les Commissaires qui seront munis d'un pouvoir suffisant, les articles & conditions de nostredit Mariage avec ladite Princesse de Baviere, en regler & accorder les dot, assignats & conventions, convenir des termes dudit dot, donner & accepter de part & d'autre les seuretez, promesses & obligations qui seront necessaires pour l'accomplissement de tout ce qui aura esté accordé; promettre en nostre nom que nous ratifierons & aurons agreable tout ce qui aura esté arresté & convenu pour nous par ledit Sieur Colbert au sujet de nostredit Mariage, & generalement en tout ce que dessus, circonstances & dependances, faire, stipuler, demander, conclure & signer, tout ainsi que nous ferions ou pourions faire si nous y estions presens en personne, encore que le cas requist un mandement plus special qu'il n'est contenu en cesdites presentes. En témoin de quoi nous avons fait mettre nostre Scel à cesdites presentes. Donné à S. Germain en Laye le 24. Decembre 1679. Signé, LOUIS. Et plus bas: Par Monseigneur, Colbert.

Pleinpouvoir de Monsieur le Prince Maximilien Philippe, Curateur & Tuteur de Monsieur l'Electeur de Baviere.

NOs Maximilianus Philippus, Dei gratia utriusque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Landgravius in Leichtenberg, & pro tempore Statuum, & omnium Provinciarum Electoralium Administrator, Tutor & Curator. Notum facimus præsentibus hisce, profitemur ac contestamur, postquam Christianissimus & potentissimus Princeps Dominus Ludovicus XIV. Galliarum & Navarræ Rex, Dominus consanguineus & affinis noster colendissimus & Do-

ANS de J. C. 1679. & Domui nostræ Electorali Bavariæ, id honoris & gloriæ conferre ac concedere voluit, ut inter Filium Regiæ Majestatis suæ Ludovicum Delphinum; & Fratris carissimi nostri nuper defuncti Electoris Bavariæ Ferdinandi Mariæ, ejusque defunctæ conjugis Henriethæ Adelhaidis, natæ Principissæ Sabaudiæ, piissimæ memoriæ adultiorem relictam filiam, Serenissimam Mariam Annam Christinam, utriusque Bavariæ ac Palatinatus Superioris Ducissam, Principissam & Neptem nostram charissimam matrimonium auspicante Deo ineatur: Ad cujus negotii pertractationem & conclusionem Regia Majestas sua ad Aulam hanc Electoralem Dominum Carolum Colbert, Marchionem à Croissy, à sanctioribus Regis Consiliis, & in supremo Parlamento Curiæ Præsidem, sufficienti mandato instructum ablegavit, eique vigore illius commisit, ut cum Consiliariis & Ministris Electoralibus, quos nos ad hosce tractatus, sufficienti similiter mandato legitimatos deputaverimus, conditiones & articulos prædicti matrimonii hujus pacisci, stipulari & concludere possit ac valeat. Quod nos vicissim vigore præsentis instrumenti propria manu nostra subscripti, potestatem & facultatem dederimus Bernhardo Beroni, Baroni in Rechberg, Domino in Hochem Rechberg, & Principis & Electoris moderni Bavariæ Domini Maximiliani Emanuelis Nepotis nostri charissimi, Consiliario intimo, Supremo Camerario & Præfecto in Erding; Item Maximiliano Ferdinando Comiti de Thorring in Seefeld, & Consilii Electoralis intimi Consiliario, Aulæ Electoralis supremo Mareschallo, & Præfecto in Wolfershausen; necnon Gasparo Schmid ab Hals & Purnbach, modo dicti Electoralis Consilii intimi Cancellario, feudorum supremo Præposito & Præfecto in Aybling eisdem mandantes, ut cum prædicto Regiæ Majestatis suæ Christianissimæ Ablegato Domino Colbert, articulos & conditiones matrimonii hujus intra memoratum Christianissimæ Majestatis suæ Filium Delphinum & dictam charissimam Neptem nostram, nostro nomine pacisci, stipulari ac concludere dotem & donationes propter nuptias constituere & assignare, desuper obligationes facere, & omnia alia, quæ ad perficiendum & adimplendum negotium & tractatum hunc quomodocunque necessaria erunt; ab eodem dependent vel dependere possunt, agere & procurare, necnon ulterius nostro nomine promittere possint & valeant, quod nos omnia illa ratificaturi & ratihabituri simus; quæ illi in hoc matrimoniali negotio tractarunt & concluserunt, ac si id omne à nobis & per nosmetipsos in propria persona factum esset; tametsi casus iste specialius mandatum, quàm huic instrumento insertum est, fortasse requireret. Ad quorum omnium fidem instrumentum hoc propria manu subscripsimus & consueto administrationis nostræ sigillo signari curavimus. Actum Monachi 28. Decembris anno 1679. Signatum, Maximilianus Philippus.

Et comme je Antoine de Berchem in Pluedenburg, Menzing & Allach, Conseiller d'Etat de son Altesse Serenissime Electorale de Baviere, Gouverneur in Dingelsing & Reisbach, Comte Palatin & Notaire; ait été exprés requis à cet acte avec Messieurs les Témoins, & ay veu & oüi toute chose en general & en particulier se passer ainsi, j'ai fait là dessus cet instrument public écrit de la main d'autrui, mais collationné ponctuellement en presence de Messieurs les Plenipotentiaires de part d'autre, & ensuite je l'ai publié. Et s'étant trouvé que dans le septiéme article, la quatriéme page & la derniere ligne ces deux paroles (de France) estoient obmises, elles ont esté ajoutées en marge. Pareillement au pouvoir du Roi dans la sixiéme page sur la fin, les paroles (nous pouvons le plus desirer & parce que) ont esté inserées avec une marque particuliere. Comme encore dans le pouvoir de son Altesse le Duc Maximilien Administrateur, ont manqué les deux mots Latins, *Intimi Consiliario*, qui ont esté joints en marge, tout ce qui sera de la mesme force comme s'il avoit esté mis dans le contenu mesme.

CLXXVI.

Addition au (a) Traité de Paix entre les PROVINCES-UNIES *&* *la ville* D'ALGER, *fait au mois d'Avril*, 1679. *lesdites additions concluës le* 1. *Mai*, 1680. Recueil des Traitez fait entre les Provinces-Unies & divers Etats. ANS de J.C. 1680. LES PROVINCES UNIES ET ALGER.

(a) Voyez ce Traité ci-dessus, pag. 429.

VEu que le premier & le vingtiéme Articles de ce Traité, apres avoir été ratifié & signé, n'ont point été observés en tous leurs points, il est depuis convenu, que la Paix susmentionnée commencera du jour que le Navire de Guerre desdits Seigneurs Etats avec le present a donné fonds à la Rade d'Alger, à sçavoir des le vingt-deuxiéme jour d'Avril selon le stile nouveau de l'Année presente mil six cents quatre vingt; Et en suite tout ce qui sera pris depuis ledit jour inclusivement, sera restitué de bonne foy.

Pour l'éclaircissement de l'Article dousiéme touchant le point de la diminution des droits deus à la Maison Royale d'Alger, comme aussi d'autres frais, qui se payent à l'occasion du rachat des Esclaves, il est convenu, que les Esclaves étants Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats, aprés leur affranchissement, payeront à ladite Maison en tout la somme de trente neuf & trois quarts piece de huict, sans plus rien, ni sans être tenu à payer d'autres droits de quelque nom qu'ils puissent etre: En outre si quelque Esclave ou Esclaves de toutes sortes de Nations étant rachetés par le Consul ou autres Ministres desdits Seigneurs Etats, eussent à s'embarquer pour leur transport sur un Vaisseau François, Anglois, ou d'autres Nations, ils ne seront nullement tenus de passer un Acte d'obligation devant les Ministres desdites Nations, de quelque authorité qu'ils fussent, ains leurs aiant payé les Patentes de Santé, ils partiront librement sans aucun empeschement.

Il est encore convenu que tout l'Argent que lesdits Seigneurs Etats, ou leurs Sujets envoyeront à Alger, pour être employé au rachat de leurs Esclaves, ne payera point de droits à ladite Maison Royale, ains il en sera exempt tout a fait.

Nuls Patrons d'Alger ne pourront, leurs Esclaves étans Sujets & Habitans desdits Seigneurs Etats, vendre à d'autres Nations, ni les transporter ailleurs pour y être vendus.

Ainsi confirmé, signé, & scellé en presence de Dieu, le premier jour de May l'An de grace mil six cens quatre vingt, étant sur la fin de la Lune Rabia Elouel, en l'Année mil nonante & un de Hegira.

Etoit Signé,

(L.S.) . . . .
(L.S.) *Thomas Hees.* (L.S.) . . . .
(L.S.) *Jacob de Paz.* (L.S.) . . . .
(L.S.) . . . .

CLXXVII.

Traité entre la SUEDE *&* *le* DANNEMARC, *sur le Passage du Zund & du Belt. Fait par l'entremise du Roi de France, à Coppenhague le huitiéme Mai*, 1680. Freder. Leonard. Tom. V. ANS de J. C. 1680. SUEDE ET DANNEMARC.

POur ce qui regarde les diférends nez à l'occasion du passage du Zund & du Belt, le tres-haut & tres-puissant Prince Louis XIV. Roi de France & de Navarre, meû d'un loüable dessein d'augmenter la bonne intelligence, qui a déja été retablie entre leurs Majestez, auroit en consequence du septiéme Article du Traité de Fontainebleau, nommé son Conseiller & Com-

ANS de J.C. 1680.

Commissaire deputé le Sieur de la Piquetiere, pour assister en son nom aux conférences, qui se tiendroient sur ce sujet, & terminer à l'amiable toutes les difficultez, qui s'y pouroient rencontrer, lequel y aiant emploié son entremise avec toute la diligence possible, nous sommes convenus de ce qui suit.

Premierement. Il a été accordé, que les noms des participans doivent être exprimez dans tous les passeports Suedois, qui seront montrez au Bureau de la doüane du Roi de Dannemarc, au Zund & au Belt, pour être exempts desdites doüanes.

II. Les participans, qui seront presens lorsque les passeporta s'expedieront, affirmeront par serment convenable devant le Magistrat des lieux, la part qu'ils auront dans un vaisseau, & les absens envoieront leur serment par écrit, ou le feront faire par leurs procureurs aians pouvoit d'eux.

III. Il est aussi convenu, que les personnes de qualité, qui ne sont point marchands, & qui se trouveront interessées dans un vaisseau, seront exemptes de prêter ledit serment, mais que neanmoins elles donneront leur declaration & leur revers par écrit, au lieu dudit serment.

IV. On n'accordera point de passeport à aucun étranger, sous quelque nom que ce puisse être, mais seulement aux veritables sujets du Roi de Suede, qui demeurent & sont habituez en Suede, ou dans les Provinces, qui en dépendent, entre lesquels seront compris les Ministres Suedois qui se trouveront dans les pais étrangers pour les affaires publiques, & non ceux qui y vivent en bourgeois, & y trafiquent.

V. Si quelqu'un, sous quelque pretexte que ce soit, entreprend d'y contrevenir, & en peut être convaincu, en cas qu'il soit pris dans les Roiaumes & Païs de leurs Majestez, il sera puni selon les loix de chaque Roiaume, & son vaisseau & effets, ou la part qu'il se trouvera y avoir, sujets à confiscation.

VI. Si quelqu'un desdits participans dans an & jour, qui est le tems que chaque passeport doit être renouvellé, veut ceder ou vendre la part qu'il a dans un vaisseau à quelqu'un, qui n'a pas la franchise Suedoise, il doit aussi-tost le faire savoir au Magistrat, qui a expedié le passeport ; faute dequoi il sera sujet à la peine ci-dessus mentionnée, pour la part qui le touche.

VII. Et pour plus grande seureté, quand on renouvellera les passeports, les nouveaux participans seulement, & non les anciens, préteront le serment en la maniere ci-dessus dite.

VIII. Les certifications touchant les biens des Suedois, & marchandises qui entreront dans le Roiaume & Provinces qui en dépendent, ou qui en sortiront, ne seront point expediées en blanc par le Magistrat, ou celui qui commande dans le lieu de la part du Roi de Suede, & ne seront accordées à aucun autre qu'aux veritables sujets Suedois, & habituez dans le Roiaume, savoir aprés le serment ou revers susmentionné duement fait, que les biens & marchandises, qui sont exprimées dans les certifications, sont pour leur propre compte, & leur apartiennent à eux seuls ; & le tout doit être écrit d'une seule main, sur les lieux, où les certifications s'expedient, excepté le nom du vaisseau & du maître de navire, ou schipre, & soussigné du Secretaire, ou de celui, qui sera en sa place, sur peine de confiscation, si quelque chose se passe autrement : comme aussi les Secretaires seront déposez de leurs charges, s'ils font au contraire de ce qui est dit ci-dessus.

IX. Et afin que les certifications ne puissent être expediées en blanc, on y exprimera seulement combien de tonneaux, quailles, ou ballots, sans specifier les marchandises, qui seront dedans : & si au passage du Zund & du Belt, on trouve plus de ballots, tonneaux, ou quaisses, qu'il n'en aura été marqué dans la certification, alors on en devra payer la doüane ; mais s'il s'en trouve moins, cela ne prejudiciera point au marchand.

X. Les maîtres des Navires Suedois, & des autres nations, seront obligez dans vint-quatre heures aprés leur arrivée au Zund ou Belt, de se rendre à la chambre de la doüane desdits lieux, & d'y montrer leurs passeports, à moins qu'ils n'en fussent empêchez par le mauvais tems, ou tempête, ensorte que personne ne pût aller ausdits vaisseaux, ni en venir ; ce qui s'entend aussi des vaisseaux étrangers portans des marchandises qui appartiennent aux Suedois.

XI. Et quand quelque vaisseau aura été long-tems dans son voiage, & qu'on poura voir à son passeport qu'il est Suedois, & qu'il a passé le Zund la même année, en ce cas son passeport vaudra, & il ne lui sera point necessaire d'en avoir d'autre. Ce qui ne s'entendra pourtant pas des vaisseaux, qui seront partis directement du duché de Breme, de Halland, Gotenbourg, ou Mastrand pour un voiage de long cours, & ensuite passeront le Zund & le Belt.

XII. Quand les passeports & certifications auront été dressés selon le formulaire des traitez, les officiers des doüanes du Zund & du Belt, expedieront les vaisseaux Suedois incessamment, & sans aucun retardement, sous quelque pretexte que ce soit.

XIII. Les vaisseaux Suedois qui viennent de la mer du Levant, seront expediez en la maniere acoutumée au Zund & au Belt, pendant trois mois aprés la ratification du present traité ; & ceux qui viennent de la mer d'occident jusqu'à la fin de la presente année ; aprés quoi de part & d'autre on se reglera sur le present traité.

XIV. En cas qu'à l'avenir une des deux parties eût à se plaindre de quelque contravention audit traité, on l'ajustera à l'amiable & de bonne foi, ensorte que les sujets de leurs Majestez soient satisfaits sur les pretentions qu'ils pouront avoir avec justice.

XV. Le present Traité sera ratifié dans trois semaines, ou plûtôt si faire se peut.

Fait à Coppenhague le huitiéme Mai 1680. Signé par M. Jean Gullenstiern, Senateur de Suede ; & Messieurs Allefeld, Chancelier de Dannemark, & le Comte Antoine d'Oldembourg, & le Baron Jull, Conseillers privez.

CLXXVIII.

ANS de J.C. 1681. FRANCE ET LINANGE.

Acte de Foi & Hommage rendu au Roi de France LOUIS XIV. *par le Comte de* LINANGE *pour les Terres & Seigneuries de Stadeck & de Landsberg, faisant partie de la Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun. Du vingt-huitiéme Avril* 1681. Freder. Leonard. Tom. VI.

Extrait des Registres de la Chambre Royale establie à Metz.

CE jour Emich Comte de Linange, tant pour luy que pour Elizabeth Chrestienne Princesse Palatine de deux Ponts son Epouse ; Jean Philippe Comte d'Isembourg & de Budingue, & Charlotte Amelie aussi Princesse de deux Ponts son Epouse : Se sont presentez à la Chambre, en execution de la Declaration du Roi du dix-septiéme Octobre dernier, & publication d'icelle, par Thierry Cajot fondé de Procuration speciale, lequel entré en ladite Chambre sans baudrier, ceinture, épée ni eperons, precedé du Greffier & du premier Huissier, se seroit approché de Monsieur Bazin, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de son Hostel, Intendant de la Justice, Police & Finance en la Generalité de Metz, l'un des Commissaires de ladite Chambre, & y Présidant ; estant à genoux sur un carreau, les mains

jointes

ANS de J.C. 1681. jointes, lecture faite du Memoire par luy donné; contenant à quel Titre ils possedent leurs Fiefs, a fait pour eux leurs foy & hommage dûs à S. M. à raison des Terres & Seigneuries de Stadek & de Lansberg, faisans partie du Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun: Sur lesquelles Terres & Seigneuries les deniers dotaux desdites Dames sont assignez, a promis foy, loyauté & service à Sadite Majesté envers & contre tous, & se comporter comme bons & fidels Vassaux, lesquels sont tenus faire envers leur Souverain Seigneur; ausquels foy, hommage & serment de fidelité, ils ont esté receus sous le droit du Roi & l'autruy, à la charge de donner en la Chambre leur aveu & dénombrement dans quarante jours suivant l'Ordonnance, de payer les droits & devoirs à sa Majesté, si aucuns sont dûs, dont a esté octroyé Acte. Fait à Metz en la Chambre Royale, le 18. Avril 1681. Collationné, & signé, TAGNIER.

LOUIS par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre: Au Juge Royal de Sierck ou son Lieutenant, Substitud de nostre Procureur General, Receveurs des Domaines, ou leurs Commis, Salut. Sçavoir faisons, à la relation de nos amez & feaux les Commissaires de la Chambre Royale, par Nous établie en nostre Ville de Metz, que nostre bon amé Emich Comte de Linange, tant pour luy que pour Elizabeth Chrestienne Princesse Palatine de deux Ponts son Epouse; Iean Philippe Comte d'Ifembourg & de Budingue, & Charlotte Amelie aussi Princesse de deux Ponts son Epouse, ont cejourd'hui fait en nostredite Chambre, en execution de nostre Declaration du dix-septiéme Octobre dernier, par Thierry Cajot, fondé de Procuration speciale, les foi & hommage qu'ils estoient tenus nous rendre; à raison des Terres & Seigneuries de Stadeck & de Lansberg, faisans partie du Comté de Veldens, relevant de l'Eglise de Verdun, sur lesquelles Terres & Seigneuries les deniers dotaux desdites Dames sont assignez, icelles mouvans de Nous; ausquels foy, hommage & serment de fidelité, lesdits Sieurs Comtes de Linange & d'Ifembourg, & les Dames leurs Epouses ont esté receus, comme il paroit par l'Acte cy-attaché sous le contre-scel de nostre Chancellerie, aux charges ordinaires, & de donner leur aveu & dénombrement dans quarante jours suivant l'Ordonnance. Si mandons & ordonnons à chacun de vous en droit soy, comme à luy appartiendra, que si pour cause desdits foy & hommage non faits, ou autres empêchemens, lesdites Terres & Seigneuries sont ou estoient mises en nostre main, ou autrement empêchées, vous mettiez ou fassiez mettre incontinent & sans délay par provision, lesdits Sieurs Comtes de Linange & d'Ifembourg, & les Dames leurs Epouses, en pleine & entiere joüissance, & des honneurs, droits, fruits, profits & revenus d'icelles, comme ils en ont joüi ou deu joüir cy-devant pourveu que dans les quarante jours portez par l'Ordonnance, ils baillent en nostredite Chambre leur aveu & dénombrement en bonne & düe forme, fassent & payent les autres devoirs & droits, si aucuns sont dûs, & qu'il n'y ait aucune chose contre nos Droits & Domaines, ou autres causes raisonnables d'empêchemens; desquelles en ce cas vous donnerez avis à nôtre Procureur General. Donné à Metz en nostredite Chambre le vingt-huitiéme jour d'Avril l'an de grace 1681. & de nôtre Regne le trente-huitiéme. Par la Chambre, signé, BREVOT.

CLXXIX.

ANS de J.C. 1681. LA FRANCE ET STRASBOURG.

Articles proposez par les Prêteurs, Consuls & Magistrat de la Ville de STRASBOURG, *& accordez pour la reduction de ladite Ville à l'obeïssance du Roi de France* LOUIS XIV. *le 30. Septembre 1681.* Freder. Leonard. Tom. VI.

NOUS François Michel le Tellier, Marquis de Louvois, Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté, & Joseph de Ponts, Baron de Monclar, Lieutenant General des Armées du Roi, Commandant pour sa Majesté en Alsace, avons en vertu du pouvoir à nous accordé par sa Majesté, pour recevoir la Ville de Strasbourg à son obeïssance, mis les Apostilles cy-dessus, dont nous promettons fournir la Ratification de sa Majesté, & la remettre au Magistrat de Strasbourg, entre cy & dix jours.

LA Ville de Strasbourg, à l'exemple de Monsieur l'Evesque de Strasbourg, le Comte de Hanau, Seigneur de Flekenstein, & de la Noblesse de la Basse Alsace, reconnoist sa Majesté Tres-Chrestienne pour son Souverain Seigneur & Protecteur.

Le Roy reçoit la Ville & toutes ses dépendances en sa Royale protection.

II. Sa Majesté confirmera tous les anciens Privileges, Droits, Statuts, & Coutumes de la Ville de Strasbourg: tant Ecclesiastiques que Politiques, conformément au Traité de Paix de Westphalie confirmé par celuy de Nimegue.

Accordé.

III. Sa Majesté laissera le libre exercice de la Religion comme il a esté depuis l'année 1624. jusques à present, avec toutes les Eglises & Escoles, & ne permettra, à qui que ce soit, d'y faire des pretensions, ni aux biens Ecclesiastiques, Fondations & Convents, à sçavoir l'Abbaye Saint Etienne, le Chapitre de Saint Thomas, Saint Marc, Saint Guillaume, aux Tous-Saints, & tous les autres compris & non-compris; mais les conservera à perpetuité à la Ville & ses Habitans.

Accordé, pour jouir de tout ce qui regarde les biens Ecclesiastiques, suivant qu'il est prescrit par le Traité de Munster, à la reserve du Corps de l'Eglise de Nostre-Dame, appellée autrement le Dome, qui sera rendu aux Catholiques; Sa Majesté trouvant bon neanmoins qu'ils puissent se servir des cloches de ladite Eglise, pour tous les usages cy-devant pratiquez, hors pour sonner leurs prieres.

IV. Sa Majesté veut laisser le Magistrat dans le present état avec tous ses Droits, & libre élection de leur College, nommément celuy de Treize, Quinze, Vinge & un, Grand & Petit Senat, des Eschevins, des Officiers de la Ville & Chancelerie, des Convents Ecclesiastiques, l'Université avec tous leurs Docteurs, Professeurs, & Estudians en quelque qualité qu'ils soient, le College, les Tribus & Maistrises, tous comme ils se trouvent à present, avec la Jurisdiction Civile & Criminelle.

Accordé, à la Reserve que pour les causes qui excederont mille livres de France en capital, on en pourra appeller au Conseil de Brisac, sans neanmoins que l'appel suspende l'execution du jugement, qui aura esté rendu par le Magistrat, s'il n'est pas question de plus de deux mille livres de France.

V. Sa Majesté accorde aussi à la Ville que tous les revenus, droits, peages, pontenages, & commerce, avec la Doüane soient conservez en toute liberté & joüissances, comme elle les a eûs jusques à present, avec la libre disposition de la Pfenningthurn, & la monnoxe, des Magasins de Canons, Munitions, Armes, tant de ceux qui se trouvent dans l'Arsenal, qu'aux remparts & maisons de la Bourgeoise, des Magasins de bleds, vins, bois, charbons, suif, & tous les autres, les cloches,

ANS de J. C. 1681.

cloches; comme aussi les Archives, Documens, & papiers de quelque nature qu'ils soient.

Accordé, à la reserve des Canons, munitions de guerre & armes des magazins publics, qui seront au pouvoir des Officiers de sa Majesté, & à l'égard des armes appartenantes aux particuliers, elles seront remises dans l'Hostel de Ville en une salle, dont le Magistrat aura la Clef.

VI. Toute la Bourgeoisie demeurera exempte de toutes contributions & autres payemens. Sa Majesté laissant à la Ville tous les Imposts ordinaires & extraordinaires pour sa conservation.

Accordé.

VII. Sa Majesté laissera à la Ville & Citoyens de Strasbourg, la libre jouissance du Pont du Rhein, de toutes leurs Villes, Bourgs, Villages, Maisons champestres, & Terres qui leur appartiennent, & fera la grace à la Ville de luy octroyer des Lettres de Répit contre ses creanciers, tant dans l'Empire que dehors.

Accordé.

VIII. Sa Majesté accorde aussi Amnistie de tout le passé, tant au public, qu'à tous les particuliers, sans aucune exception: & y fera comprendre le Prince Palatin de Veldentz, le Comte de Nassau, le Resident de sa Majesté Imperiale, tous les Hostels, le Bruderhoff avec ses Officiers, maisons & appartenances.

Accordé.

IX. Il sera permis à la Ville de faire bastir des Casernes, pour y loger les Troupes qui y seront en garnison.

Accordé.

X. Les Troupes du Roi entreront aujourd'huy 30. Septembre 1681. dans la Ville à quatre heures aprés midy. Fait à Illkirch ce 30. Septembre 1681.

Signé,

De Louvois.
Joseph de Ponts Baron de Montclar.

Jean George de Zedlitz, Escuyer & Preteur,
Dominique Dietrich,
Johann Leonhard Froreisen,
Johann Philippe Schmidt,
Daniel Richshoffer,
Jonas Storr,
J. Joachim Frantz,
Christoffle Gunzer.

CLXXX.

ANS de J. C. 1682.

FRANCE ET MAROC.

Articles & conditions de Paix Traitez par l'ordre exprés de tres-haut, tres-puissant, tres-excellent & tres-invincible Prince LOUIS XIV. *par la Grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, avec les Ambassadeurs de tres-haut, tres-excellent, tres-puissant & tres-invincible Prince* MULEY JOMAEL, *Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus. Fait à Saint Germain en Laye le vingt-neuviéme Janvier* 1682. Freder. Leonard. Tom. V.

I. TOus actes d'hostilité cesseront à l'avenir entre les Armées de Terre & de Mer, & les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France, & ceux de l'Empereur de Maroc Roi de Fez & de Sus.

II. A l'avenir il y aura paix entre l'Empereur de France & ses Sujets, & l'Empereur de Maroc, Roi de Fez & de Sus, & les siens; & pourront lesdits Sujets reciproquement faire leur commerce dans les deux Empires, Royaumes & Pays, & naviguer en toute liberté sans en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

ANS de J. C. 1682.

III. Les Vaisseaux armez en guerre dans les Ports de l'Empereur de Maroc, rencontrans en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Etendart de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la copie qui sera transcrite en fin du present Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin; & reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux des Sujets de l'Empereur de Maroc, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui sera établi à Salé, desquels Certificats la copie sera pareillement transcrite en fin du present Traité.

IV. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands des deux Nations, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades, tant de la domination de l'Empereur de France, que de celle de l'Empereur de Maroc, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires, & pour les Equipages & Passages en cas de besoin. Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses necessaires, en les payant aux prix ordinaires & accoutumez, dans les lieux où ils auront relâché.

V. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François estant dans l'un des Ports ou Rades de la domination de l'Empereur de Maroc, fust attaqué par des Vaisseaux de guerre Ennemis, mesmes par ceux d'Alger & de Tunis, & des autres Ports de la coste d'Afrique, ils seront deffendus & protegez par le Canon des Châteaux & Forteresses, & il leur sera donné un temps suffisant pour sortir & s'eloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la mesme chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez en guerre par l'Empereur de Maroc ou ses Sujets, ne pourront faire des prises dans l'étendue de six lieues des Costes de France.

VI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits dans tous les Ports & les Terres de la domination de l'Empereur de Maroc, seront mis aussi-tost en liberté sans pouvoir estre retenus Esclaves, mesme en cas que les Vaisseaux d'Alger, Tunis, Tripoly, & autres qui sont ou pourront estre en guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François, ledit Empereur de Maroc donnera dés à present ordre à tous ses Gouverneurs de retenir lesdits Esclaves & de travailler à les faire racheter par le Consul François au meilleur prix qui se pourra; & pareille chose se pratiquera en France à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc.

VII. Tous les Esclaves François qui sont à present dans l'étendue des Terres de la domination dudit Empereur de Maroc, pourront estre rachetez moyennant trois cens livres piece, sans que ceux qui s'en servent à present puissent en demander un plus grand prix; ce qui sera pareillement observé à l'égard des Esclaves Sujets dudit Empereur de Maroc qui pourroient estre en France. Et comme par le projet de Tréve fait entre le Sieur de la Barre & l'Alcayde Omar, ledit Alcayde est convenu par le Billet signé de sa main, remis és mains dudit Sieur de la Barre, qu'il seroit restitué le mesme nombre de François Esclaves qu'il y avoit de Maures sur le Vaisseau du nommé Aly Baudy, lesdits Ambassadeurs asseurent qu'aussi-tost que ledit Empereur de Maroc

ANS de J.C. 1682.

leur Maistre aura connoissance de la verité du Billet donné par ledit Alcayde, il sera restituer le nombre de soixante-cinq François, pour avec vingt que ledit Alcayde a fait restituer ; faire le nombre de quatre-vingt cinq, pour l'équivalent du mesme nombre de Maures qui ont esté restituez par ledit Sieur de la Barre.

VIII. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Etrangers ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand mesme le Vaisseau sur lequel ils auroient esté pris se seroit deffendu. Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Etrangers trouvez sur les Vaisseaux de Maroc, & des Sujets dudit Empereur de Maroc sur des Vaisseaux Etrangers.

IX. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les Costes de la dépendance de l'Empereur de Maroc, soit qu'il fust poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, ou pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'il puisse estre exigé aucun droit ni tribut pour les marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports de la domination dudit Empereur.

X. Tous Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes de Maroc ou Fez, pourront mettre en terre leurs Marchandises, vendre & achepter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoûtumé de payer les Sujets dudit Empereur de Maroc, & il en sera usé de la mesme maniere dans les Ports de la domination de l'Empereur de France, & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises à terre que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns droits.

XI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François aux Vaisseaux de Tripoly, Alger, Tunis, ni ceux qui auront armé sous leur commission : Et sera led. Empereur de Maroc deffenses expresses à tous ses Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince ou Estat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empeschera que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en guerre puissent armer dans ses Ports pour courre sur ses Sujets.

XII. Pourra ledit Empereur de France mettre un Consul à Salé, Tetouan, ou en tel autre lieu qu'il trouvera bon, pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins : & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Sujets dudit Empereur de Maroc qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion : & aura ledit Consul tout pouvoir & jurisdiction dans les differens qui pourront naistre entre les François, sans que les Juges dudit Empereur de Maroc en puissent prendre aucune connoissance.

XIII. S'il arrivoit quelque different avec un François & un Maure, ils ne pourront estre jugez par les juges ordinaires, mais bien par le Conseil dudit Empereur de Maroc, ou du Commandant pour lui dans les Ports où lesdits differens arriveront.

XIV. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune debte pour les Marchands François s'il n'y est obligé par écrit : & seront les effets des François qui mourront audit Pays remis és mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres ausquels ils appartiendront. Et la mesme chose sera observée à l'égard des Sujets de l'Empereur de Maroc qui voudroient s'établir en France.

XV. Joüira ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les provisions, vivres & marchandises necessaires à sa Maison.

XVI. Tout François qui aura frapé un Maure ne pourra estre puni qu'aprés avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause du François ; & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XVII. S'il arrive quelque contravention au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'aprés un déni formel de justice.

XVIII. Si quelque Corsaire de France, ou du Royaume de Maroc, fait tort aux Vaisseaux François, ou Maures qu'il trouvera en Mer, il en sera puni & les Armateurs responsables.

XIX. Si le present Traité de Paix conclu entre l'Empereur de France & celui de Maroc, venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë des Terres de la domination dudit Empereur de Maroc, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le temps de trois mois.

XX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France & celuy de Maroc, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de six ans ; & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront leus, publiez & affichez par tout où besoin sera. Fait & arresté à Saint Germain en Laye, ce vingt-neuviéme jour de Janvier, 1682. Signé,

COLBERT DE SEIGNELAY.
COLBERT DE CROISSY.

Passeport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOuis, Comte de Vermandois, Admiral de France, A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passeport à Maistre de nommé du Port de ou environ, estant de present au Port & Havre de des'en aller à chargé de & armé de aprés que visitation d aura esté bien & deuëment faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Scel de nos Armes à ces Presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cent quatre-vingt Signé, LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France. Et plus bas : Par Monseigneur, LE FOUIN. Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Françoise à Salé.

NOus Consul de la Nation Françoise à Salé, Certifions à tous qu'il appartiendra que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de present au Port & Havre appartient aux sujets de l'Empereur de Maroc, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le present Certificat & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Salé le jour d mil six cent quatre-vingt.



CLXXXI.

ANS de J. C. 1682.

L'ANGLETERRE ET ALGER.

Articles de Paix, & de Commerce, entre le Serenissime & tres-puissant Prince CHARLES II. *par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Deffenseur de la Foi Chrétienne &c. Et les tres-Illustres Seigneurs, les Bassa, Dey, Aga, & Gouverneurs de la Fameuse Ville & Royaume* d'ALGER *en Barbarie, conclus par Arthur Herbert, Escuyer Admiral de la Flotte de sa Majesté, sur la Mediterranée, le* 10. *jour d'Avril vieux style* 1682. Manuscrit.

I. EN premier lieu, il a esté accordé & conclu que d'aujourdhui en avant, il y aura une vraye, ferme, & inviolable Paix, entre le Serenissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, deffenseur de la Foi Chrétienne &c. & les tres-Illustres Seigneurs, le Bassa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaome d'Alger, & entre tous les Etats & Sujets de part & d'autre, & que les Navires, ni autres Vaisseaux, les Sujets, ni les peuples de part & d'autre, ne feront doresnavant aucun mal, tort, ou injure, les uns aux autres, ni de fait ni de parolle; mais se traiteront l'un l'autre avec tout le respect & toute l'amitié possible.

II. Que tous Navires ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets pourront en toute seureté entrer dans le Port d'Alger, ou en quelqu'autre port que ce soit de ce Roiaume, pour y acheter, & vendre en payant les Doüanes accoûtumées de dix pour cent, ainsi que par le passé, pour les marchandises qu'ils vendront, & à l'égard de celles qu'ils ne vendront pas; ils pourront les remporter à bord de leurs Navires, sans payer aucuns droits, & qu'ils en pourront partir librement, quand il leur plaira, sans aucun retardement, ni empêchement quelconque, & à l'égard des marchandises, de Contrebande, comme de la poudre à Canon, du Soufre, du fer, des planches, & de toute sorte de bois de Charpente propre pour bastir des Navires, des Cordages, de la Poix, du Godron, des fusils, & autres Equipages de guerre, les sujets de ladite Majesté ne payeront aucuns droits pour iceux, à ceux d'Alger.

III. Que tous navires & autres Vaisseaux, soit qu'ils appartiennent audit Roi de la Grande Bretagne, ou à ses Sujets, ou qu'ils appartiennent au Roiaume & aux peuples d'Alger, pourront passer librement les mers & trafiquer, sans aucune Visitation, empêchement, ni molestation de part & d'autre, & que toutes personnes, ou passagers, de quelque Païs qu'ils soient, & tout l'argent monnoyé, denrées, marchandises & meubles, à quelque Nation, ou peuples, qu'ils puissent appartenir, étant à bord desdits navires ou Vaisseaux, seront entierement libres, & ne pourront être arrestez, pris, ni pillez, ni recevoir aucun dommage ni molestation quelconque de l'une ou l'autre partie.

IV. Que les navires de Guerre ni les autres Vaisseaux d'Alger rencontrant des navires marchands ou autres Vaisseaux des Sujets de ladite Majesté, qui ne seront pas sur les Mers appartenantes aux domaines de sa Majesté, pourront envoyer à bord une simple chaloupe avec deux hommes outre le nombre ordinaire de Rameurs, & il n'y aura que ces deux hommes qui entreront dans les navires Marchands ou autres Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant du Vaisseau; & qu'aprés qu'on leur aura fait apparoir du Passeport, signé & scellé du Seigneur Grand-Admiral d'Angleterre & d'Irlande, ou de celui du Seigneur Grand Admiral d'Escosse, pour lesdits Roiaumes respectivement ou qui seront sous les seings & sceaux des Commissaires Deputez pour exercer la charge de Seigneur Grand-Admiral d'aucun desdits Roiaumes; ladite Chaloupe sera tenue de s'en retourner incontinent, & le navire ou Vaisseau Marchand, poursuivra librement son Voyage: & au cas que durant l'espace de quinze mois à compter du jour de la conclusion du présent Traité, ledit Commandant du navire, ou Vaisseau Marchand ne produisit pas un tel Passeport, neantmoins, si la plus grande partie des Matelots dudit Navire, ou Vaisseau se trouve être composée des Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne, ladite chaloupe ne laissera pas de s'en retourner, & ledit Navire ou Vaisseau Marchand pourra de même poursuivre librement son voyage, mais aprés lesdits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux Marchands appartenans aux Sujets de ladite Majesté seront obligez de representer de tels Passeports ainsi que dit est, & si quelques Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de ladite Majesté, rencontrent des Navires, ou Vaisseaux d'Alger, au cas que les commandans de ces Navires, ou Vaisseaux d'Alger, representent des Passeports expediez par les Gouverneurs en chef d'Alger, avec un certificat du Consul Anglois qui y sera étably, ou s'ils n'ont pas de tels Passeports, ou Certificats, neantmoins si durant l'espace de quinze mois à compter du jour de la conclusion du present Traité, la plus grande partie de l'équipage des navires d'Alger, se trouvent composée de Turcs, de Mores ou d'Esclaves d'Alger, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger, pourra continuer librement sa route, mais aprés lesdits quinze mois, tous Navires ou autres Vaisseaux d'Alger, seront tenus de representer de tels Passeports & Certificats, ainsi que dit est.

V. Que les Commandans, ni autres personne d'aucun Navire, ou Vaisseau d'Alger, ne pourront enlever de dessus aucun navire, ou Vaisseau des Sujets de ladite Majesté, quelques personnes que ce soit, pour les porter en quelque lieu que ce soit, pour y être examinées, ni pour quelque autre pretexte que ce soit, & ne pourront user de torture, ni d'aucune violence envers aucune personne, de quelque Nation, ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sa Majesté, sous quelque pretexte que ce soit.

VI. Arrivant que des Navires appartenant audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucun des Sujets de sa Majesté fassent naufrage, en aucun endroit des costes du Domaine d'Alger, ils ne pourront être reputez, ni declarez de bonne prise, & ce qui sera sauvé, ne pourra être saisi, ni les hommes qui y sont, ne pourront être faits Esclaves, mais tous les sujets d'Alger seront tenus de faire leurs efforts pour en sauver les hommes & les biens qui seront dessus.

VII. Qu'aucun navire, ni autre Vaisseau d'Alger, ne pourra avoir permission d'être employé pour aller à Salé, ni en aucune autre Place Ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, pour y servir de Corsaires, ou d'écumeurs de Mer, contre les Sujets de ladite Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ni autres plus petits Vaisseaux d'Alger, ne pourront croiser prés, ni à la veuë de Tanger, ni des autres Rades, Havres, Ports, Villes, ni Places de sa Majesté, ni en quelque maniere que ce soit, en troubler la Paix & le Commerce.

IX. Que si quelque Navire ou Vaisseau de Tunis, Tripoli, ou de quelqu'autre Place, améne aucuns Navires, Vaisseaux, Hommes, ou biens, appartenans à aucuns des Sujets de ladite Majesté, dans le Port d'Alger, ou en quelqu'autre Havre, ou Place, de ce Royaume là, les Gouverneurs qui y seront, ne pour-

ANS de J. C. 1682.

pourront pas permettre qu'ils soient vendus dans l'étendüe du Domaine d'Alger.

X. Que si quelques-uns des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne arrivent en Alger, ou en quelqu'autre Port, ou Place de ce Royaume là, avec quelque prise, ils la pourront vendre librement; ou en disposer autrement, comme il leur plaira, sans y être troublez par qui que ce soit: & que lesdits Navires de guerre de sa Majesté ne seront point tenus de payer aucuns droits de Doüane, en quelque maniere que ce soit, & que s'ils ont besoin de provisions, de vivres, ou de quelqu'autre chose ils les pourront acheter librement aux prix courans du marché.

XI. Lors que quelques uns des Navires de Guerre de sa Majesté paroistront devant Alger, on fera aussitôt faire un cry public sur l'advis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par les Commandans de ces Navires, aux Gouverneurs en Chef d'Alger, pour referrer les captifs Chrétiens; & si aprés cela, quelques Chretiens que ce soit trouvent moien de se sauver à bord de quelqu'un de ces Navires de Guerre, on ne pourra pas les redemander, ni ledit Consul, ni le Capitaine du Vaisseau, ni aucun autre des Sujets de sa Majesté, ne seront pas obligez de payer aucune chose pour lesdits Chrétiens.

XII. Que du moment que la ratification du present Traité par le Roi de la Grande Bretagne sera delivrée aux Gouverneurs en Chef d'Alger, aucuns Sujets de sadite Majesté ne pourront être achetez, ni vendus, ni faits Esclaves, en aucun endroit du Roiaume d'Alger, sous quelque pretexte que ce soit. Et ledit Roi de la Grande Bretagne ne sera point tenu en vertu du présent Traité de Paix de racheter aucuns de ses Sujets qui sont présentement en Esclavage, ou qui pourroient être faits Esclaves avant ladite ratification. Mais il dependra absolument de sa Majesté, ou des Parens, & amis des personnes qui seront en Esclavage, de racheter de tems en tems, sans aucune limitation, ni restriction, ceux qu'ils jugeront à propos, & en tel nombre qu'il leur plaira, aprés être demeurez d'accord avec leurs Patrons ou Maistres du prix de leur rachapt, au plus raisonnable marché, que faire se pourra, sans obliger lesdits Patrons, ou maîtres d'en mettre aucune en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves sur le Beylicque, ou sur les Galeres, ou qu'ils appartiennent au Bassa, Dey, Gouverneur, Aga, ou à quelques autres personnes que ce soit. Et tous les Esclaves qui se trouveront être Sujets de sa Majesté jouïront aprés qu'ils auront esté rachetez, de l'advantage & du benefice des diminutions de droits deubs à la Maison Royalle, & des autres frais, en payant des sommes aussi raisonnables qu'aucuns Esclaves des autres Nations payent ordinairement quand ils sont rachetés.

XIII. Arrivant que quelques Sujets dudit Roi de la Grande Bretagne viennent à deceder en Alger, ou en aucun endroit de son territoire, les Gouverneurs, Juges ni autres Officiers à Alger, ne pourront pas faire saisir ses biens ni son argent monnoyé, & il ne leur sera pas permis d'en faire perquisition; mais lesdits biens & argent seront mis entre les mains & en la possession des personnes que le deffunct aura instituez ses heritiers par son Testament, au cas qu'ils se trouvent sur le lieu, où le Testateur sera decedé: mais au cas que les heritiers n'y soient pas, les executeurs dudit testament, deüement establis par le deffunt, aprés avoir fait inventaire de tous les biens & de tout l'argent par lui laissez au jour de son decede, les prendront en leur garde sans aucun empêchement, & prendront le soin de les faire remettre par quelque voye seure, entre les mains des vrays & legitimes heritiers du deffunct, & au cas que quelques Sujets de sadite Majesté viennent à décéder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses biens, & de son argent, aprés en avoir fait l'Inventaire pour être conservez aux heritiers & parens du deffunct.

XIV. Que les Sujets de sa Majesté qui sont Marchands demeurans & trafiquans en la Ville & Royaume d'Alger, ne seront tenus d'acheter aucunes marchandises contre leur gré, mais qu'il leur sera libre d'acheter telles marchandises que bon leur semblera, & que les Capitaines ou Commandans des Navires ou Vaisseaux appartenans aux Sujets de sadite Majesté ne pourront être obligez à embarquer contre leur gré, aucunes marchandises, pour les porter, ou pour faire Voyage en aucune place où ils n'auroient pas envie d'aller. Et le Consul Anglois ni aucun autre Sujet dudit Roi, ne seront tenus de payer les debtes d'aucun autre sujet de sa Majesté, à moins qu'ils n'en fussent devenus cautions par un acte public.

XV. Que les Sujets de sadite Majesté, demeurans en Alger, ou dans ses territoires, ne seront point sujets à aucune autre jurisdiction, en matiere de differens qu'à celle du Dey, ou du Divan, à moins que ces differens n'arrivent entr'eux mesme, auquel cas ils seront tenus de s'en rapporter au Consul seul, pour les décider.

XVI. Arrivant que quelque Sujet de sadite Majesté estant en quelque endroit que ce soit du Royaume d'Alger, vienne à frapper, blesser, ou tuer un Turc, ou un More, au cas qu'il soit pris, il sera puni de la mesme maniere, mais non pas plus severement qu'un Turc, qui aura commis pareil crime, le devra estre, mais s'il arrive qu'il se sauve, le Consul Anglois ni aucun autre des Sujets de sadite Majesté n'en pourront estre en aucune façon troublez ni recherchez.

XVII. Que le Consul Anglois qui est à present, ou sera en quelque temps que ce soit ci-aprés, demeurant en Alger, y sera en tout temps en pleine & entiere liberté, & seureté de sa Personne & biens, & il lui sera permis de choisir son Dragoman ou Courtier & d'aller librement à bord de quelque Navire que ce soit, qui sera à la rade, aussi souvent & en tel temps qu'il lui plaira, & joüira de la liberté d'aller à la Campagne, & qu'on lui accordera un lieu, dans lequel il pourra faire ses prieres, sans que personne lui puisse faire aucune injure ni de parolles ni de fait.

XVIII. Que non seulement pendant la durée de la presente Paix & Amitié; mais encore, au cas qu'il arrivast quelque rupture ou guerre ci-aprés, entre ledit Roi de la Grande Bretagne & le Royaume d'Alger le susdit Consul Anglois, & tous les autres Sujets de sadite Majesté, demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toujours & en tout temps, tant en Paix qu'en guerre, pleine & entiere liberté d'en sortir, & d'aller en leur propre pays, ou tel autre qu'il leur plaira, sur tel Navire ou Vaisseau de la Nation qu'ils adviseront bon estre, & de transporter avec eux, tous leurs biens, marchandises, familles & serviteurs, quoi que nez dans le pays sans aucun obstacle, ni empéchement.

XIX. Qu'aucun Sujet de sadite Majesté, estant passager pour aller en quelque Port que ce soit, ou en sortir avec son bagage ne pourra en aucune façon estre molesté ni inquieté, quoi qu'il fût à bord de quelque Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie d'Alger: de la même maniere qu'aucun Passager d'Alger, estant à bord de quelque Navire ou Vaisseau d'une Nation Ennemie du Roi de la Grande Bretagne, ne pourra être en aucune façon molesté soit en sa personne ou en ses biens, qu'il pourroit avoir embarquez sur ledit Navire ou Vaisseau.

XX. Que toutesfois & quantes que quelque navire de guerre du Roi de la grande Bretagne, portant le pavillon de sa Majesté au haut du grand Mast, paroistra devant Alger, & viendra moüiller l'anchre, à la rade, immediatement aprés que le Consul, ou quelque Officier du navire, en aura donné avis au

 Dey,

ANS de J. C. 1682.

Dey, & au Gouvernement d'Alger, pour marque de l'honneur & respect qu'ils portent à sa Majesté ils feront faire une salve de vingt-une volées de canon, des châteaux & Forts de la Ville, & le navire rendra un salut de pareil nombre.

XXI. Qu'immediatement apres que les presens articles auront esté signez & seellez par le Bassa, Dey, Aga, & les Gouverneurs d'Alger, toutes injures & dommages soufferts de part & d'autre seront entierement oubliez, sans s'en ressentir, & la presente Paix demeurera & durera en sa pleine & entiere force & vertu pour jamais. Et à l'égard de toutes les depredations & dommages qui seront faits, ou commis de part ou d'autre ensuite, avant qu'on puisse donner advis de la presente Paix, ou en fera incontinent pleine & entiere satisfaction, & tout ce qui se trouvera encore en nature, ou espece, sera rendu & restitué sur le champ.

XXII. Arrivant cy-aprés que quelque chose soit faite, ou commise, contre, & au prejudice du present Traité, par les sujets de l'une ou l'autre partie, ledit Traité ne laissera pas de subsister en sa pleine force & vertu: & de telles contraventions ne causeront pas la rupture de la presente Paix, Amitié, & bonne correspondance; mais la partie à qui on aura fait tort, demandera amiablement satisfaction promptе, pour lesdites contraventions, avant qu'il soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par quelques sujets particuliers de l'une ou l'autre partie, il n'y aura qu'eux qui seront punis comme infracteurs de la Paix, & perturbateurs du repos public, & nostre foi sera nôtre foi, & nostre parole sera nostre parole.

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout-puissant le dixiéme jour d'Avril de l'an de nostre Seigneur Jesus-Christ 1682. & le onziéme jour de la Lune d'Avril de l'an de l'Hegire 1094.

(*L. S.*) (*L. S.*) (*L. S.*)

COmme le dixiéme jour d'Avril 1682. il y a eu un Traité de Paix conclu entre le Serenissime Roi de la grande Bretagne, France, & Irlande, deffenseur de la Foy Chrêtienne, &c. Et les tres-Illustres Seigneurs le Bassa, Dey, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, auquel Traité, on a annexé un formulaire de Passeports, pour les navires appartenans aux Sujets dudit Roi de la grande Bretagne, il a esté conclu & expressement declaré par ces presentes, que ledit formulaire, annexé audit Traité, ne faisant pas partie d'icelui, les Seigneurs Grands Admiraux, ou Commissaires de l'Admirauté des Etats de sadite Majesté sont en pleine & entiere liberté en donnant lesdits Passeports, de se servir du formulaire de parolles annexé à ces presentes, qui seront bonnes, & suffisantes à toutes intentions & dispositions.

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout-puissant le cinquiéme jour de Mars l'an de nôtre Seigneur Iesus-Christ, 1682. qui est le dix-septiéme jour de la Lune Moolout, de l'année de l'Hegire 1094.

(*L. S.*) (*L. S.*) (*L. S.*)

Formulaire du Passeport.

LAissez le navire - - - - - - - - - - - - - - - passer avec sa Compagnie, Passagers, denrées & marchandises, sans aucun obstacle, empeschement, saisie, ou molestation, ledit navire m'apparoissant (ou à nous) par bon témoignage appartenir aux Sujets du Roi nostre Souverain Seigneur, & non pas à des Etrangers: donné sous mon seing (ou nos seings) & le sçeau de mon (ou nôtre) Bureau de l'Admiral à . . . le jour de . . . . . de l'an de nôtre Seigneur mil six cent quatre-vingt

A toutes personnes que ces presentes peuvent concerner.

Par le Commandement de

Remarques.

QUe la derniere commission de l'Amirauté d'Angleterre étant finie, & l'Administration des affaires d'icelle, (& particulierement celle de signer les Passeports) ayant passé dans les propres mains Royales de sa Majesté, le formulaire du Passeport cy-dessus mentionné, a reçeu les changemens suivans sçavoir.

Jacques second, par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlande, deffenseur de la foy, &c. A toutes personnes qu'il appartiendra, salut; laissez le navire

(place du sçeau)

passer avec la Compagnie, Passagers, Denrées & Marchandises sans aucun obstacle, empeschement, saisie ou molestation, ledit navire nous apparoissant par bon témoignage, appartenir à nos sujets & non pas à un étranger. Donné sous nostre seing manuel, & sous le sçeau de nostre Admirauté, en nostre Admirauté, en nôtre Cour de . . . ce . . . jour de . . . de l'an de nostre Seigneur mil six cent quatre vingt

JACQUES R.

Par Commandement de sa Majesté.

S. PEPYS.

CLXXXII.

ANS de J. C. 1682.

DANEMARC, BRANDEBOURG, ET MUNSTER.

Traité d'Alliance entre CHRETIEN V. *Roi de Danemarc*, FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg, & l'Evêque de* MUNSTER. *Fait environ le mois de Mars*, 1682. Traduction du Mercure Hollandois de l'année 1682. pag. 227.

(a) I. QU'il y aura une vraye & intime Amitié entre eux & leurs Ministres aux Assemblées de l'Empire, des Cercles & autres, tant ordinaires qu'extraordinaires, & qu'ils ne feront rien que de concert entre eux.

(a) Il faut remarquer sur ce Traité que l'Auteur de qui on l'a pris, dit qu'il n'en rapporte les Articles que sur le bruit commun.

II. Qu'aucun des trois ne pourra faire une Ligue ou Confederation avec d'autres, qui puissent tendre directement ou indirectement au prejudice ou dommage des deux autres, & que si on leur presente quelque party, ils seront tenus de se le communiquer reciproquement pour voir si cela leur revient & s'ils veulent y entrer.

III. Qu'ils travailleront à l'establissement de la Paix, & qu'ils s'employeront de concert afin de l'obtenir & d'eviter par là les funestes effets de la guerre; qu'ils la feront traiter sur les Conditions qui ont esté offertes par la France, & autres semblables que l'on pourroit obtenir; & qu'en cas que quelqu'un des Confederez soit assailly dans ses Etats ou chargé de Logemens & autres Vexations, contraires aux Traitez de Paix & aux Constitutions de l'Empire, ou oppressé en quelqu'autre maniere que ce soit, les autres seront tenus de le secourir au plûtost qu'il leur sera possible.

IV. A sçavoir le Roi de Danemarc avec 1400. Hommes, l'Electeur de Brandebourg avec 2400. Hommes, & l'Evêque de Munster avec 1200. Hommes, dont le quart sera toûjours conservé en pied; & que

ANS de J. C. 1682.

que les Confederez renforceront ces Troupes du double, du triple, & du quadruple selon l'exigence des affaires.

V. Que si quelque Puissance de l'Empire entreprend la Guerre contre le Roi de France, sans le consentement de tout le Corps du même Empire, ils ne fourniront pas les Troupes qu'autrement ils sont obligez de fournir en consideration des Terres qu'ils y possedent, mais que si ladite Guerre estoit declarée du consentement de tout l'Empire, ils executeront tout ce qu'ils auront offert pour cet effet.

VI. Qu'au regard du Roi de Danemarc, la Duché de Holstein & la Comté d'Oldenburg seront comprises dans ce Traité, & au regard de l'Electeur de Brandenbourg & de l'Evêque de Munster, tous les Pays qui sont situez au deçà de l'Elbe & l'Evêché de Hildesheim.

VII. Que les Troupes Auxiliaires seront entretenües par ceux qui les envoyeront, & qu'elles ne se rappelleront pas que la Paix ne soit faite & le tort reparé.

VIII. Que cette Ligue durera trois Ans, & que tous ceux qui desirent la Paix y pourront entrer.

IX. Que la Ratification de la presente Alliance se fera dans six Semaines avec son Eschange. Et il a esté stipulé par un Article Secret en faveur de l'Evêque de Munster seulement, qu'il sera dispensé de fournir son Secours, en cas que ceci fust capable de lui atirer une Guerre sur les bras, qu'il fust attaqué par quelque autre, ou que les deux autres Confederez creussent qu'il y allast de son interest d'ataquer quelqu'un, mais qu'auparavant il se tiendra neutre en telle occurrence.

CLXXXIII.

ANS de J. C. 1682.

FRANCE ET DANEMARC.

Extrait des Points principaux, contenus au Traité d'Alliance, fait entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHRETIEN V. *Roi de Danemarc, en 1682.* Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1682. pag. 259. & de 1683. pag. 298.

(a) L'Auteur qui nous fournit ce Traité ne garantit pas les Articles.

(a) QUe sa Majesté Tres-Chrestienne donnera annuellement huit Tonneaux d'Or à la Couronne de Danemarc, au moien de quoi ladite Couronne s'oblige de tenir 12000 Hommes dans la Duché de Holstein la Comté d'Oldenburg, & outre cela 16. Vaisseaux de Guerre. Qu'en cas que sa Majesté Roïale de Danemarc & Son Altesse Electorale de Brandebourg vinssent à se resoudre d'attaquer les Terres du Roi de Suede, sa Majesté Tres-Chrêtienne ne les secondera pas seulement, mais aussi qu'elle leur garantira les Conquestes qu'ils auront faites. Que la France ne sera pas contraire aux interêts du Roi sur Holstein, Lubeck, & Hambourg, pour les emporter; mais plûtôt que sa Majesté l'aidera à ce faire. Que la France s'oblige de ne plus faire de Conquestes sur l'Empire après la Ratification de ce Traité, & qu'en cas que cela se fist le Traité seroit nul. Que sa Majesté Danoise & son Altesse Electorale de Brandenbourg feront marcher leurs Troupes respectives vers les Pays d'Oldenburg & Sleeswick, pour en alarmer plusieurs. Aussi le Roi de Danemarc & son Altesse Electorale equiperont sept Navires de Guerre pour attaquer les Vaisseaux Marchands d'Espagne & de Hollande par forme de Represailles, pour les Arrerages des Subsides, & en tirer satisfaction; mais si la Suede venoit à s'en mesler, la France l'ataquera à vive force.

Ratification de la France.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui les presentes verront salut. Ayant, en consideration du Traité d'Alliance arresté entre nous & le Roi de Danemarc, & signé à Copenhague, tant par nôtre bien aimé & feal Conseiller dans nos Conseils, & Maître des Requestes ordinaires, le Sieur Foullé de Martangis, que par les Sieurs de Guldenleuw, Alefeld, Reveneław, & Erenschild authorisez par le Roi de Danemarc, voulu ceder à sa Majesté Danoise, ses Heritiers, Successeurs, & aiant droit, tant la Souveraineté que le direct Domaine & autres choses qui peuvent nous appartenir comme Duc & Comte de Bourgogne, ou à quelque autre Titre que ce puisse estre, sur le Pays & Seigneurie de Jever, nous avons voulu par ces considerations & autres nous mouvant à cela, confirmer ladite cession autant qu'il est & sera de besoin, comme nous confirmons par ces presentes Lettres de nostre main, ledit transport du Pays & Seigneurie de Jever, en faveur du Roi de Danemarc, pour ses Heritiers, successeurs &c. selon tous les droits qui appartiennent à nostre Couronne sur ledit Pays & Seigneurie de Jever, consentant qu'à l'avenir celle de Danemarc la possede pleinement & paisiblement, sans y etre troublée par nous ou les Rois nos Successeurs, sous quelque pretexte ou pour quelque cause que ce puisse etre. Nous ordonnons aussi à nos bien-amez & feaux Sujets & Gens de nostre Cour de Parlement, & à tous autres Justiciers & Officiers à qu'il appartiendra, d'enregistrer le present Acte, & de laisser jouir du contenu d'icelui le Roi de Danemarc, les Heritiers, Successeurs, & ceux qui y auront droit, parce que tel est nostre bon plaisir. Fait a St. Germain en Laye le 10. d'Avril de l'An de Salut 1682. & de nostre Regne la 37. Année.

LOUIS.

De par le Roi.

COLBERT.

CLXXXIV.

ANS de J. C. 1682.

L'EMPEREUR, ET LA SUEDE.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD *Empereur, &* CHARLES XI. *Roi de Suede. Fait à Stockolme le 12. Octobre, 1682.* Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1682. pag. 244.

COmme ainsi soit que les discordes & desunions s'augmentent dans l'Empire d'Allemagne & aux Royaumes voisins, le Tres-Illustre & tres-Puissant Seigneur, le Sieur LEOPOLD élu Empereur Romain toûjours Auguste, Roi de l'Allemagne, de Hongrie, Boheme, Dalmatie, Croatie, Esclavonie, Archiduc d'Autriche, Duc de Bourgogne, de Brabant, Stirie, Carinthie, Carniolie, Marquis de Moravie, Duc de Luxembourg, de la Silesie Superieure & Inferieure, Wirthemberg & de Teche, Prince du Pays de Suabe, Comte de Habspurg, Tirol, Ferret, Rybburgh, & Goritie, Landt-Grave de l'Alsace, Marquis du St. Empire Romain, Pourgrave, & de la Lusace Superieure & Inferieure, Seigneur du Marquisat d'Esclavonie, Portas, Nudis, & des Salines; & le Tres Illustre & Tres Puissant Prince & Seigneur, le Sieur CHARLES Roi de Suede, des Gots & des Vandales, Grand Prince de Finlandie, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Breme, Verden, Stetin, Pomeranie, Cassubie, & de Vandalie, Prince de Rugen, Seigneur d'Ingrie & de Wismar, Comte Palatin du Rhin & de Baviere, Duc de Juliers, Cleves, & Bergue; ont trouvé bon tant pour con-

ANS de J. C. 1682.

conserver le Repos Public & pour leur propre seureté, que pour noüer entre eux une plus ferme Amitié, de faire une Alliance défensive. C'est pourquoy aprés que les Ministres Imperiaux, & le Sieur Comte Gabriel Oxenstern Ambassadeur & Plenipotentiaire Roial de Suede, assemblés à Vienne, ont eu porté bien avant quelques Articles & Conditions, l'on a eu soin de faire entreprendre cet Ouvrage par celui que sa Majesté Imperiale à trouvé bon (pour y mette la derniere main) d'envoyer à sa Majesté Roiale en qualité de Plenipotaire; à sçavoir l'Illustre Seigneur Michel Vencenslaus François, Comte du St. Empire en Atthen, Baron de Goldsburg & Murtette, Seigneur de Grulick, Mittelwald, Schoonfeld, Wolfetsdorf, Durn, Krut, & Theyhowits, Chancelier de la Comté Roiale auprés de sa Majesté Imperiale, & Premier Capitaine de la Forteresse de Glatens. Et afin que cette Negociation que l'on avoit commencée, peust estre conduite à la fin que l'on se proposoit, par des soins reciproques, sa Majesté Roiale a establi Commissaires & Plenipotentiaires, l'Illustre, l'Excellent, & Genereux Seigneur, le Sieur Benoit Oxenstern, Comte de Norshem, & Vasa, Baron de Morhroy & Lindholm Seigneur de Kispurcen & Katula, Conseiller de sa Majesté Roiale de Suede, Chancelier des Academies d'Aboen, & Premier Legislateut d'Ingriso & Ketholmi; le Sieur Eduard Ehrensteen, Hereditaire de Forsbygan & Barkertorp, President du haut Tribunal Roial de Wismar, & le Sieur François Joel Ornsted, Hereditaire & Seigneur de Schottorp, Kreusenhoff & Hatgaed, Chancelier de la Cour de sa Majesté Roiale; lesquels aiant resumé les affaires qui avoient esté entamées à Vienne, avec les Sieurs Ambassadeurs Imperiaux mentionnez ci-dessus, aprés que les Lettres de Pouvoir ou de Pleinpouvoir ont esté approuvées de part & d'autre, & aprés avoir conferé ensemble, sont convenus des Articles suivants & ont stipulé au nom de leurs Illustres Seigneurs & Principaux, qu'ils seroient observés inviolablement.

I. Qu'il y aura une Paix ferme, & un lien inviolable d'Amitié entre sa Majesté Imperiale & la Maison d'Autriche d'une part, & sa Majesté Royale & le Royaume de Suede de l'autre, que l'on employera de costé & d'antre tout ce qui pourra tourner au bien & profit des deux Parties & que l'on previendra soigneusement tous les perils & dommages dont les Roiaumes, Provinces, & Seigneuries de l'un & de l'autre pourroient être menacés, par une communication amiable & faite à tems, ou par quelque autre moyen convenable.

II. Que le but de cette Alliance defensive sera de conserver le Repos Public & la seureté mutuelle, & ce sur le pied qu'elle a esté establie par la Paix de Westphalie l'An 1648. & les Traitez de Nimégue des années 1678. & 1679.

III. Que partant les Alliez s'obligent reciproquement d'emploier tout ce que leurs forces & leur devoir pourront permettre, & d'adresser les Resolutions de leur Conseil à ce que les Traitez de Westphalie & de Nimegue susdits puissent être tellement maintenüs en leur pleine & entiere vigueur, que leur vray sens en puisse être pleinement satisfait en tous & chacun de leurs points.

IV. Mais s'il arrivoit qu'il se levast quelque different à cause de l'ambiguité du sens des Traitez susdits, ou que l'on vinst à entreprendre quelque chose au contraire, ou tout autrement que ne porte leur contenu, les Alliez s'obligent en ce cas d'user de toutes sortes de devoirs, & d'employer tous les moyens possibles pour assoupir le mal, d'abord qu'il commencera à naistre; mais si cela n'est pas assez fort pour produire l'effet que l'on se propose; les Alliez susdits seront tenus d'agir contre les Aggresseurs de la Confederation, par Conseils & avec Forces, selon l'exigence de la chose, & la grandeur du peril.

V. Sous Conditions reciproques de deffence & de secours, les Alliez seront tenus de secourir & deffendre les Provinces, Pays & Seigneuries les uns des autres, qui sont specifiez ci-dessus, avec tous leurs Droits & Prerogatives, en cas qu'ils soient attaquez par les Armes ennemies; à sçavoir du costé de l'Empereur les Provinces & Seigneuries que sa Majesté Imperiale possede paisiblement dans l'Empire depuis les Traitez de Munster & de Nimégue, le Royaume de Boheme, avec les Provinces qui lui ont esté incorporées; & par même raison du costé du Roi de Suede; les Provinces & Seigneuries qui lui one esté assujetties en vertu des mêmes Instruments de Paix, jusques à la Province de Scanie inclusivement.

VI. Auquel effet il faudra que pour la deffence mutuelle des Seigneuries susdites, en cas qu'elles soient troublées en quelque maniere que ce soit, l'on tienne prest dans les Provinces des Alliez, un Camp de 11000. Hommes armez, dont le tiers sera de Cavallerie & le reste de Gens de pied.

VII. Il faudra que sa Majesté Imperiale & le Roi de Suede contribuent 3000. Hommes au nombre susdit de Gens de Guerre lesquels seront menez sur les Lieux où la Partie qui en aura besoin les jugera necessaires, selon la conjuncture du tems & la grandeur du peril.

VIII. Mais si la necessité & le peril requeroient une plus grande quantité de Monde, il faudra en traiter & convenir expressément entre lesdits hauts Alliez,

IX. Mais en cas qu'il parust que quelqu'un menaçast de la Guerre l'un des Alliez, ou que quelque infraction ouverte fist naistre du peril; l'autre exhortera la Partie offençante, par ses Ministres & Ambassadeurs, à se deporter de toute Violence & Voye de fait, & ostera les pierres d'achopement qui pourroient empescher l'accommodement de la Querelle. Toutesfois si l'on ne pouvoit rien effectuer par là, ou que l'Aggresseur ne voulust pas escouter cette exhortation amiable, il faudra proceder contre lui par Armes & Conseils communs, & le poursuivre de telle sorte, qu'il soit reduit à la reparation des dommages, & à offrir d'honnestes Conditions de Paix; au contentement & satisfaction de l'offensé.

X. Mais afin que chacun des Alliez puisse avoir du temps à suffisance pour assembler le nombre susdit de Gens de Guerre sur le Lieu assigné, celui qui en sera requis livrera ses Troupes où le Requerant voudra les avoir, dans trois Mois aprés la requisition, en cas qu'il ne puisse le faire plutôt, à la charge toutesfois que suivant le Contenu de l'Instrument de Paix, sa Majesté Imperiale pourvoira au libre Passage des Soldats Suedois, par les Terres des autres Estats de l'Empire, en vertu des Constitutions Imperiales.

XI. Pour ce qui concerne les moindres Instrumens de Guerre, & autres Equipages militaires, chacun des Alliez aura soin de les fournir à ses Troupes, mais pour ce qui est des Machines de plus grand volume, ce sera à la Partie requerante de les contribuer.

XII. Les Troupes de tous deux les Alliez, lesquelles en vertu de la Confederation, l'on aura envoyées pour secourir, com[...]ront au proffit du Requerant, tant qu'elles demeureront dans ses Terres, ou qu'elles seront employées ailleurs à ses affaires, mais en cas qu'elles prestent leur secours dans les Villes ou Forteresses de l'un des Alliez, il faudra qu'elles fassent aussi le Serment Militaire au même Requerant, & tous les autres obeiront tant que l'Expedition durera, au General que le Requerant susdit aura constitué sur la Milice avec Pouvoir absolu; de sorte pourtant que tous les deux Generaux tant du Requis que du Requerant auront la mesme dignité & Caractere, & que le General des Troupes Auxiliaires assistera toujours au Conseil

de

ANS de J.C. 1683.

de Guerre, & sera participant d'une maniere speciale des expeditions que l'on entreprendra.

XIII. En cas qu'il arrive que dans le temps que l'on demande les Troupes Auxiliaires à un des Alliez, il soit attaqué par Guerre dans son propre Pays, il ne sera pas obligé de satisfaire à ce present Accord, ni à fournir les Troupes Auxiliaires au nombre mentionné ci-dessus; laquelle invasion il faudra entendre ne se pouvoir appliquer à un leger & premier effort d'une infestation ennemie, mais seulement à une invasion qui apporte comme une impossibilité morale d'envoyer ses Troupes ailleurs, pour en avoir besoin dans son propre Pays. Au reste le Requis fournira à ses Troupes Auxiliaires les Frais, la Solde, & les Equipages necessaires de Guerre, tant que l'Expedition durera; mais les Logements & Services comme on veut les appeller, leur seront fournis par la Partie requerante, en la même maniere qu'elle les donne à ses propres Soldats.

XIV. Si l'un des Alliez gaigne quelques Places sur les Pays Ennemis par l'heureux succés de ses Armes, & qu'il la tienne en son pouvoir durant l'expedition, il ne pourra la rendre aux Ennemis sans le consentement de l'autre Allié, mais l'estat de la Religion & des Eglises y demeurera en son entier, sans y rien changer sous quelque pretexte & en quelque tems que ce puisse être. On laissera aussi le libre exercice de la Religion aux Troupes Militaires de l'Armée, sans leur donner aucun empêchement, & pour ce qui est des Butins que l'on fera sur l'Ennemi; & de ce que l'on prendra pour la subsistance des Soldats, cela leur sera distribué à proportion du nombre, entre les Limites des Pays des deux Alliez; Mais on gardera les principaux Prisonniers, pour en faire des échanges, ou quelque autre proffit de Guerre.

La Partie requerante fera en sorte que les choses necessaires pour l'entretien des Soldats ne viennent pas à manquer, tant qu'ils se trouveront dans ses Places; mais qu'ils puissent les avoir à juste prix dans les Villes voisines, craignant que faute des choses necessaires ils ne soient contraints de deserter, & de se jetter dans les Troupes Ennemies.

XVI. L'on tiendra les Soldats en une bonne Discipline, & on en fera une Justice rigoureuse, tant dedans que hors des Pays des Alliez, de peur que ne punissant pas leurs dissolutions, elles ne tournent à la ruine des Sujets, & ne causent le defaut des choses necessaires pour la subsistance de la Milice.

XVII. Sa Majesté Imperiale pourvoira autant qu'il sera en elle, que sa Majesté Royale de Suede ait la liberté de conduire ses Soldats par tout dans l'Empire, & d'y acheter toutes sortes d'Armes & de Chevaux, suivant les Constitutions de l'Empire, mais ce pouvoir sera dénié aux Ennemis des deux Alliez.

XVIII. Les deux Alliez promettent aussi que tant que cette Alliance durera, ils ne feront avec personne, sans le consentement mutuel de l'un & de l'autre, aucune Paix, ni Cessation d'Armes, ni Traité, qui soit contraire à la presente convention, ou qui la destruise en aucune maniere; & comme la presente Alliance a esté contractée par amour de la Paix & du repos public, & pour la seureté des deux Parties, les autres Roys & Princes par la Conjonction desquels la tranquillité de l'Empire se puisse asseurer, & qui desireront d'être compris specialement dans cette Alliance, y seront admis du consentement des deux Alliez.

XIX. Cependant l'on reçoit dans la presente Alliance & la Garantie qui en émane, le Duc de Holstein Gottorp le Sieur Chretien Albert, avec ses Domaines de Sleeswijck & Holsteyn, & leurs Majestez Imperiale, & Royale de Suede stipulent de le vouloir proteger & deffendre dans ses Droits & Prerogatives, suivant les Traitez de Westphalie & de Nimégue, affermis par cet Instrument d'Alliance; & les Conventions de Rochschild & Hafnen, en la maniere que le Sieur Duc susdit les a possedez devant les Troubles de la derniere Guerre. Sa Majesté Imperiale procurera par la presente que ledit Sieur Duc jouïsse de cela même, suivant les Conclusions du Cercle de la Saxe Inferieure, prises depuis peu à son avantage, & que reciproquement le Sieur Duc accomplira avec exactitude tout ce qu'il promit alors au Cercle de Saxe pour la conservation, le bien, & tranquillité de l'Empire Romain, & qu'aux occasions il aidera les Alliez de toute sa puissance.

XX. Cette Alliance durera & sera observée estroitement par les Alliez en toute & chaque chose à part, l'espace de dix Ans, lesquels escoulez l'on traitera de sa Prolongation du consentement des deux Parties, ce qui sera conclu dans deux mois, ou d'autant plûtôt qu'il se pourra. Pour asseurance de quoy & afin de donner plus de vigueur à la verité & la bonne foy, Nous les Deputez & Plenipotentiaires susdits avons signé cet Instrument & en avons eschangé reciproquement deux Exemplaires de même contenu, signez de nos Seings. Fait à Stockholm le 12. du Mois d'Octobre de l'Année Mil six cents quatre-vingts deux.

(L.S.) *Benoit Oxenstierna.* (L.S.) *François Joel Ornsted.*
(L.S.) *Eduard Ehrenstein.*

CLXXXV.

ANS de J.C. 1683.

Extrait de l'Alliance offensive & deffensive faite entre LEOPOLD *Empereur &* JEAN SOBIESKI *Roi de Pologne, en* 1683. Traduction Françoise du Mercure Hollandois, de l'année 1683. pag. 166.

L'EMPEREUR ET LA POLOGNE.

I. IL y aura une seule Alliance deffensive entre les deux hauts Contractans, mais contre le Turc il y aura aussi une Alliance offensive, laquelle durera jusques à ce que l'une ou l'autre partie se trouve en un repos asseuré.

II. Cette Alliance sera jurée & confirmée saintement & par serment en presence du Pape, par les deux Cardinaux Pio & Barberino, tant au nom de sa Majesté Imperiale, de Rome, que de sa Majesté Royale de Pologne & de sa Republique.

III. Sa Majesté Imperiale renonce à toutes les pretensions, & depenses qu'elle a faites pour le bien de la Republique de Pologne durant la derniere Guerre de Suede, & le *Diploma de electione Regis* sera rendu & annulé.

IV. En échange la Couronne & Republique de Pologne renonce à toutes les pretensions qu'elle peut avoir contre l'Archi-Maison d'Autriche.

V. L'un ne pourra faire une Paix particuliere sans le consentement de l'autre.

VI. Les Heritiers des deux parties & Successeurs au Gouvernement seront tenus d'observer cette Alliance.

VII. Ceci s'estendra & s'entendra seulement d'une Guerre contre le Turc, & non pas d'une autre.

VIII. Sa Majesté Imperiale declare qu'elle entretiendra 60000. hommes, dont elle mettra les 40000. en Campagne, & les autres 20000. dans les Garnisons.

IX. Sa Majesté Polonoise offre de mettre en Campagne contre les Turcs 40000. Hommes sous son propre commandement.

X. Afin que les expeditions de la Guerre soient tant

ANS de J. C. 1683.

plustost en estat, Sa Majesté Imperiale promet de remettre par anticipation 200000. Ecus à la Couronne de Pologne, à condition que ces sommes seront retirées & mises contre les Dismes du Pape dans le Royaume de Pologne, lesquelles il a accordées pour cet effet.

XI. Sa Majesté Imperiale sera tenuë de recouvrer les Places qu'elle a perdues en Hongrie; les Polonois seront de même obligez de regagner les leurs en Podolie, Wallachie & Ucraine, & d'agir contre Tekely avec 6000 hommes.

XII. Les autres Rois & Potentats Chrestiens pourront aussi être receus à cette Alliance, mais non pas sans le consentement reciproque des deux Parties & sur tout les deux Czars de Moscovie seront conviez avec empressement à cette Alliance.

CLXXXVI.

ANS de J. C. 1683. TURC ET TEKELI.

Traité entre MAHOMET IV. *Empereur des Turcs, & le Comte* EMERIC TEKELI. *Fait en* 1683. Traduction Françoise du Mercure Hollandois, de 1683. pag. 157.

I. QUe le Comte Emmeric Tekely de Ritzmarck, de l'illustre Maison du Prince Gabriel Bethleem sera installé Roi de Hongrie, & qu'au cas qu'il Vienne à mourir le Grand Seigneur prendra la Reine Son Epouse en sa protection tant pour sa Personne que pour ses Biens.

II. Qu'aprés le mort du Comte Tekely & de ses Enfans les Hongrois choisiront tel Roi qu'il leur plaira, pourveu qu'ils en donnent connoissance à la Porte Ottomanne.

III. Que le present que les Hongrois ont promis de donner à la Porte Ottomanne ne pourra jamais être rehaussé en quelque maniere que ce soit.

IV. Qu'ils pourront jouir entierement de leurs Privileges, Libertez, Immunitez & Franchises, sans que jamais on les leur diminue.

V. Que par les Turcs ils seront protegez contre tous leurs Ennemis, quels qu'ils puissent être.

VI. Que les Turcs observeront religieusement & inviolablement les Conditions de Paix faites à St. Gothard avec les Allemands, autant qu'elles concernent la Hongrie.

VII. Que les Jesuites comme perturbateurs du Repos public seront chassez de la Hongrie & n'y seront jamais plus receus, & que l'on procedera avec rigueur contre ceux qui oseront parler à la Porte de leur establissement; on les favoriser.

VIII. Que les Tributs des Places qui seront rendues ne seront jamais augmentez, mais ce qu'ils ont contribué aux Turcs & aux Hongrois jusques à ce tems ci demeurera perpetuellement au même estat.

IX. Que les Thresoriers de la Hongrie auront le passage libre par toutes les Terres de la Domination Ottomanne.

X. Et que quand ils apparteront à la Porte le present d'Honneur qui lui a esté promis, ou y viendront pour quelque autre affaire, ils y seront receus magnifiquement.

XI. Et que finalement comme il a esté dit ci-dessus le present de 40000. Escus annuels ne pourra jamais être augmenté.

CLXXXVII.

Convention faite entre le Marquis de Feuquieres, & le Marquis de Los Balbazes. Pour la liberté de la Pesche, & de la Navigation dans la Riviere de Bidassoa, en faveur des Sujets de LOUIS XIV. *Roi de France & de* CHARLES II. *Roi d'Espagne, avec toutes sortes de Vaisseaux, sans distinction. A Madrid le* 19. *Octobre* 1683. Freder. Leonard. Tom. IV.

ANS de J. C. 1683. FRANCE ET ESPAGNE

LE Roi Tres-Chrêtien, & le Roi Catholique, aiant un desir sincere d'observer religieusement de part & d'autre la Tréve, qui a esté concluë l'année passée entre les deux Couronnes, & d'éloigner de bonne foi tout ce qui pourroit en interrompre la durée : Sa Majesté Tres-Chrêtienne declare provisionnellement que son intention est, que pendant le temps de la presente Tréve les sujets du Roi Catholique, tant de Fontarabie que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher, avec toutes sortes de Bâtimens à quille ou sans quille dans la riviere de Bidassoa, son embouchure & rade du Figuier, & en tous autres lieux de la Mer éloignés, ou proche d'Andaye: avec defenses cependant de passer avec gens armez qui puissent donner du soupçon à ladite place, sans une permission expresse du Gouverneur d'Andaye, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les places de Guerre, sans neanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou pour quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de sa Majesté Tres-Chrêtienne, puisse visiter ou faire visiter les Bastimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets du Roi Catolique, ni pareillement, que le Gouverneur de Fontarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet du Roi Catolique, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Bastimens François ou d'aucune autre construction appartenant aux Sujets de sa Majesté Tres-Chrêtienne. Et afin que le present acte puisse avoir son plein & entier effet, sa Majesté Tres-Chrêtienne donnera ordre au Commandant d'Andaye, aux Officiers & Soldats qui seront en garnison dans le Fort, & generalement à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Bastimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de sa Majesté Catholique dans ladite pêche & navigation, sous peine de desobeïssance : Et en cas de contravention, elle fera proceder rigoureusement contre les coupables comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir. Et pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, sadite Majesté Tres-Chrétienne enjoindra à tous ses Commandans du Fort d'Andaye, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire executer, & d'executer ponctuellement le contenu ci-dessus, & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque acte d'hostilité contre les Sujets de sa Majesté Catolique, & contre la teneur de cet acte reciproque; Lequel demeurera ferme & établi en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourdhui jour de la date d'icelui sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes.

Et sa Majesté Catolique de sa part, Declare aussi provisionnellement, que son intention est que pendant le tems de la presente Tréve, les Sujets du Roi Tres-Chrétien, tant d'Andaye que des autres lieux, puissent librement naviger & pêcher avec toutes sortes

ANS de J. C. 1683.

res de Bastimens à quille, & sans quille, dans la riviere de Bidassoa, son embouchure & rade du Figuier, & en tous autres lieux de la Mer, éloignés ou proches de Fontarabie, avec défenses cependant de passer avec gens armez, qui puissent donner du soupçon à ladite place, sans une permission expresse du Gonverneur de Fontarabie, ainsi qu'il se pratique à l'égard de toutes les Places de Guerre; sans néanmoins que sous le pretexte de cette défense, ou sous quelque autre que ce puisse être, ledit Gouverneur de Fonrarabie, ni aucun autre Officier ou Sujet de sa Majesté Catolique, puisse visiter ou faire visiter les Bastimens François, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de sa Majesté Tres-Chrêtienne, ni pareillement que le Gouverneur d'Andaye, ni aucun autre Officier ou Sujet de sa Majesté Tres-Chrestienne, puisse sous quelque pretexte que ce soit visiter ou faire visiter aucuns Bastimens Espagnols, ou d'aucune autre construction appartenans aux Sujets de sa Majesté Catolique. Et afin que le present acte puisse avoir son plein & entier effet, sa Majesté Catholique donnera ordre au Commandant de Fontarabie, aux Officiers & Soldats qui seront en Garnison dans le Fort du Figuier, & generalement à tous les Habitans & Bourgeois dudit lieu, & autres des environs, & aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux & Bâtimens, de n'apporter aucun trouble ni empêchement aux Sujets de sa Majesté Tres-Chrêtienne, dans ladite pesche & navigation sous peine de desobeissance; Et en cas de contravention elle fera proceder rigoureusement contre les coupables, comme perturbateurs du repos public, lequel leurs Majestés veulent maintenir: & pour faire observer ledit ordre avec plus d'exactitude, sadite Majesté Catholique enjoindra à tous les Commandans de Fontarabie, du Fort du Figuier, & autres lieux, comme aussi aux Commandans de toutes sortes de Vaisseaux, & à tous autres ses Officiers & Sujets, de faire executer ponctuellement le contenu ci-dessus: & en cas de contravention, de proceder contre les perturbateurs, & contre ceux qui auroient la hardiesse d'entreprendre quelque acte d'hostilité contre les Sujets de sa Majesté Tres-Chrêtienne, & contre la teneur de cet acte reciproque, lequel demeurera ferme & établi, en la maniere ci-dessus, à commencer d'aujourdhui jour de la date d'icelui, sans préjudice des droits & raisons des deux Couronnes. Fait à Madrid le dix neuviéme Octobre mil six cens quatre vingts-trois. Signé pour le Roi mon Maître, Isaac de Pas, Marquis de Feuquieres, Ambassadeur Extraordinaire du Roi Tres-Chrêtien.

CLXXXVIII.

ANS de J. C. 1684. FRANCE ET SAVOYE.

Contract de Mariage, de VICTOR AMEDE'E, *Duc de Savoie, avec la Princesse* ANNE, *Fille du Prince Philippes, Duc d'Orleans, Frere Unique de* LOUIS XIV. *Roi de France. Fait & passé à Versailles le 9. Avril 1684.* Freder. Leonard. Tom. IV.

AU nom de Dieu le Createur. Soit notoire à tous que tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, conserve toûjours un sincere desir de donner en toutes occasions à tres-haut & tres-puissant Prince Victor Amedée, Duc de Savoie, les témoignages d'estime que sa Majesté fait de sa

Tom. IV.

ANS de J.C. 1684.

personne, de l'affection & tendresse qu'elle a pour lui, & de la singuliere consideration qu'elle fait de sa Maison, non seulement par tant d'alliances reciproques si souvent contractées depuis plusieurs siecles, entre la Maison de France & celle de Savoie; mais aussi à cause du constant attachement que tres-haute & tres-puissante Princesse Marie Jeanne Baptiste de Savoie, mere dudit Seigneur Duc, a fait paroître pendant le temps de sa Regence aux interests de sa Majesté, & qu'elle a si bien inspiré audit Seigneur son fils, que sa Majesté ne peut douter qu'il ne continuë dans les mesmes sentimens. C'est aussi pour estreindre de plus en plus cette union & parfaite liaison, & pour la perpetuer à la gloire de Dieu, à l'avantage du nom Chrestien, & au commun bien des Peuples & Estats qui sont soumis à l'obeïssance de sa Majesté & dudit Seigneur Duc, que sa Majesté a eu bien agreable la demande que ledit Seigneur Duc lui a fait faire par son Ambassadeur, de tres-haute & tres-puissante Princesse Anne, Niece de sa Majesté, & Fille de tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique de sa Majesté, Duc d'Orleans; & de deffunte tres-haute & tres-puissante Princesse Henriette Anne d'Angleterre, ci-devant Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans: Et comme sa Majesté a pour cette Princesse toute la tendresse & l'affection que meritent les grandes & aimables qualitez qu'elle possede, sa Majesté a cru ne pouvoir mieux procurer l'avantage & le contentement reciproque de deux personnes qui ont l'honneur de le toucher d'une parenté si proche, qu'en les unissant par le Mariage.

C'est dans cette veuë qu'elle auroit nommé des Commissaires, pour conjointement avec celui dudit Seigneur Duc de Savoie, convenir des articles & conditions necessaires pour parvenir à l'accomplissement de ce Mariage, suivant le consentement qu'en a donné nostre Mere sainte Eglise, en levant l'empêchement que les degrez de parenté dont madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc s'attouchent, y pouvoient apporter. Lesquels articles & conditions auroient esté signez & arrestez suivant les pouvoirs respectifs desdits Commissaires, & depuis ratifiez par ledit Seigneur Duc de Savoie.

C'est par ces mesmes motifs qu'en presence, & du consentement & vouloir de tres-haut, tres-excellent & tres-puissant Prince LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; de tres-haut & tres-puissant Prince Philippes, Fils de France, Frere Unique de sa Majesté, Duc d'Orleans, de tres-haute & tres-puissante Princesse Elisabeth Charlotte, Comtesse Palatine du Rhin, Duchesse de Baviere, à present Epouse & Compagne dudit Seigneur Duc d'Orleans: & en presence aussi de tres-haut & tres-excellent Prince Loüis Dauphin de France; de tres-haute & tres-excellente Princesse Marie Anne Chretienne de Baviere, Epouse & Compagne de mondit Seigneur le Dauphin; de tres-haut & puissant Prince Philippes d'Orleans, Duc de Chartres; de tres-haute & puissante Princesse Elisabeth Charlotte d'Orleans, de tres-haute & puissante Princesse Anne Marie Loüise d'Orleans, Duchesse de Montpensier, Souveraine de Dombes; tres-haute & puissante Princesse Marguerite Loüise d'Orleans, Grande Duchesse de Toscane; tres-haute & puissante Princesse Isabelle d'Orleans, Duchesse de Guise; tres-haut & puissant Prince Henri Jules de Bourbon, Duc d'Anguien, Grand Maître de la Maison du Roi, tres-haute & puissante Princesse Anne Palatine de Baviere, Duchesse d'Anguien; tres-haut & puissant Prince Loüis Armand de Bourbon, Prince de Conti; tres-haute & puissante Princesse Marie Anne de Bourbon, Legitimée de France, Princesse de Conti; tres-haut & puissant Prince François Loüis de Bourbon, Prince de la Roche-sur-

Yon;

ANS de J. C. 1684. Yon; tres-haute & puissante Princesse Marie Therese de Bourbon; tres-haut & puissant Prince Loüis Auguste de Bourbon, Duc du Maine, Legitimé de France, Colonel general des Suisses; tres-haute & puissante Princesse Loüise Françoise de Bourbon, Legitimée de France; tres-haute & puissante Princesse Charlotte Seguier, Veuve de tres-haut & puissant Prince Henri de Bourbon, Legitimé de France, Duc de Verneüil, d'une part. Et de tres-haut & puissant Seigneur Messire Thomas Felix Ferrero, Marquis della Marmora, Comte de Chiavoix, Seigneur de Buriane, Bertin & Pralorme, Chevalier de l'Ordre de l'Annonciade, Gouverneur & Lieutenant General du Duché d'Aouste, Ville & Province d'Ivrée, Ministre du Conseil d'Etat & Ambassadeur de tres-haut & tres-puissance Victor Amedée, Duc de Savoie, muni de son plein-pouvoir, d'autre part. Les Conventions & Traité de Mariage entre madite Damoiselle & ledit Seigneur Duc de Savoie, ont esté accordez & arrestez ainsi qu'il ensuit.

I. C'est à sçavoir, que sa Majesté promet de donner en nom & loi de Mariage, madite Damoiselle Anne d'Orleans sa Niece, à ce presente & consentante, sous l'autorité & consentement de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, à mondit Seigneur Victor Amedée, Duc de Savoie, suivant les Constitutions de l'Eglise Catolique Apostolique & Romaine. Comme aussi ledit Sieur Ambassadeur promet au nom dudit Seigneur Duc, de prendre madite Damoiselle Anne d'Orleans, à Femme & Epouse, pour etre ledit Mariage solennisé en face de sainte Eglise, le plutôt que faire se pourra, par paroles de present en la Cour de sa Majesté, par celui qui sera chargé de la procuration dudit Seigneur Duc de Savoie.

II. En faveur duquel Mariage sa Majesté a donné & constitué à madite Damoiselle d'Orleans sa Niece, la somme de neuf cens mil livres, laquelle somme sera composée de celle de dix-neuf mil deux cens quatre-vingt cinq Jacobus & trois quarts monnoye d'Angleterre, faisans monnoye de France deux cens soixante dix mil livres, & interests d'icelle, qui est encore düë par le Roi de la Grande Bretagne, pour la moitié qui appartient à madite Damoiselle; pour être lesdits interêts exigez du jour seulement du decez de ladite Dame Duchesse d'Orleans. Et comme ladite somme de deux cens soixante-dix mil livres avec les susdits interests; ne pourra faire celle de neuf cens mille livres tournois, sa Majesté promet de faire paier de ses propres deniers la somme entiere de neuf cens mil livres; Sçavoir trois cens mil livres contant, trois cens mil livres dans le dernier de Juin, & les autres trois cens mil livres dans le dernier Septembre prochain: desquelles sommes & paiemens le Roi demeurera garant; & dont moiennant ladite garantie, & les paiemens aux termes susdits, ledit Sieur Ambassadeur se tiendra pour content, & en quittera sa Majesté & tous autres.

III. Et moiennant ladite constitution dotale faite par sa Majesté, madite Damoiselle future Epouse, sous l'autorité de mondit Seigneur le Duc d'Orleans, son tres-honoré Seigneur, Pere & Tuteur, & d'abondant autorisée en tant que besoin seroit dudit Seigneur futur Epoux, a renoncé & renonce par ces presentes, à ladite somme de deux cens soixante-dix mil livres, & ausdits interests deûs par le Roi de la Grande Bretagne, au profit de sa Majesté, & à tous autres droits successifs à elle écheus par le decez de feuë Madame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorée Dame & Mere.

IV. Et de plus mondit Seigneur le Duc d'Orleans donne à madite Damoiselle sa fille, la somme de trois cens mil livres; Sçavoir, soixante mil livres en bagues & joiaux, & deux cens quarante mil livres à prendre sur les interêts qui lui appartiennent de la Dot de feuë madite Dame Henriette Anne d'Angleterre, sa tres-honorée Dame & Mere, deûs par le Roi de la Grande Bretagne. ANS de J. C. 1684.

V. Moiennant quoi madite Damoiselle future Epouse, du consentement & agréement de sa Majesté, & autorisée comme dessus, a renoncé & renonce à tous droits successifs paternels, & autres qui lui pouroient écheoir.

VI. Lesdites sommes de neuf cens mil livres d'une part & de trois cens mil livres d'autre, demeureront propres à madite Damoiselle, & aux siens de son costé & ligne: & sera ladite constitution dotalle assurée & assignée, comme dés-à-present ledit Sieur Ambassadeur en vertu de la procuration dudit Seigneur futur Epoux, l'assure & assigne sur tous & un chacuns les Biens & Etats dudit Seigneur Duc, & specialement sur la Ville & Province de Bielle, dont madite Damoiselle future Epouse & ses enfans, pourront entrer & se mettre en possession dés l'instant de la dissolution dudit Mariage, & prendre à leur profit les fruits & revenus de ladite Ville & Province, jusqu'à la restitution entiere & parfaite de la dite somme de neuf cens mil livres d'une part, & trois cens mil livres d'autre, & sans diminution d'icelles.

VII. Ledit Seigneur futur Epoux donnera à madite Damoiselle future Epouse des bagues & joiaux jusques à la valeur de six vingt mil livres, lesquels avec ceux qui seront portez par madite Damoiselle future Epouse, lui demeureront aussi propres, & aux siens de son costé & ligne.

VIII. Donnera ledit Seigneur futur Epoux à madite Damoiselle future Epouse, entretenement pour son état & maison, tel qu'à sa qualité & condition peut appartenir, & icelui assignera sur rentes & revenus assurez au contentement de madite Damoiselle future Epouse, jusqu'à la somme de cent mil livres par an.

IX. Ledit Seigneur futur Epoux a doüé & doüe madite Damoiselle future Epouse pour Doüaire prefix de la somme de quarante mil livres par chacun an, à icelui avoir & prendre sur la Ville de Saintia & son Mandement, avec pouvoir de nommer aux Offices, Benefices, & autres Droits & prerogatives appartenans ausdites Terres, qui n'entreront dans l'évaluation de ladite somme de quarante mil livres: & si les revenus de ladite Terre ne montent à ladite somme, ce qui s'en deffaudra sera fourni & remplacé sur d'autres Terres & Seigneuries de proche en proche; duquel Doüaire madite Damoiselle future Epouse demeurera saisie du jour du deceds dudit Seigneur futur Epoux, sans qu'elle soit tenuë d'en faire demande en Justice.

X. Et en outre a esté accordé que madite Damoiselle future Epouse aura pour habitation une Maison meublée convenablement à sa qualité & dignité, le tout sans diminution dud. Doüaire.

XI. Arrivant la dissolution dudit Mariage par le predeceds dudit Seigneur futur Epoux, sera loisible à madite Damoiselle future Epouse de demeurer dans les Etats de Savoie, ou de retourner en France: & en l'un & en l'autre cas elle reprendra ladite constitution dotalle, & ses bagues & joiaux, ensemble tout ce qui lui sera écheu pendant led. futur Mariage par succession, donnation ou autrement, & joüira desdits doüaire, habitation & de l'ameublement d'icelle, le tout franchement & quittement, sans être tenuë d'aucunes dettes encore qu'elle se fust obligée, dont les heritiers & successeurs dudit Seigneur futur Epoux seront tenus de l'acquiter & indemniser, & faire ensorte qu'elle ne soit point recherchée ni inquietée pour ce regard.

XII. Et en cas de predeceds de ladite future Epouse, ses enfans reprendront pareillement, & pourront faire porter en France ladite constitution dotalle, bagues &

ANS de J. C. 1684.

& joiaux, & tout ce qui lui sera échcu pendant ledit Mariage, aussi franc & quitte de toutes dettes.

XIII. Et avenant le predeceds de madite Damoiselle future Epouse sans enfans, ses heritiers & aians cause, & ceux au profit desquels elle aura disposé de ses biens, pouront faire repasser en France les bagues & joiaux de madite Damoiselle future Epouse, ensemble tout ce qui lui sera avenu & écheu pendant & constant ledit Mariage, par succession, donation ou autrement, mesme les deux tiers tant de ladite somme de neuf cens mil livres, que de ce qui sera receu de celle de trois cens mil livres, constituée aussi en dot par mondit Seigneur le Duc d'Orleans.

XIV. Sera madite Damoiselle future Epouse conduite aux frais de sa Majesté comme il convient à une personne de sa qualité, jusques aux frontieres du Païs dudit Seigneur futur Epoux au tems qu'il sera avisé, où madite Damoiselle future Epouse sera pareillement accueillie & receuë de la part dudit Seigneur futur Epoux comme il appartient.

XV. Et à tout ce que dessus entretenir, garder, observer & accomplir, se sont les parties obligées & obligent avec tous & chacuns leurs biens meubles & immeubles, presens & à venir, sans jamais y contrevenir; promettant ledit Sieur Marquis Ferrero, Ambassadeur dudit Seigneur Duc de Savoie audit nom, & en vertu de ses pouvoirs & procurations, de faire les presentes ratifier & approuver par ledit Seigneur Duc, & en fournir les Lettres de Ratification en bonne & deuë forme dans le tems de deux mois, à compter du jour & datte des presentes, renonçant reciproquement lesdites parties à toutes Ordonnances, Loix, Coûtumes & choses à ce contraires, & ont signé de leurs propres mains le present Contrat, duquel l'original est demeuré pardevers Nous, pour en vertu d'iceluï en délivrer les expeditions necessaires en la forme ordinaire. Fait & passé dans le Château de Versailles le 9 jour du mois d'Avril 1684. pardevant Nous Conseillers Secretaires d'Etat, & des Commandemens & Finances de sa Majesté. Signé, COLBERT, & COLBERT.

CLXXXIX.

ANS de J. C. 1684.

FRANCE ET ALGER.

Traité fait du consentement du Tres-puissant Empereur de FRANCE*; entre Nous les tres-illustres Bacha, Divan & Milice* D'ALGER, *& le Sieur* DENIS DUSAULT, *auquel nous avons donné permission de s'aller établir au Bastion de France en Barbarie. Du vingt-troisiéme Avril* 1684. Freder. Leonard. Tom. V.

I. NOus declarons ledit Dusault Proprietaire incommutable des Places du Bastion de France, la Calle, Cap de Rose, Bonne, Staros, le Callo, Bougie, Gigery, & autres en dépendantes; excluant dés à present & à toûjours toute autre personne d'y pretendre, ni de faire aucun Commerce sans son aveu & permission expresse.

II. Il est deffendu à tous Capitaines de nos Vaisseaux, Galeres & autres Batimens de donner aucun empêchement, ni faire aucunes visites à tous ceux qui iront audit Bastion ou Places en dépendantes, ayant Patente de l'Admiral de France, & au retour celle du Gouverneur dudit Bastion, ni aux Batteaux qui seront employez à la Pesche du Corail; & arrivant que l'on y contrevienne, seront lesdits Bâtimens & Gens, Argent & Marchandises relâchez, à la requisition de l'Agent dudit Dusault en cette Ville.

III. Et attendu que ledit Bastion, la Calle & Cap de Rose sont fort délabrez & abandonnez, il luy est permis de les reparer & remettre en leur premier état, & de prendre sur les lieux tout ce qui luy sera necessaire pour cela: Et d'autant qu'un Moulin à vent ne suffit pas pour faire les farines necessaires à la subsistance des Places, parce que le vent de la terre manque souvent, Nous permettons audit Dusault de faire batir un Moulin sur chacun des Montets dudit Bastion & de la Calle, lesquels il sera enceindre d'une muraille pour empêcher les insultes que les Mores du Pays y pourroient faire.

ANS de J. C. 1684.

IV. Arrivant quelque different ou guerre entre les Mores, qui empeche ledit Dusault d'avoir du bled pour nourrir les gens qui seront dans lesdits Places, il luy sera permis d'en prendre à Bonne ou autres lieux de ce Pays, en payant au prix courant, & d'en envoyer tous les ans deux Barques en France pour la nourriture des femmes & enfans de ceux qui seront à son service pour ladite Pêche du Corail & Negoce.

V. Il sera payé au Cayd de Bonne trois mille pataques par an, en six payemens égaux, & le premier commencera en même temps que celuy d'Alger: Toutes reconnoissances aux Chefs seront payées comme du temps du Sieur Sanson, cessant toutes les introductions faites depuis, & ne pourra ledit Cayd ni autre, aller audit Bastion sans l'ordre de nostre Divan.

VI. Il ne payera audit Bonne aucun droit d'entrée ni de sortie. Défendons à tous les Habitans de vendre à autre qu'audit Dusault, cires, cuirs, laines, suif, ni autres Marchandises, non plûs que les cuirs des Agas des Ouantis, qu'il payera comme du temps de Sanson, ni les cuirs qui resteront aprés la provision de ladite Ville, à peine de confiscation au profit de nostre Doüane. Ses Batteaux pourront charger des Courcoussons, & autres provisions pour les Habitans des Places. Pourra y tenir un Prestre pour y dire la sainte Messe, ainsi qu'audit Bastion, la Calle & Cap de Rose; changer ses Agens & Commis, & generalement faire toutes les choses comme du temps de Sanson.

VII. Est permis audit Dusault de faire Pêcher le Corail au Bastion, la Calle, Cap de Rose, Bonne, le Collo, Gigery & Bougie, sans qu'on luy puisse donner aucun empêchement; mais luy sera donné ayde & assistance, & fourni les vivres & autres choses dont il aura besoin, en les payant au prix courant.

VIII. Le Cayd du Collo prendra pour tous droits dix pour cent, pour l'argent que ledit Dusault envoyera audit lieu, pour acheter les cuirs & les cires dépendantes du Bey de Constantine, moyennant quoy est expressément deffendu audit Cayd de prendre aucun autre droit, & à tous les Marchands qui apporteront à vendre des cires de les falsifier ni les vendre, non plus que les cuirs & autres Marchandises à aucuns Mores ni Chrestiens, mais seulement audit Dusault, d'autant que cela est contre la bonne foy & nostre parole: & y contrevenant seront les marchandises confisquées au profit de nostre Doüane. Ordonnant par exprés audit Cayd & à l'Aga dudit Collo, de tenir la main à l'execution du present Article, à peine d'en répondre en cas de plainte du contraire de la part dudit Dusault.

IX. L'Argent & Corail qui sera envoyé à Alger pour payer les Lysmes & Tributs, ne seront sujets à aucuns droits, non plus que ce qui sera envoyé en cette Ville pour la subsistance de son Agent, lequel il sera permis audit Dusault de changer quand il le trouvera à propos. Et est deffendu à tous ses Agens & Commis d'emprunter de l'argent pour quelque cause que ce puisse estre.

X. Que si par malheur il arrivoit quelque different qui causast rupture de Paix avec l'Empereur de France, ce que Dieu ne veuille, ledit Dusault ne sera point inquiété ni recherché dans son establissement, n'entendant point

ANS de J. C. 1684.

point mesler une cause particuliere avec la generale, ni les affaires d'Estat avec le Negoce, qui s'introduit & s'exerce de bonne foi, mais sera ledit Dusault comme nostre Fermier & nostre bon Amy, maintenu en paisible possession & joüissance dudit Bastion & Places dependantes, attendu le grand avantage qui en revient à la Paye des Soldats, & à tous les Habitans de ce Royaume.

XI. Promet ledit Dusault d'envoyer tous les ans deux Barques en cette Ville pour y faire Negoce, lesquelles il pourra ensuite envoyer charger au Bastion & à la Calle, & autres lieux de la Coste, sans qu'on le puisse contraindre à prendre des cuirs, ni des cires des fonduës ni autres Marchandises contre sa volonté.

XII. Et sur la connoissance que nous avons que la desunion & mes-intelligence des Associez qui ont precédé le present Traité à cause plusieurs desordres, & que les Lysmes & Tributs n'ont pas esté payées à nostre Doüanne, ni au Cayd de Bonne, aux termes portez par nostre Ottoman, Nous deffendons audit Dusault d'admettre personne dans sa Societé, sans nostre consentement exprés : & pour cet effet deffendons aussi à toutes personnes d'aller dans lesdites Places que du consentement dudit Dusault.

XIII. Moyennant ladite Permission & Privilege, que Nous accordons audit Dusault & aux siens, le deffendons à tous autres sans son consentement ; à la charge de payer à nostre Divan trente-quatre mille doubles d'or par chacune année, en six payemens égaux, qui se feront de deux mois en deux mois, au moyen de quoy nous promettons de maintenir ledit Dusault & les siens, en paisible possession & joüissance dudit Bastion, & Places en dépendantes.

XIV. Et voulant aucunement reconnoitre les peines & soins, voyages & dépenses que ledit Sieur Dusault a faits pour parvenir à la Paix que nous avons concluë ce jourd'huy par sa mediation avec l'Empereur de France, & dont il reste encore chargé de l'execution d'icelle, Nous luy accordons par ces Presentes deux années de franchise, sans payer aucune Lysme à nostre Divan & Bey de Constantine, ou au Cayd du Collo, mentionné au present Traité, lesquelles commenceront au premier Aoust prochain, dont nous le déchargeons dés-à-present, & promettons l'en faire décharger par ledit Bey de Constantine & ledit Cayd du Collo ; & lesdites deux années passées ledit Dusault payera lesdites Lysmes à l'ordinaire à nostre Divan, Bey & Cayd, aux termes portez par le present Traité. Fait double, & publié en la Maison du Roy, le Divan assemblé, où étoient les tres-illustres Ismaël Bacha ; Agy, Husson, Dey Gouverneur, le Mufti, le Cady des Turcs & celuy des Mores, l'Aga de la Milice, & les Gens de la Loy, de Justice, & de Guerre, le vingt-troisiéme jour d'Avril 1684. & de l'Egire le huitiéme de la Lune de Giumazelevel 1095. Nostre foy est foy, nostre parole est parole, avec les Seings & Tapis du Bacha & du Dey. Signé, DUSAULT.

CXC.

ANS de J. C. 1684.

FRANCA ET AL- 492.

Articles de la Paix accordée par le Chevalier de Tourville au nom du Roi de France LOUIS XIV. *au Bacha, Dey, Divan, & Milice* D'ALGER. *Signez le vingt-cinquiéme Avril*, 1684. Freder. Leonard. Tom. V.

I. LEs Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand-Seigneur, ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprés à la Porte, pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

II. Toutes courses & actes d'hostilité, tant par Mer que par Terre, cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France, & les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Roiaume d'Alger, & leurs sujets, & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Roiaumes, & naviguer en toute seureté, sans en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a esté convenu de part & d'autre, de la restitution de tous les François detenus Esclaves dans le Roiaume & domination d'Alger, & de ceux du Corps de la Milice dudit Royaume qui sont sur les Galeres de France, suivant les Rolles qui en seront fournis ; le Sieur Dusault, Gouverneur du Bastion de France, se chargeant en son nom d'amener lesdits Esclaves du Corps de ladite Milice, par des Bastimens expres ; & le Divan & Puissances d'Alger, de rendre tous les Esclaves François dans le moment dudit échange ; & dés à present toutes les prises qui seront faites depuis le jour de la conclusion du present Traité, seront renduës reciproquement de part & d'autre, sans qu'on puisse, sous quelque pretexte que ce soit, retenir aucuns Bâtimens, argent, marchandises, ou robes, ni les Gens trouvez sur lesdites prises.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, ou dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigeant sous l'Estendart de France, & les Passeports de Monseigneur l'Admiral, conformes à la copie qui sera transcrite en fin du Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage, sans les arrester, ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le nombre des Matelots necessaires pour la conduite, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que lesdites deux Personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant : Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de même à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui est étably en ladite Ville, desquels Certificats la copie sera pareillement jointe en fin du present Traité.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands, tant de France que d'Alger, seront receus reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages, en cas de besoin ; Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses necessaires, en les payant au prix ordinaire & accoûtumé, dans les lieux où ils auront relâché.

VII. S'il arrivoit que quelques Marchands François étant à la Rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Roiaume, fussent attaquez par des Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des Forteresses, ils seront défendus & protegez par lesdits Châteaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre : & la même chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutesfois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étenduë de dix lieues des Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Alger, & autres

ANS de J. C. 1684.

autres Ports dudit Royaume, seront mis aussi-tost en liberté, sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis, & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François.

IX. Lesdits Bacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger, donneront dés à present ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir lesdits Esclaves, & de travailler à les faire racheter par le Consul François, au meilleur prix qu'il se pourra: Et pareille chose se pratiquera en France à l'egard des Habitans dudit Royaume d'Alger.

X. Tous les Esclaves François, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui sont à present dans l'étendue dudit Royaume d'Alger, qui ont esté pris, non seulement depuis le 18. Octobre 1681. mais même depuis le Traité fait entre l'Empereur de France, & le Bacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger, au mois de Fevrier 1670. seront mis dans une pleine & entiere liberté, sans aucune rançon; & pour cet effet il sera permis au Commissaire que ledit Chevalier de Tourville choisira, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagnes, & autres lieux où sont retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté: & en cas que par mégarde ou autrement il en fut oublié quelques-uns, ils seront restituez aussi-tost qu'ils seront demandez, encore que ce fut long-temps aprés le present Traité, attendu qu'il n'y aura point de prescription sur cet Article.

XI. Et à l'égard des François qui ont esté pris avant ledit Traité de 1670. a esté convenu qu'ils seront tous rachetez, en payant trois cens livres pour la rançon de chacun, quelque somme qu'ils ayent esté payez par leurs Patrons.

XII. Les Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Estrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auroient été pris se seroient deffendus; Ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville & Royaume d'Alger, & des Sujets dudit Royaume, sur des Vaisseaux Estrangers.

XIII. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les Costes de la dépendance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, & pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui y auront esté employez, sans qu'il puisse estre exigé aucun droit ni tribut pour les Marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient vendues dans les Ports dudit Royaume.

XIV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes du Royaume d'Alger, pourront mettre à Terre leurs Marchandises, vendre & acheter librement, sans payer autre chose que ce qu'ont accoûtumé de payer les Habitans dudit Royaume: Et il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France; & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns droits.

XV. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François, aux Corsaires de Barbarie qui seront en guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: Et seront lesdits Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, deffenses à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Estat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est en guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courre sur ses sujets.

ANS de J. C. 1684.

XVI. Les François ne pourront estre contraints pour quelque cause ou sous quelque pretexte que ce puisse estre, à charger sur les Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger, pour assister les Marchands François dans tous les besoins; & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour lui que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion. Et aura ledit Consul la préeminence sur les autres Consuls, & tout pouvoir & Jurisdiction dans les differends qui pourront naistre entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger, en puissent prendre aucune connoissance.

XVIII. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & d'aller librement à bord des Vaisseaux qui seront en Rade, toutefois & quantes qu'il luy plaira.

XIX. S'il arrive quelque differend entre un François & un Turc ou More, ils ne pourront être jugez par les juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, ou par le Commandant dans les Ports où les differends arriveront.

XX. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit: & seront les effets des François qui mourront audit Pays, remis és mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François, ou autres ausquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs, dudit Royaume d'Alger, qui voudront s'établir en France.

XXI. Joüira ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les provisions, vivres & marchandises necessaires à sa maison.

XXII. Tout François qui aura frappé un Turc ou More, ne pourra estre puni qu'apres avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause dudit François; & en cas que les François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XXIII. S'il arrive quelque contravention au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité, qu'aprés un déni formel de Justice.

XXIV. Et pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les tres-illustres Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger envoyeront quand ils l'estimeront à propos une personne de qualité d'entre eux resider à Marseille, pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les contraventions au present Traité, auquel sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXV. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puny, & les Armateurs responsables.

XXVI. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont presentement en Mer avoient pris quelques Bastimens François, ils seront rendus aussi-tost qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les marchandises, effets, argent comptant, & robes des équipages, & il en sera usé de même, si les Bastimens François avoient pris quelque Bastiment de ladite Ville d'Alger.

XXVII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de guerre de l'Empereur de France viendra mouiller devant la Rade d'Alger, aussi-tost que le Consul en aura averty le Gouverneur, ledit Vaisseau de guerre sera salüé, à proportion de la marque de commandement qu'il portera, par les Chasteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de canon que ceux de tou-

tes

ANS de J. C. 1684.

tes les autres Nations, & il rendra coup pour coup; bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de guerre à la Mer.

XXVIII. Si le present Traité de Paix conclu entre ledit Sieur Chevalier de Tourville pour l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, tous les Marchands François qui seront dans l'étendue dudit Royaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrestez pendant le tems de trois mois.

XXIX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans; & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Passeports dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOuis Alexandre, Comte de Toulouze, Admiral de France; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & passeport à Maistre du Vaisseau nommé du port de de s'en aller à chargé de & armé de aprés que visitation de aura esté bien & deuement faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nostre Seing & le Scel de nos Armes à ces Presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire de la Marine. A Paris, le jour de mil six cens quatre-vingt Signé, LOUIS ALEXANDRE, Comte de Toulouze Admiral de France. *Et plus bas*: Par Monseigneur, LEFOUIN. Et scellé.

Certificats du Sieur Consul de la Nation Françoise à Alger.

NOUS Consul de la Nation Françoise à Alger, Certifions à tous qu'il appartiendra, que le Vaisseau nommé commandé par du port de ou environ, étant de present au Port & Havre de appartient aux Sujets du Royaume d'Alger, & est armé de En témoin de quoy Nous avons signé le present Certificat, & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Alger, le jour de mil six cens quatre-vingt Signé,

Fait & publié en la Maison du Roy à Alger, le Divan assemblé, où estoient tres-illustres & magnifiques Seigneurs Ismael Pacha, Hagdi Hussein, Dey Gouverneur, l'Aga de la Milice, le Mufty, les deux Cadis, les Gens de Loy & de Justice, & toute la Victorieuse Milice: En presence des Sieurs Hayet, Conseiller du Roy en ses Conseils, Commissaire General des Armées Navalles de Sa Majesté, en lieu & place de Monsieur le Chevalier de Tourville; Dusault Proprietaire du Bastion, & de la Croix, Secretaire Interprete de sa Majesté és Langues Orientales, qui a lû le present Traité audit Divan le jour de la publication de la Paix, huitiéme de la Lune Giumazelvel, l'an de l'Egire 1095. qui est le vingt-cinquiéme Avril 1684. Nostre foy est foy, & nostre parole est parole, avec le Seing & Sceau du Bacha. Signé, LE CHEVALIER DE TOURVILLE. Et plus bas: Par Monseigneur, SICARD.

CXCI.

ANS de J. C. 1684.

FRANCE ET GENES.

Declaration de Guerre du Roi de France LOUIS XIV. *contre les* GENOIS, *du* 15. *May* 1684. Freder. Leonard. Tom. VI.

De par le Roi.

SA Majesté voulant empescher la continuation du Commerce que les Genois font, tant dans la Mer Mediterranée que dans l'Ocean, & que tous les effets qui se trouveront à eux appartenans soient saisis & arrestez. Sa Majesté enjoint aux Officiers Commandans ses Vaisseaux de Guerre, & à tous ses Sujets de leur courre sus par tout où ils les pourront rencontrer, & d'arrester & prendre tous les Bastimens Genois qu'ils trouveront en Mer, & de les amener dans les Ports du Roiaume, pour y estre confisquez: Voulant Sa Majesté que les Equipages qui se trouveront dessus, soient remis dans les Prisons les plus prochaines des lieux où ils auront esté arrestez. Veut en outre Sadite Majesté, que les Officiers de l'Admirauté fassent saisir & arrester tous les Vaisseaux appartenans ausdits Genois qui se trouveront dans lesdits Ports, ensemble les marchandises & effets dont ils seront chargez, pour estre pareillement confisquez. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur le Comte de Toulouze, Admiral de France, aux Vice-Admiraux, Lieutenans Generaux, Intendans, Chefs, d'Escadres, Commissaires Generaux, & Capitaines de Marine, de tenir la main à l'execution de la presente Ordonnance, & ausdits Officiers, de l'Admirauté de la faire lire, publier & enregistrer, à ce qu'aucun n'en ignore. Fait au Camp de Tulin le 15. jour du May 1684. Signé, LOUIS. Et plus bas; COLBERT.

CXCII.

ANS de J. C. 1684.

LA FRANCE ET LES PROVINCES UNIES.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas pour procurer la Trêve entre la France & l'Espagne. Fait à la Haye le* 29. *Juin* 1684. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 106. Freder. Leonard. Tom. V.

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut: Comme nostre bien-Amé & Féal, Conseiller en nostre Conseil d'Etat, le sieur de Mesmes, Chevalier, Comte d'Avaux, nostre Ambassadeur extraordinaire en Hollande, en vertu du pouvoir que Nous luy avions donné, auroit conclu, arresté, & signé à la Haye le 29. de Juin dernier, avec les sieurs Daniel de Wyngaarden, Baron de Wyngaarden, Rubroeck, Benthuysen, Seigneur de Werkendam, Soetermeer, Moermont, en Renesse, Quydland, & Noortwelle, Deputé de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande & de Westfrise, Haut-Bailly & Dykgrave de la Ville & du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden; Jacob Hop Conseiller Pensionaire de la ville d'Amsterdam; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Etats de la Province d'Utrecht, & President dans leur Assemblée, Dykgrave de la Riviere de Lecq; Siouk Gerold de Burmania Grietman de Wymbritseradeel; Gysbert Cuper Bourgmestre de la Ville de Deventer, & Antoine Gerlacius, Deputez respectifs à l'Assemblée des Sieurs Etats Generaux, de la part des Etats de Hollande & de Westfrise, Utrecht, Frise, Overyssel & Groningue, pareillement munis de pleins pouvoirs; le Traité, dont la teneur s'ensuit.

ANS de J. C. 1684.

AU nom de Dieu le Createur ; A tous presens & à venir, soit notoire. Que comme Tres-haut, Tres-excellent, & Tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, n'a rien eu de plus à cœur que de faire cesser tous les differends qui alloient troubler le repos de l'Europe, & de donner par ce moyen une seconde fois la Paix à la Chrétienté ; Sa Majesté n'a rien obmis de tout ce qui pouvoit en faciliter le restablissement, mesme depuis la Declaration de Guerre qui luy a esté faite par le Roi Catholique ; Et comme sa Majesté Tres-Chrestienne a esté informée, que les Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies témoignoient un tres-grand desir de contribuer de tout leur pouvoir à un œuvre si salutaire, Elle leur a ouvert les expediens qu'Elle a jugé les plus propres pour éteindre le feu de la Guerre qui commençoit à s'allumer dans leur Voisinage, & qui mettoit non seulement toute leur Frontiere dans un danger inévitable, mais qui estoit encore sur le point d'embraser tout le reste de l'Europe ; Et afin que ces differends, dont les suites alloient estre si funestes à la Chrétienté, pûssent estre plus promptement terminez, Sa Majesté a donné pleinpouvoir au Sieur de Mesmes, Chevalier, Comte d'Avaux, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Estat, & son Ambassadeur Extraordinaire à la Haye, pour arrester, conclure, & signer avec les Seigneurs Etats Generaux ou avec leurs Deputez, pareillement munis de pleins-pouvoirs, les Articles qui seront jugez necessaires pour parvenir à un prompt accommodement avec l'Espagne ; & lesdits Seigneurs Etats Generaux recevant avec une extrême satisfaction les témoignages que sa Majesté Tres-Chrétienne leur a si souvent donné de son affection, & répondant de leur part avec une entiere confiance au desir sincere que sa Majesté a de restablir la Paix dans toute l'Europe, & d'asseurer particulierement le repos de leur Frontiere, ont examiné avec application les offres que sa Majesté a bien voulu faire pour arriver à une fin si heureuse. Et aprés en avoir murement deliberé, ils ont jugé qu'on ne pouvoit prendre d'expédiens plus prompts, plus faciles, ni plus convenables pour arrester incessamment le cours de la Guerre, que celui que sa Majesté Tres-Chrestienne a offert d'une Tréve de vingt-années, laquelle pouvant faire cesser dés à cette heure les suites fâcheuses des differends qui sont survenus entre sa Majesté Tres-Chrestienne & sa Majesté Catholique, donnera lieu dans la suite de les terminer entierement par une bonne & solide Paix, C'est pourquoy ils ont nommé les sieurs Daniel de Wyngaarden, Baron de Wyngaarden, Rubroek, Benthuysen, Seigneur de Werbendam, Soetermeet, Moermont, in Renesse, Quydland & Noortwelle, Deputé de la part de l'Ordre de la Noblesse dans l'Assemblée de Hollande & de Westfrise, Haut-Bailly & Dikgrave de la Ville & du Pays de Woerden, Heemraad de Delfland, Curateur de l'Université de Leyden ; Jacob Hop Conseiller Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam ; Everard de Weede Seigneur de Dykvelt, Ratoles, &c. premier Conseiller des Estats de la Province d'Utrecht, & President dans leur Assemblée, Dikgrave de la Riviere de Lecq ; Siouk Gerold de Burmania Grietman, de Wymbritseradeel ; Gysbert Cuper Bourgmestre de la Ville de Deventer, & Antoine Gerlacius, Deputez respectifs à l'Assemblée desdits sieurs Estats Generaux de la part des Estats de Hollande & de Westfrise, Utrecht, Frise, Overyssel, & de Groningue, pour arréter, conclure, & signer les Articles dont on conviendroit avec ledit sieur Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Tres-Chrestienne, pour parvenir à un bon & prompt accommodement ; & ledit sieur Ambassadeur du Roi Tres-Chrestien, & lesdits sieurs Deputez des Etats Generaux des Provinces-Unies, apres une reciproque communication de leurs pleinspouvoirs respectifs, ont accordé, conclu & arresté les Articles qui suivent. ANS de J. C. 1684.

I. EN consequence des offres, que ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien à faites pour le restablissement de la Paix, lesdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies s'obligent envers sa Majesté Tres Chrestienne, d'employer toutes sortes de bons offices, pour faire accepter audit Seigneur Roi Catholique ladite Tréve de vingt-années, à compter du jour de la signature de la presente Convention, pendant laquelle Tréve cesseront de part & d'autre tous actes d'hostilité, de quelque nature qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien, & ledit Seigneur Roi Catholique, tant par Mer & autres eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, Provinces & Seigneuries. & toutes choses seront restablies de part & d'autre, au mesme état où elles ont esté mises par le Traité de Nimégue ; à la reserve de ce qui sera autrement reglé dans les Articles suivans, touchant la possession, en laquelle lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrestien & Catholique, demeureront reciproquement pendant ladite Tréve de vingt-années.

II. Ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien demeurera saisi, & jouira effectivement pendant ladite Tréve, sans pouvoir estre inquieté ni troublé sous quelque raison ou pretexte que ce puisse estre, de la Ville de Luxembourg & de sa Prevosté, ou des quatorze à quinze Villages ou Hameaux qui sont de sa dépendance, de Beaumont, & des trois ou quatre Villages qui restent de sa dépendance, de Bouvines qui qoi n'en a aucun, & de Chimay avec les douze ou quinze Villages qui en dépendent.

III. Si dans six semaines, à compter du jour de la signature de la presente Convention, le Roi Catholique fait délivrer un Acte de Ratification en bonne & deuë forme, par lequel sa Majesté Catholique agrée & ratifie les Articles contenus dans la presente Convention, & consent à la Treve de vingt-années, aux conditions qui y sont énoncées, Sa Majesté Tres-Chrestienne, aussi-tost que lesdites Ratifications auront été échangées, restituëra au Roi Catholique les Villes de Courtray & de Dixmude, aprés qu'Elle en aura fait abatre les murailles & fortifications, & rendra pareillement les dépendances desdites deux Villes.

IV. Sa Majesté Tres-Chrestienne restituera aussi à sa Majesté Catholique, aprés l'échange desdites Ratifications, tous les lieux que ses Armes peuvent avoir occupé, & generalement tout ce dont Elle s'est mise en possession, depuis le vingtiéme d'Aoust mil six cens quatre-vingt trois, à l'exception des Villes de Luxembourg, Beaumont, Bouvines, & Chimay, qu'elle retiendra avec leurs dependances, en la maniere qu'il a esté stipulé par le second Article de la presente Convention. Sa Majesté Tres-Chrestienne, & sa Majesté Catholique demeurant au surplus dans le mesme état de possession, auquel elles étoient, lors de la levée du blocus de Luxembourg, sans toutefois qu'en vertu de ladite possession, ou de celle des autres Villes & Places qui demeureront pendant cette Tréve, soit à la France, soit à l'Espagne, il puisse estre meu aucune prétention, ni fait aucune réunion de part ni d'autre, ni contre lesdits Seigneurs Etats Generaux, sous pretexte de dépendances ou autres droits, quelques noms qu'ils puissent avoir.

V. Sa Majesté Tres-Chrestienne sera pareillement obligée, aprés l'échange desdites Ratifications d'Espagne, de retirer entierement ses Troupes de dessus les

ANS de J.C. 1684. Etats de la domination du Roi Catholique, en quelque endroit qu'ils soient situez. Comme aussi le Roi Catholique ne commettra plus aucun acte d'hostilité: & sera tenu d'observer de son costé pour le rétablissement du repos & de la bonne correspondance entre les Sujets desdits Seigneurs Rois Tres-Chrestien & Catholique, les mesmes choses ausquelles Sa Majesté Tres-Chrestienne s'engage par la presente Convention.

VI. Que si sur ce fondement que lesdits Seigneurs Rois demeureront pendant ladite Tréve, en la possession où leurs Majestez Tres-Chrestienne & Catholique estoient lors de la levée du blocus de Luxembourg, (à la reserve des Places susmentionnées, qui demeureront à sa Majesté Tres-Chrétienne,) il se trouvoit quelques lieux, dont le temps de la possession, ou l'étenduë fut contestée, la decision en sera remise au Roi de la Grande Bretagne, à la charge néanmoins que lesdits Seigneurs Rois ne seront plus receus à former aucune plainte sur ce sujet, trois mois aprés l'échange des Ratifications d'Espagne de la presente Convention.

VII La levée des Contributions sera continuée de part & d'autre pour tout ce qui restera à écheoir jusqu'au jour de l'échange des Ratifications d'Espagne de la presente Convention, & les arrerages qui resteront deus, lors du susdit échange desdites Ratifications, seront payez dans l'espace de trois mois aprés le terme susdit, & aucune execution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit temps, contre les Communautez redevables, pourveu qu'elles ayent donné bonne & valable caution resseante dans une Ville de la domination ou possession de celuy desdits Seigneurs Rois, à qui lesdites Contributions seront deuës: Et en cas que quelques differends vinssent à naître à l'égard desdites Contributions, on ne s'en pourra procurer aucune satisfaction par voye de fait, mais cette contestation sera terminée à l'amiable, & si cela ne se peut, on s'en remettra à l'arbitrage du Roi de la Grande Bretagne.

VIII. Sa Majesté Tres-Chrestienne s'engage de faire cesser dés à present tous actes d'hostilité dans les Païs-bas, contre les Villes & lieux appartenans à la Couronne d'Espagne, mesme dans le plat Païs, si les Espagnols s'en abstiennent; & lesdits Seigneurs Estats Generaux s'engagent de ne rien entreprendre contre les Places appartenantes à sa Majesté Tres-Chrétienne, ni contre ses Troupes.

IX. Et si ledit Seigneur Roi Catholique n'accepte pas la susdite Tréve aux conditions stipulées, & que dans l'espace de six Semaines, à compter du jour de la signature de la presente Convention, sa Majesté Catholique n'en fournisse pas un acte de Ratification en bonne & deuë forme, lesdits Seigneurs Etats Generaux s'obligent en ce cas de retirer immediatement aprés ledit temps de six semaines, toutes leurs Troupes des Païs-bas Espagnols, & de ne donner tant que la presente Guerre durera, aucune assistance à la Couronne d'Espagne, directement ni indirectement, & tant que les differends qui existent presentement ne seront pas terminez, & ils s'engagent aussi de ne commettre aucun acte d'hostilité contre les Troupes, Païs, & Sujets de Sa Majesté, ni contre ses Alliez; Et sa Majesté Tres-Chrestienne s'oblige reciproquement de n'attaquer ni de s'emparer d'aucune autre Place des Païs-bas, mesme de n'y pouvoir faire la Guerre dans le plat Païs, si les Espagnols s'en abstiennent, sa Majesté se reservant la liberté de porter ses Armes dans les Etats du Roi Catholique; par tout ailleurs que dans lesdits Païs-bas, jusques à ce que la Paix soit restablie entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrestien & Catholique.

X. Et en cas que la Guerre venant à se continuer entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrestien & Catholique, Sa Majesté Tres-Chrestienne fist des conquestes sur la Couronne d'Espagne, Sadite Majesté promet que quelque succés que ses Armes puissent avoir ailleurs, Elle n'acceptera point d'equivalent dans les Païs-bas Espagnols des Conquestes qu'Elle fera pendant la presente Guerre; & qu'Elle ne s'emparera point non plus pendant ledit temps d'aucune desdites Places desdits Païs-bas, soit par revolte, échange, cession volontaire, ou par quelqu'autre voye que ce soit. ANS de J.C. 1684.

XI. Sa Majesté s'oblige pareillement de donner encore un mois à la Diette de Ratisbonne, à compter du jour que la presente Convention sera signée, pour convenir d'une Tréve avec la France, & Sadite Majesté s'engage de ne pouvoir pendant ledit mois augmenter les conditions, qu'Elle a fait proposer, & qu'Elle y a fait reiterer depuis quelques mois.

XII. Sa Majesté Tres-Chrestienne, & les Etats Generaux des Provinces-Unies consentent, que le Roi de la Grande Bretagne, & generalement tous les Princes qui voudront bien entrer dans un pareil engagement, puissent donner à sa Majesté Tres-Chrestienne & ausdits Seigneurs Etats Generaux, leurs promesses & obligations de garentie de l'execution de ce qui est contenu dans la presente Convention. Comme aussi Sadite Majesté Tres-Chrestienne, & les Etats Generaux consentent que pareils actes de garantie soient donnez à sa Majesté Catholique, si elle accepte ladite Tréve.

XIII. On est convenu, & il a esté déclaré, qu'on ne pretend rien innover aux Traitez faits à Nimégue, entre ledit Seigneur Roi Tres-Chrétien, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, & que lesdits Traitez demeureront dans leur entiere force & vigueur.

XIV. Le present Traité sera ratifié & approuvé par ledit Seigneur Roi, & par lesdits Seigneurs Etats Generaux, & les Lettres de Ratification de l'un & de l'autre, seront délivrées en bonne & deuë forme dans trois semaines, ou plûtost, si faire se peut, à compter du jour de la signature.

En foy dequoy, Nous Ambassadeur susdit de sa Majesté, & Deputez susdits des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons esdits noms, signé ces presentes de nos seins ordinaires, & à icelles fait apposer les cachets de nos armes. Fait à la Haye le vingt-neuviéme jour de Juin mil six cent quatre-vingt quatre. Signé, de Mesmes Comte d'Avaux, avec le cachet de ses armes. D. Van Wyngaarden, Hop, de Weede, Burmania, Gisb. Cuper, A. Gerlachus, aussi avec les cachets de leurs armes.

CXCIII.

Traité de Tréve pour vint ans entre LEOPOLD *Empereur, &* LOUIS XIV. *Roi de France; fait à Ratisbonne, le 15. Août, 1684.* Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 1039. & en François, dans Freder. Leonard. Tom. V. ANS de J.C. 1684. L'EMPEREUR ET LA FRANCE.

IN nomine & ad honorem Sacro-Sanctæ Trinitatis Dei Patris, Filii, & Spiritus Sancti. Notum sit universis & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, cùm pro complanandis differentiis, quæ circa executionem pacis Noviomagi Geldrorum V. Februarii Anno MDCLXXIX. inter Serenissimum atque Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LEOPOLDUM I. Electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archi-Ducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, Superioris ac Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habspurgi, Tyro-

ANS de J. C. 1684.

Tyrolis, Kyburgi, & Goritiæ Marchionem Sacro Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & Inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Sclavonicæ, &c. Sacrumque Romanum Imperium, ex unâ; & Serenissimum ac Potentissimum Principem ac Dominum, Dominum LUDOVICUM XIV. Franciæ &c. Regem Christianissimum, ex altera parte conclusæ, intercesserunt, stabiliendâque tam dictâ Noviomagensi, quàm anteriore Westphalicâ Pace, amicabilis ulterior Tractatus Francosurti ad Mœnum institutus quidem fuerit, sed ad exitum perduci non potuerit; E re autem communi esse visum sit, eundem nunc Ratisbonæ resumere, quo tranquillitati & securitati non tantùm Sacri Romani Imperii, sed etiam totius Christianitatis, maximè nunc periclitantis, vel per Pacem vel Armistitium consulatur; Quòd ad hunc tam salutarem finem obtinendum, altè-memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestatis ad Imperii Comitia Commissarii, veluti Plenipotentiarii constituti & electi fuerint, ut juxta Conclusum Comitiale XIII. Mensis Januarii, anni proximè præterlapsi, Sacrâ Cæsareâ Majestate approbante, factum, & Sacræ Cæsareæ Majestatis, ac Sacri Romani Imperii nomine tractent, concludantque: Ex parte verò altè memoratæ Sacræ Christianissimæ Suæ Regiæ Majestatis ad hoc negotium tractandum & terminandum, deputatus sit infra nominatus Plenipotentiarius Regius. Hi ergo utrinque constituti Plenipotentiarii, convento tempore & loco comparentes, in mutuas Armistitii sive induciarum leges consenserunt, & convenerunt, tenore sequente.

I. Sacra Cæsarea Majestas & Imperium consentiunt in Armistitium viginti annorum à die Ratihabitionis computandorum, idque amplectuntur iis ipsis induciarum Conditionibus, ex parte sacræ Christianissimæ Majestatis per ejusdem Plenipotentiarium apud Imperii Comitia existentem, hoc in loco antehac oblatis eo modo, quo in subsequentibus articulis pleniùs declarantur.

II. Cum hujus Armistitii Basis & fundamentum sint Pacis Westphalicæ & Neomagensis Instrumenta, eadem in suo vigore remaneant, eum in modum, ac si hisce Tabulis verbotenus inserta essent.

III. Juxta hoc ita receptum Armistitium sit vera sinceraque Amicitia, mutua bonaque Correspondentia inter Sacram Cæsaream Majestatem & totum Imperium ex una; & Sacram Christianissimam Majestatem ex alterâ, partibus, adeò ut nulla ex nunc specie juris, aut via facti, nullis hostilitatibus, reunionibus, Vindicationibusque, nullo etiam recuperandorum jurium prætextu, nulliusve alterius rei causâ, directè vel indirectè turbari queat.

IV. Ideo durante hoc viginti annorum Armistitio, Sacra Christianissima Majestas permaneat in libera quietaque possessione Civitatis Argentinensis, cum Fortalitio Kehl, aliisque munimentis inter Urbem dictumque fortalitium sitis & constitutis, Rhenoque adjacentibus, ut & omnium quarumcunque Ditionum & Locorum, quæ usque ad primum Augusti MDCLXXXI. vigore sententiarum tribonalium Metensis, Brisacensis, ut & Vesontini in Imperio occupata sunt.

V. Exerceat quoque Sacra Christianissima Majestas in iis locis ita retentis, liberè & absque ullius Contradictione jura superioritatis, supremique Dominii, neque licitum sit cuiquam altè dictam Sacram Christianissimam Majestatem, in ipso jurium suorum exercitio ullo modo turbare.

VI. Restituet verò sacra Christianissima Majestas Imperio omnia illa loca quorum possessionem post primam Augusti MDCLXXXI. sibi vindicaverit, idque absque ulla reservatione, adeò ut nihil quicquam in iis locis ita restitutis, durantibus induciis, sive retinere, sive ullâ ratione prætendere possit, aut debeat; Exceptis tamen semper Urbe Argentinensi & omnibus Fortalitiis ad istam spectantibus, de quibus Articulo IV. præcedenti conventum est. Si quid verò sine authoritate dictorum Tribunalium Metensis & Brisacensis ut & Vesontini, quod aliunde ad Regem Christianissimum non pertineret, ante primum Augusti MDCLXXXI. tantùm nudâ & simplici viâ facti occupatum esset, id quoque Sacra Christianissima Majestas restituet.

ANS de J. C. 1684.

VII. Si quid etiam in unius vel alterius partis territorio ad alteram partem vel ejusdem subditos pertinens, per modum Repressaliorum arrestatum fuerit, utrinque relaxabitur.

VIII. Rex Christianissimus relinquit Dominos Proprietarios eorumque legitimos Hæredes, Successores, ac quoslibet, qui eidem Juramentum fidelitatis sive per se, sive per alium, nempe Procuratorem, præstiterunt, in suo Statu & plenaria perceptione fructuum ad loca reunita propriè & non ad Superioritatem spectantium, ut exercitio in Ecclesiasticis & Politicis, prout Instrumentis pacis Monasteriensis & Noviomagensis dispositum est. Restituet non minùs supra dicto modo eos, qui adhuc juramentum fidelitatis præstabunt, sive in contumacia antehac fuerint, sive non, & si quæ hactenus in contrarium facta fuêre, in pristinum statum non minùs reponantur; ac ipsis & quibuscunque locorum reunitorum Incolis, ubicunque morantibus, liberum sit, sua bona pro libitu, vel per se, vel per alios administrare aut alienare.

IX. Concedit quoque Sacra Christianissima Majestas omnium locorum reunitorum, sive vindicatorum Incolis, tam Catholicam fidem profitentibus, quàm Confessioni Augustanæ, aut Reformatæ (uti vocantur), Religioni addictis, liberum Religionis Exercitium, liberrimamque fruitionem atque dispositionem omnium bonorum, decimarum, redituumque omnis generis, tam eorum, qui ad sustentandos Ecclesiarum Rectores, Pastores, Præceptores, ac Administros, quam ad ipsa eorum templa, Scholas, ædesque pertinent, cunctorumque aliorum, quocunque nomine veniant, nullis exceptis.

X. Et quo induciæ istæ eò magis servari possint, neque ullis casibus obnoxiæ sint, statim post hunc Tractatum ratihabitum utrinque nominabuntur, instituenturque Commissarii ad limites Imperium inter & Galliam juxta supra denotatam possessionem, designandos, ponendosque, ubi necesse fuerit, finium Terminos, ita ut exinde nulla oriri queat controversia in detrimentum Armistitii hoc Tractatu conclusi: Qui Commissarii inter se in id quoque allaborabunt, ut si quid ex alterutra parte delit, vel promissæ restitutioni, vel aliàs executioni præsentis conventionis, id plenum effectum sortiatur.

XI. Pacis Tractatus (quibus finitis hoc Armistitium cum omnibus suis hic positis conditionibus cessat:) confestim inchoentur, & tempus atque locus hic determinetur.

XII. Sacra Christianissima Regia Majestas renunciat ad tempus harum induciarum omnibus & quibuscunque prætensionibus in Imperium ejusque Status, membra & appertinentes, ac in specie cunctis appertinentiis, dependentiis, connexis, protectionibus, ita dictis reunionibus, & qui prætextus quocunque modo excogitari poterunt. Renuntiant vicissim ad idem tempus induciarum Imperator & Imperium supremo Dominio, omnique juri Superioritatis & protectionis, vel alteri cuicunque quæ ipsis in Regiones, Urbes aliaque loca reunita aliàs competebant, aut competere poterant.

XIII. Durante hoc Armistitio libera sint commercia inter utrinsque partis subditos, ita ut Mercatorum aliorumque alterutrius nationis peregrinantium, tam personis, quàm rebus apud alteram reciproce plena securitas, & ubi opus fuerit, favor & auxilium conce-

ANS de J.C. 1684. cedatur, neque unquam Justitia & protectio denegetur.

XIV. Quod disceptationes Civiles, sive processus judiciarios attinet, si inter subditos ejusdem supremi Domini orta lis est, aut imposterum oritur, coram tribunalibus ab eodem Domino, aut constitutis, aut approbatis, se invicem conveniant; si verò inter subditos diversorum supremorum Dominorum contentio nascitur, aut jam existit, jus commune observetur, ut Actor sequatur forum rei.

XV. In hoc Armistitii Tractatu præter partes hic transigentes, Imperatorem & Imperium ab unâ, & Regem Christianissimum ab altera parte, adéoque Sacræ Cæsareæ Majestatis Regna & Provincias hæreditarias omnes, quas possidet, ut & omnes Imperii Electoratus, Archi-Episcopatus, Episcopatus, Abbatias, Præpositura, Ducatus, Principatus, Marchionatus, Landgraviatus, Ballivias, Commendas, Comitatus, Baronatus, Dynastias, Civitates liberas, Nobilitatem immediatam, Vasallos & Appertinentes, in quacunque Regione in & extra Germaniam sitæ, sint nullo excepto, omnes Circulos, omnes & singulos Imperii Status, Regiones, Provincias, Territoria, Dominia, ubicunque sita sint, comprehendantur Pacis Westphalicæ Consortes, & etiam Rex Catholicus, cum omnibus suis Regnis & Ditionibus.

XVI. Super executione & Observatione hujus Armistitii contra quamcunque turbationem sive directam sive indirectam, omnis & qualiscunque generalis Guarantia inter partes transigentes reciprocè & mutuò præstabitur, & jam promittitur, ad eamque aliæ quoque exteræ Christianæ Potentiæ omnes generaliter & recipientur & invitari poterunt.

XVII. Præstabunt similiter hanc reciprocam & communem Guarantiam Sacra Cæsarea Majestas & Imperium super illo Armistitio, quod juxta Conditiones inter Galliæ Hispaniæque Coronas, à sacra Majestate Christianissima propositas, & à Sacra Cæsarea Majestate nomine Regis Catholici acceptatas conclusum, simul atque dicti Armistitii Tractatùs Ratificationes permutatæ fuerint, & in eum finem majoremque efficaciam censebitur dictus Tractatus cum Catholico Rege tanquam in hunc Imperii Tractatum de verbo ad verbum insertus esset.

XVIII. Reservat sibi utraque pars intra tres ab hujus Tractatûs Ratificatione subsequentes menses, suos ulteriùs includendos ex communi consensu nominare.

XIX. Denique dubia & disceptationes super hoc Armistitii Recessu, aut aliàs deinceps forsitan oriundæ, non via facti, aut armorum, directè vel indirectè, nec per se, nec per alios, sed amicabiliter secundùm Instrumenti Pacis Westphalicæ tenorem, componantur & tollantur.

XX. Inducias hasce hoc modo factas promittit utraque pars in forma debita solitaque ratihabitum, solemniaque desuper Ratihabitionum Instrumenta, intra spatium unius mensis, à die subscriptionis computandum, reciprocè ritèque commutatum iri.

In quorum fidem roburque præsentes manu nostrâ subscripsimus, ac Sigilla nostra apposuimus. Actum Ratisbonæ die XV. Mensis Augusti, Anno MDCLXXXIV.

(*L. S.*) *Marquardus Episcopus & Princeps Eystettensis.*

(*L. S.*) *Ludovicus Verjus Comes de Crecy.*

(*L. S.*) *Franciscus Mathias May.*

CXCIV.

Traité de Treve entre LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES II. *Roi d'Espagne. Fait à Ratisbonne, le 15. Aoust,* 1684. Freder. Leonard. Tom. IV. Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 105 1. ANS de J.C. 1684. FRANCE ET ESPAGNE.

AU Nom & en l'honneur de la tres-Sainte Trinité, Pere, Fils, & S. Esprit. Soit notoire à tous, & à un chacun à qui il appartient, ou peut appartenir, en quelque maniere que ce soit. Que comme le Serenissime & Tres-puissant Prince & Seigneur Louis XIV. Roi Tres-Chrestien de France & de Navarre, poussé par un desir constant de conserver la Paix entre les Princes Chrestiens, & par les frequentes & pressantes exhortations de Notre S. Pere le Pape. Comme aussi le Serenissime & Tres-puissant Prince & Seigneur Charles II. Roi Catholique des Espagnes & des Indes, touché des maux & des perils de la Chrestienté, qui luy ont esté plusieurs fois fortement representez, tant au nom de nostredit S. Pere le Pape, que de l'Empereur, se soient resolus pour le bien commun de leurs Sujets, & de toute la Chrestienté, qui n'est déja d'ailleurs que trop affligée, de finir au plutôt par une Paix ou par une Tréve, la guerre qui s'estoit allumée entre eux. Pour cet effet Sa Majesté Tres-Chrestienne ayant cy-devant donné pouvoir aux Ministres qu'elle a en divers lieux, & sur tout icy à Ratisbonne, de traiter cete affaire avec ceux qui seroient munis d'un Pouvoir suffisant de la part du Roi Catholique pour la conclure; Sa Majesté Catholique se voyant trop éloignée des lieux de ces Traitez, à jugé à propos de requerir sa Majesté Imperiale de vouloir, en ce rencontre, agir en son Nom, & de choisir quelques-uns de ses Ministres, ausquels elle commit toute cette Affaire. C'est pourquoy sadite Majesté Imperiale, voulant mettre promptement la main à un Ouvrage si utile & si avantageux pour le bien de toute la Chrestienté, Elle a délegué & constitué les Commissaires Imperiaux, ses Deputez à la Diéte de Ratisbonne, pour faire en son lieu & place, un Traité de Tréve pour le Roi Catholique, avec le Ministre Plenipotentiaire du Roi de France, Tres-Chrétien, cy-aprés nommé; de sorte qu'ils ont conclu ensemble, arresté & signé une Tréve aux conditions suivantes.

I. COnformement aux Conditions offertes par le Roi Tres-Chretien, pour le rétablissement de la Paix, le Roy Catholique accepte la Tréve de vingt ans, à compter du jour de la signature du present Traité, pendant lesquels toutes hostilitez cesseront de part & d'autre, tant par Terre que par Mer, & autres Eaux; dans tous leurs Royaumes, Pais, Provinces, Territoires, & Seigneuries, en Europe & hors de l'Europe, tant au deçà qu'au delà de la Ligne; Et toutes choses seront rétablies de part & d'autre au même état où elles ont esté mises par le Traité de Nimégue, à la reserve neanmoins de ce qui sera autrement reglé dans les Articles suivans, touchant la possession en laquelle lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrestien & Catholique demeureront reciproquement pendant ladite Tréve de vingt années.

II. Le Roi Tres-Chrétien demeurera saisi, & jouira effectivement pendant ladite Tréve, sans pouvoir être inquieté ni troublé, sous quelque raison ou pretexte que ce puisse être, de la Ville de Luxembourg, & de sa Prevosté, ou des quatorze à quinze Villages ou Hameaux qui sont de sa dépendance; de Beaumont, & des trois ou quatre Villages qui restent de sa dépendance; de Bouvignes qui n'en a aucun; & de Chimay, avec les douze ou quinze Villages qui en dépendent.

III. Aussi-tost que S. M. C. aura fourny un Acte de Ratification en bonne & deüe forme, par lequel elle acceptera & ratifiera les choses contenuës dans les Articles

de

ANS de J. C. 1684.

de la presente convention, sa Majesté Tres-Chrêtienne restituëra au Roi Catholique les Villes de Courtray & de Dixmude, aprés qu'elle en aura fait abbatre les murailles & les fortifications, & rendra pareillement les dépendances desdites deux Villes.

IV. Sa Majesté Tres-Chrêtienne restituera aussi, aprés l'échange des Ratifications, tous les lieux que ses armes ont occupé, & generalement tout ce dont elle s'est mise en possession depuis le 20. Aoust 1683. à l'exception des Villes de Luxembourg, Beaumont, Bouvines, & Chimay, qu'elle retiendra avec leurs dependances, en la maniere qu'il a esté stipulé par le second Article de la presente Convention. Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & sa Majesté Catholique demeurant au surplus dans le même état de possession auquel Elles étoient lors de la premiere levée du blocus de Luxembourg; sans toutefois qu'en vertu de ladite possession, ou de celle des autres Villes & Places, qui demeureront pendant cette Trêve au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties, on puisse pretendre aucune chose de part ni d'autre, ni faire aucunes réunions.

V. Sa Majesté Tres-Chrêtienne sera aussi obligée, aprés que la Ratification aura esté fournie de la part de l'Espagne, de retirer ses Troupes de dessus les Etats de la domination du Roi Catholique, en quelque endroit qu'ils soient situez. Le Roi Catholique s'abstiendra pareillement de tout acte d'hostilité, & sera tenu d'observer de son costé pour le rétablissement de la tranquillité publique, & de la bonne correspondance entre les Sujets desdits Seigneurs Rois Tres-Chrêtien, & Catholique, les mêmes choses ausquelles sa Majesté Tres-Chrêtienne s'engage par la presente Convention.

VI. Que si sur ce fondement, que lesdits Seigneurs Rois demeureront pendant ladite Trêve en la possession où leurs Majestez Tres-Chrêtienne & Catholique étoient lors de la premiere levée du blocus de Luxembourg (à la reserve des Places susmentionnées qui demeureront en la puissance de sa Majesté Tres-Chrêtienne) il se trouvoit quelque lieux, dont le tems de la possession, ou l'étendue fût contestée, la Decision en sera remise au Roi de la Grande Bretagne, à la charge neantmoins que lesdits Seigneurs Rois ne feront plus receus à former aucune plainte sur ce sujet, aprés l'espace de trois mois, à compter du jour de la Ratification de ce Traité.

VII. La levée des Contributions sera continuée de part & d'autre, pour tout ce qui restera à écheoir jusqu'au jour de l'échange des Ratifications; & celles qui seront encore deuës de cette maniere, lors du susdit échange des Ratifications, seront payées dans l'espace de trois mois aprés le terme susdit, & aucune execution ne se pourra faire pour raison de ce, pendant ledit temps, contre les Communautez redevables, pourveu qu'elles ayent donné bonne & valable caution resseante dans une Ville de la domination de celui desdits Seigneurs Rois, à qui lesdites Contributions seront deuës. Et en cas que quelques differends vinssent à naistre à l'égard desdites Contributions, on ne s'en pourra procurer aucune satisfaction par voye de fait, mais cette contestation sera terminée à l'amiable; & si cela ne se peut, on s'en remettra à l'arbitrage du Roi de la Grande Bretagne.

VIII. Sa Majesté Tres-Chrêtienne s'engage de faire cesser dés à present tous Actes d'hostilité dans les Païs-Bas, contre les Villes & lieux appartenans à la Couronne d'Espagne, même dans le plat Païs; comme on s'en abstiendra pareillement de la part d'Espagne.

IX. Il n'y aura rien d'innové de part ni d'autre au Traité fait à Nimegue entre lesdits Seigneurs Rois Tres-Chrêtien & Catholique, mais il demeurera en toutes choses en sa forme & vigueur, si ce n'est à l'égard de la reserve portée ci-dessus dans l'article premier.

X. Sa Majesté Imperiale tant pour Elle, qu'au nom du Roi Catholique, comme aussi sa Majesté Tres-Chrêtienne, consentent que tout le S. Empire Romain, le Roi de la Grande Bretagne, les Etats des Provinces-Unies, & tous les Rois, Princes, Republiques, & Estats qui voudront bien entrer en cét engagement, promettent aux deux Parties de se charger de la garantie de ces Traitez, pour restablir & asseurer la bonne foy, & la tranquillité de toute la Chrêtienté.

XI. Sa Majesté Imperiale pour le Roi Catholique, & sa Majesté Tres-Chrestienne promettent de ratifier en bonne forme & en la maniere accoûtumée, cette Treve ainsi faite, & que les Actes solemnels des Ratifications seront reciproquement échangez de part & d'autre dans le terme de six semaines, ou plûtost, si faire se peut, ou ici, ou à la Cour du Roi Tres-Chrêtien.

En foi de quoi, & pour donner plus de force à toutes les choses ci-dessus énoncées, qui ont esté traitées & concluës au nom de sa Majesté Imperiale pour le Roi Catholique d'une part, & au nom de sa Majesté Tres-Chrêtienne d'autre part, Nous avons signé les presentes de nos propres mains, & à icelles fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Ratisbonne le 15. jour du mois d'Août 1684. Signé

AMEDE'E Comte de Windischgrats. LOUIS VERJUS Comte de Creci.

FRANÇOIS MATHIAS MAY.

Article Separé.

On est encore convenu par cét Article separé, que pour rendre plus asseurée & plus ferme la tranquillité si necessaire à toute la Chrêtienté, & qui a esté si fort souhaitée, tous les Princes & Republiques d'Italie seront comprises dans le Traité conclû ce jourdhuy entre sa Majesté Tres-Chrêtienne & sa Majesté Catholique; ce qui aura aussi lieu pour les Genois: Ensorte neantmoins qu'encore que sa Majesté Tres-Chrêtienne promette seulement de ne point bloquer, ni s'emparer par Siege ou par aucune autre voye de la ville de Genes, ni d'aucune autre Place qui en dépende, Elle se reserve la liberté de poursuivre la satisfaction qu'elle prétend tirer des Genois. Duquel Article la Ratification sera fournie avec celle du present Traité: Et si sa Majesté Catholique ne fournit dans le même tems, la Ratification de cet Article separé, ledit Article sera censé nul & de nul effet. Fait à Ratisbonne, comme ci-dessus.

En foi de quoi, & pour donner plus da force à ce qui est porté dans cet Article separé, qui a esté traité & conclû au nom de sa Majesté Imperiale, pour le Roi Catholique d'une part, & au nom de sa Majesté Tres-Chrêtienne d'autre, Nous avons signé les presentes de nos propres mains, & à icelles fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Ratisbonne le 15. jour d'Aoust, 1684. Signé

AMEDE'E Comte de Windischgrats. LOUIS VERJUS Comte de Creci.

FRANCOIS MATHIAS MAY.

CXCV.

ANS de J.C. 1684. Les Provinces-Unies et Maroc.

Traité de Paix & de Commerce entre MULEY ISMAEL *Empereur de Maroc, Roi de Fez, Tafilete, Garbe, & d'Afrique, d'une part; & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *& son Altesse le Prince d'Orange, d'autre; Fait au mois d'Août 1684. & inseré dans les secretes Notices, du 15. Décembre de la même Année.* Recueïl des Traitez faits & conclus entre les Généraux des Provinces-Unies & divers Rois &c.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden: Allen den genen die desen sullen sien ofte hooren lesen, Salut. *Doen te weten*: Dat tusschen sijne Majesteyt Muley Ismaël, Keyser van Marocco, Koningh van Fez, Tafilet, Garbe, ende Africa ter eenre; ende Ons ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde; is geslooten ende opgerecht het Tractaet van Vrede ende van Commercie, volgende hier naer van woorde te woorde geinsereert.

I. IS vast gestelt ende besloten, datter in het toekomende tusschen sijne Majesteyt Muley Ismaël, Keyser van Marocco, Koningh van Fez, Tafilet, Garbe ende Africa ter eenre, ende de Hoogh Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, ende sijne Hoogheyt den Heere Prince van Orange, ter andere zyde; sal zyn eene goede, vaste ende onverbreeckelijcke Vrede, de welcke haer aenvangh sal nemen van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordige Tractaet van wegen de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, in handen van sijne Majesteyt Muley Ismaël sal zyn gekomen en overgelevert, sullende alle Acten van hostiliteyt van die tijdt af van wederzyden cesseren ende ophouden, werdende het tegenwoordige Tractaet door hooghst-gedachte syne Majesteyt Muley Ismael, van nu af aen in alle en jegelijcke sijne deelen ende Articulen behoorlijck geapprobeert, geratificeert, ende geconfirmeert.

II. De Schepen of andere Vaertuygen van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, of die van hare Onderdanen ende Inwoonders soo Christenen als Joden, sullen altoos hebben een vrye intrede binnen de Reeden ende Havens van hooghst-gemelte syne Majesteyt, ofte in andere Plaetsen van des selfs Koninckrijcken, soo om aldaer op Anckers, soo langh als 't haer belieft, te blyven, als om in alle vryheyt te negotieren, koopen ende verkopen, midts betalende Tollen voor de Koopmanschappen die verkocht sullen werden sonder meer, onder wat Naem, Titul, ofte pretext het soude mogen wesen; doch de gene die niet verkocht sullen werden, sullen in alle vryheydt werden te rugge gebracht ende herscheept, sonder eenige Rechten ofte Impositien daer van te betalen, en sullen mogen vertrecken als 't haer belieft, sonder eenige ophoudinge ofte verhinderinge; ende aengaende de Waren van Contrebande, als Bus-poeder, Sulpher, Deelen, ende allerhande Scheeps Timmerhout, Tou-werck, Pick, Teer, Roers, ende andere saecken tot den Oorlogh dienende, sullen de Inwoonders van de gemelte Vereenighde Nederlanden niet gehouden zyn eenigh recht aen hooghst-gedachte syne Majesteyt te betalen.

III. De Schepen ofte Vaertuygen, soo die van hooghst-gemelte syne Majesteyt ofte van des selfs Onderdanen, als die van Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, ofte van yemandt van hare Onderdanen,

CXCV.

ANS de J.C. 1684. Les Provinces-Unies et Maroc.

Traduction de ce Traité.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies, à tous ceux qui ces presentes verront ou entendront lire, Salut. Sçavoir faisons, Qu'entre sa Majesté Muley Ismael Empereur de Maroc, Roi de Fez, Tafilet & Garbe & Afrique d'une part, & Nous & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, a été conclu & dressé le Traité de Paix & de Commerce inseré ci-aprés mot pour mot.

I. EST arrêté & conclu, qu'a l'avenir, il y aura entre sa Majesté Muley Ismael, Empereur de Maroc, Roi de Fez, Tafilet, Garbe & Afrique d'une part & les Hauts & puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, & son Altesse le Seigneur Prince d'Orange d'autre part, une bonne ferme & inviolable Paix, qui aura son commencement du jour que la Ratification du present Traité faite de la part des susdits Seigneurs Etats Généraux, sera livrée entre les mains de sa Majesté Muley Ismael; Et de ce jour cesseront tous actes d'hostilité de part & d'autre, ledit present Traité étant dès à present comme pour lors approuvé, ratifié & confirmé dans tous & un chacun ses points & articles.

II. Les Vaisseaux & autres batimens des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou ceux de leurs sujets & habitans tant Chrétiens que Juifs auront toûjours une libre entrée dans les Rades & Ports de sadite Majesté, ou dans les autres Places de ses Royaumes, pour y demeurer à l'ancre aussi long-tems qu'il leur plaira, comme pour y negocier, vendre & achetter en toute liberté, en payant les droits pour les marchandises qui seront venduës, sans plus, sous quelque nom, titre, ou pretexte que ce puisse être; mais celles qui ne seront pas vendues, pourront être rembarquées & emmenées en toute liberté, sans en payer aucun droit ou imposition, & pourront partir quand bon leur semblera, sans aucun retardement ni empêchement; Et à l'égard des marchandises de contrebande, comme poudre à canon, salpétre, planches, & toutes sortes de bois à construire des Vaisseaux, Cordage, Goudron, Peix, fusils & autres choses servant à la Guerre, les habitans des susdites Provinces-Unies ne seront tenus d'en payer aucun droit à sa susdite Majesté.

III. Les batimens, & Vaisseaux marchands, tant ceux de sadite Majesté ou de ses Sujets, que ceux des susdits Seigneurs Etats Generaux ou de quelqu'un de leurs sujets, pourront tenir la Mer & Négocier, sans être visitez

ANS de J.C. 1684.

danen, sullen de Zee mogen bevaren ende negotieren, sonder de een door de ander te werden gevisiteert, opgehouden ofte gemolesteert, oock sullen alle Personen en Passagiers, van wat Landschap ofte Natie de selve mogen zyn, met alle haer Geldt, Goederen, Koopmanschappen ende Meuhlen, in eenige van de boven-gemelte Schepen bevonden werdende, t'eenemael vry zyn, ende van geen van beyde zyden mogen werden gearresteert, aengehouden, berooft, ofte eenigsints beschadight.

IV. De Oorlogh-Schepen van hooghst-gedachte syne Majesteyt, ofte andere Vaertuygen ontmoetende in de volle Zee, en buyten de Plaetsen dependerende van de hoogh-gemelte Heeren Staten, eenige Koopvaerdye ofte andere Schepen van de Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sullen aen boort van de gemelde Schepen der Vereenighde Nederlanden mogen senden hare Sloep, alleen met twee Man, de welcke in de gemelte Sloep sullen treden behalven de Roeyers, en sal vervolgens geen meerder getal van Volck, als die twee Mannen in eenig Koopvaerdye ofte ander Schip, sonder permissie van den Capiteyn ofte Schipper mogen overgaen, de welcke haer een behoorlijck Paspoort getoont hebbende, sal de voorsz. Sloep gehouden zyn aenstonts te vertrecken, en sal het gemelte Koopvaerdy-Schip syne reyse, sonder eenigen hinder ofte belet vervolgen, ende reciproquelijck in ghevalle eenigh Schip ofte ander Vaertuygh van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael quam te ontmoeten eenigh Schip ofte Schepen van hoogst-gedachte syne Majesteyt, ende den Capiteyn van een van de voorsz Schepen hebbende verthoont een behoorlijck Paspoort door ordre van hooghst-gemelte syne Majesteyt onderteeckent, nevens een Certificatie van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, die als dan tot Salée ofte anders sal resideren, soo sal het gemelte Schip ofte Vaertuygh syne reyse vryelijck mogen vervolgen.

V. Geen Capiteyn ofte ander Persoon van eenigh Schip ofte Vaertuygh van hoogst-gedachte syne Majesteyt sal vermogen te lichten uyt eenigh Schip, de onderdanen van hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, toebehoorende eenigh Persoon ofte Personen, wie het oock soude mogen wesen, om elders heen te vervoeren ofte doen vervoeren, en om aldaer te werden ge-examineert, ofte onder hoedanigh pretext het soude mogen wesen, veel min sal het haer geoorloft zyn de torture ofte eenigh ander geweldt te exerceren tegens eenige Personen, van wat Natie ofte conditie de selve soude mogen zyn, de welcke in eenige Schepen, de Onderdanen van haer Ho. Mo. toebehoerende gescheeps sullen wesen, onder wat pretext of voorwendingen het oock soude mogen wesen.

VI. Ingevalle eenige Scheepen ofte Vaertuygen van hooghgemelte Heeren Staten Generael, of van yemandt van hare Onderdanen en Inwoonders op de Kusten van hooghst-gedachte syne Majesteyt komen te stranden, sullen voorsz Scheepen, met hare Gereetschappen en toebehooren, Goederen en Ladinge niet werden gheconfisqueert, noch 't Volck tot Slaven gemaeckt; maer sullen ter contrarie alle de Onderdanen van hooghst-gedachte syne Majesteyt gehouden wesen alle mogelijcke devoiren aen te wenden, om het Volck ende de Goederen te bergen.

VII. Geen Ingesetenen van syne Majesteyt, ofte van hoogh-gedachte Heeren Staten Generael sullen mogen Commissie nemen van eenige andere Potentaten of Princen, om met Schepen haer toebehorende, ofte oock met Schepen van andere te infesteren, ofte eenige moyelijckheydt toe te brengen aen de Ingesetenen van de selve syne Majesteyt, ofte van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael respective.

VIII, Geen Schepen van hooghst-gedachte syne Majesteyt, het zy groot ofte klein, sullen mogen kruyssen

ANS de J.C. 1684.

tez de l'un l'autre, ni retenus ni molestez, aussi toutes personnes & passagers de quelques Provinces ou Nation qu'ils puissent être en quelq'un desdits Vaisseaux, qu'ils puissent se trouver, seront entierement libres avec leur argent, denrées, marchandises & meubles, & ne pourront être arrêtez de part, ni d'autre, ni retenus, pillez, ni endommagez en aucune maniere.

IV. Les Vaisseaux de guerre de sadite Majesté, ou autres bâtimens marchands, rencontrans en pleine Mer & hors des lieux dependans des susdits Seigneurs Etats Generaux quelque Vaisseau Marchand ou autres des Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, pourront envoyer leur chaloupe, à bord desdits Vaisseaux des Provinces-Unies, seulement avec deux hommes qui entreront dans ladite Chaloupe excepté les rameurs, & il ne poura passer dans aucun Vaisseau marchand ou autre bâtiment, plus grand nombre que lesdits deux hommes, sans permission du Capitaine, ou maître du bâtiment, lequel leur ayant montré un Passeport convenable, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer aussitost; & ledit Vaisseau Marchand continuera son voyage, sans aucun empêchement, ou obstacle; Et reciproquement au cas que quelque Vaisseau, ou autre bâtiment marchand des susdits Seigneurs Etats Generaux, viennent à rencontrer quelque Vaisseau ou Vaisseaux de sa susdite Majesté, & un Capitaine d'un d'iceux Vaisseaux ayant montré Passeport convenable signé par ordre de sadite Majesté, ensemble un Certificat du Consul des susdits Seigneurs Etats Generaux, qui residera pour lors à Salé ou autrement, alors le susdit bâtiment ou Vaisseau marchand pourra poursuivre librement son voyage.

V. Aucun Capitaine ou autre personne de quelque Vaisseau ou bâtiment marchand de sa susdite Majesté, ne poura enlever d'aucun Vaisseau, aucune personne ou personnes apartenants aux sujets desdits Seigneurs Etats Generaux, qu'elles qu'elles soient, pour les amener ou faire amener ailleurs, & pour y être examinez, ou sous quelque pretexte que ce puisse être; bien moins sera-t-il permis d'exercer la torture ou question, ou autre violence contre aucune personne de quelque nation ou condition que ce puisse être, qui seront sur les bords de quelques Vaisseaux apartenants aux sujets de leurs Hautes Puissances sous quelque pretexte ou allegation que ce puisse être.

VI. Au cas que quelques bâtimens ou Vaisseaux marchands des susdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelqu'un de leurs sujets ou habitans viennent à echouer sur les côtes de sadite Majesté, lesdits Vaisseaux, ni leurs dependances, marchandises & charges ne seront confisquez, ni l'équipage fait esclave, mais seront au contraire tous Sujets de sadite Majesté tenus d'employer tous les devoirs possibles pour sauver l'équipage & les marchandises.

VII. Aucun sujet de sa Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux, ne pourront prendre de Commission de quelque autre Potentat ou Princes pour infester ou molester avec leurs Vaisseaux à eux appartenans ou autres les sujets de sa susdite Majesté ou des susdits Seigneurs Etats Generaux respectivement.

VII. Aucuns Vaisseaux de sa susdite Majesté, soit grands ou petits, ne pourront croiser ou pirater és environs

ANS de J. C. 1684.

kruyssen, ofte op beuyt varen ontrent de Reeden, Havenen, Steden en Plaetsen, Staende onder het Gebiedt van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael.

IX. De Vyanden van syne Majesteyt, ofte van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, sullen in de Havenen van syne Majesteyt, ofte van de Heeren Staten Generael respective, niet mogen opbrengen eenige Prysen, op de voorsz Ingesetenen gemaeckt, ofte hare Schepen, Goederen, ofte Persoonen aldaer verhandelen ofte verkoopen.

X. In gevalle eenige Oorlogh-Schepen van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, in de Havens van hoogst-gedachte syne Majesteyt met eenige Prinsen quamen in te vallen, sullen sy de voorsz Prinsen in alle vryheydt aldaer mogen verkopen, ofte daer van na haer goetduncken disponeren, sonder door yemandt te werden gemolesteert, wie het oock soude mogen zyn; daer en boven sullen de Oorlogh-Schepen van de hoogh-gemelte Heeren Staten niet gehouden zyn, eenighe Rechten ofte Gabellen te betalen, maer ter contrarie in gevalle haer eenige Vivres mochten ontbreecken, sullen sy alle het gene sy van nooden sullen hebben, vryelijck voor couranten prijs moghen kopen.

XI. Soo haest als eenigh Oorlogh-Schip van hooghgemelte Heeren Staten Generael, in eenige van de Havens van hoogst-gedachte syne Majesteyt sal arriveren; ende dat den Consul der Vereenighde Nederlanden, ofte den Capiteyn van 't gemelte Schip, aen de Gouverneurs van de voorszplaetsen daer van kennisse sal hebben gegeven, sal het selve werden gepubliceert, op dat een yder syne Slaven beware; doch in gevalle des niet tegenstaende eenige Slave quam te eschapperen, ofte dat'er vermoeden was dat yemandt ge-eschappeert mochte wesen, sullen de voorseyde Gouverneurs niet toelaten dat ter dier oorsaecke eenige insolentie tegens den voornoemden Consul ofte eenig ander Onderdaen van de Vereenigde Nederlanden werde gepleeght; maer sullen aen de Meesters van soodanigen Slave ofte Slaven belasten dat sy de selve met alle discretie van den Capiteyn ofte Commandeur, hy wie sy haer souden mogen heben gesalveert, afvorderen; en in gevalle dien Officier sulcks stantvastelijck ootkende, of dat men daer geen volkomen kennisse van hadde, sal den Meester of Meesters gehouden zyn volkomen geloof aen de woorden van den voornoemden Officier te geven, sonder daer over den Consul ofte de voornoemde Onderdanen in eenigerhande manieren te mogen molesteren, niet te min indien het seker was, dat soodanigh Officier de Waerheidt van de sake quam te verbergen, sullen de voornoemde Gouverneurs van weghen hooghst-gedachte syne Majesteyt als dan den voornoemden Consul versoecken daer over aen de Staten Generael te schryven, op dat satisfactie sonder uytstel aen de Meesters van soodanighe ge-eschappeerde Slaven gegeven werde.

XII. Van den dagh af dat de Ratificatie van het tegenwoordig Tractaet van wegen die Heeren Staten Generael aen meer hoogst-gedachte syne Majesteyt sal zyn over gegeven en ge-extradeert, sullen geene Onderdanen of Inwoonders der Vereenighde Nederlanden, soo Joden als Christenen, binnen alle de Koningrijcken van hooghst-gedachte syne Majesteyt tot Slaven gemaeckt mogen werden, onder wat pretext het soude mogen wesen; daer en boven sullen de hoogh-gedachte Heeren Staten Generael, uyt krachte van dit Tractaet, geensints gehouden zyn eenige van hare Onderdanen ofte Inwoonders, zijnde tegenwoordigh in slavernye, of die voor het uytwisselen van gemelte Ratificatie daer toe souden mogen komen te vervallen, vry te kopen, maer sal het absoluyt van hare vrye wille dependeren sonder eenige limitatie ofte restrictie van tijdt hare mededogentheydt in 't werck te stellen, ende soodanige, ende soo veel t'allen tyden als

rons des côtes, havres, villes & places de la Domination desdits Seigneurs Etats Generaux.

ANS de J. C. 1684.

IX. Les Ennemis de sa Majesté, ou des susdits Seigneurs ne pourront amener dans les havres de sadite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Generaux aucune prise faite sur lesdits Sujets ou y vendre & trafiquer leurs Vaisseaux, marchandises & personnes.

X. Au cas que quelque Vaisseau de guerre des susdits Seigneurs Etats Generaux vienne à tomber dans les Ports de sa susdite Majesté avec quelque prise, ils les y pourront vendre en toute liberté, ou en disposer selon que bon leur semblera sans être molestez de personne, qui que ce puisse être; de plus les Vaisseaux de Guerre desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point tenus de payer quelque droit ou Gabelle, mais au contraire, s'il leur manquoit quelques vivres, ils pourront acheter librement ce dont ils auront besoin, au prix courant.

XI. Aussitôt que quelque Vaisseau de Guerre des susdits Seigneurs Etats Generaux sera arrivé dans quelqu'un des Havres de sadite Majesté; Et que le Consul des Provinces-Unies, ou le Capitaine du susdit Vaisseau en aura donné connoissance au Gouverneur de la susdite Place, cela sera publié, afin que chacun garde ses esclaves; mais s'il arrivoit que nonobstant cela quelque esclave vint à s'échaper, ou qu'on soupçonnat qu'il en seroit echapé quelqu'un, le susdit Gouverneur ne souffrira pas que pour ce sujet il soit commis aucune insolence contre le susdit Consul ou contre d'autres Sujets des Provinces-Unies; mais il sera enjoint aux Maitres d'un tel esclave ou esclaves, qu'ils les redemandent avec toute discretion au Capitaine ou Commandant auprès de qui ils pouroient s'être sauvez; Et au cas que l'Officier le denie constamment, & que l'on n'en ait point de connoissance certaine, le maître ou les maitres seront tenus d'ajouter une foi entiere à la parolle du susdit Officier, sans pour cette occasion pouvoir molester le Consul ou les susdits Sujets en aucune maniere; Neanmoins s'il étoit certain, que tel Officier vint à cacher la verité, lesdits Gouverneurs de la part de sa Majesté demanderont au Consul qu'il en écrive aux Etats Generaux, afin qu'il soit donné sans délai satisfaction aux maîtres de tels esclaves qui se seroient echapez.

XII. Du jour que la Ratification du present Traité aura été fournie à sadite Majesté de la part desdits Seigneurs Etats Generaux, aucun sujet ou habitant des Provinces-Unies, tant Juifs que Chrêtiens, ne pouront être faits esclaves dans tous les Roiaumes de sadite Majesté, sous quelque pretexte que ce puisse être. De plus les susdits Seigneurs Etats Generaux, en vertu de ce Traité ne seront nullement tenus de racheter aucuns sujets ou habitans qui sont presentement esclaves ou qui pourroient l'etre faits avant l'echange des susdites Ratifications; mais il dependra absolument de leur franche volonté, sans aucune limitation ni restriction de tems, de mettre leur compassion en effect & aussi de les racheter dans le tems qu'ils le jugeront à propos. A condition de convenir avec leur maître d'un prix raisonnable pour leur rançon, sans qu'on les puisse contraindre d'en delivrer aucun malgré eux, soit des esclaves des Galeres, Gouverneur, Alcayde, ou à qui qu'ils puissent apartenir; ne trouvant pas à propos pour plusieurs rai-

ANS de J. C. 1684.

als het haer goet doncken sal te verlossen, midts conditie van over den prijs van haer rantsoen met hare Meesters op de redelijckste manier te accorderen, sonder dat men haer sal mogen constringeren eenige tegens haer danck te lossen, het zy van de Slaven van de Galeyen, Gouverneur, Alcaydes, ofte wie het oock soude mogen zyn, toebehooren, niet goedt vindende om veele reedenen te stipuleren, dat de Meesters gehouden soude zyn hare Slaven, zynde haer eygen Goedt, voor den prijs van haren eersten inkoop te moeten af-staen, nochte dat oock de hoogh-gemelte Heeren Staten gehouden sullen zijn, soodanige aen te nemen, als men haer met geweldt soode willen doen lossen; belovende meer hooghst-ghedachte syne Majesteyt sijn authoriteyt in dese saecke te sullen employeren, om beyde de Parthyen te vreden te stellen; ende is vervolgens geaccordeert dat alle de Slaven, zynde Onderdanen en Inwoonders van die hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, ter occasie van hare lossinge, sullen genieten het proffijt ende de emolumenten van den af-slag ofte verminderinghe der Rechten die syne Majesteyt toekomen, ghelijck oock van de andere onkosten, midts voor de selve betalende soo redelijcken prijs als eenige Slaven van andere Natien, ten opsichte van hare lossinge, het zy naer den gesloten Vrede, ofte by wegen van Aelmoessen zyn ghewoon te betalen; wel-verstaende, dat soodanige Slaven, Inwoonders der Vereenigde Nederlanden, die dit Emolument sullen willen genieten, door de Commissarissen of andere Ministers van den Staet der Vereenighde Nederlanden, die naer desen binnen de Rijcken van hoogst-gedachte syne Majesteyt souden mogen komen, sullen moeten werden gelost, sullen de andere Slaven, Inwoonderen van de hoogh-gemelte Provincien, die dat voordeel der gemelte Rechten niet sullen willen genieten haer vryheyt door andere Persoonen, soo sy te rade sullen werden, mogen procureren; de voornoemde Commissarissen ofte andere publijcque Ministers, die naer desen van wegen de hoogh gemelte Vereenighde Nederlanden, in de Rijcken van hoogst-gemelte syne Majesteyt souden mogen werden aengestelt, sullen de vryheyt ende macht hebben van voor haer, ofte hare Secretarissen, Contracten, ende Accorden te doen passeren opene Brieven, ende andere Depeches in haer naem te verleenen, ende verders te doen alle 't gunt tot de lossinge en het vertreck der geloste Slaven van nooden sal zyn, sonder dat yemandt, wie het oock soude mogen wesen, sich daer tegen sal mogen stellen, of de geloste Slaven molesteren; wyders sullen de voorsz Ministers met alsoo veel authoriteyt, als eenige Ministers van andere Princen of Potentaten vermogen te maken, en voor haer te doen passeren allerhande Instrumenten en Contracten ten behoeve van andere Christen Natien, oock mogen verleenen Paspoorten sonder contradictie van yemandt.

XIII. Indien het gebeurde dat eenige Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael binnen eenige van de Plaetsen ofte Steden van hooghst-gedachte syne Majesteyt quam te overlyden, sullen des selfs goederen of Penningen door de Gouverneurs, Rechters, ofte andere Officieren van wegen hooghst-gedachte syne Majesteyt niet mogen werden aengeslagen; selfs en sal niemandt van de gemelte Gouverneurs ofte andere Officieren daer van kennisse mogen nemen, ofte daer omtrent eenige de minste recherche werden gedaen, maer sullen soodanige Goederen en Penningen werden aengevaert by die geene, die den overleden tot sijn Erfgenaem ofte Erfgenamen by Testament sal hebben geinstitueert, in gevalle de selve ter plaetse van den Overleden mochten wesen; ende indien de Erfgenamen aldaer niet present souden mogen zijn, sal den Executeur van 't selve Testament door den Overleden behoorlijck geinstitueert, naer dat hy een perfecten Inventaris van alle de nagelatene

raisons de stipuler, que les maîtres soient obligez de se deffaire de leurs esclaves, étant leur propre bien, pour le prix de leur premier achapt; ni que lesdits Seigneurs Etats seront obligez de les prendre, si on les leur vouloit faire rachetter de force. Promettant sa susdite Majesté d'employer son authorité en cette affaire, pour que les deux parties soient satisfaites: & est ensuite accordé que tous les esclaves, étant sujets & habitans desdits Seigneurs Etats Generaux, à l'occasion de leur rachapt, jouiront du profit & des emolumens du rabais & diminution des droits qui appartiennent à sa Majesté, comme aussi des autres frais, en payant pour iceux un prix, aussi raisonnable qu'aucun esclave d'autres Nations à l'égard de leur rachapt, comme on a coûtume de les payer, soit aprés la Paix conclue, soit par maniere d'Aumône. Bien entendu que tels esclaves, habitans des Provinces-Unies, qui voudront jouir de cet avantage, devront être rachettez par les Commissaires ou autres Ministres de l'Etat des Provinces-Unies, qui ci-aprés viendront dans les Etats de sa susdite Majesté. Et les autres Esclaves, habitans des susdites Provinces qui ne voudront pas jouir de l'avantage des susdits droits, pourront procurer leur liberté par d'autres personnes, s'ils le jugent à propos. Lesdits Commissaires, ou autres Ministres publics, qui seront ci-aprés établis de la part desdites Provinces-Unies, dans les Royaumes de sa susdite Majesté auront la liberté & le pouvoir de faire par devant eux ou par devant leur Secretaires passer tous contracts, accords, Lettres patentes, & autres depêches en leur nom, & faire en outre tout ce qui est necessaire pour le rachapt & retour des esclaves qui seront delivrez, sans que personne, qui que ce puisse être, puisse s'y opposer, ou molester les esclaves rachetez. En outre les susdits Ministres pourront faire & passer par devant eux toute sorte d'Instrumens & contracts au profit d'autres Nations Chrétiennes, comme les autres Ministres des autres Princes & Potentats & même accorder des Passeports sans contradiction de personne.

XIII. S'il arrive que quelqu'un des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux vient à mourir dans quelqu'une des places ou Villes de sadite Majesté, ses effets & deniers ne seront point saisis par les Gouverneurs, Juges ou autres Officiers de la part de sadite Majesté, meme nul desdits Gouverneurs ou autres Officiers n'en pourront prendre connoissance ou en faire aucune recherche, mais tels effets & deniers seront mis és mains de ceux que le deffunt aura institué à cet effect par son Testament, au cas qu'ils soient dans les lieux ou ledit deffunt sera decedé, & si les heritiers ne sont pas presens au lieu, l'executeur testamentaire que le deffunt aura institué, aprés qu'il aura fait un inventaire fidele desdits marchandises & deniers les prendra en sa garde; & aura soin qu'ils puissent par voyes sures être mis és mains de l'heritier legitime. Mais si quelqu'un desdits heritiers vient à décéder ab intestat, le Consul des susdites Provinces-Unies, prendra lesdites marchandises & deniers en la garde, sous un inventaire convenable, pour être restituez aux plus proches parens & heritiers du deffunct.

tene ... *XIV. Les*

tene Goederen en Penningen ter goeder trouwen sal hebben gemaeckt, de selve sonder eenigh belet in sijn bewaringe nemen; ende sal besorgen dat alles in handen van de ware ende wettige Erfgenamen door veylige wegen gestelt werde; maer indien yemant van de voornoemde Onderdanen, sonder Testament quam te overlyden, sal den Consul der hoog-gemelte Vereenighde Nederlanden sodanige Goederen en Penningen onder een behoorlijcke Inventaris aenvaerden, om de selve aen de naeste Vrunden en Erfgenamen der overledeo ter handt te stellen.

XIV. De Koopluyden soo Christen als Joden van hoogh-gemelte Vereenighde Nederlanden, de welke haer binnen eenige van de Steden van hoogst-gedachte syne Majesteyt bevinden, sullen geensints gehouden zijn Goederen tegen haer danck te kopen, maer sal altijdt tot haer keure staen sodanige te kopen, als sy oordeelen sullen haer dienstigh te zijn; van gelijcken sal geen Capiteyn ofte Schipper van de hoogh-gemelte Provincien gehouden zijn eenige Goederen tegens sijn danck in te laden, om de selve te vervoereo, ofte om een reyse te doen naer eenige Plaetsen daer hy nier soude willen varen; oock sal den Consul van hooggemelte Provincien niet gehoudeo zyn eenige schulden van een ander Onderdaen van de selve Provincien te betalen, ten ware dat ten dien oorsacke eenige Borgh-tocht, ofte cautie by publijcque Acten gestelt ware.

XV. De Onderdanen, soo Christenen als Joden, van hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, sullen in cas van Pleydoyen of Processen in de Rijcken van hoogst-gedachte syne Majesteyt niet gehouden zijn sich te submitteren ooder eenige jurisdictie van de Landen, maer indien'er wareo eenige questien, soo Civile als Criminele, tusschen die van de Natie van de Vereenighde Provincien alleen, in welcken gevallen sy niet gehouden sullen wesen te compareren voor een andere Rechter als voor haren Consul, dewelcke sal hebben volkomen authoriteyt om te termineren alle differenten, soo in 't Civil als in 't Crimineel, als dootslagen, quetzuren, eo andere delicten, en te procederen volgens de Instructie en Ordre van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael.

XVI. In gevalle eenigh Onderdaen van de hooggemelte Heeren Staten Generael, sich bevindende in de Rijcken van hooghst-gedachte syne Majesteyt een Moor quam te beledigen, te quetsen, of neder te leggen, sal hy op de selve wyse en niet strenger als een Moor werden gestraft, indien hy diergelijcke misdaden begaen hadde; doch hy soo verre hy quam te escapperen, sal den Consul noch eenige andere Onderdanen van de gemelte Heeren Staten daerom niet mogen werden geioquieteert noch gemolesteert.

XVII. Den voorn. Consul van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael in de Rijcken van hoogst-gedachte syne Maj. sal aldaer woonen in alle vryheyt en veyligheydt, soo ten aensien van sijn Persoon, als vao sijne Goederen; en sal hy vermogen sijn Tolck en Makelaer te verkiesen, oock te gaen aen boort van alle Schepen, in de Havenen en op de Reeden den Aockerleggende, soo menighmael als 't hem believen sal, als oock door het Lande te reysen, daer en boven sal het hem vry staen, en gepermitteert zijn publijcquelijck in sijn huys te doen oeffenen en exerceren de Christelijcke Gereformeerde Religie, sonder eenige vexatie of molestatie, het zy met woorden of met werken, van wie het oock soude mogen zijn.

XVIII. Is mede geaccordeert en geconvenieert, dat niet alleen geduyrende de continuatie van Vrede en Vrundtschap, maer oock in cas van eenige interruptie of ruptute van de selve, tusschen hoogst-gedachte sijne Majesteyt en hoog-gemelte Heeren Staten Generael den Consul en andere Onderdanen van meer hooggemelte Heeren Staten Generael, in de Rijcken van hoogst-

XIV. Les marchands tant Chrêtiens que Juifs desdites Provinces-Unies, qui se trouvent dans quelqu'une des Villes de sadite Majesté, ne seront point obligez a acheter des marchandises contre leur gré; mais il sera toujours à leurs choix d'en acheter de telles qu'ils trouveront leur être utiles, semblablement, aucun Capitaine ou maître de Vaisseau des susdites Provinces, ne sera obligé de charger aucune marchandise malgré soi pour la transporter, ou de faire un voyage, en quelque place où il ne voudroit pas aller. Aucun Consul desdites Provinces ne sera pas non plus tenu de payer les dettes d'un autre sujet desdites Provinces, à moins que dans cette occasion il ne se fut rendu caution ou repondant par quelque acte public.

XV. Les Sujets, tant Chrétiens que Juifs, des susdits Seigneurs Etats Generaux, ne seront pas tenus, en cas de plaidoirie ou de procez, dans les Etats de sa susdite Majesté, de se soumettre à la Jurisdiction de ces Pais; mais s'il arrive quelque different, soit civil ou criminel, entre ceux de ladite Nation des Provinces-Unies seuls, en ce cas ils ne seront pas obligez de comparoir pardevant un autre Juge que leur Consul, qui aura entiere authorité, de terminer tous les differens tant au Civil qu'au Criminel, comme meurtre, blessures & autres delicts & de proceder suivant l'Instruction & ordre des susdits Seigneurs Etats Generaux.

XVI. Au cas que quelques Sujets des susdits Etats Generaux se trouvant dans les Etats de sadite Majesté, vinssent à faire tort à un More, le blesser, ou le tuer, il sera puni de la même maniere, & non plus rigoureusement qu'un More qui auroit commis la même faute ou delict; Mais s'il venoit à s'echapper, le Consul ni aucun autre sujet des susdits Seigneurs Etats Generaux n'en pourront pas à cette occasion etre inquietez ni molestez.

XVII. Le susdit Consul desdits Seigneurs Etats Generaux étant dans les Etats de sa susdite Majesté, y pourra vivre en toute liberté & sureté, tant à l'égard de sa personne que de ses effects, & il pourra choisir son truchement & son courtier, & aller à bord de tous Vaisseaux, qui seront dans les Havres & à la Rade, & ce aussi souvent qu'il lui plaira; comme aussi de voyager par le pais. Outre cela il lui sera loisible & permis de faire publiquement dans sa Maison l'exercice de la Religion Reformée sans aucune vexation ou moleste, soit de parolles ou de fait, de qui que ce puisse être.

XVIII. Est aussi accordé & convenu que non seulement, pendant la continuation de paix & amitié mais même en cas de quelque interruption & rupture d'icelles, entre sa susdite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux, le Consul, & autres Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, qui sont demeurans dans les Etats de sadite Majesté, sçavoir tant en tems de guerre qu'en tems

ANS de J. C. 1684.

hoogst gemelte syne Majesteyt woonende, te weten soo wel in tijdt van Oorlogh als van Vrede, sullen hebben volkomen vryheyt, om sich na haer eygen of andere Landen te begeven, met soodanige Schepen, van wat Natie het zy, als 't haer goetduncken sal, ende hare Goederen, Familien, en Dienaers met haer te nemen, sonder dat haer daer omtrent eenige hindernisse magh werden toegebracht.

XIX. Geen Onderdanen van de hoog-gemelte Heeren Staten Generael, 't zy Jood of Christen, zijnde Passagier, gaende of komende met sijn Bagagie van ofte na eenige Havenen, sal mogen werden gemolesteert, schoon soodanigen Passagier in een Vyantlijck Schip van die van hoogst-gemelte syne Majesteyt was; van gelijcken sal geen Passagier van hoogst-gedachte syne Majesteyt, zijnde in een Vyandtlijck Schip van de hoog-gemelte Heeren Staten in syn Persoon of Goederen, die hy in 't gemelte Schip geladen sal hebben, mogen werden gemolesteert.

XX. Soo haest als de Ratificatie van 't gemelte Tractaet van wegen hoog-gemelte Heeren Staten Generael, aen handen van hoogst-gedachte syne Majesteyt sal zijn overgegeven, sullen alle injurien ende schaden ten wederzyden geleden, in een eeuwige vergetentheyt gestelt en gehouden werden, en sullen allerhande hostiliteyten en violentien ten wederzyden cesseren, en sal dese Vrede in haer volkomen kracht en vigeur blyven, en voor altijdt continueren; en in gevalle na den dag, dat de voorsz Ratificatie in handen van hooghstgedachte syne Majesteyt gestelt sal zyn, eenige prinsen ofte schaden ten wederzyden quamen voor te vallen, voor dat de Vrede aen yder der Onderdanen bekent was, sal daer van een prompte satisfactie gegeven werden.

XXI. In gevalle dat by inadvertentie of andersints eenige contraventien in het tegenwoordige Tractaet van wegen hoogst-gedachte syne Majesteyt, ofte van de Hoogh-gemelte Heeren Staten Generael voorvielen; soo sal echter de voorsz Vrede in volle vigeur blyven, sonder dat men daerom tot rupture van de voorsz Vrede, Vrundschap, ende goede Correspondentie sal komen; maer sal die beledighde Parthye een prompte reparatie van soodanige contraventie in der minne vorderen, alvorens tot de Wapenen te komen; ende in gevalle sulcks by eenige particuliere Onderdanen mocht by-komen, sullen sy als Infracteurs van Vrede, en Verstoorders van de gemeene ruste, sonder eenige connimventie, daer over werden gestraft.

Soo ist, Dat wy het voorsz Tractaet ende yeder Articul van dien hebben geaggreeert, geapprobeert ende geratificeert, gelijck Wy het selve aggreeren, approberen, ende ratificeeren mits desen, belovende ter goeder trouwe ende oprechtelijcken, het selve onverbrekelijcken te onderhouden ende naer te komen, ende te doen onderhouden ende naer te komen, ende niet te gedogen dat het selve by yemanden, directelijcken ofte indirecktelijcken, gekrenckt ofte verbroken werde, onder wat pretext het oock soude mogen wesen: Ten oirkonde hebben Wy desen met Ons Groot-Zegel doen bekrachtigen, ende door den Presideren-de in Onse Vergaderinge laten parapheren, ende door Onsen Griffier doen teckenen. Aldus gedaen in Onse Vergaderinge, in den Hage den ses en twintighsten Mey sesthien hondert drie en tachtigh.

De Ratificatie over dit Tractaet, ten aensien van syne Keyserlijcke Majesteyt van Marocco, is geteeckent op den thienden Ramadan, in 't Jaer 1095. het welcke naer Onse reeckeninge is den . . . Augusti 1684. volgens ende in conformité van de Missive van hooghst-gedachte syne Keyserlijcke Majesteyt, nevens het voorsz Tractaet aen haer Hoogh Mog. overgesonden, ende in de secrete Notulen van den vijfthienden December 1684. vermelt.

tems de Paix, auront entiere liberté de se transferer dans leur propre païs ou dans d'autres avec des Vaisseaux de quelque Nation, que ce soit, quand bon leur semblera & d'emmener avec eux leurs effets, familles & serviteurs, sans qu'on leur puisse à cet égard aporter aucun empéchement.

XIX. Aucuns Sujets des susdits Seigneurs Etats Generaux, soit Juifs ou Chrétiens, étant passagers, allant ou venant dans ou de quelques havres, ne pouront être molestez encore que ces Passagers fussent dans quelque Vaisseau ennemi de sadite Majesté; semblablement aucun passager de sa susdite Majesté, étant dans un Vaisseau ennemi desdits Seigneurs Etats Generaux ne poura être molesté dans sa personne ou effects qu'il aura sur ledit Vaisseau.

XX. Aussitôt que la Ratification du susdit Traité de la part desdits Seigneurs Etats Generaux aura été delivrée à sa susdite Majesté, toutes les injures, & les dommages soufferts de part & d'autre seront mis en un perpetuel oubli, & cesseront d'un & d'autre côté toute sorte d'hostilité & violences, & demeurera cette paix en sa parfaite force & vigueur, & continuera à toujours. Et au cas qu'aprés le jour que ladite Ratification aura été mise és mains de sadite Majesté, il se fit quelque prise, ou que quelque dommage vint à être souffert de part ou d'autre, avant que la Paix vienne à la connoissance d'un chacun des Sujets, il en sera fait une prompte satisfaction.

XXI. Au cas que par inadvertance ou autrement il se fit quelque contravention au present Traité de la part de sadite Majesté, ou de celle des susdits Seigneurs Etats Generaux, ladite Paix demeurera neanmoins en son entiere vigueur, sans que pour ce on en vienne à la rupture de ladite Paix, amitié & bonne correspondance; mais la partie lezée demandera une prompte reparation à l'amiable, avant que d'en venir aux armes; Et au cas que ce soit quelque sujet particulier qui l'ait fait; il sera punis sans aucune connivence, comme infracteur de paix & perturbateur du repos public.

C'est pourquoi, Nous avons ledit Traité & chaque article d'iceluy agréé, aprouvé, & ratifié, comme nous l'agreons, aprouvons & ratifions par ces presentes, promettant en bonne foi & sincerement de l'entretenir & observer, le faire entretenir & observer inviolablement, & ne permettrons qu'il y soit donné atteinte & qu'il soit enfreint par qui que ce soit directement ou indirectement, sous quelque pretexte que ce puisse être. En témoin de quoi Nous avons confirmé ces presentes de nôtre grand seau, & fait icelles parapher par le President de nôtre Assemblée, & fait signer par nôtre greffier. Ainsi fait en nôtre Assemblée à la Haye le vingt sixiéme May mil six cent quatre vingt & trois.

La Ratification de ce Traité à l'égard de sa Majesté Imperiale de Maroc, a été signée le 10. de Ramadan l'an 1095. qui suivant nôtre computation est . . . . . . d'Août 1684. suivant & en conformité de la lettre Missive de sa susdite Majesté Imperiale, & qui a été envoyée avec ledit Traité à leurs Hautes Puissances, & mentionnée dans les Notules Secretes du 15. Decemb. 1684.

CXCVI.

ANS de J.C. 1684. L'Empereur, la Pologne et Venise.

Traité de Triple Alliance entre LEOPOLD *Empereur*, JEAN SOBIESKI *Roi de Pologne, & la République de* VENISE *contre le Turc, fait le 2. Septembre.* 1684. Traduction Françoise du Mercure Hollandois de 1684. pag. 647.

I. QU'il y aura Alliance offensive entre l'Empereur, le Roi & la Republique de Pologne, & la Serenissime Republique de Venize tant que la presente Guerre durera, & que la même Alliance sera défensive pour toûjours.

II. Que le Pape, tous Souverains Pontifs, leurs Successeurs, & le Saint Siege en seront Protecteurs afin d'en entretenir l'union, & faire observer les Capitulations entre les Parties.

III. Que les Parties s'engageront par Serment d'observer tant par eux que par leurs Successeurs Successeurs, tout ce qui est arresté par cette Ligue & par ses Articles.

IV. Que le Cardinal Pio pour sa Majesté Imperiale, le Cardinal Barberino pour le Roi & la Republique de Pologne & le Cardinal Ottoboni pour la Serenissime Republique de Venize feront serment dans deux mois entre les mains de sa Sainteté d'observer tout ce qui concerne la Ligue, & de la confirmer selon toutes ses Parties.

V. Que tant que la Ligue durera personne ne pourra traiter à part avec les Turcs, sous pretexte de quelques Conditions avantageuses que ce puisse être.

VI. Que sa Majesté Imperiale fait cette Ligue en qualité de Roi de Hongrie, Roi de Boheme & Archiduc d'Austriche, de sorte que ces Royaumes & Pays Hereditaires sont compris dans la Ligue, & y doivent contribuer; le Roi de Pologne avec la même obligation pour la Grande Duché de Lituanie; & la Republique de Venise pour tous ses Etats.

VII. Que cette Ligue ne tend à autre chose qu'à faire la Guerre au Turc, & qu'elle ne se pourra étendre nullement à d'autres Ligues.

VIII. Que l'Empereur & le Roi de Pologne, agiront par Terre avec toutes leurs Forces, & la Republique de Venize avec son Armée Navale par Mer, & une autre Armée en Dalmatie; & qu'à cette fin ils employeront toutes leurs Forces jusques à ce que la Paix se fasse, laquelle Dieu veuille donner heureuse & favorable.

IX. Que si par quelque accident l'une des Parties se trouve en grand danger, & qu'il soit necessaire qu'elle soit secourüe par ses Alliez, ils promettent de conjoindre leurs Armes, selon ce qui se pourra faire de part & d'autre.

X. Que l'on fera chaque fois la même chose au Conseil de Guerre, lors qu'on le jugera necessaire, & que l'on marchera avec toutes les Forces jointes ensemble; c'est pourquoi les Parties nommeront des Officiers capables d'assister au Conseil de Guerre comme y étant deputez expressement.

XI. Qu'il faudra que la Guerre se fasse par diversion, à sçavoir que l'Empereur tachera de recouvrer toutes ses Forteresses dans la Hongrie; le Roi de Pologne la sienne de Caminiec & toute l'Ucraine; & la Republique de Venise tout ce qu'elle a perdu; & que tout ce que prendra chacune des Parties lui demeurera si elle en a esté autres fois en possession; bien entendu que tout ce que les Venitiens gagneront en Dalmatie sera pour eux, quoi qu'autres fois cela eust appartenu à l'Empereur.

XII. Finalement afin que les expeditions puissent reüssir heureusement, cette Ligue sera ratifiée au plûtôt; & l'on concertera tous les ans les Operations de la Campagne en advisant ensuite à remedier aux defauts.

XIII. Que l'on tâchera d'attirer dans cette Ligue tous les autres Princes Chrétiens, & sur tout les deux Czars de Moscovie, & qu'en cas que cela se fasse on y consentira tous unanimement.

XIV. Que la presente Ligue n'apportera aucun prejudice aux autres qui ont esté faites auparavant entre les Parties, mais qu'au contraire elles seront confirmées & ratifiées par là.

XV. Que pareillement cette Ligue n'apportera aucun prejudice à celle que sa Majesté Imperiale fit l'an passé avec le Roi & la Republique de Pologne, mais qu'elles seront observées l'une & l'autre en tous leurs Points.

XVI. Que les Plenipotentiaires feront l'eschange des Ratifications dans un Mois.

CXCVII.

ANS de J.C. 1684. L'Empire, la France et Brandebourg.

Acte de Garantie du Traité de Trêve entre la FRANCE *& l'*EMPIRE *donné par Monsieur l'Electeur de* BRANDEBOURG, *du 4. Novembre* 1684. Frederic Leonard. Tom. V.

NOus FREDERIC GUILLAUME, par la grace de Dieu Margrave de Brandebourg, Archichambellan & Prince Electeur du S. Empire, Duc de Prusse, Magdebourg, Juliers, Cleves, Bergues, Stetin, Pomeranie, des Cassubes, Wandales & en Silesie, de Crosne & Carnovie, Burgrave de Normberg, Prince de Halberstadt, Minde & Cammin, Comte de la Marche & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, Lavenbourg & Butau. Faisons sçavoir à tous ceux à qui il appartiendra; comme en consequence de l'article 16. du Traité conclu entre l'Empereur & l'Empire d'une part, & le Roi Tres-Chretien de l'autre, dont les Ratifications auroient esté échangées de toutes parts, le quinziéme Septembre, Sa Majesté Tres-Chrétienne nous auroit requis de lui donner un acte de garantie; nous nous y sommes portez d'autant plus volontiers, que nous avons toujours contribué par nos soins, & par tout ce qui a pû dependre de Nous, à l'accommodement d'une affaire de si grande importance: & que d'ailleurs nous nous y trouvons obligez generalement par le susdit article, avec toutes les autres parties contractantes. C'est pour ce que nous avons promis & promettons par ce present acte à sa Majesté Tres-Chrétienne, nôtre garantie pour l'execution & l'observation de ce Traité, contre toutes sortes de troubles qu'on pourroit apporter au contraire, directement ou indirectement, ainsi que sa Majesté nous a promis reciproquement de son costé la même garantie par un acte special & autentique, & de vouloir observer ledit Traité inviolablement sans y contrevenir en aucune façon; les Traitez d'Alliance & d'Amitié entre sa Majesté Tres-Chretienne & Nous, demeurans dans leur vigueur, & devant etre executez de bonne foi avec une entiere exactitude de part & d'autre. En foi de quoi Nous avons signé la presente Declaration de nôtre main, & à icelle fait apposer le Cachet de nos Armes. Fait à Cologne sur la Sprée, le 4. Novembre 1684. Signé, FRIDERIC GUILLAUME Electeur.

CXCVIII.

ANS de J. C. 1685.

La France et les Provinces-Unies.

Déclaration de LOUIS XIV. *Roi de France donnée à Versailles, le 9. Janvier 1685. En faveur des Hollandois Sujets des Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *pour Habiter & Commercer en France, sans être reputez Aubains, conformement à l'Article X. du Traité de Nimégue, du 10. Aoust 1678. Regîtrée en Parlement le 13. dudit mois de Janvier 1685.* Freder. Leonard. Tom. V.

LOuis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre; A nos amez & feaux les Gens tenans nostre Cour de Parlement à Paris; Salut. Sur les avis qui Nous ont esté donnez de divers Procez intentez en differentes Juridictions, sur ce qu'on n'y est pas informé de ce qui est porté par le X. Article du Traité de Commerce fait à Nimégue le dixiéme Aoust mil six cens soixante-dix-huit, par nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, avec ceux des Estats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & par Nous approuvé & ratifié le 18. dudit mois, duquel Article la teneur ensuit. Les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne seront point reputez Aubains en France, & ainsi seront exempts de la Loy d'Aubaine, & pourront disposer de leurs biens par Testament, Donation ou autrement, & leurs heritiers Sujets desdits Estats demeurans tant en France qu'ailleurs, recueillir leurs successions même *ab intestato*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité, sans que l'effet de cette concession leur puisse être contesté ou empêché sous pretexte de quelque droit ou prérogatives des Provinces, Villes ou Personnes privées; pourront pareillement sans lesdites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets desdits Seigneurs Estats, en toutes les Villes du Roiaume, pour y faire leur Commerce & Trafic, sans pourtant y pouvoir acquerir aucuns droits de Bourgeoisie, si ce n'est qu'ils eussent obtenu Lettres de Naturalité de sa Majesté en bonne forme, & seront generalement traitez ceux des Provinces-Unies en tout & par tout, autant favorablement que les Sujets propres & naturels de sa Majesté, & particulierement ne pourront estre compris aux Taxes qui pourront estre faites sur les Etrangers, & sera tout ce contenu au present Article observé au regard des Sujets du Roi dans les Païs de l'obeïssance desdits Seigneurs Etats; Et voulant faire cesser lesdites contentions en rendant ledit Article public. A ces causes Nous vous mandons & ordonnons par ces Presentes signées de nôtre main, que ledit Article X. ci-dessus dudit Traité, vous ayez à faire lire, publier & enregistrer, & le contenu en icelui entretenir & faire entretenir, garder & observer, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu en quelque sorte & maniere que ce soit; Car tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le neufiéme jour de Janvier, l'an de grace 1685. & de nôtre Regne le quarante deuxiéme. Signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roi, COLBERT. Et scellé du grand Seau de cire jaune.

Registrées, oüy & ce requerant le Procureur General du Roi, pour être executées selon leur forme & teneur, & Copies collationnées envoyées dans les Bailliages, Senechaussées & Sieges du Ressort, pour y être pareillement publiées & enregistrées: Enjoint d'y tenir la main, & d'en certifier la Cour dans trois mois, suivant l'Arrest de ce jour. A Paris en Parlement, le treiziéme jour de Janvier mil six cens quatre-vingt-cinq. Signé DONGOIS.

CXCIX.

ANS de J. C. 1685.

France et Genes.

Articles accordez par le Roi de France LOUIS XIV. *à la République de* GENES, *le 12. Fevrier, 1685.* Fred. Leonard. Tom. V.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nôtre amé & féal Conseiller en tous nos Conseils, Président à Mortier en nôtre Cour de Parlement de Paris, Secretaire d'Etat & de nos Commandemens & Finances, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissi; en vertu du Pleinpouvoir que nous lui en avions donné, auroit conclu, arrété & signé le 12. Fevrier dernier, avec le Sieur Marquis de Marini Envoyé Extraordinaire de la République de Genes, pareillement muni de Plein-pouvoir de ladite République, les Articles par Nous accordez à ladite République, dont la teneur ensuit.

LE Roi ayant rétably le repos de toute l'Europe par les Traitez de Tréve signez à Ratisbonne le 15. Aoust dernier; & sa Majesté se voyant dans une pleine & entiere liberté de prendre contre la République de Genes telles résolutions, qu'Elle auroit estimé etre les plus convenables à sa Gloire & à sa Justice, Elle a neanmoins bien voulu, en considération de sa Sainteté, dont les soins infatigables pour la conservation de la tranquillité publique ne peuvent être assez estimez, préférer les voyes de douceur à celles de la force de ses armes; & sur les asseurances qui ont esté données à sa Majesté par le Sieur Archevêque Ranuzzi, Eveque de Fano, Nonce Extraordinaire de sa Sainteté, de l'entiére résignation desdits Genois aux conditions qu'Elle leur a demandé, & du Pouvoir qu'ils ont envoyé au Sieur Marquis de Marini Envoyé Extraordinaire de la République de Genes auprés de sa Majesté, pour les accepter en leur nom, & en convenir avec celui qu'il plairoit à sa Majesté commettre pour en dresser & signer les Articles; Elle auroit autorisé à cet effet le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissi, Conseiller du Roi en tous ses Conseils, Secretaire d'Estat & des Commandemens de sa Majesté; lequel, en vertu du Pouvoir qui sera ci-aprés inseré, auroit avec le Sieur de Marini autorisé par la République de Genes, en vertu de la Lettre des Duc, Gouverneurs & Procureurs de ladite République, signée Girolamo de Mari, & C. Mascardi, & dattée du 29. Janvier 1685, qui sera ci-aprés transcrite, arrêté, conclu, & signé, les Articles suivans.

I. Que le Doge à present en charge, & quatre Senateurs aussi en charge, se rendront dans la fin du mois de Mars prochain, ou au plus tard dans le dixiéme d'Avril, en la Ville de Marseille, ou autre Ville du Roiaume; d'où ils s'achemineront au lieu où sa Majesté sera; & lors qu'ils seront admis à son audience, revetus de leurs habits de ceremonie, ledit Doge portant la parole, témoignera au nom de la Republique de Genes l'extreme regret qu'elle a d'avoir deplû à sa Majesté, & se servira dans son discours des expressions les plus soumises, les plus respectueuses, & qui marquent le mieux le desir sincere qu'elle a de meriter à l'avenir la bienveillance de sa Majesté, & de se la conserver soigneusement.

II. Le Doge & les quatre Senateurs rentreront, à leur retour à Genes, dans l'exercice de leurs charges & dignitez, sans qu'il en puisse être mis d'autres à leurs places pendant leur absence. Ni lors qu'ils seront retournez, sinon aprés que le tems ordinaire de leur gouvernement sera expiré.

III. La Republique de Genes congediera dans le tems d'un mois toutes les Troupes Espagnoles qu'elle a

ANS de J.C. 1685.

introduites dans les Villes, Places & Pays dépendans dudit Etat, & renonce dés-à-present en vertu de ce Traité, à toutes Ligues & Associations qu'elle pourroit avoir faites depuis le premier Janvier 1683.

IV. Lesdits Genois reduiront aussi dans le même temps leurs Galeres au même nombre qu'ils avoient il y a trois ans, & pour cet effet desarmeront celles qu'ils ont fait equiper depuis.

V. Sa Majesté ayant demandé que la Republique de Genes dedommageât tous les François, non seulement de ce qui leur a été pris & enlevé, tant dans la Ville de Genes, que dans les Pays qui en dépendent; mais aussi de toutes les prises qui ont été faites sur eux par les Vaisseaux & autres Bâtimens armez ou autorisez par lesdits Genois, suivant l'Etat qui en seroit dressé & fourny dans trois mois; & ladite Republique ayant offert de rendre aux Sujets de sa Majesté tout ce qu'elle a pû retirer des effets qui leur appartiennent, sa Majesté acceptant ledit offre, & suivant les mouvemens de sa pieté, a bien voulu se contenter, qu'au lieu des autres dédommagemens cy-dessus dits, ladite Republique s'obligeât, comme elle fait par cet Article, de contribuer à la reparation des Eglises & lieux sacrez, qui ont été ruinez ou endommagea par les bombes, que le refus de donner à sa Majesté une juste satisfaction, a attiré indistinctement sur ladite Ville, toute la somme d'argent que nôtre Saint Pere le Pape estimera convenable, Sa Majesté remettant aussi à sa Sainteté de regler le temps dans lequel lesdites reparations devront être faites.

VI. Le Comte de Fiesque ayant imploré la protection de sa Majesté sur les anciennes pretentions de sa Maison contre ladite Republique, Sa Majesté a desiré qu'il fût payé presentement audit Comte de Fiesque la somme de cent mille écus, monnoye de France, & comme ladite Republique a voulu encore témoigner en cela sa deference pour sa Majesté, & meriter d'autant plus l'honneur de ses bonnes graces, elle s'est obligée par ce seul motif, & non autrement, de payer dans deux mois audit Comte de Fiesque ladite somme de cent mille écus sans prejudice des raisons qu'elle pretend avoir contre ledit Comte de de Fiesque & sa Maison, qui ne pourront recevoir aucune atteinte par ledit payement; & en consideration de la promptitude avec laquelle ladite Republique satisfait en cela à la volonté du Roi, Sa Majesté promet qu'elle n'appuiera point de la force de ses armes, ni d'aucune voye de fait, les pretentions dudit Comte & de la Maison de Fiesque, Sa Majesté voulant qu'elles ne puissent être poursuivies que par les voyes de droit; & comme l'intention de sa Majesté est que le payement cy-dessus dit ne soit fait que par provision & sans prejudice des raisons des Parties, aussi elle declare que ledit Comte de Fiesque, ses hoirs & ayans cause, poursuivans leurs droits & actions en Justice, comme il a été dit, ladite Republique puisse compenser sur ce qui pourroit leur être ajugé, ladite somme de cent mille écus, que ledit Comte de Fiesque aura reçuë en vertu dudit Traité.

VII. Sa Majesté étant contente des satisfactions cy-dessus dites, & voulant bien rendre l'honneur de ses bonnes graces à la République de Genes, Elle sera bien aise aussi de faire au Doge, & aux Senateurs, tout le favorable accueil qui leur puisse marquer sa bonté & le retour de sa bienveillance Royale; & aprés qu'ils se seront acquitez des fonctions pour lesquelles ils se doivent rendre auprés de sa Majesté, ils pourront s'en retourner à Genes, pour y exercer leurs charges, ainsi qu'il est convenu par l'Article deuxiéme dudit Traité: Sa Majesté declarant qu'il ne leur sera fait de sa part aucune autre demande, ni imposé d'autres conditions, que celles qui sont exprimées & établies par le present Traité.

VIII. Tous actes d'hostilité cesseront, sçavoir par terre dés le jour de la signature du Traité, & par mer dans un mois, à commencer dudit jour: Et s'il y a quelques Sujets du Roi detenus dans les prisons, galeres ou Vaisseaux de Genes & autres lieux, ils seront incessamment élargis; Sa Majesté voulant bien aussi faire mettre en liberté tous les Genois qui pourroient être retenus, soit dans ses prisons ou dans ses galeres, vaisseaux & autres lieux.

IX. Le present Traité sera ratifié incessamment par ladite Republique de Genes, & les ratifications échangées avec celles de sa Majesté, au plustard dans trois semaines. En foi dequoy nous avons signé les susdits Articles, & à iceux fait apposer les Cachets de nos Armes. Fait à Versailles le douziéme jour de Fevrier mil six cent quatre-vingt-cinq. Signé,

A. Ranuzzi, Archevêque, Evêque de Fano, Nonce Apostolique. *Colbert de Croissy.*
Paolo de Marini.

Pouvoir du Roi.

LE Roi ayant été informé par le sieur Evêque de Fano Nonce Extraordinaire de sa Sainteté, que non seulement la Republique de Genes avoit pris la resolution d'accepter les conditions qui luy ont été imposées par sa Majesté, pour tâcher par cette soûmission à rentrer dans ses bonnes graces; Mais mesmes qu'elle avoit envoyé un pleinpouvoir au sieur de Marini, pour en signer en son nom les Articles avec telles personnes qu'il plairoit à sa Majesté commettre: Sa Majesté a pour cet effet autorisé de sa part, comme elle autorise par ces presentes, le Sieur Colbert, Chevalier, Marquis de Croissy, Conseiller en tous ses Conseils, Président à Mortier en sa Cour de Parlement à Paris, Secretaire d'Etat de sa Majesté & de ses Commandemens & Finances, auquel Elle a donné Plein-pouvoir, Commission & Mandement special d'accepter, conclure, & signer en son nom avec ledit Sieur de Marini les Articles dont ils seront convenus; Promettant sadite Majesté en foy & parole de Roi, d'accomplir & d'executer ponctuellement, & avoir agreable, & tenir ferme & stable à toûjours tout ce que ledit Sieur de Croissy aura promis & signé en vertu du present Pouvoir; Comme aussi d'en fournir sa ratification en bonne forme dans le temps qu'il aura été convenu. En témoignage dequoy Nous avons signé ces Presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Scel secret. A Versailles, la neuviéme jour de Fevrier 1685. Signé, LOUIS, & plus bas, PHELYPEAUX.

Pouvoir de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Republica di Genova.

MOlt' illustre nostro Gentilhuomo. Dalle vostre lettere, e dalle relationi havute di quanto ha rappresentato al Pontefice Monsignor Noncio Ranucci, si raccoglie, che le domandate sodisfattioni della Maestà Christianissima alla Republica consistono in una missione d'ossequio del Serenissimo Doge, e quattro Togati; che si disarmino le quattro Galee novamente armate; che la Republica si riduca al stato di neutralità, che professava per il passato verso le due Corone di Francia, e di Spagna; che si paghino cento mila scudi biancbi al Conte da Fiesco, par saldo d'ogni pretensione di quella Casa, e che si restituischino alli Francesi, che dimoravano in Genova il mese di maggio passato, i beni à loro tolti: il che si suppone ristretto à quella parte che e riuscito alla Republica di recuperare. E si come Sua Maestà Christianissima, per mezo del Signore di Croissy, si era compiaciuta di far significare à Monsignor Noncio, che sarebbe contenta di dette conditioni, e che non doman-

ANS de J.C. 1685.

domandarebbe cosa alcuna di vantaggio, così si spera che mediante gl'ufficii del Pontefice, e della Maestà Britannica, sia per radolcire dette domande, con dare al mondo un nuovo contrasegno della sua impareggiabile generosità verso di una Republica, che non ambisce cosa maggiore, che il restabilimento nella sua Regia gratia. Ma niente di meno desiderosi di far spiccare gli atti della nostra somma veneratione, vi damo facoltà di poter trattare e concludere sopra l'enonciato domande, & à questo fine doverete novamente procurare gl'ufficii del Pontefice, e della Maestà Britannica, si per conservare il rispetto dovuto à detti due Prencipi, che con singolare benignità si sono interposti in detto affare, come per il grado di stima, e per gradimento in che sono appresso di Sua Maestà Christianissima, doverete significare questi riverentissimi sentimenti à Monsignor Nuncio, affinche si compiaccia di rappresentarli al Signor de Croissy, e di accompagnarli con espressioni proprie della sua efficacia & atto a rendersi maggiormente graditi da Sua Maestà Christianissima; E riuscendovi di concludere l'aggiustamento, sarà vostra incombenza, che resti posto in iscritto cio che dovera fare la Republica con parole chiare & incapaci di equivochi, e con tale spiegatione, che con detto aggiustamento resti posto fine à tutte le pretentioni di Sua Maestà Christianissima, Nostro Signore vi guardi. Genova il di 29. Gennaro 1685. Et ont signé.

GIROLAMO DE MARI. CARLO MASCARDI.

Ratification du Roi.

NOUS ayant agreables les susdits Articles, en tous & un chacun les points qui y sont contenus & déclarez, avons iceux accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes signées de nôtre main, & le tout promettons, en foy & parole de Roi, garder & observer inviolablement, sans aller ni venir au contraire directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit : En témoin dequoy Nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites presentes. Donné à Versailles le troisiéme jour de Mars, l'an de Grace mil six cens quatre-vingt cinq, & de nôtre Regne le quarante-deux. Signé, LOUIS. *Et plus bas*, COLBERT.

ANS de J.C. 1685.

Ratification de la Republique de Genes.

Duce, Governatori, e Procuratori della Republica di Genova.

ESsendosi compiacciuto il Rè Christianissimo di restituirci alla sua Regia grazia, medianti i Capitoli Sottoscritti à Versaglia li 12. del corrente mese di Febraro da Monsignor Arcivescovo Ranucci, Vescovo di Fano, e Nonzio extraordinario Apostolico, e dal Signor Marchese Colbert di Croissy Secretario di Stato di detta Maestà, & a nome della medesima; e per Noi dal Gentilhuomo Paolo de Marini nostro inviato straordinario appresso di datta Maestà, del tenore come segue.

Havendo il Rè ristabilito, &c.

Noi non havendo maggior premura, che di godere il favore della Regia benevolenza di detta Maestà, valendoci dell' autorità confertaci dal nostro minor Consiglio, sotto il di venti tre del corrente mese di Febraro, accettiamo, ratifichiamo, e comproviamo gli Articoli sopra detti, e promettiamo l'osservanza de medesimi. In testimonio del che sara la presente sottoscritta da uno de i nostri Collega, e d'all'infrascritto nostro Secretario, & firmata col nostro solito sigillo; Date in Genova nel Real Palazzo, il di 25. Febraro 1685. Signé, GIROLAMO de MARI, Senatore Deputato.

CARLO MASCARDI.

(a) Cette piece étant une des conditions de la Paix on a crû ne devoir pas l'omettre.

(a) Discorso fatto à sua Maestà Christianissima dal Doge di Genoa nella prima Udienza.

SIRE,

La mia Republica hà sempre hauuto frà le massime più radicate del suo governo, quella principalmente di segnalarsi nella somma veneratione a questa gran Corona, chè tramessa alla Maestà Vostra da suoi augusti progenitori hà Ella elevata ad un si alto grado di potenza e di gloria, con imprese tanto prodigiose & inudite, che la fama solita in ogni altro soggetto d'ingrandire, non sarà bastevole, ancora con diminuire, à renderle credibili alla posterità.

Prerogative così sublimi, che obligando qualunque stato à rimirarle & ammirarle con profondissimo ossequio, hanno particolarmente indotto la mia Republica à distinguersi sopra d'ogni altro nel professarle, in modo che'l Mondo tutto douesse restarne evidentemente persuaso; nè vi è accidente, che li sia mai occorso di aprendere nè più funesto nè più fatale di quello che veramente potesse offendere la Maestà Vostra. Non posso dunque adequatamente spiegare l'istesso cordoglio cagionato alla medesima di haver hauuto la minima cosa, che hà dispiaciuto alla Maestà Vostra. Benche si lusinghi essere ciò arrivato per pura sua disgratia, vorrebbe nondimeno, che tutto quello che può essere succeduto di poca sodisfattione della Maestà Vostra, fosse aqual si voglia prezzo scancellato, non solo dalla sua memoria, mà da quela di tutti gli huomini. Non è Ella capace di sollevarsi da così immensa afflittione, finche non si veda rein-

Harangue du Doge de Gennes au Roi, prononcée à Versailles le 5. Mai, 1685.

SIRE,

La Principale maxime d'Etat, de la republique de Gennes a toujours été de se signaler par une profonde veneration pour cette grande Couronne, que Vôtre Majesté tient de ses augustes ancêtres, & qu'Elle a portée au supréme degré de la gloire & de la puissance, par des exploits si prodigieux, que la Renommée, qui a coutume d'exagerer en tout autre sujet, ne poura pas même, en lee diminuant, les rendre croiables a la posterité.

Tandis que tous les Etats sont occupez à regarder avec admiration des prérogatives si sublimes, les Genois ont voulu se distinguer de tous les autres Potentats, en la maniere de temoigner leur respect a Vôtre Majesté, afin que tout le monde en fut évidemment persuadé, ne leur etant jamais rien arrivé de plus funeste, que le malheur d'avoir pû lui déplaire en la moindre chose. Et bien qu'ils n'en attribuent la cause qu'a leur infortune, ils vondroient neanmoins que tout ce qui a pû donner sujet à Vôtre Majesté, d'étre peu contente d'Eux, fut a quelque prix que ce fût éfacé, non seulement de sa memoire, mais aussi de celle de tous les hommes: Et rien n'est capable de les consoler dans une si grande affliction, que l'esperance de se voir parfaitement rétablis dans l'honneur des bonnes graces de Vôtre Majesté, dont ils s'éforceront, avec toute l'aplication de leur esprit, de meriter non seulement la conservation à jamais, mais encore l'augmentation de plus en plus.

C'est

ANS de J. C. 1685.

reintegrata nella preggiatissima gratia di Vostra Maestà, che per esser fatta degna di conseguirla averta Vostra Maestà che li sforzi delle sue più intente applicationi, s'i impiegherаnno non solo per procurarne una perpetua conservatione, mà per habilitarsi à meritarne ogni maggior accrescimento.

In ordine à che non satisfacendosi di qual si sia espressione più propria, e più ossequiosa, ha voluto valersi di inusitatè e singolarissime forme, inviandole il Doge con questi quattro Senatori, sperando che da tante speciali dimostrationi debba la Maestà Vostra rimanere pienamente appagata della altissima stima che fà la mia Republica della sua regia benevolenza.

Quanto à me, Sire, riconosco per mia grandissima fortuna l'honore di esporre questi vivissimi e divotissimi sentimenti, & à maggiore segno mi preggio di comparire alla presenza d'uo si gran Monarca, che invitissimo per il suo valore, & riveritissimo per la sua impareggiabile magnanimità e grandezza, come hà sormontati tutti gli altri de passati secoli, così assicura la medesima sorte alla sua regia prosapia. Con si felice augurio è somma fiducia, che la Maestà Vostra, per far sempre più comprendere all universo la singolarità dell' animo suo generosissimo, si compiacerà di riguardare queste dimostrationi tanto divote e douute, come parti oon meno della sincerità del mio cuore, che de gli animi di questi signori senatori e cittadini della mia Republica, che attendono con impatienza i contrasegni, che la Maestà Vostra si degnerà volerle dare del suo benigno gradimento.

ANS de J. C. 1685.

C'est dans cette vuë, Sire, que ma Republique ne se contentant pas d'emploier les expressions les plus respectueuses : s'est fait un plaisir d'envoier son Duc avec ces quatre senateurs à Vôtre Majesté, pour lui montrer, par cette soumission extraordinaire & sans exemple, l'estime infinie, qu'elle fait de sa bienveillance roiale.

Quant à ma personne, Sire, je compte pour un bonheur extrême l'honneur que j'ai de paroitre en la presence d'un si grand Roi, d'un Roi, dis-je, qui aiant surpassé tous ceux des siécles passez en valeur, en generosité, & en puissance, assure encore le même sort à ses descendans. Un si heureux augure me fait esperer, que Vôtre Majesté, pour rendre tout l'univers temoin de cette grandeur d'ame, qui lui est si particuliere, voudra bien regarder les tres-humbles protestations que je lui fais, comme les plus vifs, & les plus sinceres sentimens de mon cœur, & de celui de ces quatre senateurs, mes concitoiens, qui attendent, comme moi, avec impatience les marques, que Vôtre Majesté daignera nous donner de son agrément.

CC.

ANS de J. C. 1685.

FRANCE ET TRIPOLY.

Articles & conditions de Paix accordez par nous Comte d'Estrées, Maréchal de France, & Vice-Admiral és Mers du Ponant, & Commandant l'Armée Navalle de Tres-Puissant, Tres-Excellent & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. *par la grace de Dieu Empereur de France, & Roi de Navarre, aux Tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de Tripoly en Barbarie. Du 29. Juin 1685.* Freder. Leonard. Tom. V.

I. QU'ensuite & en consequence du repentir que lesdits Dey, Bey, Divan & Milice dudit Royaume de Tripoly ont témoigné & témoignent, de ce que quelques-uns de leurs Capitaines de Vaisseaux & Sujets ayent rompu la Paix fait le vingt-septiéme Novembre 1681. & du pardon qu'ils en demandent audit Empereur de France, les conditions suivantes ont été reglées.

II. Que les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand Seigneur, ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France envoyé exprés à la Porte seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ni indirectement.

III. Toutes courses & actes d'hostilité, tant par Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & Sujets de l'Empereur de France & les Armateurs particuliers de la Ville & Royaume de Tripoly.

IV. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & les tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, & leurs Sujets ; & ils pourront reciproquement faire leur commerce dans les deux Royaumes, & naviguer en toute seureté sans en pouvoir estre empeschez pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce soit.

V. Tous les Vaisseaux Marchands, & effets appartenans au Sujets de l'Empereur de France, qui ont esté pris & depredez par les Corsaires de ladite Ville & Royaume de Tripoly, depuis le vingt-septiéme Novembre 1681. jusqu'à present, ne se trouvant plus en nature, ains tout ayant esté partagé & dissipé par lesdits Corsaires, a été convenu avec lesdits Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Roiaume de Tripoly, qu'ils en payeront la valeur, suivant l'estimation qui en a esté faite par le Sieur Robert, Commissaire de Marine, député à cet effet par ledit Sr. Maréchal d'Estrées en la presence, avec l'Officier choisi par le Gouvernement de ladite Ville, à la somme de cinq cent mil livres, qui sont 166666. piastres, gourdes, siviliannes à soixante sols, & 200000. piastres moins une de celles de Tripoly, à cinquante sols piece, pour estre ladite somme payée incessamment par ledit Gouvernement ; Sçavoir, trois cens soixante quinze mil liv. en argent comptant, & les cent vingt cinq mil livres restant en Bled & autres Marchandises cy-dessous expliquées, & dans le temps de six mois d'huy prochains, & finissant le dernier Decembre de la presente année 1685. desquels 125000. livres de France, étant évalué à 60000. piastres de Tripoly, il sera payé dans lesd. six mois 20000. piastres en Bled, à raison de sept piastres le Cafis, 10000. piastres en Orge, à trois piastres & demy le Cafis, 6000. piastres en Cuirs de Maroquins de Levant, & 2000. piastres en Sené, suivant le prix courant du marché, & les 22000. piastres restans en toutes sortes de Marchandises qui se vendront dans la Ville, au choix du Consul : & en cas que ledit Consul ne s'accommodast par des Cuirs, Sené, & autres Marchandises qui luy seroot presentées, soit à cause du prix, soit à cause de la qualité, les 30000. piastres luy seront payées en argent comptant. Comme aussi le Divan ne pouvant fournir en nature le Bled & l'Orge cy-dessus, il en sera quitte en donnant en argent comptant les 30000. piastres qu'ils doivent fournir en Bled & en Orge, sans toutefois aucun délay ni retardement.

VI. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tripoly & dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bâtimens navigans sous l'Estendard de

ANS de J.C. 1685.

de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la copie qui sera transcrite en fin du present Traité, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empeschement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux personnes sans armes dans la Chaloupe, outre le nombre de Matelots necessaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre aucune autre que lesdites deux personnes dans ledit Vaisseau sans la permission, expresse du Commandant. Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de mesme à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs de ladite Ville & Royaume de Tripoly, qui seront porteurs des Certificats du Consul François qui sera établi en ladite Ville; desquels Certificats la Copie sera pareillement transcrite en fin du present Traité: & en cas que lesdits Vaisseaux Tripolins trouvassent un Vaisseau Marchand avec Pavillon de France sans Passeports, pourveu que la moitié de l'Equipage fust François, & mesme chargé pour le compte des Estrangers, lesdits Tripolins seront obligez de luy laisser faire sa route sans le troubler en rien.

VII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands, tant de France que de Tripoly, seront reçûs reciproquement dans les Ports & Rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages en cas de besoin. Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses necessaires en les payant aux prix ordinaires & accoûtumés dans les lieux où ils auront relâché.

VIII S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François estant à la Rade de Tripoly, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Royaume, fust attaqué par des Vaisseaux de Guerre Ennemis sous le Canon des Forteresses, ils seront deffendus & protegez par les Châteaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel temps seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis sans qu'il leur soit permis de les poursuire. Et la mesme chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux armez en Guerre à Tripoly & dans les autres Ports dudit Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étenduë de dix lieuës des Costes de France.

IX. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Tripoly & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté sans pouvoir estre retenus Esclaves, mesme en cas que les Vaisseaux d'Alger, Tunis, & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François.

X. Lesdits Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, donneront dés à present ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir lesdits Esclaves, & de travailler à les faire rachetter par le Consul François au meilleur prix qu'il se pourra; & pareille chose se pratiquera en France à l'égard des Habitans dudit Royaume de Tripoly.

XI. Tous les Esclaves François & Estrangers pris sous le Pavillon de France, de quelque qualité & condition qu'ils soient, qui sont à present dans l'étenduë du Royaume de Tripoly, & qui ont esté pris non seulement depuis le vingt-septiéme Novembre 1681, mais mesme auparavant, seront mis incessamment dans une pleine & entiere liberté, & envoyez à bord du Pavillon. Et pour cet effet il sera permis au Sieur Robert, Commissaire de la Marine, que ledit Sieur Maréchal d'Estrées a nommé, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Baignes & autres lieux où sont retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront remis, comme dit est, en liberté: & en cas que par megarde ou autrement il en fust oublié quelques-uns, ils seront restituez aussi-tost qu'ils seront demandez, encore que ce fust long-temps aprés le present Traité, attendu qu'il n'y aura point de prescription pour cet article, & le Vaisseau du Patron Jean Carte de Marseille qui se trouve presentement dans leur Port, sera incessamment rendu avec les Masts, Agrez & Canons.

XII. Attendu que le plus grand nombre desdits Esclaves François & Estrangers pris sous le Pavillon de France, se trouvent embarquez sur les Vaisseaux dudit Royaume de Tripoly, qui sont au service du Grand Seigneur, & ne peuvent par consequent estre actuellement rendus & remis aux Vaisseaux comme les autres lesdits Dey, Bey, Divan & Milice promettent de les rendre incessamment: & pour cet effet en sera fait une Liste exacte qui sera signée desdits Dey, Bey & Divan, & pour seureté de ladite restitution demeureront en mesme temps de la signature du present Traité, en ostage dix des principaux d'entr'eux dont on sera convenu conjointement, & dont les noms, surnoms & qualitez seront connus, pour estre conduits dans les Vaisseaux de l'Escadre à Toulon, où ils seront bien traitez, & demeureront jusques à l'entiere restitution desdits Esclaves, suivant ladite Liste.

XIII. Les Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Estrangers ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand méme le Vaisseau sur lequel ils auront esté pris se feroit deffendu: ce qui aura pareillement lieu à l'égard des Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux de ladite Ville & Royaume de Tripoly, & des Sujets dudit Royaume sur des Vaisseaux Etrangers.

XIV. Si quelque Vaisseau se perdoit sur les Costes de la dépendance dudit Royaume de Tripoly, soit qu'il fust poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer & pour recouvrer les Marchandises de son chargement, en payant le travail des journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'il puisse estre exigé aucun droit ni tribut pour les Marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports dudit Royaume. Comme aussi tous Vaisseaux Marchands François qui y aborderont chargez de Vin & autres Marchandises, en cas qu'ils n'en trouvent pas un bon débit, pourront se retirer avec leurs Vins & autres Marchandises pour les aller vendre où bon leur semblera, sans pouvoir estre obligez pourquoy que ce puisse estre de les décharger.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou Costes du Royaume de Tripoly, ne seront obligez de porter à terre, ni leurs Voiles ni leur Gouvernail, & pourront y mettre leurs Marchandises, vendre & acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoûtumé de payer les Habitans dudit Royaume, à condition qu'il n'excede point trois pour cent. Et il en sera usé de mesme dans les Ports de la domination de l'Empereur de France: & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs Marchandises à terre que par entrepost, ils pourront les rembarquer sans aucuns droits.

XVI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui seront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur Commission: & feront lesdits Dey, Bey, Divan & Milice du Royaume de Tripoly, deffenses à tous leurs Sujets d'armer sous Commission d'aucun Prince ou Etat Ennemi de la Couronne de France. Comme aussi empescheront que tous ceux contre qui l'Empereur de France est en Guerre, puissent armer dans leurs Ports; pour courre sur ses Sujets.

XVII. Les François ne pourront estre contraints pour quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse

puisse estre, à charger sur les Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Tripoly, pour assister tous les Marchands François dans tous les besoins : & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour luy que pour tous les Chrestiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de Tripoly qui viendront en France, faire dans leur Maison l'exercice de leur Religion : & aura ledit Consul la prééminence sur les autres Consuls, & tout pouvoir & jurisdiction dans les differends qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville de Tripoly en puissent prendre aucune connoissance : & pourra ledit Consul arborer le Pavillon de France sur sa Maison, & l'arborer sur sa Chaloupe tant qu'il luy plaira quand il ira à la Mer, la mesme chose se doit entendre pour *Derne*.

XIX. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman & son Courtier, & de les changer l'un & l'autre lorsqu'il la jugera à propos, & pourra aller à bord des Vaisseaux qui seront en Rades toutesfois & quand il luy plaira : & les Marchands François pourront venir en ce Port prendre du Sené & autres Marchandises pour les porter en France.

XX. S'il arrive un differend entre un François & un Turc ou Maure, ils ne pourront estre jugez par les Juges ordinaires ; mais bien par le Consul desdits Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, en presence du Consul ou par le Commandant dans les Ports où lesdits differends arriveront.

XXI. Ne sera ledit Consul tenu de payer aucune debte pour les Marchands François, s'il n'y est obligé en son nom par écrit. Et seront les effets des François qui mourront audit Pays, remis és mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres ausquels ils appartiendront : & la mesme chose sera observée à l'égard des Turcs qui viendront s'établir en France.

XXII. Jouïra ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les Provisions, Vivres & Marchandises necessaires à sa Maison.

XXIII. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure ne pourra estre puni qu'aprés avoir fait appeller ledit Consul pour deffendre la cause dudit François, & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable. Et si un François se vouloit faire Turc, il ne pourroit estre receu qu'au préalable, il n'eust persisté trois fois 24. heures dans son mauvais dessein : & cependant seroit remis comme en dépost entre les mains dudit Consul.

XXIV. S'il arrive quelque contraventioo au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité, qu'aprés un deny formel de justice.

XXV. Et pour faciliter l'établissement du Commerce & le rendre ferme & stable, les tres-illustres Dey, Bey, Divan & Milice de Tripoly, envoyeront quand ils l'estimeront à propos, une personne de qualité d'entr'eux resider à Marseille, pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient être faites sur les contraventions au present Traité, auquel sera fait toute sorte de bons traitemens.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume de Tripoly, fait tort aux Vaisseaux François, ou à des Corsaires de lad. Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puny : & pour punition sa teste sera remise entre les mains du Consul, & les Armateurs responsables.

XXVII. Si les Vaisseaux de Tripoly qui sont presentement en Mer, avoient pris quelques Bâtimens François, depuis la prise du Vaisseau du Capitaine Neigre de Marseille, ils seront rendus sitost qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les Marchandises, Effets, Argent comptant & Robbes des Equipages, sans que cela puisse estre imputé sur les cinq cent mil livres, dont il est parlé dans l'article cinquiéme du present Traité, pour la restitution des effets pris sur les Marchands François. Il en sera usé de mesme si les Bâtimens François avoient pris quelque Bâtiment de ladite Ville de Tripoly.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra moüiller dans la Rade de Tripoly, aussitost que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salüé à proportion de la marque de Commandement qu'il portera, par les Châteaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de Canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la mesme chose se pratiquera dans la rencontre desdites Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXIX. Si le present Traité de Paix conclu entre ledit Sieur Maréchal d'Estrées, pour ledit Empereur de France ; & les tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, venoit à être rompu, ce qu'à Dieu ne plaise, ledit Consul & tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë dudit Royaume, pourront se retirer où bon leur semblera, sans qu'ils puissent esté arr[illegible]ez pendant le temps de trois mois.

XXX. Les Articles cy-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans, & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Fait, arresté & conclu entre ledit Sieur Maréchal d'Estrées, pour l'Empereur de France, & lesdits tres-Illustres Dey, Bey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume de Tripoly, le 29. Juin 1685.

Passeport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOuis, Comte de Vermandois, Admiral de France : A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passeport à Maistre de nommé du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de aprés que visitation d aura esté bien & deuëment faite. En témoin de quoy Nous avons fait mettre nôtre Seing & le Seel de nos Armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt Signé, LOUIS, Comte de Vermandois, Admiral de France. Et plus bas : Par Monseigneur, LE FOUIN. Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Françoise à Tripoly.

NOus Consul de la Nation Françoise à Tripoly. Certifions à tous qu'il appartiendra, que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de appartient aux Sujets des Illustres Dey, Bey, Divao, & Milice de la Ville & Royaume de Tripoly, & est armé de En témoin dequoy Nous avons signé le present Certificat, & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Tripoly le jour d mil six cens quatre-vingt

ANS de J. C. 1685.

MONMOUTH ET LE ROI D'ANGLETERRE.

CCI.

Declaration de Jaques Duc de MONMOUTH, *& des Nobles, Seigneurs & autres, présentement Armés, pour la Défence & la conservation de la Religion Protestante, & celle des Loix, Droits & Priviléges d'Angleterre ; contre l'infraction qui en a esté faite ; & pour l'affranchissement de la Tyrannie & usurpation perpetrée dans ce Roiaume par* JAQUES *Duc* D'YORCK. Donnée au mois de Juin ou de Juillet de 1685 Feüille volante imprimée.

QUand Dieu commença à fonder les Etats & les Empires du monde, & que les hommes choisirent certaines Loix pour y obeïr & s'y soûmettre, ce fut dans le dessein de conserver parmi les peuples, la paix, le bonheur & la tranquilité, & non pas en vûë d'un interét particulier & personnel, comme pour élever ceux-ci, ou ceux-là au fête de grandeur, & à une Souveraineté qui les rendit arbitraires du sort de leurs peuples; mais plûtost les Princes furent uniquement établis pour gouverner équitablement les hommes, & maintenir les Loix des Etats qui leur étoient commis. Aussi voit-on que de tous les Gouvernemens, ceux-là ont été toûjours estimés les meilleurs, où le Souverain Magistrat est revêtu de tout le pouvoir, & de toutes les prerogatives, qui le peuvent rendre capable, non seulement de garentir le peuple de la violence & de l'oppression, mais aussi d'augmenter son bonheur; les constitutions & les loix de cette premiére institution, ne leur donnant aucun droit d'opimer, ni de violenter les peuples.

C'est une prérogative glorieuse de l'Angleterre par dessus le plupart des nations, qu'aiant confié à son Prince tout ce qui lui étoit necessaire pour travailler à l'augmentation du bonheur des peuples, & tout autant d'autorité qu'il en avoit besoin pour le protéger & le défendre, elle avoit néanmoins tellement borné cette autorité, qu'elle étoit indispensablement attachée aux constitutions & aux loix fondamentales de l'Etat, ensorte que le Prince ne pouvoit sans violer son serment, aussi-bien que les loix, & les régles du Gouvernement, donner aucune atteinte à ce qui avoit été premiérement établi, & il ne pouvoit pas même exercer aucun acte d'autorité que par le ministére des personnes ordonnées pour veiller au Gouvernement, qui devenoient criminelles & punissables, dés qu'elles manquoient à leur devoir. De sorte que selon cette premiére institution de Gouvernement, les prerogatives du Roi, & les privileges des sujets étoient si étroitement unis ensemble, qu'ils ne pouvoient étre separés, puisque le droit que les peuples s'étoient reservé, ne tendoit qu'à soûtenir la grandeur & la gloire de la Couronne, & que les prérogatives conferées au Roi, avoient uniquement pour but la protection & le repos des sujets.

Mais comme toutes les choses du monde sont sujétes au changement, & que les Etats les mieux policés, peuvent tomber en décadence, l'Angleterre a eu le malheur d'éprouver cette vicissitude, ayant passé plusieurs foisd un état à un autre, & vû ébranler les fondemens de ses Loix & des ses premiéres Constitutions. Mais nous voïons sur tout aujourd'hui les Colonnes de ce Gouvernement renversées, les bornes, & les limites franchies, les Loix méprisées; bref il n'y a rien qu'on n'ait osé entreprendre pour changer nôtre *Monarchie limitée* en une *tirannie absolue*. Et bien qua nos *Legislateurs* eussent pourvû autant que la sagesse humaine le peut faire, à la seureté de la Religion Protestante contre les efforts du Papisme, & à celles des priviléges du peuple, contre la Puissance Despotique, on n'a pas laissé d'administrer les affaires de ce Roiaume d'une maniére si contraire aux loix, que d'un côté nôtre Religion a reçu de vives atteintes par le complot des Papistes, & de l'autre nos priviléges nous ont été arachés par fraude & violence, par les conseils du present *Usurpateur*, dont la vie n'a été qu'une suite continuelle de conspirations contre la Religion Reformée, & contre les priviléges de la Nation.

On ne doutera point de cette vérité si l'on réfléchit sur l'invention dont il se servit autrefois, pour reduire en cendre la ville de Londre; comment par ses sollicitations il nous fit entrer en alliance avec la France, & en guerre avec la Hollande; de quelle maniére il fomenta la Conspiration des Papistes, & quel soin il prit d'encourager les assassins du S. Edmont Buri Godfrei à commettre cet horrible meurtre, afin d'étoufer par cette mort la découverte de cette Conspiration dont ce défunt avoit une parfaite connoissance : les trahisons qu'il a inventées contre les Protestans, subornant des témoins, qui par leurs parjures, ont fait perdre la vie à plusieurs innocens, nos Compatriotes & nos freres de Religion; Comment il a loué d'exécrables canailles poor massacrer le dernier Comte d'Essex: en aïant fait écarter plusieurs dans l'espérance de tenir cachée cette noire action; Et enfin le soin qu'il a pris pour faire proroger les Parlemens & pour les dissoudre quand ils étoient assemblés, afin d'empécher la recherche de l'enormité de ses crimes, & s'échaper par ce moien à la justice de la nation. Aprés avoir consideré toutes ces actions, on peut dire qu'il n'y a point de maux, qu'on ne doive attendre pour la Religion & pour le Roiaume, si on laisse regner celui qui a envahi le Trône & usurpé le titre de Roi. Les tirannies qu'il a déja exercées depuis qu'il a arraché la Couronne de dessus la tête du feu Roi son frére, ne permettent plus de se flatter d'être maintenu dans la possession de ses biens, ni de sa vie, ni de la liberté de conscience qui nous est plus chere que la vie.

Car nonobstant toutes les Loix & les statuts établis pour la sureté de la Religion Reformée, il n'a pas seulement commencé son usurpation, & son régne prétendu, en se déclarant ouvertement Papiste, mais il a même fait venir grand nombre des Prêtres & de Jesuites, qui selon les loix, sont criminels de leze Majesté dés qu'ils entrent dans le Royaume, & il leur a permis d'exercer leur Idolatrie, lui-même assistant tous les jours à la Messe, & accompagnant en public leurs plus extravagantes superstitions. De plus il a foulé aux piés les loix concernant nos possessions, aïant violé leur autorité, & donné atteinte à nos biens par 2. Proclamations, dont l'une éxige la Collection des Coûtumes, & l'autre, la continuation de cette partie des imports qu'on avoit accordé au feu Roi, & qui en sa mort devoit être éteinte.

Son usurpation & sa tirannie ne paroissent pas moins, en ce que pour s'y maintenir, il s'apuie d'un *extrajudicial* jugement de 7. ou 8. juges parjures qu'il a subornés ; ce qui est une preuve certaine qu'il conspire puissament contre nos droits. Ainsi il n'y a point d'autres moïens de nous délivrer de cette cruelle oppression, que la force & les armes ; car aïant rempli les Tribunaux de ces Iuges iniques (qui sont la honte & le scandale du Barreau) & les aïant constitués pour être les Interprêtes des loix, ces gens que les Parlements ont declarés infames, & corrupteurs des loix, par là nous sommes privés de toute espérence de trouver aucun reméde à nos maux dans la sale de Westminster, particuliérement aujourd'hui que l'Usurpateur a entassé cabales sur cabales, produit de nouvelles Chartres illégitimes & contraires aux loix, & employé plusieurs moyens pour corrompre des gens qu'il a fait assembler, & à qui, il donne le nom de Parlement. Qui ne voit que par cette conduite nous ne pouvons plus trou-

ANS de J.C. 1685.

trouver du secours dans ces assemblées qui étoient le refuge de nos Ancêtres? Qui ne voit dis-je que ceux-là même qui devroient être les Protecteurs des peuples & les défenseurs de leurs privilèges contre la violence & la tirannie, vont devenir les Ministres de la suversion de tous nos statuts, aussi-bien que l'établissement de la puissance arbitraire, & de nôtre esclavage?

De sorte que si nous voulons éviter la ruine totale de nôtre Religion, & la destruction de ceux qui la professent: l'établissement de la superstition, & de l'Idolatrie Papiste. Si nous ne voulons pas souffrir le renversement des loix du Païs: l'abolition des privilèges, & des droits de la Nation Angloise. Si nous ne pouvons souffrir que tout ce qu'il y a de plus sacré parmi les hommes, soit violé, & qu'un Usurpateur eu s'assise sur le Trône. Si nous haïssons l'esclavage, & que nous nous ressouvenions des généreux efforts que nos Ancêtres ont faits pour acquerir nos libertés, n'ayant épargné pour cela ni leurs biens, ni leurs vies. Si nous nous remettons en memoire ce que nous devons à Dieu, à nôtre Patrie, & à la posterité; si nous ne voulons pas être sourds aux cris & aux gemissemens de nos amis opressés, nous voir, & eux & nous non seulement prisonniers, depouillés & meurtris, mais même l'interêt de la Religion Protestante trahi par tout le monde, & & enfin nous voir livrés à la France & à Rome. Si dis-je nous sommes touchés de tous ces malheurs, & que nous ayons envie de les prevenir, nous sommes obligés comme Chrêtiens de prendre les armes, tant pour témoigner nôtre devoir envers Dieu & la Patrie, que pour satisfaire à l'attente des Nations Protestantes qui sont autour de nous. Cependant nous prenons le Ciel & la terre à témoins que nous ne serions jamais venus à cette extremité; si la malice de nos ennemis ne nous eût ôté tous les autres moiens de remedier à ces desordres, & si les miseres que nous sentons déjà, & les afflictions dont l'Eglise & l'Etat sont menacés, n'étoient plus funeste que la guerre.

Nous declarons donc que ce n'est pour aucun interêt particulier, ou par quelque esprit de vangeance pour les maux faits en nos personnes, que nous nous sommes engagés en cette guerre, mais uniquement pour maintenir & défendre nôtre Religion, nos loix, & les libertés de la Nation, & pour empêcher qu'elle ne tombe, & nous & nos familles dans l'esclavage de l'Idolatrie Papiste. Sur ce principe donc nous protestons devant Dieu, les Anges & les hommes que nous sommes innocens de tous les maux qui accompagnent inévitablement une guerre civile & intestine, & nous rejétons sur nos ennemis qui en sont la veritable cause, tous les meurtres, & les desolations qui en pourront résulter.

Pour toutes les raisons alléguées ci-dessus, nous declarons solennellement & devant Dieu la guerre à *Jaques Duc Jorck*, comme étant *Meurtrier & Assassin des innocens*, un *Papiste Usurpateur de la Couronne*, *un Traitre à la Nation*, *& un Tiran du Peuple*, & nous ajoûtons que ceux qui paroitront sous ses Etendarts ne doivent point s'attendre d'être épargnés, ni que nous leur fassions aucune grace; car nous avons fortement résolu de le poursuivre à outrance avec ses adherans, jusqu'à ce que nous l'aions réduit à subir ce que les loix, les constitutions & les Statuts du Royaume, aussi bien que les loix de la nature, de l'Ecriture Sainte, & des nations, ordonnent contre ceux qui sont ennemis de Dieu, de leur Patrie, de tous les hommes en general, & enfin de tout ce qui est vertueux, honnête & bon, promettant de ne jamais faire aucun acommodement avec cet Ennemi.

Et quoi que nous ne puissions pas dissimuler, ni passer sous silence, que plusieurs personnes par lâcheté, avarice ou par ambition, ont donné les mains pour renverser la Religion, & aider à reduire leur Patrie sous le joug d'un dur esclavage, nous ne souhaitons pourtant pas que ceux-là persistent dans leurs crimes, & continuent de travailler à la ruine de l'Etat, sous pretexte que nous avons declaré ne vouloir faire aucun quartier, car nous déclarons que ceux qui rentreront dans leur devoir, & qui se joindront à nous pour rétablir ce qu'ils avoient aidé à perdre, joüiront du fruit de leur repentence, dont nous n'excluons personne; nôtre dessein n'étant que de nous venger de ceux qui persévéreront dans leur faute, & qui dans la presente conjoncture, auront donné du secours à *Jaq. Duc d'Jorck*, & afin que nous puissions poursuivre le glorieux dessein dans lequel nous nous sommes engagés d'une maniere qui fait connoitre la sincerité de nos intentions, & pour encourager les gens de bien à nous aider dans une si juste, & si necessaire entreprise, nous protestons encore en la presence du Seigneur qui connoit les secrets de tous les cœurs, & qui est le vengeur de la fraude & de la tromperie, que nous exposons l'unique but où nous tendons, & que pour y parvenir, nous avons résolu de sacrifier nos vies, que nous perdrons avec joie pour une si juste cause. De plus nous déclarons que nous ne nous sommes pas mis en Campagne pour introduire aucune Monarchie, ni pour donner atteinte à aucune partie essentielle de l'ancien gouvernement d'Angleterre, mais que nous pretendons seulement remettre les affaires en tel état, que ceux qui gouverneront, ne pourront plus à l'avenir usurper, ni enfreindre les libertés du peuple.

Comme nôtre Religion, qui est le plus sacré dépôt, & la plus pretieuse bénédiction que nous alons reçu du Ciel, se trouve ébranlée par des loix injustes, par des conspirations des Papistes, & qu'elle court grand risque d'être entiérement bouleversée par un Usurpateur Tirannique & Idolatre, nous sommes fortement résolus de verser tout nôtre sang, pour conserver ce St. Dépôt, à nous & à nôtre posterité, & de ne poser point les armes qu'aprés avoir vû la Religion affermie, & en état de n'être plus attaquée. Que toutes les loix pénales contre les Protestans qui sont en quelques differtimens, seront revoquées; qu'ils ne seront plus inquietés en leurs exercices, & qu'ils joüiront tous, des mêmes privilèges de la Nation.

Pour faire encore mieux connoître à tout le monde la pureté de nos intentions, & la juste moderation de nos desseins, nous declarons que nous n'entreprenons point cette guerre, pour désoler & ruiner personne pour la Religion toute fausse & erronée qu'elle puisse être, de sorte que les Papistes même, pourveu qu'ils ne s'engagent pas dans les interêts de nos ennemis, pour conspirer nôtre ruine, n'auront rien à craindre de nous, n'aiant pas dessein de leur faire aucun tort, mais seulement de les empêcher de changer ou d'altérer nos loix, & de mettre nos personnes en quelque danger pour la profession de nôtre foi, & l'exercice de nôtre culte religieux & Chrêtien.

Nous sommes aussi résolus de maintenir & défendre tous les justes droits, & les privilèges des Parlemens, souhaitant qu'on l'assemble tous les ans, sans qu'il puisse être prorogé, ni dissous jusqu'à ce que toutes les Requêtes soient répondues, & qu'on ait remédié à tous les griefs particuliers.

Et d'autant que nous remarquons que la plûpart de nos miséres viennent de ce qu'on a ôté des Charges de Judicature, les personnes dont l'integrité ne permettoit pas qu'on fit un mauvais usage des loix pour favoriser le Papisme & l'autorité arbitraire, & que ces places ont été remplies de gens corrompus & mercenaires, qui étendent les loix au-delà de la raison, & de leur veritable institution, faisant passer pour loi ce qui sert à leur dessein. Nous avoüons sincérement que nous n'aurons point de repos que nous n'aions reformé de tels abus, & mis de si bons ordres, qu'il ne s'en fasse plus de semblables.

Car par le ministére de ces hommes pervers qui sont assis sur les Tribunaux, & qui ne possedent leurs Charges que, *durante bene placito*, quantité de personnes ont

ANS de J. C. 1685.

ont été condamoées à des amendes exorbitantes, sans être coupables d'aucuns crimes, ou pour de tres legéres fautes, plusieurs statuts faits pour la fureté des sujets, & sur tout l'acte *Habeas Corpus* ont été éludés & énervés à l'oppression des innocens, & fidéles Anglois. Les Lords Papistes qui furent accusés en Parlement d'une diabolique Conspiration tendant à abolir les droits de la Chambre des Communes, & à fouler aux piés la Jurisdiction de celle des Seigneurs, ont été déchargés, & mis en liberté, & l'on a justifié l'introduction d'un Maire & des Sherifs méchans & dangereux, qui avoient été élevés à ces Dignités par fraude & violence & ceux qui par une intégrité de conscience s'y étoient opposés, ont été injustement persecutés & punis arbitrairement. Loodres, & d'autres Villes & Corporations oot été depouillées de leurs Chartres & priviléges par des jugemens injustes, & sur des crimes supposés. Le Chevalier Amstron a été executé sans permettre d'examiner son affaire. Le Colonel Sidnei condamné à la mort sur la déposition d'un seul témoin chargé d'infamie & de crimes scandaleux. Et enfin ce fidéle & excellent homme, dernier Lord Guillaume Russel executé à mort pour des crimes supposés, qui, quand ils auroient été veritables, il n'auroit pas merité la mort selon les loix. Sur toutes ces considerations, nous declarons donc que nôtre resolution est d'exclure à l'avenir de l'administration de la Justice, ces infames ignorans, scandaleux, & mercenaires, & que les Juges établis à leur place exerceront leurs Charges selon l'ancienne Coûtume de *quamdiu se bene gesserint*, laissant à la sagesse d'un Parlement d'établir des moiens seurs pour faire de bonnes & légitimes Elections.

Et pour ce qui regarde l'atteinte qu'on a donnée aux droits des villes, villages & communautés, en leur enlevant leurs Chartres sous prétexte de crimes, la procedure aiant été tout à fait arbitraire, illegitime & contraire aux loix. Nous déclarons semblablement, que nous ferons tous nos efforts pour les rétablir en la forme & les mémes droits qu'elles possédoient avant la derniére usurpatioo, & que oous tenons pour ouls tous les jugemens doonés contre elles, n'aiant aucun fondemeot en la loi, noo plus que la rédition de ces Chartres; qui a été faite par un parti corrompu & parjure qui s'est trouvé entre ces Communautés. Au contraire nous tenons & déclarons leurs anciennes Chartres bonnes & valables, & en coosequence de cela, nous exhortons & encourageons tous honnétes bourgeois & hommes libres, de redemander les droits & priviléges qui appartiennent à leur ville, & communautés, & nous les avertillons de secoüer le joug de ces flatteurs de Cour, & instrumens de tirannie.

Afin donc de mieux rétablir le Royaume en son premier état de liberté & de seureté nous voulons que l'acte nommé *Corporation* & *Militia* soit revoqué & annullé. Que toutes sentences, & proscriptions données contre qui que ce soit sous le specieux pretexte de Conspiration, dont en dernier lieu on a chargé les Protestans, soient revoquées. Pareillement toutes les proscriptions, arrets, Sentences, bannissemens, emprisonnemens, & toute autre sorte de procedures faites contre les Protestans Nonconformistes. Nous voulons aussi eriger de nouvelles loix pour remettre l'Election des Scheriffs entre les mains des Bourgeois & les hommes libres de chaque communauté, d'autres pour commettre la milice aux Scheriffs & qu'il n'y eo ait sur pié que celle qui sera levée & entretenuë du consentement & par l'autorité du Parlement.

Et parce que beaucoup de nos freres tant Gentilshommes qu'autres se trouvent presentement dans les prisons de ce Roiaume, pour avoir été zélés à prendre le parti Protestant, Nous declarons toutes ces procédures injustes, & illegitimes, & qu'en cas qu'on exerce sur ces prisonniers la moindre violence, nous la vengerons rigoureusement contre ceux de nos ennemis qui tomberont entre nos mains.

ANS de J. C. 1685.

Comme le Duc d'Yorck pour empecher la recherche du meurtre commis en la personne de Darthure Comte d'Essex & pour exécuter son sanguinaire dessein avec les Papistes, pour satisfaire son ambition sans bornes, & pour usurper la Couronne, a empoisonné le Roi, il a marqué par ce crime énorme tant son ingratitude, que sa cruauté envers un frére, qui s'est ruiné pour le proteger, & le garentir du supplice que ces crimes lui ont merité.

Nous declarons que pour cet abominable & denaturé Paricide, & autres crimes mentionnés ci-dessus, & en consequence de la resolution des Chambres du Parlement qoi ont arrêté de venger la mort du Roi quand elle lui a été arrachée par violence; nous voulons poursuivre à toute outrance Jaques Duc d'Yorck jusqu'à ce que nous l'aions reduit à subir la punition que les Loix ordonnent pour une si abominable action.

Jaques Duc de Monmouth étant comme il le doit être, extrêmement sensible à ce cruel & barbare crime perpetré en la personne du feu Roi son pére, a formé le dessein & la resolution constante de poursuivre sans remission Jaques Duc d'Yorck comme un ennemi mortel & sanguinaire, & qu'il ne desistera pas de son entreprise qu'il n'en soit venu à bout, tant par lui méme, que par l'aide de ses amis.

Et encore que Jaques Duc de Monmouth maintenant Capitaine General des forces Protestantes de ce Roiaume, qoi sont assemblées en corps pour executer le dessein dont nous venons de faire le detail, ait no droit legitime à la Couroone d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande avec leur dependances & domaines, ce qu'il pretend prouver aux yeux du monde, nonobstant les moiens emploiés par le feu Roi son pére, par des motifs purement Papistes, & à la solicitation importune du Duc d'Yorck, pour affoiblir & obscurir ses droits: Si est-ce neanmoins que ledit Duc de Monmouth, par generosité, de son propre mouvement, & par l'affection qu'il a pour la nation Angloise, dont le rétablissement, le bonheur & la prosperité, lui sont infiniment plus à cœur, que tout ce qui le pourroit concerner. Il n'insiste point aujourd'hui sur son droit & sur son titre, remettant ses interêts entre les mains d'un Parlement legitimement assemblé qui en ordonnera selon sa sagesse. Cependant il proteste par ce qu'il y a de plus sacré, d'emploier tous les dons que Dieu lui a donnés aidé des forces de ses amis, pour travailler à la restauration de la Religion Reformée, & de garentir les peuples de l'esclavage Papistique. Pour cet effet il promet de passer en loi tout ce que oous avons dit ci-dessus, afin qu'il ne soit plus au pouvoir du Prince, de priver de leurs droits les sujets, ni de renverser les loix fondamentales du gouvernement.

Comme les Nobles & les peuples d'Ecosse sont en armes pour agir de concert avec noua, sur le méme principe, nous approuvons leur zéle, & leur courage, & nous nous donnerons mutuellement du secours, pour avancer & mener à sa perfectioo cet excellent ouvrage dans lequel la Providence nous a engagés. Pour n'être pas trop ennuieux, nous passons maintenant sous silence le recit de toutes les autres infractions faites aux loix du Roiaume, & toutes les dannables pratiques dont on s'est servi pour y établir le Papisme, & la tirannie, remettant à une autrefois à informer les peuples de toutes nations, des persecutions, des cruautés & des tiranoies qui ont été exercées depuis quelques tems sur nous, & nous produirons aussi un fidéle recit des actions criantes de l'Usurpateur à qui nous avons déclaré la guerre.

Cependant nous protestons devant Dieu & devant tous les Rois, Princes & Etats Protestans, de la justice de nôtre cause, & de la necessité qui nous a contraint à prendre les armes: ensuite dequoi nous exhortons & conjurons tous nos freres Anglois de nous aider contre les ennemis de nôtre S. Religion, & de nôtre liberté, esperant qu'ils nous assisteront de leurs prieres, de leurs

ANS de J. C. 1685. biens & de leurs personnes pour jeter bas du Trône le Tiran & l'Usurpateur Papiste. Et nous ne doutons pas aussi que nous ne soyons secourus par les Rois, les Princes & les Republiques de la Religion Reformée, qui ont du zele pour l'Evangile de Jesus-Christ, & pour leur interêt particulier. Mais sur tout nous mettons nôtre confiance & nôtre esperance sur l'Eternel des armées, au nom duquel nous allons commencer, luì recommendant nôtre affaire, & remettant entre ses mains l'événement des demélés entre nous & nos ennemis pour le jour de la bataille. *Venés donc, & soiés vaillans pour nôtre Peuple & les Villes de nôtre Dieu : & le Seigneur fasse de nous, selon que bon lui semble.*

CCII.

ANS de J. C. 1685.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité de renouvellement d'Alliance entre JAQUES II. *Roi de la Grand' Bretagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas. Fait à Windsor, le 17. Août 1685.* * Manuscrit.

* Ce Traité est en Flamand dans le Mercure Hollandois de 1685. pag 191. Mais ce n'est pas l'Original. & ceci a été tiré d'une copie Manuscrite.

QUum celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales fœderati Belgii significaverint, se magnopere in votis habere, ut omnes Tractatus, qui inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Carolum secundum nuper Magnæ Britanniæ Regem gloriosæ memoriæ, & ipsos Dominos Ordines generales diversis temporibus & locis (inferiùs sigillatim memorandis) conclusi fuerunt, & etiamnum subsistunt tam ad pacem & bonam intelligentiam inter Coronam Britannicam & Statum fœderati Belgii quàm ad libertatem, frequentiam & securitatem Commercii, inter subditos utriusque status spectantes, continuentur, & de novo confirmentur, & in eum finem Legatos suos Extraordinarios huc miserint, Jacobum Baronem de Wassenaer & de Duyvenvoorde, Dominum de Duyvenvoorde, Voorschooten, Veur, &c. Arnoldum de Citters nuper Consiliarium in suprema Curia Hollandiæ, Zelandiæ & Westfrisiæ, & dictorum Dominorum Ordinum Generalium apud Serenissimum Regem Magnæ Britanniæ Legatum ordinarium & Everardum de Weede Dominum de Dyckvelt, Rateles &c. eosdemque Commissarios & Deputatos suos in hac parte fecerint plenaque authoritate & potestate muniverint.

Serenissimus & Potentissimus Princeps Dominus Jacobus II. Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor & eodem desiderio affectus ad amicitiam antiquam inter prædictas duas nationes continuandam, observandam atque etiam quibusvis pactis & conditionibus utrinque proficuis augendam Commissarios de parte sua nominavit & constituit pari authoritate & potestate munitos prædilectos & perquam fideles Consanguineos & Consiliarios suos Laurentium Comitem de Rochester summum Angliæ Thesaurarium, Georgium Marchionem de Halifax sanctioris Concilii Regis Præsidem; Robertum Comitem de Sunderlandt, Primariorum Status, Secretariorum unum & Carolum Comitem de Midleton primariorum Status Secretariorum alterum, dicti autem Commissarii & Deputati tam ex parte Serenissimi Principis Domini Jacobi Magnæ Britanniæ Regis, quàm ex parte Dominorum Ordinum Generalium aliquoties congressi, sermonibusque de præmissis utrimque habitis; juxta authoritates & potestates sibi ab utraque parte concessas (quarum apographa in fine præsentium insequuntur) convenerunt & concluserunt.

Quod omnes & singuli Tractatus hic recensiti & nominati, videlicet:

I. Tractatus Pacis & Confœderationis conclusus $\frac{21}{31}$ Julii die Anni 1667.

II. Tractatus Navigationis & Commercii ibidem eodemque die initus.

III. Tractatus Pacis & amicitiæ apud Westmonasteriom $\frac{9}{19}$ die Februarii Anni $167\frac{3}{4}$. conclusus.

IV. Tractatus Marinus Londini conclusus 1. Decembris 1674. una cum declaratione qua quidam articuli dicti Tractatus, ut & Tractatus Marini $\frac{7}{17}$ Februarii & die $166\frac{7}{8}$ initi plenius explicantur, conclusa Hagæ Comitis $\frac{20}{30}$ Decembris a. d. 1675.

V. Articulus ad controversias inter Communitates Anglicanam & Belgicam quæ in Indiis Orientalibus Commercia faciunt, antevertendas vel amicabiliter componendas conclusus Londini $\frac{8}{18}$ die Martis, Anni $167\frac{4}{5}$.

VI. Fœdus defensivum Londini conclusum 3 die Martii, A. $167\frac{7}{8}$.

Omnesque & singuli Articuli in iisdem Tractatibus & eorum quibuslibet contenti deinceps in perpetuum continuentur, confirmentur, stabilesque maneant, eodem sensu ac fine, quo primitùs concepti & conclusi fuerunt, eundemque vigorem & vim imposterum habeant & obtineant quem antea habere debebant, vel habere putabantur, idque tam amplis modo & forma, prout initio concepti & conclusi fuerunt, ac si in præsentibus singuli Tractatus & Tractatuum Articuli de verbo in verbum iterati & inserti essent.

Quod altememoratus Serenissimus Dominus Rex Magnæ Britanniæ & præfati Celsi ac præpotentes Domini Ordines Generales unitarum Provinciarum omnia & singula capita in omnibus & singulis Tractatibus priori articulo recensitis & nominatis conventa & stabilita, sincerè & bona fide observabunt perque suos Subditos & Incolas observari facient neque illis directè vel indirectè contravenient; aut à subditis suis vel incolis contraveniri permittent; quodque omnium & singulorum prædictorum Tractatuum confirmationem per Commissarios & Deputatos utriusque partis jam conventam & conclusam per literas patentes manibus suis subscriptas magnisque sigillis utrobique sigillatas ratihabebunt & confirmabunt in sufficienti, valida & efficaci forma conceptas & exaratas, easdemque reciproce inter quatuor hebdomadas, post datum præsentium (vel citius, si fieri possit) tradent seu tradi facient bonâ fide realiter & cum effectu. Actum in arce Regia Windesoriensi 17. die Augusti Anni Domini 1685.

(L.S.) Rochester.	*(L.S.) Baron de Wassenaer.*
(L.S.) Halifax.	*Duyvenvoorde.*
(L.S.) Sunderlam.	*(L.S.) Arnaut van Citters.*
(L.S.) Midleton.	*(L.S.) De Weede.*



CCIII. Tra

ANS de J. C. 1685.

LES PROVINCES UNIES ET BRANDEBOURG.

CCIII.

Traité & Convention pour des restes de Subsides entre les PROVINCES-UNIES *des Païs-bas*, & FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg*, Fait le 23. Août, 1685. Mercure Hollandois de 1685. pag. 131.

ALsoo tusschen de Hoog Mog. Heeren Staten Generael der Vereenighde Nederlanden ter eenre; ende den Doorluchtightigen Furst ende Heere Fredrick Wilhelm Marckgraeff tot Brandenburgh, des heyligen Roomschen Rijck Aerts Camerheer en de Ceurfurst in Pruysen tot Maegdenburgh, Gulick Cleve, Berg, Stettin, Pomeren, Hertoghs ter andere syde, eenige differenten waeren onstaen, ende wel particulierlijck ter saecke van pretensien by hooghgedachte syne Ceurforstelycke Doorlughtigheyt, gemackt over en uyt de Tractaten tusschen hooghstgemelte haer Hoog Mog. en sijn Ceurforstelijcke Doorluchtigheyt aengegaen inde Jare 1672. en 1674 ende dat die selve differenten nae ettelijcke Jaeren gedurt hebbende tot noch toe door besendigen wederseyts gedaen niet hadden konnen werden geassopieert en uyt de wegh geleyt, ende dat echter beyde de Hoogh-gedachte Parthyen niet soo gelieff saegen dan dat de selve daer over met den anderen tot Richtigheyt soude mogen komen, dat syne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt ten dien fine specialijck herrewaerts hadden afgesonden synen Werckels geheymen Staets-Raet ende Extraordinaris Envoyé den Heer Paul van Fuchs met genoeghsaeme Volmaght, ende dat haer Ho. Mog. Heer geerne aen haere syde wilden toe brengen alles wat soude mogen dienen om de voorsz differenten uyt de wegh te ruymen, en daer om hadde gecommitteert de Heeren François Verboldt, Burgemeester der Stadt Nimmegen, Daniel van Wyngaerden, Roubroeck, Benthuysen Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermont, in Renesse Suytlant en Noortwelle gedeputeerde wegens de Ridderschap ter Vergaderinge van de Heeren Staten van Hollant ende West-Vrieslant, Hooch Baillieu en Dyckgraeff vande Stadt ende Landen van Woerden, Heemraet van Delfftlant Curateur van de Universiteyt tot Leyden, Casper Fagel Raet-Pensionaris bewaerder van het groot Zegel Stadthouder vande Leenen van Hollant, ende West-Vrieslant en Hoogh heemraet van Rynlant, Willem de Nassau, Heere van Oudyck, Corgene, eerste ende Representerende den Adel inde Staeten, ende raet van het Graeffschap van Zeelant; Jan Borre van Amerongen out Burgemeester der Stadt Utreght, Daniel de Block van Scheltinga, Grietman Overschottelen, Gerrit Stoot Heer tot Langraven en Camrevelt en Schako Gockinga respective Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Hoog. Moog. Heeren Staeten Generael wegens de Provintien van Gelderlant, Hollant ende Westvrieslant, Zeelant, Utrecht, Vrieslant, Overryssel ende Stadt-Groeningen en Ommelanden, ende aende selve gegeven Pleinpouvoir en Volmaght om met den gemelten Heer van Fuchs daer over te tracteren, handelen, ende convenieren, soo is dat de gemelte Heeren haer Hoog Mog Gedeputeerde in de naeme ende van wegen de selve Hoog Mog. ter eenre, ende den gemelten Heer Extraordinaris Envoyé in de Naeme en van wegen sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt ter andere zyde naer wederseyts geproduceerde en uyt gewisselde Volmachten, verdragen, geconvenieert ende geaccordeert syn gelyck de selve verdragen, convenieren en accorderen.

In den eersten, alsoo syn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt voorscheenen ende noch tot den aenvangh van

ANS de J.C. 1685.

LES PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

CCIII.

Traduction de ce Traité.

COmme, entre leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies d'une part, & le Serenissime Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Guillaume, Margrave de Brandebourg, Archichambellan & Electeur du St. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Cleves, Stetin, Pomeranie, d'autre part, il etoit survenu quelques differents, & particulierement au sujet des prétentions de sadite Serenité Electorale, en consequence des Traitez faits entre leurs Hautes Puissances & sadite Serenité Electorale les années 1672. & 1674., & qu'aprés que lesdits differens ont duré quelques années, ils n'avoient pû, jusques à present, être terminez par les deputations qui se sont faites de part & d'autre. Et que cependant lesdites deux parties ne verroient rien de si agreable que d'en venir de part & d'autre à un accommodement raisonnable; Que sadite Serenité Electorale avoit envoyé de deça pour cet effect le Sieur Paul de Fuchs son Conseiller d'Etat & privé & Envoyé Extraordinaire avec Pleinpouvoir suffisant. Et que leurs Hautes Puissantes vouloient bien de leur côté y aporter du leur tout ce qui pouvoit servir à assoupir lesdits differens, & pour cet effect avoient commis & Deputé le Sieur François Verboldt, Bourgemaitre de la Ville de Nimégue; Daniel de Wyngaarden, Ronbroeck Benthuysen Seigneur de Werkendam, Soetemeer, Moermont, de Renesse, Suytlant, & Noortwelle, Deputez, de la part des Nobles en l'Assemblée des Seigneurs Etats de Hollande & de Westfrise, grand Bailli & Dijck grave des Villes & pais de Woerden, Heemraat de Delfflant, Curateur de l'Université de Leyden, Caspar Fagel Conseiller Pensionaire, garde du grand seau, Stadthouder des Fiefs de Hollande & West-Frise, & grand Heemraat de Rynlant, Guillaume de Nassau Seigneur d'Oudyck, Corgene, Premier Noble & representant la Noblesse du Comté de Zelande, Jean Borre d'Amerong ancien Bourguemaitre de la Ville d'Utrecht, Daniel de Block de Scheltinga de Schottel, Gerrit Sloot Seigneur de Langraven & Camrevelt & Schako Gockinga Deputez respectifs en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux de la part des Provinces de Gueldres, Hollande, & West-Frise, Zeelande, Utrecht, Frise, Overyssel, & la Ville de Groningue & les Ommelandes, & donné à iceux Pleinpouvoir, pour traiter la dessus avec le susdit Sieur Fuchs, negocier & convenir. C'est pourquoi les susdits Sieurs Deputez de leurs Hautes Puissances d'une part, & le susdit Sieur Envoyé Extraordinaire, au nom & de la part de sadite Serenité Electorale d'autre part, aprés l'echange reciproque des Pleinpouvoirs, ont traité, convenu & accordé, comme ils traitent, conviennent & accordent.

Premierement. Comme sa Serenité Electorale a soutenu ci-devant, & même jusques au commencement de la presente ne-

ANS de J. C. 1685.

van de jegenwoordige onderhandelinge toe hadden gesustineert dat haer hoog Mogende schuldig ende gebouden waren aen deselve de Subsidien beloost by het Tractaet van de Jaere 1674. te betaelen tot een Maent nae dat hooghgedachte syne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt de Vreede met syn Conincklycke Majesteyt van Vranckrijck hadden gemaeckt ende dat haer Ho. Mog. verstonden daarinnen niet gehouden te sijn, ende dat deselve de Voldoeninge van dien om wederseggelijcke redenen genootsaeckt waeren geweest, in het laeste van den Jaere 1676. ende het begin van den Jaere 1677. soo wel aende Heeren Ministers van sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt als van andere Hooghgedachte Geallieerden op te leggen voor soo veel de Obgemelte ende Voldoeningen van dien verder soude gaen dan met ende tot den Jaere 1676. incluys, ende dat het haer Hoogh Mog. het hielden voor haer te sijn vande uyterste Nootsaeckelijckheyt dat sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt sigh over de voorsz opsegginge der voorsz subsidien favorabelijcken verklaerden voor ende al eer met deselve te treeden tot het affhandelen van de andere pretentien by deselve sijne Ceurvoorstelijcke Doorluchtigheyt daar buyten off boven gevordert, ende daetom hooghstgemelte sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt van de voorsz redene wederom hadden doen informeren, soo ist dat syne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt de voorsz redenen nader geexamineert, overwogen en in achtinge genomen hebbende de voorsz opseggende der voorsz subsidien wel expresselijck heeft geaggreeert en voor nootsakelijck gekent soo als syn Ceurvorstl. Doorl. die agreert ende voor nootsaeckelyck kent by deesen, beloovende voor sich selven sijne Erve ende Naekomelinge ofte Actie van hem verkrygende nae off in het toekomende deswegen geene actie, pretentie off vorderinge te sullen doen, macken ofte laeten geschieden directelijck ofte indirectelijck in einiger manieren, onder wat Naem, Titul of Pretext het ook souden mogen wesen.

Ende wat belangt de andere pretensien tot laste van haer Hoog Mo. gemackt specialyck over de schade die sijn Ceurvorstl. Doorl. in haer Clevische en andere Westfaelse Landen sijn overgekomen soo geduyrende den jongststen Oorlogh met sijn Koonincklijcke Majesteyt van Vranckrijck als oock naer dat haer Ho. Mog dien voorsz Oorlogh door een Tractaet van Vreeden hadden getermineert, ende geeyndight, mitsgaders over de reparatien ende de dommagementen van veele andere ongemacken, schaeden ende ongelegentheden toegebraght ende veroorsaeckt door de rupture en Oorlogh by sijne Conincklijcke Majesteyt van Sweeden tegens sijn Ceurvorstl. Doorl. aengevangen, als meede over pretensien gemaeckt ter saecke van het niet betalen van Voerage gelt aen de Troupen van sijn Ceurvoorstl. Doorl. ontrent Maesijck en elders geemployeert en noch 4000. Rijcxdaelders en 5.078 guldens die sijn Ceurvoorstl. Doorl. uyt het Tractaet van de Jaere 1672. noch was vorderende gelijck meede voor recruyr gelden vande Milicie die sijn Ceurvorstl. Doorl. uyt kraghte van het voorsz Tractaet van den Jaere 1674. op de been heeft moeten houden. En laetstel. over het Schip het Wapen van Brandenb. door de geoctroyeerde West-Indische Compagnie deser Landen, op de Custen van Africa aengehaelt, en geconfisqueert hebben haer Hoogh Mog. tot extinctie, ende te niet doennige der voorsz mitsgaders van alle andere rechtmatige actien ofte pretentien die sijn Ceurvorstl. Doorl. souden mogen hebben sustineren, of maecken ten laeste van haer Ho. Moog. van wat natuyre of conditie die oock souden wesen bedaght en onbedaght geene ter werelt uytgesondert, (sonder dat die Particuliere expressie der voorsz pretensien derogeere, of eenighsints vermindere door de voorsz generale mortificatie en extinctie, of dat de generale mortificatie en extinctie vereysse een voor-

te negociation que leurs Hautes Puissances étoient obligées & tenues de lui payer les subsides promis par le Traité de l'an 1674. jusques à un mois aprés que sadite Serenité Electorale avoit fait la paix avec sa Majesté Tres-Chrétienne le Roi de France, & que leurs Hautes Puissances n'entendoient pas d'y être obligez, & qu'ils avoient été obligez pour les raisons repetées de declarer sur la fin de l'année 1676. & au commencement de l'année 1677. tant aux Ministres de sa Serenité Electorale qu'à ceux des autres Alliez qu'ils ne prétendoient plus payer lesdits subsides que jusques à l'année 1676. inclusivement; Et que leur Hautes Puissanses, pensoient qu'il étoit pour eux d'une necessité absoluë que sa Serenité Electorale se declarât favorablement sur ce renoncement touchant lesdits subsides, avant que d'entrer en negociation, pour accommoder les autres pretentions que sadite Serenité Electorale demande outre celle là, & qu'ils avoient fait informer sadite Serenité Electorale desdites raisons, c'est pourquoi sadite Serenité Electorale ayant encore plus murement examiné, pesé & consideré, les susdites raisons, elle a expressement agrée & reconnu pour necessaire ledit renoncement touchant lesdits subsides, comme de fait sadite Serenité Electorale l'aprouve & le reconnoit pour necessaire par ces presentes; promettant pour soy, ses heritiers, successeurs & ayant cause, de ne point à l'avenir intenter d'action, pretention ou demande à cet égard, ni de n'en point faire intenter directement ou indirectement en quelque maniere, ou sous quelque nom, titre ou pretexte que ce puisse être.

Et pour ce qui regarde les autres pretentions, qui sont à la charge de L. H P, specialement à l'égard du dommage que sa Serenité Electorale à souffert dans son pais de Cleves & autres pais de Westphalie, tant durant la derniere guerre avec sa Majesté le Roi de France que depuis que leurs Hautes Puissances ont terminé la susdite guerre par un Traité de paix ensemble, à l'égard des reparations & de dommagemens de plusieurs autres incommoditez & dommages causées & produites par la rupture & guerre de sa Majesté le Roi de Suede contre sa Serenité Electorale, comme aussi pour les pretentions au sujet du deffaut de payement de l'argent du fourage aux troupes de sa Serenité Electorale employées és environs de Masyck & ailleurs, & encore 4000. Risdales & 58078. livres que sa Serenité Electorale demandoit en vertu du Traité de l'année 1672. comme aussi pour l'argent des recrues des troupes qu'il a fallu que sa Serenité Electorale ait tenu sur pied en vertu du Traité susdit de l'an 1674. Et enfin à l'égard du Vaisseau les armes de Brandebourg pris & confisqué par la Compagnie Occidentale de ces pais, sur les côtes d'Affrique; leurs Hautes Puissances, pour l'extinction & amortissement des susdites actions, ensemble de toutes autres justes pretentions que sa Serenité Electorale pourroit soutenir contre L. H. P. de quelque nature ou condition qu'elles puissent être, imaginées ou non imaginées nulles du monde exceptées (sans que cette particuliere expression, deroge, ou en quelque maniere diminue le susdit general amortissement & extinction, ou que l'amortissement & extinction demande une préallable expression des susdites pretensions speciales) promettent & s'obligent par ces presentes, de payer à S. S. E. ou à celui qui sera autorisé par elle, la somme de quatre cens quarante mille Risdales; sçavoir 150000. Risdales contant, dans le tems d'un mois aprés la ratification des presentes, & ce ici à la Haye ou dans la Ville d'Amsterdam en gros argent & especes de Ducatons, Risdales, pieces de trois francs, ou de deux, sans compter parmi le susdit gros argent les pieces de

ANS de J.C. 1685.

voorgaende nader expressie van de voorsz speciale pretensien) belooft ende haer verbonden te betaelen mits desen de somme van 440000. Rijcxdaelders, te weten, 150000. Rijcxdaelders contant binnen den tijt van een maent naer de Ratificatie deses alhier in den Hage of binnen de Stadt Amsterdam in hart groff Silver gelt ende Specien van silveren Ducatons, Rycxdaelders of ander groff silver gelt van dry of twee gulden, sonder onder 't voorsz groff silver gelt te mogen reeckenen stuck van 28. stuyvers ende daer beneven, aen sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt of die geene die deselve daer toe volmachtigen sal, ende de resterende 290000. Rijcxdaelders met gelyck groff silver gelt in thien achtereen volgende jaeren of termynen, het eerste jaer of termijn te reeckenen een jaer naer den dagh dat de voorsz somme van 150000. Rycxdaelders contant heeft moeten werden betaelt, en soo van jaer tot jaer sucessive, invoegen dat den eersten Termijn contant sullende moeten werden betaelt op ofte omtrent den 23. October deses jaers 1685. den eersten vande voorsz 10. jaerige Termijnen ter somme van 290000. Rycxdaelders sal moeten werden voldaen een jaer daar nae, te weeten op, ofte omtrent den 23. October deses jaers 1686. en soo van jaer tot jaer respectivelijck tot de finale en eyndelijcke voldoeninge toe.

Ende heeft sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt daar meede voor sich dessels erfgename, Erven ende Naekomelinge of Actie van hem verkrijgende, nu altoos en ten eeuwigen dagen gerenuntieert, soo als deselve renuntieert mits desen van alle de voorsz hier vooren genoemde, mitsgaeders oock van alle andere rechten, actien en pretentien die sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt in eeniger manieren, hoe, en uyt wat hoofden, titul of pretext het oock soude mogen sijn, tot nu toe, ten laste van haer Ho. Mog. souden mogen hebben, eysschen, vorderen of pretenderen, niets ter werelt uytgesondert van wat natuyre of conditie die ook soude mogen wesen, sonder dat de voorsz particuliere expressie derogeere of vermindere aende voorsz generale Renunciatie of dat de voorsz. generale Renuntiatie vereyschte een meer particuliere expressie, en dat mits desen ter saecke van dien alle soo wel in 't generael als in het particulier, ende in het particulier als in het generael by sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt, dessels Successeuren, Erven ende Nakomelingen ten laste van haer Ho. Mog. geene Actie ofte Pretentie sal werden gemaeckt gevordert of gepretendeert, onder wat Naem, Titul of Pretext het selve ook soude mogen wesen, niets ter werelt uytgesondert, directelijck of indirectelijck in eeniger manieren.

En alsoo hier meede tusschen haer Hoogh Mogende en syn Ceurvorstl. Doorl. een volkomen richtich en effenheyt van alle differenten is goet gevonden en gemaeckt, en dat daer meede alle questien en geschillen sijn gedoot, gemortificeert ende geestingeert; soo is tusschen hoochstgedachte haer Ho. Mog. en sijn Ceurvorstl. Doorl. wyders verdragen ende overeen gekomen, gelyck verdragen ende overeen gekomen wert mits desen, dat het Tractaet tusschen haer Hoogh Mogende en sijn Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt in den jaere 1678. wederseyts gemaeckt in alle sijne Poincten en Articulen, niet alleen sal werden vernieut ende geconfirmeert, soo als het vernieut ende confirmeert wert midts desen, maer dat het voorsz Tractaet van de voorsz jaere 1678. voor den tijt van noch 12. jaeren beginnende, van de Expiratie vande eersten Termijn van 't voorschreve Tractaet, ende sulcx vande 8. Martii 1688. tot den 8. Maert 1700. sal werden gecontinueert ende geprolongeert, gelyck het gecontinueert ende geprolongeert wert mits desen, ende dat mits dien het voorsz Tractaet sal werden gehouden soo wel voor de nogh loopende jaeren als den voorsz geprolongeerden Termijn vande selve

de vingthuit sous, & au dessous, & les 290000. Risdales restans en pareilles grosses pieces d'Argent en dix années ou termes consecutifs; à compter la premiere année ou terme un an aprés le jour que la susdite somme de 150000. Risdales contant, doit être payée, & ainsi successivement d'année en année; en sorte que le premier terme devra être payé comptant environ le 23. Octobre de cette année 1685; le premier terme des susdites dix années de la somme de 290000. Risdales devra être payé un an aprés, à sçavoir environ le 23. Octobre de l'an 1686. & ainsi d'année en année respectivement, jusques à l'entiere & finale satisfaction.

Et a sa Serenité Electorale par le moyen de ce, pour elle, ses heritiers, successeurs ou ayant cause, dés à present & pour toujours, renoncé, comme elle renonce par ces presentes, à toutes les pretentions & actions mentionnées ci-dessus, ensemble à toutes autres qu'en quelque maniere & de quelque chef, titre ou pretexte que ce puisse être, sa Serenité Electorale pourroit avoir, demander, exiger ou pretendre contre leurs Hautes Puissances, nulles exceptées, de quelque nature ou condition qu'elles puissent être; sans que la susdite expression particuliere deroge ou diminue rien de la susdite generale Renonciation ni demande une plus particuliere expression. Et qu'en vertu des presentes, à l'occasion de ce que dessus, tant en General qu'en particulier, & tant en particulier qu'en General sa Serenité Electorale ni ses heritiers & successeurs ne pourront intenter aucune action ou pretention contre leurs Hautes Puissances sous quelque titre ou pretexte que ce puisse être, rien du monde excepté, directement ou indirectement en quelque maniere que ce soit.

Et comme par ces presentes, il a été fait un accommodement entier de tous les differens d'entre L. H. P. & sa Serenité Electorale & qu'ainsi toutes leurs questions, & debats se trouvent amortis & eteints; Il a été en outre convenu & accordé entre leursdites Hautes Puissances & sadite Serenité Electorale, comme il est convenu & accordé par ces presentes, que le Traité d'entre leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale fait en l'année 1678. ne sera pas seullement renouvellé & confirmé de part & d'autre, en tous ses points & articles, comme il est renouvellé & confirmé par ces presentes; mais que le susdit Traité de la susdite année 1678. sera continué & prolongé, comme il est continué & prolongé par ces presentes pour le tems de douze autres années, à commencer de l'expiration du premier terme du susdit Traité, & ainsi du 8 Mars 1688. jusques au 8. Mars 1700. Et qu'en vertu de ce que dessus le susdit Traité tant pour les années courantes, que pour ledit tems de prolongation, sera tenu & reputé de la même force & vertu, que s'il étoit inseré ici de mot à mot. Et lesdits Hauts Alliez, feront un an avant l'expiration dudit tems prolongé, assembler leurs Plenipotentiaires pour traiter encore & con-

ANS de J.C. 1685.

kraght waarde en efficatie als off het selve Tractaet hierinne van woort tot woort geinsereert was, sullende de hooge Geallieerden een jaer eer den voorsz geprolongeerden tijt komt te expireren, haer gevolmachtichden by den anderen te doen komen, om als dan over de verdere Prolongatie en Extensie van dien te handelen.

Ende naedemael het niet doendelijck is alle gevallen in een Tractaet te begrypen, dat hooghgedaghte Parthyen in krachte van 't selve Tractaet gehouden ende geobligeert synde een des anderen beste te procureren ende bevorderen, ende dat deselve beyde daer by hooglyck syn interesseert dat de jegenwoordige ruste in de Christenheyt magh werden geconserveert in alle troublen van Oorloge en Onruste voorgekomen, soo is meede goetgevonden ende geconvenieert, gelyck geconvenieert wert mits desen dat in gevalle, 't geene Godt genadelijck verhoede, wederom nieuwe troublen off onlusten souden mogen komen te ontstaen ofte gevreest werden, de beyde hooghstgemelte Parthyen daer over tydelijck en in vertrouwen met den anderen sullen communiceren, ook aen den anderen daer over besendingen doen, om te wederleggen wat tot voorkominge van dien en tot elkanders gemeene beste welstant ende conservatie soude konnen of behooren gedaen te werden.

Ende ten eynde der occasie van de Scheepvaert op de Kusten van Africa ende Guinea tusschen haer Hoogh Moogh. en sijn Ceurvorstl. Doorl. geene questien of differenten meer soude mogen ontstaen, soo is mede met den anderen geconvenieert gelijck geconvenieert wert mits desens dat hooghgedachte sijne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt ten spoedigsten desselfs Minister alhier in den Hage sal instrueren en volmaghtighen om met eenige Heeren Gedeputeerden en Gevolmaghtighe van haer Hoogh Mooghende te arresteren ende te beraemen een Reglement waar door beyde de selve Compagnie by haere rechten en possessien mogen werden gemainteneert en alle differenten en oneenigheden voor het toekomende geprevenieert.

De jegenwoordige Conventie sal by hoogh-gedachte Parthyen respectivelijck werden geratificeert ende de ratificatien van dien alhier in den Hage uytgewisselt binnen den tijt van een maent naer dato deses. Aldus gedaen, over eengekomen, en geaccordeert, en in oirkonde geteeckent in 's Gravenhage den 23. Aug. 1685.

(L.S.) François Verbolt. *(L.S.) Paul van Fuchs.*
(L.S.) D. van Weingaerden.
(L.S.) Gaspar Fagel.
(L.S.) Willem van Nassau.
(L.S.) J. B. van Amerongen.
(L.S.) D. B. van Scheltinga.
(L.S.) G. Sloot.
(L.S.) S. Gockinga.

venir ensemble d'une autre prolongation & continuation.

Et comme il n'est pas possible de comprendre tous les cas & accidens dans un Traité, & que les susdites parties, en vertu de ce Traité étant tenuës & obligées, de procurer & avancer le bien l'un de l'autre, & qu'elles ont toutes les deux grand interêt que le present repos soit conservé dans la Chrétienté, & que l'on previenne tous les troubles de la guerre; Il a été jugé à propos & convenu, comme il est convenu par ces presentes, qu'au cas que, (ce qu'à Dieu ne plaise par sa grace) il arrivât quelques nouveaux troubles, ou que l'on en craignit quelques uns, les susdites parties en communiqueront ensemble à tems & en confiance & s'envoyeront des Deputez pour cet effet, afin de deliberer ce qu'il seroit expedient de faire pour les prevenir, & pour se procurer & conserver l'avantage l'un de l'autre.

Et afin qu'à l'occasion de la Navigation sur les côtes d'Afrique & de Guinée il n'arrive plus aucune question ni different entre leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale, il a été aussi convenu, comme il est convenu par ces presentes, que sadite Ser. Elect. donnera au plûtôt les instructions necessaires à son Ministre qui est ici à la Haye, & Plein-pouvoir pour arrêter & deliberer avec quelques Deputez & Plenipotentiaires de leurs Hautes Puissances un reglement par le moyen duquel les deux Compagnies soient maintenuës dans leur droit & possession, & tous differents & desunion prevenues pour l'avenir.

La presente convention sera ratifiée par lesdites hautes parties, & les ratifications d'icelle échangées dans le tems d'un mois du jour de la datte de ces presentes; Ainsi fait, convenu & accordé; En témoin de quoy signé à la Haye le 23. Août 1685.

(L.S.) François Verbolt. (L.S.) Paul van Fuchs.
(L.S.) D. de Wyngaerden.
(L.S.) Gaspar Fagel.
(L.S.) Guillaume D. Nassau.
(L.S.) J. B. d'Amerongen.
(L.S.) D. B. de de Scheltinga.
(L.S.) G. Sloot.
(L.S.) S. Gockinga.



Traité

CCIV.

ANS de J. C. 1685.

FRANCE ET TUNIS.

Traité de cent ans. Fait pour le renouvellement des Capitulations & Articles de Paix, & confirmation d'icelle, accordez & arrestez par Nous Marechal d'Estrées, & Commandant l'Armée Navalle en Levant de Tres-Excellent, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. *par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre, au nom de l'Empereur son Maistre, aux Tres-Illustres Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de* TUNIS, *le trentiéme Aoust* 1685. Freder. Leonard. Tom. V.

I. QUe les Capitulatinns faites & accordées entre l'Empereur de France, & le Grand Seigneur, ou leurs Predecesseurs; ou celles qui seront accordées de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprés à la Porte pour la paix & repos de leurs Estats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu directement ou indirectement.

II. Que toutes les prises induëment faites sur les Sujets de l'Empereur de France, ou les sommes exigées sur eux en argent, ont esté reglées & liquidées à soixante mille écus monnoye de France, dont la restitution; Sçavoir de cinquante deux mille écus, se fera en méme tems de la signature du Traité par le Dey & Divan du Roiaume de Tunis, en argent & promesses de Marchands François en bonnes formes, & payables dans les termes dont on conviendra avec eux: & comme ledit Dey & Divan representent que ledit Royaume de Tunis est partagé par les Guerres Civiles, & qu'il ne seroit pas juste que les huit mille écus exigez par Mehemet Bey sur les Sujets de l'Empereur de France, fussent payez par eux, estant leur Ennemi & en Guerre ouverte, on est demeuré d'accord que lesdits huit mille écus, interéts, dommages & frais en consequence, seront demandez audit Mehemet Bey & Aly Bey son frere, & que la restitution en sera faite par les Villes qui tiennent leur party.

III. Et parce que le Dey & Divan, suivant l'alternative de restituer en argent ou promesses, ont choisi celle d'emprunter cinquante-deux mille écus du Sieur Gautier & Associez, par le Sieur Revolat son Procureur, & lui ont cedé la jouissance & proprieté du Cap Negre pour asseurance de cet avance, pour le tems & aux conditions portées par un Traité fait de nôtre consentement & participation, entre lesdits Dey, Divan, Gautier & ses Associez, ledit Traité aura meme force & vertu que celui-ci, en tous les points & articles, comme s'ils estoient inserez ici mot à mot.

IV. Et pour empécher à l'avenir les contraventions à la paix, & toutes courses & pirateries, lesdits Dey & Divan feront punir exemplairement le nommé Parasoly, pour avoir pris avec beaucoup de violence & d'injustice deux Vaisseaux de Dunkerque, nommez l'un la Ville de Blois, & l'autre le Pic des Canaries, le vingt-septiéme Septembre 1682. commandant alors le Dragon d'Or.

V. Les Vaisseaux armez en Guerre à Tunis, & dans les autres Ports du Roiaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux & Bastimens navigans sous le Pavillon de France, & les Passeports de l'Admiral de France, conformes à la copie qui sera transcrite en fin de ce Memoire, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrester ni donner aucun empéchement, ains leur donneront tous les secours & assistances dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux personnes sans armes dans les Chalouppes, outre le nombre des Matelots necessaires pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'entre aucun autre que lesdites deux personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant. Et reciproquement les Vaisseaux François en useront de méme à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Roiaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul François établi en ladite Ville, desquels Certificats la copie sera pareillement jointe à la fin dudit Memoire.

VI. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que de Tunis, seront receus reciproquement dans les Ports & rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires & pour les Equipages en cas de besoin; Comme aussi il leur sera fourni des vivres, agrez, & generalement toutes autres choses necessaires, en les payant aux prix ordinaires & accoûtumez, dans les lieux où ils auront relâché, sans qu'ils soient obligez de payer pour raison de ce aucun droit ni ancrage.

VII. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étant à la Rade de Tunis, ou en quelqu'un des autres Ports du Roiaume, fût attaqué par les Vaisseaux de Guerre Ennemis d'Alger, Tripoly, Salé, ou autres, sous le Canon des Forteresses, ils seront défendus & protegez par lesdits Châteaux, & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un tems suffisant pour sortir qui sera du moins de deux jours, & s'éloigner desdits Ports & Rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis ou autres Bastimens de Guerre, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre. Et la méme chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutefois que les Vaisseaux, & autres bâtimens armez en guerre, à Tunis & dans les autres Ports dudit Roiaume pourront faire des prises dans l'étendue de dix lieuës de Costes de France.

VIII. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France, qui seront conduits à Tunis, & autres Ports dudit Royaume, seront mis aussitôt en liberté sans pouvoir étre retenus Esclaves, méme en cas que les Vaisseaux de Tripoly, Alger, & autres qui pourront étre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François en quelque endroit que ce puisse étre de leur Roiaume, ils seront mis en liberté.

IX. Tous les Esclaves François de quelque qualité & condition qu'ils soient, méme ceux pris sur des Pavillons Estrangers & Ennemis de Tunis qui sont à present dans l'étenduë dudit Royaume, seront mis dans une pleine & entiere liberté sans aucune rançon, & seront incessamment renvoyez à bord des Vaisseaux, & aussi tous Etrangers qui ont esté pris sous Pavillon de France, & en cas qu'ils soient hors du Roiaume on les fera incessamment revenir pour les remettre entre les mains du Consul, & pour cét effet il sera permis au Sieur Robert, Commissaire à la suite de l'Armée, que nous avons nommé, de se transporter avec un Officier commis par le Gouvernement de ladite Ville, dans tous les Bagues, & autres lieux où seront retenus lesdits François, pour prendre une Liste exacte de leurs noms, sur laquelle ils seront mis en liberté.

X. Et moiennant la restitution actuelle generalement de tout le contenu aux susdits articles & desdits Esclaves François, les vingt-cinq de Tunis, contenus dans la Liste ci-jointe, qui ont été pris sous leur Pavillon, seront pareillement mis en liberté.

XI. Les Etrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur les Vaisseaux Estrangers, ne pourront estre faits Esclaves sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand méme le Vaisseau sur lequel ils auroient été pris se seroit deffendu, ni moins leurs effets & marchandises retenus.

XII. Si quelque Vaisseau & autres Bastimens Fran-

ANS de J. C. 1685.

çois se perdoit sur les Côtes de la dépendance du Roiaume de Tunis, soit qu'il fut poursuivi par les Vaisseaux Ennemis ou forcé par le mauvais tems, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour être remis en Mer, & pour recouvrer les marchandises de son chargement, en paiant le travail des journées de ceux qui auront été employez, sans qu'il puisse être exigé aucun droit ni tribut pour les marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports du Roiaume.

XIII. Les Vaisseaux Marchands François, Polacres, Barques & Tartannes pourtant Pavillon de France, arrivant aux Rades de Tunis & aux autres endroits du Royaume, pour charger & décharger des marchandises, ne payeront au plus que vingt cinq Piastres de chaque Bastiment, de droit d'ancrage, d'entrée & sortie, & cinq Piastres pour les Chiaoux & Janissaires, pourveu qu'ils servent actuellement, & pour toutes choses generalement quelconque de cette nature.

XIV. Il sera deffendu aux Officiers des Forts & des Châteaux dépendans du Roiaume de Tunis, d'exiger aucune chose des Officiers des Vaisseaux Marchands François, & même lorsque des Bastimens toucheront à la Goulette, ou autres Ports dudit Roiaume pour y prendre des rafraichissemens, ils ne payeront aucun droit d'ancrage.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Costes ou Ports dudit Royaume de Tunis, pourront mettre à terre leurs marchandises, vendre & achepter librement toutes choses, sans payer que trois pour cent tant d'entrée audit Roiaume que de sortie, même pour le Vin & Eauë de Vie, qui seront sur ce même pied que les autres marchandises, qui est le même droit que la Nation Françoise paye à Constantinople, Smirne, Candie, & autres lieux de la dépendance du Grand Seigneur; & ne pouvant lesdits Marchands François, Capitaines & Patrons portant le Pavillon de France, vendre & debiter leurs marchandises audit Royaume de Tunis, ils les pourront charger sur quel Bastiment ils jugeront à propos pour les transporter hors du Roiaume, sans qu'ils puissent en payer les droits d'icelles. Il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la Domination de l'Empereur de France: & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs marchandises à terre que par entrepos, ils pourront les rembarquer sans payer aucuns droits, & ne pourront être obligez de mettre ni leurs voiles ni leur gouvernail à terre.

XVI. Il ne sera donné aucun secours ni protection contre les François aux Vaisseaux de Barbarie qui seront en Guerre avec eux, ni à ceux qui auront armé sous leur commission: & feront lesdits Bacha, Dey & Divan, deffenses à tous leurs Sujets d'armer sous commission d'aucun Prince ou Estat Ennemi de la Couronne de France: Comme aussi empêcheront que ceux contre lesquels ledit Empereur de France est ou sera en Guerre, puissent armer dans leurs Ports pour courir sur ses Sujets.

XVII. Les François ne pourront être contraints par quelque cause & sous quelque pretexte que ce puisse etre, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voyage aux lieux où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Tunis, pour assister les Marchands François dans tous les besoins: & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrestienne, tant pour lui que pour tous les Chrêtiens qui y voudront assister. Comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Royaume de Tunis qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la préeminence sur les autres Consuls, & tout pouvoir & Jurisdiction dans les differens qui pourront naistre entre les François, sans que les Juges de ladite Ville de Tunis en puissent prendre aucune connoissance. Comme aussi en cas qu'un François se voulut faire Turc, il ne pourra estre receu qu'il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans son dessein, & sera pendant ce tems remis comme en dépost entre les mains du Consul François.

ANS de J. C. 1685.

XIX. Les Peres Capucins, & autres Religieux Missionnaires à Tunis, de quelque Nation qu'ils puissent être, seront desormais traitez & tenus comme propres Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront être inquietez ni en leurs personnes ni en leurs biens, ni en leur Chapelle, mais maintenus par le Consul François comme propres & veritables Sujets de l'Empereur de France.

XX. Il sera permis audit Sieur Consul de choisir son Drogman & son Couretier, & le changer toutesfois & quantes qu'il voudra, sans être obligé à l'avenir d'en recevoir un du Dey & Divan de ladite Ville & Royaume. Comme aussi pourra faire arborer le Pavillon blanc sur sa Maison, & le porter à sa Chalouppe à la Mer allant aux Vaisseaux qui seront en Rade, où il pourra aller toutesfois & quantes qu'il lui plaira.

XXI. S'il arrive quelque different entre un François, un Turc ou Maure, ils ne pourront être jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Dey & Divan, & en presence dudit Consul.

XXII. Ne sera tenu ledit Consul de payer aucune debte pour les Marchands François, s'il n'y est obligé en son nom & par écrit; & seront les effets des François qui mourront audit Païs, remis és mains dudit Consul, pour en disposer au profit des François ou autres ausquels ils appartiendront: & la meme chose s'observera à l'égard des Turcs dudit Royaume de Tunis qui voudront s'établir en France.

XXIII. Joüira ledit Consul de l'exemption de tous droits, pour les provisions, vivres & marchandises necessaires à sa Maison.

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure, ne pourra être puni qu'aprés avoir fait appeller le Consul pour deffendre la cause dudit François: & en cas que ledit François se sauve, aussi bien que d'autres Chrétiens Esclaves, sur des Bastimens portant Pavillon de France ou autres, ne pourra ledit Consul en être responsable.

XXV. S'il arrive quelques contraventions au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'aprés un déni formel de Justice.

XXVI. Si quelque Corsaire de France ou dudit Royaume de Tunis, fait tort aux Vaisseaux François ou à des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni tres-severement, & les Armateurs responsables.

XXVII. Si le present Traité conclu entre le Marechal d'Estrées pour l'Empereur de France, & le Bacha, Dey & Divan, & autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, venoit à être rompu (ce qu'à Dieu ne plaise) le Consul & tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë dudit Roiaume, pourront se retirer par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent être arrestez pendant le tems de six mois.

XXVIII. Toutes les fois qu'un Vaisseau de l'Empereur de France viendra moüiller devant la Rade de Tunis, aussitôt que le Consul aura averti le Gouverneur, ledit Vaisseau de Guerre sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera, par les Chateaux & Forts de la Ville, & d'un plus grand nombre de coups de Canon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXIX. Et afin qu'il ne puisse arriver de surprise

dans

ANS de J. C. 1685.

dans l'explication dudit Traité, il en sera affiché une copie Françoise dans la Doüanne de Tunis, certifié dudit Consul & des Puissances dudit Royaume.

XXX. Les Articles cy dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Bacha, Dey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans. Et afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiées & affichées par tout ou besoin sera. Fait & arresté entre ledit Maréchal d'Estrées pour ledit Empereur de France d'une part; & ledit Bacha, Dey, Divan, Milice de ladite Ville & Royaume de Tunis, le trentiéme Aoust 1685.

Passeport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOuis, Comte de Vermandois, Admiral de France: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut, Sçavoir faisons, que Nous avons donné Congé & Passeport à Maistre de nommé du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de de s'en aller à chargé de & armé de apres que visitation d aura esté bien & deuëment faite. En témoin dequoy Nous avons fait mettre nôtre seing & le Scel de nos Armes à ces Presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire General de la Marine. A Paris le jour d mil six cens quatre-vingt Signé, Louis, Comte de Vermandois, Admiral de France. Et plus bas: Par Monseigneur, Le Fouen. Et scellé.

Certificat du Sieur Consul de la Nation Françoise à Tunis.

NOus Consul de la Nation Françoise à Tunis, Certifions à tous qu'il appartiendra, que le nommé commandé par du port de ou environ, estant de present au Port & Havre de appartient aux Sujets des Illustres Dey, Bey, Divan, autres Puissances & Milice de la Ville & Royaume de Tunis, & est armé de

En témoin de quoy Nous avons signé le present Certificat & apposé le Scel de nos Armes. Fait à Tunis le jour d mil six cens quatre-vingt

CCV.

ANS de J. C. 1685.

LOUIS XIV. ET LES REFORMEZ DE FRANCE.

(a) Puis qu'on a inséré dans le second Tome de ce Recueil, pag. 599. l'Edit de Nantes, on a crû en devoir mettre ici la Révocation.

(a) *Edit de* LOUIS XIV. *Roi de France, qui revoque l'Edit de Nantes & tout ce qui s'est fait en consequence, & defend l'Exercice public de la* RELIGION *nommée* PRETENDUE REFORMEE *dans le Royaume. Donné à Fontainebleau, au mois d'Octobre*, 1685. B. **Histoire de l'Edit de Nantes. Tom. III. Partie III. dans les Preuves. pag. 154.**

LOUIS par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous presens & à venir, Salut. Le Roi Henri le Grand nôtre ayeul de glorieuse memoire, voulant empêcher que la Paix qu'il avoit procurée à ses sujets, aprés les grandes pertes, qu'ils avoient souffertes par la durée des guerres civiles & étrangeres, ne fût troublée à l'occasion de la Rel. P. R. comme il étoit arrivé sous les regnes des Rois ses predecesseurs, auroit par son Edit donné à Nantes au mois d'Avril 1598. réglé la conduite qui seroit à tenir à l'égard de ceux de ladite Religion, les lieux dans lesquels ils en pourroient faire l'exercice, établi des Juges extraordinaires pour leur administrer la justice, & enfin pourvû même par des articles particuliers à tout ce qu'il auroit jugé necessaire pour maintenir la tranquillité dans son Royaume, & pour diminuer l'aversion qui étoit entre ceux de l'une & l'autre Religion, afin d'être plus en état de travailler, comme il avoit resolu de faire, pour reünir à l'Eglise ceux qui s'en étoient si facilement éloignez. Et comme l'intention du Roi nôtredit ayeul ne put être effectuée à cause de sa mort precipitée, & que l'execution dudit Edit fut même interrompuë pendant la minorité du feu Roi nôtre tres-honoré Seigneur & pere de glorieuse memoire, par de nouvelles entreprises desdits de la Relig. P. R. elles donnerent occasion à les priver de divers avantages qui leur avoient été accordez par ledit Edit: neanmoins le Roi nôtredit feu Seigneur & pere usant de sa clemence ordinaire, leur accorda encore un nouvel Edit à Nîmes, au mois de Juillet 1629. au moyen duquel la tranquillité ayant de nouveau été retablie, ledit feu Roi animé du même esprit & du même zele pour la Religion que le Roi nôtredit ayeul, avoit resolu de profiter de ce repos, pour essayer de mettre son pieux dessein à execution: mais les guerres avec les étrangers étant survenuës peu d'années aprés, ensorte que depuis 1635. jusques à la Treve concluë en l'année 1684. avec les Princes de l'Europe, le Royaume ayant été peu de tems sans agitation, il n'a pas été possible de faire autre chose pour l'avantage de la Religion, que de diminuer le nombre des exercices de la Relig. P. R. par l'interdiction de ceux qui se sont trouvez établis au prejudice de la disposition des Edits & par la suppression des Chambres mi-parties, dont l'érection n'avoit été faite que par provision. Dieu ayant enfin permis que nos peuples joüissant d'un parfait repos, & que nous-mêmes n'étant pas occupez des soins de les proteger contre nos ennemis, ayons pu profiter de cette Treve que nous avons facilitée à l'effet de donner nôtre entiere application à rechercher les moyens de parvenir au succés du dessein des Rois nosdits ayeul & pere, dans lequel nous sommes entrez dés nôtre avenement à la Couronne. Nous voyons presentement avec la juste reconnoissance que nous devons à Dieu, que nos soins ont eu la fin que nous nous sommes proposez, puisque la meilleure & la plus grande partie de nos sujets de ladite Religion pretenduë Reformée ont embrassé la Catholique; & d'autant qu'au moyen de ce l'execution de l'Edit de Nantes, & de tout ce qui a été ordonné en faveur de ladite Religion pretenduë Reformée demeure inutile, nous avons jugé que nous ne pouvions rien faire de mieux, pour effacer entierement la memoire des troubles, de la confusion & des maux que le progrés de cette fausse Religion a causez dans nôtre Royaume, & qui ont donné lieu audit Edit, & à tant d'autres Edits & Declarations qui l'ont precedé, ou ont été faits en consequence, que de revoquer entierement ledit Edit de Nantes, & les particuliers qui ont été accordez en suite d'icelui, & tout ce qui a été fait depuis en faveur de ladite Religion.

I. Savoir faisons, que nous pour ces causes, & autres à ce nous mouvans, & de nôtre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, avons par ce present Edit perpetuel & irrevocable, supprimé & revoqué, supprimons & revoquons l'Edit du Roi nôtredit ayeul, donné à Nantes au mois d'Avril 1598. en toute son étenduë, ensemble les articles particuliers arrêtez le 2. Mai ensuivant, & les Lettres patentes expediées sur iceux, & l'Edit donné à Nîmes au mois de Juillet 1629. les declarons nuls & comme non avenus; ensemble toutes les concessions faites tant par iceux, que par d'autres Edits, Declarations & Arrêts, aux gens de ladite R. P. Ref. de quelque nature qu'elles puissent être, lesquelles demeureront pareillement comme non avenuës: & en consequence voulons & nous plaît, que tous les Temples de ceux de ladite R. P. R. situez dans nôtre Royaume, Païs, Terres, Sei-

 gneuries

ANS de J. C. 1685.

gneuries de nôtre obeïssance, soient incessamment demolis.

II. Defendons à nosdits sujets de la Rel. P. R. des plus s'assembler pour faire l'exercice de ladite Religion, en aucun lieu ou maison particuliere, sous quelque pretexte que ce puisse être, même d'exercices réels ou de Bailliages; quand bien lesdits exercices auroient été maintenus par des Arrêts de nôtre Conseil.

III. Defendons pareillement à tous Seigneurs de quelque condition qu'ils soient, de faire l'exercice dans leurs maisons & Fiefs, de quelque qualité que soient lesdits Fiefs, le tout à peine contre tous nosdits sujets qui feroient ledit exercice, de confiscation de corps & de biens.

IV. Enjoignons à tous Ministres de ladite Relig. P. R. qui ne voudront pas se convertir & embrasser la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, de sortir de nôtre Royaume & terres de nôtre obeïssance, 15. jours aprés la publication de nôtre present Edit, sans y pouvoir sejourner au delà, ni pendant ledit tems de quinzaine faire aucun Prêche, exhortation, ni autre fonction, à peine des galeres.

V. Voulons que ceux desdits Ministres qui se convertiront, continuent à joüir leur vie durant, & leurs veuves aprés leur decés, tandis qu'elles feront en viduité, des mêmes exemptions de Tailles & logement de gens de guerre, dont ils ont joüi pendant qu'ils faisoient la fonction de Ministres; & en outre nous ferons payer auxdits Ministres aussi leur vie durant, une pension qui sera d'un tiers plus forte que les appointemens qu'ils touchoient en qualité de Ministres, de la moitié de laquelle pension leurs femmes joüiront aussi aprés leur mort, tant qu'elles demeureront en viduité.

VI. Que si aucuns desdits Ministres desirent se faire Avocats, ou prendre les degrez de Docteurs ès Loix, nous voulons & entendons qu'ils soient dispensez des trois années d'étude prescrites par nos Declarations; & qu'aprés avoir subi les examens ordinaires, & par iceux être jugez capables, ils soient reçus Docteurs, en paysant seulement la moitié des droits que l'on a accoûtumé de percevoir pour cette fin en chacune Université.

VII. Defendons les Ecoles particulieres pour l'instruction des enfans de la Rel. P. R. & toutes les choses generalement quelconques, qui peuvent marquer une concession, quelle que ce puisse être, en faveur de ladite Religion.

VIII. A l'égard des enfans qui naîtront de ceux de ladite Rel. P. R. voulons qu'ils soient dorenavant batisez par les Curez des Paroisses. Enjoignons aux peres & meres de les envoyer aux Eglises à cet effet-là, à peine de cinq cens livres d'amende, & de plus grande s'il y échet; & seront ensuite les enfans élevez en la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, à quoi nous enjoignons bien expressément aux Juges des lieux de tenir la main.

IX. Et pour user de nôtre clemence envers ceux de nos sujets de ladite Relig. P. R. qui se seront retirez de nôtre Royaume, Païs & Terres de nôtre obeïssance, avant la publication de nôtre present Edit, nous voulons & entendons, qu'en cas qu'ils y reviennent dans le tems de quatre mois du jour de lad. publication ils puissent & leur soit loisible de rentrer dans la possession de leurs biens, & en joüir tout ainsi, & comme ils auroient pû faire s'ils y étoient toûjours demeurez; au contraire, que les biens de ceux qui dans ce tems-là de quatre mois ne reviendront pas dans nôtre Royaume, ou Pays & Terres de nôtre obeïssance, qu'ils auroient abandonnez, demeurent & soient confisquez en consequence de nôtre Declaration du 20. d'Août dernier.

X. Faisons tres-expresses & iteratives defenses à tous nos sujets de ladite R. P. R. de sortir, eux, leurs femmes & enfans de nôtredit Royaume, Païs & Terres de nôtre obeïssance, ni d'en transporter leurs biens & effets, sous peine pour les hommes des Galeres, & de confiscation de corps & de biens pour les femmes.

ANS de J. C. 1685.

XI. Voulons & entendons, que les Declarations renduës contre les relaps soient executées selon leur forme & teneur.

Pourront au surplus lesdits de ladite R. P. R. en attendant qu'il plaise à Dieu les éclairer comme les autres, demeurer dans les Villes & lieux de nôtre Royaume, Pays & Terres de nôtre obeïssance, & y continuer leur commerce, & joüir de leurs biens, sans pouvoir être troublez ni empêchez, sous pretexte de ladite R. P. R. à condition, comme dit est, de ne point faire d'exercice, ni de s'assembler sous pretexte de prieres ou de culte de ladite Religion, de quelque nature qu'il soit, sous les peines ci-dessus, de corps & de biens.

Si donnons en mandement à nos amez & feaux les Gens tenans nos Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides, Baillifs, Senechaux, Prevôts, & autres nos Justiciers & Officiers qu'il appartiendra, & à leurs Lieutenants, que ces presentes ils fassent lire, publier & enregistrer, même en vacations, nôtre present Edit, en leurs Cours & Jurisdictions, & icelui entretenir & faire entretenir, garder & observer de point en point sans y contrevenir, ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere: Car tel est nôtre plaisir. Et afin que ce soit chose ferme & stable à toûjours, nous avons fait mettre nôtre Scel à cesdites presentes, Donné à Fontainebleau au mois d'Octobre, l'an de grace 1685. & de nôtre regne le 43. Signé, LOUIS. Et sur le repli visa. LE TELLIER. Et à côté: Par le Roi, COLBERT. Et scellées du grand Seau de cire verte, sur lacs de soye rouge & verte.

CCVI.

ANS de J.C. 1685. FRANCE ET SIAM.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France, & le Roi de* SIAM, *fait entre Monsieur le Chevalier de Chaumont, Ambassadeur Extraordinaire de sa Majesté Tres-Chrêtienne, & Monsieur Constance Phaulkon, deputé avec ample pouvoir de sa Majesté de Siam, pour accorder en son Roial nom des Privileges aux Missionnaires Apostoliques dans tous ses Roiaumes en la maniere suivante. Fait à Louvo le* 10. *Decembre* 1685. Freder. Leonard. Tom. V.

I. Comme ledit sieur Ambassadeur de France, dans son memorial supplie tres-humblement sa Majesté de Siam, de faire publier dans toutes les Villes de son Roiaume, de la premiere, deux, trois, quatre, cinquieme, & sixiéme classe, que les Missionaires Apostoliques pourront prescher la loi Chrestienne, & aux peuples de les entendre sans que les Gouverneurs y puissent mettre aucun empeschement.

Sa Majesté de Siam fera publier dans toutes les Villes de son Royaume, de la premiére, deux, trois, quatre, cinq, & sixiéme classe, que les Missionaires Apostoliques peuvent prescher la loi Chrétienne dans toutes lesdites Villes; & les peuples les entendre, chacun suivant son inclination, sans que lesdits Gouverneurs ou autres Officiers, de quelque qualité qu'ils soient puissent les molester, en quelque maniere que ce soit directement ou indirectement, à condition que lesdits Missionaires précheront la loy de Dieu, sans insinuer aucune nouveauté dans le cœur du peuple, contre le gouvernement & les loix du Païs sous quelque pretexte que ce soit, & en cas que lesdits Missionnaires le fissent, le present privilege sera & demeurera nul, & le Missionaire coupable, arresté & renvoyé en France, sans que jamais sous peine de la vie, il puisse remettre le pied dans le Roiaume de Siam.

II. Le

ANS de J. C. 1685.

II. Le Sieur Ambassadeur de France, demande que les Missionaires puissent enseigner les naturels du Pais, & les rendre capables de bien servir sa Majesté de Siam, tant dans les affaires du Gouvernement, que dans celles de la bonne conscience, & que pour cela ils aient pouvoir de les recevoir dans leurs Convens, & lieux de leurs habitations avec les mesmes privileges des autres Convens, sans que personne puisse les inquieter là dessus. Sa Majesté voulant que toutes les requestes qu'on pourra presenter contr'eux sur ce sujet, soient renvoiées à un Mandarin particulier qui sera nommé à cet effet.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que les Missionaires Apostoliques puissent enseigner les naturels de son Roiaume, à leur volonté en quelque science que ce soit, & qu'ils puissent les recevoir dans leurs Convens, Ecoles & habitations avec les mesmes privileges des autres Convents de Siam, sans que personne puisse les en empescher, & que lesdits Missionnaires puissent leur enseigner les Sciences, Loix, & autres études qui ne sont point contraires au Gouvernement, & aux Loix du Roiaume, & en cas qu'on decouvre par la voix contraire de deux témoins qu'ils y aient contrevenu, le present privilege sera & demeurera nul, le Maistre d'Ecole & le Disciple seront traitez de la mesme maniere, ainsi qu'il est marqué dans le premier article, mais au cas que lesdits Missionnaires Apostoliques se conservent dans leurs privileges, toutes les affaires qu'ils auront seront jugées par un Mandarin que Monsieur l'Evéque presentera, & que le Roi nommera, pourvû qu'il soit capable de cet emploi.

III. Le Sieur Ambassadeur de France demande à sa Majesté, que tous les Sujets qui se feront Chrétiens, soient exempts les Dimanches, & jours de Festes marquez par l'Eglise de tous les services qu'ils doivent à leurs Mandarins, si ce n'est dans une necessité pressante.

Sa Majesté de Siam accorde que tous ses sujets, qui de leur bonne volonté se feront Chrétiens, joüissent du privilege des Chrétiens en la maniere demandée par le Sieur Ambassadeur, & comme il faudra juger de la necessité pressante pour éviter tous differends sur ce sujet. Sa Majesté nommera un Mandarin de son costé, & Monsieur l'Evéque nommera du sien une personne d'authorité, & ce qu'ils regleront ensemble, sera reçû & ponctuellement executé par les parties.

IV. Le Sieur Ambassadeur de France, demande à sa Majesté le Roi de Siam, que si quelqu'un de ses sujets Chrétiens, par vieillesse ou infirmité est incapable de servir, il puisse être délivré du service en se presentant à un Mandarin que sa Majesté nommera à cet effet.

S. M. de Siam accorde que si quelques-uns de ses sujets Chrétiens par vieillesse ou infirmité sont evidamment incapables de servir, en se presentant à un Mandarin, que sa Majesté nommera à cet effet, ils pourront estre dispensez du service jusques à leur guerison.

V. Le Sieur Ambassadeur de France, demande encore que pour éviter les injustices, & les persecutions qu'on pourroit faire aux nouveaux Chrétiens, sa Majesté ait la bonté de nommer quelque Mandarin, Siamois, qualifié homme de bien, & de justice, pour entendre & juger tous lesdits procez, sans que ledit Mandarin puisse rien prendre pour le jugement des procez; ensorte que les amendes soient partagées à la fin de chaque année, partie au Mandarin & à ses Officiers, & partie aux pauvres, ce qui empeschera que ledit Mandarin ne vende la Justice.

Sa Majesté le Roi de Siam accorde que le Mandarin dont il est parlé au deuxiéme article soit Juge desdits procez, suivant que le demande l'Ambassadeur de France, & pour éviter toute dispute, requeste, & longueur de procez, Sa Majesté ordonne que le Mandarin aprés s'estre instruit de l'affaire demandera l'avis de l'un des Juges du Roy, avant que de passer Sentence, afin qu'on n'en puisse point appeller.

Et sa Majesté de Siam ordonnera que tous les articles cy dessus soient publiez par tous ses Roiaumes, ensorte que tous ses peuples connoissent que sa Roiale volonté est, que les Missionnaires Apostoliques joüissent desdits privileges. Fait à Louvo le dix Decembre, 1685. Signé le Ch. de CHAUMONT, & par l'ordre susdit PHAULKON.

CCVII.

ANS de J. C. 1686.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Convention ou Acte de Renouvellement des Traités fait entre CHARLES XI. *Roi de Suede, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, du* [illegible] *Janvier*, 1686. Manuscrit.

In Nomine Sacrosanctæ & Individuæ Trinitatis, &c.

SAcra Regia Majestas Sueciæ atque Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales uniti Belgii ritè perpendentes quantum utilitatis & commodorum parti utrique accesserit, ex fœderibus pactisve Conventis, quibuscum invicem ad mutuam amicitiam atque communis securitatis tuitionem jam à multis retrò annis obstricti fuerunt, consultum igitur omnino & pernecessarium duxêre, ut filum tam salutaris vinculi, omni meliori modo continuetur, adeoque id ipsum serio, effectui dare statuentes, Plenipotentiarios utrimque constituerunt, videlicet ex parte suæ Regiæ Majestatis ablegatum ejusdem extraordinarium Dominum Nicolaum Guldenstolpe hæreditarium in Jackoila & Segerstad, & ex parte D. D. Ordinum Generalium Dominos Alexandrum Schimmelpenningh ab Oye, Dominum de Engelenburgh, Danielem de Wyngaerden, Liberum Baronem de Wyngaarden, Zubroeck, Benthuysen, Dominum de Weikendam, Soetermeer, Moermont in Renesse, Zydlant, Nordwelle, ex Equestrium ordine in consessu Dominorum Hollandiæ & Westfrisiæ Deputatum, Civitatis & Territorii Woerdensis Præfectum & Prætorem summum, supremi Senatus Præfecturæ Delfflandiæ assessorem & Lycœi in Lugduno Batavo Curatorem, Gasparum Fagel Dominorum Hollandiæ, Westfrisiæ Ordinum Consiliarium, magni sigilli & Archivorum Custodem, feudorum præsidem & moderatorem & supremi Senatus Præfecturæ Rhenolandiæ Assessorem, Wilhelmum de Nassau, Dominum d'Odyck, Kortgene, &c. primum Nobilem, nobiliumque Ordinum eorumque Deputatum in Dominorum Ordinum Zeelandiæ consessu repræsentatorem; Ewerhardum de Weede, Dominum de Dyckvelt, Rateles, & Fundi Civitatis d'Oudewater Dominum Capituli sanctæ Mariæ Ultrajecti ad Rhenum Decanum, Consiliarium primatium & Præsidem, Consessus ejusdem Provinciæ & aggerum fluminis Lectræ Præfectum, & Prætorem summum, Johannem de Haersolte Dominum de Cranenburg, Gysbertum Cuper Civitatis Daventriensis Consulem & Antonium Gerlacium Toparcham in Westerdeel, Langewoldt; Ordinum Gueldriæ, Hollandiæ, Zeelandiæ, Ultrajecti ad Rhenum, Frisiæ, Transysulaniæ, Groningæ & Omlandorum, in consessu nostro respectivè deputatis, qui sermonibus de præmissis utrimque habitis juxta authoritates & potestates sibi ab utraque parte concessas, convenerunt & concluserunt: quod Tractatus inter sacram Regiam Majestatem Sueciæ & Celsos & præpotentes Dominos Ordines generales fœderati Belgii, tam quoad confirmationem amicitiæ, & mutuam defensionem quam quoad Commercia, conclusi Holmiæ, primo Septembris anni millesimi, sexcentesimi quadragesimi, decimo quinto Augusti anni millesimi sexcentesimi quadragesimi quinti, Elbingæ, $\frac{1}{11}$ Septemb. Anni millesimi sexcentesimi quin-

ANS de J. C. 1686.

quinquagesimi sexti, Hagæ Comitum, vigesimo octavo Julii anni millesimi sexcentesimi sexagesimi septimi, & Neomagi ,; Octobris anni millesimi sexcentesimi septuagesimi noni renovabuntur & confirmabuntur, quemadmodum vigore præsentium renovantur, & confirmantur eodem plane modo, ac si verbotenus hic repetiti & inserti essent, promittunt porro spondentque Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Ordines Generales Belgii Fœderati se eosdem Tractatus sincerè & optimâ fide observaturos neque passuros quicquam, contra tenorem eorundem Tractatuum innovari aut attentari, si vero contra eorundem tenorem aliquid minus ritè servatum aut attentatum vel in contrarium fuerit, curaturos se ut id reparetur, & ad normam & tenorem eorundem Tractatuum redigatur restituaturque.

Durabit hæc renovatio & confirmatio ad tempus viginti annorum qui initium accipient à die conclusionis hujus Tractatus.

Ratihabitio hujus Tractatus ab utraque parte expedietur & commutatio earundem Ratihabitionum fiet Holmiæ intra spatium trium mensium à die conclusionis hujus Tractatus numerandorum aut citiùs si fieri poterit.

Actum Hagæ Comitum ;; Januarii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi sexti.

Cum Sacra Regia Majestas Sueciæ & Celsi ac Præpotentes Domini Fœderati Belgii Ordines Generales variorum quæ pepegerunt fœderum occasione, testati sint, propensam sese voluntatem habere, ad auxilia quæ sibi invicem præstare debent augenda, numerumque eorum faciendum non modo majorem quam antea erat diversis in pactionibus conventum, verum etiam ad naves bellicas bene instructas sibi invicem adjumento mittendas, cumque Domino de Guldenstolpe Majestatis suæ ablegato Extraordinario & D. D. Ordinum deputatis renovatio facta sit, receperunt illi ista de re similiter relaturos & rogaturos ut sacra Regia Majestas Sueciæ ac Celsi & Præpotentes D. D. Ordines Generales circumspicere ac considerare velint, num numerus quatuor millium peditum, quem alter alteri ex legibus fœderis anni millesimi sexcentesimi quadragesimi percussi, subsidio mittere tenetur, possit augeri, ita ut Regia Majestas sua & Celsi Præpotentes D.D. Ordines Generales promitterent spondérentque sese sibi missuros invicem in auxilium sex peditum millia & duodecim naves bellicas, tres primi, quatuor secundi, & quinque tertii ordinis vel magnitudinis, atque eum in finem admittere articulum sequentem eundemque simul cum ipso fœdere vel pactione ratum habere velint, quem eum in finem subscripsimus.

Articulus Separatus.

CUm in altero instrumento fœderis & pactorum Prænominatorum Holmensium, prima Septembris anni millesimi sexcentesimi quadragesimi de auxiliis præstandis, ita conventum sit ut eadem quatuor millibus Peditum constarent, id hac conventione in tantum mutuo consensu ampliatum est, ut auxilia invicem præstanda sex millibus peditum & duodecim navibus bellicis, tribus videlicet primi ordinis, quatuor secundi, & quinque tertii necessariis omnibus bene instructis constent, & si quid ad præstationem hanc facilitandam ulterius conveniri poterit, id recto exigente, id bona fide utrimque agatur, intelligenda etiam hæc præstatio eum in modum ut si ex pactis aliis inter sacram Regiam Majestatem, & D D. Ordines Generales intercedentibus, auxilia numerum hic præscriptum exæquantia præstita fuerunt, aut alius communis fœderatus eundem numerum vi mutuorum pactorum jam obtinuerit, tum nova auxilia ex hisce pactis requiri & postulari ab alterutro Fœderatorum non poterunt, nisi pro negotiorum & rerum exigentia atque vi horum quæ de auxiliis augendis stipulata sunt, aliter conventum fuerit. Pleno autem numero hic præscripto, non præstito, residuum peti & requiri poterit, atque omninò integra fide præstari debet. Actum Hagæ Comitum ;; Januarii, anni millesimi sexcentesimi octuagesimi sexti.

ANS de J. C. 1686.

CCVIII.

(a) *Traité de Paix & d'Alliance entre la* MOSCOVIE *& la* POLOGNE. *Fait à Moscou, le 25. Avril* 1686. Mercure Hollandois de 1686. pag. 244.

Moscovie et Pologne.

(a) Ceci a été traduit du Flamand, qui n'est pas l'Original.

I. L'Ancienne Alliance & la Paix perpetuelle entre les deux Parties sera retablie.

II. On est convenu de part & d'autre sur les titres de Monarque.

III. Comme aussi sur les Villes & Pays, que la Pologne doit ceder aux Moscovites.

IV. Les Cosaques avec leurs Villes & Provinces cedées aux Moscovites par la Pologne, feront déchargez de l'obëissance & du serment fait à la Pologne; & ceux avec leurs Villes & Pays, qui ont été cedez à la Pologne par les Moscovites pareillement, du serment fait aux Moscovites.

V. Les Cosaques déserteurs d'une ou d'autre part ne recevront aucune protection de l'un ni de l'autre Monarque.

VI. Leurs Majestez Czariennes payeront un million & demi à la République de Pologne, la moitié lors de la signature du Traité & l'autre moitié, à la prochaine Diéte.

VII. Les Places & Pays des bords du Boristhéne, depuis Kiow jusques à la riviere de Tasmin, qui coule prés de Czettrim, demeureront sans être rebâties & habitées; puis que les Ambassadeurs de Pologne n'avoient point reçu d'instruction sur ce sujet.

VIII. Les Villes & Places, que la Moscovie céde à la Pologne feront ici exprimées.

IX. L'exercice de leur Religion sera permis aux Catholiques Romains dans un Faubourg de Kiow & de Smolensko, quoi que le Patriarche des Moscovites s'y oppose.

X. Leurs Majestez Czariennes, souhaitant de rétablir la Religion Chrêtienne dans les Provinces Mahometanes, s'obligent, à la réquisition du Roi de Pologne, par le moyen de l'Alliance deffensive pour toujours, & de l'offensive pour la présente guerre, de combattre les Turcs & les Tartares, de placer cette Campagne une Armée, dans l'endroit où doivent passer les Tartares pour aller en Pologne, & de commander aux Cosaques du Tenais de se rendre sur la Mer Noire, & resserrer & harceler les Villes & Pays des Turcs & des Tartares.

XI. Si les Turcs attaquent Kiow ou une autre Place des Moscovites, le Roi de Pologne envoyera une Armée contr'eux; & les Moscovites feront le semblable, s'ils assiégent Russemberg, ou quelque autre Place en Pologne.

XII. Leurs Majestez Czariennes donneront connoissance à la Porte de cette Paix avec la Pologne, & déclareront au plûtôt la guerre aux Turcs; & au cas qu'ils veüillent donner une convenable satisfaction aux Moscovites; ils ne pourront néanmoins faire aucune paix avec eux, sans le sû & le consentement de tous & un chacun des Princes Chrétiens Alliez.

XIII. Semblablement le Roi de Pologne s'engage à sa Majesté Czarienne, qu'il ne fera aucune Paix avec les les Turcs, sans le consentement des autres Alliez.

XIV. Les Moscovites promettent, d'inviter par des Ambassadeurs la France, l'Angleterre, le Dane-

marc,

ANS de J. C. 1686.

mare, & la Hollande à juindre leurs Armes contre les Mahometans.

XV. Après que, du consentement de tous les Alliez, la Paix aura été concluë avec les Turcs, si l'un d'iceux déclare de nouveau la guerre contre lesdits Turcs, les autres ne feront points contraints d'y entrer.

XVI. On envoyera des Commissaires pour régler les différens sur quelques limites, entre la Pologne & la Moscovie, qui n'ont pas encore esté réglez.

XVII. Et même sur les limites de Kiow.

XVIII. Le Commerce sera ouvert & libre entre les deux Monarques.

XIX. Les dettes entre les sujets des frontiéres de part & d'autre seront payées.

XX. On punira exemplairement les sujets particuliers d'une & d'autre part, qui exciteront quelque trouble.

XXI. Si les Commissaires qu'on nommera pour terminer les différens ne peuvent pas convenir; le tout sera remis au bonplaisir des Monarques de part & d'autre.

XXII. Les habitans des Frontiéres de part & d'autre vivront en paix entr'eux; & les petits différens, qui pourront survenir seront terminez par les Palatins, & les plus considérables par les Commissaires.

XXIII. On ne pourra donner aucun secours ni assistance aux Ennemis de l'un ou de l'autre parti; & l'un ne pourra point prendre à son service les sujets de l'autre.

XXIV. Leurs Majestez Czariennes jureront au plûtot ce Traité en presence des Ambassadeurs de Pologne, & le Roi de Pologne, en presence des Ambassadeurs Moscovites, quand ils se presenteront à la Diéte.

XXV. La maniére dont on traitera desormais les Ambassadeurs de part & d'autre a été reglée.

XXVI. Si la Pologne envoye quelcun en Perse ou ailleurs par la Moscovie, les Moscovites lui accorderont un libre passage; & les Polonois en useront de même.

XXVII. Comme la communication & la correspondance est fort necessaire durant la presente guerre, le Roi de Pologne s'engage d'entretenir une Poste jusqu'à Cadzin sur les Frontieres du Duché de Smolensko, & les Moscovites de même de leur part une qui ira aussi loin, & les lettres de leurs Majestez Czariennes & du Roi de Pologne ne payeront rien; mais seulement celles des particuliers.

XXVII. Le Roi de Pologne & les Czars promettent de donner connoissance de cette Paix & Alliance, à leurs Alliez & Amis.

XXIX. Si l'un des Princes contractans vient à mourir, son successeur sera tenu de ratifier le Traité.

XXX. Si ce Traité soussigné vient à se perdre dans l'une ou dans l'autre Chancelerie, il ne sera pas néanmoins tenu pour anéanti pour cela.

XXXI. Ce Traité sera observé perpetuellement & sans y donner aucune atteinte, bien que l'un des Monarques vint à manquer.

CCIX.

(a) Traité de la Ligue conclu à Ausbourg le 9. Juillet, 1686. entre LEOPOLD *Empereur,* CHARLES II. *Roi d'Espagne, pour le Cercle de Bourgogne,* CHARLES XI. *Roi de Suéde, pour les Provinces qu'il a en Allemagne, & les autres* CERCLES & PRINCES *de l'Empire.* (b) Manuscrit.

ANS de J.C. 1686.

L'EMPIRE.

(a) C'est ici le Traité qui a tant fait de bruit, & dont la France, aprés la Conclusion, voulut, mal à propos, qu'on lui en remit l'Original.

(b) Ce n'est qu'une Traduction du latin. On en a imprimé divers fragmens mais tous imparfaits. Celui ci a été tiré de bonne part, & est le plus parfait qu'on ait pû avoir.

A Tous présents & à venir soit notoire, que sa Majesté Imperiale ôotre tres-gratieux Empereur & Seigneur par une prevoyance toute loüable & paternelle pour le salut & l'avantage commun de la chere patrie, ayant representé tant aux Cercles unis jusqu'ici ensemble, par une étroitte correspondance, qu'aux Electeurs, Princes & Etats & aux autres Puissances attachées à sa Majesté Imperiale & à l'Empire ou par des Etats immediats qu'ils possedent ou par Alliance en vertu d'une lettre datée du 23. d'Avril dernier, combien il étoit necessaire en continuant la sanglante dangereuse guerre avec le Turc qui dure toûjours, de reflechir aussi & en même tems du mieux qu'il seroit possible sur l'établissement du repos interieur, sur tout le point de la sureté publique, qui a esté stipulé en concluant la Tréve avec la France, n'ayant encore nulle consistence, & étant à craindre que pour y mettre la derniere main, il ne faille encore bien du tems, & que cependant dans les presentes conjonctures fort embrouillées, il n'arrive bien des adversités à l'Empire & à ses fidelles Etats, d'autant plus qu'il est de la necessité indispensable que lesdits Cercles & Etats par amour & zele pour sa Majesté Imperiale & la commune patrie pour le maintien de leur propre sureté & pour leur propre defence contre toute hostilité continuent la bonne intelligence cultivée depuis quelque tems entr'eux, & que pour renouveller & affermir cette bonne intelligence qui doit tendre uniquement à la manutention de la liberté de la chere patrie, & à la gloire, au salut, & à la sureté & defence de ses fideles Etats, & nullement à l'offense ou au prejudice de personne, ils ayent à convenir d'un abouchement pour cette correspondence commune, & sa Majesté Imperiale ayant daigné declarer qu'elle y feroit trouver ses Ambassadeurs & que pour le tems & le lieu de ces Traitez elle a invité tous les interessez à se rendre à Ausbourg vers le commencement du mois de Juin, lesquels pour témoigner leur soin touchant le salut de l'Empire & leur profond respect envers sa Majesté Imperiale y étoient comparus par leurs Deputez Envoiés & munis de pouvoirs necessaires pour ce sujet (à l'exception toutefois des Princes & Etats du haut Rhin situez en deça & du Westerwald qui viendront sans doute encore avant la fin du congrez, ou qui ne laisseront pas de consentir à ce qui y sera conclu & arrêté quand même ils n'y viendront pas & les affaires mêmes ayant esté entamées aprés y avoir imploré l'assistence divine, & toutes choses ayant esté bien meurement examinées & considerées, il y a esté arresté & conclu ce qui suit.

I. Il y aura une bonne union & fidelle correspondence entre sa Majesté Imperiale toute la maison d'Autriche & principalement le Roi d'Espagne, touchant le Cercle de Bourgogne d'une part & le Roi de Suede touchant les Etats qu'il a dans plusieurs Cercles de l'Empire l'Electeur de Baviere de sa part & au nom du Cercle de Baviere, le Cercle de Franconie, l'entiere Maison des Princes de Saxe, & les Princes & Etats du haut Rhin situez en deça & du Westerwald de l'autre.

 II. Cet-

ANS de J.C. 1686.

II. Cette union & mutuelle defence conformement à l'intention de sa Majesté Imperiale subsistera jusqu'à l'entier établissement du point de la sureté publique de l'Empire, son but ne sera point d'offenser qui que ce soit au-dedans ou dehors de l'Empire ou de causer des troubles, mais uniquement celui de conserver la liberté germanique, le repos, la Paix, la defence, & la seureté de l'Empire, & des Electeurs, Princes, & Etats en general, comme il sera dit plus amplement ci-après; & principalement, la seureté & la defense de ceux qui sont entrez ou qui entreront encore dans cette union en particulier & de garantir generalement les Traitez de Westphalie & de Nimégue aussi bien que la Tréve concluë à Ratisbonne pour vint ans avec la France tant à l'égard du temporel qu'à l'égard du spirituel, & aura pour fondement l'ordonnance d'execution & toutes les autres constitutions de l'Empire & enfin toutes les generales faites à Ratisbonne touchant le point de la seureté publique, & & de la guarantie generale, pour la defence & le soulagement de plusieurs Electeurs Princes & Etats, en tant que ces conclusions auront esté ou seront encore aprouvées par sa Majesté Imperiale conformement au stile usité dans l'Empire.

III. Pour cette fin comme en vertu de ces mesmes constitutions & conclusions de l'Empire, chacun des Cercles & Etats de l'Empire est de lui meme obligé de secourir celui d'entr'eux, qui se trouvera hostilement attaqué, offensé, ou violenté contre la teneur des Constitutions & Traités de Paix & de Tréve ci-dessus alleguez, chargé de marches irregulieres & de quartiers d'hyver, ou inquieté par d'autres recherches ou propositions injustes ou illegitimes, sa Majesté Imperiale en qualité de chef supréme de l'Empire, se charge de maintenir fortement tous les Cercles & Etats de l'Empire en general & en particulier, & sur tout ceux qui son entrez, ou qui entreront encore dans la suite du tems dans cette union & defence commune de tenir la main à l'observation des Traités de Paix & de Tréve & des resultats de l'Empire, & d'éloigner & detourner autant qu'il lui sera possible toute violence tort & injustice, sa Majesté Imperiale se charge aussi en cas que quelqu'un des membres de cette ligue se trouvât en danger apparent d'étre attaqué d'un côté ou d'autre qu'il en fût menacé tout de bon ou qu'il y eût seulement quelque fondement plausible pour le craindre, aussi-tôt qu'elle en auroit été avertie ou qu'elle s'en seroit apperceüe elle-même d'exhorter serieusement celui qu'elle verroit se preparer ainsi à offenser quelqu'un des Alliez d'en quitter le dessein & d'avertir en même tems tous les associez de se tenir prêts, de maniere qu'à l'aproche du danger, & avant qu'on en ressente les effets, on puisse donner secours à celui des Alliez, qui en sera menacé, comme pareillement, & au même cas & encore plus si l'invasion étoit déja arrivée ou au moins commencée pour quelque raison ou pretexte qu'elle le fût, tous les associez & principalement ceux qui étant dans le voisinage pourront plus aisément & plus promptement faire passer leur troupes, seront obligez en vertu de ce Traité d'envoier sans aucun délai ou retardement pour quelque raison, que ce fût, à la requisition de celui des Alliez qui sera attaqué, le secours conformement aux articles suivans, & d'aider à le guarantir d'une plus grande violence.

IV. Et comme en cas d'attaque ou de violence on se reserve la liberté conjoinctement avec le secours qu'on donnera à l'offencé, d'exhorter si on le juge à propos par écrit ou par envoi de la part de toute l'alliance en general ou seulement au nom de quelques-uns des Alliés en particulier, l'Ennemi de desister de ses attentats, & de tâcher, que non seulement toute violence cesse, mais que le dommage ou le tort déja fait & souffert soit reparé conformement aux Traitez de Paix & de Tréve; ainsi tous les Alliés dans le susdit cas s'assembleront incessamment en personne ou par dépotez dans un lieu propre & commode pour cela, ou sous la supréme direction de sa Majesté Imperiale & en y appellant la generalité de l'Alliance, ils delibereront & concluront, comment, en cas que celui qui aura offencé l'un de leurs Alliez, refuse de le restituer, ou de lui donner satisfaction, ou que le secours qu'il auroient donné en fût pas suffisant pour reprimer une plus grande violence, ils formeront incessamment une plus vigoureuse assistence, pour lequel effet tous lesdits associez emploieront toutes leurs forces conformement au besoin, & au but proposé & demeureront inviolablement unis ensemble sans se separer les uns des autres jusqu'à ce qu'ils l'ayant obtenu, en quoi on observera aussi ce qui a esté preveu & ordonné dans les reces de Franconie du $\frac{1 \text{ Avril}}{14 \text{ Mars}}$ 1683. pour empécher les troubles dans l'Empire autant que cela ne se trouve point alteré par les conjonctures qui ont changé depuis, & on reglera là dessus & sur les constitutions de l'Empire les mesures qu'il faudra prendre contre une plus grande violence.

V. Et comme l'experience des tems passés a fait voir combien il est necessaire de garnir de bonne heure les places frontieres d'hommes & de munitions moyennant quoi les invasions impréveües peuvent étre arrestées; c'est pourquoi la necessité en vertu de ce Traité veut qu'un chacun des Alliez ait soin qu'il ne manque rien dans ses places qui sont en état de defence de tout ce qui y est necessaire, qu'il envoie de là soigneusement aux avis & y fasse la guerre de l'oeil, & qu'il donne avis du danger qu'il decouvrira à la generalité & aux alliez plus voisins; lesquels en attendant l'union de toutes les forces de l'Alliance seront obligez de secourir ceux qui seront en danger & d'en donner aussi-tôt part aux autres Alliez & sur tout aux Directeurs des Cercles & aux autres Directeurs établis pour cela par les associez; afin que ces Directeurs sans attendre une assemblée generale (qu'on ne laissera pas de convoquer selon le quatriéme Article en donnant pour cela promptement avis de tout à sa Majesté Imperiale) puissent en attendant donner les ordres necessaires aux Generaux, assembler les troupes, & les poster, où il le faudra par raison de guerre, & pour le service de celui des Alliez qu'on assistera, & si quelques-uns des Alliez compris dès-à-present dans cette Alliance ou qui y entreront dans la suite du tems, & sur tout ceux dont les Etats sont plus exposés aux invasions & dont les places entre les mains de l'Ennemi seroient capables de faire bien du mal à l'Empire & aux autres associez n'étoient point en Etat de pourvoir eux mêmes lesdites Places des choses necessaires ou de les conserver, en ce cas là tous les associez en commun auront soin que ces places soient munies & garnies de tout au nom de toute l'association en general ou par quelques-uns d'entr'eux en particulier, qui pour le voisinage ou pour d'autres raisons legitimes voudront bien s'en charger, de maniere toute fois que les conditions dont on conviendra soyent tolérables, comme le secours doit étre suffisant & proportionné aux lieux & Païs, & ce secours sera continué tant qu'il plaira à celui à qui on le donnera, & qu'il en sera besoin, à moins que ceux qui fourniront ce secours n'en ayent besoin eux-mêmes, de quoi il faudra toute fois donner de bonne heure avis aux Alliez & à la Generalité, ainsi qu'il sera plus amplement expliqué dans l'Article sixiéme.

VI. De plus il a esté arrêté entre les associés qu'il y aura entr'eux une étroitte correspondence, sur tout ce qui peut avoir raport à cette Alliance, qu'un chacun procurera l'avantage de l'autre en particulier & la seureté commune de tous en general; qu'il y aura entr'eux une unanimité de Conseils tant dans les assemblées de l'Empire, & des Cercles, que par tout ailleurs, & principalement, touchant le point de la seureté publique & de la guarantie generale & touchant l'exe-

cution

ANS de J.C. 1686. cution de la Tréve faite avec la France en general, & les contraventions produites à Ratisbonne à l'égard du temporel & du spirituel en particulier, & qu'ils feront tout ce qu'ils pourront pour conserver le repos & la Paix si desirables dans l'Empire pour faire mettre la derniere main à la seureté publique à la guarantie generale & à l'execution de la Tréve, & pour faire remédier audites coutraventions.

VII. Sur la question, quelles feront les forces de l'Alliance & qui seront les Alliét, qui seront reconnus pour tels & reçûs dans la ligue, on est convenu qu'il sera fourni premierement par sa Majesté Imperiale 16000 hommes sur le pied de la repartition des 6000. hommes fait à la diéte de l'Empite. a. par le Cercle de Bourgogne 6000. de façon néanmoins, que suivant le le dix-septiéme Article de la transaction d'Ausbourg, fait en 1548. il sera libre à sa Majesté Catholique da fournir sa quote part en hommes ou en argent ou une partie en hommes & l'autre en argent. 3. par la Suede touchant les Provinces qu'elle a dans l'Empire. .... Comme pour d'importantes raisons la quote part de cette Couronne n'a pû être déterminée, & & que néanmoins le Ministre de Suede assure que le Roi sou maitra ne manquera pas de concourir à raison de ses Etats en Allemagne d'une maniere qu'on ne pourra douter de son inclination pour le salut de l'Empire, & pour le succés de l'intention salutaire de tous les associez, la quote part de la Suede sera specifiée aux Allies par ledit Ministre avant ou dans le temps méme de la ratificatiou & sera censée d'être dès à present inserée dans le present recez. 4. par son Altesse Electorale de Baviere pour elle 8000. & pour le Cercle de Baviere si celui-ci l'aprouva comme on espere 2000. hommes. 5. par le Cercla de Franconie 4000. 6. par les Maisons des Princes de Saxe à l'exclusion de Schleisingen & ce qui en apartient à Saxe Lauwembourg au Zeitz qui fournit son contigent à la milice de Franconie, un Regiment d'Infanterie de mille hommes avec certa addition, que la commission Imperiale ayant insisté qua ces maisons voulussent encore fournir un autre Régiment de même nombre, & le Ministre de Saxe Gotha, qui seul étoit encore ici n'aiant point de pouvoir da l'accorder, ce Ministre s'est chargé d'en reudre compte, & a promis que ses Maistres se declareroient là-dessus au plûtôt, & encore avant la ratification de ce Traité d'Alliance, néanmoins entant avec cette condition expresse que les quotes part que cea maisons doivent dans le Cercle de Franconie & dans celui de la haute Saxe y doivent être compris, & que sa Majesté Imperiale daignera faire enlorte que la Serenissime Maison de Saxe soit dispensée de toutes ses autres obligatious, envers l'Empire & les Cercles, à l'exception des mois Romains qu'elle paye à la caisse de Franconie, tant que durera cette ligue & les charges qui y sont annexées. 7. par les Princes & Etats du Haut Rhin & du Westerwaldt 4000. sauf leur approbation & satification, & qu'on y joindra les Pieces d'Artillerie, les chariots & les caissons necessaires.

VIII. Et afin qua les Directeurs & la generalité de la ligue soient d'autant plus assuré, que ces Troupes de la ligue se trouvent effectivement sur pied, & qu'elles sont composées d'hommes de service & en bon état, il a aussi esté conclu qu'il faut les tenir en bonne discipline & les faire camper tous les ans pendant un mois ou six semaines, néanmoint sans domage de celui sur les Terres de qui se ferout ces Campemens, bien entendu que ces Campemens se feront dans chaque Cercle au-dedant, & que les Troupes n'en seront point titées pour entrer dans un autia sous pretexte d'en faire revûë aux exercices.

IX. Et comme un corps d'Armée ne peut-être sans Generaux non plus que sans Artillerie, ou a jugé de la part de tout les membres de la ligue qu'il faut principalement reflechir sur la personne de S. A. E. de Baviere tant pour plusieurs considerations que principalement pour sa valeur heroique dont elle a déja donné & donne encore tous les jours des preuves en toute occasion, à l'Empire & à la Chretienté, mais on a en même tems, & dès à present nommé pour General Feld-Marschal de la ligue, le Prince de Waldeck; pour General de la Cavalerie, le Marquis de Bareith; & pour general Major d'Infanterie Jeau Charles de Tungen, comme ayant tous donné des preuves de leur affection pour la patrie, & de leur valeur & experience, contre le Turc, & dans d'autres occasions ne doutant pas qu'ils ne veüillent bien pour l'amour de la patrie recevoir ces charges, & on est tombé d'accord que les appointemens comme ceux des autres Generaux qu'il faudra encore nommer & des Officiers d'Artillerie seront payés par la Caisse commune.

X. Et pour ce qui est d'Artillerie, il a éré arresté que comme il seroit trop penible à celui qui demandera le secours de fournir seul toute l'artillerie, la repartition, depuis les pieces de douze livres jusqu'à celle du plus bas calibre en doit être faite parmi les associez & pour ce qui est des pieces des Regimens qu'elles seront fournies avec eux; mais pour les demi basiliques les Cercles plus voisins, du côté où on agira, les fourniront avec tout ca qu'il faut pour cela, & ce qui en sera usé, ou ruiné, sera retabli sur le compte da a caisse commune.

XI. Et afin que tous ces frais & depences puissent être faites avec ordre & les besoins inévitables, il a été trouvé bon & arrété par toute la ligue d'établir dans la Ville de Francfort une caisse commune & de la confier à une personne bien domiciliée & engagée par serment à la ligue (à laquelle charge Pierre Neufvilla a été proposé moyennant des appointemens dont on conviendra avec lui) lequel sera obligé dana les payemens qu'il aura à faire de suivre exactement l'Etat qui lui en sera donné, sans qu'il lui soit permis d'en sortir pour quelque raison que ce soit: mait pour ce qui est de la maniere de contribuër à cette caisse, on est convenu, qu'il fera fait un Etat de la depense pour la generalité, pour l'Artillerie & pour des sutres frais qui doivent être payez par la caisse commune, que la somme totale qu'il faudra pour cela soit divisée en commun, parmi les Alliés à raison d'une quore part suffisante pour chaque mille hommes, que ces quotes part soient payées à la caisse tous les mois ou par quartiers, & que tout cela soit reglé, & entierement arrété à Ratisbonne par les Ministres de ceux des Alliez qui y subsistent encore avant la Ratification, sur quoy néanmoins il a esté reservé par la Commission Imperiale, que sa Majesté Imperiale qui en fournit uo corps de 16000 hommes en fournit aussi les Generaux, l'Artillerie & les munitions necessaires pour cela, & dont le devoir est d'ailleurs, de porter seule tous les frais des Envoyez dont il est parlé ci-dessus, comme chef de l'Empire, soit entierement exemptée & dispensée de contribuër à cette caisse, mais cela n'a été reçû par les autres Ministres que pour en rendre compte à leurs Maistres, & on a de plus presupposé & jugé que les autres Cercles & Etats de l'Empire qui ne sont point encore comprit dans cette ligue, & y entreront à l'avenir, voudront bien pour observer une parfaite égalité, payer en y entrant conformement à l'Etat dont il est parlé ci-dessus autant qu'il se trouvera, que les autres Cercles & Etats compris dans la ligue auront déja fourni à la caisse, à moins que de la part de toute la ligue on n'en voulût convenir autrement avec quelques-uns pour de bonnes raisons.

XII. Il en est de même des Magazins absolument necessaires dans tous les Etats de guerre, surquoi il a esté conclu, que chaque Cercle & Allié se choisira lui même un lieu pour les Magazins, que dans le premier mois apres la Ratification de ce Traité il y fera porter ce qu'il faut pour faire subsister ses Troupes, pen-

ANS de J. C. 1686.

pendant six mois & qu'il le fera renouveller tous les ans, tant que durera cette ligue, mais si contre toute attente on en venoit à une rupture on conviendra de concert avec tous les interessez où on établira le Magazin general selon les stations qu'on occupera, & selon l'endroit ou l'hostilité commencera, pour lequel effet les Etats de l'Empire qui pourroient se charger de ce Magazin avec plus de comodité en seront dans quelque tems d'ici deüement requis, cependant on est tombé d'accord de donner à François Adam Baden la charge de premier Commissaire.

XIII. Quant aux operations de guerre, elles doivent se faire sous la supréme direction de sa Majesté Imperiale, suivant l'avis de celui des Alliez, chez qui elles se feront & qui aura demandé le secours, de façon néanmoins que tout se fasse de concert avec les Commandans des Troupes auxiliaires, & sur tout avec la generalité de la ligue & qu'il ne s'entreprenne rien à leur insçû, & sans leur consentement, auquel cas celui qui reçoit le secours sera obligé de fournir gratuitement outre le couvert encore le fourage & l'herbe comme celui qui envoie le secours sera obligé de donner à ses soldats la solde ordinaire, & de payer les autres vivres & denrées tant pour les hommes que pour les chevaux sur le pied de l'accord fait à cet égard, savoir qu'il payera pour deux livres de pain un sol quatre derniers, autant pour un pot de Vin, ou de Biere, la même chose pour une livre de Viande, & pour six livres d'Avoine, par jour & un sol quatre denier pour le gros fourage, à moins qu'à cause d'une cherté de vivres ou pour d'autres raisons importantes on ne juge à propos d'en convenir autrement, & pour ce qui se dit du payement du gros fourage, cela ne s'entend que pour les marches, & tant qu'on est hors des Etats de celui qu'il s'agit de secourir, car aussi-tôt qu'on sera arrivé dans ses Etats, le gros fourage y sera fourni gratuitement comme il a été dit ci dessus.

XIV. Quand on verra qu'il faudra tout de bon faire marcher & avancer les Troupes, les Alliez tomberont de bonne heure d'accord d'une route & la feront observer sans souffrir que le soldat prenne des detours. On lui fera aussi observer la discipline, mais les vivres seront fournis au prix ci-dessus marqué par les Seigneurs des lieux qui se trouveront marqués dans la route.

XV. Les Troupes étant jointes chacun fera commander les siennes par ses Officiers, & y fera exercer la justice, sans y estre troublé, au contraire la Generalité sera tenuë de les y maintenir, & pour ce qui regarde les Officiers entr'eux, on suivra l'usage de guerre pour eviter toute competence.

XVI. S'il arrivoit que celui qui aura été appellé au secours fut lui-même attaqué hostilement, avant ou aprés que ses Troupes seroient parties, il lui sera permis de garder ses Troupes ou de les rappeller pour sa propre defence, il en donnera néanmoins aussi-tôt avis aux Alliez & à la generalité, qui songeront aux moiens d'y remedier du mieux qu'il se pourra & d'assister l'un & l'autre des Alliez.

XVII. Outre les Alliez ci-dessus specifiez s'il y a d'autres Electeurs, Princes, & Etats ou des Cercles entiers, qui veüillent se joindre à cette union, & y entrer tôt ou tard en y fournissant leurs quote parts à proportion de l'armement de l'Empire, & des forces de leurs Etats & suivant les conditions ci-dessus alleguées, non seulement ils y seront tres-volontiers reçus de la part de tous les membres de la ligue, mais ils seront même dés-à-present censez d'y être reçus pourveu qu'ils veüillent s'adresser pour cela auparavant à sa Majesté Imperiale, à laquelle on remet aussi l'admission des Puissances étrangeres & de ceux qui n'étant points Etats de l'Empire ne poussent point ordinairement ni même extraordinairement avec lui les mêmes interêts, laquelle voudra bien en donner aussi-tôt communication aux autres Alliez.

XVIII. Et comme il importe à un chacun de savoir & d'estre assuré du tems pendant lequel on pourra jouïr de cette union & défense mutuelle il a été trouvé bon par tous les Alliez & conclu que cette Alliance durera inviolablement pendant l'espace de trois ans consecutifs (sans prejudice toutefois des autres liaisons que quelqus-uns des Alliez pourroient avoir d'ailleurs entr'eux, auxquelles on ne pretend déroger en rien par ceci) pendant lequel tems le point de la seureté publique & de la guarantie generale promise par le 16. Art. de la Tréve venant à avoir de la consistence, cet Armement fait au défaut de celui dont il est encore incertain s'il se fera, cessera aussi-tôt, mais si au contraire dans l'espace de trois ans le même point de la seureté publique n'étoit point reglé ni achevé, les Alliez se reservent en vertu de ce recés le pouvoir d'étendre cette ligue au de là de trois ans.

XIX. Et afin que l'Amitié parmi les Alliez soit plus solidement établie, il a encore été arrêté outre tout ce qui est marqué ci-dessus, que quand il y auroit entr'eux quelque disputes, differend ou pretention, ces differens n'auront rien de commun & ne seront point mêlés avec cette Alliance, mais qu'ils seront vuidez par des voyes amiables & par l'interposition des Hauts Alliés, ou decidez par la voye ordinaire de la Justice, & que cependant on s'abstiendra comme de raison, de toute voye de fait.

XX. Pour rendre l'union de cette Alliance plus forte il a été de plus resolu qu'aucun des Alliez ne pourra pendant que durera cette Alliance entrer en Traité separé avec l'Ennemi declaré; mais que s'il venoit à être recherché pour une negotiation soit de Paix, de Neutralité, de Tréve, ou de quelque autre contraire à cette Alliance, il en communiquera avec les autres Alliez, & ne fera ni n'entreprendra & ne conclura rien, si ce n'est du consentement unanime des Alliez & de tous les Interessez.

XXI. Et comme au reste il seroit difficile de faire observer la discipline parmi les soldats, sans en faire un réglement qui soit observé generalement de tous, il a été conclu, qu'on s'en expliqueroit d'avantage, qu'il en seroit fait un projet, & qu'on le communiqueroit à tous les Alliez.

XXII. Finalement comme par tous les Articles précedens on peut juger, combien il importe à un chacun de ceux qui sont compris dans cette ligue, ou qui y voudront entrer à l'avenir qu'elle soit observée & executée ponctuellement, chaque membre de cette ligue en particulier aura soin non seulement qu'il assiste lui-même ses Alliez, en cas de besoin, comme il est porté ci-dessus, mais qu'il puisse aussi en échange être assisté & secouru lors qu'il le voudra & qu'il ne s'en prive point lui même à cause de sa propre negligence envers les autres.

En foi de tout ce que dessus, il a été fait sept Exemplaires semblables de ce recès, en attendant les Ratifications des Maîtres qui seront échangées à Ratisbonne dans huit semaines à compter du jour de la date de ce recés, ou même plûtôt si cela se peut, lesquels Exemplaires ont été signez, scellés, & distribué parmi tous les interessez. Fait & passé à Augsbourg le [illegible] Juillet 1686.

(*L. S.*) *Louis Gustave Comte de Hohenlo.* (*L. S.*) *Jean Friderich Baron de Seiler.*

Au nom du Roi d'Espagne pour le Cercle de Bourgogne.

(*L. S.*) *Louis de la Neuveforge.*

Au nom & de la part du Roi de Suede pour les Provinces qu'il a dans l'Empire.

(*L. S.*) *George Frideric Sneilsky.*

Pour

ANS de J. C. 1686.

Pour l'Electeur de Baviere, & pour le Cercle de Baviere.

(*L. S.*) *Jean Rudolphe Wampe.*

Pour le Cercle de Franconie.

(*L. S.*) *Frideric Sigismund de Siqing.* (*L. S.*) *Charles François Puckler Baron de Grodutz.*

(*L. S.*) *Jean Paul Stang.* (*L. S.*) *Jean Conrad Alterd de Zuwitz.*

Pour la Serenissime Maison de Saxe.

(*L. S.*) *Louis Gokel pour Saxe Gotha.*

CCX.

ANS de J. C. 1686. L'Empereur, et Brandebourg.

Traité entre LEOPOLD *Empereur &* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg; par lequel ledit Electeur s'engage de fournir des Troupes à l'Empereur à certaines conditions. Fait en l'année* 1686. Histoire Abrégée de l'Europe Tom. I. pag. 50.

I. SOn Altesse Electorale s'oblige de livrer sur la frontiere des terres de sa Majesté Imperiale 7000. hommes effectifs.

II. Sadite Altesse s'oblige d'entretenir lesdites Troupes de toute sorte de provisions, depuis de 6. May jusques au 6. de Novembre, qui sont six mois.

III. Elle promet de les pourvoir de vivres & chariots dont elles auront besoin, mais sa Majesté Imperiale leur fournira ce qui sera necessaire pour faire un siége, ou un blocus.

IV. Son Altesse Electorale cedera les 300000. écus, qu'elle pretend du Roi d'Espagne, ensuite d'un contract passé l'an 1674.

V. Moyennant quoi Sa Majesté Imperiale payera à sadite Altesse un million 50000. écus, en cinq termes savoir 50000. lors de la ratification du traité; au depart des Troupes 30000. au commancement de la Compagne, encore 25000. & le reste à la fin de la Campagne & ce, même quand l'Empereur viendroit à faire la paix avec la Porte; c'est le sixiéme Article.

VII. Pendant la marche l'Empereur leur doit procurer, dans les Villes par où elles doivent passer, les provisions qui leur sont necessaires.

VIII. On fera revûë desdites Troupes à l'entrée de la Frontiere des Terres de sa Majesté Imperiale & elles seront en suite conduites en Hongrie, par les chemins les plus commodes,

IX. L'Empereur leur fournira aussi les vivres & chariots necessaires, jusques en Hongrie.

X. Lesdites Troupes se hâteront autant qu'il leur sera possible pendant leur marche, ne pourront moins faire de trois à quatre lieues par jour, & se reposeront châque quatriéme jour.

XI. Dès leur arrivée en Hongrie, on leur fournira des maisons ou des tentes, où elles se rafraîchiront pendant douze à quinze jours.

XII. Le Commandant desdites Troupes sera sous le commandement de Mr. le Duc de Lorraine.

XIII. Lesdites Troupes se battront avec autant de fidelité, que si elles deffendoient leur propre Païs.

XIV. Lesdites Troupes ne pourront être divisées, mais seront toûjours conjointes avec l'Armée Imperiale, & le Commandant sera present dans toutes les consultations qui se feront, où il s'agira d'employer son monde.

XV. Ledit Commandant disciplinera ses Troupes selon les Loix de la Guerre,

XVI. On leur permettra d'exercer librement leur Religion, dans tous les lieux où ils se trouveront.

XVII. S. M. I. fournira tous les medicaments dont on aura besoin, tant pour les hommes que pour les chevaux.

XVIII. Toutes leurs provisions, ou vivres, seront exemtes de toutes taxes, tarifes, ou impots.

XIX. Ils auront le même quartier, & un semblable traitement que les Troupes Imperiales.

XX. Les Officiers Imperiaux & Electoraux, suivront leur rang accoutumé.

XXI. Si sa Majesté Imperiale ou Son Altesse Electorale venoient à mourir du tems du traité, (qu'à Dieu ne plaise) leurs Successeurs seront en droit de renvoyer ou de rappeller lesdites Troupes, à qui on ne payera qu'à proportion du tems qu'elles auront servi.

XXII. Que toutes les Terres & Villes qui seront conquises par lesdites Troupes seront pour sa Majesté Imperiale, mais que le butin & les prisonniers appartiendront ausdites Troupes, ou à son Altesse Electorale.

XXIII. Tous les Canons de 18. livres de calibre, ou de moindre grosseur, qui seront pris sur les Ennemis par lesdites Troupes leur appartiendront; mais les autres seront pour sa Majesté Imperiale ou pour ses Generaux, de même que toutes les munitions de bouche & de guerre, qui se trouveront dans les Places conquises.

XXIV. Enfin les six mois expirez, lesdites Troupes seront renvoyées dans le même ordre & avec les mêmes conditions qu'elles y sont allées, les malades seront pourvûs de tout ce qui sera necessaire dans la route, & s'ils n'estoient pas en état de supporter les fatigues du chemin, ils resteront dans les Hospitaux publics aux depends de sa Majesté Imperiale.

CCXI.

ANS de J. C. 1686. France et Angleterre.

Traité de Neutralité conclu à Londres le seiziéme Novembre 1686. *entre* LOUIS XIV, *Roi France &* JAQUES II. *Roi d'Angleterre, touchant les Pays des deux Rois en Amérique.* Frederic. Leonard. Tom. V.

LE Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Louis XIV. Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre, & Tres-Haut & Tres-Puissant Prince Jacques II. Roi de la Grande Bretagne, n'aiant rien plus à cœur que d'établir tous les jours de plus en plus une amitié mutuelle entre eux, & une sincere concorde & correspondance entre les Roiaumes, Estats & Sujets de leurs Majestez; & à cet effet ayant jugé à propos de faire un Traité de Paix, bonne correspondance & Neutralité en Amerique, pour prevenir, autant qu'il seroit possible, toutes les contestations & les differends qui pourroient naistre entre les Sujets de l'une & de l'autre Couronne dans ces Pays éloignez; Leursdites Majestez ont resolu d'envoyer de part & d'autre leurs Plenipotentiaires, pour en traiter, & en convenir: Sçavoir, sa Majesté Tres Chrêtienne, le Sieur Paul Barillon d'Amoncourt, Marquis de Branges, Conseiller ordinaire en son Conseil d'Etat, & son Ambassadeur extraordinaire: & sadite Majesté Britannique, les Sieurs Georges, Baron de Jeffreis de Wem, Grand Chancelier d'Angleterre; Laurent Comte de Rochester, Grand Tresorier d'Angleterre; Robert Comte de Sunderland, President du Conseil Privé, & Secretaire d'Etat, Charles de Middleton aussi Secretaire d'Etat; & Sidnei, Sieur de Godolphin, tous du Conseil Privé de sa Majesté: pour convenir, aprés l'échange des Lettres de Pleinpouvoir des Articles qui suivent.

I. Il a esté conclu & accordé, que du jour du present Traité il y aura entre la Nation Françoise & la Nation Angloise, une ferme paix, union, concorde, & bonne correspondance, tant sur Mer, que sur Terre,

dans

ANS de J. C. 1686.

dans l'Amerique Septentrionale & Meridionale, & dans les Isles, Colonies, Forts & Villes, sans aucune distinction de lieux, scises dans les Etats de sa Majesté Tres-Chrêtienne, & de sa Majesté Britannique, & gouvernées par les Commandans de leursdites Majestez respectivement.

II. Qu'aucuns Vaisseaux, ou Bastimens, grands ou petits, appartenans aux Sujets de sa Majesté Tres-Chrêtienne, ne seront équipez, ni employez dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes & Gouvernemens des Etats de sadite Majesté, pour attaquer les Sujets de sa Majesté Britannique, dans les Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de sadite Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dommage. Et pareillement qu'aucuns Vaisseaux ou Bastimens, grands ou petits, appartenans aux Sujets de sa Majesté Britanniqne, ne seront équipez ou employez dans les Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de sadite Majesté, pour attaquer les Sujets de sa Majesté Tres-Chrêtienne dans les Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de sadite Majesté, ou pour leur faire aucun tort ni dommage.

III. Qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre, ou autres personnes quelconques, qui habitent & demeurent dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de sa Majesté Tres-Chrêtienne, ou qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerceront aucun acte d'hostilité, & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux Sujets de sa Majesté Britannique dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de sadite Majesté; & ne presteront ni donneront aucune aide, ou secours d'hommes ou de vivres, aux Sauvages contre qui sa Majesté Britannique aura la Guerre. Et pareillement qu'aucuns Soldats ou Gens de Guerre, ou autres personnes quelconques, qui habitent & demeurent dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de sa Majesté Britannique, ou qui y viennent d'Europe en Garnison, n'exerceront aucun acte d'hostilité, & ne feront aucun tort ou dommage, directement ou indirectement, aux Sujets de sa Majesté Tres-Chrestienne dans lesdites Isles, Colonies, Forteresses, Villes, & Gouvernemens de sadite Majesté; & ne presteront ni donneront aucune aide, ou secours d'hommes ou de vivres, aux Sauvages avec qui sa Majesté Tres-Chrêtienne aura Guerre.

IV. Il a esté convenu que chacun desdits Rois aura & tiendra les Domaines, Droits & Prééminences dans les Mers, Détroits, & autres Eaux de l'Amerique, & avec la même étenduë qui leur appartient de droit, & en la même maniere qu'ils en joüissent à present.

V. Et que pour cet effet les Sujets & Habitans, Marchands, Capitaines de Vaisseaux, Pilotes & Matelots des Royaumes, Provinces & Terres de chacun desdits Rois respectivement, ne feront aucun Commerce ni Pesche dans tous les lieux dont l'on est ou l'on sera en possession de part & d'autre dans l'Amerique. C'est à sçavoir, que les Sujets de sa Majesté Tres-Chrestienne ne se mesleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pescheront point dans les Ports, Rivieres, Bayes, embouchures de Rivieres, Rades, Costes, ou autres lieux qui sont ou seront ci-aprés possedez par sa Majesté Britannique en Amerique: Et reciproquement les Sujets de sa Majesté Britannique ne se mesleront d'aucun Trafic, ne feront aucun Commerce, & ne pescheront point dans les Ports, Rivieres, Bayes, embouchures de Rivieres, Rades, Costes, ou autres lieux qui sont ou seront ci-aprés possedez par sa Majesté Tres-Chrêtienne en Amerique. Et au cas qu'aucun Vaisseau, ou Barque, soit surpris faisant Trafic, ou peschant, contre ce qui est porté par le present Traité, ledit Vaisseau, ou Barque, avec sa charge, sera confisqué, aprés que la preuve de la contravention aura esté legitimement faite. Il sera néanmoins permis à la Partie qui se sentira grevée par la Sentence de confiscation, de se pourvoir au Conseil d'Estat du Roi, dont les Gouverneurs ou Juges auront rendu ladite Sentence de confiscation, & d'y porter sa plainte, sans que pour cela l'execution de la Sentence soit empeschée: Bien entendu néanmoins que la liberté de la Navigation ne doit estre nullement empeschée, pourveu qu'il ne commette rien contre le veritable sens du present Traité.

VI. De plus, il a esté accordé que si les Sujets & Habitans de l'un ou de l'autre desdits Roys, & leurs Vaisseaux, soit de Guerre & publics, soit Marchands & particuliers, sont emportez par les tempestes, ou estant poursuivis par les Pirates ou par les ennemis, ou pressez par quelque autre necessité, sont contraints pour se mettre en seureté de se retirer dans les Ports, Rivieres, Bayes, embouchures de Rivieres, Rades & Costes quelconques appartenantes à l'autre Roi dans l'Amerique, ils y seront bien & amiablement receus, protegez & favorablement traitez: qu'ils pourront, sans qu'on les empéche en quelque maniere que ce soit, s'y refraichir, & meme acheter au prix ordinaire & raisonnable, des vivres, & toutes sortes de provisions necessaires, ou pour la vie, ou pour radouber les Vaisseaux, & pour continuer leur route: qu'on ne les empechera non plus en aucune maniere de sortir des Ports & Rades, mais qu'il leur sera permis de partir, & s'en aller en toute liberté quand & où il leur plaira, sans être molestez ou empêchez: qu'on ne les obligera point à se defaire de leur charge, ou à décharger & exposer en vente leurs Marchandises ou Balots: qu'aussi de leur part ils ne recevront dans leurs Vaisseaux aucunes Marchandises, & ne feront point de Pesche sous peine de confiscation desdits Vaisseaux & Marchandises, conformement à ce qui a esté convenu dans l'Article precedent. De plus a esté accordé que toutes & quantesfois que les Sujets de l'un ou de l'autre desdits Rois seront contraints, comme il a esté dit ci-dessus, d'entrer avec leurs Vaisseaux dans les Ports de l'autre Roi, ils seront obligez, en entrant, d'arborer la Banniere ou marque de leur Nation, & d'avertir de leur arrivée par trois coups de Mousquet: à faute de quoi faire, & d'envoyer une Chaloupe à terre, ils pourront étre confisquez.

VII. Pareillement si les Vaisseaux de l'un ou de l'autre desdits Rois, & de leurs Sujets & Habitans viennent à échoüer, jetter en Mer leurs Marchandises, ou, ce qu'à Dieu ne plaise, faire naufrage, ou qu'il leur arrive quelque autre malheur que ce soit, on donnera aide & secours avec bonté & charité à ceux qui seront en danger, ou auront fait naufrage: il leur sera delivré des Saufsconduits, ou Passeports pour pouvoir se retirer dans leur Païs en seureté, & sans étre molestez.

VIII. Que si les Vaisseaux de l'un ou l'autre Roi qui seront contraints par quelque avanture ou cause que ce soit, comme il a esté dit, de se retirer dans les Ports de l'autre Roi, se trouvent au nombre de trois ou de quatre, & peuvent donner quelque juste cause de soupçon, ils feront aussi-tôt connoitre au Gouverneur ou principal Magistrat du lieu, la cause de leur arrivée; & ne demeureront qu'autant de tems qu'ils en auront permission dudit Gouverneur ou Commandant, & ce qu'il sera juste & raisonnable, pour se pourvoir de vivres, & pour radouber & équiper leurs Vaisseaux.

IX. De plus on est convenu qu'il sera permis aux Sujets de sa Majesté Tres-Chrêtienne, qui demeurent dans l'Isle de Saint Christophle, d'entrer dans les Rivieres de la grande Baye pour faire de l'Eau, & s'en fournir; qu'il sera aussi permis aux Sujets de sa Majesté Britannique de prendre du Sel aux Salines dudit lieu,

& de

& de l'enlever, tant par Mer, que par Terre, sans estre inquietez, ni empêchez; pourveu néanmoins que lesdits Sujets de sa Majesté Tres-Chrétienne puissent de l'Eau pendant le jour seulement, & qu'aussi lesdits Sujets de sa Majesté Britannique ne chargent du Sel dans leurs Vaisseaux ou Barques que pendant le jour: & que les Vaisseaux ou Barques de l'une & de l'autre Nation respectivement, qui viendront se fournir d'Eau ou de Sel, feront sçavoir leur arrivée en arborant la Banniere ou marque de leur Nation, & en avertiront par trois coups de Canon, ou s'ils n'ont point de Canon, par trois coups de Mousquet. Que si aucun Vaisseau de l'une ou l'autre Nation, sous pretexte de venir prendre de l'Eau ou du Sel, entreprend de trafiquer, il sera confisqué.

X. Qu'aucuns Sujets de l'une ni de l'autre Nation ne retireront les Sauvages Habitans du lieu, ou leurs Esclaves, ou les Biens que lesdits Habitans emporteront, appartenans aux Sujets de l'autre Nation; & qu'ils ne leur donneront aucune aide ni protection dans lesdits enlevemens ou pillages.

XI. Que les Commandans, Officiers & Sujets de l'un des deux Rois ne troubleront ni molesteront les Sujets de l'autre Roi dans l'établissement de leurs Colonies respectivement, ou dans leur Commerce & Navigation.

XII. Et afin de pourvoir plus pleinement à la seureté des Sujets, tant de sa Majesté Tres-Chrestienne, que de sa Majesté Britannique, & à ce que les Vaisseaux de Guerre, ou autres Vaisseaux armez en Guerre par des Particuliers, ne leur fassent aucun tort ni dommage, il sera défendu à tous les Capitaines de Vaisseaux, tant de sa M. T. C., que de sa Majesté Britannique, & à tous leurs Sujets qui équiperont des Vaisseaux à leurs depens; comme aussi aux Privilegiez & aux Compagnies, de faire aucun tort ou dommage à ceux de l'autre Nation, sous peine d'être punis en cas de contravention, & de plus d'être tenus à tous dommages & interêts, à quoi ils pourront être contraints, tant par saisie de leurs biens, que par emprisonnement de leurs personnes.

XIII. Et pour cette cause tous Capitaines des Vaisseaux armez en Guerre aux depens des Particuliers, seront dorenavant tenus, avant qu'on leur delivre des Patentes ou Commissions speciales, de donner pardevant un Juge competant, bonne & suffisante caution de Gens solvables, & qui n'auront aucune part ni interest dans ledit Vaisseau, pour la somme de mille livres sterlins, ou treize mille livres; & lors qu'il y aura plus de cent cinquante Hommes, pour la somme de deux mille livres sterlins, ou de vingt-six mille livres: S'obligeans de satisfaire entierement à tous torts & dommages quelconques, qu'eux ou leurs Officiers, ou autres Gens estant à leur service causeront, pendant le cours de leur Navigation contre le present Traité, ou autre Traité quelconque fait entre sa Majesté Tres-Chrestienne, & sa Majesté Britannique; sous peine aussi de revocation, & cassation de leurs Commissions & Lettres speciales, dans lesquelles il sera toûjours fait mention qu'ils auront, comme dit est, donné caution. Et de plus, il est convenu que le Vaisseau même sera tenu de satisfaire aux torts & dommages qu'il aura causez.

XIV. Et d'autant que les Pirates qui courent les Mers de l'Amerique, tant Septentrionale que Meridionale, font beaucoup de tort au Commerce, & causent de grands dommages aux Sujets de l'une & de l'autre Couronne, qui Trafiquent, & font Commerce dans ces Pays; il a esté accordé qu'il sera expressément enjoint aux Gouverneurs & Officiers de l'un & de l'autre desdits Rois, de ne donner en quelque maniere que ce soit aux Pirates, de quelque Nation qu'ils soient aucun secours, aide, ni retraite dans les Ports & Rades scises dans leurs Estats respectivement; & qu'il sera expressément ordonné ausdits Gouverneurs & Officiers, de punir comme Pirates, tous ceux qui se trouveront avoir armé un ou plusieurs Vaisseaux en cours, sans Commission & autorité legitime.

XV. Qu'aucun Sujet de l'un ou de l'autre des deux Rois, ne demandera ou prendra d'aucun Prince ou Estat que ce soit, avec qui l'autre aura Guerre, aucun Pouvoir ou Commission d'armer, & équiper en cours un ou plusieurs Navires dans l'Amerique Septentrionale ou Meridionale; & que si quelqu'un prend un tel Pouvoir ou Commission, il soit puni comme Pirate.

XVI. Que les Sujets de sa Majesté Tres-Chrestienne auront pleine & entiere liberté de Pescher des Tortuës dans les Isles de Cayman.

XVII. Que s'il survient des contestations ou differends entre les Sujets de leursdites Majestez dans les Isles, Colonies, Forts, Villes, & Gouvernemens qui sont sous leur domination; la Paix faite par le present Traité, ne sera pour cela ni interrompuë ni enfrainte; mais ceux qui commanderont dans les lieux où les contestations seront arrivées, ou qui seront par eux deputez, connoîtront desdites contestations survenuës entre les Sujets de leursdites Majestez, & les regleront & decideront. Et au cas que lesdits Commandans ne puissent vuider & terminer lesdites contestations dans un an, lesdits Commandans les envoyeront au plûtôt à l'un ou à l'autre desdits Rois, pour être fait droit en la maniere qu'il sera convenu entre leursdites Majestez.

XVIII. De plus, il a esté conclu & accordé, que si jamais, ce qu'à Dieu ne plaise, il arrive quelque rupture en Europe entre lesdites Couronnes, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de sa Majesté Tres-Chrétienne, estant dans les Isles, Colonies, Forts, Villes, & Gouvernemens qui sont à present ou seront ci-aprés sous la domination de sadite Majesté dans l'Amerique, n'exerceront aucun acte d'hostilité par Mer ni par Terre, contre les Sujets de sa Majesté Britannique qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Et reciproquement, audit cas de rupture en Europe, les Garnisons, Gens de Guerre, ou Sujets quelconques de sa Majesté Britannique, estant dans les Isles, Colonies, Forts, Villes, & Gouvernemens qui sont à present ou seront ci-aprés sous la domination de sa Majesté Britannique en Amerique, n'exerceront aucun acte d'hostilité, ni par Mer ni par Terre, contre les Sujets de sa Majesté Tres-Chrestienne, qui habiteront dans quelques Colonies que ce soit de l'Amerique, ou y demeureront. Mais il y aura toûjours une veritable & ferme Paix & Neutralité entre lesdits Peuples de France & de la Grande Bretagne, tout de même que si ladite rupture n'étoit point arrivée en Europe.

XIX. Il a esté reglé & accordé que le present Traité ne derogera en aucune maniere au Traité conclu entre leursdites Majestez à Breda le $\frac{21}{31}$ jour du mois de Juillet 1667. mais que tous & chacuns les Articles & clauses dudit Traité demeureront dans leur force & vigueur, & seront observez.

XX. Et que tous les Traitez & Articles conclus & arrêtez ci-devant, en quelque tems que ce soit en Amerique, ou ailleurs, entre lesdites deux Nations, touchant l'Isle de Saint Christophle, demeureront dans leur force & vigueur, & seront observez de part & d'autre, comme ils l'ont esté ci-devant, si ce n'est en ce qui s'y trouvera de contraire au present Traité.

XXI. Enfin il a esté convenu & accordé, que le present Traité, & toutes & chacunes choses contenuës en icelui, seront ratifiées & confirmées de part & d'autre le plutôt qu'il sera possible; & que les ratifications seront reciproquement échangées en bonne forme de part & d'autre dans un mois, à compter de la datte du present Traité: & que dans huit mois, ou plûtôt s'il est possible, le present Traité sera publié

dans

ANS de J.C. 1686.

dans tous les Royaumes, Domaines & Colonies de l'un & l'autre desdits Rois, tant en Amerique qu'ailleurs.

En foy de toutes & chacunes lesquelles choses, Nous susdits Plenipotentiaires avons soussigné de nos propres mains le present Traité, & nous y avons apposé les Sceaux de nos Armes. Fait dans le Palais Royal de Withal, le 16/6 jour de Novembre mil six cens quatre-vingt six. Ainsi signé BARILLON D'AMONCOURT. JEFFREYS. C. ROCHESTER. SUNDERLAND. P. MIDLETON. GODOLPHIN. Avec les Sceaux.

CCXII.

ANS de J.C. 1687. FRANCE ET ESPAGNE.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES II. *Roi d'Espagne, sur les Potteaux plantez à la veue du Château de Namur. Signé à Philippeville le quatriéme Janvier*, 1687. Freder. Leonard. Tom. IV.

LE Roi Catholique s'estaot plaint au Roi Tres-Chrêtien, que les Potteaux que le Sieur Faultrier son Intendant dans le Haynault avoit fait planter lo vingt-quatriéme Septembre dernier, sur la Montagne depuis l'Hermitage de Saint George, & plus bas vers la Riviere de Sambre, à la veuë de la Ville & Château de Namur, renfermoient l'espace de Terrain qui est entre lesdits Potteaux, & l'endroit appellé la Roche du Vieux Mur, dont ledit Seigneur Roi Catholique soûtenoit avoir eu la possession immemoriale, & l'avoir continuée jusqu'audit jour viogt-quatriéme Septembre, dont il pretendoit par consequent que ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien n'avoit pas pris possession; Sa Majesté Tres-Chrestienne auroit répondu qu'on n'avoit jamais douté qu'Elle ne fut en possession dès le quatriéme Juillet 1681. du lieu où lesdits Potteaux avoient esté plantez, pour former une lisiere entre les deux Estats; Mais qu'Elle n'avoit pas intention de troubler la bonne intelligence qui estoit entre les deux Couronnes, ni l'execution paisible & sincere du Traité de Tréve; qu'Elle nommeroit un Commissaire pour examiner la question, avec celui ou ceux que ledit Seigneur Roi Catholique nommeroit aussi de sa part, qu'ils s'assembleroient pour cela à Philippeville, & qu'Elle luy donneroit pouvoit, non seulement de ceder cet espace de Terrain contentieux, s'il en avoit pris possession devant le vingt-uniéme Mars mil six cens quatre-vingt deux, mais mesme un plus grand dans l'étenduë non contestée, pour éloigner d'avantage sa Frontiere dudit Chateau de Namur, en luy laissant par ledit Seigneur Roi Catholique un équivalent. En effet dès le vingt-huitiéme Novembre mil six cens quatre-vingt six, Elle a envoyé un plein-Pouvoir audit Sieur Faultrier, lequel s'est rendu audit Philippeville le quatriéme du mois de Decembre suivant; & ledit Seigneur Roi Catholique a pareillement donné sa Commission au Sieur Tirimont, Conseiller en son Conseil d'Estat, & une autre au Sieur Martin, son Procureur General au Conseil Provincial de Namur, qui s'y sont rendus le septiéme du méme mois, lesquels Sieurs Commissaires ayans travaillé depuis le huitiéme suivant, qu'ils commencerent leurs Conferences à examiner la question de la possession dudit lieu contentieux, & n'ayans pû convenir, ils ont suivant l'intention & consentement desdits Seigneurs Rois, pour faire cesser toute contestation, & pour maintenir l'execution dudit Traité de Tréve, en reglant la difficulté, & prevenant celles qui pourroient alterer ladite intelligence, à l'occasion de ladite contestation, fait le Traité qui ensuit.

PREMIEREMENT. Que ledit Seigneur Roi Catholique possedera tout ainsi qu'il a pretendu avoir possedé, l'espace qui est entre lesdits Potteaux jusques à celui du Vieux Mur, & qu'il possedera aussi tout ce qu'il y a de Terrain depuis ledit Vieux Mur dans toute son etenduë, entre la Riviere de Meuse & la Sambre, tout ainsi qu'il le possedoit au temps du Traité de Paix conclu à Nimégue, jusqu'à la distance de trente toises approchant de ce qui est planté en bois de haute Futaye de la Forest de Marlagne, suivant que le tout est plus expressément marqué & designé dans la Carte figurée qui a esté levée dudit Terrain, & dont lesdits Commissaires ont chacun un double par eux paraphé, pour servir dans la suite pour l'execution du present Traité, sans de tout ledit Terrain renfermé depuis ladite distance de trente toises au devant de ladite Futaye, jusques à la ligne que formoient lesdits Potteaux, & depuis ladite Riviere de Meuse d'une part, le Bois de Liege & la Riviere de Sambre d'autre, aucune chose reserver, retenir & garder, & en consequence, ledit Seigoeur Roi Tres-Chrestien jouira pendant la durée de la Tréve de la Ville de Walcourt & du Village de Bioulx, leurs dépendances, circonstances & annexes (sous les restrictions néanmoins cy après expliquées) tout ainsi que ledit Seigneur Roi Catholique les possede & en jouit actuellement, & ainsi que ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien jouït des autres Terres & Lieux, dans la jouissance desquels il a esté dit qu'il demeureroit par ledit Traité de Tréve, & comme si lesdits lieux de Walcourt & de Bioulx avoient fait partie de ceux dont il a pris possession devant la levée du Blocus de Luxembourg, & par consequent sous les mesmes conditions dudit Traité, & encore sous celles qui suivent; c'est à sçavoir que les dépendances, circonstances & annexes desdits lieux de Walcourt & Bioulx, ne comprennent que ce qui est limitativement contenu dans leurs Paroisses & Territoires, & tels qu'ils se trouvent actuellement enclavez dans les autres Terres, dont ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien jouït, & qui sont par consequent separez de celles de l'obeissance de sa Majesté Catholique, ensorte que si lesdits Walcourt & Bioulx avoient & donnoient à sa Majesté Tres-Chrestienne quelque droit, comme de Fiefs, Vassaux & Mouvances, ou autres, sur les Hommes, Terres, ou dépendances situées dans les Estats de sadite Majesté Catholique, elles luy demeureront, pour en jouïr comme Elle a fait jusques au jour du present Traité, sans que ledit Seigneur Roi Tres-Chrestien puisse étendre la jouïssance desdits Walcourt & Bioulx au delà des bornes de leurdit Territoire, ni comprendre à l'égard dudit Walcourt dans ladite jouïssance celle du Domaine, attendu qu'il a esté vendu par ledit Seigneur Roi Catholique à l'Abbé, Religieux, & Monastere du Jardinet dans le Territoire dudit Walcourt. Et d'autant que le present Accord n'est fait qu'à l'occasion de la contestation qui a esté meuë incidemment dans l'execution dudit Traité de Tréve, il est expressément convenu que celuy-cy en fait une dépendance, tout comme s'il en avoit fait une partie dans le temps auquel ledit Traité a esté signé, & par consequent sujet aux mémes conditions, sans y rien changer ny innover en quelque maniere que ce puisse estre. Ce qui a été convenu, accordé & accepté par lesdits Sieurs Faultrier & Tirmont, respectivement pour lesdits Seigneurs Rois en vertu de leurs pouvoirs, dont ils se sont aussi respectivement donné copie; lesquels dits Seigneurs Rois seront tenus, suivant la promesse par eux faite dans lesdites Commissions & Pouvoirs par eux donnez ausdits Commissaires, de ratifier l'execution du present Traité, & de ladite Ratification en fournir & échanger respectivement l'acte valable dans deux mois. Fait double à Philippeville, le quatriéme de Janvier mil six cens quatre-vingt sept. Et ont lesdits Commissaires paraphé chacune marge au bas d'icelle, & signé à la fin, & appose leurs Cachets.

FAULTRIER.

TIRIMONT.

CCXIII

ANS de J.C. 1687.

ANGLETERRE ET ORANGE.

CCXII.

(a) *Lettre écrite par Monsr.* FAGEL *Pensionnaire de Hollande, à Monsieur Jaques* STEWART, *Avocat; Pour l'informer des sentimens de Leurs Altesses Royales, Monsieur le Prince, & Madame la Princesse* d'ORANGE; *sur l'Abolition du Test & des Loix Penales. Traduite de l'Anglois. En date du 4. Novembre* 1687. Histoire Abrégée de l'Europe. Tom. IV. pag. 103

(a) Quoique ce ne soit pas ici un Traité, cette Lettre a une si grande influence sur les Affaires générales qu'on est persuadé que la plûpart des Lecteurs seront bien aises de la trouver ici.

MONSIEUR,

JE suis fort faché, que ma mauvaise santé m'ait si long-tems empêché de répondire à vos Lettres, par lesquelles vous témoigniez souhaiter passionément de sçavoir de moi, quels étoient les sentimens de leurs Altesses à l'égard de l'Abolition des Loix Penales, & plus particulierement celle du Test. Je vous prie d'être persuadé, que je veux vous parler à cœur ouvert & sans reserve, sur cette affaire, d'autant plus que vous dites, que vos Lettres ont été écrites de la connoissance & de l'aveu du Roy. Je vous assurerai donc prémiérement très-positivement, que leurs Altesses ont souvent declaré, comme ils firent très particuliérement au Marquis d'Albeville, Envoyé Extraordinaire de sa Majesté aux Etats, qu'ils sont de sentiment, *que l'on ne doit faire violence à aucun Chrétien en sa conscience, & que l'on ne doit maltraiter personne, à cause qu'il differe de la Religion établie & dominante.* C'est pourquoi ils peuvent bien consentir, que les Papistes en Angleterre, Ecosse & Irlande soient soufferts, avec la meme Liberté de Religion qui leur est accordée par les Etats dans ces Provinces; dans lesquelles on ne peut pas nier qu'ils ne jouissent d'une pleine Liberté de Conscience. Mais pour ce qui est des Non-conformistes, leurs Altesses ne consentent pas seulement, mais approuvent de tout leur cœur qu'ils ayent une entiere liberté pour l'exercice de leur Religion, sans aucun trouble ni empêchement; en sorte que personne ne puisse les inquieter le moins du monde sur ce sujet.

Et leurs Altesses seront toujours prêtes, quand il plaira à sa Majesté de leur témoigner sa volonté sur ce sujet, de declarer l'inclination qu'Elles ont à concourir à l'établissement & à la confirmation de cette Liberté, & à la maintenir & deffendre, autant qu'il sera en leur pouvoir de le faire, & selon le stile des Traités, Elles la confirmeront en donnant de leur part la *garantie*, dont vous me parlés dans les vôtres.

Et si sa Majesté juge à propos outre cela, de souhaiter qu'Elles joignent aussi leurs efforts aux siens pour l'Abolition des *Loix Penales*, Elles sont prêtes de le faire: *Pourvû que l'on conserve en leur pleine vigueur, ces Loix par lesquelles les Catholiques Romains sont exclus des deux Chambres du Parlement, & de tous Emplois publics, tant Ecclesiastiques que Civils & Militaires:* Comme aussi toutes ces autres Lois, qui confirment & assurent la Religion Protestante contre tous les attentats des Catholiques Romains.

Mais leurs Altesses ne peuvent point consentir à l'Abolition du Test, ou de ces autres Loix Penales ci-dessus, qui tendent à assurer la Religion Protestante; vû que les Catholiques Romains n'en reçoivent aucun autre préjudice, si non qu'ils sont exclus par elles des Parlemens, & des Emplois publics. Et que par leur moyen la Religion Protestante est à couvert des desseins que les Papistes pourroient former contr'elle, ou contre la sureté publique; on ne peut point dire aussi, que le Test ni ces autres Loix établissent aucune rigueur contre les Papistes, à l'égard de leurs Consciences. Ce sont seulement des Précautions & des Conditions qui qualifient & rendent les personnes capables d'être Membres du Parlement, ou de remplir quelque Office; par lesquelles il faut aussi qu'ils declarent devant Dieu & devant les hommes, qu'ils sont de la Religion Protestante. De sorte qu'effectivement le dessein de leur établissement n'est autre que de garantir la Religion Protestante du préjudice qu'elle pourroit recevoir de la part des Catholiques Romains.

Leurs Altesses ont cru & croyent toujours, que l'on ne doit pas demander ou attendre d'Elles davantage: puis que par ce moyen les Catholiques Romains, & leur Posterité seront mis à couvert pour toujours de toute peine tant en leurs Personnes & Biens, que dans l'Exercice de leur Religion; & Elles jugent que les Catholiques Romains se doivent contenter de cela, & ne pas inquieter le Royaume, sous pretexte qu'ils ne peuvent pas être receus dans le Parlement, ni etre admis aux Charges; ou que l'on ne casse pas les Loix, dans lesquelles consiste principalement la Seureté de la Religion Protestante; car si on faisoit ce qu'ils souhaitent, cela les mettroit en estat de la renverser facilement.

Leurs Altesses croyent aussi, que les Nonconformistes seront très contens, quand ils se verront pour toûjours à couvert du peril d'etre inquietés ou maltraités pour l'Exercice libre de leur Religion, sous quelque sorte de pretexte que ce soit.

Leurs Altesses s'estant declarées si positivement sur ces sujets, je voi manifestement, qu'Elles sont bien éloignées de vouloir empecher que l'on affranchisse les Nonconformistes de la severité des Loix Penales, puis qu'Elles sont prêtes d'employer tout leur credit & de faire tous leurs efforts pour les établir en cette Franchise: Elles n'insistent point du tout aussi, à ce que l'on refuse aux Catholiques Romains l'exercice de leur Religion, pourvû qu'ils en usent avec modestie & sans pompe ni ostentation. Pour moi, j'ai toujours été & suis encore fort contre tous ceux, qui veulent qu'on persecute les autres Chrétiens, parce qu'ils different de la Religion publique établie: Et j'espere avec l'aide de Dieu, que je serai toujours de ce sentiment là; Car comme la Lumiere dont la Religion éclaire nos esprits, est, selon mon sentiment, un pur effet de la Misericorde de Dieu envers nous, il me semble que nous en devons remercier Dieu de toutes les Puissances de nos Ames: Et avoir pitié de ceux qui sont encore plongés dans l'Erreur, comme Dieu a eu pitié de nous, & que nous devons prier Dieu ardemment, à ce qu'il lui plaise d'amener dans le chemin de la Verité ceux qui s'en écartent, & nous servir des moyens les plus doux & les plus agreables pour les attirer.

Mais j'avoüe, que je n'ay jamais pû comprendre, comment des gens qui font profession d'etre Chrétiens, & qui peuvent joüir sans peine ni facherie de l'exercice de leur Religion, peuvent croire qu'il leur soit permis de troubler le repos d'un Royaume ou d'un Etat, & de renverser les Loix du Gouvernement, pour pouvoir entrer par ce moyen dans les Charges, sans faire difficulté de sapper & de détruire les Loix qui font la sureté & le repos de la Religion établie.

Il est certain, que la Religion Réformée est par la Grace de Dieu & par les Loix du Pays faites par le Parlement, la Religion établie & publique des Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande; Et que l'on a pourvû par ces Loix-là, qu'aucun ne puisse être admis soit à etre Membre du Parlement, soit à quelqu'autre Emploi public, excepté ceux qui declarent ouvertement qu'ils sont de la Religion Protestante, & qu'ils ne sont pas Catholiques Romains: Et on a aussi pourvû par ces Loix, que la Religion Protestante sût à l'avenir en sureté contre toutes les entreprises que les Catholiques Romains pourroient former contr'elle: Or en toutes ces choses, je ne voi pas que ces Loix contiennent

ANS de J.C. 1687.

nent aucune rigueur contre les Personnes ou contre les Biens de ceux qui ne peuvent pas prendre ces Tests, qui ne s'accordent pas avec la Religion Catholique Romaine: Tout l'inconvenient qui leur en peut arriver, est qu'ils ne peuvent avoir de part au Gouvernement, ni aux Offices * d'importance, pendant que leurs Consciences ne leur permettent pas de prendre ces Tests: Et que l'on ne souffre pas qu'ils fassent aucune chose qui soit au prejudice de la Religion Reformée. Du reste leurs personnes & leurs Biens sont en sureté, & l'exercice même de leur Religion leur est assuré.

* Of Trust.

Puis, que comme j'ay déja dit, leurs Altesses sont prêtes de se joindre à sa Majesté pour l'Abolition de ces Loix Penales par lesquelles les hommes sont exposez aux Amendes & autres rigueurs.

Je ne voi pas qu'il reste d'autre difficulté touchant l'Abolition des Loix Penales, excepté celle cy, que quelque gens voudroient que les Catholiques Romains fussent rendus habiles à entrer dans toutes les Charges & Emplois publics, & que par consequent les Loix qui mettent à couvert la Religion Protestante contre les desseins des Catholiques Romains, fussent abolies. Au lieu qu'au même tems les autres ne souhaitent pas avec une moindre ardeur que ces Loix demeurent en leur pleine & entiere vertu; & croyent, que la principale fureté de la Religion établie consiste, à les conserver comme une chose sacrée & inviolable.

Il est certain, qu'il n'y a point de Royaume ni de Republique, ni aucun autre Corps ou Societé d'hommes, quelle qu'elle puisse être, qui n'ait établi des Loix pour sa Sureté; par lesquelles ils pourvoient à toutes les entreprises qui se peuvent faire contre leur repos, & qui prescrivent & marquent les Qualités qu'ils jugent necessaires à tous ceux qui peuvent avoir de l'Employ dans ce Royaume, Etat ou Societé; & aucun ne peut pretendre, qu'on luy fasse tort, en ne l'admettant pas aux Charges, lors qu'il ne remplit pas les Conditions & Qualités qui sont requises pour cela.

On ne peut pas aussi nier, que l'on ne remarque une grande difference entre la conduite de ceux de la Religion Reformée, & celle de ceux de la Religion Romaine les uns envers les autres: Les Catholiques Romains, ne se contentant pas d'exclure les Reformés de toutes les Charges Lucratives ou d'Authorité, suppriment outre cela absolument l'Exercice de cette Religion; & persécutent cruellement tous ceux qui la professent; Et ne manquent point de faire cela, par tout où ils peuvent exercer ces rigueurs sans danger. Et j'ay beaucoup de douleur que nous ayons à present devant nos yeux tant de deplorables exemples de cette cruauté, qui est exercée en tant de lieux differens à la fois.

C'est pourquoi je voudrois de bon coeur voir une seule raison qui puisse porter un Protestant qui aura la crainte de Dieu, & qui aimera sa Religion, à consentir à l'Abolition de ces Loix, qui ont esté etablies par l'Autorité du Roi & du Parlement, qui ne tendent à autre chose qu'à assurer la Religion Reformée, & à empêcher que les Papistes ne soient en état de la renverser. Ces Loix n'infligent ni amendes ni châtimens, & ne font qu'exclure les Catholiques Romains des Charges du Gouvernement; lesquels, s'ils y estoient admis, ne penseroient à autre chose qu'à augmenter leur Parti, & à acquerir plus de credit & de pouvoir; qui, selon ce que vous voyons arriver tous les jours, ne pourroit manquer d'être extremement dangereux à la Religion Reformée, & tourneroit à son grand desavantage: Puis qu'en tous lieux, ceux qui sont dans les Emplois publics, favorisent naturellement la Religion de la quelle ils sont, peu ou beaucoup. Et comment me voudroit-on persuader, ou à quelqu'autre, de faire nos efforts pour porter leurs Altesses, lesquelles Dieu a tant honorées que de les faire les Protecteurs de son Eglise, à approuver ou donner leur consentement à des choses si prejudiciables, tant à la Religion Reformée, qu'à la fureté publique. Et je ne puis, Monsieur, avec vôtre permission vous accorder ce que vous dites, que la Religion Reformée n'en recevra aucun prejudice.

Je sçai que l'on dit communément que le nombre des Catholiques Romains dans l'Angleterre & dans l'Ecosse, n'est pas considerable; & qu'ils ne possedent qu'un petit nombre de Charges importantes; quoi qu'on ne puisse nier, qu'il en ya tout autrement en Irlande: Mais il faut necessairement que vous m'accordiés cecy, que s'ils sont en petit nombre, il ne seroit pas raisonnable que la tranquillité publique fût troublée pour l'amour d'un petit nombre de personnes, principalement lors qu'on peut leur offrir une aussi grande grace, comme est la Liberté de l'Exercice de leur Religion: Et si leur nombre est plus grand, on en a d'autant plus de raison de les craindre.

Je croi veritablement que les Catholiques Romains, en l'état où sont les choses à présent, ne souhaiteront point extremement d'être dans les Charges & Emplois publics, & qu'ils ne feront point d'entreprises sur la Religion Reformée, tant à cause que cela est contraire aux Loix, qu'à cause des grands inconveniens que cela pourroit attirer dans un autre tems, sur leurs Personnes, ou sur leurs Biens: Cependant si les Barrieres des Loix estoient une fois rompues, vous les verriés entrer dans le Gouvernement, & les principaux Offices & Emplois seroient mis entre leurs mains; & il ne seroit pas facile à Sa Majesté de s'oppo'er à eux en cela, quelque ferme qu'Elle puisse etre; car ils le presseroient assurement beaucoup la dessus, & lui representeroient la chose comme une affaire où la Conscience seroit interessée; & quand ils seroient en possession des Emplois publics, que faudroit-il que fissent les Protestans, qui ne tireroient plus aucune protection des Loix, & qui ne devroient gueres attendre de bons traittemens de tels Magistrats? & au contraire, les avantages que les Catholiques Romains tireroient de leur Affranchissement des Tests & des Loix Penales, sont si evidens, que ce seroit perdre son tems, de vouloir s'amuser à les prouver. Je ne puis ni ne veux douter de la sincerité des intentions de Sa Maj. & qu'il n'a point d'autre vue dans cette affaire, sinon que ses Sujets puissent joüir en toutes choses de mêmes Droits & Libertés.

Mais le sens commun, aussi bien que l'experience de tous les siécles, du present aussi bien que des passez, nous montrent, qu'il sera impossible aux Catholiques Romains & aux Protestans, lors qu'ils seront mélés ensemble dans les Charges publiques & dans les Emplois de vivre paisiblement ensemble, & en bonne intelligence, ils seront tres assurement jaloux les uns les autres; car les Principes & les Maximes des deux Religions sont si contraires l'une à l'autre, qu'à mon sens ils seroit impossible à quelque Prince ou Roi que ce soit, d'étouffer tous les soupçons & animosités qui pourront s'élever & eclater à tous momens.

Pour ce qui est de ce que vous apprehendés, que les Nonconformistes ne seront point affranchis des Loix Penales, qui sont faites contr'eux, si l'on n'abolit pas le Test au même tems: ce sera à la verité un grand malheur pour eux; mais les Catholiques Romains en seront seuls à blamer, puis qu'ils aiment mieux qu'eux & leur Posterité gemissent toûjours sous le poids des Loix Penales, & soient exposez à la haine de toute la Nation, que de demeurer toûjours dans l'incapacité d'attenter contre la Paix, & contre la Sureté de la Religion Protestante; & d'être privés de ce petit avantage (si l'on doit l'appeller de ce nom) d'avoir part au Gouvernement & aux emplois publics; vû qu'en tous les Lieux du monde ç'a toujours esté le privilege de la Religion etablie par les Loix; & en verité ces attentats des Catholiques Romains, n'en doivent être que plus suspects aux Protestans qui en doivent être d'autant plus sur leurs gardes, qu'ils voyent que les Catholiques Romains, au même tems qu'ils sont soumis à la rigueur des Loix Penales, ne se conten-

ANS de J. C. 1687.

contentent pas de n'en souffrir point d'incommodité à present, mais tâchent encore de persuader à sa Majesté, de faire que les Protestans bon gré mal gré, détruisent cette sureté qu'ils ont pour leur Religion; & ouvrent le chemin pour introduire les Catholiques Romains dans le Gouvernement & dans les Emplois publics: Auquel cas il n'y auroit plus de protection à esperer pour eux que celle que l'on peut attendre d'un Gouvernement Catholique Romain.

Une chose semblable ne peut donc paroître que fort injuste à leurs Altesses, qui les blameront pour tous les inconveniens qui en pourront proceder; puis qu'Elles se sont declarées si ouvertement sur ce sujet, & cela d'une maniere si avantageuse aux Catholiques Romains memes. Et puis qu'il ne tient qu'à ce seul point que les affaires ne soient ajustées; Leurs Altesses ne peuvent donner leur consentement à des choses si contraires aux Loix déja établies, & si préjudiciables à la Religion Protestante, telles que seroient l'Admission des Catholiques Romains aux Charges du Gouvernement, & aux Emplois importans, & l'Abolition de ces Loix, qui ne peuvent produire d'autre effet que d'assurer la Religion Protestante contre les entreprises des Catholiques Romains.

Vous me dites: *Que les Catholiques Romains en ces Provinces ne sont pas exclus des Emplois & des Charges importantes.* Mais vous vous trompés beaucoup en cela. Car nos Loix sont precises là dessus, les excluant en termes exprés de toute part dans le Gouvernement, & de tous les Emplois de la Police & de la Justice. Il est vrai, que je ne connois point de Loi expresse qui les exclue des Emplois Militaires; cela auroit esté veritablement trop dur, vû que dans la premiere Fondation de nôtre Etat, ils se joignirent à nous pour la deffence de la liberté publique, & nous rendirent de grands services pendant les guerres; à cause de cela ils ne furent point exclus des Emplois Militaires; car la sureté publique n'étoit exposée par là à aucun danger, tant à cause que le nombre de ceux de cette Religion qui servoient en nos Troupes n'étoit pas grand, que parce que les Etats auroient pû facilement prevenir les inconveniens que cela auroit pû produire: Ce qui n'auroit pas pû se faire si aisément, si les Catholiques Romains avoient eu part dans le Gouvernement, & dans la Police, & dans la Justice de nôtre Etat.

Je suis tres-certain de cecy, & j'en pourrois donner de fort bonnes preuves, qu'il n'y a rien que leurs Altesses desirent tant, si non que sa Majesté puisse regner heureusement, & dans une parfaite intelligence avec ses Sujets; & que ses Sujets, étant persuadés de l'affection paternelle de sa Majesté envers eux, soient prêts de répondre de leur côté à sa Bonté, & de lui rendre tout le devoir & l'obeïssance possible; Mais leurs Altesses sont convaincues en leur Conscience, que la Religion Protestante & la Sureté de la Nation, seroient exposées à des Dangers certains, si le Test, où ces autres Loix Penales, desquelles j'ai déja fait souvent mention, estoient abolies; C'est pourquoy Elles n'y peuvent pas consentir, ni se joindre à sa Majesté pour cela, car Elles croyent qu'Elles auroient un grand compte à rendre à Dieu, si la confidention de quelques avantages presens les portoit à consentir, & à concourir à l'execution de choses, qu'ils croyent estre fort dangereuses & prejudiciables à la Religion Protestante.

Leurs Altesses ont toûjours eu pour sa Majesté une soûmission profonde, & sont resoluës de l'avoir toûjours; car Elles s'y croyent obligées tant par les Loix de Dieu que par celles de la Nature; mais comme le sujet dont il est presentement question, ne regarde point de nouvelles Loix que l'on veüille faire, mais l'abolition totale des Loix déja établies par le Roi & par le Parlement; Elles ne voyent pas comment on peut attendre d'Elles un consentement à une telle abolition, pour laquelle Elles ont une si juste aversion, comme estant une chose contraire aux Loix & aux Coûtumes de tous les Etats Chrêtiens, tant Protestans que Papistes, qui ne reçoivent personne dans le Gouvernement, ou dans les Emplois publics, que ceux qui professent la Religion publique & établie, & qui mettent peine de l'assurer contre toutes les entreprises que l'on peut faire contr'elle.

ANS de J. C. 1687.

Je ne croi pas qu'il soit necessaire de vous montrer combien leurs Altesses sont devoüées à sa Majesté; c'est une chose dont ils ont donné des preuves si réelles, que comme l'on n'en peut pas douter, il seroit inutile d'y insister: Et Elles sont resoluës de continuer toûjours dans la même soumission, respect, & affection; ou plûtôt de l'augmenter, s'il est possible. Je suis, MONSIEUR, Vôtre, &c.

Nov. 4. 1687.

CCXIV.

ANS de J. C. 1687. FRANCE ET SUISSE.

Arrest du Conseil d'Estat du Roi de France LOUIS XIV. *qui ordonne conformement à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons* SUISSES, *que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Roiaume l'Or & l'Argent monnoié qu'ils auront receu pour le prix des Marchandises qu'ils auront apportées. Du vingtiéme Decembre* 1687. Freder. Leonard. Tom. IV.

Extrait des Registres du Conseil d'Estat.

LE Roi aiant par Arrest de son Conseil du 18. Novembre dernier, renouvellé les desenses faites par les anciennes Ordonnances, Arrests & Reglemens, à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient de transporter ni faire sortir hors du Roiaume, Païs, Terres & Seigneuries de l'obeïssance de sa Majesté, tant par Mer que par Terre, aucunes especes d'or & d'argent monnoié, Barres & Lingots, sur les peines portées par icelui: Et sa Majesté voulant qu'il ne soit rien innové à l'Article 20. du Traité d'Alliance fait avec les Cantons des Ligues Suisses en l'Année 1658. & qu'ils puissent continuer leur commerce & le transport de l'or & de l'argent monnoié, qu'ils auront reçû pour le prix de leurs Marchandises, en faisant leurs declarations & prenant des Passeports, suivant & ainsi qu'il est porté par ledit Article: Oüy le rapport du sieur le Pelletier Conseiller ordinaire au Conseil Roial, Controlleur General des Finances; Sa Majesté estant en son Conseil, a ordonné & ordonne conformement à l'Article vingtiéme du Traité d'Alliance fait avec les Cantons Suisses, & aux Lettres Patentes expediées sur icelui le dixneuviéme Juillet 1658. que les Marchands desdits Cantons pourront transporter hors du Roiaume, l'or & l'argent monnoié qu'il auront reçû pour le prix des Marchandises qu'ils auront apporté; à cet effet il leur sera délivré des Passeports par les Sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & Generalitez du Roiaume, sur la representation qui sera par eux faite des acquis de payement des droits deus pour lesdites Marchandises, des acquits à caution par eux pris ou de l'Extrait des Registres des Bureaux, par lesquels ils auront fait entrer lesdites Marchandises, contenant la declaration de la quantité & qualité d'icelles, au bas desquels Extraits qui leur seront délivrez gratis ils declareront le prix qu'ils auront vendu lesdites Marchandises, & la somme qu'ils prétendent emporter en espece hors du Roiaume.

ANS de J. C. 1687.

Fait au Conseil d'Etat du Roi, sa Majesté y étant, tenu à Versailles le 20. jour de Decembre, 1687. Signé, Colbert.

Louis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, Dauphio de Viennois, Comte de Valentinois & Diois, Comte de Provence, Forcalquier, & Terres Adjacentes : Au premiet des Huissiers de nos Conseils; ou autre nôtre Hoissier ou Sergent sur ce requis, Nous te mandona & commandons par ces presentes signées de nôtre main, que l'Arrest doot l'extrait est ci-attaché sous le Contre-scel de nôtre Chancallerie, ce jourd'hui donoé en nôtre Conseil d'Etat, Nous y étant, tu signifier à tous qu'il appartiendra à ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance, & faits pour son entiere execution tous Actes & Exploits necessaires sans autre permission : Voulona qu'aux copies dudit Arrest & des Presentes collationnées par l'un de nos amez & feaux Conseillers & Secretaires, foi soit ajoûtée comme aux Originaux. Car tel est nôtre plaisir. Donné à Versailles le vingtiéme jour de Decembre l'an de grace mil six cens quatre-vingt-sept, & de nôtre regne le quarante-cinquiéme. Signé, LOUIS, & plus bas, Par le Roi Dauphin, Comte de Provence. Signé. Colbert, & Scellé.

CCXV.

ANS de J. C. 1688.

Tekeli et Hongrie.

Manifeste du Comte de TEKELI, *Chef des Mécontens de Hongrie, publié au commencement de l'année*, 1688. Mercure Historique & Politique mois d'Avril, 1688. pag. 402.

PEuples Hongrois, il y a long-temps que vos Ennemis & les miens font courir le bruit de ma mort, & neanmoins je respire encore, graces à Dieu, pour deffendre vûtre liberté opprimée. Je sçais bien que c'est à regret que vous voua êtes rangés sous l'étandait de la Maison d'Autriche : il y a trop long-temps que vous la coonoissez pour vous y fier, & ce qui vient encore de se passer tout nouvellement à la pretenduë election d'uo Roi de Hongrie, vous fait assez voir combien vôtre vie & vôtre fortune seroient en danger, si vous étiez obligés de lui obeïr? Vous êter contraiots de dissimuler, parce que la conjoncture le demande. Mais enfin je connois vos cœurs comme je connois le mien. Je sçaia que vous avez horreut de tout ce que vous faites : je sçais encore que vous haïssez ceux qui vous preparent des fers, dont la charge cependant ler devroit obliger de ler briser. Quelle honte au Comte Esterhasi d'avoir brigué la qualité de Prince de l'Empire, comme si celle de Palatin de Hongrie n'étoit pas incomparablement plus belle? Est-celà le prix de touter ler infames trahisons qu'il vous a faiter, & faut-il qu'un homme que j'ai honoré de mon alliance, me deshonore moi, & toute la nation? J'aime bien mieux voir mes biens entre ler mains de mes ennemis, que d'en joüir à ce prix-là. Quelles offres ne m'a-t-oo point faites pour vous abandonner? Ne m'en fait-t-on pas encore tous les jours, si j'étois d'humeur à le faire? Mais si Dieu a determiné que je sois malheureux, il n'est pas cependant possible que je sois coupable. Plutôt que de vous trahir, je me trahirai moi-même : j'ai tiré l'épée pour vnus dés le moment que j'ai eu la force de la soûtenir : j'ai affronté mille perils pour vous garder fidelité : j'ai méprisé le fer & le poison : je suis encore exposé tous les jours à l'on & à l'autre par ma perseverance. Mais enfin je presere une mort glorieuse à une vie infame, assuré que quelque malheureux que je puisse être, vous avoüerez que j'étois digne d'un sort plus heureux.

ANS de J. C. 1688.

Mais il n'est pas encore temps de se desesperer. Vous sçavez qu'un puissant Empire me protege, & qu'il est encore tout prêt de vous recevoir en sa protection. S'il a eu quelques revers de fortune, il n'est pas prêt d'être détruit pour cela. Qoand il auroit perdu tout ce qu'il possede en Europe, dont il est encore fort éloigné, il lui reste deux autres parties du monde où il commande. Il n'avoit pas plus de forces quand il a renversé l'Empire d'Orieot : celui d'Occident n'aproche pas de la puissance; ainsi qui oe voit qu'il n'est pas encore temps de dire comme on fait tous les jours, qu'il ne lui faut plus gueres de chose pour être abattu? Vos ennemis & les miens le savent bien dans le fonds de leur ame. C'est pour cela qu'ils se retiennent dans leurs passions, qui ler portent naturellement à verser jusquer à la derniere goute de nôtre sang. Ne vous souvient-il pas de celui qu'ils ont repando de sang froid en tant de rencontres, & comment ils ont armé la main der boureaux, quand la leur a été lasse de nous égorger? qui est celui d'entre vous qui se puisse vanter de n'avoir pas perdu un frere, un neveu, un parent, ou un ami dans cette grande effusion de sang qui se vient de faire par le General Caraffa? Qu'ont produit touter les plaintes que vous en avez faites, quoi que vous aiez fait voir clair comme le jour que tout ce qu'il en faisoit n'étoit que pout dépoüiller la veuve & l'orphelin? On a fait semblant de vous donner des ordres pour que la formalité de justice fût observée : mais avez vous veu qu'ils aient été executés? Depuis qu'il les a receus nous pouvons cooter vous & moi plus de deux cens personnes qu'il a condamnés de sa seule autorité, & quand ils ont demandé à se justifier, il a répondu insolemment qu'on feroit leur procés quand ils auroient été executés. Souffrirez-vous encore loog-temps, Vaillans Hongrois, qu'on triomphe de vôtre innocence, & si vous êter destinés à perir, ne vaut-il pas mieux que ce soit les armes à la main, que sous le fer de vos infames bourreaux? Faites un effort pour sortir de la honteuse captivité où vous étes : il ne vous manque que la volonté. Le pouvoir de nos ennemis n'est pas si grand que vous vous l'imaginez. Combien y a-t-il de temps que je le méprise, & si vous m'aviez assisté de toutes vos forces, en quel état nous trooverions-nous vous & moi? N'attendez pas que vous soiez encore plus bas que vous n'êter : ils ne demandent qu'à vous abimer, afin que dans vôtre impuissance vous ploiyez le cou sous le joug tirannique qu'ils vous preparent depuis tant de temps? Soliman le nouvel Empereur der Turcs vous tend la main pour vous retirer d'oppression. Un Prioce de son nom a été autrefois la terreur de ceux que vous apprehendez aujourd'hui; & bien qoe nous ne devions pas ajoûter foi aux propheties qui viennent de ce côté-là, je oe puis m'empêcher de vous dire néanmoins, que ler Turcs publient qu'ils en ont une selon laquelle leur Empire presque abatu doit devenir plus florissant que jamais sous un Prince de ce nom-là. Concourez avec moi à la faire trouver veritable, puis que vôtre salut & le mien dependent doresnavant de nôtre union avec ces peuples. Ils nous ont soûtenus depuis plusieuts années, comme nous les avons soûtenus nous-mémes : nous avons toûjours agi de concert ensemble, pourquoi vous departir d'uoe maxime dont vous vous êtes si-bien trouvés? Qu'esperez-vous de la promesse de nos ennemis? Jettez ler yeux sur le malheureux Prince de Transilvanie, vous verrez comment ils se sont mocqués de sa credulité? Que sert qu'il ait fait un traité avec eux, s'ils n'en observent pas un seul article? Mais qu'est-il necessaire que vous empruntiez un exemple étranger? Combien de fois vous-a-t-on manqué de parole, ou pour mieux dire, y a-t-il quelqu'on de vous qui se souvienne qu'on la lui ait tenuë, aprés la lui avoir donnée? On n'a cherché

qu'à

ANS de J.C. 1688.

qu'à vous embarquer dans des traités pour vous tromper plus facilement. Vôtre bonne foi n'a été recompensée que de la plus noire infidelité. C'est sous le nom de paix, & d'amnistie qu'on a cherché à vous attirer pour vous faire tomber dans le précipice. Je ne demande autre chose que de vous y faire faire réflexion, aprés cela je m'assure que vous en deviendrez plus sages.

Que si tout ce que je vous remontre ici n'est pas capable de vous toucher, considerez au moins qu'il n'y a point d'autre interêt que le vôtre qui m'oblige à vous en parler ainsi. Je puis, quand je le voudrai, faire ma paix à des conditions qui sembleroient assez avantageuses à un homme qui auroit oublié le soin de sa patrie. Mais puis que graces à Dieu, je n'en ai jamais perdu le souvenir depuis que j'ai l'âge de connoissance; je m'en souviendrai encore mieux presentement que j'ai tant de bons compatriotes à venger. Vous devriez aussi-bien que moi entendre leur voix, qui nous crie que nous ne devons pas souffrir que leur sang ait été versé si injustement. Croiezmoi, ne differez pas une chose si nécessaire pour vôtre sureté, puis que l'impunité augmentera l'audace de vos ennemis, au lieu que leur punition les rendra plus reservez à entreprendre quelque chose contre vous.

CCXVI.

ANS de J.C. 1688.

L'Empereur et la Transilvanie.

(*a*) *Acte par lequel la* TRANSYLVANIE *se met sous la protection de* LEOPOLD *Empereur, & de* JOSEPH *Archiduc d'Autriche son fils, Roi de Hongrie. Fait à Hermanstat, le* 9. *Mai*, 1688. Mercure Hollandois de 1688. pag. 9.

(a) Cette Piéce a été traduite du Flamand qui n'est pas l'Original.

NOus Michel de Tekeli de Szek, General George & Alexis Bethlem Ladislaus Szekel de Borofzen; Valentin Franck Juge royal & Chrétien Szabo, Bourguemaitre Prince de Hermenstadt Conseillers de l'excellent Prince de Transilvanie, Nicolas de Bethlem, Etienne Appor de Alfo-Thoyn, Pierre Alvinzy & Jean Starosy, prémier Secreteire de Justice. Michel Filstrick, Juge de Cronstat, Deputé Plenipotentiaire des susdits Excellent Prince & Etats du Pais de Transilvanie, savoir faisons dès maintenant & en memoire perpetuelle; Tout le Monde admire avec raison la grande grace de Dieu, qui après tant de cruautez & de meurtres, & l'effusion de tant de sang de Chrétiens innocens, s'étant laissé toucher de compassion a en memoire eternelle & pour le bonheur de tous les bien-intentionnez delivré étant de Provinces & de Royaumes d'une barbarie & esclavage insupportable. Le Juste Dieu n'e pas pû plus long-tems considerer des Cieux, la rage & l'orgueil, du plus cruel ennemi juré de la Chrétienté qui étoit monté à un tel faête de pouvoir, qui s'étoit rendu la terreur du monde, le Desolateur des voisins, & le Contempteur d'un chacun. Le Seigneur des Armées par la vertu de sa dextre a enfin tiré l'épée, & a couronné le cause & les justes armes de l'Auguste Empereur des Romains, nôtre très gracieux Seigneur, de tant des glorieux succès, que le Barbare avoue & confesse lui même ses forces effoiblies, & son esprit atterré, & humilié, car les œuvres de la merveilleuse providence divine sont si grandes que par un effect de sa vengeance, il a attrapé le destructeur qui à cause de ses succès se croyoit en sureté, & a fait en même tems évanouïr la terreur qu'inspiroient ceux qui faisoient rage pour l'extirpation des Chrétiens, en sorte qu'il ne leur est resté aucun espoir de rétablir leur fortune chancelante. La malheureuse Transilvenie a gemi un Siécle & plus sous l'oppression du Turc, & elle s'est veuë privée de son Roy & Seigneur legitime par tant de guerres, de meurtres, d'incendies, & de troubles interieurs, qui s'y sont enracinez, & qui ont presque causé sa ruine totale, l'histoire parlera à jamais de la Tragedie fatale que ce Païs a souffert sous la protection du Turc, & par le discorde des Princes. Il est à present retourné au Roi de Hongrie qui en avoit été privé par l'envie & les entreprises audacieuses de quelques-uns, & les Etats l'embrassent d'un commun consentement & par des vœux unanimes qu'ils ont toûjours poussez à Dieu tout misericordieux pour pouvoir jouïr de ce bonheur, & de le forte & paternelle protection du glorieux Leopold premier Empereur des Romains, & du tres-heureux, tres-invincible & tres-juste Joseph Roi de Hongrie, (dont le vie & le Trône soient benis de Dieu) & de tous ses descendans & autres Successeurs Rois de Hongrie. C'est pourquoi sçachent tous & un chacun presens & avenir, ce qui maintenant a été resolu & arrêté à l'honneur de Dieu tout puissant & pour le repos & utilité de l'advenir; c'est à sçavoir que nous renonçons, (en vertu de nos pleinpouvoirs, & pour plus grande sureté de l'Acte de Confirmation & Resolution de l'Illustre Prince & des Etats du Royaume prise par un consentement unanime, & par un propre mouvement & zéle Chrétien) à la Porte Ottomane, ne voulant avoir à l'avenir aucune correspondance avec elle, ni lui payer aucuns dons ni tributs, ni faire quoy que ce soit par où on puisse inferer qu'on auroit quelque correspondance avec elle, ni avec ses adherans & autres ennemis infideles, quels qu'ils soient, de nôtre glorieux Empereur des Romains & Seigneur, de nôtre tres-gracieux Seigneur le Roi de Hongrie, & de ses Successeurs, sur peine de léze Majesté, suivant les Loix de Transilvanie, aprés connoissance de la verité; & nous recevons au contraire sincérement & de bonne foy pour nous & pour toute la posterité de l'excellent Royaume de Transilvenie (comme il a déja été declaré,) le protection paternelle de sa glorieuse Majesté; Et afin que nous puissions donner une preuve réelle de nôtre soumission, & obeïssance, nous, en vertu du pleine pouvoir cy-dessus mentionné, & des Acte & Resolution confirmatoires du tres-Serenissime Prince & des Etats, recevons garnison du glorieux Empereur Romain, dans les Forts de Kovar, Husz, Georgim, & Croonstadt, outre ceux ausquels il y a déja garnison de sa Majesté Imperiale, & sommes prêts de prendre les armes contre le Turc ennemi commun de la Chrétienté & contre tous autres, aussi-tôt que sa tres-glorieuse Majesté nous l'aura ordonné, prient tres-humblement son invincible Majesté Imperiale de confirmer gracieusement par sa bonté naturelle nos libertez & Privileges, & singulierement l'exercice libre de la Religion dont a été joui jusques à present, & de nous proteger, nous & nôtre posterité. Nous ne dontons pas non plus que son Excellence le General & Comte de Caraffa ne recommande fortement l'instance dudit Excellent Prince & de tout le Royaume auprés de sa tres-glorieuse Majesté Imperiale ce que nous requerons de bon cœur & esperons de la faveur, que son Excellence nous a jusques à present témoignée, sadite Excellence ne nous ayant en effect jamais troublé ni inquieté dans la jouïssance de nos libertez & privileges. Demeure cependant le Traité fait avec le Duc de Lorraine en sa force, pour plus grande sureté & confirmation de ce que dessus, & la connoissance de cette nôtre presente declaration, & renonciation à la protection du Turc, nous avons confirmé ces presentes du sceau ordinaire des trois Nations de Transilvanie. Donné à Hermanstat le 9. Mey 1688.

ANS de J.C. 1688.

ANS de J. C. 1688.

LES PROVINCES UNIES ET BRANDEBOURG.

CCXVII.

Renouvellement d'Alliance entre les Etats Generaux des PROVINCES UNIES *des Pais-Bas, &* FRIDERIC III. *Electeur de Brandebourg, conclu à Cologne sur la Sprée, le* 30. *Juin* 1688. Manuscrit.

DE Hooghmoogende Heeren Staeten General der Vereenighden Nederlanden ende de Doorlughtigsten Vorst en Heere Frederick de Derde Marggrave tot Brandenburgh, des Heilige Roomschen Rychs Ertz-Cammerer en Churfursten in Pruysen, tot Maegdenburgh, Gulick, Cleve, Berg, Stettin, Pomeren der Cassuben en Wenden, oock in Silesien, tot Crossen in Schwiebuhs, Hertogh, Burggrave tot Nurembergh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Camin, Graff tot Hohenzollern, der Marck, ende Ravensbergh, Heere tot Ravesteyn, ende van de Landen, Lauvenburgh ende Buttauw: overwooghen hebbende de besondere groote nuttigheyt ende avantages die haere wederseyts Landen en Onderdanen toegebraght syn door de Tractaten, ende Allantien tusschen Hoogstged. Hoogmoogende Heeren Staeten General der Vereenigde Nederlanden, en dewylen den Doorlughtigsten Vorst en Heere Heere Frederick Wilhelm, Marggrave tot Brandenburgh, des Heyligen Roomschen Rychs Ertz-Cammerer ende Churfurst in Pruyssen, tot Maegdeburgh, Gulick, Cleve, Bergh, Stettin, Pommeren, der Cassuben en Wenden, oock in Silesien, tot Crossen, ende Schwiebuhs, Hertogh, Burggrave tot Nurenburgh, Vorst tot Halberstadt, Minden en Camin, Graeff tot Hohenzollern, der Marck en Ravensbergh, Heere tot Ravesteyn, ende van de Landen Lauwenhurgh en Buttauw, syner Churfurstelycke Doorlughtigheyt Heere Vaeder glorieuser Gedagtenisse, soo wel tot Bevestingh van een goet onderlingh verstandt en naebuyrlich vertrouwen als tot bevorderinge van de gemeyne Securiteyt ende Beschermingе opgereght, en de hoe de voorsz. nuttigheyt ende avantages door de continuatie van een eensgesinde Verbintenisse niet alleen geconserveert, maer oock voor 't toekomende vermeerdert soude konnen werden, hebben derhalven dienstigh ende noodigh geaght de voorschreeve Tractaten en Alliantien te continueren ende te vernieuwen ende ten dien eynde tot haere Gevolmachtigde geconstitueert te weeten haer Hoogh-moogende den Heere Jacob Hop, Raedt en Pensionaris der Stadt Amsterdam, Gedeputeerde in haere Vergaderinge, van wegens de Provintie van Holland ende Westvriesland, tegenwoordigh haeren Extraordinaris Envoyé aen het Hof van meer-hoogstgemelte syne Ceurfurstelycke Doorlughtigheyt desselfs werckelick geheyme Raets, en Krygsraeden, oock respective Leens Directeuren, de Welgeboorne Heeren Frans van Meinders, Paul van Fuchs, ende Eberhard van Danckelman, de welcken sigh daar op te saemen gevoeght hebbende naer wedersydes geproduceerde en uytgewisselde Volmaghten, waar van de Copyen achter aen het eynde deses syn gevoeght, verdragen, geconvenieert, en geaccordeert syn in de volgende manieren.

Dat namentlyck de Tractaten en Alllantien, welke tusschen haer Hoog-Mogende ter eenre, ende syne Ceurforstelycke Doorlughtigheyt glorieuser gedaghtenisse ter andere zyde, op den 26. Febr. ouden ofte den aghsten Maert 1678. nieuwen Styl, met het separaet articul van dien van den selven date tot Coln aen de Sprée ende op den 23. Augusti in den Haegh zyn opgereght, sullen werden vernieuwt en geconfirmeert, gelyck deselve vernieuwt ende geconfirmeert wer-

CCXVII.

Traduction de ce Traité.

ANS de J. C. 1688.

LES PROVINCES-UNIES ET BRANDEBOURG.

LEs Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & le Serenissime Prince & Seigneur Frederic troisiéme Margrave de Brandebourg, Electeur & Archi-Chambellan du S. Empire Romain, Duc de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pomeranie, Cassubie, Vandalie, Silesie, Crosse, & Schwiebuchs, Duc, Burgrave de Nurembourg, Prince de Halberstadt, Minden, & Camin, Comte de Hohenzollern, de la Marck, & Ravensberg, Seigneur de Ravestein, & des Païs de Lauwenbourg, & Buttaw, ayant consideré la grande utilité & les avantages dont leurs Païs & sujets respectifs ont joüi par les Traitez & Alliances, cy-devant faits entre leursdites Hautes Puissances les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-bas & feu Serenissime Prince & Seigneur le Seigneur Frederic Guillaume Margrave de Brandebourg, Archichambellan, Electeur du S. Empire Romain, Duc en Prusse, de Magdebourg, Juliers, Cleves, Berg, Stettin, Pomeranie, Cassubie, & Vandalie, & aussi en Silesie, de Crosse, & Schwiebuchs, Duc, Burgrave de Nuremberg, Prince de Halberstadt, Minden & Camin, Comte de Hohenzollern, de la Marck & Ravensberg, Seigneur de Ravenstein, & des païs de Lauwenbourg & Buttaw, Seigneur & pere de sa Serenité Electorale d'heureuse memoire; ils ont trouvé utile & necessaire non seulement de continuer & renouveller les susdits Traitez & Alliances, tant pour la confirmation d'une bonne & particuliere intelligence, voisinage & confiance, que pour l'avancement & augmentation de la sureté & protection commune; c'est pourquoy ils ont constitué pour leurs Plenipotentiaires, sçavoir leurs Hautes Puissances, le Sieur Jacob Hop, Conseiller & Pensionaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé dans leur Assemblée de la part de la Province de Hollande & West-Frise, presentement Envoyé Extraordinaire à la cour de la susdite Serenité Electorale; & ses Conseillers privez & de guerre & Directeur des Fiefs, les Sieurs François de Meinders, Paul de Fuchs, & Everhard de Dankelman, lesquels ayant conferé par ensemble, & s'étant entre-communiqué leurs pleins pouvoirs dont la copie est inserée enfin des presentes, ont traitté, convenu & accordé en la maniere suivante.

C'est à sçavoir que les Traitez & Alliances qui ont été faites entre leurs Hautes Puissances d'une part, & sa Serenité Electorale de glorieuse memoire d'autre part le 26. Fevrier vieux stile ou dixhuit Mars, stile nouveau 1678. avec l'Article separé de la même datte à Cologne sur la Sprée, & à la Haye le vingt-troisiéme Août seront renouvellées & confirmées, comme elles sont renouvellées & confirmées par ces presentes de même & de la même manie-

ANS de J. C. 1688.

werden by desen, even en invoegen als of de voorschreve Tractaten ende Alliantien alhier van woort tot woorde, waeren verhaelt en geinsereert.

Belooven oock verders haer Hoogh Mogende ende sijne Ceurfurstelijcke Doorluchtigheyt de boven geroerde Tractateo en Alliantien oprechtelijck ende ter goeder trouwe te sullen onderhouden, ende te doen onderhouden, ende niet te sullen toelaeten dat ietwes tegens den inhoude van dien werde ondernomeo ofte gepleegt, directelijck ofte indirectelijck, op wat wyse het oock soude mogen wesen, ende indien nochtans suleks buyten vermoeden souden mogen gebeuren, te sullen besorgen, dat het selve ten spoedighsten gerepareert ende naer uytwysen vande voorsz. Tractateo gericht werde.

De jegenwoordige Conventie sal by haer Hoogh-Mogende ende syne Ceurvorstelijcke Doorluchtigheyt geratificeert, ende de Acten van Ratificatie van dien sullen ten wedersyden werden oytgewisselt binneo den tydt van twee maendeo, of wel eerder indien 't selve kan geschieden, te reeckenen van den dagh van de signature: gedaen tot Coln aen de Sprée den dertighsten Junij 1608. Was geteeckent.

manière que lesdits Traitez & Alliances étoient icy insérés & repetées mot pour mot.

Promettent aussi de plus leurs Hautes Puissances & sa Serenité Electorale d'entretenir & d'observer lesdits Traités & Alliances de bonne foy; & de ne point permettre qu'il soit rien entrepris ni fait contre le contenu en iceles directement ou indirectement de quelque maniere que ce puisse être, & si néanmoins cela arrivoit, contre toute attente, de faire ensorte qu'il soit au plutôt reparé conformément à la teneur desdits Traitez.

La presente convention sera ratifiée par leurs Hautes Puissances & par sa Serenité Electorale, & les Actes de Ratification d'icelle échangées dans le tems de deux mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter du jour de la signature, fait à Cologne sur la Sprée le trentième Juin, 1688. Etoit signé,

(L. S.) J. Hop.	*(L. S.) Frantz van Meinders.* *(L. S.) Paul van Fuchs.* *(L. S.) Eberhard Danckelman.*	(L. S.) J. Hop.	(L. S.) François de Meinders. (L. S.) Paul de Fuchs. (L. S.) Eberhard Danckelmao.

CCXVIII.

ANS de J. C. 1688. DANEMARC ET LES PROVINCES UNIES.

Traité Préliminaire entre CHRETIEN V. *Roi de Danemarc, & les* PROVINCES UNIES *des Pays-bas. Fait à Berlin le 6. Juillet, 1688.* Recueil des Traitez faits & conclus entre les Etats Généraux des Provinces-Unies, & divers Rois, Princes, &c.

NAdemael tusschen syne Koninghlijcke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c ter eenre, ende de Hoogh Mogende Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden ter andere zyde, zedert een geruymen tijdt herwaerts verscheyde differenten ende oneffenheden gheresen zijo, over ende ter saecke van de Commercie ende Navigatie van de Ingheseteoen der Vereenigde Nederlanden, op sijn Koninghl Majesteyts Rijcken en Landen, midtsgaders in en door de Zund op de Oost-Zee; ende dat alhoewel de voorsz differenten en oneffenheden tot noch toe niet alleen niet geadjusteert hebben konnen werden, maer ter contrarie meer en meer uytgheborsten zijn, echter sijne Koninghlijcke Majesteyt en haer Hoogh Mogende altoos hebben gheconserveert een oprechte genegentheyt omme de selve ten spoedighsten door een minnelijck verdragh getermineert te sien, oock om præliminairlijck te adjusteren 't geen de bevorderingh van soo een goedt ende heylsaem ooghmerck eeniger maten soude konoeo retarderen, en in dit alles krachtelijck zijo ghesecondeert door de interpositie en de goede officien die wylen sijn Churfurstel. Doorl. van Brandenburgh gl. ged., ende by continuatie sijn jegenwoordigh regerende Churfurstel Doorl. van Brandenburgh, als successive Mediateuren in desen beliest hebben te employeren; *Soo ist*, Dat, om daer toe te gheraecken, sijne Koninghlijcke Majesteyt tot desselfs Gevolmachtighde geliest heeft te nomineren den Heere *Johan Hugo van Lenten*, tot Sarlhusen, sijne Koninghl. Majesteyts Estats en Landt-Raedt, Vice-Cantzeler in het Hertoghdom Schlefwigh, ende desselfs Extraordinaris Envoyé aen het Hof van sijn Churfurstelijcke Doorlughtigheydt, ende Heeren Staten Gene-

CCXVIII.

ANS de J. C. 1688. DANEMARC ET LES PROVINCES UNIES.

Traduction de ce Traité.

COmme depuis assez longtems il est arrivé plusieurs differens & mes-intelligences entre sa Majesté le Roi de Danemarck, Norwegue, &c. d'une part, & les Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre part au sujet & à l'occasion du Commerce & Navigation des Habitans des Provinces-Unies des Pays-bas dans les Royaumes & Pays de sadite Majesté ensemble dans le Sund sur la Mer Baltique & qu'encore que lesdits differens n'ayent non seulement pû être ajustez jusques à present, mais ce soient au contraire augmentez de plus en plus, cependant sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont toujours conservé une sincere inclination de les terminer au plutôt par un accommodement à l'amiable & même d'ajuster par des preliminaires ce qui pourroit en quelque maniere retarder un dessein si bon & si salutaire, en quoy ils ont été fortement secondez par l'interposition & les bons offices de feu sa Serenité Electorale de Brandebourg d'heureuse memoire, & par la continuation de ceux de sa Serenité Electorale à present regnante qu'elle a bien voulu employer, en qualité de Mediateur Successeur. C'est pourquoy, & afin de parvenir à ce but, il a plû à sa Majesté de nommer pour son Plenipotentiaire le Sieur Jean Hugo de Lente de Sarlhusen Conseiller d'Etat de sadite Majesté & son Envoyé Extraordinaire à la Cour de sa Serenité Electorale; & les Seigneurs Etats Generaux le Sieur Jacob Hop, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Député en l'Assemblée de leurs Hautes Puissances de la part de la Province de Hollande & West-Frise, & leur Envoyé Extraordinaire à ladite Cour de Sa Serenité Electorale, lesquels s'étant rencontrez ensemble en la Ville de Berlin, après s'être communiqué reciproquement leurs Plein-pouvoirs respe-

ANS de J.C. 1688.

Generael den Heere *Jacob Hop*, Raedt en Pensionaris der Stadt Amsterdam, Gedeputeerde ter Vergaderinge van haer Hoogh Mog. wegens de Provincie van Holland ende West-Vriesland, ende haren Extraordinaris Envoyé aen 't Hoff van sijn Churfurstel. Doorl.; dewelcke sich te samen bevonden hebbende in de Stadt Berlijn, aldaer naer reciproque communicatie van hunne respective Volmachten, waer van Copien aen het eynde deses van woorde te woorde zijn gevoeght, preliminairlijck zijn geaccordeert ende verdragen in volgende maniere.

I. De plaetse van de afhandelinge van de bovengheroerde differenten in het algemeen, sal zyn de Stadt Hamburgh of Altena, ten welcken eynde beyde de hooge parthyen haer Gevolmachtighden behoorlijck geinstrueert aldaer sullen laten vinden, omme ten dage van de uytwisselinge van de Ratificatien van het jegenwoordigh præliminair Tractaet aenstondts de voorsz. Negotiatie onder de mediatie van sijn Churfurstel. Doorl. by der handt te nemen en sonder uytstel ae vervolgen.

II. En op dat inmiddels de Navigatie ende Commercie haer voortgangh mogen hebben, is verdragen ende ghecondioneert, dat by provisie ende voor den tijdt van twee eerst komende jaren, te reeckenen van den dagh van de uytwisselingh van de Ratificatien van het jegenwoordigh Tractaet, en soo veel langer als voor de expiratie van dien tijdt met gemene bewillinge sal werden vastgestelt, de Onderdanen van sijn Koninghl. Majesteyt in de Vereenighde Nederlanden, ende de Inghezetenen der Vereenighde Nederlanden in de Oost-Zee, Denemarcken ende Noorwegen varende en handelende; sullen werden getracteert, op den voet ende conform de letter van de Tractaten en Conventien tusschen sijn Majesteyt en haer Hoogh Mog. in de jaren 1645. 1647. 1666 ende 1669. respectivelijck gemaeckt, welcke Tractaten en Conventien van alsulcken kracht zullen zijn en werden gehouden, als of de selve van woorde te woorde waren gheinsereert; en is voorts wel expresselijck verdragen en geaccordeert, dat in gevalle het Tractaet ten principalen niet en soude mogen wesen gesloten, voor de expiratie van de voorsz. twee jaren, of van dien tijdt welcke (aleer de selve twee jaren sullen wesen verloopen) met ghemene bewilliginge sal werden vast-ghestelt, in sulcken ghevalle wederzijdts Onderdanen en Ingezetenen sullen hebben ten tijdt van drie maenden, te reeckenen van den dagh af dat dit præliminair Tractaet sal wesen geexpireert, om binnen deselve drie maenden hare Effecten, Schepen of Goederen te mogen revoceeren, 't huys ontbieden of elders verzenden, sonder in het minste daer in (geduyrende de voorsz drie maenden) verhindert, beswaert, belast of geincommodeert te worden, even als of dit præliminair Tractaet (geduyrende den voorsz. tijd van drie maenden) noch effectivelijck plaets hadde, subsisteerde ende gheobserveert moest werden.

III. Dienvolgende sal het visiteren der Schepen en Goederen den Ingezetenen der Geunieerde Provincien toebehoorende, en door de Zundt passerende, conform het 3. Articul van het Tractaet de Anno 1645. geen plaetse hebben, en omtrent de visitatien van de voorsz Schepen die in Noorwegen, 't zy met Hout alleen, 't zy met Hout en andere Waren, of wel andere Waren alleen souden mogen worden beladen, sal precieselijck achtervolght werden het 14. en 15. Articul van het Tractaet van den jare 1647, ende het 10. Articul van dat van den jare 1666. respective.

IV. Gelijck oock de metinge van de Schepen op Noorwegen varende, gereguleert sal blyven naer het geene deswegen in den jare 1669. is geconvenieert; ende de Tollen van de Hout-lasten en andere Waren en Koopmanschappen, welcke uyt Noorwegen souden mogen werden uytgevoert, betaelt sullen werden naer het 8. en 10. Art. van het Tractaet van den jare 1666,

ten

respectifs, dont copie sera inserée mot pour mot en fin des presentes, ils ont convenu & accordé preliminairement, en la maniere suivante.

ANS de J.C. 1688.

I. Le lieu de la negociation sur les differents cy-dessus mentionnez en general, sera la Ville de Hambourg ou Altena, auxquelles fins, lesdites deux Hautes Parties, y feront trouver leurs Plenipotentiaires duëment instruits pour au jour de l'échange des ratifications du present Traité preliminaire, entamer & continuer aussi-tôt & sans delay ladite negociation, sous la Mediation de sadite Serenité Electorale.

II. Et afin que cependant la Navigation & le Commerce puissent avoir leurs cours, est accordé & stipulé, que par provision & pour le tems des deux prochaines années à compter du jour de l'échange des Ratifications du present Traité, & pour tel tems plus long, qu'il sera arrêté d'un commun consentement avant l'expiration du tems susdit, les sujets de sa Majesté navigeans & trafiquans dans les Provinces-Unies des Pais-Bas, & les habitans des Provinces-Unies des Pais Bas dans la Mer Baltique, Danemarc & Norwegue, seront traitez sur le pied & conformement aux Traitez, & convention d'entre sa Majesté & L. H. P. ès années 1645, 1647, 1666. & 1669. respectivement; lesquels Traitez & Conventions seront de même force & valeur que s'ils étoient icy inserez mot à mot: & est en outre expressement accordé & convenu, que si le Traité ne pouvoit pas être conclu au principal avant l'expiration des susdites deux années, & du tems, qui (avant que lesdites deux années seront expirées) sera arrêté, en tel cas les sujets & habitans de part & d'autre auront le tems de trois mois) à compter du jour que ce Traité preliminaire aura expiré, pour pendant lesdits trois mois pouvoir reclamer leurs effets, Vaisseaux ou Marchandises, les faire revenir chez eux ou les envoyer ailleurs, sans (pendant lesdits trois mois) pouvoir en ce être empêchez, troublés, lesés, ou incommodés, comme si durant ledit tems de trois mois ce present Traité préliminaire devoit avoir encore effectivement lieu, subsister & être observé.

III. En consequence dequoy la visite des Vaisseaux & Marchandises des habitans des Provinces-Unies, & qui passerent par le Soud, n'aura point de lieu conformement à l'art. 3. du Traité de l'an 1645. Et à l'egard de la visite des susdits Vaisseaux qui sont chargez en Norwegue, soit avec du bois seulement, soit avec du bois & autres marchandises, ou avec d'autres marchandises seulement, seront precisément suivis les 14. & 15. Articles du Traité de l'an 1647. & le 10. Article de celui de l'an 1666. respectivement.

IV. Comme aussi la mesure des Vaisseaux qui vont en Norwegue sera reglée suivant ce qui a été convenu à cet égard en l'an 1669. & les Tols des bois chargez & autres marchandises, lesquelles pourroient être transportées de Norwegue, seront payez suivant les 8. & 10. Articles du Traité de l'an 1666., à moins que les sujets de sa Majesté, ou d'autres Nations n'eussent déja obtenu

en

ANS de J. C. 1688.

tenware de Onderdanen van sijn Koninghl. Majesteyt, of wel andere Natien, albereydts verkregen souden mogen hebben; of noch geduyrende de voorsz. tijd souden mogen verkrygen eenige verminderingh in voorsz Tollen; in welcken ghevalle oock de Ingezetenen der Vereenighde Nederlanden dat voordeel, volgens het 9. Art. van het voorsz. Traccetat de Anno 1666. sullen genieten.

V. Insgelijcx sullen oock, conform het voorsz 9. Articul, de Schepen, in de Vereenighde Nederlanden 't huyt hoorende, eenige Waren of Koopmanschappen in de Rijcken van sijn Koninghl. Majesteyt brengende, 't zy dat de selve Waren en Koopmanschappen gebracht worden directelijck uyt de eerste handt, of van de plaets daerse zijn gevallen, dan niet, geen hooger of meerder Tholl betalen als de eygen Inwoonders of Onderdanen van sijn Koninghl. Majesteyt; ende sal dienvolgende oock cesseren de vierdubbelde Tholl, geleght op Waren en Koopmanschappen die niet uyt de eerste handt, of van de Plaetsen daerse zijn gevallen, met Nederlandtse Schepen in sijn Majesteyts Rijcken werden gebracht; gelijck mede ophouden sal het Verbod voor de Nederlandsche Schepen, om Waren of Koopmanschappen tusschen de Rijcken van sijn Majesteyt, of tusschen Provintien of Stiften in Denemarcken of Noorwegen te vervoeren; daer en boven sullen oock op het versoeck ende ter requisitie van sijn Churfurstl. Doorl. als Mediateur, ophouden de voorrechten, immuniteyten en exemptien aen de soo genaemde defensions, exemptions en diergelijcke Schepen, soo ten respecte van de Thollen die op het inkomen en uytgaen werden betaelt, als ten opsichte van den Oirzondtschen Tholl, door sijn Koninghlijcke Majesteyt geaccordeert.

VI. Dat volgens het 13. Articul van het Tractaet van den jare 1645. de passage en Navigatie door de Zunde, als oock de Traffijcq in sijn Koninghl. Majesteyts Rijcken en Landen, vry ende onverhindert sal blijven, en dat derhalven oock op het versoeck ende ter requisitie van sijn Churfurstel. Doorl. als Mediateur sal cesseren het Verbod tegen den invoer van verscheyde Waren, Manufacturen en Koopmanschappen ge-emaneert: En is wyders verdragen dat het different 't geen hier over, en over de defensions, exemptions en diergelijcke Schepen is ontstaen geweest, ende de redenen welcke dien aengaende by of van wegen sijn Koninghlijcke Majesteyt zijn geallegeert, sullen werden gerenvoyeert tot de negotiatie ten principalen (nochtans effect sorterende 't geen aengaende de voorsz Schepen, en het voorsz verbod by 't vijfde en het jegenwoordige Articul is geconvenieert) om als dan te sien hoe verre die saecke tot wederzijdts genoegen sal konnen werden inghe schickt

VII. Sullen vorders, volgens het 2. Articul van het Tractaet d'Anno 1645. het 13. Articul van dat van den jare 1647. ende het 8. Art. van het Tractaet d'Anno 1666. alle by-Thollen en andere diergelijcke lasten, wat naem die oock souden mogen hebben, die t'zedert de voorsz Tractaten, en in præjuditie van de selve, soo in de Zundt als in Noorwegen zijn ingevoert, gantschelijck cesseren, en sal vervolgens afgeschaft moeten worden alle 't geene buyten de letter van de boven-geroerde Tractaten de Onderdanen van sijn Majesteyt in de Vereenighde Nederlanden, ende den Ingezetenen der Vereenigde Nederlanden, 't zy van hare Schepen, 't zy van hare ingelade Goederen, soude mogen wesen afgevordert; maer sal alles præciselijck werden gereguleert naer de selve Tractaten, als Art. 2. hier boven is geseght; sonder dat aen de generale expressien aldaer gebruyckt, eenige prejudicie werdt verstaen te werden gegeven, door het geen specialijck by de volgende Articulen van dit Tractaet is verdragen ende gheconvenieert.

ou n'obtinssent pendant le susdit terme quelque diminution desdits peages; auquel cas les habitans des Provinces-Unies jouiront aussi de cet avantage, conformement à l'art. 9. du susdit Traité.

V. Semblablement les Vaisseaux conformément audit neufiéme article, qui apartiendront aux Provinces-Unies, & qui aporteront quelques marchandises ou denrées dans les Royaumes de sa Majesté, soit que les mêmes marchandises ou denrées soient amenées directement de la premiere main, soit du lieu où elles sont echeuës ou non ne payeront pas de plus grands droits que les propres habitans & sujets de sa Majesté, & en consequence cesseront aussi les Tols quatre fois doubles, mis & imposez sur les marchandises & denrées qui viennent avec des Vaisseaux des Païs-Bas dans les Royaumes de sa Majesté non de la premiere main ou des lieux où elles sont écheuës, comme aussi cessera la deffence faite à l'égard des Vaisseaux des Païs-Bas, de transporter entre les Royaumes de sa Majesté, ou entre les Provinces de Danemarc ou Norwegue. Outre ce cesseront à la requisition de sa S. E. les prerogatives, immunitez, & exemptions accordées par sa Majesté aux Vaisseaux nommez de defence, exemptions, & semblables, tant à l'égard des Tols, qu'on paye à l'entrée & à la sortie, qu'à l'égard du Tol de l'Orsund.

VI. Que suivant l'art. 13. du Traité de l'an 1645. le passage & navigation par le Sond, comme aussi le trafic dans les Royaumes & Païs de sa Majesté, sera libre & sans empêchement, c'est pourquoy aussi, sur la demande & requisition de sa Serenité Electorale comme Mediateur cessera la deffence de faire entrer diverses marchandises, manufactures & denrées. Et est en outre accordé que les differens mûs à ce sujet & sur les deffences, exceptions & differens Vaisseaux, & les raisons qui à cet égard ont été alleguées par sa Majesté ou de sa part, seront renvoyées à la négociation au principal, (sortant néanmoins son effect, ce qui a été convenu à l'égard des susdits Vaisseaux, & de ladite deffence par l'article cinquiéme & par le present) pour voir alors comment cette affaire pourra être reglée de part & d'autre à la satisfaction reciproque.

VII. Cesseront en outre entierement suivant l'art. 2. du Traité de l'an 1645. le 13. art. de celui de l'an 1647. & le 8. art. du Traité de l'an 1666. tous les by-Tols & autres charges semblables de quelque nom, qu'ils puissent être appellez, introduits au préjudice d'iceux, tant au Sond qu'en Norwegue, & sera consequemment aboli tout ce que, outre le contenu des Traitez susmentionnez, pourroit avoir été demandé aux sujets de sa Majesté dans les Provinces-Unies des Païs-Bas & aux Habitans des Provinces-Unies, soit de leurs Vaisseaux, soit des marchandises y chargées; mais le tout sera réglé precisément suivant les mêmes Traitez, comme il est dit icy par l'article 2., sans qu'à l'expression generale qui y est employée soit entendu être donné aucun prejudice, par ce qui est specialement accordé & convenu par l'article suivant de ce Traité.

ANS de J. C. 1638.

VIII. Tot beter naerkominge van alle 't geene voorsz is ; is verstaen , dat mede sal cesseren en ophouden de nieuwe Deensche Tholl-Rolle , by syn Koninghl Majesteyt op den 27. Mey 1686 gearresteert, ende voorts alle andere Ordonnantien, Verboden, Vryheden ende Ezemptien , welcke tegens de voorschreve Tractaten souden mogen zijn ge-emaneert ofte aen yemandt gheconcedeert.

IX. Daer en is van de zyde van syne Koninghlijcke Majesteyt bedongen, ende by hare Hoogh Mog. belooft, dat de selve mede gheduyrende de voorsz tijdt van twee jaeren sullen doen cesseren het verbodt van de Navigatie ende Commercie op het Rijck Noorwegen, mitsgaders van den invoer van de Houtwaren die in het selve Rijck zijn gevallen, ende van daer of van elders in de Vereenighde Nederlanden souden mogen werden gebracht: Gelijck mede de belastingh van twintigh guldens op het inkomen van yeder Last van de voorsz. Houtwaren, voor date van het voorsz Verbodt tegens den invoer van dien gevordert, alles respectivelijck conform haer Hoogh Mog. successive Placaten ende Waarschouwingen van den 27. Maert, 1687. ende 17. Maert 1688.

X. Gelijck mede in voegen als vooren sal ophouden de meerder belastingh , by hare Hoogh Mog. Resolutie van den 27. Maert 1687. gesteldt op de Deensche Schepen , die in de Vereenighde Nederlanden willen laden of ontladen ; sullende de verdere beswaernissen welcke van de syde van syne Koninghlijcke Majesteyt gesustineert souden mogen werden op de Deensche Commercie ende Navigatie in de Vereenighde Nederlanden te wesen geleght, gerenvoyeert werden tot de boven-gheroerde Negotiatie ten principalen, om als dan op den voet ende naer uytwysen van de vooren-genoemde Tractaten geadjusteert en ingeschickt te werden.

XI. Het tegenwoordigh Tractaet sal by syne Koninglijcke Majesteyt ende by hare Hoogh Mogende werden geratificeert , ende de Actens van Ratificatie van dien sullen ten wederzyden in goede en behoorlijcke forme werden uytgewisselt binnen den tijdt van twee maenden , of wel eerder , indien het selve kan geschieden , te reeckenen van den dagh van de signature, om aenstondts naer de selve gedane uytwisselinge, dit Tractaet precieselijck te executeren.

Tot bevestingh van 't welck, hebben Wy in den Hoofde van dit præliminair Tractaet genoemde Bevolmachtighden van syne Koninghlijcke Majesteyt, ende van de Heeren Staten Generael, uyt krachte van de voorschreve Onse Pouvoirs , in haren name het jegenwoordigh Tractaet eygenhandigh onderteyckent, ende met onse Zegelen bekrachtight. Gedaen tot Berlin den sesten July 1688. nieuwen stijl.

Was geteeckent,

(L.S.) *Johan Hugo van Lenten.* (L.S.) *J. Hop.*

Volght de Copie van de Volmacht van syne Koninghlijcke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c.

WIr Christian der Funffte , van Gottes gnaden Konig zu Dennemark, Norwegen, der Wenden und Gothen, Hertzog zu Schleswig, Holstein, Stormarn, und der Ditmarschen, Graff zu Oldenburg und Delmenhorst, &c. Thun kund hiemit, Nachdeme , zwischen Uns und dem Statt der Vereynigten Nederlanden wegen der Zolle und Commercien, *hinc inde* einige irrungen entstanden, und dann zu hinlegung der selben, gutliche Tractaten zu pflegen, vor hero aber einige præliminar-puncten ab zu reden , beederseits für guth befonden und beliebet worden, dass Wir zu solcher præliminar handlung, Unsers Orths , den Whol-Edlen unsern Estats und Land-Rath , Vice-Cantzlern im Hertzogthum Schleeswig , jetzigen Envoyé Extraordinaire am Chur-

ANS de J.C. 1688.

VIII. Pour meilleure observation de tout ce qui est dit cy-dessus , est jugé à propos , que le nouveau Toll-Rolle arresté par sa Majesté le 27. May 1686. cesse & soit sursis ; Et en outre toutes autres Ordonnances, Deffences, Libertez & Exemptions qui pourroient être emanées contre les susdits Traitez ou concedées à quelqu'un.

IX. D'ailleurs est stipulé de la part de sa Majesté & promis par leurs Hautes Puissances qu'ils feront aussi cesser durant le susdit tems de deux ans la deffence de la navigation & commerce dans le Royaume de Norwegue , ensemble , du transport des marchandises de bois qui sont arrivez dans ledit Royaume , & qui delà ou d'ailleurs pouvoient être amenez dans les Provinces-Unies des Pais-Bas , comme aussi l'imposition de vingt livres sur l'entrée de chaque last des susdites marchandises de bois exigez contre le transport, avant la date de ladite deffence , le tout respectivement conformement aux placards successifs & avertissemens de leurs Hautes Puissances des 27. Mars 1687. & 17. Mars 1688.

X. Comme aussi cesseront comme dessus toutes les autres impositions, mises par la Resolution de leurs Hautes Puissances du 27. Mars 1687. sur les Vaisseaux Danois, qui veulent charger & decharger dans les Provinces-Unies des Pais-Bas ; & les autres impositions que sa Majesté pourroit soûtenir avoir été mises sur le commerce de Danemarck & navigation dans les Provinces-Unies , seront renvoyées à la susdite negociation au principal , pour en aprés être ajustez & reglés , sur le pied & suivant le contenu des susdits Traitez.

XI. Le present Traité sera ratifié par sa Majesté & par leurs Hautes Puissances & les Ratifications d'iceluy en bonne & deuë forme seront échangées de part & d'autre dans le tems de deux mois, ou plûtost si faire se peut , à compter du jour de la signature , pour ensuite de l'échange faite , être ledit present Traité executé précisément de part & d'autre.

Pour confirmation de quoy Nous Plenipotentiaires de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux , en vertu de nos Pouvoirs susdits , avons en leur nom signé le present Traité de nos propres mains & confirmé de nos sceaux. Fait à Berlin le sixiéme Juillet , 1688. stile nouveau. Etoit signé ,

(L. S.) Jean Hugo de Lente. (L. S.) J. Hop.

Suit la Copie du Plein-pouvoir de sa Majesté le Roi de Danemarc & Norwegue , &c.

N*Ous Chrêtien cinquiéme par la grace de Dieu Roi de Danemarc , Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slefwick , Holstein , Stormarn , & Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg & Delmenhorst , &c. sçavoir faisons par ces presentes , que comme il est arrivé depuis quelque tems quelques differens entre Nous & les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas au sujet de la Navigation & qu'il a été jugé à propos de les terminer par de bons Traitez & d'en regler de part & d'autres quelques points préliminaires , c'est pourquoy nous avons à cet effect nommé nôtre fidele & amé Jean Hugue de Lente , presentement nôtre Envoyé à la Cour Electorale de Brandebourg , & nôtre Conseiller d'Etat , & Vice-Chancelier du Duché de Slefwick , & l'avons authorisé & commis , pour , sous l'interpo-* sition

ANS de J.C. 1688.

Chur-Brandenburgeschen Hoffe, und lieben getreuen, *Johan Hugo von Lenten*, auff Sarlhusen Erbgeseßen committiret und bevollmächtiget, Thun daßelbe auch hiemit dergestalt und also, das Er sich, unter interposition und vermittelung des jetzo Regierenden Churfursten zu Brandenburg Durchl. und L.D. mit der Staten Generael ebemaßig bevollmachtigtem Ministro in handlung einlaßen, und wegen angeregter præliminar-puncten etwas gewißer verabreden, schließen und unterzeichnen moge: Bey Koniglicheo Worten versprechende, dafs Wir das jenige, was er solcher gestalt handlen, thun und schließen wird, allerdinges genehm halten und ratificiren wollen. Uhrkündlichk, unter Unserm Koniglichen handzeicheo und fürgedrucktem Insiegel. Giben auff Unser Resident zu Copenhagen den 26. May, 1688.

CHRISTIAN.

(L.S.)

T. B. von Jeßen.

Volght de Copie van de Volmaght van haer Hoogh Mogende.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, Allen den geenen die desen jegenwoordigen sulllen sien ofte hooren lesen, Salut. *Doen te weten*, Dat, nademael het syne Churfurstelijcke Doorluchtigheydt van Brandenburgh, tegenwoordigh regerende, geliest heeft te continueren in de mediatie tot bylegginge ende assopieringe vande differenten tusschen syne Koninghlijcke Majesteyt van Denemarcken ende desen Staet geresen; ende Wy geerne souden sien dat de voorschreve differenten onder de voorschreve mediatie van hoogh-ghemelte syne Churfurstelijcke Doorluchtigheydt, hoe eerder soo beter, door een minnelijck accommodement mochten werden gheaccommodeert ende by-gheleydt, Wy ten dien eynde goedt-ghevonden hebben daer toe behoorlijck te qualificeren den Edelen, Ehrentfesten, Hoogh-geleerden, Wysen, Voorsichtighen Heer *Jacob Hop*, Raedt ende Pensionaris der Stadt Amsterstam, Gedeputeerde in Onse Vergaderinge, van wegen de Provincie van Hollandt ende West-Vrislandt, ende Onsen Extraordinaris Envoyé aen het Hoff van meer hoogh-gemelte syne Churfurstel. Doorluchtigheydt: Ende wetende dat de selve daer toe van noode heeft Onse speciale Procuratie, volkomen macht, authoriteyt en bevel, om alle scrupulen die dien aengaende gemoveert soude moghen werden wegh te nemen. *Soo ist*, dat Wy hem gegeven hebben, gelijck Wy hem geven in krachte deses, volkomen macht, authoriteyt ende speciael bevel, om met de Gevolmachtighde Heeren Ministers of Minister van hooghstghedachte syne Majesteyt, onder de mediatie van hooghstgedachte syne Churfurstelijcke Doorluchtigheydt, over de voorsz differenten ende geschillen te tracteren ende te accorderen, de selve te adjusteren ende te nederlegghen, soo als sy onderlinge sullen oordeelen ende bevinden ten wederzyden te behooren: Belovende sinceerlijcken, oprechtelijcken ende ter goeder trouwen te sullen houden voor aengenaem, vast, bondigh ende van waerden, alle 'tgeene by ghemelten Onsen Extraordinaris Envoyé in de selve qualiteyt sal zijn gedaen, belooft, geconsenteert ende geaccordeert, 't selve onverbreecklijcken naer te komen, te onderhouden ende te observeren, sonder daer tegens nimmermeer yets te doen of te laten geschieden, directelijck of indirectelijck, in wat manieren het oock soude mogen wesen; ende alles te ratificeren ende approberen, ende (des noots zijnde) daer van te verleenen ende te passeren Brieven ende Instrumenten in de beste forme, tot volkomen contentement ende vergenoegen van den hooghst-gemelten Koning. Gegeven in den Hage onder Onsen

sition & mediation du Serenissime Electeur de Brandebourg, aujourd'huy regnant, entrer en negociation avec le Ministre Plenipotentiaire des Etats Generaux, & travailler, conclure & signer entre eux lesdits points preliminaires. Promettant en parole de Roi d'avoir pour agreable & de ratifier tout ce qui par lui aura eté negocié, fait & conclu. En témoin dequoy nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles aposé nostre sceau. Donné en nôtre Residence à Copenhague le 20. May 1688.

ANS de J.C. 1688.

CHRISTIAN.

(L.S.)

T. B. von Jeßen.

Suit la copie du Pleinpouvoir de leurs Hautes Puissances.

LEs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-Bas à tous ceux qui ces presentes Lettres verront ou orront salut, sçavoir faisons, que comme il a plu à sa Serenité Electorale de Brandebourg, presentement regnant, de continuer dans sa Mediation pour assoupir & terminer les differens meus entre sa Majesté le Roi de Danemarc & cet Estat, & que nous verrions volontiers que par la susdite mediation de sadite Serenité Electorale les susdits differens fussent au plûtôt terminez & finis, par un accommodement amiable, Nous avons jugé à propos de nommer à cet effect le noble, savant, discret, sage & prudent Seigneur Jacob Hop, Conseiller & Pensionnaire de la Ville d'Amsterdam, Deputé en nôtre Assemblée de la part de la Province de Hollande & de West-Frise, & nôtre Envoyé Extraordinaire à la Cour de sadite Serenité Electorale; & sçachant que pour cet effect, il a besoin de nôtre procuration speciale & de nôtre authorité, pleinpouvoir & mandement pour ôter tous les scrupules qui pourroient naître à cet egard; c'est pourquoy nous lui avons donné, comme nous lui donnons à cet égard en vertu des presentes, Pleinpouvoir, authorité & mandement special, pour, sous la mediation de sa Serenité Electorale, traitter & accorder avec le Seigneur Plenipotentiaire & Ministre de sa susdite Majesté sur les differens susdits, & de les ajuster & terminer, comme ils jugeront & trouveront de part & d'autre convenir. Promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, stable & valable, tout ce qui par nostre susdit Envoyé Extraordinaire aura été en ladite qualité fait, promis, consenti & accordé, & de l'observer & entretenir inviolablement, sans jamais faire ou laisser rien faire alencontre directement ou indirectement, en quelque maniere que ce puisse être, & de ratifier & approuver le tout, & (si besoin est) en passer Lettres & Instrumens en bonne forme, au parfait contentement & satisfaction du susdit Roi. Donné à la Haye sous nôtre grande sceau, Paraphe du Seigneur President en nôtre Assemblée & Signature de nôtre Greffier le 10. Juin de l'an 1688. Et paraphé Jacob de Couverden, vt. & sur le repli étoit, par ordonnance des susdits Seigneurs Etats Generaux; Et étoit signé F. Fagel, & étoit imprimé dans l'espace le cachet de leursdites Hautes Puissances en oublie rouge couverte d'un quarreau de papier.

ANS de J. C. 1688.

grooten Zegele, Paraphure van den Heere Præsiderende in Onse Vesgaderinge, ende de Signature van Onsen Griffier, den thienden Juny Anno 1688. Was geparapheert, *Jacob van Coeverden*, vt. Op de Plijcque stondt, ter Ordonnantie van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael. Ende was geteyckent, *F. Fagel*. Zijnde op 't spatium gedruckt het Cachet van hoogh-ghemelte haer Hoogh Mog. op een rooden Ouwel, overdeckt met een Papieren ruyte.

CCXIX.

ANS de J. C. 1688.

ROME, LA FRANCE ET L'EMPEREUR.

Lettre de LOUIS XIV. *Roi de France à Monsieur le Cardinal* D'ESTREES *au Sujet de la Franchise des Quartiers à Rome, & de l'Election du Prince Clément de Baviere, pour Electeur de Cologne, laquelle peut être considerée comme un Manifeste contre le* PAPE *& contre* L'EMPEREUR. *Ecrite à Versailles le 6. Septembre,* 1688. Feüille volante imprimée.

MOn Cousin. Quoy que j'aye toûjours cru que les preventions du Pape contre ma Couronne estoient plûtôt les effets des suggestions de mes Ennemis, que de son inclination & de son penchant naturel pour la Maison d'Autriche, néanmoins il vieot de me donner des preuves si evidentes de sa partialité pour elle, & de son grand esloignement à rétablir avec moy une bonne intelligence, qu'il ne me reste plus aucune esperance de le porter à reprendre les sentimens de Pere commun, & à concourit avec moy à ce qui peut & doit affermir le repos de l'Europe. Il y a mesme bien de l'apparence, que la conduite que sa Sainteté tient à present, produira bien-tost une Guerre generale dans toute la Chrestienté. Et comme la prudence ne me permet plus d'attendre de justice de luy dans tous les differends qui peuvent avoit rapport à mes interests, je suis bien aise, pour n'avoir rien à me reprocher, que vous luy fassiez connoistre encore une fois les justes sujets qu'il me donne de ne le plus considerer, que comme un Prince engagé avec mes Ennemis; & puisque mon Ambassadeur ne peut avoir aucun accés aupres de luy, & que la dignité de Cardinal vous oblige à garder des mesures qui oe cooviennent pas avec la force des verités, dont il est necessaire qu'il soit informé; vous luy ferez la lecture de cette dépesche, & vous luy en laisserez mesme l'original, qui le doit faire souvenir, que depuis son elevation à la Chaire de saint Pierre, je n'ay rien obmis de tout ce qui le pouvoit persuader de mon respect filial pour luy, & du desir sincere que j'avois de contribuer à la gloire de son Pontificat, par toutes les mesures qu'une parfaire intelligence entre Nous pouvoit estaolir pour l'augmentation de nostre Religion.

Que tous les ordres dont j'ay chargé le feu Duc d'Estrées vostre Frere, ne tendoient uniquement qu'à une fin si salutaire au bien general de la Chrestienté.

Qu'elle a fait aussi le seul sujet de vôtre envoy & de vôtre sejour auprès de sa Sainteté.

Que c'est dans cette vuë que je vous avois permis de consentir à des temperamens sur la Regale, infiniment plus avautageux aux Eglises de mon Royaume, que ne pouvoient estre les pretentions mal fondées de quelques Evesques, quand mesme j'y aurois acquiescé.

Que quelque satisfactioo que m'ayent donné les insinuations & les remonstrances respectueuses que vous avez faites à sa Sainteté, & toute la Sagesse de vôtre conduite & de vos negociations néanmoins les preventions du Pape contre ma Couronne ont toûjours rendu inutile toute la force de vos raisons.

Que je n'ay pas laissé néanmoins, pour reduire cette affaire aux termes qui pouvoient plaire à sa Sainteté, d'accorder aux tres-humbles prieres du Clergé de mon Royaume, par ma derniere Declaration do 24. Janvier 1682. tous les avantages dont je voulois qo'ils fussent redevables à sa Sainteté même par le moyen du rétablissement d'une bonne intelligence entre Elle & moy.

Que j'avois raison de croire que cet esclaircissement de mes intentions devoit contenter sa Sainteté, & la disposer au moins à avoir pour moi les sentimens que la qualité de Pere commun luy devoit inspirer.

Que cependant bien loin de trouver en Elle cette affection paternelle, qui me devoit faciliter les moyens de ramener au giron de l'Eglise tous ceux de mes sujets qui avoient eu le malheur d'estre élevez & nourris dans l'erreur, Elle s'est opiniastrée par une dureté inflexible à refuser les Bulles à ceux que j'ay nommez aux Evéchex vacans de mon Royaume, & que j'ay reconnus les plus capables de travailler avec succez à l'instruction & à la conversion des Heretiques. Qu'Elle a fondé son refus sur des moyens qui n'ont jamais empêché aucun Pape de pourvoir ceux que les Roys mes Predecesseurs, & moy, avons nommez en vertu du Concordat. Mais comme vous luy avez assez fait voit, & à ses Ministres, tous les ioconveniens de ce refus, & que les Evéques de mon Royaume, qui ont acquis le plus de reputation dans toute la Chrétienté, ont suivi les mêmes maximes, qui sont aujourd'huy le pretexte d'une pretenduë incapacité dans ceux que la Cour où vous étes, qualific n'être pas d'une saine doctrine; il est inutile de rebatre toutes les raisons qui ont été si souvent dites sur ce sujet, & qoe vous avez si bien expliqué, qu'elles ne peuvent laisser aucuo lieu aux foibles excuses & aux prétendus scrupules de conscience, dont sa Sainteté, & ses Ministres se sont toûjours servi pour colorer l'injustice du retardement qu'elle apporte depuis plusieurs années à l'expedition de ses Bulles, pour des Prelats d'un merite distingué.

Que les Catholiques anciens & nouveaux sont scandalisez de voir, que pendant que j'employe mes soins, mon autorité, & mes finances à la destruction & à l'entiere extirpation de l'heresie, non seulement je ne puis obtenir de sa Sainteté les graces qui peuvent contribuer à l'affermissement de ce grand ouvrage, mais qu'au contraire elle se fait un point d'honneur d'oster à mon Ambassadeur les franchises, dont ses Predecesseurs ont toûjours joüi paisiblement, & qui leur ont esté confirmées par le Traité de Pisa.

Qu'au lieo de se servir pour cet effet des voyes de douceot, de negociation & d'accommodement pratiquées en pareils cas entre Princes amis, & qui veulent observer les regles de la bienseance, il a commencé par le refus de toute audience au Marquis de Lavardin mon Ambassadeur, dont les instructions ne tendoient qu'à restablir un bon concert entre sa Sainteté & moi; & daos une affaire purement temporelle, il s'est servi des armes spirituelles, pour le declarer notoirement

ANS de J. C. 1688. rement excommunié, contre l'avis mesme de ceux qui sont les plus devoués à ses sentimens, & les plus emportez contre mes interests.

Que tous les soins que vous & le Marquis de Lavardio avez pris pour luy faire connoistre, qu'on pourroit trouver des temperamens capables de concilier sa satisfaction avec la mienne, ont esté inutiles: Qu'il en a rejetté toutes les propositions avec hauteur, faisant mesme entendre par tout, que vostre entremise, ni celle du Marquis de Lavardin, ne pouvoient jamais luy estre agreables.

Que c'est ce qui m'a enfin obligé, pour lever tous les obstacles qui pouvoient l'embarasser, de luy depescher secretement un homme de confiance, auquel j'avois donné une lettre de ma main en creance pour sa Sainteté.

Qu'il s'est d'abord addressé à Casoni, & ensuite au Cardinal Cibo, auquel il a fait voir ma lettre, en sorte que le Pape n'a pû ignorer, que je l'avois choisi pour l'informer de mes plus secretes intentions, sans vous en rien communiquer, ni à mon Ambassadeur. Que cependant toutes les diligences qu'il a pû faire n'ont servi qu'à luy faire donner une exclusion formelle, avec plus d'indignité, que s'il eust esté Envoyé par le moindre Prince de la Chrestienté. Que le desplaisir de s'en revenir sans avoir executé mes ordres l'avoit enfin obligé de se descouvrir à vous & au Marquis de Lavardin; mais que toutes vos remonstrances par escrit & de vive voix à sa Sainteté, sur le blasme qu'elle s'attireroit dans toute la Chrestienté, du refus si injurieux d'une persone de confiance autorisée d'une letre de ma propre main, avec ordre de ne s'expliquer qu'à sa Sainteté mesme, sans l'interposition d'aucun Ministre, n'avoient pû rien obtenir, qu'une espece de menace de se porter bientost à de plus grandes extremitez.

Que cependant, nonseulement je n'ay jamais refusé d'entendre le Nonce de sa Sainteté, lors qu'il a eu quelque chose à me representer de sa part, mais mesme que pour marquer encore davantage mon zele & ma veneration pour le saint Siege, je voulus bien donner plusieurs audiences secretes dans mon Cabinet, au nommé Carlo Caveri Prestre Napolitain, du moment qu'il m'eust faite entendre qu'il avoit une mission secrete de sa Sainteté, & qu'elle l'avoit chargé de faire des propositions tres importantes, qui pouvoient rétablir une parfaite intelligence entre nous, quoy qu'il n'eut en effet aucune autre marque de la confiance du Pape, que quelques Lettres de Dom Livio son Neveu, & que je luy eusse assez fait connoistre, que s'il me faisoit voir un mot de sa Sainteté qui l'autorisat, je l'écouterois toutes les fois qu'il le desireroit. Je laisse au Pape à faire la comparaison de ce traitement, à celuy qu'il a fait à mon Envoyé, reconnu par ses Ministres, & par sa Sainteté mesme, sur les assurances que le Cardinal Cibo luy en a du donner, & que vous luy avez confirmées.

Je suis bien persuadé, qu'il n'y auroit point d'ennemy declaré de ma Couronne, qui refusât d'écouter celui qui luy porteroit une lettre de ma main; & je m'assure aussi qu'il n'y a poinct eu de Pape, & qu'il n'y en aura jamais qui se porte à une extremité si peu convenable à la qualité de Pere commun.

Mais on peut dire, que sa Sainteté a fait paroître sa haine personnelle contre ma Couronne, & sa partialité pour la Maison d'Austriche, encore plus ouvertement, dans tout ce qui s'est passé touchant la Postulation du Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie, & ensuite à l'Electorat de Cologne.

On n'auroit pas pû croire, qu'un Doien du Chapitre, qui en a si long-tems administré les plus importantes affaires avec toute la sagesse & la bonne conduite qui luy ont acquis l'estime de ses Confreres, qui a esté postulé à la Coadjutorerie, du consentement, tant du feu Electeur, que de tous les Chanoines, & qui est de plus honoré de la dignité de Cardinal, d'ait pû obtenir sa confirmation du mesme Pape qui n'en a revestu. ANS de J. C. 1688.

Sa Sainteté assuroit parce moien le repos de toute l'Europe, & ne donnoit aucun juste sujet de plainte à ceux qui sont les plus opposez à l'élevation dudit Cardinal, elle n'auroit pas mesme eu besoin de se servir des graces, dont la divine providence l'a rendu le dispensateur; il suffisoit seulement de luy accorder la permission de se démettre de l'Evesché de Strasbourg, & il n'auroit eu besoin ni de Bref d'Eligibilité, ni de faveur, ni de recommandation. Cependant sa Sainteté ne s'est pas contentée de luy refuser cette justice; mais on peut dire qu'entrant aveuglément dans tous les interests de la Maison d'Austriche, Elle s'est dépouillée tout d'un coup de cette rigidité qui luy avoit donné jusqu'alors un si grand éloignement pour toutes les graces, & Elle en a fait une profusion si extraordinaire, en faveur d'un jeune Prince, agé seulement de dixsept ans, qu'il ne faut que lire le Bref qu'elle luy a accordé pour voir qu'il ne peut avoir été dicté que par ceux qui ne reconnoissent aucune régle que celle qui convient à leurs passions & à leurs interests, & non pas par un Pape qui s'est toujours fait un scrupule de conscience d'accorder la moindre grace à mes prieres.

C'est cependant ce Bref qui a donné la force & le mouvement à toutes les intrigues, cabales, corruptions & injures, dont le Comte de Kaunitz s'est servy pour gagner trois ou quatre voix, & troubler l'union du Chapitre qui avoit paru dans la Postulation dudit Cardinal à la Coadjutorerie; ce qui n'a pas empeiché neantmoins, que la plus grande & la plus considerable partie ne se soit declarée en faveur dudit Cardinal, & ne l'ait proclamé.

C'est enfin cette conduite du Pape, & tout ce que je viens de vous escrire, qui porte les affaires de l'Europe à une Guerre generale, qui donne au Prince d'Orange la hardiesse de faire tout ce qui peut marquer un dessein formé d'aller attaquer le Roy d'Angleterre dans son propre Royaume, de prendre pour pretexte d'une entreprise si hardie le maintien de la Religion Protestante, ou plustost l'extirpation de la Catholique, & le renversement entier de la Monarchie: Qui donne à ses Emissaires & aux escrivains de Hollanda l'insolence de traitter de supposition la Naissance du Prince de Galles, d'exciter les Sujets du Roy de la Grande Bretagne à la revolte & se prevaloir de la necessité où me mettent la partialité du Pape & les violences de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furstenberg, & la plus saine partie du Chapitre de Cologne, à faire avancer mes troupes pour leur donner tout le secours & la protection dont ils peuvent avoir besoin pour se maintenir dans leurs droits & dans leurs libertez.

Sa Sainteté peut bien croire aussi, que quelque attachement que j'aye, & que j'auray tousjours pour le saint Siege, je ne puis plus m'empescher de separer la qualité de Chef de l'Eglise, de celle d'un Prince temporel, qui épouse ouvertement les interests des Ennemis de ma Couronne: Que l'obligation qu'elle m'impose, ne me permet plus d'attendre de sa part aucune Justice sur les differends qui me regardent: Que je ne puis plus le reconnoistre pour Mediateur des contestations qu'a fait naitre la succession Palatine entre ma Belle-sœur & la Maison de Neubourg: Que je sçauray bien faire rendre à cette Princesse la justice qui luy est duë, par les moyens que Dieu m'a mis en main contre les violentes usurpations de l'Electeur Palatin: Que d'ailleurs je ne pretens pas laisser plus long-tems le Duc de Parme mon allié, dépouillé de ses Estats de Castro & de Ronciglione, dans lesquels il doit estre restably, en execution de l'Article premier du Traité de Pise, dont je suis guarant. Ainsi je veux, que pour ne laisser à sa Sainteté aucun lieu de douter de la resolution

ANS de J.C. 1688.

solution qu'elle m'a obligé de prendre, vous luy demandiez en mon nom, qu'elle fasse incessamment remettre ledit Duc de Parme en possession de ses Etats de Castro & de Ronciglione, comme il est stipulé par ledit premier Article, luy declarant qu'au moindre retardement qu'elle y apportera, je feray entrer mes troupes en Italie, pour y demeurer, jusqu'à ce que ce Prince mon allié soit rentré dans la jouissance de sesdits Etats; & que je me mettray dans le même temps en possession de la Ville d'Avignon, soit pour la rendre à sa Sainteté, après l'entiere execution du Traité de Pise, ou pour la retenir, & donner audit Duc de Parme le prix pour lequel elle a esté engagée, en deduction des interests & des dommages qu'il pourroit souffrir d'une plus longue privation de sesdits Etats.

Que je continueray cependant à donner au Cardinal de Furstemberg & au Chapitre de Cologne, toute la protection dont ils pourront avoir besoin pour la manutention de leurs droits, sans refuser à ma Belle-sœur le secours qui luy sera necessaire pour le recouvrement de ce qui luy appartient de la succession des Electeurs Palatins ses Pere & Frere.

Je m'assure que tous les Princes & Etats de la Chrestienté, qui considereront sans passion la conduite que le Pape a tenue envers moy depuis son élevation au Pontificat, & qui connoistront d'ailleurs les soins & les empressemens que j'ay toujours eus à rechercher son amitié, tout ce que j'ay fait pour le bien & l'avantage de nostre Religion, mon attachement sincere & ma veneration pour le saint Siege; mon application à maintenir le repos de l'Europe, sans me prevaloir des conjonctures favorables & de la puissance que Dieu m'a mise en main, s'étonneront plutost que j'aye souffert tant d'injures & de mauvais traitemens de la Cour de Rome, & que j'aye laissé en mesme temps agrandir l'Empereur contre toutes les regles d'une bonne Politique, que de la juste protection que je suis resolu de donner à des Princes & à un Chapitre, que le Pape & l'Empereur veulent dépouiller de leurs possessions & de leurs droits, contre toute justice, & seulement à cause qu'ils les croyent reconnoissans des marques qu'ils ont toujours reçues de mon estime & de mon affection. Je suis mesme persuadé que si le Pape fait de serieuses reflexions sur ce que je vous écris, il tombera d'accord en lui-même, que ma patience ne pouvoit aller plus loin sans blesser ma reputation, & qu'il ne doit imputer qu'à sa partialité, & aux conseils que lui ont donné les Ennemis de ma Couronne, tous les malheurs que peut causer la nécessité où il me met de faire passer des troupes en Italie, & de maintenir les droits & les libertés du Chapitre de Cologne.

Mais parce que je n'ay pas lieu d'esperer que ce que je vous écris fasse changer de sentiment au Pape, je vous ordonne de voir après vostre audience chacun des Cardinaux, & de leur laisser copie de ma Lettre, afin qu'ils fassent aussi leurs reflections sur les suites d'une affaire si importante, & à laquelle le sacré College a un si notable interest. Sur ce je prie Dieu qu'il vous ait, mon Cousin, en sa Sainte & digne garde. Ecrit à Versailles le 6. Septembre 1688. Signé, **LOUIS**. Et plus bas, *Colbert*.



CCXX.

ANS de J.C. 1688.

LA FRANCE ET L'EMPIRE.

(a) *Memoire des Raisons, qui ont obligé le Roy de France* **LOUIS XIV.** *à reprendre les Armes & qui doivent persuader toute la Chrêtienté des sincéres intentions de sa Majesté, pour l'affermissement de la tranquilité publique, à Versailles le 24. Septembre* 1688. **Feuille volante imprimée, & Frederic Leonard. Tom. VI.**

(a) C'est le titre qui fut donné à ce Manifeste à la reserve des mots de, *de France Louis XIV.* qu'on y a ajoutez afin qu'on sût qui parloit.

CEux qui examineront sans passion & sans aucun autre interest que celuy du bien public, la conduite que sa Majesté a tenue depuis le commencement de la guerre de Hongrie jusqu'à present, auront une juste raison de s'estonner, qu'ayant toujours esté bien avertie du dessein que l'Empereur a formé depuis long-temps d'attaquer la France, aussi tost qu'il aura fait la Paix avec les Turcs; Elle ait differé jusqu'à cette heure à le prevenir, & que bien loin de se servir des pretextes que les regles d'une bonne Politique luy pouvoient suggerer, pour empescher l'agrandissement de ce Prince, elle ait mesme voulu sacrifier au bien de la Paix les justes sujets qu'on luy a si souvent donnez d'employer les forces que Dieu luy a mises en main, tant pour oster à la Cour de Vienne les moyens de luy nuire, que pour arrester le cours des injustes & des violantes usurpations de l'Electeur Palatin: Faire rendre à Madame, Belle-Sœur de sa Majesté, ce qui luy doit appartenir de la succession de ses Pere & Frere, & dissiper de bonne heure toutes les ligues & les preparatifs de Guerre, qui l'ont enfin forcé de porter ses Armes sur les bords du Rhin, & d'attaquer les places qui pouvoient donner le plus de facilité à l'Empereur de recommancer & de soustenir la Guerre contre la France.

Tout le monde convient aujourd'huy, que le trop sincere desir que sa Majesté avoit d'empescher qu'il n'arrivast rien qui fust capable de troubler le repos de la Chrestienté, & les preuves convainquantes qu'elle a donné de ses bonnes intentions ont beaucoup contribué à tous les sujets de mescontentements qui ont enfin lassé sa patience.

On a vû que dans le temps qu'elle pouvoit se prevaloir de l'embaras que donnoit à l'Empereur la Guerre d'Hongrie, pour obliger la Cour de Vienne & l'Empire à luy ceder par un Traitté definitif, tous les lieux qui avoient esté reunis à sa Couronne, en consequence des Traittez de Munster & de Nimegue, & faire cesser par ce moyen tous sujets de mes-intelligence entre Elle & l'Empire, elle avoit mieux aimé acquiescer à un Traitté de Treve ou de Suspension, que detourner par ses Armes les Princes & Etats de l'Empire de donner à l'Empereur les secours dont il avoit besoin, pour repousser toutes les forces de l'Empire Ottoman; & que sa Majesté suivant les mouvemens de sa pieté & sa generosité, avoit preferé l'interest general de la Chrestienté, au bien de sa Couronne, se contentant d'obtenir provisionnellement ce que la prudence vouloit qu'elle demandât pour tousjours.

On avoit assez remarqué, qu'à peine ce Traitté de Treve fut ratifié de part & d'autre, que sa Majesté voulut bien encore donner de nouvelles marques de sa moderation; & quoy qu'elle eut appris, que les Ministres Imperiaux employoient tous leurs soins & tous leurs efforts dans la pluspart des Cours d'Allemagne, pour porter les Princes & Estats de l'Empire à entrer dans de nouvelles Ligues contre la France: Que par le Traitté fait à Ausbourg, ils avoient engagé un nombre considerable de Princes & d'Estats à souscrire cette association: Que dans l'Assemblée de Nuremberg on s'estoit servi de toutes sortes d'artifi-

ces

ANS de J.C. 1688.

ces & de suppositions, pour faire entrer dans cette mesme Ligue ceux qui estoient retenus par la consideration des malheurs que pourroit causer une nouvelle Guerre, & par l'avantage que tout l'Empire trouvoit dans le maintien d'une bonne intelligence avec sa Majesté; & qu'enfin les Ministres de la Maison d'Austriche s'estoient clairement expliquez en plusieurs endroits, que la Guerre de Hongrie ne seroit pas plustost finie, que l'Empereur tourneroit ses armes vers le Rhin, & que le Traitté de Trêve ne seroit pas capable d'arrester ses desseins: Neanmoins tous ces pressans motifs, qui devoient obliger dès lors sa Majesté de porter plustost la Guerre dans les Pays & les Estats de ce Prince, que de l'attendre dans son Royaume, avoient encore cedé au desir empressé qu'elle a tousjours eu de faire tout ce qui pouvoit dependre d'Elle pour le maintien de la Paix; & Elle n'avoit point pris d'autres precautions pour garentir ses Estats de tout le mal qu'on se preparoit à leur faire, que de bien fortifier les lieux de ses frontieres qui pouvoient arrester les entreprises de ses Ennemis.

Tant de preuves de la sincerité de ses intentions avoient fait oublier à la Cour de Vienne, que toutes les fois qu'on a contraint sa Majesté de prendre les armes, il a plû à Dieu de faire voir la Justice de sa cause, par les bons succez qu'elles ont eu. On s'est imaginé qu'elle prefereroit d'oresnavant la douceur du repos aux soins indispensables qu'elle est obligée da prendre pour la conservation de ses Estats; & l'esperance de trouver de grands avantages dana un renouvellement de Guerre, a porté la Cour de Vienne à rejetter avec hauteur les insinuations, mesme des Ministres du Pape, qui croyoient, avec raison, qu'il n'y avoit pas de moyen plus prompt, plus facile & plus necessaire pour establir une bonne union & concorde entre tous les Princes & Estats Chrestiens, que de faire un Traitté de Paix sur le mesme pied que celuy de Treve, sans rentrer dans des difficultez si souvent debatuës, & qui ne peuvent plus estre soustenues que pour exciter de nouvelles aigreurs & de nouveaux troubles.

Mais quand mesme toutes ces demarches n'auroient pas esté suffisantes, pour faire voir clairement à sa Majesté la resolution que la Cour de Vienne a prise de recommencer la Guerre contre la France, en pourroit-on douter, aprez toutes les preuves qu'elle en a donné, tant au sujet de la succession Palatine, qu'à l'occasion de la Postulation qui a esté faite du Cardinal de Furstemberg, premiérement à la Coadjutorerie, & depuis à l'Electorat de Cologne?

Personne n'ignore le droit incontestable qui appartient à Madame, Belle-sœur de sa Majesté, sur la succession de l'Electeur Palatin Charles son Frere; on sçait que tous les meubles, biens allodiaux, & fiefs hereditaires luy sont acquis, comme à l'unique heritiere de ses Pere & Frere; & quoique sa Majesté fut assez portée par l'affection qu'elle a pour cette Princesse, à luy donner toute la protection dont elle avoit besoin, pour se mettre en possession des biens, meubles & immeubles de cette succession, neantmoins les mesmes considerations qui avoient empesché sa Majesté de faire aucun mouvement qui pust retarder la prosperité des armes Imperiales en Hongrie, l'avoient encore obligé de préferer l'arbitrage du Pape, quoique déja declaré partial contre la France, aux moyens plus seurs & plus prompts qu'elle avoit en main, de faire rendre à Madame, sa Belle-sœur, la Justice qui luy est duë, & bien que cet arbitrage ne dut estre suspect qu'à Monsieur, Frere unique de sa Majesté, néantmoins il a bien voulu y donner les mains; en sorte qu'il n'a tenu qu'à l'Electeur Palatin de terminer tous ces differens par la decision du Pape; mais quoy qu'il y ait une infinité d'exemples de semblables contestations entre les Princes & Estats da l'Empire, remises au jugement des Puissances qui n'en dependent point, cet Electeur qui a tousjours travaillé à fomenter la Guerre entre la France & l'Empire, ne se contentant pas de vouloir envahir pour sa Maison les Electorats & les dignitez Ecclesiastiques, qu'il s'efforce d'obtenir en toutes occasions par les voyes les plus violentes & les plus contraires aux regles de l'Eglise & aux Loix & Constitutions de l'Empire, a rejetté l'arbitrage du Pape sur cette affaire, & s'est non seulement emparé des terres inseparablement attachées à la dignité Electorale; mais même il s'est encore saisi sans aucune forme de Justice de tous les engagemens, biens allodiaux, fiefs hereditaires, & generalement de tout ce qui appartient legitimement à Madame, Belle-sœur de sa Majesté, à la reserve de quelques meubles, qu'il a bien voulu abandonner, pour colorer son injustice manifeste, & flatter la bonne foy de Monsieur Frere unique de sa Majesté, de l'esperance d'une plus grande restitution. ANS de J.C. 1688.

Mais comme il a bien reconnu, qu'il ne pourroit pas soutenir long-temps son injuste usurpation contre la protection que sa Majesté se sent obligée de donner au bon droit de Monsieur, son Frere unique, & de Madame, sa Belle-sœur, il n'a rien obmis de ce qu'il à crû capable d'exciter entre la France & l'Empire, une guerre qu'il à considerée comme un moyen de retenir impunement dans la confusion & le desordre qu'elle porte avec elle, des biens qui ne luy peuvent jamais appartenir legitimement, tant que Madame, ou ses descendans subsisteront. C'est dans cette vuë, que pendant que sa Majesté apportoit le plus de soin à ôter tous pretextes a la Cour de Vienne de finir la guerre de Hongrie, & que la décadence de l'Empire Ottoman faisoit encore esperer à l'Empereur de plus grandes prosperitez, cet Electeur a redoublé ses efforts pour obliger la Cour de Vienne à faire la paix avec les Turcs, & porter la guerre vers le Rhin. Sa Majesté n'a pas ignoré tous les mouvemens qu'il s'est donné pour cet effet, les ligues qu'il a formées; & enfin la resolution qu'il à fait prendre de conclure au plustost un accommodement avec l'Ennemy de la Chrestienté, pour attaquer la France, & surprendre la vigilance de sa Majesté.

Il est vray que l'Archeveché de Cologne demeurant au pouvoir d'un Prince aussi bien intentionné que l'estoit le feu Electeur, pour le maintien de la tranquillité publique, il falloit oter un si grand obstacle à de nouveaux troubles, le seul expediene estoit de luy donner de gré ou de force un Coadjuteur entiérement devoué aux interests de la Maison d'Austriche, & il n'en pouvoit trouver aucun, dont il fut plus assuré pour l'execution de ce dessein & l'agrandissement de sa Maison, qu'un des Princes ses enfans. On peut dire aussi, qu'il n'y a rien qu'il n'ait mis en pratique pour y reussir. Mais comme ses offres & les promesses, appuyées de la presence du Duc de Juliers, n'ont pas eu l'effet qu'il en attendoit; les menaces dont il s'est servi contre les Chanoines, & contre l'Electeur même, ont esté si violentes & si outrées, qu'elles luy ont attiré l'indignation des uns & des autres; & de vingt-quatre voix dont le Chapitre est composé, elles en ont determiné dix-neuf à postuler le Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie de l'Archeveché de Cologne, le jugeant avec raison d'autant plus capable de le bien gouverner, qu'outre l'experience qu'il y a acquise pendant la longue administration que le feu Electeur luy en avoit confiée; sa dignité de Doyen, son age, & ses bonnes qualités personnelles, le font estimer & aimer de tous ceux du Chapitre que ne sont point obligez de sacrifier leurs inclinations à d'autres interests qu'à celuy de leur Eglise.

Cependant cette postulation si canonique n'a pas esté capable de renverser les projets de l'Electeur Palatin. La partialité du Pape, trop declarée pour la Maison d'Austriche, luy a donné de nouvelles esperances; & l'impossibilité de réussir pour un de ses fils,

luy

ANS de J.C. 1688.

luy a fait concevoir un dessein beaucoup plus avantageux pour sa Maison. Il a crû qu'il ne falloit pas attendre, que le Cardinal de Furstemberg parvenu à cet Archeveché, & suivant les mouvemens de son affection pour la Maison de Baviere, pût faire agréer au Chapitre le Prince Clement pour son Coadjuteur, lorsqu'il auroit l'age indispensablement requis par les Canons. Rien n'estoit plus contraire aux interests de cet Electeur, & il n'avoit garde de souffrir, que l'Electeur de Baviere fut redevable à la recommandation de sa Majesté & à l'inclination dudit Cardinal, du retour de cet Electorat dans sa Maison. Mais pour rompre toutes ces mesures & assurer pour ses enfans, ou l'Electorat de Cologne, ou celuy de Baviere, il a estimé qu'il n'y avoit pas de meilleur moyen, que de profiter de la mauvaise disposition du Pape envers sa Majesté, & de son attachement à la Maison d'Austriche : prémiérement, pour empescher que la postulation dudit Cardinal de Furstemberg à la Coadjutorerie, qui n'auroit pas reçu la moindre difficulté sous un Pontificat moins passionné contre la France, ne fut confirmée : & en second lieu, luy donner pour concurrent ce même Prince, que ledit Cardinal avoit dessein d'obliger si sensiblement.

Il est vray qu'il n'y a aucune personne raisonnable, instruite des Principes de la Religion Catholique, Apostolique & Romaine, qui eut pû s'imaginer, que malgré tout ce que les Conciles Oecumeniques, & en dernier lieu le Concile de Trente, ont statué touchant l'age, la science, & les qualitez requises & necessaires à un Eveque, le Pape qui avoit témoigné par le passé tant d'éloignement pour toutes les graces, pût se porter à declarer capable d'étre élu à l'Archeveché de Cologne, un jeune Prince de dixsept ans, & qui n'en est pas mesme Chanoine. Mais il faut avouer que ce renversement de la discipline Ecclesiastique est bien moins avantageux à la Maison de Baviere, qu'à celle d'Austriche, & à l'Electeur Palatin ; car si ce projet réussissoit en faveur du Prince Clement, ou il ne seroit que le dépositaire de l'Electorat de Cologne, pour le faire passer à un Prince de Neubourg, ou s'il le vouloit retenir pour luy mesme, avant qu'il ait plû à Dieu donner des Enfans à l'Electeur son Frere, & dans le temps qu'il expose si souvent sa vie pour le service de l'Empereur, il asseureroit à l'Electeur Palatin la succession aux Etats de Baviere : & à la Cour de Vienne l'extinction d'une Maison qui luy a tousjours donné une forte jalousie, & que le merite de l'Electeur qui regne à present ne diminuera pas.

Voila le veritable motif de ce Bref concerté entre le Pape, les Ministres de la Maison d'Austriche, & ceux de l'Electeur Palatin ; & comme ils ont bien jugé, que sa Majesté ne souffriroit pas que le Cardinal de Furstemberg, postulé canoniquement à l'Archeveché de Cologne, en fut depouillé : en haine de l'application qu'il à tousjours donnée au maintien d'une bonne intelligence entre sa Majesté & l'Empire, ny que la plus considerable partie du Chapitre qui luy a donné ses souffrages fut privée de ses droits par la force & la violence ; ils se sont enfin determinez à faire la Paix avec le Turc, pour la rompre en mesme temps avec la France.

Mais si sa Majesté a beaucoup de sujet de se plaindre, d'un procedé si contraire à la bonne foy avec laquelle Elle à tousjours agi, pendant les plus grandes prosperitez des Armées Imperiales en Hongrie, & aux soins qu'Elle a pris d'empécher, qu'il n'arrivat rien dans toute l'Europe qui en put arrêter le cours. Il n'y a personne, quelque passionnée qu'elle puisse être contre la France, qui ne doive avouer, que tout ce qui s'est fait depuis l'obtention de ce Bref d'Eligibilité, tant par les Ministres Imperiaux, que par ceux de l'Electeur Palatin, a du achever de lasser la patience du Roy, & luy oter tout sujet de douter de la ferme resolution que l'Empereur a prise de luy declarer la Guerre incessamment.

C'est dans ce dessein que la Cour de Vienne a crû n'étre plus obligée à garder aucunes mesures, & qu'encore que le Concordat Germanique, les constitutions de l'Empire, & le Traité de Munster doivent rendre inviolable la liberté des élections dans les Chapitres d'Allemagne ; & que l'Article 23 du Traité de Nimegue ait du faire cesser les injures & les invectives des Ministres de la Cour de Vienne contre le Cardinal de Furstemberg ; neantmoins le Comte de Kaunitz, voyant bien que ny les promesses ny les menaces n'étoient pas capables d'ébranler une assez considerable partie du Chapitre de Cologne, pour faire quelque opposition à l'élévation du Cardinal de Furstemberg, & qu'il n'y avoit que ceux qui par leurs charges & leur emplois étoient indispensablement obligez à suivre les mouvemens de la Cour de Vienne, qui ne voulussent pas concourir à sa Postulation, tous les autres étant pleinement persuadez, qu'ils ne pouvoient faire un plus digne choix, que de la personne dudit Cardinal, non seulement pour le bien & l'avantage de l'Archeveché, mais aussi pour l'affermissement du repos de l'Empire, il n'y a poinct eu d'injures, d'invectives, & de calomnies, dont ce Ministre n'ait chargé ledit Cardinal, jusqu'a luy donner une exclusion formelle de la part de l'Empereur, & menacer le Chapitre de luy ôter ses privileges ; enfin on peut dire, que le mepris & l'infraction manifeste des Traitez de Paix ont paru aussi clairement dans le discours adressé au Chapitre de Cologne par ledit Comte de Kaunitz, que la moderation dudit Cardinal & son zele pour le maintien de la tranquillité publique dans la réponse qu'il y a faite.

Mais comme toutes ces violences des Ministres de la Maison d'Austriche n'ont pas esté capables d'empêcher, que la plus grande & la plus considerable partie du Chapitre de Cologne ne soit demeurée inseparablement unie avec le Cardinal de Furstemberg, pour maintenir conjointement avec luy les droits & les libertez de leur Eglise, la Cour de Vienne fait ses diligences pour assembler les troupes de la pluspart des Princes Protestans aux environs de cet Archevesché, afin de les employer à faire executer conjointement les Brefs qu'elle se flate d'obtenir de la Cour de Rome contre la disposition des Canons, des Traitez & des Constitutions de l'Empire, & elle ne se soucie pas que l'Archevesché de Cologne soit entierement desolé, & la Religion Catholique opprimée dans tous les lieux qui en dependent, pourveu qu'elle y trouve des moyens & des facilitez d'attaquer la France, de soustenir la guerre contre sa Majesté aux despens des Electeurs, Princes & Estats de l'Empire, de contraindre les premiers à deferer au Roy de Hongrie la Couronne de Roy des Romains, avant l'age indispensablement requis par ces mesme Loix & constitutions, & en fin d'assujettir toute l'Allamagne à l'authorité despotique de la Maison d'Austriche, en eloignant de l'Alliance & de l'amitié du Roy ceux qui pourroient estre les fermes defenseurs des droits & des libertez de leur Patrie.

Ces veritez sont parfaitement connuës de sa Majesté, & il n'y aura personne de bon sens, & bien informée de ce qui se passe dans l'Europe, qui puisse revoquer en doute la moindre circonstance de ce qui est avancé dans ce Memoire. Il seroit mesme assez inutile de rendre publiques toutes les autres preuves que sa Majesté a euës de la resolution prise par la Maison d'Austriche, de luy faire incessamment la guerre. Elle est bien persuadée, qu'après toutes celles qu'elle à donnée; du trop grand desir qu'elle a tousjours eu d'affermir la tranquillité publique, tout le monde avoüera, qu'il eust esté à souhaiter pour le bien general de la Chrestienté, que ceux qui croyent trouver leurs

ANS de J. C. 1688.

leurs avantages à exciter de nouveaux troubles, n'eussent pas eu si bonne opinion de la sincerité des intentions de sa Majesté, & que ce ne sera que sur eux qu'on rejettera le blasme de la necessité où ils l'ont mise, de faire marcher ses troupes, tant pour assieger Philipsbourg, comme la place la plus capable de faciliter à ses Ennemis, l'entrée dans ses Estats, que pour se mettre en possession de Kaiserslouter, jusques à ce que l'Electeur Palatin ait restitué à Madame, Belle-Sœur de sa Majesté, ce qui luy doit appartenir de la succession des Electeurs ses Pere & Frere.

Mais quelque succez qu'il plaise à Dieu de donner aux armes de sa Majesté, elle a toujours le meme desir de faire de sa part tout ce qui pourra contribuer à l'affermissement de la tranquilité publique: & pour cet effet elle declare, qu'il ne tiendra qu'à l'Empereur & à ses adherans, de la rendre d'une perpetuelle durée: Sa Majesté voulant bien, que pour oster à l'avenir tout sujet de mes-intelligence entre elle & l'Empire, & ne plus laisser aucune semence de division & de renouvellement de guerre, il soit fait un Traité de Paix definitif, aux mesmes condinitions que celuy de Treve, conclu & signé à Ratisbonne le 15. Aoust 1684. bien entendu que sa Majesté ne poura estre troublée ny inquietée en quelque maniere que ce soit, touchant les nouvelles fortifications qu'elle a esté obligée de faire pour la seureté de ses Etats, tant à Huningue, qu'au Fort Louis du Rhin.

Et comme elle n'a pas entrepris le Siege de Philipsbourg pour s'ouvrir des moyens d'attaquer l'Empire, mais seulement pour fermer l'entrée de ses Etats à ceux qui voudroient exciter de nouveaux troubles, Elle offre pour faciliter d'avantage le Traité de Paix, de faire demolir les fortifications de ladite Ville de Philipsbourg, lors qu'Elle l'aura reduite à son obeissance, & la faire rendre à l'Eveque de Spire, pour en jouir de la mesme maniere que ses Predecesseurs ont fait avant que la Place fut fortifiée, sans en pouvoir rétablir les fortifications.

Sa Majesté veut bien encore ajouter à ces offres une preuve plus considerable & plus convainquante du desir qu'elle a de restablir une bonne correspondance avec l'Empereur & l'Empire, & de la rendre d'une longue durée; & quoy que les depenses extraordinaires qu'elle a faites pour rendre la place de Fribourg imprenable comme elle est à present, la doivent obliger à ne la detacher jamais de sa Couronne, néanmoins pour procurer une longue paix à toute la Chrestienté, & pour faire voir qu'elle n'a pensé qu'à fermer son Royaume & non pas à se conserver des moyens de l'agrandir, Elle veut bien aussi faire demolir les fortifications de cette importante Place, & la rendre à l'Empereur avec ses dependances, à condition qu'elle ne pourra jamais estre fortifiée.

Quant à l'Electorat de Cologne, sa Majesté offre d'en retirer les troupes, aussitost que le Pape, soit de son pur mouvement, ou à la priere de l'Empereur, aura confirmé la postulation du Cardinal de Furstemberg; & Elle s'employera volontiers, lors que ledit Cardinal sera dans la paisible possession & jouissance dudit Electorat, à le faire entrer avec le Chapitre dans les temperamens qui pourront estre proposés pour la satisfaction du Prince Clement & de l'Electeur de Baviere, ensorte que le repos de cet Archevéché ne puisse étre troublé ni à present ni à l'avenir.

Sa Majesté veut bien aussi, pour ne laisser aucun reste ni occasion de troubles, terminer incessamment les differens qui regardent la succession Palatine, & Elle offre pour Monsieur son Frere unique & pour Madame sa Belle-sœur, un desistement de toutes les Places, Terres & Pais, meme des meubles, des canons, & de toutes les autres choses qui leur doivent encore étre restituées, moyennant un dedommagement en argent, suivant l'estimation qui en sera faite, au plus tard dans un an, par les Commissaires qui seront nommez à cet effet: & au cas qu'ils n'en puissent convenir dans ledit temps, sa Majesté consent, que ce qui restera de differens soit terminé par l'arbitrage du Roi d'Angleterre & de la Republique de Venise, sans qu'on en puisse venir de part ni d'autre à aucune voye de fait.

C'est à ces conditions, beaucoup plus avantageuses à l'Empereur & à l'Empire, qu'à sa Majesté & à sa Couronne, que la tranquillité publique peut etre rétablie & assurée pour toujours pourvu qu'elles soient acceptées dans le mois de Janvier prochain: A l'effet dequoy sa Majesté est préte d'envoyer incessamment ses Plenipotentiaires à Ratisbonne. Mais aprés ce tems, sa Majesté étant obligée de continuer des depenses immenses, Elle ne prétend plus être tenuë à ses offres; & en cas d'un plus long retardement, ou d'un refus de les accepter, elle proteste dés à present de tous les malheurs que la guerre pourra causer à la Chrestienté contre ceux qui l'ont forcée à reprendre les armes, pour prevenir leurs mauvais desseins, & qui ne voudront pas profiter des expediens qu'elle propose, pour assurer incessamment une Paix durable. Fait à Versailles le 24. jour de Septembre 1688.

CCXXI.

Réponse de LEOPOLD *Empereur aux Raisons publiées par* LOUIS XIV. *Roi de France pour lesquelles il a repris les Armes. Faite à Vienne le* 18. *Octobre,* 1688. Feuille volante imprimée.

ANS de J. C. 1688.

L'EMPIRE ET LA FRANCE.

NOtum est universo Christiano Orbi, quod, cum Pax Neomageosis paulo post ejusdem conclusionem à Corona Galliæ multifariam labefactaretur, amplissimæque Provinciæ & Regiones, contra ejusdem pacis expressum tenorem, sub inauditis Reunionum, & Dependentiarum, aliisque prætextibus, instituta per ludibrium Metis & Brisaci figura quadam judiciorum, in quibus Ministri Gallici Actorum simul, testium, & judicum partes agerent, ab Imperio Romano avellerentur; conventum tandem sit anno millesimo sexcentesimo octuagesimo quarto, die decima quinta Augusti, inter S. Cæs. Maj. & Imperium ex una, & Serenissimum Galliarum Regem ex altera partibus, de mutua cessatione ab actibus, motibusque hostilibus quibuscunque, sancte inter ipsos servanda per annos omnino viginti, idque ad obsequium Dei, & laborantis Christianitatis securitatem, nec sine maximo Gallicæ Rei emolumento, cui pacifica interim, & imperturbabilis sextæ fere partis Provinciarum, quæ post Pacem Neomagensem Imperio Romano-Germanico supererant, usurpatio & possessio permittebatur.

Notum item, qua interea temporis religione, confidentia in verbum Regia, & interpretatione benigna suspicionum ac injuriarum, quas tum patiebatur ipsamet, tum pati se causabantur, (& sæpe quidem) à Corona Galliæ Principes, ac Status Imperii, ejusdem Armistitii conservationem sectata fuerit, steteritque fiducia pactorum, immota ad omnia S. Cæsarea Majestas, adeo ut & vehementer mirari subditos, Exterosque contingeret, nihil eandem vereri, quod fidei Gallicæ sua ubique paterent, latissimis finibus suis vix una alterave legione instructis, fœderatis ipsis in Hungaricas curas avocatis, & conterminis munitionibus suis, Philippiburgo, Constantia, & aliis neglectis pene spretisque; nimirum, ut Christi Dei cultum tueretur in dissitis longe Regionibus, quantumvis cerneret à Gallia augeri quotidie copiarum nervum enormem, nova struи & minime necessa-

ria præsidia, pro ripa Rheni non sua; denique agitari passim astu manuque timenda.

Nihil fuit certè ad hanc diem, quod jure argueret Cæsarem Rex, seu arguere posset, vel tentatarum levissimè Armistitii pactionum, ne temeratarum infractarumve quis dixerit; imo & ipsas, quas aliquoties Gallia fingere sibi nonnunquam suspiciunculas, quod videlicet Cæsar in cogitatu vel voto ipso arcaniore à recto deflecteret, discussit illico S. Cæsarea Majestas, aut ad unguem purgavit, temperantia mira, quod aut perceret licitis, aut opportuna in manifesto discrimine generosè omitteret, ne videretur ullatenus si non fodisse, ne pupugisse quidem superstitiosæ Gallicanæ Politices plus nimio acilem ignem.

Et ecce tamen nunc denuo flammam illam, quam nolens volens aliquandiu texerat Aula Gallicana, ex inopinato erumpentem! Occupat Gallia Archi-Dioecesin Coloniensem, Palatinatum invadit, obsidet Philippiburgum, nullaque lege servata sive condicti Armistitii, sive antiquissimi moris, quo Reges ad bella procedunt, Imperatorem & Imperium Romanum quasi ex diuturnis insidiis iniquissimè premit, tandemque Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio non belli indicti, sed belli illati jam consciis, foedissimas in fuco verborum literas porrigi jubet, quibus non excusat, sed prædicat audaciam illam, & injustitiam armorum, ac si ea provocantibus, non incogitantibus inferat.

Fabulatur in istis literis, quas earundem compilator causas appellat, quibus inductus Rex sit Christianissimus ad arma adversus Cæsarem & Imperium rursus induenda, & quibus de ejusdem sincero, ut ait, stabiliendæ tranquillitatis publicæ studio Christianus Orbis convinci debeat, quod Sac. Cæsarea Majestas jam animum induxerit bellum cum Turca in pacem commutare, ut illud Galliarum Regi inferat.

Hoc liquere vult primo ex eo, quod statim ab Armistitio concluso, nova foedera sibi conciliare, & contrahere sategerit, quemadmodum id Augustæ Vindelicorum, & Norimbergæ variis artificiis, & astibus contra Gallos omnino actitatum sit.

Secundò, quod, tametsi suasum fuerit Cæsari, etiam à Ministris Pontificiis, ut vicennale Armistitium in perpetuam pacem converti sineret, hoc tantùm Galliæ concesso, ut, quorum modo per Armistitii dispositionem potitur ad tempus, potiatur jure perpetuo per beneficium pacis, Cæsar tamen consentire noluerit.

Tertiò, quod Serenissimus Elector Palatinus varia bona mobilia, & immobilia, quæ Aurelianensi Ducissæ ex hæreditate defunctorum Dominorum, Patris sui & Fratris debeantur, violenter invaserit, usurpaverit & hucusque, elusa diu Regis, ejusdemque Fratris patientia, contumaciter detinuerit, nixus protectione Cæsaris, quem propterea ad ineundam cum Turcis pacem, & transferenda ad Rhenum arma permoverit, variaque eum in finem foedera pepigerit.

Quod denique quarto, Cardinalis de Furstenberg, nomine Cæsareo, abolitorum reatuum memoria, à Legato Cæsaris pro Capitulari Consessu in medium revocata, contra SS. Canones, libertatem Capituli, & Instrumenta Pacis ab Electorali dignitate, disertè ac palam exclusus, & in eandem turpissimis artibus, seducto ipso Pontifice, Brevique, ut vocant, Eligibilitatis obtento, cum gentium scandalo, & excitis in Coloniensis Electoratus fines, variorum Protestantium copiis, Serenissimus Princeps Josephus Clemens ex Ducibus Bavariæ intrusus sit, ea malignissima mente, ut evitato illo per Sacerdotium, si (quod facillimum videretur futurum, ruente quotidie Serenissimo Electore Bavariæ, in pericula Martis Cæsarei) decederet hic, ut est improlis hactenus, tum & periret Familia Domui Austriacæ suspecta.

Ex quibus omnibus elucescat sole meridiano clarius, Cæsarem, insuper habita Archidioecesis Coloniensis desolatione, & Religionis Catholicæ oppressione eo tendere, ut sumptibus ac discriminibus Electorum, Principum, ac Statuum Imperii, arma in Galliam ferantur, diadema Romanum in caput Hungarici Regis, nempe pueri adhuc, per rapinam volvatur, totaque quanta est Allemannia, ab amico Rege avulsa, ad pedes Austriacæ tyrannidis in miserabilem fere calamitatem deprimatur; prout ea in supra allegato scripto odiosius latiusque deducta sunt.

Libellum hunc verè infamem, sed authori suo suisque, ut legit S. Cæsarea Majestas atque in eo nec umbram rationis, sed impudentissimam potius farraginem convitiorum in sacratissimas tam suam, quam S. Pontificis personas, nec non in Serenissimum Electorem Palatinum improbè confictorum vidit, illum equidem à suæ Majestatis Christianissimæ Regis sensibus planè absonum, multo minùs ab eadem lectum, & approbatum, sed ab impotente sui, ministro quodam Gallico compilatum esse, facilè sibi persuadet, utpote quæ contra scientiam & conscientiam suam, more inter imperantes planè insolito, Majestatem Cæsaris tam indignè, tamque nefandis criminationibus proscindi, aut rationes suas qualescunque tam effronti stylo exarari, tantoque veneno malignissimarum interpretationum aspergi permissura non fuisset; ac proinde S. Cæsarea Majestas diu dubitavit, an illum responso dignaretur, an contemptu silentioque transmitteret? Veruntamen cum non erubescat Aula Gallicana eundem per Ministros suos tam in Aula ipsamet Cæsarea, quam Ratisbonæ in Comitiis Imperii, irreverenter evulgare, & methodum illam vix non proditoriam, qua Imperatori & Imperio, non solum omissa, quæ de Gentium jure, & mutuo sæpè conventis, sequirebatur, prævia denuntiatione, aut injuriæ, si quam sibi fieri putabat, expositione, sed etiam deceptis omnibus per recentissimas duraturæ constanter amicitiæ contestationes, & insinuationes fucatas, bellum tam atrox infert, fictis hujusmodi rationibus & contumeliis justificare satagat; S. Cæsarea Majestas earum vanitatem, & inventarum planè imputationum futilitatem orbi demonstrandam censuit.

Ut igitur à fundamento, cui tota ratiocinatio Gallica innititur, fiat initium, statuisse videlicet Cæsarem, pacem inire cum Turca, ut bello Galliam petat; id sane eidem nunc haud majore veritate, quam anno præterito Romæ in propositione à Cardinali Estresio facta, imputari potest; & quemadmodum apud incorruptos fidem non inveniet, religiosissimum Cæsarem, coelesti suffultum auxilio, optatisque utentem successibus, neque ulla necessitate coactum, de ineunda, clam etiam Sociis, pace cum Turca, vel cogitasse quidem, & conscientiam suam violati temere contra Ottomanos foederis crimine contaminare, simulque tam S. Pontificis quam Serenissimi Regis, Senatusque Polonici, & Reipublicæ Venetiæ justissimas exprobrationes in se concitare voluisse; Ita quam inane sit alterum, quod suæ S. Cæs. Majestati decretum sit, bello Galliam aggredi, cum nec copiæ, nec apparatus præsto sint, immo omnes arces, urbes & Provinciæ, nimia, ut eventus docet, in verbum Regis fiducia, milite fere toto, commeatu, aliisque vel ad defensionem necessariis exutæ, viresque omnes in hostem Christiani nominis procul amandatæ; nemo non facilè perspiciet, qui quam vana, futiliaque sint argumenta, quibus id asserere conatur Gallia, vel obiter perpenderit.

Illa certè vix exiguæ conjecturæ vim habent, & remotissimæ quidem apud inscios rerum; apud scientes pura commenta sunt, quæ neque si vera essent, quidquam probarent. Quis enim ex eo, quod Cæsar studeat innoxiis, pro defensione sui, suorumque foederibus; quod recuset vicennales inducias, non auditis interessatis, sine discussione ulla converti in talem pacem;

ANS de J. C. 1688.

quod consilio suo, & suis officiis socerum Electorem sustentet, ne causam decidat Gallia; quod denique similem patriæ suæ Furstenbergium removeat, promoveatque Coloniæ in Antistitem summæ expectationis Principem ex Ducibus Bavariæ, de patris, & illa ipsa Archi-Episcopali Sede quam optime meritæ; consequentiam vel probabilem trahat, Cæsarem quam primum Galliæ bellum movere velle?

Porro vana omnino & futilia esse argumenta superadducta, & imprimis quidem illud, quod à fœdere Augustæ-Vindelicorum sancito desumitur, ipsamet haud dubiè agnosceret Gallia, si meminisse vellet, quæ in hanc rem à S. Cæsarea Majestate tam S. Pontifici per literas, quam Regi Christianissimo per Ablegatum Cæsareum Comitem à Lobkoviz Anno proximè præterito, verbis scriptisque remonstrata sunt; nihil enim hoc studium fœderis moliebatur novi, sed antiqua tantum pacta Cæsarem inter; ac quosdam Circulos, Principes, ac Status Imperii, reficiebat ad opus præsentium temporum; nullius læsionem spectabat, sed innocentissimam duntaxat, omnique jure permissam defensionem reciprocam: prætereaque modicissimum numerum Capitum, & virium stringebat, de quo, quod potentissima Corona Galliæ metueret, non habebat.

Miranda sane est compilatoris oblivio, dum recordari non vult, suum ipsum Regem, quod Cæsari & Imperio nunquam jure merito succensere debuisset ante pactas inducias, spopondisse etiam, non refragaturum se, ut post earum confectionem quovis meliori modo Imperii securitati tandem consuleretur; Imò & ipsis induciarum pactis disertè hoc cautum fuisse, ut qualicunque guarantia, ut ajunt, etiam exterorum Principum firmarentur. Miranda magis ejusdemmet ignorantia, quod nihil antiquiùs receptum in Imperio Germanico & consonum legibus ejus, quam ut membra cum Capite pro servatione totius Corporis arctissimè semper cohæreant. Miranda denique maximè arrogantia, an stoliditas? quod dum licere præsumit Regi suo, apparatus bellicos immanes in proprio Regno adornare, imo & prætextu fœderis cum Capitularibus quibusdam Coloniensibus injustè initi, copias in Archidiœcesin Coloniensem immittere, Imperatorem Romanum in Imperio ita nullum existimet, ut cum Imperii Principibus, & Statibus pro asseranda communis Patriæ tranquillitate conveniri non possit, sine injuria Galliæ, armis vindicanda? Et tamen, quod magis est, hoc ipsum antiquum, innocens, modicum, necessarium, legitimum, & irreprehensibile fœdus perire etiam suo in ovo permissum est, pro bono mutuæ constantiorisque concordiæ, ne umbram faceret Galliæ, si excluderetur in totum.

Ejusdem planè valoris & efficaciæ est argumentum secundum, quod videlicet renuerit Cæsar in pacem perpetuam verti Armistitium. Si renuisset omnino sub aliis, etiam non ita Cæsare indignis, totique noxiis Imperio conditionibus, quam quas ab Aula Gallicana tum non tam proponi, quam præscribi contigit, quid illi crimini dandum? Standum erat armistitio vincennali promisso; & eo durante tractandum de pace, quam nunquam tenuit Augustissimus modo pacem decoram, maturam, justam placeret Regi componere, institueretur congressus, audirentur Partes, & quæ occurrunt maximi momenti controversiæ jurium super attentatis à Gallia, non ante tantum, sed etiam post Armistitium, in examen revocarentur; tum vero pacem inirent, suis cuique relictis, applausu omnium dignam & peremnaturam feliciter.

Recordari poterat Rex Christianissimus, prætendente ipso & urgente, protractum fuisse Armistitium in annos omnino viginti, tùm ut tempus ad discutiendas, uti par erat, discernendasque controversias suppeteret: Tum ut Electores, Principes & Status Imperii tanto securius arma sua adversus Christiani nominis hostes expedirent; adeoque absque læsione pacti, verbique Regii fieri non potuisse, ut totius vicennii spatium vix elapso abrumperet biennio, & durante adhuc bello Turcico eo usque mentem suam mutaret, ut nihil amplius discutiendum, aut discernendum, sed sexta fere provinciarum Imperii pars uno quasi jactu, pleno & irrevocabili jure transmittenda esset; hoc etiam Cæsar neque poterat licite, si voluisset, præstare, neque legitime præstitisset, repugnante quippe justitiæ, & Armistitii tenore, & refragaturis haud dubie, qui se læsos putarent.

Excusavit proinde Augustissimus Cæsar, & nequid suspiciunculæ superesset, declaravit, non tantum iterato in suis ad S. Pontificem literis, scriptoque a Comite de Lobkovitz, apud Aulam Gallicanam tum temporis commorante, Regi exhibito, servandas a se tam finito, quam durante bello Turcico inviolate vicennales inducias, sed etiam, si idem & Regi placeret, id jurejurando ad manus S. Pontificis deponendo, corroborare parata fuit; Cui cum tunc acquieverit Rex, simulque obtinuerit, ut ne saltem in causam infringendi Armistitii vocari posset, immanis illa, quam contra ejusdem Armistitii, uti & Pacis Westphalicæ & Neomagensis leges inceperat, ac optabat perficere, munitionum extructio, permissa iterum iterumque sincere amicitiæ constantia, toto vicennalis Armistitii tempore duratura; facile quivis colligit, quam frivole nunc idem prætextus obtendatur infractioni Gallicæ, & quæ demum separanda sit pacis perpetuitas, si tam futiles causæ, fallendæ fidei, evertendisque pactionibus sufficiunt, & vix quadriennio inconcussum stare potest vicennale Armistitium.

Quod ad tertium ex successione Palatina desumptum argumentum attinet, hanc Serenissimi Electoris Palatini causam non ita suam facit Augustissimus Cæsar, ut eandem, lite nondum in judicio instructa aut decisa, tueri velit. Id tamen palam est, non invasisse Principem toto orbe nobilitate sanguinis, probitate morum, prudentia ac sapientia clarissimum, Palatinatus ditiones, sed intrasse placide, servatis omnibus ex præscripto legum servandis; quæ præter dubium ad Aurelianensum Ducissam spectabant hereditario jure, volens ac lubens sua ipse sponte remisit; quæ disputationi obnoxia, non cœcè prodigus sui, retinenda putavit, donec per competentem judicem de statu jurium liquesceret.

Suscepit Aurelianensis causam Rex Galliæ, indictumque Palatino, ut decederet. Hic provocavit ad forum; sed forum Palatini Cæsareum; refugit vero Rex. Quid, si susciperet Cæsar hereditatis Lotharingicæ causam nuperam pro nepote clarissimo, refugeretque a foro Regis Galliarum, dum panderetur? Num plus juris in Imperio Galliarum Regi, quam in Gallia Imperatori? Inducto postea sermone de re avocanda ad arbitrium S. Pontificis, Palatinus discrete Mediatorem admisit, quem judicem non poterat citra offensam fori sui, & agnatorum suorum assensum; ablegavit Romam Ministrum instructum & informatum plenissime, legavit vero neminem Aurelianensis; Monuit hunc Pontifex, sed frustra semper. Unde post moram integri fere anni dimissus tandem ab illuso Pontifice, quem Palatinus legaverat. Et tamen nuperrime residens hic Viennæ Ablegatus Regius Comes de Lusignan certissimum Cæsarem facit, fixum suo Regi, a mediatione S. Pontificis non recedere. Licet quam nimium aversi, & adversi. Sic luditur, illuditur videlicet dum Rex via facti in Palatinatum irruit. Hæc vera series rerum.

Quod additur de sollicitato Cæsare ab Electore Palatino ad Arma Galliæ inferenda, pactisque eum in finem Fœderibus, commentum est. Neque tam imprudens Serenissimus Elector, ut ex bello lucrum captet,

ANS de J. C. 1688.

quod utcunque eventus cadat, Ditionibus suis funestissimum, & perniciosissimum futurum esset.

Superest postremum argumentum de negotio Coloniensi pro extrudendo Furstenbergio & intrudendo Bavarico, tot infamibus fartum calumniis, ut vel exinde appareat, quam omni ratione, aut rationis umbra, ad tegendam infractionis suæ injustitiam destituta sit Gallia.

Quod egit Coloniæ Cæsar, jure egit; & Sacris Canonibus, justitiæ legibus, Imperatorioque suo, & annexæ eidem supremæ Ecclesiarum Advocatiæ muneri conformiter: Hortatus est Capitulum, ut meliorem & Ecclesiæ utiliorem eligeret, additis rationibus, cur ea qualitas in Cardinalem Furstenbergium non caderet; reatus ejusdem allegavit veteres, non aliter, quam quatenus novis cumulati, & reiterati sunt, quorum tamen memoriam dudum deposuisset Cæsar, si & Furstembergius veterem animum exuisset, nec prioribus semper machinari pejora deprehensus esset. Cæterum libertatem omnem, tam in quam post electionem Capitularibus singulis reliquit integram; promissis aut pollicitationibus fidem eligentium non corrupit, minus vim ullam intentavit, aut adhibuit; exteras copias haud magis in Archidiœcesis fines excivit, quam immisit proprias; sed controversia tota ad Sacram Sedem Apostolicam, velut unicè competentem in hac materia Judicem remissa, ejusdem decisionem quietissimè expectavit. Et hoc Imperator in Imperio. An idem Gallia? sed plus illi juris non tantum in Regno suo, sed in Imperio Germanico. Nihil illa sacros Canones, nihil Instrumenta pacis, nihil libertatem suffragiorum temerabat, dum Cardinalem Furstenbergium, inconsulto & reluctante Pontifice, secretissimis primum artibus, mox & grandi pecunia Coadjutorem jubebat, ipsa per conjuratos in verbum suum Suffragatores plures: dum Luxemburgi Fœdus illicitum inibat, septendecim jam abhinc mensibus, spondebatque se suis sumptibus non immissuram modo, sed alituram etiam in terris Archi-Diœceseos validissimas copias, quibus prætense postulatus Coadjutor, non confirmatus, reprobatusque à Vicario Dei, & Deo invito sustentaretur, dum denique horribiles minas maximis Principibus intentabat, si accederent ipsi, si contrahiscerent, suos illa exercitus admovente unicè invigilaturos peccata ista in Apostolicam Sedem, istaque agendi temeritas; non odium ullum in Galliam, non officia Principum, non conspiratio somniata, zelum Suæ Sanctitatis constantissimæ adversum Furstenbergio fecerant, permoverantque, ut Bavaricum Principem, decoratum jam Infulis Frisingensi & Ratisponensi, adolescentem quidem, sed candidissimi pectoris speique almæ, & cujus Serenissima Domus de Ecclesia inprimis merita esset, ipsi ante habendum censeret. Ab hoc cum gentium scandalo? populus Romanus dicat, qui ad fores consistorialis Concilii effusissime applausit, cum ex unanimi totius Concilii Sententia Archi-Episcopum Coloniensem futurum intellexit Josephum Clementem, innocentissimum Principem. Dicat Italia, dicat Germania, dicat etiam Anglia & Hollandia, ubi & homines ipsi nomini Papæ infensi, Papam hinc Innocentium non prius didicerunt laudare, quam docuerunt.

Lubens equidem fatebitur S. Sacra Cæsarea Majestas, gavisam se, veniente in urnam electionis Coloniensis, tanto Principe, seque libentissime ejusdem & Serenissimi Electoris Bavariæ votis obsecundasse. Factum autem quod fuerit ex improbissima & scelestissima mente, ut faciliùs periret tota familia Bavarica, Domui Austriacæ suspecta, id, quemadmodum cogitare nefanda malitia est, ita carnificum flammis merito expianda esset hujus compilatoris audacia, imprudentia, & temeritas, qui hæc scribere, vulgare, objicere audeat Imperatoriæ Majestati. Non cogitat ejusmodi scelera, nec patrat Aula Cæsarea. An Gallicana? ipsa sciverit. Nemo id alibi fieri credet. Credent autem omnes quod res est, voluisse impudentissimum Scriptorem Gallum Domum Austriacam suspectam facere Bavaricæ, uti moris est Pseudopoliticæ Gallicanæ, per Emissarios suos venenare Aulas omnes, seminibus diffidentiarum inspersis, quo demum diviso eorum corde, omnes intereant.

Eo certissime respicit, quod, ex ingenio Galliæ, per digressionem exorbitantem conatur insusurrare Electoribus, Principibus & Statibus Imperii, studium hoc Cæsari esse, ipsorum sumptibus bella quærere, per ruinam Archidiœcesis Coloniensis & oppressionem Religionis, Coronam Romanorum filio adhuc puero vindicare, & Germaniam totam Gallicæ amicitiæ subductam, in servitutem redigere indecoram & miseram. Suspendere animos gestit, ne conveniant & coëant aliquando ad verum decus, communemque securitatem, fracturo facilè singulos Rege, qui præter ullum laborem propulsaretur ab omnibus; idque summopere nititur, ut ab Austriacæ potentiæ clientela & auspiciis Germaniam, quantum maximè valeat, avertat dolo & subtrahat. Sed non ita simplex est Domus Bavarica, vel rudis Natio Germanica, ut malas hujusmodi artes, difficiles tegendo, non capiat; & quemadmodum grata mente agnoscit Serenissimus Elector Bavariæ officia à requisito Cæsare Domui suæ in Electione Coloniensi commodata, ita ridebit plane pro prudentia sua, & perspicitate ejusmodi suspicionum scintillas, quas jam dudum risit, expertus garrulos discordiarum procos, scietque, nihil à Gallis sperandum, qui sua denique quærunt. Germanus autem, quotusquisque is est, immunis adhuc à jugo ferreo Galli, ex oppressis ipsa in Germania populis, imo & subditis ipsis, Nobilibus & Optimatibus Galliæ facile dispicere poterit, an sit vicinius Tyrannidi Austriacum Regimen, an dominatus Gallicus; gaudebitque profecto, Romanam Coronam non eo cadere, quo eam sæpius, & tum inprimis ostendit destinatam à spiritu suo Aula Gallicana, dum, priorum temporum morem secuta, nulla honesti, pactorum, famæ & conscientiæ ratione habita non tantum rebelles in Hungaria subditos, Turcarum asseclas, ducibus, internuntiis, armis, pecunia, promissis fovit; sed etiam, ut fit adhuc hodiedum, ipsosmet Christiani nominis hostes, ad bellum contra suam S. Cæs. Majestatem exstimulavit: Prout id ex variis emissariorum Gallicorum & Rebellium, aliorumque authenticis literis, quæ in promptu sunt, manifeste probari potest.

Et hæc sunt, quæ, quantum fieri potuit, brevissimè ad contumeliosum libellum seu Manifestum Gallicum reponere jussit S. S. Cæsarea Majestas, non ut ipsius Christianissimi Regis existimationem sugillet, utpote quem, malitiosis falsisque eorum, quibus ejusmodi turbæ in lucro sunt, suggestionibus, ad iniquam hanc infractionem inductum, neque convitia, in Sacratissimam ejusdem personam irreverenter non minus ac improbe congesta, approbaturum credit; sed ut infamiam sibi, Domuique suæ Austriacæ ab impudenti scriptore affictam, perque Ministros Gallicos nomine Regis passim disseminatam diluat, suamque tueatur innocentiam.

Et vero ut hanc ipsam toti Christiano Orbi magis magisque testatam reddat, declarat publicè, testemque invocat omniscium Deum, nihil cogitatum à se de infractione Armistitii, sed fixum animo fuisse semper, & esse verum serumque propositum illius sanctè servandi, si Serenissimo Regi conquiescere tandem induciarum pactis & declarationibus anno præterito Parisiis hinc inde reiteratis, nec novi quicquam moliri, per præpotentiæ factique vias placuerit. Quo vero ad transitum de Armistitio ad firmam ac perpetuam Pacem: in eo sese persistere, ut exhibitam

ANS de J. C 1688. tam sæpius promptitudinem omnem, facilitatem, & operam candidissime, ac libentissime conferat, quatenus instituta Commissione de finibus dividundis, discutiendisque variorum juribus controversis eo modo & ordine progrediatur, qui publice imperantium Majestati & Legibus super hoc compactis Imperium inter & Galliam conformis sit. Quam ob rem, si quæ apud Serenissimum Galliæ Regem, uti speratur, justi ratio est: confidit merito S. Cæsarea Majestas, fore, ut sua sponte torpissimi Scripti Gallici calumnias, & venena castiget, retrahat Arma injusta, fumantia damna resarciat, reducat omnia in statum pristinum, Serenissimum principem Clementem, à Sua Sanctitate jamdum rite confirmatum, Electoratu & Archi-Episcopatu Coloniensi quiete gaudere sinat, causamque Palatinam ad forum competens, in quo absque omni partium studio justitiam sancte & integre administratum iri spondet S. Cæsarea Majestas, remittat; denique Pacem, quam ait se optare, tempore, modo & ordine in Tractatu Armistitii delineatis & præscriptis, procurari permittat. Sin minus? nullus sane aliam resuscitati hujus à Gallia belli causam interpretari potest, quam quod ei minus grata in hanc diem acciderit Divinæ providentiæ erga Domum Astriacam singularis benevolentia, & prodigiosa tutela; vel quod Augustæ ejusdem Domus enormius aliquod præconcepta opinione incrementum, & amplitudinem vereatur, ex relatis victoriis, prolatoque jam felicissime ultra Albam Græcam Imperio, vel quod repressos jam, & depressos Ottomannos per diversiones, ut nunciatur, jam promissas, erigere cupiat, ac juvare; vel denique, quod præ nimia cupiditate asserendi non tantum sibi jure perpetuo illud quod per mutua Armistitii placita ad tempus concessum est, sed etiam universum Romanum Imperium sibi subjugandi, nullis se pactorum & conventionum vinculis obstrictum esse, eaque sibi quovis tempore pro lubitu dissolvere licere autumet. Quidquid sit, turpissimam violatæ fidei notam non evitabit gloriosissimus Gallorum Rex, & proinde protestatur Sua S. Cæsarea Majestas coram Deo & universo Christiano Orbe, liberum esse Regi manus suas extendere ad ignem aut ad aquam, & vel abuti felicate præsentis potentiæ suæ, vel provocatas adversitates ab ira Omnipotentis Dei formidare in tempore: Se autem ut pote adactam ad necessariam tam suarum Provinciarum, quam Sacri Romani Imperii Electorum, Principum, ac Statuum defensionem, immunem & puram fore ab omni culpa, tan secuturarum ex hoc bello calamitatum, & effusionis Christiani sanguinis, quam restauratæ & servatæ in Europa superstitionis Mahometicæ, nec non perditionis tot animarum Christianarum sub jugo Turcico misere gementium. Jactat quidem & gloriatur scripti exhibiti Author, probata divinitus justa Serenissimi Regis Arma, quotiescunque illa movit; qua fide, ipse ostenderit. Sacra Cæsarea Majestas induxit animum suum, ex sua dubia conscientia id omnino præstare, ut si placuerit Deo etiam nunc arma Gallica prosperis cumulare successibus, adoret, collaudetque arcana Dei consilia, quippe qui & per suos Attilas flagellavit subinde ad correctionem dilectos. Sed juvat illam, in ipsis quoque humanis multo meliora sperare. Infractorem pactorum Turcam, licet jamjam expirantium, compescuit ac profligavit Altissimus; compescet item, profligabitque aliquando pactorum infractorem Gallum, duraturorum ad huc annos sexdecim. Viennæ 18. Octobris 1688.



CCXXII.

Actes contenant les Protestations sollemnelles publiées au Sujet des prétenduës nullités insoustenables, faites en Cour de Rome, dans la confirmation de l'Election, du Sérénissime Prince JOSEPH CLEMENT *Duc de Baviere, &c. Afin de les rendre notoires au Clergé & au Peuple de l'Archevêché de Cologne.* Frederic. Leonard. Tom. IV. ANS de J. C. 1688. Cologne.

AU Nom de Dieu, Amen. A tous ceux qui verront, liront, ou entendront lire cet Acte, soit manifestement connu & notoire: Que l'année depuis la Naissance de nostre Seigneur Jesus-Christ 1688. & la treiziéme du Pontificat de nostre tres-Saint Pere en Christ Innocent par la Divine providence, Pape onziéme de ce Nom; Indiction onziéme, le troisiéme des Ides d'Octobre, ou le treziéme du même mois, entre onze heures & midy: Sont personnellement comparus pardevant moy Notaire Apostolique & les Témoins après nommez: l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon, Cardinal de la Sainte Eglise Romaine, Landgrave de Furstemberg, postulé Archevesque & Prince Electeur de Cologne, &c. Et les autres Reverendissimes & Illustrissimes Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, au nombre de huit, lesquels tant en leur nom que des autres Seigneurs absens dont ils avoient procuration; ont fait une iterative protestation qui a esté auparavant luë publiquement en ma presence, & en celle des Témoins reïterant leur Opposition de nullité, declaration, & reservation des remedes, suivant sa force, exigence & teneur; Repetans une précedente protestation qu'ils avoient déja faite pardevant moy, ils y ont derechef adheré, protestant de nouveau & accusant de nullité, déclarant, se reservant les remedes convenables, & faisant les autres choses qui sont contenuës en cet Acte dans les termes suivans.

Monsieur le Notaire. Vous estes bien informé que l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg qui a esté depuis peu canoniquement postulé pour Archevéque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, faisant la plus grande & la plus saine partie du Chapitre & qui ont postulé son Eminence, ont protesté de la nullité insoustenable de toutes les choses en general & en particulier, qui sans qu'ils ayent esté citez, entendus, ni defendus, pourroient etre à l'avenir ou auroient déja esté dites, ordonnées, resoluës, ou expediées dans la Cour de Rome par nostre Saint Pere le Pape, ou par la Sacrée Congregation Consistoriale, ou par d'autres Tribunaux, au sujet de l'Election prétenduë & qui n'a jamais esté faite, du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Baviere: Ainsi qu'il est plus amplement déduit dans l'Acte ou instrument qui en a esté expedié, lequel a esté par Vous Notaire dûement signifié à l'Illustrissime Seigneur Nonce du Pape resident à Cologne, qui l'a retenu, & lequel a esté envoyé à la Cour de Rome pour y être encore insinué; dont la teneur s'ensuit Sçavoir:

Au Nom de la Tres-Sainte & individuelle Trinité. Qu'il soit notoire à tous ceux qui liront ou verront ce present Acte public, que l'année de l'Incarnation du Verbe 1688. la treziéme année nouvellement commencée de nostre Tres-Saint Pere & Seigneur en Jesus-Christ, Innocent, par la Divine Providence Pape XI. de ce nom, Indiction onziéme, le neuviéme des Calendes d'Octobre, qui est le 23. jour de Septembre

tembre stile nouveau, entre 11. heures & midi: en la présence de moy Notaire & des Temoins après nommez qui ont esté appellez exprés: Furent presens en leur personne, l'Eminentissime Seigneur Guillaume Egon Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. Doyen & postulé Arhevéque & Electeur de Cologne; l'Illustrissime Seigneur Philippe Evrard, Prince du Murbac, Comte de Louvenstein, Sous-Doyen, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Herman Frideric Comte de Hohen-Zollern absent pour les affaires de l'Eglise, & dont il a Procuration; l'Illustrissime Seigneur François Gobert, Comte d'Apremont & de Reckem, Evéque de Choeur, l'Illustrissime Seigneur François Adolphe Comte d'Oostfrise & de Rittberg Ecolatre, tant pour luy que pour l'Illustrissime Seigneur Alexandre Comte de Salm, le plus jeune Diacre absent, & dont il a procuration; l'Illustrissime Seigneur Ferdinand Rodolfe Comte de Furstemberg Meskirchen, le plus ancien Diacre; le Tres-Haut Seigneur François Bernard Prince de Nassau, Prevost en qualité de Trésorier; l'Illustrissime Seigneur Charles Gobert Comte d'Aspremont & de Reckem; l'Illostrissime Seigneur Ernest Dominique Comte de Mandetcheit & de Falckenstin; l'Illustrissime Seigneur Maximilien-Philippe Comte de Manderschet & de Falckenstein; le Reverendissime Seigneur Henry Mering le plus ancien Prêtre, le Reveredissime Seigneur Thomas de Quentell Official; le Reverendissime Seigncur Jean-Pierre de Quentell, grand Porte-sceau ou Chancelier. Lesquels ainsi presens & assemblez, firent premierement lire à haute voix une certaine Protestation solennelle, conçeüe dans les termes suivans. Monsieur le Notaire, l'Eminentissime Seigneur Cardinal Landgrave de Furstemberg, &c. qui a esté depuis peu solennellement & canoniquement postulé pour Archevêque & Prince Electeur de Cologne, & les autres Seigneurs, Prelats & Capitulaires de l'Eglise Metropolitaine de Cologne, qui composent la plus grande & la plus saine partie du Chapitre, & qui ont fait ladite Postulation; ont appris avec beaucoup d'étonnement, par des leitre écrites de la Cour de Rome & d'ailleurs; que Nostre Saint Pere avoit renvoyé à la Congregation Consistorialle l'affaire qui concerne ladite postulation, & la prétenduë Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, Duc de Baviere, &c. Qu'on publie avoir esté faite par quelques Capitulaires; que dans certe Congregation il avoit déja fait traitter par les Eminentissimes Seigneurs Cardinaux & par les Prelats, de la validité de cette prétendue Election; & qu'on assuroit de plus, que de l'avis de la même Congregation il vouloit proceder à ladite Confirmation, sans que l'Eminentissime Seigneur Postulé & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayent esté jusques icy, citez, entendus, ni défendus; & sans vouloir à l'avenir les citer, les entendre, ou les admettre à déduire & défendre leurs droits, tant contre la prétenduë Election, qu'en faveur de la Postulation. Mais comme on n'a jamais accoûtumé, & que de droit on ne doit confirmer de semblables prétenduës Elections faites en discorde, ni rejetter des Postulations Canoniques: qu'après que les parties interessées ont été suffisamment entenduës, & que leurs droits & leurs raisons ont esté meurement & contradictoirement discutez & examinez en pleine Congregation, observant les formalitez convenables aux Congregations des Cardinaux, sur tout en des affaires d'une si grande importance, & prenant l'avis du saint Tribunal de la Rote, selon qu'il a toûjours esté & est encore inviolablement observé par les Papes & par la Cour de Rome; comme l'Eminentissime Cardinal de Luca le témoigne dans sa Relation des Congregations & des Tribunaux de la Cour de Rome, discours cinquiéme du Consistoire, nombre vingt-cinquiéme. Ainsi quoique le Eminentissime Seigneur postulé & les Seigneurs Prelats & Capitulaires postulans, à qui le droit de faire une nouvelle Election canonique appartient avec justice, au cas que la postulation ne fut point admise, ne puissent pas se persuader; que sa Sainteté veüille avec tant de précipitation & de nullitez confirmer l'Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, qu'on soutient n'avoir jamais esté faite, & rejetter la postulation; ni qu'Elle ait intention, au cas que la postulation ne fut point admise, de leur ôter, sans qu'ils ayent esté citez, entendus, ni défendus, le droit de proceder à une nouvelle Election qui leur appartient suivant les preuves rapportées sous la lettre A. Toutefois afin qu'on ne puisse pas dire que l'Eminentissime Seigneur postulé, & lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayent expressément ou tacitement renoncé, au droit de dire leurs raisons ou de défendre leur interest, ou à celui de faire une Election qui leur appartient de nouveau pour cette fois, au cas que la Postulatioo ne fut point admise, ou qu'ils ayent approuvé le procez fait ou à faire, sans qu'ils ayent été citez, entendus ni défendus, ou enfin qu'ils se soient fait quelque préjudice en quelque maniere que ce soit: Pour n'obmettre aucune précaution, mesme surabondante, & sans déroger au respect qu'ils doivent à Nostre Saint Pere le Pape & au saint Siege Apostolique, ils protestent solennellement, & font de mesme leur declaration de nullité, & protesteront & persisteront toûjours dans leurdite declaration, au nom d'eux douze presens & des autres absens, dont ils ont procuration, devant vous Notaire, & devant les Témoins, de toutes les choses qui dans la Sacrée Congregation consistoriale ou ailleurs, ont jusques icy peut-estre été faites, resoluës, decretées ou expediées; ou qui à l'avenir contre leur esperance & sans qu'ils ayent esté citez, entendus ni defendus, pourroient estre faites, resoluës, decretées ou expediées, par une nullité insoustenable. Protestans en même tems, qu'ils ne prétendent par aucun Acte que ce soit qui pourroit estre fait ci-après, se desister en aucune maniere, tacitement ni expressement, de cette protestation & declaration de nullité, mais qu'ils veulent y adherer toûjours fermement, & qu'ils tiennent toutes ces choses faites ou à faire, resoluës ou à resoudre, decretées où à decreter, expediées ou à expedier, pour non valables, nulles & non avenuës. Demandans que cette protestation & declaration de nullité soit fidellement mise en note; qu'il en soit fait & communiqué, en payant, un ou plusieurs Actes, ou instrumens publics, dans la forme necessaire & convenable, afin qu'on y ajoûte par tout une entiere foy, & qu'elles soient deuëment signifiées à l'Illustrissime Seigneur Nonce Apostolique resident à Cologne, comme aussi au Procureur ou Agent du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, demeurant à Rome ou ailleurs, & dans tous les autres lieux où il sera jugé necessaire.

Cette protestation ainsi redigée en écrit & leuë de la maniere susdite, fut interposée pardevant moy Notaire, & exhibée pour estre mise dans mon Protocolle, par les susdits Seigneurs Prelats & Capitulaires, tant en leur nom, qu'en celui des deux absens, dont on assuroit qu'ils avoient la procuration; & en vertu d'icelle, ils protestoient tous ensemble, solennellement, faisoient leur declaration de nullité & les autres choses plus amplement exprimées & inferées dans ledit Acte de protestation, de toutes & chacune les choses faites ou à faire en quelque maniere que ce soit, sans qu'ils ayent esté citez, entendus, ni défendus: Me requerant moy Notaire, de prendre note de tout ce qui avoit esté ainsi fait devant moy, & les Témoins, d'en dresser un ou plusieurs Actes & de les communiquer & signifier.

Cela a esté ainsi fait à Bonn au Palais Eléctoral dans l'Antichambre du premier étage, l'année, sous le Pontificat, le mois, le jour & l'heure cy-devant dits, en presence de tres-Reverends & tres-honorables, Messieurs

ANS de J.C. 1688.

sieurs Henri Contzen & Berchtold Lapp, respectivement Docteurs en Droit Civil, & Canon, Ecolatre & Official & Chanoines Capitulaires des Eglises Collegiales des Saints Cassien & Florent de Bonn & de saint Clement en Schwartzen-Reindorff, Témoins dignes de foy & expressement appellez & priez pour cela. Et parce que moy Jean Silmen de Paterborn Notaire Apostolique & Imperial, admis au College des écrivains des Archives de la Cour de Rome, immatriculé à Bonn dans la Chancellerie Electorale de Collogne, & Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn, ay esté present avec les Témoins ci-devant nommez, audites publiques lecture, interposition, protestation, declaration de nullité, & à toutes & chacune les autres choses, pendant qu'on les faisoit, que je les ay vû & entendu faire de cette sorte, & que j'en ay pris note: Pour ces raisons j'ay signé le present Acte que j'en ay dressé, & qui a esté mis en grosse par un autre, à cause que j'estois legitimement occupé ailleurs, & j'y ay ajoûté pour le confirmer la marque de mon Notariat (L.P.) Jean Silmen le même Notaire que cy dessus.

Addition sous la lettre A. Question qui peut arriver. On demande si, au cas que la Postulation ne fut point admise l'Illustrissime Chapitre a droit de faire une nouvelle Election. Comme dans l'exposition du fait il a esté prouvé tres évidemment, qu'il n'y avoit aucune Election qui pût estre confirmée par le Pape, mais seulement une Postulation sollennelle & canonique, qui doit estre absolument admise pour l'evidente utilité de l'Eglise, & que les Sacrez Canons semblent considerer cette admission plûtost comme une grace que comme un Acte de justice & d'obligation; au lieu qu'une Election donne à l'élu droit à la chose, & doit par consequent de droit être confirmée par le Pape, ainsi que Barbosa le remarque *Cap. publicato 58. N. 13. de Elect.* C'est pour cela qu'on demande: Sçavoir, si au cas que le Pape refusât d'admettre la Postulation, il seroit tenu d'accorder à l'Illustrissime Chapitre le pouvoir de faire une nouvelle Election dans trois autres mois à compter du jour que la Postulation auroit esté rejettée. Pour resoudre cette question on répond, que comme l'Election, prétenduë faite par la moindre partie est nulle de droit, tant par le défaut de la matiere que par celui de la forme essentielle, & que par consequent elle ne doit point être confirmée, par les raisons rapportées dans l'exposition du fait, & par d'autres qu'on pourra réduire en temps & lieu, s'il en est besoin; & que d'ailleurs il y a une Postulation faite d'une personne tres-digne: Il est certain, que si par un exemple nouveau jusques icy, le Pape refusoit d'admettre une pareille Postulation, il faudroit accorder à l'Illustrissime Chapitre, trois autres mois pour faire une nouvelle Election à compter du jour que la Postulation auroit esté rejettée. Mandagot le prouve en termes exprés *de Elect. part 1. cap. 2.* Voicy ses paroles. Comme le temps duquel il est „ traitté ci-dessus, ne court point pour ceux qui ont „ des empêchemens legitimes il faut examiner quels „ sont ces empêchemens. Car ce sont des empêche„ mens legitimes, si par exemple les Chanoines ont „ reçû de leur Superieur défenses d'élire sans sa per„ mission, pourveu qu'ils n'ayent pas esté negligens „ à la demander. Si tous sont excommuniez, sus„ pens ou mesme interdits & qu'ils n'ayent point „ trop differé à demander la grace d'en estre absous & „ délivrez. De mesme, *Si ayant Postulé ou élu quel„ qu'un le Superieur ne veut pas leur accorder celui „ qu'ils ont Postulé*, ou si celui qu'ils ont élû ne veut „ pas accepter l'Election, ou aprés y avoir consen„ ti, renonce à son droit, ou si l'Election est nulle „ à cause de quelque défaut caché de la personne „ éluë, *ceux qui ont postulé*, ou élû, *pourront de nou„ veau Postuler ou élire*, & le temps qui aura esté „ employé ou qui aura couru, ne sera point compris „ dans les trois ou dans les six mois, au contraire ils „ courront tout de nouveau: Il faut dire la mesme „ chose à l'égard de tout autre empêchement legi„ time, & que de droit, tant qu'il durera, lesdits „ temps ne courront point. Mais s'ils élisoient sci„ emment un sujet indigne, ou s'ils postuloient quel„ que personne criminelle; alors ils ne pourront „ plus postuler ni élire pour cette fois-là, quand „ mesme celui qu'on auroit elû ne consentiroit pas à „ l'Election, ou renonceroit à son droit; à cause „ que par la disposition des Canons ils sont privez „ du pouvoir d'elire. La raison de cela est, que les Chapitres des Eglises Cathedrales & Metropolitaines ne doivent jamais être privez du pouvoir d'élire que dans les cas exprimez dans le droit, au nombre desquels n'est pas celui de la Postulation d'une personne digne & capable, dont la Postulation n'a pas esté admise. Ainsi en ce cas on doit permettre une nouvelle Election ou Postulation, comme l'enseigne le texte dans le Chapitre *gratum. 2. de Postulatione, & Viviamus in ration. & Barbosa*: & il y a un autre texte sur le sujet de l'Election, dans le Chapitre *Si Electio 26. de elect. in 6.* dans lesquels deux textes cette matiere est traittée, & quoy que le droit d'élire soit dévolu au Pape, quand le Chapitre a élû ou postulé un sujet indigne, ou quand il a manqué à observer la forme prescrite par le Concile: Ce n'est pas la mesme chose, quand seulement une partie a manqué, comme il est arrivé dans le cas dont il s'agit, à la moindre partie du Chapitre, qui par consequent doit pour cette fois estre privée de la faculté d'élire, laquelle doit estre entierement réünie dans la plus grande partie, &c. Ainsi qu'il a esté plus amplement prouvé dans l'exposition du droit.

Au nom du Seigneur, Amen. L'année, sous le Pontificat, l'Indiction & le mois rapportez ci-dessus & exprimez dans l'Acte de la protestation interposée, & le troisieme jour d'Octobre: A la requeste faite conjointement ainsi qu'il a esté dit par les susdits Eminentissime respectivement & tres-haut, & par les Illustrissimes & Reverendissimes Seigneurs: Moy Notaire soussigné, voulant signifier ladite protestation cy-dessus inserée, avec l'addition sous la lettre A. & l'Acte que j'en ay dressé, expedié & signé en Original; à la personne de l'Illustrissime & Reverendissime Seigneur Sebastien Antoine Tanari, Archevêque de Damas, Nonce Apostolique, avec puissance de Legat au quartier du Rhin, & au païs de la basse Allemagne, &c. demeurant à Cologne; Je suis entré à deux heures aprés midy, dans sa demeure située dans la place du Pont vulgairement appellée Auffder-Brucken, accompagné des deux Témoins cy-aprés nommez, & par moy priez à cet effet; lesquels estant ainsi presens avec moy, & ayant respectueusement demandé, & ensuite obtenu la permission d'aller trouver ledit Illustrissime & Reverendissime Seigneur Nonce Apostolique; Lequel ayant comparu en habit Ecclesiastique, & estant personnellement établi en ma presence & en celle des Témoins, dans la grande Chambre d'enhaut dont la porte regarde le Septentrion, j'ay premierement lû devant luy, & publié à voix haute & intelligible, le duplicata de cet Acte, comme aussi la copie de la protestation interjettée & interposée, inserée & comprise dans le même Acte, avec l'addition sous la lettre A. & aprés avoir lû ce duplicata, je l'ay mis en lieu de copie sur la table, pour marque d'une veritable, réelle & effective signification, & je l'y ay laissé; & ainsi en la meilleure forme & maniere que j'ay pû & dû, je l'ay notifié, intimé & fait connoître. Ce duplicata original en lieu de copie, ayant esté laissé & retenu, ledit Illustrissime & Reverendissime Nonce Apostolique, répondit en ces propres termes: *Je n'admets point la protestation dont vous parlez, mais je la remets*

ANS de J.C. 1688.

mes à qui il appartient. Cela a esté ainsi fait au temps & au lieu rapportez cy-dessus, presens Jean Henry Mermao, & Herman Iler, Temnins dignes de foy, à ce requis. Et comme moy Notaire cy-devant & cy-après signé, ay assisté à toutes & chacune les susdites choses, & que je les ay faites & vû & entendu faire : A ces causes j'ay de nouveau écrit & signé le present Acte que j'ay redigé en cette forme, j'y ay mis en estant prié la marque ordinaire de mon Notariat. (L.S.N.) Jean Silmen, Notaire Apostolique & Imperial & immatriculé.

Après que ladite protestation a esté faite, l'Eminentissime Seigneur Postulé & lesdits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires ont appris aujourd'hui par un bruit public, que Nostre Saint Pere, de l'avis de la sacrée Congregation consistoriale, ayant rejetté la Postulation de son Eminence, &c. avoit confirmé la prétenduë Election du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT de Baviere, &c. quoique cette Election n'existe pas, & par consequent, sans que lesdits Seigneurs Prelats & Capitulaires ayent esté citez, entendus, ni défendus, sa Sainteté leur avoit ôté de fait, & par une nullité manifeste, le droit de faire tout de nouveau une autre Electioo qui leur appartient, au cas que la Postulation ne fût pas admise : que de plus en consequeoce de cette prétenduë confirmation, ledit Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, &c. avoit fait hier prendre possession par Procureur avec une pareille nullité. Or comme l'Eminentissime Seigneur Postulé & lesdits autres Seigneurs Prelats & Capitulaires, ne veulent pas approuver cette prétenduë confirmation, ni consentir à estre privez do droit de faire une nouvelle Election qoi leur appartient incontestablement, au cas que la Postulatioo ne fut point admise, ny renoncer tacitement ou expressement à leur droit, & beaucoup moins approuver ladite prétenduë prise de possession. Pour ces raisons, ils on jugé à propos pour n'obmettre aucune sorte de précaution, de repeter devant vous Notaire & les Temoins, tant en leur nom qu'au nom des Seigneurs absens, en vertu des procurations qu'ils en ont la susdite declarations de nullité : Protestant de nouveau, sauf en toutes choses, la devotion filiale & le profond respect dûs à Nostre Saint Pere le Pape, & au saint Siege Apostolique par devant vous Notaire & les Témoins, de la nullité, tant de la prétenduë confirmation, que de tout ce qui a esté jusques icy geré, dit, fait, decreté, resolu ou expedié, sans qu'ils ayent esté entendus ni défendus ; ou de ce qui pourroit à l'avenir estre geré, dit, fait, decreté, resolu, ou expedié, sans qu'ils soient citez, entendus, ni défendus, comme aussi de la prétendue prise de possession, faite pareillement avec une nullité insoustenable : faisant une protestation sollennelle, & déclaration formelle de nullité, non seulement en la maniere susdite, mais en toute autre meilleure forme : declarans qu'ils estiment, tiennent & reputent toutes ces choses pour nulles & comme noo faites, & qu'ils les estimeront, tiendront & reputeront pour telles : Se reservant en outre, tous autres remedes legitimes, de droit, pour obtenir la reparation de ces nullitez insoustenables, & qui pourront servir en quelque maniere que ce soit à la defense & à la conservation de leur droit, pour les employer à propos, quand ils le jugeront necessaire & convenable : Vous requerant vous Notaire de prendre note de nouveau de cette protestation confirmative, de cette asseurance de nullité réiterée, declaration & reservation de remedes d'en dresser un ou plusieurs Actes publics, à qui en tous lieux, on ajouste une entiere foy, de les expedier, & de les signifier duement à l'Illustrissime Seigneur Nonce Apostolique, residant à Cologne ; au Procureur du Serenissime Prince JOSEPH CLEMENT, & aux Illustrissimes & Reverendissimes Seigneurs Capitulaires qui sont à Cologne : Et enfin qu'en les affichant aux portes de l'Eglise Metropolitaine & des autres Eglises, tant à Cologne qu'à Bonn & par tout dans l'Archevesché, vous en donniez une connoissance publique à tout le Clergé, à tout le Peuple, & à tous les sujets du mesme Archevesché, & de dresser pareillement un ou plusieurs Exploits de ces significations, & d'en communiquer des copies en payant : Se reservant toujours la faculté de déduire à l'avenir la nullité ou les nullitez insoustenables qui ont esté commises, ou qui pourroient, peut-estre, estre encore commises. Toutes lesquelles choses ayant esté faites de la maniere cy-devant expliquée, lesdits Seigneurs comparans en leur nom & en celui des absens, m'ont requis moy Notaire, ainsi qu'il est pareillement contenu dans l'Acte cy-dessus inseré. Fait ainsi à Bonn, au temps marqué cy-dessus, dans le Palais Electoral, dans l'Antichambre du premier étage, en presence de Jean Severin, & de Jean Adam Westen Temoins dignes de foy, appellez exprez pour cela.

Et comme moy Jean Silmen de Paterborn, Notaire public Apostolique & Imperial, créé, ordonné, & approuvé dans le College des Ecrivains des Archives de la Cour de Rome, & immatriculé à Bonn dans la Chancellerie électorale de Cologne, comme aussi Greffier de la Cour Archidiaconale de Bonn ; ay esté present en personne à toutes & chacunes les choses cy-devant dites & inserées, que je les ay toutes vû & entendu faire ainsi, & que j'en ay pris notte ; par ces raisons j'en ay redigé en cette forme ce present Acte public, ensuite je l'ay dressé & l'ayant redigé & fait, je l'ay signé & l'ay confirmé avec la marque ordinaire de mon Notariat en ayant esté requis (L.S.) Jean Silmen le mesme Notaire que cy-dessus.

CCXXIII.

(a) *Memoire des* PROTESTANS ANGLOIS *présenté à leurs Altesses Monseigneur le Prince & Madame la Princesse* D'ORANGE. *Publié au mois d'Octobre*, 1688.

ANS de J.C. 1688.

ANGLETERRE, ET ORANGE.

VOS Altesses ne peuvent pas ignorer, que les Protestans d'Angleterre, qui sont fidelement attachez aux Principes & aux Doctrines de leur Religion, & au Gouvernement juste & legal du Royaume, sont en plusieurs manieres horriblement vexez & opprimez par les machinations & pratiques des Papistes, sous le nom & sous le pretexte de l'Autorité Royale.

(a) On n'a rien changé à ce titre, & il est bon d'avertir, que cette Piéce fut imprimée avec les Notes toute telle qu'on la donne ici.

Que tous les jours on exige d'eux des choses qui sont (*b*) contre les Loix & contre la Justice, en leurs diverses Vocations & Emplois, & lesquelles il savent en leurs Consciences ne se pouvoir justifier ni devant Dieu ni devant les hommes, & avec cela on les y force, sans avoir aucun égard à leurs Consciences, par la crainte qu'ils ont de perdre leurs Offices & Emplois, & par plusieurs autres menaces qu'on leur fait.

Que

(b) Les exemples en sont en trop grand nombre pour être icy rapportez, mais en voicy quelque uns.

1. La plûpart des Protestans sont pressez de se déclarer pour l'abolition de toutes les Loix faites pour la Reformation & pour l'etablissement de nôtre Religion.

2. Tous les sujets sont forcés de se soûmettre à obeir à des Juges, Sherifs, Justices de Paix, Maires, Lieutenans de Roy & autres Officiers, qui ne sont pas legitimes, & tous ceux qui osent tant soit peu revoquer en doute l'autorité de ces gens-là sont menacez, vexez & poursuivis, comme le Lord Lovelace l'est à present.

3. On ordonne à tous les sujets de souffrir que toutes leurs actions & les plus petites fautes de leur vies soient examinées & que les secrets de leurs cœurs soient pénétrez. Et que leurs plus considerables & plus inviolables intérests soient commis à la discretion d'un petit nombre de Creatures du Roi, que l'on appelle *les Commissaires pour les affaires Ecclesiastiques* desquels la Commission est de proceder contre les Regles de nos Loix, jusqu'à oser dire même qu'ils ordonnent ainsi *nonobstant toutes les autre Loix*, & tout

ANS de J.C. 1688.

Que plusieurs de leurs Libertés fondées sur l'Equité, leurs Bénéfices, & Moyens de subsistence dans leurs Eglises & Colleges, leur ont été ôtés sans aucun sujet, que le bon plaisir du Roi. Et que l'on fait faire des (c) procés & des poursuites par des Commissaires établis contre les Loix, qui en (d) poursuivent un tres-grand nombre sans qu'ils soient le moins du monde coupables, ou qu'ils ayent peché contre les Loix du Royaume.

Qu'ils sont exclus & dépouillés de la libre (e) Election de leurs Magistrats & Officiers dans leurs Villes & que l'on établit sur eux de pretendus Officiers & Magistrats qui y sont fourrés ou en sont chassés selon la volonté absoluë du Roi, & selon qu'on les trouve prompts à s'accomoder aux desseins du Papisme & à les favoriser soit par ignorance soit par corruption.

Que plusieurs des Corps Politiques de leurs Villes sont declarés être dissous quand il plaira au Roi (pour donner de la terreur aux autres & les soûmettre aux volontés du Roi) & que les Citoiens & Bourgeois sont par là exclus de la Franchise (f) & dépouillés de tous leurs Privileges, & Libertés, s'ils ne peuvent en conscience se soûmettre à des Commandemens illegaux, non authorizés par les Loix, & s'ils ne veulent lâchement & perfidement abandonner leurs justes Droits & Privileges au bon plaisir du Roi.

Que les suretés legales que les Rois & le Royaume assemblés en Parlement avoient établies contre les dangers qui menaçoient leur Religion & leurs Libertés, sont détruites par les Commandemens absolus du Roi, & renduës (g) inutiles, en vertu de son pretendu pouvoir de dispenser de ces Loix penales, nonobstant l'interest & le Droit que les Sujets ont a ces Loix, parce qu'elles sont le rempart & la seureté de leur Religion, de leurs Libertés & de leurs Vies; Et par cette conduite du Roi le fondement sur lequel tous les Droits & Proprietés des Sujets sont établis, est ébranlé & sappé. Et on fait paroitre une nouvelle Pretention laquelle on soûtient, qui est, que les Sujets n'ont point de Droit, de Proprieté ni de seureté lors que le Roi ne le veut pas.

Que sous couleur de ce pretendu pouvoir à dispenser des Loix, toute la seureté & la Deffense que le Royaume peut esperer des Forces militaires, est entre les mains de (h) gens qui en sont rendus incapables par plusieurs Loix expresses faites par les Rois & par le Royaume assemblés en Parlement, ce qui donne juste sujet de craindre beaucoup, voyant qu'on est ainsi à la mercy de gens qui professent d'être dans la Communion de l'Eglise Romaine, laquelle fait profession ouverte d'être Ennemie mortelle des Protestans, & qui sont obligés sous peine de damnation de chercher leur Destruction, s'ils demeurent constamment attachés à la Religion Protestante.

Que contre les Loix expresses du (i) Royaume repetées n'agueres dans le Parlement on entretient une armée de Papistes & de Mercenaires qui est répanduë par tout le Royaume en pleine Paix, ce qui cause une grande inquietude & terreur aux Protestans, qui sont en diverses manieres contraints de recevoir ces Soldats en leurs maisons, qui y demeurent malgré eux, par où ils sont privés de leur repos & de toute sureté dans leurs Familles, & de la Conservation de leurs voisins & amis, & des petits profits qu'ils pourroient faire chacun en leur Vocation.

Que le Roi arrêté & deffendu l'execution de Anciennes Loix du Royaume, contre plusieurs sortes de Crimes d'Etat & autres Crimes horribles: Et que tous Statuts que l'on sait avoir été faits de tems en tems depuis 500. ans, par rapport au Pape & à ses Prêtres & à leur (k) pretenduë Autorité & à leurs Pratiques, sont suspendus; Quoi que l'Experience des Papistes mémes en tous ces siécles montrât que ces Doctrines & Pratiques étoient si méchantes & si dangereuses, qu'ils se plaignoient souvent dans le Parlement qu'ils craignoient qu'elle causassent la destruction (l) du Royaume.

Aaaa Sa

tout le monde est forcé de donner la main à ce Pouvoir arbitraire sous peine de leurs corrections, qui s'étendent jusqu'à condamner les gens à une prison perpetuelle.

4. On exige de tous nos Ministres sous de terribles menaces d'être les Crieurs publics du Roi, pour prôner dans les Eglises le Pouvoir du Roi a détruire tout d'un coup toute la force & l'usage de toutes les Lois penales faites depuis 400. Ans pour assurer les Droits de la Couronne, les *Libertés* & les *Proprietés* du Royaume, & la profession de la Religion Protestante.

5. Tous les Protestans sont contraints à peine d'encourir l'indignation du Roi, de souffrir que les Droits de la Couronne, & la Liberte du Royaume attaquée par l'Autorité pretenduë & par les Loix des Etrangers, tels que sont la Cour de Rome, soient publiquement niés & contestés, & que les Lois de ces Etrangers qui y sont contraires soient maintenuës dans leur pleine force. Le Roi leur enjoint de violer leurs devoirs envers Dieu, envers la Couronne & le Royaume, & l'Obligation où ils sont de poursuivre en justice ces crimes qu'ils voyent se commettre tous les jours, pour lesquels on ne peut alleguer aucune excuse valable que l'on puisse fonder sur la liberté de conscience.

6. Les Connestables & autres Officiers par tout le Royaume sont forcés de loger les Soldats *Irlandois*, *Ecossois*, & autres mercenaires dans les maisons de leurs Voisins malgré eux, sans avoir egard aux anciennes Loix, & aux termes exprés des derniers reglemens qui le deffendent.

7. Tous les Gentilshommes & gens Privilegiés sont forcés de renoncer à la Liberte naturelle qui leur étoit aquise par les Loix, de pouvoir élire les Membres du Parlement.

8. Les Bourgeois francs des Villes sont obligés de remettre au Roi les Droits & la possession de la Magistrature, & tous leurs anciens Usages & Privileges.

9. Toute la Nation est forcée par la crainte des supplices, de souffrir qu'on declare pour Heritier presomptif de la Couronne un enfant, qui selon les Loix du Royaume ne devoit point être reconnu, jusqu'à ce que des temoins fideles & legitimes de sa naissance, eussent été duement declarés au Royaume, qui eussent attesté que la Reyne auroit veritablement accouché, de cet Enfant, comme il étoit absolument necessaire en cette occasion, où tout le monde assure que c'est un Enfant supposé. Nonobstant cela le peuple est contraint avec confusion & douleur, de faire semblant dans ses Prieres publiques de le recommander à Dieu comme leur Prince & n'ose demander qui sont les Temoins de sa naissance.

10. Plusieurs de leurs Jurés sont fort forcés de rechercher les crimes de leurs Voisins, quoi qu'en leurs consciences ils les jugent innocens, comme il a paru entr'autres exemples, dans l'affaire de ceux qui exprimerent d'une maniere si innocente la joye qu'ils avoient de la justice qui avoit été renduë aux 7. Evêques, par des feux de joye: Et plusieurs sont contraints de se soûmettre a estre tirés en justice pour avoir perdu leurs biens & sont condamnés pour cela à des Amendes, & quelquefois à perdre la Vie, par des Jurez corrompus, & par des Nominations de Juges qui sont contraires aux Reglemens de nos Loix, en se servant de temoins & de juges qui ne sont pas capables ou qui sont partiaux, ou qui ne peuvent avoir de connoissance des Faits en question, employant des Sherifs qui n'ont point presté le serment comme les Lois le veulent, par où le Cours de la Justice du Royaume est renversé, & le Gouvernement entierement bouleversé.

Tous ces exemples sont trop connus pour pouvoir etre niés par nos Adversaires.

(c) Comme par Exemple, l'Evêque de *Londres* qui a été suspendu. Le Docteur *Peachel* Vice-Chancelier de *Cambridge*, & Maitre de *Pembroke-Hall*. Le Docteur *Hough*, & 26. Docteurs du *College de la Magdeleine d'Oxford*, sans parler des Doyens qui ont été dépossedés de leur Privileges & de leurs Revenus, & declarés incapables d'avoir aucun employ, sans avoir commis d'autre crime que de s'être toûjours attachés au Droit, & aux statuts de leur College & a leurs sermens. La suspension de prés de 100 Ministres dans le Comté de *Durham*, pour avoir refusé de lire à leur peuple la Declaration du Roi qui tendoit à dispenser contre nos Loix, &c.

(d) Les assignations des Commissaires Ecclesiastiques signifiées aux Chanceliers, Commissaires & Archidiacres du Diocese, & à la plupart des Evêques, pour les obliger à donner les Noms de tous les Ministres qui n'ont pas lû la Declaration du Roi, en quoi ils n'ont violé aucune Loi ni Ecclesiastique ni Civile.

(e) La Ville de *Londres* & toutes les autres Villes qui sont des Corporations, comme on les appelle en sont un triste exemple, le Roi y établissant qui il lui plait pour y prendre le Nom & exercer le Pouvoir de leurs Magistrats qu'ils élisoient autrefois.

(f) Le Roi en a usé de cette maniere à l'egard des Anciennes Villes d'*Oxford*, *Winchester*, & le Bourg de *Totness*, & menace de faire la même chose à *Norwich*, ou quelque chose de semblable, parce qu'il marque qu'il veut disposer du bien de ses Sujets, comme s'il étoit à lui.

(g) Les derniers Statuts de 25. & 30. de *Car.* 2. avoient été faits expressément pour la sureté des *Protestans*, aussi bien que ceux de 5. *El.* 2. 13. *El.* 2. 23. *El.* 1. 27. *El.* 2. 3. *Jac.* 5. *Jac.* 1. & les Stat. 13. *H.* 2. 19. 20. 21. & plusieurs Anciens Statuts d'*Ed.* 1. *Ed.* 2. *Ed.* 3. *Rich.* 2. & de plusieurs autres Rois, avoient été faits pour assurer le peuple contre les apprehensions qu'il avoit de la *Cour de Rome*, & le Roi a declaré qu'aucun de ces Statuts ne sera desormais mis en execution.

(h) On sait que tous les *Papistes* sont par les Stat. d'*El.* de *Jac.* 1. de *Char.* 2. declarés incapables de posseder aucune charge importante dans le Royaume, & qu'ils les possedent presque toutes à present.

(i) Voyés le *Pet. de Droit*, 3. *Car.* & les derniers statuts de *Ch.* 2. qui declarent que de repandre des Soldats dans les Provinces, & de les loger chez les Sujets, est une chose contraire aux Lois & aux Coutumes du Royaume, & on voit qu'il y eut des Requêtes presentées pour cela, & que l'affaire passa au Parlement qui reconnut que c'étoit un Droit du peuple, qu'ils ne doivent jamais être chargés de Soldats.

(k) Voyés la Declaration du Roi pour la *Liberté de Conscience*, elle suspend l'execution de toutes les Lois penales dans les choses Ecclesiastiques, & celles qui soûtiennent que c'est crime d'Etat de pretendre que l'Autorité & les Canons du *Pape* sont au dessus de nos Lois, ou de prendre des Dispenses de lui & de lui obeir.

(l) Voyez les Stat. 35. d'*Ed.* 1. 25. *Ed.* 3. 27. *Ed.* 3. 16. *Rich.* 2. 5.

Sa Majesté traite aussi de telle maniere les Cours de Justice dans ce qui regarde l'administration de la Justice, que les juges quoi qu'ils ayent beaucoup servi aux desseins Papistiques, sont privés de leurs Charges, Honneurs & pensions, s'ils osent seulement pemettre que les Loix absolvent ceux que le Roi vouloit voir condamnér, commme on l'a vû entr'autres depuis peu, lorsqu'il a déposé le juge *Holloway* & le Juge *Powel*, parce qu'ils avoient absous justement les sept Evéques.

Il est inutile de donner icy d'autres exemples de nostre oppression, puis qu'il est evident qu'on remue Ciel & Terre par le secours de l'autorité Royalle pour renverser le premier fondement même du Gouvernement civil de ce Royaume, en ostant au peuple la liberté d'élire selon les methodes ordinaires, ceux qui le doivent representer dans le Parlement, soit pour faire de nouvelles Loix, soit pour abolir celles qui sont déja faites, si on le juge à propos pour le bien de la Patrie.

Cette illustre Monarchie a été fondée sur une liberté egale & le Gouvernement d'Angleterre a été en effet toujours libre (*m*) parce que les Anglois n'ont jamais reconnu d'autres Loix que celles qui ont esté faites par le Consentement libre du Peuple, & du Roy, (*n*) & on suppose en Angletterre que le consentement du Parlement pour faire abolir une Loi est comme l'Acte propre de chasque particulier.

(*m*) Voyez 34. *H.* 8. 12. 25. *H.* 21. Ou y declare que le Royaume est libre, que les Sujets ne peuvent estre obligez par aucune Loi qui ait esté faite sans leur consentement, que le Roi & le Parlement representant tout le Peuple ont le pouvoir de Dispenser des Loix quand ils le jugeront à propos.

C'est pour cela que les Anciens Statuts pour assurer les Coûtumes d'Angleterre ont declaré que les Elections devoient estre libres (*o*) & que ni le Pape, ni le Roi n'en doivent pas interrompre le Cours ordinaire, & même que le Roi s'est obligé de ne rien faire qui puisse oster aux Electeurs la liberté de choisir ceux qu'ils jugeront les plus propres pour estre Membres do Parlement.

Et ni le Roi, ni le Pape ne doivent pas se servir d'aucun Commandement, Promesses, Menaces, Prieres ou Sollicitations de quelque nature qu'elles puissent estre, pour oster aux Electeurs cette Liberté qui leur est si necessaire pour pouvoir choisir ceux qui defendront dans un Parlement libre le Droit du peuple: Les Membres du Parlement, disent les Loix, doivent estre choisis librement, & les Electeurs ne doivent pas craindre de desplaire au Roi en faisant leur devoir, il ne faut pas même qu'ils ayent aucun egard à la recompense qu'on pourroit leur promettre au cas qu'ils ne ses soumettent à la volonté du Prince; Il faut qu'ils soient libres & quant au tems, & quant au lieu de l'Election, ils ne doivent pas même obeir à ceux qui voudroient leur prescrire ou l'un, ou autre, autrement l'Election seroit nulle, & comme non faite.

(*n*) Voyez les Statuts 1. Jac. 9. 1.

Mais il n'est pas possible de vous dire ici toutes les methodes dont on se peut aviser, & qu'on a en effet employées pour renverser ce fondement de nôtre Gouvernement.

(*o*) Voyez les Stat. de *Westm.* 9. 3. Ed. 7. On declare la le Droit commun, & que le Roi s'oblige de ne point troubler les *Electeurs* dans leurs *Elections* qui doivent estre toutes libres. *Car.* 2. *Parl.* 7. H. 4. 95. 6. H. 4. 6. v.

Que n'a-on pas fait ouvertement même & sans en faire mystere, pour détruire toutes les Coûtumes, Privileges, & toutes les Chartres de nos Villes & de nos Bourgs, qui selon l'ancienne Coûtume d'Angleterre doivent choisir la plus grande partie des Membres de la Chambre Basse: Quelle sorte d'Artifice n'a-t-on pas employé pour rendre par tout nos Magistrats esclaves de la volonté du Roi pour estre des Instruments propres pour avancer la Tyrannie, & le Papisme, & avec quelle severité n'a-t-on pas traité ceux qui refusoient de contribuer au dessein de Roi. La plus grande grace qu'on leur faisoit, c'etoit de donner leurs employs à des Papistes, ou à d'autres encore plus ignorant. & plus corrompus; on sait assez qu'on a donné des detours aux Loix du monde les plus claires, pour destruire nostre Gouvernement, on menaçoit les Magistrats de la part du Roi s'il faisoient semblant seulement de vouloir defendre leur Droit contre le Roi: On leur disoit qu'ils se ruineroient en frais, & qu'ils feroient mieux de demeurer en repos. On passoit meme plus avant & on leur faisoit connoitre sans façon qu'ils ne pourroient jamait soûtenir leurs Privileges, leurs Droits, & leurs Chartres contre le Roi, puis qu'il estoit resolu de les avoir à quelque prix que ce fut, pour en user comme il le jugeroit le plus à propos; & pour les faire donner dans le piege avec plus de facilité, on leur promit de nouvelles Chartres, au cas qu'ils voulussent remettre entre les mains du Roi les vieilles, & on ne manquoit pas de leur dire au même temps qu'on envoyeroit à l'Avocat du Roi les noms de tous ceux qui ne se soumettroient pas aveuglement à tout ce qu'on leur demandoit de la part de la Cour.

Nous savons aussi qu'on suborna par tout des Juges pour condamner tous ceux qui voudroient defendre leurs Droits, & s'opposer aux *Quowarrantos*, comme les Magistrats de Londres furent resolus de faire, leur Conseil ne voulant pas rendre la Chartre de la Ville, nonobstant tous les efforts qu'on fit pour l'avoir, parce que ces Messieurs savoient fort bien qu'ils ne pouvoient pas trahir la Ville, & que le Roi ne pouvoit pas non plus depouiller ses Sujets des Privileges qui leur avoient été accordés par leur grande Chartre. Mais on cassa tous les Juges qui ne voulurent pas dissoudre ce Grand Corps Politique, qui avoit possedé ses Privileges l'espace de mille Ans & plus. On declara les Bourgois, & tous leurs Heritiers décheus de tous leurs Droits & Privileges: c'est par ces methodes que le Roy d'aujourd'huy prenoit ses mesures sous le Regne de son Frere pour executer le Dessein qui éclate si fort maintenant: on en voit maintenant les tristes effets, puisque les Villes & les Bourgs n'ont plus de Magistrats, ou n'en ont plus que dependamment de la volonté du Roy.

Mais ne voit on pas que nostre Liberté est deja détruite, puisque ceux qui sont maintenant nos Magistrats n'osent plus proceder selon les Methodes ordinaires pour choisir les Membres du Parlement.

Le Roy luy-même tant par ses faveurs secrettes que par ses menaces a déja engagé la plupart de nos Magistrats à se soumettre à tout ce qu'il voudra, & comme il avoit coûtume de parler dans son Cabinet en particulier à tous les Membres du Parlement, il fait de même maintenant à l'égard des (*p*) *Electeurs* & ainsi il les oblige de renoncer à la liberté de leur suffrage en Parlement, à moins de perdre les Charges qu'il leur a données.

(*p*) Remarqués cela.

Tout le Monde sait les trois Questions que les Officiers de Sa Majesté proposerent aux Juges de Paix, & à tous les autres Magistrats.

Les Lieutenants des Provinces firent comparoitre devant eux au nom du Roi tous ceux qui y faisoient plus de figure pour les obliger par menace, ou par flatterie à ne choisir pour Membres du Parlement que ceux qui feroient tout ce que le Roi voudroit: & on faisoit passer tous ceux qui tenoient bon pour les Droits du Peuple, pour des gens mal affectionnés au Gouvernement.

Il n'y a gueres qu'on envoya une Commission la plus estrange du monde dans toutes les Provinces pour obliger ceux qui ont droit de choisir les Membres du Parlement, à ne faire choix que de ceux qui consentiroient à l'Abolition des Loix penales, & du Test, qui sont comme les digues qui empêchent le Papisme d'inonder l'Angleterre, & qui sont les fondements les plus surs des Droits de la Couronne, & de la liberté du peuple.

Après cela peut on doubter du dessein du Roi, qui est de détruire nos Loix, & nostre Gouvernement pour ouvrir la porte au Papisme? Mais pour convaincre tout le monde de la verité de ce que j'ay

dit,

ANS de J. C. 1688.

dit, on n'a qu'à lire la feconde Declaration du Roi pour la Liberté de (q) Conscience, où il dit nettement que personne ne doit esperer de posseder aucune charge sous lui s'il ne veut contribuer à tous ses desseins & à finir ce qu'il a commencé: Et il declare deplus que tous ceux qui ne contribueront pas à faire casser les Loix penales, & le Test, doivent estre considerés comme de fort mechans Chretiens, & comme des gens qui n'aiment pas le repos, & le bonheur de leur païs; il adjoûte que de sa volonté absoluë il a osté à plusieurs Officiers Civils & Militaires, leurs emplois pour s'estre monstrés peu favorables à son grand dessein.

(q) Avril 27.1688.

D'où il est clair que le Roi croit qu'il ne doit pas souffrir une Election libre des Membres du Parlement, pendant qu'il y a tant de bons Protestans pour y avoir part, qui ne peuvent en conscience contribuer à achever ce qu'il a commencé: c'est à dire qui ne veulent pas permettre que le Roi, sous le pretexte d'une Liberté imaginaire de conscience, fasse un present au Pape des Droits de sa Couronne, de la Liberté, & de Privileges du Royaume, pour nous faire acroire enfin que nous sommes obligez de devenir les Esclaves de l'Eglise Romaine, & de soûmettre au bon plaisir des Prestres Romains nos Contracts, nos Mariages, nos Biens, nos Dettes, nos decimes, nostre Reputation, & nos Corps même, sous pretexte qu'on les doit mortifier par la penitence. Voilà l'ouvrage que le Roi a commencé qui rend extremement méprisable la Couronne Imperiale d'Angleterre, au même temps qu'il ne tend qu'à destruire la Liberté Naturelle, comme aussi tous les Privileges, & tous les Droits Civils de la Nation Angloise.

Nos Loix penales ne sont faites que pour prevenir tous ces pretextes pieux de nous priver de ce qui nous appartient par les Loix fondamentales de l'Estat & par la Nature même.

Nos Loix penales n'ont esté faites que pour punir les offences commises contre le Gouvernement Civil, & contre la Societé Humaine, & ainsi les Anglois ne peuvent pas s'en exemter à raison de leur Conscience, non plus que de celles qui defendent le Larcin, ou le meurtre, au cas qu'on s'avisât de dire qu'on a pillé, ou tué selon sa Conscience.

De tout cecy il est evident que le Roi fait tous ses efforts pour empêcher que les Prestres Romains & les Papistes ne soient un jour punis comme ils le meritent, pour avoir fait tout ce qu'ils ont pû pour nous oster nostre Liberté. Il pretend que les nouveaux Colleges qu'il a erigez, les Convents des Moines, ses quatre Evêques Provinciaux, & tous les Prestres pourront desormais le soutenir par sa seule Autorité sans le secours des Loix; que les Canons de l'Eglise de Rome sont d'une plus grande Autorité que les Loix du Royaume, que les Protestans n'ont aucun Droit de commander, que tous leurs biens sont confisqués aux Papistes par cela même qu'ils sont Protestans, qu'il leur est permis d'accepter des Dispences de Rome, de n'obeir pas aux Loix du Royaume que le Pape n'approuve pas; il espere enfin que les Prêtres soûtenus de son Authorité pourront faire acroire aux Anglois qu'ils peuvent entretenir commerce avec l'Eglise Romaine, avec le Roi de France, & avec tous les Papistes Estrangers, qui font tout ce qu'ils peuvent pour accabler & ruiner les Protestans de ce Royaume.

Sa Majesté a tellement avancé cet ouvrage, qu'elle a arrêté & empêché l'Execution des Loix penales contre tous ces grands Crimes, qui étoient estimés des Crimes Capitaux par les anciens Papistes de ce Roiaume; Et il declare que tous les Protestans qui ne voudront pas lui aider à achever cet ouvrage, ne peuvent esperer aucuns Emplois dans le Royaume, encore moins d'être Membres du Parlement. Et par là Sa Majesté entreprend de faire rouler l'Election des Membres du Parlement sur un si petit nombre de sujets, qu'il n'y en aura pas parmi ceux que nos Loix jugent capables d'être Elus, de quarante un, qui soit jugé propre pour etre Membre du parlement, de sorte que le Nombre de ceux qui seront à son gré sera si petit, si l'on en excepte les Papistes; qu'il n'y aura proprement plus de Election, au cas que le Royaume subisse cette volonté arbitraire du Roi comme il a declaré qu'il le vouloit.

Cela doit convaincre Vos Altesses, que nôtre condition est deplorable; Car il semble que nos Ennemis ne se contentent pas de vouloir abolir toutes nos Anciennes Loix Penales qui ne sont pas favorables aux nouvelles Doctrines & aux pratiques pernicieuses de l'Eglise de Rome d'aujourd'hui, lesquelles étoient autrefois en horreur meme parmi nos anciens (r) Papistes Anglois, comme on le voit dans nos *Ordonnances des Loix Penales*: Mais le dessein est outre cela de detruire la forme du Gouvernement libre du Royaume, de laquelle sont procedées toutes ces Loix penales contre l'orgueilleuse & Tirannique Domination de leur Eglise, & contre l'usurpation qu'elle faisoit des Droits de la Couronne & de tout le Royaume.

(r) Voyés les *Plainte des Communes* dans le 25. *Ed.* 3. 4. provisos, & 6. *Rich.* 2. 5. 27. *Ed.* 3.

Elles savent par nos Histoires & Memoires que le Parlement qui etoit libre en ce tems-là a toujours porté des plaintes contre leurs pernicieuses & insolentes pretensions, d'avoir de l'Autorité sur nos Rois, sur nos Loix, sur nos Cours de Justice & sur leurs Decisions, & contre leurs Exactions, impositions. Fraudes & tromperies qu'ils exerçoient envers les peuples par leurs folles superstitions, par lesquelles ils se rendirent maîtres du (f) tiers des revenus d'Angleterre; & attirerent une si prodigeuse quantité d'argent à Rome, qu'ils appauvirent & ruinerent presque entierement le Royaume.

(f) Voyés le *Rolle du Parlement.* H. 4.1. H. 5.

Vos Altesses n'ignorent pas aussi qu'ils ont rendu esclaves du Pape & de ses Prêtres plusieurs des plus grands Rois d'Angleterre, qu'ils ont eu le credit d'obtenir du Roi des *Licences* & des *Pardons* pour transgresser impunément les Loix que les Parlement avoit fait pour deffendre les Droits & les biens des Sujets, & qu'ensuite le Parlement fut obligé de faire de nouvelles Loix pour declarer que telles (s) *Licences*, *Dispences* & *Pardons* accordés par le Roi étoient nuls & de nulle valeur.

(s) Voyés le *Stat.* 3. H. 5. *Stat.* 4. 7. *H.* 4. 8.

Elles savent qu'ils ont persuadé à plusieurs de nos Rois que le Pape pouvoit les absoudre de l'obligation des Loix & des Traités, promesses, & fermens qu'ils avoient fait à leur Royaume, (u) de maintenir leurs *grandes Chartres* & toutes leurs Loix & Libertés: Et qu'ils porterent l'un d'eux à resigner entierement le (x) Royaume entre les mains du Pape, en le tenant de luy moyennant un tribut annuel: Et elles savent que le peuple dans un Parlement libre declara que telles *Dispenses* & *Resignations* étoient nulles & de nulle valeur, & exigea avec beaucoup de Justice que ces Rois renouvellassent leurs fermens au Roiaume par lesquels ils s'obligeoient de maintenir leurs Libertés; & méprisa & rejetta avec indignation les pretensions du Pape (y) pour son pretendu tribut sur le Royaume, declarans que leurs Rois n'avoient point de tel Droit patrimonial sur le Roiaume qu'ils pussent l'assujettir à aucune puissance qui fut sur la Terre.

(u) Ainsi le Pape dechargea H. 3. & Ed. 1. du ferment qu'ils avoient fait d'observer, la *Grande Chartre.*
(x) Ce fut le Roi *Jean.*
(y) Voyés le *Rolle.* part. 40. *Ed.* 3. num 8. *Rot. Clauf.* 3. Ed. 1.

Les Papistes ne peuvent pas esperer d'imposer jusqu'à ce point à un Parlement libre, que de lui persuader qu'il faille pour une entiere Liberté de Conscience, reconnoître les Loix & les Canons Romains d'une meme autorité que les Loix d'Angleterre, ou de souffrir que les Sujets de l'Angleterre puissent faire profession publique de croire que leurs personnes, leurs Mariages, & leurs Biens soient Sujets à une jurisdiction étrangere, & qu'ils dependent d'Elle dans leurs Charges, Emplois, & dans l'exercice d'iceux, s'ils veulent être sauvés ce qui feroit effectivement renoncer à leur sujetion à l'Angleterre) ou de leur permettre d'avoir une Union & des Liaisons étroites avec des étrangers, qui font profession ouverte d'être les Ennemis mortels de presque toutes les Nations & de se

La Chartre du Roi Jean, & son donna-Pape qui estoit une *Chartre* tres injuste & & sans force, qui fut brûlee depuis.

ANS de J.C. 1688.

se croire obligés en conscience d'en procurer la destruction & extirpation.

Ils ne peuvent pas esperer qu'un Parlement libre puisse ignorer que Jesus-Christ n'a jamais rien enseigné qui tende à détruire ou à alterer les Droits Naturels & Civils des hommes ni des Nations, ou qu'il ait approuvé que les Sujets d'une Royaume libre puissent entretenir correspondence ou dépendre de ceux qui en sont les plus grands Ennemis : C'est pourquoi ils ont resolu de renverser tous les fondemens de nôtre Gouvernement, d'ôter au peuple l'Election libre de ses Deputés dans le Parlement, afin qu'il ne puisse plus y avoir de Parlement libre dans le Royaume, ce qui certes est une Conspiration beaucoup pire que leur Conspiration des Poudres.

Il semble qu'ils croyent qu'il faut encore pour le present observer quelque ombre & apparence d'Election pour l'assemblée qu'ils veulent faire, en formant des Corps Politiques dans les Villes & dans les Bourgs pour nommer ou renvoyer les gens selon qu'il plaira au Roi, & sous le pretexte specieux d'une Liberté de Conscience, par promesses & par menaces obliger les autres qui ont le Droit d'élire à recevoir pour leurs Deputez au Parlement ceux que le Roy leur presentera ; Mais si l'on souffre cet attentat qui est contre le premier & le plus essentiel fondement de tout nôtre gouvernement, le Roy pourra cy apres avec autant de justice, de droit & de raison, appeller qui bon luy semblera de tous les Endroits du Royaume pour deliberer avec luy, & sous le Pretexte des Conseils que ces gens luy auront donné, changer nos Loix & nos Coûtumes, imposer des Taxes & changer à son plaisir le cours de la (y) *Succession de la Couronne.*

(y) Vous remarquerés que *Cromwel* s'attribua l'Autorité de faire assembler par Lettres diverses personnes sans *Election*, & leur donna le nom de *Parlement* & fit divers Actes, & avoit dessein de changer la Succession de la Couronne & de la faire tomber dans sa Famille, si ces personnes qui étoient ses Creatures avoient pû convenir avec luy.

Nous sommes obligés avec beaucoup de déplaisir de montrer à Vos Altesses, qu'ils ont déja poussé si loin leur dessein contre nôtre gouvernement, qu'ils ont fait qu'il est impossible d'avoir un Parlement libre qui soit élu dans les formes en l'Etat present où se trouvent les Villes & les Bourgs, les Sherifs & les Officiers, & en la situation où sont ceux qui doivent faire les Elections ; parce que la plûpart d'entr'eux ne sont plus dans cette liberté & indépendance dans laquelle nos Loix veulent que de telles gens soient ; ils n'y sont plus, dis-je, par les menaces que le Roy leur a faites de leur ôter leur Charges & Emplois & autres Bienfaits, s'ils n'acceptent pas pour leurs Deputés ceux qui se sont engagés indignement à donner leurs Voix pour l'abolition de nos Loix, comme le Roy le souhaite, sans écouter les Raisons que la Nation allegue pour leur manutention, & conservation, & comme je croi, sans savoir le dessein & le but des Loix qu'ils promettent d'abolir.

Il n'est plus possible à present d'avoir le consentement libre du Royaume pour faire ou pour abolir quelques Loix, sans lequel pourtant elles ne peuvent être obligatoires, jusqu'à ce que l'on rétablisse les Privileges & Libertés des Villes & des Bourgs, qui ont été ou abandonnées lâchement & perfidement, ou extorquées & ravis par force injustement, & que l'on ait fait choix de Magistrats legitimement élus pour dresser comme il faut les Ordres pour les Elections, & jusqu'à ce que la terrible Declaration du Roy soit retractée ; qui declare incapables d'être Membres du Parlement, & exclut de tous Emplois ceux qui ne voudront pas contribuer au dessein qu'il a formé & qui est déja fort avancé, d'abolir toutes nos Loix Penales, dont le but est de prevenir & d'empêcher le succés des pratiques & attentats des Papistes contre les Droits de la Couronne, & contre le Royaume ; Et jusqu'à ce que l'on ait absolûment renoncé à toutes les Promesses, Engagemens & signatures, que les Ministres de sa Majesté ont tiré par ses ordres de ceux qui doivent élire les Membres du Parlement, par lesquels ils ont les mains liées. C'est ainsi que l'artifice & la malice des Papistes nous a ôté tous les moyens de remedier aux maux du Royaume par les Conseils libres & Communs du Royaume, pendant qu'ils sont incessament tous leurs efforts pour reduire nos corps & nos ames en esclavage.

ANS de J.C. 1688.

Il n'est point necessaire de faire ressouvenir vos Altesses, que ces Attentats contre nôtre Religion & nôtre Gouvernement, sont une partie de ce grand & general dessein qui fut formé & arrêté il y a plusieurs années dans les plus secrets Conseils des Princes Papistes, & conduit particulierement par les Jesuites pour extirper entierement la Religion Protestante & les Libertés des Peuples.

Nous ne ferons point mention de l'Execution qui s'est faite de ces Desseins Papistiques en plusieurs Royaumes & (z) Etats, ni la perfidie de ces Princes dans leurs Traités, Conventions & sermens, ni les Oppressions, meurtres, & autres especes d'injustice qui on été pratiquées par eux en Execution de leur grand & general Dessein.

(z) C'est à dire en *France*, en *Savoye*, en *Pologne* & autres *Pais*.

L'Exemple seul du Roy de France suffit pour tous les autres, parce qu'il a avoüé & declaré à tout le monde la part qu'il avoit en ce Dessein ; Et en comparant les Violences, Bannissemens & Meutres commis au même temps contre les Protestans par les autres Princes Papistes, selon leur pouvoir, avec ce qu'il a publié du Dessein qu'il en avoit formé depuis long-tems, en comparant dis-je tout cela ensemble, nous pouvons juger justement de toute l'affaire.

Le Roy de France par son Edit (a) de 1685. a declaré qu'il *étoit entré dans ce dessein aussi tost qu'il fut parvenu à la Couronne.* Et il paroit par l'Edit (b) qui fut dressé en ce tems-là, & approuvé par son Conseil de Conscience, que tous les Edits qu'il avoit donnés & renouvellés en faveur des Protestans, & la reconnoissance qu'il fait dans les Registres du Parlement, des grands services qu'ils luy ont rendus, & l'avancement de plusieurs d'entr'eux aux Emplois les plus considerables du Royaume tant Militaires que Civils, n'estoient que pour les flatter, afin de les mieux tromper, & il appelle Dieu à temoin des Desseins & des resolutions qu'il avoit prises en ce tems-là d'abolir leur Religion peu à peu, & qu'il n'attendoit qu'une occasion favorable pour ce grand ouvrage, comme il est appellé par nôtre Roi & par cet Edit.

(a) Cet Edit de 1685. merite d'être la de tout veritable *Protestant*.

(b) Il faut voir par cet Edit qui a été publié, l'opinion qu'ils ont des *Protestans*, ils y sont jugés incapables d'avoir aucun droit de pretendre aux benefices des traites, des promesses & des fermens des *Papistes*.

Pendant ce tems qu'il failoit si bonne mine aux Protestans & les assuroit solennellement de sa bienveillance & qu'il le témoignoit même à quelques Princes Protestans, en les loüant de ce qu'ils lui étoient tres fideles & promettant d'observer toûjours inviolablement l'Edit de Nantes : Qui étoit comme la *grande Chartre* des Protestans de France ; En ce même tems, dis-je, il faisoit secretement & sourdement mille pratiques pour disposer les choses au grand œuvre, principalement en Angleterre, qui étoit regardée depuis long-tems comme le Chef de la Religion Reformée, & la Terreur du Roi de France & du Monde Papistique ; il témoigna la crainte qu'il avoit de la Nation Angloise lors qu'il chassa d'une maniere barbare sa Majesté d'aujourd'huy & le dernier Roi avec disgrace, plûtôt que de deplaire à Cromwel ; C'est cette peur qui l'obligea à s'appliquer entierement à diviser & à affoiblir les Protestans d'Angleterre, & à assister secretement de ses Conseils & de son argent le dernier Roi pour augmenter & fortifier le Parti Papiste : Pour cela son Cher Confesseur le Jesuite la Chaize, eut ordre d'entretenir correspondence avec Coleman, qui étoit en ce tems là Secretaire du Roi d'aujourd'hui, & les (c) Lettres qu'il a avoüées en presence de mille personnes, montrent que le dessein auquel ils travailloient, étoit

(c) Voyez les Lettres de Coleman

ANS de J.C. 1688.

étoit d'exterminer la Religion protestante sous le nom d'Heresie du Nord, & on auroit appris dix fois d'avantage des particularrités de ce maudit dessein si toutes les dernieres Lettres de Coleman écrites depuis deux Ans & demi qui furent portées à Whitehal n'avoient pas été supprimées & dérobées à la vûe du Parlement; Cependant Colman lorsqu'il fut examiné & jugé avoüa devant tout le monde le dessein qu'on avoit formé de renverser la Religion Protestante : Et qu'il n'étoit pas le principal Agent en cette affaire, mais un ministre subalterne.

imprimées & publiées par l'Ordre du Parlement.

Il paroit par ces Lettres que l'argent du Roi de France devoit faire cet ouvrage, & les Lettres produites au Parlement par le Lord Montague d'aujourd'hui, & que le dernier Roy avoüa avoir été écrites par son ordre, prouvent que le dernier Roi vouloit bien être le Pensionaire du Roi de France moyennant cinq cent mille livres sterling par an pour ne point faire assembler de Parlemens; ce fut alors qu'on découvrit les progrés & l'accroissement de la Papauté, & le Danger où étoit la Religion Protestante, & sur cela on forma le Test, & on se preparoit à faire d'autres Loix pour nous assurer contre les Desseins du Papisme.

On sçait aussi fort bien, que dans le même tems les Conseils des Jesuites mirent en pratique toutes sortes de machinations & pratiques pour corrompre la foy & la Religion des Provinces-Unies, & pour les faire tomber sous la Domination du Roi de France, ou du moins sous sa dépendance.

Personne n'ignore aussi, que le Roy de France & le dernier Roi d'Angleterre avoient fait un Traité ensemble pour conquerir ces Provinces & les partager entr'eux afin qu'elles ne pussent plus être en secours ni servir de refuge aux Protestans. Que Vôtre Altesse nous pardonne la hardiesse que nous prenons de lui demander, s'il n'est pas vray que sa pieté & sa fermeté en la Religion Protestante, & sa Fidelité inviolable aux Libertés de sa Patrie, furent attaquées & mises à l'épreuve par ces deux Rois, ou du moins par l'un d'eux, & s'il n'est pas vray encore que la generosité, le mépris & l'indignation avec laquelle elle receut leurs Propositions indignes, ont donné à ces Rois une aversion & haine implacable contre vôtre Altesse, dont elle a toûjours depuis ressenti les effets.

Le Monde a aussi vû les effets de l'attachement qu'a eu le Roi de France à poursuivre ce même dessein en corrompant par ses Pensions, les Personnes les plus considerables du Royaume de Suede, & ceux qu'il pouvoit aussi gagner à la cour de Brandebourg & en celles des autres Princes Protestans, pour les empêcher d'appuyer l'Interest Protestant.

Mais la plus considerable dépense étoit employée envers le feu Roi d'Angleterre & ses Ministres & Conseillers qui avoient part à toutes les pratiques & menées secretes qui se faisoient pour affoiblir la puissance des Protestans, & pour porter à son comble la grandeur, la gloire, & la terreur du Roi de France; Mais cependant il n'osa pas se joindre ouvertement avec lui dans ce grand ouvrage contre la Religion protestante, par la crainte qu'il avoit de ses sujets, lesquels il abusoit depuis longtems par grand nombre de protestations solemnelles qu'il faisoit, de vouloir toûjours être fidele à leur Religion, & de la proteger aussi bien que leur Liberté.

Le Roi de France trouva par experience, que les Parlemens avoient eu le credit aupres du Roi, de rompre toutes les mesures qu'ils avoient prises ensemble pour la destruction des Provinces-Unies, en le forçant à faire sa paix avec ces Provinces en particulier, ce qui lui fit rabaisser ses ailes, & l'obligea à rechercher adroitement une tréve; C'est pourquoi il n'osa pendant la vie du Roi mettre en Execution son grand ouvrage, duquel il déclare avoir conservé le dessein si long-tems en son cœur, qui étoit de se servir des tourmens, des meurtres & de toutes sortes de cruautés les plus barbares pour exterminer la Religion Reformée & ceux qui la professent, & d'en effacer entierement la Memoire, comme ses Edicts & ses pratiques d'aujourd'huy nous marquent que c'étoit son intention.

ANS de J.C. 1688.

Le Roi de France n'osoit lever le masque, & se montrer tel qu'il étoit, c'est à dire un Loup devorant contre ses propres sujets, jusqu'a ce que nôtre Roi d'aujourd'huy eût épousé publiquement le dessein Papistique, lequel il avoit poursuivi long-temps avec lui en cachette, & jusqu'à ce qu'il eût commencé à violer les Libertés & la Sureté des Protestans, & eut mis les forces Militaires entre les mains des Papistes, & eut demandé le consentement du Parlement pour faire une Loi qui l'autorizat à établir les Papistes pour Gardiens de la Religion & des vies des Protestans, ce que le Parlement lui refusa.

Le Roi de France vit bien alors que la Nation Angloise n'étoit point en état de s'employer à secourir ses sujets Protestans quand il voudroit les détruire, & comme par le son Edit, étant par le moyen de la Tréve hors de crainte, d'être troublé dans cet ouvrage, il s'appliqua entierement au grand Dessein, & envoya ses Dragons pour ruiner les Biens des pauvres Protestans, & pour les tourmenter en leurs Personnes avec plus de cruauté & de barbarie que l'on n'en avoit jamais exercé depuis la Creation du monde; il se resolut pour sa gloire, comme son Clergé en parle, *de montrer qu'il étoit le premier & le plus illustre Fils de l'Eglise, & le plus grand destructeur de l'Heresie Protestant*, ce qui étoit, comme ils lui disoient, un nom plus glorieux & plus immortel qu'aucun de ceux qu'il avoit acquis par tous ses Triomfes.

Il proposa alors ce grand ouvrage d'Extirpation aux Nations étrangeres, à la maniere de Saul *enflammé de menaces & de tuerie*; il envoya au Duc de Savoye, & comme on se plaint à cette Cour, il fit peur à ce Prince & lui persuada de prendre cette resolution sanguinaire Antichrêtienne, de forcer les anciens Protestans des Vallées de Piémont de se faire incessamment Papistes, lesquels étans fideles à Dieu & à leur Religion, virent fondre sur eux les troupes de ce Duc appuyées des Dragons de France, & furent tourmentés & massacrés par eux d'une maniere plus impitoyable que n'eussent été des (d) Serpens ou des Tigres, jusqu'à ce qu'ils ayent été entierement détruits & leur Pays donné aux Papistes. Cette Cour de Savoye semble avoir encore (e) honte de cette horrible méchanceté & allegue pour son Excuse. *Que le Roi de France avoit declaré qu'il vouloit les exterminer par ses propres forces, & s'emparer du Païs, si le Duc n'y vouloit pas contribuer.*

(d) Voyés la Relation qui en est imprimée.

(e) Voyés les Lettres du Dr. Burnet qui fait cela pour s'en être informé à Turin.

La ruine des Protestans d'Angleterre a toûjours été regardée comme le premier Article du dessein de l'Extirpation de la Religion protestante, c'est pourquoi tous les Conseils Papistiques, leurs ruses & leurs Artifices, leurs Conspirations, empoisonnemens & massacres, y ont été employés il y a longtems, & ils ont entierement gagné le Roi d'Angleterre pour le faire servir à ce Dessein : Ils ont trouvé moyen de le joindre avec le Roi de France, afin que leurs Conseils, leurs Tresors & leurs forces étant jointes ils pussent venir à bout du complot de soûmettre l'Angleterre à l'obeïssance de leur Eglise. Il paroît en plusieurs manieres que les deux Rois suivent une même conduite & que nôtre Roi suit les mêmes Methodes, qui ont si bien reussi au Roi de France pour détruire les Protestans de son Royaume. Son premier attentat est de *renverser nôtre Gouvernement & nos Loix, & la Liberté & la Nature de nos Parlements*, de même que le Roy de France a commencé en s'emparant & usurpant la souveraine & legale Autorité de France, qui residoit en l'assemblée des Etats, de laquelle seule il tient sa Couronne. Nôtre Roi à l'imitation de son Frere de France, s'efforce de faire que toutes les Charges & la Magistrature du Royaume, qui selon les Loix de la Nation doivent dépendre du choix du Peuple, dépendent uniquement & immediatament

ANS de J.C. 1688. de son Bon plaisir & de sa Volonté absolue, soit que ces Emplois & Magistratures tirent leur source de nôtre *Droit Commun* ou qu'elles ayent été établies par des statuts & des Chartres. Il s'efforce par divers artifices d'attirer à luy la disposition de tous les Droits & des Biens de la Nation, & de leurs Libertés & de leurs vies & de les faire dependre de sa pure volonté en renversant l'Ordre établi de nos Jurés, & par des Juges & par un Chancelier, qui sont tous propres pour ce Dessein, & qui dépendant entierement de lui, travaille à faire que ses Proclamations & Declarations l'emportent autant sur nos Loix en authorité, que les Edits du Roi de France l'emportent sur les Loix de Dieu, & sur celles de la Nature. Et à son exemple il entretient une armée mercenaire pour assujettir la Nation à sa Volonté.

S'il peut parvenir à ses fins en cela, non seulement la forme du Gouvernement sera renversée, & la Liberté de la Religion Protestante selon toutes ses formes en Angleterre, & la Liberté de Conscience qu'il fait semblant de vouloir établir, seront renversées, ou tout au plus on n'en pourra joüir que par une faveur speciale, & il la pourra ôter aussi facilement que le Roi de France a aboli les Edits irrevocables, les Traités & les Loix de son Etat confirmées par son serment, & qui doivent être une aussi grande sureté à ces Protestans qu'aucune *Grande Chartre* que nôtre Roi nous puisse donner ou qu'aucun Acte d'Assemblée à laquelle il pourra donner le Nom de Parlement comme il en a envie, & il lui sera assez aisé dans l'Etat déplorable où il a reduit le Royaume; de faire une telle assemblée.

Nôtre Roi suit encore l'Exemple de France, en assurant par écrit les Protestans de sa faveur & de sa bienveillance en leur promettant une Liberté de Conscience pareille à celle qu'auront ses Papistes, en elevant aux Offices & aux Emplois ceux qu'il est resolu de ruiner & de détruire, arretant l'Execution des Loix contre eux & leur accordant Liberté de Conscience à quelques égards, & d'avoir leurs diverses formes exterieures de service Divin, pourvû qu'ils n'ayent aucun égard à la Conscience & qu'ils ne s'attachent point à la substance de la Religion Chrétienne qui n'inspire que Justice & droiture, & qu'ils ne fassent aucun scrupule de lui complaire, & de l'assister dans les Crimes les plus horribles qu'il commettra contre Jesus Christ, en usurpant & violant tous les Droits & Libertés du Royaume, & en s'attribuant une autorité tyrannique pour opprimer qui il lui plaît, ce qui est un renversement absolu des premiers fondemens & Regles de la Justice & de la Societé humaine & par consequent de la Religion de Jesus-Christ.

Ces choses de fait se prouvent d'elles mémes, & montrent clairement que les horribles oppressions que fait nôtre Roi, sont les effets des Conseils du Parti Papiste, dont le Roi de France est le Chef. Que la Conjuration qui se découvre à present en Angleterre contre la veritable Religion & contre la Liberté, comprend tous le Princes & Etats Protestans de l'Europe; l'Angleterre est seulement attaquée la premiere comme le principal rempart du Nom protestant; Si les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande peuvent étre reduits sur le pied de la France dans la forme du Gouvernement & de la Religion, & que leur forces soient unies contre tel Etat ou Prince Protestant qu'ils jugeront à propos d'attaquer separément, en tenant les autres divisés entr'eux par leurs artifices, ce qui ne leur sera pas difficile, on doit demeurer d'accord qu'il y aura peu d'esperance que cet Etat ou ce Prince puissent long-tems subsister.

Le Roi de France semble n'être pas faché que l'on sache que leur Dessein Papistique regarde generalement tous ceux qui font profession de la Religion Protestante, quoi que plus particulierement l'Angleterre, car il a approuvé que la Harangue qu'un Evéque lui fit à Versailles en 1685, ait été publiée, par la bouche duquel tout le Clergé de ce Royaume parloit, puis qu'il l'avoit choisi pour cela; il loüe le Roi de ce qu'il détruit les Protestans de son Royaume, & demande quelle chose ils n'en peuvent point encore attendre; L'Angleterre, lui il dit, offre presentement à vôtre Majesté une des plus glorieuses occasions qu'elle puisse desirer; Le Roi d'Angleterre par le besoin qu'il aura de vôtre secours & de l'appuy de vos Armes pour le maintenir dans la Foi Catholique, vous fera bien tôt rencontrer l'occasion de lui donner une protection entiere. Nous savons tres bien qu'avant que le Clergé de France eût fait cette Declaration par la bouche de cet Evéque, que la même tete qui avoit causé la perversion & la destruction de tant de millions de Protestans en ce Royaume, avoit en vuë la ruine de la Religion & de la Liberté d'Angleterre: Mais ce qui nous surprit, ce fut de voir cette harangue publiée par l'Authorité du Roy de France; & que nôtre Roi souffrît que la Traduction en fut debitée si publiquement en Angleterre & parmi le Monde. Nous trouvions qu'il estoit au dessous de la Majesté d'un Roi d'Angleterre d'être bien aise que l'on declarât à ses sujets, qu'il s'étoit mis sous la protection d'un Roi de France, sur les Ancêtres duquel & sur son Royaume, les Rois d'Angleterre avoient remporté tant de triomphes, mais il semble que tout ce qui peut servir au Dessein General d'extirper la Religion Protestante, doit être estimé glorieux. ANS de J.C. 1688.

Il n'est point necessaire de representer à Vos Altesses que la mesme Harangue reconnoit que les Conseils Papistiques, & la Conspiration contre l'Angleterre tendent aussi à la ruine de la Religion & de la Liberté des Provinces Unies. Cet Evesque dit au Roi, qu'il avoit entrepris la Conquête de nouveaux Etats, pour y retablir la Prelature, le Culte Religieux, & les Autels, que la Hollande & l'Allemagne n'ont été le theatre de ses Victoires, que pour y faire triomfer Jesus-Christ, & afin que les Papistes puissent fouler aux piés les Protestans & leur Religion, & il dit cela, comme il l'assure, selon le veritable Esprit de l'Eglise, & donne à entendre que les esperances qu'ils ont du succez de leur dessein contre les pauvres Protestans, sont sans bornes; car, dit-il, *que ne pouvons nous point en attendre?*

Nous devons avoüer ingenuement que nous n'avons pas été assez prompts à croire cette denaturée Conspiration Papistique contre tous les Protestans, & qu'à nostre égard en particulier nous avons été abusez par les promesses que nostre Roi nous faisoit de proteger & maintenir nostre Religion, nos Loix & nostre Gouvernement, jusqu'à ce que nous les avons vûs sappées & minées, & la fusée prête à s'allumer par un Conventicule de gens corrompus & gagnés pour servir aux desseins pernicieux du Roi, que le Roi peut faire assembler, qui s'attribueront le nom de Parlement: Nous nous apperceumes bien du danger où nous étions à l'égard de la Liberté & de nostre Religion, & du Gouvernement, lors que nous vîmes que Sa Majesté d'aujourd'huy declara que le feu Roi estoit Papiste; mais nous voyons qu'avec tous leurs secrets Conseils reunis, il n'avoient pas esté capables d'empêcher que nous ne fissions quelques Loix pour la fureté des Protestans en excluant les Papistes de nos Parlements & de tous les Emplois, & nous esperions que la vie de nostre Roi ne seroit pas assez longue pour renverser par degrez comme ils avoient commencé, les fondemens de nostre Gouvernement Civil, ni éteindre la belle lumiere des verités Chrétiennes, dont nous faisons profession, & nous étions assurés que Vos Altesses étoient parfaitement éclairez dans les Doctrines de la Religion Protestante, & dans toutes les Veritez Royales & Chrétiennes & dignes d'occuper le Throne du Monde le plus élevé.

C'est

ANS de J. C. 1688.

C'est pourquoy nous nous exhortions les uns les autres à souffrir avec patience tous les attentats de sa Majesté contre nos Loix & Libertés, esperans que Vos Altesses nous en delivreroient heureusement dans peu de tems à la Confusion éternelle des desseins Papistiques formés contre nostre Gouvernement & nostre Religion, & pour delivrer tant de glorieux Martyrs, & Confesseurs qui gemissent dans tous les Etats de l'Europe.

Mais comme Vos Altesses étoient les plus grands objets de nos esperances temporelles ; aussi la pensée qu'avoient les Papistes de la succession de Son Altesse Royale à la Couronne jointe aux vertus de Vôtre Altesse & à sa proüesse & vaillance dans la guerre, étoient un sujet de terreur & de crainte à tous les Conseils Papistiques de l'Europe, c'est pourquoi ils ont eu recours à diverses deliberations ; ils ont quelquesfois proposé en vertu de l'Autorité du Roi avec celle du Parlement de lier Vos Altesses sous les noms trompeurs de Liberté de Consciance & de grande Charte, quand elles viendroient à la Couronne, de les lier, dis-je, par des conditions pareilles à celles qui furent obtenuës dans le Parlement dans les affaires de la Reyne Marie & Elizabeth, qu'ils esperoient encore de renforcer en mettant les Papistes en possession des forces & de l'Authorité du Royaume, qui seroient joints à toute la puissance du Roi de France, en sorte que Vos Altesses ne peussent être admises paisiblement au thrône, à moins que vous ne vous soumissiez aux Papistes & dépendissiez d'eux, & des Conditions qu'ils voudroient vous imposer ; Mais ils trouverent beaucoup plus de difficulté qu'ils ne s'étoient imaginés au commencement, à obtenir un Parlement qui voulût se joindre à sa Majesté dans un semblable projet contre Vos Altesses, c'est ce qui fut cause que quelques-uns des Papistes les plus circonspects qui avoient des biens considerables, ne purent supporter la proposition d'employer la force d'une Armée mercenaire & la Puissance de France pour faire violence à l'Heritiere de la Couronne, & ils proposerent que sa Majesté devoit plûtost se servir de la force du pouvoir paternel envers Madame la Princesse, & employer tous les argumens tirés de son propre interest, pour la porter ou à changer de sentimens pour la Religion, ou au moins à avoir des sentimens moderés à cet égard, & à la faire incliner à consentir à ce qu'ils eussent une entiere Liberté. Que si ces moyens étoient inutiles, qu'enfin Vos Altesses se laisseroient aller à donner leur consentement à la Declaration de sa Majesté pour la Liberté de Conscience, & qu'Elles concourroient à demander avec lui au Parlement la Revocation des Loix penales, & du Test. On s'imaginoit, que l'on pourroit persuadér à Vos Altesses, que les Loix dont sa Majesté vouloit dispenser, n'étoient que deux ou trois Loix faites contre ces Protestans Nonconformistes qui s'assemblent dans leurs Conventicules, & quelques Loix faites depuis la Reformation, pour obliger seulement les Papistes par de grandes severités à aller à l'Église, & pour éloigner les Prêtres du Roiaume, & on esperoit que la tendresse generale de Vos Altesses envers tous les Chrétiens, & le grand penchant qu'Elles ont pour la Liberté des Consciences, les auroit portés sans un plus grand Examen à condescendre à la Requête de sa Majesté.

On croyoit que Vos Altesses ne s'informeroient jamais des Loix Penales qui avoient été établies par les anciens Papistes, il y a plusieurs centaines d'années, contre les usurpations horribles de l'Eglise Romaine sur les Droits de la Couronne & du Royaume, par lesquelles ils avoient apauvri, reduit en esclavage, & presque ruiné le Roiaume : On croyoit aussi que Vos Altesses ne s'appercevroient point que le Roi avoit rouvert la porte pour faire revenir toutes ces méchantes pratiques de l'Eglise Romaine, & que la Revocation de ces Loix les retabliroit.

On supposoit que Vos Altesses ne savoient pas que les Loix penales contiennent quantité de Declarations des plus Autentiques que l'on puisse trouver dans tous les Memoires, touchant les Droits de la Couronne d'Angleterre, la forme & Constitution de nôtre Gouvernement, & les Droits & Libertés des Sujets : Les pretensions de la Cour du Rome, son usurpation & ses abus & oppressions insupportables ayant forcé les Rois & les Parlemens à faire ces Declarations qui sont des Témoignages Anciens des Droits Hereditaires des Princes & des Peuples & qui sont d'un prix inestimable.

On s'imaginoit, que Vos Altesses ne penetroient point dans les conséquences d'une Revocation generale des Loix penales, laquelle en confirmant la Declaration de sa Majesté, comme il le propose, auroit été l'établissement le plus parfait & le plus absolu du Papisme que l'Eglise Romaine puisse souhaiter. Tous les Canons & les Loix de l'Eglise Romaine auroient eu alors la même force qu'elle avoient il y a cinq cens ans, & son Autorité & Jurisdiction sur nos personnes & sur nos biens, seroient établies & approuvées par les Parlemens, tout de même qu'elles l'étoient par cy-devant. Cette partie de la *Magna Charta* même sera abolie, qui établit des Peines contre ceux qui se laisseront seduire par les Prêtres pour donner leurs Terres aux Maisons Religieuses.

On s'assuroit tellement de pouvoir tromper Vos Altesses, & d'obtenir leur consentement pour l'Abolition des Loix penales, que les Prêtres faisoient courir le bruit que vous y aviez consenti, & que vous vous entendiez bien avec sa Majesté sur cela ; un méchant Jesuite avoit l'impudence d'en parler tout bas comme d'un Secret, & de dire que leur dessein general ne pouvoit manquer, puisqu'ils étoient assurés secretement que le Prince d'Orange y concourroit quand il seroit tems de se declarer.

Nous étions bien assurez de la fausseté de ces bruits, parce que quelques-uns de nous savoient les vains efforts que l'on faisoit pour cela auprés de vous par l'ordre de sa Majesté. Et nous fûmes fort surpris quand un de nos Amis à Whitehal dit à l'un de nous vers la fin du mois d'Aoust dernier, que les bruits que l'on avoit repandus, que Vos Altesses convenoient sur ce fait avec sa Majesté, s'étoient tout d'un coup évanoüis, & qu'il avoit oüi un murmure de gens qui disoient avec beaucoup de depit, que Vos Altesses étoient obstinées en leurs erreurs, & qu'Elles vouloient gagner l'affection de l'Eglise Anglicane, & qu'ils ne vouloient plus penser à Vous, mais que Vous vous en repentiriez.

Un petit nombre d'entre nous qui conferoient souvent ensemble, conclurent que le Roi avoit changé de mesures. Mais ils ne pouvoient s'imaginer ce que l'on pourroit proposer à un Parlement au lieu du consentement d'un Successeur Protestant, pour l'obliger à revoquer les Loix Penales, selon le desir de sa Majesté. Peu de tems aprés nous entendimes dire tout bas que la Reine étoit grosse, & les Papistes commencerent à en triomfer, & les Prêtres à dire impudemment, que cela éloigneroit Son Altesse Royale de la Succession, quand même ce seroit une Fille, & affirmoient avec autant d'ignorance que d'impudence que si la Reine avoit une Fille qui fût née aprés l'avenement du Roi à la Couronne, elle devroit succeder devant une Fille née pendant qu'il n'étoit que Duc ; mais il n'y avoit que les Papistes qui ajoutassent foi aux bruits de sa grossesse, & la Fable de la Requête de la Duchesse de Modene au Ciel ou dans le Purgatoire, & de Nôtre Dame de Lorette qui lui aidoit à concevoir un Fils pour l'occasion presente, portoit tous ceux qui n'étoient pas Papistes à croire que c'estoit une pure invention des Prêtres, quelque chose qui en pût arriver.

Les contes qu'on en faisoit marquoient que cette histoire étoit forgée au même coin que les Legendes, &

c'étoit

ANS de J.C. 1688.

c'étoit un sujet de risée parmi le peuple, & propre pour les Lardons des Poetes, & pour leurs Satyres, qui étoient si communes qu'elles paroissoient à Whitehal même, & il ne faut pas douter qu'elles ne parvinssent aux oreilles de Sa Majesté & de la plûpart de sa Cour. Les Protestans les plus judicieux comprirent d'ebord qu'on evoit dessein de supposer un Fils pour rabaisser la grande reputation & la puissance de Vos Altesses, tous les Protestans de l'Europe jettans avec raison leurs yeux sur Son Altesse Royale, comme étant presomptive Heritiere de la Courone d'Angleterre, & Vostre Altesse devant être à tous égards un Chef tres-propre pour le parti Protestant contre le dessein general des Pepistes.

Ils jogeoient que cette pratique étoit necessaire pour maintenir le gloire & la terreur du Roi de France, contre la grande reputation de Vos Altesses & la grende idée qu'on en evoit qui s'augmentoit par l'Expectation de la Couronne d'Angleterre. Tout le monde sait, qu'il craint que Vous ne redemandiez & recouvriez vos Droits, & ne les arrachiez des mains de son injustice & de sa violence, & que vous ne soiez le Protecteur du parti Protestant dans toute l'Europe contre ses desseins sanguinaires & tyranniques.

Il sait que si Son Altesse Royale succede à la Couronne d'Angleterre, il sera incontinent hors d'état de poursuivre ses cruels desseins contre les Protestans des eutres païs, & qu'à peine pourra-t-il même se soûtenir & continuer son triomse sur ses miserables sujets.

La seule Expectation où l'on e été pendant huit ou neuf mois que le Reine pourroit accoucher d'un Fils, étoit fort evantageuse aux Papistes, quand même le tour leur euroit manqué à la fin par quelque accident facheux ; car il suspendoit pour un temps toutes les esperances que tous les Protestans evoient conceües de Vos Altesses. Cela relevoit les esperances de tous les Papistes, & les faisoit deje triompher, fortifioit les mains & les courages des Papistes Anglois pour leur faire poursuivre leur dessein avec viguaur ; cela attiroit les Protestans Mercenaires & servant au tems, à embrasser leur parti, & portoit plusieurs des foibles Nonconformistes à croire qu'il y auroit une Succession de Princes Papistes, & qu'ils ne devoient ettendre que d'eux la Liberté de Conscience, & concluoient qu'ainsi ils devoient servir à leurs desseins.

Quand nous voyions les railleries que tout le monde faisoit sur le gros ventre de le Reyne, & les tristes pensées qu'avoient sur cela les plus judicieux, qui craignoient evec raison que pour appuyer le dessein des Papistes, on n'imposât au Royaume un fils supposé, nous resolûmes d'observer les commencemens, le progrés, & le fin de l'imposture, autant que nous pouvions en être informez, & nous reconnusmes d'abord que leurs Prêtres étoient les premiers qui répandoient cela par tout, & qui essuroient sans balancer que c'étoit une verité incontestable, & ne faisoient pas difficulté de dire que le Reine étoit grosse d'un Fils, qui ne menqueroit pas d'achever l'établissement de leur Eglise en Angleterre aussi assurément comme s'ils evoient vû le *Fœtus* parfaitement formé dans son ventre, ou plutost comme s'ils avoient été complices du dessein de la supposition d'un enfent, & qu'ils eussent eu leur part en cette conduite.

Leurs manieres de parler & de se vanter eugmenterent le soupçon que nous en avions. Nous savions que cette engeance de Prêtres est capable des plus grandes méchancetés pour le service de leur Eglise, & qu'ils se sont toujours rendus fameux en toutes sortes d'impostures & de fourberies. Il ont une fois frabriqué un *Evangile Eternel*, comme ils l'appelloient, pour evancer les ordres des Moines mendians ; & si nous en croyons quelques uns d'entr'eux, ils ont dans les riches Couvents un Pere *Titrier*, pour faire des titres, efin d'evoir les champs de leur voisin qui touchent eux leurs, lors qu'ils en ont envie. Ces mêmes Prêtres en pareille occasion supposerent que la Reyne Marie étoit grosse, afin de produire un Heritier postiche qui euroit avencé leurs interests, & on en triomfoit autant à Rome, & on y faisoit autant de prieres solemnelles pour cet Enfant, aussi bien que dans les autres païs Pepistes, comme l'on en e fait en cette derniere occasion ; mais leur dessein échoüa malheureusement lors que l'on attendoit sa delivrance, & leurs joyes & leurs Oraisons s'evanoüirent en fumeé. ANS de J.C. 1688.

Quelques uns de ces Prêtres furent les Agents de l'usurpation cruelle & denaturée du Roi Richard troisiéme Un Prêtre précha à la Croix de Saint Paul, que le Roi Edoüerd 4. son frere ainé, duquel le Roi Richard evoit massacré le fils, étoit un batard, & non le fils legitime de Richard Duc d'York, & que Richard étoit le veritable fils legitime, & evoit été pendant un long-temps privé injustement de la Couronne qui lui appartenoit.

C'estoit par l'invention & par la pratique d'un Prêtre que *Lambert Simnel* fils d'un Boulanger, s'eleva contre le Roi H. 7. supposant qu'il étoit Comte de Warwick, & fut proclamé Roi en Yrlande, & marcha en Angleterre evec une bonne Armée pour maintenir ses pretensions. Et ce fut eussi par le Conseil du même qu'une autre personne supposée nommé *Perkin Warbeck* fut proposé contre le même H. 7 par Marguerite Duchesse de Bourgoigne, qui supposoit que c'étuit Richard le Fils puisné d'Edoüard 4. & forme un si considerable parti en Irlende, & fut si bien receu & assisté en Ecosse, qu'il pensa emporter la Couronne. Et nous ne pouvions pas oublier l'imposture que les Jesuites ont pratiquée ces derniers temps pour procurer un Heritier à une Couronne qui est devenue leur principal appui dans l'Europe.

Le souvenir de ces fraudes & de plusieurs autres des Prêtres Pepistes, pour changer les successions des Couronnes, afin de servir leur Eglise, joint à l'application qu'ils faisoient paroistre de préoccuper les Esprits du Peuple de l'opinion de la grossesse de la Reyne, & que c'étoit d'un Fils, dans un temps qu'il étoit naturellement impossible de connoître si elle étoit grosse en effet, tout cela, dis-je, mis ensemble, confirmoit le soupçon que nous avions qu'ils joüoient leur rollet, & qu'on evoit resolu de nous donner pour Prince de Galles un Enfent supposé comme les bruits publics l'essuroient hautement.

Les Recueils & Remarques que nous avons faites depuis sur les choses qui sont arrivées pendent la grossesse supposée de la Reine, & sur son pretendu accouchement d'un Fils, nous ont rendu la chose si claire, que ce ne sont plus des soupçons que nous en avons, mais nous concluons & croyons fermement que ce pretendu Prince de Galles n'est qu'un Enfant supposé, & nous croyons qu'il est de nôtre devoir envers Vos Altesses, envers nôtre Patrie, & envers tous les Protestans, puis que cet Enfant leur est contraire à tous, de vous representer les remarques que nous evons faites sur toute l'affaire, plusieurs d'entre nous eyant été sur la fin fort prés de la Cour pendent que cette Comedie s'est joüée.

Nous demandons tres-humblement permission à Vos Altesses de leur representer, qu'evant que nous puissions avancer d'une meniere convainquante les faits particuliers, & les circonstances que nous avons observées sur ce sujet, il est necessaire que nous prouvions le verité de quelques Conclusions generales tirées des preuves & temoignages qui nous peuvent faire feire un droit jugement de ce Prince supposé, & si Vos Altesses sont plainement convaincues de la verité de ces Conclusions, desquelles nous ne pouvons douter, elles pourront ensuite d'Elles mêmes voir tres-clairement, sans autre enquête, qu'on ne peut pas croire selon aucunes regles de Justice ni de Droit, que ce Prince de Galles soit né de la Reyne.

La

ANS de J. C. 1688.

La premiere Conclusion certaine qu'il faut avoir devant les yeux est celle-cy ; c'est que par les regles universelles de la Justice & de l'Equité, l'Enfant de nôtre Reine, qui devoit estre Heritier de la Couronne des trois Royaumes, & exclure l'Heritiere presomtive & les autres Princes & Princesses du Sang qui y pouvoient pretendre ; cet Enfant, dis-je, devoit naistre d'une maniere à ne laisser aucun doute qu'il ne fût veritablement de la Reine, en presence d'un grand nombre de témoins non suspects d'une Reputation sans tache, & dont on ne peut soupçonner la bonne foy, & tels que les demandoit une occasion d'une si grande importance, afin que les preuves de cette Naissance ne peussent ếtre raisonnablement contestées ou revoquées en doute ny en Angleterre ny dans aucun autre Etat.

Un Fils de la Reine entre au moment de sa Naissance dans les Droits de Son Altesse Royale Madame la Princesse ; Elle perd par là, le Droit immediat qu'Elle a à la Couronne, & il n'y a point de Regles dans la Justice, ny dans les Droits du Gouvernement Civil qui permette à qui que ce soit d'entrer en possession d'un drois, ou qui exclue un aotre des Droits que la Loy lui donne, sans de suffisantes preuves qu'il a un droit plus grand que l'autre.

Nos Loix d'Angleterre, & les Statuts particuliers du Royaume faits sur ce sujet, ne veulent pas qu'on entre dans le Droit legal d'un autre, & ne le font pas descendre de la volonté du Roi ou d'aucun Sujet. Ce procedé detruit absolument la Proprieté, dissout tout le Gouvernement Civil, & renverse le Droit naturel. Et lors qu'une personne entre dans le Droit d'un autre sans donner une pleine & claire justification qu'elle a de plus grands & de meilleurs Droits, c'est directement contre les Loix eternelles de la justice que Dieu a établie parmy les hommes.

Sur ces fondemens insallibles nous établissons nôtre Conclusion, & disons qu'il faut que ceux qui pretendent que le pretendu Prince de Galles est né de le Reine, le justifient d'une maniere si claire & si evidente qu'elle soit au dessus de toute contradiction, qu'ils y sont obligés par les Loix d'Angleterre, pas celles de la Justice Civile, & du Gouvernement, & par les Loix de Dieu ; & qu'avant que ses Patrons le puissent faire entrer en possession des Droits de Son Altesse Royale qui est par les Loix reconnuë l'Heritiere la plus proche de la Couroone, ils doivent justifier à l'Angleterre & à toute l'Europe qu'il est veritablement le fils de la Reine.

C'est une Coûtume établie dans tous les Royaumes du monde qui sont Hereditaires que quand les Princes viennens au Monde, les Princes du Sang y sont presens; les principaux du Clergé & de l'Etat, les Ambassadeurs & les Ministres des Princes Etrangers s'y trouvent aussi; afin que tout le monde sache qu'ils sont Heritiers, & qu'on ne puisse contester leur droit. Et qund on pretend à un droit de quelque sorte qu'il soit, purement en vertu de la Naissance, ceux qui le pretendens sont obligés de prouver leur Naissance des personnes dont ils se disent Heritiers, sans quoy ils sont evincés de leurs demandes. Pour les personnes du Commun il n'est pas à la verité necessaire de temoignages si expres & si clairs, & la justice ne le requiert pas. Les choses varient selon les circonstances, & ce qui pourroit suffire pour justifier la Naissance d'un particulier peut avec Justice être regardé comme insuffisant pour justifier la Naissance d'un aotre. Mais la naissaoce du presendu Prince de Galles demandoit necessairement à cause des circonstances d'être pleinement justifiée, & par un si grand nombre de Témoins qu'on n'en pôs avoir le moindre doute. Car toutes les circonstances de cette Naissance pretenduë étoient tout à fait extraordinaires.

On estoit generalement persuadé que la Reine, à cause de ses maladies & de ses infirmités, étoit hors d'état d'avoir des enfans, qui peussent vivre. Le fameux Docteur Willis étoit de ce sentiment, & s'en étoit expliqué à l'occasion d'un Enfant que la Reine eut dans un tems quelle étoit encore beaucoup plus forte quelle n'est à present, car il disoit qu'il y avoit *mala flemmata vita*, cela a été confirmé par l'experience de plusieurs années.

Il est notoire que dans tout le Royaome, quoi que le Roi & la Reine ayent pû dire pour persuader cette Grossesse, & qu'on ait ordonné des prieres pour cela, il n'y a pas eu de deux cens personnes, une qui l'ait crû.

Elle n'a pas été plus cruë dans les autres Pays Protestans qu'en Angleterre, & il a couru par tout des Ecrits qui ont publié que tout ce qu'on debitoit de la Reine n'étoit qu'un artifice des Jesuites, qui pour encourager les Catholiques, & faire des proselites, les vouloient flater de l'esperance d'un Successeur Papiste.

Il étoit de nototieté publique que dans la plûpart du Roiaume, on soupçonoit fort le party Papiste, d'avoir dessein de suppoler on Prince de Galles.

Il y avoit encore des circonstances sur la naissance de ce Prince supposé, qui étoient d'une autre sorte, & qui n'étoient pas moins importantes. On tenoit generalement que la sureté ou le danger de la Religion protestante, non seulement en Angleterre, mais dans tous les Royaumes & les Etats de l'Europe, dependoient de là.

La Naissance de ce Prince ôtoit à plusieurs Princes & Princesses l'apparence qu'ils pouvoient avoir part à la Couronne, & exposoit l'Angleterre au danger d'avoir un Roi enfant, & de se voir effectivement assujettie sous la domination de Rome.

Toutes ces circoustances qui se trouvoient en la naissance du supposé Prince de Galles, étant en si grand nombre & si importantes qu'il ne s'en est peut-être jamais rencontré de semblables en la Naissanee d'aucun Prince. Il est clair que dans cette occasion, le droit naturel commun à toutes les Nations, & les Loix, & les Coûtumes d'Angleterre vouloient qu'on eût des preuves incontestables que ce Prince étoit veritablement le fruit de la Reine, & que cette Naissance se fût faite d'une maniere si publique & si notoire qu'elle ne put pas laisser le moindre lieu à la defiance, & aux soupçons, & qu'elle eût assoupi & éteint tous les bruits qui s'étoient repandus prés & loin à son prejudice, & fait evanoüir tous les fâcheux préjugés qu'on en avoit eû.

La Justice, les Loix, & la Prudence demandoient necessairement des preuves telles que nous les avons representées dans nôtre precedente Conclusion.

Il falloit le témoignage de personnes qui en eussent une certaine connoissance. Il falloit qu'il y eut des femmes presentes qui pussent attester avoir vû sortir cet enfant du ventre, qui l'eussent mis aussi tôt entre les mains des hommes, & qui le leur eussent fait voir avec toutes les marques ordinaires d'un enfant naissant, & qui sort immediatement du ventre de sa Mere; qu'en un mot on l'eût fait voir tout nud & en l'état que se trouve un enfant au moment de sa naissance, & avec toutes les marques visibles & inseparables d'un enfant nouveau né. Circonstances qu'on observe toûjours en France en la naissance des Princes du Sang, quoi qu'éloignés de la Couronne.

Que les Témoins soient propres à témoigner de faits si importants, & dans la qualite qui réponde à la grandeur des personnes & des choses dont il est question, & des consequences qui en peuvent suivre. La lumiere de la nature nous découvre l'équité des Loix Romaines qui veulent que le mariage & la naissance des enfans soient attestés par des témoins irreprochables & dignes de foy. La plûpart de ceux qui ont écrit sur les Loix se servent de ces termes, *Matrimonium & filiationem qui asserunt debent probare per testes idoneos omni exceptione majores*, c'est-à dire que ceux qui assurent qu'un Mariage s'est fait, ou qu'un enfant en est né, le doivent faire voir par de bons témoins, & sans reproche. Il en falloit de tels en cette occasion icy, & contre qui ni les Anglois ni les Etrangers n'eussent rien à dire.

Que les témoins de l'un & l'autre Sexe ayent l'âge competent, que les femmes soient des personnes graves & mo-

& modestes, dignes de foy, & propres à se concilier le respect des personnes de qualité, à qui elles sont obligées inévitablement d'exposer les ouvrages de la nature nuement & sans détour.

Il est aussi necessaire qu'elles ayent une connoissance suffisante de la grossesse des femmes, qu'elles sachent par experience & de quelle maniere les femmes se trouvent dans le moment de leur travail, & aprés quels sont aussi les symptomes & les accidens, où sont sujettes les femmes pendant le tems de leur grossesse, jusques à ce que les neuf mois soient expirés, & que le terme de leur accouchement soit venu; qu'elles sachent aussi connoître si un enfant est à terme ou non. Il faut necessairement que les témoins ayent une connoissance exacte de tout cela, ou qu'ils en ayent été si pleinement instruits & informés par des personnes fideles & d'experience, que le Royaume soit assuré qu'on ne leur peut avoir imposé, & fait illusion, en leur faisant croire que le Prince pretendu est né de la Reine, quoy qu'il ne le fut pas en effet.

Les regles generales de nôtre Droit Canon portent que les Témoins doivent être des personnes connuës dans le Royaume, que leurs personnes, leur nom, leur profession, leurs employs soient connus. Nos Loix fondamentales ont ordonné que les matieres de fait soient decidées par les Jurés du Voisinage où les faits sont arrivés; que les Témoins soient connus aux Jurés, & quand on produit des témoins inconnus au Voisinage, la chose demeure suspecte, & est sujette à de grands soupçons, à moins qu'ils ne fassent clairement connoître aux Jurés, qu'ils ont plus de connoissance de la chose que ceux qui sont sur les lieux.

Les Raisons de nôtre Loy sont en cela d'une force invincible dans le cas du Prince supposé: Il est evident que les Témoins de sa naissance doivent être des personnes connuës de tout le monde, sur la connoissance, la fidelité, & la bonne foi de qui tout le Roiaume, & toute la Chrétienté puisse se reposer dans un sujet de cette importance. Il ne faut pas s'imaginer que dans cette affaire des personnes obscures & inconnuës, & dont on n'avoit jamais oüi parler en ce Roiaume ni ailleurs, & particulierement des Etrangers sans nom, comme des François, Italiens ou autres, puissent être des Témoins competents. Et si on considere les Circonstances, il est evident que le témoignage pretendu doit être rejetté; & si on s'en sert, c'est un préjugé de l'injustice de leurs pretensions, veu que l'on avoit un Royaume entier, outre plusieurs personnes Eminentes, les Ministres des Princes & des Etats étrangers, desquels on pouvoit choisir facilement des Témoins non suspects, & dont le témoignage n'auroit pû estre revoqué en doute, & c'étoit une necessité de le faire d'autant plus indispensablement que le Roi & toute sa Cour savoient fort bien, que la grossesse de la Reine étoit generalement revoquée en doute, tant en Angleterre que dans les païs étrangers.

Les Témoins de la Naissance du pretendu Prince de Galles devoient être où des personnes considerables dans l'ordre Ecclesiastique, comme sont les Archevéques & les Evéques, ou parmi la noblesse, comme sont les Seigneurs de la premiere qualité en Angleterre, ou enfin il falloit qu'ils fussent des gens d'un merite extraordinaire, & qui eussent possedé les plus grandes charges du Roiaume.

Nos Loix nous ordonnent d'examiner les Témoins en chaque cas particulier d'une maniere du monde la plus desinteressée, & sans avoir égard à personne, & veulent que nous pesions avec attention toutes les circonstances du fait, & du témoin, comme la capacité & tout ce qu'il avance pour prouver ce qu'il depose. Mais quoique nos Loix ne supposent pas que la sincerité soit indispensablement attachée à la qualité des personnes, néanmoins elles ne laissent pas d'avoir des égards encore beaucoup plus particuliers pour des personnes illustres en naissance, & considerables dans le Royaume, par la grande quantité des biens qu'elles y possedent: & en effet on doit preferer leurs témoignages aux depositions des gens d'une education basse, & à qui d'ailleurs la pauvreté impose comme une necessité absolue de suivre aveuglément la volonté d'autrui.

Mais puis qu'on peut connoître avec la mesme facilité les circonstances, & les qualitez des tesmoins, soit qu'ils soient d'un ordre relevé, soit qu'ils ne le soient pas; c'est avec raison que nos Loix adjoutent plus de foi à ceux qui sont distinguez par leur Noblesse, & par les grandes charges qu'on leur a confiées: c'est aussi pour cette raison qu'elles ne veulent point d'autres Témoins pour prouver un fait aussi important que l'est la naissance d'un Prince: car à moins d'en estre asseuré, on pourroit toûjours douter du vray Successeur de la Couronne; on pourroit exclure le vray Heritier, & luy substituer un autre qui ne fut qu'un Heritier supposé.

Et puisque nos Loix supposent que les gens de haute qualité ont plus d'égard que les autres à leur reputation, & plus de tendresse même pour les matieres de conscience, il ne faut pas s'étonner si on se contente d'une protestation faite par une personne de qualité sur son honneur, au lieu qu'on exige des autres un serment positif: d'icy vient que les simples declarations des personnes de qualité de la naissance d'un Prince ont toujours passé en Angleterre pour des preuves certaines du fait.

On peut encore adjoûter d'autres raisons pour lesquelles nos Loix nous obligent de donner plus de credit aux témoignages des personnes de qualité; c'est que les gens de qualité conversent plus souvent avec le Roi & la Reine que les gens d'une qualité inferieure.

Ces Dames du premier ordre ne gardent pas toutes les mesures que les autres garderont; elles s'approchent hardiment de la Reine en ses couches, pour être les Témoins oculaires de la naissance d'un Prince, qu'elles peuvent considerer de si prez qu'il est impossible qu'on les trompe par un enfant supposé. Et on ne doit pas s'imaginer, qu'on les puisse corrompre par argent ou autrement, pour trahir leurs propres interests, & ceux de leur Patrie en se declarant pour un Prince supposé.

On peut juger par tout ce que je viens de dire que si les témoins de la Naissance d'un Prince Anglois doivent estre d'une qualité relevée, on y devoit avoir un égard tout particulier dans la presente conjoncture des affaires, je veux dire dans le cas present d'un Prince supposé, depuis le premier establissement de cette Monarchie on ne se vit jamais dans une necessité si pressante qu'à present, de fermer la bouche à tout le monde pour faire voir à tous les sujets du Roi, qui ont tant de raison d'estre jaloux de ce qui s'est passé à la naissance du pretendu Prince, qu'on avoit choisi des témoins, propres pour determiner, & pour nous persuader qu'en effet le Prince d'aujourd'huy est né de la Reine. Il falloit de plus qu'il y eut eu un tel nombre de Témoins qualifiez, de la maniere que nous venons d'insinuer, qu'il eust été impossible à qui que ce soit d'entretenir la moindre pensée d'une imposture.

Si cette exactitude a été toûjours jugée necessaire à la Naissance des Princes, on a raison de s'étonner qu'on l'a negligée en cette conjoncture, ou plutost on a tout sujet de croire qu'on l'a negligée à dessein, & pour une fin peu honnête, puis qu'on savoit assez les apprehensions qu'on avoit par tout d'une Imposture, pour exclure par là la veritable Heritiere de la Couronne.

La Cour savoit assez les qualitez des Témoins necessaires dans une affaire de cette nature, & il ne tenoit qu'à elle d'y appeller un tel nombre qu'on n'auroit pû douter du fait, puisqu'elle ne pouvoit pas ignorer les consequences d'une conduite toute contraire.

Les anciennes Loix Romaines pour prevenir l'exclusion du veritable Heritier, quand un enfant devoit naître apres la mort de son Pere, donnoient trente jours à l'Heritier, & à tous ceux qui y pretendoient quelque interest pour envoyer des femmes qui seroient des Témoins oculaires de la Naissance de l'Enfant, qui

devoit

devoit être l'Heritier. Les interessez selon la Loi ne pouvoient envoyer que cinq femmes libres; & la femme qui devoit accoucher avoit droit d'en choisir autant : de sorte que le nombre des Témoins ne passoit pas celuy de dix, outre deux Sages Femmes, & autant de Servantes qui n'avoient pas cette qualité.

On regardoit cette Loi dans l'Empire comme une Loi fondée sur la nature mesme, & quoique les Loix d'Angleterre ne nous ordonnent pas d'avoir un certain nombre d'amis present à la naissance d'un enfant qui doit estre Heritier, la Coustume néanmoins nous l'ordonne, puisqu'on ne manque pas d'inviter les Interessez, & un bon nombre d'amis à la naissance d'un Heritier.

Cette pratique n'est pas une simple faveur, mais un Droit : puisque tout homme qui a quelque droit à ce qu'un autre possede, le doit faire voir, & doit prouver le fait par un tel nombre de Témoins que la Cour de Justice n'en puisse plus douter. Mais ce nombre de Temoins doit estre plus grand ou plus petit, selon la jalousie qu'on a de la verité du fait.

Ainsi toutes nos Loix, & les Raisons sur lesquelles elles sont fondées, regardent evidemment le cas present d'un Prince supposé, puis qu'on avoit raison de soupçonner qu'on avoit dessein de nous supposer un Heritier à la Couronne, d'autant plus que le bruit en estoit repandu par tout, & qu'on n'en donna aucun avis à la Princesse interessée en cette affaire. Selon nos Coustumes dans un pareil cas on ne doit pas croire un petit nombre de Tesmoins, parce que le Roi qui pretend que l'Enfant estoit né de la Reine devoit appeller tant de Tesmoins qu'on ne pût plus doubter de la chose; je veux dire de la naissance du pretendu Prince.

Il est certain que par nostre Loy commune il faut plus de Tesmoins de la Naissance d'un Prince Heritier d'un Royaume, que d'un Sujet Heritier des biens d'un particulier. Mais pour nous faire accroire que ce pretendu Prince de Galles est veritablement né de la Reine, il nous falloit produire un plus grand nombre des Tesmoins que jamais; il falloit produire des Tesmoins interessez, & de la premiere qualité, afin qu'on put voir clairement qu'il estoit impossible que tant d'yeux se trompassent en prenant pour enfant de la Reine celuy qui ne l'estoit pas.

Je dis plus, on devoit appeller des Témoins connus des peuples, & de differentes provinces du Royaume, sans oublier mesme les Ministres étrangers, selon la Coustume, pour ôter toute sorte de soupçon au peuple qui ne s'imagineroit pas que tant de gens de qualité voudroient, ou pourroient mesme se tromper dans une matiere de fait de cette nature, disons donc sans crainte de nous tromper, puis qu'on ne peut s'imaginer pour quelle raison le Roy n'a pas appellé à la naissance du pretendu Prince de Galles un nombre suffisant de Temoins qualifiez, pour mettre la chose hors de doute, Luy qui savoit assez que le bruit estoit par tout répandu que la conception de la Reine estoit fabuleuse, disons, dis-je, qu'on ne peut avec justice obliger ni Vostre Altesse, ni les Anglois, ni les Etrangers, à croire que le pretendu Prince de Galles soit né de la Reine.

Comme la *loi commune* d'Angleterre nous marque les qualités des témoins qu'on doit croire en toutes les differentes matieres de fait, elle nous decouvre aussi quels témoins on doit rejetter : si donc ceux qu'on dit avoir esté presens à la naissance de ce pretendu Prince, ne sont pas des témoins qualifiez, & qu'on doit croire dans aucune cour de Justice, vôtre Altesse ne doit faire aucun fond sur ce qu'ils diront du fait dont il s'agit : Et pour vous donner toute la satisfaction que vous pouvez souhaiter en cette matiere, je vous feray voir par les regles de nostre *Loi Commune* qu'on ne doit pas escouter les témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles.

Premierement nos Loix ne veulent pas qu'on admette dans le cas dont il est question pour témoins ceux qui ont reçû de l'argent ou aucune recompense de quelque nature qu'elle puisse estre pour aucun service rendu directement ou indirectement à la naissance de l'enfant, & si celuy qui donne son témoignage n'ose jurer qu'il n'a reçû aucune recompense pour l'obliger à parler, il est aussi-tôt consideré comme un homme gagné, & qu'on ne doit pas escouter.

Nos Loix ne veulent pas qu'on reçoive pour témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles ceux qui esperent d'estre avancés sous lui, ou à qui on a promis des employs au cas qu'il soit receu, & reconnu pour *Prince de Galles* : ceux qui ne peuvent nous assurer par serment, qu'on ne les a pas gagné par promesse d'emploi, ou d'autre recompence ne sont jamais reçûs pour témoins dans aucune cour de justice, & on ne peut agir autrement à cet égard sans renverser à même temps le premier fondement de toute Justice, & Gouvernement civil : Il nous est aussi defendu par nos Loix de recevoir le témoignage de ceux en faveur du pretendu Prince qui seront en danger de souffrir aucune perte en decouvrant la vertité du fait; La raison de la Loy est que ces gens là ne sont pas *sui Juris*, c'est à-dire ne sont pas libres, mais doivent se soûmettre aveuglement à la volonté de ceux de qui leur fortune depend : on a donc sujet de croire qu'ils sont tous gagnés, & qu'ils n'agissent que par la crainte de quelque recompense.

D'où il est evident que tous ceux qui possedent des charges lucratives *durante Beneplacito*, aussi long-tems seulement que le Roi le jugera à propos ne peuvent être reçûs pour témoins de la naissance du pretendu Prince de Galles, parce qu'on suppose qu'ils sont retenus par la crainte ou par l'esperance, & qu'ils n'osent pas dire franchement ce qu'ils en pensent.

On ne doit pas non plus selon nos Loix recevoir pour temoins ceux qui sont les ennemis jurez de la Princesse d'Orange, & de la *Religion Protestante*, parce qu'ils sont obligez par les principes du Papisme d'exterminer ce qu'ils appellent heresie, & parce que l'Eglise Romaine a déja declaré que l'Heresie ôte à la Princesse d'Orange, & aux Protestans tout droit de gouverner, qu'elle suppose estre devolu aux Papistes par ce crime pretendu.

On ne peut nier que tous les Papistes ne croyent que la Princesse d'Orange est une heretique excommuniée, & par une suite necessaire selon leurs principes qu'elle n'a aucun droit à la couronne d'Angleterre; adjoustez à cela qu'ils se croyent obligez en conscience de faire tous leurs efforts pour empescher qu'elle ne soit quelque jour Reine d'Angleterre. Je ne diray rien en cet endroit des Papistes Anglois qui ont tous des liaisons étroites avec le Pape comme on peut juger par le sejour de son Nonce à Londre, & néanmoins prez de deux cens ans devant Henry huitiesme par les anciens statuts du Royaume il fut declaré l'ennemy public de l'Angleterre.

On sait assez que les Papistes Anglois sont ennemis jurez de la Princesse d'Orange, & par consequent qu'ils s'opposeront tant qu'ils pourront à son droit pour favoriser le pretendu Prince de Galles : on ne doit donc pas se servir de leur témoignage dans le fait dont il s'agit maintenant pour tromper le peuple.

Adjoustez à cela que la *Loi Civile*, s'accorde si parfaitement avec nostre *Loi Commune* pour rejetter le témoignage d'un ennemi dans la cause de l'ennemy même, qu'on ne le reçoit pas à l'article de la mort, & apres qu'on a reçû l'Eucharistie : c'est la decision de tous les docteurs de *la Loi Civile : inimicus etiam si in articulo mortis constitutus, & accepisset Eucharistiam repellitur à testimonio causa sui inimici.* Je fais mention de cecy pour faire voir que non seulement les Loix d'Angleterre rejettent les Papistes, & ordonnent qu'on ne les reçoive pas comme tesmoins de la naissance du pretendu Prince contre le droit de la Princesse d'Orange, mais que ce procedé est mesme approuvé par leurs propres Docteurs, & par des anciennes regles de la *Loi Civile*. Mais, Monseigneur, je ne fais mention icy que des Loix d'Angleterre, qui vous donnent tout droit de prevenir les conspirations des Papistes con-

tre

ANS de J. C. 1688.

tre vôtre personne. Je ne parle point en cet endroit de la sinceriré des Seigneurs Catholiques en des matieres qu'il ne s'agit pas de la cause de leur Eglise à laquelle ils sont indispensablement obligez de s'attacher : Mais parce que dans le cas present il faut de necessité par leurs principes qu'ils s'opposent au droit de la Princesse d'Orange, nos Loix ne permettent pas qu'on les escoute : ils ne peuvent pretendre d'estre des tesmoins suffisans de la naissance de ce pretendu Prince, sans renoncer à mesme temps au point d'honneur & à toutes les maximes d'une bonne Conscience.

Je dis, plus, que selon nos Loix la declaration du Roi, & de la Reine mesme en faveur du pretendu Prince de Galles comme étant né de la Reine ne doit pas être acceptée quoi que nous justifions assez ce que nous disons icy par nos loix mémes qui ne souffrent pas que nos Rois soient témoins en aucun cas Civil, ou criminel, neanmoins pour d'autres raisons importantes on ne doit pas se reposer sur l'*Affirmation* du Roi touchant la naissance de ce Prince supposé : il est trop interessé, & depuis l'establissement du Gouvernement Civil nul, ni Roi, ni sujet ne doit estre témoin dans sa propre cause : car si les Princes pouvoient être témoins, ils pourroient aussi estre juges dans leur propre cause, ce qui renverseroit le premier fondement de tout *Gouvernement Civil*.

En quoi je ne dis rien qui doive offenser sa Majesté, je ne fais que simplement rapporter les Loix & les coustumes d'Angleterre : Qui declarent que *l'Affirmation* de sa Majesté sur la naissance du pretendu Prince n'a aucune force : & le Roi est obligé par son office, & par son serment de ne point contraindre les sujets de se fier à sa parole en ce cas, non plusque sur celle de la Reine qui est renfermée dans la sienne : Et il ne peut prier le peuple de changer leurs anciennes coustumes, & de substituer la *parole*, ou *l'Assertion* de leur Prince aux témoins jurez selon les Loix dans les matieres de la derniere importance pour le Gouvernement.

Si la simple *Affirmation* du Roi peut faire un Prince de Galles sans le concours des témoins qualifiez selon les Loix, toute la Monarchie Angloise seroit renversée, on deviendroit esclave, & on ne seroit plus maistre de son bien : Les Loix d'Angleterre s'accordent en ce point avec celles des autres Estats : quoique la Loy Civile ait esté faite pour establir un Gouvernement absolu, & qu'une de ces maximes mesme étoit qu'il falloit regarder la parole du Prince comme Loy, *principis verbum pro lege habendum est*, neanmoins elle ne se fist jamais sur la parole du Prince en matieres de fait qui avoient de la liaison avec les droits du peuple, c'est au contraire une regle generale parmy les Docteurs de la Loi Civile, en de pareils cas, *Principi indistinctè non creditur*, on ne doit pas adjouster foi au Prince sans restriction dans les matieres de fait qui ont du rapport aux interests des sujets, establis par les Loix.

Mais ce qui est encore plus considerable les savans dans cette Loy ont determiné que l'Affirmation du Roy qu'un tel est un traistre n'en est pas une preuve, *Regi fides non adhibetur si attestatur talem fuisse proditorem*. De plus s'il declare qu'il dépoüille un de ses sujets de son bien pour de bonnes raisons, on ne le doit pas croire sans preuve, il faut qu'on l'escoute dans sa propre defence.

Les Docteurs de la Loy Civile declarent tous que si le Roi dit quelque chose au préjudice d'un autre, on ne le doit pas croire, particulierement s'il parle pour son interest : *Quando ex assertione principis ipse principaliter sentiret commodum, & subditi incommodum, tum ipsi principi non creditur.*

Henry sixiéme Empereur de la Germanie étoit bien persuadé de cette Doctrine, & de la Justice de cette Loy il y a 500. ans. Le bruit avoit couru que l'Imperatrice Constantia n'estoit plus en estat d'avoir des enfans, & qu'elle faisoit tout ce qu'elle pouvoit pour contrefaire la femme Grosse. L'Empereur ne se contenta pas de declarer la verité du fait, il ne voulut pas qu'on le crut sur sa parole, ni mesme l'Imperatrice *Constantia*, puisqu'il voulut qu'elle accoucha publiquement, & presques à la vûë de toutes les Dames de la Ville : L'enfant qu'elle mit au monde fut apres choisi Empereur Frederic second du nom.

S'il estoit necessaire, je ferois voir à vostre Altesse que dans l'établissement de cette Monarchie on a pourvû que les Rois ne pussent changer la succession, ce qu'il pourroient aisément faire, s'il falloit le tenir à la parole des Princes sur la naissance de leurs enfans : si donc c'est assez pour nous faire croire que ce pretendu Prince est né de la Reine que le Roy l'ait dit, la succession seroit déja interrompuë : comme si la succession dependoit de la volonté du Roi, & non pas des regles prescrites par les Loix.

Quand donc le Roi auroit pouvoir de forcer le Peuple à croire sur son Témoignage la Naissance de ce Prince supposé, il est clair que selon la Justice Naturelle & les Loix d'Angleterre cela ne pourroit prejudicier à son Altesse Royale dans son droit d'Heritiere Presomptive de la Couronne.

Nous sommes persuadez que les Jesuites & autres Fauteurs de ce Prince supposé ne manqueront pas de contester contre ces Loix, dont la force découvre & renverse leurs impostures, & qu'ils pretendront qu'il n'est pas raisonnable de demander de témoignage de sa Naissance, rendu par de tels témoins & de la maniere, dont ils sont icy representés, sans qu'il y ait des Catholiques Romains, mais il n'y a rien que l'on puisse opposer à la raison & à la sagesse de ces Loix, & c'est une grande preuve de leur crime, qu'ils sont si contraires aux Loix qui previennent les fraudes & les impostures, & qui demandent des preuves des Faits aussi clairs que le Soleil.

Les gens de bien ne se plaignent jamais des Loix qui favorisent la Verité & l'équité ; Ces Jesuites savent bien en leur Conscience, qu'il leur eut été plus aisé de se procurer des témoins tels que nos Loix les demandent pour la Naissance d'un Prince, si la Reine en devoit veritablement accoucher, que d'en produire de pareils à ceux qu'ils avoient apostés, qui supposeroient y avoir été presens, mais d'estre contents de cela sans voir la Fait, dont cependant ils devoient avoir été les témoins oculaires.

Il est incontestable que l'on pouvoit aussi aisément y faire trouver dix personnes de qualité Protestantes des deux sexes avec quelques Ministres de Princes étrangers, comme d'y en faire trouver une Papiste, si l'on avoit voulu proceder droitement & fidelement avec la Nation, d'autant plus qu'on savoit bien que tous les Protestans de l'Europe, & point du tout les Papistes souhaitoient qu'on leur donnât Satisfaction sur le gros ventre de la Reine & sur ses couches, ayant un fort soubçon que ce seroit un Prince supposé ; ils savoient bien que les Amis & les Parens de son Altesse Royale auroient été aussi prompts à s'y trouver qu'aucuns Catholiques, & ils n'ignoroient pas non plus que la Coûtume, le Droit & la Justice Naturelle demandoient, qu'on donnât avis à son Altesse Royale plutôt qu'à aucun autre, du tems auquel on esperoit que la Reine accoucheroit, afin qu'elle eût envoyé quelques Nobles Matrones, selon qu'elle l'auroit jugé à propos, qui auroient toûjours été aupres de sa Majesté, & auroient été les témoins non suspects & au-dessus de toute Exception, de la naissance du Prince : ils savoient la coutume qui étoit d'appeller les Ambassadeurs pour être presens aux couches de la Reine, ce qui étoit d'autant plus necessaire que le bruit étoit grand dans les Pays Etrangers Protestans que l'on preparoit cette Imposture, & qu'il y avoit des Envoyez & des Ministres publics de quelques-uns d'eux, & entr'autres que les Hollandois

dois avoient un Ambassadeur là, qui s'attendoit d'y être appellé: Ils savent que ces precautions qui auroient été une preuve indubitable de la Naissance que l'on pretendoit, n'auroient pas empêché que sa Majesté n'eut eu aupres d'elle autant de Papistes des deux sexes qu'elle auroit souhaité, & elle auroit pû se laisser gouverner aussi entierement par eux seuls, si elle l'avoit ainsi souhaité, comme si ces Témoins legitimes n'y avoient pas été presens.

Les Conseillera Papistes de sa Majesté l'abusent, s'ils lui font acroire qu'en alleguant une inadvertance, ou oubli, ou ignorance ils puissent contenter le Royaume, au lieu des preuves que la Coutûme & les Loix d'Angleterre exigent en ce cas, c'est une Regle dans nôtre Droit, que personne ne peut tirer avantage de son imprudence, c'est à dire de l'omission de ce qu'il devroit avoir fait; jamaia on ne reçoit dans le Cours de nôtre Justice de pareilles raisons, de dire que la Partie a été ignorante, ou negligente, lors qu'elle devoit connoître son devoir.

Nous nous assurons que Vos Altesses en lisant ceci seront convaincus de la verité de nos conclusions Preliminaires. Laquelle on doit toûjours avoir devant les yeux pour bien juger de ce Prince de Galles supposé, & pour aviser aux mesures que Vos Altesses doivent prendre, au sujet de Leurs pretensions; Nous ne doutons point que Vos Altesses ne voyent parfaitement bien ce qu'elles peuvent demander avec Justice à sa Majesté sur ce sujet, sans manquer au respect filial.

Nous pouvons de plus representer à Vos Altesses, que de la maniere dont les choses sont, sa Majesté ne peut pas justement exiger d'Elles, qu'elles reconnoissent ce Pretendu Prince de Galles. Il seroit contraire à la Justice & à nos Loix que son Altesse Royale abandonnât son Droit d'Heritiere Presomptive de la Couronne, pour le remettre à un Enfant, que l'on n'a point encore prouvé legitimement être issu de la Reine. C'est pourquoi nous allons representer à Vos Altesses une seconde Conclusion, qui est d'une certitude absolue, & sur laquelle on doit insister; c'est celle-cy.

Que ni les Loix de l'Angleterre, ni aucune Justice naturelle ou Civile n'exigent de Vos Altesses aucune sorte de témoignages ou de preuves, pour montrer que le Prince de Galles est un Enfant supposé, ou qu'il n'est point issu de la Reyne.

Quand quelqu'un pretend être l'Enfant d'une Famille, il est lui seul chargé de le prouver par les Loix & par les Coutûmes de tous les Gouvernemens Civils, & par la Lumiere evidente de la Nature; Ces deux Regles du Droit Civil sont receües en tous Païs dans le cours de la Justice, *qualem quis se facit, pro fundamento intentionis suæ talem se debet probare; & Filius qui petit hæreditatem tanquam filius debet probare filiationem*; c'est à dire, si quelqu'un fonde quelque demande sur la qualité de Fils, ou sur quelqu'autre qualité ou Relation, il doit toûjours prouver ce fondement & ce titre de sa demande; si celui qui pretend avoir Droit à un heritage en vertu de sa Naissance, ne produit pas des témoignages suffisans selon les Loix du Pays pour prouver le degré de proximité qui est requis pour cela, ceux qui contestent son origine n'ont point besoin de témoignage, ni de preuves pour l'exclure. Le Cours du Droit & de la Justice d'Angleterre à l'égard de toutes les preténsions qui se font en vertu de la Naissance, est connu de tous les Anglois; Le Demandeur est toûjours obligé de prouver en la Declaration qu'il fait, tout ce qu'il avance de sa Naissance & Origne, & la moindre defectuosité dans ces preuves lui est fatale; & si le Defendeur apperçoit que sa partie ne puisse prouver par des tesmoignages valables sa Descente, jamais il ne se met en peine de chercher des preuves contre lui, c'est assez pour lui qu'il nie la Descente pretenduë, de montrer l'insuffisance des Tesmoins & du tesmoignage produits pour la prouver.

Vos Altessea ne sont point obligées ni par nos Loix ni par l'Equité naturelle, d'avoir des Tesmoins pour prouver que le Prince de Galles est une Imposture, Son Altesse Royale ayant esté reconnuë pour l'Heritiere presomptive de la Couronne. A moins qu'on ne produise des témoins irreprochables, dont la Nation soit contente, qui attestent qu'il est né de la Reyne, ni Vos Altesses ni aucuns Princes & Etats ne peuvent en Justice le connoître; Et son Altesse Royale doit être reputée de la Nation, & de tous les Princes & Etats comme l'Heritiere presomptive de la Couronne, au moins jusqu'à ce qu'il naisse un Prince qui soit connu & declaré; & c'est un outrage & un tort que l'on fait à Vos Altesses, au Royaume & à tout le Parti Protestant, de souffrir sans se plaindre publiquement, que ce Prince supposé prenne le Nom de Prince & d'Heritier presomptif de la Couronne.

Lors que la Ligue Papiste s'efforça pour exclure Henry 4. Ancétre de Vos Altesses de la Couronne de France, & qu'elle proclama pour Roi le Cardinal de Boüillon, il envoya des Agents au Pape, quoi qu'il fût encore Protestant, & à tous les Princes & Etats de la Chrétienté, pour leur faire reconnoitre qu'il étoit le veritable & legitime Heritier de cette Couronne, & la Republique de Venize, à sa grande gloire, contesta sur cela avec le Nonce du Pape, disant qu'il étoit de leur devoir de le reconnoitre, parce qu'il paroissoit qu'il étoit le veritable Heritier.

A la verité son Droit étoit d'être Roi actuellement en *possession*, mais son Altesse Royale a la même raison & la mesme Justice pour maintenir son droit à la Couronne en *Reversion*, comme parlent les Jurisconsulres, puis qu'on ne produit un autre, que l'on ne declare par tout le monde, devoir être le legitime & immediat Heritier, aprés S. M. d'aujourd'huy.

Il est sans doute juste & raisonnable qu'elle soit receüe à demander que l'on fasse apparoir de la Naissance de ce prétendu Heritier, si suspecte par tant de raisons, & que l'on produise à la Nation, des Témoins de cela au dessus de toute exception, selon les Loix & Coutûmes d'Angleterre & selon l'Equité Naturelle.

Il peut être d'une dangereuse consequence, de souffrir qu'une fausse opinion de supposé gagne & prenne pied dans le monde avec tems & par une negligence: mais pourtant ni le Droit ni l'Equité n'obligent. Vos Altessea sont seulement obligéea de déclarer le tort qu'on leur fait & au Royaume par ce prétendu Prince, & de prendre garde qu'aucun témoignage illegal, imparfait & frauduleux ne soit inventé & mis en avant contre vous & contre le Royaume pour appuyer ses pretensions, Le Droit de son Altesse Royale qui est d'estre le plus proche Heritier de la Couronné aprez sa Majesté à present, doit demeurer inviolable selon le jugement de nos Loix & de tout le Royaume.

Nous ne pouvons pas douter, que tout le monde ne voye bien par ce que nous avons établi, que le refus public que Vos Altesses feront de reconnoitre ce pretendu Prince de Galles sera fondé sur de si bonnes raisons & si conformes au Droit & à la Justice, qu'on ne sauroit rien alleguer de plausible à l'encontre; c'est pourquoi nous ne voulons point rompre d'avantage la teste de Vos Altesses en leur rapportant toutes les Circonstances que nous avons déja remarquées, qui nous font voir non seulement qu'il n'est pas vrai semblable, mais même qu'il est incroyable qu'il soit né de la Reyne. Puisqu'il ne nous est possible d'envoyer à Vos Altesses des Témoins pour leur prouver en personne toutes les Circonstances que

ANS de J. C. 1688. nous avons remarquées, & qu'il ne feroit pas juste aussi que Vos Altesses les receussent sans estre autorizées de personnes connues, & que nous ne pouvons pas sans manquer à la prudence mettre nos Noms à ce Memoire, ni mesme les Noms de nos Témoins pour les Faits, & qu'aussi la preuve des Circonstances ne peut jamait prouver tellement une chose qu'on ne puisse la revoquer en doute, mais peut servir seulement à rendre la faussaté & l'imposture des Jesuites infame & plus odieuse; & que c'est l'Interest de Vos Altesses de ne se départir jamais des Principes Manifestes du Droit & de la Justice, qui chargent uniquement les Fauteurs du Prince supposé de prouver qu'ilt est tel qu'ilt pretendent & de le prouver avec toute l'evidence que l'on peut tirer d'un fait par des Témoins, en sorte que le Royaume en soit satisfait.

D'ailleurs tout le monde sait qu'entre les Papistes les Jesuites, qui en cette affaire contesteront avec le plus de chaleur contre Vos Altesses, ont la plus prodigieuse impudence de tous, pour nier les choses de Fait quelque bien prouvées & averées qu'elles soient, & qu'ils seroient ravis de pouvoir trouver quelque lien ou pretexte de disputer sur ce sujet, & de rendre les Faits tant soit peu douteux, afin d'obscurcir la Verité, & de pouvoir faire illusion au Peuple avec leurs Affirmationt Equivoques & leurs Sophismes impertinens sur let Témoins de Vos Altesses, si elles en produisoient.

Ces Considerations nous empécheront de rapporter plusieurs Circonstances de grand poids que nous avons ramassées, qui étant prises conjointement dant leur Ordre & dans leur liaison naturelle, forceroient tous les juges désinteressés à conclure que la Reyne ne peut pas estre la Mere de ce pretendu Prince de Galles. Nous pourroins donner à Vos Altesses de grandet preuves & fort circonstantiées pour les convaincre qu'il n'y a jamais eu ni paru aucun signe naturel & raisonnable pour faire croire que Sa Majesté avoit conçu un Enfant. Elle n'a jamais eu le premier, le plus naturel, le plus connu & commun signe de Conception; ses mois, ou ordinairet ont toûjours eu leur cours ordinaire & mal reglé comme auparavant, pendant tout le tems de sa pretendue grossesse; elle ne cela pas qu'elle étoit dans cet état dans le voyage qu'elle fit à Bath, & que cela lui dura quelques jours après que le Roi l'eut laissée en ce lieu là; & tour l'artifice dont on se pûs servir après pour les cacher daot leur saison, ne servit de rien; parce que cela vins à la connoissance d'autres personnes qui navoient point de part au secret & au dessein de l'imposture.

Sa Majesté n'ayant point ce signe naturel de la suppression de ses mois, par lesquels les Femmes concluent d'ordinaire qu'elles ont conceu, & sur lequel elle pût se regler pour faire bien son conte, il semble par le discours du Roi dans le Conseil, que leurs Majestés avoient tous deux jugé à propos de publier que sa Conception s'étoit faite au tems du Don fait à l'image de Nôtre Dame de Lorette, lors que le Roi retourna trouver la Reine à Bath.

Il étoit encore trop tôt pour eux pour avoir fait provision d'un Enfant supposé, & ainsi ils pouvoient assignet quel tems il leur plairoit à sa Conception, & puis chercher un Enfant qui s'y pût accommoder, & il leur sembla que ce seroit une œuvre pie de faire de cette Conception un des Miracles de l'image de cette Nôtre Dame, quoi qu'il arriva malheureusemen après, qu'ils ne purent ajûster les tems de sa Conception & de sa delivrance supposée, avec le cours le plus ordinaire & le plus constant de la nature, qui est neuf mois.

Les Confident, Donneurs d'Avis & Fauteurs de ceste Imposture entendant la voix de la Renommée; sur ce que le Roi avoit dit qu'il avoit un Fils qui étoit un Prince robuste & vigoureux, après qu'on eut commencé à montrer cet Enfant supposé, ces gens, dis-je, voyans que toutes les femmes disoient en se moquant, qu'un Enfant de cette sorte venu environ à huit mois, étois un aussi grand Miracle que la Conception de la Reine qu'on avoit debitée, & craignant que cela rendit la fiction moins croiable & n'aidât à découvrir la fraude, persuaderent à sa Majesté de dire qu'elle s'étoit mécontée au tems de la Conception de l'Enfant, & qu'elle savoit fort bien qu'elle étoit grosse avant que de prendre les bains, par ce nouveau calcul ils crurent qu'ils pourroient affirmer, que l'enfant étoit né à son terme, & pouvoit étre fort & vigoureux, comme Sa Majesté avoit dit, & ils crurent qu'ils se tireroient aisement d'affaire en disant que les femmes se trompent souvent eo leur calcul. ANS de J. C. 1688.

Mais par malheur ils avoient oublié que Sa Majesté avoit continué dans son premier calul & l'avoit affirmé expressement plusieurs semaines après ses prétendues couches: ils avoient oublié que tout le monde avoit seu que sa Majesté avoit ses mois en son voyage de Bath, & quatre jours aprèt que le Roi en fut parti, ce qui étoit une preuve évidente qu'il n'y avoit point alors de Conception; ils ne consideroient pas que s'il est vrai que la Reine sût qu'elle avoit conçeu, comme elle l'a dit depuis, en ce cas il ny peut y avoir de méconte, & le moindre des Medecins, qu'elle avoit à Bath lui auroit pû dire, que si elle croyoit avoir conçeu comme elle le dit presentement que les Bains auroient probablement fait perir l'Embrion.

On avoit oublié que le Roi avois publié, tout haut de concert avec la Reine, le Miracle du temt de sa Conception, qui étoit du tout contraire au conte qu'elle fait à present, & on ne pensoit point non plus dans le Conseil d'aujourd'huy, comment on pourroit sauver l'honneur de la Reine dans les contes si contraires qu'elle faisoit du tems de sa Conception, meme depuis son accouchemeot supposé; mais qu'est-il besoin de rapporter cela, puisque tout le monde fait assés le peu d'égard que les Confesseurs Jesuites ont pour la verité.

La Reine ne fit paroitre aucunes de ces marques naturelles de grossesse qui paroissent dant les progrés que la nature fais dans les grossesses, aucun de ces signes qui se suivent pendant quatre mois en toutes les femmes, qui portent des enfans; aucun de ces signes ne paroissoit en sa Majesté, il n'y avoit point d'enfleure ni d'augmentation dans la proportion ordinaire de ses tetons & on n'y vit jamais de lait, quoi qu'une Dame eut une fois l'impudence de l'affirmer. leur proportion étoit visiblement la même qu'auparavans, aux yeux de toutes celles qui en peuvent etre de legitimes témoins & qui étoient d'ordinaire auprés d'elle, & pas une de ces Dames d'honneur qui étoient propres à servir de témoins ne pût jamais avoir la satisfaction de voit sortir une goute de lait de son sein, quoiqu'il y allat de l'honneur & de l'interêt de sa Majesté de le leur montrer, & qu'elle eût dû y prendre plaisir, si elle avoit été veritablemens grosse.

Nout inserames cette circonstance dans nôtre memoire, non sans nout en divertir en nôtre assemblée, parce qu'un de la Compagnie dit qu'il étoit à cette heure bien assuré que ni les Medecins de sa Majesté ni les Jesuites n'étoient de bont naturalistes, car disoit il, ilt auroient pû sans beaucoup de peine faire venir du lait dans les mammelles de la Reyne en si grande abondance, qu'elle auroit pû facilement en faire sortir quantité de lait en presence de la Princesse de Dannemark & des autres Dames Protestantes de la Cour, c'est une chose qui se peut faire, dit il, en tous les animaux, & il nous en donna des exemplet averét où l'on en avoit vû l'experience & où l'Enfant avoit teté, & pour nous divertir il offrit de nous le faire voir dans un animal, l'ayant déja éprouvé d'autre fois & ayant tiré du lait des tetines d'une

jeune

ANS de J. C. 1688.

jeune béte qui n'avoit jamais eu de petits; un autre de la Compagnie dit fort plaisamment, que puis que cet artifice étoit aussi aisé à pratiquer, qu'il s'étonnoit que les Prétres Papistes ne l'avoient point appris, puisque tout le monde savoit, qu'ils ont trouvé l'art de garder le lait de la Vierge Marie plus de 1600. ans & de le multiplier pour le disperser parmi le peuple credule.

Nous demandons tres-humblement pardon à Vos Altesses, si nous sommes ici moins serieux; qu'un si important sujet ne le requiert; nous ne disons rien qui ne soit vrai, mais les Comedies des Prétres Papistes qui se terminent souvent en Tragedie, nous obligent des les representer comme ils le meritent.

Il y a un autre Signe & témoignage infaillible de la grossesse d'une femme, c'est le remuement sensible de l'Enfant dans le ventre, on s'attendoit que Sa Majesté l'auroit montré aux Dames avec joye; principalement aux Dames Protestantes de sa Chambre qui doutoient aussi bien que le Docteur Protestant qui étoit son Medecin alors, qu'elle fût grosse, & le témoignoient assez lors qu'elles osoient, comme elles firent quand on pretendoit que l'Enfant se remuoit dans son vantre & qu'on le publioit par tout le Royaume; c'auroit dû être un grand plaisir à la Reyne, s'il n'y avoit point eu de tromperie, de faire voir le mouvement de l'Enfant aux Dames de sa Chambre; qui à tous égards auroient pû être témoins legitimes de cette verité envers le Royaume qui étoit justement soupçonneux sur ce sujet; elles auroient peu toucher son ventre, & par leur propre experience être des juges competens des veritables mouvemens d'un Enfant dans le ventre, & quelques unes des Parentes de l'Heritiere présomptive pouvoient être admises à cette faveur comme nôtre droit d'Angleterre & la prudence le vouloient, afin d'ôter tout sujet de soupçon; mais quelqu'adresse que l'on employât pour répandre au dehors que l'Enfant se bougeoit, jamais pourtant on ne daigna faire sentir son remuement à aucune de celles qui auroient pû être des Témoins competens de la grossesse.

L'autre signe le plus naturel après ceux que nous avons allegués du progrés d'une grossesse, est la distension de toutes les parties du Corps, qui environnent le sein de la Mere; car le lieu & la maniere de ce lieu que la nature a destiné pour loger l'Enfant croissant dans le ventre, sont de telle nature, qu'à proportion de l'accroissement de l'Enfant & du progrés qu'il fait, & de la quantité des liqueurs, qui sont ramassées naturellement & necessairement en ce lieu là, à proportion dis-je de ces choses, toutes les autres parties qui l'environnent s'étendent par degrés & s'élargissent pour faire place; il n'y a jamais eu ni ne peut y avoir naturellement une extension qui ne soit seulement que dans le Peritoine & dans cette Elevation du ventre, pour faire place à l'enfant; tous les Naturalistes & Anatomistes savent, que si cela étoit aucun Enfant ne pourroit se tenir en son assiete naturelle, ni naître en vie.

Tous les hommes & les femmes qui ont quelque fois observé des femmes grosses, savent que toutes les parties qui enferment la cavité s'enflent jusqu'au tems que le terme de l'accouchement approche, mais ce signe naturel & necessaire de grossesse manqua si absolument à sa Majesté, que les habiles Spectateurs des deux Sexes qui observoient cela, s'étonnoient qu'on n'employoit point de meilleurs moyens pour faire paroître ce signe visible de l'accroissement de l'Enfant dans le ventre; Nous fumes informez par d'habiles matrones de grande experience, qui s'attachoient avec beaucoup d'application à observer exactement sa Majesté, que toutes les parties exterieures de son corps qui environnent le sein où est l'Enfant étoient de la même proportion qu'elles en étoient d'autres tems, excepté seulement son ventre qui étoit excessivement élevé & haut, qui la faisoit paroitre comme une femme fort grosse à ceux qui la regardoient par devant; mais, disent-ils, quand nous voyions sa Majesté se promenant, & que nous la regardions par derriere & des deux côtez, nous n'aparcevions pas en elle la moindre apparence d'une femme grosse, nous donnâmes soigneusement ordre de faire observer par d'habiles femmes la façon du Corps de sa Majesté, en divers tems pendant sa grossesse supposée & une fois entr'autres peu de tems avant ses pretenduës couches, & on nous en fit toûjours le même rapport, que nous venons de faire fidélement à Vos Altesses. ANS de J.C. 1688.

Nous avons comparé cette circonstance avec une autre que nous avons remarqué dont nous avons eu des assurances de tems en tems pendant le tems des quatres derniers mois de la grossesse suposée de la Reine, qui sont les mois où d'ordinaire toutes les parties qui environnent le ventre enflent le plus; nous fûmes tres bien informez que pendant tout ce tems sa Majesté contre sa coutume ordinaire, se retiroit toûjours de sa Chambre en son Cabinet ou en quelqu'autre lieu particulier avec deux ou trois Italiens, lors qu'elle changeoit de linge, & ne vouloit jamais permettre qu'aucune des Dames de sa Chambre la vit changer de linge, comme elle avoit toûjours fait.

Ces deux Circonstances s'expliquoient l'une l'autre, & montroient manifestement que la forme naturelle, nuë & veritable du Corps de sa Majesté telle qu'elle étoit alors, ne devoit pas être vuë par ceux qui n'entroient point dans le dessein de l'imposture. Les seules personnes qui auroient été capables d'être de legitimes Témoins pour la Reine contre la renommée & l'opinion de tout le monde, étoient toutes excluës des moyens de pouvoir voir si son ventre étoit veritablement & naturellement gros, & quelque peu d'Etrangeres sans qualité devoient savoir le secret de ce que sa Majesté vouloit faire de ce gros ventre artificiel.

Il n'y a rien de plus clair par ces circonstances prises comme elles la doivent être toutes ensemble, qu'il n'a rien paru de cette simplicité qui accompagne toûjours la verité, dans toute la conduite de sa Majesté, depuis le tems de sa pretenduë conception, jusques au tems de ses couches pretenduës; tout ce qui a été fait en cette affaire, a marqué ouvertement qu'il y avoit de la fraude & un dessein de cacher & supprimer les œuvres de la Nature, qui auroient du être les plus exposées à la vuë de tout le monde; s'il y avoit eu dans ce qu'ils avançoient quelque verité qui eût pû supporter la Lumiere, nous pouvons assurer Vos Altesses en toute verité, que dans tous les huit mois & quatre jours selon le premier calcul de la grossesse de la Reine, ou depuis le tems de son voyage de Bath selon le nouveau conte; il n'y a jamais eu dans sa Majesté aucun de ces signes naturels & constans qui peuvens donner à un Homme ou à une Femme entendue dans ces choses; la moindre raison de croire qu'elle avoit conçu d'un Enfant.

La continuation de cette imposture jusqu'à la fin a été proportionnée aux commencemens, dans les préparatifs faits pour les couches supposées de sa Majesté, on n'a eu aucun égards aux regles de l'équité naturelle ou du Droit, ou de la prudence, & on n'a gardé aucune des apparences de cette franchise & de ce procedé ouvert qui devroit avoir fait paroitre qu'ils ne craignoient point que la Nation, ou le monde sçussent la verité de tout ce qui se passeroit dans cette affaire, dans laquelle tout le Royaume & une si grande partie du monde étoient si interessez; Si l'on avoit consulté les Coutumes & les Loix de l'Angleterre, ou l'Equité naturelle dans les Circonstances des préparatifs necessaires pour l'accouchement de la Reine, le premier Conseil qu'ils auroient dû prendre auroit été d'avertir de bonne heure Vos Altesses & les autres que la succession de la Couronne peut regarder

un

un jour, du tems qu'Elle esperoit d'accoucher d'un Prince & du lieu où elle feroit ses couches en ce tems là, afin que les Matrones de qualité & les autres Dames propres pour cela se fussent preparées, pour s'y trouver, & pour lui rendre leurs services, & obvier à tous les supçons de Fraude & d'Imposture.

Mais on ne peut pas nier, que non seulement on a manqué à en donner avis à son Altesse Royale & à tous ses parens, & qu'on n'en a pas averti une seule des nobles Matrones d'Angleterre, mais qu'on s'est servi de tous les artifices imaginables pour cacher le temps & le lieu où elle devoit faire ses couches pretendues; car le Roi & la Reine publioient le tems de sa Conception supposée, d'une maniere, que ni son Altesse Royale ni aucune personne de qualité ne pouvoit prevoir le tems naturel auquel la Comedie qui s'est jouée, devoit commencer.

Le lieu où on vouloit que sa Majesté accouchât étoit tenu dans une si grande incertitude, & souvent publié si diversement, tantôt que ce seroit à Richmond, quelque fois à Windfor, tantôt à Hampton-court, qu'aucune Personne de qualité de leur Sexe, qui étoient ou Amies ou Parentes de l'Heritiere presomptive ni aucun des Nobles Protestans, ne pouvoient savoir comment ni quand ils se devoient preparer à se trouver près de Sa Majesté comme leur devoir envers leurs Majestés, envers Son Altesse Royale & envers le Royaume les y obligeoit.

De même l'on changeoit souvent le nom du lieu, comme s'ils avoient apprehendé que la Place ne fut surprise, aussi à la fin elle prit un jour ou deux avant ses pretendues couches & en apparence une si precipitée resolution de les faire à St. James quoique personne ne crut que le terme fût encore près de plus de trois semaines; que l'on donna ordre de preparer les chambres avec une telle promptitude, que quand Sa Majesté dit le vendredi qu'elle accoucheroit le Samedi, & qu'il lui fut repondu qu'il n'étoit pas possible que les Chambres fussent prêtes, elle dit qu'elle accoucheroit donc dans la place.

Tous les Protestans esperoient que la Princesse de Danemark y auroit l'œil de fort près pour son propre interêt, quand le tems des pretendues couches seroit venu; Et on croyoit qu'il leur seroit impossible d'eviter qu'elle fût presente pour voir ce qui en viendroit. Mais on avoit donné ordre que les Medecins lui ordonnassent lors qu'elle avoit besoin remedes astringens, d'aller aux eaux de Bath qui lâchent, afin de la tenir à quatre vingt milles de Londres jusqu'à ce que le pretendu Prince fût né.

Quand nous apprimes que sa Majesté avoit declaré qu'elle vouloit aller coucher au Palais de Saint Jaques le samedy au soir, on ne s'imagina pas que c'étoit pour mettre au jour un Prince pretendu le dimanche: on n'en avoit pas dit le moindre mot, & on ne s'apperçut pas même d'aucuns de ces signes qui précedent d'ordinaire le tems de l'acouchement: Sa Majesté joua bien avant dans la nuit aux cartes sans qu'on remarquât alors aucune indisposition: mais nous jugeâmes bien par l'evenement, dimanche au matin, que sa Majesté avoit resolu d'aller acoucher au Palais de Saint James le samedy au soir pour mettre au monde un Prince le dimanche.

On jugea que le tems le plus propre pour executer ce dessein seroit entre les neuf & dix heures du matin quand toutes les Dames Protestantes, ou du moins la plûpart sont à l'Eglise, & on resolut à même temps que toute l'affaire seroit faite devant leur retour afin que la sage femme Mademoiselle Labany & Mademoiselle Tourain son amie intime, qui avoient ordre de mettre au monde ce Prince supposé, pussent mieux prendre leurs mesures.

On choisit une chambre assez propre pour nous jouër ce tour, mais non pas pour prevenir les soupçons d'un dessein formé de supposer un Prince de Galles; il y avoit une porte secrete, au dedans de la ruëlle du lit par laquelle on pouvoit glisser un enfant dans le lit de la Reine sans que pas un de ceux qui étoient auprès de la Reine, pas même au pied de son lit, (personne n'entrant dans la ruelle) ne pût s'en appercevoir. Et par cette porte la Sage Femme, Mademoiselle Labany & Mademoiselle Touraine glisserent dans le lit de la Reine tout ce qu'elles voulurent sans qu'on le pût voir.

Si on n'eut pas eu besoin de cette porte pour faire reussir le dessein, on auroit du la fermer d'une maniere à ne pas donner un nouveau sujet de soupçon au peuple, qui ne manqueroit pas de s'imaginer que la chose auroit été faite par une conspiration secrette, dès aussitôt qu'il sauroit qu'il y avoit une telle porte dans la chambre: mais il parut par l'évenement que cette porte etoit necessaire pour faire reussir le dessein qu'on avoit de nous tromper, comme le savent assez les Seigneurs du Conseil qui furent appellés, non pas pour voir ce qui s'étoit passé, mais pour etre vûs dans la chambre de le Reine avec le Roi, afin que le peuple crût qu'ils avoient été les témoins oculaires de le naissance du pretendu Prince. La Loi civile a ordonné que lors qu'une femme doit mettre au monde un enfant *posthume*, qui pourroit exclurre l'heritier presomptif, la chambre dans laquelle elle doit accoucher n'auroit qu'une porte, & que s'il y en a plusieurs on les tiendroit bien fermées apres y avoir mis les seaux des deux partis: & elle ordonne qu'on mette des gardes à la porte qui est ouverte, & qu'on ne laisse entrer aucune femme sans être fouïllée, de peur qu'elle n'aporte un enfant à la femme qui est en couche. Et quoi que nous n'ayons aucuns statuts exprés qui nous prescrivent ce qu'il y a à faire dans un cas de cette nature, néanmoins nôtre *Loi commune* témoigne une horreur extréme pour toute sorte de fraude en matiere d'heritage, & veut que douze des plus habiles d'entre les voisins prennent connoissance de l'imposture, & en jugent même sur des presomptions, pour rejetter l heritier pretendu quand ils trouvent quelque fondement pour cela: de plus chacun selon la Loi doit se donner de garde de faire soubçonner le monde qu'il a formé le dessein de le tromper par un heritier supposé.

Nous evons fait voir à Vos Altesses avec beaucoup de fidelité de quelle maniere sa Majesté s'étoit preparée pour le terme prétendu de son acouchement: par tout ce procedé on voit assez qu'on avoit envie d'imposer à la Princesse Royale, & à tout le Royaume, puis qu'on ne put apprendre par aucune preparation, ou par aucun signe naturel que sa Majesté apprehendât le danger, & les douleurs ordinaires aux femmes en couche.

Nous n'apprenons pas même qu'on eût preparé les instrumens ordinaires des sages femmes sur lesquels on place les personnes de qualité au tems de leurs douleurs pour leur rendre de certains services, qu'on ne peut leur rendre lorsquelles sont à genoux, qui est la posture ordinaire des femmes de basse condition, & beaucoup moins encore si elles sont au lit, dont on ne se sert qu'à l'extremité, & lorsque les forces manquent à la femme qui est en couche, à qui la posture du corps contribuë beaucoup a faciliter l enfantement.

Pour ôter tous soubçon au peuple il eût été à propos d'avertir les Medecins d'être prets en cas de besoin, pour assister la Reine, mais elle ne prit pas cette précaution, comme n'ayant nulle apprehension d'aucun danger, outreque le Prince supposé parut si robuste qu'on crut pouvoit se passer de l'evis des Medecins.

On jugea par toutes ces procedures que la grossesse n'étoit qu'une feinte, & on en fut entierement convaincu par la suite; Sa Majesté étant couchée, les rideaux tirés de tous côtés, & tout ce qu'il falloit pour mettre au jour un Prince supposé étant préparé dans l'autre chambre, elle commença à contrefaire une femme en travail d'enfant: aussi-tôt les Sage femmes, Mademoiselle

Laba-

ANS de J. C. 1688.

Labany, & Mademoiselle Tourain apporterent, par la porte qu'on avoit ouverte dans la muraille près du lit de la Reine, l'enfant & tout ce qui étoit necessaire dans une conjoncture de cette nature, ce fut alors que la sage femme, & ses confidentes firent leur devoir, avec grand empressement en apparence, alentour de la Reine dans l'obscurité delorte que personne ne pût voi ce qu'elles faisoient, elles disposerent l'enfant le mieux qu'elles purent à dormir pour empêcher qu'il ne criât devant qu'on l'eut glissé dans le lit, & de crainte qu'il ne fut étouffé dans un lit qui étoit si bien fermé de tous cotés, oo mit au jour lans delay le prétendo Prince plûtôt qu'oo n'auroit pû l'esperer par le seconrs de nôtre Dames de Lorette; ou d'aucun autre saint.

La Reine n'avoit aucune marque d'une femme en travail d'enfant, elle ne sentit aucune des douleurs qui ont coutûme d'augmenter peu à peu selon que les ligamens qui retiennent l'enfant se brisent plûtôt, ou plustard, elle ne sentit aucone eruption violente; comme il arrive d'ordinaire après une grossesse de huit mois, & quatre jours, au rapport de sa Majesté méme.

Tons ce qu'on devoit contrefaire sur le champ fut expedié dans un moment: la sage femme ayant donné l'enfant enveloppé dans des langes à Mademoiselle Labany, elles passerent ensemble par la porte secrete de la ruëlle du lit en grande hâte à la chambre voisina: ce qui est une msrque evidente de la feinte, autrement elles n'auroient jamais laissé sa Majesté dana un moment si dangereux, & lorsqu'elle avoit le plus de besoin de leur secours.

Au lieu de faire voir à tout le monde que la Reine étoit en effet accouchée d'un fils on fit toutes choses dans l'obscurité, les rideaux tirez, & sous la couverture du lit les confidentes seules, & nul autre soit homme, soit femme, furent les témoins oculaires de ce qu'on emporta du lit de la Reine par la porte secrette de la ruëlle.

Tout la monde s'attendoit que l'enfant par ses larmes donneroit des marques, comme il arrive d'ordinaire, qu'il étoit en vie, mais plusieurs Seigneurs du Conseil qui se trouverent dans la chambre m'ont assuré qu'on n'y entendit aucnu bruir qooique la sage femme ne voulut pas d'abord déclarer que ce fût un Prince.

Nous n'avons rapporté ici ancune circonstance à vos Altesses qoi ne soit d'une notorieté publique, & qui ne puisse être prouvée dans toutes les Cours de Jostice, où on veut agit sans partialité. Il n'est pas necessaire de vous dire, en cet endroit nos conjectures, quoique nous les ayons de fort bonnes mains, touchant ce qui se passa alentour de ce pretendu Prince dans la chambre d'où on le porta, & en laquelle on le rapporta devant qu'on voulut le monstrer aox Seigneurs do Conseil, on qu'on eût dit que la Reine fût accouchée d'un Prince, mais nous savons certainement par les depositions de ceux qui y étoient presens que durant tout le tems de ce prétendu travail d'enfant le Roi voulut que les Seigneurs du Conseil fussent toûjours au pied du lit de la Reine, sans néanmois qu'ils pussent ni entendre ni voir quelque chose que ce soit qui leur pût faire croire la Naissance du prétendu Prince, d'où il faut conclurre qu'on ne les peut regarder comme des témoins legitimes & qui soient selon les Loix d'Angleterre: néanmoins les Acteurs de cette farce eurent bien l'impudence de publier immediatement & par ordre du Roi que plusieurs Seigneurs & Dames de qualité avoient assisté à l'accouchement de la Reine, iosinuant par-là par une équivocation Jesuitique que ces Seigneurs & ces Dames avoient été en effet les témoins oculaires de la maniere que nos Loix l'ordonnent, de la Naissance d'uo Prince. Et cependant on fait assurement que les seules personnes qui étoient interessées dans l'heureux succés de cette imposture savoient ce qui se passoit dans la ruelle do lit, & que les autres qui attendoient dans la Chambre en étoient aussi peu instruits que ceux qui étoient à dix milles de là. Le Roi enfin les quita, & se retira dans l'anti-Chambre, où il trouva Mademoiselle Labany & ses confidentes avec l'enfant supposé: & peu de temps après on fit dire aux Seigneurs, qu'un Prince étaot né ils pouvoient s'en aller, à quoi plusieurs d'eux obeïrent. Il est inutile de dire à vos Altesses ce qui se passa ensuite, quand on fit voic l'Enfant à ceux qui resterent: néanmoins nous noua appliquâmes avec toute la diligence imaginable à savoir toutes les particularitez du fait touchant l'accouchement de la Reine, on s'enquit avec grand soin s'il y eut en effet quelquea signes auxquels on se pût fier, que la Reine eur mis un enfant au monde, qui eût forcé le passage d'une maniere violente venaot avant le tems ordinaire de la Nature, comme on nous l'avoit dit; quelques uns de nous savent assez les suites ordinaires d'une telle violence: nous attendions donc qu'on nous informeroit de l'extrême foiblesse de la Reine après une telle fatigue, & qu'elle pourroit même être en danger de sa vie à cause de la fievre qui est ordinaire en ces occasions: nous fumes aussi curieux d'apprendre ce qu'étoit devenuë cette grande abondance de lait, dont quelques uns nous avoient parlé long-tems meme devant qu'elle en eût, nous emploiâmes des gens pour savoir quelle Femme avoit eu l'honneur de succer les mammelles de la Reine; si l'on n'y avoit rien appliqué pour faire fuir lon lait: nooa passasmes plus avant jusques à nous informer du progrés de ses purifications naturelles qui suivent l'enfantement, & de quelle maniere sa Majesté supportoit tous les accidens de l'accouchement qui accablent quelque fois les femmes les plus robustes: mais personne ne nous pût dire qu'on eût découvert en la Reine aucuns de ces effets qui sont toûjours ou les avant-coureurs ou les suitea naturelles d'un accouchement.

Nous avons à present donné à vos Altesses un abregé de plusieurs des circoostances que nous avons ramalées, & nous pouvons assurer devant Dieu, que nous n'y avons pu remarquer depuis le commencement jusqu'à la fin aucun caractére de bonne foi, ni de simplicité, & que tout ce qui a été fait en cette affaire depuis la pretenduë Conception de la Reine jusqu'au pretendu accouchement, a marqué un dessein profond de cacher la verité de ces operations de la nature, qu'ils étoient obligez par les Loix d'Angleterre, & pour leur propre Honneur & Interest de prouver au Royaume par des Témoins dignes & foi, si leur prétentions avoient été veritables.

Ils ont fait psroitra un si grand mépris pour toutes les Regles de Droit & de Justice qui s'observent en matiere de rémoins de la Naissance d'un Prince & Heritier de la Couronne, quoi qu'ils sussent que tout le Royaume soupçonnoit le dessein d'une supposition, qu'on peut dire qu'ils ont aussi marqué un grand mépris pour vôtre Altesse & pour toute la Nation, comme s'ils ne devoient point donner de satisfaction à vôtre Altesse Royale, & qu'ella doive reçevoir un Heritier de la Couronne qui sera préferé à elle; ni au Royaume non plus en lui faisant reconnoître un Prince pour le plus prochain successeur de la Couronne.

Le plus moderé jugement que nous en puissions faire, est de penser que le zéle aveugle d'avoir un successeur Papiste, les a fait passer par dessus toutes les reglea de l'équité, & a étouffé & éteint toutes les affections naturelles d'un Pere envers son Enfant, pour rendre à leur Eglise un service qui est meritoire, selon leurs principes.

Vos Altesses pourront mieux juger de toutes les circonstances cy dessus, si elles veulent se souvenir da l'occasion & du tems auquel ils formerent d'abord ce dessein de supposer un Prince pour exclurre son Altesse Royale de la succession immediate de la Couronne.

Souvenez vous s'il vous plait de ce que nous avons remarqué cy dessus, que le voyage de Bath, & la visite renduë à la Fontaine de St. Vinifrod, & le Don fait

ANS de J. C. 1688.

à Nôtre-Dame de Lorette étoient les préparatifs pour le bruit qu'on vouloit répandre de la grossesse de la Reine, & avoient été arrêtez & résolus pour cet effet, vers la fin d'Aoust & le commencement de Septembre 1671. car en ce tems là ils désesperoient de pouvoir vous attirer à favoriser leur conspiration Papistique.

L'Abregé des Lettres de Monsieur Steward à Monsieur Fagel, qui vient d'être imprimé, confirme tous nos mémoirea sur ce sujet.

Le Roi lui pardonna & le choisit pour tâcher de persuader à Vos Altesses de consentir à la revocation des Loix Penales & du Test, ce qui auroit été nn parfait établissement du Papisme; En ses deux premieres lettres de Juillet il essaye de persuader à Vos Altesses que le Roi étoit resolu de vous conserver vôtre droit de succession à la Couronne, & qu'il souhaitoit passionnement que voa Altesses consentissent à la chose, & étoit tres fâché de voir que vous y eussiez tant d'aversion: Dans ses autres lettres de Juillet il insistoir à ce que vos Altesses voulussent bien écouter une personne habile que le Roi enverroit pour vous informes de tout, & tâcher de vous attirer dans ses seotimens, & il pressoit extrémement pour avoir une prompte réponse; il semble qne leur Conseils pour la supposition d'un Prince avoient déjs commencé.

Cette Lettre semble menacer de ce que nous voyons presentement, si Vos Altesses refusoient; il redoubloit ses assurances à celui qui devoit solliciter Vos Altesses, que si vous etiez obstinées, comme il parle, cela seroit fatale aux Nonconformistes; & sa Lettre du 5. Aoust. semble ne vous donner plus de eems pone deliberer si vous voulez voit l'établissement de la Papauté, ou demeurer fideles à la Religion Protestante.

Il dit que si Vos Altesses faisoient ce que le Roi souhaitoit, que vous rendriez uo grand service aux Protestans, & que vous obligesiez sensiblement sa Majesté, & avanceriez vos interests propres, plus que vous ne pouviez penser; mais que si vous ne le faisiez pas, vous veriiez arriver tout le contraitre.

Cela ne pouvoit avoir d'autre sens que celui cy, si vos Altesses refusoient, le contraire arriveroit, & que les Papistes ne feroient aucun quartier aux Protestans; que sa Majesté en auroit tant de ressentiment qu'il deviendroit vôtre Ennemi; & que ce feroit la perte du plus grand interest de vôs Altesses, ce qui assurement ne pouvoit signifier autre chose que l'esperance juste qu'elles ont sur les trois Royaumes.

Comme ces lettres vous menaçoient que le Roi vous feroit perdre le plus grand desioterests de vos Altesles, si voua le refusiez, aussi travaillerent-ils à cela bieo tôt après.

On sait à present que les resolutions furent prises au mois de Septembre & d'Octobre, de publier que la Reine étoit grosse, mais auparavant qu'on le déclarât publiquement, c'est à dire au 8. d'Octobre, Monsieur Steward dit, qu'il n'en parleroit plus à vos Altesses, mais il deplore que *vos Altesses perdent le tems de la complaisance: Helas*, dit-il quel malheur! que l'on n'entende point les maximes de la prudence.

Puis après en Novembre il parle plus oovertement, & dit, *qu'on avoit perdu toute esperance que vos Altesses voulussent favoriser le dessein du Roi, & que les hommes étoient devenus aussi froids à cet égard en ce lieu-la, comme vos Altesses étoient affirmatives ici:* Et après sa nouvelle conferance avec le Roi, il montre non seulement le chagrin que le Roi en avoit dans la Lettre, mais il dit expressément, *que la reponse de vos Altesses avoit été trop differée, & que le Roi ne pensoit plus à cette affaire*, on ne peut donner d'autre sens raisonnable à cels, sinon que le Roi avoit pris la resolution de poursuivre son dessein pat une antre voye, & le tems nous a presentement appris que le moyen qu'ils avoient arrêtez pour cela étoit de supposer un Prince pour en faire un successeur Papiste.

Ces Lettres nous ont dévéloppé avec l'aide du tems le dessein, lorsqu'il n'étoit encore qu'en Embrion, & servent à former un jugement de toutes les autres circonstances que nous avons rapportées; & il ne faut pas douter que si l'on produisoit toutes ces circonstances dans leur ordre & dans leur liaison, à des Juges desinteressez, ils jugeroient que ce seroit une présomption aussi forte & aussi bien fondée qu'on en ait jamais vû, & dans les procedures de nôtre droit contre des Criminels, on a prononcé sentence de mort contre plusieurs, sur des preuves beaucoup moins fortes, celle-ci étant aussi grande que le sujet le peut permettre.

Mais quoi que cette sorte de preuve tirée des Circonstances soit suffisante pour convaincre toutes les personnes desinteressées, & pour prouver que ce Prince supposé n'est qu'une imposture, & que peut être vos Altesses savent encore plusieurs autres Circonstances de cette nature, cependant nous supplions tres-humblement vos Altesses de n'insister pas sur cela aussi fortement, comme si vous ne pouviez avoir d'autres preuves à l'égard de cet enfant supposé.

Ce n'est point l'affaire de vos Altesses ni de la Nation, de prouver la fausseté de la Naissance prétendue, ni aucune Circonstance de sa Naissance, & ce seroit une chose fort préjudicible à vos Altesses, d'entrepretendre de produire des Témoins & des preuves, & de recevoir les Ennemis de vos Altesses à contester leur force & leur suffisance, puisqu'il n'appartieot uniquement qu'à eux de produire des Témoins légitimes en tel nombre que vos Atesses & la Nation soient convaincues de la verité de ee qu'ils avancent: Et ce seroit un outrage étrange qu'ils feroient à Vos Altesses & au Royaume de ne l'avoir pas encore fait depuis le tems, si la Reine avoir veritablement accouché d un Prince.

Puisque c'est le grand interest du Royaume aussi bien que celui de Vos Altesses, nous prenons d'aotant plus librement la hardiesse de proposer que l'affaire soit jugée par les Loix & Usages d'Angleterre; C'est à dire que l'on presente une Requête publique au nom de son Altesse Royale comme Heritiere Présomptive de la Couronne, & au nom de toute la Nation, à ce qu'ils declarent & publient incessamment à toute la Nation un nombre de Témoins suffisans dans un tel cas, qui soient dignes de Foy, des deux Sexes, tels que lea Loix d'Angleterre, & l'Equité naturelle l'exigent en pareil cas, lesquels attestent, que selon la coûtume ordinaire des deux Sexes, lorsqu'ils assistent à la naissance des Princes, Heritiers des Couronnes, ils ont été Témoins oculaires que cet enfant qu'on appelle le Prince de Galle est issu naturellement du Corps de la Reine.

Il n'y a rien que de juste, de regulier, & de modeste dans cette Requête, & vos Altesses peuvene encore demander que cela soit fait incessamment, sans délay; & ce n'est que le droit de vns Altesses & de la Nation, qu aucuns de ceux qui entendent les Loix de la Justice naturelle & du Royaume d'Angleterre, ne peuvent nier. Nos Loix exigeant que l'on presente requête contre tous ceux qui se fourrent dans les droits & Heritages qui ne leur appartiennent pas. Il est d'une dangereuse consequence à un Heritier legitime de souffrir qu'un Heritier illegitime passe pendant un long-tems pour le legitime Héritier, c'est une maxime recuë aussi en nôtre Droit d'Anglererre comme dans le Droit Civil, *Tacens longo tempore præsumitur consentire*, Celui qui demeure long-tems sans repondre aux prétensions injustes d'un Usurpateur, semble les approuver & y acquiescer.

Nous demandons très-humblement pardon de si nons disons librement à Vos Altesses, que nous nous sommes fort étonnés du long silence de Vos Altesses, & de ce que vous aves souffert si long-tems que le Chapelain de Son Altesse Royale fit des Prieres publiques pour ce Prince des Galles supposé. Vos Altesses ne peuvent pas souhaiter que le Dieu de la Justice & de la verité benisse one

Usurpa-

ANS de J. C. 1688.

Usurpation de vos droits, & de ceux du Royaume, ni qu'il savorise une entreprise qui n'a été formée, quoi que l'Enfant soit innocent, que pour être un instrument en la main des autres pour détruire la Religion Protestante, & les pretentions de Vos Altesses à un grand heritage, & pour renverser le meilleur de tous les Gouvernemens Civils qui soient au monde. Nous sommes persuadés que Vos Altesses sont de vrais Chrétiens, qui craignent la Majesté Eternelle, & ainsi nous esperons qu'une telle Comedie, si nous l'osons dire, ne sera point jouée plus long-tems devant ce grand Dieu qui sonde les cœurs des Princes & des sujets.

Si Vos Altesses font cette demande cy dessus, & que les Fauteurs du Prince supposé n'y satisfassent pas sans delay, en ce cas l'Equité naturelle & nos Loix ordonnent, que Vos Altesses exigent une retractation de tous les Ministres Publics du Roi dans les tous Royaumes & Etats Chrétiens, des fausses nouvelles qu'ils ont publiées de la Naissance d'un Prince de Galles, & qu'ils reconnoissent le droit immédiat de Son Altesse Royale à la succession de la Couronne.

Quand un injuste demandeur d'un heritage ne peut prouver son droit ni sa véritable origine, le Tribunal où il poursuit sa prétension, non seulement rejette & condamne ses fausses prétentions, mais déclare publiquement tous les tours & toutes les mauvaises pratiques qu'on a mis en œuvre pour appuyer la fausse prétension, & nos Loix permettent à l'Heritier qui a été inquieté, de demander satisfaction & reparation contre l'injuste Demandeur, pour l'outrage qu'il lui a fait par son faux titre: & nos Loix exigent de plus qu'il poursuive en justice tous ceux qui ont eu part au dessein de l'outrage & de la fraude, pour les divers crimes qu'ils y ont commis.

Nous n'ignorons pas que la plûpart des Princes Papistes forment un prejugé contre nous, à l'égard des droits que nous deffendons entant que Protestans Anglois, parce qu'ils ne connoissent ni nos Loix ni nos Libertés, & c'est pourquoi nous avons proposé ces deux demandes qui doivent être premiérement faites par Vos Altesses pour l'interêt de Son Altesse Royale & des Royaumes, afin que nous puissons les convaincre que nous avons raison selon leurs loix & leurs Maximes de demander la Protection de Vos Altesses contre les injustes pratiques du Roi, qui nous force à nous humilier devant un Prince supposé, & qui veut renverser la succession de la Couronne & le Gouvernement entier. Vos Altesses ayant en cela un interêt commun avec nous, la nature même, & nos Loix vous appellent à deffendre vôtre propre droit & celui du Royaume, & à maintenir la succession de la Couronne comme elle est établie par les Loix, lesquelles le Roi n'a aucun pouvoir de changer.

Mais nous sommes aussi obligés de recourir à Vos Altesses pour leur demander leur protection contre l'horrible destruction faite par le Roi de toutes nos Loix établies pour nôtre Reformation de Religion, & pour nôtre sureté contre le ennemis mortels de nôtre Religion, le Roi ayant declaré, qu'il entend que ces loix ne seront plus mises en execution; & afin que nous ne nous en puissions jamais relever, & que nous en perdions toute l'esperance, il a obligé ses juges de le justifier en ce qu'il a fait.

Nous demandons aussi le secours de Vos Altesses contre l'usurpation qu'il a fait de tous nos droits Civils, & de nos libertés Fondamentales, & contre l'entiere abolition du libre Gouvernement d'Angleterre reglé par ses anciens Usages & Loix.

Vos Altesses savent fort bien que nous ne nous sommes point plaints de nos oppressions, jusqu'à ce qu'elles sont devenües intolerables, ni n'avons cherché aucun secours hormis de Dieu seul, jusqu'à ce que nous avons vû que la succession de vôtre Altesse à la Couronne, & nôtre Gouvernement Civil sont en un extréme danger.

Nous sommes & avons toûjours été veritablement fideles au Roi & n'avons jamais refusé d'obeir à des ordres justes, en tout ce qui pouvoit s'accommoder avec nôtre devoir envers Dieu & envers nôtre Partie. Nous avons souffert patiemment les injures personnelles qu'on nous faisoit en particulier, nous attribuions cela à la corruption generale des hommes, & pensions que dans tous les gouvernemens il se commet des abus & des injustices particulieres, que l'on doit supporter patiemment, lors que les fondemens Essentiels du Gouvernement Civil & de la Justice demeurent sacrez & inviolables. La charité Chrétienne nous enseigne qu'il vaut mieux qu'un petit nombre souffre des injustices, que d'exposer un Etat pour leur delivrance quoi que juste, à de plus grand maux, qui ne pourroient être recompensés par la justice qu'obtiendroient ce petit nombre de particuliers. Nous savions que les Jesuites auroient pû par leurs ruses obscurcir la Justice que l'on auroit pû pretendre en des cas particuliers, c'est pourquoi nous sommes demeurés dans le silence jusqu'à ce que l'Equité de nos demandes a eclaté aux yeux de tous ceux qui ne sont pas volontairement aveugles, & qui ne se sont pas laissé bander les yeux aux Jesuites & Prêtres Papistes.

Nous voyions bien que le Roi se servoit du Nom de l'authorité & des Prerogatives Royales pour appuyer tout ce qu'il faisoit contre les Loix, & nous n'osions demander le secours de Vos Altesses contre ces violences, ni les prendre pour juges, si ce qu'il faisoit & fait tous les jours pour se justifier en alleguant la puissance & l'autorité des Rois Angleterre.

Il est tres certain; que la Noble Monarchie & le Gouvernement Anglois avoit un fondement legal; & qu'il étoit & est établi sur des Usages, Franchises & Loix particulieres à la Nation Angloise. Il a été toûjours independant de toutes les autres puissances du monde; les Rois & les Peuples sont, & ont de Droit toûjours été libres de faire des Loix qui les lassent les uns aux autres respectivement, d'un commun accord & non autrement: ils ne pouvoient jamais recevoir de Loix que d'eux mêmes, & du grand Dieu tout puissant.

Un Roi d'Angleterre cesseroit d'agir selon l'autorité du Roi d'Angleterre, ou bien comme Roi d'Angleterre, lors qu'ils se laisseroit lier lui ou ses sujets par d'autres Loix, Canons ou Jurisdictions, que celles qui étoient faites & volontairement receües par le commun consentement du Roi & du Parlement qui represente le Peuple.

Il est declaré dans le St. 16. R. 2. 5. Que la Couronne d'Angleterre a été en tout tems si libre, qu'elle n'a été assujettie à aucun Royaume, & qu'elle ne devoit en aucune maniere ni en aucune chose qui regarde le temporel être soumise à l'Evêque de Rome, & que les Loix & Statuts du Royaume ne pouvoient point être annullez ou affoiblis par lui, par ce que ce seroit la ruine de la Souveraineté & de la Couronne du Roi, & de tout le Royaume. Les Communes prierent en ce tems le Roi de faire une éxamen par voye de Justice pour savoir de tous les Etats du Royaume, s'ils ne feroient pas tout leur possible pour maintenir les Droits de la Couronne & du Royaume contre le Pape, & sur cela il fut ordonné, que tous ceux qui feroient venir ou apporteroient quelques Bulles de Rome contre l'autorité du Roi ou contre son Royaume, feroient déclarez exclus de la Protection du Roi & encourroient un *premunire*, ce qui en ce tems la n'étoit pas moins qu'une permission à tout le monde de les tuer.

Les Statuts de 24. H. 8. 12. & 25. H. 8. 21. disent aussi, que le Royaume a toûjours été & est franc de toute sujettion aux Loix des hommes, hormis à celles qui ont été faites dans le Royaume pour son avantage, ou bien qui ont été receuës de leur franche volonté par un commun consentement.

Le Roi & le Parlement depuis quatre cent ans en ça étoient si resolus de deffendre les Droits & les Franchises de la Couronne & du Royaume contre les Canons des Papes & contre la jurisdiction & l'autorité qu'il pretendoit

ANS de J.C. 1688.

tendoit exercer, que quoi qu'ils fussent Papistes, ils ne laisseroient pas de declarer par le *Stat. de* 18 *Ed.* 3. *St.* 5. *Rot. Parliament. num.* 38. que le Pape étoit l'Ennemi commun du Roi & du Royuame, & cette déclaration n'a point été revoquée depuis, & le *Role du Parlement* 17. *Ed* 3. *num.* 59. marque aussi la même chose, quoi que ces Statuts n'aient pas été imprimez, ils n'en ont pas moins de force pour faire regarder comme Ennemis du Royaume ceux qoi ont correspondence avec le Pape ou avec son Nonce.

Il n'a jamais été au Pouvoir d'aucun Roi d'Angleterre de ceder ou transporter à qui que ce fut les Droits de la Couronne & du Royaume, ni de faire dépendre d'aucun de ses Loix & ses Jurisdictions en quelque maniere que ce soit, contre la volonté du Royaume assemblé en Parlement; cela fut reconnu il y a cinq cens ans par le R. H. en la Lettre au Pape Paschal, *Notum habeat Sanctitas vestra quod me vivente (auxiliante Deo) dignitates & usus Regni nostri Angliæ non imminuentur, & si ego (quod absit) in tanta me dejectione ponerem, Magnates mei & totus populus Angliæ non pateretur. Que vôtre Sainteté sçache*, dit-il, *que pendant que je vivrai, avec l'aide de Dieu, les Dignitez & Usages du Royaume d'Angleterre ne seront jamais diminuez, & que quand je serois assez lâche pour y consentir, ce qu'à Dieu ne plaise, les grands de nom Royaume & tous les Peuples d'Angleterre ne le souffriroient en aucune maniere.*

Loi Roi Jean à la verité ceda indignement la Couronne & tous ses Droits au Pape Innocent Trois & à ses successeurs, & le Prêtre qoi en dressa l'Acte y insera faussement que du consentement de ses Barons assemblez en un Conseil, il se soumettoit à tenir le Royaume du Pape, & encore que c'étoit à condition d'un tribut annuel, mais quand le Pape Gregoire 11. envoya la troisiéme année du regne d'Ed. 1. pour avoir ce prétendu tribut, ce grand Prince (*a*) répondit genereusement & avec justice, qu'il étoit obligé par le serment de son couronnement, de maintenir les Coûtumes du Royaume inviolablement, & qu'il ne pouvoit rien faire en ce qui regardoit la Couronne sans l'avis de son Peuple assemblé en Parlement, qu'il appelle en cet endroit, (*b*) *Procures.* Dans le 40. *Edward trois*, le Pape demanda le même tribut, & le Roi proposa la chose au Parlement, mais ils déclarerent, que oi le Roi Jean ni aucun autre Roi n'avoit le pouvoir de se soumettre, Lui ou le Royaume, ou le Peuple ao Pape sans leor consentement dans un Parlement, & que si le Roi Jean l'avoit fait, il l'avoit fait contre son serment du couronnement, & que si le Pape entreprenoit quelque chose sur cela contra le Roi & ses sujets, ils lui resisteroient de tout leur pouvoir.

(*a*) Voyez Rol. Clar. 3. Ed. num. 9. Shed.

(*b*) Voyez Cooke Inst. fo. 13.

Le même Roi Edoüard trois avoit souffert seulement avec trop de negligence que l'Authorité du Pape eût été trop exercée dans le Royaume, contre le Statut de *Carlile* 35. *Ed.* 1. comme il paroît par le *Parlement Roll.* 17. *Ed.* 3. *num.* 59. & les Communes du Royaume assemblez en Parlement se plaignirent que les Tresors du Royaume étoient transportez à Rome, & que les secrets du Royaume étoient découvers par des Prêtres étrangers, qu'ils envoyoient ici, & ils représenterent au Roi, qu'ils ne poovoient ni ne vouloient plus supporter ces grandes oppressions, & demanderent qu'il leur aidat à exterminer du Royaume par la force l'Autorité du Pape, & sur cela on fit plusieurs Loix penales sévéres contre plusieurs *Pouvoirs* que le Pape s'attribuoit dans ce Royaume, *comme celle du* 25. *Ed.* 3. 27. *Ed.* 3. 1. 38 *Ed.* 3. *Stat.* 2. *ch.* 1. lesquelles Loix nôtre Roi à déclaré, qo'elles ne seroient jamais plus mises à execution.

Ce Prince victorieux Ed. 3. quoi qu'il fut Papiste, ne prétendoit point avoir une Prerogative Royale pour casser les Loix faites par les Rois & par le Parlement contre le Pape, il confesse que ce Statut, *du* 35. *Ed.* 1. fait contre l'Authorité du Pape, conservoit sa force n'étant annollé par le Parlement, & qu'à cause de cela il étoit obligé par son serment de le faire observer comme une Loi du Royaume, quoi que par sa negligence on eût tenté d'en empêcher l'execution.

ANS de J.C. 1688.

Si l'on consideroit bien les effets de l'Autorité Papale en ce Royaume, selon qo'ils sont rapportez en ce 38. *Ed.* 3. 1. on verroit clairement que le Roi qui veut reduire le Royaume en cét état, trahit le devoir & la dignité de Roi; ce Statut dit, que par l'autorité que le Pape & la Cour de Rome exercent, les bonnes & anciennes Loix, Coûtumes & Franchises du Royaume étoient horriblement ternies, soüillées, & renversées, la Couronne mise à bas, les tresors & les richesses du Royaume transportées ailleurs, les Habitans & Sujets du Royaume appauvris, & que la Noblesse & le Peuple souffroient beaucoup en leurs Corps & en leurs Biens; Certes on ne peut point s'imaginer que le Roi puisse avoir une prerogative Royale pour arrêter l'executioo des Loix Penales qui empêchent que le Royaume ne retombe dans un état si desesperé; ou pour donner le pouvoir à ses Prêtres & à ses autres Emissaires Papistes d'exercer toutes leurs pratiques & méchancetez sous pretexte de liberté de Conscience, & de faire tout le mal dont ils sont capables contre ceux qui voudroient délivrer le Royaume de ses vexations.

Vos Altesses peuvent bien être assurées, que le Roi o'agit point en Roi, en autorisant des Crimes d'Etat qui sont tous les jous commis contre le Royaume, par exemple, *par le Stat.* 31. *Eliz.* 2. Ceux qui donnent ou reçoivent quelque absolution, ou qui se reunissent à Rome, par l'authorité du Pape ou de quelqu'un de ses Prêtres (ce que le Roi permet & autorise tous les jours) ceux là sont declarez traitres au Roi & au Royaume, & sans doute que des crimes d'Etat déclarez tels par un Statut, sont des Crimes capitaux & de la derniere consequence; c'est le devoir du Roi de les empêcher & de les punir, & il est directement contraire à l'office de Roi de s'attribuer le pouvoir d'autoriser ou de permettre ces Crimes.

Il est incontestable que jamais Roi d'Angleterre n'a eu le pouvoir de donner des Charges à des gens rendus incapables de les posseder, par plusieurs Actes positifs du Parlement faits exprés, & qui sont déclarez être faits pour la sureté du Peuple; nonobstant cela le Roi a mis la plûpart des Charges du Royaume entre les mains de telles gens.

Il est aussi certain qu'il n'a jamais été dans le pouvoir de nos Rois de déposseder selon laur plaisir, aucuns de leurs Sujets des biens & des Benefices qu'ils possedoient pour toute leur vie; ni de donner Commission à personne pour juger en dernier ressort ses Sujets en matieres Criminelles ou Civiles à discretion, sans avoir aucun égard, aux Loix, Coutumes & Privileges du Royaume.

Tous ces Pouvoirs que le Roi s'attribue & qu'il exerce & plusieurs autres que oous pourrions nommer à vos Altesses, ne sont point des Actes d'un veritable Roi d'Angleterre, mais soot des effets d'un Poovoir Despotique que l'on usurpe sur les personnes, libertez, & biens des Sujets, comme si lui seul étoit le Seigneur propriataire de leurs personnes & de tous leurs iorerests, ou comme si le peuple d'Angleterre tenoit tout de sa pure volonté, & qu'ils n'eussent aucune part aux benefices des Loix, Usages, & Franchises, & qu'ils ne dussent plus esperer aucune Justice.

Mais il n'y a rien en quoi le Roi marque plus le peu d'égard qu'il a à son devoir & à l'obligation où est un Roi d'Angleterre, comme fait ce Pouvoir qu'il s'attribue & qu'il exerce actuellement d'ôter aux Citez & aux Bourgs entierement tous leurs Usages, Privileges & l'Election libre de leurs Magistrats, Droits qui leur ont été confirmez expressément par la grande Charte, par plusieurs autres Loix, & qu'il prive tous le reste du

ANS de J. C. 1688.

du peuple de la liberté qu'ils ont de choisir selon les Statuts les membres du Parlement; comme il a déclaré qu'il le veut & entend, & qu'il le pratique tous les jours. Car ainsi faisant l'Ancien & le Libre gouvernement d'Angleterre est manifestement & absolument dissous, & les Anglois n'auront plus de droit légal en leurs Biens, Femmes & Enfans, ni dans leurs Vies.

C'est fait de la Monarchie legale d'Angleterre, à laquelle les Loix avoient donné des Prerogatives Royales pour l'avantage commun du Roi & des Sujets qui se reconnoissoient mutuellement engagez par Serment à maintenir les Usages, les Loix & Franchises du Roiaume; & à prendre un soin continuel que les Loix fussent executées sans partialité, de la maniere dont le Roi en use, tout le monde aura un droit égal & perpetuel à toutes choses, selon que la Volonté absoluë du Roi & les forces Papistiques en voudront disposer, & autant de tems seulement qu'il continuera dans cette même volonté avec les même forces.

C'est avec des larmes de sang que dans cette oppression extrême sous laquelle nous gemissons, nous nous trouvons obligez de demander le secours de vos Altesses pour deffendre les Droits de la Couronne & du Royaume.

On ne peut point revoquer en doute le droit que Vos Altesses ont de deffendre nôtre Monarchie Legale & nôtre Gouvernement établi sur nos anciens Usages, Loix & Franchises, de maintenir les anciennes Loix Penales faites contre les Usurpations des Papes, & nos dernieres Loix établies pour nôtre reformation, & de conserver les Coutumes municipales & les Privileges des Villes & des Bourgs; aussi-bien que les Usages generaux du Roiaume; Nos Usages & nos Loix ont revetu vôtre Altesse Royale en Droit d'Heritiere presomptive de la Couronne d'Angleterre, s'il ne naît point de Prince, *Rege etiam renitente*, quoi que le Roi fasse tout son possible pour l'empecher.

Si vous souffrez que toutes ces choses soient renversées, ou qu'elles n'ayent de force qu'autant qu'il plaira au Roi & à ses Juges, & à tous ceux qu'il établira en Autorité dans le Royaume, la Prétension & les Droits de Vôtre Altesse seront pareillement renversées; & tous ces Magistrats corrompus & son Armée Papiste seront engagez d'interest & par le Principe de leurs Consciences Idolatres à s'opposer aux prétensions de Vôtre Altesse; selon les Loix & les Coutumes d'Angleterre: il ne se trouvera en effet dans l'Etat auquel le Roi à reduit le Royaume, ni Magistrature ni Gouvernement auquel Vôtre Altesse Royale puisse succeder immediatement selon les Coûtumes & les Loix d'Angleterre; le Royaume ne sera qu'une multitode de gens confuse, & les plus forts pourront se rendre les maîtres des autres à leur volonté.

Comme Vos Altesses ont le droit de maintenir le Gouvernement par le grand interest qu'elles y ont, toute la Nation a aussi un droit incontestable de demander pour eux le secours de Vos Altesses, & c'est un des principaux devoirs que la Religion Chrétienne exige d'eux, & ce sera une des plus grandes marques de leur amour envers Dieu d'assister vos Altesses en ce juste dessein de deffendre leur Gouvernement Civil, qui a été institué de Dieu pour le maintien de la Justice dans la Societé humaine.

Les gens qui aiment leurs prochains, & leur Patrie, comme la Religion Chrêtienne l'ordonne, ne doivent point souffrir par negligence ou irreligion que leur Gouvernement civil, leurs Loix, & tous leurs Droits & Interests tant pour eux que pour leur posterité soient détruits par la Fantaisie ou par la Superstition & Ambition d'aucun Homme.

Un Magistrat Souverain qui meritoit d'être obéi lorsqu'il suivoit les Loix, quoi qu'il fist quelques injustices à des Particuliers, se dépouille lui-même de cet office & de l'obeissance qu'on doit à un Magistrat legitime, lorsqu'il exerce une Authorité qui renverse toutes les Loix.

Les Anciens Rois d'Angleterre, reconnoissoient le Droit que le peuple avoit à maintenir leur *Libre Gouvernement* en cas que quelqu'un des Rois mêmes eut voulu honteusement abandonner les Droits de la Couronne & du Royaume; Nous avons vû la lettre de H. 3. au Pape; & ce grand Ed. 1. dans une pareille occasion où le Pape pretendoit avoir un certain Pouvoir, non seulement écrivit au Pape sur le même sujet que H. 1. fit, mais de son consentement des lettres furent écrites au Pape de la part des Seigneurs & de la Chambre des Communes Assemblées en Parlement, dans lesqoelles ils disoient au Pape; qu'ils étoient obligez par serment à deffendre leur Liberté, leurs Coûtumes & Loix anciennes, & qu'ils les maintiendroient de tout leur pouvoir, & qo'ils ne souffriroient jamais que le Roi fit quand il le voudroit, ou essayât de faire ce que le Pape souhaitoit qui étoit contraire à leurs Usages, parce que cela renverseroit les Droits de la Couronne d'Angleterre & la Dignité Royale, & tous les Statuts du Royaume, & détruiroit leurs anciennes Libertez & leurs Loix.

Puis donc que Vos Altesses ont un droit incontestable de s'interposer entre le Roi & nous, pour vôtre interest & pour celui du Roiaume, & de maintenir nôtre ancien Gouvernement legal, & particulierement les Loix faites pour nôtre reformation, nous les supplions tres-humblement, qu'outre les premieres demandes à l'égard du Prince supposé, Vos Altesses demandent & insistent sur ces Points icy.

Que l'ancien Gouvernement libre d'Angleterre suivant ses Usages & Loix faites & approuvées dans le Parlement soit incessamment rétabli en toutes ses parties par tout le Roiaume, c'est-à-dire, que les Droits de la Donne & la Liberté du Roiaume soient immediatement affranchis de toutes soumissions renduës publiquement au Pape par le Roi present, à la honte & au mépris de la Couronne d'Angleterre & du Royaume, & de toutes pretentions faites par l'Eglise Romaine, & de tous Pouvoirs ou Jurisdiction generalement quelconques pretendues sur les Chrêtiens ou sur l'Eglise d'Angleterre.

Que toutes les Loix qui subsistent encore à present contre la reception des Canons, & la Jurisdiction de Rome, & qui sont contraires à nos Usages & Loix, & contre ceux qui maintiennent ces abus, soient mises à execution, & que toutes les suspensions ou dispensation données contre ces Loix sans l'Autorité du Parlement, soient declarées nulles & de nulle valeur.

Que les anciens Usages, Libertez & Privileges de la Ville de Londres, & la forme & maniere ordinaire de son Gouvernement, soient incessamment retablis, ses Usages faisant partie *du Droit commun* d'Angleterre, & ses libertez étant établies par la *grande Charte* & par plusieurs Actes du Parlement; que les Usages, la libre Election des Magistrats & tous les Privileges de toutes les Villes & Cours d'Angleterre confirmez par la plus grande *Charte*, & autres Loix, soient duement rétablies.

Qu'on établisse des Officiers legaux tant Civils que Militaires dans tous les Emplois de Magistrature & dans toutes les autres charges par tout le Royaume.

Que toutes Commissions de quelque nature qu'elles puissent être, soient incessamment revoquées & declarées nulles, par lesquelles on donne pouvoir de traiter à discretion les Personnes & les biens des sujets, & qui sont contraires aux Loix & Usages d'Angleterre, & en particulier la Commission pour les affaires Ecclesiastiques, avec son monstrueux *Nonobstant* toutes nos autres Loix.

Que la Liberté des Elections, qui est le fondement du Gouvernement, soit rétablie en son entier, & que tous les engagemens indignes pour élire & donner la voix comme le Roi le souhaite soient revoquées & qu'on y renonce incessamment.

ANS de J. C. 1688.

Que le Royaume foit remis auffi-tôt qu'il fera poffible en état d'affemblet un Parlement legal, dans la forme & en la maniere que les Loix l'ordonnent, par l'aide duquel le Gouvernement civil puiffe être rétabli, & que la force & l'authorité arbitraire y foit entierement abolie.

Nous demandons tres-humblement pardon à Vos Alteffes, fi nous leur reprefentons encore, que le tems & les accidens ont toûjours apporté des Changemeos dans l'ufage des Loix, & qu'il en eft auffi arrivé à l'égard de nos Loix Penales établies pout amener tout le monde à une Uniformité de Creance & de culte exterieur dans la Religion; quatre de nos Parlemens confecutifs ont apperçû l'abus de ces Loix, & le mal qu'elles faifoient à plofieurs bons Chrêtiens, & ont declaré l'intention qu'ils avoient de les ôter fi le Roi avoit voulu leur permettre, & ils tâcherent d'en arrêter l'executioo, & demanderent que l'on établit une liberté de Confcience comme elle eft duë à des Chrêtiens.

A ces égards & à caufe du renverfement entier qui s'eft fait depuis dans le Gouvernement, la neceffité & la charité peuvent tenir lieu de Loi pour appuyer l'execution de quelques-ones de ces Loix jufqu'à ce que ces affaires foient reglées dans un Parlement.

C'eft pourquoy nous fupplions tres-humblement Vos Alteffes de faire une chofe qui eft de neceffité abfoluë, c'eft que perfonne ne foit troublé eo ce qui regarde fa Religion, jufqu'à ce qu'oo Parlement legitime ait reglé cette affaire, qui regarde leur profeffion de foy: tout ce qu'ils croyent & pratiquent, fe termine uniquement à Dieu, & ne fait tort à aucuo homme fur la terre ni en fon Corps, oi en fes biens, ni en fa reputation, & ainfi ils ne font tort qu'à eux-mêmes s'ils fe trompent.

Il ne nous refte plus qu'à nous foûmettre entierement & tout ce qui eft contenu en cet Ecrit à la Sageffe, & charité de Vos Alteffes, & à prier le Grand Dieu qo'il rempliffe vos ames de toutes les vertus éclatantes qui peuvent orner les Thrones les plus élevés & les plus fublimes.

Moofieur, la grande idée que nous avons de vôtre merite, nous fait efperer que vous ferés fidéle à rendre promptement l'inclufe à Son Alteffe Monfieur le Prince d'Orange, ou en fon abfence, à fon Alteffe Royale, Madame la Princeffe; nous n'avons pas pû la confier à la pofte, c'eft pourquoy nous l'avons envoyé par un exprés, qui fera peut-être long-tems eo chemin; l'exprés à ordre de la delivrer feulement à un de vos Domeftiques; nous nous repofons entierement fur vous, & fommes,

MONSIEUR,

Vos tres-humble Serviteurs.

Que vous pourrés connoître cy-aprés.



CCXXIV.

(a) *Declarations de fon Alteffe* GUILLAUME HENRY, *par la grace de Dieu Prince d'Orange, &c. pour juftifier qu'il n'eft entré en Arme dans le Royaume* D'ANGLETERRE, *que pour la confervation de la Religion Proteftante, & pour le reftabliffement des Loix & des Libertés d'Angleterre, d'Efcoffe & d'Irlande. Avec les Lettres de S. A. S. qui s'adreffent aux Gens de Guerre, tant de Mer que de Terre, qui fervent en Angleterre, & la Priére compofée pour cette Expédition. Publiées en Anglois & François, avec les Armes de la Grand' Bretagne, & cette Infcription*, pour la Religion & pour la Liberté. Au mois d'Octobre, 1688.

ANS de J. C. 1688.

ANGLETERRE ET ORANGE.

(a) On a mis ces déclarations toutes telles qu'elles furent imprimees lors de la glorieufe expedition d'Angleterre, fans rien changer au titre, & encore moins au corps de l'ouvrage. Quoi qu'il y ait diverses piéces differentes, on les a toutes mifes dans le même article; puis qu'elles fe rapportent toutes à la même chofe.

C'Eft une chofe certaine & manifefte, dont tous les hommes conviennent, que la Paix publique & le boobeur d'un Etat ou Royaume, ne peut-être confervé quand les Loix, les Libertés & les Coûtumes, qui y font établies par une puiffance legitime, font ouvertement violées & aneanties: Sur tout quaod on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui eft condamnée par les Loix. Cela eftant, ceux qui font immediatement les plus intereffez en cette affaire, font indifpenfablement obligez de prendre garde que les Loix, les Libertés & les Coûtomes, & fur tout la Religion & le culte de Dieu qui eft eftabli, foient maintenus & confervez. Ils doivent auffi prendre un foin effectif que les Sujets de ces Païs ou Roiaumes, ne foient pas depouillez de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette precaution eft d'autant plus neceffaire, que la grandeur & la feureté des Roys, des Familles Royales & de tous ceux qui foot en autorité; auffi-bien que le bonheur de leurs peuples & de leurs fujets, depend d'une maniere toute particuliere de l'exacte obfervation & du maiotien de leurs Loix, de leurs Libertez & de leurs Coutumes.

Suivant donc ce principe, nous n'avons pû differer plus longtemps à declarer que nous voyons à nôtre grand regret, que les Confeillers, qui ont à prefent le principal credit auprès du Roy, font rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertez de ces Royaumes, & ont affujetti tout ce qoi regarde la Confcience, les Libertez & les proprietez à un Gouvernement Arbitraire; & cela non feulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à vifage découvert.

Ces mauvais Confeillers pour avancer cette affaire, & la colorer d'abord de quelques pretextes plaufibles, ont inventé & attribué au Roy *un Pouvoir Difpenfatif*, en vertu duquel ils pretendent qu'il a droit *de fufpendre les Loix & d'en difpenfer*, quoi que faites par l'autorité d'un Roy & d'un Parlement pour la fureté & le booheur des fujets. Par ce moyen ils ont rendu ces Loix fans effet & fans force, quoi qu'il o'y ait rien de plus certain, que comme ces Loix ne peuvent être faites que du confentement mutuel du Roi & du Parlement, parce que les Loix faites de la forte, & fur tout celles qui eftabliffent le repos public, le bien de la Nation, & la vie & la liberté de chaque Sujet, en particulier ne peuvent être revoquées ni fufpenduës que par la même autorité d'un Roy & d'un Parlement joints enfemble.

Encore qu'un Roy puiffe faire grace à un particulier du châtiment qu'il a merité, & à quoi il a été condamné, & même dans le cas *de Haute Trahifon ou d'un autre crime*; on ne peut pourtant avec aucune apparence de raifon, conclure de là, que le Roy a le pouvoir de fofpendre abfolument l'execution des Loix faites contre la *Haute Trahifon* & les *autres crimes*; Si ce n'eft

ANS de J.C. 1688.

n'est qu'on vueille soutenir qu'il est revêtu d'un pouvoit *Despotique & Arbitraire*, & que la vie, les libertez, l'honneur & les biens de ses sujets dependent entierement de sa bonne volonté & de son bon plaisir, & qu'ils lui sont tout à fait assujetis, ce qui s'ensuit necessairement si le Roi a le pouvoir de suspendre *l'execution des Loix*, ou *d'en dispenser*.

Ces dangereux Conseillers pour donner quelque couleur à cette estrange & execrable maxime, ont sçû tellement conduire cette affaire qu'ils ont enfin porté des Juges à declarer que ce *Pouvoir Dispensatif est un Droit de la Couronne*; comme s'il étoit au pouvoir de douze Juges de sacrifier au Roy les Loix, les Droits & les Libertez de toute une Nation, pour en disposer à sa fantaisie, selon son bon plaisir, & cela directement contre les Loix faites pour la sureté des Sujets. Pour obtenir cette Declaration, ces pernicieux Conseillers avoient pressenti auparavant les opinions des Juges, faisant en sorte que ceux d'entre eux qui ne pouvoient en bonne conscience, concourir à une si injuste declaration, ont été déposez & d'autres establis en leurs places. Par ces sortes de changemens faits dans les Cours de Justice, ils ont enfin obtenu cette Declaration: Mais ils ont introduit pour cela à des charges de si grande importance ceux qui font profession publique de la Religion Papiste, quoi qu'ils soient absolument exclus de toutes ces sortes de charges par les Loix.

Il est aussi constant & manifeste que lors que *Sa Majesté* vint à la Couronne qu'elle fut reçûe & reconnuë de tous les Sujets *d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande*, pour leur Roy, sans faire la moindre opposition, quoi qu'il fit en ce temps la profession publique de la Religion Papiste. De son costé il promit & jura solemnellement à son Couronnement; qu'il maintiendroit ses Sujets en la pleine joüissance de leurs Loix & de leurs Libertez; & particulierement qu'il conserveroit *l'Eglise Anglicane telle qu'elle est establie par les Loix*. Il est certain qu'en divers & differents temps, plusieurs Loix ont été faites, pour la conservation des Droits & des Libertez de la Religion Protestante: Et entre autre sureté il fut arrêté là, que generalement tous ceux qui seroient élevez à quelque dignité Ecclesiastique, ou qui seroient faits Membres d'une Université; même ceux qui seroient establis en quelque charge Civile ou Militaire, seroient chacun obligez de declarer qu'il n'est point Papiste, mais qu'il est de la Religion Protestante, confirmant cet aveu par les Sermens *d'Allegeance, de Supremacie & du Test*. Malgré ces precautions, ces pernicieux Conseillers ont effectivement aboli & annullé toutes les Loix qui ont relation aux Charges Ecclesiastiques & Civiles.

Pour ce qui concerne les dignitez & les charges Ecclesiastiques, ils ont non seulement sans la moindre apparence de droit, mais encore contre les Loix les plus expresses, erigé un Tribunal composé d'un certain nombre de personnes, à qui ils ont confié la connoissance & la direction des affaires Ecclesiastiques, & ils ont compris dans ce nombre un des Ministres d'Etat de sa Majesté, qui faisoit dés lors profession de la Religion Papiste, & qui avoit declaré en la professant, qu'il la tenoit depuis long-temps pour la seule veritable Religion.

Par tout cela on peut voir le deplorable état où la Religion Protestante est reduite, puisque les affaires de l'Eglise Anglicane sont à present entre les mains des personnes, qui ont accepté une commission qui est directement contre la Loy, puis qu'un de leurs principaux Membres a abjuré la Religion Protestante, & a declaré qu'il étoit Papiste, & par consequent qu'il est devenû incapable d'exercer aucune charge publique. Ces Commissaires ont jusqu'ici donné de telles preuves de leur soumission aux instructions qui leur sont données, qu'il n'y a pas lieu de douter qu'ils ne continuent à avancer tous les desseins qui conviendront le mieux à leur parti.

Ces pernicieux Conseillers ont soin que l'on n'éléve à la dignité Ecclesiastique, que des personnes peu zelées pour la Religion Protestante, & qui cachent cette indifference sous le pretexte specieux de *moderation*. Les mêmes Commissaires ont suspendu l'Evêque de Londres, simplement parce qu'il refusoit d'obéir à un ordre de suspendre un digne Ministre sans l'avoir cité devant lui pour défendre sa cause, voulant qu'il fut condamné sans aucune formalité de justice. ANS de J.C. 1688.

Ils ont deposé un President du College de la Madelaine, qui avoit été eleu par les Membres de ce College, & ont ensuite déposé tous les Membres sans les attirer dans aucune Cour, qui eut pû prendre une juste connoissance du fait, & même sans avoir obtenu aucune sentence de Juge competant contre eux. Toute la raison qu'on donna de leur demission, fut, qu'ils avoient refusé d'élire pour President, une personne qui leur étoit recommandée par les pratiques de ces pernicieux Conseillers, sans considerer que ces Membres sont en droit, sans contredit, d'élire en toute liberté. Ils les ont cependant dépouillez de leurs possessions contre l'ordre des Loix & contre les prevoyances expresses de Magna Charta, qui porte que *personne ne perdra sa vie ni ses biens qu'en vertu des Loix du Païs*. Voila comme ces dangereux Conseillers ont mis à present entierement ce College entre les mains des Papistes quoy que declarés incapables de remplir aucune de ces places, tant par les loix du Païs, que par les statuts du College, comme on l'a déja dit.

Ces Commissaires ont aussi cité devant eux tous les Chanceliers & les Archidiacres d'Angleterre, & ont exigé d'eux les noms des Ecclesiastiques qui ont publié la Declaration du Roi touchant la Liberté de conscience. Ils leur ont aussi demandé les noms de ceux qui n'ont pas lû cette Declaration, sans considerer que cette lecture n'étoit pas ordonnée au Clergé par leurs Evêques qui est leur forme ordinaire.

L'invalidité de ce Tribunal & l'incompetence de ces Commissaires Ecclesiastiques sont evidentes, & il paroit si clairement qu'ils ne tendent qu'à la ruine de la *Religion Protestante*, que l'honorable Pere en Dieu *Guillaume* Archevêque de Cantorbery, Primat & Metropolitain de toute l'Angleterre, considerant que cette assemblée n'avoit été faite qu'à dessein d'opprimer les personnes qui excelloient en vertu, en Doctrine & en piéte, refusa d'y prendre seance & d'agir de concert avec eux.

Quoy qu'il y ait plusieurs loix tres expresses faites contre toutes sortes d'Eglises & de Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste, aussi bien que contre toutes sortes de Cloistres & de Convents, & de tres particulieres contre l'ordre *des Jesuites*. Ces mechants Conseillers ont neanmoins fait obtenir le pouvoir de bâtir diverses Eglises & Chapelles pour l'exercice de la Religion Papiste. Ils ont aussi fait en sorte que l'on a edifié plusieurs Cloistres & Monasteres, qui sont tous erigés au mépris des Loix. Ils ne se sont pas contentés d'avoir fait en divers endroits plusieurs Colleges de Jesuites pour corrompre la jeunesse. Ils ont même élevé une personne de cette Societé à la dignité de Conseiller du Conseil privé & de Ministre d'Etat. Ce qui fait voir bien clairement, qu'ils ne sont retenus par aucune sorte de regles ni de loix & qu'ils n'ont pour but que d'assujettir l'honneur & les biens des Sujets, & la Religion établie, à un pouvoir Despotique, & à un gouvernement arbitraire. En quoy ils sont bien servis & secourus par les Commissaires Ecclesiastiques.

Ils ont aussi employé la même methode à l'égard des affaires civiles, car ils ont tant fait qu'on a ordonné de faire pressentir *tous les Lords-Lieutenans, les Deputez-Lieutenans, les Cherifs, les Juges de Paix*, & generalement tous ceux qui exercent quelque charge publique, pour sçavoir, s'ils voudroient concourir avec le Roi à l'abolition du *Test & des Loix Penales*. Tous ceux

ANS de J. C. 1688.

ceux dont la conſcience repugnoit de s'accommoder à ce deſſein ont été depoſés, & on en a mis d'autres en leur place que l'on a crû de meilleure volonté & plus penchants à leur but, qui tend à l'abolition des Loix qui ſont faites avec tant de prevoyance & de prudenca pour la ſureté de la Religion Proteſtante. Ils ont même introduit des Papiſtes de profeſſion dans pluſieurs de ces charges, encore que les Loix les en ayent declarez incapables, & diſpenſé les Sujets de deferer à leura Ordonnances.

Ils ont de plua ſaiſi les Privileges & Chartres de la plûpart des Villes qui ont droit d'élire des Membres pour le Patlement, & ont tant fait que ces Titres leur ont été apportés par les Magiſtrats, qui en les livrant, ont abandonné tous leurs Droits & leurs Privileges à la diſcretion & au bon plaiſir de ces pernicieux Conſeillers, qui ont fait de nouveaux Magiſtrats dana ces Villea, en qui ils puſſent prendre une entiere confiance; établiſſant des Magiſtrats Papiſtes en pluſieurs endroits, quoi que les Loix les en declatent incapables.

Encore qu'aucune Nation ne puiſſe ſubſiſter ſans l'exercice d'une bonne juſtice & deſintereſſée, puiſque la Vie, la Liberté, l'Honneur, & les Biens des hommes en dependent: Ces pernicieux Conſeillers neanmoins ont tout aſſujetti à un Pouvoir Arbitraire & Deſpotique. Dans les affaires de la plus grande importance, ils ont commencé par découvrir les ſentimens des Juges, & par depoſer ceux qui ne s'accordoient pas à leurs intentions, en mettant d'autres en leur place, dont ils étoient plus aſſeuréa, ſans avoir aucun égard à leur capacité, ils n'ont pas même craint d'introduire des Papiſtes manifeſtes dans les tribunaux, quoi qu'ils en fuſſent exclos par les Loix, & que perſonne n'eſt obligé de deferer à une ſentence rendoë par de tels Juges. Ils ont porté cela ſi loin, qu'ils ont démis les Juges qui faiſoient voir dans l'adminiſtration de la Juſtice, qu'ils étoient dirigez par leur conſcience & non par les inſtructions d'autruy. En quoy il paroit qu'ils font tous leurs efforts pour ſe rendre entierement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujeta de quelque état ou condition qu'il puiſſe être: Et cela, ſans avoir aucun égard à l'équité des cauſes ni à la conſcience des Juges, voulant qu'ils ſoient aſſujetia en toutes choſes à leur volonté & à leur bon plaiſir. Ils pretendent par là intimider le reſte des Juges qui ſont en charge, & ceux qu'ils trouveront à propoa de mettre à la place de ceux qu'ila depoſent, & leur faire voir ce qu'ils ont à attendre, lorſqu'ils feront la moindre choſe contre leur bon plaiſir, & que les fautes de cette nature ne ſont jamais pardonnées, à qui que ce ſoit.

Il y a eu beaucoup de Sang repandu en divers endroits de ce Royaume, par des Juges gouvernez par ces pernicieux Conſeillers, & cela contre toutes les regles & les formalitez dea Loix, & ſana vouloir permettre aux accuſez de ſe défendre.

Ils ont auſſi reduit toutes les cauſes de la Juſtice Civile dans un Etat fort chancelant, remettant l'adminiſtration de la Juſtice entre les mains des Papiſtes, car quelque juſte que puiſſe eſtre leur ſentence, de ce fait, que les Loix du païs excluent les Papiſtes de tous les Tribunaux, & qu'ils les en ont declaré incapables; perſonne n'eſt tenu d'acquieſcer à leur deciſion. Toutes lea Sentences qu'ils rendent ſont d'elles mêmes nulles & ſans force, de ſorte que toutes les perſonnes tirées en cauſe devant ces Juges Papiſtes, ne doivent regardes leur pretenduë Sentence, que comma un jugement rendu par un ſimple particulier ſans caractere ni autorité. Les Sujets ſont donc fort à plaindre, qui ſont obligez de répondre devant de tels Juges, qui en toute affaire ne ſuivent point d'autre regle que celle qui leur eſt preſcrite par ces pernicieux Conſeillers. Comme ils leur ont fait avoir ces charges & qu'ils les en peuvent ôter quand l'envie leur en prend, ila ne peuvent jamais être tenus pour Juges legitimes. Toutes leurs Sentences par la diſpoſition du Droit, ne ſont d'aucune force ni efficace.

Ils en ont uſé de même à l'égard de toutes les charges Militaires. Car les Loix ne ſe contentent paa d'exclure les Papiſtes de ces ſortes de Charges, elles ſtipulent particulierement, qu'ils ſeront deſarmez. Cependant au mépris des Loix, ils ne ſont pas ſeulement armez, mais on les a encore élevez aux plus grands employs de la guerre, tant de Terre que de Mer: les Eſtrangers auſſi-bien que les Naturels du Païa, & les Yrlandois comme les Anglois. Par ces voyes ils ſe ſont rendus maîtres des affaires de l'Egliſe, du Gouvernement de la Nation, & de l'adminiſtration de la juſtice; ils les ont aſſujettis à un Pouvoir Deſpotique & Arbitraire, afin d'être en état de ſe maintenir & d'executes leurs damnables deſſeins avec le ſecours de l'armée, & de mettre enfin la Nation à l'eſclavage.

Les funeſtes effets du bouleverſement de la Religion, des Loix & des Libertez établies en Angleterre paroîtront encore plus clairement ſi nous conſiderona ce qui s'eſt fait en Irlande. Car là, tout le gouvernement eſt entre les mains des Papiſtes, & les Sujets de la Religion y vivent dans une crainte continuelle de ce que l'on doit attendre de la Juſtice du *Pouvoir Arbitraire* qui y eſt introduit. C'eſt ce qui oblige une grande partie à abandonner leurs Biens, & à ſortir de ce Royaume, ſe ſouvenant du cruel maſſacre qui ſe fit en cette Iſle, en 1641.

Ces mauvais Conſeillers ont auſſi porté le Roy à declarer en Ecoſſe qu'il eſt revêtu *du Pouvoir Abſolu*, & que les Sujets ſont tenus de lui obeir ſans reſerve en toute choſe. Sur cela il s'eſt effectivement attribué *un Pouvoir Arbitraire*, ſur la Religion auſſi bien que ſur les Loix de ce Royaume-là, d'où l'on peut conjecturer ce que l'on doit attendre en Angleterre du moment qu'ils auront fait tous leurs preparatifs.

Cette longue & inſupportable oppreſſion, & le mépris manifeſte des Loix, joint aux funeſtes ſuites qu'elle aura infailliblement, ont donné une forte & juſte apprehenſion à tous les ſujets, & leur ont fait penſer, pour les éviter, à de legitimes moyens, tels qu'ila ſont permis à toutes Nations. Mais tout cela a été ſans effet, & ces pernicieux Conſeillers, ont tâché de faire craindre à tout le monde de perdre la Vie, les Libertez, lea Honneurs & les Biens, ſi on pretendoit s'oppoſer à ces oppreſſions par des Requeſtes, des Remontrances ou autres moyens permis par les Loix. C'eſt de la ſorte qu'ils ont traité l'Archevêque de *Cantorberi*, & d'autres Evêques, pour avoir preſenté au Roi une Requeſte fort ſoumiſe & tres-reſpectueuſe. Car cet Archevêque & les Evêques n'excedoient pas la nombre permis par les Loix, & ils expoſoient en peu de mots les raiſons qui les empêchoient d'obeir à l'ordre qui leur avoit été envoyé, & qui avoit été ſuggeré par ces pernicieux Conſeillers. Par cet ordre il laur étoit commandé d'ordonner à leurs Paſteurs, de lire dans leurs Egliſes la Declaration pour *la Liberté de Conſcience*, ils ont cependant été mis en priſon, & enſuite tirez en Juſtice, comme s'ils étoient coupables d'un crime énorme. Ils n'ont paa ſeulement été obligez de repondre à cette procedure, mais encore de comparoître devant des Papiſtes de profeſſion, qui n'avoient point fait le Serment du *Teſt*, & qui par conſequent avoient intereſt à les condamner, & pour les Juges qui avoient opiné en faveur des Evêques, ils furent depoſez.

De quelque façon que l'on colore la choſe, & quelque étendu que ſoit le pouvoir d'un Roy, & qui exerce le plus abſolument le Pouvoir Deſpotique & Arbitraire, il n'a jamais imputé à crime à ſes Sujets d'être venus avec toute ſorte de ſoûmiſſion & de reſpect, & en petit nombre, lui remontrer qu'il leur eſt impoſſible d'obeir à ſes commandements.

Ces

ANS de J. C. 1688.

Ces mêmes Conseillers ont aussi traité en criminel un Pair du Royaume, pour avoir seulement dit, que les sujets ne sont pas obligez d'obeïr aux ordres d'un Juge de Paix Papiste, quoi qu'ils sachent bien que les Papistes étant exclus par les Loix de toutes sortes de charges, personne n'est obligé de deferer à leurs jugemens. Puisque ce sont ces Loix qui assurent au Peuple la Vie, le Liberté, l'Honneur & les Biens, en les empêchant d'etre soûmis à la jurisdiction Arbitraire des Papistes, qui sont entrez contre les Loix dans les charges Militaires & de judicature.

Sur cela Nous & la Princesse nôtre chere & bien aimée Epouse, avons tâché avec bien du respect de faire voir au Roy, la juste & profonde douleur que ces procedures nous causent, & même pour satisfaire au desir que sa Majesté a fait connoître, nous avons declaré tant de bouche, que par écrit à son Envoyé, quelle étoit nôtre pensée, à l'égard de l'abolition du *Test* & des *Loix Penales*; & cela d'une maniere qu'il y avoit lieu d'esperer que par le temperament que nous avions proposé, la paix de ces Royaumes, & une heureuse union entre les Sujets de toutes sortes d'opinions pourroit être affermie. Mais ces pernicieux Conseillers ont donné une interpretation si contraire à nôtre bonne intention, qu'ils se sont efforcez d'éloigner le Roi de plus en plus de nous, comme si nous avions en vûë de troubler le tranquilité & le bonheur du Royaume.

L'unique remede & le plus efficace à tous ces maux, seroit *la convocation d'un Parlement*, pour défendre la Nation des méchantes pratiques de ces pernicieux Conseillers; mais la convocation d'un tel Parlement ne se doit point attendre, car ils auroient un juste sujet de craindre qu'on ne leur fit rendre compte des infractions manifestes des Loix, des conspirations & des conjurations contre la Religion Protestante, & contre le Vie & les Libertez des Sujets. C'est pourquoi ils ont tâché sous le specieux pretexte *de Liberté de Conscience*, de semer premierement la division parmi ceux de la Religion, c'est-à-dire, entre l'Eglise Anglicane & tous les divers Protestans, dont le veritable & commun interest est de se preserver de la tyrannie des Papistes, afin que s'ils se trouvoient par cet artifice engagez dans des disputes reciproques; ils pussent cependant prendre leur temps pour executer leurs projets, tant pour ce qui regarde l'election des Membres du Parlement, que pour agir ensuite dans le Parlement même. Car ils voyent bien que si tous les Protestans viennent à être en bonne intelligence les uns avec les autres, & qu'ils agissent de concert à maintenir leur Religion, qu'il ne sera pas possible à ces pernicieux Conseillers, d'executer leurs mauvais desseins.

Ils ont aussi requis dans toutes les Provinces d'Angleterre, & de tous ceux qui sont en quelque charge ou consideration, de declarer par avance qu'ils consentiront à *l'abolition du Test & des Loix Penales*, & qu'ils ne donneront leurs suffrages dans l'élection des Membres du Parlement. qu'à ceux qui seront dans ces mêmes sentimens. Ceux qui ne voulurent point se declarer par avance, furent demis de leurs charges, & on en mit d'autres en leur place, dont une partie étoit Papiste, qui promirent tout ce que l'on voulût, contre les Chartres & les Privileges des Bourgs & des Villes, qui ont droit d'élire des Membres pour le Parlement. Ils ont obtenu pour cela tous les reglemens qu'ils ont jugé être propres & necessaires, pour s'assurer des Membres qui doivent être élus par ces *Corporations* ou *Societez*. Par ce moyen ils ont crû pourvoir éviter le châtiment qu'ils meritent, quoi qu'il soit évident que tous actes faits par des Magistrats Papistes, ne sont de nulle valeur. Si un Parlement n'est donc pas legitime, dont les Elections & les certificats d'Election sont faits par des Cherifs & des Maires de Ville Papistes, il n'est pas possible d'avoir un Parlement legitime, tant que l'autorité & le gouvernement seront en de telles mains. Suivant donc les constitutions du Gouvernement d'Angleterre & toutes les vieilles Coûtumes, toute election du Parlement se doit faire dans une pleine liberté, sans aucune contrainte & sans qu'il soit permis de requerir ceux qui ont droit d'élire, pour les porter à dire ceux qu'on leur recommande, ceux mêmes qui sont librement Elus, doivent opiner en toute liberté sur toutes les matieres qui leur sont proposées; ayant toûjours devant les yeux le bien commun de la Nation, & suivant en toutes affaires les mouvemens de leur Conscience.

Dans l'état present des choses le Peuple d'Angleterre ne doit pas s'attendre au remede d'un Parlement libre, ni legitimement convoqué ni élû, mais il peut voir convoquer un Parlement, où les fraudes & les violences feront les Elections, & qui ne sera composé que de personnes dont ces pernicieux Conseillers seront asseurez, & où toutes choses seront traitées suivant leurs ordres & leurs interêts, sans avoir aucun égard au bien & au bonheur de la Nation. Cela se confirme, parce que ces mêmes personnes ont tâché de gagnes les Membres du dernier Parlement, pour les faire consentir à la revocation du *Test & des Loix Penales*, & ont tant fait que le Parlement fut cassé, voyant que par promesses ni par menaces, ils ne pouvoient porter les Membres à executer leurs mauvais desseins.

Mais pour couronner leur conduite, il y a de grandes & fortes presomptions qui nous portent à croire que ces mauvais Conseillers, pour avancer leurs pernicieux desseins, & pour avoir le temps de les executer, tant pour encourager leurs complices, que pour decourager tous les bons Sujets, ont publié que la Reine étoit accouchée d'un Fils. Et comme durant cette pretenduë grossesse de la Reyne, aussi-bien que dans les circonstances de cette naissance, & dans les manieres dont cela a été conduit, il paroit tant de justes & de visibles fondemens de soupçon, que non seulement nous, mais tous les bons Sujets de ces Royaumes, soupçonnons que le pretendu *Prince de Galles* n'a pas été mis au monde par la Reyne. Et il y en avoit beaucoup qui doutoient hautement de la grossesse de la Reine aussi-bien que de la naissance de l'Enfant; & cependant l'on n'a fait aucune chose pour les contenter & pour mettre fin à leurs doutes.

Or comme la Princesse nôtre chere & bien-aimée Epouse & nous pareillement, avons un tres-grand interêt en cette affaire, & le droit, à ce que chacun sait, à la Succession de la Couronne, & de plus que les Anglois en l'année 1672. lorsque les Etats Generaux des *Provinces-Unies* furent attaquez par une tres-injuste guerre, firent tous leurs efforts pour la finir, s'opposant à ceux qui avoient alors le credit à leur Cour, se mettant au hazard de perdre la faveur du Prince & leurs charges, & qu'outre cela la Nation Angloise à toujours témoigné une singuliere affection tant pour la Princesse, nôtre bien-aimée Epouse, que pour Nous même, Nous n'avons donc pû nous empêcher dans une affaire si importante de prendre leurs interêts, & de contribuer de tout nôtre pouvoir, à maintenir tant la Religion Protestante, que les Loix & les Libertez de ces Royaumes, & pour assurer à leurs Sujets la jouissance de leurs legitimes Droits. Pour executer cela, Nous avons été fort instamment priez par un grand nombre de Seigneurs tant Ecclesiastiques que seculiers, & par beaucoup de Nobles & autres Sujets de toutes conditions.

Sur cela nous avons trouvé bon de passer en Angleterre, & de prendre avec la benediction de Dieu des forces suffisantes, pour nous defendre de la violence de ces pernicieux Conseillers; & desirant que nôtre intention soit bien entenduë, nous avons à cette fin, fait dresser cette *Declaration*, où de la même maniere que nous avons rendu un compte veritable des raisons qui nous portent à cette entreprise, nous avons jugé à propos de faire connoître, que cette expedition n'est à aucune fin, que pour avoir le plutôt que faire se pourra un libre & legitime Parlement assemblé. Que toutes les

les nouvelles Chartres par lesquelles les Elections des Membres du Parlement sont introduites contre l'ancienne Coûtume, soient tenuës pour nulles & d'aucune valeur. Que tous les Magistrats deposez injustement & contre les Loix rentreront dans leurs charges. Que tous les Bourgs d'Angleterre se mettront en possession de leurs anciennes Prescriptions & Chartres. Que l'ancienne Chartre de la grande & tres-celebre Ville de Londres demeurera dans toute sa force. Que les Lettres Circulaires pour l'Election des Membres du Parlement seront adressées aux Officiers, à qui il apartient de les recevoir selon les Loix & Coûtumes. Qu'il ne sera permis à personne d'élire ou d'être élû pour un Membre du Parlement, qu'il n'ait les qualitez requises par les Loix. Que les Membres du Parlement étant ainsi legitimement élûs, s'assembleront & prendront leur seance en toute liberté. Que les deux Chambres pourront ensemble travailler à la preparation des Loix qu'ils jugeront utiles & necessaires. Qu'aprés une pleine & libre agitation, tant pour l'établissement que pour l'execution, touchant le *Test* & telles autres Loix, qui sont necessaires pour le maintien & la sureté de la Religion Protestante, ils pourront faire toutes les Loix capables de faire une bonne union, tant entre l'Eglise Anglicane & les divers Protestans, que pour la defence & le repos de tous ceux, qui veulent vivre paisiblement en bons Sujets sous le Gouvernement, sans souffrir la moindre persecution au sujet de leur creance, les Papistes même n'en étant pas exceptez. Que les deux Chambres pourront aussi pourvoir à toutes les autres affaires qu'elles jugeront à propos pour la Paix, l'Honneur & le salut de la Nation, afin qu'elle ne puisse plus être jamais en danger à l'avenir de retomber sous un *Gouvernement Arbitraire*.

Nous voulons aussi raporter à ce Parlement la recherche de la naissance du pretendu *Prince de Galles*, & tout ce qui a relation à cela, & au droit de la Succession. Pour ce qui est de nous en particulier, Nous voulons en toutes choses aider à avancer la Paix & le Bien Commun de la Nation, par les moyens qu'un libre & legitime Parlement aura determiné, puisque toute nôtre entreprise ne tend qu'à la conservation de la Religion Protestante: à mettre toutes sortes de personnes à couvert de la persecution au sujet de leur Conscience, & à affermir toute la Nation dans la libre jouissance de tous ses Droits & Libertez sous un juste & legitime Gouvernement.

Voilà la fin que nous nous sommes proposée, en prenant les armes en cette occasion: pour y parvenir nous tiendrons les forces qui sont sous nôtre commandement, dans la Discipline Militaire la plus severe. Nous aurons un soin particulier que les Peuples des Provinces par où il nous faudra marcher, ne souffrent aucune incommodité de leur part; & aussi-tôt que que l'état de la Nation le permettra, Nous promettons de renvoyer toutes ces troupes Etrangeres que nous avons amenées avec nous. Nous esperons donc que tout le monde jugera favorablement de nous, & que l'on aprouvera nôtre procedé; mais pour le succés de cette entreprise, nous nous en reposons sur la benediction de Dieu, en qui nous mettons nôtre entiere & unique confiance.

Enfin nous invitons & requerons, toutes personnes quelle qu'elle puisse être, les Pairs du Roiaume, tant Ecclesiastiques que seculiers, tous Lords-Lieutenants, Deputez-Lieutenants, tous Nobles, Bourgeois, & personnes des Communes, de toutes conditions, de nous venir aider dans l'execution de nos desseins, contre tous ceux qui voudront s'y opposer, afin que nous puissions par ce moyen prévenir tous les malheurs qui arriveront infailliblement, si la Nation demeure sous le pouvoir arbitraire & dans l'Esclavage; mais afin que toute la violence & tous les desordres qui ont bouleversé toute la constitution du Gouvernement d'Angleterre, puissent être restablies dans un Parlement libre & legitime; nous sommes d'avis qu'aussi-tost que l'Angleterre sera mise en repos, que l'on ait à convoquer un Parlement en *Ecosse*, pour l'établissement des anciennes constitution de ce Royaume là, & pour les affaires de la Religion, en telle sorte que le peuple y puisse vivre heureux & en repos, aprés avoir mis fin à toutes les injustes violences que l'on y exerce depuis une longue suite d'années. Nous tacherons aussi de mettre le Royaume d'Irlande en tel état que la Loy touchant la possession des biens nommés *Settlemens*, y sera religieusement observée; & que les interêts des Protestans & de tous les Sujets de la grande Bretagne soient mis en sureté. Nous tâcherons enfin par tous les moyens possibles de pourvoir à de tels reglemens dans les trois Royaumes que tous les Sujets puissent vivre ensemble en une heureuse union & bonne correspondance; & que la Religion Protestante, la paix, l'honneur & la felicité de ces Nations, soient solidement établis sur des fondemens éternels. Donné sous nôtre Sein & sous le Seau de nos armes, à la Cour à la Haye le 10. Octobre 1688. Signé,

GUILLAUME HENRI PRINCE D'ORANGE,

Plus bas,

Par exprés commandement de son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

Addition de son Altesse à la precedente Declaration.

APrés avoir fait dresser & imprimer nôtre Declaration, nous avons entendu que les Usurpateurs de la Religion & les Infracteurs des Loix de ces Royaumes, sur ce qu'ils ont oüi dire de nos preparatifs, pour secourir le Peuple contre eux, ont commencé de retracter une partie de leur Pouvoir Arbitraire & Despotique qu'ils s'étoient attribué, & qu'ils ont revoqué quelques-uns de leurs injustes arrêts & declarations. Que le sentiment de leur crime & le peu d'assurance qu'ils prennent en leurs forces, les ont porté à presenter à la ville de Londres une apparence de soulagement, par la suspension de leurs oppressions violentes, esperant par là mettre le peuple en repos, & le detourner de la demande d'un restablissement asseuré de leur Religion & de leurs Loix, par le secours de nos armes. Qu'ils ont aussi fait courir le bruit: que nous nous proposons d'envahir cet Etat, & de reduire la Nation à la Servitude, sur quoi nous avons jugé à propos d'ajouter ce peu de mots à nôtre precedente Declaration.

Nous sommes persuadez que personne ne peut avoir des pensées assez desavantageuses de nous pour s'imaginer que nous ayons aucune autre veuë dans cette entreprise, que d'affermir la Religion, les Libertez & les Proprietez des Sujets, sur des fondemens si solides & si inébranlables, que la Nation ne puisse jamais plus à l'avenir être en danger de retomber dans les mêmes malheurs où elle est. Et comme les forces que nous avons amenées avec nous sont entierement disproportionnées aux noirs desseins qu'on nous impute de vouloir conquerir la Nation, si nous estions capables d'une telle pensée, il suffiroit de répondre, pour nous purger de cette calomnie, que le grand nombre de personnes de la principale Noblesse, qui sont tous de qualité & de condition eminente ne le souffriroient pas; car leur integrité & leur zele pour la Religion & pour le Gouvernement d'Angleterre sont fort connus, aussi-bien que la fidelité inébranlable de leur part, pour la Couronne, & dont une partie nous accompagne dans cette expedition, & l'autre nous a fort sollicité de l'entreprendre. Car il n'est pas vraysemblable que ceux qui nous ont sollicitez, ni que ceux qui sont venus pour nous aider, voulussent entrer dans une si criminelle entreprise, & remporter pour fruit de leur conqueste, la perte de leurs propres & legitimes titres, qui concernent leur Honneurs, leurs Biens & leurs Interêts.

Nous sommes aussi fort asseurez que tout le monde voit le peu de fondement que l'on doit faire sur les promesses & les engagemens que l'on donne à present, si on considere qu'avant cela, on a eu fort peu d'égard

aux

ANS de J. C. 1688.

eux promesses les plus solemnelles. Aussi le pretendu redressement que l'on offre aujourd'huy prouve manifestement toutes les infractions du Gouvernement que nous avons touchées, & découvre les défauts qui s'y rencontrent. Car ils n'accordent rien qu'ils ne puissent revoquer quand il leur plaira, puis qu'ils se reservent leurs pretextes & leurs pretensions, pour les faire revivre en leur entier par le moyen du Pouvoir arbitraire & Despotique, sans en faire jusqu'alors le moindre semblant. Ce qui a été la source de toutes leurs oppressions, & du renversement entier du Gouvernement. Il est aussi tres certain qu'aucun expedient, ni satisfaction ne peut être offert que dans un Parlement, par une Declaration authentique, touchant les Droits des Sujets qui ont été violez, & non par de pretendus Actes de Grace, à quoi ils se reduisent dans l'extreme necessité de leurs affaires. Nous avons donc crû qu'il étoit necessaire de declarer, que nous voulons nous raporter de toutes choses à une Assemblée libre de la Nation, dans un Parlement legitime. Donné sous nôtre Sein, & sous le Seau de nos Armes, à la Cour, à la Haye le 24. d'Octobre 1688. Signé,

GUILLAUME HENRY PRINCE D'ORANGE.

Et plus bas,

Par l'exprès commandement de son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

Declaration de son Altesse Guillaume Henri, par la grace de Dieu Prince d'Orange, &c. contenant les raisons qui l'ont porté à prendre les Armes pour la défence de la Religion Protestante, & pour le restablissement des Loix & des Libertés de l'ancien Royaume d'Ecosse.

C'Est une chose certaine & manifeste, dont tous les hommes conviennent, que la paix publique & le bonheur d'un Etat, ou Royaume, ne peut être conservé quand les Loix, les Libertez & les Coutumes, qui y sont établies par une puissance legitime, sont ouvertement violées & aneanties: Sur tout quand on prend à tâche de changer la Religion, & d'en introduire une autre qui est condamnée par les Loix. Cela estant, ceux qui sont immediatement les plus interessez en cette affaire, sont indispensablement obligez de prendre garde que les Loix, les Libertez & les Coutumes, & sur tout la Religion & le culte de Dieu qui est établi, soient maintenus & conservez. Il doivent aussi prendre un soin effectif que les sujets de ces Païs ou Royaumes, ne soient pas dépoüillez de leur Religion & de leurs Droits Civils. Cette précaution est d'autant plus necessaire, que la grandeur & la seureté des Roys, des Familles Royales & de tous ceux qui sont en autorité; aussi-bien que le bonheur de leurs Peuples & de leurs sujets, depend d'une maniere toute particuliere, de l'exacte observation & du maintien de leurs Loix, de leurs Libertez & de leurs Coûtumes.

Suivant donc ce Principe, nous n'avons pû differer plus long-temps à declarer que nous voyons à nôtre grand regret, que les Conseillers, qui ont à present le principal credit auprés du Roy, se sont rendus maîtres de la Religion, des Loix & des Libertez de ces Royaumes, & ont assujetti tout ce qui regarde la Conscience, les Libertez & les Proprietez, à un Gouvernement Arbitraire; & cela non seulement par des voyes cachées & indirectes, mais par des façons de faire publiques & à visage découvert.

Les deplorables suites du pouvoir Arbitraire, & des pernicieux conseils sont si connus dans l'état deplorable du Royaume d'Ecosse, que nôtre raison & nôtre conscience nous engagent à en avoir horreur. Quand nous considerons donc la misere où cette Nation est reduite, qui cependant a toûjours été si affectionnée à la Famille Royale, & qui a été gouvernée depuis plusieurs siecles par les Loix faites par l'autorité de leurs Rois & les Etats de leur Parlement, & leurs coutumes ordinaires; est reduite aujourd'huy, par les pratiques que l'on a employées pour changer la constitution legitime de la Monarchie, en un pouvoir Despotique & arbitraire, on voit clairement que cela s'est fait par la conduite de ces Conseillers qui exercent l'autorité, par des Declarations préméditées & formelles qu'ils publient, portant que le Roy est un Monarque absolu qui doit etre obéï en toute chose *& sans reserve*. Afin d'introduire par ce moyen telle Religion qu'il leur plaira, sans se mettre en peine de reconnoître la necessité du consentement de la Nation representée par les Etats assemblés en Parlement. Ne pouvant donc nous empêcher d'être sensiblement touchez de ces miseres nous avons pensé à un remede convenable pour satisfaire à l'attente des gens de bien, & à tous vrais Protestans. C'est la grande affaire que nous nous proposons dans cette expedition, dont l'equité paroitra à tout le monde, quand ce qui a été fait par ces mauvais Conseillers sera examiné de prés & sans prevention.

C'est donc une chose connuë que les Loix, les Privileges & les Droits du Royaume ont été enfreints au grand prejudice du Roy & du Peuple, puisque par là on a sapé les fondemens de l'union & de la confiance. Les procedures Arbitraires d'un Conseil privé injuste, & entreprenant contre les Loix, ne sont pas moins connuës. Car quoi qu'il soit expressément défendu par les Loix faites par l'autorité du Roy & du Parlement que la Religion Papiste ne sera point exercée dans le Royaume. Que les Prestres missionnaires n'y seront point tolerez, & que les Enfans de pas un Seigneur ou Gentilhomme ne sera envoyé hors du Royaume pour etre élevé dans des Colleges Papistes, Neanmoins ces Conseillers ont ordonné ou permis que quelques jeunes Seigneurs ayent été enlevés à leurs parents, & envoyez hors du Païs pour étre instruits dans des Colleges de Jesuites. Ils ont aussi tant fait qu'il y a des Ecoles établies, gouvernées par des Prestres Papistes, & même dans la Ville capitale du Royaume.

De plus par un mépris manifeste des Loix receuës dans le Royaume, les Papistes sont introduits aux plus grandes charges tant Civiles que Militaires, & toutes les Forteresses & les Magasins leur sont confiez. Les Droits & les Privileges des Villes Royales, qui font le tiers Etat du Parlement, & qui ont autant de Deputez que les Provinces du Royaume, sont retranchés. Il est même traversé dans la libre élection de ses Magistrats & de ses Conseils de Ville, & cela manifestement contre leurs Chartes fondées sur les Loix, & sur une possession d'un temps immemorial. Tout cela s'est fait par un pur Pouvoir Arbitraire, sans donner la moindre assignation, sans aucune procedure juridique, ni sentence.

Quoi qu'aucune Nation ne puisse subsister sans l'exercice d'une droite & entiere justice, puisque la vie, la Liberté, l'Honneur & les biens des hommes en dependent, néanmoins ces Conseillers ont assujetti tout cela à un Pouvoir arbitraire & Despotique. Ils ont déposé des Juges qui suivant les Loix devoient être continuez dans leurs charges toute leur vie, s'y gouvernant en gens de Bien, à cause qu'ils n'ont pas voulu se conformer à leurs desseins, ils en ont établi d'autres en leurs places, sans avoir aucun égard à leur capacité, mais seulement parce qu'ils les croyoient plus souples. Ce qui fait bien voir que ces Conseillers tâchent de se rendre entierement maîtres de la Vie, de l'Honneur & des Biens des Sujets sans s'arreter à aucune Regle ni Loy.

Par la direction de ces mêmes Conseillers, on s'est servi d'un pouvoir exorbitant qui impose des sujetions, & requiert des sermens des Provinces entieres,

sans être fondé sur aucune Loy, ni sur aucun Acte de Parlement, comme de loger des Soldats à discretion, quoi qu'ils ayent une paye suffisante pour s'entretenir, ainsi le Royaume est doublement chargé sans qu'on lui en fasse raison : En mettant des Gentilshommes en prison sans en dire les causes, mais au contraire les contraignant de s'accuser & de témoigner contre eux-mêmes. En proposant des amandes selon leur bon plaisir. Faisant trembler & deserter diverses contrées en vertu des *Intercommoning* & *Justiciaires*, qui confisquent la Vie & le Bien. Pour la moins coupable & la plus innocente conversation qu'on puisse avoir avec ses parents, on est déchu du benefice des Loix, & par ainsi ils ont rempli de consternation la plus grande partie du Royaume, ne se servant contre quantité de personnes que des *Outlawries* & *Intercommoning*, ainsi sur des pretextes mal fondez, ils ont si generalement envelopé tout le monde dans ce danger, que les Conseillers mêmes ne peuvent s'en garentir, qu'en recourant au pardon ou en se faisant excepter, pendant que le commun peuple est abandonné à leur discretion. Ils donnoient pouvoir aux Officiers & simples Soldats, d'exercer contre tous les Sujets qui vivoient dans une pleine paix & tranquilité, les plus grandes barbaries du monde, comme de les destruire en les pendant, les tuant ou les noyant sans aucune forme de Procez, & sans aucune consideration d'age ni de sexe, ne voulant pas même donner le temps à quelques-uns de prier Dieu, & cela, sans aucun autre sujet, si non qu'ils ne vouloient pas souscrire ni repondre à des demandes qu'on leur faisoit sans aucune legitime autorité, & contre le droit commun des hommes, qui laisse à chacun la liberté de ne point révéler le secret de sa pensée, sans parler d'une grande quantité d'autres violences & oppressions, à quoi cette pauvre Nation est exposée sans aucune assurance d'en voir la fin, & d'en être délivrez.

Ces Conseillers pour soûtenir & justifier leurs Procedures Arbitraires & Illegitimes, ont fait fabriquer une Declaration qui renverse les fondemens du Gouvernement, qui viole toutes les Loix, même les plus sacrées, rendant le Parlement tout à fait superflu ; privant la Religion de toutes ses défenses, & ôtant les Libertez & les Proprietez par un pouvoir absolu qu'ils se sont attribuez, auquel on veut que l'on obeïsse sans réserve, & cette sorte d'obeïssance de cœur d'un vray Chrêtien n'apartient qu'à Dieu seul, de qui les commandemens sont toûjours justes & bons.

De plus ces Conseillers ont fait leurs derniers efforts pour abolir les Loix Penales, qui excluent de toutes charges publiques ceux qui ne sont pas de la Religion Protestante, parce qu'elles sont trop opposées à leurs desseins pour y parvenir. Ils ont donné la liberté à divers Protestans, mais une liberté qu'ils ne peuvent conserver qu'en tant qu'ils travailleront à l'abolition des Loix Penales qui sont les seules défenses de leur Religion. Outre cela les divers Protestans ont un juste sujet de se défier, lorsqu'ils se souviennent que l'on a chassé de leurs Eglises leurs Ministres par centaines, sans les avoir assignez ni accusez, & que l'on a rempli leurs places de personnes ignorantes, d'une vie scandaleuse, & qui avoient beaucoup contribué à toutes les miseres sous lesquelles ce païs soupire depuis long-temps, les divers Protestans ont donc peu de sujet de faire fond sur leur tranquilité presente, puis qu'elle n'est fondée que sur une Proclamation qui peut être révoquée à toute heure, & qui ne leur a pas été avantageuse à la premiere ni à la seconde Publication. Sur tout s'ils considerent que quelques mois auparavant on a exercé contre eux les grandes cruautez dont nous avons parlé.

Il y a de grandes & fortes presomptions qui nous font croire que ces Conseillers pour avancer leurs pernicieux desseins, & afin de prendre leur temps de l'executer à propos pour encourager leurs complices, & pour intimider tous les bons Sujets, ils ont publié que la *Reine* avoit enfanté un *Fils*, bien que durant la pretenduë grossesse de la Reyne, & dans la maniere dont on a pratiqué cette naissance, il a paru tant de justes & de visibles fondemens de soupçon, que non seulement Nous, mais aussi tous les bons Sujets de ces trois Royaumes soupçonnent fortement que le pretendu *Prince de Galles*, n'a jamais été mis au monde par la Reine, & c'est une chose sceue de tout le monde, que beaucoup de personnes ont autant douté de la grossesse de la Reine que de la naissance de l'Enfant, & cependant on n'a pas fait la moindre chose pour lever ces soupçons, & pour mettre fin à ces doutes.

Et comme la Princesse nôtre chere & bien-aimée Epouse, & Nous pareillement sommes tout à fait interessez en cette affaire, ayant comme tout le monde sait tel droit à la Succession de ces Royaumes, lequel ces personnes là ont tâché d'interrompre, & de prevenir les legitimes Successeurs de la Couronne, élevez par une singuliere providence de Dieu dans la vraye Religion Protestante, d'aporter quelque soulagement à ces miseres. Dans une affaire donc d'une si grande importance, nous n'avons pû nous empêcher d'embrasser les veritables interests de cette Nation, & de contribuer de tout nôtre pouvoir pour la défence de ses Loix & de ses Libertez, pour le maintien de la Religion Protestante dans le Royaume, comme aussi pour luy assurer la joüissance de tous ses droits legitimes.

Mais afin que nôtre dessein soit si evident, que personne n'en puisse douter, ni en pretendre cause d'ignorance, pour s'exemter de concourir avec nous dans un si juste dessein, entrepris pour le bien general de la Nation, Nous declarons que nôtre intention est de garentir ce Royaume de tout danger du Papisme, du Pouvoir arbitraire à l'avenir, & pour la delivrance des miseres à quoy il est presentement exposé, de travailler à l'affermissement de cette garentie, & de cette delivrance par l'entremise d'un Parlement, & cela sur de tres-solides fondemens à l'égard de leur Religion ; & pour leurs interests temporels, de redresser le tout par des moyens convenables, & d'une maniére si efficace, qu'on ne retombera plus dans tous les malheurs susmentionnez. Voilà les vrays motifs de nôtre entreprise pour ce qui concerne cette Nation.

Les efforts donc que nous voulons faire pour la delivrance d'un Royaume oppressé, nous persuadent, qu'ils ne seront pas seulement pris en bonne part, mais qu'ils seront accompagnez d'une joye & d'une approbation universelle, & même du secours de toute la Nation. Que ceux qui ont été les instrumens pour introduire l'Esclavage dans ce Royaume feront connoître le repentir qu'ils ont de ce qu'ils ont fait, par la grande diligence qu'ils aporteront à leur delivrance, & que ceux, qui ne nous assisteront pas de la maniere qu'ils y sont obligez à l'égard de Dieu & de l'amour de la Patrie, porteront avec justice la peine de tous les maux qui pourront s'ensuivre pour ne s'être pas acquitez de leur devoir.

Et comme nous mettons toute nôtre confiance en Dieu seul pour le succés de nos Armes, nous esperons que tous les gens de bien demanderont ardemment au Seigneur qu'il repande sa benediction sur nos desseins, afin qu'ils puissent réüssir à la gloire de son grand Nom ; pour l'affermissement de l'Eglise Reformée, & pour le repos & le bien commun de ce Royaume. Donné sous nôtre Sein & sous le Seau de nos Armes à la Cour, à la Haye le 10. Octobre, 1688.

Signé,

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE,

Plus bas,

Par exprés commandement de son Altesse.

Signé,

C. HUYGENS.

ANS de J.-C. 1688.

A tous les Officiers & Gens de Mer de la Flote Angloise.

Messieurs, mes Amis.

COmme nous avons donné à nôtre Fidele & bien aimé Amiral Herbert un plein pouvoir, nous esperons que vous prendrez une entiere créance à tout ce qu'il vous dira de nôtre part. Nous avons fait une Declaration qui comprend les raisons que nous avons d'entreprendre cette expedition, où vous verrez que nous n'avons point d'autre vuë que la conservation de la Religion Protestante, & le restablissement des Loix & des Libertés du Royaume d'Angleterre, puis qu'il est certain que les Papistes ont resolû la ruine entiere de nôtre Religion, dans la Grand-Bretagne, comme elle l'est en France: elle le sera de même infailliblement chez vous, si le Papistes se rendent les maistres. Nous sommes persuadez que vous avez déja aperceu, que l'on ne se sert de vous, que comme d'instrument pour soumettre vous & vôtre Patrie sous le joug du Papisme, & dans l'esclavage, par le moyen des Irlandois & des Estrangers qui se preparent à mettre la derniere main à vôtre destruction. C'est pourquoy nous esperons que Dieu vous inspirera des pensées salutaires pour faciliter vôtre delivrance, & pour vous tirer de toutes ces miseres, vous, vôtre Patrie & vôtre Religion.

Cela ne se pouvant selon l'apparence qu'en vous joignant à nous, pour nous assister, puis que nous travaillons à vôtre delivrance, & nous vous asseurons que nous n'oublierons jamais les services que vous nous rendrez en cette occasion, & nous promettons de donner des marques particulieres de nôtre faveur à tous ceux qui veulent bien la meriter de nous & de la Nation. Nous sommes sincerement Vôtre Ami bien affectionné.

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par ordre exprés de Son Altesse.

C. HUYGENS.

De nostre Cour de Dieren, le 29. Septemb. 1688.

Aux Officiers & Soldats de l'Armée Angloise.

Messieurs, mes Amis,

NOus avons fait connoître avec tant de sincerité & de bonne foy dans nôtre Declaration quelle est nôtre intention touchant cette expedition presente, que nous n'avons rien à y ajouter, aussi sommes nous asseurez qu'en cela vous ne pouvez rien souhaiter d'avantage de nous. Nous venons donc pour conserver vôtre Religion, pour rétablir & pour afermir vos Libertez & vos Proprietez: mais comme nous ne pouvons pas seuls executer ces choses, nous n'avons jamais douté que tous les Protestans & les bons Anglois, ne viennent & ne concourent avec nous dans le dessein de mettre ces Nations à couvert du Papisme & hors de l'Esclavage. Vous devés être tous convaincus que vous estes les instrumens dont on se sert pour reduire la Nation à la Servitude & pour ruiner la Religion Protestante. Jugez ce que vous avez à attendre quand cela sera executé, par la cassation que l'on a faite en Irlande de tous les Protestans Anglois, tant Officiers que Soldats; & par le transport que l'on a fait en Angleterre des Soldats Irlandois pour remplir vos places, il y en a des exemples si recens qu'il n'est pas besoin de vous les remettre en memoire. Vous savez aussi comment on en a usé à l'égard de quelques Officiers, vos Compagnons, pour s'être montrez fermes dans la Religion Protestante & pour les Loix d'Angleterre. Vous ne pouvez donc pas vous flater d'être mieux traitez, si vous ne contribuez à les tirer de l'extremité où ils sont reduits; car vous savez qu'ils ne tiennent point leur parole. Cela étant, nous esperons que vous ne vous laisserez pas seduire par un faux éclat de gloire, mais que vous considererez avant toutes choses, ce que vous devés à Dieu vôtre souverain Seigneur, à vôtre Patrie, à vous mêmes, à vôtre Posterité, qui sont autant de motifs, que des gens d'honneur comme vous doivent preferer à toute autre consideration & engagement quel qu'il puisse être. Nous croyons donc que vous prefererez à cela l'honneur que l'on vous ofre presentement de contribuer à la conservation des Libertez de vôtre païs & à l'afermissement de vôtre Religion. On se souviendra toûjours des services que vous rendrez en cette occasion, & nous promettons de prendre des marques singulieres de nôtre faveur sur chacun en particulier qui seront proportionées au merite de la conduite que vous tiendrez: car nous ferons une grande distinction entre ceux qui viendront assez-tôt pour joindre leurs Armes aux nôtres, & ils nous trouveront pour eux bien affectionné & asseuré Ami,

GUILLAUME HENRI, PRINCE D'ORANGE.

Par l'exprés commandement de Son Altesse.

C. HUYGENS.

Priere faite pour cette Expedition.

DIeu Tout-puissant, Seigneur des Armées, l'ayde & le refuge de tous ceux qui se confient en toy! Nous te suplions tres-humblement de benir & de donner un heureux succez à cette entreprise, pour la gloire de ton Nom, & pour l'avantage de ton Peuple. Que nos péchez n'echaufent point ta colere au point de refuser au *Prince* ton Serviteur, ta sainte benediction, mais couvre le de ta grace comme d'un bouclier. Dirige le dans tous ses Conseil, accompagne le toûjours & l'assiste dans toutes ses actions, afin qu'il reüssisse dans ce grand dessein. Qu'il employe tout le pouvoir que tu luy as confié à l'honneur de ton grand Nom, à l'afermissement, à l'avancement de ta vraye Religion, & pour la paix & la felicité de ces Peuples. Benis cette Flotte, donne d'heureux succez à cette Armée. Fay nous la grace ô Dieu Pere de misericorde, que chacun de nous en particulier se convertisse à toy de tout son cœur. Qu'il se repente avec sincerité de toutes ses fautes passées, & s'engage solleinnellement envers toy, comme nous faisons maintenant tous ensemble de mieux vivre à l'avenir, de faire tous nos efforts, pour rendre nôtre conduite conforme au nom de Chrétien Reformé, & que nôtre zele réponde à nôtre sainte Religion, & que ses principes soient la regle de nôtre vie. Exauce nous ô Saint des Saints, fay camper tes Anges à l'entour de nous, car nous mettons toute nôtre confiance en ta protection & en ton secours, que nous te supplions bien humblement de nous accorder pour l'amour de Jesus-Christ, nôtre unique Sauveur & Redempteur, Amen.



ANS de J.C. 1688.

LES PROVINCES UNIES ET ORANGE.

CCXXV.

Resolution des Etats Generaux des PROVINCES UNIES, *portant les raisons, qui les ont obligées de secourir de Vaisseaux & de Troupes* GUILLAUME HENRI *Prince d'Orange, passant en Angleterre en personne.* Du 28. *Octobre*, 1688. Feuille Volante imprimée.

IS haer voorgaende deliberatie goedgevonden ende verstaen, dat aen alle de Ministers van den Staet buyten 's Lants kennisse sal werden gegeven van de redenen, die haer Hn. Mog. hebben bewoogen, om Syne Hoogheydt, in Persoon naer Engelandt overgaende, met Schepen ende Militie te assisteren, met last ende ordre, om haer aen de Hoven daer de selve resideren, daer van te bedienen sulcks ende daer 't behoort, ende dat vervolgens de voorsz. Ministers sal werden aengeschreven, dat het al de wereldt kennelijck is, dat de Engelsche Natie, zedert een geruymen tijdt heeft gemurmureert ende geklaght, dat den Koningh, ongetwijffelt door den quaden raedt ende inductie van syne Ministers, empieteerde op haer Fondamentele Wetten, ende arbeyde, om door het verbreecken van de selve, ende door het invoeren van de Roomsche Catholijcque Religie, hare Vryheydt te onderdrucken, ende de Protestantsche Religie te ruineren, ende alles te brengen onder eene arbitraire Regeringe: Dat als die verkeerde ende onrechmatige conduitte meer ende meer wiert gengeset, ende het gevaer van die gevreesde Onheylen grooter wierdt, ende daer door soodanige diffidentie ende aversie tegen den Koningh was verweckt, dat niet anders als een generale desordre ende confusie in dat Rijck was te wachten; Syne Hoogheydt den Heere Prince van Orange, op de menigvuldige representatien, ende het gereitereert ende ernstigh aensoeck, het welck aen Syne Hoogheydt door verscheyden Lords, ende andere Persoonen van veel consideratie in dat Koninghrijck, is gedaen, ende mede uyt insicht, dat haer Koninghlijcke Hoogheydt ende Syne Hoogheydt selfs in den Welstant van dat Rijck, soo hoogh zijn geintereseert, ende niet wel konden aensien, dat door twisten ende oneenigheden, die pericul liepen, van hoe het mochte gaen, van de Kroon te werden gesecludeert, derhalven was verplicht, om voor des selfs Welstant te vigileren, ende sorge te dragen, ende gedachten hadden opgenomen, van aen de Natie, met soo veel recht, ende op soo goede gronden, over de Regeringe, haer beswarende, de behulpsame handt te bieden, ende in alle 't geene Syne Hoogheydt mogelijck soude zijn, haer te assisteren, om dat syne Hoogheydt was gepersuadeert, dat het welvaren van den Staet, over de welke aen de selve de sorge ouck is toevertrouwt, ten hooghsten daer aen was gelegen, dat het welgemelte Koningrijck mochte blyven in ruste, ende het mistrouwen tusschen den Koningh ende Natie werden wegh-genomen: Dat syne Hoogheydt wetende, dat om soo een importanten ende loffelijcken saken te reussēren, ende door de qualijk-geintentioneerden daer inne niet te werden belet of verhindert, noodigh was in Persoon in dat Rijck over te gaen, met het gevolge van eenig Krijgs-macht, aen haer Hoog Mog. kennisse van syne genegentheydt heeft gegeven, ende haer Hoog Mog. assistentie versocht: Dat haer Hoog Mog. naer alles rypelijck te hebben overwooghen, ende geconsidereert dat de Koningen van Vranrijck ende van Groot-Britannien met malkander stonden in een seer goede intelligentie ende vrundschap, soo als meermalen aen haer Hoog Mog. is verseeckert, en in een nauwe en particuliere Alliantie, ende dat haer Hoog Mog. geinformeert en gewaerschouwt zijnde, dat by hare Majesteyten

CCXXV.

Traduction de ce Traitté.

APrès une préalable déliberation a été trouvé bon & jugé à propos, qu'il sera notifié à tous les Ministres de l'Etat qui sont hors du Païs les raisons qui ont porté L. H. P. d'assister son Altesse de vaisseaux & de troupes, dans le dessein qu'elle a de passer en Angleterre, avec ordre & mandement de se servir desdites raisons dans les Cours où ils résident, ainsi qu'il appartient; Et qu'en consequence on ecrira auxdits Ministres, qu'il est notoire à tout le monde que la Nation Angloise s'est plainte depuis long-tems, que le Roy poussé sans doute par de mauvais Conseil & par l'introduction de ses Ministres, empietoit sur leurs Loix fondamentales, & travailloit par l'infraction d'icelles & l'introduction de la Religion Catholique de supprimer leurs Libertez, ruiner la Religion Protestante & de reduire toutes choses sous un Gouvernement arbitraire: Que si cette inique conduite venoit à être poussée plus avant, & le danger des malheurs qu'on sont à craindre à augmenter, cela inspireroit une telle défiance & aversion contre le Roy, qu'on auroit à en attendre un desordre & une confusion generale dans le Royaume. C'est pourquoy sur la representation souventefois faite & les prieres reiterées & pressantes adressées à son Altesse par divers Lords & autres personnes de grande consideration de ce Royaume, eu égard à l'interet que son Altesse royale & luy ont à la prosperité d'iceluy Royaume, & qu'ils ne pouvoient permettre que par ces differens & desunions, ils courussent risque d'être exclus de la Couronne, ledit Seigneur Prince d'Orange étant obligé de veiller au maintien d'icelle, il avoit resolu avec raison de secourir la Nation, à l'égard de ce Gouvernement qui lui est si onereux, & de l'assister en tout ce qui lui seroit possible, d'autant plus que son Altesse étoit persuadée que la prosperité de cet Etat qui luy est aussi confiée avoit un grand interêt que le susdit Royaume demeurât sans troubles, & que la meffiance d'entre le Roy & la Nation vinssent à cesser. Que son Altesse sçachant que pour réussir dans une si importante & louable affaire, & pour n'y point trouver d'obstacle de la part des mal-intentionnez, il étoit necessaire qu'il passât dans ce Royaume, accompagné de quelques forces, il avoit fait connoitre son affection à L. H. P. en avoit demandé leur assistance; Que L. H. P. après avoir meurement deliberé là dessus, & consideré que les Rois de France & de la Grand-Bretagne étoient l'un & l'autre en très bonne intelligence & amitié; comme on en a asseuré plusieurs fois L. H. P. & qu'il y avoit entr'eux une Alliance liée, étroite & particuliere, qu'aussi L. H. P. étoient informées & averties que L. M. travailloient de concert à prevenir cet Etat de ses Alliez, & même que le Roy de France lui avoit temoigné en plusieurs rencontres son peu d'affection, & qu'ainsi il étoit à craindre que si le Roy de la grande Bretagne venoit à parvenir à son but, & à obtenir un pouvoir absolu sur son Peuple, les deux Rois unis ensemble, par interêt d'Etat, & en haine de la Religion Protestante ne tâchassent de bouleverser cet Etat, & de le detruire s'il étoit possible; Ils ont resolu de louer son Altesse de son dessein & de lui accorder pour assistance quelques vaisseaux & troupes, en qualité d'auxiliaires; Qu'en consequence son Altesse, declaré à L. H. P. qu'elle est resolue, sous la grace & faveur de Dieu de passer en Angleterre, non dans

la

ANS de J. C. 1688.

steyten de concert wierde toegeleght ende gearbeyt, om den Staet te ontsetten van hare Gealierden, en dat den Koning van Vranckrijck in veele voorvallen oock heeft getoont, aen desen Staet seer ongenegen te zijn, ende derhalven te vreesen stonde, dat indien den Koningh van Groot Brittannien in sijn Rijck mochte komen te bereycken syn oogmerck, ende te verkrygen de absolute macht over sijn Volck, beyde die Koningen te samen uyt interesse van Staet, ende uyt haet, ende yver tegens de Protestantsche Religie, desen Staet souden trachten over hoop te werpen, en waer het mogelijck, uyt te delgen; hebben geresolveert, Syne Hoogheydt over het ondernemen van die voorgenoemde desseynen te pryfen, ende een deselve, tot sijn assistentie eenige Schepen ende Militie, als Auxiliair, toe te staen; dat dienvolgende Syne Hoogheydt aen haer Hoogh Mog. heeft verklaert geresolveert te zijn, om onder Godes genade en gunste naer Engelandt over te gaen, niet met eenigh het minste insicht ofte intentie om dat Rijck te invaderen ofte t' onder te brengen, of om den Koningh van den Throon te stooten, veel min om sigh daer van Meester te maken, of de wettige successie te invertéren ofte te benadeelen, oock niet om de Roomsche Catholijquen te verjagen, ofte die te vervolgen, maer eeniglijck ende alleen om de Natie te hulpe te komen, tot het herstellen van de verbroockene Wetten en Privilegien, als oock tot behoudenisse van hare Religie ende Vryheydt; ende tot dien eynde te bevorderen ende te wegh te brengen, dat een vry ende wettigh Parlement magh werden beroepen, op de maniere ende van Persoonen, by, ende naer de Wette en forme van die Regeringe gereguleert ende gequalificeert; ende dat by het selve over alles magh werden gedelibereert en vastgestelt, het geene sal werden geoordeelt noodigh te wesen, om aen de Lords, aen de Clergé, aen den Adel, ende aen het Volck te doen hebben verseeckeringe, dat hare Rechten, Wetten, ende Privilegien niet meer sullen werden gevioleert noch verbroocken: Dat haer Hoogh Mog. hopen ende vertrouwen, dat onder Godes-zegen, de rust ende eenigheydt in dat Rijck sal werden gerestablisseert, ende het selve daer door gebracht in staet, om oock krachtigh te konnen concurreren tot het gemeene wel-wesen van de Christenheydt, ende tot de herstellinge en handthavinge van de Vrede, ende tranquilliteyt in Europa: Ende sal Extract van dese haer Hoogh Mog. Resolutie door den Agent Rosebom werden in handen van de alhier aenwesende uytheemsche Ministers, tot der selver naerichtinge, ende haer daer van te bedienen daer ende soo het behoort. Was geparapheert,

J. v. Haersolte.

Onder stonde,

Accordeert met het voorsz. Register.

Geteeckent,

H. Fagel.

la moindre vuë ou intention d'envahir ce Royaume, ou de le désoler, ou de detrôner le Roy, ni bien moins de s'en rendre le maître, ou de faire prejudice à la succession legitime, non plus de chasser les Catholiques Romains, ou de les persecuter; mais seulement & uniquement de secourir la Nation, de retablir les Loix & Privileges qui ont été enfrains, ensemble de conserver leur Religion & Liberté; Et à cette fin de tâcher & faire en sorte, qu'un Parlement libre & legitime soit convoqué, de la maniere & de Personnes reglées & qualifiées, selon les Loix & forme du Gouvernement, & qu'il y soit deliberé & arrêté ce qui sera jugé necessaire pour la sureté des Lords, du Clergé, de la Noblesse & du Peuple, & afin que leurs droits, Loix & Privileges ne soient plus violez, ni enfrains. Que L. H. P. esperent & s'assurent que sous la benediction de Dieu, le repos & l'union seront retablis dans ce Royaume, & qu'il sera remis par là en état de concourir efficacement au bien general de la Chrétienté, & au retablissement & maintien de la Paix & tranquilité de l'Europe; Et sera un extrait de cette Resolution de L. H. P. mis par l'Agent Rosenboom és mains des Ministres Etrangers, residens icy, pour leur instruction, & pour s'en servir comme il apartient. Etoit paraphé,

J. V. Haersolte,

& plus bas étoit écrit,

S'accorde avec le susdit Registre,

Signé,

H. Fagel.

CCXXVI.

ANS de J.C. 1688.

LA FRANCE ET LES PROVINCES UNIES.

Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roy de France contre les* HOLLANDOIS, *du* 16. *Novembre* 1688. Freder. Leonard. Tom. VI.

APrès tout ce que Sa Majesté a fait pour donner la Paix à l'Europe, les Places importantes qu'Elle a restituées pour parvenir au Traité conclu à Nimegue en l'année 1678. & les soins que depuis Elle a apportez, non-seulement pour l'établissement de la Tréve, mais aussi pour la faire convertir en une Paix perpetuelle; Sa Majesté avoit lieu d'esperer que les Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, qui avoient témoigné tant d'empressement pour la conclusion de cette Tréve, n'en auroient pas moins pour la maintenir. Cependant sa Majesté a eu plusieurs avis depuis quelques mois, que lesdits Etats se laissant emporter aux desirs de ceux qui n'ont d'autre intention, que de voir recommencer la Guerre dans l'Europe, faisoient des lévées & armements extraordinaires, & prenoient des engagemens avec des Princes de l'Empire, pour traverser par toutes voyes, l'établissement du Cardinal de Furstemberg, dans l'Electorat de Cologne; Et sa Majesté se trouvant

obligée

ANS de J. C. 1688.

obligée de soûtenir les interests de ce Cardinal, à l'élection duquel on declaroit positivement que l'on ne s'opposoit contre toutes sortes de formes, que parce qu'on le croyoit attaché aux interests de sa Majesté, Elle fit exhorter lesdits Etats Generaux par le Comte d'Avaux son Ambassadeur, de ne point employer les forces extraordinaires qu'ils mettoient sur pied, à rien qui pust troubler le repos de l'Europe, & leur fit declarer en termes exprès, qu'Elle regarderoit ce qu'ils entreprendroient contre le Cardinal de Furstemberg, comme si c'estoit contre ses propres Etats. Sa Majesté a esté depuis informée qu'ils n'ont pas laissé de commencer à executer leur projet, & ont fait assembler une Armée sous le Commandement du Prince de Waldeck, laquelle est actuellement jointe eux forces des Princes qui se sont liguez contre les interests du Cardinal de Furstemberg, ce que ne voulant pas dissimuler plus long-tems. Sa Majesté e resolu de declarer la Guerre, comme Elle fait par la presente, ausdits Estats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, tant par Mer que par Terre; Ordonne & enjoint pour cet effet sa Majesté, à tous ses Sujets, Vassaux, & Serviteurs, de courre sus eux Hollandois & leur a défendu & deffend tres-expressement, d'evoir cy-après avec eux eucune communication, commerce ny intelligence, à peine de la vie; Et à cette fin sa Majesté e dès à present revoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, & Saufconduits qui pourroient avoir esté accordez par Elle ou par ses Lieutenans Generaux, & autres ses Officiers, contraire à la presente, & les e declarez & declare nuls & de nul effet & valeur; défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne Sa Majesté à Monsieur l'Admiral, aux Mareschaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour Sa Majesté en ses Provinces & Armées, Mareschaux de Camps, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente, ils fassent executer chacun à son égard, dans l'étenduë de leurs pouvoirs & Jurisdiction; Car tel est la volonté de sa Majesté, laquelle veut & entend, que la présente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes, qu'autres, & en tous Ports, Havres & autres lieux de son Royaume, & Terres de son obeïssance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en pretende cause d'ignorance. Fait à Versailles le vingt sixiéme Novembre mil six cens quatre-vingt-huit, LOUIS; *Et plus bas*, LE TELLIER.

CCXXVII.

ANS de J.C. 1688.

ANGLETERRE.

Déclaration des SEIGNEURS SPIRITUELS *&* TEMPORELS *des Villes de Londres & Westminster & Lieux Circonvoisins, Assemblez à Guildhal, le* 11. *Decembre* 1688. Feuille volante Imprimée.

NOus ne doutons pas que tout le Monde ne croye, que dans les grandes & dangereuses Conjonctures présentes, Nous ne nous intéressions de tout nostre cœur & avec zéle, pour la Religion Protestante, les Loix du Pays, & les Libertés & Proprietés des Sujects. Et nous esperons avec Justice, que le * Roy ayant fait expedier sa Proclamation & les Lettres Circulaires, pour un Parlement Libre; Nous aurions pû demeurer en assurance dans l'attente de cette Assemblée: Mais sa Majesté s'estant absentée (comme nous appréhendons,) dans le dessein de sortir du Royaume, par les Conseils Pernicieux de Personnes mal-intentionnées pour notre Nation & Religion, nous ne pouvons, sans manquer à notre devoir, demeurer dans le silence, sous ces calamités, où le Conseil Papistique, qui e prévalu depuis si long-tems, a plongé ces Royaumes. C'est pourquoy, Nous déliberons unanimement de Nous joindre à son Altesse le Prince d'Orange, lequel par une si grande affection qu'il a pour ces Royaumes, une dépense si grande; & tant de périls où il a exposé sa propre Personne, a entrepris par ses soins de procurer un Parlement libre, & de Nous delivrer des dangers éminents de la Papauté & de l'Esclavage, avec le moins d'effusion du sang Chrestien qu'il a esté possible.

* Jaques II.

ANS de J.C 1688.

Et nous déclarons par ces *Présentes*, que Nous assisterons de tout notre pouvoir son Altesse, pour obtenir en toute diligence un tel Parlement, par lequel nos Loix, nos Libertés & Proprietés, seront assûrées, en particulier l'Eglise Anglicane, avec une liberté convenable aux Non-conformistes Protestans, & en général la Religion Protestante & ses interests maintenus & evancés, à la gloire de Dieu, au bonheur du Gouvernement estably dans ces Royaumes, & à l'evantage des Princes & Estats de le Chrétienté qui y ont Interest.

Cependant, Nous tâcherons autant qu'il Nous sera possible, de conserver la Paix, & la Tranquilité de ces deux grnades & populeuses Villes de Londres & Westmister, & lieux adjacents, en prenant soin de désarmer tous les Papistes, & de s'assurer de tous les Jésuites & Prestres Romains, qui s'y trouveront.

Et s'il se trouve, encore quelqu'autre chose à faire, pour l'Avancement des généreuses intentions de son Altesse pour le bien public, Nous serons prêts de le faire, suivant les Occasions que s'en présenteront.

W. Cant.	*Tho. Ebor.*	*Pembroke.*
Dorset.	*Mulgrave.*	*Thanet.*
Barlisle.	*Craven.*	*Ailesbury.*
Burlington.	*Sussex.*	*Berkeley.*
Rochester.	*Newport.*	*Weymouth.*
P. Winchester.	*W. Asaph.*	*Fran. Ely.*
Tho. Roffen.	*Tho. Petriburg.*	*P. Wharton.*
North and *Grey.*	*Chandos.*	*Montague.*
T. Jermyn.	*Vauggan Carbery.*	*Culpeper.*
Crewe.	*Ossolston.*	

SUr ce que sa Majesté s'est absentée secrétement ce Matin, Nous les Seigneurs Spirituels & Temporels, dont les Noms sont soussignés, assemblez à Guildhal à Londres, étant convenus & ayant signé une Déclaration, intitulée, *Declaration des Seigneurs Spirituels & Temporels, des villes de Londres & lieux Circonvoisins, assemblez à Guildhal. Le* 11. *Decemb.* 1688. Requerons le Très-Honorable le Comte de Pembroke, le Tres-Honorable le Seigneur Vicomte de Weymouth, le Tres-Révérend Pére en Dieu, le Seigneur Evesque d'Ely, & le Très-Honorable le Seigneur Culpeper, de se rendre incessemment près de son Altesse le Prince d'Orange, avec ladite Déclaration, & en même temps, faire connoistre à son Altesse, ce que Nous avons fait d'abondant à cette Assemblée, Datté à Guildhal le 11. Decemb. 1688.

NOus les Pairs de ce Royaume, estans assemblez avec quelques Seigneurs du Conseil Privé, vous Ordonnons & Requerons par ces Présentes, d'imprimer & publier incessamment la Declaration qu'on vous envoye cy jointe. A la Chambre du Conseil à Whitehal le 12. de Decembre 1688.

To. *Edward Jones* Printer at The *Savoy*.

Tho Ebor.	*Halifax.*	*Kent.*	*Anglesey.*
Carlisle.	*Ailesbury.*	*Sussex.*	*Berkeley.*
Nottingham.	*P. Winchester.*	*Th. Petriburg.*	*Th. Roffen*
North and *Grey.*	*Chandos.*	*T. Jermin.*	*Crewe.*
Ossolston.			

CCXXVIII.

ANS de J.C. 1689.

LES PROVINCES UNIES ET LA FRANCE.

CCXXVIII.

Declaration de Guerre contre la FRANCE *&* *Placard des Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES, *touchant le Commerce des Habitans desdites Provinces, comme aussi des Etats Neutres dans les ports de France; & les Marchandises de Contrebande, les Assurances des Vaisseaux & biens apartenans aux sujets de France. Fait à la Haye, le 9. Mars 1689.* Feuille Volante Imprimée.

DE Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden. Allen den geenen die desen sullen sien ofte hooren lesen, Saluyt; *Doen te weten:* Dat Wy in den jare sesthien honderdt twee en seventigh, sittende in een volkomen Ruste en Vreede, met zoodanigen sinceren vertrouwen op de Tractaten van Vreede, Vrundtschap ende Alliantie, die tusschen den Koningh van Vranckrijck ende desen Staet intercedeerden, dat wy ons selven vonden gedestitueert van alle het geene tot onse defensie konde dienen, om zoo een machtigh Koningh te konnen resisteren, indien deselve ons met een Oorlogh soude willen aentasten, dewijle wy niet hadden konnen vermoeden dat den Koningh van Vranckrijck de voorsz. Tractaten sonder eenige rechtverdige reden daer toe te hebben, soude hebben willen verbreecken, echter tegen alle verwachtinge door den Koningh van Vranckrijck met een seer hevigen Oorlog onvoorsiens sijn aengetast geworden, zoo verre, dat door des selfs Macht, afkomende op een weerlosen Staet, in weynigh tijdt onsen Staet by na het onderste boven wierde gesmeten, ende wel licht t'eenemael t'onder-gebracht soude zyn geweest, ten ware wy onse oogen slaende op de redenen die den Koningh van Vranckrijck voorgaf, hem tot den voorsz Oorlogh te hebben bewogen; namentlijck, alleen de vermeerderinge van des selfs eere ende glorie, ons hadden laten voorstaen dat Godt de Heere, om zoo onrechtvaerdige redenen, onse ondergangh niet en soude gedogen, dat wy daer door waren aengemoedigt om in een desperaten toestant van saecken, onder het hoogwijs bestier van sijne Hoogheydt den Heere Prince van Orangen, de moet niet verlooren te geven, ende alle extremiteyten uyt te staen, om de ware Gereformeerde Religie, de Vryheydt, ende het lieve Vaderlandt, tegens soo onrechtvaerdigh geweldt te beschermen; dat God de Heer syne genade over de Staet uytstortende, eyndelijck nae veel onnosel Bloedt was vergoten, ende onse Ingezetenen veele wrede en ongehoorde actien van de Franschen hadden uytgestaen, geliest heeft desen Staet weder aen den anderen te verheelen, ende den voorsz. Oorlogh door een Tractaet van Vreede, Commercien, Navigatie ende Marine, in den Jare 1678. met de Koningh van Vranckrijck tot Nymegen opgerecht, te doen eyndigen. Dat wy van onse zyde de voorsz. Tractaten niet alleen exactelijck en religieuselijck gelijck het oock alsoo betaemde, hebben willen naekomen, ende sulcks aenstoodts hebben afgestelt alle soodanige belastingen op de Fransche Waren, Manufacturen ende Gewassen, ende meer andere beswaringen als den Koningh van Vranckrijck konde pretenderen, door ons by forme van retorsie opgestelt te zijn, tegens de exorbitante belastinge die den Koningh van Vranckrijck op de Navigatie en Commercie van desen Staet eerst hadde gelieven te heffen, om de selve t'eenemael te bederven ende te ruineren; dat wy oock alle occasien hebben vermijdt ende veele verongelijkinge gedissimuleert, ende om niet wederom in onmin met den Koningh van Vranckrijck te vervallen, alle onse actien soodanigh hebben gereguleert, dat aen den Koningh van Vranckrijck egeen rechtvaerdige redenen van misnoegen gegeven mochten worden, daer

CCXXVIII.

Traduction de ce Traitté.

LEs Etats Generaux des Provinces Unies des Pais-bas, A tous ceux qui ces presentes verront ou entendront lire, salut, Sçavoir faisons; Qu'en l'année mil six cens soixante & douze, étant en pleine paix & dans une entiere tranquilité, & que nous reposans sur les Traités de Paix, amitié & Alliance, qui étoient entre la France & cet Etat, nous nous trouvions destituez de tout ce qui pouvoit servir à nôtre deffence & à resister à un si puissant Roy, s'il venoit à nous attaquer par une Guerre, d'autant plus qu'il ne pouvoit pas nous entrer dans l'esprit que le Roy de France eût voulu enfreindre lesdits Traités nonobstant toute raison & justice, neanmoins contre toute attente nous fumes attaquez inopinement par ledit Roy de France par une Guerre si violente; que ses grandes forces reduisirent cet Etat à deux doigts de sa ruine, & l'auroient avec facilité entierement soumis, si ouvrant les yeux sur les raisons que le Roy de France disoit l'avoir porté à la susdite Guerre, sçavoir pour la seule augmentation de son honneur & de sa gloire, nous ne nous fussions persuadez que le Seigneur Dieu ne permettroit pas nôtre ruine pour des motifs si injustes, Que nous étant par là excitez dans l'état desesperé de nos affaires à reprendre courage, sous la grande & sage conduite de son Altesse le Seigneur Prince d'Orange & à nous exposer à toute extremité, pour deffendre la Veritable Religion Reformée, la Liberté & chere Patrie contre une violence si injuste; Dieu repandant sa benediction sur l'Etat, aprés beaucoup d'effusion de sang innocent, & que nos habitans eurent essuyé beaucoup d'actions inouïes & cruelles de la part des François: il lui a plû de retablir entierement cet Etat & de faire cesser la susdite Guerre, par un Traité de Paix, de Commerce, de Navigation & de Marine, fait à Nimegue avec la France en l'année 1678. Que de nôtre côté nous avons non seulement voulu executer exactement & religieusement, & comme il convient, lesdits Traittez, en sorte qu'aussitôt nous ôtames toutes & telles impositions sur les marchandises, manufactures & autres du crû de France, & autres charges que le Roy de France pouvoit pretendre avoir été mises par nous par forme de retorsion à cause des impositions exhorbitantes qu'il avoit plû au Roy de France de mettre lui même le premier sur la Navigation & commerce de cet Etat pour les perdre & ruiner entierement. Que nous avons dissimulé sur beaucoup de torts qui nous ont été faits & que pour éviter toutes les occasions de tomber dans l'inimitié du Roy de France, nous avons tellement compassé toutes nos actions qu'il ne fut donné au Roy de France aucun juste sujet de mécontentement; Au lieu qu'au contraire le Roy de France de son côté a bien revoqué par Edit publié les impositions exhorbitantes par lui mises sur la Navigation & le commerce de cet Etat & l'a bien fait executer en quelques endroits & en quelques points, mais en d'autres lieux l'a laissé sans execution; Que de plus le Roy de France a de tems en tems tâché en toute maniere de troubler nôtre Navigation & Commerce tant dedans que dehors de l'Europe, favorisé l'enlevement des vaisseaux & marchandises, & s'est efforcé tant qu'il a pû directement

ANS de J. C. 1689.

daer ter contrarie aen de andere zyde den Koningh van Vranckrijck by publijcq Edict mede wel heeft gerevoceert de exorbitante belastinge op de Navigatie ende Commercien van desen Staet geleyt, ende het selvige Edict wel in eenige poincten ende op eenige plaetsen heeft laten executeren, maer 't selve op andere plaetsen buyten executie is gebleven; dat den Koningh van Vranckrijck daer en boven van tijdt tot tijdt onse Navigatie ende Commercie soo binnen als buyten Europa, in alle manieren heeft ghetracht te troubleren, het nemen van Schepen en Goederen gefavoriseert, ende voor soo veel in hem is geweest direct ende indirectelijck de voorsz. Navigatie ende Commercie t'eenemael ghesocht te bederven, selfs onse Schepen van Oorlog niet latende ongemolesteert, maer de selve met gewelt heeft gedwongen haer te laten visiteren, ende oock Vyandlijck in volle Vrede heeft aengetast ende bevochten; gelijck oock den Koning van Vranckrijck eyndelijck aen de Ingezetenen van desen Staet, door nieuwe belastingen en vexatien het debit van hare Manufacturen ende het provenu van hare Visscheryen in Vranckrijck wederom heeft belet, ende aen de selvige soodanige ongehoorde en ongeoorlofde belemmeringe, op invole pretexten toegebracht, dat het niet mogelijck was daer mede eenige Negotie op Vranckrijck te dryven, ende voorts veele en verscheyde contraventien tegens de voorsz. Tractaten bedreven, die den Staet om gevoeghs willen heeft gedissimuleert, dat hoe menighmael daer tegens redres versocht is geweest, die instantien t'elckens met groot mespris zyn afgewesen, ende door het verweygeren van de eere, die altijds de Ministers van desen Staet in Vranckrijck hadden genoten, het respect van den Staet in kleynachtinge heeft soecken te brengen; dat den Koningh van Vranckrijck de schrickelijke persecutie, tegens die van de Gereformeerde Religie, in syne Rijcke hebbende ondernomen, de Ingezetenen van desen Staet, die haer alleen in sijn Rijck tot het doen van de Commercie ter neder hadden ghestelt; onder deselve persecutie mede heeft begrepen, de Vrouwen van de Mannen gescheyden, de Kinders van haer Ouders, jae niet onthien de Consuls van desen Staet op een ongehoorde ende wreede manieren te handelen, ende aen alle deselve, tegens alle Volckeren recht, ende den expressen Text van de Tractaten, haer vertreck te weygeren, ende met alle rigeur van gevanckenisse ende anders effectivelijck te beletten: Dat Wy al kort naer het maecken van de Vrede vermerckende de ongenegentheydt van den Koning van Vranckrijck tegens desen Staet, door de bewegingen by den selven Koning ontrent onse Frontieren ondernomen, genoodtsaekt zijn geweest een seer kostelijcke Militie aen te houden, ende swate Esquipagien ter Zee te doen, uyt vreese van op nieuws te sullen overvallen worden, daer door den Koning van Vranckrijck oogenschijnlijk getracht heeft de Financie van den Staet soodanig te verswacken, dat de selve in hare Commercie, Navigatie, Manufacturen, Visschereyen ende Financie zijnde gheruineert, soo veel lichter overmeestert soude konnen werden: Dat den Koningh van Vranckrijk somtijts wel met soete woorden ende solemnele verseeckeringen, oock door aenbiedinghe van Alliantien, Ons heeft soecken in slaep te wiegen, ende te diverteren, om onse gerustheydt ende securiteyt van andere kanten te bevorderen, maer soo haest ende soo menighmael als Wy in alle eenvoudigheydt hebben willen vigileren, om door defensive Alliantien, tot niemandts offensie streckende, de Nimmeeghsche Vrede te verseeckeren, den Koningh van Vranckrijck sich daer tegens heeft geopposeert, niet tegenstaende sulcks te mogen doen by het twintigste Articul van het Tractaet van Vrede wel expresselick was bedongen, ende selfs den Staet daer over met eenen nieuwen Oorlogh heeft gedreyght: Dat eyndelijck den Koningh van Vranckrijck, contrarie de Articulen van de voorsz. Tractaten, tot mutuele securiteyt van wederzijdes Inge-

ment de ruiner entierement ses dites Navigation & Commerce, bien loin même de permettre que nos vaisseaux de Guerre demeurassent sans être molestez, les a contraints par violence de se laisser visiter & les a, qui plus est, ataqué & combattu hostilement en pleine Paix. Comme semblablement le Roy de France a enfin empêché aux habitans de cet Etat, par de nouvelles charges & vexations, le debit en France de leurs Manufactures & du provenu de leur pêche, & leur a aporté tant d'obstacles non permis & inoüis, sur des pretextes frivoles qu'il ne leur étoit plus possible de continuer davantage leur negoce en France, & a en outre commis plusieurs autres contraventions contre lesdits Traittez que l'Etat a bien voulu dissimuler par bienséance; Que le redressement en ayant été demandé plusieurs fois on a rejetté avec mépris à chaque fois les instances qui ont été faittes là dessus, & par le refus de l'honneur dont les Ministres de cet Etat ont toujours joui en France, on a tâché de rendre cet Etat méprisable. Que Roy de France ayant entrepris une horrible persecution dans son Royaume contre ceux de la Religion Reformée, il a envelopé dans ladite persecution les habitans de cet Etat qui ne s'étoient établis dans son Royaume que pour y exercer le Commerce, ayant separé les femmes de leurs maris, les enfans de leurs peres & meres, jusques là qu'on a eu si peu d'égard que de traitter les Consuls de cet Etat d'une maniere cruelle & inouïe, leur refusant à tous, contre le droit des gens & les termes exprés des Traittez de pouvoir se retirer, les en empêchant par les rigueurs de l'emprisonnement & autres traittemens; Que peu aprés même que la Paix fut faitte, remarquant la mauvaise intention du Roy de France contre cet Etat, par les mouvemens qu'il faisoit faire à ses Troupes sur nos frontieres, nous fumes necessitez d'y en tenir qui nous coûtoient beaucoup, & d'equiper une flotte qui nous étoit fort à charge, dans la crainte d'être attaquez de nouveau, par le moyen dequoy le Roy de France a apparemment tellement voulu affoiblir les finances de cet Etat, que ses Commerce, Navigation, Manufactures, pêche & finance étant ruinez il pût d'autant plus facilement s'en rendre maître; Que le Roy de France a tâché quelque fois, par des paroles douces & des assurances solennelles, & même par des offres d'Alliance de nous endormir & nous amuser, afin d'augmenter d'ailleurs nôtre tranquilité & nôtre seurité. Car aussi tôt & toutes les fois qu'en toute simplicité nous avons voulu veiller, par des alliances deffensives, qui ne tendoient à offenser personne, à assurer la Paix de Nimegue; le Roy de France s'y est opposé, quoy que par l'article vingtiéme dudit Traitté de paix il étoit expressément stipulé qu'on le pourroit faire, & même, il a furieusement menacé l'Etat d'une nouvelle guerre; Qu'enfin le Roy de France, a contre les articles des susdits Traittez inserez pour la sureté mutuelle des habitans du Pays, fait saisir & arrêter en Paix des vaisseaux, Personnes, & marchandises en pleine Paix de nos bons sujets, qui sur la foy publique & solennelle des Traittez se sont trouvés dans les Etats de son obeïssance pour y pousser leur Commerce, & de plus a partout fait ataquer prendre & emmener les vaisseaux & marchandises de ces pais & n'a pas seulement refusé qu'ils fussent relâchez, mais en a mal-traitté les batteliers & matelots, & les a menacez & sollicitez à renoncer à leur foy, les ayant fait mettre en prison où ils sont encore détenus, & de plus fait vendre les vaisseaux, le tout contre l'article quinziéme du Traitté de paix, & article trente-huitiéme du Traitté de Commerce, Navigation & Marine, par lequel il est stipulé que, [illegible] il seroit accordé six & neuf mois respectivement aux sujets de part & d'autre, pour le transport de leurs personnes, biens & effets, même pour les y vendre sans en être empêchez, sans qu'on pût dans ledit temps faire arrêt de leur personnes ou marchandises; Qu'enfin il s'est ensuivi que le Roy de France a, de son bon plaisir, fait piller & bruler par ses troupes plusieurs

Villages

ANS de J. C. 1689.

gezetenen ter neder gestelt, in volle Vrede heeft gedaen saisiren, ende in arrest nemen de Schepen, Persoonen, Goederen ende Effecten van onse goede Ingezetenen, welcke op de solemnelle publijcque trouwe van de Tractaten, haer onder des selfs gebied tot dryvinge hare Commercie hebben bevonden, en voorts mede alomme in volkome Vrede heeft doen aentasten, veroveren ende opbrengen de Schepen ende Goederen van de Onderdanen deser Landen, ende de relaxatie van alle de selve niet alleen heeft afghewesen, maer de Schippers ende Matroose mishandelt, gedreyght, geperst om haer Geloof te verlaecken, in de Gevanckenisse gesmeten, ende de selve als noch daer is houdende, voorts de Schepen verkocht, alles niet tegenstaende by het vijfthiende Articul van het Tractaet van Vrede, ende het acht en dertigste van Navigatie, Commercie ende Marine geaccordeert is; dat selfs by opkomenden Oorlog, ses ende negen maenden respective, aen wederzijdts Onderdanen gelaten soude werden, om hare Persoonen, Goederen ende Effecten te transporteren, oock aldaer te verkopen, sonder daer in verhindert te worden, nochte dat men binnen de voorschreven tijdt der selver Persoonen ofte Goederen met eenighe Arresten soude mogen belemmeren: Dat ten laetsten daer op ghevolght is, dat den Koning van Vranckrijck heeft konnen goedtvinden, door des selfs Trouppes verscheyde Dorpen onder het Gebiedt van den Staet te doen uytplunderen ende verbranden, voor dat de publicatie van Declaratie van Oorlogh was geschiet, ofte ten schoonsten op den selvigen dagh als die tot Parijs was gepubliceert, ende hier in t'minste niet en was bekent, dat desen Staet in Oorlog met Vranckrijck was vervallen, ende voorts den Oorlog te verklaren tegens desen Staet, by sijn Declaratie gegeven tot Versailles den ses en twintigsten November voorleden, sonder eenige andere reden voor te wenden, als dat Wy eenige extraordinaris Wervingen ende toerustingen souden hebben gedaen, het welck Wy uyt ontwijfelbaer ende wesentlijck recht van alle Souveraine Staten zijn vermogens te doen, ende waer van Wy aen niemant schuldig zijn eenige reeckenschap te geven, ende waer toe Wy toe desen alleen gekomen zijn, niet om den Koningh van Vranckrijck eenighsints te beledigen, maer uyt een noodtsaeckelijcke voorsichtigheydt, om dat Wy al te wel van de desseinen van den Koningh van Vranckrijck tegens desen Staet waren gheinformeert: Dat Wy ons weder buyten alle defensie souden bevinden, als de desseinen van den Koningh van Vranckrijck, tegens desen Staet soude uytbarsten, gelijck die door de voorschreve Declaratie van Oorlog openbaer zijn geworden, hebbende Wy oock den Koning van Vranckrijck op des selfs argwaen ende dreygementen verseekert, dat desen Staet haer met de Electie van een Chursurst ende Bisschop van Keulen niet soude bemoeyen; gelijck oock in der daed nooyt sal konnen aengewesen worden, sulcks geschiedt te zijn, al schoon Wy daer over geen reden of reeckenschap aen den Koning van Vranckrijck hadden te geven: Maer hebben Wy willen toonen, hoe verre Wy alle occasien sochten te vermyde, die de publijcke rusten soude konnen verstooren. SOO IST, dat Wy allen ende een yegelijcken, voornamentlijk onse goede Onderdanen ende Ingesetenen wel hebben willen onderrechten van de voorsz. quade desseynen ende machinatien door den Koningh van Vranckrijck tegens desen Staet van tijde tot tijde in het werck gestelt, voorts de selve ook vermanen, aendachtelijck te overdencken het Tractement dat de selve soo in het stuck van haer Religie, liberteyt als in haer Persoonen ende goederen te verwachten souden hebben, datse, voor soo veel de ware Gereformeerde Religie aengaet, willen gedencken aen de wreede persecutien in het stuck van Religie tegens sijn eyghen Onderdanen ondernomen; datse, hare oogen willen slaen op de ontrouwe waer mede de Steden ende Plaetsen, die hare meynden op goede ende favorable conditie overgeven te hebben, werden gehandelt, en op de verwoestinge

villages scituez sous l'obeïssance de l'Etat, avant la publication & Declaration de la Guerre, ou du moins le même jour qu'elle fut publiée à Paris, & lors qu'on n'avoit encore icy la moindre connoissance que cet Etat fut en rupture avec la France & a ensuite fait declarer la Guerre contre cet Etat par sa declaration donnée à Versailles le vingt sixiéme Novembre dernier, sans en donner d'autre raison sinon que nous avions fait quelques levées & équipemens extraordinaires ce que par le droit incontestable & effectif de tous les Souverains, nous sommes en pouvoir de faire, & dont nous ne sommes obligez de rendre compte en aucune maniere à personne; à quoy nous en sommes venus non pour faire tort à la France, mais seulement par une precaution necessaire, parce que nous n'étions que trop bien informez des desseins de la France, & que nous aurions été hors de tout état de deffence lors que ses desseins feroient venus à éclater, comme en effect ils éclaterent par diverses declarations publiques de guerre; ayant même asseuré le Roy de France sur ses soupçons & menaces, que cet Etat ne vouloit en nulle maniere se mêler de l'Election d'un Electeur & Evêque de Cologne, comme aussi en effect il ne sçauroit être prouvé qu'il s'en soit jamais mêlé; quoy que nous ne fussions nullement tenus de rendre à cet égard, aucun compte au Roy de France; mais l'ayans aussi fait que pour montrer combien nous évitons toutes les occasions qui peuvent troubler le repos public. C'est pourquoy nous avons bien voulu instruire un chacun & sur tout nos bons sujets & habitans des susdits mauvais desseins & machinations que ledit Roy de France a de tems en tems effectuez contre cet Etat, & les avertir en même tems de bien considerer attentivement le traitement qu'ils auroient à en attendre, tant à l'égard de leur Religion & Liberté que de leurs personnes & biens; Que pour ce qui regarde la vraye Religion reformée, ils pensent à la persecution cruelle qu'il a entrepris contre ses propres sujets; Qu'ils jettent les yeux sur l'infidelité avec laquelle sont traittées les Villes & places qui croyoient s'être rendues sous de bonnes & favorables conditions, & au ravage de Provinces entieres qu'ils ont été obligé eux mêmes d'abandonner, n'épargnant pas plus ceux qui dans la Religion Romaine professent avec eux une même foy que les autres, & s'ils ont à en attendre un plus favorable traitement. Et qu'en se confiant sur la justice de nôtre cause, & dans l'attente de la benediction de Dieu, ils ayent de toutes leurs forces & par tout moyen à aider à prevenir la perte de leur Religion & Liberté, & la ruine de leurs personnes & de leurs biens; ainsi que de nôtre part pour la deffence de tout ce que ce dessus & pour la reparation des torts & dommages que nos sujets ont si injustement souffert nous sommes obligez de prendre les armes, & de déclarer la guerre au Roy de France, commandant à tous nos sujets, Commandans, Officiers, & Soldats & à tous & un chacun à qui il peut appartenir de poursuivre & attaquer par tous hostilements les Païs, Peuples, habitans & sujets du Roy de France, tant par Terre que par Mer. Et comme à cette susdite fin & pour autant qu'en nous est prevenir principalement tout autre dommage, sommes obligez & tenus selon nôtre pouvoir & autant qu'il se pourra sans faire tort à nos Alliez, amis & neutres, & selon le droit des gens, d'ôter & empêcher à la France les commoditez & choses necessaires par le moyen desquelles elle pourroit continuer à aporter du dommage à l'Etat de ces Païs & aux bons habitans d'iceux; Nous avons trouvé bon & expedient d'ordonner à tous ceux qui sont sous nôtre obeïssance & de leurs deffendre expressement comme aussi d'avertir toutes les autres Nations, qui sont en Alliance, Amitié & Neutralité avec cet Etat, comme nous ordonnons, deffendons & avertissons respectivement par ces presentes.

woestinge ... I. Pri-

woestinge van heele Landtschappen, die de selve weder werden genootsaeckt te verlaten; die van de Roomsche Religie hare Mede-Geloofs-genooten alsoo weynigh als de andere sparende, of eenig favorabelder tractement als aen andere latende toekomen, ende sulcks dat de selve op het vertrouwen van onse rechtveerdige saecke, ende in verwachtinge van den zeghen van Godt Almachtigh, daer over met een volkomen liefde ende eendrachtigheydt ende met alle hare macht ende middelen het verlies van hare Religie ende Vryheyde, ende het verderf van hare Persoonen ende Goederen willen helpen afweeren, gelijck Wy tot bescherminge van dit alles, ende tot de reparatie van de verongelijckingen ende schaden door onse Onderdanen soo onrechtverdigh geleden, ghenootsaeckt werden de Wapenen mede op te vatten, ende den Oorlogh teghen den Koningh van Vranckrijck te declareren, soo als Wy doen by desen: Lastende en bevelende alle onse Onderdanen, Bevelhebberen, Officieren ende Soldaten, ende wie het verder soude aengaen, de Landen, Luyden, Ingezetenen, Onderdanen van den Koning van Vranckrijck, alomme soo te Water als te Lande, vyandtlijck te vervolgen ende aen te tasten: Ende nademael Wy ten voorsz eynde, ende wel voornementlijck, om soo veel in Ons is, alle verdere afbreuck van die syde voor te komen, verobligeert ende gehouden zijn, naer ons vermogen, ende soo verre het buyten verongelijckinghe van onse Geallieerden, Vrunden ende Neutralen, naer het Volckeren recht geschieden kan, hoogst-gemelte Koningh te benemen ende te verhinderen de commoditeyten en behoeften, daer mede de selve den Staet deser Landen, ende de goede Ingezetenen van dien verder af-breuck souden konnen doen. SOO IST, dat Wy goed gevonden ende noodigh geacht hebben alle de geenen die onse gehoorsaemheyt zijn staende, te ordonneren, ende wel scherpelijck te verbieden, oock in het vrundelijck te adverteren ende te waerschouwen alle andere Natien, met desen Staet in Verbonde, Vrundtschap ofte Neutraliteyt staende, gelijck Wy ordonneren, verbieden ende waerschouwen respective by desen.

I. Eerstelijck: Dat van nu voortaen niemand van de Ingezetenen deser Landen, hem sal hebben te vervorderen uyt dese Landen, of oock uyt eenige andere Landen, Koningrijcken, Plaetsen ofte Steden, directelijck ofte inderectelijck te vervoeren na eenige Havenen, Eylanden of Plaetsen van Vranckrijck, of andere onder de gehoorsaemheydt van den meer-hoogh-gedachten Koning van Vranckrijck; eenige Munitie van Oorloge, Vivres, ofte eenige Materialien, dienende tot uytrustinge van Schepen, hoe die genaemt, van wat sorte, qualiteyt, conditie of nature die oock soude mogen zijn, geene van de selve uytgesondert, of eenige andere Waren by Placate van den Lande verboden, of eenige correspondentie ende gemeenschap houden met de Inwoonderen van Vranckrijck voornoemt, of haer Onderhoorige, door Brieven of andersints, streckende tot nadeel van desen Staet, in eeniger manieren: Dat oock niemandt ter werelt, al-hoe-wel een Vreemdelingh, ende geen Ingezeten deser Landen zijnde, hem 'tgeene voorsz. is uyt dese Landen sal hebben te onderwinden, op peene van daer over als Vyanden van den Staet sonder eenige conniventie gestraeft te worden.

II. Ende nademael wy na de plicht van alle wettige Overigheden, als schuldigh zijnde hare goede Ingezetenen ende Onderdanen met alle mogelijcke middelen voor geweldt ende overlast te behoeden, ende te beschermen, niet en konnen, oock volgens het gemeyne recht ende practijcque van alle Volckeren, niet gehouden zijn te gedogen, dat den hooghstgedachten Koning of syne Subjecten van yemant ter werelt werden gesuppediteert eenige Waren van Contrabande: Soo willen wy by desen allen onse Geallieerde, Vrunden ende Neutralen, ende generalijck alle Volckeren en Natien gead-

[illegible]

I. Premiérement; Que dès maintenant & cy aprés aucun des habitans de ces Païs n'ait à entreprendre de transporter hors de ces Païs, ou même hors de quelques autre Païs, Royaumes, Places ou villes directement ou indirectement aucune munition de guerre, vivres ou quelque chose servant à l'equipement des vaisseaux, de quelque nom, sorte, qualité, condition ou nature que ce puisse être, rien excepté ou quelque autres marchandises deffenduës par les Placards du Païs, pour les mener dans quelque Havres, Iles, Villes ou places de France ou autres de l'obeïssance du susdit Roy de France, ou d'entretenir aucune correspondance ni communication avec les habitans dudit Royaume de France, ou dependance par Lettres ou autrement, tendant au prejudice de cet Etat en quelque maniere que ce soit; Qu'aussi personne du monde, quoy qu'étranger & non habitant de ces Païs n'ait à s'ingerer de faire ce que dit est cy-dessus, sur peine d'être puni sans aucune dissimulation comme ennemi de cet Etat.

[illegible]

II. Et comme selon le devoir de bons souverains legitimes, qui sont tous obligez de garentir & deffendre par tous les moyens possibles leurs bons habitans & sujets de violance & d'oppression, Nous ne pouvons & même suivant le droit commun & la pratique de tous les Peuples, ne sommes obligez de souffrir que personne du monde fournisse audit Roy de France ou à ses sujets aucune marchandise de contrebande, Nous avons bien voulu donner avis à tous nos Alliez, Amis & Neutres & generalement à tous Peuples & Nations, & les prier instamment de ne point entreprendre, pendant tout [illegible] *le tems*

ANS de J. C. 1689.

ANS de J. C. 1689.

geadverteert, ende wel ernstigh versocht ende vermaendt hebben, haer niet te willen vervorderen, geduyrende den jegenwoordigen Oorlogh tusschen desen Staet en den hooghgedachten Koning van Vranckrijck opgeresen, te voeren ofte te transporteren uyt eenige Landen, Koninghrijcken, Plaetsen ofte Steden directelijck noch indirectelijck na eenige Havenen, Steden of Plaetsen van Vranckrijck of anderen onder 't Gebiedt van den meer hooghgemelten Koning staende, eenige Waren van Contrabande, alsoo Wy geneynt zijn voor goeden prinse, ende verbeurt te houden de voorsz Waaren van Contrabande die contrarie dese Onse advertentie ende Ordonnantie bevonden sullen werden geladen te zijn, om derwaerts gevoert te worden; wel verstaende dat ten aensien van Vrunden en Neutralen, alleen voor Waren van Contrabande sullen werden gerekent alle Vuyrwercken, ende 't geene daer toe behoort; als allerhande Canon, soo groot als kleyn, Musquetten, Pistolen, ende der selver Loopen, Bussen, Mortieren, Petaerden, Bomben, Granaden, Saucysen, Peck-kranssen, Affuyten, Forquetten, Bandeliers, Kruyt, Lont, Salpeter, Kogels, soo wel Yzere als Loode, Degens, Lancen, Piecken, Hellebaerden, gewapende Dors-vlegels, Stormhoeden, Casquetten, Curassen, Schilden, Paerden, Zalen, Holsters, Pistool-loopen, Rapier-henghsels, ende alle andere Toerustingen ten gebruycke van den Oorlogh gefatsoneert en gemaeckt.

III. Ende omme 't gunt voorsz is des te beter met sekerheyt te beletten, ende insonderheyt te voorsien dat sulcx uyt dese Provincien onder valsche pretexten niet en kome te geschieden, en sal niemandt voortaen hier te Lande mogen laden of doen schepen eenige van de voorsz Waren, omme na eenige Landen, Steden of Plaetsen van de Geallieerden, Vrunden of Neutralen van desen Staet getransporteert of vervoert te worden, sonder daer toe alvooren te hebben bekommen speciael consent vande Raden ter Admiraliteyt in welckers District soodanige ladinge of inschepinge geschieden sal: Ende boven betalinge van 's Landts gerechtigheden, te sullen hebben gestelt suffisante cautie voor tweemael de waerde van de uyt te voeren Goederen, dat die op geen andere als op der voorsz Vrunden Rijcken, Havenen, Steden en Plaetsen, ende geensints directelijck of indirectelijck op eenige Plaetsen van Vranckrijck of anderen, onder het Gebiedt van den hooghgemelten Koningh zijnde, sullen werden gevoert, ende gelost, ende dat binnen seeckeren tijdt in het daer toe te verlenen Paspoort na de gelegentheyt ende distantie van de Plaetsen te expresseren, behoorlijck ende den Rechten ghenoegh zijnde, by over te leveren certificatien of andere genoeghsame bewysen sullen doen blijcken, dat alle de voorsz Waren in 't geheel ter plaetse daer op die verklaert en aengegeven zyn vervoert te sullen worden, gelost ende aen Land opgeslagen sullen wesen, ofte dat by ghebreecke van dien, ende den voorsz geexpresseerden tijdt overstreecken zijnde, de Cautionaris voor de voor de voorsz dubbelde waerde van de onuytgegevene Waren, solcks als die ten tyde van de te stellen cautie getauxeert ende ghewaerdeert sullen zyn, aenstonds ge-executeert te worden.

IV. Ordonneren voorts allen onsen Ingezetenen en Onderdanen, adverterende en vermanen allen onsen Geallieerden, Vrunden of Neutralen, ende generaelijck alle Volckeren en Natien, willende varen naer eenige Rijcken, Landen, Steden of Plaetsen van desen Staet, Oost, West of Nordwaerts gelegen, of die van daer herwaerts aen souden willen komen, te kiesen, en te houden de ruyme Zee, alsoo Wy verstaen ende verklaren by desen, dat alle Schepen die op de Kusten van Vranckrijck zijnde of andere Landen, Bylanden en Plaetsen onder 't Gebiedt van de hooghstgemelten Koning van Vranckrijck zijnde, ende voornamentlijck binnen de Baecken en Landtiepten langhs de selve gelegen, gevonden sullen worden, en die alsoo niet buyten suspitie sullen zijn van [illegible] tegens

le tems de la presente guerre d'entre cet Etat & ledit Roi de France, de transporter d'aucuns Païs, Royaumes, Places, ou Villes aucune marchandise de contrebande pour les conduire dans aucuns des Havres, Villes & Places de France, ou autres étant de l'obeïssance dudit Roi, étant dans l'intention de reputer pour bonne prise & confisquer les susdites marchandises de contrebande qui contre nôtre Avertissement & Ordonnance se trouveront chargées pour y être conduites; Bien entendu qu'à l'égard des amis & neutres seront seulement compris dans les marchandises de contrebande, tous feux d'artifice, & ce qui en depend, comme toute sorte de canon, tant grands que petits, Mousquets, Pistolets & leur assortiment, Arquebuse, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Affuts, Fourchettes, Bandoulieres, Poudre, Méche, Salpetre, Boulets, Balles de fer ou de plomb, Epées, Lances, Piques, Hallebardes, Morions, Casques, Cuirasses, Boucliers, Chevaux, Selles, Hausses, Carabines, Port-epées & tout autre équipage & instrumens façonnés & faits pour l'usage de la guerre.

[illegible]

III. Et pour tant mieux & avec d'autant plus de sûreté empêcher ce que dessus, & particulierement pourvoir à ce que ce transport hors de ces Provinces ne se fasse sous de faux pretextes, personne ne pourra dorenavant charger & embarquer dans ces païs aucune des susdites marchandises pour être transportées & conduites en quelque Païs, Villes, ou Places des Alliez, amis ou Etats Neutres avec cet Etat, sans au préallable avoir obtenu un consentement special des Conseils de l'Amirauté dans le district de laquelle tel embarquement se fera: Et qu'outre le payement des droits du païs, on n'ait donné suffisante caution pour deux fois la valeur des marchandises à transporter, qu'elles ne seront conduites ni dechargées en aucuns autres Royaumes, Havres, Villes & Places qu'en celles des susdits alliez, & en aucune maniere, directement ou indirectement, en nulles Places de France ou autres de l'obeïssance du susdit Roi; Et que l'on fera paroître par les certificats qui seront fournis ou autres preuves suffisantes que toutes lesdites marchandises auront été dechargées au Païs, auquel on aura declaré qu'on les vouloit conduire, & ce dans certain tems qui sera exprimé dans les Passeports qui seront accordez à cet effet selon la situation & distance des Places; Et que faute de ce & ledit tems passé la caution pour le double de la valeur de la marchandise declarée, sera executée pour ce à quoy elle aura été taxée & estimée, au tems de ladite prestation de caution.

[illegible]

IV. Ordonnons en outre à tous nos Habitans & Sujets, avertissant aussi & exhortans tous nos Alliez, amis & Neutres & generalement tous Peuples & Nations qui voudront aller en quelques Royaumes, Païs, Villes, & Places de cet Etat, situés à l'Est, l'Ouest ou Nord, ou ceux qui de là voudroient venir icy, de tenir la pleine Mer; entendans & declarans par ces presentes que tous les Vaisseaux qui seront trouvés sur les cotes de France ou autres Païs, Isles & Places étant sous la domination dudit Roi de France, & principalement dans les bayes & golphes le long dudit Royaume, & qui ne seront point hors de soubçon d'avoir quelque dessein contraire à cette nôtre Ordonnance & Avertissement, mais seront chargez en tout, ou en partie desdites marchandises de [illegible] *contra-*

ANS de J. C. 1689.

ANS de J. C. 1689.

tegens dese onse Ordonnantie en advertentie yet voor te hebben, soo wanneer die in 't geheel of ten deele met eenige van de voorsz Waren van Contrabande geladen sullen zijn, by de Capiteynen en andere Officieren van Oorlogh, oock Commissie-vaerders deser Landen aengehaelt en opgebonden sullen worden, om daer over by de Raden ter Admiraliteyt te worden ghesententieert, in maniere als in het tweede Articul hier vooren staet ge-expresseert, ten ware nochtans de selve Schepen aldaer gedreven en geraeckt mogen zijn door storm of andere swaren noodt, en dat het selve by d'opghemelte Raden ter Admiraliteyt uyt de circumstantien in dier voegen opgenomen ende geoordeelt sal konnen worden.

V. Ende om wyders te beter alle bedrogh, het welck teghens dese Ordonnantie ende advertentie voorgenomen soude mogen worden, voor te komen en te verhoeden: Belasten ende bevelen wy mits desen alle Schippers ende Koophuyden, Ingesetenen deser Landen zynde, ofte hunne Schepen en Goederen uyt dese Landen uytvoerende: Adverteren ende vermanen voorts alle anderen, van wat Natie die oock zyn, of van waer die komen sullen, egeen Goederen, Waren, ofte Koopmanschappen in hare Schepen te laden of te doen laden, deselve te vervoeren, of doen vervoeren, anders dan met eenderhande Zee-Brieven, behoorlijcke Pasporten, volkomen Certe-partyen, Cognoscementen, Vracht, Advijs ende Convoy-Brieven, ofte diergelijcke andere Bescheyden, als na de Wetten en Placaten van de Plaetsen daer de Goederen, Waren, ende Koopmanschappen ingeladen sullen zyn, tot derselver inladinghe ende vervoeringe werden gerequireert, alsoo wy voor verbeurt sullen houden, ende van nu af aen voor goeden prinse verklaren alle de Schepen, midtsgaders de ingheladen Goederen, Waren en Koopmanschappen, daer van dat meer als een Zee-Brief, Certe-parthye, dubbelde Vracht-Brieven, Cognoscementen, ofte andere Bescheyden gevonden sullen worden, mitsgaders oock alle de Schepen en Goederen, die met de voorverhaelde gerequireerde Bescheyden, niet na behoren versien sullen wesen.

VI. Ten eynde oock alle de Officieren ende Bevelhebberen van Schepen van Oorloge, soo van den Staet, als van Particulieren op onse bestellinge uytgerust, verseeckert mogen zyn, dat de Schepen die sy in Zee sullen komen te rencontreren, op geene der voorsz Havenen, Steden, ende Plaetsen van Vranckrijck, ofte anderen onder het Gebiedt van den hooghst-ghemelten Koning van Vranckrijck staende, met eenige van de voorsz Waren van Contrabande mogen hebben ghemunt, soo sullen de voornoemde Capiteynen in Zee alle Schepen, daer op eenige suspicie sal vallen, mogen aendoen, ende die selve afvorderen hare Zee-Brieven, Passeporten, Certe-Parthyen en Cognoscementen, tot blijck waer het Schip soude mogen t'huys behooren, waer, ende op wat plaetse de ladinge zy geschiet, waer in des selfs ladinghe bestaet, ende op wat plaetse de ontladinghe sal hebben te geschieden, welcke aen haer verthoont zynde, ende bevonden wesende dat de voorsz Schepen met geene van de voorsz. Waren van Contrabande na eenige Havenen ofte Plaetsen, onder het Gebiedt van den hooghst-ghemelten Koning van Vranckrijck zynde, hebben gemunt, sullen sy de selve vry en onverhindert laten passeren; maer soo het contrarie van dien by de selve Bescheyden, ofte andersints mochte werden bevonden, soo sullen sy de soodanige Schepen, met haer ingeladenene Goederen, in goede verseeckeringhe hebben op te brengen, ende onder hare bewaringe te aenvaerden alle de Beschyden, die in deselve Schepen bevonden, ende aen haer verthoont sullen zyn; oock het geene den Schipper ende het verder Scheepsvolck, soo ten regarde van haer voorhebbende Reyse, als oock aengaende de gelegentheyt van het Schip en Ladinghe, te dier tijdt sullen hebben verklaerdt, in de beste forme by geschrifte doen stellen, ende by den

Schip-

contrebande, seront examinez par les Capitaines ou autres Officiers de guerre, ou armateurs de ces Pais, & seront envoyez pour être jugez & sententiez par les Conseils de l'Amirauté, en la maniere qu'il est exprimé par le deuxiéme Article cy-dessus, à moins que lesdits Vaisseaux n'y eussent été poussez par la tempête ou autre danger eminent, ce qui sera consideré & jugé par ledit Conseil de l'Amirauté selon les circonstances.

V. Et pour d'autant mieux prévenir & se garentir de toutes tromperies qu'on pourroit entreprendre contre cette Ordonnance & Avertissement; Nous chargeons & ordonnons à tous Batteliers & Marchands étant habitans de ces Païs, ou qui partiront de ces pais avec leurs Vaisseaux & Marchandises; Avertissons & exhortons en outre tous autres de quelque Nation qu'ils soient, ou de quelque endroit qu'ils viennent de ne charger ou faire charger dans leur Vaisseaux aucuns effets, denrées ou marchandises, de les transporter ou faire transporter qu'avec des Lettres de Mer uniformes, Passeports convenables, Certificats, lettres de connoissements, voiture, avis & convoy & autres titres semblables, qui conformément aux Loix & Placards des lieux, où lesdites effets, denrées & marchandises auront été chargées, sont requis pour l'embarquement & transport d'icelles, autrement nous tiendrons pour confisqués & declarons dés-à-présent comme pour lors de bonne prise, tous les Vaisseaux avec les effets, denrées & marchandises y chargées qui seront trouvez, avoir plus d'une lettre de Mer, doubles Lettres de voiture, Certificats, connoissements ou autres titres, ensemble tous les Vaisseaux & Marchandises qui ne seront pas convenablement pourvues des titres requis cy-dessus mentionnez.

VI. Et afin que tous les Officiers & Commandans des Vaisseaux de guerre tant de l'Etat que des particuliers, équipez par nôtre ordre, puissent être certains si les Vaisseaux qu'ils rencontreront en Mer pourroient avoir dessein d'aller en quelques-uns desdits Havres, Villes & Places de France ou autres de la domination dudit Roy, lesdits Capitaines pourront arrêter en mer tous les Vaisseaux sur lesquels il y aura quelque soubçon, & leur demander leurs Lettres de Mers, Passeports, & autres actes prouvans de quel Païs seroient lesdits Vaisseaux ou & en quel lieu la charge se fait, en quoy elle consiste; ce qui leur ayant été montré, & ayant trouvé que les susdits Vaisseaux n'étoient point destinez avec aucune marchandise de contrebande pour aucun Havre ou Place de la domination dudit Roy de France, ils les laisseront passer sans aucun empêchement; Mais si le contraire de ce se trouve par les piéces ou autrement, ils pourront emmener tels Vaisseaux en sûreté avec les marchandises y chargées, & tenir sous leur garde toutes les piéces, ou titres, qu'ils auront trouvé dans le Vaisseau & qui leur auront été montrez; & feront mettre par écrit en la meilleure forme, ce que le Patron & autres gens de l'équipage auront declaré dans ce tems là tant à l'égard du dessein de leur voyage que des circonstances du Vaisseau & de la cargaison, & le feront signer par le maître du Vaisseau, pour conjointement avec lesdits documens & le Vaisseau & les choses y chargées être envoyez & mis en la puissance du Conseil de l'Amirauté, d'où celui qui aura fait la prise sera [illegible]

VII. Et

ANS de J. C. 1689.

Schipperdien onderteeckenen, omme nevens de voorschreeve gevonden Bescheyden, met het Schip ende des selfs Ladinghe, aen de Raden ter Admiraliteyt, daer den Veroveraer uytgevaren sal zyn, opgesonden en overgelevert te werden.

VII. Vorders is mede one meyninge, dat oock alle de peynen hier vooren gestatueert, effect sorteren ende ghe-executeert worden sullen tegens onse Ingesetenen, Overtreders, het zy Koopluyden, Schippers ofte andere, wie de selve oock souden mogen wesen, met confiscatie van de Schepen ende van de ingeladen Goederen, ofte een gedeelte van dien, in voegen hier vooren verhaelt, ofte andersints, soo de selve niet voorhanden sullen zyn, met pecuniele boeten, ter concurrentie van de waerde van dien, elcks in hun reguard in gevalle t'haerder aenkomste in dese Landen, of oock andersints de gelegentheyt daer toe geboren zynde, sal vernomen en bewesen werden, dat sy dese onse Advertentie ende Ordonnantie in eenige poincten sullen hebben gecontravenieert, even ghelijck of sy op 't feyt bevonden, ende by de voorsz. Schepen van Oorloge daer over uytter Zee opgebracht, ofte andersints hier te Lande by andere 's Lands-Officieren achterhaelt ende betrapt waren geworden.

VIII. Ende ten eynde door de executie van dese onse Ordonnantie ende Advertentie, geene rechtveerdige redenen van klachten mogen werden gegeven aen eenige Koningen, Republijcquen, Princen, Potentaten ofte Steden, met desen Staet in Alliantie ofte Verbondt staende, soo belasten ende bevelen wy wel expresselijck by desen alle onse Hoofden ende andere Officieren ter Zee, soo over Schepen van Oorloghe van den Staet, als over Schepen by Particulieren op onser bestellinghe ten Oorloge uytgerust, gestelt, haer punctuelijck te reguleren naer de Verbonden ende Tractaten by ons desen aengaende met andere Koningen, Republijcquen, Princen, Potentaten, ende Steden albereydts gemaeckt ofte noch te maecken; ordonneren ten selven eynde onse Raden ter Admiraliteyt alle Capiteynen van Oorloge, uyt hare respective Districten uytvarende, daer van particulierlijck te adverteren ende te instrueren als naer behooren.

IX. Ende sal de Judicature over de transgressie deser onser Ordonnantie toekomen de Raden ter Admiraliteyt in welckers Districte de contraventien sullen werden ontdeckt, of wel de Capiteynen die de achterhalinge in Zee sullen komen te doen, uytgevaren sullen zyn.

X. Doch by soo verre de voornoemde Transgresseurs niet op het feyt bevonden, maer namaels daer over gheaccuseert mochten werden, sal alsdan de kennisse daer af toekomen de Raden van de Admiraliteyt, ofte ordinaris Rechters voor den welcken de selve eerst in recht betrocken sullen werden: Ende ten eynde alle de Officieren, midtsgaders allen anderen die den welstandt van desen Staet ter herten souden mogen gaen, ende Vyanden van de soodanige contraventien zyn, des te vlytiger souden moghen letten, dat dese Ordonnantie oock alomme ende by een yeder punctuelijck werde geobserveert, ende de Contraventeurs nae den innehouden deser, andere ten exemple gestraft: Soo sullen alle de penningen die by confiscatie als andersints, uyt dese onse Ordonnantie komen te resulteren, geappliceert werden, soo als gewoonlijck alle peynen, mulcten, ende confiscatien by Placaten van de respective Provintien deser Vereenighde Nederlanden geappliceert ende verdeylt werden; te weten een derdepart ten proffijte van den Aenhaelder ofte Aenbrenger, het zy de selve in Eedt ende Bedieninghe van het Landt soude mogen zyn of niet, een derde-part ten proffijte van den Officier die de calange en executie sal hebben ghedaen, ende het resterende derde part ten proffijte van de gemeene sake.

XI. Maer belangende de Schepen en Goederen die by eenige Schepen van Oorloge van desen Staet, of

van

VII. En outre nôtre sentiment est, que toutes les peines ordonnées cy-dessus sortiront leur effect & seront executées contre nos habitans, infracteurs, soit marchands, batteliers, ou autres, quels qu'ils puissent être, par confiscation des Vaisseaux & des marchandises qui y seront chargées, ou une partie d'icelles, en la maniere mentionnée cy-dessus ou autrement si on ne les a pas en sa puissance, par amende pecuniaire à la concurrence de la valeur d'icelles, chacun à son égard, au cas qu'à leur arrivée dans ces pais, ou autrement selon l'occasion qui en naitra, il soit prouvé qu'ils ayent contrevenu en quelque point à ce present Avertissement & Ordonnance, & ce tout de même que s'ils avoient été trouvés sur le fait & qu'ils eussent été emmenez de la Mer par lesdits Vaisseaux de guerre, ou autrement surpris & saisis icy au Pais par d'autres Officiers.

VIII. Et afin que par l'execution de nôtre presente ordonnance & avertissement, il ne soit donné aucun juste sujet de plainte à aucuns Rois, Republiques, Princes, Potentats ou Villes étant en Alliance avec cet Etat, nous mandons & ordonnons bien expressément par ces presentes à tous Commandans & Officiers de Marine établis tant sur les Vaisseaux de guerre de cet Etat que sur des Vaisseaux équipez par des particuliers par nôtre ordre, de se conformer ponctuellement aux Alliances & Traitez déja faits & à faire sur ce sujet avec d'autres Rois, Republiques, Princes, Potentats & Villes, ordonnans aux mêmes fins à nos Conseils de l'Amirauté d'en avertir & instruire particulierement, & comme il apartient, tous les Capitaines des Vaisseaux de guerre qui font voile de leurs districts respectifs.

IX. Et ce sera au Conseil de l'Amirauté dans le district duquel la contravention aura été découverte, ou duquel les Capitaines qui les auront atteints en mer seront partis, que le jugement de l'infraction de cette ordonnance appartiendra.

X. Mais en cas que lesdits contrevenans ne soient pas trouvez sur le fait, mais qu'ils soient accusez dans la suite, alors la connoissance en apartiendra au Conseil de l'Amirauté ou aux juges ordinaires pardevant lesquels ils seront d'abord tirez en cause. Et afin que tous les Officiers, ensemble tous autres qui peuvent avoir à cœur la prosperité de cet Etat, & qui sont ennemis de telles contraventions, puissent aporter d'autant plus de soin que cette Ordonnance soit tant plus ponctuellement observée partout & par un chacun; & que les contrevenans, suivant le contenu des presentes soient punis pour servir d'exemple aux autres; tous les deniers qui par confiscation ou autrement resulteront de cette nôtre Ordonnance seront appliquez comme les peines, amandes & confiscations sont appliquées & partagées suivant les Placards des Provinces-Unies respectives des Pais-Bas; sçavoir un tiers au proffit de celui qui les aura saisis & emmenez, soit qu'il soit sous serment, & au service du Pais ou non; un tiers au proffit de l'Officier qui aura fait l'execution & l'autre tiers restant au proffit de la Republique.

XI. Mais à l'égard des Vaisseaux & marchandises qui par quelques Vaisseaux de guerre de cet état ou par

quelque

ANS de J. C. 1689.

van eenige particuliere Commissie ofte Retorsie-Vaerders in Zee achterhaelt, ende van daer ter saecke van contraventien tegens dese onse Ordonnantie ende Advertentie begaen, opgebracht, ende vervolgens door de gemelte Raden ter Admiraliteyt verbeurt, ende van goeden prinse verklaert sullen werden, daer van sal de verdeylinge geschieden, volgens die Instructie, Placaten ende Ordonnantien daer van hier bevoorens ghemaeckt ofte noch te maken.

XII. Ten eynde oock alle Schepen ende Goederen die ter oorsaecke van de contraventien teghens dese onse Ordonnantie ende Advertentie begaen, sullen werden achterhaeldt, aengehouden, ende hier te Lande opghebracht, aen handen van de ghemelden behoorlijck overgelevert mogen werden; soo lasten Wy by desen wel expresselijck, dat de Aenhaelders van deselve sich precise sullen hebben te reguleren, oock alle die het selve aengaen mochte, doen reguleren, naer onsen Placate op den eersten December sesthienhondert veertigh tegens 't onordentelijck plonderen ende veroveren van soodanige Schepen geëmaneert, met waerschouwinge, dat de pœnen by het voorschreve Placaet ghestatueert, severlijck sullen werden ghe-executeert tegens alle die contrarie het voorsz yets gheattenteert sullen hebben.

XIII. Ende ten eynde aen de eene zyde mach werden voorghekomen, dat de schade die by confiscatie van de voorschreve Schepen en Goederen op de Contraventeurs van dese onse Ordonnantie moet vallen, niet door middel van assurantie en komen te redunderen, tot schade van eenige andere Ingezetenen deser Provincien, en dat aen de andere zyde de faculteyt van de Fransche Navigatie ende Commercie, soo veel doenlijck, werde besnoeyt, SOO IST, dat Wy wel expresselijck ordonneren by desen, niet alleen dat sigh niemandt van de Inghezetenen voornoemt en sal hebben te bevorderen eenighe Goederen ofte Schepen, de Subjecten van den hooghst-ghemelten Koningh van Vranckrijck toebehoorende, nochte oock eenige Schepen ende Goederen, gaende ofte bevracht naer eenighe Havenen, Steden ofte Plaetsen van Vranckrijck, ofte anderen onder 't gebiedt van den hoogstgemelten Koningh staende, ofte oock van de selve Havenen, Steden ofte Plaetsen komende, te verasseureren, directelijck ofte indirectelijck, selver, ofte door yemandt anders hier te Lande, of daer buyten, op wat maniere het selve oock soude mogen geschieden, nemaer oock het geven ende ontfangen van Renversalen, om daer door desen onsen Placate illusoir te maecken, 't zy mede directelijck ofte indirectelijck, onder wat pretext sulcks oock sonde mogen geschieden, op pœne dat verbeurt sal zijn ende werden soodanige somme, als by de Asseuradeurs sal wesen verseckert, ende dat het selve soo wel ten reguarde van 't doen van de Asseurantie als van het geven van Renversalen plaetse hebben ende effect sorteren sal; t'appliceren ende de executeren als vooren. Ende sullen de Officieren die daerinne bevonden sullen worden nalatigh gheweest te zijn, daer over arbitralijck werden ghecorrigeert, oock met privatie van haere Bedieningen, ofte anders, soo als nae ghelegentheyde bevonden sal werden te behooren.

Ende ten eynde niemandt hier van eenige ignorantie naemaels kome te pretenderen; Ontbieden ende versoecken Wy de Heeren Staten, Gecommitteerde Raden, ende Gedeputeerde Staten vande respective Provincien, ende allen anderen Justicieren ende Officieren van de selve, dat sy dese onse Ordonnantie van stonden aen alomme doen verkondigen, publiceren ende affigeren in alle Plaetsen daer sulcx noodigh wesen sal, ende men gewoon is soodanige publicatie ende affixie te doen. Lasten ende bevelen voorts de Raden ter Admiraliteyt, de Advocaten-Fiscaels, midtsgaders Admiraels, Vice-Admiralen, Capiteynen, Officieren en Bevelhebberen, als mede de Commissarissen ende Com-

ANS de J.C. 1689.

quelques Armateurs particuliers auront été atrapez en mer & en auront été emmenez pour raison de contravention à cette nôtre Ordonnance & Avertissement & auront en consequence été confisquez & declarez de bonne prise par les susdits Conseils de l'Amirauté, le partage en sera fait suivant l'instruction, les Placards & Ordonnances déja faites ou à faire.

XII. Afin que tous les Vaisseaux & marchandises qui pour raison de cette contravention à cette nôtre Ordonnance & avertissement auront été atrapez, saisis & menez en ce pais, soient comme il apartient livrez ès mains des susdits Conseils, nous enjoignons bien expressement par ces presentes, que ceux qui les auront arrêtez ayent à se regler, & fassent ensorte que tous ceux qu'il apartiendra se réglent conformement à nos Placards emanez le premier Decembre mil sixcens quarante contre le pillage desordonné de tels Vaisseaux, avec avertissement que les peines statuées par le susdit Placard, seront severement executées contre tous ceux qui auront attenté quelque chose contre la susdite deffence.

XIII. Et afin que d'un côté on puisse prevenir, que le dommage qui par la confiscation des susdits Vaisseaux & marchandises doit tomber sur les contrevenans à cette nôtre Ordonnance ne vienne pas à retomber au dommage de quelque autre habitant de ces Provinces, & que d'un autre coté la Liberté de la navigation & du commerce de France, soit autant troublée qu'il est possible; Nous ordonnons bien expressément par ces presentes, non seulement qu'aucun des Habitans susdits n'entreprenne d'assurer aucunes marchandises ou Vaisseaux appartenans à des sujets du susdit Roy de France ni non plus aucuns Vaisseaux ou Marchandises allant ou fretez pour quelques Havres, Villes ou Places de France, ou autres de la domination du susdit Roy, ou même qui viendront des susdits Havres, Villes ou Places directement ou indirectement par eux-mêmes ou par d'autres personnes, de ce païs ou de dehors, de quelque maniere que ce puisse être, ni même donner ou recevoir des reversales pour rendre nôtre present Placard illusoire, aussi directement ou indirectement de quelque maniere que ce puisse être, sur peine de confiscation de la somme pour laquelle l'assurance aura été faite, & que le même effect sortira, tant à l'égard de l'assurance qui sera faite que de la Reversale à donner, applicable & à executer comme dessus. Et les Officiers, qui en ce point auront été trouvez faillir en seront corrigez arbitrairement, même par demission de leurs charges, ou autrement selon que les circonstances l'exigeront.

Et afin que cy-aprés personne n'en pretende cause d'ignorance, mandons & requerons les Seigneurs Etats Conseillers Deputez & les Etats Deputez de chaque Province & tous Officiers de Justice, & autres, qu'ils fassent aussitost publier & afficher cette nôtre Ordonnance, dans toutes les lieux où besoin sera, & où on a coûtume de faire telle publication & attache. Mandons & chargeons en outre, aux Conseils de l'Amirauté, Avocats Fiscaux, ensemble, les Amiraux, Vice-Amiraux, Capitaines, Officiers & Commandans, ensemble aux Commissaires & commis des recherches tant dans les Ports de mers, qu'ailleurs d'observer & faire observer cette nôtre Ordonnance, procedant & faisant proceder contre les contrevenans à icel-

ANS de J. C. 1689.

Commisen ter Recherche, soo in de Zee-gaten als elders, dese onse Ordonnantie te achtervolgen ende doen achtervolgen, procederende, ende doende procederen tegens de Contraventeurs van dien, sonder ooghluykinge, faveur, dissimulatie ofte verdragh, want Wy sulcx alsoo ten dienste van den Lande hebben bevonden nodigh te zijn. Aldus gedaen ende gearresteert ter Vergaderinge van de hoogh-gemelte Heeren Staten Generael, in den Hage op den negenden Maert 1689. Was geparapheert, *Johan Becker*, vt. Onderstondt, Ter Ordonnantie van de selve. Geteeckent, *H. Fagel.* Zijnde op 't spatium gedruckt het Cachet derselver Heeren Staten in rooden Wassche.

icelles sans connivence faveur, ni dissimulation ou supports, car nous l'avons ainsi jugé être du service du Païs. Ainsi fait & arrêté en l'assemblée des susdits Seigneurs Etats Generaux à la Haye le neuviéme Mars 1689. Etoit paraphé Jean Becker vt, & plus bas étoit écrit par Ordonnance d'iceux. Signé H. Fagel, & étoit imprimé sur l'espace le cachet desdits Seigneurs Etats en cire rouge.

ANS de J. C. 1689.

CCXXIX.

ANS de J. C. 1689.

Declaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France contre les* ESPAGNOLS *du* 15. *Avril* 1689. Freder. Leonard. Tom. VI.

LA FRANCE ET L'ESPAGNE.

LE desir sincere que le Roi a eu de maintenir la Tréve concluë en l'année 1684. a porté Sa Majesté à dissimuler la conduite qu'ont tenuë les Ministres d'Espagne dans toutes les Cours des Princes de l'Europe, où ils ne se sont appliquez qu'à les exciter à prendre les armes contre la France; Et sa Majesté n'a pas ignoré la part qu'ils ont euë dans la negotiation de de la ligue d'Ausbourg; Elle a aussi esté informée de celle qu'a eu le Gouverneur des Païs-Bas Espagnols, dans l'entreprise que le Prince d'Orange a faite contre l'Angleterre; mais ne pouvant croire que la conduite qu'il a tenuë à cet égard, lui eût été prescrite par le Roi son Maitre, qui par tant de raisons de Religion, de sang, & de seureté pour tous les Rois, estoit obligé de s'opposer à une pareille usurpation, sa Majesté auroit esperé de pouvoir porter sa Majesté Catholique à s'unir avec Elle pour le rétablissement du Roi legitime en Angleterre, & la conservation de la Religion Catholique contre l'union des Princes Protestans, & au moins à garder une neutralité exacte, si l'état des affaires d'Espagne ne permettoit pas au Roi Catholique de prendre de pareils engagemens, Sa Majesté lui a fait faire pour cet effet differentes propositions depuis le mois de Novembre dernier, lesquelles ont été bien reçûës, tandis que le succez de l'entreprise du Prince d'Orange a paru douteux; mais ces savorables dispositions ont disparu dés que l'on a sçeu à Madrid le Roy d'Angleterre sorti de son Royaume, & l'on n'y a plus parlé que de guerre contre la France. Sa Majesté a appris en même temps que l'Ambassadeur d'Espagne en Angleterre voyoit journellement le Prince d'Orange, & le sollicitoit de faire que les Anglois declarassent la guerre à la France, que le Gouverneur des Païs-Bas Espagnols levoit des troupes avec empressement; qu'il promettoit aux Etats Generaux de les joindre aux leurs au commencement de la campagne, & les sollicitoit aussi bien que le Prince d'Orange, à faire passer des Troupes en Flandres pour le mettre en état de faire la guerre à la France. Tous ces avis ayant fait juger à sa Majesté qu'il estoit de sa prudence de sçavoir à quoi s'en tenir, Elle a donné ordre au Marquis de Rebenac, son Ambassadeur à Madrid, de demander une réponse positive aux Ministres du Roi Catholique, lui offrant la continuation de la Tréve, pourvû qu'il voulût s'obliger en gardant une neutralité exacte, de ne secourir directement ni indirectement les Ennemis de sa Majesté; mais les mauvais Conseils ayant prévalu, Sa Majesté a esté informée que la resolution avoit esté prise de favoriser l'Usurpateur d'Angleterre, & de se joindre aux Princes Protestans. Sa Majesté a appris aussi, presque en même temps, Que les Agents du Prince d'Orange ont touché des sommes considerables à Cadix, & à Madrid, que les troupes de Hollande & de Brandebourg sont entrées dans les principales Places des Espagnols en Flandres, & que le Gouverneur des Païs Bas pour le Roi Catholique faisoit solliciter les Etats Generaux de faire avancer leur armée sous Bruxelles. Tous ces avis joints à la réponse que le Marquis de Rebenac a reçûë à Madrid, ne laissant à sa Majesté aucun lieu de douter que l'intention du Roi Catholique ne soit de se joindre à ses Ennemis; Sa Majesté a crû ne devoir pas perdre de temps à prevenir ses mauvais desseins, & a resolu de lui declarer la guerre, tant par Mer que par Terre, comme Elle fait par la presente. Ordonne & enjoint pour cet effet, Sa Majesté, à tous ses sujets, Vassaux & Serviteurs de courre sus aux Espagnols, & leur a défendu & défend tres-expressement, d'avoir cy-aprés avec eux aucune communication, commerce, ni intelligence, à peine de la vie; & à cette fin, sa Majesté a dés-à-present revoqué & revoque toutes permissions, Passeports, Sauvegardes, & Saufconduits, qui pourroient avoir esté accordez par Elle, ou par ses Lieutenants Generaux, & autres ses Officiers contraires à la presente, & les a declaré & declare nuls, & de nul effet & valeur; défend à qui que ce soit d'y avoir aucun égard. Mande & ordonne sa Majesté à Monsieur l'Amiral, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenants Generaux pour sa Majesté en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Estrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente, ils fassent executer chacun à son égard dans l'étenduë de leurs pouvoirs & jurisdictions; Car telle est la volonté de sa Majesté, laquelle veut & entend, que la presente soit publiée & affichée en toutes les Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous ses Ports, Havres & autres lieux de son Royaume, & terres de son obéissance que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance. Fait à Versailles le quinziéme Avril mil six cens quatre-vingt-neuf, Signé, LOUIS, Et plus bas, Le Tellier.

CCXXX.

Traité entre GUILLAUME III. *&* MARIE *Roi & Reine d'Angleterre, & les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas touchant l'Armement par Mer, du* 29. *Avril*, 1689. Manuscrit.

ANS de J.C. 1689.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES UNIES.

LE Roi & la Reine de la Grande Bretagne ayant été requis depuis plus de deux mois par Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays Bas, d'executer incessament le Traité du 3. Mars, 1677. fait entre le feu Roi Charles second & les Seigneurs Etats Generaux, par ce que le cas est arrivé, que le Roi Tres-Chrétien leur a declaré la Guerre, leursdites Majestez voulant témoigner publiquement leur sincerité & l'affection qu'elles ont toujours eu, & auront toûjours pour lesdits Seigneurs Etats Generaux, ont non seulement trouvé juste d'executer ledit Traité suivant sa teneur, mais aussi pour leur donner de plus grandes marques de leur cordiale Amitié, & pour parvenir d'autant plûtost à une bonne Paix, elles ont jugé à pro-

propns d'augmenter d'un plus grand nombre de Vaiſſeaux, le ſecours ſtipule par ledit Traité, pour cet effet & pour mieux convenir de quelle maniere on doit agir ſur Mer, leurſdites Majeſtez & leſdits Seigneurs Etats Generaux ont nommé des Commiſſaires ſçavoir, de la part de leurs Majeſtez Daniel Comte de Nottingham, l'un des premiers Secretaires d'Etat, & des Commandemens de leurs Majeſtez, & de leur Conſeil privé, Jean Comte de Carbery en Irlande, & Baron Vanghan en Angleterre, un des Commiſſaires de l'Amirauté, Arthur Herbert Eſcuyer, premier Commiſſaire de l'Amirauté, & du Conſeil privé de leurs Maj. & Eduart Ruſſel, Ecuyer Threſorier des Flotes de leurs Majeſtés, & de leur Conſeil privé: Et de la part deſdits Seigneurs Etats Generaux, Meſſieurs Nicolaes Witſen, Bourgemaiſtre, Conſeiller & Threſorier de la Ville d'Amſterdam, Guillaume de Naſſau, Baron de Corrgene, Seigneur d'Odyck, Seyſt, Drybergen & Blickenburgh premier & repreſentant la Nobleſſe, au Conſeil & à l'Aſſemblée des Etats de Zeelande; & Everhard de Weede, Seigneur de Weede, Dyckveli, Rateles, Seigneur fondataire d'Oudewater, Preſident de l'Aſſemblée des Etats de la Province d'Utrecht, & Deputez à l'Aſſemblée des Etats Generaux; leſquels Commiſſaires & Deputez aprés pluſieurs conferences ont arrêté, promis & accordé au nom de leurs Maj. & deſdits Seigneurs Etats Generaux reſpectivement les Articles ſuivants.

I. Que leurs Majeſtez mettront en Mar cinquante gros Vaiſſeaux de Guerre à ſçavoir un du ſecond rang, dix-ſept du troiſiéme & trente deux du quatriéme rang avec quinze Fregattes, & huict Brulots, leſquels Vaiſſeaux, Fregattes & Brulots auront enſembla pour Equipage dix-ſept mille cent cinquante cinq Hommes effectifs.

II. Que les Seigneurs Etats Generaux mettront en Mer de leur côté trente gros Vaiſſeaux da guerre, à ſçavoir huict qui ſeront montez de ſeptante à quatre-vingt Canons, ſept qui ſeront montez de ſoixanta à ſeptante & quinze de cinquante à ſoixante Canons; outre leſquels leſdits Seigneurs Etats Generaux fourniront auſſi neuf Fregattes & quatre Brulots, leſquels Vaiſſeaux, Fregattes & Brulots, auront enſemble pour équipage dix mille cinq cents ſeptante & deux hommes effectifs.

III. Que la Flotte de leurs Majeſtez & celle deſdits Seigneurs Etats Generaux ſe mettront à la Mer, & ſe joindront enſembla en tel lieu qui ſera nommé par le Roi de la Grand' Bretagne, le plûtôt que faire ſe pourra.

IV. Que les deux Flotes de leurs Majeſtez & deſdits Seigneurs Etats Generaux ſa diviſeront en trois Eſcadres, dont la premiere ſera compoſée de cinquante gros Vaiſſeaux, ſix Fregattes & huit Brulots, & ſera employée dans la Mer Mediterranée; la ſeconde ſera compoſée de trente gros Vaiſſeaux, huict Fregattes & quatre brulots, & ſera employée dans la Mer d'Yrlande, & dans la Manche à moins qu'il ne ſoit autrement réglé par le conſentement des deux parties; & la troiſiéme de dix Fregattes leſquelles ſeront employées depuis le pas de Calais & Douvres, juſques à Yarmour ſur la côte d'Angleterre, & l'Ile de Walchere ſur la côte de Zelande & les deux dernieres Eſcadres ſa donneront mutuellement de l'aſſiſtance toutes les fois que l'occaſion le pourra requerir.

V. Chacune deſdites Eſcadres ſera compoſée en partie des Vaiſſeaux de leurs Majeſtez, & en partie de ceux deſdits Seigneurs Etats Generaux, en telle proportion qui puiſſe repondre au nombre des Vaiſſeaux en chaque Flotte.

VI. La premiere Eſcadre ſera fournie en abondance de toute ſorte de proviſions tant de vivres que de guerre & navales pour un an entier; & le reſte de ce que chaque navire ne ſera pas capable de porter, ſera mis dans Porto Mahon en l'Ile de Minorca, ou dans Porto Ferrara en cella d'Elbe, ou en tel autre lieu que l'Admiral avec le Conſeil de guerre trouvera le plus à propos: & le Roi d'Eſpagne & le grand Duc de Toſcane, & la Republique de Genes, ſeront requis de la part de leurs Majeſtez, & de celles des Etats Generaux de vouloir recevoir favorablement dans leurs Ports les Vaiſſeaux de ladite Eſcadre, & leur faire toute ſorte de bon accueil. Et les deux autres Eſcadres ſeront auſſi pourvûës de vivres & autres neceſſitez pour un an entier ou le temps qu'on jugera convenable pour en tirer le plus de ſervice.

VII. Il a été accordé que chacune deſdites Eſcadres, ſera commandée pendant cette guerre par l'Amiral ou par l'Officier commandant en chef l'Eſcadre de leurs Majeſtez, & qui s'obſervera auſſi par les detachemens de chaque Eſcadre.

VIII. Les Conſeils de guerre ſeront compoſez de tous les Officiers, qui porteront le pavillon de part & d'autre, & en nombre égal, mais toutes les fois que les ſuffrages ſeront partagez également on y joindra tous les Capitaines des Vaiſſeaux, de l'une & de l'autre Flotte ou Eſcadre; dans tous leſquels Conſeils de guerre, l'Amiral ou le Commandant en chef de la Flotte ou de l'Eſcadre Angloiſe, ſera Preſident; & ſera aſſis avec les Hauts Officiers & Capitaines de leurs Majeſtez chacun ſelon ſon rang à la droita de la Table.

Et l'Amiral ou le Commandant en Chef de la Flotte ou de l'Eſcadre des Etats Generaux, ſera aſſis avec les Hauts Officiers & Capitaines deſdits Etats Generaux de l'autre côté de la table vis à vis de ceux de leurs Majeſtez; & toutes les affaires de quelque nature qu'elles ſoient, dont il ſera queſtion dans les ſuſdits Conſeils de guerre, ou qui y ſeront propoſées ſeront determinées à la pluralité des ſuffrages & tout ce qui ſera ainſi ordonné ou reſolu ſera executé ponctuellement, & ſans aucun delay en la maniere qui ſera preſcrite.

IX. Lorſqu'il y aura une affaire ou procez qui ne regardera que les Officiers, Soldats, Matelots, & autres gens qui ſeront au ſervice de leurs Majeſtez, ladite affaire ou procés ſera toûjours vuidé ou determiné dans un Conſeil de guerre, qui ſera compoſé ſeulement des Officiers de leurs Majeſtez, & pareillement lorſqu'il y aura une affaire ou procés qui ne regardera que les Officiers, Soldats ou Matelots, ou autres gens qui ſeront au ſervice deſdits Seigneurs Etats Generaux, ladite affaire ou procès ſera toûjoors vuidé ou determiné dans un Conſeil de guerre qui ſera compoſé des Officiers deſdits Seigneurs Etats Generaux.

X. Mais ſi l'affaire ou procez regarde les Officiers, Soldats, Matelots ou autres gens, de quelque qualité ou rang qu'il ſoient, qui ſeront au ſervice de leurs Majeſtez & deſdits Seigneurs Etats Generaux, ou qui ſeront aucunement intereſſez l'un contre l'autre, dans ce cas là, un Conſeil de Guerre compoſé des Officiers des deux Flottes en la forme preſcrite dans l'Art. 8. prendra connoiſſance de toute l'affaire, afin ſeulement de juger & determiner quelle partie, ou quelle perſonne aura été coupable, ou devra être punie ou chatiée, lequel jugement aiant été donné le Conſeil de guerre compoſé des Officiers de leurs Maj. ſi le criminel ſe trouve à leur ſervice, le ſera chatier ou punit ſelon les loix, coûtumes & Inſtructions, établies ou obſervées en de ſemblables cas dans celle deſdites deux Flottes, à qui le criminel appartiendra.

XI. Toutes les priſes ſeront partagées, entre leurs Majeſtez & leſdits Seigneurs Etats Generaux à proportion du nombra des Vaiſſeaux dans chaque Flotte; c'eſt-à-dire que de huict parties égales leurs Majeſtez en auront cinq, & leſdits Seigneurs Etats Generaux en auront trois parties, ce qui s'obſervera toûjours quand même leſdites priſes auront eſté faites par les Vaiſſeaux de leurs Majeſtez ſans l'aſſiſtence de ceux deſdits Seigneurs Etats Generaux, ou par les Vaiſſeaux deſdits Seigneurs Etats Generaux ſans l'aſſiſtence de ceux de leurs Majeſtez.

XII. En cas des priſes faites par des Vaiſſeaux de guerre, elles ſeront jugées par la Cour de l'Amirauté à laquelle ſera ſujet le Vaiſſeau qui aura fait la priſe, ſoit Anglois ou Hollandois, & le provenu ſera partagé ſuivant le contenu du precedent Article, ſans que la portion qui ſera delivrée à l'Amirauté

ANS de J.C. 1689.

nauté qui n'en sera point le jugement soit chargée des droits veritables pour les Officiers de part & d'autre, mais seulement des depenses necessaires.

XIII. Et si les prises se font par des Vaissaux, de part & d'autre, joints ensemble, elles seront jugées par la cour de l'Amirauté de laquelle dependront les vaisseaux les plus forts en nombre de canon qui ont fait la prise.

XIV. Que leurs Majestez ordonneront que dans toutes les instructions aux Capitaines de leurs Vaisseaux de guerre destinez, ou qui seront destinez pour convoyer les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit inseré un Article, leur enjoignant tres expressément de proteger contre les insultes ou attaques de qui que ce soit les Vaisseaux Marchands appartenans aux sujets desdits Etats Generaux, qui suivront la même route que lesdits Vaisseaux de guerre, & desireront de se mettre sous leur protection.

Et qu'il y sera inseré un autre Article enjoignant aussi tres-expressément ausdits Capitaines, en cas que les plantations, colonies ou autres Etats quelconques, que lesdits Seigneurs Etats Generaux possedent à present, ou qu'ils posséderont à l'avenir dans les Indes Occidentales, ayent besoin de secours pour se defendre contre les attaques ou insultes de leurs Ennemis, qu'aussi tost qu'ils en seront requis, ils donneront toute aide & assistence pour la defense desdites plantations, colonies ou autres Etats contre toutes les attaques ou insultes susdites, autant que l'estat des plantations, colonies ou autres Estats de leurs Majestez le pourra permettre, & lesdits Seigneurs Estats Generaux ordonneront aussi que dans toutes les instructions aux Capitaines de leurs Vaisseaux destinez ou qui seront destinez pour convoyer les Vaisseaux Marchands par tout, & aussi qui iront de temps en temps aux Indes Occidentales, il soit inseré de semblables Articles, & tres-expressément à l'égard de la protection que lesdits Capitaines donneront aux Vaisseaux Marchands appartenant à des sujets de leurs Majestez, qu'à l'égard de l'aide & assistance qu'ils donneront pour la defense des plantations, colonies ou autres Estats, que leurs Majestez possedent à present, ou qu'elles possederont à l'avenir dans les Indes Occidentales, le tout dans la maniere & forme cy-dessus prescrite.

XV. Le present Traité sera ratifié par leurs Majéstez, & lesdits Seigneurs Etats Generaux & les ratifications seront échangées dans l'espace de six semaines, si ce n'est qu'un Traitté d'une Alliance offensive & defensive entre leurs Majestez & lesdits Seigneurs Etats Generaux soit conclu & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas ce present traité y sera compris & confirmé; cependant lesdits Commissaires & Deputez sont convenus qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre, tous & chacun des Articles de ce Traité ponctuellement & de bonne foi de même que si les ratifications étoient déja échangées. Fait à Whitehal ce vingt-neuviéme jour d'Avril, 1689. A été signé,

Nottingham,
Carbery,
Russel,
N. Witsen,
W. de Nassau,
De Weede.

CCXXXI.

ANS de J.C. 1689. ESPAGNE ET LA FRANCE.

Declaration de Guerre, faite par Don Francisco Antonio de Agurto, Marquis de Gastanaga, Chevalier de l'Ordre d'Alcantara, Lieutenant Gouverneur & Capitaine Général des Pays-Bas, &c. pour le Roi D'ESPAGNE, *contre la* FRANCE. *A Bruxelles le* 3. *Mai* 1689. Feuille volante imprimée.

Apres toutes les Paix, Traitez & Treves si Religieusement observées de la part du Roi nôtre Sire, & si legerement enfraintes, si volontairement rompuës, & si temerairement violées par la France par une infinité d'actes, qu'il seroit superflu de rapporter, étans surabondament connus à toute l'Europe, & que dans son ambition elle la devore toute entiere; Sa Majesté après tant de Moderation, en veuë de la conservation de la tranquillité universelle, se trouve, pour comble de tant d'attentats, accueillie d'une injuste Declaration de Guerre par sa Majesté Tres-Chrêtienne du 15. d'Avril, denuée de toutes sortes de pretextes, destituée de toutes raisons & soûtient de Justice, & même injurieuse à la pieté de sa Majesté, s'efforçant de faire passer pour un scandale les Alliances qu'elle pourroit avoir avec les Princes & Etats ses voisins, qui ne pourroient tendre qu'à la glorieuse fin & la seureté du repos de la Chrêtienté, & à la grandeur reciproque de ses Estats, pendant que les Armes de France desolent inhumainement & avec des cruautez & des barbaries inouïes tous les Estats de l'Empire, sans aucun égard aux Loix de Religion, de la guerre, & au droit Sacré des Capitulations, & que les Ministres emploient toutes les ruses de la negotiation & tous autres moyens pour troubler l'Harmonie de la Chrêtienté, & attirer toutes les forces Ottomanes à la destruction de la Hongrie, & traverser au même temps la conclusion de la Paix entre sa Majesté Imperiale, ses Hauts Alliez, & la Porte Ottomane; Et comme Sa Majesté se trouve attaquée si injustement, Voulans nous servir & employer utilement tous les moyens que nous avons, pour sa gloire, & pour la grandeur de ses Etats, & par le principe naturel d'une juste deffence, que nous esperons que Dieu benira par sa justice, & secondera les bonnes & saintes intentions de sa Majesté, comme celui qui connoit celles de tous les Rois, ainsi nous ordonnons & commandans à tous Generaux, Gouverneurs, Commandans, Chefs & autres Officiers Militaires & Soldats, tant de pied que de Cheval, de quelque Nation qu'ils soient, & à tous autres Officiers, & sujets de sa Majesté, de s'opposer de toutes leurs forces & pouvoirs aux Sujets de France, leur courre sus, & faire, contre eux, tous actes d'hostilité, tant par Mer que par Terre, comme contre Ennemis, Aggresseurs, & Infracteurs des Traitez: Ordonnons à tous Vassaux & Sujets de sa Majesté, qui se trouvent en quelque lieu de la Domination de la France, de s'en retirer dans quinze jours de la Publication de cette Ordonnance, & de ne tenir aucune correspondence, communication, ou commerce avec les Sujets de la France sans nostre permission expresse; à peine de la vie selon les dispositions des Loix, & Placarts.

Declarons en oultre tout les Biens, Meubles & Immeubles, Rentes, Revenus, Droits, Actions, Credits, & Effets appartenants aux Sujets de la France en ce Païs, confisquez au profit de sa Majesté; Et ordonnons à tous François Naturels, & Sujets indifferemment de la France, qui sont en ces Pays, d'en sortir avec leurs Femmes, Enfans, & Familles dans huit jours de la Publication de la presente Ordonnance, à peine d'estre faits Prisonniers de guerre, & tenus de

ANS de J. C. 1689.

de bonne prise; & s'il arrivoit que quelques Vassaux de Sa Majesté vinssent à retirer, ou cacher chez eux ou ailleurs quelqoes Sujets de la France, ils sonrferont l'amende de mille Patacons pour la premiere fois, de deux mille pour la seconde, & pour la troisiéme fois la confiscation de leurs Biens, & autre peine arbitraire selon l'exigence du cas : lesdites amendes applicables pour la moitié au profit du Denonciateur, & pour l'autre à celui de l'Officier exploiteut. Et afin que la presente Ordonnance soit connuë d'un chacun, Nous ordonnons qu'elle soit publiée & affichée au plustost en la forme & maniere, & és lieux ordinaires, & accoutumez. Fait à Bruxelles le 3. May mil six cent quatre-vingt-neuf.

Estoit paraphé

B L O N, vt.

Signé,

EL MARQUIS DE GASTANAGA.

Plus bas estoit écrit,

Par Ordonnance de Son Excellence.

Sigoé,

L. A. DE CLARIS.

Et estoit cachetté du Cachet secret de Sa Majesté, en Hostie vermeille sur un Estoille de papier.

CCXXXII.

ANS de J. C. 1689.

L'EMPEREUR ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité d'Alliance Offensive & deffensive entre LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas à Vienne, le* 12. *May* 1689. Manuscrit.

NOtum testatumque sit, quod tametsi fœdus illud quod paucis ab hinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter & Celsos ac præpotentes D. D. Ordines Generales fœderati Belgii Hagæ-Comitum, in mutuam defensionem sancitum est, in suo adhuc dum vigore permaneat; nihilominus tàm Sacra Cæsarea Majestas quam Dicti D. D. Ordines Generales perpendentes communis periculi post novissimam invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem, necessarium judicaverint prædicti fœderis leges veteremque conjunctionem arctioribus firmioribusque vinculis roborare, & de efficacioribus simul tàm reducendæ quàm conservandæ Pacis & securitatis publicæ mediis rationes inire, eáque propter per utrinque ad id constitutos Plenipotentiarios à parte quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Status intimos D. Leopoldum Gulielmum Comitem in Koningsec Sacri Romani Imperii Procancellarium, aurei velleris Equitem; & D. Theodorum Altherum Henricum Comitem a Straatman Cancellarium Aulicum: & a parte Celsorum ac Præpotentum D. D. Ordinum Generalium per D. Jacobum Hop Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum nec non in consessu eorundem D. D. Ordinum Generalium, nomine Hollandiæ & Westfrisiæ deputatum, commutatis hinc inde Plenipotentiarium Tabulis conventum sit tenore sequenti.

I. Sit maneatque semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & D. D. Ordines Generales fœderati Belgii constans, perpetua & inviolabilis amicitia & correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedulò promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

II. Et cùm Rex Galliæ tàm Sacram Cæsaream Majestatem quàm D. D. Ordines Generales Uniti Belgii absque ulla legitima causa seu prætextu, gravissimo juxtà ac iniquissimo bello nuperrimè adortus sit, sit eo durante inter partes contrahentes non tantum defensivum sed & offensivum fœdus, vi cujus Ambæ omnibus viribus contra prædictum Galliæ Regem Terra Marique ejusdemque fœderatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerint hostiliter agant, de operationibus Bellicis in communis hostis perniciem, sive conjunctim sive separatim utilius instituendis consilia identidem communicent.

III. Neutri partium fas sit ab hoc contra Galliam bello recedere, aut com illa illiusve adhærentibus ullam conventionem aut tractatum de Pace vel armistitio sub quocumque demùm pretextu seorsim instituere, nisi volente & concurrente altera parte.

IV. Nullatenus verò pax ineatur, priusquàm Pax Westphalica, Osnabrugensis & Monasteriensis, nec non Pyrenæa communibus viribus, juvante Deo, vindicata, & omnia juxta earundem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu pacis aut armistitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bonâ fide ea quæ agentur, nec una pars sine alterioa consensu & satisfactione quidquam concludet.

VI. Postquàm præsens bellum communi consensu finitum, & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem hæredes & successores, nec non D. D. Ordines Generales fœderati Belgii contra sæpius memoratam Coronam Galliæ, & ejusdem adhærentes fœdus perpetuum defensivum, vi cujus partes contrahentes omnem operam dabunt, ut Pax ineunda constanter perpetuóque duret.

VII. Quod si verò contingeret ut Corona Galliæ iterum unam alteramve partem contrahentem aut utramque contra eandem pacem impeteret, quocumque id tempore fiat, tenebuntor hæ sibi vicissim eodem quo nunc modo, terra marique, omnibus viribus fideliter assistere, & quamcumque hostilitatem & violentiam propulsare, neque eo desistere donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ pacia normam redintegrata sint, & parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porrò tàm Sacra Cæsarea Majestas omnia jura D. D. Ordinum Generalium quam hi vicissim jura Sacræ Cæsarea Majestatis contra Coronam Galliæ & ejusdem adhærentes omni tempore, omnibusque mediis & viribus tueantur & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos contrahentes ratione quorundam limitaneorum bonorum controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem commissionem aut deputandos ab utraque parte Ministros, omni viâ facti penitùs exclusâ, amicabiliter discutiantur componanturque, neqne in iis intereà temporis quicquam innovetur.

X. Ad Præsentis fœderis Societatem invitentur ex Parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, & & à D. D. Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque partis fœderati, quibus eidem accedere visum fuerit: includitur etiam huic fœderi Serenissimus Lotharingiæ Dux, conferentque confœderati omnem operam, consilis & vires, ut & ipse in suos avitos Ducatus, ditiones, status, & jura plenariè restituatur.

XI. Rati-habebitur hoc fœdus ab utraque parte intra spatium quatuor Septimanarum, vel citius si fieri potest.

In

ANS de J.C. 1689. In quorum omnium certitudinem ac majus fidei & sinceritatis robur bina ejusdem tenoris instrumenta desuper confecta, & a contrahentium Plenipotentiariis subscripta, signataque reciproce commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maii 1689.

(L.S.) *Leopoldus Guillelmus Comes in Konigseg.*

(L.S.) *T. A. Henr. Comes de Stratman.*

(L.S.) *J. Hop.*

CCXXXXII.

ANS de J.C. 1689. L'ANGLETERRE ET LA FRANCE. *Déclaration de Guerre, de* GUILLAUME III. *& de* MARIE, *Roy & Reine de la Grand' Bretagne, contre le Roy des* FRANCOIS, *du 17. May, 1689.* Mercure Historiq. Tom. IV. pag. 519.

GUILLAUME ROI.

COmme il a plû à Dieu de se servir de nous pour être les heureux instrumens de la délivrance de ces Nations, des grands & éminents dangers ausquels elles étoient exposées; & de nous placer sur le Thrône de ces Royaumes, nous nous croyons obligez de faire nôtre possible, pour procurer le bien de nos Peuples, qui ne sauroient jamais être en sureté, qu'en prévenant les malheurs dont ils sont menacés par les ennemis de dehors.

Lorsque nous considerons le grand nombre d'injustes moiens dont le Roi des François s'est servi depuis quelques années, pour satisfaire son ambition; qu'il n'a pas seulement envahi les Etats de l'Empereur & de l'Empire à présent en amitié avec nous, désolant des Provinces entieres, & ruinant leurs habitans par ses armées; mais qu'il a déclaré la guerre à nos Alliez sans y être provoqué, violant manifestement par là, les traitez confirmez par la Garantie de la Couronne d'Angleterre; nous ne saurions moins faire que de nous joindre à nos Alliez, pour nous opposer aux desseins du Roi des François, que nous regardons comme le perturbateur de la Paix & l'ennemi commun de la Chrétienté.

Mais outre les engagemens dans lesquels nous sommes entrez par les Traitez faits avec nos Alliez, qui justifient suffisamment nôtre prise d'armes en ce temps-ci, puisqu'ils nous ont requis de le faire; les injustices qui nous ont été faites & à nos Sujets par le Roi des François, sans aucune reparation, sont telles & en si grand nombre, que bien que depuis quelques années, on n'en ait pris aucune connoissance, pour des raisons connuës de tout le monde, nous ne voulons pas pourtant les laisser passer, sans faire publiquement connoître le juste ressentiment que nous avons de ces outrages.

Il n'y a pas fort long-temps que les François prenoient des permissions du Gouverneur Anglois de Terre-neuve, pour pêcher dans les mers de cette côte, & qu'ils paioient un tribut pour cette permission, comme une reconnoissance du droit que la seule Couronne d'Angleterre a sur cette Isle. Et néanmoins, les François ont depuis peu si fort empieté sur nôtre dite Isle, & sur le commerce & la pêche de nos Sujets, que leurs actions ont ressemblé plûtôt à une invasion d'Ennemis, qu'à des procedures d'Amis, qui ne jouissent de l'avantage de ce négoce que par permission.

Mais que le Roi des François ait envahi nos Isles Caribes, qu'il se soit emparé par force de nos terres dans la Province du Nouvel Yorc & de la Baye de Hudson, qu'il se soit rendu maître de nos Forts, qu'il ait brûlé les Maisons de nos sujets, & enrichi son Peuple du pillage de leurs biens & de leurs marchandises, qu'il ait retenu quelques-uns de nos sujets dans des cachots, qu'il en ait fait massacrer d'autres, & exposer le reste en mer sur un petit vaisseau, sans nourriture & sans les autres choses necessaires à la vie; ce sont des actions indignes d'Ennemis qui n'ont pas renoncé à l'humanité. Néanmoins il étoit si éloigné de se declarer tel, qu'en même temps, il faisoit négotier ici en Angleterre par ses Ministres, un traitté de neutralité & de bonne correspondance en Amérique.

Le procedé de ce Roi contre nos Sujets en Europe, est si notoire, qu'il n'est point nécessaire de nous étendre là-dessus. Les commissions qu'il a données aux Armateurs François pour se saisir des Navires des Anglois, la deffense qu'il a faite d'apporter, dans son Royaume, la plûpart des manufactures & des denrées d'Angleterre, & les droits exhorbitans qu'il a imposez sur les autres, nonobstant le grand avantage que lui & la Nation Françoise tirent de leur négoce avec cette Ile, sont des marques évidentes du dessein qu'il avoit de ruiner le commerce, & par consequent la navigation des Anglois, d'où dépendent en grande partie le bien & la seureté de cette Nation.

Le droit du Pavillon attaché à la Couronne d'Angleterre, a été disputé par ses ordres; ce qui viole la Souveraineté que nous avons sur les Mers Britanniques, que nos Predecesseurs ont de tout temps maintenuë, & que nous avons aussi resolu de maintenir pour l'honneur de nôtre Couronne, & de la Nation Angloise.

Mais ce qui nous touche plus sensiblement, c'est la maniere si indigne d'un Chrétien dont il a persecuté plusieurs de nos sujets Protestans en France, pour le fait de la Religion, contre le droit des gens & les traitez exprés; les contraignant par des cruautez aussi étranges qu'extraordinaires, à abjurer leur Religion, emprisonnant des maîtres & des matelots de nos Vaisseaux Marchands, en faisant condamner d'autres aux Galéres, sous pretexte qu'il y avoit dans leurs Navires quelques-uns de ses malheureux sujets Protestans, ou de leurs effets. Enfin chacun sait que pour comble d'outrages, il s'est efforcé, depuis quelques années, par les instigations & les promesses de secours, de renverser le Gouvernement d'Angleterre: que présentement, il fait tout son possible pour ruiner nos bons & fideles sujets de nôtre Royaume d'Irlande, par des voyes ouvertes de violence, & par l'invasion actuelle de ce Royaume.

Etant donc obligez de prendre les armes, & esperant que Dieu favorisera nos justes entreprises, nous avons trouvé à propos de déclarer, & déclarons par la présente, la guerre au Roi des François, & que nous la lui ferons vigoureusement par mer & par terre, conjointement avec nos Alliez, puisqu'il l'a si injustement commencée; étant assurez que nos sujets concourront de bon cœur avec nous, & nous aideront de même à soutenir une si bonne cause. Mandons & ordonnons par la présente Déclaration, au Général de nos Armées, à nos Commissaires pour executer la charge de grand Amiral, aux Gouverneurs de nos Provinces, de nos Forts & Garnisons, & à tous autres nos Officiers & Soldats tant par mer que par terre, de commencer & d'exercer tous actes d'hostilité contre le Roi des François, ses Vassaux & ses Sujets, & de s'opposer à leurs entreprises. Voulons encore que tous nos sujets prennent connoissance de la presente Déclaration, & leur défendons expressément d'avoir ou d'entretenir ci-après aucune correspondence ou communication avec le Roi des François ou avec ses sujets. Et comme il y a dans nos Royaumes plusieurs sujets du

ANS de J. C. 1689.

AVERTISSEMENT.

ANS de J. C. 1689.

APrés l'impression de ce Livre, on a appris que le Traité précédent n'étoit qu'un Projet, & ayant découvert le véritable Traité, nous avons jugé nécessaire de le donner tel qu'il a été signé & ratifié, avec la Traduction à côté.

ANS de J. C. 1689.

CCXXXIV.

Traité de Paix entre CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc, & le Duc de* HOLSTEIN-SLESWICK, *conclu à Altena le* 20. *Juin* 1689. Manuscript.

KUnd und zu wissen sey hiemit jedermänniglichen, was massen die zwischen Ihro Königliche Majestet zu Dennemarck Norwegen, &c. und des Herrn Hertzogens zu Schleswig-Holstein Fürstliche Duschleucht eine zeithero sich enthaltene schwere Differentien, durch sorgfältige Vermittelung Ihro Kayserlichen Majestet, auch des Herrn Chusfürstens zu Sachsen, uod des Herrn Churfürstens zu Brandenburg Dürchl. Durchl. auff folgende art beständig vergliche0 und beygeleget worden.

I. Soll eine generale *Amnestie* und ewige Vergessenheit alles des jenigen seyn und bleiben, so bis hero von beyden Theilen, auch deren *Ministris*, Unterthanen und Angehörigen vorgenommen oder geschehen seyn mag, und dahero niemand derselben, beyder seits, mit einiger Verantwortung entgelt oder schaden deshalben beladen werden; da hingegen eine ewige unzertrenliche freundtschafft und Vereinigung zwischen Ihro Königliche Majestet zu Dennemarck Norwegen, &c. dehro Erben und Successoren in der Regierung, und Ihro Fürstliche Durchleucht zu Schleswig-Holstein, und dehro Nachfolgeren, hiemit wiederumb erneuert und fest gestellet seyn.

II. Restituiren Ihro Königliche Majestet zu Dennemarck Norwegen, &c. des Herrn Hertzogen Durchleucht in alle dero Lande und Güther, *in specie* das Guth *Gottes-Gabe*, ihre Souverainitär, Regalien, *Jura Collectarum*, *Fœderum*, Vestungen zu bauen und zu besitzen, und sonsten, in summa, in alle die *Jura*, Hocheiten, Rechte und Gerechtigkeiten, wie sie dieselbe vor und nach den Westphalischen und Nordischen Frieden, bis zu anno 1675. gehabt uod besessen, auch was Ihro Fürstliche Duschleucht nach den Fontaineblauischen Frieden zukommen kan, welche Friedens-Schlüsse dan hiemit nochmahlen confirmiret werden. Imgleichen dehro Bediente und Angehörige in ihre Guther und *Capitalia*.

III. Als auch Ihr Hochfürstliche Durchleucht in dero *Postulatis* unter anderen desideriret, das Ihro Königliche Majestet die Insul Fehmern, sampt deo Aempteren, Steinhorst, Tremsbüttel und Trittow, von der darauf haftenden Hypoteck- und Schuld-Forderung liberiren, und Ihr Fürstliche Dorchleucht *absque ullo onere*, restituiren möchten. So wollen Ihr Königliche Majestet zu mehrer bezeugung dero auffrichtigen freund-schwägerlichen affection und Gewogenheit gegen des Herrn Hertzogen Durchleucht sich der Hypotheck und Anspruchs, so sie auf das Ampt Trittow haben, bege-

ANS de J. C. 1689.

CCXXXIV.

Traduction de ce Traité.

A *Tous soit notoire comme quoi les differens difficiles survenus depuis quelque tems entre Sa Majesté le Roi de Danemarc Norwegue, &c. & Son Altesse Sérénissime le Duc de Slefwick-Holstein, ont été pleinement accommodez & ôtez, moyennant l'intervention de Sa Majesté Impériale, & de leurs Altesses Electorales de Saxe & de Brandebourg, de la maniere qui suit.*

I. *Il y aura Amnistie générale & oubli perpetuel de tout ce qui s'est passé de part & d'autre, & entre leurs Ministres, Sujets & dépendans, de sorte que personne n'en sera plus responsable ni inquieté en aucune maniére: & qu'au contraire une amitié reciproque & union parfaite soit retablie & affermie entre sadite Majesté Royale & sadite Altesse Sérénissime, & entre leurs héritiers & successeurs à perpetuité.*

II. *Sa Majesté le Roi de Danemarc Norwegue, &c. restitue au Sérénissime Duc de Slefwick-Holstein tous les Pays & biens, & specialement la Terre de* Gottes-Gabe, *avec la Souveraineté, les Regales, & les droits de faire des Collectes & des Alliances, de bâtir & de posseder des Forteresses, & généralement tous les autres Droits, préeminences, & prerogatives autant & de la maniére, que sadite Altesse Sérénissime en etoit en possession devant & aprés les Traitez de Westphalie & du Nord, jusqu'à l'an 1675. avec tout ce qui pourroit encore appartenir à Son Altesse en vertu du Traité de Fontainebleau, & à cette fin on confirme de nouveau tous ces Traitez. Sa Majesté restitue pareillement aux Ministres & Sujets de Son Altesse tous leurs biens & tous leurs Capitaux.*

III. *Comme le Sérénissime Duc insiste aussi par ses demandes à ce qu'il plaise à Sa Majesté Royale de décharger l'Isle de Fehmeren & les Baillages de Steinhorst, Tremesbuttel & Trittau de l'Hypothéque & pretension y attachées, & de les lui rendre ainsi sans aucune charge, Sa Majesté, pour montrer son affection sincere & une amitié de beau-frere envers le Sérénissime Duc, veut bien quitter l'Hypothéque & les prétensions qu'Elle a sur le Baillage de Trittau, & rendre ce bien conjointement avec les autres Pays à sadite Altesse: Mais pour ce qui est de l'Isle de Fehmeren & des Baillages de Tremesbutel & Steinhorst, comme ces*

NB. *Il faut relier ce Carton dans le Tome IV. entre la page* 598. & 599.

ANS de J. C. 1689.

VII. Les Ratifications feront échangées de part & d'autre, dans un mois, à compter du jour de la signature du présent Traité.

VIII. Et afin que l'Union & l'amitié qu'on a eu en vuë de rétablir entre sadite Majesté Danoise & son Altesse de Slefwick Gottorp, soit plus solide, & plus religieusement observée de part & d'autre, sa Majesté Impériale & leurs Altesses Electorales de Saxe & de Brandebourg se sont chargées de la garantie de tout ce qui est contenu dans cedit Traité, s'obligeant à prendre le parti de la partie lésée, & de la maintenir contre l'agresseur, dans la possession de tout ce qui lui est cedé par le présent Traité, En foy de quoy &c.

CCXXXV.

ANS de J.C. 1689.

ANGLETERRE ET DANEMARC.

Traité d'Alliance entre GUILLAUME III. *Roi de la Grand-Bretagne, &* CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc. du* 15. *Aoust* 1689. Manuscrit.

(a) Ce n'est ici aparamment qu'une Traduction.

(a) IL sera notoire à un chacun que le Roi de Danemarc & le Roi de la Grand-Bretagne Guillaume III. sont convenus & ont accordé par l'intervention de leurs Ministres de faire une Alliance ferme & stable pour leur sureté mutuelle, & pour cet effet en ont passé préalablement les articles suivans.

I. Le Roi de Danemare & de Norvégue promet au Roi de la Grand-Bretagne de lui donner 7000. hommes de ses vieilles Troupes aguerries armes & bagages pourvues de toutes choses necessaires, pour combatre, savoir 6000. hommes de pié & 1000 Chevaux, y compris leurs Généraux & Officiers & de les faire conduire en Angleterre, en Ecosse ou Irlande à la volonté du Roi d'Agleterre, après la Ratification du Traité, sous l'escorte de six vaisseaux de Guerre montez les quatre premiers de 300. hommes chacun & 40. piéces de Canon, les deux autres de 250. hommes & de 30. piéces de Canon, étans pourveo de vivres & de munitions necessaires, tant pour faire le trajet, que pour Combattre.

II. Lesdites Troupes avec leurs Généraux & Officiers feront obligées, de prêter le serment de fidelité au Roi de la Grand-Bretagne pendant tout le tems, qu'elles combatront sous son Etendart, & Elles feront obligées d'être sous ses enseignes tout autant de tems qu'il sera enveloppé dans la présente guerre, bien entendu cependant, que si le Roi de Danemarc avoit la guerre chez lui, ou que quelque Prince ou Etat la lui declarât, le Roi de la Grand-Bretagne sera obligé de lui renvoyer lesdites Trouppes à sa réquisition, le plus promtement qu'il se pourra, & ce dans le terme de trois mois tout au plus, à ses propres dépens, & de le secourir lui-même tant par Mer que par Terre.

III. Qu'il sera permis au Roi de la Grand-Bretagne de se servir de ces Troupes, comme des siennes propres, tant que la Guerre le requerra, & qu'il ne les séparera pas, sans une necessité évidente.

IV. En suite il a été convenu, que lesdites troupes obeiront au Commandement du Duc de Schomberg, ou à tel autre Général, que le Roi de la Grand-Bretagne leur ordonnera d'obeïr, auquel lesdites Troupes se joindront, & que les Généraux & Officiers de Danemarc assisteront au Conseil de Guerre, toutes les fois que quelque expédition le requerra, & donneront leurs Avis comme les Officiers propres du Roi de la Grand-Bretagne.

V. L'administration de la Justice se fera parmi les trouppes du Roi de Danemarc de même qu'elle se fait dans son Païs, selon les articles de Guerre & les droits de Danemarc, sous le Commandement pourtant du Duc de Schomberg, ou tel autre qu'il plaira au Roi de la Grand-Bretagne de donner au Conseil Général.

ANS de J. C. 1689.

VI. Toutesfois, comme le transport de ces Troupes, ne se pourra faire sans beaucoup de frais & de depens, le Roi de la Grand-Bretagne promet au Roi de Danemarc la somme de 240. mille ecus, si elles sont obligées de passer en Angleterre ou en Ecosse, mais si le Roi de la Grand-Bretagne veut absolument que ce transport se fasse en quelque port d'Irlande il donnera 350. mille écus, savoir la moitié de cette somme, après la Ratification du présent Traité, l'autre moitié, lors que lesdites Troupes feront arrivées au port destiné & que l'argent sera compté à Hambourg en bonne & valable monnoye; pour l'effet de quoi on baillera de bons & valables Répondants.

VII. Ensuite le Roi de la Grand-Bretagne promet aux Généraux, Officiers, & Soldats, qui feront envoyez par le Roi de Danemarc, pareils gages & payes, qu'il donne à ses Généraux, Officiers, & Soldats, tout autant de tems qu'ils feront dans son service & qu'ils feront en tout égaux aux Anglois, lors qu'ils combatront dans son Royaume, & en cas qu'ils soient obligés de combatre ailleurs il se contenteront de la paye d'Allemagne ou de Hollande, leur paye commencera le jour que lesdites Troupes arriveront au port destiné, duquel tems le Roi de Danemare ne sera point tenu de tout le dommage & de toute la diminution, qui arrivera auxdites Troupes après leur arrivée audit port; & tous les frais tomberont sur le Roi de la Grand-Bretagne de quelque nature qu'ils puissent être, pour cet effet on prendra des Commissaires de part & d'autre, comme on est accoutumé en Angleterre, qui les compteront devant & après, sans aucune diminution.

VIII. La Guerre étant finie, le Roi de Danemarc voulant ravoir ses Troupes, le Roi de la Grand-Bretagne sera tenu de les lui rendre dans trois mois tout au plus, après en avoir reçu la signification, & il sera tenu de les lui renvoyer en pareil nombre qu'il les aura prises, & s'il n'y a pas lieu de les renvoyer effectivement, le Roi de Grand-Bretagne sera obligé de paier au Roi de Danemarc pour chaque soldat 18. escus, & pour chaque Cavalier 60. ecus; Pour ce qui regarde le retour des Troupes en Danemarc les deux Rois conviendront de cela entr'eux, lors qu'ils passeront le Traité d'une ferme Alliance.

IX. Enfin lesdits Rois, sont convenus & accordez entr'eux de commencer leur étroite Alliance, aussi tôt à la Ratification dudit Traite, qui doit être faite dans un mois ou plûtôt, & ils tâcheront par toutes sortes de moyens, & travailleront incessamment & sans interruption, de parvenir à leur but, & à leur fin.

Ausquelles choses ci-dessus mentionnées les parties ont donné créance par leur seins & leurs seaux, & ainsi l'ont juré & promis, fait le 15. d'Aoust 1689.

CCXXXVI.

ANS de J.C. 1689.

L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES-UNIES.

Convention faite entre les Commissaires de GUILLAUME III. *Roi d'Angleterre, & les Ambassadeurs des* PROVINCES-UNIES. *A Londres le* $\frac{11}{21}$. *Aoust* 1689. *touchant la défence du Commerce avec la France.* Manuscrit.

D'Autant que le Roi Tres-Chrétien a declaré la Guerre aux Etats Généraux des Provinces Unies des Païs Bas, & autres Alliés du Roi de la Grand-Bretagne, & sa Majesté l'ayant declaré au Roi T.C. il importe audit Seigneur Roy de la Grand-Bretagne, & auxdits Seigneurs Etats Généraux de faire le plus de dommage qu'il sera possible à l'Ennemis Commun pour le reduire à une Paix juste & raisonnable & à des

ANS de J. C. 1689. des Conditions qui puissent retablir le repos & la tranquilité dans la Chrétienté, & comme pour cela il est nécessaire qu'on employe toutes les forces, & particulierement qu'on fasse en sorte que tout Commerce & Traficq avec les sujets dudit Roi T. C. soit effectivement rompu & interdit pour ôter audit Roi & à ses sujets tous moyens de fournir à une Guerre, qui pourra autrement par la durée être très nuisible, & causer une grande effusion de sang Chrétien, & sadite Majesté de la Grand-Bretagne & lesdits Etats Généraux ayant pour y mieux parvenir, ordonné à leurs flotes de faire voile vers les côtes de France & de bloquer tous les Ports, Havres, & Rades dudit Roi Très-Chrétien.

I. Il est convenu & arresté entre sa Majesté de la Grand-Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Généraux, qu'il ne sera pas permis aux sujets du Roi ni à ceux de l'Etat avec leurs propres Vaisseaux, ou d'aucun autre Royaume, Païs ou Etats de trafiquer ni de faire aucun Commerce avec les sujets du Roi T. C. en maniere quelconque, ni pouront emmener dans les Ports au Pays dudit Seigneur Roy ou desdits Seigneurs Etats ni dans un autre Païs les marchandises ou denrées du Païs & Terres de l'obeissance du Roi T. C. ni amener ausdits Païs & Terres aucunes marchandises ni denrées quelconques, sous peine de Confiscation desdites marchandises & denrées, & des Vaisseaux qui seront employez.

II. Et comme plusieurs Rois, Princes & Etats de la Chretienté sont déja en guerre contre le Roi T.C. & qu'ils ont déja defendu ou defendront dans peu de tems tout Commerce avec la France.

Il est convenu entre sadite Majesté de la Grand-Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Généraux, que si, pendant cette guerre, les sujets d'aucun autre Roi, Prince ou Etat entreprennent de trafiquer ou de faire aucun Commerce avec les sujets du Roi T.C. ou si leurs Vaisseaux ou bâtimens sont rencontrez faisant voile vers les ports, Havres ou Rades de l'obeissance du Roi T. C. lesdits Vaisseaux, bâtimens, marchandises ou denrées, seront, au cas ci-dessus mentionné, pris & suivis par les Capitaines des Vaisseaux de Guerre, Armateurs ou autres sujets dudit Seigneurs Roy de la Grand-Bretagne & desdits Seigneur Etats Généraux, & seront reputez de bonne prise par les juges Competants.

III. Il est conclu & arrêté que ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats notifieront au plutost ce Traité & accord à tous les Roys, Princes & Etats de l'Europe, qui ne sont pas en guerre contre la France, & que lesdits Rois, Princes & Etats soient en même temps informez, que si leurs Vaisseaux ou Bâtimens de leurs Sujets sortis en mer avant cette notification sont trouvés, faisant voile vers les Ports, Havres, ou Rades de l'obéissance du Roi Tres-Chrétien, ils seront obligés par les Vaisseaux dudit Seigneur Roi de la grande Bretagne, & des Seigneurs Etats de rebrousser chemin incessamment, & que si ces Vaisseaux ou Batimens des Roys, Princes & Etats, ou de leurs Sujets sont rencontrez faisant voile desdits Ports, chargez de marchandises ou denrées de France, lesdits Vaisseaux & Bâtimens seront obligez de s'en retourner ausdits Ports; & d'y laisser lesdites Marchandises ou denrées, à peine de confiscation, & qu'en cas que les Vaisseaux ou Bâtimens des Rois, Princes & Etats ou de leurs Sujets sortis en Mer après ladite notification, soient trouvez faisant voile vers les Ports, Havres ou Rades de l'obeïssance du Roi Tres-Chrétien ou des Ports dudit Roi, ils seront saisis & confisquez avec leurs Marchandises, & comme de bonne prise, & quant aux Princes & Alliez qui sont déja en guerre contre la France, il est aussi arrêté & convenu que notification leur sera donnée au plûtôt de ce que dessus, & qu'ils soient en même temps priez de vouloir concourir à des moyens si nécessaires à l'interêt commun & de donner & faire executer les ordres qui tendent à la meme fin; le présent Traitté sera ratifié par sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux & la Ratification en sera échangée dans le tems de six semaines, si ce n'est que le Traité d'une Alliance offensive & defensive entre Sa Majesté & lesdits Etats Généraux, soit conclu & signé avant l'expiration de ce terme, auquel cas ce present Traité y sera compris & confirmé, cependant il est arrêté & conclu, qu'on ne laissera pas de faire executer de part & d'autre tous & un chacun des Articles de ce Traité ponctuellement & de bonne foy, de mesme que si les Ratifications étoient déja échangées. Fait à Withal le $\frac{12}{22}$ d'Aoust, 1689. ANS de J. C. 1689.

Garmenken.	*Schimmelpenninck van der Oye.*
Halifax.	*N. Witzen.*
Schrewsbury.	*W. de Nassauw.*
Nottingham.	*Arnout van Citters.*
Wathem.	*De Weede.*

Article secret.

IL a été convenu de part & d'autre que notification sera donnée au plûtôt de ce qui est contenu dans ce Traité, non seulement aux Ministres des Roys, Princes, & Etats interessés qui se trouveront auprés de sa Majeste & desdits Seigneurs Etats Généraux, mais aussi à ceux qui sont aux Cours Etrangeres aupres des Roys, Princes, & Etats respectivement; & de plus, il a été arrêté qu'en cas que l'une ou l'autre partie vint à être incommodée ou troublée à cause de l'execution du présent Traité ou d'aucun Article d'icelui, Sa Majesté Britannique, & les Hauts & Puissants Seigneurs Etats promettent & s'obligent de se garantir l'une l'autre à cet égard.

CCXXXVII.

Traité d'Amitié, & d'Alliance entre GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne & Messieurs les Estats Generaux des* PROVINCES-UNIES, *du mois d'Aoust,* 1689. Manuscrit.

ANS de J.C. 1689. L'Amitié entre les Provinces Unies.

IL y aura à l'avenir entre le Roi de la Grande Bretagne & ses successeurs Rois de la grande Bretagne & leurs Royaumes d'une part, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pays-Bas d'autre, & leurs Etats Terres, & Sujets reciproquement une sincere, ferme, & perpetuelle amitié, & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout tant dehors que dedans l'Europe.

Et pour mieux assurer cette Amitié & bonne correspondance & ôter toutes les difficultés, qui pourroient naitre entre les deux parties, sous quelque prétexte que ce soit, il est arrêté & convenu entre ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne; & lesdits Seigneurs Etats Generaux, que tous les Traités de Paix, d'Amitié, d'Alliance, Confédération, Commerce, & de Marine, ci-dessous nommez & mentionnés seront approuvés & confirmez de part & d'autre, à sçavoir le Traité de Paix & de Confederation, conclu à Breda le $\frac{21}{31}$ Juillet 1667.

Le Traité de Navigation & de Commerce conclu en même tems & lieu.

Le Traité de Paix & d'Amitié conclu à West Munster le $\frac{9}{19}$ Février $167\frac{3}{4}$

Le Traité de Marine conclu à Londres le 10. d'Octobre 1679. avec une Declaration expliquant plusieurs Articles dudit Traité de Marine du 17. Février $166\frac{7}{8}$ conclu à la Haye le $\frac{30}{10}$ Decembre 1675.

Article pour prevenir ou composer les Disputes qui pourroient arrivar entre les Compagnies des Indes Orien-

ANS de J. C. 1689. Orientales d'Angleterre & de Hollande, conclu à Londres le $\frac{3}{13}$ Mars 167$\frac{7}{8}$.

La ligue défensive concluë à Londres le 3. jour de de Mars 167$\frac{7}{8}$.

Le Traité de concert pour les Flottes d'Angleterre & d'Hollande conclu le 29. d'Avril 1689.

Le Traité pour défendre le Commerce avec la France conclu le $\frac{14}{24}$ d'Aoust 1689.

Comme lesdits Traités, & tous & chacuns les Articles d'iceux sont effectivement approuvez & confirmez par ce présent Traité & demeureront en leur premiere force & vigueur, comme s'ils y étoient inserez de mot à mot, entant qu'ils ne contredisent ni dérogent les uns aux autres, ou au present Traité; de telle maniere que les points & matieres stipulées par un Traité plus nouveau seront accomplies dans le tems dont il sera convenu, sans avoir égard à un Traité plus ancien, de plus il y aura entre sa Majesté & ses Successeurs, & les Seigneurs Etats Generaux, leurs Sujets & inhabitans reciproquement, une Alliance étroite & fidéle confédération, pour se maintenir & conserver mutuellement l'un & l'autre, en la tranquillité, Paix, Amitié & Neutralité par Mer & par Terre, & en la possession de tous les droits, franchises, & libertez, dont ils joüissent, ou ont droit de joüir, ou qu'ils leur seront aquis, ou qu'ils s'aquerront par des Traités de Paix, d'Amitié, & de Neutralité, qui ont été faits ci-devant, ou qui seront faits ci-aprés conjointement & de concert avec d'autres Rois, Republiques, & Villes, le tout pourtant dans l'étenduë de l'Europe seulement, & ainsi, ils promettent & & s'obligent de garantir reciproquement non seulement tous les Traitez que sa Majesté ou ses Prédécesseurs & lesdits Seigneurs Etats Generaux, ont déja fait avec d'autres Rois, Republiques, Princes & Etats, lesquels seront exhibez de part & d'autre avant l'échange de ratification, mais aussi tous ceux qu'ils pourront faire ci-aprés de consentement & de commun concert, & de se défendre, s'assister, & conserver mutuellement dans la possession des Terres, Villes, & Places, qui appartiennent présentement & appartiendront ci-aprés tant à sa Majesté & ses Successeurs les Rois de la Grande Bretagne qu'ausdits Seigneurs Etats Généraux, lesdits Traitez, en quelque endroit que les Terres, Villes & Places soient situées, qu'en cas que en tout ce que dessus sa Majesté & lesdits Etats Généraux, viennent à être troublez ou attaquez par quelque hostilité ou guerre ouverte, par qui ou soubs quelque pretexte que ce puisse être, auquel cas on se gouvernera de part & d'autre selon ce qui est ci dessus stipulé dans les Traitez susdits, conclus le 3. Mars 167$\frac{7}{8}$.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats sont présentement en guerre contre le Roi T. C. & que lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Généraux, se trouvent dans une obligation reciproque de s'entr'aider & défendre, de maintenir & de conserver reciproquement leur Pais & Sujets dans leurs possessions, immunitez & Libertez, de Navigation & de Commerces, & autres Droits quelconques, tant par Mer que par Terre envers & contre tous Rois, Princes & Etats, & particulierement contre ledit Roi, & afin de pouvoir mieux parvenir à une Paix juste & raisonnable, qui pourroit établir le repos & la tranquillité de l'Europe, il est convenu entre lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & lesdits Seigneurs Etats qu'il ne pourra être fait par aucun desdits Alliez aucune suspension d'Armes, Tréve, ou Paix avec ledit Roi T. C. ni avec un autre Roi, Prince, & Etat, pat lequel l'un ou l'autre desdits Alliez feroit troublé ou attaqué que conjointement ou d'un commun consentement.

Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Généraux sont déja entrez dans un Traité de concert, pour faire agir leurs forces pendant cette année, contre ledit Roi T.C. il est arrêté & accordé, qu'ils conviendront au plutôt d'autres Articles & stipulations, pour le dénombrement, & l'emploi de leurs troupes & Vaisseaux de guerre de telle maniere qu'il sera trouvé le plus à propos pour agir, avec autant plus de succès, contre l'Ennemi commun.

De plus il est convenu entre ledit Seigneur Roi & lesdits Etats que si aprés que la Paix aura été faite avec le Roi T. C. conjointement & d'un commun consentement, comme il est stipulé ci-dessus, & que pas aprés l'une ou l'autre partie vienne à être attaquée derechef par le Roi T. C. le cas écheant, le Traité d'Alliance & de Garantie, conclu à Westmunster le 3. de Mars de l'an 167$\frac{7}{8}$. entre l'Angleterre & lesdits Seigneurs Etats, qui est aussi approuvé & confirmé par le présent Traité, subsistera alors en toute son étenduë & sera executé dans tous ses points, & articles; comme si même ou semblable Traité avoit été fait de nouveau ou depuis la conclusion de la Paix, avec ledit Roi T. C. avec cette variation seulement, que la guerre arrivant au cas mentionné dans l'Article de ce Traité aucun desdits Alliez, ne pourra faire aucune suspension d'armes avec ledit Roi T. C. ni autre attaquant, que conjointement ou d'un commun consentement. En ce present Traité seront compris tous les Rois, Princes & Etats, qui voudront y entrer avant l'échange de ratification, ou six mois aprés du consentement commun desdits Roi & Etats.

Le present Traité sera approuvé & sera ratifié par ledit Seigneur Roi & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & les lettres de ratification seront delivrées de l'un & l'autre côté en bonne & deüe forme, dans le terme de six semaines ou plutost, s'il se peut. En foi de quoi nous Ambassadeurs, &c. en vertu de nos pouvoirs respectifs avons signé les présentes & apposé le cachet de nos Armes à Withal au mois d'Aoust 1689.

CCXXXVIII.

Traité de Paix pour cent ans entre LOUIS XIV. *Empereur de France, Roi de Navarre, & le Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume* D'ALGER. *Fait à Alger le 24. Septembre* 1689. Freder. Leonard. Tom. V.

ANS de J.C. 1689. FRANCE ET ALGER.

L'An mil six cens quatre-vingt-neuf, & le dix-neuviéme jour du mois de Septembre; du Regne de Tres-Chrétien, Tres-Puissant & Tres-Invincible Prince LOUIS XIV. du nom par la grace de Dieu Empereur de France & Roi de Navarre. Le Sieur Guillaume Marcel Commissaire des Armées Navales envoyé par Monseigneur le Marquis de Seignelai Secretaire d'Etat & des Commandemens de sa Majesté Imperiale, en consequence des Lettres écrites par le Tres-Illustre & Tres-Magnifique Seigneur, Hussein Pacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Roiaume d'Alger à M. Girardin de Vauvré, Conseiller du Roi en ses Conseils, Intendant General de la Marine de Levant, par lesquelles ils auroient témoigné qu'il leur feroit plaisir de s'entremettre pour le rétablissement de l'ancienne amitié, & bonne correspondance qui éroit autresfois entre les Sujets de Sa Majesté Imperiale & le Gouvernement de ladite Ville & Royaume d'Alger, se seroit presenté dans ladite Ville, où aprés avoir rendu sa Lettre de créance, & avoir conferé plusieurs fois avec le Susd. Pacha Dey, il auroit esté resolu de part & d'autre de rétablir, & même de conserver & maintenir à l'avenir une bonne Paix, & pour cet effet seroient convenus des Articles qui suivent.

Prémierement, Les Capitulations faites & accordées entre l'Empereur de France & le Grand Seigneur ou leurs Predecesseurs, ou celles qui seront accordées

ANS de J. C. 1689.

de nouveau par l'Ambassadeur de France, envoyé exprès à la Porte pour la Paix & repos de leurs Etats, seront exactement & sincerement gardées & observées, sans que de part & d'autre il y soit contrevenu, directement ou indirectement.

II. Toutes courses & actes d'hostilité tant par Mer que par Terre cesseront à l'avenir entre les Vaisseaux & les Sujets de l'Empereur de France, & les Armateurs particuliers de la Ville & Royaume d'Alger.

III. A l'avenir il y aura Paix entre l'Empereur de France & les Tres-Illustres Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, & leurs Sujets, & ils pourront reciproquement faire leur Commerce dans les deux Royaumes, & naviger en toute sureté, sans en pouvoir estre empêchez pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit.

IV. Et pour parvenir à ladite Paix, il a esté convenu d'un libre rachapt de part & d'autre pour tous les Esclaves sans distinction au prix qui sera réglé par le Pacha, & le Consul de l'Empereur de France, exceptant néanmoins ledit Pacha, les deux équipages de Mamet Oia, & Amet Seguiere dont il pourra retirer la milice; sçavoir les Turcs à cent cinquante écus pour chacun, & les Maures cent, ayant promis ledit Pacha de donner un pareil nombre d'Esclaves François au même prix.

V. Ledit Pacha, Dey, Divan, & Milice d'Alger feront crier publiquement trois jours après la publication du présent Traité, que tous les Patrons qui auront des Esclaves François dans la Ville ou à la Campagne, les laissent venir librement & en toute diligence en la Maison du Consul pour prendre leurs noms seulement.

VI. Les bâtimens François arrestez dans le Port d'Alger contre la bonne foi, seront rendus avec tous leurs agrez, canons, armes, munitions, marchandises, effets & équipages ou la juste valeur, suivant la liquidation qui en sera faite par le Sieur Mercadier, Consul de la Nation Françoise, moiennant quoi l'Empereur de France consentira à la restitution du Vaisseau le Soleil, & des deux Caravelles, le Peroquet & le Dragon prises par les Vaisseaux de Sa Majesté avec leurs agrez, canons, effets & équipages.

VII. Les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume rencontrant en mer les Vaisseaux & bâtimens navigans sous l'étendart de France, & Passeports de l'Amiral, conformes à la copie qui sera transcrite à la fin du present Article, les laisseront en toute liberté continuer leur voyage sans les arrêter, ni donner aucun empêchement, ains leur donneront tout le secours & assistance dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux personnes dans la Chalouppe, outre le nombre des Matelots necessaire pour la conduire, & de donner ordre qu'il n'en entre aucun autre, que lesdites deux personnes dans lesdits Vaisseaux, sans la permission expresse du Commandant, & reciproquement les Vaisseaux François en useront à l'égard des Vaisseaux appartenans aux Armateurs particuliers de ladite Ville & Royaume d'Alger qui seront Porteurs de certificats du Consul François établi dans ladite Ville, desquels Certificats suit ci-après la copie.

Passeport dont les Vaisseaux François seront porteurs.

LOuis Alexandre de Bourbon, Comte de Toulouse Amiral de France. A tous ceux qui ces presentes lettres verront. Salut; sçavoir faisons que nous avons donné congé & Passeport à Me de nommé du port de de s'en aller à chargé de & armé de après que visitation de aura esté bien & deuëment faite, en témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre sein & le Scel de nos armes à ces presentes, & icelles fait contresigner par le Secretaire general de la Marine, à Paris le mil six cent quatre-vingt-. Signé, L. AL. de Bourbon Comte de Toulouse Amiral de France; *Et plus bas*, Par Monseigneur de Valincourt, & scellé.

Certificat du Sr. Consul de la Nation Françoise à Alger.

NOUS Consul de la Nation Françoise à Alger, certifions à tous qu'il appartiendra que le nommé commandé par du Port de ou environ, estant à présent au Port & Havre de est armé de appartenant aux Sujets du Royaume d'Alger: En témoin dequoi nous avons signé le present Certificat & apposé le Scel de nos armes. Fait à Alger le jour de mil six cent quatre-vingt- Signé Consul.

VIII. Les Vaisseaux de Guerre & Marchands tant de France que d'Alger seront receus reciproquement dans les Ports & rades des deux Royaumes, & il leur sera donné toute sorte de secours pour les Navires, & les équipages en cas de besoin, comme aussi il leur sera fourni des vivres & agrez, & generalement toutes autres choses necessaires en les payant aux prix ordinaires & accoûtumez dans les lieux où ils auront relâché.

IX. S'il arrivoit que quelque Vaisseau Marchand François étant à la rade d'Alger, ou à quelqu'un des autres Ports de ce Royaume, fut attaqué par des Vaisseaux de Guerre ennemis sous le canon des Forteresses, il sera defendu & protegé par lesdits Vaisseaux; & le Commandant obligera lesdits Vaisseaux Ennemis de donner un temps suffisant pour sortir, & s'éloigner desdits Ports & rades, pendant lequel seront retenus lesdits Vaisseaux Ennemis, sans qu'il leur soit permis de les poursuivre, & la même chose s'executera de la part de l'Empereur de France, à condition toutes fois que les Vaisseaux armez en Guerre à Alger, & dans les autres Ports du Royaume, ne pourront faire des prises dans l'étenduë de dix lieuës des côtes de France.

X. Il a esté consenti de la part de l'Empereur de France qu'en cas que dans le nombre des Turcs qui seront achetez dans la suite pour servir sur ses Galeres: Il s'en trouve quelqu'un du corps de la Milice d'Alger: Il leur sera libre après en avoir justifié pardevant le Consul de France, dont ils rapporteront le Certificat, de se rachepter au prix dont ils conviendront avec l'Intendant desdites Galeres, & les ordres necessaires pour leur liberté seront donnez aussi-tôt que le paiement en aura esté fait entre les mains du Tresorier general desdites Galeres.

XI. Tous les François pris par les Ennemis de l'Empereur de France qui seront conduits à Alger & autres Ports dudit Royaume seront mis aussi-tôt en liberté, sans pouvoir estre retenus Esclaves, même en cas que les Vaisseaux de Tripoli, Tunis & autres qui pourront estre en Guerre avec l'Empereur de France, missent à terre des Esclaves François, lesdits Pacha, Dey, Divan & Milice de ladite Ville & Royaume d'Alger, donneront dés-à-present ordre à tous leurs Gouverneurs de retenir lesdits Esclaves, & de travailler à les faire rachepter par le Consul François au meilleur prix qu'il se pourra, & pareille chose se pratiquera en France, à l'égard des Habitans dudit Roiaume d'Alger.

XII. Et à l'égard des François qui ont esté pris avant & depuis ledit Traité de 1681. jusques à la rupture, a esté convenu qu'ils seront tous rachetez, en paiant trois cent livres pour la rançon d'un chacun, quelques sommes qui aient asté paiées par leurs Patrons.

XIII. Les Estrangers passagers trouvez sur les Vaisseaux François, ni pareillement les François pris sur des Vaisseaux Estrangers, ne pourront estre faits Esclaves

ANS de J. C. 1689. ves ni retenus sous quelque pretexte que ce puisse estre, quand même les Vaisseaux sur lesquels ils auront esté pris se feroient défendus, à moins qu'ils ne se trouvent actuellement engagez en qualité de Matelots ou de Soldats sur des Vaisseaux ennemis, & qu'ils soient pris les armes à la main.

XIV. Si quelque Vaisseau François se perdoit sur les côtes de la dependance du Royaume d'Alger, soit qu'il soit poursuivi par les Ennemis, ou forcé par le mauvais temps, il sera secouru de tout ce dont il aura besoin pour estre remis en Mer, & pour recouvrer les marchandises de son chargement en paiant les journées de ceux qui auront esté employez, sans qu'on puisse exiger aucun droit ni tribut pour les marchandises qui seront mises à terre, à moins qu'elles ne soient venduës dans les Ports dudit Royaume.

XV. Tous les Marchands François qui aborderont aux Ports ou côtes du Roiaume d'Alger, pourront mettre à terre toutes leurs marchandises, vendre & acheter librement sans payer autre chose que ce qu'ont accoûtumé de payer les Habitans dudit Royaume, & il en sera usé de la même maniere dans les Ports de la domination de France, & en cas que lesdits Marchands ne missent leurs marchandises à terre que par entrepôt, ils pourront les rembarquer sans paier aucuns droits.

XVI. Les Bacha, Dey, Divan & Milice d'Alger, ne permettront sous quelque pretexte que ce soit à aucuns Corsaires de Barbarie, avec lesquels l'Empereur de France pourra estre en guerre, d'armer dans les Ports de la domination d'Alger, ni d'y amener, ni vendre les prises qu'ils auroient faites sur lesdits François, comme aussi ils feront défenses à tous leurs Sujets, d'armer sous commission d'aucun Prince ennemi de la Couronne de France.

XVII. Les François ne pourront estre contraints pour quelque pretexte que ce puisse estre, à charger sur leurs Vaisseaux aucune chose contre leur volonté, ni faire aucun voiage, où ils n'auront pas dessein d'aller.

XVIII. Pourra ledit Empereur de France continuer l'établissement d'un Consul à Alger pour assister les Marchands François dans tous leurs besoins, & pourra ledit Consul exercer en liberté dans sa Maison la Religion Chrêtienne, tant pour lui que pour tous les Chretiens qui y voudront assister, comme aussi pourront les Turcs de ladite Ville & Roiaume d'Alger, qui viendront en France, faire dans leurs Maisons l'Exercice de leur Religion, & aura ledit Consul la préeminence sur les autres Consuls, & tout pouvoir & jurisdiction dans les differens qui pourront naître entre les François, sans que les Juges de ladite Ville d'Alger en puissent prendre aucune connoissance.

XIX. Si un François vouloit se faire Turc, il n'y pourra estre reçu qu'au préalable il n'ait persisté trois fois vingt-quatre heures dans cette resolution, pendant lequel temps il sera mis en dépôt entre les mains du Consul.

XX. Il sera permis audit Consul de choisir son Drogman, & son Courtier, & d'aller librement à bord des Vaisseaux qui seront en rade toutes fois & quantes qu'il lui plaira, & aussi de choisir une maison où il jugera à propos en paiant, & d'avoir deux Janissaires à sa porte qu'il pourra changer quand il voudra.

XXI. S'il arrive quelque differend entre un François & un Turc, ou Maure, ils ne pourront estre jugez par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdit Pacha, Dey, Divan, ou par le Commandant dans les Ports où les differends arriveront.

XXII. Ne sera ledit Consul tenu de paier aucune dette pour les Marchands François, s'il n'y est obligé par écrit, & seront les effets des François qui mourront audit Païs, remis és mains dudit Consul pour en disposer au profit des François, ou autres ausquels ils appartiendront, & la même chose sera observée à l'égard des Turcs dudit Roiaume d'Alger, qui viendront s'établir en France. ANS d. J. C. 1689.

XXIII. Joüira ledit Consul de l'exemption de tous droits pour les provisions, vivres & Marchandises necessaires à sa Maison.

XXIV. Tout François qui aura frappé un Turc ou Maure ne pourra estre puni qu'aprés avoir fait appeller ledit Consul pour défendre la cause dudit François, & en cas que ledit François se sauve, ne pourra ledit Consul en estre responsable.

XXV. Le Pere de la Mission qui fait la fonction de Vicaire Apostolique à Alger, pourra avec son Confrere assister les Esclaves qui sont dans ledit Roiaume, même dans les Baignes des Pacha & Dey, & seront les Missionaires de quelque Nation qu'ils puissent estre regardez comme Sujets de l'Empereur de France, qui les prend en sa protection, & en cette qualité ne pourront en aucune maniere estre inquietez, mais maintenus & secourus par le Consul comme François.

XXVI. S'il arrive quelque contravention au present Traité, il ne sera fait aucun acte d'hostilité qu'aprés un deni formel de justice, & pour faciliter l'établissement du Commerce, & le rendre ferme & stable, les Tres-Illustres Pacha, Dey, Divan & Milice d'Alger envoieront quand ils l'estimeront à propos une personne de qualité d'entr'eux resider à Marseille pour entendre sur les lieux les plaintes qui pourroient arriver sur les contraventions au present Traité, auquel il sera fait en ladite Ville toute sorte de bon traitement.

XXVII. Si quelque Corsaire de France ou dudit Roiaume d'Alger fait tort aux Vaisseaux François, ou des Corsaires de ladite Ville qu'il trouvera en Mer, il en sera puni, & tous les Armateurs responsables.

XXVIII. Si les Vaisseaux d'Alger qui sont presentement en Mer avoient pris quelques Batimens François passé le 14. jour du mois d'Octobre prochain, ils seront rendus aussi-tôt qu'ils seront arrivez en ladite Ville, avec toutes les marchandises, effets, argent comptant, & rôles des équipages, & il en sera usé de même si les Bâtimens François avoient pris quelques Bâtimens de ladite Ville d'Alger.

XXIX. Toutes les fois qu'un Vaisseau de Guerre de l'Empereur de France viendra moüiller devant la rade d'Alger aussi-tôt que le Consul en aura averti le Gouverneur, ledit Gouverneur sera salué à proportion de la marque de Commandement qu'il portera par les Châteaux & Forts de la Ville; & d'un plus grand nombre de coups de cânon que ceux de toutes les autres Nations, & il rendra coup pour coup, bien entendu que la même chose se pratiquera dans la rencontre desdits Vaisseaux de Guerre à la Mer.

XXX. Si le present Traité de Paix conclu entre le Sieur Marcel pour l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Roiaume d'Alger venoit à estre rompu, (ce qu'à Dieu ne plaise) tous les Marchands François qui seront dans l'étenduë dudit Roiaume pourront se retirer avec tous leurs effets, par tout où bon leur semblera, sans qu'ils puissent estre arrêtez pendant le temps de trois mois.

XXXI. Les Articles ci-dessus seront ratifiez & confirmez par l'Empereur de France, & les Pacha, Dey, Divan & Milice de la Ville & Royaume d'Alger pour estre observez par leurs Sujets pendant le temps de cent ans, & afin que personne n'en pretende cause d'ignorance, seront publiez & affichez par tout où besoin sera.

Fait & arresté avec ledit Sieur Marcel pour ledit Empereur de France d'une part; & lesdits Pacha, Dey, Divan, & Milice de la Ville & Royaume d'Alger de l'autre, le 25 jour du mois de Septembre 1689.

CCXXXIX.

ANS de J.C. 1690.

LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC.

Traité entre les PROVINCES-UNIES *des Pays-bas, & le Prince* GEORGE GUILLAUME *Duc de Brunswic & de Lunebourg; pour la continuation des Troupes dudit Duc au service desdites Provinces. Fait à Zell le 15. Janvier 1690.* Manuscrit.

ALsoo Sijne Furstlijcke Doorlughtigheydt Heer Georg Wilhelm, Hertogh tot Bronswijck en Lunebourg door den Vryheer van Heekeren Extraordinaris Envoyé van de Hoog-Moog. Heeren Staeten Generael der Vereenighde Neederlanden is aengesoght worden om desselfs Troupen die in gevolg de Cooventie vao den $\frac{8}{18}$. Augusti 1688. in dienst van den Staedt gestaen hebben, daet in te laten continueeren, soo heest syne Hoog. Furstelijcke Doorlughtigheydt geneegen zijnde Haer Hoog-Moog. hier in te believen, geresolveert, deselve Troupes tot den laesten dagh van de Maent van April 1691. in dienst van den Staedt te laeten verblyven, ten waere der generale Vreede eerder moghte worden getroffen, in welcke gevalle het Haere Hoog-Mogende sal vry staen deselve Troupes oock eerder wederom te rugge te konnen senden, mits dat sijne Furstelijcke Doorlughtigheydt twee Maenden van te vooren daer van worden gewaerschout om de noodige Ordres te stellen, tot weeder aenneeminge van deselve, soo hem sulcks moghte gelieven.

II. Dese voorgemelde Troupes bestaen uyt een Regiment Paerden van 4. Compagnien, die elck met tien Ruyters door sijne Vorstelijcke Doorlughtigheydt syn versterckt geworden, om teegens de Ruyterie van den Staadt egaelen dienst te konnen doen, welcke by Haer Hoog-Moogende als d'andere Troupes sullen betaelt werden, het Regiment Dragonders van 4. Compagnien blyst als van den beginne geweest is, de vier Bataillons te voet elck van vyf Compagnien zijn te swack om teegens de Regimenten vao den Staadt dienst te doen.

Waeromme sijne Vorstelijcke Doorlughtigheydt sigh reserveert de Vryheyt in Plaetze van deese viet Bataillons van vyf Compagnien drye te geeven elck van seeven Compagnien onder die Conditien noghtans dat men sal behouden, ten naeste by het selve antal van Manschap soo die tegenwoordigh is, en dat het *tantum* in de soldie oock niet, ofte weynigh sal differeeren en hooger loopen als het nu betaald word, en dat ondertusschen de Bataillons soo lang zy op den teegenwoordigen voet sijn, nae proportie van hare force en sterckte, soo int reguard van de Officieren als Manschap dienst sulleo doen tegens de Regimenten van den Staat.

III. En dewyle daer over de betaelinge van eenige Hoofden ende andere Officieren disputen zyn geweest soo neemen Haere Hoog Moogende aen, de selve hooge Regiments en over-Officieren tot Vendrigh en Corneth toe te betaelen, ingevalle daer oock soodanige Officieren wordeo gevonden en by den Staadt onder de Militie, en by eenige van de Regimenten die io den voorleeden Jaere by Haere Hoog-Mogende van eenige andre Princen zyn overgenoomen, ten waere het hare Hoog-Moogende moghte aengenamer zyo, om het *tantum*, dat tegenwoordigh maendelijck voor de mindere Officieren word gegeeven, met vyf a ses hondert Rixdaelders te verhoogen, waer toe sijn Vorstelijcke Doorlughrigheydt Commissaris sal geauthoriseert zyn, om sulcks in den Haegh af te doen.

IV. Voorts sullen deese Troupes van sijne Vorstelijcke Doorlughtigheydt soo Officieren als Gemeinen Solda-

CCXXXIX.

ANS de J.C. 1690.

LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC.

Traduction de ce Traitté.

COmme le Prince Serenissime le Seigneur George Guillaume Duc de Brunswick & de Lunebourg a été requis par le Baron de Heekeren Envoyé Extraordinaire de leurs Hautes Puissances les Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies des Pais-bas, pour laisser continuer au service de l'Etat les troupes qui y ont été en conséquence de la convention du $\frac{8}{18}$ *Aoust 1688. ledit Prince Serenissime ayant du penchant à complaire en ce à Leurs Hautes Puissances a resolu de laisser demeurer lesdites Troupes au service de l'Etat jusques au dernier jour du mois d'Avril 1691. à moins que la paix generale ne vint à se conclure plûtot, auquel cas, il sera libre à L. H. P. de pouvoir renvoyer lesdites Troupes & même plûtôt pourvû que ledit Prince Serenissime en soit averti deux mois auparavant, pour mettre les ordres necessaires à les reprendre si cela lui agrée.*

II. Les Troupes susmentionnées consistent en un Régiment de Cavalerie de quatre Compagnies, qui ont été renforcées chacun de dix Cavaliers par ledit Prince Serenissime, pour pouvoir faire le même service que la Cavalerie de l'Etat, lesquelles seront payées par leurs Hautes Puissances comme les autres Troupes, le Regiment de Dragons de quatre Compagnies demeure comme il a été du commencement; les quatre Bataillons d'Infanterie chacun de cinq Compagnies sont trop foibles pour faire le service avec les Regimens de l'Etat.

C'est pourquoy ledit Prince Serenissime se reserve la Liberté, au lieu de ces quatre Bataillons de cinq Compagnies, d'en donner trois chacun de sept Compagnies; sous cette condition neanmoins, qu'on les entretiendra tout au moins au même nombre d'homme qu'ils sont à present, & que le total de la solde ne differera point ou peu & ne montera guere plus haut que ce qu'on paye presentement, & que cependant les Bataillons tant qu'ils seront sur le pied d'à present feront le service avec les Regimens de l'Etat à proportion de leurs forces, tant au regard des Officiers que des hommes.

III. Et comme il y a eu dispute sur le payement de quelques principaux Officiers & autres, leurs Hautes Puissances se chargent de payer lesdits grands Regimens & Officiers de surplus, jusques aux Cornettes & Enseignes, au cas qu'ils s'y trouvé de tels Officiers & entre la Milice de l'Etat & parmi quelques uns des Regiments que L. H. P. reçurent l'année derniere de quelques autres Princes. A moins que L. H. P. ne trouvassent plus à propos d'augmenter le tantum *donné presentement par mois pour les moindres Officiers, de cinq à six cens Risdales, sur quoy le Prince Serenissime autorisera son Commissaire, pour regler cela à la Haye.*

IV. En outre ces Trouppes dudit Prince Serenissime tant Officiers que simples Soldats jouiront des gages tant ordinaires qu'extraordinaires, & seront payez comme les propres

ANS de J.C. 1690.

Soldaten sulcken Ordinaris als Extraordinais Tractament genieten en betaelt worden als de eygene Militie van den Staadt blyvende gerepartieert op de Comptoiren van de Provintie van Holland daer deselve tot nogh toe opgeslaen hebben.

V. En sullen deese Troupes in't Velt zijnde niet in verscheyde Leegers ofte Campementen worden geseparreert, maer soo veel doenlijck te samen gehouden ende sonder permissie van sijne Vorstelijcke Doorlughtigh. onder geen vremden Commande gegeven en altijdt deselve ordres en discipline onderworpen wesen, als die eygene Militie van den Staat in de Garnisoonen sullen de selve aen de Naeburige plaetzen, en soo nae by den anderen worden geleght, soo veel eenighsindts s'Lants dienst sal konnen lyden.

VI. Ingevallen het soude komen voor te vallen in eene occasie ofte rencontre van Oorlogh de voorsz. Trouppes een merckelijck verlies quamen te doen, soo sullen aen de selve Recruyt-gelden worden gegeven op die selve maniere als andere Trouppes van den Staet sal geschieden, en sullen de selve trouppes in't lossen van gevangens getracteert worden, als de Militie van den Staat.

VII. En sullen alle Deserteurs waer de selve onder 't Gebiedt en Jurisdiction van de Vereenighde-Neederlanden, ofte by der selver Armées oock worden aengetroffen aen de Officieren van de Regimenten van sijne Voorstelijcke Doorlughtigheydt weederom worden uytgeleevert en ter Handt gestelt buyten kosten en als sulcks tusschen der Geallieerden Trouppes in't gebruyck is.

VIII. Indien het moghte koomen te gebeuren, dat tegens het Doorlughtige Huys Brunswie k-Lunebourgh ytwes feytelijcks wierde ondernomen ofte dat daer in de Neder-Saxeschen Creytz eenige Oorlogs beweeginge mochten voorvallen, waer door deses Doorluchtighsten Huyses Landen met een evident perijckel mochten worden gedreygt, soo sal het sijne Vorstelijcke Doorlughtigheydt vry staen de gemelde Trouppes weederom te herroepen, en sulcks selfs oock voor den boven-gedaghten tijdt van den laesten April 1691.

IX. Doch ingevalle haere Hoogh Mogende mochten verlangen om dese syne Vorstelijcke Doorluchtigheyts Troupen langer als den voorschreven Termin van April 1691. in haeren Dienst te laten continueren, soo verklaert syne Vorstelijcke Doorluchtigheyt niet ongenegen te weesen buyten eenige nieuwen beswaer om den Staet daer in gevalligh te syn, en op de voet van dese Conventie; als daerom tydelijck sal worden aengesoght, en als sulcks eenighsints de convenientie van syne Officiers en van den tijdt sal toelaten.

X. Wanneer de gemelte Troupes weederom te rugge naer huys marcheren, en de tijdt den Dienst van den Staat sullen worden geadmitteert, soo sal men de selve voor heen af betaelen van alle haer Besoldingen, Ordinaris en Extraordinaris Tractementen, Waagen-Gelderen, en voorts al 't geen men moghte aen haar schuldigh zyn, tot dat sy des Staets Frontieren quitteeren, en daar en boven aen de selve by haeren Afmarsch noch geven een maendt Soldye, om daer meede in de Landen van syne Vorstelijcke Doorluchtigheyt te konnen retourneren.

XII. En sal dit Tractaet syn effect sorteren van die tydt aen, dat het voorgaende van den $\frac{8}{18}$ Augusti geexpireert is, en de Ratificatie van dese Conventie, soo ras doenlijck hier tot Cell ofte in den Haagh worden uytgewisselt, en is voorts de selve Conventie en dit naerder Accord wederseyts daer toe Gevolmachtighde onderschreven ende beseegelt. Actum Zelle den $\frac{5}{15}$ Januarii 1690.

propres Troupes de l'Etat demeurant repartis sur les Comptoirs de la Province de Hollande, comme elles l'on été jusques à present.

V. Et lesdites Troupes étant en Campagne, ne seront pas separées en diverses armées ou Campemens, mais seront autant qu'il sera possible tenuës en un corps, & ne passeront point sous le commandement étranger sans la permission dudit Prince Serenissime, & seront toûjours soumises au même ordre & discipline que les propres troupes de l'Etat, & seront mises en Garnison dans les places les plus voisines & aussi près les unes des autres que le service de l'Etat pourra le permettre.

VI. Au cas qu'il arrivât que dans quelque occasion ou recontre de Guerre, lesdites troupes vinssent à faire une perte considerable, il sera donné aux recruës le même argent, & de la même maniere que cela se sera à l'égard des troupes de l'Etat, & lesdites troupes quant au relâchement des Prisonniers, seront traittées comme celles de l'Etat.

VII. Et les Deserteurs, quand même ils seroient pris dans les Pais de l'obeissance & Juridiction des Provinces Unies des Pais Bas, ou dans leurs armées, seront rendus aux Officiers des Regimens dudit Serenissime Prince, & remis entre leurs mains sans frais, & de la même maniere qu'il en est usé à cét égard parmi les troupes des Alliez.

VIII. S'il arrivoit qu'il fut entrepris & attenté quelque chose par voye de fait contre la Serenissime Maison de Bronswick Lunebourg, ou qu'il survint quelque mouvement de guerre dans le Cercle de la basse Saxe, par où les Pais de la ditte Serenissime Maison seroit menacée d'un peril évident, il sera en la liberté dudit Prince Serenissime de rapeller lesdites troupes, & même avant le tems cy-dessus du dernier Avril 1691.

IX. Mais en cas que leurs Hautes Puissances desirassent de retenir lesdites troupes dudit Prince Serenissime plus long-tems à leur service que jusques au terme susdit d'Avril 1691. ledit Prince Serenissime declare qu'il est disposé à complaire l'Etat en cela, à moins qu'il n'arrivât quelque chose de nouveau, & ce sur le pied de cette convention & en étant requis à tems, & que la chose soit convenable au tems & à ses Officiers.

X. Quand lesdites troupes retourneront chez elles, & seront congedées du service de l'Etat on leur payera auparavant toute la solde gages ordinaire & extraordinaires, argent de chariots, & enfin tout ce qui pourra leur être encore dû jusques au moment qu'elles quitteront les frontieres de l'Etat, & leur sera encore donné outre ce un mois au tems de leur depart pour pouvoir par ce moyen retourner dans les Pais dudit Prince Serenissime.

Et sortira ce Traitté son effect du tems que le precedent du 18. Aoust 1688. est expiré, Et seront les ratifications de cette Convention échangées icy à Zell ou à la Haye, le plûtôt qu'il se poura, & à ladite Convention & plus exprès Accord a été signé & scellé par les Plenipotentiaires respectifs. Fait à Zell le 15. Janvier 1690.

CCXL.

ANS de J.C. 1690.

FRANCE ET SAVOYE.

Raisons qui ont obligé le Roy de France LOUIS XIV. *à envoyer une armée en* SAVOYE, publiées en 1690. Freder Leonard. Tom. IV.

IL n'y a personne à present qui puisse douter des mauvais desseins que Monsieur le Duc de Savoye a formez depuis quelque temps avec les Ennemis de la France, tant pour exciter des troubles dans le Dauphiné, que pour oster au Roy les moyens de secourir les Places que Sa Majesté possede en Italie, & qui sont seules capables d'empêcher que la Maison d'Austriche ne s'empare de toute cette grande partie de l'Europe, qui a toûjours fait le principal objet de son ambition.

Cependant comme il a paru quelques écrits, même sous le nom du Duc de Savoye, qui tendent à faire croire qu'il n'a pris la resolution d'embrasser le parti des Ennemis de la France, que parce qu'il y a esté forcé par l'entrée dans ses Etats des Troupes de sa Majesté, commandée par le Sieur de Catinat; il est bon de faire connoitre à ceux qui s'interessent le plus à la conservation du repos de l'Italie, le peu de solidité du prétexte que ce Prince a pris pour le troubler, & le peu de sincerité qu'il y a eu dans toute la conduite qu'il a tenue avec sa Majesté. Mais pour ne pas repasser sur tous les Sujets de mécontentement qu'il lui a donnez depuis long-temps, & qu'Elle a bien voulu dissimuler, dans l'esperance qu'Elle a toûjours eue qu'il feroit de plus serieuses reflexions sur toutes les raisons qui le devoient obliger à préferer l'amitié de Sa Majesté aux vaines esperances dont les Ennemis de sa Couronne le pouvoient flatter, il suffira de rapporter ici les dernieres preuves que ce Prince a données de ses mauvaises intentions depuis les mois

1689. de Septembre & Octobre dernier jusqu'à present.

C'est en effet au commencement desdits mois, que sa Majesté fut avertie que le Prince d'Orange recevoit souvent des Lettres du Duc Savoie, & qu'il se traitoit quelque chose entre ces Princes contre les interests de la France. On vit aussi dans le même temps des effets de cette bonne intelligence; Car sa Majesté ayant fait marcher des Troupes à Pignerol, pour faire attaquer les Seditieux qui s'étoient établis dans la Vallée de S. Martin, les Officiers du Roy commencerent à s'appercevoir que ceux de Monsieur de Savoie ménageoient les Rebelles, vulgairement appellez Barbetz, & trouvoient des difficultez à tout ce qu'on leur proposoit pour les attaquer.

Sa Majesté sçut quelque temps après, que le Duc de Savoye avoit promis au Comte de Fuensalida d'empêcher que ces Barbetz ne fussent détruits: Et vers le commencement du mois de Janvier, Elle fut informée qu'en Angleterre & en Hollande, on projettoit de faire vers le mois d'Aoust prochain, une diversion considerable du costé de la Bresse & du Dauphiné; Que l'on comptoit pour cela que les Troupes du Milanois, celles du Duc de Savoye, tout ce que l'on pourroit ramasser de Barbetz du costé de Wirtemberg, & de François sortis de France pour la Religion, entreroit en Dauphiné: & que l'on essaieroit de faire soulever les Nouveaux Coovertis, par le moien des Ministres que l'on envoieroit en France.

Les notions confuses que le Roi avoit de ce Projet, ont esté eclaircies & confirmées depuis par les dépositions de plusieurs Ministres & Predicans qui one esté pris en Languedoc: & Sa Majesté a appris ensuite que le Marquis de Parelle faisoit passer aux Barbetz des Gens qui les venoient trouver du côté du Lac de Geneve, & qu'après qu'ils avoient parlé au Duc de Savoye, on les faisoit retourner d'où ils étoient venus avec de grandes précautions. Enfin Sa Majesté receut des avis certains du Traité que le Duc de Savoye faisoit par le moyen de l'Abbé Grimani, avec l'Empereur, qui pour mettre en execution ce qu'il avoit projetté pour l'attaque du Dauphiné, lui promettoit en faveur de ses Ambassadeurs le même traitement que ceux des Testes Couronnées reçoivent à sa Cour de l'Empereur, moiennant une somme considerable, que sa Majesté Imperiale devoit employer à fortifier de Troupes Allemandes celles qui devoient attaquer le Dauphiné, & toutes ensemble avec celles d'Espagne & de Savoye, devoient après la conqueste do Dauphiné assurée, estre employées à remettre Geneve sous l'obeïssance du Duc de Savoye.

Tous ces Projets & Traitez estens parfaitement connus à Sa Majesté, Elle a estimé de sa Prudence de prévenir les maux que la mauvaise foi Duc de Savoye vouloit causer à son Royaume. C'est dans cette veuë, qu'Elle a fait entrer une Armée en Piedmont, sous le commandement du Sieur de Catinat, lequel a eu ordre de faire sçavoir au Duc de Savoye, que Sa Majesté qui estoit informée des engagemens qu'il avoit pris avec ses Ennemis, ne pouvoit s'empêcher de s'en ressentir s'il ne lui envoyoit toutes ses Troupes, & ne lui remettoit des Places qui pussent assurer Sa Majesté qu'il n'entreprendroit plus rien contre ses interests en faveur de ses Ennemis; & pour cela ledit Sieur de Catinat demanda Verruë & la Citadelle de Turin, dans lesquelles le Roi tiendroit Garnison Françoise, qui ne feroit point à charge au Duc de Savoye, & qui demeureroit jusqu'à la Paix generale.

Après cette Declaration de la part de Sa Majesté, Monsieur le Duc de Savoye écrivit au Roi une Lettre le vingtiéme du mois de Mai, par laquelle estant de justifier à Sa Majesté ses bonnes intentions, il promet positivement au Roy de remettre la Citadelle de Turin & Verruë; mais il supplie Sa Majesté que ce soit par un Traité, & en même temps il lui demande en grace de se contenter d'une autre Place que la Citadelle de Turin, à cause qu'il faloit sa residence dans la Ville. 1690. 20. May.

Sa Majesté ayant trouvé bon d'envoyer un Pouvoir audit Sieur de Catinat de recevoir ces Places, & d'en promettre la restitution à la Paix generale, & que le Pape & la Republique de Venise fussent garands de la parole de Sa Majesté; le Duc de Savoye a jugé à propos de manquer à la sienne, & de preferer l'execution de ses premiers Projets, au repos que celle de sa parole auroit procuré à les Etats.

Enfin ce Prince ayant témoigné d'autant plus d'éloignement à satisfaire aux justes demandes de Sa Majesté, qu'il étoit déja si fortement lié avec ses Ennemis, qu'il ne se croyoit plus en pouvoir de s'en détacher, Elle est persuadée que tous les Princes & Etats qui n'ont point encore pris de parti, approuveront la resolution qu'Elle a prise de fortifier considerablement l'Armée qu'Elle a presentement en Piedmont, pour ôter à ce Prince les moiens d'executer ses desseins. Et néanmoins pour faire voir qu'elle a toujours desiré & qu'Elle desire encore sincerement le maintien du repos de l'Italie, Elle declare qu'elle fera revenir son Armée commandée par ledit Sieur de Catinat, soit que le Duc de Savoye remette à Sa Majesté la garde de la Citadelle de Turin & de la Place de Verruë, soit que ce Prince ayant trop de repugnance à faire entrer des Troupes Françoises dans la Citadelle de Turin, aime mieux donner à Sa Majesté pour assurance de sa bonne foy Verruë, Carmagnolle & Suze dans le Piémont, avec Montmelian dans la Savoye, pour lui estre rendus après la Paix, & sur la garantie du Pape & de la Republique de Venise. Mais ce qui ne doit laisser aux Princes & Etats d'Italie, aucun lieu de douter de la sincerité des intentions de Sa Majesté pour le maintien de leur repos, & leur faire voir qu'Elle ne veut faire agir ses Armes en Piémont

ANS de J. C. 1690.

ment, que pour empêcher que le Duc de Savoye ne facilite aux Ennemis de la France les moiens d'attaquer ses Provinces, Elle veut bien encore déclarer que si le Duc de Savoye aime mieux confier à la Republique de Venise pendant le cours de cette Guerre, la Citadelle de Turin & la Place de Verruë, Sa Majesté prend une si grande confiance aux bonnes intentions de la Republique, & à la Sagesse & Prudenca avec laquelle elle s'ast toûjours employée pour détournet tout ce qui pouvoit exciter quelques troubles en Italie; que si elle veut bien à la requisition de Monsieur le Duc de Savoye, mettre dans lesdites Places des Garnisons suffisantes pour en pouvoir estre bien assurée, Elle retirera pareillement ses Troupes, sous deux conditions, dont la premiere est, qua si ce Prince, au préjudice de la parole qu'il sera obligé de donoer, venoit à joindre ses Troupes à celles des Ennemis de la France, ou à leur donner passage dans ses Pais & Etats, la Republique sera tenuë de remettre en ce cas au pouvoir du Roi, lesdites Places de Verruë & Citadelle de Turin, pour estre gardées par les Troupes de Sa Majesté jusqu'à la conclusion de la Paix. Et la seconde que l'Empereur & le Roi Catholique s'obligeront de ue rien entreprendre en Italie, ni contre les Places qui sont au pouvoir de Sa Majesté, ni contre aucun Prince on Etat qui voudra conserver la neutralité: & que le Pape, la Republique de Venise & le Grand Duc, se rendront garands de cette Convention.

Sa Majesté s'asseure que si ces offres ne sont point acceptées, au moins Elle aura fait voir à tous les Princes d'Italie, qui desirent le mantien de leur repos, qu'il n'a pas tenu à Elle qu'ils n'ayent détourné de leur voisinage les malheurs de la Guerre, & qu'ils n'en doivent imputer le blâme qu'au dessein qu'ont les Espagnols d'y engager tous les Etats de l'Europe.

CCXLI.

ANS de J. C. 1690.

ESPAGNE ET SAVOYE.

Traité conclu entre CHARLES II. *Roi de d'Espagne &* VICTOR AMEDE'E *Duc de Savoye. Fait à Milan le* 3. *Juin* 1690. Mercur. Historiq. de Septembre, 1690.

COmme il est venu une Armée Françoise en Italie, à dessein d'agir ouvertement contre l'Etat de Milan, & qu'elle s'est tenuë dans les Etats de son Altesse Royale de Savoye, en haine de l'affection qu'elle porte à Sa Majesté Imperiale, & pour contraindre ledit Duc à remétre entre les mains du Roi de France deux de ses principales Places, & une partie de ses Troupes, afin de pouvoir envahir l'Etat de Milan avec plus de facilité; Son Eminence le Comte de Fuensalida qui en est Gouverneur, a trouvé à propos, pour le service de Sa Majesté Catholique le Roi son Maitre, d'offrir à sadite Altesse Royale un secours d'armes de la part de Sa Majesté, comme il a fait. De quoi son Altesse Royale ayant eu connoissance; alle a témoigne être fort sensible à l'affection d'un si Grand Roi, de l'Illustre sang duquel il tire son origine, & a envoyé pour cét effet le Comte de Brandisso à Milan, avec plein pouvoir de traiter avec son Eminence le Comte de Fuensalida, sur ce qu'on jugera à propos pour la défense commuoe des deux Etats, savoir de celui da Milan, & de ceux de son Altesse Royale, tant par deça que par delà les Monts & Vallées, sans en excepter aucun. En conséquence de ce, son Eminence, le Comte de Fuensalida, au nom du Ror son Maitre, & le Comte de Brandisso au nom du Duc de Savoye, & en qualité de son Plenipotentiaire ont convenu, & conclu, arrêté, & promis reciproquement ce qui suit.

I. Qu'entre Sa Majesté Catholique Charles II. Roi d'Espagne &c. d'une part, & son Altesse Royale Victor Amedée Duc de Savoye, Prince de Piémont, & Roi de Chypre d'autre, il y aura une véritable & étroite Alliance défensive, qui sera inviolabla, jusqu'à ce que les deux Parties viennent à faire la Paix d'un commun consentement; sans qu'une des Parties puisse faire aucun Traité de Paix ni de Tréve ni d'aucune autre Alliance avec le Fraoce, sans le consentement de l'autre Partie. Et Sa Majesté Catholique fera comprendre son Altesse Royale de Savoye, & entant que cela la concerne, Elle la comprend déja dans l'Alliance qu'Elle a faite avec sa Majesté Imperiale, avec sa Majesté Britannique le Roi Guillaume, avec leurs Hautes Puissances les Etats Généraux des Pays-Bas, & avec les autres Alliez, sans en excepter aucun.

ANS de J. C. 1690.

II. Qu'on ne fera ni Paix, ni Tréve, à moins que ce qui pourroit être usurpé ou conquis par les armes de l'Ennemi, dans l'Etat de Milan ou dans ceux du Duc de Savoye, tant deça que par de là les Monts, soit à force ouverte, ou autrement, na soit effectivement restitué & remis en son premier état, entre les mains de ceux à qui il aura été enlevé.

III. Les deux Parties s'obligent de s'assister mutuellement l'un l'autre des forces qu'elles ont déja ou qu'elles pourroient avoir, pour la défense des Etats de son Altesse Royale comme si chacun défendoit le sien propre.

IV. Pour l'exécution de ce que dessus le Comte de Fuensalida fera marcher incessamment son Armée, & l'entretiendra sur le pié de 3000. Cavaliers, & de 8. à 9000. Fantassins, durant la présente Guerre: laquelle Armée entrera dans le Piémont, du côté de Verceil, sous le commandement du Comte de Louvignies & d'autres Capitaines sous lui.

V. Que ladite Armée aura douze piéces de Canon, avec les munitions de Guerre nécessaires, tout aux dépens de sa Majesté Catholique.

VI. Qu'aussi-tôt que l'Armée sera campée sous le Canon de Verceil, Son Altesse Royale y joindra quatre Regiments d'Infanterie, & deux de Dragons.

VII. Quand les Troupes seront jointes, elles marcheront vers Turin, partie par le chemin d'Ivrée, & le reste par où l'on jugera le plus à propos. Deux autres Regiments d'Infanterie & 400. Cavaliers des Troupes de Son Altesse Royale joindront ladite Armée, à moins que ladita Ville ne fut assiegée, prise, ou bloquée, & étant ainsi unies on poursuivra la route, selon que les affaires le requerront & que Son Altesse Royale le trouvera à propos.

VIII. En caa que Turin, ou one autre Place de son Altesse Royale fut assiegée, prise ou bloquée, l'Armée de sa Majesté sera obligée de la secourir vigoureusement avec les Troupes de son Altesse Royale.

IX. En cas que l'Ennemi allat à la rencontre de nôtre Armée, Son Altesse Royale fera marcher les Troupes qu'Elle pourroit avoir, pour se joindre avec ladite Armée, s'il est possible, ou pour attaquer l'Arriere-garde da l'Ennemi.

X. Si l'Armée Ennemie marchoit vers l'Etat de Milan, Son Altesse Royale fera incontinent partir ses Troupes, pour sa joindre à l'Armée Alliée pour attaquer conjoinctement l'Ennemi, pour la défense de l'Etat de Milan, lesdites Troupes se devant tenir unies pour la défense commune dans toutes les rencontres, lors que le besoin le requerra: à moins que l'on ne convint de les partager, soit que les Troupes de l'Ennemi se partagent, soit qu'on voulut attaquer quelques autres Troupes Françoises ou défendre quelques Places.

XI. Son Excellence aura soin de pourvoir de pain son Armée, quand elle ira en Piemont, & aussi long temps qu'elle y sejournera: mais quand l'Armée marchera plus loin qu'à Verceil, & qu'il sera nécessaire de plus de chariota qu'on n'en a ordonné pour les munitions de bouche & pour les voitures, Son Altesse Royale en fera fournir en payant comptant, à un prix raison-

ANS de J. C. 1689.

raisonnable: & la même chose sera pratiquée dans l'Etat de Milan envers les Troupes de Savoye, s'il est besoin d'avoir plus de chariots, que ceux qui auront été ordonnez.

XII. Et afin qu'on puisse plus aisément livrer du pain à l'Armée de sa Majesté Catholique en Piémont, S. Eminence fera porter de la farine & du blé à Verceil: & si par l'empêchement de l'Ennemi, ou par quelque accident, le blé ne pouvoit être amené au lieu où se trouvera l'Armée de sa Majesté Catholique, Son Altesse Royale le fournira, & Elle en sera dédommagée, ce qui aura lieu au regard des Troupes de son Altesse Royale, en cas que venant dans l'Etat de Milan, on ne put les pourvoir de blé, comme dit est.

XIII. Ce que dessus sera entretenu de part & d'autre, au regard des munitions de guerre, pour le service des Troupes, pendant que l'Artillerie sera à la charge de sa Majesté Catholique.

XIV. Le fourrage, ou l'usage du foin & de l'herbe en campagne, sera pris indifferemment de l'un & de l'autre côté, au lieu où les Troupes de sa Majesté Catholique & de son Altesse Royale se trouveront: les unes & les autres se devant soumettre à la discipline militaire & ne commettre aucun desordre, & chacun donnera ordre de son côté aux Vivandiers d'aller à l'Armée, & d'y vendre leurs marchandises au plus juste prix.

XV. Et parce que la presente Alliance n'est que defensive, on declare que quand l'Armée de France commencera à commettre des hostilitez dant le Milanois, ou dans les Etats de son Altesse Royale, elle se convertira alors en Alliance offensive: & en cas qu'on pût prendre Pignerol & Casal sur les François, la premiere de ces deux Villes sera remise à son Altesse Royale, & l'autre apartiendra à sa Majesté Catholique par droit de Conquete; à la charge néanmoins que cela ne prejudiciera nullement au droit & à la possession que son Altesse Royale a prit dans le Montferrat en vertu du Traité de Cherasco.

Et en cas qu'on vint à conquerir quelque chose sur l'Ennemi au lieu ou son Altesse Royale auroit quelque droit particulier, elle pourra être partagée par moitié, à cause que son Altesse Royale souffre grand dommage de l'Armée de France, qui se tient dans son Pays; ayant differé la marche qu'elle avoit entreprise pour faire une irruption dans le Milanois, auquel les Terres de son Altesse Royale servoient de Rempart, étant cependant opprimée par une charge inexprimable de l'Armée de l'Ennemi. Et comme le Comte de Fuensalida prend soin de l'Armée de sa Majesté Catholique qui est entretenuë pour la delivrance & pour la defense de l'Etat de Milan; il s'oblige aussi de donner aux Troupes de son Altesse Royale des quartiers d'Hiver dans le Milanois, & de les rendre en tel état qu'elles puissent resservir commodement la Campagne prochaine, la maniere & la forme devant être concertée entre son Altesse Royale & son Eminence en personne, ou entre leurs Ministres; de même que la quantité des Troupes réglées; sadite Excellence ayant cependant le pouvoir d'accorder, moyennant de l'argent, pour les quartiers d'hiver, à l'exception des fourrages.

S. Eminence le Comte de Fuensalida, au nom de Sa Majesté Catholique, & le Comte de Brandisso au nom de Son Altesse Royale, ont promis & promettent d'exécuter inviolablement tout ce que dessus, & de raporter la Ratification du présent Traité de la part de leurs Souverains, savoir, le Comte de Fuensalida dans deux mois, & le Comte de Brandisso dans six semaines, ayant ce dernier remis au Premier, l'original de son plein pouvoir: Et il a eté signé reciproquement deux originaux du présent Traité, lequel sera observé & entretenu aussi ponctuellement par les deux Parties, que si la Ratification en étoit déja arrivée. Fait à Milan le 3. Juin 1690. Signé.

Le Comte de Fuensalida. Le Comte Charles Emanuel de Brandisso.

CCXLII.

ANS de J. C. 1690.

L'EMPEREUR, ET LA SAVOYE.

Traité d'Alliance entre LEOPOLD *Empereur &* VICTOR AMEDE'E II. *Duc de Savoye, fait à Turin, le 4. Juin, 1690.* Manuscrit.

POstquam Sacra Cæsarea Majestas Augustissimus Imperator Leopoldus, magna benignaque animi compassione intellexit quàm graviter Rex Galliæ Serenissimo Duci Sabaudiæ propter fidelissimum ejusdem erga Sacram Cæsaream Majestatem suam obsequium minatus sit, quoque ea ex causa exercitum suum in ejusdem ditiones immiserit ad compellendum eum ut duo sua principaliora fortalitia cum duobus millibus peditum & duabus desultoriorum Equitum Legionibus dedat, præfatoque exercitui contra Statum Mediolanensem jungat, excitatus est magnus ejusdem Cæsareæ Majestatis suæ animus ad impertiendam, tam conspicuo & egregiâ constantiâ suâ de eadem tam præclarè merito, Sacri Romani Imperii Principi Cæsaream protectionem suam, eumque in finem, Dominum Abbatem Vincentium Grimani necessariis mandatis, unà cum facultate agendi, tractandi & conveniendi cum Celsitudine sua Regia de fœdere, quo tum Sacræ Cæsareæ Majestatis rationes, tum Serenissimi Domini Ducis securitas stabiliantur, instruere dignata est; cujus proinde intuitu prædictus Serenissimus Dominus Victorius Amadeus secundus Sabaudiæ Dux & nominatus Dominus Abbas Grimani nomine, & in conformitate accepti à sacra Cæsarea Majestate mandati convenerunt de articulis sequentibus.

I. Declarat Serenissimus Dux, nullum se habere fœdus, nec tractatum qualemcunque cum Rege Galliæ & & pro bono sacræ & Cæsareæ Majestatis & Romani Imperii emolumento, prout verum & fidelem ejus Principem decet se operaturum.

II. Adhærebit constanter & perpetuò Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio Romano uti & aliis Potentiis confœderatis.

III. Operationes bellicas composito cum sacra Cæsarea Majestate & Fœderatis consilio instituet, omnique opera & viribus contra Galliam ejusdemque Socios aget fidelissimè.

IV. Obstringit se Serenissimus Dux, quod nullum neque pacis, neque induciarum tractatum cum Gallia, ejusque Sociis sine præscitu & consensu Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperii inibit. Vicissim sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine pollicetur supradictus Dominus Abbas Grimani, quod altissime memorata Sacra Cæsarea Majestas & Imperium Serenissimum Ducem perpetuo defendent tam durante hoc bello cum Gallia quàm post subsecutam cum eadem, vel pacem vel inducias, quibus Regalis sua Celsitudo semper includetur idque spondet præstitum iri ex parte suæ Cæsareæ Majestatis constituens in verbo Imperiali ad omnium, quæ supra dicta sunt, garantiam omnes nunc temporis confœderatos, qui etiam à sacra Cæsarea Majestate ad fœdus hoc cum sua Regali Celsitudine specialiter ineundum, disponentur.

V. Promittit, sacram Cæsaream Majestatem curaturam, ut Gubernator Mediolanensis, omnibus ejusdem Ducatûs viribus, dictæ suæ Celsitudini Regali assistat & præterea Classis Hispanica navalis in oris Provinciæ securitate Comitatus Nizzæ invigilet.

VI. Pollicetur similiter, quod sacra Majestas Cæsarea omni possibili celeritate mittet 5. à 6. millia, melioris notæ militum, conjungenda cum Serenissimo Duce, iisdemque ipsamet stipendia subministrabit nec hyberna in Pedemontio prætendet, efficiet præterea ut Barbetti & Religionarii Gallici uti & alia octo millia militum qui assecurante Legato Hispanico Domino Marchione Borgomenero, in illorum auxilium

ANS de J.C 1690. lium destinantur ex composito sive communicato consilio operentur & à nutibus suæ Celsitudinis Regalis dependeant; quoad distributionem autem militem eorundem, conjunctionem & expeditiones suscipiendas Dominus Dux Sabaudiæ facilè conveniet cum Domino Gubernatore Mediolanensi, ut utrimque unanimi consilio ad commune bonum dirigantur.

VI. Sacra Cæsarea Majestas & Confœderati omnem adhibebunt operam ut Regali suæ Celsitudini Pinerolium, vel per Tractatus vel vi armorum restituatur sine ullo tamen præjudicio jurium & possessionis, quæ suæ Celsitudini in Terris Montis Ferrati vigore Tractatus Cheruscensis cessa & acquisita sunt.

VIII. Quò ad Reliqua, quæ hoc bello contra Galliam acquirentur sacra Cæsarea Majestas approbat ea, quæ cum Domino Gubernatore Mediolanensi pacta sunt.

Quæ omnia prædictus serenissimus Sabaudiæ Dux & memoratus Dominus Abbas Grimani nomine & mandato speciali sacræ Cæsareæ Majestatis spoponderunt, & spondent, se inviolabiliter observaturos, Dominusque Abbas se ratificationem sacræ Cæsareæ Majestatis in bona forma intra unius mensis spatium procuraturum, in cujus fidem bina hujus Tractatûs originalia ab utraque parte subscripta, & ab unaquaque onum asservatum est. Augustæ Taurinorum, 4. Junii, 1690.

CCXLIII.

ANS de J.C. 1690.

Traité entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, du 29. Decembre*, 1690. Feuille volante imprimée.

LA FRANCE ET LES PROVINCES UNIES.

NOus Elie Guillaume de Rochoo de la Peyrouse, Seigneur de la Motte, & de Chasteau vieux, Lieutenant pour le Roi au Gouvernement de Maubeuge, & Commandant pour sa Majesté en la Ville de Thuin, & ses dépendances au nom & de la part de sa Majesté : Et Jacques, Baron de Wassenaer, Seigneur d'Obdam, Hensbroek, Woghmeer, Spierdijck, Zuydwijck, Kernhem, Tuikelo, Lage, &c. Noble d'Hollande, General Major de la Cavalerie de l'Estat des Provinces Uuies, Gouverneur de Willemstadt, Niervart, dit la Clundert, & des Forts en dependants, au nom & de la part de Messieurs les Estats Generaux des Provinces Unies, sommes convenus de l'Eschange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont esté & seront faits par les Troupes des Armées & Garnisons de France & des Estats Generaux, les unes sur les autres seulement, & & en avons passé le present Traité en vertu des Pouvoirs, à nous donnez, en la maniere qui ensuit.

Premierement. Que tous les Prisonniers qui seront faits de part & d'autre, soit dans les Batailles, prises des Places, Combats, ou autres occasions, qu'il pourroit y avoir entre les Nations, seront rendus de boone foy quinze jours aprés leur detention au plus tard par échange d'autres Prisonniers de pareil poste, ou autres, en faisant compensation du plus au moins des rançons, qui sera marqué cy-apres, lesquels se payeront en mounoye de France.

Et afin qu'il n'arrive aucune contestatioo oi difficulté, tant pour le reguard du poste & qualité des Officiers de part & d'autre, que des rançons qui devront estre payées par chacun d'eux, il a esté jugé à propos de specifier ci aprés les charges & postes de chaque party & le prix desdites rançons.

Les Generaux des Armées du Roy, Commandants en Chef & les Mareschaux de France, seront échangez contre le Capitaine General des Estats Generaux, Commandant en Chef leurs Armées, ou payeront - - - 50000 liv.

Capitaine General des Armées du Roi - 40000

Les Lieutenants Generaux des Armées du Roi seront échangez contre ceux qui commandent les Armées des Etats Generaux immediatement aprez le General, ou payeront - - - - - - 10000

Le Grand Maistre de l'Artillerie de France, contre le General d'Artillerie des Etats Generaux, ou payeront - - - - 4000

Les Mareschaux de Camp des Armées du Roi seront échangez, ou payeront - - 4000

Le Colonel General de la Cavalerie sera échangé contre un General de Cavallerie ou d'Insanterie des Etats, ou payeront - - 4000

Le Colonel General des Dragons sera échangé, s'il en rencontre, ou payera - - 3500

Le Maistre de Camp General de la Cavallerie de France, payera. - - - 3500

Le Maistre de Camp General des Dragons, sera échangé, ou payera - - - 3000

Le Commissaire General de la Cavallerie de France sera échangé, ou payera - - 3000

Un Intendant des Armées ou Provinces contre un Deputé des Estats en campagne, ou payeront - - - - - - - - 5000

Leurs Subdeleguez - - 1500

Un Lieutenant General de l'Attillerie de France sera échangé contre un Lieutenant General de l'Artilletie des Etats Generaux, ou payeront - - - - 1000

Un Lieutenant General de Cavalerie ou d'Insanterie seront échangez ou payeront - 1500

Les Majors Generaux de Cavallerie ou d'Insanterie seront échangez contre les Generaux Majors, ou Commissaires Generaux de Cavallerie ou d'Insanterie, ou payeront - - 800

Les Brigadiers de Cavallerie ou d'Infanterie seront échangez, ou payeront - - 600

Un Major de Brigade contre un Major de Brigade, ou payeront - - - 300

Mareschal General des Logis de l'Armée contre un Quartier-Maistre General des Logis, ou payeront - - - - 500

Aide du Mareschal General des Logis & du Quartier-Maistre General seront échangez ou payeront - - - - - 100

Aides de Camp servants prés la Personne du Roi, & de Monseigneur le Dauphin - - 500

Aides de Camp ou Adjutants servants prés des Generaux en chef, Lieutenants Generaux & Maréchaux de Camp seront échangez de part & d'autre, ou payeront - - - 300

Mareschal des Logis de la Cavallerie ou Quartier-maistre General de la Cavallerie seront échangez ou payeront - - - 200

Ses Aides & Adjutants seront échangez, ou payeront - - - - - - 100

Tresorier General de l'extraordinaire des Guerres - - - - - - 1500

Le premier Commis de chaque Armée - - 500

Les autres moindres des Armées & Places - 50

General des Vivres sera échangé contre le Provedidor ou payeroot - - 1000

Les premiers Commis des Vivres de chaque Armée payeront - - - 500

Les autres moindres Commis & Contrerolleurs des Vivres des Armées & Places - - 50

Les Commissaires des Guerres - - - - 100

Le Prevost General sera eschangé contte le Prevost General ou payeront - - - - - 300

Le Procureur du Roy ou Assesseur contre le Fiscal du Conseil de Guerre ou payeront - - 250

Le Lieutenant du Prevost contre celuy des Etats, ou payeront - - - - - 100

Le Greffier de la Prevosté ou du Conseil de Guerre de part & d'autre seront échangez ou payeront - - - - - 80

ANS de J. C. 1690.

Les autres Officiers & Soldats de la Prevosté de part d'autre, chacun, — — 18

A la reserve neantmoins desdits Soldats & Archers qui seront employez à la recherche & poursuitte des Voleurs, Malfaicteurs, ou contrevenans aux ordres, lesquels pourront aller en toute sureté depuis le nombre de quatre jusques à quinze, un Brigadier, exempt, Lieutenant, ou le Grand Prevost mesme à leur teste, sans qu'ils puissent estre de bonne prise, non plus que leurs chevaux & armes, étant pourveus de bons ordres des Généraux, Gouverneurs, Commandans ou Intendans des Armées ou Provinces, & pourront mener avec eux le Procureur du Roy, le Fiscal, Assesseurs & Greffier pour instruire le proces des Malfaicteurs, si le cas le requiert, à condition qu'ils n'approcheront point de plus près de deux lieuës les Armées ou places Ennemies de part ou d'autre.

Et en cas qu'ils serout rencontrez au dessus ou au dessous du nombre susdit ils seront tous de bonne prise avec leurs armes & chevaux, & sujets à la rançon specifiée dans le présent Cartel.

	Liv.
Le Wagemaistre General contre celuy des Estats Généraux ou payeront - - -	150
Son Lieutenant — —	80
Commissaire General des Batteaux —	150
Les Lieutenants chacun. —	50
Les Conducteurs de l'un & de l'autre chacun payeront — — — —	12
Un Auditeur — — — —	25
Weghmaistre General ou Capitaine des Guides seront eschangez ou payeront — -	80
Son Lieutenant — — —	50
Son Cornette — — —	35
Guides à cheval comme Cavalliers —	20
Les Ingenieurs en Chef, & qui ont direction sur un departement, payeront — —	500

Et les autres un mois de leur appointement, ce qui sera declaré de bonne foi de part & d'autre.

Artillerie.

	Liv.
Lieutenant particulier ou Colonel d'Artillerie seront esc hangez ou payeront —	400
Commissaire Provincial ou Lieutenant Col. d'Artillerie seront eschangez ou payeront —	250
Commissaire ordinaire ou Major d'Artillerie seront eschangez, ou payeront — —	150
Commissaire extraordinaire, Gentilhommes d'Artillerie, Cadets ou Gardes, seront eschangez ou payeront — — — —	30
Capitaines des Bombardiers, Mineurs, Pionniers, Matelots, Charrois, Pontons & autres dependants de l'Artillerie à peu près de même poste & qualité seront eschangez, ou payeront —	50
Canonniers, Bombardiers, Mineurs, Faiseurs de feu d'Artifice, Charpentiers, Mareschaux, Pionniers, Matelots, Pontgasten, Brugmaistres & autres semblables, s'il s'en rencontre, payeront comme Soldats — —	7 liv. 10 s.

Gendarmerie.

	Liv.
LE Brigardier de la Gendarmerie, —	1100
Les Capitaines des Gardes du Corps de sa Majesté — — —	2000

Le Capitaine Lieut. des Gendarmes du Roy,
Le Capitaine Lieutenant des chevaux Legers,
Le Capitaine Lieutenant de la Garde Escossoise
Le Capitaines Lieutenant des deux Compagnies des Mousquetaires à cheval, - -
Le Capitaine Lieutenant des Gendarmes Anglois, — — — —
} 2000

Le Capitaine Lieutenants des Compagnies des Gendarmes & chevaux Legers de la Reine, de Monseigneurs le Dauphin & de Messeigneurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry, — — —
Le Capitaine des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans, — — —
Le Capitaine Lieutenant de ses Gendarmes & chevaux Legers, — — —
Les Lieutenants des Gardes du Corps de sa Majesté, — — — —
Le sous Lieutenant des Gendarmes, —
Le sous Lieutenant des chevaux Legers, —
Les sous Lieutenants des deux Compagnies des Mousquetaires du Roy, — —
} liv. 2000

Le sous Lieutenant de la Garde Escossoise,
Le sous Lieusenant de la Compagnie des Gendarmes Anglois — — —
Le sous Lieutenant des Gendarmes de la Reine & de Monseigneur le Dauphin, & de Messeigneurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry, — — —
Le sous Lieutenant des Gendarmes de Monseigneur le Duc d'Orleans, — —
Le Major de la Gendarmerie, — —
Les Enseignes des Gardes du Corps du Roy,
l'Enseigne & Guidon des Gendarmes, - -
l'Enseigne de la Compagnie Escossoise, —
} liv. 1000

l'Enseigne & Cornette des Compagnies des Mousquetaires,
l'Enseigne de la Compagnie des Gendarmes Anglois - - - -
l'Enseigne des Gendarmes de la Reyne, -
Le Cornette des chevaux Legers de la Garde, -
Le Cornette des chevaux Legers de la Reyne,
l'Enseigne des Gendarmes de Monseigneur le Dauphin, & de Messeigneurs les Ducs de Bourgogne, d'Anjou & de Berry, - -
} liv. 1000

Le Lieutenant des Gardes de Monseigneur le Duc d'Orleans, - - - -
l'Enseigne de ses Gendarmes, - -
Le Cornette des chevaux Legers, - -
Le Guidon des Gendarmes Escossois, - -
Celuy des Gendarmes Anglois, - -
Celoy des Gendarmes de la Reyne, - -
Celuy de Monseigneur de Dauphin, & de Messeigneurs les Ducs de Bongogne, d'Anjou, & de Berry, & de Monseigneur le Duc d'Orleans, - - -
Le Major des Gardes du Corps, - -
} liv. 600

Et pour ce qui regarde les Exempts & Mareschaux des Logis de toutes les Compagnies cy-dessus, les Brigadiers, sous-Brigadiers, Gardes du Corps, Gendarmes, Mousquetaires, & antres des Compagnies cy-dessus, un mois de leur Solde, ou seront eschangez s'il s'en rencontre de même qualité & caractere.

Et pour ce qui regarde aussi la Compagnie des Grenadiers à cheval de la Maison du Roi, les Officiers & Grenadiers de ladite Compagnie seront eschangez, ou payeront un mois de leur Solde.

Gardes Françoises & Suisses.

	Liv
LE Colonel des Gardes Françoises, - -	3000
Le Lieutenant Colonel, - - - -	1500
Le Major, - - - - - - -	600
Les Capitaines, - - - - - -	300

Les Lieutenants, Aides-Majors & Sous-Lieutenants, Enseignes & autres jusqu'au Soldat compris, un mois de leur solde.

Le

ANS de J. C. 1690.

Le Prevost, Mareschal des Logis, Archers & autres de la Prevôté des Gardes Françoises, un mois de leur solde.
Le Colonel General des Suisses, 4000
Les Colonel des Gardes Suisses, 3000
Les Capitaines, Lieutenants, & autres Officiers & Soldats des Gardes Suisses payeront de meme que les Gardes Françoises.

Gardes du Capitaine General des Etats.

LEs Officiers, Cavalliers & Soldats des Regiments & des Compagnies des Gardes, à pied ou à cheval seront eschangez, ou payeront un mois de leur solde.

Cavallerie.

	Liv.
Maistre de Camp ou Colonel,	400
Lieutenant Colonel,	250
Major,	220
Capitaine,	200
Lieutenant,	100
Aide-Major ou Adjutant,	75
Cornette,	75
Quartiermaistre de Regiment,	75
Mareschal des Logis ou Quartier-maistre de Compagnie,	25
Brigadiers ou Caporaux,	22 l. 10 f.
Scribes & Cavaliers,	20

Le Regiment des Cravattes,
Le Regiment Royal Anglois,
Le Regiment Royal Piémont,
Le Regiment du Comte de Nassau Allemand,
Lesdits Regiments seront traittez comme le reste de la Cavallerie.

Dragons.

	Liv.
COlonel des Dragons,	350
Leutenant-Colonel,	250
Major,	200
Capitaine,	150
Lieutenan,	70
Aide-Major ou Adjutant,	60
Cornette,	55
Mareschal des Logis, ou Quartier-maistre de Compagnie,	25
Quartier-maistre de Regiment sera eschangé, ou payera,	50
Brigadiers ou Caporaux,	20
Dragons,	18

Infanterie.

	Liv
COlonel,	400
Lieutenant Colonel,	250
Major,	150
Capitaine,	100
Lieutenant,	40
Aide-Major ou Adjutant,	40
Mareschal de Logis ou Quartier-maistre de Regiment,	35
Sous-Lieutenant ou Enseigne,	25
Les Sergens,	15
Soldats,	7 l. 10 f.
Les Prevosts des Regiments de Cavallerie, Dragons ou Infanterie, seront eschangez ou payeront,	40
Leurs Lieutenants, Greffiers ou Auditeurs de Regiments seront eschangez ou payeront,	20

Cadets Gentilshommes.

	Liv.
LEs Capitaines de neuf Compagnies de Cadets seront eschangez, s'il s'en rencontre de mesme poste ou caractere, ou payeront.	150
Les Lieutenants,	80
Les Sous-Lieutenants ou Enseignes,	60

Les Sergeans,	20
Les Caporaux,	12
Les Cadets Gentishommes,	10

Les Gouverneurs, Commandants, Lieutenant de Roy, Majors & Aide-Majors, & Capitaines des Portes, payeront un mois de leur solde, & ayant une autre charge dont l'appointement est plus haut, payeront sur le pied de ladite charge.

Tous Volontaires François, qui seront dans les Armées du Roy, de quelque qualité qu'ils puissent être, s'ils sont du nombre de ceux qui font leur sejour ordinaire à la Cour, & qui n'ont point de charges Militaires, seront eschangez de part & d'autre, ou payeront 2000. liv.

Et les Volontaires, qui seront en quelque employ, soit dedans ou hors de l'Armée, soit au service de Sa Majesté ou de Messieurs les Estats, ou tels autres Princes étrangers, que ce puisse être, seront eschangez ou payerout ce à quoy ledit employ par ce Cartel est reglé.

Le contenu de ces deux Articles sera observé aussi au regard des Volontaires, qui seront dans les Armées des Estats Généraux.

Les Aumoniers, Ministres, Medecins, Directeurs Généraux & particuliers, Apotiquaires, Chirurgiens & autres Officiers servans aux Hospitaux des Armées & Places de Guerre, comme aussi les Femmes de quelle condition, qu'elles puissent être, Enfans de douze ans & au dessous, Postillons, messagers, Domestiques & Valets seront renvoyez de part & d'autre sans rançon.

Tous ceux qui exercent differentes charges ne payeront la rançon, que de la plus haute charge qu'ils possedent, & à proportion d'icelle seront eschangez ou payeront leur rançon.

Tous Officiers d'Artillerie, non compris en ce Traité, ayant les mêmes noms avec les Officiers d'Infanterie, pourront sans aucune difference, être eschangez pour la même rançon.

Tous Officiers reformez ne payeront que le quart de la rançon de la charge à laquelle ils sont mis, étant en pied.

Les Trompettes & Tambours, qui iront reclamer lesdits Prisonniers, seront renvoyez dans trois jours, & si quelque raison de Guerre oblige à les retenir davantage, leur depence sera payée par ceux qui les auront arresté.

Tous Officiers & autres, tirans Gages, non compris en ce Cartel, & tenus de suivre les Armées, pourront estre rançonnez en payant un mois de Gages, outre qu'il sera licite aux parties de se donner advis reciproquement des Officiers, qui pourront être obmis dans ce Cartel, & d'en convenir entr'eux, après quoy ce qui aura été concerté, sera ponctuellement observé & tenu pour inferé dans ce present Traité.

S'il arrivoit quelque difficulté, touchant la qualité ou Gages de quelques Prisonniers, elle sera levée sur le Certificat, qu'en donnera de bonne foy le General de l'Armée, ou Gouverneur de la Place d'où sera ledit Prisonnier sans qu'aucune autre preuve soit necessaire.

Il sera fait deffense de part & d'autre d'oster les Habits aux Prisonniers.

Tous Soldats, Cavalliers, Dragons & autres, dont les rançons sont égales, auront pour leur subsistance, pendant le temps qu'ils demeureront en Prison, trois sols monnoye de France, outre la ration de Pain de Munition, par jour, & les Sergens le double.

Il a été convenu de part & d'autre, de ne contraindre aucuns Prisonniers de Guerre, de prendre parti ou de s'enroller, & pour prevenir toute contestation là dessus, on sera obligé de faire signer ceux, qui veulent entrer volontairement dans le service de celui qui le tient Prisonnier, comme quoy il

il l'a fait de bonne volonté, sans y avoir été contraint ny forcé,

Tous les Officiers se pourront faire traitter ainsi qu'ils le trouveront bon, & seront en état de payer.

Les Officiers de part & d'autre, qui auront été renvoyez sur leur parole, seront obligez de retourner & se rendre Prisonniers quinze jours après la Ratification de ce Traité, s'ils n'ont auparavant fait tenir leur rançon sur le pied y specifié, & ce qu'ils pourroient devoir des frais, par eux faits dans la prison pour leur subsistence, ce qu'ils pourront faire sans être obligez de retourner, & seront libres de servir, si tôt qu'ils auront l'acquit de ceux, auxquels ils s'étoient obligez.

Quand aux mois de Solde, dont plusieurs Articles parlent, ils seront reglez de part & d'autre, selon les Appointements par mois, que donne sa Majesté: excepté les Gouverneurs, Commandants, Lieutenants de Roy, Majors & Aide-Majors, Capitaines des Portes, Officiers, Cavalliers & Soldats des Gardes du Capitaine General des Armées de l'Estat, qui payeront suivant les appoinctements qu'ils reçoivent des Messieurs les Estats Généraux.

Moyennant les Conditions cy-dessus, on est convenu, de renvoyer de part & d'autre tous les Prisonniers quinze jours après la Ratification du présent Traité, en payant reciproquement ce qu'ils auront dépencé pour leur nourriture pendant le temps de leur detention! dont il sera fait état, & dans les suites de cette Guerre, il sera tres-actement observé de rendre les Prisonniers aussi-tôt qu'ils seront reclamez, en payant leur rançon, ou rendant des Prisonniers en nombre equivalent à la charge qu'ils possedent.

Et pour faciliter toutes choses également à l'avantage des parties, on s'en rendra compte de six mois en six mois, s'il est necessaire, en envoyant un état.

Chaque partie fera un état des Prisonniers, qu'il renvoyera & en tirera un reçû du Commandant du lieu, où ils auront été remis, afin qu'aprés l'entiere delivrance des Prisonniers, celuy des deux parties, qui demeurera redevable à l'autre, aye soin d'y satisfaire sur le pied de la rançon cy-dessus specifiée.

Tous les Prisonniers des Troupes de Cavalerie ou Infanterie, qui sont, ou qui ont été faits depuis la Declaration de la presente Guerre, tant par Mer que par Terre, seront renvoyes de part & d'autre en satisfaisant aux Articles cy-dessus, dans les Places les plus voisines de l'obeïssance de sa Majesté, ou de Messieurs les Etats Generaux.

Il sera tres-expressement defendu de part & d'autre, de se servir de Balles d'Estain, ou autre metail, que celuy de plomb, comme aussi de Balles ramées pour des parties de Campagne.

Il ne sera delivré par les Generaux, Gouverneurs, Commandans des Places aux Troupes aucuns Passeports, pour aller à la Guerre les uns contre les autres au dessous de dix neuf hommes à pied, quinze à cheval, sans les Partisans; ayant été convenu, que ceux, qui auront été pris les armes à la main au dessous dudit nombre, seront reputez partis bleus & châtiez de deux mois d'une dure prison: & en cas qu'ils soient convaincus de vol ou de meurtre, ils seront mis entre les mains de la Justice, pour être punis suivant les Ordonnances, dequoy on se donnera part reciproquement, & des raisons qu'on aura eu de le faire.

Neanmoins cette peine ne poura avoir lieu, lors qu'un des partis, apres avoir perdu quelques Hommes en combattant contre l'Ennemy, sera rencontré en moindre nombre, qu'il n'étoit sorti de l'Armée ou de sa Garnison, ce qui se verifiera par les Passeport & Certificats des Generaux, Gouverneurs ou Commandans, dont ils auront eu leurs Congez ou Passeports, comme aussi si quelque petite Troupe a servi d'escorte à un Officier, ce qui se pourra justifier par une semblable Attestation.

Que s'il y a des Cavaliers, Dragons, & Soldats Prisonniers qui soient blessez ou malades en danger de leur vie, s'ils demeurent dans les prisons, & qu'on soit obligé de les mettre dans les Hospitaux ou autres Lieux, pour les faire traiter ou penser, il sera payé, outre leur rançon, ce que le Roi, ou Messieurs les Etats Generaux, donnent aux Directeurs des Hospitaux, pour l'entretien des malades, ce qui sera declaré de bonne foy de part & d'autre.

Que si de part & d'autre, sous pretexte de bien traiter les Prisonniers, on les met dans des Cabarets ou Auberges à leur depens ou de leurs Capitaines, il ne sera payé pour leur dépence outre leur rançon que les trois sols de subsistance & la ration de pain de Munition par jour, qu'on oblige de part & d'autre de fournir chaque jour aux Cavaliers, Cravattes, Dragons & Soldats, & le double pour les Sergens.

Que les Passeports d'Espagne auront lieu & seront respectez par les Troupes d'Hollande, de quelque Nation qu'elles puissent être, dans toute l'étenduë de la Frontiere depuis la Mer jusqu'à la Mozelle, ayant été fournis à des François qui en seront porteurs, comme Messieurs les Intendans, leurs subdeleguez, receveurs de contributions, de confiscations, Entrepreneurs de de Fourage, Directeurs & Commis des Traites & Domaines du Roy, Courriers & Postillons, & il en sera fourni de la part de France aux Receveurs des Contributions, de Convoys, de Licents, & autres de semblables employs ou fonctions, comme ceux nommez cy-dessus du costé de la France, si le cas le requiert, qui sont establis sur les Frontieres du Pays-Bas Espagnol de la part de Messieurs les Etats, lesquels pourront de part & d'autre aller en toute seureté dans les Villes & plat Pays de ladite Frontiere, sans néanmoins qu'ils puissent s'approcher plus prés de deux lieuës des places de guerre Ennemis de part & d'autre.

Aussi il sera permis aux Prisonniers d'avertir aussitost leurs Superieurs du lieu de leur detention, à quoy Messieurs les Gouverneurs ou Commandans donneront les mains, leur en facilitant le moyen.

Que les Trompettes & Tambours seront renvoyez de part & d'autre sans rançon, à moins qu'ils ne soient pris en party les Armes à la main & en ce cas les Trompettes payeront comme les Cavalliers & les Tambours comme les Soldats.

Le present Traité aura lieu & sera reciproquement bon pour toutes les Troupes tant du Roi, que de Messieurs les Estats Généraux des Provinces Unies, qu'elles soient à leur solde ou non, de quelque Nation qu'elles puissent être, sans exception ny exclusion quelconque, qui se trouveront aux ordres des Princes & Généraux, qui ont ou auront directement & naturellement commandement & authorité sur les Armées & Troupes de sa Majesté, & de leurs Hautes Puissances, agissant de leur part & en leur nom conjoinctement ou separement en quels Lieux & Pays que ce puisse être, toutes lesquelles Troupes jouiront de part & d'autre du présent Traité, seront eschangées ou payeront rançon, comme il a été convenu dans ce Cartel, ce que sa Majesté promet de tenir pour bon & vallable, & le fera ponctuellement observer & executer, comme Messieurs les Estats s'obligent & promettent de tenir pour bon & vallable le contenu au présent Article, & de le faire aggréer, observer & executer ponctuellement aux Princes & Généraux, ainsi qu'il est dit cy-dessus.

Le présent Traité aura aussi lieu & sera executé par sa Majesté pendant que la présente Guerre durera, non seulement pour les Troupes qui sont à la solde du Roy, & de Messieurs les Estats Généraux, de quelque Nation qu'elles soient, mais encore à l'égard de tous les Roys & Princes, qui sont presentement en Guerre contre la France, qui dans l'espace de deux mois declareront par un acte en bonne forme, qu'ils veulent bien se conformer à ce Traité, & en pro-

promettre l'execution, soit que les Prisonniers se fassent en deça ou en delà la Mer, & sa Majesté promet de faire executer le susdit Traité à l'égard desdits Roys, & Princes, Alliez desdits Estats Généraux, pourveu qu'entre cy & le susdit temps, lesdits Alliez des Estats Généraux, qui sont presentement en Guerre contre le Roy, promettent par un Acte en bonne forme de se conformer audit Traité, pendant que la presente Guerre durera, & aussi-tôt que les susdits Actes auront été remis au Sieur de la Motte, pour les envoyer à sa Majesté, elle permettra aux Prisonniers des Troupes desdits Alliez, qui auront fourny leurs promesses, de faire aussi executer le present Cartel, de s'en retourner en leur Païs, ou à leurs Troupes, en payant la rançon portée par ledit Cartel, pour la charge, dont ils étoient pourveus, lors qu'ils ont étés faits Prisonniers, & s'il se rencontroit quelque difficulté sur la difference des charges dans les Troupes des Roys & Princes Alliez à celle de l'Estat, enoncées dans le présent Traitté, il en sera donné advis audit Sieur de la Motte, pour y apporter les remedes, dont on pourra convenir de part & d'autre.

Le contenu de l'article cy-dessus ne pourra porter aucun préjudice ny alteration au présent Traité à l'égard des Troupes de l'Etat.

Que le Cartel & présent Traité d'eschange & des rançons des Prisonniers de part & d'autre, aura lieu & sera bon du jour de la date de la Ratification, & sera inviolablement continué pendant le cours de cette Guerre, sans qu'il puisse étre interrompu.

Et pour plus grande assurance dudit Traité, nous avons promis reciproquement, en vertu des pouvoirs, qui nous ont été donnez, de le faire ratifier, tant de la part de Sa Majesté, que de celle de Messieurs les Estats Généraux des Provinces Unies, dans quinze jours au plus tard de la date d'iceluy. Fait à Bouillon le vingt neufiéme Decembre 1690. Signé,

La Motte de la Peyrouse. *J. B. de Wassenaer.*

Pouvoir du Roy.

LE Roy ayant été informé de la disposition, dans laquelle sont les Etats Généraux des Provinces Unies des Païs-Bas, de convenir d'un Traité pour l'eschange & rançon des Prisonniers de Guerre: qui ont été & seront faits tant par les Armées de sa Majesté, que par celles qui sont à leurs solde, si sa Majesté avoit agreable d'y entendre; & étant bien aise de contribuer de sa part au soulagement & à la liberté desdits Prisonniers; Sa Majesté ayant une entiere satisfaction de la conduite, que Mr. de la Motte de la Peyrouse, son Lieutenant au Gouvernement de Maubeuge, a tenu dans le Traité, qu'il a fait & passé en son nom le vingtiéme Octobre dernier avec les Commissaires, deputez de la part du Roy Catholique pour un pareil Traité d'eschange & rançon des Prisonniers de Guerre, dans lequel il a donné des preuves de sa capacité & de son experience; sa Majesté l'a commis, ordonné & deputé pour se transporter à Bouillon, & s'y rendre vers le 2. du mois de Decembre prochain, pour y étant negotier, conclurre, arrester & signer en son nom, avec le Sr. Baron de Wassenaer d'Obdam, deputé à mesme effect par lesdites Etats Généraux, en vertu d'un pouvoir suffisant, & qui devra étre en bonne forme, un Traité general d'eschanges des Prisonniers de Guerre, qui ont été & seront faits depuis le commencement de cette Guerre, & pendant le temps qu'elle durera, par les Troupes de sa Majesté & par celles desdits Estats Généraux, en quelque part que ce soit, où les Armées de sa Majesté & celles des Etats Généraux ont agy & agiront cy aprés, sans exception, & ce Homme pour Homme de méme poste & qualité, & qu'en cas qu'il y eust un plus grand nombre de Prisonniers de Guerre d'une part que d'autre le sur plus, qui ne pourra être eschangé, sera mis en liberté, moyennant les payements des rançons, dont il sera convenu, le tout conformement autant qu'il se pourra au dernier Traité d'eschange & rançon, conclu & arresté le vingt & un May de l'Année 1675. pour les Prisonniers de Guerre, faits par les Armes de sa Majesté & celles desdits Estats Généraux, y adjoutant ou diminuant ce qui sera jugé à propos, & generalement faire par ledit Sr. de la Peyrouse, pour ledit Eschange & convention des rançons, tout ce qu'il verra necessaire & à propos, sa Majeste luy en ayant donné & donnant tout pouvoir par la presente, promettant en foy & parole de Roi, d'avoir pour agreable, tenir ferme & stable tout ce qui aura été negotié, promis, arresté & signé de sa part par ledit Sr. de la Peyrouse, en vertu du present Pouvoir, & de le faire poinctuellement garder & observer de sa part sans difficulté; car telle est la volonté de sa Majesté, Fait à Versailles le dix neuf Novembre, Signé.

LOUIS.

Et plus bas,

Le Tellier.

Pleinpouvoir des Etats Generaux.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die het aengaen magh, *Doen te weten*, dat Wy goet gevonden hebben te committeren ende te authoriseren; gelijck Wy committeren ende authoriseren by desen, den Heere Baron van Wassenaer, Heere van Obdam, Generael Major ten dienste van Onsen Staet, om uyt Onsen Naem ende van Onsentwegen, met die geene, die van wegen sijne Majesteyt den Koningh van Vranckrijck insgelijcks genoegsaem sal ofte sullen wesen geauthoriseert, te tracteren ende te convenieren over het maecken van een Cartel ofte Accord, wegens de Wisselinge ende Rantsoeneringe van wederzijdts Gevangenen van Oorlogh, soo die tegenwoordigh gevangen zyn, ofte naermaels gevangen sullen worden, met het geene daar van dependeert, beloovende ter goeder trouwe, voor goet ende van waerde te sullen houden, oock te sullen approberen ende ratificeren, alles wat door den gemelten Heere Baron van Wassenaer, Heere van Obdam, invoegen als vooren, in Onsen Name sal wesen geconvenieert ende gearresteert. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staat, Paraphure van den Heere Præsiderende in Onse Vergaderinge, ende de signature van Onsen Griffier, in den Hage den elfden December 1690. Was geparapheert, *G. Sloot*, vt. Onder stondt, Ter Ordonnantie van de hoogh gemelte Heeren Staten Generael. Geteeckent, *F. Fagel.* Ter zyden stondt het boven-gemelte Cachet in rooden Wassche gedruckt, en met wit Papier overdeckt.

Traduction.

L*Es Etats des Provinces-Unies font savoir à tous ceux qui y ont interêt, qu'on a trouvé bon d'envoyer, & envoyé est par la presente, le Sr. Baron d'Obdam, Major General au service des Etats, & par nostre ordre, à ceux qui seront authorisez de la part de sa Majesté, le Roi de France, pour negotier & dresser l'accord du Cartel, touchant l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre de part & d'autre: tant ceux qui le sont à present que ceux qui pourront l'être à l'avenir, & ce qui en depend. Promettant sincerement de tenir pour bon, & de ratifier tout ce que ledit Sr. de Vassenaer fera en nostre nom. Fait sous nostre cachet de l'Etat, paraphé par le Sr. President dans nostre Assemblée, & signé par nostre Greffier. A la Haye le 11. Decembre 1690. Signé G. Sloot, & plus bas, Par Ordonnan-*

ANS de J.C. 1690.

donnance de leurs Hautes Puissances, F. Fagel. Au côté le Cachet cy-dessus nommé en cire rouge couvert de papier blanc.

Ratification du Roi.

LE Roy, ayant veu & leu attentivement le Traité cy-dessus transcript, fait & passé en son Nom par le Sieur de la Motte de la Peyrouse, & au nom des Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas par le Sieur Baron de Wassenaer d'Obdam, pour l'échange & rançon des Prisonniers de Guerre, qui ont esté faits depuis qu'elle est declarée, & seront faits cy-aprés pendant qu'elle durera, par les Troupes de France & celles desdits Etats Generaux, les uns sur les autres; & sa Majesté ayant ledit Traité bien agreable, l'a approuvé, confirmé & ratifié, approuve, confirme & ratifie; & a promis & promet en foy & parole de Roy, de l'entretenir & faire entretenir & garder de sa part inviolablement sans y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu en aucune maniere, ayant pour témoignage de sa volonté signé la presente de sa main, & à icelle fait apposer le Scel de son secret. A Versailles le quatriéme jour de Janvier, 1691. Signé, LOUIS.

Ratification des Etats Generaux.

DE Staten Generael der Vereenighde Nederlanden; Allen den genen die desen sullen sien, *Salut: Doen te weten*, Dat Wy, gesien ende ge examineert hebbende het Tractaet, gesloten tot Bouillon den 29. December 1690. tusschen den Heere de la Motte de la Peyrouse, als daer toe specialijck geauthoriseert van sijne Koninckllijcke Majesteyt van Vranckrijck, en de Heer Baron van Wassenaer, Heere van Obdam, daer toe van onsentwegen insgelijks geauthoriseert zijnde, over de Rantsoenen ende Verwisselinge van wederzijds Gevangenen, soo als het selve hier voren staet uytgedruckt.

Ende in achtinge genomen hebbende, dat by het laeste Articul is belooft, dat het selve Tractaet van weerzyden souden werden geratificeert binnen den tijt van vijfthien dagen naer den voorschreven negen en twintigsten December, zijnde den dagh van de Onderteckeninge: *Soo is 't*, Dat Wy, in gevolge van dien, het voorschreve Tractaet hebben geapprobeert ende geratificeert, gelijck Wy het selve approberen ende ratificeeren mits desen, volgens sijnen teneur ende inhoude, beloovende oprechtelijck ende ter goeder trouwe dat Wy het voorsz Tractaet, en alle de Poincten ende Articulen van dien, sullen onderhouden ende nackomen, ende doen onderhouden ende nackomen, by allen ende een yeder die het aengaen magh. Aldus gedaen onder het Cachet van den Staet, de Paraphure van den Heer Præsiderende in onse Vergaderinge, ende de signature van Onsen Griffier, in den Hage den elfden January, 1691. Was geparapheert, *W. de Nassau*, vt. Onderstondt, Ter Ordonnantie van de hooghgemelte Heeren Staten Generael. Geteekent, *F. Fagel*. Ter zijden stondt het boven gemelte Cachet in rooden Wassche gedruckt, ende met wit Papier overdeckt.

Traduction.

LEs Etats Generaux des Provinces Unies, Salut. Faisons savoir que Nous avons veu le Traité conclu à Bouillon le 29. Decembre 1690 entre le Sieur de la Motte de la Peyrouse, authorisé par sa Majesté le Roi de France, & le Baron de Wassenaer, Sieur d'Obdam, authorisé de nostre part, pour faire l'échange des Prisonniers de part & d'autre, de la maniere cy-jointe imprimée.

Et comme on a promis par le dernier article que le Traité seroit ratifié dans le temps de quinze jours, aprés le 29. Decembre 1690. qui est le jour qu'il a été signé. Et ledit Traité ayant été bien & agreablement approuvé, confirmé & ratifié, l'aprouvent, le confirment, & le ratifient suivant sa forme & teneur, promettant sincerement de tenir ledit Traité, & tous les Points & Articles qui y sont compris, & de le faire maintenir & executer. Faisons nostre Cachet à la Haye le 11. Janvier 1691. Signé, W. de Nassau. Plus bas, F. Fagel.

·CCXLIV.

ANS de J.C. 1691.

LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC-LUNEBOURG.

Alliance défensive entre les PROVINCES-UNIES *& le Duc de* BRUNSWIC-LUNEBOURG. *A la Haye le* 14. *Mai*, 1691. Manuscrit.

I. SAl tusschen de Heeren Staeten General der Vereenighde Nederlanden ter eenre, ende Haere D. D. ter anderen zyde voor altoos sijn en blijven eene bestandige Vriendschap en Correspondentie, ende sal den eenen den anderen t'allen tijden getrouwelijck met taad en daet assisteren en wederzijds interessen bevorderen, mitsgaders dan haere respective Ministers aen de Hooven van Uytheemse Princen, alwaer deselve soude Residеren, helpen, seconderen, ende voorts alle schaedelijcke nadeel afweeren, en des met effective secoursen malkanderen byspringen, soo en in voegen, als het selve hier naer sal werden verklaert.

II. Haer D. D. en sullen in dienst van Staet van Haer Hoogh-Moogende laeten verblyven een Regiment Paerden van vier Compagnie en twee Regimente voet yder van vyf Compagnie geduyrende den tijdt van dit tegenwoordige Tractaet.

III. Ende naerdemael by Experientie bevonden wert dat de voorschreve drie Regimenten den gerequirerden Dienst niet kunnen doen, ten sy deselve met twee Compagnie werden versterckt, soo sullen haere D. D. geven den 1. Januari 1692. nogh twee Compagnie by yder van de voorsz. drie Regimenten by voegen

CCXLIV.

Traduction de ce Traité.

ANS de J.C. 1691.

LES PROVINCES UNIES ET BRUNSWIC-LUNEBOURG.

I. IL y aura pour toujours entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas d'une part, & L. LL. SS. d'autre, une constante amitié & correspondance, & s'assisteront & avanceront en tout temps les interêts les uns des autres, fidelement, de conseil & de fait, assemble les Ministres respectifs qu'ils ont dans les Cours des Princes Etrangers, en quelque endroit qu'ils puissent resider, les y seconderont, & detourneront tout ce qui pourroit leur être dommageable & nuisible; Et à cet effet se secourront les uns les autres, comme il sera declaré ci-aprés.

II. Leurs Serenitez laisseront demeurer au service de leurs Hautes Puissances un Regiment de Cavalerie de quatre Compagnies, & deux Regiments d'Infanterie de cinq Compagnies, pendant le tems de ce present Traité.

III. Et comme on a trouvé par experience que les susdits trois Regiments ne peuvent pas rendre le service requis, à moins qu'ils ne soient augmentez chacun de deux Compagnies, LL. SS. joindront encore le 1. Janvier 1692. à chacun desdits trois Regiments deux Compagnies, à moins que sa Majesté

ANS de J. C. 1691. gen ten waeren sijn Majesteyt van Groot-Britannie van den Dienst van den Staet nodigh achte dat sulcx eerder geschide.

IV. De vacante Officiers Plaetsen sullen t'elckena by hare D. D. werden gesuppleert, præfereerende t'allen tijden die geene die van deselve bequamlijck onder de voorschreven Trouppes mochten sijn, boven andere buyten deselve Trouppes.

V. Deselve Trouppes sullen geduyrende deese conventie niet gerappelleert, ofte te rugh geroepen mogen werden, ten sy hare D. D. in haere Steeden ende Landen mochten werden aengegrepen en aengetast ende deselve gestelt in een evident ofte inevitabel danger of pericul, als wanneer haere D. D. daar en boven door Haer Hoog-Mogende sullen moeten werden gesecoureert, als hier naer Art. 17. sal werden geseght.

VI. Haere D. D. neemen aen geduyrende deese conventie in haere Landen op de been te houden dry duysent Man soo te Voet als te Paert, wel gereguleerde ende gedisciplineerde Trouppes.

VII. Ende in gevalle haer Hoogh-Mogende geduyrende deese Conventie door jemandt als den Koningh van Vranckrijck, waar mede de selve in den Oorlogh sijn geëngageerd, den Keyser, het Rijck ende d'andere Leden van het Doorlughtighe Huys Brunswic-Lunebourg alleen uytgesondert, ofte naer het eyndigen van desen Oorlogh, ende geduyrende dese Conventie van den Koningh van Vranckrijck ofte eenige anderen sijne Keyserlijcke Majesteyt het Rijck ende andere Leden van het Doorlughtige Huys Brunswick ende Lunebourg uytgesondert, als vooren mogten werden aengetast en aengegreepen, sullen in sulcken gevalle Haere D. D. een maent, naer dat daer toe sullen wesen versocht ten dienste van den Staet laeten marche[illegible] vyftienhondert Man te Voet, ende twee hondert te Paerd, ende de selve leveren op de frontieren van den Staet, mits voor deselve by Haer Hoog-Mogende betaelt werden een march maend voor de selve Trouppes, ende die tot haeren lasten ende soldie neemen, van den tijdt af, dat die op de voorschreve Frontieren sullen weesen gearriveert, nemende haere D. D. op haer al het hazard van de selve marche, uytgesondert het obtineeren van vrye Passagie van Landen, waer door die sullen moeten passeren, 't geene den Staet sal moeten versorgen, sonder nochtans haere D. D. genooten sullen wesen daerom in rupture te treeden met die geene die haer Hoogh-Mog. souden mogen konnen t'attaqueren.

VIII. Alle die Trouppen van Haere D.D. soo die tegenwoordig in dienst van den Staet sijn, als die volgens het voorgaende Art. in derselven dienst soude komen komen, sullen geassigneert werden op de Provintie van Hollandt, ende soo omtrent die betaelinge, als alle andere Saeckon getracteert ende gehandelt werden, als die eygen Trouppes van Staet, ende vervolgens in allen deselve voordeelen genieten, ende in cas van vermindesinge oock op de selve wyse en naer proportie van die Sterckte van Compagnie werden gerecruteert.

IX. Ende alsoo nodigh is dat die Compagnie van de voorschreven Regimenten, mita haere groote met eenige Officieren en voor alle die te voet yder met een tweede Luytenant werde voorsien, soo sal daer over eens ter maend betaelt werden drye hondert Rixdaelders in te gaen met den 1. January 1692.

X. Die voorschreven Trouppes weder te rugh naer haer Landt sullende moeten marcheeren, in gevolge van't 5. Art. sullen deselve werden afbetaelt van alle haere achterstallinge Gages, Wagen-gelden, ende het geene den Staet aen deselve soo over recruct in het 8. Art. gemelt, als andersins soude mogen wesen verschuldt, tot dat die de Frontieren van den Staet sullen quiteren.

XI. Haer Hoogh-Mogende neemen aen, indien het gevaer in het 5. Art. gemelt quamen te extendeeren ende haer D.D. in haere Steeden ende Landen geattaquert

Majesté de la Grand Bretagne ne jugeât nécessaire pour le service de l'Etat que cela se fit plutost.

IV. Les places vacantes des Officiers seront chaque fois remplies par LL. SS. preferant toujours ceux d'entre lesdites Troupes qui seront les plus capables, aux autres qui n'en seront pas.

V. Lesdites Troupes ne seront point rapellées durant cette convention, à moins que LL. SS. ne fussent attaquées dans leurs Etats & Pays, & reduites en un danger éminent ou inevitable; & alors LL. SS. devront de plus être secourues par leurs Hautes Puissances comme il sera dit ci-apres en l'Article 13.

VI. LL. SS. se chargent de tenir sur pied dans leur Pais durant le tems de cette Convention trois mil hommes tant, d'Infanterie que de Cavallerie, de Troupes biens reglées & bien disciplinées.

VII. Et s'il arrivoit que durant cette convention leurs Hautes Puissances vinssent à être attaquez & assaillis par quelque autre que le Roi de France avec qui ils sont presentement en guerre, exceptez seulement l'Empereur, l'Empire, & les autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick-Lunebourg, ou qu'apres cette guerre finie & durant cette convention, ils fussent pareillement attaquez par le Roi de France, ou quelques autres, exceptez comme dessus sa Majesté Imperiale, l'Empire, & autres Membres de la Serenissime Maison de Brunswick & Lunebourg, LL. SS. feront marcher au service de l'Etat, un mois aprés qu'ils en seront requis quinze cens hommes de pied & deux cens de Cavalerie, & les livreront sur les frontieres de l'Etat, en payant par leurs Hautes Puissances un mois de marche pour lesdites Troupes, & les prendront à leur charge & solde, à compter du jour qu'elles seront arrivées sur les Frontieres, prenant LL. SS. sur elles tout le hazard de ladite marche; excepté l'obtention du passage libre sur les Pais par lesquels ils devront passer, à quoy il faudra que l'Etat pourvoye, sans pourtant qu'il faille que LL. SS. entrent en rupture avec ceux que leurs Hautes Puissances pourroient venir à attaquer.

VIII. Toutes les Troupes de LL. SS. tant celles qui sont presentement au service de l'Etat que celles qui y pourroient venir suivant l'article précédent, seront assignées sur la Province de Hollande, & seront traitées à l'égard du payement, & des autres choses, comme les propres Troupes de l'Etat, & en consequence jouïront des mêmes avantages; & en cas de diminution, elles seront recrutées de la même maniere, & à proportion de la force des Compagnies.

IX. Et comme il est necessaire que les Compagnies des susdits Regimens, & sur tout ceux d'Infanterie soient outre leurs Officiers pourvûs d'un sous-Lieutenant ou Lieutenant en second, il sera payé pour ce une fois par mois trois cens Risdales à commencer du premier Janvier 1692.

X. Les susdites Troupes, lors qu'elles devront retourner en leur pais seront payées en consequence du 5. article, de tous leurs arrerages, gages, argent de chariots, & tout ce que leur sera dû par l'Etat tant pour les recruës mentionnées en l'article 8. qu'autrement, jusques à ce qu'elles quittent les Frontieres de l'Etat.

XI. Leurs Hautes Puissances se chargent, si le peril mentionné au 5. art. venoit à s'augmenter, & que LL. SS. vinssent à être attaquez & assaillis dans leur pais, de laisser ANS de J.C. 1691.

attaqueert ende aangegrepen te werden, die voorschreve Troupes vryelyck te laten strecken, sonder daar omtrent eenige verhinderinge te brengen.

XII. Ende in gevalle Hare D. D. gedurende dese Conventie door iemant anders als den Koning van Vrankryck, waar mede de selve benevens het Ryck albereids in Ootlogh syn geëngageert, ofte naar het eyndigen van desen Ootlogh door den Koning ven Vrankryck, ofte eenige anderen mogten werden aangetast, ende aengegrepen, sullen Haar Hoog Mogende in sulcken gevallen een maand, naar dat daar toe sullen wesen versocht, ten dienste van Hare D. D. laten marcheren drie duysent man te voet, ende vier hondert te paard, mits voor deselve by Hare D. D. betaalt werdende een march-maand voor de selve Troupen, ende die tot haren laste ende soldie nemen, van den tydt af, dat die op de Frontieren van Hare D. D. sullen wesen gearriveert, nemende Haar Hoog Mogende alle het hasard van de selve marche, uytgesondert het obtineren van vrye passage van Landen, waar door die sullen moeten passeren, 't gene Hare D. D. sullen moeten versorgen, ofte sullen Haar Hoog Mogende de selve betalen eens de somme van hondert twintigh duysent Guldens tot keure van Haar Hoog Mogende, sonder dat noghtans Haar Hoog Mogende genootsaackt sullen wesen daarom in rupture te treden met die geoe, die Hare D. D. souden komen te attaqueren.

XIII. Edogh indien het quam te gebeuren dat de periculen soo groot waten, dat niet moghelyck was die voorsz. Troupes derwaarts te laten marcheren, ende haare D. D. te laten toekomen, dat in sulcken gevallen Haar Hoog Mogende aan Hare D. D. sullen betalen de voorschreve hondert twintigh duysent guldens in plaats van de voorschreve Troupes.

XIV. Hare D. D. genegen wesende hare Vestinge ende Fortressen in beteren staat vao desensie te brengen, ende daar toe een goede somme van penningen van noden hebbende, sullen Haat Hoog Mogende haaren Ontfanger Generaal autoriseren om onder haaren guarantie, als ten opsichte van andere Prioсen geschied is, ende suffisante attestatie ende securiteyt, aan die syde van Haar D. D. te geven, op interest te lichten jegens 5. ten hondert in 't Jaar, eene somme van 't negentigh duysent Rycksdaalders ende nogh daar en boven soo veel als die march-maand sal bedragen, des dat die voorschreve 't negentigh duysent Rycksdaalders weder binnen den tydr van ses jaren sullen moeten werden afgelost ende gequeten, ende de march maand op het vertreck van de Troupes afgerekent werden.

XV. Dit Tractaat sal duuren den tydt van ses jaren, naat dato van het selve, ende voor het eyndigen van die tydt met wedersyts bewillinge mogen werden vernieut ofte gecontinueert, ende sal binnen den tydt van 4. weken naar het tekenen deses geratificeert, ende die Ratification jegens den anderen alhier in den Hage uytgewisselt werden. Aldus gedaan, in deo Hage den 14. May 1691.

Separate Articulen.

NAardemalen syne Majesteyt van Groot Britannien aangenomen heeft die twee Compagnien te paerd ende 4. Compagnien te voet io 't 3. Articul van de voorstaande Conventie gemelt, mitsgaders nogh vier Compagnien te Paard, Haren D.D. mede toebehorende, volgens voorgaande Capitulatie van den 8. Maart 1690. tot synen laste t'onderhouden, gedurende dit lopende jaar, en Hare D. D. daar en boven nogh in 't Leger van den Staat ofre daar sulks gerequireert sal werden, de selve tydt gedurende, tot haren kosten sullen onderhouden 7. Compagnien te voet, die eerstdaags staan te werden gerecruteert, eude dienstig geaght werd, dat alle die Troupes van Hare D. D. soo die in de voorschreve Conventie, als in dit separaat Articul syn geroert, in een ende de selve Capitulatie werden gecomprehendeert, is tusschen

laisser retourner lesdites Troupes, sans aporter à cet égard le moindre empêchement.

XII. Et s'il arriveit, que durant cette convention LL. SS. vinssent à être attaquez & insultez par quelque autre que par le Roi de France avec qui ils sont déja en guerre, aussi bien que l'Empire, ou qu'ils vinssent à l'être aprés la fin de cette guerre par le Roi de France ou quelques autres, leurs Hautes Puissances feront marcher au service de LL. SS trois mil hommes d'Infanterie & quatre cent de Cavalerie, un mois aprés qu'ils en seront requis, en payant par LL. SS. un mois de marche pour lesdites Troupes, & qu'ils les prendrent à leur charge & solde, dés le temps qu'elles seront arrivées sur les frontieres de LL. SS. prenant leurs Hautes Puissances sur eux tout le hazard de ladite marche, excepté l'obtention du passage libre sur les païs, par où lesdites Troupes devront passer, ce que LL. SS. auront soin de procurer; ou que leurs Hautes Puissances payeront une fois la somme de ceux vingt mil livres au choix de leurs Hautes Puissances sans neanmoins que leurs Hautes Puissances soient necessitez, d'entrer pour cela en rupture avec ceux qui viendrent attaquer LL. SS.

XIII. Mais s'il arriveit que le peril fut si grand, qu'il ne soit pas possible d'y faire marcher les susdites Troupes & que LL. SS. les reçoivent, qu'en ce cas leurs Hautes Puissances leur payeront les susdits cent vingt mil Risdales, au lieu des susdites Troupes.

XIV. Si LL. SS. étant portez de mettre leurs Fortifications en meilleur état de deffence, & ayant besoin pour cela d'une bonne somme d'argent, leurs Hautes Puissances authoriseront leur receveur general, en donnant de la part de LL. SS. une attestation & sureté suffisante, de lever sous leur garantie, comme cela s'est fait à l'égard d'autres Princes, à cinq pour cent d'interêt par an, une somme de quatre-vints dix mil Risdales, & encore par dessus autant que ce à quoi se montera le mois de marche; à condition que la susdite somme de quatre-vingt dix mil Risdales en principal soit rachettée & acquittée dans le temps de six années, & le mois de marche aporté en compte au depart desdites Troupes.

XV. Le Traité durera le tems de six ans, aprés la date d'icelui; Et poura être renouvellé ou continué avant que son tems expire, d'un commun consentement, & sera ratifié dans le temps de quatre semaines aprés la signature des presentes & lesdites Ratifications seront icy echangées à la Haye. Ainsi fait à la Haye le 14. May 1691.

Articles separés.

COmme sa Majesté de la Grand' Bretagne s'est chargé d'entretenir pendant cette année courante les deux Compagnies de Cavalerie, & quatre Compagnies d'Infanterie mentionnées au troisiéme Article de la convention precedente, ensemble encore quatre Compagnies de Cavalerie appartenantes aussi à LL. SS. suivant la precedante Capitulation du 8. Mars 1690. & qu'outre cela LL. SS. entretiendront encore à leur depens dans l'armée de l'Etat, pendant ledit tems, s'il est requis, sept Compagnies d'Infanterie qui doivent être recrutées au premier jour; & qu'il est jugé necessaire que toutes ces Troupes de LL. SS. tant celles mentionnées dans la susdite Convention, que dans cet article separé soient compris dans une même Capitulation; il a été plus expressément entre lesdits Contractans, aprés une communication preallable, avec sadite

AN^S de J. C. 1691. ſchen de gemelte Contrahenten naar voorgaande Communicatie met Hoogſtgedaghte ſyne Majeſteyt nader verdragen ende geaccordeert, dat Haar Hoog Mogende met die exſpiratie van dit lopende jaar met ſyn Majeſteyt van Groot Britanjen ſodanigh ſullen concerteren, dat de voorſchreve vier Compagnien te paard ende 7. Compagnien te voet, mede tot laſten van den Staat mogen werden gebraght, 't ſy by wege van verwiſſelinge ofte reforme van andere Compagnien. Ende op dat die voorſchreven Troupes tot voorkominge van alle inconvenienten omtrent die tydt van betalinge op eene wyſe mogen werden getracteert, ſullen Haar Hoog Mogende by Hoogſtgedaghte ſyne Majeſteyt hare goede officien aanwenden, ten eynde die voorſz. Compagnien tot desſelfs laſten ſtaande, nevens die van den Staat van tydt tot tyde mogen werden betaalt, ende die voorgemelte Capitulatie naar ſyne forme en inbouden in alles voldaan.

II. Haar Hoog Mogende ſullen ten allen tyden, daar toe verſocht weſende aan het Hoff van ſyne Keyſerlycke Majeſteyt ende waar het van effect ſouden mogen weſen, iterative devoiren ende inſtantien doen aanwenden, ten eynde het employeren van ſeven Compagnien van Hare Doorluchtigheden in dienſt van den Staat, in het voorenſtaande Articul vermelt, in plaatzen van naar den Rhyn te ſenden, niet mogen ſtrecken tot eenige prejudicitie van Hare D.D. Aldus gedaan, &c.

Infanterie.

Staff.

1. Colonel.	393.	15
1. Luytenant-Colonel.	131.	5
Major.	105	
Regiments Quartiermeeſter.	100	
Auditeur.	48	
Predikant.	45	
Adjutant.	50	
Regiments Chirurgien.	60	
Regiments Tambour.	20	
6. Pypers a 12. 5.	73.	10.
Provooſt.	39.	
16. Perſonen.	1065.	10

Lyff-Compagnien.

1. Capitain.	150	
Capitain Luytenant.	45	
Vaendrick.	40	
3. Sergeanten à 24.	72	
3. Onder Officiers à 24. 10.	73.	10
1. Chirurgien.	20	
3. Corporals à 23.	69.	15
1. Schryver.	12	
2. Tambours 14. 5.	28.	10
71. Gemeene à 12. 5.	869.	15
3. Jongens à 8.	24	
108. Hoofde.	1661	
Hier by het ſurplus	100	
	1761	
Importeert over 7. Compagnien.	7	
	12327	

Cavallerie.

Staff.

1. Colonel.	393.	15
1. Luytenant Colonel.	131.	5
1. Major.	105	
1. Regiments Quartiermeeſter.	100	

dite Majeſté convenu & accordé, qu'à l'expiration de cette preſente année courante leurs Hautes Puiſſances concerteront avec ſadite Majeſté, que leſdites quatre Compagnies de Cavallerie & ſept Compagnies d'Infanterie puiſſent auſſi être miſes à la charge de l'Etat, ſoit par voye d'échange ou reforme d'autres Compagnies. Et afin que les ſuſdites Troupes, pour prevenir tous inconveniens à l'égard du tems du payement, puiſſent être traitées d'une même maniere, leurs Hautes Puiſſances tâcheront de faire enſorte par leurs bons offices auprés de ſa Majeſté Britannique, afin que leſdites Compagnies, qui ſont à leur charge, ſoient avec celles de l'Etat payées de tems en tems, & que ladite Capitulation ſoit executée ſelon ſa forme & teneur.

II. Leurs Hautes Puiſſances employeront derechef en tout tems en étant requis, tout devoir & inſtance à la cour de ſa Majeſté Imperiale, & par tout ou cela pourra être efficace, afin que l'employ des ſept Compagnies de LL. SS. au ſervice de l'Etat, mentionnées dans l'article precedent, & qui doivent être envoyées dans des Places de devers le Rhin, ne tourneront à aucun prejudice de LL. SS. Ainſi fait, &c.

Infanterie.

Etat Major.

1. *Colonel.*	393. 15
1. *Lieutenant-Colonel.*	131. 5
Major.	105
Quartier-Maître du Regiment.	100
Auditeur.	48
Miniſtre.	45
Aide Major ou Ajudant	50
Chirurgien Major.	60
Tambour Major.	20
6. *Fiffres à* 12. 5.	73. 10
Prevoſt	39
16. *Perſonnes.*	1065. 10

Compagnies des Gardes.

1. *Capitaine.*	150
Capitaine Lieutenant.	45
Enſeigne.	40
3. *Sergeants à* 24.	72
3. *Sous-Officiers à* 24 10.	73. 10
1. *Chirurgien.*	20
3. *Corporaux à* 23.	69. 15
1. *Eſcrivain,*	12.
2. *Tambours* 14. 5.	28. 10
71. *Soldats à* 12. 5.	869. 15
3. *Garçons à* 8.	24
108. *Têtes.*	1661
Icy joint le ſurplus	100
	1761
Montant pour ſept Compagnies.	7
	12327

Cavallerie.

Etat Major.

1. *Colonel.*	393. 15
1. *Lieutenant-Colonel.*	131. 5
1. *Major.*	10
1. *Quartier-Maître du Regiment.*	100

ANS de J.C. 1691.

1. Auditeur.	48	1. *Auditeur.*	48
1. Predicant.	45	1. *Ministre.*	45
1. Adjudant.	50	1. *Aide Major.*	50
1. Regiments Chirurgien.	60	1. *Chirurgien Major.*	60
1. Paucker.	30	1. *Timbalier.*	30
1. Prevooſt.	40	1. *Prevoſt.*	40
10. Hoofden.	1003		1005
Lyff-Compagnien.		Compagnies des Gardes.	
1. Ritmeeſter.	400	1. *Capitaine.*	400
1. Captain-Luytenant.	180	1. *Capitaine Lieutenant.*	180
1. Cornet.	145	1. *Cornette.*	145
1. Quartier-meeſter.	70	1. *Quartier-Maître*	70
3. Corperaels à 32.	96	3. *Caporaux à 32.*	56
1. Chirurgien.	35	1. *Chirurgien.*	35
2. Trompetters à 35.	70	2. *Trompettes à 35.*	70
1. Schryver.	28	1. *Ecrivain.*	28
52. Ruyters à 28.	1456	52 *Cavaliers à 28.*	1455
1. Smith.	28	1. *Maréchal.*	28
	2508		2508
Hier by het ſurplus op yder Compagnie	140	*Pour ſurplus icy pour chaque Compagnie.*	140
	2648		2648

CCXLV.

ANS de J.C. 1691. L'ANGLETERRE, LE DANEMARC, ET LA HOLLANDE.

Convention entre GUILLAUME III. *Roi d'Angleterre,* CHRETIEN V. *Roi de Danemarc, & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, touchant le Commerce en France.*[a] *Fait à Copenhague, le* 30. *Juin* 1691. Feüille volante imprimée.

NAer dien Sijne Koninglijcke Majeſteyt van Denemarcken goedtgevonden heeft een Declaratoir of Ordonnantie te doen emaneren, waer na Sijne Onderdanen omtrent de Vaert, ende het drijven van hare Commercie op Vranckrijck, haer ſullen moeten reguleren en gedragen; ende het ſelve door Sijnen Extraordinaris Envoyé den Heer Lenthe aen haer Hoog Mogende is overgegeven, omme te konnen dienen in plaetſe van eene Conventie, over de ſelve Vaert en Commercie tuſſchen hare Koninghlijcke Majeſteyten van Denemarcken en Engelandt, mitsgaders haer Hoog Mogende te maecken; Soo is op 't goedtvinden van hoogſtgedachte Heeren, tuſſchen derſelver Miniſters verſtaen en geaccordeert, dat het voorſz Declaratoir of Ordonnantie, tot voorkomingh van alle diſputen, die naemaels daer uyt ſouden konnen ontſtaen, ſal werden geëlucideert en geamplieert met de ſes navolgenden Poincten.

I. DAt voor het toekomende de Onderdanen van Syne Koninghlijcke Majeſteyt van Engelandt en haer Hoog Mogende traſiquerende en varende op de Rijcken en Landen van den Koning van Denemarcken en Noorwegen, of door den Orizond in de Ooſt-Zee, geene Schepen, Goederen en Effecten over gepretendeerde, of by vervolg van tydt tot tydt te pretenderen ſchade, niet ſullen mogen werden aengehouden, gearreſteert of jegens deſelve eenige repreſaille verleend, ten zy alvoorens geobſerveert werden de formaliteyten, breder gemelt in 't 4. Art. van 't Tractaet de Marine, tuſſchen Syne Koninglijcke Majeſteyt van Sweden, en den Staet der Vereenigde Nederlanden den 12. October 1679. tot Nymegen gemaeckt en geſlooten *& ſic vice verſa* in het regard van de Onderdanen van Syne Koninglijcke Majeſteyt van Denemarcken, in de Rijcken van Sijne Majeſteyt van Groot Brittannien, ende de Vereenigde Nederlanden.

II. Dat verder het voorſz te doene Declaratoir of Ordon-

CCXLV.

Traduction de ce Traité.

COmme ſa Majeſté le Roi de Danemarc a trouvé bon de donner une declaration ou Ordonnance, ſelon laquelle ſes Sujets auront à ſe regler & conduire à l'égard de la Navigation & de leur Commerce en France, & qu'il l'a fait donner à leurs Hautes Puiſſances par le Sieur Lenthe ſon Envoyé Extraordinaire pour ſervir & tenir lieu d'une Convention à l'égard deſdites Navigation & Commerce d'entre leurs Majeſtés de Danemarc & d'Angleterre & leurs Hautes Puiſſances; il a été accordé & entendu entre les Miniſtres deſdits Seigneurs & ſous leur aprobation, que leſdites Declaration & Ordonnance, pour prevenir toutes diſputes qui en pourroient naître à l'avenir, ſeront éclaircies & amplifiées par les ſix points ſuivants.

I. Que pour l'avenir les ſujets de ſa Majeſté Roy d'Angleterre & de leurs Hautes Puiſſances traſiquants & navigeans dans les Royaumes & Pais du Roy de Danemarc & Norwegue ou par le Sond dans la Mer d'Eſt, non plus que leurs Vaiſſeaux, marchandiſes & effects ne pourront pas être retenus, arrêtez ni repreſaille être accordez contre eux pour dommage pretendus ou qui dans la ſuite & de tems en tems pourroient l'être, à moins qu'au préallable ne ſoient obſervées les formalitez plus amplement mentionnées par l'art. quatriéme du Traité de Marine fait & conclu à Nimégue le 12. Octobre 1679. entre ſa Majeſté le Roi de Suede, & l'Etat des Provinces Uñies des Païs-Bas, & ainſi vice verſa à l'égard des Sujets de ſa Majeſté le Roi de Danemarc dans les Etats de ſa Majeſté de la Grand' Bretagne & des Provinces Unies.

II. Que de plus la ſuſdite Declaration ou Ordonnance

AN S. de J. C. 1691.

Ordonnantie van hoogstgedachte Majesteyt van Denemarcken sal werden geamplieert met de specificatie van Waren van Contrabande, dewijle deselve in geene voorgaande Tractaten tusschen Syne Majesteyt en haar Hoog Mogende opgericht, werd gevonden, en van de Deensche zyde gesustineert, dat desen Art. tot een te maacken Commercie-Tractaat behoort, soo heeft immiddels hoogstgedachte Majesteyt wel willen verklaren, dat het 13. Art. des Projects van de Deensche zyde voor heenen overgegeven, sal werden geobserveert voor den tydt van acht a negen maanden, in 't vertrouwen dat middelertydt het voorsz Commercie-Tractaat tot syne perfectie sal gebracht werden.

III. Dat in de Deensche Schepen geene Vyandlijcke Goederen sullen werden geladen, en die van d'eene Fransche Haven op de andere getransporteert of vervoert, maar geobligeert zijn, hunne Lading ingenomen hebbende, in dier voegen van de Steden en Plaatsen, resorterende onder het gebiedt van Syne Majesteyt van Denemarcken, heen en weder sullen mogen varen, op soodanigen wyse als by Syne Majesteyt van Zweden, voor desen aan haar Hoog Mogende is aangeboden, en alsoo de voorsz aanbiedingh tot noch toe niet bekent is, soo heeft Syne Majesteyt in 't voorsz Articul wel willen consenteren *ad interim*, *ut supra*, voor den tydt van acht a negen maanden; soo nochtans dat daar door geen prejuditie aan de Vaart van Syne Onderdanen, op Neutrale plaatsen werdt gegeven.

IV. Dat de Deensche Schepen ontmoet werdende van d'Engelsche en Nederlandsche Oorlogh-schepen en Commissie-Vaarders, 't zy op de Kusten, of in volle Zee, geobserveert sal werden het 20. Articul van 't voorsz Tractaat de Marine, tusschen de Kroon Zweden, en den Staat der Vereenighde Nederlanden opgerecht, en daar na men sich verbo tenus ten wederzyden sal reguleren.

V. Alsoo tot conservatie van eene goede Harmonie tusschen hare Majesteyten van Denemarcken en Engeland, mitsgaders haar Hoogh Mogende hooghnodigh is, dat alle lorrendrayeryen en fraudes, die veeltyds werden gepleeght door naturalisatie, of het nemen van Burger-brieven, by de Onderdanen van hoogstgedachte Heeren Principalen, tot groote prejuditie van de Negotie, soo heeft Syne Majesteyt van Denemarcken geresolveert, dat van nu voortaen een Ordonnantie sal doen emaneren, daar by alle Beampten en Overheden sal werden geinjungeert, soo wanneer eenige vreemde versoecken genaturaliseert, en met Burger-Brieven begunstigt te werden, sig alvoorens deselve te verleenen, haar by Eede sullen reserveren, datse ten weynighsten tien jaren aan den anderen met hunne Familie in desselfs Rijcken en Landen haar Domicilium sullen blyven houden, gelijck het Syne Majesteyt van Groot Brittannien, en haar Hoogh Mogende ook vry staat hare Onderdanen by hun vertreck uyt der selver Rijcken en Landen soodanig te obligeren, als Sy tot voorkominge van alle lorrendrayeryen en fraudes sullen vinden te behooren.

VI. Syne Majesteyt verobligeert sich by desen aan den Koning van Groot Brittannien, en aan haar Hoog Mogende, dat geene Kaperyen, of het weghnemen van eenige Schepen op Syne Stroomen, langhs Syne Kusten, of in Syne Baeyen en Havenen, aan wie het ooek zyn macht, sal toe staan; maar de selve *de facto* trachten te beschermen en defenderen, veel weyniger, dat soodanige op Syne Stroomen genomen Schepen, in Sijne Havens, of op Syne Reeden sullen werden geadmitteert of geprotegeert; maar in sulcken geval besorgen, dat, die aldaar opgebracht, sullen werden gearresteert, ende de Contraventeurs van dese Syne ordre gedetineert, ter tydt toe, sy aan hoogstgedachte Majesteyt, over den schimp hem aangedaan, satisfactie sullen hebben gegeven, ende de opgebrachte Schepen aan de Eygenaars kosteloos en schadeloos aanstondts

nance à faire par la susdite Majesté de Dannemarc sera amplifiée par la specification des marchandises de contrebande, parce qu'elle ne se trouve dans aucuns des précedens Traitez faits entre sa Majesté, & leurs Hautes Puissances, & qu'il est soutenu de la part des Danois, que cet Article regarde un Traité de Commerce, c'est pourquoi sa susdite Majesté a bien voulu declarer, que le 13. Article du projet fourni ci-devant de la part des Danois sera observé pour le tems de huit à neuf mois, dans la confiance que cependant le susdit Traité de Commerce sera amené à sa perfection.

III. Que dans les Vaisseaux Danois il ne sera trouvé aucune marchandise ennemie, & sera transportée des Havres de France en d'autres, mais seront obligés, leur cargaison étant faite, de les conduire des Villes & Places ressortissantes sous la domination de sa Majesté de Dannemarc allant & revenant, en la maniere qu'il a cy-devant été offert à leurs Hautes Puissances par sa Majesté de Suede, & comme la susdite offre n'a pas été connue jusques à present, à bien voulu consentir au susdit Article ad interim ut supra, *pour le tems de huit à neuf mois, ensorte neanmoins que par là il ne sera fait aucun préjudice à la navigation de ses sujets pour les places neutres.*

IV. Que les Vaisseaux Danois étant rencontrez par les Vaisseaux de guerre & Armateurs Anglois, soit sur les côtes ou en pleine Mer, sera observé l'Article 20. du susdit Traité de Marine, d'entre la Couronne de Suede & les Etats des Provinces Unies des Pais-Bas & l'on s'y reglera mot pour mot.

V. Comme pour la conservation d'une bonne harmonie entre leurs Majestez de Dannemarc & d'Angleterre ensemble leurs Hautes Puissances, il est tres-necessaire que toutes les supercheries & fraudes qui souvent sont commises par les sujets desdits Seigneurs Principaux par la naturalisation, ou obtention de Lettres de Bourgeoisie, au grand prejudice du negoce, sa Majesté de Dannemarc à resolu que dés-à-present pour l'avenir il sera émaner une Ordonnance par laquelle il sera enjoint à tous Officiers & Superieurs, que lors qu'un étranger demandera d'être naturalisé & d'être pourvû de Lettres de Bourgeoisie, ils lui feront auparavant de les accorder, prêter serment qu'il demeurera & tiendra son domicile au moins dix ans dans lesdits Royaumes & Pais avec sa famille; comme il est libre à sa Majesté de la Grand' Bretagne, & à leurs Hautes Puissances d'obliger leurs Sujets, à leur sortie de leurs Etats & Pais, à ce qu'ils jugeront convenir, pour prevenir toute fraude & supercherie.

VI. Sa Majesté s'oblige par ces presentes envers le Roi de la Grand' Bretagne & leurs Hautes Puissances dont permettre le long de ses côtes ou dans ses bayes, havres ou rivieres aucune piraterie ou enlevement d'aucuns Vaisseaux à qui que ce soit, mais deffendra & protegera les Vaisseaux qui pourroient être attaquez; bien moins permettra-t-il que tels Vaisseaux pris dans ses Rivieres soient admis dans les havres, & rades; ni qu'ils y soient protegez; mais en ce cas aura soin que l'on arrete ceux qui y seront amenez, & que les contrevenans à cette son Ordonnance, soient detenus jusques à ce qu'ils ayent donné satisfaction à sa Majesté, & que les Vaisseaux qui auront été emmenez, soient aussi-tôt rendus sans frais indemnisez aux proprietaires d'iceux. Ainsi fait à Coppenhague le 11/20 Juin 1691.

ANS de J.C. 1691.

ſtondts gereſtitueert. Aldus gedaen tot Coppenhagen den $\frac{1}{2}$ Junii, 1691.

WIr Untergeſchriebene verobligiren Uns hiemit im Nahmen und auf ordre Ihr Kon. Maj. das was in dero Nahmen hier in verſprochen werden, heilig exequiret werden ſoll: Jedog mit der Condition, das dem eerſten und vierten Art. abſetſen Ihrer Kon. Maj. van Engeland und der Staten Generael reciproce gebuhrend nachgelebet werden. Geteeckent,

C. G. Z. Reventlow. J. Juel. T. B. V. Jeſſen.

WY ondergeſchreven geſien en geexamineert hebbende de Articulen, hier boven uytgedruckt, en hoedanigh Syne Koninghlijcke Majeſteyt van Deenemarcken belooft deſelve heyliglijck te ſulleo naerkomen, verſpreecken als vooren, dat de Heeren onſe Principalen deo eerſten en vierden Articul, conform den vierden en twintigſten Articul, in het Tractaet met Sweden gemaeckt, mede heylighlijck ſullen naerkomen en doen obſerveren. Was geteeckent,

R. Moleſwort.
Godert, Baron van Reede,
Vryheer tot Amerongen.

NOus ſouſſignez nous obligeons par ces preſentes au nom & par ordre de ſa Majeſté que ce qui eſt cy-deſſus promis ſera ſaintement executé; mais neanmoins avec cette condition que les premier & quatriéme Articles ſeront reciproquement executez par le Roi d'Angleterre & les Etats Generaux. Signé,

C. G. Z. Reventlow. J. Juell. T. B. V. Jeſſen.

NOus ſouſſignez ayant vû & examiné les Articles exprimez cy-deſſus, & comment ſa Majeſté le Roy de Danemarc, promet de les obſerver ſaintement, promettons comme deſſus que nos Seigneurs Principaux obſerveront & feront ſaintement obſerver les premier & quatriéme Articles, conformement aux quatriéme & vingtiéme Articles du Traité de Suede. Etois ſigné,

R. Moleſwort,
Godert Baron de Reede & d'Amerongue.

Articles d'Amplification & Explication.

QUandoquidem Dom. *Godardus* Liber Baro de Reede & in Amerongen, Ordinis Elephantici Eques auratus, Celſit. ac Præp. D. Ordinum Gen. uniti Belgii Ablegatus Extraord. ad Sereniſſ. & Potentiſſ. Daniæ & Norvegiæ Regem, & poſt ſubſecutum ejus obitum ex ſpeciali mandato *Dom. Wilhelmus de Haren*, Dicaſterii Biltani in Friſiis præfectus, ad Comitia ejuſdem Provinciæ ex Nobilium Ordine conſcriptus & Octovis, Academiæ Franqueranæ Curator, è medio conceſſus dictorum D. D. Ord. Gen. itidem Ablegatus Extraordinarius, quoſdam ſupradictæ Conventionis Articulos elucidari & amplificari deſideraverint. Nos infra nominati Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Daniæ Miniſtri & Commiſſarii, plena hunc in finem autoritate muniti in ſequentes conſenſimus elucidationes, ita ut eum ante exhibitas & permutatas prædictæ Conventionis Ratificationum tabulas, perfectæ & ſignatæ fuerint, eandem cum ipſis jam memoratæ Conventionis Articulis vim & virtutem habeant.

I. QUod edictum ſeu declaratorium ab altememorato Sereniſſimo & Potentiſſimo Rege Daniæ & Norvegiæ, die 19. menſis Maii præteriti datum, cujus mentio fit in 2. ſupradictæ Conventionis Articulo, hiſce præſentibus, ſub finem totidem verbis adjiciatur, & nequiſpiam ex prædicti Regis ſubditis ignorantiam iſtius prætendere poſſit, intra ſpatium 20. dierum Magiſtratibus cujuſvis loci per mandatum ſpeciale ſignificetur.

II. Quod idem Edictum ſeu declaratorium cum enumeratione mercium prohibitarum vulgo de contrebande, amplificetur, prout iſtæ in Art. 13. cujuſdam exempli Tractatus ante hac a Seren. Regis Daniæ & Norvegiæ Miniſtris exhibiti, recenſentur, addita inſuper Pice liquida, vulgo Tere, quæ dictis mercibus de contrebande annumerabitur.

III. Quemadmodum in dictæ Conventionis Art. 3. conventum eſt, quod navibus ad Sereniſſimi & Potentiſſimi Daniæ & Norvegiæ Regis ſubditos pertinentibus, non liceat merces ullas Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Magnæ Brittanniæ, aut Cel. & Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii hoſtibus proprias, ex uno portu Gallico in alium vehere & transferre: hiſce præſentibus inſuper declaratur, dicti Art. verum & genuinum ſenſum eſſe, quod navibus prædictis, niſi mercibus omnis generis plane vacuæ fuerint, nequaquam licitum erit, ex uno portu Gallico in alium navigare & tranſire, niſi eveniat ut integrum navium iſtarum onus in uno portu divendi non poſſit, quo caſu illis liberum erit, quod de onere hoc ſupereſt, dividendum in alium portum tranſvehere & tranſportare.

IV. Quod dicti 3. Art. ſenſus ulterior ſit ut naves ſubditorum Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Daniæ & Norvegiæ in Galliam navigaturæ, in portubus juriſdictioni Imperii Romani aut partium bello præſenti implicitarum, ſubjectis non onerentur, ſed ex portubus Sereniſſimi Regis Daniæ & Norvegiæ extra Imperium, aut etiam mari Baltico recta verſus portum deſtinatum in Gallia vela facere & curſum proſequi, indeque recta etiam via reverti teneantur, nec eundo vel redeundo ad partium dictarum oras appellere, ibidem morari, earumque portus ingredi ullo modo licebit, niſi vi tempeſtatis manifeſta ad id fuerint coactæ, & in hoc caſu, ſicut merces in Galliam vehendas ibidem non onerare ita nec è Gallia advectas ibidem exonerare poterunt, ſalvo ſemper Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Daniæ & Norvegiæ ſubditorum non ſolum in Mari Baltico, verum etiam aliis locis Bello præſenti non implicitis Commercio; & ſicut in hujus Commercii ita quoque in Avocatorium Imperialium, præjudicium nihil prorſus hiſce præſentibus conventum eſſe, ubique intelligendum eſt.

V. Quod Sacramentum quo obſtringentur dicti Sereniſſimi Daniæ & Norvegiæ Regis ſubditi, nec non ejuſdem literæ ſalvi conductus optima & maxime perſpicua forma concipiantur, ita ut dolis omnibus & æquivocationibus, vero & genuino hujus Conventionis ſenſui contrariis, obviam eatur, & talis juramenti prædicti forma per omnes ditiones Sereniſſimi Regis Daniæ & Norvegiæ in univerſum obſervetur.

VI. Quod nullo modo navibus Bellicis, aut aliis ad prædam inſtructis hoſtium Sereniſſimi & Potentiſſimi Regis Magnæ Brittanniæ & Celſ. ac Præp. Ordinum Generalium Uniti Belgii licitum erit, naves ad eorum ſubditos pertinentes intra proſpectum terrarum Sereniſſimi Regis Daniæ & Norvegiæ, multo minus in ipſius æſtuariis, portubus aut fluviis, nec in pleno Mari quidem, ſi dictæ naves ad portus Sereniſſimi Regis Daniæ & Norvegiæ deſtinatæ fuerint, aut ex iis rever-

revertantur, capere, aut ullo modo molestare aut adoriri, easve, quomodocunque captas, earumve merces in dicti Serenissimi Regis portubus in totum aut ex parte divendere; & si dictæ naves Bellicæ navem quamcunque nautis suis destitutam, in dictos portus adduxerint Serenissimi Regis Daniæ & Norvegiæ ibidem constituti Officiales eandem statim occupare, & una cum mercibus navi impositis (quæ integræ servabuntur) legitimis proprietariis quamprimum restituere tenebuntur, neque unquam dictis navibus Bellicis, aut aliis ad prædam instructis, fas esto, è dictis Serenissimi Regis Daniæ & Norvegiæ portubus vela solvere, postquam navis aliqua aut navium Classis ad Serenissimi Regis Magnæ Brittanniæ aut Cel. & Præp. Ordinum Gen. Uniti Belgii subditos pertinens exinde sese mari commiserit, nisi 24. horis prius elapsis, neque etiam anchoras tollere, aut scaphas emittere ad naves mercatorias subditorum, Serenissimi Regis Magnæ Brittanniæ & Ordinum Gen. Uniti Belgii, quas venientes, exeuntes aut prætervehentes conspexerint, prosequendas, capiendas aut spoliandas.

VII. Quod omnes supradictæ Conventionis Art. nec non elucidationes & amplificationes eorum, ejusdem durationis erunt, & æqualis (quoad tempus) vigoris existimentur. In quorum omnium fidem supradicti Serenissimi ac Potentissimi Regis Daniæ & Norvegiæ Ministri & Commissarii hos Articulos manibus sigillisque suis muniverunt ac firmarunt. Quod factum Halniæ die . . Decemb. 1691.

Guldenlow.	*(L.S.)*	*C. G. Reventlow.*	*(L.S.)*
J. Juell.	*(L.S.)*	*T. B. Jessen.*	*(L.S.)*

Sequitur Edictum seu Declaratorium, de quo in Art. 1. Elucidationum mentio fit.

CHristian der V. von Gottes Gnaden Konig zu Denemarcken, Norwegen, &c. Als Wir mit der Crohn Engelandt und dem Staten der Vereinigten Niederlenden, eine Zeichero Handlung und Tractaten pflegen lassen, wie denen Placqueryen und Unterschreiffen hinfüro vorgebawet werden moge, so bey der Fahrt nach Franckreich seithwehrenden gegenwartigen Krijgs-troublen, da nehmblich an einer seithen die Englische und Hollandische Krijgsschiffe und Commissie-fahrer bald unter diesem, bald unter einem anderen prætext Unser Untherthanen nach Frankreich trafiquerende Schiffe weghgenomen und aufgebragt, an der anderen seiten, einige der Freyheits des Commercii in transportirung verbotener Wahren zu misbrauchen, und insonderheit Frembde unter dem Nahmen Unserer Unterthanen, sig sothanen Commercy zu prævaliren gesuchet, vorgangen, und dan allerleits für gut befünden werden, dasz so lange gegenwartige Krieg wahret, und das Commercii nach Frankreich nicht generaliter frey gegeben und geöfnet wird, zu vorkommung vor erwehntener Placqueryen und unterschleiffe, wir Unsers Ohrts Unseren Cantzeleyen ernstlich anbefehlen lessen, keine Passen ausz zu fertigen, es sey dan von denen so solche erlangen vor hero mittelst eine corporlichen Eyds der gethan und erhartet werden, das sie Unsere würcklichen Unterthanen und Einwohneren Unser Reichen und Landen (jedogh so viel die Fahrt nach Frankreich betrüfft Unserer Provincien und Staten in Romischen Reich belegen, kraft der ergangenen Avocatorien auszgeschlossen) anch Schif und Ladung gleichsfals unseren Unterthanen gehorig, und unter derselber keine Contrabande Wahren, wie solche in denen zwischen Uns, der Crohn Engeland, und dem Staet der Vereinigten Niederlanden ausgerigteten Tractaten specificiret worden, befindlich seind, so dan Englischer und Hollandischer seiten über die aus zu fassende generale befehle, Unseren Unterthanen, gegen vorzeigung Unserer Königl. Passe, in ihrer Fahrt und Navigation in keine wege hinderlich zu fallen, an noch einem iedem Schiffe, so nach Frankreich zu siegln willens von biesigen Englischen und Hollandischen Ministris einschreiben gratis, und ohne auffenthal mit gegeben, und dar innem im nahmen ihren Principalen denen Commandeuren, ausliegern zur Zee und Commissie-Fahrern breder Nationen injungieret werde, sig an Unserer Untherthanen Schiffe, su mit Unseren Passen vorerwehnter massen versehen, keines wegens zu vergreiffen, sondern dieselbe ohne einitzige molestirung, visitation und auffenthalt, nach dem Ort wohin sie destiniret, pasz- und repassiren zu lassen, so ist hie mit Unser allergnadigster wille, dasz du hin führo Uns keinen Pasz, ehe und bevor der Impettant entweder in der Cantzeley, oder auch vor dem Magistrat des Ohrts, wo er Wohn hast, ob specificirten cörperlichen Eidt abgeleget, zur unterschrift præsentirest und ausfertigest, und da jemand, wer der auch sey, ohne dergleichen

CHristian Cinquiéme par la grace de Dieu Roi de Danemarc & de Norwegue, &c. Comme nous avons depuis quelque tems fait traiter avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat des Provinces Unies des Pays-Bas pour empêcher toutes les supercheries & intrigues, qui se pratiquoient pendant cette guerre dans le Commerce sur Mer, où d'une part les Vaisseaux de guerre ou les Armateurs Anglois & Hollandois ont tantôt sous l'un, tantôt sous l'autre pretexte arrêté & pris les Vaisseaux de nos sujets, qui trafiquoient en France, & où de l'autre part quelqu'uns de nos sujets ont abusé de leur liberté du negoce avec la France, en y transportant des marchandises de Contrebande, & que des Etrangers mêmes se sont servis de cette liberté de Negoce sous le nom de nos sujets, il a été enfin arrêté & convenu, pour prevenir ces sortes de supercheries, que, tant que la guerre durera, & que le Commerce avec la France ne sera pas generalement permis, d'un côté nous ordonnerons serieusement à nos Chancelleries de ne plus expedier aucun Passeport qu'à ceux, qui auront préallablement fait serment qu'ils sont effectivement sujets & habitans de nos Royaumes & Pays (à l'exclusion toutefois de nos Provinces & Villes, qui sont situées dans l'Empire, & à qui le negoce avec la France est expressément defendu en vertu des Avocatoires de l'Empire y publiés) & que le Vaisseau & la charge n'appartiennent qu'à nos sujets, & qu'il n'y a aucune marchandise de Contrebande specifiée pour telle dans nos Traités faits avec la Couronne d'Angleterre & avec l'Etat de Provinces Unies des Pays-Bas: Et que de l'autre côté la Couronne d'Angleterre & l'Etat des Provinces Unies ordonneront non seulement en general de laisser librement naviger & trafiquer nos Sujets sur l'exhibition de nos Passeports Roiaux, mais que leurs Ministres Residents icy donneront sans aucune taxe & sans aucun delay à chaque Vaisseau, que nos Sujets envoyent avec des marchandises en France, une Lettre patente, par où ils defendent au nom de leurs Maîtres à tous les Commandants de Vaisseaux, Armateurs, ou Commissionaires de ne plus arrêter, resister ou empêcher un tel Vaisseau appartenant à nos Sujets & muni de nôtre Passeport, mais de le laisser librement passer & repasser dans sa route; ainsi nôtre volonté est, que vous ne depechiez, ni vous presentiés pour nôtre signature aucun Passeport, qu'aprés que ledit serment aura été prêté dans la Chancellerie ou devant le Magistrat du lieu, où l'impetrant demeure, & si quelqu'un de quelque condition qu'il puisse être, recherchoit un Passeport sans prêter en personne ce serment, vous lui refuserez sa demande, & vous chatierez aussi exactement par confiscation & infamie, comme parjures, tous ceux qui auront contrevenu à leur serment. Fait dans nôtre Residence de Copenhague le 19. de Mai l'an 1691.

ANS de J. C. 1691.

dergleichen Eydtliche disposition einen Pasz verlangen solte, ihm mit seinem gesuch ab und zu rück weiseft: Wie dan auch die die jenige so gegen ihren Eydt gehandelt zu haben, hier nechst befunden werden mögten, als meynedige, an Ehre und Guth, unaufzbleiblich gestraffet werden sollen. Geben auff Unser Residentz zu Copenhagen dem 19. May, Anno 1691.

Sequitur specificatio mercium prohibitarum.

ONder de Waren van Contrabande sal werden verstaen allerhande Vuyr-wercken, en toe behoorende saecken, Canon, Musquetten, Mortieren, Pedarden, Bomben, Granaten, Saucisen, Peck-kranssen, Affuyten, Fourquetten, Bandelieren, Pulver, Lont, Salpeter, Kogels, Piecken, Degens, Stormhoeden, Cuirassen, Helbaerden, korte Piecken, Paerden, Sadels, Holsters, Draegbanden, Zeyl-werck, Touw-werck, Masten, Loot, Peck, Teer, Hennip, mitsgaders die tot d'Equipagio ter Zee ende te Lande dienen, sonder eenige verdere Waren, van wat Natuur die zijn, daer onder te comprehenderen.

ANS de J. C. 1691.

Suit la Specification des marchandises deffenduës.

SOus les marchandises de Contrebande, sont entenduës toute sorte de feu d'artifice, & autres choses en dependantes, comme Canons, Mousquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Saucisses, Torches Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudres, Plomb, Salpetre, Boulets, Piques, Epées, Morions, Cuirasses, Hallebardes, Javelots, Chevaux, Haussecous, Baudriers, Voiles, Cordages, Mats, Méches, Poix, Goudrons, Charvre, ensemble toutes choses servant à l'équipage, tant de Mer, que de terre, sans comprendre là dessous aucune autre marchandise, de quelque nature qu'elle soit.

Sequuntur Formulæ jurament & salvi conductus, de quibus Art. 5. Conventum est.

Formula juramenti à Proprietario navis & oneris cum unicus est, præstandi.

EGo A. B. verus Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ & Norvegiæ subditus & Civitatis Hafniensis incola (Officialis) juratus, hoc meo solemni juramento sancte & sincere profiteor & promitto, quæ sequuntur omnia & singula.

I. Quod navis, cui nomen N. N. centum aut circiter lastarum capax tota & integra ad me solum, nec ad ullum alium revera pertineat.

II. Quod revera statuerim certumque habeam, supradictam navem quæ nunc in Portu Hafniensi (aut alibi N. N. est) ex inde sub ductu N. N. prædictæ Civitatis Hafniensis (aut alibi N. N.) incolæ & Civis jurati, tanquam Navarchi, recta (in Norvegiam & exinde) Burdegalam (aut ad alia loca) in Galliam ituram, & Burdegala (aut aliis locis) ad dictum Portum Hafniensem, aut alium quendam ad Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ & Norvegiæ ditiones extra Imperium Germ. sitas, pertinentem, recta reversuram, nec postquam ex Dania aut Norvegia solverit, usque dum eo denuo revertatur, ullum alium locum, quam Galliam, nisi Tempestate forsan coactam, petituram.

III. Quod nullam cum quovis collusionem aut contractum, directe vel indirecte, jam fecerim, nec durante hujus expeditionis cursu cum ullo extraneo, aut partium Imperio Romano subjectarum, Cive aut Incola posthac facturus sim, de Navis supradictæ ejusve Mercium proprietate, ex toto aut ex parte, ad alium quemvis transferenda, ut nec etiam cum ullo Serenissimi & Potentissimi Regis Daniæ & Norvegiæ Subdito, nisi hic Subditus ad omnes præsentis Juramenti Articulos, quantum attinet rem ipsi transferendam, observandos, simili juramento prius obstringatur.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum prædicta expeditio absoluta fuerit, me sciente, mandante, consentiente aut connivente, posthac oneretur ex toto aut ex parte Mercibus *de Contrabande* dictis, Sacræ Majestatis Daniæ & Norvegiæ Edicto die & mense dato prohibitis, aliisve ullis, quam quæ ad me solum, nullumque alium, absque omni fraude & collusione revera pertinent, quas solas, nec ullas alias in Galliam vehet, aut inde exportabit.

V. Nec ullas omnino Merces in Galliam vehet, quæ Incolis Imperio subjectis, aliisve Bello præsenti implicitis onustæ sunt, nec Merces ullas, in Gallia semel onustas, in altero Galliæ Portu, aut in Locis dictis, quæ Imperio subjiciuntur, aut Bello præsenti implicantur, in reditu, si forsan vi Tempestatis ad ejusmodi loca appellere coacta fuerit, exonerabit.

VI. Quod ullum mandatum aut facultatem prædicto Navarcho aut ulli alii jam concessum, aut durante prædictæ expeditionis cursu, concessurus sim, quid faciendi, quod cuidam ex prædictis Articulis vel minimum adversetur, nec tale quid a quovis, me sciente, aut connivente, fieri permittam.

Ita me adjuvet Deus, Istiusque Verbum Sacro-Sanctum.

Formula Juramenti à Navarcho præstandi.

EGo N. N. supradictæ navis Navarchus, Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ & Norvegiæ verus subditus, & Civitatis Hafniensis Incola ac Civis juratus, hoc meo solemni juramento, sancte profiteor & promitto, nihil, quod sciam, quod cuidam ex Articulis supradictis, adversetur jam factum esse aut posthac me sciente, mandante, connivente aut directe vel indirecte consensum præbente, factum iri.

Ita me adjuvet Deus, Istiusque Verbum Sacro-Sanctum.

Formula Juramenti, à proprietariis, cum plures sunt, præstandi.

NOs infra nominati Sacræ Regiæ Majestatis Daniæ & Norvegiæ veri subditi & Civitatis Hafniensis Incolæ & Cives jurati (Officiales) hoc nostro solemni juramento, sancte & sincere profitemur & promittimus quæ sequuntur omnia & singula.

I. Quod Navis, cui nomen N. N. centum circiter lastarum capax, tota & integra ad nos solos revera pertineat, ut sequitur, ad A. B. $\frac{1}{5}$, ad E. F. $\frac{2}{5}$, G. H. $\frac{1}{5}$, & ad I. K. $\frac{1}{5}$.

II. Quod revera inter nos conclusum sit, supradictam Navem, &c.

III. Quod nullus nostrum cum quovis conclusionem aliquam aut contractum, directe aut indirecte, jam fecerit, aut postmodum, durante hujus expeditionis cursu facturus sit, de dicta nostra Navis aut oneris infra nominanda portione ad alium quemvis transferenda.

IV. Quod supradicta Navis jam non sit onusta, nec usque dum prædicta expeditio perfecta fuerit, nobis aut aliquo nostrum scientibus, consentientibus, &c. quam quæ ad nos solos absque, &c. revera pertinent, ut

ANS de J. C. 1691.

ut sequitur, ad A. B. 20. lastæ, ad L. M. 60. lestæ, & ad O. P 30 lastæ, cujusmodi Merces solas nec ullas alias, &c. Reliqua ut in superiori Formula mutatis mutandis, &c.

Formula Literarum falvi conductus.

NOs Christianus Quintus, &c. Omnibus & singulis, quibus hæ Nostræ falvi conductus Literæ exhibebuntur, notum testatumque volumus, quod Subditus Noster N. N. Civitatis Nostræ Regiæ Hafniæ Incola ac Civis juratus (Officialis Noster) humillimè Nobis exponi curaverit, Navem, cui nomen N. N. . . . lastarum capacem, quæ nonc lo Portu Hafniensi (aut alibi N. N.) est, ad se solum revera pertinere, jam vero Mercibus sibi soli propriis, Edicto Nostro Regio 1691. dato, nequaquam prohibitis, & Hafniæ, aut alibi in Regnis Nostris, uti & in Mari Baltico, aut aliis Locis præsenti Bello non implicitis (specificentur Loca) Navi supradictæ impositis, nec aliis onustam vel onerandam, recta ex dictis Locis Burdegalam (aut ad alia Loca) in Galliam ituram, & exinde Mercibus sibi etiam soli propriis, nec aliis onustam in Portum Hafniensem (aut ad alia loca) Ditionum Nostrarum extra Imperium Germanicum, recta reversuram, istam vero expeditionem subducta N. N. prædictæ Nostræ Civitatis Regiæ Hafniensis, &c. &c. Incolæ ac Civis jurati, tanquam Navarchi perficiendum esse. Quæ omnia & singula cum prædicti Subditi Nostri coram Magistratu Hafniensi (in Cancellaria Nostra) sub Juramento, juxta formam à Nobis præscriptam, asseveraverint, memoratam Navem hisce salvi conductus Literis muniendam censuimus, &c. &c.

NOs Christianus Quintus, &c (*tot. tit.*) quod Subditi Nostri A B E F & alii quidam Cives & Incolæ Civitatis Nostræ Regiæ Hafniensis (N N.) humillime Nobis exponi curaverint, nec non sub Juramento coram Magistratu Hafniensi (in Cancellaria) asseveraverint, Navem, &c. ad se solos revera pertinere, jam vero Mercibus ad se solos etiam bona side pertinentibus, &c. & exinde Mercibus similiter ad se solos pertinentibus, &c. Quæ cum &c.

CCXLVI.

ANS de J. C. 1692.

FRANCE ET BERNE.

Traité entre le Roi de France LOUIS XIV. & la Ville & République de BERNE. Fait par Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de Gournay, Ambassadeur de Sa Majesté en Suisse, à Soleure le troisiéme Janvier 1692. Freder. Leonard. Tom. IV.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Ayant veû & examiné le Traité fait & signé en nôtre nom à Soleure le troisiéme des present mois & an, par nôtre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de nôtre Hôtel, & nôtre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'une part: Et les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne, d'autre; duquel Traité la teneur ensuit.

SUr les instances & representations faites au Roi, de la part de la Ville & Republique de Berne, pour payement des sommes à elle dûës, tant en principaux qu'interests, Sa Majesté desirant donner des marques de sa bienveillance à ladite Republique, & aquitter lesdites dettes suivant la verification portée par le Traité signé à Arau le prémier Juin mille six cens cinquante-huit, il a été convenu entre très-excellent Seigneur, Messire Michel Amelot, Chevalier, Marquis de Gournay, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maitre des Requestes ordinaire de son Hôtel, & son Ambassadeur en Suisse, d'une part: Et Messieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne d'autre, ainsi qu'il ensuit.

ANS de J. C. 1692.

Les sommes dûës par la Couronne de France à la Republique de Berne ayant été ci-devant verifiées & liquidées par un Traité conclu & signé à Arau le prémier Juin 1658. ratifié par le Roi le dix neuviéme Juillet de la même année, & enregistré en la Chambre des Comptes à Paris le vint-uniéme Novembre mille six cens soixante-trois, & y ayant eu plusieurs payemens faits en conséquence pendant dix-huit années & trois mois, il s'est trouvé par le calcul nouvellement fait, que le dernier jour de Decembre mille six cens quatre-vint onze, il étoit encore deû à ladite Republique de Berne la somme de cinq cens cinquante quatre mille huit cens livres, en principaux portans interests, & la somme de quatre cens quatorze mille quatre cens soixante-deux livres en interests échcûs, & que les capitaux qui ne portoient point d'interests, dont il est parlé dans le Traité de 1658. ont été entierement éteints & aquitez au moyen des payemens susdits.

Pour la satisfaction & paiement desdites deux sommes de cinq cens cinquante-quatre mille huit cens livres en capitaux portant interests, & de quatre cens quatorze mille quatre cens soixante-deux livres, & interests écheus ledit jour dernier Decembre mille six cens quatre-vint onze, le Roi promet de faire fournir annuellement, & de quartier en quartier à ladite Republique de Berne, par les Fermiers des Salines de Franche-Comté, jusques à l'entier & parfait payement des deux sommes cy-dessus dites, & des interests qui écherront à l'avenir, la quantité de mille cinq cens bosses, & sept mille cinq cens charges de sel; savoir la bosse sur le pied de vint-six livres six sols tournois, & la charge sur le pied de six livres, le premier quartier commençant le premier jour de Janvier, mille six cens quatre vints douze.

Et en échange ladite Ville & Republique de Berne promet de fournir annuellement pour lesdites cinq mille cinq cens bosses, & sept mille cinq cens charges de sel, à raison de vingt-six livres six sols tournois la bosse, & de six livres la charge, ce qui se monte par chacun an à la somme de cent quatre-vint neuf mille trois-cens soixante-quinze livres, aux Fermiers des Salines de Franche-Comté, par chaque quartier & à mesure de la délivrance dudit sel, des quittances de ladite Ville & Republique de Berne, pour la somme de cent quatre-vint nauf mille trois cens soixante-quinze livres, qui sera prémiérement dédulte sur les interests écheus & qui écherront, & ensuite sur les capitaux, dont l'interest diminuera à proportion des sommes, qui seront acquitées sur lesdits capitaux.

Tout le sel desdites cinq mille cinq cent bosses, bien cuit, bien travaillé, fossoyé, non trop grossiérement grainé, & reposé six semaines dans les Etuvailles de Salins, sera rendu par lesdits Fermiers dans le Magasin à Iverdun, duquel Magasin les Fermiers ne payeront aucon loüage, & ledit sel sera delivré aprés avoir reposé trois semaines, au Commis ou Directeur de ladite Republique de Berne, dans ces bosses d'égales grandeurs & grosseurs par les fonds, & de douves d'épaisseur convenable, ensorte qu'elles soient capables de contenir seize fistins de Berne, dont la bosse doit estre composée de mesure ordinaire, sans estre secouée, pressée ni foulée par force, & ledit sel déchargé de tous frais hors ceux du remplissage à Iverdun, qui se fera aux dépens de ladite Ville & Republique de Berne.

Le

ANS de J.C. 1692.

Le mesurage s'en fera à la corde dans ledit Magasin d'Iverdun par les Commis des Fermiers, en presence du Commis ou Directeur de ladite République de Berne, qui sera obligé, aprés le remplissages de recevoir ledit sel, & d'en donner sa décharge, quand il y en aura la quantité de cent bosses & au dessus.

Et à l'égard des sept mille cinq cens charges de sel en pain, ci-dessus dites, la charge doit être de quatre côtes, chaque côte de douze, & chaque pain de deux livres & demie poids de marc, ainsi ladite charge sera cent vingt livres dudit poids, qui devra être delivrée bien conditionnée par les Sauniers de Salins, à celui ou ceux de ladite République de Berne, qui auront ordre de le recevoir, & cette delivrance se fera de la même maniere qu'elle s'est pratiquée ci-devant envers ladite République, c'est à dire, déchargez de tous frais hors des Saineries.

Ladite République de Berne promet de ne rien debiter de tout le sel hors de ses Terres, & de n'en faire aucun versement, aux conditions que lesdits Fermiers de leur côté ne feront aucune contrebande directe ni indirecte, & ne permettront qu'il s'en fasse du même sel aucune qu'il sera de leur pouvoir de l'empêcher, & que les loüables Cantons, & autres lieux voisins, en useront aussi de même.

Bien entendu qu'au cas qu'il y eût quelque interruption à l'execution du present Traité de la part de sa Majesté, la Ville & République de Berne demeurera dans ses droits pour les sommes, qui pourroient alors leur être dûës en capitaux ou intérêts.

Bien entendu aussi, que si dans les verifications & liquidations faites il se trouvoit quelque erreur de calcul, il en sera fait réciproquement raison. Et d'autant que la verification des paiemens ci-devant faits à la République de Berne, n'a été faite sur les comptes des Tresoriers des Ligues Suisses, s'il se trouve qu'il ait été par eux payé quelque autre somme, deduction en sera faite à l'avenir.

Il a pareillement été convenu, qu'aussi-tôt que les sommes ci-dessus dites, & les intérêts, qui en pourroient écheoir pendant l'execution du present Traité, auront été entierement éteintes & aquitées, ladite Ville & République de Berne remettra entre les mains de l'Ambassadeur du Roi en Suisse, les trois obligations des Rois Charles IX. & Henri III. mentionnées au Traité de 1658. d'où sont dérivées lesdites dettes, les autres titres des capitaux, qui ne portoient point d'intérêts, dont est aussi fait mention dans ce même Traité de mille six cens cinquante-huit, ayant été presentement rendus audit Seigneur Ambassadeur Amelot.

Et pour plus grand éclaircissement de ce que dessus, il demeurera attaché à l'original du present Traité, copie du Traité de mille six cens cinquante-huit, & copie de la liquidation presentement faite jusques au dernier Decembre mille six cens quatre-vingt onze.

Le present Traité sera ratifié par le Roi, & par la Ville & République de Berne, & les ratifications délivrées de part & d'autre, dans six semaines, ou deux mois au plus tard.

En foi de quoi le present Traité a été signé par ledit Seigneur Amelot, & par lesdits Sieurs Deputez, & scellé de leurs cachets. Fait double à Soleure le troisiéme Janvier mille six cens quatre-vingt douze.

NOus, ayant agreable le susdit Traité en tout ce qu'il contient, avons icelui agréé, approuvé, & ratifié, approuvons, agreons, & ratifions par ces presentes signées de nôtre main, promettant en foi & parole de Roi, de l'entretenir, & faire garder & observer de point en point selon sa forme & teneur, sans y contrevenir, ni souffrir qu'il y soit contrevenu. Car tel est nôtre plaisir. En témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles le vingtiéme Janvier l'an de grace mille six cens quatre-vingt douze, & de nôtre regne le quarante-neuviéme. Signé, LOUIS. Et plus-bas: Par le Roi, *Colbert*, & scellé.

ANS de J.C. 1692.

Regsitré en la Chambre des Comptes, Oui & ce requerant le Procureur General du Roi, pour estre executé selon sa forme & teneur, le quatriéme jour de mars mille six cens quatre-vingt douze. Signé, RICHER.

LOUIS, par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre: A tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Le Traité cy attaché sous le contrescel de nôtre Chancellerie ayant été fait & passé en nôtre nom, par nôtre amé & feal Conseiller en nos Conseils, Maistre des Requestes ordinaire de nôtre Hôtel, & nôtre Ambassadeur en Suisse, le Sieur Amelot, Marquis de Gournay, d'un part: & les Sieurs Jean Rodolphe Suiner, ancien Tresorier, & Jean Rodolphe Buccher, tous deux du Conseil d'Etat, & Deputez de la Republique de Berne, d'autre, Savoir faisons, qu'aprés avoir veû & examiné en nôtre Conseil ledit Traité, Nous l'avons approuvé, ratifié, & confirmé, approuvons, ratifions & confirmons par ces presentes signées de nôtre main, promettant en foi & parole de Roi de l'observer, & faire executer selon sa forme & teneur. Si donnons en Mandement à nos amez & feaux Conseillers les Gens tenans nôtre Chambre des Comptes à Paris, qu'ils ayent à l'entegistrer, & cesdites presentes, & que dorenavant à commencer du prémier jour de la presente année, ils ayent à passer & allouer en la dépense des comptes des Gardes de nôtre Tresor Royal presens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, la somme de cent quatre-vint neuf mille trois cens soixante-quinze livres, provenant du prix de la Ferme de nos Gabelles de Franche-Comté, aussi presens & avenir, en cinq mille cinq cens bosses, & sept mille cinq cens charges de sel qu'ils luy fourniront par chacun an, en execution dudit Traité, & conformement à icelui. Comme aussi de passer & allouer dans la recette & dépense des comptes desdits Tresoriers des Ligues Suisses, à commencer de ladite presente année, ladite somme de cent quatre-vint neuf mille trois cens soixante-quinze livres, en rapportant aussi par eux des quittances de ladite Republique de Berne, pour ladite somme, conformement audit Traité, avec copie desdites presentes deuëment collationées pour une fois seulement, tant & si long-tems que ledit Traité durera, moyennant quoi ils en demeureront bien & valablement déchargez. Mandons aussi ausdits Gardes de nôtre Tresor Royal presens & avenir, chacun en l'année de leur exercice, de tenir nosdits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, quittes & déchargez de ladite somme de cent quatre-vingt neuf mille trois cens soixante-quinze livres par chacun an, tant que ledit Traité durera, ou de celle de quarante-sept mille trois cens quarante-trois livres quinze sols par chacun quartier, en leur fournissant les quittances desdits Tresoriers des Ligues Suisses. Enjoignons en outre à nosdits Fermiers des Gabelles de Franche-Comté, presens & avenir, de fournir à ladite Republique de Berne ladite quantité de sel, suivant & conformement audit Traité, sans aucun empêchement. Car tel est nôtre plaisir. En temoin de quoi nous avons fait mettre nôtre scel à cesdites presentes. Donné à Versailles le vingtiéme jour de janvier l'an de grace mille six cens quatre-vingt douze, & de nôtre regne le quarante-neuviéme. Signé LOUIS. Et sur le repli: Par le Roi, *Colbert*, & scellées du grand sceau de cire jaune sur double queuë. Et sur le repli est écrit,

Registrées en la Chambre des Comptes, Oüi & ce requerant le Procureur General du Roi, pour estre executées selon leur forme & teneur, le quatriéme jour de mars mille six cens quatre-vingt douze. Signé, GAMART.

CCXLVII.

CCXLVII.

ANS de J. C. 1692.

L'Angleterre, les Provinces-Unies et Hanover.

Condition ausquelles GUILLAUME III. Roi de la Grand Bretagne & les PROVINCES-UNIES, ont pris quelques Troupes du Duc de HANOVER. Fait le 30. Juin, 1692. Manuscrit.

SYn Doorluchtigheydt de Hertogh van Hanover, aen syn Majesteyt den Koningh van Groot-Brittannien, en Haer Hoog-Mogende de Staeten Generael der Vereenighde-Nederlanden, bekend gemaeckt hebbende, de begeerte die hy heeft om de gemeene saak te assisteeren, en gerepresenteerd te senden een Corps auxiliaire Trouppen; zoo is syn Majesteyt en haer Hoogh-Mogende met gemelde syn Doorluchtigheydt, omtrent de volgende artyckelen geaccordeert.

I. Syn Doorluchtigheyt den Hertog van Hanover zal een Corps Troupen van seven duysend negenhondert en negen-en-veertigh Man, de Officiers daer onder begrepen, leveren, bestaende volgens de nevensgaende Lyste in zeven Regimenten Ruyterye, yder van 6. Compagnie, een Regiment Dragonders van 6. Compagnien, een Esquadron Gardes de Corps, en ses Regimenten Voetvolck, zonder Artillery.

II. Syne Majesteyt en Haer Hoogh-Mogende sullen tot Amsterdam in't begin van yder maand, in courant Hollands-gelt de somme van dertigh-duysent Ryxdaelders doen betaelen, te reeckenen twaelff maanden in't Jaar, en zullen dagelijckx twee derde van de Rations brood aen die Troupen doen fourneren, gednyrende den ganschen tyt van't Tractaet, en twee derde van de Rations van de Voeragie van de Campagne zullen genieten volgens de particuliere specificatien, die op haer arrivement sullen gegeven werden, op den voet der gemelten hier nevensgaende Lyste. En de Troupen zullen die selfde avantagien, als die van syn Majesteyt, en de Heeren Staeten Generael geduyrende den Winter in de Spaensche Nederlanden hebben wegens Logement, Servies, Vuur, en de Regimenten sullen soo dicht by malkanderen gelogeert zyn, als 't moogelyck zal wesen.

III. De betaling van de subsidie en 't Brood sullen van den eersten dagh der loopende Maand Juny, oude styl, beginnen, behoudelijck, dat de Troupen voor't eynde der gemelde Maend arriveren.

IV. Het sal aen syn Majesteyt en haer Hoogh-Mogende staen de Monstering der Troupen te doen, wanneer zy het goed zullen bevinden.

V. Het gemelde Corps der Troupen sal gecommandeert werden door den Heer Prins van Hanover, of in syn absentie door den Generael, aen wien syn Doorluchtigheyt het commando sal geven, sullende geduyrende de Campagne niet gesepareerd, en oock geen andere Detachementen gedaen werden, dan van de generaele commandementen der gantsche Armée, by welcke het gemelde Corps sich sal bevinden: ook sal het geen andere Justitie erkennen, dan die van den Heer Hertogh van Hanover.

VI. De Heer Prins van Hanover sal de ordres naekomen van zyn Majesteyt, en in desselfs absentie, die van syn Doorluchtigheydt den Keurvorst van Beyeren, en in cas dat het gemelte Corps geconjungeert zy met een Armée, als wanneer syn Majesteyt, of syn Keurvorstelycke Doorluchtigheyt 't Woort in't geschrifte sullen gesloten hebben voor den tyt van hunne absentie, soo als men daer over sal accordeeren tusschen den Prins en den Marschalck Generael, commanderende en chef de Armée van syn Majesteyt, ofte de gemelde Heeren Staeten, en wan-

CCXLVII.

ANS de J. C. 1692.

L'Angleterre, les Provinces-Unies, et Hanover.

Traduction de ce Traité.

SA Serenité le Duc de Hanover ayant fait connoître à sa Majesté le Roi de la Grand' Bretagne & à leurs Hautes Puissances les Etats Generaux des Provinces Unies le desir qu'il a d'assister la cause commune, & offert un corps auxiliaire de Troupes, sa Majesté & leurs Hautes Puissances ont accordé avec sa susdite Serenité les Articles suivants.

I. Sa Serenité le Duc de Hanover fournira un Corps de Troupes de sept mil, neuf cens & quarante neuf hommes, les Officiers y compris, consistans, suivant la liste cy-jointe, en sept Regimens de Cavalerie, de six Compagnies chacun, en un Regiment de Dragons, de six Compagnies, en un Esquadron de Gardes du Corps, & six Regimens de Fantassins, sans Artillerie.

II. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances payeront à Amsterdam au commencement de chaque mois, en argent courant de Hollande la somme de quarante mil Risdales, comptant douze mois pour l'an, & feront fournir journellement deux tiers de rations de pain aux Troupes, pendant tout le tems de ce Traité, & jouiront de deux tiers de rations du fourage de la Campagne, suivant des specifications particulieres, qui seront données à leur arrivée, sur le pied de la susdite Liste cy-jointe. Et les Troupes auront le même avantage que celles de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux dans les Païs-Bas Espagnols pendant l'hiver, à l'égard du logement, service, feu, & les Regiments seront logez si prés les uns des autres qu'il sera possible.

III. Le payement des subsides & le pain, commenceront du premier jour du mois courant de Juin vieux stile, à condition que les Troupes arriveront avant la fin du susdit mois.

IV. Il dependra de sa Majesté & de leurs Hautes Puissances de faire la revûë des Troupes quand bon leur semblera.

V. Le susdit Corps de Troupes sera commandé par le Seigneur Prince de Hanover, ou en son absence par le General à qui sa Serenité donnera le Commandement, ne seront pas separées pendant la Campagne, & il ne s'y fera point d'autre detachement que du Commandement general de toute l'armée auprés de laquelle le susdit Corps se trouvera, & ne reconnoîtra d'autre justice que celle du Seigneur Duc de Hanover.

VI. Le Seigneur Prince de Hanover suivra les ordres de sa Majesté & en son absence ceux de sa Serenité l'Electeur de Baviere, & en cas que le susdit Corps fut conjoint avec une armée, quand sa Majesté ou sa Serenité Electorale aura renfermé le mot par écrit pour le tems de leur absence, comme on accordera à cet égard entre le Prince & le Maréchal general, Commandant en Chef l'Armée de sa Majesté ou des Seigneurs Etats. Et quand le susdit Prince sera absent dudit Corps, celui qui le commandera recevra les ordres du Commandant general de l'Armée de sa Majesté ou desdits

ANS de J. C. 1692.

neer de Armée van syn Majesteyt of de gemelde Staeten, en als de gemelde Prins van't gemelde Corps absent zal syn, soo sal de geene, die 't selve sal commanderen, de ordres ontfangen van den Commandant Generael der Armée van syne Majesteyt of die gemelde Heeren Staaten, die dan de opperste in charge sou mogen zyn. En 't sy dat de gemelde Heer Prins daer zy, of dat de Generaels alleen daer syn, soo sal echter 't geene geresolvert is, geexecuteerd werden.

VII. De gemelde Heer Prins sal in die Krygs-Raden assisteren, als oock alle de Generaels, 't elckens als de Generaels des Konings of der gemelde Staaten van't selfde Caracter daer zullen beroepen zyn.

VIII. In gevalle dat tegen verwaghtinge eenige swarigheyt soude ontstaen, omtrent de investiture, of introductie, van den gemelde Heer Hartog van Hanover tot het Keurvorstendom, soo belooven syn Majesteyt en haer Hoogh-Mogende al hun vermoogen daer toe aen te wenden, dat het Keurvorstendom op den zelven geconfereerd worde, soo dra een algemeene Vreede sal gemaeckt syn.

IX. Nademael het Doorluchtigh Huys van Bronswick Lunenbourg, by nae alle syne magten, ten dienste van de gemeene Saeck, van syne Staaten verwydert, soo nemen syn Majesteyt en de Heeren Staeten Generael op sich, van de pretendenten tot de Successie van Saxen Lauwenbourg te obtineren, dat men de differenten sal verhandelen door de gemeene wegen van justitie, en niet tot eenige feytelyckheyd te komen.

X. Indien het Doorluchtigh Huys soude mogen worden geattaqueert in syne Staten, wegens het Hertogdom van Lauwenbourg, of om eenige ander pretext, hoedanigh het oock sou mogen zyn, als oock in gevalle de Hertogh van Gottorff, of de Steden van Hambourg of Lubeck, souden geattaquert worden, soo sal de gemelde Heer Hertogh van Hanover de vryheyd hebben, syne Troupen te rugh te trecken.

XI. Men sal met den eersten een defensive Alliantie tusschen syne Majesteyt en de Heeren Staeten Generael, ter eenre, en den Heer Hertogh van Hanover ter anderer zyde maecken, op soodanigen Conditien al men sal overeenkomen.

XII. Men sal niet gehouden zyn de Deserteurs, die sich van d'eene en d'andere kand bevinden over te leveren, wanneer de Troupen in de Nederlanden aenkomen; maar de geene die in't vervolg zullen deserteren sullen gereclameert, en wedersyds ter goeder trouwe weder gegeven worden.

XIII. De Heer Hertogh van Hanover sal syne Guarde du Corps weer in syn Land konnen doen komen, nae het eyndigen der Campagne, zonder dat het hem in Gelt sal gekort worden, maar in dat geval sal men de twee derde van de rations, Brood en Voeragie, die men gehouden sou zyn aen de gemelde Guardes, by aldien sy bleven, te fourneren, aftrecken.

XIV. De Versorgers van vivres sullen gehouden syn aen de Hanoversche Troupen te leveren het derde van't Brood en Voeragie 't welck ten koste van syn Doorluchtigheydt komt, in gevalle men sulcx begeert, op de selfde wys, en ten selfden pryse, als sy her aen de Regimenten van syn Majesteyt en de gemelde Heeren Staaten leveren.

XV. Syne Majesteyt en haar Hoogh-Mogende sullen in cas van eenige operatie, de Oorlogs ammunitie aen de Hanoversche Troupen doen leveren, even als hunne eygene Trouppen.

XVI. Het tegenwoordigh Tractaet sal duuren, tot aen de maand April des toekomende Jaars incluys, en indien men geduurende dich tyt niet anders veraccordeert, syne Doorluchtigheyt sal syn Troupen tegens 't eynde van de gemelde Maend mogen te rugh doen trecken.

De

ANS de J. C. 1692.

Seigneurs Etats, qui pourroit alors être le premier en charge; & soit que ledit Prince y soit, ou qu'il n'y ait que les Generaux, sera néanmoins executé ce qui a été resolu.

VII. Le susdit Seigneur Prince assistera dans les Conseils de guerre, comme aussi tous les Generaux, à chaque fois que les Generaux du Roy, ou des susdits Etats du même caractere y seront appellez.

VIII. Au cas que contre toute attente il arrivât quelque difficulté, touchant l'investiture ou installation du susdit Seigneur Duc de Hanover à l'Electorat, sa Majesté & leurs Hautes Puissances promettent de faire tout leur possible à ce que l'Electorat lui soit conferé, aussi-tôt que la Paix generale sera concluë.

IX. Comme la Serenissime Maison de Bronswick-Lunebourg éloigne presque toutes ses forces de ses Etats, pour le service de la cause commune, sa Majesté, & les Seigneurs Etats Generaux se chargent d'obtenir des Pretendans à la succession de Saxe-Lauwenbourg que l'on traite ses differens par les voyes ordinaires de la justice, & non pas qu'on en vienne à aucune voye de fait.

X. Si la Serenissime Maison de Lunebourg venoit à être attaquée dans ses Etats, à l'occasion du Duché de Lauenbourg, ou quelque autre pretexte, quel qu'il puisse être, comme semblablement le Duc de Gottorf, ou les Villes de Hambourg ou de Lubeck fussent attaquées, le susdit Duc de Hanover aura la liberté de rappeller ses Troupes.

XI. On fera au plutôt une Alliance deffensive entre sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux d'une part, & le Seigneur Duc de Hannover aux conditions qu'on conviendra.

XII. On ne sera pas obligé de rendre les deserteurs qui se trouveront d'une côté & de l'autre, quand les Troupes arriveront dans les Pais-Bas, mais ceux qui deserterent dans la suite, seront reclamez, & rendus de bonne foy de part & d'autre.

XIII. Le Seigneur Duc de Hanover poura faire revenir ses Gardes du Corps en son pais, aprés la fin de la Campagne, sans qu'on lui rabatte rien en argent, mais on rabattra en ce cas les deux tiers des rations du pain & de fourage, qu'on seroit obligé de fournir ausdites gardes si elles restoient.

XIV. Les pourvoyeurs de vivres seront tenus de fournir aux Troupes d'Hanover le tiers du pain & du fourage qui viennent aux frais de sa Serenité, si on le desire, de la même maniere & pour le même prix, qu'ils le fournissent aux Regiments de sa Majesté & des susdits Seigneurs Etats.

XV. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances feront, en cas de quelque operation, fournir les munitions de guerre aux Troupes de Hanover, comme & de même qu'à leurs propres Troupes.

XVI. Ce present Traité durera jusques au mois d'Avril de l'année prochaine inclusivement, & si pendant ce tems on ne convient point autrement, sa Serenité poura faire revenir ses Troupes sur la fin dudit mois.

Les

ANS de J.C. 1692.

De Ratificatien fullen uytgewisselt worden binnen drie weecken, ende eerder indien het mogelyck is, en't selve verwachtende, hebben Wy ondergeschreven, synde tot dien eynde gelast ende geauthoriseert, door syne Majesteyt en Haar Hoogh-Mogende ter eenre, en syn Doorluchtigheydt den Hertogh ter andere zyde, het bovenstaende Accord onderteeckendt, in't Leger by Melle den 30. Juny 1692.

(*L.S.*) *William Blathway.*
(*L.S.*) *Ed. Weeds.* (*L.S.*) *N.W. Gors.*

Lyste der Troupen van den Hertogh van Hanover volgens het Tractaet gestipuleert.

6. Regimenten Infantery van 773. Man -	4638. Man
7. Regimenten Cavallery van 378. Man -	2646.
1. Regiment Dragonders - - -	490.
De Gardes du Corps - - -	175.
	7949. M.

Secreet Artyckel.

SYne Majesteyt en Haar Hoogh-Mogende fullen alles wat sy konnen op de generale Vreede aenwenden, dat de Beurtwisselingh van't Bisdom van Osnabrug verandert worde in een Erffelycke Successie, en sullen 't zelve van zyn Catholycke Majesteyt trachten te verwerven.

Dit Artyckel was geteeckent, en sal geratificeert worden, even als het Tractaet.

(*L.S.*) *William Blathway.*
(*L.S.*) *E. D. Weede.* (*L.S.*) *N.W. Gors.*

Les Ratifications feront échangées dans le tems des trois semaines, & plutôt s'il est possible, & dans cette attente nous à ce authorisez, & ayant charge de sa Majesté & de leurs Hautes Puissances d'une part, & le Duc Serenissime d'autre, avons signé l'accord icy dessus en l'Armée prés de Melle le 30. Juin, 1692. ANS de J.C 1692.

(L.S.) Guillaume Blathway.
(L.S.) Ed. Weeds. (L.S.) N.W. Gors.

Liste des Troupes du Duc de Hanover, stipulées suivant le Traité.

6. Regiments d'Infanterie de 773. hommes -	*4638. hom.*
7. Regiments de Cavalerie de 378. hom. -	*2646*
1. Regiment de Dragons. - -	*490*
De Gardes du Corps. - -	*175*
	7949. h.

Article secret.

SA Majesté & leurs Hautes Puissances feront tout ce qu'ils pourront à la Paix generale que l'échange de l'Evéché d'Osnabrug, soit changé en une succession hereditaire, & ils tâcheront de l'obtenir de sa Majesté Catholique.

Cet Article étoit signé, & sera ratifié de même que le Traité.

(L.S.) Guillaume Blatway.
(L.S.) Ed. Weed. (L.S.) N.W. Gors.

CCXLVIII.

ANS de J.C. 1692.

L'ESPAGNE, L'ANGLETERRE ET LES PROVINCES UNIES.

Convention entre CHARLES II. *Roi d'Espagne*, GUILLAUME III. *Roi d'Angleterre, & les Etats Généraux des* PROVINCES UNIES *des Païs-Bas, pour la Flotte dans la Méditerranée. Fait à la Haye, le 30. Octobre, 1692.* Manuscrit.

COmme le Roy d'Espagne, le Roy de la Grande Bretagne & les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas se sont engagez mutuellement d'employer toutes leurs forces tant par Mer, que par Terre contre le Roi de France leur Ennemi Commun, soit conjointement ou séparément, afin que par là on puisse procurer une Paix ferme & durable, & que pour cet effet ils ont jugé très-nécessaire de joindre leurs forces Maritimes dans la Mer Mediterranée, il a été convenu & accordé en la maniere suivante.

Premiérement le Roi d'Espagne mettra en Mer dans la Méditerranée une Flotte au moins composée de seize grands Vaisseaux de Guerre, quatre Brulots & vingt cinq Galéres avec les autres Vaisseaux qui doivent servir à une telle Flotte.

II. Lesdits Vaisseaux de Guerre seront montez de soixante pieces de Canon l'un portant l'autre, deux garnitures de voiles, six gros cables de six vingt brasses pour chaque Vaisseau, & tous autres agrez selon la condition des Vaisseaux.

III. Qu'ils seront munis de vivres pour subsister en Mer dix mois de suite & plus long-temps si la nécessité le requiert.

IV. Et pour autant que les Provisions de vivres pour tout l'équipage desdits Vaisseaux ne pourront être chargez à la fois; l'on en fera un magasin à Porto Mahon, Carthagene, ou quelque lieu convenable à l'emploi de la Flote.

V. Le Roi de la Grande Bretagne & les Etats Généraux des Provinces-Unies promettent de joindre à ladite Flote du Roi d'Espagne de leur part aussi-tôt qu'il sera possible, seize Vaisseaux de Guerre de la même force & quatre Brulots tous garnis de toutes nécessitez de guerre & de bouche, pour pouvoir subsister six mois de suite & plus si la nécessité le requiert.

VI. A condition que le Roi d'Espagne les fera servir par cinq felouques ou Tartanes, qui suivront les ordres des Officiers Commandans du Roi de la Grande Bretagne & des Etats Généraux.

VII. Comme aussi que l'on donnera des Magasins aux dits Officiers Commandans, pour serrer leurs provisions dont ils trouveront à propos de décharger les Vaisseaux & de les mettre en lieu de sureté pour s'en servir en cas de besoin, sans qu'ils soient sujets d'en payer aucun droit d'entrée ni de sortie.

VIII. Lesdits Officiers auront aussi même liberté & exemtion des droits de tout ce qu'ils achéteront pour la subsistance de leurs Vaisseaux & l'équipage des Matelots & Soldats durant leur présence dans la Mer Mediterranée aux côtes d'Espagne & pour leur retour en Angleterre & en Hollande.

IX. Et le cas avenant qu'ils se dussent servir des provisions des Magazins du Roi d'Espagne, sa Majesté donnera en vertu de cette Convention, des ordres pour leur en distribuer, à condition que l'on les payera à un prix raisonnable, ou que l'on les pourra remplacer en espece au choix de celui qui les aura reçûs.

X. Les Vaisseaux de Guerre, Galeres, & Brûlots se rencontreront au Rendez-vous que l'on leur donnera, sans aucune Cérémonie de Salut, ou de Contre-Salut, ce qui sera observé tout le temps qu'ils seront joints & agiront ensemble, tant pour la Flote entiere que les détachements de quelques Vaisseaux que l'on en fera.

XI. Et à la premiere rencontre, les Officiers Commandans se verront dans le Vaisseau du premier Officier Hollan-

ANS de J. C. 1693.

Hollandois, pour y régler les affaires suivant la teneur des Articles séparez qui en seront faits expressément.

XII. Tous les Vaisseaux seront commandez par les propres Officiers de chaque Nation.

XIII. Et en cas de Combat ou par malheur de maladie l'on recevra à terre, & l'on logera les blessez & les malades sur le pié, comme cela se pratique aux Païs-Bas Espagnols, à quoi sa Majesté Catholique fera donner les ordres nécessaires.

En foi de quoi les Ministres desdits Rois & les Députez des Etats Généraux des Provinces-Unies autorisez pour cela, ont signé la presente & y ont fait apposer le Sceau de leurs Armes. A la Haye, le 31. du mois d'Octobre, 1692. Signé & cacheté.

Don Francisco Bernardo de Quiros.	*W. Baron de Heeckeren.*
	Baron de Wassenaer de Duyvenvoorde.
	A. Heinsius.
	J. Becker.
	Vander Does.
	M. Scheltinga.
	Gisb. Cuper.
	G. Gruys.

Articles separez.

Les Officiers Commandans se rencontreront sans aucune Ceremonie de rang à la premiere jonction de la Flotte au Vaisseau du premier Officier Hollandois, & concerteront entre eux sur les Ordres à observer, pour faire agir la Flotte contre l'ennemi avec le plus d'apparence de succès.

Et regleront les Séances au Conseil de Guerre, & pour la direction des autres affaires, qui seront de la fonction de l'Officier Commandant : & en cas que les Officiers des deux Rois ne pûssent accorder, qui entre eux seroit le premier de tous pour exercer la fonction de Commandant de la Flotte ; ils tireront au sort, pour le décider.

Le Conseil de Guerre se composera des Officiers des trois Nations qui tous trois (pour les premiers Officiers) pourront proposer ce qui leur semblera à propos.

Et l'Officier Commandant la Flotte ne poorra pas refuser de convoquer le Conseil de Guerre à la requisition d'un des premiers Officiers des trois Nations, pour déliberer sur ce qu'il trouvera nécessaire de proposer.

Toutes les Résolutions qui seront prises au Conseil de Guerre seront couchées en écrit, & signées par les Officiers qui ont assisté à la déliberation.

Les Articles séparez auront la même force, comme s'ils étoient inserez dans la Convention principale.

En foi de quoi les Ministres des Rois d'Espagne, & de la Grande Bretagne, & les Députez des Etats Generaux des Provinces-Unies autorisez pour cela, ont signé cesdits Articles séparez, & y ont fait apposer le Sceau de leurs Armes. A la Haye, le 31. d'Octobre 1692.

Don Francisco Bernardo de Quiros.	*W. Baron de Heeckeren.*
	Baron de Wassenaer, Duyvenvoorde.
	A. Heinsius.
	J. Becker.
	Vander Does.
	M. Scheltinga.
	Gisb. Cuper.
	G. Gruys.



CCXLIX.

*Traité entre l'*EMPEREUR*, & l'Electeur de* SAXE*, traduit de l'Allemand, l'Article separé du Roi d'Angleterre & des Etats Généraux en Latin Original. Fait à Dresde, le 2. Mars, 1693.* Manuscrit.

ANS de J. C. 1693. L'EMPEREUR ET LA SAXE.

Comme ainsi soit, que pour pousser tant mieux la rude presente guerre, & pour parvenir à une paix glorieuse, nonobstant les préparatifs que fait l'Ennemi sur le Haut & Bas Rhin, par le moyen desquels il prétend cette année penetrer jusques au centre de l'Empire, & desoler entierement les Cercles circonvoisins, l'Empereur & Roi de Hongrie, & de Boheme, a fait proposer à sa Serenité Electorale de Saxe d'employer toutes les forces que Dieu lui a mis en main, pour le bien de la Patrie qui est en un si grand danger, aussi-bien que pour la conservation de sa propre liberté & sûreté, & de celle des autres Electeurs & Etats de l'Empire : C'est pourquoi sadite Majesté Imperiale voulant montrer dans cette dangereuse conjoncture son affection inviolable, le Sieur Adolf Wratislaus, Comte de Starenberg, Conseiller Privé de la Majesté Imperiale, & premier Borg-Grave du Royaume de Bohéme a conjointement avec les Ministres de sa Serenité Electorale, conclu & arrêté à cet égard les points & articles suivans.

Touchant les 400000. Risdales de Subside demandez par sa Serenité Electorale, sa Majesté Imperiale fera dépêcher une assignation de 100000. Risdales aux Etats du Cercle de la Haute-Saxe, & 50000. Risdales à la Ville de Francfort, à la ratification de ce Traité, & reglera la chose de telle maniere que le payement commencera, & se fera au commencement du mois de Novembre, & que le payement entier continuera dans les mois de l'Empire : & comme semblablement les Envoyez de sa Majesté le Roi d'Angleterre, & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas qui sont ici, par une assûrance dressée à part se sont obligez, & acceptez de payer 150000. Risdales des susdits Subsides, en consequence de ce present Traité d'entre sa Majesté Imperiale, & sa Serenité Electorale, sçavoir 100000. Risdales à la susdite ratification, & 50000. risdales à Leipsig le jour de S. Michel prochain, sans aucune récompense de sa Majesté Imperiale, & qu'il s'en faudra encore 100000. risdales pour l'entier payement de ladite somme de 400000. risdales, sadite Majesté Imperiale stipule de payer de son propre, & de ses revenus, 50000. risdales à la fin de cette Campagne ; mais pour les autres 50000. risdales restans, sa Serenité Electorale de Brandebourg, la Serenissime & Electorale Maison de Brunswick & Lunebourg, & le Prince de Hesse-Cassel en donnent une assûrance à sa Serenité Electorale par une obligation faite à part, sans engagement aucun de sa Majesté Imperiale.

Sa Serenité Electorale promet de son côté d'agir vigoureusement cette Campagne contre l'Ennemi commun avec une Armée de 120. o. Combattans, & l'Artillerie en dépendante, & de se rendre pour cet effet sur la fin de Mai au lieu où se devront faire les operations ; mais sa Serenité Electorale ne peut pas encore s'ouvrir, si son état futur pourra permettre d'envoyer l'hiver prochain quelques Troupes sur les Frontieres ; mais comme il s'interesse fort particulierement en tout temps à la conservation de l'Empire Romain ; il se déclarera si bien sur la fin de la Campagne que sa fidéle intention sera suffisamment remarquée.

Pour ce qui regarde le commandement, de donner la parole, ou l'ordre, faire assembler ou convoquer un Conseil de Guerre, & ce qui en dépend, ensemble touchant le rang, soit que l'armée se conjoigne entierement, ou une partie avec sa Serenité Electorale, on agi-

ANS de J. C. 1693.

agitera; ce qui devra être observé, & comme en cela il ne veut point perdre de son droit, il ne desirera aussi rien qui ne soit de l'usage. Quant aux lieux où se devront faire les operations, & ce qui sera jugé être le plus utile, on en concertera avec sa Serenité Electorale; car comme il n'a pas pû établir de magazin qu'en un seul lieu, aussi lui sera-t-il difficile de s'en éloigner par trop, à moins que le transport ne pût s'en faire par eau, & au cas que par l'assistance de Dieu tout puissant on vint à recouvrer ce que l'ennemi a en sa puissance, & que, pour cet effect, sa Majesté Imperiale fait toute ce qu'elle peut, & contribue tout ce qui est necessaire pour un siege, elle rendra à son Seigneur legitime la place qui sera reprise, avec tout ce que l'ennemi y a trouvé; mais pour le surplus il sera partagé au prorata, entre les Troupes qui auront emporté la place.

Que si les Troupes de sa Serenité Electorale viennent à prendre des Quartiers dans le Païs ennemi & à les garder, le subside entier ne laissera pas néanmoins d'être payé.

Et enfin promet sa Majesté Imperiale de depêcher les *requisitoriales* conformement aux Constitutions de l'Empire, afin que le passage des Troupes soit accordé, sans qu'il nuise à personne. Sa Serenité Electorale promet de sa part de donner des ordres si precis que personne n'ait à se plaindre du moindre excez, & veut par ce moyen esperer que les Etats que cette marche concernera, seront joüir de quelques douceurs aux pauvres Soldats.

En temoin & fureté dequoy ont été des presentes dressés deux Exemplaires signez & scellez de part & d'autre, & a été accordé & promis d'en faire échanger les Ratifications par S. M. I. & S. S. E. le plutôt que faire se pourra, signé,

(*L. S.*) *Adolph Wradislaw, Comte de Staremberg.*
(*L. S.*) *N. Urigh de Gersdorff.*
(*L. S.*) *H. E. Knock.*
(*L. S.*) *Diederick Boose.*

Article separé.

COmme sa Serenité Electorale suivant les subsides promis l'année 1690. a encore à pretendre un Article de 50000. Risdales consistant en décompte, comme aussi 150000 Risdales de l'année 1691 en consequence du recés du 30. Mars dressé par le Comte de Dunewalt Marêchal de Camp, & ratifié par S. M. I. le 22. Avril ensuivant; Sa Majesté Imperiale fera payer à la fin de la Campagne le premier Article, pour ce qui en restera aprés liquidation faite, & 150000 Risdales aprés la fin de la guerre d'avec la France. Fait à Dresden le 2. Fevrier 1693.

(*L. S.*) *Adolph Wratislaw Comte de Staremberg.*
(*L. S.*) *N. Baron de Gersdorff.*
(*L. S.*) *H. E. Knock.*
(*L. S.*) *Diederick Boose.*

Article separé concernant le Roi de la Grand' Bretagne, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies.

COmme l'Excellent & Illustrissime Seigneur Adolfe Wratislaus Comte de Staremberg, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller intime de sa Majesté Imperiale & Burgrave supreme du Royaume de Boheme, auroit communiqué à Guillaume Dutton Chevalier Gentilhomme de la Chambre, Ambassadeur Extraordinaire du Roi de la Grand' Bretagne, & au Seigneur Walrave Baron de Heeckeren, Seigneur de Netelhorst Drossard du Comté de Zutphen, Deputé à l'Assemblée des Seigneurs Etats Generaux, un projet de Traité à faire & conclure entre sa sacrée Majesté, & le Serenissime Electeur de Saxe, pour envoyer dant l'Empire contre l'Ennemi commun douze mil hommes de troupes Saxones, avec l'Artillerie à ce requise, & leur auroit en meme tems fait voir la difficulté de trouver quatre cens mille Risdales, promis dant ledit Traité à Electeur de Saxe; C'est pourquoy les susdits Ambassadeur Extraordinaires, en consideration du susdit Traité d'Alliance, & par un motifs d'amitié dudit Roy & desdits Seigneurs Etats Généraux envers sa Serenité Electorale, & afin d'aporter de la facilité à cette affaire, veulent bien fournir cent cinquante mil Risdales, en monoye commune de cette Province, promettant au nom du susdit Roy & desdits Seigneurs Etats Généraux de payer & compter de bonne foy la premiere partie de ladite somme, sçavoir cent mil Risdales de la monnoye susdite quinze jours aprés la ratification du susdit Traité, & l'autre partie sçavoir cinquante mille Risdales à la S. Michel de cette année à Lipsic, promettant de plus sa susdite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Généraux de founir la ratification des presentes dans le temt de quatre semaines: en témoin & foy de quoy lesdits Ambassadeurs ont signé ces presentes de leurs propres mains, & les ont scellé de leurs sceaux ordinaires, fait à Dresden le 2/1 Fevr./Mars de l'an 1693.

(*L. S.*) *Guillaume Dutton Colt.*
(*L. S.*) *Walraf Baron de Heeckeren.*

Touchant les 50000. Risdales de Brandebourg, Luneborg & Cassel.

SCavoir que pour suppléer aux 400000 Risdales lesquels sa sacrée Majesté a promis à sa Serenité Electorale de Saxe, en consequence des Traités faits avec lui au sujet de la conjonction de ses Troupes avec les autres armées de l'Empire & des Alliez, comme aussi d'assurer les 50000. Risdales qui viendront à manquer son Excellence le Comte de Starenberg, supreme Burggrave, & Conseiller intime, de present icy, & les Ministres de sa Serenité Electorale de Brandebourg, & des Princes de Bronswick, & de Hesse-Cassel, aussi presents, aprés avoir communiqué & deliberé ensemble sur ce sujet, ont declaré & promis au nom desdits Electeur & Princes Serenissimes de donner leur consentement à ladite somme de 50000. Risdales & de garantir à sadite Serenité Electorale de Saxe, & de faire effectivement ensorte, que six moit aprés la datte de la Ratification du Traité principal ladite somme soit comptée à Bronswick, ou à Leipsic en argent courant, & ont promis à cet égard la Ratification, & agreation desdits Serenissimes Electeurs & Princes, A Dresden le 1/11 Mars 1693.

(*L. S.*) *Samuel de Chroaskocaski.*
(*L. S.*) *Jobst Herman de Jeten.*
(*L. S.*) *Frideric Baron de Kelter.*

Articulus separatus concernens S. R. M. Magna Britannia & D. D. Ord. Generales Unit Belgii.

QUandoquidem Excellentissimus & Illustrissimus Domiout Adolphus Wratislaut Comes à Sternberg Aurei Velleris Eques & Sacræ Cæsareæ Majestatis iotimus Consiliarius Regnique Bohemiæ Supremus Burggravius Ablegato Extraordinario Magnæ Britanniæ, & Dominorum Ordinum Generalium Domino scilicet Guilielmo Dulton Colt. Equiti Aurato & interioris Cubiculi Aulico, & Domino Walravo Baroni d'Heeckeren, Domino de Netelhorst, Comitatus Zurphaniensis Satrapæ, & in Conventu D. D. Ordinum Generalium Deputato ideam Tractatut ineundi, & concludendi inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Serenissimum Saxoniæ Electorem ad mittendum in Imperium contra hostem communem duodecim millia co-

 piarum

ANS de J. C. 1693.

piarum Saxonicarum com requisitis tormentis Bellicis, communicaverit, eodemque tempore difficultatem ad inveniendum quadringinta millia Imperialium in dicto Tractatu Electori Saxonico promissa demonstraverit, propterea insradicti Ablegati Extraordinarii intuitu dicti Tractatus & Fœderis altéque memorati Regis, & D. D. Ordinum Generalium erga Serenissimum Electorem Amicitiæ, & ut huic rei facilitatem afferant, centenis & quinquaginta Imperialium millibus hujus Provinciæ communis Monetæ succurrere voluerunt, promittentes nomine alte memorati Regis & D. D, Ordinum Generalium, primam pecuniæ hujus partem, centena nempe thalerorum millia Monetæ supradictæ quindenis postfactam commutationem ratificationum prædicti Tractatus, & alteram partem quinquaginta videlicet thalerorum millia in festo Sancti Michaëlis hujus anni, Lipsiæ bona fide exsolvi, & numerari Curaturos, promittentes insuper se Majestatis suæ, & D. D. Ordinum Generalium Ratificationem intra spatium quatuor septimanarum extradituros, in quorum omnium fidem & testimonium utrinque Ablegati præsens hoc instrumentum manibus propriis sigillisque ordinariis muniverunt ac firmarunt, quod factum Dresdæ die 20 Feb. / 2 Martii An. 1693.

(L. S.) *William Dutton Colt.*
(L. S.) *Walrafi Baro d'Heeckeren.*

CCL.

ANS de J. C. 1693.

SUEDE ET DANEMARC.

Traité entre CHARLES XI. *Roi de Suede,* & CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc. Fait à Stockholme, le 17. Mars, 1693.* Manuscrit.

QUoi que leurs Majestez les Rois de Suede, & de Danemarc eussent esperé qu'après avoir conclu le 10. de Mars 1691. un Traité pour maintenir la Navigation & le Commerce, tant d'injustes Pirateries exercées sur leurs Sujets cesseroient à la fin, Elles ont pourtant appris avec déplaisir, que nonobstant les recherches & remontrances, qu'Elles ont fait faire de tems en tems auprès des parties engagées dans la guerre pour les faire cesser, elles sont plûtôt accrûës & augmentées, même à un point qu'il est quasi impossible d'exprimer, les prétextes, artifices, inventions, violences, chicanes, & procès, qui ont été mis en usage, non-seulement contre les Vaisseaux & Biens des Sujets de L. L. M. M. mais aussi contre leurs propres Convois, au préjudice des Doüanes, & Péages de L. L. M. M. à une diminution considerable de leurs Droits & Impôts, & au dommage irréparable de leurs Royaumes & Provinces; dont les Sujets ont souffert & perdu infiniment en leurs personnes, équipages, Vaisseaux, Biens, & Marchandises. C'est pourquoi L. L. M. M. ont été obligées de passer à l'accomplissement & à l'execution de leur Traité susmentionné, & de convenir & concerter du tems & des moyens y convenables, à quoi étant Instruits, & autorisez par L. L. M. M. les soussignez à sçavoir de la part de sa Majesté de Suede, (Tit.) Comte Benoît Oxenstiern, (Tit.) Comte Fabian Wrede, & (Tit.) Comte Nicolas Gillenstolpe, & de celle de sa Majesté Danoise, (Tit.) Baron Jens Juel, ils sont convenus en vertu de leurs Plein-pouvoirs de certaines conditions & articles en la maniere suivante.

I. Bien que le cas des repressailles dont il est fait mention dans le troisiéme Article du précédent Traité ait existé il y a longtems, en sorte que sans plus de délay on seroit en droit de le mettre en execution principalement puis que L. L. M. M. ont fait faire auprès de l'une & l'autre partie assés à tems les requisitions necessaires pour obtenir justice, & satisfaction, & l'ont attenduë en vain bien au delà du terme prescrit: Cependant L. L. M. M. pour donner les marques de leur moderation & du desir qu'Elles ont de sortir d'affaire à l'amiable veulent encore par leurs Ministres, qui sont dans les Cours Etrangeres, faire demander, mais sans delay & dans le mois d'Avril prochain, aux Puissances engagées dans la guerre une entiere & juste satisfaction, pour leurs Sujets, ce que chaque Ministre fera non seulement pour les sujets de son propre Roi, mais aussi pour ceux du Roi son Allié, & ainsi la Suede pour les Sujets du Danemarc, & le Dannemarc pour ceux de Suede, qui pourroient avoir été empêchez dans leur Navigation & Commerce où dont les Vaisseaux chargez & effets ont été amenez, arrêtez, ou pris par des Vaisseaux de guerre ou par des Armateurs, à quoi ils joindront une liste exacte de tous les Vaisseaux dont ils auront connoissance, en se reservant tout ce qui pouroit encore leur être inconnu, ils feront en même tems instance pour que de semblables violences cessent à l'avenir & que les Vaisseaux des Sujets de L. L. M. M. ne soient plus detournez, incommodés, amenés, mais qu'on adjoûte foy à leurs Passeports en bonne forme, déclarant, que s'il se trouve contre cela des fraudes L. L. M. M. auront soin d'en faire punir les coupables d'une maniere qu'on en seroit satisfait: Deplus ils donneront à connoître que L. L. M. M, ne sauroient plus souffrir, qu'on trouble sous divers pretextes, le trafic de leurs Sujets contre les Traitez & la Neutralité, & qu'on se fasse juge des causes dont il ne leur appartient pas de juger, de sorte que si elles ne veulent pas relâcher *cum omni causa*, au plûtôt & sans plus de delai les Vaisseaux encore detenus, & qui sont dans leur entier, avec tous leurs effets & payer suffisamment ceux qui sont confisquez ou échoüez, dédommager de toutes les pertes, & défendre vigoureusement à l'avenir de semblables prises, empêchemens & procedures nuisibles, & le mettre effectivement en execution; en ce cas L. L. M. M. ont résolu & se sont engagées mutuellement à se faire justice Elles-mêmes, chacun pour ses propres Sujets, aussi-bien que pour ceux de son Allié.

II. Si la prédite Requisition n'est pas promptement suivie d'une entiere satisfaction, L. L. M. M. s'obligent de faire arrêter & saisir chacun chez soi pour le dédommagement de ses Sujets autant de Vaisseaux de la Nation dont on demande la satisfaction, qui suffiront pour suppléer ausdits dommages, & de n'en relâcher aucun, que L. L. M. M. n'ayent obtenu toutes deux la satisfaction requise.

III. Tous les frais nécessaires à la conservation des Vaisseaux arrêtez ou de leur Charge seront aux dépens des Propriétaires, puis que L. L. M. M. n'ont point donné occasion à cet arrêt, on se remboursera de la même maniere pour les frais qui auront été faits en amenant les Vaisseaux, & en les arrêtant.

IV. Et afin que les intentions de L. L. M. M. ne soient eludées par quelqu'artifice, Elles feront avertir & ordonner à leurs sujets, de côté & d'autre de ne point embarquer leurs Marchandises dans des Vaisseaux de la Puissance ou de l'Etat dont on a dessein de faire arrêter les Navires, puisque s'il s'y en trouvoit on ne les regarderoit que comme appartenantes au proprietaire du Vaisseau; il ne sera pas permis non plus aux sujets des deux Rois d'achéter, en attendant, ou de se faire transporter de semblables Vaisseaux.

V. Nonobstant que chacune de L. L. M. M. soit en liberté de traiter pour le dédommagement de ses sujets à part, Elles prometrent & s'entre assurent pourtant tres-constamment que, bienque quelqu'une des Puissances qui ont pris les Vaisseaux de leurs sujets voulut satisfaire separément à l'une ou à l'autre pour sa part, Elles ne laisseront pas pour cela d'en retenir les Vaisseaux de la maniere qu'il a été dit, jusques à ce que l'autre ait aussi obtenu une entiére satisfaction.

VI. En cas que la Puissance ou l'Etat dont les Vaisseaux pourroient être saisis ou arrêtez de la susdite maniere laissât écouler le tems de trois mois, depuis l'arrêt fait; sans donner une juste satisfaction, L. L. M. M. feront

ANS de J. C. 1693.

seront sans plus de délai vendre les Vaisseaux & leurs charges à l'encan, & se rembourseront du provenu; en y continuant jusqu'à un accomplissement entier de tout ce qu'on peut prétendre pour les soufferts & pour les frais faits.

VII. Et afin que les parties qui sont en guerre puissent voir clairement qu'on ne pense pas à favoriser l'une plus que l'autre, ou à témoigner quelque partialité, il a été trouvé bon que si aprés avoir donné satisfaction, elle laissent tranquillement jouïr les sujets des deux Rois de la liberté du Commerce, il ne sera point permis que les Vaisseaux ou biens des sujets de ceux qui en auront agi ainsi & qui n'inquiétent plus les sujets de L. L. M. M. mais laissent leur commerce libre & sans empeschement, soient amenez & rendus par les Vaisseaux de Guerre ou par les Armateurs de leurs Ennemis, dans aucun des Ports des Royaumes de L. L. M. M. mais les Vaisseaux des sujets de celui qui voudra persister dans de semblables injustices ci-dessus alleguées n'y pourront pas seulement être amenés, mais même vendus par leurs Ennemis, à moins que ce ne soient des prises faites à l'insû & sans la permission de L. L. M. M. dans leurs propres ports ou sur leura rivieres.

VIII. Et comme les Vaisseaux propres de L. L. M. M. aussi bien que ceux de leurs sujets n'ont pas moins souffert de dommages du Roi d'Espagne que des autres Puissances qui sont envelopées dans la guerre presente & que le trafic des Espagnols en Europe est si peu considerable qu'on n'y sçauroit avoir recours pours se dédomager L. L. M. M. veulent bien faire des recherches si on pourroit decouvrir de leurs effets, soit par Mer ou par Terre, & pour cette fin faire visiter les Vaisseaux qui pourront être arrêtez pour découvrir s'ils y auroient quelque part, comme aussi accorder à leurs sujets endommagés des Commissions pour se rendre eux mêmes justice par voye de represailles, mais outre cela il a été convenu en même temps, que L. L. M. M. notifieront aux Alliés de l'Espagne, qu'en cas que cette Couronne ne leur donne sans delai, satisfaction, Elles s'en tiendront aux effets de ses Alliés, & cela à bon droit, puisque non seulement ces Puissances sont engagées dans de mêmes interets, mais qu'encore les Armateurs des unes & des autres s'entrentendent si bien par Collusions mutuelles, que l'un pourra bien répondre pour l'autre, & cest ce que L. L. M. M. promettent reciproquement de vouloir faire exécuter, & cela en même tems qu'on est convenu à l'égard des autres.

IX. Si quelqu'une des parties engagées dans la Guerre venoit à prendre en mauvaise part que L. L. M. M. se sont obligées *in Casu denegatæ justitiæ* de se procurer justice, & voudroit augmenter l'une injustice pour l'autre, faisans par cette fin detenir ou confisquer les Vaisseaux & les effets de sujets de l'une ou de l'autre de L. L. M. M. ou bien les incommodant autrement de quelque maniere que ce fut au préjudice des Traité & du Droit de Neutralité; en ce cas L. L. M. M. ont resolu de passer de même à d'autres expédients soit par un arrêt général sur tous les Vaisseaux, défense de tout commerce par Mer ou par Terre, ou par moyens semblables, le tout à mesure & de la façon que les autres y donneront occasion par leur propre exemple & d'une maniere qui fasse connoître à toute la Terre que ce qu'on entreprend du côté de L. L. M. M. n'est pas moins bien soutenu, que juste, & enfin si cela arrivoit, L. L. M. M. prendront cela pour *Casu fœderis defensivi*, comme du premier Traité, & se promettent mutuellement sur leur parole & foi Royale, d'en accomplir entierement la teneur, & de n'en point desister que la partie offensée ne soit düement dédommagée & satisfaite.

X. L. L. M. M. n'ayant point d'autre but en tout ceci que de parvenir à ce qui est juste & équitable & de se maintenir & leurs Royaumes & Provinces dans l'état de Neutralité, mais nullement de faire tort ou injustice à qui que ce soit, Elles veulent fortement tenir la main à l'execution des Alliances qu'elles ont conclu avec d'autres Puissances ou Etats, comme aussi sur les Réglemens & Ordonnances qui pourroient être jugez necessaires pour reprimer & prévenir toute sorte de Commerce illicite ou defendu; & puisque les Païs & Provinces de L. L. M. M. qui dépendent de l'Empire sont obligez d'en observer les Constitutions & Avocatoires, L. L. M. M. ne permettront pas, que des Passeports soient accordez aux Habitans de ces Païs, pour aller & venir ou trafiquer directement avec les Païs & Villes dont les susdits Avocatoires contiennent la défense, ni qu'aucun Etranger obtienne leurs Passeports pour une telle Navigation, ou bien abuse de ceux qui sont donnez pour quelqu'autre Voyage, mais Elles feront punir tout cela par la confiscation, chacun en son endroit: on en excepte cependant tout trafic & négoce qui se pourroit faire des Royaumes de L. L. M. M. à leurs propres Provinces ou bien réciproquement des unes aux autres, lequel L. L. M. M. faciliteront au possible.

XI. L. L. M. M. sont pareillement convenuës & ont promis de faire équiper & tenir prêts un certain nombre de Vaisseaux de Guerre pour appuyer & executer leur Traité.

XII. L'Alliance défensive de L. L. M. M. du 1. Février 1690. de même que la Convention pour le maintien du Commerce du 10. Mars 1691. dont il a été fait mention au commencement seront ici confirmez de nouveau; les deux Traitez aussi-bien que le present, dureront & subsisteront non-seulement jusqu'au temps déterminé dans les deux premiera, à sçavoir jusques au 1. de Février 1693. mais encore jusqu'à la fin de la Guerre, dans laquelle les Puissances Maritimes sont engagées à present, en cas qu'elle se trainat au delà dudit terme; & si en attendant, il arrivoir que quelqu'une de L. L. M. M. ou toutes les deux vinssent à entrer en broüillerie, avec quelqu'autre Puissance ou Etat au sujet de ce qui est contenu dans ce Traité, alors l'obligation de se maintenir, & de s'assister mutuellement demeurera en son entier & en pleine vigueur, jusques à ce que le different soit terminé & vuidé.

XIII. On est convenu que l'échange des Ratifications de ce Traité se fera en trois semaines à compter du jour de la signature.

En foi de ce qui a été ainsi arrêté & conclu, nous avons signé le present Traité de nos propres mains, & verifié par les Sceaux de nos Armes. Fait à Stockolme, le 17. de Mars 1693.

B. O. (L. S.) *F. W. (L. S.)* *N. C. (L. S.)*

CCLI.

ANS de J. C. 1693.

DANEMARC ET BRUNSWIC-LUNEBOURG.

Traité entre CHRETIEN V. *Roi de Dannemarc, & la Maison de* BRUNSWIC-LUNEBOURG, *pour la demolition de Ratzebourg. Fait le 9. Octobre, 1693.* Lettres Historiques du mois de Novembre, 1693.

Au nom de la très-sainte Trinité.

SAchent tous presens & à venir, que les Differens survenus entre sa Majesté le Roi de Dannemarc, de Norwége, &c. & la Serenissime Maison de Brunswick, Lunebourg, Zell, & Hanover, &c. au sujet des nouvelles Fortifications de Ratzebourg & de la nombreuse Garnison qu'on y avoit mise, ont été ajustez à l'amiable de la maniere suivante, par la médiation de l'Empereur, des Rois d'Angleterre & de Suede, de l'Electeur de Brandebourg, & de Messieurs les Etats Généraux des Provinces-Unies, qui se sont rendus Garands de ce Traité d'accommodement.

1. La bonne intelligence, qu'il y a eu ci-devant entre

ANS de J.C. 1693.

entre le Roi de Dannemarc, & la Sérénissime Maison de Lunebourg sera renouvellée & rétablie, & tout ce qui s'est fait de part & d'autre au sujet de leurs differens sera entierement oublié.

II. La Serenissime Maison de Lunebourg s'engage, de faire démolir les Fortifications faites à Ratzebourg, tant interieures, qu'exterieures, de commencer cette démolition un jour aprés la Ratification du Traité, & de la faire continuer avec tant de diligence, qu'elle puisse être achevée dans trois semaines pour le plus tard.

III. Cette Serenissime Maison s'oblige encore de retirer ses Troupes de Ratzebourg & de leur faire repasser l'Elbe aprés la demolition des Fortifications de cette Place; mais il lui sera permis de laisser deux cens hommes dans le Duché de Saxe-Lawembourg.

IV. Le Roi de Dannemarc promet de son côté de faire rentrer dans ses Etats toutes ses Troupes, aprés la ratification de ce Traité; tant celles qui sont devant Ratzebourg, que dans le reste du Pays de Saxe-Lawembourg, & de leur faire entiérement évacuer ce Duché quatre jours aprés la Ratification du Traité, hormis deux Regimens de Cavalerie & six Bataillons, qui resteront auprés de l'Artillerie, qu'on pourra y laisser quinze jours, au cas qu'elle ne puisse être transportée plutôt: à condition que ces deux Regimens de Cavalerie, & ces six Bataillons ne pourront exiger du Pays que le fourage & l'utencile, Sa Majesté Danoise s'obligeant de leur fournir le pain & les autres vivres dont ils auront besoin. Il sera permis aux Danois d'entrer dans Ratzebourg & d'en sortir aprés la signature du Traité, & leur Artillerie sera retirée des Bateries, & conduite à un mille de là immediatement aprés la Ratification, pour y rester avec les Troupes susdites, jusques à ce qu'elle soit voiturée hors du Pays; ce qui sera, ainsi qu'il a esté deja dit, dans quinze jours au plûtard.

ANS de J.C. 1693.

V. On est encore convenu, que toutes les hostilitez de part & d'autre cesseront dès le jour que le Traité sera signé; qu'outre les contributions mises par le Roi au mois d'Août dernier, on n'en établira point de nouvelles, & on n'exigera absolument rien du Pays. Que les Generaux des Troupes de sa Majesté Danoise leur feront observer une exacte discipline dans leur retraite, & feront châtier severement ceux qui pourroient entreprendre de commettre quelque desordre.

VI. Sa Majesté Danoise ne se mêlera plus en aucune maniere dans la succession de Saxe-Lawembourg contre la Serenissime Maison de Lunebourg; & ne la troublera pas non plus dans la succession ou joüissance de ce Pays, directement, ni indirectement; mais laissera entierement cette affaire à la decision des Arbitres ou Juges choisis à cet effet.

VII. Les Hauts Mediateurs demeureront garands de l'execution du present Traité, dont leurs Ministres Plenipotentiaires ont promis de raporter leur ratification dans le tems de six semaines.

CCLII.

ANS de J.C. 1694.

L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES ET BRUNSWIC LUNEBOURG.

(a) Ce Traité fut prémiérement fait en Flamand entre les Provinces Unies & les Ducs de Brunswic Luneborg. Ensuite ayant été traduit en François, le Ministre du Roi de la Grand' Bretagne eut ordre de le signer à Breda, en y ajoutant l'Article séparé, qui pour cette raison ne paroît ici qu'en François.

(a) *Traité d'Alliance entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grande Bretagne, les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas d'une part, &* RUDOLPHE AUGUSTE ANTHOINE ULRIC *Ducs de Brunswic & Lunebourg d'autre part, du 1. Juin,* 1694. Manuscrit.

I. EErstelijck is geconvenieert dat, in crachte van 't tegenwoordig nadere Tractaet, sijn Koninckelijcke Majesteyt van Groot Brittannien mede intreed in 't Tractaet, van defensive Alliantie den 14. May 1691. gemaeckt, tusschen de Heeren Staeten Generael der Vereenighde Nederlanden ende haare F. F. D. D. de Heeren Hertoghen van Brunswick-Lunenburgh, ende dat het selve Tractaet by deesen werd gehouden voor geconfirmeert, ende specialijck dat haar Hoogh Mogende Troupes in 't voorschreve Tractaet en desselfs separaet Art. gemelt, ter nombre van 3000. Man in haeren Dienst sullen behouden, geduyrende den tyt van 't voorschreeven Tractaet.

II. Dat gedayrende dit Tractaet, de Heeren Hertoghen haer met geene Koningen, Princen of Potentaten in eenige verbintenisse of Alliantie directelyck of indirectelyck sullen inlaeten tot nadeel of tegens de Interessen van syn Koinncklycke Majesteyt van Groot Brittannien, ende van Haar Hoog Mogende, ofte van de Hooge Geallieerden, ende specialyck sigh niet sullen engageeren, of iets ondernemen, doen of te helpen doen, om by den tegenwoordigen Oorlogh, een Vrede buyten kennisse ende goetvinden van syn Koninclycke Majesteyt ende van Haar Hoog Mogende te poussleren; ende dat ook syn Koninclycke Majesteyt van Groot Brittannien ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, 't interest van 't Furstelycke Huys van Wolfenbuttel niet sullen verbinden of partye nemen.

III. Belooven de Heeren Hertoghen, boven de albereyts in de Nederlanden hebbende 3000. Man, nogh aen syn Majesteyt ende Haar Hoog Mogende 2000. Man

CCLII.

Traduction de ce Traité.

ANS de J.C. 1694.

L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES, ET BRUNSWIC LUNEBOURG.

I. PRemierement il est convenu qu'en vertu du present Traité le Seigneur Roi de la Grande Bretagne soit aussi compris dans le Traité d'Alliance deffensive conclu le 14. Mai 1691. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, & les Seigneurs Rodolphe Auguste & Antoine Ulric Ducs de Bronswick & Lunebourg, & que le Traité soit confirmé comme il est confirmé par ces presentes, & specialement que lesdits Seigneurs Etats garderont en leur service les Troupes mentionnées dans ledit Traité & Article separé d'icelui au nombre de trois mille hommes durant le terme dudit Traité.*

II. Les susdits Seigneurs Ducs n'entreront durant ce Traité en aucun engagement ni Alliance directement ni indirectement avec aucuns Rois, Princes ou Potentats, au prejudice & contre l'interêt desdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux ou de leurs Alliez, specialement ne s'engageront point; ni n'entreprendront & ne feront rien pendant la présente guerre pour procurer une Paix, sans la connoissance & l'agrément dudit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, & desdits Seigneurs Etats, comme d'autre part lesdits Seigneurs Roi & Etats n'entreront dans aucun engagement ni dans aucun parti qui soit contre les interêts de la Serenissime Maison de Wolffembutel.

III. Lesdits Seigneurs Ducs promettent outre les trois mille hommes qu'ils ont déja dans les Pays-Bas, au service desdits Seigneurs Etats de vouloir encore livrer & laisser

ANS de J.C. 1694.

... man, bestaende in twee Regimenten te voet, elck Regiment van seven Compagnien ende elcke Compagnien van 108. Man, ende een Regiment te Paardt van ses Compagnien, ende elcke Compagnien van 74. Man ende alsoo gesamentlycke een Corps van 5000. Man in dienst ende verpleginge van syne Majesteyt ende de Heeren Staten der Vereenighde Nederlanden respective te stellen, ende soo langh laten ageren, als den tegenwoordigen Oorlogh sal duyren.

IV. Dat tegens belooven syne Koninghl. Maj. ende de Heeren Staten General der Vereenighde Nederlanden die hier boven staende 2000 Man gelyck haar Hoogh Mogende die in derselver Dienst ende Verpleginge hebbende 3000. Man, ende alsoo gesamentlyck respective 5000 soodanige Verpleginge als Haar Hoogh Mogende eigene Troupes in allen deelen te laten genieten, soo dat het met de verpleginge, recruteringe, assignatien, rappel ende met alle requisitien sal gehouden werden, gelyck in den Tractaet van den 14. May 1694. is belooft, met dien verstaende, dat den Koning ende den Staet tot het doen van 't recruteren van yder Man, sullen geven, soo veel als aen hare eygene Troupes, ende dat de Heeren Hartoghen die Manschap uyt Duytsland daer voor sullen verschaffen.

V. Gelyck ook syn Konincklycke Majesteyt ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden tot bevorderinge eenes grondelycken vergelycks inden Brunswyck-Lunenburg gesamentlycke Mediatie alreeds hebben geoffereert, en die ook van de Heeren Hertoghen gesamentlyck is geaccepteert, soo beloven syn Konincklycke Majesteyt ende de Heeren Staten Generael, de voorstellinge soodaniger Mediatie te doen bevorderen, ende als onpartydige Mediateurs craghtelyck helpen vermiddelen, dat het Furstelycke Huys Wolfenbuttel met Zel ende Hanover amiablement sal werden vergeleecken, daat en tusschen nemen syn Konincklycke Majesteyt ende Haar Hoog Mogende hier mede aen, het Furstelycke Huys Wolfenbuttel ingevalle het selve by syne reghten, feytelyck soude werden benadeelt, daar tegens niet alleen mee goede officien by te springen, maar ook aen 't selve tegens sulcke feytelycheden eene craghtige garantie ende assistentie te presteren, gelyck als de Heeren Hertoghen beloven, geene, met de welcke sy in differenten staen soo lange dit Tractaet duyrt, niet de wapenen aen te tasten moghte, dat het door anderen, om voorgeseyde differenten willen gedaen werde, te veroccasioneren.

VI. Sullen syn Koningl. Maj. ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden, by de toekomende generale Vredens Tractaten het interest van 't Furstelycke Huys Wolfenbuttel mede aen nemen, en 't selve naer 't uyterste vermogen, helpen bevorderen.

VII. Dewyle de Heeren Hertoghen tot aenwervinge ende verpleginge van de voorschreven Troupes soo wel voormaels als nu onlanghs groote onkosten, niet sonder hare incommoditeyt geemployeert hebben, soo beloven syn Koningl. Maj. van Groot Britannien ende de Heeren Staten Generael daar tegens, dat de selve het Furstelycke Huys Wollembuttel van den tyt van de ratificatie van desen Tractaet aen te reeckenen, jaerlyks tot dat de Vrede gemackt ende geratificeert sal syn, sullen geven 100000. Ryksdaelders ende daar van te betalen de helft of 50000. Ryksdaelders comptant, soo haest de Troupes souden komen op de Frontieren van den Staet, ende de wederhelfte, ofte de verdere 50000. Ryksdaelders in gelycke termynen van maend tot maend over 't gantsche jaer, ende dat synde geexpireert de volgende jaeren, tot dat de Vreeden gemaekt ende geratificeert sal syn, alle maend een twaelfde deel van de jaerlycke beloofde 100000. Ryksdaelders.

VIII. Gelyck ook hooghgedagte syn Majesteyt ende de Heeren Staten Generael der Vereenigde Nederlanden sigh by desen verbinden, om ingevalle het Huys Wolfembuttel ter occasie van dit Tractaet van iemand soude werden benadeelt of geattaqueert, dat de selve ook

laisser dans le service & à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, deux mille hommes, consistant en deux Regimens d'Infanterie de sept Compagnies chacun & chaque Compagnie de cent huit hommes, & un Regiment de Cavalerie de six Compagnies, chaque Compagnie de soixante quatorze hommes, faisant ensemble un Corps de cinq mille hommes à sçavoir trois mille hommes à la solde desdits Seigneurs Etats, & deux mille hommes à la solde desdits Seigneurs Roi & Etats, comme ci dessus, lesquelles Troupes seront employées audit service, pendant tout le tems de la présente guerre.

IV. De l'autre côté, promettent lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de faire jouir lesdits deux mille hommes de telle solde & avantages en toutes les manieres dont jouissent les propres Troupes desdits Seigneurs Etats à quoi lesdits Seigneurs Etats s'engagent aussi à l'égard des trois mille hommes, qui sont déja à leur service, desorte qu'à l'égard de la paye, recrües, assignations, rappel & autres choses requises, il sera fait, comme il est convenu dans ledit Traité du 14. de Mai 1691. bien entendu, que lesdits Seigneurs Roi & Etats donneront autant pour la recrue de chaque homme, qu'il sera donné aux Troupes mêmes desdits Etats & que lesdits Ducs pour cette consideration fourniront de l'Allemagne les hommes necessaires pour lesdites recrües.

V. Et comme ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne & lesdits Seigneurs Etats Generaux ont déja offert leur mediation, pour l'avancement d'un ferme & stable accommodement entre tous les Princes de la Serenissime Maison de Bronswic Lunebourg, que lesdits Princes ont déja acceptée, lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux promettent par les presentes de porter en avant ladite mediation, & de faire sans partialité, les offices de Mediateurs, afin qu'il se fasse un accommodement équitable entre la Maison de Wolffenbuttel & Celles de Zell & Hanover: Et cependant lesdits Seigneurs Roi & Etats Generaux s'engagent qu'en cas, que ladite Serenissime Maison de Wolffembuttel reçut aucun prejudice dans ses droits par voye de fait, non seulement d'y interposer leurs bons offices, mais aussi de l'assister de leur garantie efficace & secours formel, comme aussi lesdits Seigneurs Ducs promettent de ne point attaquer par les armes, durant le terme de ce Traité, ceux avec lesquels ils sont en different, ni même être cause qu'ils soient attaquez par d'autres à l'occasion desdits differents.

VI. S'engagent en outre lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux au tems du Traité de Paix Generale futur, de contribuer de tout leur pouvoir à l'avancement & avantage des interêts de la Maison de Wolffenbuttel.

VII. Et d'autant que les Seigneurs Ducs ont fait de grosses depenses à leur grande incommodité, pour la levée & entretien des deux mille hommes susmentionnés, & qu'il est necessaire de subvenir aux efforts extraordinaires, qu'ils s'obligent de continuer à faire contre l'Ennemi commun, promettent en cette consideration, lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux de payer tous les ans à ladite Maison de Wolffenbuttel, du jour de la Ratification du présent Traité, jusques à ce que la Paix soit faite & ratifiée, la somme de cent mille Risdalers, dont la moitié sera payée en argent comptant, aussi-tôt que lesdites Troupes viendront sur les frontieres de l'Etat & l'autre moitié desdits cent mille Risdalers, chaque mois de la presente année proportionnellement, & aprés l'expiration d'icelle, de payer, jusques à ce que la Paix soit faite & ratifiée, une douziéme partie de ladite somme de cent mille Ryxdalers tous les mois des autres années.

VIII. Comme aussi lesdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne & Etats Generaux s'engagent par les presentes, qu'en cas que ladite Maison de Wolffembutel reçoive quelque prejudice, ou soit attaquée à l'occasion de ce Traité, cela sera tenu pro casu fœderis, *& consequemment lesdits* Seigneurs

ANS de J.C. 1694.

ook ſal werden gehouden *pro caſu Fœderis*, ende vervolgens de Heeren Staten Generael ſyn verpligt, nmme het hooggemelde Huys de beloofde aſſiſtentie te preſteren.

Aldus gedaen ende geconvenieert tuſſchen de ondergeſchreve gevolmaghtigde Gedeputeerden van ſyn Konincklycke Majeſteyt van Groot Britannien, ende Haar Hoog Mogende ende Hare F. F. D D. ende ten oirkonde deſen geteekent, ende ſal daar over ratificatie binnen den tydt van drie weecken of nogh eerder werden uytgewiſſelt ende de marche der Troupes binnen den ſelven tydt geſchieden. Aldus gedaen ende geteekent in 's Gravenhage den 21. May 1694. was geteekent.

(*L. S.*) *E. van Els.* (*L. S.*) *P. de Wendhuſen.*
(*L. S.*) *Baron de Waſſenaer Duivenvoorde.*
(*L. S.*) *A. Heinſius.*
(*L. S.*) *W. de Naſſau.*
(*L. S.*) *E. de Weede.*
(*L. S.*) *W. van Haren.*
(*L. S.*) *H. J. Roelinck.*
(*L. S.*) *Henr. Bottenius.*

Seigneurs Roi & Etats ſeront obligés de fournir à ladite Maiſon l'aſſiſtence promiſe.

Fait & conclu par les ſouſignés Commiſſaires ayant pleinpouvoir deſdits Seigneurs Roi de la Grande Bretagne, & Etats Generaux & deſdits Seigneurs Ducs de Wolffenbuttel, ſigné comme cy-deſſus dont la ratification ſera échangée dans l'eſpace de trois ſemaines, ou plutôt, s'il ſe peut, & leſdites Troupes ſe mettront en marche inceſſamment; fait & ſigné à la Haye le 21. May, 1694.

(L. S.) E. van Els. (L. S.) P. de Wendhuſen.
(L. S.) Baron de Waſſenaer Duivenvoorde.
(L. S.) A. Heinſius.
(L. S.) W. de Naſſau.
(L. S.) E. de Weede.
(L. S.) W. van Haren.
(L. S.) H. J. Roelinck.
(L. S.) Henr. Bottenius.

Le même Traité fut ſigné de la part de ſa Majeſté Britannique à Breda le premier jour de Juin 1694.

R. Wolſeley. (L. S.) *P. de Wendhauſen.* (L. S.)

Article ſeparé.

COmme il eſt ſtipulé par le Traité ci-deſſus ſigné, que ſa Majeſté le Roi de la Grande Bretagne entre dans l'Alliance defenſive concluë le 14 May, 1694. entre les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies & les Sereniſſimes Ducs de Wolffenhuttel, il eſt declaré par cet Article ſeparé qu'il ne ſera pas entendu que ni ledit Seigneur Roi de la Grande Bretagne, ni leſdits Seigneurs Ducs ſoient tenus en point de l'aſſiſtence actuelle, ni ne ſera ledit Seigneur Roi tenu par la confirmation dudit Traité conclu le 14. May 1694 à aucun engagement, à l'égard des trois mille hommes y mentionnez, mais ſeulement pour ſa quote part des deux mille hommes qui par ledit Traité cy-deſſus ſigné demeureront dans le ſervice deſdits Seigneurs Roi & Etats Generaux conjointement, fait & ſigné à Breda le premier jour de Juin 1694.

(L. S.) *R. Wolſeley.* (L. S.) *P. de Wendhauſen.*

CCLIII.

ANS de J. C. 1695.

L'EMPEREUR, L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES, ET MUNSTER.

Traité fait entre LEOPOLD *Empereur,* GUILLAUME III. *Roi d'Angleterre, & les* PROVINCES UNIES *d'une part, & l'Evêque de* MUNSTER *d'autre, à la Haye le 18. Mars,* 1695. Manuſcrit.

PRimo reverendiſſimus & Celſiſſimus Dominus Epiſcopus & Princeps Monaſterienſis declarat ſe accedere, quemadmodum hoc ipſo accedit Fœderi duodecimo die Maii Anno milleſimo ſexcenteſimo octuageſimo nono, concluſo inter ſuam Cæſaream Majeſtatem & Celſos & Præpotentes D. D. Ordines Generales, quod fœdus hic verbo tenus inſertum ſequitur.

Notum teſtatumque ſit, quod, tametſi fœdus illud quod paucis ab hinc annis Sacram Cæſaream Majeſtatem inter, & Celſos ac Præpotentes D. D. Ord. Generales Fœderati Belgii Hagæ Comitum in mutuam defenſionem ſancitum eſt, in ſuo adhuc dum vigore permaneat, nihilominus tam Sacra Cæſarea Majeſtas, quam dicti D. D. Ordines Generales perpendentes communis periculi poſt noviſſimam invaſionem Gallicam Reipublicæ Chriſtianæ impendentis magnitudinem, ac lubricam Gallorum in obſervandis tractatibus fidem neceſſarium judicaverint, prædicti fœderis leges veteremque conjunctionem arctioribus firmioribuſque vinculis roborare & de efficacioribus ſimul jam reducendæ, quam conſervandæ pacis & ſecuritatis publicæ mediis rationes inire, eaque propter per utrinque ad id conſtitutos Plenipotentiarios, à parte quidem Sacræ Cæſareæ Majeſtatis per ejuſdem Conſiliarios Status intimos D. Leopoldum Guilielmum Comitem in Konigſegg, Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, aurei Velleris Equitem, & D. Theodorum Althetum Henricum Comitem à Stratman, Cancellarium Aulicum, & à Parte Celſorum ac Præpotentium D. D. Ordinum Generalium per D. Jacobum Hop, Civitatis Amſtelodamenſis Conſiliarium & Syndicum, nec non in conſeſſu eorundem D. D. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & Weſt-Friſiæ Deputatum Communicatis hinc inde Plenipotentiarium tabulis conventum ſit tenore ſequenti.

I. Sit maneatque ſemper inter ſacram Cæſaream Majeſtatem & DD. Ordines Generales Fœderati Belgii conſtans, perpetua & inviolabilis amicitia & correſpondentia, teneaturque alter alterius commoda ſedulò promovere, damna verò & incommoda pro poſſe avertere.

II. Et cum Rex Galliæ, tam ſacram Cæſaream Majeſtatem quam DD. Ordines Generales uniti Belgii abſque legitima cauſa ſeu prætextu, graviſſimo juxta ac antiquiſſimo bello nuperrimè adortus ſit, ſit eo durante inter partes contrahentes non tantum defenſivum ſed & offenſivum fœdus, vi cujus ambæ omnibus viribus contra prædictum Galliæ Regem terra marique ejuſdemque fœderatos qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas ſeſe ab eodem ſejungere noluerint, hoſtiliter agant, deque operationibus bellicis in communis hoſtis perniciem, ſive conjunctim ſive ſeparatim utiliùs inſtituendis conſilia itentidem communicent.

III. Neutri partium fas ſit, ab hoc contra Galliam bello recedere, aut cum illa illiuſve adhærentibus ullam conventionem aut Tractatum de pace vel armiſtitio ſub quocunque demum prætextu ſeorſim inſtituere, niſi volente & concurrente altera parte.

IV. Nullatenus vero Pax ineatur priuſquam Pax Weſtphalica Oſnabrugenſis & Monaſterienſis, nec non Pirenea communibus viribus juvante Deo, vindicata, & omnia juxta earundem tenorem in Eccleſiaſticis & Politicis in priſtinum ſtatum reſtituta ſint.

V. Inſtitutis autem communi conſenſu pacis aut armiſtitii Tractatibus, communicabuntur hinc inde bona fide ea quæ agentur, nec una para ſine alterius conſenſu & ſatisfactione quicquam concludet.

VI. Poſtquam præſens bellum communi conſenſu finitum, & pax concluſa fuerit, maneat inter Sacram Cæſ. Maj. & ejuſdem hæredes & ſucceſſores, nec non D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii contra ſæpius memoratam Coronam Galliæ, & ejuſdem adhærentes Fœdus perpetuum defenſivum, vi cujus partes contra-

hentes

ANS de J. C. 1695. hentes omnem operam dabunt ut pax ineunda constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si vero contingeret, ut Corona Galliæ iterum unam alteramve partem contrahentem aut utramque contra eandem pacem impeteret, quocunque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem, quo nunc modo, terrâ marique omnibus viribus fideliter assistere, & quamcumque hostilitatem & violentiam propulsare, neque eo desistere, donec omnia in pristinum statum, juxta prædictæ pacis normam redintegrata sint, & parti Læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porro tam Sacra Cæsarea Majestas omnia jura D. D. Ordinum Generalium, quam hi vicissim jura Sacræ Cæsareæ Majestatis contra Coronam Galliæ & ejusdem adhærentes omni tempore omnibusque mediis & viribus tueantur, & defendant neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos contrahentes rationes quorundam limitaneorum Dominiorum controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, ea per amicabilem commissionem aut deputandos ab utraque parte Ministros, omni viâ facti penitus exclusa, amicabiliter discutiantur componanturque neque in iis interea temporis quicquam innovetur.

X. Ad presentis Fœderis Societatem invitentur ex parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ, & à D. D. Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque partia Fœderati quibus eidem accedere visum fuerit, includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingiæ Dux, conferentque Confœderati omnem operam, consilia & vires, ut & ipse in suos avitos Ducatus ditiones status & jura plenariè restituatur.

XI. Ratihabebitur hoc Fœdus ab utraque parte intra spatium quatuor septimanarum vel citiùs si fieri potest. In quorum omnium certitudinem ac majus fidei & sinceritatis robur bina ejusdem tenoris instrumenta de super confecta, & à contrahentium Plenipotentiariis subscripta signataque reciprocè commutata sunt. Actum Viennæ 12. Maii 1689.

(*L. S.*) *Leopoldus Guillielmus Comes in Königsegg.*
(*L. S.*) *T. A. Henr. Comes de Stratman.*
(*L. S.*) *J. Hop.*

PRoinde promittunt & spondent Sacra Cæsarea Majestas, sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ, & D. D. Ordines Generales se quæcunque in eodem Fœdere stipulata & promissa sunt, Domino Episcopo & Principi Monasteriensi præstituros, atque se omnia & singula, quæ in hoc fœdere, & cunctis ejus articulis continentur, sine ulla exceptione observaturos & adimpleturos, atque observari & adimpleri curaturos, haud secus ac si specialiter desuper cum Domino Episcopo contraxissent.

II. Vicissim promittit & spondet sua celsitudo se etiam reciprocè Sacræ Cæsareæ Majestati, Sacræ Regiæ Majestati Magnæ Britanniæ, & D. D. Ordinibus Generalibus quæcunque in supra scripto fœdere stipulata & promissa sunt, præstiturum, atque se omnia & singula, quæ in eodem fœdere & singulis ejus articulis comprehenduntur, sine ulla exceptione inviolabiliter observaturum & adimpleturum, & observari & adimpleri curaturum, haud secus ac si specialiter cum iisdem desuper contraxissent.

III. Ita tamen ut post finem præsentis belli, Dominus Episcopus obstrictus non sit, durante pace in stipendiis habere plures copias, quam ipsi sibi conveniens esse duxerit, nisi aliter inter partes contrahentes pacisci contigerit.

IV. Porro cum Reverendissimo & Celsissimo Domino Episcopo & Principi Monasteriensi nihil magis cordi sit quam ut secundum normam præscripti Fœderis, bellum contra Regem Galliæ ejusque Fœderatos omnibus viribus gerat, spondet ac promittit præter & supra numerum militum juxta Matriculam Imperii, tam pro se, quam pro statibus Imperii, sibi à Sacrâ Cæsarea Majestate assignandis debitum, qui numerus, comprehensis iis, qui Confluentiæ in Præsidio sunt ascendit ad tria millia trecentos milites (pro quibus assignationes à Sacra Cæsarea Majestare extradentur eodem modo ac annis proximè elapsis factum est, quam primum supradictus miles versus castra Fœderatorum moverit:) citissime, & si fieri poterit eunte mense Maio sub proprio Generali, versus Rhenum missurum quatuor millia militum, hoc modo numerandos; Primo una Legio Insultariorum sive Dragonum, divisa in octo turmas, quæ constat annumeratis Præfectis, sive officialibus sexcentis & quatuor capitibus, 2. una Legio equitum, divisa in sex turmas, cujus summa est trecentorum nonaginta sex capitum, & 3. quatuor Legiones peditum, singulæ septingentorum quinquaginta, atque ita omnibus computatis, præter eos, qui Confluentiæ remanebunt in Campum educet, sex mille trecentos sexdecim milites, additis pro more tormentis campestribus, munitionibus, cæteroque apparatu necessario, qui in exercitu requiritur, inter quæ tamen intelligenda non sunt tormenta majora munitiones & instrumenta obsidioni faciendæ necessaria, has autem copias sua celsitudo durante bello suis impensis habere & alere tenebitur, easque itidem contra communem hostem militare faciet, sub tali Sacræ Cæsareæ Majestatis Duce Supremo, & loco ad tractum Rheni superiorem, medium, sive inferiorem citra & trans Rhenum, prout sua Cæsarea Majestas, Sacra Regia Majestas & D. D. Ordines Generales pro re nata & ratione belli, necessarium duxerint, iis etiam non nisi finita bellica expeditione illius anni vulgo Campagne & cum Sacræ Cæsareæ Majestatis Ducis scitu inde discedere vel se ab exercitu separare licebit, cæterum etiam Dominus Princeps Episcopus præfatum numerum militum suis impensis, debite perfectum tenebit, & eorum defectum supplebit.

V. Quod si sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ ac celsi & præpotentes D. D. Ordines Generales annuente & consentiente Sacra Cæsarea Majestate, quantum attinet eum numerum militum, qui uti superius dictum vigore Matriculæ Imperii datur, e re communi esse judicaverint, præfatum militem sive totum cum portione Imperio debita, sive pro parte quatuor millium Mosam trajicere, vel in Belgium ditionis Hispanicæ venire, Dominus Episcopus præfatas copias illuc transire faciet, ita tamen ut de impensis, quæ ibidem majores erunt, quam si ad Rhenum copiæ manerent, pro ratione temporis, quo ibi moraturæ sunt, ex æquo & bono transigatur.

VI. Et quoniam Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis hæc concludendo inter cætera etiam præcipuè sibi cordi habuerit, ut communes Confœderatos magis ac magis de sincera & enixa sua voluntate eos contra Regem Galliæ in hoc bello non solum armis juvandi sed insuper cum iis conferendi quæcunque gerendo præsenti bello, adipiscendæ bonæ, firmæ & securæ paci, & amovendis quibuscumque impedimentis & obstaculis in contrarium conducere poterunt, certiores redderet, propterea promittit expresse & se obstringit, se cum nullo Regum, Principum vel Potestatum fœdus vel contractum quocunque nomine factutum, qui directe vel indirecte in detrimentum causæ Fœderatorum communis vergere, vel eorum commodis contrarium esse queat; & speciatim se nullo modo obligaturum nec quicquam tentaturum separatim vel conjunctim cum aliis, nec cuiquam consilio vel opera ad futurum ad faciendam durante præsenti bello, pacem, nisi præsciis & consentientibus Sacra Cæsarea Majestate, sua Regia Majestate Magnæ Britanniæ & D. D. Ordinibus Generalibus, multo minus se Societati vel parti, vel tertiæ, adhæsurum vel alios in ea faciendâ, adjuturum, vel quicquam aliud inceptrum, quod consiliis aut rationibus Confœderatorum

sive de gerendo amplius bello sive de facienda bona firma & secura pace, impedimento fit vel adservetur, sed è contra se sedulo auxilium laturum & eos pro viribus suis tam ubi de persequendis bello hostibus quam ubi de stabilienda pace agitur, adjuturum.

VII. Similiter, ac eodem intuitu promittit etiam Dominus Episcopus, se res fœderatorum & speciatim Imperii pendente hoc Bello nullo modo turbaturum, non armaturum, non hostiliter vel via facti infestaturum quemquam, quisquis ille fuerit, aut ob quascunque controversias, & speciatim si alte memorati compaciscentes ei, præter spem persuadere nequeant, ut officia sua conferat, quo in nono Electoratu omnino acquiescatur in omnem eventum se in hac causa directè vel indirectè nihil hostiliter vel armis acturum, sed è contrario intelligens tale quid ab aliis meditari vel tentandum esse eis non modo non opem laturum, verum multo magis eos dehortaturum & strenue operam navaturum, quo omnes bono publico contrariæ collisiones avertantur ac propterea se satisfactionem a Sacra Cæsarea Majestate Principibus Imperii promissam expectaturum.

VIII. Hac spe fretus ut Altememorati Dominorum Fœderatorum Officiis omni tempore prospiciatur ne sua Celsitudo vicissim à quoquam aut sub quocunque prætexto hostiliter vel armis aggrediatur.

IX. Quod si tamen, præter spem, & opinionem, contigerit ditiones suæ Celsitudinis re ipsa hostiliter & armis aggressum iri à quocunque, sub quolibet prætextu & quo tempore illud fuerit, teservat ipsi sibi facultatem, copias suas sive omnes sive aliquas, prout necessitas postulaverit, tali in casu domum revocandi.

X. Ut autem Reverendissimus & Celsissimus Dominus Episcopus & Princeps Monasteriensis ferendo dicto auxilio & exequendæ suæ bonæ intentioni reddatur aptior, sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ & Celsi & Præp. D. D. Ordines Generales promittunt & spondent se durante hoc Bello & usque ad Pacem conclusam & ratihabitam hic Hagæ Comitis vel Amstelodami Domino Episcopo numeraturos & soluturos singulis mensibus, quorum duodecim in Anno sunt summam viginti millium Thalerorum Imperialium Monetæ Hollandeæ currentis, ita ut primus mensis incipiat 15. hujus mensis Martii stilo novo: tempore vero ratificationis hujus Conventionis, in defalcationem summæ promissæ illico solvatur, quantum duobus mensibus debetur scilicet quadraginta mille Thaleri Imperiales & usque ad quidecimam mensis Maii, sub hac conditione quod, durante bello, dictæ copiæ contra communem hostem uti supra conventum est, realiter militabunt.

XI. Pace conclusa, vel etiam ante Pacem conclusam, partes contrahentes consilia conferent, quibus mediis pax tuenda & conservanda atque cujusque securitati & commodia maxime prospiciendum erit.

XII. Instrumenta ratificationis hujus conventionis intra spatium quatuor septimanarum, vel citius si fieri queat commutabuntur.

Ita Actum & conclusum inter infrascriptos Plenipotentiarios & Deputatos Sacræ Cæsareæ, S. Regiæ Majestatis Magnæ Brittanniæ & D. D. Ordinum Generalium Uniti Belgii ab una & Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis ab altera parte, Hagæ Comitis. die 18. Martii Anno 1695.

(L. S.) Dominicus Andreas Comes a Kaunitz.	(L. S.) Carolus Vice Comes de Dursley.	(L. S.) D. van Els.	(L. S.) A. G. V. Schwerts.
(L. S.) Henricus Comes de Stratman.		(L. S.) Baro de Wassenaer.	(L. S.) G. Conradus Norff.
		(L. S.) A. Heinsius. (L. S.) W. de Nassauw. (L. S.) G. van der Does. (L. S.) G. Sminia. (L. S.) A. W. Bentheim. (L. S.) Henr. Bakhuysen.	

Articulus Separatus.

POstquam Articulo quinto Tractatus inter suam Cæsaream Majestatem, Regiam Majestatem Magnæ Brittanniæ, & Dominos Ordines Generales Uniti Belgii, ex una, & Dominum Epicopum & Principem Monasteriensem, ex altera parte, de decima octava Martii, anni proximè elapsi initi, conventum fit ut illa quatuor millia militum, quæ sua Celsitudo, vigore Articuli quarti ejusdem Tractatus, ad Rhenum superiorem, medium, aut inferiorem, sistere parata est, ad Mosam aut in Belgio Hispanicæ ditionis Exercitui suæ dictæ Majestatis Magnæ Brittanniæ jungant, si sua Majestas ac Domini Ordines Generales illud è re communi esse judicaverint, ita tamen ut de impensis, quæ ibidem majores erunt, quam si ad Rhenum Copiæ manerent, pro ratione temporis quo ad Mosam aut in Belgio moraturæ sunt, ex æquo & bono transigatur. Articulo hoc separato, ulterius conventum est, prædictum militem cum suis officialibus, in futurum, ad jussum suæ Regiæ Majestatis illico, & sine ulla dilatione ad dicta sua castra moturum, eâ conditione, ut à primo die suæ profectionis subsidium quinque millium Thalerorum Imperialium suæ Celsitudini promissum quinque millibus eorundem Thalerorum Imperialium sit augendum, prout præsenti Articulo augetur, utque durante Ejus mansione in Belgio, aut ad Mosam, ex armamentario suæ Regiæ Majestatis, & Dominorum Ordinum Generalium, Ei gratis extradatur illa portio panis & pabuli, quæ datus proprio illorum militi, quæ augmentatio subsidii quinque nimirum millium Imperialium, etiam locum habebit, & continuanda erit illis mensibus, quibus prædictus miles in Hybernis erit, in ditionibus suæ Celsitudinis, ut eo aptior reddatur ad supplendum defectum, durante æstiva expeditione faciendum. Casu quo autem sua Regia Majestas consultum duxerit, ut prædictus miles post Hyberna, denuo ad Rhenum militet, redibit subsidium menstruum à primo die Maii ad Normam Tractatus, viginti scilicet millium Imperialium militabit porro sub jussu suæ Celsitudinis Generalis, qui ut alii Generales confœderatorum Principem, ad Consilia Bellica pariter vocabitur & summo suæ Regiæ Majestatis, aut in Ejus absentia Ejusdem Generalissimi, cui totus Exercitus suberit, imperio obediet. Articulus hic separatus hinc inde signabitur & ratihabebitur, ejusque erit valoris & roboris, ac si de verbo ad verbum Tractatui 18. Martii proxime elapsi, conclusi, esset insertus, Hagæ-Comitis die decimo Aprilis Anni millesimi sexentesimi nonagesimi sexti.

(L. S.) Villers pro Rege Magna Brittannia.	*(L. S.) van Els.* *(L. S.) A Heinsius.* *(L. S.) P. van Hecke.* *(L. S.) J. van der Does.* *(L. S.) W. V. Velvelde.* *(L. S.) Gockinga.* *Nomine Dominorum Ordinum Generalium Uniti Belgii.*	*(L. S.) J. Conradus Norff pro Domino Episcopo & Principo Monasteriensi.*

Ratificatio suæ Celsitudinis Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis.

NOs Fridericus Christianus Dei gratiâ Episcopus Monasteriensis, Burgravius Strombergensis, Sacri Romani Imperii Princeps, & Dominus in Borckeloth notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum scire intereft, quod inter Sacram Cæsaream Majestatem Dominum nostrum Clementissimum, suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, ac Cel-

sos

ANS de J. C. 1695.

sos & præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii ex una: & Nos ex alterâ parte, certus quidem Tractatus sive conventio, die vigesimâ tertiâ mensis Martii hujus Currentis Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti per utriusque partis Legatos, Plenipotentiarios & Deputatos, inita & conclusa sit modo & tenore sequenti.

Tractatus sive Conventio.

Nos igitur huic Conventioni satisfacere cupientes præinsertum Tractatum per omnia & singula, approbavimus, confirmavimus & ratum habuimus, nec non fœderi prætacto inter suam Cæsaream Majestatem & Celsos ac præpotentes Dominos Ordines Generales duodecimo die Maji anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni inito accessimus, prout bisce approbamus, confirmamus & ratum habemus, ac dicto fœderi hoc ipso accedimus: Promittimus præterea ac declaramus fide & verbo Principis; nos omnes & singulos suprascriptos articulos, adeoque totam hanc conventionem, & quævis contenta præfati fœderis firmiter & sanctè observaturos, & adimpleturos, nullaque ratione vel per Nos vel per alios ullo unquam tempore illis contraventuros, nec ut per alios contraveniatur passuros. In cujus rei fidem & testimonium hasce manu nostra subscriptas sigilli nostri appensione communiri jussimus. Datum in Urbe nostra Monasteriensi die septima Mensis Aprilis Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Fridericus Christianus. (L. S.)

Ratificatio Regia Majestatis Magnæ Britanniæ.

Gulielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, fidei Defensor omnibus & singulis præsentes literas inspecturis notum testatumque facimus, quemadmodum Tractatus sive Conventio inter sacram Cæsaream Majestatem nosmetipsos, ac Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum ab una & Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episcopum, & Principem Monasteriensem ab altera parte tam de præfati Domini Episcopi in Tractatum interioris fœderis, inter Cæsaream suam Majestatem & dictos Dominos Ordines Generales duodecimo die Maij anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono Viennæ conclusum accessione & admissione, quam de ejusdem copiis, durante hoc bello, contra hostem communem militatum educendis, per Plenipotentiarios & Ministros, utrinque ad hoc sufficienti potestate munitos decimo octavo die Mensis Martii Anno 1695 inita & conclusa sit in formam sequentem.

Tractatus &c.

Nos supramemoratam conventionem in omnibus & singulis ejus Articulis approbavimus & confirmavimus ac gratam, ratam firmamque habuimus, prout per præsentes pro nobis, Hæredibus, & Successoribus nostris eandem approbamus & confirmamus, ac gratam, firmam, ratamque habemus. Spondentes verboque Regio promittentes, nos omnia quæ in ea continentur (quantum ad nos attinet) sincerè & bona fide præstituros & observaturos. In quorum majorem fidem & robur præsentes manu nostrâ Regiâ signatas, magno nostro Angliæ sigillo muniri fecimus. Quæ dabantur in Palatio nostro de Kensington vigesimo quinto die Mensis Martii Anno Domini 1695. Regnique nostri septimo.

(L.S.) Gulielmus Rex.

Ratificatio Sacræ Cæsareæ Majestatis.

ANS de J. C. 1695.

Nos Leopoldus divinâ favente clementiâ Electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wirtembergæ, Comes Tyrolis, &c. notum & testatum facimus, omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse potest, quod cum nos inter & Serenissimum Angliæ Regem Gulielmum Tertium, nec non Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum ex una & Venerabilem Fredericum Christianum Episcopum Monasteriensem Principem devotum nobis dilectum ex altera, partibus, mense proximè superiori Hagæ-Comitis per Deputatos ad id Ministros & Plenipotentiarios quædam conventio, seu Tractatus initus, conclususque sit, quiest tenoris sequentis.

Tractatus.

Nos prædictum Tractatum cum omnibus suis Articulis, punctis & clausulis confirmaverimus, rati habuerimus, & approbaverimus, quemadmodum illum per præsentes confirmamus, ratihabemus, & approbamus, promittentes verbo nostro Imperiali, Regio atque Archiducali supra memorati Episcopi devotissimi nos, quidquid ex hoc Fœdere nobis præstandum est, accuratè præstituros & adimpleturos esse. In cujus rei fidem hoc instrumentum manu nostra subscriptum, sigilli nostri Cæsarei appressione muniri jussimus, quod dabatur in Civitate nostra Viennæ die decima quarta Mensis Aprilis, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnorum Nostrorum Romani trigesimo septimo, Hungarici quadragesimo, Bohemici vero vigesimo nono.

LEOPOLDUS. (L. S.)

Vt. Amadaus Comes de Windisgratz.

Ad Mandatum sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

G. F. Consbruck.

Ratificatio DD. Ordinum Generalium.

Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodolibet interesse poterit, notum testatumque facimus, cùm inter sacram Cæsaream Majestatem Magnæ Britanniæ & nos, ab una, & Reverendissimum & Celsissimum Dominum Episcopum & Principem Monasteriensem ab altera parte Tractatus sive Conventio die vigesima tertia Mensis Martii hujus currentis Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti per utriusque partis Plenipotentiarios & Deputatos inita & conclusa sit modo & tenore sequenti.

Tractatus sive Conventio.

Nos huic Conventioni satisfacere cupientes prædictum Tractatum sive conventionem per omnia & singula approbavimus, confirmavimus & ratum habuimus, prout approbamus, confirmamus & ratum habemus, vigore præsentium, promittimus & declaramus præterea sincerè & bona fide, nos omnes & singulos suprascriptos Articulos, adeoque totam hanc conventionem, & quævis in ea contenta firmiter & sanctè observaturos, & adimpleturos, nullaque ratione vel per nos, vel per alios alio unquam tempore illis contraventuros, nec ut per alios contraveniatur passuros. In quorum omnium fidem hasce

ANS de J. C. 1695.

sigillo nostro majori moniti & per consessus nostri Præsidem signari curavimus, ac per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum Hagæ-Comitum die vigesima quinta Mensis Aprilis Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quino.

Vt. J. van der Does.

Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

H. Fagel.

CCLIV.

ANS de J. C. 1695. L'Empereur, et la Saxe.

Articles du Traité entre LEOPOLD *Empereur & l'Electeur de* SAXE *, touchant la guerre de Hongrie. Conclu vers le mois de May*, 1695. Lettres Historiques du mois de Juin, 1695. pag. 666.

I. SA Majesté Imperiale donne à son Altesse Electorale de Saxe le commandement de la grande Armée de Hongrie, sur le même pied que l'a eu par ci-devant Son Altesse Electorale de Baviere.

II. Son Altesse Electorale se rendra de bonne heure auprès de sa Majesté Imperiale pour recevoir les instructions nécessaires sur les operations de la Campagne prochaine, & en suite en vertu de la ratification du Traité faire marcher au plutôt les huit mille hommes qui y sont stipulez.

III. On leur donnera la subsistance durant leur marche, pour laquelle on leur retiendra un demi mois de gage.

IV. Sa Majesté Imperiale donnera ordre que les susdites Troupes soient traitées de la même maniere que les siennes, tant en Campagne, que dans les quartiers où elles seront mises, & Elle leur accorde quinze mille rations, dont son Altesse Electorale disposera suivant son bon plaisir.

V. Par contre son Altesse Electorale laissera à sa Majesté Imperiale 200000 Ecus des subsides qu'Elle retire, reservant pour soi les 100000 Ecus qui sont ordonnez pour le Cercle de la Haute Saxe, requerant que sa Majesté Imperiale tâche d'obtenir du Roi d'Angleterre & de leurs Hautes Puissances Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies une augmentation des subsides qu'ils ont accordez.

VI. Pour les recruës & les remontes; Sa Majesté Imperiale devra fournir la même somme, que celle qui sera accordée à ses propres Troupes, toutes fois son Altesse Electorale sera obligée de les faire hors des Pais Heréditaires.

VII. Son Altesse Electorale ne sera obligée d'envoyer aucunes de ses Troupes sur le Rhin, & pourra en cas que le present Traité ne fut pas observé, ou que son Altesse fut attaquée dans son Pays, rappeller ses Troupes avant l'expiration du terme de deux ans, pour lequel ce Traité à été conclu.

CCLV.

ANS de J. C. 1695. L'Empereur, ses Provinces Unies et Mayence.

(a) *Acte par lequel* ANSELME FRANCOIS *Electeur de Mayence entre dans l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Du* 4. *Mai*, 1691. Manuscrit.

(a) Cet Acte n'est point datté: on dit qu'il est du 4. Mai 1691. sur la foi du titre, qui étoit dans le Manuscrit dont il a été tiré. Quoi qu'il en soit, on ne pouvoit guéres le séparer des piéces qui suivent, & qui concernent toutes la même Alliance.

NOs N. N. &c. Notum testatumque per præsentes litteras facimus quandoquidem Tractatus quidam amicitiæ & arctioris Fœderis inter Serenissimum, Potentissimum & invictissimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum, divina favente clementiâ Electum Romanorum Imperatorem semper augustum, ac Germaniæ, Hongariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, & Wurtumbergæ, Comitem Tirolis &c. nec non inter Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, initus & conclus sit Viennæ 12. die mensis Maii, anni millesimi sexcentesimi, octuagesimi noni per Leopoldum Guillelmum Comitem in Konigsegg Sacri Romani Imperii Pro-Cancellarium, aurei Velleris Equitem, & Theodorum Athletum Henricum Comitem à Stratman Cancellarium Aulicum, suæ Cæsareæ Majestatis Plenipotentiarios & Consiliarios status intimos à parte suæ Cæsareæ Majestatis, & per Jacobum Hop Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum, nec non in concessu D. D. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatum à parte Dominorum Ordinum Generalium, qui tractatus est sequentis tenoris.

Notum testatumque sit, quod &c.

Cumque suam Cæsaream Majestatem Domini Ordines Generales rogaverint, quatenus virtute articuli decimi, ut nos in prædicto Fœderis Societatem invitaremur: Nos exhortationi Cæsareæ morem gerentes, cupientes etiam Celsis ac Præpotentibus D. D. Ordinibus Generalibus sinceræ nostræ amicitiæ & studii in amplectendis & promovendis iis omnibus quæ tuendæ causæ communi & saluti publicæ conducere possunt, evidens præbere documentum, perlecto matureque considerato prædicto Tractatu eundem laudasse, approbavisse, gratum acceptum ratumque habuisse sicut & non tantum per præsentes laudamus, approbamus, gratum acceptum, ratumque habemus unà cum omnibus & singulis ejusdem articulis; verum etiam sincerè spondemus, ac fide Electorali promittimus, nos Tractatum istum sanctè & inviolabiliter observaturos, & adimpleturos nec eidem ullo modo contraventuros aut quantum in nobis erit contraveniri passuros.

In cujus rei majorem fidem, & testimonium litteras has manu nostrâ subscriptas, sigillo majore jussimus communiri, &c.

CCLVI.

ANS de J. C. 1695. L'Empereur, les Provinces-Unies, leurs Alliez et l'Electeur Palatin.

Renouvellement de la part de JEAN-GUILLAUME *Electeur Palatin de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *& leurs* ALLIEZ. *Fait à Dusseldorp, le* 12. *Août*, 1695. Manuscrit.

NOs Johannes Wilhelmus, Dei Gratia Comes Palatinus Rheni Sacri Romani Imperii Archithesaurarius & Elector, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ, & Montium Dux, Comes Veldentiæ, Sponhemi, Marchiæ Ravenspurgi, & Moersiæ, Dominus in Ravestein, &c. Notum hisce testatumque facimus, postquam Sacræ Cæsareæ Majestatis & reliquorum Dominorum Confœderatorum Plenipotentiarii Hagæ Comitis, congregati Fœdus 12. mensis Maii 1689. initum sub Dominorum suorum principalium ratificatione octavâ labentis unanimi omnium suffragio renovarunt tenore sequenti.

Quanquam fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. mensis Maii 1689. contra Galliam conclusum & per accessionem aliarum potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc bello contra communem hostem agere, & quæ circumspectio,

ANS de J. C. 1695. tio, ac modus in tractanda pace, aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna unio etiam conclusa tandem dicta pace, in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus Arctæ ac inviolabilis unionis aliè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum fœdus generale reciprocè contracta fuerunt renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam & necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest hunc communem hostem non solum omni spe assequendæ iotentionis suæ per consultas perniciosas Machinationes aut Oblationes & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem Diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore Mandatorum suorum, & ananimi consensu, salvâ tamen Principalium suorum ratificatione inter se convenerunt, ante memoratum generale fœdus die 12. mensis Maii 1689. initum renovare, recognoscere, ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt ac confirmant, Principales suos ad ioviolabilem Observantiam universi tenoris ac omnium punctorum, Clausulatum & Obligationum, in modo dicto fœdere contentarum obligando non secus, quam si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet, ad Mentem & Normam Tractatuum, conventionum, aut actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatuum accesserunt & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quinimo omnes singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari ut se huic renovationi fœderis generalis aggregent, & illi qui huc usque in eo compreheosi non erant, eidem quantocius accedaot; siquidem hæc renovatio & confirmatio Declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{1}{11}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis fœderatorum, ac totius Europæ constante tranquilitate in futurum conservandæ, obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod soper hac renovatione dicti fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum, qui longius absunt, intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ renovationis propria manu subscriptione Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum 8. Augusti 1695.

Ratam & gratam nos habere fœderis istius renovationem, eamque qooad omnes & singulos Articulos sanctè servaturos, & quantum in nobis adimpleturos: In hujus rei Testimonium instrumentum hoc Ratificationis propriæ manus subscriptione Sigilli nostri Secreti appensione munivimus. Dusseldorpii 16. Augusti 1695.

Johannes Wilhelmus Elector.

(*L. S.*)

G. H. Stringens.

Copiam istam Originali suo concordare propria manu Subscriptione & Sigilli consueti appensione attestor. ANS de J. C. 1695.

Franciscus Melchior L. B. de Wiser Seren. Electoris Palatini ad præfatam fœderis Renovationem Ablegatus Extraordinarius.

(*L. S.*)

CCLVII.

Renouvellement de la part de FREDERIC CHRESTIEN *Evêque de Munster de l'Alliance faite en 1689. entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. Fait à Munster le 16. Aout 1695.* Manuscrit.

ANS de J. C. 1695.

L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES ET MUNSTER.

NOs Fridericus Christianus Dei gratia Episcopus & Princeps Monasteriensis, Burggravius Stromburgensis, S. Romani Imperii Princeps & Dominus in Borckeloh, notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum scire interest quod cùm Fœdoratarum Potentiarum Plenipotentiarii ad Congressum Hagæ-Comitis institutum, vi mandatorum suorum & unanimi consensu, Ratihabitione Dominorum suorum Principalium salva, die octava mensis labentis convenerint, fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii, duodecimo Maii, Anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni, contra Coronam Galliæ initum renovare, recognoscere & confirmare, modo ac tenore sequenti.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda pace, aut armistitio, cum Gallia reciprocè adhibere, nec non quod moderna unio, etiam conclusa tandem dicta pace, in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis unionis, aliè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad congressum hic Hagæ-Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum si obligationes, quæ per præmentionatum fœdus generale reciproce contractæ fuerunt renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam æstimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum à medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu salva tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, antememoratum generale fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere, & confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium punctorum, clausularum, & obligationum in modo dicto fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, conventionum, aut actuum separato-

ANS de J.C. 1695. paratorum quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum voluot, quin imo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii ad hortari, ut se huic Renovationi fœderis generalis aggregent, & Illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant eidem quantocios accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{4}{14}$. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis est nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ; obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu Illorum, qui longius absunt, intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propria manus subscriptione, & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti 1695.

(L.S.) J. Conradus Norff,
Pro Reverendissimo & Celsissimo Domino Episcopo & Principe Monasteriensi.

NOs supra memoratas Renovationis Tabulas ratas & gratas habuerimus, confirmaverimus, & approbaverimus, prout hisce ratihabemus, confirmamus, & approbamus fide ac verbo Principis promittentes, omnia & singula in prædictis tabulis Renovationis comprehensa fideliter & ritè quantum Nos concernit; præstituros atque adimpleturos, nec passuros ut iis in minimo à nostris unquam contraveniatur. In cujus rei fidem præsentes manu nostra subscriptas Sigillo nostro communiri jussimus. Datum in Urbe nostra Monasteriensi, die decima sexta Augusti, Anno millesimo sexcentesimo, nonagesimo quinto.

Fridericus Christianus.

(L.S.) (L.S.)

Copiam hanc cum originali suo in congressu Plenipotentiariorum hodie exhibito per omnia concordare attestor manu propria Hagæ-Comitum die 23. Januarii 1696.

J. Conradus Norff.

CCLVIII.

ANS de J. C. 1695. L'Empereur les Provinces-Unies et Hanover.

Renouvellement de la part d'ERNEST AUGUSTE *Duc de Brunswick & de Lunebourg Electeur, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *& leurs Alliez. Fait à Linsbourg, le* 18. *Aoust* 1695. Manuscrit.

NOs Dei Gratia Ernestus Augustus Dux Brunsvicensis & Luneburgensis S. R. I. Elector Princeps Osnabruggensis, notum testatumque hisce facimus quandoquidem Sacra Cæsarea Majestas nunquam satis laudato conservanda & stringenda magis inter omnes & singulas adversus Coronam Galliæ Fœderatas Potentias unionis zelo mota, Earundem ad congressum Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curaverit, utilitati publicæ, haud parum consultum iri, si fœdus illud, quod die 12. Maii 1689. inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii initum & per accessionem aliarum deinceps potentiarum universale & generale factum, sine mora renovaretur, quem in finem certa quædam formula in dicto congressu concinnata & à singulis ad id specialiter legitimatis Plenipotentiariis signata est, modo & tenore sequenti

Quamquam fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda pace, aut armistitio, cum Gallia reciprocè adhibere, nec non quod moderna unio, etiam conclusa tandem dicta pace, in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis unionis, altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam ac necessariam æstimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum, penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum à medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, antememoratum generale fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere & confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris ac omnium punctorum, clausularum, & obligationum in modo dicto fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, conventionum, aut actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi fœderis generalis aggregent & Illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{4}{14}$. Februarii 1689. contra Galliam facti

plenarie

AN S de J. C. 1695. plenarie conformis est nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu Illorum, qui longius absunt, intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propria manus subscriptione, & Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octavâ Augusti 1695.

Nos igitur eadem ratione qua antedicto fœderi die trigesima mensis Decembris, Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi secundi accessimus, idque laudavimus & approbavimus, supra insertam quoque renovationis ejus formulam laudasse & approbasse, sicuti vigore præsentium eam laudamus, approbamus gratam, acceptam ratamque habemus, spondentes & fide ac verbo Electorali promittentes, nos illi nullo modo contraventuros, aut quantum in nobis est contraveniri passuros, sed ejus tenorem in omnibus sanctè & inviolabiliter observaturos, atque adimpleturos esse.

In quorum fidem, majusque robur præsentes literas manu nostra subscripsimus, & sigillo nostro muniri jussimus. Dabantur Linsburgi die $\frac{1}{11}$. Augusti Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti.

(*L. S.*) *Ernestus Augustus Elector.*

Copiam hanc manus mea subscriptione, & sigilli mei appositione roboratam Ego infrascriptus Serenitatis suæ Electoralis Brunsviensis & Luneburgensis Consiliarius, ejusdemque ad congressum confœderatorum, qui est Hagæ-Comitum, Plenipotentiarius in omnibus vero originali, quod in Congressus custodia est, convenientem illius loco exhibui.

(*L. S.*) *Henr. Huneken.*

CCLIX.

AN S de J. C. 1695. L'EMPEREUR, LES PROVINCES UNIES, & BAVIERE.

Renouvellement, de la part de MAXIMILIEN EMANUEL *Electeur Duc de Baviére de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES, *& leurs Alliez. Fait au Camp de Namur, le* 22. *Août*, 1695. Manuscrit.

Nos Maximilianus Emanuel Dei Gratiâ utriusque Bavariæ & Palatinatus superioris Dux, Comes Palatinus Rheni, Sacri Romani Imperii Archidapifer & Landgravius in Luchtemberg &c. Omnibus singulis, quorum interest, hisce notum facimus ac testamur. Postquam Sacræ Cæsareæ Majestati aliisque contra Galliam fœderatis Potentiis & Principibus è re visum fuit, ut fœdus illud, inter dictam Sacram Cæsaream Majestatem Leopoldum primum ac Celsos & Præpotententes Dominos Ordines Generales fœderatarum Belgii Provinciarum Viennæ die 12. Maii 1689. ab initio conclusum. Cui fœderi præter Alios & Nos quoque postmodum accessimus, nostrumque desuper instrumentum 3. Maii 1691. expediri fecimus: inter utrinque Fœderatos cum maximè in finem renovetur, tum ut præfatæ Coronæ Galliæ omnis per secretas machinationes assequendæ intentionis suæ spes præscindatur, tum ut inter ipsos Confœderatos omnis diffidentiæ & separationis occasio è medio tollatur: Quod propterea Ministrum & Consiliarium nostrum Status nobis fidelem dilectum Corbinianum de Prielmeyer de novo Hagam-Comitis ablegaverimus, eique plenam potestatem dederimus, ut super ejusmodi renovatione fœderis cum aliis Deputaris ac Plenipotentiariis ibi præsentibus conveniat, nec non ejusmodi renovati fœderis instrumentum, unum vel plura, prout hoc de necessitate visum fuerit nostro nomine signet, quod & modo, formâ ac tenore factum fuit quo sequitur.

Quamquam fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam, conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clausque terminis contineat qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda pace, aut armistitio, cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna unio, etiam conclusa tandem dicta pace, in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis unionis, aliè dictarum Confœderatarum Potentiarum Ministris, Earundem ad Congressum hic Hagæ-Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam ac necessariam æstimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum, penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum à medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, antememoratum generale fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere & confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantionem universi tenoris ac omnium punctorum, clausularum, & obligationum in modo dicto fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud fœdus, huic instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, conventionum, aut actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur, & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prout Eadem præsentibus homillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes, ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi fœderis generalis aggregent, & Illi, qui hucusque in eo comprehensi non erant eidem quanrocius accedant, siquidem hæc Renovatio & Confirmatio Declarationi Belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{1}{11}$. Februarii 1689. contra Galliam factæ plenarie conformis, est nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis, ac securæ pacis adipiscendæ ejusque pro cujusvis fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac Renovatione dicti fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, inter duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile

ANS de J. C. 1695.

simile instrumentum sæpe mentionatæ renovationis propriæ manus subscriptione & sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Quibus ita factis tenore præsentium declaramus Nos hujusmodi renovationis actum, ac ipsum respectivè fœdus per omnia & singula approbavisse, quemadmodum hisce approbamus & ratihabemus; verbo Principis promittentes, nos omnia & singula, in præfato fœdere contenta sanctè & religiosè, observaturos, impleturos, ac sic observari & impleri curaturos, neque, quantum in nobis erit, passuros, ut à quopiam, sub quocunque demum prætextu, directè, vel indirectè violentur aut infringantur. In horum omnium testimonium, & majorem fidem præsens Ratificationis instrumentum propria manu subsignavimus, ac Sigillo nostro Electorali communiri fecimus. Actum in Castris ad Namurcum die vigesima secunda Augusti, Anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti.

Maximilianus Emanuel Elector.

plus bas

(*L. S.*)

Jo. Petrus Kempis.

Preilmeyer Plenipotent. (*L. S.*)

CCLX.

ANS de J. C. 1695.

L'EMPEREUR, LES PROVINCES UNIES, ET BRANDEBOURG.

Renouvellement de la part de FREDERIC III. *Electeur de Brandebourg de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Cologne sur la Sprée le* 27. *Août*, 1695. Manuscrit.

NOs Fridericus Tertius Dei Gratiâ, Marchio Brandeburgensis, Sacri Romani Imperii Archi-Camerarius & Princeps Elector Prussiæ, Magdeburgi, Cliviæ, Juliæ, Montium, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiorum Vandalorumque nec non in Silesia, Crosnæ Dux, Burggravius Norimbergensis, Princeps Halberstadii, Mindæ, & Camini, Comes de Hohenzolern, Marcæ & Ravensbergi, Dominus in Ravenstein, Lawenburg & Butau.

Notum facimus omnibus & singulis præsentes literas inspecturis, lecturis vel audituris aut quomodocunque infra scriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit: Postquam ad firmandum & arctius stringendum vinculum, quod inter Fœderatos præsenti bello contra Galliam intercedit utile & è re communi visum fuerit, fœdus, die 12. Mensis Maii anni 1689. primo inter Sacram Cæsaream Majestatem ex una, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Fœderati Belgii ex altera partibus initum, & post, accessione aliorum Regum, Electorum, & Principum generale factum, renovare, majusque robur ei addere, eâque de re præhabita matura deliberatione inter generosum & magnificum Consiliarium nostrum status intimum, apud prædictos Ordines & in congressu Hagensi Ministrum Plenipotentiarium, sincerè nobis fidelem & dilectum Wolffgangum de Schmettau, nec non reliquorum Fœderatorum ibidem præsentium Ministros Plenipotentiarios conventum fuerit formâ modo & tenore sequenti.

Quanquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Generales Fœderati Belgii die 12. Mensis Maii 1689. contra Galliam conclusum & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis contineat qualiter quivis Confœderatorum durante hoc bello contra communem hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna unio etiam conclusa tandem dicta Pace in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

ANS de J. C. 1695.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis unionis, altè dictarum Confœderatarum Potentiarum inter, eartundem ad congressum hic Hagæ Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes quæ per præmentionatum fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solùm omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes oblationesque, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatorum Potentiarum Plenipotentiarii vigore mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum ratificatione inter se convenerunt, ante memoratum generale fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere ac confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris, ac omnium punctorum, clausularum, & obligationum in modo dicto fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus stipulationibus, & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc Renovatio & confirmatio declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{1}{11}$. Februarii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii quod super hac renovatione dicti fœderis Ratificationem à suis principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint: in cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Cùm ergo hæc omnia & singula per supradictum Plenipotentiarium nostrum de Schmettau, jussu & mandato nostro ita gesta peracta & conventa sint; Nos eadem omnia & singula certâ nostrâ scientiâ approbamus, ratificamus, & confirmamus, rataque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Electorali promittimus pro Nobis, Nostrisque & Electoratus nostri hæredibus, Nos omnia, quæ scripto illo continentur firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos, nullaque ratione vel per nos vel per alios ullo unquam tempore contraventuros, aut ut per alios contraveniatur passuros quomodocunque id fieri poterit. In

quo-

ANS de J. C. 1695. quorum omnium testimonium & fidem sigillum nostrum Electorale huic diplomati manu nostra subscriptum appendi fecimus. Dabantur Coloniæ ad Spream die $\frac{1}{11}$ Augusti 1695.

Fridericus Elector.

(*Sigillum Electorale majus huic Ratificationi appensum est.*)

E. V. Danckelman.

Copiam hanc cum Originali suo, in congressu Plenipotentiariorum hodiè exhibito & illic cum ceteris Ratificationibus asservato per omnia concordare attestor manu propria, & appressione sigilli mei. Hagæ Comitum die 23. Januarii 1696.

(L.S.) *W. de Smettau.*

CCLXI.

ANS de J. C. 1695. L'Empereur, les Provinces Unies, et l'Espagne.

Renouvellement de la part de CHARLES II. *Roi d'Espagne de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES UNIES *des Pays-Bas & leurs Alliez. Fait à Madrid le* 1. *de Septembre,* 1695. Manuscrit.

DOn Carlos, por la gracia de Dios Rey de las Españas, de las dos Sicilias, de Jerusalem, de las Indias &c. Duque de Borgoña y de Milan Conde de Habspurg Islandes y Tirol &c. Por quanto en primero de Agosto pasado de este año se ha a sustado en el Haya por Don Francisco Bernardo de Quiros de mi Consejo de Castilla, mi Embaxador en las Provincias Unidas del Pays Baxo y mi Plenipotentiario en el Congreso del Haya y todos los demas Ministros de a quel Congreso el Tratado de renovation de la Alianza y liga contra la Francia, que se concluyo en doze de Mayo de mil seiscentos y ochenta y nueve entre El Sereniffimo y Potentissimo Emperador Rey de Romanos de Bohemia y de Ungria y los Altos y mui Poderosos Estados de las Provincias Unidas del Pays Baxo Cuyo Tratado de renovation, en Lengua Latina es el siguiente.

Quamquam fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecima Mensis Maii anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis confœderatorum, durante hoc bello, contra communem hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda pace, aut armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna unio, etiam conclusa tandem dicta pace in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat, nihilominus tamen sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per prææmentionatum fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt renovarentur.

Quam renovationem modò dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam & necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest hunc communem hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per confusas perniciosas machinationes oblationesque & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verùm etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Es propter sæpe dicti Fœderatarum Provinciarum Plenipotentiarii vigore mandatorum suorum, & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum ratificatione, inter se convenerunt ante memoratum generale fœdus die duodecimo Maii anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono initum renovare, recognoscere, ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium punctorum, clausularum & obligationum in modo dicto fœdere contentarum obligando, non secùs quàm si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet, ad mentem & normam Tractatuum, conventionum aut actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt. Quin imo omnes & singulæ ejus modi accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis. Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari ut se huic renovationi fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantociùs accedant, si quidem hæc renovatio & confirmatio declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die decima quarta Februarii anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam factæ plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ pacis conventum adipiscendæ ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii quod super hac renovatione dicti fœderis ratificationem à suis Principalibus quantociùs & ad plurimum respectu illorum qui longiùs absunt intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modò dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpè mentionatæ renovationis propriæ manus subscriptione, & sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum prima Augusti anno millesimo sexcentesimo nonagelimo quinto.

Y havendoze visto y examinado hé resuelto aprobarle y ratificarle en todos sus puntos; por tanto en virtud de la presente le aprueyo y ratifico y en fee y palabra Real prometo complirle; en la forma que en el se contiene. Para lo qual mando despachar la presente firmada de mi mano, sellada con mi sello secreto y refrendada de mi infrascrito secretario de Estado. Dada en Madrid à primero de Septiembre & mil seiscientos noventa y cinco anos: yo El Rey Don Crispin Gonzales Botello Concordat com suo Originali, quod manua propriæ subscriptione confirmo. Hagæ Comitum vigesima tertia Januarii anno millesimo sexcentesimo nonagesimo sexto.

(L.S.) *Don Francisco Bernardo de Quiros.*



CCLII.

ANS de J. C. 1695. L'EMPEREUR, ET LES PROVINCES UNIES.

Acte par lequel LEOPOLD *Empereur renouvelle son Alliance concluë en* 1689. *avec les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, & leurs Alliez. Fait à Eberstorff le* 12. *Septembre*, 1695. Manuscrit.

LEopoldus Divina favente clementiâ Electus Romanorum Imperator, semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Croatiæ, Slavoniæ Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac superioris & inferioris Silesiæ, Wirtembergæ, & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Landgravius Alsatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ Sclavonicæ, Portus Naonis, & Salinarum, &c.

Notum testatumque facimus vigore præsentium universis, quorum interest, quod cùm Nostri & Fœderatorum Nostrorum Plenipotentiarii Hagæ Comitis congregati, de renovanda obligatione fœderis, quod anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono primum Nos inter & Uniti Belgii Ordines Generales percussum, deinde aliarum Potentiarum & Principum accessione auctum est, convenerint, desuperque instrumenta reciprocè commutarint tenoris sequentis.

Quanquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. mensis Maii 1689. contra Galliam conclusum & per accessionem aliarum potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc bello contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda pace, aut armistitio, cum Gallia reciprocè adhibere, nec non quod moderna unio etiam conclusa tandem dicta pace in terminis Fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis ac inviolabilis unionis alte dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, Earundem ad congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si obligationes quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam ac necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter supra dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore mandatorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium Ratificatione inter se convenerunt antememoratum generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum renovare, recognoscere ac confirmare prouti hisce renovant, recognoscunt & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium punctorum, clausularum & obligationum in modo dicto Fœdere contentarum obligando non secus quam si illud huic instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter partes stipulatum foret, quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam tractatuum, conventionum aut actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, qoin imo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis. ANS de J. C. 1695.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus congressus requirere, prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur quatenus dignaretur omnes Electores Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc renovatio & confirmatio declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{1}{4}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constantis tranquillitate in futurum observandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac renovatione dicti fœderis Ratificationem à suis principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

(*L. S.*) *D. A. C. à Kaunitz. Nomine Sacræ Cæsareæ Majestatis.*

Nos salutarem hanc fœderis renovationem laudaverimus, approbaverimus & ratam habuerimus, prout hisce laudamus, approbamus & ratam habemus, universis & singulis Fœderatis nostris eandem renovationem ratificantibus; verbo nostro Cæsareo denuo declarantes Nos ad inviolabilem dicti fœderis omniumque punctorum & clausularum in eodem uti & in supra inserto renovationis instrumento contentarum observationem obligari, Nosque iis ex parte nostra exactè satisfacturos esse.

In cujus majorem fidem hocce Ratificationis Nostræ instrumentum manu nostrâ subscriptum sigillo Nostro muniri jussimus. Datum in Arce Nostra Eberstorffii die duodecima mensis Septembris Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnorum nostrorum Romani trigesimo octavo, Hungarici quadragesimo primo, Bohemici vero trigesimo nono.

LEOPOLDUS. (L. S.)

Vt. Amadæus Comes de Windisgratz.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

Casparus Florentinus Consbruck.

Copiam hanc cum originali suo concordare attestor propria manus subscriptione & sigilli mei appressione.

(*L. S.*) *D. A. C. à Kaunitz.*



CCLXIII.

CCLXIII.

ANS de J.C. 1695. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES, ET LORRAINE.

Renouvellement, de la part D'ELEONOR, *Reine Doüairiere de Pologne, & Duchesse Doüairiere de Lorraine, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-bas & leurs Alliez. Fait à Inspruck, le* 13. *Septembre* 1695. Manuscrit.

ELeonora Dei Gratia Regina Vidua Poloniæ & Ducissa Lotharingiæ & Barri &c. nata Archi-Ducissa Austriæ &c. Mater, & Tutrix charissimi Filii Nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi eadem Dei Gratia Lotharingiæ Ducis, Marchisii, Ducis Calabriæ, Barri, Gueldriæ, Marchionis Dussiponti & Nomenii, Comitis Provinciæ, Vademontis, Albimontis, Zutphaniæ, Salmensis, & Regens, & Administratrix, corporum, bonorum, & Statuum prædicti Filii Nostri. Omnibus & singulis præsentes visuris & inspecturis; Notum testatumque facimus, quod cum ad propositionem Serenissimi & Potentissimi Imperatoris Domini Fratris Nostri honoratissimi fœdus inter suam Majestatem & præpotentes Ordines Generales die 12. Maii 1689. initum, & postmodum per accessionem aliarum Potentiarum factum, generale ac universale, ab eorundem Plenipotentiariis Hagæ-Comitis die octava mensis Augusti proximè elapsi renovatum fuerit, prouti renovationis instrumentum nostro nomine, vigore nostræ plenipotentiæ subsignatum, ab Illustri & Magnifico Domino Dominico Sacri Rom. Imperii Comite à Kaunitz &c. Equite aurei velleris, Camerario & consiliario Cæsareo intimo, nec non suæ Majestatis Cæsareæ Oratore ac Plenipotentiario Hagæ-Comitis existente, hic infra de verbo ad verbum descriptum insequitur.

Quamquam fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii 12. mensis Maii 1689 contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum durante hoc bello, contra communem hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda Pace aut Armistitio cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna unio, etiam conclusa tandem dicta pace in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis unionis, alte dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad congressum hic Hagæ Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes quæ per præmentionatum fœdus generale reciproce contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe allequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes oblationesque, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore mandatorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum ratificatione inter se convenerunt, ante memoratum generale fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris, ac omnium punctorum, clausularum, & obligationum in modo dicto fœdere contentarum obligando, non secusquam si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter Partes stipulatum foret.

ANS de J.C. 1695.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, conventionum, aut Actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus stipulationibus, & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hac Renovatio & confirmatio declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die 3/4. Februarii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono, contra Galliam factæ plenarie conformia est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum observandæ.

Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii quod super hac renovatione dicti fœderis Ratificationem à suis principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint: in cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Cumque necessarium sit, ut hoc renovati fœderis instrumentum ratificetur, idcirco nos pro parte nostra supradicto nomine qua mater & Nutrix charissimi Filii nostri Serenissimi Principis Leopoldi primi Ducis Lotharingiæ & Barri, ac pro ipsius hæredibus & successoribus suis, idem præinsertum fœderis renovati instrumentum per omnia, & singula approbavimus, confirmavimus, & ratum habuimus, veluti hisce approbamus, confirmamus, & ratum habemus, promittentes insuper Nos nomine quo supra atque hæredes & Successores dicti nostri charissimi Filii omnia & singula in præfato renovati fœderis instrumento contenta divina favente gratiâ bona fide præstituros & adimpleturos, omnique ratione impedituros, ne à nostris vel aliis ullo modo violentur: In cujus rei fidem, hasce manu nostra subscriptas Sigilli nostri Regnalis appressione muniri jussimus. Datas in aula Oenipontana die decima tertia septembris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto.

Eleonora Regina.

(*L.S.*)

Ad Mandatum Sacræ Regnalis Majestatis proprium.

C. F. Samer de M. Ore. à Secretis.

Copiam hanc cum originali suo concordare attestor propria manus subscriptione & Sigilli mei appressione.

(*L.S.*) *D. H. C. à Kaunitz.*

Mmmm 3 CCLXIV.

CCLXIV.

ANS. de J.C. 1695.

L'Empereur et les Provinces-Unies et la Savoye.

Renouvellement de la part de VICTOR-AME' II. *de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *des Pais Bas & leurs Alliez. Fait à Turin, le* 21. *Septembre*, 1695. Manuscrit.

VIctorius Amedeus II. Dei Gratia Dux Sabaudiæ Princeps Pedemontii Rex Cipri &c. Cum nobis instrumentum Renovationis Fœderis Generalis die octavo elapsi mensis Augusti Hagæ-Comitum initæ a Comite & Præside de la Tour, Nuntio nostro ibidem Extraordinario transmissum fuerit in formam sequentis tenoris.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii 12. Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc Bello, contra communem Hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda pace, aut armistitio, cum Gallia reciproce adhiberi, nec non quod moderna unio, etiam conclusa tandem dicta pace, in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, ac inviolabilis unionis, altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad congressum hic Hagæ-Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum si obligationes, quæ per præmentionatum fœdus generale reciproce contractæ fuerunt renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam æstimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum à medio tollere.

Ea propter supradicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu salva tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, antememoratum generale fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere, & confirmare, prout hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, Principales suos ad inviolabilem observantiam universi tenoris, ac omnium punctorum, clausularum, & obligationum in modo dicto fœdere contentarum obligando, non secus quam si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, conventionum, aut actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quinimo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur & confirmantur, cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur, omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari ut se huic renovationi fœderis generalis aggregent, & illi qui hoc usque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant; siquidem hæc renovatio & confirmatio Declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{3}{13}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis fœderatorum, ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supramemorati Plenipotentiarii, quod super hac renovatione dicti fœderis Ratificationem à suis Principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum, qui longius absunt, intra duos Menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ renovationis propria manu subscriptione Sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ-Comitum 8. Augusti 1695.

(*L.S.*) *De la Tour.*

NOs viso & lecto dicto instrumento renovationis & confirmationis memorati fœderis Generalis illud juxta sui seriem & tenorem approbamus, ratificamus, & confirmamus in omnibus suis punctis, clausulis & articulis, promittentes bona fide, & in verbo Principis nos ratum, gratum, firmum, & stabile habere, & inviolabiliter observaturos quidquid in dicta renovatione fœderis promissum & conclusum fuit, nec unquam permissuros contra eam quovismodo directè vel indirectè aliquid fieri. In quorum fidem has præsentes literas proprio pugno firmavimus & a Marchione a Sancto Thoma nostri status Administro & a secretis primario subscribi ac sigilli nostri secreti appensione roborari jussimus. Datum Taurini die 21. Septembris 1695.

V. Amedeus.

(*L.S.*) *A. Sancto Thoma.*

Regiæ Celsitudinis Sabaudiæ Ducis Ablegatus Extraordinarius & Plenipotentiarius hocce Ratihabitionis exemplum transcribi curavit ex Autographo ad literam, & ad plenam fidem subscriptione sua sigilloque munivit. Hagæ-Comitum die 15. Octobris 1695.

(L.S.) *De la Tour.*

CCLXV.

ANS de J. C. 1695.

L'Empereur, les Provinces Unies, et Zell.

Renouvellement de la part de GEORGE GUILLAUME *Duc de Brunswic-Lunebourg Zell, de l'Alliance faite en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas & leurs Alliez. Fait à Ebsdorf le* 22. *Septembre*, 1695. Manuscrit.

NOs Georgius Guilielmus Dei Gratia Dux Brunswicensis & Luneburgensis. Notum facimus & testamur, cum de fœderis illius arctioris, primitus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, Viennæ die 12. Mensis Maii Anni 1689. initi, postea que ad alios quoque Reges, nec non Electores quosdam ac Principes Imperii, & nosmetipsos, qui eidem accessere extensi, renovatione, auspiciis ac consilio altissimè memoratæ Sacræ Cæsareæ Majestatis inter ejusdem & reliquarum Fœderatarum Potentiarum Hagæ Comitis congregatos Plenipotentiarios & Deputatos actum, & prævia deliberatione conclusum sit, prout ex sequenti ab iis, salva Dominorum Principalium Ratificatione in Scripturam redacto recessu patet.

Quan-

ANS de J.C. 1695.

Quanquam fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii 12. Mensis Maii 1689. contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generala factum in suo vigore per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat qualiter quivis Confœderatorum durante hoc bello, contra communem hostem agere, & quæ circumspectio ac modus in tractanda pace aut armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna unio, etiam conclusa tandem dicta pace in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat. Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis ac inviolabilis unionis, altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad congressum hic Hagæ-Comitum institutum Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re & communi emolumento futurum, si obligationes quæ per præmentionatum fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt renovarentur.

Quam renovationem modo dicti Plenipotentiarii tantò magis proficuam ac necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore mandatorum suorum & unanimi consensu, salva tamen Principalium suorum ratificatione inter se convenerunt, antememoratum generale fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prout hisce renovant, ac confirmant, Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris, ac omnium punctorum, clausularum, & obligationum in modo dicto fœdere contentarum obligando, non secus quam, si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum & noviter inter partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, Conventionum aut actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii nihil quicquam vel detractum vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur & confirmantur cum omnibus stipulationibus, & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus congressus requirere, prout eadem præsentibus humillimè requiritur quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic renovationi fœderis generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non sunt, eidem quantociùs accedant, siquidem hæc renovatio & confirmatio, Declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{1}{14}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ, plenarie conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac renovatione dicti fœderis ratificationem à suis Principalibus quantociùs, & ad plurimum respectu illorum, qui longiùs absunt, intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpè mentionatæ Renovationis, propriæ manus subscriptione & sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum die 8. Augusti 1695.

Nos itaque hunc recessum amore tuendæ ac promovendæ salutis publicæ & adipiscendæ universalis ac securæ pacis studio approbasse ratumque ac gratum habere, sicuti omnia & singula in eodem contenta vigore præsentium & approbamus rataque habemus ac promittimus Nos illa sanctè & inviolabiliter adimpleturos, & quæ à Nobis, tanquam fideli Fœderato & & Principe Imperii exigi possunt, optima fide præstituros esse. In cujus rei majorem fidem literas hasce manu nostra subscripsimus & sigillo nostro muniri curavimus. Ebsdorffii die $\frac{10}{20}$ Mensis Septembris, Anno 1695.

(L. S.) *Georgius Wilhelmus.*
(L. S.) *J. Siegel.*

CCLXVI.

ANS de J.C. 1695.

Renouvellement de la part des PROVINCES UNIES, *de l'Alliance concluë en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur*, *& lesdits* PROVINCES UNIES *& leurs Alliez. Fait à la Haye, le* 6. *Octobre*, 1695. Manuscrit.

L'EMPEREUR, ET LES PROVINCES UNIES.

ORdines Generales Uniti Belgii omnibus & singulis quorum interest aut quomodolibet interesse poterit, notum testatumque facimus, quod cum inter Plenipotentiarios Confœderatarum Potentiarum ad congressum hic Hagæ-Comitum institutum die octavo Augusti hujus anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti conventum sit, de renovatione & confirmatione Fœderis inter Sacram Cæsaream Majestatem & Nos, duodecimo Maii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni conclusi ac per accessionem aliarum Potentiarum generale facti, uti plenius liquet ex ipso Renovationis & confirmationis instrumento, quod de verbo ad verbum hic insertum est.

Quamquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem, & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecimo Maii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni, contra Galliam conclusum, & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum, in suo vigore, per omnia firmum subsistat, clarisque terminis contineat, qualiter quivis Confœderatorum, durante hoc bello, contra communem hostem agere; & quæ circumspectio, ac modus in tractanda Pace, aut armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna unio etiam conclusa tandem dictâ Pace in terminis Fœderis Defensive persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas, laudabili zelo conservandæ semper hujus arctæ, constantis & inviolabilis unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earundem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non abs re, & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam ac necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest hunc communem hostem, non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consuetas perniciosas machinationes, aut oblationes, & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum, è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii vigore mandatorum suorum & unanimi consensu, salvâ tamen Principalium suorum ratificatione inter se convenerunt, ante memoratum Generale Fœdus, die duodecima Maii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni initum, renovare, recognoscere ac confirmare; prout hisce renovant, recognoscunt ac confirmant; Principales suos ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium punctorum, clausularum & obligationum in modo dicto Fœdere

con-

ANS de J. C. 1695.

contentarum, obligando, non secus, quam si illud Fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem, & normam Tractatuum, Conventionum aut Actuum separatorum quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii, nihil quidquam vel detractum, vel additum volunt, quin imo omnes & singulæ ejusdem accessiones hic renovantur, & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus Congressus requirere, prouti eadem præsentibus humillimè requiritur, quatenus dignaretur omnes Electores, Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi, qui huc usque, in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, si quidem hæc Renovatio & confirmatio declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{4}{14}$ Februarii anni millesimi sexcentesimi octuagesimi noni, contra Galliam, factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ, generalis, ac securæ Pacis conjunctim adipiscendæ ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constanti tranquillitate in futurum conservandæ. Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii, quod super hac Renovatione dicti Fœderis ratificationem à suis Principalibus quantocius, & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt, intra duos menses procurare velint.

In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum die octavo Augusti anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti.

Nos infra scripti Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii ad hoc specialiter deputati hasce subscripsimus & sigilla Nostra huic instrumento apposuimus. (Signatum erat.)

(*L. S.*) *S. V. Wynbergen.*
(*L. S.*) *F. Baron de Reede.*
(*L. S.*) *A. Heinsius.*
(*L. S.*) *W. de Nassau.*
(*L. S*) *J. vander Does.*
(*L. S.*) *J. Auzema.*
(*L. S.*) *H. J. Roelinck.*

Nos itaque idem instrumentum & omnia, & singula in eodem contenta, approbasse, confirmasse & ratahabuisse; quemadmodum approbamus, confirmamus & ratahabemus, vigore præsentium, promittentes sincerè & bonâ fide Nos quæcunque in eodem instrumento contenta sunt, quatenus ad nos attinet, observaturos & adimpleturos, nec quicquam contra facturos vel eidem ullo modo contraventuros. In quorum fidem hasce sigillo nostro majori muniri, per consessus nostri Præsidem signari & per Graphiarium nostrum subscribi fecimus. Actum Hagæ Comitum die sexto Octobris anni millesimi sexcentesimi nonagesimi quinti. (Signatum erat) S. V. Gockinga Vt. (inferius script. erat) Ad mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium (subsignatum erat) F. Fagel.

Exemplar hoc in omnibus convenire cum suo Originali, à quo ex filo coccineo & aureo pendebat sigillum majus altissimè memoratorum Dominorum Ordinum Generalium cerâ rubrâ impressum, testor Eorundem Graphiarius.

F. Fagel.

CCLXVII.

Renouvellement de la part de GUILLAUME III. *Roi de la Grand' Bretagne de l'Alliance concluë en 1689. entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES UNIES *des Pays-Bas, & leurs Alliez. Fait à Burford, le 7. Novembre,* 1695. Manuscrit.

ANS de J. C. 1695. L'EMPEREUR, LES PROVINCES UNIES, ET L'ANGLETERRE.

GUillelmus Tertius Dei gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus & singulis præsentes literas inspecturis, Notum testatumque facimus, quandoquidem Principibus & Potentiis in præsenti bello contra Regem Galliæ Fœderatis visum fuerit, per ipsorum Ministros & Plenipotentiarios ad Congressum Hagæ-Comitum Deputatos, Fœdus inter bonum fratrem nostrum Serenissimum Romanorum Imperatorem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecima die Maii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum, & aliarum deinde Potentiarum accessione generale factum, renovare & confirmare prout renovatum & confirmatum est ex parte nostra per dilectum & fidelem consanguineum nostrum Edwardum Vice-Comitem de Villiers ad id sufficienti potestate munitum in formam sequentem.

Quanquam Fœdus inter Sacram Cæsaream Majestatem & Celsos ac Præpotentes Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii duodecimo die Maii Anno millesimo sexcentesimo octuagesimo nono contra Galliam conclusum & per accessionem aliarum Potentiarum universale ac generale factum in suo vigore per omnia firmum subsistat clarisque terminis contineat qualiter quivis Confœderatorum durante hoc bello contra communem hostem agere & quæ circumspectio ac modus in tractanda pace aut armistitio cum Gallia reciprocè adhiberi, nec non quod moderna unio, etiam conclusa tandem dicta pace, in terminis fœderis defensivi persistere ac durare debeat.

Nihilominus tamen Sacra Cæsarea Majestas laudabili zelo, conservandæ semper hujus arctæ, constantis, ac inviolabilis unionis altè dictarum Confœderatarum Potentiarum mota, earumdem ad Congressum hic Hagæ Comitum institutum, Plenipotentiariis proponi curavit, non ab re, & communi emolumento futurum, si obligationes, quæ per præmentionatum Fœdus generale reciprocè contractæ fuerunt, renovarentur.

Quam Renovationem modo dicti Plenipotentiarii tanto magis proficuam ac necessariam existimarunt, quanto vel maximè interest, hunc communem Hostem non solum omni spe assequendæ intentionis suæ per consultas perniciosas machinationes aut oblationes & per divisionem Confœderatorum penitus exuere, verum etiam omnem diffidentiam, ac formidinem Tractatuum separatorum è medio tollere.

Ea propter sæpe dicti Fœderatarum Potentiarum Plenipotentiarii, vigore Mandatorum suorum, & unanimi consensu salvâ tamen Principalium suorum Ratificatione inter se convenerunt, ante memoratum Generale Fœdus die 12. Maii 1689. initum, renovare, recognoscere, ac confirmare, prouti hisce renovant, recognoscunt, & confirmant, quilibet Principalem suum ad inviolabilem observationem universi tenoris ac omnium punctorum, clausularum & obligationum in modo dicto Fœdere contentarum, obligando, non secus quam si illud fœdus huic instrumento de verbo ad verbum insertum, & noviter inter partes stipulatum foret.

Quod tamen etiam intelligi debet ad mentem & normam Tractatuum, conventionum, aut actuum separatorum, quibus multi Principes ad primigenium illum Tractatum accesserunt, & quibus dicti Plenipotentiarii, nihil quicquam vel detractum vel additum

volunt,

ANS de J. C. 1695.

volunt, quin imo omnes & singulæ ejusmodi accessiones hic renovantur; & confirmantur cum omnibus stipulationibus & promissis inter Confœderatos invicem contractis.

Præterea etiam necessarium judicatum fuit, Sacram Cæsaream Majestatem ex parte hujus congressus requirere, prouti Eadem præsentibus humillimè requiritur quatenus dignaretur omnes Electores Principes ac Status Imperii adhortari, ut se huic Renovationi Fœderis Generalis aggregent, & illi qui hucusque in eo comprehensi non erant, eidem quantocius accedant, siquidem hæc renovatio & confirmatio declarationi belli ex parte Imperii Ratisbonæ die $\frac{3}{14}$ Februarii 1689. contra Galliam factæ plenariè conformis est, nullum alium præ se ferens scopum, quam honestæ generalis ac securæ pacis conjunctim adipiscendæ, ejusque pro cujusvis Fœderatorum ac totius Europæ constantis tranquillitate in futurum conservandæ.

Obligant se quoque supra memorati Plenipotentiarii quod super hac renovatione dicti fœderis Ratificationem à suis principalibus quantocius & ad plurimum respectu illorum qui longius absunt intra duos menses procurare velint. In cujus fidem unusquisque modo dictorum Plenipotentiariorum simile instrumentum sæpe mentionatæ Renovationis propriæ manus subscriptione & sigilli sui appressione signavit. Actum Hagæ Comitum die octava Augusti Anno millesimo sexcentesimo oonagesimo quinto.

Pro Rege Magnæ Britanniæ.
(L. S.) Villiers.

Nos supramemoratam renovationem & confirmationem prædicti Fœderis in singulis ejus punctis & clausulis approbavimus & ratam firmamque habuimus, sicut per præsentes pro nobis, hæredibus, & successoribus nostris eandem approbamus & ratam firmamque habemus, spondentes & verbo Regio promittentes nos omnia quæ in ea continentur, (quantum ad nos attinet,) sincerè & bona fide præstituros & observaturos, in quorum majorem fidem ac robur, præsentibus Magnum Nostrum Angliæ Sigillum apponi fecimus. Dabantur in Aula Nostra Bursordiæ die sexto mentis Novembris, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quinto, Regnique vero nostri, septimo.

Guillielmus R.
Concordat cum Originali,
Villiers.

CCLXVIII.

ANS de J. C. 1696. L'EMPEREUR, LES PROVINCES UNIES ET COLOGNE.

Renouvellement de la part du Prince JOSEPH CLEMENT *de Baviere Electeur de Cologne de l'Alliance concluë en* 1689. *entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES. *Fait le* 20. *Mars,* 1696. Manuscrit.

ORdines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, omnibus & singulis, quorum interest, aut quomolibet interesse poterit, notum testatumque facimus; quandoquidem inter Sacram Cæsaream Majestatem & nos, Viennæ 12. Maii 1689. tractatus arctioris amicitiæ & fœderis, per Plenipotentiarios & Deputatos, ab utraque parte ritè constitutos, initus, conclusus, & signatus sit, modo & tenore sequenti.

Notum testatumque sit, quod &c.

Cumque Reverendissimo & Serenissimo Principi, ac Domino Domino Josepho Clementi Dei Gratiâ Archi-Episcopo Coloniensi, Sacri Romani Imperii Principi Electori, per Italiam Cancellario, Sedis Apostolicæ Legato noto, Episcopo & Principi Leodiensi, postulato Ratisbonensi, Coadjutori Hildesiensi, Præposito Berchtesgadensi, utriusque Bavariæ, Superioris Palatinatus, Westphaliæ, Angariæ & Bullonii Duci, Comiti Palatino Rheni; Landgravio Luchtenbergensi, Marchioni Franchimontensi, Comiti Lossensi, Hornensi &c. Visum fuerit virtute articuli decimi in Societatem dicti Tractatus venire, eidem accedere, eundemque accessione suâ corroborare, atque se ad observantiam hujus Tractatus, & singulorum ejus articulorum obstringere, & propterea à parte suæ Serenitatis Electoralis instrumentum debitâ formâ confectum sit, atque tam Sacra Cæsarea Majestas quàm nos, Serenitatem suam Electoralem in dictum Tractatum admittendam, atque itidem Instrumenta ad eam rem necessaria conficienda esse censuerint, nos itaque declarare voluimus, sicut declaramus per præsentes, nos accessionem suæ Serenitatis Electoralis in Societatem præfati Tractatus arctioris amicitiæ & fœderis, gratam, acceptam, & ratam habere, spondentes & promittentes sincerè & bonâ fide nos dictum Tractatum per omnes & singulos ejus articulos sanctè & inviolabiliter observaturos & adimpleturos nec iisdem articulis, nec eorundem cuiquam contraventuros, aut contraveniri passuros atque ad omnia & singula, quæ in dicto Tractatu ejusque articulis contenta sunt, præstanda, hisce nos sua Serenitate Electorali omni meliori modo obligamus & obstringimus. In quorum fidem hoc instrumentum majori nostro sigillo muniri; & per consessus nostri Præsidem signari curavimus, ut & per Graphiarium nostrum subscribi jussimus. Actum in consessu nostro die trigesimâ Martii anni millesimi sexcentesimi nonagesimi sexti.

Vt. Johan Becker.

Ad Mandatum altememoratorum Dominorum Ordinum Generalium.

(L. S.) F. Fagel.

CCLXIX.

ANS de J. C. 1696. L'EMPEREUR, LES PROVINCES-UNIES, ET FRANCONIE.

Déclaration de l'Empereur LEOPOLD, *qui comprend le Cercle de* FRANCONIE *dans l'Alliance qu'il a traitée avec les* PROVINCES-UNIES. *Du* 30. *Mars* 1696. Lettres Histor. du mois de Mai 1696. p. 513.

NOus Leopold par la Grace de Dieu élû Empereur, &c. faisons sçavoir à tous ceux qu'il appartient ou qu'il peut appartenir, que parce que les Princes & Etats du trés-excellent Cercle de Franconie ont déclaré, qu'ils auroient pour agréable d'entrer dans l'Alliance traitée en 1689. entre nous & les Etats Généraux des Provinces-Unies, qu'ils la veulent reconnoître pour bonne & valable, & s'obliger à l'observer inviolablement; Nous avons consenti que lesdits Princes & Etats entrent dans la participation de ladite Alliance, convenant de tout ce qu'elle contient, & l'observent exactement, comme nous y consentons, & les recevons par ces présentes, & les faisons participans de ladite Alliance dans tous ses Articles. Nous obligeant de nôtre côté par nôtre parole Impériale, Royale, & Archiducale, envers lesdits Princes & Etats, que nous exécuterons tout ce que nous avons promis par ledit Traité ausdits Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas; de même que si les susdits Princes & Etats du Cercle de Franconie, avoient été compris dés le commencement dans ledit Traité, & que le contenu d'icelui y eût été exprimé mot pour mot. En foi de quoi, & pour plus grande assurance, nous avons signé le présent Acte de nôtre propre main, & l'avons confirmé de nôtre seau Impérial. Donné dans nôtre Ville de Vienne, le 30. Mars 1696. le 38. de nôtre Régne Impérial, le 41. de nôtre Régne de Hongrie, & le 40. de celui de Bohéme.

LEOPOLD.

Sebastien Wunibald, Comte de Reyl.

Par ordre de Sa Majesté Impériale.
C. F. Consbruck.

CCLXX.

ANS de J. C. 1696.

L'Empereur, les Provinces Unies, et la Franconie.

Acte par lequel le Cercle de FRANCONIE *donne Plein-pouvoir à son Envoyé d'entrer dans l'Alliance concluë en 1689. & renouvellée depuis entre* LEOPOLD *Empereur, & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas & leurs Alliez. Fait le 23. Mai, 1696.* Manuscrit.

NOs Lotharius Franciscus Dei Gratiâ Sacræ Sedis Moguntinæ Archi-Episcopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarius & Elector, Episcopus Bambergensis, & Nos Dei Gratiâ Christianus Ernestus, Marchio Brandenburgensis, Magdeburgensium in Prussia, Stetini, Pommeranorum, Cassubiorum, Vandalorum, ut & in Silesiâ, Crossensium Dux, Burggravius Norimbergensis, Princeps Halberstattensium, Mindensium, & Caminensium, Comes de Hohenzollern, S. C. M. Mareschallus Campestris, &c. Nostro & reliquorum inclyti Circuli Franconici Principum ac Statuum nomine ad id specialiter requisiti, Notum testatumque facimus, quod, cum nihil ardentius exoptemus, quam ut præsens bellum quo Christianus orbis affligitur, in æquam, honestam, securam, & perpetuam pacem quantocius converti queat, atque propterea grato acceperimus animo fœdus quoddam intra Sacram Cæsaream Majestatem, & uniti Belgii Ordines Generales, eorumque Confœderatos 12. Maii 1689. initum, & nuper Hagæ-Comitis omnium Confœderatorum Ministrorum Plenipotentiariorum solemni pactione & sancita S. R. I. Electorum, Principum, ac Statuum inibi nondum comprehensorum invitatione, ac admissione, eatenus renovatum esse, ut per futuros tractatus, & Colloquia pacis præmemoratus finis partium hinc inde consensu eò facilius obtineretur, ideo pro augendo tam necessariæ Confœderationis robore eidem sincerâ fide accedere decrevimus, ac proinde consili dexteritate, experientiâ & fide Nobilis Nobis sincerè dilecti & fidelis, respectivè Consiliarii Moguntinensis, & Bambergensis Nostri intimi, nec non Bambergensis nostræ Aulæ Mareschalli, & Satrapæ in Lichtenfels Wolffgangi Philippi à Schrottenberg, Eum nominavimus, elegimus, & constituimus Ablegatum Extraordinarium & Plenipotentiarium Nostrum, ut nostro reliquorumque præfati inclyti Circuli Franconici Principum ac Statuum nomine coram supradictis omnium & singulorum Confœderatorum Ministris Plenipotentiariis, vel ubi necessarium fuerit, nostra eorundemque desideria, ac promptam ad præmemoratam accessionem declaret voluntatem, tabulasque desuper, articulos, ac conditiones ex lege & normâ in suis instructionibus contentas cum iisdem concipiat, conficiat ac permutet, dantes & concedentes Eidem non solummodo hunc in finem, sed etiam Deliberationibus tam Ecclesiasticis, quam Politicis in negotiis vel bellum vel pacem, sive speciales Circuli Franconici Securitates & utilitates concernentibus assistendi, desuper conferendi, agendi, concludendi, & signandi acta, declarationes, pacta conventa commutandi aliaque omnia, quæ ad præfatum accessionis, & speratum pacis negotium pertinent faciendi, plenam potestatem & autoritatem, cum omni mandato ad id necessario, æquè libere, & amplè ac ipsi præsentes id faceremus, vel facere possemus, quamtumvis mandato adhuc specialiori & expressiori, quam quod hisce præsentibus continetur, opus esse visum fuerit; promittentes prætera, & declarantes fide & verbo nostro, Nos acceptum & gratum, firmum quoque & ratum habituros quæcunque per dictum nostrum reliquorumque Principum ac Statuum Circuli Franconici Ablegatum Extraordinarium & Plenipotentiarium acta, conclusa, signata, ac commutata fuerint, hisceque præsentibus nos obstringentes, ad expediendum ratificationum nostrarum instrumenta in decenti & solenni formâ, intraque tempus prout convenerie. Actum die 13/23. Maii 1696.

Loth. Fran. A E M E B. (L. S.) *Christianus Ernestus M B.* (L. S.)

CCLXXI.

ANS de J. C. 1696.

L'Angleterre, les Provinces Unies, et Sleswic-Holstein-Gottorp.

(a) *Convention entre* GUILLAUME III. *Roi de la Grand'Bretagne, & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-bas d'une part & le Duc* SLESWYCK HOLSTEYN GOTTORP *de l'autre. Fait à la Haye, le 14. Mai 1696.* Manuscrit.

[a] Quoique la piéce précédente soit de quelques jours plus nouvelle, que celle-ci, on a crû qu'on ne devoit pas la séparer des autres qui concernent la même matiére.

I. SOn Altesse Sérénissime laissera au Roi de la Grand-Bretagne, & à leurs Hautes Puissances trois Régiments de Gardes à Cheval de 570. Hommes & deux Régimens d'Infanterie de 880. Hommes chacun compris les Officiers.

II. Ces Troupes se mettront en marche au commencement du mois de Mai vieux stile & aussi aussi tôt que l'on poura avoir connoissance de cette Convention.

III. Ces trois Régimens seront joints au Corps des Troupes que leurs Altesses Electorales & Sérénissime de Brunswic-Lunebourg ont destiné pour le service des Alliez sur le Rhin.

IV. Son Altesse Sérénissime y fournira tout ce qu'il faut pour leur entretien, pendant la Compagne, pourvu que les Troupes restent sur le Rhin; mais si le Roi & les Etats Généraux demandent de les faire marcher sur la Meuse, le pain & le fourage leur sera donné sans payer, & sans rien déduire du subside.

V. Le contingent que S. A. Sérénissime doit à l'Empire sera compris dans ses trois Regiments.

VI. Ces Troupes ne serviront que cette Campagne, laquelle finie, elles seront renduës à son Altesse Serenissime ou bien on conviendra après la Campagne des conditions pour la continuation dudit secours, pour une autre année, ou jusques à la fin de la guerre, si l'on peut tomber d'accord.

VII. En cas que son Altesse Serenissime fut en danger d'être attaquée dans ses propres Etats, ou qu'il arrive des troubles de fait dans le Cercle de la Basse Saxe, Elle se reserve la liberté de les rappeller, & sa Majesté le Roi & leurs Hautes Puissances les laisseront aller à sa requisition, en deduisant à proportion les subsides.

VIII. Sa Majesté & leurs Hautes Puissances donneront pour cela à S. A. S. soixante & quinze mille Ecus argent comtant de Hollande, payables ici à la Haye, la moitié quand les Troupes passeront l'Elbe, là où les Commissaires du Roy & de l'Etat les pourront faire passer en revûë, & l'autre moitié le premier Septembre nouveau stile.

IX. Son Altesse Serenissime non seulement sera reçûë dans la Grande Alliance immediatement aprés la Signature du present Traité, mais encore pour la plus Grande seureté de ses Etats, Elle jouïra de l'appuy, & d'une garantie particuliere de sa Majesté Britannique & de leurs Hautes Puissances contre tout ce qui lui sera intenté par voye de fait.

La Ratification de ce Traité sera faite en trois semaines, ou plutôt, s'il se peut. Fait à la Haye ce 14. de May 1695.

Villiers. *J. van Esse.* *A. G. Hespen.*
F. B. van Reede.
A. Heinsius.
Johan Becker.
De Weede
Ar. Lemker.

CCLXXII.

CCLXXII.

ANS de J.C. 1696.

LA FRANCE ET LA SAVOYE.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* VICTOR AMEDE'E II. *Duc de Savoye. Fait à Turin, le 29. Août*, 1696.

LE Rui Trés-Chrêtien, ayant toûjours conservé pendans le cours de cette guerre un desir sincere de procurer le repos de l'Italie, & Dieu ayant aussi inspiré les mêmes sentimens à son Altesse Royale de Savoye, sa Majesté de son coté a donné son plein-pouvoir, commission, & mandement, au Sieur René Sire de Froullai, Comte de Tessé Chevalier des Ordres du Roi, Lieutenant General de ses Armées, Colonel General des Dragons de France, Gouverneur d'Ypres, Lieutenant General poor le Roi dans les Provinces du Maine, & do Perche, & Commandant presentement pour sa Majesté dans les païs & places de la Frontiere de Piémont, & S. A. R. de sa part ayant pareillement donné ses pouvoirs, & mandemens au Sieur Charles Victor Joseph Marquis de S. Thomas, Ministre & premier Secretaire d'Etat de sadite A. R. lesdits Plenipotentiaires, aprés s'être réciproquement donné les originaox de leurs pleins pouvoirs, en vertu desquels ils traitent, sont convenus des articles suivans.

I. Qu'il y aora doresnavant pour toûjours une paix stable & sincere entre le Roi & son Royaume, & S. A. R. Monsieur le Duc de Savoye & ses Etats, comme si elle n'avoit jamais été troublée, & le Roi reprenant les mémes sentimens de bonté qu'il avoit auparavant pour sadite A. R. comme elle l'en supplie, sadite A. R. renonce par le present Traité, & se départ entierement de toot engagement pris, & de tous Traitez faits avec l'Empereur, Rois & Princes contenus sous le nom de la Ligue, & se charge d'employer tous ses soins & de faire tout ce qu'il pourra, pour obtenir desdites Puissances, au moins de l'Empereur, & Roi Catholiqoe la Neutralité pour l'Italie, jusqu'à la paix generale, par uo Traité particulier qui sera fait, ou au défaut dudit Traité par des déclarations que lesdits Empereur, & Roi Catholique feront au Pape, & à la République de Venise, & qui feront en meme temps suivies de la retraite de tootes les troupes que les Alliez ont presentement en Italie, ainsi qu'il sera marqué ci-aprés. Au surplus pour témoignage évident du retour effectif de l'amitié du Roi pour S. A. R. Sa Majesté veut bien consentir, & promet que la Ville & Citadelle de Pignerol, Forts sainte Brigide, la Perouse, & autres Forts en dépendans seront razez & démolis quant aux seules fortifications, aux frais du Roi, & lesdites Fortifications démolies, le tout sera remis entre les mains de S. A. R. aussi-bien que les terres & domaines compris sous le nom de Gouvernement de Pignerol, & qui avoit appartenu à la Maison de Savoye devant la cession que Victor Amé premier Duc de ce nom en avoit fait au Roi Loüis XIII. Lesqoelles Ville démolie, Citadelle & Forts démolis & territoire, seront pareillement remis à S. A. R. pour les tenir en Souveraineté, & en joüir pleinement & à perpetuité, & elle & ses successeurs à l'avenir, comme d'une chose leur appartenant eo propre, au moyen de laquelle presente cession S. A. R. s'engage, & promet tant pour lui que ses heritiers & successeurs & ayant cause, de ne faire rebâtir, ni rétablir aocune des susdites Fortifications, ni en faire construire de nouvelles sur, & dans l'espace des susdits territoire, fonds, & rochers, ni en quelqoe autre lieu que ce soit cedé par le present Traité, suivant lequel il sera seulement loisible à S. A. R. ou aux habitans de Pignerol de fermer ledit Pignerol d'une simple clôture de muraille non terrassée & sans Fortifications. Bien entendu qu'hormis dans ledit territoire cedé par le present Traité, S. A. R. sera en liberté de faire construire telle place, places, ou Fortifications qu'elle jugera à propos, sans que le Roi le puisse aucunement trouver mauvais, Qu'en outre S. M remettra à sadite A. R. ses Païs, & places conquises, Châteaux de Montmeillan, de Nice, Ville-Franche, de Suze, & autres sans exception, sans démolition, & dans leur entier, avec la quantité de munitions de guerre, & de bouche, Canons & Artillerie, tout ainsi qu'elles étoient pourvûës & munies alors qu'elles sont tombées entre les mains de S. M. sans qu'il puisse être touché aux bâtimens, fortifications, augmentations & ameliorations faites par S. M. & aprés la restitution desdites places S. A. R. pourra entretenir, & augmenter les Fortifications comme choses à lui appartenantes, sans que le Roi sur cela le puisse inquieter, ni le trouver mauvais. Bien entendu que le Roi retirera de la Ville, Citadelle & Forts de Pignerol toutes les artilleries, munitions de guerre, & de bouche, armes, & effets amobiles de quelque nature qu'ils soient. Qu'à l'égard des revenus de la Ville, dépendances, & territoire de Pignerol le Roi les remet à S. A. R. de la même forme & maniere que le Roi eo joüit presentement, & les dispositions que le Roi peut en avoir faites subsisteront de la sorte portée par leur contract, Don, possession ou acquisition. Que ladite restitution des païs, & places de S. A. R. & remise de Pignerol rasé & ses dépendances comme dessus se fera ensuite de la signature du present Traité, & seulement aprés que les troupes étrangeres seront effectivement sorties d'Italie, & seront arrivées, sçavoir les Allemans, troupes de Baviere, Brandebourg, Réliginnaires soldoiez par l'Angleterre, & autres troupes auxiliaires serout arrivez réellement en Allemagne, & les Espagnols, & autres troupes qui sont presentement à la solde du Roi Catholique retournées dans le Milanois, en maniere que l'execution d'aucun dea articles, ni restitution d'aucune place n'aura lieu qu'aprés ladite sortie des troupes telle qu'elle vient d'être exprimée, aura été entierement accomplie, bien entendu que ladite sortie des troupes étrangeres sera censée entierement accomplie, quoi qu'il arrivât comme cela se pourrois, que les Espagnols en retirassent quelque petit nombre d'hommes pour recruter les corps, qoi sont à leur solde, & s'il y a qoelques-uoes desdites troupes qui prennent parti, & entrent réellement dans les Etats de la République de Venise, elles seront censées être entrées en Allemagne dés qu'elles seront sur l'Etat Venitien, & remises à ladite République de Venise. Et aprés la ratification du present Traité, l'on travaillera incessamment aux fourneaux necessaires pour la démolition des susdites Ville, Citadelle, & Forts de Pignerol; mais au cas que S. A. R. jugeât à propos de continuer le secret du present Traité au delà du terme de ladite ratification, il est convenu pour éviter l'éclat que pourroit faire le travail desdits fourneaux, qu'on ne les commencera que quand, aprés le temps de ladite ratification, S. A. R. le voudra. Laquelle démolition se fera, & l'on y travaillera, en maniere que deux ou trois mois aprés la sortie des troupes ci-dessus marquée, le tout soit remis à S. A. R. surquoi il sera loisible d'envoyer un Commissaire pour y assister, & jusques à l'execution de ce que dessus, S. M. veut bien pour la plus grande satisfaction de S. A. R. lui faire remettre lors qu'il en requerrera S. M. deux Ducs & Pairs pour rester en Otage entre les mains de sadite A. R. qui les traitera selon la Dignité de leur rang.

II. Sa Majesté ne fera aucun Traité de Paix, ni de Tréve avec l'Empereur, ou avec le Roi Catholique que S. A. R. n'y soit comprise dans des termes convenables, & efficaces, & le present Traité sera confirmé dana celui de la paix generale, aussi bien que ceux de Queraîque, de Munster, Pirenées, & Nimegue, tant pour quatre cens quatre vingt quatorze mille écus d'or qui sont mentionnez particulieremens dans celui de Munster à la décharge de Son Altesse Royale dont le Roi demeurera toûjours garant envers Monsieur le

ANS de J. C. 1696.

Duc de Mantoüe, qu'en tout ce qu'ils contiennent, qui n'est point contraire au présent, qui sera irrevocable, & demeurera dans sa force & vigueur, le tout nonobstant la presente remise de Pignerol, & de ses dependances; Et à l'égard des autres interêts, ou pretensions qui regardent la Maison de Savoye, S.A.R. se reserve d'en parler par protestations, memoires, ou Envoyés, sans que ce present Traité puisse être prejudiciable à icelles pretensions.

III. Que le Mariage de Madame la Princesse fille de S. A. R. se traitera incessament pour s'effectuer de bonne foi, lors qu'elle sera en âge, & que le contract se fera lors de l'effet du présent Traité. Après la publication duquel la Princesse sera remise entre les mains du Roi. Que dans ledit contract de Mariage qui sera consideré comme partie essentielle du present Traité, & dans lequel ladite Princesse fera les renonciations accoutûmées, avec promesse de ne rien pretendre au de là de la Dôte suivante sur les Etats, & succession de S. A. R. Sadite A. R. donnera pour Dot à Madame la Princesse sa fille deux cents mille écus d'or, pour le payement desquels S. A. R. fera une quittance de cent mille écus, deus du reste du Mariage de Madame la Duchesse Royale, avec les interêts écheus, & promis; & pour le restant le Roi le remet, en faveur du present Traité, S. A. R. s'obligeant d'ailleurs de donner à la Princesse sa fille au tems de la celebration de son Mariage ce qu'on appelle en Piemontois Fardel, & en François trousseau ou présent de nopces, & dans le contract de Mariage sera stipulé le Doüaire que S. M. accordera suivant la coutûme de France.

IV. Que S. A. R. se departant presentement, efficacement & de bonne foi, comme elle a fait ci-dessus, de tous les engagements qu'elle peut avoir contre la France, espere aussi que S. M. y correspondra avec tous les sentiments que S. A. R. demande & souhaite, & qu'ayant l'honneur d'appartenir de si prés au Roi & s'engageant encore dans la splendeur d'une nouvelle Alliance, S. M. lui accorde, & promet sa puissante protection, dont S. A. R. lui demande le retour, & que S. M. lui tend dans toute son étenduë. Et comme S. A. R. souhaite d'entretenir une entiere Neutralité avec les Roys, Princes, & Puissances, qui sont presentement ses Alliez, S. M. promet de n'exiger de S. A. R. aucune contrainte dans le desir qu'elle a de garder avec eux toutes les mesures exterieures de bienséance & libres, telles qu'il convient à un Prince Souverain, ayant chez ces Princes des Ambassadeurs & Envoyez: & retenant dans sa Cour des Ambassadeurs & Envoyez des mémes Princes, sans que S. M. le puisse trouver mauvais, comprenant sous ledit mot de Princes l'Empereur, Roys, & Puissances de l'Europe.

V. S. M. promet, & declare que les Ambassadeurs de Savoye tant ordinaires qu'extraordinaires recevront à la Cour de France tous les honneurs sans exception, & dans toutes les circonstances que reçoivent les Ambassadeurs des Testes Couronnées, sçavoir comme le font les Ambassadeurs des Rois, & que les Ambassadeurs tant ordinaires qu'extraordinaires de S. M. dans toutes les cours de l'Europe sans nulle exception, pas méme de celles de Rome & de Vienne, traiteront aussi lesdits Ambassadeurs tant ordinaires qu'extraordinaires, & Envoyés de Savoye, de la méme maniere que ceux des Rois & Têtes Couronnées; cependant comme cette augmentation d'honneur pour le traitement des Ambassadeurs de Savoye, n'avoit jamais été établie au point que S. M. l'accorde, elle reconnoit que c'est en faveur du present Traité & du contract de Mariage de Madame la Princesse sa fille, & S. M. promet que cette dite augmentation aura lieu du jour que le Traité du Mariage susdit sera signé.

VI. Que le commerce ordinaire d'Italie se fera & maintiendra comme il étoit établi avant cette guerre du tems de Charles Emanuel second, Pere de S. A. R. & enfin, l'on observera & pratiquera en tout & par tout, entre le Royaume & toutes les parties de l'Etat de S. M. & ceux de S. A. R. ce qui se faisoit, observoit, & pratiquoit, en tout du vivant dudit Charles Emanuel second, par le chemin de Suze, la Savoye, & le Pont-Beauvoisin & Ville Franche, chacun payant les droits, & Doüannes de part & d'autre. Les Bastimens François continueront de payer l'ancien droit de Ville Franche, comme il se pratiquoit du tems de Charles Emanuel, à quoi il ne se fera aucune opposition comme l'on pourroit en avoir fait dans ce tems-là. Les Courriers, & les ordinaires de France passeront comme auparavant par les Etats de S. A. R. & en observant les reglemens, payeront les droits pour les Marchandises, dont ils se feront chargés.

VII. Son Altesse Royale fera publier un edit, par lequel elle ordonnera sous de rigoureuses peines corporelles à ceux qui habitent dans les Vallées de Luserne sous le nom de Vaudois, de n'avoir aucune communication sur le fait de la Religion, avec les sujets du Roi, & s'obligera S. A. R. de ne point souffrir dés la date de ce Traité aucun établissement de Sujets de S. M. dans les Vallées protestantes sous couleur de Religion, Mariage, ou d'autres raisons d'établissement, commodité, heritage, ni autre pretexte, & qu'aucun Ministre ne vienne dans l'étenduë de la Domination du Roi, sans être rigoureusement puni de peine corporelle, & qu'au surplus S. M. n'entrera dans aucune connoissance de la maniere dont S. A. R. traitera les Vaudois, à l'égard de la Religion, S. A. R. s'obligeant de ne point souffrir aucun exercice de la Religion pretenduë reformée dans la Ville de Pignerol, & Terres cedées, comme S. M. n'en souffre, ni n'en souffrira dans son Royaume.

VIII. Qu'il y aura de part & d'autre un perpetuel oubli & amnistie de tout ce qui a été fait depuis le commencement de cette guerre en quelque maniere, ou en quelque lieu que les hostilités se soient executées. Que dans cette amnistie seront compris tous ceux qui ont servi S. M. durant la guerre, en quelque emploi que ce puisse être, non-obstant qu'ils soient sujets de S. A. R. en sorte qu'on ne pourra faire aucune recherche contre eux ny les inquieter dans leurs personnes & biens par voye de fait ou de justice, ou pour quelque autre pretexte que ce puisse être. Il en sera de même à l'égard de sujets du Roi qui auront servi S. A. R.

IX. Que les Benefices Ecclesiastiques pourvûs jusqu'à present par le Roi dans les pays de S. A. R. conquis par sa Majesté durant l'espace du tems que sadite Majesté en a joüi, demeureront à ceux qui en ont été pourvûs par le Roi, & par les Bulles du Pape; & qu'à l'égard des Commanderies de S. Maurice, charges de judicature, & Magistrature S. A. R. n'aura aucun égard à la nomination que le Roi en a faite pendant la possession des Etats de S. A. R. & les provisions pour les charges de robbe faites par S. A. R. de ceux qui en ont abandonné les fonctions durant la guerre demeureront fermes.

X. Qu'à l'égard des contributions imposées sur les Terres de la domination de S. A. R. bien qu'elles soient legitimement imposées & deües, & qu'elles se montent à des sommes trés-considerables, sa Majesté les remet dans leur entier à S. A. R. par un effet de sa liberalité, en maniere que du jour de la ratification du present Traité le Roi ne pretendra ni n'exigera aucune desdites contributions, laissant à sadite Altesse Royale la joüissance de ses revenus dans tous ses Etats aussi-bien que de la Savoye, Nice environs de Pignerol, & Suze, comme aussi son Altesse Royale reciproquement n'exigera sur les sujets, & terres de la domination du Roi aucune contribution.

XI. Qu'à l'égard des pretensions de Madame la Duchesse de Nemours sur S. A. R. sa Majesté laissera entre sadite Altesse Royale & ladite Dame de Nemours

ANS de J. C. 1696. moyens la discussion des susdites pretentions dans la voye ordinaire de la justice, sans s'en mêler aucunement.

XII. Qu'il sera loisible à son Altesse Royale d'envoyer des Intendants ou Commissaires en Savoye, Comté de Nice, Marquisat de Suze, & Barcelonette, Pignerol & ses dependances pour y regler ses interêts, droits, revenus, & établir ses doüannes, & Gabelles de Sel, & autres, & lesdits Deputez seront reçû, & autorisés dans leurs fonctions après la ratification du present traité, après laquelle lesdits droits seront & apartiendront à S. A. R. sans exception ni contradiction.

XIII. Que si la Neutralité d'Italie s'acceptoit, ou que la paix generale se fit, comme un grand nombre de troupes seroient totalement inutiles, & à charge à S. A. R. & qu'outre les dépenses excessives pour les entretenir, c'est souvent une occasion de mesintelligence que de conserver sur pied plus de troupes qu'il n'en faut dans un Etat, soit pour la conservation ou pour la dignité de Souverain, son Altesse Royale s'oblige de n'entretenir en tems de Neutralité que six mille hommes de pied en deçà des monts, & quinze cents au delà des monts pour les garnisons de la Savoye, & Comté de Nice, & en tout quinze cent Chevaux ou Dragons, & cette obligation de son Altesse Royale n'aura lieu que jusques à la paix generale.

Nous Plenipotentiaires susdits avons arreté & signé les presents Articles, & nous prometons, & nous obligeons de les faire ratifier & confirmer par sa Majesté & par son Altesse Royale promettants aussi qu'ils seront tenus secrets religieusement jusques à la fin du mois de Septembre prochain, auquel tems, si on en fera d'autant de la même substance, & teneur, ceux-ci seront supprimés; fait à Turin le vingt-neufd' Août mille six cent nonante six.

René de Frouillay Tessé. *De S. Thomas.*

CCLXXIII.

ANS de J. C. 1696.

L'Empereur, l'Espagne, et la Savoye.

Traité d'une Cessation d'armes jusqu'à la Paix générale, fait entre LEOPOLD *Empereur*, CHARLES II. *Roi d'Espagne, &* VICTOR AME' II. *Duc de Savoye. Fait à Vigevano le 7. Octobre 1696.*

Leurs Majestez Imperiale & Catholique ayant bien voulu avoir égard par un effet de leur bonté, aux représentations réiterées & aux priéres de son Altesse Royale de Savoye, compatissant à tout ce que ses Etats ont souffert pendant le cours de cette guerre, se sont enfin portées à agréer & approuver que son Excellence Monsieur le Comte & Prince de Mansfeldt & son Excellence Monsieur le Marquis de Leganés d'une part, autorisez des pleinpouvoirs suffisans de Leurs Majestez Impériale & Catholique, & Monsieur le Marquis de Saint Thomas Ministre & premier Secretaire de sadite Altesse Royale d'autre part, aussi avec un pleinpouvoir de sadite Altesse Royale, tous lesquels pleinpouvoir seront inserez au bas du Traité, soient convenus pour cet effet des Articles suivans.

I. Comme le premier dessein ou but est le soulagement de son Altesse Royale & le repos qui en proviendra à tous ses Voisins, lesdits Plénipotentiaires se sont réciproquement obligez envers son Altesse Royale, & sadite Altesse Royale envers la très-Auguste Maison d'Autriche d'une part, & envers sa Majesté très-Chrétienne de l'autre, que d'aujourdhui en avant il y aura une suspension d'armes jusqu'à la Paix générale, tout Acte d'hostilité ayant à cesser réciproquement dès ce jours, & en conséquence on levera le siége de devant la Place de Valence au plus tard après demain.

II. Et afin que la tranquilité ne soit point troublée dans ces Provinces, en y retenant réciproquement les Armées qui sont en guerre, les deux Parties ont promis mutuellement à son Altesse Royale que leurs Armées & Troupes tant les leurs propres que les Auxiliaires sortiront en même tems, proportionnément à leur nombre, pour se retirer en leurs propre Païs, moyennant quoi son Altesse Royale étant assurée d'une part de l'accomplissement des offres, qui lui ont été faites, il est juste que la France aussi de son côté accomplisse entiérement ce qui est de la sureté commune & de la tranquilité publique, & ne demeure pas en état de la troubler par l'actuelle possession de la Citadelle de Pignerol, du Château de Monmelian, & de Suse, & de tout ce qui est porté ci-dessus s'execute d'une & d'autre part dans le terme le plus court qu'il sera actuellement pratiquable, & pour plus grande fureté, qu'il ne sera point contrevenu par l'une ni par l'autre des Parties à la presente convention, & à la suspension d'armes accordée jusqu'à la Paix générale, son Altesse Royale du consentement des deux Parties s'oblige de se déclarer & de preodre les armes contre celle qui manqueroit, en tout, ou en partie au present Traité, ce qu'Elle s'engage irrévocablement de faire, jusqu'à la conclusion de sa Paix générale.

III. Sa Majesté Impériale se trouvant constituée en de grands frais par la marche de ses Troupes, & ne pouvant les retirer d'Italie pour leur assigner des quartiers en Allemagne, sans que cela tourne notablement à son préjudice, on est convenu, que les Princes d'Italie, sçavoir le Grand Duc de Florence, le Duc de Mantoüe, le Duc de Parme, le Duc de Modéne, & autres inferieurs, avec la République de Génes, seront tenus de payer conformément à la repartition faite, la somme de trois cens mille pistoles, dont cent mille seront payées comptant, & les autres deux cens mille dans les termes qui seront marquez, avec cautions suffisantes, & sa Majesté Très-Chrétienne s'oblige de ne se point ingérer en leur faveur directement ou indirectement, pour les excuser du payement de cette somme, promettant de ne faire aucune opposition directe ou indirecte, aux diligences qui se feront pour obliger les refusans au payement de leur quote part; & afin que la marche des Troupes Impériales & Auxiliaires ne soit par là retardée, Son Altesse Royale & son Excellence Monsieur le Marquis de Leganez seront obligez de poursuivre l'effet dudit payement actuel jusqu'à ce qu'il soit exécuté.

IV. Vû l'éloignement du tems & des Puissances interessées & pour plus grande seureté du ponctuel accomplissement de tout ce qui vient d'être dit, on est convenu de donner, comme l'on donnera reciproquement des ôrages pour chacune des Parties, lesquels seront mis entre les mains de son Altesse Royale, qui s'oblige de ne les point renvoyer avant ledit accomplissement, comme elle sera tenuë de le faire ensuite. Et le tout commencera à s'executer le plus promptement que faire se pourra, à toutes lesquelles choses la tres-Auguste Maison déclare de consentir sans que par là se puisse aucunement entendre ni supposer de sa part aucune séparation de ses Alliez.

Lesdits Plenipotentiaires promettent de faire venir la ratification du present Traité, savoir son Excellence Monsieur le Comte & Prince de Mansfeldt celle de sa Majesté Imperiale dans un mois; Son Excellence le Marquis de Leganés; celle de sa Majesté Catholique dans deux mois, & Monsieur le Marquis de S. Thomas celle de son Altesse Royale dans deux jours. Fait à Vigevano, le 7. d'Octobre 1696.



CCLXXIV.

ANS de J. C. 1697.

Traite de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France & les* PROVINCES UNIES. *Fait à Ryswick, le 20. Septembre, 1697.*

La France et les Provinces Unies.

AU nom de Dieu, & de la Tres-Sainte Trinité. A tous presens & avenir soit notoire, que pendant le cours de la plus sanglante Guerre, dont l'Europe ait été affligée depuis long tems, il a plu à la divine providence de preparer à la Chrêtienté la fin de ses maux en conservant un ardent desir de la Paix dans le cœur de Tres-haut, Tres-excellent, & Tres-puissant Prince LOUIS XIV. par la grace de Dieu Roi Tres-Chrêtien de France & de Navarre; Sa Majesté Tres-Chrêtienne, n'ayant d'ailleurs en veüe que de la rendre solide & perpetuelle par l'équité de ses Conditions; & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, souhaitans de concourir de bonne foy, & autant qu'il est en eux, au retablissement de la tranquilité publique, & de rentrer dans l'ancienne amitié & affection de sa Majesté Tres-Chrêtienne, ont consenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la Mediation de Tres-Haut, Tres-excellent, & Tres-puissant Prince Charles XI. de glorieuse memoire, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales; mais une mort precipitée aiant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conceuë de l'heureux effet de ses Conseils, & de ses bon Offices: Sa Majesté Tres-Chrêtienne, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, persistans dans la Resolution d'arrêter au plûtôt l'effusion de tant de sang Chrêtien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même qualité le Tres-haut, Trés-excellent, & Tres-puissant Prince Charles XII. Roi de Suede, son Fils, & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins pour l'avancement de la Paix entre sa Majesté Tres-Chrêtienne, & lesdits Seigneurs Etats Generaux, dans les Conferences qui se sont tenuës pour cet effet au Château de Ryswik, dans la Province de Hollande, entre les Ambassadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires nommés de part & d'autre; sçavoir de la part de sa Majesté Tres-Chrêtienne le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller ordinaire de sa Majesté en son Conseil d'Estat, le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roi en son Conseil d'Estat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meuillet, & autres lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay, & de Gigny; & de la part des Seigneurs Estats Generaux, les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Estats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Seau, & Surintendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dykvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de St. Marie à Utrecht, Dijck-Grave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht; President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Francker, Deputés en leur assemblée de la part des Estats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise; lesquels apres avoir imploré l'assistance divine, & s'être communiqué respectivement leurs pleins Pouvoirs, dont les copies seront inserées de mot à mot à la fin du present Traité, & en avoir deüement fait l'échange par l'intervention & l'entremise du Sieur Baron de *Lilieroot*, Ambassadeur extraordinaire, & Plenipotentiaire du Roy de Suede, qui s'est acquité de la fonction de Mediateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'equité necessaires; ils seroient convenus à la gloire de Dieu, & pour le bien de la Chrétienté des Conditions, dont la teneur s'ensuit.

ANS de J. C. 1697.

I. Il y aura à l'avenir entre sa Majesté Tres-Chrestienne, & ses Successeurs Roys de France & de Navarre, & ses Royaumes, d'une part, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies du Pays-Bas, d'autre, une Paix bonne, ferme, fidelle & inviolable, & cesseront ensuite & seront delaissez tous actes d'hostilité, de quelque façon qu'ils soient, entre ledit Seigneur Roy, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, tant par Mer, & autres eaux, que par Terre, en tous leurs Royaumes, Pays, Terres, & Provinces & Seigneuries, & pour tous leurs sujets & habitans de quelque qualité ou condition qu'ils soient, sans exception des Lieux ou des Personnes.

II. Il y aura un oubli & amnistie generale de tout ce qui a esté commis de part & d'autre à l'occasion de la derniere Guerre, soit par ceux qui estant nez sujets de la France & engagez au service du Roy Tres-Chrestien, par les emplois & biens qu'ils possedoient dans l'estenduë de la France, sont entrez & demeurez au service des Seigneurs Estats Generaux des Provinces-Unies, ou par ceux qui estant nez sujets desdits Seigneurs Estats Generaux, ou engagez à leur service par les emplois & biens qu'ils possedoient dans l'estenduë des Provinces-Unies, sont entrez ou demeurez au service de sa Majesté Tres-Chrestienne, & les susdites personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & jouïssance paisible de tous leurs biens, honneurs, dignitez, privileges, franchises, droits, exemptions, constitutions & libertez, sans pouvoir estre recherchez, troublez, ny inquiétez en general, ny en particulier, pour quelque cause ou pretexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé depuis la naissance de ladite Guerre, & en consequence du present Traité, & aprés qu'il aura esté ratifié tant par sa Majesté Tres-Chrestienne, que par lesdits Seigneurs Etats Généraux, leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition & de pardon, de retourner en personne dans leurs Maisons, en la jouïssance de leurs terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer de telle maniere que bon leur semblera.

III. Et si quelques prises se font de part & d'autre dans la Mer Baltique, ou celle du Nord depuis Terneuse jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de St. Vincent dans l'espace de six semaines, & delà dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la publication de la Paix à Paris & à la Haye; lesdites prises & les dommages qui se feront de part ou d'autre aprés le terme prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris sera rendu avec compensation de tous les dommages qui en seront provenus.

IV. Il y aura de plus entre ledit Seigneur Roy & lesdits Seigneurs Etats Généraux, & leurs sujets & habitans reciproquement, une sincere, ferme & perpetuelle amitié & bonne correspondance, tant par Mer que par Terre, en tout & par tout, tant dedans que dehors l'Europe, sans se ressentir des offenses ou dommages, qu'ils ont receus tant par le passé qu'à l'occasion desdites Guerres.

V. Et en vertu de cette amitié & correspondance, tant sa Majesté que les Seigneurs Etats Generaux procureront & avanceront fidellement le bien & la prosperité l'un de l'autre, par tout support, aide, conseil & assistances réelles en toutes occasions & en tous tems, & ne consentiront à l'avenir à aucuns Traités ou Negotiations, qui pourroient apporter du dommage à l'un ou à

l'autre

ANS de J. C. 1697.

l'autre, mais les rompront & en donneront les avis reciproquement avec soin & sincerité aussi-tôt qu'ils en auront connoissance.

VI. Ceux sur lesquels quelques biens ont été saisis & confisqués à l'occasion de ladite Guerre, leurs Heritiers ou ayant cause, de quelque condition ou Religion, qu'ils puissent être; jouiront d'iceux biens & en prendront la possession de leur autorité privée, & en vertu du present Traité, sans qu'il leur soit besoin d'avoir recours à la justice, nonobstant toutes incorporations au Fisc, engagemens, dons en faits, sentences preparatoires ou definitives données par defaut & contumace en l'absence des parties, & icelles non ouies, Traités, Accords & Transactions, quelques renonciations qui ayent été mises és dites transactions pour exclure de partie desdits biens ceux à qui ils doivent appartenir, & tous & chacuns biens & droits, qui conformement au present Traité seront restituez, ou doivent estre restituez reciproquement aux premiers proprietaires, leurs hoirs ou ayant cause, pourront etre vendus par lesdits proprietaires, sans qu'il soit besoin d'impetrer pour ce consentement particulier, & ensuite les proprietaires des rentes qui de la part des Fiscs seront constitués en lieu des biens vendus, comme aussi des rentes & actions, étant à la charge des Fiscs respectivement, pourront disposer de la proprieté d'icelles par vente ou autrement, comme de leurs autres propres biens.

VII. Et comme le Marquisat de Bergen op Zoom avec tous les droits & revenus qui en dependent, & generalement toutes les Terres & biens appartenans à M. le Comte d'Auvergne, Collonel General de la Cavallerie Légere de France, & qui sont sous le pouvoir desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies, ont été saisis & confisqués à l'occasion de la Guerre, à laquelle le present Traité doit mettre une heureuse fin, il a esté accordé que ledit Sieur Comte d'Auvergne sera remis dans la possession dudit Marquisat de Bergen op Zoom, ses appartenances & dependances, comme aussi dans ses droits, actions, privileges, usances & prerogatives, dont il jouissoit lors de la declaration de la guerre.

VIII. Tous les Pays, Villes, Places, Terres, Forts, Isles & Seigneuries, tant au dedans qu'au dehors de l'Europe, qui pourroient avoir été pris & occupés depuis le commencement de la presente Guerre, seront restitués de part & d'autre au meme état, qu'ils étoient pour les Fortifications lors de la prise, & quant aux autres Edifices, dans l'état qu'ils se trouveront, sans qu'on puisse y rien detruire ny deteriorer, sans aussi qu'on puisse pretendre aucun dédommagement pour ce qui auroit pû estre demoli; Et nommement le Fort & habitation de Pontichery sera rendu aux conditions susdites à la Compagnie des Indes Orientales establie en France: Et quant à l'Artillerie qui y a esté amenée par la Compagnie des Indes Orientales des Provinces Unies elle luy demeurera ainsi que les munitions de Guerre & de bouche, Esclaves & tous les autres effets, pour en disposer comme il luy plaira, comme aussi des terres, droits & privileges qu'elle a acquis tant du Prince que des habitans du Pays.

IX. Tous Prisonniers de Guerre seront delivrez de part & d'autre sans distinction ou réserve & sans payer aucune rançon.

X. La levée des contributions cessera de part & d'autre du jour de l'echange des ratifications du present Traité de Paix, & aucuns arrerages desdites contributions demandées & accordées ne pourront estre exigez, mais toutes les pretentions, qui pourroient rester sur ce sujet, sous quelque titre ou pretexte que ce soit, seront entierement annéantis de part & d'autre. Comme aussi cesseront à l'echange desdites ratifications du present Traité toutes les contributions de part & d'autre à l'égard des Pais des Rois Tres-Chrétien & Catholique.

XI. Pour affermir d'autant plus & faire subsister ce Traité, on est de plus convenu entre sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux, qu'étant satisfait à ce Traité, il se fera, comme se fait, cettui-cy, une renonciation tant generale que particuliere sur toutes sortes de pretentions, tant du tems passé, que du present, quelles qu'elles puissent estre, que l'un parti pourroit intenter contre l'autre pour ôter à l'avenir toutes les occasions que l'on pourroit susciter & faire parvenir à de nouvelles dissentions.

XII. Les voyes de la justice ordinaire seront ouvertes, & le cours en sera libre reciproquement; & les sujets de part & d'autre pourront faire valoir leurs droits, actions & pretentions suivant les Loix & les statuts de chaque Pais, & y obtenir les uns contre les autres sans distinction toute la satisfaction qui leur pourra legitimement appartenir; & s'il y a eu des lettres de represailles accordées de part ou d'autre, soit devant ou après la declaration de la derniere Guerre, elles demeureront revoquées & anoullées, sauf aux parties, en faveur desquelles elles auroient été accordées, à se pourvoir par les voyes ordinaires de la justice.

XIII. Si par inadvertence ou autrement il survenoit quelque inobservation ou inconvenient au present Traité de la part de ladite Majesté ou desdits Seigneurs Etats Généraux & leurs Successeurs, cette Paix & Alliance ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de l'amitié, & de la bonne correspondence. Mais on reparera promtement lesdites contraventions; & si elles procedent de la faute de quelques particuliers sujets, ils en seront seuls punis & chatiez.

XIV. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'amitié entre les sujets dudit Seigneur Roy & ceux desdits Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant cy après quelque interruption d'amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdits Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné neuf mois de tems après ladite rupture aux sujets de part & d'autre pour se retirer avec leurs effets & les transporter où bon leur semblera. Ce qu'il leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs biens & meubles en toute liberté, sans qu'on leur puisse donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit tems de neuf mois à aucune saisie de leurs effets, moins encore à l'arrest de leurs personnes.

XV. Le Traité de Paix entre le Roi Trés-Chrêtien, & le feu Electeur de Brandebourg, fait à S. Germain en Laye, le 29. Juin 1679. sera rétabli entre sa Majesté Trés-Chrétienne, & son Altesse Electorale de Brandebourg d'à present, en tous ses Points & Articles.

XVI. Comme il importe à la tranquillité publique, que la Paix concluë entre sa Majesté Trés-Chrétienne, & son Altesse Royale le Duc de Savoye, le 9. Août 1696. soit exactement observée, il a été convenu de la confirmer par ce present Traité.

XVII. Et comme sa Majesté & les Seigneurs Etats Généraux, reconnoissent les puissans offices que le Roi de Suede a contribuez incessamment par ses bons Conseils, & avertissemens au salut & au repos public, il a été convenu de part & d'autre, que sadite Majesté Suedoise avec ses Royaumes soit comprise nommément dans le present Traité en la meilleure forme que faire se peut.

XVIII. En ce present Traité de Paix & d'Alliance, seront compris de la part dudit Seigneur Roi Trés-Chrêtien, tous ceux qui seront nommez avant l'échange des ratifications, & dans l'espace de six mois, aprés qu'elles auront été échangées.

XIX. Et de la part des Seigneurs Etats Généraux le Roi de la Grande Bretagne, & le Roi d'Espagne, & tous leurs autres Alliez, qui dans le tems de six semaines, à compter depuis l'échange des ratifications se déclareront d'accepter la Paix, comme aussi les treize loüables Cantons des Ligues Suisses, & leurs Alliez & Confede-

ANS de J.C. 1697.

Confederez, & particulierement en la meilleure forme & maniere, que faire se peut, les Républiques & Cantons Evangeliques, Zurig, Berne, Glaris, Bâle, Schafhause & Appenzel, avec tous leurs Alliez & Confederez, nommément la République de Geneve, & ses dépendances, la Ville & Comté de Neufchâtel, les Villes de S. Gall, Milhause & Bienne; item les Ligues Grises & dépendances, les Villes de Bremen, & d'Embden, & de plus tous Rois, Princes & Etats, Villes, & Personnes particulieres, à qui les Seigneurs Etats Généraux, sur la requisition qui leur en sera faite, accorderont d'y être compris.

XX. Ledit Seigneur Roi, & lesdits Seigneurs Etats Généraux, consentent que le Roi de Suede, comme Mediateur, & tous autres Potentats & Princes, qui voudront bien entrer en un pareil engagement, puissent donner à sa Majesté, & ausdits Seigneurs Etats Généraua leurs promesses & obligations de garantie de l'execution de tour le contenu au present Traité.

XXI. Le present Traité sera ratifié & approuvé par le Seigneur Roi, & les Seigneurs Etats Généraux, & les Lettres de Ratification seront delivrées dans le terme de trois semaines ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature.

XXII. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Paix, & de tous les Points & Articles y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié, & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & de tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié, enregistré, par lesdits Seigneurs Etats Généraux, dans les Cours & autres Places, là où on a accoûtumé de faire les publications, verifications, & enregistremens.

En foi de quoi nous Ambassadeurs de sadite Majesté, & des Seigneurs Etats Généraux, en vertu de noa Pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé ces presentes de nos Seings ordinaires, & à icelles fait sppofer les Cachets de nos Armes. A Ryswyck en Hollande le 20. Septembre 1697. étoit signé,

(L. S.) N. Lillieroot. (L. S.) N. A. de Harlay Bonneuil. (L. S.) A. Heynsius.
(L. S.) Verjus de Crecy. (L. S.) E. de Weede
(L. S.) De Callieres. (L. S.) W. v. Haren.

S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Trés-Chrêtien.

LOüis par la grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut; Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix, la Guerre, dont la Chrêtienté est presentement affligée, & que par les soins & la mediation de nôtre trés-cher & trés-aimé Frere le Roi de Suede, les villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les parties pour tenir les Conferences nécessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistance de la Divine providence, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien; sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneuil*, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, de nôtre bien amé le Sr. *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Courcy, Sieur de Boulay, les deux Eglises, du Meuillet & autres Lieux, & de nôtre bien amé le Sieur *de Callieres* de la Roche Chellay & de Signy, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers emplois importans que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & député lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & députons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons plein-pouvoir, commission & mandement special d'aller en ladite ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçûs & agréez avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos trés-chers & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas, & de leurs Alliez tous munis de pouvoirs suffisans, & y traitter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourdhuy la Guerre, & pourront nos susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'aurre par maladie, ou autre empeschement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empeschement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous serions & pourrions faire, s'y nous y estions presens en personne, encores qu'il y eut quelque chose qui requit un mandement plus special non contenu en cesdites presentes; promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy* & de *Callieres* ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie ou autre empeschement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empeschement, aura esté stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos lettres de ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel est nôtre plaisir. En temoing de quoy nous avons fait mettre nôtre seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 25. de Fevrier 1697. & de nôtre Regne le 54. étoit signé, LOUIS. Et sur le reply étoit écrit, par le Roy. Signe, *Colbert*.

S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Basa tous ceux qui ces presentes verront, Salut: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée; & que par les soins & la mediation du Serenissime Roi de Suede le lieu de Ryswick a esté agréé de toutes les parties pour le lieu des Conferences; Nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrestien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet deputer en ladite assemblée quelquea personnes du Corps de la nostre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de nostre Etat: Et comme les Sieurs *Jaques Boreel*, Seigneur de Duynbeck, Westhoven & Merresteyn, Senateur, & Bourguemaître de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de St. Marie à Utrecht, Dyck-Grave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Francker, Deputez en nôtre assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise, se sont signalez en plusieurs emplois importants pour nostre service, où ils ont donné des marquaa de leur fidelité, application & addresse au maniement des affaires; pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs *Boreel*, *de*

Weede

ANS de J.C. 1697.

Weede, & de *Haren*, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryswick, en qualité de nos Ambassadeurs extraordinaires, & Plenipotentiaires pour la Paix : Et y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & aggréez, avec les Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrétienne & de ses Alliez, munis des pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nosdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empéchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empéchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire, pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y estions presens, quand même pour cela il seroit besoin de pouvoir & mandement plus special, non contenu dans ces dites presentes, promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empeschement du troisiéme, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empeschement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promir en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Seau, la paraphure du President de nôtre Assemblée, & le seing de nôtre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697. Estoit paraphé, *F. B. de Reede*, vt. Sur la plic estoit écrit, par Ordonnance desdits Seigneurs Estats Generaux. Estoit signé, *F. Fagel*. Et sellé du grand Sceau en cire rouge.

LEs Estats Generanx des Provinces Unies des Pais-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, Salut : Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roi de Suede le lieu de Ryswick a été aggréé de toutes les parties pour le lieu des Conferences, nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet, nous avons déja député cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de sa connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Estat, à sçavoir les Sieurs *Jaques Boreel*, Seigneur de Duynbeck, Westhove & Merresteyn, Senateur & Bourguemaître de la Ville d'Amsterdam, & Consesller Depuré de la Province d'Hollande ; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewarer, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Estats de ladite Province ; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bild, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Frsnequer, Deputéa en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à present nous avons jugé à propos de joindre une quatriéme Personne, à nos susnommés trois Ambassadeurs Extrsordinaires & Plenipotentiaires pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Estats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiess, & Deputé en nôtre Assemblée de la part de la même Province s'est signalé en plusieurs employs importants pour nôtre service, ou il a donné des marques de sa fidelité, application & addresse au maniement des affaires, pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé ledit Sieur *Heinsius*, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & luy avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement special d'aller à Ryswik en qualité de nôtre Ambassadeur Extrsordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & aggrées, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrêtienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants, & y traitter des moyens de terminer, & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourra nôtre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec lesdits Sieurs *Boreel*, *de Weede*, & de *Haren*, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empéchément, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou autre empéchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix : Et generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire si nous y estions presents, quand même pour cela il seroit besoin de pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites presentes, promettant sincerement, & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur *Heinsius*, ensemble avec nos trois autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires ou avec deux ou un seul d'entr'eux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'ablence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'il aura promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre assemblée, sous nôtre Grand Sçeau, la paraphe du President de nôtre assemblée, & le seing de nôtre Greffier, le 5. d'Août de l'an 1697. Estoit paraphé, *F. B. de Reede*, vt. Sur le repli étoit écrit, Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Estoit signé, *F. Fagel*. Et sellé du Grand Sceau en cire rouge.

Article separé.

OUtre ce qui a été conclu & arresté par le Traitté de Paix, fait entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Roy Tres-Chrêtien, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies ce jourd'huy 20. Septembre 1697. il a été encore conveou par ce present Article separé, qui aurs la même force & vertu, que s'il étoit inseré de mot à mot dans le susdit Traitté, que sa Majesté Tres-Chrêtienne accordera, comme elle accorde par ce present Article, à l'Empereur, & à l'Empire jusqu'au premier de Novembre prochain, pour accepter les conditions de Paix, proposées en dernier lieu par Sadite Majesté Tres-Chrêtienne, suivant sa déclaration du premier jour du present mois de Septembre, si sa Majesté Imperiale & l'Empire n'en peuvent autrement convenir avec sadite Majesté Tres Chrêtienne, & en cas, que dans ledit tems, l'Empereur & l'Empire n'acceptent point lesdites conditions, ou n'en con-

ANS de J. C. 1697.

viennent pas autrement avec ladite Majesté Tres-Chrêtienne, ledit Traité de Paix sortira son plein & entier effet, & sera executé suivant sa forme & teneur, sans pouvoir y contrevenir par lesdits Seigneurs Etats Generaux, sous quelque pretexte que ce puisse être directement ou indirectement.

En foy de quoy nous Ambassadeurs de Sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs respectifs avons ésdits noms signé cet Article separé de nos seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes ; à Ryswik en Hollande le vingtiéme jour du mois de Septembre, 1697. Estoit signé,

(L. S.) *N. A. de Harlay Bonneuil.*	(L. S.) *A. Heinsius.*
(L. S.) *Verjus de Crecy.*	(L. S.) *E. de Weede.*
(L. S.) *De Callieres.*	(L. S.) *W. v. Haren.*

Ensuit la Ratification de sa Majesté Tres-Chrêtienne sur le Traité de Paix & d'Amitié.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre ; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront ; Salut : Comme nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi ; nôtre Cher & bien Amé *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulays, des deux Eglises de Fortisle & de Meuillet ; & nôtre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvois, que nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé le 20. jour de Septembre dernier, à Ryswik, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Estats d'Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant, des Fiefs de la même Province ; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province ; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis Estats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, pareillement munit des pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points & articles, qui y sont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons le tout, promettant en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & Hypoteque de tous & chacuns nos biens present & avenir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoy, nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre, l'an de grace 1697. & de nôtre regne le cinquante cinquiéme. Etoit signé, LOUIS. Et plus bas, Par le Roy. Signé, *Colbert.*

ANS de J. C. 1697.

Ensuit la Ratification de Messeigneurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, sur le Traité de Paix & d'Amitié.

LEs Estats Generaux des Provinces Unies du Pays-Bas, à tout ceux qui ces presentes Lettres verront ; salut : Ayant veu & examiné le Traité de Paix & d'Amitié fait & conclu à Ryswik en Hollande le vingtiéme jour du mois de Septembre de la presente Année 1697. par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de sa Majesté Tres-Chrêtienne en son Conseil d'Estat, le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meuillet & autres lieux ; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrêtienne à l'Assemblée de Ryswik, au nom & de la part de sadite Majesté : Et par les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Estats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-intendant des Fiefs de la même Province ; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles & autres lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province ; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franequer, Deputez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswik, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs plein-Pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Lettres de Ratification seront delivrées de part & d'autre en bonne & deuë forme dans le terme de trois semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques des nôtre sincerité, & nous acquiter de la parole que nos Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons aggréé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy, cy-dessus transcrits, comme nous l'aggreons, approuvons & ratifions par ces presentes ; promettant en bonne foy & sincerement le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy nous avons fait signer les presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le dixiéme Octobre 1697.

Ensuit la Ratification de sa Majesté Tres-Chrêtienne, sur l'Article separé.

LOUIS par la grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront : Salut : Ayant veu & examiné l'Article separé, que nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely ; nôtre cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Sr. du Boulay, des deux Eglises, de Fortisle, & du Meuillet ; & nôtre

ANS de J. C. 1697.

nôtre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Sr. de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arreſté & ſigné le vingtiéme jour de Septembre dernier à Ryſwick, avec les Sieurs *Antoine Heinſius*, Conſeiller Penſionaire des Etats de Hollande & de Weſt Friſe, Garde du Grand Sceau & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Eſcolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, Preſident des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Nobleſſe aux Etats de Friſe, & Curateur de l'Univerſité de Franeker, Deputez en leur Aſſemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Friſe, en qualité d'Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos très Chers & grand Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de pleins Pouvoirs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant agreable le ſuſdit Article ſeparé en tout ſon contenu, avons icelui loüé, aprouvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions par ces preſentes, ſignées de nôtre main, promettant en foy & parolle de Roy de l'accomplir, obſerver & faire obſerver ſincerement & de bonne foy, ſans ſouffrir qu'il ſoit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cauſe & occaſion que ce puiſſe être. En temoin de quoy nous avons ſigné ces preſentes & à icelles fait appoſer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troiſiéme jour d'Octobre, l'an de grace mil ſix cent quatre vingt dix ſept, & de nôtre regne le cinquante cinquiéme. Etoit ſigné, LOUIS. Plus-bas, par le Roy, ſigné, *Colbert.*

Enſuit la Ratification de Meſſeigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, ſur l'Article ſeparé.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, à tous ceux qui ces preſentes Lettres verront, *Salut:* Comme ainſi ſoit qu'outre le Traité de Paix & d'Amitié, fait & conclu à Ryſwick en Hollande, le vingtiéme jour de Septembre de la preſente année 1697. il ait été fait de même un Article Separé, par le Sieur *Nicolas Auguſte de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conſeiller Ordinaire de ſa Majeſté Très-Chrêtienne en ſon Conſeil d'Etat; le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conſeiller Ordinaire du Roy en ſon Conſeil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Egliſes de Fortiſle, du Meuillet & autres lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de ſa Majeſté Très-Chrêtienne à l'Aſſemblée de Ryſwick, au nom & de la part de ſadite Majeſté; & par les Sieurs *Antoine Heinſius*, Conſeiller Penſionaire de Etats de Hollande & Weſt Friſe, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province, *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Eſcolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Preſident des Etats de ladite Province, *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Nobleſſe aux Etats de Friſe, & Curateur de l'Univerſité de Franeker, Deputez en nôtre Aſſemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Friſe, nos Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à la dite Aſſemblée de Ryſwick, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs plein Pouvoirs reſpectifs, duquel Article ſeparé la teneur s'enſuit.

Fiat inſertio.

Nous ayant pour aggreable ledit Article ſeparé l'avons agréé, approuvé & ratifié, l'aggreons, approuvons & ratifions par ces preſentes, de même que s'il étoit inſeré dans le ſuſdit Traité de Paix & d'Amitié, promettant de garder, entretenir & obſerver inviolablement, tout ce qui eſt contenu en iceluy, ſans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement ſous quelque pretexte que ce ſoit. En foy de quoy nous avons fait ſigner ces preſentes par le Preſident de nôtre Aſſemblée, contreſigner par nôtre Greffier, & y appoſer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le dixiéme Octobre l'an 1697.

CCLXXV.

Traité de Commerce, de Navigation & de Marine, entre LOUIS XIV. *Roi de France & les* PROVINCES UNIES. *Fait à Ryſwick, le 20. Septembre, 1697.*

ANS de J. C. 1697.

LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

LE Traité de Paix, qui a été conclu ce jourd'huy, entre le Roy Très-Chrêtien, & les Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, faiſant ceſſer tous les ſujets de mécontentement, qui avoient alteré pendant quelques tems l'affection, que ſa Majeſté a toûjours eüe pour leur bien & leur proſperité, ſuivant l'exemple des Rois ſes Predeceſſeurs, & leſdits Seigneurs Etats Generaux rentrant auſſi dans la même paſſion, qu'ils ont cy devant témoigné pour la grandeur de la France, & dans les ſentiments d'une ſincere reconnoiſſance pour les obligations & les avantages conſiderables, qu'ils en ont cy-devant reçus, ſa Majeſté ne veut rien obmettre de ce qui la peut affermir, & leſdits Etats Generaux, ne ſouhaitant pas moins de la perpetuer, ont eſtimé qu'il n'y en avoit point de meilleur & de plus aſſeuré moyen, que d'établir une libre & parfaite correſpondence entre les Sujets de part & d'autre, & pour cet effet regler leurs intereſts particuliers, en fait de Commerce, Navigation & Marine, par des Loix & Conventions les plus propres à prevenir tous les inconveniens, qui pourroient affoiblir la bonne correſpondance: ſadite Majeſté ſatisfaiſant au deſir deſdits Etats Generaux auroit ordonné le Sieur *Nicolas Auguſte de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conſeiller Ordinaire de ſa Majeſté en ſon Conſeil d'Etat; le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conſeiller Ordinaire du Roy en ſon Conſeil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Egliſes de Fortiſle, du Meuillet, &c. le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, ſes Ambaſſadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à l'Aſſemblée de la Negotiation de la Paix; & leſdits Seigneurs Etats Generaux les Sieurs *Antoine Heinſius*, Conſeiller Penſionaire des Etats de Hollande & de Weſt-Friſe, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Eſcolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, Preſident des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Nobleſſe aux Etats de Friſe, & Curateur de l'Univerſité de Franeker, Deputés en leur Aſſem-

ANS de J.C. 1697.

blée de la part des Etats de Hollande d'Utrecht & de Frise, de conferer & convenir, en vertu de leurs Pouvoirs respectivement produits, & dont Copie est cy-dessus transcrite, d'un Traité de Commerce, de Navigation en la maniere qui s'ensuit.

I. Les Sujets de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, joüiront reciproquement de la même liberté au fait du Commerce & de la Navigation, dont ils ont joüi de tout temps devant cette Guerre par tous les Royaumes, Etats & Provinces de l'une & de l'autre part.

II. Et ainsi n'exerceront plus à l'avenir aucunes sortes d'hostilitez ni de violences les uns contre les autres, tant sur la Mer que sur la Terre, ou dans les Rivieres, Rades & eaux douces, sous quelque nom & prétexte que ce soit; & aussi ne pourront les Sujets de sa Majesté prendre aucunes Commissions pour des Armemens particuliers, ou Lettres de represailles des Princes & Etats Ennemis desdits Sieurs Etats Generaux, & moins les troubler ni endommager d'aucune sorte, en vertu de telles Commissions ou Lettres de represailles, ni même aller en course avec elles, sous peine d'être poursuivis & châtiez comme Pirates; ce qui sera réciproquement observé par les Sujets des Provinces-Unies à l'égard des Sujets de sa Majesté; & seront à cette fin toutes & quantes fois que cela sera requis de part & d'autre dans les Terres de l'obéïssance de sadite Majesté & dans les Provinces-Unies publiées & renouvellées défenses très-expresses & très précises, de se servir en aucune maniere de telles Commissions ou Lettres de represailles, sous la peine susmentionnée, qui sera executée severement contre les contrevenans; outre la restitution entiere, à laquelle ils seront tenus envers ceux, ausquels ils auront causé aucun dommage.

III. Et pour obvier d'autant plus à tous inconveniens, qui pourroient survenir par les prises, faites par inadvertence, ou autrement, & principalement dans les lieux éloignez, il a été convenu & accordé, si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines, ou du bout de ladite Manche jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines, & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines, & au delà de la Ligne & en tous les autres endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente, lesdites prises & les dommages, qui se feront de part ou d'autre, après les termes prefix, seront portez en compte, & tout ce qui aura été pris, sera rendu avec compensation de tous les dommages, qui en seront provenus.

IV. Toutes Lettres de marque, & de Represailles qui pourroient avoir été ci-devant accordées, pour quelque cause que ce soit, sont déclarées nulles; & n'en pourra être ci-après donnée par l'un desdits Alliez, au préjudice des Sujets de l'autre; si ce n'est seulement en cas de manifeste déni de Justice, lequel ne pourra pas être tenu pour verifié, si la requête de celui qui demande lesdites Represailles n'est communiquée au Ministre qui se trouvera sur les Lieux de la part de l'Etat, contre les Sujets duquel elles doivent être données, afin que dans le terme des quatre mois, ou plûtôt, s'il se peut, il puisse s'informer du contraire, ou procurer l'accomplissement de Justice qui sera dû.

V. Ne pourront aussi les particuliers Sujets de sa Majesté être mis en action ou arrêt en leurs Personnes & Biens, pour aucune chose que sa Majesté peut devoir, ni les particuliers Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux pour les dettes publiques desdits Etats.

VI. Les Sujets & Habitans des Païs de l'obéïssance de sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux vivront, converseront, & frequenteront les uns avec les autres, en toute bonne amitié & correspondance; & joüiront entre eux de la liberté de Commerce & Navigation dans l'Europe, en toutes les limites des Païs de l'un & de l'autre, de toutes sortes de Marchandises & Denrées, dont le Commerce, & le transport, n'est défendu generalement & universellement à tous tant Sujets qu'etrangers par les Loix & Ordonnances des Etats de l'un & de l'autre.

VII. Et pour cet effet, les Sujets de sa Majesté & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux pourront franchement, & librement frequenter avec leurs Marchandises & Navires, les Païs, Terres, Villes, Ports, Places & Rivieres de l'un & de l'autre Etat, y porter & vendre à toutes Personnes indistinctement, acheter, trafiquer & transporter toutes sortes de Marchandises dont l'entrée ou sortie, & transport, ne sera défendu à tous Sujets de sa Majesté, & desdits Seigneurs Etats Generaux; sans que cette liberté réciproque puisse être défenduë, limitée ou restrainte, par aucun Privilege, Octroy ou aucune concession particuliere; & sans qu'il soit permis à l'un ou à l'autre de conceder, ou de faire à leurs sujets des Immunitez, Benefices, dons gratuits ou autres avantages, par dessus ceux de l'autre ou à leur préjudice; & sans que lesdits sujets de part & d'autre soyent tenus de payer plus grands, ou autres Droits, Charges, Gabelles ou Impositions quelconques sur leurs Personnes, Biens, Denrées, Navires ou Frets d'iceux directement ou indirectement, sous quelques noms, titre ou prétexte que ce puisse être, que ceux qui seront payez par les propres & naturels Sujets de l'un & de l'autre.

VIII. Les Sujets des Etats Generaux ne pourront aussi être traitez autrement, ou plus mal dans les Droits de contablie, d'ancrage, du sol parisis & toutes autres charges & impositions de quelque nom qu'elles puissent être appellées, soit sous le titre du Droit étranger ou autrement, sans aucune reserve ou exception, que les sujets mêmes de sa Majesté Très-Chrêtienne, qui ne seront pas Bourgeois dans les lieux, où lesdits Droits se levent.

IX. Qu'à l'égard du Commerce du Levant en France, & de vingt pour cent qui se leve à cette occasion, les Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies joüiront aussi de la même liberté & franchise, que les Sujets du Roi Très-Chrêtien, tellement qu'il sera permis ausdits Sujets des Etats Generaux de porter des Marchandises du Levant, à Marseille & autres Places permises en France, tant par leurs propres Vaisseaux, que dans des Vaisseaux François, & que ni dans l'un ni l'autre cas lesdits Sujets des Etats Generaux ne seront assujettis audit vingt pour cent, sinon dans les cas, où les François y sont sujets, portant des Marchandises dans leurs propres Vaisseaux à Marseille, ou autres Places permises, & qu'en ceci ne pourra se faire aucun changement au préjudice des Sujets desdits Etats Generaux.

X. Il sera permis aux Sujets des Seigneurs Etats Generaux d'apporter, faire entrer & debiter en France & dans les Païs conquis, librement & sans aucun empêchement du Harang salé, sans distinction, & sans être sujets au rempacquement & ce nonobstant tous Edits, Déclarations & Arrêts du Conseil à ce contraires, & nommément ceux des 15. Juillet, & quatorziéme Septembre mil six cens quatre vingt-sept, portant défenses d'apporter ni faire entrer dans les Ports de France aux places conquises du Harang autrement qu'en vracq & salé du Sel de Broüage; & qui ordonnent que ledit Harang sera apporté dans les Ports de Mers en vracq dans des Barils, dont les dix-huit composeront douze de Harang pacqué, lesquels arrêts demeureront révoquez & annullez.

XI. L'on dépêchera réciproquement à la Doüane ou aux bureaux, tant en France qu'aux Païs des Etats Gene-

ANS de J.C. 1697.

Generaux également & ſans aucune diſtinction les Sujets de l'une & de l'autre Nation, auſſi-tôt qu'il ſera poſſible, ſans leur cauſer aucun empeſchement ny retardement, quel qu'il puiſſe être.

XII. L'on fera un nouveau tarif comme & ſuivant la convenance reciproque, dans le tems de trois mois, & cependant le tarif de l'an 1667. ſera executé par proviſion, & en cas, qu'on ne convienne pas dans ledit tems dudit Tarif nouveau, le tarif de l'an 1664. aura lieu pour l'avenir.

XIII. Les Navires de Guerre de l'un & de l'autre trouverone toûjours les Rades, Rivieres, Ports & Havres libres & ouverts pour entrer, ſortir, & demeurer à l'ancre, tant qu'il leur ſera neceſſaire ſans pouvoir être viſités, à la charge néantmoins d'en uſer avec diſcretion, & de ne donner aucun ſujets de jalouſie, par un trop long & affecté ſejour, ny autrement, aux Gouverneurs deſdites Places & Ports, aux quels les Capitaines deſdits Navires feront ſavoir la cauſe de leur arrivée & de leur ſejour.

XIV. Les Navires de Guerre de ſa Majeſté & deſdits Seigneurs Etats Generaux & ceux de leurs ſujets qui aurone été armés en Guerre, pourront en toute liberté conduire les priſes qu'ils auront faites ſur leurs Ennemis, où bon leur ſemblera, ſans être obligés à aucuns droits, ſoit des ſieurs Admiraux ou de l'Admirauté, ou d'aucuns autres, ſans qu'auſſi leſdits Navires ou leſdites priſes entrans dans les Havres, ou Ports de ſa Majeſté ou deſdits Seigneurs Etats Generaux, puiſſent être arreſtées ou ſaiſies, ny que les Officiers des lieux puiſſent prendre connoiſſance de la validité deſdites priſes, leſquelles pourront ſortir & être conduites franchement & en toute liberté aux lieux portés par les Commiſſions, dont les Capitaines deſdits Navires de Guerre ſeront obligés de faire apparoir: Et au contraire ne ſera donné azile ny retraite dans leurs Ports ou Havres à ceux qui auront fait des priſes ſur les Sujets de ſa Majeſté ou deſdits Seigneurs Etats Generaux; mais y étants entrés par neceſſité de tempeſte ou peril de la Mer, on les fera ſortir le plûtôt qu'il ſera poſſible.

XV. Les Sujets deſdits Seigneurs Eſtats Generaux ne ſeront point reputés Aubains en France, & ainſi ſeront exempts de la loy d'Aubaine, & pourront diſpoſer de leurs biens par Teſtament, Donation ou autrement: Et leurs Heritiers, Sujets deſdits Etats demeurants tant en France, qu'ailleurs, recüeillir leurs ſucceſſions mémes *ab inteſtat*, encore qu'ils n'ayent obtenu aucunes Lettres de Naturalité ſans que l'effet de cette conceſſion leur puiſſe être conteſté, ou empêché, ſous pretexte de quelque Droit ou prerogative des Provinces, Villes, ou perſonnes privées, pourront pareillement ſans leſdites Lettres de Naturalité s'établir en toute liberté les Sujets deſdits Seigneurs Etats en toutes les Villes du Roiaume, pour y faire leur Commerce & Traficq, ſans pourtant y pouvoir acquerir aucun droit de Bourgeoiſie, ſi ce n'eſt, qu'ils euſſent obtenu Lettres de Naturaſité de ſa Majeſté en bonne forme & ſeront generalement traités ceux des Provinces Unies en tout & par tout autant favorablement, que les Sujets propres & Naturels de ſa Majeſté, & particulierement ne pourront être compris aux taxes qui pourront être faites ſur les Etrangers, & ſera tout le contenu au preſent Article obſervé au regard des Sujets du Roy dans les Pays de l'obeiſſance deſdits Seigneurs Etats.

XVI. Les Navires chargés de l'un des Alliés, paſſants devant les côtes de l'autre, & relachans dans les Rades ou Ports, par tempeſte ou autrement, ne ſerone contraints d'y decharger ou debiter leurs Marchandiſes, ou partie d'icelles, ny tenus d'y payer aucuns Droits, ſinon lors qu'ils y dechargerone des Marchandiſes volontairement & de leur gré.

XVII. Les Maîtres de Navires, leurs Pilotes, Officiers & Soldats, Matelots & autres gens de Mer, les Navires mêmes, ni les denrées & Marchandiſes dont ils ſeront chargés, ne pourront être ſaiſis, ni arreſtés, en vertu d'aucun ordre general ou particulier de qui que ce ſoit, ou pour quelque cauſe ou occaſion qu'il puiſſe être, non pas même ſous pretexte de la conſervation, & defenſe de l'Etat, & generalement rien ne pourra être pris aux Sujets de part & d'autre, que du conſentement de ceux, à qui il appartiendra, & en payant les choſes, qu'on deſirera d'eux, en quoy toutes fois n'eſt entendu de comprendre les ſaiſies & arreſts faits par ordre & authorité de la Juſtice, & par les voyes ordinaires, & pour loyales debtes, Contracts ou autres cauſes legitimes, pour raiſon deſquelles il ſera procedé par voye de droit, ſelon la forme de la Juſtice.

XVIII. Tous les Sujets & Habitans de France & des Provinces Unies pourront en toute ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux, & trafiquer avec leurs Marchandiſes, ſans diſtinction de qui puiſſent étre les proprietaires, d'icelle, de leurs Ports, Roiaumes & Provinces & auſſi des Ports & Roiaumes des autres Etats ou Princes, vers les Places de ceux qui ſont deja Ennemis declarés, tant de la France, que des Provinces Unies ou de l'un des deux, ou qui pourroient les devenir: Comme auſſi les mêmes Sujets & Habitans pourront avec la même ſeureté & liberté naviger avec leurs Vaiſſeaux & trafiquer avec leurs Marchandiſes ſans diſtinction de qui puiſſent être les Proprietaires d'icelles, des lieux, Ports & Rades de ceux qui ſont Ennemis de l'une & de l'autre deſdites parties, ou de l'un des deux en particulier ſans contradiction ou deroubier, de qui que ce ſoit, non ſeulement à droiture deſdites Places Ennemies vers un lieu neutre, mais auſſi d'une place Ennemie à l'autre, ſoit qu'elles ſe trouvent ſituées ſous la Juriſdiction d'un même Souverain, ſoit qu'elles le ſoyent ſous des divers.

XIX. Ce tranſport & ce traficq s'eſtendra à toutes ſortes de Marchandiſes, à l'exception de celles de contrebande.

XX. En ce genre de Marchandiſes de contrebande s'entend ſeulement être compris toutes ſortes d'Armes à feu, & autres aſſortimens d'icelles, comme Canons, Mouſquets, Mortiers, Petards, Bombes, Grenades, Sauciſes, Cercles-poiſſez, Affuts, Fourchettes, Bandolieres, Poudre, Meche, Salpetre, Balles, Piques, Epées, Morions, Caſques, Cuiraſſes, Hallebardes, Javelines, Chevaux, Selles de Cheval, Fourreaux de Piſtolets, Baudriers & autres aſſortimens ſervants à l'uſage de la Guerre.

XXI. Ne ſeront compris dans ce genre de Marchandiſes de contrebande les Froments, Bleds & autres Grains, Legumes, Huiles, Vins, Sel, ni generalement tout ce qui apartient à la nourriture & ſuſtentation de la vie, mais demeureront libres, comme autres Marchandiſes & Denrées, non compris en l'Article precedent, & en ſera le tranſport permis, mémes aux lieux ennemis deſdits Seigneurs Etats, ſauf aux Villes & places aſſiegées, blocquées ou inveſties.

XXII. Pour l'execution de ce que deſſus, il a été accordé qu'il ſe fera en la maniere ſuivante. Que les Navires & Barques avec les Marchandiſes des Sujets de ſa Majeſté, étant entrés en quelque Havre deſdits Seigneurs Etats & voulants de là paſſer à ceux deſdits Ennemis, ſeront obligés ſeulement de monſtrer aux Officiers des Havres deſdits Seigneurs Etats, d'où ils partiront, leurs Paſſeports, contenants la ſpecification de la charge de leurs Navires, atteſtés & marqués du Seel & Seing ordinaire & reconnus des Officiers de l'Admirauté, des lieux, d'où ils ſeront premierement partis, avec la declaration du lieu, où ils ſeront deſtinés, le tout en forme ordinaire & accoûtumée, aprés laquelle exhibition de leurs Paſſeports en la forme ſuſdite, ils ne pourront étre inquietés ni recherchés, detenus ni retardés en leurs voyages, ſous quelque pretexte que ce ſoit.

XXIII. Il en ſera uſé de même à l'égard des Navires

ANS de J. C. 1697.

vires & Barques Françoises, qui iront dans quelques Rades des Terres de l'obeïssance desdits Seigneurs Estats, sans vouloir entrer dans les Havres, ou y entrans, sans toutes fois vouloir debarquer & rompre leurs charges, lesquels ne pourront étre obligés de rendre compte de leur Cargaison, qu'au cas qu'il y eut soubçon qu'ils portassent aux Ennemis desdits Seigneurs Etats des Marchandises de Contrebande, comme il a été dit cy-dessus.

XXIV. Et audit cas de soubçon apparent lesdits Sujets seront obligés de montrer dans les Ports leurs Passeports en la forme cy-dessus specifiée.

XXV. Que s'ils étoient entrés dedans les Rades, ou étoient rencontrés en pleine Mer par quelques Navires desdits Seigneurs Etats, ou d'Armateurs particuliers, leurs Sujets, lesdits Navires des Provinces Unies, pour éviter tout desordre, n'approcheront pas plus près des François que de la portée du Canon, & pourront envoyer leur petite Barque ou Chaloupe au bord des Navires ou Barques Françoises, & faire entrer dedans deux ou trois Hommes seulement, à qui seront montrés les Passeports & Lettres de Mer, afin qu'il puisse apparoir non seulement de la charge, mais aussi du lieu de la demeure & residence, tant du Maître & Patron, que du Navire même, afin que par ces deux moyens, on puisse connoitre, s'ils portent des Marchandises de contrebande, & qu'il apparoisse suffisamment, tant de la qualité dudit Navire, que de son Maistre & Patron; auxquels Passeports & Lettres de Mer se devra donner entiere foy & creance, & afin que l'on connoisse mieux la validité, & qu'elles ne puissent en aucune maniere être falsifiées & contrefaites, seront données certaines marques & contreseings de ladite Majesté & desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXVI. Et en cas que dans lesdits Vaisseaux & Barques Françoises, destinées vers les Havres des Ennemis desdits Seigneurs Etats se trouve par les moyens susdits quelques Marchandises & Denrées de celles, qui sont cy-dessus declarées de Contrebande & deffenduës, elles seront dechargées, denoncées & confisquées par devant les Juges de l'Amirauté des Provinces Unies ou autres competens, sans que pour cela le Navire & Barque, ou autres Biens, Marchandises & Denrées libres & permises, retrouvées au méme Navire, puissent être en aucune façon saisies ni confisquées.

XXVII. Il a été en outre accordé & convenu, que tout ce qui se trouvera chargé par les Sujets de sa Majesté en un Navire des Ennemis desdits Seigneurs Etats, bien que ce ne fut Marchandises de Contrebande, sera confisqué avec tout ce qui se trouvera audit Navire, sans exception ni reserve, mais d'ailleurs aussi sera libre & affranchi tout ce qui sera & se trouvera dans les Navires appartenans aux Sujets du Roi Tres-Chrétien, encore que la charge ou partie d'icelle fut aux Ennemis desdits Seigneurs Etats; sauf les Marchandises de Contrebande, au regard desquelles on se reglera selon ce qui a été disposé aux Articles precedents, & pour éclaircissement plus particulier de cet Article il est accordé & convenu de plus, que les cas arrivants que toutes les deux parties, ou bien l'une d'icelles, fussent engagés en Guerre, les biens appartenants aux Sujets de l'autre partie, & chargés dans les Navires de ceux qui sont devenus Ennemis de tous les deux, ou de l'une des parties, ne pourront être confisqués aucunement, à raison ou sous pretexte de cet embarquement dans le Navire Ennemi; & cela s'observera non seulement quand lesdites denrées y auront été chargées devant la declaration de la Guerre: Mais même quand cela sera fait après ladite declaration; pourveu que c'ait été dans les tems & les termes qui s'ensuivent; à savoir si elles ont été chargées dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nort depuis Terneuse en Norvegue, jusques au bout de la Manche dans l'espace de quatre Semaines, ou au bout de ladite Manche, jusques au Cap St. Vincent, dans l'espace de six Semaines, & delà dans la Mer Mediterranée, & jusques à la Ligne dans l'espace de dix Semaines, & au delà de la Ligne, & en tous les endroits du Monde dans l'espace de huit mois, à compter depuis la publication de la presente: Tellement que les Marchandises & biens des Sujets & Habitans chargés en ces Navires Ennemis, ne pourront être confisqués aucunement, durant les termes & dans les etenduës susnommés à raison du Navire qui est Ennemi; ains seront restitués aux Proprietaires sans aucun delay, si ce n'est qu'elles ayent été chargées après l'expiration desdits termes; & pourtant il ne sera nullement permis de transporter vers les Ports Ennemis telles Marchandises de Contrebande, que l'on pourroit trouver chargées en un tel Navire Ennemi, quoy qu'elles fussent renduës par la susdite raison. Et comme il a été reglé cy-dessus, qu'un Navire libre affranchira les Denrées y chargées, il a été en outre accordé & convenu, que cette liberté s'estendra aussi aux Personnes, qui se trouveront en un Navire libre, à tel effet, que quoy qu'elles fussent Ennemies de l'une & de l'autre des parties, ou de l'une d'icelles, pourtant se trouvans dans le Navire libre, n'en pourront être tirées, si ce n'est qu'il fussent Gens de Guerre, & effectivement en service desdits Ennemis.

ANS de J. C. 1697.

XXVIII. Tous les Sujets & Habitans desdites Provinces-Unies jouïront reciproquement des mêmes droits, libertés & exemptions en leurs Trafiqs & Commerce dans les Ports, Rades, Mers, & Etats de ladite Majesté, ce qui vient d'être dit, que les Sujets de sa Majesté jouïront en ceux desdits Seigneurs Etats, & en haute Mer, se devant entendre que l'égalité sera reciproque en toute maniere de part & d'autre; & même en cas que cy-après lesdits Seigneurs fussent en Paix, Amitié & Neutralité avec Rois, Princes & Etats qui devinssent Ennemis de ladite Majesté, chacune des deux parties devant user reciproquement des mêmes conditions & restrictions exprimées aux Articles du present Traité, qui regarde le Traficq & le Commerce.

XXIX. Et pour asseurer d'avantage les Sujets desdits Seigneurs Etats qu'il ne leur sera fait aucune violence par lesdits Vaisseaux de Guerre, sera fait deffence à tous Capitaines des Vaisseaux du Roi, & autres Sujets de sa Majesté de ne les molester ny endommager en aucune chose que ce soit, sur peine d'être tenus en leurs Personnes & biens des dommages & interests soufferts & à souffrir jusques à la deüe restitution & reparation.

XXX. Et pour cette cause seront doresnavant les Capitaines & Armateurs obligés chacun d'eux, avant leur partement, de bailler caution bonne & solvable par devant les Juges competens de la somme de quinze mille livres tournois, pour respondre chacun d'Eux solidairement, des mal-versations, qu'ils pourroyent commettre en leurs courses; & pour les contraventions de leurs Capitaines & Officiers au present Traité & aux Ordonnances & Edits de sa Majesté qui seront publiés en vertu & en conformité de la disposition d'iceluy, à peine de descheance & nullité desdites Commissions & congés; ce qui sera pareillement pratiqué par les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux.

XXXI. S'il arrivoit qu'aucun desdits Capitaines François fit prise d'un Vaisseau chargé desdites Marchandises de Contrebande, comme dit est, ne pourront lesdits Capitaines faire ouvrir ny rompre les Coffres, Males, Bales, Bougettes, Tonnesux & autres Caisses, ou les transporter, vendre ou échanger, ou autrement aliener qu'elles n'ayent été descenduës en Terre en la presence des Juges de l'Amirauté & après Inventaire par Eux fait desdites Marchandises trouvées dans lesdits Vaisseaux, si ce n'est que lesdites Marchandises de Contrebande ne faisant qu'une partie de la charge, le Maître ou Patron de Navire trouvast bon & agreast de livrer lesdites Marchandises

ANS de J. C. 1697.

chandises de Contrebande audit Capitaine & de poursuivre son Voyage ; auquel cas, ledit Maître ou Patron ne pourra nullement être empêché de poursuivre sa route & le dessein de son Voyage.

XXXII. Sa Majesté voulant que les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux soient traitez dans tous le Païs de son obeïssance aussi favorablement, que ses propres Sujets, donnera tous les ordres necessaires pour faire que les jugemens & arrêts, qui seront rendus sur les prises, qui auront été faites à la Mer, soient donnez avec toute Justice & équité, par Personnes non suspectes ni interessées au fait, dont sera question : Et donnera sa Majesté des ordres précis & efficaces, afin que tous les arrêts, jugemens & ordres de Justice déja donnez & à donner, soient promptement & dûëment executez, selon leurs formes.

XXXIII. Et lors que les Ambassadeurs desdits Seigneurs Etats Generaux ou quelque autre de leurs Ministres publics, qui seront à la Cour de sa Majesté, feront plainte desdits jugemens, qui auront été rendus, sa Majesté fera revoir lesdits jugemens en son Conseil, pour examiner si les ordres & précautions contenuës au present Traité, auront été suivies & observées, & pour y faire pourvoir, selon la raison, ce qui sera fait dans le tems de trois mois au plus ; & néanmoins avant le premier jugement ni après icelui, pendant la revision, les biens & effets, qui seront reclamez, ne pourront être vendus, ni déchargez, si ce n'est du consentement des parties interessées pour éviter le déperissement desdites Marchandises.

XXXIV. Quand procès sera mû en premiere & seconde instance contre ceux qui auront fait des prises en Mer, & les Interessez en icelles, & que lesdits Interessez viendront à obtenir un jugement ou arrêt favorable, ledit jugement ou arrêt aura son execution sous caution, nonobstant l'appel d'icelui, qui aura fait la prise, mais non au contraire, & ce qui est dit au present Article & aux précédens, pour faire rendre bonne & brieve justice aux Sujets des Provinces-Unies, sur les prises faites à la Mer, par les Sujets de sa Majesté, sera entendu & pratiqué par les Seigneurs Etats Generaux, à l'égard des prises faites par leurs Sujets sur ceux de sa Majesté.

XXXV. Sa Majesté & les Seigneurs Etats Generaux pourront en tout tems faire construire ou fretter dans les Païs l'un de l'autre tel nombre de Navires, soit pour la Guerre ou pour le Commerce, que bon leur semblera, comme aussi acheter telle quantité de Munitions de Guerre, qu'ils auront besoin, & employeront leur autorité, à ce que lesdits marchez de Navires & achats de Munitions se fassent de bonne foi & à prix raisonnable, sans que sa Majesté ni les Seigneurs Etats Generaux puissent donner la même permission ausdits ennemis de l'un & de l'autre, en cas que lesdits ennemis fussent attaquans ou aggresseurs.

XXXVI. Arrivant que des Navires de Guerre ou des Marchands échoüent par Tempête ou autre accident aux Côtes de l'un ou de l'autre Allié, lesdits Navires, Apparaux, Biens & Marchandises, & ce qui sera sauvé, ou le provenant, si lesdites choses étant perissables ont été venduës, le tout étant reclamé par des Proprietaires ou autres, ayant charge & pouvoir d'eux, dans l'an & jour, sera restitué sans forme de procès, en payant seulement les frais raisonnables, & ce qui sera reglé entre lesdits Alliez pour le droit de sauvement ; & en cas de contravention au present Article, sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats promettent d'employer efficacement leur autorité, pour faire châtier avec toute la severité possible ceux de leurs Sujets, qui se trouveront coupables des inhumanitez, qui ont été quelquefois commises à leur grand regret en de semblables rencontres.

XXXVII. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne recevront & ne souffriront, que leurs Sujets reçoivent dans nul des Païs de leur obéïssance aucuns Pirates & Forbans quels qu'ils puissent être ; mais ils les feront poursuivre & punir & chasser de leurs Ports, & les Navires dépredez, comme les biens pris par lesdits Pirates & Forbans, qui se trouveront en être, seront incontinent & sans forme de procès restituez franchement aux Proprietaires, qui les reclameront.

XXXVIII. Les Habitans & Sujets de côté & d'autre, pourront par tout dans les Terres de l'obéïssance dudit Seigneur Roi & desdits Seigneurs Etats Generaux, se faire servir de tels Avocats, Procureurs, Notaires & Solliciteurs, que bon leur semblera, à quoi aussi ils seront commis par les Juges ordinaires, quand il sera besoin, & que lesdits Juges en seront requis, & sera permis ausdits Sujets & Habitans de part & d'autre, de tenir dans les lieux, où ils feront leur demeure, les Livres de leur Trafic & Correspondance, en la Langue que bon leur semblera, sans que pour ce sujet ils puissent être inquietez, ni recherchez.

XXXIX. A l'avenir aucuns Consuls ne seront admis de part & d'autre, si l'on jugeoit à propos d'envoyer des Residens, Agens, Commissaires ou autres, ils ne pourront établir leur demeure, que dans les lieux de la Residence ordinaire de la Cour.

XL. Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux ne permettront point, qu'aucun Vaisseau de Guerre, ni autre équipé pour la Commission & pour le service d'aucun Prince, Republique ou Ville, que ce soit, vienne faire aucune prise dans les Ports, Havres ou aucunes Rivieres, qui leur appartiennent, sur les Sujets de l'un ou de l'autre, & en cas que cela arrive, sadite Majesté & lesdits Seigneurs Etats Generaux employeront leur autorité & leur force, pour en faire faire la restitution ou réparation raisonnablement.

XLI. S'il survenoit par inadvertence ou autrement quelques inobservations ou contraventions au present Traité de la part de sa Majesté, ou desdits Seigneurs Etats Generaux, & leurs Successeurs, il ne laissera pas de subsister en toute sa force, sans que pour cela on en vienne à la rupture de la Confederation, Amitié & bonne Correspondance, mais on en reparera promptement lesdites contraventions, & si elles procedent de la faute de quelques particuliers Sujets, ils en seront seuls punis & châtiez.

XLII. Et pour mieux assurer à l'avenir le Commerce & l'Amitié entre les Sujets dudit Seigneur Roi & ceux desdits Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, il a été accordé & convenu, qu'arrivant ci-après quelque interruption d'Amitié ou rupture entre la Couronne de France & lesdits Seigneurs Etats desdites Provinces-Unies (ce qu'à Dieu ne plaise) il sera toûjours donné neuf mois de temps après ladite rupture aux Sujets de part & d'autre, pour se retirer avec leurs Effets, & les transporter où bon leur semblera. Ce qui leur sera permis de faire, comme aussi de vendre ou transporter leurs Biens & Meubles en toute liberté, sans qu'on puisse leur donner aucun empêchement, ni proceder pendant ledit temps de neuf mois à aucunes saisies de leurs effets, moins encore à l'arrêt de leurs Personnes.

XLIII. L'on préviendra de part & d'autre, autant qu'il sera possible, tout ce qui pourroit en aucune maniere empêcher directement ou indirectement l'execution du present Traité, & specialement de l'Article septiéme, & on s'oblige aux moindres plaintes, qui se feront de quelques contraventions, de les faire incessamment reparer.

XLIV. Le present Traité de Commerce, Navigation & Marine durera vingt-cinq ans, à commencer du jour de la signature, & les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées de part & d'au-

d'autre dans l'espace de trois semaines, à compter du jour de la signature, ou plûtôt, si faire se peut.

XLV. Et pour plus grande sûreté de ce Traité de Commerce & de tous les points & Articles, y contenus, sera ledit present Traité publié, verifié & enregistré en la Cour du Parlement de Paris, & en tous autres Parlemens du Royaume de France, & Chambre des Comptes dudit Paris, comme aussi semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré par lesdits Seigneurs Etats Generaux dans les Cours & autres places, là où on a coûtume de faire les publications, verifications & enregistremens.

Formulaire des Passeports & Lettres qui se doivent donner dans l'Amirauté de France, aux Navires & Barques, qui en sortiront suivant l'Article du present Traité.

LOüis Comte de Thoulouse, Amiral de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut : Sçavoir faisons, que nous avons donné congé & permission à Maître & Conducteur du Navire, nommé de la Ville de du port de Tonneaux, ou environ étant de present au Port & Havre de de s'en aller à chargé de après que visitation aura été faite de son Navire avant que partir sera serment devant les Officiers qui exercent la jurisdiction des causes Maritimes, comme ledit Vaisseau appartient à un ou plusieurs des Sujets de sa Majesté, dont il sera mis Acte au bas des presentes ; comme aussi de garder, & faire garder par ceux de son équipage les Ordonnances & Reglemens de la Marine, & mettre au Greffe, le Roole, signé & verifié, contenant les noms & surnoms, la naissance & demeure des Hommes de son équipage, & de tous ceux qui s'embarqueront ; lesquels il ne pourra embarquer sans le sçû & permission des Officiers de la Marine, & en chacun Port ou Havre où il entrera avec son Navire, fera apparoir aux Officiers & Juges de la Marine du present congé ; & leur fera fidel rapport de ce qui fera fait & passé durant son voyage ; & portera les Pavillons, Armes & enseignes du Roi, & les nôtres, durant son voyage. En témoin de quoi nous avons fait apposer nôtre Seing & le Seel de nos Armes, à ces presentes ; & icelles fait contresigner par nôtre Secretaire de la Marine à jour de mil six cens Signé, Loüis, Comte de Thoulouse. Et plus bas, par

Formulaire de l'Acte contenant le serment.

NOus de l'Amirauté de certifions que Maître du Navire nommé au Passeport ci-dessus a prêté le serment mentionné en icelui. Fait à le jour de mil six cens

Autre Formulaire des Lettres, qui se doivent donner par les Villes & Ports de Mer des Provinces-Unies, aux Navires & Barques qui en sortiront suivant l'Article susdit.

AUx Serenissimes, Très-Illustres, Très-Puissants, Honorables & Prudents Seigneurs Empereurs, Rois, Républiques, Princes, Ducs, Comtes, Barons, Seigneurs, Bourgemaîtres, Eschevins, Conseillers, Juges, Officiers, Justiciers & Regens de toutes bonnes Villes & Places, tant Ecclesiastiques que seculiers, lesquels ces presentes verront ou liront; nous Bourgmaitre & Regens de la Ville de savoir faisons que Maître du Navire, comparant devant nous, a declaré de serment solemnel que le Navire nommé grand environ lastes, sur lequel maintenant il est maître appartient aux habitans des Provinces-Unies; ainsi Dieu le vouloit aider; & comme volontiers nous verrions ledit Maître de Navire aide dans ses justes affaires, nous vous requerons tous en general & en particulier, où le susdit Maître avec son Navire & denrées arrivera, qu'il leur plaise de recevoir benignement & traitter deüement, le souffrant sur les Droits accoûtumés des peages & frais, dans par & auprès de vos Ports, Rivieres & Domaines, le laissans naviger, passer, frequenter & negocier là, où il trouvera à propos, ce que volontiers nous reconnoistrons; en temoin de quoy, nous y avons fait apposer le Seau de nôtre Ville.

En foy de quoy nous Ambassadeurs susdits de sa Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons és dits noms signé ces presentes de nos Seings ordinaires & à icelles fait apposer les Cachets de nos Armes. A Ryswyck le 20. jour du mois de Septembre mil six cent quatre vingt dix sept, étoit Signé.

(L. S.) N. A. de Harlay Bonneuil.	*(L. S.) A. Heinsius.*
(L. S.) Verjus de Crecy.	*(L. S.) E. de Weede.*
(L. S.) De Callieres.	*(L. S.) W. v. Haren.*

Article separé.

OUtre ce qui a été conclu & arrêté par le Traité de Commerce, fait entre les Ambassadeurs de sa Majesté Très-Chrêtienne, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, ce jourd'huy vingtiéme Septembre mil six cents quatre vingt dix sept, il a été encore convenu par ce present Article separé, qui aura la même force & vertu que s'il étoit inseré de mot en mot dans le susdit Traité, que l'imposition de cinquante sous par Tonneau établie en France sur les Navires des Etrangers cessera entierement à l'avenir, à l'égard des Navires des Sujets des Etats Generaux des Provinces-Unies, & ne pourra desormais estre rétablie, ensorte que les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront dechargez de ladite Taxe, soit que lesdits Navires aillent droit en France des Pays ou Terres desdits Seigneurs Etats Generaux, ou de quelque autre endroit que ce puisse être, soit chargés ou à vuide, soit aussi qu'ils soyent chargés pour decharger dans une ou plusieurs Places de France, ou bien qu'estant destinés pour prendre charge aux lieux où ils auroient dessein d'aller, & n'y en trouvant pas, ils aillent en d'autres pour en avoir, soit aussi que lesdits Navires des Sujets des Seigneurs Etats Generaux sortent des Ports de France, pour s'en retourner chez Eux, ou pour aller ailleurs, en quelques lieux que ce puisse être, charges ou vuides, soit même qu'ils ayent pris leurs charges dans une ou plusieurs Places, puis qu'il a été convenu que ny dans lesdits cas, ny dans aucun autre qui pouroit arriver, les Navires des Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux ne feront pas sujets à ladite imposition, mais qu'ils en feront & demeureront exempts tant en venant desdits Ports de France qu'en y allant, excepté seulement au cas suivant, sçavoir, quand lesdits Navires prendront des Marchandises en France, & qu'ils les transporteront d'un Port de France, en un autre Port de France, pour les y decharger, auquel cas seulement & nollement en aucun autre les Sujets desdits Seigneurs Etats Generaux seront obligez de payer ledit Droit comme les autres Etrangers. Le present Article separé sera ratifié & enregistré de meme que le Traité de Commerce.

En foy dequoy nous Ambassadeurs de sadite Majesté & des Seigneurs Etats Generaux, en vertu de nos pouvoirs respectifs, avons ésdits noms signé cet Article Separé de nos Seings ordinaires, & y avons fait apposer les Cachets de nos Armes ; à Ryswyck en Hol-

ANS de J. C. 1697.

Hollande le vingtiéme jour du mois de Septembre mil six cents quatre vingt dix sept ; étoit signé.

(L. S.) N. A. de Harlay Bonneuil.	*(L. S.) A. Heynsius.*
(L. S.) Verjus Crecy.	*(L. S.) E. de Weede.*
(L. S.) De Callieres.	*(L. S.) W. v. Haren.*

S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roy Tres Chrêtien.

LOüis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut :* Comme nous ne souhaittons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de nôtre Tres-cher & Tres-aimé Frere le Roy de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agreées de toutes les parties pour tenir les Conferences necessaires à cet effet ; nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en nous, & par l'assistence de la Divine providence, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneuil*, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, de nôtre bien amé le Sieur *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meüillet & autres Lieux, & de nôtre bien Amé le Sieur *de Callieres*, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faite dans les divers emplois importans que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement special d'aller en ladite Ville de Delf, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & agreés avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nos Tres-chers & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de leurs Alliés tous munis de pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empeschement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empeschement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en personne, encores qu'il y eut quelque chose qui requit un mandement plus special non contenu en cesdites presentes ; promettant en foy & parole de Roy de tenir ferme & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empeschement, ou par un seul en l'absence de deux autres en pareil cas de maladie ou autre empeschement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel est nôtre plaisir. En temoing de quoy nous avons fait mêtre nôtre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de nôtre Regne le 54. étoit signé, LOUIS. Et sur le reply étoit écrit, par le Roy. Signé, *Colbert.*

S'ensuit la teneur des Pouvoirs des Ambassadeurs & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Generaux.

LEs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, *Salut* : Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le lieu de Ryswick a été agreé de toutes les parties pour le lieu des Conferences ; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet deputer en ladite Assemblée quelques personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection, qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat : Et comme les Sieurs *Jaques Boreel*, Seigneur de Duynbeck, Westhoven & Meresteyn, Senateur, & Bourgemaître de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province d'Hollande ; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyck Grave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province ; & *Guillaume de Haren*, Grittman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université à Francker, Deputés en nôtre assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht, & de Frise, se sont signalés en plusieurs emplois importants pour nôtre service, où ils ont donné des marques de leur fidelité, application & addresse au maniement des affaires ; pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, commettons, ordonnons, & deputons par ces presentes, & leur avons donné & donnons plein Pouvoir, Commission, & Mandement special d'aller à Ryswyck, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires pour la Paix : Et y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçeus & aggréez avec les Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrêtienne & de ses Alliés, munis des pouvoirs suffisants, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourront nos dits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourrions faire, si nous y étions presents, quand même pour cela il seroit besoin de pouvoir & mandement plus special, non contenu dans ces dites presentes ; promettant sincerement & de bonne foy d'avoir pour agreable, ferme & stable, tout ce que par lesdits Sieurs nos Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou bien par deux d'iceux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empechement du troisiéme, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou d'autre empechement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la

ANS de J.C. 1697.

Haye en nôtre Assemblée, sous nôtre grand Seau la paraphure du President de nôtre Assemblée, & le Seing de nôtre Greffier, le 6. d'Avril de l'an 1697. étoit paraphé, *F. B. de Riede*, vt. Sur le plic étoit écrit, par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Etoit signé, *F. Fagel*, & sellé du grand Sçeau en cire rouge.

LEs Etats Generaux de Provinces-Unies des Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes verront, *Salut*: Comme nous ne souhaittons rien plus ardamment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrêtienté est à present affligée, & que par les soins & la Mediation du Serenissime Roy de Suede le lieu de Ryswick a été aggréé de toutes les parties pour le lieu des Conferences, nous par ce même desir d'arrester autant qu'il sera en nous, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, avons bien voulu y contribuer tout ce qui depend de nous, & pour cet effet nous avons déja deputé cy-devant en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en ladite Assemblée quelques Personnes du Corps de la nôtre, qui ont donné plusieurs preuves de la connoissance & experience qu'ils ont des affaires publiques, aussi bien que de l'affection qu'ils ont pour le bien de nôtre Etat, à sçavoir les Sieurs *Jaques Boreel*, Seigneur de Duynbeek, Westhove & Meresteyn, Senateur & Bourgmaitre de la Ville d'Amsterdam, & Conseiller Deputé de la Province de Hollande; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre de Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bild, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franequer, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, & comme à present nous avons jugé à propos de joindre une quatriéme Personne, à nos susnommés trois Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, pour ce même effet, & que le Sieur *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Sceau, Sur-Intendant des Fiefs, & Deputé en nôtre Assemblée de la part de la meme Province, s'est signalé en plusieurs employs importans pour notre service, où il a donné des marques de sa fidelité, application & addresse au maniement des affaires, pour ces causes & autres considerations à ce nous mouvants, nous avons commis, ordonné & deputé ledit Sieur *Heynsius*, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes, & luy avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement special d'aller à Ryswyck, en qualité de nôtre Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement receus & aggréez, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres Chrêtienne & de ses Alliés, munis des Pouvoirs suffisants; & y traitter des moyens de terminer, & pacifier les differents, qui causent aujourd'huy la Guerre, & pourra nôtre dit Ambassadeur & Plenipotentiaire ensemble avec lesdits Sieurs *Boreel*, de *Weede*, & de *Haren*, nos trois autres Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux en cas de l'absence des autres, par maladie ou autre empêchement, ou même seul en l'absence des tous trois en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix: Et generalement faire, negocier, promettre & accorder tout ce qu'il estimera necessaire pour le susdit effet de la Paix, & de faire generalement tout ce que nous pourions faire si nous y étions presentes, quand même pour cela il seroit besoin de pouvoir & Mandement plus special, non contenu dans cesdites presentes, promettant sincerement, & de bonne foy d'avoir pour agréable, ferme, & stable tout ce que par ledit Sieur *Heynsius*, ensemble avec nos autres Ambassadeurs & Plenipotentiaires, ou avec deux ou un seul d'entr'eux, en cas de maladie, d'absence, ou d'autre empêchement des autres, ou même seul en l'absence de tous trois en pareil cas de maladie ou d'autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratifications, dans le temps qu'il aura promis en nôtre nom de les fournir. Donné à la Haye en nôtre assemblée, sous nôtre Grand Sçeau, la paraphure du President de nôtre assemblée, & le seing de nôtre Greffier, le 5. d'Aoust de l'An 1697. Etoit paraphé, *F. B. de Reede*, vt. Sur le plice étoit écrit, par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Generaux. Etoit signé, *F. Fagel*, & sellé du grand Sçeau en cire rouge.

Ensuit la Ratification de sa Majesté Tres-Chrêtienne sur le Traité de Paix & d'Amitié.

LOuïs par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; Salut: Comme nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Cesi; nôtre Cher & bien Amé *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, des deux Eglises, de Fortisle & de Meüillet; & nôtre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, auroient conclu, arresté & signé le 20 jour de Septembre dernier, à Ryswik, avec les Sieurs *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionnaire des Estats d'Hollande & de West Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Ste Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la noblesse aux Estats de Frise, & Curateur de l'Université de Franeker, Deputés en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, pareillement munis des pleins Pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Traité de Paix en tous & un chacun les points & articles, qui y sont contenus & declarés, avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays Terres, Seigneuries & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé; acceptons, approuvons, ratifions & confirmons le tout, promettant en foy & parole de Roy, & sous l'obligation & Hypoteque de tous & chacuns nos biens presens & avenir, garder & observer inviolablement sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin de quoy nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre, l'an de grace 1697. & de nôtre regne le cinquante cinquiéme; étoit

ANS de J.C. 1697

ANS de J. C. 1697.

étoit signé, LOUIS; & plus bas; Par le Roy. Signé, *Colbert*.

S'ensuit la Ratification de Messeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs Bas, sur le Traité de Commerce, Navigation & Marine.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront; *Salut*: Comme ainsi soit, que le vingtiéme jour de Septembre de la presente Année 1697. il a été fait & conclu à Ryswyck en Hollande un Traité de Commerce, Navigation & Marine, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de sa Majesté Tres-Chrétienne en son Conseil d'Etat; le Sieur *Louis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meuillet & autres lieux; & le Sieur *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrétienne à l'Assemblée de Ryswyck, au nom & de la part de sadite Majesté: Et par le Sieur *Antoine Heinsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la meme Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles & autres lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la part de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Université de Franequer, Deputés en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswyck, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs plein Pouvoirs respectifs, duquel Traité la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Et d'autant que le contenu dudit Traité porte, que les Ratifications d'iceluy seront données en bonne forme, & changées de part & d'autre dans l'espace de trois semaines, ou plûtôt si faire se peut, à compter du jour de la signature, nous voulant bien donner des marques de nôtre sincerité, & nous acquiter de la parole, que nos dits Ambassadeurs ont donné pour Nous, Nous avons aggreé, approuvé & ratifié ledit Traité & un chacun des Articles d'iceluy cy-dessus transcrits, comme nous l'aggreons, approuvons & ratifions par ces presentes; promettant en bonne foy & sincerement de le garder, entretenir & observer inviolablement de point en point, selon sa forme & teneur, sans jamais aller ny venir au contraire, directement ou indirectement, en quelque sorte ou maniere que ce soit. En foy de quoy avons fait signer les presentes par le President de nôtre Assemblée, contre-signer par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le dixiéme Octobre 1697.

S'ensuit la Ratification de Sa Majesté Tres-Chrêtienne, sur l'Article Separé.

LOüis par la Grace de Dieu Roy de France & de Navarre; à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut*: Ayant veu & examiné l'Article Separé, que nôtre Amé & Feal Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Sr. de Bonneuil, Comte de Cely; nôtre cher & bien Amé, *Louis Verjus*, Chevalier, Comte

ANS de J. C. 1697.

de Crecy, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur du Boulay, des deux Eglises, de Fortisle, & Meuillet; & nôtre cher & bien Amé *François de Callieres*, Chevalier, Seigneur de la Roche-Chelley & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins Pouvoirs, que nous leur en avions donné, ont conclu, arresté & signé le vingtiéme jour de Septembre dernier à Ryswyck, avec les Sieurs *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & de West-Frise, Garde du Grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, &c. Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolâtre du Chapitre Imperial de Sainte Marie d'Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé en leur Assemblée de la part des Etats d'Hollande, d'Utrecht & de Frise, en qualité d'Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nos tres-Chers & grands Amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, pareillement munis de Plein-Pouvoirs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat insertio.

Nous ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, avons iceluy loüé, aprouvé & ratifié, loüons, approuvons & ratifions par ces presentes, signées de nôtre main, promettant en foy & parole de Roy de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être. En temoin de quoy nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre, l'an de grace mil six cent quatre vingt dix sept, & de nôtre regne le cinquante cinquiéme, étoit signé LOUIS. Plus-Bas, par le Roy, signé, *Colbert*.

S'ensuit la Ratification de Messeigneurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, sur l'Article separé.

LEs Etats Generaux des Provinces-Unies du Païs-Bas, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut*: Comme ainsi soit qu'outre le Traité de Commerce, fait & conclu à Ryswyck en Hollande, le vingtiéme jour de Septembre de la presente année 1697. il ait été fait de même un Article separé, par le Sieur *Nicolas Auguste de Harlay*, Chevalier, Seigneur de Bonneuil, Comte de Celi, Conseiller Ordinaire de sa Majesté Tres-Chrétienne en son Conseil d'Etat; le Sieur *Loüis Verjus*, Chevalier, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roy en son Conseil d'Etat, Marquis de Treon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meuillet & autres lieux: & le Sieur *François de Callieres*; Chevalier, Seigneur de Callieres, de la Roche-Chellay & de Gigny; Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de sa Majesté Tres-Chrétienne à l'Assemblée de Ryswyck, & par les Sieurs *Antoine Heynsius*, Conseiller Pensionaire des Etats de Hollande & West-Frise, Garde du grand Seau, & Sur-Intendant des Fiefs de la même Province; *Everhard de Weede*, Seigneur de Weede, Dyckvelt, Rateles, & autres Lieux, Seigneur Foncier de la Ville d'Oudewater, Doyen & Escolatre du Chapitre Imperial de Sainte Marie à Utrecht, Dyckgrave de la Riviere le Rhin, dans la Province d'Utrecht, President des Etats de ladite Province; & *Guillaume de Haren*, Grietman du Bilt, Deputé de la Noblesse aux Etats de Frise, & Curateur de l'Uni-

ANS de J.C. 1697.

niversité de Franeker, Deputez en nôtre Assemblée de la part des Etats de Hollande, d'Utrecht & de Frise, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires à ladite Assemblée de Ryswyck, en nôtre nom & de nôtre part, en vertu de leurs plein Pouvoirs respectifs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Fiat inserito.

Nous ayant pour agreable ledit Article separé l'avons approuvé & ratifié, l'agréons, approuvons & ratifions par ces presentes, de même que s'il étoit inseré dans le susdit Traité de Commerce, promettant de garder, entretenir & observer inviolablement, tout ce qui est contenu en icelui, sans jamais aller ni venir au contraire, directement ou indirectement sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi nous avons fait signer ces presentes par le President de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre Greffier, & y apposer nôtre grand Seau. Fait à la Haye le dixiéme Octobre l'an. 1697.

CCLXXVI.

ANS de J.C. 1697.

L'ANGLETERRE ET LA FRANCE.

Traité de Paix entre GUILLAUME III. *Roi d'Angleterre &* LOUIS XIV. *Roi de France. Fait à Ryswick, le 20. Septembre, 1697.*

GUlielmus Tertius Dei Gratiâ Magnæ Britanniæ Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor &c. Omnibus & singulis ad quos Literæ pervenerint: Salutem. Quandoquidem Divinâ favente Providentiâ & interveniente primum operâ Mediatoriâ Serenissimi ac Potentissimi nuper Principis Caroli undecimi Regis Sueciæ &c. deinde Filii ac successoris ejus Caroli duodecimi Regis Sueciæ &c. & per Colloquia in Ædibus Nostris Ryswicensibus, de sopiendo Bello, quo Magna Pars Orbis Christiani nuper affligebatur, habita inter Nostros & Fœderatorum Nostrorum Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ab unâ, & Serenissimi ac Potentissimi Principis Ludovici Decimi quarti Regis Christianissimi &c. Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ex altera parte, de Pace inter Nos ac dictum Regem Christianissimum, his quæ sequuntur Conditionibus conventum fuerit.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest, aut quomodocunque interesse poterit, quod postquam Bellum infeliciter accensum, inter Serenissimum & Potentissimum Principem Dominum Gulielmum III. Dei Gratiâ Magnæ Britanniæ &c. Regem & Serenissimum ac Potentissimum Principem & Dominum Ludovicum XIV. Dei Gratiâ Regem Christianissimum &c. eo perductæ res sunt permissione bonitatis Divinæ, ut ex utraque Parte restituendæ Pacis demum spes affulserit, & cum dicta Sacra Majestas Magnæ Britanniæ, & Sacra Majestas Christianissima pari desiderio exoptârint effusionem Christiani sanguinis, quam primum sistere, communi animo consenserunt, ut præcipuè quam gratissimè agnoscantur indefessa studia, Potentissimi, & Gloriosissimæ Memoriæ, Principis Caroli XI. Regis Sueciæ &c. sed cum spes Consiliorum & bonorum ejus Officiorum quam universa Europa merito concupiscet, inopinatâ morte prærepta fuerit, Sacra Regia Majestas Magnæ Britanniæ, & sacra Regia Majestas Christianissima crediderunt sese optimè facturas, si Mediatorium opus continuandum deferrent Filio, & successori ejus Carolo XII. Regi Sueciæ &c. qui pari studio operam suam dedit ad concludendam

ANS de J.C. 1697.

Pacem inter sacram Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ & sacram Majestatem Christianissimam in Concilius eum in finem habitis in Ædibus Ryswicensibus in Provinciâ Hollandiæ, inter Nobilissimos, Illustrissimos, & Excellentissimos Dominos Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios utrinque nominatos, A parte quidem sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, Nobilissimum, Illustrissimum, atque Excellentissimum Dominum, Dominum Thomam Comitem Pembrochiæ, & Montgomerici, Baronem Herbert de Cardiff, privati Angliæ Sigilli Custodem, à Conciliis Regis intimis, & ex excellentissimis Justiciariis & Custodibus Regni Angliæ, Dominum Eduardum Vice-Comitem Villiers de Darford, Baronem de Hoo, Angliæ Equitem Marshallum, Majestatis suæ ad Celsos ac Præpotentes Dominos, Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum Ablegatum Extraordinarium, & ex Excellentissimis Justiciariis & Gubernatoribus Generalibus Regni Hiberniæ. Dominum Robertum Dominum de Lexington, Baronem de Everham, ex intimis Cubiculi Regis Generosum; Majestatisque suæ ad Serenissimum & Invictissimum Principem Romanorum Imperatorem Ablegatum Extraordinarium, & Dominum Josephum Williamson Equitem Auratum, ex Consiliis Regis intimis, & ab Archivis status in Consessu Ordinum Regni Angliæ, sive Parliamenti, Senatorem; A parte vero sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ, Nobilissimos, Illustrissimos, atque Excellentissimos Dominos, Dominum Nicolaum Augustum de Harlay Equitem, Dominum de Bonneüil, Comitem de Cely, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio status, & Dominum Ludovicum de Verjus Equitem, Comitem de Creci, Consiliarium Ordinarium Regis in Consilio, Marchionem de Treon, Baronem de Couvay, Dominum de Boulay, & duarum Ecclesiarum, de Fort Isle, Meullet &c. & Dominum Franciscum de Callieres Equitem, Dominum de Callieres, de Rochechelay, & de Gigny, qui post invocatum Divini Numinis auxilium, mutuasque Plenipotentiarum Tabulas communicatas, & ritè commutatas, quorum Apographa sub finem hujus instrumenti verbotenus inserta sunt, interventu, & operâ Nobilissimi, Illustrissimi, & Excellentissimi Domini, Nicolai Liberi Baronis de Lilieroot, Secretarii Status Serenissimi, ac Potentissimi Regis Sueciæ ejusdem Majestatis Legati Extraordinarii ad Celsos, ac Præpotentes Ordines Generales Fœderatarum Belgii Provinciarum, ad Congressum itidem Pacis Generalis Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, qui munere Mediatorio pro constituenda tranquillitate Publicâ, procul à partium studio, sedulo, prudenter, plurimâque cum laude perfunctus est, ad Divini Numinis Gloriam, & Christianissimæ Reipublicæ salutem, in mutuas Pacis & Amicitiæ Leges convenerunt Tenore sequenti.

I. PAx sit universalis perpetua veraque, & sincera Amicitia, inter Serenissimum ac Potentissimum Principem Gulielmum tertium Magnæ Britanniæ Regem, & Serenissimum ac Potentissimum Principem, Ludovicum decimum quartum, Regem Christianissimum, eorumque hæredes, & successores, nec non utriusque Regna, Status & subditos, eaque ita sincerè & inviolatè servetur & colatur, ut alter alterius utilitatem, honorem, ac commodum promoveat, omnique ex parte fida vicinitas, & secura pacis atque amicitiæ cultura revirescat in dies, atque augeatur.

II. Omnes inimicitiæ, hostilitates, discordiæ & bella, inter dictum Dominum Magnæ Britanniæ Regem, & dictum Dominum Regem Christianissimum, eorumque subditos, cessent & aboleantur, ita ut uterque ab omni direptione, deprædatione, læsione, injuriis, ac infestatione qualicunque, tam terra quam mari,

&

& aquis dulcibus, ubivis gentium, ac maximè per omnes alterutrius Regnorum ac Ditionum tractus, Dominia, loca, cujuscunque sint conditionis, temperet prorsus, & abstineat.

III. Omnes offensæ, injuriæ, damnaque prædictus Dominus Rex Magnæ Britanniæ ejusque subditi, vel prædictus Dominus Rex Christianissimus ejusque subditi, durante hoc bello, alter ab altero pertulerint oblivioni tradantur, ita ut nec eorum, nec ullius alterius rei causâ vel prætextu, alter alteri, aut alterutrius subditis, posthac quidquam hostilitatis, inimicitiæ, molestiæ vel impedimenti, per se vel per alios, clam vel palam, directè vel indirectè, specie juris aut via facti, inferant, vel inferri faciant aut patiantur.

IV. Et quoniam Rex Christianissimus nihil unquam in votis potius habuit, quam ut fixa firma & inviolabilis Pax, promittit prædictus Rex & spondet pro se & successoribus suis, quod nulla omnino ratione perturbabit prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ in libera possessione Regnorum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum, quibus in præsens fruitur, honorem suum idcirco oppignorans, sub fide & verbo Regis, quod nec directè nec indirectè, alicui aut aliquibus ex Inimicis prædicti Domini Regis Magnæ Britanniæ auxilium dabit, aut administrabit, nec quoquo modo favebit, Conspirationibus aut Machinationibus, quas contra prædictum Regem ubivis locorum, excitare aut meditari possunt Rebelles & Malevoli. Eum itaque in finem spondet & promittit, quod non assistat armis, Instrumentis belli, Annona, Navigiis aut pecunia, aut alio quocunque modo, quamvis personam aut quasvis personas, vel mari vel terra, qui poterant inposterum, sub ullo prætextu turbare aut inquietare prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ, in libera & plena possessione Regnorum, Regionum, Terrarum aut Dominiorum suorum, idem quoque vicissim spondet & promittit Dominus Rex Magnæ Britanniæ se facturum & præstiturum, erga prædictum Dominum Regem Christianissimum, & Regna, Regiones, Terras & Dominia ejus hoc itidem inviolabiliter pro se & Successoribus suis Regibus Magnæ Britanniæ.

V. Liber sit usus Navigationis & Commercii inter subditos utriusque dictorum Dominorum, Regum; prout jam olim erat tempore pacis & ante nuperrimi belli denunciationem; ita ut quivis eorum alterutrius Regna, Provincias, Emporia, Portus & Flumina, liberè cum Mercibus suis adire, ibique versari ac negociari citra molestiam possit, omnibusque libertatibus, immunitatibus & Privilegiis per solennes Tractatus & vetustam consuetudinem concessis, ibidem uti & frui.

VI. Redeat & aperiatur ordinaria Dispositio Justitiæ per Regna & Dominia alterutrius Domini Regis, ita ut liberum sit omnibus utrinque subditis allegare & obtinere jura, Prætensiones & Actiones suas, secundum Leges, Constitutiones, & Statuta utriusque Regni.

VII. Restituet Dominus Rex Christianissimus, Domino Regi Magnæ Britanniæ omnes Regiones, Insulas, Arces & Colonias ubivis locorum sitas, quas possidebant Angli ante hujus præsentis Belli declarationem, & vice versa Dominus Rex Magnæ Britanniæ restituet Domino Regi Christianissimo, omnes Regiones, insulas, Arces & Colonias ubivis locorum sitas, quas possidebant Galli ante dictam ejusdem Belli declarationem, atque hæc restitutio utrinque fiat intra spatium sex Mensium, aut citiùs si fieri possit. Et eum ad finem statim ab hujus Tractatus Ratihabitione alter dictorum Dominorum Regum alteri Domino Regi, aut Commissariis, ejus nomine, ad id delegatis, omnia acta cessionis, instrumenta & mandata necessaria, ritè & secundum debitam formam confecta tradat, aut tradi jubeat, ita ut effectus sequatur.

VIII. Constituentur ab utraque parte Commissarii qui possint examinare & determinare Jura & Prætensiones, quas affert uterque Dominorum Regum, in loca in sinu Hudsoni sita, quorum quidem Locorum à Gallis captorum, durante pace præcedenti hoc præsens bellum, ab Anglis vero recuperatorum, durante præsenti Bello, possessio Gallis cedetur vigore Articuli proximè superioris. Capitulatio ab Anglis facta, die 5. Septembris 1696. observabitur secundum formam & tenorem suum, restituentur Mercimonia ibidem memorata: Præfectus Arcis ibidem Captus libertatem obtinebit, si illud adhuc non factum sit. Lites super executionem ejusdem Capitulationis ortæ & valor ibidem bonorum perditorum à dictis Commissariis adjudicabuntur, & determinabuntur. Porro dicti Commissarii immediate post Ratihabitionem præsentis Tractatus Auctoritate sufficienti munientur definiendi Limites & Confinia Terrarum utrinque restituendarum vigore Articuli præcedentis, commutandi quoque Terras sicut illud possit conducere in rem & utilitatem mutuam alterutrius Domini Regis.

Et cum ob finem dicti Commissarii nominabuntur, qui in Urbe Londini, intra spatium trium mensium proximè sequentium Ratihabitionem præsentis Tractatus convenient, & intra spatium (sex mensium post eorum primam Conventionem numerandorum) determinabunt omnes Lites processus qui super hac re oriri possunt. Et deinde Articuli super quos consentient Commissarii, ratihabebuntur ab alterutro Domino Rege, eandemque vim & vigorem habebunt, ac si præsenti Tractatui ad verbum inserti fuerint.

IX. Omnes Literæ, tam represaliarum quam Marcæ, & contra Marcæ, quæ hactenus quavis de causa utrinque concessæ fuerint; nullæ, cassæ & irritæ maneant, & habeantur, nec ullæ inposterum hujusmodi Literæ ab alterutro dictorum Dominorum Regum adversus alterius subditos concedantur, nisi prius de juris denegatione manifestè constiterit, nisi illius qui represaliarum literas sibi concedi petit, Libellus supplex Ministro (Regis illius nomine) contra cujus subditos illæ Litteræ postulantur ibidem degenti editus ac ostensus fuerit, ut is intra quatuor mensium spatium aut citius in contrarium inquirere possit, aut procurare, ut ex parte Rei Actori quamprimum satisfiat, si vero Regis illius contra cujus subditos represaliæ postulantur, nullus Minister ibi degat, represaliarum Literæ non concedantur nisi post spatium quatuor mensium, computandorum à die quo Libellus supplex Regi contra cujus subditos represaliæ petuntur, aut privato ipsius Consilio, editus ac oblatus fuerit.

X. Tum ad præcidendam omnem litis & contentionum materiam, quæ oriri posset ex causa restitutionis Navium, Mercium aliarumque rerum mobilium, quas in regionibus & oris longè dissitis, post sancitam pacem & antequam ibidem innotescat, captas & occupatas fuisse alterutra pars ab altera conqueri posset. Omnes Naves, Merces, aliaque bona mobilia, quæ post subscriptionem & publicationem præsentis Tractatus utrinque occupari poterunt, intra spatium duodecim dierum in Maribus Britannicis & septentrionalibus, intra spatium sex hebdomadum, à dictis Maribus Britannicis & septentrionalibus usque ad sancti Vincentii promontorium, tum intra spatium decem hebdomadum ultra dictum Promontorium cis lineam Æquinoctialem, vel Æquatorem tam in Oceano, in Mari Mediterraneo, quam alibi; denique intra spatium sex mensium trans terminos prædictæ Lineæ per universum Orbem sine ulla exceptione, vel ulteriore temporis locive distinctione, ullave restitutionis aut compensationis ratione habenda, occupantium sint & maneant.

XI. Si vero accidat per incogitantiam aut imprudentiam, aut aliam quamlibet Causam, ut quivis subditus alterutrius prædictorum Dominorum Regum,

ANS de J.C. 1697.

gum, faciat aut committat aliquid, terra mari aut aquis dulcibus, ubivis Gentium, quo minus observetur præsens Tractatus, aut quo particularis aliquis Articulus ejusdem effectum suum non sortiatur, hæc Pax & bona correspondentia inter prædictos Dominos Reges, non idcirco interrumpetur, aut infringetur, sed in pristino suo robore, firmitate & vigore manebit, sed subditus iste solummodo de suo facto proprio respondebit, & pœnas persolvet, inflictas per Leges & præscripta Juris Gentium.

XII. Sin autem (quod Omen Deus Optimus Maximus avertat) sopitæ simultates inter dictos Dominos Reges aliquando renoventur, & in apertum Bellum erumpant, Naves, Merces ac Bona quævis Mobilia, alterutrius partis, quæ in Portubus atque in Ditione partis adversæ hærere atque extare deprehendentur, fisco ne addicantur, aut ullo incommodo afficiantur, sed subditis alterutrius dictorum Dominorum Regum semestre spatium integrum hinc inde concedatur, quo res prædictas ac aliud quidvis ex suis facultatibus, quò libitum erit, citra ullam molestiam, inde avehant ac transferant.

XIII. Quantum ad Principatum Arausionensem, aliasque Terras & Dominia quæ pertinent ad prædictum Dominum Regem Magnæ Britanniæ, Articulus separatus Tractatus Neomagensis, inter Regem Christianissimum & Dominos Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum, decimo die Augusti 1678. concluli secundum formam & tenorem suum effectum plenum sortietur, atque ita omnes innovationes & immutationes resarcientur omnia arresta, edicta & alia acta, cujuscunque sint generis, absque ulla exceptione, quæ dicto Tractatui ullo modo contraria sint, aut post conclusionem ejusdem intervenerint, pro infectis & annihilatis habebuntur, absque omni reversione & consequentia in futurum, atque ita omnia restituentur prædicto Domino Regi eodem statu & eodem modo, quibus iis utebatur & fruebatur priusquam de possessione eorum dimotus esset, in tempore Belli per dictum Tractatum Neomagensem compositi, aut quibus per eundem Tractatum frui aut uti debet, & ad imponendum finem omnibus molestiis, litibus, processibus & casibus qui super hæc moveri possint, alteruter prædictus Dominorum Regum Commissarios nominabit, qui plena & summaria potestate illa omnia componere & expedire possint: Et in quantum, per Auctoritatem Domini Regis Christianissimi Dominus Rex Magnæ Britanniæ impeditus fuerit, quominus frueretur reditibus, juribus & commodis tam Principatus sui Arausionensis quam aliorum suorum Dominiorum, quæ post conclusum Tractatum Neomagensem, usque ad Declarationem Præsentis Belli sub Dominatione prædicti Regis Christianissimi fuerunt, prædictus Dominus Rex Christianissimus Regi Magnæ Britanniæ restituet & restitui efficiet realiter, cum effectu & cum interesse debito, omnes istos reditus, jura & commoda, secundum Declarationes & Verificationes coram dictis Commissariis faciendas.

XIV. Tractatus Pacis inter Regem Christianissimum & defunctum Electorem Brandenburgicum, ad Fanum Sancti Germani in Laye 29. die Junii 1679. conclusus, restituetur in singulis suis Articulis, & in pristino suo vigore manebit, inter sacram Majestatem Christianissimam, & Serenissimum Electorem Brandeburgicum.

XV. Cum maximè conducat ad Tranquillitatem publicam ut Tractatus observetur, qui inter sacram Majestatem Christianissimam & Celsitudinem Regalem Sabaudiæ nono die Augusti 1696. anni, conclusus erat, conventum est ut confirmetur idem Tractatus per præsentem Articulum.

XVI. Sub hoc præsenti Pacis Tractatu comprehendentur illi qui ante Ratihabitionum permutationem, vel intra sex menses postea ab una alteraque parte ex communi consensu nominabuntur; Interim tamen quemadmodum Serenissimus ac Potentissimus Princeps Gulielmus Rex Magnæ Britanniæ & Serenissimus ac Potentissimus Princeps, Ludovicus Rex Christianissimus, gratè agnoscunt sincera Officia, ac indefessa studia quibus Serenissimus ac Potentissimus Princeps Carolus Sueciæ Rex, interpositâ sua Mediatione hoc salutare Pacificationis Opus, Divino adjuvante auxilio, ad exitum optatum promovit; ita ad testandum parem affectum communi partium omnium consensu, sancitum & conventum est, ut altissimè memorata sacra Regia Majestas Sueciæ cum omnibus suis Regnis, Ditionibus, Provinciis, ac juribus huic Tractatui sit inclusa, & præsenti Pacificationi omni meliori modo comprehensa.

ANS de J.C. 1697.

Denique hujus præsentis Pacti ac Fœderis solennes ac ritè confectæ ratihabitiones intra trium hebdomadum spatium, à die subscriptionis computandum vel citius si fieri possit, in Domo Ryswicensi in Provinciâ Hollandiæ utrinque exhibeantur, & reciprocè ritèque commutentur.

In quorum omnium & singulorum supra memoratorum fidem, majusque robur, & ad iis donandum debitum vigorem atque plenam autoritatem, infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, unà cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Legato Extraordinario Mediatore, præsens Instrumentum Pacis subscriptionibus, sigillisque propriis muniverunt. Acta hæc sunt in Ædibus Ryswicensibus in Provinciâ Hollandiæ die 20. Mensis Septembris Anni 1697.

(L.S.) N. Lilliéroot. *Pembroke.* *De Harlay Bonneuil.*
(L.S.) *(L.S.)*
Villiers. *Verjus de Crecy.*
(L.S.) *(L.S.)*
J. Williamson. *N. Callieres.*
(L.S.) *(L.S.)*

Articulus separatus.

PRæter ea omnia quæ conclusa & concordata sunt per Tractatum Pacis, factum hoc præsenti die 20. Septembris anni 1697. conventum insuper est per præsentem articulum separatum, qui eundem vigorem & effectum habebit, ac si verbo tenus in eodem Tractatu insertus fuerit, quod Rex Christianissimus paciscatur, & spondeat, sicut per præsentem Articulum paciscitur & spondet quod liberum sit Imperatori & Imperio usque ad primam diem Mensis Novembris proximè sequentis, conditiones pacis à Rege Christianissimo nuperrimè propositas accipere, secundum declarationem prima die hujus præsentis mensis factam, nisi aliter conventum fuerit intra Cæsaream Majestatem & Imperium inter, & Majestatem Christianissimam: & si intra præfixum tempus Majestas Cæsarea non accipiat eas conditiones, nec alia ratione Cæsaream Majestatem & Imperium inter & Majestatem Christianissimam conventum fuerit, prædictus Tractatus effectum suum plenum sortietur & executionem debitam habebit secundum formam & tenorem suum, nec licitum erit Regi Magnæ Britanniæ vel directè vel indirectè sub qualicunque ratione aut causa eidem Tractatui contravenire.

In quorum omnium fidem nos infrascripti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii Sacræ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ & Sacræ Majestatis Christianissimæ, vigore Plenipotentiarum nostrarum præsentem Articulum separatum subscriptionibus & Sigillis propriis muniri curavimus. Actum in Ædibus Ryswicensibus in Provincia Hollandiæ 20 Mensis Septembris Anni 1697.

(L.S.) N. Lilliéroot. *Pembroke.* *De Harlay Bonneuil.*
(L.S.) *(L.S.)*
Villiers. *Verjus de Crecy.*
(L.S.) *(L.S.)*
J. Williamson. *N. Callieres.*
(L.S.) *(L.S.)*

Rati-

Ratihabitio data à Rege Angliæ.

NOs viso & perpenso præfato Tractatu, eundem in omnibus & singulis ejus Articulis & clausulis approbavimus, & ratum firmumque habuimus, sicut per præsentes, pro Nobis, Hæredibus & Successoribus Nostris, eundem approbamus, & ratum firmumque habemus, spondentes verboque Regio promittentes Nos omnia quæ in eo continentur, sincerè & bona fide præstituros & observaturos. In quorum majorem fidem & robur hisce Præsentibus Magnum Nostrum Angliæ sigillum apponi fecimus; Dabantus in Aula Nostra apud Loo in Provincia Gueldriæ die vicesimo quinto Mensis Septembris Anni Domini millesimi sexcentesimi nonagesimi septimi, Regnique Nostri Noni.

GULIELMUS R.

G. Blaтwayt.

Procuratio Dominorum Legatorum & Plenipotentiariorum Regis Magnæ Britanniæ.

GUlielmus Tertius Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex, Fidei Defensor, &c. Omnibus ad quos præsentes Literæ pervenerint aut ullo modo spectaverint, Salutem. Cum in præsens rerum status, eaque animorum inclinatio videatur, ut Bellum quo Magna Orbis Christiani pars jam diu graviterque affligitur, favente divinâ providentiâ, Officioque Mediatoris Bono Fratre Nostro Serenissimo ac Potentissimo Rege Sueciæ fungente, feliciter restingui posse, spes haud mediocris affulgeat: Nos qui pacis studiosi semper fuimus, semperque erimus, nihil magis in votis habentes quam ut Concordia æqua, sincera & diuturna inter Principes Christianos quantocius fiat, & plurimum excolatur; tranquillitatis Publicæ recuperandæ occasionem oblatam haud gravatè amplectimur, cumque de Pacis Generalis Tractato inter nos & Fœderatos Nostros ab una, & Regem Christianissimum ab altera parte instituenda, à Nostris & Fœderatorum Nostrorum & Regis prædicti Ministris in Hollandia consensum sit, cumque ad tam pium & præclarum opus perficiendum Virorum prudentia & in rebus arduis experientia præditorum tantoque negotio parium operâ uti necesse sit, sciatis quod nos Fide, Industriâ, Judicio, Prudentiaque perdilectorum & perquam fidelium Consanguineorum Nostrorum, Thomæ Comitis Pembrochiæ & Montisgommerici, Baronis Herbert de Cardiffe, &c. Privati sigilli Nostri Angliæ Custodis, & à Consiliis nostris intimis, Edwardi Vice-Comitis de Villiers, Nostri nunc ad Celsos ac præpotentes Dominos Ordines Generales Uniti Belgii Ablegati Extraordinarii & ad Congressum Ministrorum à Confœderatis Nostris Missorum, qui Hagæ Comitum habebitur, Plenipotentiarii, Perdilecti & perquam fidelis Consiliarii Nostri Roberti Domini Lexinton, Baronis de Averam ex intimis Cubiculis Nostris Generosi Nostri ad Serenissimum & Invictissimum Principem Romanorum Imperatorem Ablegati nunc Extraordinarii, atque dilecti Nobisque fidelis Josephi Williamson Equitis Aurati, Nobis à Consiliis intimis, & ab Archivis Status, in Consessu Ordinum Regni Nostri Angliæ sive Parlamenti Senatus plurimum confisi expertique qua pollent in rebus transigendis scientiâ usuque singulari, ex negotiis Muneribusque variis, quæ domi forisque jam dudum digni gesserunt, ipsos Thomam Comitem Pembrochiæ & Montis Gomerici, Edwardum Vice-Comitem de Villiers, Robertum Baronem de Averam & Josephum Williamson Nominavimus, Fecimus, Constituimus & deputavimus. & per præsentes nominamus, facimus, constituimus & deputamus, nostros veros, certos & indubitatos Legatos Extraordinarios, Ambassiatores, Commissarios, Deputatos, Procuratores & Plenipotentiarios, dantes Eisdem & concedentes, & Eorum duobus quibusvis ægrotantibus vel utrinque alias absentibus, duobus alteris omnem & omnimodam potestatem, facultatem, authoritatemque, nec non mandatum generale pariter ac speciale (ita tamen ut generale speciali non deroget neque contra:)

vel alium quemcunque locum ubi dictum Pacis Tractatum & negotiationem institui ac celebrari contigerit, adeundi, ibique pro Nobis, ac nomine nostro, una cum Commissariis ac Plenipotentiariis Confœderatorum nostrorum & cum iis quos Rex Christianissimus, ex altera parte deputaverit, congrediendi, & colloquendi cum iis pariter quos alii quiconque Reges, Principes, Respublicæ aut liberæ Civitates sufficienti authoritate instructos, ad dictum Pacis Tractatum miserint, ad lites controversiasque ex occasione hujusce belli ortas, componendas, & plene determinandas, cumque iis de pace firma, ac stabili tractandi, conveniendi, & concludendi, idque omne quod ab iis ita conclusum conventumque fuerit, pro nobis & nomine nostro, signandi, superque conclusis Instrumenta quotquot & qualia fuerint necessaria, conficiendi, mutuoque tradendi recipiendique, dantes ulterius & concedentes Legatis nostris supradictis potestatem authoritatemque literas Commeatus aliasque qualescunque quæ ad securitatem Personarum, Comitum, servorum, atque Impedimentorum eorum omnium qui dicto Tractatui transigendo, conficiendoque Operam impendent, vel ei quovis modo interviunt, requiri posse, de tempore in tempus videantur, signandi, concedendi & exhibendi, ac generaliter ea omnia tractandi, promittendi, stipulandi, conveniendi & faciendi, quæ in & super præmissis, aut eorum quolibet quovis modo necessaria, vel quomodolibet opportuna judicaverint, in tam amplis modo & forma ac vi effectuque pari, ac nos ipsi facere possemus, si dicto Tractatui personaliter interessemus, spondentes ac in verbo Regio promittentes, Nos omnia & singula quæcunque à dictis Nostris Legatis & Plenipotentiariis & Eorum duobus quibusvis ægrotantibus, vel utcunque alias absentibus, ut antedictum est, duobus alteris, ut præsentium transigi & concludi contigerit grata rata & accepta, iis prorsus modo & forma, quibus conventum erit habituros, in quorum omnium fidem majusque robur præsentes manu nostrâ Regiâ signatas Magno Angliæ sigillo communiri fecimus. Dabantur in Aula nostra apud Kensinghton, die decimo sexto Februarii, Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnique Nostri Nono.

GULIELMUS R.

(L. S.)

Magni Angliæ.

S'ensuit la teneur du Pouvoir des Ambassadeurs & Plenipotentiaires du Roi Trés-Chrétien.

LOüis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verrons, Salut: Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediation de nôtre Trés-cher & Trés-aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les parties pour les Conferences necessaires à cet effet; nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il fera

ANS de J. C. 1697.

sera en nous, & par l'assistance de la Divine Providence, la desolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien, sçavoir faisons, que nous confians entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre amé & feal le Sieur de *Harlay de Bonneuil*, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, de nôtre bien amé le Sieur *Verjus*, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, de Fortisle, du Meüillet & autres Lieux, & de nôtre bien Amé le Sieur *de Callieres*, de la Roche-Chellay & de Gigny, par les preuves avantageuses que nous en avons faites dans les divers emplois importans que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors de nôtre Royaume, pour ces causes & autres bonnes considerations à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, commettons, ordonnons & députons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons plein pouvoir, commission & mandement special d'aller en ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & y conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs Mediateurs respectivement reçûs & agréez avec les Ambassadeurs Plenipotentiaires & Ministres de nôtre Trés-cher & Trés-aimé Frere le Roi de la Grande Bretagne, & de ses Alliez tous munis de pouvoirs suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differens qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos susdits Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou un seul, en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir & sur iceux conclure & signer une bonne & sûre Paix, & generalement faire negocier, promettre & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions & pourrions faire, si nous y étions presens en personne, encore qu'il y eut quelque chose qui requit un mandement plus special non contenu en cesdites presentes; promettant en foi & parole de Roi de tenir ferme & d'accomplir tout ce que lesdits Sieurs de *Harlay*, de *Crecy*, & de *Callieres*, ou par deux d'entr'eux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification, dans le temps qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel est nôtre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre nôtre Seel à cesdites presentes. Donné à Versailles le 25. de Février 1697. & de nôtre Regne le 54. Etoit signé, LOUIS. Et sur le repli étoit écrit, par le Roi. Signé, *Colbert*.

CCLXXVII.

ANS de J. C. 1697. FRANCE ET ESPAGNE.

Traité de Paix entre LOUIS XIV. *Roi de France, &* CHARLES II. *Roi d'Espagne. Fait à Ryswick, le 20. Septembre* 1697.

AU Nom de Dieu & la Trés-Sainte Trinité, à tous presens & à venir, soit notoire que pendant le Cours de la plus sanglante Guerre dont l'Europe ait été affligée depuis long-temps, il a plû à la divine providence de préparer à la Chrêtienté la fin de ses maux, en conservant un ardent desir de la Paix dans les cœurs de trés-haut, trés-excellent & trés-puissant Prince Loüis Quatorziéme, par la grace de Dieu Roi Trés-Chrêtien de France & de Navarre; & de trés-haut, trés-excellent & trés-puissant Prince Charles Second, Roi Catholique des Espagnes; lesquels souhaitans également de concourir de bonne foi, & autant qu'il est en eux, au rétablissement de la tranquillité publique, & n'ayant d'ailleurs en vûë que de la rendre solide & perpetuelle, par l'équité de ses conditions; leursdites Majestez ont unanimement consenti en premier lieu à reconnoître pour cet effet la mediation de trés-haut, trés-excellent & trés-puissant Prince de glorieuse memoire Charles Onziéme, par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gots & des Vandales: mais une mort précipitée ayant traversé l'esperance que toute l'Europe avoit justement conçûë de l'heureux effet de ses conseils, & de ses bons offices; leursdites Majestez persistans dans la résolution d'arrêter au plûtôt l'effusion de tant de sang Chrétien, ont estimé ne pouvoir mieux faire que de continuer de reconnoître en la même qualité, trés-haut, trés-excellent & trés-puissant Prince Charles Douziéme Roi de Suede son Fils & son Successeur, qui de sa part a continué aussi les mêmes soins, pour l'avancement de la Paix entre leurs Majestez Trés-Chrêtienne & Catholique, dans les Conferences qui se sont tenuës pour cet effet au Château de Ryswick dans la Province de Hollande, entre les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires nommez de part & d'autre. Sçavoir de la part de sa Majesté Trés-Chrêtienne, le Sieur Nicolas Auguste de Harlay Chevalier, Seigneur de Bonneoil, Comte de Cely, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat; le Sieur Loüis Chevalier Verjus, Comte de Crecy, Conseiller Ordinaire du Roi en son Conseil d'Etat, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Seigneur de Boulay, les deux Eglises, de Fort Isle, du Meüillet, & autres lieux; & le Sieur François de Callieres Chevalier, Seigneur de Callieres de la Rochechellay & de Gigny. Et de la part de sa Majesté Catholique, le Sieur Dom Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de Saint Jaques, Conseiller du Roi en son Conseil Royal & Supreme de Castille; & du Sieur Loüis Alexandre de Scockart, Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke, Conseiller du Conseil Supreme d'Etat des Païs-Bas à Madrid, de ceux d'Etat, & privé dans les mêmes Païs. Lesquels aprés avoir imploré l'assistance divine, & s'être communiqué respectivement leurs pleins-pouvoirs, dont les copies seront inserées de mot à mot à la fin du present Traité, & en avoir duëment fait l'échange par l'intervention & l'entremise du Sieur Nicolas Baron de Lilienroot, Ambassadeur Extraordinaire & Plenipotentiaire de sa Majesté le Roi de Suede, qui s'est acquité de sa fonction de Mediateur avec toute la prudence, toute la capacité, & toute l'équité necessaire, ils seroient convenus à la gloire de Dieu & pour le bien de la Chrêtienté des conditions dont la teneur s'ensuit.

I. Il est convenu & accordé qu'à l'avenir il y aura bonne, ferme & durable Paix, Confederation & perpetuelle Alliance & amitié entre les Rois Trés-Chrêtien & Catholique, leurs Enfans nez & à naître, leurs hoirs, successeurs & heritiers, leurs Royaumes, Etats, Païs, & sujets; qu'ils s'entr'aimeront comme bons freres, procurant de tout leur pouvoir le bien, l'honneur & la reputation l'un de l'autre, évitant de bonne foi, & autant qu'il leur sera possible, ce qui pourroit leur causer reciproquement quelque dommage.

II. En consequence de cette Paix & bonne union, tous actes d'hostilitez cesseront entre lesdites Seigneurs Rois, leurs sujets & vassaux, tant par Mer & autres Eaux que par Terre, & generalement en tous lieux où la Guerre se fait par les armes de leurs Majestez; tant entre leurs Armées qu'entre les Garnisons de leurs Places, & s'il y étoit contrevenu par la prise d'une, ou plusieurs Places soit par attaque, par surprise ou par intelligence, & même s'il se faisoit des prisonniers ou

qu'il

ANS de J. C. 1697.

qu'il se commit d'autres actes d'hostilité par hazard ou autrement la contravention sera reparée de part & d'autre de bonne foy, sans retardement ni difficulté, restituant sans aucune diminution ce qui aura été occupé, & delivrant les prisonniers sans rançon ni payement de dépense.

III. Tous sujets d'inimitié ou de mesintelligence demeureront éteints & abolis pour jamais. Il y aura de part & d'autre un oubli & une amnistie perpetuelle de tout ce qui s'est fait pendant la presente guerre, ou à son occasion, sans qu'on puisse à l'avenir, sous aucun prétexte, directement ni indirectement en faire aucune recherche, par voye de justice ou autrement, sous quelque prétexte que ce soit, & leursdites Majestez ni leurs sujets, serviteurs & adherants n'en pourront témoigner de ressentiment ni en prétendre aucune sorte de reparation.

IV. Seront remises & laissées en la possession, Domaine & Souveraineté de sa Majesté Catholique, les Places de Gironne, Rose & Belver en l'état qu'elles ont été prises avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée dans le même temps, & toutes les autres Villes, Places, Forts, lieux & Châtellenies generalement quelconques, qui ont été occupez pendant cette guerre, par les armes de sa Majesté Trés-Chrétienne, & depuis le Traité de Nimegue, dans la Principauté de Catalogne, ou ailleurs en Espagne, leurs appartenances, dépendances & annexes seront remises en l'état auquel ils se trouvent à present, sans en rien retenir, reserver, affoiblir ni deteriorer. Sera aussi remise de même au pouvoir, domaine & souveraineté de sa Majesté Catholique, la Ville de Barcelone, Fort & Fortifications en dependants avec toute l'Artillerie, en l'état auquel le tout s'est trouvé au jour de la prise, avec toutes appartenances, dependances & annexes.

V. La Ville & Forteresse de Luxembourg, en l'état auquel elle se trouve presentement, sans y rien demolir, changer, diminuer, affoiblir, ou deteriorer des Ouvrages, Forts & Fortifications d'icelle, avec l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise; ensemble la Province & Duché de Luxembourg, & Comté de Chiny en toutes leurs consistances, & tout ce qu'ils comprennent avec leurs appartenances, dependances & annexes, seront rendus & remis au pouvoir, Souveraineté, Domaine & possession du Roi Catholique, de bonne foi, pour en joüir par ledit Seigneur Roi Catholique, tout ainsi qu'il a fait ou pû faire lors & avant le Traité de Nimegue, sans en rien retenir ni reserver, si ce n'est ce qui en a éte cedé à sa Majesté Trés-Chrétienne, par le precedent Traité de Paix.

VI. La Forteresse de Charleroi sera pareillement remise au pouvoir & sous la Souveraineté, de sa Majesté Catholique avec sa dependance en l'état auquel elle est à present sans y rien rompre, demolir, affoiblir ou deteriorer, de même que l'Artillerie, qui y étoit lorsqu'elle a été prise.

VII. Sera remise aussi à la souveraineté, Domaine, & possession de sa Majesté Catholique la Ville de Mons Capitale de la Province de Hainaut avec ses Ouvrages & Fortifications dans l'état auquel elles se trouvent à present, sans y rien rompre, demolir, affoiblir ou deteriorer; ensemble l'Artillerie qui s'y est trouvée au temps de la prise, & la Banlieuë & Prévôté, appartenances, & dependances de la même Ville en toute sa consistance, ainsi que le Roi Catholique en a joüi, ou pû joüir lors & avant ledit Traité, de même que la Ville d'Ath dans l'état où elle étoit au tems de sa derniere prise, sans y rien rompre, demolir, affoiblir ni deteriorer de ses Ouvrages avec l'Artillerie qui s'y est trouvée audit jour, ensemble la Banlieuë, Châtellenie, appartenances, dependances, & annexes de ladite Ville, comme elles ont été cedées par le Traité de Nimegue, à la reserve des lieux ci-aprés, sçavoir le Bourg d'Anthoin, Vaux, Guarrain, Ramecroix, Bethôme, Constantin, le fief de Paradis, lesdits derniers étant des enclavemens de Tournaisis, & ledit fief du Paradis, en tant qu'il contribuë avec le Village de Kain, Havines, Méles, Mourcourt, Kain, le Mont de S. Audebert dit de la Trinité, Fontenoy, Maubray, Hernies, Caluelle, & Viers, avec leurs paroisses, appartenances & dependances sans en rien reserver resteront en la possession & Souveraineté de sa Majesté Très-Chrétienne, la Province de Hainaut demeurant au surplus à la Souveraineté de sa Majesté Catholique, sans prejudice neanmoins de ce qui a été cedé à sa Majesté Très-Chrétienne, par les precedens Traitez.

ANS de J. C. 1697.

VIII. Sera remise au pouvoir, Domaine, souveraineté & possession de sa Majesté Catholique la Ville de Courtray, dans l'état present avec l'Artillerie, qui s'y est trouvée au tems de la derniere prise; ensemble la Châtellenie de ladite Ville, appartenances, dependances, & annexes conformement au Traité de Nimegue.

IX. Ledit Seigneur Roi Très-Chrétien fera aussi restituer à sa Majesté Catholique toutes les Villes, Places, Forts, Châteaux, & Postes, que ses armées ont ou pourroient avoir occupez jusqu'au jour de la Paix, & même depuis icelle, en quelque lieu du monde qu'elles soient situées, comme pareillement sadite Majesté Catholique, fera restituer à sa Majesté Très-Chrétienne toutes les Places, Forts, Châteaux, & Postes que ses Armées pourroient avoir occupez durant cette guerre, jusqu'au jour de la Publication de la Paix, & en quelques lieux qu'ils soient situez.

X. Tous les lieux, Villes, Bourgs, Places, & Villages, que le Roi Très-Chrétien a occupez & réünis depuis le Traité de Nimegue dans les Provinces de Luxembourg, Namur, Brabant, Flandres, Hainaut, & autres Provinces du Païs-Bas, selon la liste desdites réünions produites de la part de sa Majesté Catholique dans les Actes de cette Negociation, & dont Copie sera annexée au present Traité, demeureront à sa Majesté Catholique absolument & à toûjours, à la reserve des 82. Villes, Bourgs, Lieux, & Villages contenus dans la liste d'exception, qui en a été aussi fournie de la part de sa Majesté Très-Chrétienne, & qui sont par elle pretendus, pour raisons des dépendances des Villes de Charlemont, Maubeuge, & autres cedées à sa Majesté Très-Chrétienne, par les Traitez d'Aix la Chapelle & de Nimegue, à l'égard desquels 82. Lieux susdits seulement dont la liste sera pareillement annexée au present Traité, on est demeuré d'accord qu'il sera nommé incessamment aprés la signature du present Traité des Commissaires de part & d'autre, tant pour regler auquel des deux Rois lesdits 82. Villes, Bourgs, Lieux, ou Villages, ou aucun d'iceux devront demeurer & appartenir; que pour convenir des échanges à faire pour des Lieux, & Villages enclavez dans les Païs de la Domination de l'un & de l'autre, & en cas que lesdits Commissaires ne pussent demeurer d'accord; leurs Majestez Très-Chrétienne & Catholique en remettront la derniere decision au jugement des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, que lesdits Seigneurs Rois ont réciproquement consenti de prendre pour arbitres, sans préjudice neanmoins aux Ambassadeurs Plenipotentiaires desdits Seigneurs Rois T. C. & Catholique, d'en convenir autrement entr'eux à l'amiable, & même avant la Ratification du present Traité, s'il est possible, moyennant quoi toutes difficultez tant à l'égard desdites réünions que des limites, & dependances, demeureront de part & d'autre entierement assoupies & terminées: en consequence cesseront toutes poursuites, sentences, separations, incorporations,

ANS de J.C. 1697.

Commiſes, Decretemens, Confiſcations, Réunions, Declarations, Reglemens, Edits, & tous Actes generalement quelconques données au nom & de la part de ſa M. T. C. pour raiſon deſdites réunions, ſoit par le Parlement ou Chambre établie à Mets, ſoit par tous autres Tribunaux de Juſtice, Intendant, Commiſes, ou delegations contra ſa Majeſté Catholique & ſes ſujets, & ſeront revoquées & annullées à toûjours, comme s'ils n'avoient jamais été & au ſurplus la Generalité deſdites Provinces, demeureront à ſa Majeſté Catholique, à la reſerve de toutes les Villes, Places, & lieux cedez à ſa Majeſté Très-Chrêtienne, par les precedens Traitez, avec les appartenances & dependances.

XI. Toutes les Places, Villes, Bourgs, Lieux, & Villages, circonſtances, dependances & annexes ci-deſſus remis & cedez par ſa Majeſté Très-Chrêtienne, ſans en rien reſerver ni retenir, rentreront en la poſſeſſion de ſa Majeſté Catholique, pour en joüir par elle & de toutes les prerogatives, avantages, profits & revenus, qui en dependent, avec la même étenduë, & aux mêmes droits de proprieté, Domaine & Souveraineté qu'alle en joüiſſoit avant la derniere guerre, lors, & avant le Traité d'Aix la Chapelle & de Nimegue, & tout ainſi qu'elle en a pû ou dû joüir.

XII. La reſtitution deſdites Places ſe fera de la part dudit Seigneur Roi Très-Chrêtien réellement, & de bonne foi, ſans retardement ni difficulté pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit à celui ou à ceux qui ſeront à ce Deputez par ledit Seigneur Roi Catholique, immediatement aprés la Ratification du preſent Traité, ſans rien demolir, affoiblir, diminuer ou andommager en aucuna ſorta dans leſdites Villes, & ſans que l'on puiſſe pretendre ni demandar aucun rembourſement pour les Fortifications, édifices publics & bâtimens faits auſdites Places, ni pour le payement de ce qui pourroit être dû aux ſoldats & gens de guerre, qui s'y trouveront lors de la reſtitution.

XIII. Le Roi Très-Chrêtien ſera retirer de toutes leſdites Places qu'il remet au Roi Catholique toute l'artillerie qua ſadite Majeſté a fait apporter dana leſdites Villes, depuis qu'alles ont été priſes, toutes les poudres, boulets, armes, vivres, & autres munitions qui s'y trouveront, lors qu'elles ſeront remiſes à ſadite Majeſté Catholique ; & ceux que le Roi Très-Chrêtien aura commis pour cet affet, pourront ſe ſervir pendant daux mois des Chariots & des Bâteaux du Païs : ils auront le paſſage libre tant par eau que par terre pour faire emporter leſdites munitions dans les Places de ſa Majeſté Très-Chrêtienne, les plus voiſines. Les Gouverneurs, Commandans, Officiers, & Magiſtrats des Places & païs ainſi reſtituez ſeront donner toutes les facilitez qui dependront d'eux pour la voitura & conduita deſdites artillerie & munitions ; Pourront auſſi les Officiers, ſoldats, & gens de guerre, qui ſortiront deſdites Places, an retirer & emporter les biens meubles à eux appartanans, ſans qu'il leur ſoit loiſible d'exiget aucune choſe des habitans deſdites Places, & du plat païs, ni d'endommager les maiſons, ni d'emporter aucune choſe appartenante aux habitans.

XIV. Les priſonniers de quelque nature & condition qu'ils puiſſent âtre, ſeront mis en liberté de part & d'autre, & ſans rançon, auſſi-tôt aprés l'échange des ratifications, en payant leur dépenſe, & ce qu'ils pourroient d'ailleurs legitimement devoir. Et ſi quelques-uns avoient été mis aux Galéres de leurſdites Majeſtez, à l'occaſion & par la malheur deſdites Guerres ſeulement, ils ſeront promptement délivrez & mis en liberté, ſans aucun retardement ni difficulté, pour quelque cauſe & occaſion que ce ſoit, & ſans qu'on laur puiſſe demander en ce cas aucune choſe pour leur rançon, ou pour leur dépenſe.

XV. Par le moyen de cette Paix & étroite amitié les ſujets des deux côtex quels qu'ils ſoient pourront en gardant les loix, uſages, & coûtumes du pays, aller, venir, demeurer, traficquer & retourner au Païs l'un de l'autre comme bons marchands, & ainſi que bon leur ſemblera, tant par terre que par mer & autres eaux, traiter & negocier enſamble, & ſeront ſoutenus & défendus les ſujets au pays l'un de l'autre, comme propres ſujets, en payant raiſonnablement les droits en tous lieux accoûtumés, & autres qui par leſdits Rois ou leurs ſucceſſeurs ſeront impoſés.

XVI. Tous les papiers, lettres, documents concernans les pays, terres & Seigneuries qui ſeront cedés & reſtitués auxdits Seigneurs Rois par le preſent Traité de Paix ſeront fournis & delivrés de bonne foi da part & d'autres dans trois mois, aprés que les ratifications du preſent Traité auront été échangées en quelques lieux que leſdit Papiers & Documents ſe puiſſent trouver, même ceux qui auront été enlevés de la Citadelle de Gand & de la Chambre des comptes de l'Iſle.

XVII. Les contributions établies, ou demandées da part & d'autre, repreſailles, envois de fourage, grains, bois, beſtiaux, Uſtenciles, & autres eſpéces d'impoſitions ſur les pays de l'un & de l'autre Souverain, ceſſeront auſſi-tôt aprés la ratification du preſent Traité, & tous les arrierages ou parties qui en peuvent être deus ne pourront être reciproquement exigés, à quelqua titre & ſous quelque pretexte que ce ſoit.

XVIII. Tous les ſujets de part & d'autre Eccleſiaſtiques & Séculiers, Corps, communautés, Univerſités & Colleges ſeront rétablis tant en la joüiſſance des honneurs, dignités & Benefices dont ils étoient pourveus avant la guerre qu'en celle de tous & chacun leurs droits, biens meubles & immeubles, rente à rachapt dont les Capitaux demeurent en exiſtence, & les rentes viagéres ſaiſies & occupées depuis ledit tems, tant à l'occaſion de la guerre, que pour avoir ſuivi le parti contraire, enſemble de leurs droits, actions & ſucceſſions à eux ſurvenuës, même depuis la guerre commencée, ſans toute fois pouvoir rien demander ni pretendre des fruits & revenus perceus & écheus pendant cette guerre, dès le ſaiſiſſement deſdits biens immeubles, rentes & benefices juſqu'au jour de la publication du preſent Traité.

XIX. Na pourront ſemblablement rien demander ni prétendre da dettes, effets & meubles qui auront été confiſqués avant ledit jour, ſans qua jamais les Creanciers de telles dettes, & depoſitaires de tels effets, & leurs heritiers ou ayant cauſe en puiſſent faire pourſuite ni en pretendre recouvrement, leſquels rétabliſſements, en la forme avant dite, s'entendront en faveur de ceux qui auront ſuivi le parti contraire, en ſorte qu'ils rentreront par le moyen du preſent Traité, en la grace de leur Roi & Prince Souverain, comme auſſi dans leurs biens tels qu'ils ſe trouveront exiſtans à la concluſion & ſignature du preſent Traité.

XX. Et ſe fera ledit retabliſſement des ſujets de part & d'autre, ſelon le contenu des Articles 21. & 22. du Traité de Nimegue, nonobſtant toutes Donations, Conceſſions, Declarations, Confiſcations, Commiſes, Sentences Preparatoires & Definitives, données par contumace en l'abſence des parties & icelles non oüyes, leſquelles ſentences & leurs jugemens, demeureront nuls & de nul effet & comme non donnés & prononcées, avec liberté pleine & entiare auſdites parties de revenir dans les Païs, d'où elles ſe ſont retirées ci-devant, pour joüir en perſonne de leurs biens & meubles, rentes & revenus, ou d'établir leurs demeures hors deſdites Païs, en tel lieu que bon leur ſemble-

ra,

ANS de J. C. 1697. ra, leur en demeurant le choix & élection, sans qu'on puisse user contre eux d'aucune contrainte; pour ce regard; & en cas qu'ils aiment mieux demeurer ailleurs, ils pourront deputer ou commettre telles personnes non suspectes que bon leur semblera, pour le gouvernement & joüissance de leurs biens, rentes & revenus; mais non au regard des benefices requerant residence qui devront être personnellement administrez & servis.

XXI. Les Articles 24. & 25. dudit Traité de Nimegue, concernants les Benefices seront executez, & en consequence ceux qui ont été pourvûs de Benefices par celui des deux Rois, qui au temps de la Collation possedoit les Villes & Païs où lesdits Benefices sont situez, seront maintenus en la possession & joüissance desdits Benefices.

XXII. Les Sujets de part & d'autre auront la liberté, & entiere faculté de pouvoir vendre, changer, aliener, ou autrement disposer, tant par Acte d'entre vifs que de derniere volonté des biens & effets meubles & immeubles, qu'ils ont ou auront situez sous la domination de l'autre souverain, & chacun les y pourra acheter, sujet ou non sujet, sans que pour cette vente, ou achat aucun ait besoin d'octroi, permission ou autre Acte quelconque que ce present Traité.

XXIII. Comme il y a des rentes affectées sur la generalité de quelques Provinces dont une partie est possedée par sa Majesté Trés-Chrétienne, & l'autre par le Roi Catholique, il est convenu & accordé que chacun payera sa quote part, & seront nommez des Commissaires pour regler la portion que chacun desdits Seigneurs Rois en devra payer.

XXIV. Les rentes legitimement établies, ou dûës sur les Domaines par les precedens Traitez, & du payement desquelles il apparoîtra dans les comptes rendus aux Chambres des comptes par les receveurs de leurs Majestez Trés-Chrétienne & Catholique avant lesdites cessions, seront payées par leursdites Majestez aux Creanciers desdites rentes, de quelque domination qu'ils puissent être, François, Espagnols ou d'autre nation sans distinction.

XXV. Et comme par le present Traité il se fait une paix bonne & ferme tant par mer que par terre entre lesdits Seigneurs Rois, en tous leurs Royaumes, Païs, Terres, Provinces, & Seigneuries, & que toute hostilité doit cesser à l'avenir, il est stipulé que si quelques prises se font de part ou d'autre dans la Mer Baltique, ou dans celle du Nord, depuis Terneuze en Norwegue jusqu'au bout de la Manche dans l'espace de quatre semaines; au bout de ladite Manche, jusqu'au Cap de S. Vincent dans l'espace de six semaines; & de là dans la Mer Mediterranée & jusqu'à la Ligne dans l'espace de dix semaines; au delà de la ligne & en tous les autres endroits do monde dans l'espace de huit mois, à compter du jour que se fera la publication du present Traité, lesdites prises qui se feront de part & d'autre aprés le terme prefix seront rendus avec récompense de tous les dommages qui en seront provenus.

XXVI. Il y aura en cas de rupture, ce qu'à Dieu ne plaise, un terme de six mois pour donner moyen aux sujets de part & d'autre de retirer, & transporter leurs effets & personnes où bon leur semblera, & il leur sera permis de le faire en toute liberté, sans qu'on leur en puisse donner aucun empêchement ni proceder pendant ledit temps à aucune saisie desdits effets, & moins encor à l'arrêt de leurs personnes.

XXVII. Les Troupes de part & d'autre, se retireront aussi-tôt aprés la Ratification du present Traité sur les Terres & Païs de leurs propres Souverains, & dans les Places, & lieux qui doivent réciproquement demeurer & appartenir à leurs Majestez, aprés ou suivant le present Traité, sans pouvoir rester, sous quelque prétexte que ce soit, dans les Païs de l'autre Souverain, oi dans les lieux qui lui doivent pareillement ci-aprés demeurer ou appartenir, & il y aura aussi-tôt aprés la signature de ce même Traité cessation d'armes & d'hostilités en tous endroits de la domination desdits Seigneurs Rois, tant par Mer & autres eaux que par Terre.

XXVIII. Il a été aussi accordé que la perception des droits, dont ledit Seigneur Roi trés-Chrétien est en possession, sur tous les Païs qu'il remet ou restitue audit Seigneur Roi Catholique sera continuée jusqu'au jour de la restitution actuelle des Places, dont lesdits Païs sont dependans, & que ce qui en restera dû lors ladite restitution sera payé de bonne foi, à ceux qui en ont pris les fermes; comme aussi que dans le même tems les proprietaires des bois confisqués dans les dependances des Places, qui doivent être remises à sa Majesté Catholique, rentreront en la possession de leurs biens, & de tous les bois qui se trouveront sur le lieu: bien entendu que du jour de la signature du present Traité, toutes les coupes de bois cesseront de part & d'autre.

XXIX. Le Traité de Nimegue, & les precedents seront executez selon leur forme & teneur, excepté dans les points & Articles, où il y aura été ci-devant derogé, ou fait en dernier lieu quelque changement par le present Traité.

XXX. Toutes les procedures faites & les jugemens rendus entre particuliers par les Juges, & autres Officiers de sa Majesté trés-Chrétienne établis tant dans les Villes & Places dont elle a joüy en vertu du Traité d'Aix-la-Chapelle, & qu'elle a cedé depuis à sa Majesté Catholique, que dans celles qui appartiennent au Roi trés-Chrétien en vertu du Traité de Nimegue, ou dont il a été en possession depuis ledit Traité, & pareillement les Arrêts du Parlement de Tournai rendus pour raison des differens, & procés poursuivis par les habitans desdites Villes & de leurs dépendances, durant le tems qu'elles ont été sous l'obeïssance de sa Majesté trés-Chrétienne, auront lieu & sortiront leur plein & entier effet, comme si ledit Seigneur Roi demeuroit Seigneur & possesseur desdites Villes & Pays, & ne pourront être lesdits Jugemens & Arrêts revoquez en doute & annullez, ni leur execution autrement retardée ou empêchée: bien sera-t-il loisible aux parties de se pourvoir par revision de la Cause, & selon l'ordre & la disposition des Loix & des Ordonnances, demeurant cependant les Jugemens en leur force & vertu, sans prejudice de ce qui est stipulé à cet égard dans l'article 21. du susdit Traité de Nimegue.

XXXI. La ville & le Château de Dinant seront remis par sa Majesté T. C. à l'Evêque & Prince de Liege en l'état qu'ils étoient lorsqu'ils ont été occupés par les armes de sa Majesté.

XXXII. Sa Majesté tres-Chrétienne ayant témoigné souhaiter que Lisle de Ponza qui est dans la Mer Mediterranée soit remise au pouvoir de Monsieur le Duc de Parme, sa Majesté Catholique en consideration des offices de sa Majesté tres-Chrétienne a bien voulu declarer qu'elle fera retirer les gens de guerre qu'elle y peut avoir, & remettre cette Isle au pouvoir & possession de Monsieur le Duc de Parme, aussitôt aprés la Ratification du present Traité.

XXXIII. Comme il importe à la tranquilité publique que la paix concluë à Turin le 29. d'Août 1696. entre sa Majesté tres-Chrétienne, & son Altesse Royale de Savoye, soit aussi exactement observée, il a été trouvé bon de la confirmer & comprendre dans le present Traité, & dans tous ses points, tels qu'ils sont contenus dans la Copie signée & scellée par les Plenipotentiaires de Savoye & qui sera jointe au present Traité, pour la manutention duquel Traité & du present leursdites Majestés donnent à son Altesse Royale leur garantie.

XXXIV. Leursdites Majestez reconnoissans les of-

fices, & les loins que le Serenissime Roi de Suede a continuellement employez pour le retablissement de la Paix sont convenuës que sa Majesté Suedoise, ses Royaumes & Etats seront nommément compris dans le present Traité, en la meilleure forme & maniere que faire se peut.

XXXV. En cette Paix, Alliance, & Amitié, seront compris tous ceux qui seront nommez de part & d'autre, d'un commun consentement, avant l'échange des Ratifications, dans l'espace de six mois après qu'elles auront été échangées.

XXXVI. Lesdits Seigneurs Rois Très-Chrêtien & Catholique, consentent que sa Majesté Suedoise en qualité de Mediateur, & tous autres Rois, Princes & Républiques qui voudront entrer dans un pareil engagement, puissent donner à leurs Majestez leurs promesses & obligations de garantie, pour l'execution de tout ce qui est contenu au present Traité.

XXXVII. Et pour plus grande seureté de ce Traité de Paix & de tous ses points & articles y contenus, sera le present Traité publié, verifié & enregistré tant au Grand Conseil, & autres Conseils, & Chambre des Comptes dudit Seigneur Roi Catholique aux Païs-Bas, qu'aux autres Conseils des Couronnes de Castille & d'Arragon, le tout suivant & en la forme contenuë au Traité de Nimegue, de l'année 1678. comme semblablement ledit Traité sera publié, verifié & enregistré en la Cour de Parlement & en tous autres Parlemens du Royaume de France & Chambre des Comptes dudit Paris: Desquelles publications & enregistremens seront remises & delivrées des expeditions de part & d'autre, dans l'espace de trois mois après la Publication du present Traité.

XXXVIII. Lesquels points & Articles ci-dessus énoncés, ensemble le contenu en chacun d'iceux, ont été traités, accordés, passés & stipulés, entre les susdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires desdits Seigneurs Roi Catholique & Très-Chrêtien, au nom de leurs Majestés, lesquels Plenipotentiaires en vertu de leur pouvoir, dont les Copies seront inserées au bas du present Traité, ont promis, & promettent sous l'obligation de tous & chacuns les biens, & Etats, presens, & avenir des Rois leurs Maîtres qu'ils seront inviolablement observés, & accomplis, de les faire ratifier purement, & simplement sans y rien ajouter, & d'en fournir les Ratifications par lettres authentiques, & scellées, où tout le present Traité sera inseré de mot à autre, dans six semaines, à commencer du jour & datte du present Traité, & plûtôt si faire se peut. En outre ont promis & promettent lesdits Plenipotentiaires ausdits noms que lesdites Lettres de Ratifications ayant été fournies, ledit Seigneur Roi Très-Chrêtien, le plûtôt qu'il pourra en presence de telle personne, ou personnes qu'il plaira audit Seigneur Roi Catholique deputer, jurera solemnellement sur la croix, l'Evangile, Canons de la Messe, & sur son honneur d'observer & accomplir pleinement & réellement & de bonne foi, tous les Articles du contenu au present Traité, & le semblable sera fait aussi le plûtôt qu'il sera possible, par ledit Seigneur Roi Catholique en presence de telle personne, ou personnes, qu'il plaira audit Seigneur Roi Très-Chrêtien deputer. En temoignage desquelles choses lesdits Plenipotentiaires ont soubscrit le present Traité de leurs noms, & fait apposer le cachet de leurs armes. Fait à Ryswjc, en Hollande, le vingtiéme Septembre seize cent quatre vingt & sept. Ainsi signé sur l'original.

(*L. S.*) *Lillieroot*. *Harlay Bonneuil.* (*L. S.*) *Verjus de Crecy.* [*L. S.*] *François de Callieres.* (*L. S.*) *Don Francisco Bernardo de Quiros.* (*L. S.*) *Le Comte de Tirmont.* (*L. S.*)

Plein-Pouvoir de leurs Excellences Messieurs les Ambassadeurs de sa Majesté Très-Chrêtienne.

LOüis, par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, *Salut:* Comme nous ne souhaitons rien plus ardemment que de voir finir par une bonne Paix la guerre dont la Chrêtienté est presentement affligée; & que par les soins, & la Médiation de nôtre très-Cher, & très-Amé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & la Haye ont été agréées de toutes les parties pour tenir les Conferences necessaires à cet effet. Nous par ce même desir, d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistence de la divine Providence, la désolation de tant de Provinces, & l'effusion de tant de sang Chrêtien. Sçavoir faisons, que noua confiant entierement en l'experince, la capacité, & la fidelité de nôtre bien amé & feal le Sieur de Harlay de Bonneüil, Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & de nôtre bien amé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, les deux Eglises, du Meuillet & autres lieux, comme aussi en celle de nôtre bien amé le Sieur de Callieres, Chevalier, Sieur de la Roche-Chellay, & de Gigny, qui est actuellement dans la Ville de Delft, par les epreuves avantageuses que nous en avons faites dana les divers Emplois importans, que nous leur avons confiés, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. *Pour ces causes*, & autres bonne considerations, à ce nous mouvans, nous avons commis, ordonné, & deputé lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres; les commettons, ordonnons, & deputons, par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné, & donnons Plein-pouvoir, commission, & Mandement special d'aller dans ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeurs, Mediateurs respectivement receus, & agréés avec tous les Ambassadeurs, Plenipotentiaires & Ministres tant de nôtre très-Cher & très-Amé Frere l'Empereur des Romains, que de nôtre très-Cher, & très-Amé Frere & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos très-Chers, & grands amis les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de tous les autres Princes, leurs Alliés, tous munis de pouvoir suffisans, & y traiter des moyens de terminer & pacifier les differents qui causent aujourdhui la guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs, & Plenipotentiaires toua trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre, par maladie, ou autre empêchement, ou un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie, ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure, & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, & negotier, promettre, & accorder tout ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que nous ferions, & pourrions faire si nous y étions present en personne, encore qu'il y eût quelque chose qui requist un mandement plus special non contenu en cesdites presentes. Promettant en foi, & parole de Roi de tenir ferme, & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy, & de Callieres, ou par deux d'entr'eux, en cas de l'absence de l'autre, par maladie, ou autre empêchement aura été stipulé, promis, & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir, car tel est nôtre plaisir, en temoin dequoi nous avons fait mettre nôtre Seel à ces presentes. Donné à Versailles le 25. jour de Février 1697. & de nôtre regne le cinquante quatre. Signé LOUIS. Et sur le repli par le Roi, *Colbert*. Et scellé du grand Seau de Cire jaune.

Plenipo-

ANS de J. C. 1697.

Plenipotençia de sus Excelençias los Senores Embaxadores Extraordinarios y Plenipotençiarios de Espana.

DOn Carlos por la graçia de Dios Rey de las Espanas, &c. Hazemos notorio, y declaramos, que como no hemos desseado nada con mas ansia que el que acabandose esta presente calamitosa Guerra se restituya quanto antes à la Christiandad una Paz igualmente prompta, y solida, y que por consiguiente reconocemos con la voluntad y afecto que es justo el piadoso, y loable Cuidado que ha movido al Serenissimo, y Poderosissimo Principe, Hermanno Primo, y Amigo nuestro charissimo Senor Carlos por la mismagraçia de Dios, Rey de Suezia, de la Gothia, y Vandalia, y su Principe Hereditario, Gran Principe de la Finlandia, Duque de Scania, Esthonia, Livonia, Carelia, Brema, Verda, Stetin, Pomerania, Casubia y Vandalia, Principe de la Rugia, Senor de la Ingria, y Vismaria, Conde Palatino del Rhin, Duque de Baviera, de Julia, Clivia, de los puentes; &c. A encargarse del officio de Medianero y querer aplicar sus diligencias en orden à restablezer la Tranquilidad publica, y para queno falte nada por nuestra parte, que pueda conduçir à promover tan saludably intento, despues que hemos sido informados, que por parte de todos los Interesados se ha convenido en nombrar à Ryswick como lugar mas propio, y idoneo para tratarse en el la negoçiaçion de la Paz general, hemos sin dilaçion nombrado, y constituido por nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios (como en vigor de la presente nombramos, y constituimos) à Don Francisco Bernardo de Quiros, de nuestro Consexo de Castilla, y nuestro Embaxador en las Provincias Unidas del Pays Baxo, y Don Alexandro Schokart, Conde de Tirimont, de los Consexos de Estado y Pribado de nuestros Payses Baxos de Flandres para que por nuestra parte traten dicha negoçinçion, y teniendo entera confianza de lu singular fidelidad, prudençia, y experiençia en el manejo de los negocios, les encargamos, y lea mandamos expeçialmente, que con toda brevedad pasen al Village de Ryswick, y que en el juntamente, conlos demas Embaxadores Plenipotençiarios de nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y con intervencion de los officios de los Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios del muy alto, y muy poderoso Principe Carlo Rey de Suezia nuestro, muy charo Hermano, ô, directamente entren en las Conferençias, y Tratados de Paz con los Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios del muy alto, y muy poderoso Principe Louys XIV. Rey Christianissimo de Francia nuestro muy charo Hermano, y Primo, que tengan facultad legitima, y sufiçiente para el mismo fin; Concedemos tambien plena y entera authoritad, y todo el poder que para ello se requiere à los dichos nuestros Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios Don Francisco Bernardo de Quiros, y Conde de Tirimont à ambos juntos, y acada uno en particular en ausençia, ô, indisposiçion del ôtro para entablar, concluir, y firmar, por nos, y en nuestro nombre el Tratado de Paz entre nos, y nuestros, muy altos, y muy poderosos Aliados, y el muy alto y muy poderoso Principe el Rey Christianissimo de Francia, y assi mismo para formar, expedir, y entregar todos los Instrumentos necesarios à este efecto, y assi para generalmente haser, prometer, estipular, y concluir los Actos y Declaraciones para permutar las Convençiones, y para hazer todas demas Cossas perteneçientes à la dicha Negoçiaçion de Paz con la misma livertad, y amplitud que nos otros mismos lo pudieramos hazer si nos hallasemos presentes à un en aquellos Negocios, y Actos que pareze pudieran requerir Orden mas especial, y mas expresa que la que contiene la presente; Y todo lo que nuestros dichos Embaxadores Extraordinarios Plenipotençiarios junta, ô, separadamente en la forma ya dicha hubieren hecho, y tratado, prometido, firmado, y concluido, nos lo prometemos, aseguramos y damos nuestra feé y palabra Real que todo lo ratificaremos solemnemente en la mexor forma, y modo que se pudiere, y dentro del tiempo que de comun acuerdo se haviere convenido; En feé de todo lo qual, y para su mayor fuerza damos la presente firmada de nuestra mano sellada con nuestro sello secreto, y refrendada del infraescripto Secretario de Estado; En Madrid à doze de Abril de mil seisçientos, y nouenta y siete; Firmado, YO el Rey.

(*L. S.*) *Don Crispin Gonzalez Botello.*

(Concuerda con su Original.)

Traduction du Pleinpouvoir de Messieurs les Ambassadeurs de sa Majesté Catholique.

DOn Charles par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. faisons sçavoir & declarons que n'ayant rien souhaité avec plus de passion que de voir finir cette presente & funeste guerre, & de voir au plûtôt retablir dans la Chrêtienté une Paix également prompte & solide, nous reconnoissons avec l'amour & bonne volonté qui est juste les charitables & les loüables soins qui peuvent avoir porté le tres-serenissime & tres-puissant Prince, nôtre Frere, Cousin, Ami, & trés-cher Seigneur Charles par la grace de Dieu Roi de Suede, des Gôts & des Vandales, Grand Prince de Finlande, Duc de Scanie, Esthonie, Livonie, Carelie, Breme, Ferden, Stetin, Pomeranie, Cassubie, & Vandalie, Prince de la Russie, Seigneur de l'Ingrie, & Vismarie, Comte Palatin du Rinn, Duc de Baviere, de Juliers, Cleves, des Deuxponts, &c. à se charger de l'Office de Mediateur, & de vouloir appliquer tous ses devoirs pour établir la tranquillité publique, & afin qu'il ne puisse rien manquer pour ce qui nous regarde, qui puisse contribuer à une intention si salutaire, d'abord que nous avons été informez que l'on étoit convenu de la part de tous les interessez de nommer Ryswick, comme l'endroit le plus propre & qui convient le mieux pour y traiter la Negotiation de la Paix generale, nous avons sans dilation nommé & constitué pour nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires (comme nous nommons & constituons en vertu de la presente) Don Francisco Bernardo de Quiros de nôtre Conseil de Castille & nôtre Ambassadeur aux Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, & Don Alexandre Stockart, Comte de Tirimont des Conseils d'Etat & privé des Pays-Bas de Flandre, afin qu'ils traitent cette Negotiation de nôtre part, & étant bien assurez & persuadez & ayant pleine confiance en leur fidelité, prudence & experience dans le maniement des affaires, nous les chargeons & leur commandons specialement de se transporter, avec toute la brieveté possible au Village de Ryswick, & d'entrer dans les Conferences & Traitez de Paix, avec les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de tres-haut & tres-puissant Prince Louis XIV. Roi Tres-Chrêtien de France, nôtre tres-cher Frere & Cousin, conjointement avec tous les autres Ambassadeurs Plenipotentiaires de nos tres-hauts & tres-puissans Alliez, & avec l'intervention des Offices des Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du tres-haut & tres-Puissant Prince, Charles Roi de Suede, nôtre tres-cher frere, & qu'ils ayent faculté legitime & suffisante pour cette même fin, nous leur accordons aussi pleine & entiere authorité, & tout le pouvoir qui est requis pour cet effet à nosdits Ambassadeurs Extraordinaires Plenipotentiaires Don Francisco Bernardo de Quiros & Comte de Tirimont, à tous deux ensemble, & à chacun d'eux en particulier par absence, ou indisposition de l'un ou de l'autre pour établir, conclure & signer pour nous & en nôtre nom le Traité de

Paix entre nous & nos tres-Puissans Alliés, & le tres-Haut & tres Puissant Prince le Roi tres-Chrétien de France, comme aussi pour former, expedier, & delivrer tous les instrumens necessaires pour ces effet, & generalement pour faire prometre & stipuler, & conclure, les actes & declarations, pour échanger les conventions, & pour faire toutes les autres choses appartenantes à ladite Negociation de Paix, avec la même liberté & faculté que nous pourrions faire nous même si nous étions present, même dans les affaires & actes qui pourroient requerir un ordre plus special & plus exprés que celui que contient le present, & nous promettons, assurons, & donnons nôtre foi, & parole Royale que nous ratifierons solemnellement dans la meilleure forme & maniere que faire se pourra, & dans le tems, duquel on sera convenu d'un commun accord, tout ce que nosdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires auront fait, traité, promis, signé & conclu, ensemble ou separément, dans la forme déja exprimée. En foi de tout ce que dessus & pour sa plus grande force, nous donnons la presente signée de nôtre main, séellée de nôtre sceau secret, & refferandée du Secretaire d'Etat. Soubscrit, Madrid ce 12. d'Avril 1697. Signé, moi le Roi,

Don Crispin Gonzalez Bottello.

Concordat cum Originali.

Ratification de sa Majesté Trés-Chrêtienne.

LOüis par la grace de Dieu Roi de France, & de Navarre. A tous ceux qui ces presentes lettres verront. Salut. Comme nôtre ami, & Féal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier, Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre cher & bien amé Loüis Verjus, Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle, & du Meuillet, & nôtre cher & bien amé François de Callieres, Chevalier, Sieur de la Roche-Chellay, & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-pouvoirs que nous leurs en avions donné, auroient conclu, arêté & signé, le vingtiéme jour de Septembre dernier à Ryswyck, avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros, Chevalier de l'Ordre de S. Jacques, Conseiller de nôtre trés-cher, & trés-amé frere le Roi d'Espagne en son Conseil Royal & supreme de Castille, & le Sieur Loüis Alexandre de Scockart Comte de Tirimont Baron de Gaesbeke, du Conseil supréme d'Etat des Païs-Bas à Madrid, & de ceux d'Etat, & Privé dans les mémes Païs, Ambassadeurs Extraordinaires, & Plenipotentiaires de nôtre dit frere le Roi d'Espagne, pareillement munis de ses Pleins-Pouvoirs, le Traité de Paix, dont la teneur s'ensuit.

Ici étoit inseré le Traité de Paix.

Nous ayant agreable le susdit Traité en tous & un chacun les points & articles qui y sont contenus, & déclarez, avons iceux tant pour nous, que pour nos heritiers, successeurs, Royaumes, Païs, Terres, Seigneuries & sujets, accepté, approuvé, Ratifié, & Confirmé ; acceptons, approuvons, Ratifions, & Confirmons, & le tout prometons, en foi, & parole de Roi, & sous l'obligation, & hypotheque de tous & chacuns nos biens presens & à venir, garder, & observer inviolablement, sans jamais aller, ni venir au contraire, directement, ou indirectement, en quelque sorte & maniere que ce soit. En témoin dequoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre, l'an de Grace mil six cens quatre-vingt-dix sept, & de nôtre Regne le cinquante-cinquiéme Signé LOUIS, par le Roi, *Colbert*.

Ratification de l'Article séparé par sa Majesté Trés-Chrêtienne.

LOüis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes lettres verront, Salut. Ayant vû & examiné l'Article séparé que nôtre amé & Féal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneüil, Comte de Cely, nôtre cher & bien amé Loüis Verjus, Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur du Boulay, des deux Eglises, de Fort-Isle, & du Meüillet, & nôtre cher & bien amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny, nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, en vertu des pleins-pouvoirs que nous leur en avions donné, ont conclu arrêté & signé, le vingtiéme jour de Septembre dernier à Ryswick, avec le Sieur Don Francisco Bernardo de Quiros Chevalier de l'Ordre de Saint Jacques, Conseiller de nôtre trés-cher & trés-amé Frere le Roi d'Espagne en son Conseil Royal & supreme de Castille, & le Sieur Loüis Alexandre de Schockart Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke du Conseil supreme d'Etat des Païs-Bas à Madrid, & de ceux d'Etat & privé dans les mémes Païs, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre dit Frere le Roi d'Espagne pareillement munis de ses pleins-pouvoirs, duquel Article la teneur s'ensuit.

Ici étoit inseré l'Article séparé.

Nous ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, avons icelui loüé, approuvé & ratifié; loüons, approuvons & ratifions par ces presentes signées de nôtre Main ; Prometant en foi & parole de Roi de l'accomplir, observer & faire observer sincerement & de bonne foi, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement, ou indirectement au contraire pour quelque cause & occasion que ce puisse être, en temoin de quoi nous avons signé ces presentes, & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Fontainebleau le troisiéme jour d'Octobre l'an de grace mil six cens quatre vingt dix sept, & de nôtre Regne le cinquante cinquiéme. Signé Louis, Par le Roi *Colbert*.

Ratification de sa Majesté Catholique.

DOn Carlos par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. Don Francisco Bernardo de Quiros, de mon Conseil de Castille, & Don Loüis Alexandre de Schockart, Comte de Tirimont, Baron de Gaesbeke, de mon Conseil supréme de Flandres, & de ceux d'Etat, & Privé des mémes Pays, ayans concouru au Château de Ryswick dans la Province de Hollande, avec les Ministres du Roi Tres-Chrétien mon tres-cher & tres-amé frere, & Cousin, avec les ordres, & pouvoirs de l'un & de l'autre, chacun pour ce qui lui touchoit pour les Traitez de la Paix, & l'ayant executé en la forme & maniere contenüe dans le Traité qui sere ici inseré mot à mot, dont la conclusion fut ajostée, & signée par lesdits Ministres d'une & d'autre part, le vingtiéme de Septembre de la presente année seize cens quatre vingt dix sept lequel est comme s'ensuit.

Ici étoit inseré le Traité de Paix.

LEquel Traité ici écrit & inseré comme il est dit cy-dessus, m'ayant été envoyé par lesdits Don Francisco Bernardo de Quiros, & Comte de Tirimont, après l'avoir veu & examiné meurement mot à mot dans

ANS de J. C. 1697. mon Conseil, j'approuve, & ratifie pour moi, mes heritiers, & successeurs, comme aussi pour les Vassaux, sujets, & Habitans de tous mes Royaumes, Païs, & Seigneuries, tout le contenu en icelui, & chaque point en particulier de ceux qu'il contient; & tiens pour bon, ferme & valable par la presente; promettant en foi & parole de Roi, & pour tous mes successeurs, & heritiers, de le suivre, & accomplir inviolablement selon sa forme & teneur, & d'ordonner qu'il soit suivi, observé, & accompli, de la même maniere que si je l'avois Traité en propre personne, sans faire ni laisser faire en quelque façon que ce soit, ni permettre qu'il se fasse chose aucune au contraire, & que s'il venoit à se faire quelque contravention au contenu dudit Traité, je la ferai reparer effectivement, sans difficulté, ni delai, chatiant, & faisant chatier les délinquents; obligeant pour l'effet de ce qui est dit ci-dessus, tous, & un chacun de mes Royaumes, Païs, & Seigneuries, de même tous mes autres biens presents, & à venir, comme aussi mes heritiers, & successeurs, sans rien excepter, & pour la fermeté de cette obligation, je renonce à toutes les loix, coûtumes, & toutes autres choses y contraires, en témoignage de ce qui est dit cidessus, j'ai fait dépecher la presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contre signée de mon Secretaire d'Etat. Donné à Madrid le huit d'Octobre seize cent quatre vingt dix sept. Signé, Yo El Rey. Et au pied Don Crispin Gonçales Botello.

Ratification de l'Article separé, par sa Majesté Catholique.

DOn Carlos par la grace de Dieu Roi des Espagnes &c. Ayant été convenu au Château de Ryswick dans la Province de Hollande, entre Don Francisco Bernardo de Quiros de mon Conseil de Castille, & Don Louis Alexandre Scockart Comte de Tirimont de mon Conseil de Flandres, & de ceux d'Etat & Privé dans ces Païs-là, & les Ministres du Roi Tres-Chrêtien mon trés-cher, & tres-aimé frere, & Cousin, avec des pouvoirs reciproques, chacun pour ce qui lui touchoit, d'un Article separé qui sera ici inseré mot à mot lequel est celui qui s'ensuit.

Ici étoit inseré l'Article separé.

Et cet Article ayant été veu & examiné, j'ai resolu de l'approuver & ratifier, comme en vertu de la presente je l'approuve & ratifie dans la meilleure & plus parfaite forme que je puis. Promettant en foi & parole de Roi l'accomplir entierement selon son contenu, auquel effet j'ai ordonné de dépécher la presente signée de ma main, scellée de mon Seel secret, & contre-signée de mon Secretaire d'Etat. Donné à Madrid le huit d'Octobre seize cent quatre vingt dix sept; Yo El Rey. Don Crispin Gonçales Botello.

Liste & Declaration des Réunions ou occupations faites par Sa Majesté Très-Chrétienne dans les Provinces de Sa Majesté Catholique aux Païs-Bas, depuis le Traité de Nimegue.

Province de Luxembourg.

LA France s'est emparée de la Ville Capitale de ce Nom & de trente cinq Villages & Hameaux nommez Villages du Prevost.

Comme aussi de la Prevosté de Luxembourg composée de trois bans de Justice, à sçavoir Kundzigh ou Clemenci Putlange & Pettingen.

De trois Landmayries, qui sont Bettembourg, Santweiles, & Reckien, & de trois Mayries, Steinsel, Lingtgen, Schuteringen, consistantes ensemble en septante un, tant Villages, que Hameaux. ANS de J. C. 1697.

Du Château, Bourg & Seigneurie de Rodenmacheren avec vingt Villages en dependans.

Du Château & Seigneurie de Hesperange avec quatre Villages.

De Raville & ses dependances qui consistent en dixsept Villages.

Du Château & Comté de Russy, qui contient onze Villages.

De la Seigneurie de Russy, avec cinq Villages.

Du Château & ban de Justice de Putlange, consistant en quinze Villages.

Du Château de Seigneurie de Preisch, contenant deux Villages.

Du Château d'Agimont, avec ses deux Bourgs de Givet, & Hameaux en dépendans.

De la Seigneurie de Vireux Walrand.

Des Terres & Seigneuries du Comté de Rochefort avec quatre Villages.

Du Château & Prevosté d'Orcymont contenant Vienne & vingt autres Villages, & dix Seigneuries y enclavées.

Des Seigneuries de Chasse Pierre, Riviere Fontenoylle, Sainte Cecile, Lesch les Maniles, Lugnon le Bertrisse, Ban d'Orio, Marpon, Dochamps, Herbeumont, le Ban de Butailles, Ban de Musson.

Du Comté de Montaigu avec treize Villages & Hameaux.

Du Cheslieu & Prevosté de S. Marde avec seize Villages.

Du Château & Seigneurie de Lathour, Montquintin, la Vaux, Gommeri, Bassail, Rouette, & Vilers la Loup.

De la Ville & Comté de Chiny, avec vingt sept tant Villages, Hameaux que Forges.

De la Baronnie de Jamaigne, avec cinq Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Neufchateau, consistante en quarante six Villages, & Hameaux.

Du Bourg, Franchise & Mayrie de Remich, avec vingt quatre tant Villages que Hameaux.

Du Bancq de Justice de Mackeren le Comté, comprenant la Ville & trente quatre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Wasser Billich.

De la Prevosté d'Echternach, contenant la Ville & trente trois tant Villages que Hameaux, distingué par quatre Mayries, à sçavoir Osweiller, Irrel, Crenhen & Bollendorff.

De la Ville & Prevosté de Biedbourg consistante en la Franchise de Dudeldorf, & trente quatre Villages.

De la Ville & Prevosté de Dyckrick, qui comprend une Ville & vingt six tant Villages que Hameaux.

De la Ville & Prevosté d'Arlon consistante en la Ville & cent & vingt Neuf tant Villages que Hameaux composée de quinze Bans ou Mayries, sans y comprendre les Forges & Fournaux.

De la Seigneurie du Pont des Oyes, qui contient deux Villages, Hameaux & Forges.

De la Ville Mayne & Prevosté de Bastoigne, consistante en la Ville & cent quarante cinq tant Villages que Hameaux composée de dix Mayries.

De la Ville, Mayrie, & Prevosté de Marche, comprenant la Ville & dix-neuf tant Villages que Hameaux.

De la Ville & Prevosté de Durbuy qui consiste en la Ville & septante six tant Villages que Hameaux divisez en quatre Cours, & en dix-neuf Seigneuries Foncieres.

Du Comté de la Roche contenant le Château, Ville & cinquante & un tant Villages que Hameaux, parta-

ANS de J. C. 1697.

partagez en quatre Mayries.

De la Seigneurie de Beau Saint avec celle de Bertoigne & deux Villages en dependans.

Du Comté de Salme consistant en Château, Bourg & trante deux tant Villages que Hameaux.

Du Comté de Vianden qui comprend le Château, Ville, & quarante neuf tant Villages, que Hameaux, divisez en six Mayries, dont relevent plusieurs autres Châteaux & terres en arrierefiefs.

De la terre & Seigneurie de Saint Vith consistant en une Ville & quarante sept tant Villages que hameaux partagés en six Cours.

De la Seigneurie de Monster contenant vingt quatre tant Villages que Hameaux.

De la Seigneurie de Mont St. Jean qui consiste en quatre Villages, & Hameaux avec un ancien Château demoly.

Du Château & Seigneurie de Differtange & Solluvre avec vingt trois tant Villages que ceules & Hameaux en dependans.

Du Château & Seigneurie de Bertrange.

Du Chateau & Seigneurie Dansembourg, avec trois Villages qui en dependent.

Du Château & Seigneurie de Hollenfeiz, avec douze tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Marsch, avec quatorze tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Pitange, avec seize tant Villages que hameaux.

De la Seigneurie de Hesperdange.

De la Seigneurie d'Atloncout avec trois Villages.

De la Seigneurie de Meillembourg avec quinze Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Fisbach avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Linster ou Linsere, avec neuf Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Effinguen.

De la Seigneurie de la Rochette avec les masures d'un vieux Château & quinze Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Keringen, avec deux Villages ou hameaux.

Du Château & Seigneurie de Beaufort avec onze Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Berbourg avec onze Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Herberenne & Montpach.

Du Château & Seigneurie de Rueland avec vingt Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Ouren avec six Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Clair-vaux avec quarante quatre Villages, & hameaux.

Du Chateau & Comté de Wiltz, avec vingt trois Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Esch ou d'Aise, consistant en vingt deux Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Bourg-scheilte, avec douze Villages & hameaux.

De la Ville, Château & Seigneurie de Neuwerbourg, avec cinquante deux Villages & hameaux.

De la Franchise de Walwiller.

Du Château & Seigneurie de Brandenbourg, avec six Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Kayll, avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Falckenstein, avec trois Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Bettingen, avec neuf Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Ham, avec quatre Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Brouch, avec douze Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Malbergh, avec trois Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Rospoxte avec six Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Mirwart, avec vingt un Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Focan avec trois Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Rachampt, avec un Village & hameau.

De la Seigneurie de Ayvaille, avec huit Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Harzet, avec trois Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Baseille.

De la Seigneurie du Chesne, avec trois Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Witry, avec quatre Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Uffeldange, avec dix huit Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie d'Authel, avec six Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Girsch avec quinze Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Koerich, avec cinq Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Sept-Fontaines, avec dix Villages & hameaux.

De la Seigneurie de Wirickringen, avec six Villages & hameaux.

De la Terre & Seigneurie de St. Hubert, avec un Bourg & six Mayries.

De la Seigneurie de Waltingen & Lanzen.

De la Ville, Château & Seigneurie de Schleiden, avec trente six Villages & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Cronenbourg, avec treize Villages, & hameaux.

Du Château & Seigneurie de Manderscheit, avec les Villages en dependans.

Du Château & Seigneurie de Schiriflet, consistant en deux Villages & hameaux.

De la Cour de Tommen, contenant vingt deux Villages & hameaux.

De Haceville, qui consiste en trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Meerstorf, avec trois Villages.

Du Château & Seigneurie de Holzembourg avec deux Villages.

De Sterpigny.

Du Chateau & Seigneurie d'Apsbourg, consistant en trente quatre tant Villages que hameaux.

Du Château & Seigneurie de Sinsfeldt consistant en quatre.

De Scharffilichen douze Villages & hameaux.

Du Chateau & Seigneurie de Dome & Dentsbourg contenant quatre Villages & hameaux.

De Mehret Bettenfelt.

Du Château & Seigneurie de Sohyer.

Du Ban Desclassin, qui consiste en trois Villages & hameaux.

De Redu.

D'Isclaye.

Du Château & Seigneurie de Beaurin, consistant en cinq Villages & hameaux, y compris Dionvaux, quoique la France l'ait annexé à la Terre d'Agimont.

De Han sur Lesse, contenant trois Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Houffalize, contenant trois Villages & Hameaux.

De la Seigneurie de Wibren, avec deux Villages.

De Humain.

Du Château & Seigneurie de Wahs, consistans en deux Villages.

De la Seigneurie de Bande.

De

ANS de J. C. 1697.

Du Château & Seigneurie de Soï, consistant en six Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Diverdis.

Du Château & Seigneurie de Jeneppe.

Du Château & Seigneurie Dochain, consistant en six tant Villages que Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Rollet, consistant en neuf.

Du Château & Seigneurie de Mont Jardin.

Du Château & Seigneurie de Javigni, qui consiste en six.

De la Seigneurie de Mabompré.

Du Château & Seigneurie de Laval en trois.

De Villers la Loup.

De Chasnoy.

Du Château & Seigneurie de Cuette la Grande.

Du Château & Seigneurie de Soigneul S. Remy en deux.

De la Seigneurie de Ville Haimont, consistant en neuf Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Villers devant Orval.

De la Seigneurie de S. Marie.

De la Seigneurie d'Orval avec quatre Villages & Hameaux.

Du Château & Seigneurie de Dorchetesse.

De Vanée qui consiste en deux Villages.

Du Château & Seigneurie de Boulogne contenant cinq.

Du Château & Seigneurie de Harbeumout consistant en sept.

Du Château & Seigneurie d'Everlange, qui consiste en neuf tant Villagea que Hameaux.

De la Seigneurie de Nassoigne.

Du Château & Seigneurie de Grune.

De la Prevôté d'Estal, consistant en quatorze Villages & hameaux, divisée en trois Mayries.

La Terre & Seigneurie de S. Hubert, consistante en six Mayries ou Feaulté, avec plusieurs Villages qui en dependent.

Namur.

LA France a occupé depuis ledit Traité de Nimegue dans la Province de Namur.

La Prevôté de Poilvache qui contient les Mayries, Bans, Terres, Villages & Hameaux suivants.

La Mayrie de Rendarche consistante és Villages.

De Lustin, Malien, Lourier, aveo son Château, Sorinne la Longue, Assesse, Jassoigne, Wauremont, avec son Château.

Et és Hameaux du Château de Roncinne d'Ivoix, le Château d'Assesse, le Château d'Estroy, Corioul, Porin, d'Assesse, Brochau, Millier, les fonds de Jassoigne.

La Mayrie d'Emptines contenante les Villages d'Emptines, Emptinelle, Nattoy.

Et les Hameaux de Francesse le Gaillard les Fontaines, Champilliou les Sarts.

La Mayrie de Falmaigne comptenante le Village.

De Falmaigne, le Château de Thiry en dependant, qui est démoli & Hulsoniaux.

Ban de Lignon consistantes en Villages & Hameaux.

De Lignon, Chapoy, Onchipe, Ronvaux, Corbion, & Barsinabla.

Ban de Soi, sçavoir le Village de Soi & Mohiville en dependant.

Terre & Baronnie de Gesves.

Les Hamsux Houyoux, les Forges, fond de Chaumont, Pourin, Preit d'Hamide, Houde, & Franeesse qui dependent tous de ladite Terre de Gesves.

Villages particuliers dependans aussi de ladite Prevosté.

Obay & Reppe en dependant, Wallay, Halliot, Chaltin avee les Hameaux de Maibes & Frisée en dependans, Valin, Hour en famine, Sorinne sur Dinant, Boisalle, Village & Château de Spontin, & les Hameaux de Dumalle, Mianoye, & Dorinne en dependant, Joesne, Filec, Hodomont avec le Hameau de Jullet en dependant, Hsrgnies, les deux Bourseignes sçavoir la neuve & la vieille, Maisnil, saint Blaise, Haibes, & Pondrome. ANS de J. C. 1697.

Les forêts d'Auwez, Comisse, Lache, Lerbois, petit & grand Fail, qui consistent en sept à huit cent bonniers appartenans à sa Majesté, comme aussi quelques censes, dimes, rentes, cens, & autres revenus de son Domaine qui ont été occupez au mois de Novembre & Decemb. 1681.

Elle s'est de plus emparée en l'an 1682. des forêts des haute & bas Arche.

Et vers le mois d'Avril 1680. du Prioré de Hastier situé sur le bord de la Meuze.

La Mayrie de Hour qui contient les Villages de Hour soubs Poilvache, Iwar, Eurehaille, Jodinne Lisoigne, Purnotte, Awaigne, & les Hameaux de Banche, Jayolie, Futvoy, Venatre, Champalle, Hugomont, Bloimont, Mnntchavée, Frapeul, Fresne, Tailfer, Seignioul, & Loys, & Loyers.

La Mayrie do Bovignes qui comprend.

La Ville & Franchise dudit Bovignes, quelques maisons aux deux côtés avec la grande Cense de Metz & quinze ou seize maisons scituées à l'opposite de ladite Ville du côté de Dinant.

La Mayrie d'Anthée, consistante és Villages.

D'Anthée, Haut le Vastia, Riviere, Sommiere, Melin, Marinne, & Orhaye.

Et es Hameaux de la petite Cense de Metz, Grange, Rostenne, Oheyt, Heutoir, avec son Chateau, Chestrevin, Vespin, Flun, Welin, & Serenne.

Baillage de Bovignes dit d'enue Sambre & Meuze qui contient les Bans, Terres, Abbayes, Châteaux, Villages, & Hameaux suivants.

Le Ban de Waulsoir contenant.

Les Villages & Abbayes de Waulsoir, Luime; Hastir; la Vaux, & Hastir par delà Gerin.

Et les Hameaux d'Ermetton sur Meuze, le Mont Ostemrée, Stair, & Ponrenne.

Le Ban d'Anthée contenant.

Anthée, Mianoye, Motville & Fontaine avec son Château.

La terre & Franchise de Biesme la Colonoise consistante és Villages de Biesme, Heversée, Prée, Wagnies, Orest, Sart, Astache, & Gognies.

La Terre de Gerpinne qui contient le Village ou Bourg de Gerpine.

Er les trois Hameaux d'Alle flage, Fromignée; & Imignée.

La Terre de Thy.

QUi consiste és Villages dudit Thy avec son Château, Sansée, Chastrer, Jourdinne, Tursinne, Feroulse.

Et és Hameaux de Maisnil, le Lievre, & Vouërie de Rabusée.

Villages particuliers dependans dudit Baillage de Bovignes.

Flavion, Rosée, avec son Hameau de Jusenne, Biesmerée, Ermetton sur Bierre, Stavé, Steir, Mertienne, Fontenelle, partie de Châtillon Mattignol, Romrée, Feppin, Berlée avec son Château, Acos, avec son Château, Villers la Potterie, Joherêt Fourneau, Serville, Aveloy, Arbre, Profonde-Ville, Lesves, Bioulx, Graux, Romignée, Meste, Reselle, Rosiere, & Bois de Villers.

Baillage de Montaigle qui est composé des Villages & Hameaux suivans.

Les Malures du vieux Château de Montaigle, Fal-

ANS de J.C. 1697. Jean, Montaigle la Ville, la Forge au Montaigle, Salet, Fain, Corbay, Henemont, Warnant, Hun, Envoye, Rouillon, Fournaux, Forges, & Fonderies du Molin & Abbaye.

Mayrie de S. Gerard qui contient le

Village de Broigne avec le Monastere.
Les Hameaux de Maison, Gonois, Sosoye, Maredret, les Censes de Montigny, de Libinne, de Behoude & de Heraude.

Banlieüe d'entre Sambre & Meuze.

Village de Folz, les Hameaux de Haye, Afolz, & Wepion.

Dans l'entre Sambre & Meuze & dependances de cette Province sont aussi enclavées les forêts de haute & basse Marlaigne qui contiennent quatre mil & trois cens Bonniers & plus, les forêts de Biert & ses dependances 1590. Bonniers, les Bois de Biesme avec Halloy, & vieu Fournau, & autres annexes, cinq cent & quarante Bonniers, & des Censes, Dixmes, Cens, Rentes & divers autres Domaines, & revenus appartenans à Sadite Majesté, avec plusieurs Fiefs relevans du Château de Namur.

La France depuis le Traité de Nimegue pour occuper la Ville de Walcourt & le Village de Bioulx, (mêmes aprés le Traité de Treve) a fait planter des Potteaux au Voisinage du Château de Namur, sous pretexte qu'elle auroit étendu ses occupations avant la même Treve jusques audit Village. Pour faire ôter ces Potteaux, & mettre des Limites en arriere du Côté de la Pairelle, l'on a été obligé par Traité fait à Philippe-Ville le 4. Janvier 1687, de lui laisser suivre l'occupation de ladite Ville de Walcourt, & dudit Village de Bioot, aux mêmes Termes, formes, & conditions, que par ledit Traité de Treve la France est demeurée dans l'occupation de tous les lieux qu'elle a occupés depuis le Traité de Nimegue, lequel Traité particulier fait pendant icelle audit Philippe-ville vient à cesser par le Traité de Paix qu'on propose.

Haynau.

La Principauté & Prevôté de Chimay, avec les Villages, Hameaux & droits en dependans, à sçavoir.

La Ville de Chimay.
St. Remy.
Forges.
Bourlez.
Boutonville.
Bailievre.
Villers la Tour.
Sceloigne.
Robechies.
Bauwez.
Montmignies.
Macon.
Imbrechies.
Monceau.
Salles.
Baileux.
Vielles.
Lompret.
Estroemg, la Cauchie & ses Hameaux.
Feron.
La Roulie.

La Prevôté de Beaumont avec ses appendances & dependances qui consistent en

La Ville de Beaumont.
Bersillies.
De Leval.
Thirimont.
Solre St. Gery.
Grandrieu & Frallies.
Sivry.
Froidchapelle & Fourbechies.
Rance.
Monbliart.
Cerfontaine.
Fertieres les grandes.
Ferieres les petites.
Rosier.
Beaufort & Robechies.
Grandreng.
Rocque.
Leunies.
La Ville de Chievries.

Villages occupez.

Partie de la Bourgade d'Antoin, Fontenoy, Veron, Vaux Monbray, & Brasmanil.

Les Villages de Manide, Pipaix, Giffignies dans Pipaix, Rocourt, Wermes, Paroisse de Wieres, Ogimont, Seigneurieul, petit Quesnoy à Pottes, Bourgeon, paroisse de Fontenay, Grammetz & paroisse de Thieulain, partie d'Anthoin reputée Terre-Franche, le Breuch à forêt, Mourcourt, Herihes, Wasmes, & Lignette.

La Ville de Fontaine l'Evêque, le Village de Thiverelles, & six cent Bonniers ou environs de prairies.

Villages d'Anderlues, l'Abbaye d'Aumont & Bousfiere, avec les Fermes de Warnenrieux, Forêt, & la Cense au Bois.

Flandres.

La Ville de Renaix.
La Ville de Loo.
La Ville de Roulers.

Et les Villages de Meuregem, Watervliet, Vendeville, Templemars, Billau, & le Chateau de la Motte au Bois avec ses renances.

Bois de Nieppe.
Bois d'Osthulst.

Braband.

La Terre d'Ayseau avec ses Appendances qui consistent en plusieurs Hameaux, particulierement en celui d'Oignies avec le Cloistre du même nom & une partie du Village de Monceau.

Le Ministre de sa Majesté Catholique demande que sa Majesté Tres-Chrêtienne se deporte de l'occupation qu'elle a faite depuis le Traité de Nimegue de toutes, & chacune des parties cy-dessus déclarées, & autres qu'elle peut avoir occupées depuis ledit Traité, encore qu'elles ne soient pas ici portées ou specifiées, & que Sa Majesté Catholique soit remise en la réelle & actuelle possession d'icelles, comme elle l'étoit avant ledit Traité de Nimegue, le tout sans prejudice du droit de sa Majesté Catholique pour d'autres occupations faites par la France, dont n'a pas été faite cession au Roi très-Chrétien par ledit Traité de Nimegue ni aucun precedent Traité.



Liste

ANS de J.C. 1697.

Liste d'Exception des Lieux que les Ambassadeurs de France ont prétendu reserver.

LA Ville de Chievres.
Partie de la Bourgade d'Antoin.
Fontenoy. Vezon. Vaux. Maubray. Bramenil. } Dépendances d'Antoin.
Maude.
Pipay.
Giffignies dans Pipay.
Rocour.
Wermes. Paroiffe de Vieres.
Ogimont.
Seigneurieul.
Petit Quefnoy à Potes.
Bourgeon, Paroiffe de Fontenoy.
Granmets.
Fermont, Paroiffe de Thieulain.
Le Bréuech à foreftes.
Maircourt.
Heriones.
Wames.
Lignette.
Tiuicelles & 600. bonniers ou environ de prairies.
Renaix.
La Ville de Loo.
La Ville de Roulers.
Le Village de Meuregem.
Le Bourg de Watervliet.
Le Village de Templemars.
Le Hameau de Wandeville.
Billau.
Le Château de la Motte au bois avec fes tenances.
Le Bois de Nieppe.
Le Bois d'Outhulft.

Dépendances de Charlemont.

AGimont.
Givets, S. Hilaire Ville.
Givets, Nôtre Dame.
Vofnéche.
Felaine.
Dion le Mont.
Dion le Val.
Winenne.
Landrichamp.
Finevaux.
Feifchaux.
Ferauche.
Javcingue.
Aviette.
Charneux.
Flohimont.
Fromelaine.
Felix Pret Abbaye de Filles.
Remethon fur Bierre.
Sevry.
Gauchenée.
Her.
Herlet.
Lificourt.
Ranfenne.
Mahoux.
Maifon Saille.
Mainil Sr. Blaife.
Vireux le Wallerand.
Villerfies.
Rienne.
Bourfoigne la Vieille.
Bourfoigne la Neuve.
Hargnies.
Hebbes.
Vauffors, Abbaye & les deux Haftires.
Ermeton fur Meufe.
Mattignol.
Romerée.
Bertée.
Feftin.

Lieux, dépendants de la Prévôté de Maubenge.

TIrimont.
Berfillies, Abbaye.
Le Val fous Beaumont.
Cerfontaine.
Roq fur Sambre.
Eftrun.
Le Feron.
La Voulie.
Beaufort.
Aumont Abbaye.
Boiffiete.

Article feparé du Traité de Paix entre Louis XIV. Roi de France & Charles Second Roi d'Espagne fait à Ryfwick le 20. Septembre 1697.

OUtre ce qui a été conclu, & arêté par le Traité de Paix fait entre les Ambaffadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Tres-Chrêtien & ceux du Roi Catholique aujourd'hui 20. de Septembre 1697. On eft encore convenu par le prefent Article féparé, qui aura la même force, & vertu, que s'il étoit inferé mot à mot dans ledit Traité; que fa Majefté Tres-Chrêtienne accordera, comme elle accorde par ce prefent Article, à l'Empereur & à l'Empire jufqu'au premier du mois de Novembre prochain, pour accepter les conditions de Paix propofées en dernier lieu par fa Majefté Très-Chrêtienne fuivant fa declaration du premier jour du prefent mois de Septembre, fi fa Majefté Imperiale & l'Empire ne pouvoient en convenir d'une autre maniere avec fa Majefté Tres-Chrêtienne. Et au cas que dans ledit tems ils n'acceptent point les conditions fufdites ou n'en conviennent pas autrement avec fa Majefté Tres-Chrêtienne ledit Traité de Paix fortira fon plein & entier effet, & fera executé felon fa forme & teneur, fans qu'il puiffe y être contrevenu par ledit Seigneur Roi Catholique, fous quelque pretexte que ce foit directement ou indirectement. Cêt Article devoit être pag. 676. devant le plein-pouvoir.

En foi de quoi nous Ambaffadeurs de fa Majefté Très-Chrêtienne & de fa Majefté Catholique, en vertu de nos pouvoirs refpectifs, avons aufdits noms figné cet Article feparé de nos feings ordinaires & y avons fait appofer le Cachet de nos armes, au Château de Ryfwick dans la Province de Hollande le vingtiéme Septembre 1697.

N. Lillieroot. (L. S.)	*De Harlay Bonneuil.* (L. S.) *Verjus de Crecy.* (L. S.) *De Callieres.* (L. S.)	*Don Francifco Bernardo de Quiros.* (L. S.) *El Conte de Tirimont.* (L. S.)



CCLXXVIII.

ANS de J. C. 1697. L'EMPEREUR, ET LA FRANCE.

Suspension d'Armes entre LEOPOLD *Empereur &* LOUIS XIV. *Roi de France. Faite à Ryswic le 22. Septembre, 1697.*

NOs Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris, & ad instantiam Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum, quæ vigesimâ Septembris pacem cum Rege Christianissimo concluserunt, omnino confisi, Sacram Cæsaream Majestatem & Sacram Majestatem Christianissimam hæc eadem rata habituros esse, inter nos convenimus, prout convenimus, quod plena & integra cessatio esse debeat omnium cujuscunque generis hostilitatum, quocunque nomine veniant, aut quacunque occasione seu prætextu exerceri possent, absque ulla reservatione aut locorum exceptione, inter exercitus, milites, & subditos Imperatoris, Imperii, & Regis Christianissimi, ad primam usque Novembris proximè venturi, quodque eum in finem Sacra Cæsarea Majestas, & Sacra Majestas Christianissima sine dilatione mandata necessaria mittent supremis illarum militiæ Præfectis, aliisque, quò conventio hæc promptiùs ab omnibus executioni detur. In quorum fidem præsentes tabulas manibus nostris subscriptas sigillis nostris munivimus. In Arce Ryswicensi 22. Septembris, 1697.

(*L. S.*) *D. A. C. à Kaunitz.*
(*L. S.*) *Hen. C. de Stratman.*
(*L. S.*) *J. F. B. de Seilern.*
(*L. S.*) *de Harlay Bonneuil.*
(*L. S.*) *Verjus de Crecy.*
(*L. S.*) *De Callieres.*

CCLXXIX.

ANS de J. C. 1697. L'EMPIRE, ET LA FRANCE.

Acte de Consentement à la suspension d'Armes cy-dessus de la part des Ministres de L'EMPIRE *du 23. Septembre 1697.*

POstquam Sacræ Cæsareæ Majestatis & Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ Legati Extraordinarii ad interpositionem Excellentissimi Domini Legati Mediatoris & Excellentissimorum Dominorum Legatorum trium Potestatum (quæ 20. Septemb. Pacem cum Rege Christianissimo concluserunt) convenerunt quod plena & integra omnium cujuscunque generis hostilitatum cessatio esse debeat usque ad 1. Novembris desuperque declarationes suas 22. Septemb. in arce Ryswicensi reciprocè ab utraque parte extradiderunt, ante illam verò sacræ Regiæ Imperii Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentiarii consilia sua debito modo communicarunt, inque communem illam extraditam opinionem convenerunt, idcirco supra memoratorum Electorum, Principum & Statuum Legati & Plenipotentiarii Dominorum suorum Principalium nomine, qui deputationem Imperii constituunt, hisce præsentibus tabulis necesse declarare censuerunt sese Actum Armistitii ab Illustrissima & Excellentissima Legatione Cæsarea per Illustrissimum & Excellentissimum Legatum Mediatoris Illustrissimis & Excellentissimis Legatis Galliæ exhibitum, etiam nomine altè dictorum Dominorum Electorum, Principum & Statuum datum oblatumque velle, seque cum ipsis planè conformare. Actum Hagæ-Comitis die 23. Septembris 1697.

Ad Requisitionem.

(*L. S.*) *M. Fridericus Baro de Schonborn Legatus Moguntinensis.*

CCLXXX.

ANS de J. C. 1697. L'EMPEREUR, L'EMPIRE, ET LA FRANCE.

Traité de Paix entre LEOPOLD *Empereur, &* L'EMPIRE *d'une part, &* LOUIS XIV. *Roi de France d'autre. Fait à Ryswic, le 30. Octobre, 1697.*

In nomine Sacrosanctæ Trinitatis, Amen.

NOtum sit omnibus & singulis, quorum interest: cùm ab aliquot jam annis ferale bellum cum multa sanguinis Christiani effusione & plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Leopoldum electum Romanorum Imperatorem semper Augustum, Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ Regem, Archiducem Austriæ, Ducem Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, Marchionem Moraviæ, Ducem Luxemburgiæ, superioris & Inferioris Silesiæ, Wurtembergæ & Teckæ, Principem Sueviæ, Comitem Habspurgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Marchionem Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac superioris & inferioris Lusatiæ, Dominum Marchiæ Slavonicæ, Portûs Naonis & Salinarum, &c. Sacrumque Romanum Imperium ab una: & Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum, Dominum Ludovicum XIV. Franciæ & Navarræ Regem Christianissimum ab altera parte, sua sacra Cæsarea Majestas verò & sua sacra Regia Majestas Christianissima ad finienda quantocyùs hæc mala in perniciem rei Christianæ indies augescentia animum seriò advertissent, factum Divinâ Bonitate esse, ut annitente Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino, Domino Carolo XI. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Rege, Magno Principe Finlandiæ, Duce Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Duce, &c. inclytæ memoriæ, qui mox ab exortorum motuum initio pacem inter Christianos Principes solicitè suadere non destitit, atque dein Mediator universim receptus illam quamprimum conciliare, ad mortem usque gloriosè allaboravit, solennes ea de causa tractatus in Palatio Riswicensi in Hollandia instituti, post ejus autem è vivis decessum pari studio succedentis in paternas pro tranquillitate publica curas Serenissimi & Potentissimi Principis & Domini, Domini Caroli XII. Suecorum, Gothorum, Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stetini, Pomeraniæ, Cassubiæ & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ & Montium Ducis, &c. ad finem perducti fuerint. Comparentes quippe dicto loco utrinque legitimè constituti Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, nomine quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Dominicus Andreas S. R. I. Comes à Kaunitz, hæreditarius Dominus in Austerlitz, Hungarischbrod, Mahrischpruss & majoris Orzechan, Eques aurei Velleris, sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Status intimus, Camerarius & Sacri Imperii Pro-Cancellarius: Dominus Henricus Joannes S. R. I. Comes à Straatman & Peürbach, Dominus in Orth, Schmiding, Spatenbrun & Carlsberg, sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & Camerarius: & Dominus Joannes Fridericus liber & Nobilis Baro à Seilern, Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Imperialis Aulicus & in Imperii Comitiis Concomissarius Plenipotentiarius: nomine verò Sacræ Regiæ Majestatis

Chri-

Christianissimæ Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Nicolaus Augustus de Harlay Eques, Dominus de Bonneüil, Comes de Cely, Regiæ suæ Majestatis Consiliarius in Consilio Status ordinarius: Dominus Ludovicus Verjus Eques, Consiliarius Regis ordinarius in Consilio Status, Comes de Crecy, Marchio de Freon, Baro de Couvay, Dominus in Boullay, duarum Ecclesiarum, in Fortille, & in aliis locis: & Dominus Franciscus de Callieres, Eques, Dominus de Callieres, Rupischellæ & Gigny, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Caroli Bonde, Comitis in Biôrnôô; Domini in Hesleby, Tyresio, Tôstaholm, Grâssteen, Gustafsberg & Rezitza, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Senatoris, & supremi Dicasterii Dorpatensis in Livonia Præsidis, & Domini Nicolai liberi Baronis de Lillieroot, Sacræ Regiæ Majestatis Sueciæ Secretarii Statûs, atque ad Celsos & Præpotentes Dominos Ordines Generales fœderati Belgii Legati Extraordinarii, amborum ad pacem universalem restabiliendam Legatorum extraordinariorum & Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorio integrè, sedulò & prudenter persuncti sunt, præsentibus, suffragantibus & consentientibus Sacri Romani Imperii, Electorum Principum & Statuum Deputatorum Plenipotentiariis, post invocatam æterni numinis opem & commutatas ritè mandatorum formulas ad Divinam Nominis gloriam & Christianæ Reipublicæ salutem in mutuas pacis & concordiæ leges convenerunt tenore sequenti.

I. Pax sit Christiana, Universalis & perpetua, veraque amicitia inter Sacram Cæsaream Majestatem, ejusque Successores, totum Sacrum Romanum Imperium: Regnaque & ditiones hæreditarias, Clientes & subditos ab una: & Sacram Regiam Majestatem Christianissimam, ejusque Successores, Clientes & subditos ab altera parte: eaque ita sincerè servetur & colatur, ut neutra pars in alterius pernitiem vel detrimentum sub quolibet colore quicquam moliatur, aut molientibus, seu quodvis damnum inferre volentibus ullum auxilium, quocunque nomine veniat, præstare, alteriusve subditos Rebelles, seu refractarios recipere, protegere, aut juvare quavis ratione possit, aut debeat, sed potius utraque pars alterius utilitatem, honorem ac commodum seriò promoveat, non obstantibus, sed annullatis omnibus, in contrarium facientibus promissionibus, tractatibus & fœderibus quomodocunque factis aut faciendis.

II. Sit perpetua utrinque Amnestia & oblivio omnium eorum, quæ quocunque loco, modove, ultrò citroque hostiliter facta sunt, ità ut nec eorum nec illius alterius rei causâ vel prætextu alter alteri quicquam inimicitiæ aut molestiæ, directè vel indirectè, specie juris aut viâ facti uspiam inferat, aut inferri patiatur, sed omnes & singulæ hinc inde verbis, scriptis, aut factis illatæ injuriæ & violentiæ absque omni personarum, rerumve respectu ità penitus abolitæ sint, ut quicquid eo nomine alter adversus alterum prætendere possit, perpetuâ sit oblivione sepultum. Gaudeant etiam hac amnestiâ ejusque beneficio & effectu omnes & singuli utriusque partis Vasalli ac subditi, ita ut nemini eorum noxæ aut præjudicio sit, has vel illas partes secutum esse, quò minùs pristino, in quo ante bellum immediatè fuit, statui, quoad honores & bona plene restituatur servatis tamen iis, quæ ratione Beneficiorum Ecclesiasticorum, mobilium & fructuum articulis sequentibus speciatim definita sunt.

III. Pacis hujus basis & fundamentum sit pax Westphalica & Neomagensis, eæque statim à commutatis ratificationum formulis in sacris & profanis plenè executioni mandentur, & posthac sartæ tectæ conserventur, nisi quatenus nunc aliter expressè conventum fuerit.

IV. Restituentur inprimis Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio, ejusque statibus & membris, à Sacra Regia Majestate Christianissima quævis tam durante bello & viâ facti, quàm unionum nomine occupata loca & jura, quæ extra Alsatiam sita, aut indice reunionum à Legatione Gallica exhibito expressa sunt, cassatis, quæ eâ de causa à Cameris Metensi, & Vesontinâ, ut & Consilio Brisacensi edita sunt, decretis, arrestis, & declarationibus, omniaque in eum statum reponentur, quo ante illas occupationes, uniones, seu reuniones fuerunt, nullo deinceps tempore amplius turbanda seu inquietanda, Religione tamen Catholicâ Romanâ in locis sic restitutis in statu quo nunc est, remanente.

V. Et quamvis ex generalibus hisce regulis facilè dijudicari queat, qui & quatenus restituendi sint, nihilominus ad aliquorum instantiam, accedentibus peculiaribus rationibus, de quibusdam causis specialem mentionem fieri placuit, ita tamen, ut expressè non nominata pro ommissis non habeantur, sed pari omnino cum nominatis loco sint, & eodem jure fruantur

VI. Nominatim restituendus Dominus Elector Trevirensis & Episcopus Spirensis in Urbem Trevirensem, in statu, quo nunc est, absque ulteriore demolitione, ullave ædificiorum publicorum aut privatorum deterioratione, cum tormentis bellicis, quæ ibidem tempore postremæ occupationis reperta fuerunt; omnia quoque de occupationibus, unionibus, & reunionibus jam præcedenti articulo quarto statuta, in commodum Ecclesiarum Trevirensis & Spirensis speciatim repetita censeri debent.

VII. Fruetur etiam omnibus emolumentis pacis hujus, ejusque assertione plenissimè comprehendetur Dominus Elector Brandenburgicus, cum omnibus ditionibus, possessionibus, subditis & juribus, nominatim iis, quæ ipsi ex tractatu 29. mensis Junii anni 1679. inito competunt, ac si singula speciatim relata essent.

VIII. Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino occupatæ omnes ditiones, sive ad illum solum pertineant, sive cum aliis communes sint, quocunque nomine veniant, speciatim verò Civitas & Præfectura Germersheimensis, illâque comprehensæ præposituræ & subpræfecturæ, cum omnibus arcibus, Urbibus, Oppidis, Pagis, Villis, fundis, feudis & juribus, prout per pacem Westphalicam restitutæ fuerunt, omnibus etiam documentis literariis ex Archivo, Cancellaria, Curia feudali, Camerâ rationum, Præfecturis, aliisque officiis Palatinis ablatis, nullo loco, re, jure, aut documento exceptis. De juribus verò seu prætentionibus Dominæ Ducissæ Aurelianensis convenit, ut prævia restitutione supradicta res secundum formulam compromissi à Sacra Cæsarea Majestate & Sacra Regia Majestate Christianissima tanquam Arbitris juxta leges & constitutiones Imperii decidatur; illis verò in sententiâ discordibus, Papæ tanquam super arbitro decidenda deferatur. Non minùs tamen interea amicabilis compositio inter partes tentetur, & donec res finem accipiat, annua summa ducentarum millium librarum Turonensium seu centenorum millium florenorum Rhenensium à Domino Electore Dominæ Ducissæ Aurelianensi eâ ratione & conditione solvatur, prout peculiari articulo, ejusdem cum pace hac vigoris, expressum est, utriusque partis tam in possessorio, quam in petitorio; uti & Imperii jure undiquaque integro.

IX. Restituatur Serenissimo Sueciæ Regi, ut Comiti Palatino Rheni, Comiti Sponhemii & Veldentiæ, avitus Ducatus Bipontinus liber & integer cum appartinentiis & dependentiis, iisque juribus, quibus Sacræ Regiæ Majestatis prædecessores Comites Palatini & Duces Bipontini gavisi sunt, aut gaudere potuerunt, ad normam pacis Westphalicæ: ita ut omnia sub quocunque titulo à Corona Galliæ hactenus ex toto, vel parte istius Ducatûs prætensa, occupata & reunita pleno jure ad Sacram Regiam Ma-

 jesta-

jestatem Sueciæ ejusque hæredes Comites Palatinos Rheni redeant. Reddantur quoque documenta literaria, ad dictum Ducatum spectantia, unà cum tormentis bellicis, quæ tempore occupationis ibidem exstiterunt, cunctaque alia, de quibus in favorem restituendorum, præcedentibus articulis conventum est.

X. Quantum ad Principatum Veldenziæ, & quæ sub nomine dicti Principatus aut Lautereccensis defunctus Princeps Leopoldus Ludovicus Comes Palatinus Rheni possederat, restituentur juxta §. quartum & indicem à Legatione Gallica exhibitum, salvis cujuscunque prætendentium tam in possessorio quam petitorio juribus.

XI. Magno Ordinis Teutonici Magistro & Episcopo Wormatiensi Domino Principi Francisco Ludovico Palatino reddentur plenè ablatæ à Gallia inclito Ordini antiquitùs dicatæ seu possessæ Commendæ, loca, reditus, & jura, frueturque dictus Ordo ratione Commendarum & bonorum sub Dominio Gallico sitorum tam circa collationem, quàm administrationem iisdem usibus, privilegiis & immunitatibus, quibus antehac juxta statuta & regulas suas gavisus est, & Ordo Sancti Joannis Hierosolymitani gaudere consuevit. Locum etiam habebunt ratione Episcopatûs Wormatiensis reliquarumque Domini Principis Ecclesiarum, quæcunque pace hac de restitutione locorum, contributionibus, aliâsve conventa sunt.

XII. Reddetur Domino Electori Coloniensi tanquam Episcopo & Principi Leodiensi Castrum & oppidum Dinantense in statu, quo tempore occupationis fuit, cum omnibus juribus & dependentiis, tormentis quoque bellicis & documentis ibi tum repertis. Omnia porro de occupationibus, unionibus & reunionibus supra articulo quarto statuta in commodum Ecclesiarum Coloniensis & Leodiensis speciatim repetita haberi debent.

XIII. Restituatur Domus Wurtembergica & nominatim Dominus Dux Georgius pro se & successoribus ratione Principatûs seu Comitatûs Mompelgardensis in eum statum, jura, prærogativas, ac in specie in eam immedietatem erga Sacrum Romanum Imperium, quâ antea gavisus est, & quâ cæteri Imperii Principes gaudent, vel gaudere debent, annullatâ penitus Vassallagii recognitione, Coronæ Galliæ anno 1681. factâ. Fruanturque deinceps dicti Principes liberè omnibus eodem pertinentibus reditibus, tam sæcularibus, quàm Ecclesiasticis, quibus ante pacem Neomagensem fruebantur, non minùs ac feudis, quæ tempore detentionis Gallicæ vel aliàs iis aperta, nec ab ipsismet aliis concessa sunt, excepto Pago Baldenheim cum appertinentiis, quem Rex Christianissimus Commendatori de Chamlay Regiorum Castrorum Metatorum Generali contulit, quodque ratum manere debet, ità tamen, ut Domino Duci Wurtembergico, velut Domino directo, ejusque successoribus homagium præstare, ab eoque feudi hujus renovationem petere teneatur. Restituantur quoque in plenariam & liberam possessionem, tam feudorum suorum Burgundicorum, Clereval & Passavant, quàm Dynastiarum Granges, Herricourt, Blamont, Chatelôt & Clemont, cæterarumque in Comitatu Burgundiæ & Principatu Mompelgardensi sitarum cum omnibus juribus & reditibus eo planè modo, prout ante pacem Neomagensem possederant, abolitis penitus iis, quæ quocunque titulo, tempore ac modo in contrarium facta vel prætensa fuerunt.

XIV. Gaudeat etiam Domus Marchica Badensis omni jure & beneficio pacis hujus, adeoque etiam Westphalicæ & Neomagensis inprimis verò articulorum 4. & 5. hujus tractatûs.

XV. Restituantur eodem modo Principes & Comites Nassovienses, Hanovienses, & Leiningenses, omnesque cæteri Sacri Romani Imperii Status, qui per articulum quartum hujus tractatûs aliosve restituendi veniunt, in omnes & singulas suas ditiones eoque pertinentes proventus & reditus, aliaque omnia jura & beneficia, quocunque nomine insignita sint.

XVI. Cùm verò pacis meliùs stabiliendæ ergò, placuerit loca quædam hinc inde permutari, Sacra Cæsarea Majestas & Imperium cedunt Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ ejusque in Regno successoribus Urbem Argentinensem & quidquid ad illam civitatem, in sinistra Rheni parte pertinet, cum omni jure, proprietate & supremo Dominio, quod sibi & Romano Imperio hactenus in ea competiit, aut competere poterat, eaque omnia & singula in Regem Christianissimum ejusque successores transferunt, ità ut dicta Urbs cum omnibus suis appertinentiis & dependentiis in sinistra parte Rheni sitis, absque ulla reservatione cum omnimodâ jurisdictione & superioritate, supremoque Dominio à modo in perpetuum ad Regem Christianissimum ejusque successores pertineat & Coronæ Galliæ incorporata intelligatur, absque Cæsaris, Imperii vel cujuscunque alterius contradictione. Ad cujus cessionis alienationisve majorem validitatem, Imperator & Imperium vigore præsentis transactionis expresè derogant omnibus & singulis prædecessorum Imperatorum Sacrique Romani Imperii Decretis, constitutionibus, statutis & consuetudinibus etiam juramento firmatis aut in posterum firmandis, nominatimque capitulationi Cæsareæ, quatenus alienatio omnimoda bonorum & jurium Imperii prohibetur, quibus omnibus expresè renunciant, dictamque Urbem unà cum Magistratibus, Officialibus, Civibus & Subditis omnibus, à vinculis & sacramentis, quibus hucusque Imperatoribus & Imperio obstricta fuerat exsolvunt, eamque ad subjectionem, obedientiam & fidelitatem Regi Christianissimo ejusque successoribus præstandam remittunt, atque ità Regem Christianissimum in plena justaque proprietate, possessione & superioritate constituunt, omnibusque in eâ juribus ac prætensionibus ex nunc in perpetuum renuntiant; inque hunc finem dictam Urbem Argentinensem ab Imperii matricula expungi placet.

XVII. Liberum tamen maneat omnibus & singulis ejus urbis & appertinentiarum incolis, cujuscunque conditionis sint, qui emigrare voluerint, inde domicilium aliò, quocunque libuerit, unà cum mobilibus bonis sinè ullo impedimento, detractione aut exactione, intra annum à ratihabita Pace, post quinquennium verò præstitis præstandis secundùm conditiones in ejusmodi casibus illic olim usitatas transferre, immobilia verò aut vendere, aut retinere, & per se, vel per alios administrare. Eadem quoque facultas retinendi & per se, vel alios administrandi aut alienandi omnibus aliis Imperii membris aut subditis mediatis vel immediatis maneat, qui bona, reditus, debita, actiones, vel jura in dicta urbe, ejusque appertinentiis habent, sive semper retinuerint, sive durante bello, aut ante illud confiscata seu adempta aliisque concessa fuerint, per conventionem hanc restituenda, quocunque nomine veniant, aut ubicunque degant. Salva etiam sit jurisdictio Ecclesiastica iis, ad quos antiquitùs spectavit, nec eam, ejusve exercitium impedire unquàm liceat.

XVIII. Vicissim Sacra Regia Majestas Christianissima restituet cum omnibus juribus & dependentiis intra 30. dies à commutatis Ratificationum formulis Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio munimentum Kehl à se exstructum in dextra Rheni parte situm integrum. Munimentum verò de la Pille cæteraque in ipso Rheno seu Rheni insulis exstructa intra mensem sequentem aut citiùs, si fieri poterit, sumptibus Regis Christianissimi solo planè æquabuntur, à neutra parte posthac reædificanda. Fluminis autem navigatio, aliusve usus utriusque partis subditis, aut qui aliàs illâc commeare, navigare aut merces transvehere

ANS de J.C. 1697.

vehere volent, æquè patebit : nec quicquam ab alterutra parte illic aut alibi unquam fiet, quo flumen divertatur, aut ejus cursus seu navigatio aliusve usus difficilior quavis ratione reddatur, multò minùs nova telonia, portoria, aut pedagia exigentur, aut vetera augebuntur, navesve, quæ transeunt, ad unam magis quàm alteram ripam appellere, aut onera, seu merces exponere, vel recipere cogentur, sed id libero cujusque arbitrio relinqui semper debebit.

XIX. Cedit quoque Sacra Regia Majestas Christianissima Sacræ Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ Urbem & Arcem Friburgensem, nec non fortalitium S. Petri, fortalitium item Stellæ nuncupatum, & quæcunque alia munimenta ibidem aut alibi per Sylvam Hercyniam vel reliquum Brisgowiæ districtum noviter erecta, aut restaurata, in statu, quo nunc sunt, absque ulla demolitione aut deterioratione, cum Villis Lehen, Metzhausen, & Kirchzarth, cumque omni jure, prout suæ Regiæ Majestati per Pacem Neomagensem cessa aut ab illa possessa & exercita fuerunt, una & archivo, omnibusque scripturis seu documentis literariis tempora occupationis illic repertis, sive ibi adhuc existent, sive alliorsum translata sint, jure diœcesano aliisque juribus & reditibus Episcopatus Constantiensis semper salvis.

XX. Transfert similiter in Sacram Cæsaream Majestatem & Domum Austriacam Sacra Regia Majestas Christianissima Brisacum integrum in moderno statu, cum Granariis, armamentariis, munimentis, Vallis, muris, Turribus, aliisque ædificiis publicis ac privatis, atque omnibus dependentiis in dextra parte Rheni sitis : iis, quæ in sinistra Rheni parte sunt, interque ea fortalitio le Mortier dicto, Regi Christianissimo relictis. Urbs tamen, quæ nova dicitur, in eadem sinistra Rheni parte sita, uti & pons, ac munimentum insulæ Rheni inædificatum omnino destruetur & solo æquabitur à neutra parte ullo tempore reædificanda. Cæterùm eadem libertas Brisaco migrandi hic repetita censebitur, quæ ratione urbis Argentinæ conventa est.

XXI. Præfata loca, Urbes, Castra & Fortalitia cum omni districtu, appertinentiis & dependentiis Sacræ Cæsareæ Majestati à Sacra Regia Majestate Christianissima retrocessa restituantur & tradantur absque omni reservatione, exceptione aut retentione bonâ fide & sine ulla dilatione, impedimento vel prætextu, iis, qui post ratihabitas pacis tabulas à Sacra Cæsarea Majestate ad id constituti & specialiter deputati fuerint, eaque de se locorum evacuandorum Præfectis, Gubernatoribus aut Officialibus Gallicis fidem fecerint, ita ut dictæ Urbes, Arces, Fortalitia & loca cum omnibus prærogativis, utilitatibus & emolumentis ac quibuscunque ibidem comprehensis, in jus, possessionem actualem & omnimodam potestatem ac superioritatem Sacræ Cæsareæ Majestatis & Domûs Austriacæ redeant, & apud eandem perpetuis temporibus permaneant, quemadmodum antehac ad eam spectârunt, & à Sacra Regia Majestate Christianissima hactenus possessa fuêre, nihilque omnino juris aut prætensionis in loca præfata & eorum districtus Coronæ Galliæ remansisse, aut reservatum fuisse, intelligatur. Nec quidquam porrò exigatur pro sumptibus & expensis in munimenta aut alia ædificia publica vel privata insumptis, nec alia quacunque de causa retardetur restitutio plenaria intra triginta dies à pace ratihabita executioni demandanda, adeo ut præsidia Gallica inde protinus abducantur, absque omni molestia, damno vel gravamine, civibus, & incolis, aut aliis quibuscunque subditis Austriacis titulo debitorum aut prætensionum quarumlibet inferendo. Neque fas sit militiæ Gallicæ in locis evacuandis, aut aliis quibusvis ad Sacram Regiam Majestatem Christianissimam non spectantibus diutiùs commorari, hyberna, vel stationes figere, sed in proprias Coronæ Galliæ ditiones illico commigrare tenebuntur.

XXII. Eadem ratione reddetur Sacræ Cæsareæ Majestati, Sacroque Romano Imperio Philippiburgum illæsum cum munimentis ei in dextra parte Rheni junctis, omnibusque tormentis bellicis, quæ tempore ultimæ occupationis ibidem extiterunt, Episcopatûs Spirensis jure undequaque reservato, atque eo nomine articulus quartus Instrumenti Pacis Neomagensis expressè repetitus habebitur. Munimentum verò quod in sinistra ripa ædificatum est, unà cum ponte à Rege Christianissimo post occupationem facto, destruetur.

XXIII. Curabit Rex Christianissimus suis impensis solo æquari munimenta è regione Huningæ in dextera ripa & in Insula Rheni exstructa, fundo cum ædificiis Domui Badensi reddendo : pons quoque illic Rheno superstructus destruetur.

XXIV. Destruendum similiter Munimentum, quod in dextra parte Rheni ædificatum est, è regione fortalitii, Fort-Loüis nuncupari, ipso fortalitio & Insula penes Regem Christianissimum remanentibus, solum verò Munimenti destructi Domino Marchioni Badensi cum ædificiis restituendum. Destruetur etiam ea pontis pars, quæ illuc ab Insula pertingit, à neutra parte deinceps reparanda.

XXV. Demolienda præterea à Rege Christianissimo Munimenta post pacem Neomagensem Castro Trarbacensi addita, nec non Fortalitium Montroyal ad Mosellam, à nullo posthac reædificanda, relictâ tamen in pristino statu arce Trarbacensi & unà cum Urbe & appertinentiis prioribus possessoribus plenariè restituenda.

XXVI. Eadem quoque demoliendi ratio obtineat in Monimentis arci Kurburgensi à Rege Christianissimo additis : post quæ destructa, arx hæc cum integra relicta Urbe Kirn non minùs ac reliqua ad Principem Salmensem ejusque Agnatos, Rheingravios & Wildgravios spectantia bona, nominatim etiam Principatus Salmensis, cæteraque illis reddentur, eodem omnino modo & jure possidenda, quo ea ante destitutionem possederunt, & pace hac conventum est.

XXVII. Idem etiam de destruendis novis Munimentis arci Eberenburgensi à Rege Christianissimo adjectis, eâque Baronibus de Sickingen cum reliquis ad illos spectantibus bonis ab utraque parte reddendis cautum esto.

XXVIII. Cùm Dominus Dux Lotharingiæ hoc in bello cum Sacra Cæsarea Majestate conjunctus sit, & præsenti Tractatui comprehendi voluerit, restituetur pro se, hæredibus & successoribus suis in liberam & plenariam possessionem eorum Statuum, locorum & bonorum, quæ Patruus ejus Dux Carolus anno millesimo sexcentesimo septuagesimo (cùm à Christianissimi Regis armis occupata fuerunt) possidebat, exceptis tamen mutationibus, articulis sequentibus explanandis.

XXIX. Restituet inprimis Sacra Regia Majestas Christianissima Domino Duci Urbem veterem & novam Nancei cum omnibus appertinentiis, cumque tormentis bellicis, quæ in Urbe veteri tempore occupationis reperta fuerunt, eâ tamen conditione, ut integris relictis omnibus Vallis & Propugnaculis Urbis veteris, uti & portis Urbis novæ, hujus Valla & Propugnacula non minùs ac omnia utriusque Munimenta exteriora, impensis Sacræ Regiæ Majestatis solo planè æquentur, nullo deinceps tempore reparanda, nisi quòd Dominus Dux ejusve successores Urbem novam simplici & æquali muro absque angulis claudere possint, quandocunque libuerit.

XXX. Evacuabit quoque S. R. M. Christianissima castrum Bitsch cum omnibus appartinentiis, uti & castrum Hombourg, destructis priùs Munimentis ampliùs non reparandis, ità tamen, ut ipsis castris, & quæ illis juncta sunt, oppidis nullum damnum inferatur, sed ea omnino illæsa conserventur.

XXXI. Suffragatur porrò Domino Duci omnia de unio-

ANS de J. C. 1697.

unionibus seu reunionibus articulo quarto statuta, ac si hic verbotenus repetita essent, ubicunque aut quomodocunque factæ seu decretæ fuerint.

XXXII. Reservat sibi verò S. R. M. Christianissima Fortalitium Saarloüis cum dimidià leucà in circuitu à Commissariis Regiis & Lotharingicis designandà, eumque omni superioritatis & supremi Dominii jure perpetuò possidendum.

XXXIII. Urbs quoque & Præfectura Longwicensia unà cum suis pertinentiis & dependentiis cum omni superioritate supremo Domino & proprietate, maneat in perpetuum penes Dominum Regem Christianissimum ejusque hæredes & successores : nihilque juris imposterum in iis prætendere possit Dominus Dux ejusque hæredes & successores : sed in prædictæ urbis & præfecturæ permutationem Sacra Cæsarea Majestas Christianissima, aliam Domino Duci cedet, in uno ex tribus Episcopatibus ejusdem amplitudinis & valoris præfecturam, de quâ bonâ fide inter eosdem Commissarios conveniet : eàque sic cessâ, & in Dominum Ducem à Rege Christianissimo translatâ, tam ipse Dux, quàm ipsius hæredes & successores fruentur in perpetuum cum omnimodis superioritatis supremi Dominii & proprietatis juribus.

XXXIV. Pateat semper Regio militi ad loca limitanea pergenti aut inde redeunti sine obstaculo aut impedimento transitus innoxius per ditionem Domini Ducis, prævià tamen semper notificatione tempestivà, & ut transiens miles non evagetur, nec diverticula quærat, sed viâ ordinariâ & brevissimâ utatur, & iter absque morâ debitè acceleret, nullam vim, nullumque damnum locis vel subditis Ducis inferat, annonamque ac necessaria à Commissariis Lotharingicis suinministranda parati pecuniâ solvat, abolitis vicissim & in potestatem Domini Ducis sinè exceptione plenè redeuntibus viis & locis quæ Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ per pacem Neomagensem reservata fuerunt.

XXXV. Beneficia Ecclesiastica usque ad diem præsentis tractatûs à Rege Christianissimo collata, penes modernos possessores, qui ea à S. M. R. consecuti sunt, quieta relinquantur.

XXXVI. Sancitum præterea fuit, ut omnes processus, sententiæ atque decreta lata per Consilium, Judices aut alios Regiæ Majestatis Christianissimæ Officiales in controversiis & actionibus ad finem perductis, tam inter subditos Ducatûs Lotharingiæ & Barri, quàm alios, tempore, quo Rex Christianissimus hosce Status possedit, locum habeant, atque plenum integrumque suum sortiantur effectum, non secus ac si S. R. Majestas eorum possessor mansisset, neque dictas sententias & decreta in dubium vocare, annullare, aut executionem illorum retardare aut impedire integrum erit. Partibus quidem licitum erit juxta ordinem & dispositionem legum atque constitutionum confugere ad revisionem actorum, interim tamen sententiæ suo in robore & vigore maneant.

XXXII. Restituentur mox à ratihabilâ pace Domino Duci, archiva & documenta literaria, quæ in Gazophilacio Nanceano & Barrensi, atque in utrâque Camerâ Computorum sive alibi locorum habeantur & ablata fuerunt.

XXXVIII. Poterit statim à ratihabitâ pace Dominus Dux in Ducatus Lotharingiæ & Barri Commissarios mittere, qui rebus illius attendant, justitiam administrent, Teloniorum, Salinarum, aliorumque jurium curam gerant, cursum publicum disponant, cæteraque agant, quæ ad Regimen à Domino Duce eodem tempore plenè suscipiendum pertinere queant.

XXXIX. Ratione vectigalium seu teloniorum, eorumve immunitatis in vecturâ salis, & lignorum, sive terrâ, sive per flumina, servetur status seu consuetudo anni 1670. nulla innovatione permissâ.

XL. Maneat antiquus usus & libertas commerciorum inter Lotharingiam & Ditionem Metensem, Tullensem & Virodunensem, mutuoque utriusque partis beneficio imposterum exactè servetur. ANS de J. C. 1697.

XLI. Serventur similiter in pristino suo vigore & robore concordata illæsa inter Christianissimos Reges & Duces Lotharingiæ inita.

XLII. Domino Duci, ejusque fratribus post restitutionem integrum erit jus, quod sibi in diversis causis competere asserunt, viâ ordinariâ persequi, non obstantibus sententiis, quæ ipsis absentibus & non auditis latæ dici possint.

XLIII. In iis, quæ hic aliter expressè conventa non sunt, observentur quoque ratione Domini Ducis ejusque Ditionum & subditorum ea, quæ hoc tractatu maximé §. *Restituentur utriusque partis Vasalli, &c.* §. *Simul atque Instrumentum Pacis, &c. &* §. *& ut ad Subditos, &c.* cauta sunt, ac si hic speciatim anuntiata essent.

XLIV. Dominus Cardinalis de Furstenberg restituetur in omnia jura, bona feudalia ac allodialia, beneficia, honores & prærogativas, quæ Sacri Imperii Principibus & membris competunt, tam ratione Episcopatûs Argentoratensis à dextrâ parte Rheni, quàm Abbatiæ Staveloensis, aliasve, frueturque cum Agnatis seu Cognatis, qui illi adhæserunt, & domesticis, plenâ amnestiâ & securitate omnium factorum dictorumque & quorumlibet contra illum illosve decretorum, nec ipse, illiusque hæredes, aut Agnati seu Cognati & domestici, ob hæreditatem defuncti Domini Electoris Maximiliani Henrici à Dominis Electoribus Coloniensi & Bavariæ, eorumque hæredibus aut quibuscunque aliis conveniri unquàm poterunt, uti nec vicissim ex illâ hæreditate seu ob legata sibi relicta vel res donatas Dominus Cardinalis ejusque Agnati seu Cognati & domestici, aut causam ab iis habentes, quicquam quovis modo à Dominis Electoribus aliisque petere debebunt, omni jure, prætensione seu actione personali ac reali penitùs extinctâ. Eàdem amnestiâ & securitate gaudebunt, eodemque omnino jure utentur ex Canonicis Coloniensibus ii, qui partes illius secuti & Canonicatibus ac beneficiis privati fuerunt, restituenturque cum omnibus Canonicorum, beneficiorum & dignitatum juribus in eum Capituli Cathedralis & Collegiatarum Ecclesiarum locum & ordinem, quo ante depositionem fuerunt, ita tamen, ut reditibus penes modernos possessores manentibus, hi æquè ac restituti communibus dignitatum & beneficiorum titulis & functione, priore tamen loco restitutis delato, fruantur, post possessorum verò obitum aut voluntariam resignationem, restituti soli dignitates & reditus protinus occupent, intereà quoque pro ordine, quem inter se habent, singuli novas præbendas proximè vacaturas, consequantur. Hocque etiam superioribus Ecclesiasticis, ad quos res pertinet, gratum fore nullatenus dubitatur. Hæredes quoque illorum Canonicorum, qui pariter destituti durante bello decesserunt, quorumque bona, reditus & jura sequestrata aut fisco addicta fuerunt in hisce recuperandis beneficio §. *Restituentur omnes utriusque partis Vasalli*, . . . plenè gaudebunt eâ expressè additâ conditione, ut legata à defunctis ad pias causas relicta juxta eorum dispositionem ex censibus assignatis absque morâ solvantur.

XLV. Amnestiâ quoque comprehendantur specialiter Landgravii Hassiæ Reinfelsenses, & in eum statum, quoad Arcem Reinfels totumque Comitatum inferiorem Cattimelibocensem cum omnibus juribus ac dependentiis reponantur, in quo eorum Pater Landgravius Ernestus ante initium hujus belli extitit, salvis tamen ubivis juribus Domino Landgravio Hasso-Cassellano competentibus.

XLVI. Restituentur omnes utriusque partis Vasalli & subditi, Ecclesiastici & sæculares, Corpora, Universitates & Collegia honoribus, dignitatibus & bene-

ANS de J. C. 1697.

beneficiis, quibus ante bellum gaudebant, uti & in omnia jura bona, mobilia & immobilia, census quoque seu reditus, etiam qui redimi possunt, & qui vitâ terminantur (dummodo sors extincta non sit) tempore & occasione belli occupata seu detenta, unà cum juribus, actionibus & successionibus, quæ ipsis durante bello evenerint, ita tamen, ut nihil ratione fructuum seu proventuum post occupationem seu detentionem ad diem usque ratihabitæ pacis perceptorum, aut pensionum cessarum petere possint. Similiter peti ampliùs non poterunt debita, merces & mobilia tempore & ratione belli fisco addicta vel authoritate publicâ in alios usus conversa, adeoque nec creditores ejusmodi debitorum, nec Domini earum mercium aut mobilium, eorumque hæredes aut causam ab iis habentes, ea persequi aut restitutionem seu satisfactionem prætendere unquàm debebunt. Restitutiones hæ ad eos quoque extendentur, qui partes contrarias secuti sunt, quive eo nomine suspecti fuerunt, & quibus post Pacem Neomagensem bona, reditus aut jura ideò quòd alibi habitaverint vel homagium non præstiterint, aut similes ob causas, seu prætexus ablata fuerunt, quique proinde virtute Pacis hujus in Principis sui gratiam redibunt, sicut & in pristina jura & quævis bona, qualia hæc tempore conclusionis & subscriptionis hujus Tractatûs fuerunt. Atque omnia isthæc statim à ratihabitâ Pace executioni mandabuntur, non obstantibus ullis donationibus, alienationibus, concessionibus, confiscationibus, commissis, impensis, meliorationibus, sententiis interlocutoriis & definitivis ex contumaciâ partibus absentibus & non auditis, latis, quæ sententiæ & res judicatæ nullæ erunt, & perinde habebuntur, ac si judicatæ aut pronuntiatæ non essent, plenâ libertate & integrâ manente iis omnibus in Patriam, seu ad bona ista redeundi, utque iis non minùs ac censibus & reditibus, vel ipsi frui, aut alibi, ubicunque ipsis visum fuerit, domicilium figere seu morari possint, prout elegerint, omni violentiâ seu coactione penitus exclusâ. Tumque fas illis erit per procuratores non suspectos bona & reditus administrare, iisque uti frui, exceptis tamen beneficiis Ecclesiasticis residentiam requirentibus, quæ personaliter administrari, & obiri debebunt. Omnibus denique utriusque partis subditis libera facultas erit, bona mobilia & immobilia, census & reditus, quæ sub alterius ditione habent, vendendi, permutandi, alienandi & transferendi, aliterve de iis inter vivos & per ultimam voluntatem disponendi, ita ut quilibet, subditus vel extraneus, ea emere seu acquirere possit, nullâ aliâ seu ulteriori permissione Superioris requirenda præter eam, quæ hoc articulo continetur.

XLVII. Si aliqua beneficia Ecclesiastica mediata vel immediata, durante hoc bello, ab unâ alterâve parte in Terris seu locis sibi tunc subjectis juxta primævæ institutionis ac generalium vel particularium de iis factorum statutorum legitimorum normam aut aliam quamvis à summo Pontifice canonicè factam dispositionem & provisionem capacibus collata fuerint, ea non minùs atque illa beneficia Ecclesiastica quæ ante præsens bellum in locis ex hac Pace restituendis tali modo collata fuerunt, præsentibus possessoribus relinquantur, ita ut nec in illorum possessione vel legitima administratione, nec in fructuum perceptione, à quocunque turbari aut impediri vel eorum nomine seu causâ præteritâ aut præsenti in jus vocari, conveniri, aut quâvis ratione inquietari seu molestari unquam possint aut debeant, ut tamen ea præstent, quæ sibi ratione illorum beneficiorum incumbunt.

XLVIII. Cum tranquillitatis publicæ intersit, ut pax conclusa Augustæ Taurinorum 29. Augusti 1696. inter Sacram Regiam Majestatem Christianissimam & Dominum Sabaudiæ Ducem exactè observetur, illam quoque Pace hac comprehendi & confirmari placuit, ut ejusdem cum Pace hac vigoris sit & perpetuò maneat. Confirmantur præthereà sigillatim, quæ Pace Westphalicâ & Neomagensi superiùs restabilitâ pro Domo Sabaudicâ cauta sunt, & hic nominatim repetita censentur; ita tamen ut per factam restitutionem Pinaroli ejusque dependentiarum nullâ in parte minui aut alterari queat obligatio, quam Sacra Regia Majestas Christianissima in se suscepit solvendi Domino Mantuæ Duci, quadringenta nonaginta quatuor millia aureorum, in liberationem Domini Ducis Sabaudiæ; prout in Instrumento Westphalicæ Pacis fusiùs declaratum est. Atque ut ea pleniùs & firmiùs corroborentur, omnes & singuli Principes Pacis generalis consortes, quas inter se pro majori securitate stipulantur sponsiones seu guarantias, easdem Domino Duci Sabaudiæ præstant, & ab eo vicissim accipient.

ANS de J.C. 1697.

XLIX. Redditione verò seu restitutione quâcunque locorum, personarum, rerum aut jurium à Galliâ factâ aut faciendâ, redintegratis seu redintegrandis nihil novi juris acquiretur. Si verò aliorum contra illos prætensiones fuerint, hæ post factam restitutionem, quæ propterea nullatenus differri debet, loco convenienti proponendæ, examinandæ & decidendæ erunt.

L. Simul atque Instrumentum Pacis hujus à Dominis Legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis subscriptum & signatum fuerit, cesset omnis cujuscunque generis hostilitas ac violentia, ædificiorumque, Vinearum & Sylvarum vastatio aut arborum cæsio a deducanturque illicò post ratihabitiones commutatas utrinque copiæ ex locis non munitis ad alteram partem pertinentibus. Loca verò munita ex pace hac restituenda tradantur intrà triginta dies à ratihabita Pace, aut citiùs, si fieri poterit iis, qui præcedentibus articulis nominati sunt, vel si expressi non fuerint, illis, qui immediatè ante destitutionem in possessione fuerunt, absque ullâ munimentorum aut ædificiorum publicorum vel privatorum destructione, aut statûs, in quo nunc sunt, deterioratione, vel quarumvis impensarum in vel ob ea factarum repetitione, ullâve militum aut eorum nomine vel aliâ de causâ faciendâ exactione, aut rerum ad incolas spectantium vel ex hac Pace relinquendarum ablatione. Demolitio autem qualiscunque destruendorum, de quâ supra convenit, absque impensis & molestiâ alterius partis, minorum quidem intra mensem, majorum verò intra duos menses, aut citiùs, si fieri poterit, plenè perficiatur. Reddantur prætereà bonâ fide statim à Ratificationibus commutatis omnia Archiva & documenta literaria, non ea tantùm, quæ ad loca Sacræ Cæsareæ Majestati & Imperio ejusque statibus & membris restituenda aut relinquenda pertinent, sed & omnia illa, quæ ex Camerâ & urbe Spirensi, alibique in Imperio ablata sunt, etsi eorum mentio specialis in hac conventione facta non sit. Captivi quoque utrinque facti ratione belli plenæ libertati absque lytro restituantur, maximè ii, qui remis addicti aut aliàs ad opus publicum damnati fuerunt.

LI. Et ut ad subditos utriusque partis plenior Pacis fructus mox pervenire possit, convenit, ut quæcunque contributiones pecuniæ, frumenti, vini, fœni, lignorum, pecudum, aut alterius nominis, licet alterutrius subditis jam imperatæ aut per pacta stabilitæ fuerint, uti & pabulationes omnis generis in alterutrius ditione statim à die ratihabitionis omnino cessent, & quod tum ex ejusmodi aliisque contributionibus, indictionibus aut exactionibus residuum debebitur, penitus abolitum sit & maneat, obsides etiam ex quâcunque causâ hoc bello dati aut abducti sine morâ absque ære reddantur, liberéque in Patriam dimittantur.

LII. Redeant quoque mox à subscriptâ pace commercia inter Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperiique &

Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ; Regnique Galliæ subditos durante bello prohibita, in eam, quæ ante bellum fuit, libertatem, fruanturque utrinquè omnes & singuli, nominatim Urbium Imperialium & Emporiorum Hanseaticorum cives & incolæ terrâ marique plenissimâ securitate, pristinis juribus, immunitatibus, privilegiis & emolumentis per solemnes tractatus aut vetustam consuetudinem obtentis, ulteriori conventione post pacem remissâ.

LIII. Omnia per hanc pacem conventa valeant, ac perpetuâ firmitate nitantur, observenturque & executioni mandentur, non obstantibus sed abrogatis & cassatis omnibus quæ contraria credi, allegari, aut excogitari unquàm possint, etsi talia sine, ut eorum specialior seu amplior mentio fieri debeat, aut abrogatio, seu annullatio nulla seu invalida dici posse videatur.

LIV. Utrique contrahentium parti liceat pacem hanc ejusque observationem fœderibus, munimentis in proprio solo, extra loca tamen superiùs nominatim excepta, pro arbitrio extruendis & ampliandis, præsidusque & stationibus, atque aliis mediis ad defensionem comparatis firmare: cùm aliis quoque Regibus, Principibus & Bebuspublicis, tum inprimis Sueciæ Regi, ceu Mediatori, æquè ac virtute pacis Westphalicæ eam asserere Sacræque Cæsareæ Majestati, Imperioque, & Sacræ Regiæ Majestati Christianissimæ guarantiam præstare semper fas erit.

LV. Et cùm Sacra Cæsarea Majestas, Imperiumque, & Sacra Regia Majestas Christianissima grato animo agnoscant indefessa studia & officia, quæ Serenissimus Sueciæ Rex tranquillitati publicæ reducendæ impendit, utrinque placuit, eum cum Regnis & Provinciis suis præsenti hoc tractatu omni meliori modo nominatim comprehendi.

LVI. Porrò quoque Sacræ Cæsareæ Majestatis & Imperii nomine pace hac comprehenduntur præter nominata jam Imperii membra etiam reliqui Electores, Principes, Status & membra Imperii, interquè ea sigillatim Episcopus & Episcopatus Basiliensis, cum omnibus eorum ditionibus, prærogativis & juribus: tum & tredecim Helvetiorum Cantones cum eorum fœderatis, nominatim cum Republica & Civitate Genevatum & dependentiis, Urbe & Comitatu Neocomensi ad Lacum, Civitatibus Sancti Galli, Mulhusæ & Biennæ, Tribus ligis Rhæticis seu Grisonibus, Septem Decimis Valesianis & Abbate Sancti Galli.

LVII. Nomine Sacræ Regiæ Majestatis Christianissimæ comprehenduntur pariter tredecim Cantones Helvetiæ eorumque Fœderati, & nominatim Respublica Valesianorum.

LVIII. Includentur etiam paci omnes illi, qui ante permutationem ratihabitionum, vel postea intra sex menses ab una vel altera parte ex communi consensu nominabuntur.

LIX. Pacem hoc modo conclusam promittunt, Legati Cæsarei & Regii, Deputatorumque Imperii Ordinum Plenipotentiarii ab Imperatore, Imperio, & Rege Christianissimo ad formam hic mutuò placitam ratihabitum & ratificationum Instrumenta intra sex septimanarum spatium ab hodierno die computandarum, aut citiùs, si fieri queat, hic reciprocè commutatum iri.

LX. In quorom fidem roburque tam Cæsarei quam Regii Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii, unâ cum Electorum, Principum & Statuum Imperii ad hunc actum Deputatorum Plenipotentiariis tabulas has propriis manibus subscripserunt & sigillis suis muniverunt. Acta hac sunt in Palatio Riswicensi in Hollandiâ trigesima die mensis Octobris anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo.

(L.S.) *D.A.C. à Caunitz.*	(L.S.) *de Harlay Bonneüil.*
(L.S.) *Henr.C.de Straatman.*	(L.S.) *Verjus de Crecy.*
(L.S.) *J.F.L.B.à Seilern.*	(L.S.) *de Callieres.*
Nomine Em. Elect. Mogunt.	Nomine Seren. Bavariæ Elect.
(L.S.) *M. Fridericus Baro de Schonborn Legat.*	*de Prielmayer, Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius.* (L S.)

(L.S.) *Ignatius Antonius Otten Plenipotentiarius.*

(L.S.) *Georgius Wilhelmus Moll Plenipotentiarius.*

Nomine Domûs Austriacæ.

(L.S.) *Franciscus Rudolphus ab Halden L. Baro de Trazberg &c.*

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(L.S.) *C.B. à Loë, Ordinis Teutonici Eques.*

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Herbipolensis.

(L.S.) *Joannes Conradus Philippus Ignatius de Tastungen.*

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevirensis ut Episcopi Spirensis.

(L.S.) *Joannes Henricus de Kaysersfeld Plenipotentiar.*

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Constantiensis.

(L.S.) *Fridericus à Durheim.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi D. Episcopi & Principis Hildesiensis.

(L.S.) *Carolus Paulus Zimmerman, Celsitudinis suæ Cancellarius, Consiliarius intimus, & Plenipotentiarius.*

Nomine Sereniss. & Reverendissimi Electoris Coloniensis tanquam Episcopi & Principis Leodiensia.

(L.S.) *Joannes Conradus Norff deputatus Plenipotentiarius.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi, & Principis Monasteriensis

(L.S.) *Ferdinandus L.B. à Plettenbergexlenhausen Ecclesiæ Cath. Baderb. Monast. & Hildes. respec. Decan. & Capit.*

Nomine Serenissimi Electoris Palatini, ut Ducis Neoburgici.

(L.S.) *Joannes Henricus Hetterman Plenipotentiarius.*

Nomine Serenissimi Ducis Wurtenbergici.

(L.S.) *Jo. Georgius Nobilis de Kulpas S. R. Imp. Eques Consil. Statûs intimus & Consil. Director.*

(L.S.) *Antonius Gunterus de Hespen Consiliarius in Consilio superiori & Plenipot. Serenissimi Domini Ducis.*

Nomine Serenissimi Principis Badæ Badensis.

(L.S.) *Carolus Ferdinandus L. B. de Plittersdorff salvo alternationis ordine.*

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(L.S.) *Joseph. Anton. Eusebius ab Halden in Neidberg L. B. de Autenriedt Plenipotentiarius.*

Nomine Comitum Scamni Wetteravici.

(L.S.) *Carolus Otto Comes à Solms.*

(L.S.) *F. C. ab Eclelsheim Consiliarius Hanoviensis & Plenipotentiarius.*

Nomine liberæ Imperialis Civitatis Coloniæ Agrippinæ.

(L.S.) *Herman Joseph. Bullingen Syndicus & Plenipot.*

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(L.S.) *Joannes Christophorus à Dirheim Plenipotent.*

Nomine Civitatis Imperialis Francofurti.

(L.S.) *Joannes Jacobus Muller Plenipotentiarius.*

(L.S.) *Joannes Melchior Lucius J. U. L. Syndicus & Plenipotentiarius.*

Sequitur

Sequitur tenor Plenipotentiarum.
Plenipotentia Cæsarea.

NOs LEOPOLDUS Divinâ favente Clementiâ electus Romanorum Imperator semper Augustus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Sclavoniæ &c. Rex, Archidux Austriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucenburgiæ, ac Superioris & inferioris Silesiæ, Wirtenbergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Ferretis, Kyburgi, & Goritiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac Superioris & inferioris Lusatiæ, Dominus Marchiæ, Sclavoniæ, Portûs Naonis, & Salinarum &c. Notum testatumque facimus, quòd cùm nihil ardentiùs exoptemus, quàm ut præsens bellum, quo ab aliquot jam annis Christianus orbis affligitur, in æquam & honestam pacem quantociùs converti queat, atquè omnibus partibus belligerantibus placuerit, ut tractatus & colloquia pacis in loco ab iis communi consensu eligendo instituantur; ideò quidquid in nobis est, ad comparandam tranquillitatem orbi Christiano lubenter conferre volentes; confisi fidei, prudentiæ, & experientiæ Nostrorum & sacri Romani Imperii fidelium dilectorum Illustris & Magnifici nostri Consiliarii Status, Camerarii, & sacri Imperii Pro-Cancellarii, Dominici Andreæ Comitis à Kaonitz, hæreditarii Domini in Austerlitz Hungarischbrod, Mahrispruss, & Majoris Orzechan, Equitis aurei Velleris: nec non Illustris & Magnifici nostri Consiliarii Imperialis Aulici, Camerarii, Henrici Joannis Comitis à Stratman, Domini in Peürbach, Orth, Schmiding, Spatenbrun, & Carlsberg: uti & Magnifici nostri Consiliarii Imperialis Aulici, & in Comitiis Imperii Concommissarii Plenipotentiarii Joannis Friderici liberi Baronis de Seilern, &c. eos nominavimus, elegimus, & constituimus, sicut & præsentibus hisce nominamus, eligimus, & constituimus nostros legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios ad dictos conventus & tractatus pacis habendos. Quibus proinde committimus & specialiter mandamus, ut se quàm primum fieri possit, ad locum, de quo inter partes conventum fuerit, conferant, ibiquè pacis colloquia, sive directè sive interveniente operâ hinc indè recepti Mediatoris, instituant cum Serenissimi Potentissimi & Christianissimi Principis Domini Ludovici Franciæ Regis &c. Affinis & fratris nostri Charissimi, legatis vel deputatis sufficienti mandato ad præsens bellum terminandum, controversiasquè, quæ eò spectant, per bonam & firmam pacem componendas munitis. Damus quoque plenam & absolutam potestatem cum omni authoritate & mandato ad id necessariis, supradictis nostris legatis Extraordinariis & Plenipotentiariis sivè tribus conjunctim, sive duobus ex illis tertio absente vel aliter impedito, aut etiam uni eorum soli & seorsim, duobus reliquis similiter absentibus vel impeditis, pacis tractatum pro nobis, nostroquè nomine incundi, concludendi & signandi inter nos & prædictum Serenissimum & Potentissimum Franciæ Regem Christianissimum, omnia quoquè instrumenta, quæ in eum finem requiri possunt, conficiendi, expediendi, extradendi, adeoquè in universum agendi, promittendi, stipulandi, concludendi & signandi acta, declarationes, pacta conventa commutandi, aliaquè omnia, quæ ad dictum pacis negotium pertineant faciendi æquè liberè & amplè, ac ipsi præsentes id facere possemus; Quantumvis mandato adhuc specialiori, & expressiori, quàm quod præsentibus hisce continetur, opus esse visum fuerit. Promittimus præètereà & declaramus fide & verbo nostro Imperiali acceptum & gratum, firmum quoque & ratum Nos habituros, quodcunque per dictos legatos nostros Extraordinarios & Plenipotentiarios trinos conjunctim, vel binos ex illis tertio absente vel aliter impedito, unum etiam eorum solum similiter absentibus vel impeditis duobus reliquis, Actum, conclusum, signatum, extraditum & commutatum fuerit; nos adstringentes hisce præsentibus ad expediendum ratificationum nostrarum Diplomata in decenti & solenni formâ intraque tempus, prout convenerit. In quorum fidem roburquè præsentes manu nostrâ subscriptas sigillo nostro Imperatorio firmari jussimus. Datum in Civitate nostrâ Viennæ, die tertiâ mensis Februarii anni millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani trigesimo nono, Hungarici quadragesimo secundo, Bohemici verò quadragesimo primo.

LEOPOLDUS.
(L. S.)

Vt.
Sebastianus Wunibaldus Comes à Zeyll.

Ad mandatum Sacræ Cæsareæ
Majestatis proprium.

Casparus Florentinus Consbruch.

Plenipotentia Imperii.

DEmnach des Heyligen Römischen Reichs Churfürsten, Fürsten und Stände für rathsamb befunden, aus dero mittel zu erkiesen, welche denen zwischen Ihrer Käyserlichen Majesteyt unserem Allergnädigsten Herrn, und dem Reich, auch übrigen Hohen Allürten eines, und der Crohn Franckreich andern theils, auf das fundament des Westphalischen zu Nimegen bestättigten Fridens veranlasten Tractaten von Reichswegen bey zu wohnen, und dessen interesse mit zu beobachten hätten, und dann aus dem Churfürstlichen Collegio Chur Maintz, Chur Bayern, Chur Sachsen und Chur Brandenburg: Aus dem Fürstlichen aber Catholischer seithen, Osterreich Saltsburg, hoch und Teutsch Meister, Würtsburg, Speyer, Constanz, Hildesheim, Lüttich, Münster; *salvo alternationis ordine*, Pfalz Neuburg, Baaden-Baaden, Schwäbische Prælaten; So dan A.C. Verwanten seiths, Magdeburg, Schweden, Brehmen, oder Pfalz-Zweybrücken, Sachsen-Coburg, Sachsen-Gotha, Brandenburg-Cullenbach, Braunschweig-Zell, Braunschweig-Wolfenbüttel

LEs Electeurs, Princes, & Etats du S. Empire ayant trouvé bon de choisir quelques-uns d'entreux, pour veiller à leurs intérêts, & assister de leur part aux Traitez de Paix, qui se doivent faire entre sa Majesté Impériale, l'Empire & ses hauts Alliez d'une part, & entre la Couronne de France de l'autre, & selon le fondement de la Paix faite ci-devant en Westphalie & confirmée ensuite à Nimégue; ont député & nommé du Collége Electoral les Electeurs de Mayence, de Baviére, de Saxe, & de Brandebourg: du Collége des Princes & d'entre les Catholiques, ceux d'Autriche, de Saltsbourg, le Grand Maitre de l'Ordre Teutonique, de Wirtzbourg, de Spire, Constance, Hildesheim, Liége, Munster (sauf l'ordre de leur alternative) Palatin Neubourg, Bade-Bade, & les Prelats en Suabe, & d'entre les Protestans ceux de Magdebourg, de Suéde de la part de Breme ou des Deux Ponts, de Saxe-Cobourg, de Saxe-Gotha, de Brandebourg Culenbach, de Brunswick-Zell, de Brunswick-Wolfenbuttel, de Hesse-Cassel, de Wirtemberg (sauf leur alternative) de Holstein-Gluckstat, d'Anhalt, & les Comtes en

ANS de J.C. 1697.

büttel, Hessen-Cassel, Würtenberg, *salvâ alternatione*, Holstein-Gluckstadt, Anhalt, Wetteravische Graffen: aus dem Reichs Stätischen Catholischen Theils, Colln und Augspurg: und A. C. Verwanten Theils, Franckfurth und Nürenberg darzu erwehler und benennet worden; Als wird denen selben, von gesambten Reichs wegen, zu obgedachtem Ende, Krafft dieses volkommene Gewalt ertheilet, auf das sie die ihrige mit genugsamber Volmacht fürdersambst an dem bestimbtem Orth, zu denen gemelten Tractaten schicken und abordnen, umb daselbst mit, und neben denen Hochst-Aosebentlichen Kayserlichen Herrn Herrn Plenipotentiariis zu erscheinen, und nach ausweis, der ihnen diesfals ertheilten Instruction, das jenige berathschlagen, und *juxta stilum Imperii* tractiren, und verrichten zu helfen, was zu widerherbringung eines ehrlichen, sichern bestandigen, und allgemeinen Fridens dienen, und befürderung der *quovis modo* betrangten, und untertruckten Reichs Standen, und Gliedern, verlangter restitution auch Recht: und billichmassiger satisfactioo, niebt weniger gemeiner Wohlfarth und beruhigung des Vaterlands gedeyhen mag. Was nuhn mit ihro der Crohn Franckreich durch sie, oder in ein oder des abwesenheit, kranckheit, oder nicht erscheinen, durch die übrigen (doch das der abgehenden vota zu observirung der parität seinem Religions Verwanten Theil immittelst accresciren sollen) nebst Hochst-Gedachter Kayserlichen Gesandscafft, nach anbiethung obangeregter Instruction also gehandlet, verrichter, und geschlossen werden wird. Solches solle, so wohl von der Depuirten Principalen, als auch von den übrigen sambtlichen Reichs-Standten, in gewisser allerseiths bestimmender und zulanglicher zeit ratificiret, angenohmen und ohnverbrüchlich gehalten, auch die Deputirte Standen deswegen, wie es sich in dergleicheo fallen gebühret, jedesmahl kräfftig vertretten werden. Signatum Regenspurg den 15. Juni 1697.

(*L. S.*)
Churfurstl. Maintz. Canzley.

Wetteravie: & finalement du Collége des Villes Impériales entre les Catholiques celles de Cologne & d'Ausbourg, & les Protestantes celles de Francfort & de Nuremberg, ausquels ont donné de la part dudit Empire & en vertu de ce present Acte une pleine autorité, afin qu'ils puissent promtement envoyer leurs Ministres au lieu des Traitez, pour y assister conjointement avec les Principaux Plenipotentiaires de sa Majesté Impériale, & en conformité de leur instruction concourir à traiter, régler selon le stile observé dans l'Empire, & conclure tout ce qui pourra être nécessaire pour obtenir une Paix générale, sûre, honnête & perpetuelle avec le rétablissement de la tranquilité publique, comme aussi avec restitution, & toute la satisfaction, qui sera trouvée dûe à des Etats & Membres de l'Empire endommagez ou entierement opprimez. Ainsi on acceptera, ratifiera dans le tems convenu, & observera de la part de tout l'Empire aussi bien que des Etats Deputez tout ce que les Ministres de ceux-ci ou quelque uns d'entr'eux en cas d'absence, de maladie, ou d'empêchement des autres (où pour observer la parité les presents opineront encore pour les absents membres de leur Religion) auront conjointement avec l'Ambassade Impériale traité, ajusté, & conclu avec la Couronne de France, & les Etats Députez, y seront, comme de raison & de coûtume toujours maintenus & puissamment soûtenus. Signé à Ratisbonne le 15 de Juin 1697.

(*L. S.*)
La Chancelerie Electorale de Mayence.

Plein-Pouvoir de Sa Majesté Très-Chrétienne.

LOüis par la Grace de Dieu Roi de France & de Navarre à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut. Comme nous ne souhaittons rien plus aidemmeot que de voir finir par une bonne Paix la Guerre, dont la Chrétienté est presentement affligée, & que par les soins & la Mediàtion de nôtre trés-cher & trés-aimé Frere le Roi de Suede, les Villes de Delft & de la Haye ont été agréées de toutes les parties, pour tenir les Conferences necessaires à cet effet. Nous par ce même desir d'arrêter autant qu'il sera en nous, & par l'assistance de la divine providence, la desolation de tant de Provinces & l'effusion de tant de sang Chrêtien, Sçavoir faisons, que nous confiant entierement en l'experience, la capacité & la fidelité de nôtre bien aimé & feal le Sieur de Harlay de Bonneüil, Conseiller Ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, & de nôtre bien aimé le Sieur Verjus, Comte de Crecy, Baron de Courcy, Seigneur du Boulay, les deux Eglises, de Menilker & aotres lieux, comme aussi en celle de nôtre bien aimé le Sieur de Callieres, Seigneur de la Roche-Chellay & de Gigny, qui est actuellement en la Ville de Delft, par les épreuves avantageuses, que nous en avons faites dans les divers emplois importans que nous leur avons confiez, tant au dedans qu'au dehors du Royaume. Pour ces causes & aotres bonnes considerations à ce nous moovans, oous avons commis, ordonné & deputé lesdits Sieur de Harlay, de Crecy & de Callieres, commettons, ordonnons & deputons par ces presentes signées de nôtre main, & leur avons donné & donnons Plein-Pouvoir, Commission & Mandement special, d'aller dans ladite Ville de Delft, en qualité de nos Ambassadeurs Extraordinaires, & nos Plenipotentiaires pour la Paix, & conferer soit directement, soit par l'entremise des Ambassadeur Mediateurs respectivement reçûs & agréez avec tous les Ambassadeurs Pleoipotentiaires & Ministres, tant de nôtre trés-cher & trés-aimé Frere l'Empereur des Romains, que de nôtre tres-cher & tres-aimé Frere & Cousin le Roi Catholique, comme aussi de nos tres-chers & grands amis les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, & de tous les autres Princes leurs Alliez, tous munis de pouvoirs suffisans, & traiter des moyens de terminer & pacifier les differents, qui causent aujourd'hui la Guerre, & pourront nos susdits Ambassadeurs & Plenipotentiaires tous trois ensemble, ou deux en cas de l'absence de l'autre par maladie, ou autre empêchement ou un seul en l'absence des deux autres en pareil cas de maladie ou autre empêchement, en convenir, & sur iceux conclure & signer une bonne & seure Paix, & generalement faire, & negocier, promettre & accorder toue ce qu'ils estimeront necessaire pour le susdit effet de la Paix, avec la même autorité que oous serions & pourrions faire, si nous y étions presens en personne, encore qu'il y eût quelque

ANS de J.C. 1697. que chose, qui requît un mandement plus special, non contenu en cesdites presentes ; promettant en foi & parole de Roi, de tenir ferme & d'accomplir tout ce que par lesdits Sieurs de Harlay, de Crecy & de Callieres, ou par deux d'entre eux en cas de l'absence de l'autre, par maladie ou autre empêchement, ou par un seul en l'absence des deux autres, en pareil cas de maladie ou autre empêchement aura été stipulé, promis & accordé, & d'en faire expedier nos Lettres de Ratification dans le tems qu'ils auront promis en nôtre nom de les fournir. Car tel est nôtre plaisir, en témoin dequoi nous avons fait mettre nôtre scel à ces presentes. Donné à Versailles le vingt-cinquiéme jour de Février l'an de grace mil six cens quatre vingt dix sept & de nôtre regne le cinquante-quatriéme. Signé Loüis, & sur le repli, par le Roi Colbert, & scellé du grand Sceau de cire jaune.

Articulus separatus.

AD majorem elucidationem articuli *Restituentur à Rege Christianissimo Domino Electori Palatino &c.* 8. Instrumenti pacis hodie subscriptæ hic ampliùs statuere placuit, ut in proponendis & decidendis D. Ducissæ Aurelianensis adversus D. Electorem Palatinum prætensionibus seu juribus hæc servetur ratio. Ubi de loco congressûs inter utrumque Arbitrum intra tempus ratihabitioni pacis præfixum convenerit, parti utrique ille locus significabitur, illucque intra bimestre spatium à plenaria restitutione Domini Electoris Palatini juxta allegatum articulum factâ numerandum Delegati Dominorum Arbitrorum mittentur. Exhibeatur tùm illic intra mensem sequentem, à Dominâ Ducissâ, integra designatio prætensionum, seu petitionum adversùs Dominum Electorem, illaque intra octiduum Domino Electori communicetur. Deducantur inde & Dominorum Arbitrorum Delegatis ibidem tradantur, inter alios quatuor menses, eâdem die ab his nominandâ, utriusque partis fundamenta in quadruplo ; ex quibus singuli Arbitri unum exemplar penes se retinebunt, tertium ad acta communia arbitrii reponetur, quartum verò partibus hinc inde intra octiduum communicabitur. Respondeatur pari ratione, & Dominorum Arbitrorum Delegatis eâdem die in quadruplo exhibeatur utriusque partis responsio, partibus rursum vice mutuâ intra octiduum extradendâ. Intra quatuor subsequentes menses ad conclusionem causæ utrinque procedatur, & Arbitrii sententiæ simul submittatur, atque hæc conclusio & submissio, partibus ad notitiam communicetur, actaque præsentibus partium Procuratoribus, quod dici solet, inrotulentur. Viso dein & examinato utriusque partis jure intra sex menses à Dominis Arbitris eorumve Delegatis juratis in loco congressús sententia secundum Leges & Constitutiones Imperii publicè feratur, & ubi concors fuerit, executioni plenè mandetur. Sin Domini Arbitri eorumve Delegati in sententiâ discordes fuerint, acta Arbitrii communia intra bimestre spatium à die sententiæ inchoandum, communibus partium sumptibus Romam deferantur, & summo Pontifici, tanquàm Super-Arbitro exhibeantur, quò rem iterum examinandam, Delegatis neutri partium suspectis, & juratis intra binos menses committat, hique super actis prioribus, nullâ ulteriore deductione partibus permissâ, intra sex menses proximè secuturos, uti dictum est, juxta Leges & Constitutiones Imperii ultimam sententiam proferant, nullo modo convellendam, sed absque ulla morâ aut contradictione à Dominis Arbitris executioni demandandam. Quod si alterutra pars in proponendis, deducendis aut probandis prætensionibus & juribus moram fecerit, licebit nihilominùs alteri parti in terminis constitutis, qui extendi nunquàm debebunt, jura sua deducare & exhibere, atque Arbitris æquè ac Super-Arbitro eâ quâ expressum est ratione procedere, sententiamque juxtà exhibita acta, & probata pronunciare & exequi. Processu tamen hoc non obstante cum ab ipsismet partibus tùm à Dominis Arbitris via amicabilis compositionis tentetur, nihilque omittatur, quod ad terminandam amicè controversiam pertinere possit. Cum etiam articulo pacis jam allegato convenerit, ut donec hæc controversia finem accipiat, annua summa ducentarum millium librarum Turonensium, seu centenorum millium Florenorum Rhenensium, à Domino Electore Palatino, Dominæ Ducissæ Aurelianensi exsolvatur, ratione hujus solutionis & termini, à quo inchoare debeat, porrò specialiter conventum est, ut ista præstatio tunc demùm incipiat, postquàm juxta tenorem dicti articuli mentionatæ inibi Ditiones & loca, Domino Electori plenariè restituta fuerint. Ut autem Domina Ducissa Aurelianensis de solutione præfatæ summæ tantò securior esse possit, Dominus Elector tot ex administratoribus seu Collectoribus Præfecturæ Germersheimensis aliorumque locorum Palatinorum quot suffecerint ; ante ratihabitam pacem nominabit, qui eam Dominæ Ducissæ, vel ejusdem Mandatario Landaviæ singulis annis, dimidia parte quovis semestri solvendâ, præstandam in se suscipiant, quique si non satisfecerint, viâ juris ordinariâ, & si ulterior necessitas urgeat, vel ab ipso Rege Christianissimo executione militari ad solvendum cogi possint. Fiet autem hæc solutio eâ lege, & conditione, ut ea, quæ ratione dictæ annuæ præstationis Dominæ Ducissæ Aurelianensi, decisione coràm Arbitris pendente soluta, cum prætensionibus, si quæ ab Arbitris eidem adjudicarentur, compensanda, vel si nihil, aut minus illi deberi decideretur, restituenda veniant, hæcque compensatio vel restitutio non minùs, quàm ipsa controversia per sententiam arbitralem determinetur. Si verò Domina Ducissa Aurelianensis formulæ compromissi in exhibendâ designatione prætensionum, instructione causæ, & Responsione ad exhibita Palatina non satisfecerit, sed in morâ fuerit, cursus dictæ præstationis annuæ pro isto solùm temporis spatio sistetur, ipso causæ processu juxta eandem compromissi formulam progrediente. Acta hæc sunt in Palatio Riswicensi 30. Octobris 1697.

(*L. S.*) *D. A. C. à Kaunitz.* (*L. S.*) *de Harlay Bonneüil.*
(*L. S.*) *Henr. C. à Stratman* (*L. S.*) *Verjus de Crecy.*
(*L. S.*) *J. F. L. B. à Seilern.* (*L. S.*) *de Callieres.*

Nomine Em. Elect. Mogunt.

(*L. S.*) *M. Fridericus Baro de Schonborn Legat.*

Nomine Seren. Bavariæ Electoris.

de Prielmeyer, Legatus Extraordinarius & Plenipotentiarius. (*L. S.*)

(*L. S.*) *Ignatius Anton Otten. Plenipotentiarius.*
(*L. S.*) *Georgius Wilhelmus Moll, Plenipotentiarius.*

Nomine Domûs Austriacæ.

(*L. S.*) *Franciscus Rudolphus ab Halden L. Baro de Trazberg.*

Nomine Magni Ordinis Teutonici Magistri.

(*L. S.*) *Carolus B. à Loë, Ordinis Teutônici Eques.*

Nomine Celsissimi Principis & Episcopi Herbipolensis.

(*L. S.*) *Joannes Conradus Philippus Ignatius de Tastungen.*

Nomine Eminentissimi & Celsissimi Electoris Trevirensis ut Episcopi Spirensis.

(*L. S.*) *Joannes Henricus de Keysersfeld Plenipotentiarius.*

Nomine Celsissimi Principis & D. Episcopi Constantiensis.

(*L. S.*) *Fridericus à Dürheim.*

ANS 1697.

Nomine Celsissimi ac Reverendissimi Principis & Episcopi Hildesiensis.

(*L. S.*) *Carolus Paulus Zimmerman, Celsitudinis suæ Cancellarius, Consiliarius intimus, & Plenipotentiarius.*

Nomine Serenissimi & Reverendissimi Electoris Coloniensis tanquam Episcopi & Principis Leodiensis.

(*L. S.*) *Joannes Conradus Norff Deputatus Plenipoten.*

Nomine Reverendissimi & Celsissimi Episcopi & Principis Monasteriensis.

(*L. S.*) *Ferdinandus L. B. à Plettenberg ex Lenhausen, Ecclesiæ Cathedral. Paderborn. Monast. & Hildes. respectivè Decan. & Capit.*

Nomine Serenissimi Electoris Palatini tanquam Ducis Neoburgici.

(*L. S.*) *Joannes Henricus Hetterman, Plenip.*

Nomine Serenissimi Marchionis Badæ Badensis.

(*L. S.*) *Carolus Ferdinandus L. B. de Plittersdorff, salvo alternationis Ordine.*

Nomine Collegii Abbatialis Sueviæ.

(*L. S.*) *Joseph Anton. Eusebius ab Halden in Noidberg L. Baro de Autenriedt. Plenipot.*

Nomine liberæ & Imperialis Civitatis Coloniæ Agrippinæ.

(*L. S.*) *Herman Joseph Bullingen, Syndicus & Plenipot.*

Nomine Civitatis Augustæ Vindelicorum.

(*L. S.*) *Joannes Christophorus à Dierheim Plenipotent.*

Ratificatio Cæsarea Pacis 30. Octobris 1697. Riswici conclusa.

NOs Leopoldus (tot tit.) notum facimus omnibus & singulis præsentes literas inspecturis, lecturis vel legi audituris aut quomodocunque infrascriptorum notitia ad ipsos pervenire poterit, postquam ad restinguendum, quod ante annos aliquot exarsit grave bellum, congressus in Palatio Riswicensi in Hollandia institutus fuerit, Divinâ favente Clementia factum esse, ut post multos & laboriosos Tractatus per destinatos ad id ab utraque parte Legatos Extraordinarios & Plenipotentiarios pax & amicitia tandem conclusa sit, formâ, modo, & tenore sequenti.

(*Inseratur Instrumentum.*)

CUm igitur hæc omnia per nostros Legatos & Plenipotentiarios supra memoratos nostro mandato munitos, prout hic verbotenus inserta & descripta leguntur, gesta, peracta & conventa sint, nos eadem omnia & singula præhabita matura & diligenti consideratione ex certa nostra scientia approbamus, ratificamus & confirmamus, ratıque & firma esse & fore virtute præsentium declaramus, simulque verbo Imperiali promittimus pro nobis, nostrisque Successoribus & Imperio Romano, cujus Status Ratisbonæ congregati memoratam pacem vigore conclusi die 26. proximè elapsi Mensis Novembris facti, & ad manus nostras transmissi, approbârunt & ratam habuerunt; nos omnes & singulos supra descriptos Articulos & quidquid tota hac pacis conventione continetur, firmiter, constanter & inviolabiliter servaturos atque executioni mandaturos, nullâque ratione, ut vel ex nostra parte vel per alios contraveniatur, passuros, quomodocunque id fieri possit, omni dolo & fraude exclusis. In horum omnium & testimonium & fidem sigillum nostrum Cæsareum majus huic diplomati manu nostra subscripto appendi fecimus. Datum in Civitate nostra Viennæ septima Decembris anno millesimo, sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici verò quadragesimo secundo.

ANS de J.C. 1697.

LEOPOLDUS

(L. S.)

Vt. Sebastianus Wunibaldus Comes à Zeyhl.

Ad Mandatum Sacræ Majestatis proprium.

C. F. Consbruch

Ratificationis Cæsareæ Pacis 30. Octobris 1697. Ryswici conclusæ separatus Articulus.

NOs Leopoldus (tit.) notum testatumque facimus, cum præter instrumentum pacis Nos & Imperium inter & Serenissimum & Potentissimum Regem Franciæ Christianissimum conclusæ à Nobis jam ratihabitum, etiam in articulum sequentem conventum fuerit.

(*Inseratur separatus Articulus.*)

QUod Nos eum pariter ratum habuerimus & confirmaverimus, prout eum hisce confirmamus, verbo Cæsareo promittentes, Nos eundem accuratè observaturos, nec unquam permissuros esse, ut illi quâvis ratione contraveniatur. In quorum fidem sigillum Nostrum Cæsareum tabulis hisce manu nostra subscriptis appendi jussimus. Datum in Civitate nostra Vienna 7. Decembris anno millesimo sexcentesimo nonagesimo septimo, Regnorum nostrorum, Romani quadragesimo, Hungarici quadragesimo tertio, Bohemici verò quadragesimo secundo.

LEOPOLDUS

(L.S.)

Vt. Sebastianus Wunibaldus Comes à Zeihl.

Ad Mandatum Sacræ Cæsareæ Majestatis proprium.

C. F. Consbruch.

Ratification de sa Majesté Tres-Chrétienne.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux, qui ces presentes verront, Salut. Comme nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat, Nicolas Auguste de Harlay, Chevalier Sieur de Bonneuil Comte de Cely, nôtre cher & bien-amé Louis Verjus Chevalier, Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortisle & de Menillet, & nôtre cher & bien-amé François de Callieres Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des pleins pouvoirs que nous leur en avons donné, auroient conclu, arresté & signé le trentiéme Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz, Seigneur Hereditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Manschpruss & du grand Orzechao, Chevalier de la Toison d'or, Conseiller Secretaire & Chambellan de nôtre tres-cher & tres-amé frere l'Empereur, & vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Stratman & Peurbach, Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrun & Carlsberg, Conseiller Aulique & Chambellan de nôtre dit frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Diettes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé frere l'Empereur,

ANS de J. C. 1697.

pereur & les Députés Plenipotentiaires des Electeurs Princes & Etats du saint Empire pareillement munis des plein-pouvoirs, le Traité de Paix dont la teneur s'ensuit.

Inferatur tenor Tractatus.

NOus ayant agréable le susdit Traité en tous & un chacun les points & articles, qui y sont contenus & declarez avons iceux tant pour nous, que pour nos Heritiers, Successeurs, Royaumes, Pays, Terres, Seigneuries, & Sujets, accepté, approuvé, ratifié & confirmé, acceptons, approuvons, ratifions & confirmons, & le tout promettons en foy & parole de Roy & sous l'obligation & hypoteque de tous & chacuns nos biens presens & avenir, garder & observer inviolablement, sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement en quelque sorte & maniere que ce soit. En temoin dequoi nous avons signé ces presentes de nôtre main, & à icelles fait apposer nôtre seel. Donné à Meudon le quatorziéme jour de Novembre l'an de grace mil six cens quatre vingt dix sept, & de nôtre Regne le cinquante cinquiéme. Estoit signé,

LOUIS.

Par le Roy

Colbert.

Appendebat sigillum magnum in capsula argentea.

Ratification de l'Article separé par sa Majesté Tres-Chrétienne.

LOuis par la grace de Dieu Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes verront, salut. Ayant veu & examiné l'article separé, que nôtre amé & feal Conseiller ordinaire en nôtre Conseil d'Etat Nicolas Auguste de Harlay Chevalier Sieur de Bonneuil, Comte de Cely, nôtre cher & bien amé Louis Verjus Chevalier Comte de Crecy, Marquis de Freon, Baron de Couvay, Sieur de Boulay, des deux Eglises, de Fortisle, & du Menillet, & nôtre cher & bien-amé François de Callieres, Chevalier Sieur de la Roche-Chellay & de Gigny, Nos Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires en vertu des pleins-pouvoirs, que nous leur en avons donné, ont conclu, arresté & signé le trentiéme Octobre dernier à Ryswick avec le Sieur Dominique André Comte de Caunitz Sieur Hereditaire d'Austerlitz, Hongarischbrod, Marischpruss & du grand Orzechau, Chevalier de la toison d'or, Conseiller Secretaire, & Chambellan de nôtre tres-cher & tres-amé frere l'Empereur, & Vice-Chancelier de l'Empire, le Sieur Henri Jean Comte de Stratman & Peurbach Sieur d'Orth, Smiding, Spatenbrün, Conseiller Aulique, & Chambellan de nôtre dit frere l'Empereur, & le Sieur Jean Frederic libre & noble Baron de Seilern son Conseiller Aulique & Commissaire Plenipotentiaire dans les Diettes de l'Empire, Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de nôtre tres-cher & tres-amé Frere l'Empereur, & les Deputez Plenipotentiaires des Electeurs, Princes, & Etats du saint Empire pareillement munis de pleins-pouvoirs, duquel Article separé la teneur s'ensuit.

Inferatur tenor Articuli separati.

NOus ayant agreable le susdit Article separé en tout son contenu, avons iceluy, approuvé, loué & ratifié, approuvons, louons & ratifions par ces presentes signées de nôtre main, promettans en foy & parolle de Roi de l'accomplir, observer, & faire observer sincerement & de bonne foy, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause & occasion, que ce puisse estre, En temoin dequoi nous avons signé ces presentes & à icelles fait apposer nôtre Seel. Donné à Versailles le onziéme jour de Novembre l'an de grace mil six cens quatre vingt dix sept, & de nôtre Regne le cinquante cinquiéme. Estoit signé,

ANS de J. C. 1697.

LOUIS.

Par le Roy

Colbert.

Appendebat Sigillum magnum.

CCLXXXI.

ANS de J. C. 1698.

LA FRANCE ET LA SUEDE.

(*a*) *Traité d'une Ligue defensive entre* LOUIS XIV. *Roi de France &* CHARLES XII. *Roi de Suede. Fait à Stockolme, le 9. Juillet, 1698.*

Au Nom de la tres-sainte Trinité, ainsi soit-il.

QU'il soit notoire à tous ceux à qui il apartient, ou pourra apartenir de quelque maniere que ce soit, & à chacun d'eux en particulier, qu'y ayant toûjours eu une ancienne amitié entre les Rois de France & de Suéde & leurs Etats, qui a encore été depuis selon la conjoncture des tems affermie & fortifiée par de nouveaux Traitez, & que desirant tous deux la renouveller & l'étendre encore d'avantage pour l'utilité & le bien public, afin de concourir ensemble mutuellement & sincerement (en vertu de l'étroitte Alliance qui a été entre leurs glorieux ancestres) à conserver dans l'Europe la Paix & la tranquillité qui y ont été rétablies par les soins & la mediation du puissant Prince le feu Roi de Suede. Pour cet effet le puissant Prince Charles XII. Roi de Suede, des Goths & des Vandales, Prince de Finlande, &c. ayant nommé pour ses Ministres & ses Commissaires les tres-Illustre & Excellens Seigneurs & Senateurs, le Comte Benoit Oxenstiern, Chancelier Aulique, le Comte Nicolas de Guldenstolp, le Comte Thomas Polus, & la Baron Jean de Bergenhielm apres leurs avoir donné les pleins-pouvoirs à ce necessaires, il leur a ordonné de conferer & traiter sur cela avec le tres-Illustre & Excellent Seigneur Jean Antoine de Mêmes Comte d'Avaux Ambassadeur Extraordinaire du Roi tres-Chrétien, resident ici, Seigneur de Roissi & muni pareillement des pleins-pouvoirs à ce requis avec lequel apres plusieurs conferences tenues à ce sujet & aprés s'estre donnés reciproquement leurs pleins-pouvoirs, qui sont joints à la fin de ce Traité, ils sont convenus de part & d'autre des Articles suivants.

(*a*) Ce n'est ici que la Traduction de l'Original Latin.

I. Le present Traité renouvelle & confirme l'ancienne amitié & union qui a été entre sa Majesté T. C. & les glorieux Prédecesseurs de sa Majesté Suedoise, & il y aura à l'avenir une sincére & inviolable amitié entre le trés-puissant Prince le Roi de France d'une part, & le trés-puissant Prince le Roi de Suede de l'autre & leurs Etats, en vertu de laquelle ils seront obligez d'embrasser mutuellement leurs intérêts comme les leurs propres, & de soûtenir leur dignité, comme aussi de repousser chacun selon ses forces les dommages & les préjudices qu'on voudroit leur faire.

II. Et d'autant que sa Majesté Trés-Chrétienne & sa Majesté Suedoise n'ont rien tant à cœur que de maintenir une ferme & solide Paix dans la Chrêtienté, l'unique but & la principale fin de ce Traité sera aussi d'assûrer & de conserver le repos & la tranquillité publique; Et pour cet effet, ces deux Rois seront obligez de se communiquer chacun leurs desseins, & de songer uniquement aux moyens d'affermir & de fortifier le plus qu'il sera possible la Paix Generale, & de la soûtenir contre tout ce qui pourroit la troubler.

III.

ANS de J. C. 1698.

III. Comme le present Traité ne tend à rien qui puisse blesser & offenser personne, & qu'il ne regarde entierement que le bien public, & principalement la conservation de la tranquillité dont joüit à present la Chrêtienté, s'il arrive que la Paix soit violée ou rompuë par quelqu'un ou en contrevenant à ce dont on est convenu, par elle, ou par quelque autre acte d'hostilité, les deux Rois Alliez songeront aussi-tôt à prendre les mesures qui seront necessaires pour en obtenir une reparation convenable. Ils employeront pour cela leurs offices mutuels, & ils tâcheront à détourner par des remontrances celui qui la voudroit troubler, ou qui seroit l'Agresseur, de semblables entreprises, & mettront tous leurs soins à empêcher que la tranquillité publique ne soit ébranlée, ni alterée en aucune maniere.

IV. Mais si leurs remontrances & leurs soins étoient inutiles, alors d'un commun consentement ils concourront ensemble à la sûreté & conservation de celui qui sera offensé, & ils empêcheront qu'on ne lui fasse aucun tort, ni aucune violence dans ses Privileges, Droits & Dignitez, & tâcheront à réduire & faire executer toutes choses sur le pied, & selon la régle du Traité de Paix.

V. Et d'autant que le present Traité, comme on a deja dit ci-dessus, ne regarde que le maintien de la tranquillité & du repos public, on convient que si dans l'espace d'un an, quelque Prince ou quelque Etat desire d'entrer dans ce Traité, on l'y admettra du consentement mutuel des deux Rois.

VI. Quand l'un d'eux fera la Paix, ou une Tréve avec quelqu'un de ses ennemis, il aura soin de faire comprendre l'autre dans le Traité qu'il fera, afin qu'en vertu de l'Alliance qui les unit, il ne puisse recevoir aucun dommage.

VII. Les Traitez que l'un des deux Rois aura fait jusques ici avec d'autres Rois, Princes, & Nations étrangeres conserveront toûjours leur même force & vigueur, entant qu'ils ne seront pas contraires à aucun des articles du present Traité.

VIII. En vertu de ce present Traité, il y aura toûjours un Commerce libre entre les Sujets des deux Rois, ainsi qu'il y en a eu par le passé, & il sera toûjours permis aux deux Nations de négocier & de commercer ensemble par Terre & par Mer, tant en temps de Paix qu'en temps de Guerre, sans aucun obstacle, & en payant les Droits ordinaires.

ANS de J. C. 1698.

IX. Les Sujets des deux Rois pourront entrer librement dans tous les Ports, Villes, & Provinces des deux Royaumes, autant que cela ne sera pas contraire aux Loix & Coûtumes établies dans lesdits Royaumes; ils pourront y apporter, & vendre leurs Marchandises, & y en acheter semblablement & en emporter d'autres, en payant les Droits ordinaires, sans que personne puisse leur faire aucune peine.

X. Le present Traité durera l'espace de dix années, à compter du jour de la signature, & pourra encore être prolongé au delà, du commun consentement des deux Rois, s'ils le jugent à propos; & pendant ledit temps, ils se communiqueront exactement l'un & l'autre leurs desseins & leurs pensées, principalement en ce qui regardera le maintien & la conservation de la tranquillité publique, & prendront ensemble des mesures pour apporter les remedes necessaires & convenables contre tous les perils & les accidens dont elle pourroit être menacée.

XI. Les deux Rois ratifieront & confirmeront tout ce qui est contenu dans le present Traité dans l'espace de trois mois, à compter du jour de la signature, ou plûtôt encore, s'il est possible, & on fera l'échange des Ratifications.

En foi de quoi, & pour plus grande sûreté, nous nous sommes réciproquement donnez deux exemplaires de ce Traité, de la même teneur, & conçus dans les mêmes termes, signez de nôtre main, & où nous avons apposé le Cachet de nos Armes; à Stokolm le 9. Juillet vieux stile 1698.

(*L. S.*) *J. A. de Mesmes Comte d'Avaux.*	(*L. S.*) *B. Oxenstiern.*
	(*L. S.*) *N. Gyldenstolp.*
	(*L. S.*) *T. Polus.*
	(*L. S.*) *J. Bergenhielm.*



SUPPLE-

SUPPLEMENT

De quelques Traitez appartenans à ce Tome IV. & trouvez depuis l'Impreſſion.

CCLXXXII.

ANS de J.C. 1661.

Traité d'Alliance entre FREDERIC III. Roi de Danemarc, & CHARLES II. Roi d'Angleterre; Fait le 13. * Février 1661. Manuſcrit.

L'ANGLETERRE ET LE DANEMARC.

* Il faut remarquer, que quoi que la datte ne ſoit que de 1660. c'eſt pourtant l'année 1661. que ce Traité fut fait: mais cette datte eſt ſelon la maniére de compter d'Angleterre, où l'année ne commence qu'au mois de Mars.

I. Conventum, concordatum & concluſum eſt, quod inter utroſque Reges eorumque Hæredes & Succeſſores, Regna, Provincias & Principatus Subditos & Vaſſallos cujuſcunque ſint conditionis dignitatis & gradus, tam qui nunc ſunt quam qui in poſterum erunt ſit in perpetuom, tam per Terram quam Mare, flumina & aquas dulces & ubivis locorum, ſincera, vera, ac perfecta Amicitia, Pax & Confœderatio, ita ut neque ipſi ſibi invicem vel alter alterius Regnis, Provinciis, Subditis & Vaſſallis, ullum detrimentum vel incommodum inferant neque hoc ab aliis fieri quantum in ipſis erit, permittant & conſentiant: Sed ſe invicem ſincera amicitia & amore amplectantur alter alterius, ut & reſpectivè utriuſque Subditorum utilitatem & commodum tanquam proprium pro viſili promoveat, damna autem & interitum facto, conſiliis & omnibus viribus impediat atque avertat.

II. Quod ſi alteruter prædictorum Regum, eorumque Hæredum & Succeſſorum reſciverit, aliquid agi, peti, aut tractari quod in alterius damnom vergere poſſit, tunc ille tenebitur, ſimul ac primum hoc ipſum notum fuerit, alteri id indicare & quantum in ipſo erit, impedire.

III. Prædicti iidem Reges pro ſe, Hæredibus & Succeſſoribus reſpectivè ſuis, ſancto pollicentur ſe alterutrius Hoſtibus nihil Subſidii Bellici unquam laturos neque permiſſuros ut Subditi eorum cujuſcunque ſint Status & conditionis ſeu prætextu Commerciorum ſeu alio quocunque quæſito colore, eorundem Principum vel alterios Hoſtes ullâ ratione juvent, utque Milites, pecunias, commeatum, arma Machinas, Bombardas, Naves aliaque bello gerendo apta & neceſſaria ſubminiſtrent, aut ab aliis ſubminiſtrari faciant, ſi verò aliqui memoratorum Regum ſubditi hiſce contravenire audeant, tum quilibet Regum quorum ſubditi, huic contravenerint, obſtrictus erit, in eos acerbiſſimis pœnis tanquam fœdifragos & ſeditioſos animadvertere.

IV. Cum Rex Magnæ Britanniæ intimo afficiatur ſenſu ſommæ ejus, quam dum in adverſis, erga eum teſtatus eſt Rex Daniæ amicitiæ, quantumque ex ea, tum ipſe tum regna ejus paſſa ſunt malorum: Ideo Rex Magnæ Britanniæ promittit atque hoc ipſo declarat, ſe non ſolum indiſſolubile fœdus & ſinceram amicitiam cum Rege Daniæ &c. ſemper ſervaturum eundemque omnibus Tractatibus, cum quocunque Principe vel Statu poſthac ineundis, incluſurum, ſed etiam omnes illos quantum poterit ad omnia Regi Daniæ &c. amicitiæ officia præſtanda, ut & negotiorum ſuorum benevolam rationem habendam, obligaturum: Quod ſi præterea aliquis ullo unquam tempore prædicti Daniæ &c. Regis Hæreditaria Daniæ & Norvegiæ Regna, ut & dominia, quæ jam poſſidet invadat, vel quovis modo hoſtiliter aggrediatur Rex Magnæ Britanniæ dicto Regi Daniæ &c. non ſolum eo Navium atque cæterorum auxiliorum numero ad quem Corona Angliæ unquam ullis anterioribus Tractatibus obſtrictus fuit, ſed etiam ſupradicto caſu, cum talibus Extraordinariis tam Terreſtrium Copiarum quam Bellicarum Navium Auxiliis ſuppetias feret atque auxiliabitur qualia neceſſitas atque Daniæ Regis rerum Status poſtulabunt, ita ut aggreſſores luculenter & re ipſa cognoſcant atque percipiant, Regem Magnæ Britanniæ minimè permiſſurum ut Rex Daniæ &c. ullo modo infeſtetur vel Regnorum atque dominorum parte aliqua privetur, vel quovis modo opprimatur, quantum id dictus Rex Magnæ Britanniæ omnibus Armis ac viribus ſuis impedire atque avertere poterit.

V. Concordatum quoque eſt, quod neuter prædictorum Regum alterius inimicos ſeu rebelles in Regnis vel Provinciis ſuis recipiet aut tolerabit, dummodo inimicos ejus aut rebelles eſſe reſciverit, & ſi fortè aliqua tapeta, periſtromata, aulæa, picturæ vel ſuppellex cujuſcunque generis, vel lapides pretioſi clenodiæ, monilia, gemmæ vel alia quæcunque bona mobilia ad Regem Magnæ Britanniæ ſpectantia, penes Regem Daniæ & Norvegiæ aut aliquem ſubditorum ſuorum jam nunc ſunt aut de futuro reperientur, protinus reſtituantur & tranſmittantur ad Regem Magnæ Britanniæ aut tradantur iis, quos ſua Majeſtas ad ea recipienda deputaverit. Item quod ſi qui eorum qui rei ſunt illius nefandi parricidii in Regem Carolum Primum Beatiſſimæ memoriæ admiſſi ac legitimè de eodem ſcelere condemnati, aut convicti; vel jam ſunt in Dominiis Regis Daniæ & Norvegiæ vel poſtea illuc advenient ſtatim quam primum Regi Daniæ &c. vel aliquibus Officiariis ſuis innotuerit vel relatum fuerit prehenſi in cuſtodiam dentur, & vincti in Angliam remittantur vel in eorum manus tradantur, quos dictus Rex Magnæ Britanniæ iis cuſtodiendis, domumque revehendis præfecerit.

VI. Utriuſque Regis ſubditis liberum erit alterius Regna, Provincias, emporia, portus & flumina cum mercibus ſuis, tam Terra quam Mari adire ibique verſari ac negotiari, dummodo conſueta vectigalia ſolvant: Salva tamen utriuſque Regis ſuperioritate ac jure in Regnis, Provinciis, Principatibus atque territoris reſpectivè ſuis.

VII. Item conventum, concordatum & concluſum eſt, quod ſubditi Sereniſſimi Magnæ Britanniæ Regis ad Portus prohibitos quorum in præcedentibus fœderibus mentio fit, abſque ſpeciali licentia Regis Daniæ & Norvegiæ petita & obtenta nullatenus accedant, niſi evidens Maris periculum, aut tempeſtatum impulſus accedere & intrare coëgerit, ubi tunc minimè ipſis Mercaturam facere licebit.

VIII. Item conventum, concordatum, & concluſum eſt quod ſi aliquem in alterius Regis littora naufragium facere contingat, fractam & quaſſam navem cum mercibus libere venditare poterit: (Salvo jure cujuſcunque loci:) neque quicquam ei ea in re impedimento erit, quin tenebuntur potius loci Incolæ, ſi hoc ab iis petatur, ut pro juſta mercede laboris naufragium paſſo auxilio ſint, ad ea quæ ſervari poterunt naufragio eripienda.

IX. Si alterius Regis ſubditi, in alterius Territorio lædantur vel injuria ſive detrimento afficiantur tum Rex illius loci ubi Injuria illata eſt, curabit ut ſecundum jura & conſuetas Regionis Leges promptè

justitia administretur, iisque qui delictum vel injuriam commiserunt debita pœna cum reparatione damnum passis facienda infligatur.

X. Nulla privata injuria fœdus hoc ullo modo infirmabit, neque odium aut dissidia inter prædictas Nationes suscitabit, sed quilibet de facto suo proprio respondebit, deque eo tenebitur, neque per repressalias, aut alios hujusmodi odiosos processus alter id luet in quo alter deliquit; nisi justitia denegabitur, aut plus justo defertur in quo casu Regi illi, cujus subditus damnum & injuriam passus est licitum erit juxta juris gentium leges & præscripta omni modo procedere donec facta fuerit læso reparatio.

XI. Convenerunt quoque prædicti Reges: Quod si inposterum (quod tamen fore non spectamus, & ut Deus clementer avertat, oramus) dissidia quædam aut controversias inter hos Reges vel Regna oriri contingat, amicabili transactione componendæ erunt neque ob id præsens fœdus ullo modo tolletur aut irritum fiet.

XII. Concordatum porrò est, quod per nulla pacta, conventiones, articulos sive capita, in præsenti fœderis Tractatu contenta ullo modo præcedentes Tractatus aut fœdera inter prædictos confœderatos aut suos prædecessores Reges, tam pro hæreditariis Regnis Daniæ & Norvegiæ &c. quam pro Regnis Angliæ, Scotiæ & Hiberniæ, respectivè antehac facta censeantur sublata vel antiquata, sed ut ea perpetuo maneant in pristino suo robore, firmitate & vigore, quatenus non sunt contraria aut repugnantia præsenti fœderi, aut articulorum alicui in eodem contento.

XIII. Conventum etiam atque conclusum est, quod populus & subditi Domini Regis Angliæ, Scotiæ, Franciæ & Hiberniæ quæcunque Hæreditaria Regna, Ditiones aut Dominia Regis Daniæ & Norvegiæ &c. adnavigantes, vel in iisdem mercaturam facientes, nec plura nec majora vectigalia, tributa, portoria, aliaque jura, neque alio modo solvent quam quo populi fœderatarum Belgii Provinciarum (aliive exteri Suecis solummodo exceptis) ibidem negociantes & minora vectigalia pendentes, solvunt aut solvent, atque eundo, redeundo & commorando nec non piscando & negotiando cæterisque iisdem libertatibus, immunitatibus & privilegiis gaudebunt, quibus populi cujuscunque exteræ gentis, in dictis Regnis & Dominiis Regis Daniæ & Norvegiæ &c. commorantes vel commercantes, guadent vel gaudebunt: E contra vero populi & subditi Regis Daniæ & Norvegiæ in Regionibus & Dominiis Regis Angliæ &c. iisdem privilegiis utentur, fruentur, ita scilicet ut populus & subditi Regis Daniæ & Norvegiæ &c. quæcunque Regna, Ditiones aut Dominia Regis Angliæ &c. adnavigantes vel in iisdem mercaturam facientes nec plura, nec majora vectigalia, tributa, portoria, aliave jura, neque alio modo solvent, quam quæ populi fœderatarum Belgii Provinciarum, aliive exteri ibidem negotiantes, & minora vectigalia pendentes, solvunt aut solvent, atque eundo, redeundo & commorando, nec non piscando & negotiando cæterisque iisdem libertatibus, immunitatibus & privilegiis gaudebunt, quibus populi cujuscunque exteræ gentis, in dictis Regnis & Dominiis Regis Angliæ, &c, commorantes vel commercantes gaudent vel gaudebunt, ita tamen ut utriusque Regis summa potestas in eorum respectivè Regnis, Ditionibus, Dominiis atque portubus vectigalia vel alia quævis pro re nata statuendi vel immutandi salva & illæsa maneat modo memorata æqualiter ab utraque parte prædicto modo strictè observentur.

XIV. Item concordatum est, quod si alterutrius Confœderatorum Subditi & Incolæ cum navibus suis, vel piratis subsequentibus vel vi tempestatis, vel alio quovis incommodo cogantur ad portum quærendum in alterius fœderati flumina, æstuaria hujus ac portus recipere, quod benignè & humaniter ab istius loci Magistratu ac Incolis tractabuntur, licitumque ipsis erit, iis de rebus, quæ navibus suis reficiendis necessariæ fuerint, justo pretio sibi providere atque iterum absque ullo impedimento vel scrutatione, nullisque portoriis ac vectigalibus solutis liberè discedere, dummodo nihil mercium aut sarcinarum, ex navi vel navibus efferant, aut vendendi gratia exponant, neque personas alicujus criminis reas aut suspectas mercesque prohibitas intra navem suam habeant vel receperint, nihil denique fecerint, quod Legibus, Statutis aut consuetudinibus istius loci ac portus ad quem appulerint, repugnet.

XV. Si ad alterius partis littora, alterutrius Confœderatorum ejusque Subditorum & Incolarum naves, sive illæ bellicæ sive mercatoriæ fuerint, vadis hærere vel scopulis allidi aut quocunque casu (quod Deus avertat) naufragium facere contigerit, prædictæ naves cum omni apparatu, bonis & mercibus vel quicquid ex illis superfuerit, dominis ac proprietariis suis restituentur, dummodo ipsi vel eorum Plenipotentiarii aut Procuratores intra unius anni spatium, ex quo naufragium factum fuerit, naves & bona sibi vendicaverint (salvis semper juribus ac consuetudinibus cujusque nationis) subditi etiam vel incolæ ad ejusmodi littora ac oras habitantes periclitantibus subvenire, & quantum in se fuerit auxilio adesse tenebuntur, omnemque operam conferent vel ad navem liberandam, vel ad bona, mercimonia, navisque apparatum cæteraque, quæ poterunt, è naufragio eripienda, & quæ Dominis restituentur in tutum locum convehenda, solvendo tamen expensas ac præmia, quæ meruerint illi, quorum opera & diligentia res & bona recuperata & custodita fuerint.

XVI. Utraque pars subditis ac populo alterius jus & æquum secundum unius cujusque Regionis Leges & Statuta, celeriter ac absque prolixis & non necessariis ambagibus ac impensis administrari faciet, in omnibus causis & litibus, etiamnum pendentibus, quæve deinceps exoriri possint.

XVII. Conventum etiam & concordatum est, quod omnes Domini Regis Angliæ, &c. Subditorum & Incolarum naves una cum oneribus & mercimoniis suis quæ munimentum Gluckstadiense vel reliqua sub Regis Daniæ Dominio ad ripam fluvii Albis sita loca & oppida præternavigent, sive sit eundo, sive redeundo, liberæ & immunes erunt, ab omni vectigali, portorio scrutatione, detentione atque molestia, excepto tantum modo casu scrutationis tempore belli, quando Rex Daniæ &c. bellum habet cum alio quocunque Rege vel statu.

XVIII. Concordatum etiam est, quod abietes, mali, cæteraque lignorum genera, ubi hæc inde in subditorum vel incolarum Domini Regis Angliæ, &c. naves illata fuerint, nulli amplius visitationi subjecta erunt, verum omnis visitatio vel scrutatio antea fiet, & si tum vel quercus, vel alia ligna prohibita inveniantur, ea statim in loco, antequam inferantur in naves, detinebuntur neque populorum dicti Domini Regis Angliæ, &c. ejusve subditorum, sive personæ, sive bona, ob hanc rem vel arresto, vel alio quovis detentionis genere ullo modo molestabuntur, verum solum modo Subditi Regis Daniæ, &c. qui ejusmodi prohibita ligna divendere & abalienare ausi fuerint, ob delictum debito more punientur, atque omnia & singula in hoc articulo contenta & concessa, habebunt, possidebunt, & fruentur populi & subditi Domini Regis Angliæ &c. absque aliqua molestia vel interruptione tam diu & per totum tempus, quod Subditi vel aliqui de populo fœderatarum Provinciarum Belgicarum, eadem talia vel consimilia quocunque fœdere inito vel incundo conventione, pacto, vel permissione habeant, possideant, fruantur vel habere, possidere vel frui debeant, aut possint.

XIX. In majorem commerciorum securitatem & navigationis libertatem conventum atque concordatum est, quod neutra pars quantum fieri possit & in

suis

ANS de J. C. 1661.

suis fuerit viribus, permittet, ut pirata publici vel alii hujus generis prædonea in alterutrius Regni vel Regionis portubus receptacula sua habeant, aut sinet ut ullus ex incolis aut populo alterutrius illos tecto vel commeam excipiat, aut aliquo modo juvet, verum è contra operam dabit ut prædicti piratæ & prædones eorumque piratarum participes & adjutores prehendantur ac pro merito puniantur, navesque & mercimonia, quantum eorum reperiri poterit legitimis suis Dominis vel eorum Procuratoribus restituantur, modo eorum jus debitis ex lege probationibus in curia admiralitatis causarum maritimarum appareat.

XX. Conventum & concordatum est, quod utriusque partis subditis & populo ad alterius confœderati portus ac oras liber semper erit accessus licitumque illis erit in iis commorari & inde rursus recedere, at atiam per maria & territoria quæcunque utriusque Regis respective transire (non faciendo damnum nec præjudicium) non solum cum navibus mercatoriis & oneranis, sed etiam cum navibus bellicis, sive publicæ fuerint, sive eorum, qui specialis diplomata optinuerint, sive ut naves reparent, aut commeatum coëmant, modo sex navium Bellicarum numerum non excedant, si sua sponte intraverint, nec diutiùs in portubus aut circa portus hærebunt quam ad navium reparationem, coemenda victualia, aliave necessaria opus fuerit. Et si majore navium bellicarum numero data occasione ad ejusmodi portus velint accedere iis intrare nequaquam erit licitum, nisi data primum tempestive per literas notitione, de illarum adventu & prius impetrata ab iis venia, ad quos portus prædicti pertinuesint. Si verò vi tempestatis, vel alia urgente necessitate ad portum quærendum compulsæ fuerint, in tali casu absque ullo judicio vel notitia præcedente naves ad certum numerum restringendæ non erunt, hac tamen conditione quod illarum præfectus statim ab ipsarum appulsu, summum Magistratum, vel istius loci portus aut oræ ad quam appulerint, præfectum de sui adventu causa certiorem faciet, nec diutiùs ibi hærebit, quam ipsi à summo Magistratu, vel Præfecto permissum erit, nihilque hostile in portubus, in quos se receperit, aut quicquam in præjudicium istius ad quem pertinuerit, confœderati, faciet aut molietur.

XXI. Item conventum est, quod nulla omnino navigia, naves, merces, & mercimonia, in navibus inventa cujuscunque naturæ generis vel qualitatis utcunque capta, ad subditos quoicunque unius vel alterius Regis prædicti spectantia sub aliquo quocunque colore seu prætectu pro præda adjudicentur, nisi per judicialem examinationem & processum in forma juris, in curia admiralitatis pro talibus prædis maritimis in ea parte legitimè constituta.

XXII. Conventum quoque & concordatum est, quod omnes Angliæ naves & mercatores in passagio suo, per Fretum Oresundicum, Serenissimi Daniæ ac Norvegiæ Regis, eodem modo beneficio & Privilegio de differenda solutione vectigalrum, usque ad reditum suum fruantur, ita tamen, ut dictæ naves & mercatores secum portent literas testimoniales sub sigillo Officiariorum, dictæ Majestatis suæ Angliæ ad hoc deputatorum testificantes easdem naves ad subditos Domini Regis Angliæ pertinere, nec non ante transitum suum sufficientem & satis idoneam cautionem, de dicta solutione debito loco Domini Daniæ &c. Regis vectigalium exactoribus in earum reditu, aut si non redierint, ut plurimum intra tres menses faciendæ præstent, si in dicto eorum transitu primo eadem non solvant.

XXIII. Item conclusum est, quod naves & subditi Domini Regis Angliæ &c. transactionem & expeditionem apud Elsingnoram, quam cito appulerint, recipient absque dilatione nullis omnino navibus cujuscunque gentis pro se prælationem in ea parte habentibus, exceptis incolis quorundam locorum, qui tale Privilegium in hoc casu ab antiquo obtinuerint, eodemque hucusque fruuntur.

XXIV. Item concordatum est, quod si gens Belgica, vel alia quæcunque gens (Suedica gente tantum modo excepta) aliqua meliora pacta, conventiones, sive privilegia, quam ea, quæ in hoc Tractatu continentur. à Domino Rege Daniæ & Norvegiæ hactenus obtinuit vel in futurum obtinebit, quodquod eadem talia & consimilia Domino Regi Angliæ, &c. & subditis suis communicentur, & cum effectu concedantur liberè, & cum omni plenitudine, & è contra, quod si gens Belgica, vel alia quæcunque gens aliqua meliora pacta, conventiones, exemptiones sive privilegia, quam ea, quæ in hoc tractatu continentur, à Domino Rege Angliæ &c. obtinuit, vel in futurum obtinebit, quod eadem talia & consimilia Domino Regi Daniæ & Norvegiæ &c. subditis suis communicentur, & cum effectu concedantur liberè & cum omni plenitudine.

XXV. Denique convenium, concordatum & conclusum est, quod prædicti Serenissimi Principes & Reges omnia & singula capita in præsenti Tractatu contenta, & stabilita, sincera & bona fide observabunt per suosque subditos & incolas observari facient, neque illis directè vel indirectè contravenient aut à suis subditis vel incolis directè vel indirectè contravenіri permittent; omniaque & singula, ut supra convenia per literas patentes manibus suis subscripeas, & magnis sigillis sigillatas, ratihabebunt & confirmabunt in sufficienti valida & efficaci forma conceptas & exaratas, ejusdemque reciprocè intra tres menses post datam præsentium tradent, seu tradere facient, bona fide, realiter & cum effectu, in quorum omnium fidem & testimonium, Nos supradicti Serenissimæ Majestatis Angliæ &c. Commissarii præsentem Tractatum manibus & sigillis nostris subscripsimus & subsignavimus. Actum apud Palatium aulæ albæ decimo tertio die Mensis Februarii 1660.

Dorchester. (L. S.) *Thom. Wentworth.* (L. S.) *Gearteret.* (L. S.)

Ed. Michilaen. (L. S.) *Guilielmus Mauritius.* (L. S.)

CCLXXXIII.

Prolongation du Traité défensif entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les Princes* d'ALLEMAGNE. *Faite à Francfort, le* 25. *Janvier*, 1663. Henri Brewer. Tractatuum Historico-Politicorum. Part. V.

ANS de J. C. 1663.

LA FRANCE ET L'ALLEMAGNE.

NOtum sit, cum inter S. Christianissimam Regiæ Majestatis Galliæ, & Eminentissimos, Reverendissimoa, & Serenissimos Principes ac Dominos, Dominum, Johannem Philippum Sanctæ Sedis Moguntinæ Archiepiscopum, S. Rom. Imperii per Germaniam Archicancellarium & Electorem, Episcopum Herbipolensem & Franconiæ Ducem; & Dominum Carolum Casparum, Archiepiscopum Trevirensem S. Rom. Imperii per Galliam & Regnum Arelatense Archicancellarium & Electorem; Dominum Maximilianum Henricum, Archiepiscopum Coloniensem, S. Rom. Imperii per Italiam Archicancellarium & Electorem, Episcopum Hildesiensem & Leodiensem, Administratorem in Bergtesgaden & Stablo superioris & inferioris Bavariæ, nec non Palatinatus superioris, in Westphalia, Angaria & Bullionis Ducem, Comitem Palatinum Rheni, Landgravium Leuchtenbergensem, & Marchionem Franchimontanum, & Dn. Christophorum Bernardum, Episcopum Monasteriensem, Administratorem Corbiensem, S. Rom. Imp. Principem, Burgravium Stromberge & Dn. in Bor-

ANS de J.C. 1663.

Borckeloe, &c. Dn. Philippum Wilhelmum Comitem Palatinum Rheni, Bavariæ, Juliæ, Cliviæ & Montium Ducem, Comitem Veldentiæ, Sponheimiæ, Marchiæ Ravensburgi & Morsæ, Dn. in Ravenstein, &c. & S. Reg. M. Sueciæ qua Ducem Bremæ, Verdæ & Pomeraniæ & Dn. Vismariæ, Dn. Augustum Ducem Brunsvicensem, &c. Dn. Christianum Ludovicum Ducem Brunsvicensem, & Luneburgensem, Dn. Georgium Wilhelmum, Ducem Brunsvicensem, &c. Dn. Wilhelmum Hassiæ Landgravium, Principem Hirsfeldiæ, Comitem Catimelibocii, Dociæ, Zigenheinæ & Niddæ, & Schavenburgi, &c. Francofurti ad Mœnum diebus 14. & 15. Augusti Anni 1658. certum quoddam defensivum fœdus, cui etiam postea Seren. Principes & Domini, Dominus Georgius Hassiæ Landgravius, Princeps Hirsfeldiæ, Comes Catimeliboci, Dociæ, Zigenheinæ & Niddæ, Shavenburgi, Stenbrugi & Budiogæ, &c. Sub dato 18. Jun. 1659. & Dominus Everhardus Dux Wurtembergæ & Tecciæ, Comes Montisbeligardi, Dominus Heidenheimiæ, &c. sub dato 4. Febr. anni 1660. accesserunt, & post mortem altè memorati Serenissimi Principis & Domini Georgii Hassiæ Landgravii, Principis Hersveldiæ, &c. continnatum est, cui etiam jam nunc Serenissimus Princeps ac Dominus, Dominus Fridericus Ludovicus Comes Palatinus Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Dux, Comes Veldentiæ, Sponheimiæ, Marchiæ & Ravensburgi, Dominus in Ravenstein, &c. accessit, ad tres annos erectum & initum, continuatum & postmodum ad tres alios annos à 31. Aug. 1661. usque ad 5. Augusti 1664. prorogatum fuerit, illudque fœdus graves ob causas ulterius adhuc prorogandum esse visum sit. Quod nomine altissimè memoratæ S. Christ. Reg. M. Galliæ, uti & Eminentissimorum, Reverendissimorum, & Serenissimorum Electorum & Principum prædictorum, per eorundem Consiliarios & Legatos Plenipotentiarios ad hujus fœderis Consilium missos, hodierna die unanimiter conclusum sit prædictum defensivum fœdus in iisdem terminis & clausulis, quibus in capitali Recessu, Anno 1658. erecto, & usque ad 14. & 15. Augusti Anni 1664. prorogato, continetur, jam nunc in tres alios annos, nempe à 15. Augusti Anni 1664. usque ad 14. & 15. Augusti 1667. prorogare, & in omnibus inviolabiliter observare, prout vigore hujus sese facturos invicem & omni ex parte compromittunt & pollicentur, seque duorum mensium spatio à datis computando suorum Dominorum Principalium ratificationes procuraturos & commutaturos spondent. In cujus & constantem observationem, Prorogationis Recessus tam à S. Christ. Reg. Majestatis Galliæ, quam Electorum & Principum supramemoratis Plenipotentiariis, subscriptus, & cuique unum ejusdem exemplar extraditum fuit. Actum Francofurti ad Mœnum 25. Januar. Anni 1663. Signatum, Robertus de Gravel, Johannes Lincker, nomine Electoris Coloniens. Johannes Ernestus de Rautestein nomine Episcopi Monasteriensis, Johannes de Rautestein nomine Serenissimi Principis Bipontini. Reynerus Badenhausen, Conradus Fabricius, Wolffgangus Forstner.

.CCLXXXIV.

ANS de J.C. 1663. LE PAPE ET LA FRANCE.

Arrêt de la Cour de Parlement de Provence, portant rêunion de la ville d'Avignon, & Comté Venaissin, au Domaine de la Couronne, du vingt-sixeme Juillet mil six cens soixante-trois. Freder. Leonard. Tom. IV.

VU par la Cour, les Chambres assemblées, le procés & procedures faites à la Requête du Procureur Général du Roi, demandeur en Requête du 23. Octobre 1662. afin de faire réünir la ville d'Avignon & le Comté Venaissin à la Couronne, present & comparant contre N. S. Pere le Pape, assigné & reassigné en la personne de son Vice-Legat en ladite Ville d'Avignon, défendeur & défaillant, Extrait d'Acte de partage du Comté de Provence, entre Alphonse Comte de Tolose, & Raymond Berengier Comte de Barcellone, maris de deux Filles de Gilbert Comte de Provence, du mois d'Octobre 1125. Extrait de la donation & cession des droits de la moitié de la ville d'Avignon, faite par Philippe le Bel à Charles II. Roi de Sicile, & Comte de Provence, pour justifier l'union du total de ladite ville, en faveur des Comtes de Provence. Extrait des Lettres patentes du Roi Robert déclaratives de sa volonté, qu'il ne veut être faite aucune alienation de rien qui soit stable de son Comté de Provence, du vingt-un Decembre mil trois cens trente-quatre. Extrait du Testament dudit Roi Robert, du seize Janvier mil ... cens quarante-trois. Un Livre intitulé *Histoire Chronologique des Evêques & Archevêques d'Avignon*, imprimé en ladite ville en l'année mil six cens cinquante-neuf. Extrait des Lettres patentes de la Reine Jeanne, du vingt-trois May mil trois cens soixante-cinq; autre Extrait des Lettres Patentes de ladite Reine du premier May mil trois cens soixante-sept; autre Extrait des Lettres Patentes de ladite Reine du treize Juin, *quarta Indictionis*, Extrait du Testament de Charles d'Anjou dernier Comte de Provence, du dixiéme Decembre mil quatre cens huictante-un. Copie de la Lettre écrite par le Roi à son Procureur Général pour la réünion du Comtat & Avignon, du treize Decembre mil six cens soixante-deux. Copie de la Requête donnée ensuite par ledit Procureur Général, & dont est question, du vingt-trois Octobre audit an. Copie de l'Arrêt de la Cour sur ladite Requête, dudit jour & la Commission sur icelui levée ledit jour. Verbal fait par Meynier & Bosc Huissiers, sur l'assignation par eux donnée à N. S. Pere le Pape en la personne de son Vice-Legat en la Legation d'Avignon, du vingt-quatre dudit mois d'Octobre & autres jours. Extrait de la presentation faite au Greffe par ledit sieur Procureur Général, du trentiéme du même mois. Extrait du premier défaut, du dix-huitiéme Novembre même année. Lettres de Réadjournement du quatriéme Decembre audit an mil six cens soixante-deux. Verbal fait par ledit Meynier Brun, sur l'assignation donnée audit Sieur Vice-Legat, dudit jour quatriéme Decembre & jours suivans. Second défaut à la Salle, du seiziéme dudit mois. Troisiéme défaut portant piéces mises, du onziéme Janvier mil six cens soixante-trois. L'inventaire de production desdits défauts. Arrêt de la Cour du vingt-septiéme dudit mois de Janvier, que lesdits défauts sont déclarez bien venus, obtenus & entretenus, & N. S. Pere le Pape déchû de toutes ses exceptions & défenses dilatoires, déclinatoires & peremptoires; & avant que de juger l'entier profit, il seroit d'abondant reassigné pour voir produire titres & documens, & prendre appointement à Droit. Verbal fait par lesdits Meynier & Brun Huissiers, sur la reassignation, du vingt-huitiéme dudit mois. Quatriéme défaut à la Salle, du dixiéme Févrieraudit an. Cinquiéme défaut en jugement portant piéces mises, du premier Mars suivant. Extrait de l'échange passé en Septembre mil deux cens cinquante-sept, entre le Comte de Provence & l'Evêque de Marseille. Extrait de la révocation faite par la Reine Jeanne de toutes les donations, concessions, & alienations par elles faites, du quinziéme Septembre mil trois cens cinquante. Les Lettres Patentes du Roi pour la continuation du Parlement, du dix-septiéme du present mois, verifiées par la Cour: l'Inventaire de production desdits défauts, OUY le Commissaire député. Tout consideré, DIT A ESTE', que la Cour, les Chambres assemblées, jugeant l'entier profit & utilité desdits défauts, & trouvant la demande dudit Procureur Général du Roi dûëment justifiée par ses produits, a déclaré & déclare ladite Ville d'Avi-

ANS de J.C. 1663.

d'Avignon & Comté Venaissin être de l'ancien Domaine & dépendance du Comté de Provence ; & d'icelui n'avoir pû être alienez ni séparez : & au moins de ce, les a réünis, & réünit à la Couronne : & en conséquence a ordonné & ordonne, que le Roi sera remis & établi en la possession & jouïssance de ladite Ville & Comtat Venaissin, droits & appartenances, & par Maitre de Meynier premier Président, de Forbin Président, de Gautier, de Villeneuve, de Tricaud, Lombard, Perier, F. Thomassin, Seignier & S. Marc, Conseillers du Roi, que la Cour a commis pour s'acheminer en ladite Ville & Comté, aux lieux où besoin sera ; pour en prendre la réelle & actuelle possession, recevoir le serment de fidelité, foi & hommage des Consuls & Habitans dudit Avignon & autres : ensemble des Elûs & Syndics dudit Comtat, & établir par provision, & jusques à ce que S. M. y ait pourvû, des Officiers de Justice, au nombre qu'ils trouveront à propos, pour connoître des differans civils & criminels des Habitans de ladite Ville & Comté, dont l'appel ressortira à la Cour ; & ordonner tout ce qu'ils jugeront necessaire pour le bien & avantage de sadite M. circonstances, & dépendances, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, pour lesquelles ne sera differé. A fait & fait inhibitions & défenses à tous les Habitans de ladite Ville & Comté, de s'adresser ni reconnoître autres Magistrats & Officiers, que lesdits Commissaires, & en leur absence, que ceux qu'ils auront commis & déleguez, & dans la suite pourvûs & nommez par le Roi, & par appel à la Cour, & à tous les Officiers qui auront été commis par sa Sainteté, de plus se mêler de l'exercice de leurs Charges à peine de faux & autres arbitraires. Et seront les Armes de N. S. Pere le Pape ôtées avec respect & décence, des lieux où elles se trouveront, & à leur place remises celles du Roi : sauf à S. M. d'ordonner pour le remboursement de la Finance, qui aura été effectivement payée lors de l'alienation de ladite Ville d'Avignon, ainsi qu'il appartiendra. Publié à la Barre du Parlement de Provence, séant à Aix, le vingt-sixiéme Juillet mil six cens soixante-trois.

Collationné.

Signé, ETIENNE.

SUivant l'Arrêt ce jourd'hui donné par la Cour de Parlement de Provence ci-dessus par Extrait, sous le Scel & Armes de sa Majesté attachez, Est commis à Messieurs Maîtres de Meynier premier Président, de Forbin Président, de Gautier, de Villeneuve, de Tricaud, Lombard, Perier & F. Thomassin, Seignier & S. Marc, Conseillers du Roi en ladite Cour, de s'acheminer en la ville d'Avignon & Comté Venaissin, & lieux où besoin sera, pour mettre & faire mettre ledit Arrêt à due & entiere execution, en tous & chacun ses chefs, selon sa forme & teneur ; nonobstant oppositions ou appellations quelconques, & sans préjudice d'icelles, pour lesquelles ne sera differé de ce faire : vous est donné pouvoir & commission. Est mandé & commis au premier des Huissiers de ladite Cour, faire tous exploits de Justice requis & necessaires : & en outre à tous Officiers & Sujets de sa Majesté, qu'à vous, ce faisant obéïssent. DONNE' à Aix audit Parlement, le vingt-sixiéme Juillet mil six cens soixante-trois. Par la Cour. Signé, ETIENNE.

Ordonnance de Messieurs les Commissaires Députez par la Cour de Parlement de Provence, sur la Réunion de la Ville d'Avignon, & Comté Venaissin au Domaine de la Couronne.

NOus Commissaires députez par la Cour sur la requisition du Procureur Général du Roi, AVONS ordonné & ordonnons, que l'Arrêt de ladite Cour du vingt-sixiéme du present mois de Juillet, portant réünion de la ville d'Avignon, & Comté Venaissin, au Domaine de la Couronne & Comté de Provence, sera executé selon sa forme & teneur. Lû presentement en Audience, & publié à son de Trompe par tous les Lieux & Carrefours accoûtumez de cette ville, Registré és Registres du Palais de la Ville, & par tout où besoin sera. Et que sa Majesté sera presentement par nous mise en possession de ladite ville d'Avignon, en la personne de sondit Procureur General, en tous les lieux où l'on a accoûtumé de prendre telles possessions. Enjoignons à tous les Habitans de ladite ville, de reconnoître le Roi pour leur Souverain Seigneur, à peine d'être procedé contre les contrevenans, comme criminels de leze Majesté ; Et seront les Armes de N. S. Pere le Pape ôtées avec respect & décence, des lieux où elles se trouveront, & à leur place, remises celles du Roi. FAIT à Avignon le vingt-huitiéme Juillet mil six cens soixante-trois. Collationné, Signé, BURLE, Commis.

CCLXXXV.

ANS d. J. C. 1664.

MAYENCE ET ERFORT.

Promesse & accord fait par Jean Philippe Archevêque de MAYENCE, *& ratifie par le Chapitre de l'Eglise Cathedrale de la même ville pour le libre exercice de la Religion de la Confession d'Ausbourg, à la ville d'*ERFORD ; *Fait dans le Camp devant Erfort, le 15. Octobre 1664.* Theatrum Pacis. Tom. II. pag. 215.

NOs Johannes Philippus Dei Gratiâ Sanctæ Sedis Moguntinæ Archi-Episcopus, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Chancellarius & Elector, Episcopus Herbipolensis & Wormatiensis, nec non Franconiæ Dux notum hisce facimus : Postquam Magistri Senatus & Consules, Magistratus, Consilium, Tribuni plebis, & universa Communitas Civium hujus nostræ Urbis Erffurtensis nobis non solùm, in pactis conventis cum nostris, & nostrorum Summorum Dominorum Fœderatorum, ad hujus Banni expeditionem destinatis Supremis belli Ducibus Cathedralis Ecclesiæ Capitularibus & Consiliariis intimioribus, nomine nostro, initis & approbatis, quæ secundùm verbalem eorum tenorem, hîc sequuntur.

NOtum sit, quod hodie V. (XV.) Octob. An. MDCLXIV. sub reservata approbatione Reverendissimi Principis & Domini, Domini Johannis Philippi, Archi Episcopi Moguntini, Sacri Romani Imperii per Germaniam Archi-Cancellarii & Electoris &c. inter Generosos Dominos, Franciscum de Pradel, Regis Galliarum, ut & Electoris Moguntini, atque ejusdem Fœderatorum Electorum & Principum, ad Executionem Imperialis Banni contra Civitatem Erffurtensem congregatarum copiarum Ducem Generalem, nec non Dominum Philippum Ludovicum, Baronem à Reiffenberg &c. altè memoratæ Electoralis suæ Celsitudinis Plenipotentiarium, tam suo quàm Domini à Greiffenklau Baronis, Vicedomini in Rhingovia, tumque sibi adjuncti, nunc temporis absentis, nomine, ab una &c. Atque in Civitatis Erffurtensis infra subscriptos Deputatos & Mandatarios, vice Magistratus, Consiliariorum, & Tribunorum plebis, Quaternionum, Tribuum, & eorum, qui extra portas habitant, ab altera parte ; sequentia puncta inita, & ad demonstrandum quantoperè universa Civitas altè memorati Principis, tanquam Gratiosissimi Domini & Principis sui Territorialis Discretioni & Clementiæ sese submittere, & committere in animum plenè & planè induxerit, ita concordata fuerunt.

1. Quod præsens Magistratus unà cum Civibus

 universis,

ANS de J.C. 1664.

universis, absque mora Munimentum, dictum Cyriacsburgum, cum duabus Civitatis portis, videlicet Bruleiensem & Krempheriianam (*das Brübler und Krempfer Thor*) manibus & potestati Suæ Electoralis Celsitudinis committent, quæ ea Regiis Gallicis, ipsis Electoralibus Moguntinis, & aliis Fœderatorum præsidiis tam diu custodiet, usque dum prædictæ Suæ Electorali Celsitudini placuerit, aliàs adhibere ordines, secundùm quos cuncta disponentur, & quâ ratione se securam reddere velint.

II. Reliquæ quatuor Urbis portæ occludentur, & solùm commoditatis & necessitatis ruricolarum, commerciorumque, cum vicinis gratiâ aperire easdem permissum esto. Sic in peregrinis & militibus, non nisi per prædictas duas portas præsidio munitas, aditus pateat.

III. Memoratus Dominus Pradelius & Dominus à Reiffenberg hisce nomine altè memoratæ Electoralis Suæ Celsitudinis, pro nunc & omnibus futuris temporibus de Conscientiæ & Religionis libertate plenariam cautionem præstant; Quamvis Civitas hæc jam ante circa hoc satis superque, & in specie à Cæsarea Majestate, & Electorali Sua Celsitudine securitatem nacta sit.

IV. Similiter promittunt memorati Domini, de Pradel, & à Reiffenberg, precibus apud Electoralem Suam Celsitudinem sese contenturos, quo ipsa Veniam & Amnestiam tàm personis, quàm cujusque bonis clementer indulgeat. Exceptis iis personis, quas jamjam dicti Domini ab ea excluserunt, & Imperiali nec non Electorali Gratiæ & Mansuetudini reservare voluerunt.

V. Cumque maximorum damnorum in pagis, absentia ruricolarum præcipua causa exstiterit, propterea quam citissimè omnes subditi, ad minimum requisitus numerus eorundem, ad custodiam prædiorum & domuum suarum ex urbe se in pagos & rura conferent.

VI. Hæc approbata, & ab utraque parte subscripta puncta statim Konigshofium deferentur, & flexis genibus per hic subscriptos Civitatis Deputatos (qui vel omnes vel certè major pars eorundem eo se conferent, quos quoque Baro a Reiffenberg illic Electorali suæ Celsitudini debito modo præsentet) exhibebuntur.

VII. Si Executioni mandati fuerint hi dicti Articuli omnis Hostilitas sublata esto, & Captivi insuper sine lytro liberi dimittuntor.

VIII. Quo verò posthac Incolæ Urbis, & circumjacentium Regionum sine præpedimento negotia munera & itinera liberè & tutò peragere queant, Dominus de Pradel universo Exercitus severè injunget, ut ullus militum aut quis alius Imperio suo subjectus nullius Commercia interturbet aut impediat.

In majorem horum omnium suprascriptorum fidem, præsentes hi Articuli utrinque subscripti, & consuetis signis subsignati fuerunt. Actum in castris ante Erffurtum (V.) XV. Octobris MDCLXIV.

(*L. S.*) *de Pradel.*
(*L. S.*) *Baron de Reiffenberg.*

(L.S.) (L.S.)

Sequuntur nomina Deputatorum Magistratus, Tribunorum Plebis (vulgo Vormünder*) Quatermonum, Tribuum, & Communitatis Civium repræsentantium, ut in Exemplari Gallico-Germanico, videre est.*

Sed etiam per Königshofium paulò post missos, & demum sub Adventum nostrum, omnes & singuli, in tantum semet humiliter submiserint, ut obedientissimè præstito Superioritati Territoriali Principis debito homagio semet expressè obstrinxerint, imposterum Nobis & Archi-Episcopatui nostro, tanquam supremis Territorialis Jurisdictionis Principibus & Dominis, fideles subditos & obedientes sese exhibituros; insimul Nos humillimè obsecrantes, ut Nos illis, tam vi Instrumenti Pacis competentem, quam in jamjam allegatis à nobis benignè approbatis pactis conventis stipulatam, atque antehac sæpius cautionibus additis expressè promissam libertatem (Exercitui) Religionis Augustanæ Confessionis, mediante quopiam à nobis & Archi-Episcopatu nostro corroborato & sigillato Documento, confirmare gratiosè velimus. Quòd intuitu horum, & quo Electoralem nostram Clementiam & benignitatem ipsi eò magis experiri queant, petitioni illorum locum dedimus & annuimus. Proindeque hisce præsentibus, & vigore Superioritatis Territorialis Principis, idque pro nobis & omnibus nostris Successoribus, in jam memorato Archi-Episcopatu attestamur & confitemur, quod jam dictis nostris Magistris-Senatus & Consulibus, Magistratui, Consiliariis, Tribunis Plebis, & universæ Civium Communitati, unà cum rusi degentibus ad hanc nostram Urbem pertinentibus Subditis, nec non toti illorum posteritati, dictum Exercitium Religionis Augustanæ Confessionis, eâ ratione & modo, & quemadmodum id præsenti rerum statu viget, in specie omnia templa, in quibus hucusque hoc Exercitio usi fuerunt, & quæ Augustanæ Confessioni addicti Parochiani possederunt, similiter Professionem Studii Theologici Augustanæ Confessionis in Gymnasio Scholisque Trivialibus, & ut iisdem devota & destinata salaria, reditus, Census, proventus, ædes parochiales & Scholæ, cum omnibus aliis emolumentis, utcunque illa appellentur, in specie Constitutio & Directio Ministerii, & ad hoc pertinentes Decisiones in Causis Matrimonialibus & Casibus Conscientiæ inter Religioni ipsorum addictos, secundùm stylum usitatum, nec non libera præsentatio, nominatio & installatio ad hoc requisitorum Inspectorum & Assessorum, ut & Ecclesiæ Scholarumque Ministrorum, unà cum omnibus aliis huic exercitio annexis actibus & ceremoniis, omninò juxta tenorem Instrumenti Pacis, & in eo §. *Hoc tamen non obstante* &c. 31. confirmata Religio, inposterum libera, quieta, & sine præpedimento relinquetur, & in iis sub nullo prætextu interturbentur. In fidem horum Nos ad enixas ipsorum humillimasque obsecrationes, has literas confirmatorias ipsis impertivimus, & Sigillum nostrum pro nobis & Successoribus appendi curavimus; Et nos Johannes à Hoppenheim, dictus à Saal, Decanus, & universum Capitulum Archi-Episcopatûs Moguntini, confitemur pro nobis & Successoribus nostris, superiorem Religionis Confirmationem nobis scientibus & consentientibus expeditam fuisse: Ideoque Capituli nostri Sigillum majus, juxta memorati Clementissimi & Charissimi Domini Archi-Episcopi & Electoris Moguntini Sigillum hisce literis apponi fecimus. Acta sunt hæc Erffurti XVI. Decembris Anno MDCLXIV.

(L.S.) (L.S.)



CCLXXXVI.

ANS de J. C. 1664.

ANGLETERRE ET ALGER.

Traité de Paix entre CHARLES II. *Roi de la Grand' Bretagne, & les Villes & Royaume* D'ALGER. *Fait le 30. Octobre* 1664. sur l'imprimé à Londres la même Année.

Articles of Peace between his Sacred Majesty, Charles the II. King of Great Brittain, France, *and* Ireland, &c. *And the* City *and* Kingdome *of* Algiers, *Concluded by* Thomas Allen *Esq, Admiral of His said Majesty of Great* Brittain *'s Ships in the* Mediterranean Seas, *according to Instructions received on that behalf from his* Royal Highness *the* Duke *of* York, *and* Albany, *Earle of* Ulster, Lord High Admiral *of* England *and* Ireland, &c. Constable *of the* Castle *of* Dover, Lord Warden *of the* Cinque-Ports, *and* Governour *of* Portsmouth, &c. *Being the same* Articles *Concluded by Sir* John Lawson, *Kt. on the* 23. *of* April, 1662. *And afterwards more Solemnly Confirm'd on the* 10. *of* November *following, and since Ratified by the* Grand Signior.

I. THat from this day, and for ever forward, there be a Good and Firme Peace between his Sacred Majesty the King of Great *Brittain, &c.* and the *Bassa, Duan*, and Governours of *Algiers*, and the Dominions thereunto belonging; And the Ships, Subjects, and People on either Party, shall not do or offer any Offence or Injury to each other, but Treat one another with all possible Respect and Friendship; And any Ships belonging to the King of Great *Brittain, &c.* Or any of his Majesties Subjects may freely come to the Port of *Algiers*, and Buy and Sell as in former Times; And also unto any other Port that belongs to the Government of *Algiers*, paying the Custome of 10 *per Cent*, as in former Times; And no Man within the Jurisdiction of *Algiers* shall give the Subjects of his said Majesty, a bad word, or a bad deed, or a bad action.

II. That all Ships, as well those belonging to his Sacred Majesty, the King of Great *Brittain, &c.* and any of his Majesties subjects, as those belonging to *Algiers*, shall freely pass the Seas; and Traffique without any search, hinderance, or molestation whatsoever.

III That all Subjects of te King of Great *Brittain, &c.* now Slaves in *Algiers*, or any of the Territories there of, be set at Liberty, and delivered upon paying the Price they were first sold for in the Market; And for the time tho come, no Subjects of his Majesties be bougt or sold, or made Slaves of in *Algiers*, or its Territories.

IV. That if any Ship of *Tunis, Tripoly*, or *Sally*, or any other, do bring any Ship, Men, or Goods belonging to any of the Subjects of his Majesty, the King of Great *Brittain, &c.* into *Algiers*, or any of the Ports thereunto belonging, the Governours there shall not permit them to be sold within the said Territories.

V. That any Merchant of the Subjects of the King of Great *Brittain, &c.* dying in *Algiers*, or its Territories, his Goods, or Money shall not be seized by the *Bassa, Aga*, or any other Minister, but remain with the *English Consul*.

VI. That the *English Consul* that lives in *Algiers* be allowed a Place to Pray in, and no Man to do him, or any of his sayd Majesties Subjects any Wrong or Injury in word or deed whatsoever.

VII.

CCLXXXVI.

ANS de J. C. 1664.

ANGLETERRE ET ALGER.

Traduction de ce Traité.

(a) Articles du Traité de Paix conclu entre sa Majesté Charles II. Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, &c. & les Villes & Royaume d'Alger, signée par Thomas Allen Ecuyer, Admiral des Vaisseaux de sa M. B. dans les Mers Mediterranées. Suivant les instructions & l'ordre qu'il en avoit reçû de son Altesse Royale le Duc d'York & d'Albanie, Comte de Ulster, Grand Admiral d'Angleterre & d'Irlande, &c. Connétable du Château de Douvre, Garde des Cinq Ports, Gouverneur de Portsmouth, &c. Qui sont les mêmes articles du Traité conclu par le Chevalier Jean Lawson le 23. Avril 1662. qui fut aprés solemnellement confirmé le 10. Novembre de la même année; & depuis ratifié par le Grand Seigneur. Imprimé à Londres 1664.

(a) C'est le Titre du Traité auquel on n'a rien voulu changer.

I. IL a été arrêté que de ce present jour à jamais, il y aura une bonne & ferme Paix entre sa Majesté Sacrée le Roi de la Grand' Bretagne, & le Bassa, Divan, & Gouverneurs d'Alger, & des Pais qui en dépendent. Que les Vaisseaux, Peuples & Sujets des deux Nations, loin de se faire aucune injure ou offense les uns aux autres, se traiteront réciproquement avec tout le respect & l'amitié possible. Que les Vaisseaux de sa Majesté Britannique ou ceux de ses Sujets pourront venir librement dans le Port d'Alger, comme aussi dans les autres Ports de la dépendance du Gouvernement d'Alger; où il leur sera libre de vendre, acheter & négocier, payant à la Douane les Droits de 10. par cent comme auparavant. Sans que qui que ce soit présume dans la Jurisdiction ou Gouvernement d'Alger de maltraiter de fait ou de paroles lesdits Sujets de sa Majesté.

II. Que les Vaisseaux de sa Majesté & ceux de ses Sujets, aussi-bien que ceux qui appartiennent au Gouvernement d'Alger pourront trafiquer où bon leur semblera, & passer librement les Mers sans être visitez, inquietez ou molestez de quelque maniere que ce soit.

III. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, à present Esclaves en Alger, ou dans quelqu'un des Pais de la dépendance d'Alger, seront tous mis en liberté, en payant le prix qu'ils auront été vendus pour la premiere fois au Marché; & que pour l'avenir aucuns Sujets dudit Roi ne seront vendus, ni achetez dans Alger, ou dans les Terres qui en dépendent.

IV. Que, si ceux de Tunis, Tripoli, Salé, ou de quelque autre Pais amenent à Alger, ou dans quelqu'un des Ports de la dépendance d'Alger aucuns Navires, Marchandise, Serviteurs ou Esclaves appartenants à aucun des Sujets de sa Maj. Brit. Les Gouverneurs desdits Ports seront obligez d'en empêcher la vente dans le ressort de leur Gouvernement.

V. Que s'il arrive que quelque Marchand Sujet du Roi de la Grand' Bretagne vienne à mourir à Alger ou dans le Territoire d'Alger, le Bassa, ni l'Aga, ni aucun Officier du Gouvernement, ne pourront saisir l'argent, ou les effets que ledit Marchand aura laissez aprés sa mort; mais ils demeureront consignez entre les mains du Consul Anglois.

VI. Qu'on assignera au Consul Anglois qui réside en Alger, un lieu pour y faire ses dévotions; & qu'au sujet de sa Religion, on ne souffrira personne faire aucun tort ou injure de fait ou de parole, ni audit Consul, ni à aucun des Sujets de sa M.

VII.

ANS de J. C. 1664.

VII. That in case any of his said Majesties Subjects should happen to strike a *Turk*, or a *Moore*, if he be taken, let him be punished, but if he escape, nothing shall be said to the *English Consul*, or any other of his said Majesties Subjects upon that accompt.

VIII. That if ane Ships of War of his said Majesties, shall come into *Algiers*, or other the Ports of that Government with any Prize, they may sell and dispose of it at their own pleasure, without being molested by any, and that they be not oblig'd to pay Customes in any sort; And if the said Ships of War shall want Provision, Victuals, or any other Things, they may freely buy it at the Rate in the Market.

IX. That any Ships belonging to the Subjects of his Majesty, the King of Great Brittain, &c. coming into *Algiers*, or any of the Ports in its Territories, shall for such Goods as they sell, pay the dues according to Custome, and the Goods they sell not, they shal freely carry on board without paying Duties for the same.

X. That no Ship-wrack belonging to his said Majesty, or any of his Subjects on the Coast belonging to *Algiers*, shall become Prize, and that neither the Goods be forfeited, nor the Men made Slaves, but that the People of *Algiers* shall do their best Endeavours, to save them and their goods.

XI. That the *Consul*, or any other Subject of his Sacred Majesty, be not bound to pay the Debts of any other *English Man* unless he become Surety.

XII. That no Subject of te King of Great *Brittain*, &c. in matter of difference shall be liable unto any other Judgement, but that of the *Duan*.

XIII. That the Subjects of his said Majesty in difference among themselves shall be subject to no determination, but that of the *Consul*.

XIV. That no Merchant, nor other Subject of his said Majesties being a Passenger, in or unto any Port shall be molested, or medled with.

And for te better practising of the *Second Article*, according to the true iotent and meaning thereof, It is Agreed, that the *Algiers* Ships of War meeting any Merchands Ships, belonging to the Subjects of the King of Great *Brittain*, &c. not being in any of the Seas appertaining to his Majesties Dominions, have liberty to send one single Boat with but two *Sitters*, more then the common crew of *Rowers*; and no more to enter the said Merchant Ship but the two *Sitters*, without the express leave of the Commander of the said Merchant Ship; That upon producing unto them a Pass under the Hand and Seal of the Lord High Admiral of *England*; the said Boat do presently depart, and the Merchant Ship to proceed on his Voyage and although the Commander of the said Merchant Ship produce no Pass from the Lord High Admiral of *England*, yet if the Major part of the Ships Company be Subjects to the King of Great *Brittain*, &c. the said Boat shall presently depart, and the Merchant Ship proceed freely, and so though there be Strangers, and their Goods on board, they shall be free, both they and their Goods; And any Ship of his Majesty, the King of Great *Brittain*, &c. meeting with any Ships of *Algiers*, if the Commander shall produce a Pass firm'd by the Chief Governours of *Algiers*, and the Major part of the Ships Company be *Turks*, *Moores*, or *Slaves*, then the *Algier* Ship to proceed freely, and though there be Strangera and their Goods on board, they shall he free, both they and their goods.

That presently after the Signing and Sealing these *Arti-*

VII. Qu'au cas qu'il arrivât qu'aucun desdits Sujets de sa Majesté frappe un Turc ou un More, on en fera justice selon les Loix, s'il est pris; Que s'il se sauve, ni le Consul, ni aucun desdits Sujets de sa Majesté ne pourront être inquietez à son occasion.

VIII. Que si les Vaisseaux de Guerre de sadite Majesté arrivent à Alger, ou dans quelque autre Port du Gouvernement avec quelques prises, ils pourront les vendre, & en disposer à leur volonté sans payer aucuns Droits, & sans être molestez par qui que ce soit. Que si lesdits Vaisseaux de Guerre ont besoin de Provisions, de Victuailles, ou de quelque autre chose, il leur sera permis d'en acheter librement au prix courant au Marché.

IX. Que les Vaisseaux appartenans aux Sujets de sa Majesté le Roi de la Grande Bretagne, arrivant à Alger, ou dans quelqu'un des Ports dépendants d'Alger, payeront à la Douane ce qui sera dû légitimement pour les Marchandises, qu'ils auront vendues: Et à l'égard de celles qu'ils n'auront pas venduës, ils pourront les charger librement à bord, sans payer aucuns Droits.

X. Qu'en cas que quelque Vaisseau du Roi de la Grande Bretagne ou de ses Sujets, fit naufrage sur les Côtes de la dépendance d'Alger, ledit Vaisseau ne pourra devenir prise, ni les Marchandises être confisquées, ni les Matelots être faits Esclaves: Mais que ceux d'Alger seront obligez de les assister, & feront leur possible pour sauver les Marchandises, & l'équipage.

XI. Que le Consul, ni aucus Sujets de sa M. ne seront obligez de payer les dettes d'un autre Anglois, à moins qu'ils ne s'en soient rendus caution.

XII. Que les Sujets du Roi de la Grand' Bretagne, en cas de different entre eux & ceux d'Alger, ne pourront être jugez que par le Divan.

XIII. Que le Consul jugera & terminera tous les differens qui pourront survenir entre les Sujets de sa M. qui en ce cas, ne pourront être obligez à reconnoitre d'autre Jurisdiction que la sienne.

XIV. Que les Marchands Anglois, & les autres Sujets de sa Majesté pourront passer dans quelque Port que ce soit, sans que ceux d'Alger les puissent molester ou inquiéter en aucune maniere.

Il est aussi arrêté qu'en consequence du second Article, & pour en faciliter l'execution selon sa forme & teneur, si les Vaisseaux de Guerre d'Alger font rencontre de quelque Vaisseau Marchand appartenant aux Sujets de sa Majesté Britannique hors des Mers qui sont de la dépendance des Terres & Domaines de sa M. ils auront la liberté d'y envoyer une Chaloupe avec deux hommes seulement outre les Rameurs; lesquels deux hommes & pas davantage, sans une permission expresse du Commandeur dudit Vaisseau Marchand. y pourront entrer; qu'en leur produisant un Passeport en bonne forme, scellé & signé du Grand Admiral d'Angleterre, ladite Chaloupe sera obligée de se retirer incessamment, & ledit Vaisseau Marchand pourra continuer sa route. Et qu'en cas que ledit Vaisseau ne puisse produire aucun Passeport du Grand Admiral d'Angleterre, cependant si la plus grande partie de l'Equipage est composée de Sujets de sa M. B. ladite Chaloupe se retirera incessamment, & le Vaisseau poursuivra librement son Voyage. Et quoi qu'il y ait des Etrangers, qui ayent des effets à bord, il ne leur sera fait aucun tort, ni en leur personne, ni en ce qui se trouvera leur appartenir; Que s'il arrive que quelque Vaisseau du Roi de la Grande Bretagne rencontre aucun Navire d'Alger, si le Commandeur dudit Navire produit un Passeport en forme signé des principaux Gouverneurs d'Alger, & que la plus grande partie de l'Equipage, soit Turcs, Mores ou Esclaves, le Vaisseau Algerien pourra continuer librement sa route, & quoiqu'il y eût des Etrangers à bord, & qu'ils y eussent des effets, il ne leur sera fait aucun dommage, ni en leurs biens, ni en leurs personnes.

Qu'aussi-tôt aprés que le present Traité aura été scellé,

&

ANS de J.C. 1664.

Articles by the Governours, or Chief Authority of the City and Kingdom of *Algiers*, all Injuries and Damages sustained on their part shall be quite taken of and forgotten, and this Peace shall be in full Force and Virtue. And for all Damages and Depredations that shall be afterwards done and committed by either side before notice can be given of this Peace, there shall be full Satisfaction made, and whatsoever remains in kind be restored.

That if any Grievances happen on eiter side, it shall not be Lawfull to break the Peace till Satisfactioo be denyed.

Signed and Sealed in the Presence of the Great God, Octob. 30. 1664.

This following Article Added, 30. October 1664.

THat the *English Consul*, upon any Breach or Difference between his most Ecellent Majesty, the King of Great *Brittain*, *&c.* and the Governours of *Algiers* shall have Free Liberty when he pleaseth to depart to his Own, or any other Country; And that the *English Consul* shall be permitted to chuse his own *Druggerman*, and that when the *Consul* departs, he shall carry with him all his Servands and Goods whatsoever, without the least Interruption, or Hinderance; And further, that he may freely go on board of any Ships in the Road, and have the liberty of the Country.

The Translate of a Certificate Subsigned by the Governours of Algiers, *acknowledging the Breach of the late Peace betwixt his Majesty of Great* Brittain, &c. *and the said Governours to have been the Act of their own Subjects.*

THese are to *Certifie* that *We* who have hereunder *Subsigned*, do *acknowledge*, that the *Breach* of the Peace between His most *Excellent Majesty*, the *King* of *Great Brittain*, *France*, and *Ireland*, *&c.* And *Us* of *Algiers*, was Committed by *Our Subjects*; for which *We* have *Drowned One*, *Banished Another*, some *Others fled* to Escape Our *Justice*, and divers have been *Imprisoned* to give *Satisfaction* in part to His said most *Excellent Majesty*.

Signed and Sealed the 30. *of* October 1664.

& signé par les Gouverneurs, ou principaux Officiers de la Ville & Royaume d'Alger, toute injure & domage qu'ils auroient pû recevoir seront entierement oubliez, & que le present Traité de Paix sortira son plein & entier effet; Es à l'égard des domages qui pourront être causez cy-aprés de côté & d'autre, avant que de pouvoir être informé du present Traité, tout ce qui aura été pris sera rendu en espece s'il se peut, ou autrement il en sera fait pleine & entiere satisfaction à ceux qui auront souffert ledit dommage.

Que s'il arrive que quelque sujet des deux Etats se trouve lezé il ne sera pas permis de rompre la Paix pour cela jusqu'à ce que satisfaction ait été refusée par ceux dont le parti aura fait insulte ou violence.

Signé & scellé en la presence du Grand Dieu le 30, Octobre 1664.

L'Article suivant ajouté le même jour 30. Octobre 1664.

Q*U'en cas de rupture ou de different entre sa tres-Excellente Majesté le Roi de la Grand' Bretagne, & les Gouverneurs d'Alger, le Consul Anglois aura entiere liberté de se retirer en Angleterre ou ailleurs, quand bon lui semblera; Et qu'il lui sera permis de faire choix de tel truchement qu'il voudra; d'emporter avec lui tous ses effets & amener ses Serviteurs, sans que ceux d'Alger y puissent apporter le moindre obstacle ou empêchement. Qu'en outre il puisse aller librement à bord de tel Vaisseau qu'il voudra, dans la Rade, & retourner à terre avec liberté.*

Traduction d'on Certificat signé des Gooverneurs d'Alger par lequel ils reconnoissent que ç'a été leurs propres sujets qui ont rompu le dernier Traité de Paix conclu entre sa Majesté Brittanuique & lesdits Gouverneurs d'Alger.

N*Ous soussignez certifions & reconnoissons par les présentes, que la Paix conclue entre sa tres-Exelente Maiesté le Roi de la Grand' Bretagne, France & Irlande &c. Et Nous Algeriens, n'a eté rompue & violée que par nos propres sujets, pour lequel attentat, & pour donner aussi en quelque maniere satisfaction à sa Maj. Nous avons fait noyer un des Auteurs dudit attentat nous en avons banni un autre, emprisonné plusieurs, quelques autres s'étant dérobez à nôtre justice par la fuite.*

Signé & scellé le 30. Octob. 1664.

CCLXXXVII.

ANS de J.C. 1666.

FRANCE ET ANGLETERRE.

Déclaration de Guerre de LOUIS XIV. *Roi de France*, *contre l'*ANGLETERRE *en faveur des Hollandois*, *du* 26. *Janvier* 1666. Freder. Leonard, Tom. VI.

DE PAR LE ROY.

SA Majesté ayant eu avis qu'il se formoit quelques mes-intelligences entre l'Angleterre & la Hollande, auroit donné ordre à ses Ambassadeurs ordinaires de passer tous les offices necessaires en son nom, pour essayer d'étouffer cette division en sa naissance, & ayant appris avec déplaisir que les choses s'étoient aigries jusques au point que d'en venir à des actes d'hostilité, sa M. auroit envoyé vers le Roi de la Grande Bretagne des Ambassadeurs Extraordinaires, pour tenter par de nouveaux offices d'en arrester le cours, & composer nos differens par quelque accommodement. Mais sa Mediation n'ayant pas eu l'effet qu'Elle s'en estoit promis; les Sieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, ont continué avec empressement leurs instances auprés de sa M. d'executer le Traité de Ligue defensive qu'elle a conclu avec eux le 27. Avril 1662. Et sa M. se trouvant obligée de satisfaire à sa Parole Royale, & aux engagemens dans lesquels elle est entrée par un Traité solemnel, dans un temps que l'Angleterre & la Hollande étoient en bonne correspondance, sans aucune apparence de rupture; Sa M. a declaré & declare par la presente signée de sa main, avoir arresté & resolu de secourir lesdits Sieurs les Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, en consequence dudit Traité de Ligue deffensive; & de joindre toutes ses forces à celles desdits Sieurs les Etats Generaux pour agir contre les Anglois tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cet effet tres-expressement sa M. à tous ses sujets, Vassaux & Serviteurs, de courre sus auxdits Anglois, & leur deffend d'avoir cy-aprés avec eux aucune communication, commerce ni intelligence,

ANS de J. C. 1666. gence, à peine de la vie. Et à cette fin sa M. a dès à present révoqué & révoque toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes, ou Sauf-conduits qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenans Generaux & autres ses Officiers, contraire à la presente, & les a déclarez nuls & de nulle valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir égard. Mande & ordonne sa M. à M. le Duc de Beaufort, Pair de France, Grand Maître, Chef & Sur Intendant General de la Navigation & Commerce de ce Royaume, aux Maréchaux de France, Gouverneurs & Lieutenans Generaux pour sa M. en ses Provinces & Armées, Maréchaux de Camp, Colonels, Mestres de Camp, Capitaines, Chefs & Conducteurs de ses Gens de Guerre, tant de cheval que de pied, François & Etrangers, & tous autres ses Officiers qu'il appartiendra, que le contenu en la presente ils fassent executer, chacun à son égard, dans l'étendue de leurs Pouvoirs & Jurisdictions; Car telle est la volonté de sa M. laquelle entend que la presente soit publiée & affichée en toutes ses Villes, tant Maritimes qu'autres, & en tous ses Ports, Havres, & autres lieux de son Royaume que besoin sera, à ce qu'aucun n'en prétende cause d'ignorance, & qu'aux copies d'icelle dûement collationnées, foy soit ajoûtée comme à l'Original. Fait à S. Germain en Laye le 26. Janvier 1666. Signé, LOUIS. Et plus bas, LE TELLIER.

Le Duc de Beaufort, Grand Maître, Chef & Sur-Intendant Général de la Navigation & Commerce de France.

VU par Nous l'Ordonnance du Roi en datte du 26. jour du present mois & an, signé, Loüis, & plus bas, le Tellier; par laquelle & pour les causes y contenuës, S. M. déclare avoir arrêté & résolu de secourir les Sieurs les Etats Generaux des Provinces-Unies des Païs-Bas, en consequence du Traité de Ligue défensive qu'Elle a conclu avec eux le 27. Avril 1662. & de joindre toutes ses forces à celles desdits Sieurs les Etats Generaux pour agir contre les Anglois, tant par Mer que par Terre. Enjoint pour cet effet très-expressement sa Majesté à tous ses Sujets, Vassaux & Serviteurs de courre sus auldits Anglois, & leur défend d'avoir ci-aprés avec eux aucune communication, commerce ni intelligence, à peine de la vie: Révoquant à cette fin sa Majesté toutes Permissions, Passeports, Sauvegardes ou Saufconduits, qui pourroient avoir été accordez par Elle, ou par ses Lieutenans Generaux & autres ses Officiers, contraires à ladite Ordonnance, lesquels Elle déclare nuls & de nulle valeur, défendant à qui que ce soit d'y avoir aucun égard, nous mandant sa M. de faire executer le contenu en ladite Ordonnance dans l'étenduë de nos Pouvoirs & Jurisdictions, NOUS, conformément à icelle, mandons & ordonnons au Sieur Vice-Amiral de France, Lieutenans Generaux des Armées Navalles du Roi, Chefs d'Escadres, Capitaines commandans les Vaisseaux de sa M. & autres Officiers de la Marine qu'il appartiendra, de garder & observer exactement le contenu en ladite Ordonnance: & aux Lieutenans Generaux & particuliers, & autres Officiers des Sieges de l'Amirauté de ce Royaume, de la faire enregistrer, publier & afficher, chacun en l'étenduë de leur Jurisdiction, & par tout où besoin sera, à ce que nul n'en prétende cause d'ignorance, & au surplus de tenir soigneusement la main à l'entiere execution d'icelle, à peine d'en répondre: & sera foy ajoûtée aux copies collationnées de ladite Ordonnance & de la presente, par le Secretaire General de la Marine, comme à l'original. Fait à Toulon le 30. jour de Janvier 1666. Signé, FRANÇOIS DE VENDOSME, DUC DE BEAUFORT. Et plus bas: Par Monseigneur, MATHAREL.

CCLXXXVIII.

ANS de J. C. 1672. BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

***Transaction au regard des différentes Religions dans les Duchez de Juilliers, Cléves, & de Berghe, comme aussi dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, faite entre* FREDERIC GUILLAUME *Electeur de Brandebourg d'une part, &* PHILIPPE GUILLAUME *Duc de Neubourg de l'autre respectivement. Fait à Cologne sur la Sprée le 26. d'Avril 1672. & à Dusseldorp, le 30. Juillet l'an 1673.* Sur l'Imprimé à Dusseldorp.**

Religions-Vergleich vom 26. Aprilis 1672.

VOn Gottes Gnaden Wir Philipp Wilhelm Pfaltzgraff bey Rhein in Bäyern, zu Gülich, Cleve und Berg Hertzog, Graff zu Veldentz, Sponheimb, der Marck, Ravensberg und Mörß, Herr zu Ravenstein &c. Fügen hiemit zu wissen männiglich, Demnach der Durchleuchtige Fürst Herr *Friderich Wilhelm* Margraff zu Brandenburg, des Heil. Röm Reichs Ertz Cammerer und Churfürst, zu Magdenburg in Preussen, Gülich, Cleve, Berge, Stettin, Pommeren, der Cassuben und Wenden, auch in Schlesien, zu Crossen und Jägerndorff Hertzog, Burggraff zu Nürnberg, Fürst zu Halberstat, Minden und Camin, Graff zu der Marck und Ravensberg, Herr zu Ravenstein, auch der Lande Lawenburg und Butau, &c. Und Wir Uns durch einen ewigen und beständigen Erbvergleich nach Anweisung des *Instruments Pacis ratione* der *succession*, über dia

CCLXXXVIII.

ANS de J.C. 1672. BRANDEBOURG ET NEUBOURG.

Traduction de ce Traité.

Transaction sur le fait de la Religion publiée le 26. d'Avril 1672.

NOus *Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, de Juilliers, de Cléves, & de Berghe: Comte de Veldenz, de Sponheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs: Seigneur de Ravenstein; Sçavoir faisons, que le Serenissime Prince & Seigneur Fréderic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Archi-Chambellan & Electeur du Saint Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juilliers, Cléves, Berghe, Stettin, Pomeranie, Cassubie, & des Vandales, en Silesie, Crossen, & Jagherdorf, Duc, Burggrave à Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden, & de Camin, Comte de la Marc, & de Ravensbergh: Seigneur de Ravenstein, & du Territoire de Lawenbourg, & de Butau, &c. Nous étant convenus à l'amiable, & conformement au Traité de Paix, par un accord perpétuel de la succession aux Provinces de Juilliers,*

ANS de J. C. 1672.

die Gülich, Clev, Berg. Marck und Ravenspergische Lande *in anno* 1666. gütlich vereinbaret, dann auch wegen der in diesen Landen der *Religion* halber obgeschwebter Streitigkeiten einen absonderlichen Neben *Recess* in erst gemeldtem Jahr auffgerichtet, und dessen *Execution* halben nach verscheidenen derentwegen gehabten *conferentien* endlich zu Bielefeld und schliesslich zu Berlin durch unsere beyderseits zusammen geordnete Räthe ferners hernach gesetze Abrede geschehen, und auff *Ratification* geschlossen worden wie dieselbe von Worten zu Worten *inserirt* folget:

liers, Cléves, Berghe, de la Marc & de Ravensberg dés l'an 1666. & ayant aussi fait dresser la même année un Traité séparé pour ajuster les differens, qu'il y avoit sur le fait de Religion, nous aurions enfin député de nos Conseillers, qui en exécution dudit Traité séparé ont tenu plusieurs Conférences à Bielfold, & finalement à Berlin, & y ont arrêté la Transaction, qui suit.

Religions-Vergleich 1672. 26. Aprilis.

DEmnach zwischen den Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Herren Friederich Wilhelmen, Marggraffen zu Brandenburg, des H. Röm. Reichs ErtzCammerern und Chur-Fürsten, in Preussen, zu Magdeburg, Gülich, Cleve, Berg, Stettin, Pommeren, der Cassuben, ond Wenden, auch in Schlesien, zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen, Burggraffen zu Nürnberg, Fürsten zu Halberstat, Minden und Cammin, Graffen zu der Marck ond Ravenszberg, Herrn zu Ravenstein, und der Lande Lawenburg und Bütaw, &c. an einem und dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Herren Philipp Wilhelmen Pfaltzgraffen bey Rhein in Bayeren, zu Gülich, Cleve und Bergh Hertzogen, Graffen zu Veldentz, Sponheimb, der Marck, Ravenszberg und Morsz, Herren zu Ravenstein am anderen Theil, den *9. Septemb.* des 1666. Jahrs nicht allein ein Haubt- und Erb-Vergleich der Hertzogthumber Gülich, Cleve und Berge, auch Graffschafften Marck und Ravenszberg halber, sondern auch ein Neben-Recess auffgerichtet, ond darin versehen worden, wie es mit der Religion und anderen Geistlichen Sachen, in jetzt angeregten Landen gehalten werden solle, und dann beyde Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. ungeachtet denen verscheidentlich gehaltenen Zusammenkonfften, ond Conferentien, von beyderseits committirten Rhäten zu Münster-Eyffel, Linnich, Hamme, Xanthen, Mörsz und Dutszburg erfahren; und gesehen, das durch alle diese *negatiationes* der Neben-Recess zu keiner *Execution* zu bringen, und dasz sich dabey viel und mancherley difficultäten und Schwärigkeiten ereygnen wollen, beyden vor höchstg. Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. und Fürstl. Durchl. aber so wol, als beyderseits dero Underthanen zum hochsten daran gelegen, das auch diese Religions-und andere Geistliche Sachen nicht weniger als der Haubt-und Erb-Recess zum Stande und seiner guter Richtigkeit dermahlo eins gebracht, und also dieses puncts halber vorgemelte Landen und Underthanen ohne Uoterscheid der Religion in goter Ruhe, Friede und Sicherheit gesetzet, auch das hochnötige Freund-Vetterliche Vertrawen zwischen beyder seits Herschafften je mehr und mehr befestiget werde. So haben so wol hochstged. Ihre Chur-Fürstl. Durchl. als auch Ihre Fürstl. Durchl. zu solchem Ende dero *respective* Geheime, und andere Räthe mit gnugsamer *Instruction* und Vollmacht nacher Bilefeldt abgeschickt, welche dann endlich nach vorhergangener vielfältiger *Examination* und beschwärlicher langwiriger Handlung sich wegen der Religioo und Geistliche Sachen, und wie es damit forthin zo immerwehrenden Zeiten in vorher genanten Gülich-Clevisch-Berg-Marck-und Ravenszbergischen Landen zu halten, bis auff erfolgende gnädigste *Ratification* in dem Pausch, und durch den Bogen mehrentheils verglichen; Das übrige ist an hochstged. Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. Hoff zu Cöllen an der Spree mit des Herren Pfaltzgraffen Fürstl. Durchl. Gevollmächtigten Geheimen Räth Dietherich Althet Heinrichen Straetman völliglich abgethan, und die gantze Sache folgender Gestalt geschlossen.

LEs Serenissimes Princes & Seigneurs le Seigneur Fréderic Guillaume, Margrave de Brandebourg, &c. & le Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, &c. ayant fait régler non seulement par un accord principal, la succession aux Provinces, & Terres de Juilliers, Cléves, Berghe, de la Marc, & de Ravensberg, sous la datte du 9. Septembre 1666. mais aussi les affaires de la Religion & de l'Eglise par un Traité séparé de la même année, & ayant remarqué, que ce dernier Traité n'étoit pas mis en exécution par le moyen de toutes les Assemblées & Conférences, que leurs Ministres y députez avoient tenues à Munster-Eiffel, Linnik, Hamen, Zanthen, Meurs, & à Duisbourg, & qu'au contraire plusieurs différens & griefs y étoient survenus: Considérant pourtant de plus, qu'il importoit extrémement, tant à leurs susdites Altesses Serenissimes, qu'à leurs Sujets, d'achever le réglement des affaires de la Religion & de l'Eglise, de la même maniére, qu'on avoit déja heureusement achevé celui de la succession dans lesdites Provinces, afin que sur ces points-là tous les Habitans, de quelque Religion qu'ils soient, puissent être mis en repos, Paix & sureté, & qu'ensemble on vit rétablie, & confirmée de plus en plus une sincére amitié & confiance si nécessaire à toutes les Parties. A ces considérations Leurs Altesses Electorale & Serenissime, ont envoyé de part & d'autre, de leurs Ministres d'Etat, & autres, tous munis d'instructions & de Plein-pouvoirs suffisans à Bielfeld, ainsi que cesdits Ministres, aprés avoir tout murement examiné, & traité long-temps, & avec beaucoup de peine, ont finalement conclu en général, & arrêté pour la plus grande partie un réglement perpétuel des affaires de la Religion & de l'Eglise, pour les susdits Duchez de Juilliers, Cléves, & de Berghe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, en attendant la Ratification de leurs Serenissimes Maîtres; le reste a été entiérement ajusté à la Cour de son Altesse Electorale à Cologne sur la Sprée, conjointement avec le Ministre d'Etat de son Altesse Serenissime, le Sieur Dieteric, Altet, Henri de Stratman, ayant Plein-pouvoir, & le tout a été articulé de la maniére suivante.

ANS de J. C. 1672.

ANS de J. C. 1672.

Articulus I.

Hertzogthumb Cleve.

§. 1. ANfänglich, So wollen Ihre Churfürstl. Durchl. zu Brandenburg,&c. in dero Hertzogthumb Cleve die Römisch-Catholischen nit allein bey dem jenigen, was sie an Exercitien, Kirchen, Capellen, Schulen und Renthen, sie haben Nahmen wie sie wollen, gegenwärtig besitzen, zu jederzeit gnädigst schützen und handhaben, sondern ihnen auch nachfolgende Geistliche Güter, Vicarien und beneficia bey Execution dieses Vergleichs dergestalt restituiren lassen, das sie derselben Auffkümpste und Gefälle von der Zeit an und also in diesem 1672. und folgenden Jahren völlig geniessen sollen.

1. Die Halbscheid der Pastorat Renthen zu Bimmen.

2. Die Vicarie S. Nicolai zu Weeze.

3. Vicarie S. Catharinæ in Till.

4. Zwey Malder Roggen und vier Thaler Clevisch, so zu den Pastorat Renthen in Kervenheim gehörig, und daher von dem Catholischen Vicario dem Pastori daselbsten restituirt werden sollen.

5. Zwey Malder Roggen vor den Schulmeister zu Udem.

6. Das Officium Matutinale in Heyen.

7. Das Officium S. Annæ in Kervendunck soll dem Pastori restituirt werden.

8. Vicarie *trium Regum* zu Goch.

9. Die reditus Sacelli S. Sebastiani in Cranenburg.

10. Halbe Gilde Renthen zu Soensbeck.

11. Die zu der Vicarie S. Nicolai zu Ginderich gehörige Renthen sollen den Catholischen aus der Schleuterey Xanten betzahlet werden.

12. Aus der Vicarie B. M. V. zu Haminckelen zehen Reichsthaler jährlichs.

13. Die rudera von der Kirchen zu Düffelwehrt, dabey ihnen zugleich freygegeben wird, an dem Ort, da die rudera jetzo noch stehen, eine neuwe Kirch zu bawen, und das *Exercitium publicum*, wan die Kirche verfertigt, darinnen zu halten, und soll auch alsdann nemblich nach verfertigter Kirche, oder so bald der Pastor anfangen wird, den Gottesdienst alda zu verrichten, gemeltem Pastori die erste in höchstg. Ihro ChurFürstl. Durchl. Turno in Xanten, Cranenburg, oder Heinszberg verfallende Præbenden doch ohne incorporation, und application zugewandt werden.

14. Imgleichen sollen sie die Römisch-Catholische Macht haben zu Alten Calcar an einem Orthe welcher der Vestung nicht zu nahe, und nicht schädlich eine newe Kirche zu bawen, und in derselben das *Exercitium publicum* zu halten und zu üben. So soll auch wann die Kirche erbawet, oder der Pastor anfangen wird den Gottesdienst alda zu verrichten, gemeltem Pastori die alsdan sich erledigende Præbende in Ihrer Churfürstl. Durchl. in Turno in Xanten, Cranenburg, oder Heinszberg, doch gleichwol ohne incorporation conferirt werden.

15. Eine Rent von einem alten Schild aus der Rentmeisterey Embrich dem Capitulo daselbst.

16. Die Vicarie S Catharinæ zu Keken in der Düffel, doch das an statt des Kauffs-Gelds so vor das *Jus patronatus* gegeben worden, dem Käuffer oder dessen Erben ein hundert Reichsthaler restituirt werden.

17. Soll das Canonicat, welches der jetzige Pastor in Cleve innen hat, dem Pastorat daselbst incorporirt werden.

18. Soll das Capitul zu Cleve haben das *Jus nominandi* oder *præsentandi* Vicarios ad vicarias S. Nicolai & Barbaræ, S. Catharinæ & Wilgefortis & S. Trinitatis in der Collegiat Kirchen daselbst.

19. Im-

Article I.

Duché de Cléves.

§. 1. P*Remiérement que son A. E. de Brandebourg maintiendra & protégera ceux de la Religion Catholique Romaine non seulement dans leurs Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, & Rentes, telles qu'elles puissent être, & dont ils sont présentement en possession: Mais Elle leur fera encore donner en exécution de ce Traité les suivans Biens Ecclésiastiques, Vicariats & Bénéfices, pour pouvoir entiérement joüir des émolumens, & revenus dés à present, & ainsi dés l'an 1672. & pour tous les ans à venir.*

1. *La moitié des Revenus de la Cure à Bimmen.*

2. *Le Vicariat de S. Nicolas à Weze.*

3. *Le Vicariat de S. Catherine à Till.*

4. *Deux mesures de blé, & quatre écus monnoye de Cléves appartenans aux Rentes de la Cure de Kervenheim, & qui seront ainsi rendus par le Vicaire Catholique au Pasteur de ce lieu.*

5. *Deux mesures de blé pour le Maître d'Ecole à Udem.*

6. *L'Office Matutinal à Heyen.*

7. *L'Office de S. Anne à Kervendonk sera rendu à ce Pasteur-là.*

8. *Le Vicariat* trium Regum *à Gok.*

9. *Les Revenus de la Chapelle de S. Sebastien à Cranenbourg.*

10. *Les Rentes de demi florin à Sonsbek.*

11. *Qu'on payera des Finances,* (*ou* Schlenterie,) *de Xanten aux Catholiques les Rentes appartenantes au Vicariat de S. Nicolas à Ginderik.*

12. *Du Vicariat de Nôtre-Dame à Haminkelen annuellement dix écus.*

13. *Les débris de l'Eglise à Dufelwart, ensemble le Privilége d'y bâtir une Eglise neuve sur ces debris, & d'y avoir ensuite l'Exercice libre, en sorte que cette Eglise étant bâtie, & le Pasteur y commençant l'Office, on lui donnera la premiére Prebende, qui pourroit échoir à son A. E. dans son tour à Xanten, Cranenbourg, ou à Heinsberg, toutefois sans y incorporer une telle Prébende.*

14. *De même auront les Catholiques Romains le pouvoir de bâtir une Eglise à Calcar le Vieil, en tel endroit, qui ne pourroit pas incommoder les Fortifications, pour en être trop proche, & ils auront en telle Eglise l'Exercice public de leur Religion, & si-tôt que l'Office y commencera, on donnera au Curé une Prébende, qui pourroit échoir à son A. E. par son tour à Xanten, Cranenbourg, ou Heinsberg, mais toutefois sans en faire incorporation.*

15. *Une Rente provenante d'une vieille dette, qui sera payée par le Receveur à Emeric au Chapitre du Lieu.*

16. *Le Vicariat de Sainte Catherine à Kerker dans l'Esfel, à condition pourtant, que pour rembourser l'argent, qui a été payé pour le Droit de Patronage, on rendra à l'acheteur, ou à ses Héritiers, la somme de cent écus.*

17. *Le Canonicat, dont le Curé à Cléves jouit présentement, sera incorporé à sa Cure.*

18. *Le Chapitre de Cléves aura le Droit de nommer, ou de présenter les Vicaires aux Vicariats de S. Nicolas, & de Sainte Barbe, de Sainte Catherine, & Wilgefortis, & de la Sainte Trinité dans l'Eglise Collégiale de ladite Ville.*

19. *En-*

ANS de J. C. 1672.

ANS de J.C. 1672.

19. Impleichen sol es aus der Vicarie S Annæ zu Cleve jährlichs zwantzig Clevische Thaler wegen des Vicarey-Hauses.

20. Und aus der Vicarey S. Thomæ jährlichs achtzehn Clevische Thaler behalten, das Vicarey-Hausz aber bleibet denen Evangelischen, welche dasselbe jetzo haben.

21. So sollen sie auch wieder haben und bekommen die reditus Capellæ in Moylandt, mit dem Rückstandt.

§. 2. Uber dieses sollen denen Römisch-Catholischen auch folgende Vicarien und beneficia, doch nicht ehender, als wan sich dieselbige erlediget, und durch Abgang der jetzigen Prediger und Beitzer, welche benennet, und wavon die specification übergeben, werden solle, vacant, restituirt werden, als

1. Vicaria B. M.V. in Qualburg.

2. Die Vicarey B M. V. in Weetze.

3. Die Vicarey S. Barbaræ in Bislich.

4. Die Vicarey B. M. V in Reesz, doch das wegen der angewendeten Unkösten zuvorderist fünff und zwantzig Reichsthaler wieder erstattet werden.

5. Der zu Nieder-Mörmter *pro luminaribus Ecclesiæ* gewidmeter Zehende.

6. Die Vicarey B M. V. in Udem, doch werden den Evangelischen Reformirter Gemeine daraus jährlich funff und zwantzig Reichsthaler, welche dieselbe daraus vor dem Jahr 1651. genossen, ausdrücklich vorbehalten, das dieselbe solche 25. Reichsthaler jährlichs richtig haben, und bekommen mögen.

7. Was die Gasthaus Capelle in der Stadt Calcar anbelangt, soll dem deszfals auffgerichtetem Vergleich nachgelebt werden.

8. In dem Wäysenhause zu Reesz sollen auch Römisch Catholische Wäysenkinder auffgenommen werden.

§. 3 In dem Adelichen Jungfräulichen Weltlichen Stifft zu Bedour soll hinführo zum wenigsten das dritte Theil, und in dem Stifft Oberendorff auch zum wenigsten das vierdte theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzet, und wo dasselbe theil nit complet ist, die Præbenden bey der erster vacantz, sie geschehe durch resignation, oder durch den Todt, denen Römisch Catholischen bis zu solcher Zahl conferiret werden, und darüber gleichwol nit weniger die Catholischen als Reformirten und Luterischen fähig seyn, auch künfftig, wan zu Bedbur zweene Dominæ der Evangelischer Religion gewesen die dritte aus den Catholischen, zu Oberendorff aber, wan drey Evangelische Dominæ gewesen, die vierdte aus den Catholischen erwehlet, und es damit fort für fort also gehalten werden soll.

§. 4. Auch solle die eine oder andere Religions-Jungfer das freye öffentliche *Exercitium* haben, und wan sie nicht sonsten mit Beichtigern, Predigern und Seelsorgeren versehen seyn, oder sich deren in der nahe ohne ihre incommoditat hinkommen, gebrauchen können, freystehen und unbenommen seyn, dieselbe absonderlich vor sich zu bestellen, da dann auch die Catholische aus des Stiffts mittelen jährlichs mit zwey hundert Reichsthaler zum *salario* versehen werden sollen, doch das den Evangelischen Predigern aus dem jenigen, was sie bis anhero aus des Stiffts Mittelen gehabt, und genossen, nichts abgehe.

§. 5. Und demnoch in dem also genandten Neben Recess vom 9. Septembris des 1666. Jahrs verglichen, das die Religions-Sachen in denen mit Staatischer Garnison besetzten Städten durch absonderliche Commissarios in der Güte beyzulegen, als hat es auch dabey sein bewenden.

ANS de J.C. 1672.

19. *Ensemble recevra-t-il annuellement vingt écus, monnoye de Cléves, du Vicariat de Sainte Anne à Cléves, à cause de la Maison du Vicariat, qui y est.*

20. *Pareillement tous les ans dix huit écus monnoye de Cléves, du Vicariat de S. Thomas, dont la Maison restera pourtant à ceux de la Religion Réformée, qui la possédent présentement.*

§. 2. *Outre tout cela on rendra encore aux Catholiques Romains, les Vicariats & Benéfices qui suivent, bien entendu en cas d'ouverture, ou de mort des Pasteurs qui en jouissent presentement, & dont on donnera spécification.*

1. *Le Vicariat de Nôtre-Dame à Qualbourg.*

2. *Celui de Nôtre-Dame à Weze.*

3. *Celui de Sainte Barbe à Bislik.*

4. *Celui de Notre Dame à Rees, à condition, qu'on remboursera auparavant vingt cinq écus pour les frais, qu'on y a faits.*

5. *Au Vicariat du Bas-Mormter, la dîme destinée pour les Cierges de l'Eglise.*

6. *Le Vicariat de Notre Dame à Udem, dont pourtant on réserve expressément pour les Evangeliques de la Religion Reformée annuellement les vingt-cinq écus, qu'ils en ont tiré avant l'an 1651. de sorte qu'ils les tireront encore à l'avenir.*

7. *Quant à la Chapelle de l'Hôpital de Calcar, on suivra la Convention, qui a été faite.*

8. *On prendra aussi des Enfans Catholiques à la Maison des Orphelins à Rees.*

§. 3. *Qu'on mettra à l'avenir dans le Chapitre Séculier des Dames Nobles à Bedbour, pour le moins une troisiéme partie de Demoiselles Catholiques, & dans celui de Obersdorf pour le moins une quatriéme partie desdites Catholiques Romaines, & qu'on remplira ce nombre par l'ouverture des Prébendes, qui vaqueront les premiéres, soit par résignation, ou par mort, & que par aprés les Catholiques en seront également capables que les Réformées, & les Luthériennes: & ainsi quand il y aura eu deux Dames ou Supérieures de la Religion Evangelique consécutivement à Bedbour, on choisira pour la troisiéme une Dame de la Religion Romaine: De même qu'on prendra aussi une Dame de ladite Religion Catholique Romaine pour la quatriéme à Oberndorf, en cas qu'il y eût déja eu trois Dames de la Confession Evangelique, & on continuera toujours de cette maniére.*

§. 4. *Chacune desdites Demoiselles, soit Protestante ou Catholique, aura l'exercice public de sa Religion, & quand elle ne seroit pas d'ailleurs pourvüë de Confesseur, Prédicateur & Directeur, ou qu'elle n'auroit pas la commodité de s'en servir aisément dans le voisinage, il lui sera libre & permis, d'en prendre expressément pour elle, & on payera annuellement pour salaire vingt écus de Biens du Chapitre, sans toutefois diminuer les emolumens, que les Pasteurs Protestans, ont tiré jusqu'à présent desdits Biens du Chapitre.*

§. 5. *Et d'autant qu'il est convenu par le Traité séparé du 9. Septembre 1666. que dans les Villes, où il y a garnison des Etats, les affaires de Religion seront réglées par des Commissaires, on s'en tiendra à cela, sans y rien changer.*

Articulus II.

Graffschafft Marck.

§.1. SO viel nun die Graffschafft Marck anbetrifft, wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie im Clevischen, die Romisch-Catholische bey dem jenigen was sie an Exercitien, Kirchen, Capellen, Schulen und Renthen, sie haben nahmen wie sie wollen gegenwärtig besitzen, zu jederzeit gnädigst schützen, und handhaben.

§. 2. Und weil die Herren Pfaltz-Newburgische für gemelte Römisch Catholische an unterscheidenen Orten, in denen Lutherischen Kirchen das *simultaneum Exercitium* mit der Halbscheid der Kirchen und Pfarr-Renthen prætendirt, dagegen aber und das sie von solcher ihrer prætension gäntzlich und immerwehrend abgestanden, von hochstged. Ihrer Churfürstl. Durchl. ihnen gnadigst vergönnet und zugelassen an denen fünff nachfolgenden Orthen, Kirchen oder Capellen zu bawen und anzurichten, und in denselben das öffentliche freye *Exercitium* zu halten, dabenebens sollen sie, wann dieser Vergleich ratificirt, und die ratificirte *Exemplaria* gegeneinander ausgewechselt werden, fünff tausend Reichsthaler in einer *summa* empfangen.

Die fünff *Exercitia publica* aber sollen sie halten zu

1. Hagen.
2, Schwellm.
3. Eyckel.
4. Mengede.
5. Ostunne.

§. 3. Ferner so hat man sich auch wegen der Römisch Catholischen Exercitien auff einigen Adelichen Häuseren in dieser Graffschafft, wie der Evangelischen Exercitien halber auff einigen Adelichen Häuseren in dem Hertzogthumb Berge dahin verglichen, das gemelte Römisch Catholische in der Graffschafft Marck ihren öffentlichen freyen Gottesdienst sollen üben auff den drey Adelichen Hauseren in der Graffschafft Marck.

1. Hemmeren, im Ambt Iserlohe, dem von Brabeck zuständig.

2. Opherdick im Ambt Unna, dem von Friesendorff gehörig.

3. Torck zu Heringen in Ambt Hamm; und zwar dergestalt, das wann schon hernechst diese Adeliche Hauser an Evangelische kommen oder transferiret werden, oder der Besitzer seine Religion änderen solte, das dannoch auff solche fälle die Römisch Catholische Gemeine, so alsdann daselbst sich finden wird an oder bey denen selben oder doch negstgelegenen Orth, ihren Gottesdienst mit Besuch und Anhörung der Predigten Messen und Administration der Sacramenten nach wie vor ungehindert üben und darin continuiren konne.

§. 4. Auch sol den Rom. Catholischen in der Stadt Schwert das *Exercitium* in einer daselbst vorhandenen, und verfallenden Capellen *B. Mariæ Virginis* dergestalt verstattet werden, gleich sie dasselbe im Jahr 1651. und folgends in der Gasthausz Capellen vor Einäscherung derselben geübet haben, wie sie dann zu dem Ende gemeldte Capelle *Mariæ Virginis* auff ihre Kosten wieder repariren mögen.

§. 5. Ingleichen sollen die Romisch Catholische ihren Gottesdienst auff dem Rahthause zu Blanckenstein continuiren, und die Lutherischen Unterthanen daselbst ein hundert Reichsthaler zur reparation bey auswechslelung dieses Recessus geben, der Magistrat aber daselbst hiemit befehliget seyn, die Romisch Catholische in zeit wehrenden Gottesdienst nicht zu turbiren, noch von anderen turbiren zu lassen.

§. 6. So sollen auch in dem Closter *S. Catharinæ* in Unna so viel Catholische Jungfern zugelassen werden, als den ersten Januarii des 1624. Jahrs darin erweislich gewesen.

§. 7. In

Article II.

Le Comté de la Marc.

§. 1. POur ce qui est du Comté de la Marc, S. A. E. déclare d'y vouloir aussi bien qu'au Pays de Cléves maintenir & proteger les Catholiques Romains dans tout ce qu'ils y possedent d'exercices, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles & de Rentes quelles qu'elles puissent étre.

§. 2. Et comme on prétendoit de la part de S. A. E. de Neubourg pour les Catholiques l'exercice public ensemble avec les Luthériens dans plusieurs de leurs Eglises, S. A. E. a bien voulu, pour faire désister de cette prétension, permettre aux Catholiques de bâtir des Eglises, ou Chapelles dans les cinq places suivantes, & d'y avoir l'exercice public, sçavoir

1. *à Haghen.*
2. *à Schwelem.*
3. *à Eickel.*
4. *à Mengede.*
5. *à Ostunne.*

& on leur payera de plus cinq mille écus pour une fois, si-tôt, que ce Traité sera ratifié, & que les exemplaires en seront échangés.

§. 3. On a pareillement accordé aux Catholiques l'exercice libre en quelques maisons nobles dans ledit Comté de la Marc, & de la même maniere qu'on accordoit l'exercice aux Reformez dans quelques Maisons nobles du Duché de Berghe, de sorte que les Catholiques feront publiquement & librement leurs offices dans ces trois Maisons du Comté.

1. à Hemmeren dans la Jurisdiction appartenant au Seigneur de Brabeck.

2. à Opherdick dans le ressort d'Unna, qui est au Seigneur de Frisendorf.

3. à Torck de Heringhen dans le ressort de Ham: bien entendu qu'encore que ces Maisons nobles fussent transportées ensuite à des Seigneurs Reformez, ou bien que les possesseurs se fissent de la Religion, le corps des Catholiques, qui s'y trouveroit, pourroit néanmoins continuer ses exercices dans lesdites Maisons, ou bien dans d'autres des plus proches, & y frequenter publiquement les Sermons, & les Messes, & recevoir les Sacremens avec la même liberté qu'auparavant.

§. 4. On permettra aussi l'exercice public des Catholiques dans la ville de Schwert à la Chapelle de nôtre Dame, qui s'y trouve, quoi que presque ruinée, de sorte qu'ils la pourront réparer à leurs dépens, & y faire leur office de la même maniere, qu'ils le faisoient l'an 1651. & ensuite dans la Chapelle de l'Hôpital avant qu'il fût détruit par le feu.

§. 5. Les Catholiques Romains continueront de même leur exercice public dans la Maison de Ville à Blanckenstein, & les habitans Réformez leur payeront cent écus pour des frais de réparation, si-tôt que ce present Traité sera échangé & l'on défend par cecy bien expressément au Magistrat d'y troubler les Catholiques pendant l'office qu'ils y feront, ni de permettre que personne y aporte de l'empêchement.

§. 6. On souffrira aussi dans le Cloître de S. Catherine tel nombre de Demoiselles Catholiques qu'on pourra montrer y avoir été le 1. Janvier de l'an 1624.

§. 7.

ANS de J.C. 1672. §. 7. In denen Clöstern zu Camen, Lüdtgendortmundt und Marienheide, bleibet es wie es bißhero gewesen und noch ist.

§. 8. In dem Closter Norder Hospital vor dem Hamm, soll alles gehalten werden wie es Anno 1624. gewesen.

§. 9. In dem Jungfräulichen Weltlichen Stifft zu Clarenberg, und zu St. Walburg in Soest soll zum wenigsten das dritte theil, und in denen Adelichen Stiffteren Frundenberg, Gevelsberg, und Herdicke zum wenigsten das vierdte Theil mit Römisch-Catholischen Jungfern besetzet, und wann dieses vierdte oder dritte Theil nicht besetzet, die Præbenden bey der erster vacantz, sie geschehe durch die resignation oder durch den Todt Römisch Catholischen biß zu solcher Zahl conferiret, und darüber gleichwohl nicht weniger die Catholische, als Reformirte und Luterische fähig seyn.

§. 10. In dem Stifft Clarenberg und zu S. Walburg in Soest sollen zwo Evangelische noch einander und die dritte eine Römisch-Catholische, in denen Stiffteren Frundenberg, Gevelsberg und Herdicke aber drey Evangelische nocheinander, und die vierdte Fraw eine Römisch Catholische seyn, und in solcher Ordnung erwehlet, und damit fort für fort also gehalten werden.

§. 11. Es sollen auch der einen oder anderen Religion zugethane Jungfern das freye öffentliche Exercitium haben, und wann sie nicht sonsten mit Beichtigern, Predigern, Pastoren, oder Seelsorgern versehen seyn, oder sich deren in der nähe, da sie ohne ihre incommodität hinkommen, gebrauchen können, freystehen und unbenommen seyn, dieselbe absonderlich zu bestellen: Da dann auch die Catholische aufz des Stiffts-Mittelen jährlichs mit zwey hundert Reichsthaler zu salarüren, doch daß denen Evangelischen Predigern an dem jenigen, was sie biß anhero aufz desz Stiffts mittelen gehabt und genossen nichts abgehe.

§. 12. Nechst diesem so soll den Römisch-Catholischen *pars Vicariæ S. Michaelis* zu Bochum und *pars Vicariæ S. Gregorii* daselbst bey Execution dieses Vergleichs restituirt *tertia pars vicariæ S. Stephani* aber zu Camen, bey erster vacantz und Abgang des jetzigen possessoris zu rück gegeben werden.

§. 13. Und weil zur Competentz für die Römisch Catholische Pastoren und Sacellanen so in Cleve als Marck die restitution verscheidener beneficien ferner pretendirt worden, so ist verglichen, daß dafür einmahl vor all fünff tausendt Reichsthaler und biß daran dieselbe würcklich werden abgetragen seyn, die Zinsen davon ad fünff vom hundert gereichet, und denen Herren Pfaltz-Newburgischen deszwegen bey ratification dieses Recessus gnugsame Versicherung gegeben werden solle.

§. 14. Was dann das jenige so dieser Geistlichen Sachen halber in der Lipstadt zu vergleichen anbelanget, solches soll mit Zuziehung des Herren Graffen zur Lippe nach Anweisung des teutschen Friedenschlusses abgethan und eingerichtet werden.

Art. III.

SO viel nun die Geistliche Jurisdiction in dem Hertzogthumb Cleve, ond Graffschafft Marck anbelangt, haben sich hochstged. Ihre Churfürstl. Durchl. dahin erkläret, daß es damit immerhin folgender Gestalt gehalten werden solle, wobey es auch Ihre Fürstl. Durchl. zu Newburg ob sie gleich von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. in dieser Geistlicher Jurisdictions-Sache ein anders desiderirt gehabt, ihrer orts zu letzt bewenden lassen.

§. 1. Erstlich sollen die Officiales zu Xanthen, zu Embrich und zu Soest wie von alters mit qualificirten subjectis bestellet, und eine moderirte *Taxa Iurium* berahmet werden.

§. 2. Erstlich sollen die Officiales mit Zuziehung

zweyer

§. 7. Dans les Cloîtres de Camen, de Lutgendormont, & de Marienheid, on se tiendra à ce qui s'y est pratiqué jusqu'à présent. ANS de J.C. 1672.

§. 8. Dans l'Hôpital du Cloître Nort devant Ham, on observera le tout selon l'état de l'an 1624.

§. 9. Dans le Cloître Séculier des Dames à Clarenberg, & dans celui de S. Walbourg à Soest, on mettra pour le moins une troisiéme partie de Demoiselles Catholiques: & dans les Chapitres Nobles de Frundenberg, Gevelsberg, & de Herdike, on en mettra tout au moins une quatriéme partie, & en cas que tel nombre n'y fut pas encore, on le fera au plûtôt en conférant les premiéres Prebendes, soit qu'elles vaquent par résignation, ou par mort de quelqu'unes, aux Demoiselles Catholiques, & par aprés sans celles-ci que les Protestantes seront également capables d'y parvenir.

§. 10. Dans les Chapitres à Clarenberg, & de S. Walbourg à Soest, il y aura consécutivement deux Dames Protestantes, & pour la troisieme une Catholique, mais dans les Chapitres de Frundenberg, Gevelsberg, & Herdike, il y aura de suite trois Dames de la Religion Protestante, & la quatriéme Dame sera de la Religion Catholique, & on observera toûjours cet ordre dans les élections à venir.

§. 11. Il sera libre à ces Demoiselles de l'une & de l'autre Religion d'y exercer publiquement la leur, & en cas qu'elles ne fussent déja pourvûes de Pasteurs, Prédicateurs & Confesseurs, ou qu'elles n'en pussent pas aisément fréquenter dans le voisinage, il leur sera aussi permis d'en prendre expressément, & ainsi les Catholiques tireront pour gages annuellement deux cens écus des Biens du Chapitre, en sorte qu'on ne diminuë pas par là ce que les Pasteurs de la Religion Protestante sont accoûtumez de tirer des dits Biens du Chapitre.

§. 12. Il sera rendu de plus aux Catholiques une partie du Vicariat de S. Michel à Bokum, & une partie de celui de S. Grégoire dans ce même lieu, dés que ce Traité sera échangé: mais une troisiéme partie du Vicariat de S. Etienne à Camen, ne leur sera restituée qu'en cas d'ouverture, ou de mort du Possesseur.

§. 13. Et d'autant qu'on prétendoit par compétence pour les Pasteurs & Chapelains Catholiques plusieurs Bénéfices dans les Païs de Cléves, & de la Marc, l'on est demeuré d'accord, qu'on en payera une fois pour toutes, la somme de cinq mille écus, & même l'interêt à raison de cinq pour cent, jusqu'à ce que cette somme soit entiérement comptée, & on en donnera au temps de la ratification de ce Traité, des assurances suffisantes aux Ministres de S. A. S. de Neubourg.

§. 14. Pour ce qui est des différens sur les affaires d'Eglise à Lipstat, on en fera la décision conjointement avec Monsieur le Comte de la Lippe, & selon les Traitez de la Paix de Westphalie.

Art. III.

TOuchant la Jurisdiction des Ecclésiastiques dans le Duché de Cléves, & la Comté de la Marc. S. A. E. accorde & déclare la suivante maniere, dont cette Jurisdiction y sera dorénavant exercée, & S. A. S. de Neubourg, encore qu'elle prétendît davantage de ladite A. E. sur ce point, a pourtant enfin aquiescé à ce qui s'ensuit.

§. 1. On mettra des gens capables pour Officiaux, comme ci-devant, à Zanten, Emeric, & à Soest, & on y prendra des Taxes ou Droits fort moderez.

§. 2. Les Officiaux conjointement avec deux Jurisconsultes

zweyer ihnen gefälliger einheimischer Rechtsgelehrten und zwar in denen districten und sachen, in welchem sie von alters biß hieher ihr Officialat exerciret, die Gebühr Rechtens erkennen, als wan eine Persohn auff eine Romisch-Catholische die Ehe prætendiret und zu erkennen, ob die Ehe-Versprechung denen Rechten noch gültig sey oder nicht? Und dann ob und wie weit dieselbe ratione graduum oder sonsten zulässig oder nicht? Jedoch dergestalt dasz dem Landsfürsten die dispensation vorbehalten bleibe? Wie auch der Officialis zu erkennen, ob die Ehe *quo ad mensam & thorum* oder sonsten beständig? Das übrige bleibet Ihrer Churfürstl. Durchl. als Landsfürsten, wie es biszhero observirt worden: Solte aber in dergleichen Matrimonial Sachen zwischen Evangelischen und Römisch-Catholischen einiger Streit entstehen, soll der *Actor forum Rei* zufolgen, und die Judices einen jeden nach seiner Religion Rechten zu urtheilen schüldig und gehalten seyn.

§. 3. Wann *testamenta* von Romisch-Catholischen Priestern als *testatoribus* auffgerichtet seyn, alsdann erkennet der *Officialis*, ob sie beständig, und die *formalia* welche die Rechte erforderen, dabey in acht genommen? Und hatt ein dergleichen testator von seinen patrimonial Guteren nach Ordnung der gemeinen Rechten eigenes Gefallens zu disponiren, doch dasz darausz keine *manus mortua* werde, was er aber von dem *beneficio* erworben, soll er schüldig seyn der Kirchen oder den Armen zuzuwenden und zu lassen; Und hat der Officialis dahin zu sehen, dasz dem jenigen, welchem etwas vermachet, wie nicht weniger der Kirchen und Armen das ihrige ohne saumnusz abgefolget werde.

Solte aber von weltlichen Personen denen Römisch Catholischen Kirchen und Armen etwas vermachet seyn, alsdann wird der weltliche Richter erkennen und exequiren, diese Execution auch keines wegs verzögeren, sondern auch *ex officio*, vielmehr aber *ad instantiam*, welche etwan von Officialen oder sonsten geschiehet, dieselbe in gesetzter Frist Rechtens beschleunigen und werckstellig machen.

§. 4. Es sollen an diese Officiales auch gehoren die Beneficial oder Geistliche Lehn-Sachen, und ob der præsentatus oder beneficiatus qualificirt und zu dem beneficio und investitur zu admittiren sey oder nit? Jedoch dasz die jenige, welche von dem Lands-Herren als Patrono beneficirt und præsentiret worden, nicht abgewiesen werden. Wann aber der præsentirten Personen halber etwas erhebliches zu erinneren, soll solches underthänigst berichtet, und darauff diesem Recesʃgemäsz Beschcidt erwartet werden Solte aber zwischen weltlichen Patronen *ratione Juris patronatus*, *Dotationis* oder *præsentationis* oder in anderen fällen Streit vorfallen, als dann soll die Cognition oder Decision dem Lands-Herren verbleiben.

§. 5. Für dem Officiali solten auch gehoren die Erkantnusz über Geistliche Güter, welche von alters oder inner hundert Jahren bero vor mortificirte gehalten werden. Was aber derselben Besitz und Verpfachtung angehet, wie auch wann zwischen einen Weltlichen und Geistlichen Streit vorfiele, ob das Gut mortificirt seye oder nit? In solchen Fall soll die Erkäntnusz bey dem weltlichen Gericht verbleiben.

§. 6. Wann ein Geistlicher oder Weltlicher an einem Geistlichen *actione personali* Anspruch zu haben vermeint, so sollen sie diese *actionem personalem* für das Officialat anbringen; Wan aber ein Geistlicher einen Weltlichen belangen will, so bleibet es bey der gemeinen Regul; *Actor sequitur forum rei*, und sol dem Geistlichen Kläger an das Weltliche Gericht schleunig und unpartheisch Recht wiederfahren.

§. 7. Endlich sollen zwar die Geistlichen Ubertretter und Verbrecher von ihren in Clev- un Märckischen

sultes du Pais, & tels, qu'ils voudront, décideront dans les points, & les causes, ou ils ont de tous temps exercé leurs Officialitez, savoir, quand en matiére de Mariage quelqu'un sera demandeur contre une personne de la Religion Catholique Romaine, ils décideront si telle promesse de Mariage doit subsister selon les Droits, ou non: comme aussi s'il peut subsister par la proximité des dégrez, à condition pourtant, que la dispensation en soit reservée au Souverain du Pais. Ces Officiaux jugeront de même, si le Mariage doit subsister pour la communauté de corps & de biens, ou autrement. Tout le reste demeure au pouvoir du Souverain, comme il l'a été jusqu'à présent. Mais quand le différent en matiére de Mariage est entre des personnes Réformées & Catholiques, on observera la régle commune: Actor sequitur forum rei, *& les Juges jugeront chacun conformément aux régles, & aux Droits de sa Religion.*

§. 3. Quand un Prêtre de l'Eglise Romaine fait un Testament, l'Official jugera de sa validité, & des formalitez y requises par le Droit, & il sera libre à tel Testateur de disposer à son gré de tout le Bien Patrimonial conformément au Droit commun, sans pourtant en faire main morte: mais du bien gagné par son Bénéfice, il n'en pourra disposer qu'en faveur de l'Eglise & des Pauvres: En tout cas l'Official aura soin, que ce qui pourroit être legué à quelqu'un, comme aussi ce qui en reviendroit à l'Eglise, & aux Pauvres, soit donné sans delay à qui il appartient.

Mais quand des Personnes séculiéres légueront quelque chose aux Eglises, ou aux Pauvres Catholiques, le Juge seculier en jugera, & fera l'exécution promte, & dans le tems prescrit par les Loix, soit qu'il le fasse par Office, ou à la requisition, que l'Official, ou quelqu'autre en auroit faite.

§. 4. Il appartiendra aussi à ces Officiaux de juger des Bénéfices, & des Fiefs Ecclésiastiques, ou bien si la personne qu'on présente, a les qualitez requises pour cette Investiture au Bénéfice, à condition pourtant, qu'on ne donnera pas l'exclusion à ceux qui seroient présentez, ou investis par le Souverain du Pais selon le droit de son Patronage: Et quand même il se trouveroit quelque défaut considérable dans la personne présentée de cette maniére, on se contentera d'en faire un trés-humble rapport au Souverain, & d'attendre là-dessus la résolution conformément au présent Traité: Mais en cas qu'il y eût quelque différent entre les Maîtres, ou Patrons Séculiers sur le droit de Patronage, de donation, de présentation, ou autrement, pour lors la connoissance & la décision en demeurera au Souverain.

§. 5. Il appartiendra de plus à cet Official de connoitre & de juger de ces Biens Ecclésiastiques, qui ont été tenus pour amortis depuis cent ans: mais dans les cas, où il s'agit de la possession ou des Fermes, ou qu'on dispute, si un Bien est amorti, ou pas amorti, la connoissance en sera au Juge Séculier.

§. 6. Quand quelqu'un, soit Ecclesiastique ou Séculier, prétend sur un Ecclésiastique, il intentera l'action personnelle devant l'Officialité: Mais quand un Ecclésiastique en veut à un Séculier, on suivra la régle commune: Actor sequitur forum rei, *& le Juge Séculier administrera promptement justice sur la demande du demandeur Ecclésiastique.*

§. 7. Enfin il sera bien permis, que les Transgresseurs ou Coupables Ecclésiastiques soient châtiez par la Censure

de

ANS de J. C. 1672. schen Landen seyenden, und durchaus von keinen anderen frembden Geistlichen, auch auff keines anderen frembden Geistlichen Befehl die *Censuram Ecclesiasticam* leyden, Ihrer Churfürstl. Durchl. und in dero Nahmen der Regierung aber nach als vor frey bleiben dergleichen Verbrecher, wie auch andere Römisch Catholische Unterthanen *in quibuscunque delictis* nach anweisung der Rechte gebührend anzusehen und zu bestraffen, auch die davon fallende Geld-Brüchte vor sich zu behalten.

§. 8. So mag sich auch ein jedweder, welcher sich beschweret befinder von dem Officialat Ihrer Churfürstl. Durchl. Hoffgericht wenden, und daselbst seine Sachen weiter ausführen. Wan nun die Sache vor dem Hoffgericht instruirt ist, soll ihnen frey stehen endweder daselbst sprechen zu lassen, oder aber eine oder andere Parthey zu begehren, das die *acta prævia inrotulatione sumptibus petentis* zut unparteischen Erörterung in vorher gesetzten Sachen an eine Juristen Facultät, welche der Römisch Catholischen Religion zugethan ist, ausgestellet; In den übrigen Sachen aber soll nach Inhalt des Land-Tages, Recessen, Privilegien, und wie es bishero üblich und gebräuchlich gewesen, verfahren werden.

§. 9. *Decani* und *Capitula* behalten über die zu dem *Capitulo* behorige Leuthe die Cognition *in civilibus in prima instantia*: Von denen Bescheiden aber, welche Dechant und Capitula ertheilen, mag sich der beschwerte Theil, wie in kurtz vorhergehendem §. disponiret, an das Hoffgericht wenden.

Art. IV.

Graffschafft Ravensberg.

§. 1. SO viel nun die Graffschafft Ravensberg anbetrifft, so wollen Ihre Churfürstl. Durchl. gleich wie in dem Hertzogthumb Cleve und Graffschafft Marck die Römisch Catholische bey dem jenigen, was sie an Exercitien, Kirchen, Capellen, und Renthen, sie haben Nahmen wie sie wollen gegenwertig besitzen, und in folgenden nicht restituiren müssen, zu jederzeit gnadigst schützen und handhaben.

§. 2. Das übrige aber ist dergestalt verglichen und abgethan, das die Canonici zu Bielefeldt, welche der Römisch Catholischen Religion das *Exercitium publicum*, jedoch ohne *Parochialibus* (welche denen also genanten *Patribus Recollectis* in dem Closter daselbst vergonnet, zugelegt und verstattet werden) in einem Hause bey der Neustädtischen Kirchen, in welchem bishero die Lutherischen ihre Schulen gehabt, und welches sie die Lutherische auff ihre Kösten zum Gebrauch des Catholischen Gottesdienst, so viel das Gebäude betrifft, aptiren müssen, so bald dieser Recess seine Würcklichkeit erlanget, anrichten, haben und und behalten, und dabenebens ihre horas wie bishero also auch ferner in allen stücken auff dem Chor, in der Neustädtischen Lutherischen Kirchen continuiren mogen.

§. 3. Die Römisch Catholische Adeliche Stiffts-Jungfern zu Schilschede bekommen das *Exercitium publicum* und dazu die Capelle S. Johannis in dem Stande, wie dieselbe jetzo ist, und demnach zumahl bey Winterzeit der Weg nach dieser Capelle etwas unbequem, als solle dieser Weg von den Lutherischen Unterthanen daselbst auff dero eigene Kosten gebessert und unterhalten werden, auch denen Romisch Catholischen vergönnet und zugelassen seyn, jedoch ohne Zuthun und Beytrag der Evangelischen, jetzgedachte Capelle S. Johannis abzubrechen, und an einen anderen näheren Orth nach Schilschede, welcher ihnen auff solchen Fall angewiesen werden soll auff ihre Unkosten zu setzen.

§. 4. Es soll in diesem Stifft Schilschede zum wenigsten das dritte Theil mit Römisch Catholischen Jung-

de leurs Ecléſiaſtiques, qui ſe trouvent dans ces Païs de Cléves, & de la Marc, & jamais par la cenſure d'autres Ecléſiaſtiques étrangers, ni par leur ordre. Toutefois demeure t'il réſervé à ſon A. E. & de ſa part à la Régence du Païs, le pouvoir de châtier conformément aux Loix ſes Sujets Catholiques, & même les Ecléſiaſtiques, de quelque crime qu'ils puiſſent être coupables, & de s'approprier l'amende pécuniaire, qui en reviendroit.

§. 8. *Il ſera auſſi libre à un chacun, en cas des griefs, d'appeller de l'Officialité au Conſeil Aulique de ſon A. E. & d'y pourſuivre ſa demande, & la Cauſe y étant inſtruite, il ſera encore libre d'y faire donner Sentence, ou de demander, que les Actes apres que la Rotule en eſt faite, ſur la dépenſe de celui qui le demande, ſoient envoyez à une Académie, ou Faculté des Juriſconſultes de la Religion Romaine, pour y être décidez ſans prévention. Du reſte, & dans tous les autres cas, on ſe tiendra aux recès des Diétes, aux Priviléges, & aux Coûtumes du Païs.*

§. 9. *Les Doyens & les Chapitres jugeront toûjours dans les Cauſes Civiles, & en première inſtance tous ceux qui dépendent de leurs Chapitres : mais on pourra appeller de leurs Decrets au Conſeil Aulique de ſon A. E. comme il eſt ordonné ci-deſſus.*

Art. IV.

Le Comté de Ravensberg.

§. 1. QUant au Comté de Ravensberg, ſon *A. E.* y maintiendra auſſi, & protégera autant que dans les Païs de Cléves, & de la Marc, les Catholiques Romains dans la jouïſſance de tout ce qu'ils poſſédent préſentement en exercice libre, Egliſes, Chapelles & Rentes, quelles qu'elles puiſſent être, & dont la reſtitution ne ſe trouve pas ordonnée dans la ſuite de ce Traité.

§. 2. *On eſt convenu de plus, que les Chanoines Catholiques de Bielfeld auront leur exercice public : mais toutefois ſans les Paroiſſials, leſquels ſeront réſervez, & permis aux Peres Recollets qui y ont un Cloître, dans une Maiſon proche de l'Egliſe de Neuſtat, & que les Luthériens, qui y ont juſques à préſent tenu leurs Ecoles, feront en exécution de ce Traité, la dépenſe pour réparer ladite Maiſon, & pour la rendre propre à l'Office deſdits Chanoines, qui pourront de plus continuer encore à l'avenir de dire toutes leurs Heures dans le Chœur de l'Egliſe Luthérienne de Neuſtat.*

§. 3. *Les Demoiſelles Catholiques du Noble Chapitre de Schilſchede auront l'exercice public, & encore la Chapelle de S. Jean, dans l'état, qu'elle eſt préſentement, & d'autant que le chemin, qui y conduit, eſt fort malaiſé en tems d'hiver, les Habitans Réformez le raccommoderont, & l'entretiendront à leurs dépens : & les Catholiques pourront même, mais ſans que les Réformez y contribuent, abattre ladite Chapelle de S. Jean, & la rebâtir à leurs propres frais, dans un endroit qui leur ſera alors aſſigné plus proche de Schilſchede.*

§. 4. *On placera dans ce Chapitre de Schilſchede pour le moins une troiſiéme partie de Demoiſelles Catholiques,* &

ANS de J. C. 1672.

Jungferen besetzet; und so lang dieses dritte Theil damit nit besatzet, die Præbenden bey erster vacantz, sie geschehe durch resignation oder durch den Todt Römisch-Catholischen bis zu solcher Zahl conferirt, und darüber gleichwohl nit weniger die Catholische als Reformirte und Lutherische fähig seyn.

§. 5. Wann diese jetzige Evangelische Lutherische und nach dieser nach eine Evangelische Reformirte oder Lutherische Decanissin verstorben, so soll die dritte aus denen Romisch Catholischen Stiffts-Jungferen erwehlet, und es küofftig jedesmahl also gehalten werden, das wann zwo Evangelische Decanissin gewesen, die dritte der Römisch Catholischen Religion sey. So sollen auch nach Abgang der jetzigen Römisch Catholischen Probstin zwo Evangelische Reformirte oder Lutherische nach einander darzu kommen und erwehlet werden, und hinführo wie der Decanissin halber gesaget, jedesmahl die dritte Probstin der Römisch Catholischen Religion zugethan seyn.

§. 6. Die Römisch Catholische Adeliche Stiffts-Jungferen zu Schilsche de mögen ihnen einen Beichtiger bestellen, und soll demselben an statt seiner competentz die Einkunfft einer der Hebdomedereyen uod ein mehrers aus gemeinen Stiffts-mittelen nicht gegeben werden. Die Evangelische aber das bey solcher Hebdomaderey bishero gewesenes *votum* stets hin behalten.

§. 7. In der Commentherey Capelle zu Hervord wird denen Römisch Catholischen das *Exercitium publicum* verstattet, und ihnen zugleich vergönnet, diese Capelle auff ihre Unkosten zu erweiteren.

§. 8. Das *Exercitium Religionis* in der Capelle auffm Hoff zu Urendorff bleibet auch künfftig in dem Stand wie es bisanhero der Münch exerciret, und ist nicht zu extendiren.

§. 9. Ihre Chur-Fürstl. Durchl. vergönnen auch denen Römisch Catholischen das *Exercitium publicum* vor dem Flecken Vlotho, und mögen sie ihnen dazu für sich und ohne Beschwer der Lutherischen eine Capelle, ein Predighaus oder Kirche bauen.

§. 10. Wie nicht weniger soll ihnen zugelassen seyn wie jetzo wegen Vlotho gedacht das *Exercitium publicum* vor und bey Versmold oder einem anderen den Catholischen anständigen Ort, jedoch dasz er den Evangelischen nicht nachtheilig sey, anzurichten, und auff ihre eygene Kosten ihnen eine Capelle, Predig-Haus oder Kirche und sonsten zu bauen.

§. 11. Nicht weniger sollen auch gemelte Römisch Catholische hinführo auff den beyden Adelichen Häuseren Tatenhausen und Hoeltfeldt ihren öffentlichen freyen Gottesdienst auff eben dieselbe Art und Weise als auff den Adelichen Hauseren in der Graffschafft Marck, wovon hieoben art. 2. §. Ferner so hat man sich auch &c. 3. versehen ist, üben und verrichten mögen.

§. 12. So wird ihnen denen Römisch-Catholischen auch die Vicarie S. Catharinæ zu Bielefeld so bald dieselbe vaciret, restituiret.

Hingegeo aber so sollen auch denen Evangelischen bey der ersten vacantz ebenmassig restituirt werden.

1. Die Vicarie *omnium Sanctorum*.

2. Die Vicarie S.S. Math. Erasmi, Crispini & Crispiniani.

3. Die Vicarie *decem millium Martyrum*.

4. Die Vicarie S. Johannis Baptistæ & Margarethæ.

5. Eine Præbenda in der Collegiat Kirchen zu Bielefeldt.

6. Wie auch drey Præbenden in dem *Collegio Canonicorum* zu Hervord.

§. 13. Und bleibet es im übrigen in dieser Graffschafft Ravensberg *ratione Jurisdictionis Ecclesiasticæ, Visitationis* und sonsten, wie es bishero darin von alters gehalten und üblich gewesen.

Art.

& ainsi on leur conférera toutes les Prébendes, qui pourroient vaquer par mort, ou par résignation, jusqu'à ce que tel nombre y soit complet: & par après les Demoiselles Catholiques n'en seront pas moins capables que les Réformées & Luthériennes.

§. 5. *Quand après la mort de cette Dame Doyenne, qui est Luthérienne, on en aura élû une seconde de la même Religion, ou de la Reformée, la troisiéme Doyenne sera de la Religion Catholique, & l'on continuera à l'avenir dans ce même ordre, de prendre de suite deux Dames Protestantes, & pour la troisiéme une Catholique Romaine. De même, on choisira aussi après la mort de la Dame Prévôte, qui y est Catholique, deux Dames Protestantes l'une aprés l'autre, & l'on continuera toûjours de cette maniére.*

§. 6. *Les Demoiselles Catholiques dudit Chapitre Noble de Schilschede pourront prendre un Confesseur, qui pourtant pour sa compétence, ne tirera du Chapitre que la Rente d'un hebdomadaire, & les Protestans conserveront le Suffrage, qui a été jusqu'ici annexé à l'Office d'hebdomadaire.*

§. 7. *Les Catholiques joüiront aussi de l'exercice public dans la Chapelle de la Commanderie à Hervort, & ils pourront même élargir ladite Chapelle, mais à leurs dépens.*

§. 8. *L'Exercice public dans la Chapelle de la Cour à Urendorf, sera continué de la même maniére, qu'il y est exercé par le Moine de ce lieu, & sans qu'il soit étendu davantage.*

§. 9. *Son A. E. permet de plus aux Catholiques Romains l'Exercice public devant le Bourg de Vlotho, & qu'ils y puissent bâtir une Chapelle ou Eglise, mais sans incommoder les Luthériens.*

§. 10. *A l'exemple de cette permission pour Vlotho, on permet aussi aux Catholiques d'avoir l'Exercice public, & de bâtir à cette fin Eglise ou Chapelle prés de Versmolde, ou dans un autre endroit, qui leur sera commode, & qui ne portera pas préjudice aux Réformez.*

§. 11. *Pareillement feront les Catholiques Romains leurs Offices publics, & librement dans les deux Maisons Nobles de Tatenhausen, & de Holtfeld, tout de même que dans les Maisons Nobles de la Comté de la Marc, dont il a été parlé ci-dessus dans l'Art. 2. §. 3.*

§. 12. *On rendra de plus aux Catholiques Romains le Vicariat de S. Catherine à Bielfeld, tout aussi-tôt qu'il sera vacant.*

Mais en échange on rendra aux Protestans, en pareil cas de vacance

1. *Le Vicariat de tous les Saints.*

2. *Le Vicariat de SS. Math. Erasme, Crispin, & Crispinien.*

3. *Le Vicariat de dix mille Martyrs.*

4. *Le Vicariat de S. Jean Baptiste & S. Marguerite.*

5. *Une Prébende dans l'Eglise Collégiale à Bielfeld, comme aussi*

6. *Trois Prébendes dans le Collége de Chanoines à Hervord.*

§. 13. *On demeure du reste, & touchant la Jurisdiction Ecclésiastique, les Visitations, & autres annexes, dans le stile, qui est pratiqué depuis long-tems dans cette Comté de Ravensberg.*

Art.

Art. V.

§. 1. **A**N allen Orthen nun, an welchem die Römisch-Catholische in vorgedachten Landen die *Exercitia publica* haben, und vermöge dieser Pausch-Handlung verstattet und restituirt bekommen, haben sie Macht ihren Römisch-Catholischen Gottesdienst in allen Stücken Zufolge in diesem Recess entnaltenen Regulen ungehindert, und ungeirret zu üben und zu treiben, Kirchen, Kirchenhauser, Capellen, Pfarr, Schulen, Kuster-Hauss, Thurne und Clocken, und was sonsten mehr zum Gottesdienst notig, auff ihre Kosten zu baueo, und zu unterhalten. Dabey Seine Churfürstl. Durchl. sie jedesmahl, und wider manniglich gnädigst schützen wollen.

§. 2. Hernechst sollen die Römisch-Catholische Geistliche *Seculares* und *Regulares* Mannes und Weibs Personen in ihren Stifftern, Collegien, Pfarren, Kirchen, Capellen, Schulen, und anderen gehörigen Häuseren und Wohnungen auch gewidmeren Gütern, Renthen und Gefällen, alle Geistliche Freyheit für ihre Persohnen und für die darzu gewidmete Gütere, wie und wo dieselbe im Lande gelegen, überall gleich wie die Evangelische geniessen, auch wider des Lands Gebrauch und Herkommen mit Einquartirung und Contributionen nit beschwerer, viel weniger die Closter und Geistlichen, welche von täglichen Allmosen leben, wann sie in die Steur-*Matricul* nicht gehören, dahin wider Recht nit gezogen, noch beschwärer, auch der contribuablen Güter halber, welche sie vor diesem gehabt, jetzo aber an aodere *possessores* kommen, nicht besprochen, sondern die jetzige *Possessores* darzu angehalten, und also auch in diesem Stück denen Evangelischen gleich tractirt und gehalten werden.

§. 3. Nicht weniger sollen gedachte Römisch-Catholische Geistliche bey ihren hergebrachten Ceremonien, Statuten, und Ordnungen, auch ungehinderter Besuchung ihrer *Synodal* und anderer Conventen innerhalb den unirten Hertzogthumben und Graffschafften gehandhabet werden, ausser Landes aber sich aller *Synodal* und anderer dergleichen Versamblungen ohne Vorwissen und Bewilligung der Landes Fürstl. Obrigkeit enthalten.

§. 4. Ihre Churfürstl. vergönnen auch hiemit gnädigst, dass die Geistlichen in denen vorher gedachten unirten Hertzogthumben und Graffschafften nachdem es nötig seyn wird, die Orden Closter und Kirchen visitiren: Ehe und bevor sie aber diese *particular visitationes* vornehmen, sollen sie solches und jedweder der notig halt zu visitiren, Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder in dero Abwesen dero Regierung in Zeiten es unterthänigst und gebührlich zu wissen machen, damit jemand verordnet werden konne, welcher wegen vor offt hochstgemelter Ihrer Chur-Fürstl, Durchl. als Landsfürsten der visitation beywohne, sonsten aber dahin sehe, und acht habe, das nichts geschehe, oder von denen Geistlichen, welche bey denen visitationen seyn und visitiren, etwas vorgenommen werde, welches der Lands Fürstl. Hoheit, Bottmässigkeit, und *Jurisdiction* entgegen, nachtheilig und præjudicirlich. Und wollen Ihre Churfürstl. Durchl. jedesmahl ihrentwegen einen der Römisch-Catholischen Religion zugethanen *visitatorem* auff ihre Kosten verordnen, welcher doch, wan Sachen vorgehen, die *ad interius conclave* gehören, und wan die *Censura Ecclesiastica* vorgenommen wird sich so lange absentiren und diesen *actibus* nicht beywuhnen soll. Die Weltliche Obrigkeit soll in dem, was von den Römisch Catholischen *visitatoribus* ihren Geistlichen Rechten, auch der *Regularium Ordinum* Satzungen, Regulen und Statuten gemäss des *visitati* oder *correcti* Lebens, Handels und Wandels, Verhaltens und Abstraffens halber statuirt ist

Art. V.

§. 1. **L***Es Catholiques Romains pourront ainsi dans les Lieux, où l'Exercice public leur est permis, ou rendu en conformité de cette Convention générale, faire leur Office dans toutes les maniéres & Rites de leur Eglise, & même y bâtir & entretenir à leurs dépens des Eglises, & des Maisons nécessaires, des Chapelles, Ecoles, Maisons de Pasteur & de Marguillier, des Clochers avec Cloches, & généralement y avoir tout ce qui pourroit être requis à leur Office & Exercice public de leur Religion, c'est ce, en quoi son Altesse Electorale les maintiendra toujours, & contre tout le monde.*

§. 2. *Les Ecclésiastiques de la Religion Catholique Rotholique Romaine, tant Séculiers, que Réguliers, tant hommes que femmes jouiront de toute liberté Ecclésiastique, tant pour leurs personnes, que pour leurs Chapitres, Cloîtres, Eglises, Chapelles, Ecoles, Maisons & Logis, comme aussi dans leurs Biens & rentes, en quelque endroit qu'elles puissent être situées, par tout & à l'imitation de la liberté, dont ceux de la Religion Reformée y jouissent, même sans pouvoir être chargez, contre l'ancienne Coûtume du Pais, de Quartiers, ou d'autres Contributions: Et moins encore pourront ceux des Cloîtres, & autres Ecclésiastiques, qui vivent d'Aumônes, & indépendans de la Matricule, y être tirez ou chargez en maniére aucune contre les Droits, & ils ne seront non plus inquiétez des Contributions au sujet des Biens, dont ils étoient en possession ci-devant, mais les Possesseurs d'à présent y seront taxez seuls, en sorte que les Ecclésiastiques Romains soient encore en ce point-ci traitez également avec les Protestans.*

§. 3. *Les Ecclésiastiques Romains continuëront de plus, & sans empêchement aucun, dans toutes leurs Cérémonies, Statuts & Ordres établis, comme aussi leurs Visitations, Synodes & autres Assemblées dans les Duchez & Comtez nommez ci-dessus, mais ils auront à se garder de se rendre à aucune Assemblée au Synode hors de ce Pais, sans en avoir une permission particuliére du Souverain*

§. 4. *S. A. E. permet aussi, que les Ecclésiastiques Romains, puissent par tout, où il sera nécessaire, dans ses Duchez & Comtez réunis, visiter les Cloitres & les Eglises; à condition pourtant, que devant que d'entreprendre telle Visitation, ils en avertissent très-humblement son A. E. ou en son absence, la Régence du Pais, afin qu'on y puisse députer quelqu'un pour assister de la part de ladite A. E. & pour y observer ou empêcher qu'on n'y fasse rien de la part des Visitateurs Ecclésiastiques, ou d'autres, qui puisse préjudicier à la Souveraineté & à la haute Jurisdiction de son A. E. qui se déclare de plus, vouloir bien députer toujours de sa part un Visitateur qui soit de la Religion Catholique, & de l'y entretenir à ses dépens, lui ordonnant de plus, qu'il ait toujours à se retirer lors qu'il s'agira de quelque chose, qui appartient au Conclave intérieur, & d'une Censure Ecclésiastique, de sorte qu'il n'assistera pas à tels Actes, & le Bras Séculier n'empêchera jamais l'exécution de ce qui aura été ordonné par les Visitateurs Ecclésiastiques, & conformément à leurs Canons, & aux Statuts des Ordres Réguliers, contre la personne du Coupable, ni ne protégera en aucune maniére ceux qui auront été corrigez, ou qui seront à corriger; mais au contraire ledit Bras Séculier renverra ceux qui y auroient recours sans cause légitime, auxdits Visitateurs Ecclésiastiques, pour y être effectivement châtiez, ou corrigez selon la Censure, & en facilitera même l'exécution.*

nicht verhindern noch auffhalten, weniger die *corrigendos, vel correctos* dawider schützen. Wasern auch der *visitatus, corrigendus, vel correctus*, darüber an die weltliche Obrigkeit ohne gnugsame und erhebliche ursach sich wenden wurde, derselbe abgewiesen, und denen ihm vorgesetzten Geistlichen *visitatoribus* in Vollziehung der Execution gegen den *per Censuram Ecclesiasticam correctum* die Hand biethen und behülfflich erscheinen.

§. 5. Wann Römisch-Catholische Geistliche præsentirt werden, so mogen sie von ihren Oberen, welche in vorgedachten Landen seynd nach Römisch-Catholischer Ordnung und Gebrauch die *institution* und *investitur* gebührlich suchen, und sich also zu denen *beneficiis* qualificiren, gestalt dan ohne solche vorhero gehende und producirte *qualification* Ihre Chur-Fürstl. Durchl. keinen Römisch-Catholischen Geistlichen admittiren wollen.

§. 6. Hiernechst so mögen Ihrer Churfürstl. Durchl. Römisch-Catholische Unterthanen frey und unverweigert die Römisch-Catholische Feyrtagen in ihren Kirchen und Häuseren feyren, auch *Processiones*, an welchen Orten sie hergebracht nebens anderen ihren Ceremonien behalten, und soll ihnen darin von denen Augspurgischen Confessions-Verwandten, Reformitten und Lutherischen, in vorgedachter Ihrer Churfürstl. Durchl. Landen keine Hinderung noch Eintrag geschehen, aur Aergernus keine Ursach gegeben, viel weniger sie beschimpffet, oder andere insolentien wider sie verübet, auff allen unverhofften Fall aber die jenige, welcher solches dennoch thut, ohne veraögerung gebuhrendt und wie ers verdienet, gestraffet werden.

Es soll aber auch weder sonsten, noch auch etwa hierdurch kein Auspurgischer Confessions-Verwandter weder Reformirter noch Lutherischer an einige der Romisch-Catholischen Feyrtäge und derselben Observir-und Haltung noch auch an einige andere deroselben Ceremonien, sie heischen und hahen nahmen wie sie wollen, gebunden oder dazu im geriogsten gehalten seyn.

§. 7. Auch sollen die Römisch-Catholische keine *proclamationes, dimissoriales* oder *Copulationes* bey denen Evangelischen suchen, sondern es soll gnug seyn, wann sie sich in ihrer Religion negst gelegenen Gemeinen proclamiren, und wo sie wolleo copulieren lassen.

§. 5. *Toutes les fois, qu'on présentera des Ecclésiastiques Romains, ils se feront donner l'Institution, & l'Investiture selon les Canons, & les Coûtumes de leurs Eglises, par la main des Supérieurs, qui sont dans ces Duchez & Comtez unis, & ils se légitimeront ainsi pour les Bénéfices, car son A. E. n'y admettra aucun Ecclésiastique de la Religion Romaine, sans qu'il produise préalablement une telle légitimation.*

§. 6. *Son A. E. permet encore à ses Sujets de la Religion Romaine, d'observer librement dans leurs Eglises, & Maisons, les Fêtes de l'Eglise Romaine, ensemble les Processions dans les lieux, où ils en sont en possession, avec toutes leurs autres Cérémonies, & de les continuer, sans que ceux de la Confession d'Ausbourg, ou de la Religion Réformée les en puissent aucunement empêcher, incommoder, injurier, ou leur donner occasion de scandale, & en cas que tel empêchement, ou insolence fût fait, on en châtiera incessamment, & à proportion du crime les Coupables.*

Mais pour ceux de la Confession d'Ausbourg, & de ladite Rel. Réformée, ils ne seront ni ici, ni ailleurs, tenus à l'observation des Fêtes, & des Cérémonies des Catholiques Romains.

§. 7. *Les Catholiques Romains n'auront pas besoin non plus de Proclamations démissoriales, ou de Copulations par ceux de la Religion Réformée : mais il leur suffira de se faire proclamer, & copuler dans les plus proches Communautez de leur Religion Romaine.*

Art. VI.

Hertzogthumben Gulich und Bergh.

§. 1. ANreichende nun die Hertzogthumber Gülich und Berge, da lassen des Herren Pfaltz-Graffen Fürstl. Durchl. die Augspurgischen Confessions Verwandte so wol Reformirte als Lutherische hey denen *Exercitiis*, Kirchen, Capellen, *Beneficiis*, Reothen, Gütern und Einkommen, welche sie bishero ionen gehabt, possedirt und genossen, unbeirret und rühig, wollen dieselbe gegen jedermänniglich gebührend schützen, auch was krafft dieses Vergleichs zu restituiren, so bald diese Pausch Handlung ratificirt, ohne die allergeringste Saumnus restituiren lassen.

Hertzogthumb Gulich.

§. 2. SOlchem nach sollen die A[illegible]spurgische Confessions Verwandte der Reformirter Religion in dem Hertzogthumb Gülich an nachfolgenden Orten alwo sie ohne dem vorhero die *Exercitia publica* gehabt, dieselbe auch künfftig ruhig und oho contradiction behalten, als in Städten und Flecken.

1. Zu Düren.
2. Zu Heinsberg.
3. Zu Oberwinter.

4. Zu

Art. VI.

Les Duchez de Juilliers, & de Berghe.

§. 1. D*Ans les Duchez de Juilliers & de Berghe, son A. S. de Neubourg laissera & maintiendra ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Réformez, que Luthériens, dans l'Exercice, Eglises, Chapelles, Bénéfices, Rentes, & les Biens dont ils ont joüi jusqu'à présent, & leur fera effectivement & promptement rendre tout ce qui leur doit être rendu en conformité de cette Convention générale, aussi-tôt qu'elle sera ratifiée de part & d'autre.*

Duché de Juilliers.

§. 2. D*E sorte, que ceux de la Confession d'Ausbourg, & de la Réformée continueront & tiendront sans contradiction leur Exercice public, comme ils l'ont eu auparavant, dans les Villes & Bourgs suivans.*

1. *à Duren.*
2. *à Heinsberg.*
3. *à Oberwinter.*

4. à

4. Zu Linnich.
5. Zu Waffenberg.
6. Zu Stolberg.
7. Zu Randenraht.
8. Zu Bruggen.
9. Zu Eschweiler.
10. Zu Sittard.
11. Zu Waldtniel.
12. Zu Süchtelen.

In denen Dörfferen.

13. Zu Gemondt.
14. Zu Teveren.
15. Zu Weyden.
16. Zu Frechen.
17. Zu Kirchherten.
18. Zu Kaldenkirchen.
19. Zu Juchen.
20. Zu Hunshoven.
21. Zu Otzenrath.
22. Zu Lövenich.
23. Zu Bracht.
24. Zu Keltzenberg.
25. Zu Zu Huckelhofen.
26. Zu Rheide in der Pfarrkirchen, worzu derselben Renthen und Gefälle gehörig.

Auff den Adelichen Hauseren.

27. Zo Flammersheim. 28. Zu Bulles oder Grossen Bullesheim, dergestalt das wann schon hernegst die Hauser an Römisch-Catholische, es seye auff was Art ond Weise es immer wolle, kommen, oder transferiret werden, oder der Besitzer zu solchem öffentlichen Gottesdienst sein Haus länger nit dazu verstatten könte oder wolte, auff solche Fälle nichts desto weniger das *Exercitium publicum* continuiret, und io den Dorfferen Gros Bullesheim und Flammersheim Kirchen und Schulen gebauet, und alle *annexa Exercitii publici* geübet werden.

§. 3. So viel aber die übrige Evangelische Reformirte Adeliche Häuser *in specie* Lürcken, Verkeo, Merotgen, Severnich, Berg vor Flosdorff, Luidendorff, Bolheim und Durweis, &c. angehet, darauff solle gleich wie bisanhero der Gottesdienst, doch mit Zulassung der Benachbarten Reformirten Religion Familien ohne *Parochialibus* geübet werden. Gleich wie auch denen Adelichen Römisch-Catholischen in dem Hertzogthumb Cleve auff ihren Hauseren eben dergleichen Gottesdienst verstatter, ob sie gleich weder *publicum* noch *privatum Exercitium* bishero darauff gehabt hetten.

§. 4. Restituiret aber und gestattet soll ihnen den Reformirten werden das *publicum Religionis Exercitium cum omnibus annexis*, und sie hiemit Krafft und Macht haben und befügt seyn, dasselbe nunmehr auch einzuführen und einzurichten.

1. Vor der Stadt Gülich auff dem Acker Kayfers-Kamp genandt, und allernegst der Catthauser Mühle gelegen, oder auff der zwischen hochstgemelter Ihrer Fürstl. Durchl. und der gemeldter Carthäuser Mühle gelegenen Grund eine Kirche und Küsters Wohnung zu bauen, des Predigers Wohnung aber und die Schule in der Stadt Gülich zu haben und anzustellen. Es were dann das Ihre Fürstl. Durchl. den Bau dieser Kirchen an einen bequemen Ort in der Stadt bewilligten. 2. Zu Remagen. 3. Zu Ormundt. 4. München Gladbach in der Vorstadt, Kirche und Schule, und was dem *exercitio publico* anklebet.

§. 5. So viel nun die Augspurgische Confessions Verwandte Lutherischer Religion anlanget, bleiben dieselbe bey ihren öffentlicheo Religions Ubungen, und was denen anklebet, als 1. zu Düren. 2. zo Stolberg. 3. zu Gemünde. 4. zu Kindtsweiler.

§. 6. Restituiret und gestattet wird ihnen aber das *Exercitium Religionis publicum*, und was demselben anklebet, als 1. vor der Stadt Gülich an stat Engelsdorff der gestalt, das des Predigers Wohnung und die Schule

4. à Linnik.
5. à Wassenberg.
6. à Stolberg.
7. à Randenrath.
8. à Bruggen.
9. à Eschweiller.
10. à Sittart.
11. à Waltnil.
12. à Suktelen. Ainsi

Dans les Villages

13. De Gemont.
14. De Teveren.
15. De Weiden.
16. De Frechen.
17. De Kirkherten.
18. De Kaldenkirken.
19. De Juchen.
20. De Hunshofen.
21. D'Ozenrath.
22. De Lovenik.
23. De Brucht.
24. De Kelzenberg.
25. De Hukelhofen.
26. Dans l'Eglise Paroissiale de Rheide, avec les émolumens, & rentes, qui en dépendent.

De même dans les Maisons Nobles

27. De Flomersheim, 28. & de Bulles, ou grand Bullesheim, & encore que ces Maisons fussent transportées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs ne voulussent plus permettre d'y faire l'Exercice de la Religion, on continuera pourtant tel exercice public, & ce qui en dépend, & on bâtira pour cette fin des Eglises, & Ecoles, dans les Villages du Grand Bullesheim, & de Flomersheim.

§. 3. Pour ce qui est des autres Maisons Nobles des Réformez, & nommément de Lurken, de Verken, Merotgen, Severnik, Berg devant Flosdorf, Luidendorf, Bolheim, & de Durweis, &c. On y continuera, comme on a fait jusqu'à présent, l'Office des Réformez, en y recevant aussi ceux du voisinage de la même Religion, mais toutefois sans les droits Paroissiaux, & de la même maniére qu'on a permis à des Nobles Catholiques Romains de faire l'Office de leur Religion dans leurs Maisons au Duché de Cléves, encore qu'ils n'y eussent jusqu'à cette heure aucun exercice, ni public, ni particulier.

§. 4. Il sera rendu & permis aux Réformez l'exercice public de la Religion avec les annexes, & ils pourront en vertu de ceci le commencer ou établir.

1. Devant la Ville de Juilliers sur un champ nommé Keiserskamp, proche du Moulin des Chartreux, ou sur la Terre, qui y est entre les Moulins de S. A. S. & desdits Chartreux, bâtir une Eglise, & Maison de Marguillier, & d'y tenir l'Ecole, & une Maison pour leur Pasteur dans l'enceinte de la Ville de Juilliers, si ce n'est que S. A. S permit expressément de bâtir cette Eglise dans quelque endroit de la Ville même; 2. à Remagen. 3. à Ormunt. 4. à Munken-Gladbach dans le Fauxbourg, où ils pourront établir Eglises, Ecoles, & tout ce qui dépend de l'exercice public de la Religion.

§. 5. Quant à ceux de la Confession d'Ausbourg nommez Luthériens, ils demeureront dans leur exercice public, & tout ce qui en dépend; 1. à Duren; 2. à Stolberg; 3. à Gemunde; 4. à Kintsweiler.

§. 6. Et on leur permet, & rend l'exercice public avec ce qui en dépend; 1. Devant la Ville de Juilliers, en échange d'Engeldorf, tellement que la Maison du Pasteur, & l'Ecole puissent être établies, & tenuës dans

ANS de J.C. 1672.

Schule in der Stadt Gülich gehalten und angestellet werden moge.

2. Auffm Zweiffel und 3. zu Menzeradt vor Monjoye und solche *cum omnibus annexis.*

Art. VII.

Hertzogthumb Berg.

§. 1 SO viel das Hertzogthumb Berge angehet, sollen die Augspurgische Confessions Verwandte Reformirter Religion an nachfolgenden Orten die *Exercitia publica*, Kirchen, Capellen und Schulen mit denen darzu gehorigen Pastorat-Kirchen, Custerey, und Schul-Renthen, Wiedenhofen, Vicarien, und deren Auffkümpsten, inmasseo sie solche bis dato exercirer, inne gehabt, und genossen, auch künfftig unbeeinträchtiget haben und behalten. Als

1. Zu Elherfelt. 2. zu Cranenberg. 3. zu Hilden. 4. zu Haen. 5. zu Waldt. 6. zu Somborn. 7. zu Langenbergs 8. zu Neviges. zu Mülheim an der Ruhr. 10 zu Wülffraht. 11. zu Wermeskirchen. 12. zu Dühn. 13. zu Raht vorm Wald 14. zu Sohlingen. 15. *Capellam S. Antonis* auff der Thones Heyden mit der Vicarey S. Anthonii. 16. *Capellam S. Reinboldi* bey Sohlingen. 17. *Capellam* auff dem Hoff zu Windraht. 18. zu Scholer. 19. zu Hückeswagen. 20. In der Stadt Düsseldorff. 21. In der Stadt Ratingen. 22. zu Homberg. 23. zu Velbert, 24 zu Greffrath. 25. zu Dussel. 26. zu Medman. 27. Auff der Urdenbach. 28. zu Mülheim am Rhein. 29. zu Ober-Cassel.

§. 2. Auff den Adelichen Häuseren.

1. Auff dem Haus Lennep.
2. Auffm Hause zum Spich.
3. In der Delling zu Olepe.
4. Zu Bawyr zu Erckraht.
5. Auff dem Hause Dorp.
6. Auff dem Hause Rott und Elsfeldt.

Dergestalt wann schon hernegst diese Adeliche Häuser an Romisch Catholische kommen oder transferirt werden, oder Besitzer seine Religion ändern, das dennoch auff solche Falle, die Gemeine so alsdan daselbst sich finden wird, an oder bey denselbeo oder doch negst gelegenen Orth Ihren Gottes-dienst mit Besuch und Anhorung der Predigten, und administrirung des Ahendsmahls, und der Tauffe auch Ehe Einsegnung nach wie vor ungehlodert üben, und darinn continuiren konne.

§. 3. Hernegst soll ihnen den Reformirten restituirt werden 1. Das *Exercitium publicum* zu Grüten *cum annexis*. 2. Das *simultaneum Romano-Catholicum exercitium* in der Pfarr-Kirche zu Hückes-wagen soll abgeschaft, auch die ihnen entzogene halbe Kirchen-Reothen bey extradition der Ratification ober gegenwertigen Vergleich restituiret, hergegen aber auch zugleich denen Romisch-Catholischen zu Reparirung der Schloß-*Capella* daselbst ein hundert Reichsthaler gegeben und ausgezahlt werden. 3. Die *reditus B. Mariæ Virginis & S. Antonii* zu Huckeswagen, so bald dieselbe durch Absterben des jetzigen Besitzers, welcher den Römisch-Catholischen Gotesdienst verrichter, und ein Geistlicher aus dem Closter Wipperforde ist, oder sonsten vacant wird denen Romisch-Catholischen aber dagegen fünff hundert Reichsthaler von denen Reformirten ausgezahlt werden.

4. Die Pastorat-Renthen zu Ober-Cassel.

5. Zu Düssel sollen die Romisch Catholische die Pastorat Renthen gantz an sich behalten, und dargegen der Reformirter Gemeine daselbst jährlich achtzig Reichsthaler *in certis reditibus* aus gemelter Pastorat-Renthen daselbst *per se* zu heben, anweisen, oder aber den Reformirten daselbst gemeldte Pastorat-Renthen gantz einraumen und sich daraus achtzig Reichsthaler *in certis* anweisen lassen.

6. Zu

dans la Ville même; 2. à Zweifel; 3. & à Menzerat devant Monjoye, & le tout avec les annexes.

Article VII.

Duché de Berghe.

§. 1. POur ce qui touche le Duché de Berghe, & ceux de la Confession d'Ausbourg, dits Réformez, ils y exerceront, & tiendront dans les places suivantes, tout ce qu'ils y ont exercé & tenu jusqu'à present, soit d'exercice public, d'Eglises, de Chapelles, d'Ecoles, avec des Eglises Paroissiales, Rentes d'Ecole, & de Marguillier, Widenhofen, Vicariats, & ses Revenus, sçavoir, dans les Villes, Bourgs, & Villages.*

1. d'Elberfeld. 2. Cronenberg. 3. Hildem. 4. Haen. 5. Walt. 6. Somborn. 7. Langenberg. 8. Neviges. 9. Mulheim sur la Ruhr. 10. Wulfrath. 11. Wermeskirken. 12. Duben. 13. à Rath devant le Bois. 14. De Sohlingen. 15. La Chapelle de S. Antoine sur la Bruyere de Thones avec le Vicariat de S. Antoine. 16. La Chapelle de S. Reinhold prés de Sohlingen. 17. La Chapelle à la Cour de Windrath. 18. Scholer. 19. Hukeswagen. 20. Dans la Ville de Dusseldorp. 21. Dans la Ville de Ratingen. 22. à Homberg. 23. Velbert. 24. Grefrath. 25. Dussel. 26. Metmon. 27. Sur l'Urdenbach. 28. à Mulheim sur le Rhin. 29. à Ober-Cassel.

§. 2. Dans les Maisons Nobles.

1. *De Lennep.*
2. *De Spich.*
3. *à Olepe dans le Delling.*
4. *Bawir à Erkrath.*
5. *à la Maison de Dorp.*
6. *à la Maison de Rott, & Elsfeld.*

Et même, quand ces Maisons seroient transferées à des Catholiques Romains, ou que les Possesseurs changeroient de Religion, la Communauté Reformée, qui s'y trouveroit, ne laisseroit pas pourtant de continuer son exercice, ou bien dans un des plus proches lieux, comme aussi d'y fréquenter les Prêches, la S. Cene, & d'y recevoir le Batême, & la Bénédiction de Mariage avec la même liberté qu'auparavant.

§. 3. On rendra de plus ausdits Réformez. 1. l'exercice public, avec ce qui en depend, à Gruten. 2. Comme on ôtera aux Catholiques l'exercice, qu'ils avoient ensemble avec les Réformez dans l'Eglise Paroissiale à Hukeswagen, on rendra à ceux-ci encore l'autre moitié des Rentes de ladite Eglise, si tôt que la Ratification de cette Convention sera échangée, à condition pourtant, qu'ils payent cent écus aux Catholiques pour en reparer la Chapelle du Château. 3. Les Revenus du Vicariat de Nôtre-Dame, & de S. Antoine à Hukenwagen, en cas d'ouverture, ou de mort du Possesseur, qui est de la Religion Romaine, & du Cloitre de Wipperforde, & à condition, qu'ils en payeront aux Catholiques cinq cens écus.

4. *Les Revenus de la Cure à Ober-Cassel.*

5. *Comme les Catholiques tiendront entiérement pour eux les Rentes de la Cure à Dussel, ils en donneront en échange à la Communauté Réformée des assignations, qu'elle puisse annuellement, & en certaines Rentes de ladite Cure, tirer la somme de quatre-vingts écus, ou bien ils seront obligez d'y rendre entiérement les Revenus de la Cure, & d'accepter les assignations de la Communauté Réformée pour en tirer quatre-vingts écus annuels.*

6. On

ANS de J.C. 1672.

6. Zu Neviges soll der Reformirten Gemeinde alsobald nach Ratification dieses Recessus das jenige restituirt werden was sie von allen und jeden Gütern und Renthen bey Veränderung der Religion des Herren von Hardenberg in Besitz gehabt, und bishero ihnen zum Theil von der Fraw von Hardenberg entzogen. Wann nach geschehener solcher restitution die Fraw von Hardenberg, so dann einige Befügnus darauff zu haben vermeinet, soll ihr freystehen dasselbe rechtlicher Gebühr nach aussündig zu machen, und wann die Sache vor Ihrer Fürstl. Durchl. Regierung zu Dusseldorff instruirt ist, und beyde Partyen zur gnüge gehoret seyn, dieselbe zur Erörterung an unpartheylichen aus beyden Römisch Catholischen und Reformirten Religionen aufgestellet werden, es were dan das gemelte Fraw mit vorgemeldter Gemeine vor Einlangung der Ratification dieses Recessus sich darüber vergliche, dabey es dann billig sein bewenden hette.

§. 4. So viel nun die Augspurgische Confessions-Verwante Lotherischer Religion in dem angeregten Hertzogthumb Berge betrifft, sollen dieselbe an nachfolgenden Orten die *Exercitia*, Kirchen, Capellen und Schulen mit denen darzu gehörigen Pastorat-Kirchen, Kusterey und Schul-Renthen, Wiedenhöfen, auch Vicarien, und deren Auffkümpsten, io massen wie gemeldte Lutherische dieselbe jetzo besitzen und geniessen, haben und behalten. Als

1. In der Stadt Lennep.
2. Zu Remscheide.
3. Zu Daveringhausen.
4. Zu Remblingrode.
5. Zu Burscheid.
6. Zu Neukirchen.
7. Zu Witzhelden.
8. Zu Volberg.
9. Zu Honradt.
10. Zu Waldbroel.
11. Zu Rosbach.
12. Zu Eckenhagen.
23. Zu Leulcheidt.
24. Zu Odenspiel.
15. Zu Wilberb die Capella.
16. Zu Velbert nebst der Capelle, jedoch mit Vorbehalt der darauff von denen Reformirten habender prætension.
17. Zu Leichlingen.
18. Zu Walscheidt.
19. Zu Holpe.

20 Zu Dencklingen in der Capelle *simultaneum* dergestalt, das die Lutherische die Capelle allein behalten.

21. Das *simultaneum* zu Herchen, doch das die *reditus* in jetzigem Standt verbleiben, und denen Lutherischen die Cantzel nicht versperret, noch gehindert werde.

So viel aber Altar und Tauffstein anbetrifft, sollen die Römisch-Catholische dieselbe vor sich behalten, jedoch bey Execution dieses Recesses zu Behueff der Evangelisch Lutherischen *ex communibus sumptibus* in derselben Kirchen an einen bequemen und denen Evangelischen gelegenem Ort ein ander Altar und Tauffstein gemachet werden.

22. Das *simultaneum* zu Seelscheid, wabey dann zu wissen das die Romisch Catholische und Lutherische sich weiter zu vergleichen haben, damit sie an denen Orten, an welchen die *simultanea* seyndt, und in Krafft dieses Recessus verbleiben, zu gewisser Zeit und Stunde den Gottesdienst verrichten und einer den andern nicht hinderen. Dan die Lutherische mögen im Winter und im Sommer des morgens umb 10. Uhr, nachmittag aber umb 3. Uhr ihren Gottesdienst verrichten. Die Romisch Catholische aber sich der übrigen Zeit zu ihrem Gottesdienst in den Kirchen gebrauchen.

Ferner

ANS de J.C. 1672.

6. On rendra encore à Neviges après que les ratifications de ce Recès seront échangées, aux Réformez tout ce qu'ils y possedoient en Biens, & en Rentes, du tems du changement de Religion du Sieur de Hardenberg, & dont ils avoient été en partie dépossedez par Madame de Hardenberg, laquelle pourra pourtant, apres cette restitution faite, poursuivre son droit en justice, si elle en croit avoir, & quand sa cause sera entamée, ou instruite dans la Régence de S. A. S. à Dusseldorp, & que les Parties y seront entendues, on la fera décider par des gens désintéressez, & de l'une & l'autre Religion, à moins que ladite Dame ne s'en fut accordée autrement avec les Réformez, & pour lors on se tiendra à leur accord.

§. 4. *Pour ce qui est de ceux de la Confession d'Ausbourg, qu'on nomme Luthériens, ils tiendront & possederont dans ce Duché de Berghe, tout ce qu'ils y possédent présentement en Exercices, Eglises, Chapelles, Ecoles, avec ce qui en dépend, soit de Rentes, Eglises Paroissiales, de Marguillier, & de Maitre d'Ecole, Widenhofen, comme aussi en Vicariats, & en Rentes en dépendantes, sçavoir*

1. *Dans la Ville de Lennep.*
2. *à Remscheide.*
3. *à Daveringhausen.*
4. *à Remblingrode.*
5. *à Burscheid.*
6. *à Neukirken.*
7. *à Witzhelden.*
8. *à Volberg.*
9. *à Honrat.*
10. *à Waltbroel.*
11. *à Rosbach.*
12. *à Ekenhagen.*
13. *à Leuscheid.*
14. *à Odenspiel.*
15. *La Chapelle à Wilberg.*
16. *à Velbert proche de la Chapelle, où l'on réservé pourtant aux Réformez la prétention qu'ils y ont.*
17. *à Leichlingen.*
18. *à Walscheid.*
19. *à Holpe.*

20. *à Denklingen dans la Chapelle l'Exercice public ensemble avec ceux de l'autre Religion, à condition pourtant, que les Luthériens joüiront seuls des Rentes de cette Chapelle.*

21. *à Herken l'Exercice ensemble avec ceux de l'autre Religion, les Rentes demeureront pourtant dans l'état d'à présent, & l'on n'y fermera, ni n'ôtera pas la Chaire aux Luthériens.*

Mais les Catholiques Romains tiendront pour eux l'Autel & les Fonds baptismaux, à condition néanmoins, qu'en exécution de ce Traité, l'on y fera dans la même Eglise, & dans un endroit convenable aux dépens communs un autre Autel, & Fonds de Batême pour le service des Luthériens.

22. *à Seelscheid l'exercice ensemble avec ceux de l'autre Religion, bien entendu, que les Catholiques & les Luthériens ayent à convenir dans tous les lieux, où selon ce Traité, ils ont l'Exercice ensemble, que l'on y fasse l'Office à certain tems & heure, afin que les uns ne donnent pas d'empéchement aux autres, car les Luthériens pourront en Hiver, & Eté, faire leur Office le matin à 10. heures, & l'après-midi à trois heures, & les Catholiques Romains, pourront le reste du tems se servir de telles Eglises communes.*

Les

ANS de J.C. 1672.

Ferner haben und behalten die Lutherische folgende *Exercitia publica.*

23. In der Stadt Dusseldorff.
24. In der Stadt Sohlingen.
25. Zu Huckeswagen.
26. Zu Mülheim am Rhein, und
27. In der Freyheit Burg, wie nit weniger bleiben sie auch fernet zu Rade vor dem Walde, und zu Medman in dem Stande, in welchem sie bishern gewesen und gegenwärtig seynd.

§. 5. Restituirt aber und gestattet werden ihnen den Lutherischen an nachfolgenden Orten die *Exercitia publica cum annexis* auff ihre Kösten, als

1. Zu Ruppichtradt.
2. Zu Ratingen, und
3. Zu Reusradt.

Art. VIII.

§. 1. AN allen vorher erzehlten Orten nun, an welchen die Augspurgische Confessions Verwandten Reformirter und Lutherischer Religion die *Exercitia publica* haben, und vermöge dieser Pausch Handelung restituiret bekommen, haben sie Macht ihren Gottesdienst, wie derselbe in denen Reformirten und Lutherischen Kirchen unter Evangelischen Herren geüht und getrieben wird, in allen Stücken ungehindert, und ungeirret zu üben, und zu treiben. Sie haben auch Macht Kirchen, Kirchhäuser, Capellen, Pfarr, Schul, Küsterhäuser, Thurne und Glocken, und was sonst mehr zum Gottesdienst notig, auff ihre Kosten zu bauen, und zu unterhalten. Dabey sie des Herren PfaltzGraffen Furstl. Durchl. jedesmahl und wider männiglich gnadigsten und machtigen Schutz halten wollen.

§. 2. Hernechst so sollen vorgedachter beyder Religionen Augspurgischer Confession Reformirte und Lutherische Prediger, Pfarrern, Pastores, Schulbediente und Küster in ihren Pfarren, Kirchen, Capellen, Schulen, und anderen gehörigen Häuseren und Wohnungen, auch gewidmeten Güteren, Renthen und Gefällen alle Geistliche Freyheit vor ihre Person, und vor die zu ihren Pfarren gewidmete Güter, wie und wo dieselbe im Lande gelegen, über all gleich, wie die Romisch Catholische *indifferenter* geniessen, dieselbe mit Landsteuren, Einquartirungen und dergleichen Lasten wider des Landes Gebrauch und Herkommen nicht beschweret, und also auch in diesem Stück denen Römisch-Catholischen im Gülich und Bergischen gleich gehalten und tractirt werden.

§. 3. Nicht weniger sollen gedachte Prediger, Pfarter, Pastores, Schulbediente und Küster bey ihren Kirchen-Ordnungen, Statuten, welche sie gleichwol zu vordenst Ihrer Fürstl. Durchl. als Lands-Fürsten, damit darinnen wider die Lands-Fürstl. Hoheit nichts nachtheiliges gefunden werde, zur Bestättigung unterthänigst einreichen lassen sollen, und wollen Ihre Fürstl. Durchl. dieselbe so dann gnädigst und unweigerlich bestättigen) Gebräuchen, Gewohnheiten, Cæremonien, Kirchlicher Disciplin bey denen ordentlichen Conventen der bishero gewohnlicher General, Provincial, Synodal, Classical, Presbyterial und Consistorial Versamblungen (welche sie in den unirten Hertzogthumben und Graffschafften ungehindert, ausser denselben aber anderer Gestalt nit als mit Vorwissen und Bewilligung des Landts Fürsten besuchen mögen) und derselben Schlussen und anderen ihren Gebräuchen gehandhabet werden.

§. 4. Denen *Præsidibus* und *Moderatoribus Synodorum & inspectoribus Classium* soll in denen hervor gedachten unirten Hertzogthumben und Graffschafften zugelassen seyn, denen in den Evangelischen Kirchen üblichen Gebrauch, Observantz und Ordnung zufolge zu visitiren, und *ad correctionem vitæ & morum* zu schreiten, die Geistliche Disciplin zu unterhalten,

Les Luthériens conserveront de plus, & tiendront leur Exercice public.

23. *Dans la Ville de Dusseldorp.*
24. *Dans la Ville de Sohlingen.*
25. *à Hukeswagen.*
26. *à Mulheim sur le Rhin.*
27. *Dans la Franchise de Burg : ils continueront aussi à Rade devant le Bois, & à Metman, dans le même état qu'ils y sont présentement.*

§. 5. *On rend aussi & permet aux Luthériens, mais à leurs dépens, l'exercice public, avec ce qui en dépend, dans les Places suivantes.*

1. *à Rupichtrat.*
2. *à Ratingen.*
3. *à Renfrat.*

Art. VIII.

§. 1. D*Ans tous ces lieux donc, où ceux de la Confession d'Ausbourg, tant Réformez que Luthériens continuent, ou obtiennent en vigueur de ce Traité, l'Exercice public, il leur sera permis d'y faire leur Office publiquement, & de la même manière, qu'il s'exerce dans des Eglises Réformées, ou Luthériennes, sous des Souverains de telle Religion. Il sera permis de plus de bâtir & d'entretenir à leurs dépens, des Eglises, Chapelles, Maisons de Pasteurs, d'Ecoles, & de Marguilliers, avec des Clochers & Cloches, & généralement tout ce qui pourrait être nécessaire à l'Office public de leur Religion : C'est ce, en quoi S. A. S. les protégera, & maintiendra toujours & contre toute sorte de personnes.*

§. 2. *Tous les Ministres de la Confession d'Ausbourg, tant Réformez que Luthériens, & nommément les Pasteurs, Ministres, Maitres d'Ecole, Marguilliers, jouiront de toute liberté Ecclésiastique, à l'exemple des Catholiques, non seulement pour leurs personnes, mais encore pour les Biens, Maisons, rentes & émolumens, qui leur sont destinez, dans quelque endroit du Pais qu'ils soient situez, & ils ne seront pas chargez non plus de Tailles, Quartiers, ou autres Taxes, contre l'ancienne Coûtume du Pais, mais ils seront encore en ceci traitez également avec les Ministres de l'Eglise Romaine par tous les Pais de Juilliers, & de Berghe.*

§. 3. *On maintiendra aussi lesdits Ministres Protestans, Pasteurs, Prédicateurs, Maitres d'Ecoles, Marguilliers & autres, dans l'usage & l'exécution des Statuts & Ordonnances de leur Eglise : lesquels ils seront pourtant obligez de présenter auparavant à son A. S. afin qu'on n'y pratique rien au préjudice du Souverain, & d'en demander très-humblement la confirmation, que S. A. S. aura toûjours la bonté de leur accorder sans répugnance : comme aussi dans les autres Coûtumes & Cérémonies de leurs Eglises, Disciplines, Assemblées ordinaires de quelque nom qu'elles soient, Générales, Provinciales, Synodales, Classiques, Presbytérales, & Consistoriales, en sorte qu'ils les pourront fréquenter librement, & de leur chef dans les Duchez & Comtez unis, mais non point hors d'icelles sans le consentement & la permission du Souverain du Pais, & qu'on donnera main forte pour l'exécution des Arrêts & Conclusions, qu'ils y auront prises.*

§. 4. *Les Directeurs ou Modérateurs des Synodes, & les Inspecteurs des Classes pourront ainsi par toutes ces Duchez & Comtez unis, visiter selon la Coûtume & l'Ordonnance de l'Eglise Evangélique, y faire observer la Discipline Ecclésiastique, corriger la Conduite & les Mœurs, & même châtier les Transgresseurs, mais le tout à condition que devant que d'entreprendre une telle Visita-*

ANS de J. C. 1672.

halten, auch gegen die verbrechende Glieder zu verfahren. Ehe und bevor sie aber diese particular *visitationes* vornehmen, sollen sie solches und ein jedweder der nötig hält, zu visitiren, Ihrer Fürstl. Durchl. oder in derselben Abwesen, der Regierung in Zeiten unterthänigst und gebührlich zu wissen machen, damit jemand verordnet werden könne, welcher wegen vor hochstgedachter Ihrer Fürstl. Durchl. als Lands-Fürsten der visitation beywohne, sonsten aber dahin sehe und acht habe, das nichts geschehe, oder von den Geistlichen, welche bey denen visitationen seynd und visitiren, etwas vorgenommen werde, welches der Lands Fürstl. Hoheit, Bottmassigkeit und Jurisdiction entgegen, nachtheilig und præjudicirlich sey, und wollen Ihre Fürstl. Durchl. jedesmahl ihrentwegen einen der Evangelischen Religion zugetanen *visitatorem* auff dero Kösten verordnen, welcher doch wann Sachen vorgehen, die *ad interius conclave* gehoren, und wann die *Censura Ecclesiastica* vorgenommen wird, sich so lange absentiren und diesen *actibus* nicht beywohnen soll. Die Weltliche Obrigkeit soll in dem, was von dem *Præside & Moderatoribus Synodi*, *& inspectoribus Classium* hinführo von Predigern, Pfarrern, Pastoren, und Vorstehern jeder Gemeine Kirchlichem Gebrauch und der Kirchen Ordnung gemas des *visitati* Lebens, Handels und Wandels, Verhaltens und Abstraffung halber statuirt ist, nicht verhinderen noch auffhalten, weniger die *corrigendos vel correctos* dawider schützen; Wofern auch der *visitatus*, *corrigendus vel correctus* darüber an die Weltliche Obrigkeit ohne gnugsame und erhebliche Ursachen sich wenden würde, derselbe abgewiesen, und denen ihm vorgesetzten Geistlichen *visitatoribus* in Vollenziehung der Execution gegen den *per Censuram Ecclesiasticam correctum* die Hand biethen, und behülfflich erscheinen.

Visitation particuliére, ils en avertissent trés-humblemen S. A. S. ou en son absence, la Régence du Pais, afin qu'on députe quelqu'un, pour y assister de la part de S. A. S. & pour observer & empêcher, qu'on n'y fasse rien au préjudice de la haute Jurisdiction, & autorité du Souverain. S. A. S. déclare de plus, de vouloir toûjours députer de sa part, & à ses dépens un Visitateur, qui sera de la même Religion Evangelique, & de lui ordonner aussi, qu'il ait à se retirer, quand il s'y passe quelque chose, qui appartient au Conclave intérieur, & de n'y assister durant le tems, qu'on applique des Censures Ecclésiastiques. Le Bras Séculier n'empêchera jamais l'exécution de ce qui sera ordonné conformément aux Statuts & Coûtumes de l'Eglise par le Présidem & les Directeurs de Synode, ou par les Intendans d'Ecole, Pasteurs, Prédicateurs & Supérieurs Ecclésiastiques, soit touchant la Correction ou autrement, & ledit Bras Séculier n'entreprendra pas de protéger ceux qui auront été corrigez, ou qui le devroient être; mais au contraire, il renverra ceux qui auroient ce recours sans raison légitime, ausdits Visitateurs Ecclésiastiques mêmes, pour y être effectivement châtiez, ou corrigez, & en facilitera l'exécution.

§. 5. Vorgedachte Augspurgischer Confessions-Verwandte Reformirter und Lutherischer Religion sollen an keine andere Ceremonien als die ihre gebunden. Dahero sie nit schüldig und gehalten seynd bey denen Romisch Catholischen Processionen Gras zu strewen, Meyen zu setzen, Mäy, oder andere dergleichen bey den Römisch Catholischen gebräuchlichen Feyer-Glocken zu ziehen, mit dem Gewehr bey den Processionen auffzuwarten, Fahnen oder Creutze zu tragen, bey der Morgens, Mittags und Abends Glocke den Huet abzuziehen, und was dergleichen mehr. Sie sollen auch dieserthalb von niemanden beschwaret, viel weniger von ihnen begehret werden vorher erzehlten und anderen Romisch-Catholischen Ceremonien und *ritibus* beyzuwohnen.

§. 5. Tous ceux de la Confession d'Ausbourg, Réformez & Luthériens ne seront tenus qu'à leurs Cerémonies, & ainsi ils ne seront pas obligez à mettre des herbes pour les Processions des Catholiques, ni à planter des Mais, sonner les Cloches de leurs Fêtes, se tenir sous les armes du tems des Processions, porter des Drapeaux & des Croix, ni à ôter le Chapeau quand on sonne le matin, à Midi & le soir, ni à d'autres choses semblables, dont ils ne pourront jamais être inquiétez de qui que ce soit, ni forcez à assister à aucune des Cérémonies des Catholiques.

§. 6. Ferner sollen sie die verschlossene Zeiten nach Römisch Catholischer Kirchen gewonheit in Ehesachen nit observiren, keine *proclamationes dimissoriales* oder *copulationes* bey den Romisch-Catholischen Pastoren suchen, sonderen es soll gnug seyn, wann sie sich in ihrer Religion Gemeinen proclamiren und bey denen selbigen wo sie wollen copuliren lassen. In denen jetzgedachten verschlossenen Zeiten aber sollen sie gleichwol keine weitläuffige Hochzeiten anstellen, noch auch zu der Zeit auff denen Hochzeiten wie sonsten bräuchlich, tantzen.

§. 6. Ils n'observerent pas non plus le tems, où les Mariages sont défendus aux Catholiques, ni ne prendront non plus des Démissoriales, Proclamations, ni Copulations des Pasteurs Catholiques, mais ils se contenteront de se faire proclamer dans leurs Communautez, & d'épouser devant qui ils voudront, toutefois auront-ils à se garder de danser, & même de faire des pompes, quand leurs Mariages se font dans un tems défendu aux Catholiques.

§. 7. Uber dem so sollen sie der Sendt, welche in der Romisch-Catholischen Kirchen gehalten wird, keines wegs unterworffen seyn, und dieweil auch das Kirchen-Meister-Ambt und Bruder-Meister-Ambt bey denen Romisch Catholischen *officia Ecclesiastica* seynd, so sollen die Reformirte und Luthersche mit denselben und dergleichen wider ihren Willen nicht beschwaret werden.

§. 7. Ils ne seront nullement obligez au Synode, qui se pratique dans l'Eglise Romaine, & comme les Charges de Maître d'Eglise & de Confrérie sont réputées pour des Offices Ecclésiastiques, les Réformez & les Luthériens n'en seront jamais chargez contre leur gré.

§. 8. Uber dieses sollen jetztgedachte Evangelische bey denen Römisch Catholischen Processionen, und wan das also genandte Venerabile zu den Krancken getragen wird, kein vorsetzlich ärgernus geben, sondern entweder so lange, bis die Procession oder das Vene-

§. 8. Tous les Protestans auront à se garder de donner aucun scandale, quand ils voyent porter le vénérable aux Malades, ou dans quelque Procession, mais ils auront plûtôt à se retirer dans des Maisons, ou bien à témoigner au Prêtre, & à ceux qui le suivent, la même

nerabile vorbey, auff die feithen in ein haus oder zurück gehen, oder dem Priester und denen, welche mit ihm seynd, eine dergleichen Ehrerbietung beweisen, als wie sie zu thun pflegen, wann Priester und andere ehrliche Leuthe ihnen zu anderen Zeiten begegnen.

§. 9. Es soll in Barmen, Sohlingen, und Elverfelde den Evangelischen so Reformirten als Lutherischen bey den Catholischen Festagen öffentlich, an übrigen Orten aber in den Häusern bey verschlossenen Buden, Thüren, Laden und Fensteren zu arbeiten erlaubt seyn, und sollen sie deswegen keine inquisition und Bestraffung zu befürchten haben, wann aber den Grob-Schmieden an Feyrtagen von Durchreisenden Arbeit zugebracht wird, mogen sie selbige auch offentlich verfertigen.

§. 10. Es bleibet offtgedachten Reformirten und Lutherischen bevor, in der Fasten auch am Freytag und anderen Römisch-Catholischen Abstinentz-Tagen in ihren Häusern Fleisch zu speisen, wann sie nur ihr Römisch-Catholisch Hausgesinde wider ihren Willen solches zu essen nicht anhalten.

Art. IX.

§. 1. Damit auch der Jurisdiction halber in Geistlichen Sachen, welche die Reformirte und Lutherische angehen, ins künfftige in diesen Hertzogthumben Gülich und Berge seine Richtigkeit habe; Soll keine Censur, Disciplin, Matrimonial und dergleichen Sachen, welche sonsten bey denen Evangelischen *ad forum Ecclesiasticum* oder *mixtum* gehören, vor denen Landt-Dechanten, oder anderen Geistlichen Römisch Catholischen Gerichteren gezogen, sondern von denselben gäntzlich befreyet seyn und bleiben.

§. 2. Und dahero mögen die Evangelische, wann sie untereinander in Ehe-Sachen streitig worden, sich bey den Synoden, *Classibus*, *Presbyteriis*, *Consistoriis*, *Inspectorio*, oder bey ihren Seelsorgern angeben, welche dan die Partheyen zu sich zu veranlassen, sie zu vergleichen und in der güte von einander zu setzen, allen Fleis anzuwenden. Wann aber die güte zum längsten innerhalb drey Monathen niche verfangen wolte, aldann sollen sie die Sachen an Ihrer Fürstl. Durchl. Regierung zu Dusseldorff verweisen, welche Regierung eine jede Sache in dreyen Schrifften *hinc inde* von 14. Tagen oder zum längsten von drey zu drey Wochen ohne Verstattung unnötiger und zum höchsten der zweyten dilation instruiren lassen, und wan sie vollig instruirt ist, die *acta praviâ inrotulatione* endweder an eine derselben Religion zugethane bewehrte Juristen Facultät, oder anderen der Religion zugethane unpartheischen Rechts-gelehrten, Nachdem die Sache der einer oder andern Evangelischer Religion Verwandten concerniret, zu rechtlicher dicision ohne das die Partheyen wissen wohin, zuverschicken, und aufzustellen.

§. 3. Was nun dergestalt erkant, dasselbe solle von mehr gemeldter Regiernng zur Execution gesetzt, und davon kein Appellation, noch Revision gestattet werden. Jedoch wan sich ein oder das ander oder auch beyde Theile beschwäret funden, und etwas, so in vorigen *actis* nicht gewesen, oder nit recht ausgeführet, nachmahls ausführen wolten, und sich bey der Regierung anmeldeten, alsdan sollen jedwedem Theile noch zweene Sätze verstattet, und mit Instruction auch Verschickung der Acten eben wie vorgedacht, verfahren werden.

§. 4. In denen Fällen aber, wann zwischen Römisch-Catholischen und Evangelischen Unterthanen Ehestreit vorfället, folget der *Actor* das *forum Rei* und wird der Evangelische nach deren von den Evangelischen angenommen, der Römisch-Catholische aber nach den Römisch Catholischen Geistlichen Rechten insonderheit *in puncto divortii & repudii* gerichtet.

Art.

même civilité, qu'ils leur feroient dans d'autres rencontres.

ANS de J.C. 1672.

§. 9. *Il sera permis aux Protestans, tant Réformez que Luthériens, de travailler ouvertement les jours de fêtes Catholiques, dans les Places de Barmen, de Sohlingen, & d'Elverfelde; mais dans d'autres lieux pas autrement que dans leurs Maisons, & à condition d'y tenir les Boutiques, Caves, portes & fenêtres bien fermées, & en ce cas là, ils ne seront pas sujets à d'autre recherche, ni à aucune correction pour leur travail, & si par hazard aux jours de telles fêtes Romaines, quelque passager présente de l'Ouvrage aux Maréchaux ou Forgerons, ils y pourront partout travailler publiquement.*

§. 10. *Ils auront aussi toute liberté de manger de la viande dans leurs Maisons en Carême, les Vendredis, ou les autres jours d'abstinence observez par les Catholiques, toutefois sans contraindre leurs Domestiques Catholiques à en manger contre leur gré.*

Art. IX.

§. 1. *Pour régler la Jurisdiction Ecclésiastique, en ce qui touche les Réformez & Luthériens, dans ces Duchez de Juilliers, & de Berghe, il est ordonné, que les affaires de Censure, de Discipline, de Mariage & autres semblables, qui appartiennent à la Jurisdiction Ecclésiastique ou mixte aupres des Protestans, ne seront pas décidées par le Doyen du Pais, ni par aucune autre Cour de Justice Catholique Romaine, mais en seront tout à fait exempts.*

§. 2. *C'est pourquoi tous ces Protestans, en cas de différens en Mariages pourront librement recourir à leurs Synodes, Classes, Consistoires, &c. ou d'autres de leurs Pasteurs, qui auront soin d'assembler les Parties, & de les mettre d'accord à l'amiable; mais en cas, que cette voye de douceur ne produisit pas son effet dans le tems de trois mois, ils remettront les affaires à la Regence de S. A. S. à Dusseldorp, laquelle fera instruire chaque Cause par trois écrits, que les Parties seront obligées de fournir de quinze en quinze jours, ou bien de trois en trois semaines, sans qu'on leur permette des délais inutiles, & jamais au delà d'un deuxiéme, & ayant instruit la Cause, & mis en rôlle les actes, Elle les remettra à la décision de quelque fameuse Faculté de Jurisconsultes Protestans, ou bien d'autres Jurisconsultes désinteressez, & qui soient de même Religion que les Parties, sans pourtant qu'icelles soient informées du chemin, qu'on y a pris.*

§. 3. *La décision qui aura ainsi été faite, sera ensuite mise en exécution par ladite Régence, sans donner lieu à d'autre appel ou révision: mais toutefois si les Parties se trouvoient chargées, parce que quelque raison ou piéce n'auroit pas été produite, ou ne l'auroit pas été suffisamment dans les actes, & qu'elles se présentassent à la susdite Régence pour déduire telle chose de nouveau, on permettra encore deux écrits à chacune des Parties, & on y observera la même méthode, qu'on vient de marquer.*

§. 4. *Dans les cas, où il y auroit différens au sujet de Mariage entre des Catholiques & Protestans, on se tiendra à la régle commune:* Actor sequitur forum rei, *& on y jugera un chacun selon les Droits de sa Religion, particuliérement dans les cas de divorce, & de répudiation.*

Art.

ANS de J. C. 1672.

Art. X.

UNd demnach über vorhergesetztes und verglichenes noch eines und das andere nötig befunden, welches künfftig in allen vorher erwehnten Landen als in denen Hertzogthumben Gülich, Cleve und Berg, auch Graffschafften Marck und Ravensberg observiret, gehalten und demselben allerdings nachgelebet werden solle: Diesem nach ist solches in nachfolgende puncta abgefasset:

§. 1. Und soll demnach anfänglich alles und jedes, was allerseits Religions-Verwanten Vermöge dieses Vergleichs behalten oder wieder bekommen, von eben der Natur, und Kräfften seyn, als wan ihnen solches alles durch die Execution des Teutschen Friedenschlusses gelassen, wieder gegeben und zugeeygnet wäre.

§. 2. Darnach so soll allen Religions-Gemeinden so wol der Römisch Catholischen als Augspurgischen Confessions Verwanten, Reformirten und Lutherischen, welche das *Exercitium publicum* haben, und darin durch diese Pausch-Handlung restituirt werden, freystehen, wao es notig, nicht nur einen Prediger und Pastoren, sondern mehr auff ihre Kosten und ohne der anderen Religion Beschwer und Nachtheil zu beruffen, auch die Gemeinen nach Gelegenheit zu combiniren, und hinwiederumb die combinirte zu separiren, das jede an dem vorigen absonderlichen Orth, an welchem sie vor der combination gewesen, durch einen absonderlichen Prediger oder Pastorn, welcher sich bey seiner Gemeine mit der Wohnung auffhalten soll, bedienet werden mag.

§. 3. Wo auch die Gemeinden ihrer Religion Schulen haben, dieselbe sollen solche behalten, und wo an gemelten Orten, welche possedirt, gestattet, oder restituiret werden, sie keine Schule haben, solle denselben alda (ausserhalb *in casibus exceptis*) Lateinische, Deutsche, Frantzösische, Schreib-Rechnungen und andere Schulen, in welchen die *artes liberales* auch *principia disciplinarum*, *Theologiæ*, *Logica*, *Rhetorica*, auch *Hebraica* und *græca lingua* gelehret, und gelehrnet werden, einzuführen und auffzurichten, und darzu einen oder mehr *Magistros*, *Præceptores* Schulmeister und *Maistressen* auff ihre Kosten zu beruffen und zu halten frey stehen.

§. 4. Die Pastores und Prediger sollen des Landes Herren, wofern derselbe des Geistlichen *beneficii Patronus* und *Collator* ist, Collation, Confirmation und placitum einhohlen, es sollen aber solche Collation, Confirmation und Placitum nicht verweigert, sondern unauffhaltlich ertheilet werden, jedoch keinen anderen als solchen Personen, welche wegen ihrer qualification, wie vorher gemeldt, wie es bey der einen oder anderen Religion brauchlich ist und erfordert wird, auch von denen Evangelischen Gemeinden, das sie mit der Person zu frieden, und auff Lehr und Leben nichts zu sagen haben, beweißlichen Schein vorbringen. Dafern aber des Landes Herr nicht, sonder ein ander *Patronus* oder *Collator* were, soll der beruffene Pastor und Prediger dennoch verbunden seyn, einen Schein seiner Vocation und Collation des ordentlichen Patroni (welche Collation eben so wenig verweigert werden soll) und qualification das gemelte *Vocatio* und *Collatio* jetzgesetzter massen richtig sey, dem Landes-Herren, oder dessen Regierung einzulieffern, und dem vorher gegangenen ungehindert seinen Beruff antreffen, und jedesmahl von dem Landes Herren gebührende Handhabung zugewarten haben.

§. 5. Wan von unterscheidlichen Religions-Genossen Heyrathen geschehen, sollen die *proclamationes* in eines jeden seiner Religions Kirchen, ob sie gleich in einer Stadt oder Kirchspiel gelegen, ordentlich verrichtet, *Dimissoriales hinc inde* vor die gewohnliche Gebühr gefordert, jedoch unbedinglich und

Article X.

ET d'autant qu'aprés tout ce qui a été déclaré & réglé pour les Duchez de Juilliers, Cléves, & Bergbe, & pour les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on a encore trouvé nécessaire d'y ajoûter quelque chose, on est convenu des points suivans.

§. 1. *Premiérement, tout ce qu'on permet ou donne par cette Transaction à l'une, & à l'autre Religion, aura la même force que s'il avoit été établi ou donné en exécution des Traitez de Westphalie.*

§. 2. *Par tout, où il y auroit exercice public, en vertu de cette Transaction, soit pour les Catholiques, ou pour les Protestans Reformez & Luthériens, ils pourront prendre non seulement un, mais plusieurs Pasteurs & Prédicateurs, toutefois à leurs dépens, & sans préjudice des autres, comme aussi joindre les Communautez, & les separer derechef, & en pourvoir chacune d'un Pasteur & Prédicateur qui auroit son Logis, où telle Communauté avoit été devant la réunion.*

§. 3. *Les Communautez, qui sont déja pourvûës d'Ecole de leur Religion, la continueront; mais celles qui n'en ont pas sur les Lieux, qu'on leur permet ou rend par ce Traité, y pourront à leurs dépens établir des Ecoles Latines, Allemandes, & Françoises pour l'écriture, l'Arithmétique & autres, & y entretenir des Maîtres, Precepteurs, & Maîtresses, tant pour les Arts libéraux, que pour les principes de Discipline, de Théologie, Logique, Rhétorique, & pour l'usage de la Langue Hébraique & de la Grecque.*

§ 4. *Les Pasteurs & Prédicateurs auront à demander la Collation, la Confirmation & le Placet du Souverain du Païs, dans les lieux où il est Patron & Collateur du Benéfice, & il ne le refusera jamais; mais le donnera d'abord à des personnes, qui auront apporté leur légitimation pour tel Benéfice, de la maniere qu'il a été dit ci-dessus, avec l'attestation des Communautez Protestantes, qu'elles n'auroient rien à dire contre la Conduite & la Doctrine de tels Pasteurs, & Prédicateurs: & encore que le Souverain, ne fut pas le Collateur du Benéfice, le nouveau Pasteur, & Predicateur ne manquera pas pourtant de livrer à la Régence un Certificat de sadite legitimation, & de la Collation même qu'il auroit obtenuë du Patron ou Collateur: (lequel ne le pourra non plus refuser, ni retarder,) & il y sera ensuite toûjours maintenu & protegé.*

§. 5. *Quand on aura à faire un Mariage entre des personnes de différente Religion, on en fera les Proclamations dans les Eglises d'une chacune, soit que leurs Eglises se trouvent dans la Ville, ou hors d'icelle, & on demandera de part & d'autre les Démissoires, qu'on ne leur refusera jamais, moyennant le payement des Droits, & la Béné-*

ANS de J. C. 1672.

und unweigerlich gegeben werden. Die newe Eheleuthe aber sich bey ihrer Religion Predigern und Pastoren unbehinderlich copuliren lassen, dieser gestalt jedoch das wan sie *differenter* Religion seyn die Braut dem Brautigam *in puncto* der Copulation folgen solle. Sonsten auch der Römisch Catholischen Priester und Pastores keine Evangelische Religions-Verwanten, wie auch die Evangelische Prediger und Pastores keine Romisch-Catholische ohne *dimissorialibus* ihres Priester, Pastoren, oder Prediger zusammen geben. Wann ein Römisch Catholischer oder Evangelischer in oder auſser dem Ort seiner Wohnung und Pfarr bey seiner Religion-Gemeine und in krafft vor gemeldter Dimissorialien zur Ehe eingesegnet, so sollen weder die Römisch Catholischen Priester noch auch die Evangelische Pastores die *Jura stola* forderen.

§. 6. Dafern auch Ihre Chur-Fürstl. Durchl. in dero Clev-Marck-und Ravensbergischen Landen, oder Ihre Fürstl. Durchl. in dero Gülich-und Bergischen Landen, oder auch dero beyden Successores, zu Abwendung Krieg, Pestilentz, oder anderer gemeiner Gefahr und Schwärigkeiten einige Bus-oder Bet-Tage, oder auch vor eine sonderbahre gemeine Gnade und Wolthat Gottes Danck und Fest-Tage anordnen mochten, sollen die Evangelische nicht weniger als die Catholische in beyderseits Herrschafften Landen ein jeglicher nach seiner Religion-Weise solche Bus-Bett-und Danck-Fest-Tage zu feyren schüldig und gehalten seyn.

§. 7. Und nachdem sich auch zwischen der ein und anderen Religion Pastoren, Pfarrern und Predigern des Kinder-tauffens halber Irrungen und Misverstandnussen zugetragen, indem der Pastor, Pfarrer, oder Prediger der anderen Religion seiner Pfarr angehöriger Unterthanen Kinder tauffen, oder da dieselbe zu ihrer Religion Verwanten Geistlichen oder Predigern aufgetragen werden, desto weniger nicht die *Jura stole* oder herbrachtes Tauff-Geld forderen wollen. Als ist zu Erhaltung Friede und Einigkeit dieses dahin verglichen worden, das die Unterthanen, welche von ihren Pastoren, Pfarrern und Predigern verscheidener Religion seynd, ihre Kinder an andere negst gelegene ihrer Religion Kirchen, oder wo sonsten das offentliche Exercitium zur Tauffe bringen, oder auch bey Winters-zeit der Kinder Schwachheit oder anderer erheblicher Verhindernussen halber dieselbe in ihren Häuseren von ihrer Religion Pastoren, Geistlichen oder Predigern jeder Kirchen-Ordnung und Ceremonien nach *privatim* tauffen lassen mögen, daran sie dan von den Pastoren oder Predigern *loci* nit gehindert, oder mit Abforderung einiger *jurium stola* oder Tauff-Geld beschweret werden sollen.

§ 8. Ebener Gestalt soll es auch mit Administration einer jeden Religion-Sacramenten gehalten werden.

§. 9. Nachdem auch in dem *Instrumento Pacis* die Bürgerliche Freyheit einen jeden, was vor Religion von den dreyen es sey, verstattet, so ist diesem Zufolge allhier verglichen, abgehandelt, und *reciprocè* versprochen: Das einem jeden ohne Unterscheidt freystehen solle, sein *Domicilium* von einem zu dem anderen Orth (ausserhalb wo Ihre Chur-Fürstl. Durchl. und Ihre Fürstl. Dürchl. und dero geehrte Vorfahren, die Gerechtigkeit hergebrache, das die Unterthanen ohne des Landes Fürsten Bewilligung nit auſziehen mogen) seiner Gelegenheit nach zu transferiren, auch in oder ausserhalb desselben, ja gar auſser Landes sich zu verheyrathen, dergestalt und also, das er deshalb weder an seiner Gerechtigkeit ihm præjudiciren, viel weniger aber von seiner Wohnung und Orth verstossen oder verjaget werden solle.

§. 10. Niemand, er sey Geistlich oder Weltlich, solle der Evangelischen oder Römisch Catholischen Religion halber er sey darin gebohren, oder habe dieselbe

Bénédiction se fera ensuite par leurs Pasteurs ou Prédicateurs, à condition, que l'Epouse suivra toûjours son Epoux. Mais du reste aucun Prêtre, ou Pasteur Catholique n'entreprendra de faire la bénédiction des Protestans, ni aucun Prédicateur ou Pasteur Protestant, de faire celle de personnes Catholiques, sans voir respectivement les démissoires de leurs Prêtres, Pasteurs ou Prédicateurs: & quand quelqu'un, soit Catholique ou Protestant, fera benir son Mariage dans une Communauté de sa Religion, soit dans le lieu de sa demeure, ou hors d'icelle, il n'en payera aucun droit aux Pasteurs.

§. 6. *Toutes les fois que S. A. E. dans les Païs de Cléves, la Marc, & Ravensberg, & S. A. S. dans les Pais de Juilliers, & de Berghe, ou leurs Successeurs, ordonneront quelques jours de Jeûne, & de Priére, à l'occasion d'une guerre, peste, ou autre calamité publique, ou bien des jours d'actions de graces, & de réjoüissance au sujet de quelque bénédiction particuliére du Ciel, les Protestans les observeront aussi-bien que les Catholiques dans le même Pais, & un chacun selon l'usage de sa Religion.*

§. 7. *Pour ajuster les différens, qu'il y avoit au sujet du Batême, & de l'argent de Batême, que les Pasteurs ou Prédicateurs du Lieu prétendoient, même de ceux qui n'étoient pas de leur Religion, & pour maintenir la Paix & la Concorde dans ces Pais, on est convenu, que les Habitans, qui seroient d'une autre Religion que les Pasteurs & Prédicateurs du Lieu, pourront porter leurs enfans aux lieux voisins, où il y auroit Eglise ou Exercice public de leur Religion, ou bien les faire batiser en particulier dans leurs maisons par quelque Ministre de leur Eglise, en cas que l'hiver ou la foiblesse des enfans les y obligeât, & le Pasteur ou Prédicateur du Lieu ne les en pourra pas empêcher, ni demander aucun droit, ou argent de Batême.*

§. 8. *On observera le même dans l'administration des Sacremens pour chaque Religion.*

§. 9. *Comme le droit de Bourgeoisie est permis à un chacun des trois Religions par les Traitez de Westphalie, on a ensuite de cela accordé, & réciproquement promis par cette Transaction, qu'un chacun, sans distinction, pourra librement changer de place, & de demeure: (à la réserve pourtant de ces Lieux, où Leurs Altesses Electorale & Serenissime, & leurs Prédécesseurs, se sont aquis le droit d'empêcher, que les Sujets n'en puissent sortir sans leur permission;) & se marier, où bon leur semblera, même hors de ces Provinces, de sorte qu'il n'en recevra aucun préjudice dans ses Droits, & moins encore dans le lieu de sa demeure.*

§. 10. *On ne persécutera qui que ce soit, Ecclésiastique ou Séculier, à cause de sa Religion, Protestante ou Catholique, soit qu'il y soit né, ou qu'il l'ait changée, &* moins

ANS de J.C. 1672.

felbe vor kurtz oder lang angenommen, verfolget, weniger aus einer Stadt, Dorff oder dem Lande, zuemigriren genöhtiget, auch feines Glaubens halber verachtet, nachgeruffen, aufgefchreyen oder gefcholten werden.

§. 11. Niemand foll vom Bürger Reche, von Kauffleuthen, Handwerckeren oder Zünfften, Gemeinfchafften, auch öffentlichen Gewerb, Hanthierung, Handwercken, Contracten, Kauff und Verkauff, beweg und unbeweglichen Gütern, von Vernaherungs-Recht, wo es hergebracht, noch von einigen Erbfchafften, Erb-Vermachnus oder Legaten noch auch Hofpitalen, Wäyfen-Siechen oder Leprofen Hauferen, Allmofen, noch von dem fo bey Kauffen und Verkauffen gegeben wird, oder anderen gemeinen Gerechtigkeiten oder Handelungen der Religion halber aufgefchloffen werden. Und wie die Legata, welche der Römifch Catholifchen Geiftlichkeit und Kirchen *fpecialiter* vermachet werden, deren Kirchen und Armen allein verbleiben. Alfo follen diejenige, fo den Evangelifchen allein vermachet feyn, deren Kirchen oder Armen ebenfals allein gelaffen werden.

§. 12. An denen Orthen, an welchen im Jehr 1624. die Römifch Catholifche oder Augfpurgifche Confeffions-Verwendte Reformirte und Lutherifche im dem Stedt Magiftrat oder anderen Ehreoftellen fähig gewefen, da follen diefelbe fo wohl in deo Städten als Dörfferen bey vacirenden Stellen wiederumb nicht nur zur Wahl gezogen, fondern auch würcklich erwehlet, und angefetzet werden, dergeftalt das allezeit einige der Evangelifchen oder Römifch Catholifchen Religion zugethene im Raht und Ehren-Stellen, wo fie Anno 1624. darin gewefen, angefetzet und gelaffen werden follen.

§. 13. Wann die Evangelifche oder Römifch Catholifche ihre befondere Kirchhöfe oder Plätze haben, follen fie fich der anderer Religino Kirchhofen, euſſerhalb den Erb-Begräbnuffen enthalten, und derfelben fich nicht gebrauchen. Wo aber die Evangelifche, Romifch Catholifche in einer Stadt, oder einem Dorff keine abfonderliche Kirchhöfe haben, alsdann follen von dem gemeinen Stadt, oder Dorff Kirchhoff der Religion halber niemand abgekehret, fondern ein jeder feine Todten felbiger Religion Brauch nach unbehindert, unbefchweret, und unbefchimpffet alda begraben, und fol von folchen Todten alsdan nicht mehr als felbigen Orts Herkommens und von anderen Evangelifchen, oder Römifch Catholifchen gefchiehet der Begräbnus halber gefordert oder gegeben werden.

§. 14. Wo bis anhero bey Begräbnuffen der Evengelifchen oder Romifch Catholifchen auff gemeinen Kirchhöfen keine Leich-Predigten, Gebett und Ceremonien gehalten feynd, da follen felbige an folchen Orten ins künfftige auch nicht, fondern die Leich-Predigten und andere Ceremonien an dem Ort ihrer gewohnlichen Verfamblungen, oder in befonderen Hauferen und Orthen gefchehen, fonften ihnen doch freyftehen auff ihren abfonderlichen oder eygenen Kirchhöfen ihre Leich-Predigten und Ceremonien ihrer Religions Brauch nach ungebindert einzuführen, und zu verrichten.

§. 15. Es fol ferner einem jedweden Evangelifchen Predigern, Paftoren und Krancken-Tröfter, wie auch einem jedweden Catholifchen Prieftern und Peftoren freyftehen, die Krancken feiner Religion auſſer ihrer Pfarr, an allen und jeden Orten, wo fie auch wohnen zu befuchen und fie zu tröften, auch zu denen Miffethätern fo wol in dem Gefängnus, als auch wann fie zur Execution geführet werden verftattet und zugelaffen werden.

§. 16. Alles wes vorhero von der Immunität, Recht und Freyheit der Geiftlichen Güter gefetzt, verglichen und verfprochen, das follen auch haben genieffen, und behalten, die jenigen Kirchen, Predighaufer,

moins pourra-t'il être obligé pour cela à fortir de la Ville, du Village, ou du Pais, ni même taxé, méprifé ou décrié, à caufe de fa croyance.

ANS de J.C. 1672.

§. 11. *Perfonne ne pourra à caufe de fa Religion, (fuppofé qu'elle foit d'une de ces trois,) être exclus du droit de Bourgeois, de Marchand, de Maitrifes, de Communauté, de Commerce ou de Métier public, de marchander, de Biens meubles & immeubles, ou de faire toute forte de contracts, ni du droit de proximité ou préférence, où il feroit de coûtume, ni d'aucuns héritages ou legs, ni des Maifons publiques, comme Hôpitaux d'Orphelins, ou de Lepreux, ni des émolumens qui proviennent à l'occafion de venditions & achats: & comme les legs, qu'on fait particuliérement aux Eccléfiaftiques, & aux Eglifes Catholiques, demeureront à eux feuls, ainfi ceux qui feront faits aux Eccléfiaftiques & aux Eglifes des Proteftans, n'en fortiront pas non plus.*

§. 12. *Dans tous les Lieux, où les Catholiques ou Proteftans étoient refpectivement de la Magiftrature de la Ville, ou capables d'autres Charges d'Honneur l'an 1624. on les placera derechef à la première ouverture, foit dans les Villes ou dans les Villages, & on ne fe contentera pas de les mettre parmi les Candidats, mais on les y choifira effectivement, de forte qu'il y aura à l'avenir toûjours quelques-uns defdits Catholiques ou Proteftans dans les Magiftratures & Charges aux Lieux, où refpectivement il y en avoit l'an 1624.*

§. 13. *Quand les Catholiques ou les Proteftans ont des Cimetiéres, ou places particuliéres pour enterrer ceux de leur Religion, ils s'y tiendront, fans fe fervir des Places de ceux d'autres Religions, fi ce n'eft de Places ou Tombes diftinctes à toute une famille: Mais dans les Villes ou Villages, où il n'y auroit pas des Cimetiéres ou Places diftinctes pour les Religions, les Habitans y enterreront auffi indiftinctement leurs morts, & toûjours conformément à l'ufage de leur Religion, fans qu'on les en puiffe empêcher, injurier, ou railler, ni leur demander plus de droits, qu'ils n'y feroient payez par ceux d'autres Religions du même Lieu.*

§. 14. *Les Oraifons Funébres & autres Cérémonies feront continuées dans l'enceinte des Cimetiéres communs aux Lieux, où on en a ufé ainfi jufqu'à préfent, & faute de cet ufage, on les fera dans les Lieux d'Affemblée ordinaire, ou dans des Maifons & Places particuliéres: mais quand les Cimetiéres font diftincts ou féparez pour les Communautez de chaque Religion, il leur fera toûjours permis & libre, d'y commencer & établir les Oraifons Funébres, & autres Cérémonies conformes à la pratique de leurs Eglifes.*

§. 15. *Les Pafteurs & Confolateurs des Malades Proteftans, comme auffi les Prêtres & les Pafteurs Catholiques pourront par tout, & même hors de leurs Cures vifiter librement les malades de leur Religion: & ils feront de même admis à voir les Criminels dans les prifons, & pour les accompagner au lieu d'exécution.*

§. 16. *Tout ce qu'on a accordé & permis d'immunité, de liberté, & de droits aux Eglifes, & aux Biens Eccléfiaftiques, qui fubfiftent effectivement, eft également accordé, ftipulé, & permis aux Eglifes, Chapelles,*

ANS de J. C. 1672.

Capellen, Schulen, Prediger, Schulbedienten, Küster-Häuser, und Wohnungen, welche vermoge dieses Vergleichs annoch sollen gebauet und angerichtet werden.

§. 17. Niemand soll der Religion halber vor anderen in Schatzungen, Contributionen, Einquartierungen, Diensten, Bürgerlichen Lasten, und sonsten übernommen, sondern alle und jede Romisch Catholische und Evangelische Geist und Weltliche in obgemelten puncten nach proportion gleich tractiret werden. Doch bleibet es dieserthalb bey den Lands-Verfassungen und dem Herkommen.

§. 18. Welcher aus anderen Landen in angeregte Hertzogthumben Gülich, Cleve, Berge, Graffschafften Marck und Ravensberg kommen, und sich niederlassen will, demselben, wann er einer der obgemelten dreyen Religionen zugethan ist, auch sich der Policey-Ordnung, als weit dieselbe, die Religion nicht, sondern alle und jede Unterthanen ohne Unterscheid der Religion angehet, gemäs qualificiren kan, und sonst seines ehrlichen Handels und Wandels Zeugnus hat, Die Beywohnung oder Bürger-Recht nicht versaget noch derselbe der Religion halber abgewiesen werden. Wie dan diſsfals die Verordnung, welche von einer oder anderen Landes Herrschafft, auch Stadt-Magistraten, *in vim retorsionis* oder auch anderen Ursachen zu exclusion eines oder anderen Eingesessenen vom Bürger-Recht oder Bürgerlichen Ehren-Aempteren vor dem gemacht und bishero observiret seyn mag, hiemit cassirt und auffgehoben werden.

§. 19. Und soll auch in diesem Stück ohne Unterscheid der dreyen Religionen Gleichheit gehalten, und da sie nur wie jetzt gemeldet, sich der Policey-Ordnungen gemäs qualificiren können, zugelassen, und der jenige so einer der dreyen Religionen zugethan ist so wohl als wann auch entweder ein Romisch Catholischer, oder aber ein Evangelischer seine Religion veränderen, und eine andere (wofern dieselbe im Röm. Reich und in *Instrumento Pacis* nur zugelassen ist) führen und üben wil, gedüldet werden, und mit freyem Gewissen, wann an dem Orth, da er wohnen oder sich niederlassen mogte, das öffentliche *Exercitium* seiner Religion nicht zugelassen were, in seinem Hause nebst seiner Familie und Gesinde ausser inquisition und turbation *privatim* jedoch ohne Einführung eines *Exercitii publici* seiner devotion abwarten. In der Nachbarschafft aber da seine Religion öffentlich geübet wird so offt und was Orts es ihme beliebig, dem *Exercitio* beywohnen, auch seine Kinder in abgelegene seiner Religion zugethane Schulen schicken, oder auch wann er wil *privatis Praeceptoribus* zu Hause zu unterweisung ohne Verhinderung untergeben, und auch im übrigen obgemelter in negst vorigen §§. exprimirter bürgerlichen Freyheit, über all geniessen, jedoch das er der anderen Religion zugethanen einige ärgernus würcklich nicht gebe, sondern sich über all bescheidentlich verhalte, und sein Ambt mit gebührender subjection und Gehorsamb der Land und Policey-Ordnung nach (in so weit dieselbe die *in Instrumento Pacis* zugelassene Religion nicht concerniret, und diesem Vergleich nicht zuwider ist) verrichter, und zu keiner Unruhe oder Verwirrung Ursach gebe.

§. 20. Wobey gleichwol ausbedungen worden, weil die freye bürgerliche Beywohnung beyderseits Unterthanen ohne Unterscheid der Religion Vermöge Friedenschlusses und dieses Vergleichs ungehindert seyn und bleiben, und also keiner der obgemeldten dreyen Religionen zugethaner Eingesessener seiner Religion halber über kurtz oder lang, wavon *in Instrumento Pacis art. 5 §. Conventum autem est, ut à territoriorum Dominis &c.* disponirt ist, zu emigriren genötiget, weniger ausgewiesen, noch vertrieben werden soll. So ist doch hiemit ausdrücklich versehen, verglichen und verordnet, das die jenige, welche sich des *privati exercitii* Vermöge des Friedenschlusses, und die-

Ecoles, & à toute sortes de Maisons y appartenantes, qui seront & pourront étre bâties & établies en vertu de cette Transaction.

ANS de J. C. 1672.

§. 17. *Personne ne sera surchargé à cause de sa Religion, mais tous seront taxez à proportion des Biens, soit en matiére des Tailles, ou des Quartiers, Contributions ou autres Charges publiques, en quoi on ne prétend pourtant pas déroger aux Ordonnances particuliéres & usages du Pais.*

§. 18. *Si quelque Etranger prétend aller demeurer ou se faire Bourgeois dans une des Duchez de Julliers, Cléve & Berghe, ou des Comtez de la Marc & de Ravensberg, & s'il se peut qualifier pour cela selon les Ordonnances de Police, il n'en sera pas empéché ou refusé, à cause de sa Religion, pourvû qu'il en ait une de ces trois dont il s'agit, & qu'il apporte d'ailleurs un témoignage de sa bonne conduite, & honnéteté. C'est pourquoi on casse, léve, & annulle en vigueur de ceci, toutes les Ordonnances & Statuts, qui ont été faits de quelque Régence de Pais, ou de Magistrats de Villes par maniére de Represailles, ou autrement, pour l'exclusion des Etrangers de Charges, & de Droits de Bourgeoisie, encore qu'ils ayent été observez jusqu'à présent.*

§. 19. *L'égalité qu'on observera à l'égard des trois dites Religions, sera de telle étendue, que non seulement les étrangers n'en auront aucun obstacle, comme il a été dit, pour les Droits de Bourgeoisie, supposé qu'ils se puissent qualifier en conformité des Statuts de la Police, mais que même ceux qui veulent changer de Religion, le puissent faire librement, pourvû qu'ils en prennent une qui soit tolérée dans l'Empire, & par les Traitez de Westphalie, & encore qu'il n'y eût point d'Exercice public pour telle Religion dans les lieux où ils prétendroient demeurer, ils pourront pourtant en particulier, & avec leurs familles exercer leur dévotion dans les Maisons, & toutes les fois, qu'ils voudront, fréquenter l'Exercice public dans les Places voisines, où il y en auroit, comme aussi envoyer leurs enfans dans telles Ecoles du voisinage, ou même les faire instruire dans leur Religion par des Précepteurs particuliers chez eux, sans qu'ils en puissent étre empéchez ou incommodez par aucune Inquisition. Ils jouiront de plus de toute autre liberté, & des Droits de Bourgeoisie exprimez dans les paragraphes précédens, à condition pourtant, qu'ils n'y donneront pas de scandale à ceux d'autre Religion, qu'ils se gouverneront toujours honnêtement, qu'ils s'acquiteront de leurs Charges avec une exacte obéissance pour les Loix du Pais, & Civiles, entant qu'elles ne concernent pas telles Religions, & qu'ils éviteront de causer la moindre confusion, ou trouble dans l'Etat, où ils demeurent.*

§. 20. *Encore que le Droit de Bourgeoisie, & de demeure, soit absolument permis à ceux des trois Religions susdites, & que personne ne puisse étre inquiété sur ce point, ni étre contraint à sortir, même selon les Traitez de Westphalie l'art. 5. & §.* Conventum autem est, ut à territoriorum Dominis &c. *Toutefois on est convenu, & on a arrêté bien expressément, que ceux qui en vertu desdits Traitez de Westphalie, & de cette Convention, voudroient se servir de l'exercice particulier dans leurs Maisons, ne pourront jamais en faire des Assemblées entiéres, ou un Exercice public, encore qu'ils y fussent avec le tems en grand nombre : mais qu'ils se contenteront toûjours de fréquenter les lieux voisins, où l'Exercice public de leur Religion seroit en usage.*

§. 21.

ANS de J.C. 1672.

ANS de J.C. 1672.

dieses Recessus in ihren Häusern gebrauchen wollen, dennoch niemals befügt und berechtiget seyn sollen, ob sie sich gleich in einer Stadt, Pfarre, oder Gemeinde in guter Anzahl befinden möchten, sich zusammen zu thun, und einig *publicum Exercitium* unter sich anzustellen oder einzuführen, das *publicum* aber an Orten, da es sonsten in der nähe, in öffentlicher Ubung, wie obgemeldt, zu frequentiren, und sich desselben zu gebrauchen.

§. 21. Ferner sollen in den Hertzogthumben Gülich, Cleve und Berge, auch Graffschafften Marck und Ravensberg, alle Kirchen, Clöster, Stiffter, Capellen, Hospitalen, Prælaturen, Præbenden, Canonicaten, Pastoraten, Vicarien, und andere Geistliche Beneficien, wie auch Schulen, und alle darzu gehörige Renthen, Einkünffte ond Gefalle, wan sie hinführo vaciren, oder verfallen, von den *patronis* und *collatoribus* zu behuff solcher Religioo, wobey sie bis zur Zeit der letzten vacantz gewesen, *in specie* alle Prælaturen, Canonicaten, Præbenden und Vicarien, in allen Collegiat Kirchen io den Hertzogthumben Gülich, Cleve und Berg, wie auch S. Patrocli zu Soest, und welche ferner io diesen Landen Anno 1624. bey den Catholischen gewesen, allein qualificirten Römisch Catholischen unauffgehalten, und ohne Verminderung und real Beschwärung gemeldter beneficien conferirt werden. Jedoch soll alles das jenige, was oben und vorhero der Geistlichen Güter und beneficien halber verändert, uod vestgesetzet worden, dieser Regul oicht unterworffen seyn, sondern wie es bey dieser Pausch-Handlung verglichen ist, uoverbrüchlich gehalten werden.

§. 22. So sollen auch die *Patroni* und *Collatores* so geist- als weltliche von dem Lands-Fürsten oder dessen Regierung uod Beampten in ihrem *jure conferendi* nicht gehemmet noch beschrancket werdeo, jedoch auch nicht bemächtiget seyn die Præbenden, Beneficia, Capellen, Vicarien, welche nach obgemelter Regul des allgemeinen Friedenschlusses und dieses Vergleichs den Catholischen oder Evangelischen verbleiben ins künfftig andereo Kirchen, dann zu welchem dieselbe von Anfang verordnet, und von den Catholischen oder Evangelischeo Beneficiatis Anno 1624. genossen und bedienet worden, oder anderen *usibus*, dan dazu dieselbe fundiret, zu appliciren, weniger an eine andere Religion, dann welche dieselbe Anno 1624. obgemeldter massen gehabt, oder denen es vermöge dieses Vergleichs verbleiben, zu conferiren oder zuzuwenden.

§. 23. Sonsten aber einer jeden Religion Weltlicher Obrigkeit onbenommen, ja ausdrücklich vorbehalten seyn, durch sich selbst oder ihre darzu verordnete Commissarien über ihrer Religion zogehörige Güter, Renthen, und Gefälle, zu beförderung mehrer Ehreo Gottes und besserem Kirchen Dienst, wie solches denen Catholischen Geistlichen Rechten, oder der Evangelischen Ständen *Juribus* und approbirten Kirchen Ordnung gemäs ist, zu verordnen und zu disponiren, darüber jedoch der Patronen Willen und Consens (dafern die Renthen zu einem *beneficio jurispatronatus* gehörig) vor allen eingeholet und erlanget werdeo solle.

§. 24. Was aber die Stifftungen ond Fundatiooes, welche nicht zu dem Gottesdienst sondern *pro studiis* oder anderen löblichen *exercitiis* auffgerichtet worden, anlanget, da bleibet denen *collatoribus* frey und bevor, damit nach Inhalt der fundationen zu verfahren und zu disponiren.

§. 25. Dafern auch ins künfftige einer der Catholischen Religion oder Augspurgischer Confession Reformirter oder Lutherischer Religion zugethaner Prælatus, Canonicus, Canonissa, Parochus oder Beneficiatus seine Religion oder Confession veränderen würde, sollen sie der Prælatur, Præbenden, Pfarr oder beneficia *eo ipso* verlüstig seyn, und dasselbe einem anderen sol-

§. 21. Les Patrons & Collateurs de Bénéfices Ecclésiastiques, seront encore à l'avenir obligez de conférer dans les Duchez de Juilliers, Cléves, & de Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, toutes les Eglises, Chapitres, Chapelles, Hôpitaux, Prélatures, Prébendes, Canonicats, Cures, Vicariats & autres, comme aussi les Ecoles, & tous les revenus & émolumens en dépendans, en cas d'ouverture, au profit de la Religion, qui en a été en possession au tems de la derniére vacance, & particuliérement toutes les Prélatures, Canonicats, Prébendes, & Vicariats dans toutes les Eglises Collégiales dans les Duchez de Juilliers, de Cléves, & de Berghe, & encore celle de S. Patrocle à Soest, & de plus toutes celles desdits Duchez, qui ont été aux Catholiques l'an 1624. seront immanquablement & sans aucune charge réelle conférez seuls aux Catholiques Romains, qui auront les qualitez requises, à la réserve pourtant de ce qui a été accordé ou disposé autrement touchant les Biens Ecclésiastiques ci-dessus, & par cette même Convention générale, qu'on aura à observer à jamais.

§. 22. Les mêmes Collateurs & les Patrons tant Ecclésiastiques, que Séculiers, ne seront nullement empêchez ou inquiétez par les Souverains, ou par les Régences du Pais dans l'usage de leur droit de conférer les Bénéfices. Ils ne pourront pas pourtant disposer des Prébendes, Bénéfices, Chapelles, & Vicariats, (qui suivant la régle des susdits Traitez de Paix, & de cette Transaction, demeureront à une certaine Religion,) qu'en faveur de ceux de cette même Religion, & qui en a été en possession l'an 1624. bien loin de les employer à d'autres usages, que conformément à leurs Fondations.

§. 23. En tout cela on n'ôte pas, mais on réserve expressément aux Supérieurs, ou Magistrats Séculiers de chaque Religion le pouvoir de disposer des Biens, des Rentes, & des émoluments appartenants à leur Eglise, pour autant qu'il seroit à la plus grande gloire de Dieu, & au meilleur service de l'Eglise, comme il est aussi conforme aux Canons des Catholiques, & aux Droits & Décrets approuvez parmi les Protestans, sur quoi on aura pourtant besoin d'obtenir l'agrément, & le consentement des Patrons, en cas que telles Rentes appartinssent aux Bénéfices de leur Collation.

§. 24. Mais dans les Fondations, qui ne sont pas destinées pour l'entretien de l'Office Divin, mais seulement pour celui des études ou d'autres Exercices honorables, les Collateurs auront & conserveront toute la liberté d'en disposer conformément aux teneurs de Fondations.

§. 25. Quand un Prélat, Chanoine ou Chanoinesse, Pasteur, ou autre Bénéficier change de Religion, il perdra d'abord par cette action sa Prélature, Prebende, Cure, ou son Bénéfice, de sorte qu'on le conférera même sans aucune nouvelle charge à une autre personne de la Religion, à qui il appartient en vertu des Traitez de Paix, & de cette Transaction.

§. 26.

solcher Religion, zu welcher dasselbe Vermoge *Instrumenti Pacis* und dieses Vergleichs gehörig unausgestelt, und ohne real beschwerung, wie oben gedacht, wieder conferirt werden.

§. 26. Was aber die Collation und Vergebung der Prælaturen, Canonicaten, Præbendeo, und anderen Geistlichen beneficien anbelanget, welche in mehrgedachten Hertzogthumben Gülich, Cleve, Berge, auch Graffschafften Marck und Ravensberg zu des Landes-Fürsten Collation gehörig, soll es damit nachfolgender Gestalt unveränderlich gehalten werden, das auff den jenigen Stiffteren, da alle Collationes der Herrschafft vollig gebühren, Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg und Dero Descendenten die jenige beneficia, so in dem Januario, Martio, Majo, Julio, Septembri & Novembri verfallen, oder *ad manus Principum* resignirt werden. Also auch Ihrer Fürstl. Durchl. zu Newburg und derselben Descendenten die jenige, so im Februario, Aprili, Junio, Augusto, Octobri und Decembri fallen oder resignirt werden zu vergeben zustehen. Auff den jenigen Stiffteren aber, da die vorige Landes Fürstliche Herrschafft sechs Monat hergebracht, da sollen Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. und dero Descendenten drey Monath, und des Herren Pfaltz-Graffens Fürstl. Durchl. und derselben Descendenten auch drey Monatheo dergestalt reservirt seyn. Das Ihre Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg an denselben Orthen im Januario, Majo, und Septembri Ihre Fürstl. Durchl. zu Newburg aber in Martio, Julio & Novembri die *Collatio* ohne Beschwer und Verminderung gemeldter Beneficien, und Renthen wie obengedacht, zu exerciren, der also von Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Furstl. Durchl. *Provisus* auch schuldig seyn mit Vorziehung seines Collation Patents des anderen *Placitum* zu erhalten. Wie dann ohne Vorzeigung solcher Collation und darauff erfolgten *Placiti* die *Pralats* und Capitula die *Provisos* zur Possession nicht admittiren, noch gestatten sollen.

§. 27. Damit es auch darin desto richtiger hergehen und die Herrschafft Nachricht haben moge, so soll so offt ein Prælatur, Præbende, oder *Beneficium* zu Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Fürstl. Durchl. Collation vaciret, solche vacantz, und durch welches Absterben, auch in welchem Monat oder *turno* dieselbe sich begeben schrifftlich Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder Furstl. Durchl. oder dero heimgelassenen Regierung unverzüglich unterthänigst berichtet werden.

§. 28. In den übrigen puncten, welche in diesem Recess nicht exprimiret seynd, und der einen oder anderen Religion zugethanen zum besten gedeyen können, wollen höchstgedachte Ihre Chur-Fürstl. Durchl. den Romisch-Catholischen Unterthanen in dero Herzogthumben Cleve, Graffschafften Marck und Ravensberg solcher Gestalt, als ihre der Augspurgischen Confession Reformirter und Luterischer Religion zugethane Unterthanen tractiren.

Wie dan auch hochstgemelte Ihre Furstl. Durchl. der jetzgedachten Confession angehorige in dero Herzogthumben Gülich und Berge eben wie die Romisch Catholische Unterthanen tractiren.

§. 29. Und wan *Controversia* hernegst vorfallen wurden, welche nicht in diesem Recess erörtert, oder *per justam interpretationem* daraus erörtert werden könten, sollen dieselbe *ex æquo & bono* auff Art und Weise, wie bey dieser Pausch-Handelung geschehen, in der Güte beygelegt werden.

Art. XI.

§. 1. DAmit aber auch alles das jenige, was in diesem Vergleich der einen oder anderen Religion zu Sicherheit und Besten verordnet ist, desto unverbrüchlicher gehalten werden möge, ist verglichen und *reciprocè* versprochen, das wann demselben uber kurtz

§. 26. Quant à la Collation de Prélatures, Canonicats, Prébendes, & autres Bénéfices Ecclésiastiques, qui appartient au Souverain dans lesdites Duchez de Julliers, Cléves, & Berghe, & dans les Comtez de la Marc, & de Ravensberg, on y observera inviolablement cet ordre, que dans les Chapitres, dont toutes les Collations appartiennent au Souverain, S. A. E. de Brandebourg, & ses Successeurs, en conféreront toujours celles qui seront ouvertes dans les mois de Janvier, Mars, Mai, Juillet, Septembre, & de Novembre, & qu'aussi S. A. S. de Neubourg, & ses Successeurs auront à conférer celles qui tomberont, ou seront résignées aux mains du Souverain dans les mois restans, à sçavoir, de Février, Avril, Juin, Août, Octobre, & de Décembre. Dans les autres Chapitres desdits Païs, où le Souverain n'est accoûtumé d'avoir que la Collation pour six mois de l'an, S. A. E. & ses Successeurs, la feront aux mois de Janvier, de Mai, & de Septembre, & S. A. S. & ses Successeurs, auront leur tour dans les mois de Mars, de Juillet, & de Novembre. Les uns, & les autres exerceront cette Collation, comme il a été dit, sans aucune nouvelle charge, ou diminution du Bénéfice, & de ses Rentes, & celui qui en seroit pourvû par sadite A. E. ou par sadite A. S. sera toûjours tenu à presenter les Lettres Patentes de sa Collation à l'autre de ses Princes, & à obtenir encore de cettui-ci le Placet, car les Prélats, & les Chapitres, ne pourront admettre qui que ce soit, à la possession d'un Bénéfice, s'ils ne voyent préalablement les Patentes de la Collation, & du Placet.

§. 27. Afin qu'en tout cela, il y ait moins de confusion, & que le Souverain en ait plus de notice, il a été convenu & ordonné, que dés le moment de l'ouverture de quelque Prélature, Prébende, ou Bénéfice, dont la Collation seroit à L. A. Electorale & Serenissime, on fera trés-humblement rapport à cesdites Princes, ou à leurs Régences, non-seulement de telle vacance en général, mais particuliérement par la mort de qui, & dans quel mois elle étoit tombée, & qui de leursdites Altesses y avoit le tour.

§. 28. Dans tous les autres points, dont on ne fait pas expressément mention ici, & qui pourroient être favorables aux Habitans de l'une, & de l'autre Religion, S. A. E. déclare, qu'Elle regardera & traitera toûjours dans son Duché de Cléves, & dans ses Comtez de la Marc, & de Ravensberg les Sujets, qui y seroient de la Religion Catholique Romaine, de la même maniére, qu'elle y traiteroit ses autres Sujets Protestans, & S. A. S. déclare d'en vouloir faire le même à l'égard de ses Sujets de ladite Religion Protestante dans ses Duchez de Julliers, & de Berghe.

§. 29. Quand il arriveroit quelque différent, dont la décision ne se trouve pas, ni dans la Lettre, ni dans la véritable interprétation de cette Transaction, on tâchera toûjours de l'accommoder en toute équité, & à l'amiable, comme on a tâché de faire dans cette Convention générale.

Art. XI.

§. 1. P*Our faire immanquablement observer tout ce qu'on a ordonné pour le bien, & pour la sureté de l'une & de l'autre Religion par tout ce Traité, on a de plus stipulé, & réciproquement accordé, qu'en cas, que l'une des Parties y contrevint en quelque chose, l'autre pourra*

ANS de J. C. 1672.

kurtz oder lang contraveniiret werden solte, das vesthaltende Theil sich gegen sothane contravention des *juris retorsionis*, bis so lange das jenige, was newerlich geschehen, wieder abgeschafft, gebrauchen möge, und dasselbe vor kein unzuläſſiges Gegen-Mittel von niemand aufgedeutet werden solle. Jedoch soll solche retorsion eher nicht vorgenommen werden, bis durch zusammen geschickte Räthe von beyden Theilen behörige information eingezogen, und Untersuchungen geschehen, und darauff von Ihrer Churfürstl. Durchl. oder Ihrer Fürstl. Durchl. expresser Befelch an dero Regierung ergangen.

§. 2. Endlich soll alles das jenige, was obiger Gestalt bey dieser Pauschhandlung verabscheidet und verglichen ist, nach erfolgter ratification also fort in allen Landen ohne einige fernere Verordnung zur Execution gesetzt und darwider keine exception auch keine andere Geistliche and Weltliche Satzungen, sie haben Nahmen wie sie wollen, und kommen auch her von wem sie wollen, sie seyen albereit vor diesem gemacht, oder werden künfftig gemacht, eingewendet werden. Massen dan zu desto mehrer vesthaltung verglichen, das die bey den im Jahr 1666. zu Cleve auffgerichtetem Haubt-und Erb-Vergleich bedungene garantie auch auff diese Pausch-Handlung extendirt seyn solle. Zu Urkund und stetvesthaltung seynd hierüber zwey gleichlautende Recess aus auffgerichtet und von denen darzu committirten hierunten benentlichen Räthen unterschrieben, und mit deren Pittichafften besiegelt worden. Geschehen zu Cöllen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

(L. S.) Otto Freyherr von Schwerin.	*(L. S.) Johan Arnold Freyherr von Leeradt.*
(L. S.) Laurentz Christoff Somnitz. m. m.	*(L. S.) Frantz Freyherr von Gise.*
(L. S.) Joh. Koppen.	*(L. S.) T. A. Henr. Stratman.*

poura se servir des Represailles, jusqu'à ce qu'on ait redressé, & ôté la nouveauté : Bien entendu pourtant, qu'on députera de part & d'autre des Ministres Conseillers, pour en prendre des informations, & pour examiner l'affaire, & que l'usage des Represailles ne se fera jamais, que sur les ordres expres que S. A. E. ou S. A. S. en donneroit à sa Régence.

§. 2. Finalement, on aura à mettre en exécution par ces Pais, tout ce qu'on vient d'arrêter, si-tôt que la ratification sera obtenuë, sans qu'aucune exception y ait lieu, ni qu'aucuns Statuts Ecclésiastiques ou Séculiers, de quelque nom ou de quelque Auteur qu'ils soient, faits ci-devant ou dans la suite, y puissent être opposez. Ainsi, & pour assurer davantage tout ceci, on est convenu, que la garantie stipulée au Traité principal de la succession faite à Cléve l'an 1666. sera aussi étenduë à cette Transaction. En foi de quoi, on a dressé deux Reces pareils, que les Ministres Conseillers y députez & nommez ci-dessous ont signé, & y ont appliqué leurs sçeaux. Fait à Cologne, sur la Sprée le 26. d'Avril l'an 1672.

(L. S.) Othon Baron de Schwerin.	(L. S.) Jean Arnold Baron de Leeradt.
(L. S.) Laurent Christ. Somnitz. m. m.	(L. S.) François Baron de Gise.
(L. S.) Jean Koppen.	(L. S.) T. A. Heori Stratman.

Als haben Wir obangeregten Vergleich in allen und jeden seinen Clausulis und punctis ratificirt und genehm gehalten, ratificiren und approbiren und halten auch denselben hiemit in allen und jeden seinen Clausulis und punctis genehm, und versprechen bey Unseren wahren Fürstlichen Worten; allem dem jenigen, so obgesetzt, vor Uns, Unsere Erben und Posteritat nachzukommen, treulich und ohne Gefärde. Urkund unsers Handzeichens und hervorgedrucktem Geheimen Cantzeley-Secrets. Gegeben in Unserer Residentz-Stadt Düsseldorff den 11. Junii Anno ein tausendt sechshundert zwey und siebentzig.

Philipp Wilhelm. (L. S.)

Nous ayant agréable la présente Transaction en tout & un chacun de ses Clauses & points, avons iceux ratifié & approuvé, & accepté, comme nous les ratifions, approuvons & acceptons, par ceci, & promettons en parole de Prince tant pour nous que pour nos Héritiers & Successeurs de les garder & observer sans fraude & supercherie : En témoin de quoi nous avons signé ces présentes, & à icelles fait apposer nôtre sçeau. Donné dans nôtre Ville & Résidence de Dusseldorp l'onzéme de Juin l'an mille six cens septante-deux.

Philippe Guillaume. (L. S.)

Neben-Recess.

NAchdem auch bey Verlesung des heut dato unterschriebenen Religions-Recess, noch ein und anders von Chur-Brandenburgs Liebd. und Unseren Räthen erinnert, und darüber gleichfals sichere Abredt getroffen worden, wie von puncten zu puncten hernach folget:

1. Weilen der Freyherr von Quadt zu Creutzbergen wegen des *pro luminaribus Ecclesiæ* oder Leuchten-Zehends zu Niedermormter so Krafft obgedachten Recess den Catholischen zu restituiren ist, sustiniret, das solches keine zu Geistlichen oder Kirchen-Sachen gewidmete Renthen, sondern seyn eygen Gut seye, damit er seinen Belieben nach schaffen könne, so soll zwarn die Positio deshalben in dem Recess nicht geändert, Ihme von Creutzbergen dennoch freystehen, sein Angeben innerhalb drey Monaten der Gebühr zu beweisen, und soll solchen fals er damit nicht beschwärt werden.

2. Wegen der bey restitution der Vicareyen B. M. Vir-

Traité séparé.

LA Transaction au regard des différentes Religions signée sous la datte d'aujourd'hui étant lûë, & les Ministres Conseillers de Brandebourg, aussi-bien que les nôtres y ayant encore diverses choses, on en est pareillement convenu par ces points suivans.

1. Comme le Baron de Quadt à Creutzberghen soûtient, que la Dîme destinée pour les Chandelles de l'Eglise à Nidermormter, qui en vertu de ladite Transaction devroit être renduë aux Catholiques, n'est pas une Rente d'Eglise, mais de son propre Bien, dont il peut librement disposer, il sera permis au susdit Baron de prouver dûement cette assertion dans le tems de trois mois, & qu'en ce cas-là, il n'en sera pas chargé, cependant on ne changera la position de ladite Transaction.

2. Les Catholiques, qui soûtiennent, que la Communauté

Virginis in Uden der Reformirten Gemeine daselbst vorbehaltene fünff und zwantzig Reichsthaler jährlichs, weilen Catholischen theils sustinirt wird, das vor und in dem Jahr 1651. besagte Gemeine solche 25. Reichsthaler daraus nit genossen habe, ist gut gefunden, das zwar der Recess darumb nicht geändert werden, die Catholische aber hiemit versichert seyn sollen, das wann sie ihr Angeben beweißlich darthun werden, ihnen gedachte Vicarie gantz und ohne jetztgemeldten Vorbehalt völlig restituirt werden solle.

3. Weilen Herren Pfaltz-Newburgische auch sustiniret, das die vor den Catholischen Schulmeisteren zu Weeze repetirte zehn Morgen Landes nit allein in dem Jahr 1624. sondern auch selbst Anno 1658. von gedachten Catholischen Schulmeisteren rühig genossen seynd, ist verglichen, das wann die Catholische solches beweißlich darthun würden, obgedachtes Land der Catholischen Schulen zu Weeze restituirt werden solle.

4. Weilen die Catholische den kleinen Beginnen Convent zu Goch zwar repetirt, die Reformirte aber dagegen einen Bescheidt der Clevischer Regierung de Anno . . . . vorgebracht, ist placidirt, das allerseits dem Bescheidt gelebt werden solle.

5. Weilen man Pfaltz-Neuburgischen Theils sustiniret, das *Vicaria sanctissimæ Trinitatis* zu Wesel bis Anno 1662. da der letzte possessor gewesener Probst zu Zanten Johan von Sternenberg genandt in Düsseldorff gestorben, Catholisch gewesen, und von den Herren Chur-Brandenburgischen zu Bielefeldt angeben worden, das dieselbe von Catholischen annoch possediret, in der That sich aber befinden solte, das sie jetzt von Evangelischen genossen werde, ist verabreder, das solches untersuchet, und unerachtet davon in dem Recess nichts gemeldet, dannoch die Vicaria wann sich befinden solte, das dieselbe nit ante annum 1657. ad Evangelicos usus würcklich applicirt gewesen, den Catholischen alsobald gelassen werden soll.

6. Wird den Catholischen verstattet an statt der jüngst vom Wahl-Strom abgetriebener Kirchen zu Hulhausen eine andere Kirche in gedachter Herrlichkeit Hulhausen zu setzen.

7. So soll auch an die Clevische Regierung rescribirt werden, das wegen Abgang der Canonicatund Vicareyen-Platze und Stallungen bey Einrichtung der Gassen zum Nassawischen Thor zu Cleve, die längst vertröstete satisfaction denen Geistlichen geschehen, und im übrigen mit dem Unterhalt der Gassen oder sonsten das Capitul nicht beschweret werden solle.

8. Die von den Beampten zu Hörde und Lühnen vor etwa zwey Jahren arrestirte, denen Vicarien zu Dortmund zugehorige Pächte sollen relaxirt, und gedachten Vicareyen ungehindert gefolger werden.

9. Ob wohl seine Churfürstl. Durchl. als Landes Fürst bey dem Recess die Dispensation in Matrimonialibus vorbehalten, weilen sie dennoch Dero Catholischen Unterthanen die Gewissens-Freyheit in allem gnädigst gern gönnen, So ist verglichen, das obgedachte Römisch-Catholische in Cleve, Marck und Ravensberg in alle wege zwar bey Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. oder dero Regierung die Dispensation suchen, ihnen aber auch freystehen solle, nach Anweisung der Catholischen Geistlichen Rechten bey Ihret Geistlichkeit *in gradibus prohibitis* die Beruhigung ihres Gewissens gehörigen Orts zu suchen und zu erhalten, und das ehe und bevor solches geschehen, die Pastores solche Persohnen nicht ihrer Gewissen zu copuliren keines Wegs angehalten werden sollen.

10. Haben Ihre Churfürstl. Durchl. sich gnädigst erkläret, das in Abstraffung der Priester und Geistlichen, Sie die Vorsehung wollen thun, das solches bey den Brüchten-Gedingen nicht öffentlich sondern *privatim* geschehe, und die Beschimpffung des Geistlichen Standes darunter so viel möglich verhütet werde.

11. Sol-

nauté Réformée à Uden, à qui on avoit réservé vingt cinq écus annuels du Vicariat de Nôtre-Dame dudit lieu, n'en a pas joui ni devant, ni pendant l'an 1651. seront assurez par ceci, que quand ils prouveront ce qu'ils avancent, ledit Vicariat leur sera rendu, sans aucune réserve, mais que le Recès de la Transaction ne sera pas changé pour cela.

3. *Touchant les dix arpens de terre, qu'on avoit redemandé du Maître d'Ecole Catholique à Weeze, & dont il doit avoir (à ce que soûtiennent les Ministres de S. A. S. de Neubourg,) paisiblement joüi non seulement l'an* 1624. *mais même dans l'an* 1658. *il a été accordé, que quand les Catholiques auront dûement prouvé ce fait, ladite Terre sera renduë à l'Ecole Catholique à Weeze.*

4. *Les Catholiques ont bien redemandé le petit Convent des Beguines à Goch, mais comme les Réformez y ont opposé un Decret de la Régence de Cléves de l'an . . . . on a trouvé bon, qu'on se tiendra audit Decret.*

5. *Puis qu'on soûtient de la part de S. A. S. de Neubourg, que le Vicariat de la Très-Sainte Trinité à Wesel a été aux Catholiques jusqu'à l'an 1662. où le dernier Possesseur, & en même tems Prévôt à Xanten Jean de Sternenberg mourut à Dusseldorp, & que de la part de S. A. E. de Brandebourg on a debité à Bielfeld, que ledit Vicariat est encore entre les mains des Catholiques, on est convenu, qu'on en prendra connoissance, & s'il se trouve, que les Réformez en jouissent présentement, & qu'il n'avoit pas pourtant été appliqué à leurs usages devant l'an 1657. on le cédera incessamment aux Catholiques, encore qu'on n'en fit aucune mention dans la Transaction.*

6. *Il sera permis aux Catholiques, qu'à la place de leur Eglise à Hulhausen, qui fut derniérement emportée par la Riviére de Wahl, ils en puissent bâtir une autre dans la même Seigneurie de Hulhausen.*

7. *On ordonnera aussi par un Rescript à la Régence de Cléves, que pour réparer la perte des Places, & des Ecuries appartenantes aux Canonicats, & aux Vicariats, qu'on ôta en dressant les ruës vers la porte de Nassau à Cléves, la satisfaction y promise sera effectivement donnée ausdits Ecclésiastiques, & que ceux-ci ne seront nullement obligez à entretenir lesdites ruës.*

8. *On relâchera, & on donnera sans empêchement aux Vicariats de Dortmund les Fermes, que l'Officier à Horde, & à Lühnen leur arrêta, il y a environ deux ans.*

9. *S. A. E. en qualité de Souverain du Païs par la Transaction réserve la dispense pour les Mariages, & voulant pourtant bien permettre à ses Sujets Catholiques toute liberté de Conscience, accorde & consent, que sesdits Sujets Catholiques dans les Païs de Cléves, la Marc, & Ravensberg, outre la dispense, qu'ils seront toûjours obligez de demander à S. A. E. ou à la Régence du Païs, pourront encore pour le repos de leur Conscience s'adresser à leurs Ecclésiastiques, & requerir & obtenir dans les degrez défendus la dispense de qui il faudroit selon les Canons des Catholiques, & qu'à moins de cela, les Pasteurs ne seront nullement tenus à bénir les Mariages de telles personnes.*

10. *S. A. E. déclare de faire en sorte, que le châtiment des Prêtres, & Ecclésiastiques ne se fera pas publiquement, mais en particulier, & que la fausse accusation de l'Ordre Ecclésiastique sera, autant qu'il est possible, empêchée.*

11. *Au-*

ANS de J. C. 1672.

11. Sollen keine Romisch-Catholische Geistliche Güter gültig alieniret, oder beschweret werden mogen, es sey dann aus denen in den Catholischen Geistlichen Rechten exprimirten und mit beygebrachten advis einer Römisch-Catholischen bewehrten Universität zu recht erwiesenen Ursachen, und darauff enthaltenen Consens.

12. Endlich weilen Pfaltz-Newbürgischen Theils remonstriret worden, das die Catholische Geistliche in dem Fürstenthumb Cleve und Graffschafft Marck in den Schatzungen so hoch angeschlagen werden, das dieselbe dabey langer unmöglich würden bestehen konnen, haben seine Chur-Fürstl. Durchl. sich gnädigst erkläret, mit Zuziehung dero getreuen Landstanden auch hierin zu remediren dergestalt das dieser punct ohne Streit beygelegt werden, und den Geistlichen erträglich seyn solle. Und sollen alle obgedachte puncten eben also gehalten werden, als wann dieselbe dem Recess von Wort zu Wort würcklich einverleibet weren. Cöllen an der Spree den 26. Aprilis Anno 1672.

Und Wir dann solche puncten ebensals approbiret, ratificiret und genehm gehalten: Als thun Wir selbiges hiemit und in Krafft dieses bekräfftigen, versprechen auch ebenmässig bey wahren Fürstlichen Worten obberührten punctis allen und jeden treulichst und ohne Geferde nachzukommen, auch niemand der Unserigen dagegen zu handelen zugestatten. Urkund Unsers Handzeichens und hervor getruckten Geheimen Cantzeley-Secrets. Geben in Unser Residenz-Stadt Düsseldorff den 11. Junii 1672.

Philipp Wilhelm. (L. S.)

Religions-Vergleich vom 20. Julii 1673.

WIr Philipp Wilhelm von Gottes Gnaden Pfaltz-Grafe bey Rhein in Bäyern, zu Gülich, Cleve und Berg Hertzog, Graff zu Veldentz, Sponheimb, der Marck Ravensberg und Mörs, Herr zu Ravenstein, &c. thun kundt und bekennen hiemit vor Uns, Unsere Erben und Nachkommen, auch Pfaltz-Graffen bey Rhein, Hertzogen zu Gulich, Cleve und Berg, &c. Als zwischen dem Durchleuchtigen Fürsten Herren Friederich Wilhelmen Marggraffen zu Brandenburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammerern und Chur-Fürsten, in Preussen, zu Magdeburg, Gülich, Cleve, Berg, Stetin, Pommeren der Cassuben und Wenden, auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff, Hertzogen, Burggraven zu Nürnberg, Fürsten zu Halberstadt, Minden und Camin, Graffen zu der Marck und Ravensberg, Herren zu Ravenstein, auch der Lande Lawenburg und Butaw, &c. Es dahin veranlasset worden, das, weil seither dem in negst vorigem Jahr auffgerichteten Religions-Recess in den Stadten, Wesel, Rees, Emmerich, Orsoy und Bürich durch die Frantzösische Kriegsmacht, und occupation einige Verenderung der Orthen vorgangen, durch Zusammenschickung beyderseits Räthen alles untersuchet, und zur Richtigkeit gebracht werden solte. Gestalt dann bis auff Unser beyderseits Chur- und Fürstl. Ratification von denen dazu Committirten Rähten nachsolgender Vergleich getroffen worden, welcher von Wort zu Wort also lautet.

Nachdem in denen zwischen dem Durchleuchtigsten Fürsten und Herren Herren Friederich Wilhelm Marggraffen zu Brandenburg, des Heil. Röm. Reichs Ertz-Cammeren und Chur Fürsten, in Preussen, zu Magdeburg, Gülich, Cleve und Berg, Stetin, Pommeren, der Cassuben, und Wenden, auch in Schlesien zu Crossen und Jägerndorff Hertzogen, Burggraffen zu Nürnberg, Fürsten zu Halberstadt, Minden, und Camin, Graffen zu der Marck und Ravensberg, Herren zu Ravenstein, und der Lande Lawenburg

ANS de J.C. 1672.

11. *Aucun Bien de l'Eglise Catholique ne pourra être valablement aliéné, ni même chargé, si ce n'est dans les cas exprimez par les Canons Ecclésiastiques, & déclarez pour tels, par l'avis de quelque célebre Université des Catholiques, & qu'on en ait obtenu le consentement.*

12. *Enfin, & sur les remontrances, qu'on a faites de la part de S. A. S. de Neubourg, de ce que les Ecclésiastiques Catholiques étoient si excessivement taxez dans le Duché de Cléves, & dans le Comté de la Marc, qu'il ne leur seroit pas possible d'y subsister plus long-tems, S. A. E. a déclaré, qu'Elle y remédiera encore conjointement avec ses Etats du Païs, en sorte que ce point sera ajusté sans dispute, & en faveur des Ecclésiastiques. Et tous ces points seront observez de même que s'ils étoient effectivement, & de mot à mot inserez dans la Transaction. A Cologne sur la Sprée l'an 1672.*

Et nous ayant agréable, avons approuvé, & ratifié les susdits points, le déclarons en vertu de ceci, & promettons pareillement en parole de Prince d'observer exactement tous, & un chacun de ces points, & de ne souffrir jamais qu'il y soit contrevenu, bannissant toute fraude & supercherie. En foi de quoi nous avons fait apposer nôtre sceau à ces Patentes, signées de nôtre propre main. Donné dans nôtre Ville, & Résidence de Dusseldorp l'onziéme de Juin de l'an 1672.

Philippe Guillaume. (L. S.)

Transaction sur le Fait de Religion, arrêtée le 20. de Juillet l'an 1673.

N*Ous Philippe Guillaume, par la grace de Dieu, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, de Juilliers, de Cléves, & de Berghe, Comte de Veldentz, de Sponheim, de la Marc, de Ravensberg, & de Meurs, Seigneur de Ravenstein, sçavoir faisons tant pour nous, que pour nos Héritiers, & Successeurs, aussi Comtes Palatins du Rhin, & Ducs de Juilliers, de Cléves, & de Berghe, &c. qu'avec le Serenissime Prince, & Seigneur Fréderic Guillaume, par la grace de Dieu, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du S. Empire, en Prusse, à Magdebourg, de Juilliers, Cléves, Berghe, Stettin, Pomeranie, Cassibie, & des Vandales, en Silésie, Crossen, & Jagbersdorf, Duc, Burggrave à Nuremberg, Prince de Halberstat, Minden, & de Camin: Comte de la Marc, & de Ravenstein, & du Territoire de Lawenbourg, & de Butau, &c. Nous sommes convenus, en considération de plusieurs changemens, qu'aprés la Transaction au fait de Religion arrêtée l'année passée, les armées de France ont causez dans les Villes de Wesel, Rees, Emmerik, Orsoy, & de Burick, d'ordonner une assemblée de nos Ministres Conseillers, pour en prendre connoissance, & faire le réglement: ainsi que ceux-ci Députez par nous ont accordé, & conclu jusqu'à nôtre Ratification, ce qui s'ensuit de mot à mot.*

Comme entre le Sérénissime Prince, & Seigneur Fréderic Guillaume, Marggrave de Brandebourg, Grand Chambellan, & Electeur du Saint Empire, &c. d'une part, & entre le Sérénissime Prince, & Seigneur Philippe Guillaume, Comte Palatin du Rhin, Duc de Baviére, &c. de l'autre part, on fit des Transactions sur le fait de Religion le 9. Septembre de l'an 1666. & le 26. d'Avril de l'an 1672. où l'en convint entr'autres choses, qu'à l'égard des Eglises, Cloîtres, Biens Ecclésiastiques, Rentes, & Benéfices, que les Catholiques avoient

ANS de J. C. 1673.

und Butaw, &c. ahn einem und dem Durchleuchrigsten Fürsten und Herren Philipp Wilhelm Pfaltz-Graffen bey Rhein in Bäyern, zu Gülich, Cleve und Berg Hertzogen, Graffen zu Veldentz, Sponheimb, der Marck, Ravensberg und Mors, Herren zu Ravenstein, am anderen Theil Anno 1666. den 9. Septembris und 1672. den 26. Aprilis auffgerichteten Religions Recessen unter anderen enthalten und verglichen worden, das man sich wegen der Kirchen, Clöster, Geistlichen Guter, Renthen und Beneficien, so die Catholische in denen mit Staatischen Guarnisonen damahl besetzt gewesenen Städten Wesel, Rees, Emmerich, Orsoy und Boderich hiebevor eingehabt und besessen, daraus aber Anno 1628. und folgends durch die Staatische Kriegs-Macht und sonsten gesetzet worden, in der Gute vergleichen solte, seither deme aber an solchen Orten ein-und andere Veranderungen vorgangen, indem dieselbe durch die Frantzösiche Wapffen und Kriegs-Macht occupirt, und folgends obgemeldte Kirchen, Clöster, Geistliche Guter und Beneficien den Catholischen zum theil wiederumb eingeraumet und abgetretten worden, Als haben höchstgemelte beyde Chur-und Furstl. Durchl. zu Verhut und Auffhebung aller Irrungen und Misverstandnus sich dieserthalb in der Gute dergestalt verglichen.

possédez ci-devant dans les Villes de Wesel, Rees, Emmerik, Orsoy, & de Boderik, & dont ils étoient pourtant dépossédez, soit l'an 1628. ou depuis, soit par les armes des Etats, qui y avoient garnison, ou autrement, on accorderoit le tout à l'amiable : & comme il se trouve présentement, que plusieurs choses y ont été changées, & que plusieurs desdites Eglises, Cloitres, & Biens, ont été données aux Catholiques par les armées de France, qui ont depuis occupé ces Places-là : Leurs Altesses Electorale & Serenissime ont trouvé à propos, & pour ôter toute confusion, & mesintelligence, de s'y accorder à l'amiable, & de la manière qui suit.

1. Das seine Chusfürstl. Durchl. zu Brandenburg die Römisch Catholische bey dem jenigen, was sie an Kirchen, Clöster, Sacellen, Geistlichen Wohnungen, Güteren und Renthen, Sie haben Nahmen wie sie wollen, dem *Instrumento Pacis* und auffgerichteten Religions-Recessen gemees, gegenwärtig besitzen, jederzeit schützen und handhaben wollen.

1. *Que S. A. E. de Brandebourg protégera, & maintiendra les Catholiques Romains dans la jouissance de tout ce qu'ils ont présentement en Eglises, Cloitres, Chapelles, Maisons pour leurs Ecclésiastiques, Biens, & Revenus, de quelque nom qu'ils puissent être, s'ils les possédent en conformité des Traitez de Paix, & des Transactions faites sur les affaires de Religion.*

2. Das die Pfarr-Kirch zu Wesel auff der Matena genant, welche zu Verwahrung einigen Geträyds und Mehls bis dahin gebrauchet worden, den Evangelischen Reformirten und die zur Commenden S. Iohannis daselbst gehörige Kirch oder Capelle den Catholischen eingeräumet, vorgemeldte Reformirten und Catholischen auch die übrige Kirchen und Closter daselbst zufolg gemelten *instrumenti pacis* und Religions-Recessen *respective* verbleiben und restituiret.

2. *Que l'Eglise Paroissiale à Wesel, & située sur la Matena, dont on s'est servi pour Magazin à blé, sera renduë aux Réformez ; que l'Eglise & la Chapelle, qui appartiennent à la Commanderie de S. Jean, seront rendues aux Catholiquee ; & qu'en vertu des Traitez de Paix, & des Transactions sur le fait de Religion, encore le reste des Eglises, & des Cloîtres, y sera respectivement laissé, ou restitué aux Réformez, & aux Catholiques Romains.*

3. So dann die Collegiat und Pfarr-Kirchen zu Rees den Römisch-Catholischen gelassen, denen selben auch die Vicarie *trium Regum* als deren Renthen zu Unterhaltung des in selbiger Kirchen vorhandenen Organi gehörig wieder gegeben, den Evangelischen Reformirten aber in ihrer daselbst habender Kirch und sonst dem belieben nach ihren Gottesdienst zu üben in alle Wege freystehen solle.

3. *Qu'on laissera aussi aux Catholiques l'Eglise Collégiale, & l'Eglise Paroissiale à Rees, avec le Vicariat des trois Rois, dont les Rentes sont pour l'entretien des Orgues de ladite Eglise. Mais qu'il sera permis aussi aux Réformez de faire l'Office à leur gré dans l'Eglise qu'ils possédent dans ladite Ville.*

4. Das die in der Stadt Emmerich gestifftete Archidiaconat Kirch S. Martini und S. Adelgundis Pfarr-Kirch, so dann der PP. Societatis Jesu, der Creutz-Brüder und S. Georgii Frater-Herren Kirch, wie auch das Jungfrawen-Closter obgemelten Römisch-Catholischen vermög des Münster- und Osnabruggischen Frieden-Schlusses und vorgemeldten Religions-Recessen verbleiben, Sie Catholische aber der convenientz halber zu Erweiterung und Anrichtung der Evangelischen Kirchen und Exercitii zu gemeltem Emmerich die Summ von tausendt fünffhundert Reichsthaler bey Auswechselung und Execution jetzgemelten Vergleichs bahr erlegen, dabeneben das Sacellum Divæ Virginis Marienburg genandt, sambt dabey liegenden Kirchhoff abtretten, und die Evangelisch-Reformirte und Lutherische sich hierunter in der Güte mit einander vereinbahren, nicht weniger auch obgemeldte Frater-Herren S. Georgii sich mit den Evangelisch-Lutherischen wegen ihrer des organi ornamenten und reparations halber gemachter prætension der Billigkeit nach vergleichen sollen.

4. *Ausdits Catholiques Romains demeureront de plus, & en conformité des Traitez de Westphalie, & desdites Transactions, l'Eglise de l'Archidiaconat de S. Martin fondé dans la Ville d'Emmerik, & l'Eglise Paroissiale de S. Adelgonde, comme aussi celle des Péres Jésuites, celle des Fréres de la Croix, & celle des Fréres de S. George, mais à condition, que les Catholiquee contribuent par convenance, pour l'agrandissement ou l'établissement des Eglises, & de l'exercice des Protestans à Emmerik la somme de mille cinq cens écus, & en la payant effectivement en exécution de cette Transaction, & qu'ils leur quittent aussi la Chapelle de Nôtre-Dame, nommée Marienbourg avec le Cimetiére y joint, & dont les Réformez, & les Luthériens s'accommoderont à l'amiable : & que pareillement lesdits Fréres de Saint George s'accorderont équitablement avec les Luthériens sur la prétention que ceux-ci ont faite au sujet des réparations, & des ornemens des Orgues.*

5. Und weilen ermelte Evangelisch-Reformirte vorbracht, das in der Pfarr-Kirchen zu Orsoy im Jahr 1609. das Reformirt Exercitium geübet, dessen aber im Jahr 1622. entsetzet, folgends doch wieder darin restituiret

5. *Puis que d'un côté lee Réformez prétendent, qu'ayant eu l'Exercice public dans l'Eglise Paroissiale à Orsoy l'an 1609. & encore qu'ils en ayent été dépossedez l'an 1622. y ayant pourtant été remis dans la suite du tems,*

ladite

ANS de J.C. 1673.

tuirer worden, und dannenhero so wol als auch weil der mehrer Theil der Gemeinden zu Orsoy Reformirter Religion zugethan, sothane bey neulicher Erorberung der Stadt Orsoy den Catholischen wieder eingeräumbte Pfarr-Kirchen ihnen Reformirten abzutretten und zu lassen sey, hingegen jetzgemelte Catholische vorgeben, das diese Pfarr-Kirch Anno 1609. und 1624. bis im Jahr 1632, Catholisch gewesen, und damahlen sampt der Pastorat und Schulhaus, Renthen und Vicarien durch die Staatische Guarnisonen ihnen entzogen, so ist zu beyderseits Religion zugethaner Unterthanen Berühigung, Commodität und Convenientz gut gefunden und verglichen, das ermelten Reformirten mehrgemelte Pfarr-Kirch, sampt dem Pfarr und Schul-Haus restituiret, ihnen auch die dazu gehörige Renthen und Vicarien gelassen, den Catholischen aber die Gasthaus Kirch zu Ubung ihres freyen öffentlichen Exercitii eingeraumet, auch den Catholischen Pastoren und Seelsorgern eine bequeme Wohnung in dem Gasthaus gestattet, und zu seiner subsistentz jährlich sechszig Reichsthaler aus obgemelten Renten unfelbar entrichtet, und sie Catholische derenthalben gnugsam versichert. ihnen auch in vorgemelter Pfarr-Kirchen abgebrochener und dannoch vorhandener Altar unweigerlich ausgefolget werden solle.

6. Zu Büderich sollen die Catholische in der daselbst vorhandener Closter-Kirchen ihr *Exercitium publicum cum omnibus annexis* behalten. Und weil sie sich beschweren, das selbige Kirch wegen Ihrer Anzahl zu enge sey, als solle dieselbe zu ihrer Commodität halb auff der Reformirt- und halb auff der Catholischen Kosten vergrossert, oder das Chor der Pfarr-Kirchen zu gemeltem Büderich, und wann dasselbe zu eng, alsdann neben denselben noch ein solcher Theil von selbiger Kirchen, als zu Ubung ihres Gottesdienst nöthig seyn wird, vom übrigen Theil gemeldter Kirchen auff der Reformirten Kösten durch eine Maur abgesondert, und separirt, und ihnen sampt der am Chor angebauten Sacristia zu ihrem *Exercitio* gelassen und eingeraumet, das andere Theil der Kirchen aber neben der Pfarr-Renthen und Vicarien denen Reformirten abgetretten und gelassen, und sie gemelten Catholischen zu Unterhaltung und subsistentz ihres Seelsorgers jährlichs ein hundert Reichsthaler unfehlbar entrichten, derenthalb auch gnugsamb versichern, und bis daran obgemelte extension oder separation würcklich vollenzogen, ihnen Catholischen das Exercitium ihrer Religion in mehrgemelten Pfarr-Kirchen ungehindert zu üben freystehen und unbenommen seyn.

7. Und gleich wie die Römisch-Catholische in obgemeldten Städten und Orten, Wesel, Rees, Emmerich, Orsoy und Büderich das *Exercitium publicum* ihrer Religion haben, und vermoge dieses Vergleichs restituirt bekommen, also sollen sie auch dasselbe und ihren Gottesdienst, wie in der Römisch-Catholischen Kirchen geschicht in allen Stücken und *annexis* ungehindert üben und treiben mögen, und es in diesem und allen übrigen obgemelten Religions-Recessen gemäs gehalten werden.

8. So sollen auch mehrgemelte Evangelisch Reformirte und Lutherische mit denen Römisch-Catholischen in obernendten Städten sich hinfuhro friedlich untereinander vertragen, und was bey und nach Eingangs angezogener Veränderung wegen der Religion und dero anklebenden Stück vorgelauffen, vergessen, und auffgehoben seyn, auch niemand desfals angesehen oder beschwäret werden.

9. Und weil so wohl die Römisch-Catholische als Evangelische bey gegenwertiger Handlung ein- und andere prætensiones und gravamina übergeben, welche diesesmahl abzuthun und zu erledigen die Zeit und eingefallene Verhinderungen nicht erleiden wollen, als soll dieserthalb nöthige Erkündigung fürderlichs eingezogen und hierin offt-gemelten Frieden-Schlus und Religions-Recefs gemees remediret;

10.

ladite Eglise Paroissiale, qui, par la dernière prise de la Ville, a été transférée aux Catholiques, devroit d'autant mieux être rendue, que la plus grande partie de la Communauté à Orsoy, est effectivement de leur Religion Réformée: & que de l'autre côté les Catholiques Romains soûtiennent, que ladite Eglise Paroissiale leur appartenoit dans les années 1609. & 1624. jusqu'à celle de 1632. où la garnison des Etats la leur ôta aussi-bien que les Maisons de Pasteur, & d'Ecole, avec ses Rentes, & Vicariats, on a trouvé & accordé pour la convenance, la commodité, & le repos de l'une & de l'autre Religion, qu'on rendra aux Réformez ladite Eglise Paroissiale, avec les Maisons de Pasteur & d'Ecole, & tous les Revenus, & Vicariats y appartenants, & qu'on donnera aux Catholiques pour leur Exercice public l'Eglise de la Maison des Vieillards, nommée Gasthaus, *dans laquelle on baillera aussi un appartement convenable aux Curez des Catholiques avec une pension annuelle de soixante écus pour subsistance, & que les Catholiques en recevront des Cautions ou assurances, comme aussi leur Autel, qui avoit été ôté de ladite Eglise Paroissiale, & qui se trouve encore entre les mains des Protestans.*

6. *Les Catholiques conserveront leur Exercice public avec tous les annexes dans l'Eglise de Cloître, qui se trouve encore à Buderik, & puis qu'ils se plaignent que cette Eglise là est trop étroite pour le grand nombre de leur Communauté, on leur y donnera toute commodité par l'agrandissement de ladite Eglise, qui se fera pour une moitié à leurs dépens, & pour l'autre aux dépens des Réformez, où on leur baillera le Chœur de l'Eglise Paroissiale à Buderik, & en cas qu'il fût trop étroit, on l'élargira en y comprenant une telle partie de l'Eglise Paroissiale même, qui seroit suffisante, & on fera cette séparation d'Eglise par une muraille aux dépens des Réformez seuls, c'est ce qu'on laissera aux Catholiques avec la Sacristie jointe audit Chœur, pour l'usage de leur Exercice public, mais l'autre partie de ladite Eglise Paroissiale, aussi-bien que les Rentes de cette Paroisse, & les Vicariats seront donnez, & permis aux Réformez, à condition, qu'ils en payent immanquablement pour la subsistance du Pasteur Catholique cent écus annuels, & qu'ils en donnent suffisamment caution & sureté aux Catholiques Romains, lesquels pourront librement faire, & continuer leur Exercice dans cette Eglise Paroissiale jusqu'à ce que ladite extention ou séparation soit effectivement faite pour leur service.*

7. *Comme les Catholiques Romains ont l'Exercice public, ou l'auront en vertu de cette Transaction dans les Villes & Places de Wesel, Rees, Emmerik, Orsoy, & de Buderik, ainsi l'y pourront-ils faire de la même manière, que l'Eglise Romaine l'ordonne, dans tous ses points & annexes, sans qu'ils y puissent être aucunement empêchez ou troublez, le tout en conformité des susdites Transactions au sujet des différentes Religions.*

8. *Ainsi les Protestans, tant Réformez, que Luthériens, auront à se comporter paisiblement avec les Catholiques Romains dans les susdites Villes, & tout ce qui s'est passé de part & d'autre à l'occasion des changemens pour les Religions, & leurs annexes, sera tellement oublié, & supprimé, que personne n'en puisse plus être chargé, ou incommodé.*

9. *Et comme dans le tems de cette Négociation, tant de la part des Catholiques, que de celle des Protestans, on a présenté encore des prétentions, & des griefs, que ni le tems, ni d'autres empêchemens ne permettent pas d'ajuster présentement, on déclare qu'on en prendra au plutôt les connoissances nécessaires, & qu'on y remédiera conformément aux Traitez de Paix, & aux Transactions faites sur la Religion.*

10.

ANS de J. C. 1673.

10. Und obgesetzte Articulen von höchstgemelter Ihrer Chur-Fürstl. Durchl. zu Brandenburg, und Seiner Fürstl. Durchl. zu Pfaltz-Newburg inner Zeit von sechs Wochen, à dato dieses, oder so bald es geschehen kan, ratificiret und gegeneinander ausgewechselt werden; Dessen zu Urkund haben unten benante Räthe und Gevollmächtigte dieses eygenhändig unterschriben, und ihre Pittschaffren auffgedrucket. So geschehen zu Düsseldorff den 20. Julii 1673.

(*L. S.*) *Frantz. Meinders.* (*L. S.*) *Melchior Voez.*

Das Wir dannoch kein Bedencken gefunden obstehenden Vergleich in allen puncten und clausulen zu ratificiren, gestalt Wir dan denselben hiemit also ratificirt und darüber vest und unverbrüchlich gehalten haben wollen, Urkundlich unter eygenhändiger Unterschrifft und vorgedrucktem Fürstl. Insiegel. So geschehen Bensberg den 16. Septembrit 1673.

Philipp Wilhelm. (*L. S.*)

10. Tous ces articles seront ratifiez de S. A. E. de Brandebourg, & de S. A. S. de Neubourg, & les Ratifications en bonne forme échangées dans le tems de six semaines, à compter du jour de la signature, ou plûtôt, si faire se peut. En foi de quoi, les Ministres Conseillers, en vertu de leurs pouvoirs respectifs, ont signé ces présentes, & y ont apposé les Cachets de leurs Armes. Fait à Dusseldorp le 20. Juillet de l'an 1673.

(L. S.) François Meinders. (L. S.) Melkior Voetz.

Nous n'ayant pas difficulté de ratifier, & d'approuver cette Transaction dans tous ses points & clauses, l'approuvons & ratifions par ces présentes, & promettons de nous y tenir inviolablement. En témoignage de quoi, nous avons fait mettre nôtre Sceau aux présentes, signées de nôtre main. Fait à Bensbergh, le 16. de Septembre l'an 1673.

Philippe Guillaume. (L. S.)

CCLXXXIX.

ANS de J. C. 1673.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité entre CHARLES XI. *Roi de Suéde & les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, pour terminer quelques différens au sujet de la Navigation & autres. Fait à la Haye, le 2. Mai, 1673.* Manuscrit.

SErenissimi & Potentissimi Principis ac Domini Caroli, Suecorum, Gothorum Vandalorumque Regis, Magni Principis Finlandiæ, Ducis Scaniæ, Esthoniæ, Livoniæ, Careliæ, Bremæ, Verdæ, Stettini, Pomeraniæ, Cassubiæ, & Vandaliæ, Principis Rugiæ, Domini Ingriæ, & Wismariæ, nec non Comitis Palatini Rheni, Bavariæ, Juliaci, Cliviæ & Montium Ducis, Regis & Domini nostri Clementissimi Nos pedestrium copiarum Generalis, & Gubernator in Elfsborglehy & Dahl. Petrus Sparræ Liber B. in Chronebergh, Dominus in Nasby & Beltebergh, nec non ejusdem Sacræ Regiæ Majestatis Consiliarius Cancellariæ & Secretarius Status, Eduardus Ehrensteen, Hereditarius in Forsbygoard, Lindsio, & Barkestorp, ad Serenissimum & Potentissimum Magnæ Britanniæ Regem atque Rempublicam Unitarum Provinciarum Fœderati Belgii pro Pacis Mediatione obeunda missi & constituti Legati ut & altissimè quoque memoratæ Sacræ Regiæ Majestatis ad Unitos Belgas Ablegatus Extraordinarius & Consiliarius Aulicus Haraldus Apelboom, Hereditarius de Soderby, quemadmodum & Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Nos ad hunc actum specialiter Deputati Commissarii, Gasper Fagel Consiliarius & Pensionarius Hollandiæ & West-Frisiæ, Johan de Mauregnault, Wilhelmus ab Haren, Agri Boeltani in Frisia Grietmanius, Johan Isbrandts Horstlingh in Hoochkerke & Senator Groninganus, Deputati in Consessum Ordinum Generalium Unitii Belgii.

Notum testatumque facimus omnibus & singulis, quorum interest, aut quocunque nomine interesse poterit, quod cum altissimè memorata Sacra Regia Majestas Sueciæ nihil magis voveat, quam ut se inter regnumque suum ab una & Celsitudinem D. D. Ordinum Uniti Belgii ab altera parte firma & constans semper Amicitia vigeat & floreat; idque omne tollatur & complanetur, quod vel minimo impedimento esse queat, animorumque consensus, sicuti olim, cum hi respectivè Status essent non sine fructu ingenti quam conjunctissimi ad illud reciprocè & fide correspondentiæ fastigium rursus evehatur, ut mutui Fœderis antiqua necessitudo planè illibata & illæsa deprehendatur, atque altememorati DD. Ordines Generales declaraverint, in eo studii genere omnem insimul promptitudinem seque tam bonæ Sacræ Regiæ Majestatis intentioni pari voluntate responsuros, & in eundem finem propositumque certatim & libenter cooperaturos esse; proinde congressi sint utriusque partis supra nominati Plenipotentiarii interque eos actum & conclusum est modo sequenti.

I. Quemadmodum Sacræ Regiæ Majestati Sueciæ & Celsitudini DD. Ordinum Generalium Fœderati Belgii non secus ac aliis Principibus, Regibus, & Supremis Statibus competit jus & libertas summa disponendi de suis navigationibus, vectigalibus, mercibusque, ita par est, ut eodem jure & libertate sine ulla cujuspiam contradictione fruantur adeoque sicut elucidationis actus Helsingoræ $\frac{29.\ Novemb.}{9.\ Decemb.}$ 1659. conclusus per Tractatum [illegible] Julii 1667. Hagæ-Comitis abrogatus visqueejus omnis in perpetuum extincta est, ita idem nunc confirmatur & stabilitur, & quidem sic, ut eadem elucidatio pro nulla semper habeatur, nec amplius existere præsumatur, neque talis aut consimilis inposterum fiat ulla nec in præsens aut futurum hinc moveatur quidpiam, quod dictam Sacræ Regiæ Majestatis libertatem, & jus impedire valeat, nec eo nomine ad Elbingensem vel quempiam istius Tractatus paragraphum ubi de radice talis vel consimilis elucidationis agi prætendatur, procurare liceat; sed ut pars utraque in ea explicatione planè acquiescat, quâ Sacra Regia Majestas Regnumque Sueciæ & Celsitudo DD. Ordinum Generalium hodie fruuntur & possident, atque post eradicatam elucidationem usu ipso utrinque comprobata est, ac etiamnum viget, salvo in reliquis tam quoad commercia, quam alia omnia Elbingensi Tractatu secundum verum & genuinum ejus sensum.

II. Præterea cum impositio aut onus quoddam ordinarium aut extraordinarium, quocunque tandem nomine illud appellatum sit, navibus vel mercibus in Mare Balthicum invehendis vel inde in Belgium unitum exportandis in majorem populorum isti Mari adjacentium gravationem quam quæ aliarum gentium versus Occidentem vel aliorsum eunti redeuntique navigationi & commerciis reciprocandis incumbit, hactenus impositum sit, inter Plenipotentiarios pariter conventum & transactum est, ut Sacræ Regiæ Majestatis Subditi eorumque naves & merces conformiter pactis non aliter quàm conjunctissima quæque gens peregrinæ cum suis navibus & mercibus in qualcunque orbis partes iter instituerint, in Unitis Belgarum Provinciis habere debeant, ac proinde dictum onus quocunque tandem nomine appellatum sit aut appellari possit

ANS de J. C. 1673.

possit tollatur, abrogetur & cassetur, quemadmodum vigore præsentium tollitur, abrogatur & cassatur, ita ut deinceps sub ullo unquam prætextu nunc aut futuris temporibus capiatur, cesset verò omnis controversia super eo quod ex dicto onere hactenus perceptum est.

III. Deinde cum art. 6. dicti Tractatus Anni 1667. statutum & decretum sit, ut controversiæ quæ inter societatem Sueco-Americanam & Societatem Indiæ Occidentalis Fœderati Belgii intercedunt, tam ratione occupationis, quàm damnorum, quæ sibi à sese invicem in America facta, & illata esse prætendunt secundum justitiæ & æquitatis regulas, cum Sacræ Regiæ Majestatis ablegato Hagæ-Comitis examinarentur, desuper transigeretur partique læsæ confestim & sine mora satisfieret, neque hactenus ex illo tempore amplius quidquam actum sit, & tamen DD. Legati Suecici contendant evidenter constare à Societatis Suecicæ ejusdem Indiæ novam Sueciam dictam vi & armis subactam esse; apertè verò altemoratorum D. D. Ordinum Generalium Uniti Belgii petitum sit, ut collatis prius utriusque Societatis rationibus demonstretur quomodo ditio illa sit occupata quidve injuriæ vel damni illati qualibet societas ab altera prætendere sustineat, idque per temporis brevitatem nunc peragere cum non vacet, conventum est, ut statim post perfectum & conclusum hoc pactum, controversiæ illæ à parte sacræ Regiæ Majestatis per ejusdem hic loci Ministrum vel quemcunque alium aliosve ab altissimè memorata sacra Regia Majestate ad illud negotium constitutos vel ordinatos, ex parte verò D. D. Ordinum ad id deputatos reassumantur, & quid quantumve damni & injuriæ alterutra pars ab altera passa sit, accuratè investigetur, expendatur, & fine ulteriore secundùm dictam definitionem tam ratione occupationis, quam damni dati intra currentis anni spatium satisfiat.

IV. Conventum præterea est sacram Regiam Majestatem & Celsitudinem D. D. Ordinum Generalium operam omnem daturas, ut ad finiendas controversias, quæ inter hæredes Grott Johannis ex una & hæredes Crivitzii ex altera parte vertuntur per dictos hæredes Grott Johannis & dictos hæredes Crivitzii, quatenus postremi in his Provinciis Uniti Belgii morantur, aut bona eorum existunt ab utraque parte litigante vel confœderata intra trimestre tempus à die conclusi Tractatus pares numero arbitri eligantur, & ut dictæ controversiæ à præfatis arbitris aut viâ amicabili aut eorundem arbitrorum sententiâ quàm celerrimè & ad minimum intra anni spatium terminentur, promittentes utriusque partis Plenipotentiarii tam Regiam Majestatem quàm Celsitudines dictorum D. D. Ordinum Generalium quatenus præfati hæredes aut eorum bona in supradictis Provinciis existunt, absque ulla mora executioni mandaturas quod dictâ viâ amicabili conventum aut sententiâ arbitrorum pronuntiatum fuerit.

V. Postremò cum Tractatus die 6. Julii 1667. de mercibus contrabandis aliisque, adeoque de securitate & libertate Navigationis & commerciorum, quid nimirum & quomodo tempore belli, ab utraque parte fœderatâ agi debeat, expressè ordinet & statuat jamque remotis articulis separatis ad tempus conclusi fœderis duntaxat adaptatis, dictus Tractatus solus communi consensu ut norma habeatur quam partes invicem sequi teneantur, inter Plenipotentiarios hac vice idem renovatus vigorique suo restitutus est, ac proinde si quæ hactenus à Republicæ Belgicæ armatoribus (Commissie-Vaerders dictis) contra fœderis sensum surreptæ sint, vel dehinc ab alterutra parte surripiantur aut alicubi detineantur, vel in futurum detentæ fuerint, promissum est, ut mox absque aliarum legum vel judiciorum ambagibus vel impedimento ullo privati cujuspiam, atque sine detrimento etiam vel si illud contra dictum fœdus illatum sit, præstitâ omnino promptè indemnitate dimittantur & in plenam libertatem restituantur. In fidem horum majorem duo exemplaria invicem commutanda confecta & deinde extradita sunt Plenipotentiariorum manibus sigillisque munita, additâ stipulatione mutua de ratificatione intra tres menses subsecutura, quæ hic loci mox commutari debeat, Actum Hagæ-Comitis die $\frac{22.\ Aprilis}{2.\ Maii}$ 1673.

(L. S.) *P. Sparre.*	(L. S.) *Gasper Fagel.*
(L. S.) *Ed. Ehrensteen.*	(L. S.) *Jo. Mauregnault.*
(L.S.) *Harald Appelboom.*	(L. S.) *W. V. Haren.*
	(L. S.) *J. Ibrandts.*

CCXC.

ANS de J. C. 1673.

LA DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité d'Alliance entre CHRÉTIEN V. *Roi de Danemarc*, & *les* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas. Fait à Copenhague le* 20. *Mai* 1673. *Manuscrit.*

KEnnelijck zy; Nademaal t'zedert de Alliantie tusschen den Doorluchtighsten ende Grootmaghtigsten Furst ende Heere, Heere FREDERICK de Derden Koningh van Denemarcken, Noorwegen der Wenden ende Gotthen, Hertogh van Sleswyck, Holsteyn, Stormar ende der Dietmarsehen, Graaf tot Oldenburgh ende Delmenhorst Glorieuser memorie, ende de Hoog Mogende Heeren STATEN GENERAAL der Vereenigde Nederlande in de Jareo 1649. 1657. ende 1666. gesloten den toestant van t'gemeene weesen, sigh merckelijck heeft verandert, ende de experientie getoont, dat de hulpe daar in *hinc inde* gestipuleert niet altydts soude konnen toerycken, maar het eene nootsaeckelyckheyt schynt te wesen om over een meerdere assistentie reciproquelyck te convenieren; ende derhalven de Heeren Staten Generaal, om dese ende andere oorsaecken, goetgevonde hebben aan de jegenwoordighe regeerende Koningklycke Majesteyt van Denemarcken, Noorwegen, &c. eerst den Welgebooren Heer, Heere *Daniel*

CCXC.

ANS de J. C. 1673.

LA DANEMARC ET LES PROVINCES-UNIES.

Traduction de ce Traité.

SOit notoire, que comme depuis l'Alliance d'entre le Serenissime & très-puissant Prince & Seigneur, le Seigneur Frederic Troisiéme Roi de Danemarc, Norwegue, des Vandales & des Gots, Duc de Slefwick, Holstein, Stormar, & de Ditmarsen, Comte d'Oldenbourg, & Delmenhorst, de glorieuse mémoire, & les Hauts & Puissans Seigneurs les Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, concluë ès années 1649. 1657. & 1666. l'Etat de la République a changé considérablement, & que l'expérience a fait voir que l'assistance qui y est hinc inde stipulée, non seulement ne suffit pas, mais qu'il semble nécessaire de convenir réciproquement d'une assistance plus grande, & que les Seigneurs Etats Généraux pour ces & autres raisons, ont trouvé à propos de députer à cet effet à sa Majesté le Roi de Danemarc, Norwegue, &c. présentement régnant, le Sieur Daniel de Wyngaerden, Baron de Wyngaerden, Ruybroeck, & Benthuysen, Seigneur de Werckendam, Soetermeer, Moermont & Renesse du Collège des Nobles de Hollande & West-Frise, Député Ordinaire en l'Assemblée

ANS de J.C. 1673.

niel van Wyngaerden, Vryheer van Wyngaerden, Ruybroeck ende Benthuysen, Heere van Werckendam, Soetermeer, Moermont en Renesse, uyt de Ridderschap van Holland ende West-Vrieslant, Ordinaris Gedeputeerde ter Vergaderinge van de Heeren Staten Generaal der Vereenighde Nederlanden wegens de selve Provincie, Baillu, Dyck-Graaf ende Super-Intendant van het Kasteel, de Stadt en Lande van Woerden, Honghe Heemraet van Delflandt, als haaren Extraordinaris Ambassadeur, ende naderhandt oock den Edelen Gestrengen, Wysen, Voorsienigen Heere *Simon van Beaumont* Secretaris van de Heeren Staaten van Hollant ende West-Vrieslandt, als derselver Extraordinaris Gedeputeerde af te vaerdigen, om aen syne Koninghlycke Majesteyt die noot-saeckelyckheyt van dien voor te dragen, ende daer over in handelinghe te treden; oock het hooghstgedaghte syne Koninghlycke Majesteyt belieft heeft daer toe te committeren de Wel-ende Hooghgebooren, Hoogh ende Wel-Edele Heeren, den Heere *Uldrick Frederyck Guldenleeuw* syner Koninghlycke Majesteyts Geheymen Raedt, Stadthouder ende Generael in Noorwegen, als mede Opper-Kamer-Heer &c. den Heer *Pieter Retz* Erf-Heere van Paltsgaerd, Ridder, Geheymen Raedt, Cancelier, President in het Cancellerye-Collegie, Gouverneur en Amptman over Haddelandt, Offre-Rummerige, Buscherud ende Ringerugers Ampt, oock Assessor in Collegio Status ende het Hooghste Gerechte; den Heer *Johan Christoff van Corbitz*, Erff-Heer van Hellerup, Ridder, Geheymen Raedt, Ryck Maerschalck, Stichts-Gouverneur over Zeelandts, Sticht ende Amptman over Coppenhagen ende Roschilde Amptman, als oock Assessor in Collegio Status, het Hooghste Gerechte ende het Kryghs-Collegie; den Heer *Pieter van Griffenvelt*, Erf-Heer van Griffenvelt, Ridder, Geheymen ende Cancellerye-Raedt, Opper-ende Geheymen Staets-ende Kamer-Secretaris, Gouverneur ende Amptman over Th[...]s-Berghampt, als oock Assessor in Collegio Status, ende het Hooghste Gerechte; den Heer *Paul van Klingenbergh*, Erf-Heer van Bustrup, Hantou ende Tostrup, Staets-Raet ende Post-Meester Generael in Denemarcken, ende den Heer *Coenraedt Bierman*, Cancellerye-Raedt, Staets ende Kamer-Secretaris, oock Assessor in Collegio Status, ende het Hooghste Gerechte; dat naer ryp overlegh van Saecken ende verscheyden gehoudene Conferentien ende by Eenkompste over de naarvolgende Poincten ende Articulen, van weederzyden geaccordeert ende verdragen is als volght:

I. Sal tusschen syne Koninghlycke Majesteyt ende de Heeren Staaten Generael der Vereenighde Nederlanden, zyn ende blyven bestandige vriendtschap ende vertrouwde Correspondentie, soo dat d'een d'andere getrouwlyck meynen, ende niet alleen soo dickmaels als het noodick wesen sal voor schade ende onheyl by tyts waarschouwen, maer oock van den selven alle perícul ende ongelegentheyt, conform den inne-houden van de naervolgende Articulen effectivelyck helpen afkeeren.

II. Indien by gevolge syne Koninghlycke Majesteyt van iemandt, wie het oock soude mogen wesen, niemandt uytgesondert, in Europa vyandtlyck soude mogen werden overvallen ende aangetast, het zy dat sulcks geschiede opentlyck met de Wapenen ofte oock door andere feytelyckheden ende indrachten, voortkomende ende haaren oorspronck nemende uyt syne Majesteyts Landen ende Kusten, binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herstellinge ende afwendinge van de welcke syne Koninghlycke Majesteyt soude genootsaeckt werden van selfs de Middelen by de handt te nemen, de welcke soo wel die Goddelycke als natuyrlycke ende aller Volckeren Rechten in diergelycken voorvallen toelaten, soo belooven de Heeren Staaten Generael syn Koninghlycke Majesteyt op des selfs begeeren

blée des Seigneurs Etats-Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas de la part de ladite Province, Baillif, Dick-grave & Sur-Intendant des Château, Ville & Païs de Woerden, Grand Heemraat de Delflandt, & leur Ambassadeur Extraordinaire, & depuis aussi le Noble, Discret, Sage & prudent Seigneur, Simon de Beaumont, Secretaire des Seigneurs Etats de Hollande, & de West-Frise, aussi en qualité de leur Député Extraordinaire, pour en proposer la nécessité à sa Majesté, & entrer en négociation sur ce sujet; & qu'il a plu à sadite Majesté de députer aussi à cet effet le Noble Seigneur Ulrick Fréderic Guldenleeuw, Conseiller Privé de sadite Majesté, Gouverneur & Géneral en Norwegue, & aussi Grand Chambellan, &c. le Sieur Pierre Retz, Seigneur Héréditaire de Paltsgaerd, Chevalier, Conseiller Privé, Chancelier du College de la Chancellerie, Gouverneur, & Grand Baillif de Haddelandt, & des Châtellenies de Offre Rummerige, Burcherud, aussi l'Assesseur au College d'Etat, & de la Haute Justice, le Sieur Jean Christophe de Corbits, Seigneur Héréditaire de Hellerup, Chevalier, Conseiller Privé, Maréchal du Royaume, Gouverneur de Zelande, & Baillif des Châtellenies de Coppenhague, & Roschilde, comme aussi l'Assesseur au College d'Etat, Haute Justice, & College de Guerre le Sieur Pierre Griffenvelt, Seigneur Héréditaire de Griffenvelt, Chevalier, Conseiller Privé, & en la Chancellerie, Premier Conseiller d'Etat & Privé, & Secretaire de la Chambre, Gouverneur & Grand Baillif de la Châtellenie de Tenne-Berg, comme aussi l'Assesseur au College d'Etat, & Haute Justice, le Sieur Paul de Klingenberg, Seigneur Héréditaire de Bustrup, Hanrou & Tostrup, Conseiller d'Etat, & Directeur Général des Postes de Danemarc, & le Sieur Coenrard Bierman, Conseiller de la Chancellerie & d'Etat, & Secretaire de la Chambre, comme aussi Assesseur au College d'Etat, & de la Justice Suprême, & qu'après avoir tenu diverses Conférences, & Assemblées, ils ont de part & d'autre convenu & accordé sur les Points & Articles ci-après en la maniére suivante.

I. Il y aura entre sa Majesté, & les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas, une constante amitié, confiance, & correspondance, en sorte qu'ils sont d'intention non-seulement de se donner avis l'un à l'autre, toutes & quantes fois que besoin sera, de tout ce qui pourroit tendre à leur dommage & malheur, mais s'assisteront l'un l'autre à détourner effectivement tous les dangers & dommages qui pourroient les menacer, conformément au contenu des Articles suivans.

II. Si par conséquent quelqu'un, qui que ce puisse être, nul excepté, venoit a attaquer sa Majesté hostilement en Europe, soit que ce soit ouvertement, par la voye des armes, ou bien par quelque autre acte d'hostilité, & voyes de fait, à cause des Païs & Côtes de sa Majesté, situez dedans ou dehors de l'Europe, & pourquoi rétablir & détourner, sa M. seroit obligée de prendre en main les moyens tant divins que naturels, & tous autres qui sont permis par le droit des gens & autre, c'est pourquoi les Seigneurs Etats Généraux ont promis à sa Majesté sur sa requisition, & notification qu'il en fera, de lui envoyer à leurs propres dépens en secours dans deux mois ou plûtôt, si la chose se peut faire, outre les six mil hommes stipulez ès précédens Traitez des années 1649. 1657. & 1666. telles Forces par Mer & par Terre, en Vaisseaux & Troupes de Cavalerie,

ANS de J.C. 1673.

ANS de J.C. 1673.

ren ende gedane notificatie binnen twee maenden, ofte wel eerder, indien sulcks eenichsints sal konnen geschieden boven de ses duysent Man in de voorige Tractaten de Annis 1659. 1657. ende 1666. gestipuleert, op haer eygen onkosten te holp te senden, soodanige macht te Water ende te Lande, aen Schepen ende Volck te paerde ende te voet, als naer de geschapentheyt ende ten toestant van saecken sal van nooden zyn, omme den Vyandt ende desselfs geweldt af te keeren; of in gevalle de Heeren Staten Generael met soo veele Volckeren te paerdt ende te voet soo haest niet soude konnen opkomen, dat de selve als dan een gedeelte aen Volck, ende een gedeelte in baren gelde, om de deficierende Manschap daer-mede op te been te brengen, ende t'onderhouden, sullen verschaffen, ende daer mede, soo lange den Oorlogh duyren sal continueren; maer in cas soodanich secours omme den Vyandt af te dryven ende tot reden te brengen, niet soude konnen toereycken, het zy dat sijne Kooninghlycke Majesteyt, of met een gekroont Hooft, of met sulcken Staet, die van een gekroont Hooft geappuyeert ende geassisteert wierde in Oorlogh mochte geraecken, soo sullen de Heeren Staten Generael schuldigh zyn boven alle het voorschreve secours sijn Koninghlijcke Majesteyt op haer eyghen onkosten met haer geheele Macht te Water ende te Lande te assisteeren, ende de Vyanden van sijne Koninghlijcke Majesteyt met het uyterste vigueur, kracht ende vermogen aen te tasten, de selve allen mogelycken afbreuck te doen, ende met haer in openbaere Vyandtschap, Oorlogh, ende Ruptute te tredeo, niet anders als of aen haer selfs indrachte gedaen, ende sy waren geattacqueert geworden, oock daer inne te continueeren, soo lange dat de Vreede weder verkreghen, ende aen sijne Koninghlijcke Majesteyt voor de geledene ende toegevoeghde schade, tot vergnoegen satisfactie gelchiedt sal zyn, sonder dat haer Hoogh Mog. sullen bevoegt zyn van wegen soodanige ordinaire of extraordinaire assistentie te Water ende te Lande oyt eenige vergoedinghe, refosie of recompens te eyschen ofte te pretenderen, onder wat pretext sulcks soude konnen geschieden.

III. Van gelycken in gevalle de Heeren Staten Generael der Vereenichde Nederlanden, van ymandt, wie die oock soude mogen weelen, niemandt uytgesoodert, in Europa vyandtlijck soude mogen werden aengetast ende overvallen, het zy dat het selve geschiede opentlijck met de wapenen, ofte oock door andere feytelijckheden ende indrachten, voortkomende, ende haeren oorspronck nemende uyt haer Hoogh Mog. Landen ende Kusten binnen ofte buyten Europa gelegen, tot herstellinge ende alwendinge van de welcke de Heeren Staten Generael van selfs genootsaeckt soude werden die middelen by der handt te nemen, de welcke soo wel de Goddelijcke als Natuyrlycke ende aller Volckeren Rechten in diergelijcken voorvallen toelaten, soo belooft sijne Koninghlijcke Majesteyt aen de Heeren Staten Generael op der selver begeeren ende gedaene notificatie, binnen den tyt van twee maenden, ofte wel eerder, indien sulcks eenichsints sal konnen geschieden, te hulp te komen met eeo Vloot van veertich goede Oorlogh-schepen met Volck ende alle andere nootsaeckelijckheden wel voorsien: Allesints voor soodanige subsidien ende op sulcke conditien als by het voorige Tractaet van den $\frac{1}{11}$ Februarii sestien-hondert ses en t' sestigh is gestipuleert, behoudens dat sijn Koninghlijcke Majesteyt op hem neemt, het volle getal van de veertigh Oorlogh-schepen te equiperen, ende het geene verders in het naervolgende achste Articul wegens de conjunctie aengeroert werde; oock daer benevens haer Hoogh Mog. in plaetse van de ses duysent Mannen by de voorgaende Tractaet gestipuleert, ende waer van de Heeren Staten Generael, midtsgaders van de pretentie dien aengaende gemoveert, by desen t'eenemael

valerie & d'Infanterie que par la disposition & situation des affaires, il sera de besoin pour repousser l'ennemi & ses violences, ou au cas que les Seigneurs Etats Généraux ne puissent pas fournir si promptement autant de Troupes de Cavalerie & d'Infanterie, qu'ils fourniront une partie en Troupes, & une partie en argent comptant, pour en mettre sur pied les Troupes qui defaudront, & les entretenir, & continuer ainsi tant que la guerre durera; mais au cas qu'un tel secours ne soit pas suffisant pour repousser l'ennemi, & l'amener à la raison, soit que sa Majesté entre en guerre, ou avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui seroit appuyé d'une Tête Couronnée, & en seroit assisté, les Seigneurs Etats Généraux seront obligez, outre le susdit secours, d'assister sa Majesté à leurs dépens de toutes leurs forces, tant par Mer que par Terre, & d'attaquer les ennemis de sa Majesté avec la dernière vigueur, force & pouvoir, de leur faire tout le dommage possible, & de rompre & d'entrer en guerre ouverte avec eux, tout de même, & non autrement que si les hostilitez étoient faites à eux mêmes, & que s'ils étoient attaquez, & d'y persister jusques à ce qu'on ait obtenu la Paix, & que satisfaction ait été faite à sa M. pour le dommage qu'elle aura souffert; sans que Leurs Hautes Puissances soient jamais fondées pour telles ordinaires, & extraordinaires assistances par Mer & par Terre, de demander, ou prétendre aucune indemnité, refusion, ou récompense, sous quelque prétexte que ce puisse être.

III. Semblablement, au cas que les Seigneurs Etats Généraux des Provinces-Unies des Pais-Bas viennent à être attaquez en Europe par qui que ce puisse être, nul excepté, soit ouvertement par les armes, ou par autre voye de fait, à cause des Pais & Côtes que L. H. P. ont en Europe, pourquoi rétablir & détourner les Seigneurs Etats Généraux seroient obligez de se servir des moyens que Dieu & la Nature, aussi-bien que le droit des gens permet en telles occasions, sa Majesté promet ausdits Seigneurs Etats Généraux, sur leur requisition & dans deux mois de la notification qui leur en sera faite, ou plûtôt si la chose se peut faire en quelque manière, de les secourir avec une Flotte de quarante bons Vaisseaux de guerre, pourvûs de Troupes & de toutes autres choses nécessaires, moyennant les Subsides, & sous les conditions stipulées par le précédent Traité du $\frac{1}{11}$ Février mil six cens soixante-six; excepté que sa Majesté se charge d'équiper le nombre entier desdits Vaisseaux de guerre, & ce qui en outre est mentionné dans le huitième article suivant, à l'égard de la conjonction; & d'assister aussi par Mer, & par Terre, outre ce L. H. P. au lieu des six mil hommes stipulez par les Traitez précédens, & dont les Seigneurs Etats Généraux se désistent entiérement, aussi-bien que des prétentions mûës à cet égard, d'une Armée de dix mil hommes, sçavoir quatre mil Chevaux en huit Régimens, & six mil hommes d'Infanterie en six Régimens, avec une Artillerie proportionnée au nombre des susdites Troupes, pour s'en servir, & agir contre l'Ennemi de l'Etat de L. H. P. tant que la guerre durera; pour lequel secours par Terre, les Seigneurs Etats Généraux payeront à sa Majesté la moitié des deniers de levée desdits dix mil hommes, sçavoir quarante risdales pour un Cavalier, & dix risdales pour un Fantassin, faisant ensemble cent dix mil

ANS de J. C. 1673.

maelassistent doen, te Lande te assisteeren met een Armée van thien duysent Man, te weten vier duysent Paerden in acht Regimenten ende ses duysent te Voet in ses Regimenten, midtsgaders met eene Artillerye, geproportionneert naer het getal van de voorschreve Militie, ende daer mede tegens de Vyanden van den Staet van haer Hoogh Mog. te ageren, soo lange den Oorlogh duyren sal: Voor welcke assistentie te Lande, de Heeren Staten Generael aen sijne Koninghlijcke Ma'esteyt tot de helfte van de voorschreve thien duysent Man sullen betalen de Werf-gelderen, te weten veertich Ryexdaelders voor een Ruyter, ende thien Ryexdaelders voor een Voetknecht, maeckende te samen hondert thien duysent Ryxsdaelders; ende voor het maendelijck onderhout van de voorschreve helfte, op een Regiment te Paert vier duysent seven hondert t'sestigh Ryexdaelders dertich stuyvers, ende op een Regiment te Voet vier duysent een hondert vier Ryexdaelders vier stuyvers; oock boven dien op elcks Regiments-Staff des maents twee hondert thien Ryexdaelders, maer tot den Generaels-Staff, als mede tot de Artillerye ende de dependentien van dien, des maents seven duysent vier hondert twintich Ryexdaelders; welcke onderhout-penningen te saemen des maents beloopen veertich duysent twee hondert vyf en veertich Ryexdaelders: Waer tegens sijn Koninghlijcke Majesteyt de voorschreve Heeren Staten Generael alle verdere onderhoudinge ende andere onkosten, soo wel by de Vloot, als by de Militie te Lande te supporteeren, sal afhouden ende gantschelyck ontheffen, maer in cas het voorsz. secours niet mochte konnen toerycken, omme den Vyant af te weeren, ende den selven tot Reden te brengen, of oock de Heeren Staten Generael met een gekroont Hooft, ofte soodanigen Staet dewelcke van een gekroont Hooft ondersteunt ende geassisteert wierden, in Oorlogh mochten geraecken, soo sal sijne Koninghlijcke Majesteyt het voorgemelde secours verdobbelen, ende tot op twintich duysent Man, te weten, acht duysent te Paert ende twaelf duysent te Voet vermeerderen: Waer tegens de Heeren Staten Generael de subsidien van gelycken te verdobbelen, ende nevens den onderhout, die als dan maentlyck tot tagentich duysent vier hondert t'negentich Ryexdaelders sal beloopen, aen Werf-gelderen twee hondert twintich duysent Ryexdaelders te betalen gehouden sullen zyn, boven alle het voorschreve secours, sal sijne Koninghlijcke Majesteyt verders schuldig zyn, haer Hoogh Mogende met sijn geheele Macht te Water ende te Lande te assisteeren, ende der selver Vyanden met de uyterste vigueur, krachte ende vermoogen aen te tasten, de selve alle mogelycke afbreuck te doen, ende met haer in openbare Vyantschap, Oorlogh ende Rupture te treden, niet anders, als of sijn Koninghlijcke Majesteyt selfs indrachten gedaen, ende de selve geattacqueert ware geworden, oock daer inne te continueren, so langh tot dat de Vreede wederom verkregen, ende aen haer Hoogh Mogende voor de geledene ende toegevoeghde schade tot vergenoegen satisfactie geschiet sal zyn.

risdales, & pour l'entretien par mois de la susdite moitié pour un Régiment de Cavalerie quatre mil sept cens soixante risdales, trente sous; & pour un Régiment d'Infanterie quatre mil cens quatre risdales quatre sous, aussi outre cela pour chaque Etat Major de Régiment par mois deux cens dix risdales, mais pour l'Etat Major Général, aussi-bien que pour l'Artillerie & dépendance d'icelle sept mil quatre cens vingt risdales, lesquels deniers d'entretien montent ensemble par mois à quarante mil deux cens quarante-cinq risdales. Et sa Majesté déchargera de sa part les susdits Seigneurs Etats Généraux de tout autre entretien & frais qu'il faudra porter, tant pour la Flotte que pour les Troupes de Terre: Mais au cas que ledit secours ne fut pas suffisant pour repousser l'ennemi, & l'amener à la raison, ou que les Seigneurs Etats Généraux vinssent à entrer en guerre avec une Tête Couronnée, ou avec quelque Etat qui seroit soûtenu, & assisté d'une Tête Couronnée, sa Majesté redoublera le susdit secours, jusques à vingt mil hommes, sçavoir huit mil de Cavalerie, & douze mil d'Infanterie; & les Seigneurs Etats Généraux doubleront aussi lesdits Subsides de leur côté, & ce, outre l'entretien, qui montera alors par mois à quatre-vingt mil quatre cens quatre vingt & dix risdales, & les deniers de levée deux cens vingt mil risdales, qu'ils seront obligez de payer. Outre tout le susdit secours, sa Majesté sera de plus obligée d'assister L. H. P de toutes ses Forces de Mer, & de Terre, & d'attaquer leurs Ennemis avec la dernière vigueur, force & puissance, pour leur faire le plus de dommage qu'il sera possible, comme aussi d'entrer avec eux en inimitié, guerre & rupture, & non autrement que si l'hostilité se faisoit à sa Majesté même, & qu'elle fut attaquée. Et aussi d'y persister, tant que la Paix soit rétablie, & que L. H. P. ayent reçû satisfaction pleine & entière pour le dommage qui leur aura été fait, & qu'ils auront souffert.

IV. Waer by dan expresselijck is bedongen, dat de betaelinge van de voorsz. gesamentlijcke subsidien tot Hamburg in banco richtich, ende onfeylbaerlijck als Wissel-gelden sal geschieden; in dier voegen, dat de helft van ses hondert duysent Ryexdaelders tot de Vloot belooft, naementlyck, drie hondert duysent Ryexdaelders voor af als de eerste termyn. Van gelycken de gestipuleerde Werf-gelden tot de voorschreve Armée te Lande, sullen werden betaelt, terstont als het secours sal werden begeert; maer de tweede termyn tot de Vloot, te weten hondert vyftigh duysent Ryexdaelders drie maen-

IV. Outre quoi, il est expressément stipulé que le payement des susdits Subsides ensemble se fera à Hambourg en Banque, & sans faute comme au Change, en cette sorte, que la moitié des six cens mil risdales promis pour la Flotte, sçavoir, trois cens mil risdales, comme terme premier, comme aussi les deniers de levée stipulez pour la susdite Armée de Terre seront payez aussi-tôt que le secours sera requis; mais le second terme pour la Flotte, sçavoir cent cinquante mil risdales trois mois après, & après l'expiration de trois autres mois le troisiéme & dernier terme, sçavoir

ANS de J.C. 1673.

maenden daer naer, ende naer 't verloop van noch drie andere maenden, het derde ende laetste termyn, te weten, de resterende hondert vyftigh duysent Rycsdaelders; maer wat aengaet de subsidien tot het onderhout van de Militie te Lande, de selve sullen wel voor de drie eerste maenden van gelycken tot Hamburg in banco ofte by seekere Koopluyden gereedt leggen; dogh de eerste maent maer half werden gereekent, ende de betalinghe van een geheele maent gepresteert eerst vier weecken naer dat de Werf-gelden sullen wesen betaelt, ende van de overige anderhalf maenden, by de eerste monsteringe; maer naer expiratie van dese drie eerste maenden sullen voor den volgenden vierden Maent de subsidien tot het onderhout terstont in 't beginne van de selve maent, ende soo voorts, soo lang den Oorlogh duyren sal, in 't begin van elcke maent, door de Heeren Staten Generael aen de Gevolmachtichden van syne Koninghlycke Majesteyt in Hamburg werden getelt.

sçavoir les cent cinquante mil risdales restans; mais pour ce qui concerne les Subsides pour l'entretien des Troupes de Terre, ils seront avant les trois premiers mois remis à Hambourg en Banque, ou par des Marchands sûrs en argent comptant; mais le premier mois la moitié seulement sera comptée, & le payement d'un mois entier sera fait, seulement quatre semaines apres que l'argent de levée aura eté payé, & pour l'autre mois & demi restant, a la premiére revüe. Mais apres l'expiration de ces trois premiers mois, seront pour le quatriéme mois, & dès le commencement d'icelui, payez par les Seigneurs Etats Généraux aux Plénipotentiaires de sa Majesté à Hambourg les Subsides pour l'entretien, & ainsi de suite, au commencement de chaque mois, tant que la guerre durera.

V. Ende niet tegenstaende het onderhout, gelyck terstont is geseyt, by haar Hoogh Mog. niet meer als t'elkens op een maent sal werden betaelt, soo sullen echter de subsidien geduyrende den Oorlogh van vier maenden tot vier maenden continueren, sodanig, dat alschon de Vreede in de eerste tweede ofte derde maent geslooten ende geratificeert wierde, echter de subsidien voor die vier volle maenden sullen moeten werden betaelt; maer indien men in de vierde ende laetste maent de Vreede, ende de Ratificatie van dien quame te verkryghen, ende dat de volckeren bequamelyck, ende sonder pericul van d'een of d'andere der Geallieerdens souden konnen werden afgedanckt, soo sullen de Heeren Staten Generael gehouden zyn niet alleen de subsidien voor de vier volle maende, maer oock nogh een maent daer boven te betalen; dan aengaende de continuatie van de subsidien tot de Vloot blyft het by het geene wat by het Tractaet in Anno 1666. opgerecht, is geaccordeert ende vergeleecken geworden.

V. Et nonobstant que l'entretien, comme il vient d'être dit, ne sera à chaque fois payé qu'à un mois près par L. H. P. néanmoins les Subsides continueront de quatre mois en quatre mois tant que la guerre durera, en sorte qu'encore que la Paix vienne à se faire, & a se ratifier dans le premier, second ou troisiéme mois, lesdits Subsides devront cependant être payez pour les quatre mois entiers; mais si la Paix & ratification vient à se faire dans le quatriéme & dernier mois, & que les Troupes puissent convenablement, & sans danger pour l'un & l'autre des Confédérez, être congédiez, les susdits Seigneurs Etats Généraux seront obligez de payer les Subsides non-seulement pour les quatre mois entiers, mais encore pour un mois de plus. Mais à l'égard de la continuation des Subsides pour la Flotte demeure ce qui est accordé, & convenu par le Traité de l'an 1666.

VI. Ende nademael haer Hoogh Mog. in manieren voorschreve sich obligeeren aen syne Majesteyt, voor des selfs beloofde Assistentie met subsidien te gemoet te komen, soo sullen oock de Volckeren, wanneer sy geworven ende op het Rendevous by den anderen sullen gekomen zyn, in presentie van haer Hoogh Mog. Commissarissen werden gemonstert, omme te sien of de selve compleet zyn, ende in het veraccordeerde getal sigh bevinden, ende vervolgens oock, soo haest immers mogelyck is, tot assistentie van haer Hoogh Mog. aengevoert, ende reëlyck geemployeert werden. Maer naermaels sal de monsteringe alle drie maenden ofte oock meermaelen, indien sulcks by syne Koningblycke Majesteyt ende haer Hoogh Mog. ofte der selver Gevolmachtighde, nodich ende dienstich sal worden geoordeelt, gedaen werden; ende sal de bevondene afganck ende verminderinge van het getal van 't Volck soo die tot op duysent Mannen komt te beloopen, ende dat de Officiers sullen konnen bewysen dat sulcken afgangh ende verminderinge niet by haer versuym toegekomen, nochte uyt eenige andere practyke gesprooten is, maer dat sulcke Volckeren ofte in de Oorloghs-Actien zyn gebleven ende vermist, of andersints wegh gestorven, door de Heeren Staten Generael voor de helfte geremplaceert, ende de nodige Recreuteringhs-gelden daer toe aengetelt werden.

VI. Et comme L. H. P. s'obligent en la maniére que dessus de donner des Subsides à sa Majesté pour l'assistance promise; quand les Troupes seront levées & arrivées les unes près des autres au rendez-vous, elles seront passées en revüe en la présence des Commissaires de L. H. P. pour voir si elles sont complettes, & au nombre dont on est convenu, & seront ensuite conduites & employées réellement aussi-tôt qu'il sera possible pour le secours de L. H. P. mais en après la montre s'en fera tous les trois mois ou plus souvent, si sa Majesté & L. H. P. ou les personnes à ce autorisées le jugent utile & nécessaire; & la diminution qui sera trouvée du nombre des Troupes, si elle se monte jusques à mil hommes, & que les Officiers puissent prouver qu'elle ne vient point de leur négligence, ni d'aucune autre pratique, mais qu'ils sont demeurez dans l'action ou autrement par mortalité, sera remplacée pour la moitié par les Seigneurs Etats Généraux, & les deniers des recrües nécessaires par eux payez.

VII. De Regementen te Paert, mitsgaders de Dragonders (drie Dragonders tegens twee Ruyters ende een Voetknegt gerekent) waer van elck Regiment in vyf hondert Man sal moeten bestaen sullen, in ses Compagnien, maer die te Voet elck van duysent Man, in thien Compagnien werden afgedeelt; doch sal het aen syne Majesteyt vry staen, de voorschreve Regementen in 't generael, ofte elck in 't bysonder, na syn believen ende gelegentheyt te formeeren, soo maer het

VII. Les Régimens de Cavalerie, & de Dragons, (trois Dragons comptez pour deux Cavaliers & un Soldat,) dont chaque Régiment devra être composé de cinq cens hommes, seront partagez en six Compagnies, mais ceux d'Infanterie, chacun de mil hommes, en dix Compagnies; mais il dépendra de sa Majesté de former lesdits Régimens en général, ou chacun en particulier, comme Elle voudra, pourvû que le nombre stipulé desdites Troupes s'y trouve à chaque fois; & que L. H. P. ne soient point

ANS de J. C. 1673.

het gestipuleert getal van de voorschreeve Volckeren sich jeder mael sal uyt vinden ende haer Hoogh Mog. wegens deselve, boven de voorschreeve subsidien met geen meerder lasten ende uytgiften en werden beswaert.

VIII. Ten aensien van de Oorloghs-operatien ende hoe deselve ten gemeenen besten sullen konnen werden gevoert, is vergeleecken, dat over deselve jeder mael sal werden geconcerteert tusschen syne Koninghlycke Majesteyt ofte de geena aen de welcke deselva het Opper-Commando over syne Volckeren sal toe betrouwen; ende de Gevolmachtighden van haer Hoogh Mog. de welcke ten dien eynde tot alle Oorloghs-deliberatien sullen werden geadmitteert. Ende in gevalle eenigh Exploict by de handt soude mogen werden genommen dat strecken mochten tot beschermingе van haer Hoogh Mog. Landen ende Steden, ofte van sulcke Plaetsen die met derselver Guarnisoen zyn beset, ofte oock tot recuperatie van die geene, de welcke in het gewelt van den Vyant soude mogen zyn geraeckt, soo sal alsdan in de deliberatia het sentiment van haer Hoogh Mog. Gevolmachtighde, voor soo verre de Oorloghs-reden 't selve sal toelaten, prevaleeren ende gevolght werden, maer by aldien dusdanige Oorloghs-operatien souden mogen concerneren syne Koninghlycke Majesteyt, ande de defencie, securiteyt, ende interest van desselfs Rycken ende Landen, in sulcken gevalle sal het goetduncken, ende de meyninge van syne Koninghlycke Majesteyt ofte desselfs Gevolmachtighden prevaleren, ende soo verre als de Oorloghs-raison sulcks toelaten sal ter executie geleyt worden, dat daer beneffens oock wederzydts Gevolmachtighden ende Generalen geinstrueert ende gelast sullen werden, sich na den inhouden deses Tractaats, soo veel de Oorloghs-verrichtinge aengaet, in alles reciproquelyck te reguleren, het sy wanneer syne Majesteyt haer Hoogh Mog. ofte deselve syne Majesteyt sullen assisteeren, maer wat de Vloot belanght, blyft het dienaengaende, gelyckerwyse by het Tractaet anno festhien hondert ses en 't sestich opgerecht; behoudens alleen dat syne Majesteyt gehouden sal zyn, wanneer het den noodt sal komen te vereysschen, ende dat de selve in syne eygen Rycken ende Landen geen pericul te verwachten heeft op haer Hoogh Mog. begeeren een gedeelte van syne Oorlogh-schepen tot twintich in 't getal met haer Hoogh Mog. capitale Vloot by Fleckeroë ofte de Neus in Noorwegen te conjungeren.

IX. By soo verre oock de assistentie-Volckeren, geduyrende de Oorlooghs-Oeffeninghe, occasie mochten bekomen eenige Landen den Vyandt toebehoorende, onder contributie te setten, soo sullen in sulcken cas de gegevene contributien aen byde de Hooge Geconfedereerte in gelycke deelen toe ende ten goeden komen: Dogh is hier onder niet te verstaen 't geene den Soldaet in de Quartieren aldaer sal genieten, ende vervolgens oock syne Koninghlycke Majesteyt aen de beloofde subsidie dieswegen niet afgaen: Maer by aldien syne Koninghlycke Majesteyt ofte syne Onderdanen aende Volckeren van de Heeren Staten Generael, ofte haer Hoogh Mog. of derselver Ingesetenen aen de Troupes van syne Koninghlycke Majesteyt eenige assistentie van Proviandt ofte andere nootwendigheeden souden mogen komen te doen, sal de geene aen de welcke sodanige assistentie geschiet, gehouden zyn aen de andere sulcks met contant gelt te betalen.

X. De administratie van justitie, soo wel by de militie te Lande als op de Vloot sal blyven aen elck een van de Geallieerdens over desselfs Volckeren ende scheepen, sonder dat hy van yemanden daer in belet ofte benadeelt sal mogen worden.

XI. Wanneer het secours van de eene of de andere partye eens sal gepresteert zyn, soo sal aen geen van beyde geoorloft wesen sich in eenige handelinghe met den Vyandt in te laten, veel min in eenich accord van vreede

point chargez de plus de Subsides & dépenses que ceux ci-dessus stipulez.

ANS de J. C. 1673.

VIII. A l'égard des opérations de la guerre, & comment elles devront être conduites pour le bien commun, il est convenu qu'à chaque fois, la chose sera concertée entre sa Majesté, ou celui à qui le commandement en chef de ses Troupes sera confié, & ceux qui seront à ce autorisez par L. H. P. & qui seront à cette fin admis à toutes les délibérations qui concerneront la guerre; & si l'on entreprend quelque exploit de guerre tendant à la défense des Pais & Villes de L. H. P. ou de quelques Places où ils ont garnison, ou pour recouvrer celles dont l'ennemi pourroit s'être rendu maître, ce sera le sentiment de celui qui sera autorisé par L. H. P. qui prévaudra, & sera suivi dans les délibérations, autant que les raisons de guerre pourront le permettre; mais si lesdites opérations concernent sa Majesté, & la défense, sûreté & intérêt de ses Royaumes & Pais, en ce cas ce sera le bon plaisir & sentiment de sa Majesté, ou de celui qui sera par Elle autorisé, & il sera autant que les raisons de la guerre le permettront, mis à exécution; ensemble que ceux qui seront autorisez de part & d'autre, seront instruits & chargez de se conformer réciproquement au contenu de ce Traité, tant à l'égard des opérations de guerre, qu'en toute autre chose, soit que sa Majesté assiste L. H. P. ou L. H. P. sa Majesté. Mais pour ce qui concerne la Flotte; demeure ce qui à cet égard est convenu par le Traité de l'année mil six cens soixante-six. Excepté seulement que sa Majesté sera obligée, quand la nécessité l'exigera, & qu'elle n'aura rien à craindre pour ses propres Royaumes & Pais, de joindre à la requisition de L. H. P. près de Fleckeroe, ou Neus en Norwegue, une partie de ses Vaisseaux de guerre à la Flotte de L. H. P. jusques au nombre de vingt.

IX. Si pendant les opérations de la guerre les Troupes du secours avoient occasion de mettre quelque Pais appartenant à l'ennemi, sous contribution, celles qui se leveront seront partagées également entre les Confédérez; mais en ce, n'est point compris ce dont le Soldat jouïra dans le quartier qu'il y aura; & consequemment sa Majesté ne se départira pas non plus à cet égard des Subsides promis; Mais si sa Majesté ou ses Sujets venoient à fournir quelques vivres ou autres choses nécessaires aux Troupes des Seigneurs Etats Généraux, ou L. H. P. ou leurs Sujets à celles de sa Majesté, ceux à qui telle assistance aura été faite seront tenus de le payer aux autres argent comptant.

X. L'administration de la Justice, tant pour les Troupes de terre, que pour celles de la Flotte, se fera par chacun des Alliez sur ses Troupes & Vaisseaux, sans y pouvoir recevoir d'empêchement, ni de dommage de personne.

XI. Quand le secours de l'une ou de l'autre partie aura une fois été fourni, il ne sera permis ni à l'une ni à l'autre d'entrer en négociation avec l'ennemi, bien moins encore en aucune Paix ou Suspension d'armes, sans communication

ANS de J.C. 1673.

Vreede of Stilstant van wapenen, sonder voorgaende communicatie ende consent van syn Geallieerde, maer in gevalle yets diergelycks van de tegen-partye ofte oock van de Mediateurs wierde geproponeert, sal die Geallieerde, aen de welcke sulcke ouvertures werd gedaen aen syne mede-Geallieerde sonder eenich tyt versuym daer af kennisse geven, ende desselfs intentie daerover innemen, ende in gevalle denselven toestaet, dat tot eenich Tractaet werde getreden, sal hy echter sulcks niet aengaen mogen, voor ende al eer hy voor syn mede Geconfedereerte sal hebben geobtineert de nodige verseeckeringe ende saufconduit, ten eynde de selve syne Ministers van gelycke naer de plaets daer getracteert sal werden, mochte afvaerdigen, gelyck oock op de handelinge selve den eenen Geconfedereerde daer en niet sal mogen voortgaen, veel min iets sluyten sonder participatie, consent ende bewillinge van d'andere maer alles sal moeten geschieden met gemeen consent ende goedt vinden, en het interest van beyde de Geconfedereerdens *pari passu* moeten werden voortgeset nochte oock door d'eene in 't minste niets met den Vyant werden gestooten, ten waere de andere daer by zy geincludeert, ende voorts, so hy sulcks sal begeeren, vollkomentlich herstelt in de possessie van alle dusdanige Landen, Rechten, Prerogatiiven ende Gerechtigheden die hy voor den Oorlogh heeft gehadt ende genoten, ende dat voor den selven gelyckerwyse sullen zyn gestipuleert ende bedongen, alle soodanige jura ende immuniteyten de welcke zyn mede-Geallieerde voor sich selfs bedongen ende geobtineert mochte hebben.

XII. Maer dewyle d'Heeren Staten Generael tegenwoordig alreede met de Kroonen van Vranckryck ende Engelant de Churvorst van Keulen, ende den Bisschop van Munster in eenen openbaren Oorlogh staen, ende niet sonder reden te beduchten is, dat in het toekomende nogh een ofte andere staet sigh in sulcken Oorlogh mede mengen, ende de Vyanden van de Heeren Staten Generael assisteren mochte, waer door de selvige neffens hare Geallieerdens, in hare voor te nemen Oorloghs-operatien souden konnen werden belet ende ghediverteert; soo is, omme aen de voorschreve beduchte onheylen by tydts de behoorlijcke middelen van defensie t'opposeeren, tusschen beyde Hooge Geconfedereerdens geaccordeert, dat wel sijne Koninghlijcke Majesteyt het getal van de veertigh Oorlogh-schepen in het derde Articul gespecificeert, tot het esquiperen sal vaerdigh houden, ende daer benevens oock de twintich duysent Man te Landen in 't selve Articul uytgedruckt, op de been brengen; Maer tegenwoordig dewyle syne Koninghlycke Majesteyt oordeelt voor 't gemeene interesse niet dienstigh te wesen, sigh in deesen Oorlogh t'immisceeren, niet meer als twintich Oorlogh-schepen, ten besten van de Commercien ende om syne Havens ende Stroomen van alle dadelyckheden soo veel mogelyck te bevryden, effectivelick esquiperen ende te Lande twaelf duysent Man te paert ende te voet, neffens eene convenable Artillerye in sijne na de situatie, naest-gelegene ende bequaemste Landen by een trecken, ende doen campeeren; Tot welcke Armature de Heeren Staten Generael sullen betalen, de gerechte helfte van de subsidien, die andersints voor veertigh Oorlogh-schepen, ende twintich duysent Man te Lande zyn gestipuleert, te weeten; driemael hondert duysent Ryckdaelders tot de Vloot tot de Werf-ende Aenrits-gelden op een Ruyter veertich Ryckdaelders, ende op een voet knecht thien Ryckdaelders t'samen hondert thien duysent Ryxdaelders, ende tot het maendelijck onderhout veertich duysent twee hondert vyf-en veertich Ryckdaelders 's maents ende daerin gehouden zijn te continueeren, soo lange den Oorlogh tusschen de hoogst-gedachte Koningen ende Princen, ende haer Hoogh Mog. sal duyren, ende geen andere Staet die tegenwoordig in den selven Oorlogh niet en is geengageert,

tion & consentement préable de son Allié*; *mais au cas *que quelque chose de semblable vint à être proposée par l'adverse Partie, ou par les Médiateurs, l'Allié auquel telles ouvertures seront faites, en donnera connoissance sans perdre de tems à son Confedéré, & consultera son intention là-dessus; & s'il consent qu'on entre en quelque Traité, il ne pourra néanmoins le faire qu'au préalable il n'ait obtenu pour son Co-Allié les assurances & Saufconduits nécessaires, afin qu'il puisse envoyer ses Ministres au Lieu du Traité, de même que dans la négociation ne pourra être rien entrepris par l'un des Confédérez, beaucoup moins rien être conclu, sans la participation, consentement & approbation de l'autre, mais le tout se devra faire d'un commun consentement, & pour l'intérêt réciproque des deux Confédérez* pari passu, *ni ne pourra le moins du monde être rien conclu par l'un avec l'ennemi, à moins que l'autre n'y soit compris, & s'il le desire, ne soit rétabli dans la possession de tous & tels Païs, Droits, prérogatives & Justice, qu'il avoit, & dont il jouissoit avant la guerre; & que pour lui ne soient stipulez tels droits & immunitez, lesquels son Co-Allié aura stipulé & obtenu pour lui-même.*

XII. Mais comme les Seigneurs Etats Généraux sont déja à présent en guerre ouverte, avec les Couronnes de France & d'Angleterre, l'Electeur de Cologne, & l'Evêque de Munster; & que ce n'est pas sans raison, qu'il est à craindre qu'à l'avenir, l'un ou l'autre Etat pourroit se mêler de cette guerre, & assister les ennemis des Seigneurs Etats Généraux, par le moyen de quoi les susdits & leurs Co-Alliez pourroient être empêchez & détournez dans leurs opérations de guerre, pour s'opposer à temps aux susdits inconveniens qui sont à apprehender, par des moyens convenables, il a été accordé entre lesdits deux Confédérez, qu'à la verité, sa Majesté tiendra bien prêts le nombre de quarante Vaisseaux de guerre spécifiez dans l'article troisiéme, & mettra sur pied les vingt mil hommes y mentionnez; mais présentement comme sa Majesté juge que pour l'intérêt commun Elle ne se doit point mêler dans cette guerre, elle n'équipera effectivement que vingt Vaisseaux de guerre pour l'avantage du Commerce, & pour garantir ses Havres & Rivières autant qu'il se pourra de toutes voyes de fait, & par terre mettra sur pied & fera camper dans l'endroit le plus propre suivant la situation de son Païs douze mil hommes, tant Cavalerie, qu'Infanterie, avec l'Artillerie à ce convenable. Pour lequel armement les Seigneurs Etats Généraux payeront la juste moitié des Subsides, qui autrement, sont stipulez pour quarante Vaisseaux de guerre, & pour vingt mil hommes; sçavoir trois cens mil risdales pour la Flotte, pour les deniers de levée, quarante risdales pour un Cavalier, & vingt risdales pour un Fantassin, faisant ensemble cent dix mil risdales, & pour l'entretien par mois quarante mil deux cens & quarante-cinq risdales, par mois, & sont obligez d'y continuer tant que la guerre d'entre les susdits Rois & Princes, & L. H. P. & qu'aucun autre Etat, n'étant point présentement engagé dans cette guerre, ne s'en mêlera point, & n'assistera point les ennemis de L. H. P. En les Etats Généraux de leur part lors qu'ils feront un Traité de Paix, comme il est à esperer, y comprendront nommément sa Majesté entre leurs Alliez, comme sans doute les Couronnes de France, & d'Angleterre feront de leur part la même chose.

geert, ſich daer in ſal immiſceeren, ende haer Hoogh Mog. Vyanden aſſiſteeren, waer tegens de Heeren Staten Generael ſijne Koninghlijcke Majeſteyt oock in het te maecken Tractaet wanneer het ſelve gelijck verhoopt wert tot concluſie van een Vreede ſal werden gebracht, onder andere der ſelver mede-Geallieerdens *nominatim* mede ſullen includeren, gelijck buyten twyfel de Kroonen van Vranckryck ende Engelant het ſelve oock ſullen doen.

XIII. Maer indien eenich Nabuyrich Staet, ſijne Wapenen ſoude komen te voegen met die van haer Hoogh Mog. Vyanden, ſich in den voorſchreeven Oorlogh immiſceeren, ende de voorſchreve haer Ho. Mog. Vyanden aſſiſteren ofte met gewelt beletten, dat de-ſelve door haere Geallieerden geaſſiſteert ende geſecoureert werden, ſoo ſal ſyne Koninghlijcke Majeſteyt als dan gehouden zyn tegens die geene dewelcke het gunt voorſz. is tegens haer Hoogh Mog. ende der ſelver Geallieerdens ſouden mogen komen te ondernemen, effectivelyck op haer Hoogh Mog. verſoeck ende begeerte in Vyandelycke actie te treden ofte oock wel anderſints als het ſelve ſal werden geoordeelt aen het gemeene intereſt voordeelich te ſijn, dat haer Hoogh Mog. in ſoodanigen gevallen ſcholdich ſullen zijn aen hoochſt-gemelte ſijne Koninghlijcke Majeſteyt, de reſterende helft der Werf-gelderen, ende de volle ſomme der ſubſidien uyt te Rycken op alle ſulcke manieren ende conditien door gaens, als in de Articulen van deſe Verbintenisse omſtandelijck wert gementionneert. Waer tegens ſijne Koninghlijcke Majeſteyt ſal verbonden zijn, ſoo wel ſijne Vloot van veertich Schepen volkomentlick te eſquipeeren, als oock ſijne Armée te Lande tot op twintich duyſent Man te vergrooten, ende met deſelve neffens de tegenwoordige Geallieerdens van haer Hoogh Mog. tegens der ſelver Vyanden als voorſchreeven is, effectivelijck te ageren, in welcken cas de voorgaende Articulen van dit Tractaet als dan ſullen applicabel zyn.

XIV. Maer nademael de Heeren Staten Generael aen ſijne Koninghlijcke Majeſteyt omſtandelyck hebben doen repreſenteren dat het haer tegenwoordich t'eenemael onmogelijck is de beloofde ſubſidien tot de voorſchreeve Armatures in het twaelfde Articul aengeroert, in contant gelt op te brengen, ende over ſulcks verſocht, dat ſijne Koninghlijcke Majeſteyt ſich wilde laten gevallen in plaetſe van dien obligatien aen te nemen; ſoo is by ſijne Majeſteyt, volgens de affectie die de ſelve tot den Staet der Vereenichde Nederlanden is draghende daer inne gecondeſcendeert, ende wil deſelve met goede ende vallable Obligatien contentement nemen, ſoo lange deſelve tot geen effective aſſiſtentie ſal treden; Edoch onder expreſſe conditie dat haer Ho. Mog. den eerſten termyn tot de Vloot zynde hondert vyftich duyſent Ryckdaelders, ſullen betalen met vyftich duyſent Ryckdaelders in baren gelde, ende hondert duyſent Ryckdaelders in allerhande Scheeps-behoeften naer Mart-gangh: Als mede de obligatien tot het onderhout van de voorſchreve Volckeren ende Vloot by anticipatie t'elckens voor drie maenden preciſelijck extraderen, welcke obligatien by ſijne Majeſteyts Gevolmachtighde voor ſoo hooge prys als mogelyck weſen ſal met communicatie van haer Hoogh Mog. ſullen moge werden verhandelt ende verkocht; maer dewyle de voorſchreve obligatien voor de ſomme daerinne begrepen, by de jegenwoordige tyden niet en konnen werden verhandelt, ten zy dat by het vernegotieren van de ſelve ſal moeten werden verlooren; ſoo ſullen haer Hoogh Mog gehouden ſijn ſoodanigh verlies met andere obligatien te ſuppleren ende te vergoeden; welcke obligatie ſijne Koninghlijcke Majeſteyt ſal vry ſtaen, wanneer hem beſt gelegen ſal komen; voor ofte naer den Vreede, met kenniſſe ende communicatie van de Heeren Staten Generael, als vooren te verhandelen, ſonder dat haer Hoogh Mog. in de vergoedinge van het verlies dat op de voorſchreve obligatien

van

XIII. Mais ſi quelque Etat voiſin vient à joindre ſes armes avec celles des Ennemis de L. H. P. à ſe mêler de cette guerre, & à aſſiſter leſdits ennemis de L. H. P. ou empêcher par force qu'ils ne ſoient aſſiſtez & ſecourus de leurs Alliez, ſa Majeſté ſera alors obligée, d'entrer à la requiſition de L. H. P. en hoſtilité contre celui qui voudra entreprendre quelque choſe contre eux & leurs Alliez, ou autrement comme il ſera jugé être le plus avantageux pour l'intérêt commun; Que L. H. P. en ce cas ſeront obligez de fournir à ſa Majeſté la moitié reſtante deſdits deniers de levée, & la ſomme entiére des Subſides, de la même maniére & aux mêmes conditions qu'il eſt mentionné avec circonſtance par les Articles de cette Alliance. Et ſera ſa Majeſté obligée de ſa part d'équiper entiérement ſadite Flotte de quarante Vaiſſeaux, comme auſſi d'augmenter ſon Armée de Terre juſques à vingt mil hommes, & agir effectivement avec icelles Flotte & Troupes conjointement avec les Alliez préſens de L. H. P. contre leurs Ennemis, comme il eſt dit ci-deſſus, auquel cas ſeront alors applicables les précédens Articles de ce Traité.

XIV. Mais comme les Seigneurs Etats Généraux ont fait particuliérement repreſenter à ſa Majeſté qu'il leur eſt pour le préſent entiérement impoſſible de fournir en argent comptant les Subſides promis dans l'article douziéme pour ledit Armement, & qu'ils ont prié ſa Majeſté qu'il lui plaiſe de recevoir des obligations en leur place, ſadite Majeſté par un effet de l'affection qu'elle porte à l'Etat des Provinces-Unies des Pais-Bas, y a donné les mains, & ſe contentera de bonnes & valables obligations, sans qu'elle n'entrera point en aſſiſtance effective; mais ſous cette expreſſe condition que L. H. P. payeront au premier terme pour la Flotte, qui ſont cent cinquante mil riſdales, avec cinquante mil riſdales en argent comptant, & cent mille riſdales en toute ſorte de munitions pour les Vaiſſeaux, ſuivant le prix ordinaire. Comme auſſi les obligations pour l'entretien deſdites Troupes & Flotte par avance préciſément pour trois mois, à chaque fois, leſquelles obligations ſeront, par ſa Majeſté ou perſonnes à ce autoriſées, négociées, ou venduës au plus haut prix qu'il ſe pourra; mais comme les ſuſdites obligations dans les tems préſens ne peuvent pas être négociées pour la ſomme y contenuë, à moins que d'y perdre, L. H. P. ſeront obligées de ſuppléer & indemniſer de ladite perte par d'autres obligations. Leſquelles obligations il ſera loiſible à ſa Majeſté de négocier avant ou après la Paix, s'il le trouve le plus à propos, avec la connoiſſance & communication des Seigneurs Etats Généraux, comme deſſus, ſans que leurs H. P. ſoient tenues de l'indemnité de la perte qui pourroit être faite ſur leſdites obligations de Supplément, en le négociant; Mais ſi ſa Majeſté en conſequence du précédent article treiziéme ſe trouvoit obligée d'entrer en action, & qu'alors on ne pût avoir, ou recouvrer les Subſides convenables & ſtipulez, ſur des obligations, L. H. P. ſeront alors obligez de les fournir en argent comptant.

XV. Et

van Supplement, by verhandelinge van de selve soude mogen worden gedaen, gehouden sullen zyn, maer indien sijne Koninghlijcke Majesteyt in gevolge van het voorstaende derthiende Articul soude genootsaeckt werden effectivelyck in actie te treden, ende als dan de behoorlycke ende gestipuleerde subsidien op de obligatien niet eo soude sijn te bekomen, soo sullen haer Hoogh Mog. schuldig syn in plaetse van dien baar gelt te verschaffen.

XV. Ende ten eynde oock de Navigatie op sijne Majesteyts Stroomen des te veyliger moge wesen, ende de ingesetenen van haer Hoogh Mog. haere Commercien met dies te minder pericul 't allen tyden aldaer mogen voort setten: Soo sal oock sijne Koninghlijcke Majesteyt in tyt van Vreede seecker getal van syne Oorlogh-schepen equiperen, ende daer mede de voorschreve Stroomen voor alle dadelyckheden suyver ende reyn houden, dat over de begrootinge van het getal, de groote monture ende vermaninge der voorschreve jaerlycks te equiperen Oorlogh-schepen, ende de subsidien daer toe naer proportie gerequireert, met den eersten nader sal werden gehandelt ende geconvenieert.

XVI. Waer beneffens dan haer Hoogh Mog. sich verbinden de achterstallige subsidien vande Jaeren sesthien hondert ses en 't lestigh, ende sestien hondert seveo en t'sestich, soo ras immers mogelijck ende ten langsten binnen twee jaaren onfeylbaerlyck in baren gelde te betalen ende te voldoen.

XVII. Gelijck men dan mede ten wederzyde vergeleecken is, dat vermids wegens de arbitragie-saeck (in de welcke sijne Koninghlijcke Majesteyt van de sententie by den Koningh van Vranckrijck eens uytgesprocken, niet heeft willen afwyckeo) niet finalijcks heeft konnen werden geslooten, door dien de Heeren Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde, sich die naengaende niet geinstrueert gevonden hebben, soo wel wegens deese saecke, als oock wegens prolongatie van de jaaren, aengaende de Thollen in het Tractact van Christianopel gedetermineert, ende dan wegens executie van het Compromis tusschen de Koninghlijcke Gluckstaedtsche Africaensche ende de Hollantsche West-Indische Compagnien gemaeckt, soo haest doenlijck, affooderlijck sal werden getracteert, ende de voorschreve pretensien ende Tolsaecken naer wederzyds Rechten de Hooge Geallieerden competerende, midtsgaders naer alle equiteyt ende billickheyt sullen werden afgedaen. Dogh dat de voorschreve handelingen, als oock het geene dat in 't bovenstaende vijfthiende Articul ten aensien van de negotiatie aen te stellen, over de begrootinge der subsidien in tyt van Vreede gementionneert wert den inhonden van desen Tractate niet beletten nochte d'executie van dien ophouden sal.

XVIII. Eyndelijck is oock besproocken ende vergeleecken dat aenstondts by de uytwisselinge van wederseyts Ratificatie op deesen Tractaet hy haer Hoogh Mog. tot de Vloot van sijne Koninghlijcke Majesteyt de gestipuleerde vijftigh duysent Rycxdaelders in baren gelde betaelt, ende de Scheeps-materialen voor hondert duysent Rycxdaelders verschaft, als mede de obligatien voor den eersten termyn der subsidien tot de Volckeren te Lande overhandight sullen worden, ten eynde op de voorschreve obligatien door sijne Koninghlijcke Majesteyts Gevolmachtigde de nodige Penningen genegotieert mogen werden, ende eyndelijck dat de uytwisselinge der voorschreve Ratificatie binnen vier weecken in behoorlijcke forme, naer date van de onderteeckeninge, ofte wel eerder, als het mogelyck is, in den Hage sal geschieden.

Welcke boven geschreven Artienlen gesamentlijck ende een yder in 't besönder, beyde de Hooge Geallieerdeo getrouwelyck ende onverbreckelyck sullen gehouden wesen naer te komen. Ende zijn tot meerder confirmatie van dien, hier van gemaeckt twee instrumenten van gelycken iohouden opgestelt, ende van de Heeren

XV. Et afin que les Navigations dans les Riviéres de sa Majesté soient d'autant plus sûres, & que les Sujets de L. H. P. y puissent en tous tems faire leur Commerce avec d'autant moins de danger; sa Majesté équipera aussi en tems de Paix un certain nombre de Vaisseaux de guerre, pour tenir lesdites Riviéres libres & exemptes des voyes de fait; Que pour le nombre, la grandeur, & l'équipage, desdits Vaisseaux de guerre à equiper annuellement, & des Subsides à ce requis à proportion, on en traitera & conviendra au plûtôt.

XVI. Outre quoi L. H. P. s'obligent aussi de payer & satisfaire en argent comptant le plûtôt qu'il sera possible, ou au plus tard dans deux ans les arrérages des Subsides des années mil six cens soixante-six, & mil six cens soixante-sept.

XVII. Comme de l'autre part, il est convenu, que comme l'affaire touchant l'arbitrage, (à l'egard duquel sa Majesté n'a pas voulu se départir de la Sentence renduë par le Roi de France) n'a pas pû être finalement concluë, parce que les Sieurs Ambassadeur Extraordinaire, & Députez ne se sont pas trouvez instruits à cet égard, on traitera à part de cette affaire, aussi-bien que de la prolongation des années à l'égard des Tols déterminez dans le Traité de Christianople, & en après touchant l'exécution du Compromis d'entre la Compagnie Royale de Gluckstadt en Afrique, & la Compagnie Occidentale de Hollande, & ce aussi-tôt que faire se pourra; & les susdites prétentions, & affaires du Tol seront terminées selon le droit réciproque qu'ont les Alliez, & l'équité & la raison. Mais que la susdite Négociation, non plus que ce qui est mentionné dans l'article quinziéme ci-dessus, à l'égard de l'établissement de la Négociation, sur l'augmentation des Subsides en temps de Paix, n'arrêtera point le contenu de ce Traité, ni n'en empêchera l'exécution.

XVIII. Enfin, il est convenu, & accordé qu'aussitôt l'échange des Ratifications réciproques de ce Traité, seront par L. H. P. payez pour la Flotte de sa Majesté les cinquante mil risdales stipulez, argent comptant, & fournis les matériaux de Vaisseaux pour cent mil risdales, comme aussi les obligations pour le premier terme des Subsides pour les Troupes de Terre, afin que sa Majesté ou celui qui sera par Elle autorisé, puisse négocier les deniers nécessaires sur les susdites obligations, & qu'enfin l'échange des susdites ratifications se fera ici à la Haye en bonne forme, dans le tems de quatre semaines du jour de la signature, ou plûtôt, s'il est possible.

Lesquels Articles ci-dessus ensemblement & chacun d'eux en particulier seront tenus lesdits deux Hauts Alliez observer fidélement & inviolablement; Pour plus grande confirmation de quoi ont des présentes été faits deux Instrumens de même teneur, & été signez de la main desdits Ministres de sa Majesté d'une part, & par les Ambassa-

ANS de J. C. 1673.

Heeren Koninghlijcke Ministers ter eenre, ende de Heeren haer Hoogh Mogende Extraordinaris Ambassadeur ende Gedeputeerde ter andere zyde; op approbatie ende Ratificatie, met Hant en Zegel bevestigbt. Aldus gedaen tot Coppenhagen den 16/26 May Anno 1673. Was geteekent.

(*L. S.*) *V. F. Gulden-leeuw.*
(*L. S.*) *P. Rets.*
(*L. S.*) *J. Ch. V. Corbitz.*
(*L. S.*) *P. Griffenfelt.*
(*L. S.*) *Paul van Klingenbergh.*
(*L. S.*) *C. Bierman.*
(*L. S.*) *D. van Wyngaerden.*
(*L. S.*) *Simon van Beaumont.*

bassadeur Extraordinaire, & Députez de L. H. P. d'autre, & confirmé de leurs Seaux. Ainsi fait à Copenhague, le 16/26 May 1673. Etoit signé,

(L. S.) V. F. Guldenleeuw.
(L. S.) P. Rets.
(L. S.) J. Ch. V. Corbitz.
(L. S.) P. Griffenfelt.
(L. S.) Paul de Klingenbergh.
(L. S.) C. Bierman.
(L. S.) D. de Wyngaerden.
(L. S.) Simon de Beaumont.

ANS de J. C. 1673.

CCXCI.

ANS de J. C. 1674.

L'EMPEREUR, ET L'ELECTEUR PALATIN.

Articles d'Alliance proposez entre LEOPOLD *Empereur, & l'Electeur* PALATIN. *A Vienne, le* 14. *Janvier* 1674. Manuscrit.

In nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis, Patris, Filii & Spiritûs Sancti. Amen.

NOtum sit quod cum à sua Sacrâ Cæsareâ Majestate sua Celsitudo Electoralis Palatinatus Rheni per Dominum Joannem Fridericum Seiller suum Secretarium, Status Consiliarium, Plenipotentiarium, & Deputatum expressum ad Aulam Cæsaream submissè petierit promptam operam & præsens Auxilium in statu deplorato, in quo versatur sua Domus Electoralis tot afflicta ruinis, tantis damnis sibi illatis, cum ab exercitu Gallico sub Ductu Vice-Comitis Turrenii, cum à præsidio Gallico Philipsburgi, aliisque Confœderatis Galliæ præfectis copiarum & officialibus, cum etiam ut obviam iretur ulteriori destructioni extremoque excidio, quod ab iisdem Copiis & Confœderatis immineret; cùmque perpendisset sua Sacra Cæsarea Majestas non alio fine arma se anno præterito in Imperio movisse, quam ut constaret maximè Westphalica Pax, & Cliviensis, utque adesset Sacra Cæsarea Majestas fortiter Electoribus, Principibus, & Ordinibus oppressis, & injuria armorum externorum vi prægravatis, iisque adeò dominiorum suorum restitutionem procuraret, sed imprimis ut Imperio Romano pristina quies, & Westphalicæ Pacis tanta omnium utilitate restitutæ seu instauratæ observantia redderetur, eò libentiùs se super hac instantia suæ Celsitudinis Electoralis Sacra Cæsarea Majestas declaravit, ut exhibeat quo sit animo ad præstanda ea, quæ sive sua Dignitas Imperialis, sive obligationes dictæ Celsitudinis Electoralis versus suum primum ac supremum Dominum requirunt, tum etiam cura, quam gerit pro toto Imperio, nec non pro dictis Tractatibus Pacis, Capitulationibus in sua Electione juratis, aliisque constitutionibus Imperialibus, & Ordinibus vindicandis, quibus ut & affectu, confidentiâ, propensioneque sua singulari in dictam Celsitudinem Electoralem permota Sacra Cæsarea Majestas mandavit suis infrascriptis Consiliariis Status ut cum dicto Domino Seiller communicarent uterque, deinde post habitas fidas collationes & conferentias, de sequentibus articulis conventum est.

I. Promittit Sacra sua Cæsarea Majestas se quàm primum ad requisitionem dicti Domini Electoris duo millia peditum & quingentos equites sub Imperio & Ductu Officialium Germanorum esse submissuram, quæ quidem copiæ atque officiales, secundum præsentis Tractatus Leges, præter Sacramentum, quo jam Sacræ suæ Cæsareæ Majestati tenentur, sese novo Sacramento dictæ suæ Electorali Celsitudini obstringent, quo tenebuntur quamdiu in ejus ditione manebunt, jamque super ea re ordines necessarii ad Ducem de Booroouville transmissi sunt.

II. Dictæ Copiæ non revocabuntur sine prævia participatione consensuque suæ Celsitudinis Electoralis ad quam spectabit earum imperium, quamdiu in sua Electorali ditione (ut supra jam memoratum est) manebunt, & omnis jurisdictio in ipsas Officialesque Cæsareos, quemadmodum in pari casu fieri solet, qui quidem Officiales in bonum commune & secundum militiæ leges ac maximè ad dicti Electoratus defensionem subditorumque tuitionem dictæ Celsitudinis Electoralis promptam obedientiam præstabunt, ipsique absolutè in iis, quæ jusserit prohibueritve morem gerent, quin etiam & dictæ Celsitudini Electorali severè in ipsos animadvertendi militesque subordinatos castigandi jus erit, si alicubi damnum intulerint, qui scilicet Officiales illud ipsum illatum damnum resarcire ac pro eo dictæ Celsitudini Electorali satisfacere tenebuntur. Et vicissim non remittentur dictæ Cæsareæ Copiæ à sæpius memorata Celsitudine Electorali sine prævia participatione consensuque sacræ Cæsareæ Majestatis quibus cum non amplius opus se habere judicaverit hoc dictæ sacræ Cæsareæ Majestati significandum curabit ejusque ulteriorem deliberationem & consensum expectabit.

III. Curabit sacra Cæsarea Majestas dictis duobus millibus quingentis, tum peditibus, tum equitibus suis sumptibus subsistentiam exactè subministrari, exceptis, quas vocant utensiliis, vino, cerevisia, & pabulis sive commeatu, quæ omnia ultro sua Celsitudo Electoralis obtulit absque ullis suæ Sacræ Cæsareæ Majestatis expensis, donec stabilitæ fuerint contributiones, quæ ab iis à quibus prætendi merito possunt exigentur & in sustentationem, tum dictarum Cæsarearum Copiarum tum earum, quâ jam dictæ Celsitudini Electorali militum, tum earum etiam quæ si casus requireret à Sacra Cæsarea Majestate suisque illo onere sublevabitur. Contributionum quidem partitio fiet pro ratione utriusque partis copiarum, à Deputatis utrinque, post ratihabitionem hujusce Tractatus nominandis, eâ conditione, ut quæ ab ipsis concordata fuerint ad memoratam Sacram Cæsaream Majestatem perferantur, quæ cum ipsa rata habuerit exactè deinceps ultro citroque observabuntur.

IV. Si autem ita casus tulerit, ut præter supradictum duorum millium peditum & quingentorum equitum numerum Majoribus Copiis Celsitudo sua Electoralis opus habuerit, hunc majorem numerum ad sæpius dicti Electoris requisitionem reique possibilitatem quamprimum Sacra Cæsarea Majestas subministrabit, quodque ad Imperium & jurisdictionem dictarum copiarum attinet expressa primo & secundo hujus Tractatus articulo ac deinceps concordanda locum

cum habere intelligentur: insuper autem Sacra Cæsarea Majestas in id nulla interpositâ morâ incumbet, ut Circuli Franconiæ Sueviæque atque alii Imperii Ordines parata auxilia, uti jam propositum est, dicto Domino Electori mittenda habeant, majoraque, ubi casus id requirere videbitur.

V. Ad sublevandam suam Celsitudinem Electoralem gravi tot sumptuum quos sustinet onere Sacra Cæsarea Majestas solvendam Francofurti ad Mœnum, in partem quinquaginta millium Talerorum Imperialium, quæ vigore Tractatuum Westphalicorum & subsequentis Recessûs Norimburgici prætendit sua Celsitudo Electoralis viginti quinque millium talerorum Imperialium summam numerari curabit, ubi priùs tamen hujus Tractatus ratificatio à dicto Serenissimo Electore tradita fuerit, ex ipsiusque ordine publicatæ Avocatoriæ Litteræ ad revocandos omnes Feudatarios Vassalosque subditos ac dependentes dicti Electoratus Palatinatus, qui in Gallia aut sub ipsius Confœderatis stipendia faciunt, consignatæque fuerint Serenissimi Electoris Litteræ seu Patentes, quibus Subditis suis injunget, ut Galliæ ejusque Confœderatis quam maximum poterunt damnum armis inferant; Reliqua verò viginti quinque millia talerorum Francofurti quoque ad Mœnum statim ac bello dictam Coronam Galliæ ejusque Fœderatos sua Celsitudo Electoralis petierit, in præsenti numerabuntur.

VI. Suscipit Sacra Cæsarea Majestas Serenissimam Celsitudinem Electoralem totam ipsius Domum Electoralem Electorarumque, & ditiones omnes in suam singularem protectionem, tutelam, & patrocinium, iisque continuo ac quantum in se erit favebit, dabitque quàm primùm Generalibus suis ordines præsenti rerum statui, necessitatique ac maximè periculo, in quo versatur sua Celsitudo Electoralis quam maximè convenientes, neque verò poterunt Sacra Cæsarea Majestas aut Serenissima Celsitudo Electoralis pacem, armistitium, vel inducias cum Galliâ, ejus Fœderatis aliisve hostibus sine mutuo utriusque consensu tractare aut eo modo ut alterutra pars excludatur, quæ tunc è contra sua consilia conferent invicem, conjunctimque, omnique fiduciâ majore adlaborabunt, hâc tamen adhibitâ cautione, quod neutra ambarum partium teneatur æquas atque honestas pacis conditiones, si offerrentur, recusare, & quidem Sacra Cæsarea Majestas ita comprehendi suam Celsitudinem Electoralem ejusque Domum Electoralem in Tractatu Pacis curabit, ut quidquid ipsi per Instrumentum Pacis Westphalicæ assignatum fuerat, restituatur, in idque etiam pro parte suâ incumbet, ut damna nuper à Galliâ ejusque Fœderatis dictæ Celsitudini Electorali illata resarciantur.

VII. Hoc etiam modo sua Celsitudo Electoralis subjicit Mediationi suæ Cæsareæ Majestatis vertentes cum Electoribus Moguntino ac Treverensi, & Duce Lotharingiæ controversias, recepitque donec eæ dirimantur quietè se & amicè cum dictis Electoribus confinibusque Principibus victurum; Quod suscipit clementer ac perbenignè Sacra Cæsarea Majestas quæ nihil omittet ut eædem controversiæ mediante suâ interpositione quamprimum fieri poterit amicabiliter inter ipsos componantur ac terminentur, ita ut suæ cuique prætentiones suumque jus maneat illibatum.

VIII. Præter ea quæ huc usque allata sunt, statuit Sacra Cæsarea Majestas ea omnia quæ ad Dignitatem, utilitatemque suæ Celsitudinis Electoralis ejusque Domûs Electoralis spectabunt quantum in se erit, promovere quod id ipsum sua Celsitudo Electoralis erga suam Cæsaræam Majestatem præstabit.

IX. Spondet vicissim ac promittit sua Celsitudo Electoralis partes Sacræ Cæsareæ Majestatis ejusque Confœderatorum in Imperio, ratihabito hocce Tractatu, se amplexuram seque in ejus favorem apertè declaraturam, Cæsareisque copiis suos Equitatus peditatusque, tum quas stipendiis suis alit, tum etiam suæ ditionis militias quam maximo poterit numero (munitis sufficienti Præsidio suis urbibus ac fortalitiis) se conjuncturam, cum quibus contra Galliam ejusque Confœderatos & adhærentes ad primam Sacræ Cæsareæ Majestatis requisitionem aperto bello sive conjunctim seu separatim prout è re esse judicabitur impetum faciet, neque solummodo nulli Fœderi infenso suæ Cæsareæ Majestati dicta Celsitudo Electoralis adhærebit, verum etiam totis viribus se periculosis consiliis aut machinationibus, quas quis moliri posset in Imperio opponet, munietque instructionibus & facultatibus, quos habet Ratisbonæ, aliisque locis Legatos ac Ministros, quo sanctissimam suæ Majestatis mentem piissimaque consilia conjunctim promoveant.

X. Utetur sua Celsitudo Electoralis dictis duobus millibus, & quingentis hominibus suscepto ab ipsis juramento fidelitatis, tum in suis fortalitiis, tum in aliis ditionum suarum partibus, prout ratio belli permittit, eorumque imprimis securitati ac conservationi prospiciet diligenter, & invigilabit.

XI. Quo autem suæ Cæsareæ Majestatis securitati aliquo modo caveatur, consignabit ipsi sua Celsitudo Electoralis Ghermersheim, ita ut in hanc arcem & urbem possit sua dicta Cæsarea Majestas idoneum Præsidium introducere suis sustentandum expensis & sumptibus, ita ut nulli sit oneri, aut molestiæ Civibus à quibus nullæ poterunt contributiones exigi. Manebit Serenissimæ Celsitudini Electorali redituum suorum dominalium libera perceptio, rerumque civilium, politicarum, & Ecclesiasticarum administratio. Dictum verò Præsidium Civitatem tuebitur contra Sacræ Cæsareæ Majestatis Imperiique hostes, seque tum Conatibus publicis, tum privatis fraudibus dolisque opponet, observabit exactè, coletque cum proximis Gubernatoribus Officialibusque Electoralibus concordiam & correspondentiam, & quietè vivet cum ejusdem civitatis incolis, ac pace tandem conclusâ, educetur, nullâ interposita morâ Præsidium, ac sine ulla compensatione dicta Civitas suæ Celsitudini Electorali ipsaque deficiente hæredi ipsius Comiti Palatino consignabitur ac omnino restituetur.

XII. Requirente id necessitate belli ac ratione, concedet sua Celsitudo Electoralis ante præmonita liberum transitum reditumque, sive passus ac repassus in Electoratu, aliisque suis ditionibus Exercitui suæ Cæsareæ Majestatis ejusque & Confœderatorum commoda, quantum in se erit, stratis, pontibus, aliisque præstitis, quæ in ejusmodi transitibus fieri solent, nec non etiam pro commeatu adhibita cura promovebit, non discedatur quantum fieri poterit ab itinere à sua Celsitudine Electorali constituto, observetur ubique exacta disciplina, juxta Constitutiones Imperiales à quovis excessu, direptione, aut exactione militari, caveatur, solvatur è contra æquo pretio quidquid fuerit à dicta Celsitudine Electorali ejusve subditis in usum dicti Exercitus subministratum.

XIII. Casu verò, quod dictus dictive exercitus retrocedere adigerentur, liceat ipsis sub ipsis arcibus ac fortalitiis dictæ Celsitudinis Electoralis se recipere.

XIV. Promovebit quatenus in se subditisve suis erit sua Celsitudo Electoralis quæ ad comportandos asservandosque Commeatus, sive Magazenos erigendos conducere poterunt, emptione scilicet victuum, aliarumque rerum comportatione, & advectione quæ exercitibus Sacræ Cæsareæ Majestatis & Confœderatorum in Imperio usui esse possunt, ubivis illi reperiantur, eâ tamen Lege, ne hujusmodi prætextu vectigalium fraus fiat, cui ut occurratur, quos dabunt generales Cæsarei salvos conductus, seu passeportus propria manu subsignabunt, sigilloque munient, descripto numero expressaque quantitate rerum, ad subsistentiam Cæsarei, Fœderatorumve Exercitus transmittendarum; atque advertatur imprimis ne quidquam ab iis comprehendatur, quod ad Christianos Hæbreosve, qui mercimonia inferunt asportantve pertineat, pro quibus est ab ipsis constitutum vectigal sive Gabella ex-

ANS de J.C. 1674.

solvendum ; concurret autem fideliter dicta Celsitudo Electoralis aderitque ubi agetur de defensione & conservatione Regnorum, Principatuum, Statuumque Sacræ Cæsareæ Majestatis & maximè Provinciarum Austriæ superioris & inferioris atque ad oppugnandam unam pluresve hostium arces, aliasque militares expeditiones suscipiendas in sua vicinia, tot subministrare majora tormenta, quot sine evidenti propriarum arcium periculo poterit ; & de cætero omnem opem ferre omnimodamque assistentiam præbere tenebitur.

XV. Copiis Gallicis, aut Galliæ Fœderatis, nec transitum, nec receptum dabit terrâ vel aqua, nec victus, munitiones aut navigia, seu Cymbas, seu barcas, imò verò iis se totis viribus opponet, & quidquid eò pertinebit impediet subvertetque.

XVI. Durabit præsens Fœdus per decem annos, etiamsi Pax intereà sequeretur, atque hoc finito temporis spatio liberum erit cuilibet partium ipsum renovare, liceat singulis Cæsareæ Majestatis Confœderatis hocce etiam fœdere includi, si velint, si verò præter spem omnem bellum denuo contra Galliam ejusque Fœderatos moveatur aut Sacra Cæsarea Majestas & sua Celsitudo Electoralis earumve fœderati ab ipsa bello petantur, aut in aliquod periculum adducantur, molestiâve ratione præsentis Fœderis, aut aliâ quavis causâ afficiantur, sine ulla ulteriori hujusce Tractatus renovatione durare adhuc ille effectumque suum sortiri, nec non ambæ eodem modo obligatæ invicem partes intelligantur, ad cujus certiorem notitiam, firmioremque observantiam præsens Tractatus à Plenipotentiariis Sacræ Cæsareæ Majestatis & suæ Celsitudinis Electoralis propriâ manu subscriptus sigilloque munitus est, & traditis ultro citroque expeditis in id exemplaribus promiserunt invicem ratihabitionis Instrumenta Dominis suis intra trium septimanarum spatium, atque etiam prius, numerandum ab hac die, transmittenda. Viennæ die 14. Januarii 1674.

Subsignatum Raymundo Conte di Montecuculli, Gio Paolo Hocher, Gio Feder. Seiller.

CCXCII.

ANS de J.C. 1674. L'Empereur et Munster.

Recès par lequel l'Evêque de MUNSTER *renonce à l'Alliance de France, & s'engage de demeurer uni à l'Empire, &* LEOPOLD *Empereur s'engage de son côté à le maintenir & défendre. Fait à Cologne le 22. Avril,* 1674. Manuscrit.

QUandoquidem ad interpositionem Sacræ Cæsareæ Majestatis huc ad Tractatus Pacis cum Plenipotentia Legatorum illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum Francisci Liberi Baronis de Lisola Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarii Aulici, & Joannis Fischer anterioria Austriæ, Consiliarii Cameralis, inter Dominos Plenipotentiarios & Deputatos Reverendissimi & Celsissimi Domini Episcopi & Principis Monasteriensis ex unâ & Celsissimorum & Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum ex alterâ partibus, Pax certis conditionibus hac ipsa die 22. Aprilis conclusa est, & in Principio instrumenti dictæ Pacificationis continetur, quod dictus Dominus Episcopus in devotissimum respectum Sacræ Cæsareæ Majestatis à fœdere cum Christianissimo Galliarum Rege ante paucos annos, contra dictos Dominos Ordines inito, vi & potestate arbitrii sibi in ipso fœdere reservati discedere eique debitè renunciare, nec non nuperis Comitiorum Ratisbonensium recessibus, pro guarantiâ oppressis Statibus Imperii juxta ejusdem Constitutiones præstandâ per omnia stare, & se conformare eumque in finem cum debitâ suâ quotâ concurrere paratus sit. Sic Deputati altè memorati Domini Episcopi & Principis Monasteriensis nomine suæ Celsitudinis & ex speciali ejusdem instructione & Commissione præfato Fœderi Gallico hisce de facto renunciant & promittunt Celsitudinem suam immota hactenus illibatæ Fidei, obsequii & devotissimi Zeli constantiâ, quam Sacræ Cæsareæ Majestati & Serenissimæ Domui Austriacæ sæpius re ipsa comprobavit, in futurum semper persiturum, promittunt quoque suam Celsitudinem pro majore assecuratione, & defensione vicinorum Imperii limitum, fortalitia sua, & loca munita propriis præsidiis & sumptibus firmaturam, & pro posse strenue defensuram & ea quæ Tractatui specialis Fœderis, cum Sacra Cæsarea Majestate non pridem initi, & hinc inde ratificati continentur exactè observaturam, necnon iis, quæ nuper in Imperii Comitiis Ratisbonensibus ratione guarantiæ oppressis Imperii Statibus, juxta ejusdem Imperii Constitutiones præstandæ conclusa & statuta sunt, & deinceps rectè concludentur se per omnia conformaturam & S. C. M. & Imperio cum debitâ suâ quotâ non defuturam, uti & in ditionibus suis pro Cæsarea Majestate militum conscriptionem Copiisque Cæsareis, exigente id necessitate, transitum innoxium tamen & juxta Imperii Constitutiones permissuram & si Majestas sua ultra id aliquas Celsitudinis suæ Copias desideret Celsitudo sua eâ in re talem se præbebit, ut suæ Majestati facillimum sit cognoscere quod suæ Celsitudini nihil magis cordi sit quam suam erga Cæsaream Majestatem ejusque Augustissimam Domum constantissimam Devotionem & observantiam re ipsa demonstrare. E contra memorati Domini Legati & Plenipotentiarii Cæsarei, nomine Imperatoris promittunt, quod sua Majestas prænominatum Dominum Episcopum cum statibus suis & subditis, ac universa ejusdem familia in gratiam suam & Cæsaream protectionem specialem susceptura, nec passura sit ipsi aut ipsis quidquam damni aut injuriæ à quopiam fieri, sed ejusdem augmentis & commodis pro benignitate suâ Cæsarea oblatis ad hoc occasionibus clementer prospectura nec non prædictum speciale Fœdus inter suam Majestatem & Dominum Episcopum initum ex sua parte observatura, & quod præterea omnibus officiis adlaboratura sit, ut per futuros Tractatus Pacis Generalis exercitium Religionis Catholicæ, in locis à sua Celsitudine occupatis, jam introductum, & præsertim in Dominio Lingensi Imperio de jure subjecto, uti & in universis Provinciis Fœderatis, meliori qua fieri potest ratione firmetur & stabiliatur, quod quoque Cæsarea Majestas omni studio conatum sit firmata Pace sæpe dictos Uniti Belgii Ordines disponere ut juri superioritatis in Dominium Borkelo prætenso amicabiliter renuncient, illudque ad Imperium & Diœcesim Monasteriensem, cui de jure competit revertatur, nec minus ut bona Ordini Militari Sancti Joannis Hierosolimitani propria, in Provinciis Fœderatis sita, & ab iis occupata, eidem Ordini restituantur aut eo nomine satisfiat. In cujus rei fidem recessus hic cujus ratificatio intra proximas sex septimanas hinc inde procurabitur in duplicato expeditus, & tam à Dominis Legatis Cæsareis, quam Deputatis Monasteriensibus subscriptus est, sic actum Coloniæ Agrippinæ vigesima secunda Aprilis anni millesimi sexcentesimi septuagesimi quarti.

Concordat cum Originali.

G. LIGIER.



CCXCIII.

CCXCIII.

ANS de J.C. 1675. FRANCE ET MESSINE.

Manifeste concernant les affaires de MESSINE, *publié en Italie de la part de* LOUIS XIV. *Roi de France au commencement de Novembre* 1675. Freder. Leonard. Tom. IV.

L'Etat déplorable, où se trouvoit l'année derniere la ville de Messine, piére à retomber plus cruellement que jamais sous un joug que les violences des Espagnols lui avoient déja rendu insupportable ; le recours qu'eût cette ancienne & fameuse ville à la protection du Roi ; & la compassion qu'excita dans l'esprit de sa Majesté la vûe d'un grand peuple sur le point de perir, tant par la rigueur d'une longue famine, que par les supplices qui lui étoient préparez, porterent sa Majesté, plus encore par un mouvement de generosité, que par l'intérêt d'une diversion importante contre l'Espagne, à ne pas abandonner tant de pauvres innocens opprimez, à qui il ne restoit d'esperance de salut que dans sa seule bonté. Les Vaisseaux, qu'Elle donna ordre d'armer en Provence, porterent double secours à Messine, ils y firent cesser par l'entrée des vivres qu'ils y conduisirent, le plus pressant de tous les maux, dont elle étoit attaquée, & lui rendirent par une victoire signalée la liberté du Port, que les forces maritimes d'Espagne tenoient fermé depuis long-tems. De si grands bienfaits imprimerent aux Messinois la reconnoissance qu'ils devoient à leur Liberateur ; ils crurent ne pouvoir la lui mieux témoigner qu'en le choisissant pour Maître, & ne pouvoir rien faire de si avantageux pour eux-mêmes, que de s'assurer de la protection de la France qu'ils venoient d'éprouver si puissante & si favorable. Ils supplierent sa Majesté de les recevoir au nombre de ses Sujets, & Elle voulut bien accepter, à leurs prieres, le serment de fidelité qu'ils lui en prêterent avec l'applaudissement general de tout ce peuple.

Sa Majesté pouvoit par ce nouveau titre, & par les droits si justes & si anciens qu'Elle a sur le Royaume des deux Siciles, unir à sa Couronne non seulement la ville de Messine, mais encore les autres Places qu'elle possede dans l'Isle, & toutes celles à qui l'amour de la liberté inspireroit de secoüer le joug des Espagnols. Mais parce que sa vûë a bien moins été dana cetre occasion d'étendre ses limites, que de secourir des peuples qui avoient imploré son assistance ; Elle veut bien déclarer par le present Memoire, qu'Elle n'a reçû les Messinois, quand ils se sont donnez à Elle, que pour les rendre en quelque sorte à eux-mêmes, aussi bien que les antres Villes de Sicile qui voudront suivre leur exemple : Que son dessein n'a pas été de les faire vivre sous ses loix, qui leur sembleroient toûjours étrangeres, en les unissant à sa Couronne ; mais qu'à l'exemple de ses Prédécesseurs, qui ont donné deux fois des Rois à Naples & à la Sicile, dans deux Branches de la Maison Royale de France, son intention est encore de donner à cette Isle un Souverain, qui tire son origine du méme sang ; qu'Elle lui remettra tous les droits qui sont aquis à la France sur ce Royaume, & tous ceux que le consentement des peuples a déferez & pourroit déferer à l'avenir à sa Majesté : Que ce Prince prendra les mœurs, les coûtumes & les loix de son Etat, & qu'il rétablira chez les Siciliens un trône que leurs Ancêtres ont vû avec douleor transporté en Arragon & en Castille : Que de tous les intérêts que le Roi a pû prendre jusques à present à la Sicile, sa Majesté se réserve seulement celui de raffermir de plus en plus la puissance de ce Royaume, & le bonheur & la felicité de ses peuples, par la liaison & la protection toûjours assurée de la France.

C'est ce que sa Majesté a bien voulu rendre public par cet écrit, & faire connoître à toute l'Europe, combien dans l'assistance qu'Elle a donnée aux Siciliens, Elle a peu regardé son utilité particuliere, puisque sans vouloir rien ajoûter à sa Couronne, Elle songe seulement à en relever une, dont le nom a été toujours si grand en Italie, & par tout le monde. Fait à Versailles l'onziéme Octobre 1675.

LOUIS. ARNAULD.

CCXCIV.

ANS de J.C. 1677. L'ANGLETERRE ET LES INDES.

Articles de Paix entre le Sérénissime & très-puissant Prince CHARLES II. *par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, de France & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & plusieurs Rois, & Reines dans les* INDES, *conclus le 29. jour de Mai* 1677. Manuscrit.

ARticles de Paix entre le très-puissant Prince, & nôtre redoutable Souverain Seigneur Charles Second par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi, &c. & plusienrs Rois & Reines dans les Indes, qui les ont approuvez & signez, faits & conclus au Camp du Lieu oommé en Anglois, *Middle*-Plantation le 29. jour de Mai 1677. qui est le jour de la très-heureuse Naissance de nôtre dit Souverain Seigneur, & en la 29. année du Regne de sa Majesté, par le très-honorable Herbert Jefferies Ecuyer, Lieutenant, Gouverneur de la Colonie de Virginie de sa Majesté, où étoient présens les Hnnorables Jean Berry Chevalier, & François Morison Ecuyer, Commissaires de sa très-Sacrée Majesté, établis par des Lettres Patentes scellées du grand Sçeau d'Angleterre pour les affaires de Virginie, & l'honorable Cooseil d'Etat da ladite Colonie.

Comme ainsi soit que sa très-Sacrée Majesté ait de sa grace Royale, & de son propre mouvement, coofié à mes soins & applications, le renoüement, la négociation, & la conclusion d'une bonne Paix avec les Indiens, qui sont nos voisina ; Dans cette vûë, & pour y parvenir, (de l'avis & assistance des honorables Jean Berry Chevalier, & François Morison Ecuyer,) J'ai fait dresser les articles & ouvertures qui suivent, pour le ferme fondement, & le sûr établissement d'une bonne & juste Paix avec lesdits Indiens ; & afin qu'elle puisse être sûre & durable, (fondée sur les fortes Colomnes de Justice réciproque) en leur confirmant leurs justes Droits, & en reparant les torts & dommages qui leur ont été faits, afin que par ce moyen, le Grand Dien Tout-Puissant, (qui est un Dien de Paix, & Amateur de Justice,) soûtienne & fasse prosperer nôtre Alliance & amitié mutuelle, on est par ces presentes convenu & demeuré d'accord de ce qui suit.

I. Que les Rois & Reines dans lés Indes reconnoîtront d'oresnavant, qu'ils tiennent leut dépendance immediate, & doivent toute sujettion au grand Roi d'Angleterre, qui est à présent nôtre redoutable Souverain, ses Heritiers, & Successeurs, quand ils payeront leur tribut au Gouverneut de sa Majesté, qui sera en Charge.

II. Que lesdits Rois & Reines dans les Indes, & leurs Sujets tiendront leurs Terres sur ce pied-là, ce qui leur sera confirmé, & à leur Posterité, par des Lettres Patentes du grand Sçeao de cette Colonie de sa Majesté, sans être chargez d'aucuns Droira, gratifications, ou reconnoissances pour lesdites Terres, de la même sorte, & d'une maniere aussi libre, & aussi ferme, que les autres Sujets de sa Majesté ont & tiennent leurs Terres & Biens, en payant seulement pour lesdites Terres, par chacun an trois Fléches Indiennes, pour, & au lieu de Rente Fonciere.

III. Que tous Indiens qui sont en amitié avec Nous

ANS de J.C. 1677.

& n'ont pas des Terres suffisantes pour faire des Plants en soient incontinent pourvûs ; sur l'avis qui en sera donné, & qu'ils ne soient jamais troublez en la possession des Terres qui leur seront accordées, & confirmées, ainsi qu'il est dit ci-dessus, tant & si longuement qu'ils les tiendront, & qu'ils garderont & conserveront leur obéïssance & sujettion dûe à sa Majesté, à son Gouverneur & à son Gouvernement, & de l'amitié & bien-veuillance envers les Anglois.

IV. Comme par les mécontentemens réciproques, par les plaintes, jalousies, & craintes des Anglois, & des Indiens, causées par de violentes intrusions de plusieurs Anglois dans leurs Terres, contraignant les Indiens à tuer le Bétail, & les Pourceaux des Anglois, par voye de vengeance, par lesquelles violences, il y a eû des offenses, & injures, faites de part & d'autre, la Paix de cette Colonie de sa Majesté a été grandement troublée, & la derniere rebellion malheureuse, a été par ce moyen commencée & grandement fomentée, ce qui a causé tant de ruine & de misére dans ce Païs, pour prévenir d'oresnavant, lesquelles injures, & les suites fâcheuses qui en pourroient arriver, autant qu'il nous est possible, on a conclû & arrêté par ces présentes : qu'aucun Anglois ne pourra semer, ni planter plus près que trois milles d'aucune Ville Indienne, & quiconque aura fait, ou fera aucune usurpation, sur les Terres des Indiens en sera chassé, & on procedera contre lui, ainsi qu'il a été pourvû & ordonné par le present Traité de Paix qui fut fait, lors que l'honorable François Morison en étoit Gouverneur, & par l'Acte d'Assemblée fondé sur ledit Traité.

V. Que lesdits Indiens seront dûëment protegez & défendus en leurs personnes, Biens, & Privileges contre tous les torts & injures des Anglois, & que sur aucune rupture ou Contravention qui sera faite, les Indiens qui auront été mal-traitez se retireront en premier lieu par devers le Gouverneur, & s'adresseront à lui, pour l'en informer, sans s'emporter inconsidérément, ni brûsquement à aucun acte d'hostilité pour en tirer satisfaction, lequel fera encourir telle punition à ceux qui auront de propos déliberé contrevenu à ces presentes, ainsi que les Loix d'Angleterre ou de ce Païs l'ordonnent, & de même que si on avoit fait quelque tort ou injure à aucun Anglois, ce qui n'est que juste & raisonnable, puis qu'ils avoüent eux-mêmes qu'ils sont sous la Ligeance de sa Majesté très-Sacrée.

VI. Qu'on ne mettra point en prison aucun Roi, ni aucune Reine dans les Indes, sans un Decret spécial du Gouverneur de sa Majesté, & de deux personnes du Conseil, & qu'aucun autre Indien ne sera point emprisonné sans un Decret d'un Juge de Paix, sur une cause suffisante d'emprisonnement.

VII. Que lesdits Indiens joüiront de leurs Libertez accoûtumées, de pêcher des Huîtres & du Poisson, & de recüeillir sur les Terres des Anglois du Tuchahoc, des Curtenemons, des Avoines sauvages, des Jones, du Puckoone, ou quelques autres choses que ce soit, pour le maintien de leur vie, qui ne soit pas utile aux Anglois. Bien entendu toûjours que premiérement ils aillent trouver quelque Magistrat public, de bonne réputation, & qu'ils s'informent du nombre qu'ils sont, & de leur affaire, lequel ne leur refusera point un Certificat en cette occasion, ni en aucune autre qui sera legitime, de sorte qu'ils en fassent un juste rapport, quand ils retourneront ; & qu'ils aillent directement vacquer à leurs affaires, sans porter aucune sorte d'armes, & sans loger en la Maison d'aucun Anglois, une seule nuit.

VIII. Qu'on ne souffrira qu'aucun Indien Etranger vienne en aucune habitation Angloise, sans qu'il ait en sa Compagnie un bon Indien voisin, avec un pareil certificat, ainsi qu'il est dit cy-devant & aucun Roi Indien ne doit refuser d'envoyer un sausconduit à l'étranger, sur aucun sujet legitime de sa venuë, & qu'aucuns Indiens ne pourront se peindre ni se deguiser quand ils y viendront.

IX. Que tous les Roys & Reynes dans les Indes tributaires des Anglois ayant connoissance d'aucune marche d'Indiens Etrangers prés des quartiers, ou des habitations Angloises, aillent incontinent trouver quelqu'un des plus proches Officiers de milice, & l'informent de leur Nation, de leur nombre, de leur dessein ; & de la route qu'ils prennent.

X. Que s'il est necessaire, un party convenable sera incontinent detaché & envoyé par le plus proche Colonel de la milice, pour assister, fortifier, & se joindre aux Indiens qui sont de nos amis, contre aucune attaque, course, ou depredation sur les Villes Indiennes.

XI. Que chaque Indien propre à porter les armes, des Nations voisines, qui seront en Paix avec nous, sera pourvû d'une telle quantité de poudre & de plomb, que le tres-honorable Gouverneur jugera suffisante pour aucune occasion, & qu'il y aura un tel nombre d'Indiens prêts à sortir avec nos Troupes sur aucune marche contre les Ennemis, & qu'ils recevront telle paye pour leurs bons services, qu'il sera jugé à propos.

XII. Que chaque Roi & Reyne dans les Indes auront un pouvoir égal de gouverner leurs peuples, & il n'y en aura point qui ait plus grande authorité qu'un autre, excepté la Reyne de Pamunkey à qui plusieurs nations dispersées reconnoissent derechef de devoir leur ancienne sujetion, & sont convenus de venir s'établir sous son pouvoir & son gouvernement : Lesquels sont aussi par ces presentes compris avec elle dans le présent Traité de Paix, & doivent garder & observer la mesme chose envers ladite Reine, en toutes choses comme étant ses sujets, aussi bien qu'envers les Anglois.

XIII. Que personne ne pourra entretenir ou garder aucun Indien du voisinage des Anglois, comme Serviteur, ou autrement, que par permission du Gouverneur : & qu'il passera un obligation, par laquelle il se rendra responsable de toutes les injures & dommages qui se trouveront estre faits à aucuns Anglois.

XIV. Qu'aucun Anglois ne pourra loger ni recevoir aucun Indien vagabond, ou fugitif, mais sera tenu de l'envoyer au lieu de sa demeure par voye de passeport, de juge en juge, jusqu'en sa propre Ville, sous peine de payer autant par jour, pour l'avoir logé, qu'on en peut recouvrer par la Loi, pour avoir entretenu des vagabonds.

XV. Qu'aucun Indien de ceux qui sont en amitié avec nous ne servira pas plus de temps que les Anglois de mesme âge servent par acte d'Assemblée, & ne sera point vendu comme Esclave.

XVI. Que chaque Roi, & chaque Reine dans les Indes, viendront tous les ans au mois de Mars ; avec quelques uns des principaux de leur Nation, rendre leur obéïssance au tres-honorable Gouverneur de sa Majesté, au lieu de sa Residence quelque part, qu'elle soit ; & alors ils payeront en ce lieu là le tribut accoûtumé de vingt peaux de Castor, au Gouverneur, comme aussi leur rente fonciere cy-dessus pour marque de reconnoissance qu'ils tiennent leurs Couronnes, & leurs Terres du Grand Roi d'Angleterre.

XVII. Qu'on aura, & prendra le soin necessaire à ce que ces Rois & Reines dans les Indes ; les principaux de leur Nation, & ceux de leur suite, qui viennent pour affaires publiques, vers le tres-honnorable Gouvernent, le Conseil, ou l'Assemblée soient pourvûs de vivres, & de logemens aux depens du public, & qu'aucun sujet Anglois ne leur pourra faire tort ou injure, ni les insulter, ou offencer en paroles, ni par voyes de fait.

XVIII. Que s'il arrive quelque mesintelligence, ou rupture de Paix entre aucun des Indiens qui sont en amitié avec les Anglois, d'abord que cela paroîtra & commencera, & avant qu'ils entrent en aucun acte d'hostilité, ou de guerre ouverte, les uns

contre

ANS de J.C. 1677.

contre les autres; ils s'adresseront au Gouverneur de sa Majesté, par la justice & prudence duquel, on s'attend que les differens qui pourroient arriver entr'eux seront conciliez & appaisez, & à la decision finalle duquel lesdits Indiens se soûmettront & conformeront.

XIX. Que pour prevenir les accidens & méprises frequentes causées par des interpretes infideles & corrompus, & pour plus grande seureté, satisfaction & advantage, tant des Indiens que des Anglois, il y en aura un de chaque Nation des Indiens de nôtre voisinage qui puisse déja parler, ou puisse devenir capable de parler Anglois, qui sera admis conjoinctement, avec ceux des Anglois, pour être leurs interpretes.

XX. Que les Indiens compris en ce Traité de Paix, rendront incessamment aux parens & proprietaires, ses Enfans, Serviteurs, & chevaux qu'ils leur ont pris & enlevez de temps en temps & qui sont jusques ici demeurez entre les mains desdits Indiens, ou qui les peuvent découvrir.

Que le traffic avec lesdits Indiens sera continué, limité, restraint, ou tenu ouvert, ainsi qu'il conviendra le plus, pour la paix & tranquillité du païs, sur laquelle affaire, le Gouverneur consultera le Conseil & l'Assemblée, & la terminera à leur premiere rencontre.

Le Seing de la Reine de Pamunkey tant pour Elle que pour plusieurs Nations Indiennes qui sont de son obéïssance.

Le Seing de la Reine de Waonoke.

Le Seing du Roi de Nancymond Indien.

Le Seing du Roi de Hotteways.

Le Seing du Capitaine Jean Woß fils de la Reine de Pamunkey.

Collationné à l'Original Témoin Thomas Ludwell Secretaire.

Memorial du 29. jour de Mai 1677.

QUe cet instument de paix aiant été leû & expliqué à plusieurs Rois & Reines des Indes qui étoient lors presens (à la cour, nommée en Anglois Middle Plantation) par des Interpretes qui avoient prêté serment de s'en acquiter fidelement, lesdits Rois & Reines des Indes, en ont signé & delivré les Articles à l'honnorable Gouverneur, eux s'estant mis à genoux, & ont reçû le duplicata signé & delivré de la part de la Majesté du Roi, en la mesme posture à genou, baisant le papier de leur propre mouvement, à mesure qu'ils le faisoient passer de main en main l'un à l'autre, jusques à ce que chacun eût fait les mesmes signes de respect qu'ils portoient au même papier, pour marque de l'acceptation, tres-libre & tres-joyeuse de cette paix concluë avec eux: dans le même temps, Pericuhtah Roi des Appomatucks étant lors présent demanda instamment qu'il fut reçû à signer ce Traité de Paix avec les autres; Mais comme il étoit soubçonné d'avoir commis soit lui ou ses sujets quelques massacres, sur les sujets d'Angleterre, de sa Majesté, dont il y avoit des plaintes faites contre lui, il ne fut pas pour lors admis, ni compris en ce Traité de Paix, aussi ne doit-il pas joüir du benefice du même Traité, jusqu'à ce qu'il se soit justifié de ce crime qu'on lui impute, & qu'il est accusé d'avoir commis depuis que les Commissaires de sa Majesté étoient arrivez en Virginie ainsi qu'on avoit été informé par des gens dignes de foi: Laquelle exclusion donna une satisfaction generale aux Anglois, de trouver qu'on avoit fait une si juste inquisition du sang de leurs Compatriotes massacrez.

Jean Berry.
François Morrison.

CCXCV.

ANS de J.C. 1678. LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Additions au Traité fait à Nimégue le 10. Août, 1678. entre LOUIS XIV. *Roi de France, & les* PROVINCES UNIES *des Pays-Bas, qu'on a oublié de placer en son lieu.* Freder. Leonard. Tom. V.

Lettre des Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies des Pais-Bas, à Messieurs les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires de France, pour l'explication de l'Article treize du Traité de Paix.

MESSIEURS,

Comme l'Article treisiéme du Traité de Paix conclu & signé le dixiéme de ce mois, qui est de neutralité promise par Nosseigneurs les Etats Generaux au regard des ennemis de sa Majesté Tres-Chrétienne & de ses Alliez, comme aussi de la garantie des obligations dans lesquelles l'Espagne entrera au regard de la même Neutralité, est couché en maniere que l'on en pourroit inferer une obligation non seulement du temps present & de la Guerre dans laquelle les Alliez de Nosseigneurs les Etats Generaux continuent, mais que l'on pourroit en tirer des consequences pour le temps à venir & pour les occasions à naître apres toutes les Guerres presentes finies, & que vos Excellences sçavent que jamais on n'a eu intention au regard de ladite neutralité que d'en convenir pour le present & pendant le cours de la presente Guerre, conformement aux propositions que sa Majesté Tres-Chrétienne en a fait faire, Nous prions vos Excellences de Nous donner un mot d'éclaircissement que l'intention de sa Majesté & de vos Excellences est que ledit Article n'est applicable qu'au temps que la presente Guerre durera, & vos Excellences obligeront infiniment.

MESSIEURS.

DE VOS EXCELLENCES,

Les tres-humbles & tres-obéïssans serviteurs.

H. BEVERNINGK. W. HAREN.

A Nimegue le 17. d'Aoust 1678.

Reponse de Messieurs les Ambassadeurs de France, aux Ambassadeurs des Seigneurs Etats Generaux des Provinces-Unies, en explication de l'article treize du Traité de Paix.

MESSIEURS,

Nous avons reçu la Lettre de Vos Excellences du 17. de ce mois, & quoi que la bonne foi avec laquelle le Roi nôtre Maître a toûjours agi & la sincerité avec laquelle sa Majesté veut bien rendre sa premiere amitié à Messieurs les Etats Generaux ne doive pas laisser à Vos Excellences la moindre inquietude qu'on veuille user de surprise envers Elles, ni donner à l'Article treize

ANS de J.C. 1678.

du Traité que Nous avons conclu & signé ensemble, le dixiéme de ce mois une plus grande étenduë que celle dont Nous nous sommes expliquez ensemble, Nous voulons bien les assurer que l'intention de sa Majesté, & par consequent la nôtre, n'est pas de Nous prevaloir dudit Article plus long-temps que la presente Guerre durera ni aprés qu'il aura plû à Dieu d'y mettre fin, d'obliger Messieurs les Etats Generaux en vertu de ce même Article a plus que leur propre interest, & leur bonne union avec sa Majesté demandera d'Eux. Nous sommes,

MESSIEURS,

DE VOS EXCELLENCES,

Les tres-humbles & tres-obéïssans serviteurs,

LE Mal. DESTRADES, COLBERT. D'AVAUX.

A Nimegue le 17. d'Aoust 1678.

Ratification de l'Explication de l'Article treize du Traité de Paix entre la France & la Hollande.

LE Roi ayant été informé par ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix, à Nimegue de l'explication qu'ils ont donnée par leur Lettre du dix-septiéme du mois d'Aoust de cette presente année aux Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas sur le treisiéme Article du Traité de Paix conclu & signé à Nimégue le dixiéme dudit mois d'Aoust de cette presente année entre lesdits sieurs Ambassadeurs, dans lequel il est parlé de la neutralité promise par lesdits Etats Generaux, tant au regard de Sa Majesté qu'à celuy de ses Alliez, comme aussi de la garantie des obligations dans lesquelles l'Espagne entrera au sujet de la même neutralite, Sa Majesté ayant lû & examiné la susdite Lettre, par laquelle lesdits Ambassadeurs declarent & assurent, que l'intention de sa Majesté n'est pas de se prevaloir dudit Article plus long temps que la presente Guerre durera, Sa Majesté a eu agreable ladite explicatinn, l'a louée, approuvée & ratifiée de même que si elle étoit inserée dans le susdit Traité de Paix, ensuite du treisiéme Article d'icelui, l'a louée, approuvée, & ratifiée, Prometrant en soi & parole de Roi d'accomplir & faire observer sincerement & de bonne foy tout ce qui est contenu en icelle, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin dequoy Sa Majesté a signé ces presentes de sa main, & à icelles fait apposer le Scel de son secret. Donné à Fontaine-bleau le cinquiéme jour de Septembre mil six cens soixante & dix-huit, étoit signé LOUIS. Et plus bas, ARNAULD.

Article separé portant Amnistie generale pour les Sujets de France & de Hollande.

LE Roi ayant reçû l'Article separé signé par ses Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires au Traité de Paix à Nimegue, & ceux des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Païs-Bas, dont la teneur s'ensuit.

Les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrêtien & les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires des Seigneurs Etats Généraux des Provinces Unies, déclarent par le present Acte, qu'encore que le Traité, qu'ils ont signé, le 10. d'Août porte une suffisante abolition, pour tout ce qui a été commis, de part, & d'autre, à l'occasion de la guerre, à laquelle ledit Traité a mis fin; soit par ceux qui étant nez sujets de la France, & engagez au service de sa Majesté par les emplois & biens, qu'ils possedoient dans l'étenduë de la France sont entrez, ou demeurez au service des Seigneurs Etats Généraux, ou par ceux, qui étant nez sujets desdits Seigneurs Etats, ou engagez à leur service par les emplois, & biens, qu'ils possedoient dans l'étenduë des Provinces-Unies sont entrez ou demeurez au service de sa Majesté Très-Chrêtienne, néanmoins pour leur plus grande sureté, & pour les mettre à couvert de toutes poursuites, lesdits Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires sont demeurez d'accord, que toutes les susdites personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, sans nul excepter, pourront rentrer, rentreront, & seront effectivement laissez & rétablis en la possession & joüissance paisible de tous leurs biens, honneurs, dignitez, privileges, franchises, droits, exemptions, constitutions, & libertez, sans pouvoir être recherchez, troublez, ni inquietez en general, ni en particulier pour quelque cause, ou prétexte que ce soit, pour raison de ce qui s'est passé, depuis la naissance de ladite guerre. Ensuite de laquelle Déclaration & après qu'elle aura été ratifiée, tant par sa Majesté Très-Chrêtienne, que par les Seigneurs Etats Généraux, ce qui sera fait dans le temps d'un mois, il leur sera permis à tous & à chacun en particulier, sans avoir besoin de Lettres d'abolition, & de pardon de retourner, en personne, dans leurs maisons en la joüissance de leurs terres, & de tous leurs autres biens, ou d'en disposer en telle maniere que bon leur semblera. Fait à Nimegue le vingt-quatriéme de Septembre 1678.

Le Maréchal d'Estrades.	*H. Beverning.*
Colbert.	*W. Haren.*

SA Majesté ayant lû le susdit Article l'a approuvé & ratifié, l'approuve & ratifie; promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & faire observer sincerement & de bonne foi tout ce qui est contenu en icelui, sans souffrir qu'il soit jamais allé directement ni indirectement au contraire pour quelque cause ou occasion que ce puisse être. En témoin dequoi sa Majesté a signé ces Presentes de sa main & à icelle fait apposer le scel de son secret. Donné à Fontainebleau le troisiéme joue d'Octobre mil six cens soixante & dix-huit. Signé LOUIS: Et plus bas, ARNAOLD.

LEs Etats Généraux des Provinces-Unies des Païs-Bas. A tous ceux qui ces presentes verront, Salut. Comme ainsi soit que le 24. jour de Septembre 1678. il ait été fait & conclu à Nimegue par les Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires du Seigneur Roi Très-Chrêtien, & les Nôtres, un Acte d'Amnistie, dont la teneur s'ensuit.

LEs Ambassadeurs Extraordinaires & Plenipotentiaires, &c.

Nous avons agréé, approuvé, & ratifié ledit Acte en tous ses points, comme nous l'agréons, approuvons & ratifions par ces Presentes, Promettans en bonne foi, & sincerement le garder, entretenir, & observer inviolablement de point en point selon sa forme & teneur sans jamais aller ni venir au contraire directement ou indirectement sous quelque prétexte que ce soit. En foi de quoi Nous avons fait signer les Presentes par le Président de nôtre Assemblée, contresigner par nôtre premier Greffier, & y apposer nôtre Cachet. Fait à la Haye le trentiéme jour de Septembre, l'an mil six cens soixante dix-huit. Signé W. DE NASSAU.

Par Ordonnance desdits Seigneurs Etats Généraux.

H. FAGEL.

CCXCVI.

CCXCVI.

ANS de J.C. 1681.

LA SUEDE ET LES PROVINCES UNIES.

Traité d'Alliance defensive entre CHARLES XI. *Roi de Suéde & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas, fait a la Haye le* 10. *Octobre*, 1681. Manuscrit.

QUandoquidem divinâ favente gratiâ, nupera Pacis conventione longè desideratissimâ quies orbi Christiano reddita est, atque nihil æquè cuivis Regi aut Principi statuive Christiano cordi esse possit aut debeat quam ut funestissimæ istæ devastationes sanguinisque effusiones, quas belli flamma perpetua secum trahit, id quod vel maximè bello proximo compertum habebatur, omnibus piis & efficacibus consiliis & mediis avertantur, proinde N. N. id ipsum reputantantes animoque expendentes tot terras ac Regiones ex recentibus miseriis bellique calamitatibus adhuc anhelantes, tum quanto labore & difficultate pax isthæc, non absque singulari divini numinis auspicio orbi conciliata fuit, animitùs voventes, ut eadem pax facta tecta maneat, ac per incrementa mutui consensus & sinceræ amicitiæ, inter omnes & singulos Principes & status, qui eandem iniverunt, magis magisque stabiliatur & & confirmetur; etiam atque etiam officii sui esse existimarunt quantum quidem in ipsis fuerit, eò afferre id omne quod ad consequendum finem adeo salutarem & Christianum conducere possit, atque de eodem non secus ac de propria utriusque securitate pacisci & convenire, ac ea propter per ritè constitutos utrimque Plenipotentiarios à parte quidem N. N. & à parte N. N. hocce instrumento in modum sequentem conventum est.

I. Sincere & solemniter sese invicem NNNN. adstringunt non solummodo ad quamvis efficacissimam operam pro mutua tranquillitate & securitate juxta pacta conventa antehac inita, sed & quoad communem orbis Christiani quietem in pace nupera Neomagensi de Anno 1678. & 1679. fundatam, quæ ipsa etiam ex pace Osnabrugensi & Monasteriensi, de Anno 1648. cuivis quidem NN. ex Principalibus garantiis est, sua tenet fundamenta, sibique utrimque pollicentur & promittunt, sese fideliter, sedulo, omnique industria rationem consiliorum suorum eò directuros mutuamque curam & operam conjunctim adhibituros, ut dicti Tractatus Pacis Osnabrugensis & Monasteriensis juxta ac Neomagiensis in pleno vigore secundum eorum genuinum sensum maneant, & ritè observentur omnesque ejus infractiones seu violationes præveniantur & evitentur, controversiæ vero omnes quæ circa sensum genuinum eorundem oriri poterunt amicè dirimantur.

II. Si verò, quod Deus clemens avertat, acciderit ut violatio dictorum Pacis Tractatuum novum belli incendium inter Principes & Status, qui eos iniverunt, aut aliquos ex iis exoriatur, eo casu N. N. & N. N. omnem operam omnemque industriam, ubicunque hoc ex re communi creditum fuerit adhibituri sunt, ut amicis officiis partes dissentientes sibi invicem concilientur ignisque ille infaustus in ipso ortu suffocetur.

III. Nihilominus etiam N.N.N.N. sine mora inter sese sollicitè collaturi & deliberaturi sunt de eo, quod si amica officia successu caruerint, à se vel seorsim vel conjunctâ operâ communium amicorum & fœderatorum aliorumque Pacis amantium Principum & Statuum, causa agi possit efficaciùs ad eum apud quem benigniora media nihil efficere poterunt fortioribus efficacioribusque rationibus ad id quod æquum & justum est, inducendum; inque hunc finem, quàm promptissime collaturi ac conventuri sunt, de adhibenda terra marique tali militum manu, qualem periculi magnitudo exiget, qualisque pro ratione temporis, Regionum, & locorum maximo cum fructu adhiberi poterit.

ANS de J.C. 1681.

IV. Et quoniam Christianum adeo propositum sine omni partium studio communem tranquillitatem inter Christianos Principes Tractatusque ad eam stabiliendam servandi, ab omnibus Christianis & Pacem amantibus approbatum iri præsumitur, idque polliceri & exigere videtur, ut & apud alios Christianos Pacemque amantes Principes & status, animo æquè sincero pioque zelo hoc propositum excipiatur, suscipiaturque ad firmam solidamque tranquillitatem in Orbe Christiano eò pleniùs perfectiùsque procurandam tuendamque, omnibus idcoque Principibus & statibus Christianis & maximè iis inter quos dicti Tractatus Monasteriensis & Osnabrugensis, & Neomagensis initi sunt liberum esto ut in eandem conventionem & pacta transeant.

V. Quod si autem præter opinionem contigerit, ut aliquis quicunque ille sit, hoc amicum, & ab omni partium studio alienum piumque propositum circa conservationem communis tranquillitatis contra veram intentionem N. N. & N. N. in sinistram & iniquam partem acceperit, adeo ut hoc nomine utrosque vel alterutrum eorundem vi aut bello aggrediatur aut prosequatur, tenebuntur partes utrimque, mutuum promptumque invicem ad primam requisitionem auxilium terra vel mari & quibuscunque aliis modis ac mediis conducilibus & efficacibus fidelites ad vim omnem propulsandam præstare, regnaque, Provincias, terras, jura & privilegia terra marique utrimque omnibus viribus mutuo tueri, neque ab isto auxilio alterutri prius licebit desistere, quam parti læsæ aut bello impetitæ restituta fuerit, si id desideraverit, possessio, terrarum, urbium, & locorum nec non jurium, privilegiorum ac immunitatum, quibus gaudebat, antequam dicta vis aut bellum illi illata esset, tenebitur præterea unaquæque pars contrahentium eadem jura, privilegia, immunitates, exemptiones & prerogativas alteri stipulari quas sibi stipulatura est, nisi contrahentibus aliter visum fuerit.

VI. Pacta hæc conventa non tantùm non derogabunt pactis & conventionibus istis quas contrahentes jam ante inter se iniverunt, & quantum hisce repugnare non reperientur, sed & eas magis magisque corroborabunt & confirmabunt in communem Christiani orbis & utrinsque respectivè regnorum, terrarum & ditionum utilitatem & commodum.

VII. Durabit hoc fœdus inter N. N. N. N. per subsequentes viginti annos à tempore ratificationum computandos, quibus ad finem vergentibus mutuo, pro re nata ulterius de prolongatione convenietur, liberum esto iis Regibus, Principibus aut Statibus, qui huic fœderi accedere voluerint, ut eum annorum numerum pro se quisque præfigat, prout rebus suis conveniens esse duxerit, Ratificationes autem utrimque intra ---- spatium à signatura hujus instrumentis mutuo extradentur. Hagæ-Comitis 30. Septembris / 10 Octobris 1681.

CCXCVII.

ANS de J.C. 1683.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Seconde Convention pour une Alliance défensive entre CHARLES XI. *Roi de Suede & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Faite à la Haye, le* 6. *Février*, 1683. Manuscrit.

POstquam conventio inter suam Regiam Majestatem Sueciæ & Celsos Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii die 30 Septembris / 10. Octobris anni 1681. pro mutua securitate ac Pacis Westphalicæ & Neomagensis conservatione sub auspicio divini numinis inita, ea alte-

ANS de J. C. 1683.

ulteriùs acceperit incrementa, ut sua Cæsarea Majestas atque insuper sua Majestas Regia Hispanica eundem accessione sua roborarint, concurrentes unanimiter in isto salutari proposito quod dictæ conventioni unicè ac pro scopo est, ut pax farta tecta maneat, & quies Orbi Christiano parta denuo quantum possibile fuerit, diutissimè non profligetur, ne ejusdem fundamenta dictis Pacis Tractatibus contenta, temere convellantur. Proinde cùm in art. 3. memoratæ conventionis inter altè memoratos contrahentes transactum sit, ut pro obtinendo majore cum successu Christiano illo & pacifico instituto avertendisque insultibus quibus jura securitasque altè memoratorum paciscentium in prænominatis pactis fundata infestari aut quovis modo turbari possint, de mediis ad hunc finem obtinendum maximè efficacibus altè memorati paciscentes quantociùs cogitent, ac ipsa quoque sana providaque ratio exigat, ut certi quid in tempore statuatur, quo mutua fides & opis stet innixa, ne remedium à malo præveniatur seraque & infructuosa aut magis difficilia præstandæ mutuæ fidei pacisque conservandæ consilia reddantur, hinc est quod sua Cæsarea Majestas atque altè memorati Reges Dominique Ordines Generales hoc pacto sese pro laudato scopo obtinendo & conservando, per Plenipotentiarios ad id ritè constitutos devinxerint, prout in articulis sequentibus exstat expressum.

I. Sit auxilium mutuum partibus contrahentibus invicem ad primam requisitionem statim & immediatè præstandum, sex mille peditum sub suis Officialibus in turmas distributorum armisque necessariis instructorum & duodecim navium bellicarum pariter necessariis omnibus quà nautis & militibus alioque navali apparatu instructarum; ita videlicet ut singuli requisiti præfixum hunc numerum requirenti præstare teneantur.

II. Navium bellicarum hæc erit series, ut duæ sint primi ordinis, quatuor secundi, quatuor item tertii, & duæ denique quarti; videlicet ut naves primi ordinis sint tormentorum ultra 80. secundi autem infra usque ad 70. tertii verò inde ad 60. & quarti demum inde ad 38. tormenta.

III. Requisiti suis impensis dicta auxilia mittent eaque sustentabunt usque quamdiu requirens, iis pro præfato scopo, restitutæ, secundum tenorem nuncupatorum pactorum causæ ita omnino desideravit, opus habuerit.

IV. Requirens autem curam horum auxiliorum in hospitationibus aliisque, quæ ad conservandum militem pertinent, non secus ac de proprio milite habere tenebitur, & omnino efficere ut necessaria iis pro pecunia suppetant.

V. Liberum requirenti esto, vel totum hunc numerum militiæ pedestris postulare, vel tertiam partem, aut minùs, si libuerit, non verò ultra in Equitatu aut dimachis, quos *Dragones* vocant, atque tunc trea pedites pro uno equite vel dimacha numerands sunt.

VI. Requirens pro suo libitu prout res secundum hæc pacta postulaverit dictis auxiliis in sui ditionumque suarum defensionem aut hostis persecutionem utatur.

VI. Si verò, quod Deus clementer avertat, belli flamma invaluerit, & vires præsentes ad vim propulsandam pacemque vindicandam non suffecerint tum duplicandus erit numerus militiæ terrestris aut triplicandus, prout necessitas Confœderatis visa fuerit requirere, & observabitur id, quod articulo 5. prænominatæ conventionis dispositum est.

VIII. Quod si verò requisitus ipse bello impetitus fuerit, aut unus pluresve simul ex paciscentibus partibus hostiles patiantur invasiones, tum ibi agendum erit ex dictamine & pluralitate Confœderatorum, prout magis è re communi necessarium censebitur, vel etiam tali casu articulus præcedens locum habebit, par ratio ejus esto qui jam auxilia alteri Confœderatorum ad requisitionem miserit, si ipsum aliquis invasione minatus fuerit.

ANS de J. C. 1683.

IX. At ille qui aliquem Confœderatorum occasione horum pactorum per directum aut indirectum aggredi aut quovis modo turbare ausus fuerit pro communi hoste art. 5. prænominatæ conventionis, censendus erit, atque pro tali, donec is, ab iniquo suo instituto planè abstineat debitámque ejus pro futuro fidem & securitatem præstet, modis omnibus persequendus.

X. Hisce autem non præscindatur Confœderatis via art. 1. & 2. conventionis sæpè nuncupatæ expressa, amicabilibus mediis dissidia circa pacem Westphalicam & Neomagensem exorta componendi, quam nihilominus, & si prædicta auxilia ad primam requirentis instantiam, quod omnino inter Confœderatos conventum est, statim & immediatè præstare teneantur, quovis meliori modo requisitis, experiri liberum esto.

XI. Quod si aliqua alia conventa inter sese Confœderati simul aut aliquis eorum inire voluerit, hæc pacta concernentia, fiet id cum communicatione mutua.

XII. Veluti etiam in Articulo quarto sæpedictæ conventionis liberum quibusve Principibus ac Statibus Christianis relictum est huic pro pacis conservatione initæ conventioni accedere, & ita quidem sigillatim qui Pace Westphalica & Neomagensi primario comprehendentur, ita pro testificando alterius pacifico hoc, inque nullius præjudicium contra prædicta pacta fundamentalia vergente instituto, altememorati paciscentes & Confœderati idem adhuc repetere voluère, idque adeo ut insimul de eorum qui eodem pacis studio huic transactioni accedere voluerunt, securitati mutuæque opi hoc modo prospectum sit, ut si ex Statibus Germaniæ Elector aliquis aut Princeps Statusve, bujus mutuæ securitatis prospectioni adjungi voluerint, liberum ipsis erit, cum numerum militum qui eis placuerit & quem facultas permiserit exhibere adstringuntque sese altememorati Paciscentes, duplum eidem, pro numero, quem ille posuerit, præstare, modo summam sex millium peditum id duplum non excedat, gaudebitque præterea accedens Elector, Princeps, & Status, omnibus iis quæ priore & præsenti conventione Confœderati invicem pro mutua securitate stipulati sunt, alii quoque Principes & Status Christiani: Quicunque eandem mutui auxilii fidem experientur, dummodo quamprimum sese hisce pactis adjunxerint, atque de modo & ratione cum partibus paciscentibus convenerint, omnis verò cujuslibet accessio fiet scitu, & consensu communi altememoratorum paciscentium & fœderatorum, quemadmodum etiam quivis accedens uni & alteri Confœderatorum æqualiter omnino tenebitur.

Tempus durationis hujus specialis conventionis esto inter altememoratos paciscentes viginti annorum, ad normam sæpe nominatæ conventionis primariæ & generalis, renoveturque circa earundem lapsum, si ita visum fuerit, aliis verò qui accesserint pari modo liberum relictum esto quem quisque pro se voluerit annorum numerum præfigere, Ratificationes hujus conventionis specialis ex una & altera parte intra spatium sex septimanarum à die subscriptionis hic Hagæ-Comitis extradentur, in quorum robur & fidem supradicti Plenipotentiarii subscriptionibus & sigillis suis, quisque pro sua parte hæcce muniverunt & singulæ partes tria exemplaria hujus conventionis expediri curabunt, unum pro quolibet Confœderatorum. Quod actum Hagæ-Comitis die 6. Februarii Anni reparatæ Salutis 1683.

CCXCVIII.

ANS de J. C. 1683.

L'EMPEREUR, L'ESPAGNE, LA SUEDE, ET LES PROVINCES UNIES.

CCXCVIII.

Convention particuliére conclue entre LEOPOLD *Empereur*, CHARLES II. *Roi d'Espagne*, CHARLES XI. *Roi de Suede & les Etats Generaux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas le* 6. *Février* 1683. Manuſcrit.

APres que la convention faite ſous les auſpices de Dieu, entre le Roi de Suede, & les Etats Generaux des Provinces Uoies des Pays-Bas le $\frac{30.\ Septembre}{10.\ Octobre}$ 1681. pour leur ſeureté mutuelle, la convention de la Paix de Weſtphalie & de celle de Nimegue, s'eſt trouvée augmentée & fortifiée par l'acceſſion de S. M. I. & du Roi d'Eſpagne à ladite convention, qui concourant unanimement au pieux & ſalutaire deſſein unique but de ladite Convention qui eſt de faire enſorte que la Paix ſoit ferme & durable, en empéchant autant qu'il ſera poſſible que la tranquilité dont la Chrêtienté joüit preſentement ne ſoit jamais troublée, & que les fondemens ſur leſquels leſdits Traitez ont été faits ne puiſſent pas être ébranlez, & comme dans l'article troiſiéme de la même Convention, il a été convenu entre les parties contractantes des moyens pour faire réüſſir avec plus de ſuccez le deſſein de conſerver la Paix à la Chrêtienté, & de detourner les inſultes qui pourroient troubler leur ſeureté & donner atteinte à leurs droits contre le contenu deſdites Traitez, eſtimant encore qu'il étoit neceſſaire ſuivant les regles d'une raiſonnable & juſte prevoyance de regler de bonne heure quelque choſe de certain pour aſſurer leur Alliance, & les ſecours neceſſaires pour ce ſujet, crainte que le mal ne prevint le remede & que les projets formez pour la conſervation de la Paix, & pour l'union reciproque des Parties ne vinſſent trop tard, & ſans fruit, ou ne fuſſent rendus plus difficiles, pour ces cauſes ſa Majeſté Imperiale, les ſuſdites Rois & leſdits Etats Generaux ſe ſont obligez, & engagé pour cette même fin par le moyen de leurs Plenipotentiaires à ce Deputez ainſi qu'il eſt expliqué par les Articles ſuivans.

I. Les Parties contractantes ſe fourniront les uns aux autres à la premiere requiſition qui leur en ſera faite, & ſans aucun délay, un ſecours reciproque de 6000. hommes de pied munis des armes neceſſaires, commandez par leurs propres Officiers, & 12. Vaiſſeaux de guerre equippez & fournis de toutes les choſes neceſſaires tant pour les Matelots, que pour les ſoldats, & generallement tout ce qui concerne un armement naval, en ſorte que celui qui ſera requis de fournir les ſuſdits ſecours ſera obligé de les donner à celuy qui les lui demandera.

II. Les Vaiſſeaux de guerre qui ſerônt fournis ſerônt ſavoir 2. du premier Rang, 4 du ſecond, 4 du 3 & 2 du 4 enſorte que ceux du premier rang ſoient de plus de 80. pieces de Canon, ceux du ſecond au-deſſous juſques à 70. ceux du 3. depuis 70. au-deſſous juſques à 60. & enfin ceux du 4. depuis 60. juſquà 38.

III. Ceux qui en ſeront requis envoyeront ces ſecours à leurs depens & les entretiendront de même, tant que celuy qui les aura demandés le ſouhaitera ou en poura avoir beſoin pour parvenir au bot que l'on s'eſt propoſé, c'eſt-à-dire que toutes choſes ſoient remiſes dans leur premier Etat ſuivant la teneur des ſuſdits Traitez.

IV. Celui qui aura requis ces ſecours ſera trouver dans les lieux où ils ſeront quelque ſejour tous ce qui eſt neceſſaire pour la Conſervation des ſoldats, en prendra le même ſoin que ſi c'étoient les ſiens propres, & leur ſera fournir pour de l'argent toutes les choſes dont ils auront beſoin.

V. Il ſera libre à celui qui requerra ce ſecours de le prendre en ſon entier en Infanterie ou la 3. partie & moins encore, mais non pas de demander un plus grand nombre de Cavaliers & Dragons, & en ce cas on comptera pour un Cavalier ou Dragon 3. Fantaſſins.

VI. Celui qui demandera ce ſecours s'en ſervira comme bon lui ſemblera, ou pour la defenſe de ſes Etats, ou pour attaquer l'Ennemi, ſuivant que la neceſſité l'exigera conformement à l'eſprit du préſent Traité.

VII. Que ſi le feu de la Guerre s'augmentoit, ce qu'à Dieu ne plaiſe, & que ledit ſecours ne fut pas ſuffiſant pour repouſſer la force par la force, & rétablir la Paix on doublera pour lors & même on triplera, le nombre des Troupes de Terre, ſuivant que les Confédérez le jugeront plus, ou moins neceſſaire, & l'on obſervera ce qui eſt porté par l'article 5. de la ſuſdite Convention.

VIII. Que ſi celui qui ſeroit requis de fournir ce ſecours étoit lui même engagé dans la guerre, ou que deux ou même un plus grand nombre des parties contractantes ſe trouvaſſent attaquées en même temps; alors il faudra agir ſuivant la pluralité des avis des Confédérez, & faire ce qui ſera par Eux jugé plus convenable pour le bien de la cauſe commune, ou même en ce cas l'article precedent aura lieu, la même choſe s'obſervera ſi l'un des Confédérez, ayant fourni le ſecours à un autre, apres en avoit été requis, venoit lui-même à être menacé d'hoſtilité ou d'invaſion.

IX. Mais celui qui en haine de la preſente convention, oſera attaquer ſoit directement ou indirectement quelqu'un des Confédérez ou l'inquieter en façon quelconque, ſera reputé pour Ennemi commun, ainſi qu'il eſt porté par l'article 5. de la ſuſdite Convention, & ſera pourſuivi comme tel par toutes ſortes de voyes, juſques à ce qu'il ſe ſoit deſiſté de ſon injuſte entrepriſe, & quil ait donné des aſſurances bonnes & valables pour l'avenir.

X. On ne pretend point par le préſent accord ôter aux Confédérez le pouvoir de ſe ſervir des voyes portées par le 1. & 2. article de ladite Convention pour terminer à l'amiable les differens au ſujet de la Paix de Weſtphalie & de celle de Nimegue, & quoi qu'il ſoit convenu entr'eux que leſdits ſecours ſeront fournis à la premiere Inſtance de celui qui les demandera & ſans délai, néanmoins il ſera libre à ceux qui en ſeront requis de ſatisfaire à cet engagement de la maniere qu'ils croiront la meilleure.

XI. Que ſi tous les Confederez ou même quelques uns d'eux en particulier veulent faire entre Eux quelque nouvelle convention concernant celle-cy, ils ſe la communiqueront reciproquement.

XII. Et comme par ledit article 4. de la Convention il eſt permis en general à tous les Princes & Etats Chrêtiens, & à ceux en particulier qui ont d'abord été compris dans les Traitez de Weſtphalie & de Nimégue, d'entrer dans ladite Convention qui n'a pour but que la conſervation de la Paix, de même auſſi les ſuſdites Parties contractantes pour faire d'autant plus connoître que le preſent accord ne tend qu'à perpetuer la Paix & non pas à faire prejudice à qui que ce ſoit, ce qui ſeroit contraire au contenu deſdits Traitez de Paix, ont voulu repeter ici la même choſe & declarer, que ceux qui par amour pour la Paix voudront entrer dans la preſente convention, ils y trouveront pour Eux la même ſeureté & les mêmes ſecours ainſi s'il arrive que quelque Electeur Prince ou Etat de l'Empire deſire d'entrer dans la preſente Alliance dans la veüe d'affermir cette ſeureté reciproque, il lui ſera libre de donner tel nombre de Troupes qu'il lui plaira, & que ſes forces lui pourront permettre, & les ſuſdits Confederez s'engagent de lui fournir le double du ſecours quil leur aura donné, pourveuque ce double n'excede point le nombre de 6000. hommes de pied, & ledit Electeur, Prince, ou Etat qui ſe joindra à la preſente union joüira de tout ce que leſdits Confederez ont ſtipulé pour leur ſeureté dans la precedente & dans la preſente Convention, les autres Princes & Etats Chrétiens, quels qu'ils ſoient, joüiront auſſi de cette ſeureté mutuelle, pourvû qu'ils entrent inceſſamment dans la preſente union, & qu'ils conviennent avec les

les Parties contractantes des moyens & des conditions ausquelles ils y pourront être admis, on ne recevra aucun Prince, ou Etat dans la presente Convention, que du sçeu & du consentement unanime de tous les Confederez, de même qu'un chacun des Princes ou Etats qui seront reçûs, seront censez engagez également avec un chacun desdits Confederez en particulier.

XIII. La presente union durera entre les susdits Confederez ainsi que la premiere & generale convention, l'espace de 20. années vers la fin desquelles ils pourront la renouveller s'ils le trouvent à propos, de même il sera libre à ceux qui y entreront dans la suite de fixer le temps de la durée de leur engagement à tel nombre d'années qu'ils jugeront à propos, les Ratifications de la presente Convention delivrées de part & d'autre ici à la Haye dans l'espace de six semaines du jour de la signature, En foi dequoy les susdits Plenipotentiaires ont signé chacun en particulier le present Traité & y ont fait apposer le cachet de leurs armes, & chaque partie en fera faire trois copies pour en donner une à chacun des Confederez. Fait à la Haye le 6. Février 1683.

Articles separez de la convention ici dessus.

I. COmme par la Convention particuliere concluë ce jourd'huy 6. Février entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede, & Messieurs les Etats Generaux des Provinces Unies, il est porté que le secours reciproque que les Confederez se donneront les uns aux autres sera de six mille hommes de pied & de douze Vaisseaux de guerre, les susdits Confederez ont jugé à propos d'y aporter par la presente declaration les restrictions suivantes, savoir, que comme les Etats & Pays de la domination de sa Majesté Imperiale sont fort éloignez des Ports de Mer & que pour cette raison Elle n'entretient point d'Armée navalle S. M. I. ne sera pas obligée de fournir ledit secours de douze Vaisseaux & ne pourra pas aussi le demander, ladite obligation de fournir des Vaisseaux & des Troupes suivant la teneur des 1. 2. 3. 4. 5. & 6. articles de ladite Transaction n'aura lieu qu'entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux, mais celle de fournir des Troupes suivant le 1. 2. 3. 4. 5. & 6. articles de la même transaction restera seulement entre S. M. I. les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux dans toute sa force & vigueur.

II. Et comme entre chacun des susdits Rois en particulier & les Etats Generaux il y a des Traitez d'Alliance defensive qui portent pareillement obligation de fournir de certains secours, il est expressement marqué par le present article qu'il sera libre aux susdits Rois d'Espagne & de Suede d'exiger ces secours, soit en vertu de la susdite Convention particuliere ou en vertu desdits anciens Traitez qui sont entr'eux, selon qu'ils trouveront plus à propos, ensorte cependant que si en vertu desdits procedents Traitez un a exigé des secours plus considerables que ceux qui sont portez dans ladite convention, & que ces secours ayent été accordez à la requisition de celui qui les aura demandé, il ne sera plus permis à ce dernier d'exiger ceux qui sont portez par ladite convention, & celui qui en sera requis, sera censé avoir entierement satisfait à tous ses engagemens, en donnant en vertu des anciens Traitez un nombre plus considerable de Troupes que celui qui est stipulé dans ladite convention particuliere. Mais si les secours convenu par lesdits anciens Traitez sont moindres que ceux qui sont portez par ladite Convention, il sera libre d'exiger le nombre de Troupes porté par ladite Convention, en sorte cependant que celui qui aura fourni ce secours ne sera point tenu de fournir celui qui se trouvera marqué dans les anciens Traitez, de maniere que les Parties contractantes qui demanderont le secours le plus considerable, soit en vertu des anciens Traitez ou en vertu de ladite transaction, ne pourront plus en exiger d'autre, & ceux qui en auront été requis seront en donnant le plus grand nombre libres & exempts de fournir le plus petit, soit qu'il soit specifié dans les precedent Traitez ou dans la convention, & le plus petit nombre sera toûjours censé enfermé & compris dans le plus grand.

Laquelle regle sera appliquée à tous les articles des Traitez particuliers faits cy-devant entre S. M. I. & le Roi de Suede, & aussi à ceux de la presente Transaction.

III. Il a aussi été convenu entre les Rois d'Espagne & de Suede & les Etats Generaux que lors qu'il s'agira de demander & de fournir entr'eux le nombre de Vaisseaux de guerre porté par ladite Transaction le Roi de Suede & les Etats Generaux exigeront & fourniront s'ils en sont requis, ledit nombre de Vaisseaux en espece ainsi qu'il est porté par la convention & lesdits Vaisseaux équippez & armez comme il faut & en état d'agir & de combatre, mais si S. M. Catholique venoit à être obligée de fournir le même nombre de Vaisseaux, il sera au choix du Roi de Suede & des Etats Generaux d'exiger lesdits Vaisseaux en espece, c'est-à-dire des Vaisseaux effectifs equippez armez & en état d'agir, & de combatre, ou de demander de l'argent comptant à la place, ensorte que la solde des Capitaines, des Soldats & des Matelots & tous les autres frais à faire pour l'armement & pour la reparation des Vaisseaux & les dommages qu'il y a à souffrir lorsquils viennent à se perdre seront comptez & estimez sur le pied de la Convention de l'année 1677. faite entre Dom Emanuel François de Lyra Envoyé Extraordinaire de S. M. Catholique & les Deputez des Colleges des Amirautez des Provinces Unies, & ainsi pour chaquun des Capitaines, Soldats & Matelots qui sont necessaires pour equiper & armer un Vaisseau S. M. Catholique payera ou fera payer en son nom sans aucun délai cinquante quatre florins monnoye de Hollande par mois, savoir à Hambourg pour le Roi de Suede & à Amsterdam pour Messieurs les Etats Generaux, & fera payer entierement tout le dommage que les Vaisseaux auront souffert soit dans un Combat, soit par tempeste ou qui seront peris par quelque autre accident; pour cet effet afin de regler quelque chose de certain sur ce sujet lesdits Vaisseaux seront visitez avant leur sortie des Ports, & on fera un Inventaire des choses qui dependent desdits Vaisseaux, afin que l'estimation s'en puisse faire en suite suivant cet Inventaire par des gens du métier, & en presence du Ministre de S. M. Catholique requis pour cet effet, ou de telle autre personne qu'elle aura commis pour cela.

IV. Enfin parce que les accords faits entre S. M. Catholique & les Etats Generaux le 30. Août de l'année 1673. & les Resolutions prises & données en consequence desdits accords subsiltent encore, S. M. C. & Messieurs les Etats Generaux ont voulu reciproquement se declarer au sujet de cette nouvelle & particuliere convention, que bien que par cette même Convention particuliere les secours mutuels que les Confederez doivent se donner les uns aux autres soient exprimez en general & ne soient point limitez; néanmoins pour ce qui regarde S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux en particulier leur intention n'est point que ladite Convention particuliere adjoûte, diminue, ou change rien à ce qui a été reglé par lesdits anciens accords qui sont entr'eux, mais qu'elle les engage seulement à fournir les douze Vaisseaux de Guerre suivant la maniere prescripte, & qu'elle regle aussi la maniere dont lesdits secours qui seront stipulez soit en vertu desdits anciens accords ou de la susdite Convention particuliere, doivent être fournis, quant au reste les susdits anciens Traités demeureront dans toute leur force & vigueur & serviront en cas de besoin de regle pour les secours que S. M. Catholique & Messieurs les Etats Generaux auront à se donner reciproquement.

V. Mais

ANS de J. C. 1683.

V. Mais comme certaines choses qui avoient été exprimées dans la susdite convention particuliere ont été par ces Articles separez, changées, restraintes ou déduites avec plus de circonstances, dans le dessein seulement d'énoncer plus clairement la maniere dont elles doivent être executées par les susdits Confederez pendant le temps que durera cette Convention, aussi n'a-t-on pretendu par ces mêmes Articles separez deroger en façon quelconque à ceux des Articles de ladite Convention ausquels on n'a point apporté d'éclaircissement, & beaucoup moins encore deroger à ladite Convention. Mais toutes & chacunes les choses y specifiées seront observées de bonne foi & executées reciproquement entre les susdits Confederez, & on fera en sorte d'avoir la Ratification de ces articles separés ensemble avec celle de ladite Convention particuliere, de laquelle, les presents Articles separez seront censez être des parties essentielles. Fait à la Haye le 6. Fevrier, 1683.

W. Baron de Heckeren.
D. van Wyngaerden.
Gasp. Fagel.
Jean Becker.
E. de Weede.
E. A. Baro de Pallandt.

CCXCIX.

ANS de J.C. 1683.

L'Empereur, L'Espagne, La Suede et les Provinces-Unies.

Articles separez de la Convention entre LEOPOLD *Empereur*, CHARLES II. *Roi d'Espagne*, CHARLES XI. *Roi de Suede, & les* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas. Fait à la Haye, au mois de Février*, 1683. Manuscrit.

QUoniam in speciali Conventione inter suam Cæsaream Majestatem suasque Regias Majestates atque D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii hac die videlicet 6 Febr. transactum est, ut mutua auxilia sex millibus peditum & duodecim navibus bellicis constent adipium hac subsequente declaratione mutuo altememoratorum paciscentium consensu ita limitatum est, ut cum Sacræ Cæsareæ Majestatis ditiones à Portubus Maris longius dissitæ sint, propztereaque illa classes navales non sustentet, proinde Navium præstatio in auxiliis ratione suæ Cæsareæ Majestatis petendis dandisque planè cessabit manebitque tantum ista præstandarum navium & militum obligatio secundum tenorem 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ transactionis inter altè nuncupatos Reges & D. D. Ordines Generales in pleno vigore; at verò illa præstandorum militum tantum obligatio secundum Art. 1. 2. 3. 4. 5. & 6. dictæ transactionis inter altè memoratas Cæsareas Regiasque Majestates & D D. Ordines Generales esto itidem in pleno robore & vigore.

II. Cùm etiam inter utrosque Reges separatim atque Ordines Fœderati Belgii pacta conventa antehac in mutuam defensionem inita existant quibus certa pariter auxilia expressa continentur; proinde hoc articulo cavetur, ut altè memoratis Regibus & Ordinibus Generalibus liberum sit ea auxilia sive vi dictorum pactorum priorum, sive vi hujus dictæ transactionis exigere, quemadmodum eis visum fuerit, ita tamen, ut si ex dictis pactis conventis prioribus major auxiliorum numerus petitus & ad requisitionem petentis concessus fuerit, quam qui præfata hac concessione continetur petenti integrum non erit etiam exigere numerum hac transactione præfinitum, sed requisitus præstando dictorum pactorum priorum majorem numerum quam hac dicta transactione promissum est omnino liberabitur, mittendo dictum majorem numerum, si vero dictis pactis prioribus minor auxiliorum numerus præfinitus sit, quam hac transactione, liberum paciscentibus, vi dictæ hujus transactionis erit petere numerum hac transactione præfinitum, sic tamen ut is qui numerum hac transactione præfinitum præstiterit, non teneatur præstare numerum prioribus pactis præfinitum, ita ut partes paciscentes petentes majorem auxiliorum numerum, sive vi priorum pactorum sive vi hujus dictæ transactionis minorem numerum insuper petere non possint, & requisiti numerum majorem præstando semper liberi & immunes erunt à præstatione minoris numeri sive dictis pactis, sive dicta transactione præfiniti atque minor numerus semper majori inclusus & comprehensus censebitur, quod hoc Articulo inter altememoratos Compaciscentes conventum est, idem intelligatur in omnibus cautum ratione pactorum inter suam Majestatem Cæsaream & suam Regiam Majestatem Sueciæ antehac separatim & præsenti transactione initorum.

ANS de J. C. 1683.

III. Cautum præterea erit inter suas Regias Majestates & D. D Ordines Generales ut quando navium bellicarum numerus præfinitus dicta transactione petendus præstandusque venerit, Rex quidem Sueciæ & Ordines Generales easdem naves si quando dictæ naves ab ipsis petentur præstabunturque in specie, quemadmodum dicta transactione expressum est id in navibus ipsis prout decet ad agendum & pugnandum instructis & armatis præstare teneantur, at vero si quando sua Regia Majestas Catholica ex sua parte easdem naves præstare tenebitur suæ Regiæ Majestati Sueciæ & D. D. Ordinibus Generalibus liberum erit eas exigere, vel in specie, id est, in navibus ipsis, prout decet ad agendum & pugnandum instructis & armatis, vel earundem loco pecuniam paratam, ita ut stipendia in Duces, milites & nautas aliaque omnia ad armandas & reparandas naves expensa & damnum amittendarum navium computentur & æstimentur, quemadmodum in conventione anno 1677. inter D. Manuelem Franciscum de Lyra S. R. M. C. Ablegatum Extraordinarium & Deputatos Collegiorum rebus maritimis in onito Belgio Præfectorum factum fuit, adeoque pro singulis Ducibus, militibus & nautis, quibus unaquæque earundem navium ad agendum pugnandumque armata & instructa esse debet, 54. floreni monetæ gravioris Hollandicæ Hamburgi respectu suæ Regiæ Majestatis Sueciæ vel Amstelodami respectu Ordinum Generalium singulis mensibus à suâ R. M. C. aut ejus nomine in solidum absque omni mora integerrima persolvantur, & etiam in solidum resarciatur omne damnum earum navium, quæ in pugna navali aut actu ipso aut alioquin quæ vi tempestatis aut simili casu fortuito perire poterunt, in quam rem ut certi quid definiri possit, dictæ naves ante egressum earum inspicientur & inventarium earum rerum quæ ad easdem naves spectant conficietur, ut earundem æstimatio secundum illud inventarium à peritis in arte fieri queat, ad id requisito suæ R. M. C. præsente ministro vel eo cui id à R. S. M. C. mandatum erit.

IV. Hinc denique quoniam inter suam Regiam Majestatem Catholicam Hispaniæ & Celsitudines D. D. Ordinum Generalium Fœderati Belgii pacta conventa anno 1673. die 30. Augusti initæ datæque in consequens istorum pactorum resolutiones existunt proinde sua Regia Majestas & D. D. Ordines Generales hoc articulo ita sese ad invicem ratione hujus novæ & specialis conventionis declarare voluerunt, quod etiamsi in hac speciali conventione mutua auxilia absque limitatione inter Confœderatos posita sint, nihil tamen, quantum ad suam Regiam Majestatem & D. D. Ordines Generales inter sese tantummodo vel addet, vel minuet, aut innovabit hæc specialis conventio ex iis, quæ prædictis pactis & anteactis mutuo transacta sunt, nisi quod ad duodecim navium bellicarum numerum sibi invicem præstandum sese modo præscripto obstringant & declarent, quemadmodum auxilio vi dictæ specialis conventionis, & dictæ transactionis petenda veniant præstanda; quoad cætera vero sint, ma-

ANS de J.C. 1683.

neenteque prædicta pacta & anteacta in pleno & immutato vigore, & casu existente pro norma auxiliorum inter suam Regiam Majestatem, & D. D. Ordines Generales planè & omnimode ut antehac inserviant.

V. Quemadmodum verò Articulis hisce separatis aliqua, in præfata Transactione & Conventione speciali expressa immutata & restricta aut pluribus circumstantiis declarata sunt, eo tantummodo fine, ut de modo & ratione executionis inter alte memoratos paciscentes tanto clarius & expeditius omni, & toto tempore durationis ejusdem constet, ita hisce nihil planè reliquis articulis sæpedictæ Conventionis qui explicati aut declarati non sunt, nulli minùs vi & robori ipsius Conventionis quicquam ullo pacto derogatum existimabitur, sed omnia & singula integra optimaque fide observabuntur, & mutuo inter altè memoratos Paciscentes & Confœderatos exequentur, atque procurabitur horum articulorum separatorum ratificatio una & simul cum ratificatione ipsius Conventionis specialis, censebunturque hi articuli tanquam partes essentiales ipsius vel ejusdem Conventionis. Actum Hagæ Comitis die .... Februarii, Anno 1683.

W. Baron de Heeckeren.
D. van Wyngaerden.
Gasp. Fagel.
Johan Becker.
E. de Weede.
E. A. Baro de Pallant.

CCC.

ANS de J.C. 1686. L'Angleterre et Alger.

Articles de Paix, & de Commerce entre le Sérénissime & très-puissant Prince JACQUES SECOND, *par la grace de Dieu, Roi de la Grande Bretagne, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrétienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs, le Douletli Bassa, Aga, & Gouverneurs de la fameuse Ville, & Royaume d'*ALGER *en Barbarie; Ratifié, & confirmé par le Chevalier Guillaume Soame Baronnet, Ambassadeur de sa Majesté vers le Grand Seigneur, le 5. Avril 1686. Vieux Style.* Manuscrit.

I. EN premier lieu, il a été accordé, & conclu, que du jour du present Traité, & d'oresnavant pour jamais, le Traité de Paix fait par Arthus Herbert Ecuyer, Admiral de la Flote de sa Majesté sur la Méditerranée, sera confirmé, & inviolablement observé entre le Sérénissime Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Defenseur de la Foi Chrétienne, &c. & les Très-Illustres Seigneurs le Douledi, Bassa, Aga, & les Gouverneurs de la Ville & Royaume d'Alger, & entre leurs Etats, & Sujets de part & d'autre, & que les Navires & autres Vaisseaux, les Sujets & Peuples de part & d'autre ne feront aucun dommage, offense, ni injure, de fait ni de parole, mais traiteront l'un l'autre avec tout le respect & amitie possible: & que toutes demandes, & prétentions quelconques jusqu'à ce jour d'entre les deux Parties, cesseront, & demeureront nulles.

II. Que tous les Navires, ou autres Vaisseaux appartenans audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de sa Majesté, pourront entrer dans le Port d'Alger, ou en tout autre Port, ou autres Lieux de ce Royaume-là pour y acheter & vendre, en payant les Doüanes accoutumées de dix pour cent, ainsi qu'auparavant, pour les Marchandises qu'ils y vendront; & à l'égard des Marchandises qu'ils ne vendront pas, ils pourront les reporter à bord des Navires, ou autres Vaisseaux, sans payer aucuns Droits pour icelles; & qu'ils pourront en partir toutefois & quantes qu'il leur plaira, sans aucun obstacle ou empéchement quelconque; à l'égard des Marchandises de Contrebande, comme Poudre à Canon, Souffre, Fer, Planches de toutes sortes de bois de Charpente, propres à bâtir des Navires, Cordes, Poix, Gaudran, Fusils, & autres équipages de guerre, les Sujets de sadite Majesté ne payeront aucuns Droits pour iceux à ceux d'Alger.

ANS de J.C. 1686.

III. Que tous Navires & autres Vaisseaux, tant ceux qui appartiendront au Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de sa Majesté, que ceux qui appartiendront au Royaume, ou aux Peuples d'Alger, passeront librement les Mers, & trafiqueront sans aucune visite, empéchement, ou molestation de l'un & l'autre, & que toutes personnes, ou passagers de quelque Pais que ce soit, & tout l'argent monnoyé, Marchandises, & Meubles appartenans à quelque Peuple ou Nation que ce soit, étants à bord d'aucuns desdits Navires ou Vaisseaux; seront entierement libres, ne seront point arrêtez, pris ou pillez, & ne recevront aucun tort ou dommage quelconque de l'une ou l'autre Partie.

IV. Que les Navires de Guerre d'Alger, ou autres Vaisseaux rencontrans aucuns Navires Marchands, ou autres Vaisseaux de Sujets de sadite Majesté, n'étants pas sur aucunes des Mers dépendantes des Domaines de sa Majesté, pourront envoyer une simple Chaloupe, avec deux hommes seulement, outre le nombre ordinaire de Rameurs, & qu'il n'y en aura pas plus qui entreront dans de tels Navires, ou Vaisseaux Marchands, sans la permission expresse du Capitaine, mais seulement les deux hommes, & qu'en produisant un Passeport signé, & scellé de sa Majesté, ou de quelque personne que ce soit, qui sera établi pour être Seigneur Grand Admiral, ou pour exercer la Charge de Seigneur Grand Admiral pour l'Angleterre, & l'Irlande, ou de Seigneur Grand Admiral d'Ecosse, pour lesdits Royaumes respectivement, ladite Chaloupe s'en retournera incontinent, & le Navire, ou Vaisseau Marchand, navigera en même tems, & poursuivra librement son Voyage, & les Navires de Guerre, ou autres Vaisseaux de sadite Majesté rencontrant aucuns Navires, ou autres Vaisseaux d'Alger, si le Capitaine du Navire, ou Vaisseau d'Alger, represente un Passeport expédié par les Gouverneurs en Chef d'Alger, & un Certificat du Consul Anglois, qui y sera demeurant, ledit Navire, ou Vaisseau d'Alger poursuivra librement sa route.

V. Qu'aucun Capitaine, ou autre Personne d'aucun Navire ou Vaisseau d'Alger n'enlévera d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sadite Majesté aucune Personne ou Personnes que ce soit, pour les porter quelque part que ce soit pour être examinez, ou sous quelque autre prétexte que ce soit, & n'useront d'aucune torture, ou violence envers aucune personne de quelque Nation ou qualité qu'elle soit, étant à bord d'aucun Navire, ou Vaisseau des Sujets de sa Majesté, sous quelque prétexte que ce soit.

VI. Que les Effets d'aucun Naufrage appartenants audit Roi de la Grande Bretagne, ou à aucuns des Sujets de sa Majesté, qui arriveront sur aucune partie des Côtes appartenantes à Alger ne pourront être déclarez ni faits de bonne prise, & que les Marchandises d'icelui ne pourront être saisies, ni les hommes faits Esclaves; mais au contraire, que tous les Sujets d'Alger feront tous leurs efforts pour sauver lesdits hommes, & leurs Biens.

VII. Qu'aucun Navire, ni aucun autre Vaisseaux d'Alger n'aura permission d'être mis entre les mains de ceux de Salé, ou d'y aller, ni en aucun autre Place ennemie audit Roi de la Grande Bretagne, pour servir de Corsaires, ou d'Ecumeurs de Mer, contre les Sujets de sadite Majesté.

VIII. Qu'aucun des Navires, ou autres plus petits Vaif-

ANS de J. C. 1686. Vaisseaux d'Alger ne demeureront croisans prés, ou à la vûë d'aucunes des Rades, Havres, ou Ports, Villes, & Places de sa Majesté : & ne troubleront la Paix, & le Commerce d'icelles en quelque maniere que ce soit.

IX. Que si aucun Navire, ou Vaisseau de Tunis, Tripoli, ou de Salé, ou de quelqu'autre Lieu qui en dépendra, améne aucuns Navires, Vaisseaux, hommes, ou Marchandises appartenantes à aucuns des Sujets de sadite Majesté, en Alger, ou en aucun Port ou Place de ce Royaume-là, les Gouverneurs d'iceux ne permettront point qu'ils soient vendus dans l'étenduë des Territoires d'Alger.

X. Que si aucun des Navires de Guerre dudit Roi de la Grande Bretagne entre en Alger, ou en quelque autre Port, ou Place de ce Royaume-là avec quelque Prise, il la pourra vendre librement, ou en disposer autrement comme bon leur semblera, sans être molestez par qui que ce soit, & que lesdits Navires de Guerre de sa Majesté ne seront tenus de payer la Doüane en aucune maniere que ce soit, & que s'ils manquent de provisions de bouche, vivres, ou d'aucune autre chose, ils pourront les acheter librement au prix courant.

XI. Que lors qu'aucun des Navires de Guerre de sadite Majesté paroitra devant Alger, sur l'avis qui en sera donné par le Consul Anglois, ou par le Capitaine dudit Navire aux Gouverneurs en Chef d'Alger, on fera incontinent un cri public, pour mettre en sûreté les Captifs Chrêtiens, & si après cela il arrive que quelques Chrêtiens que ce soit, se sauvent à bord desdits Navires de Guerre, on ne les pourra redemander, & ledit Consul, ni le Capitaine, ni aucun autre des Sujets de sa Majesté ne seront tenus de payer aucune chose pour lesdits Chrêtiens.

XII. Qu'aucuns Sujets de sa Majesté de la Grande Bretagne, &c. ne pourront d'oresnavant être achetez, ou vendus, ou être faits Esclaves en aucun endroit du Royaume d'Alger, sous quelque prétexte que ce soit, & sa Majesté ne sera point tenuë, en vertu du présent Traité de Paix, de racheter aucuns de ses Sujets, qui sont présentement en Esclavage, & il dépendra absolument de sa Majesté, ou des Parens, & Amis desdites Personnes qui seront en Esclavage, d'en racheter tels, & autant qu'ils jugeront à propos de temps en temps, sans aucune limitation ou restriction de temps, en convenant pour leur rachat avec leurs Patrons, ou Maîtres, d'un prix aussi raisonnable que faire se pourra, sans obliger lesdits Patrons, ou Maîtres, d'en mettre aucuns en liberté contre leur gré, soit qu'ils soient Esclaves du Beylicque, ou des Galeres, ou qu'ils soient de ceux qui appartiennent au Bassa, au Dey, au Gouverneur, ou à quelques autres personnes que ce soit, & tous Esclaves qui seront Sujets de sa Majesté, jouïront de l'avantage, & du Bénéfice des diminutions des Droits dûs au Palais Royal, & des autres frais, après qu'ils auront été rachetez, en payant des sommes autant raisonnables, qu'aucuns Esclaves des autres Nations ont accoûtumé de payer quand on les rachéte.

XIII. Que s'il arrive qu'aucun Sujet dudit Roi de la Grande Bretagne vienne à décéder en Alger, ou en aucun endroit des Territoires qui en dépendent, ses Effets, ni son argent monnoyé ne pourront être saisis par les Gouverneurs, Juges, ou autres Officiers, qui ne pourront non plus en faire aucune recherche ; & lesdits Effets, ou argent monnoyé, seront possédez ou reçûs, par telle personne, ou personnes que le Défunt aura institué son Heritier, ou ses Heritiers, au cas qu'elles soient sur le lieu où le Testateur sera décédé. Et au cas que les Heritiers ne soient pas là, alors les Executeurs dudit Testament, dûement institüez par le Défunt, après avoir fait Inventaire de tous les Effets, & argent par lui délaissez, s'en chargeront, & les garderont sans aucun empêchement, & prendront soin de les faire tenir par quelque voye sûre aux veritables & légitimes Héritiers du Décédé : & le cas arrivant qu'aucun des Sujets de sadite Majesté vînt à décéder sans avoir fait aucun Testament, le Consul Anglois se mettra en possession de ses Effets, & de son argent monnoyé, après en avoir fait Inventaire, pour les usages des Parens, & Heritiers du Défunt. ANS de J. C. 1686.

XIV. Que les Marchands demeurans & trafiquans en la Ville & Royaume d'Alger, étants Sujets de sa Majesté ne seront point obligez à acheter aucunes Marchandises contre leur gré, & ils auront toute liberté d'acheter telles Marchandises qu'ils jugeront à propos, & aucun Capitaine ni Commandant d'aucun Navire, ou Vaisseau, appartenant aux Sujets de sadite Majesté ne sera tenu contre son gré, de charger aucunes Marchandises pour les porter, ou faire Voyage en aucune Place où il n'aura pas envie d'aller. Et le Consul Anglois, ni aucun autre Sujet dudit Roi ne seront obligez à payer les dettes d'aucun autre des Sujets de sa Majesté, à moins que lui ou eux ne fussent devenus Cautions pour lui par un Acte public, & Autentique.

XV. Que les Sujets de sadite Majesté étants en la Ville d'Alger, ou dans ses Territoires, en matiére de differens, ne seront point sujets à d'autre Jurisdiction que celle du Dey, ou Divan, si se n'est qu'il arrive qu'ils ayent des Différens entr'eux-mémes ; auquel cas ils ne seront sujets qu'à la Décision du Consul seulement.

XVI. Que le Consul, qui est à présent, ou demeurera en quelque temps que ce soit en Alger, y sera en tout temps en parfaite & entiere liberté, & sûreté de sa personne, & Biens : & il lui sera permis de choisir son Truchement ou Courtier ; & d'aller librement à bord des Navires qui seront à la Rade, aussi souvent, & en tel temps qu'il lui plaira, & aura la liberté de la Campagne : Et qu'on lui accordera un Lieu pour y faire ses Priéres : & que personne ne lui fera aucune injure de fais, ni de parole.

XVII. Que non seulement pendant la continuation du présent Traité de Paix & d'Amitié, mais pareillement s'il arrive quelque rupture à l'avenir par Guerre entre ledit Roi de la Grande Bretagne, & le Royaume d'Alger, ledit Consul Anglois, & tous autres Sujets de sadite Majesté demeurans dans le Royaume d'Alger, auront toujours, & en tout temps, soit de Paix, soit de Guerre, une pleine & entiére liberté d'en sortir, & de se retirer en leur Païs, ou en quelque autre Païs que ce soit, sur tel Navire ou Vaisseau de telle Nation qu'ils jugeront à propos, & d'emmener avec eux tous leurs Biens, Meubles, Familles, & Serviteurs, sans aucun trouble, ni empêchement.

XVIII. Qu'aucun Sujet de sadite Majesté étant passager, arrivant ou s'en allant avec son Bagage de quelque Port que ce soit, ne pourra être molesté ni empêché, quoi qu'il fût sur un Navire ou Vaisseau ennemi du Royaume d'Alger. Comme pareillement aucun Sujet d'Alger, qui sera passager étant à bord d'un Navire, ou Vaisseau d'une Nation ennemie dudit Roi de la Grande Bretagne, ne sera en aucune maniére molesté en sa personne, ni en ses Biens qu'il pourra avoir chargez sur ledit Navire ou Vaisseau.

XIX. Que toutefois & quantes qu'aucun Navire de Guerre du Roi de la Grande Bretagne, portant le Pavillon de sa Majesté au bout du grand Mast paroitra devant la Ville d'Alger, & viendra mouiller à la Rade, incontinent après que l'avis en aura été donné par le Consul de sadite Majesté, ou par un Offisier du Navire, au Dey, & au Gouvernement d'Alger, ils seront tenus par honneur envers sa Majesté, de faire une salve de vingt-un coups de Canon tirez des Châteaux & Forts de la Ville, & ledit Navire rendra le Salut par le même nombre de volées de Canon.

ANS de J. C. 1686.

XX. Qu'incontinent aprés la signature, & le sçeau des presens Articles par le Bassa, le Dey, l'Aga, & les Gouverneurs d'Alger, tous torts & dommages soufferts de part & d'autre seront effacez de la memoire & mis en oubli, & le present Traité de Paix sera en sa pleine force & vertu, & continuera pour jamais; & à l'égard de toutes les depredations & dommages qui pourront etre cy-aprés faits ou commis de part & d'autre, avant qu'on puisse donner avis du present Traité, on en fera incontinent reparation, & tout ce qui se trouvera encore en nature sera incessamment rendu.

XXI. Que le cas arrivant qu'il se fist ou commist quelque contravention au present Traité par les Sujets de l'une ou l'autre des parties, cette Paix ne laissera pas de subsister en toute sa force, & cette inobservation ne causera point la rupture du present Traité d'Amitié & bonne correspondance, mais la partie qui se sentira molestée demandera qu'on luy donne incontinent satisfaction pour lesdites contraventions, par une voye amiable, avant qu'il lui soit permis de rompre la Paix, & si la faute est commise par des sujets particuliers de l'une ou l'autre des parties, il n'y aura qu'eux qui seront punis, comme infracteurs de la Paix, & perturbateurs du repos public. Et nôtre Foi sera nôtre Foi, & nôtre parole sera nôtre parole.

Confirmé & scellé en la presence de Dieu tout puissant le cinquiéme jour d'Avril, l'an de nôtre Seigneur Jesus-Christ mil six cens quatre vingt six & en l'année des l'Egire mil quatre-vinge dix-sept & le vingt troisiéme jour de la Lune Gemasilavel.

(L. S.) (L. S.)

Confirmation des Articles de Paix entre le Serenissime & tres-Puissant Prince Jacques Second Roi de la grande Bretagne, France, & Irlande, Defenseur de la Foi, &c. & les tres-Excellens Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de Tunis, Hadge Bectash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Milice de ladite Ville & Royaume, conclus par Thomas Goodwin, Ecuyer, Agent & Consul de sa Majesté, le deuxiéme jour d'Octobre 1686.

COmme il y a eû durant plusieurs années une ferme Paix & amitié entre le Serenissime & tres-Puissant Prince Charles Second par la grace de Dieu Roi d'Angleterre, Ecosse, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chrétienne, & les tres-Illustres Seigneurs les Gouverneurs de la noble Ville & Royaume de Tunis, ainsi qu'il est notoire par les Articles de Paix & de Commerce faits & conclus au mois d'Octobre 1662. par les tres-Excellens Seigneurs Mahomet Bassa Mustapha Dey, Moratt Bey, & le Divan de ladite Ville de Tunis d'une part, & le Chevalier Jean Lawson d'autre part, & renouvellez & confirmez en l'an de nôtre Seigneur Jesus-Christ 1675 qui est l'an 1085. de l'Hegire par Mustapha Bassa, Hadge Mamme Dey, Morat Bey, Mahomet Hosse Bey, & le Divan de ladite Ville & Royaume de Tunis d'une part, & par le Sieur Jean Narborough Chevalier Admiral du feu Roi sur la Mer Mediterranée d'autre part, & comme il a plû à Dieu tout-Puissant de tirer hors de ce monde sadite Majesté Charles Second, d'où il est arrivé que les Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse, France, & Irlanda sont justement venus par ligne de descente conformement aux loix à la personne Royale de son frere le Serenissime, & tres-Puissant Prince Jacques second par la grace de Dieu Roi d'Angletarre, d'Ecosse, France & Irlande, Defenseur de la Foi Chretienne, qui regne à present; & comme les Terres de nostre obeïssance, aprés avoir eté extremement affligées & brouillées par des guerres civiles sont à present (graces à Dieu tout-Puissant) retablies en tranquillité, & dans un Gouvernement stable & ferme.

Nous les tres-Excellens Seigneurs Gouverneurs d'à present de la noble Ville & Royaume de Tunis, Hadge Bectash, Hogia Dey, Mahomet Bey, & Ibrahim Aga du Divan & Milice de nostredite Ville & Royaume, avons vu, examiné, approuvé les susdits Articles de Paix, & par ces presentes, nous agréons, approuvons, ratifions & confirmons, tant pour nous, que pour tout le Corps de nôtre Milice, tous & chacuns les susdits Articles de Paix, & de Commerce, en la même forme & teneur qu'ils sont inserez & declarez dans & par lesdits Articles de Paix, promettant fermement & en bonne foi, d'observer & entretenir sincerement & inviolablement ladite Paix en tous ses points & Articles avec sadite Majesté Jacques Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, & avec tous ses sujets & de faire punctuellement garder & observer tous & chacuns les Articles d'icelle, dorenavant pour jamais; par tous nos sujets de quelque qualité & condition qu'ils soient, & si aucuns de nos sujets violent & enfraignent aucune partie desdits Articles, ils seront punis avec la derniere severité à leur retour dans nos Domaines de Tunis.

ANS de J. C. 1686.

Et à l'égard de l'argent qui est deub par le Divan, & plusieurs autres personnes dépendantes de nos Domaines, à la Nation Angloise, suivant un compte que nous avons reçû de Thomas Goodwin, Ecuyer, Agent & Consul pour sadite Majesté Jacques Second Roi de la Grande Bretagne, &c. en nostredite Ville & Royaume de Tunis, nous promettons sincerement par ces presentes, de tenir la main à ce qu'il leur soit donné entiere satisfaction dans le temps & espace de douze mois au plus tard, à commencer de la date d'icelles. Et comme nous avons depuis peu fait une diminution de sept pour cent à la Nation Françoise sur les Doüanes de toutes les Marchandises qu'ils feront venir & entrer dans nos Domaines ou les en feront sortir ayant réduit lesdits Douanes de dix à trois pour cent nous promettons sincerement aussi, en la maniere susdite, qu'à l'expiration de six mois au plus tard, d'accorder la mesme diminution aux Marchands Anglois, qui trafiqueot ici, & de ne prendre d'eux de là en avant que trois pour cent de Doüane sur toutes les Marchandises quelconques qu'ils apporteront & feront entrer dans l'étenduë de nos Domaines ou qu'ils en feront sortir, ou bien à l'expiration des susdits six mois, sans attendre plus long-temps, nous ferons payer à la Nation Françoise leurs anciens droits de Doüane de dix pour cent, comme auparavant, & à l'execution de tout ce qui est contenu en ces presentes nous nous obligeons formellement, promettants en nostre foi de les observer inviolablement, & chaque Point d'icelles, & pour cette cause nous les avons scellées en la presence de Dieu tout-Puissant, en nôtre Hostel, dans la noble Ville de Tunis le deuxiéme jour d'Octobre 1686.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

Confirmation des Articles de Paix entre le Serenissime & tres-Puissant Prince Jacques Second Roi de la Grande Bretagne, France, & Irlande, Defenseur de la foi, &c. Et les tres-Illustres Seigneurs Ismael Bassa, Brahem Dey, Joseph Bey, Hassan Calligée Admiral Aga du Divan de la Ville & Royaume de Tripoli, conclu par Nathaniel Ledington Consul de sa Majesté le 7. jour de Fevrier 1685.

COmme il a plû à sa Majesté sacrée Jaques Second Roi de la grande Bretagne, France, & Irlande, &c. de faire sçavoir par les Lettres aux Gouverneurs de cette Ville & Royaume de Tripoli, que sadite Majesté a donné plein-pouvoir à Nathaniel Lodington Resident ici de confirmer les Articles de Paix qui furent accordez le premier jour de May 1676. qui estoit le 26. jour de la Lune Zaphire, de l'an 1087. de l'Hegire, par Halil Bassa, Mustapha Dey, & Aga du Divan

ANS de J.C. 1686.

van d'une part, & le Chevalier Jean Narborough d'autre part, au nom de feuë sa Majesté Charles Second de Glorieuse Mémoire, avec lequel nous avions une sincere Paix.

Pour la continuation de laquelle Amitié avec sa Majesté Sacrée Jacques Second, qui régne à présent, Nous Ismael Bassa, Brahem Dey, Joseph Bey, Hassan Calligee Admiral, Aga du Divan, ayant revû lesdits Articles, nous les confirmons tous par ces présentes à, & avec ledit Consul Nathaniel Ledington en la même maniere qu'ils sont écrits : Promettans en nôtre foy par ces présentes, tant nous que tous nos Sujets d'entretenir ponctuellement pour jamais ladite Paix à présent ratifiée. Confirmé & scellé en la présence de Dieu Tout-Puissant en nôtre Château de la Ville de Tripols, le 7. jour de Février 168⁵⁄₆. Vieux Style, qui est le second jour de la Lune Herby en l'année 1098. de l'Hegire.

(L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.) (L.S.)

CCCI.

ANS de J.C. 1688.

LA SUEDE ET LES PROVINCES-UNIES.

Traité par lequel CHARLES XI. *Roi de Suède, s'engage de fournir un certain nombre de Troupes aux* PROVINCES-UNIES *des Païs-Bas, à certaines conditions. Fait à Stockolme, le 12. Septembre* 1688. Manuscrit.

SAcræ Regiæ Majestatis Sueciæ, Nos infrascripti Senatores atque Aulæ Cancellarius : Celsorum quoque ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii Ego infrascriptus Minister in Aulâ Regiæ Majestatis Sueciæ Resident, declaramus testatumque facimus, Nos, vigore acceptorum mandatorum, de certo numero militum à parte suæ Regiæ Majestatis supradictis Dominis Ordinibus Generalibus concedendo ita egisse & convenisse, prout sequentibus conditionum articulis cautum & expressum est.

I. Sacra Regia Majestas Sueciæ promittit & recipit, se præbiturum Celsitudini Dominorum Ordinum Generalium Fœderati Belgii, sex legiones pedestris militiæ, quarum singulæ duodecim Centuriis, (vulgò Compagnien) unaquæque autem Centuria octoginta quatuor capitibus (connumeratis Gregariis & Officialibus) constabunt ; ita ut dictæ sex Legiones, comprehensis ordinariis Officialibus tam qui ad Legiones, quam qui ad Centurias pertinent, à Regia Majestate constitutis, numerum sexies mille quadraginta octo hominum impleant. Ex hoc numero Sacra Regia Majestas sisti curabit Gothoburgi in Sueciâ mille, intra quindecim dies, à requisitione post peractam hujus Conventionis ratihabitionem factâ ; deinceps Stadæ, vel ad optionem Dominorum Ordinum Generalium Caroloburgi in Ducatu Bremensi, bis mille quinquaginta, intra mensis spatium, reliquos autem intra sex septimanas in Pomeraniâ, ut sic locis & temporibus præfinitis à parte Dominorum Ordinum Generalium recipi queant.

II. Vicissim spondent & recipiunt Domini Ordines Generales, sese hac Conventione ratihabitâ, confestim Hamburgi soluturos ei, cui Regia Majestas hoc negotium commiserit, summam centies & octies mille, octingentorum, sexaginta quatuor thalerorum uncialium, sive Imperialium in specie seu Banco, computando in singula capita tam officialium quam gregariorum, octodecim Imperiales.

III. Ab eo tempore dieque quo dicta militia exibit servitio Regiæ Majestatis transibit & recipietur Eodem in servitium, Sacramentum, & stipendia Dominorum Ordinum Generalium, quæ stipendia ab eodem etiam die numerabuntur.

ANS de J.C. 1688.

IV. Fiet etiam impositio in naves & transvectio in Belgium, curâ & impensis D. D. Ordinum Generalium, qui huic militiæ hospitationibus, sustentationibus & stipendiis, adeoque omnibus rebus necessariis solitâque eâ promptitudine providebunt, eoque loco Eam habebunt tractabuntque domi militiæque, prout reliquæ suæ militiæ & tali præsertim, cujus conservatio imprimis eis cordi est, providere solent. Sub quibus emolumentis liberum Religionis Exercitium quoque comprehenditur.

V. Conventum præterea est, ut quando Domini Ordines Generales hoc milite amplius opus non habent, Eum Sacræ Regiæ Majestati vicissim offerre, & si Sacra Majestas eum recipere volet, ita habitum & munitum restituere teneantur, qualem acceperant.

VI. Quod si in casu restitutionis numerus deficiat, supplebunt Domini Ordines Generales defectum octodecim thaleris Imperialibus in specie, sive Banco, in singula capita numeratis.

VII. Si verò Regia Majestas declaraverit se hoc milite opus non habere, tum Domini Ordines Generales honesta dimissione, salvoque conductu Eidem prospiciente, neminem autem ex iiske sive officialibus, sive gregariis vel remittent vel exauctorabunt, nisi stipendiis plenè solutis, tenebunturque tres menses, antequam ad exauctorationes & dimissiones procedant, certiorem de eâ re suam Majestatem facere, quo tempus habeat animum suum declarandi. Post dictos autem menses si responsum nullum allatum, vel si repetitioni renunciatum à parte Sacræ Majestatis fuerit, liberum Eisent dictam militiam Sacramento absolvere & dimittere.

VIII. Gaudebunt hujus militiæ Officiales tam inferioris quam superioris Ordinis, quandocunque in Patriam reduces fuerint, in omnibus locis Sacræ Regiæ Majestati subjectis, omnibus gradus, munerum, & titulorum prærogativis, quas vel nunc possident, vel dehinc in hac expeditione acquirere poterunt.

IX. Ratihabebitur hæc Conventio intra mensis spatium, statimque à ratificatione significabunt Sacræ Regiæ Majestati Domini Ordines Generales, quo tempore Commissarios & naves ad supranominata loca transmittere velint, eum in finem, ut quæ articulo primo promissa sunt in tempore expediri possint.

In quorum fidem hujus Conventionis bina instrumenta confecimus, quæ nominum Nostrorum subscriptione, sigillorumque appositione firmavimus. Actum Holmiæ die duodecimâ mensis Septembris, anno millesimo, sexcentesimo, octogesimo octavo.

Benedictus Oxenstierna (*L. S.*) *C.C. Rumpf.* (*L. S.*)
E. Landscbold. (*L. S.*)
N. Gyldenstolpe. (*L. S.*)

CCCII.

ANS de J.C. 1694.

L'ANGLETERRE, LES PROVINCES-UNIES, ET SAXE.

Acte par lequel GUILLAUME *&* MARIE *Roi & Reine d'Angleterre, & les* PROVINCES-UNIES *reçoivent dans la Grande Alliance faite à Vienne le* 12. *Mai* 1689. *entre l'Empereur & lesdites Provinces,* FREDERIC AUGUSTE *Electeur de Saxe. Fait à Withal, le* 25. *Juillet* 1694. Manuscrit.

GUilielmus & Maria Dei Gratia Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rex & Regina, Fidei Defensores, &c. Omnibus & singulis præsentes litteras inspecturis notum testatumque facimus, Quemadmodum à parte Nostrâ ac Celsorum & Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium Fœderatarum Belgii Provinciarum per Ministros ad hoc speciatim utrimque Deputatos, & sufficienti potestate munitos, cum Ministris Serenissimi Principis Domini Frederici Augusti

ANS de J.C. 1694.

gusti Saxoniæ Electoris pariter deputatis & plenariè instructis de præfati Principis Electoris in Tractatum Interioris Fœderis inter Cæsaream suam Majestatem & dictos Dominos Ordines Generales 12. die Maij anno Domini 1689. Viennæ conclusum admissione & aggregatione conventum sit; Ejusdem instrumentum vicesimo tertio die Maij anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quarto Dresdæ ritè confectum sit in tenorem subjunctum.

Cùm Sacra Cæsarea Majestas Regiaque Majestas Magnæ Britanniæ Celsique ac Præpotentes Domini Ordines Generales Unitarum Belgii Provinciarum benignè atque amicè hactenus desideraverint, ut sua Serenitas Electoralis Saxoniæ communi illi Fœderi, quod inter Sacram Cæsaream Majestatem prædictosque Dominos Ordines Generales Viennæ die 12. Maij anno 1689. conclusum est, & cui postmodum sua Regia Majestas Magnæ Britanniæ aliique accesserunt, pro suâ etiam parte se associare velit, suaque Serenitas Electoralis, cui inter initia sui Regiminis nihil magis Curæ Cordique est, quam omnes avidè complecti occasiones, quæ promovendæ causæ communi salutique publicæ restaurandæ conducere quidquam possunt, laudabili huic desiderio ac invitationi tantò lubentius locum dederit.

Factum est tandem, ut suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ, Dominorumque Ordinum Generalium Ministri ac Plenipotentiarii, hoc tempore in Aulâ Electorali hic commorantes, collatis ante omnia super hâc re cum suæ Serenitatis Electoralis Ministris consiliis & rationibus, vi concessæ sibi potestatis, sequentem in modum se declaraverint. Dominus Johannes Ham in Concessu Celsorum ac Præpotentium Dominorum Ordinum Generalium, Nomine Ducatus Gelriæ Deputatus Eorumdemque Ablegatus Extraordinarius, & Dominus Georgius Stepney, Regiæ suæ Majestatis Magnæ Britanniæ interioris Cubiculi Aulicus, ejusdemque Commissarius & Deputatus, per præsentes vigore Plenipotentiarum ac Mandatorum specialium ad hunc esfum directorum recipiunt & admittunt suam Serenitatem Electoralem Saxoniæ in Societatem illius Tractatus, qui inter Cæsaream Majestatem dictosque Dominos Ordines Generales Viennæ die 12. Maij anni 1689. conclusus signatusque est tenore sequenti.

Notum testatumque sit, quod, tametsi Fœdus illud, quod paucis ab hinc annis Sacram Cæsaream Majestatem inter, & Celsos ac Præpotentes D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii Hagæ Comitum in mutuam defensionem sancitum est, in suo adhuc dum vigore permaneat, nihilominus tam Sacra Cæsarea Majestas quàm D. D. Ordines Generales perpendentes Communis periculi post novissimam invasionem Gallicam Reipublicæ Christianæ impendentis magnitudinem ac lubricam Gallorum in observandis Tractatibus fidem necessarium judicaverint prædicti Fœderis leges, veteremque conjunctionem arctioribus firmoribusque vinculis roborare & de efficacioribus simul tam reducendæ quàm conservandæ Pacis & securitatis publicæ mediis rationes inire, eaque propter per utriusque ad id constitutos Plenipotentiarios à parte quidem Sacræ Cæsareæ Majestatis per ejusdem Consiliarios Status Intimos Dominum Leopoldum Guilielmum Comitem de Conigsegg S. R. I. Pro-Cancellarium, Aurei velleris Equitem, & Dominum Theodorum Althetum Henricum Comitem à Stratmann Cancellarium Aulicum, & à parte Celsorum & Præpotentium D. D. Generalium Ordinum per Dominum Jacobum Hop, Civitatis Amstelodamensis Consiliarium & Syndicum nec non in Congressu eorundem D. D. Ordinum Generalium nomine Hollandiæ & West-Frisiæ Deputatum commutatis hinc inde Plenipotentiarum Tabulis conventum sit tenore sequenti.

I. Primò sit maneatque semper inter Sacram Cæsaream Majestatem & D. D. Ordines Generales Fœderati Belgii constans, perpetua & inviolabilis amicitia & Correspondentia, teneaturque alter alterius commoda sedolò promovere, damna verò & incommoda pro posse avertere.

ANS de J.C. 1694.

II. Et cùm Rex Galliæ tam Sacram Majestatem quàm D. D. Ordines Generales Uniti Belgii absque ullâ legitimâ causâ seu prætextu gravissimo juxta ac iniquissimo bello nuperrimè adortus sit, sit eò durante inter partes contrahentes non tantùm defensivum, sed & offensivum fœdus, vi cujus ambæ omnibus viribus contra prædictum Galliæ Regem terrâ marique ejusdemque Fœderatos, qui quidem ad exhortationes eum in finem interponendas sese ab eodem sejungere noluerint, hostiliter agant, deque operationibus bellicis in communis Hostis perniciem sive conjunctim, sive separatim utilius instituendis consilia identidem communicent.

III. Neutri partium fas sit, ab hoc contra Galliam bello recedere, aut cum illo illiusque adhærentibus ullam Conventionem aut Tractatum de Pace vel Armistitio, sub quocunque demum prætextu seorsim instituere, nisi volente & concurrente alterâ parte.

IV. Nullatenus verò Pax ineatur, priusquam Pax Westphalica Osnabrugensis, & Monasteriensis, nec non Pyrenea communibus viribus, juvante Deo, vindicata & omnia juxta earundem tenorem in Ecclesiasticis & Politicis in pristinum Statum restituta sint.

V. Institutis autem communi consensu Pacis & Armistitii Tractatibus communicabuntur hinc inde bonâ fide, eaque agentur, nec una Pars sine alterius consensu & satisfactione quidquam concludet.

VI. Postquam præsens bellum communi consensu finitum & Pax conclusa fuerit, maneat inter Sacram Cæsaream Majestatem & ejusdem Hæredes & Successores, nec non Dominos Ordines Generales Fœderati Belgii contra sæpius memoratam Coronam Galliæ & ejusdem adhærentes, Fœdus perpetuum defensivum, vi cujus partes contrahentes omnem operam dabunt, ut pax ineunda constanter perpetuoque duret.

VII. Quod si verò contingeret, ut Corona Galliæ iterum unam alteramve partem contrahentem, aut utramque contra eandem pacem impeteret, quocunque id tempore fiat, tenebuntur hæ sibi vicissim eodem, quò nunc, modo terrâ marique viribus fideliter adsistere, & quamcunque hostilitatem & violentiam propulsare, neque ab eo desistere, donec omnia in pristinum statum juxta prædictæ Pacis normam redintegrata sint, & parti læsæ satisfactum fuerit.

VIII. Porrò tam Sacra Cæsarea Majestas omnia jura D. D. Ordinum Generalium, quàm hi vicissim jura Sacræ Cæsareæ Majestatis contra Coronam Galliæ & ejusdem adhærentes omni tempore omnibusque mediis & viribus tueantur & defendant, neque etiam sibi invicem in iis ullum præjudicium afferant.

IX. Si quæ inter ipsos contrahentes ratione quorumdam limitaneorum Dominiorum Controversiæ sint, aut in futurum exoriantur, eæ per amicabilem Commissionem aut Deputandos ab utraque parte Ministros omni viâ facti penitus exclusâ amicabiliter discutiantur componanturque, neque in iis interea temporis quidquam innovetur.

X. Ad præsentis Fœderis Societatem invitentur ex Parte Sacræ Cæsareæ Majestatis Corona Hispaniæ & à D. D. Ordinibus Generalibus Fœderati Belgii, Corona Angliæ, & admittantur ad illud pariter omnes utriusque partis Fœderati, quibus eidem accedere visum fuerit. Includitur etiam huic Fœderi Serenissimus Lotharingiæ Dux conferentque Confœderati omnem operam Consilia & vires, ut & ipse in suos Avitos Ducatus, Ditiones, Status & jura plenariè restituatur.

XI. Ratihabebitur hoc Fœdus ab utraque parte intra spatium quatuor septimanarum vel citiùs, si fieri potest. In quorum omnium certitudinem ac majus fidei & sinceritatis robur bina ejusdem tenoris instru-

menta

ANS de J. C. 1694.

menta desuper confecta & à contrahentium Plenipotentiariis subscripta signataque reciprocè commutata fuot. Actum Viennæ 12. Maji 1689.

(*L. S.*) *Leopoldus Guillelmus Comes in Cönigsegg.*
(*L. S.*) *T. A. Henrich Comes de Straatmann.*
(*L. S.*) *J. Hop.*

Adeo, ut suam Regiam Majestatem Magnæ Britanniæ, Dominosque Ordines Generales tanquam Dominos suos Principales vi præsentis Declarationis obligent & obstringant sine ullâ reservatione aut exceptione ad exactam atque inviolabilem observationem dicti cum Sacra Cæsarea Majestate initi Tractatus singulorumque illius articulorum haud secus ac si Majestas Magnæ Britanniæ, & dicti D. Ordines Gen. ipsimet cum suâ Serenitate Electorali de novo desuper contraxissent. Qua propter Serenitatis suæ Electoralis vicissim ad hoc deputati Ministri ac Plenipotentiarii Dn. Fridericus Adolphus de Haugwitz Supremus Aulæ Marescallus, Consiliariusque intimus, ac Status Minister, Dn. Nicolaus S. R. I. Banderesius ac Liber Baro à Gersdorf, Consilii Status Director, Præsesque Marchionatus Superioris Lusatiæ, Dn. Ernestus Johannes à Knoch, Dn. Christophorus Dietericus à Bosen, & Dn. Christianus Augustus ab Haxthausen, Consiliarii intimi ac Status Ministri perlecto maturéque considerato prædicto Tractatu eundem approbant, ratum gratumque habent, recipiunt & acceptant nomine suæ Serenitatis Electoralis dictam associationem & & aggregationem, perque præsens instrumentum bona fide promittunt Serenitatem suam Electoralem sæpius memoratum hunc tractatum suâ etiam ex parte sanctè & inviolabiliter observaturam & adimpleturam, omniaque præstituram esse, quæ ipsi tanquam S. R. I. Electori atque fideli Confœderato incumbere possunt iisdem conditionibus, Guarantiis ac Obligationibus in prædicto Tractatu expressis, haud secus ac si desuper de novo inter partes conventum fuisset. Communicabuntur autem hinc inde à parte Dominorum Principalium instrumenta admissionis & accessionis in solemni & decenti formâ intra spatium quinque septimanarum aut citius si fieri potest. Actum Dresdæ die vigesimo tertio Maji Anno 1694.

(*L. S.*) *N. B. de Gersdorf.* (*L. S.*) *F. A. de Haugwitz.*
(*L. S.*) *Hans Ernst Knoch.* (*L. S.*) *Christoph Diet. Bosen.*
(*L. S.*) *Christian August von Haxthausen.*

Nos quicquid superius pro nobis ac nostro Nomine conventum & stipulatum sic, laudavimus, approbavimus & gratum, firmum, ratumque habuimus, prout per præsentes pro nobis, Hæredibus, & Successoribus Nostris laudamus, approbamus, gratum, firmum ratumque habemus, Recipientes & Verbo Regio promittantes, Nos supramemorati Instrumenti sponsionem sincerè præstituros, Neque in quopiam contraventuros, aut quantum in nobis est, contraveniri passuros. In cujus majorem fidem ac robur præsentes manu nostrâ Regiâ subscriptas Magno Nostro Angliæ sigillo muniri fecimus. Quæ dabatur in Palatio nostro de Witehall, vigesimo quinto Julii Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo quarto, Regnique Nostri sexto.

MARIA R.



Tome IV.

CCCIII.

ANS de J. C. 1666.

LA FRANCE ET COLOGNE.

(a) *Traité entre* LOUIS XIV. *Roi de France, & l'Electeur de* COLOGNE. *Fait à Saint Germain en Laye, le* 23. *Avril* 1666. Manuscrit.

(a) Cette Piéce & les deux suivantes étant venuës un peu trop tard n'ont pû être mises à leur place. Les Tables suppléeront à ce petit desordre.

LOüis par la Grace de Dieu, Roi de France & de Navarre, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, SALUT. Ayant lû & examiné le Traité fait & signé à S. Germain en Laye le 23. d'Avril de l'année 1666. par le Sr. de Lionne, Conseiller en tous nos Conseils, Secretaire & Ministre d'Etat, en nôtre nom, & en vertu du Plein-pouvoir que nous lui avons donné, & par le Sr. Comte Guillaume de Furstemberg, au nom & muni aussi d'un pareil Plein-pouvoir de nôtre trés-cher & bien amé Frere l'Electeur de Cologne, duquel Traité la teneur s'ensuit.

COmme sa Majesté Trés-Chrétienne a jusques ici témoigné dans toutes les occasions qui s'en sont presentées combien elle avoit à cœur, l'exacte observation du Traité de Munster & le repos de l'Empire, elle a fait remontrer plusieurs fois par des raisons tout vives & pressantes, à Messieurs les Electeurs de Mayence, & de Cologne, & à Monsieur le Duc de Neubourg, qu'il feroit tout à fait impossible que l'un & l'autre ne vint à s'alterer, si en cas de rupture entre la France & l'Espagne, les Electeurs Princes de l'Empire, & nommément ceux qui ont des Etats situez sur le Rhin, accorderoient à l'Empereur, ou à quelque autre Prince ou Potentat, tel que ce puisse être au prejudice de la France, des Quartiers & des Passages dans leurs Etats contre les Constitutions de l'Empire, & l'Instrument de la Paix, & comme d'ailleurs lesdits Seigneurs Electeurs & Duc, & sur tout Monsieur l'Electeur de Cologne s'est trouvé obligé non seulement de faire des plaintes à sadite Majesté, des desordres & grands dommages que la marche de son Armée par le Païs de Liege avoit causé à ses Sujets dudit Païs, mais que même il a reconnu avec un trés-sensible déplaisir que le passage des Troupes qu'il a accordé à quelques Princes, tant Allemands qu'Etrangers, ont été jusques à present la seule cause qui a empéché que ses Etats & Sujets n'ont pû entierement joüir des fruits que la Paix de Munster leur devoit avoir procuré, en consideration dequoi, sa Majesté & ledit Seigneur Electeur, lequel se fait aussi fort sur ce sujet de Monsieur l'Electeur de Mayence, & de Monsieur le Duc de Neubourg ont jugé non moins du bien public, & de celui de l'Empire que de leur intérêt particulier, de convenir là-dessus de quelque Traité, sur quoi le Sr. de Lionne, muni d'un Plein-pouvoir de sadite Majesté, ayant eu plusieurs Conferences avec le Comte Guillaume de Furstemberg, muni aussi d'un pareil Plein-pouvoir dudit Seigneur Electeur, ils sont enfin convenus du present Traité.

Premierement sa Majesté promet & engage sa foi & parole de Roi, audit Sieur Electeur, & aux autres Princes qui pourront s'unir à lui de ne leur demander à l'avenir aucun passage pour ses Troupes, dans leurs Etats, si ce n'est qu'elle se trouve obligée de le faire pour secourir & assister quelqu'un des Alliez du Rhin.

II. Et réciproquement ledit Seigneur Electeur pour prévenir tous les inconveniens qui pourroient arriver à ses Etats & Sujets, s'il ne se conservoit dans une parfaite Neutralité, ne se mêlant en aucune façon des Guerres étrangeres, & jugeant d'ailleurs que le maintien du Traité de Munster en toutes ses parties, est le veritable, & l'unique moyen de conserver le repos & la tranquillité dans sa Patrie, déclare non seulement qu'il observera ponctuellement le Traité de Munster en tous ses points, mais de plus, en vertu du present Traité, il promet & engage sa foi, & parole de Prince, qu'il

ANS de J. C. 1666.

n'accordera fous quelque prétexte que ce puisse être, aucunes levées, Quartiers, ni passages de Troupes, dans ses Etats à aucun Potentat ou Prince, soit de l'Empire ou Etranger, à moins qu'il ne se trouve obligé de le faire en vertu du Traité de Munster, ou d'une résolution positive & generale de tous les Etats de l'Empire, & que lesdits Passages se fassent exactement, selon les Constitutions dudit Empire, ou pour servir quelqu'un de ses Alliez compris dans la Confederation du Rhin.

III. Sa Majesté, pour donner de nouvelles marques de son estime, & de la bien-veillance, audit Seigneur Electeur, & pour lui fournir les moyens de subvenir aux frais de la levée de 4000. Fantassins, & de 2000. Chevaux, que ledit Seigneur Electeur a dessein de mettre sur pied, par dessus le nombre de gens de Guerre qu'il entretient actuellement dans son service, sa Majesté promet audit Seigneur Electeur, en foi & parole de Roi, qu'aussi-tôt qu'il s'allumera quelque Guerre dans son voisinage, soit entre les deux Couronnes, ou quelques autres Princes, & Potentats dedans ou dehors l'Empire, non-seulement elle lui fera compter quarante mille Ecus, pour ladite levée, mais meme quinze mille Ecus par mois, si en haine de ce Traité, ou sous quelque autre prétexte, il venoit à être attaqué, & contraint d'entrer en guerre pour sa défense, & non autrement.

IV. En cas que ledit Seigneur Electeur eut besoin, outre cette assistance en argent de quelques Troupes, sa Majesté promet aussi, & s'engage qu'à sa premiere requisition, elle lui envoiera sans aucun égard, soit de quelque autre Alliance, ou de ses propres affaires, tel nombre de Cavalerie & d'Infanterie, que ledit Seigneur Electeur jugera necessaire, pour être en état de repousser la force, & la violence qu'on lui voudroit faire, & cela aux frais & dépends de sa Majesté, sans que ledit Seigneur Electeur, ou ses Sujets en reçoivent aucun dommage & incommodité, avec cette restriction néanmoins, d'un côté que le nombre des Troupes que ledit Seigneur Electeur demandera à sa Majesté, ne pourra exceder celui de 5000. Fantassins, & de deux mil cinq cens Chevaux, & de l'autre qu'il sera libre & au choix de sa Majesté de donner lesdites Troupes, ou l'argent necessaire pour en faire la levée, lesquelles Troupes ledit Seigneur Electeur feroit en ce cas tenu de rendre complettes à sa Majesté, lors qu'il n'en auroit plus besoin.

Finalement, comme ledit Seigneur Electeur se rend fort, & asseure Sa Majesté, ainsi qu'il est dit ci dessus que Messieurs l'Electeur de Mayence & Duc de Neubourg ont les mêmes sentiments que lui, sur le sujet présent des passages, & qu'il ne doute pas que l'Evêque de Munster & quelques autres Princes d'Allemagne, ne se joignent aussi à eux, sadite Majesté déclare & promet, qu'en rapportant entre ci trois mois, à compter de la date du présent Traité leurs pouvoirs de faire pareil Traité avec elle; Sa Majesté leur accordera toutes les mesmes conditions, & que pour les levées, elle les fera payer auxdits Princes tant à proportion des Troupes qu'ils voudront lever, que de ce qu'elle a accordé audit Seigneur Electeur de Cologne.

Le présent Traité, dans lequel ledit Seigneur Electeur se reserve la foi qu'il doit à l'Empereur & à l'Empire durera jusques à l'année 1670.

Les Ratifications de ce Traité s'échangeront dans six semaines aprés la datte de la signature d'icelui, & afin qu'il ne puisse porter prejudice à aucune des parties il a été encore nommément convenu entre elles qu'il sera tenu dans le dernier secret. Fait à St. Germain en Laye le 3. d'Avril 1666. Signé,

(*L. S.*) *De Lionne.* (*L. S.*) *Le Comte Guillaume Egon de Furstemberg.*

Nous ayant bien agréable ledit Traité, l'avons en tous ses articles approuvé & ratifié, approuvons & ratifions, promettant en foi & parole de Roi d'accomplir & executer sincerement le susdit Traité sans jamais y contrevenir ni permettre qu'il y soit contrevenu pour quelque cause & pretexte que ce puisse être, en temoin dequoi nous avons signé les presentes de nôtre main & à icelles fait apposer le Seel de nôtre secret, fait à Fontainebleau le 7. jour du mois de Juin 1666. Signé, LOUIS, Et plus bas, par le Roi, DE LIONNE.

CCCIV.

ANS de J. C. 1671.

L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES UNIES.

Acte d'Alliance entre CHARLES II. *Roi d'Espagne & les* PROVINCES UNIES *des Pais-Bas, touchant un mutuel secours. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671.* Manuscrit.

I. NOus Don Manuel Francisco de Lira, Introducteur des Ambassadeurs en Espagne, & Envoyé extraordinaire du Roi, auprés des Seigneurs Etats generaux des Provinces Unies.

Comme ainsi soit, que lesdits Seigneurs Etats, ayent fait connoître par leurs deputez, qu'il desiroient sçavoir, ce qu'ils se pouvoient promettre de la Reine ma Maîtresse, en cas que le Roi Trés-Chrétien, vint à attaquer quelques terres, Villes ou places de la jurisdiction desdits Seigneurs Etats, ou dans lesquelles ils ont leur Garnison, de quoi ayant été rendu Comte à Sa Majesté, elle a trouvé bon, portée d'un zéle particulier pour la conservation du Corps Belgique, de nous faire déclarer & promettre (ainsi que nous déclarons, & promettons par cettes) que toutes & quantefois que lesdits Seigneurs Etats, seront attaquez par la France, directement ou indirectement és dites Terres, Villes, ou places, Sa Majesté les fera secourir (bien qu'elle ne s'y trouve obligée par aucun Traité) de toutes les Troupes, & de toutes les manieres qu'elle pourra; mais si pour raison de ces secours, Sa Majesté fut attaquée par le Roi Trés-Chrêtien, en quelqu'un de ses Etats, qu'en ce cas là, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de commun concert, en toutes les entreprises, qui seront jugées necessaires pour les assistances reciproques, & le bien de la cause commune, & de ce que dessus, nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté en bonne & deuë forme, dans l'espace de deux mois. Fait à la Haye le dix-septiéme du mois de Decembre 1671. Etoit Signé,

(*L. S.*) *D. Man. Francisco de Lira.*

II. Les soussignés Deputez des Hauts & Puissants Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies des Pays-Bas, ayant vû & meurement examiné la déclaration & promesse de secours faite, passée & signée ce jourd'hui par Monsieur Don Manuel Francisco de Lira, Envoyé Extraordinaire du Roi d'Espagne, au nom & de la part de Sa Majesté, & y voulant correspondre de même, ont declaré & promis, déclarent & promettent au nom & de la part de leurs Hautes Puissances qu'outre l'obligation qui est déja acquise à Sa Majesté par la Guarantie (qui demeure en son entiere force & vigueur) du Traité de Paix conclu entre les deux Couronnes à Aix-la-Chapelle le 2. de Mai 1668. promise par leurs Hautes Puissances, que toutes & quantes fois, que sadite Majesté sera attaquée par la France directement ou indirectement és Provinces, Terres, Villes ou places, qui appartiennent au susdit Roi d'Espagne, ou dans lesquelles Sa Majesté aura Garnison, leurs Hautes Puissances feront secourir Sa Majesté de toutes les Troupes & en toutes les manieres qu'elles pourront, mais si pour raison de ce secours leurs

ANS de J. C. 1672.

leurs Hautes Puissances fussent attaquées par le Roi Trés-Chrêtien en quelqu'une des Provinces, Villes & places qui leur appartiennent, ou dans lesquelles elles ont leur Garnison, on fera agir toutes les forces de part & d'autre de concert commun en toutes les entreprises qui seront jugées necessaires pour le secours reciproque & pour le bien de la cause commune, & se chargent lesdits sieurs députez de leurs Hautes Puissances par les presentes de fournir dans deux mois sur ce que dessus la Ratification de leurs Hautes Puissances en bonne & deüe forme. Fait à la Haye le 17. Decembre 1671. Etoit signé,

(*L. S.*) *J. van Gent.*	(*L. S.*) *D. van Wyngarden.*
(*L. S.*) *Johan de Witt.*	(*L. S.*) *Nic. Staefvemisse.*
(*L. S*) *G. V. Hoolck.*	(*L. S.*) *E. V. Bootsma.*
(*L. S.*) *H. ter Borch.*	(*L. S.*) *B. Gruys.*

CCCV.

ANS. de J. C. 1672. L'ESPAGNE, ET LES PROVINCES UNIES.

Acte entre CHARLES II. *Roi d'Espagne, & les* PROVINCES UNIES, *par lequel on s'engage reciproquement de ne point Traiter de Tréve avec la France que conjointement. A la Haye le 22. Fevrier 1672.* Manuscrit.

NOus Don Manuel Francisco de Lira Introducteur des Ambassadeurs en Espagne & Envoyé extraordinaire du Roi auprés des Seigneurs Etats Generaux des Provinces Unies.

Autant qu'il a plu à la Reine ma Maîtresse d'aprouver & ratifier l'Acte que nous avons signé le 17. de Decembre dernier, & que son accomplissement pourroit entraîner une guerre ouverte avec le Roi Trés-Chrêtien, nous avons pour liaison plus étroite & sureté plus grande desdits Seigneurs Etats declaré & promis, ainsi que nous déclarons & promettons par les presentes, qu'en cas d'une rupture formelle & commune avec la France, Sa Majesté ne fera aprés aucune suspension d'armes avec ledit Roi que conjointement & du consentement desdits Seigneurs Etats, mais le cas écheant que l'on vint à entrer en Negotiation soit pour traiter de Paix ou de Tréve de quelques Années, que Sa Majesté ne la commencera point sans la participation desdits Seigneurs Etats & sans leur procurer à même temps & aussi-tôt qu'elle même la faculté & sureté requise & necessaire pour envoyer leurs Ministres sur le lieu où on traitera, comme aussi sans donner successivement de temps en temps communication, de tout ce qui se passera en la dite negotiation, & ne passera Sa Majesté jusques à la conclusion de la dite Paix & Tréve sans y comprendre lesdits Seigneurs Etats & les faire remettre (s'ils le desirent ainsi) dans la possession des Pays, Terres, & places, & joüissance des droits & immunitez qu'ils tenoient, & dont ils joüissoient avant la guerre, & sans stipuler dudit Roi Trés-Chrêtien pour lesdits Seigneurs Etats les mêmes droits, immunitez, exemptions & autres Prerogatives que pour elle même, si ce n'est que Sa Majesté & lesdits Seigneurs Etats en convinssent autrement, & de ce que dessus nous nous chargeons d'obtenir la Ratification de Sa Majesté en bonne & deüe forme dans l'espace de deux mois. Fait à la Haye le vingt-deuxiéme Fevrier 1672. Signé,

(*L. S.*) *D. Man. Francisco de Lira.*

CCCVI.

ANS de J. C. 1699. L'EMPEREUR, D'ALLEMAGNE ET CELUI DES TURCS.

Traité de Paix entre LEOPOLD *Empereur d'Allemagne, &* MUSTAPHA II. *Empereur des Turcs. Fait à (a) Carlowits le 26. Janvier, 1699.* Feuille volante imprimée.

(a) C'est un petit lieu entre Peter-Waradin & Belgrade prés du Danube.

In Nomine Sanctissimæ & Individuæ Trinitatis.

AD perpetuam rei memoriam: Notum sit omnibus & singulis quorum interest: Postcaquam per sedecim hucusque annos sævum, exitiale & multa humani sanguinis effusione cruentum adeo Bellum cum plurimarum Provinciarum desolatione gestum esset inter Serenissimum & Potentissimum Principem & Dominum *Leopoldum* (plen. tit.) ab unâ: Et Serenissimum atque Potentissimum Principem & Dominum *Sultanum Mustaffa Han Ottomannorum* Imperatorem, ac Asiæ & Græciæ, ejusque gloriosos Prædecessores, ab alterâ parte; Miseriique tandem afflictæ subditorum sortis summe dicti ambo Potentissimi Imperatores finem tantis in perniciem generis humani in dies augescentibus malis ponere, serio in animum induxissent, factum Divinâ bonitate esse, ut annitentibus & conciliantibus Serenissimo & Potentissimo Principe & Domino *Gulielmo III.*, Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, uti & Celsis ac Præpotentibus Dominis Ordinibus unitarum Belgii Provinciarum, solennes eâ de causa Tractatus Carlovicii in Sirmio, prope confinia utriusque Imperii instituti & ad finem perducti fuerint. Comparentes quippe dicto loco utrimque legitime constituti Legati Plenipotentiarii: Nomine quidem Sacræ Cæsareæ & Romanorum Imperatoriæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus Wolfgangus, Sacri Romani Imperii Comes ab Ottingen, Sacræ Cæsareæ Majestatis Cubicularius, Consiliarius intimus & Consilii Imperialis aulici Præses, & Dominus *Leopoldus Schlik*, Sacri Romani Imperii Comes in Passaum & Weiskirchen, ejusdem Sacræ Cæsareæ Majestatis Cubicularius, Generalis Vigiliarum Præfectus & Legionis desultoriorum Equitum Tribunus, Ambo ad Tractatus hocce Pacis cum Portâ Ottomannicâ deputati Legati Extraordinarii & Plenipotentiarii: Nomine vero Imperialis Ottomannicæ Majestatis Illustrissimi & Excellentissimi Domini, Dominus *Mehemmet Effendi*, supremus Imperii Ottomannici Cancellarius, & Dominus *Alexander Maurocordato*, ex Nobili Stirpe de Scarlatti, intimus jam dicti Imperii Consiliarius & Secretarius, interventu & operâ Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini *Gulielmi Paget*, Baronis de Beaudesert, Serenissimi Magnæ Britanniæ Regis, & Domini *Jacobi Colyer*, Celsorum & Præpotentium Generalium Fœderati Belgii Ordinum, amborum apud Excelsam Portam Ottomanicam Oratorum & ad restabiliendam Pacem Universalem Legatorum Plenipotentiariorum, qui munere Mediatorio integre, sedulo & prudenter perfuncti sunt, post invocatam æterni numinis opem & commutatas rite Mandatorum tabulas, ad Divini Nominis gloriam & utriusque Imperii salutem in sequentes viginti mutuas Pacis & concordiæ leges convenerunt.

I. Regio Transylvaniæ, quemadmodum de præsenti est in possessione & potestate Cæsareæ Majestatis, ita maneat in ejusdem Dominio: Et à Podoliæ confinio usque ad extremum Valachiæ confinium suis montibus, qui antiqui fuerunt limites inter præsens Bellum inter Transylvaniam, ex una parte, & Moldaviam atque Valachiam, ex alia parte, atque à confinio Valachiæ usque ad flumen Marusium, pariter suis Montibus, qui antiqui fuerunt Limites, circumscribatur,

ANS de J.C. 1699.

tur, & sic utrimque observatis antiquis limitibus, nec ultra nec citra ab utroque Imperio fieri possit extensio.

II. Provincia subjecta Arci Temisvenensi cum omnibus suis districtibus & interfluentibus Fluviis maneat in possessione & potestate Excelsi Imperii Ottomannici. Atque à parte Transylvaniæ fines ejus sint ab extremo confinio Vallachiæ usque ad Fluvium Marusium in superiori Articulo constituti Transylvaniæ antiqui Limites. Tum à parte Marusii usque ad Fluvium Tibiscum citerioribus ripis ejusdem Marusii, & à parte Tibisci usque ad Danubium citerioribus ripis Fluvii Tibisci fines ejus limitentur; quæ vero intra prædictos limites sita sunt loca, nempe Caransebes, Lugas, Lippa, Csanad, Kiscanisia, Betsche, Betskerck & Sablia citerius, & intra præconstitutos ante præsens Bellum Limites antiquos Transylvaniæ, ac secundum prædeclaratam rationem intra ripas Fluminum Marusii & Tibisci in Temisvariensibus territoriis qualiscunque alius similis locus reperiatur, eà conditione destruantur per Cæsareos, ut vi pactorum amplius reædificari non possint. Et prædicta Regio Temisvariensis omnino libera relinquatur; & imposterum neque in dictis hisce locis, neque prope ripas Fluviorum Marusii atque Tibisci alia vel majora vel minora loca, quæ possint speciem Fortificationis exhibere, exstruantur.

Fluviorum Marusii ac Tibisci inter Provinciam Temisvariensem, & Provincias Cæsareæ potestati & possessioni subjectas, usus sit communis subditis utriusque Imperii, tum ad potum pecorum omnis generis, tum ad piscationem & alias commoditates subditis perquam necessarias.

Cum vero onerariæ Naves à partibus superioribus subjectis Cæsareo Dominio, tum per Marusium Fluvium in Tibiscum, tum per Tibiscum in Danubium, sive ascendendo, sive descendendo ultro citroque meantes nullo obice præpediri debeant.

Navigatio Navium Germanicarum aut aliorum subditorum Cæsareorum nullo modo possit in cursu suo ultro citroque incommodari, sed libere atque commodissime fiat ubique in prædictis duobus Fluviis; & siquidem reciprocæ amicitiæ & mutuæ benevolentiæ convenientia id etiam requirat, ut subditi Imperiali Ottomannicæ potestati subjecti possint usus prædictorum Fluviorum esse participes, sine impedimento Navibus Piscatoriis etiam ac cymbis utantur. Molendinariæ autem Naves in locis tantum quibus Navigationi ulterius nempe Cæsarei Dominii nullatenus impedimento esse possint, communicatione Gubernatorum utriusque Dominii & consensu ponantur; quinimo, ne diversione aquarum in Marusio cursus Cæsarearum Navium incommodum aliquod patiatur, nullatenus permittetur, ut, sive Molendinorum, sive alia occasione ex Marusio aquæ aliò deriventur, seu diducantur.

Insulæ quæcunque in prædictis Fluviis, cum actu sint in potestate Cæsarea, maneant, uti possidentur; & subditi utriusque Dominii omnino pacifice atque tranquille vivant, severissimisque Edictis ab insolentia & contraventione pactorum contineantur.

III. Cum Regio inter Fluvios Tibiscum & Danubium vulgo dicta Batska sit in sola possessione & potestate Cæsareæ Majestatis, sic maneat deinceps etiam in præfata potestate & Dominio Cæsareo; neque Titelium magis, quam in præsenti est, fortificetur.

IV. Ab extrema ripa citeriore Tibisci opposita Titelianæ ripæ & Angulo Terræ ibidem per conjunctionem Tibisci & Danubii terminato, deducatur linea recta usque in ripam Danubii. Item è Regione citeriori ripæ Tibuscanæ sitam, & ulterius protrahatur pariter recta ad Moravizii ripam citeriorem amnis Bossut; & inde ad locum usque ubi prædictus amnis Bossut principali alveo in Savum elabitur; & Moravizio sine ulla Fortificatione relicto, & structisque tantum in opposita utrimque ripa apertis pagis separentur, per prædictam lineam firmatam atque distinctam sive fossis, sive lapidibus, sive palis, sive alia ratione Imperia, sequenti modo.

Regio versus Belgradinum intra modo dictos limites permaneat sub sola potestate Potentissimi Ottomannorum Imperatoris.

Regio vero extra prædictam lineam sita maneat sub sola possessione & potestate Potentissimi Romanorum Imperatoris; & secundum prædictos limites pariter possideantur Fluvii, qui sunt in territoriis permanentibus in possessione utriusque partis.

V. Ab ostio amnis Bossut in Savum effluentis usque, item, in Savum elabentis Unna Fluvii ostium, Savi altera quidem pars pertinens ad ditionem Cæsaream possideatur ab ejus Majestate, altera vero pars possideatur ab Imperatore Ottomannorum.

Interfluens Fluvius Savus & Insulæ in hoc communi tractatu sitæ, sint communes, & usus tum ad Navigationem ultro citroque, tum ad alias Commoditates utriusque partis subditis pariter communis sit, utriusque religiose observantibus pacificum & imperturbatum ultro citroque Commercium.

Usque ad Unnam Fluvium Regio pertinens ad Dominium Imperialis Ottomannicæ Majestatis, quæ Bosniam spectat, citerioribus ripis Unnæ Fluvii definiatur atque terminetur, evacuatis Novi, Dubizza, Jessenovizza, Doboy & Brod, ex parte Bosnensi; & qualicunque alio simili loco in hoc tractu existente; & deductis inde præsidiis Cæsareis ista pars omnimodo libera relinquatur.

Castanoviz autem & Insulæ infra Terram Novi, versus Savum, cum ulterioribus ripis ejusdem Unnæ, cum sint & maneant in potestate Romanorum Imperatoris, prædictis limitibus hinc distinguantur.

Loca demum ultra Unnam longe à Savo sita & ab utraque parte præsidiis conservata atque possessa, cum Terris ante præsens bellum ad eadem spectantibus, maneant iterum in potestate utriusque possidentis partis, ea conditione, ut Commissarii utrimque mox deputandi, districtus atque Territoria singulatim deductis particularibus lineis separantes, per fossas, lapides, palos, aut alia quacunque ratione ad evitandam confusionem posita signa, segregent atque disjungant in partibus Croatiæ usque ad ultimum confinium & terminum locorum in utriusque Dominii possessione permansurorum.

Et ex utraque parte, si quis ausus fuerit alterare, mutare, evellere, tollere, aut quovis modo violare aliquod ex prædictis signis, ille per omnimodam inquisitionem deprehensus ad exemplum aliorum severissime puniatur.

Commissariis vero ad distinctionem & positionem limitum in isto confinio, quoad fieri poterit, quam celerrime deputandis, Regiis Edictis demandetur, ut ad tranquillitatem & securitatem subditorum utriusque Dominii sedulo animum adhibentes, sine controversie & sine quacunque particulari complacentia terras optime separent atque manifeste distinguant.

Cum sitæ in altera Savi parte (qua Dominium Imperiale Ottomannicum respicit) munimenti Brod Fortificationes, utpote recenter à Militiis Cæsareis factæ, tempore educendi præsidii Cæsarei everti debeant, locus autem ille sit commodissimus ad Mercaturam, poterit ibidem erigi cum honesto & commodo recincta Civitas, ita tamen, ut in arcis aut munimenti formam non redigatur.

VI. Definiti tandem per hosce Tractatus & subsecuta, ubi opus fuerit, locali Deputatorum Commissariorum separatione stabiliti, sive deinceps idoneo tempore per operam Commissariorum utrimque stabiliendi confiniorum limites sancte utrimque & religiose observentur, ita ut sub nulla ratione aut prætextu extendi, transferri, aut mutari possint; Neque liceat alicui paciscentium parti in alterius partis territorium ultra statutos semel terminos aut lineas quidquam juris aut potestatis prætendere aut exercere, aut alterius partis subditos sive ad deditionem, sive ad pendendum tributum qualecumque, sive præteritum, sive futurum,

ANS de J.C. 1699. rum, sive ad quamvis aliam humano ingenio excogitabilem exactionis aut vexationis speciem adigere aut molestare, sed omnis altercatio juste amoveatur.

VII. Licitum & liberum esto utrique partium pro confiniorum suorum securitate, quocunque meliori visum fuerit modo, arces, munimenta & loca per præsentes Tractatus pacifice possessa, quæcunque de facto extant, reparare, munire & fortificare, exceptis illis, de quibus utrimque nominatim superius cautum est.

Ad incolarum vero commodas habitationes in extremis confiniis apertos pagos ædificare, ubique sine impedimento, & sine exceptione utrique parti liceat; dummodo sub hoc prætextu nova fortalitia non erigantur

VIII. Incursiones hostiles & occupationes, omnesque insultus, clam aut ex improviso facti, devastationes & depopulationes territorii utriusque Dominii omnino & severissimis mandatis prohibitæ sint ac illicitæ; Transgressores vero articuli hujus, ubicunque deprehensi, statim incarcerentur, & per Jurisdictionem loci, ubi captivati fuerint, pro merito puniantur absque ulla remissione, & rapta quæcunque sunt, diligentissime perquisita & adinventa, cum omni æquitate Dominis suis restituantur. Capitanei quoque ipsimet, Commendantes & Præfecti utriusque partis ad justitiam nulla admissa incuria integerrime administrandam, sub amissione officii non solum, sed etiam vitæ & honoris adstricti sint atque obligati.

IX. Maneat porro eoam illicitum futuris quoque temporibus receptaculum vel fomentum dare malis hominibus, Rebellibus subditis, aut male contentis, sed ejusmodi homines & omnes prædones, raptores, etiamsi alterius partis subditi sint, quos in ditione sua deprehenderint, merito supplicio afficere utraque pars adstricta sit; qui, si deprehendi nequeant, Capitaneis aut præfectis eorum, sicubi eos latitare compertum fuerit, iodicentur, iisque illos puniendi mandatum habeant; quod, si nec hi officio suo in punitione talium sceleratorum satisfecerint, indignationem Imperatoris sui incurrant, aut officiis exuantur, aut ipsimet pœnas pro reis luant; quoque magis nefariorum hujusmodi petulantiis cautum sit, neutri partium liceat intertenere & alere Haydones, quos liberos ouncupant Plagiarios, Pribeck dictos, atque id genus facinorosorum hominum, qui non sunt alterutrius Principis stipendio conducti, sed rapto vivunt, tamque ii, quam qui eos aluerint, pro demerito puniantur; talesque nefarii, etiamsi consuetæ vitæ emendationem præ se ferant, nullam fidem mereantur, nec prope confinia tolerentur, sed ad alia remotiora loca transferantur.

X. Cum tempore præsentis hujus belli plures ex Hungaris & Transylvanis à subjectione suæ Cæsareæ Majestatis secedentes ad confinia Excelsi Imperii sese receperint, atque hac in parte etiam conclusæ per Inducias inter utrumque Imperium almæ huic Paci, debitis modis, in futuram securitatem providendum sit, de prædictis ita pactum est, ut in ditionibus antenominati Excelsi Imperii ad libitum possint locari & accommodari.

Ne tamen aliquo modo confiniorum tranquillitas & subditorum quies perturbari queat, loca ubi prædicti collocabuntur, remota sint ab omnibus limitaneis & confiniariis partibus; & uxoribus illorum dabitur facultas sequendi maritos suos, iisque in Imperatorio assignato ad hoc districtu cohabitandi.

Cumque imposterum inter reliquos subditos Potentissimi Ottomannorum Imperatoris annumerandi veniant; non liceat illis à subjectione ejusdem amplius recedere; & si qui recesserint, atque ad Patriam iterum reverti voluerint, in numero & conditione malevolorum recenseantur, neque illis à Cæsareis fomentum aut receptaculum præbeatur, quin imo deprehensi Ottomannicis confiniorum Gubernatoribus extradantur; quo magis utrimque securitati Pacis prospiciatur.

XI. Ad tollendas penitus quascunque in confiniis super aliquo articulorum Armistitii hujus, aut quavis de re imposterum enascentes controversias, differentias, aut discordias, ubi prompto & maturo remedio opus sit, ordinentur utrimque in confiniis primo quoque tempore electi pari numero Commissarii, viri neutiquam avidi, sed graves, probi, prudentes, experti atque pacifici; hique loco opportuno convenientes sine Exercitu cum æquali pacificatum Personarum Comitiva omnes & singulas hujusmodi controversias emergentes audiant, cognoscant, decidant, & amicabiliter componant, talem denique ordinem & modum constituant, quo utraque pars suos homines, & subditos citra omnem tergiversationem, vel prætextum gravissimis pœnis ad sinceram ac firmam pacis observantiam compellat; quod si vero Negotia tanti momenti occurrerent, quæ per Commissarios utriusque partis componi, & expediri non possent, tunc ad ambos Potentissimos Imperatores remittantur, ut ipsi complanandis iisdem, sedandis & extinguendis modum & rationem invenire, & adhibere valeant, ita ut tales controversiæ, quam fieri poterit, intra brevissimum temporis spatium componantur, nec earum resolutio ulla ratione negligatur aut protrahatur.

ANS de J.C 1699.

Cumque præterea in antecedentibus Sacris Capitulationibus duella & mutuæ ad certamen provocationes fuerint vetitæ, imposterum etiam sint illicitæ, & si qui ad singulare certamen venire ausi fuerint, in illos ut transgressores gravissime animadvertatur.

XII. Captivi tempore præsentis belli ex utraque parte in captivitatem abacti, & in publicis carceribus adhuc superstites, cum occasione istius almæ pacis eliberationem tandem aliquando merito sperent, nec possint sine læsione pietatis Imperatoriæ & laudatæ consuetudinis in eadem captivitatis miseria & calamitate relinqui: Usitatis ab antiquo, vel honestioribus adhuc rationibus per commutationem in libertatem asserantur, & si plures aut melioris conditionis in una, quam in altera parte invenirentur, pro reliquorum etiam eliberatione, quando solennes Legati instantias afferent, gratiosa & huic almæ paci conveniens utriusque Imperatoris pietas nequaquam denegetur.

Cæteris vero, qui in privatorum potestate sunt, vel apud ipsos Tartaros, licitum sit eliberationem suam honesto, & quam fieri poterit mediocri lucro procurare; quod si cum captivi Domino honesta accommodatio fieri non poterit, Judicea locorum litem omnem per compositionem dirimant. Sin autem prædictis viis id etiam confici haud posset, Captivi pretiis eorum sive per testimonia sive per juramenta probatis atque solutis eliberentur. Nec possint Domini aviditate majoris lucri sese redemtioni eorundem opponere, & quandoquidem à parte Excelsi Imperii Ottomannici homines non emitterentur, qui taliter eliberandis captivis operam adhibeant, spectabit ad probitatem Cæsareorum Præfectorum, ut ad dimittendum Ottomannos captivos, quo empti sunt pretio sincere liquidato, Dominos illorum adstringant, atque ita Sanctum hoc opus pari utrimque pietate promoveatur.

Quousque demum captivi utrimque prædicta ratione eliberentur, legati Plenipotentiarii ex utraque parte officia sua adhibebunt, ut interea miseri Captivi benigne tractentur.

XIII. Pro Religiosis ac Religionis Christianæ Exercitio juxta ritum Romano-Catholicæ Ecclesiæ quæcunque præcedentes Gloriosissimi Ottomannorum Imperatores in Regnis suis, sive per antecedentes Sacras Capitulationes, sive per signa Imperialia, sive per Edicta & Mandata specialia favorabiliter concesserunt, ea omnia Serenissimus & Potentissimus Ottomanorum Imperator imposterum etiam observanda confirmabit, ita ut Ecclesias suas præfati Religiosi reparare atque resarcire possint, functiones suas ab antiquo consuetas

ANS de J. C. 1699.

exercesnt. Et nemini permissum sit contra Sacras Capitulationes & contra leges Divinas aliquo genere molestiæ aut pecuniariæ petitionis eosdem Religiosos cujuscunque ordinis & conditionis afficere, sed consueta Imperatoria pietate gaudeant & fruantur.

Præterea Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris solenni ad fulgidam Portam Legato licitum sit commissa sibi circa Religionem & loca Christianæ visitationis in Sancta Civitate Jerusalem existentia exponere, atque instantias suas ad Imperiale Solium afferre.

XIV. Commercia juxta antecedentes etiam Sacras Capitulationes libera sint utriusque partis subditis, in omnibus Imperiorum Regnis & ditionibus, ut autem utrique parti utili ratione & sine fraude & dolo peragantur, inter Deputatos Commissarios rem Mercatoriam bene intelligentes tempore solennium utrimque legationum contractabitur, & sicuti cum aliis Excelsi Imperii amicis Nationibus observatum est, ita etiam subditi cujuscunque Nationis Cæsareæ Majestatis, securitate & utilitate Commerciorum in Regnis Excelsi Imperii idoneis modis & usitatis Privilegiis gaudebunt ac perfruentur.

XV. Quæcunque conditiones in antiquis Sacris Capitulationibus expressæ sunt, nec prædictis punctis hoc Tractatu stipulatis, aut liberrimo cujusque possidentium Dominio & usui ejusdem adversantur, aut præjudicant, posthac etiam colantur Sancte, & observentur, cassatis & annullatis iis, quæ supradictis quocunque modo repugnant.

XVI. Ut quoque tanto magis Armistitium hoc bonaque inter ambos Potentissimos Imperatores amicitia firmetur ac coalescat, mittentur solennes utrimque Legati ex æquo usitatis Ceremonialibus ab introitu in confinia usque ad reditum in locum secundæ permutationis excipiendi, honorandi, tractandi atque prosequendi, qui in signum amicitiæ spontaneum munus, conveniens tamen & utriusque Imperatoris Dignitati consentaneum afferent; Et prima æstate in mense Junio iter prævia mutua correspondentia, uno eodemque tempore, suscipientes in Sirmiensi confinio, more jam pridem inter utrumque Imperium observato, permutabuntur.

Solennibus porro Legatis in Imperatoriis aulis, quidquid libuerit petere liceat ac permittatur.

XVII. Regula & norma Curialium in recipiendis receptisque pariter honorandis & tractandis Ministris ultro citroque commeantibus & commorantibus juxta usitatam prioribus etiam temporibus modalitatem deinceps ab utrimque cum æquali decore secundum distinctum Caracteria missorum prærogativam observetur.

Legatis Cæsareis & Residentibus & quibusvis eorundem hominibus pro suo arbitrio, quibuscunque placuerit vestibus uti licitum sit, neve quisquam impedimento esse possit.

Ministri porro Cæsarei, sive Oratoris, sive Ablegati, sive Residentis, sive Agentis munere fungantur, quibus reliquorum Principum fulgidæ Portæ amicorum Legati & Agentes Immunitatibus & privilegiis perfruuntur, eadem libertate imo ad distinguendam Cæsareæ Dignitatis prærogativam usitatis melioribus modis fruantur, habeantque liberam potestatem conducendi Interpretes.

Cursores etiam & alii eorum homines Vienna ad fulgidam Portam, atque iterum redeuntes, & ultro citroque venientes salvo passu tuto & secure permeent, atque ut commode iter suum perficiant, omni favore coadjuventur.

XVIII. Pax ista quamvis secundum propositas conditiones conclusa tum demum integrum omni ex parte robur obligationis & debitæ observantiæ vinculum accipiet & inducet, cum omnia ac singula, quæ de confiniis supra recensito modo ultro citroque promissa & acceptata sunt, tam de distinctionibus limitum, quam de evacuationibus & demolitionibus plenarie in effectum & executionem deducta fuerint, ita ut absoluta designatione limitum in unoquoque confinio statim subsequatur demolitio aut evacuatio, quod ut quam celerrime succedat, designentur ad limites & terminos confiniorum ponendos & distinguendos ex utraque parte Commissarii, qui die æquinoctii scilicet vigesima secunda mensis Martii, aut duodecima secundum veterem stylum anni millesimi sexcentesimi nonagesimi noni in locis inter Commissarios consensu Gubernatorum utriusque confinii determinandis mediocri & pacifico comitatu conveniant, atque intra spatium duorum mensium, si possibile sit, aut etiam citius, ubi fieri poterit, confinia limitibus & terminis manifestis per superiores articulos constitutis distinguant, separent, determinent & statuta inter Legatos Plenipotentiarios utriusque Imperii accuratissime & citissime exequantur.

XIX. Has vero conditiones & articulos ad formam hic mutuo placitam a Majestatibus utriusque Imperatoris ratihabitum iri, atque ut solennia Ratificationis Diplomata intra spatium triginta dierum a die subscriptionis, vel citius in confiniis per Illustrissimos & Excellentissimos Legatos Plenipotentiarios Mediatores reciproce recteque commutentur, Legati Plenipotentiarii utriusque Imperii sese infallibiter præstituros obligant atque compromittunt.

XX. Duret Armistitium hocce & extendatur favente Deo ad viginti quinque annos continue sequentes a die, qua ejusdem subscriptio facta fuerit, quo annorum numero elapso, vel etiam medio tempore priusquam elabatur, liberum esto utrique partium si ita placuerit pacem hanc ad plures adhuc annos prorogare.

Itaque mutuo & libero consensu quæcunque stabilita sunt pacta inter Majestatem Serenissimi & Potentissimi Romanorum Imperatoris, & Majestatem Serenissimi & Potentissimi Ottomannorum Imperatoris & hæredes eorundem imperia quoque & Regna ipsorum, Terra item Marique sitas Regiones, Civitates, Urbes, Subditos & Clientes observentur sancte, Religiose ac inviolabiliter.

Et demandetur serio omnibus utriusque partis Gubernatoribus, Præfectis, Ducibus Exercituum, atque Militis & quibusvis in eorundem clientela, obedientia & subjectione existentibus, ut illis quoque prædeclaratis conditionibus, clausulis, pactis & articulis sese adæquate conformantes, omnibus modis caveant, ne contra pacem & amicitiam hanc sub quocunque nomine aut prætextu sa invicem offendant aut damnificent, sed quolibet prorsus inimicitiæ genere abstinendo bonam colant vicinitatem, certo scientes, quod si eatenus admoniti morem non gesserint, severissimis in se pœnis animadvertendum fore.

Ipse quoque Crimensis Chanus & omnes Tartarorum gentes quovis nomine vocitatæ ad pacis hujus & bonæ vicinitatis & reconciliationis jura rite observanda adstricti sint, nec iidem contravenienda hostilitates qualescunque exerceant erga quasvis Cæsareas Provincias earumque subditos aut clientes. Porro sive ex aliis Exercituum generibus, sive ex Nationibus Tartarorum, si quis contra sacras Imperatorias hasce Capitulationes, & contra Pacta & articulos earum quidpiam ausus fuerit, is pœnis rigorosissimis coerceatur.

Incipiat vero dicta modo Pax, quies & securitas subditorum utriusque Imperii a supra fata die subscriptionis, & cessent exinde atque sustollantur omnes utrimque inimicitiæ, & subditi utriusque partis securitate & tranquillitate fruantur. Eoque fine & quo magis per summam curam ac sedulitatem hostilitates inhiberi possint; transmittantur quam celerrime Mandata & Edicta publicandæ pacis ad omnes confiniorum Præfectos; Cumque spatium aliquod temporis requiratur, intra quod officiales in remotioribus præsertim confiniis istam conclusæ pacis notitiam obtinere valeant,

sta-

ANS de J. C. 1699.

ſtatuuntur viginti dies pro termino, poſt quem, ſi quis hoſtile quidpiam alterutra ex parte admittere præſumpſerit, pœnis ſuperius declaratis irremiſſibiliter ſubjaceat.

Ut demum conditiones Pacis viginti hiſce articulis concluſæ, utrimque acceptatæ & debito ſummoque cum reſpectu inviolatæ obſerventur, ſiquidem Domini Plenipotentiarii Ottomannici vi conceſſæ iiſdem facultatis Imperatoriæ Inſtrumentum Turcico ſermone exaratum & ſubſcriptum legitimum & validum Nobis exhibuerint: Nos quoque vi Mandati & Plenipotentiæ Noſtræ propriis manibus & propriis Sigillis ſubſcriptas haſce pactorum literas in Latino idiomate tanquam legitimum & validum viciſſim Inſtrumentum extradidimus. Acta hæc ſunt in Congreſſu Carlovizii in Sirmio ſub tentoriis celebrato die vigeſima ſexta menſis Januarii anno Domini milleſimo ſexcenteſimo nonageſimo nono.

Wolfgangus Comes ab Ottingen. (L. S.)
Leopoldus Comes Schlik. (L. S.)

LEOPOLDUS *Divina favente clementia electus Romanorum Imperator ſemper Auguſtus, ac Germaniæ, Hungariæ, Bohemiæ, Dalmatiæ, Croatiæ, Slavoniæ, &c. Rex, Archidux Auſtriæ, Dux Burgundiæ, Brabantiæ, Styriæ, Carinthiæ, Carniolæ, &c. Marchio Moraviæ, Dux Lucemburgiæ, ac ſuperioris & inferioris Sileſiæ, Wirtenbergæ & Teckæ, Princeps Sueviæ, Comes Habspurgi, Tyrolis, Kyburgi & Goritiæ, Landgravius Alſatiæ, Marchio Sacri Romani Imperii, Burgoviæ, ac ſuperioris & inferioris Luſatiæ, Dominus Marchiæ Slavonicæ, Portus Naonis & Salinarum, &c. Notum teſtatumque facimus tenore præſentium univerſis: Quod cum ad Tractatus Pacis Nos inter Noſtroſque Fœderatos, ex una: Et Excelſam Portam Ottomanicam, ex altera partibus, conciliandæ per Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, Ordinumque Generalium Fœderati Belgii Legatos, Mediationis cauſa in Turcia exiſtentes, via patefacta ſit, nos pro eo ac negotium tam ſalutare noſtra ex parte promovere cupimus, Illuſtri & Magnifico fideli Nobis dilecto Franciſco Udalrico, Comiti Khinsky, aurei Velleris Equiti, Conſiliario Noſtro intimo, Camerario, & ſupremo Regni Noſtri Bohemiæ Cancellario, plenam & amplam facultatem & poteſtatem dederimus & conceſſerimus, prout hiſce animo bene deliberato damus & concedimus ad ſubſcribendam & Sigillo ſuo muniendum declarationem, cui & Inclytæ Reipublicæ Venetæ in Aula Noſtra Legatus, ad hunc actum ſpeciali Mandato conſtitutus, chyrographum appoſuit, & Sigillum ſuum impreſſit, quaque dictis Legatis Mediatoriis datur poteſtas declarandi pro accepto & ſtabilito Noſtro & prædictæ Reipublicæ Venetæ nomine cum Turcis fundamento Univerſalis pacti ſeu regulæ: Uti poſſidetis: Ejuſdemque pro Fœderatis Noſtris ſcilicet Sereniſſimis & Rege & Republica Poloniæ: Nec non Tzaro & Magno Duce Moſcoviæ ulterius ſtipulanda, eo fine & adjecta conditione, ut ſimul eodemque paſſu ſimilem declarationem acceptati fundamenti prædicti: Uti poſſedetis: Pro Nobis, Noſtriſque Fœderatis, Porta Ottomanna pro ſua parte faciat, & tradito pariter per Plenipotentiarios ſuos ſimili Declarationis inſtrumento, quamprimum loco deſtinato ad Congreſſum procedatur, in quo ſub auſpiciis recepta Mediationis ejuſque Legatorum Officiis per Plenipotentiarios partium belligerantium ſufficientibus Mandatis ab utrinque inſtructos de omnium & ſingulorum Fœderatorum rationibus ſeu intereſſe, ut vocant, agatur tractetúrque. Promittentes in verbo Noſtro Imperatorio & Regio, quod quicquid declaratione iſta per prædictum Plenipotentiarium Noſtrum obſignata continetur, id omne ratum firmumque habere velimus & debeamus. Harum vigore literarum manu Noſtra ſubſcriptarum & Sigilli Noſtri Cæſarei appreſſione munitarum. Quæ dabantur in Civitate Noſtra Vienna die vigeſima tertia Junii, Anno milleſimo ſexcenteſimo nonageſimo octavo, Regnorum Noſtrorum Romani quadrageſimo, Hungarici quadrageſimo tertio, Bohemici vero quadrageſimo ſecundo.*

ANS de J. C. 1699.

LEOPOLDUS.
(L. S.)

D. A. C. à Kaunitz.

Ad Mandatum Sacræ Cæſ. Maj. Proprium,

Lutzo Dolberg.

Ratificatio Cæſarea.

LEOPOLDUS Dei Gratiâ Romanorum Imperator electus, ſemper Auguſtus, (tit. plen.)

Recognoſcimus, & memoriæ commendamus tenore præſentium, quibus expedit, univerſis pro Nobis Hæredibus, ac Succeſſoribus noſtris; Quòd cùm, Deo ità diſponente, inter Nos, ab una & Sereniſſimum ac Potentiſſimum Principem Dominum Sultanum, Muſtafa Han Imperatorem Ottomannorum, ac Aſiæ & Græciæ, ab altera parte: interventu & opera Mediatoriâ Sereniſſimi & Potentiſſimi Magnæ Britanniæ Regis, uti & Celſorum ac Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum, poſt colloquia Carlovitzii in Syrmio prope confinio utriuſque Imperii eum in finem inſtituta per Legatos noſtros Extraordinarios & Plenipotentiarios cum idoneis mandatis & facultatibus ad id utrimque deputatos inita ſit, facta & concluſa Pax in viginti quinque annos proximos, his quæ ſequuntur conditionibus.

Fiat inſertio.

Nos volentes iis, quæ nobis vi recenſitorum modó articulorum hoc loci incumbunt, eadem integritate, qua ad hoſce tractatus acceſſimus, ſatisfacere, prænotatas conditiones, atque articulos, prout ſuperius deſcripti, & de verbo ad verbum inſerti habentur, pro noſtra parte, ex certa noſtra ſcientia, animo bene deliberato, & omni meliori modo & formâ, quibus potuimus & debuimus, approbavimus, ratificavimus, & corroboravimus, prout vigore præſentium approbamus, ratificamus & corroboramus, promittentes in verbo & fide Imperatoris pro nobis ac hæredibus, & ſucceſſoribus noſtris, quòd illa omnia & ſingula ſincerè, ſanctè & inviolabiliter tenebimus, obſervabimus, adimplebimus, quamdiù ab altera parte Paci adverſantes actiones, & motus non promanaverint, quod per ſupradictos Hæredes & ſucceſſores noſtros eodem planè pacto obſervari, adimpleri debere volumus, atque decrevimus, ac tam nos ipſos, quam eos, ad id quàm efficaciſſimè obligamus, & obligatos & adſtrictos reddimus, omni dolo, ac fraude poſtpoſitis, ac ſemotis: Harum teſtimonio litterarum manu Noſtra ſubſcriptarum, & Sigilli noſtri Cæſarei appenſione munitarum. Datum &c.

CCCVII.

ANS de J. C. 1699.

La Pologne et la Turquie.

Traité de Paix entre AUGUSTE II. *Roi de Pologne &* MUSTAPHA II. *Empereur des Turcs. Fait à Carlowits le 26. Janvier,* 1699. Feuille volonte Imprimée.

In Nomine Sanctiſſimæ & individuæ Trinitatis.

AD perpetuam rei memoriam, omnibus & ſingulis, quorum intereſt, notum ſit, quandoquidem inter Regnum Polonicum & Excelſum Imperium intercedens diuturnum diſſidium Sereniſſimo & Potentiſſimo

Magnæ

ANS de J. C. 1699.

Magnæ Britanniæ & Franciæ & Hiberniæ Rege, Wilhelmo Tertio, & Celsis & Præpotentibus Dominis Generalibus Fœderati Belgii Ordinibus, sistendi humani sanguinis, & reducendæ reciprocæ quietis desiderio, ad procurandos hujus almæ Pacis Tractatus mediationem suam interponentibus, atque officia & conditiones ejusdem mediationis diligenti opera & studio explentibus, Excellentissimis Dominis ad Fulgidam Portam Legatis Plenipotentiariis, Vilhelmo Domino Paget, Barone de Beaudesert, in Comitatu Stadfordiensi, ejusque Comitatus Regis locum tenente, ex parte Majestatis Britannicæ, & Domino Jacobo Coljer, ex parte Celsorum & Præpotentium Dominorum Generalium Fœderati Belgii Ordinum, favente Deo, reciproca utrinque inclinatione, atque propensione sopiri & penitus extingui placuerit, atque Carlovici, ad Confinia Syrmii, ubi congressus Legatorum Plenipotentiariorum ex inclytæ Mediationis dispositione institutus fuerat, initis Tractatibus de Pacis Articulis cum Illustrissimo & Excellentissimo Domino Mechmet Effendi, Magno Cancellario Excelsi Imperii, & Illustrissimo & Excellentissimo Domino Alexandro Maurocordato, de Nobili Stirpe Scharlati, ab intimis Secretis ejusdem Excelsi Imperii, ad tractandam Pacem Legatis Plenipotentiariis, post aliquot sessiones, tandem, annuente Divina Clementia, negotium hoc almæ Pacis feliciter in mutuas Leges coaluerit. Itaque integerrima iterum Amicitia & Pax inter Serenissimum & Potentissimum Musulmanorum Imperatorem Soltanum, Filium Soltani Mechmeti, Soltanum Mustafa, & Serenissimum ac Potentissimum Regem Augustum Secundum, Dominum meum Clementissimum, & Rempublicam Poloniarum, super undecim mutuo consensu compositis hisce Articulis perpetuo religiose inter utrumque Dominium observanda, perfecta, conclusa, restituta & renovata est. Qui Articuli subinde sigillatim describuntur.

I. Cum Excelso perpetuitati subnixo Imperio, multo abhinc tempore intercedente ope & favore Dei Altissimi sublata hostilitate conciliationi & bonæ Vicinitati congrua cum sinceritate antiqua Amicitia iterum coalescente, ni hostilitates utrinque amoveantur, & Subditi pristina securitate, quiete ac tranquillitate fruantur ac stabiliantur, & Confinia Provinciarum subditarum Poloniæ à Confiniis Imperialibus, tum Moldaviæ, tum aliorum Districtuum subjectorum Excelso Imperio, antiquis Limitibus separentur ac distinguantur, neve utrinque aut prætensio aut extensio deinceps fiat, sed Limites antiqui sine mutatione & perturbatione tanquam sacri religiose observentur atque colantur.

II. Quæcunque, sive Munimenta, sive Loca, vel majora vel minora, intra veteres Moldaviæ Limites, ante penultimum Bellum existentes, sita atque hucusque detenta sunt, à Polonis eductis atque extractis inde Polonicis Militiis evacuentur, & Moldaviæ Provincia maneat ex integro libera, ante postremum in quo erat, pacifico statu sit.

III. Intra veteres quoque ante postrema duo Bella versus Poloniæ Limites situm Camenici Fortalitium, eductis inde Musulmanicis Militiis, evacuetur & integrum relinquatur, & Podoliæ atque Ukrainæ Provinciarum nulla deinceps ab Excelso Imperio fiat prætensio, & Ukrainæ Kosacorum Hatmani nomine substitutus, qui modo in Moldavia residet Hatmanus amoveatur. Cumque Limites antiqui Poloniæ & Moldaviæ manifesti sint, si commodum fuerit tempus, ab initio futuri Martii inchoetur evacuatio, & quam citius fieri poterit, quamprimum Polonica Militia è Moldavia educatur, & Munimenta & Loca illius evacuentur, & Moldavia maneat libera, simulque ab initio Martii Camenecensis Fortalitii evacuatio inchoetur, atque evacuationis negotium ubi prius perfici poterit, sine hæsitatione & sine tarditate ac negligentia in executionem deducatur, & Camenecensis Fortalitii evacuatio ad summum usque in decimum quintum mensis Maji ad finem perducatur, & quo cum facilitate & celeritate dicti Fortalitii fiat evacuatio: Ad onera imponenda & transvehenda, quoad fieri potest, Curribus & Jumentis Poloni transportationem coadjuvent, & ubique evacuationis negotium cum securitate & salva re peragatur, in quibus evacuationibus Fortalitiorum & aliorum locorum quoquo pacto munitorum è Subditis quicunque voluntarie exire velint, cum propriis rebus & supellectili exeant tuto & secure, & quicunque remanere velint, item tuto remaneant, & utrinque nullatenus impediantur. Et cum evacuatio Fortalitiorum & locorum utrinque à principio Martii mensis inchoari debeat, instantiam de Tormentorum Cameneci relictione scilicet ex propriis atque ibi repertis Ablegatus Polonus quamprimum ad Fulgidam Portam expediendus afferat ad solium Imperatoris.

IV. Nemo Subditorum Excelsi Imperii cujuscunque conditionis, præsertim vero Tartari, cujuscunque Gentis, sub cujusvis prætentionis & controversiæ prætextu, in Subditos Regis & Reipublicæ Poloniarum & in Limites eorum hostilitates exercere, excursiones agere, Captivos rapere, Pecora abigere, aut quidquid damni inferre, neve eos offendere possint, expressis Regiis Edictis committatur & demandetur, Vesiriis, Beglerbeis & felicissimo Crimensi Hano Cavelgaio & Noradino, & aliquis Soltanis ac Wojewodæ Moldaviæ, ut adhibita maxime sedulitate observent & conservent Confiniorum pacificam tranquillitatem & conciliationem atque quietem, neve aut in captivationibus aut Pecorum abactionibus, aut quacunque alia ratione damnis & molestiis afficiant Poloniæ Subditos, & severissime inquirant in Perturbatores & Transgressores conditionum Pacis, atque habita notitia, ad exemplum aliorum in illos animadvertant, & rapta adinventa propriis dominis restituantur, & si qui hac de re negligenter ac oscitanter agant, sive amissione Officiorum, sive privatione vitæ, prout ex Divinis Legibus convenerit, juste puniantur, pariterque Poloni has conditiones Pacis omnino & sedulo observent atque colant, & nemo in oppositum quidquid audeat.

V. Cum Regnum Poloniæ ab antiquo sit liberrimum, ab Excelso Imperio aut subjectis eidem Gentibus qualiscunque pretensionis aut expostulationis prætextu nulla penitus hostilitate perturbetur; & conclusæ istius almæ Pacis Pactorum vi ad tales prætensiones nequaquam adstringatur.

VI. Tempore hujusce Belli Budsiacenses & alii Tartari e propriis Locis exeuntes, atque in Terras Moldavorum ingressi, hostilitates & offensiones hac occasione in Moldavos & Moldaviam exercent, quod cum sit contrarium sacris Capitulationibus antehac concessis, Regibus Poloniæ, atque proinde cessare ac sustolli debeat; à quibusque Locis & possessionibus & Prædiis & Chyemalibus in Moldavia aut occupatis, aut de novo extructis, Tartari amoveantur, & nativis propriis Locis habitent atque pacifice vivant, & nullatenus in posterum offensiones faciant.

VII. Religiosi Christiani Romano Catholici, juxta concessa ab Excelso Imperio edicta, ubicunque Ecclesias suas habent, consuetas suas functiones sine impedimento exerceant & pacifice vivant, & ulterius sibi commissas instantias de Religione Extraordinarius ad Fulgidam Portam Magnus Legatus ad Imperatorium solium exponat.

VIII. Cum res Mercatoria è fructibus Pacis existat, atque Provincias in meliorem conditionem reducat meliori forma in ordinem redacta: Mercatores utriusque Dominii in posterum non per occulta loca meantes, sed per loca transitui opportuna ultro citroque euntes & redeuntes, postquam solverint juxta consuetum ab antiquo Theloneum rerum portatarum & exportatarum novis exactionibus & expostulationibus nequaquam molestentur, neve ex numerata pecunia Theloneum exigatur, & quicunque nativi Subditi Poloniarum & Lithua-

Lithuaniæ, & aliarum subjectarum iisdem Nationum, ad Mercimoniam agendam venientes, & nullum damnum inferentes, prædicta ratione Mercaturam & coëmptionem & venditionem, sicuti in antecedentibus sacris Capitulationibus etiam declaratur, exactione Tributi dicti Haracz, & aliis inordinatis exactionibus, ne molestentur; verum enim vero si qui relictis suis Regionibus in Imperii Regnis sedem figant, & si qui alii Exteriores sese Polonis immisceant, tales ne possint esse detrimento Reipublicæ Mercatorum Polonorum redeuntium ex armis & Equis & Jumentis & Captivis, qui liberationis suæ instrumentum legitimum habentes in Patriam redire voluerint, nihil exigatur, & ne quispiam impedimento sit taliter abeuntibus Captivis, verum sub isto prætextu nemini liceat sine facultate vetita abducere. Præterea opibus & rebus Mercatorum utriusque Dominii, quibus in aliis Regionibus mori contingat, publici Confiscatores & Partitores ne ab utralibet parte sese immisceant, sed inter Mercatores, cui fides adhibetur, tradantur, ut juxta Catalogum depositionis Hæredibus tradat; si quis autem casus acciderit inter Mercatores, inter ipsos præpositi decisione definiatur, ipse vero, quibus debet, rationem reddat. Ad debitum sive scripto, sive instrumento judiciario non affirmatum, solvendum, contra Divinas Leges nemo compellatur, neve testimoniis solis conductitiis lites debitorum & sponsionum dicantur aut audiantur; instrumentis scilicet legitimis & scriptis & ante extraditis sacris mandatis perlectis atque consideratis, juste ac debite causæ decidantur, atque in similibus causis contenta & statuta in sacris Capitulationibus, ut aliis Confœderatis Nationibus concessa, in Polonos etiam Mercatores extendantur, & ulterius speciatim Polonis antehac concessorum, & in manibus eorundem servatorum sacrorum edictorum sensus quoque colatur & observetur.

IX. Captivi tempore Belli abacti pretiis illorum juxta Leges comprobatis aut datis juramentis in manifestum productis, atque solutis juxta antecedentium Capitulationum hac de re declarationem eliberentur: Si vero tales Captivi multo tempore servierint, ex discretione pretia emptionum cum imminui debeant, si honesto & mediocri pretio cum Domino Captivi conveniri non poterit, Judices locorum legitime procedentes tales differentias componant. Si aliqua occasione post conclusionem Pacis ex Regionibus Polonicis Captivi rapiantur, sine pretio dimittantur, & in Regnis Excelsi Imperii & inter Tartaros etiam ad eliberandos Polonos Captivos circumeuntes Homines quandocunque pacifice res suas agerent, prætextu operæ eliberationi Captivorum navatæ aut alia ratione neutiquam offendatur, quinimo offendentes & detrimentum inferentes puniantur. Captivi in publicis Carceribus detenti permutatione utrinque in libertatem asserantur, magnus vero Poloniarum Legatus de Captivis suis instantias ad Solium Imperiale afferre poterit.

X. Quodcunque Serenissimus Rex Poloniæ in stabilita cum Excelso Imperio Pace firmiter permanebit, sicuti in antecedentibus Capitulationibus declaratur, Moldaviæ Wojewoda, etiam ea ratione, qua ab antiquo cum Rege Poloniarum sincere sese præstitit, rursus consueta ratione sincere tractet, cæterum instar aliorum Subditorum Excelsi Imperii, uti prius pacati sint, & è Moldaviæ atque Valaciæ Provinciis, si qui transfugerint, ne recipiantur: Si qui alia methodo in Poloniæ Dominium irrepserint, ac postea Provinciam suam perturbare ac corrumpere deprehensi fuerint, similes homines, quando perquirentur, reddantur, & conditio ista, cum in antecedentibus Capitulationibus clare & manifeste posita sit, observetur. Pariter ex Subditis Polonis, sive Poloni illi sint, sive Kosacil, cujuscunque Nationis extiterint, quando perturbationem afferent, hinc etiam neque recipiantur neque protegantur, sed retro reddantur, & universi quicunque turbare voluerint Pacem atque Amicitiam hacce ratione utrinque conclusam, ex merito puniantur.

XI. Quæcunque conditiones & clausulæ, in antecedentibus Capitulationibus descriptæ atque conventæ, nullatenus adversantur, de recenti conclusis Pactis neve oppositæ sunt liberis ac perpetuis juribus utriusque Dominii deinceps etiam colantur & observentur; quæ vero contrariæ sunt cassentur & annihilentur, favente & annuente Deo Altissimo, quæ utrinque declaratis & exaratis Articulis perfectiori & exactiori ratione conclusa Pax & conciliatio inter Majestates Augustissimi & Potentissimi Musulmanorum Imperatoris, Hæredesque ejusdem, ac Serenissimi ac Potentissimi Poloniarum Regis & Successores ejus, Poloniamque Rempublicam, ex voluntate & clementia Dei perpetua, stabilis, firma & inconcussa permaneat, & conservata atque custodita sit ab omni turbatione & mutatione & confusione, violatione, & uno eodemque tenore firmissime perseveret, & constantissime continuet, & ut omnes omnino hostilitates amoveantur atque sustollantur, quam citissime notitia præbeatur in Confiniis Præsidentibus, Præfectis & Gubernatoribus, ut sibi caveant, ne in posterum transgressiones fiant, neve altera pars alteri damna inferat, verum enim vero omnes utrinque sincere & amice sese præstent, juxta istam almam Pacem, ut autem omnibus cognita atque comperta sit istius almæ Pacis conclusio, triginta dies pro termino ponantur, post quem nullos prætextus nullaque excusatio acceptabitur, sed in eos, qui adversabuntur editis Edictis exacte obedientiam merentibus, severissime animadvertatur. Post subscriptionem vero Instrumentorum utriusque partis Ablegatus, prius à Polonia missus, & ad fulgidam Portam veniens, juxta antiquam consuetudinem afferat Regias publicas Literas, Ratificationem Pactorum Instrumentis declaratorum continentes, atque Literas Imperatorias ratificatorias itèm accipiat atque deducat. Postea vero ad solennem confirmationem Pactorum Pacis & perfectionem reciprocæ sinceritatis & absolutam terminationem mutuæ amicitiæ, & dispositionem ac digestionem reliquarum rerum, juxta laudatum veterem morem adventurus magnus Legatus, quam primum commode fieri poterit, moveat. Ac proinde undecim numero pactis conclusa juxta istas conclusiones alma Pax ab utraque parte acceptetur atque colatur, cum alte memorati Augustissimi Turcarum Imperatoris Plenipotentiarii & Commissarii existentes Legati, vi suæ facultatis & authoritatis Turcico sermone exaratum, legitimum & validum Instrumentum tradiderint; ego quoque vi facultatis & deputationis meæ propriis manu subscriptas, & Sigillo sigillatas à me Pactorum Literas, tanquam legitimum & validum Instrumentum tradidi. Acta hæc sunt in Congressu Carlovizii in Syrmio sub Tentoriis celebrato die vigesimo sexto mensis Januarii anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo nono.

(L. S.)

Copia Plenipotentiæ Polonicæ.

NOs Augustus Secundus, Dei gratia Rex Poloniæ, Magnus Dux Lithuaniæ, Russiæ, Prussiæ, Masoviæ, Samogitiæ, Kyoviæ, Volhiniæ, Podoliæ, Podlachiæ, Livoniæ, Smolensciæ, Severiæ, Czerniechoviæque; nec non Hæreditarius Dux Saxoniæ & Princeps Elector, &c. &c. Notum testatumque facimus, quorum interest, universis & singulis, quomodo recepta nostra hosce ipsos dies amica ex nexu Fœderis sacri à Serenissimo & Potentissimo Romanorum Imperatore notificatione, de reassumenda rursus eundem inter Serenissimum Imperatorem, & Nos atque Rempublicam Nostram aliosque Christianos Fœderatos, ab una; & Fulgidam Portam Ottomannam, ab altera partibus, Pacis mutuo stipulandæ Tractatu, ea, qua potuimus, expedire celeritate, ad salutare hoc Populis diuturnis Belli calamitate afflictis opus, in verum ac legitimum Plenipotentiarium & Magnum

ANS de J. C. 1699.

Legatum Nostrum destinavimus & ordinavimus Illustrem & Magnificum Comitem Stanislaum in Moszczennicza Rakoraj & Konskie Malachowski, Palatinum Posnaniensem, Terræ Lucomiensis Castrensem & Krecoviensem Gubernatorem, uti quidem præsentibus destinamus & ordinamus ex Senatus Consilio. Dantes & concedentes illi plenariam & omnimodam facultatem, negotium hoc Pacis omni meliori modo in rem Nostram atque Reipublicæ juxta instructionem datam tractandi, peragendi & acceptandi; promittimus autem in verbo Nostro Regio, Nos, quidquid per ipsum taliter gestum, actum, acceptatumve fuerit, pro rato & grato habituros esse. Harum Literarum testimonio ac vigore, in majorem fidem Sigillo publico, Manuque Nostra communitarum. Dabantur ad Castra Nostra Regia in Suburbiis Leopolis die quinto mensis Septembris Anno Domini millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, Regni vero Nostri secundo.

AUGUSTUS REX.

(L. S.)

Stanislaus Szczuka.

Referend. & Rgs. Rudlan.

Copiam hanc ex vero originali suo extractam, eique de verbo ad verbum per omnia consonam & conformem esse attestor, ego infrascriptus Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Aulæ Bellicus & Secretarius.

Joannes de Tiell.

CCCVIII.

ANS de J. C. 1698.

La Turquie et la Moscovie.

Traité de Paix, ou de Tréve, entre MUSTAPHA II. Empereur des Turcs, & PIERRE ALEXIOVITZ, Grand Duc de Moscovie. Fait à Carlowitz, le 25. de Décembre, 1698. Piéce volante imprimée.

Hic est Deus Maxime aperiens omnia, Potentissimus, Firmissimus.

IN Nomine Dei, misericordis semper miserentis. Causa exarationis hujus veritate Præcellentis scripti, & necessitas descriptionis hujus realitate insigniti Instrumenti hæc est; incorruptibilis Domini Creatoris, & Immortalis Opificis liberrimi arbitrii Domini Dei, cujus extollatur gloria extra omnem similitudinem & paritatem æternarum confirmationum, ubertatis concessione & gratia honoratissimæ Meccæ, & lucidissimæ Medinæ Servi, & Sanctæ Hierusalem, & aliorum benedictorum locorum defensoris & Rectoris binarum Terrarum Sultani, & Regis binorum Marium, Dominatoris Potentis Ægipti, & Habissinarum Provinciarum, ac felicis Arabiæ, & Adenensis Terræ, & Cæsareæ Africanæ, & Tripolis, & Tuneti, & Insulæ Cypri, & Rhodi, & Cretæ, & Aliarum Albi Maris Insularum, atque Imperator Babylonis, & Bosrræ, & Laxæ, & Bevani, & Casiæ, & Erzerum, & Schresul, & Mussut, & Diarbechir, & Ricæ, & Damasci, & Halebi, & Sultani Persicæ, & Arabicæ Irachiensis Regionis, & Regis Ghiurdistaniæ, & Turchistaniæ, & Ghiurssistaniæ, & Daghistaniæ, & Trapezuntis, & Imperatoris Provinciarum Rum, & Zulchadric, & Maras, Imperatoris Regionum Tartariæ, Circassiæ, & Abassiorum, atque Crimeæ, ac Desti-Caplac, Imperatoris Orientis, & Occidentis, & Anatoliæ, & Rumeliæ, Possessoris sedis Regiæ Constantinopolis, & protectæ Prussæ, ac defensæ Adrianopolis; & præterea Imperatoris Latissimarum tot Provinciarum, totque Climatum, & Urbium, ac Celeberrimi Dominatoris, Sultani Sultanorum, Regis Regum, Serenissimi, Potentissimi, Augustissimi Domini nostri Imperatoris Refugii Musselmanismi, Sultani Filii Sultanorum, Sultani Mustafa Regis, Filii Sultani Mechmet Regis, cujus Imperium Deus perenne faciat, ac Principatum stabiliat usque in diem Judicii, Majest. Excelsum Imperium inter, & Gloriosissimum inter eximios Principes Christianos, & Prælectissimum inter Magnos Dominatores Christianos, Directorem magnorum negotiorum Christianarum Rerumpublicarum, chlamyde Amplitudinis & Majest. Exornatissimum, argumentis Magnitudinis & Gloriæ condecoratissimum Czarum Moscoviticarum Regionum, & omnium Ruthenicarum Provinciarum Dominatorum & possessorum subjectarum illis Terrarum & Urbium, Sublimem Czarum Moscoviæ, Petrum Alexiovicium (cujus fines Deus salute & rectitudine coronet) cum intercedens ab aliquibus Annis dissidium fuerit in causa calamitatis subditorum, & subjectorum utriusque partis, ea intentione, ut iterum in Amicitiam benevolentiam commutetur ad bonam constitutionem rerum Civitatensium, & ad reducendum in meliorem conditionem statum servorum Dei, in Syrmio in confiniis Carlovitzii, facto congressu cum Illustrissimo & Excellentissimo inter Christianos Magnates, Domino Procopio Bogdanovitz Vosnicin, alte memorati Czari Plenipotentiario Commissario, & Extraord. Legato, & intimo Consiliario, & Locum tenente Bulchoviæ, ab eodem Czaro ad Tractatus, & conclusionem Pacis negotii perfecta authoritate destinato & deputato, atque explentibus Mediationis munus bonis officiis, ac diligenti opera deputatis à Gloriosissimis inter Eximios Christianos Principes, & Refugiis Magnorum Dominatorum ejusdem Gentis, Angliæ & Scotiæ, & Hiberniæ Rege, Wilhelmo III. & Generalibus Statibus Nederlandensibus (quorum fines Deus salute & rectitudine coronet) ad exequendam Mediationis suæ functionem ad Tractatus Pacis, Illustrissimis & Excellentissimis inter Magnates Christianos, Wilhelmo Lord Paget, Barone de Beaudesert; & Domino Jacob Coljer, etiam si ab utraque parte adhibita sit ad Pacem & Conciliationem propensio atque inclinatio; cum tamen non esset facile brevi tempore, ut, ablatis difficultatibus, omnes res convenientes Amicitiæ & Vicinitati perfecte ac debite ad bonum ordinem redigerentur, ne interrumperetur continuatio istorum almorum Tractatuum, sed ut pertractentur atque ad finem perducantur, hac utrinque intentione per mutuum consensum à die vigesimo quinto Decembris Anni millesimi centesimi decimi, nempe * natalitio Domini Jesu Christi, usque ad integros duos Annos terminus constitutus est, intra quem scilicet Almus iste Tractatus ad bonum ordinem reducatur, atque inter excelsum Imperium, Muscoviticum Czarerum, favente Deo Altissimo, Pax, sive per inducias sive perpetua coalescat & vetus amicitia renovetur.

* Il manque ici quelque chose, mais on n'a pas osé le suppléer. On suit la copie imprimée.

Itaque intra statutum unanimi consensu terminum cesset omne prælium & bellum, & pugna, atque conflictus & utrinque amoveantur atque tollantur hostilitates.

Moscorum Czaro subjectis à Moscovitis & Cosaccis, & aliis in subjecta Excelso Imperio Musulmanico confinia, sive aliis, sive Crimensia & loca, & subditos, nulla fiat excursio & hostilitas, nullumque damnum inferatur, neque clam, neque palam, pariterque à parte Excelsi Imperii nullius conditionis exercitus, præsertim Crimensis Chanus, & omnia genera Tartarorum Hordæ, nullam penitus excursionem faciant, nullumque damnum inferant, neque clam, neque palam, in civitates & oppida, subditos, & subjectos Moscorum Czaro.

Atque si qui, sive clam, sive palam, motum aliquem atque dispositionem & hostilitatem, & incursionem fecerint contra hoc Pactum, & hanc conditionem, quæ inter nos confecta est, & sese contumaces, & minus obedientes reddiderint, ex cujuscunque parte sint, deprehendantur, incarcerentur, & sine remissione puniantur; proinde præfata ratione colendi & ob-

ANS de J.C. 1699.

& observandi hujus armistitii tempore; conflictatio & hostilitas penitus amoveatur & tollatur, atque ab utraque parte perfecta propensio, & plena inclinatio adhibeatur ad conclusionem Pacis. Et Crimensis quoque Chanus juxta suam obedientiam & subjectionem ad Excelsum Imperium, adjungatur huic Paci.

Utque ab utraque parte acceptatum & observatum sit, cum alte memorati Czari Plenipotentiarius Legatus & Commissarius vigore suæ facultatis & authoritatis Moscovitico sermone descriptum, legitimum & validum Instrumentum tradiderit, nos quoque facultatis & vicariæ nostræ deputationis vigore, nostris Manibus subscriptum, & nostris sigillis firmatum, hoc scriptum, tanquam validum & legitimum Instrumentum tradidimus. Deus favens est æquitati.

Subscriptum erat,

Mehemed Rami, Magno Cancellario.	*Alessandro Mavrocordati di Scarlato.*
(L. S.)	(L. S.)

Copia Instrumenti Moscovitici.

IN Nomine Domini Dei Omnipotentis in Trinitate Sancta Unius; Ejusdem Gratia Serenissimum & Potentissimum Magnum Dominum Tzarum, & Magnum Ducem Petrum Alexievics, totius Magnæ & Parvæ & Albæ Russiæ Autocratorem, Moscoviæ, Kioviæ, Wolodimiriæ, Novogardiæ, Tzarum Casaniæ, Tzarum Astrachani, Tzarum Siberiæ, Dominum Plescoviæ, & Magnum Ducem Smolensci, Tveriæ, Ingoriæ, Permiæ, Viatkæ, Bolgariæ & aliorum Dominiorum, & Magnum Ducem Novogardiæ, Inferioris Terræ, Csernihoviæ, Resaniæ, Rottoviæ, Jaroslaviæ, Bulcororiæ, Valoriæ, Obdoriæ, Condiniæ, & totius Septentrionalis Plagæ Imperatorem, & Dominum Iveriensis Terræ, Cartalinensium & Gruzinensium Tzarum, & Kabardiensis Terræ, Csercassorum & Montanorum Ducem, ac aliorum multorum Dominiorum & Terrarum Orientalium, Occidentalium, Septentrionaliumque, Paternum Avitumque Hæredem, Successorem & Dominum ac Dominatorem, suam inter Majestatem, atque inter Serenissimum & Potentissimum Magnum Dominum Sultanum Mustafa Chanum, Filium Sultani Mechmet Chani, Dominum Constantinopoleos, Albi Maris, Nigri Maris, Anatoliæ, Vrumiæ, Romaniæ, honoratissimæ Meccæ & Medinæ, Sanctæ Hierusalem, Ægipti & Abyssinarum, Babylonis & Ricæ, & Damasci Dominatorem, Tartaricarum & Crimensium Ordarum, nec non aliorum multorum Dominiorum, Regnorum & Urbium, Insularum & Provinciarum Imperatorem; Ab aliquot Annis intercedens diffidium causa fuit calamitatis subditorum & subjectorum utrique parti, ea intentione, ut rursus in amicitiam & benevolentiam ad bonam rerum civilium constitutionem, reducendumque in meliorem conditionem statum transmutetur, in Syrmio ad Confinia Carlovitzii facto Congressu, cum Illustrissimis & Excellentissimis Selectissimo Domino Magno Cancellario, Reis Mechmet Effendi, & cum Selectissimo Domino ab intimis Secretis Alexandro ex Prosapia Scarlati Maurocordato, alte memoratæ suæ Sultanicæ Majestatis Plenipotentiariis, Commissariis & Extraordinariis Legatis, ad Tractatus, & constitutionem negotii Pacis, perfecta authoritate destinatis & deputatis, Mediatione vero Serenissimi & Potentissimi suæ Regiæ Majestatis Magnæ Britanniæ; & Præpotentium Generalium Statuum Nederlandensium Hollandicorum, Illustrissimorum & Excellent: Plenipotentiariorum eorundem Extraord: Legatorum Domini Wilhelmi, Lord Paget, Baronis de Beaudesert, &c. & Domini Jacobi Coljer, &c. ab utraque autem parte ad Pacem, & inducias propensio & inclinatio adhibita fuit, attamen non facile fuit intra breve tempus, sublatis difficultatibus, res universas convenientes Amicitiæ & Vicinitati perfecte & debite in bonum ordinem redigere; sed ne interrumperetur continuatio horum almorum Tractatuum, quin imo deinceps perficiatur, ad finem deducatur, hac intentione utrinque per mutuum consensum, id est, à die vigesimo quinto Decembris, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo octavo, à nativitate Domini Dei Jesu Christi, in futuros duos integros Annos, inter alte satos ambos Magnos Dominos sunt induciæ, in quibus almus hicce Tractatus in bonum ordinem reducatur, atque inter suam Tzaream Majestatem Moscoviticam, & Sultanicam Majestatem Turcicam, Deo Altissimo secundante, Pax perpetua, aut in sufficientes Annos induciæ concludantur, & vetus Amicitia restauretur. Proinde in hoc constituto determinato unanimi consensu desinat omne prælium, bellum, pugna & conflictus, & utrobique amoveantur & tollantur hostilitates, & à subditis suæ Tzareæ Majestatis Moscovitis & Cosaccis ac aliis Confiniis Mussulmanicis & Crimensibus atque reliquis suæ Sultanicæ Majestatis subjectis locis, & subditis nulla incursio & hostilitas fiat, neque clam, neque palam ullum damnum inferatur; pariter ex parte suæ Sultanicæ Majestatis adversus partem suæ Tzareæ Majestatis nullius ordinis exercitus, potissimum vero Crimensis Chanus, & omne genus Tartarorum & Ordarum penitus ullas incursiones faciant nec ullum damnum palam aut clam in Civitatibus & Oppidis, & subditis subjectis suæ Tzareæ Majestati perpetrent; & si qui vel aperte motum aliquem & dispositionem, hostilitatemque ac incursionem, contra hanc constitutionem & conditionem, quæ nos inter confecta est, fecerint, & ex quacunque demum parte tales contumaces reperientur, apprehendantur, incarcerentur, & sine remissione indefense puniantur: Hac itaque præfata ratione, tempore colendi & observandi hujus armistitii, conflictatio, & hostilitas absolute amoveatur & tollatur, ac ab utraque parte ad concludendam Pacem perfecta propensio & plena inclinatio adhibeatur, & Crimensis Chanus, ex munere suæ erga Imperialem suam Majestatem Turcicam obedientiæ & subjectionis huic Paci adjungatur; quæ omnia, ut ab utraque parte acceptentur & observentur, quoniam alte memoratæ suæ Sultanicæ Majestatis Plenipotentiarii Legati & Commissarii, vigore suæ facultatis & authoritatis, Turcico sermone scriptum legitimum & firmum Instrumentum, ex eoque Latino sermone, propriis manibus, sigillis firmatam Copiam dederunt; Pariter & ego facultatis & plenipotentiæ mihi datæ vigore manu propria subscriptum, & sigillo firmatum, hoc scriptum, Ruthenico, & Latino sermone Copiam tanquam firmum & legitimum Instrumentum tradidi. Scriptum in Carlovitz, Anno millesimo sexcentesimo nonagesimo Octavo, mense Decembris, vigesimo quinto die.

Subscriptum erat,

Procopio Bogdanoviz Vosnicin, alte memorati Czari Plenipotentiario, Commissario, & Extraordinario Legato, & intimo Consiliario, & locum tenente Bulchoviæ.

Copia Plenipotentiæ Moscoviticæ.

NOtum facimus, ac testamur his præsentibus, quod cum inter nos, & nostros Confœderatos ex una, & Altam Portam Ottomannicam ex altera parte, ad Tractatus constituendæ Pacis via aperta sit, quod nos etiam hoc in negotio recusare nolumus; Ideo nos Illustri Magno Legato Domino nostro Consiliario, ac Locumtenenti Bolchiæ, Procopio Bogdanowitzo Wosnitzino plenam

ANS de J.C. 1699.

nam ac absolutam facultatem & potestatem dedimus in constituto Congressu subscribendi, ac Sigillo muniendi concessimus, cum Ottomannica Porta idoneum, ac nobis proficuam Pacem, ac de omnibus nostris militaribus ac commodis, simul cum Confœderatorum nostrorum Plenipotentiariis Legatis tractandi, quicquid illius reciproce confectum fuerit, & a Ministris Portæ, promittentes nostro Tzareo Majestatis verbo, quod omne id per præfatum Plenipotentiarium nostrum Legatum conventum ac concordatum, firmum ac ratum habere volumus ac debeamus; quodve vigore hujus literarum Sigillo nostro munitarum testamur. Scripta Imperii nostri in Aula imperante Magna Urbe Moscovia, Anno a condito Mundo. 7208. mensis Junii 19. die, Imperii nostri 16. Anno.

(L.S.)

Copiam hanc ex vero Originali suo extractam, eique de verbo ad verbum per omnia consonam & conformem esse attestor ego infrascriptus Sacræ Cæsareæ Majestatis Consiliarius Aulæ Bellicus & Secretarius.

Joannes de Tiell.

CCCIX.

ANS de J.C. 1699.

LA TURQUIE ET VENISE.

Traité de Paix entre MUSTAPHA II. *Empereur des Turcs & la République de* VENISE. *Fait à Carlowits le 26. Janvier* 1699. Feuille volante imprimée.

Hic est Deus omnia maxime aperiens Potentissimus Firmissimus.

In nomine Dei misericordis, Semper miserentis.

CAusa Descriptionis hujus Instrumenti, Veritate Præcellentis & necessitas exarationis hujus Scripti realitate insigniti hæc est: Cum occasione Inimicitiæ ac malevolentiæ, quæ ab aliquibus annis contigit cum Excelso Imperio inter Rempublicam Venetarum subjecta atque subditi patiantur, ut rursus in amicitiam, & benevolentiam convertatur, & Jura vicinitatis restaurentur Mediatione & Insinuatione atque Commendatione gloriosissimorum inter Magnos Principes Christianos, & compositorum Magnorum Negotiorum Christianorum Rerum publicarum, Exornatissimorum chlamyde amplitudinis & honoris condecoratissimorum argumentis Magnitudinis & Celsissimæ æstimationis Angliæ, Scotiæ, & Hiberniæ Regis *Gulielmi III.*, & Statuum Generalium Nederlandiæ, quorum finis & Rectitudine Coronentur; ex commiseratione subditorum servorum Dei, præstita Pacis propensione & inclinatione atque facto inter Plenipotentiarios utriusque partis Carlovitzii prope confinia in Syrmio, & Illustrissimis & Excellentissimis inter Christianos Magnates Britannicæ Majestatis Extraordinario Legato *Gulielmo Domino Paget*, Barone de Beaudesort, & Legato Dominorum Statuum Generalium Nederlandiæ, Domino *Jacobo Colyer*, Mediatorii muneris functionem per omnes numeros bonis Officiis explentibus, atque eorundem interventu; juxta veterem consuetudinem permutatis & consideratis Plenipotentiis, & initis Tractatibus & Conferentiis Pacis ex Imperiali mandato & vigore authoritatis ac deputationis nostræ cum præmemoratæ Reipublicæ Legatus Plenipotentiarius Illustrissimus inter Christianos Magnates Dominus Eques *Carolus Ruzzini*, in multis sessionibus collatis de rebus Pacis Colloquiis, etiamsi ad considerationem sat temporis eidem superfuisset, nihilominus propter aliquarum difficultatum occursum inclusione articulorum Pacis hæsitaverit, eaque de causa Illustrissimi & Excellentissimi Majestatis Romanorum Imperatoris atque Polonicarum Plenipotentiarii Legati, ex respectu debito Præliminaribus punctis, opera præmemoratorum Mediatorum Legatorum, & consensu omnium atque approbatione statutis, præsertim observatione per Art. III. eorundem declarata usque ad subscriptionem & permutationem Instrumentorum utrinque mutuo consensu quindecim iterum dierum data prorogationis terminus jamjam expiraturus esset, atque a prædicto Legato Veneto nulla Resolutio data fuerit; ea intentione ut conclusæ per Divinum favorem Paci Venetiarum quoque Respublica includatur & comprehendatur, controversos Articulos pro Veneta etiam Republica meliore modo tractantes, atque habitis respectu & observatione, ut fundamentale Instrumentum adinstar Præliminaris huic Pacificationi antehac inter Excelsum Imperium & Cæsaream Majestatem & Rempublicam Venetiarum, tanquam validum & inviolabile statutum est; rursus eorundem Mediatorum Legatorum officiis & opera cum Excelso Imperio, inter toties memoratam Rempublicam sedecim ista Pacta vicissim observanda; mutuo tandem consensu nobiscum concluserunt, quæ de verbo ad verbum sequenti modo recensemus.

I. LA Morea colle sue città, Fortezze, Castelli, Terre, Ville, Monti, Fiumi, Laghi, Boschi, Porti, & ogne altra cosa, che si ritrova dentro la circonferenza della medesima, hora possesso della Republica di Venetia, resta Pacificamente nel possesso, & Dominio dell'istessa Republica, trà i suoi Limiti del Mare, è dell' essamiglia, ove sono gli Vestiggi dell' antica muraglia, così che ne dal canto di Morea si faccia verune estentione nella terra ferma, si faccia alcuna estentione oltre i Limiti della Morea.

II. La Terra ferma essendo nel Possesso dell' Eccelso Imperio, restarà totalmente nel possesso, è Dominio dell'istesso Imperio per appunto nello stato che si trovava nel Principio di questa ultima Guerra

La Fortezza di Lepanto restara evacuata della Republica di Venetia, il Gastello detto di Rumelia, nella parte di Lepanto si demolira, si demolira perimente la Fortezza di Prevesa, è si lasciara in quella parte la terra ferma nel suo primiero & intero stato.

III. L'Isola di Santa Maura, colla sua Fortezza, Capo di Ponte detta Peraccia senza veruna estentione maggiore in Terraferma, è l'Isola di Leucate, attaccata a Santa Maura restaranno nel possesso, è Dominio della Republica di Venetia.

IV. L'Evacuatione di Lepanto, è la demolitione del

I. LA Morée avec toutes ses Villes, Forteresses, Châteaux, Terres, Villages, Montagnes, Rivieres, Lacs, Bois, Ports & toutes choses généralement quelconques, qui se trouveront comprises dans toute l'étendue de la même Province, & qui sont maintenant possedées par la République de Venise, demeureront en la possession & sous la domination de la même République, dans toute la circonférence du païs enfermé entre la Mer & l'Isthme à l'endroit où se voyent les vestiges de l'ancienne muraille, de maniere qu'il ne se pourra faire aucune extention du Continent de la Morée dans la Terre ferme ni au delà des Confins de cette Province.

II. Comme la Terre ferme est sous la domination du haut Empire elle demeurera entierement en la possession dudit Empire, dans l'état qu'elle étoit au commencement de la derniere guerre.

La Forteresse de Lepante sera évacuée par la République de Venise & le Château nommé Romelie sera démoli du côté de Lepante; on démolira pareillement la Forteresse de Prevesa & on laissera de ce côté-là la Terre ferme en son premier & entier état.

III. L'Ile de Sainte Maure avec sa Forteresse, le Cap du Pont nommé Peraccia, sans qu'il puisse s'étendre plus avant dans la Terre ferme, & l'Ile de Leucate, attachée à Sainte Maure resteront en la possession & Seigneurie de la République de Venise.

IV. L'Evacuation de Lepante, & la démolition du Châ-

AN S de J. C. 1699.

del Castello detto di Romelia, è di Prevesa, si esseguiranno subito doppo la distinctione delli Limiti in Dalmatia, & in questo mentre, per levare tutte le hostilità, è anco l'occasione di queste, li presidii delli detti tre luoghi si conteneranno dentro, ne faranno alcuna escursione nella terraferma ne veruna pretentione, per qualsivoglia pretesto; è gli habitanti delli sudetti luoghi possono restare, o partire secondo che vorranno, senza usarsi alcuna violenza.

V. Li Golfi che si trovano fra la Terraferma, è Morea restano all'uso commune, obligandosi l'una, è l'altra parte di conservarli immuni è franchi, da qualsivoglia cattiva gente.

VI. L'Isole dell' Archipelago, è di quelle Mari resteranno in quello stato ch'erano avant' il prencipio di questa ultima Guerra nel possesso dell' Eccelso Imperio; ne si prenderanno della Republica Carazzi, ò siano Contributioni, ò altro introdotto nel tempo della presente Guerra.

Per l'auvenire l'Eccelso Imperio non prendera dalla Republica di Venetia per l'Isola di Zante, ne dalli suoi habitanti alcuna pensione passata, o futura.

VII. L'Isola d'Egena con la sua Fortezza, come adjacente di Morea è posseduta della Republica rimanerà col suo presente stato nel possesso è Dominio dell' istessa.

VIII. Nella Dalmatia le Fortezze di Chnin, è Sign, è Ciclut, è Gabella, essendo al presenti nel possesso è Dominio della Republica di Venetia restaranno nel Pacifico possesso, e Dominio della medesima; ma poiche si devano porre li limiti in tale forma, che li possessi restino chiari, è li sudditi d'ambe le parte in quieta, è tranquilita; ne si possa venire à qualsivoglia imaginabile differenza, che possa in alcuna maniera disturbare la tranquilita delli confini, si è accordato, che dalla Fortezza di Chnin, alla Fortezza di Verlica è da questa alla Fortezza di Sign, e da questa alla Fortezza di Duare, detta Paduaria, è da questa alle Fortezza di Vergoraz, è parimente da questa, alla Fortezza di Ciclut è Gabella, si tirino linéé rette, è si separino li confini, si che dentro le dette Linéé verso il Dominio Veneto, e il Mare tutte le Terre, è li distritti, con i Castelli, Forti, Torri, e Luoghi Chiusi restino nel solo possesso, è Dominio della premenorata Republica, è le Terre, è le distritti, che saranno fuori della detta linea restino nel possesso & Dominio dell Eccelso Imperio, con i Castelli, Forti, Torri, Luoghi chiusi essistenti in quelli, è non si permettera per l'auvenire alcuna estentione, è dilatione, ò restrittione ne dall' una, ne dall' altra parte, e le dette Linéé secondo l'habilità delli Luoghi si faranno chiare, è manifeste, con li termini di Colli è boschi ò di fiumi, è aque Correnti, e dove il luoco non dara l'Evidenza, si poneranno segni di fosse, e palli, e Colonne, Come tra li Commissarii d'ambe le parte destinati a questa designatione di commun concerto, si troverà a proposito; e per che dette Fortezze nel possesso della Republica habbiano anche in fronte conveniente spacio di territorii, alle Fortezze di Chnin, Verlica, è Sign, e Duare, e Vergoraz, e Ciclut, s'assignarà dalli Commissarii il spatio d'un hora di Paese con rettitudine, ò linea semicircolare, conforme lo permettera, ò lo richiedera la convenienza del terreno.

La Fortezza di Chnin havera il suo fianco verso li parti di Croatia sin al confine del Cesareo Dominio, senza veruno preguiditio delli tre Dominii, che haveranno

Château de Romelie & de Préveza, s'executeront incontinent aprés que les Limites de la Dalmatie auront été reglées; & cependant pour empêcher toutes sortes d'hostilitez, & même pour en retrancher toutes les occasions, les Garnisons des trois Places susdites n'en sortiront point. Elles se contiendront dans les Fortifications d'icelles, & ne feront aucunes courses dans la Terre ferme, & n'y pourront rien prétendre sous quelque prétexte que ce puisse être. Il sera aussi permis aux habitans desdits lieux d'y rester ou d'en sortir suivant qu'ils le jugeront à propos, sans qu'il leur soit fait la moindre violence.

V. L'usage des Golfes qui sont situez entre la Terre ferme & la Morée sera commun entre les deux Puissances, & l'une & l'autre des deux parties s'oblige de les conserver francs & de les purger de toutes sortes de brigands & de personnes nuisibles.

VI. Les Iles de l'Archipel, & de ces Mers resteront sous la domination du haut Empire en l'état qu'elles étoient avant le commencement de cette derniere guerre. On n'exigera des sujets de la République aucuns Tributs nommez Caraches, & il ne s'y levera aucunes contributions, ni aucun des autres Impôts qui y ont été introduits durant la présente guerre.

Le haut Empire n'exigera à l'avenir de la République de Venise pour l'Ile de Zante, ni de ses habitans aucune pension ni pour le passé ni pour le futur.

VII. L'Ile d'Egéna avec sa Forteresse, étant voisine & adjacente à la Morée, & présentement possedée par ladite République demeurera en la possession d'icelle en l'état qu'elle est présentement.

VIII. Les Forteresses de Chnin, de Sign, de Ciclut, & de Gabella situées dans la Dalmatie, étant présentement possedées par la République de Venise, elles demeureront à l'avenir sous la domination de la même République pour en jouir paisiblement: mais comme on doit fixer les Limites de cette Province si exactement, & si clairement qu'on ne puisse plus en douter à l'avenir, pour la conservation du repos & de la tranquillité des sujets des deux parties & pour prévenir tous les differens imaginables qui pourroient troubler de quelque maniere que ce pût être le repos des Frontiéres, on est convenu que depuis la Forteresse de Chnin, jusqu'à celle de Verlica, de celle-ci à la Forteresse de Sign, de cette derniére à celle de Duare autrement dite Paduaria, de celle-ci à celle de Vergoraz, & semblablement de Vergoraz à la Forteresse de Ciclut & de Gabella, on tirera des lignes droites pour faire la séparation des confins, de maniére qu'entre lesdites lignes en tirant vers les Terres de la domination des Venitiens & du côté de la Mer, toutes les Terres, & les Cantons avec les Châteaux, Forts, Tours & lieux fermez seront seulement possédez par la République ci dessus nommée; & à l'égard des Terres & Cantons qui seront hors de ladite ligne ils demeureront en la possession & sous la domination du haut Empire; avec tous les Châteaux, Forts, Tours & lieux fermez qui y sont compris; & il ne sera permis en aucune maniere d'étendre, ni de diminuer les Frontiéres de part ni d'autre.

Lesdites lignes seront marquées clairement & distinctement selon la disposition des lieux, par le moyen des Collines & des Bois, ou celles des Riviéres & des eaux Courantes; & lorsque le lieu ne fera pas connoître évidemment lesdites limites, elles seront marquées par des Fossez, des Pieux, & des Colomnes, ainsi que les Commissaires nommez par les parties pour regler de concert lesdites Frontiéres, le jugeront à propos: & afin que lesdites Forteresses qui demeureront en la possession de la République ayent devant elles une espace de Territoire convenable, les Commissaires marqueront autour des Forteresses de Chnin, de Verlica, de Sign, de Duare, de Vergoras & de Ciclut une Banlieue ou espace de Pais d'une heure de chemin en droite ligne, ou en demi Cercle, selon que la disposition du terrain le permettra ou le demandera.

La Forteresse de Chnin presentera son flanc du côté de la Croatie, jusques aux confins des Terres de l'Empereur, sans porter aucun préjudice aux trois Puissances dont les

ANS de J.C. 1699.

veranno in quella parte li termini delli loro confine, ma si haverà sempre di osservarsi il jus accordato a Cadauno, di questi tre Dominii per questa universale Pace.

La sudetta linea s'osservarà dell' una, e dell' altra parte; ma si vicino ò dentro di quella, venisse à restare qualche Fortezza dell' Eccelso Imperio, restando nella spalle di questa il suo territorio intiero, nella fronte circolarmente haverà da gudere il terreno posto dentro la circonferenza, parimente dello spaccio d'un hora.

E per la Fortezza di Ciclut parimente nella fronte si darà il territorio dello spaccio d'un hora, e nel fianco fuori della linea il spaccio di due hore di terra, tirandosi una linea retta sin al Mare, & en questa forma, e regola, essendo distinto li confine, e posti i termini, e separate le terre, da possedersi, l'osservaranno inviolabilmente, & senza Veruna mutatione, e se alcuno mai haverà l'ardire di violare qualche segno, ò di transgredire qualche termine, è gli ufficiali ancora, che mancaranno nella dovuta cura, col meritato castigo, delli delinquenti, tanto dall' una, quanto dall' altra parte, saranno severamente puniti; è se à caso i Commissarii havessero incontro, di qualche difficoltà; è non potessero accordarli, informaranno i loro Patroni sinceramente è realmente à finche per gl' officii delli rappresentanti di S. M. Ces. e delli SS. Mediatori presente alla fulgida Porta, si definiscano amichevolmente, e per simil, ò altra qualsivoglia differenza di confine non si venirà à alcuna hostelità, ne si intorbiderà la quieta delli poveri sudditi, oe s'intenderà alterata la Pace conclusa con l'Eccelso Imperio.

IX. Il Territorio, è li distritti della Signoria di Ragusa saranno continuati con i territorii, è distritti dell' Eccelso Imperio, Levandosi ogni ostacolo ch'impedisce la continuatione, è la communicatione delle Terre, della detta Signoria con le Terre del medesimo Imperio.

X. Nella Vicinanza di Cattaro, Castelnuovo, è Lisano essendi attualmente nel possesso, è Dominio della Republica di Venetia, restino nel Pacifico possesso, è Dominio della medesima Republica, con le loro Terre. E l'istesso s'intenda per qualunque altra Fortezza in quella parte essistente, attualmente nel possesso della medesima; è li Commissarii che saranno distinati, dall' una, & l'altra parte, siano d'esperimentato probità, a finche senza alcuna propria passione, giudicando realmente questa importante affare; anco in quelle parte separino li Territorii, è li distinguano con evidenti segni, si che si levi l'occasione d'ogne torbidezza, ma da quella parte ancora si avertisca, che non si interrompa la continuatione delle Terre di Ragusa con quelle dell' Imperio.

XI. Dovendosi commineiare la designatione del confine d'ambe le parti in Dalmatia, è nella parte di Cattaro, al primo tempo, che sarà commodo, li Commissarii deputati à questa opera, corrispondendo con previi avisi, faranno la loro congiontione in luoco conveniente, con committiva di gente Militare ben si; ma Pacifica, è quieta d'Egual numero; è con l'ajutto d'Iddio comminciaranno la lora funtione dal giorno dell' Equinottio, cioè $\frac{11}{21}$ di Marzo dell' anno corrente, ed adopreranno ogni deligenza nella distintione dell' uno è dell' altro confine delle sudette parti; a finche con prestezza finiscono nel termine di due mesi, ò piu presto se si puo fare.

XII. Quanto piu è desiderata la fermezza dell' amicitia è la quiete delli sudditi d'ambe le parti, tanto piu devano

ANS de J.C. 1699.

frontiéres confineront aux limites susdites; mais on sera toûjours obligé de garder inviolablement le droit qui appartient à chacune des trois Puissances susdites, suivant les conventions de cette Paix universelle. Les deux parties s'en tiendront également à la Ligne susdite; que s'il arrivoit que dans le voisinage de cette Ligne, ou dans la Ligne même, il y eut quelque Forteresse de la dépendance du haut Empire, le territoire situé derriere cette place lui restera tout entier, & on lui marquera de front en ligne circulaire un espace de terrain pris dans la circonference de ladite Ligne, & qui aura pareillement une heure d'étenduë.

Pour ce qui regarde la Forteresse de Ciclut, on lui assignera semblablement de front une Banlieuë de l'espace d'une heure, & du côté du flanc une espace de deux heures de chemin hors de la Ligne, en tirant une Ligne droite jusqu'à la Mer; & lors que les limites auront été fixées, les bornes posées & les Territoires separez en la forme & maniere susdite pour demeurer de cette sorte en la possession de l'une & de l'autre des Parties, lesdites bornes seront observées inviolablement & sans y apporter le moindre changement; & si jamais il arrive à qui que ce soit d'avoir la hardiesse de violer les marques desdites frontiéres, ou de passer au delà des limites; & que les Officiers même manquent à remplir leur devoir & à apporter tout le soin necessaire à cet égard, en châtiant les delinquans selon leur merite, ils seront puni sévérement tant d'une part que d'autre. Et au cas que les Commissaires trouvent quelques difficultez, & qu'ils ne puissent s'accorder entr'eux, ils en informeront fidélement & exactement leurs Maîtres, afin que ces differens se puissent terminer à l'amiable par les bons offices & la mediation de ceux qui representent sa Majesté Impériale & les Seigneurs Mediateurs à la P rte Ottomanne.

IX. Le Territoire & les dépendances de la Seigneurie de Raguse seront joints aux Territoires & Cantons du Haut Empire, & on levera tous les obstacles qui empéchent la jonction & la communication des Terres de ladite Seigneurie avec les Terres du même Empire.

X. Castelnovo & Lisano qui sont dans le voisinage de Cattaro étant actuellement en la possession & sous la Seigneurie de la République de Venise, elle demeurera dans la jouissance paisible desdites places & de leurs Territoires. Ce qui doit s'entendre pareillement de quelque autre Forteresse que ce puisse être, située dans ce Canton, & dont la même République est actuellement en possession; & les Commissaires qui seront députez de part & d'autre doivent être choisis entre des personnes d'une probité reconnuë, afin que n'étant prévenus d'aucune passion ni d'aucun interêt particulier, ils puissent décider cette importante affaire avec toute l'équité possible, en faisant la séparation des Territoires de ce Païs, & en faisant connoître leurs limites par des marques évidentes, de maniere qu'on puisse retrancher toutes sortes d'occasions de troubles & de démêlez entre les deux parties; mais que l'on donne encore avis de ce côté-là que la proximité des Terres de Raguse avec celles de l'Empire Ottoman ne doit point être interrompuë.

XI. Et d'autant que la fixation des limites des deux Parties doit commencer par la Dalmatie, & du côté de Cattaro, d'abord que le tems sera favorable, les Commissaires députez pour cet effet, s'en donneront des avertissemens réciproques, & s'assembleront dans un lieu propre & convenable à une telle action, accompagnez de part & d'autre d'un pareil nombre de gens armez, mais toutefois paisibles & nullement enclins à causer du trouble; lesdits Commissaires commenceront avec l'aide de Dieu leur fonction & leurs conferences le premier jour de l'Equinoxe, c'est-à-dire le $\frac{11}{21}$ de Mars de l'année courante, & ils employeront tout le soin & toute la diligence possible à faire la distinction des confins des deux Parties; en sorte qu'ils en puissent achever entierement la séparation dans le terme de deux mois, ou plûtôt s'il se peut.

XII. Et comme lesdites deux parties ont témoigné réciproquement un desir ardent de lier entr'elles une amitié ferme

ANS de J. C. 1699.

devano esser egualmente abominati quelli che portati dal reprobo loro genio, ò costume anco nel tempo di Pace, con ladronezze, & altre hostili essercitii, intorbidano la tranquilità del confine; perciò ne dall' ona, ne dall' altra parte, si darà ricetto, ò fomento, à tali for usciti, di qual sivoglia sorte, ma saranno perseguitati, presi, è consegnati, acioche ad essempio d'altri siano col meritato castigo punnti; è sarà, per l'avenire proibito l'appoggio, & il mantenimente di questi mali huomini.

XIII. A Ciascuna della parti sia lecito di risarcire, riparare, & fortificare le possedute fortezze; ma non gia di fabricarne di novo, altre Fortezze apresso il confine, ò le demolite Fortezze della Republica di Venetia nella sponde della Terra ferma per la commodità; però delli sudditi sia lecito di porre Borghi, è vilaggi per tutto; osservandosi tra di loro Pacificamente ogni buona corrispondenza, è vicinanza, è contenendosi nalle proprii termini; è se à caso succedesse frà loro alcuna differenza, subito convenendi li prefetti del confine d'ambe le parti amichevolmente, è con ogni giustitia levino l'occasione di qualsivoglia contrasto.

XIV. Tanto per la Religione, è per la libertà, è permutta delli schiavi, quanto per il trassico, s'osservarà lo stilo, è tenore dell' antecedenti capitulatione, è sara lecito all' Ambasciatore della Republica di portarne le sue olteriori instanze al soglio Imperiale. In tanto circa la Religione, è circa la libertà delli schiavi, è circa il traffico siano confirmati anco per questa Pace, li Sacri Comandamenti Imperiali concessi per avanti alla Republica, & il Trafico haverà da godere la sua forma, ch'haveva avanti questa ultima Guerra, li mercanti della natione Veneta tutti li Previleggi che le sono stati concessi.

XV. Sin al giorno dell' immediate sottoscrittione fra li Plenipotentiarii dell' Eccelso Imperio, è della Republica, dal giorno della sottoscrittione delli Plenipotentiarii di S. M. Ces. & di Polonia dell' accordato per la Republica deve cessare ogni hostilità tanto per Terra, quanto per Mare, ed osservarsi ogni buona corrispondenza, & afinche li Rettori d'ogni confine habbiano la notitia di questo armistitio, si pone per le parti di Bosna, & Albania, & Dalmatia, il termine di 30. giorni, è per le parti dell' Isola di Candia, è di Morea, è gl'altri confine di quelle parte si pone il termine di giorni 40. doppò; dentro li quale termine al possibile dal canto dell' Eccelso Imperio, ò dal canto della Republica di Venetia, non si contra venirà ad alcuna di questi articoli, che si pottanno osservare; in oltre si concede alli sudditi una vera & universale amnestia è qualsivoglia loro fatto, ò dilitto commisso in tempo di Guerra, passando in totale oblivione, nissuno d'essi, come delinquenti, sara per l'auvenire castigato, ò molestato.

XVI. La duratione della presente Pace con l'Eccelso Imperio della Republica di Venetia si determerà, quando si Venirà alla stesa degl'instrumenti & alla immediate sottoscrittione delli Plenipotentiarii d'ambe le parti nella forma che si dichiarerà doppo questi articoli; è parimente si tratterà degli articoli ch'apparteranno all' maggiore stabilimento dell' amicitia, è buona corrispondenza.

me & constance, elles doivent avoir d'autant plus d'aversion de ces sortes de personnes, lesquelles animées d'un esprit de trouble & de discorde, ont coutume, même en tems de paix, de troubler la tranquillité des frontières par des brigandages, & par d'autres espèces d'hostilitez: c'est la raison pour laquelle on ne donnera ni de part ni d'autre aucun azile, ni protection à de pareils transfuges de quelque qualité qu'ils puissent être; au contraire ils seront poursuivis, arrêtez & emprisonnez, pour être punis selon leur merite, afin de servir d'exemple aux autres: & il sera defendu à l'avenir de donner aucun appuy ni protection à ces sortes de gens.

XIII. Il sera permis à chacune desdites parties de rétablir, reparer & fortifier les Forteresses qui sont en leur possession; mais non pas d'en bâtir de nouvelles auprès des frontieres, ni de rebâtir celles qui ont été démolies par la République de Venise sur les confins de la Terre ferme pour sa commodité. Il sera permis aux Sujets desdites Parties de bâtir partout des Bourgs & des Villages, à condition de vivre entr'eux dans une parfaite correspondance, & comme bons voisins & amis, en se contenant exactement dans leurs propres limites: Que s'il arrive entr'eux quelque differend, les Gouverneurs des frontières tant d'une part que d'autre en seront informez amiablement, afin qu'ils retranchent le plus équitablement qu'il sera possible toute sorte d'occasion de dispute.

XIV. Pour ce qui regarde la Religion, la delivrance & l'échange des Esclaves, & en ce qui concerne le commerce, on observera les conditions du dernier Traité selon leur forme & teneur, & il sera permis à l'Ambassadeur de la République de faire à cet égard de nouvelles instances au Trône Impérial. Ainsi à l'égard de la Religion, de la delivrance des Esclaves, & du commerce, les sacrez Edits Imperiaux ci-devant accordez à la République, seront confirmez par le present Traité de Paix; & le trafic s'exercera de la même maniére qui se pratiquoit avant cette derniére guerre, & les Négocians de la Nation Venitienne joüiront de tous les privileges qui leur ont été accordez ci-devant.

XV. Depuis le jour de la signature faite par les Plénipotentiaires de sa Majesté Imperiale, & de Pologne, de ce dont on est convenu pour la République, jusques au jour de la signature immédiate du Traité conclu entre les Plénipotentiaires du haut Empire & de la Republique, toutes hostilitez cesseront tant par Terre que par Mer, & les sujets des parties vivront en bonne amitie & correspondance; & afin que tous les Gouverneurs des Frontières soient informez de cette suspension d'Armes, les parties sont convenuës d'un terme de 39 jours pour les Provinces de Bossine, d'Albanie & de Dalmatie; & d'un terme de 40. jours pour l'Ile de Candie & pour la Morée, & les autres Frontiéres qui sont du même côté; durant lequel espace de tems le haut Empire & la République de Venise feront chacun de son côté tout leur possible, pour empêcher qu'on ne contrevienne à pas un desdits articles qui seront exécutez autant qu'il sera possible. De plus on accorde à tous les sujets tant d'un côté que d'autre une sincere & générale amnistie quelque action & crime qu'ils puissent avoir commis en tems de guerre, & qui sera entiérement mis en oubli; & aucun d'iceux ne sera recherché, inquieté ni châtié à l'avenir comme delinquant.

XVI. La durée de la présente paix entre le haut Empire & la République de Venise, se déterminera, lorsqu'on fera la délivrance des actes, du present Traité, & que les Plénipotentiaires des deux parties procederont à la signature immédiate dudit Traité, en la forme & maniére qui sera déclarée ensuite desdits articles; & l'on conviendra semblablement des conventions que l'on jugera nécessaires pour affermir de plus en plus l'amitié & la parfaite correspondance des parties.

Post quæ omnia tandem jam inter nos ita conventum ac stipulatum est, præsens hoc instrumentum ut si interea temporis quondam nos hic adfuerimus, prædictus Plenipotentiarius Venetus sese ad acceptationem & subscriptionem resolverit, possit ipsemet illico, & sine dilatione exarare tenorem totius instrumenti, & propria subscriptione, proprioque sigillo firmare, ac nobis tradere, & compar à nobis instrumentum nostris item

ANS de J.C. 1699.

item subscriptionibus & sigillis munitum sibi traditum suscipere, ita tamen ne supra positi articuli perturbentur aut permutentur aut restringantur, vel amplificentur, sed tantummodo quæ ad majora renovatæ amicitiæ officia pertinere videntur, mutuo consensu addantur, articulis locorum & limitum nequaquam immutatis.

Quod si prædictus Legatus Plenipotentiarius Reipublicæ Venetæ nobis hinc discedentibus re sua quantum ad se, indeterminata remanerct, permittitur vi istius instrumenti præmemoratæ Reipublicæ ut intra spatium triginta dierum à die conclusæ hujus almæ Pacis, possit ratificare hoc instrumentum, & ratificationem suam mediatoribus Legatis transmittere, articulos etiam ad amicitiæ reciproca officia extendere, & præsentes Tractatus Viennæ à die adventus solennis Legati Excelsi Imperii, per Legatum suum Plenipotentiarium ibidem commorantem intra spatium duorum mensium plene perficere, sin vero eadem Respublica articulis supra recensitis minus acquieverit, item Viennæ eadem inclyta perseverante mediatione, & præsente uno aut altero ex Cæsaris Ministris Plenipotentiarii Legati utriusque partis poterunt hosce Tractatus reassumere ac dirigere, his tamen conditionibus, ut jam semel statutum mutuo consensu partium fundamentale instrumentum in omnibus, & per omnia ex æquo utriusque Religiose & inviolabiliter observetur atque colatur (neque articuli, in hoc præsenti instrumento recensiti, in dubium revocentur, aut uni parti magis, quam alteri adjumento sint) præterea intra spatium sex mensium à die qua solennis Legatus Excelsi Imperii Viennam advenerit, juxta conditiones toties sati præliminaris & fundamentalis vicissim acceptati instrumenti, debeat Legatus Plenipotentiarius Venetus Viennæ Tractatus suos absolvere, perficere, & concludere, ac permutare valida ad hoc necessaria utrique parti instrumenta, atque ita Respublica etiam Veneta huic almæ Paci includi, observato interea juxta rationem in articulis supra insertis declaratam utrinque armistitio, amotisque vicissim terra marique quibusvis hostilitatibus & offensionibus & nulla admissa articulorum hic stabilitorum contraventione. Quod si neque hoc prænominatæ Reipublicæ placuerit, post supra statutum terminum incumbat eidem, rem suam sive belli, sive Pacis per se gerere nec propriam hac in re culpam alii, quam sibimetipsi inputare, atque cum præti petiti Domini extraordinarii & Plenipotentiarii Legati Cæsareæ Majestatis ac Poloniarum, testibus etiam Legatis Plenipotentiariis Mediatoribus, Latino sermone descriptum validum & legitimum instrumentum propriis subscriptionibus & sigillis firmatum, vigore authoritatis & facultatis sibi concessæ, ac deputationis suæ nobis tradiderunt; nos quoque, vigore facultatis, & authoritatis, ac plenipotentiæ, & deputationis nostræ, validum & legitimum hocce instrumentum propriis subscriptionibus & sigillis signatum extradidimus. Exaratum die vigesimo quarto mensis dicti Reciep anno 1110.

Subscriptum erat,

Mehemed Rami	*Alessandro Mavrocordati*
Magno Cancellario.	*di Scarlato.*
(L. S.)	(L. S.)

In Nomine Sanctissimæ & Indevidua Trinitatis.

NOtum sit omnibus, & singulis quorum interest, quod posteaquam ad reducendam Populorum tranquillitatem ab aliquot annis bello turbatam & renovandam Amicitiam inter Excelsum Ottomannicum Imperatorem, & Serenissimam Venetorum Rempublicam, mediantibus & conciliantibus Serenissimo & Potentissimo Principe ac Domino Guilielmo Tertio Magnæ Britanniæ, Franciæ & Hiberniæ Rege, ut & Excelsis, ac Præpotentibus Generalibus Uniti Belgii Ordinibus declaratio Pacis propensio sit, eumque in finem Congressus inter Plenipotentiarios utriusque partis Carlovitz in Sirmio, interventu Illustrissimorum & Excellentissimorum Dominorum, Domini Guilielmi Paget, Baronis de Beaudesert, Serenissimi Regis Brittanniæ, & Domini Jacobi Coljer, Celsorum ac Præpotentium Fœderati Belgii Ordinum, amborum apud Portam Ottomannicam Oratorum, & ad Pacem hanc restabiliendam Legatorum Plenipotentiariorum Mediatorii muneris officia, tedulo, & integerrime peragentium institutus permutatisque hinc inde Plenipotentiis continuatus fuerit. Illustrissimus vero & Excellentissimus Dominus Carolus Ruzini Eques supradictæ Reipublicæ Serenissimæ Legatus Plenipotentiariis, in multis sessionibus collatis de rebus Pacis colloquiis, etiam si ad considerationem sat temporis eidem superfuisse, nihilominus ob varias quæ sibi occurrerunt difficultates post satis amplum etiam temporis spatium in Tractatu suo progredi non potuerit. Nos infrascripti Sacræ Cæsareæ Majestatis, & suæ Regiæ Majestatis Poloniarum Legati extraordinarii & Plenipotentiarii extremum concessæ prorogationis terminum & absolvendi Tractatus necessitatem eminere videntes, ex obligatione præliminaribus ad hunc Congressum punctis, opera antedictorum Dominorum Medistorum, & omnium Nostrum consensu Statutis, debita præsertim conservata ratione, per articulum 3. declarata Pacem Serenissimæ Venetorum Reipublicæ promovere cupientes, Tractatus pro modo sata Republica assumpsimus; & habito respectu, ad solenne Pacis hujus fundamentum antehac inter Cæsaream Majestatem, Rempublicam Venetam, & Excelsum Imperium tanquam validum, & inviolabile statutum meliori quo potuimus modo Tractatus cum Illustrissimis & Excellentissimis Portæ Ottomannicæ Legatis Plenipotentiariis Dominis, Domino Mehmet Effendi, Supremi Imperii Ottomannici Cancellario, & Domino Maurocordato, ex Nobili stirpe de Scarlati mox dicti Imperii Consiliario, & intimo Secretario, sexdecim articulos, eo, quo sequitur tenore & conditionibus ad finem oppositis servandos mutuo consensu conclusimus.

Fiat insertio.

Post quæ omnia cum supramemoratis Excelsi Imperii Ottomannici Legatis ulterius quoque ita conventum est, ut quamdiu jam dicti Domini Legati hic adfuerint, si Dominus Legatus Venetus sese ad acceptationem insertorum superius articulorum resolverit, possit illico eosdem in instrumentum redigere, illudque propria subscriptione sigilloque munitum Dominis Plenipotentiariis Ottomannicis extradere, & compar vicissim ab eisdem subscriptum signatumque recipere, ea tamen lege, ne præterquam in illis quæ ad amicitiæ majoris officia pertinere videbantur, supra recensitos articulos quoad limites & loca nec alia quapiam ratione immutare, restringere, ampliare, aut permutare liceat; Quod si discedentibus hinc Dominis Excelsi Imperii Ottomannici Legatis eumdem Dominum Legatum Venetum quantum interest rebus adhuc suis indeterminatis remanere contigerit, permittisque sæpedictæ Venetorum Reipublicæ ut intra spatium triginta dierum, à die conclusæ hujus universalis almæ Pacis possit ratificare hoc instrumentum & ratificationem suam Dominis Legatis Mediatoribus transmittere, articulos quoque ad renovandæ amicitiæ reciproca officia extendere, & præsentis Tractatus Viennæ à die adventus solennis Legati Excelsi Imperii Ottomannici per Legatum suum Plenipotentiarium ibidem commorantem, intra spatium duorum mensium plene perficere.

Sin

ANS de J.C. 1699.

Sin vero eadem Respublica articulis supra recensitis minus acquieverit, item Viennæ eadem inclita perseverante mediatione & præsente uno, aut altero ex Cæsareis Ministris Plenipotentiarii Legati utrinsque partis poterunt hosce Tractatus reassumere, ac digerere, his tamen conditionibus, ut antehac statutum mutuo Partium consensu præliminare & fundamentale instrumentum in omnibus, & per omnia ex æquo Religiose, & inviolabiliter observetur, atque colatur, neque tum articuli Pacis in hoc præsenti instrumento recensiti uni parti magis quam alteri adjumento sint.

Præterea intra spatium sex mensium à die qua solemnis Legatus Excelsi Imperii Ottomannici Vienna advenerit, juxta conditiones toties fati præliminaris, & fundamentalis vicissim acceptati instrumenti debent Legatus Plenipotentiarius Venetus Viennæ Tractatus suos absolvere, ac valida desuper, & necessaria utrinque instrumenta permutare, atque ita Respublica etiam Venetiarum huic almæ Paci includi, observato interea juxta rationem in articulis hic suprapositis declaratum utrinque armistitio, amotisque vicissim terra, marique quibusvis hostilitatibus, & nulla admissa articulorum hic stabilitorum contraventione. Quod si neque intra supra statutos terminos prænominata Respublica Tractatus suos potuerit ad finem perducere, incumbat soli Reipublicæ suis ultro prospicere, super quibus omnibus hucusque declaratis, & concordatis rite recteque observandis, cum prærepetiti sæpius Domini Excelsi Imperii Ottomannici Legati Plenipotentiarii vigore suæ facultatis & auctoritatis, & plenipotentiæ, & deputationis, validum & legitimum instrumentum propriis subscriptionibus & Sigillis munitum nobis tradiderint. Nosque Sacræ Cæsareæ, & Regis Poloniæ Majestatis Legati extraordinarii & Plenipotentiarii vigore Cæsareæ Majestatis & Serenissimi Regis Poloniarum generalis nostræ facultatis, assistentibus etiam, & attestantibus Dominis Legatis Plenipotentiariis Mediatoribus præsens instrumentum in majorem fidem, & conditionem Pacis pro inclita Venetorum Republica officiis nostris promotarum & supra enarrato modo conclusarum firmitatem subscriptionibus pariter propriisque Sigillis nostris appositis corroboravimus.

Acta hæc sunt in Congressu Carlovitii in Sirmio sub tentoriis die 26. Januarii 1699.

Wolfgangus C. ab Ottingen ... *Leopoldus C. Schlik.*
(L.S.) (L.S.)
S. Malachowski. (L.S.)

HÆc præmissa coram nobis & subscriptione Mediatoris nostra ita acta conclusa & firmata esse, vigore publici muneris nostri pariter subscriptione & sigillorum nostrorum appositione attestamur & firmamus, anno & die ut supra.

Gulielmo Paget. (L.S.) *J. Coljer.* (L.S.)

Exemplar Formula adjuncta à Serenissima Republica Veneta pro ratificatione instrumenti Pacis.

SYLVESTER VALERIO Dei Gratiâ Dux Venetiarum, &c.

Notum facimus & attestamur, quod die 26. Januarii 1699. more Imperii, in Congressu Pacis facto Carlovitz, sancitum est instrumentum tenoris subsequentis.

Inseratur Instrumentum.

Conclusio.

NOs igitur Capitula sexdecim supradicta Pacis inter Serenissimum Mustapha Turcarum Imperatorem & Rempublicam Nostram à Senatu Nostro omnino rata & grata habemus, spondentes in verbo supradictæ Reipublicæ articulos eosdem omnes & singulos inviolabiliter observare, nec pro viribus passuros ut à quopiam violentur. In quorum fidem hasce Nostras fieri jussimus, manuque Nostra subscripsimus & sigillo Nostro muniri mandavimus. Data in Nostro Ducali Palatio die 7. Februarii 1699. M. V.

SYLVESTER VALERIO Dux Venetiarum.

AGOSTINO BIANCHI *Secretario.*

Sigillum Ducale pensile est in argento.

CCCX.

ANS de J.C. 1699.

LA FRANCE ET LES PROVINCES-UNIES.

Tarif Arrêté entre les Commissaires de LOUIS XIV. *Roi de France & les Commissaires des Hauts & Puissants Seigneurs les Etats Généraux des* PROVINCES-UNIES *des Pays-Bas; en exécution de l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Ryswyk le 20. de Septembre* 1697. *A Paris le 29. jour de Mai* 1699. Manuscript.

LE Roi Très-Chrêtien & les Etats Généraux des Provinces Unies des Pays-Bas, désirans d'exécuter l'Article XII. du Traité de Commerce conclu à Ryswyck le 20. Septembre 1697, & conformément à la disposition de cet Article faire un nouveau Tarif commun suivant la convenance réciproque, ayant nommez des Commissaires pour y travailler; savoir, de la part de Sa Majesté, Jean Baptiste de Layon Conseiller Sécrétaire du Roi & Directeur Général du Commerce, Jean René Henault Conseiller Sécrétaire du Roi, Sécrétaire & Greffier du Conseil d'Etat & Privé, & Antoine Peltier Conseiller Sécrétaire du Roi: Et de la part des Etats Généraux, Guillaume de Nieuport, lequel s'est rendu pour cét effet dans la Ville de Paris, où lesdits Sieurs Commissaires après diverses Conferences tenuës pour satisfaire à l'Article XII. dudit Traité & achever de rétablir le Commerce & la Navigation réciproque entre les deux Nations, sont convenus unanimement que les Especes comprises dans les Articles suivans ne payeront, à commencer du premier jour de Juillet prochain aux Entrées du Royaume, que les Droits ci-après réglez, au lieu de ceux portez par le Traité du 18 Avril 1697, & par les Articles posterieurs à savoir:

Balcines coupées & apprêtées le cent pesant payera 9 livres,

Charaians, la piéce de 22 aunes payera 5 liv.

Beure d'Hollande, le cent pesant payera 12 f.

Busles, Elans & Cerfs passez en Busles, Culotes & Collerins de Busles, le cent pesant payera 20 liv.

Camelots à un & demy Soye & de toutes autres sortes, la piéce de 20. aunes payera 8 liv.

Cire blanche, le cent pesant payera 12 liv.

Cuirs de Bœufs tanez de toutes fortes, la douzaine payera. 14 liv.

Cuirs de Vaches tanez, la douzaine payera 7 liv.

Draps de Hollande de toutes sortes de couleurs, la piéce de 25. aunes payera 55 liv.

Et les autres piéces de plus grande ou moindre largeur à proportion.

Fanons de Baleine, le cent en nombre tant grands que petits du poids de 300 livres ou environ, payera 20 liv.

Fer blanc, le Baril de 450 feuilles doubles payera 20 liv.

Le Baril de simples feuilles payera 10 liv.

Fromage d'Hollande de toutes sortes, le cent payera 1 liv. 10 sols.

Huile & graisse de Baleine & d'autres Poissons, la Barique de 250 liv. payera 7 liv. 10. f.

Moruë verte ou Cableau salé, le Baril pesant 300. livres payera 5 liv.

Et les Barils pesants plus ou moins, à proportion.

Maqueraux, le lest de 12 Barils payera 12. liv.

Plumes à écrire, le cent payera 4. liv.

Pipes à Tabac, la grosse de douze douzaines payera 5. sols.

Porcelaine contrefaite en Fayance d'Hollande, le cent pesant payera 10. liv.

Rubans de fil, le cent pesant payera 8 liv.

Ratines drapées ou aprestées en draps de cinq quarts ou quatre tiers de largeur, la piéce de 25 aunes payera 55 liv.

Et les piéces de plus grande ou moindre longueur, à proportion.

Ratines drapées de deux tiers de large, la piéce de 25. aunes payera 27. liv. 10 sols.

Ratines frisées de 5 Quarts ou 4 Tiers de largeur, la piéce de 25 aunes payera 42 liv.

Ratines frisées de 2. tiers de largeur, la piéce de 28 aunes payera 21 liv.

Sayes de Porste, le cent pesant payera 4 liv.

Savon verd, noir, mol & liquide, le cent pesant payera 3 liv.

Serges de Seigneur & Serges façon d'Aslot, la piéce de 28 aunes payera 8 liv.

Serges drapées façon de Florence, d'Angleterre & autres Pays, blanches & teintes, la piéce depuis 13 jusqu'à 15. aunes payera. 11 liv.

Sucre rafiné en pain ou en poudre, candis blanc & brun, le cent payera 22 liv. 10 sols.

Toilles de Hollande fines & grosses, soit cruë, jaunes, blanches & grisettes tant fines, moyennes que grosses, la piéce de quinze aunes payera 2 liv.

I. Les Denrées & Marchandises du crû des Pesches & de la Fabrique que les Sujets des Etats Généraux, specifiées en la presente Convention, payeront les Droits ci-devant expliquez à toutes les Entrées du Royaume, Terres & Pays de l'obeïssance du Roi.

II. Les Denrées & les Marchandises du crû, des Pesches & de la Fabrique des Sujets Etats Généraux, non comprise dans la presente Convention, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce contenuës dans le Tarif du 28 Avril 1667, ou dans les Déclarations & Arrêts posterieurs, payeront pareillement à toutes les Entrées du Royaume, Terres & Pays de l'obeïssance du Roi, les Droits, ordonnez par le Tarif & par lesdites Déclarations & Arrêts posterieurs.

III. Les Droits établis par la présente Convention & ceux compris dans les deux Articles précédens, seront également payez dans le temps des Foires sur les Denrées & Marchandises du cru des Pêches, Fabriques, & Commerce des Provinces-Unies, tant par les Sujets de Sa Majesté, que par ceux des Etats Généraux; ce qui sera pareillement exécuté même à l'entrée des Ports des Villes de Dunkerque & de Marseille, le tout nonobstant toutes les Franchises & Priviléges, sans préjudice néanmoins de l'Article IX. du Traité de Commerce de Ryswyk, pour les Marchandises du Levant.

IV. Toutes les autres Denrées & Marchandises du cru de la péche de la Fabrique des Sujets des Etats Généraux, ensemble toutes les Marchandises de leur Commerce qui ne sont pas exprimées dans la presente Convention ni dans le Tarif du 18 Avril 1667, ni dans les Déclarations & Arrêts posterieurs, payeront aux Entrées & aux Sorties, les Droits portez par le Tarif du 18 Septembre 1664. par tout où il a cours & dans les autres Provinces du Royaume, les Droits ordonnez par les differens Tarif qui sont exécutez.

V. Les Denrées & les Marchandises dont les Droits aux Sorties & aux Entrées ne sont pas fixez par les Tarifs de 1664 & de 1667, par les Edits, Déclarations & Arrêts posterieurs, ni par cette Convention, payeront cinq pour Cent de la Sortie, & cinq ou dix pour Cent à l'Entrée, suivant les deux derniers Articles mis à la fin de l'Etat des Entrées & des Sorties qui composent le Tarif de 1664. dans les lieux où il a cours, & dans les autres Provinces du Royaume, suivant qu'il est réglé par les Tarifs differens qui sont exécutez.

VI. Les Etats, Déclarations & Arrêts qui fixent les Ports & les Bureaux par lesquels certaines Denrées & Marchandises peuvent entrer dans le Royaume, Terres & Pays de l'obeïssance du Roi, à l'exclusion de tous autres lieux & passages; ensemble les Edits, Déclarations & Arrêts qui deffendent l'entrée dans l'étenduë des Pays de l'obeïssance du Roi, de certaines Denrées & Marchandises, & ceux qui deffendent la sortie de quelques autres, seront executez selon leur forme & teneur.

VII. Comme aussi lesdits Sieurs Commissaires sont convenus que les Denrées & Marchandises du cru & Fabrique de France, Terres & Pays de l'obeïssance du Roi, ci-aprés déclarez, ne payeront à commencer du premier jour de Juillet prochain, aux entrées des Pays, Terres & Seigneuries de l'obeïssance des Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, que les Droits ci-après, sçavoir,

Beure, le cent pesant payera 10 sols.

Fromage, le Cent pesant payera 1 flor. 4 sols.

Jambons, le Cent payera 1 fl. 12.

Melasse ou Syrop sortant du Sucre, le Cent pesant payera 5 flor.

Cidre de Poires, le Tonneau composé de 4 Bariques, douze Pipes, trois Poiçons ou six Tierçons, payera. 4 flor.

Verres à faire Vitres, le panier payera 10 s.

Verres à boire, payeront cinq pour cent de leur valeur.

Verjus; le Tonneau composé de quatre Bariques, deux Pipes, trois Poinçons ou six Tierçons payera 4 flor.

Vinaigre, le Tonneau composé aussi de quatre Bariques, deux Pipes, trois Poinçons, ou six Tierçons payera 2 flor. 8 sols.

Et pareillement lesdits Sieurs Commissaires sont convenus que le Vif Argent ne payera à la sortie des Pays, Terres & Seigneuries des Etats Généraux pour la France, Pays, Terres & Seigneuries de l'obeïssance du Roi, le cent pesant que 4. flor.

VIII. Les Denrées & les Marchandises ci-dessus ne payeront pour tous Droits que les sommes portées par la presente Convention sur chacune espece; Et à l'égard des Denrées & Marchandises du cru, Fabrique & Commerce des Sujets du Roi, non comprises dans la presente Convention, elles payeront les Droits ordonnez par les Tarifs des Provinces-Unies des Pays-Bas, & ceux qui y sont presentement établis, & en pratique.

IX. Tous les Articles contenus en la presente convention seront exécutez pendant le tems porté par l'Article 44 du Traité de Commerce de Ryswick, & auront la méme force & vigueur, que s'ils y étoient inserés, sauf au surplus de déroger audit Traité, comme aussi les Ratifications en seront données en bonne forme, & échangées dans le temps de quinze jours, à compter dès ce jourd'hui.

X. En foi dequoi Nous Commissaires de Sa Majesté, & des Seigneurs des Etats Généraux en vertu de nos Ordres & pouvoirs, avons signez ces présentes, à Paris ce 29. jour de Mai 1699.

Signez,

DE LAGNY,
HENAULT,
PELTIER,
GUILLAUME NIEUPORT.

TABLE

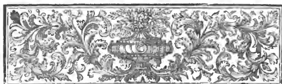


TABLE ALPHABETIQUE
DES
MATIERES
Contenuës dans les
QUATRE VOLUMES
DE
CE RECUEIL.

AVERTISSEMENT.

Outre ce qu'on a dit de cette Table dans la Préface générale, & qu'il est nécessaire de lire, pour pouvoir bien s'en servir; il faut remarquer que ces Chifres I. II. III. IV. *marquent le Premier, le Second, le Troisiéme, & le Quatriéme Volume. Les Chifres Arabes ou ordinaires, comme* 1. 2. 3. 4. *&c. marquent les Pages. La lettre* a. *marque la premiére Colonne, & la lettre* b. *la seconde. Si l'on trouve cette marque* ii. O. *cela signifie les Observations qui sont à la tête du Second Volume, & le Chifre Romain, qui suit cette marque, comme, par exemple* v. vi. *&c. marque la Page. Que si l'on voit encore une* N. *après le Chifre, c'est une marque qu'il faut chercher la chose dans les Notes. Enfin ces lettres & chifres,* I. P. v. vi. *&c. marquent le Tome I. les Préfaces, qui sont au devant de ce Tome, & les Pages de ces Préfaces, qu'on a pris soin de faire suivre.*

A.

faite

Ban-

— De-

Commis-

E.

A l'E-

— Fait

H.

Her-

Hesse

I.

Douai-

— Quels

N.

P.

— Les

S.

— Traite

dddddd ij

— Fran-

X.

Y.

Z.

Fin de la Table des Matiéres.

